HAL
open science

De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle : les voies/x de l'Argentine, du Brésil et du Chili (1919-1946)

Juliette Dumont-Quessard Dumont

▶ **To cite this version:**

Juliette Dumont-Quessard Dumont. De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle : les voies/x de l'Argentine, du Brésil et du Chili (1919-1946). Histoire. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2013. Français. NNT : 2013PA030077 . tel-02905427

HAL Id: tel-02905427

https://theses.hal.science/tel-02905427v1

Submitted on 23 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3

École Doctorale 122 – Europe latine-Amérique latine
CREDA UMR 7227 – Centre de Recherche et de Documentation des Amériques

De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle

Les voies/x de l'Argentine, du Brésil et du Chili (1919-1946)

Volume 1

Juliette DUMONT-QUESSARD

Thèse présentée en vue de l'obtention du titre de docteur en histoire
Sous la direction de M. Laurent Vidal

Soutenue le 24 juin 2013

Jury

Mme Maria Helena Rolim CAPELATO, Professeur, rapporteur
Université de São Paulo

M. Olivier COMPAGNON, Maître de conférences HDR
Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3

M. Robert FRANK, Professeur émérite
Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne

Mme Annick LEMPERIERE, Professeur, rapporteur
Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne

Guy MARTINIERE, Professeur émérite
Université de La Rochelle

Laurent VIDAL, Professeur
Université de La Rochelle

Résumé

De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle : les voies/x de l'Argentine, du Brésil et du Chili (1919-1946)

S'inscrivant dans le champ de l'histoire des relations culturelles internationales, cette thèse analyse de manière comparatiste l'élaboration d'une diplomatie culturelle par l'Argentine, le Brésil et le Chili dans la période de l'entre-deux-guerres, en s'appuyant sur des organismes de coopération intellectuelle à vocation internationale (l'Institut International de Coopération Intellectuelle, ancêtre de l'UNESCO placé sous les auspices de la Société des Nations) ou régionale (le Bureau de Coopération Intellectuelle de l'Union Panaméricaine).

Notre but est de montrer comment, à partir des toiles tissées par les différentes structures et dynamiques de la coopération intellectuelle, internationale, continentale ou latino-américaine, l'Argentine, le Brésil et le Chili ont forgé les instruments d'une diplomatie culturelle et ont bâti une certaine image d'eux-mêmes sur la scène internationale. Cette thèse vise à montrer que les initiatives argentine, brésilienne et chilienne sur le terrain de la diplomatie culturelle ne prennent corps et sens que dans la mesure où elles s'insèrent dans des dynamiques qui dépassent leurs frontières.

Dans le cadre d'une étude sur la diplomatie culturelle, qui implique que le pays qui en fait usage ait une image à proposer sur la scène internationale, la question de l'identité nationale est au cœur de la réflexion. Nous nous inscrivons donc dans une perspective qui relève tout autant de l'histoire des relations internationales que de l'histoire culturelle, aux confins des débats sur l'identité nationale et sur la définition de la politique étrangère.

Mots-clés : Argentine ; Brésil ; Chili ; Diplomatie culturelle ; Société des Nations ; Panaméricanisme.

Abstract

From Intellectual Cooperation to Cultural Diplomacy : the Argentinian, Brazilian and Chilean Experiences (1919-1946)

Contributing to the field of history of international cultural relations, this thesis proposes a comparative analysis of the engagement in cultural diplomacy by Argentina, Brazil and Chile in the period between the two World Wars. This surge in cultural diplomacy relied upon organizations for intellectual cooperation, both on an international (e.g. the International Institute of Intellectual Cooperation, predecessor of UNESCO under the auspice of the League of Nations) and regional level (e.g. the Office of Intellectual Cooperation of the Pan-American Union).

The goal of this work is to show how, from various networks embedded in the structures and dynamics of international, continental and Latin American intellectual cooperation, Argentina, Brazil and Chile forged deliberate instruments of cultural diplomacy and constructed a certain image of themselves on the international scene. This thesis aims to show that these initiatives in cultural diplomacy could neither have happened nor acquired their importance without being part of larger dynamics transcending their own national borders.

At the heart of any reflection on cultural diplomacy and its concern with projections of national images into international settings is the question of national identity. Therefore, the work takes a perspective that is as much part of history of international relations as it is cultural history, retracing the frontier of debates on national identity and the definition of foreign policy.

Keywords: Argentina, Brazil, Chile, Cultural Diplomacy, League of Nations, Pan-Americanism.

À Vândna, Suca, Regina, Cristina et Dora, cinq « femmes puissantes »
dont l'amitié est la plus belle chose qui me lie au Brésil.

À la mémoire de mes grands-parents.

« Je sais bien que j'ai tort, qu'il y a des limites à se donner. À cette condition, l'on crée. Mais il n'y a pas de limites pour aimer et que m'importe de mal étreindre si je peux tout embrasser[1]. »

Albert Camus

[1] Albert CAMUS, *L'envers et l'endroit*, [1937], Paris, Éditions Calmann-Lévy et Gallimard, Bibliothèque de la Pléïade, 1965, p. 45.

Remerciements

On insiste souvent sur la solitude du thésard. Celui-ci acquiesce, tout en s'empressant de rajouter que la thèse est une histoire de rencontres et d'expériences partagées. C'est aussi une histoire de soutien et de confiance.

La première rencontre décisive dans la genèse de cette thèse fut celle de Jean-Marc Delaunay, qui m'aida à trouver mon chemin vers la recherche.

Ce chemin me conduisit à Olivier Compagnon, qui m'accorda une confiance et un soutien qui ne se sont jamais démenties et qui a, tout au long de ces six années (j'englobe l'année de Master 2), conjugué exigence et complicité intellectuelles.

J'ai eu la chance que Laurent Vidal m'accorde lui aussi sa confiance pour diriger cette thèse, avec enthousiasme, bienveillance et rigueur et me pousse à oser être historienne.

J'ai eu également celle d'être financée tout au long de la réalisation de ce doctorat. Tout d'abord grâce à une allocation et à un monitorat (2007-2010) attribués par l'École doctorale 122, puis grâce à un poste d'ATER à l'IHEAL, à plein temps, de 2010 à 2012, et à mi-temps, pour l'année universitaire 2012-2013.

J'ai par ailleurs bénéficié de plusieurs aides afin de réaliser mes recherches en Argentine, au Brésil et au Chili. Le CREDA (UMR 7227), l'École doctorale 122, mais aussi l'Université Paris 3 Sorbonne nouvelle, par le biais d'une bourse « aires culturelles » (obtenue en 2009) et le Réseau Français d'Études Brésiliennes (bourse obtenue en 2009) ont contribué de façon décisive à rendre possible ce travail de thèse. Je tiens à remercier Marie-Eugénie Cosio, Martine Droulers et Sébastien Velut qui, en tant que directeurs du CREDA, ont toujours fait preuve à mon égard de sollicitude et de bienveillance.

Le travail en archives constitue l'un des moments forts – et décisifs – d'une recherche en histoire. Il me faut exprimer toute ma gratitude à Jens Boel de l'UNESCO, à Cécile Tardy et au personnel de la BDIC ; à Roseana Graça Martins et au personnel des archives de l'Itamaraty à Rio de Janeiro ; à Karin Schmutzer des archives du ministère chilien des Relations extérieures, ainsi qu'au personnel des archives du ministère argentin des Relations extérieures et celui des archives du Quai d'Orsay.

Le dialogue et les échanges que l'on peut avoir avec d'autres chercheurs sont aussi la clé d'une réflexion qui, sans cela, aurait du mal à éclore. Je n'oublie pas ce que ce travail doit aux conversations que j'ai eues avec Hugo Rogélio Suppo, Patricia Funes, Mônica Pimenta Velloso, Márcio de Oliveira, Isabel Lustosa, Raquel Paz dos Santos, Juan Gabriel Valdés, Richard Marin, Ludovic Tournès, Nancy Green, Ângela Meirelles de Oliveira, Daniel Iglesias, Jérémy Rubenstein, Élodie Brun et Romain Robinet. Il doit aussi beaucoup à la complicité amicale et intellectuelle de Guillemette Martin et d'Adriana Ortega. Je tiens à remercier tout particulièrement Yannick Wehrli pour la relecture attentive qu'il a faite de mon premier chapitre, ses précieux conseils et les diverses discussions, toujours constructives, que nous avons pu avoir sur l'Amérique latine et la Société des Nations.

Ces discussions ont également eu lieu au sein de l'Association pour la Recherche sur le Brésil en Europe, espace de convivialité autant que de débats. Anaïs Fléchet et Silvia Capanema, qui ont créé cette association, m'y ont accueillie avec chaleur et ont, tout au long de ces cinq années, enrichi de leurs remarques et de leurs conseils mon travail de thèse.

Cette recherche, tout comme sa rédaction, se sont faites en quatre langues. Quatre langues et autant de manières d'appréhender le monde. La traduction, de l'espagnol, du portugais et de l'anglais, a donc une place essentielle dans ce travail. Pour mener à bien cette entreprise, passionnante et chronophage, l'aide de Manuel Rodriguez, de Lucie Hémeury, de Maud Quessard-Salvaing, d'Étienne Sauthier, d'Alicia Rinaldy, de Lydiane Pollet, de Marie-Noëlle Carré, de Guillemette Martin et de Delphine Bellagarde a été des plus précieuses. Mon père a apporté une contribution qui a été plus que décisive, me permettant de respecter les délais impartis.

Mes années de thèse ont été aussi des années d'enseignement, à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine. Ce furent des années intenses, riches et formatrices. Elles ont confirmé mon attachement à la transmission des savoirs, à la formation, au service public. Elles ont été aussi l'occasion de précieuses rencontres, tant avec les enseignants-chercheurs, qu'avec les membres du personnel administratif et de la bibliothèque Pierre Monbeig. Qu'ils soient tous ici remerciés pour leur bienveillance, leur soutien et leur professionnalisme. J'ai une pensée particulière pour Mona Huerta et son insatiable curiosité ainsi que pour Françoise Roujean, confidente attentive et bienveillante de tous ceux qui franchissent la porte de son bureau. J'ai eu la chance de pouvoir partager avec mes collègues ATER et moniteurs angoisses, questionnements et fous rires. Je n'oublie pas Marie-Laure Geoffray, guide patiente et souriante de mes premiers pas à l'IHEAL. Enfin, ces années n'auraient pas eu de sens sans les étudiants, leur enthousiasme, leur curiosité, leurs craintes. Ce fut une belle expérience.

Pour mener à bien mes recherches, un certain nombre de terrains, au Brésil, en Argentine et au Chili, ont été nécessaires. Suca et Regina au Brésil, Nacho au Chili, Jérémy en Argentine, m'ont offert, plus qu'un toit, leur amitié précieuse et leur foi en l'humain.

Mes amis, de part et d'autre de l'Atlantique, ont chacun contribué à faire de ces six années une expérience plus douce. Certains (Diane, Matthieu, Camille) ont pris leur part au travail de relecture, apportant ainsi une contribution non négligeable à ce travail.

Mes remerciements vont à mes parents, pour leur amour, pour leur curiosité, leur enthousiasme, leur soutien et leurs relectures attentives. Ils m'ont appris que l' « inquiétation » n'était pas un vilain mot et qu'elle n'était pas incompatible avec la maxime « Klaxonne et fonce ».

Je pense aussi au reste de ma famille, et en particulier à ma sœur, qui m'a souvent aidée à prendre un peu de recul par rapport aux angoisses qui sont celles d'une thésarde.

Enfin, je n'aurais sans doute pas entrepris cette thèse sans l'amour, le soutien, la patience et les encouragements de Benoît, mon mari. Ce travail est aussi le sien.

Sommaire

Sommaire 8

Liste des sigles et abréviations, note sur les traductions et précisions orthographiques 13

Table des illustrations et tableaux 15

Introduction 18

Première partie : L'Amérique latine dans la toile internationale de l'entre-deux-guerres 57

Chapitre I : L'Amérique latine et la Société des Nations : entre espoirs et désillusions 68

L'Amérique à la Société des Nations : une voix singulière 70

Le Brésil, le Chili et l'Argentine à la SdN 87

Les relations entre pays latino-américains à la SdN et leur activité 116

Chapitre II: Expériences latino-américaines d'une coopération intellectuelle très européenne. L'Amérique latine à l'OCI et l'OCI en Amérique latine 131

L'Amérique latine et l'OCI : une motivation parfois tardive mais une présence grandissante 134

L'Argentine, le Chili et le Brésil à l'OCI : acteurs et structures 144

L'implication des Latino-américains à l'OCI : quel type de participation ? à quels projets ? 182

Chapitre III : L'Amérique latine et le système panaméricain 207

Genèse et fonctionnement du système panaméricain 209

Le panaméricanisme vu depuis l'Amérique latine ou la figure de Janus 249

« The glory of American civilization » : Panaméricanisme et coopération intellectuelle 260

Deuxième partie : L'Amérique latine au centre de la toile 296

Chapitre IV : Entre l'Europe et les États-Unis, quelle voix/e pour l'Amérique latine ? 310

L'Amérique latine, enjeu entre l'Europe et les États-Unis 312

L'Amérique latine entre universalisme et américanisme 353

L'Amérique Latine, trait d'union entre l'Europe et les États-Unis ? 365

Chapitre V: Dynamiques de coopération intellectuelle en Amérique latine : « construyendo Nuestra América » 387

Les acteurs au centre de la toile 395

Les fils de la toile : pratiques de la coopération intellectuelle latino-américaine 429

Chapitre VI : Comment être (latino) américain ? Les appropriations latino-américaines des structures de la Coopération intellectuelle (1926-1943) 475

Le projet brésilien d'Institut interaméricain, 1926 479

De la Conférence de Buenos Aires (1936) à la Conférence de Santiago (1939) : repenser la place et le rôle de l'Amérique latine dans un monde troublé 501

Sauver l'Europe ? La Conférence de La Havane et le projet de délocalisation de l'IICI (1941-1943) 523

INDEX 552

Sommaire du volume 2 557

Table des tableaux et illustrations du volume 2 560

Troisième Partie : Usages et enjeux de la diplomatie culturelle de l'Argentine, du Brésil et du Chili 562

Chapitre VII : Les instruments de la diplomatie culturelle : Structures et protagonistes 570

L'Argentine 571

Le Brésil 618

Le Chili 651

Chapitre VIII : Quelle place dans le concert des nations ? Buts et destinataires de la diplomatie culturelle 690

L'Euro-Amérique au prisme de l'Argentine, du Brésil et du Chili 694

Face aux États-Unis, une diplomatie culturelle est-elle possible ? 721

L'Amérique latine, terrain privilégié des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne ? 729

Chapitre IX : « Soi-même comme un autre » ? La construction d'une identité pour l'extérieur 747

La nation sur la scène internationale : perspectives continentales 750

L'Argentine, pays de cocagne, nation moderne et terre de conflits 782

Un Brésil à la conquête de sa « brasilianité » 821

Le Chili ou la nation comme paradoxe 853

Conclusion 894

Annexes 908

Sources 910

Fonds d'archives 910

Ouvrages imprimés 929
Bibliographie 936
Ouvrages et articles d'intérêt général 936
Relations internationales 942
Ouvrages sur l'Amérique latine 947
Argentine 958
Brésil 965
Chili 973
Ouvrages sur le système panaméricain et le panaméricanisme 979
Histoire des sciences 981
États-Unis 984
Documents 986
Chronologie indicative 987
Liste des ministres argentins de Relations extérieures de 1916 à 1945 1003
Liste des ministres brésiliens des Relations extérieures de 1902 à 1951 1006
Liste des ministres chiliens des Relations extérieures de 1915 à 1947 1008
Tableau des relations commerciales entre les États-Unis et l'Amérique latine en 1913 et en 1918. 1012
Les pays d'Amérique latine à la SdN : tableau récapitulatif des dates d'entrée et de sortie 1013
L'Amérique latine dans l'Organisation de Coopération Intellectuelle : tableau récapitulatif 1014
Texte du décret créant la commission argentine de coopération intellectuelle 1018
Liste des membres de la commission nationale argentine en 1936 1020
Statuts de la Commission Brésilienne de Coopération Intellectuelle, votés le 3/02/1937 1021
Liste des membres de la Commission Brésilienne de Coopération Intellectuelle en janvier 1943 .. 1023
Statuts de la Commission chilienne de coopération intellectuelle 1025
Liste des membres de la commission chilienne de coopération intellectuelle en 1942 1027
Texte créant l'Institut Panaméricain de Géographie et d'histoire 1031
Accords, résolutions, conventions et recommandations concernant la coopération intellectuelle dans le cadre de l'Union panaméricaine 1032
Lettre de Miguel Osório de Almeida aux intellectuels, 16/09/1939 1035
Proposition de réforme de la SdN par Alejandro Alvarez (1926) 1039
Texte de la résolution adoptée lors de la Conférence Interaméricaine de consolidation de la paix (Buenos Aires, 1936) sur les projets dominicain et colombien de Ligue des Nations Américaines 1041
Rapport de Miguel Osório de Almeida sur la coopération intellectuelle interaméricaine (1937) 1043
Lettre circulaire de Xavier de Oliveira aux diplomates latino-américains (1927) 1053
Lettre d'Honorio Silgueira à Xavier de Oliveira (1927) 1054
Article de Julián Nogueira, « Los intelectuales y la guerra » (novembre 1943) 1057

Texte du décret 100.823 créant la « Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior » 1061
Liste des transmissions radiotéléphoniques argentines 1065
Transmissions radiotéléphoniques 1073
Texte de l'arrêté créant le Service de Coopération Intellectuelle brésilien (1937) 1074
Circulaire n°903 aux Missions diplomatiques et consulats brésiliens (13 août 1934) 1076
Circulaire n°1055 aux Missions diplomatiques et aux consulats brésiliens (10 février 1936) 1078
Article sur la diffusion de livres brésiliens à l'étranger (1939) 1079
Liste des recteurs de l'Université du Chili de 1842 à 1953 1080
Paroles de l'hymne composé à l'occasion de la visite de Vargas en Argentine (1935) 1081
Convention pour l'échange de professeurs et d'étudiants entre l'Argentine et le Brésil (1935) 1082
Convention sur l'échange de professeurs, publicistes, etc. entre l'Argentine et l'Uruguay (1938) 1084
Convention entre l'Argentine et le Chili sur les films (1935) 1086
Convention entre l'Argentine et le Chili sur le rapprochement intellectuel (1935) 1087
Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet sur Victoria Ocampo (1939) 1089
Texte du décret créant l'Académie Argentine de Lettres (1931) 1091
Paysages argentins dans le livre Regards sur l'Argentine 1094
L'Argentine, le tourisme et le quadrillage du pays 1095
Buenos Aires dans le livre *Regards sur l'Argentine* 1096
Tableau des scientifiques reçus à l'Académie Brésilienne des Lettes entre 1911 et 1939 1097
Texte du décret créant le Conselho Nacional de Cultura 1098
Couverture du livre *Chile en Sevilla* (1929) 1100
Santiago dans les pages de la revue *Chile* 1101
Sur l'exposition d'Art populaire américain à Santiago (1943) 1102

Notices biographiques 1103

Texte original des citations 1119

INDEX 1249

Liste des sigles et abréviations, note sur les traductions et précisions orthographiques

Abréviations

AAL : Académie Argentine de Lettres

ABL : Académie Brésilienne de Lettres

ACAB : Archivo Central Andrés Bello (Universidad de Chile)

AHI : Arquivo Histórico do Itamaraty (Ministère brésilien des Relations extérieures, Rio de Janeiro)

ANRJ : Arquivo Nacional (Rio de Janeiro)

AUN : Archives de l'UNESCO

BDIC : Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine

BNA : Biblioteca Nacional de Argentina

BNB : Biblioteca Nacional do Brasil

BNC : Biblioteca Nacional de Chile

BNF : Bibliothèque Nationale de France

BM : Biblioteca de Maestros (Buenos Aires)

BSG : Bibliothèque Sainte-Geneviève

CICI : Commission Internationale de Coopération Intellectuelle

CPDOC : Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil (Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro)

CPI : Committee on Public Information

DCI : Division de Coopération Intellectuelle

DIP : Departamento de Imprensa e Propaganda

IHGB : Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro

IICI : Institut International de Coopération Intellectuelle

MAE : Archives du Ministère des Affaires Étrangères français

MRE Argentine : Archives du Ministère argentin des Relations extérieures

MRE Chili : Archives du Ministère chilien des Relations extérieures

OCI : Organisation de Coopération Intellectuelle

SCI : Service de Coopération Intellectuelle

SdN : Société des Nations

UPA : Union Panaméricaine

Note sur les traductions

Sauf mention contraire indiquée en note de bas de page, toutes les traductions ont été réalisées par nos soins, avec l'aide des personnes mentionnées dans nos remerciements.

Afin de ne pas surcharger l'appareil de notes de bas de page, le texte original des citations de plus de deux lignes a été reporté en annexe.

Précisions orthographiques

Le portugais du Brésil a connu d'importantes évolutions orthographiques entre le début du XXe siècle et la période actuelle. Pour l'ensemble des sources citées dans cette langue, nous avons fait le choix de conserver l'orthographe originale.

Notices biographiques

Les noms de personnages figurant en gras dans les notes de bas de page font l'objet d'une notice biographique en annexe.

Table des illustrations et tableaux

Tome I

Figure 1 : L'Amérique, continent pacifique..... 79

Figure 2 : L'Amérique latine dans le budget de l'IICI (en francs or) 140

Figure 3 : Le bâtiment de l'Institut Panaméricain de Géographie et d'Histoire..... 280

Figure 4 : Tableau des congrès scientiques en Amérique 422

Figure 5 : Les écoles, creuset de l'identité nationale..... 459

Figure 6 : La confraternité scolaire 463

Introduction

> « Plus que jamais, de nos jours, les peuples dépendent de leur réputation à l'extérieur[2]. »
>
> Ruy Barbosa, 1907

Le 31 octobre 2011, la Palestine devenait le 195e membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO). Cela constituait, pour les représentants palestiniens, mais aussi pour les pays qui ont ratifié l'adhésion de la Palestine, une étape vers la reconnaissance de cette dernière comme État souverain. Suite à cette décision, les États-Unis annonçaient qu'ils suspendaient le paiement de leur contribution à l'UNESCO et Israël ripostait en lançant un nouveau plan de colonisation. Ces réactions montrent que le symbole est fort et que reconnaître l'existence d'une culture palestinienne a une signification du point de vue des relations internationales. Loin d'être anecdotique, cette adhésion permettait au drapeau palestinien de flotter, aux côtés de ceux des autres nations membres, devant le siège d'une organisation internationale dont on peut regretter qu'elle ne soit pas plus puissante mais dont la légitimité n'est pas remise en cause. Elle venait aussi, au moment où nous commencions la rédaction de cette thèse, renforcer notre conviction selon laquelle étudier les relations internationales sous l'angle de la culture n'était dénué ni de sens ni d'enjeux.

Un intérêt personnel pour les relations culturelles entre la France et le Brésil nous avait conduit à explorer, dans le cadre d'un mémoire de maîtrise[3], une bibliographie déjà riche. À la recherche d'un angle nouveau, nous avions découvert l'existence de l'Institut International de Coopération Intellectuelle (IICI), ancêtre de l'UNESCO, organisme placé sous les auspices de la Société des Nations dont la création était pour une large part due au gouvernement français. L'idée était alors de reconsidérer les liens entre la France et le Brésil par le biais de ce cadre multilatéral. Or les archives brésiliennes nous ont révélé bien autre chose que « la continuation

---

[2] Ruy Barbosa dans un discours prononcé à Paris en 1907. Cité par Celso LAFER, *A identidade internacional do Brasil e a política externa brasileira : passado, presente e futuro*, São Paulo, Perspectiva, 2001, p.71

[3] *La France et le Brésil (1808-1831) : une rencontre renouvelée, des regards croisés,* Mémoire de maîtrise en histoire, sous la direction de M. Bernard Lachaise, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III, 2003.

des relations France-Brésil par d'autres moyens[4] ». De fait, elles mettaient en lumière la construction d'une véritable diplomatie culturelle, qui devint l'objet de notre mémoire de Master 2[5]. Les documents consultés pour la réalisation de ce travail, notamment les archives de l'IICI, avaient par ailleurs attiré notre attention sur l'implication dans cet organisme d'autres pays latino-américains, en particulier l'Argentine et le Chili. Est-ce que cela signifiait, qu'à l'instar du Brésil, ces deux nations s'étaient elles aussi lancées dans l'élaboration d'une politique visant à construire une certaine image d'elles-mêmes sur la scène internationale ? Le Brésil était-il une exception ou bien s'insérait-il dans une dynamique plus large ?

Le constat qu'Anne-Marie Thiesse fait dans son ouvrage *La création des identités nationales*[6], à savoir qu' « il n'y a rien de plus international que la construction des identités nationales[7] » a constitué un élément déclencheur dans l'élaboration du présent travail de recherche. Cet auteur montre comment les pays européens, au XVIIIe siècle, se sont servis d'« outils », de formules, de recettes qui circulaient alors sur le continent pour bâtir leurs propres mythes identitaires, pour définir leur singularité. Or plusieurs indices nous montraient que de telles circulations avaient cours en Amérique latine dans la période de l'entre-deux-guerres. Il y a en effet à ce moment-là une dynamique latino-américaine très forte : revues, congrès, échanges épistolaires, relations diplomatiques, etc., créent des réseaux et témoignent d'un sentiment latino-américain que la seule étude des relations diplomatiques ou commerciales ne met pas forcément à jour. L'IICI, mais aussi le système interaméricain qui se mettait en place depuis la fin du XIXe, favorisent ce processus. La question de la définition de l'identité nationale, centrale dans le sous-continent des années 1920 aux années 1940, s'inscrivait donc dans un contexte où hommes, idées, préoccupations circulent intensément. C'est le point de départ de l'ouvrage de Patricia Funes consacré aux intellectuels nationalistes des années 1920 : en mettant en lumière leur fonctionnement en réseau ainsi que les sociabilités transnationales dont ils sont les acteurs, son travail est une invitation à décloisonner le regard porté sur les constructions nationales. À l'instar d'Anne-Marie Thiesse, Patricia Funes contribue à démythifier l'irréductible singularité de l'être national. L'Amérique latine de l'entre-deux-guerres serait ainsi, comme le fut l'Europe du XVIIIe

---

[4] Titre d'un article que nous avons écrit dans le cadre de l'ouvrage collectif dirigé par Guy Martinière et Éric Monteiro et intitulé *Les échanges culturels internationaux : France, Brésil, Canada-Québec* (Paris, Les Indes Savantes, 2013).

[5] *L'Institut International de Coopération Intellectuelle et le Brésil (1924-1946) : le pari de la diplomatie culturelle*, Mémoire de Master 2, sous la direction d'Olivier Compagnon, IHEAL – Université Paris 3 Sorbonne nouvelle, 2007.

[6] Anne-Marie THIESSE, *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe siècles*, [1ère éd. 1999], Paris Éditions du Seuil, 2001.

[7] *Idem*, p. 11.

siècle, un vaste atelier d'expérimentation transnationale qui combine cosmopolitisme, latino-américanisme et nationalisme.

Dans le cadre d'une étude sur la diplomatie culturelle, qui implique que le pays qui en fait usage ait une image à proposer sur la scène internationale, la question de l'identité nationale est au cœur de la réflexion. Nous nous inscrivons donc dans une perspective qui relève tout autant de l'histoire des relations internationales que de l'histoire culturelle, aux confins des débats sur l'identité nationale et sur la définition de la politique étrangère.

À quoi sert l'identité nationale ?[8]

> « Le terme d'identité pose plein de problèmes. L'une des multiples difficultés liées à son emploi réside dans la relation entretenue avec d'autres termes, tels qu'altérité, différence, égalité. Malgré ces difficultés, on peut le comprendre, dans un premier temps, comme un ensemble plus ou moins ordonné d'attributs au moyen desquels on répond à la question : qui êtes-vous ? Si la réponse à cette interrogation n'est pas simple sur le plan individuel, sur le plan collectif elle est toujours complexe[9]. »
>
> Celso Lafer

Comment homogénéiser la culture des citoyens d'un État-nation et, de la sorte, clôturer l'espace de l'identité nationale et circonscrire le territoire politique sur lequel l'État exerce son autorité ? Car pour qu'il y ait politique extérieure, il faut que la distinction soit claire entre « nous » et « les autres », que soit développée une conscience nationale qui autorise une séparation entre les citoyens nationaux et les étrangers. Voici une définition *a minima* de l'identité nationale : ce qui permet d'opérer la distinction entre « nous » et « les autres » à l'échelle des États. Dans son récent *À quoi sert l'identité nationale ?*[10] Gérard Noiriel rappelle que la « nation » est souvent présentée comme un être humain[11] ; aussi toute définition de l'identité nationale mobilise-t-elle les deux critères qui, selon Paul Ricœur, caractérisent l'identité d'une personne : la « mêmeté », qui identifie des caractéristiques qui permettent de distinguer les membres d'une nation des représentants des autres nations, et l'« ipséité », renvoyant à une mémoire et à des origines communes, à une permanence à travers l'histoire.

La notion d'identité nationale est intimement liée à celle de culture, que Claude Lévi-Strauss définit comme « tout ensemble ethnographique qui, du point de vue de l'enquête,

---

[8] D'après le titre de l'ouvrage de Gérard NOIRIEL, *À quoi sert l'identité nationale ?*, Marseille, Agone, 2007.
[9] Celso LAFER, *ouv. cité*, p. 15.
[10] Gérard NOIRIEL, *ouv. cité*.
[11] Notamment quand on parle du « corps » national ; voir MAGNOLI Demétrio, *O corpo da pátria. Imaginação geográfica e poiitica externa no Brasil* (1808-1912), UNESP-Moderna, 1997.

présente, par rapport à d'autres, des écarts significatifs » ; il ajoute : « […] le terme de culture est employé pour regrouper un ensemble d'écarts significatifs dont l'expérience prouve que les limites coïncident approximativement[12] ». Cette définition permet d'aborder la question de la cohésion nationale tant en Argentine qu'au Brésil ou au Chili, sans pour autant renoncer à mettre en avant ce qui différencie profondément ces trois sociétés : comment distingue-t-on entre le national et l'étranger quand on a affaire à une société composée de migrants ? Comment peut-on bâtir un « nous » quand la figure de l'Autre est plus celle du Noir ou de l'Indien, pourtant nés au Brésil, que celle de l'Européen ? Autrement dit quand les « limites entre écarts-types » coïncident difficilement ?

On se trouve là au carrefour de l'histoire politique et de l'histoire culturelle. Comme le rappelle Yves Déloye dans *Sociologie historique du politique*[13], si l'on entend le nationalisme comme « le processus d'émergence d'une 'communauté de communication' nationale assurant la congruence entre l'unité politique et l'unité nationale », si l'on pense la nation non pas comme une « essence » ou le reflet de « liens primordiaux », mais comme le résultat d'un processus social de construction identitaire,

> « […] il s'agit moins, dès lors, d'établir l'inventaire des critères 'objectifs' de la nation (langue, territoire, coutume, religion…) que d'étudier les nombreux processus qui contribuent à cette 'tendancialité historique' évoquée jadis par Nicos Poulantzas : le recouvrement de l'État et de la nation[14] ».

Il s'agira ici aussi de prêter attention aux « régimes d'historicités » de ces processus, d'en repérer les variations historiques, entre le Brésil, l'Argentine et le Chili, mais également au sein de chacun des trois pays.

Si la construction nationale est affaire de représentations, et donc d'histoire culturelle, elle comporte une dimension politique incontournable : le caractère national « n'est un facteur d'unification d'une communauté que tant que l'État conserve tendanciellement le monopole de sa production[15] ». C'est donc l'action de l'État, tant dans le domaine de la politique extérieure que dans celui de l'élaboration d'une identité nationale qui exclut tout autre nationalisme politique et qui suscite un sentiment de loyauté civique, qui nous intéresse ici. On ne perd pas de vue le prisme international qui est le nôtre : nous nous intéresserons au processus de construction d'une identité nationale dans la mesure où celui-ci répond tant à des impératifs de politique interne – la communauté nationale à forger doit être aussi la communauté politique qui donne son sens à l'État moderne – que de politique externe – exister suffisamment sur la scène internationale pour

---

[12] Claude LEVI-STRAUSS, cité par Antoine PROST dans « Sociale et culturelle indissociablement », *in* RIOUX Jean-Pierre et SIRINELLI Jean-François (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Éd. du Seuil, 1997, p. 131.
[13] Yves DÉLOYE, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 3e éd., 2007.
[14] *Idem*, p.52
[15] *Idem*, p.55

pouvoir y défendre sa sécurité et ses intérêts. La question est de savoir jusqu'où construction nationale et politique extérieure sont liées. Alex Fortes n'écrit-il pas : « Un des aspects fondamentaux de la construction d'une nation réside dans la définition de la place qu'elle prétend occuper sur la scène internationale[16] » ? Étudier ce lien revient à se demander comment elle se voit et comment elle veut être vue, selon quels critères sont sélectionnés les éléments jugés pertinents pour élaborer une image destinée à l'extérieur. Cette image est à la fois dépendante et constitutive de l'« identité internationale » d'un État, celle-ci étant considérée comme « l'ensemble des circonstances et des attributs qui différencient sa vision et ses intérêts, en tant qu'acteur du système mondial, de ceux qui caractérisent les autres pays[17] ».

De l'histoire des relations culturelles internationales

Longtemps à la marge de l'historiographie, « arrivée bonne dernière au rendez-vous de l'histoire[18] », l'étude des relations internationales sous l'angle de la culture est devenue incontournable et nourrit aujourd'hui une production bibliographique internationale qui n'en finit pas d'explorer ce champ de recherches[19].

En France, le colloque organisé en 1980 par Pierre Milza sur le thème *Culture et Relations internationales*, dont les contributions avaient nourri les numéros 24 et 25 de la revue *Relations Internationales*, était pionnier en la matière, même s'il y a eu avant cela des études sur ce sujet[20]. Par rapport à ces dernières, il effectue une rupture épistémologique. Si Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle avaient permis à l'étude de la dimension culturelle des relations internationales de franchir le seuil des milieux diplomatiques dans lesquels elle était née, c'est en tant que facteur participant à façonner les mentalités et orienter le public que la culture est envisagée. Cette dernière est une des « forces profondes » dont Pierre Renouvin a dessiné les contours[21]. Il revient

---

[16] Alex Fortes, préface à Paulo Fagundes VIZENTINI, *Relações internacionais do Brasil : de Vargas a Lula*, São Paulo, Ed. Fundação Perseu Abramo, 2003, p. 3.

[17] Celso LAFER, *ouv. cité*, p. 20.

[18] Pascal ORY, « Introduction », *in* Anne DULPHY, Robert FRANK, Marie MATARD BONUCCI, Pascal ORY (dir.), *Les relations culturelles internationales au XXe siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2010, p. 15.

[19] Voir la section dédiée aux relations culturelles internationales dans notre bibliographie. Pour un aperçu récent des différentes pistes explorées autour de la question des relations culturelles internationales, voir notamment Anne DULPHY, Robert FRANK, Marie-Anne MATARD-BONUCCI, Pascal ORY (dir.), *Les relations culturelles internationales au XXe siècle : de la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, Peter Lang, 2010.

[20] Comme le fait remarquer Robert Frank dans son introduction au n°115 de *Relations Internationales*, les études menées avant ce colloque en France étaient principalement le fait de praticiens ou d'acteurs des relations culturelles, à l'instar de Louis Dollot ou de Suzanne Balous, auteurs respectivement de *Les relations culturelles internationales*, paru chez PUF dans la collection « Que sais-je » en 1964, et de *L'action culturelle de la France dans le monde*, également paru chez PUF, en 1970.

[21] Notion développée dès les années 1930 par Pierre Renouvin, notamment dans *La Crise européenne et la Première Guerre mondiale*, Alcan, Paris (1ère éd.), p.131. Il désigne par cette expression les forces qui pèsent sur

à Pierre Milza d'avoir « considéré la culture à la fois comme un enjeu et comme un agent des relations internationales » et « souligné la nécessité de prendre en compte tant les politiques culturelles que les représentations collectives fondant l'identité des groupes considérés[22] ». À cette occasion, Pierre Milza avait donné une définition de ce que l'on peut entendre par le terme « culture ». Nous la reproduisons ici :

> « […] la culture, comprise dans son sens le plus large, à savoir la production, la diffusion et la consommation des objets symboliques créés par une société, constitue en premier lieu un agent ou un facteur des relations internationales dans la mesure où elle façonne les mentalités et oriente le sentiment public. Mais elle est aussi en même temps un enjeu, ou si l'on préfère un terrain d'affrontements sur lesquels interviennent divers groupes et forces antagonistes dont l'action s'opère soit de façon explicite, soit le plus souvent d'une manière détournée ou occulte[23]. »

Dès lors, que sont les relations culturelles internationales ? Robert Frank, dans son introduction au n°115 de *Relations Internationales* qui restituait les contributions d'un colloque organisé en 2003 sur la diplomatie culturelle, propose la définition suivante : « Il s'agit d'échanges, égaux ou inégaux, de représentations du monde et de modèles, ainsi que de productions d'objets symboliques entre des espaces séparés par des frontières[24]. »

Avant Pierre Milza en France, d'autres chercheurs s'étaient penchés sur ce que Philip H. Coombs – assistant au Secrétaire d'État pour l'Éducation et les Affaires culturelles (poste créé par John F. Kennedy) – avait nommé la « quatrième dimension » des relations internationales, les trois autres étant la politique, l'économie et la défense[25]. Carl Doka, auteur suisse, avait ainsi écrit un ouvrage intitulé *Les relations culturelles internationales*, paru en 1959, dans lequel il liait relations culturelles et politique étrangère, en revenant sur les fondements de celle-ci :

> « […] Si l'on est d'accord sur le sens à donner au terme de politique étrangère – dans la conception de la Suisse, la sauvegarde de l'indépendance, la sécurité et le bien-être de la nation – les relations culturelles sur le plan international s'insèrent également dans cette définition et se règlent tout naturellement sur la politique étrangère[26]. »

---

le cours des relations internationales : selon lui, à côté des « forces matérielles » - les facteurs géographiques, les conditions démographiques, les forces économiques – figurent les « forces spirituelles » ou les « mentalités collectives », en particulier le sentiment, les nationalismes et le sentiment pacifiste. Ces différentes « forces profondes », il les a décrites et analysées plus longuement et plus systématiquement dans les chapitres de la première partie du livre qu'il publia en 1964, avec Jean-Baptiste Duroselle : *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Armand Colin, Paris, 1964 (1ère éd.).

[22] Anaïs FLÉCHET, « Histoire culturelle et histoire des relations internationales », *in* Christian DELPORTE, Jean-Yves MOLLIER, Jean-François SIRINELLI, Claire BLANDIN (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, Presses universitaires de France, 2010, p. 392.

[23] Pierre MILZA, « Cultures et relations internationales », *Relations internationales*, n°24, Paris, 1980, p. 366.

[24] Robert FRANK, « Diplomaties et transferts culturels au XXe siècle », *Relations internationales*, *Introduction,* n°115, Paris, 2003, p. 322.

[25] Philip H. COOMBS, *The Fourth Dimension of Foreign Policy (Educational and Cultural Affairs)*, Published for the Council on Foreign Relations, New York, Harper and Row, 1964.

[26] Carl DOKA, *Les relations culturelles sur le plan international*, Neufchâtel-Suisse, Éd. de La Baconnière, 1959, p. 14.

C'est là qu'intervient la distinction opérée par J.M. Mitchell dans son ouvrage *International Cultural Relations*[27] entre *relations culturelles* et *diplomatie culturelle*. Les relations culturelles sont, d'après cet auteur, « conduites à l'initiative d'institutions aussi bien publiques que privées[28] », leur but n'est pas « la recherche d'un intérêt unilatéral », mais celle de la « compréhension et de la coopération entre différentes sociétés nationales dans une optique de profit mutuel[29] ». La diplomatie culturelle, elle, a une « portée plus restreinte car elle est essentiellement l'affaire de gouvernements[30] » ; elle présente deux niveaux d'action : celui qui a trait aux « accords, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux, qui sont passés entre des gouvernements pour permettre, faciliter ou inciter des échanges culturels[31] », et celui, plus ténu, moins évident, qui a pour but d' « impressionner, de présenter une image favorable, de sorte que les opérations diplomatiques dans leur ensemble soient facilitées[32] ». Cette typologie a été formulée autrement, dans les années 1990, par Jean-Baptiste Duroselle, principalement dans *Tout Empire périra. Théorie des relations internationales*, paru en 1992[33]. Il propose une typologie binaire. Selon lui, les relations culturelles internationales sont de deux types : celles qui sont spontanées et celles qui relèvent de la politique culturelle. Les premières sont établies entre des individus de manière accidentelle ou fortuite. Les secondes font partie d'une politique étatique ou sont le fait de groupes privés, en fonction de la configuration géopolitique du pays d'origine[34] et avec l'accord ou sous l'égide de leur ministère des affaires étrangères respectif.

---

[27] J.M. MITCHELL, *International Cultural Relations*, Londres, Allen & Unwin/British Council, 1986.

[28] *Idem*, p. 3 : « *Cultural relations can be conducted on the initiative of private as well as public institutions* ».

[29] *Idem*, p. 5 : « *The purpose of cultural relations is not necessarily [...] to seek one-sided advantage. At their most effective, their purpose is to achieve understanding and co-operation between national societies for their mutual benefit*. »

[30] *Idem*, p. 3 : « *Cultural diplomacy is narrower in scope because it is essentially the business of governments*. »

[31] *Ibid.* : « *[...] the agreements, whether bilateral or multilateral, which are made between governments to permit, facilitate or prescribe cultural exchanges*. »

[32] *Idem*, p. 5 : « *Cultural diplomacy seeks to impress, to present a favourable image, so that diplomatic operations as a whole are facilitated*. »

[33] Dans leur article intitulé « Contribuciones teóricas y metodológicas al estudio de la dimensión cultural en las relaciones internacionales » (Hugo Rogélio SUPPO, Mônica Leite LESSA, « Contribuiciones teóricas y metodológicas al estudio de la dimensión cultural en las relaciones internacionales », *Ciclos*, Ano XIV, Vol. XIV, n°28, second semestre 2004, p. 155-174), Hugo Rogélio Suppo et Mônica Leite Lessa reviennent sur cette typologie.

[34] On peut voir ici l'influence de Louis Dollot qui, dans son ouvrage *Les relations culturelles internationales* paru en 1964, élabore une typologie des différentes relations culturelles par groupe de pays, en fonction du degré d'intervention de l'État. Il distingue ainsi le type latin (France, Italie, Espagne) où « l'État intervient pour coordonner et stimuler l'action culturelle à l'étranger et, tout en laissant une place aux initiatives privées, il favorise une certaine centralisation » ; le type britannique (Royaume-Uni, Canada, Japon) avec des pays qui « organisent leurs relations culturelles de façon autonome, mais une aide officielle et un patronage sont accordés aux 'Councils' ou 'institutes' » ; et celui qui caractérise les États Fédéraux (États-Unis, Allemagne), qui « ont des organismes centraux chargés de l'expansion culturelle, mais celle-ci est confiée pour une large part aux États fédérés ou aux Länder et aux initiatives locales ou privées (Universités, Fondations) […] ».
Cité par Hugo Rogélio SUPPO dans *La politique culturelle française au Brésil entre les années 1920 et 1950*, Paris, IHEAL, 2002, vol. 1, p. 13.

Diplomatie culturelle et relations culturelles internationales sont intrinsèquement liées, même s'il faut opérer une distinction entre les deux. Nous suivons en cela Edgard Telles Ribeiro quand il affirme que « les relations culturelles internationales ont pour objectif le développement, sur le temps long, d'une plus grande compréhension et approximation entre les peuples et les institutions dans une perspective de profit mutuel », et que « la diplomatie culturelle serait alors […] l'utilisation spécifique de ces relations culturelles pour la réalisation d'objectifs non seulement culturels mais aussi politiques, commerciaux ou économiques[35] ». Il ajoute : « Bien que quasiment intangible au niveau des résultats immédiats, la diplomatie culturelle est toujours enracinée dans des considérations et des priorités assez concrètes[36] ».

Quelles que soient la définition donnée, les distinctions opérées, l'origine ou l'époque des auteurs considérés, on remarque qu'il est toujours question d'agir sur des systèmes de représentations. Robert Frank développe cette perspective dans un article intitulé « Images et imaginaires dans les relations internationales depuis 1938[37] ». L'auteur y rappelle la pertinence du concept, désormais classique dans l'étude des relations culturelles internationales, de « forces profondes » développé par Pierre Renouvin. Il revient sur le poids de l'image de soi à l'étranger et de l'image de l'autre chez soi, sur l'importance de la psychologie collective, des mythes et des stéréotypes dans les phénomènes d'opinion face au monde extérieur. Pour Robert Frank la question est de savoir « comment ces images, idéelles ou figurées […], agissent sur l'événement », « comment elles induisent l'action[38] ». L'auteur, se référant aux travaux de Jean-Jacques Becker, répond d'abord en opérant une restriction :

> « l'opinion publique est rarement cause de décision en politique étrangère, même si une politique étrangère ne peut se faire sans opinion publique. Si, au contraire, on choisit comme référentiel plus large celui du système de représentations, le lien de causalité devient plus évident, ne serait-ce que parce que les décideurs sont eux-mêmes conditionnés par l'imaginaire collectif[39]. »

C'est à l'aune de ce constat que ce travail privilégiera la vision que les acteurs des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne ont de leur mission : quelle image souhaitent-ils donner de leur pays ? Quelle image ont-ils des destinataires de leur discours et de leur stratégie ? L'image de soi, l'image de l'Autre, est donc le pivot autour duquel s'articuleront nos analyses ; cette image dont Robert Frank rappelle les multiples fonctions : « réduire et simplifier pour

---

[35] Edgard Telles RIBEIRO, *Diplomacia cultural : seu papel na política exterior brasileira*, Brasília, Fundação Alexandre Gusmão, IPRI, 1989, p. 23.
[36] *Idem*, p. 25.
[37] Robert FRANK, « Images et imaginaires dans les relations internationales depuis 1938 », dans FRANK Robert, avec la collaboration de Maryvonne LE PULOCH, *Cahiers de l'IHTP*, n°28, juin 1994, p. 5-11.
[38] *Idem*, p. 6.
[39] *Ibid.*

faciliter la communication » ; « forger des mythes pour construire des identités » ; « légitimer des causes et des actions » ; « exorciser des peurs et des fantasmes[40] ».

Il a jusqu'ici été question de l'historiographie européenne et nord-américaine des relations culturelles internationales. Qu'en est-il dans les pays que nous étudions et plus largement en Amérique latine ?

Dans son ouvrage *Diplomacia cultural : seu papel na política exterior brasileira*[41], Edgard Telles Ribeiro met en avant la pauvreté de la bibliographie brésilienne lorsqu'il s'agit de la relation entre diplomatie et culture. Amado Cervo et Clodoaldo Bueno remarquent quant à eux que les chercheurs brésiliens n'ont jamais conféré à l' « élément psychosocial ou culturel » l'importance nécessaire[42]. Ceux-ci privilégient toujours des approches plus classiques concernant un pays du « tiers monde », telles que « les relations existant entre la politique internationale et la domination », ou entre « la politique internationale et les différentes étapes du développement[43] ». L'étude des frontières, la politique extérieure de la Vieille République, le rôle des élites et du Parlement, les relations économiques avec l'extérieur ou la dimension internationale de la question amazonienne… tels furent les principaux thèmes des recherches sur le Brésil dans les relations internationales.

À la fin des années 1980, l'ouvrage d'Edgard Telles Ribeiro, et avant lui, un article de Mônica Herz[44], amorcent le mouvement vers une plus grande prise en compte de la dimension culturelle. On peut citer notamment *Tio Sam chega ao Brasil. A penetração cultural americana*, de Gerson Moura, paru en 1993, ou le mémoire de Mônica Hertz sur l'action de la Fondation Ford au Brésil[45]. Dans les deux cas, le Brésil est l'objet d'une politique culturelle. Le travail d'Edgard Telles Ribeiro, qui date de 1989, représente donc un renversement des perspectives, mais, comme les prédécesseurs de Pierre Milza, c'est lui-même un acteur de la politique extérieure brésilienne[46]. En outre, son ouvrage est plus un plaidoyer pour un rôle accru de la diplomatie culturelle brésilienne, qu'un véritable travail de recherche. Les articles de Mônica Leite Lessa[47] et d'Hugo

---

[40] *Ibid.*
[41] Edgard Telles RIBEIRO, *ouv. cité*.
[42] Amado Luiz CERVO, Clodoaldo BUENO, *História da política exterior do Brasil*, 3ª ed., Brasília, Editora Universidade de Brasília, 2008.
[43] Hugo Rogélio SUPPO, Mônica Leite LESSA*, article cité*, p. 156.
[44] Mônica HERTZ, « A dimensão cultural das relações internacionais : proposta teórico-metodológica », *Contexto internacional*, n°6, juillet-déc. 1987, p. 61-76.
[45] Mônica HERTZ, *Política cultural externa e atores transnacionais. O caso da Fundação Ford no Brasil*, Defensa de Maestría presentada en IUPERJ, Rio de Janeiro, 1989.
[46] Il est entré dans la carrière diplomatique en 1967 et est aujourd'hui en poste à l'étranger.
[47] Mônica Leite LESSA, « A política cultural brasileira e a sociedade das Nações », *Sociedade Brasileira de Pesquisa Histórica, Anais da XXII Reunião*, Rio de Janeiro, 2002, p. 89-97.

Rogélio Suppo[48], tous deux parus en 2002, constituent dès lors un premier jalon dans l'élaboration de ce champ d'investigation historique. Ces deux auteurs ont impulsé un certain nombre de mémoires de recherche au Brésil et ont récemment coordonné un ouvrage sur la « quatrième dimension » des relations internationales[49]. Face à cette historiographie brésilienne relativement dynamique, force est de constater un certain vide du côté de l'Argentine[50] et du Chili. Un des objectifs de ce travail est donc de pallier cette absence et de proposer un premier éclairage sur la naissance et les développements des diplomaties culturelles de ces deux pays.

Ce qui nous intéresse ici, c'est le renversement de perspective qui fait de l'Argentine, du Brésil et du Chili non plus les destinataires mais les promoteurs d'une diplomatie culturelle. De fait, on constate qu'en Amérique latine émerge une diplomatie culturelle dès les années 1920[51], et ce avant même que les États-Unis ne saisissent tout l'intérêt du *soft power*, ce que mettent en évidence, dès 1947, Ruth Mc Murry et Muna Lee dans leur ouvrage *The cultural approach : another way in international relations*[52]. Pour mener à bien une telle entreprise, l'approche comparée représente la possibilité de mettre à jour les circulations qui s'effectuent entre ces trois pays dans ce domaine et donc d'identifier plus clairement les mécanismes à l'œuvre dans le processus les conduisant à construire une certaine image d'eux-mêmes pour la scène internationale. L'adoption du comparatisme relève donc d'un choix méthodologique, mais aussi d'un constat : les acteurs des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne pratiquent également la comparaison ; ils observent, commentent, rejettent ou au contraire imitent, adaptent ce qui se passe ailleurs pour forger leurs propres instruments.

---

[48] Hugo Rogélio SUPPO, « A dimensão cultural da política externa brasileira nos anos trinta », *Sociedade Brasileira de Pesquisa Histórica*, *Anais da XXII Reunião*, Rio de Janeiro, 2002, p. 335-343.

[49] SUPPO Hugo Rogélio, LESSA Mônica Leite (dir.), *A quarta dimensão das relações internacionais : as relações culturais*, Rio de Janeiro, ContraCapa, 2013.

[50] Nous n'avons identifié que deux références prenant en compte la dimension culturelle de la politique extérieure argentine. La première est un article d'Inés Viñuales, directrice de la Fondation Ortega y Grasset Argentine, qui analyse surtout les 30 dernières années. La seconde est un ouvrage d'un diplomate argentin, Guillermo Jacovella, et est essentiellement un plaidoyer pour la diplomatie culturelle de son pays. (Inés VIÑUALES, « Diplomacia cultural : experiencias argentinas », *ARI. Real Instituto Elcano*, 2010 (en ligne : http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/rielcano/contenido?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/elcano/elcano_es/zonas_es/lengua+y+cultura/ari64-2010) et Guillermo JACOVELLA, *La Argentina : su lugar en el mundo. Bases culturales de nuestra política exterior en América Latina*, Buenos Aires, PLEAMAR, 1981).

[51] Le Mexique est lui aussi partie prenante de ce mouvement, de manière assez pionnière et dans un contexte bien particulier qui est celui de la Révolution. Voir Pablo YANKELEVICH, *Miradas australes. Propaganda, cabildeo y proyección de la Revolución Mexicana en el Río de la Plata, 1910-1930*, México, INEHRM-SER, 1997.

[52] Ruth MCMURRY, Muna LEE, *The cultural approach : another way in international relations*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1947, p. 182 : « De manière générale, les programmes culturels destinés à l'extérieur ont, en Amérique latine, précédé ceux des États-Unis. Chacune des 21 républiques de notre hémisphère a un programme officiel de cette nature […] dont l'importance et la portée varient, généralement, en fonction du revenu. »

Du comparatisme comme méthode d'analyse : apports et difficultés

La raison pour laquelle nous adoptons le comparatisme comme méthode provient d'abord de la volonté d'élargir notre focale. N'étudier que le Brésil ne permet pas d'étendre nos analyses au reste de l'Amérique latine tant la singularité de ce pays-continent est grande au regard de l'Amérique espagnole. Singularité revendiquée et déterminante dans l'élaboration et la pratique de la diplomatie brésilienne. C'est également en suivant les arguments de Marc Bloch que s'est construit ce choix :

> « À ne considérer qu'une seule série, dans un système social unique, l'historien risque toujours d'attribuer une valeur explicative tout à fait exagérée à certains faits, en réalité de médiocre portée. Retrouvant, dans un système voisin, un développement semblable, mais sans la présence des causes d'abord supposées, il éliminera plus aisément les fausses relations causales pour ne retenir que les véritables, celles qui, partout, se retrouvent à la racine des mêmes effets[53]. »

L'élargissement du champ d'étude, la mise en évidence de similitudes et de différences permettrait de tester des hypothèses, de mettre à jour des causes :

> « L'histoire comparée traite des similitudes et des différences ; pour expliquer un phénomène donné, elle pose la question de savoir quels conditions, ou facteurs, étaient largement partagés, et quels sont ceux qui ont été distinctifs […][54] ».

Reste à savoir comment élargir le champ d'étude et à choisir les termes de la comparaison. Nous citerons à nouveau Marc Bloch : « deux conditions sont nécessaires pour qu'il y ait, historiquement parlant, comparaison : une certaine similitude entre les faits observés […] et une certaine dissemblance entre les milieux où ils se sont produits[55] ». En prenant comme objets d'étude l'Argentine, le Brésil et le Chili, nous avons fait le choix de ce que Marc Bloch nomme la « comparaison au plus proche[56] ». Ce sont en effet des sociétés voisines dans le sens où ce sont trois anciennes colonies européennes, que la question de l'identité nationale y est également présente et que chacune ambitionne d'assumer un rôle d'envergure dans le continent ; enfin, toutes trois développent les éléments d'une diplomatie culturelle dans l'entre-deux-guerres. En revanche, elles diffèrent fortement par la formation de leur population (la question de l'identité

---

[53] Marc BLOCH, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, XLVI, 1928, p. 15-50.

[54] Deborah COHEN, Maura O'CONNOR, « Introduction : Comparative history, cross-national history, transnational history », *in* Deborah COHEN, Maura O'CONNOR (dir.), *Comparison and History : Europe in cross-national perspective*, New York, Routledge, 2004, p. XI.

[55] Marc BLOCH, *idem*, p. 17.

[56] Il s'agit d' « étudier parallèlement des sociétés à la fois voisines et contemporaines sans cesse influencées les unes par les autres, soumises dans leur développement, en raison précisément de leur proximité et de leur synchronisme, à l'action des mêmes grandes causes, et remontant, partiellement du moins, à une origine commune ».

nationale ne se posera donc pas exactement dans les mêmes termes), par leurs relations avec les États-Unis et avec le reste de l'Amérique latine, mais aussi par leur taille.

La démarche comparatiste, comme le précise Maurice Aymard dans sa contribution[57] au colloque *Marc Bloch aujourd'hui : histoire comparée et sciences sociales*, ne s'arrête pas à l'inventaire systématique des ressemblances et des différences et à l'élaboration d'une typologie qui « se bornerait à les classer[58] ». De leur côté, Heinz-Gerard Haupt et Jürgen Kocka remarquent que la comparaison requiert un certain degré de sélection, d'abstraction, de manière que le phénomène étudié ne reste pas prisonnier de chaque contexte national en jeu[59]. Le défi lancé à l'historien est donc de parvenir à restituer, dans leur complexité et leurs inflexions chronologiques, les dynamiques à l'œuvre dans chacun des trois pays étudiés, tout en procédant à une montée en généralité qui permette de formuler des conclusions qui ne soient pas la simple juxtaposition des éléments observés. Dans cette optique, nous avons choisi un plan thématique et non chronologique, afin de pouvoir insérer nos analyses sur l'Argentine, le Brésil et le Chili dans une perspective plus large que celle du cadre national. Ce choix a été autant dicté par les enjeux du comparatisme que par l'appartenance de notre sujet au champ des relations culturelles internationales, supposant la prise en compte de processus qui dépassent les frontières des États. Comme le suggère Jürgen Kocka, « il est à la fois possible et désirable de traiter un phénomène historique comme unité de comparaison et, dans le même temps, comme la composante d'un ensemble plus large[60] ». Autrement dit, il n'est pas nécessaire de choisir entre histoire comparée et histoire croisée. Ainsi les deux premières parties de ce travail traitent de l'Argentine, du Brésil et du Chili en tant qu'ils s'insèrent dans un cadre plus vaste qui est celui de l'Amérique latine, espace dans lequel opère un grand nombre de circulations transnationales que nous chercherons à identifier. Nous franchirons ainsi les marges de la diplomatie culturelle, afin de prendre en considération des acteurs qui sont autant des diplomates que des écrivains, des scientifiques ou des universitaires, et de mettre à jour des facteurs à la fois économiques, politiques, techniques et culturels.

---

[57] Maurice AYMARD, « Histoire et comparaison », *in* Hartmut ATSMA et André BURGUIÈRE, *Marc Bloch aujourd'hui : histoire comparée et sciences sociales*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1990, p. 271-278.
[58] *Idem*, p. 277.
[59] Heinz-Gerard HAUPT, Jürgen KOCKA, « Comparative history : Methods, Aims, Problems », in Deborah COHEN, Maura O'CONNOR (dir.), *Comparison and History*…, p. 23-39.
[60] Jürgen KOCKA, « Comparison and beyond », *History and Theory*, vol. 42, n°1, fév. 2003, p. 44.

> « […] l'histoire demeure fondamentalement un récit et ce qu'on nomme explication n'est guère que la manière qu'a le récit de s'organiser en une intrigue compréhensible[61] »
>
> Paul Veyne

Le comparatisme n'est pas un but en soi mais une méthode, une manière d'écrire et de concevoir l'histoire qui permet de dégager du sens, en mettant en avant les similitudes et les différences qui structurent souvent la compréhension, mais que l'on n'explicite pas. Nancy Green, dans l'introduction à son ouvrage *Repenser les migrations*[62] ou dans sa contribution à *Comparison and History*[63], insiste sur le fait que la comparaison demande à l'historien une plus grande réflexivité par la reformulation constante des questions qu'il adresse aux sources du fait de l'incessant aller-retour entre différentes bases de données ; par la nécessité d'avoir toujours à l'esprit que « nous sommes prisonniers de l'ordre selon lequel nous menons notre recherche » et que « les questions que nous posons sont formulées en fonction de nos connaissances antérieures[64] » ; enfin par le fait de rendre visible une sélection que l'historien opère plus ou moins consciemment dans la construction de son objet et de ses variables.

Pour Thomas Welskopp ou Marta Petrusewicz, repris par Deborah Cohen et Maureen O'Connor dans leur introduction, plus qu'une méthode, la comparaison est une autre manière de voir les choses, de poser les questions, notamment en transposant des questionnements d'un cadre national à un autre. Ce qui permet de mettre en relief et d'interroger certains aspects que l'on considérait comme allant de soi.

Une véritable histoire comparative exige une familiarité approfondie avec chaque terme de la comparaison, par-delà leurs fondements historiques et sociaux communs pour éviter une pratique globale et simplificatrice qui aboutisse à une symétrie formelle qui gommerait les spécificités de chaque pays. Ce qui pose la question de la part de contextualisation dans notre travail : jusqu'où aller ? Dans quelle mesure est-il possible de rendre compte des particularités propres à chaque unité de comparaison et de restituer les inflexions chronologiques qui caractérisent leur histoire ?

De plus, « chaque comparatiste qui cherche à expliquer des différences se trouve confronté au problème qu'il y a à distinguer ce qui relève du causal et ce qui est de l'ordre du

---

[61] Paul VEYNE, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 67.
[62] Nancy L. GREEN, *Repenser les migrations*, Paris, PUF, 2002, p. 7-21.
[63] Nancy L. GREEN, « Forms of Comparison », *in* Deborah COHEN, Maura O'CONNOR (dir.), *Comparison and History*…, p. 41-55.
[64] *Idem*, p. 51 : « *we are prisoners of the order of our research* » ; « *the questions that we ask are framed by our prior knowledge* ».

contextuel[65] ». Il y a un risque de ne finalement aboutir qu'à formuler les évidences les plus simples ou à faire l'inventaire des analogies les plus formelles. Tel est le sens de la mise en garde de Christophe Charle dans l'introduction de son ouvrage *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle. Essai d'histoire comparée*[66] :

> « Comme dans les autres branches de l'histoire, elle [la comparaison] est une voie pour proposer des hypothèses d'explication qui ne soient pas seulement tautologiques ou qui renvoient à des différences culturelles irréversibles[67]. »

En ayant comme point de départ l'existence d'une diplomatie culturelle en Argentine, au Brésil et au Chili, et comme finalité d'en déterminer les causes et les formes, ainsi que d'apporter par ce biais un autre éclairage sur leur processus respectif de construction d'une identité nationale, ne risque-t-on pas de parvenir à une conclusion du type : « ces pays se ressemblent et diffèrent à la fois » ? Dans notre cas, nous insisterons aussi bien sur les différences, « qui attirent notre attention sur le moment où les chemins se séparent », que sur les similitudes, « qui mettent en avant des modèles qui dépassent les frontières d'une nation[68] ».

Trois niveaux d'analyse sont possibles dans la pratique de l'histoire comparée : le macro, le micro, et ce que Nancy Green baptise le mezzo. Nous aurions pu tenter une étude de l'Amérique latine dans son ensemble pour dégager une explication générale de l'émergence d'une diplomatie culturelle sur ce continent. Mais il nous aurait été alors impossible de travailler à partir de sources primaires et nous aurions couru le risque de gommer les spécificités de chaque pays. Le choix du mezzo permet de « marier un bon maniement de sources primaires avec un nombre restreint de variables pour arriver à des conclusions d'ordre général mais significatif[69] ».

Ceci posé, reste le problème de l'unité de comparaison, en l'occurrence l'État. Une des critiques adressées à ce type de comparaison a été formulée par Michel Espagne[70] pour qui la comparaison entre deux pays est dangereuse car elle réifie la différence culturelle, elle prend pour argent comptant la version « orthodoxe » des histoires nationales. Ian Tyrrel va plus loin en

---

[65] Deborah COHEN, « Comparative history : Buyer beware », *in* Deborah COHEN, Maura O'CONNOR (dir.), *Comparison and History...*, p. 63.
[66] Christophe CHARLE, *Histoire des intellectuels en Europe au XIXe siècle. Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Seuil, 1996.
[67] *Idem*, p. 28.
[68] Deborah COHEN, Maura O'CONNOR, « Introduction : Comparative history, cross-national history, transnational history », *in* Deborah COHEN, Maura O'CONNOR (dir.), *Comparison and History ...*, p.xx.
[69] Nancy L. GREEN, *Repenser les migrations*…, p. 20.
[70] Michel ESPAGNE, « Sur les limites du comparatisme en histoire culturelle », *Genèse*, 1994, n°17, p. 112-121.

affirmant que, de cette manière, les historiens, à l'image de leurs prédécesseurs du XIXe siècle, « continuent d'être les complices de la fabrication des identités nationales[71] ».

Malgré cette difficulté, il nous a semblé tout de même pertinent de garder l'État-nation comme unité de recherche. Tout d'abord parce que notre sujet se trouve en effet à la croisée de l'histoire culturelle, diplomatique et politique, et ensuite parce que nous intéresse plus particulièrement l'élaboration, par l'État, d'une diplomatie culturelle, et en corrélation, d'une image de soi sur la scène internationale. Si le piège existe de rester prisonnier du discours de chaque pays, il nous semble qu'au contraire la comparaison peut être un moyen de déconstruire celui-ci. La démarche comparatiste, en ce sens, offre une possibilité de conjuguer une analyse de l'État-nation avec celle des dynamiques qui en dépasse les frontières.

Nous appréhendons par conséquent la comparaison comme un moyen de tester nos conclusions sur un pays, notamment en les replaçant dans un contexte national différent. Ainsi nous pouvons déterminer ce qui relève réellement d'une spécificité nationale et ce qui est le produit d'une tendance plus générale et par conséquent introduire des ruptures là où les histoires nationales privilégiaient la continuité, et vice versa. Par exemple, on peut se demander si l'avènement de l'*Estado Novo* au Brésil ou d'un gouvernement de Front populaire au Chili, ou l'arrivée de Perón au pouvoir en Argentine constituent des ruptures en termes de politique extérieure, ou s'il n'y a que simple reformulation.

Le choix des termes de la comparaison : de l'intuition à la construction de l'objet

> « L'Argentine, le Brésil et le Chili sont les nations les plus considérables de l'Amérique du Sud […]. À elles reviennent donc la responsabilité du continent […] par la haute exemplarité qu'elles donnent de l'ordre, de la liberté, du bien-être, de la morale et du progrès[72]. »
>
> *Jornal do Commercio*, août 1899

Cette citation nous ne l'avons découverte qu'une fois effectué le choix de travailler sur ces trois pays. Elle est venue, entre autres éléments, conforter l'hypothèse selon laquelle la mise en regard des cas argentin, brésilien et chilien avait une vertu heuristique dans la perspective d'élucider les origines et les développements d'une diplomatie culturelle dans le sous-continent.

---

[71] Cité par Glenda SLUGA, « The nation and the comparative imagination », *in* Deborah COHEN, Maura O'CONNOR (dir.), *Comparison and History …*, p. 108 : « *continue to be complicit in the making of national identities* ».

[72] *Jornal do Commercio*, Rio de Janeiro, 9 août 1899, cité par Hélène VEBER *Une rencontre dans les fastes de l'Amérique ? Julio Roca à Rio de Janeiro (Argentine-Brésil 1899)*, Mémoire de Master 2 en histoire, dirigé par Olivier Compagnon, IHEAL, septembre 2011

Notre point de départ était le Brésil et notre premier réflexe a été de tourner le regard vers l'Argentine, la meilleure ennemie, l'éternelle rivale, et ce d'autant plus que les quelques travaux comparatistes ayant été écrits en Amérique latine[73] ont privilégié l'analyse de ces deux pays[74]. Ces derniers partagent, outre des prétentions de leadership à l'échelle du sous-continent, le fait d'avoir accueilli un nombre considérable d'immigrés à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle, de faire figure de géants géographiques et d'avoir la conviction de pouvoir jouer un rôle sur la scène internationale, à la mesure des ressources de leurs territoires respectifs. Brésil et Argentine sont également travaillés, dans la période de l'entre-deux-guerres, par d'importants questionnements identitaires, quand bien même ces derniers ne se posent pas dans les mêmes termes, la progressive mise en valeur du métissage comme fondement de l'identité nationale brésilienne n'ayant pas d'équivalent dans une Argentine qui se pense blanche et européenne avant tout[75].

À partir de ce constat, une autre comparaison était possible : le Mexique, qui se construit, suite à la Révolution, comme « nation métisse » pouvait présenter un intérêt indéniable dans l'entreprise de déconstruction des mythes identitaires nationaux que permet l'histoire comparée. Cette possibilité était d'autant plus attrayante que le Mexique développe dès la période révolutionnaire une politique destinée à projeter une image positive de lui-même sur la scène internationale, étudiée par Pablo Yankelevich[76]. Néanmoins, par son caractère inédit, la Révolution constitue un obstacle dans la perspective d'histoire des relations internationales qui est la nôtre : elle a en effet pour conséquence de faire du Mexique un *outsider*, notamment à la Société des Nations dont il ne devient l'un des membres qu'en 1931. Or pour que notre comparaison ait un sens, il fallait une certaine coïncidence entre les différentes étapes de l'insertion internationale des pays considérés. Par ailleurs, la proximité, souvent marquées par des tensions, du Mexique avec les États-Unis change profondément la donne. Enfin, contrairement à l'Argentine, le Mexique n'apparaissait que très peu dans les archives diplomatiques brésiliennes ou

---

[73] La tradition comparatiste est en effet encore peu répandue dans l'historiographie latino-américaniste. Pour une approche générale sur la pratique du comparatisme appliquée à l'histoire du sous-continent, voir Magnus MÖRNER, « En torno al uso de la comparación en el análisis histórico de América Latina », *Jahrbuch für Geschichte von Staat, Witschaft und Gesellschaft Lateinamerikas*, n°31, 1994, p. 373-390. Nous avons recensé dans notre bibliographie les travaux d'histoire comparée portant sur l'Amérique latine.

[74] Voir notamment Maria Helena Rolim CAPELATO, *Multidões em cena : propaganda política no varguismo e no peronismo*[1^era^ ed. 1998], São Paulo, Editora UNESP, 2008 ; José Luis Bendicho BEIRED, *Sob o signo da nova ordem. Intelectuais autoritários no Brasil e na Argentina, 1920-1940*, São Paulo, História social, 1999 ; Boris FAUSTO, Fernando J. DEVOTO, *Brasil e Argentina. Um ensaio de história comparada (1850-2002)*, São Paulo, Editora 34, 2004 ; Gabriela Pellegrino SOARES, *Semear horizontes. Uma história da formação de leitores na Argentina e no Brasil, 1915-1954*, Belo Horizonte, Editora UFMG, 2007.

[75] Voir Mónica QUIJADA, « El paradigma de la homogeneidad », *in* Mónica QUIJADA, Carmen BERNAND, Arnd SCHNEIDER, *Homogeneidad y nación con un estudio de caso : Argentina, siglos XIX y XX*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2000, p. 15-55.

[76] Pablo YANKELEVICH, *Miradas australes. Propaganda, cabildeo y proyección de la Revolución Mexicana en el Río de la Plata, 1910-1930*, México, INEHRM-SER, 1997.

dans celles de l'Institut International de Coopération Intellectuelle. Revenait sans cesse, en revanche, le nom du Chili.

Dans la mesure où les circulations, comme celles qu'Anne-Marie Thiesse analyse dans son livre, étaient au cœur de notre démarche, la progressive mise à jour d'un triangle Argentine-Brésil-Chili, dans les archives comme dans notre bibliographie, a imposé le choix d'une comparaison entre ces trois pays. La citation qui ouvrait notre propos met clairement en avant l'existence de cette « triade » pour penser les relations internationales de l'Amérique latine.

De fait, à la fin du XIXe siècle, après les guerres qui en ont marqué le dernier tiers – notamment les guerres du Paraguay (1865-1870) et du Pacifique (1879-1884) –, Argentine, Brésil et Chili se sont affirmés comme des puissances au sein du sous-continent et ont développé des sphères d'influence qui ont établi entre eux un enjeu politique ayant structuré la configuration internationale de la région. Rivalités, tensions et alliances provisoires constituent le répertoire de leurs relations jusqu'à la première décennie du XXe siècle. Le traité Argentine-Brésil-Chili (ABC), signé en 1915, représente à cet égard une rupture, même s'il est considéré par certains historiens comme étant plus symbolique qu'effectif[77]. Cela ne signifie pas pour autant que l'on assiste dès lors à un rapprochement systématique, mais plutôt que l'on entre dans une nouvelle phase qui débouche, dans les années 1930, à des échanges croissants entre les trois États, qu'ils soient diplomatiques, économiques ou culturels.

Notre comparaison s'appuie en outre sur leur implication respective dans la Société des Nations et les réseaux de l'IICI, interrogeant par ce biais les rapports que chacun entretient non seulement avec l'Europe mais aussi avec le reste de l'Amérique latine, ces deux organismes ayant – c'est l'une des hypothèses défendues dans ce travail – contribué à multiplier les contacts entre Argentins, Brésiliens et Chiliens, et plus généralement entre Latino-Américains.

[77] Joaquín Fermandois écrit ainsi : « Bien que signé en mai 1915, il ne fut pas ratifié et sa portée a été exagéré. Il ne cherchait pas une hégémonie sur le reste de l'Amérique, puisqu'il aurait échoué, de façon irrémédiable. » (Joaquín FERMANDOIS, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, p. 55).

De la signification des bornes chronologiques

L'Amérique latine

> « L'Amérique latine a émergé dans la politique internationale comme une conséquence du tournant produit par le conflit de 1914-1918. Il n'y a pas eu dans le passé d'intervention similaire des pays latino-américains dans les questions diplomatiques européennes[78]. »
>
> Eugênio Vargas García

L'affirmation des États-nations et la définition de leur place sur l'échiquier mondial se font largement en fonction de considérations qui valorisent la puissance militaire et économique. Néanmoins, la reconnaissance de leur souveraineté, de leur capacité à être des acteurs de la scène internationale est aussi très liée à leur distinction comme identité culturelle singulière. La création de la Société des Nations et de l'Organisation de Coopération Intellectuelle, et plus généralement le fait que le système interaméricain intègre toujours davantage la dimension culturelle dans ses objectifs contribuent à rendre encore plus prégnante la nécessité d'établir clairement les contours d'une culture nationale désormais prise dans la maille d'organisations qui dépassent les frontières des États. En outre, la Première Guerre mondiale, présentée par les belligérants comme un combat opposant deux acceptions différentes de la civilisation – tout en la rendant « mortelle » –, a fait de la culture une arme au service de leur cause, renforçant ainsi son rôle dans le jeu des relations internationales. Peu étudié pour l'Amérique latine, l'impact du conflit est pourtant très fort, notamment en termes culturels et identitaires. Comme l'écrit Olivier Compagnon, dans un ouvrage consacré à cette question,

> « […] La Grande Guerre apparaît plus généralement comme un miroir qui invite les observateurs latino-américains à s'interroger sur la nature de leur propre identité, sur le degré d'indépendance des jeunes États de la région un siècle après la rupture du lien colonial et sur les différentes modalités de vivification de la conscience nationale[79]. »

Si la guerre européenne ne provoque pas à elle seule l'essor des débats identitaires qui parcourent le sous-continent – des ferments étant déjà à l'œuvre depuis le début du siècle –, le « suicide de l'Europe » entraîne chez de nombreux Latino-Américains la cristallisation d'un certain nombre de réflexions et d'expressions autour de la définition de la nation comme groupe social et culturel :

---

[78] Eugênio Vargas GARCIA, *Entre América e Europa : a política externa brasileira na década de 1920*, Brasília, Editora Universidade de Brasília, FUNAG, 2006, p. 38.

[79] Olivier COMPAGNON, , *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1936)*, volume inédit présenté en vue de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, décembre 2011, p. 279. Étudiant, entre autres, les débats autour d'une possible entrée en guerre de l'Argentine et du Brésil, cet auteur montre que « […] les intérêts nationaux s'imposent progressivement au cœur de tous les dispositifs argumentaires dans la querelle sur la guerre » (p. 276) et que « le conflit met en jeu l'honneur et la grandeur de la nation, mais aussi son indépendance […] » (p. 279).

« […] la recherche d'un langage qui serait tout autant expression que matrice de l'identité nationale – voire continentale – est une obsession de l'entre-deux-guerres latino-américain[80]. » Ce processus, François-Xavier Guerra le résume de la sorte :

> « À une nation conçue, surtout au XIXe siècle, comme une communauté humaine régie par des relations politiques de type nouveau et partant au contenu très universel, va succéder une nation au contenu beaucoup plus particulariste[81]. »

La guerre de 14-18 est aussi synonyme, pour les nations latino-américaines, de changements non négligeables pour leurs économies. Elle entraîne tout d'abord une stimulation des exportations et de l'industrialisation. L'élan se poursuit après la guerre pendant les années 1920, même si la fin du conflit marque un arrêt brutal de la progression des exportations. Ainsi les exportations chiliennes, qui ont progressé de 9,8% par an entre 1915 et 1919, n'augmentent que de 0,6% par an entre 1920 et 1924. Partout ces années de récession furent génératrices d'agitation sociale. Dès 1924, la croissance est de retour, mais cette période met en évidence la vulnérabilité d'une Amérique latine tout entière dépendante de ses exportations avec des cours chroniquement instables. La crise de 1929 en apporte une confirmation dont les conséquences sont autant économiques que sociales et politiques.

Enfin, la guerre consacre les États-Unis comme un partenaire économique désormais incontournable, ce qui n'est pas sans conséquences sur la formulation des objectifs diplomatiques des États latino-américains – et de nos trois pays en particulier – et sur le fonctionnement du système interaméricain.

Enfin, la Grande Guerre débouche sur l'avènement d'un nouvel ordre mondial symbolisé par la naissance de la SdN en 1919 lors de la Conférence de Paris. Davantage que l'année 1918 marquant la fin de la guerre, la date de 1919 apparaît significative pour analyser les modalités d'une plus grande insertion internationale des pays d'Amérique latine. L'importance de la SdN ne doit cependant pas occulter le fait que ces derniers sont amenés à agir à la fois sur la scène genevoise et sur celle du panaméricanisme, dans un registre où cohabitent, plus ou moins facilement, universalisme et régionalisme. À bien des égards, le positionnement des nations latino-américaines doit en effet se lire à l'aune des rivalités, des relations tantôt cordiales, tantôt méfiantes, entre des Européens sortis affaiblis de la guerre et des Nord-Américains[82] dont la puissance ne cesse de croître mais qui ne franchissent cependant pas encore le pas vers l'assomption d'un leadership au niveau mondial. Cette configuration ne constitue pas

---

[80] Olivier COMPAGNON, *ouv. cité,* p. 310.
[81] François-Xavier Guerra, préface à d'Annick LEMPÉRIÈRE, *Intellectuels, État et société au Mexique. Les clercs de la nation (1910-1968)*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 15.
[82] Par « Nord-Américains » nous désignerons, tout au long de ce travail, les États-Unis.

systématiquement un obstacle aux visées latino-américaines et à la poursuite de leurs intérêts dans le concert des nations. Il semble au contraire qu'elle autorise une certaine marge de manœuvre, qu'elle permette l'établissement, propre à chaque pays de la région, d'équilibres entre les deux rives de l'Atlantique. L'accent mis sur les rapports du sous-continent d'une part avec une Europe qui va rapidement se diviser entre démocraties et régimes autoritaires, et d'autre part avec le « Grand Voisin » du Nord, ne saurait occulter le fait que l'étude des relations internationales de l'Argentine, du Brésil et du Chili doit également prendre en considération les relations que ces pays entretiennent entre eux trois et avec le reste de l'Amérique latine.

Avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la consécration des États-Unis comme super-puissance et la rapide bipolarisation du monde, de telles possibilités n'existent plus et c'est en d'autres termes, selon d'autres modalités que se joue la partition des États latino-américains sur la scène internationale. L'année 1946 a été choisie dans ce travail comme deuxième borne chronologique en fonction de ces considérations et parce qu'elle marque la fin de la coopération intellectuelle telle qu'elle a été conçue et pratiquée tout au long de notre période. C'est en effet à cette date-là que l'IICI cède la place à l'UNESCO.

Entre-deux-guerres et diplomatie culturelle

La séquence chronologique choisie a ceci de particulier qu'elle voit la culture devenir un outil de politique étrangère. Alain Lombard, qui étudie plus spécifiquement la politique culturelle française, revient sur la genèse de ce mouvement :

> « Historiquement, l'intervention des États dans les relations culturelles internationales à des fins d'influence s'est particulièrement développée […] pendant des périodes de forte compétition politique et idéologique comme pendant l'entre-deux-guerres et la guerre froide […] »[83].

La liaison qui s'est établie entre les notions de politique et de culture est un phénomène nouveau, même s' « il est vrai que, sans que le mot fût prononcé, la politique culturelle avait été connue et pratiquée de tout temps. La volonté consciemment ordonnatrice et orientée vers un but – la politique, autrement dit – s'est toujours attachée à organiser la vie culturelle en vue de certains objectifs bien définis[84] ».

La période de l'entre-deux-guerres marque, pour les relations internationales, de profondes transformations, décisives du point de vue de la diplomatie culturelle. D'une part parce que les gouvernements se sont rendus compte des possibilités offertes par les organes chargés de

---

[83] Alain LOMBARD, *Politique culturelle internationale, Le modèle français face à la mondialisation*, Paris, Babel/Maison des cultures du monde, 2003, p. 44.
[84] Carl DOKA, *ouv. cité*, p. 9.

la propagande et décident souvent de les conserver une fois le conflit terminé, même s'il est nécessaire de les adapter au temps de paix. D'autre part, l'application des principes wilsoniens introduit une nouvelle donne par la proclamation, au moins formelle, d'une « diplomatie ouverte », caractérisée par la création d'organes supra-nationaux et par le rôle donné à l'opinion publique internationale ; une nouvelle diplomatie qui

> « au lieu de ne tenir compte que des cours et des gouvernements étrangers, devra suivre avec la plus grande attention tous les mouvements de l'opinion publique et découvrir tous les grands courants de l'instinct populaire et du sentiment national[85]. »

Cela entraîne la réorganisation des organismes centraux chargés de la politique extérieure : les services de propagande politique à l'étranger sont transformés en services d'information et d'expansion culturelle[86]. La guerre avait montré que la propagande ouvertement politique provoquait des réactions de défiance, alors que les efforts menés dans le domaine culturel permettaient de créer des courants de sympathie durables ainsi qu'un sentiment de solidarité basé sur la parenté intellectuelle. La « propagande intellectuelle[87] » était ainsi entendue par la France comme l'exportation d'une culture d'élite, destinée à un public cultivé dont le but est d'améliorer l'image du pays et de capter la sympathie des classes dirigeantes.

> « Avant les guerres mondiales de notre siècle, la culture n'était point mise à profit comme un élément constitutif de la politique étrangère de l'État, comme une matière pouvant faire l'objet de conventions, d'accords et d'organisations internationales. […] Ce n'est point un hasard si, en des temps où ils étaient impliqués dans les guerres et en subissaient les lourdes conséquences, où leur prestige dans le monde et

---

[85] Rapport parlementaire n°6339 pour le budget 1919, par Raiberti, 19 juin 1918, cité par Maurice VAÏSSE, « L'adaptation du Quai d'Orsay aux nouvelles conditions diplomatiques (1919-1939) », Revue d'histoire moderne et contemporaine, tome 32, n°1, janv.-mars 1985, p. 146-147. Voir aussi Gabriel Hanotaux dans la préface à José Carlos de MACEDO SOARES, *Le Brésil et la Société des Nations*, Paris, A. Pedone, 1927, p.VIII et XI : « …l'opinion, reine et maîtresse du monde – et de la Société des Nations -… » ; « […] ce Conseil de la Société des Nations, où les grandes puissances, auteurs et garantes du pacte et de la paix, occupent des sièges permanents ; les neutres étant d'ailleurs largement représentés, pour que la puissance soit balancée, en quelque sorte, par le contrepoids de l'opinion ». « Wilson, en fondant la SDN, avait placé sa plus haute espérance dans une diplomatie au grand jour et dans la force morale de l'opinion publique, exerçant son influence en cas de menace de conflits internationaux » (José Carlos de Macedo Soares, p.7)

[86] En France, en 1920, la Maison de la Presse – ou Office des relations publiques et de propagande –, se divise en deux branches : le Service d'Information et de Presse, qui s'occupe de la propagande politique proprement dite, et le Service des Œuvres françaises à l'étranger – ancien Bureau des Écoles –.

[87] Il convient ici de revenir sur le terme « propagande ». De fait, depuis le Troisième Reich le mot « propagande » est associé à une arme qui doit servir à influencer les peuples étrangers jusqu'au nivellement et à la sujétion. Comme l'écrit Carl Doka, dans un contexte totalitaire, la propagande « fait du cerveau sa chose qu'elle manœuvre à son gré » (Carl DOKA, *ouv. cité*, p. 21). Dans la mesure où il n'y a pas abus de moyens légitimes pour des buts contestables, la propagande se transforme en une action d'influence. Si le terme est fréquemment employé par les acteurs argentins, brésiliens ou chiliens dans notre étude, on remarque qu'il l'est beaucoup moins du côté européen, et en particulier français ; on lui préfère les expressions « expansion culturelle », « politique d'information », « rayonnement culturel »… Nous emploierons le plus souvent celles de politique culturelle ou de diplomatie culturelle, mais parce qu'il fait partie du vocabulaire utilisé dans nos sources, qu'elles soient brésiliennes, chiliennes ou argentines, le mot propagande ne sera pas absent de ce travail.

> sur le terrain de la puissance nationale commençait à chanceler, les pays d'Europe éprouvèrent le besoin de répandre leur culture à l'étranger[88]. »

C'est en effet l'Europe, en particulier la France, qui développe le rôle de la culture dans l'élaboration d'une politique étrangère. La France apparaît pionnière en la matière : tous les ouvrages sur les relations culturelles internationales insistent sur cette primauté, et de nombreuses études ont été menées pour analyser la politique culturelle française. On citera notamment la thèse d'Hugo Rogélio Suppo sur la politique culturelle française au Brésil des années 1920 aux années 1950[89], et l'ouvrage de Gilles Matthieu, *Une ambition sud-américaine. Politique culturelle de la France (1914-1940)*[90].

L'élaboration et le développement d'une diplomatie culturelle française, mais aussi allemande, espagnole, et plus tardivement nord-américaine et anglaise, intervient alors même que surgit un nouvel acteur des relations culturelles internationales, l'IICI, organisme multilatéral qui par son fonctionnement redistribue, d'une certaine manière, les cartes d'un jeu où dominaient les grandes puissances.

La création de l'IICI et l'institutionnalisation des relations culturelles internationales

> « […] Plus on tend aujourd'hui à amplifier l'importance de l'œuvre de l'UNESCO et à lui accorder la plus grande confiance possible, plus on a tendance à ignorer l'existence et l'œuvre de l'organisation qui l'a précédée : l'Organisation de Coopération Intellectuelle. Certains affirment même que l'UNESCO est une organisation complètement nouvelle […][91]. »

Jean-Jacques Renoliet, auteur du seul ouvrage d'importance consacré à l'Institut, ne dit pas autre chose lorsqu'il l'intitule *L'UNESCO oubliée*[92]. Bien que le Pacte de la SdN n'ait pas prévu la création d'un organisme technique chargé de la coopération intellectuelle, la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle (CICI) est créée par la SdN en 1921 et se réunit pour la première fois à Genève en août 1922. Ses débuts modestes sont marqués par l'influence de la France et la méfiance, en retour, de la Grande-Bretagne. Proposé par la France en 1924 pour conforter son influence et pour permettre à la CICI de poursuivre ses travaux, l'Institut International de Coopération Intellectuelle (IICI) est inauguré à Paris en 1926.

---

[88] Carl DOKA, *ouv. cité*, p. 42.
[89] Hugo Rogélio SUPPO, *ouv. cité*
[90] Gilles MATTHIEU, *Une ambition sud-américaine. Politique culturelle de la France (1914-1940)*, Paris, L'Harmattan, 1991.
[91] Pham THI-TU, *La coopération intellectuelle sous la SDN*, Genève, Droz, 1962, avant-propos.
[92] Jean-Jacques RENOLIET, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la Coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.

La CICI fonctionne d'abord, conformément à la résolution de l'Assemblée de la SdN, comme une commission consultative à caractère provisoire. La fondation par le Gouvernement français de l'IICI offre à la Commission un organe exécutif efficace, rendant de la sorte son existence moins précaire. Par ailleurs, suivant l'exemple français, le Gouvernement italien offre, en 1928, de créer et d'entretenir à Rome l'Institut International du Cinématographe Éducatif (IICE)[93]. Enfin, suite aux recommandations de la CICI, des commissions nationales de coopération intellectuelle se sont constituées dans la plupart des pays pour servir d'intermédiaires entre les organes de la vie intellectuelle de chaque État et la Commission. Ce n'est qu'en 1931 que cette nouvelle branche d'activité reçoit sa constitution définitive[94]. En effet, c'est à ce moment qu'est reconnue l'existence de l'

> « Organisation de Coopération Intellectuelle [OCI] comprenant : la CICI, organe consultatif de la SdN[95], les commissions et comités qui en relèvent, l'IICI, son organe exécutif, et l'IICE, instituts mis à la disposition de la SdN dans les conditions établies par leurs statuts respectifs, les commissions nationales de coopération intellectuelle dont les représentants peuvent être appelés à se réunir occasionnellement en conférence sur l'initiative de la CICI […][96] ».

Cette Assemblée de la SdN est aussi l'occasion de proposer une définition de la coopération intellectuelle :

> « [Elle] a pour objet la collaboration internationale afin d'assurer le progrès de la civilisation générale et les connaissances humaines, notamment le développement et la diffusion des sciences, des lettres et des arts. Elle a pour but de créer un état d'esprit favorable à la solution pacifique des problèmes internationaux. Son cadre est celui de la SdN[97]. »

La proposition française de créer l'Institut se situe dans un contexte politique particulier - celui de l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches - et représente une rupture dans l'attitude française envers la SdN et la CICI. Alors qu'Aristide Briand et le Quai d'Orsay étaient réticents à engager la

---

[93] Sur cet Institut voir, Christel TAILLIBERT, *L'Institut International du Cinématographe Éducatif. Regards sur le rôle du cinéma éducatif dans la politique internationale du fascisme italien*, Paris, L'Harmattan, 1999.

[94] *Idem*, p. 75.

[95] « La CICI est l'organe supérieur de la Coopération Intellectuelle, dont elle dirige le travail et contrôle l'activité. […] Ses membres sont élus par le Conseil de la SDN », (Cité par Jean-Jacques MAYOUX (dir.), *L'Institut international de Coopération intellectuelle, 1925-1946*, Paris, IICI, 1947, p.53). La CICI est au départ composée de douze membres : l'Indien Banerjee, le Français Bergson, la Norvégienne Bonnevie, le Brésilien de Castro, la Franco-polonaise Marie Curie, le Belge Destrée, l'Allemand Einstein, le Britannique Murray, le Suisse Reynold, l'Italien Ruffini, l'Espagnol Torres-Quevedo et l'Américain Hale (Voir Jean-Jacques RENOLIET, *ouv.cité*, p.26). Ces 12 personnalités, qui appartiennent à diverses branches de l'activité intellectuelle et qui viennent de la plupart des continents et pas seulement des pays membres de la SdN, symbolisent l'idée d'une communauté intellectuelle internationale. Il faut néanmoins remarquer que la commission est plus européenne qu'universelle, puisque neuf de ses membres viennent du Vieux Continent. On peut aussi se référer à la définition donnée par Paul Valéry, important acteur de la CICI : « L'idée centrale de l'œuvre de coopération intellectuelle est d'amener dans tous les domaines qui relèvent d'elle une coordination des efforts, une collaboration susceptible, non seulement d'éviter des pertes de temps, de faciliter l'information, la diffusion du progrès, mais aussi de provoquer la formation, lente peut-être, mais continue, de l'esprit international. » (Paul Valéry dans *L'année 1932 de la Coopération intellectuelle*, IICI, p. 3).

[96] Cité pr Pham THI-TU, *ouv. cité*, p. 76.

[97] Cité par Jean-Jacques MAYOUX (dir.), *ouv. cité*, p. 45. Voir en annexe l'organigramme de l'OCI.

France dans une politique de coopération intellectuelle jugée trop internationaliste, le nouveau gouvernement

> « […] qui sait que la France a besoin d'une forte influence morale dans le monde et qui recherche légitimement à accroître cette influence, a renoncé de rechercher la poursuite de cet avantage dans une forte organisation de propagande : il croit qu'il se la procurera beaucoup plus aisément, en collaborant loyalement à l'établissement d'une solide entente entre les peuples et en prenant, toutes les fois qu'il en aura l'occasion, l'initiative des moyens de réaliser cette entente. Tel est l'avantage moral que le Gouvernement français a cherché, en offrant la création de l'IICI[98]. »

Le but poursuivi est d'imprimer un autre visage à la diplomatie française, loin de celui, militariste et impérialiste, donné par l'occupation de la Ruhr en 1923[99]. Il s'agit d'attirer à Paris une bonne partie des activités de la CICI : la capitale française, et avec elle le reste du pays, en retireraient un prestige moral incontestable[100]. D'autant que le gouvernement français mettrait gracieusement un local à la disposition du nouvel organisme et subviendrait à la quasi-totalité de ses dépenses. On est bien dans le cadre de la diplomatie culturelle, mais dans une formulation inédite, comme le montre Carl Doka :

> « Dans l'histoire de cette 'politique étrangère culturelle' – où allaient de pair la propagande culturelle des États, une authentique internationalisation de la vie scientifique et culturelle et par voie de conséquence, une connaissance plus largement diffusée de la culture des différents peuples – ce fut un instant mémorable que celui où l'Institut International de Coopération Intellectuelle ouvrit ses portes à Paris, au mois de janvier 1926. […] L'événement était important surtout parce que c'était la première fois que l'on tentait, en s'appuyant sur une organisation d'États – la SdN – de régler et coordonner la collaboration internationale dans les différents domaines des sciences naturelles, philosophiques, psychologiques et sociales, ainsi que de la littérature, du théâtre, de la muséographie, etc…[101] »

Si le projet suscite la méfiance de certains pays, dont l'Angleterre, il est accepté par l'Assemblée de la SdN lors de sa session de septembre 1924. L'Accord qui établit la création de l'Institut lui laisse une grande autonomie : mis à la disposition de la SdN, il n'en fait pas formellement partie ; il fonctionne simplement sous ses auspices. Lors de la Ve session de la CICI à Paris en mai 1925, le plan de fonctionnement de l'IICI est mis en place[102] et la France obtient que le président du Conseil d'Administration soit toujours français.

---

[98] Note de Luchaire, haut fonctionnaire du ministère de l'Instruction publique à l'origine du projet d'Institut, citée par Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 45.

[99] Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 46 : « la France troque sa panoplie militaire et financière contre son habit culturel, confirmant ainsi que la culture est devenue une des armes de sa diplomatie. »

[100] « Pour garder la place à laquelle nous croyons avoir droit, nous devons moins chercher à imposer directement notre influence qu'à prendre l'initiative et le mérite d'une grande œuvre d'organisation intellectuelle internationale ». Luchaire, cité par Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 58.

[101] Carl DOKA, *ouv. cité*, p. 11.

[102] En ce qui concerne les structures, l'Institut étant le prolongement naturel de la CICI, leur organisation doit être parallèle. L'Institut doit comporter six sections et des services : les sections sont conçues comme des divisions stables (relations universitaires, bibliographie et relations scientifiques – ces trois sections correspondent aux sous-commissions de la CICI –, affaires générales, relations littéraires et artistiques, information) dirigées par des fonctionnaires permanents ; les services sont consacrés à des objets plus restreints, sont conçus comme temporaires et donc confiés à des experts engagés à temps partiel.

S'il commence à y avoir des travaux sur l'Organisation de Coopération Intellectuelle, dont l'ouvrage de référence de Jean-Jacques Renoliet, il s'agit souvent d'études ponctuelles, concernant la participation de tel pays ou tel aspect de la coopération intellectuelle[103]. Un premier travail sur la part prise par le Brésil aux travaux de l'Institut International de Coopération Intellectuelle[104] nous avait convaincue de la nécessité de nous pencher sur l'ensemble de l'Amérique latine. Non seulement les archives de l'IICI nous y invitaient, mais aussi la conviction qu'une telle recherche nous permettrait de mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre dans l'émergence de réseaux et de pratiques nécessaires pour saisir la formation d'une coopération intellectuelle purement américaine, objet de la deuxième partie de ce travail. Il s'agissait aussi, dans la perspective comparatiste qui est la nôtre, d'observer comment, dans chacun des trois pays étudiés, les acteurs se saisissaient de ce nouvel outil basé sur l'échange et la mise en réseau.

Une fois posé ce cadre général, il convient de présenter brièvement ce qu'ont signifié, politiquement, socialement et économiquement, pour l'Argentine, le Brésil et le Chili les années qui séparent l'avènement de la SdN de l'issue de la guerre de 1939-1945, en restituant pour chacun les continuités et les ruptures qui marquent leur histoire à ce moment-là. Plutôt qu'une contextualisation globale qui entremêlerait les éléments propres à chaque pays, nous avons opté ici pour une démarche qui analyse successivement leurs grandes évolutions pendant la période étudiée. Il s'agit, de la sorte, d'éviter le piège inhérent à un plan thématique, celui d'aboutir à un récit dont la temporalité serait exclue.

L'Argentine

Le 12 octobre 1916, Hipólito Yrigoyen du Parti Radical, devient président de l'Argentine. Son élection apparaît comme le triomphe des classes moyennes, le résultat de quarante années de transformation de la société et de l'économie, et comme le succès d'une « réforme politique pacifique[105] », celle du suffrage universel masculin instauré par la loi Sáenz Peña de 1912. Selon les termes de Luis Alberto Romero, cet événement montre que l'on a affaire à un régime électoral

---

[103] Voir notamment Takashi SAIKAWA, « From Intellectual Cooperation to International Cultural Exchange. Japan and China in the International Committee on Intellectual Cooperation », Asian Regional Integration Review, vol. 1, 2009, p. 83-91 (Disponible en ligne : http://www.isn.ethz.ch/isn/Digital-Library/Publications/Detail/?ots591=0c54e3b3-1e9c-be1e-2c24-a6a8c7060233&lng=en&id=138245) et Fabian HERRERA LEÓN, « México y el Instituto Internacional de Cooperación Intelectual 1926-1939 », *Tzintzun, Revista de Estudios Históricos*, n°49, janv.- juin 2009, p. 169-200.

[104] *L'Institut International de Coopération Intellectuelle et le Brésil (1924-1946) : le pari de la diplomatie culturelle*, Mémoire de Master 2, sous la direction d'Olivier Compagnon, IHEAL – Université Paris 3 Sorbonne nouvelle, 2007.

[105] Expression employée par Luis Alberto ROMERO, *Breve historia contemporánea de la Argentina*, [1ère éd. 1994], Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2007, p. 15.

démocratique, « qui plaçait l'Argentine à l'avant-garde des expériences politiques de ce type dans le monde[106] ». L'idée d'une exemplarité argentine dans une Amérique latine encore très souvent secouée par des crises politiques, dont la Révolution Mexicaine représente le paroxysme, s'appuie non seulement sur cette consécration d'une volonté citoyenne majoritaire, mais aussi sur une indéniable réussite économique. À la veille de la guerre de 14-18, le PIB par habitant de l'Argentine dépasse largement celui des autres pays du sous-continent et atteint des niveaux similaires à celui de l'Allemagne ou des Pays-Bas, se trouvant ainsi devant des pays comme l'Italie, l'Espagne ou la Suède[107]. Cette prospérité économique et la relative stabilité du régime politique libéral mis en place dans la seconde moitié du XIXe siècle conduisent l'Argentine à se percevoir comme radicalement différente du reste de l'Amérique latine et à lui donner suffisamment d'assurance pour contrer, dès la première Conférence interaméricaine (Washington, 1889-1890), les prétentions hégémoniques des États-Unis, en réaffirmant à l'occasion ses rapports privilégiés avec l'Europe. Si les années 1930-1940 marquent un certain infléchissement de ce positionnement, il reste néanmoins la matrice de la politique extérieure argentine durant la période étudiée.

Malgré les conséquences négatives de la Première Guerre mondiale (inflation, chômage et conflits sociaux), l'économie argentine se remet rapidement, ce qui permet à cette nation de se présenter avec assurance comme une valeur sûre, notamment sur les plans monétaire et financier, aux réunions et conférences économiques organisées à partir de 1920 par la SdN. Elle s'y découvre pourtant, face aux représentants européens, sous-industrialisées et, pour employer un anachronisme, « sous-développée »[108].

En dépit d'une indéniable modernisation politique, économique et sociale, l'Argentine apparaît à bien des égards, et ce dès avant le début de la guerre, comme un colosse aux pieds d'argile. La célébration du Centenaire de l'indépendance en 1910 est sur ce point révélatrice : c'est un moment de satisfaction, d'optimisme et en même temps de doute et de pessimisme, les termes d'État, de République, et surtout de nation faisant l'objet d'intenses débats[109]. La nation, surtout, est l'objet d'inquiétudes : comment donner forme et contenu à une nation argentine « sur la scène

---

[106] *Ibid.* : « *que colocaba al país a la vanguardia de las experiencias de ese tipo en el mundo* ».

[107] Voir Boris FAUSTO et Fernando J. DEVOTO, *Brasil e Argentina. Um ensaio de história comparada (1850-2002)*, São Paulo, Editora 34, p. 152.

[108] La constitution d'une perception de l'Argentine comme pays sous-développé et dépendant à l'occasion des réunions de type économique organisées par la SdN ont été l'objet d'une communication de José Antonio Sánchez-Román, intitulée « Descubriendo el 'subdesarollo'. La Argentina y las negociaciones económicas en la Sociedad de Naciones », lors du colloque « L'Amérique latine et la Genève Internationale durant l'entre-deux-guerres : les débuts d'une intégration régionale et internationale » organisé par Yannick Wehrli et Aline Helg à l'Université de Genève les 28 et 29 octobre 2011.

[109] Voir notamment Luis Alberto ROMERO, « L'Argentine au miroir des deux centenaires de la fondation de la République », *Problèmes d'Amérique latine*, n°77, mars 2010, p. 47-58.

babélienne de l'immigration massive où les racines d'une partie importante des habitants se trouvent à Naples, Milan, La Corogne ou Damas et non pas dans le pays de la Révolution de mai 1810[110] » ? Si intellectuels et hommes politiques s'accordent sur la nécessité de faire exister l'Argentine en tant que nation, il n'y a pas de consensus autour des caractéristiques de ce qui constitue l' « *argentinidad* ».

La « question sociale » est une autre source de préoccupations : de nombreux conflits, impliquant en particulier des ouvriers anarchistes, viennent fissurer l'image d'une Argentine prospère et stable. La *Semana trágica* qui oppose violemment, à Buenos Aires, du 7 au 19 janvier 1919, des manifestants anarchistes à des membres, civils et militaires, des secteurs nationalistes, souligne que l'arrivée au pouvoir d'Yrigoyen ne suffit pas à apaiser les tensions qui minent la société argentine. Bien au contraire, elle avive les crispations identitaires et politiques d'un certain nombre d'intellectuels et de militaires, celles-ci aboutissant, à la faveur de la crise économique de 1929 qui sape les fondements de l'économie argentine, au coup d'État de 1930. S'ouvre alors ce qui reste connu comme la « década infame[111] », marquée par une fraude électorale systématique, la répression des opposants et une corruption généralisée. Alors que la situation internationale est celle d'une guerre mondiale à l'ampleur inégalée, un nouveau coup d'État, en 1943, sonne, en Argentine, le glas d'une époque et voit émerger une nouvelle figure, celle du général Perón, dont l'empreinte sur la vie du pays dépasse largement le cadre de ce travail.

Le Brésil

L'insertion du Brésil dans les relations internationales se fait au moment où celles-ci connaissent une reconfiguration majeure, mais aussi dans un contexte national profondément perturbé, où se mêlent difficultés économiques, disputes politiques et dissensions internes. Les années 1920 sont marquées par la montée en puissance des contestations de ce que Bartolomé Bennassar et Richard Marin ont nommé la « République des *fazendeiros*[112] ». Ces contestations aboutissent à la « Révolution » de 1930 qui porte Getúlio Vargas au pouvoir. C'est également une période où les questions sociales prennent de plus en plus d'importance, où un mouvement ouvrier prend forme et aboutit à la création du Parti Communiste Brésilien. Enfin, on assiste à une intervention croissante de l'armée dans la vie politique brésilienne.

Quant à la politique extérieure brésilienne de ces années 1920, Eugênio Vargas Garcia, en rappelle les grands traits, dans son ouvrage *O Brasil e a Liga das Nações (1919-1926)* : alignement

---

[110] *Idem*, p. 49.
[111] Cette expression est employée pour la première fois en 1945 par l'historien argentin José Luis Torres.
[112] Bartolomé BENNASSAR, Richard MARIN, *Histoire du Brésil, 1500-2000*, Paris, Fayard, 2000, p. 277.

sur les États-Unis et tentative d'établir avec eux une relation spéciale ; recherche d'une reconnaissance internationale ; utilisation de la diplomatie multilatérale comme instrument pour affirmer le prestige du pays sur la scène internationale ; continuité du modèle économique de valorisation du café et de stimulation à l'exportation ; et résistance aux propositions de désarmement, thème récurrent dans l'agenda mondial de ces années 1920[113]. Cette résistance s'explique par un sentiment de vulnérabilité du Brésil dû à son isolement diplomatique au sein de l'Amérique du Sud. Cette donnée est essentielle pour comprendre l'empressement du Brésil à participer aux travaux de la SdN, puis, suite à son retrait de l'organisation, à ceux de l'IICI.

La révolution de 1930 n'altère pas en profondeur ces grandes orientations. Gerson Moura préfère parler de « redéfinition[114] ». Le gouvernement provisoire de 1930 a été très vite reconnu à l'extérieur ; il a en effet rempli tous ses engagements internationaux. Par ailleurs, la nomination comme ministre des Relations extérieures d'Afrânio de Melo Franco, diplomate chevronné qui reste en poste jusqu'en 1933, marque cette continuité. Le seul changement réside dans la place croissante occupée par les relations commerciales. Comme l'écrit Paulo Fagundes Vizentini,

> « il revient à Vargas et aux gouvernements populistes des années 1950 [...] d'avoir établi un lien stratégique entre la politique extérieure et les nécessités du processus de développement, phénomène qu'Amado Cervo a nommé 'politique extérieure pour le développement'[115] ».

Si l'on suit les analyses de Gerson Moura, c'est un « État de compromis » qui se met en place avec Getúlio Vargas. Compromis entre les anciens acteurs politiques – les oligarchies régionales qui dominaient la République des *Fazendeiros* – et les nouveaux – les groupes d'intérêt liés à l'industrialisation et les bénéficiaires de l'urbanisation et de la croissance de l'État –. Compromis également entre les deux pôles de la politique extérieure brésilienne : l'Amérique et l'Europe. Ces deux pôles font eux-mêmes l'objet d'une subdivision : l'Amérique compte d'un côté les États-Unis, de l'autre le reste de l'Amérique latine ; l'Europe se divisant quant à elle, à partir de 1933, entre le camp des démocraties et celui de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. En résumé, « le gouvernement Vargas explorait les possibilités offertes par chacun des centres, sans s'aligner sur aucun d'eux[116] ». Gerson Moura ajoute :

> « Il ne s'agissait pas d'une trajectoire rectiligne, mais bien plus d'un mouvement d'approximations alternées ou simultanées vers l'un ou l'autre centre, mouvement qui avait comme résultat quelques

---

[113] Eugênio Vargas GARCIA, *O Brasil e a Liga das Nações (1919-1926)*, Porto Alegre, Editora da Universidade, 2000, p. 50.

[114] Gerson MOURA, « A Revolução de 1930 e a política exterior brasileira : ruptura ou continuidade ? », dans *A Revolução de 1930, Seminário internacional*, Ed. Universidade de Brasília, 1983, p. 576.

[115] Paulo Fagundes VIZENTINI, *ouv. cité*, p.11 : « *Coube a Vargas e aos governos populistas dos anos 50 (...) a vinculação estratégica da política exterior ás necessidades do processo de desenvolvimento econômico, fenômeno que Amado Cervo denominou "política exterior para o desenvolvimento".* »

[116] Gerson MOURA, *art. cité*, p. 580.

gains significatifs sur le plan du commerce extérieur et une augmentation considérable du pouvoir de négociation[117] du gouvernement brésilien […][118]. »

Il faut avoir à l'esprit, ainsi que le conseille Paulo Roberto de Almeida, que les relations internationales ont une « structure hiérarchique, dans laquelle sont confrontées des nations toujours inégales en termes de ressources et de pouvoir[119] ». De fait, cette perspective asymétrique est « essentielle pour étudier les relations internationales d'un pays souvent caractérisé comme dépendant ou périphérique[120] ».

L' « ère nationale », ouverte par la Révolution de 1930 et confirmée par la proclamation de l'*Estado Novo* en 1937, introduit selon Paulo Roberto de Almeida un « changement de paradigme ». Si, comme l'avait affirmé Gerson Moura, il n'y a pas de rupture brutale en 1930, on observe néanmoins le passage d'une « posture plus ou moins passive en relation au système international » à une tentative d'insertion active dans les cadres de l'ordre mondial en construction.

Le Chili

En 1919, la vie politique chilienne est marquée à la fois par la primauté du Congrès sur l'Exécutif et par le contrôle du pouvoir par l'oligarchie qui « gère l'État avec dilettantisme pour son profit exclusif[121] ». De fait, alors que l'idée libérale de développer le contrôle exercé par le parlement sur le pouvoir exécutif aurait pu mener à une démocratisation du régime et à l'extension de la participation politique aux nouveaux acteurs (classes moyennes et urbaines, ouvriers…) qui commencent à s'organiser depuis la fin du XIXe siècle, c'est le contraire qui se produit et la rupture de 1891 avec le régime présidentiel portalien aboutit en fait au renforcement des forces politiques traditionnelles. La Belle époque chilienne est donc ambivalente, tout à la fois période de croissance économique basée sur l'industrialisation naissante et l'exploitation des ressources du sol, et de contestations sociales parfois sanglantes[122]. La ville de Santiago voit son centre à l'européenne cohabiter avec des faubourgs marqués par la misère, la mortalité infantile et le développement de la tuberculose. La société chilienne connaît au tournant des deux siècles de profondes mutations démographiques et socio-économiques dont les élites économiques et

---

[117] C'est en jouant sur la concurrence entre les États-Unis et l'Allemagne que Getúlio Vargas obtient des premiers qu'ils financent le complexe sidérurgique de Volta Redonda, dans l'État de Rio de Janeiro.
[118] Gerson MOURA, *art. cité*, p. 580.
[119] Paulo Roberto de ALMEIDA, *Relações internacionais e política exterior do Brasil : história e sociologia da diplomacia brasileira*, Porto Alegre, Ed. da UFRGS, 2004, p. 23.
[120] *Ibid.*
[121] Marie-Noëlle SARGET, *Histoire du Chili de la Conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 119.
[122] Le 21 décembre 1907, le gouvernement noie ainsi dans le sang, dans la ville d'Iquique, une grève qui s'était étendue à toute la province de Tarapacá, à l'extrême nord du Chili.

politiques sont incapables de prendre la mesure. Cette inaction est renforcée par l'instabilité des combinaisons politiques et une instabilité ministérielle chronique[123], dont la principale conséquence est d'empêcher toute politique d'envergure pouvant répondre aux défis qui sont alors ceux du Chili. Cette situation n'est pas sans conséquence sur la politique extérieure chilienne, dont la continuité est mise à mal par les changements incessants à la tête du ministère des Relations extérieures[124]. Il est néanmoins possible de dégager quelques grands principes et évolutions guidant la diplomatie chilienne. On peut, d'une part, mettre en avant le triangle Londres-Paris-Berlin comme « garantie de sécurité » pour la position internationale du Chili. Le fait de maintenir de bonnes relations avec les puissances européennes, de manière équilibrée et égalitaire, peut être considéré comme l'un des principes structurants de la politique extérieure chilienne de la fin du XIXe siècle au début de la Seconde Guerre mondiale. D'autre part, alors que jusqu'à la fin des années 1920, les relations du Chili avec le reste de l'Amérique du Sud se conçoivent au prisme du différend qui l'oppose, depuis la fin de la deuxième Guerre du Pacifique (1879-1884), à la Bolivie et au Pérou, on observe une volonté très nette, à partir des années 1930, de faire figure de pôle intégrateur dans le sous-continent, notamment par le biais de la coopération intellectuelle.

L'image du Chili à l'extérieur telle que la perçoit la majorité de ses élites dirigeantes, c'est-à-dire celle d'un pays qui, « quand il se le proposait, affrontait les défis extérieurs et se montrait nettement supérieur à la majorité des autres pays de la région, voire à tous les autres[125] », se trouve par conséquent de plus en plus en décalage avec la situation interne de la nation. Les deux premières décennies du XXe siècle sont à cet égard caractérisées par un malaise croissant chez les intellectuels, certains hommes politiques, mais aussi les leaders de mouvements sociaux, voire chez les militaires, tous étant de plus en plus hantés par l'idée d'une décadence nationale. Enrique Mac Iver[126], homme d'État, prononce à ce sujet un discours intitulé « La crise morale de la République » qui marque ses contemporains. En voici un extrait :

---

[123] Près de 89 cabinets ministériels différents se succèdent entre 1891 et 1925 (chiffre donné par Patrick BARR-MELEJ, *Reforming Chile: Cultural Politics, Nationalism, and the Rise of the Middle Class,* Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001, p. 25).

[124] On ne compte ainsi pas moins de 13 ministres différents sous la présidence de José Luis Sanfuentes (déc. 1915 - déc. 1920). Voir la liste des ministres chiliens des Relations extérieures en annexe.

[125] Joaquín FERMANDOIS, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, p. 45 : « *[...] un país que, cuando se lo proponía, afrontaba los desafíos externos y era claramente superior a la mayoría de los otros de la región, o de todos ellos* ».

[126] Enrique Mac Iver (1844-1922), formé en droit, appartient eu Parti Radical créé en 1863. Il participe au mouvement qui destitue le président José Manuel Balmaceda en 1891. De 1876 à 1918, il est quasiment sans interruption élu député pour sa ville natale, Constitución. Il a également été ministre de l'Agriculture (1892-1893 et 1895) et ministre de l'Intérieur (1894-1895), ainsi que Grand Maître de la Grande Loge du Chili (1887-1894).

> « Il ne serait pas possible de ne pas savoir que nous avons plus de navires de guerre, plus de soldats, plus de juges, plus de gardiens, plus de bureaux, plus d'employés et plus de revenus publics qu'auparavant ; mais aurons-nous aussi une plus grande sécurité, tranquillité nationale, de meilleures garanties pour nos biens, pour la vie, pour l'honneur, des idées plus exactes, des façons d'être plus mesurées, des idéaux plus admirables [...] de meilleurs services, un peuplement plus important, plus de richesse et de bien-être ? En un mot : progressons-nous ? [...] Qu'étions nous comparés aux pays neufs comme le Brésil, l'Argentine, le Mexique, l'Australie, le Canada ? Aucun de ces pays ne nous surpassait, nous marchions devant certains, à égalité avec d'autres. Que sommes-nous au jour d'aujourd'hui ? Il me semble que la meilleure réponse est le silence[127]. »

L'inquiétude exprimée par Mac Iver signe l'émergence d'un fort mouvement d'autocritique au Chili qui est présent tout au long de la période étudiée et qui va déterminer sa manière d'être-au-monde. Celle-ci se caractérise notamment, on le voit dans cette citation, par la référence constante à d'autres pays par rapport auxquels est appréhendée et jugée la réalité chilienne.

Cette dernière connaît, du point de vue politique, une première rupture avec l'arrivée au pouvoir en 1920 d'Arturo Alessandri car elle signifie l'entrée sur la scène politique de nouveaux acteurs politiques et sociaux. Pour Marie-Noëlle Sarget, malgré son échec, le gouvernement d'Alessandri « se situe entre deux mondes, à la charnière de deux époques[128] », dans la mesure où il constitue la phase finale de la République oligarchique et parlementaire et annonce l'avènement d'une nouvelle période de l'histoire du pays. La Constitution de 1925 représente dans cette perspective l'espoir d'une nouvelle ère, l'idée qu'une marche vers le progrès reste possible, pourvu que les mesures adéquates soient prises et que de nouvelles institutions politiques soient mises en place. Le système politique qui émerge alors, même s'il connaît encore de nombreux soubresauts, est profondément transformé par le fait que le nombre des acteurs politiques augmente, lui transmettant des demandes en provenance désormais de toutes les classes sociales. Cette dynamique n'est pas sans conséquence sur le rôle de l'appareil d'État, par lequel continue de transiter la principale source de richesses du pays – les revenus des exportations minières – : il « demeure de ce fait, comme depuis 1891, plus qu'ailleurs l'enjeu essentiel des luttes politiques et économiques[129] ».

La construction d'un jeu d'échelles

À travers l'étude de la mise en place par l'Argentine, le Brésil et le Chili des outils d'une diplomatie culturelle, nous voulons tout d'abord battre en brèche l'idée selon laquelle celle-ci serait, jusqu'à une période récente, l'apanage des grandes puissances. Par ailleurs, une telle étude nous mène à interroger la relation existant entre l'identité nationale telle qu'elle est pensée – et

---

[127] Enrique Mac Iver, « Discurso sobre la crisis moral de la república », 1900, cité par Joaquín FERMANDOIS, *ouv. cité*, p. 45-46.
[128] Marie-Noëlle SARGET, *ouv. cité*, p. 123.
[129] *Idem*, p. 138.

débattue – au sein de ces trois pays, et l'image internationale qui est projetée dans le cadre de la diplomatie culturelle. Que veut-on montrer ? Qu'est-il préférable, au contraire, aux yeux des acteurs, de taire ? Ce qui nous amène à interroger les motivations de ces trois États : que cherchent-ils en recourant à la culture comme outil diplomatique ? Quelles sont leurs motivations et leurs ambitions ? Les réponses à ces questionnements nous donneront une idée de la manière dont chacun se positionne – ou ambitionne de se positionner – sur la scène internationale. Cela nous permettra également de mesurer si la diplomatie culturelle pratiquée par l'Argentine, le Brésil et le Chili signifie ou non un écart par rapport à la diplomatie traditionnelle, si elle est un moyen de reconfigurer les rapports de force existants.

Notre but est de montrer comment, à partir des toiles tissées par les différentes structures et dynamiques de la coopération intellectuelle, internationale, continentale ou latino-américaine, l'Argentine, le Brésil et le Chili ont forgé les instruments d'une diplomatie culturelle et ont bâti une certaine image d'eux-mêmes sur la scène internationale. Le principe de la variation d'échelles a donc présidé à l'organisation de notre travail car il « rend possible la construction d'objets complexes et donc la prise en compte de la structure feuilletée du social » et « pose du même coup qu'aucune échelle n'a de privilège sur une autre, puisque c'est leur mise en regard qui procure le plus fort bénéfice analytique[130] ». Les initiatives argentine, brésilienne et chilienne sur le terrain de la diplomatie culturelle ne prennent corps et sens que dans la mesure où elles s'insèrent dans des dynamiques qui dépassent leurs frontières. Il apparaît en effet difficile de penser des politiques extérieures sans les replacer dans le contexte large des relations internationales. Dans le cas de ces trois pays, cela suppose de rendre compte de la manière dont chacun tisse sa toile dans une configuration triangulaire. Ignorer l'un des trois pôles – Europe, États-Unis, reste de l'Amérique latine – par rapport auxquels ils construisent leur insertion internationale conduirait à obscurcir, voire à déformer, la compréhension de leurs positions respectives. Par ailleurs, l'une des hypothèses défendues dans ce travail est que la naissance et les développements des structures et des outils visant à construire une image positive de l'Argentine, du Brésil et du Chili sont étroitement corrélés à l'émergence d'organismes à l'audience mondiale. Enfin, la dialectique identité nationale/identité internationale doit être replacée dans une perspective latino-américaine, celle-ci étant, pendant la période étudiée, riche en questionnements identitaires et en pratiques transnationales. Ainsi avons-nous cherché, à partir des trois cas qui constituent le cœur de nos analyses, à mener une réflexion qui englobe autant que possible l'ensemble du sous-continent latino-américain.

---

[130] Jacques REVEL, « Présentation », in *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil/Gallimard, 1996, p. 13.

Pour restituer la dimension « feuilletée » de notre sujet, nous avons consacré le premier temps de ce travail à la configuration de la scène internationale telle qu'elle se présente aux pays du sous-continent entre 1919 et 1946. Si ces derniers sont loin d'être de simples spectateurs des dynamiques à l'œuvre, ils n'en sont pas à l'origine et se greffent sur des réseaux, des organisations qui sont extérieures au sous-continent, qui n'ont pas été pensés en fonction de ses intérêts et des enjeux qui le parcourent. La Société des Nations est à cet égard un terrain d'étude particulièrement révélateur : née d'un conflit européen, elle laisse souvent peu de place, en termes institutionnels aussi bien que géopolitiques, à des nations latino-américaines pourtant désireuses d'y jouer un rôle et d'y faire entendre leurs voix (chapitre I). Notre fil conducteur étant la coopération intellectuelle, c'est la part prise par l'Amérique latine – et plus particulièrement par l'Argentine, le Brésil et le Chili – aux travaux et aux réseaux de l'IICI qui constitue l'objet de notre chapitre II. Nos deux premiers chapitres offrent donc un aperçu des liens entre l'Europe et le sous-continent. Le troisième a pour objectif d'analyser les relations de ce dernier avec les États-Unis à l'aune de l'histoire du système interaméricain, dans sa dimension aussi bien institutionnelle que politique et culturelle.

Une fois posé ce cadre transatlantique, après avoir défini les conditions selon lesquelles s'effectue la participation des pays latino-américains au concert des nations, notre propos replacera l'Amérique latine au centre des enjeux qui parcourent notre période. Il s'agit ainsi de déconstruire l'idée selon laquelle on a affaire à une « périphérie » de la scène internationale en montrant, d'une part, les attentions dont cette région est l'objet de la part de la SdN, de la France, des États-Unis et, plus brièvement, de l'Allemagne et de l'Espagne, et d'autre part, ce que ce jeu de rivalités croisées laisse comme marge de manœuvre et d'expression aux Latino-Américains qui doivent tracer une voie qui leur soit propre et qui leur permette de faire valoir leurs intérêts (chapitre IV). Notre deuxième partie s'attachera ensuite aux dynamiques de coopération intellectuelle propres au sous-continent (chapitre V). Cette attention à l'échelle régionale est l'occasion de mettre en lumière un ensemble d'acteurs et de pratiques qui s'effectuent dans un cadre résolument transnational. Pour cela, la mobilisation de l'histoire des sciences et de celle des intellectuels, de leurs sociabilités et modes d'action a été nécessaire afin de retracer la genèse et les évolutions de ces circulations qui dessinent un espace latino-américain sinon cohérent du moins significatif. Discours, projets, réunions, conférences lui donnent en effet des contours, une identité, celle-ci étant autant définie par ce qui est considéré comme « authentiquement » (latino)-américain que par un questionnement incessant autour des rapports à l'Europe, mère tour à tour révérée et rejetée, décevante mais toujours présente, rassurante, aussi, lorsqu'il s'agit de faire face à l'influence croissante des États-Unis. Les diverses tonalités et modulations de cette partition

tout à la fois identitaire et géopolitique sont retranscrites et jouées à l'occasion de différentes manifestations (projet brésilien d'Institut Interaméricain en 1926, conférences américaines de coopération intellectuelles de 1939 et de 1941, etc.) qui constituent des ré-appropriations, par les intellectuels du sous-continent des structures et des dynamiques de coopération intellectuelle élaborées à Genève et à Paris (chapitre VI).

Alors que nos deux premières parties inséraient l'Argentine, le Brésil et le Chili dans une trame explicative large, le troisième et dernier temps de notre travail se concentrera sur la mise en regard de leur diplomatie culturelle. Cette dernière sera d'abord abordée du point de vue institutionnel afin d'identifier les structures et les acteurs chargés de la réaliser, les moyens déployés pour la rendre effective (chapitre VII). Cela nous permettra d'esquisser une première typologie grâce aux similitudes et aux différences observées. Celle-ci sera complétée en fonction de l'étude des différents destinataires d'une telle politique, étape qui nous permettra de mieux appréhender les ambitions internationales de chacun, ainsi que la manière dont ils envisagent leur place et leur rôle dans le concert des nations (chapitre VIII). Enfin, nous clôturerons ce travail par l'analyse de l'image que ces trois nations projettent d'elles-mêmes et ce dans un dialogue constant avec l'historiographie consacrée à la construction de leur identité nationale (chapitre IX).

Pour reconstituer à la fois ce jeu d'échelles et les trajectoires des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne, il nous a fallu mobiliser une documentation à la hauteur des enjeux, donnant à voir avec le plus de précision possible ce qui se joue pour ces trois pays aux niveaux international, régional et national. Définition de la politique extérieure, participation aux organismes internationaux étudiés, restitution des dynamiques de coopération intellectuelle concernant l'Amérique latine, élaboration des structures visant à promouvoir une certaine image sur la scène internationale, analyse de cette dernière par rapport aux questionnements identitaires qui parcourent la période, etc. : tels sont les termes qui ont structuré notre grille d'analyse et présidé à l'élaboration de notre corpus de sources.

Les sources et la méthodologie

> « Déroutante et colossale, l'archive, pourtant, saisit. […] Sa lecture provoque d'emblée un effet de réel qu'aucun imprimé, si méconnu soit-il, ne peut susciter[131]. »
>
> Arlette Farge

La difficulté majeure à laquelle se heurte notre étude est le caractère inégal des sources, en termes qualitatifs et quantitatifs. Cette inégalité est due à deux facteurs. Le premier relève des contraintes matérielles d'une recherche de cette ampleur. Le second est lié à la tradition archivistique plus ou moins forte selon le pays étudié. L'Argentine, en particulier, se révèle déconcertante pour le chercheur. Cette citation de l'écrivain Marco Aguinis permet d'éclairer les raisons présidant à l'état parfois critique des archives argentines :

> « Dans un pays comme l'Argentine, où reconnaître notre mauvaise mémoire est un lieu commun, il est fréquent que l'on méprise la documentation, la vérification ou la préservation. Nous négligeons allègrement les témoignages comme si nous aimions partir de zéro, comme si avant – il y a peu ou longtemps –, il n'était pas arrivé d'événements qui soient à l'origine de ceux d'aujourd'hui. Cette urgence apparente pour le nouveau et l'inédit recouvre en réalité une peur du changement. Sans la mémoire du passé, rien ne change, sinon en rêve[132]. »

L'historien s'intéressant à l'Argentine de l'entre-deux-guerres est d'autant plus sensible à ce qu'évoquent ces lignes que c'est justement une période marquée par un nombre important de changements, au niveau international comme national.

Notre sujet n'est pourtant pas porteur, en termes de sources, des obstacles inhérents à certains domaines de l'histoire : nos acteurs ne sont pas des anonymes, des « sans-voix ». Ce sont des diplomates, des intellectuels, qui ont laissé de multiples traces de leur activité et de leur pensée. Les archives diplomatiques, au cœur de notre travail, ne font pas non plus partie de ces documents difficilement accessibles, du moins pour des pays comme l'Argentine, le Brésil et le Chili, d'autant plus que nous n'avions à consulter aucune documentation sensible ou incommunicable pour des raisons de délai par rapport à la période étudiée. Ce qui a posé problème a moins résidé dans l'identification des archives à explorer que dans le caractère plus ou moins abouti de leur classement. Par ailleurs, l'objet de notre étude, la diplomatie culturelle, a rencontré au Chili et en Argentine un accueil parfois circonspect : pour beaucoup de nos interlocuteurs, une telle politique n'existait pas dans l'entre-deux-guerres. Nous avions cependant des éléments permettant de corroborer une telle hypothèse : les archives de l'IICI, conservées à

---

[131] Arlette FARGE, *Le goût de l'archive*, Paris, Éditions du Seuil, p. 11-12.
[132] Marcos AGUINIS *et alii*, *Memorias de una siembra, Utopía y práctica del PRONDEC (Programa nacional de democratización de la cultura)*, Buenos Aires, Ed. Planeta, 1990, p. 7.

l'UNESCO, nous offraient un certain nombre de pistes, à partir desquelles nous avons pu mener nos recherches en Amérique latine.

Pour des raisons à la fois pratiques et méthodologiques, ce sont en effet les archives de l'IICI qui ont fait l'objet d'un premier dépouillement. Les séries « relations avec les gouvernements[133] », « relations avec commissions nationales[134] » et « relations diverses[135] » nous ont permis d'entrevoir l'activité des pays latino-américains au sein de l'OCI et de commencer à identifier certains protagonistes-clés. Si nous avons systématiquement consulté les dossiers relatifs aux pays latino-américains, seuls ceux concernant l'Argentine, le Brésil et le Chili ont fait l'objet d'une analyse approfondie. Cette documentation est composée de correspondances entre l'IICI, les délégués d'État et les acteurs des commissions nationales, ainsi que de documents relatifs à la composition et à l'action de ces dernières. Nous avons pu compléter ce panorama de l'Amérique latine à l'IICI en ayant recours aux dossiers rendant compte des contributions de chaque pays membre[136]. Les archives de l'IICI offrent en outre des informations sur des thèmes particuliers : les relations avec l'Union Panaméricaine[137], la question des droits d'auteur[138], le comité permanent des lettres et des arts[139] et la collection ibéro-américaine[140], etc.

C'est à partir des pistes et des interrogations que nous avons soulevées grâce aux archives de l'IICI que nous avons abordé le deuxième temps de nos recherches, menées principalement dans les archives diplomatiques argentines, brésiliennes et chiliennes.

Les documents conservés au palais de l'Itamaraty[141] à Rio de Janeiro, siège du ministère des Relations extérieures jusqu'au transfert de la capitale à Brasília en 1960[142], ont fait l'objet d'un classement qui permet d'identifier clairement ceux qui concernent les questions intellectuelles et culturelles[143] et donc de dresser un tableau plus ou moins précis des structures et des acteurs engagés dans la diplomatie culturelle brésilienne. Il n'en est pas de même au Chili et en Argentine, pays pour lesquels les *Memorias*, rapports annuels d'activité des ministères des Relations extérieures ont été fondamentales pour pallier le manque de visibilité des éléments utiles à notre

---

[133] AUN, A I… , « Correspondance relative aux commissions nationales (CN), délégués d'État et affaires générales de la Direction ».
[134] AUN, A III…, « Relations avec les Commissions nationales ».
[135] A XI…, « Relations diverses ».
[136] AUN, A II…, « Budget ».
[137] AUN, A XI 11.
[138] AUN, E IV…, « Propriété artistique et littéraire ».
[139] AUN, F I…, « Comité permanent des Lettres et des Arts ».
[140] AUN, F VI…, « Collection de culture latino-américaine ».
[141] Itamaraty désigne, par métonymie, le ministère des Relations extérieures brésilien. Nous emploierons donc ce nom de lieu en ce sens dans la suite de ce travail.
[142] Les archives du ministère des Relations extérieures relatives à la période qui va de 1960 à nos jours sont elles conservées au nouveau siège du ministère, à Brasília.
[143] Voir la liste des dossiers consultés et leur appellation dans le récapitulatif des documents utilisés pour le présent travail.

projet de recherche. Pour l'Argentine en particulier, où les archives diplomatiques sont toujours en cours de classement et pour lesquelles on ne dispose pas encore d'inventaires précis, ces rapports ont été la base de notre analyse. Ils ont été également déterminants pour reconstituer la politique chilienne en termes de construction d'une image positive pour la scène internationale, même si nous avons pu consulter avec profit un certain nombre de dossiers[144] apportant d'importants compléments d'information.

Correspondances de fonctionnaires de la diplomatie, circulaires, coupures de presse, bulletins d'information… constituent, avec les précieuses *Memorias*, le matériel ayant fait l'objet d'un dépouillement dans les archives diplomatiques argentines, brésiliennes et chiliennes. Nous avons essayé de combler certains manques en ayant recours aux archives du Quai d'Orsay, conservées en partie au centre de La Courneuve. La documentation que nous y avons trouvée s'est révélée riche : elle a notamment fourni la matière à nos analyses sur l'Amérique latine à la SdN, mais a aussi apporté un éclairage des plus intéressants sur la manière dont le panaméricanisme était perçu depuis la France.

Outre les ressources archivistiques, nous avons utilisé un certain nombre de revues et de publications. Celles de l'IICI, dont l'ensemble se trouve dispersé entre la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC) de Nanterre, la Bibliothèque Sainte Geneviève et la Bibliothèque Nationale de France, permettent d'appréhender l'implication des Latino-Américains dans l'OCI, mais aussi dans les dynamiques d'échanges latino-américains et panaméricains, les revues publiées par l'IICI ayant pour objectif de recenser tout ce qui a trait à la coopération intellectuelle dans le monde. Nous avons pu également analyser divers numéros du bulletin édité par l'Union Panaméricaine, grâce aux ressources de la *Biblioteca de Maestros*, à Buenos Aires, et de la *Biblioteca Nacional* à Rio de Janeiro. Pour ce qui est plus précisément de l'Argentine et du Chili, la revue *Informaciones Argentinas*[145], éditée par le ministère argentin des Relations extérieures, la revue *Chile*[146], œuvre des diplomates chiliens et le *Boletín Bimestral*[147], publié par la commission chilienne de coopération intellectuelle, ont constitué un apport décisif et se trouvent au cœur des interprétations que nous proposons dans notre chapitre IX.

Nous avons eu également recours à de nombreuses sources imprimées, qu'il s'agisse d'actes de conférences, d'ouvrages et d'articles de juristes, de diplomates et plus généralement

---

[144] Voir la liste dans notre inventaire des sources utilisées pour ce travail.
[145] Nous avons trouvé des exemplaires de cette revue à la BDIC et à la bibliothèque des archives du Quai d'Orsay à La Courneuve.
[146] Nous avons trouvé des exemplaires de cette revue à la bibliothèque des archives du Quai d'Orsay à La Courneuve.
[147] Des exemplaires du *Boletín bimestral* sont consultables à la *Biblioteca Nacional* de Santiago du Chili et aux Archives Andrés Bello de l'Université du Chili.

d'intellectuels sur les questions qui nous intéressaient, de publications émanant des commissions nationales américaines. Outre des données précises – chronologie, noms de personnes, d'organismes, chiffre, etc. –, ce type de matériel fait entendre la voix de beaucoup de nos acteurs. Il restitue une ambiance, un contexte, une phraséologie qui donnent à l'historien de nombreuses clés d'interprétation.

Mémoires, autobiographies, correspondances personnelles ont ponctuellement servi à étayer ou compléter le matériel dont nous disposions déjà. De la même manière, les archives et la documentation conservées à l'*Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro*, à l'Académie Brésilienne de Lettres, au *Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporánea* de la Fondation Getúlio Vargas à Rio de Janeiro, ont été consultées et utilisées pour étayer et mettre à l'épreuve des hypothèses de recherche déjà formulées. Ce qui n'a pas empêché des surprises – positives – de taille, comme la découverte d'un ouvrage sur un projet brésilien d'institut interaméricain de coopération intellectuelle, nous amenant à reconsidérer certaines conclusions ou à réorganiser notre réflexion.

La documentation réunie, pour ample qu'elle soit, comporte bien évidemment des manques. Les archives de la CICI et de la SdN à Genève, celles de l'Union Panaméricaine à Washington, les publications de celle-ci, conservées en partie à la bibliothèque de l'université d'Harvard, auraient sans doute mérité d'être exploitées. De même, ce n'est qu'à la marge que nous faisons usage de la presse et selon un biais particulier, puisque les articles que nous mentionnons ont été sélectionnés par les services diplomatiques des ministères des Relations extérieures argentin, brésilien, chilien, mais aussi français. Un dépouillement systématique de la presse, en Argentine, au Brésil et au Chili, était en effet inenvisageable car trop chronophage. S'il est vrai que l'écriture de l'histoire est une affaire de choix, la pratique de l'histoire comparée, telle que nous l'avons vécue, nous a semblé porter à son paroxysme la douloureuse démarche qui consiste à faire le deuil de l'exhaustivité.

Première partie

L'Amérique latine dans la toile internationale de l'entre-deux-guerres

LA FEMME NARSES. [...] Comment cela s'appelle-t-il, quand le jour se lève, que tout est saccagé, et que l'air pourtant se respire, et qu'on a tout perdu, que la ville brûle, que les innocents s'entre-tuent, mais que les coupables agonisent, dans un coin du jour qui se lève ?
[...]
LE MENDIANT. Cela a un très beau nom, femme Narsès. Cela s'appelle l'aurore.[1]

[1] Jean GIRAUDOUX, *Électre*, Acte II. Scène 10, Paris, Grasset, [1937] 1987, p. 132.

Les relations internationales de l'Amérique latine dans l'entre-deux-guerres : un « triangle atlantique »

> « […] Si, jusqu'à la Grande Guerre, l'Europe a presque entièrement dirigé la vie internationale et créé le Droit des Gens, ce qui était naturel, du reste, puisqu'elle était le centre de la civilisation, il n'en est plus de même aujourd'hui. L'ancien continent se trouve en quelque sorte encadré par l'Amérique, l'Asie et le monde musulman. La coopération de tous ces éléments, et notamment celle de l'Europe et de l'Amérique apparaît comme une des bases fondamentales de la rénovation de la vie internationale. Celle-ci, à l'avenir, doit être le fruit du génie de ces deux continents[1]. »,
>
> Alejandro Alvarez

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, un ordre mondial nouveau, symbolisé par la création de la Société des Nations, se met en place. Les pays d'Amérique latine qui, dans leur majorité, sont restés neutres pendant le conflit, adhèrent avec un certain enthousiasme au nouvel organisme, perçu comme la possibilité de participer à un concert des nations qui jusque là avait été uniquement européen. Auparavant, tout se passe comme si le sous-continent n'existait que comme une périphérie n'ayant qu'une place et qu'un rôle secondaires sur la scène internationale.

Jusqu'aux premières années du XXe siècle, l'Europe est au centre de la scène internationale. Il faut attendre la deuxième conférence de La Haye, en 1907, pour que se fasse entendre la voix de l'Amérique latine[2]. Sous la pression du président nord-américain de l'époque, Theodore Roosevelt, 18 pays latino-américains y étaient présents, sur les 44 pays participants. Le Brésilien Rui Barbosa (1849-1923) est l'une des personnalités marquantes de cette conférence et fait de l'égalité des États son cheval de bataille[3].

La quasi-invisibilité de l'Amérique latine s'explique aussi par les différents conflits qui ont émaillé son histoire après les indépendances[4], l'empêchant de se projeter véritablement sur la scène internationale. L'Amérique du sud, en particulier, est le théâtre d'affrontements réguliers,

---

[1] Alejandro ALVAREZ, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve session de l'Union Juridique Internationale, juin 1926, p.7.

[2] Lors de la première conférence, en 1899, seuls le Mexique et le Brésil avaient été invités. Le second déclina l'invitation.

[3] Sur Rui Barbosa à La Haye, voir : Clodoaldo BUENO, *Política externa da Primeira República. Os anos de apogeu – de 1902 a 1918*, São Paulo, Paz e Terra, 2003, p. 352-359 ; Agnello UCHÖA BITTENCOURT, « O Brasil e a conferencia de Haia », *Revista do IHGB*, n°379, avril-juin 1983, p. 215-230.

[4] Voir Robert L. SCHEINA, *Latin America's wars*, vol. 1 « The Age of the Caudillo », Washington, Brassey's, 2003.

dont la guerre du Paraguay ou de la Triple Alliance (1864-1870) n'est que le plus connu[5]. Le problème territorial et la délimitation des frontières des nouveaux États en ont été les causes principales[6].

À la fin du XIXe siècle, cependant, un système international sud-américain a commencé à émerger, c'est-à-dire « un ensemble constitué par des unités politiques qui entretiennent les unes avec les autres des relations régulières et qui sont toutes susceptibles d'être impliquées dans une guerre générale[7] », selon la définition de Raymond Aron. Ce système sud-américain a notamment été étudié par Hélène Veber[8] et Robert N. Burr. Si jusque dans les années 1860, des facteurs contraires à la naissance d'un système continental étaient nombreux, d'autres, comme la stabilité interne atteinte par certaines nations, le progrès matériel qui en résultait, les rendaient suffisamment fortes pour leur assurer un *modus operandi* avec les grandes puissances et ainsi établir avec ces dernières des liens économiques et culturels sans que cela menace leur indépendance. C'est le cas de l'Argentine, du Brésil et du Chili. Leur intégration croissante à l'économie mondiale ne fait qu'accélérer ce processus[9].

Par ailleurs, à la fin des grandes guerres dont ils ont été les acteurs – celle du Paraguay et celle du Pacifique –, ces trois pays se sont affirmés comme puissances au sein de l'Amérique du Sud. Ils ont en effet développé des sphères d'influence, constitué des alliances, institué des rapports de force – en particulier par la course aux armements – qui ont structuré la configuration internationale de la région. C'est donc un équilibre fragile, fondé sur la méfiance réciproque, qui se met en place.

Pourtant, à l'aube du XXe siècle, un espoir de paix continentale, suscité par les nombreuses rencontres internationales entre nos trois pays[10], apparaît dans leurs opinions publiques respectives[11]. Leur situation économique, marquée par le poids de leur dette extérieure, peut expliquer cette volonté d'en finir avec une période d'instabilité diplomatique. Une situation

---

[5] Il faut mentionner également les deux guerres du Pacifique (1836-1839) qui ont opposé le Chili à la Bolivie et au Pérou. Voir Robert N. BURR, *By reason or force : Chile and the balancing of power in South America, 1830-1905*, Berkeley, University of California Press, 1974 ; William SATER, *Chile and the war of Pacific*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1986 ; Carlos Castro SAURITAIN, *Las relaciones vecinales de Chile y la Guerra del Atlántico Sur*, Santiago, Editorial Mare Nostrum, 2006 ; Claude-Michel CLUNY, *Atacama : Essai sur la guerre du Pacifique, 1879-1883*, Paris, Éditions La Différence, 2000 ; Marie-Christine MICHAUD et Joël DELHOM (dir.), *Guerres et identités dans les Amériques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.
Bradford Burns dresse la liste des conflits, armés ou non, qui se sont déroulés au XIX° siècle en Amérique du Sud et en dénombre une dizaine (Robert N. BURR, *ouv. cité*, p. 1-2).
[6] Voir Robert N. BURR, *ouv. cité*, p. 4-5 sur les origines coloniales de ces disputes territoriales.
[7] Raymond ARON, *Paix et Guerre entre les nations*, 8e éd., Paris, Calmann-Lévy, 2001, p. 103.
[8] Hélène VEBER, *Une rencontre dans les fastes de l'Amérique ? Julio Roca à Rio de Janeiro (Argentine-Brésil 1899)*, Mémoire de Master 2 en histoire, dirigé par Olivier Compagnon, IHEAL, septembre 2011.
[9] Robert N. BURR, *ouv. cité*, p. 9.
[10] Hélène VEBER, *ouv. cité*, p. 109.
[11] *Idem*, p. 112-126.

instable avec les pays voisins menait mécaniquement à une politique de défense. Stabiliser les relations était un moyen d'attirer les investisseurs et de réduire les dépenses militaires. Par ailleurs, il existait une volonté de consolider un imaginaire de paix fondé sur le droit international, d'édicter de nouvelles règles, différentes de celles de la Sainte Alliance.

Les relations avec l'Europe sont en effet plus intenses qu'il n'y paraît et des pays comme la France et la Grande-Bretagne sont particulièrement présents dans la configuration des politiques extérieures latino-américaine. Cette situation est à mettre en relation avec plusieurs facteurs.

Il y a tout d'abord la question des migrants européens, autour desquels se déploient une activité consulaire très importante en même temps que d'intenses débats législatifs[12]. De fait, entre 1824 et 1924, l'Amérique latine accueille 26% de l'émigration internationale, soit environ 11 millions d'individus, dont près de 50% s'installent en Argentine, 36% au Brésil et les 14% restant choisissant prioritairement Cuba, l'Uruguay, le Mexique et le Chili[13]. Italiens, Espagnols et, en plus petit nombre, Français, Anglais, Allemands, Russes… viennent de la sorte bouleverser les équilibres démographiques de pays comme l'Argentine et le Chili, en même temps qu'ils les lient à leurs pays d'origine, en termes culturels et diplomatiques. Olivier Compagnon montre bien l'impact de cette configuration des populations latino-américaines dans les débats autour de l'éventuelle entrée en guerre entre 1914 et 1918[14].

Par ailleurs, l'insertion des économies latino-américaines dans les réseaux commerciaux mondiaux se fait dans un schéma de dépendances vis-à-vis des économies européennes et, de plus en plus, de l'économie étasunienne. Jusqu'en 1920, la Grande-Bretagne est la puissance dominante dans le sous-continent[15]. Première puissance capitaliste, elle en est le premier client, le premier fournisseur et le plus important financier pendant tout le XIXe siècle et, selon les cas, jusqu'à la crise de 1929[16]. Ses intérêts économiques en Amérique latine sont énormes et les capitaux britanniques ont contribué de manière décisive à la construction des infrastructures

---

[12] Voir notamment Mônica Leite LESSA, Hugo Rogélio SUPPO, « A emigração prohibida : o caso França-Brasil entre 1875 e 1908 », in Laurent VIDAL, Tânia Regina de LUCA (org.), *Franceses no Brasil, séculos XIX-XX*, São Paulo, Editora UNESP, 2009, p. 67-103.

[13] Chiffres donnés par Olivier COMPAGNON, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1930)*, Volume inédit présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, décembre 2011, p. 62.

[14] *Idem*, p. 66-67.

[15] Sur les relations entre les pays latino-américains et la Grande-Bretagne en général, voir Victor BULMER-THOMAS (ed.), *Britain and Latin America : a changing relationship*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

[16] Voir Victor BULMER-THOMAS, *La historia económica de América Latina desde la independencia*, México, Fondo de Cultura Económica, 1998.

nécessaires à la croissance extravertie des économies latino-américaines. Certains auteurs parlent ainsi de l'Argentine à cette époque comme une « véritable colonie financière anglaise[17] ».

Si la France est également présente, c'est moins en fonction d'intérêts financiers et commerciaux – même s'ils ne sont pas absents –, que par son rôle de « métropole de substitution[18] ». Paris devient, dans la seconde moitié du XIXe siècle, le passage obligé des membres des élites sociales et intellectuelles latino-américaines, entraînant dans leur sillage de nombreuses circulations, des hommes comme des idées ou des objets[19].

La situation de dépendance économique des nouvelles nations latino-américaines n'est pas le seul biais par lequel se manifestent les puissances anglaise et française : elles sont aussi les actrices d'un certain nombre d'interventions, militaires ou diplomatiques, lorsque leurs intérêts sont menacés. Les flottes britannique et française entament ainsi le blocus du port de Buenos Aires en novembre 1845 en représailles contre l'interdiction de la navigation sur les fleuves intérieurs proclamée par le gouvernement de Juan Manuel de Rosas. Plus tard, ces deux pays soutiennent l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay dans la guerre qui les oppose au Paraguay de José Gaspar Rodriguez de Francia, celui-ci menant une politique protectionniste allant à l'encontre de leurs prétentions économiques et stratégiques. L'interventionnisme anglais n'est pas non plus absent de la deuxième Guerre du Pacifique (1879-1884) dans la mesure où la Grande-Bretagne favorise l'expansion chilienne au détriment de la Bolivie et du Pérou. Enfin, la création, en 1828, de l'Uruguay, est interprétée par un certain nombre d'auteurs[20] comme une manœuvre moins destinée à apaiser le contentieux entre l'Argentine et le Brésil au sujet de ce qui est alors appelée la Bande Orientale, qu'à garantir aux Anglais, dont l'arbitrage est sollicité par le Brésil, l'accès à l'embouchure du Rio de la Plata. Si, dans bien des cas, le rapport de force est favorable aux Européens, il arrive aussi souvent qu'ils soient défaits : le blocus de Buenos Aires est en effet un échec et le litige frontalier entre la France et le Brésil au sujet de la Guyane se solde à l'avantage de ce dernier. Ce bref aperçu vient remettre en cause l'idée selon laquelle l'Amérique latine serait absente de la scène internationale avant la fin de la Première Guerre mondiale.

Face au duo France-Angleterre, surgit un troisième terme. L'apparition de l'Allemagne en 1871 constitue un bouleversement de l'équilibre européen et a des conséquences importantes

---

[17] Pierre VAYSSIÈRE, *L'Amérique latine de 1890 à nos jours*, [1ère éd. 1996] Paris, Hachette, coll. « Carré Histoire », 1999, p. 19.

[18] Expression employée par François-Xavier Guerra dans « La lumière et ses reflets : Paris et la politique latino-américaine », *in* André KASPI, Antoine MARES (coord.), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, Paris, Imprimerie nationale, 1989, p. 171-183.

[19] Sur les Latino-Américains à Paris, voir Jens STRECKERT, *Die Hauptstadt Lateinamerikas. Eine Geschichte der Lateinamerikaner im Paris der Dritten Republik (1870-1940)*, Vienne / Cologne/ Weimar, Böhlau, 2013.

[20] Voir notamment BOERSNER Demetrio, *Relaciones internacionales de América Latina : breve historia*, Caracas, Ed. Nueva sociedad, 1982.

pour le sous-continent. La puissance militaire allemande[21], mais aussi la science et le système éducatif de ce pays, deviennent des références en Amérique latine, en particulier dans les trois pays que nous étudions, dynamique renforcée par l'arrivée de nombreux ressortissants germaniques.

L'émergence des États-Unis comme puissance internationale, révélée par sa très facile victoire sur l'Espagne lors de la guerre hispano-américaine (1898), constitue aussi, à la fin du XIXe siècle, une évolution majeure, tant pour l'ordre mondial que pour le futur de l'Amérique latine. C'est désormais dans un « triangle atlantique »[22] que se construit la place du sous-continent sur la scène internationale[23]. L'histoire de la première moitié du XXe siècle, pour l'Amérique latine, est celle de la recherche d'un équilibre entre Europe et États-Unis qui lui permette d'exister de manière autonome. Or comme l'écrit Olivier Compagnon,

> « si la vocation extérieure de la *manifest destiny* a d'abord revêtu les chastes habits d'une collaboration hémisphérique, l'échec de la première conférence panaméricaine de 1889 n'a pas été sans conséquence sur le durcissement de la politique de Washington à destination de ses voisins méridionaux[24] ».

L'amendement Platt qui, en mars 1901, transforme Cuba en protectorat des États-Unis, la création de Panama, en 1903, au détriment de la Colombie, afin de s'assurer le contrôle du futur canal transocéanique, ou l'intervention militaire de 1915 en Haïti, sont les manifestations les plus exemplaires de ce durcissement. Le sous-continent, apparaît en outre comme un réservoir de matières premières et un débouché « naturel » pour une économie nord-américaine en pleine expansion. Face à cette nouvelle configuration des relations interaméricaines, quelle est l'attitude des pays latino-américains ? Olivier Compagnon la résume de la sorte :

> « si d'aucuns en déduisent une nécessaire alliance avec Washington, ce bouleversement géopolitique suscite avant tout de nombreuses craintes pour la destinée des anciennes colonies ibériques et la viabilité d'États manifestement trop faibles pour résister au voisin du Nord[25]. »

La Première Guerre mondiale représente à cet égard un point d'inflexion majeur[26], dans la mesure où elle consacre les États-Unis comme acteur incontournable sur la scène internationale,

---

[21] À partir de 1885, l'armée chilienne maintient des liens étroits avec l'armée allemande.

[22] D'après le titre de l'ouvrage d'Alfredo G. A. VALLADÃO, *Le triangle atlantique : l'émergence de l'Amérique latine dans les relations Europe-Etats-Unis*, Paris, Institut français de relations internationales, 1999.

[23] Sur cette configuration, voir l'imposante bibliographie dressée par Robert FREEMAN SMITH, « Latin America, the United States and the European Powers, 1830-1930 », *in* Leslie BETHELL (ed.), *The Cambridge History of Latin America, vol. 4, 1870-1930*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

[24] Olivier COMPAGNON, *ouv. cité*, p. 22.

[25] *Idem*, p. 22-23.

[26] L'impact de la Première Guerre mondiale en Amérique latine a été l'objet d'un colloque intitulé « Pour une histoire de la Première Guerre mondiale en Amérique latine », organisé par Olivier Compagnon à l'Institut des Amériques du 3 au 5 avril 2012.

du point de vue géopolitique autant qu'économique[27], et signe le déclin de l'hégémonie européenne. Elle constitue aussi une « épreuve du feu » pour les nations latino-américaines : c'est leur conception de la modernité, tout entière arrimée à l'Europe, qui vacille alors[28]. Elles se trouvent confrontées au dilemme de participer ou non au conflit[29]. L'ensemble des gouvernements latino-américains déclarent officiellement leur neutralité dans les jours qui suivent le déclenchement de la guerre, perçue comme une affaire exclusivement européenne. Cependant, le consensus neutraliste de l'Amérique latine observé en août 1914 ne résiste pas à l'entrée en guerre des États-Unis. C'est donc moins par rapport à ce qui se joue dans les tranchées – même si les opinions publiques se sont souvent partagées entre alliadophiles et germanophiles[30] – que vis-à-vis des États-Unis qu'il faut chercher les raisons ayant poussé les pays latino-américains à entrer en guerre : à l'exception du Brésil, tous les pays belligérants[31] sont situés en Amérique centrale ou dans les Caraïbes, « arrière-cour » des Nord-Américains. Pour le Brésil, l'entrée en guerre est une occasion de s'affirmer comme le partenaire privilégié de Washington[32], tandis que la neutralité argentine est une manière de signifier son autonomie face à la logique panaméricaine impulsée depuis Washington.

La guerre de 14-18 a d'autres conséquences, comme le souligne le diplomate brésilien José Carlos de Macedo Soares :

---

[27] Les entraves au commerce transatlantique et les effets de la conversion des principales puissances européennes à une économie de guerre ont naturellement renforcé les liens entre la plupart des pays d'Amérique latine et les États-Unis. Bien que les années 1920 permettent aux économies latino-américaines de se déprendre quelque peu de l'emprise états-unienne, le conflit mondial apparaît comme la matrice d'une dépendance accrue vis-à-vis du voisin du Nord dont les conséquences sont pleinement et brutalement perceptibles à la suite du krach boursier d'octobre 1929. Sur ce thème, voir Joseph S. TULCHIN, *The Aftermath of War. World War I and U.S. Policy Toward Latin America*, New York, New York University Press, 1971 ; Victor BULMER-THOMAS, *The Cambridge economic history of Latin America. Vol. II. The long twentieth century*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2006 et le tableau des relations commerciales entre États-Unis et Amérique latine en 1913 et 1918 en annexe.

[28] Voir Olivier COMPAGNON, *ouv. cité.*

[29] Olivier COMPAGNON, « Entrer en guerre ? Neutralité et engagement de l'Amérique latine entre 1914 et 1918 », *Relations internationales*, n°137, janv.-mars 2009, p. 31-43 et Armelle ENDERS et Olivier COMPAGNON, « L'Amérique latine et la guerre », *in* Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, p. 889-901.

[30] Olivier COMPAGNON, « 'Si Loin, si proche…'La Première Guerre mondiale dans la presse argentine et brésilienne », *in* Jean LAMARRE et Magali DELEUZE, *L'envers de la médaille. Guerres, témoignages et représentations*, Québec, Presses Universitaires de Laval, 2007, p. 77-91 et « 1914-18 : The Death Throes of Civilization. The Elites of Latin America face the Great War », *in* Jenny MACLEOD et Pierre PURSEIGLE (éd.), *Uncovered fields. Perspectives in First World War Studies*, Leiden, Brill Academic Publishers, 2004, p. 279-295.

[31] En 1917, le Panama et Cuba (avril), puis le Brésil (octobre), déclarent la guerre à l'Allemagne, imités l'année suivante par le Guatemala (avril), le Costa Rica et le Nicaragua (mai), Haïti et le Honduras (juillet). Six autres pays rompent leurs relations diplomatiques avec l'Allemagne sans toutefois lui déclarer la guerre : la Bolivie, la République dominicaine, le Pérou, l'Uruguay, le Salvador et l'Équateur. L'Argentine, le Mexique, le Chili, le Venezuela, la Colombie et le Paraguay sont finalement demeurés neutres jusqu'à la fin de la guerre, même s'ils ont progressivement infléchi leurs positions en faveur des Alliés.

[32]Sur l'entrée en guerre du Brésil, motivée également par des questions économiques, voir Eugênio VARGAS GARCIA, *Entre América e Europa : a política externa brasileira na década de 1920*, Brasília, Editora da Universidade de Brasília/FUNAG, 2006, p. 39-45

> « [Les rédacteurs de la Constitution américaine] pensaient que l'isolement de l'Amérique serait un dogme éternel, que les routes de l'Atlantique ne seraient jamais parcourues par d'autres navires que des navires à voiles, que la politique du continent se résoudrait en un conflit entre l'absolutisme du Congrès de Vienne et la défense de son propre idéal démocratique. Le temps s'est chargé de prouver bientôt que la terre est trop petite pour permettre à des peuples de même civilisation de vivre isolés les uns des autres, alors qu'ils progressent dans les mêmes chemins, qu'ils sont pénétrés par les mêmes influences intellectuelles, partagent les mêmes aspirations morales, ébauchent le même rêve de bonheur, et dirigent leurs efforts et leurs vies selon des voies parallèles, semblables à ces grands arbres de la forêt qui tendent tous ardemment leurs branches vers la lumière. La grande guerre a prouvé d'une manière concluante que tous les intérêts moraux, intellectuels, économiques, financiers et commerciaux des nations du monde, sont étroitement mêlés[33]. »

L'avènement de la Société des Nations, et avec elle du multilatéralisme, est une réponse à ce nouvel état de fait. Pour les pays latino-américains, elle est, au début du moins, la promesse d'une ère nouvelle, celle où ils auraient enfin leur place dans le concert des nations. Une place qui ne serait pas secondaire : face au cataclysme de la Première Guerre mondiale, l'Amérique latine se perçoit comme intrinsèquement pacifique, ne connaissant pas la « brutalisation des sociétés européennes », pour reprendre l'expression de George L. Mosse[34]. Le sous-continent serait en quelque sorte prédestiné à jouer un rôle dans l'établissement d'une paix internationale, ainsi qu'on peut le lire sous la plume du juriste chilien Alejandro Alvarez :

> « Les pays qui constituent l'Amérique n'avaient pas de passé historique semblable à celui de l'Europe et par suite ne connaissaient ni des haines, ni des rivalités, ni des méfiances qui les opposassent les uns aux autres. Plus encore, les guerres de l'indépendance avaient créé entre eux une communauté de sentiments, d'idées et de doctrines, les États de l'Amérique latine ayant adopté les institutions de la grande république du Nord qui différaient sensiblement de celles de l'Europe à la même époque. De la sorte, les pays du Nouveau Monde ont pu s'occuper non seulement du maintien de la paix et de la sécurité, mais du problème de l'organisation internationale tout entier[35]. »

Des espoirs aux désillusions, de l'engagement au retrait, de la solidarité aux rivalités, tel est le parcours de l'Amérique latine à la SdN, véritable apprentissage du multilatéralisme et de ses contraintes et jalon majeur de son insertion internationale (chapitre I). Celle-ci se joue par ailleurs au sein du système interaméricain, dont l'histoire chaotique constitue non seulement un miroir des relations entre les États-Unis et leurs voisins méridionaux, mais aussi un défi pour ceux qui tentent de bâtir une identité continentale (chapitre III). Entre l'Amérique et l'Europe, certains ne veulent pas choisir, à l'instar de Rui Barbosa :

> « Peu importe que nous soyons sur des continents différents. Politiquement, en raison des interventions, des transformations, des révolutions et des subversions provoquées par cette guerre, l'Atlantique a disparu et une nouvelle Atlantide, invisible et pourtant bien concrète en ses effets, a émergé subitement des ondes de choc du grand cataclysme et a créé une continuité territoriale entre l'ancien et le nouveau monde. L'idée a vécu selon laquelle chacune des parties de la terre constituerait

---

[33] José Carlos de MACEDO SOARES, *Le Brésil et la Société des Nations*, Paris, A. Pedone, 1927, p. 9.

[34] George L. MOSSE, *De la Grande Guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes,* Paris, Hachette littératures, 1999.

[35] Alejandro ALVAREZ, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve session de l'Union Juridique Internationale, juin 1926, p. 11.

> une île délimitée par des frontières continentales, placée sous la coupe de puissantes hégémonies et vivant à l'ombre de principes exclusifs. L'Amérique est en Europe, l'Europe en Amérique et l'Amérique, avec l'Europe, fait partie de l'humanité, au sein de laquelle les peuples, comme les hommes, ne se distinguent que par leur degré d'intelligence, de moralité et de culture. […] Cessons donc de répéter ces refrains, intéressés ou ridicules, de l'Europe aux Européens et l'Amérique aux Américains. Débarrassons-nous de ce préjugé futile qui place le Brésil sous le signe exclusif de l'Amérique du Nord et qui nous fait croire que nous avons plus besoin d'elle que de la France ou de la Grande-Bretagne, quand la vérité est que ces trois amitiés nous sont également nécessaires[36]. »

L'Amérique latine, objet de convoitises, essaie donc de trouver sa place, de retourner à son avantage le défi de concilier les deux pôles parfois antagonistes, souvent rivaux, de ses relations internationales.

C'est dans les plis de cette toile complexe que sont tissés les fils de la coopération intellectuelle, depuis l'Europe grâce à l'Organisation Internationale de Coopération Intellectuelle (OICI), et en Amérique par le biais d'une Union Panaméricaine qui, les années passant, renforce son champ d'action dans ce domaine. Dans les deux cas, les pays latino-américains sont partie prenante de cette dynamique. Si à bien des égards, l'OCI et l'Institut International de Coopération Intellectuelle sont conçus par et pour les Européens, les Latino-Américains sauront se saisir de cet outil, non seulement pour renforcer leurs liens avec l'Europe, mais aussi pour faire entendre leur voix, celle d'une Amérique latine avide d'exister par elle-même dans les domaines de l'esprit et de montrer au monde – et surtout à l'Europe – sa capacité à participer aux progrès de l'humanité (chapitre II).

Sa participation à l'émergence d'une coopération intellectuelle panaméricaine est plus ambivalente. Le poids des États-Unis dans l'Union Panaméricaine fausse la donne, qu'il se fasse sentir au niveau gouvernemental ou au travers des organisations privées qui fleurissent au cours des deux premières décennies du siècle.Identifier les promoteurs de tel ou tel projet se révèle difficile et il ne faut pas céder à la tentation de ne rendre compte que des initiatives nord-américaines ; la tâche d'autant plus ardue que les archives comme l'historiographie sont lacunaires sur cette question (chapitre III).

L'organisation de notre première partie tente de refléter la configuration triangulaire des relations internationales de l'Amérique latine en général, et de nos trois pays étudiés en particulier. C'est pourquoi nos deux premiers chapitres seront consacrés à la Société des Nations (chapitre I) et à l'Institut International de Coopération Intellectuelle (chapitre II), avec l'Europe comme pôle organisateur. Notre chapitre III reviendra sur la construction du système panaméricain et sur les échanges intellectuels existant dans ce cadre, les États-Unis étant alors au centre des dynamiques analysées.

---

[36] Rui Barbosa, *Esfola da calúnia*, Rio de Janeiro, Ed. Guanabara, 1933, p. 252-253.

Chapitre I

L'Amérique latine et la Société des Nations : entre espoirs et désillusions

Bien que ce ne soit pas l'objet de notre travail, il nous semble indispensable de consacrer un chapitre aux relations entre l'Amérique latine et la SdN. Tout d'abord parce que celle-ci constitue un des principaux cadres du nouvel ordre mondial mis en place au lendemain de la Première Guerre mondiale, mais aussi l'occasion, pour les pays latino-américains, de participer à un concert des nations jusque-là uniquement européen. La tentation est grande de conférer une sorte d'exceptionnalité à l'Amérique latine. La thèse de Julien Gueslin sur les « petits États », en l'occurrence les pays baltes, est là pour nous rappeler que les espoirs suscités par la création de la SdN n'existèrent pas que de l'autre côté de l'Atlantique :

> « établissant l'égalité entre tous les États, elle sembl[ait] permettre aux petits États de jouer un certain rôle dans l'aréopage international et de se sentir quelque peu en sécurité si, bien sûr, les principes genevois continu[aient] à être approuvés par la majorité des États. L'institution genevoise favoris[ait] de même la coopération, la diffusion de normes et l'équilibre économique de ses membres. Elle pouvait donc contribuer à renforcer la stabilité de jeunes États en construction et favoriser en fait l'épanouissement de leur identité nationale[1]. »

Cette analyse peut être dans une grande mesure appliquée aux États latino-américains et éclairer ainsi la manière dont ils percevaient la SdN.

Néanmoins, les relations particulières qui existaient entre l'Europe et le sous-continent, où se mêlaient fascination et rejet, attirance et répulsion pour le Vieux Continent, donnèrent à la participation latino-américaine aux travaux de l'organisme genevois une coloration particulière. C'est l'objet du premier temps de ce chapitre, où nous analyserons aussi bien les attentes que les déceptions nées de la création et du fonctionnement de la SdN. Dans un deuxième temps, nous envisagerons dans le détail le positionnement des trois pays qui constituent l'objet de notre étude : il s'agira d'identifier les acteurs qui, dans chaque pays, prirent part aux événements genevois ; de comprendre les motifs de ralliement ou de rejet ; de saisir, enfin, ce que l'attitude de l'Argentine, du Brésil et du Chili vis-à-vis de cet organisme révèle quant à leur politique extérieure et leur positionnement sur la scène internationale.

Dans un troisième et dernier temps, ce chapitre nous permettra d'étudier les relations non plus des pays d'Amérique latine vis-à-vis de la SdN, mais celles qu'entretinrent ces pays entre eux dans le cadre de la SdN. Fut-elle à l'origine d'un rapprochement entre des États que l'histoire, la géographie et les ambitions hégémoniques de certains semblaient avoir condamnés à l'isolement ? Permit-elle de penser, et donc de résoudre, avec plus de recul, les conflits qui se jouaient dans le sous-continent ?

Nous tenons à remercier d'emblée Yannick Wehrli (Université de Genève) pour la relecture attentive de ce chapitre et ses précieux conseils.

[1] Julien GUESLIN, *La France et les petits États baltes : réalités baltes, perceptions françaises et ordre européen (1920-1932)*, Thèse de doctorat, Université Paris I – Panthéon Sorbonne, décembre 2004, p. 377.

L'Amérique à la Société des Nations : une voix singulière

> « D'intéressantes questions se posent au sujet des aspects politiques des relations entre Europe et Amérique latine si l'on considère le point de vue de cette dernière. Par exemple, comment l'Europe pouvait-elle être politiquement utile à l'Amérique latine ? »
>
> Stanley Hilton[2]

> « L'Amérique latine a reçu une mission en quelque sorte providentielle à Genève : elle y est éminemment pondératrice et régulatrice : organe d'équilibre s'il en fut. Dans les cas douteux, c'est elle qui décide ; c'est elle qui tranche et dicte le droit. De sa nature, elle est portée à l'étude des questions internationales. […] Quand il s'agit d'idéalisme, c'est son affaire ; et, dans le concile des peuples, l'avis de ces grands latins, lointains et désintéressés, est de toute importance. Ils ont la foi en dépôt. »
>
> Gabriel Hanotaux[3]

En 1920, 16[4] pays latino-américains comptent parmi les 42 membres fondateurs de la nouvelle organisation internationale. Un bref rappel des différents groupes de pays à la SdN est nécessaire, ainsi qu'un point sur les adhésions latino-américaines au Pacte :

> « Les États adhérents peuvent être classés en trois groupes : les premiers sont les signataires du Traité de Versailles, présents à la Conférence de Paix[5] ; pour ceux-ci, la simple ratification du Traité signifie automatiquement l'adhésion à la SdN. La deuxième classe est constituée des treize États neutres durant la Première Guerre mondiale mentionnés en annexe au Pacte et invités à adhérer comme membres fondateurs. La troisième classe est constituée par les États absents de l'annexe du Pacte qui sont admis suite à un vote de l'Assemblée. Les signataires du Pacte ne relèvent pas d'un intérêt particulier, puisque l'adhésion est une simple formalité. Nous nous contenterons de les nommer en indiquant la date de ratification : le Panama ratifie le Pacte le 9 janvier 1920, la Bolivie, le Brésil, le Guatemala, le Pérou et l'Uruguay le 10 janvier 1920. Cuba le ratifie le 8 mars 1920, Haïti le 30 juin 1920, le Honduras et le Nicaragua le 3 novembre 1920. Le seul pays latino-américain signataire du Pacte qui n'adhéra pas à la SdN par manque de ratification est l'Équateur. Celle-ci ne fut votée par le Parlement équatorien que le 28 septembre 1934[6]. »

---

[2] Stanley E. HILTON, « Latin America and Western Europe, 1880-1945 : the political dimension », *in* Wolf GRABENDORFF, Roett RIORDAN (Org.), *Latin America, Western Europe and the United States, Reevaluating the Atlantic Triangle*, New York, Hoover Institution Press, Praeger Publishers, 1985, p. 25.

[3] « […] C'est précisément parce que l'Allemagne est à Genève que ni le Brésil, ni l'Argentine, ni le Chili, ni le Pérou, ni aucune autre puissance ayant le sentiment de sa mission supérieure ne doit se tenir éloigné. Dans l'office de conciliation qui est, surtout, celui des puissances sages, se jetant entre les intérêts, comme les Sabines entre les combattants, le premier rôle appartient à ce continent plein d'avenir, plein de suc, et tout fleuri de sagesse latine […]. », Gabriel Hanotaux dans la préface à José Carlos de MACEDO SOARES, *Le Brésil et la Société des Nations*, Paris, A. Pedone, 1927, p. XIII-XIV. Gabriel Hanotaux occupa pour la France la fonction de délégué aux quatre premières sessions de l'Assemblée de la SdN. Il fonda en 1909 le Comité France-Amérique.

[4] En 1920, ne sont pas membres l'Équateur, le Mexique, le Costa Rica (qui le devient lors de l'Assemblée de décembre) et la République Dominicaine.

[5] Voir en annexe 1 la liste des représentants pour les pays d'Amérique latine.

[6] Yannick WEHRLI, *« Créer et maintenir l'intérêt » : la liaison entre le Secrétariat de la Société des Nations et l'Amérique latine (1919-1929)*, mémoire de licence ès lettres, sous la direction de Mauro Cerutti, Université de Genève, Département d'histoire générale, Juillet 2003, p. 32.

Les treize États neutres sont l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Danemark, la Hollande, l'Espagne, le Paraguay, la Perse, le Salvador, la Norvège, la Suède, la Suisse et le Venezuela. Le Mexique fut parmi les États non conviés à adhérer au Pacte de la SdN : les conséquences de la Révolution mexicaine en avaient fait un paria international. Plus tard, quatre autres rejoignent ses rangs tandis que d'autres la quittent[7]. Cet engouement pour la SdN, Warren H. Kelchner l'explique en 1930 par le fait qu'

> « être membre leur conférait le prestige de voir leurs délégués prendre place à côté de ceux des États les plus influents. Et si la nécessité se faisait sentir, la Ligue pouvait être utilisée comme un possible contrepoids à l'influence prépondérante des États-Unis dans l'hémisphère occidental[8] ».

Le contexte américain est donc primordial pour saisir les raisons qui ont poussé la quasi-totalité des pays de l'Amérique latine à vouloir être partie prenante de ce qui se passait sur la scène européenne. Cela ne passe pas inaperçu en Europe, où certains y voient un moyen de reconquérir le terrain perdu face à l'influence des États-Unis. Ainsi trouve-t-on, sous la plume de Charles Lesca[9], journaliste franco-argentin, les propos suivants :

> « Les pays de l'Amérique latine ont été, de prime abord, séduits par l'institution genevoise. Il y a à cela une raison profonde. […] Pendant près d'un siècle, toute la politique internationale du continent américain a été dominée par la doctrine de Monroe, déclaration unilatérale destinée, en principe, à protéger les petits pays contre des tentations de conquête qui, depuis fort longtemps, ne hantent plus aucun gouvernement européen, mais qui est devenue, en réalité, l'instrument de domination d'une politique impérialiste que l'on a souvent et justement résumée par la formule : 'L'Amérique aux Américains…du Nord'.
>
> La SdN, c'était, pour les grands pays de l'Amérique latine, l'occasion de se mêler à la politique universelle, et pour les petits, qui y ont adhéré en plus grand nombre et avec plus d'enthousiasme, l'espoir de la libération[10]. »

---

[7] Voir tableau en annexe 2.

[8] Warren H. KELCHNER, *Latin American relations with the League of Nations*, Boston, World Peace Foundation, 1930, p. 8. Herbert van Leisen, dans son ouvrage *L'Amérique latine à la Société des Nations* va dans le même sens lorsqu'il retranscrit les paroles du délégué cubain auprès de la SdN, M. Aristides de Agüero y Bethancourt : « Le seul fait d'appartenir à la SdN est un grand avantage pour les petits pays. Genève est une haute tribune dont les petites nations peuvent se servir. Elles n'ont qu'à présenter à la SdN les problèmes qui les intéressent pour être persuadées qu'elles seront écoutées par le monde entier : cette tribune étant à la portée de tous les pays, il s'ensuit que c'est un grand avantage politique que d'être membre de la SdN. »

[9] Charles Lesca (1871-1948) est un éditeur de presse et journaliste d'extrême droite franco-argentin, proche de l'Action Française.

[10] Charles Lesca, préface à Herbert Van LEISEN, *L'Amérique latine à la Société des Nations*, Genève, Les Archives Internationales, 1934, p. I-II. Il ajoute : « Avantage pour l'Amérique, avantage aussi pour l'Europe, et plus particulièrement peut-être pour la France, qui, dans toutes les questions qui l'intéressent, a trouvé constamment, croyons-nous, rangées à son avis, les nations-sœurs d'Amérique. » Dans l'intérêt manifesté pour l'Amérique latine à la Société des Nations, il y a en effet, tout au long de la période que nous étudions, de la part de la France, la conscience que les nations latino-américaines, dont les élites sont imprégnées de culture française, peuvent être des alliées sur une scène internationale désormais caractérisée par le multilatéralisme. Voir à ce sujet Yannick WEHRLI, « Les délégations latino-américaines et les intérêts de la France à la Société des Nations », *in* « L'Amérique latine dans les relations internationales », *Revue Relations internationales*, n°137-2009-1, numéro spécial dirigé par Olivier Compagnon, p. 61-75.

C'est aussi l'avis du péruvien Enrique Castro Oyanguren[11] qui écrit, en 1921, que « […] les républiques du Nouveau continent ont compris, par instinct, qu'elles ne pouvaient négliger une institution qui est et qui sera, de plus en plus, la défense des faibles contre l'agression possible des puissants[12] ».

En 1927, dans sa thèse de doctorat consacrée à la place de l'Amérique latine dans l'organisation genevoise, le juriste et diplomate paraguayen Venancio B. Galeano voit également dans la Société des Nations des avantages économiques[13], qui préfigurent d'une certaine façon la future Organisation Mondiale du Commerce. Par ailleurs, il insiste sur le fait que les pays latino-américains ont intérêt à renforcer une institution à vocation pacifiste. Non qu'il craigne un conflit en Amérique, mais il perçoit avec acuité les conséquences sur la politique intérieure et l'équilibre géopolitique, qu'aurait un nouveau conflit sur le Vieux continent :

> « Une nouvelle guerre européenne aurait beaucoup de chances d'entraîner dans ses luttes homicides l'Amérique latine. […] Dans le cas où les pays cités pourraient ou voudraient préserver leur neutralité, les conséquences indirectes d'un tel conflit auraient pour eux une longue, coûteuse et irréparable répercussion. Pour quelques-uns d'entre eux un nouveau conflit européen faciliterait largement l'expansion envahissante des États-Unis. Déjà la dernière guerre a donné une force extraordinaire à une telle expansion du point de vue des capitaux investis, de la maîtrise de certaines sources de matières premières et de la prépondérance politique. Une Europe plus ensanglantée et appauvrie que l'Europe actuelle accentuerait le déséquilibre déjà aigu créé entre la puissance économique financière et militaire de la République nord-américaine et les forces similaires de l'Occident européen et un plus grand déséquilibre aurait des conséquences fatales pour le Nouveau Monde et pour l'Ancien Continent[14]. »

On voit donc à quel point on est conscient, en Amérique latine, de la manière dont la Première Guerre mondiale a modifié le jeu des relations internationales. Venancio B. Galeano tire par ailleurs les leçons d'un conflit qui a mobilisé les opinions bien au-delà du théâtre des

---

[11] Enrique Castro Oyanguren est un écrivain péruvien, et fut le premier secrétaire de la délégation du Pérou à la Société des Nations. Il était également membre de l'Académie Royale d'Espagne et dirigea, de 1915 à 1919, *El Peruano*, journal officiel créé en 1825 par Simon Bolivar. Il est l'auteur d'un livre sur les relations entre le Pérou et le Chili, *Entre el Perú y el Chile : la cuestión de Tacna y Arica*, Imprenta del Estado, 1919. Il participa également à de nombreuses réunions sur le droit international américain.

[12] Enrique Castro OYANGUREN, « Les républiques d'Amérique latine à La Société des Nations » in *Bulletin de l'Amérique latine*, décembre 1920-janvier 1921, p. 66.

[13] Venancio B. GALEANO, *L'Amérique latine et la Société des Nations*, Thèse pour le doctorat présentée et soutenue le 3 juin 1927, Faculté de Droit de Paris, Paris, 1927, p. 230-231 : « Ce n'est un mystère pour personne que l'organisation industrielle, commerciale et financière des grands États modernes prend de plus en plus la forme monopolisée de *cartel* ou du *trust*. […] Les pays latins américains sont, d'une part, des fournisseurs importants de matières premières et de produits alimentaires nécessaires aux nations industrielles de l'Europe et aux États-Unis. D'autre part ces pays sont acheteurs des produits manufacturés par ces pays.
Donc l'*organisation en trusts et en cartels des industries* se traduira presque nécessairement pour l'Amérique latine en prix moindres pour ses exportations et en prix plus élevés pour les importations. […] Le contrôle relatif d'une organisation comme la Ligue apparaît donc comme l'unique solution imaginable. »

[14] *Idem*, p. 232-234.

affrontements, et qui a eu par conséquent des retombées dans des pays, comme l'Argentine ou le Brésil par exemple, dont la population comptait de nombreux immigrés européens[15].

C'est donc, au début, avec enthousiasme que la création de la Société des Nations est accueillie par un certain nombre d'intellectuels et de diplomates latino-américains, espérant voir le sous-continent jouer un rôle à Genève et quitter ainsi la place d'éternelle périphérie des relations internationales.

« Jeunes, impétueuses et optimistes » : les nations latino-américaines à la SdN

> « Si la Société des Nations est, pour le moins, un signe des temps nouveaux, ce sont, sans aucun doute,les nations non européennes, et notamment celles de l'Amérique latine, qui représentent le mieux l'avidité d'un futur rénovateur. »
>
> Jorge Guillén[16]

> « Les nations latino-américaines vinrent à Genève pleines d'énergie et d'espoir, apportant la contribution de leur jeunesse à ce grand idéal, si proche de leurs sentiments traditionnels »
>
> Agustín Edwards[17]

Les pays latino-américains, revendiquant une véritable voix et une réelle place dans le concert des nations, ne furent pas inactifs dans l'enceinte genevoise. Kelchner rappelle leurs propositions visant à « [...] faire en sorte que la Ligue soit plus en accord avec leur théorie 'd'égalité des États', que le budget soit reconsidéré en leur faveur, que l'Amérique bénéficie d'une plus grande représentation au Conseil [...][18] ». L'espoir était en effet immense, dans le monde nouveau né de la guerre de 14-18, de ne plus apparaître comme l'éternelle périphérie de la scène internationale. En signant la fin de la prédominance d'une Europe qui avait jusque-là modelé la modernité extrême-occidentale depuis la fin du XVIIIe siècle, la Grande Guerre semblait signifier la possibilité, pour l'Amérique latine, d'occuper enfin une place dans le concert des Nations.

---

[15] Voir à ce sujet Olivier COMPAGNON, « 'Si Loin, si proche…'La Première Guerre mondiale dans la presse argentine et brésilienne », *in* Jean LAMARRE et Magali DELEUZE, *L'envers de la médaille. Guerres, témoignages et représentations*, Québec, Presses Universitaires de Laval, 2007, p. 77-91.

[16] Jorge GUILLÉN, « L'Amérique latine à Genève », *Bulletin de l'Amérique latine*, décembre 1920-janvier 1921, p. 70.

[17] Agustín EDWARDS, « Latin America and the League of Nations », *Journal of the Royal Institute of International Affairs*, vol. 8, n°2, Mars 1929, p. 136.

[18] Warren H. KELCHNER, *ouv. cité*, p. 5.

Venancio B. Galeano exprime cet espoir en ces termes :

> « Le Droit international qui règle cette coexistence au moins théoriquement était entièrement avant la Grande Guerre ce que le groupe des Grandes Puissances (Angleterre, Allemagne, France, Russie, Japon, États-Unis) désirait qu'il fût. Les autres nations, surtout celles d'Amérique latine, n'y jouaient aucun rôle. […]
>
> Aujourd'hui, les nations latino-américaines jouent un rôle plus défini et d'une certaine importance, aussi bien pour la formation, l'interprétation et l'application du Droit International. Elles le font ou peuvent le faire grâce à leur qualité de membre de l'Assemblée et du Conseil de la Ligue[19]. »

La participation, en tant que membres, aux travaux de la Société des Nations apparaît donc comme la concrétisation de cet espoir pour les pays latino-américains, un « grand pas » qui les consacre comme « puissances mondiales[20] ». Jorge Guillén[21], dans un article consacré au rôle et à la place de l'Amérique latine à Genève, rapporte à cet égard les paroles éclairantes d'un délégué sud-américain :

> « Nous sommes restés, jusqu'ici, éloignés du 'Grand monde' diplomatique. Dans un passé encore récent, à La Haye, on n'avait tenu aucun compte de nous. Dorénavant, après cette Assemblée de Genève, à laquelle nous avons assisté, on ne pourra tenir aucun congrès ni aucune réunion d'un caractère international, sans compter avec les nations de l'Amérique latine. Notre voix, dans les rapports internationaux, a donc acquis, dans ces derniers mois, une valeur considérable, du seul fait de notre présence à la Société des Nations, et de la part que nous avons prise à ses travaux[22]. »

Incontournables : ainsi veulent désormais apparaître les pays latino-américains qui ont rejoint la SdN. Celle-ci devient une enceinte dans laquelle leur voix peut désormais compter, se faire entendre, où peuvent également être redéfinis les liens qui les unissent avec l'Europe. Les relations avec le « Vieux Continent », la manière dont elles sont désormais envisagées, sont capitales pour comprendre l'attitude des nations américaines à Genève. On y perçoit à la fois une certaine forme d'allégeance, mais aussi le désir d'être prises au sérieux, de montrer que l'Amérique est capable, dans un renversement des tendances antérieures, d'apporter quelque chose au « berceau de la civilisation ».

C'est ainsi que, très vite, dans de nombreux écrits, notamment de droit international, des auteurs latino-américains font de leur continent le précurseur de l'idée d'une Société des Nations. Alejandro Alvarez, juriste et diplomate chilien, auteur de plusieurs ouvrages de droit international, présente le traité d' « Union, de ligue et de confédération » élaboré lors du Congrès de Panama de 1826 comme un antécédent du Pacte de la SdN. Il remarque que l'on trouve dans ce texte « des dispositions qui ressemblent d'une façon frappante à certains articles du Pacte actuel de la Société

---

[19] Venancio B. GALEANO, *ouv. cité*, p. 228.
[20] Jorge GUILLÉN, *art. cité*, p. 70.
[21] Jorge Guillén (1893-1984) fut l'un des représentants les plus illustres de la génération poétique espagnole des années 1920 qui, autour de Federico García Lorca, a groupé une pléiade de poètes parmi lesquels se détachent, outre Guillén, Pedro Salinas, Vicente Aleixandre, Luis Cernuda et Rafael Alberti. À l'époque où il écrivit cet article, il était lecteur d'espagnol à la Sorbonne et traducteur à l'Assemblée de Genève.
[22] Jorge GUILLÉN, *art. cité*, p. 70.

des Nations, particulièrement aux articles 10[23], 12, 13, 15[24], 16 et 17[25] »[26]. Bien que ce traité n'ait jamais été ratifié, il en conclut que « les États de l'Amérique latine ont été ainsi les premiers qui aient songé à créer une Société des Nations et aient établi une convention en ce sens[27] ». Selon lui, cette initiative a marqué durablement la manière dont les États latino-américains envisageaient les relations internationales et leur rôle sur la scène mondiale. Doit-on considérer cette affirmation comme un mythe destiné à masquer le rôle secondaire du sous-continent dans le concert des Nations, un simple effet de rhétorique destiné à s'arroger un rôle dans un monde dominé par l'Europe et les États-Unis ?

Si l'on suit les analyses développées par Marcelo G. Kohen et Maristela Rodrigues Roget[28], Alejandro Alvarez a raison de souligner la contribution de l'Amérique latine au droit international. De fait, parvenus à l'indépendance dans un « contexte politique difficile, devant faire face à des États plus puissants et en présence d'un droit international autorisant la force, la conquête, l'imposition de protectorats et le colonialisme[29] », les États latino-américains ont dû très tôt agir pour imposer le respect de leur souveraineté territoriale et élaborer des normes de droit international qui leur fussent plus favorables. C'est ainsi que naquit progressivement l'idée d'un « droit international américain[30] » et que « d'une manière imperceptible, les États latino-

---

[23] L'article 10 du Pacte de la SdN, repris ensuite par l'article 2 § 4 de la Charte des Nations Unies, fait référence à l'intégrité territoriale et à son respect. Selon Marcelo G. Kohen, plus que le Traité d'union, ligue et confédération de 1826, c'est sans doute « […] l'article 1 du Traité d'union et d'alliance défensive approuvé par le Congrès de Lima de 1864 qui constitue sans aucun doute l'antécédent direct de l'organisation collective du respect de l'intégrité territoriale, que l'on retrouvera après dans le Pacte de la SdN et la Charte des Nations Unies ». Il ajoute plus loin : « L'Amérique latine n'a pas seulement été une pionnière dans l'affirmation conventionnelle du principe du respect de l'intégrité territoriale, mais elle a aussi contribué à son développement. Une première étape de ce développement est marquée par l'article 11 de la Convention de Montevideo sur les droits et devoirs des États, du 26 décembre 1933, adoptée par la Septième Conférence internationale américaine. Cet article consacre l'inviolabilité du territoire des États et affirme que le territoire ne peut faire l'objet d'une occupation militaire ni d'autres mesures de force imposées par un autre État, même pas de manière temporaire. » (Marcelo G. KOHEN, « La contribution de l'Amérique latine au développement progressif du droit international en matière territoriale », *Relations internationales*, n°137/2009, numéro spécial « Amérique latine » dirigé par Olivier Compagnon, p. 22-23).

[24] Les articles 12, 13 et 15 traitent du recours à l'arbitrage en cas de conflit entre deux États membres de la SdN.

[25] Les articles 16 et 17 proclament la solidarité des États membres en cas d'agression d'un État membre par un autre, que ce dernier soit membre ou non de la SdN.

[26] Alejandro ALVAREZ, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve Session de l'Union Juridique Internationale, juin 1926, p. 12.

[27] *Ibid.*

[28] Maristela Rodrigues ROGET, *Le système interaméricain et les principes démocratiques. L'évolution de son engagement*, Paris, L'Harmattan, 2009.

[29] Marcelo G. KOHEN, *art. cité*, p. 29.

[30] Voir Alejandro ALVAREZ, *ouv. cité*, p. 18 : « Les Républiques américaines, en s'incorporant à la communauté des Nations, ont cru que le Droit International en vigueur en Europe leur était, de ce fait, applicable. Mais en même temps, et dès cette époque, elles ont soutenu qu'elles avaient le droit de ne pas accepter ou de protester contre les règles en vigueur en Europe lorsqu'elles étaient en contradiction avec leur indépendance et leur souveraineté ; elles ont soutenu qu'elles pouvaient proclamer d'autres principes ou d'autres règles, plus en harmonie avec leurs nouvelles conditions d'existence et plus aptes à favoriser leur libre développement. Elles ont

américains ont au XIXe siècle jeté les bases des transformations du système juridique international intervenues ultérieurement […][31] ». C'est d'ailleurs bien ainsi que José Matos, diplomate guatémaltèque et président du Conseil de la SdN en 1931, voit les choses en ce qui concerne la Conférence sur le Désarmement qui se tint à Genève en 1931-1932 : « L'Amérique latine […] peut revendiquer l'honneur d'être un des premiers continents qui ait conclu un accord positif en vue d'atteindre le but que se propose cette Conférence[32] ». Il se réfère à la convention conclue en février 1923 en vue de limiter les armements entre le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador[33].

Ce sont donc des principes essentiellement défensifs qui sont élaborés en Amérique latine. On en veut pour preuve le rappel formulé par Alejandro Alvarez :

> « […] une autre des caractéristiques de la vie internationale américaine est qu'à l'inverse de la politique européenne, elle ne reconnaît pas juridiquement l'existence des grandes puissances, c'est-à-dire des États qui par leur étendue territoriale, leur population, leur richesse et leur essor économique considérable, s'arrogent des droits que n'ont pas les autres États. Les pays latins sont imbus de ce sentiment de l'égalité et c'est pour cela qu'ils ont toujours combattu la politique impérialiste et d'hégémonie que les États-Unis ont parfois exercé sur certains pays du continent[34]. »

Ce qui revient à dire que les nations latino-américaines, par leur histoire, sont en quelque sorte prédestinées à jouer un rôle de taille dès lors qu'il s'agit de coopération internationale. Cela revient aussi à battre en brèche l'idée selon laquelle leur « jeunesse », en comparaison avec des pays européens dont l'histoire compte plusieurs siècles, serait un handicap.

Plusieurs auteurs notent en effet l'audace et l'idéalisme des représentants latino-américains à la SdN, à rebours d'une Europe intrigante et désabusée. Tel est le point de vue de l'Espagnol Jorge Guillén :

> « La Société des Nations a été accueillie, en général, par le public européen, avec des commentaires plus ou moins railleurs. […] Les délégués des nations de l'Amérique latine se distinguent par là de leurs collègues européens : ils eurent le courage de considérer l'avenir du monde avec une foi enthousiaste et généreuse[35]. »

---

réclamé notamment le droit d'établir les bases fondamentales sur lesquelles doit reposer la Société internationale américaine en conformité avec leurs nécessités et leurs aspirations. C'est le Droit International Américain […]. »

[31] Marcelo G. KOHEN, *art. cité*, p. 14.

[32] Herbert van LEISEN, *ouv. cité*, p. 11.

[33] Lors de Ve Assemblée de la SdN, en 1924, la délégation chilienne insiste aussi sur le fait que la question du désarmement ne « présente pas dans Notre Continent les mêmes enjeux et le caractère urgent qu'elle revêt en Europe. En effet, les statistiques prouvent que les Etats d'Amérique du Sud ne possèdent pas d'armements disproportionnés par rapport à l'extension de leur territoire, à leur population et à leurs besoins internes. » Il rappelle aussi que le Chili et l'Argentine « constituent le premier exemple de célébration de ce type d'accords dans l'histoire récente. En 1902, les deux gouvernements ont conclu un Pacte d'équivalence et de limitation de l'arsenal maritime qui fut très bien reçu par le continent, et auquel les deux pays se sont astreints dans la plus stricte loyauté. » (MRE Chili, *Memorias* 1923-1926, p. 446).

[34] Alejandro ALVAREZ, *ouv. cité,* p. 16.

[35] Jorge GUILLÉN, *art. cité*, p. 69.

Le Nord-américain A.B. Johnson, correspondant à Genève de l'*United Press*, va également dans ce sens : selon lui, la présence de l'Amérique latine devenait l'élément le plus significatif de la politique mondiale depuis la fin du conflit[36].

« Jeunes, impétueuses, optimistes[37] », ces nations sont à même d'apporter à une SdN née de la guerre, affaiblie par l'absence des États-Unis et dominée par le « Vieux Continent », un souffle salutaire. C'est la leçon que Jorge Guillén tire de l'intervention pour le moins remarquée de la délégation argentine à la première assemblée de la SdN. Durant cette première session de l'Assemblée, la délégation argentine, présidée par Honorio Pueyrredón[38], propose divers amendements au Pacte en vue de démocratiser l'institution genevoise. Elle conditionne notamment sa participation future aux travaux de l'assemblée à l'admission de tous les États souverains « reconnus comme tels par la communauté internationale » en son sein[39]. Ainsi la délégation argentine dénonce-t-elle, entre autres, le fait que l'Allemagne ne soit pas admise comme membre. Le discours argentin fait sensation et a une grande répercussion dans la presse. Ces propositions sont rejetées, en grande partie sous l'influence de la France, où l'on considérait que leur acceptation serait perçue par l'Allemagne comme un aveu de faiblesse et entamerait l'autorité française à l'Assemblée. La délégation argentine se retire donc.

Si l'initiative argentine est diversement perçue, en partie à cause de la personnalité d'Honorio Pueyrredón[40], elle marque les esprits et contribue à construire l'image d'une Amérique

---

[36] Voir Maria Montserrat LLAIRO, Raimundo SIEPE, *Argentina en Europa. Yrigoyen y la Sociedad de las Naciones (1918-1920)*, Buenos Aires, Macchi, 1997, p. 85.

[37] Jorge GUILLÉN, *art. cité*, p. 70.

[38] La délégation était composée d'Alvear, représentant de l'Argentine en France, de Luis B. Molina, représentant de l'Argentine en Allemagne, remplacé ensuite par Fernando Perez, représentant de l'Argentine en Autriche. Elle comptait également dans ses rangs Roberto Levillier, en tant que conseiller, Daniel Antokoletz, en tant qu'assesseur technique, Alberto Vignes en tant qu'auxiliaire, Abraham Quiroga, alors attaché militaire en France, et Manuel Chinchilla. Roberto Levillier fut par la suite désigné secrétaire général de la délégation. Voir Maria Montserrat LLAIRO, Raimundo SIEPE, *ouv. cité*, p. 67.

[39] Pueyrredón disposait d'instructions écrites qui se déclinaient en quatre points :

1. Pour une Société destinée à garantir la paix entre les Nations, il était nécessaire de ne pas faire de distinction, dans le Pacte qui la constituait, entre pays « belligérants » et pays « neutres » ;
2. Par ailleurs, la délégation argentine récusait la dénomination de puissances « alliées et associées » ;
3. Elle prônait également l'égalité de tous les États souverains, le principe d'auto-détermination des peuples ; la liberté des mers et l'inviolabilité de la propriété privée en cas de guerre maritime ;
4. Enfin, devaient être admis dans la SdN tous les États souverains « reconnus comme tels par la communauté internationale » et qui en feraient la demande.

Voir Maria Montserrat LLAIRO, Raimundo SIEPE, *ouv. cité*, p. 74.

[40] Voir notamment à ce sujet Enrique Castro OYANGUREN, dans « Les républiques d'Amérique latine à la Société des Nations », *Bulletin de l'Amérique latine*, décembre 1920-janvier 1921, p. 67 : « M. Pueyrredón, ministre des Affaires Étrangères argentin, s'imposa dès le premier moment à l'Assemblée, en posant avec une grande netteté les termes du problème. Malheureusement, malgré son incontestable autorité, il manqua, dans sa conduite, de la souplesse et de la finesse du véritable diplomate. Habitué, sans doute, aux bruyants, mais faciles triomphes de la politique dans son pays, ayant hérité, comme le Président Irigoyen, du rude tempérament des vieux *Caudillos* de la démocratie créole, et n'admettant pas, dans son entêtement, la libre contradiction de ses idées, M. Pueyrredón,

latine sans doute peu au fait des usages diplomatiques européens, mais prête à défendre une conception nouvelle du droit international. Toujours selon Guillén, « l'Argentine incarnait admirablement les désirs de transformation radicale que sentent tous les peuples de l'Amérique latine[41] », car ceux-ci sont « […] toujours disposés, en effet, à accueillir sans réserves les réformes les plus audacieuses pour tout ce qui concerne les garanties de la paix future, garanties qui, devant être édifiées sur des bases nouvelles, exigent la disparition de celles qui existent[42] ». Il en conclut que « l'intervention de l'Amérique latine ne peut donc produire que des effets bienfaisants sur la marche et la consolidation de la Société des Nations[43] ».

C'est ainsi que se construit, sur la scène européenne, une certaine image de l'Amérique latine, qui est le fait non seulement des acteurs européens mais aussi, de façon plus inédite, des Latino-Américains eux-mêmes. Elle est donc autant le reflet de la manière dont ces derniers souhaitent être perçus sur la scène internationale que des représentations traditionnellement associées au sous-continent par les pays de la Vieille Europe. « Généreuse », « idéaliste », « courageuse[44] », « fervente[45] », partisane du progrès, experte en droit international, telle est l'Amérique latine que ses représentants ont donné à voir à la SdN. Forte d'un tel « patrimoine moral[46] », encline, par son histoire, au pacifisme, il semblerait normal qu'elle joue un rôle de premier plan dans la nouvelle organisation. Cette auto-représentation est élaborée dans une opposition à l'Europe qui vient de s'entre-déchirer. Si l'Amérique latine est présentée comme « nourrie de la pensée européenne », elle ne connaît pas « […] la complexité des intérêts et le poids ancestral des rivalités séculaires qui ont si profondément divisé l'Europe et bouleversé son sol[47] ». S'élabore ainsi toute une phraséologie visant à montrer que le sous-continent représente l'avenir : « en face du vieux monde, divisé par des hostilités irréductibles, se dresse le nouveau continent, temple de lumière plein d'espoirs et de promesses[48] ».

---

qui soutenait une cause sympathique, ne sut pas avoir la patience nécessaire pour la faire triompher. » Il parle plus loin du « geste d'enfant présomptueux de M. Pueyrredón ».

[41] Voir aussi Enrique Castro OYANGUREN, *art. cité*, p. 66 : « Sans s'être accordés au préalable, sans avoir pu s'organiser ni se concerter sur leurs déterminations, parce que, malheureusement, il n'existe pas encore, tout au moins d'une manière positive, un état de conscience américain, tous les pays du Nouveau Monde ont pu se croire représentés dans leurs idées, par les généreuses initiatives de la délégation argentine. Admission de tous les États dans la Société des Nations, démocratisation du Conseil, arbitrage obligatoire, sont des conclusions qui ne pouvaient déplaire aux chancelleries d'Amérique […]. »

[42] Jorge GUILLÉN*, art. cité,* p. 69. On peut également citer Agustín Edwards, selon lequel l'intervention argentine « suivait l'inspiration des idéaux américains de solidarité et de coopération ». (Agustín EDWARDS, *art. cité*, p. 136).

[43] *Ibidem*

[44] Termes utilisés par Enrique Castro OYANGUREN, *art. cité*, p. 68.

[45] Ainsi sont qualifiées, par Jorge Guillén, les interventions des délégués latino-américains à Genève. Voir *art. cité*, p. 70.

[46] Enrique Castro OYANGUREN, *art. cité*, p. 68.

[47] Enrique Castro Oyanguren, *art. cité*, p. 68.

[48] *Ibid.*

Figure 1 : L'Amérique, continent pacifique

Illustration d'un article de la revue *Chile,* « L'Amérique n'a besoin que de tranquillité et d'harmonie pour l'accomplissement de sa misión de gloire dans le concert des peuples » (juillet 1928, año III, vol. 3, n°41)

Dans cette opposition à l'Europe, se dessine en creux un continent en quête d'identité, où le décalage entre les aspirations des élites et la réalité est flagrant. Lorsqu'Ernesto Castro Oyanguren déclare : « félicitons-nous de n'avoir pas eu à souffrir dans notre histoire ni des sanglantes guerres de religion, ni des âpres privilèges sociaux, ni des profondes perturbations politiques [qui ont marqué l'Europe][49] », il propose une version idéalisée de l'histoire latino-américaine depuis les indépendances et s'inscrit de la sorte dans une historiographie qui a gommé les contradictions et difficultés des nouveaux États. De fait, au début du XXe siècle, les oligarchies blanches ressentaient encore quelque nostalgie pour la culture ibérique et « latine », décidées à préserver le « trésor perdu » de leurs racines européennes. Convaincue de la « pureté » de son sang, fière de ses origines blanches, la fraction dominante de la société feignait d'ignorer le vieux fonds indien, les apports africains et asiatiques. Si la période de l'entre-deux-guerres est caractérisée par une série de mutations dont la plus notable réside dans l'affirmation d'un nationalisme culturel, de nouvelles définitions des identités nationales moins tributaires des canons européens, il n'en reste pas moins que l'Europe demeure une référence – même négative – et qu'il demeure difficile, pour les élites latino-américaines, de reconnaître la dimension profondément inégalitaire des sociétés latino-américaines. Pouvait-il en être autrement dans le cadre d'une institution internationale où ces mêmes élites tâchaient de montrer au monde que l'Amérique latine était plus que légitime pour jouer dans la cour des grandes puissances ?

[49] *Ibid.*

L'autre versant de l'image du sous-continent à la SdN renvoie à une certaine utopie européenne du Nouveau Monde, perçu comme une terre de cocagne, un Eldorado. Cette perception est directement héritée des descriptions que fait Christophe Colomb dans son journal des nouvelles terres découvertes : on y lit une fascination pour la nature américaine qui amène l'auteur à établir plus d'une fois des comparaisons avec le paradis. Les récits postérieurs des voyageurs européens du XVIe – pensons notamment à Jean de Léry et à son *Histoire d'un voyage en terre de Brésil* publié en 1575 – et du XVIIIe siècle ont contribué à entretenir une telle vision. L'historien Edmundo O'Gorman n'a-t-il pas avancé la thèse selon laquelle, moins qu'un espace géographique doté d'une histoire, le Nouveau Monde était d'abord une idée, ou plus précisément une utopie européenne et, plus exactement encore, le symbole d'un futur indéterminé[50] ? C'est en tout cas ce à quoi l'on songe lorsqu'Ernesto Castro Oyanguren parle de « la jeune Amérique […] débordante de ressources matérielles, avec un sol fertile au point de pouvoir alimenter une humanité nouvelle[51] ».

Cette image de l'Amérique latine connut-elle une postérité au-delà des cercles latino-américains ? Si l'on considère les mots de Darius Milhaud qui, en 1928, parle de « cette admirable Amérique du Sud, si séduisante par son enthousiasme et la fraîcheur de ses sentiments[52] », ou ceux de l'ambassadeur français à Buenos Aires, qui qualifie les pays sud-américains de « jeunes, riches et prospères[53] », on peut avancer que la rhétorique des promoteurs de l'Amérique latine à la SdN a fait son chemin. Surtout lorsque l'on lit, sous la plume du même diplomate que « l'Amérique du Sud apparaît comme le pays du monde où la guerre peut être le plus facilement évitée[54] ». Un succès tempéré par la suite des propos dudit diplomate : « […] le climat généralement très chaud rend la race passive, indolente : elle n'a pas l'humeur entreprenante et combattive des Germains et des Anglo-Saxons[55] ».

Cette dernière citation montre à quel point les stéréotypes à propos du Nouveau Continent sont encore bien présents en Europe où, malgré les efforts des représentants latino-américains, une certaine condescendance est toujours de mise vis-à-vis de ces États encore « jeunes ». C'est pourquoi l'espoir initial suscité par la création de la SdN céda vite la place aux désillusions et aux critiques.

---

[50] Voir Edmundo O'GORMAN, *L'invention de l'Amérique : recherche au sujet de la structure historique du Nouveau Monde et du sens de son devenir*, Laval, Les Presses universitaires de Laval, 2007.
[51] Ernesto Castro OYANGUREN*, art. cité,* p. 68.
[52] MAE, SdN, n°55, Darius MILHAUD, « Entre le panaméricanisme et la SdN. Le point de vue argentin », 1928. Il n'est pas fait mention du titre du journal où a été publié cet article.
[53] MAE, SdN, n°55 Argentine, Buenos Aires, 12/01/1921, Lettre de M. Clausse, Ministre de France en Argentine à M. le Ministre des Affaires Étrangères.
[54] *Ibid.*
[55] *Ibid.*

Critiques et désillusions

> « La Société des Nations du Traité de Versailles. Une institution inutile et dangereuse pour l'Amérique latine[56] »

Si tous les pays latino-américains n'ont pas quitté la SdN avec autant de fracas que l'Argentine en 1920 ou le Brésil en 1926, ils ont été nombreux, en effet, à s'être retirés : sur les 15 membres fondateurs, seuls cinq d'entre eux vont rester jusqu'au bout[57]. Cette désaffection à l'égard de la SdN peut se lire comme le résultat d'une lassitude devant son eurocentrisme[58], de l'éloignement géographique, et des progrès de l'Union panaméricaine, qui vont de pair avec l'influence croissante des États-Unis.

On peut même remonter au tout début de l'existence de la SdN pour saisir les origines du désenchantement latino-américain. De fait, lorsque, lors de la deuxième séance de la Conférence de la Paix, est nommée une Commission, formée de quinze membres, dont dix pour les cinq « principales puissances-alliées et associées[59] », soit deux représentants pour chacune d'elles, et cinq pour les 22 nations appelées « puissances aux intérêts limités[60] », des voix s'élèvent, parmi les petites puissances, pour protester contre cette organisation. Par ailleurs, lorsque cette Commission se réunit en mars 1919 sous la présidence de Lord Robert Cecil, pour entendre les représentants des 13 États neutres[61], ce dernier déclare que les lignes générales du Pacte étaient déjà fixées et que, dans ces conditions, les discussions de principes devraient être évitées, les débats devant porter seulement sur des amendements précis. Comme l'écrit le Brésilien José Carlos de Macedo Soares, « les parties convoquées 'pour écouter et non pour donner leur avis' sourirent de ces paroles, mais elles étaient impuissantes en présence des formules péremptoires

---

[56] Simón PLANAS-SUAREZ, *La política europea y la Sociedad de las Naciones. Una advertencia a la América*, Barcelona, Gustavo Gili Editor, 1935, p. 6 : « *La Sociedad de las Naciones del Tratado de Versalles. Una institución inútil y peligrosa para América latina* ».

[57] Voir tableau en annexe.

[58] Outre les sujets traités, quasi-exclusivement européens, il faut noter le peu d'efforts faits pour impliquer les opinions publiques des pays-membres non européens. Ainsi, José Carlos de Macedo Soares souligne-t-il que le Congrès brésilien a dû ratifier le Traité de Versailles sans que ce texte fût traduit en portugais : « Par conséquent, le Brésil est entré dans la SdN et en est sorti, sans que le peuple brésilien ait lu en portugais une traduction officielle du Pacte de la Société des Nations », José Carlos de MACEDO SOARES, *Le Brésil et la Société des Nations*, Paris, A. Pedone, 1927, p. 163.

[59] Les États-Unis, l'Angleterre, la France, l'Italie et le Japon.

[60] La Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Chine, Cuba, l'Équateur, la Grèce, le Guatemala, Haïti, Hedjaz, le Honduras, le Libéria, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam, la Tchécoslovaquie, et l'Uruguay.

[61] L'Argentine, le Chili, la Colombie, le Danemark, la Hollande, l'Espagne, le Paraguay, la Perse, le Salvador, la Norvège, la Suède, la Suisse et le Venezuela.

du délégué anglais […][62] ». Le juriste et diplomate argentin César Diaz Cisneros est encore plus virulent :

> « Il faut dire qu'au cours de la confection du fameux Pacte, les neutres eurent un droit de parole, mais pas le droit de vote. […] Ainsi, on *concédait*[63] aux neutres la possibilité d'émettre des opinions clandestines, en privé et sans aucune valeur au sujet du Pacte, qu'ils devraient ensuite accepter "sans réserves" dans un délai bref et péremptoire[64]. »

Pour cet auteur, la SdN est un autre nom pour la Sainte Alliance[65] et n'est qu'une « concession du militarisme impérialiste à la conscience des peuples contemporains[66] ».

Là réside la « faute originelle » de la SdN, résumée ainsi par Alejandro Alvarez :

> « Le Pacte de la SdN a été établi d'une façon très hâtive, au lendemain même de la Grande Guerre et seulement par les représentants des puissances victorieuses. Il n'a pas été fondé sur l'expérience ni précédé d'un travail scientifique, qui prenne notamment en considération la vie américaine […][67] ».

Cette dernière phrase montre bien que le caractère eurocentré de l'organisation genevoise a été dès le départ une évidence pour les pays latino-américains qui refusaient que la singularité du sous-continent, notamment en matière de droit international, soit dissoute dans des principes et des préoccupations purement européens. Outre les reproches d'ordre général[68], c'est la fausse universalité du Pacte qui est dénoncée. Ce dernier, en effet, « suppose que le problème de la paix et de la sécurité est toujours universel, c'est-à-dire se présente toujours de la même façon dans les deux continents, alors qu'il se pose différemment en Europe et en Amérique[69] ». L'auteur de ces lignes, Alejandro Alvarez, ajoute que le Pacte « englobe tous les États du monde sans distinction

---

[62] José Carlos de MACEDO SOARES, *ouv. cité*, Paris, A. Pedone, 1927, p. 71-72.
[63] Souligné par l'auteur.
[64] César Díaz CISNEROS, *La Liga de las Naciones y la actitud argentina*, Buenos Aires, Imprenta Mercatali, 1921, p. 94. José Carlos de Macedo Soares est plus mesuré dans ses propos : il comprend le rôle prépondérant joué par les grandes puissances, qu'il définit comme ayant atteint le degré de civilisation, de culture politique et juridique, de richesse économique, de capacité militaire » susceptible de leur conférer du prestige sur la scène internationale. Il note toutefois que « les pays qui se sont ainsi élevés au rang de 'grande puissance' ne doivent pas oublier que cette situation, avant de leur conférer des droits, leur impose des devoirs. ». José Carlos de MACEDO SOARES, *ouv. cité*, p. 92-93.
[65] *Idem*, p. 141.
[66] *Idem*, p. 143 : « *La Liga de las Naciones es una concesión del militarismo imperialista a la conciencia de los pueblos contemporáneos* »
[67] Alejandro ALVAREZ, *ouv. cité*, p. 24.
[68] « 1. On a cru pouvoir organiser immédiatement toute la vie *politique* internationale par un seul Pacte à caractère définitif et très difficilement mondiale ; mais on n'a presque rien établi concernant la coopération *économique* entre les peuples.
2. Le Pacte de la Société des Nations consacre les grandes puissances en leur donnant un siège permanent dans le Conseil de la Société.
3. Le Conseil a des attributions excessives et tend à dominer l'Assemblée. ». Voir Alejandro ALVAREZ, *ouv. cité*, p. 28
Voir aussi César Diaz CISNEROS, *ouv. cité*, p. 106-107 : « Cette injuste inégalité s'aggrave encore […] si l'on considère que l'organe actif et exécutif de la Ligue n'est pas l'Assemblée, mais le Conseil. Les attributions du Conseil sont démesurées dès lors qu'on les compare à celles de l'Assemblée. » et p. 110 : « Dominé par les grandes puissances en vertu du Pacte (art. 4), le Conseil est tout-puissant, et ce pouvoir dictatorial est dissimulé derrière ces fantômes inefficaces et dépourvus d'autorité que sont l'Assemblée et la Cour de justice. »
[69] Alejandro ALVAREZ, *ouv. cité*, p. 29.

de continent et par suite enlève son individualité au continent américain[70] ». Faut-il y voir une préoccupation d'ordre uniquement symbolique ? La volonté de voir reconnue par l'Europe une Amérique latine qui entretient avec cette dernière des relations ambivalentes où se mêlent admiration et rejet ? Sans doute un peu[71]. Mais ce que met en évidence Alejandro Alvarez, et d'autres avec lui[72], c'est que cette fausse universalité empêche le continent américain « d'exercer son influence à ce point de vue, et de coopérer librement, notamment au point de vue économique, avec les autres continents, spécialement avec l'Europe[73] ».

La Société des Nations, une institution trop européenne

Par ailleurs, il y a un malaise des représentants de l'Amérique latine à la SdN vis-à-vis des sujets traités par l'institution genevoise. Agustín Edwards[74] note ainsi que

> « […] si nous examinons l'historique des actes du Conseil aussi bien que de l'Assemblée entre 1920 et la fin de l'année 1928, nous nous rendons compte qu'à l'exception des questions intéressant directement l'Europe peu de travail a été fait[75] ».

Cela pose deux types de problèmes. Tout d'abord le fait que les Latino-Américains ne se sentaient pas forcément à même d'intervenir dans des questions qui leur étaient peu familières[76]

---

[70] *Ibid.* Dans cette même optique, voir Simón PLANAS-SUAREZ, *ouv. cité*, p. 5 : « Rien ne pourra jamais justifier la témérité avec laquelle sont mis en péril les intérêts vitaux des Républiques du Nouveau Monde à Genève, ainsi que l'esprit de la politique internationale et les principes fondamentaux de l'ordre public des Amériques, d'autant plus sacrés que ces pays leur doivent l'affirmation de leur souveraineté et leur indépendance, qu'en ce moment ils immolent gracieusement à la Société des Nations. »

[71] Voir Ernesto Castro OYANGUREN, *art. cité*, p. 68 : « […] n'ayons pas l'impertinence de nous placer dès maintenant sur un plan à part et de nous dresser contre l'Europe. Tâchons d'emprunter aux vieilles nations leur longue expérience, leur tradition séculaire, leur inépuisable trésor de culture […] ; bornons-nous à être, lorsque la maturité de notre vie le permettra, les continuateurs de la grande épopée, car l'Amérique ne prétend pas orgueilleusement à rectifier, mais simplement à compléter l'œuvre accumulée par l'effort, par la sagesse et par la douleur des vieilles nations. » ou Francisco García CALDERON dans *L'avenir de la Société des Nations, Discours prononcé à l'Assemblée de la Société des Nations le 16 septembre 1938*, Paris, Éditions A. Pedone, 1938, p. 7 : « Nous autres, Ministres délégués sud-américains qui habitons l'Europe, nous disons à nos peuples : Non, le Vieux Monde n'est pas près de mourir, restez-lui fidèles, ses forces intellectuelles, son génie inventif, ne sont pas entamés, il peut créer de nouveaux mythes, il doit rester pour des siècles encore votre guide. »

[72] Voir Jesus Maria YEPES et Pereira da SILVA, *La question de la réforme du Pacte de la Société des Nations. Commentaire théorique et pratique du Pacte de la S.D.N. et des statuts de l'Union panaméricaine*, Paris, Éditions A. Pedone, 1937, p. 11-12 : « Il va sans dire que la Société, pour remplir efficacement la mission qui est la sienne - le maintien de la paix et le règne du droit - doit forcément être universelle. Ceci ne sera possible que si la Société était réformée sur *des bases continentales* [souligné par l'auteur], de façon à obtenir, par sa 'continentalisation', l'universalité qui lui est indispensable. »

[73] Alejandro ALVAREZ, *ouv. cité*, p. 29.

[74] Agustín Edwards McClure (1878 - 1941) est un juriste et diplomate chilien. Il fonde par ailleurs l'édition de Santiago d'*El Mercurio* en 1900. Il est Ministre des Relations extérieures durant la présidence de Germán Riesco (1901-1906), et à nouveau pendant celle de Pedro Montt (1906-1910). En 1910, il est nommé ministre plénipotentiaire en Grande-Bretagne, et a un rôle très important dans les négociations avec le Pérou sur la question de Tacna et Arica. Il préside l'Assemblée de la SdN de 1922 à 1923.

[75] Agustín EDWARDS, « Latin America and the League of Nations », *Journal of the Royal Institute of International Affairs*, vol. 8, n°2, Mars 1929, p. 139.

et pour lesquelles ils redoutaient de paraître s'immiscer dans des débats qui ne les concernaient pas[77]. Selon le diplomate chilien, cette situation était susceptible d'évoluer dans la mesure où, avec le temps, les délégués latino-américains se familiariseraient avec les problèmes européens et seraient capables de participer aux commissions et discussions sur ces sujets. Ainsi prend-il pour exemple la participation, dès 1920, du délégué chilien Rivas Vicuña, à la commission mixte chargée de la question concernant les populations turque et grecque ; ou celui du délégué colombien qui présenta un rapport sur la manière dont étaient traités les Lituaniens dans la région de Vilna[78].

Si de telles questions sont qualifiées par Agustín Edwards de « cruciales », il note qu'elles ne sont pas de nature à « susciter un intérêt populaire pour le travail de la SdN[79] », en particulier en Amérique latine[80]. Si son article se termine par une exhortation à ne pas abandonner pour autant la SdN, d'autres sont plus catégoriques. Ainsi, pour le Brésilien Azevedo Amaral[81],

> « les défauts de la politique du vieux monde altèrent quelque peu le pur idéal de la Société, assez pour que des peuples jeunes, exempts d'ambitions impérialistes, n'engagent pas leur crédit et leur nom dans des affaires qui ne leur profitent pas et par surcroît les compromettent dans le concert des autres peuples[82]. »

C'est particulièrement le cas en 1935, lorsque la SdN décide d'appliquer des sanctions contre l'Italie suite à la campagne d'Éthiopie. Comme le note Yannick Wehrli[83], les pays latino-américains membres de l'organisation genevoise se retrouvent parties prenantes d'un conflit lointain et doivent appliquer des sanctions économiques contre un État avec lequel un certain

---

[76] Agustín Edwards évoque, entre autres, pour l'année 1920, l'organisation d'un Gouvernement pour le territoire de la Sarre, d'une administration pour Dantzig, la question des frontières entre la Pologne et la Lituanie, le rapatriement des prisonniers de guerre, le combat contre le typhus en Pologne.

[77] Agustín EDWARDS, *ouv. cité*, p. 139 : « Pour la plupart des questions traitées, les États latino-américains craignaient non seulement d'apparaître intrusifs quant à des problèmes qui ne les concernaient pas, mais ils étaient aussi conscients de ne pas avoir les connaissances nécessaires pour les traiter. »

[78] *Ibid.*

[79] *Idem*, p. 140 : « *[...] neither of nature to arouse any popular interest in the work for the League* ». Cet aspect est également mis en avant par M. Nogueira, fonctionnaire urugayen au Secrétariat général de la SdN, lors d'une réunion rassemblant les fonctionnaires latino-américains : « […] la presse latino-américaine, en général, n'exprime pas une opinion favorable à l'intervention de la Ligue car elle la considère comme quelque chose de lointain qui n'existe que pour les questions européennes. » (MRE Chili, SdN 1923-1927, 1040A, Berne, 01/02/1927, Lettre de Valdés Mendeville au ministre des relations extérieures).

[80] *Idem*, p. 140.

[81] Azevedo do Amaral (1881-1941) est un journaliste politique. Entre 1906 et 1916, il vit en Angleterre comme correspondant des journaux *Correio da Manhã*, *A Notícia*, *Gazeta de Notícias* et du *Jornal do Comércio*. Il fut par ailleurs rédacteur en chef du journal *O País*.

[82] MAE, Correspondance politique et commerciale n°52, Le Brésil et la Société des Nations, Traduction de l'article de M. Azevedo Amaral, « La leçon de Genève », paru dans *O Jornal* du 19/03/1926.

[83] Yannick WEHRLI, « Los proyectos de 'Sociedad de las Naciones americanas': intentos de integración política en las Américas durante el periodo de entre-guerras », *in* María de MONSERRAT LLARO, Proscila PALACIO (éds), *Los procesos de integración en el ámbito regional y global. Una mirada desde la perspectiva de los tres continentes (América, Asia y Europa)*, Buenos Aires, CEINLADI-FCE-UBA, 2009, p. 9.

nombre d'entre eux entretiennent des relations commerciales[84]. Sans compter l'importance de l'immigration italienne, en particulier en Argentine et au Brésil, qui faisait craindre des troubles intérieurs au moment où les questions de cohésion et d'identité nationales occupaient le devant de la scène. Le fait que les puissances européennes négocient directement avec l'Italie (plan Laval-Hoare), sans passer par la SdN, et que cette dernière abandonne finalement les sanctions en mars 1936, sans avoir obtenu gain de cause, entame de manière irrémédiable le crédit de cette organisation en Amérique latine[85].

Il y a enfin une dernière raison qui explique la désaffection des pays-latino-américains vis-à-vis de la SdN : avec les années, celle-ci apparaît trop faible, incapable de résoudre les conflits aigus qui pourraient surgir entre les grandes puissances[86]. Par ailleurs, dans le cas de l'Amérique latine, l'espoir que la Société pourrait représenter un contrepoids à la croissante influence des États-Unis s'estompe peu à peu. Un proche du président Irigoyen confie ainsi à l'ambassadeur de France en Argentine que si « plus d'un tiers des États latino-américains, représentant les trois quarts de la population de l'Amérique latine, restent éloignés de l'association de Genève », c'est parce qu'ils « estiment qu'il n'est pas en son pouvoir d'intervenir utilement pour protéger leurs

---

[84] Dès 1926, Alejandro Alvarez mettait en avant le problème que poseraient aux États latino-américains l'application de sanctions économiques décidées par la SdN. Voir *ouv. cité*, p. 57 : « Quant aux sanctions économiques, décidées par le Conseil de la SdN, les États de l'Amérique latine pourraient, en participant à certaines de ces sanctions notamment le blocus et l'interdiction de commercer, se nuire plus à eux-mêmes qu'à l'État auquel la sanction s'appliquerait. C'est exiger d'un État de trop gros sacrifices individuels pour la défense d'un autre État. » C'est d'ailleurs le propos du président Alessandri dans un discours à la nation prononcé le 21 mai 1936 : « Nous avons accepté la situation qui nous était imposée par les faits dans le désir supérieur de contribuer au maintien de la paix et d'éviter la guerre que nous voyons venir. Malheureusement, nos espérances ont été déçues : la guerre a éclaté et elle est maintenant virtuellement terminée.
Le Gouvernement du Chili estime et soutient que les sanctions, qui furent prises comme mesure répressive, doivent être suspendues, parce qu'elles n'ont pas atteint le but qu'elles se proposaient et qu'aujourd'hui elles introduisent de graves perturbations dans l'économie générale du monde et en particulier dans celles des pays qui les appliquent. » (MAE, SdN, n°2027, Santiago, 22/05/1936, Annexe à la lettre du ministre de France au Chili au ministre des Affaires étrangères). Cette question a fait l'objet d'une communication de Yannick Wehrli, « Dangereuse Société des Nations : le traumatisme de la guerre d'Abyssinie pour les gouvernements latino-américains », lors du colloque « L'Amérique latine et la Genève Internationale durant l'entre-deux-guerres : les débuts d'une intégration régionale et internationale » organisé par Yannick Wehrli et Aline Helg à l'Université de Genève les 28 et 29 octobre 2011.

[85] Nous citerons, pour appuyer ce propos, un article du journal bolivien *Ultima Hora*, publié en mai 1938, suite à la mission du Secrétariat Général de la SdN en Amérique latine destinée à renforcer les liens entre le sous-continent et l'organisme genevois : « […] la dernière réunion du Conseil n'a apparemment pas eu d'autre but que de légaliser la conquête de l'Éthiopie par l'Italie. […] Cette attitude de la SdN confirme une fois de plus l'inutilité de cette institution en tant que point d'appui pour les nations faibles et réaffirme la nécessité de procéder sur le champ à la réforme du Covenant. », *in* MAE, Correspondance politique et commerciale, n°46, dossier 4, Mission de la SdN en Amérique latine, 1938, La Paz, 27/05/1938, article de *Ultima Hora*, paru sous le titre « L'Amérique et la Société des Nations », dont la traduction figure dans une lettre du ministre de France en Bolivie au ministre des Affaires étrangères.

[86] Cet aspect était déjà présent dans l'ouvrage qu'Alejandro Alvarez fait paraître en 1926 (ALVAREZ, *ouv. cité*, p. 28).

droits s'ils étaient menacés par les États-Unis. Les faits relatifs à l'intervention du Nicaragua[87] sont présents à trop d'esprits[88] ».

Si les motifs sont nombreux et importants pour expliquer la désaffection manifestée envers la SdN par les pays d'Amérique latine, il ne faudrait pas conclure à leur éloignement total de la scène genevoise et européenne. Nous en voulons pour preuve les mots d'Agustín Edwards :

> « Les activités de la Ligue au cours des sept années qui se sont écoulées depuis sa création peuvent être considérées comme étant de nature préparatoire, dans tous les sens du terme. Préparatoire car il fallait nettoyer les débris laissés par la Guerre ; préparatoire également parce que c'était un domaine encore entièrement inconnu […]. Tout a été provisoire ; tout devait être créé, testé, développé. Et aujourd'hui nous avons en face de nous le plus grand et le plus efficace corps d'experts, de toutes nationalités, rassemblés dans le but de produire, sur un grand nombre de sujets, les informations les plus précises, sans autre objectif que celui de la vérité et du bien commun. Les peuples dans leur ensemble ne peuvent percevoir ce lent et progressif mouvement qui confère à la Ligue d'extraordinaires moyens pour mener à bien la coopération internationale. Ils prendront conscience un jour que ces sept années ont permis de poser les fondations de la plus grande institution jamais conçue pour rendre le monde meilleur[89]. »

Autre signe, le fait qu'un certain nombre de juristes latino-américains se soient penchés sur la meilleure manière de réformer le Pacte de la SdN afin de le débarrasser de ses défauts originels et de garantir une réelle universalité à cette institution. Certains sont même allés plus loin : l'Uruguay, la Colombie et le Costa Rica proposèrent en effet la constitution d'une Ligue des Nations Américaines[90]. Si de tels projets peuvent être perçus comme une claire volonté de rupture avec l'Europe, les auteurs de ce projet insistent quant à eux sur la complémentarité possible entre les deux organisations.

---

[87] Dans le cadre de la politique du gros bâton (*big stick*) menée par Theodore Roosevelt, les États-Unis, en 1909, offrent un appui politique aux forces rebelles menées par les conservateurs contre le président Zelaya. En 1912, à la demande du président Adolfo Diaz, ils envoient des *marines*. Ceux-ci vont demeurer au Nicaragua jusqu'en 1933 (entre 1912 et 1925, puis après une interruption de 9 mois, entre 1926 et 1933) réprimant les soulèvements qui visaient à restaurer la souveraineté du pays. Entre 1927 et 1933, le général Augusto Sandino d'obédience libérale mena une guérilla, d'abord contre le gouvernement conservateur, puis contre les forces américaines.

[88] MAE, SdN, n°55, Buenos Aires, 05/12/1928, Lettre de l'ambassadeur de France en Argentine au ministre des Affaires étrangères.

[89] Agustín EDWARDS, *art. cité*, p. 146.

[90] Sur ce point, voir chapitre IV.

Le Brésil, le Chili et l'Argentine à la SdN

Nous n'avons pas l'ambition de retracer dans son intégralité l'histoire des relations de l'Argentine, du Brésil et du Chili avec la SdN. Ce qui nous intéresse ici c'est de voir comment le forum multilatéral qu'est l'institution genevoise leur a permis de divulguer une certaine image du pays en Europe. Cette brève étude de leur place et de leur rôle à Genève nous permettra par ailleurs de saisir les caractéristiques de la politique extérieure de ces trois États, à la fois vis-à-vis de l'Europe mais aussi du reste de l'Amérique latine et des États-Unis. Leur positionnement à la SdN est en effet révélateur d'un certain nombre de choix en la matière, tout comme de leur ambition internationale et régionale. Ici encore il nous faut faire face à un déséquilibre certain en termes de sources et de bibliographie. Si pour le Brésil de nombreuses études ont déjà été menées, il n'en est pas de même pour l'Argentine et le Chili pour lesquels une étude exhaustive de leur engagement à la SdN reste à faire. Pour le Chili, nous avons pu néanmoins nous appuyer sur le dépouillement d'un certain nombre de documents provenant des archives du ministère chilien des Relations extérieures. En revanche, en ce qui concerne l'Argentine, il nous a fallu procéder par des moyens détournés : les archives du Quai d'Orsay constituent ainsi notre principale source d'informations.

À défaut d'un récit chronologique minutieux, nous avons donc privilégié l'analyse des discours tant des représentants argentins, brésiliens et chiliens concernés par cette histoire, que des responsables français. Quelles représentations ont de la SdN ces trois États sud-américains ? Comment y envisagent-ils leur action ? Comment celle-ci est-elle perçue en Europe ? Telles sont les interrogations qui guideront les pages qui suivent.

Le Brésil : de l'engagement total au retrait fracassant[91]

> « […] le premier rôle appartient à ce continent plein d'avenir, plein de suc, et tout fleuri de sagesse latine, où tient une si grande place le Brésil, le Brésil fils de ce vaillant Portugal, maître des navigations et des découvertes ! De telles origines sont de celles qui engagent à jamais. N'est-ce pas le Portugal qui apprit aux peuples modernes ce que c'était d'être une puissance planétaire, une puissance universelle ? N'est-ce pas lui qui, avant tous les autres, a peuplé la terre d'une 'Société des Nations' parmi lesquelles le Brésil figure au premier rang ?[92] »

Le Brésil, seul pays d'Amérique latine à avoir participé au conflit (il entre en guerre contre l'Allemagne en octobre 1917, en grande partie sous l'influence de Washington) est présent à la Conférence de Paix de Paris en 1919 et sa délégation fait partie de la commission chargée d'élaborer le projet d'organisation de la SdN. Durant les travaux de cette commission, il se bat pour faire entendre sa voix, pour que les « puissances mineures » ne soient pas cantonnées à un second rôle et que la future organisation ne se réduise pas à un « club de grandes puissances ». En 1919, le Brésil a gagné en visibilité sur la scène internationale et ses relations avec les grandes puissances sont bonnes. Celles-ci entérinent cette nouvelle position en élevant leurs représentations diplomatiques à Rio de Janeiro au rang d'ambassades : il en est ainsi de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la France notamment. Cette apparente intégration du Brésil dans le monde des nations « civilisées », suscite chez les élites brésiliennes une grande fierté nationale et l'illusion de pouvoir jouer désormais dans la cour des grands. Stanley Hilton, qui a travaillé sur cette période d'immédiat après-guerre, met en avant que cet optimisme laissait croire à la possibilité de jouer un rôle de premier plan dans le concert des Nations, « sans le nécessaire pouvoir militaire » qu'une telle position requiert[93].

Cela explique notamment la volonté du gouvernement brésilien d'envoyer une délégation de quatre personnes[94] à la Conférence de 1919. Par ailleurs, Domício da Gama, ministre des Relations extérieures, tente de faire en sorte que le Brésil participe aux conférences préliminaires

---

[91] Dans le cadre de ce travail, nous ne reviendrons pas en détail sur l'histoire du Brésil à la SdN, et ce d'autant plus que le sujet a déjà été traité, notamment par l'historiographie brésilienne. Voir Eugênio VARGAS GARCIA, *O Brasil e a Liga das Nações (1919-1926) : vencer ou não perder*, Rio Grande do Sul, Editoria da Universidade, 2000 ; Alexandra de MELLO E SILVA, « Idéias e política externa: a atuação brasileira na Liga das Nações e na ONU », *Revista brasileira de política. Internacional*, 1998, vol. 41, n°2, pp. 139-158 ; Norma BREDA DOS SANTOS, « Diplomacia e fiasco. Repensando a participação brasileira na Liga das Nações: elementos para uma nova interpretação », *Revista brasileira de política internacional,* 2003, vol.46, n°2, p. 87-112.

[92] Gabriel Hanotaux dans la préface à José Carlos de MACEDO SOARES, *Le Brésil et la Société des Nations*, Paris, A. Pedone, 1927, p. XIV.

[93] Stanley Hilton, cité par Eugênio VARGAS GARCIA, *ouv. cité*, p. 54.

[94] Epitácio Pessoa comme chef, Olinto de Magalhães représentant du Brésil à Paris, Pandiá Calógeras, Raul Fernandes, avocat et député fédéral de l'État de Rio de Janeiro.

à la Conférence de paix, et ce surtout pour des raisons de politique interne. Il s'agissait de montrer à l'opinion publique que le Brésil faisait bel et bien son entrée sur la scène internationale, par la grande porte, aux côtés des grandes puissances. Celles-ci n'acceptent pas la requête du Brésil, jugeant que celui-ci n'avait eu qu'une participation mineure au conflit. Domício da Gama sollicite l'appui de Washington, qui plaide la cause brésilienne, notamment auprès de la Grande-Bretagne. À l'argument de celle-ci qui avançait que le Brésil, au regard des sacrifices consentis, ne pouvait décemment pas avoir plus de délégués que des pays comme la Belgique, la Grèce ou la Serbie, Frank Polk, secrétaire d'État intérimaire, oppose le fait que le Brésil méritait un traitement favorable dans la mesure où il avait été le seul pays d'Amérique latine à avoir déclaré rapidement la guerre et fourni une coopération effective. Le président Wilson ajoute qu'il fallait prendre en compte le fait que le Brésil était un grand pays, fort d'une population de 30 millions d'habitants, et qu'il était par conséquent normal qu'il ait plus de poids que la Belgique ou la Grèce. Enfin, selon lui, cette faveur accordée au Brésil serait un moyen de le tenir éloigné de l'influence allemande.

La perspective d'un traitement spécial pour le Brésil déchaîne la presse française, qui y décèle un « certain parfum pan-américain[95] ». Le Brésil obtient finalement trois sièges, qui seraient occupés par Epitácio Pessoa, Pandiá Calógeras et Raul Fernandes. Olinto de Magalhães assisterait officieusement les travaux de la Conférence[96].

L'intervention des États-Unis en faveur du Brésil sur la question du nombre de délégués, et plus généralement, l'appui nord-américain en faveur de ce pays lors de la Conférence de 1919 sont décisifs pour la percée menée par le Brésil sur la scène internationale. C'est en effet également sur la proposition du président Wilson que le Brésil est désigné avec l'Espagne, la Belgique et la Grèce, comme l'un des quatre membres non-permanents du Conseil de la SdN. Il est ensuite élu à ce poste, sans interruption, de 1920 à 1925.

Outre sa participation au conflit et l'appui des États-Unis, le Brésil doit à son engagement réel dans les travaux de la SdN cette confiance renouvelée. On peut prendre comme exemple le rôle de Raul Fernandes dans l'organisation de la Cour Permanente de Justice Internationale[97]. Lorsque cette institution est créée, un autre Brésilien illustre, Rui Barbosa[98], y est élu. Par ailleurs,

---

[95] Journal *Libre Parole*, du 16/01/1919, cité par Eugênio Vargas Garcia, *Entre América e Europa : a política externa brasileira na década de 1920*, Brasília, Editora Universidade de Brasília/FUNAG, 2006, p. 51.

[96] La délégation brésilienne compte aussi dans ses rangs Rodrigo Otávio de Langaard Menezes, consultant juridique ; le commandant Malan d'Angrogne, consultant militaire ; le capitaine de frégate Armando Burlamaqui, consultant naval ; Hélio Lobo, secrétaire général, ainsi que sept secrétaires et huit attachés.

[97] Voir Warren KELCHNER, *Latin American relations with the League of Nations*, Boston, World Peace Foundation, 1930, p. 57.

[98] Rui Barbosa (1849-1923), juriste, diplomate et homme politique, il se distingue notamment lors de la campagne abolitionniste au Brésil. Il acquiert une stature internationale lors de la Deuxième Conférence de la

en tant que membre du Conseil, le Brésil était souvent sollicité pour présenter des rapports sur des questions spécifiques qui, la plupart du temps, n'intéressaient pas les intérêts brésiliens. C'est ainsi que Gastão da Cunha traite de questions comme la constitution d'une organisation internationale pour la santé et que Frederico Castelo Branco Clark présente en 1922 un rapport sur la protection des minorités en Lettonie[99]. Ces diverses actions permettent à José Carlos de Macedo Soares de noter que « le Brésil a rendu [à la SdN] des services politiques remarquables, en intervenant amicalement auprès d'autres pays américains, dans l'intention de leur faire adopter une attitude plus favorable aux intérêts moraux de la SdN[100] ».

Pourtant en 1926, suite à une Assemblée extraordinaire de la SdN, le Brésil quitte avec fracas l'organisation genevoise alors qu'il en avait été un membre actif depuis sa création. Le gouvernement brésilien, encouragé par la bonne position dont jouissait le Brésil dans l'institution genevoise, postule, en 1923, à un siège permanent au Conseil de la SdN. Le caractère vague de l'article qui définissait le mode de désignation des membres temporaires permettait de fait au Brésil, dont l'action au sein de la SdN était unanimement reconnue, de conserver ce siège. Cependant, la concurrence de plus en plus importante de pays qui, eux aussi, désiraient faire partie du Conseil, défendant pour cela le principe du roulement pour les sièges temporaires, menaçait de plus en plus sérieusement la position brésilienne. C'est ainsi que naît l'idée de briguer un siège permanent ; idée qui devient la ligne directrice de la politique extérieure brésilienne à partir de 1922.

L'argumentaire brésilien pour appuyer cette demande repose sur plusieurs points. Le premier est d'ordre géographique : « le Brésil est le plus grand pays, en territoire continu, non seulement de l'Amérique, mais aussi du monde. Le Brésil est plus grand, en effet, que les États-Unis sans l'Alaska […][101] ». La dimension continentale du Brésil fait en effet partie intégrante de l'identité internationale du pays. Son immense territoire, « corps de la patrie[102] », constitue un des *leitmotivs* de la diplomatie brésilienne pour justifier la recherche d'une place de choix sur la scène

---

Paix à La Haye (1907), durant laquelle il défend le principe de l'égalité entre les États. Durant la Première Guerre mondiale, il est l'un des partisans de l'entrée en guerre de son pays aux côtés des Alliés. Malgré le vote unanime du Conseil de la SdN, il récuse le poste qui lui est offert à la Cour Internationale de Justice.

[99] Voir Eugênio VARGAS GARCIA, *ouv. cité*, p. 65.

[100] En particulier auprès de l'Équateur, pour obtenir la ratification du Traité de Versailles, et du Costa Rica, pour empêcher que ce pays se retire de la Société. José Carlos de MACEDO SOARES, *ouv. cité*, p. 101.

[101] MAE, Correspondance politique et commerciale n°52, Le Brésil et la Société des Nations, Paris, le 25/02/1926, Câble de l'Agencia Americana, « La Société des Nations. Déclarations de M. Clark. Genève, le 24/02/1926 ».

[102] D'après le titre de l'ouvrage de Demetrio MAGNOLI, *O corpo da Pátria. Imaginação geográfica e política externa no Brasil (1808-1912)*, São Paulo, Editora da Universidade Estadual Paulista, 1997.

internationale : Joaquim Nabuco[103] ne déclarait-il pas, en 1908 : « Le Brésil, toujours conscient de sa taille, a été orienté par un sentiment prophétique à l'égard de son avenir[104] » ? Ses dimensions lui permettent d'avoir des « intérêts communs » avec tous les autres pays d'Amérique latine par ses frontières. Aussi peut-il se présenter comme étant au cœur de la géopolitique sud-américaine. Corollaire de son imposant territoire, sa population nombreuse au dynamisme démographique notable :

> « Le Brésil est le seul pays de l'Amérique latine qui a une population de 35 millions d'habitants, chiffre sensiblement égal à celui de tous les pays hispano-américains membres de la SdN et très supérieur à celui de ces pays qui fréquentent les Assemblées. La population du Brésil a plus que doublé dans les trente dernières années. Sa croissance végétative (*sic*) est sans pareil dans le monde entier, supérieure même à celle des États-Unis[105]. »

On retrouve là aussi un argument régulièrement utilisé. En revanche, Frederico Castelo Branco Clark innove dans la mesure où il ajoute que cette croissance démographique est « d'autant plus notable que dans la formation de ce total, le contingent fourni par l'immigration a été seulement de 10%, tandis que celui des États-Unis a été de 35% et celui de l'Argentine de 50%. Le Brésil, donc, forme le bloc national le plus compact, le plus homogène de l'Amérique[106] ». En mettant en avant non seulement l'importance numérique de la population brésilienne, mais également sa composition, ce membre de la délégation permanente du Brésil à la SdN offre de son pays une image peu conventionnelle, en rupture avec les intellectuels brésiliens du début du siècle qui rêvaient de « blanchir la race »[107] grâce à l'apport migratoire. La suite de son plaidoyer est plus conforme à l'image que les milieux diplomatiques et politiques brésiliens souhaitent imposer à l'extérieur, celle d'un Brésil terre de cocagne, civilisé et actif sur le plan international :

> « Pays de possibilités illimitées, vaste et inépuisable champ d'exploitation pour l'activité de l'homme, ouvert à l'immigration de tous les peuples sains et travailleurs, il est difficile de concevoir une seule question économique internationale – débouchés et marchés, matières premières, émigration et immigration – dans [*sic*] laquelle il ne soit intéressé[108]. »

---

[103] Joaquim Nabuco (1849-1910) fut l'un des grands diplomates de l'empire brésilien. Historien et juriste, membre actif du mouvement abolitionniste, il fut aussi l'un des fondateurs de l'Académie Brésilienne des Lettres.

[104] Cité par Alain ROUQUIÉ, *Le Brésil au XXIe siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006, p. 325.

[105] MAE, Correspondance politique et commerciale n°52, Le Brésil et la Société des Nations Paris, le 25/02/1926, …

[106] *Ibid.*

[107] Sur ce sujet voir Thomas SKIDMORE, *Preto no branco : raça e nacionalidade no pensamento brasileiro*, Riode Janeiro, Paz e Terra, 1976 et Lilia MORITZ SCHWARCZ, *O espetáculo das raças. Cientistas, instituições e questão racial no Brasil 1870-1930*, São Paulo, Companhia das Letras, 1993.

[108] *Ibid.*

Toujours dans cette perspective, Frederico Castelo Branco Clark évoque « son histoire, ses traditions diplomatiques, sa culture, sa Constitution d'un libéralisme inégalé »… et « son rôle très actif et très influent dans les questions pan-américaines[109] ».

Voilà le cœur de la seconde partie de l'argumentaire du délégué brésilien. En effet, il s'agit pour le Brésil d'apparaître, en l'absence des États-Unis, comme le représentant légitime de l'Amérique au Conseil de la SdN. Il en va, selon ses termes, de l'universalité de cette institution[110] car « l'Amérique continue à être le seul continent qui, par sa mentalité propre, son naturel pacifique et ses idéaux internationaux, […] donc, le plus indiqué par son impartialité et son désintéressement des questions brûlantes de l'Europe[111] » à ne pas disposer d'un siège permanent au Conseil. Or nous avons vu qu'il était alors urgent pour la SdN de prouver qu'elle n'est pas uniquement européenne ; de cela, le représentant brésilien est pleinement conscient. Par ailleurs, ayant précisé dès le début de son texte que le Brésil « n'a aucun différend avec aucun de ses voisins », qu'ils désignent comme étant les « frères » du Brésil, Frederico Castelo Branco Clark tente de devancer les éventuelles réticences desdits « frères » : « Nos frères d'Amérique latine se rendent parfaitement compte que nous ne poursuivrons aucun rêve d'hégémonie, qui semblerait fol et déconcertant à l'âme de ces jeunes pays, épris d'idéal et d'égalité démocratique[112]. »

Cette ambition doit être également considérée à l'aune du contexte politique brésilien : Artur Bernardes vient d'être difficilement élu président et cherche à asseoir son autorité à l'intérieur du pays en consolidant son rayonnement extérieur. Dès lors, les événements internationaux ne sont plus considérés que dans une perspective nationale[113]. En faisant du siège permanent son cheval de bataille, Artur Bernardes tentait de montrer sur la scène internationale une cohésion interne qui n'existait pas et qu'il essayait ainsi de créer. Cette ambition se heurtait à

---

[109] *Ibid.*

[110] *Ibid.*, « Autrement, la SdN se désuniversaliserait, deviendrait de plus en plus un organisme exclusivement européen. »

[111] *Ibid.*

[112] *Ibid.*

[113] « Le Brésil est passé par une crise provoquée par une hypertrophie criminelle du pouvoir personnel de son Président. […] La revendication élevée par le Gouvernement du Brésil devant la Société des Nations, en mars 1926, n'était pas justifiée par la situation politique internationale. Le Gouvernement brésilien a adressé un ultimatum aux nations, en passant par-dessus la tête de son propre ambassadeur. Il a pris une attitude de force qu'il estimait propre à augmenter son prestige à l'intérieur du pays. », José Carlos de MACEDO SOARES, *Le Brésil et la Société des Nations*, Paris, A. Pedone, 1927, p. 9-11. Il faut remettre l'analyse de José Carlos de Macedo Soares en perspective avec son parcours personnel. Comme le note Norma Breda dos Santos, « Macedo Soares, qui deviendrait par la suite Ministre des Affaires étrangères (1932-33 et 1955-56), fut, parmi les personnalités brésiliennes contemporaines à la crise, celui qui rédigea les analyses les plus dures à l'égard de la décision du gouvernement. Il était l'un des principaux acteurs de l'opposition à Bernardes. En décembre 1924 il s'évada de prison, où il avait été retenu pendant deux mois, accusé d'avoir été impliqué dans l'insurrection *tenentista* de juillet à São Paulo. Après avoir trouvé refuge auprès de l'ambassade argentine, il s'exila en Europe, où il s'y trouvait en mars 1926. » Voir Norma Breda DOS SANTOS, « Diplomacia e fiasco. Repensando a participação brasileira na Liga das Nações: elementos para uma nova interpretação », *Revista brasileira de política internacional,* 2003, vol.46, n°2, p. 102.

deux obstacles : l'absence de soutien de la part des pays latino-américains que le Brésil comptait représenter au Conseil, et, malgré ses efforts, sa condition subalterne sur la scène internationale. À cela s'ajoute le poids du contexte européen[114]. La signature des accords de Locarno, en 1925, change en effet la donne en réintégrant l'Allemagne dans le concert des nations. Celle-ci, dans la voie ouverte par ces accords, postule également à un siège permanent. D'autres pays s'engouffrent dans cette brèche et les candidatures se multiplient – la Chine, la Belgique ou la Pologne par exemple – rendant de plus en plus improbable la réussite du Brésil. C'est à ce moment-là que le président brésilien formule la ligne de conduite à suivre lors de l'Assemblée extraordinaire de mars 1926 : « vaincre ou ne pas perdre », faisant de l'obtention d'un siège permanent une question de dignité nationale. Cette intransigeance aboutit à une décision extrême, qui est le veto brésilien à l'entrée de l'Allemagne dans la SdN. Devant le tollé suscité par la décision brésilienne, et la certitude que ses prétentions ne seraient pas satisfaites, Artur Bernardes décide du retrait du Brésil d'une « Ligue des grandes puissances, quasi-exclusivement européennes ». Se manifestent alors les réticences de ceux qui avaient toujours vu la SdN comme un organisme eurocentré, où l'Amérique n'avait pas de place. C'est la teneur d'un article écrit par Azevedo Amaral à l'issue de l'Assemblée. Si pour lui « le Brésil n'est pas une petite nation et ne peut, sans diminuer son prestige international, demeurer parmi celles qu'il est convenu d'appeler les petites puissances », il estime que le Brésil s'est fourvoyé en participant aux travaux de la SdN, que les priorités étaient autres :

> « Nous nous sommes précipités pour un jouer un rôle qui dépassait les limites de nos moyens. […] Nous oublions que nous devions revendiquer un siège de grande puissance économique, ce pourquoi précisément il était nécessaire que nous nous abstinssions de participer aux conflits de la politique européenne et que nous évitassions les complications et les frottements, conséquences fatales du Traité de Versailles. Avec une ingénuité qui nous a rendus ridicules, nous ne nous apercevons pas qu'il est grotesque qu'un État sud-américain, par bonheur exempt de tout lien avec les problèmes du Vieux Monde, ait été prendre position, nettement et de façon irritante, sur des questions essentiellement européennes qui divisent non seulement les nations du Vieux Monde, mais encore les courants de l'opinion publique au sein même des différents pays de l'Europe[115]. »

Le retrait brésilien est notifié le 10 juin 1926 par Afrânio de Melo Franco, chef de la délégation brésilienne auprès de la SdN, lors d'une réunion du Conseil.

---

[114] Voir Norma Breda DOS SANTOS, *art. cité*, p. 88. Dans cet article, l'auteur invite à ne pas sur-estimer le poids du contexte intérieur brésilien et l'attitude du président Artur Bernardes : « L'objectif principal de cette étude est de montrer comment l'historiographie brésilienne a surévalué le rôle joué par le Brésil lors des événements de mars 1926 à la Ligue des Nations, en se focalisant trop exclusivement sur les motivations du gouvernement d'Artur Bernardes, sans prendre en considération certains éléments pourtant décisifs de la politique internationale, notamment européenne, ainsi que des points d'ordre institutionnel propres à la Ligue. Par conséquent, il paraît essentiel d'analyser la diplomatie de Bernardes dans un cadre international, c'est-à-dire, de l'insérer dans le contexte d'échec de la diplomatie internationale au cours des 'vingt années de crise'. »

[115] MAE, Correspondance politique et commerciale n°52, Le Brésil et la Société des Nations, Traduction d'un article de M. Azevedo Amaral, « Le Brésil et la Société des Nations. Une position fausse », paru le 20/03/1926 dans *O Jornal*.

Stanley Hilton résume ainsi ce que furent les rapports entre le Brésil et la SdN :

> « Le fort intérêt du Brésil pour la SdN avant 1926, et son retrait abrupt après avoir échoué à s'assurer un siège permanent au Conseil [...], semblent justifier les conclusions d'un analyste du *Foreign Office* qui affirmait que '[...] ce n'était pas tant le fait d'être représenté au Conseil qui était recherché que le prestige que lui conférait sa place dans le cercle des Grandes puissances, auquel il ne pouvait légitimement appartenir'[116]. »

Le Chili : une trajectoire exemplaire en Amérique latine

Le Chili est le troisième pays latino-américain à exprimer son désir d'adhérer à la SdN. En octobre 1919, le Secrétariat est informé par le *Foreign Office* que le président de la République du Chili a été autorisé par le Congrès à procéder à l'adhésion à la SdN. Finalement, en novembre, Agustín Edwards, ambassadeur du Chili à Londres, fait part à Drummond de la volonté de son gouvernement d'adhérer au Pacte en vertu des dispositions de l'article 1. De même que pour l'Argentine, Drummond rappelle au Chilien que le Secrétaire général n'est pas encore officiellement en fonction puisque le Pacte n'est pas entré en vigueur. Cependant, il ajoute que la lettre d'Edwards est considérée comme étant l'acte officiel d'adhésion du Chili. Ce pays devient membre le 10 janvier 1920[117]. Les principales informations dont nous disposons sur l'entrée du Chili à la SdN proviennent du travail de Yannick Wehrli, dans lequel il a mobilisé les archives de cette organisation, situées à Genève et que nous n'avons pas pu consulter.

Si l'on suit les analyses de Joaquín Fermandois, la création de la SdN constitue en premier lieu une menace pour le Chili. En effet, elle ouvrait la voie à des demandes de révision des traités conclus entre ce pays d'une part, la Bolivie et le Pérou d'autre part[118]. De fait, lors des deux

---

[116] Stanley HILTON, « Latin America and Western Europe, 1880-1945 : the political dimension , *in* Wolf GRABENDORFF, Riordan ROETT (Org.), *Latin America, Western Europe and the United States, Reevaluating the Atlantic Triangle*, New York, Hoover Institution Press, Praeger Publishers, 1985, p. 25.

[117] Voir Yannick WEHRLI, *« Créer et maintenir l'intérêt » : la liaison entre le Secrétariat de la Société des Nations et l'Amérique latine (1919-1929)*, Mémoire de licence ès Lettres, sous la direction de Mauro Cerutti, Université de Genève, Département d'histoire générale, Juillet 2003, p. 39.

[118] Joaquín FERMANDOIS, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004*, Santiago, Ediciones Universidad católica de Chile, 2004, p. 85. La Bolivie porte en effet, dès 1921, devant la SdN une demande de révision du traité d'Ancón dans le but d'obtenir un port sur le Pacifique, demande qui a été jugée irrecevable par le Comité des Juristes consulté par la 2ème Assemblée. (MAE, SdN, n°2027, 01/03/1924, Service français de la SdN, Note pour M. Dejean). Si le Chili obtient gain de cause, ce n'est pas sans conséquence tant pour la SdN que pour la position de ce pays au sein de l'organisme genevois. En effet, à partir de 1922, les délégués péruviens et boliviens ne reparurent plus aux assemblées de Genève, le gouvernement du Pérou cessa même de payer ses cotisations (voir Manuel PEREZ-GUERRERO, *Les relations des États de l'Amérique latine avec la Société des Nations*, Paris, A. Pedone, 1936, p. 49). Un article paru en 1922 à Genève fait le point sur cette situation : « En raison du rôle déterminant qu'est peut-être destinée à jouer à Santiago l'Amérique latine [Santiago doit être, en 1923, le siège de la Ve Conférence internationale américaine], il est d'autant plus fâcheux que son unité et sa bonne harmonie aient été rompues par l'élection du président de la délégation du Chili à la présidence de

premières années d'existence de l'organisme genevois, les représentants chiliens mettent tout en œuvre pour que la question de Tacna et Arica ne figure pas à l'ordre du jour, et qu'il ne soit pas question de la révision du Traité d'Ancón (1883) ou de celui conclu avec la Bolivie en 1904. Cette situation amène les Chiliens à être très présents au sein de la SdN, alors même que l'importance du pays sur la scène internationale ne semblait pas devoir justifier une telle activité.[119]

Ainsi, dès septembre 1920, est créée une mission diplomatique spéciale chargée des relations avec la SdN au sein du ministère chilien des Relations extérieures[120]. Cette « Délégation permanente du Chili à Genève » est alors dirigée par Antonio Huneeus Gana[121]. Y figurait également Manuel Rivas Vicuña[122] qui demeure à ce poste jusqu'au retrait du Chili en 1938. Cette délégation comptait par ailleurs des conseillers et secrétaires[123] et Agustín Edwards la rejoint par la suite. Outre le fait que le Chili obtient dès 1922 la présidence de l'Assemblée, ses délégués participent à quasiment toutes les commissions de 1923 à 1926[124]. Afin de renforcer encore les liens entre le Chili et la SdN, Jorge Valdés Mendeville, diplomate en poste à Berne et membre de la délégation chilienne à quasiment toutes les Assemblées, suggère en 1923 la création au

---

l'assemblée de Genève. Cette élection a motivé, en effet, la résolution du Pérou et de la Bolivie de s'abstenir de participer à cette assemblée.
On conçoit qu'une certaine amertume subsiste chez les deux républiques victimes de la guerre du Pacifique ; on s'explique qu'elles aient éprouvé quelque ressentiment de ce que le vainqueur, resté neutre et suspect de germanophilie dans la grande guerre de 1914, bénéficiât de la présidence de l'assemblée, tandis qu'elles-mêmes, qui avaient embrassé la cause des alliés, avaient vu leurs revendications écartées par la SdN et demeuraient reléguées à l'arrière-plan. » (MAE, Correspondance politique et commerciale, n°1, Panaméricanisme et doctrine Monroe 1922, Article du 08/10/1922, Le Brésil, « L'Union Panaméricaine et la Société des Nations »). Selon les analyses développées dans sa thèse par Yannick Wehrli, l'absence du Pérou à la SdN est surtout à mettre en lien avec le fait que ce pays estime que les États-Unis doivent être les arbitres de cette question, et non l'organisme genevois.

[119] *Idem*, p. 89.

[120] Mario Barros VAN BUREN, « Chile y la Sociedad de las Naciones », in *Boletín de la Academia Chilena de Historia*, LXV-LXVI, n°108-109, 1998-1999, p. 235.

[121] Antonio Huneeus Gana (1870-1951) est ministre des Relations extérieures du Chili à plusieurs reprises, à chaque fois pour de courtes durées : en 1906, en 1912 et de mars à juillet 1920. Il occupe à nouveau ce poste d'août à novembre 1926.

[122] Manuel Rivas Vicuña (1880-1937) est à la fois écrivain, diplomate et homme politique. Il représente le Chili aux Conférences internationales du Travail de 1921 et 1922.

[123] Francisco Subercaseaux Aldunate, Elías Errázuriz Larraín, Carlos Huidobro.

[124] Lors de la IVe Assemblée, en 1923, Agustín Edwards est le chef de la délégation chilienne ; Alejandro Alvarez y figure comme conseiller juridique et Jorge Buchanan comme conseiller économique. Jorge Valdés Mendeville en était le secrétaire. Les représentants chiliens participèrent aux première, seconde, troisième, quatrième, cinquième et sixième commissions. Il en est de même pour la Ve Assemblée de 1925. Par ailleurs, suite au discours d'Enrique Villegas lors du débat sur l'arbitrage, la sécurité et l'armement, dans lequel il rappelait la spécificité du continent américain sur ces questions, la délégation chilienne est chargée de superviser le Protocole sur la solution pacifique aux divergences internationales.
En 1925, pour la XIe Assemblée, Emilio Bello Codesido, Eliodoro Yánez, Enrique Villegas font également partie de la délégation. Jorge Valdés Mendeville, alors ministre du Chili à Berne, en assure toujours le secrétariat général, avec don Joaquín Edwards, don Manuel García, don Alfonso Yánez et don Jorge Saavedra. Le général Pedro Pablo Dartnell et l'amiral don Luis Langlois y participent en tant que conseillers techniques.
Lors de la VIIe assemblée de 1926, Enrique Villegas, ambassadeur du Chili en Italie, dirige la délégation, qui compte par ailleurs dans ses rangs Armando Quezada, ministre du Chili en France. Jorge Valdés Mendeville, Ernesto Bertrand et Jorge Saavedra sont également présents. (Voir MRE Chili, *Memorias*, 1923-1926).

ministère des Relations extérieures d'un service entièrement dédié aux relations avec l'institution genevoise dont les multiples activités nécessitaient, selon lui, un suivi minutieux et constant. Il appuie sa suggestion en faisant valoir qu'en Europe quasiment tous les ministères des Affaires étrangères disposaient d'un tel service[125]. Il ajoute enfin :

> « Si l'on effectue un nécessaire sacrifice pécuniaire en payant annuellement une quote-part élevée à la Société, il est juste que notre pays apparaisse comme l'un des hérauts de la coopération internationale voulue par la Société. Au-delà des avantages d'un autre ordre que celle-ci nous apporte, il ne faut pas occulter qu'une participation brillante, constante et active nous sert utilement de propagande […]. »[126]

La suggestion de Valdès Mendeville ne connaît pas de suite. En revanche, le ministère chilien des Relations extérieures soutient et encourage, voire exige, la nomination d'un correspondant au Chili du Secrétariat de la SdN[127]. La personne nommée pour remplir cette fonction est Francisco Walker Linares, professeur à l'Université du Chili, lié à la France[128].

Le service français à la SdN résume en 1924 l'action du Chili à la SdN :

> « À l'exception de ce litige [avec la Bolivie et le Pérou], les questions qui intéressent le Chili dans la Société des Nations sont celles qui ont trait aux organisations techniques et au désarmement. Le Chili est d'ailleurs représenté dans plusieurs des Commissions qui traitent de ces affaires. Son deuxième délégué, M. Rivas-Vicuña, a été Rapporteur à la 3ème Assemblée de la Commission chargée d'étudier les travaux des Organisations techniques ; la Commission de contrôle des Finances comprend un Chilien, M. Waddington. Comme tous les États américains, le Chili attache un grand intérêt d'amour-propre à être représenté dans ces diverses commissions qui lui permettent de manifester son activité, en attendant qu'un poste plus en vue ne s'offre à lui[129]. »

L'empressement du Chili à prendre une part active aux travaux de la SdN doit aussi être interprété à l'aune de ses relations ambivalentes avec les États-Unis[130]. Manuel Rivas Vicuña est à

---

[125] MRE Chili, Delegación de Chile en la Liga de las Naciones, 1923, 981A, Berne, 25/02/1923, Lettre de Jorge Valdés Mendeville, secrétaire de la délégation chilienne auprès de la SdN, au ministre des Relations extérieures.

[126] *Ibid.*

[127] « Le Ministère constate avec satisfaction la décision prise par le Secrétariat Général de la SdN, en vue de désigner un représentant au Chili, tant en raison des liens plus forts qui s'établiront de la sorte que parce qu'ainsi on connaîtra mieux ici le travail de la SdN. » (MAE, SdN, n°2027, Santiago, 06/06/1929, Lettre de M. des Longchamps, ministre de France au Chili, au ministre des Affaires étrangères).

[128] Walker-Linares, ancien délégué aux conférences internationales du Travail, ancien chef de propagande du salpêtre en France et en Belgique, avocat et professeur d'économie sociale à l'Université de Santiago, est alors un homme jeune (il est né en 1893) mais d'une grande situation intellectuelle et sociale au Chili, qui ne s'occupe pas de politique et entretient les meilleurs rapports avec le gouvernement et avec la presse de toute tendance (Voir Yannick WEHRLI, *ouv. cité*, p. 136).
Comme nous le verrons par la suite dans ce travail, Francisco Walker Linares fut une des chevilles ouvrières de la coopération intellectuelle au Chili. Il présida notamment l'Institut franco-chilien de culture. En 1954, il publia une étude sur le théâtre français.

[129] MAE, SdN, n°2027, 01/03/1924, Service français de la SdN, Note pour M. Dejean.

[130] La défiance du Chili vis-à-vis des États-Unis remonte à la période des indépendances latino-américaines : le peu d'empressement des seconds à reconnaître les nouveaux États fut en effet interprété au Chili comme une marque de désintérêt. Par ailleurs, les États-Unis essayèrent, pour des raisons politiques et commerciales, d'éviter la guerre entre le Chili d'une part et le Pérou et la Bolivie d'autre part. Les tensions entre les deux pays furent encore plus significatives lorsque le Chili appuya de manière explicite le Mexique durant son conflit avec les États-Unis. Enfin, en 1865, lorsque Vicuña Mackenna se rendit à Washington pour acquérir des armes de guerre contre l'Espagne, il fut emprisonné, accusé d'avoir violé la neutralité des États-Unis. Pour le Chili, cette réaction démontrait l'inutilité de la Doctrine Monroe, d'autant plus que lors du bombardement de Valparaiso par

cet égard un bon représentant de ceux qui considèrent avec méfiance les initiatives nord-américaines à destination du sous-continent et le choix d'un panaméricanisme exclusif :

> « C'est un mirage fatal de croire qu'en Amérique nous pourrions trouver une aide plus forte et efficace que celle que nous offre Genève. L'expérience nous montre amplement à quel point nos différends avec les États-Unis ont connu des issues négatives, et combien l'action de cette puissante république a été contraire à nos intérêts lors des conflits internationaux auxquels nous avons été[131]. »

S'il n'est pas question, au lendemain d'une Première Guerre mondiale qui a bouleversé les équilibres internationaux, en particulier en termes économiques, de tourner le dos au grand voisin du nord, il s'agit pour le Chili de trouver un équilibre qui lui permette de conserver une certaine autonomie. Ainsi, le ministre chilien des Relations extérieures, Conrado Rios Gallardo[132], déclare-t-il en 1927 au représentant français à Santiago :

> « Tous les intérêts du Chili le poussent à ne pas avoir une politique uniquement américaine. Nous avons, vous le savez, les yeux tournés aussi fréquemment vers l'Europe que vers Washington. En Europe, la Ligue des Nations représente une grande force morale à laquelle nous nous sommes attachés dès le premier jour et à laquelle nous resterons résolument attachés[133]. »

À l'instar d'autres républiques latino-américaines, le Chili considère donc la SdN comme un rempart contre l'influence grandissante des États-Unis et une source de prestige[134] sur une scène internationale que ces derniers, malgré leur isolationnisme, dominent en partie. Comme l'écrit Manuel Rivas Vicuña, la SdN constitue « l'équilibre des puissants et le rempart des faibles[135] ».

L'engagement du Chili dans cet organisme est en effet lié à la perception qu'a ce pays de son poids sur la scène internationale. Si ses gouvernants aspirent à lui faire jouer un rôle dans le concert des nations, ils sont conscients de ses faiblesses :

---

les forces espagnoles en 1866, une flotte nord-américaine se trouvait non loin de là. (voir Heraldo MUÑOZ, Carlos PORTALES, *Una amistad esquiva. Las relaciones de Estados Unidos y Chile*, Santiago, Pehuén Ed., 1987, p. 20-23).

[131] MRE Chili, SdN, 1935, dossier 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Manuel Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures.

[132] Conrado Rios Gallardo est ministre des Relations extérieures de 1927 à 1929.

[133] MAE, SdN, n°2027, Santiago, 25/04/1927, Lettre du ministre de France au Chili au ministre des Affaires étrangères.

[134] C'est le sens de la démonstration menée par Manuel Rivas Vicuña auprès du ministre chilien des Relations extérieures : « La politique de Washington est inséparable du continent européen, elle y exerce son influence morale ou effective vis-à-vis des problèmes du Vieux Continent, de telle sorte qu'elle ne prêche pas par l'exemple quand elle vise à saper l'action de la SdN en travaillant auprès des chancelleries latino-américaines en faveur de l'autonomie du continent, mais, au contraire, prétend assumer le rôle de représentant et procureur des Républiques ibériques devant le concert des nations. Les nations qui se soumettent à ce plan deviennent de simples figurants et perdent le prestige et la considération qui leur étaient dus. Cependant, celles qui, sans porter préjudice à la cordiale amitié qu'ils entretiennent avec les États-Unis, maintiennent leurs efforts et apportent leur soutien à la cause de la paix dans le monde, conservent ce prestige et obtiennent le respect de cet État même qui prétend s'ériger en tuteur. » (MRE Chili, SdN, 1935, dossier 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Manuel Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures) .

[135] MRE Chili, SdN, 1935, dossier 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Manuel Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures.

> « Sans nous laisser abuser par les faux mirages d'un patriotisme exagéré, ni envahir par des courants de pessimisme, il nous faut reconnaître que notre Patrie fait partie des pays faibles et, plus encore, se trouve parmi les nations les plus menacées, malgré la force de sa muraille de granit et l'étendue de ses plages[136]. »

La position géographique du Chili, entre cordillère des Andes et Pacifique, en fait un *finis terrae* et confère à son insertion dans les relations internationales une spécificité certaine. Petit en ce qui concerne sa population, son armée et sa « force matérielle », mais « grand pour sa valeur, ses traditions glorieuses et son ardeur au travail et qui a, comme tous les peuples latins ici représentés, la même façon de comprendre la vie, le droit et la justice[137] ». On voit là se dessiner en creux la manière dont les représentants du Chili bâtissent l'identité internationale de leur pays : un pays démocratique[138], pacifiste[139], « ami constant de la paix et qui n'a ni ambitions territoriales ni aspirations hégémoniques sur le Continent ou le Pacifique[140] ».

Aussi, lorsqu'est finalement signé un traité entre le Chili et le Pérou et que celui-ci est enregistré par la SdN, les représentants chiliens y voient la consécration de leurs efforts pour donner de leur pays une image positive. Le 17 septembre 1929, la délégation du Pérou offre, en l'honneur de son voisin, un banquet officiel auquel assistent « plus de 150 personnes et parmi ces dernières la majorité des représentants des ministères des Relations extérieures, des chefs de délégation européens et américains, etc[141] ». Le lendemain, à l'occasion de la traditionnelle commémoration de la fête nationale chilienne, les membres de la délégation péruvienne sont les invités d'honneur, aux côtés des « plus hautes personnalités des pays représentés à Genève[142] ». Enfin, le Secrétariat général insiste pour que la cérémonie d'enregistrement du traité égale en

---

[136] *Ibid.*

[137] MRE Chili *Memorias*, 1923-1926, p. 459, extrait du discours de M. Yánez, représentant du Chili à l'Assemblée de la SdN de 1926.

[138] MRE Chili *Memorias*, 1923-1926, p. 449, extrait du discours qu'Emilio Bello C., chef de la délégation chilienne à l'Assemblée de 1925, prononça lors d'une discussion sur la composition du Conseil : « Mon pays, qui vient de parachever un processus d'évolution interne éminemment pacifique par l'approbation d'une nouvelle Constitution politique inspirée des idéaux démocratiques les plus élevés […]. »

[139] *Ibid.* : Le Chili « qui vient de résoudre, par un arbitrage qu'il a lui-même promu, le seul différend international qui le concernait, se dispose avec un enthousiasme grandissant et avec la loyauté qui a toujours été la sienne, à apporter sa coopération à la vaste entreprise de paix de la Société des Nations. »

[140] MRE Chili, SdN, 1935, dossier 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Manuel Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures. Il ajoute : « L'esprit pacifiste dont le Chili a fait preuve au cours de ce dernier demi-siècle, ainsi que l'absence de toute velléité d'expansion territoriale et la nécessité d'œuvrer à notre progrès dans un cadre de paix et de sécurité, prouvent qu'il est de notre devoir d'apporter à la SdN notre plus ample, loyale et intégrale coopération, celle-ci constituant la politique qui sied le mieux à nos intérêts. »

[141] MRE Chili, *Memorias*, 1929, p. 147-148 : « Parmi les nombreuses manifestations et festivités qui sont offertes, selon l'usage, pendant la période où fonctionne l'Assemblée, il faut faire une mention très spéciale par sa noble signification, au banquet du 17 septembre qui fut offert expressément et de manière officielle par la délégation du Pérou en l'honneur au Chili. Plus de 150 personnes y prirent part, et parmi eux, la plupart des Ministres des affaires étrangères présents à Genève, ainsi que des chefs de délégation européennes et américaines, etc. »

[142] *Ibid.*

solennité celle qui avait eu lieu pour la signature du pacte de Locarno[143]. Ces manifestations, d'une certaine manière, ressemblaient à l'adoubement que le Chili espérait recevoir au regard de son implication dans l'organisme genevois.

Il ne faudrait cependant pas en déduire qu'il régnait au Chili une ambiance entièrement propice à ce dernier. En effet, le représentant français à Santiago note que, dès 1928,

> « un parti important avait, sous l'effet d'insinuations, provenant d'Argentine et du Brésil, commencé une campagne suivie contre la SdN, son manque d'intérêt pour les petites nations et plus spécialement celles de l'Amérique ; l'avantage qu'il y aurait au contraire à un groupement des peuples sud-américains pour résoudre entre eux les problèmes qui les concernent, même s'ils les opposent aux Nations d'Europe ou de Nord-Amérique[144]. »

Face à cette situation, le ministre chilien des Relations extérieures, Conrado Rios Gallardo, réaffirme, en 1928, l'attachement de son pays à la SdN et encourage la constitution d'une « Association pour la Société des Nations » dont le Président était Luis Barros Borgoño[145], ancien Président de la République, commandeur de la Légion d'Honneur[146]. Cela ne suffit pas à rassurer le diplomate français, qui met en avant le peu d'intérêt suscité par la SdN dans l'opinion publique. Cette faille était déjà connue du ministère chilien des Relations extérieures : en 1926, un diplomate chilien attirait déjà l'attention de son ministre de tutelle sur le fait que

> « […] dans notre pays et en particulier en-dehors des cercles gouvernementaux, on ne connaît ni apprécie à sa juste valeur la vaste et puissante activité déployée par la SdN concernant les problèmes mondiaux de tous ordres. De cette méconnaissance naissent le scepticisme, le manque de confiance, la dispersion des efforts et, ce qui est encore plus grave, la perte des bénéfices que la SdN peut procurer à d'autres pays, ainsi qu'une diminution de notre influence en son sein[147]. »

Si le crédit de la SdN semble plus fort dans les années suivantes, les années 1930, qui voient l'institution genevoise confrontée au conflit italo-éthiopien et à la guerre civile espagnole, ainsi qu'au retrait de l'Allemagne puis de la Chine, ne lui permettent pas d'effacer les doutes persistants quant à son utilité, notamment en Amérique latine, et en particulier au Chili. Ainsi, en 1936, le

---

[143] *Ibid.*

[144] MAE, SdN, n°2027, Santiago, 06/06/1929, Lettre de M. Longchamp, ministre de France au Chili, au ministre des Affaires étrangères.

[145] Luis Barros Borgoño (1858-1943), ancien ministre des Relations extérieures, du Culte et de la Colonisation en 1895, ministre de l'Intérieur en 1919, occupe la présidence par intérim, du 1er octobre au 23 décembre 1925 suite à la démission d'Arturo Alessandri Palma.

[146] *Ibid.* Cette association compte parmi ses membres des personnalités telles que M. Armando Quezada Acharan, ancien Ministre à Paris, Recteur de l'Université du Chili ; M. Emilio Bello Codesido, ancien chef du Gouvernement provisoire en 1925 ; M. Jorge Gustavo Silva, juriste et écrivain.

[147] MRE Chili SdN 1925-1927 1040ª, 25/01/1926, lieu et auteur de la lettre inconnus. Plus loin on trouve : « J'affirme cela car notre Délégation auprès de la Ligue n'a pu jusqu'à maintenant s'appuyer sur la force que lui apporterait une approbation législative des accords internationaux ici célébrés, tout comme elle ne s'est pas sentie soutenue par une opinion publique consciemment tournée vers les fins de coopération universelle que la Société poursuit. »

ministre français au Chili informe Paris qu'une campagne de presse virulente à l'encontre de cet organisme bat son plein[148]. Il ajoute :

> « Les Chiliens, en grande majorité, se montrent indifférents à l'égard de la SdN, quand ils ne lui sont pas nettement hostiles. Ils craignent d'être mêlés à des complications européennes, ne voient pas pourquoi ils auraient à prendre parti dans le conflit italo-abyssin qui ne les intéresse pas, se demandent de quelle utilité leur pourrait être la SdN en cas de conflit avec une autre puissance du continent latino-américain.
>
> C'est là un état d'esprit commun sans doute à plusieurs pays sud-américains et qui ne pourra manquer de se manifester à la Conférence de Buenos Aires, si ce n'est de la part du Chili, trop intéressé à garder contact avec l'Europe, du moins de la part d'autres États plus repliés sur eux-mêmes[149]. »

Deux incidents concernant le Chili ont par ailleurs fourni des arguments aux détracteurs de la SdN. Le premier date de 1930, lorsque le gouvernement chilien a été « profondément blessé » par l'échec de son candidat, M. Miguel Cruchaga, au siège de juge à la Cour de Justice Internationale de La Haye. Selon le ministre chilien des Relations extérieures de l'époque, Manuel Barros Castañón[150], cette déconvenue serait à mettre sur le compte d'intrigues de « petites puissances américaines », et notamment de la « véritable trahison » du représentant cubain[151]. La leçon que tire Barros Castañón de cet épisode est la suivante :

> « Que prouve, en effet, cet incident ? Que notre présence à la Ligue des Nations nous met, à tout moment, en antagonisme avec les nations sœurs de l'Amérique, avec celles avec qui nous avons précisément le plus d'intérêts à rester unies. Que nous sortions de la Ligue et mille causes de conflits disparaîtront d'elles-mêmes sans que notre situation vis-à-vis des grandes puissances de l'Europe soit changée[152]. »

Le ministre chilien confie d'ailleurs au diplomate français que son pays, pour lequel la contribution financière à la SdN apparaissait de plus en plus comme un poids dans un contexte économique peu favorable[153], aurait avantage à plutôt créer une ambassade à Paris. Cet incident conduit en tout cas le gouvernement chilien à refuser à Sir Eric Drummond, alors en mission en Amérique latine, une invitation officielle, malgré les pressions de l'Association pour la SdN[154].

---

[148] MAE, SdN, n°2027, Santiago, 03/04/1936, Lettre du ministre de France au Chili au ministre des Affaires étrangères : « […] je crois devoir signaler au Département la désaffection croissante du Chili et de ses dirigeants à l'égard de l'organisme de Genève. Plusieurs journaux de Santiago font ouvertement campagne contre la SdN. Ils lui reprochent de devenir une 'ligue d'intérêts continentaux européens' (*Imparcial*), de coûter cher et de n'être d'aucune utilité pour le pays (*La Hora*). »

[149] MAE, SdN, n°2027, Santiago, 03/04/1936, Lettre du ministre de France au Chili au ministre des Affaires étrangères.

[150] Manuel Barros Castañón (1879-1966) fut ministre des Relations extérieures du 31 août 1929 au 28 avril 1931.

[151] MAE, SdN, n°2027, Santiago, 24/11/1930, Lettre du ministre de France au ministre des Affaires étrangères.

[152] *Ibid.*

[153] Selon le ministre de France à Santiago, cet argument financier est en effet bien présent : « […] le Chili se serait déjà retiré de la Ligue s'il n'avait reculé devant le paiement, auquel il est astreint dans ce cas, de deux annuités. Sa situation financière actuelle lui aurait fait remettre sa décision à plus tard. » (*Ibid.*)

[154] Voir MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 3 , Santiago, 07/01/1931, Lettre de M.J. des Longchamps, ministre de France au Chili, au ministre des Affaires étrangères.

Le deuxième incident a lieu en 1936 lorsque des protestations s'élèvent au sein du Bureau International du Travail, contre l'arrestation par la police chilienne du délégué ouvrier chilien à la Conférence du Travail de Santiago, accusé de menées communistes. Le président Alessandri, selon les dires du représentant français dans la capitale chilienne, réagit très vivement à cette admonestation et parle même de retirer immédiatement son pays de la SdN[155].

Un mois plus tard, Arturo Alessandri, dans un long message adressé au pays, consacre un long développement à la politique extérieure du Chili et à la SdN. Tout en rappelant les motifs qui pourraient conduire le Chili à se retirer d'une institution qui, en 16 ans, a traité plus d'une quarantaine de problèmes à « caractère politique », dont « trois seulement intéressaient directement l'Amérique[156] », il assure ne pas vouloir par « un geste précipité, ajouter un facteur de plus à ceux déjà nombreux qui maintiennent le monde dans un état d'instabilité[157] ». Le conflit italo-éthiopien, et les sanctions prises contre l'Italie, pèsent très lourd dans les incertitudes chiliennes vis-à-vis d'un organisme sensé garantir l'équilibre des relations internationales du Chili. La crainte de se voir compromis dans un conflit européen va ainsi grandissant, faisant dire à Alessandri qu'il

> « constate que la sécurité collective telle qu'elle est organisée aujourd'hui peut nous conduire jusqu'à des cas extrêmes telle l'intervention militaire en commun impliquant pour nous l'éventualité d'une guerre collective non pour la défense de nos frontières ou de nos intérêts directement menacés, mais pour appuyer ou combattre l'action d'États membres de la SdN qui ne nous ont ni écoutés, ni informés, ni consultés sur leur ligne de conduite et la politique qu'ils adoptaient[158]. »

On ne saurait être plus clair. Aussi appelle-t-il de ses vœux une réforme du Pacte[159], réforme que le juriste chilien Alejandro Alvarez préconisait depuis longtemps[160].

Les efforts de la délégation chilienne en ce sens ne rencontrent que peu d'écho et le Chili, à travers la voix du chef de sa délégation, Agustín Edwards, annonce finalement le retrait de son pays lors d'une réunion du Conseil le 9 mai 1938. Lors de son discours, le représentant chilien prend bien soin de ne pas faire de ce retrait une manifestation de rejet vis-à-vis de l'Europe :

> « Nous n'avons aucun intérêt à apporter notre soutien à un groupe de puissances européennes, quel qu'il soit ; le seul intérêt qui nous anime est précisément de conserver notre position neutre. Toutes les puissances européennes sont nos amies traditionnelles ; nous avons envers toutes un sentiment de

---

[155] MAE, SdN, n°2027, Santiago, 03/04/1936, Lettre du ministre de France au Chili au ministre des Affaires étrangères.
[156] MAE, SdN, n°2027, Santiago, 22/05/1936, Lettre du ministre de France au Chili au ministre des Affaires étrangères.
[157] *Ibid.*
[158] *Ibid.*
[159] *Ibid.* : « Aussi, j'estime qu'avant toute autre chose, doit être profondément médité et longuement étudié un programme d'action fixant de nouvelles bases organiques à la Ligue afin de modifier ce qui doit l'être et d'arriver sans heurt, mais rapidement, à une organisation définitive qui éloigne de nous ce que nous craignons à juste titre et écarte les obstacles qui s'opposent à son développement futur. »
[160] Voir chapitre IV.

> gratitude, puisqu'elles ont contribué au développement d'un peuple comme celui du Chili, qui porte dans ses veines du sang européen, autant de l'Espagne, notre Mère Patrie, que de la Grande Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et d'autres encore. Pour nous la paix en Europe est donc essentielle.
>
> L'Europe est le marché auquel sont destinés nos produits, la source où nous nous abreuvons des éléments précieux que sont la science et la technique, où nous trouvons un soutien matériel sous la forme de capitaux et, en somme, tout ce qui contribue à la richesse culturelle d'un pays[161]. »

Ses paroles reflètent la difficulté pour un pays comme le Chili de choisir le camp des démocraties contre celui de l'Allemagne ou de l'Italie. À l'image du Brésil ou de l'Argentine, le Chili ne souhaite pas renoncer aux liens, notamment commerciaux, qu'il entretient avec les deux camps. C'est donc l'échec de la réforme du Pacte[162] qui est mis en avant pour expliquer la décision chilienne, notamment pour contrer les rumeurs selon lesquelles celle-ci serait due aux pressions[163] allemandes et italiennes. Il est en tout cas certain que le contexte européen et la « montée des périls » ont pesé lourd pour un pays tel que le Chili ; ainsi Agustín Edwards clôt-il son discours par un aveu d'impuissance :

> « Que peut faire pour la paix européenne un État désarmé comme le Chili, sinon s'abstenir de contribuer aux querelles et différends, et se tenir éloigné des discussions et des résolutions à l'origine de ces mésententes? Rester neutre est à tout le moins un outil d'apaisement par défaut[164]. »

La SdN est donc passée, pour les petits pays peu armés, du statut de refuge à celui de menace.

Selon certains observateurs, notamment M. Podestá Costa, argentin, l'attitude du Chili est en réalité à lire à l'aune de sa situation intérieure et de ses difficultés économiques, et il attribue son départ de Genève à « […] son désir de faire des manifestations de grande puissance et de détourner ainsi l'attention de l'opinion publique des problèmes intérieurs[165] ».

---

[161] MRE Chili, *Memorias*, 1938, p. 412.

[162] MRE Chili, *Memorias*, 1938, p. 411 : « Jusqu'en 1938, le Chili faisait partie de la Société des Nations, et avait confiance en l'action pacificatrice de cette haute instance internationale. Il avait néanmoins manifesté à plusieurs occasions ses vues concernant la conviction qu'avait notre Gouvernement sur le fait que l'organisation actuelle d'une Institution aussi important, empêchait celle-ci de remplir son rôle de gardienne de la paix universelle, selon les sains principes qui avaient orienté sa création.
Dès lors que telle était la manière du Chili de s'attaquer à la question de la réforme du Pacte, afin d'établir '*de jure'* ce qu'est la Société des Nations *'de facto'*– c'est-à-dire un organisme international non coercitif –, notre avis ne fut pas pris en compte, ce qui nous obligea à prendre la résolution de nous éloigner de l'Institution de Genève, après avoir abandonné tout espoir de faire aboutir une démarche favorable au respect de ses principes fondamentaux qui appellent, soulignons-le, à la coopération internationale, à l'obligation d'écarter le recours à la guerre, à l'observance du droit et au respect des Traités, à la réduction de l'arsenal militaire, à la garantie de l'intégrité territoriale et, finalement, aux procédures qui visent à la résolution pacifique des conflits entre nations. »

[163] MRE Chili, *Memorias*, 1938, p. 417 : « D'autres rumeurs ont circulé pour nous mettre en garde contre toute résolution de retrait auprès de la SdN, qui serait attribuée à des pressions allemandes ou italiennes visant à nous intimider, afin de nous faire renoncer à la voie que dictent les intérêts nationaux du Chili par crainte de ce genre d'interprétations fantaisistes. »

[164] MRE Chili, *Memorias*, 1938, p. 417.

[165] MAE, Correspondance politique et commerciale, n°44, dossier 4, Bogotá, 25/06/1938, Lettre de M. d'Aumale, ministre plénipotentiaire de France à Bogotá, au ministre des Affaires étrangères.

L'Argentine et la SdN, entre ambitions internationales et politique intérieure

Selon le diplomate et historien Juan Archibaldo Lanus, l'implication argentine dans la SdN remonte à la Conférence de la paix. Il cite à l'appui de cette thèse un télégramme daté du 18 décembre 1918 du ministre des Relations extérieures de l'époque, Honorio Pueyrredón, adressé à Marcelo T. de Alvear, alors ministre plénipotentiaire de l'Argentine à Paris, afin que ce dernier sollicite une audience auprès de Wilson afin de lui faire part du désir de l'Argentine de participer aux débats au cours desquels se discutent les principes et se résolvent les questions d'intérêt général pour les États[166]. À la suite de cette démarche, l'Argentine est invitée à la réunion du 20 mars 1919, qui réunissait les pays neutres pendant la guerre, réunion à caractère « privé ». Cette organisation est mise en cause par Pueyrredón, qui y voit une négation des principes wilsoniens qui fondaient la diplomatie sur la notion de transparence. Par ailleurs, le gouvernement argentin refuse que sa neutralité durant le conflit soit un motif de discrimination sur la scène internationale. Néanmoins, le président Yrigoyen adresse au Congrès argentin, lors de sa session inaugurale, un message dans lequel, outre un éloge de la SdN[167], il déclare avoir répondu positivement à l'invitation des Alliés d'adhérer au Pacte.

Le 18 juillet 1919 Marcelo T. de Alvear fait part à Eric Drummond, futur secrétaire général de la SdN, de « la volonté de son gouvernement d'adhérer sans réserve et en accord avec les termes de l'article premier du Pacte à la Société des Nations[168] ». Cette déclaration d'adhésion se fait très rapidement puisque le Pacte n'a été signé que le 28 juin 1919.

Le jour de l'entrée en vigueur du pacte, le 10 janvier 1920, Georges Clemenceau adresse au ministre des Relations Extérieures argentin un télégramme par lequel il annonçait qu'aux termes de l'article premier[169] et de l'annexe à la Partie première du Traité de Versailles, la République Argentine était invitée à adhérer au Pacte de la Société des Nations. Le 16 janvier

---

[166] Juan Archibaldo LANUS, *Aquel apogeo. Política internacional argentina* (1910-1939), Buenos Aires, Emecé, 2001, p. 135.

[167] Cité par Juan Archibaldo LANUS, *ouv. cité*, p. 136 : « elle [la SdN] signifie un progrès et renforce les principes que le gouvernement argentin a accepté sans hésitation. » (« *ella significa un progreso y afianza principios que el gobierno argentino no vaciló en aceptar*. »).

[168] Yannick WEHRLI, *« Créer et maintenir l'intérêt » : la liaison entre le Secrétariat de la Société des Nations et l'Amérique latine (1919-1929)*, Mémoire de licence ès Lettres, sous la direction de Mauro Cerutti, Université de Genève, Département d'histoire générale, Juillet 2003, p. 33.

[169] « Sont Membres originaires de la Société des Nations, ceux des Signataires dont les noms figurent dans l'Annexe au présent Pacte, ainsi que les États, également nommés dans l'Annexe, qui auront accédé au présent Pacte sans aucune réserve par une déclaration déposée au Secrétariat dans les deux mois de l'entrée en vigueur du Pacte et dont notification sera faite aux autres Membres de la Société. »

1920, le président argentin, Yrigoyen, accuse réception de l'invitation et transmet la ratification du gouvernement argentin. Il n'est pas fait mention dans les deux missives argentines évoquées d'une quelconque réserve ou condition, au contraire d'une lettre adressée par de Alvear, le 28 juillet 1919, dans laquelle il indiquait que le gouvernement argentin ratifierait son adhésion dès que les Chambres l'auraient approuvée[170].

Or il faut attendre 1933 pour que la Chambre des députés et le Sénat ratifient l'adhésion argentine. La situation de ce pays vis-à-vis de l'organisation genevoise demeure donc jusqu'à cette date confuse et est l'objet de débats intérieurs comme de spéculations dans les cercles diplomatiques étrangers. C'est le cas notamment au sein du Quai d'Orsay, comme le révèle l'ample correspondance à ce sujet[171]. La complexité de la question est d'ailleurs résumée, en 1928, par l'ambassadeur de France à Buenos Aires en ces termes : « […] à Genève l'Argentine est considérée comme ayant valablement adhéré à la Ligue alors qu'à Buenos Aires, le Gouvernement [en l'occurrence celui d'Yrigoyen lors de son deuxième mandat] tient pour caduque, faute de ratification par le Congrès, l'adhésion formulée en 1919 »[172]. L'ambiguïté est d'autant plus forte que l'Argentine s'est faite représenter dans plusieurs commissions importantes, notamment le Comité du Conseil chargé d'élaborer le règlement des élections au Conseil, la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement, le Comité d'arbitrage et de sécurité[173].

Comment en est-on arrivé à cette situation ? Comment expliquer la volte-face de ce pays, et en particulier celle du président Yrigoyen ? Les réticences argentines devant la manière dont les vainqueurs de la guerre monopolisèrent les débats sur la création du nouvel organisme, cantonnant les pays neutres aux réunions « privées », et donc la défense d'une certaine vision des relations internationales, peuvent être considérées comme le point de départ des relations complexes entre ce pays et la SdN. Le déroulement de la première Assemblée de la SdN, qui est marqué par une intervention de la délégation argentine… et par le retrait de celle-ci, signe le début d'un processus qui verrait l'Argentine s'éloigner de Genève jusqu'en 1933. De fait, c'est à partir de cette assemblée qu'est remise en cause l'adhésion de l'Argentine, suite, selon les mots d'un article du journal de La Plata, *El Argentino*, à la « désillusion provoquée chez M. Yrigoyen par

[170] Voir MAE, SdN, n°55, Rapport du 01/08/1928 intitulé « La République Argentine et la Société des Nations ».
[171] Voir MAE, SdN, n°55.
[172] MAE, SdN, n°55, 01/10/1928, Lettre de l'ambassadeur français à Buenos Aires à Aristide Briand, Ministre des Affaires étrangères.
[173] MAE, SdN n°55, 01/08/1928, Rapport sur « La République argentine et la Société des Nations ».

les actes de la Société, désillusion qui lui fit décider de retirer la délégation en raison de l'esprit égalitaire de l'Argentine[174] ».

Durant cette première session de l'Assemblée, la délégation argentine, présidée par Honorio Pueyrredón[175], propose divers amendements au Pacte : admission automatique à la Société de tous les États ; élection de tous les membres du Conseil et établissement de la juridiction obligatoire de la CPJI. La délégation argentine défend une plus ample démocratisation de la Société[176]. Or l'Assemblée décide d'ajourner les discussions de toutes les propositions d'amendements, suivant les recommandations de sa première Commission. Blessé par cette décision, Yrigoyen ordonne le retrait de la délégation argentine. Bien que le Gouvernement ait garanti que l'Argentine se retirait de l'Assemblée, et non de la Société, la question de la position du pays sud-américain vis-à-vis de la SdN demeure ambiguë.[177]

L'attitude argentine est diversement perçue et abondamment commentée. Si les propositions émises par sa délégation rencontrent la sympathie des autres délégations latino-américaines, il n'y a pas de mouvement de solidarité à son égard. En Europe comme ailleurs, on oscille entre admiration et agacement devant l'intransigeance argentine. Celle-ci devient un des éléments de l'image de ce pays à l'extérieur. Ainsi Darius Milhaud écrit-il, à propos de cet épisode :

> « L'Argentine est logicienne, raisonneuse, dialecticienne. Elle aime les discussions doctrinales. […] Ces Argentins idéalistes et raisonneurs, comme tant d'Européens de péninsules méditerranéennes d'où

---

[174] MAE, SdN, n°55, article du 08/10/1928, retranscrit en français dans une revue de presse du Quai d'Orsay de novembre 1928 intitulée « L'Argentine et la Société des Nations ».

[175] La délégation était composée d'Alvear, représentant de l'Argentine en France, de Luis B. Molina, représentant de l'Argentine en Allemagne, remplacé ensuite par Fernando Perez, représentant de l'Argentine en Autriche. Elle comptait également dans ses rangs Roberto Levillier, en tant que conseiller, Daniel Antokoletz, en tant qu'assesseur technique, Alberto Vignes en tant qu'auxiliaire, Abraham Quiroga, alors attaché militaire en France, et Manuel Chinchilla. Roberto Levillier fut par la suite désigné secrétaire général de la délégation. Voir Maria Montserrat LLAIRO, Raimundo SIEPE, *Argentina en Europa. Yrigoyen y la Sociedad de las Naciones (1918-1920)*, Buenos Aires, Macchi, 1997, p. 67.

[176] Il convient de noter que l'unanimité ne régnait pas au sein de la délégation argentine. Juan Archibaldo Lanus insiste en effet sur les divergences entre Pueyrredón d'une part, et Alvear et Fernando Pérez d'autre part : « Alvear voulait que l'Argentine adhérât et respectât le Pacte en dépit de ses failles et de ses contradictions […]. Alvear, qui résidait à Paris, était sans doute plus au fait des événements qui avaient précédé la création de la SdN. Réaliste, il ne croyait pas possible d'imposer une vision argentine du monde. Il était moins préoccupé par le fait d'amender un Pacte qui était le résultat de difficiles compromis, que par la volonté d'installer l'Argentine dans ce nouveau concert des nations.
Pour Marcelo T. de Alvear, l'Argentine avait formellement adhéré au Pacte et le fait que l'examen des amendements fût repoussé n'était pas une raison suffisante pour se retirer de la Ligue. Il était par ailleurs convaincu que la radicalisation de la position argentine ferait de son pays un avocat de l'Allemagne. C'est-à-dire l'avocat d'un pays vaincu, alors même qu'aucun argument de fond ne justifiait cette position. La France, dont il était l'un des farouches interprètes, verrait dans cette position une véritable offense. » (Juan Archibaldo LANUS, *ouv. cité*, p. 140).

[177] Voir Yannick WEHRLI, *ouv. cité*, p. 34-35.

> partirent la plupart de leurs ancêtres, considèrent que, si, un jour, les vieilles démocraties d'Europe 'flanchaient', ce serait à leur pays de ramasser à terre le flambeau gisant et menaçant de s'éteindre[178]. »

Les éléments de cette description sont parfaitement assumés, voire revendiqués, en Argentine. On peut ainsi lire, dans un éditorial de *La Prensa* en 1928 :

> « Pour l'Argentine, la théorie et la pratique des principes juridiques qui doivent gouverner les relations entre les peuples n'admettent pas de différences. L'Argentine fit toujours honneur à ses idéaux sans s'inquiéter de ce que cette conduite pouvait lui coûter. Elle ne s'en écarta pas devant les pressions des puissants et ne commit jamais d'injustices au détriment des faibles[179]. »

La prise de position argentine devient un motif de fierté nationale, que renforcent les critiques et les interrogations suscitées par l'absence du pays aux assemblées suivantes de la SdN. Ainsi, lorsqu'en 1928 l'Assemblée de la SdN appelle solennellement l'Argentine à y retrouver sa place, les commentaires dans la presse argentine révèlent cet état de fait. On peut notamment citer un article de *La Prensa*, suite au discours prononcé par Angel Gallardo, alors ministre des Relations extérieures, devant la Chambre des députés, dans lequel il appelait ces derniers à clarifier la situation du pays vis-à-vis de l'institution genevoise. Pour l'auteur de l'article, ce discours

> « constitue un document qui n'est que l'écho de toutes les malveillances qui ont été faites dans le but d'enlever sa portée mondiale à l'attitude adoptée par la Délégation argentine au Congrès de Genève, en vertu des instructions formelles du Président Yrigoyen, à qui revient la gloire d'avoir placé sa patrie en relief devant le monde en proclamant des idéaux de paix et de justice qui devaient résonner universellement, comme le désir de l'humanité terrifiée par la tragédie qui l'ensanglantait[180]. »

Il en conclut que

> « […] la République Argentine n'a plus rien à faire dans la Société des Nations depuis le jour mémorable où sa délégation étonna par la proclamation de principes qui seront éternels comme l'humanité et dont la splendeur ne pourra être assombrie ni par la bassesse ni par l'incompréhension[181]. »

Au-delà de la volonté d'imposer une certaine image de l'Argentine sur la scène internationale, et de justifier de la sorte l'ambivalence du pays vis-à-vis de la SdN, il faut lire cet épisode et ses conséquences au prisme de la politique intérieure argentine.

En 1922, Marcelo T. de Alvear succède à Hipolito Yrigoyen. Il faut s'attarder quelque peu sur la personnalité et l'image de ces deux présidents. Si les deux hommes appartiennent au parti

---

[178] MAE, SdN, n°55, Article de Darius Milhaud, « Entre le panaméricanisme et la SdN. Le point de vue argentin », 1928. Le titre du journal est illisible.

[179] MAE, SdN, n°55, 22 novembre 1928, Revue de presse intitulée « L'appel de l'Assemblée à l'Argentine », Éditorial de *La Prensa*, 30/09/1928.

[180] MAE, SdN, n°55, novembre 1928, Revue de presse intitulée « L'Argentine et la Société des Nations », article de *La Prensa* daté du 08/10/1928. On retrouve ce type d'argumentation chez César Diaz Cisneros : « La Nation Argentine, qui était restée neutre lors de la lutte titanesque achevée en 1918, se devait d'incarner à cette assemblée historique, la voix de la justice, de l'égalité et de la paix. C'était la première fois qu'elle pouvait se faire entendre dignement, et non de manière clandestine, comme on avait voulu qu'elle le fît lors de la conférence privée des neutres, terme révélateur du mépris qui était celui des vainqueurs de cette guerre monstrueuse. » (César DIAZ CISNEROS, *La Liga de las Naciones y la actitud argentina*, Buenos Aires, Imprenta Mercatali, 1921, p. 160).

[181] *Ibid.*

radical, les différences qui les séparent n'en sont pas moins criantes. Yrigoyen suscite dès le départ des réactions contradictoires : pour certains, saint laïc, emblème de la régénération du pays ; pour d'autres « *caudillo* démagogue et ignorant [182] ». Alvear quant à lui bénéficie, ou pâtit, selon le point de vue, d'une image de président « à l'ancienne » et sa politique est associée aux vices et aux vertus de l'ancien régime.

La personnalité de chacun des deux présidents influence considérablement la politique extérieure du pays, et l'image de celui-ci sur la scène internationale.

Marcelo T. Alvear, partisan résolu de l'entrée de l'Argentine à la SdN, qui avait désapprouvé la manière dont s'était fait le retrait de la délégation de son pays lors de la première assemblée, ne cache pas son intention, lorsqu'il devient président, de clarifier dès que possible la position argentine à Genève. Il doit cependant faire face à des problèmes de politique intérieure et de dissidences au sein de son parti[183], ainsi qu'à la pression exercée par les partisans d'Yrigoyen[184].

La question genevoise devient donc un argument de politique intérieure, brandi par les partisans et les adversaires d'Yrigoyen. En 1928, à la veille de sa réélection à la présidence, deux journaux d'opposition, *Libertad* et *La Fronda*, publient ainsi des articles qui catalysent autour de

---

[182] Luis Alberto ROMERO, *Breve historia contempóranea de Argentina*, 2nde édition, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2001, p. 37. Cette perception est notamment partagée par le représentant diplomatique français à Buenos Aires qui fait ce portrait peu flatteur d'Yrigoyen : « Le Dr Irigoyen a ses conceptions particulières sur la politique étrangère, quoiqu'il n'ait jamais pris la peine de les définir. Son intuition l'a porté à prendre une position d'isolement, comme c'est le cas des hommes politiques d'Amérique du nord ou du sud qui n'ont jamais voyagé et dont l'horizon ne s'élève pas au-dessus de la politique intérieure. » (MAE, SdN, n°55, Article du *Bulletin quotidien de la presse étrangère* du Ministère des Affaires étrangères, « L'Argentine et la Société », 20/02/1931).

[183] Voir les analyses du représentant diplomatique français à Buenos Aires à ce sujet : « De tout temps, M. de Alvear s'est montré un partisan déclaré de l'entrée de l'Argentine dans la SdN. Délégué, naguère, de la République Argentine à Genève, il avait déploré la manière dont son prédécesseur s'était décidé à en sortir. Il était donc résolu, dès le lendemain de son élévation à la magistrature suprême, à saisir la première occasion de revenir sur une mesure qui lui apparaissait inopportune, dans le fond, autant que maladroite sur la forme.
Mais, jusqu'ici, les nécessités de la politique intérieure l'ont obligé à ajourner toute initiative à cet égard. Ses efforts tendent, en effet […], à rapprocher et à fondre, si possible, les deux groupes du parti radical en vue des élections prochaines, et rien ne pourrait rendre plus malaisé une telle solution, que d'insister trop vivement, à l'heure présente, sur la faute commise par M. Irigoyen en 1920. » (MAE, SdN n°55, Buenos Aires, 15/10/1925, Lettre du Ministre de France en Argentine à M. le Ministre des Affaires Étrangères).

[184] MAE, SdN n°55, Buenos Aires, 19/10/1922, Lettre de M. Clausse, ministre de France en Argentine à M. le Ministre des Affaires Étrangères : « Le dernier Congrès de Droit International vainement sollicité, ayant refusé de consacrer juridiquement les instructions toutes politiques que M. Pueyrredón avait suivies à Genève, c'est au peuple argentin lui-même qu'on s'est adressé cette fois pour lui demander de manifester en masse le 14 octobre dernier sa reconnaissance à M. Pueyrredón pour son attitude à Genève et son désir de voir ériger par les soins de l'État un monument commémoratif de la proclamation de la 'doctrine argentine'. Les citoyens argentins et les étrangers étaient invités depuis huit jours à cette solennelle manifestation. Les banderoles tendues au travers des rues étaient aux couleurs nationales et les innombrables affiches étaient signées de colonnes compactes de noms connus de la politique, de l'armée, du clergé et des Comités germanophiles. Le Conseil National d'Éducation avait décidé d'accorder aux enfants des écoles publiques une demi-journée de congé pour assister à cette manifestation 'vraiment nationale'. Il ne s'agissait de rien moins que d'égaler la nouvelle 'doctrine argentine' à la doctrine de Monroe. » Alvear fit annuler la décision du Conseil d'éducation et la manifestation fut finalement un échec.

l'attitude d'Yrigoyen vis-à-vis de la SdN les griefs à son encontre. Pour l'auteur de l'article de *Libertad*, journal d'obédience socialiste, Yrigoyen a agi dans cette affaire de façon « incohérente, illogique, confuse et inconstitutionnelle[185] ». À ce moment-là, qui plus est, l'Assemblée de la SdN a appelé solennellement l'Argentine à clarifier sa situation et à participer pleinement aux travaux de l'organisation[186]. Mais la Chambre des Députés, hostile à Alvear, refuse de reconsidérer la position argentine. C'est l'occasion pour le journal *La Fronda* de publier un article dont le but est de montrer que la réélection d'Yrigoyen serait une catastrophe pour l'image du pays sur la scène internationale :

> « Maintenant que nous sommes menacés de voir s'abattre sur le pays une seconde présidence de scandale, dont l'incompréhension et le manque de sérieux dans l'orientation de nos relations extérieures sont suffisamment connus, les paroles prononcées au sein de la Société des Nations par les représentants des grandes nations amies, en hommage à l'Argentine, ont par-dessus tout la valeur d'une censure de la politique de M. Yrigoyen qui a prétendu imposer, sans égard à toute considération, ses caprices à cette institution, avec les résultats que chacun connaît : couvrir de ridicule le pays[187]. »

Les journaux pro-Yrigoyen ne sont pas en reste, et l'appel de la SdN suscite aussi de violentes diatribes à l'encontre de cette institution. Ainsi, selon un article publié par *El Tribuno*, cet appel à l'Argentine est purement intéressé :

> « Les maigres ressources de l'organisation genevoise ont besoin des apports de notre robuste caisse fiscale. Et voilà tout. Pour les compléter, on a eu recours à quelques flatteries à notre adresse, de la même manière qu'une cocotte dans le malheur adresse des compliments au riche provincial qui peut lui donner un peu d'argent[188]. »

Argument repris par *La República*[189]. *El Telegrafo* va plus loin, jugeant nécessaire pour l'Argentine de s'éloigner de la SdN, organisme non seulement « coûteux et inutile » mais « fondé par les Puissances pour la défense de leurs intérêts et pour donner aux petits peuples l'illusion qu'ils pèsent dans la balance des événements mondiaux[190] ».

Ces articles peuvent être lus comme le résultat de la lutte partisane qui se joue à l'approche des élections présidentielles, mais ils sont aussi révélateurs de la manière dont on perçoit en Argentine

---

[185] MAE, SdN, n°55, article du 09/10/1928, retranscrit en français dans une revue de presse du Quai d'Orsay de novembre 1928 intitulée « L'Argentine et la Société des Nations ».

[185] MAE, SdN, n°55, 22 novembre 1928, Revue de presse.

[186] Cet appel de la communauté internationale à l'Argentine fait suite à la décision prise par le Costa-Rica de rentrer à la SdN : « Les représentants des différents États de l'Amérique latine, ceux d'Espagne et de Portugal, se sont succédés à la tribune pour affirmer les liens d'histoire et de culture qui les habilitaient à s'associer à cette invitation. » L'Allemagne et la France se joignirent à cette initiative. (MAE, SdN, n°55, Genève, 24/09/1928)

[187] MAE, SdN, n°55, 22 novembre 1928, Article daté du 27/09/1928 et incorporé à une revue de presse intitulée « L'appel de l'Assemblée à l'Argentine ».

[188] *Ibid.*

[189] « Ne nous y trompons pas, l'intention essentielle des pacifistes de Genève était de traire la vache à lait que représentaient les caisses fiscales argentines. » (MAE, SdN, n°55, 22 novembre 1928, Article daté du 28/09/1928, incorporé à une revue de presse intitulée « L'appel de l'Assemblée à l'Argentine »)

[190] MAE, SdN, n°55, 22 novembre 1928, Article daté du 29/09/1928, incorporé à une revue de presse intitulée « L'appel de l'Assemblée à l'Argentine »

les relations internationales. D'un côté les partisans d'une Argentine impliquée dans un concert des nations qui se joue principalement en Europe, et ce pour des raisons à la fois commerciales et intellectuelles. De l'autre, l'Argentine d'Yrigoyen qui « n'est avec personne contre personne, sinon avec tous, pour le bien de tous[191] », selon ses propres mots. Pour l'ambassadeur français en Argentine, une telle attitude relève du « nationalisme le plus ardent » ; il ajoute : « il sera l'adversaire déterminé de tout ce qui peut porter ombrage à l'indépendance et à l'orgueil de l'Argentine[192] ». Ce type d'analyse était déjà celui du représentant français à Buenos Aires en poste en 1921. Selon lui, Yrigoyen est « l'âme » de la politique extérieure argentine : « Il se manifeste comme l'homme d'État qui sortira l'Argentine de l'obscurité, de l'anonymat, de l'enfance, qui lui fera prendre figure dans le concert des nations et l'orientera vers un glorieux avenir[193] ». Lorsqu'on lit l'ouvrage que le juriste César Diaz Cisneros consacre aux relations entre l'Argentine et la SdN, véritable plaidoyer en faveur de la politique yrigoyeniste, on y voit en effet à quel point la volonté de « montrer au monde » une Argentine jusqu'alors périphérique sur la scène internationale conditionne la manière dont est envisagée cette dernière. L'auteur n'écrit-il pas, à propos de l'attitude argentine lors de la première assemblée :

> « La République née lors de la Révolution de Mai, cette petite sœur de la Révolution française, ne pouvait s'incliner devant l'orgueil des nouveaux dictateurs de la Terre. Elle se devait de porter devant le congrès des nations les principes, fondateurs de son existence, de sa révolution émancipatrice afin de les rappeler à la face de tous les peuples[194] » ?

Cette attitude doit se lire à l'aune d'une politique extérieure dont les principaux traits sont de la sorte résumés, en 1921, par le représentant de la France à Buenos Aires :

> « Les conclusions politiques à tirer de l'attitude prise à Genève par le Gouvernement Argentin me paraissent être les suivantes :
>
> Aujourd'hui l'Argentine veut s'imposer au monde par une politique originale dont les traits essentiels sont :
>
> Politique sud-américaine opposée par Buenos Aires à l'impérialisme de Washington et politique pacifiste systématique opposée aux conceptions 'aléatoires' des chancelleries du vieux monde.
>
> Affirmant avec intransigeance, sans vouloir tenir compte des contingences, les principes nouveaux de l'organisation des rapports entre nations, l'Argentine ne suivra que de très loin et comme à contre-cœur les programmes d'armement de ses voisins[195]. »

---

[191] MAE, SdN, n°55, Buenos Aires, 01/10/1928, Lettre de l'ambassadeur français à Buenos Aires à Aristide Briand, Ministre des Affaires étrangères : « Aujourd'hui, le Parlement dévoué au président Irigoyen, en cessant de payer la cotisation, fait plus qu'une simple économie, il donne une définition internationale : 'l'Argentine n'est avec personne contre personne, sinon avec tous, pour le bien de tous'. »

[192] MAE, SdN, n°55, Buenos Aires, 01/10/1928, Lettre de l'ambassadeur français à Buenos Aires à Aristide Briand, Ministre des Affaires étrangères .

[193] MAE, SdN n°55, Buenos Aires, 12/01/1921, Lettre de M. Clausse, ministre de France en Argentine à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères.

[194] César DIAZ CISNEROS, *ouv. cité*, p. 160.

[195] MAE, SdN n°55, Buenos Aires, 12/01/1921, Lettre de M. Clausse, ministre de France en Argentine à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères.

Cela nous renvoie à l'analyse que fait l'historien Gustavo Ferrari des constantes de la politique internationale argentine : pacifisme, isolationnisme[196], moralisme, affrontement avec les États-Unis et un certain européisme en sont les principales. Il mentionne également la tendance à accorder le primat au droit au détriment de la réalité historico-politique[197].

Pour certains observateurs, notamment français, cette position n'est pas tenable. Ainsi, selon l'ambassadeur français en poste à Buenos Aires en 1928,

> « si un pays plus que tout autre doit apprécier les avantages de la SdN, c'est bien l'Argentine qui, avec une population de 10 millions d'habitants dont plus de la moitié sont des étrangers, avec une armée et une marine très faibles, ne peut s'offrir le luxe du 'splendide isolement' dont elle s'enorgueillit présentement et qui, pratiquant une politique contraire à celle des États-Unis, aurait avantage à chercher à Genève une sécurité contre les entreprises envahissantes des Américains du Nord »[198].

Quelque temps plus tard, il ajoute :

> « La position prise vis-à-vis des États-Unis par l'Argentine va l'obliger à chercher en Europe un point d'appui. Aussi, la nouvelle politique de M. Irigoyen ne peut-elle avoir par contre coup que d'heureuses conséquences pour nous [...]. Dans cette lutte contre l'influence nord-américaine, M. Irigoyen ira-t-il, pour trouver de nouveaux moyens de résistance et de défense, chercher à Genève un contre-poids nécessaire à la politique des États-Unis qu'il considère comme menaçante?[199] »

Cependant, selon un des proches d'Yrigoyen, celui-ci « n'a pas confiance dans l'efficacité de la SdN qu'il considère surtout comme une association des États d'Europe, s'occupant principalement des affaires de ce continent[200] », et donc incapable de contrebalancer l'influence des États-Unis. Comme l'écrit Darius Milhaud, « malgré les apparences du paradoxe, résister à Genève, c'était résister à Washington[201] ».

La crise économique mondiale de 1929 et la « révolution » de 1930 en Argentine vont à la fois mettre fin à la présidence d'Yrigoyen et rendre l'isolationnisme argentin de moins en moins tenable.

---

[196] À ce sujet, Gustavo Ferrari note que l'Argentine est une des nations « les moins ratificatrices » au monde, ce qui est pour lui une forme d'isolationnisme dans la mesure où cela révèle une réticence certaine vis-à-vis de tout ce qui pourrait constituer une obligation sur la scène internationale. Voir Gustavo FERRARI, *Esquema de la política exterior argentina*, Buenos Aires, Editorial Universidad de Buenos Aires, 1981, p. 14.

[197] Gustavo FERRARI, *ouv. cité*, p. 6 et 13. Selon cet auteur, il y aurait deux types d'explication pour rendre compte de cette importance accordée au droit. La première explication serait d'ordre idéologique : « Elle consiste en une inclination du libéralisme, idéologie dominante au cours du XIXe siècle et au début du XXe, à dépersonnaliser et planifier le devenir politique, à l'assujettir à des lois aussi rigides que celles des sciences qui étaient alors considérées comme 'exactes'. On aspire ainsi à un 'gouvernement des lois' et non pas des hommes. » (p. 13). La deuxième relève plutôt du pragmatisme : « les pays faibles brandissent le droit international comme un moyen de défense contre les grandes puissances. » (p. 13).

[198] MAE, SdN, n°55, Buenos Aires, 01/10/1928, Lettre de l'ambassadeur français à Buenos Aires à Aristide Briand, Ministre des Affaires étrangères.

[199] MAE, SdN, n°55, Buenos Aires, 05/12/1928, Lettre de l'ambassadeur de France en Argentine au ministre des Affaires étrangères.

[200] MAE, SdN, n°55, Buenos Aires, 05/12/1928, Lettre de l'ambassadeur de France en Argentine au ministre des Affaires étrangères.

[201] MAE, SdN, n°55, Article de Darius Milhaud, « Entre le panaméricanisme et la SdN. Le point de vue argentin », 1928.

Le nouveau gouvernement, mené par le général Uriburu, a en effet tout intérêt à donner une image positive de son pays sur la scène internationale car « le gouvernement actuel de l'Argentine est un gouvernement de *facto*, et il s'en rend compte[202] ». Ainsi, en 1931, Sir Eric Drummond, secrétaire général de la SdN, alors en mission en Amérique latine, reçoit un accueil des plus chaleureux à Buenos Aires[203]. Les années suivantes voient l'Argentine regagner sa place au sein de l'organisation genevoise : le 28 septembre 1932, la Chambre des Députés ratifie enfin le Pacte[204]. Le 25 septembre 1933, c'est au tour du Sénat. Enfin, en juillet 1935, est établie une délégation permanente auprès de la SdN, dont le chef est Enrique Ruiz Guiñazú, ministre à Berne[205]. Auparavant, dès octobre 1933, l'Argentine est élue au Conseil de la SdN, par 49 voix sur 53[206]. L'Argentine ne se contente donc pas de normaliser ses relations avec la SdN : elle y occupe désormais une place de choix, sans renoncer pour autant aux principes de droit international sur lesquelles était basée l'identité extérieure de ce pays. Ainsi, lorsqu'Enrique Ruiz Guiñazú est désigné par le gouvernement de Justo en 1936 pour représenter l'Argentine à la commission chargée d'étudier la composition du Conseil, notamment les candidatures de la Chine et du Portugal, il reçoit des instructions de Saavedra Lamas, ministre des Relations extérieures, afin que soient défendues « l'égalité juridique des États et la recherche d'une progressive démocratisation du Conseil de la SdN[207] ».

L'Argentine se distingue également lors du conflit entre l'Italie et l'Éthiopie, tentant de faire prévaloir les règles du Pacte sur les tergiversations des autres nations européennes. Enrique Ruiz Guiñazú préside en effet, en septembre 1935, une session du Conseil où est décidée la constitution d'une commission chargée de rédiger les recommandations qui seraient adressées

---

[202] MAE, SdN, n°55, Article du *Bulletin quotidien de la presse étrangère* du Ministère des Affaires étrangères, « L'Argentine et la Société », 20/02/1931.

[203] « De nombreuses réceptions ont été organisées en son honneur », notamment un dîner offert par le corps diplomatique et un déjeuner intime donné par le ministre des Relations extérieures, Ernesto Bosch. Celui-ci explique à l'ambassadeur français que « malgré sa sympathie pour la SdN, il ne pouvait recevoir Sir Eric Drummond autrement que comme un étranger de distinction. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 3 Buenos Aires, 20/01/1931, Lettre de l'ambassadeur français à Buenos Aires au ministre des Affaires étrangères).

[204] La Chambre des Députés approuve certes le Pacte de la SdN, mais assorti de la mention suivante : « En notifiant cette loi au Secrétariat de la SdN, le Pouvoir Exécutif fera observer que la République Argentine considère que la Doctrine de Monroe, mentionnée à titre d'exemple dans l'article 21 du pacte, est une déclaration politique unilatérale qui a rendu en son temps un signalé service à la cause américaine mais ne constitue pas un accord régional tel que l'indique l'article précité. » (MAE, SdN, n°55, Buenos Aires, 15/10/1932, Lettre de l'ambassadeur de France en Argentine à Édouard Herriot, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères).

[205] Juan Archibaldo LANUS, *ouv. cité*, p. 159.

[206] MRE Chili, *Memorias*, 1933, p. 240. L'auteur du rapport note : « L'entrée de la République Argentine au sein du Conseil de la Société a été amplement célébrée par l'opinion publique mondiale et particulièrement par les cercles entourant la Ligue, comme un événement de premier ordre : ils y voient non seulement le témoignage d'une plus forte adhésion de notre Continent aux idéaux de la Société, mais aussi une plus grande force pour cette organisation à un moment où elle fait face à de graves conflits en Amérique. »

[207] Juan Archibaldo LANUS, *ouv. cité*, p. 159.

aux deux parties en conflit[208]. Par la suite, suivant les dispositions du Pacte, l'Argentine vote les sanctions contre l'Italie, alors même que cette décision pouvait être préjudiciable à un pays où l'immigration italienne était notable. Enfin, lorsque l'Italie officialise l'annexion de l'Éthiopie, la délégation argentine, en accord avec Saavedra Lamas, et semble-t-il avec les autres représentants latino-américains, fait tout pour que l'Assemblée, et non le seul Conseil, fasse une déclaration pour condamner cet état de fait[209]. La démarche argentine révèle, selon Juan Archibaldo Lanus, une volonté, de la part de l'Argentine, de renforcer l'autorité de la SdN dans un contexte européen plus que troublé[210]. À la tête de la XVIIe Assemblée, à laquelle il est élu le 21 septembre 1936, le chancelier Carlos Saavedra Lamas poursuit ce but. Il insiste notamment, lors de son discours, sur le fait que les principes du droit international américain pouvaient être un apport pour le caractère universel de la SdN qui, en les faisant siens, augmenterait son prestige moral. L'attitude argentine à cette occasion n'est cependant pas dénuée d'ambivalence. De fait, l'Argentine a tout fait pour ne pas appliquer les sanctions qui entravaient ses intérêts, en particulier celle sur l'embargo des produits italiens. Pour Yannick Wehrli, il s'agissait surtout de renforcer le principe juridique de non reconnaissance des gains territoriaux obtenus par la force, principe énoncé dans la déclaration des pays américains du 3 août 1932 adressée au Paraguay et à la Bolivie, alors en plein conflit du Chaco[211]. Or Carlos Saavedra Lamas affirmait être à l'origine de cette déclaration, dont on retrouve les principaux éléments dans le Pacte antiguerre qu'il soumet à l'approbation des nations en 1934.

Si la part prise par l'Argentine aux travaux de la SdN est, jusqu'en 1933, quasi nulle, elle est donc par la suite loin d'être anecdotique. Le rôle joué par certains acteurs, notamment Saavedra Lamas, est à cet égard déterminant et les intérêts argentins, que ce soit en termes commerciaux ou de rayonnement international, constituent la clé de compréhension de l'action de cette nation sur la scène genevoise.

L'Argentine, le Brésil et le Chili à la SdN : quel bilan ?

---

[208] Commission présidée par l'espagnol Salvador de Madariaga.

[209] Voici un extrait du discours de José María Cantilo, ambassadeur argentin à Rome et chef de la délégation argentine à l'Assemblée extraordinaire qui s'ouvre le 30 juin 1936, pour expliquer l'insistance de l'Argentine : « […]ce n'est pas exclusivement la défense de notre tradition juridique qui nous a inspirés ; d'autres préoccupations guident également notre action et pèsent sur la responsabilité qui nous revient ; je me réfère ici à des inquiétudes quant à l'avenir de la Société que nous constituons, et au sein de laquelle nous nous engageons à coopérer pour mener à bien l'œuvre de justice et de paix à laquelle elle est destinée […]. » (cité par Juan Archibaldo LANUS, *ouv. cité*, p. 162).

[210] Juan Archibaldo LANUS, *ouv. cité*, p. 165.

[211] Nous reviendrons sur ce conflit en fin de chapitre.

La participation de l'Argentine, du Brésil et du Chili à la SdN peut apparaître secondaire au regard des débats qui ont occupé cette organisation, essentiellement centrée sur les problèmes européens de l'entre-deux-guerres. Secondaire parce que, en ce qui concerne le Brésil et l'Argentine, elle ne fut que provisoire. Si le Chili est celui des trois pays qui reste membre le plus longtemps de l'organisation genevoise, son action semble se résumer à faire en sorte que l'épineuse question des territoires de Tacna et Arica ne soit pas portée devant celle-ci. Par ailleurs, les difficultés financières et économiques que connaît le Chili à partir de la crise de 1929[212] amènent le ministère des Relations extérieures à mettre de côté les ambitions internationales du pays car, comme l'écrit en 1934 Miguel Cruchaga Tocornal, alors à la tête de ce ministère, « […] ce dont nous avons besoin pour le moment, dans cette période de crise, c'est d'exporter des haricots, des oignons et de l'ail[213] ».

Doit-on pour autant conclure que les expériences argentine, brésilienne et chilienne à la SdN ne furent que des occasions ratées ? Des phénomènes à la marge de l'histoire de cette organisation ? La confirmation de leur statut de « petits États » ? L'implication de ces trois pays, les débats qu'elle provoque sur la scène nationale ainsi que l'intérêt qu'elle suscite dans certaines chancelleries européennes – dans le cas de notre étude, celui du Ministère des Affaires étrangères français – montrent au contraire que ces expériences ne sont pas anodines. Si le constat de la faillite de la SdN à réaliser les espoirs qu'elle avait fait naître, à enrayer la montée des périls[214], est difficilement contestable, il apparaît, à travers les exemples de ces trois États, que l'on assiste bel et bien à l'apprentissage du multilatéralisme, à la construction d'un ordre global « au croisement de communautés et de réseaux, dans une dialectique complexe entre scènes locales, nationales et

---

[212] « De 1929 à 1932, les exportations de salpêtre passent de 2 898 000 tonnes à 250 000, celles du secteur agricole sont en 1932 de 86% inférieures à ce qu'elles étaient en 1927-1929, et les exportations totales du pays chutent de 2293 millions de pesos or en 1929 à 1326 en 1930, 824 en 1931, et 282 en 1932, tandis que les importations tombent de 1617 millions de pesos or en 1924 à 214 en 1932. Les prêts étrangers passent de 443 millions de pesos en 1929 à 214 en 1932. En conséquence, les revenus du fisc diminuent considérablement, et le budget est déficitaire en 1931 et 1932. Tous les secteurs sont touchés, le chômage atteint 10% de la population active, le pouvoir d'achat chute de 40%. Le gouvernement tente une politique d'austérité des dépenses publiques et d'accroissement des impôts, mais devant les protestations des associations professionnelles, le président Ibañez préfère se retirer. » (Marie-Noëlle SARGET, *Histoire du Chili de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, p. 144).

[213] Cité par Joaquim FERMANDOIS, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, p. 129 : « […] *lo que necesitamos ahora, en momento de crisis, es exportar porotos, cebollas y ajos*. ».

[214] Le constat fait par l'argentin Roberto F. Giusti est à cet égard implacable : « Le panorama est clair : un armistice ; une paix sans l'Amérique, c'est-à-dire sans axe ou sans colonne vertébrale ; une Europe fatiguée, avide de paix ; un monde divisé qui laisse la place à toutes les ambitions belliqueuses du pangermanisme. La vieille Europe des haines et des rancoeurs séculaires a été impuissante pour garantir et consolider le nouvel ordre qui lui avait été donné par l'Amérique. » Roberto F. Giusti, « Europa-América latina », *Nosotros* (Buenos Aires), deuxième série, n°24, mars 1938, p. 331-332 (cité par Olivier COMPAGNON in *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face aux suicide de l'Europe (1919-1939)*, Volume inédit présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris I Panthéon Sorbonne, décembre 2010, p. 258).

internationales[215] ». Le titre choisi par les organisateurs du colloque qui s'est récemment tenu à Genève sur l'Amérique latine et la SdN[216] – « L'Amérique latine et la Genève internationale : les débuts d'une intégration régionale et internationale » – va également dans le sens d'un renouvellement historiographique tant des études sur la SdN que de celles qui portent sur l'insertion de l'Amérique latine sur la scène internationale. Pas moins de vingt communicants montrèrent alors combien l'étude de la participation des pays latino-américains permettait une meilleure compréhension de ce que fut la SdN. La récente parution de l'ouvrage de Thomas Fischer, *La Souveraineté des faibles. L'Amérique latine et la Société des Nations (1920-1936)*[217], va dans le même sens. Dans les trois cas que nous avons analysés, il existe une volonté d'affirmer que les États considérés comme secondaires d'un point de vue géopolitique jouent un rôle indispensable dans le système international. Ce qui nous renvoie à la place des « petits » États dans un système international donné et aux analyses développées par Annette Baker Fox :

> « On ignore souvent la manière dont certains petits États affectent le système international, même si évidemment ils le font à un degré moindre que les grandes puissances. […] Un petit État n'est peut-être pas un 'acteur essentiel' dans le système, mais ce dernier ne serait pas le même sans cette catégorie d'État[218]. »

Quand bien même nos trois pays ne sont pas des acteurs de premier plan de la SdN, ils participent de sa dynamique, de ses évolutions, et si leurs voix n'est pas toujours audible, du moins font-ils partie intégrante du nouveau concert des nations qui se met en place, tant bien que mal. Ainsi, au-delà de leurs différences, en dépit d'une chronologie qui ne les rassemble pas toujours, Argentine, Brésil et Chili ne peuvent être considérés uniquement au prisme de leur poids sur la scène internationale – ou autrement dit, en termes de puissance – mais dans une logique qui voit la SdN comme le laboratoire d'un nouvel ordre mondial. L'attitude du Brésil et de l'Argentine, si elle ne donne pas lieu à une action conjointe, est à cet égard révélatrice dans la mesure où, dans les deux cas, l'accent est mis sur le principe d'égalité des États :

> « La différence existant entre la thèse argentine et la candidature brésilienne était tout simplement celle-ci : dans la thèse argentine il y avait une affirmation (toutes les nations sont juridiquement égales) ; la

---

[215] Sandrine KOTT, « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique internationale*, n°52, juillet-septembre 2011, p. 16.

[216] « L'Amérique latine et la Genève Internationale durant l'entre-deux-guerres : les débuts d'une intégration régionale et internationale » organisé par Yannick Wehrli et Aline Helg à l'Université de Genève les 28 et 29 octobre 2011.

[217] Thomas FISCHER, *Die Souveränität der SchwachenLateinamerika und der Völkerbund, 1920–1936*, Stuttgart, Steiner, 2012.

[218] Annette Baker FOX, « The Small States in the International System », *International Journal*, vol. 24, n° 4, Automne 1969, p. 752.

candidature brésilienne s'exprimait par la négative (il n'y a pas de nations privilégiées). La différence, comme on le voit, était purement formelle et a visiblement conduit aux mêmes résultats[219]. »

L'autre enseignement que nous pouvons tirer de nos trois études de cas pourrait être résumé par cette phrase de Robert Frank : « Tout n'est pas international dans le politique, mais bien des phénomènes politiques intérieurs peuvent s'internationaliser[220]. » Ce qui revient à interroger le concept d'intérêt national, dont Jean-Baptiste Duroselle souligne la profonde ambiguïté[221]. Quels sont les objectifs visés par les acteurs argentins, brésiliens ou chiliens en lien avec la SdN ? L'existence de cette dernière renvoie à cette interrogation fondamentale de « savoir si la morale privée et l'intérêt national le mieux conçu peuvent coïncider avec l'intérêt de l'humanité entière[222] », au savant dosage à trouver pour avoir à la fois la sécurité – élément premier dans la définition de ce qu'est l'intérêt national – et la paix – objectif majeur au lendemain de l'hécatombe de 14-18. Autrement dit, il s'agit de concilier sécurité collective et sécurité traditionnelle[223]. Les choix qui sont faits dans ce cadre dépendent de la puissance de l'État considéré, tout autant que de la perception de cette puissance. Or celle-ci ne se résume pas aux seuls facteurs économiques et militaires :

« La cohésion sociale, la volonté politique d'avoir ou de ne pas avoir une influence à l'extérieur de ses frontières, pèsent lourd dans la balance de la puissance, de même que la représentation de sa propre puissance et de celles des autres[224] ».

Il nous semble que ces analyses, plutôt développées pour le contexte européen ou les États-Unis, peuvent s'appliquer aux trois pays que nous étudions et à leur positionnement au sein de l'organisme genevois. Une fois de plus, il est question de l'image qu'un pays se fait de lui-même et de son environnement international. Pour le Chili, on est tenté de rappeler la phrase de Friedrich Ratzel selon laquelle « il existe des positions qui ont une valeur politique[225] » : sa situation géographique de « fin de monde », ses différends frontaliers avec le Pérou et la Bolivie, les soubresauts de sa vie politique et sociale, en font un État éminemment préoccupé par sa sécurité, ne prétendant pas à une quelconque hégémonie régionale, au contraire de ses deux imposants voisins. Son implication dans la SdN dessine le portrait d'un pays à la recherche de stabilité, conscient de ses faiblesses, aspirant à devenir une « nation moderne » participant, à la hauteur de

---

[219] Lindolpho COLLOR, « Os ideais americanos e a Sociedade das Nações », *Jornal do Commercio*, 15/10/1926 (cité par Eugênio Vargas GARCIA, *O Brasil e a Liga das Nações*,..., p. 127) Traduction d'Olivier Compagnon.
[220] Robert FRANK, « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire Français de Relations internationales*, n°4, 2003, p. 63.
[221] Jean-Baptiste DUROSELLE, Pierre RENOUVIN, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Armand Colin, Paris, 1991, p. 315-324.
[222] *Idem*, p. 318.
[223] *Idem*, p. 339-340.
[224] Robert FRANK, *art. cité*, p. 53.
[225] Cite par Pierre RENOUVIN, *ouv. cité*, p. 15.

ses moyens, à un certain équilibre international. Le contraste est fort entre ces aspirations et les ambitions manifestées par l'Argentine et le Brésil. Dans ces deux derniers cas, il semble y avoir eu un net décalage entre l'image que les gouvernants se faisaient de leur pays et de leur capacité à infléchir dans un sens qui leur soit favorable les dynamiques internationales de l'après-guerre, et la réalité. Comme l'écrit Robert Frank,

> « il arrive fréquemment que la *Realpolitik* confonde réalité et rapport du sujet collectif à cette réalité : elle fait en effet un tri dans les réalités objectives qu'elle est supposée appréhender, et cette sélection subjective produit des décisions plus conformes au confort de l'identité collective du moment qu'à une juste appréciation de l'environnement international réel[226] ».

Les relations entre pays latino-américains à la SdN et leur activité

Une union possible[227]

Dans les années qui suivent la création de la SdN, les représentants de l'Amérique latine ont eu à cœur de construire une image positive de leur continent vis-à-vis d'une Europe dont le prestige a été atteint par les atrocités de la Grande Guerre. Ce faisant ils le présentent comme une entité unie et solidaire, allant à l'encontre d'une réalité toute différente. Réalité ainsi dépeinte, en 1919, par le chargé d'affaires français à Bogotá :

> « Chacune des républiques de l'Amérique latine suit en politique extérieure une orientation que lui trace son propre intérêt et qui lui est imposée par les circonstances. Les unes comme Panama, Nicaragua, Guatemala, Santo Domingo et Cuba sont de véritables protectorats yankees. D'autres comme le Brésil, le Pérou et la Bolivie professent à toute occasion une amitié inconditionnelle à l'égard des États-Unis. Enfin certaines comme l'Argentine et le Chili auxquelles leur force propre et leur position géographique confèrent une complète sécurité se désintéressent du sort précaire des autres pays.
>
> L'inexistence ou la pénurie des moyens de communication a eu d'autre part pour effet de creuser un fossé moral presque infranchissable entre la plupart des nations d'origine ibérique. Faute d'un contact régulier, ces dernières se méconnaissent et s'ignorent à un point qui semble incroyable à l'âge de l'avion et de la télégraphie sans fil. Elles ne ressentent l'une pour l'autre aucune sympathie réelle ; et il suffira de rappeler que si la communauté de leurs destinées fournit aujourd'hui prétexte au Mexique et à la Colombie de fraterniser, la patrie de Santander ne trouva en dehors de l'Équateur aucune voix pour protester contre la sécession de Panama en 1903. Il faut se rendre à l'évidence et conclure […] que l'union latine-américaine est un mythe[228]. »

---

[226] Robert FRANK, *art. cité*, p. 54.

[227] Sur ce thème, voir aussi Yannick WEHRLI, « Latin America in the League of Nations : Bolívar's Dream Come True ? », *in* Claude AUROI, Aline HELG (ed.), *Latin America 1810-2010 : Dreams and Legacies*, Londres, Imperial College Press, 2011, p. 67-82.

[228] MAE, Correspondance politique et commerciale, n°1, Panaméricanisme et Doctrine Monroe (1919-1926), Bogotá, 08/10/1919, Lettre de M. Aymé-Martin, chargé d'affaires de France en Colombie, au ministre des Affaires étrangères.

S'il existe plus de connexions entre les pays latino-américains que ne le laisse supposer le tableau présenté par le représentant français, force est de reconnaître que celui-ci n'a pas totalement tort. Et les divers acteurs latino-américains présents à la SdN en ont conscience. Cette dernière représente à leurs yeux la possibilité de réaliser sur la scène internationale européenne l'union qui, depuis le projet bolivarien, échoue à se concrétiser sur le continent. Face à cet Autre européen, marqué par la guerre, les rivalités, sur une scène internationale où ils font figure de néophytes, les pays latino-américains, selon certains auteurs, pourraient, grâce à la SdN, exister en tant que groupe.

L'enceinte genevoise, par le biais des réunions et assemblées qui constituent son quotidien, ouvre en effet la voie à des sociabilités nouvelles entre représentants latino-américains qui n'avaient eu jusque là que peu d'occasions pour se rencontrer. C'est d'ailleurs l'analyse qui est faite par l'ambassadeur de France en Argentine :

> « La réunion à Genève des Délégués sud-américains, la prise de contact directe et étroite que, pour la première fois, ils ont eu entre eux d'une part et de l'autre part avec les puissances d'outre-mer nous imposent d'étudier, en vue de la prochaine assemblée de la SdN, la position respective des républiques sud-américaines entre elles […] par rapport à la Paix[229]. »

Venancio B. Galeano ne dit pas autre chose lorsqu'il évoque, à propos des réunions de la SdN, le fait qu'elles offrent :

> « […] l'occasion régulière et permanente de l'Amérique de se connaître entre eux [*sic*]. Cette connaissance peut créer un sentiment plus profond et plus actif de solidarité entre les pays cités. De même la présence de leurs représentants dans les assemblées et au sein du Conseil de la Ligue servira à créer en Europe un plus grand intérêt et une meilleure information à leur sujet. »[230]

Cette meilleure connaissance ainsi que les différences qui la distinguent de l'Europe, devrait permettre à l'Amérique latine de parler d'une seule voix à la SdN. C'est en tout cas l'espoir de la délégation chilienne. Dans les *Memorias* de 1929 du ministère chilien des Relations extérieures, on trouve non seulement l'idée que le sous-continent peut être une force de proposition à Genève, mais aussi celle d'une prise de conscience des intérêts communs au sous-continent :

> « Les réunions qui se déroulèrent à la marge de l'Assemblée entre les délégations latino-américaines ont revêtu cette fois-ci une grande importance. Elles ne se limitèrent pas, comme auparavant, à l'examen des candidatures au Conseil, mais elles portèrent également sur les possibilités d'une action commune

---

[229] MAE, SdN n°55 Argentine, Buenos Aires, 12/01/1921, Lettre de M. Clausse, Ministre de France en Argentine à M. le Ministre des Affaires Étrangères. On retrouve ce même constat dans un article du journal *Le Matin*, daté du 30/10/1929 : « De ces réunions intimes où, en pleine liberté et en toute sincérité, sont exposés les différents problèmes qui intéressent les différentes Républiques Américaines, peuvent sortir pour tous ces jeunes pays les plus heureux résultats. », MAE, Correspondance politique et commerciale, n°46.

[230] Venancio B. GALEANO, *L'Amérique latine et la Société des Nations*, Thèse pour le doctorat présentée et soutenue le 3 juin 1927, Faculté de Droit de Paris, Paris, 1927, p. 230.

> plus solide et plus cohérente, tant en ce qui concerne les problèmes propres à la Société des Nations que sur les initiatives qui pouvaient être prises au sein même du continent américain[231]. »

Il ne s'agit pas de former à Genève un « bloc » latino-américain construit en opposition à l'Europe, mais plutôt

> « dans l'esprit de groupe, d'inciter le développement d'une action plus solidaire, non seulement en ce qui concerne les problèmes toujours plus universels qui sont traités par la Ligue, mais aussi, dans certains cas, ceux qui sont exclusivement américains, en profitant pour cela, chaque fois que les Gouvernements en émettraient le souhait, des facilités qu'offrent les réunions de Genève[232]. »

Au-delà des sociabilités genevoises, c'est dans l'histoire et la culture du sous-continent que les représentants latino-américains trouvent les germes d'une possible « étroite union spirituelle ». Ainsi Enrique Castro Oyanguren écrit-il que « la communauté de langue, d'origine, d'éducation et de coutumes crée une ambiance propice au développement d'idées et de sentiments communs[233] ». S'il évoque des « différends » et des « querelles », c'est pour mieux mettre en valeur l'« atmosphère familiale qui nous invite à la fraternité et à l'oubli des discordes passagères[234] ». Ces paroles trouvent un écho dans celles de l'ambassadeur français en Argentine qui note que « les peuples qui les [les pays latino-américains] habitent sont de même race, de même religion et presque de même langue. Les souvenirs de la guerre de l'indépendance les unissent encore[235] ». Il y a donc bien une identité latino-américaine, un socle commun, qui apparaît d'autant plus évidente dans un environnement qui n'est pas le sien. Ce qui fait dire à l'Espagnol Jorge Guillén que loin de se diluer dans l'internationalisme genevois, cette identité s'est affirmée et que « l'Amérique latine n'a pas cessé, au contraire, d'affirmer, avec autant de vigueur que de discrétion, les droits de la latinité[236] ». Il rappelle à cet égard l'initiative conjointe des délégués espagnols et hispano-américains visant à faire reconnaître le castillan comme langue officielle

---

[231] MRE Chili, *Memorias*, 1929, p. 147.

[232] *Ibid.* L'auteur ajoute : « Il s'agit également de faire en sorte que les gouvernements latino-américains établissent des instructions plus précises pour leurs délégations à Genève concernant les problèmes du ressort de la Ligue et pour lesquels il existe un intérêt continental à faire valoir, afin d'exercer une plus grande influence lorsque ceux-ci sont à l'étude. » Cette volonté se traduit par des résultats concrets, qui ne passent pas inaperçus en Europe. Voir MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 1, généralités (1922-1937), article du 06/10/1929, titre du journal non identifié : « Pour la première fois depuis la fondation de la SdN, l'Amérique latine a cherché à se mettre d'accord pour suivre une politique internationale qui pourra donner les meilleurs résultats si on ne tient plus jamais compte des personnalités et des rivalités de pays destinés de plus en plus à mieux se connaître pour mieux s'aimer. On peut même dire que la dernière assemblée de Genève a marqué une date dans le rapprochement latino-américain pour des besoins juridiques.
D'un point de vue général, les délégations hispano-américaines se sont trouvées d'accord pour adresser à leurs gouvernements respectifs un certain nombre de recommandations communes qui pourront servir de base à une politique d'action commune aussi, à suivre dans les réunions futures de la SdN. »

[233] Enrique Castro OYANGUREN, « Les républiques d'Amérique latine à La Société des Nations », *Bulletin de l'Amérique latine*, décembre 1920-janvier 1921, p. 68.

[234] *Ibid.*

[235] MAE, SdN n°55 Argentine, Buenos Aires, 12/01/1921, Lettre de M. Clausse, Ministre de France en Argentine à M. le Ministre des Affaires Étrangères.

[236] Jorge GUILLÉN, « L'Amérique latine à Genève », *Bulletin de l'Amérique latine*, décembre 1920-janvier 1921, p. 71.

dans les réunions de la Société des Nations. Initiative qui, selon lui, révèle une « communauté des sentiments[237] ». La motion n'est pas acceptée, se heurtant notamment à l'opposition française[238] et posant l'épineuse question de l'unité de l'Amérique latine en termes linguistiques : que deviennent le portugais parlé au Brésil et le français d'Haïti[239] ? Le problème n'est pas évoqué par Jorge Guillén, qui retient surtout que cette proposition a permis de « mettre en évidence l'importance de l'élément hispanique dans la Société des Nations où 30% des délégués parlent espagnol[240] ». Ce chiffre permet de donner une idée du poids relatif des nations latino-américaines à Genève, et à Ernesto Castro Oyanguren de déclarer : « la Société des Nations nous a donné la conscience de notre force[241]. »

Présence de l'Amérique latine à la SdN

> « L'un des paradoxes de la Ligue a été la considérable activité déployée par les États latino-américains, notamment dans le fonctionnement institutionnel de la Ligue. »

---

[237] *Ibid.*

[238] MAE, Correspondance politique et commercial, n°46, article du journal *Le Matin*, 30/10/1929 : « Il paraît que 'les délégations intéressées se sont trouvées d'accord' pour recommander qu'une propagande soit entreprise dès maintenant pour que la langue espagnole soit exclusivement utilisée dans les rapports officiels entre l'Amérique latine et la SdN'. Je doute que l'unanimité se soit faite sur cette 'recommandation'. Notre représentant n'a pas dû l'accepter. Et puisque les délégués prétendent, sagement du reste, que leurs propositions 'sont conditionnées par l'attitude des deux grandes Républiques de l'Argentine et du Brésil, à l'égard de la SdN […] et qu'ils n'ont pas perdu de vue l'éventualité désirée par tous : la rentrée des deux républiques dans l'Assemblée de Genève, comment ont-ils pu penser que le Brésil, de race et de langue portugaise, accepterait que, dans ses rapports avec la SdN, la langue espagnole soit 'exclusivement utilisée' ? Comment ont-ils pu le penser de la République d'Haïti ? Notre langue officielle est le français. Nous ne pouvons en accepter une autre dans nos rapports avec d'autres États ou avec d'autres organismes internationaux. Afin de rendre plus fructueux ces échanges d'idées entre toutes les républiques de l'Amérique latine, celles qui font partie de la SdN et celles qui n'en sont pas encore membres, il faut une langue qui soit comprise par tous.
Celle qui peut réunir l'unanimité, car tous la comprennent et la parlent, c'est le français et non l'espagnol. »

[239] Voir note précédente.

[240] Jorge GUILLÉN, *art. cité*, p. 71.

[241] Enrique Castro OYANGUREN, *art. cité*, p. 68.

Agustín Edwards[242]

Les membres latino-américains de la SdN sont en effet très présents dans les différents organes de l'institution et occupent à de nombreuses reprises des postes honorifiques :

> « À l'occasion de l'élection des membres non-permanents du Conseil, lors de l'élection aux postes de Président et de vice-président des Assemblées et des commissions et en ce qui concerne la nomination des membres du Secrétariat, ils [les pays latino-américains] ont bénéficié de tous les honneurs qu'ils pouvaient espérer[243]. »

Agustín Edwards explique ainsi ce constat :

> « Ce traitement généreux de la part des membres non-américains peut s'expliquer par le fait que ces derniers avaient pris en considération non pas tant l'importante contribution des États latino-américains à la Ligue, mais le fait que, ensemble, ceux-ci représentaient un tiers du nombre total de membres. Ce qui explique qu'on leur ait donné, tant au Conseil qu'à l'Assemblée, les plus hauts postes et distinctions[244]. »

Le chiffre avancé par Agustín Edwards, sans être faux, doit être nuancé. Pour la période 1919-1939, la proportion moyenne des membres latino-américains à la SdN est en effet de 31%. Mais il faut prendre en compte l'absence de certains États, comme le Pérou et la Bolivie qui s'abstiennent pendant plusieurs années d'envoyer des délégués. Aussi, si les Latino-Américains représentent 33% des délégués à la première Assemblée, ce taux tombe à 24% dès l'année suivante, et l'on a une moyenne de 26% pour la période de 1919-1939[245]. Comment expliquer alors qu'ils soient souvent désignés ou élus à des postes convoités, car offrant à leur pays une visibilité et une légitimité au sein de l'organisme genevois ? Ainsi, en 1922, lors de la troisième Assemblée, le Brésil, en la personne de M. Domicio da Gama, occupe la présidence du Conseil, et Agustín Edwards, chef de la délégation chilienne, est élu à la présidence de la troisième assemblée plénière[246]. Même si cette concordance est due à un hasard de calendrier, elle revêt une certaine importance symbolique. Si l'auteur de l'article mentionnant ces données, en conclut à la « place prééminente » que de tels postes semblent conférer à l'Amérique latine, s'il l'explique par « le rôle

---

[242] Agustín EDWARDS, « Latin America and the League of Nations », *Journal of the Royal Institute of International Affairs*, vol. 8, n°2, Mars 1929, p. 143.
[243] *Ibid.*
[244] *Ibid.*
[245] Chiffres données par Yannick WEHRLI dans « Les délégations latino-américaines et les intérêts de la France à la Société des Nations », *Relations internationales*, n°137-2009-1, numéro spécial dirigé par Olivier Compagnon, p. 47. Manuel Perez-Guerrero relève notamment le fait que les délégations des pays d'Amérique centrale ont rarement été complètes (c'est-à-dire comprenant au moins trois membres) ; ainsi écrit-il : « Les États de l'Amérique centrale, quand ils ne s'abstiennent pas de se faire représenter à la SdN, n'envoient qu'un seul délégué qui n'assiste qu'aux séances plénières de l'Assemblée. Il est évident que la collaboration qu'il apporte est toute passive. Il y a peu de différence entre un tel délégué et un observateur d'un État non membre de la Société. » (Manuel PEREZ-GUERRERO, *Les relations des États de l'Amérique latine avec la Société des Nations*, Paris, A. Pedone, 1936, p. 61).
[246] Voir MAE Correspondance politique et commerciale, n°1, Panaméricaine et doctrine Monroe, Article du 08/10/1922, Le Brésil, « L'Union Panaméricaine et la Société des Nations ».

de trait d'union qu'elle va être appelée à jouer entre l'Europe et l'Amérique, entre la SdN et l'Union Panaméricaine à la conférence de toutes les républiques de la Panamérica qui aura lieu à Santiago du Chili en mars 1923[247] », Yannick Wehrli propose lui une tout autre interprétation. Il replace ce constat dans le cadre des tractations existant autour des divers processus décisionnels et électoraux à l'œuvre dans les organisations internationales. Il renvoie notamment au travail de Thomas Fischer[248] qui montre comment les Grandes Puissances ont eu tendance à remercier les délégués latino-américains de leur soutien pour tel ou tel vote par la présidence de l'Assemblée ou d'autres marques de prestige. L'objet de l'article de Yannick Wehrli est de montrer que « la grande latitude laissée aux délégations latino-américaines, leur intérêt très relatif pour la plupart des questions sensibles du point de vue européen et leur importance quantitative allaient en faire l'objet de toutes les attentions, notamment de la part de la France[249] ». Cette dernière profite notamment du fait que les délégués latino-américains prirent rapidement l'habitude de se réunir pour coordonner leur action.

Comme le fait remarquer Manuel Perez-Guerrero, « il s'agit bien plutôt d'une entente des délégations de certains États à Genève que d'une entente véritable entre ces États[250] ». De sorte qu'on ne saurait parler de régionalisme. Ces réunions avaient donc un caractère informel, dans la mesure où la SdN ne reconnaissait les États qu'en tant qu'individualités autonomes et non en tant que parties de groupes autonomes. Ce sont les délégations chilienne, colombienne, cubaine et vénézuélienne qui prennent l'initiative de ces rencontres[251]. Celles-ci ont initialement pour but de trouver un accord entre les différentes délégations sur la désignation de ceux qui feraient partie du conseil d'administration de l'Organisation Internationale du Travail[252]. La démarche conjointe de plusieurs délégations latino-américaines a aussi pour résultat l'obtention systématique de la vice-présidence de l'Assemblée et la présidence d'au moins une commission[253]. Ces diverses actions ont donc mené à la constitution d'un groupe de délégués d'Amérique latine. Cependant, ce groupe n'existe qu'à des fins électorales et ne s'est que très rarement réuni pour délibérer de

---

[247] *Ibid.*
[248] Thomas FISCHER, *Lateinamerika im Völkerbund : Schwache Staaten und kollective Sicherheit*, *1920-1936*, thèse d'habilitation, Université de Berne, 2001.
[249] Yannick WEHRLI, *art. cité*, p. 48.
[250] Manuel PEREZ-GUERRERO, *ouv. cité*, p. 54.
[251] *Idem*, p. 57.
[252] « Contrairement à ce qui se passe pour les Commissions de l'Assemblée, tous les membres ne sont pas représentés à l'OIT. Déjà à la première Conférence réunie à Washington, ils [les délégués latino-américains] avaient dû protester contre l'exclusion à peu près complète des États latino-américains du Conseil d'administration de l'OIT et ils avaient obtenu moralement satisfaction par le vote d'un amendement à l'article 393 du Traité de Versailles qui devait porter le nombre des membres du Conseil d'administration de 24 à 32. Ils pouvaient escompter pour l'avenir une plus juste représentation. » (Manuel PEREZ-GUERRERO, *ouv. cité*, p. 57-58).
[253] *Idem*, p. 58.

thèmes d'un autre ordre[254]. Par ailleurs, le Secrétaire général de la SdN organise des réunions mensuelles avec les fonctionnaires latino-américains du Secrétariat[255].

Très vite, ces questions électorales tournent autour de l'élection comme membre non-permanent au Conseil. Dans cette instance, les pays latino-américains disposent d'un siège sur huit entre 1920 et 1922, de deux sur dix entre 1923 et 1926, et de trois sur quatorze puis sur quinze à partir de septembre 1926[256]. Jusqu'en 1922, le Brésil est le seul représentant de l'Amérique latine au Conseil. En 1922, l'Uruguay est élu au Conseil profitant de l'augmentation du nombre de sièges non permanents qui sont portés de quatre à six. L'enjeu des débats était non seulement d'obtenir plus de sièges pour le sous-continent mais aussi de se mettre d'accord sur la manière dont ils seraient répartis. Plusieurs pays latino-américains, parmi lesquels le Chili[257] et le Venezuela[258], s'étaient, dès 1921, exprimés en faveur du principe du roulement. Encore fallait-il tenir compte du fait que certains[259] refusaient l'idée que l'Amérique latine soit considérée comme un ensemble uniforme et prônaient en conséquence la division du sous-continent en au moins deux zones électorales[260].

La crise de 1926 et le retrait du Brésil entraînent la réorganisation du Conseil, qui aboutit à la définition d'un *gentlemen's agreement* au sujet de l'Amérique latine. Trois sièges lui sont désormais réservés et trois zones électorales définies : le groupe austral, le groupe bolivarien et le groupe centre-Amérique. Faisaient partie du groupe austral : l'Argentine, le Brésil, le Chili,

---

[254] Et ce malgré une tentative de la délégation vénézuélienne qui a proposé au groupe de « se réunir à la fin de chaque assemblée, de tracer une ligne de conduite à suivre à l'assemblée suivante et entre temps de le faire accepter par les chancelleries ». Aucune suite ne fut donnée à cette proposition. (Manuel PEREZ-GUERRERO, *ouv. cité*, p. 59)

[255] Voir MRE Chili SdN 1927, 1040A, Berne, 01/02/1927, Lettre de Valdés Mendeville au ministre des Relations extérieures : « Le Secrétaire général de la SdN organise tous les mois des réunions privées et confidentielles avec les fonctionnaires latino-américains du Secrétariat, avec pour objectif d'échanger des idées sur les moyens d'intensifier les relations entre la Société et les pays d'Amérique latine. Sont également examinés les sujets d'actualité politique de ces pays, du point de vue des principes et orientations de la Ligue. » Nous reviendrons sur ces réunions, ainsi que sur la place des Latino-Américains au Secrétariat dans notre quatrième chapitre.

[256] Chiffres donnés par Yannick WEHRLI, dans *« Créer et maintenir l'intérêt » : la liaison entre le Secrétariat de la Société des Nations et l'Amérique latine (1919-1929)*, Mémoire de licence ès Lettres, sous la direction de Mauro Cerutti, Université de Genève, Département d'histoire générale, Juillet 200, p. 47.

[257] MRE Chili, SdN, 1925-1927, dossier 1040ª, Genève, 25/04/1925, Lettre de Valdés Mendeville au ministre des Relations extérieures.

[258] Sur l'initiative de M. Zumeta, délégué vénézuélien, une réunion se tint à la veille de l'Assemblée de 1925. Il y posa en termes très clairs (« Le principe du roulement pour les membres non permanents du Conseil est-il admis par tous les États latino-américains ? ») le choix qui devait être fait. (voir Manuel PEREZ-GUERRERO, *ouv. cité*, p. 62-63).

[259] On pense notamment à Cuba, dont le délégué, M. Aguero, s'exprima de la sorte auprès d'un membre du service français de la SdN : « Les États de l'Amérique espagnole se refusent à admettre que leur continent soit considéré comme une entité. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°52, Le Brésil et la Société des Nations, 09/04/1926, Note du Service français de la Société des Nations à M. Berthelot).

[260] M. Zumeta exposa ainsi cette possibilité en 1925 : « Y a-t-il accord pour qu'il y ait une place au Conseil pour les États du Sud et une autre pour les États du Nord du Continent américain ? » (cité par Manuel PEREZ-GUERRERO, *ouv. cité*, p. 63).

l'Uruguay, le Paraguay et, à titre exceptionnel, le Pérou. Le groupe bolivarien se composait quant à lui de la Colombie, du Venezuela, de l'Équateur, du Pérou, de la Bolivie et du Panama. Enfin, le groupe centre-Amérique comprenait le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Salvador et le Costa Rica, ainsi que les républiques de la mer Caraïbe : Cuba, la République Dominicaine, Haïti[261]. C'est suivant cette division que se font les élections au Conseil jusqu'en 1932. L'entrée du Mexique à la SdN en 1931 et les absences prolongées de la plupart des États de l'Amérique centrale rompent en effet l'équilibre trouvé en 1926, sans que cela débouche néanmoins sur un quelconque conflit entre Latino-Américains.

Si l'on peut parler de solidarité latino-américaine à la SdN, battant ainsi en brèche l'idée que celle-ci était une chimère, de nombreuses fissures lézardent ce bel édifice. Il y a tout d'abord la place particulière du Brésil, considéré souvent avec méfiance par ses « frères » sud-américains, notamment par sa relation privilégiée avec les États-Unis. Le Brésilien Azevedo Amaral n'écrit-il pas, au lendemain de l'annonce du retrait de son pays de la SdN :

> « Les peuples de l'Amérique latine forment une belle famille unie chez qui, cependant, apparaissent parfois quelques jalousies. Nous aurons à vivre en meilleure harmonie avec eux, sans jamais oublier toutefois que c'est avec les États-Unis que nous pourrons, par assimilation, le mieux poursuivre nos destins en Amérique, car nous sommes sur le continent les deux seules nations qui constituent des blocs à part à côté du commun patrimoine de langue et de traditions des autres nations d'origine espagnole.[262]. »

Les différends entre le Chili d'une part, la Bolivie et le Pérou d'autre part, et plus encore, la guerre du Chaco[263] constituent autant de démentis à la vision d'une Amérique latine unie.

Conflits et rivalités entre pays latino-américains à la SdN

M. Aguero, ministre de Cuba à Berlin et membre de la délégation cubaine à l'Assemblée de la SdN depuis 1920, profite d'un séjour à Paris, en 1926, pour rencontrer quelques-uns de ses collègues de l'Amérique espagnole et discuter de l'attitude à observer lors de la prochaine Assemblée à l'égard de la candidature du Brésil à un siège permanent au Conseil. Il en discute

---

[261] Voir Herbert van LEISEN, *L'Amérique latine à la Société des Nations*, Genève, Les Archives Internationales, 1934, p. 14-15 et Manuel PEREZ-GUERRERO, *ouv. cité*, p. 65.

[262] MAE, Correspondance politique et commerciale n°52, Le Brésil et la Société des Nations, Traduction de l'article de M. Azevedo Amaral, « La leçon de Genève », paru dans *O Jornal* du 19/03/1926.

[263] À ce sujet, le délégué chilien à la SdN, M. Rivas Vicuña, écrit, quelque peu désabusé, en 1935 : « Au sein du groupe latino-américain […] rares sont les fois où est mis en pratique l'esprit fraternel que nous invoquons tant. Les conflits qui surgissent entre eux [les pays latino-américains] laissent les autres indifférents ou, comme dans le cas du Chaco, pour lequel certains tentent de trouver une solution menant à la paix, surgissent des rivalités et des jalousies pour s'attribuer le mérite d'une iniciative ou d'un éventuel succès. » (MRE Chili, SdN 1935, 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de M. Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures). Sur la question du Chaco et des rivalités entre pays latino-américains, voir *infra*.

avec l'un des membres du Service français de la SdN et lui expose en deux points éclairants la position de l'Amérique espagnole vis-à-vis du Brésil :

> « 1° Si le Conseil votait à l'unanimité la permanence du Brésil, les autres États d'Amérique latine ne pourraient y faire d'objection, par solidarité continentale.
>
> 2° Ces États ne sauraient toutefois admettre la prétention du Brésil de les représenter au Conseil à titre de membre permanent. Ils se basent à cet égard sur le principe de l'égalité absolue de tous les États sud-américains, qui exclut toute prétention de priorité de l'un d'entre eux[264]. »

Dès 1925, les nations américaines s'en prennent directement à la situation privilégiée du Brésil[265]. Lors d'une réunion préalable qu'elles tiennent pour choisir leurs candidats à l'élection annuelle, elles exigent que les deux sièges destinés à l'Amérique soient effectivement attribués, à tour de rôle, à chacun des pays américains. Le Brésil, qui défend péniblement sa position, se voit forcé, pour assurer son élection une fois encore, de s'engager à ne pas insister pour le maintien de sa candidature l'année suivante.

Aussi, lorsque le Brésil présente comme argument majeur pour justifier sa candidature à un siège permanent au Conseil de la SdN sa position de *primus inter pares* au sein du groupe des pays latino-américains représentés à Genève, reçoit-il un cruel désaveu. Dans un premier temps, c'est la déclaration de l'argentin Leon Suarez selon laquelle l'obtention par le Brésil d'un siège permanent « romprait l'équilibre sud-américain[266] » à laquelle s'ajouta la rumeur qui voulait que le Chili soit opposé à toute candidature latino-américaine si lui-même ne devenait pas membre permanent. Le coup de grâce est porté lors de l'Assemblée de 1926 lorsque le Chili, la Colombie, Cuba, le Salvador, le Guatemala, le Nicaragua, le Paraguay, la République Dominicaine, l'Uruguay et le Venezuela adressent une lettre ouverte au gouvernement brésilien par laquelle ils lui demandent de reconsidérer sa position. Les autres pays latino-américains membres de la SDN ne se prononcent pas. Cette attitude est vécue comme un camouflet par le Brésil : Roberto de Arruda Botelho écrit dans un ouvrage paru en 1935 : « loin de nous soutenir […] la plupart des

---

[264] MAE, Correspondance politique et commerciale n°52, Le Brésil et la Société des Nations, 09/04/1926, Note du Service français de la Société des Nations à M. Berthelot.

[265] Même s'il n'y a pas d'attaque directe contre la position du Brésil, les délégués latino-américains ne cachent pas leur volonté de voir se modifier le *statu quo* en faveur de ce pays. Voir MRE Chili, SdN 1925-1927, 1040A, Genève, 25/04/1925, Lettre de Valdés Mendeville au ministre des Relations extérieures : « […] en ce qui concernait le siège du Brésil toutes les autres délégations [latino-américaines] allaient à la réunion [des délégués latino-américains en vue des élections au Conseil] avec l'intime conviction qu'il relevait de son devoir moral de céder la place à un autre État américain. Bien entendu, aucune d'entre elles ne souhaitait faire ouvertement campagne contre le Brésil […]. Le résultat fut que toutes les délégations américaines s'engagèrent à voter à nouveau pour le Brésil mais même les délégués brésiliens se rendirent compte que cette décision était tout sauf spontanée […]. »

[266] Cité par Eugênio VARGAS GARCIA, dans *O Brasil e a Liga das Nações (1919-1926)*, Porto Alegre, Editora da Universidade, 2000, p. 101.

républiques de l'Amérique se tournèrent contre le Brésil[267] ». Il ajoute : « il est certain […] que la demande du Brésil s'est heurtée à un esprit particulariste ». L'auteur ne remet donc pas en cause la prétention brésilienne au leadership de l'Amérique du sud : celle-ci va de soi[268]. Autant que le refus des puissances européennes, c'est sans doute ce déni de confiance de la part des 17 pays américains membres de la SdN qui atteint le Brésil dans sa fierté. Pour l'auteur, le retrait de la SdN est dès lors tout à fait justifié : « Devant cette attitude, plus humiliante qu'un banal échec électoral, le Brésil a pris la seule attitude qu'il lui était permis de prendre[269] ». L'absence de soutien des pays américains est donc vécue comme une véritable trahison et montre la teneur des relations entre le Brésil et ses voisins : une méfiance réciproque plus qu'une véritable solidarité continentale.

Les rivalités existant au sein du continent américain, le poids de l'influence nord-américaine jouent un rôle prépondérant dans les relations des pays latino-américains avec la SdN et rendent difficile toute tentative d'intervention de celle-ci dans les affaires américaines. À cet égard, la guerre du Chaco offre un exemple paradigmatique. Il n'entre pas dans notre propos de faire l'historique de ce conflit, peu connu, dans lequel « deux petits États sud-américains, peu

---

[267] José Carlos de Macedo Soares revient lui aussi sur ce qu'il considère comme une trahison, notamment de la part du Chili et de l'Argentine. Voir *Le Brésil et la Société des Nations*, Paris, A. Pedone, 1927, p. 151-152. Il est par ailleurs très critique envers les autres nations latino-américaines, considérant qu'elles n'ont pas pris conscience des enjeux que représente la SdN et de la manière dont fonctionnent les relations internationales. Voir p. 109-111 : « Évidemment, l'intérêt de la SdN est de compter parmi les membres du Conseil, comme représentants de l'Amérique, les nations les plus représentatives de ce Continent. Le Brésil est, sans aucun doute, l'une de celles qui répondait le mieux à la conception politique de la Société, et qui, à ce titre, était qualifiée pour faire partie du Conseil. Toutefois, les autres pays, et surtout les petits pays de l'Amérique, ne se préoccupaient pas, en ce qui concerne cette représentation du Continent, des raisons politiques ou diplomatiques envisagées à Genève, mais simplement de l'occasion qui leur était donnée de satisfaire leur amour-propre, ainsi que certains intérêts de leurs gouvernements respectifs, ou des partis momentanément les plus influents. […]
Au point de vue continental, nous ne voyons pas comment la présence du Salvador, du Nicaragua ou de la République Dominicaine pourrait augmenter le prestige de l'Amérique dans le Conseil de la SdN.
[…] Le pays qui pourrait représenter un des aspects de la civilisation, de la culture politique, des sentiments américains dans la SdN elle-même, est une grande nation qui est matériellement absente de Genève. Le Brésil, l'Argentine et le Chili sont les seuls pays latino-américains capables de représenter l'autre aspect de la civilisation, de la culture politique et des sentiments américains par devant les autres nations du monde. Qu'on les considère comme de grandes ou petites puissances, qu'ils fassent partie ou non de la SdN, ce sont les États-Unis au nord, le Brésil, l'Argentine et le Chili au sud, qui, seuls pourront parler au nom de l'américanisme devant les autres nations de la terre. »

[268] Revenant, en 1928, lors d'un discours prononcé au déjeuner de rentrée de la Presse latine, Félix Pacheco, ancien ministre des Relations extérieures, revient sur la décision brésilienne en ces termes : « Notre attitude parfaite a été défendue d'une façon admirable par l'ambassadeur du Brésil à Genève, M. de Mello Franco […]. En revendiquant des droits à une représentation légitime, que l'Amérique ne saurait abandonner, sous peine d'accepter une diminution de sa personnalité collective, nous n'avons nullement cherché à entraver la politique qui semblait être la meilleure aux hommes responsables de la situation européenne […]. », (« Discours prononcé à Paris, au déjeuner de rentrée de la Presse latine, le 02 novembre 1928, par M. Félix Pacheco, ancien ministre des Relations extérieures du Brésil, directeur du *Jornal do Commercio* de Rio de Janeiro et membre de l'Académie Brésilienne des Lettres », joint à une lettre de Félix Pacheco à Julien Luchaire, AUN, A XI 23, 09/01/1929)

[269] Roberto de Arruda BOTELHO, *Le Brésil et ses relations extérieures*, Paris, Éd. Mazarine, 1935, p. 66-67.

peuplés et peu industrialisés, s'affront[èrent] pour un bout de territoire à première vue sans intérêt[270] ». Cette guerre, qui oppose entre 1932 et 1935, la Bolivie et le Paraguay est pourtant digne d'intérêt. Tout d'abord par son caractère meurtrier : elle fait quelques 80 000 morts et 150 000 blessés, alors même que la population totale des deux États dépassait à peine les 5 millions d'habitants. Elle suscite par ailleurs l'intervention de nombreux médiateurs, dont la SdN. Les deux pays belligérants ayant adhéré au Pacte, le conflit entrait *de jure* dans sa juridiction. Il faut cependant attendre 1933 pour que l'institution genevoise se saisisse réellement du dossier. Jusque-là, il avait été principalement entre les mains d'une Commission des Neutres, issue de la Conférence Interaméricaine de Conciliation et d'Arbitrage, clairement dirigée par les États-Unis[271]. Cet état de fait rendait les nations européennes, et en particulier la Grande-Bretagne, réticentes à intervenir. Il faut enfin souligner la complexité des intérêts régionaux autour de ce conflit. Le Chili, l'Argentine et, dans une moindre mesure, le Brésil, se posent également comme médiateurs, dans une démarche que ne motivait pas seulement le retour à la paix et que leur rivalité ne cessait de contrecarrer.

De fait, le Chili voit d'un mauvais œil les tentatives de l'Argentine d'apparaître comme le pays *leader* de l'Amérique du Sud et considère avec suspicion l'appui argentin au Paraguay[272]. Il faut aussi compter sur une rivalité personnelle entre d'une part le chancelier chilien, Miguel Cruchaga Tocornal, qui aspirait à devenir le chef des négociations de paix, et d'autre part le chancelier argentin, Carlos Saavedra Lamas, décidé à obtenir le prix Nobel de la Paix pour la résolution de ce conflit[273].

Cette ambition, conjuguée à la méfiance historique de l'Argentine envers les États-Unis, mène Carlos Saavedra Lamas à s'opposer à une panaméricanisation du conflit. Il conteste de la sorte le principe d'une intervention collective menée par la Commission des Neutres, arguant du fait qu'il n'existait pas d'instrument légal sur lequel appuyer une telle action. À la place, il prône le recours à la SdN[274]. Alberto Conil Paz et Gustavo Ferrari, analysant l'attitude argentine, en

---

[270] Yannick WEHRLI, « La multiplicité des intervenants dans la résolution pacifique du conflit du Chaco (1932-1935) : un obstacle à la paix ? », *in* Vincent CHETAIL, Sylvie RAMEL, René SCHWORK, Cédric VAN DER POEL (org.), *Prévention, gestion et sortie des conflits*, Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 2006, p. 182.

[271] Voir Yannick WEHRLI, *art. cité*, p. 185.

[272] Le Chili, quant à lui, soutient plutôt la Bolivie, qu'une défaite face au Paraguay risquait d'inciter à revendiquer à nouveau son littoral pacifique (*art. cité*, p.189).

[273] Voir Andrés CISNEROS, Carlos ESCUDÉ, *Historia general de las relaciones exteriores de la República Argentina,* http://www.argentina-rree.com/9/9-056.htm. Carlos Saavedra Lamas obtint finalement le prix Nobel en 1936.

[274] Alberto CONIL PAZ, Gustavo FERRARI, *Política exterior argentina, 1930-1962*, Editoria Huemul, Buenos Aires, 1964, p. 42-43 : Saavedra Lamas déclara en effet : « En ce sens, cette Chancellerie considère que la SdN dispose d'un champ d'action dans cette situation de crise, qui a été défini par les parties au conflit, signataires de son Pacte constitutif. En agissant en vertu des objectifs qui guident notre action, nous sommes d'accord pour

concluent que « dans cette lutte d'influences pour la résolution du conflit, l'Argentine ne pouvait pas tolérer que Washington fût maître de la solution et, un siècle après la formulation de la doctrine Monroe, utilisait l'Europe comme contrepoids aux États-Unis[275] ». Parallèlement, Saavedra Lamas cherche à légitimer son action en s'entourant des autres États limitrophes : les représentants de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Pérou se réunissent à Santiago en juillet 1932 et s'organisent en groupe informel de médiation, l'ABCP[276].

La prolifération des intervenants, de même que l'intransigeance des belligérants[277], et la crainte d'empiéter sur la zone d'influence des États-Unis rendent la marge de manœuvre de la SdN plus qu'étroite. Si des tentatives sont menées par l'organisme genevois, notamment d'arbitrage et d'embargo sur les armes[278], elles se heurtent tour à tour au refus de la Bolivie et du Paraguay, et à la réticence générale des pays latino-américains vis-à-vis du principe de sanction. Le résultat est que la SdN se dessaisit progressivement d'un dossier plus qu'épineux, en laissant le soin aux pays limitrophes de trouver une solution.

---

affirmer que la Société peut et doit mener son action sans se heurter à des doctrines régionales ou continentales, auxquelles – nous devons le signaler – l'Argentine n'adhère point, et qui n'ont pas été consacrées par la volonté unanime des pays du continent. »

[275] Alberto CONIL PAZ, Gustavo FERRARI, *ouv. cité*, p. 43.

[276] Voir Yannick WEHRLI, *art. cité*, p. 187

[277] *Idem*, p. 192-194 : « En effet, tant les diplomates boliviens que leurs homologues paraguayens firent preuve tout au long des négociations d'une particulière mauvaise foi. Tous les plans de paix furent rejetés. Cela s'explique en partie par la position défendue par chacune des parties. Le Paraguay insistait pour obtenir, préalablement à toute discussion de fond, la fin des hostilités et des garanties de sécurité comportant, entre autres, le retrait des forces boliviennes du Chaco. Quant à la Bolivie, elle s'obstinait à exiger un accord sur le règlement de fond du litige avant de cesser les hostilités. »

[278] *Ibid.*

L'Amérique latine à la SdN : les (fausses) promesses de l'aube ?

Au-delà de l'impact des rivalités latino-américaines sur le fonctionnement de la SdN et sa capacité d'action, l'enseignement de cet épisode est que « […] la collaboration des puissances régionales, institutionnalisées ou non, est capitale dans la résolution d'un conflit[279] ». Fort de cette conviction, le chilien Rivas Vicuña, partisan déclaré de la SdN, défend cette dernière face à ses détracteurs, auxquels l'échec d'une médiation réussie au Chaco fournit un nouvel argument :

> « Certains disent qu'elle [la SdN] n'a pas été capable de trouver une solution au conflit du Chaco, mais Genève peut rétorquer que l'Amérique a entravé son action, que sa déférence constante envers les suggestions émanant du continent l'a empêchée et continue de l'empêcher à appliquer les sanctions qui auraient pu paralyser l'action des belligérants avant même que n'arrive le moment où ceux-ci auraient souffert de leur application[280]. »

Il en conclut, plutôt désabusé, à l'immaturité des pays latino-américains en matière de relations internationales :

> « Les réunions du groupe américain à Genève ont toujours montré une tendance à la formation de groupes en son sein et la délégation chilienne s'est heurtée à de nombreuses difficultés pour réaliser son objectif, qui était de présenter une Amérique unie face aux problèmes les plus importants qui occupaient la Ligue. […] Ces antécédent, parmi d'autres, […] sont à mon avis révélateurs du fait que l'Amérique n'est pas encore prête à assumer des responsabilités aussi importantes que celles que le Pacte attribue à l'Assemblée de la SdN [281]. »

Lorsqu'en 1938, une Mission du Secrétariat général de la SdN se rend en Amérique latine pour renforcer les liens entre l'organisme genevois et cette partie du monde[282], un certain nombre de pays ont quitté la SdN ou envisagent de le faire[283]. Selon le représentant français à Quito, où la Mission s'est rendue du 20 mai au 6 juin, cette désaffection est à imputer principalement à l' « égoïsme croissant » et à un « nationalisme qui les [les nations latino-américaines] mord chaque jour davantage », au « manque de sympathie – pour ne pas dire l'hostilité et le mépris mutuel – des Argentins et des Brésiliens, des Boliviens et des Paraguayens, des Chiliens et des Péruviens, des Péruviens et des Colombiens, des Colombiens et des Panaméens[284] ». Il ajoute :

---

[279] *Idem*, p. 199
[280] MRE Chili, SdN 1935, 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures
[281] MRE Chili, SdN 1935, 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures
[282] Voir chapitre IV.
[283] Voir chapitre IV.
[284] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Mission de la SdN en Amérique latine, Quito, 17/06/1938, Lettre de Jean Dobler, ministre de France en Équateur, au ministre des Affaires étrangères

> « En dépit de leur redondante phraséologie castillane et de l'invocation de leur américanisme, les peuples latino-américains se sentent ainsi de jour en jour moins enclins à l'esprit de conciliation et de modestie qui est la base idéologique d'une véritable SdN[285] ».

Une fois de plus, il n'est pas question de récuser en bloc les allégations quant aux rivalités, bien réelles, entre États latino-américains, et nier leur impact sur leur action à Genève. Néanmoins, de nombreux facteurs se sont conjugués qui entraînèrent la désaffection de ces États, de leur opinion publique comme de leurs représentants, vis-à-vis de la SdN. Dans le cas de la guerre du Chaco, par exemple, on assistait alors « aux premiers tâtonnements dans le développement d'une pratique et dans l'énonciation de principes régissant les relations entre organisations universelles et régionales[286] ». Par ailleurs, la condescendance dont firent preuve les Européens, notamment les Français, à l'égard de ce Monde Nouveau[287], ainsi que le caractère européen de la majorité des sujets traités à la SdN firent beaucoup décourager les bonnes volontés latino-américaines. Enfin, comme le note le représentant français à Quito, l'institution de Genève se heurta à « cette Société de fait que constituent les Nations américaines, et qui tient déjà régulièrement ses assises dans les Congrès Pan-américains[288] ». Cette remarque est d'autant plus vraie à mesure que se met en place la politique de Bon Voisinage formulée par Edgard Hoover à la fin de son mandat, et mise en œuvre par Franklin D. Roosevelt.

L'étude des relations entre les pays latino-américains et la SdN nous a montré que, face au Vieux Continent qui s'était suicidé dans les tranchées, l'Amérique, à travers la voix des délégués latino-américains à Genève et de juristes spécialistes du droit international, apparaît comme l'incarnation d'un idéal de paix dont les Européens auraient beaucoup à apprendre. Pourtant, la promesse d'un nouvel ordre mondial plus égalitaire semble avoir été déçue dès la Conférence de 1919, au cours de laquelle la voix latino-américaine fut à peine audible[289]. L'expérience genevoise est pourtant cruciale pour comprendre la manière dont se fait l'insertion internationale du sous-continent dans l'entre-deux-guerres, tout comme elle est révélatrice des enjeux identitaires qui le parcourent alors. Autant d'éléments que nous retrouvons lorsque nous analysons la participation latino-américaine aux travaux de l'Organisation de Coopération Intellectuelle, objet de notre

---

[285] *Ibid.*

[286] Yannick WEHRLI, *art. cité*, p. 199

[287] Yannick Wehrli montre bien que « les diplomates et hommes d'État français jugeaient les délégués latino-américains facilement corruptibles et bon marché et ne les considéraient qu'en fonction des services qu'ils pourraient être amenés à leur rendre […] ». Voir Yannick WEHRLI, « Les délégations latino-américaines et les intérêts de la France à la Société des Nations », *Relations internationales*, n°137, janv. 2009, numéro spécial dirigé par Olivier Compagnon, p. 57

[288] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Mission de la SdN en Amérique latine, Quito, 17/06/1938…

[289] Ce thème a été l'objet d'une communication de Yannick Wehrli, intitulée « Petites nations face aux grandes : les États latino-américains à la Conférence de la paix de Paris », lors du colloque *Pour une histoire de la Première Guerre mondiale en Amérique latine*, organisé par Olivier Compagnon à l'Institut des Amériques du 3 au 5 avril 2012.

deuxième chapitre. Cette expérience nous offre un autre enseignement, à première vue évident : par commodité, nous avons souvent parlé « des pays latino-américains », de « l'Amérique latine », reproduisant de la sorte la vision qu'avaient les acteurs européens du sous-continent, celle d'un ensemble indifférencié. Or, s'il a pu exister parfois une voix latino-américaine à Genève, les voies prises par chacun des États latino-américains sont loin d'être uniformes. Enfin, il faut faire la différence entre la parole et les opinions émises par les représentants latino-américains présents en Europe, fort éloignés des réalités de leur pays et plutôt favorables à la SdN, et celles des acteurs des gouvernements, étrangers pour la plupart au théâtre genevois. Un Alejandro Alvarez n'est pas forcément représentatif du Chili, tout comme un Marcelo T. Alvear de l'Argentine. La politique internationale de ces États se joue donc tout autant sur la scène intérieure que dans l'arène constituée par la SdN. Il nous faut garder cela à l'esprit à l'heure de se pencher sur les questions de coopération intellectuelle : Gabriela Mistral, représentante du Chili auprès de l'Institut International de Coopération Intellectuelle, ne passe finalement que très peu de temps dans son pays dans la période qui nous occupe. Quant à Elyseu Montarroyos, délégué du Brésil auprès de l'IICI, il ne revient jamais au Brésil entre 1919 et 1942, date de sa mort. Ils en sont pourtant la voix dans cette organisation internationale qui, comme nous allons le voir, est à l'origine de réseaux dans chaque État qui en devient membre. Il existe donc des voix sinon dissonantes, du moins diverses, chargées de d'incarner la culture de chaque nation que nous étudierons. C'est ce qui fait de la coopération intellectuelle un objet d'étude à la fois passionnant et complexe.

Chapitre II

Expériences latino-américaines d'une coopération intellectuelle très européenne

L'Amérique latine à l'OCI et l'OCI en Amérique latine

L'Organisation de Coopération Intellectuelle, formée par la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle qui siège à Genève depuis 1922 et par l'Institut International de Coopération Intellectuelle, inauguré à Paris en 1926, est le premier organisme à l'audience mondiale consacré à la promotion des relations intellectuelles internationales. Dans ce chapitre, nous privilégierons les relations des pays latino-américains avec l'Institut, organe exécutif de la Commission, quand bien même celle-ci ne sera pas absente de notre analyse. Ce choix est dicté par plusieurs éléments : la prochaine parution, par Corinne Pernet, d'un ouvrage sur l'Amérique latine et la Commission, mais aussi par la grande quantité d'archives que nous avons consultées au sujet de l'Institut. Une étude systématique de la place et de l'action des Latino-Américains au sein de la Commission aurait, en allongeant notre travail, nui à la mise en lumière des différentes dynamiques – internationales, régionales, nationales – qui constituent l'objet et la toile de fond de notre propos.

L'Accord qui établit la création de l'Institut lui laisse une grande autonomie : mis à la disposition de la SdN, il n'en fait pas formellement partie ; il fonctionne simplement sous ses auspices :

> « les deux institutions étaient liées par d'étroites relations, mais il est indéniable que l'IICI pouvait subsister sans l'aide de la SdN, tout en gardant son caractère international. La SdN n'était pas une condition sine qua non de son existence et de son bon fonctionnement, parce que la Société n'exerçait qu'un droit de contrôle et de gestion sur son travail »[1].

Cet état de fait explique sans doute que des États non membres de la SdN, comme le Brésil après 1926 ou comme les États-Unis, collaborent à l'œuvre de l'Institut. L'implication de l'Amérique latine va même croissant dans les années 1930, alors même que, comme nous l'avons vu, nombreux sont ceux qui choisissent de s'éloigner de l'organisme genevois. Carl Doka, s'il ne s'intéresse pas au cas latino-américain en particulier, nous fournit une clé d'explication :

> « Ce ne furent pas les tâches qui manquèrent à cet institut […], elles correspondaient à ce moment particulier de l'évolution culturelle où plus personne ne peut demeurer isolé, où le monde se rétrécit et où le rapprochement est nécessaire. Étant donné la nature même de la SdN et des attributions de l'Institut International de Coopération Intellectuelle, il était tout naturel que les petites nations fussent représentées aux côtés des grandes, soit dans les organes directeurs ou consultatifs, soit dans les cadres du personnel de la nouvelle institution ; la hiérarchie ne découlait plus ici de la politique mais du patrimoine culturel et de l'activité culturelle et scientifique dont les différents pays pouvaient se prévaloir »[2].

Participer à l'œuvre de l'Institut apparaît donc comme un moyen d'appartenir aux cercles des nations « civilisées », de gagner en prestige sur la scène intellectuelle internationale et par ce biais sur la scène internationale tout court. Étudier l'implication de l'Amérique latine au sein de

---

[1] Pham THI-THU, *La coopération intellectuelle sous la SDN*, Genève, Droz, 1962, p. 88.
[2] Carl DOKA, *Les relations culturelles sur le plan international*, Neufchâtel-Suisse, Éd. de La Baconnière, 1959, p. 11-12.

l'Organisation de Coopération Intellectuelle permet donc d'envisager, sous un autre angle, son positionnement dans l'ordre mondial né de la guerre. Il va sans dire qu'une fois de plus il nous faut rappeler que cet ensemble latino-américain est divers et qu'il est nécessaire de ne pas en masquer la complexité. L'analyse des stratégies développées par les trois pays objets de notre travail, dans le cadre de la coopération intellectuelle telle qu'elle a été menée dans le cadre de l'OCI et de l'IICI, permettra de le vérifier.

Nous envisagerons tout d'abord la manière dont les pays du sous-continent considéraient et étaient considérés par les acteurs principaux de l'OCI, avant d'étudier en détail les structures (commissions nationales, délégués, etc) qui furent mises en place en Argentine, au Chili et au Brésil afin de rendre effectif leur engagement dans la coopération intellectuelle internationale telle qu'elle était pensée depuis Genève et Paris. Nous nous attacherons ensuite aux projets et moments qui marquèrent l'histoire de cet engagement. Enfin, nous verrons quel fut le rôle de l'Amérique latine au moment de la fin de l'IICI et de la naissance de l'UNESCO. Organe exécutif de l'OCI et par conséquent principal interlocuteur des pays membres, l'IICI constituera l'observatoire privilégié depuis lequel nous envisagerons l'action et l'implication des pays latino-américains.

Après un premier chapitre dans lequel nous avons montré les ambiguïtés à l'œuvre dans les relations entre l'Amérique latine et la SdN, et plus généralement entre une Europe affaiblie et un sous-continent en quête de reconnaissance, il nous semblait pertinent d'étudier ces relations du point de vue de la coopération intellectuelle. Par essence multilatérale et désintéressée, cette dernière n'en charrie pas moins des questions ayant trait aux intérêts nationaux, à la géopolitique et aux identités nationales. Évaluer l'investissement des pays latino-américains dans l'OCI permet donc de tirer des conclusions quant à leur volonté de rester ou non présents sur une scène européenne que certains ont délaissée en même temps que la SdN. En d'autres termes, il s'agit de voir si, par le biais de la coopération intellectuelle, les pays latino-américains, et plus spécifiquement l'Argentine, le Brésil et le Chili, ont pu contourner les obstacles de la diplomatie traditionnelle ; si l'OCI a, d'une certaine manière, contribué à maintenir des liens privilégiés entre représentants européens et latino-américains de la culture, alors même que ces derniers aspiraient à remettre en cause le « modèle » culturel européen, jusque là quasi hégémonique.

L'Amérique latine et l'OCI : une motivation parfois tardive mais une présence grandissante

L'œuvre de coopération intellectuelle a été considérée, notamment par les Latino-Américains, comme un moyen de re-légitimer une SdN déconsidérée, contestée ou tout simplement ignorée, dans cette partie du continent. C'est d'ailleurs le sens de l'intervention de M. Nieto-Caballero, délégué colombien, lors de la session plénière de la CICI, en juillet 1934. Il propose que soit organisée une mission de coopération intellectuelle en Amérique du Sud pour pallier le manque d'intérêt des opinions publiques latino-américaines pour la SdN, vue comme une organisation européenne ne s'occupant que d'affaires européennes :

> « Le délégué de Colombie indique ensuite, dans un esprit de franchise cordiale, qu'un mouvement qui a déjà pris une certaine ampleur se dessine en Amérique, en vue de détacher de plus en plus les problèmes intéressant les pays de ce continent de ce que l'on pourrait appeler l'atmosphère européenne. L'Amérique latine aurait-elle des motifs de créer sa propre SdN ; son Bureau International du Travail et de l'Éducation, sa Cour permanente de Justice internationale ? En tout cas, la SdN n'y est connue que sous un aspect politique alors que ses activités sociales et intellectuelles gagneraient tous les esprits. Il appartient à l'IICI surtout de dissiper l'ignorance où l'on est, dans certaines régions du globe, de la véritable activité de la SdN[3]. »

C'est dans le même ordre d'idée que le secrétaire de la commission nationale argentine écrit en 1937 : « La SdN n'a pas beaucoup de sympathies dans notre continent […]. Mais je suis convaincu que la coopération intellectuelle peut faire renaître un mouvement d'intérêt et de sympathie qui d'année en année a été diminuant[4]. »

Gonzague de Reynold, membre de la CICI et du comité de direction de l'IICI, répond, au nom de la Commission, à l'intervention du délégué colombien en insistant sur le caractère universel de l'OCI :

> « La coopération intellectuelle dans le cadre européen ne saurait aujourd'hui suffire. Il faut qu'elle s'accomplisse entre les grandes civilisations, entre les plus éloignées, dans l'espace, de son centre. Voilà ce dont elle a besoin ; voilà ce qui peut seul donner à son œuvre son sens et son rayonnement[5]. »

Le fait qu'en 1937, le même constat soit à nouveau fait laisse deviner que la déclaration de principe de Reynold n'a pas vraiment été suivie d'effets et que l'OCI n'a pas su tirer parti du réel potentiel d'ouverture que lui offrait l'Amérique latine. En effet,

> « […] l'intérêt des États latino-américains pour la coopération intellectuelle, visible dès les années vingt dans l'appui donné à la France par leurs délégués à l'Assemblée de la SdN, s'accroît dans les années

---

[3] *L'année 1934 de la Coopération Intellectuelle*, p. 197.
[4] Cité par Jean-Jacques RENOLIET, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 261.
[5] *L'année 1934 de la Coopération Intellectuelle*, p. 201.

> trente en réaction à l'impérialisme économique et politique, mais aussi culturel – révélé par le projet d'Institut interaméricain de coopération intellectuelle – des États-Unis[6]. »

Jean-Jacques Renoliet cite, à l'appui de cette affirmation, une note à l'attention de Luchaire datant de 1929 :

> « Parlant de la mainmise économique des États-Unis, […] les Républiques de l'Amérique latine cherchent par tous les moyens à se dégager de ce monopole, dangereux au point de vue de la souveraineté nationale de ces petits pays. […] Par 'réflexe de conservation', les sympathies des Républiques de l'Amérique latine pour la SdN iront en s'accentuant. […] la coopération panaméricaine n'exclut pas la coopération internationale[7]. »

Délégués et commissions nationales latino-américains : un tableau en demi-teinte[8]

Renforcer les liens avec l'OCI, et donc avec l'IICI, est un moyen d'éviter un tête-à-tête inégal avec le géant nord-américain et de préserver leur indépendance. Mais cette profession de foi n'est pas tout de suite assortie d'engagements concrets : en 1929, seuls cinq États ont jusqu'alors contribué au budget de l'IICI (Brésil, Chili, Colombie, Équateur et Venezuela) et surtout, si 19 d'entre eux ont déjà nommé un délégué auprès de cet organisme, ils ne sont que quatre à avoir constitué une commission nationale (Brésil, Bolivie, Cuba et Salvador). Comment expliquer cet état de fait ? D'abord par l'éloignement géographique ; ensuite par l'importance numérique restreinte de l'élite intellectuelle tournée vers l'Europe et le manque de crédits d'États économiquement dominés. Enfin, il faut ajouter à cela, outre l'influence croissante des États-Unis, le manque d'unité d'un ensemble agité, nous l'avons vu, de rivalités multiples. On ne sera ainsi pas surpris de constater que parmi ceux qui ont le moins entretenu de liens avec l'OCI, on dénombre surtout des pays d'Amérique centrale, cette « arrière-cour » des États-Unis[9].

La responsabilité de cette participation en demi-teinte incombe en partie à l'Institut – en cela très européen – qui ne perçoit pas la diversité de cette Amérique si commodément latine, ainsi que le fait remarquer le délégué chilien, M. Rivas Vicuña, lors de la XVIe Assemblée de la SdN :

> « Il veut, dès maintenant, faire remarquer que c'est une erreur de croire que la culture américaine a un caractère nettement latin. Elle est latine par la classe qui dirige les peuples et elle s'est formée non seulement aux sources de culture d'Espagne, de France et d'Italie, mais encore celles de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'Allemagne, et elle a élevé dans ces pays une partie de sa jeunesse et y a

---

[6] Jean-Jacques RENOLIET, *ouv.cité*, p. 259. Sur cet institut interaméricain, voir chapitres IV et VI.
[7] *Ibid.*
[8] Voir en annexe le tableau récapitulatif de la participation des pays latino-américains à l'OCI.
[9] Voir notamment Denise Artaud, *Les États-Unis et leur arrière-cour : la défense de la troisième frontière*, Paris, Collection pluriel, 1995.

> choisi une partie de son corps enseignant. Cette circonstance donne aux cultures américaines un caractère éclectique qui constitue déjà une réalisation de la coopération intellectuelle [10]. »

De même, il est reproché à l'Institut de ne pas adapter ses questionnaires « aux conditions réelles existant dans la totalité des États américains[11] », agissant à leur égard comme s'il s'agissait de l'Europe. Tout en ne les prenant pas suffisamment en compte dans son organisation. À plusieurs reprises, des représentants latino-américains déplorent la faible représentation de leur continent dans les différentes instances de l'OCI[12]. En 1937, en effet, le Comité permanent des Lettres et des Arts[13] ne compte qu'un seul ressortissant latino-américain, le Bolivien Costa du Rels[14]. Quant à la CICI, elle a compté en tout cinq ressortissants latino-américains[15].

Les pays d'Amérique latine occupent cependant à la fin des années 1930 une place de choix parmi les États soutenant l'Institut. En 1939, dix-neuf ont un délégué (42,2% du total et presque autant que l'Europe)[16] et treize une commission (28,3% du total)[17], alors même qu'ils ne sont plus que dix à être encore membres de la SdN. En 1935 encore, est déploré, dans la revue *L'année 1935 de la coopération intellectuelle*, le faible nombre de commissions nationales en Amérique Latine : trois en Amérique centrale (Cuba, Mexique et Salvador) et trois pour l'Amérique du Sud (Bolivie, Brésil et Chili). La résolution adoptée par la Conférence de Buenos Aires de 1936 qui encourageait la création de commissions nationales semble changer la donne : il s'en crée en Argentine en 1936, en Haïti, en République dominicaine et en Uruguay en 1937, en Équateur et au Pérou en 1938 et au Venezuela en 1939[18]. Il faut aussi souligner le rôle de l'Union Panaméricaine qui, en mars 1937, recommande la création dans chaque État américain d'une commission nationale qui se mette « en contact avec les autres groupes nationaux similaires et

---

[10] *La coopération Intellectuelle*, 1935, p. 542.
[11] *Idem*, p. 260.
[12] Le Chili émet, lors de l'Assemblée de la SdN de 1935, le vœu « de voir se développer la participation de représentants de l'Amérique latine aux différents Comités de la coopération intellectuelle » (Cité par Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p.260) et de voir « augmenter d'un ou deux membres la représentation de l'Amérique latine à la Commission » (*La Coopération Intellectuelle*, 1935, p. 542). En 1937 le délégué argentin « considère de la première importance la nécessité d'incorporer un plus grand nombre de ressortissants hispano-américains, actuellement fort rares, aux comités, par ailleurs très nombreux, de l'OCI » (*Idem*, p. 261).
[13] Constitué en 1931 et succédant à la sous-commission des Arts et des Lettres de la CICI, ce comité étudie des questions littéraires et artistiques mais aussi des questions plus générales concernant l'avenir de la culture et de la civilisation occidentale. Il organise notamment des « Entretiens », dont neuf ont lieu entre 1932 et 1938, et des « Correspondances », entre intellectuels. (Voir Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 317-318)
[14] Adolfo Costa du Rels (1891-1980) était un écrivain et un diplomate bolivien, de père français. De 1931 à 1937, il occupa la fonction de délégué auprès de la SdN. Il fut ensuite ministre plénipotentiaire au Vatican (1937-1943), puis ambassadeur en Argentine (1943-1944).
[15] Voir tableau en annexe.
[16] Le nombre élevé de délégués latino-américains auprès de l'Institut s'explique notamment par le fait qu'ils sont souvent choisis parmi le corps diplomatique en poste à Paris, n'exigeant donc aucun frais supplémentaire.
[17] Chiffres tirés de Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 258.
[18] Voir Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 261.

avec son Bureau de coopération intellectuelle[19] ». Cette progression est mise en avant dans *L'année 1938 de la coopération intellectuelle* :

> « Il faut souligner les résultats acquis en Amérique du Sud où, grâce aux efforts conjugués de l'Union Pan-américaine et de l'OCI, on compte onze commissions : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Cuba, République Dominicaine, Haïti, Mexique, Pérou, Salvador, Uruguay[20] ».

Henri Bonnet, qui a remplacé Julien Luchaire à la tête de l'Institut en 1930, souligne d'ailleurs la place prise par l'Amérique du Sud dans une lettre adressée en 1940 à Antonio Aita, secrétaire de la commission nationale argentine. Il y déclare notamment que les commissions nationales de cette partie du globe ont « une activité qui se développe, très régulièrement » : « nous en sommes très heureux et nous continuerons, dans les circonstances présentes, à faire tout ce que nous pourrons pour renforcer la cohésion morale de tous les organismes de coopération intellectuelle[21] ». L'Amérique latine, arrivée tardivement sur la scène de l'Organisation de Coopération Intellectuelle, devient donc, alors que sa fin est proche, un motif d'espoir pour un Institut qui, à l'image de la SdN, n'a pas su plus tôt adopter une perspective réellement universelle.

C'est surtout par le biais des délégués d'État que le contact se fait entre ces pays et l'IICI, comme le souligne un compte-rendu paru dans *L'année 1933 de la coopération intellectuelle* :

> « […] un contact aussi intime que possible a été maintenu avec les gouvernements mêmes par l'intermédiaire des délégués d'État. […] Ce mode de liaison se révèle particulièrement efficace pour certains pays lointains, ceux de l'Amérique du Sud, par exemple, où les délégués d'État doublent heureusement les Commissions nationales[22] ».

De fait, en-dehors du Honduras, tous les pays latino-américains ont peu ou prou participé à l'OCI, que ce soit par la désignation d'un délégué, la constitution d'une commission nationale, voire les deux – ce qui est le cas de dix pays sur les 19 étudiés. Si cela ne signifie pas pour autant une implication majeure de l'Amérique latine, c'est à tout le moins révélateur d'un certain intérêt et d'une volonté de ne pas se tenir totalement à l'écart de cette organisation. Celle-ci était en effet vue comme un moyen non seulement d'intégrer des réseaux internationaux, et en particulier européens, mais aussi comme une possibilité de conférer une certaine reconnaissance à des États qui, n'ayant pas le statut de puissance, aspiraient tout de même à exister sur la scène internationale, à figurer sur le « planisphère de la vie intellectuelle[23] » que tentait d'établir l'IICI.

---

[19] Cité par Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 262.
[20] *L'année 1938 de la coopération intellectuelle*, p. 140.
[21] AUN, A III 37, 31/05/1940.
[22] *L'année 1933 de la coopération intellectuelle*, p. 160-161.
[23] Dans un article paru dans *El Mercurio* en 1927, Gabriela Mistral entreprend d'expliquer en quoi consiste l'action de l'IICI : « Cette institution a été créée il y a deux ans par la SdN afin de construire des liens entre les travailleurs intellectuels de tous les peuples et pour qu'advienne, par la mise en relation d'hommes représentatifs des différentes patries, cette paix qui ne paraît pas pouvoir être atteinte par les chemins creux de la politique. […]

Victime d'une ignorance certaine de la part de la plupart des Européens, les pays latino-américains avaient par conséquent tout intérêt à ne pas être absents de cette entreprise de recension, ainsi que le souligne la Chilienne Gabriela Mistral[24] :

> « Il est plus que nécessaire, pour l'Amérique espagnole, de procéder à de vigoureuses rectifications dans cette Europe qui a proféré et continue de le faire, avec une désinvolture regrettable, tant de jugements superficiels qui pourraient être ceux d'un touriste ivre. Elle doit communiquer sur ses écoles, ses lettres, sa presse. On ne lui demande que cela : une information sur elle-même qui soit fréquente, ordonnée et honnête[25]. »

La contribution de l'Amérique latine au budget de l'IICI

L'autre facette de la participation de l'Amérique latine aux travaux de l'OCI est sa contribution au budget. Si ni le Chili ni l'Argentine ne contribuent régulièrement au budget de l'IICI, le Brésil, quant à lui, rejoint en 1929 l'Équateur (donateur depuis 1926), le Venezuela et la Colombie (depuis 1928). Sa contribution va de 75 000 francs à 100 000 francs pour les années 1932, 1937, 1938 et 1939. Cette augmentation est en partie due à la dévaluation du franc : Montarroyos écrit régulièrement à l'Itamaraty pour mettre en évidence cet état de fait et suggérer une augmentation de la subvention pour que le montant, en francs-or, reste le même[26]. Tout comme il doit souvent faire remarquer à son ministre de tutelle que le paiement n'a pas été effectué… Il arrive aussi parfois que le gouvernement brésilien verse la somme en dollar, sans tenir compte du taux de change : en 1932, Montarroyos signale que les 2935 dollars versés correspondent à 74 233 francs, et non 75 000. Cet incident se répète en 1933. À chaque fois, l'Institut renonce à demander ce qui manque, et impute l'écart entre la somme due et la somme versée au taux de change. Malgré tout, il convient de dire que la subvention brésilienne se situe parmi les plus importantes : seule la Pologne, jusqu'en 1933, et l'Italie jusqu'à son retrait de la SdN en 1937, offrent des sommes plus élevées. Par ailleurs, le Brésil a apporté sa contribution pour la publication des ouvrages brésiliens de la collection ibéro-américaine[27]. Il y a eu quelques

---

Avant l'établissement de relations, son travail consiste à dresser un panorama de la production scientifique, littéraire et artistique. […] Un panorama de la vie intellectuelle qui mette en avant les centres cardinaux de la culture (universités, athénées, musées, clubs littéraires, sociétés d'histoire, de sciences naturelles, etc), jusqu'à ceux qui sont perdus dans la province la plus modeste. » (AUN, A I 83, Article de *El Mercurio*, paru le 13/07/1927).

[24] **Gabriela Mistral** (1889-1957), éducatrice, diplomate et poétesse, reçoit le prix Nobel de littérature en 1945.

[25] AUN, A I 83, Article de *El Mercurio*, paru le 13/07/1927.

[26] AHI, 78/3/15, 13/01/1939 : « [...] il me paraît souhaitable, dans un esprit de justice et de cohérence, que le concours financier prêté par le Brésil à L'Institut se maintienne toujours au même niveau », c'est-à-dire 15 000 francs-or.

[27] AUN, A I 86, 19/03/1929, Lettre de Montarroyos à Luchaire. Montarroyos annonce que le Brésil accorde une subvention de 1500 francs-or au budget de l'Institut, et de 700 livres anglaises pour la collection. Cette contribution est mentionnée dans le rapport de 1928 d'Octavio Mangabeira au président Washington Luis, dont

versements ponctuels, comme celui que le gouvernement brésilien fait en 1933 pour l'acquisition de publications de l'IICI[28].

Nous pouvons voir dans le tableau suivant la part de l'Amérique latine dans le budget de l'IICI, dotations ponctuelles comprises :

La Coopération Intellectuelle de 1929 publie des extraits : « En se basant sur les informations fournies par lui [Montarroyos], le ministère des Affaires étrangères a décidé, afin de répandre la culture de notre pays à l'étranger, d'offrir au service des traductions de l'Institut les moyens de publier en français quelques ouvrages d'auteurs brésiliens décédés […] », (*La Coopération Intellectuelle*, 1929, p.760).

[28] AHI, 78/3/13, 19/07/1933, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco.

Figure 2 : L'Amérique latine dans le budget de l'IICI (en francs or)

	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
I. SUBVENTIONS													
Total des subventions perçues par l'IICI	2 419 141	2 854 139	3 182 957	2 977 726	3 023 693	3 061 131	2 764 438	2 615 986	2 474 858	2 413 536	2 671 682	2 802 644	2 617 789
Total des subventions versées par les pays latino-américains	2 536 0,10%	28 171 0,98%	86 611 2,72%	152 333 5,09%	61 422 2,02%	208 409 6,81%	84 412 3,05%	177 872 6,78%	167 397 6,74%	82 712 3,41%	249 690 9,33%	173 438 6.17%	156 355 5,97%
Brésil			*73 868* *2,32%*	*75 000* *2,51%*		*148 409* *4,85%*	*75 000* *2,71%*	*75 000* *2,86%*	*75 000* *3,03%*	*75 000* *3,10%*	*100 000* *3,74%*	*100 000* *3,56%*	*100 000* *3,82%*
Colombie		*15 428* *0,54%*					*9 412* *0,34%*	*8 280* *0,31%*	*9 850* *0,39%*	*7 712* *0,31%*	*10 400* *0,38%*	*13 438* *0,47%*	*10 500* *0,40%*
Equateur	*2 536* *0,10%*			*4 653* *0,15%*	*521* *0,01%*								
Mexique				*60 680* *2,03%*	*60 901* *2,01%*	*60 000* *1,96%*		*60 000* *2,29%*	*60 000* *2,42%*		*120 000* *4,49%*	*60 000* *2,14%*	*45 855* *1,75%*
Pérou								*10 592* *0,40%*	*10 547* *0,42%*		*19 290* *0,72%*		
Venezuela		*12 743* *0,44%*	*12 743* *0,40%*	*12 000* *0,40%*				*24 000* *0,92%*	*12 000* *0,48%*				
II. COMPTES SPÉCIAUX													
Total des subventions versées pour la Collection ibéro-américaine	0	30 875	86 916	113 694	0	14 357	17 537	928	3 829	1 084	39 208	26 766	7 816
Argentine				*36 482*								*23 345*	
Brésil			*86 916*										
Chili		*30 875*											
Pérou											*9 492*		
Uruguay											*27 421*		
Venezuela				*77 212*									

Chiffres tirés de Jean-Jacques Renoliet, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la coopération intellectuelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 208-209.

La voix latino-américaine à l'OCI

Enfin, la présence de l'Amérique latine au sein de l'OCI, outre le nombre croissant de commissions nationales, se traduit par la multiplication des interventions de ses représentants lors de différentes assemblées. On peut citer l'exemple de la XVe Assemblée de la SdN, qui a lieu en 1934, dont la VIe commission a consacré quatre séances à la coopération intellectuelle. Sur 18 interventions, six sont le fait de délégués latino-américains[1].

Lors de la XVIe Assemblée de la SdN en 1935, les interventions latino-américaines sont moins nombreuses, mais peut-être plus marquantes. Le délégué argentin met en avant que « de toutes les formes d'activités de la SdN, la coopération intellectuelle est une de celles qui ont toujours retenu l'attention bienveillante de la République argentine » ; il ajoute que si cet aspect de l'action de la SdN jouit de la faveur de l'Amérique latine, c'est que

> « les États de l'Amérique latine avaient eu la prescience de l'importance que les échanges de pensée seraient appelés à jouer un jour dans la SdN et ils avaient marqué une vive curiosité à l'égard de la philosophie, de la science, des lettres et des arts d'Europe[2] ».

Se manifeste lors de cette Assemblée la volonté de l'Amérique latine d'être traitée sur un pied d'égalité avec l'Europe. L'intervention de M. Rivas Vicuña, délégué chilien, commence par un avertissement qui remet en cause la prédominance européenne en matière de culture : « La culture, dit-il, n'est pas le patrimoine d'un continent et elle doit faire l'objet d'une propagande et d'une 'distribution' beaucoup plus vastes que celles d'autres matières qui, parfois, intéressent plus fortement l'opinion publique[3] ». Lors de la Conférence des commissions nationales réunie à Paris en juillet 1937, la délégation chilienne va plus loin et pose le problème de l'impérialisme culturel des États européens en demandant à ce que « les nations puissent conserver leurs trésors artistiques qu'on leur ravit trop souvent sous prétexte de les étudier ou de

---

[1] M. Levillier pour l'Argentine, M. Costa du Rels pour la Bolivie, M. Parra-Perez pour le Venezuela, M. Beteta pour le Guatemala, M. Pedro de Alba pour le Mexique et M. Nieto-Caballero pour la Colombie. Voir *La Coopération Intellectuelle*, 1934, p. 362.

[2] *La Coopération Intellectuelle*, 1935, p.540. On peut citer aussi le rapport sur la coopération intellectuelle consigné dans les *Memorias* du ministère chilien des Relations extérieures de l'année 1935 : « L'Activité de la Société des Nations sur le terrain de la coopération intellectuelle figure parmi ses initiatives les plus dynamiques et intéressantes. » (MRE Chili, *Memorias*, 1935, p. 295).

[3] *La Coopération Intellectuelle*, 1935, p. 542. Dans cette publication, le discours du délégué chilien ne figure pas dans son intégralité. Or ce qui précède notre citation est tout aussi intéressant ; M. Rivas Vicuña met en effet en avant le dynamisme des échanges intellectuels à l'échelle du continent américain puisqu'il se réfère au « […] au mouvement intellectuel qui se développe si intensément dans les principaux centres du Continent américain, à ses universités, à ses centres scientifiques, aux relations existant entre les organismes de chaque pays et aux actions fréquemment coordonnées par l'Union panaméricaine, que ce soit à l'occasion de conférences générales ou de réunions spéciales. » (MRE Chili, *Memorias*, 1935, p. 295).

les mettre en valeur[4] ». M. Rivas Vicuña suggère en outre que soit augmentée la représentation des pays latino-américains[5] et qu'on « autorise la Commission à inviter à ses séances, avec le délai nécessaire, quelques intellectuels américains qui se trouvent en Europe ou qui peuvent y venir[6] ».

Mais cela ne suffit pas : il faut que l'échange se fasse dans les deux sens. C'est pour cela que le délégué argentin propose de « […] donner au monde intellectuel européen le moyen d'aller en Amérique prendre contact avec l'activité intellectuelle qui s'y développe[7] ». À cette fin, il faudrait organiser « […] par exemple tous les trois ou cinq ans, sur le continent américain, des entretiens auxquels assisterait un groupe d'intellectuels de l'ancien continent […][8] ». Cela présenterait deux intérêts : d'une part renforcer « […] la liaison entre l'Amérique latine et la Société des Nations et contribuerait au développement de la coopération intellectuelle[9] » ; d'autre part offrir une image vivante et actuelle du monde intellectuel latino-américain[10]. Il ne fait ici que réitérer la proposition du délégué argentin[11] qui plébiscite également cette manière de décentrer la coopération intellectuelle, manière de signifier à l'Europe que, tout en continuant à l'admirer, les pays latino-américains ne s'accommodent plus de son hégémonie en termes culturels, qu'il faut désormais tenir compte de leurs productions. En résumé, les délégués chilien et argentin souhaitent en finir, en douceur, avec la tutelle intellectuelle de l'Europe, pour bâtir, dans le respect mutuel, des relations saines : « […] Il ne s'agirait plus de 'découvrir', comme à l'époque de la Renaissance, le Nouveau Monde, mais de couronner, en un débat tout amical et serein, sur quelque haut sujet d'actualité, quatre siècles de relations continues et fécondes[12]. »

Ces interventions sont sans doute en partie à l'origine des *Entretiens* de Buenos Aires, organisés à l'initiative d'Antonio Aita, secrétaire général du PEN Club argentin, et sous l'égide de l'IICI. Si le PEN Club argentin apporte son concours pour la publication des *Entretiens*, c'est le Comité Permanent des Lettres et des Arts de l'Institut, représenté par Dominique Braga, qui se

---

[4] Voir Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p.128 ; la délégation chilienne fait référence au pillage de l'Île de Pâques par une mission scientifique européenne.

[5] Il voudrait voir « augmenter d'un ou deux membres la représentation de l'Amérique latine à la Commission », « s'élargir la représentation latino-américaine au sein du Comité des Lettres et des Arts » (*La Coopération…*, p. 542-543).

[6] *La Coopération Intellectuelle*, 1935, p. 542.

[7] « Il ne suffit pas de connaître certaines opinions, il faut entrer en rapport avec les groupes intellectuels de chaque pays, visiter ses universités, connaître sa presse, ses bibliothèques, ses centres d'enquête et d'étude. »

[8] *La Coopération Intellectuelle*, 1935, p. 542.

[9] *Idem*, p. 543.

[10] « […] tout en reconnaissant pleinement l'importance de la publication des œuvres ibéro-américaines, M. Rivas Vicuña attribue un plus grand intérêt à la connaissance de la pensée actuelle de l'Amérique sur des questions qui intéressent l'Europe et le monde », (*La Coopération Intellectuelle*, 1935, p. 542).

[11] « D'autres formes de la coopération intellectuelle intéressent aussi l'Argentine, notamment la « Correspondance » et les « Entretiens ». À ce sujet, on peut imaginer tout l'intérêt que présenterait une rencontre d'illustres écrivains européens avec l'élite intellectuelle américaine. », (*Ibid.*).

[12] *Ibid.*

charge du reste[13]. Ces entretiens, qui se déroulent dans la capitale argentine du 11 au 16 septembre 1936, ont eu pour thème « les rapports actuels des cultures européenne et latino-américaine » et réunissaient des écrivains des deux continents[14].

Une fois dressé ce bref tableau des rapports entre l'OCI et les États latino-américains, il nous faut maintenant nous attacher aux structures et acteurs qui en ont été à l'origine, donnant naissance, à l'intérieur de chaque pays, à une configuration particulière, révélatrice tant des liens que l'on souhaitait entretenir avec l'OCI, et donc l'Europe, mais aussi avec le reste de l'Amérique latine.

[13] Voir AUN, A III 56, « *Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine. Ses débuts, son évolution, son organisation »,* par Miguel Osório de Almeida, prononcé à l'occasion de la Conférence Générale des Commissions nationales de coopération intellectuelle, juillet 1937 *:* « Un des *Entretiens* de la série organisée par le Comité Permanent des Lettres et des Arts a eu lieu l'année dernière à Buenos Ayres, à la demande du P.E.N. club argentin. Cet « Entretien » a été consacré aux relations intellectuelles entre l'Europe et l'Amérique latine, dont les différents pays, tout en étant pris comme un ensemble, ont eu l'occasion de mettre en relief leurs caractères respectifs ».

[14] MM. Diez Canedo, Duhamel, Entwhistle, Estelrich, Ludwig, Maritain, Mottram, Piérard, Ungaretti, Zweig pour l'Europe ; MM. Arguedas, Sanin Cano, Peixoto, Reyes, Reyles, Romero, Teran, de Figueireda, Urtiena, Ibanguren pour l'Amérique latine. Voir *L'année 1937 de la coopération intellectuelle*, p.22. Sur ces Entretiens, voir partie II, chapitre VI.

L'Argentine, le Chili et le Brésil à l'OCI : acteurs et structures

C'est en septembre 1923 que le Conseil et l'Assemblée de la SdN votent les résolutions visant à encourager la création de commissions nationales dans les pays souhaitant participer aux travaux de la CICI. Le but est à la fois de rendre plus efficaces les relations avec chaque pays, et d'y encourager l'organisation de la vie intellectuelle en favorisant les relations bilatérales et multilatérales[15]. Par ailleurs, la fonction de délégué d'État auprès de l'IICI est instituée en 1925, conformément au Statut organique qui le créait et qui l'autorisait à correspondre « directement avec les autorités gouvernementales et administratives chargées, dans les différents pays, de l'examen et de la solution des questions se rattachant à son objet[16] ».

Comme l'écrit Francisco Walker Linares, la composition des commissions nationales latino-américaines diffère selon les pays :

> « Chacun est libre d'adopter la structure qui lui convient le mieux ; dans certains pays, comme le Chili, la commission nationale est un organisme autonome, comptant des représentants des principales forces culturelles locales, tandis qu'elles sont, dans d'autres pays comme l'Argentine et le Brésil, des institutions dépendant de l'État[17]. »

Étudier la manière dont se sont structurées ces commissions, les acteurs qui les ont intégrées, leur activité, apparaît donc révélateur des liens entretenus dans chaque pays entre les intellectuels d'une part et l'État d'autre part. Ces liens ne sont pas statiques, à l'instar des relations de l'Argentine, du Brésil et du Chili avec une organisation de coopération intellectuelle qui les liait à l'Europe. À travers l'histoire de ces commissions, objets oubliés des historiographies nationales, ce sont donc tout à la fois l'histoire des intellectuels, des relations internationales et de leur dimension culturelle que nous aborderons ici. Le rôle des acteurs étant, nous le verrons, déterminant, ceux-ci seront, chaque fois que cela nous a été possible, l'objet d'une courte notice biographique. Cette démarche ne s'inscrit pas dans un souci d'érudition, mais dans la volonté d'apporter un éclairage sur ceux que l'on désignait par le terme générique d' « intellectuels », et d'évaluer leur sphère d'action dans un domaine à la charnière entre histoire nationale et internationale.

---

[15] Voir Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 32-33.
[16] Cité par Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 270.
[17] Francisco WALKER LINARES, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943, p. 13.

De l'importance des circonstances : le cas argentin

En effet, en dépit du caractère tendu des relations entre l'Argentine et la SdN, le gouvernement argentin désigne dès 1926, soit l'année même de l'inauguration de l'IICI, un délégué auprès de cet organisme. C'est au consul d'Argentine à Paris, Enrique Gómez Carrillo, qu'incombe la tâche d'assurer la liaison entre ce pays et l'Institut[18].

Le parcours de ce personnage mérite d'être évoqué. Tout d'abord parce qu'Enrique Gómez Carrillo n'était pas argentin mais guatémaltèque. La trajectoire de Gómez Carrillo est intimement liée à Paris, où il se rend pour la première fois en 1891, à l'âge de 19 ans. Il rencontre alors Verlaine, Leconte de Lisle et Moréas. En 1898, il parvient à se faire nommer consul dans cette ville par Manuel Estrada Cabrera[19]. « Journaliste à la plume alerte, à l'intelligence vive, au style précis et harmonieux, mais à l'information souvent hâtive et partielle »[20], il écrit dans de nombreuses revues, de France, mais aussi d'Espagne et d'Amérique latine, contribuant à véhiculer une image idéalisée de la capitale française. Ses liens avec les milieux littéraires français, sa connaissance du milieu parisien[21] expliquent sans doute que son nom ait fait consensus quand il fallut nommer un délégué auprès de l'Institut.

Il meurt cependant trop tôt – le 29 novembre 1927 – pour réellement œuvrer à renforcer les liens entre l'Argentine et l'IICI. N'ayant pas eu accès à la correspondance entre Gómez Carrillo et le ministère argentin des Relations extérieures, il nous est encore plus difficile d'évaluer son action. Tout au plus savons-nous qu'il a tenté de mieux faire connaître les travaux de la coopération intellectuelle en Argentine, tant auprès de l'opinion publique[22] que de son ministère de tutelle[23]. Dans un article paru dans le journal *ABC*, l'argumentation de Gómez Carrillo repose

---

[18] Une première lettre de l'intéressé, datée du 05 juin 1926, est adressée à Julien Luchaire pour lui annoncer sa désignation (AUN, A I 133) : « Quelques confrères argentins, désireux de voir leur pays figurer parmi les nations représentées officiellement à votre Institut, ont eu l'idée de demander à leur gouvernement de me désigner en qualité de délégué à cette Commission Intellectuelle ».
Une lettre officielle, datée du 08 septembre et provenant du ministère argentin des Relations extérieures confirme cette décision (*idem*). Le délai entre les deux lettres, ainsi que les termes employés par Enrique Gómez Carrillo, laissent à penser que l'initiative est venue du milieu diplomatique argentin présent en Europe plutôt que du ministère lui-même.

[19] Manuel Estrada Cabrera (1857-1924) est président du Guatemala de 1898 à 1920.

[20] Selon les termes de Christiane JOUANNY, dans son article « Un Américain à Paris en 1891 : les débuts littéraires d'Enrique Gómez Carrillo », in *Études littéraires*, vol.2, n°1, 1969, p. 57. (Consultable en ligne : http://id.erudit.org/iderudit/500058ar).

[21] Voir Claude VIOT, *Enrique Gomez Carrillo, intermédiaire culturel entre la France, l'Espagne et l'Amérique espagnole, 1873-1927*, Thèse d'État, sous la direction de Daniel-Henri Pageaux, Université Paris III, 1987.

[22] Dans une lettre à Julien Luchaire, le délégué pour l'Argentine joint un article qu'il a écrit pour le journal *ABC* au sujet de l'Institut. (AUN, A I 133, Paris, 05/11/1926, article paru le 02/11/1926).

[23] AUN, A I 133, Nice, 14/01/1927, Lettre d'Enrique Gómez Carrillo à Julien Luchaire : « Je me suis mis à faire un mémoire sur l'Institut, son rôle, son importance, etc. Peu à peu, j'espère intéresser le gouvernement et le pays à cette institution à laquelle je suis si fier d'appartenir et envoie un rapport sur l'Institut au gouvernement argentin (AUN, A I 133, Nice, 16/05/1927, Lettre d'Enrique Gómez Carrillo à Julien Luchaire : « J'ai envoyé à

sur deux points. Le premier vante le principe d'égalité qui fonde la coopération intellectuelle : dans cette organisation, l'Amérique latine, et donc l'Argentine, ne figurent plus dans une position subalterne par rapport aux pays européens, mais à leurs côtés[24]. Selon lui, cette organisation représente pour le sous-continent l'occasion de montrer au reste du monde son dynamisme intellectuel :

> « J'insiste ! [Au sein de l'OCI], unis fraternellement par les liens indestructibles du sang et de la langue, les peuples qui forment notre grande Patrie idéale ne pourront que jouir petit à petit d'une véritable hégémonie, si ce n'est dans le domaine de la science, du moins dans celui des arts et des lettres[25]. »

Gómez Carrillo a construit son argumentaire sur un effet de rhétorique ; son article s'ouvre en effet ainsi : « Chaque fois qu'il est question de l'IICI, les Hispano-Américains posent la question suivante : pourquoi l'Espagne est-elle restée en dehors de cette Association?[26] ». Tout au long de son texte, on a donc l'impression que c'est l'Espagne, qui s'est retirée de la SdN en 1926, qui est la destinataire des arguments avancés par le délégué d'Argentine. Ce qui lui permet, dans un deuxième temps, de faire une référence implicite à la situation de ce pays vis-à-vis de la SdN, sans risquer d'entrer dans les débats partisans dont cette question est l'objet. Il s'agit pour lui de convaincre que l'engagement auprès de l'IICI ne constitue en aucune manière une modification de la position argentine à Genève :

> « Vous me dites que maintenant que l'Espagne s'est retirée de la SdN, elle ne pourrait plus répondre à l'appel des intellectuels ? Et bien vous vous trompez. Si l'IICI a bel et bien été fondé sous les auspices de la Ligue de Genève, son autonomie est si absolue que même les gouvernements qui n'ont jamais adhéré à la Société des Nations peuvent désigner auprès de lui des délégués officiels[27]. »

Une fois Gómez Carrillo décédé, la fonction de délégué d'État se vide de son contenu. Joaquín de Vedia[28] le remplace comme consul adjoint de l'Argentine à Paris et comme délégué[29]. Néanmoins, l'absence de correspondance entre ce dernier et l'Institut laisse à penser que les relations entre l'Argentine et l'Institut étaient alors au point mort. On apprend, par une lettre de Daniel Secrétan à l'ambassadeur argentin à Paris, qu'en 1932 Joaquin de Vedia n'est plus délégué

---

mon gouvernement et à ma légation un long rapport sur l'Institut où je dis la plus grande importance de ses travaux et de ses projets. »). Malheureusement nous n'avons pas pu consulter ledit rapport.

[24] « Les pays latins du nouveau monde ont très vite compris l'importance, pour la propagande morale des peuples qui parlent espagnol, l'importance de cette Assemblée des nations, qui conduisent la marche vers le progrès. Là, en effet, nous pouvons fraterniser, sans distinction de rangs, avec la France, l'Italie ou l'Empire britannique. » (AUN, A I 133, Paris, 05/11/1926, article paru dans l'*ABC* le 02/11/1926)

[25] *Ibid.*

[26] *Ibid.* : « *Cada vez que se habla del IICI, los hispanoamericanos preguntan : ¿ Por qué España se ha quedado fuera de esa Asociación?* »

[27] (AUN, A I 133, Paris, 05/11/1926, article paru dans l'*ABC* le 02/11/1926).

[28] Joaquín de Vedia (1877-1936) était aussi un journaliste et avait été directeur et critique de théâtre.

[29] Julien Luchaire reçoit une lettre en ce sens de la part du Ministère argentin des Relations extérieures (AUN, A I 133, Buenos Aires, 16/11/1927, Lettre du Ministère argentin des Relations extérieures à Julien Luchaire).

d'État[30]. La même année, l'Institut recourt à la médiation d'Adolfo Costa du Rels, membre de la délégation bolivienne auprès de la SdN, pour tenter de savoir quelles sont les intentions de l'Argentine vis-à-vis de l'organisation de coopération intellectuelle[31].

Les interrogations du directeur de l'Institut sont d'autant plus fondées qu'il n'existe toujours pas, en 1932, de commission argentine de coopération intellectuelle. Il y a bien eu, en 1927, un début de tentative pour que cet organisme fût créé. Ainsi Gómez Carrillo fit-il part à l'époque du fait que « la formation du Comité national argentin [était] à la veille d'être réalisée », l'Université de Buenos Aires, de La Plata et la Société scientifique argentine[32] ayant manifesté leur intérêt pour la fondation d'une commission nationale[33].

Il faut cependant attendre 1936 pour qu'une commission argentine soit effectivement créée. En 1936, Buenos Aires doit être le siège du XIVe congrès international des PEN club, occasion d'attirer sur l'Argentine les regards du monde intellectuel international. Le secrétaire du PEN club argentin[34], Antonio Aita[35], suggère alors que soit enfin fondée une Commission

---

[30] AUN, A I 133, Paris, 24/02/1932, Lettre de Daniel Secrétan à M. A. Le Breton, ambassadeur de l'Argentine à Paris.

[31] AUN, A I 133, Paris, 04/04/1932, Lettre de Costa du Rels à Henri Bonnet et Paris, 16/04/1932, Lettre d'Henri Bonnet à Costa du Rels. Dans cette lettre Henri Bonnet, nouveau directeur de l'Institut, écrit : « Nous avons de bonnes relations avec ce pays, mais une collaboration plus intime avec les milieux intellectuels argentins serait la bienvenue. »

[32] Sur la Société scientifique argentine, voir chapitre V.

[33] AUN, A I 133, pas de lieu précisé, 14/09/1927, Lettre de ? à M. Oprescu : « M. Gómez-Carrillo, délégué de l'Argentine, me communique que la formation du Comité national argentin est à la veille d'être réalisée. L'Université Nationale de Buenos Aires, l'Université de La Plata et la Société scientifique argentine ont manifesté sur ce point, par des lettres officielles, leur désir formel au Ministère des Relations extérieures. » Enrique Gómez Carrillo transmet à Julien Luchaire les lettres des responsables de l'Université de La Plata, de l'Université Nationale et de la Société scientifique, afin que le directeur de l'Institut puisse constater « la chaleur avec laquelle cette idée a été accueillie par nos grands centres de culture. » (AUN, A I 133, Paris, 04/09/1927, Lettre d'Enrique Gómez-Carrillo à Julien Luchaire).

[34] Celui-ci est fondé en 1930. En 1936, il était présidé par Carlos **Ibarguren**, Victoria Ocampo en étant la vice-présidente. Les autres membres sont : Margarita Abella Caprile (1901-1960), journaliste et poète ; Juan Pablo Echagüe (1875-1950), écrivain, connu comme le « maître des critiques argentins », a été membre de l'Académie Argentine de Lettres, de l'Académie Nationale d'histoire, et voyage à de nombreuses reprises à Paris ; Arturo Capdevila (1889-1967), poète, dramaturge, juriste et professeur de philosophie, a été membre de l'Académie Argentine de Lettres, de l'Académie Nationale d'histoire ; Manuel Gálvez (1882-1962), poète, écrivain et historien, auteur de *El Diario de Manuel Quiroga* (1910), a été membre de l'Académie Argentine de Lettres et a fondé la section argentine du PEN-club (voir chapitre IX) ; Juan B. **Terán** (1880-1938), écrivain, historien et juriste, a été membre de l'Académie Argentine de Lettres ; Julio **Fingerit**, écrivain ; Rafael Alberto Arrieta (1889-1968), poète et écrivain, professeur de littérature, a été membre de l'Académie Argentine de Lettres et a passé son enfance en Europe ; Baldomero Fernandez Moreno (1886-1950), écrivain et médecin rural, a été membre de l'Académie argentine de Lettres ; Gustavo Martinez Zuviria (1883-1962), plus connu sous son nom de plume, Hugo Wast, est un écrivain et homme politique, membre fondateur de l'Académie argentine de Lettres ; Oliverio Girondo (1891-1967), poète, ayant étudié à Paris et à Londres ; Eduardo Mallea (1903-1982), écrivain et diplomate, a passé une partie de son enfance en Europe

[35] Nous ne disposons pas d'informations biographiques sur Antonio Aita. Nous savons en revanche qu'il a publié un certain nombre d'ouvrages sur la littérature argentine (*La literatura argentina contemporanea*, 1931 et *Le visage de la littérature argentine*, 1939) et latino-américaine (*La literatura y la realidad americana*, 1931). Dans ce dernier livre, Aita tente de définir ce qu'est la « vraie » littérature latino-américaine, ce qui en fait l'originalité. Il écrit notamment : « Ne peut-on dire que le souffle d'une nation, de même que sa langue, sont une

nationale de coopération intellectuelle argentine et que soient organisés des *Entretiens*, sur le modèle de ceux qui avaient été réalisés sous l'égide de la CICI depuis 1930. Il s'agissait de profiter de la présence des intellectuels qui viendraient pour le congrès du PEN club, de se placer sous le patronage de l'OCI, et d'obtenir ainsi des retombées positives tant pour la culture argentine que pour le gouvernement d'Agustín Pedro Justo. Par ailleurs, Buenos Aires doit aussi être le siège, en décembre 1936, de la Conférence Interaméricaine de Consolidation de la Paix, faisant ainsi de l'Argentine le centre du panaméricanisme. Position inédite pour un pays qui se méfiait de l'Union Panaméricaine[36].

C'est ainsi qu'est créée la commission par décret présidentiel le 14 juillet 1936[37]. Dans le décret il est dit qu'elle a pour but de « développer les relations intellectuelles avec l'étranger ainsi que l'échange culturel […] en collaboration avec l'IICI de Paris et le Bureau de l'Éducation de Genève[38] ». Si l'on en croit Antonio Aita, il est le principal artisan de cette création, ayant présenté le projet à Justo, qui le valide[39]. Selon le décret mentionné, la commission dépend administrativement du Ministère de la Justice et de l'Instruction publique. Elle ne fonctionne réellement qu'à partir de 1937 une fois « dotée des éléments indispensables pour remplir sa mission[40] », c'est-à-dire une fois que son budget fût réellement débloqué. Une ligne du budget de la nation lui était réservée, afin notamment de lui permettre de rémunérer son secrétaire, ainsi

---

création de la littérature? Figures locales, diversité des coutumes, paysage, psychologie particulière à chaque peuple sont les éléments qui, avec la langue, peuvent donner matière à l'oeuvre littéraire. » (*La Literatura y la realidad americana*, Buenos Aires, Talleres Gráficos Argentinos, 1931, p. 13).

[36] Voir chapitre III.

[37] Voir le texte intégral du décret en annexe.

[38] AUN, A III 37, *Journal de la Société des Nations*, 21/08/1936. Dans un rapport sur son activité publié en 1939, il est écrit que : « Comme l'établit le décret de création, une des préoccupations essentielles de la Commission est d'établir des contacts avec les organismes officiels et privés de l'étranger qui se consacrent à la diffusion de l'activité culturelle *nationale. » (Memoria de la labor realizada por la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual*, Buenos Aires, 1939). Un autre rapport, daté de la même année, précise que la commission « maintient des liens permanents avec les institutions similaires, de même qu'avec les principaux centres culturels d'Amérique et d'Europe. Naturellement, cet échange est plus actif et étroit avec la Coopération Intellectuelle Internationale de Paris. » (AUN, A III 37, Buenos Aires, 1939, « Comisión nacional argentina. Su organización y funcionamiento »)

[39] Dans la lettre où il informe le directeur de l'Institut de la création de la commission, il revient en effet sur sa genèse : « M. Nogueira, pendant son séjour à Buenos Aires, m'a parlé de ce sujet et je m'en suis intéressé [*sic*] avec M. le Président de la République, qui m'a fait l'honneur d'accueillir avec grand intérêt mon initiative. Par la suite et d'accord avec les suggestions de M. le Ministre de l'Instruction Publique j'ai fait quelques remarques sur le rôle développé par l'Institut de Paris et mes informations ont servi à cimenter les considérations du décret. » (AUN, A III 37, Buenos Aires, 15/07/1936). Il revient sur son rôle dans une lettre adressée à un membre de l'Institut (non identifié) en avril 1937 : « […] j'ai écrit une longue lettre au Président, le Général Justo, pour lui expliquer l'importance que revêtirait pour notre pays la création de cet organisme qui nous relierait intellectuellement au vaste réseau tissé par la Société des Nations. Le Président, avec une générosité et une courtoisie que je ne sais comment remercier, a décidé de la création [de cette commission] par le décret que vous connaissez. À partir du moment où j'en ai été désigné le secrétaire, je n'ai pas cessé de faire en sorte que la commission argentine fût représentée ou intervînt dans toutes réunions et initiatives promues par cet Institut. » (AUN, A III 37, Buenos Aires, 13/04/1937).

[40] *Memoria de la labor realizada por la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual*, Buenos Aires, 1939.

qu'un autre employé. Enfin, dans un rapport de 1939, il est fait mention d'une dotation de 10 000 pesos pour financer ses publications.[41]

Avant d'en venir à l'action proprement dite de la CNCI, il faut s'arrêter sur sa composition. Elle est constituée de 19 membres[42], nommés par le gouvernement, dont un président, un vice-président et un secrétaire, qui est Antonio Aita. Par ailleurs, la commission argentine se dote d'une commission directive dont le président est Juan B. Terán, alors ministre de la Cour de Cassation, et le vice-président Bernardo Houssay[43], professeur à la faculté de Médecine, « bien connu à Paris, et le plus renommé de nos chercheurs[44] ». La commission compte également des membres honoraires[45].

Son premier président, Juan B. Terán, est remplacé par Carlos Ibarguren en 1937[46]. Celui-ci était également président de l'Académie Argentine de Lettres, du PEN-club argentin, membre de la Commission Nationale de Culture[47], ancien proche d'Uriburu, et considéré comme un des chefs de file des intellectuels conservateurs. Gustavo Martinez Zuviria, Matías C. Sánchez Sorondo[48], Ricardo Levene[49], Juan B. Terán étaient intimement liés, de par leur fonction, au gouvernement de José Félix Uriburu (1930-1932), puis d'Agustín P. Justo (1932-1938)[50]. La présence, par ailleurs, d'universitaires, d'académiciens[51] révèle l'effort pour former une coalition intellectuelle large autour de l'action du gouvernement Justo, tout en s'assurant de son absolue fidélité. La création de la commission argentine de coopération intellectuelle s'inscrit donc dans une politique de patronage gouvernemental qui, de 1931 à 1938, voit l'intervention de l'État dans le domaine de la culture portée à un degré jusque là inédit en Argentine[52]. Cette politique se

---

[41] AUN, A III 37, Buenos Aires, 1939, « Comisión nacional argentina. Su organización y funcionamiento ».
[42] Antonio Aita en dresse la liste à l'intention d'Henri Bonnet dans une lettre datée du 16 décembre 1936 (AUN, A III 37, Paris, 16/12/1936). Voir liste en annexe.
[43] Bernardo Alberto **Houssay** (1887-1971) est physiologiste.
[44] AUN, A III 37, Buenos Aires, 11/08/1936, Lettre d'Antonio Aita au directeur de l'Institut.
[45] La commission compte notamment des membres honoraires à l'étranger. En 1936, voici la liste qui en est donnée : Heinrich Mann (Allemagne), Stefan Zweig (Autriche), Baldomero Sanin Cano (Colombie), José Ortega y Grasset et Ramiro de Maeztu (Espagne), Valéry Larbaud et Paul Valéry (France), Cunningham Graham (Angleterre), Alfonso Reyes (Mexique), Massimo Bontempelli (Italie) (AUN, A III 37, Buenos Aires, 1939, « Comisión nacional argentina. Su organización y funcionamiento »). Ce sont aussi, à l'exception du polonais Schalom Asch, les membres honoraires du PEN-club argentin (AUN, A III 37, Buenos Aires, 28/07/1936, Lettre d'Antonio Aita au directeur de l'Institut).
[46] AUN, A III 37, Buenos Aires, 02/08/1937, Lettre d'Antonio Aita au directeur de l'Institut.
[47] Cette Commission Nationale de Culture est créée par la loi 11.723 du 28 septembre 1933 qui concernait le droit d'auteur. Nous reviendrons sur cet organisme dans notre chapitre IX.
[48] Matías C. Sánchez **Sorondo** (1880-1959), formé en droit, est notamment ministre de l'Intérieur dans le gouvernement d'Uriburu.
[49] Ricardo **Levene** présidait la *Junta de Historia y Numismatica* (qui était un organisme privé), qui devint en 1936 l'Académie Nationale d'Histoire financée par le gouvernement. Celui-ci accorde par ailleurs à Levene une subvention de 175 000 pesos pour la publication d'une *Histoire de la Nation Argentine*.
[50] Sur les liens entre ces intellectuels et les gouvernements d'Uriburu et Justo, voir notre chapitre IX.
[51] Il faut noter que l'Académie Argentine de Lettres a été créée par décret le 13 août 1931 (cf chapitre IX).
[52] Voir, sur ce sujet, notre chapitre IX.

traduit par l'octroi d'une série de subsides dans le domaine de la culture, créant le cadre dans lequel se feraient désormais les relations culturelles argentines, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Quelles sont les activités de cette commission ? Si l'on en croit le rapport pour l'année 1939, l'essentiel du travail de la Commission consiste à établir des relations « dont le but était de réaliser un échange efficace d'informations, de livres, de rapports ayant un lien avec les aspects les plus variés de notre vie intellectuelle[53] ». Il s'agissait notamment de fournir du matériel bibliographique et photographique aux institutions et maisons d'édition que l'Argentine intéressait. La commission ne se contente cependant pas de distribuer de l'information : elle en est également productrice. Si nous disposons de peu de sources concernant son fonctionnement, il nous a été en revanche aisé de consulter ses publications, tant en Argentine, qu'en France[54], au Chili et au Brésil[55], ce qui révèle une bonne distribution, en Europe comme en Amérique latine. Le premier ouvrage paraît en 1937 : c'est la version espagnole des *Entretiens* de Buenos Aires (publiés en français par l'IICI), dont le sous-titre est *Europa-América latina*. Il est présenté comme « l'un des instruments les plus importants pour l'étude de la culture de notre temps, en particulier pour ce qui a trait à notre continent[56] ». L'Argentine se faisait de la sorte le porte-parole d'une culture proprement latino-américaine, tout en faisant le lien avec la culture européenne.

En 1941, *La difusión de la cultura argentina* répond aux mêmes exigences. Ce livre est en effet un récapitulatif des actions de la CNCI, qui apparaît comme particulièrement dynamique au sein du mouvement impulsé notamment par l'IICI… dont le siège est à Paris. C'est un moyen d'affirmer la vocation universelle de la culture argentine, de valoriser la contribution de l'Argentine à la vie de l'esprit au niveau mondial. Le *Boletin bibliográfico argentino*, publication semestrielle tirée à 10 000 exemplaires, depuis 1937, était envoyé à toutes les commissions nationales existantes[57]. Cette liste des ouvrages publiés en Argentine[58] est présentée comme « l'un

---

[53] *Memoria de la labor realizada por la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual*, Buenos Aires, 1939 : « *[…] la comisión argentina mantiene relaciones que han servido para realizar un intercambio eficaz de informaciones, de libros, de memorias y demás documentación relacionados con los más diversos aspectos de nuestra vida intelectual*. ».

[54] Notamment à la Bibliothèque Nationale de France et à la Bibliothèque de Documentation et d'Information Contemporaine de Nanterre.

[55] Les publications de la commission argentine sont en effet présentes dans le catalogue des bibliothèques nationales de ces pays. Elles le sont aussi dans les bibliothèques nationales de Colombie, de Mexico, du Pérou… cette liste n'est pas exhaustive car toutes les bibliothèques nationales d'Amérique latine ne possèdent pas de catalogue en ligne. Pour l'Europe, on trouve notamment ces publications à la *National Library* de Londres ou encore à la *Biblioteca Nacional* de Madrid.

[56] Comisión nacional de cooperación intelectual, *La difusión de la cultura argentina*, Buenos Aires, 1941, p. 23 : « *uno de los instrumentos más importantes para el estudio de la cultura de nuestro tiempo, y muy especialmente en relación con la de nuestro continente* ».

[57] AUN, A III 37, Buenos Aires, 24/01/1939, Lettre d'Antonio Aita à Daniel Secrétan. Dans *La difusión de la cultura argentina,* il est fait mention de l'intérêt suscité par cette publication auprès de « nombreux instituts universitaires d'Europe et d'Amérique, particulièrement aux États-Unis » (p. 24).

des instruments bibliographiques les plus utiles pour la connaissance de notre développement spirituel », « une source importante d'informations qui a marqué le début d'une diffusion significative des livres argentins[59] ». En 1938, paraît, en français et en espagnol, un ouvrage intitulé *Le paysage et l'âme argentins*[60], « livre largement distribué dans les bibliothèques du monde entier[61] ». *Le Paysage et l'âme argentins* est une « anthologie des écrivains argentins qui donne l'idée la plus juste des paysages, des sentiments, des coutumes et des légendes argentines », une « sélection pour les étrangers qui est l'expression de l'âme native, paysanne et provinciale[62] ». L'année suivante, c'est un magnifique livre enrichi de nombreuses photographies qui paraît : *Regards sur l'Argentine*. Cette fois-ci seule existe une version française. Ce livre « se propose de montrer à l'étranger la physionomie de notre pays[63] ». Déjà en 1937, Antonio Aita annonçait au directeur de l'IICI la parution d'un

> « livre offrant un panorama de l'Argentine, dans lequel seraient abordés de manière synthétique les divers aspects de ce pays, ouvrage qui comprendrait de nombreuses photos et qui, traduit en français, devrait être distribué dans tous les pays étrangers[64] ».

La commission argentine organise par ailleurs des expositions, tant en Europe qu'en Amérique latine, qui ont pour thème le livre argentin. Ces expositions, qui sont préparées tant par des institutions privées que par des universités ou des organismes gouvernementaux, sont entièrement supervisées par la seule CNCI. Dans une lettre datée de décembre 1937[65], Antonio Aita fait en effet part à Henri Bonnet de l'intention de la commission d'organiser une exposition du livre argentin dans les principales capitales d'Europe. Il en expose ainsi le but : « Nous

---

[58] Étaient consignés dans ce bulletin tous les ouvrages parus en Argentine, classés par genre, avec les mentions du nom de l'auteur, du titre, du nombre de pages, de la maison d'édition et de son prix (Comisión nacional de cooperación intelectual, *La difusión de la cultura argentina*, *op. cit.*, p. 21). Cela demandait d'autant plus de travail que la loi sur la propriété intellectuelle n'était que peu ou pas appliquée.

[59] Comisión nacional de cooperación intelectual, *La difusión de la cultura argentina*, *op. cit.*, p. 21 : « *uno de los instrumentos bibliográficos más útiles para el conocimiento de nuestro desarrollo espiritual* » ; « *una fuente importante de información que ha servido también para iniciar una difusión significativa de libros argentinos* ».

[60] Comisión argentina de cooperación intelectual, *El Paisaje y el alma de Argentina. Descripciones, cuentos y leyendas del terruño. Selección de Carlos Ibarguren, Antonio Aita, Pedro Juan Vignale*, Buenos Aires, 1938 et *Le paysage et l'âme argentins : descriptions, récits et légendes du terroir / morceaux choisis par Carlos Ibarguren, Antonio Aita et Pedro Juan Vignale*, version française d'Arturo Orzábal Quintana, Commission argentine de Coopération intellectuelle, Buenos Aires, 1938.

[61] Comisión nacional de cooperación intelectual, *La difusión de la cultura argentina*, *op. cit.*, p. 24 : « *Este libro ha sido profusamente distribuido entre las bibliotecas del mundo entero […]*. ».

[62] Prologue de Carlos Ibarguren à *Le paysage et l'âme argentins : descriptions, récits et légendes du terroir*, morceaux choisis par Carlos Ibarguren, Antonio Aita et Pedro Vignale, version française d'Arturo Orzábal Quintana, Buenos Aires, Commission argentine de coopération intellectuelle, 1938, p. 9.

[63] Comisión nacional de cooperación intelectual, *La difusión de la cultura argentina*, *op. cit.,* p. 25.

[64] AUN, A III 37, Buenos Aires, 17/08/1937, Lettre d'Antonio Aita au directeur de l'Institut.

[65] AUN, A III 37, Buenos Aires, 01/12/1937, Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet.

voulons de cette manière mener à bien une œuvre d'authentique coopération puisqu'il s'agit de donner à voir aux chercheurs européens le développement de notre vie culturelle[66] ».

L'exposition, qui réunirait quelque 200 ouvrages, serait accompagnée d'un cycle de conférences « à la charge d'illustres écrivains françaises qui nous ont auparavant rendu visite[67] ». Georges Duhamel, Jules Romains, Jacques Maritain, André Siegfried, Paul Morand et Sargent sont ainsi sollicités[68]. Enfin, il suggère que cet événement ait lieu dans les salons de l'IICI, ce qui lui est accordé[69], d'autant plus que la commission argentine se charge de toute l'organisation[70]. Henri Bonnet émet seulement la suggestion que fussent joints à l'exposition « quelques exemplaires de grands textes européens traduits ou réédités en Argentine[71] ».

L'exposition a finalement lieu dans les salons de la Bibliothèque nationale à Paris, mais les conférences, elles, se déroulent à l'Institut. Le discours inaugural y est prononcé par Paul Valéry. Paul Morand et Jules Romains donnent également des conférences sur des « thèmes argentins[72] ». L'exposition a également lieu à Rome à l'Institut des Études Américaines. Dans cette ville, des conférences sont prononcées par le général Aldo Pellegrini[73], Mario Puccini[74] et Massimo Bontempelli[75].[76]

Au total, 3000 livres sont exposés, une importance particulière étant accordée aux livres scientifiques et aux éditions de luxe. Ces livres sont ensuite donnés à diverses bibliothèques d'Italie et de France[77]. Suite à cet événement est publié, en 1939, l'ouvrage *La vida y la cultura en la Argentina*[78], composé des textes des personnalités européennes ayant participé aux conférences organisées pour l'occasion. Il est ensuite envoyé gratuitement aux bibliothèques nationales et étrangères, et ne fait pas l'objet d'une traduction : ce qui laisse supposer que sa fonction était de

---

[66] *Ibid.*
[67] *Ibid.*
[68] AUN, A III 37, Buenos Aires, 31/01/1938, Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet.
[69] AUN, A III 37, Paris, 05/01/1938, Lettre d'Henri Bonnet à Antonio Aita.
[70] AUN, A III 37, Buenos Aires, 31/01/1938, Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet : Antonio Aita a notamment prévu de se rendre en Europe.
[71] AUN, A III 37, Paris, 25/02/1938, Lettre d'Henri Bonnet à Antonio Aita. Il ajoute : « Cette partie de votre exposition pourrait être mobile suivant le pays où vous l'organiseriez, de façon à répondre aux relations historiques entre la République Argentine d'une part, et les différents pays européens d'autre part. »
[72] BNA, *Memoria de la labor realizada por la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual*, 1939.
[73] Aldo Pellegrini (1903-1973) est un poète, essayiste et critique d'art argentin. Traducteur de Lautréamont, d'Artaud et de Trakl, animateur des revues *Que* (1928-1930), *Cielo* (1948), *A partir de cere* (1950), il fut le fondateur du premier groupe surréaliste de langue espagnole (1926). (Voir http://www.larousse.fr/encyclopedie/litterature/Pellegrini/175955, consulté le 06 juin 2011).
[74] Mario Puccini (1887-1957) est un écrivain italien. Il fréquenta notamment Miguel de Unamuno et Vicente Blasco Ibanez.
[75] Massimo Bontempelli (1878-1960) est un écrivain, poète et auteur dramatique italien. Lors de son séjour à Paris en 1921- 1922, il fréquente les proches d'André Breton. En 1928, il devient secrétaire national du syndicat fasciste des Auteurs et écrivains et fonde le premier ciné-club italien.
[76] *Memoria de la labor realizada por la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual*, Buenos Aires, 1939.
[77] *Ibid.*
[78] Comisión nacional de cooperación intelectual, *La vida y la cultura en la Argentina*, Buenos Aires, 1939.

montrer au reste de l'Amérique latine le rayonnement européen de la culture argentine, adoubée par des intellectuels unanimement respectés. On peut y voir un prélude aux expositions de livres argentins dans le sous-continent.

De fait, des expositions de livres argentins sont également organisées dans diverses capitales latino-américaines. Le rapport d'activité de 1939 rend compte de leur organisation :

> « La Commission est actuellement en train de sélectionner le matériel bibliographique nécessaire à la réalisation d'une exposition analogue à Rio de Janeiro, Santiago de Chile et Lima. En dehors des livres, seront exposés des graphiques qui feront état des divers aspects du soutien apporté par le Gouvernement de la Nation aux activités culturelles, comme cela a été fait en Europe. Ce travail répond également à la nécessité d'établir des liens plus forts et plus durables avec les pays de notre continent afin que se construise, entre peuples frères, une meilleure connaissance réciproque de leur réalité spirituelle et morale[79]. »

Il s'agissait, par ces manifestations, de « montrer aux nations-sœurs combien l'Argentine a œuvré pour le livre, de quelle manière et jusqu'à quel point le livre argentin reflète notre réalité spirituelle[80] ». La publication de *El libro argentino en América*[81], en 1940, est une compilation de discours officiels prononcés lors des expositions de livres argentins à Rio de Janeiro, Santiago du Chile et Lima. En 1944, c'est autour de l'exposition de livres à La Paz qu'est publié *La exposición del libro argentino en La Paz*[82].

Il y a eu enfin les projets, jamais réalisés, de publication d'une sélection de biographies d'hommes d'État argentins ainsi que d'une anthologie sur « divers aspects et coutumes » de l'Argentine[83]. Ces ouvrages devaient êtres publiés en français et en anglais, ce qui montre que la commission, tout d'abord résolument tournée vers la France, prenait la mesure de l'influence croissante des États-Unis sur la vie intellectuelle mondiale, et donc de la nécessité de s'adapter à ce nouvel état de fait. La commission se charge d'ailleurs de sélectionner le matériel bibliographique qui serait exposé dans les pavillons argentins des Expositions de New York et de San Francisco. En outre, elle s'occupa également des livres et revues argentins pour l'Exposition d'Arts Graphiques organisée par l'Union Panaméricaine, et qui devait se tenir dans plusieurs villes des États-Unis.[84]

---

[79] *Memoria de la labor realizada por la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual*, Buenos Aires, 1939.
[80] *La difusión de la cultura argentina*, p. 28. *« mostrar también a las naciones hermanas de nuestra América cuánto ha hecho la Argentina por el libro y hasta qué punto el libro argentino es un exponente de nuestra realidad espiritual* ».
[81] Comisión argentina de cooperación intelectual, *El libro argentino en América*, Buenos Aires, 1941.
[82] Guillermo KRAFT, *La exposición de libros argentinos en La Paz. Una expresión auténtica de nuestra fuerza espiritual. Disertación pronunciada en el Rotary Club de Buenos Aires el 06/09/1944*, Buenos Aires, 1944.
[83] Comisión argentina de cooperación intelectual, *La difusión de la cultura argentina*, *op. cit.*, p. 26 : « *La Comisión publicará en francés y en inglés biografías de nuestros próceres y antologías sobre aspectos diversos y costumbres del país*. ».
[84] *Memoria de la labor realizada por la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual*, Buenos Aires, 1939.

Au-delà de son indéniable activisme en matière éditoriale, la commission argentine joue son rôle d'organe de liaison avec les différentes structures liées à l'OCI. Antonio Aita avait dès le départ assuré Henri Bonnet que la commission s'emploierait à répondre aux diverses enquêtes de l'IICI[85]. L'ouvrage *La difusión de la cultura argentina* dresse la liste des sollicitations de ce genre auxquelles la commission a répondu[86], montrant ainsi son implication dans la coopération intellectuelle internationale.

Autre aspect de l'activité de la commission argentine : l'organisation d'échanges d'étudiants et de professeurs. En 1937, Antonio Aita fait part à Henri Bonnet de la mise au point d'un « calendrier de visites universitaires, qui concerneraient non seulement les centres universitaires d'Amérique mais aussi d'Europe[87] ». Nous trouvons mention de ces échanges dans *La difusión de la cultura argentina* et dans le rapport d'activité de 1939 : de toute évidence, ces derniers mobilisèrent moins d'énergie que le travail de publication[88].

La commission ne dédaigne pas pour autant le volet éducation de la coopération intellectuelle et est à l'origine de la création, en juillet 1938, d'une section argentine de correspondance scolaire internationale, qui dépendait du Ministère de l'Instruction publique. Le rapport d'activité de 1939 fait état d'une correspondance qui concernait des établissements d'enseignement tant américains[89] qu'européens, et dont le résultat serait « la diffusion du nom 'Argentine' » à l'extérieur. Cette correspondance est en effet présentée « comme un moyen de

---

[85] AUN, A III 37, Buenos Aires, 17/08/1937, Lettre d'Antonio Aita au directeur de l'Institut. Il mentionne notamment dans ce courrier les questionnaires de l'Institut portant sur « Le chômage des intellectuels » et « L'homme et la machine »

[86] « En réponse à une demande de l'Institut de la Radio et du Cinématrographe de Genève, a été réalisé un rapport sur l'influence de la critique et du cinématographe dans notre culture ; suite à une requête du Bureau Pédagogique de Genève, une petite enquête sur le développement et l'importance de la bibliographie destinée aux enfants a été menée ; de la même manière, suite à une sollicitation de l'Organisation de l'Enseignement Supérieur de l'Institut de Paris, a été faite une minutieuse étude sur l'enseignement de l'instruction civique dans les instituts d'enseignement secondaire ; à la demande également de l'Institut des Hautes Études Internationales, des informations ont été données sur l'enseignement du droit international public. » (Comisión argentina de cooperación intelectual, *La difusión de la cultura argentina, op. cit.,* p. 19-20).

[87] AUN, A III 37, Buenos Aires, 17/08/1937, Lettre d'Antonio Aita au directeur de l'Institut.

[88] AUN, A III 37, Buenos Aires, 1939, « Comisión nacional argentina. Su organización y funcionamiento » : « Elle [la commission] a commencé son travail d'échange de professeurs, écrivains et étudiants. Par exemple, elle a pris à son compte les frais de logement d'étudiants chiliens qui participaient au Congrès de Criminologie qui a eu lieu à Buenos Aires. » Cette même visite est mentionnée dans *La difusión de la cultura argentina* (p. 19). Il y est également question de l'organisation d'une conférence du professeur Da Silva, de l'Université de Lisbonne, prononcée à la Faculté de Droit de Buenos Aires.

[89] L'auteur du rapport cite deux exemples : « Les faits suivants peuvent donner une idée des résultats de cette initiative : une enseignante d'une école de Walla-Walla (États-Unis) a sollicité du matériel photographique, des gravures, des partitions de musique scolaire (parmi ces dernières, celle de notre hymne national) afin de les diffuser auprès de ses élèves ; en réponse à une lettre écrite par une étudiante de la Section normale de l'Institut Secondaire de Camaguey (Cuba), les élèves du cours parallèle de l'École Normale Numéro Quatre de la Capitale Fédérale lui ont fait parvenir un matériel important composé d'œuvres de Joaquín V. González et Sarmiento, de gravures, de partitions de chants scolaires et de l'hymne national, etc. » (BNA, *Memoria de la labor realizada por la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual*, 1939).

faire connaître la réalité nationale aux élèves des différents pays concernés et comme l'expression d'une solidarité entre écoliers[90] ».

Malgré une activité somme toute conséquente, soutenue par le gouvernement argentin et reconnue à l'extérieur, la commission argentine semble ne pas avoir connu de postérité : la commission argentine de coopération avec l'UNESCO ne fut fondée qu'en 1958 et n'a pas de liens avec la précédente, contrairement à ce qui se passa pour le Chili.

L'expérience chilienne ou comment (latino)-américaniser la coopération intellectuelle

Le Chili manifeste dès 1925 son intérêt pour la coopération intellectuelle telle qu'elle se mettait en place à Genève, puis à Paris. Emilio Belo Codecido, président de la Délégation du Chili à la Sixième Assemblée, fait en effet les déclarations suivantes :

> « Le Chili accorde une grande importance aux travaux de la Commission de Coopération Intellectuelle qui aujourd'hui prennent une plus grande envergure grâce à la généreuse contribution du gouvernement français qui a permis la création à Paris de l'Institut International de Coopération Intellectuelle[91]. »

Dans son discours Emilio Bello pointe les aspects de la coopération intellectuelle qui retiennent plus particulièrement l'attention du Chili : les relations inter-universitaires, les échanges de professeurs et d'étudiants et les réformes concernant l'éducation[92]. Cette question apparaît donc au cœur de l'intérêt chilien pour l'OCI en 1925, mais aussi au centre de l'action de la commission chilienne de coopération intellectuelle. Celle-ci ne voit cependant le jour qu'en 1930. Auparavant, le Chili avait désigné un délégué d'État auprès de l'Institut. Joaquín Edwards Bello[93], également membre de la délégation chilienne à la Sixième Assemblée, est choisi pour remplir cette fonction[94]. Au vu des sources consultées, on peut dire que l'action de Joaquín Edwards Bello à ce poste n'a pas été déterminante. En janvier 1927, le gouvernement chilien propose que ce soit

---

[90] BNA, *Memoria de la labor realizada por la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual*, 1939.

[91] Mario Barros VAN BUREN, « Chile y la SDN », in *Boletín de la Academia Chilena de Historia*, vol. LXV-LXVI, n°108-109, 1998-1999, p. 237.

[92] *Ibid.* : « L'importance croissante des commissions nationales constitue un encouragement, tout comme l'est la poursuite si 'réussie' [en français dans le texte] des travaux de la Commission dans les domaines des relations inter-universitaires, de la sensibilisation de la jeunesse aux idéaux de la Société et des échanges de professeurs et d'étudiants. Les réformes touchant à l'éducation et tendant à un plus grand rapprochement entre les peuples à l'avenir constituent un des thèmes qu'il convient de privilégier. Cette Assemblée connaît les progrès admirables qui ont été réalisés à ce sujet entre les pays d'Amérique latine et c'est précisément à l'initiative de membres sud-américains de la Commission que l'on doit la plus grande amplitude et les nouvelles orientations qui sont données à cette œuvre. »

[93] **Joaquín Edwards Bello** (1887-1968), issu d'une famille chilienne influente, est écrivain.

[94] AUN, A I 83, Genève, 11/10/1925, Lettre de Valdès Mendeville à Oprescu.

désormais Gabriela Mistral qui assure la liaison entre le Chili et l'IICI[95]. Celle-ci faisait déjà partie du comité en charge de la collection ibéro-américaine. Ses fonctions de consul du Chili à partir de 1932 (en France, en Italie et en Espagne), son activité littéraire et les nombreuses conférences qu'elle donne en Europe, ne lui permettent pas d'assurer pleinement sa fonction de délégué d'État[96]. Elle poursuit en revanche son travail pour la collection ibéro-américaine et joue un rôle d'intermédiaire entre l'Institut et l'Espagne[97].

Par la suite, la situation est quelque peu confuse. L'Université du Chili, à l'origine de la commission nationale chilienne, désigne, en 1937, un de ses professeurs comme délégué[98]. Mais cette initiative, allant à l'encontre de la procédure normale, qui voulait que ce fût le gouvernement qui procédât à la désignation, ne connaît pas de suite. Il faut attendre 1940 pour que le Chili désigne à nouveau un délégué, en l'occurrence son représentant diplomatique à Paris[99].

Dans le cas du Chili, il apparaît donc que le/la délégué(e) d'État ne joue pas un rôle prépondérant dans l'établissement de relations régulières avec l'Institut, même si la renommée de Gabriela Mistral permet à ce pays de gagner en visibilité auprès de cet organisme. C'est bien plus la commission nationale qui œuvre dans le sens d'une véritable participation aux travaux de coopération intellectuelle impulsés depuis Paris et Genève.

La constitution de la commission chilienne de coopération intellectuelle est une histoire en deux temps, intimement liée à l'histoire nationale.

Les premières démarches sont menées par Francisco Walker Linares, correspondant du Chili au Secrétariat de la SdN[100]. Celui-ci adresse tout d'abord en juin 1930 un rapport au

---

[95] AUN, A I 83, Paris, 15/01/1927, Armando Quezada à Julien Luchaire.

[96] Ces multiples activités l'amenèrent à se déplacer souvent, à changer régulièrement de résidence. En témoignent les divers courriers envoyés à l'Institut dans lesquels elle fait part de son impossibilité de participer aux réunions de délégués. Elle désignait chaque fois une personne pour la remplacer, sans que celle-ci appartînt forcément à la communauté chilienne à Paris. Ainsi, en 1927, elle avertit Luchaire qu'elle serait absente pendant trois mois, et que M. Zaldumbide, ministre de l'Équateur, la remplacerait, notamment au sein du Comité pour la collection de culture hispano-américaine. (AUN, A I 83, France, 12/12/1927, Lettre de Gabriela Mistral à Julien Luchaire). Voir aussi les lettres du 17/12/1928 où elle désigne le délégué espagnol pour la remplacer à la réunion des délégués ; du 20/05/1929 où elle désigne cette fois là M. Vazquez Cobo, ministre de Colombie ; et celle du 08/09/1930 pour faire part à Dominique Braga du choix de Palma Guillén (AUN, A I 83).

[97] AUN, A I 83, Paris, 23/02/1928, Lettre de Julien Luchaire à Gabriela Mistral.
Le directeur de l'Institut informe Gabriela Mistral que l'Espagne a finalement décidé de désigner un délégué auprès de l'Institut : « […] je dois vraiment vous dire merci des différents services que vous nous avez rendus, tant auprès de l'Espagne que du Chili. » Il ajoute : « Je considère cette résolution du Gouvernement espagnol comme extrêmement importante et je vous adresse mes félicitations pour la part que vous y avez prise. »

[98] AUN, A III 46, Santiago, 05/09/1937, Lettre d'Amanda Labarca au directeur de l'Institut. Il s'agit de Roberto Munizaba Aguirre, professeur de psychologie de l'École Normale Supérieure de Santiago.

[99] AUN, A I 83, Paris, 15/03/1940, Lettre d'Henri Bonnet à Gonzalez Videla, ministre du Chili à Paris.

[100] Sur la fonction de membre correspondant du Secrétariat, voir chapitre IV.
Nommé correspondant en 1929 (poste qu'il occupe jusqu'à la dissolution de la SdN en 1946), Walker **Linares**, ancien délégué aux conférences internationales du Travail, ancien chef de propagande du salpêtre en France et en Belgique, avocat et professeur d'économie sociale à l'Université de Santiago, est alors un homme jeune mais

Ministère de l'Éducation publique et à l'Université du Chili, dans lequel il décrit les travaux de l'OCI et de l'IICI, et prône la création d'une commission chilienne :

> « Il est indispensable que soit créée au Chili une Commission nationale de coopération intellectuelle afin de mettre en relation la communauté intellectuelle de notre pays avec le monde extérieur et donner ainsi à connaître, au-delà de nos frontières, notre production littéraire, artistique et scientifique ; cela nous permettra de rompre notre isolement, de combattre l'ignorance concernant notre culture et, dans les domaines universitaire et éducatif, de participer à l'œuvre inter-universitaire mise en place par l'IICI de Paris[101]. »

En parallèle, il écrit plusieurs articles, dans *El Mercurio* et *La Nación*[102], dans lesquels il reprend l'argumentaire développé dans son rapport. Il insiste notamment sur la constitution d'une collection ibéro-américaine, dans laquelle le Chili est représenté :

> « L'auteur rappelle que l'IICI de la SdN est en train de commencer la publication d'ouvrages importants d'auteurs latino-américains, et que le Chili a l'honneur de commencer la série de ces publications. […] Le Chili a été le premier pays de l'Amérique latine qui a donné sa cotisation à l'Institut pour la création d'un fonds destiné à la publication d'ouvrages d'auteurs latino-américains[103]. »

Dans un article du 24 juin 1930 est annoncée la prochaine constitution d'une commission chilienne. L'auteur de l'article parle des démarches menées par Walker Linares et rappelle, d'autre part, que le Doyen de la Faculté de Droit qui a assisté en qualité de délégué à l'Université du Chili au Congrès des Doyens et Recteurs de La Havane[104] est en train d'étudier la mise en pratique des principes qui ont été adoptés à la Conférence panaméricaine, en matière de coopération intellectuelle. Il conclut : « Cette double action dans le domaine de la Coopération Internationale ne peut avoir que les meilleurs effets et le Chili se félicite des efforts que l'on fait en ce sens[105]. » Francisco Walker Linares écrit en effet à Henri Bonnet, début juin, pour lui présenter le projet de commission, qu'il espère « organisée et formée par les personnalités intellectuelles bien connues

---

jouissant d'une bonne situation intellectuelle et sociale au Chili, qui ne s'occupe pas de politique et entretient les meilleurs rapports avec le gouvernement et avec la presse de toute tendance. (Voir Yannick WERHLI, *« Créer et maintenir l'intérêt » : la liaison entre le Secrétariat de la Société des Nations et l'Amérique latine (1919-1929)*, Mémoire de Licence ès Lettres, sous la direction de Mauro Cerutti, Université de Genève, Département d'histoire générale, Juillet 2003, p. 136-137).

[101] AUN, A III 46, Rapport de Francisco Walker Linares présenté au Ministère de l'Éducation Publique et à l'Université du Chili pour favoriser la création d'une commission chilienne, juin 1930.

[102] Articles de *El Mercurio*, 08/06/1930, « La SdN y la cooperación intelectual » ; 24/06/1930, « Coopération intellectuelle ». Articles de *La Nación*, 16/05/1930, « América Hispana y la Sociedad de las Naciones »19/06/1930, « Comisión nacional de cooperación intelectual » (AUN, A III 46).

[103] AUN III 46, Traduction et résumé d'un article d'*El Mercurio*, 24/06/1930, « Coopération intellectuelle ». Dans une lettre à Julien Luchaire, Walker Linares commente la teneur de ces articles : « J'ai fait également une active propagande de presse en faveur de l'IICI et de la création d'une Commission Nationale au Chili ; j'ai insisté sur la publication à Paris par l'Institut d'une collection de classiques ibéro-américains, dont le premier volume sera une anthologie des historiens chiliens. » (AUN, A III 46, Santiago, 11/06/1930, Lettre de Francisco Walker Linares, correspondant du Secrétariat de la SdN au Chili, au directeur de l'IICI).

[104] Sur ce congrès, voir chapitre III et IV.

[105] AUN III 46, Traduction et résumé d'un article d'*El Mercurio*, 24/06/1930, « Coopération intellectuelle ».

dans le Pays[106]. » Elle est finalement créée le 17 juillet 1930[107] et compte parmi ses membres Mariano Navarrete, ministre de l'Éducation et président honoraire de la commission ; Armando Quezada[108], qui en est le président ; Enrique Molina[109], vice-président ; Francisco Walker Linares assurant le secrétariat. Armando Donoso[110], journaliste et critique littéraire ; Jorge Gustavo Silva, écrivain et journaliste ; Carlos Silva Vildosola[111], directeur du journal *El Mercurio* ; l'Abbé Francisco Vives, vice-recteur de l'Université catholique ; Rafael Maluenda[112], écrivain et journaliste ; Carlos Monreal[113], sous-secrétaire du Ministère de l'Éducation et professeur ; Juan Antonio Iribarren[114], doyen de la Faculté de Droit de l'Université du Chili ; Enrique Marshall, directeur de l'Enseignement secondaire ; et Felix Nieto del Rio, sous-secrétaire du Ministère des Relations extérieures sont les autres membres de la commission. À partir de cette liste, on peut déduire que « les personnalités intellectuelles les plus connues du pays » sont donc, principalement, des journalistes et des universitaires.

Cette commission n'a cependant pas été en mesure de développer ses activités. La situation politique, sociale et économique du pays n'a en effet pas été sans conséquences pour

---

[106] AUN, A III 46, Santiago, 11/06/1930, Lettre de Francisco Walker Linares, correspondant du Secrétariat de la SdN au Chili, au directeur de l'IICI.

[107] AUN, A III 46, Santiago, 22/07/1930, Lettre d'Armando Quezada et de Francisco Walker Linares au directeur de l'IICI. Dans cette lettre figure la liste des membres de la commission.

[108] Armando **Quezada** (1873-1936) a notamment occupé une chaire d'économie politique à l'Université du Chili, dont il fut le recteur de 1929 à 1930. Auparavant, en 1922, il est nommé ministre du Chili en France, poste qu'il occupe jusqu'en 1928. Pendant cette période, il représente également le Chili à la SdN, au sein de la Cour d'Arbitrage de La Haye et de l'Organisation Internationale du Travail. Cette expérience le met en contact avec la CICI et l'IICI : « […] pendant son séjour à Paris et à Genève en tant que diplomate, il avait connu de très près le fonctionnement des organismos de coopération intellectuelle. » (Universidad de Chile, *Homenaje de la comisión chilena de cooperación intelectual a Juvenal Hernández, Amanda Labarca Hubertson, José Santos González Vera*, Santiago de Chile, 1982, p. 20).

[109] Enrique Molina **Garmendia** (1871-1964) est nommé, en 1927, recteur de l'Université du Chili, où il tente de réformer les programmes d'enseignement et son fonctionnement général. Il abandonne cette charge pour aller à l'étranger afin de recruter des professeurs susceptibles d'intégrer le corps enseignant de l'Université de Concepción. Il participe au Congrès Interaméricain des recteurs, éducateurs et doyens qui a lieu à La Havane en janvier 1930.

[110] Armando Donoso (1886-1946) était un écrivain, journaliste et critique littéraire. Il étudie quelques années en Allemagne. En 1915, il commence une série d'entrevues des personnalités chiliennes les plus en vue. Il fait partie de ceux qui sortent Gabriela Mistral de l'anonymat en 1914. Il entretient par la suite avec cette dernière une abondante correspondance.

[111] Carlos Silva Vildosola (1871-1939) écrit notamment dans les revues *Pacífico Magazine*, *Zig-Zag*. Il était très apprécié de Gabriela Mistral. En 1927, il fait partie de la section journalisme et propagande de la commission organisée par le MRE chilien pour préparer l'exposition ibéro-américaine de Séville.

[112] Rafael Maluenda (1885-1963) travaille dans de nombreux journaux (il fonde *El Día* en 1914 à Chillán et écrit dans *El Mercurio*, qu'il dirige de 1946 à 1963) et revues, notamment *Zig-Zag* et *El Diario Ilustrado*. Il publie également des romans et est consul du Chili au Japon en 1923.

[113] Carlos Monreal Bello est juriste. Nous n'avons pas trouvé plus d'informations sur ce personnage.

[114] Juan Antonio Irribaren (1885-1977), militaire et homme politique chilien, a notamment été vice-président du Chili entre le 17 octobre et le 4 novembre 1946. Auparavant, le président Juan Antonio Ríos l'avait nommé ministre de l'Éducation en 1942. Il a par ailleurs été président du comité qui contribua à la formation du Centre Culturel Gabriela Mistral à Vicuña. Enfin, il occupe la chaire d'Histoire générale du Droit à l'Université du Chili de 1918 à 1958.

ses membres. Arrivé au pouvoir en 1927 avec 98% des voix, mais un nombre de votants très faible, le général Ibañez affronte en 1931 un certain nombre de mouvements sociaux aboutissant à son départ en juillet de la même année[115]. Les élections présidentielles du 4 octobre 1931 portent au pouvoir le radical Juan Esteban Montero. Ce dernier ne parvient pas à faire face à la crise économique qui s'aggrave en 1932, ni à contrôler le développement de l'agitation sociale. Le 4 juin 1932, une junte se met en place, avec l'appui de l'armée : c'est le début de la « République socialiste ». Celle-ci ne dure que 100 jours, notamment à cause des réactions négatives de l'oligarchie et de la multiplication des revendications de la part de fractions toujours plus nombreuses de la société. Par ailleurs l'armée était divisée sur les solutions proposées par la junte. Face à cette situation, elle décide de quitter le pouvoir. Des élections présidentielles sont organisées le 30 octobre 1932 et donnent la victoire à Arturo Alessandri, qui avait déjà été président de 1920 à 1927.

Ce contexte troublé permet de comprendre pourquoi il n'a pas été possible à la commission chilienne de fonctionner normalement. Walker Linares s'en explique d'ailleurs auprès du directeur de l'IICI dans une lettre de février 1933[116]. Il y met notamment en avant le fait que les changements successifs de gouvernement ont entraîné des réorganisations administratives dans le domaine de l'éducation et à l'université : de nombreux membres de la commission, qui occupaient des postes de hauts fonctionnaires, ont ainsi été évincés. Aussi prône-t-il une refondation de la commission. Armando Quezada, qui n'est plus recteur de l'Université du Chili et réside désormais à Valparaiso, ne peut plus en être le président. Néanmoins, Walker Linares espère qu'il puisse en être le président honoraire.

Il faut cependant attendre septembre 1935 pour qu'une réunion ait lieu dont le but était la reprise des activités de la commission chilienne[117]. Sur les 16 personnes présentes, huit[118] font partie de l'ancienne commission. Juvenal Hernández, nouveau recteur de l'Université du Chili ; Arturo Alessandri Rodríguez[119], doyen de la faculté de Droit de l'Université du Chili ; Domingo Santa Cruz, Doyen de la Faculté des Beaux Arts de la même université ; Amanda Labarca, femme de lettres et professeure à l'Institut pédagogique de l'Université du Chili ; Raul Ramírez, professeur ; Gabriel Amunátegui, directeur général des bibliothèques ; Eduardo Barrios, romancier et Luis Melo, haut fonctionnaire du Ministère des Relations extérieures sont les autres

[115] Voir Marie-Noëlle SARGET, *Histoire du Chili de la Conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 143.
[116] AUN, A III 46, Santiago, 02/02/1933, Lettre de Francisco Walker Linares au directeur de l'IICI.
[117] AUN, A III 46, Santiago, 17/09/1935, Lettre de Francisco Walker Linares au directeur de l'Institut.
[118] Il s'agit d'Armando Quezada, Enrique Molina, Abbé Francisco Vives, Juan Antonio Iribarren, Carlos Silva Vildosola, Rafael Maluenda, Felix Nieto del Río, Enrique Marshall (désormais secrétaire général de l'Université du Chili) et Francisco Walker Linares.
[119] Arturo Alessandri Rodríguez (1895-1970) a été doyen de la Faculté de droit de l'Université du Chili à deux reprises : de 1924 à 1927 et de 1933 à 1943.

participants à cette réunion. Si l'initiative de 1930 est bien évidemment évoquée, il est également question des actions de l'Université du Chili en faveur d'un rapprochement intellectuel avec les autres pays latino-américains ; actions qui l'ont menée à envisager la création d'un organisme entièrement voué à ce but[120]. La liste des participants, dont une majorité est liée à l'Université du Chili, montre bien que cette dernière est bel et bien à l'origine de la refondation de la commission chilienne, sans pour autant que soit totalement effacé le travail précédemment mené et les anciens acteurs écartés. Ainsi Francisco Walker Linares garde-t-il un rôle déterminant : il fait notamment partie du sous-comité, composé également de Gabriel Amunátegui et de Luis Melo. Ce dernier est chargé, à l'issue de cette entrevue, d'établir un projet d'organisation définitive de la commission. Par ailleurs, il est décidé d'inviter à la prochaine réunion « les représentants de toutes les institutions et activités de caractère intellectuel, éducatif, artistique ou scientifique, afin que toutes les expressions de la culture nationale soient représentées au sein de la commission[121] ».

Le 10 décembre 1935, les personnalités mentionnées se réunissent à nouveau et adoptent le projet élaboré par le sous-comité[122]. Plusieurs documents insistent sur le caractère autonome de la commission[123] et sur le fait que la présence de représentants du ministère de l'Instruction publique et du ministère des Relations extérieures ne signifie en rien son instrumentalisation par le gouvernement[124]. La commission n'a pas de statuts et son action

> « s'inspire des grands idéaux de la coopération intellectuelle. Dans la mesure de ses moyens, précaires, il lui incombe de coordonner le travail des intellectuels, de le faire connaître, de le soutenir et de le favoriser par tous les recours dont elle pourrait disposer[125] ».

Tout au plus fixe-t-on certaines règles et normes, susceptibles d'être modifiées au gré des circonstances, au sein du comité exécutif de la commission[126].

La commission est bien évidemment envisagée dans le cadre des relations et travaux impulsés par l'Organisation de Coopération Intellectuelle[127]. Néanmoins, elle est d'emblée

---

[120] AUN, A III 46, Article de *La Nación*, 12/09/1935, « La Universidad de Chile impulsará la cooperación intelectual internacional », joint au courrier adressé par Francisco Walker Linares au directeur de l'Institut.
[121] *Ibid.*
[122] AUN, A III 46, Santiago, 29/12/1935, Lettre de Francisco Walker Linares au directeur de l'Institut.
[123] AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual : « La commission jouit de la plus complète indépendance. » et Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 5 : « La Commission Chilienne de Coopération Intellectuelle est une institution autonome. ».
[124] AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual : « Le fait que figurent dans son Comité Exécutif des délégués de deux ministères signifie seulement qu'il y a convergence d'intérêts au sujet des buts poursuivis aussi bien par la Commission que par les organismos officiels mentionnés. »
[125] *Ibid.*
[126] *Ibid.* Néanmoins, dans le *Boletín Bimestral* de janvier-mars 1943, figurent les statuts de la commission (voir annexe).

considérée comme un organe en lien avec le service de coopération intellectuelle de l'Union panaméricaine[128] et les relations avec le reste des pays latino-américains sont présentées comme l'un de ses principaux buts.

Tel est le sens du discours prononcé par Juvenal Hernández, en 1940, à l'occasion du dixième anniversaire de la fondation de la commission :

> « Suivant les mêmes principes que ceux de l'IICI, notre commission espère apporter sa contribution à la construction d'une conscience commune aux 21 peuples frères ; elle cherche à éliminer les obstacles qui jalonnent la voie vers une compréhension réciproque, à élaborer les bases d'une éducation inspirée de l'américanisme, à élever partout des monuments qui rappellent aux générations futures l'héritage commun de la race […]. Nos pays, continûment saisis de fièvres intermittentes, d'origine individuelle ou collective, n'ont eu que peu de moments de répit pour se consacrer au développement de la culture ou de la richesse, qui sont les uniques fondements de la vraie liberté ; ainsi peut-on expliquer leur traditionnel isolement, si fécond en méfiances et rivalités stériles[129]. »

S'il s'agit, comme pour toute commission de coopération intellectuelle, d' « établir des contacts et de coordonner les diverses activités culturelles du pays, de créer des liens de nature spirituelle avec l'extérieur, pour donner à connaître la culture chilienne à l'étranger et les cultures étrangères au Chili[130] », l'imbrication entre les buts désintéressés de la coopération intellectuelle et les intérêts nationaux est alors pleinement assumée. Francisco Walker Linares l'exprime de la sorte :

> « La coopération intellectuelle est, par nature, tout autant internationale que nationale ; ses généreuses finalités, qui tendent à faire de la culture un patrimoine de l'humanité, ne sont pas incompatibles avec la mission d'exalter les valeurs spirituelles locales […][131]. »

La commission nationale chilienne devient non seulement un rouage de la coopération intellectuelle internationale et interaméricaine, mais aussi un véritable « département centralisateur de la culture nationale[132] ».

La commission dispose d'un budget qui vient du ministère des Relations extérieures, de subventions ponctuelles du ministère de l'Éducation et de l' « aide permanente » de l'Université, qui édite ses publications, met à sa disposition ses salles de conférence et un local qui est son siège[133]. Elle est présidée par Juvenal Hernández et dirigée par un comité exécutif formé par

---

[127] Francisco Walker Linares, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943, p. 28.
[128] *Ibid.*
[129] Juvenal HERNÁNDEZ, Francisco WALKER LINARES, *La Cooperación intelectual. Sus antecedentes, su fundación en Chile, su acción*, Santiago, Ediciones de las prensas de la Universidad de Chile, 1940, p.11.
[130] Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 5.
[131] Juvenal HERNÁNDEZ, Francisco WALKER LINARES, *La Cooperación intelectual. Sus antecedentes, su fundación en Chile, su acción*, Santiago, Ediciones de las prensas de la Universidad de Chile, 1940, p. 15.
[132] *Idem*, p. 14 : « *departamento centralizador de la cultura nacional*. »
[133] AUN, A III 46, sans date, «La comisión chilena de cooperación intelectual», Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual. En 1939, son budget est de 81 178 dollars, le ministère des Relations extérieures participant à hauteur de 75 000 dollars. Dans le rapport d'activité qui mentionne ces chiffres, l'auteur tient à remercier « don Germán Vergara Donoso qui, en tant que sous-secrétaire, nous a

Amanda Labarca, un représentant du Ministère des Relations extérieures[134], don Luiz David Cruz Ocampo, un représentant du Ministère de l'Éducation Publique[135], Ginebra Burotto de Bunster, un membre du Rotary Club, et un secrétaire général qui est Franciso Walker Linares[136].

Par ailleurs, toujours en décembre 1935, l'Université du Chili crée un Bureau de Coopération Intellectuelle dont la fonction principale est de servir d'interlocuteur à tous ceux, individus ou organismes, chiliens ou étrangers, qui sont demandeurs d'informations quant aux activités culturelles du pays. Il doit aussi participer à l'entreprise qui consiste à mieux faire connaître la culture d'autres nations et mettre en relation les étudiants chiliens avec ceux de l'extérieur[137]. Ce Bureau est sous la responsabilité du comité exécutif de la commission nationale chilienne[138].

Celle-ci n'a pas un nombre de membres prédéfini, afin de pouvoir « assimiler au fur et à mesure les individus les plus représentatifs de l'activité culturelle chilienne[139] », c'est-à-dire des universitaires[140], des enseignants, des écrivains, des scientifiques, des artistes, des journalistes, etc.[141]. Outre les membres d'organismes publics, la commission sollicite toutes les institutions privées qui ont pour but le développement des sciences, des arts et de la littérature[142]. Par ailleurs, le 17 mars 1938 est créé le statut de membre correspondant de la commission à l'étranger[143]. La commission compte entre 70 et 100 membres selon les années[144].

Quelles sont les responsabilités et obligations des membres ? Outre le fait d'assister à l'assemblée plénière qui a lieu une fois par an, il leur est demandé d'émettre des suggestions

---

constamment soutenus par une collaboration inconditionnelle et quotidienne. » (Comisión chilena de cooperación intelectual, *Memoria de 1938*, Santiago, Imprenta El esfuerzo, 1939, p. 24-25).

[134] En 1935, il s'agit de Benjamín Cohen.

[135] En 1935, il s'agit de Don Osvaldo Vial.

[136] AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual.

[137] AUN, A III 46, Santiago, 09/12/1935, Lettre d'Amanda Labarca au directeur de l'Institut. Nous reviendrons sur ce Bureau et ses fonctions dans notre chapitre VII.

[138] AUN, A III 46, Santiago, 17/03/1937, Lettre de Francisco Walker Linares à Daniel Secrétan.

[139] AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual.

[140] La commission est en effet conçue pour que les recteurs, secrétaires généraux et professeurs des universités en fassent partie. Voir AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual.

[141] Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953

[142] AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual.

[143] En 1938, ces membres sont Gabriela Mistral, consul du Chili à Nice, Felix Nieto del Río, secrétaire de l'ambassade chilienne en Bolivie, don Luis Melo-Lecaros (Comisión chilena de cooperación intelectual, *Memoria de 1938*, Santiago, Imprenta El esfuerzo, 1939, p. 13). En 1939, Pablo Neruda, secrétaire de l'ambassade chilienne à Mexico, Ernesto Montenegro, écrivain et journaliste chilien résidant en Argentine, Arturo Torres Rioseco (1897-1971), écrivain et professeur à Berkeley, Anibal Jara Letellier, consul du Chili à New York, sont également membres correspondants (*Boletín Bimestral* n°14, mars-avril 1939, p. 66).

[144] Dans le *Boletín Bimestral*, publié par la commission, figure une fois par an la liste des membres de la commission. Voir en annexe la liste du n°32 de l'année 1942.

d'activités auprès du comité exécutif et de répondre aux demandes de renseignements de ce dernier[145]. Le comité exécutif, quant à lui, se réunit plus fréquemment[146] et réalise le travail quotidien de la commission, à savoir l'envoi d'informations et la correspondance[147]. Enfin, des réunions ponctuelles, sur des thèmes particuliers, ont lieu et réunissent les acteurs concernés par la question à l'ordre du jour[148].

La commission devient rapidement le cœur d'un ensemble d'organismes dédiés à la coopération intellectuelle. Ainsi, en 1937, est fondé, sous sa dépendance, un Institut des Hautes Études Internationales, dont le but est « l'étude désintéressée des problèmes qui peuvent avoir un intérêt international[149] ». Doivent faire partie de cet Institut des anciens ministres des Affaires étrangères, hauts fonctionnaires, diplomates, professeurs d'université, etc. Comme la commission, l'Institut est piloté par un comité exécutif[150]. Il s'agit d'organiser « des cours, des causeries, des publications[151] » et de participer aux travaux de la Conférence Permanente des Hautes Études Internationales.

La Commission chilienne fonde également des instituts autonomes pour développer les rapports culturels entre le Chili et de nombreux pays de l'Amérique latine, mais aussi d'Europe[152].

Cet ensemble d'organismes développe une activité foisonnante, tant à l'échelle nationale, qu'interaméricaine et internationale. Elle nous est connue à travers un certain nombre de rapports et publications déjà cités, mais aussi grâce au *Boletín Bimestral*, publié par la commission à partir de 1937. De fait, y étaient consignés

> « tous les faits d'une quelconque signification culturelle : création de bibliothèques, organisation de nouvelles institutions scientifiques, littéraires ou artistiques, renouvellement de leur direction ; une chronique sur les expositions d'art ; un récapitulatif des conférences tenues durant le semestre ;la mention des journalistes, écrivains, artistes et hommes de science qui visitent notre pays ; une bibliographie et bien d'autres sections qui ont pour but de fournir aux autres peuples un panorama de notre culture. Dans d'autres sections, sont mentionnées les faits relevant de la vie intellectuelle américaine et sont insérés les documents ayant trait à la coopération internationale[153]. »

---

[145] AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual.
[146] Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 6.
[147] AUN, A III 46, 1939, « Los Institutos de Cultura y la Comisión Nacional de Cooperación Intelectual », par Amanda Labarca.
[148] *Ibid.*
[149] AUN, A III 46, Santiago, 05/07/1937, Lettre de Francisco Walker Linares au directeur de l'Institut.
[150] En 1937, celui-ci est formé par Ernesto Barros Jarpa et Conrado Rios Gallardo, tous deux anciens ministres des Affaires étrangères, par Walker Linares, à titre de correspondant de la SdN, et par M. Enrique Berstein, fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères, comme secrétaire. (A III 46, Santiago, 05/07/1937, Lettre de Francisco Walker Linares au directeur de l'Institut). Là non plus il n'y a pas de nombre pré-défini.
[151] *Ibid.*
[152] Nous reviendons sur ces instituts bi-nationaux dans notre chapitre VII.
[153] AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual.

Ce bulletin était envoyé aux autres commissions nationales de coopération intellectuelle, à certaines personnalités chiliennes et étrangères, à diverses institutions culturelles, scientifiques et universitaires, tant au Chili qu'à l'extérieur. Le ministère chilien des Relations extérieures le faisait parvenir à ses ambassades, légations et consulats[154].

L'ensemble de cette documentation nous apprend que les Amériques, et en particulier l'Amérique latine, sont les destinataires prioritaires de l'action déployée par la commission chilienne, même si elle prend à cœur ses relations avec la coopération intellectuelle telle qu'elle est impulsée depuis Genève et Paris. La commission répond notamment aux enquêtes de l'Institut, rend compte de son activité et insère dans le *Boletín Bimestral* des informations sur l'OCI[155]. Sa principale réalisation, en lien avec l'IICI, est l'organisation, en janvier 1939, de la Première Conférence Interaméricaine des Commissions Nationales Américaines[156]. Cette initiative, que la commission assortit d'*Entretiens* sur le thème « la mission qui incombe à l'Amérique sur le plan culturel comme facteur de la paix », dévoile la volonté d'apparaître comme le trait d'union entre l'Europe et l'Amérique, renforçant ainsi son prestige moral aux yeux des pays voisins. De manière générale, la commission nationale chilienne tente d'être présente dans la plupart des conférences internationales ayant trait à la coopération intellectuelle[157].

Elle est par ailleurs, en accord avec les principes fondateurs de l'OCI, un organe de liaison et d'information pour toute institution ou organisme désireux d'obtenir des renseignements sur l'activité intellectuelle au Chili ou sur la coopération intellectuelle internationale. Afin de répondre au mieux à ces sollicitations, la commission crée un fichier concernant les écrivains, les artistes, la presse nationale, les instituts culturels au Chili, ainsi que les institutions et personnalités

---

[154] Voir *Boletín Bimestral*, n°33, janvier-mars 1943, p. 31.
[155] Voir Comisión chilena de cooperación intelectual, *Memoria de 1938*, Santiago, Imprenta El esfuerzo, 1939.
[156] Nous traiterons en détail de cette conférence dans notre chapitre VI.
[157] Elle est ainsi représentée par Benjamín Cohen à la Conférence de Consolidation de la Paix à Buenos Aires en 1936 ; par Amanda Labarca et Francisco Walker Linares au Congrès des écrivains chiliens et au Premier Congrès Hispanoaméricain de la Presse ; par Gabriela Mistral, Miguel Luis Rocant, Enrique Gajardo et Alberto Romero à la Seconde Conférence Internationale des Commissions Nationales de Coopération Intellectuelle de Paris en 1937 ; par J. Dinamarca au Congrès mondial de la Jeunesse à Washington ; par Ricardo Donoso au Congrès Américaniste de Mexico ; par Ricardo Latcham au Congrès Américaniste de Lima ; par Alberto Sepúlveda au Congreso Forestal Universal ; par Francisco Walker Linares à la Seconde Conférence Américaine des Commissions Nationales de Coopération Intellectuelle à La Havane en 1941 ; par Oscar Vera L. qui remplaçe Francisco Walker Linares, au Comité des Sept à Washington en 1943 ; par Francisco Walker Linares à la Conférence constitutive de l'UNESCO à Londres en 1945 ; qui est également présent à la réunion de la CICI à Genève en 1938. Amanda Labarca participe en tant qu'observatrice aux travaux de la Conférence des Commissions nationales de l'UNESCO qui se tient à La Havane en 1950. Francisco Walker Linares participe lui au Premier Congrès Mondial des Journalistes, à Santiago, en 1952. (Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953).

étrangères ayant un lien avec ce pays. De même tient-elle à jour un registre des étudiants étrangers au Chili et des étudiants chiliens à l'étranger[158].

Émanant de l'Université du Chili, la commission consacre en effet aux échanges universitaires une large part de son action : la moitié de son budget sert ainsi à offrir des bourses d'études aux étudiants latino-américains qui désirent venir au Chili[159]. Petit à petit la commission devint l'organe central pour la gestion des échanges universitaires et des octrois de bourses[160].

Par ailleurs, elle encourage les visites de professeurs étrangers au Chili, et de professeurs chiliens à l'extérieur. Parmi ces derniers, nombreux sont ceux qui se rendent aux États-Unis[161]. Enfin, elle facilite la venue au Chili tant de professeurs que de personnalités intellectuelles de l'extérieur[162]. Une rubrique du *Boletín Bimestral* est consacrée à la recension de ces visites[163].

Tout comme la commission argentine, la commission chilienne octroie une large place au livre, que ce soit sous la forme de publications, d'expositions ou d'envoi d'ouvrages à l'étranger. Des expositions sont ainsi organisées à Buenos Aires, à La Paz, à Rio de Janeiro et à Bogota[164]. Cette liste montre bien que l'Amérique latine est prioritaire pour la commission, à l'inverse de son homologue argentine qui privilégie l'Europe dans un premier temps.

L'envoi de livres sert souvent à fonder, dans divers pays et institutions, des bibliothèques d'auteurs chiliens. Les États-Unis, l'Argentine, le Pérou, la République Dominicaine, l'Équateur

---

[158] Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 9.

[159] AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual.

[160] Nous reviendrons sur cet aspect de l'activité de la commission chilienne dans notre chapitre VII.

[161] Voir Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 10 : « Est aussi sienne l'initiative d'envoyer une délégation de Chiliens suivre des cours d'été aux États-Unis et le voyage au Chili d'une délégation de Nord-Américains, pour lesquels l'Institut Pédagogique a organisé un cours spécial d'histoire et de littérature hispano-américaine. »

[162] Voir Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 11 : « Elle a eu le souci particulier d'inviter ou de recevoir et de s'occuper d'artistes remarquables et des intellectuels étrangers, en mettant à leur disposition le Salon d'Honneur de l'Université du Chili pour prononcer leurs conférences. Beaucoup d'autres ont été invités directement par les Instituts dépendants. » et AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual : « Aux intellectuels qui viennent au pays, les Instituts autant que le Comité exécutif offrent une tribune pour entrer en contact avec l'environnement chilien. »
La commission a aussi tenté de faciliter l'accueil d'intellectuels menacés dans leur pays (« *Dentro de sus posibilidades acoge a los intelectuales perseguidos* », *in* Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 6). La formule est vague, mais on pense en particulier aux républicains espagnols, en faveur desquels Pablo Neruda et Gabriela Mistral, entre autres, avaient mené une campagne active.

[163] Pour l'année 1939, 66 visites sont recensées, dont 47% de Latino-Américains, 16% de Nord-Américains, 33% d'Européens (dont une forte majorité d'Espagnols) et 4% venant du reste du monde. (Chiffres obtenus à partir des trois numéros du *Boletín Bimestral* parus cette année-là).

[164] Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 8.

figurent parmi les destinataires de ces envois[165]. Elle répond, en outre, aux demandes de livres qui lui sont faites[166], faisant en sorte que des publications chiliennes soient présentes lors d'expositions de livres organisées par d'autres institutions étrangères[167]. Enfin, un appui est donné aux expositions de livres étrangers au Chili[168].

En-dehors de ce travail d'échanges, la commission est également à l'origine d'un certain nombre de publications, que l'on peut diviser en deux catégories. L'une regroupe les ouvrages concernant l'activité de la commission et les grandes manifestations liées à la coopération intellectuelle[169]. L'autre est constituée de publications sur des sujets particuliers : *La poesía negra en Cuba*, de Luis Rodríguez-Embil[170] ; *La producción de Chile*[171], par Esteban Ivovich ; la traduction d'Oscar Vera Lamperein du *Cimetière marin* de Paul Valéry[172] ; et *Problemas de la Post-Guerra*[173] de Francisco Walker Linares. Les livres de Ricardo Latcham - *Los primitivos habitantes de Chile*[174] - et de Julio Vicuña Cifuentes - *¿Qué es el folklore y para qué sirve?*[175] - s'inscrivent dans un autre pan de

---

[165] AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual.

[166] Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 13 : « Avec l'aide du Département des Échanges et Publications de l'Université du Chili et des principales maisons d'édition du pays, les commandes de Porto Rico, Équateur, Argentine, Colombie, Honduras, Cuba, Pérou, Brésil, Saint-Domingue, Haïti, Canada, Venezuela, États-Unis, Bolivie, Nicaragua, Costa Rica, Panama, Uruguay, Guatemala, Le Salvador, Mexique, Paraguay, Allemagne, Belgique, Espagne, Portugal, Italie, Grande-Bretagne, Danemark, Autriche, Suède, Norvège, Chine, etc. ont pu être satisfaites. En plus des envois officiels du Bulletin de la Commission, lors de sa publication du n° 1 au n°36, qui sont parvenus à de nombreuses institutions et personnalités du monde. »

[167] La commission envoya notamment des ouvrages à la Feria de Guatemala, à l'Exposition de livres de Stockolm, à celle des Auteurs Féminins de Rio de Janeiro, à l'Exposition du Livre d'Haïti. (Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 8).

[168] « Il a prêté son soutien aux expositions de livres étrangers au Chili *(Livre Argentin, Livre Nord-américain, Livre Français, 'Les 50 meilleurs livres des États-Unis en 1939, etc.)* ». (*Ibid.*) Nous reviendrons sur ces expositions dans notre chapitre VII.

[169] *Instituto costarricense-chileno de cooperación intelectual*, San José, Costa Rica, Imprenta La Tribuna, 1938 ; *Memoria de 1938*, Santiago, Imprenta El esfuerzo, 1939 ; *"Misión de América en el plano intellectual como factor de organización de la paz", Platicas o "Entretiens" de Santiago (9, 10 y 11 de enero de 1939)*, Santiago, Imprenta Universitaria, 1939 ; *Primera conferencia Americana de comisiones nacionales de Cooperación intellectual*, Imprenta Universitaria, Santiago, 1939 ; Raul Siva Castro, *Lista de libros selectos chilenos,* Santiago, Universidad de Chile, 1940 ; Juvenal Hernandez, Francisco Walker Linares, *La Cooperación intelectual. Sus antecedents, su fundación en Chile, su acción*, Santiago, Ediciones de las prensas de la Universidad de Chile, 1940 ; Francisco Walker Linares, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943 ; *Catalogo de libros chilenos en Buenos Aires*, Santiago, Ed. Ercilla, 1943 ; *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953.

[170] Publié en 1939 sous l'égide de la commission à Santiago, Imprenta El Esfuerzo.

[171] (Apuntes de tres conferencias dadas en octubre de 1943, en el Colegio Libre de Estudios Superiores de Buenos Aires), Santiago, 1944.

[172] Santiago, Instituto Francés-chileno de cultura, 1940.

[173] Santiago, Prensas de la Universidad de Chile, 1943.

[174] Santiago, 1939, 12 p.

[175] Santiago, Comisión Chilena de Cooperación Intelectual, 1940.

l'activité de la commission, à savoir la promotion de l'art populaire. C'est d'ailleurs l'objet du premier livre édité sous son égide[176].

Outre ces publications, la commission et l'Université du Chili sont à l'origine de la promotion de l'art populaire et du folklore chiliens. Tout d'abord en organisant des expositions : une première en 1936, sur laquelle nous n'avons quasiment pas d'information, et une seconde en 1938, qui est à l'origine de la création de l'Institut Chilien d'Art Populaire en 1939. Cette activité trouve son point culminant en 1942 lorsqu'est organisée, à l'occasion du centenaire de l'Université, une exposition dédiée à l'art populaire américain[177]. Cette exposition est réalisée en grande partie grâce à l'action d'Amanda Labarca, avec l'aide de Juvenal Hernández, Pablo Neruda, Marta Brunet[178] et Juan Guzmán Cruchaga[179]. Elle réunit des pièces en provenance d'Argentine, de Bolivie, de Colombie, du Guatemala, du Mexique, du Paraguay et du Pérou[180]. Ce matériel sert, en 1944, à créer le Musée d'Art Populaire Américain.

Cette dernière initiative montre que l'engagement de la commission et de ses membres en faveur de la coopération intellectuelle interaméricaine est des plus concrets et se manifeste de diverses manières. Elle travaille par ailleurs à la diminution des tarifs postaux pour la correspondance entre les commissions nationales du continent[181] et à celle des tarifs douaniers pour l'exportation et l'importation de livres[182].

Elle s'implique aussi pour donner la plus grande visibilité possible aux événements culturels et intellectuels américains[183], auxquels elle tente de participer chaque fois que possible[184]. De manière générale, il s'agit pour la commission de rendre tangible l'identité latino-américaine. Dans cette lignée, elle suggère au ministère de l'Instruction publique que des écoles primaires chiliennes portent le nom de pays voisins. Ces écoles conservaient le drapeau de la nation qui leur donnait leur nom, maintenaient une exposition permanente sur l'histoire de celle-ci et

---

[176] *Arte popular*, Santiago, 1938.
[177] Nous reviendrons sur le contenu de ces expositions dans notre chapitre IX.
[178] Marta **Brunet** (1897-1967), écrivain et diplomate, est tout d'abord consul honoraire à La Plata de 1939 à 1943, date à laquelle elle fut désignée consul à Buenos Aires, fonction qu'elle occupa jusqu'en 1952.
[179] Juan Guzmán **Cruchaga** (1895-1979) est à la fois poète et diplomate.
[180] Comisión Chilena de Cooperación Intelectual, *Catálogo de la exposición de artes populares americanos*, Santiago, Universidad de Chile, 1943, p. 8.
[181] Ce qu'elle obtint lors du Congreso Postal Americano de La Havane, en décembre 1936. (Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 7).
[182] *Ibid.*
[183] Voir notamment AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual : « Parmi les activités de nature transitoire, la commission s'occupe de donner la plus ample diffusion aux congrès, concours et anniversaires des figures de prestige américaines. Au sujet des concours, outre le fait de faire publier leur règlement dans la presse, elle l'envoie aux spécialistes, afin de susciter leur intérêt et de créer de nouveaux liens. »
[184] Voir notamment AUN, A III 46, Santiago, 19/05/1939, Lettre de Francisco Walker Linares à Daniel Secrétan : « […] nous préparons les travaux pour le Congrès indigène de La Paz, en Bolivie, nous avons fêté le quatrième centenaire de l'historien Inca Garcilaso de la Vega. »

entretenaient une correspondance scolaire[185]. En outre, chaque Institut bi-national devait organiser, dans le Salon d'Honneur de l'Université du Chili, une commémoration de la fête nationale du pays concerné[186].

La commission œuvre enfin pour que les diverses résolutions prises en matière de coopération intellectuelle lors des conférences interaméricaines soient appliquées[187].

La commission chilienne de coopération intellectuelle devient au fil des ans, par la multiplicité des acteurs prenant part à ses travaux, par son activisme et ses liens avec une Université du Chili extrêmement dynamique, une institution incontournable dans le paysage culturel et intellectuel chilien. Sa longévité en est une preuve : lorsque l'UNESCO remplace l'IICI, elle se maintient et joue auprès du nouvel organisme le rôle de Commission nationale.[188] En outre, la plupart des Instituts bi-nationaux continuent d'exister.

Le Brésil et l'IICI, une affaire d'Éta et d'individus

Entre 1926, date à laquelle il annonce son retrait de la SdN, et 1928, année où il le confirme, le Brésil n'a jamais remis en cause sa collaboration avec l'Institut International de Coopération Intellectuelle, mais n'a pas, non plus, clairement affirmé sa volonté de la poursuivre. Aussi pouvons-nous comprendre l'inquiétude de Julien Luchaire[189], directeur de l'Institut, face à cette attitude. Ce n'est qu'en 1929 que l'ancien ministre brésilien des Relations Extérieures, Félix Pacheco, apporte une véritable clarification :

> « […] Le Brésil s'est retiré, en effet, de la Ligue des Nations, mais cela ne veut nullement dire que l'Institut ait perdu tout intérêt aux yeux de nos gouvernants. Je puis, sans partialité, m'exprimer ainsi, et je crois que le Chef d'État dont j'ai été le secrétaire aux Affaires Étrangères, ne pense pas autrement.

---

[185] Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 9.

[186] *Idem*, p.14 : « Ces actes assurent un programme sélectif, auxquels participe un public nombreux, et ont lieu en présence de représentants diplomatiques étrangers et de hauts fonctionnaires chiliens. C'est aussi la mission des Instituts de réaliser des conférences sur les sujets qui concernent les pays concernés, abstraction faite des problèmes politiques ; de recevoir des personnalités de la culture, des délégations d'étudiants et de professionnels ; d'échanger une correspondance scolaire avec la collaboration de l'École chilienne qui porte le nom du pays correspondant, etc. »
Ainsi, en 1939, l'Institut chilien-argentin, pour la fête nationale argentine, « a préparé un magnifique programme, y compris un cortège de 15 000 enfants des écoles ». (AUN, A III 46, Santiago, 19/05/1939, Lettre de Francisco Walker Linares à Daniel Secrétan).

[187] Voir Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 12-13. Nous reviendrons sur ces résolutions dans nos chapitres III .

[188] Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 6.

[189] AUN, A I 86, 19/06/1926, Lettre de Julien Luchaire à Elyseu Montarroyos.

> Avant de quitter la France, Son Excellence M. Arthur Bernardes a fait ses adieux à cet Institut, démontrant de la sorte les sympathies de l'ancien président du Brésil à son égard[190] ».

Cependant, auparavant, le gouvernement brésilien avait donné un certain nombre de signes qui manifestaient sa volonté de poursuivre sa collaboration avec l'OCI : Elyseu Montarroyos, nommé en octobre 1925 délégué du Brésil auprès de l'Institut[191], est maintenu dans ses fonctions. Par ailleurs, la question de la participation financière du Brésil à l'œuvre de coopération intellectuelle, rapidement évoquée par Luchaire[192], n'est jamais rejetée, même si l'accord n'est donné qu'en 1929.

Il faut dire que l'Institut, et les buts qu'il s'est fixés, rencontrent au Brésil l'appui de personnalités, qui vont activement plaider en sa faveur. Hildebrando Accioly, éminent juriste brésilien qui a fait partie de la Délégation permanente du Brésil auprès de la SdN créée en 1924, démontre, dans un ouvrage intitulé *A Cooperação Intelectual e a Liga das Nações*, que le Brésil ne peut rester en-dehors de l'œuvre de coopération intellectuelle :

> « L'œuvre de coopération intellectuelle, dont celui-ci [l'IICI] est le centre, revêt une telle importance comme facteur de rapprochement entre les peuples, qu'il convient tout à fait de l'accompagner de près dans ses évolutions. D'un autre côté, notre situation de pays culturellement avancé nous impose, telle une obligation que l'on ne peut que remplir, le devoir d'apporter tout notre appui à cette œuvre qui tend à faciliter le travail intellectuel dans ses manifestations internationales et établir une intelligence mutuelle entre les nations[193]. »

Autre défenseur actif, Elyseu Montarroyos, qui n'a eu de cesse de renforcer les liens entre le Brésil et l'Institut. Dès mars 1926, il plaide en sa faveur dans le *Jornal do Commercio*[194]. Pourquoi cet empressement, alors même que l'on est en plein milieu de la crise qui va se solder par le retrait du Brésil d'une SdN qu'il considère trop eurocentrée ? On peut en trouver l'explication dans la réponse de Luchaire à l'article de Montarroyos : après l'avoir remercié pour son soutien, et espéré que l'appel lancé par le délégué brésilien au maintien de la collaboration entre le Brésil et l'Institut soit entendu, il apparaît conscient du fait que la situation est délicate (« Je me demande si, dans la situation politique actuelle, il est opportun d'agir dès maintenant […] »[195]), mais il demeure optimiste quant à une éventuelle solution car

---

[190] AUN, A XI 23, 09/01/1929, Lettre de Félix Pacheco à Julien Luchaire.
[191] AUN, A I 86, 02/10/1925, Lettre d'Afrânio de Melo Franco à Julien Luchaire.
[192] AUN, A I 86, 11/05/1926, Lettre de Julien Luchaire à Elyseu Montarroyos.
[193] Hildbrando Accioly cité par Mychelyne BARROS DE COSTA, *A política cultural brasileira na UNESCO (1946-1954)*, Dissertação de mestrado, Instituto de Filosofia e Ciências humanas, Programa de pós-graduação em história, Mônica Leite Lessa (Dir.), UERJ, Rio de Janeiro, 2005, p. 17.
[194] Il est fait mention de cet article dans une lettre de Luchaire à Montarroyos. Voir AUN, A I 86, 06/04/1926.
[195] AUN, A I 86, 06/04/1926.

> « nous pouvons dire avec une exacte vérité que l'œuvre de certaines organisations techniques de la Société des Nations doit être considérée à l'écart des difficultés politiques, et nous pouvons dire que notre Institut International jouit d'une relative autonomie à l'égard des services de Genève[196] ».

Voilà qui éclaire l'énigmatique participation brésilienne aux travaux de l'OCI, et en particulier de l'Institut : grâce à ce dernier, le Brésil n'est pas totalement absent de ce qui se joue en Europe, tout en conservant son attitude de fermeté vis-à-vis de la SdN.

Cela se traduit par l'émergence d'acteurs et de structures en lien avec l'OCI : le délégué du Brésil auprès de l'Institut, mais aussi une commission nationale brésilienne, dont l'action, le fonctionnement et les statuts vont évoluer au fil du temps, comme a évolué par ailleurs le Service de coopération intellectuelle dépendant du ministère des Relations extérieures[197]. La participation du Brésil à l'œuvre de coopération intellectuelle connaît en effet des inflexions qui doivent être mises en rapport avec les bouleversements politiques que connaît le pays pendant la période qui nous intéresse.

Après avoir été officiellement instituée en 1923 suite à la résolution formulée par la CICI, la Commission nationale brésilienne est mise en place en 1925. Cette Commission, qui avait pour but de « promouvoir la collaboration brésilienne aux problèmes d'ordre intellectuel qui concernent le Brésil et en particulier ceux qui seraient susceptibles d'obtenir des solutions sur le plan international[198] » était alors composée d'Affonso Celso[199], d'Afrânio Peixoto[200], d'Aloysio de Castro[201], de Roquette Pinto[202], d'Henrique Morise[203], de Medeiros e Albuquerque[204], de Miguel Couto[205], de Paulo de Frontin[206] et de Rodrigo Octavio Menezes[207].

---

[196] *Ibid.*

[197] Nous étudierons en détail la structuration et le fonctionnement de ce service dans notre chapitre VII.

[198] AHI, 276/2/4, Regimento interno da Commissão Nacional de Cooperação intellectual (approvado em sessão de 18 de Fevereiro de 1926).

[199] Comte Affonso Celso (1860-1938) était professeur de la Faculté de Droit de l'Université de Rio de Janeiro, président de l'Institut Historique et Géographique du Brésil (IHGB) de 1912 à 1938, membre fondateur de l'Académie Brésilienne de Lettres en 1897 (ABL). Il a également des activités politiques et a été élu à quatre reprises député du Minas Gerais. Par ailleurs, il écrit pour plusieurs journaux, parmi lesquels *O Jornal do Brasil*, *O Correio da Manhã* et *A Tribuna Liberal.*.

[200] Afrânio **Peixoto** (1876-1947) était écrivain et médecin. Il enseigna à la Faculté de Médecine de l'Université de Rio de Janeiro, fut membre de l'IHGB, mais aussi de l'ABL à partir de 1910.

[201] Aloysio de **Castro** (1881-1959), médecin et poète, professeur de la Faculté de Médecine de l'Université de Rio de Janeiro, membre de l'ABL à partir de 1917, il a aussi été directeur général du Département National d'Enseignement de 1927 à 1932. Cité par diverses sources comme l'un des précurseurs de la coopération intellectuelle américaine, il a présidé la commission brésilienne liée à l'Institut de 1926 à 1930 et a été membre de la CICI de 1922 à 1930.

[202] Edgar **Roquette Pinto** (1884-1954), médecin, anthropologue, professeur et écrivain, il a été l'un des membres fondateurs de l'Académie Brésilienne des Sciences en 1916, directeur du Musée National de 1915 à 1936, membre de l'ABL à partir de 1928, de l'IHGB, de l'Académie Nationale de Médecine… En 1923, il fonde la première radio éducative, la *Radio Sociedade* de Rio de Janeiro, dont il fait don en 1936 au Ministère de l'Éducation.

[203] Henrique Morise (1860-1930) a été professeur à l'École Polytechnique de l'Université de Rio de Janeiro, directeur de l'Observatoire national, président de l'Académie Brésilienne des sciences.

Le profil des membres fondateurs de la Commission est assez homogène, et l'appartenance à l'Académie Brésilienne de Lettres (ABL), fondée en 1897 sur le modèle de l'Académie Française et dont la désignation des membres reposait plus sur la cooptation entre élites que sur un véritable talent littéraire, est un dénominateur commun que l'on retrouve tout au long de l'histoire de la Commission ; ce qui montre que l'appartenance à des réseaux spécifiques est décisive dans la constitution d'organismes de coopération intellectuelle.

La Commission nationale brésilienne (CNB) a pout tâche de procéder à la collecte des informations nécessaires pour répondre aux enquêtes de l'IICI, de coordonner au Brésil les différents projets qu'il menait, mais aussi d'établir les contacts nécessaires, dans les milieux intellectuels et scientifiques, à la diffusion de la politique culturelle de l'OCI. Elle doit en parallèle tenir informé le gouvernement brésilien de son activité, le ministère des Relations extérieures étant son intermédiaire[208]. Celui-ci n'a cependant aucun pouvoir direct sur elle : elle est libre dans la désignation de ses membres, le choix de ses projets et la tenue de ses réunions, dont l'ordre du jour est fixé par son président[209]. Par ailleurs, si elle doit tenir informé le ministère des Relations extérieures, c'est au Département de l'enseignement, puis au ministère de l'Éducation et de la Santé qu'est envoyé le courrier qui lui est destiné (notamment le courrier en provenance de l'IICI). Comme le rappelle le délégué brésilien auprès de l'Institut, Elyseu Montarroyos, devant la CICI en 1934 : « La Commission nationale brésilienne a été fondée exclusivement grâce à l'initiative privée[210] ».

Assez rapidement malgré tout, Montarroyos met en avant la nécessité de lier plus étroitement l'activité de la Commission avec celle du ministère des Relations extérieures, « qui ne cesse de s'accroître dans le domaine de la Coopération intellectuelle[211] » : il importe en effet de coordonner au mieux les actions brésiliennes menées dans le cadre de la coopération intellectuelle

---

[204] Medeiros e Albuquerque (1867-1934) est journaliste, écrivain et homme politique. Membre fondateur de l'ABL, il est est notamment l'auteur des paroles de l'hymne national brésilien.

[205] Miguel **Couto** (1865-1934), médecin, homme politique, professeur de la Faculté de Médecine de l'Université de Rio de Janeiro, il préside de 1914 à sa mort l'Académie Nationale de médecine. Il est également membre de l'ABL à partir de 1916.

[206] Paulo de Frontin (1860-1933), ingénieur et homme politique a enseigné à l'École Polytechnique de l'Université de Rio de Janeiro, qu'il présida. Il fut membre fondateur de l'Académie Brésilienne des Sciences.

[207] Rodrigo Octavio Menezes (1886-1944) était juriste, écrivain et homme politique. Sous-secrétaire d'État aux relations extérieures, il participe à de nombreuses conférences internationales, notamment à la conférence de paix de Paris. Il est désigné vice-président de la première Assemblée de la SdN en 1920. Il enseigne à la Faculté de Droit de l'Université de Rio de Janeiro et donne des conférences en Europe et en Amérique latine. Il est par ailleurs membre fondateur de l'ABL, président de la Société Brésilienne de Droit International, et membre de l'IHGB.

[208] Voir Mônica Leite LESSA, « A política cultural brasileira e a sociedade das Nações », *Sociedade Brasileira de Pesquisa Histórica, Anais da XXII Reunião*, Rio de Janeiro, 2002, p. 92.

[209] Voir le Règlement, AHI, 276/2/4.

[210] *La Coopération intellectuelle*, 1934, p. 367.

[211] AUN, A III 14, 1929, Compte-rendu de la session de janvier 1929 de la CNB.

internationale afin de donner à celles-ci un maximum de cohérence, et donc d'efficacité. Le délégué brésilien réitère cette suggestion dans un courrier[212] adressé au ministre et dans lequel il défend l'idée d'un secrétariat permanent de la CNB (suggestion qu'il avait déjà émise, comme il l'affirme ici, il y a plus de trois ans), qui permettrait à celle-ci de fonctionner avec plus de régularité. Par ailleurs, il suggère la création d'un Service de Coopération Intellectuelle à l'Itamaraty avec lequel ce secrétariat serait en contact de façon permanente : « Il est évident que ce n'est que de concert avec notre gouvernement que la Commission Nationale de coopération intellectuelle pourra exercer de fait l'action libre qui lui convient[213]. » Il souligne que c'est ainsi que fonctionnent les commissions nationales italienne, allemande et française. Cette suggestion est relayée, en 1935, par Henri Bonnet, directeur de l'Institut, qui tente de convaincre Afrânio Peixoto, ancien président de la commission[214], de sa pertinence. Autre proposition : créer un service de coopération intellectuelle dans chaque État, en liaison avec l'Itamaraty, et dont l'organisation serait calquée sur le Service du ministère. Enfin, il propose la nomination de membres de droit à la commission nationale ; pourraient siéger par exemple un représentant de l'Itamaraty, un représentant du ministère de l'Éducation… Une fois de plus Montarroyos tend à lier plus étroitement l'action, indépendante, de la CNB, à celle du gouvernement.

Cette volonté, outre qu'elle est dictée par le souci de mener une politique culturelle extérieure efficace, s'explique aussi par la relative inactivité de la CNB. Ainsi met-il régulièrement en avant, auprès de l'Itamaraty, l'intérêt de réformer ses statuts : Afrânio de Melo Franco, apparemment convaincu, lui demande des renseignements sur les statuts d'autres commissions nationales[215]. Les statuts ne sont réformés qu'en 1937. Auparavant, après l'accession à la présidence de Miguel Osório de Almeida en 1935, un secrétariat est mis en place, assuré par la direction de l'Information du ministère de l'Education, service dirigé par M. Teixeira de Freitas. Cette solution ne semble pas changer réellement les choses puisque Miguel Osório de Almeida, dans une lettre à Henri Bonnet datée de mai 1936[216], se plaint du peu d'activité de la commission et revient sur la nécessité d'un secrétariat. Par ailleurs, il l'informe d'un possible accord entre la CNB et le nouveau service de coopération intellectuelle de l'Itamaraty, alors dirigé par Ildefonso Falcão. Cette nouvelle collaboration est confirmée par Montarroyos qui, à la demande de José Carlos Macedo Soares, ministre des Relations extérieures, informe le directeur de l'Institut que les réunions de la CNB ont désormais lieu au Palais de l'Itamaraty, et que celle-ci et le service de

[212] AHI, 78/3/13, 30/01/1932, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco.
[213] *Ibid.*
[214] AHI, A III 14, 16/10/1935, Lettre d'Henri Bonnet à Montarroyos.
[215] AUN, A III 14, 11/07/1935, Lettre de Montarroyos à Daniel Secrétan, secrétaire principal de l'IICI.
[216] AHI, A III 14, 23/05/1936.

coopération du ministère vont dorénavant travailler de concert[217]. Cette accélération des événements est en grande partie due à l'action d'Ildefonso Falcão qui, à la tête du service de coopération intellectuelle depuis septembre 1935, a cherché à se rapprocher de la commission : « [...] puisque ce Secrétariat d'État cherchait à organiser un Service de coopération intellectuelle, il me paraissait normal que l'une et l'autre collaborassent sous une direction unique afin d'obtenir de meilleurs résultats[218]. » C'est en cherchant à connaître l'endroit où elle se réunit (cela signifie-t-il qu'on l'ignorait au ministère, ou qu'on n'accordait que peu d'importance à cette commission?), qu'il découvre les besoins de la commission (notamment une salle de réunion) et propose une collaboration étroite. Cet épisode prouve combien les relations de la commission et du ministère étaient distendues. Dès lors, leurs liens sont renforcés, et c'est par l'Itamaraty que transite désormais le courrier de la commission[219].

La véritable réforme de la commission advient lorsque celle-ci adopte, en 1937, de nouveaux statuts, plus précis que ceux de 1925. De fait, malgré une reprise de son activité en 1936 (« après une assez longue période pendant laquelle elle s'était maintenue presque en état de vie latente[220] »), « on s'est aperçu qu'elle ne pourrait plus parfaire ses fins (*sic*) sans un élargissement considérable de ses cadres, une meilleure définition de ses caractères, une plus efficace organisation de ses moyens d'action[221] ». Ces nouveaux statuts[222] ont été élaborés par une sous-commission de la CNB et « approuvés immédiatement » car jugés « d'une grande élasticité et d'une sobre sagesse ». L'article 1 stipule les buts de ce qui est devenu la « Commission Brésilienne de Coopération Intellectuelle » (CBCI) :

> « Art. 1 : [...]
>
> Maintenir des relations permanentes avec la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle de la Société des Nations, l'Institut International de Coopération Intellectuelle de Paris, ainsi qu'avec les autorités et les centres culturels du pays de manière à promouvoir, au Brésil, la meilleure exécution des résolutions et recommandations prises par ces institutions ;
>
> Établir des relations directes avec les Commissions Nationales des autres pays ;
>
> Connaître toutes les questions qui se rapportent à l'ordre intellectuel, qu'elles soient d'un intérêt national ou international[223]. »

---

[217] AHI, A III 14, 06/07/1936.
[218] AHI, 542,6, 995/16142, 05/05/1936, Mémorandum d'Ildefonso Falcão pour Mauricio Nabuco, secrétaire général de l'Itamaraty.
[219] AHI, A I 86, 02/12/1936, le chef du service de coopération intellectuelle écrit à Montarroyos pour que celui-ci fasse le nécessaire afin que le courrier adressé à la CNB soit envoyé à l'Itamaraty et non plus au Ministère de l'Éducation.
[220] AHI, 542,6, 653/9813, Rapport sur les activités de la Commission Brésilienne de Coopération Intellectuelle pendant l'année 1937, p. 1.
[221] *Ibid.*
[222] Voir en annexe le texte intégral des statuts, en portugais et en français.
[223] AHI, A III 14, 15/02/1937, Lettre de Montarroyos à Bonnet dans laquelle il lui transmet le texte des nouveaux statuts, votés le 03/02/1937.

Il convient pour cela que la CBCI entretienne une correspondance suivie avec

> « […] le Secrétariat Général de la Société des Nations, la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle de la Société des Nations, l'Institut International de Coopération Intellectuelle, l'Institut International du Cinématographe Éducatif, l'Institut International pour l'Unification du Droit privé, les commissions nationales de coopération intellectuelle, les autorités brésiliennes et tout groupe ou association, national ou international, qui ait des objectifs intellectuels[224]. »

Contrairement aux anciens statuts, les nouveaux proclament sans ambiguïté le lien entre la CBCI et l'œuvre de coopération intellectuelle de la SdN ; en outre ils désignent clairement les partenaires de la commission, ce qui n'était pas le cas en 1925 où n'était mentionnée que la CICI. Le rôle attribué à la commission est toujours celui d'intermédiaire, entre les organismes cités d'une part, et les organismes culturels brésiliens sollicités d'autre part, « de manière à rendre accessibles à ces autorités et à ces centres les activités des deux grandes institutions internationales [la CICI et l'IICI[225]] »[226].

Le changement touche aussi son organisation : le nombre de ses membres passe à 40[227], dont huit à titre représentatif[228]. Ces membres représentatifs sont : le Président de l'Académie Brésilienne des Lettres ; le Président du PEN-Club du Brésil ; le Président de l'Institut d'Histoire et de Géographie du Brésil ; le Président de l'Académie des Sciences, le Président de l'Association Brésilienne de Presse ; le Recteur de l'Université du Brésil ; le Délégué d'État du Brésil à l'Institut International de Coopération Intellectuelle et le Chef du Service de coopération intellectuelle du Ministère des Relations extérieures[229]. Sont de la sorte officialisés les rapports existant entre ces institutions, auxquelles appartient un certain nombre de membres de la commission, et cette dernière, ce qui lui confère une légitimité supplémentaire car elle apparaît comme leur représentante au sein de l'OCI. Il s'agit de « rassembler des représentants de toutes les formes de l'activité intellectuelle au Brésil[230] ». Par ailleurs, la désignation, comme membres représentatifs, du délégué auprès de l'Institut et du chef du Service de CI, qui vient d'être officiellement créé en 1937, entérine le rapprochement avec l'Itamaraty. Le rapport sur l'activité de la CBCI en 1937

---

[224] *Idem*., article 2.
[225] Ce qui montre bien, à notre avis, que ces deux institutions sont considérées comme prioritaires car répondant le mieux, par leur importance sur la scène internationale, aux objectifs de la politique extérieure brésilienne.
[226] AHI, 542,6, 653/9813, *Rapport*…, p. 1.
[227] Voir en annexe la liste des membres en 1937 ; en 1938, le nombre de membres passe à 44. Voir AHI, 542,6, 995/16142, Lettre de Gustavo Capanema à Mario de Pimentel Brandão), AHI, 542,6, 995/16142, 11/11/1938, *Memorandum sobre à Commissão Brasileira de Cooperação intellectual*, auteur inconnu, p. 2.
[228] AHI, A III 14, 15/02/1937, Lettre de Montarroyos…, article 3.
[229] *Idem*, article 5 ; le nombre des membres représentatifs est porté à 12 en 1938 : le président de l'Institut de l'Ordre des Avocats, le président de l'Académie Nationale de Médecine, le président du Conseil National d'Éducation et le délégué du Département National de l'Éducation (ces deux derniers ayant été intégrés à la CBCI suite à la demande de Gustavo Capanema, ministre de l'Éducation. Voir, AHI, 542,6, 995/16142, Lettre de Gustavo Capanema à Mario de Pimentel Brandão), AHI, 542,6, 995/16142, 11/11/1938, *Memorandum*…, p. 2-3.
[230] AHI, 542,6, 653/9813, *Rapport*…, p. 2.

note ainsi que « les travaux de la Commission Brésilienne ont été très facilités par la création au Ministère des Affaires étrangères d'un service spécial de coopération intellectuelle[231] », et que dès lors leur collaboration donne « entièrement satisfaction[232] » à la commission. Au passage, l'auteur du rapport rappelle que l'action de la CBCI est « d'autant plus efficace qu'elle est absolument désintéressée », et « entièrement étrangère à toutes les agitations momentanées d'ordre social ou politique » : sa tâche consiste à « affermir au Brésil la notion fondamentale du rôle des intellectuels dans la vie supérieure de l'humanité [233] ». Un rapport de 1938 est encore plus clair : « La commission n'a pas de caractère officiel. Elle est indépendante par ses idées et ses buts », même si elle « travaille en collaboration étroite avec l'État[234] ». En cela elle peut être considérée comme la « caution morale » du gouvernement brésilien vis-à-vis non seulement de l'Institut mais aussi de l'ensemble de la communauté scientifique et intellectuelle mondiale, masquant les intérêts très concrets poursuivis par l'Itamaraty. Mais le propre de toute politique culturelle n'est-il pas de mêler sincérité et calcul ?

Autre objectif désigné par ces nouveaux statuts : l'extension de l'organisation de coopération intellectuelle au Brésil, en particulier par la création de sous-commissions de coopération intellectuelle dans chaque État du pays[235]. Cet article a pour but d'engager les États à suivre l'exemple des États de São Paulo et de Porto Alegre qui, dès juillet 1936, avaient créé leur sous-commission de coopération intellectuelle. C'est donc le Brésil dans son ensemble, et pas uniquement sa capitale ou São Paulo (vues par certains observateurs étrangers comme des oasis de civilisation au sein d'un pays encore à demi-sauvage), que l'on souhaite engager dans les réseaux de la coopération intellectuelle. La nécessité de créer des sous-commissions dans les autres États est réaffirmée par Miguel Osório de Almeida lors de la Conférence générale des commissions nationales en juillet 1937 :

> « Dans les grands pays fédérés, comme le Brésil, la Commission nationale a une tâche trop lourde. Les distances et l'autonomie des États forment des conditions particulières et nous avons à étudier des questions de coopération au-dedans du pays même. La Capitale Fédérale, tout en constituant le centre le plus important ne pourrait pas négliger les grandes possibilités qu'offrent les États si l'on arrive à les relier entre eux aussi bien qu'au centre. Cela nous a amenés à proposer la création dans chaque capitale

---

[231] *Idem*, p. 5.
[232] *Ibid.* Par ailleurs, un rapport de 1938 indique que « jusqu'à présent, les intérêts supérieurs de la Commission ont toujours eu l'appui et l'approbation du Gouvernement», (« *até a presente data, os interesses superiores da Commissão tiveram sempre o apoio e a aprovação do Governo* »), Voir AHI, 542,6, 995/16142, 11/11/1938, p. 3.
[233] *Ibid.*
[234] AHI, 542,6, 995/16142, 11/11/1938, p. 3.
[235] AHI, A III 14, 15/02/1937, Lettre de Montarroyos…, article 11.

d'État d'une sous-commission. Celle de l'État de São Paulo est déjà constituée et l'on poursuit les démarches pour arriver à de bons résultats dans les autres États[236]. »

Ces modifications semblent avoir apporté à la commission brésilienne le souffle et l'envergure qui lui faisaient défaut jusque là ; le directeur de l'Institut ne s'y trompe pas et félicite Miguel Osório de Almeida[237] pour l'activité déployée. Mais de quel type d'activité s'agit-il ?

D'après le rapport sur l'activité de la CBCI en 1937[238] qui trace un bilan global de son action, avant et après la réforme des statuts, on peut mettre en lumière quatre types d'activité.

« La Commission Brésilienne s'est convaincue dès le début que le premier pas dans la voie de la coopération intellectuelle doit être dans le sens d'établir des rapports personnels qui permettent des échanges de vues, des conversations, voire des discussions[239]. » C'est dans cette optique que, dès les premiers temps de son existence, elle s'est appliquée à recevoir « tous les intellectuels étrangers de passage à Rio de Janeiro, ou même des intellectuels brésiliens qui, n'habitant pas cette capitale s'y trouvaient pour quelque temps [...][240] ». L'auteur du rapport donne un certain nombre d'exemples pour l'année 1937, dont la réception des membres du Comité d'organisation de l'Institut Brésil-États Unis, de Côrrea d'Oliveira, poète portugais, de professeurs français enseignant à l'Université du District Fédéral, etc... Il peut aussi s'agir de réunions conjointes avec une autre organisation : la session du 04 août 1939 est commune à la CBCI et à l'Institut de Culture Argentino-Brésilien[241].

Autre type d'activité : la mise en place ou la participation à des conférences « sur les questions d'échanges intellectuels, d'organisation et de maintien de la paix[242] ». M. Hélio Lobo, membre de la commission, a ainsi fait une allocution sur le rôle de la coopération intellectuelle à la Conférence de la Paix de Buenos Aires.

Par ailleurs, la CBCI est en relation, directe ou indirecte, avec un certain nombre de grands organismes internationaux, à commencer, bien évidemment, par l'IICI. Il s'agit de répondre aux demandes et enquêtes de celui-ci. Dans les procès-verbaux des séances des 03, 10 et 17 janvier 1929[243], il est question du choix des auteurs brésiliens à présenter à l'Institut pour une éventuelle traduction. Ses membres se chargent en outre régulièrement de rédiger des rapports

---

[236] AUN, A III 56, « Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine. Ses débuts, son évolution, son organisation », par Miguel Osório de Almeida, à l'occasion de la Conférence Générale des Commissions nationales de coopération intellectuelle, juillet 1937.

[237] « […] J'ai vu avec plaisir que sous votre direction son activité s'était étendue et donnait les meilleurs résultats. » (AUN, AIII 14, 30/04/1937, Lettre de Bonnet à Osório de Almeida).

[238] AHI, 542,6, 653/9813, *Rapport…*

[239] *Idem*, p. 2.

[240] *Ibid.*

[241] AHI, 542,6, 995/16142, Procès-verbal de la séance du 04/08/1939.

[242] AHI, 542,6, 653/9813, *Rapport…,* p. 3.

[243] AHI, 276,4.

sur des questions mises à l'ordre du jour par l'IICI et ses différents prolongements, en particulier la Conférence des Hautes Études Internationales : M. A. Bandeira de Mello apporte sa collaboration sur les questions démographiques, M. Alberto Betim sur celle des matières premières[244]. La CBCI se charge également de transmettre aux institutions idoines les questionnaires proposés par l'Institut, tel celui sur le chômage des intellectuels[245].

Enfin, de concert avec l'Itamaraty (cette collaboration se développant surtout à partir de 1936), la CBCI participe à l'organisation de missions à l'étranger : ce sont souvent des membres de la commission qui sont envoyés lors d'événements tel que le Congrès d'Histoire de l'Amérique, auquel ont participé Pedro Calmon[246] et Max Fleiuss[247][248].

La CBCI semble, d'après ce rapport, beaucoup plus active que les années précédentes (« En résumé, en 1937, la commission a développé ses activités dans tous les sens possibles[249] »). En 1939, Miguel Osório de Almeida, dans une lettre à Henri Bonnet[250], se réjouit de pouvoir constater « un intérêt croissant pour la coopération intellectuelle[251] » de la part notamment de « pouvoirs publics » auprès desquels la commission « jouit d'un grand prestige intellectuel et moral[252] ». Il n'est cependant pas entièrement satisfait et « espère pouvoir donner un certain développement à notre commission cette année, malgré le découragement et l'inertie des intellectuels au Brésil ces derniers temps[253] ». Comment expliquer cette « inertie » et ce « découragement » ? Est-ce la situation internationale qui décourage de croire en la coopération intellectuelle ? Est-ce le louvoiement du régime de Vargas entre démocraties et régimes totalitaires ? Peut-on établir un lien avec la création, en décembre 1939, du Département d'Information et de Propagande[254] qui, placé sous le contrôle direct du chef de l'Etat et dirigé par Lourival Fontes (journaliste proche des idéaux fascistes italiens) établit une censure totale[255] ? Il

---

[244] AHI, 542,6, 653/9813, *Rapport…,* p. 4.
[245] *Ibid.*
[246] Pedro **Calmon** (1902-1985) conjugue les activités d'historien, de professeur et d'homme politique. Devenu conservateur au Musée d'Histoire nationale en 1925, il y crée la chaire d'histoire de la civilisation brésilienne. Devenu membre de l'Institut d'histoire et de géographie du Brésil (IHGB) en 1931, il en est l'un des orateurs de 1938 à 1968. Il est aussi professeur de droit public à l'Université du Brésil, qu'il préside de 1939 à 1948. En 1936, il devient membre de l'ABL. Il a également été député de l'État de Bahia de 1927 à 1930 et député fédéral en 1935.
[247] Max Fleiuss (1868-1943), journaliste, historien et professeur, nommé Docteur Honoris Causa de l'Université de La Plata en 1924, il a aussi été membre des Académies d'histoire de Cuba, du Portugal, de Munich, de Madrid et d'Argentine. Il a également été secrétaire perpétuel de l'IHGB.
[248] *Idem*, p. 5.
[249] *Idem*, p. 1.
[250] AUN, A III 14, 06/01/1939.
[251] *Idem.*
[252] *Idem.*
[253] *Idem.*
[254] Nous reviendrons sur le Département d'Information et de Propagande dans notre chapitre VII.
[255] Bartolomé BENNASSAR, Richard MARIN, *Histoire du Brésil*, 1500-2000, Paris, Fayard, 2000, p. 356.

est douteux que la commission brésilienne ait pu toujours rester « au-dessus de la mêlée » comme cela a pu être proclamé.

Autre maillon d'importance dans l'organisation brésilienne liée à la coopération intellectuelle et à l'Institut de Paris : le délégué auprès de l'IICI. Comme nous l'avons vu, Elyseu Montarroyos est nommé délégué du Brésil auprès de l'Institut dès 1925, date à laquelle cette fonction est créée. Son supérieur hiérarchique est directement le ministre brésilien des Relations extérieures. Il reste à Paris jusqu'à la fermeture de l'IICI, en 1941. Il a donc été présent tout au long de l'histoire de l'Institut et de ses relations avec le Brésil. Avant d'être affecté à ce poste, Elyseu Montarroyos faisait partie de la Délégation permanente du Brésil auprès de la SdN en tant que conseiller technique chargé de la communication[256].

La fonction de délégué d'État est instituée dès 1925, conformément au statut organique de l'IICI qui autorise ce dernier à correspondre « directement avec les autorités gouvernementales et administratives chargées, dans les différents pays, de l'examen et de la solution des questions se rattachant à son objet[257] ». Dès 1926, Luchaire fait des délégués d'État des acteurs charnières de la coopération intellectuelle : d'une part en les réunissant régulièrement[258], d'autre part en leur demandant d'intervenir auprès de leur gouvernement, « d'une part pour mieux leur faire connaître et apprécier notre travail, d'autre part pour obtenir des autorités publiques […] les mesures administratives propres à faciliter la Coopération intellectuelle[259] ».

Le rôle du délégué d'État est donc un rôle d'intermédiaire entre l'Institut d'une part, et les « autorités gouvernementales et administratives » brésiliennes chargées de la coopération intellectuelle d'autre part. Ce rôle, Montarroyos l'a joué avec beaucoup de conviction et de sérieux : la plupart des éléments de correspondance dont nous nous servons dans ce mémoire sont de sa plume ou lui sont destinés. Au-delà de son rôle d'intermédiaire, il tente de représenter son pays aussi souvent que possible aux réunions, conférences, comités qu'il juge intéressants pour le Brésil. Ainsi, entre autres exemples, il représente l'Association brésilienne de la Presse au Congrès de la Fédération Internationale des Journalistes de Londres en 1932[260], participe au

---

[256] Voir Eugênio VARGAS GARCIA, *O Brasil e a Liga das Nações (1919-1926)*, Porto Alegre, Editora da Universidade, 2000, p. 81.
[257] Jean-Jacques. RENOLIET, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la Coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, p. 270.
[258] Quatre fois par an de 1927 à 1929 et deux fois par an à partir de 1930. Voir Jean-Jacques. RENOLIET, *ouv. cité*, p. 271.
[259] *Ibid.*
[260] AHI, 78/3/13, 05/11/1932, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco.

Congrès sur la colonisation rurale qui se tient à Alger en 1931[261], fait partie d'un comité d'experts créé par l'Institut sur la documentation pédagogique en 1933[262]…

Cette action s'accompagne d'un discours sur sa fonction qui, on n'en sera pas étonné, va toujours dans le sens d'un renforcement de ses prérogatives. Ce discours s'adresse d'abord à son gouvernement :

> « Notre gouvernement pourrait donner à ma charge, au-delà de la stabilité qu'elle n'a pas, l'extension qu'elle comporte en faisant de moi l'agent de la propagande brésilienne en Europe. La propagande est, avant tout, un problème d'ordre intellectuel et on devrait profiter des fonctions de délégué auprès de l'IICI pour lui adjoindre celles d' (auxiliaire ?) intellectuel auprès de nos deux ou trois ambassades les plus importantes en Europe […][263] »,

écrit-il à son ministre de tutelle. Il justifie toujours cette demande par la place incontournable qu'occupe selon lui alors l'Institut, « âme » de l'OCI, dans les relations internationales, et par l'intérêt qu'il y a donc pour le Brésil de faire fructifier le plus possible sa qualité de pays-membre. Pour cela il faut que le délégué d'État ne soit pas un simple intermédiaire, mais puisse prendre des initiatives, ce dont Montarroyos ne se prive pas[264]. Il souhaite en outre disposer de moyens d'action plus conséquents[265] et demande à plusieurs reprises que lui soit adjoint un secrétaire (« Si j'avais un secrétaire, je pourrais développer mon action ici […][266]. »).

Dans son combat pour le renforcement des prérogatives des délégués d'État, Montarroyos est très proche de la position de Julien Luchaire[267]. Par ailleurs Montarroyos va se battre pour que soit restaurée la plénitude des attributions des délégués d'État, rognées par la CICI qui craignait qu'ils ne prennent trop d'importance et puissent exercer sur elle des pressions d'ordre politique[268]. Lors de la session de la CICI de 1934, Montarroyos demande en effet le rétablissement des réunions périodiques des délégués. À l'issue de cette session, la CICI adopte une résolution par laquelle elle confie à son comité exécutif et au comité de direction de l'IICI le soin d'examiner les mesures d'ordre pratique susceptibles de favoriser la collaboration entre les délégués d'État et l'Institut[269]. Informés de cette décision et sollicités de donner leur avis, certains délégués d'État font parvenir leur réponse à Henri Bonnet, nouveau directeur de l'Institut, qui

---

[261] AHI, 78/3/13, 27/12/1931*, idem.*
[262] *La Coopération intellectuelle*, Mars-Avril 1933, p. 175.
[263] AHI, 78/3/13, 05/11/1932.
[264] Sa participation aux réunions que nous avons mentionnées n'était pas dictée par l'Itamaraty. Il avertit souvent ses supérieurs une fois que celles-ci se sont déroulées.
[265] AHI, 78/3/13, 04/08/1933 : « d'où la nécessité qui s'impose à chaque gouvernement d'augmenter les moyens d'action de son Délégué auprès de ce Institut étant donné que c'est ce délégué qui est l'organe national de liaison entre les activités intellectuelles de son pays et celles dudit Institut. »
[266] AHI, 78/3/13, 05/11/1932 : « *Se eu tivesse um secretario, poderia desenvolver a minha acção aqui. […]* ».
[267] Voir page précédente.
[268] Il est notamment rappelé que, d'après le règlement intérieur, « le rôle des délégués se borne à recueillir des informations et à en fournir, et tout au plus, à soumettre des suggestions. ». Cité par Jean-Jacques. RENOLIET, *ouv. cité*, p. 271.
[269] *L'année de la Coopération Intellectuelle*, 1935, p. 102.

note : « Certaines d'entre elles constituent de véritables études du rôle des délégués gouvernementaux, de leurs relations, tant avec leur gouvernement qu'avec l'Institut, des services qu'ils peuvent rendre. Parmi les plus complètes, on peut citer celles des délégués du Brésil et de la France[270]. »

Le rapport de Montarroyos fait en effet neuf pages[271], et il va bien au-delà du simple rétablissement des réunions plénières. Selon lui, la fonction essentielle du délégué est son « rôle de trait d'union permanent entre son pays et l'Institut »[272] : il en fait donc un intermédiaire obligé entre l'IICI et son pays. Ce n'est pas tant sur le rôle collectif des délégués que Montarroyos met l'accent que sur leur rôle individuel, en en faisant de véritables ambassadeurs de leur pays auprès de l'IICI[273], au même titre, comme le souligne Jean-Jacques Renoliet, que les délégués nationaux à l'Assemblée de la SdN. Ce même auteur suggère, et nous le suivons dans ce sens, que le plaidoyer de Montarroyos peut aussi signifier la volonté du Brésil d'avoir un droit de regard plus important sur les activités de l'Institut. Poussant plus loin son analyse, Jean-Jacques Renoliet avance que, en tentant d'accroître, par l'intermédiaire des délégués, l'influence des États sur l'Institut, le Brésil cherche à le détacher de la CICI, donc de la SdN[274]. Ce qui n'est pas sans fondement si l'on songe que ce pays n'a plus de représentant ni à la CICI depuis 1931, et n'est plus membre de la SdN depuis 1926.

Montarroyos plus qu'un intermédiaire, ou une figure de l'ombre, a donc été un acteur essentiel, tant par la position charnière de son poste, que par l'activité incessante qu'il n'a cessé de déployer pour renforcer la participation du Brésil à l'œuvre de coopération intellectuelle. Ce dévouement est le résultat d'une solide croyance dans les bénéfices que peut retirer le Brésil de sa collaboration avec l'IICI ; constamment préoccupé par l'image que le Brésil projette à l'extérieur, Montarroyos est un élément-clé, peu connu, de la constitution d'une politique culturelle internationale brésilienne. Par ailleurs, son exceptionnelle longévité au poste de délégué d'État, alors même que la plupart des acteurs reste peu de temps en place, en fait non seulement un

---

[270] *Ibid.*
[271] AHI, 78/3/13, 06/12/1934.
[272] *Idem*, p. 2.
[273] *Idem*, p. 4 : « Parmi les nombreuses attributions du Délégué d'État, il en est une, capitale, en quoi on pourrait les résumer toutes : c'est son devoir, très délicat, d'éclairer sans cesse, d'une part son gouvernement, les institutions de son pays et ses compatriotes sur les entreprises de coopération intellectuelle, et, d'autre part, l'Institut sur les conditions de son pays et la manière d'y agir la plus favorable […] au succès de ces entreprises. Il appartient au Délégué d'État d'adapter aux besoins et aux intérêts parfois multiples et complexes de son pays, les initiatives de l'Organisation de Coopération Intellectuelle, en les présentant sous les formes les plus compréhensibles à l'esprit national dont il est l'interprète auprès de l'Institut de Paris. » Le terme d' « ambassadeurs » est par ailleurs approprié si l'on songe que, dans ce rapport, Montarroyos demande que les délégués, individuellement, bénéficient de toutes les « prérogatives diplomatiques » (p. 7), ce que refuse catégoriquement l'administration française depuis 1931.
[274] Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 274.

témoin privilégié, mais aussi le garant d'une certaine continuité de la politique brésilienne à l'égard de l'Institut, au-delà des changements politiques et institutionnels qu'a pu connaître le Brésil au cours de cette période.

Un même instrument pour des partitions différentes

Chaque pays s'est donc saisi de manière différente des outils et réseaux offerts par cet organisme, tant en termes de structuration que des buts affichés. La commission chilienne est sans contexte celle qui s'est le plus développée, acquérant une position d'envergure dans le paysage culturel et éducatif chilien. Le partenariat avec la très dynamique Université du Chili explique sans doute cet état de fait. Plus qu'une création de circonstance, celle de la commission chilienne semble s'inscrire dans une perspective plus large qui voit une partie de l'intelligentsia chilienne s'engager dans un processus visant à faire du Chili un acteur central au sein du continent américain, un pôle d'échanges universitaires. L'Amérique apparaît de fait comme la principale destinataire des actions de la commission, ce qui n'est pas le cas du Brésil ou de l'Argentine. Solidement structurée, diversifiant ses activités et mobilisant un grand nombre d'acteurs, tant chiliens qu'étrangers – notamment par le biais des instituts bi-nationaux –, cet organisme a su durablement s'installer sur la scène nationale, mais aussi américaine et internationale. Le fait que Francisco Walker Linares[275] et Amanda Labarca soient plus tard partie prenante de la participation de leur pays à l'UNESCO[276], que la commission survive à la fin de l'OCI sont des preuves de son enracinement. Cela mérite d'être souligné dans la mesure où l'on n'observe pas le même phénomène en Argentine ou au Brésil.

Ce qui rapproche en revanche l'Argentine et le Chili c'est l'importance accordée au livre. Est-ce à dire que cet outil n'était pas utilisé au Brésil ? Nous verrons, dans notre troisième partie, que dans ce pays ce fut principalement le service de coopération intellectuelle, dépendant de l'Itamaraty, qui développa ce type de politique. Si la commission brésilienne ne fut pas une création du gouvernement, comme cela fut le cas en Argentine, la coopération intellectuelle fut essentiellement l'affaire du Ministère des Relations extérieures. Le rôle central joué par Elyseu Montarroyos, délégué d'État, en est une illustration. En ce qui concerne l'Argentine, si le

[275] Il est notamment désigné par le Chili pour faire partie des signataires de l'acte constitutif de l'UNESCO en 1945.

[276] Voir notamment à ce sujet Comisión chilena de cooperación intelectual, *UNESCO en Chile*, Boletín de la commisión nacional, edición extraordinaria con motivo del primer seminario nacional de escuelas asociadas a la UNESCO para la comprensión internacional, realizado en Santiago del 25 al 29 de noviembre de 1968, año VII, enero de 1969.

ministère des Relations extérieures semble absent du fonctionnement de la commission, elle peut être considérée comme faisant partie de la politique de Juan P. Justo visant au rayonnement de l'Argentine à l'extérieur.

De ce qui précède, il ne faudrait pas conclure que la commission brésilienne n'a joué aucun rôle. Elle a été, de par ses membres, faisant tous partie d'institutions – l'Académie Brésilienne des Lettres, l'Institut d'Histoire et de Géographie du Brésil, les académies scientifiques – sensées rassembler la fine fleur des intellectuels du pays, une vitrine pour le Brésil au sein de l'OCI et de ses réseaux.

Ainsi chaque pays a-t-il, selon les mots de Francisco Walker Linares, « adopt[é] la structure qui lui conv[enait] le mieux » selon des buts et une configuration nationale particuliers. Cela montre aussi que, malgré ses défauts, l'OCI a permis de faire éclore dans certains pays d'Amérique latine les ferments de véritables politiques culturelles, ou tout au moins un certain nombre d'initiatives qui débordaient, à bien des égards, du cadre de ses travaux.

L'implication des Latino-américains à l'OCI : quel type de participation ? à quels projets ?

Il nous est difficile de retracer en détail tous les aspects de la participation latino-américaine aux travaux de l'Institut, celui-ci ayant développé des activités dans des secteurs très variés : désarmement moral, enseignement, questions littéraires et artistiques, protection des droits des intellectuels, publications, organisation d'une Conférence permanente des hautes études internationales[277], d'Entretiens… sont autant de domaines dont l'Institut s'est occupé. Pris dans leur ensemble, les pays latino-américains, par le biais de leurs commissions nationales ou de leurs délégués, ont peu ou prou participé à la majorité des activités de l'Institut. Nous nous attacherons ici à l'étude de deux aspects particuliers de cette participation. Tout d'abord l'un des plus connus – mais jamais vraiment étudié – : la constitution d'une collection de classiques ibéro-américains traduits et édités par l'IICI. Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons à la place et au rôle de l'Amérique latine lors de la seconde conférence des commissions nationales, qui se tient à Paris en 1937.

[277] Créé en 1928, c'est un « organe permanent de coopération, de liaison et de coordination entre les institutions nationales se consacrant à l'étude scientifique des affaires internationales. Son but essentiel est de développer la collaboration technique entre les institutions qui lui sont affiliées, et d'organiser des recherches collectives sur certains problèmes du domaine des relations internationales. L'instrument international de liaison entre les membres de la Conférence consiste en un appareil administratif dont les rouages principaux sont : des sessions plénières se tenant à intervalles réguliers, un Comité exécutif et les services administratifs de l'IICI. », cité par Jean-Jacques. RENOLIET, *ouv. cité*, p. 315.

La collection ibéro-américaine

La collection ibéro-américaine a constitué un élément déclencheur dans le plus grand engagement de certains pays d'Amérique latine dans l'action de l'IICI. Par cette initiative l'Institut élargissait ses horizons, la culture et l'intelligence cessaient d'être uniquement européennes. On peut citer le cas de l'Argentine qui est réellement devenue active au sein de la coopération intellectuelle à partir du moment où l'idée d'une collection ibéro-américaine a pris forme :

> « […] cet intérêt [pour l'œuvre de l'Institut] a pris une forme plus concrète depuis que l'IICI a entrepris la publication de la collection ibéro-américaine qui comporte quelques-uns des essais les plus caractéristiques des diverses littératures nationales américaines présentés à l'Europe en des traductions dignes des textes originaux et en des éditions élégantes et consciencieuses[278]. »

Cet intérêt se manifeste très concrètement par la subvention accordée pour la collection par un certain nombre d'États : le Chili en 1928, le Brésil en 1929, l'Argentine et le Venezuela en 1930, l'Équateur et le Mexique en 1934, le Pérou et l'Uruguay en 1937[279]. Par ailleurs, un comité d'experts, américains et européens, est mis en place[280].

Le succès que rencontre la collection est un atout de poids pour l'IICI, qui renforce grâce à elle son influence en Amérique latine. Même si, très vite, est remis en cause le fait que les ouvrages ne soient traduits qu'en français.

En 1934, lors de la session plénière de la CICI, Waldo Leland, membre de la commission nord-américaine de coopération intellectuelle exprime le souhait que les ouvrages de la collection soient traduits en anglais. Cette suggestion est appuyée par Walker Linares, représentant chilien[281]. En 1939, à l'occasion de la XXIe session plénière, cette question est remise à l'ordre du jour : Miguel Osório de Almeida et le Péruvien García Calderón réaffirment le vœu émis par Waldo Leland[282]. Dès 1928, le ministre brésilien de Relations extérieures, Otávio Mangabeira, envisageait la traduction des ouvrages brésiliens de la collection dans d'autres langues : en anglais, mais aussi en italien et en allemand[283]. Cette revendication illustre bien les changements à l'œuvre dans les équilibres internationaux et la baisse progressive de l'influence culturelle française sur le continent américain au profit des États-Unis.

---

[278] *La Coopération Intellectuelle*, 1935, p. 541 : Intervention de M. Ruiz Guiñazu, délégué argentin, lors de la XVIe Assemblée de la SdN.
[279] Voir tableau *supra*.
[280] En 1931 il était composé de M. Belaunde, péruvien, Dominique Braga, brésilien, chargé de la section littéraire à l'Institut, **Mariano Brull**, cubain, Enrique Diez-Canedo, espagnol, Francisco García Calderón, péruvien, Alfonso Reyes, mexicain, Gonzalo Zaldumbide, équatorien, Gabriela Mistral, chilienne, Gonzague de Reynold, de la CICI, Raymond Ronze, professeur d'Etudes hispaniques à la Sorbonne et M. Le Gentil, également professeur à la Sorbonne. Voir *L'année 1934 de la coopération intellectuelle*, p. 219.
[281] Voir *La Coopération Intellectuelle*, 1938, p. 319.
[282] AHI, 78/3/15, *Atas da 21° reunião plenaria da CICI, julho 1939*, p. 14.
[283] *La Coopération intellectuelle*, 1928, p. 760.

En-dehors de cet élément, la collection constitue une vitrine pour les travaux de l'IICI, tant à l'égard de l'Amérique que du reste du monde. On constate à cet égard les nombreuses références qui y sont faites dans les publications de l'Institut. Ainsi peut-on lire dans *L'année 1934 de la coopération intellectuelle* :

> « Il convient de relever le vif intérêt qu'a rencontré, non seulement dans les milieux de la coopération intellectuelle et de la Société des Nations, mais encore auprès d'un très large public la collection de littérature ibéro-américaine. On sait qu'il s'agit de présenter au public européen et en langue française les chefs-d'œuvre des lettres latino-américaines[284]. »

Ou dans *La Coopération Intellectuelle* de 1938 :

> « Le succès de la collection s'affirme de manière continue, et elle atteint aujourd'hui le grand public. Ces volumes constituent la révélation totale d'une partie essentielle de la civilisation moderne, en établissant le contact entre Europe et Amérique latine[285] » ; « La CICI est heureuse d'enregistrer le succès croissant de la collection[286] ».

La collection apparaît comme un gage de bonne volonté de l'IICI vis-à-vis de l'Amérique latine, qui devrait être encouragée par le succès rencontré à collaborer plus étroitement à son action. Ainsi, lors de la session plénière de la CICI en juillet 1934, en réponse aux inquiétudes chiliennes sur la possible désaffection des pays latino-américains vis-à-vis de l'œuvre de coopération intellectuelle de la SdN[287], Reynold se réjouit d'avoir contribué à la naissance de la collection ibéro-américaine. C'est, selon ses mots, « une révélation continue, la révélation d'une civilisation qui a produit et ne cesse de produire des chefs-d'œuvre, et un enrichissement de l'esprit ». Il prie donc les représentants de l'Amérique latine de continuer à manifester leur intérêt et « à aider la CICI de leurs conseils afin qu'elle arrive à être ce qu'elle doit être ». Car « cette collection n'est qu'un début ; ce n'est que le premier anneau d'une chaîne ; c'est un des moyens pratiques et limités par l'addition desquels on crée une grande œuvre. Cette collection doit se dépasser et s'élargir. Elle est le début d'une grande amitié[288]. »

Douze volumes paraissent entre 1930 et 1939. Quels sont les ouvrages publiés dans cette collection ? Comment s'est opérée la sélection ? Au départ, ce sont les délégués d'État latino-américains auprès de l'Institut qui se réunissent pour définir les contours de la collection. La première réunion a lieu en 1927 et y participent Gabriela Mistral, Alfonso Reyes, Ramón Caballero, Gonzalo Zaldumbide, Tomás Francisco Medina et Alcides Arguedas[289]. À cette

---

[284] *L'année 1934 de la coopération intellectuelle*, p. 109.
[285] *La Coopération Intellectuelle*, 1938, p. 318.
[286] *Idem*, p. 136.
[287] Cf *supra* p.
[288] *L'année 1934 de la coopération intellectuelle*, p. 201.
[289] AUN, F VI 6, Procès-verbal de la réunion des délégués d'État de l'Amérique latine à l'Institut International, le 15 mars 1927.

occasion, est désigné un comité d'experts[290], chargés notamment du choix des auteurs à publier. Un tableau des principales œuvres par pays est ainsi dressé en 1928[291]. Le choix des publications a également dépendu des subventions versées[292]. Ainsi, les deux premiers ouvrages qui paraissent sont un volume chilien[293] et un volume brésilien[294], ces deux pays s'étant engagés à contribuer financièrement aux coûts d'édition et de traduction.

Le comité d'experts, ainsi que la section littéraire de l'Institut, sont également chargés de désigner des traducteurs. Dès 1927, des noms émergent, tels ceux de Max Daireaux[295], Francis de Miomandre[296] et Georges Pillement[297]. Charles Vincent Aubrun[298], Manoel Gahisto[299], Marcel

---

[290] Il s'agit de Gabriela Mistal, Francisco García Calderón, de M. Belaunde, ces deux derniers étant péruviens, de **Gonzalo Zaldumbide**, équatorien, d'Enrique Diez Canedo, espagnol, et des professeurs Martinenche et Le Gentil, professeur à la Sorbonne. En 1931, ce comité compte également Dominique Braga, brésilien, chargé de la section littéraire à l'Institut, **Mariano Brull**, cubain, et Gonzague de Reynold, de la CICI. Raymond Ronze, professeur d'Etudes hispaniques à la Sorbonne, alors secrétaire général du Groupement des Universités et des Grandes Écoles, remplace alors Ernest Martinenche, qui a démissionné du comité. (Voir *L'année 1934 de la coopération intellectuelle*, p.219). Il faut noter, à propos de l'Espagnol Enrique Diez Canedo (1879-1944), poète, traducteur et critique littéraire, que sa présence au sein du comité est en partie due au soutien de Gabriela Mistral, qui le qualifie de « parfait connaisseur de la littérature hispano-américaine », et d'Alfonso Reyes (voir AUN, F VI 6, New York, 29/12/1930, Lettre de Gabriela Mistral à Dominique Braga).

[291] AUN, F VI 6, Procès-verbal de la réunion du comité de publication de la collection ibéro-américaine tenue le 15 avril 1931, à l'Institut, p. 5.

[292] Ainsi, le roman du colombien Jorge Isaacs, *María* (1867), a été traduit par Mathilde Pomès mais jamais publié, la Colombie n'ayant pas versé la subvention promise. (voir AUN, F VI 6, Procès-verbal de la réunion du comité de publication de la collection ibéro-américaine tenue le 15 avril 1931, à l'Institut) .

[293] *Historiens chiliens : pages choisies*, préface de Carlos Pereyra, traduction de Georges Pillement, Paris, Société d'édition Les Belles Lettres, 1930. Il s'agit d'une « compilation réalisée par Carlos Pereyra, historien reconnu ; cette anthologie comprendra des extraits de Molina, el Padre Alonso de Ovalle, Perez Rosales, don Miguel Luis Amunátegui, Barros Arana, Vicuña Mackanna, etc. » (AUN, A III 46, Rapport de Francisco Walker Linares présenté au Ministère de l'Éducation Publique et à l'Université du Chili pour favoriser la création d'une commission chilienne, juin 1930).

[294] Joaquim Felicio dos Santos, *Le diamant au Brésil*, traduit du portugais par Manoel Gahisto, préface du comte d'Affonso Celso, Paris, Société d'édition Les Belles Lettres, 1931.

[295] Max Daireaux (1883-1954) est un écrivain franco-argentin, qui vécut à Paris à partir de 1902. Il y rencontre notamment Marcel Proust avec lequel il a entretenu une correspondance. Dans les années 1920, il fréquente divers cercles littéraires français, suite à la parution d'un certain nombre de ses romans, dont le cadre était souvent l'Amérique du sud. C'est ainsi qu'il entre en contact avec, entre autres, Georges Duhamel (qui a été membre de la CICI), Francis de Miomandre, Paul Morand, Valéry Larbaud, Alfonso Reyes, Gonzalo Zaldumbide, Teresa de la Parra, Gabriela Mistral ou encore Enrique Gomez-Carrillo. Un temps en charge de la section Amérique latine du ministère des Affaires étrangères, il intégre également le Comité France-Amérique, collabore activement à la *Revue de l'Amérique latine* (revue fondée en 1910 à l'initiative du Groupement des Universités et des Grandes Écoles. Elle paraît jusqu'en 1932), mais aussi à la revue littéraire argentine *Nosotros*. Il n'a jamais perdu contact avec le milieu littéraire latino-américain en général, et argentin en particulier. C'est ainsi qu'il publie, en 1930, un *Panorama de la littérature hispano-américaine*. Cet ouvrage, dans lequel il s'intéressait plus particulièrement aux auteurs contemporains, connaît un succès certain en France, faisant ainsi connaître de nouvelles figures, tel Jorge Luis Borges. Il a par ailleurs une grande activité en tant que traducteur. Pour la collection ibéro-américaine, il traduit *Essais* de Eugenio María de Hostos, publié en 1936 ; *Théâtre choisi*, de Florencio Sanchez, publié en 1939.

[296] Francis de Miomandre (1880-1959), pseudonyme de François Félicien Durand, est romancier, essayiste, critique littéraire et traducteur. À travers sa collaboration à diverses revues (*Les nouvelles littéraires*, *Hommes et Mondes*, *Cahiers du Sud*), il participe à faire connaître un certain nombre de textes et d'auteurs latino-américains. En contact permanent avec l'Amérique hispanique – en particulier l'Argentine et Cuba -, il écrit pour des journaux tels que *La Nación* ou *Clarín*. Manuel Galvez, Alfonso Reyes, Gabriela Mistral, Ventura García Calderón, Ricardo Güiraldes, entre autres, figurent parmi les auteurs qu'il côtoie. (Voir Antonio Lorente

Bataillon[300], Mathilde Pomès[301], Marcel Carayon[302], Victor Orban[303] sont les autres traducteurs mobilisés dans le cadre de la collection ibéro-américaine. Il nous semble important de mentionner et d'identifier ces acteurs, tout comme ceux qui sont chargés de rédiger les préfaces aux ouvrages publiés. Ainsi, pour les ouvrages brésiliens, Affonso Celso, Afrânio Peixoto, tous deux membres de la commission nationale brésilienne, et Graça Aranha[304], rédigent-ils respectivement les préfaces du *Diamant au Brésil*, de *Dom Casmurro* de Machado de Assis[305] et des *Pages choisies* de Joaquim Nabuco[306]. Carlos Pereyra[307], pour le tome sur les historiens chiliens ; Jorge Mañach y

---

MEDINA, « El epistolario de Francis de Miomandre », in *Epos*, UNED, n°4, 1988, p. 425-435 (revue disponible sur : http://dialnet.unirioja.es/servlet/revista?codigo=502). Il traduit pour la collection ibéro-américaine *América*, de José Marti, publié en 1935.

[297] Georges Pillement (1898-1984), écrivain, traducteur et photographe, entretint notamment une correspondance avec l'écrivain franco-urugayen Jules Supervielle. Il traduit pour la collection ibéro-américaine *Historiens chiliens : pages choisies*, publié en 1930.

[298] Charles Vincent Aubrun (1906-1984), hispaniste reconnu, a notamment dirigé notamment l'Institut d'Études Hispaniques. Il traduisit pour la collection ibéro-américaine *Simon Bolivar, Choix de lettres, discours et proclamations*, publié en 1934, ainsi que *Dom Casmurro* de Machado de Assis, publié en 1936.

[299] Pseudonyme de Paul Coolen, critique, romancier et traducteur. Il traduit pour la collection ibéro-américaine *Le diamant au Brésil*, de Joaquim Felicio dos Santos, publié en 1931.

[300] Sur Marcel Bataillon (1895-1977), voir Charles AMIEL, Raymond MARCUS, Jean-Claude MARGOLIN et Augustin REDONDO, *Autour de Marcel Bataillon. L'oeuvre, le savant, l'homme,* Paris, Éditions De Boccard, 2004. Il traduisit *Facundo*, publié en 1934.

[301] Mathilde Pomès (1886-1977), poète, présentée comme une disciple de Paul Valéry, a traduit de nombreux auteurs hispaniques. Elle entretint notamment une correspondance avec l'écrivain franco-urugayen Jules Supervielle. Voir Herminia CARRARA MOTTO, « Mathilde Pomès et l'hispanisme », in *Revue de littérature comparée*, vol. 61, n°4, oct-déc. 1987, p. 489-491 et Paulette PATOUT, « *In Memoriam* : Mathilde Pomès », in *Caravelle*, n°29, 1977, p. 308. Elle traduit *Traditions péruviennes*, de Ricardo Palma, publié en 1938 ; avec ainsi que *Pages choisies*, de Joaquim Nabuco, publié en 1940 avec Victor Orban.

[302] Marcel Carayon *Mes Montagnes*, de Joaquin Victor Gonzalez, publié en 1937

[303] Victor Orban est notamment l'auteur d'un ouvrage sur la littérature brésilienne (Littérature brésilienne, Paris, Garnier, 1914), préfacé par Oliveira Lima et d'un tableau de la poésie brésilienne, dont la troisième édition paraît en 1922 sous le titre *Poésie brésilienne* (éditions Garnier), et préfacé par Mário de Pimentel Brandão. Il traduisit pour la collection ibéro-américaine *Pages choisies*, de Joaquim Nabuco, avec Mathilde Pomès.

[304] José Pereira da Graça Aranha(1868-1931) était écrivain et diplomate ; il a notamment occupé un certain nombre de postes en Europe, où il fréquente les milieux avant-gardistes. En France, il obtient le titre de commandeur de la Légion d'honneur. Membre fondateur de l'Académie Brésilienne de Lettres (1897), il quitte celle-ci en 1924 pour protester contre son conservatisme. Il participe par ailleurs à la Semaine d'Art Moderne. Voir Maria Helena Castro AZEVEDO, *Um senhor modernista : biografia de Graça Aranha*, Rio de Janeiro, Academia Brasileira de Letras, 2002 et http://www.academia.org.br/abl/cgi/cgilua.exe/sys/start.htm?infoid=595&sid=340 (page consultée le 08/07/2011)

[305] Joaquim Maria Machado de Assis (1839-1908) est considéré comme l'un des plus grands romanciers brésiliens. Il a exploré quasiment tous les genres littéraires : poésie, conte, théâtre, chronique…*Dom Casmurro*, publié pour la première fois en 1899 et parachève ce que l'on a désigné comme la « trilogie réaliste de Machado de Assis », après *Memórias Póstumas de Brás Cubas* (1881) et *Quincas Borba* (1891). En 1897 il fonde l'Académie Brésilienne de Lettres dont il est le président jusqu'à sa mort. L'Académie est aussi appelée « Maison de Machado de Assis ».

[306] Joaquim Nabuco (1849-1910) a été l'un des grands diplomates de l'Empire puis de la République. Homme politique ayant participé activement au mouvement abolitionniste, il était aussi historien et journaliste. Il a été membre fondateur de l'ABL. Voir Stephanie DENNISON, *Joaquim Nabuco : monarchism, Panamericanism and nation-building in the Brazilian Belle Epoque*, Oxford/Bern/Berlin, Peter Lang, 2006 ; José ALMINO DE ALENCAR, Ana PESSOA (org.), *Joaquim Nabuco : O dever da política*, Rio de Janeiro, Ed. Casa de Rui Barbosa, 2002 et le site de la fondation Joaquim Nabuco :

Robato[308], Juan Marinello[309] et Félix Lizaso[310] pour *América* de José Martí ; Anibal Ponce[311] pour *Facundo* ; Pedro Henriquez Ureña[312] pour les essais de Hostos ; Clemente Palma[313] pour l'ouvrage consacré aux traditions péruviennes ; Lauréano Vallenilla Lanz[314] et Caracciollo Parra Pérez[315] pour le volume sur Bolivar sont les autres personnalités auxquelles on fit appel pour rédiger les préfaces. Ces acteurs agissent en effet comme des médiateurs entre deux espaces culturels. La brève présentation biographique des traducteurs et des préfaciers choisis par l'Institut nous montre, en particulier pour des personnages comme Max Daireaux ou Francis de Miomandre, l'importance de leurs réseaux, tant en Amérique latine qu'en France ou en Europe, leurs liens avec des intellectuels latino-américains prenant part aux travaux de l'Institut, offrant à leur travail une double légitimation. Il en va de même pour les préfaciers.

---

http://www.fundaj.gov.br/notitia/servlet/newstorm.ns.presentation.NavigationServlet?publicationCode=16&pageCode=573.

[307] Carlos Pereyra (1871-1942) était un diplomate, un écrivain et un historien mexicain très lié à l'Espagne.

[308] Jorge Mañach y Robato (1898-1961) était un écrivain, journaliste et philosophe cubain, qui a fait une partie de ses études à Harvard puis à Paris. Il a activement participé à la vie politique de son pays et s'est engagé dans la promotion et la diffusion de la culture cubaine. Il publie ainsi *Crisis de la alta cultura en Cuba* (1925) et a fait partie, de 1927 à 1930 du comité d'édition de la *Revista de Avance*, principal organe de l'avant-garde littéraire et artistique de l'île. Voir http://www.filosofia.org/ave/001/a280.htm (page consultée le 08 juillet 2011)

[309] Juan Marinello Vidaurreta (1898-1977), important intellectuel cubain, engagé dans la vie politique et culturelle de son pays, a participé à la fondation, en 1923, de l'Université populaire José Martí ; à celle de l'Institut Hispano-cubain de Culture en 1926. Lié au Parti communiste, il s'exile au Mexique en 1935. Il fait partie de ceux qui manifestent leur soutien aux Républicains lors de la guerre civile espagnole. Voir http://www.perfiles.cult.cu/bloque.php?padre=2&bloque=1 (page consultée le 08 juillet 2011)

[310] Félix Lizaso y González (1891-1967) était un historien de la littérature cubaine, ainsi qu'un enseignant. Il passe une partie de sa vie aux États-Unis, où il a notamment été professeur d'espagnol à l'université de Princeton. Il a également été directeur du *Departamento cubano de Extensión Educacional*. Il a consacré ses principaux ouvrages à la figure de José Martí, dont *Martí y la utopía de América* (1942).

[311] Anibal Ponce (1898-1938), psychologue et écrivain argentin, a pris une part active à la vie politique de son pays, aux côtés du Parti Communiste. Il a été le collaborateur de José Ingenerios pour la *Revista de Filosofía*. Il a publié, entre autres, *Educación y Lucha de Clases* en 1934. Il doit s'exiler au Mexique en 1936. Voir notamment Arnoldo MORA, *El arielismo : de Rodó a García Monge*, EUNED, 2008, p. 247-253 et Julio WOISCOBOINIK, *Aníbal Ponce en la mochila del Che : vida y obra de Anibal Ponce*, Proa XXI, 2007.

[312] Pedro Henríquez Ureña (1884-1946) était un philologue, écrivain et écrivain dominicain. Il passe une partie de sa jeunesse aux États-Unis, fait un séjour en France, enseigne au Mexique de 1906 à 1913, et vit longtemps en Argentine, où il se lie notamment d'amitié avec Victoria Ocampo, contribuant régulièrement à la revue *Sur*. Il a publié, entre autres, *En la orilla : mi España* (1922), *La utopía de América* (1925) et *Seis ensayos en busca de nuestra expresión* (1928). Voir Laura FEBRÉS, *Pedro Henríquez Ureña : crítico de América*, Caracas, Ediciones Las casas de Bello, 1989.

[313] Clemente Palma (1872-1946), écrivain et homme politique péruvien, a été consul du Pérou à Barcelone de 1902 à 1904. Il fonde et dirigea d'importantes revues littéraires, telles *Prisma* (fondée en 1906) et *Variedades* (fondée en 1908). Il a été l'un des premiers tenants du modernisme dans son pays. L'auteur du recueil sur les traditions péruviennes qu'il préface n'est autre que son père, Ricardo Palma (1833-1919) qui a été directeur de la Bibliothèque nationale, et dont c'est là l'œuvre majeure.

[314] Lauréano Vallenilla Lanz (1870-1936) était un sociologue vénézuélien ; il soutient le régime de Juan Vicente Gómez (1922-1939 et 1931-1935).

[315] Caracciollo Parra Pérez (1888-1946), historien, diplomate et homme politique vénézuélien, est nommé en 1913 attaché pour la délégation du Venezuela à Paris. Il passe une grande partie de sa vie à l'étranger. Il a notamment été chargé d'affaires en Suisse, représentant de son pays à la SdN, ministre du Venezuela en Italie et chef de la délégation vénézuélienne à la Conférence interaméricaine de Buenos Aires en 1936. Il est l'auteur de travaux sur Bolívar et Francisco de Miranda.

Il nous faut maintenant revenir sur le choix des ouvrages. Les deux premiers volumes de la collection sont des livres d'histoire, le troisième une sélection de textes de Bolivar[316]. Or ce dernier a posé problème, avant même sa parution : certains membres du comité craignant en effet que cette publication soit mal perçue en Espagne[317]. Alcides Arguedas, délégué bolivien auprès de l'IICI, suggère lors d'une réunion du comité de 1931 que l'écriture de la préface soit confiée à l'espagnol Enrique Diez Canedo afin que tout malentendu soit évité[318]. Par ailleurs, suite à la publication de l'ouvrage de Joaquim Felicio dos Santos, *Le Diamant au Brésil*, Le Gentil écrit à Dominique Braga pour lui faire part du mécontentement du Portugal à cause « des appréciations sévères sur le régime colonial » que contenait ce livre[319]. La conséquence de ces deux épisodes est que le Comité, encouragé par Gonzague de Reynold[320], décide de ne publier dorénavant que des textes purement littéraires[321].

Ces réticences donnent lieu à un vibrant plaidoyer de la part de Gabriela Mistral en faveur du *Libertador* :

> « […] je désire que le nom de Bolívar fasse partie, d'une manière ou d'une autre, de notre collection. Nous n'avons pas de figure plus représentative ; ni de nom qui nous inspire plus l'obligation de lui faire honneur ; ni d'homme dont se réclame un nombre toujours plus grand de nos nations. Je dois ajouter également que le Venezuela sait que l'IICI éditera un livre de ou sur Bolívar et qu'une explication sur son éventuelle suppression ferait plus de tort à l'Espagne qu'à l'Amérique Hispanique : la presse, de manière légitime, en ferait des commentaires qui circuleraient depuis le Mexique jusqu'au Chili. Moi qui suis femme d'un pays dont ne doit rien directement à Bolívar, je sens pourtant que j'ai une dette immense envers lui, comme n'importe quel Vénézuélien ; cette anecdote vous révèle la passion sud-américaine pour notre soldat [322]. »

On a là une des nombreuses manifestations de l'américanisme de Gabriela Mistral, de sa quête – partagée notamment avec son amie et correspondante Victoria Ocampo – d'une identité

---

[316] Simon Bolívar, *Choix de lettres, discours et proclamations*, préface de Lauréano Vallenilla Lanz et Caracciollo Parra Pérez, traduit de l'espagnol par Charles Vincent Aubrun, 1934.

[317] Raymond Ronze, lors de la séance du comité du 7 février 1931, note que « la grosse difficulté est que certaines de ces lettres contiennent des expressions un peu vives à l'égard de l'Espagne, et cela justement dans les lettres les plus importantes, qu'il est impossible d'omettre » et suggère que la préface insiste particulièrement sur le contexte historique de ces textes afin que la parution de cet ouvrage ne soit pas mal interprétée en Espagne. Il propose en outre que l'ouvrage soit publié au plus vite, afin de « profiter du mouvement créé par la célébration du centenaire de Bolívar. » (AUN, F VI 6, Procès-verbal de la réunion du comité de publication de la collection ibéro-américaine tenue le 15 avril 1931, à l'Institut).

[318] *Ibid.*

[319] AUN, F VI 6, Paris, 18/04/1932, Lettre de Le Gentil à Dominique Braga. Le Gentil suggère à cette occasion qu'un membre de nationalité portugaise intègre le comité afin d'éviter ce genre de problème.

[320] Voir AUN, F VI 6, Procès-verbal de la réunion du comité de publication de la collection ibéro-américaine tenue le 15 avril 1931, à l'Institut : « M. De Reynold, avant que soient discutés les titres des prochains ouvrages de la Collection, croit devoir faire part au Comité de l'esprit dans lequel ses collègues de la CICI envisagent la collection. La Commission a un grand intérêt pour la collection. Toutefois les membres de la Commission seraient heureux que la Collection eût un caractère surtout littéraire, qu'elle évitât les œuvres, sinon historiques, du moins politiques. En un mot, qu'elle soit vraiment une Collection de Classiques. »

[321] AUN, F VI 6, Paris, 25/04/1932, Réponse de Dominique Braga à Le Gentil : « […] vous savez le point de vue du Comité qui est de donner, dorénavant, plutôt des textes uniquement littéraires afin de ne pas provoquer avec des livres d'histoire des ressentiments nationaux. »

[322] AUN, F VI 6, ni date, ni lieu, Lettre de Gabriela Mistral à Dominique Braga.

latino-américaine qu'elle souhaite transnationale[323]. Cet intérêt la pousse également à suggérer que le folklore et les arts en génal occupent une place de choix dans la collection : pour convaincre Dominique Braga, elle lui fait part de sa conviction selon laquelle le folklore constitue « la seule littérature originale que nous ayons[324] ». Ainsi, dès 1927, propose-t-elle, avec Alfonso Reyes, que soit mise à l'étude la possibilité d'un volume « graphique » pour le Mexique, « parce que l'architecture ancienne du Mexique vaut plus que sa littérature[325] ». Elle obtient que le second volume chilien, qui devait être la suite de l'anthologie des historiens de ce pays, devienne finalement un recueil intitulé *Folklore chilien*[326], qu'elle préface. Au départ elle suggère que soit traduit un ouvrage de Vicuna Cifuentes[327] car le matériel utilisé par cet auteur datait « d'avant l'occupation espagnole » et pouvait donc « être considéré comme purement chilien[328] ».

On retrouve cette préoccupation de présenter une œuvre « véritablement nationale » pour le choix d'un texte urugayen. Le Comité avait suggéré plusieurs possibilités : *Ariel*, de José Enrique Rodó[329] ; *La Raza de Caín*, de Carlos Reyles[330] ; l'œuvre théâtrale de Florencio Sánchez[331].

---

[323] Voir à ce sujet l'introduction à *Esta América Nuestra Correspondencia 1926-1956 / Gabriela Mistral y Victoria Ocampo*, introducción y notas de Elizabeth HORAN y Doris MEYER, Buenos Aires, El cuenco de plata, 2007.

[324] AUN, F VI 6, Santa Maria Ligure (It.), 11/01/1932, Lettre de Gabriela Mistral à Dominique Braga : « *I think it will be necessary to enlarge greatly these volumes of American folklore, and that it would be interesting, even, to have a volume representing every country. That is the only original literature we have.* » Auparavant, Palma Guillén s'était faite l'interprète des desiderata de Gabriela Mistral auprès du comité, où elle la remplaçait : « À la demande de M. de Reynold, Mlle Palma Guillén expose les raisons qui ont fait que le Comité a prévu la publication de volumes 'graphiques'. La civilisation latino-américaine a trouvé une expression littéraire dont la place est marquée dans la collection, mais son expression plastique et musicale ne saurait être négligée. Le folklore artistique et musical de l'Amérique latine est extrêmement important, notamment au Mexique, en Amérique centrale, au Pérou et au Brésil. C'est pourquoi il a été prévu que la Collection comprendrait des volumes d'anthologie du folklore américano-latin et des volumes illustrés, avec des reproductions de monuments, de céramiques, de tissus, etc… » (AUN, F VI 6, Procès-verbal de la réunion du comité de publication de la collection ibéro-américaine tenue le 15 avril 1931, à l'Institut).

[325] AUN, F VI 6, Procès-verbal de la réunion des délégués d'État de l'Amérique latine à l'Institut International, le 15 mars 1927.

[326] *Folklore chilien*, textes choisis par Georgette et Jacques Soustelle, avant-propos de Gabriela Mistral, 1938 .

[327] Il s'agissait de *Estudios de Folklore chileno : mitos y supersticiones recogidos de la tradición oral chilena con referencias comparativas a los otros países latinos*, Santiago, Imprenta Universitaria, 1917.

[328] AUN, F VI 6, Procès-verbal de la séance du comité de publication de la collection ibéro-américaine tenue à l'Institut le 7 février 1931 : « Mlle Guillén transmet une proposition de Gabriela Mistral relative au second volume chilien. Mlle Mistral propose qu'à la place d'un deuxième volume d'anthologie des historiens chiliens, qui avait été prévu, soit publié un volume consacré au 'folklore' chilien. Il existe un ouvrage très intéressant de M. Vicuna Cifuentes 'Mythes et superstitions' ; il s'agirait simplement de le réduire et le texte pourrait donc être très rapidement soumis au Comité. Le fond de cet ouvrage date d'avant l'occupation espagnole ; il peut être considéré comme purement chilien. » Nous reviendrons sur l'importance accordé au folklore et aux arts populaires dans le cadre de la définition des identités nationales en Amérique latine dans notre chapitre IX.

[329] José Enrique Rodó (1871-1917), écrivain et homme politique urugayen, publie *Ariel* en 1900. Le titre de cet essai fait référence à un personnage de la pièce de Shakespeare, *La Tempête*, dans laquelle s'opposent Ariel et Caliban. Ariel, lutin ailé plein de grâce et de bonté, figure l'Amérique latine créole, dont la civilisation spirituelle doit se défendre contre les assauts de Caliban, mi-démon, mi-sorcier, incarnation de forces primitives, et qui représente les États-Unis, avec leur éthique utilitariste, leur démocratie de masse et leur capitalisme industriel amoral. L'Amérique latine se doit de préserver l'esprit d'Ariel, hérité de l'Antiquité par l'intermédiaire de l'Europe, contre cette autre barbarie américaine. L'ouvrage a eu un énorme succès en dans tout le sous-continent.

Julián Nogueira, fonctionnaire urugayen du Secrétariat de la SdN[332], chargé de donner son avis, opte pour Florencio Sánchez, celui-ci jouissant d'une reconnaissance importante au niveau latino-américain[333]. Dans ce cas-là, pourquoi pas Rodó, également connu et reconnu dans le sous-continent ? Nogueira se justifie de la sorte :

> « Quant à Rodó, j'ai des hésitations quoiqu'il soit considéré comme l'écrivain le plus parfait de l'Amérique latine et même de langue espagnole au début du XXe siècle. J'hésite parce qu'il était avant tout un styliste. Sa pensée, à mon avis, n'est pas très *originale*[334], quoique toujours très noble, et je crains qu'une traduction de ses œuvres mettrait davantage en relief son manque d'originalité dans la pensée, surtout parce qu'il était très près de certains penseurs français[335]. »

Trop européen, pas assez « original », c'est-à-dire pas assez uruguayen. C'est finalement Florencio Sánchez qui est choisi[336].

La collection ibéro-américaine, qui n'a jusqu'ici fait l'objet d'aucune étude spécifique, a mobilisé non seulement des acteurs et des réseaux qu'il nous semble pertinent d'identifier pour comprendre les mécanismes à l'œuvre au sein de la coopération intellectuelle telle qu'elle a été menée dans le cadre de l'IICI, mais aussi des préoccupations d'ordre politique – il fallait ménager les susceptibilités portugaises et espagnoles – et identitaires. On assiste ici à la recherche d'un équilibre entre les attentes d'un public majoritairement français et la préoccupation, pour les

---

[330] Carlos Reyles (1868-1938) a partagé son temps entre l'écriture et la gestion de son patrimoine rural, entre l'Uruguay, l'Argentine et l'Europe. Il a été l'un des plus importants représentants du *modernismo*, mouvement qui doit beaucoup à la littérature française de la fin du XIXe. Paru en 1900, *La raza de Caín* est en quelque sorte le pendant d'un livre précédent, *El extraño*, publié en 1897. Il y brosse le portrait d'une Amérique dont les habitants sont avides de reconnaissance sociale et de pouvoir financier, et refusent désormais de chercher leurs modèles en Europe, plus que jamais « Vieux monde ». (Voir Jean BESSIÈRE et Stéphane MICHAUD, *La main hâtive des révolutions*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2001, p. 70-75).

[331] Florencio Sánchez (1875-1910), journaliste et dramaturge mondialement reconnu, a vécu entre Montevideo, Buenos Aires et Rosario, et meut à Milan. Deux de ses pièces, *Barranca Abajo* (1905) et *La gringa* (1904), offrent un aperçu des questions identitaires qui se posent en Amérique du Sud au début du XXème siècle. Dans la première, l'auteur met en scène la fin d'une certaine paysannerie, symbolisée par la figure du *gaucho*. Dans la seconde, Florencio Sánchez montre par l'union de deux jeunes gens, l'un fils de *criollo* désargenté et l'autre fille d'immigrants prospères, « l'éclosion d'une vie nationale nouvelle, résultante de l'harmonieuse fusion de ses éléments constitutifs ». (Préface d'Enrique Diez-Canedo à Florencio Sánchez, *Théâtre choisi*, Paris, IICI, 1934, p.15).

[332] Voir chapitre IV.

[333] « […] Cet auteur est, à mon avis, et jusqu'à présent, l'expression la plus forte de l'art dramatique dans toutes les républiques latino-américaines. » (AUN, F VI 6, Genève, 30/10/1931, Lettre de Julián Nogueira à Dominique Braga)

[334] Nous soulignons.

[335] AUN, F VI 6, Genève, 30/10/1931, Lettre de Julián Nogueira à Dominique Braga. Julián Nogueira écrit une lettre dans le même sens à un compatriote que nous n'avons pas identifié. On y retrouve à peu près les mêmes termes : « L'œuvre de Rodó est indiscutablement la plus importante. Je crois qu'à un moment donné de la littérature espagnole il représente le sommet, mais il a l'inconvénient pour la traduction d'être avant tout une merveille de style et malheureusement le style ne se traduit pas. La pensée de Rodó, à l'origine de cette forme littéraire admirable, est toujours noble mais les idées qui la forment n'offrent pas l'originalité suffisante pour la présenter comme singulière. Il serait, donc, d'une importance très relative de donner comme exemple de la littérature uruguayenne une série d'idées qui en français feraient quasiment toujours figure de lieux communs. » (AUN, F VI 6, Genève, 01/11/1931, Lettre de Julián Nogueira à un destinataire inconnu).

[336] Le livre, traduit par Max Daireaux et préfacé par Enrique Diez Canedo, alors en poste à Montevideo, parut dans la collection ibéro-américaine en 1939.

Latino-Américains membres du comité, de renvoyer une image fidèle de ce qu'ils estimaient être la réalité de leur pays ou de leur continent. L'intérêt qui fut porté à cette collection a ouvert la voie à une autre initiative du même genre, impulsée cette fois par les représentants latino-américains auprès de l'Institut ou de la SdN.

M. Ruiz Guiñazu, à l'occasion de la XVIe Assemblée de la SdN, n'avait en effet pas évoqué uniquement la collection ibéro-américaine et avait déclaré que « l'intérêt de l'Argentine et de son gouvernement s' [était] encore accru à la suite de la proposition soumise il y a un an à la VIe Commission par M. Levillier[337] ». Quelle est cette proposition ?

Un projet encyclopédique : faire connaître toute l'Amérique latine

À l'occasion de l'Assemblée de la SdN tenue en 1934, le délégué de la République Argentine, M. Levillier, a en effet suggéré que l'IICI réalise « une entreprise nouvelle et considérable[338] » : il s'agirait de

> « […] faire toute la lumière possible sur les civilisations primitives, antérieures à la découverte de l'Amérique, décrire les étapes de cette découverte et de la conquête espagnole et montrer les répercussions profondes de ces événements tant pour l'Amérique que pour l'Europe […][339] ».

Cet intérêt pour les « origines ethniques des États du Nord, du Centre et du Sud », mais aussi la volonté exprimée de « rectifier l'idée fausse que l'on se faisait du rôle de l'Espagne dans la fondation de l'Amérique[340] » sont très révélatrice dans un contexte latino-américain marqué par une quête des origines et des débats sur l'identité nationale. La proposition de Levillier est évidemment soutenue par l'Argentine, mais elle suscite aussi un « très grand intérêt » à la XVe Assemblée, « notamment parmi les délégations de l'Amérique latine[341] »…. et chez le représentant espagnol[342]. Ainsi, en 1935, M. Ruiz Guiñazu peut se déclarer « […] certain que son pays tiendra à

---

[337] *La Coopération Intellectuelle*, 1935, p. 541.
[338] *La Coopération Intellectuelle*, Décembre 1934-Janvier 1935, p. 553.
[339] *La Coopération Intellectuelle*, 1935, p.541.
[340] AUN, A I 133, Texte intégral du discours de Levillier à l'Assemblée.
[341] *La Coopération Intelle*ctuelle, Décembre 1934-Janvier 1935, p.553. On relèvera notamment la réaction du délégué guatémaltèque, M. Beteta, qui « insiste sur l'importance que présente l'étude de l'ancienne civilisation maya » et celle du délégué mexicain, Pedro de Alba, qui déclare que « les peuples latino-américains seront très heureux de savoir que les travaux littéraires et scientifiques de l'Institut de Coopération Intellectuelle de Paris vont être complétés par des études systématiques sur l'Amérique primitive. » (AUN, A I 133, Texte intégral du discours de Levillier à l'Assemblée).
[342] Le délégué espagnol, M. Casares, manifeste en effet à l'Assemblée un appui « chaleureux » au projet du délégué argentin : « Rien ne saurait être plus agréable à l'Espagne que cette mise au point impartiale qui permettra de montrer sous son véritable jour le rôle qu'elle a joué dans la formation des nations de l'Amérique latine. Il faut que dans ce domaine la vérité, agréable ou désagréable, se fasse jour, tant pour l'enseignement de l'Espagne et des autres peuples, que pour la culture universelle. » Les paroles du délégué espagnol reçoivent à leur tour un accueil très positif de la part de certains délégués latino-américains. M. Nieto Caballero, délégué

faciliter par des subventions, dans toute la mesure du possible, la réalisation du projet[343] ». M. Rivas Vicuña renchérit en déclarant qu'il « se rallie à la proposition de la République Argentine et déclare que son pays est disposé à en faciliter la réalisation dans toute la mesure du possible[344] ». Le projet est ambitieux : la « collection d'ouvrages historiques et ethnographiques sur l'Amérique », comme elle est nommée par la suite, doit comprendre 65 volumes. Elle serait d'abord publiée en français et en anglais. L'édition espagnole doit être prise en charge par l'Argentine : « D'ores et déjà, l'université de Buenos Aires prend à sa charge la publication en espagnol de toute la collection[345] ».

À l'issue de l'Assemblée, l'IICI se voit confier la tâche d'établir le plan d'organisation scientifique et financier de la collection[346]. À cette fin, il nomme un comité d'experts, américains et européens[347]. Ce comité se réunit en février 1935. On peut en lire un compte-rendu[348] sous la plume de Montarroyos, qui en faisait partie. Selon lui, les délibérations « ne sont pas parvenues […] à des résultats satisfaisants[349] ». Malgré les remaniements, « le projet m'a paru encore plein de défauts, à divers égards, aussi n'ai-je pas pu l'approuver[350] ». Qu'est-ce qui rend Montarroyos si critique, si dubitatif ?

---

colombien, souhaite « faire écho aux paroles si nobles et si opportunes prononcées par M. Casares » et déclare que « depuis longtemps on ne parle plus en Amérique latine de la légende noire de l'Espagne. » Il ajoute : « On aime ce pays pour son glorieux passé et aussi parce qu'elle est à présent une république-sœur. » Quant à Pedro de Alba, délégué du Mexique, il rappelle « l'intérêt qu'offre pour la littérature latino-américaine le seizième siècle espagnol qui est son siècle d'or. » (AUN, A I 133, Texte intégral du discours de Levillier à l'Assemblée).

[343] (AUN, A I 133, Texte intégral du discours de Levillier à l'Assemblée).

[344] *Ibid.*

[345] *Ibid.*

[346] On peut être surpris de la rapidité avec laquelle la décision est prise, au sein de l'OCI, d'apporter un soutien à cette initiative pour le moins ambitieuse. Les mots prononcés par Gonzague de Reynold à l'issue de l'exposé de Levillier lors de l'Assemblée de 1934 peuvent nous éclairer ; il remarque ainsi que « la coopération intellectuelle dans le cadre européen ne saurait aujourd'hui suffire. » Selon lui, « il faut qu'elle s'accomplisse entre les pays les plus éloignés de son centre. Voilà ce dont elle a besoin, voilà ce qui seul peut donner à son œuvre son sens et son rayonnement. Une telle coopération est d'ailleurs utile à ces pays éloignés, à ces autres parties du globe, autant qu'à la Commission elle-même. Il s'agit vraiment d'un service réciproque. » (AUN, A I 133, Texte intégral du discours de Levillier à l'Assemblée). Affirmer le soutien de l'OCI à l'initiative argentine est une manière pour cet organisme de fortifier les liens parfois distendus avec une Amérique latine qui s'éloigne chaque jour davantage de la SdN.

[347] Ce comité est composé de Levillier, de Paul Rivet (professeur et directeur du Musée ethnographique de Paris), de Le Gentil (professeur de portugais à la Sorbonne), de Salvador de Madariaga (homme de lettres espagnol, délégué permanent de l'Espagne à la SdN), de Montarroyos, d'Ernest Martinenche (directeur de l'Institut d'Études hispaniques de Paris), de Parra Perez (ambassadeur du Venezuela à Rome), d'Osusky (ambassadeur de la Tchécoslovaquie à Paris), de Raymond Ronze (secrétaire général du Groupement des Universités et des Grandes Écoles de France pour les relations avec l'Amérique latine), de Vinas (Conseiller littéraire de l'ambassade d'Espagne à Paris) et de Gonzalo Zaldumbide (ambassadeur d'Équateur à Berne). Voir *L'année 1935 de la Coopération intellectuelle*, p. 140.

[348] AHI, 78/3/14, 20/11/1936, Lettre de Montarroyos à José Carlos de Macedo Soares.

[349] *Idem*, p. 2 : « *não chegaram […] a resultados satisfatorios* ».

[350] *Ibid.* : « *o projeto pareceu-me ainda muito defeituoso, a diversos respeitos, de sorte que não pude approval-o.* ».

> « Le programme des thèmes qui devraient être l'objet des ouvrages de la Collection, en plus de n'avoir pas été complètement purgé des erreurs et des graves insuffisances concernant l'histoire du Brésil, que j'ai moi-même pu relever, continuait à pécher par un manque d'équilibre dans l'enchaînement de ses sujets et, même, dans leur simple énumération. Ainsi, l'excès de détails concernant l'histoire des peuples américains d'origine espagnole contrastait à tel point avec la pauvreté des généralités relatives à l'histoire du peuple brésilien qu'un tel plan de travail ne pourrait être accepté que si l'on juge insignifiante l'œuvre du Portugal en Amérique et méprisable l'importance pour le continent de l'évolution du Brésil[351]. »

Comme on le voit, la rivalité du Brésil avec l'Argentine, et le reste de l'Amérique du sud, se manifeste aussi dans le cadre de l'Institut. Le rapport de Montarroyos souligne combien sont tenaces les vieux réflexes, tant du côté brésilien que du côté hispano-américain où l'on a tendance à mettre à part l'ancienne colonie portugaise.

Suite au courrier de Montarroyos, une sous-commission[352] est mise en place par la CBCI pour travailler sur le projet de la collection et faire des propositions qui aillent dans le sens d'une plus grande place accordée au Brésil.

Le plan prévisionnel de la collection est finalement approuvé en 1936, et fait l'objet d'un vote de recommandation lors de la Conférence de consolidation de la paix de Buenos Aires et lors du Congrès d'Histoire américaine qui a lieu en 1937[353]. Le projet est néanmoins retiré de l'agenda de la SdN « le contexte européen n'étant pas favorable à la réalisation d'un projet de ce type[354] » et soumis à l'approbation de la VIIIe conférence interaméricaine (Lima, 1938)[355].

La Seconde Conférence des commissions nationales de coopération intellectuelle : l'heure latino-américaine (1937)

Après les *Entretiens* de Buenos Aires, cette conférence est une nouvelle occasion, pour les pays latino-américains, de manifester avec force leur volonté d'être plus présents au sein de l'Institut, et de réaffirmer de la sorte les liens entre l'Amérique et l'Europe. Le représentant argentin ne déclare-t-il pas que « quel que soit le degré d'américanisme, d'esprit local, qui anime les écrivains sud-américains, ces pays ont toujours les yeux tournés vers l'Europe. […] Ils tiennent à proclamer qu'ils se considèrent comme les fils spirituels de la culture européenne[356] » ?

---

[351] *Idem*, p. 3.
[352] AHI, 78/3/14, 15/04/1937. La Sous-commission est composée de Rodolpho Garcia, de Roquette Pinto, d'Alcides Bezerra, de Renato Almeida et d'un représentant de l'IHGB.
[353] AUN, A III 63, *Primera conferencia Americana de comisiones nacionales de Cooperación intellectual*, *Actas e informes*, Imprenta Universitaria, Santiago, 1939, p. 133, Rapport présenté par Roberto Levillier.
[354] *Ibid.* : « *por no ser favorable el momento europeo para la realización de una obra de este índole* ».
[355] *Ibid.*
[356] Cité par Jean-Jacques. RENOLIET, *ouv. cité*, p. 261.

Ces pays latino-américains tiennent aussi à ce que soient évoqués à l'occasion de cette conférence des sujets spécifiques à l'Amérique latine. À la lettre d'Henri Bonnet envoyée dès 1934[357] à toutes les commissions nationales pour préparer la conférence et dans laquelle il sollicitait leurs éventuelles suggestions, la commission chilienne répond en proposant que soit mise à l'ordre du jour la question des liens entre la culture latino-américaine et la culture européenne[358] ; la commission mexicaine quant à elle aimerait que l'on s'interroge sur « les moyens les plus appropriés pour poursuivre les buts de la coopération intellectuelle dans les pays de conditions économiques et culturelles semblables à celles du Mexique[359] ».

Ces demandes sont entendues puisque Miguel Osório de Almeida est chargé de faire un exposé sur la coopération intellectuelle interaméricaine et Antonio Aita, secrétaire général de la commission nationale argentine, un exposé sur la coopération entre l'Amérique et l'Europe[360]. L'exposé du président de la Commission brésilienne est long d'une dizaine de pages et s'intitule « Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine. Ses débuts, son évolution, son organisation. ». Il y fait un tour d'horizon des actions menées pour développer des liens culturels entre des pays qui, finalement, se connaissaient peu et qui étaient absorbés par « […] des problèmes d'organisation sociale et politique, ainsi que les questions économiques […][361] ». Ce qui explique que « l'idée d'une coopération intellectuelle interaméricaine a mis très longtemps à se former et à s'imposer d'une manière claire et précise ». Cependant, l'idée d'une coopération intellectuelle s'est assez vite imposée car « […] les États américains ont souvent devant eux des problèmes analogues […][362] ». Il finit par conclure à l'antécédence des initiatives de coopération intellectuelle en Amérique, par rapport à l'Europe :

> « On a commencé, alors, un peu partout en Amérique, à faire de la coopération intellectuelle avant la lettre. Des voyages, des réunions, des congrès, des conférences générales, des vœux, des recommandations, des résolutions, tous les moyens dont on pouvait disposer furent employés les uns après les autres[363]. »

Osório de Almeida reconnaît donc l'utilité de l'UPA, de sa division de coopération intellectuelle, et de son Institut. Toutefois, il met en avant le rôle prédominant de l'IICI : « Et depuis quelques

---

[357] AUN, A III 56, 25/10/1934. Henri Bonnet envoie une lettre de relance le 27/01/1936 aux pays qui n'ont pas encore apporté de réponse (l'Afrique du Sud, la Bolivie, le Brésil, le Chili, l'Espagne, les États-Unis, le Liban, le Portugal, le Salvador et la Yougoslavie).
[358] AUN, A III 56, 04/04/1936.
[359] AUN, A III 56, 28/04/1936.
[360] Voir le programme complet de la conférence dans *L'année 1937 de la coopération intellectuelle,* p. 32 à 34
[361] AUN, A III 56, « Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine. Ses débuts, son évolution, son organisation », par Miguel Osório de Almeida.
[362] « […] non seulement des problèmes techniques, comme aussi les grands problèmes de l'enseignement, de l'éducation, tous des problèmes ayant des caractères particuliers quand il s'agit de pays nouveaux, de formation compliquée par le mélange des races et la diversité des éléments qui entrent en combinaison […] », (*Ibid.*)
[363] *Ibid.*

années, sous l'influence de la grande organisation créée par la SdN, les buts sont devenus beaucoup plus clairs et beaucoup plus conscients[364] ». Il rejette ainsi toute éventuelle concurrence entre les deux organisations, même s'il reconnaît qu'on pouvait y voir « […] un mouvement de séparation, de formation indépendante d'une coopération intellectuelle exclusivement américaine en dehors du grand mouvement international[365] », et évoque la crainte, à la CICI, d'un « mouvement séparatiste ». S'il tente donc de rassurer l'OCI, il n'apparaît pas totalement convaincu, et se retranche derrière un constat qui révèle son incertitude : « C'est très difficile de voir clair dans des questions de cet ordre, et nous ne savons pas s'il y a même en Amérique beaucoup d'hommes capables de bien définir les choses dans ce domaine[366] ». Il rend bien compte du sentiment qui domine chez les pays latino-américains, partagés entre la volonté d'exister face à l'Europe, et la crainte d'être mis sous la coupe des États-Unis.

Outre l'intervention d'Osório de Almeida, très applaudie selon un rapport du Service de coopération intellectuelle[367], les pays latino-américains, et le Chili en particulier, insistent sur la nécessité de conférer à l'OCI une plus grande autonomie, afin que les États non membres de la SdN « y adhèrent sans préjugé[368] ». Ce discours n'est pas nouveau, mais il prend plus de force en juillet 1937, alors que la SdN a perdu le Japon, l'Allemagne et bientôt l'Italie, mais aussi de nombreux États latino-américains[369]. Ils apportent ainsi une contribution décisive au projet d'Acte International de coopération intellectuelle qui doit refonder l'OCI, et donner à l'Institut une place centrale. La Conférence reconnaît par ailleurs avec éclat le rôle des commissions nationales, « indispensables racines nationales de l'IICI » selon les termes de Jean-Jacques Renoliet[370]. Ainsi s'affirme une vision décentralisée de la coopération intellectuelle : le futur Acte International doit aussi « favoriser la constitution et le développement des Commissions nationales ». C'est dans cette dynamique que s'inscrit la proposition de la commission chilienne d'organiser, sous ses auspices, un congrès des commissions américaines à Santiago, et la réponse favorable qui lui est donnée par l'OCI ; le Secrétariat de la SdN estime en effet que « le moment paraît […] très indiqué pour tâcher d'établir des rapports plus durables avec les différentes commissions latino-américaines, dont l'activité naissante doit être à tout prix dirigée vers l'organisation de Genève[371] ».

---

[364] *Ibid.*
[365] *Ibid.*
[366] *Ibid.*
[367] AHI, 542,6, 653/9813, « Relatorio do serviço de cooperação intelectual. Ano 1937 », p. 8.
[368] *Ibid.*
[369] Voir tableau en annexe.
[370] Jean-Jacques. RENOLIET, *ouv. cité*, p. 144.
[371] *Idem,* p. 293.

Au cours de cette Conférence, l'Amérique latine, même si elle n'est quasiment pas mentionnée dans le compte-rendu, a montré qu'elle existait et qu'elle ne voulait plus se contenter de seconds rôles. Cette nouvelle donne est entérinée par la décision du Comité exécutif de l'OCI réuni en avril 1938 de renoncer, « vu les circonstances[372] », à la traduction des actes de la Conférence en allemand et en italien et d'envisager une traduction espagnole, demandée par les commissions chilienne et argentine[373]. On peut se demander si cette lutte pour s'imposer dans une organisation très européenne au départ n'a pas finalement eu pour conséquence de rapprocher entre eux les États latino-américains, de présenter sur la scène européenne un front uni qu'ils avaient du mal à mettre en place sur le continent américain.

Épilogue : l'Amérique latine et la fin de l'IICI

La Conférence générale des commissions nationales de 1937 avait montré la volonté de plusieurs États de voir l'OCI gagner en autonomie par rapport à la SdN, et de faire de l'IICI le poumon de l'organisation. On a donc un renversement total de la tendance qui s'était manifestée en 1929 quand la plupart des délégués avaient réclamé l'accroissement du rôle du Secrétariat de la SdN au détriment de celui de l'Institut, jugé trop indépendant. Le remplacement de Luchaire par Bonnet – moins suspect de favoriser les intérêts français – ; le relatif désengagement du gouvernement français qui ouvre la porte à une participation plus importante des autres États ; le discrédit qui touche la SdN, incapable de juguler la montée des tensions ainsi que l'apolitisme et l'universalisme de l'IICI, qui a des relations avec des États non membres de la SdN (le Brésil, les États-Unis et le Japon notamment) ont été des éléments décisifs dans ce revirement de situation.
Le Brésil fait partie des pays qui militent en faveur de l'autonomisation de l'IICI par rapport au reste de l'organisation genevoise. Le gouvernement envoie d'ailleurs des propositions en ce sens[374] au comité chargé de rédiger l'Acte International de coopération intellectuelle qui doit entériner ces changements. Par ailleurs, lorsque Montarroyos apprend à son ministre de tutelle que l'Institut a annoncé, en septembre 1939, qu'il reste ouvert pendant la guerre, il insiste sur le fait que le contexte l'a encore plus détaché de la SdN :

[372] L'Italie a quitté la SdN en décembre 1937 et l'Autriche a disparu en mars 1938.
[373] Jean-Jacques. RENOLIET, *ouv. cité*, p. 293.
[374] AHI, 78/3/14, 01/06/1938, Lettre de Montarroyos à Oswaldo Aranha où il y fait référence. Parmi les propositions faites par le Brésil figure le renforcement du rôle des délégués d'État, ce qui permettrait aux États de mieux contrôler la gestion de l'Institut ; mais pour cela, il faut que celui-ci dépende moins du Secrétariat de la SdN.

> « Je dois aussi informer votre Excellence du fait que l'Institut, en accord avec son Conseil d'Administration et le président de la CICI, accomplira désormais son programme de travaux indépendamment du Secrétariat de la SdN. La portée d'une telle mesure se passe d'explication. Ainsi, rien ne pourra plus empêcher l'expansion des initiatives salutaires de l'Institut dans la vaste sphère de ses attributions. Se tenant scrupuleusement à l'écart de toute tendance politique, l'Institut s'applique, avec un courage constructif, à développer, au milieu du désordre matériel contemporain, les œuvres de la solidarité spirituelle, tâche à laquelle il s'est toujours consacré pour remplir ses délicates responsabilités internationales[375]. »

Le Comité exécutif de la CICI et le Conseil d'Administration de l'IICI, chargés de rédiger l'Acte, tiennent compte de cette tendance puisque l'article 1 stipule que « l'œuvre de la coopération intellectuelle est indépendante de la politique et fondée tout entière sur l'universalité[376] ». Cette confirmation de l'apolitisme et de l'universalisme de l'OCI tout entière permet de la distinguer clairement de la SdN, dont il n'est d'ailleurs pas fait mention dans le texte de l'Acte, et d'attirer ainsi un peu plus les États qui n'en sont pas membres ; c'est aussi une caution donnée aux fondations privées américaines qui contribuent de plus en plus au budget de l'Institut[377]. Car la question du budget est également au cœur de ce projet d'Acte qui lui garantirait des ressources régulières et lui permettrait de développer plus sûrement son action[378]. C'est pourquoi le directeur de l'Institut cherche à obtenir l'engagement des États en faveur de l'Acte. Il est ainsi demandé aux délégués brésiliens présents à la Conférence des Commissions nationales de Santiago du Chili d'intervenir en faveur de la ratification de celui-ci. Miguel Osório de Almeida écrit d'ailleurs à Henri Bonnet en septembre 1939 : « J'espère beaucoup de la nouvelle organisation qui donnera à votre Institut une grande autonomie et lui permettra de développer encore plus son champ d'action[379] ».

Lors de la Conférence diplomatique qui s'est tenue au Quai d'Orsay du 30 novembre au 03 décembre 1938, 50 États étaient présents, dont 25 pour Europe et 17 pour Amérique[380]. Le 3 décembre les délégués de 21 États, dont dix latino-américains (Argentine, Brésil, Chili, Cuba, République Dominicaine, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela) ont signé l'Acte International de Coopération Intellectuelle[381].

---

[375] AHI, 78/3/15, 26/09/1939 : Lettre de Montarroyos à Osvaldo Aranha.
[376] *La Coopération Intellectuelle*, 1938, p. 5.
[377] Voir chapitre IV.
[378] Dans une lettre datée du 31/01/1938, Antonio Aita informe Henri Bonnet que la commission argentine a envoyé son accord de principe quant à un soutien financier à l'Institut. Mais surtout, il lui fait part des démarches entreprises par la commission afin que le gouvernement argentin ratifie l'Acte et approuve la partie matérielle de l'adhésion. (AUN, A III 37).
[379] AUN, A III 14, 06/01/1939.
[380] Les États-Unis, le Brésil, représenté par Montarroyos et João Pinto da Silva, conseiller commercial de l'ambassade, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la République Dominicaine, l'Équateur, le Guatemala, Haïti, le Mexique, le Panama, le Paraguay, le Pérou, l'Argentine, le Venezuela et l'Uruguay. Voir *La Coopération Intellectuelle*, 1938, p. 5.
[381] AHI, 78/3/15, 10/12/1938, Lettre de Montarroyos à Osvaldo Aranha.

Si la signature de l'Acte ne rencontre quasiment aucun écho en France, en Amérique du Sud l'accueil est des plus favorables. Comme le rapporte J.-J. Renoliet, la VIIIe Conférence Panaméricaine, réunie à Lima en décembre 1938, adopte ainsi un rapport sur la coopération intellectuelle dont le préambule déclare que « la récente élaboration à Paris d'un statut destiné à donner une autonomie et une stabilité plus grande à l'Institut […] offre aux pays qui ont quitté la SdN, ou qui n'en ont jamais fait partie, la possibilité de collaborer aussi à l'œuvre de rapprochement spirituel des peuples[382] ».

La signature est une chose, la ratification en est une autre : l'Acte ne peut entrer en vigueur qu'à partir du moment où huit pays l'auront ratifié. Comme de nombreux États, le Brésil est sollicité : Montarroyos écrit à Oswaldo Aranha : « Le Directeur de l'Institut m'a demandé d'exprimer à Votre Excellence, tant au nom du Conseil d'Administration de l'Institut, comme au nom de la CICI, le vif désir qui est le sien de ce que le Brésil figure parmi les huit premiers États [...][383] ». Le déclenchement de la guerre en Europe va porter un coup très rude au processus de ratification. Malgré tout, huit pays ratifient l'Acte, qui entre officiellement en vigueur le 31 janvier 1940 : parmi ces huit pays[384] ne figure aucun État latino-américain. Seul le Mexique le ratifie en avril 1940[385]. Cela est révélateur d'un certain écart entre les déclarations de principe et l'engagement réel de l'Amérique latine en faveur de l'IICI. Faut-il y voir le poids du contexte international ? Ou bien la marque d'un relatif désintérêt vis-à-vis de l'OCI? Ou alors la persistance d'une certaine défiance à l'égard de cet organisme si européen ?

Lorsqu'éclate la guerre, Miguel Osório de Almeida, alors à Lisbonne, communique à Henri Bonnet la décision d'Oswaldo Aranha de mettre fin à la série de conférences culturelles organisée par la Division de coopération intellectuelle avec la collaboration de la CBCI, justifiant cette mesure par « les tragiques évènements qui se déroulent actuellement en Europe ». Cette décision surprend Osório de Almeida qui la commente ainsi :

> « C'est difficile d'interpréter un tel acte. Il a peut-être été forcé de le faire par d'autres, pour lesquels l'œuvre de coopération intellectuelle est gênante et représente une critique de la situation. […] Du point de vue de l'Institut cela démontre que, quelle que soit la signification de l'acte du ministre, l'atmosphère officielle n'est pas encourageante[386]. »

Le président de la commission brésilienne confirme ce jugement en novembre 1939[387] : il informe Bonnet de la censure « pesante » qui s'exerce notamment à Rio où aucune manifestation

---

[382] Cité par Jean-Jacques. RENOLIET, *ouv. cité*, p. 145.
[383] AHI, 78/3/15, 24/06/1939.
[384] La France, la Suisse, le Portugal, la Norvège, la Lettonie, la Roumanie, les Pays-Bas et la Pologne. Voir J.-J. RENOLIET, *ouv. cité*, p. 147 à 149.
[385] *Idem*, p. 149.
[386] AUN, A III 14, 01/09/1939.
[387] AUN, A III 14, 04/11/1939.

d'opinion n'est possible ; il a écrit plusieurs articles sur ce qu'il pense du silence des intellectuels brésiliens et de l'attitude du gouvernement, mais ne « juge pas opportun de les faire paraître pour le moment[388] ». Il espère que ses collègues prennent position lors de la prochaine session de la commission…ce qu'ils n'ont pas fait, comme l'indique un nouveau courrier[389] d'Osório de Almeida à Bonnet. Il fait néanmoins part à ce dernier de sa foi en la coopération intellectuelle qui, en cette situation de tension extrême, pourrait peut-être changer le cours des choses. L'inertie des intellectuels brésiliens le désespère d'autant plus[390]. Le directeur de l'Institut se dit lui aussi persuadé du rôle que peut jouer la coopération intellectuelle, un de ses principaux atouts étant le soutien et le dynamisme des pays d'Amérique. La ratification de l'Acte International serait une grande victoire et Bonnet presse Osório de Almeida de convaincre son gouvernement de franchir le pas[391]. Cette espérance mise dans l'Amérique du sud n'est pas ignorée là-bas ; le journal brésilien *A Noite* titre, en juillet 1939 : « La Paix mondiale attend beaucoup des pays sud-américains[392] ».

Conscient de cette attente, révolté par le manque de courage des intellectuels brésiliens, Osório de Almeida a rédigé en septembre 1939, suite à un séjour à Paris, une lettre[393] qu'il charge l'IICI de faire parvenir aux « intellectuels français, anglais et neutres ». Cette lettre est un véritable manifeste en faveur de l'engagement des intellectuels, en même temps qu'une critique déguisée à la politique d' « équidistance pragmatique » de Vargas et à la censure qui règne au Brésil. En voici un extrait :

> « J'appartiens à un pays neutre qui peut, d'après les nouvelles qui me sont parvenues, maintenir sa neutralité de la manière la plus stricte. Mais, cette loi de la neutralité, que je ne connais pas encore en détail, n'aurait pas le pouvoir, non plus que tout autre loi, de nous empêcher, moi comme n'importe quel autre de mes concitoyens, de penser et de chercher la vérité. Nous autres intellectuels, le moins que nous devions à la vérité, c'est d'abord de la chercher et ensuite de la proclamer. A d'autres de nous empêcher de le faire. Le Président Roosevelt, tout en annonçant la neutralité des États-Unis a bien fait comprendre que ce devoir de neutralité ne saurait pas atteindre les consciences elles-mêmes. Des opinions analogues se sont manifestées dans d'autres pays neutres, exprimées par des hommes ayant une haute autorité morale. Or, c'est à nous, intellectuels, que revient le rôle d'exprimer en termes clairs ce qui se trouve dans notre conscience et ce que nous croyons être le fond même de la pensée et des sentiments des autres. Il ne faudrait pas permettre que les lois de la neutralité fussent transformées en moyens nouveaux de restreindre la liberté de pensée et de conscience. Empêcher les citoyens des pays

---

[388] *Ibid.*
[389] AUN, A III 14, 18/11/1939.
[390] AUN, A III 14, 05/01/1940.
[391] AUN, A III 14, sans date. Il envoie également une lettre en ce sens à Carlos Ibarguren auquel il demande de diffuser les informations concernant le Pacte, notamment le fait que dix États l'aient déjà ratifié : « Vous estimerez sans doute qu'il y aurait intérêt à signaler que, dans les circonstances présentes, dix États s'associent en vue de l'établissement de rapports intellectuels plus étroits. » (AUN, A III 37, 19/03/1940)
[392] AHI, 542,6, 993/1620, Article en date du 06/07/1939 : « A Paz mundial espera muito dos paizes sul-americanos ».
[393] AHI, 542,6, 1045/18392, 03/11/1939, Lettre de Bueno do Prado à Osvaldo Aranha. La lettre d'Osório de Almeida y est jointe. L'intégralité du texte d'Osório de Almeida figure en annexe.

> neutres de communiquer librement leurs jugements et leurs opinions sur des événements aussi considérables et aussi importants pour l'avenir de l'humanité qu'une guerre comme celle qui vient d'éclater, ce serait le moyen le plus sûr de créer une situation d'une inextricable confusion. On supprimerait de la sorte, des témoignages autorisés et qui ne pourront être soupçonnés de se laisser inspirer par le sentiment, légitime d'ailleurs, que la patrie est en danger. »

Miguel Osório de Almeida est par ailleurs lucide sur la future ampleur du conflit, sur l'impossibilité pour les pays neutres de se préserver totalement du conflit qui est d'abord européen :

> « La guerre n'est plus, à l'heure actuelle, une affaire de gouvernements ou d'États. Elle atteint profondément les peuples et les individus eux-mêmes. Elle atteindra encore d'une manière plus ou moins directe, les hommes et les femmes, aussi bien que les enfants, des pays les plus éloignés, ceux-là mêmes qui pourraient conserver des illusions sur les possibilités réelles d'un isolement commode et sûr. »

Comment réagissent les autorités brésiliennes ? Dans le courrier par lequel il transmet la lettre d'Osório de Almeida au ministre Oswaldo Aranha, Bueno do Prado prend soin de remarquer que celle-ci « a causé grande impression, l'Institut ayant déjà reçu diverses réponses des plus éminents scientifiques et hommes de lettres du monde » ; il ajoute que l'Institut a l'intention de la publier « dans un livre spécifique, avec toutes les réponses reçues[394] ».

En mars 1940, las de l'attentisme qui prédomine au Brésil, Osório de Almeida avertit Bonnet de sa décision de revenir en Europe[395]. L'attitude du président de la CBCI n'est pas partagée par les autres intellectuels brésiliens : l'activité de la commission est toujours nulle, et aucune voix ne s'élève pour prendre clairement le parti des démocraties et de la coopération intellectuelle.

Malgré la circulaire envoyée en septembre 1939 à toutes les commissions nationales pour les informer qu'il poursuivrait ses activités pendant la guerre, l'Institut doit fermer ses portes. Ses responsables n'ayant pas prévu l'évacuation dans un autre pays, il est directement touché par la défaite de la France et l'occupation allemande, pendant laquelle il entre en sommeil.

Henri Bonnet, qui part aux États-Unis et rallie la France Libre le 19 juin 1940, avait auparavant pris soin de déléguer la gestion de l'IICI à un Comité intérieur, formé du Brésilien Dominique Braga, de l'Espagnol Establier, du Hongrois Lajti et des Français Weiss et Ristorcelli. Après un séjour forcé à La Baule, puis à Bordeaux, les fonctionnaires de l'Institut rentrent à Paris et trouvent les bureaux occupés par l'armée allemande. Lajti entame alors des négociations pour obtenir sa réouverture. L'Allemagne, qui souhaite récupérer ce bel outil de propagande, pose comme condition le détachement de l'IICI de la SdN, et Laval, qui souhaite un assouplissement

---

[394] *Ibid*. L'institut encourage d'ailleurs ces réponses. Ainsi Henri Bonnet écrit-il à Antonio Aita pour lui demander s'il souhaiterait figurer parmi ceux qui répondraient à Miguel Osório de Almeida (AUN, A III 37, 03/02/1940).

[395] AUN, A III 14, 16/03/1940.

des conditions de l'armistice, accepte le principe d'un entretien à ce sujet. Celui-ci se déroule à Wiesbaden les 27 et 28 septembre 1940. Il ne connaît cependant aucun prolongement : suite au renvoi de Laval en décembre 1940, l'Allemagne se retire de toute négociation et un fonctionnaire du Quai d'Orsay qui avait assisté à l'entretien fait le nécessaire pour « enterrer l'affaire », évitant ainsi la mainmise de l'Allemagne sur l'Institut. En 1941, les fonctionnaires de l'Institut sont informés du non-renouvellement de leur contrat, et son activité réduite à sa plus simple expression ; seuls Lajti et Ristorcelli sont maintenus à leur poste et font acte de présence, en « essayant de conserver fidèlement le patrimoine de l'Institut en attendant le jour où nous pourrons le remettre dans les mains de sa direction légalement nommée[396] ». C'est donc l'attentisme qui prédomine (« l'existence matérielle et juridique de l'Institut a pu être conservée sans être engagée dans la politique de ces temps[397] »), attitude qui a certes permis de sauvegarder matériellement l'Institut, mais qui, selon les termes de Jean-Jacques Renoliet est « porteuse d'une dégradation de l'image de l'IICI, qui perd son âme à mettre en berne ses principes fondateurs que sont la défense de l'intelligence et la promotion de la coopération internationale pacifique[398] ».

C'est en effet désormais Londres, centre européen de la résistance au nazisme et refuge des gouvernements en exil, qui joue le premier rôle ; c'est dans la capitale anglaise que se tient à partir de novembre 1942 la Conférence des Ministre Alliés de l'Éducation. Ce n'est qu'en 1943 que les délégués français mandatés par le Comité Français de Libération Nationale sont considérés comme les représentants d'un gouvernement[399]. Si l'initiative anglaise s'apparente à celle qui a conduit à la création de l'OCI en 1921, le contexte est totalement différent : l'influence française, malgré l'action du général De Gaulle, est considérablement amoindrie, et ce sont les idées, les intérêts du monde anglo-saxon, appuyés par l'immense poids politique et financier des États-Unis, qui triomphent en matière de coopération intellectuelle. En outre, le caractère élitiste et apolitique de l'IICI ne semble pas adapté à l'ampleur du défi posé par la Seconde Guerre mondiale. Comme l'écrit Jean-Jacques Renoliet, « […] comme la SdN, l'IICI […] semble désormais de plus en plus appartenir à un monde révolu[400] ». Il cite un rapport français dans lequel sont mis en avant les deux points qui fragilisent considérablement la position de l'Institut :

> « 1) les Gouvernements étrangers n'ont eu jusqu'à présent aucune nouvelle de l'Institut et ignorent s'il peut ou compte reprendre ses activités ; 2) l'Institut leur paraît s'être dans le passé borné à développer une coopération entre un nombre restreint d' 'intellectuels'[401] ».

---

[396] Cité par Jean-Jacques. RENOLIET, *ouv. cité*, p. 156.
[397] *Ibid.*
[398] Jean-Jacques. RENOLIET, *ouv. cité*, p. 156.
[399] *Idem*, p. 159.
[400] *Idem*, p. 161.
[401] Cité par Jean-Jacques. RENOLIET, *idem.*

Il s'agit donc pour l'Institut de faire mentir ce double constat.

Dès janvier 1943, René Cassin, commissaire à l'Instruction publique du Comité Français de Libération Nationale, insiste pour que « l'expérience de l'IICI soit examinée avec soin et prise en considération[402] ». Par ailleurs, Henri Bonnet établit, dès la fin 1944, un « Projet d'organisation provisoire de l'Institut », visant à le réorganiser afin qu'il corresponde mieux à la nouvelle donne. Parallèlement, les responsables de l'Institut, qui rouvre ses portes en janvier 1945, cherchent l'appui du gouvernement français, notamment financier. S'ils n'obtiennent pas la somme demandée – 22 millions de francs[403] – du moins sont-ils assurés de la volonté du Quai d'Orsay de ne pas renoncer à l'Institut : un mémorandum, daté d'avril 1945, et destiné à la délégation française à la conférence de San Francisco « confirme dans sa mission l'IICI » et pointe la nécessité d'une « nouvelle structure qui l'intègre dans les mécanismes internationaux du monde nouveau[404] ». Dans le même temps une campagne effrénée est menée en vue d'obtenir des soutiens et de peser face aux projets anglo-américains. Jean-Jacques Mayoux adresse ainsi un certain nombre de télégrammes aux présidents des commissions nationales de coopération intellectuelle pour annoncer la réouverture de l'Institut. En Amérique latine, Miguel Osório de Almeida reçoit ainsi un télégramme le 03 avril 1945[405], Juvenal Hernández le 29 mars[406]. Outre l'annonce de la reprise des activités de l'Institut, Jean-Jacques Mayoux sollicite dans ces courriers l'appui des délégués chiliens[407] et brésiliens à la Conférence de San Francisco. Les réponses chilienne et brésilienne sont plutôt positives : Miguel Osório de Almeida[408], comme Juvenal Hernández, Amanda Labarca et Francisco Walker Linares[409] déclarent leur soutien aux initiatives françaises, ou tout au moins se réjouissent de la réouverture de l'Institut.

Il s'agit également de montrer que l'Institut a accumulé de l'expérience, a constitué des réseaux et est prêt à reprendre son action. Par un télégramme daté du 18 juillet 1945[410], Jean-Jacques Mayoux informe la Division de coopération intellectuelle de l'UPA de la reprise des activités de l'IICI. Il manifeste son désir de connaître l'état des travaux de l'organisation

---

[402] *Idem*, p. 160.
[403] *Idem*, p. 164.
[404] *Idem*, p. 165.
[405] AUN, A III 14.
[406] AUN, A III 46.
[407] AUN, A III 46, 26/07/1945, Télégramme de Jean-Jacques Mayoux à Juvenal Hernández.
[408] AUN, A III 14, 10/04/1945 : « Délégation brésilienne conférence San Francisco appuiera Institut Paris et son œuvre de coopération. Sentiments dévoués ».
[409] AUN, A III 46, avril 1945, Réponse au télégramme de Jean-Jacques Mayoux daté du 29/03/1945, et signée par Juvenal Hernández, Amanda Labarca et Francisco Walker Linares : « Commission chilienne se réjouit reprise activités Institut. Disposée travailler activement à œuvre de collaboration culturelle. ». Dans un courrier daté du 12 août 1945, Francisco Walker Linares réitère le soutien chilien à l'Institut : « Comme nous vous l'avons fait savoir, notre Commission est disposée à continuer à collaborer activement avec votre Institut, en faveur de la Société des Esprits. » (AUN, A III 46).
[410] AUN, A XI 11, 18/07/1945.

panaméricaine depuis 1939 et espère reprendre la collaboration d'avant-guerre (« dans l'attente impatiente de vos suggestions quant à nos activités communes[411] »). Cette demande est réitérée en novembre 1945 par Istvan Lajti[412], chef de la section universitaire de l'Institut, qui écrit à Concha Romero James pour avoir des renseignements sur la première Conférence des « ministres et directeurs de l'Education » des Républiques américaines qui a eu lieu à Panama en octobre 1943. Il aimerait notamment en savoir plus sur le projet d'université interaméricaine. Par ailleurs, il souhaiterait qu'on lui fasse parvenir les publications de l'UPA. Toutes ces informations doivent être insérées dans le bulletin mensuel de l'IICI dont le premier numéro vient de paraître. Par un autre télégramme[413], Mayoux reprend contact avec Dominique Braga. Il l'informe que l'Institut envisage de nommer un représentant en Amérique du Sud dont la mission serait de « développer et de contrôler » l'action de la coopération intellectuelle. Est-ce que Braga voudrait bien être ce représentant ? Dans le cas où la réponse serait négative, aurait-il des suggestions, sur un nom éventuel, et sur l'organisation matérielle d'une telle représentation ? Cette proposition, comme les courriers adressés à l'UPA, montrent bien que l'on a conscience de l'importance qu'a prise l'Amérique latine et du poids qui peut être le sien pour sauvegarder l'Institut.

Par ailleurs, des lettres sont envoyées aux commissions nationales pour annoncer la réouverture de l'Institut et rétablir les liens avec les gouvernements. C'est pourquoi est sollicitée la nomination de nouveaux délégués d'État. Voici le courrier envoyé par Jean-Jacques Mayoux à l'ambassadeur du Brésil en France :

> « Nous avons l'honneur de vous informer que l'IICI, conscient de l'urgence de très nombreux problèmes à régler dans son domaine, a repris ses activités et serait désireux de renouer des rapports suivis avec toutes les personnalités avec lesquelles il avait collaboré avant la guerre. Une coopération particulièrement fructueuse existait notamment entre notre Institut et les différents Gouvernements par l'intermédiaire d'un Délégué d'État. […] À l'heure actuelle, il apparaît du plus haut intérêt pour l'avenir de la coopération intellectuelle, de renouer les relations qui existaient entre votre Gouvernement et notre Institut. Monsieur de Montarroyos étant décédé, je vous serais obligé de bien vouloir intervenir auprès de votre Gouvernement afin qu'un nouveau Délégué d'État soit nommé le plus rapidement possible[414]. »

C'est dans cette lignée que Massoulier, chef de la section Information, entre en contact avec l'Institut Français des Hautes Études Brésiliennes[415]. Ces diverses démarches visent à reconstituer au plus vite l'organisation de l'Institut qui doit prouver son efficacité et à en faire un interlocuteur incontournable.

---

[411] *Ibid* : « *anxiously awaiting your suggestions regarding joint activities* ».
[412] AUN, A XI 11, 15/11/1945.
[413] AUN, A XI 23, 20/09/1945.
[414] AUN, A I 86, 07/08/1945.
[415] AUN, A XI 23, 23/11/1945.

S'il est question de l'IICI pendant la Conférence de San Francisco, ce n'est qu'en tant qu'institution spécialisée dans l'étude des problèmes de coopération intellectuelle. Le seul point marqué par la France, à l'instigation d'Henri Bonnet et avec l'appui des pays d'Amérique latine, est l'adoption d'une résolution soulignant que la coopération intellectuelle est un facteur décisif pour la paix. Cette résolution doit déboucher sur la convocation d'une Conférence générale chargée d'élaborer les statuts d'une nouvelle organisation internationale de coopération intellectuelle. Dans cette perspective, le gouvernement français et les représentants de l'Institut élaborent un contre-projet qui suppose son maintien (« qui se présente avec une existence internationale déjà reconnue, vingt ans d'expérience et une œuvre importante dans les domaines les plus divers[416] »), et lui assigne le rôle de secrétariat de la future organisation dépendant de l'ONU. Ce projet est largement diffusé auprès des commissions nationales afin d'obtenir leur appui ; ainsi Osório de Almeida le juge-t-il « très satisfaisant[417] ».

Malgré tous ces efforts, la délégation française à la Conférence de Londres de novembre 1945, déclare qu'elle n'a pas l'intention de proposer le maintien de l'IICI, consciente que le rapport de forces ne joue pas en sa faveur, et désireuse d'obtenir une place de choix pour la France dans la nouvelle organisation. Cette démarche est payante puisque la conférence décide que Paris hébergera l'UNESCO, alors même que Londres partait favorite en raison de sa résistance héroïque pendant la guerre. Qu'est-ce qui a fait pencher la balance du côté français ? D'après Jean-Jacques Renoliet, « l'habileté de la délégation française, le passé de l'IICI et l'attrait de Paris sur les intellectuels latino-américains[418] ». Jean-Jacques Mayoux en est d'ailleurs pleinement conscient lorsqu'il écrit, en septembre 1945, dans une lettre de remerciements à Francisco Walker Linares :

---

[416] Cité par Jean-Jacques. RENOLIET, *ouv. cité*, p. 173.
[417] *Ibid.*
[418] *Idem*, p. 175. On peut à cet égard mentionner un courrier adressé par Francisco Walker Linares à l'Institut, dans lequel il déclare : « Nous voulons que Paris soit toujours le siège de l'Organisation de Coopération Intellectuelle internationale ; nous avons exprimé notre opinion à plusieurs reprises, l'ayant communiqué au Ministère des Affaires Étrangères, et nous croyons savoir que le gouvernement chilien a la même opinion. Nous faisons des démarches pour que la délégation chilienne à la Conférence de Culture de Londres comprenne des membres de notre Commission. […] À l'occasion de la visite au Chili de la Mission extraordinaire française, présidée par le Professeur Pasteur Valéry-Radot, j'ai déclaré publiquement dans un discours, que notre Commission tient absolument à ce que Paris soit le centre de la Coopération intellectuelle, et dans le même sens je vous ai envoyé un message oral par l'intermédiaire du Professeur Ronze de la dite Mission. » (AUN, A III 46, Santiago, 12/08/1945, Lettre de Francisco Walker Linares). Jean-Jacques Mayoux répondit à cette déclaration de soutien par une lettre très révélatrice de la difficulté pour la France d'admettre, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la diminution de son rayonnement international. Paris, capitale intellectuelle et culturelle, plus que jamais concurrencée par Londres ou New York, devient le symbole de cette grandeur perdue : « Il me paraît, quant à moi, que Paris dépasse la France et même la culture française, beaucoup plus que Londres ou Washington ne dépassent les milieux anglo-saxons, et c'est pour cela, c'est parce que Paris est un tel centre d'échanges et de courants intellectuels que je ne lui vois pas en cette matière de substitut possible. » (AUN, A III 46, Paris, 13/09/1945, Lettre de Jean-Jacques Mayoux à Francisco Walker Linares).

> « Quant à l'Institut, il a eu ses défauts […] mais je crois vraiment que sa pire infortune a été le manque de soutien international, sauf peut-être en ce qui concerne vos Républiques Américaines. Espérons que cette fois elles réussiront à entraîner l'assentiment général […][419] ».

Jusqu'à l'avènement de l'UNESCO, l'Institut doit continuer de fonctionner, et Jean-Jacques Mayoux, en sollicitant une nouvelle subvention auprès du gouvernement français, montre sa volonté de clore l'existence de l'organisme parisien de manière brillante. Si sa fermeture officielle n'est prévue que pour le 31 décembre 1946, tout s'accélère à partir de mars-avril : le 18 avril l'Assemblée de la SdN décide de transférer les biens de l'IICI. D'où cette lettre de Mayoux à Braga, pleine d'amertume, où il lui fait part de l'impuissance de l'Institut sur le cours des choses :

> « L'institut s'est trouvé pratiquement dépossédé de tout pouvoir de décision en ce qui concerne l'organisation future, et en fait, nous ne sommes guère plus que des spectateurs désintéressés, ce que nos amis de chez vous sont assez gentils pour déplorer. […] Nous ne savons encore sous quelle forme nous serons absorbés par l'UNESCO, ni quand. Jusque là nous resterons les fidèles serviteurs de notre vieil idéal[420] ».

La première Conférence générale de l'UNESCO, qui s'ouvre le 19 novembre 1946, décide de « mener à bien certains travaux entrepris par l'Institut[421] », conformément à une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU. L'UNESCO se démarque de l'ancienne organisation par une volonté d'agir sur une plus vaste échelle, en s'adressant moins aux élites intellectuelles et plus aux masses, mais elle est bien l' « héritière spirituelle et matérielle de l'IICI[422] ».

---

[419] AUN, A III 46, Paris, 13/09/1945, Lettre de Jean-Jacques Mayoux à Francisco Walker Linares.
[420] AUN, A XI 23, 09/03/1946.
[421] Cité par Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 178.
[422] *Ibid.*

Chapitre III

L'Amérique latine et le système panaméricain

« La plupart des travaux de recherchent ignorent tout simplement le Panaméricanisme[1]. »

L'Europe, notamment à travers la SdN et l'OCI, continue donc de jouer un rôle non négligeable en Amérique latine. Cependant, les relations internationales du sous-continent, de type culturel ou non, ne peuvent être appréhendées sans que l'on analyse le rôle des États-Unis et de l'Union Panaméricaine. L'un des objectifs de notre travail étant de montrer que l'Amérique latine est non seulement un objet de l'histoire des relations internationales, mais aussi un acteur qui ne saurait être cantonné à son statut d'éternelle périphérie, il nous faut revenir sur certains aspects peu connus des relations interaméricaines. Il est pour cela nécessaire de se pencher sur le « Grand Voisin du Nord » et sur sa politique américaine, indispensable pour la compréhension de l'identité internationale du sous-continent.

> « J'ai modifié le titre du travail qui m'avait été demandé (« Le Brésil et l'Amérique latine depuis 1930 ») car je ne crois pas possible d'écrire l'histoire des relations du Brésil avec l'Amérique latine en faisant abstraction du rôle souvent déterminant des États-Unis [2] ».

Nous pourrions reprendre cette phrase de l'historien Rubens Ricupero à notre compte.

Il ne sera pourtant pas question ici d'étudier les structures et les acteurs de la diplomatie nord-américaine, ni l'ensemble des relations entre États-Unis et Amérique latine, auxquelles est déjà dédiée une abondante littérature[3]. Il s'agit plutôt de voir comment l'Union Panaméricaine, souvent considérée comme un instrument de la politique des États-Unis à destination de l'Amérique latine, a contribué à l'émergence de réseaux de coopération intellectuelle sur le continent. Avant d'étudier en détail cet aspect, méconnu, de son activité, il nous faut revenir sur

---

[1] David BARTON CASTLE, « Leo Stanton Rowe and the Meaning of Panamericanism », in David SHEININ (ed.), *Beyond the ideal : Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 33 : « *Many studies simply ignore Panamericanism*. ».

[2] Rubens RICUPERO, *Visões do Brasil : ensaios sobre a historia e a inserção internacional do Brasil*, São Paulo, Ed. Record, 1995, p. 325. S'il existe de plus en plus d'ouvrages dont les auteurs revendiquent le rejet d'une vision « américano-centrée des relations internationales » (nous pensons notamment au livre coordonné par Jessica GIENOW-HECHT, *Decentering America*, New York, Berghahn Books, 2007), il serait vain de nier la place centrale des États-Unis dans l'histoire de l'Amérique latine considérée du point de vue des relations internationales. Nous suivons en cela les considérations de Lars Shoultz et de John D. Martz : « Le rôle central des États-Unis dans les relations interaméricaines est si évident que la plupart des travaux qui leur sont consacrées se résument souvent à l'étude des relations entre les États-Unis et les nations latino-américaines. Ce constat ne reflète pas uniquement l'ethnocentrisme des universitaires nord-américains dans la mesure où il peut aussi être fait pour le travail des Latino-Américains. De fait, c'est chez la génération des théoriciens de la dépendance que l'accent a été le plus mis sur le rôle des États-Unis. Il est sans doute correct de dire que le thème des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine domine le champ des recherches sur les relations interaméricaines car la domination nord-américaine en Amérique latine est bien réelle. Ce n'est qu'occasionnellement que les États-Unis sont absents d'événements majeurs qui ont lieu dans le cadre de ces relations ; mais généralement ces événements concernent des relations bilatérales plutôt que multilatérales. Et même si l'on ne considère que les relations bilatérales, on trouve difficilement de tels exemples lors des dernières décennies, surtout si ce sont les événements et les activités d'importance majeure qui nous intéressent. » (Lars SCHOULTZ Lars, John D. MARTZ (ed.), *Latin-America, the United States and the Inter-American System*, Boulder, Westview Press, 1980, p. 2-3).

[3] Voir dans notre bibliographie finale la section dévolue à cette question.

sa genèse, son fonctionnement et son évolution. Pour cela, il faut faire une place à cette « mythologie politique[4] » fondatrice de la diplomatie nord-américaine qu'est la Doctrine Monroe. Or tant l'Union panaméricaine que la Doctrine Monroe font partie de ces objets d'histoire à la fois évidents et mal connus.

Genèse et fonctionnement du système panaméricain

Pour le chercheur français s'aventurer sur le terrain du panaméricanisme est tout d'abord synonyme de déception. En effet, l'historiographie française sur le sujet est extrêmement pauvre. Le principal ouvrage sur l'Union Panaméricaine est celui de Pierre Queuille, intitulé *L'Amérique latine, la Doctrine Monroe et le panaméricanisme : le conditionnement historique du tiers-monde latino-américain* et paru en 1969[5]. C'est une référence précieuse dans la mesure où l'auteur retrace avec minutie la naissance et les développements de l'Union Panaméricaine, mettant ainsi à la disposition de son lecteur une trame chronologique très utile qui permet d'en retracer l'institutionnalisation. Néanmoins, la méthode choisie par l'auteur – éclairer systématiquement le présent en faisant référence au passé -, ainsi que la perspective adoptée – comment l'Amérique latine en est venue à faire partie du Tiers-Monde – ancrent profondément cette étude dans le contexte particulier où elle a été écrite, celui de la Guerre Froide. Or, comme l'écrit David Sheinin,

> « dans la littérature universitaire produite depuis la Seconde Guerre mondiale, le panaméricanisme a été fréquemment associé aux politiques de puissance et à la question de la sécurité interaméricaine. […] Pour la plupart des auteurs, ce sont les plus hautes sphères de la diplomatie développée dans un contexte de Guerre froide et l'anti-communisme qui ont présidé à la définition qui était donnée du panaméricanisme[6]. »

Peu de travaux, à l'exception notable des recherches menées par Nathalie Blasco[7], sont venus, depuis, apporter un nouvel angle d'approche sur cette organisation et sur son rôle dans les

---

[4] L'expression est empruntée à Kenneth M. Coleman, qui définit ainsi ce qu'il entend par « mythologie politique » : il s'agit, selon ses termes d'« une tentative de réconcilier la contradiction qui existe entre des valeurs proclamées et la réalité d'un comportement ; elle est plus fréquemment invoquée en temps de crise, mais peut l'être aussi en temps normal dans le but de réconcilier passé, présent et futur […]. » (« The Political Mythology of the Monroe Doctrine », in SCHOULTZ Lars, MARTZ John D. (ed.), *Latin-America, the United States and the Inter-American System*, Boulder, Westview Press, 1980, p. 97.

[5] Pierre QUEUILLE, *L'Amérique latine, la Doctrine Monroe et le panaméricanisme : le conditionnement historique du tiers-monde latino-américain*, Paris, Payot, 1969.

[6] David SHEININ, « Rethinking Pan Americanism : An Introduction », in *Beyond the Ideal Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 3-4.

[7] Nathalie BLASCO, *Évolution de l'idée d'union latino-américaine depuis la création de l'OEA. Présence de l'idée bolivarienne dans les relations interaméricaines et les initiatives intégrationnistes en Amérique latine (1948-1998)*, Thèse de doctorat dirigée par Paul Estrade, Université Paris 8 Saint-Denis, janvier 2000 ; « Présence du mythe bolivarien dans les traités d'alliance inter-latino-américains au XIXe siècle », in *Caravelle*, Cahiers du Monde Hispanique et Luso-brésilien, n°85, IPEALT, Toulouse, 2005, p. 185-204 ; « Penser l''idée

relations interaméricaines. Les chercheurs qui se sont penchés sur cette question sont le plus souvent des spécialistes en droit ou en sciences politiques[8], dont les conclusions, loin d'être sans intérêt pour l'historien, ne permettent cependant pas de rendre compte de la dynamique panaméricaine dans son ensemble.

Lorsqu'on se penche sur l'historiographie américaine sur le sujet, on est en revanche confronté à une certaine surabondance. Cela ne signifie pas pour autant que l'on dispose de synthèses claires. En effet, comme le note Salvador Morales, « le panaméricanisme a constitué l'un des thèmes les plus polémiques de l'historiographie américaine, que ce soit en langue espagnole ou en anglais[9] ». Cet état de fait est à mettre en relation avec l'attitude des États-Unis vis-à-vis de l'Amérique latine, et notamment avec la Doctrine Monroe. Venancio B. Galeano, analysant les réactions et les interprétations dont cette dernière a fait l'objet dans le sous-continent, montre en effet que celles-ci « vont de la louange dithyrambique aux soupçons les plus noirs[10] ». David Barton Castle note, quant à lui, que « l'écart entre les idéaux panaméricains et la réalité des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine a conduit les chercheurs à juger durement le panaméricanisme[11] ». Il est vrai que l'un des principaux objectifs de la diplomatie nord-américaine jusqu'aux années 1930 était avant tout la création et le maintien de conditions stables pour les échanges commerciaux et financiers[12]. Faut-il pour autant réduire l'histoire du panaméricanisme aux visées hégémonistes des États-Unis ? Nous espérons, par le biais de ce travail, en offrir une image plus nuancée.

---

panaméricaine' en Amérique latine durant la Guerre froide », in *Les relations interaméricaines en perspective : entre crises et alliances*, Éditions de l'IHEAL/Éditions de l'Institut des Amériques, Paris, 2009, p. 47-60.

[8] On peut citer :

- Jean-Paul HUBERT, *Universalisme, régionalisme et panaméricanisme. Une étude du rôle joué par le système interaméricain dans l'évolution du débat entre universalisme et régionalisme en matière d'organisation internationale*, Sous la direction de Jean Meyrat, Thèse de 3ème cycle en Science politique, Université Paris III, 1972 ;
- Maristela Rodrigues ROGET, *Le système interaméricain et les principes démocratiques. L'évolution de son engagement*, Paris, L'Harmattan, 2009.

[9] Salvador E. MORALES, *Primera conferencia panamericana. Raíces del modelo hegemonista de integración*, México, Centro de Investigación científica Ing. Jorge L. Tamoyo, 1994, p. 22.

[10] Venancio B. GALEANO, *L'Amérique latine et la Société des Nations*, Thèse pour le doctorat présentée et soutenue le 3 juin 1927, Faculté de Droit de Paris, Paris, 1927, p. 117.

[11] David BARTON CASTLE, « Leo Stanton Rowe and the Meaning of Panamericanism », in David SHEININ (ed.), *Beyond the ideal : Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 34.

[12] David SHEININ, *Searching for Authority. Pan Americanism, Diplomacy and Politics in United States-Argentine Relations (1910-1930)*, New Orleans, University Press of the South, 1998, p. ix.

La Doctrine Monroe[13] et l' « idée d'hémisphère occidental »[14]

> « […] Si à l'origine la défense des intérêts des États-Unis rejoignait les intérêts de l'Amérique tout entière, les choses ont changé durant les cent ans d'existence de la doctrine. Cette dernière s'est prêtée à toutes les interprétations et a servi dans toutes les configurations de la politique internationale des États-Unis[15]. »

> « Je ne sais que deux choses à propos de la Doctrine Monroe : la première est que pas un Américain ne sait réellement ce que c'est ; la deuxième est qu'aucun Américain que j'aie rencontré n'accepterait qu'on y touche…J'en conclus que la Doctrine Monroe n'est pas une doctrine mais un dogme, […] non un dogme, mais deux, à savoir : le dogme de l'infaillibilité du président américain et le dogme de l'immaculée conception de la politique extérieure américaine[16]. »

Souvent réduite à la formule « l'Amérique aux Américains », qui ne figure pas dans le discours du Président Monroe devant le Congrès en 1823, cette fameuse doctrine est un objet d'histoire complexe et passionnant. Formulée dans un contexte précis, sur lequel nous allons revenir, elle est pourtant devenue un axiome de la politique étrangère des États-Unis pendant plus d'un siècle. Cette pérennité s'explique par son caractère imprécis, et donc malléable, sujet à des réinterprétations multiples.

C'est à Londres qu'il faut situer l'origine du message adressé par Monroe aux membres du Congrès, et plus largement aux dirigeants européens. Suite au déploiement, en avril 1823, de 100 000 soldats français en Espagne pour rétablir Ferdinand VII sur le trône, la Grande-Bretagne craint que la France n'en profite pour s'arroger des prérogatives sur les anciennes colonies espagnoles[17], à l'encontre de ses intérêts commerciaux. George Canning, alors à la tête du *Foreign Office*, propose aux États-Unis un accord concernant l'Amérique hispanique. Celui-ci comprend cinq principes : rendre la reconquête espagnole impossible ; reconnaître au cas par cas les États nouvellement indépendants ; ne pas s'opposer à des accords ponctuels entre l'Espagne et ses anciennes possessions ; renoncer à s'approprier une quelconque partie de celles-ci ; faire en sorte qu'aucune autre puissance ne fomente un projet similaire. Si le gouvernement des États-Unis est

---

[13] Dexter PERKINS, *A history of the Monroe doctrine*, Boston, Little Brown and Company, 1955.
[14] D'après le titre de l'ouvrage d'Arthur P. WHITAKER, *The Western Hemisphere Idea : its Rise and Decline*, New York, Cornell University Press, 1954.
[15] César Diaz CISNEROS, *La Liga de las Naciones y la actitud argentina*, Buenos Aires, Imprenta Mercatali, 1921, p. 137.
[16] Salvador de MADARIAGA, *Latin America between the Eagle and the Bear*, New York, Praeger, 1962, p. 74.
[17] Suite au Congrès de Vérone, en 1822, Villèle, alors ministre des Affaires étrangères, avait envisagé une intervention armée en Amérique hispanique pour amener les insurgés à accepter la formation d'États monarchiques à la tête desquels figureraient des princes espagnols.

d'abord flatté par cette proposition, le diplomate John Quincy Adams s'y montre farouchement opposé. Il voit en effet dans la démarche de Canning un moyen de limiter l'expansion des États-Unis[18]. Entre temps, les initiatives du *Foreign Office* auprès de la France ont porté leurs fruits : en vertu du *Memorandum* Canning-Polignac, conclu en octobre, la France renonce à toute velléité concernant les anciennes colonies espagnoles. La nouvelle arrive trop tard à Washington et Monroe prononce, le 2 décembre 1823, un discours dans lequel il formule, à l'intention de la Sainte Alliance, deux interdits. Le premier affirme que le continent américain doit désormais être considéré comme fermé à toute tentative ultérieure de colonisation de la part de puissances européennes. Le second s'oppose à toute tentative de restauration monarchique sur le continent. De ces deux interdits découle la proclamation que toute intervention d'une puissance européenne sur le continent américain serait considérée comme une manifestation inamicale à l'égard des États-Unis. En contrepartie, ces derniers s'engagent à ne pas intervenir dans les affaires européennes.

Le message de Monroe passe quasiment inaperçu en Europe, le danger d'une intervention française ayant disparu, et les États-Unis ne possédant pas alors le statut de grande puissance qu'ils acquièrent par la suite. Dans l'immédiat, le message de Monroe n'a aucun effet pratique. Pourtant, de cette prise de position surnageait un élément décisif : les États-Unis ne souhaitent pas déclarer, conjointement avec la Grande-Bretagne, qu'ils renoncent à s'approprier toute portion des anciennes colonies espagnoles. Le texte en lui-même[19], par ses formules de grande ampleur, ses termes généraux et prudents autorisant ambiguïtés et variantes, permet des réinterprétations au gré des orientations prises par la diplomatie nord-américaine, transformant un discours de circonstance en « doctrine », en termes de référence et principe de la politique extérieure des États-Unis, bien après que tout danger de restauration monarchique a été écarté en Amérique latine. De fait, il permet la cristallisation des grands principes qui vont guider pendant près de 150 ans l'action des États-Unis sur la scène internationale et notamment vis-à-vis du sous-continent : le souci d'assurer la sécurité nationale, celle-ci passant par la sécurisation de l'hémisphère occidental dans son ensemble, et de l'Amérique centrale en particulier ; la promotion de leur commerce extérieur, l'Amérique latine représentant à la fois un terrain d'investissements et une source de matières premières ; et enfin la conscience d'une mission à accomplir en promouvant chez les autres États américains leurs conceptions de la démocratie et

[18] Voir Indalecio Liévano AGUIRRE, *Bolivarismo y Monroismo*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1987, p. 33.
[19] Consultable dans Robert H. HOLDEN, Eric ZOLOV, *Latin America and the United States : a Documentary History*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 11-14.

de la libre-entreprise[20]. Gretchen Murphy, dans son ouvrage *Hemispheric Imaginings : The Monroe Doctrine and Narratives of U.S. Empire*[21] montre comment une proposition anti-colonialiste est devenue un instrument de l'impérialisme des États-Unis en Amérique latine : elle souligne le rôle joué par des textes aussi bien littéraires que journalistiques dans la transformation du texte de Monroe, principe de politique extérieure, en une idéologie nationale. Ainsi, « plus qu'un principe de politique extérieure, la doctrine apparaît comme un récit fondateur porteur d'éléments tant sur l'identité nationale que sur les ambitions impériales, dont la fonction est de lisser les tensions entre des présupposés tout à la fois anti-colonialistes et impérialistes[22]».

En Amérique latine, le message de Monroe est perçu par beaucoup comme la manifestation de l'appui des États-Unis aux indépendances, une protection offerte par ces derniers contre la volonté de la Sainte Alliance de rétablir l'ordre colonial. Cette perception est encore présente au début du XXe siècle. Ainsi Emilio Mitre (1853-1909), journaliste député argentin, déclare-t-il devant la Chambre, en 1906 :

> « 'L'Amérique aux Américains' fut une formule qui, telle que je l'entends, signifie la consécration finale de l'indépendance des nations américaines, ce fut le cri de la plus puissante d'entre elles, proclamant ainsi au monde que la conquête dans les nations de cette Amérique était terminée, ce fut la notification aux puissances conquérantes d'Europe, qu'elles devaient renoncer à ces continents parce que leur territoire étendu était entièrement occupé par des nations libres dont la souveraineté ne laissait pas un pouce vacant. L'indépendance de ces républiques ayant été établie sur le champ de bataille, grâce à leurs seules forces, la déclaration du Président américain fut l'acte culminant de cette grande épopée. Pour les États-Unis c'est une page d'honneur, pour l'Europe, c'est un ultimatum. La doctrine de Monroe a aujourd'hui force de loi chez toutes les nations et aucun pays d'Europe n'a osé la discuter[23]. »

---

[20] Voir Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*, London/New York, Oxford University Press, 1966, p. XIX. Ces principes rejoignent ce qu'Emily Rosenberg nomme le *liberal developmentalism*, développé à dans le dernier quart du XIXe siècle, et qui s'appuie selon elle sur cinq caractéristiques : « 1. La certitude que les autres pays peuvent et doivent reproduire l'expérience américaine et son développement économique extrêmement rapide ; 2. La foi dans la libre entreprise ; 3. L'abaissement des obstacles au commerce et à l'investissement ; 4. L'action en faveur de la libre circulation de l'information et de la culture ; 5. Le soutien du gouvernement fédéral à l'activité commerciale et économique des entreprises américaines à l'étranger. » (Emily ROSENBERG, *Spreading the American Dream : American Economic and Cultural Expansion, 1890-1945*, New York, Hill and Wang, 1982, p. 39, repris et traduit par Ludovic TOURNÈS, *La philanthropie américaine et l'Europe : contribution à une histoire transnationale de l'américanisation*, Mémoire de recherche présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, dirigé par Robert Frank, Université Paris I Panthéon Sorbonne, novembre 2008, p. 54).

[21] Gretchen MURPHY, *Hemispheric Imaginings : The Monroe Doctrine and Narratives of U.S. Empire*, Durham/London, Duke University Press, 2005.

[22] Ricardo D. SALVATORE, « Book Review. The Literary Construction of the Monroe Doctrine », in *Diplomatic History*, vol. 31, n°4, septembre 2007, p. 755.

[23] Emilio Mitre, cité par Venancio B. GALEANO, *L'Amérique latine et la Société des Nations*, Thèse pour le doctorat présentée et soutenue le 3 juin 1927, Faculté de Droit de Paris, Paris, 1927, p. 118. En 1929, on trouve une autre version de la doctrine Monroe comme étant bénéfique pour l'Amérique ; il s'agit d'un article paru de manière anonyme dans *La Prensa* (21/06/1929) de Lima et transcrit par le chargé d'affaires français présent dans cette ville, qui qualifie le texte de « défense originale et curieuse du rôle des États-Unis dans les deux Amériques, en même temps qu'une critique objective et serrée de la politique internationale des républiques hispano-américaines ». De fait, d'après l'auteur de l'article, il serait « juste et même nécessaire de demander et d'obtenir une définition du monroisme ; mais l'inquiétude suscitée dans les républiques latines par cette doctrine

Là réside le malentendu originel entre les États-Unis et l'Amérique latine. En effet, pour les hommes d'État nord-américains, le message de Monroe n'est pas une déclaration de solidarité avec le reste de l'Amérique, mais annonçait la possibilité d'une éventuelle intervention là où sont en jeu les intérêts des États-Unis[24]. Dans un ouvrage paru en 1907, le diplomate et écrivain brésilien Manuel de Oliveira Lima (1867-1928) fait part de sa préoccupation quant à cette situation :

> « Cependant jusqu'à présent la Doctrine de Monroe n'a que peu ou point protégé les républiques hispano-américaines, dans un sens pratique. La lutte pour l'indépendance des colonies espagnoles a rencontré de continuels obstacles de 1810 à 1825. Le port de Buenos Aires fut forcé par des vaisseaux de guerre étrangers ; nos eaux territoriales furent violées par des croisières [sic] anglaises dans une période de relations pacifiques ; Valparaiso fut bombardé en 1865 par une escadre espagnole qui venait d'opérer contre le Pérou, Macaraïbo et Puerto Cabello furent attaqués par des troupes anglaises, allemandes, italiennes qui débarquaient simplement pour des raisons financières.
>
> […] Reconnaître solennellement la Doctrine de Monroe dans la forme donnée par le gouvernement américain dans les dernières années, ou même dans la forme qu'elle avait avant, constituait une abdication de la souveraineté en faveur du principe d'intervention[25]. »

Le message de Monroe consacre pourtant l' « idée d'Hémisphère occidental », posant le principe d'une relation spéciale entre les différents États américains, qui forment par conséquent une entité à part vis-à-vis du reste du monde, celui-ci se résumant la plupart du temps à l'Europe. La proclamation d'un tel principe est donc d'abord fonction d'un critère négatif : la spécificité du continent américain repose avant tout sur le rejet de l'Europe. Les facteurs positifs sont quant à eux de deux ordres : géographique – l'Amérique forme un tout, sans lien avec un quelconque autre continent – et politique. Thomas Jefferson, en 1813, exprime ainsi sa conviction en l'existence d'une spécificité américaine :

> « Quels que soient les gouvernements auxquels donneront naissance [les mouvements d'indépendance], ce seront des gouvernements **américains**, qui ne devront plus être mêlés aux disputes incessantes de l'Europe. Les nations d'Europe constituent une entité bien distincte du globe ; leurs particularités locales font d'elles un système à part ; elles ont des intérêts qui leur sont propres et

---

est souvent 'sans fondement', et provient dans la plupart des cas d'une fausse compréhension du véritable 'intérêt national'. Quel est le but à atteindre ou l'idéal à réaliser ? C'est d'amener l'Amérique toute entière à l''unité dans la conception et dans l'action'. Or quel est obstacle à la réalisation de ce généreux dessein ? Ce ne sont pas les États-Unis, puisque le monroisme tend précisément à l'unification des deux Amériques ; c'est le manque de solidarité entre les nations latines du nouveau continent ; c'est leur ignorance respective les unes à l'égard des autres ; c'est la facilité avec laquelle, par esprit de parti et pour résoudre une situation politique intérieure, elles font appel à l'aide et à l'intervention d'un peuple plus fort. Ce sont elles les coupables et elles ont bien tort d'accuser et de craindre les États-Unis du Nord. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°1, Bulletin périodique de la presse sud-américaine, n°59, 29-30/08/1929).

[24] Lloyd Mecham : « La diplomatie américaine s'est tellement occupée des pays de de l'aire caribéenne qu'il n'est pas exagéré de dire que la plupart des grandes décisions et actions concernant l'Amérique latine ont été prises en fonction de cette région. […] Les intérêts stratégiques des États-Unis en Amérique latine devinrent encore plus importants au début du siècle avec l'acquisition du canal de Panama (1903). » (*A Survey of US-Latin American Relations*, Boston, Houghton Mifflin, 1965, p. 239).

[25] Manuel de Oliveira LIMA, *Pan-americanismo*, Rio de Janeiro, H. Garnier, 1907, p. 12.

> dont il est de notre devoir de ne pas nous mêler. L'Amérique a un hémisphère à elle. Elle doit avoir un système distinct, dont les intérêts ne doivent pas être subordonnés à ceux de l'Europe[26]. »

Pour Gordon Connell-Smith, cette assertion repose sur un mélange de réalité et de mythe. Si l'on peut effectivement dire que leur passé colonial et l'appartenance à un continent géographiquement isolé des autres peuvent constituer les bases d'une unité continentale, il est illusoire de la croire naturelle et évidente. Le Chilien Carlos Dávila, secrétaire général de l'Organisation des États Américains en 1954-1955, met en effet en cause la supposée communauté de destins des nations américaines en écrivant : « Alors qu'un empire était détruit au sud, un autre était construit aux États-Unis ; un processus de désintégration donnait naissance à vingt nations différentes dans le sud[27]. » Par ailleurs, la proximité géographique semble avoir une validité plus incantatoire que réelle, ainsi que l'exprime, en 1889, l'Argentin Roque Sáenz Peña[28] :

> « La vérité c'est que notre connaissance réciproque est limitée. Les Républiques du Nord du continent ont vécu sans communication avec celles du Sud ou les nations de l'Amérique centrale. Absorbées comme elles l'ont été, de même que les nôtres, par le développement de leurs institutions, elles n'ont pas cultivé des relations plus étroites et plus intimes avec nous.[29] »

La phraséologie liée à l'idée d'un continent à part demeure néanmoins très présente tout au long de l'histoire des relations interaméricaines jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les termes liés à la famille ou au « bon voisinage » sont en effet récurrents dans le discours nord-américain : « nos républiques-sœurs », « nos partenaires du sud », « nos voisins » suggèrent une égalité entre les différents États du continent, opposée au Concert des Nations européen qui consacre les grandes puissances comme seuls acteurs de la scène internationale[30].

L'image qu'ont les États-Unis d'eux-mêmes et celle qu'ils se sont faite des Latino-Américains est pourtant très loin de ce discours. Dans son ouvrage *The United States and Latin America. Myths and Stereotypes of Civilization and Nature*[31] Frederick B. Pike analyse la manière dont les Nord-Américains ont transféré sur les populations du sous-continent les stéréotypes que les colons britanniques avaient forgés au contact des Indiens, puis des esclaves africains. Le facteur racial est en effet important pour comprendre la perception que les États-Unis ont de leurs voisins : comme l'écrit Gordon Connell-Smith,

---

[26] Thomas Jefferson, cité par Arthur P. WHITAKER, *ouv. cité*, p. 29.
[27] Carlos DÁVILA, *We of the Americas*, Chicago, Ziff-Davis Publishing Company, 1949, p. 17.
[28] Roque Sáenz Peña (1851-1914), avocat et homme politique argentin, a été président de son pays du 12 octobre 1910 au 9 août 1914.
[29] Roque Saenz Peña, cité par Miguel Osório de Almeida (AUN, A III 56, « Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine. Ses débuts, son évolution, son organisation », par Miguel Osório de Almeida, prononcé à l'occasion de la Conférence Générale des Commissions nationales de coopération intellectuelle, juillet 1937).
[30] Voir Gordon CONNELL-SMITH, *The United States and Latin America : an Historical Analysis of Inter-American relations*, New York, Wiley, 1974, p. 3-4.
[31] Frederick B. PIKE, *The United States and Latin America. Myths and Stereotypes of Civilization and Nature*, Austin, University of Texas Press, 1992.

> « les États-Unis ne sont pas seulement une grande puissance, mais une puissance 'blanche' ; tandis que les pays d'Amérique latine ne sont pas seulement des petites puissances, mais aussi, à quelques exceptions près, des petites puissances aux populations largement non-blanches[32] ».

Les États-Unis héritent par ailleurs du mépris dans lequel les Anglais tenaient l'Espagne et le Portugal, marqués par un catholicisme vu comme obscurantiste et dépassé[33]. En outre, oscillant entre la vision d'une nature à discipliner et à civiliser et celle d'une nature perçue comme symbole de pureté et d'innocence, les Nord-Américains voient l'Amérique latine comme étant dans l'enfance : faut-il l'éduquer ou au contraire la préserver intacte de la civilisation corruptrice ? Dans les deux cas, les Latino-Américains apparaissent « en retard » par rapport à leur grand voisin du Nord, incarnation même du progrès. La civilisation telle que la personnifient les États-Unis se distingue du modèle européen, que les *Pilgrim Fathers* ont rejeté en fondant *a City Upon a Hill*. Elle s'est forgée au contact d'une *wilderness* sans cesse repoussée, dans une rencontre permanente avec le primitif et le sauvage. Nous voici face aux mythes fondateurs de la politique extérieure des États-Unis : « Les États-Unis ont une responsabilité spéciale, celle de mener le monde sur le chemin du renouvellement moral, et les intérêts des États-Unis sont les intérêts de l'humanité en général[34] ».

Le concept de « Frontière » forgé par Frederick Jackson Turner en 1893[35] fixe cette image et justifie l'expansionnisme nord-américain. Comme l'écrit Élise Marienstras, « à la différence des vieilles nations européennes, la nation américaine faisait reposer sa légitimité sur un sol dont les contours restaient volontairement imprécis et dont les frontières étaient constamment franchies et repoussées, non pas solidifiées[36] ».

Pour Frederick Pike, « le mythe de la frontière provient d'une vision, celle de la fusion parfaite entre civilisation et nature. Cette fusion, en apparence, devait renforcer et perpétuer le caractère exceptionnel de l'Amérique[37] ». Que se passe-t-il une fois la frontière atteinte ? Toujours selon cet auteur, « l'ancienne vision a persisté, mais a pris des dimensions continentales. Dans sa

---

[32] Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American system,* London*,* Royal Institute of International Affairs, 1966, p. 14. Il ajoute : « C'est encore plus vrai en ce qui concerne la plupart des pays latino-américains les plus proches des États-Unis, le facteur racial étant particulièrement pertinent pour comprendre les relations de ces derniers avec un pays comme le Mexique. »

[33] Voir John JOHNSON, *A hemisphere apart, The foundations of US policy toward Latin America*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1990, p. 44-77.

[34] Kenneth M. COLEMAN, « The Political Mythology of the Monroe Doctrine », *in* Lars SCHOULTZ, John D. MARTZ (ed.), *Latin-America, the United States and the Inter-American System*, Boulder, Westview Press, 1980, p. 105.

[35] Frederick Jackson Turner présenta son essai « The significance of the frontier in America » lors d'un colloque de l'*American Historical Association* de Chicago le 12 juillet 1893.

[36] Élise MARIENSTRAS, *Les mythes fondateurs de la nation américaine. Essai sur le discours idéologique aux Etats-Unis à l'époque de l'indépendance : 1763-1888*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1992, p. 20.

[37] Frederick B. PIKE, *ouv. cité*, p. XV.

version élargie, cette vision, ce mythe, propose la synthèse du Nord, civilisé et anglo-saxon, avec le Sud, dont la nature et la latinité sont les principales caractéristiques[38] ».

Les visées des États-Unis sur le reste du continent se trouvent ainsi justifiées par la conviction que cela relève d'une sorte de droit naturel. Le « retard » latino-américain sur le plan de l'organisation politique – guerres civiles et pouvoir des *caudillos* s'opposent au modèle démocratique américain – et du dynamisme économique, ainsi qu'une supériorité morale revendiquée tant par rapport aux peuples du sous-continent qu'à l'Europe, amènent les hommes d'État nord-américains à considérer leur pays comme le gardien et le protecteur du continent. La faiblesse des nouveaux États est en effet considérée comme une invitation à l'interventionnisme, et il faut éviter que celui-ci ne soit le fait des puissances du Vieux Continent[39]. Derrière cette profession de foi, il y a aussi les intérêts économiques d'un pays en pleine expansion, pour lequel l'Amérique latine représente un marché prometteur, à condition que la concurrence européenne – en particulier britannique – soit éliminée. La doctrine Monroe peut donc être vue comme l'outil rhétorique qui permet de concilier la proclamation de valeurs généreuses et désintéress et une priorité donnée aux intérêts nationaux[40] . La promotion d'un système interaméricain par les États-Unis à la fin du XIXe siècle est dans la droite ligne de cette attitude.

La doctrine Monroe constitue donc la base idéologique du système interaméricain, mais aussi le principal obstacle à son développement. De par son caractère unilatéral, elle interdit aux nations latino-américaines d'être réellement actives dans la mise en place d'un système qui apparaît plus comme une « projection à l'échelle de l'hémisphère d'une politique nationale d'isolement[41] ». Aussi peut-on dire, à la suite de Gordon Connell-Smith, que les États-Unis sont à l'origine d'un système interaméricain, mais sans véritablement initier une coopération entre les deux parties du continent[42].

---

[38] *Ibid.*
[39] Voir Gordon CONNELL-SMITH, *The United States and Latin America…,* p. 3.
[40] Voir Kenneth M. COLEMAN, *art. cité*, p. 100.
[41] Arthur P. WHITAKER, *The Western Hemisphere Idea : its Rise and Decline*, New York, Cornell University Press, 1954, p. 24.
[42] Gordon CONNELL-SMITH, *ouv. cité*, p. 4.

Du Congrès de Panama (1826) à la Conférence de Washington (1889-1890)

Le projet bolivarien et les conférences interaméricaines du XIXe siècle

Un certain nombre de projets visant à unifier les territoires américains que les guerres d'indépendance allaient détacher de la couronne espagnole précède la convocation par Simon Bolívar[43] d'un congrès à Panama, destiné à créer une confédération hispano-américaine.

Francisco de Miranda[44], le premier, en 1790, conçoit l'idée d'un vaste État indépendant qui comprendrait toutes les anciennes possessions espagnoles. En 1810, la junte révolutionnaire de Caracas envoie un message aux capitales des autres provinces hispano-américaines pour les inciter à rejoindre le mouvement révolutionnaire et à former une confédération. Dans sa « lettre de Jamaïque » du 6 septembre 1815, Simon Bolívar exprime sa conviction que les différences de climat, de géographie et d'intérêts rendent impossible la constitution d'une Grande République englobant toutes les anciennes colonies espagnoles. Néanmoins, il propose la tenue d'un congrès international dans l'isthme de Panama.

L'invitation à la première conférence des États américains est envoyée par Bolívar aux dirigeants des nouvelles nations indépendantes le 7 décembre 1824, à la veille de la victoire finale sur les Espagnols. Bolívar étend l'invitation à la Grande-Bretagne (qui avait fourni du matériel ainsi qu'un appui moral à la cause de l'indépendance), mais n'invite ni le Brésil, ni les États-Unis[45], ni Haïti. Bolívar espère que la conférence mène à la constitution d'une confédération interaméricaine adossée à un pacte de sécurité mutuelle offrant un cadre pour résoudre les différends interaméricains et capable de fortifier la coopération entre les nouveaux États. Seuls le Mexique, l'Amérique Centrale, la Grande Colombie et le Pérou envoient des délégués à ce qui reste connu comme le Congrès de Panama, qui se réunit du 22 juin au 15 juillet 1826[46].

Il y a chez Bolívar, ainsi que chez d'autres leaders latino-américains, la volonté d'affirmer la place de l'Amérique hispanique sur une scène internationale dominée par la Sainte Alliance qui

---

[43] Sur Simon Bolívar et son projet continental, voir David BUSHNELL, *Simon Bolívar. Hombre de Caracas, proyecto de América. Una biografía*, Buenos Aires, Editorial Biblios, 2002.

[44] Francisco de Miranda (1750-1816) est un militaire vénézuélien, héros de l'indépendance de son pays. Il a auparavant combattu en Europe, où il a fait partie des généraux de la Révolution française.

[45] Des invitations sont finalement envoyées au Brésil et aux États-Unis à l'initiative de Santander. Le Brésil la déclina, afin de ne pas heurter les pays de la Sainte Alliance, qui avaient reconnu son indépendance dans l'optique de conserver la seule monarchie d'Amérique. Quant aux États-Unis, ils envoyèrent tardivement deux représentants, le Congrès étant réticent à engager le pays dans les affaires latino-américaines. Néanmoins, l'un des deux mourut en chemin et l'autre arriva une fois le congrès achevé.

[46] Sur les démarches de Bolívar précédant le congrès, voir Harold A. BIERCK, « Bolívar and Spanish American Cooperation », *Pacific Historical Review*, vol. 14, n°2, juin 1945, p. 196-203.

ne cachait pas ses intentions de rétablir des régimes monarchiques en Amérique latine. De fait, le congrès de Panama présente en premier lieu un aspect essentiellement défensif. La menace d'un débarquement espagnol au Mexique depuis Cuba, en 1826, est ainsi l'élément qui décide les Mexicains à répondre à l'invitation de Bolívar. Celui-ci a néanmoins des vues plus larges ; il s'agit ni plus ni moins d'établir un droit international américain, comme le montre cet extrait du texte de l'invitation :

> « Le jour où nos représentants mettront en commun leurs pouvoirs, cela représentera un événement inoubliable dans l'histoire diplomatique de l'Amérique. Quand, dans cent ans, les futures générations chercheront à déterminer l'origine de notre droit public et qu'elles se remémoreront les pactes qui ont consolidé son destin, elles se rappelleront avec respect les protocoles mis en œuvre dans l'Isthme [de Panama]. C'est là qu'elles trouveront trace de nos premières alliances, celles qui ont fixé le cadre dans lequel s'effectueraient désormais nos relations avec l'univers. Qu'en sera-t-il alors de l'Isthme de Corinthe, comparé à celui de Panama ?[47] »

L'idée est d'élaborer un pacte continental qui permettrait aux nouveaux États de garantir leur indépendance et de ne plus agir isolément sur la scène internationale, ce qui suppose qu'un accord soit trouvé au plan juridique : ce pacte donnerait-il naissance à une union, une ligue ou une confédération ? Par ailleurs, la question de la délimitation des frontières se pose.

Les dix sessions qui se déroulent du 22 juin au 25 juillet 1826 aboutissent à un Traité d'Union, de Ligue et de Confédération qui pose un certain nombre de principes dont l'établissement d'un pacte perpétuel d'amitié, la défense commune de la souveraineté et de l'indépendance des nations confédérées, la possibilité de s'opposer à l'invasion du territoire de l'un des membres[48]… Il est également prévu, dans le cadre d'une *Convención de contingentes*, la mise en place d'une force armée continentale. Cette convention comme le traité doivent faire l'objet d'une ratification, qui doit se dérouler huit mois plus tard, à Tacubaya au Mexique. Ce projet ambitieux ne connaît cependant pas de suite puisque seule la Colombie ratifie les deux textes. Comment expliquer cet état de fait ?

L'absence de représentants chiliens et argentins au congrès constitue un premier revers pour le projet bolivarien. En outre, Bolívar lui-même suscite la méfiance : le congrès ne représenterait-il pas, pour le *Libertador*, l'occasion de renforcer un peu plus son pouvoir[49] ? C'est notamment le cas pour le Pérou, qui redoute la constitution d'une armée communautaire aux mains de Bolívar.

---

[47] Simon BOLÍVAR, *Doctrina del Libertador*, Caracas, Fundación Biblioteca de Ayacucho, 1985, p. 153.
[48] Edgar Vieira POSADA, *La integración de América Latina : del Congreso Anfictiónico de Panamá en 1826 a una Comunidad Latinoamericana o Sudamericana de Naciones en el año 2010*, Bogotá, Editorial Pontifica Universidad Javeriana, 2004, p. 50.
[49] *Ibid.*

L'avortement du projet bolivarien est révélateur du contexte latino-américain et de la manière dont est pensée la place du sous-continent sur la scène internationale. Celle-ci ne fait pas l'objet d'un consensus : faut-il privilégier des liens forts avec l'Europe afin d'éviter une trop grande dépendance vis-à-vis des États-Unis ? Ou prôner l'association entre ces derniers et une Amérique latine unifiée ? Par ailleurs, les rivalités opposant un certain nombre de pays latino-américains entre eux, la prééminence des questions de délimitation des frontières au XIXe siècle – à l'origine notamment des guerres du Paraguay et du Pacifique – constituaient un obstacle majeur à la construction d'une solidarité pan-latine. La conception bolivarienne d'un continentalisme démocratique se heurtait au nationalisme des classes dirigeantes. Enfin, le fait que certains États du sous-continent aient, individuellement, développé des relations avec le Grand Voisin du Nord, comptant parfois sur son arbitrage ou ses faveurs dans un conflit avec un pays voisin, rendait encore plus aléatoire la mise en place d'un système qui aurait consacré l'union du sous-continent.

L'idée de Congrès survit malgré tout et trois autres réunions ont lieu, dont deux à Lima (en 1847-1848 et en 1864-1865) et une à Santiago (septembre 1856), cette dernière aboutissant à un Traité Continental. Ces conférences présentent trois caractéristiques[50]. La première est qu'elles sont toutes une réponse aux menaces venant de l'Espagne et de ses alliés, concernant leur indépendance. Par la suite, les craintes soulevées par l'expansionnisme des États-Unis, rendu manifeste lors de l'annexion d'une grande partie du territoire mexicain[51], amènent plusieurs pays latino-américains à vouloir unir leurs forces. La Guerre civile américaine offre enfin aux Européens l'occasion de mener de nouvelles tentatives de reconquête[52]. Cette période est révélatrice du dilemme qui se pose aux républiques latino-américaines quant à l'attitude à adopter face aux États-Unis :

> « […] si ces derniers [étaient] suffisamment forts pour appliquer la doctrine Monroe, leur puissance pouvait représenter une menace pour l'indépendance [des nations latino-américaines] ; à l'inverse, si les États-Unis étaient trop faibles, c'est l'Europe qui devenait une menace[53]. »

La deuxième particularité réside dans le fait que chaque conférence ne réunit qu'un faible nombre de participants. Parmi les grands absents, il y a bien sûr les États-Unis, mais surtout le Brésil, ancienne colonie portugaise devenue empire, et l'Argentine. Cette dernière manifeste ainsi ce qui

---

[50] Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*, Oxford University Press, 1966, p. 36-39.
[51] Voir notamment Joseph WHEELAN, *Invading Mexico : America's continental dream and the Mexican War, 1846-1848*, New York, Carroll & Graf, 2007.
[52] En 1861, l'Espagne reconquiert Saint-Domingue et occupe, l'année suivante, les îles Chincha, appartenant au Pérou. Elle entre en guerre avec le Chili, la Bolivie et le Pérou. La même année, la France, l'Angleterre et l'Espagne interviennent au Mexique pour forcer le gouvernement à payer ses dettes. C'est le prélude à l'aventure napoléonienne dans ce pays.
[53] Gordon CONNELL-SMITH, *ouv. cité*, p. 37.

sera une des grandes lignes de sa politique extérieure, à savoir la méfiance vis-à-vis d'une solidarité continentale perçue comme une contrainte, un carcan. À partir de là, la portée des réunions qui ont lieu pour créer un mouvement à l'échelle américaine se trouve singulièrement réduite.

Enfin, ces conférences sont marquées par l'écart entre les principes qui y sont énoncés et les réalisations concrètes qui en découlent. Elles révèlent l'incapacité des gouvernements à faire triompher l'internationalisme sur le nationalisme une fois les menaces extérieures dissipées[54]. Bien que le principe d'arbitrage soit à chaque occasion affirmé, on ne parvient à aucun accord permettant de résoudre les conflits entre États latino-américains. Il est à cet égard révélateur de souligner qu'aucune conférence ne fut convoquée à l'occasion de la guerre de la Triple Alliance (1864-1870) ou de celle du Pacifique (1879-1883).

L'échec du projet bolivarien et des conférences qui ancrent durablement l'idée selon laquelle les pays latino-américains sont incapables de s'unir au-delà de circonstances particulières. Ce premier essai d'intégration régionale, qui laisse à son initiateur le sentiment d'avoir « labouré la mer », connaît néanmoins une certaine postérité. Il sert de référence à ceux qui, en Amérique latine, combattent l'hégémonie croissante des États-Unis, appuyée sur la Doctrine Monroe. Ainsi de Roque Saenz Peña peut tenir en 1898 le discours suivant :

> « Les aspirations de Bolívar, à l'occasion du Congrès de Panama, furent légitimes, non seulement en raison de leur but politique, mais aussi parce qu'elles représentaient une doctrine d'application plus étendue que celle de Monroe, telle que Canning la désirait et telle que la concevaient les peuples libérés d'Espagne et du Portugal. Si nous examinons l'invitation du Panama on verra qu'elle annonce comme principe universel la doctrine de non-intervention contre n'importe quelle nation *étrangère*[55], tandis que Monroe la conçoit comme applicable seulement aux nations européennes[56]. »

Plus tard, dans le cadre d'une SdN où ils tentent de faire entendre leur voix, les diplomates latino-américains font du Traité élaboré à Panama l'illustre précédent du Pacte[57]. Enfin, lorsque les États-Unis se saisissent à la fin du XIXe siècle de l'idée de mouvement interaméricain, ils peuvent s'appuyer sur ces premiers efforts visant à promouvoir une coopération à l'échelle du continent. Ce faisant, est passée sous silence la grande méfiance de Bolívar à l'égard de la Grande

---

[54] Voir Nathalie BLASCO, « Créer les nations, imaginer l'unité continentale, et affronter l'instabilité dans l'Amérique latine indépendante », *Les langues néo-latines*, vol. 4, n° 351, oct.-déc. 2009, p. 91-107.
[55] Souligné par l'auteur.
[56] Cité par Venancio B. GALEANO, *L'Amérique latine et la Société des Nations*, Thèse pour le doctorat présentée et soutenue le 3 juin 1927, Faculté de Droit de Paris, Paris, 1927, p. 121.
[57] Voir chapitre I.

République du Nord « qui semblait destinée par la Providence à plonger l'Amérique dans les tourments au nom de la liberté[58] ».

La Première conférence panaméricaine de 1889-1890 (Washington)

> « Ce fut alors que, fatidiquement, le Secrétaire d'État américain Blaine décida de reprendre l'initiative à son compte[59]. »

Le secrétaire d'État américain James Blaine propose en effet, en novembre 1881, que la Conférence projetée par le gouvernement colombien[60] pour trouver une solution au conflit opposant le Chili au Pérou et à la Bolivie se tienne plutôt à Washington. Il a lui aussi l'espoir de faire cesser la guerre du Pacifique, mais aussi d'instaurer à cette occasion des procédures, telles que l'arbitrage, pour régler les différends de l'hémisphère par des voies pacifiques. Pour un certain nombre de dirigeants nord-américains, ces conflits sont, d'une part, susceptibles d'ouvrir la voie à une intervention européenne, et d'autre part un obstacle au développement du commerce. Cependant, l'assassinat du président James Abram Garfield, le 18 novembre 1881, oblige Blaine à quitter le Département d'État.

Jusque-là les États-Unis n'avaient manifesté que peu d'intérêt vis-à-vis d'une Amérique latine considérée comme « géographiquement éloignée, économiquement attardée, politiquement instable et ne valant pas vraiment la peine qu'on lui accorde de l'attention[61] ». Par ailleurs, il était entendu, tant chez les Démocrates que chez les Républicains, que les États-Unis ne devaient pas se départir de leur neutralité, le développement économique et territorial du pays étant la première des priorités. L'idée d'organiser une conférence réunissant tous les pays de l'hémisphère serait venue de considérations économiques : dans le contexte de récession économique des années 1882-1885, mais plus globalement d'expansion du capitalisme nord-américain, l'Amérique latine apparaît comme un marché plein de promesses[62]. Il est d'ailleurs symptomatique que sur les

---

[58] Lettre de Simon Bolívar au colonel Patrick Campbell, chargé d'affaires britannique à Bogota, Guayaquil, 05/08/1829, reproduite dans HOLDEN, ZOLOV (ed.), *Latin America and the United States. A Documentary History*, New York, Oxford University Press, 2000, p. 18 : « *who seem destined by Providence to plague America with torments in the name of freedom* ».

[59] Pierre QUEUILLE, *L'Amérique latine, la Doctrine Monroe et le panaméricanisme : le conditionnement historique du tiers-monde latino-américain*, Paris, Payot, 1969, p. 194.

[60] Le gouvernement colombien propose, en octobre 1880, que se tienne une conférence à Panama.

[61] Joseph SMITH, « The First Conference of American States (1889-1890) and the Early Pan American Policy of the United States », *in* SHEININ David (ed.), *Beyond the Ideal. Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 19 : « *geographically remote, economically backward, politically unstable, and unworthy of much attention* ».

[62] Cf. Clodoaldo BUENO, « Pan-Americanismo e projetos de integração : temas recorrentes na história das relações hemisféricas (1826-2003) », *Política externa*, São Paulo, 2004, vol. 13, n°1, p. 67 ; Teresa Maya

dix délégués qui constituent la délégation nord-américaine à la première Conférence des États américains, qui se tient à Washington du 2 octobre 1889 au 19 avril 1890, seuls deux n'étaient pas liés au monde des affaires.

Le projet de Blaine est repris sous l'administration du président Cleveland (1885-1889). Le secrétaire d'État de l'époque, Tomas Bayard, élabore un projet de conférence interaméricaine plus abouti que celui de son prédécesseur : il préconise, entre autres, outre une procédure interaméricaine d'arbitrage[63], une monnaie commune, l'union douanière, des règles communes d'extradition[64].

À la place du schéma bolivarien, qui postulait la création d'une Confédération latino-américaine où les États-Unis n'étaient que des participants secondaires, ces derniers développent donc une vision d'un système dirigé par Washington, où les pays latino-américains font figure de protégés des États-Unis. Lors de la Première Conférence ces derniers poursuivent deux objectifs : l'un économique – il s'agit de créer une union douanière dont seraient exclus les pays européens, en particulier la Grande-Bretagne – ; l'autre politique, le but étant d'implanter un système d'arbitrage obligatoire dans lequel les États-Unis rempliraient le rôle joué jusque là par les Anglais, d'instaurer ainsi une sorte de *Pax Americana* dans le Nouveau Monde.

Si la plupart des pays latino-américains étaient conscients des intentions nord-américaines et donc plutôt réticents à répondre de manière favorable à l'invitation des États-Unis, dix-sept d'entre eux[65] participent à cette conférence. Joseph Smith avance deux types d'explication à ce sujet. Selon lui, les motivations étaient tout d'abord d'ordre économique. Il cite à cet égard les exemples

---

SOTOMAYOR, « Estados Unidos y el panamericanismo : el caso de la primera conferencia internacional Americana (1889-1890 », *Historia Mexicana*, vol. 45, n°4, avr.-juin 1996, p.762-763 et Joseph SMITH, *art. cité*, p. 21-22. Cet auteur retranscrit à cet égard un extrait du discours fait par un député démocrate, Ricard Townshend, en avril 1888 : « C'est dans les pays du continent qui se trouvent au sud par rapport à nous qu'existent les perspectives les plus grandes et les plus prometteuses pour nos entreprises. Leurs ressources naturelles sont d'une valeur incalculable et leurs marchés sont susceptibles d'un immense développement [...]. »

[63] Les États-Unis avaient déjà, à plusieurs reprises, tenté d'endosser le rôle d'arbitre dans les conflits interaméricains, ce qui allait à l'encontre de l'action de la Grande-Bretagne dans ce domaine. Ils proposèrent ainsi leurs bons offices dans la guerre du Paraguay, ou lors de la guerre des nitrates – ou guerres du Pacifique – engagée par le Chili pour se saisir des gisements boliviens et péruviens.

[64] Pierre QUEUILLE, *ouv. cité*, p. 195.

[65] L'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, le Chili, l'Équateur, le Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela.

du Brésil[66] et du Chili[67]. Par ailleurs, la conférence pouvait apparaître pour certains comme une opportunité de manifester un certain nombre de griefs et de revendications d'ordre territorial[68].

C'est James Blaine, redevenu secrétaire d'État avec l'arrivée au pouvoir du président républicain Benjamin Harrison, qui préside les sessions. La conférence est précédée par une visite de six semaines, organisée par le *State Department* à travers le pays, dont le but était de « donner aux délégués l'opportunité de faire connaissance tout en leur offrant un premier aperçu de l'hospitalité des États-Unis […] ; de les impressionner par les ressources économiques et les avantages commerciaux que présente ce pays […][69] ». Le programme de cette tournée inclut aussi un certain nombre d'universités. Pour Juan Manuel Espinosa, cette excursion, la première et dernière de ce genre et de cette ampleur, peut être vue comme « une des premières initiatives de diplomatie culturelle internationale[70] ».

Les résultats de la conférence sont bien en-deçà des espérances de Blaine. De fait, aucun des deux objectifs nord-américains ne fut approuvé. Les délégués latino-américains étaient en effet conscients que l'arbitrage obligatoire affecterait leur souveraineté et les mettrait sous la tutelle de la nation la plus puissante de l'hémisphère. Quant à l'union douanière, ils jugèrent préférable de pouvoir garder l'Europe dans la balance[71].

Une résolution en faveur de l'augmentation des échanges commerciaux, techniques et culturels, ainsi que de la coopération en matière sanitaire est tout de même adoptée. Sur le plan politique, est votée une recommandation qui prônait l'utilisation de moyens pacifiques pour résoudre les problèmes pouvant surgir entre États et dans laquelle était exprimé l'espoir d'un futur système d'arbitrage.

Outre la méfiance des délégués latino-américains, en particulier argentins et chiliens, le relatif échec de la conférence tient à un programme ambitieux mais trop peu détaillé[72]. Joseph

---

[66] « On disait alors que le Brésil souhaitait un traité commercial avec les États-Unis afin de stimuler son industrie sucrière alors déclinante. » (« *Brazil was rumored to be eager for a commercial treaty with the United States to boost its declining sugar industry.* », Joseph SMITH, *art. cité*, p. 23).

[67] « Les Chiliens espéraient l'établissement d'un trafic régulier de navires à vapeur en direction des États-Unis et soutenaient l'idée d'une monnaie commune à l'hémisphère. » (« *Chileans hoped for regular steamship traffic to the United States and supported a common silvery currency for the hemisphere*. », *Ibid*.)

[68] « Le Venezuela rendit public son conflit frontalier avec la Grande-Bretagne au sujet de la Guyane. L'Équateur, la Colombie et le Paraguay ont mis l'accent sur l'accès à la mer et la libre navigation des fleuves. Les Chiliens voyaient dans leur présence [celle des États-Unis] une protection contre le Pérou qui, selon eux, pourrait faire part de ses revendications au sujet du conflit frontalier concernant le territoire de Tacna et Arica. » (*Ibid*.).

[69] Juan Manuel ESPINOSA, *Inter-American beginnings of United States Cultural Diplomacy, 1936-1948*, Washington, U.S. Govt. Print. Off, 1977, p. 9 : « *give the delegates an opportunity to get acquainted with each other, and at the same time get a taste of U.S. hospitality […] ; to impress them with the economic resources and commercial advantages of the United States […]*. »

[70] *Idem*., p. 12 : « *an early example of international cultural diplomacy* ».

[71] Voir à ce sujet l'attitude de l'Argentine et de son délégué Roque Saenz Peña, que nous aborderons plus loin.

[72] Un article du journal *The Nation*, daté du 04 septembre 1890, est assez clair sur ce point : « Mr Blaine n'avait absolument aucun programme et ne donna à ses délégués aucune instruction précise, donnant l'impression qu'il

Smith et Juan Manuel Espinosa pointent de plus la barrière de la langue : sur les 17 délégués latino-américains, seuls six parlaient anglais[73], tandis que seuls deux des dix délégués nord-américains maîtrisaient l'espagnol.

Le principal résultat de la Conférence est la création d'une Union Internationale des Républiques Américaines, dont le secrétariat permanent, le « Bureau commercial des Républiques américaines », est établi à Washington. Ce secrétariat a pour fonction de recevoir et divulguer des informations économiques et techniques sur les pays de l'Union. Il édite par ailleurs, à partir de 1897, une publication mensuelle en espagnol, en anglais, en portugais et en français[74].

Il est alors décidé que ce Bureau fonctionnerait sous la supervision du secrétaire d'État pour une période de dix ans[75]. En 1890, il est doté d'un budget annuel de 36 000 dollars qui doit être obtenu par une contribution de chaque pays membre, calculée en fonction de sa population[76]. Si la première année les pays latino-américains versent leur part, il n'en est pas de même les années suivantes : la Bolivie, le Pérou, la Colombie, l'Argentine, le Mexique et le Salvador ne s'acquittent pas de leurs versements[77]. Les États-Unis doivent donc subvenir entièrement aux dépenses du Bureau. Preuve du peu de crédit et d'intérêt accordés à cet organisme, perçu comme une création des États-Unis. Plusieurs raisons expliquent le peu d'enthousiasme suscité par le Bureau. Tout d'abord le fait qu'il soit dirigé par un Nord-Américain, William E. Curtis[78]. Ensuite, rien n'est prévu pour que les gouvernements d'Amérique latine puissent participer à son fonctionnement et à ses activités. Enfin, il est vu avec méfiance que le travail quotidien soit marqué par les contacts et les échanges avec le monde des affaires étasunien. Celui-ci est en outre victime des désaccords entre démocrates et républicains. Les premiers remettent en cause, à deux reprises – en 1892 et en 1894 – l'existence même du Bureau[79], ce qui montre combien ce dernier est tributaire de la politique intérieure des États-Unis et que le panaméricanisme n'est pas une priorité. Cependant, aussi fragile soit-il, il représente un

---

ne s'agissait pas d'un rassemblement de représentants de divers gouvernements, avec un cahier des charges précis, mais plutôt d'une sorte de rencontre informelle où les opinions personnelles étaient librement livrées à la discussion. » (cité par Joseph SMITH, *art. cité*, p. 25).

[73] Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 8.

[74] Cette publication est intitulée *Boletín de la Oficina Comercial de las Repúblicas Americanas* de 1897 à 1907 ; puis *Boletín de la Oficina Internacional de las Repúblicas Americanas* de 1907 à 1910, et finalement *Boletín de la Unión Panamericana* de 1910 à 1948.

[75] Samuel Guy INMAN, *Problems in Panamericanism*, New York, p. 199.

[76] *Ibid.*

[77] Joseph SMITH, *art. cité*, p. 27.

[78] William E. Curtis avait été l'un des fervents promoteurs, aux côtés de Blaine, d'une conférence interaméricaine. Il était assez impopulaire en Amérique latine à cause d'un livre qu'il avait écrit, *The Capitals of Spanish America* (1888), jugé très schématique. Le fait qu'il ne parle pas espagnol avait servi d'argument à la délégation argentine pour qu'il ne fût pas nommé secrétaire en chef de la Conférence de 1889. (Voir Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*, Oxford University Press, 1966, p. 44).

[79] Voir Joseph SMITH, *art. cité*, p. 28-29.

élément tangible de la mise en place du panaméricanisme et est à l'origine de la convocation d'une deuxième conférence interaméricaine. Il s'agit, en effet, au terme de la période des dix ans d'existence du Bureau, de statuer sur son avenir. Or les rapports entre les États-Unis et le reste de l'Amérique latine n'ont cessé de se dégrader. Cette dégradation peut être mise sur le compte de la guerre hispano-américaine, de la mise sous protectorat de Cuba et de l'appui apporté par le *State Department* au flibustier William Walker au Nicaragua[80]. Au vu de cette situation, on pourrait penser que cette convocation ne recevrait pas d'accueil positif[81].

Malgré la déception qui suit la première conférence et le peu d'efforts faits par les divers gouvernements successifs des États-Unis pour entretenir un panaméricanisme fragile, le fait que quasiment tous les pays latino-américains soient présents à la Seconde Conférence (Mexico, 1901-1902) est révélateur non seulement de l'influence politique des États-Unis mais aussi des liens économiques sans cesse plus étroits qui se sont tissés entre les deux parties du continent.

Le système interaméricain au début du XXe siècle

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les développements du système interaméricain sont entravés par l'interventionnisme des États-Unis dans le sous-continent, marquant l'avènement d'un anti-américanisme toujours plus important[82].

Reformulation de la Doctrine Monroe et affirmation de l'anti-impérialisme latino-américain

Pendant cette période, la doctrine Monroe est réaffirmée, renforcée et réinterprétée dans un sens qui laissait peu d'ambigüité quant à la volonté des États-Unis d'assurer le rôle de

---

[80] Parti avec 58 hommes de San Francisco en mai 1855, pour prendre part à une révolte des libéraux nicaraguayens, le flibustier William Walker (1824-1860) prit le commandement d'une « phalange américaine ». Un an plus tard, il se faisait nommer Président de la République du Nicaragua. Cette réussite provoqua un tel enthousiasme aux États-Unis, que le Président Pierce accorda la reconnaissance de facto au gouvernement de Walker. Et lorsque ce dernier fut contraint de quitter précipitamment ce pays, il le fit protégé par la marine nord-américaine. (Voir Pierre QUEUILLE, *ouv. cité*, p. 150-151).

[81] D'autant plus que le *Sate Department* s'était opposé à l'organisation d'une Conférence à Mexico en 1896. Ce projet avait été lancé par le président équatorien Alfaro, à la demande notamment des libéraux d'Amérique centrale. L'objet de la conférence projetée, ainsi que le révèlent les termes dans lesquelles les invitations furent lancées, de « discuter la Doctrine Monroe » afin qu'elle devînt collective. (voir Pierre QUEUILLE, *ouv. cité*, p. 197).

[82] Voir Alan MCPHERSON, *Anti-Americanism in Latin America and the Caribbean*, New York/Oxford, Berghahn Books, 2006, p. 14-18 et Patricia FUNES, *Salvar la nación. Intelectuales, cultura y política en los años veinte latinoamericanos*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006, p. 219 : « Entre 1898 et 1903 naît un sentiment anti-américain qui va se développer et se préciser parmi les jeunes générations, en particulier à travers le mouvement étudiant réformiste, qui dans ses proclamations comme dans ses réunions formule une opposition frontale aux politiques agressives des États-Unis. »

« gendarme » de l'hémisphère. Une première illustration de cette velléité a lieu en 1895, lorsque le gouvernement nord-américain intervient dans le conflit frontalier qui oppose le Venezuela et la Grande-Bretagne concernant un territoire nommé Guyana Esequiba. Le gouvernement vénézuélien fait appel aux services d'un ancien diplomate nord-américain, William L. Scruggs, qui avance l'argument selon lequel les revendications britanniques violent les principes contenus dans la Doctrine Monroe. Il parvient à rallier l'appui de la presse américaine et celui du président Cleveland qui, le 7 décembre 1895, adresse un message au Congrès dans lequel il affirme que la doctrine Monroe s'applique dans le différend britannico-vénézuélien. Il s'agit clairement d'une mise en garde, même si les États-Unis n'ont aucun intérêt à entrer dans un conflit ouvert avec la Grande-Bretagne. Celle-ci accepte l'arbitrage nord-américain et l'affaire se règle en douceur quelques années plus tard. Cet incident révèle néanmoins que les États-Unis sont désormais capables de défendre une politique extérieure ne s'accommodant d'aucune intervention étrangère dans ce qu'ils considèrent comme leur « arrière-cour ». Pour l'historien George Herring, l'attitude de la Grande-Bretagne à cette occasion équivaut à la reconnaissance tacite de cet état de fait[83]. Pour les Latino-Américains, il y a lieu de s'en inquiéter ; le secrétaire d'État de l'époque, Richard Olney, n'a-t-il pas déclaré : « […] aujourd'hui les États-Unis sont pratiquement souverains dans ce continent et ses décrets ont valeur de lois en ce qui concerne les questions qui sont du domaine de son intervention[84] » ?

La guerre hispano-américaine, qui se solde par la défaite de l'Espagne en 1898 et la mise sous tutelle de Cuba, de Porto Rico et des Philippines[85], a un retentissement encore plus important. Elle marque l'émergence des États-Unis comme grande puissance – n'ont-ils pas vaincu une puissance européenne au passé prestigieux ? –, mais aussi les véritables débuts de l'anti-américanisme en Amérique latine[86].

---

[83] Voir George HERRING, *From Colony to Superpower: U.S. Foreign Relations Since 1776,* New York, Oxford University Press, 2008, p. 307-308.

[84] Richard Olney, dans un document envoyé à Londres en juillet 1895, cité par Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*…, p. 45-46.

[85] Le traité de Paris (10 décembre 1898) reconnaissait l'indépendance de Cuba, en même temps qu'il cédait aux États-Unis les îles de Porto Rico, Guam et des Philippines. Cuba est néanmoins occupée par les États-Unis jusqu'en 1903, date à laquelle un traité est signé autorisant l'intervention des marines pour rétablir l'ordre chaque fois que nécessaire. Cette provision, connue sous le nom d'amendement Platt, est ensuite incorporée à la Constitution cubaine pendant trente ans. Des troupes sont ainsi envoyées en 1906, par le président Théodore Roosevelt, et y restèrent jusqu'en 1909.

[86] Voir notamment Nicola MILLER, *In the shadow of the State. Intellectuals and the quest for national identity in 20th century Spanish America*, London/New York, Verso, 1999, p. 175-191 et Patricia FUNES, *ouv. cité*, p. 205-238.

L'*Ariel* de José Enrique Rodó n'est que l'une des manifestations de ce mouvement[87]. Le succès rencontré par ce livre dans l'ensemble de l'Amérique latine montre cependant à quel point son auteur a su exprimer les préoccupations de toute une génération d'intellectuels qui s'interrogent sur l'avenir du sous-continent et sur son identité. La critique à l'égard des États-Unis doit moins se lire à l'aune de leur interventionnisme politique et économique que comme une critique du modèle social et culturel que représente la société nord-américaine. Rodó propose de penser l'identité hispano-américaine à partir de sa propre tradition culturelle et intellectuelle, qu'il pose comme héritée de l'Europe, de l'antiquité grecque, rejetant l'éthique utilitariste, la médiocrité bourgeoise et le capitalisme industriel amoral des États-Unis, représentés par le personnage de Caliban, mi-démon, mi-sorcier, incarnation des forces primitives. La guerre hispano-américaine et les réactions qu'elle suscite chez les intellectuels latino-américains ne reflètent pas uniquement l'état des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine. L'histoire des relations internationales rejoint ici l'histoire intellectuelle dans la mesure où cet événement sert plutôt de catalyseur aux préoccupations et angoisses qui traversent des sociétés bouleversées par leur modernisation politique et économique. Il n'en reste pas moins que la symbolique à l'œuvre dans le livre de Rodó – la lutte d'Ariel, lutin ailé plein de grâce, figurant une Amérique résolument latine, contre Caliban – va pour longtemps marquer l'imaginaire des relations interaméricaines et jouer en faveur de l'idée d'union entre les peuples hispaniques. Cela se traduit par la réaffirmation de liens avec l'Espagne, ancienne puissante colonisatrice honnie, que sa défaite face au Colosse du Nord rend sympathique et attirante, jusqu'à devenir pour certains intellectuels du sous-continent, à l'image de Ruben Darío qui s'y rend en 1898 et 1905, la « Madre España ».

La formulation par Théodore Roosevelt, en 1904, d'un « corollaire » à la doctrine Monroe marque une nouvelle étape dans l'interventionnisme nord-américain et crispe un peu plus les relations interaméricaines. Dans un article du quotidien argentin *La Prensa* du 8 décembre 1904, ce corollaire est décrit comme « la déclaration la plus sérieuse et la plus menaçante en provenance de Washington à l'encontre de l'intégrité des nations sud-américaines[88] ». De fait, il durcit

---

[87] Sur l' « ariélisme », voir Eduardo DEVÉS VALDÉS, *Del Ariel de Rodó a la CEPAL (1900-1950)*, Buenos Aires, Editorial Biblos, 2000, chapitre I, « El entorno arielista », p. 29-46. Sur les autres ouvrages relevant de l'anti-américanisme, voir J. Fred RIPPY, « Literary Yankeephobia in Hispanic America », *Journal of International Relations*, vol. 12, n°3, janvier 1922, p. 350-371. En dehors de l'Ariel de Rodó, on peut citer *A ilusão americana* (1893) du brésilien Eduardo Prado (1860-1901) ; *La doctrina de Monroe y América latina* (1898) du chilien Alberto del Solar (1860-1920) et les écrits du nicaraguayen Rubén Darío (1867-1916), en particulier le poème « A Roosevelt » (1904).

[88] Cité par Thomas MCGANN, *Argentina, the United States and the Inter-American System, 1880-1914*, 2ª ed., Buenos Aires, Eudeba, 1960, p. 223 : « *the most serious and menacing declaration against South American integrity which has come out of Washington* ».

considérablement les principes énoncés par Monroe et consacre le rôle de gendarme des États-Unis. En voici l'extrait le plus significatif :

> « L'incapacité permanente et le comportement erratique, et constant, d'un gouvernement, dont la conséquence serait la dissolution généralisée des liens que forme toute société civilisée, requiert, en Amérique comme partout, l'intervention d'une nation qui possède ce caractère civilisé ; le fait que dans le cadre de l'hémisphère occidental, les États-Unis se sentent responsables en vertu de l'adhésion à la doctrine Monroe, peut les obliger, même contre leur gré, dans des cas d'incapacité ou de mauvais comportements flagrants, à exercer le rôle de gendarme[89]. »

Ce discours, construit sur l'opposition entre barbarie et civilisation, s'applique surtout à l'Amérique centrale que l'achèvement en 1914 du Canal de Panama a rendue vitale pour les intérêts stratégiques nord-américains, d'où les expressions « arrière-cour » ou « troisième frontière » pour la désigner. L'Amérique du Sud, plus éloignée, où règne une certaine stabilité politique et économique, n'est pas vraiment visée par les déclarations de Roosevelt. Mais, comme l'écrit John Lloyd Mercham, « la diplomatie nord-américaine s'est tellement préoccupée des pays de l'aire caribéenne qu'il n'est pas exagéré de dire que la plupart des décisions et actions concernant l'Amérique latine l'ont été en fonction de cette région[90] ». Les pays d'Amérique latine, pour leur part, vont dès lors agir au sein du système interaméricain en fonction de cette nouvelle donne, faisant du principe de non-intervention un de leurs chevaux de bataille. Gordon Connell-Smith résume ainsi leur action dans le cadre du panaméricanisme :

> « L'étude du système interaméricain révèle à quel point les pays latino-américains ont eu à cœur de créer des garde-fous juridiques pour se prémunir de l'usage par les États-Unis de leur écrasante puissance […]. Tels des Lilliputiens, ils ont essayé d'enchaîner le Gulliver nord-américain par le biais d'une multitude de nœuds juridiques[91]. »

C'est donc dans un contexte troublé et peu propice qu'ont lieu les conférences interaméricaines de Mexico (1901-1902), de Rio de Janeiro (1906) et de Buenos Aires (1910).

Naissance de l'Union Panaméricaine

Malgré la défiance latino-américaine suscitée par la politique interventionniste nord-américaine, la deuxième conférence internationale des États américains se tient à Mexico du 22 octobre 1901 au 31 janvier 1902, à l'initiative des États-Unis. Est alors adopté le principe de la périodicité (une conférence tous les cinq ans) des conférences. La question de l'arbitrage est par ailleurs au centre des débats. Les États-Unis se refusent alors à signer une convention sur les droits des étrangers destinée avant tout à empêcher toute intervention de leur part au motif que les intérêts de leurs ressortissants sont menacés. En dépit d'un contexte peu favorable aux

---

[89] Discours de Théodore Roosevelt, 6 décembre 1904, cité par Olivier DABÈNE, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, 6e édition, Paris, Armand Colin, 2007, p. 26.
[90] John Lloyd MERCHAM, *A Survey of U.S.-Latin American Relations*, Boston, Houghton Mifflin, 1965, p. 239
[91] Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*, Oxford University Press, 1966, p. 26.

avancées du système interaméricain, la conférence aboutit à la création d'un Bureau Sanitaire International, établi à Washington en 1902, dont le but est d'harmoniser les différentes législations en matière sanitaire afin de faciliter les échanges commerciaux[92]. Si dans le domaine politique, le consensus apparaît difficile, on est là en présence de ce qui va permettre au panaméricanisme de perdurer en dépit des tensions de tous ordres qui marquent l'histoire des relations inter-continentales. C'est en effet sur le terrain de la coopération technique que le système interaméricain va se révéler le plus solide.

Le principal résultat de cette réunion est d'ailleurs la réorganisation du Bureau, désormais appelé Bureau International des Républiques américaines. Un comité directeur, présidé par le secrétaire d'État nord-américain et constitué des représentants diplomatiques latino-américains accrédités à Washington, est mis en place. Ce comité est notamment chargé de préparer le programme des futures conférences. Comme le souligne Pierre Queuille[93], mais aussi Tereza Spyer[94] qui a étudié les archives diplomatiques brésiliennes sur les conférences interaméricaines, ce mode de fonctionnement permet aux États-Unis d'éviter que des questions d'ordre politique – notamment les débats relatifs à leurs interventions en Amérique centrale et leur interprétation unilatérale de la doctrine Monroe – ne soient évoquées lors des conférences. Les principales causes de dissension sont discutées lors des réunions préparatoires de sorte qu'aucun incident ne vienne noircir le tableau d'un système panaméricain destiné à refléter l'image d'un continent en paix.

C'est ainsi qu'Elihu Root, secrétaire d'État de 1905 à 1909, s'assure qu'aucun thème qui puisse être sujet à controverse ne soit inclus dans le programme de la troisième conférence panaméricaine qui s'ouvre le 26 juillet 1906 à Rio de Janeiro. À cette session, à laquelle ne participent ni Haïti, ni le Venezuela, assiste le Secrétaire d'État Elihu Root : c'est la première fois que le chef de la diplomatie nord-américaine prend part hors des frontières des États-Unis à des discussions internationales, et les gouvernements latino-américains y sont sensibles, comme ils l'ont été au projet de Théodore Roosevelt de les inviter à la seconde Conférence de La Haye. La session de Rio apparaît d'ailleurs comme une réunion préparatoire à la conférence mondiale de 1907. Ainsi, il est recommandé aux gouvernements de donner des instructions à leurs délégués à La Haye en vue d'adopter une convention générale d'arbitrage. Il est également proposé d'inviter la Conférence de La Haye à examiner la question de l'emploi de la force pour le recouvrement

---

[92] Voir chapitre V.
[93] Pierre QUEUILLE, *ouv. cité*, p. 198.
[94] Tereza SPYER, « Conferências pan-americanas (1889-1928). A questão das identidades », *Anais Eletrônicos do VIII Encontro Internacional da ANPHLAC*, Vitória, 2008, vol. 8. (Consultable en ligne : http://www.anphlac.org/periodicos/anais/encontro8/tereza_spyer.pdf).

des dettes publiques, qui était au cœur de la doctrine Drago[95]. Les thèmes américains ne sont pas pour autant négligés. Sont évoqués notamment la codification du droit international américain et le perfectionnement des organes de collaboration panaméricaine[96]. Une convention prévoyant la création d'une commission de juristes est à cet égard approuvée, celle-ci se réunissant pour la première fois à Rio de Janeiro en juin-juillet 1912. Enfin, le Bureau international des Républiques américaines est réorganisé sur des bases plus larges : son action ne se limite plus à des fins commerciales, bien qu'une section spéciale soit créée pour s'occuper de la législation commerciale, des douanes et des statistiques. Il est désormais l'agent permanent d'organisation et d'exécution des conférences panaméricaines[97]. La délégation équatorienne tente, en vain, de faire approuver le principe selon lequel la présidence du comité directeur soit désormais soumise à une élection et non attribuée automatiquement au secrétaire d'État américain. Cette question ressurgit lors de la quatrième conférence, qui se tient à Buenos Aires du 12 juillet au 30 août 1910. Aucune solution satisfaisante n'est trouvée, seuls changent les intitulés : l'Union Internationale des Républiques américaines devient l'Union des Républiques Américaines et le Bureau s'appelle désormais Union Pan-américaine. Ce dernier a désormais un bâtiment qui lui est consacré à Washington, le *Building of the American Republics*, construit grâce aux fonds donnés par Andrew Carnegie, qui avait été membre de la délégation nord-américaine à la première conférence de 1889. Il est inauguré le 26 avril 1910. Le Bureau, devenu Union Panaméricaine, a par ailleurs, depuis 1907, un directeur général. C'est au diplomate John Barrett[98] qu'est confié ce poste, qu'il occupe jusqu'en 1920, date à laquelle Leo S. Rowe, personnalité sur laquelle nous reviendrons par la suite, lui succède.

Malgré ces avancées institutionnelles, si l'existence de l'union panaméricaine est assurée pendant encore dix ans par une résolution adoptée à Buenos Aires, il n'y a toujours pas de texte fondateur du système interaméricain susceptible de lui conférer un caractère permanent et un

---

[95] Suite au blocus du Venezuela par des forces anglaises, allemandes et italiennes pour obliger ce pays à honorer ses dettes, le ministre argentin des Relations extérieures de l'époque, Luis María Drago propose une interprétation de la Doctrine Monroe selon laquelle « […] la dette publique ne peut donner lieu à une intervention armée, et encore moins à l'occupation physique du sol des nations américaines par une puissance européenne » (cité par Gordon CONNELL-SMITH, *ouv. cité*, p.48). Ce faisant il réaffirmait les principes énoncés dans un ouvrage paru en 1868, *Derecho internacional teórico y práctico de Europa y América,* dans lequel il proposait que soit interdite toute intervention tant que tous les recours possibles, et notamment l'arbitrage, n'avaient pas été épuisés. Ce que l'on a appelé rapidement la Doctrine Drago fut adoptée dans une version modifiée à la Conférence de La Haye.

[96] Voir Eugène PÉPIN, *Le Panaméricanisme*, Paris, Armand Colin, 1938, p. 41.

[97] *Ibid.*

[98] John Barrett (1866-1838) a auparavant été le représentant diplomatique de son pays en Argentine, en 1903. Pendant la période de son mandat à la tête de l'UPA, il fonde la *Pan-American Society of the United States*, a été le secrétaire général du congrès scientifique pan-américain de 1915 et a présidé les sessions des congrès panaméricains de commerce de 1911 et 1919.

développement continu[99]. D'où le bilan contrasté que dresse le juriste nord-américain Pitman B. Potter de son action :

> « Les conférences panaméricaines ont débouché sur un grand nombre de traits, dont certains ont été mis en pratique. Que valent-ils ? […] mon impression personnelle est que la qualité générale de ces conventions élaborées par les conférences panaméricaines reste en-deçà de celles qui l'ont été par les conférences de La Haye, par l'Organisation Internationale du Travail et, sans vouloir être trop extrême, par la plupart des conférences internationales. Il me semble que la plupart des résolutions adoptées lors des conférences panaméricaines, lorsqu'on les examine, sont empreintes d'une phraséologie très générale, contiennent un grand nombre d'idées plutôt vagues, beaucoup d'exhortations, d'aspirations et de belles idées, mais finalement assez peu de véritables principes juridiques contraignants[100]. »

Évolutions de l'UPA dans l'entre-deux-guerres : du *big stick* à la *good neighbor policy*

Les années 1920

Au moment où éclate la Première Guerre mondiale, peu de progrès ont été faits dans l'élaboration d'une instance pour le maintien de la paix en Amérique, ou pour réagir à une agression extérieure. De fait, pour les pays d'Amérique latine, la crainte d'une intervention nord-américaine a remplacé celle d'une menace extra-continentale. Dans le cadre du système panaméricain, leur objectif était plutôt de limiter la puissance nord-américaine, sans succès. Si la guerre entraîne un bouleversement des relations économiques entre les États-Unis et ses voisins, renforçant considérablement leurs liens, la façade d'un panaméricanisme fondé en principe sur l'égalité des États, garantissant la paix dans un monde en guerre, se fissure. Harold F. Peterson note que

> « les années de la Première Guerre mondiale constituent une période peu porteuse pour l'évolution de l'organisation interaméricaine. Au lieu de stimuler le principe d'action collective entre les 21 républiques, la menace pesant sur la sécurité de l'hémisphère a eu pour effet d'affaiblir ce qui aurait pu être une prometteuse dynamique de solidarité[101]. »

Les présidences de Théodore Roosevelt (1901-1909) et de William Howard Taft (1909-1913), marquées par la politique du « gros bâton » puis par la « diplomatie du dollar », n'ont pas permis de réellement faire progresser le système interaméricain. Woodrow Wilson semble vouloir

---

[99] Voir Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System…,* p. 53.
[100] Benjamin PITMAN POTTER, *Pan-american conferences as types of organized international cooperation,* Proceedings of the first session of the Los Angeles center of the American academy of political and social science, July, 1928, vol. 1, n° 1, p. 16.
[101] Harold F. PETERSON, *Argentina and the United States, 1810-1960*, New York, State University of New York Press, 1964, p. 322.

rompre avec cette attitude et regagner la confiance d'une Amérique latine sur la défensive[102]. Pour ce faire, il propose, en décembre 1914, la proclamation d'un Pacte Pan-Américain qui consacrerait la création d'un véritable système de sécurité collective à l'échelle du continent[103]. Le deuxième congrès scientifique panaméricain[104] est l'occasion pour les États-Unis de convaincre les pays latino-américains de leurs bonnes intentions. Robert Lansing, secrétaire d'État de l'administration Wilson, y prononce un discours d'accueil dans lequel il déclare que les valeurs premières du panaméricanisme sont celles de la famille et que la doctrine Monroe n'entre pas en contradiction avec ces dernières. Au contraire, il y a complémentarité entre les deux : la doctrine Monroe est « une politique nationale des États-Unis », tandis que le panaméricanisme est « une politique internationale des Amériques »[105]. Ces déclarations sont complétées par un message adressé par Wilson le 7 décembre 1915 aux participants du Congrès. Il s'y félicite de la politique de neutralité adoptée par l'ensemble des nations de l'hémisphère face à la guerre européenne, révélatrice selon lui d'une « communauté d'intérêts[106] ». Le principe d'égalité entre les États du continent est réaffirmé avec force par Wilson : si les États-Unis ont pu remplir le rôle de « gardiens » des indépendances en Amérique latine[107], ce temps-là est révolu ; désormais il est question d'une « totale et honorable association entre partenaires entre nous-mêmes et nos voisins, dans l'intérêt de l'Amérique tout entière[108] ». Ce qui est vu comme un « nouveau panaméricanisme »[109] est plutôt bien accueilli dans le sous-continent, si l'on en croit l'analyse que fait William Spence Robertson des articles parus à ce sujet dans divers journaux latino-américains[110].

---

[102] Voir Mark T. GILDERHUS, *Pan American visions : Woodrow Wilson in the Western hemisphere*, *1913-1921*, Tucson, University of Arizona Press, 1986.

[103] Voir Arthur P. WHITAKER, *The Western Hemisphere Idea : its Rise and Decline*, New York, Cornell University Press, 1954, p. 123-124. Le Pacte de Wilson contenait quatre articles. Le premier énonçait le principe selon lequel chaque État américain se portait garant de l'intégrité territorial et de l'indépendance politique des autres. Les autres avaient trait au règlement des conflits frontaliers ; au contrôle des exportations d'armes et à la suppression des interventions de type « révolutionnaire » contre un gouvernement en place.

[104] Nous reviendrons plus loin sur ce congrès, ainsi que dans notre chapitre IV.

[105] Cité par William Spence ROBERTSON, *Hispanic-American Relations with the United States*, New York, Oxford University Press, 1923, p. 408 : « *a national policy of the United States* » et « *an international policy of the Americas* ».

[106] Cité par William Spence ROBERTSON, *ouv. cité*, p. 409 : « *new and more vital community of interest and moral partnership in affairs, more clearly conscious of the many common sympathies and interests and duties which bid them stand together* ».

[107] « Il fut un temps, celui des premiers jours de notre grande nation et de la lutte pour l'indépendance en Amérique centrale et en Amérique du Sud, où le gouvernement des États-Unis se considéraient comme une sorte de gardien pour les républiques qui se trouvaient au sud. » (*Ibid.*).

[108] *Ibid.* : « *full and honorable association as partners between ourselves and our neighbors, in the interest of all America* ».

[109] Selon le titre d'un ouvrage du juriste argentin Ernesto QUESADA (1858-1934), *El nuevo panamericanismo y el congreso ciéntifico de Washington*, Buenos Aires, Talleres gráficos del Ministerio de agricultura de la Nación, 1916.

[110] Voir William Spence ROBERTSON, *ouv. cité*, p. 410-412.

Le projet de pacte se heurte cependant à l'opposition du Chili, qui craint une intervention diplomatique dans sa dispute territoriale avec le Pérou. Le Brésil, désireux de ne pas froisser son voisin, rejette également le Pacte. Si l'Argentine y est au départ favorable, les élections de 1916 qui portent Yrigoyen au pouvoir changent sa position officielle. Par ailleurs, l'occupation de Vera Cruz (1914) et l'expédition Pershing contre Pancho Villa (1917) au Mexique et l'envoi de *marines* en République Dominicaine (1916), à Haïti (1915) et au Nicaragua achèvent de décridibiliser le discours wilsonien en faveur d'un panaméricanisme renouvelé. Enfin, l'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917 et d'un certain nombre de pays latino-américains, dont le Brésil, affecte la consolidation du système interaméricain.

Les bouleversements politiques nés de la guerre de 14-18 entraînent en effet des remous profonds dans l'organisation panaméricaine qui voit l'émergence de regroupements distincts : la création du groupe ABC entre l'Argentine, le Brésil et le Chili a ainsi lieu en 1915. La Révolution mexicaine, dont l'impact en Amérique latine n'a été que très peu étudié[111], constitue également un tournant : elle comprenait une dimension profondément anti-impérialiste ainsi qu'une critique d'un universalisme adossé à la suprématie européenne. Elle se faisait ainsi l'écho des préoccupations identitaires qui parcouraient l'Amérique latine.

Néanmoins, la guerre, par son impact sur les économies américaines, mène, dès 1915, à la réunion de la première Conférence Financière panaméricaine[112] dont le but est de « favoriser l'uniformisation de la loi et de la procédure pour ce genre de question[113] ». À cette occasion est

---

[111] L'ouvrage de Pablo YANKELEVICH, *La revolución mexicana en América latina : intereses políticos e itinerarios intelectuales* (México, Instituto de investigaciones Dr José María Luis Mora, 2003) demeure l'un des seuls sur la question et ne fournit qu'une analyse restreinte. On peut également citer l'article de Carlos M. Rama, « La revolución mexicana en Uruguay », paru en 1957 dans la revue *Historia mexicana* (vol. 7, n°2, oct-déc 1957, p. 161-186) et celui de Ricardo Melgar Bao, « La revolución Mexicana en el movimiento popular-nacional de la región andina », paru en 1982 dans la revue *Boletín de Antropología Americana* (n°6, décembre 1982). Annick Lempérière, dans une conférence intitulée « La révolution mexicaine, histoire d'une décennie ou histoire d'un siècle », prononcée à la Maison de l'Amérique latine le 19 novembre 2010 à l'occasion de la célébration du centenaire de la Révolution mexicaine, s'est quant elle intéressée à la place de cet événement sur la scène internationale, montrant combien elle était l'écho de préoccupations partagées à l'échelle de l'Amérique latine dans son ensemble. Enfin, la Révolution mexicaine vue depuis le Brésil a été l'objet d'une communication de Natally Vieira Dias lors des rencontres internationales de l'ANPHLAC qui ont eu lieu à Vitória en 2008 (« A Revolução Mexicana e os debates sobre as relações continentais nos grandes jornais brasileiros (1910-1915) », *Anais Eletrônicos do VIII Encontro Internacional da ANPHLAC*, Vitória, 2008. Disponible en ligne : http://anphlac.org/upload/anais/encontro8/natally_dias.pdf).

[112] Cette conférence se tient à Washington, en mai 1915 (House of Representatives, *Message from the President of the United States transmitting the report of the United States section of the International High Commission on the First General Meeting of the Commission, held at Buenos Aires, April 3-12, 1916*, 64th Congress, 2nd session, document n° 1788, December 20th 1916, Washington, Government Printing Office, 1916. (Consultable en ligne : http://www.archive.org/stream/internationalhi00mcadgoog#page/n4/mode/2up)

[113] *Idem*, p. 5 : « *to foster uniformity of law and procedure in such matters* ».

créée la Haute Commission Internationale, qui doit comporter des sections dans chaque pays américain[114].

La mise en place de la SdN soulève par ailleurs la question des relations qui peuvent exister entre un système de type régional et une organisation internationale[115]. L'enthousiasme suscité par l'organisation genevoise en Amérique latine peut être aussi lu comme une forme de protestation vis-à-vis d'une organisation panaméricaine dominée par les États-Unis. Stephen P. Duggan[116], membre du *Council on Foreign Relations*[117], dans un article paru en 1934, est très lucide quant à ce qui a motivé la plupart des pays latino-américains à adhérer à la SdN :

> « Au sein du Conseil et de l'Assemblée de la SdN, les États latino-américains étaient sur un pied d'égalité avec les représentants des Grandes Puissances, et au cours du temps leurs représentants ont été élus à la présidence de ces deux organismes et de plusieurs commissions importantes. Ceci offrait un contraste très net avec le déroulement des conférences panaméricaines, au cours desquelles les États-Unis dominaient et les États latino-américains sentaient bien l'infériorité de leur situation. De fait, il y a peu de doute sur le fait que l'une des motivations qui a amené un grand nombre de nations latino-américaines à rejoindre la SdN était leur conviction que cette dernière offrirait un contre-poids aux États-Unis[118]. »

Conscientes donc de la concurrence que peut représenter la SdN pour le système interaméricain, un certain nombre de personnalités nord-américaines tentent de redorer le blason du panaméricanisme et de réactiver l'idée d'hémisphère occidental. Le discours d'investiture de Leo Stanton Rowe à la tête de l'Union Panaméricaine en est un exemple :

> « Tous ceux qui font partie de notre organisation cherchent constamment de nouvelles occasions d'être serviables et utiles. C'est à elle qu'on doit la disparition rapide de ce nuage de méfiance réciproque, qui provenait de ce que nous ne nous connaissions pas. L'unité essentielle des intentions et des buts des diverses Républiques américaines apparaît chaque année avec une plus nette évidence. Et cette unité nous fait jouer un rôle universel et réaliser une mission : nous donnons l'exemple d'une organisation internationale qui travaille sans heurts ni à-coups, qui fait naître la confiance et la bonne volonté réciproques, et qui surtout assure le maintien de la paix[119]. »

Toujours dans l'optique de regagner les faveurs d'une Amérique latine défiante à l'égard des États-Unis et donc du panaméricanisme, le professeur Georges Umphrey, de l'université de Washington, fait, le 9 septembre 1920, une conférence sur le panaméricanisme dans le salon

---

[114] *Ibid.*
[115] Sur ce point, voir chapitre IV.
[116] Stephen P. Duggan, professeur d'histoire diplomatique au *College of the City of New York*, fut, avec Elihu Root et Nicholas Murray Butler, parmi les fondateurs de l'*Institute of International Education*, créé en 1919. Il participa également à la création, en 1921, du *Council on Foreign Relations* Voir Peter GROSE, *Continuing the inquiry : the Council on Foreign Relations : from 1921 to 1996*, New York, Council on Foreign Relations ed., 1996.
[117] Voir note précédente.
[118] Stepen P. DUGGAN, « Latin America, the League and the United States », *Foreign Affairs*, vol. 12, n°2, janv. 1934, p. 283.
[119] MAE, Correspondance politique et commerciale n°1, La Presse sud-américaine du 1er décembre 1920.

d'honneur de l'Université du Chili, dont le journal *El Mercurio* rend compte dans son édition du 10 septembre et dont nous reproduisons ici les extraits les plus significatifs :

> « À mon avis le panaméricanisme peut se définir comme la libre coopération des républiques américaines dans l'intérêt commun de toutes et dans l'intérêt de chacune d'elles. Il est la résultante naturelle d'un développement historique dû à l'attitude prise par le Nouveau Monde, formant bloc, en face de l'Ancien Monde ou du Vieux Continent. L'Amérique n'est pas un monde nouveau seulement au point de vue géographique, elle l'est aussi par l'attitude qu'elle a prise en face de la vie en général, par la conception qu'elle s'est faite de l'esprit républicain et démocratique.
>
> Quant à la doctrine Monroe, elle fut au début un obstacle au développement du panaméricanisme, mais le président Wilson et l'ancien secrétaire d'État Root, par une heureuse transformation, en ont fait une des bases les plus solides du panaméricanisme actuel. M. Root croit que le monroisme signifie auto-protection sous l'égide des États-Unis. MM. Wilson et Lansing estiment que chaque nation américaine possède sa propre doctrine Monroe et par suite ses droits d'auto-protection.
>
> Dans la politique internationale du Nouveau Monde, le panaméricanisme prend de plus en plus la forme d'un dynamisme. Autrefois, il n'était que la doctrine d'un groupe d'intellectuels. Aujourd'hui, il se répand de plus en plus dans les masses, et il est à souhaiter qu'il s'étende dans toutes les nations de l'Amérique, au point d'amener bientôt la formation d'une conscience panaméricaine. Les Républiques de notre hémisphère se comprennent de mieux en mieux et s'estiment chaque jour davantage : de là vient que le panaméricanisme apparaît de plus en plus comme une réalité – et une belle réalité – dans le monde politique américain[120]. »

En dépit de ces déclarations de bonnes intentions, les habitudes prises par les hommes d'État à la SdN, où les questions politiques étaient débattues sans limitation ni contrainte, conduisent à une nette politisation des débats lors des Cinquième (Santiago, 1923) et Sixième (La Havane, 1928) Conférences. Le programme de la conférence de Santiago est le plus large de toutes les conférences qui s'étaient tenues jusqu'alors. Il inclut la question de la réduction des armements ; le droit des étrangers ; le projet du président uruguayen, Baltasar Brum, de Société des Nations américaines[121] ; et enfin la multilatéralisation de la doctrine Monroe[122], c'est-à-dire sa transformation en une déclaration continentale donnant à toutes les Républiques des garanties mutuelles et réciproques. Si les États-Unis ne s'opposent pas à ce que ces sujets soient abordés, leur délégation s'applique à ce qu'aucune action effective ne soit entreprise qui nuise à leurs intérêts. Quant au débat touchant à la doctrine Monroe, elle donne lieu à un discours très ferme, en août 1923, de Charles Evan Hughes, secrétaire d'État depuis 1921, dans lequel il expose sa définition et son interprétation de la doctrine de Monroe en quatre points :

> « 1° La doctrine de Monroe n'est pas une politique agressive, mais une politique défensive. Elle reste une affirmation du principe de la sécurité nationale.
>
> 2° Cette doctrine étant purement une doctrine des États-Unis, seuls les États-Unis ont le droit de la définir, de l'interpréter et de l'appliquer ;

---

[120] *Ibid.*
[121] Nous reviendrons en détail sur ce projet dans notre chapitre IV.
[122] Voir Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System…*, p. 58.

> 3° La doctrine de Monroe n'empiète pas sur l'indépendance et la souveraineté des autres nations américaines, contrairement à ce qui a été quelquefois insinué.
>
> 4° La Doctrine de Monroe, en ce qui concerne les pays limitrophe des États-Unis et des nations du golfe du Mexique, implique des droits et des obligations qu'elle ne définit pas. C'est en raison d'un état de choses inquiétant dans ces pays que les États-Unis ont été forcés d'affirmer ces droits et ces obligations, ainsi que les principes limités de la doctrine de Monroe[123]. »

La teneur de ce discours, amplement commenté tant en Amérique latine qu'en Europe, et en France notamment[124], n'est pas faite pour apaiser les crispations sur ce thème. La seule concession qui est faite aux délégations latino-américaines lors de la conférence de Santiago est une légère modification de l'organisation de l'Union Panaméricaine. Établie à Washington, présidé par le secrétaire d'État nord-américain et dirigée par un citoyen des États-Unis et n'ayant pour membre que les diplomates en poste à Washington, l'UPA prête largement le flanc à la critique. Celle-ci, par conséquent, a beau jeu de dénoncer son instrumentalisation par les États-Unis. Il est par exemple décidé qu'un pays n'ayant pas de représentant diplomatique aux États-Unis – ce qui est le cas du Mexique – puisse tout de même désigner un représentant auprès de cet organisme. De plus, la présidence du comité directif doit désormais être soumise à élection et non plus systématiquement dévolue au secrétaire d'État. Concession plus symbolique que réelle puisque ce personnage continue d'assurer la présidence par une élection dont l'influence des États-Unis au sein de l'UPA garantit le résultat.

Cette cinquième conférence permet néanmoins certaines avancées dans l'organisation de l'UPA : quatre commissions permanentes (relations économiques, travail, hygiène, coopération intellectuelle) sont chargées d'aider le comité directif. Par ailleurs, la commission internationale des jurisconsultes, chargée de la codification du droit international américain et qui avait cessé ses travaux pendant la guerre, est réorganisée[125].

Ces maigres résultats ne découragent pas les Latino-Américains de faire entendre leurs revendications et la VIe Conférence de La Havane (1928) leur donne l'occasion de faire une série de propositions de type juridique et politique novatrices. L'intervention des États-Unis au Nicaragua (1926), les pressions exercées par eux sur le Mexique, l'occupation d'Haïti et des douanes de la République Dominicaine, etc. avaient provoqué un mécontentement général. Celui-ci se manifeste dans un premier temps lors de la seconde session de la commission internationale des jurisonsultes (Rio de Janeiro, avril-mai 1927). Cette dernière inclut en effet dans un projet de convention sur les droits et les devoirs des États le principe de non-intervention. Conscient que la conférence de La Havane risque de se transformer en tribunal de la politique centre-américaine

---

[123] Cité dans MAE, Correspondance politique et commerciale n°1, Amérique latine, 23/09/1923.
[124] Voir le volumineux dossier qui lui est consacré dans le dossier Correspondance politique et commerciale n°1 de l'année 1923.
[125] Eugène PÉPIN, *Le panaméricanisme…*, p. 46.

des États-Unis, le secrétaire d'État américain, Frank Billings Kellogg, donne pour instructions à la délégation de son pays de maintenir l'organisation de l'UPA et d'éviter tout débat sur la doctrine Monroe et les interventions en Amérique centrale[126], afin de conserver à Washington son entière liberté. Pour renforcer le prestige de cette délégation, le président Coolidge, accompagné de Kellogg, vient assister à l'inauguration de la conférence, exceptionnelle par les enjeux dont son programme est chargé et par le fait que, pour la première fois depuis l'institution des conférences panaméricaines, tous les pays du continent sont représentés. En dépit d'une commune volonté de contrer l'hégémonie nord-américaine, les délégués latino-américains ne parviennent pas à s'exprimer d'une seule voix. Eugène Pépin, ancien jurisconsulte auprès du Quai d'Orsay et chargé de mission aux conférences panaméricaines, le met ainsi en avant :

> « Les républiques latino-américaines sont loin de présenter un front unique en face des États-Unis. D'ailleurs si leur opposition à la République du nord est souvent tempérée par des intérêts matériels directs et immédiats ou par la crainte de se voir privés d'une aide politique, économique ou financière, leurs intérêts réciproques le plus souvent divergents et leurs luttes d'influence, que la VIe conférence a mis vivement en relief, ne sont pas de nature à les rapprocher[127]. »

Dans le cas des pays d'Amérique centrale, cela s'explique par le fait que certains d'entre eux sont occupés par des *marines* (Haïti, Nicaragua), tandis que d'autres dépendent politiquement et économiquement des États-Unis, ce qui leur rend impossible une attitude de ferme opposition. Le Chili et le Pérou, quant à eux, ont à cœur de ne pas froisser la susceptibilité d'un gouvernement qui, depuis 1919, tente de trouver un arbitrage sur la question des territoires de Tacna et Arica[128]. Enfin, le fait que ce soit l'Argentine qui mène la contestation à l'égard de l'intervensionnisme états-unien a probablement amené le Brésil et le Chili, que la prétention au *leadership* régional de l'Argentine agaçait, à être moins virulents à l'égard des États-Unis[129]. Le Mexique, qui n'avait pas été présent à la conférence de Santiago, se montre en revanche pugnace, obtenant qu'une convention stipule que l'Union Panaméricaine, dominée par les États-Unis, ne peut exercer de fonctions politiques[130]. La délégation de ce pays relance également le débat sur le

---

[126] Eugène PÉPIN, *ouv. cité*, p. 47 et Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System…*, p. 63.

[127] MAE, Correspondance politique et commerciale n°199, La VIe conférence interaméricaine de La Havane (1928), 28/02/1928, Lettre d'Eugène Pépin au ministre des Affaires étrangères.

[128] Pour Eugène Pépin, au-delà de la question de Tacna et Arica, ce sont « toutes les républiques latino-américaines, sauf le Brésil et le Salvador, qui ont des frontières contestées ou non délimitées ». (MAE, Correspondance politique et commerciale n°199, La VIe conférence interaméricaine de La Havane (1928), 28/02/1928, Lettre d'Eugène Pépin au ministre des Affaires étrangères).

[129] À ce sujet, Eugène Pépin écrit : « […] dans l'Amérique du Sud, le Brésil et l'Argentine se disputent le rôle de leader des Latino-Américains ; bien que le Brésil soit la région la plus peuplée et la plus riche, sa langue le fait considérer comme un pays un peu à part, et les autres républiques se tournent plus volontiers vers l'Argentine. Dans les questions de communications, soulevées devant la Conférence, leurs intérêts étaient aussi en opposition […]. » (*ibid.*)

[130] Gordon CONNELL-SMITH, *ouv. cité*, p. 67.

fonctionnement de cet organisme[131], sans obtenir de changement significatif. Quant à la clause de non-intervention élaborée à Rio en 1927, elle entraîne des discussions si âpres et rencontre une telle résistance des États-Unis que son examen est renvoyé à la prochaine conférence.

La session de La Havane est-elle pour autant un échec total ? Si elle a semblé sonner le glas du panaméricanisme, exposant au grand jour les failles du système interaméricain, elle n'en débouche pas moins sur 62 résolutions et 11 conventions sur un certain nombre de sujets économiques, techniques et commerciaux. On retiendra en particulier la création de la Commission InterAméricaine des Femmes ; de l'Institut Pan Américain de Géographie et d'Histoire[132] et d'un Institut InterAméricain de Coopération Intellectuelle[133].

La Conférence de La Havane est considérée par de nombreux auteurs comme un tournant dans l'histoire du panaméricanisme. Si les États-Unis sortent gagnants d'une confrontation qui s'annonçait difficile, celle-ci marque le moment où, selon les mots d'Arthur P. Whitaker, « les autorités de Washington virent que le temps était venu où les États-Unis devraient radicalement changer leur manière de faire s'ils ne voulaient pas demeurer seuls avec leur idée d'hémisphère[134] ». Le discours sur la solidarité continentale ne pouvait plus suffire à masquer l'écart grandissant entre les idéaux proclamés et la réalité ; seul un changement d'attitude des États-Unis pouvait redonner du sens à un panaméricanisme tronqué. Certains événements montrent que ceux-ci en prennent conscience. On peut ainsi mentionner la publication, en 1930, du *Clark Memorandum*[135], qui désolidarise le corollaire Roosevelt de la doctrine Monroe, le retrait des *marines* du Nicaragua en 1932 et les réticences de l'administration Hoover à intervenir en Amérique centrale[136].

Quant aux pays latino-américains, si la conférence avait une fois de plus mis à jour les dissensions qui minaient leur unité, elle avait néanmoins permis que leurs voix deviennent audibles. On peut voir la continuation d'un mouvement amorcé à La Havane dans la proposition, en 1933, par l'Argentine, d'un Pacte Anti-guerre qui serait la version latino-américaine du Pacte

---

[131] Le Mexique dénonce notamment le fait que le directeur de l'UPA, en l'occurrence Leo S. Rowe, assiste à la conférence en tant que membre de la délégation nord-américaine.
[132] Nous reviendrons plus loinsur cet Institut ainsi que dans notre chapitre IV.
[133] Voir chapitre IV et VI.
[134] Arthur P. WHITAKER, *ouv. cité*, p. 130 : « *The authorities at Washington saw that the time had come when they would either have to change their ways radically or be left alone with their Hemisphere idea*. »
[135] Ce document est remis en 1928 par J. Reuben Clark, sous-secrétaire d'État au président Calvin Coolidge, puis rendu public en 1930.
[136] En 1932, l'administration Hoover refuse, malgré la pression de banques américaines d'intervenir au Salvador, dont le gouvernement n'est pas capable d'honorer ses dettes. Plus significative encore est la relative neutralité des États-Unis devant la révolte panaméenne de 1931, alors même qu'ils avaient, depuis le traité de 1903, le droit d'intervenir dans les affaires de ce pays. (Voir Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*…, p. 79).

Briand-Kellog. Cette dernière recueille en effet l'approbation du Chili, de l'Uruguay, du Brésil et du Mexique, et ce hors des circuits de l'organisation panaméricaine.

L'importance grandissante, en Amérique latine, de l'anti-américanisme, qui se confond avec l'anti-impérialisme[137], a aussi son importance pour expliquer le progressif revirement du gouvernement des États-Unis. Les années qui suivent la Première Guerre mondiale voient en effet se diversifier les manifestations de ce mouvement. Dans la lignée des œuvres de Rodó et d'Eduardo Prado[138], l'Argentin Manuel Ugarte (1875-1951) publie en 1923 *El destino de un continente*[139], qui n'est que l'une des nombreuses formulations de sa critique à l'égard de l'expansionnisme nord-américain, critique qui s'accompagne d'un programme d'unité régionale latino-américaine. Comme l'écrit Patricia Funes, « la dénonciation de l'impérialisme nord-américain a été son obsession et sa passion[140] ». Cela le mène notamment à se faire l'ambassadeur de la révolution mexicaine dans le reste de l'Amérique latine, et en particulier en Argentine[141]. L'influence de Manuel Ugarte et de ses thèmes américanistes est visible lors du mouvement universitaire qui commence en 1918[142]. De fait, les étudiants constituent une autre des assises sociales de l'anti-américanisme, exprimé par exemple à l'occasion du Premier Congrès International des Étudiants (Mexico, 1921). Le Congrès adopte une résolution qui propose « l'abolition de toutes les manifestations d'impérialisme et d'hégémonie, ainsi que tous les droits à la conquête territoriale[143] » et ajoute qu'au regard « de la progression de l'impérialisme dont le gouvernement des États-Unis se rendait coupable à Saint-Domingue et au Nicaragua, il exprime sa protestation à l'encontre de l'attentat commis contre ces peuples faibles […][144] ».

Le mouvement universitaire, qui s'étend à d'autres pays d'Amérique latine, et en particulier au Pérou à partir de 1919, n'est pas étranger à la naissance, en 1924, du « premier parti

---

[137] Pour une définition de l'anti-américanisme, voir Alan MCPHERSON (ed.), *Anti-Americanism in Latin America and the Caribbean*, New York/Oxford, Berghahn Books, 2006, « Introduction », p. 1-34.

[138] Eduardo Prado (1860-1901) était un avocat, journaliste et écrivain brésilien, membre fondateur de l'Académie Brésilienne de Lettres et auteur, en 1895, d'un ouvrage très critique, *A ilusão Americana*, à l'encontre des États-Unis. (Voir http://www.academia.org.br/abl/cgi/cgilua.exe/sys/start.htm?infoid=483&sid=356 page consultée le 02/04/2012).

[139] Manuel UGARTE, *El destino de un continente*, Madrid, Editorial Mundo latino, 1923 IHEAL 12° 2600. Voir Norberto GALASSO, *Manuel Ugarte y la lucha por la unidad latinoamericana*, Buenos Aires, Corregidor, 2001.

[140] Patricia FUNES, *Salvar la nación. Intelectuales, cultura y política en los años veinte latinoamericanos*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006, p. 213 : « *la denuncia del imperialismo norteamericano fue su obsesión y su pasión* ».

[141] Voir Pablo YANKELEVICH, « Una Mirada argentina de la Revolución Mexicana », *Historia mexicana*, vol. 44, n°4,1995, p. 645-676.

[142] Nous reviendrons sur ce mouvement dans notre deuxième partie.

[143] « Resoluciones del Primer Congreso Internacional de Estudiantes », México, septiembre-octubre de 1921, cité par Patricia FUNES, *ouv. cité*, p. 218 : « *la abolición de las tendencias del imperialismo y de hegemonía y todos los derechos de conquista territorial* ».

[144] *Ibid.* : « *contemplando el avance imperialista que sobre Santo Domingo y Nicaragua está ejerciendo el gobierno de los Estados Unidos, expresa su protesta por el atentado cometido en contra de esos pueblos débiles […].* »

véritablement anti-américain de l'hémisphère[145] », à savoir l'*Alianza Popular Revolucionaria Americana*[146] du péruvien Víctor Raúl Haya de la Torre (1895-1979)[147]. Ce dernier développe le concept d' « Indo-Amérique », qui doit constituer un lien entre tous les Latino-Américains et les distinguer tant de l'Europe que des États-Unis.

Il faut enfin mentionner l'influence de la Révolution russe et du livre de Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916) sur la réflexion des intellectuels latino-américains sur l'anti-impérialisme, entraînant la création d'un ensemble d'associations consacrées à cette question dans le sous-continent. C'est ainsi que naissent la *Liga Antimperialista de las Américas*[148], fondée à Mexico en 1925, et l'*Unión Latinoamericana*[149], la même année à Buenos Aires[150]. Cette dernière éditait une revue, *Renovación. Organo de la Unión Latinoamericana*, dont le premier éditorial condamne – entre autres – le panaméricanisme : « le dollar tout-puissant, colonne vertébrale du panaméricanisme, sera, sans aucun doute, notre premier ennemi […][151] ».

Le débarquement au Nicaragua et la résistance sandiniste vont cristalliser l'ensemble de ces manifestations de « yankeephobie » et obliger certains gouvernements latino-américains à s'exprimer contre l'intervention nord-américaine lors de la Conférence de La Havane.

---

[145] Alan MCPHERSON, *ouv. cité*, p. 15 : « *first truly international anti-US party in the hemisphere* ».

[146] Sur l'APRA, voir Jussi PAKKASVIRTA, « Victor Raúl Haya de la Torre en Centroamérica : La primera y ultima fase del aprismo continental ? », *Revista de Historia*, n° 44, 2002, p. 9-31 et Daniel IGLESIAS, « L'A.P.R.A comme Dynamique Transnationale: Du réseau à la fabrication d'un discours nationaliste », *Cahiers des Amériques Latine*, n°66, 2011, p. 111-131.

[147] Selon Patricia Funes, « l'œuvre d'Haya de la Torre réunit les termes du débat sur l'impérialisme en Amérique latine durant les années 1920. » (Patricia FUNES, *ouv. cité*, p. 229).

[148] Voir notamment Daniel KERSFFELD, « La Liga Antiimperialista de las Américas: una construcción política entre el marxismo y el latinoamericanismo », *in* Horacio CRESPO *et alli*., *El comunismo. Otras miradas desde América Latina*, México, Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades, UNAM/Editorial Siglo Veintiuno, 2007, p. 151-166.

[149] Voir notamment Alexandra PITA GONZÁLEZ, *La Unión Latino Americana y el Boletín Renovación. Redes intelectuales y revistas culturales en la década de 1920*, México/D.F, El Colegio de México, Centro de Estudios Históricos / Universidad de Colima, 2009.

[150] Sur ces deux organisations, voir aussi Patricia FUNES, *ouv. cité*, p. 226-228.

[151] Cité par Patricia FUNES, *ouv. cité*, p. 227 : « *el dólar todopoderoso, nervio motor del panamericanismo, será, sin duda, nuestro primer enemigo* ».

La politique de bon voisinage des années 1930

> « L'objectif central de la politique de Bon Voisinage était de substituer au fait de punir les Latino-Américains pour leur 'comportement non-civilisé' par une politique panaméricaine qui mît l'accent sur l'intégration politique et économique, sur le développement et sur une stabilisation sous le leadership des États-Unis.[152]. »

Sous la présidence d'Herbert Hoover, certains signaux, dont la portée était surtout symbolique, sont envoyés à l'Amérique latine, de plus en plus critique tant à l'égard de la politique extérieure nord-américaine que de l'absence de véritable politique commerciale de la part d'un pays qui, pourtant, était devenu le principal investisseur dans le sous-continent[153]. Ainsi, très vite après son élection, effectue-t-il un voyage qui l'amène dans dix pays d'Amérique latine[154], où il est chaleureusement accueilli. En outre, lors de son premier message annuel en tant que président, il critique de manière virulente les interventions en Haïti et au Nicaragua[155]. Enfin, dans l'optique de réaffirmer l'idéal panaméricain, il fait du 14 avril le *Pan American Day*[156]. L'accent est mis, par ce biais, sur la continuité entre l'œuvre de Bolívar et celle de l'Union panaméricaine :

> « […] Le *Pan-American Day* est là pour rappeler au commun des citoyens le grand mouvement pour l'amitié et l'entente entre les peuples d'Amérique et de donner à ces derniers l'opportunité de s'unir chaque année par le biais d'activités dont l'origine remonte aux sentiments qui ont été exprimés lors d'une conférence qui a eu lieu plus de cent ans avant – celle qu'on appelle la conférence de Panama[157]. »

Le choix de la date – le 14 avril – n'est bien évidemment pas anodin : il s'agit du jour où a été prise la résolution de créer le Bureau Commercial des Républiques américaines, lors de la première conférence interaméricaine de Washington. Cet organisme, devenu Union Pan-Américaine, est donc présenté comme le cœur du système interaméricain, puisqu'il « s'emploie d'abord et avant tout au développement d'un esprit de coopération entre les républiques

---

[152] Mark T. BERGER, « A Greater America? Pan Americanism and the Professional Study of Latin America, 1890-1990 », *in* David SHEININ (ed.), *Beyond the ideal : Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 48.

[153] Irwin Gellman montre ainsi comment la présence financière croissante des États-Unis en Amérique latine fragilisait les économies latino-américaines. Voir Irwin GELLMAN, *Good Neighbor Diplomacy : United States in Latin America 1933-1945*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1979, p. 7.

[154] Les pays visités sont le Honduras, le Salvador, le Nicaragua, le Costa Rica, l'Équateur, le Pérou, le Chili, l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil.

[155] Irwin GELLMAN, *ouv. cité*, p. 8.

[156] *Ibid.*

[157] Pan American Union, *Pan American Day, April 14th 1934, its origins and significance*, distributed by the PAU, Washington, p. 1.

américaines » et dont les « les activités les plus notables sont celles qui sont conçues pour placer à la disposition de toutes ce que chacune des républiques a accompli de mieux[158] ».

Malgré les bonnes intentions manifestées par Hoover, on n'observe pas d'amélioration tangible des relations interaméricaines. Le contexte de crise économique n'est de toute façon pas propice : la crise de 1929 et ses conséquences minent un peu plus les rapports entre les États-Unis et le reste de l'Amérique. Entre 1929 et 1933, les exportations nord-américaines connaissent une baisse de 75% de leur valeur, tandis que les importations déclinent de 68%[159]. Le fait que les États-Unis maintiennent une politique hautement protectionniste, symbolisée par l'adoption du tarif Smoot-Hawley[160] en 1930, est un coup dur supplémentaire pour les pays exportateurs latino-américains et constitue un sujet de discorde supplémentaire.

Par ailleurs, les États-Unis sont décontenancés par la série de bouleversements politiques qui marquent l'entrée dans les années 1930 en Amérique latine. En mars 1930, le gouvernement bolivien est renversé, tandis qu'août signe la fin du dictateur péruvien Augusto Leguía. Le 6 septembre, c'est au tour de l'Argentine de voir renverser son président, Hipólito Yrigoyen. En octobre, c'est l'accession au pouvoir, suite à un coup d'État, de Getúlio Vargas au Brésil. C'est également à un coup d'État auquel on assiste au Guatemala le 16 décembre 1930. Enfin, la défaite de Hoover, en 1932, vient entériner la fin d'une période dans les relations interaméricaines.

Si la politique extérieure ne constituait pas l'un de des principaux thèmes de campagne de Franklin D. Roosevelt, ce dernier y consacre beaucoup de temps et d'énergie après son élection. Il fait usage pour la première fois de l'expression « politique du bon voisinage » lors de son discours d'investiture, le 4 mars 1933[161]. Un mois plus tard, à l'occasion du *Pan American Day*, il reprend cette idée, en l'appliquant plus précisément au continent américain, dans un discours où il expose ce qu'est, selon lui, le « vrai panaméricanisme » :

> « Les qualités essentielles d'un vrai panaméricanisme doivent être les mêmes que celles qui fondent un bon voisinage, c'est-à-dire une entente réciproque et, en vertu de cette dernière, l'appréciation bienveillante du point de vue de l'autre. C'est uniquement ainsi que nous pouvons espérer construire un système dont les pierres d'angle soient la confiance, l'amitié et la bonne volonté[162]. »

---

[158] *Idem*, p. 2 : « *devotes itself primarily to the development of the spirit of cooperation between the American republics* » et « *the most effective activities are designed to place the best experience of each of the republics at the disposal of all* ».

[159] Joseph SMITH, *The United States and Latin America. A History of American Diplomacy, 1776-2000*, New York, Routledge, 2005, p. 93.

[160] Le Smoot-Hawley tariff augmentait les droits de douane sur plus de 20 000 produits. C'est alors la plus forte hausse des tarifs douaniers dans l'histoire des États-Unis.

[161] « Dans le domaine de la politique internationale, je consacrerai cette nation à la politique du bon voisin – le voisin qui se respecte lui-même et qui, partant, respecte le caractère sacré des accords qu'il a passés dans et avec un monde de voisins. » (cité par Irwin GELLMAN, *Good Neighbor Diplomacy…,* p. 11).

[162] Cité par Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*…, p. 80.

Il ajoute que « les États-Unis ne chercheront plus jamais aucune nouvelle augmentation de territoire par voie de conquête » et que, désormais, un des axiomes de la politique extérieure nord-américaine est « l'opposition à toute intervention armée[163] ».

Ces déclarations de bonnes intentions sont mises à l'épreuve par ce que Bryce Wood a appelé « l'expérience cubaine »[164]. Lorsque le président cubain, Gerardo Machado, amende la constitution afin de rester au pouvoir, les États-Unis craignent que cela ne déclenche une révolution rendant nécessaire une intervention. Or intervenir, militairement du moins, reviendrait à saper les fondements de la politique de bon voisinage prônée par Franklin D. Roosevelt. Sumner Welles, alors sous-secrétaire d'État, est envoyé à La Havane en mai 1933 afin d'influencer le cours des événements dans un sens qui permette à son gouvernement de préserver les intérêts nord-américains à Cuba, donc d'éviter une révolte, sans avoir l'air d'imposer sa volonté. Il parvient, dans un premier temps, à obtenir le départ de Machado et favorise l'accession au pouvoir de Carlos Manuel Céspedes en août 1933. Mais un soulèvement armé, mené par Fulgencio Batista, le renverse et Ramón Grau San Martín le remplace. C'est un camouflet pour Sumner Welles, qui va tenter de convaincre Roosevelt de la nécessité d'envoyer des troupes, en présentant le nouveau pouvoir comme proche des communistes. S'il n'y parvient pas, du moins obtient-il que le gouvernement de Grau San Martín ne soit pas reconnu, ce qui est une autre manière d'intervenir dans la vie politique cubaine. Cela ne passe pas inaperçu dans le reste de l'Amérique latine, où le gouvernement cubain peut compter sur un certain nombre d'appuis, notamment celui du Mexique. Dans la perspective de la septième conférence, le ministre mexicain des Relations extérieures écrit d'ailleurs un *memorandum* proposant que soit étudiée à Montevideo la possibilité de modifier la doctrine Monroe afin que toute intervention, européenne mais aussi américaine, dans les affaires d'un État du continent soit rendue impossible.

La Septième Conférence panaméricaine, qui a lieu à Montevideo du 3 au 26 décembre 1933, s'ouvre donc sous des auspices peu engageants. Outre l'affaire cubaine, qui les a rendus méfiants quant aux intentions réelles de Franklin D. Roosevelt, certains États sont déçus car celui-ci refuse que les problèmes monétaires soient l'objet d'une discussion[165]. Par ailleurs, l'expectative est grande concernant l'initiative de Carlos Saavedra Lamas, ministre des Relations extérieures argentin, concernant un traité contre la guerre, communiqué à Washington en septembre 1932 et signé le 10 octobre 1933 à Rio de Janeiro par le Brésil, le Chili, l'Uruguay, le

---

[163] Franklin D. Roosevelt, discours du 14 avril, 1933, cité par Eugène PEPIN, *Le Panaméricanisme…*, p. 51.
[164] Bryce WOOD, *The Making of the Good Neighbor Policy*, New York, Columbia University Press, 1961.
[165] Eugène PÉPIN, *ouv. cité*, p. 53 et Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System…*, p. 84.

Paraguay et le Mexique[166]. Pour Saavedra Lamas, l'enjeu est de convertir ce traité en un instrument de paix américain, voire mondial, puisque sa ratification est ouverte à tous les États. En faisant inclure ce traité dans le programme de la conférence, l'Argentine manifeste sa volonté d'apparaître comme un leader au niveau régional, en s'opposant aux États-Unis, qu'elle met ainsi au pied du mur. De fait, ceux-ci, en refusant d'adhérer à ce texte, prennent le risque d'apparaître comme allant à l'encontre d'une véritable dynamique continentale. Les représentants nord-américains doivent en outre amener les autres délégations à réviser en profondeur la convention sur les droits et les devoirs des États, dont l'examen avait été reporté lors de la Conférence de La Havane. Selon les termes employés au Secrétariat d'État, sa ratification reviendrait à remettre en question notamment l'amendement Platt et à interdire toute intervention armée pour protéger les ressortissants des États-Unis en cas de troubles dans un pays de l'hémisphère[167].

Par ailleurs, le conflit du Chaco entre la Bolivie et le Paraguay[168] et la guerre entre la Colombie et le Pérou au sujet du territoire de Leticia (1932-1933) mettent à mal l'idée sur laquelle est fondé le panaméricanisme, à savoir que l'Amérique est par définition le continent de la paix. Le recours à la SdN[169] dans les deux cas constitue la preuve que le système interaméricain est incapable de proposer une procédure d'arbitrage efficace. La présence, lors de la session de clôture, de la commission de la SdN en charge de la question du Chaco et le chaleureux accueil qu'elle reçoit sont le signe d'une volonté de clarifier les relations entre l'Union des Républiques Américaines et la SdN. Le fait que deux observateurs européens, l'un espagnol l'autre portugais, soient invités en tant qu'observateurs, sur la proposition de l'Argentine et du Mexique pour le premier et du Brésil pour le second[170], montre que, de manière générale, il existe un désir de rapprochement avec l'Europe.

Les enjeux de la conférence sont donc de taille, comme le relève un article du journal *Le Temps*, paru en décembre 1933 :

> « La septième conférence panaméricaine actuellement réunie à Montevideo à une heure plus critique et plus grave que jamais, où il s'agit non plus seulement de maintenir la paix mais de la rétablir, et de

---

[166] Voir Alberto CONIL PAZ, Gustavo FERRARI, *Política exterior argentina.1930-1962*, Buenos Aires, Círculo militar, 1971, p. 44-45 et Andrés CISNEROS, Carlos ESCUDÉ, *Historia general de las relaciones exteriores de la República Argentina,* http://www.argentina-rree.com/9/9-005.htm. Le texte du traité est disponible à l'adresse suivante : http://avalon.law.yale.edu/20th_century/intam01.asp.

[167] Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System…*, p. 83-84.

[168] Voir chapitre I.

[169] Pour la guerre du Chaco, voir chapitre I. Pour le conflit entre la Colombie et le Pérou, voir L. H. WOOSLEY, « The Leticia Dispute between Colombia and Peru », *The American Journal of International Law*, vol. 27, n°3, juillet 1933, p. 525-527.

[170] MAE, Correspondance politique et commerciale n°2, Article du journal *Le Temps*, décembre 1933, « La Panamérique à l'œuvre ».

> sauver de l'effondrement total l'économie panaméricaine atteinte du mal universel, a donc pour tâche première de porter remède à l'insuffisance de l'organisme de paix panaméricain […][171]. »

Celle-ci voit finalement, devant l'insistance d'une Amérique latine plus unie qu'à La Havane, l'adoption de la Convention des droits et devoirs des États, même si le secrétaire d'État Cordell Hull introduit une réserve. Il n'en reste pas moins qu'y était affirmé qu' « aucun État n'a le droit d'intervenir dans les affaires internes ou externes d'un autre État »[172]. Le principe de non-intervention, cheval de bataille des nations latino-américaines depuis le début du siècle était ainsi entériné, même si la définition de Talleyrand selon laquelle « la non intervention est un mot diplomatique et énigmatique, qui signifie à peu près la même chose qu'intervention » semble alors toujours d'actualité : jusque-là l'administration Roosevelt avait adopté une conception étroite de l'intervention en la réduisant à l'emploi de la force armée.

Cela pourrait laisser douter de la bonne foi de Franklin D. Roosevelt quant à l'application réelle d'une politique de bon voisinage. Pourtant, dans les années qui suivent la conférence de Montevideo le président nord-américain donne des gages de son engagement : l'amendement Platt est abrogé le 29 mai 1934 et les derniers *marines* quittent Haïti en août. Pour comprendre le revirement des États-Unis, la référence au seul contexte américain ne suffit pas. L'administration Roosevelt doit aussi faire face à une conjoncture mondiale très particulière qui accentue la nécessité de bâtir une réelle solidarité continentale, tant du point de vue politique qu'économique. L'échec de la conférence internationale économique de Londres, dont les États-Unis sont en partie responsables[173], l'impuissance manifeste de la SdN lors de l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie à l'automne 1935 et par la suite lors de la Guerre Civile espagnole, l'annonce par Hitler de la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936 et la répudiation par l'Allemagne du traité de Locarno : autant de facteurs qui expliquent la volonté nord-américaine de consolider le système interaméricain. Cette conviction est d'autant plus forte que les pays qui formeraient l'Axe en 1939 renforcent leurs liens économiques et culturels dans une Amérique latine que la crise de 1929 et ses conséquences, conjuguée à la volonté de contrer la quasi hégémonie des États-Unis, ont rendue plus réceptive aux sirènes allemandes, italiennes et, dans une moindre mesure, japonaises. C'est dans cette perspective que Roosevelt adresse aux républiques américaines, le 30 janvier 1936, une invitation à tenir une conférence interaméricaine spéciale sur la paix. Alfonso García

---

[171] *Ibid.*

[172] « *no state has the right to intervene in the internal or external affairs of another* ».

[173] Voir René GIRAULT, Robert FRANK, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Éditions Payot et Rivages, 2004, p. 306-309.

Robles[174] écrit que « cette invitation fut accueillie avec la plus vive sympathie par les républiques latino-américaines[175] ».

La Conférence de Buenos Aires s'ouvre le 1er décembre 1936, en présence de Franklin D. Roosevelt, auréolé du prestige d'une récente réélection comme président, et se clôt le 23 décembre. Le programme adopté pour la conférence comprend six thèmes : l'organisation de la paix ; la neutralité ; la limitation des armements ; les problèmes juridiques ; les problèmes économiques ; et la coopération intellectuelle[176].

Selon Francisco Cuevas Cancino, la conférence de Buenos Aires marque une nouvelle phase pour le panaméricanisme[177], par l'adoption de deux documents majeurs : la Convention pour le maintien, la préservation et le rétablissement de la paix, et le Protocole additionnel relatif à la non-intervention. Le premier introduit le principe de consultation dans le système interaméricain tandis que le second renforce le principe de non-intervention et le met en relation avec le précédent. Cela signifie que les États-Unis acceptent une interprétation plus large du principe de non-intervention, sans les réserves précédemment faites à Montevideo. En cela, on peut parler d'une victoire latino-américaine. La convention représente par ailleurs un pas vers la multilatéralisation de la doctrine Monroe. Elle est surtout la première étape vers la constitution d'une politique de sécurité continentale, que l'administration Roosevelt souhaite mettre en place dans la perspective d'une nouvelle guerre mondiale. Cordell Hull, le secrétaire d'État américain, s'exprime ainsi sur cette convention :

> « Les Républiques américaines non seulement se sont engagées par un accord solennel à se consulter mutuellement si l'une d'elles était menacée ou attaquée dans notre hémisphère et à s'efforcer d'appliquer une politique commune et solidaire de neutralité ; mais mieux encore elles se sont engagées à adopter une attitude commune et solidaire à l'égard d'une attaque venant de l'extérieur […]. Elles reconnaissent l'intérêt collectif qu'elles ont à la sécurité de chacune d'elles, sans exception, si une Puissance non-américaine s'avisait de menacer la paix de notre continent. Ainsi donc la sécurité de chacune des Républiques américaines est devenue l'intérêt commun de toutes[178]. »

Les résultats de la conférence sont en revanche décevants concernant les autres thèmes au programme, la coopération intellectuelle faisant exception. Alfonso García Robles en fait d'ailleurs un compte-rendu mitigé. Il en souligne la portée, tout en écrivant : « cela ne veut pas dire qu'il ne reste qu'à brosser un tableau idyllique du présent et de l'avenir du Panaméricanisme

---

[174] Alfonso García Robles (1911-1991), juriste et diplomate mexicain, a fait une partie de ses études de droit international à Paris puis aux Pays-Bas. Il intègre la diplomatie mexicaine en 1939.
[175] Alfonso GARCIA ROBLES, *Le Panaméricanisme et la politique de bon voisinage*, Préface d'Alejandro Alvarez, Paris, Les Éditions internationales, 1938, p. 41.
[176] Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*…, p. 96.
[177] Voir Francisco CUEVAS CANCINO, *Roosevelt y la buena vecindad*, México, Fondo de cultura económica, 1954, p. 218.
[178] Cordell Hull, cité par Alfonso GARCÍA ROBLES, *ouv. cité*, p. 46.

et à se croiser les bras[179] ». Selon lui, les États latino-américains doivent faire preuve de plus de solidarité entre eux et surtout, les États-Unis « se doivent de continuer à prouver par des actes, comme l'a fait jusqu'ici le Président Roosevelt, que la politique de bon voisinage implique une révision totale de l'attitude et des agissements des gouvernements antérieurs[180] ». Car si Alan McPherson présente la période allant de 1934 à 1958 comme celle « où l'anti-américanisme fut le moins présent[181] », Alfonso García Robles est plus nuancé :

> « la confiance est une chose qu'on ne peut pas commander à un moment donné : on l'inspire seulement grâce à une suite ininterrompue d'actes. Certains souvenirs sont tenaces et difficiles à effacer. C'est un fait qu'actuellement dans toutes les nations latino-américaines il n'existe pas dans les masses une grande sympathie pour la République nord-américaine, à cause de son ancienne politique internationale. L'élite elle-même […] n'a pas encore perdu toute méfiance envers les États-Unis en tant qu'État […][182] ».

Durant les deux ans qui séparent la conférence de Buenos Aires et la VIIIe conférence interaméricaine (Lima, 1938), la situation tant continentale qu'internationale connaît des évolutions qui ne sont pas sans conséquence pour le système interaméricain. Les États-Unis prennent alors conscience des implications découlant du principe de non-intervention[183], et en parallèle les événements européens et asiatiques soulignent la nécessité d'une coopération renforcée à l'échelle de l'hémisphère. La conférence de Lima n'est à cet égard qu'un demi-succès : le principe de solidarité continentale est certes réaffirmé, un dispositif de consultation entre ministres des relations extérieures mis en place[184], ce qui n'est pas négligeable si l'on songe à ce qu'était la situation du système interaméricain dix ans plus tôt. Mais c'est en-deçà des attentes des États-Unis, qui auraient souhaité la création d'un véritable système de défense continentale, contraignant pour l'ensemble des membres. Une fois de plus, l'Argentine s'oppose à ce que le continent adopte une proposition qui pourrait être clairement interprétée comme une forme de rupture avec l'Europe[185]. Si la politique de Bon Voisinage est parvenue à normaliser les relations entre les deux parties du continent, elle n'a pas pour autant dissipé toutes les appréhensions de Latino-Américains échaudés par l'interventionnisme qui a prévalu jusqu'à la fin des années 1920 et méfiants envers le poids toujours plus important de intérêts nord-américains dans leurs économies.

---

[179] Alfonso GARCÍA ROBLES, *ouv. cité*, p. 47.
[180] *Idem*, p. 47-48.
[181] Alan MCPHERSON (ed.), *Anti-Americanism in Latin America and the Caribbean*, New York/Oxford, Berghahn Books, 2006, « Introduction », p. 18 : « *the freest from Anti-Americanism* ».
[182] Alfonso GARCÍA ROBLES, *ouv. cité*, p. 48.
[183] Voir Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*…, p. 102-104.
[184] Trois réunions de ce type ont lieu pendant la guerre : à Panama, en septembre-octobre 1939 ; à La Havane en juillet 1940 et à Rio de Janeiro en 1942. Lors de cette dernière, est créé le Comité Interaméricain de Défense, chargé d'étudier et de proposer des mesures pour la défense militaire du continent.
[185] Voir Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*…, p. 105.

Le panaméricanisme vu depuis l'Amérique latine ou la figure de Janus

Le panaméricanisme comme objet de débats

> « […] Quelle est la puissance qui, par une interprétation abusive de la Doctrine de Monroe, par l'action habile qu'elle exerce au sein de l'Union panaméricaine, par les prêts qu'elle accorde aux États latino-américains, comportant comme contrepartie, des avantages politiques ou économiques, tend à dominer le continent américain, dont elle possède du reste plus de la moitié de la population ?[186] »

> « La doctrine Monroe traduit aussi le sentiment particulariste, la volonté d'autonomie du nouveau continent tout entier, imbu du nord au sud, de ce qu'on appelle l'américanisme, par opposition aux influences et aux compromissions européennes[187]. »

De part et d'autre de l'Atlantique, les opinions et analyses du mouvement panaméricain sont loin d'être unanimes : entre critiques virulentes et panégyriques enflammés, l'historien se sent parfois perdu. Une chose est sûre, c'est avec méfiance et appréhension que l'on considère en Europe cette organisation qui apparaît comme une volonté, de la part des États-Unis, de mettre à mal les liens qui l'unissent à l'Amérique latine, ce que l'Italo-Cubain Orestes Ferrara[188] met en

[186] MAE, SdN, n°55, Buenos Aires, 05/12/1928, Lettre de l'ambassadeur de France en Argentine au ministre des Affaires étrangères.

[187] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, Article de journal (non identifié), « Les deux Amériques et la Société des Nations, 1922.

[188] Orestes Ferrara y Marino (1876-1972) quitte à 20 ans la ville de Naples pour Cuba, où il participe activement à la guerre d'indépendance. Professeur de droit à l'université de La Havane, il est élu plusieurs fois député. Il est le premier secrétaire de la délégation cubaine à la Conférence de la Paix et représente son pays à plusieurs reprises lors des conférences interaméricaines. Il est notamment l'auteur de *La guerra europea : causas y pretextos* (1919) et de *Lessons of the War and the Peace Confernce* (1923). En 1916, il écrit un article dans la revue *Pages d'histoire* (publiée entre 1914 et 1919 par la Librairie militaire Berger-Levrault), dans un numéro spécial intitulé « Voix de l'Amérique latine », sous le titre « La cause des Alliés est celle de l'humanité et de la civilisation tout entière ». Comment comprendre alors son vibrant plaidoyer pour le panaméricanisme, doublé d'une charge contre l'Europe, belliqueuse, ignorant le principe d'égalité des États et incapable de concevoir le droit international sans recours à la force (« L'esprit européen, lorsqu'il a voulu réagir contre lui-même et poursuivre les horizons d'une paix permanente, n'a pu franchir les limites du Droit. Il a bien conçu une Société internationale avec certaines règles de justice, mais toujours en recherchant la force capable d'imposer, en cas de nécessité, la volonté de la Loi. L'accomplissement spontané du bien, sous l'influence d'idées morales professées par la majorité, lui a toujours semblé une chimère. », Orestes FERRARA, *L'Amérique et l'Europe : le panaméricanisme et l'opinion européenne*, traduction de Francis de Miomandre, Paris, Les Œuvres représentatives, 1930, p. XVI) ? Sans doute fait-il partie de ces Latino-Américains qui se sont engagés intellectuellement aux côtés des Alliés durant le conflit et que la violence de celui-ci, conjuguée aux déceptions liées à la SdN, ont ramenés vers le continent américain.

avant dès le début de l'introduction à son ouvrage *L'Amérique et l'Europe : le panaméricanisme et l'opinion européenne*[189] :

> « Sauf de rares exceptions, la critique européenne s'est généralement montrée hostile au Panaméricanisme. Hommes d'État et journalistes, écrivains et politiciens ont toujours vu une menace pour les intérêts économiques et politiques de l'Europe dans cette tendance à la solidarité […][190]. »

Il est vrai, lorsque l'on examine les dossiers relatifs à la doctrine Monroe et au panaméricanisme aux archives du Quai d'Orsay[191], que l'on est d'abord surpris par leur volume, mais aussi par le ton des correspondances dans lesquelles se mêlent inquiétude, scepticisme et fatalisme. On en veut pour preuve cet extrait d'une lettre du chargé d'affaires français à Bogotá, datée de 1919 :

> « La Grande République du Nord […] sort de la guerre plus redoutable que jamais et l'Europe est en grande partie responsable de cette puissance sans contrepoids dans le Nouveau Monde. Les vainqueurs du militarisme prussien qui combattirent pour mater l'empire de la force et défendre les droits des peuples opprimés ont exclu du bénéfice de leur mission les faibles républiques de l'Amérique latine et les ont livrées à la merci de l'impérialisme yankee. Il n'est pas douteux, en effet, conclut mélancoliquement l'officieux 'Nuevo Tiempo' [journal colombien] que la domination absolue du Nouveau Monde représente le prix que les nations du Vieux Continent ont payé aux États-Unis pour leur entrée en guerre[192]. »

Les diplomates français ne sont pas les seuls à s'émouvoir de la situation née de la guerre et de la manière dont le panaméricanisme pouvait renforcer l'influence croissante des États-Unis en Amérique latine. Ainsi lit-on sous la plume d'Ernest Martinenche (1869-1939), professeur de littérature hispanique et fondateur du Cercle d'études franco-hispaniques de l'Université de Paris (1913), le même genre d'analyse, dix ans plus tard : « Louis Guilaine[193] a magistralement analysé de quelle sorte est le lien de l'*Union Panaméricaine*, lien qui enserre tout le continent, mais qui ne sert qu'une puissance : les États-Unis[194]. »

Du côté latino-américain, cette inquiétude se manifeste dès les débuts du panaméricanisme, à savoir au moment de la première conférence interaméricaine de 1889. Le Cubain José Martí en est alors le principal porte-voix :

> « Jamais il n'y eut en Amérique, depuis les indépendances jusqu'à maintenant, un sujet qui requît plus de sagesse, qui nous obligeât à plus de vigilance, qui demandât un examen plus clair et plus minutieux, que l'invitation que les puissants États-Unis, qui ne savent que faire de leurs produits invendus et qui sont déterminés à étendre leur domination en Amérique, font aux nations américaines moins

---

[189] Orestes FERRARA, *L'Amérique et l'Europe : le panaméricanisme et l'opinion européenne*, (trad. Francis de Miomandre) Paris, Les Œuvres représentatives, 1930.
[190] Orestes FERRARA, *ouv. cité*, p. XI.
[191] Voir MAE, Correspondance politique et commerciale, 1918-1940, dossiers généraux.
[192] MAE, Correspondance politique et commerciale n°1, Bogotá, 08/10/1919, Lettre du Chargé d'Affaires en Colombie au ministre des Affaires étrangères.
[193] Louis GUILAINE, *L'Amérique latine et l'impérialisme américain*, Paris, Armand Colin, 1928. Cet ouvrage est ensuite publié en espagnol avec un prologue de Manuel Ugarte. Nous n'avons que peu d'information sur Louis Guilaine ; tout au plus savons-nous qu'il est le frère de Georges Guilaine, rédacteur en chef du journal *Le Temps*. Il écrivait par ailleurs régulièrement dans la revue *France-Amérique*.
[194] Ernest Martinenche dans *Revue de l'Amérique latine*, vol. 18, 1929 .

> puissantes, liées par un commerce libre et utile aux peuples européens, afin de mettre au point une ligue contre l'Europe et sceller des accords avec le reste du monde. L'Amérique a su se libérer de la tyrannie espagnole ; aujourd'hui, une fois considérés avec attention les antécédents, les causes et les facteurs de cette invitation, il est urgent de dire, car c'est la vérité, que l'heure est arrivée pour l'Amérique espagnole de proclamer sa seconde indépendance[195]. »

Les termes du débat se posent souvent dans une opposition entre latino-américanisme et panaméricanisme[196], bolivarisme et monroisme. Une déclaration contenant « une ferme protestation contre l'impérialisme nord-américain[197] », votée par le sénat colombien en 1919, est révélatrice de cette phraséologie :

> « […] l'auteur de la proposition a invoqué les affinités d'espèce et de langue entre les nations créées par le génie de l'Espagne et du Portugal. Il a proposé en exemple à ses frères de race 'la crâne attitude du Président Carranza qui au sophisme caduc de la Doctrine Monroe a su opposer une contre-doctrine qui est un titre d'honneur pour lui et constitue une sauvegarde pour les pays d'Amérique latine'. Il a terminé en conviant ces derniers à reprendre et à réaliser l'idée de Bolivar qui le premier avait essayé, en 1826, au Congrès de Panama de fonder l'union des républiques sœurs. 'Nous sommes, a-t-il conclu, vingt nations de sang latin (il eut pu ajouter : et indien) dans le Continent américain avec plus de soixante millions d'habitants. Formons un seul faisceau intellectuel et moral qui en imposera à l'Univers. Nous aurons ainsi travaillé pour notre sécurité et notre grandeur ainsi que pour le progrès de l'humanité[198]. »

On trouve pourtant aussi, surtout sous la plume de juristes, une défense du panaméricanisme. C'est en particulier le cas du Chilien Alejandro Alvarez[199] et du Mexicain Alfonso García Robles. Ainsi lit-on, chez Alejandro Alvarez :

> « Étant donné la situation géographique des États de l'Amérique, et les guerres d'indépendances […], ils ont considéré qu'il existait entre eux une *solidarité continentale*[200] pour la défense de leur indépendance et de leur liberté. Le continent américain ne devait pas se confondre avec l'Europe mais devait être libre de se développer en conformité de ses antécédents et de ses destinées.
>
> À partir du deuxième tiers du XIXe siècle, par suite de la facilité des moyens de communication et de l'absence de toute rivalité entre eux, tous les États du Nouveau Monde, c'est-à-dire non seulement les Républiques latines, mais aussi les États-Unis ont manifesté effectivement cette solidarité continentale en suivant une politique de rapprochement et de coopération constante dans tous les domaines de

---

[195] José MARTÍ, « El congreso de Washington. Su historia, sus elementos y sus tendencias », Nueva York, 02/11/1889, in *Política de Nuestra América*, Siglo XXI, México, 1987, p. 152.

[196] Voir à ce sujet Arturo ARDAO, « Panamericanismo y latinoamericanismo », *in* Leopoldo ZEA, *América latina en sus ideas*, México, FCE, 1986, p. 157-172.

[197] MAE, Correspondance politique et commerciale n°1, Bogotá, 08/10/1919, Lettre du Chargé d'Affaires en Colombie au ministre des Affaires étrangères.

[198] *Ibid.*

[199] Alejandro Álvarez (1868-1960), juriste et diplomate chilien, termine ses études de droit au Chili en 1892, et soutient six ans plus tard une thèse de doctorat à Paris. De 1906 à 1912, il est conseiller juridique auprès du ministère des Affaires étrangères chilien. Il est également membre de la Cour permanente d'arbitrage de 1907 à 1920. Pendant l'entre-deux-guerres, il représente son pays dans différentes conférences internationales. Il siège à la Cour internationale de Justice de 1946 à 1955. Il a également été membre correspondant de l'Institut de France, de l'Institut de Droit International et secrétaire général de l'Institut Américain de Droit International. Sur Alejandro Alvarez, voir Jorge L. ESQUIROL, « Alejandro Alvarez's Latin American Law : A Question of Identity », *Leiden Journal of International Law*, vol. 19, 2006, p. 931-956.

[200] Souligné par l'auteur.

> l'activité internationale : c'est ce qu'on appelle le *Panaméricanisme*[201]. Rien de semblable n'a existé et n'existe en Europe[202]. »

Il est intéressant de noter que ces deux auteurs proposent une définition du panaméricanisme. Pour Alfonso García Robles,

> « ce n'est autre chose que la conscience qu'ont toutes les républiques américaines d'appartenir à un même continent ayant sa personnalité, sa psychologie, sa destinée et sa loi d'évolution propres, avec le sentiment de solidarité continentale qui en découle[203] ».

Ces deux définitions, positives, montrent qu'il existe une réelle appropriation du panaméricanisme par certains Latino-Américains, pour lesquels il peut être un idéal, à condition que les États-Unis réfrènent leurs prétentions hégémonistes, ainsi que le souligne le Mexicain :

> « C'est sans doute l'attitude des États-Unis envers les autres États du continent américain, le facteur qui doit avoir une importance décisive pour l'avenir du Panaméricanisme. […] Même les guerres latino-américaines […] ne peuvent être considérées que comme légères maladies du Panaméricanisme. Par contre une politique d'hégémonie et de force des États-Unis à l'égard des républiques latino-américaines affaiblirait certainement la solidarité panaméricaine, comme elle l'a fait déjà dans le passé, et finirait même à la longue par la tuer. Car il n'y a pas de solidarité qui tienne, ni entre les peuples, ni entre les États, quand les premiers se sentent continuellement blessés dans leur amour-propre national, et les seconds voient leur existence compromise par la menace de leur intégrité territoriale ou de leur indépendance politique. Surtout si l'on tient compte de l'appréhension naturelle devant l'énorme disproportion entre la puissance des États-Unis […] et celle de n'importe quel État latino-américain[204]. »

Par ailleurs, à l'instar d'un Orestes Ferrara fervent défenseur des Alliés en 1916, puis défenseur du panaméricanisme au sortir de la guerre, on trouve d'autres acteurs au parcours similaires. Ainsi du diplomate argentin Romulo S. Naón, en poste à Wahington, qui « avait affirmé tout son amour pour la latinité à la fin de l'année 1914[205] », mais publiant en 1919 *La guerra europea y el panamericanismo*, dans lequel « la guerre et les prétentions européennes exprimées lors de la Conférence de la Paix sont perçues comme d'évidentes invitations à regrouper les 21 nations de l'hémisphère américain sous une même bannière[206] ».

L'ambivalence domine donc à l'égard d'un panaméricanisme entaché par les différents usages faits par les États-Unis de la doctrine Monroe, mais qui devient aussi, après la Première Guerre mondiale et les espoirs déçus vis-à-vis de la SdN, une alternative dans un concert international où, en dépit de leurs rivalités, les pays latino-américains veulent faire entendre la

---

[201] Souligné par l'auteur.
[202] Alejandro ALVAREZ, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve Session de l'Union Juridique Internationale, juin 1926, p. 12-13.
[203] Alfonso García ROBLES, *Le Panaméricanisme et la politique de bon voisinage*, Préface d'Alejandro Alvarez, Paris, Les Éditions internationales, 1938, p. 11.
[204] Alfonso García ROBLES, *ouv. cité*, p. 29.
[205] Olivier COMPAGNON, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1930)*, Volume inédit présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, décembre 2011, p. 340.
[206] *Ibid.*

voix de leur continent et élaborer une entente régionale susceptible de servir leurs intérêts, commerciaux, géopolitiques ou juridiques. Cette ambivalence nous la retrouvons, à des degrés divers, au Brésil, en Argentine et au Chili.

Trois voies/x latino-américaines : le Brésil, l'Argentine et le Chili

Lors de la Quatrième Conférence interaméricaine (Buenos Aires, 1910), la délégation brésilienne propose que la doctrine Monroe soit reconnue comme « un facteur de paix externe pour le continent américain » et que soit transmise aux États-Unis, au nom de l'Amérique latine, « l'expression de sa reconnaissance pour cette initiative noble et désintéressée, si avantageuse pour tout le Nouveau Monde ». La proposition brésilienne n'est même pas soumise à délibération, face à la grande réticence exprimée par les autres pays latino-américains. Est-ce à dire que le Brésil est dans son ensemble favorable à la Doctrine Monroe et au panaméricanisme ? Comment peut-on expliquer une telle prise de position ?

Les discussions et débats autour du panaméricanisme sont particulièrement intenses pendant les premières décennies de la République brésilienne. En effet, de nombreux intellectuels pèsent les avantages et les inconvénients d'une adhésion au projet américaniste emmené par les États-Unis et d'un rapprochement avec les pays hispano-américains[207]. Selon Kátia Gerab Baggio :

> « D'un côté [parmi les principaux intellectuels brésiliens il y avait] les détracteurs de la politique expansionniste des États-Unis, comme Eduardo Prado (*A ilusão americana*, 1893), Oliveira Lima (*Pan-Americanismo*, 1907), José Veríssimo (dans divers articles parus dans *O Imparcial* et dans le *Jornal do Comércio* de Rio de Janeiro) et Manuel Bomfim (*América Latina*, 1905, entre autres). De l'autre, il y avait les défenseurs ardents du panaméricanisme, comme Joaquim Nabuco (dans des discours et articles), Artur Orlando (*Pan-Americanismo*, 1906) et Euclides da Cunha (dans des articles et des lettres, toutefois sans le même enthousiasme que ses collègues), faisant de cette question l'une des plus prégnantes dans le débat intellectuel au tournant du siècle[208]. »

Parmi ces intellectuels, on trouve donc Joaquim Nabuco[209] et Oliveira Lima[210], par ailleurs figures importantes de la diplomatie brésilienne. Leurs postures antagonistes, étudiées par Tereza

---

[207] Sur ce thème, voir aussi Flávia Maria RÉ, *A distância entre as Américas : uma leitura do Pan-Americanismo nas primeiras décadas republicanas no Brasil (1889-1912)*, Dissertação de mestrado defendida no departamento de Ciência política, orientadora Rossana Rocha Reis, Universidade de São Paulo, 2010.

[208] Kátia Gerab BAGGIO, *A 'outra América'. A América Latina na visão dos intelectuais brasileiros das primeiras décadas republicanas*, Tese de doutorado, sob a direção de Maria Ligia Coelho Prado, Universidade de São Paulo, 1998, p. 52.

[209] Joaquim Nabuco (1849-1910) était diplomate, historien et juriste. Il est connu pour son action en faveur de l'abolition de l'esclavage. Il est ambassadeur à Washington de 1905 à 1910. Voir Joâo Frank DA COSTA, *Joaquim Nabuco e a política exterior do Brasil*, Rio de Janeiro, Gráfica Record Editora, 1968.

[210] Manuel de Oliveira Lima (1867-1928) était écrivain, critique littéraire et diplomate. Il commence à travailler au Ministère des Relations extérieures en 1890. Voir Paulo Roberto de ALMEIDA, « Oliveira Lima e a diplomacia

Maria Spyer Dulci[211], montrent qu'il y avait parfois divergence sur ce sujet au sein du ministère des Relations extérieures. Sur quels éléments se basent leurs argumentations respectives ? Pour Joaquim Nabuco, nommé ambassadeur du Brésil aux États-Unis en 1905, ce pays représentait un exemple à suivre sur le plan politique et son *leadership* sur le continent américain était perçu comme naturel. Par ailleurs, il était convaincu que la Doctrine Monroe représentait le moyen le plus sûr pour empêcher l'Europe de jouer un trop grand rôle en Amérique[212]. C'est en tout cas en grande partie grâce à l'action de Nabuco que Rio de Janeiro est désignée pour accueillir la Troisième Conférence interaméricaine.

Oliveira Lima, quant à lui, fait partie de ceux qui voient la doctrine Monroe comme une menace, un instrument au service des intérêts nord-américains. Cette conviction est renforcée par la proclamation du corollaire Roosevelt.

Ce dernier n'est pourtant pas mal reçu, notamment par Rio Branco, pour lequel ce discours ne représentait aucunement une menace pour le Brésil ou les autres pays stables de la région, comme l'explique Bradford Burns :

> « il y avait un consensus sur le fait que le Brésil, pays à la fois grand, fort et sur la voie du progrès, n'avait pas à redouter une intervention extérieure et se devait d'apporter son soutien moral quand il s'agissait de ramener dans le droit chemin les nations turbulentes[213]. »

Pour Luiz A. P. de Souto Maior, cette attitude s'explique également par « [...] une confiance en soi considérable, sans laquelle notre diplomatie ne se serait sans doute pas sentie suffisamment sûre d'elle pour se montrer aussi tolérante face aux orientations ouvertement interventionnistes de Washington[214]. »

L'Argentine adopte, pour des raisons similaires[215], une attitude contraire à celle du Brésil. Ce pays est en effet présenté par l'historiographie[216] comme un adversaire du panaméricanisme et

---

brasileira no início da República », in *História actual on line*, n°19, printemps 2009, p. 97-108. (Disponible en ligne : http://www.historia-actual.org/Publicaciones/index.php/haol/article/view/301/289).

[211] Tereza Maria SPYER, « O pan-americanismo em Joaquim Nabuco e Oliveira Lima », *Anais eletrônicos do VII Encontro Nacional da ANPHLAC*, Campinas, 2006 (disponible en ligne : http://anphlac.org/upload/anais/encontro7/tereza_dulci.pdf).

[212] « Personne plus que moi n'est partisan d'une politique extérieure basée sur l'amitié vis-à-vis des États-Unis. La doctrine Monroe impose aux États-Unis une politique extérieure qui commence à se dessiner et, par extension, nous demande de définir la nôtre. Dans de telles conditions, notre diplomatie doit principalement se faire à Washington. Une telle politique nous vaudrait la plus grande des armées et la meilleure des marines […]. Selon moi, la doctrine Monroe [...] signifie que, politiquement, nous nous détachons de l'Europe, aussi radicalement et définitivement que la lune de la terre. C'est dans ce sens que je me considère monroiste. » Joaquim Nabuco, cité par Olímpio de Souza ANDRADE, *Joaquim Nabuco e o Pan-americanismo*, São Paulo, Cia. Editora Nacional, 1950, p. 52-53.

[213] Bradford BURNS, *The Unwritten Alliance : Rio Branco and Brazilian-American Relations*, Columbia University Press,1966, p. 151.

[214] Luiz A. P. SOUTOMAIOR, « O Pan-americanismo e o Brasil », *Revista do IHGB*, n°379, avril-juin 1993, p. 341.

[215] José Paradiso note ainsi : « La rapide croissance du pays renforçait la confiance en ses forces propres et encourageait la conviction qu'un rôle de premier plan lui était réservé dans la partie méridionale du Nouveau

ce dès la première conférence interaméricaine de Washington. Les élites argentines de l'époque, pour lesquelles les liens avec l'Europe étaient nécessaires autant au développement économique du pays qu'à son insertion internationale, voyaient donc d'un fort mauvais œil le mouvement impulsé depuis les États-Unis. Il y avait, de plus, en Argentine, une méfiance envers toute organisation continentale susceptible de réduire son autonomie sur la scène internationale[217].

À Washington, la délégation argentine, composée notamment de Roque Sáenz Peña et de Manuel Quintana[218], s'oppose avec virulence au projet d'union douanière proposé par James Blaine, le premier arguant du fait que

> « les républiques américaines vivent de leurs produits et de leurs matières premières, elles ont donc besoin de tous les marchés du monde pour le développement et le progrès commercial de leurs peuples respectifs ».

Il ajoute : « l'Amérique a pour inclinaison de maintenir et développer des relations avec tous les États ; si doctrine il y a, elle doit être la suivante : l'Amérique pour l'Humanité[219] ».

L'opposition de Buenos Aires à Washington est souvent retentissante, en particulier lors de la Conférence de La Havane en 1928. Deux ouvrages[220] y sont d'ailleurs consacrés et l'ambassadeur français en Argentine note alors :

Monde. » (José PARADISO, *Debates y trayectoria de la política exterior argentina*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 1993, p. 45).

[216] Voir notamment Andrés CISNEROS, Carlos ESCUDÉ (dir.), *Historia general de las relaciones exteriores de la Republica Argentina, Tomo VIII : Las relaciones con Europa y los Estados Unidos, 1881-1930,* Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, Centro de Estudios de politica exterior/Consejo argentino para las relaciones internacionales, 1999 et Joseph S. TULCHIN, *Argentina and the United States : a conflicted relationship*, Boston, Twayne, 1990.

[217] Parmi d'autres éléments, on peut citer cet extrait d'une lettre, datée de 1864, de Bartolomé Mitre (1821-1906), alors président, à Domingo Faustino Sarmiento, ministre plénipotentiaire au Chili « La vérité est que les républiques américaines sont des nations indépendantes qui vivent leur propre vie et qu'elles doivent vivre et se développer selon les caractéristiques qui sont les leurs, trouvant leur salut en elles-mêmes […] Il est temps que nous abandonnions ce mensonge puéril selon lequel nous serions de petits frères et qu'en vertu de cela nous ayons le devoir de nous aider, aliénant ainsi les uns les autres une partie de notre souveraineté […]. » (cité par José PARADISO, *ouv. cité*, 1993, p. 21)

[218] Manuel Quintana (1835-1906) était un avocat et un homme politique, qui présida l'Argentine de 1904 à 1906.

[219] Roque Sáenz Peña lors de la conférence interaméricaine de Washington, cité dans Andrés CISNEROS, Carlos ESCUDÉ (dir.), *Historia general de las relaciones exteriores de la Republica Argentina, Tomo VIII : Las relaciones con Europa y los Estados Unidos, 1881-1930,* Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, Centro de Estudios de política exterior/Consejo argentino para las relaciones internacionales, 1999 (page consultable en ligne : http://www.argentina-rree.com/8/8-016.htm). Roque Sáenz Peña lors de son message au Congrès argentin en 1910 réaffirme cette position : « La politique internationale [de l'Argentine] sera une politique d'amitié à l'égard de l'Europe et de fraternité vis-à-vis de l'Amérique. Elle prend part au panaméricanisme lorsque ce dernier signifie le respect total de la souveraineté, la concorde et l'amitié entre tous les États du continent, sans oublier les complémentarités qui résultent de nos développements économiques. Il ne sied pas à la politique argentine d'être entièrement américaine ou exclusivement européenne. » (Cité par José PARADISO, *Debates y trayectoria de la política exterior argentina*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 1993, p. 57).

[220] David SHEININ, *Argentina and the United States at the 6th Panamerican Conference*, London, University of London Press, Institute of Latin American Studies, 1991 ; Alberto A. Conil PAZ, *La Argentina y los Estados Unidos en la Sexta Conferencia Panamericana (La Habana, 1928)*, Buenos Aires, Ed. Huemul, 1965.

> « L'Argentine sera donc son ennemie [des États-Unis] : inimitié cachée et sourde, mais certaine et profonde. Comme il ne dépend pas d'elle d'empêcher les interventions du Gouvernement de Washington dans l'Amérique centrale, ni les conséquences de la 'politique du dollar', c'est l'Union panaméricaine, où elle considère qu'il n'y a pour les membres qui la composent, ni égalité, ni justice, ni garanties, et qui n'est à ses yeux qu'un organisme de domination entre les mains des États-Unis, qu'elle entend battre en brèche[221]. »

Les rapports de l'Argentine au système interaméricain, et aux États-Unis, ne sont cependant pas dénués d'ambivalence, contrairement à ce que laisse entendre ce qui précède. David Sheinin déconstruit en effet l'image d'une opposition continue, pour mettre en avant celle d'une rivalité où les intérêts bien compris ont leur place et où les États-Unis font figure de modèle pour une nation argentine à la fois fragile et ambitieuse :

> « Après 1910, on observe des similarités croissantes dans la manière dont les élites nord-américaines et argentines percevaient les questions relatives aux hiérarchies raciales et aux affaires internationales. Une renaissance culturelle hispaniste en Argentine contribua à générer un sentiment anti-américain largement répandu au moment de la guerre hispano-américaine. Les Argentins blancs et urbains en arrivèrent à considérer les Espagnols (et eux-mêmes) comme racialement et ethniquement supérieurs à leurs voisins latino-américains […]. Au même moment, l'Argentine admirait les États-Unis pour leur modernité, leurs prouesses militaires et leur ordre social, autant de vertus qui leur semblaient manquer à l'Argentine et aux autres républiques américaines[222]. »

Ce que David Sheinin met surtout en avant c'est que la phraséologie anti-américaine des Argentins masque des liens croissants sur le plan économique, ce qui amène l'Argentine à être plus conciliante avec les projets de traités commerciaux, de simplification et d'unification des tarifs douaniers ou de la législation sur les brevets, soutenus par les États-Unis dans le cadre du système interaméricain[223]. Avant la deuxième décennie du XXe siècle, l'Argentine s'oppose au panaméricanisme nord-américain dans l'espoir de jouer un rôle de premier plan en Amérique latine. Par la suite, les États-Unis étant de plus en plus capables d'imposer leurs vues dans le cadre de leurs relations avec l'Argentine, cette dernière voit s'amenuiser l'espoir de renforcer son autorité dans le concert des nations[224]. Comment, dès lors, expliquer la persistance d'un discours d'opposition de la part de l'Argentine ? Nous avancerons l'hypothèse selon laquelle celui-ci fait désormais partie de l'identité internationale d'un pays qui, entre réalisme et rêve de puissance, tente de s'affirmer sur la scène internationale.

---

[221] MAE, SdN, n°55, Buenos Aires, 05/12/1928, Lettre de l'ambassadeur de France en Argentine au ministre des Affaires étrangères.

[222] David SHEININ, *Argentina and the United States. An Alliance contained*, Athens/London, The University of Georgia Press, 2006, p. 36. Harold F. Peterson fait également débuter son livre sur les relations Argentine-États-Unis par un passage en revue des similarités entre les deux pays. Voir Harold F. PETERSON, *Argentina and the United States, 1810-1960*, chap. I « Two American Peoples in 1810 : Similarities », New York, State University of New York Press, 1964, p. 3-12.

[223] David SHEININ, *ouv. cité*, p. 35.

[224] David SHEININ, *Searching for authority. Pan Americanism, Diplomacy and Politics in United States-Argentine Relations 1910-1930*, New Orleans, University Press of the South, 1998, p. XVII.

Tout comme la position argentine face au système interaméricain, celle du Chili se définit en fonction de ses rapports avec les États-Unis et de sa capacité à leur tenir tête. Les historiens s'étant penchés sur les relations entre les deux pays insistent sur le fait que celles-ci débutent mal : les Nord-Américains ne reconnaissent que tardivement l'indépendance du Chili ; le bombardement de Valparaíso en 1866 par l'Espagne semble démontrer l'inutilité de la doctrine Monroe ; et, plus grave encore, les États-Unis adoptent une position favorable au Pérou et à la Bolivie durant la guerre du Pacifique[225]. C'est pourquoi les conférences interaméricaines ont été de plus en plus associées à l'éventualité d'une intervention en faveur du Pérou au sujet de la controverse portant sur les territoires de Tacna et Arica[226]. Joaquín Fermandois met lui aussi en avant « les potentialités révisionnistes[227] » que pouvait avoir le système interaméricain pour les frontières d'un Chili tenté par conséquent d'appliquer les conceptions de Diego Portales[228], à savoir

> « du ressentiment concernant la doctrine Monroe et le désir d'en finir avec cette dernière ; la conviction que sur le plan commercial, l'Amérique latine devait penser en termes d'échanges avec l'Europe et le reste du monde plutôt que de se limiter aux républiques de l'hémisphère américain ; le désir d'un Chili fort qui pourrait se défendre seul et mener à bien une politique étrangère qui lui soit propre ; et par conséquent, une réticence à coopérer aux entreprises multilatérales au niveau continental, même avec les républiques hispano-américaines d'Amérique du Sud[229]. »

C'est ainsi que la délégation chilienne réussit à faire en sorte qu'aucune résolution consacrant le principe d'arbitrage ne soit adoptée lors de la Seconde Conférence interaméricaine (Mexique, 1901) et que le Chili s'oppose au projet de Pacte Pan Américain de Wilson. La question des territoires de Tacna et Arica est bien évidemment au cœur de cette opposition. La conviction que le Chili ne devait pas entrer dans un système qui le contraindrait à intervenir dans les pays voisins joue aussi un rôle.

L'attitude de ce pays change avec la Première Guerre mondiale : demeuré neutre durant le conflit, le Chili connaît une position délicate à la SdN, face à un Pérou qui met en avant son état de belligérance pour réclamer la révision du traité d'Ancón (1883). Le gouvernement chilien met en place, en septembre 1919, une campagne de presse à Washington, destinée à assurer les États-Unis de l'amitié chilienne[230]. Par ailleurs, comme le reste de l'Amérique latine, le Chili voit les intérêts économiques nord-américains prendre une place de plus en plus importante. Entre

---

[225] Voir William F. SATER, *Chile and the United States. Empires in Conflict*, Athens/London, The University of Georgia Press, 1990, p. 31-50.
[226] Fredrick B. PIKE, *Chile and the United States, 1880-1962. The emergence of Chile's Social Crisis and the Challenge to United States Diplomacy*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1963, p. 65-66.
[227] Joaquín FERMANDOIS, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial, 1900-2004*, Santiago de Chile, Pontífica Universidad Católica de Chile, 2004, p. 46 : « *las potencialidades revisionistas* ».
[228] Diego Portales (1793-1837) était un homme politique chilien à l'origine de la constitution de 1833.
[229] Fredrick B. PIKE, *ouv. cité,* p. 25.
[230] Fredrick B. PIKE, *ouv. cité,* p. 158-159.

nationalisme économique[231] et désir de se concilier les faveurs de Washington face au Pérou et à la Bolivie, l'attitude chilienne est ambivalente, ce qui explique que l'on trouve dans les années 1920 des analyses radicalement opposées du panaméricanisme. Ainsi, en 1926, l'ex-président Arturo Alessandri[232] exprime toute son amertume :

> « Durant mes cinq ans de présidence, j'ai travaillé à donner vie au panaméricanisme. Mais, aujourd'hui, je consacrerai toute l'énergie qui me reste à prôner que nous [les pays latino-américains] nous dressions ensemble, unis afin de proclamer : l'Amérique latine pour les Latino-Américains[233]. »

La même année, le juriste Alejandro Alvarez, dans son ouvrage consacré à la réforme du Pacte de la SdN, propose une version idéalisée du panaméricanisme :

> « Le panaméricanisme a maintenu l'unité morale du continent à travers les difficultés inévitables et les guerres que se sont livrées les pays du Nouveau Monde. Ses caractéristiques principales sont l'*indépendance*, l'*égalité* et la *coopération*[234] avec les États des autres continents et spécialement avec ceux du continent européen[235]. »

Fragilisé économiquement par la guerre de 14-18 et politiquement instable, le gouvernement du Chili n'a pas beaucoup de marge de manœuvre. Dans une circulaire confidentielle datée d'avril 1921, le ministre chilien des Relations extérieures, Ernesto Barros Jarpa, souligne que, s'il faut accorder de l'importance à la SdN, il est par ailleurs indispensable de prendre en compte la réalité continentale qui « nous oblige à considérer s'il ne serait pas pertinent de développer une politique de rapprochement américaine, qui soit pour nous une garantie un peu plus effective que celle que peut nous apporter l'actuelle Société des Nations[236] ». Cette citation montre bien que le rôle désormais incontournable des États-Unis sur la scène internationale a été intériorisé par les acteurs de la politique extérieure chilienne.

Il peut sembler paradoxal, dans une étude essentiellement centrée sur les questions de coopération intellectuelle, de consacrer un aussi long développement à l'histoire de l'Union panaméricaine. Celle-ci nous est néanmoins apparue comme nécessaire pour deux raisons. Il s'agissait, d'une part, de rendre lisible un récit parfois brouillé par une historiographie partisane et d'apporter ainsi au lecteur français une synthèse qu'il n'est pas aisé de trouver dans la langue de Molière. Notre ambition était de dépasser les jugements parfois hâtifs qui faisaient du panaméricanisme un synonyme d'hégémonie nord-américaine. Si celle-ci est réelle, nous espérons avoir mis à jour la complexité de cet objet d'histoire, les différentes étapes et les mécanismes

---

[231] Voir Fredrick B. PIKE, *ouv. cité,*p. 159-167.
[232] Il est au pouvoir de 1920 à 1925.
[233] Arturo Alessandri dans un article de *El Mercurio*, 11/06/1926, cité par Heraldo MUÑOZ, Carlos PORTALES, *Una amistad esquiva. Las relaciones de Estados Unidos y Chile*, Santiago, Pehuén, 1987, p. 39-40.
[234] Mots soulignés par l'auteur.
[235] Alejandro ALVAREZ, *ouv. cité*, p. 16.
[236] Cité par Joaquín FERMANDOIS, *ouv. cité*, p. 90.

multiples qui ont jalonné le parcours de ce qui devient, en 1948, l'Organisation des États Américains. Le contexte de guerre froide dans lequel a été élaborée la charte de Bogotá qui rebaptisait de la sorte l'ancienne Union panaméricaine, a souvent éclipsé, ou en tout cas relégué à la marge, les quelques 60 ans d'histoire qui l'avait précédée.

D'autre part, après un premier chapitre consacré à l'Amérique latine et la SdN, nous ne pouvions faire l'économie d'une étude approfondie du contexte américain. La SdN et l'UPA représentent en effet les deux pôles autour desquels se polarise la vie internationale de la plupart des pays latino-américains dans l'entre-deux-guerres. Faire le point sur ce qui se joue dans le théâtre panaméricain est par ailleurs nécessaire pour comprendre la manière dont s'est construite, sur cette même scène, une coopération intellectuelle singulière.

L'histoire du panaméricanisme du point de vue de la coopération intellectuelle offre une perspective si ce n'est totalement différente, du moins autre des relations interaméricaines. Elles sont également placées sous le signe de la croissante influence des États-Unis, mais par le biais de modalités qui ne sont plus les mêmes et moins susceptibles d'être taxées d'impérialistes. C'est à l'émergence d'un « empire informel », pour reprendre l'expression de Ricardo D. Salvatore, que nous assistons. Le rôle des acteurs y est décisif et les dynamiques qui s'y jouent bien moins unilatérales et simples que le terme d'empire ne le laisse suggérer.

C'est aussi un pan largement méconnu du panaméricanisme, qui mériterait un travail de recherche à part entière et dont nous tenterons de restituer ici les principales étapes.

« The glory of American civilization[237] » : Panaméricanisme et coopération intellectuelle

La coopération intellectuelle entre les États-Unis et l'Amérique latine

La coopération intellectuelle entre les États-Unis et l'Amérique latine ne naît pas en 1917 avec la création d'un service dédié à ce domaine au sein de l'Union Panaméricaine. Tout d'abord, comme nous le verrons, des initiatives sont prises dans le cadre de cette organisation dès la Première Conférence interaméricaine de Washington (1889-1890). Si minces soient-elles, elles méritent d'être évoquées. Mais surtout, elles s'inscrivent dans un cadre plus large, celui des échanges entre les deux parties du continent américain et ce dès les indépendances latino-américaines. Ces échanges sont le fruit d'initiatives souvent privées. De fait, on se trouve confronté, lorsqu'on étudie la coopération intellectuelle depuis les États-Unis – avec l'Amérique latine comme avec le reste du monde – au fait que celle-ci est souvent le fait d'acteurs non-gouvernementaux. La réticence du gouvernement américain à s'impliquer dans ce qu'il considère devoir relever uniquement de l'initiative privée explique en effet que ce pays se soit tardivement doté des outils d'une diplomatie culturelle. Il faut attendre les années 1930 et la montée en puissance des propagandes allemande et italienne dans le sous-continent pour que peu à peu le gouvernement se saisisse de ces questions, ainsi que le souligne Samuel Guy Inman lors d'une conférence sur les échanges intellectuels interaméricains en 1943 :

> « Pour le gouvernement des États-Unis, la prise de conscience de la nécessité d'une contre-offensive ne se fit que lentement. La raison avancée était, que dans les états démocratiques on tolérait que les gouvernements puissent intervenir pour soutenir leurs hommes d'affaires, mais qu'il était inconcevable de s'investir dans toute forme de propagande, fusse-t-elle culturelle. Aux États-Unis le système éducatif était sous la houlette des quarante-huit États fédérés, par conséquent le gouvernement fédéral ne pouvait prendre part aux échanges avec les autres nations[238]. »

L'Union Panaméricaine s'appuie donc sur des réseaux existants pour bâtir les siens, construit ses objectifs en fonction de ce qui a déjà été mis en place et semble susciter un intérêt tant aux États-Unis qu'en Amérique latine.

---

[237] Ricardo Dolz, en 1928, lors de l'*Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General.* (*Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America*, Publication of the Department of State. Conference Series, n°8, Washington, Government Printing Office, 1931).

[238] Samuel Guy INMAN, « Backgrounds and Problems in Intellectual Exchange », *in Inter American Intellectual Interchange*, Institute of Latin American Studies of the University of Texas, 1943, p. 3-18. La mise en place d'une diplomatie culturelle nord-américaine à destination de l'Amérique latine sera l'objet d'un développement dans notre chapitre IV.

Dans son ouvrage *Inter-American Beginnings of U.S. cultural Diplomacy*[239], Juan Manuel Espinosa offre un très utile panorama historique des différents moments, acteurs et champs d'action de cette coopération intellectuelle non-gouvernementale. Selon lui, on peut faire remonter les premiers contacts entre intellectuels nord-américains et latino-américains à la période 1780-1820. Seul un petit nombre d'intellectuels et de leaders politiques est alors concerné ; les relations personnelles, qui se traduisent souvent par des échanges de livres, sont la règle. Avec l'apparition et la multiplication des sociétés savantes, tant dans le nord que dans le sud du continent, les relations s'intensifient.

Les guerres d'indépendance renforcent ces premiers échanges. En effet, un certain nombre de leaders latino-américains, dont Francisco de Miranda, voient en l'indépendance des États-Unis et dans l'œuvre des Pères Fondateurs un modèle à suivre. Par ailleurs, après 1810, des représentants diplomatiques nord-américains sont envoyés en Argentine, au Chili, au Mexique et au Brésil, et vice versa. Ils reçoivent comme consigne de faire des rapports concernant la vie culturelle des pays où ils sont en poste. Certains furent, selon les termes d'Espinosa, de véritables « attachés culturels » et plusieurs écrivirent des articles ou des livres après leur retour de mission[240], permettant ainsi la diffusion d'informations et de connaissances sur une Amérique latine jusque là perçue au travers du prisme des auteurs européens, en particulier anglais et français, dont les ouvrages dataient de la fin du XVIIIe siècle.

La guerre hispano-américaine et la vague anti-américaniste qu'elle provoque entraîne un ralentissement de ces échanges intellectuels et culturels. Cependant, entre cet événement et 1914, l'expansion de l'enseignement supérieur aux États-Unis commence à attirer des étudiants latino-américains, en particulier dans les domaines de l'éducation, du commerce, de l'ingénierie, de la médecine et de l'agriculture[241]. Parallèlement, le mouvement pacifiste de la première décennie du XXe siècle, qui se traduit aux États-Unis par la fondation de la *Carnegie Endowment for International Peace* (1909), de l'*American School Peace League* (1907) et de la *World Peace Foundation* (1910)[242], a un impact sur le développement des échanges culturels et universitaires. Ces fondations, encouragées

---

[239] Juan Manuel ESPINOSA, *Inter-American Beginnings of U.S. Cultural Diplomacy, 1936-1948*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1977.

[240] Espinosa cite notamment le cas d'Henry Brackenridge, en poste à Buenos Aires de 1817 à 1818, qui participa à la traduction et à la publication aux États-Unis d'une histoire de l'Argentine par Gregorio Funes. Il mentionne aussi Joel Poinsett, qui parcourut pour le gouvernement américain un certain nombre de pays latino-américains et qui publia, entre autres, un ouvrage sur Mexico.

[241] Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 43.

[242] Sur les fondations américaines, voir notamment Ludovic TOURNÈS, « La fondation Rockfeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain », *Critiques internationales*, n°35, 2007, vol. 2, p. 173-197, Kathleen MCCARTHY, « U.S. Foundations and International Concerns », *in* Kathleen MCCARTHY (ed.), *Philanthropy and Culture: The International Foundation Perspective*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1984.

par les recommandations des conférences interaméricaines commencent à s'intéresser à l'Amérique latine. Par ailleurs, certains pays latino-américains, notamment le Brésil et l'Argentine, sollicitent l'expertise nord-américaine, notamment par le biais de missions scientifiques. De manière générale, les échanges se font dans des domaines qui apparaissent prioritaires pour les jeunes États latino-américains désireux de se moderniser. De fait la première vague d'étudiants du sous-continent qui fréquente les établissements nord-américains d'enseignement supérieur au cours de cette période se spécialise dans des domaines scientifiques ou techniques qui présentent un intérêt immédiat pour les gouvernements de leurs pays d'origine[243].

Enfin, entre 1880 et 1914 on assiste à l'émergence d'un intérêt chaque jour plus important des chercheurs nord-américains pour l'Amérique latine[244]. Juan Manuel Espinosa conclut que :

> « En 1914 les relations culturelles internationales étaient entrées dans la norme, bien qu'encore assez inorganisées, sans unité de direction; l'Amérique latine était progressivement mieux connue, au moins dans les milieux/cercles scientifiques, éducatifs ou intellectuels[245]. »

La Première Guerre mondiale en bouleversant la donne des échanges économiques entre les États-Unis et l'Amérique latine, ainsi que les communications entre l'Europe et l'Amérique, marque un tournant pour les relations intellectuelles entre les deux parties du continent. L'administration Wilson est d'ailleurs clairement consciente de l'opportunité qu'offre ce contexte. Ainsi Wilson déclare-t-il, à l'occasion d'un message au Congrès, le 7 décembre 1915, que la commune politique de neutralité adoptée par les nations américaines devant le conflit européen leur faisait prendre conscience « d'une nouvelle communauté d'intérêts et de partenariats moraux indispensables sur le plan politique », rendant plus perceptibles « les nombreux intérêts et devoirs, mais aussi les points communs qui les liaient les uns aux autres[246] ». Face à une Europe en guerre pouvait enfin prendre corps l'idéal d'une Amérique unie.

Wilson est d'ailleurs à l'origine de la création, en 1917, du *Committe on Public Information* chargé de faire connaître le plus largement possible les intentions des États-Unis dans le conflit en utilisant les techniques modernes d'information. L'Amérique latine constitua une cible privilégiée de l'action de cette commission[247]. En-dehors de cette initiative gouvernementale, on observe, au sein du monde éducatif nord-américain, un intérêt croissant pour l'Amérique latine.

---

[243] Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 45.
[244] Voir Helen DELPAR, *Looking South : the evolution of latin americanist scholarship in the United States, 1850-1975*, Tuscaloosa, The University of Alabama Press, 2008.
Sur les liens entre enseignement supérieur et fondations philanthropiques aux États-Unis, voir Merle CURTI, Roderick NASH, *Philanthropy in the Shaping of American Higher Education*, Rutgers University Press, 1965.
[245] Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 46.
[246] Cité par William Spence ROBERTSON, *Hispanic-American Relations with the United States*, New York, Oxford University Press, 1923 p. 409.
[247] Sur le CPI et ses prérogatives et activités, voir chapitre IV.

C'est ainsi que l'enseignement de l'espagnol se répand : dans le secondaire, le nombre d'élèves choisissant cette langue passe de 6406 en 1913 à 252000 en 1922[248]. Cet intérêt pour la langue espagnole a pour conséquence d'inciter les enseignants à rechercher des renseignements sur la vie culturelle, sociale et politique latino-américaine. Cela aboutit notamment à la création, en 1917, de la revue *Hispania*, publiée par la *National Association of Teachers of Spanish*[249]. Cette dynamique contribue aussi à renforcer un processus à l'œuvre depuis les années 1890, celui de la croissance des études latino-américanistes dans les universités nord-américaines[250]. Ce mouvement est consacré par la publication, à partir de 1918, de l'*Hispanic American Historical Review* et suivi par la Fondation Carnegie qui, une année plus tôt, lance la revue *Inter-America*. Le principe de ce dernier était de faire découvrir la vie intellectuelle latino-américaine aux États-Unis et *vice versa*. Voici comment cette publication est présentée dans le premier numéro, qui paraît en octobre 1917 :

> « L'objectif de *Inter-America* est de contribuer à la mise en œuvre d'une communauté de pensées entre les différentes populations des Amériques, en les aidant à dépasser la barrière de la langue, qui les a maintenues à l'écart les unes des autres jusqu'à maintenant. Le magazine est publié une fois sur deux en Espagnol, à partir de différents articles traduits et issus de périodiques américains, et le mois suivant en Anglais à partir d'articles de périodiques traduits de l'Espagnol ou du Portugais[251]. »

Il est intéressant de noter la prépondérance des articles d'origine argentine[252], ce qui va dans le sens du constat fait par David Sheinin, à savoir que, derrière l'opposition affichée par l'Argentine aux États-Unis, les liens entre ces deux pays sont bien réels.

Après la Première Guerre mondiale et l'expérience de la CPI, le privé est le principal acteur des relations intellectuelles avec l'Amérique latine, le gouvernement nord-américain n'intervenant qu'à la marge dans ce domaine. C'est le constat dressé par Richard T. Arndt :

---

[248] Chiffres donnés par Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 47.

[249] *Ibid.*

[250] Les universités de Californie, de Pennsylvanie, de l'Illinois, du Texas, Columbia, Harvard et Stanford sont pionnières en la matière (*idem,* p. 46). Cet intérêt se traduit aussi par la constitution de « Latin American collections » dans les bibliothèques universitaires nord-américaines. Cette dynamique est étudiée par Ricardo D. Salvatore : « Les bibliothécaires et les promoteurs des études latino-américaines ont contribué à la tâche collective qui a consisté à rendre la région visible au travers d'ouvrages imprimés, d'images et de manuscrits. L'ère du panaméricanisme a créé à la fois un intérêt pour les collections latino-américaines et la nécessité de les développer. » Cet auteur replace la constitution de collections latino-américaines dans le cadre de l'« empire informel » que bâtissaient alors les États-Unis en Amérique latine : « […] l'accumulation de livres apparaît liée aux exigences de l'extension d'un empire informel en termes d'information et de savoir ; c'est la manifestation d'une société de plus en plus dominée par la production et la distribution de masse. Les premières collections latino-américaines ont fait partie de ce processus dans la mesure où des considérations aussi bien universitaires qu'économiques faisant de la région un objet de savoir en étaient à l'origine. » (Ricardo D. SALVATORE, « Library accumulation and the emergence of Latin American Studies », *Comparative American Studies. An International Journal*, vol. 3, n°4, 2005, p. 416 et 417).

[251] *Inter-America, a Monthly Magazine*, Carnegie Endowment for Peace, New York, n°1, octobre 1917.

[252] Sur les 15 numéros que nous avons pu consulter, parus entre octobre 1917 et 1922, sur un total de 177 articles recensés, 70 sont argentins, soit 39,5% du total. Loin derrière, on trouve le Pérou et Cuba, avec chacun 15 articles. Le Chili est représenté par 10 articles et le Brésil par 5.

> « Face à l'inertie du gouvernement, à partir de 1919, le secteur privé états-unien se lança de manière particulièrement remarquable, dans le développement d'un internationalisme culturel qui devait durer deux décennies[253] ».

Parmi les initiatives faisant partie de ce mouvement, on citera la création, le 1er février 1919, de l'*Institute of International Education*[254], fonctionnant grâce à des fonds privés, et dirigé par Stephen P. Duggan :

> « L'Institut, de même que l'Union Pan Américaine, devait jouer un rôle de première importance pour les politiques en construction et les protocoles d'échanges de personnes, ce qui devait finalement conduire à la reconnaissance de la légitimité d'un soutien gouvernemental direct des activités d'échanges culturels et éducatifs internationaux[255]. »

L'Amérique latine constitue, pour l'Institut, un objectif « naturel » de son action[256].

Richard T. Arndt, tout comme Akira Iriye[257], présentent cette dynamique comme le résultat d'un rejet de l'isolationnisme nord-américain de l'après Première Guerre mondiale. Dans une forme de protestation contre le refus d'adhérer à la SdN, le monde intellectuel nord-américain, convaincu du caractère inéluctable de l'interdépendance internationale, se révèle très actif pour tout ce qui relève de la coopération internationale. Ainsi, la CICI compte, tout au long de son histoire, un représentant nord-américain : George Ellery Hale[258] en 1922 ; Robert Andrews Millikan[259] de 1923 à 1932 et James T. Shotwell[260] de 1933 à 1939. Robert Andrews

---

[253] Richard T. ARNDT, *The first resort of kings, American Cultural Diplomacy in the 20th Century*, Washington D.C., Potomac Books, 2005, p. 39.

[254] L'année 1919 voit en effet la création de trois autres institutions américaines de médiation culturelle dédiées à l'éducation internationale, ainsi l'ACLS qui faisait le lien entre les sciences humaines et sociales américaines et l'Union Académique Internationale (*International Academic Union*) à Bruxelles (créée en 1919 à l'initiative de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres pour promouvoir la paix et la coopération internationale dans le domaine scientifique) ; l'*International Federation* of *University Women* à Londres. Enfin, la Georgetown University's Scool of Foreign Service ouvrait ses portes. (Richard T. ARNDT, *ouv. cité*, p. 41).

[255] Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 50.

[256] Richard T. ARNDT, *ouv. cité*, p. 44.

[257] Notamment dans *From nationalism to internationalism : U.S. Foreign Policy to 1914*, Londres, Routledge, 2002 et dans *The Cambridge History of American Foreign Relations. Volume III. The Globalization of America, 1913-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

[258] George Ellery Hale (1868-1938) est astronome.

[259] Robert Andrews Millikan (1868-1953), physicien, professeur à l'université de Chicago de 1910 à 1921, reçoit le prix Nobel de physique en 1923. Pendant la Première Guerre mondiale, Robert A. Millikan assume la vice-présidence du *United States National Research Council* (NRC). En 1921, il est nommé directeur du *Norman Bridge Laboratory of Physics* du *California Institute of Technology* et est nommé président du conseil exécutif du *California Institute of Technology*, poste qu'il occupe jusqu'en 1946. Voir http://atom.archives.unesco.org/millikan-robert-andrews;isaar (page consultée le 27/03/2012).

[260] James Thomson Shotwell (1874-1965), professeur d'histoire, assiste à la Conférence de la Paix à Paris comme membre du groupe *The Inquiry*, qui conseille le président Wilson sur les questions de politique internationale. Il participe activement à la création de l'Organisation Internationale du Travail et est l'un des ardents promoteurs de l'entrée des États-Unis dans la SdN. Il rencontre le ministre des Affaires étrangères français Aristide Briand, afin de lui suggérer un traité bilatéral susceptible de mettre la guerre hors la loi. Ce travail sert de base au Pacte Briand-Kellogg, signé le 27 août 1928. Il participe à la fondation d'institutions internationalistes, telles que le *Royal Institute of International Affairs* de Londres (1920) et le *Council on Foreign Relations de New-York* (1921). En 1930, James T. Shotwell reprend son poste d'enseignant à Columbia, dont il devient Bryce Professor en histoire des relations internationales en 1937. Il assume par ailleurs la fonction de directeur du secteur économie et histoire de la Fondation Carnegie (En 1917, celle-ci lui avait offert un poste

Millikan est à l'origine de la création de la l'*American Committee on Intellectual Cooperation*, en 1926. Cette dernière est réorganisée en 1932

> « dans le but de la rendre plus représentative non seulement des disciplines proposées dans ses programmes mais aussi, d'une certaine manière de l'existence d'organisations nationales dans ces secteurs. Pour conforter la solidité des politiques entreprises et prévenir les difficultés de manière circonstanciée, une constitution fut adoptée, prévoyant le remplacement des membres et la mise en œuvre de toute une série de commissions spécialisées[261]. »

James T. Shotwell en devient le président en 1932[262]. Les grandes fondations philanthropiques sont en outre « l'un des laboratoires où se construit l'universalisme américain[263]

Parallèlement à ce mouvement internationaliste, tout un mouvement nord-américain à destination de l'Amérique latine se développe. Ainsi, suite à la Conférence de Montevideo, est établie une Commission Nationale nord-américaine de coopération intellectuelle interaméricaine. Elle doit coopérer avec l'Union Panaméricaine pour promouvoir « les échanges scientifiques transnationaux au sein des Amériques dans le but d'améliorer le niveau culturel de l'hémisphère occidental[264] ». Cette commission était composée de 18 membres choisis parmi les institutions privées les plus actives dans ce domaine[265]. Cette conférence est en effet vue comme un nouveau départ, par le secteur privé qui était jusque là moteur pour les échanges intellectuels entre les deux parties du continent. Ainsi, l'*Institute of International Education*, entre 1933 et 1935, est à l'origine d'une nouvelle vague de programmes d'échanges. Avec l'aide financière de la Carnegie, six

---

de directeur de recherche). Voir Harold JOSEPHSON, *James T. Shotwell and the Rise of Internationalism in America,* London, Associated University Press/ eaneck, Fairleigh Dickinson University press, 1975 et http://atom.archives.unesco.org/shotwell-james-t;isaar (page consultée le 27/03/2012).

[261] Voir http://archive.org/stream/nationalcommitte031498mbp/nationalcommitte031498mbp_djvu.txt.

[262] Lors de la deuxième Conférence des Commissions nationales de Coopération intellectuelle, tenue à Paris en juillet 1937, James T. Shotwell défend l'idée d'une Organisation de Coopération Intellectuelle autonome de la SdN, dégagée ainsi des impératifs politiques et diplomatiques en jeu à la SdN. Il participe, en tant que président de la Commission américaine de Coopération intellectuelle, à la Conférence Panaméricaine de Coopération intellectuelle à Santiago (Chili) en janvier 1939. En 1945, lorsque l'Organisation de Coopération intellectuelle reprend brièvement ses activités, James T. Shotwell est remplacé à la présidence de la Commission américaine de Coopération intellectuelle par l'historien et archiviste Waldo G. Leland (1879-1966). (http://atom.archives.unesco.org/shotwell-james-t;isaar).

[263] Ludovic TOURNÈS, *La philanthropie américaine et l'Europe : contribution à une histoire transnationale de l'américanisation*, Mémoire de recherche présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, dirigé par Robert Frank, Université Paris I Panthéon Sorbonne, novembre 2008, p. 54.

[264] Cité par Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 70 : « *scientific and technical interchange among the American countries for the advancement of the cultural level of the Western Hemisphere* ».

[265] John W. Studebaker, de l'*Office of Education*, était en effet le seul membre représentant le gouvernement. Les autres étaient W. Frank Aydelotte, directeur de l'*Institute for Advanced Study* de l'université de Princeton ; Albert C. Barrows, secrétaire exécutif du *National Research Council* ; Isaiah Bowman, président de l'université John Hopkins ; Stephen Duggan, directeur de l'IIE ; John C. Merriam, président émérite de la *Carnegie Institution* de Washington ; James Brown Scott, secrétaire émérite de la *Carnegie Endowment for International Peace* ; Robert G. Sproul, président de l'Université de Californie ; Carlton J. H. Hayes, professeur d'histoire à l'université de Columbia ; John J. Tigert, de l'université de Flagstaff ; le révérend Edmund A. Walsh, vice-président de l'université de Georgetown et Harvey Y. Benedict, ancien président de l'université du Texas. Enfin, l'année suivant la création de la commission, James Shotwell, de la *Carnegie Endowment*, en devient le président. (Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 77).

universitaires chiliens travaillant sur les questions éducatives – parmi eux Juvenal Hernandez et Amanda Labarca – sont reçus en 1934 dans diverses universités nord-américaines.

Si un bilan devait être dressé de ces échanges intellectuels entre les États-Unis et l'Amérique latine du XIXe siècle à la fin des années 1920, c'est sur l'importance des échanges universitaires – que ceux-ci concernent des étudiants ou des professeurs – qu'il faudrait sans doute mettre l'accent, comme le suggèrent l'ouvrage de Juan Manuel Espinosa et l'inventaire dressé par le Chilien Hernán Castro Hossandon. Ce dernier présente d'ailleurs ces échanges comme « […] la manière la plus efficace de réaliser la coopération intellectuelle et celle qui a le plus suscité l'intérêt des organismes officiels et privés du continent[266] ». Les questions d'enseignement et d'éducation apparaissent donc comme étant au cœur de la dynamique interaméricaine de coopération intellectuelle, les États-Unis concurrençant chaque fois plus l'Europe sur ce terrain. À l'origine de ce mouvement vers la Grande République du Nord, un homme : l'Argentin Domingo Faustino Sarmiento[267]. Ce dernier effectue un premier voyage aux États-Unis en 1847, où il rencontre Horace Mann (1796-1859), considéré comme le « père de l'éducation secondaire américaine »[268]. Lorsque Sarmiento accède à la présidence en 1868 il fait du système éducatif une de ses priorités, ayant pour modèle celui des États-Unis[269]. Il fait notamment venir des enseignantes nord-américaines. Pour Juan Manuel Espinosa, on peut

---

[266] Hernán Castro OSSANDON, *Cooperación intelectual americana*, Memoria de prueba para optar al grado de licenciado en la Faculdad de Ciencias Jurídicas y Sociales de la Universidad de Chile, Santiago, 1944, p. 16 : « […] *la forma más eficaz de realizar la cooperación intelectual, y la que ha merecido mayor consideración de parte de los organismos oficiales y privados del continente* ».

[267] Domingo Faustino Sarmiento (1811-1888) était un militant, combattant, intellectuel, écrivain et homme d'État argentin, et le septième président de la République d'Argentine (1868-1874). Ses écrits couvrent un large éventail de genres et de thèmes, allant du journalisme à l'autobiographie, et de la philosophie politique à l'historiographie. Il est notamment l'auteur de *Facundo – Civilización y Barbarie* (1845). Dans cet ouvrage, il associe l'Amérique à l'idée de barbarie et l'Europe à celle de civilisation des Lumières. Il pose ainsi le problème de l'identité argentine. Par « barbarie », l'auteur entendait le règne de l'anarchie, sous la dictature de tyrans régionaux, personnalités hystériques, grands manipulateurs de la plèbe dans un contexte d'instabilité politique chronique, à l'opposé d'une culture démocratique. Il faisait partie d'un groupe d'intellectuels, connu sous l'appellation *Génération de 1837*, qui eut une grande influence sur l'Argentine du XIXe siècle. Mais c'est aux questions d'instruction publique que Sarmiento lui-même s'intéressait au premier chef, à telle enseigne qu'on le surnomme parfois le *maître d'école* de l'Amérique latine. Comme écrivain, son influence fut également considérable sur la littérature de cette partie méridionale de l'Amérique du Sud.
Voir José María Monner SANS, *Sarmiento, educador, sociólogo, escritor, político*, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires, 1963 ; Héctor Félix BRAVO, *Sarmiento, pedagogo social : las concepciones sociales en la pedagogía de Sarmiento*, Buenos Aires, Editorial Universitaria de Buenos Aires, 1965 ; Rebeca ERRÁZURIZ, « Sarmiento y Martí en los EE.UU. : imaginarios de la modernidad », *Revista UNIVERSUM*, Universidad de Talca, n°23, vol. 1, 2008, p. 40-65.

[268] Voir, entre autres, Barbara FINKELSTEIN, « Perfecting Childhood : Horace Mann and the Origins of Public Education in the United States », *Biography*, Vol. 13, n°1, hiver 1990, p. 6-20.

[269] Sur Sarmiento et les États-Unis, voir Madaline W. NICHOLS, « A United States Tour by Sarmiento in 1847 », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 16, n°2, mai 1936, p. 190-212 ; et sur le modèle pédagogique nord-américain en Amérique latine : Peri MESQUIDA, « Influência do pensamento político e pedagógico norte-americano sobre o ideário político e educacional latino-americano no século XIX (um estudo de caso : Argentina e Brasil) », *Historia Caribe*, n°14, 2009, p. 187-196.

présenter cette initiative comme « le premier projet organisé d'échange de personnes à grande échelle entre les Etats-Unis et l'Amérique latine[270] ». Les idées d'Horace Mann ont également eu de l'influence au Chili et en Uruguay[271]. Nous sommes dans un contexte latino-américain de construction nationale, d'affirmation de l'État, où l'école apparaît comme un outil indispensable[272].

Il nous faut enfin mentionner ce que Sebastiaan Faber appelle le « panaméricanisme intellectuel progressiste[273]», formulé et promu dans les deux premières décennies du XXe siècle par un groupe de divers intellectuels associés à la contre-culture nord-américaine. On peut citer Bertram Wolfe (1896-1877)[274], Herschel Brickell (1889-1952)[275], Frank Tannenbaum (1893-1969)[276], Samuel Guy Inman (1877-1965)[277] et Carleton Beals (1893-1979)[278]. Chacun à sa manière cherche à « rendre compte de la culture hispanique à ses compatriotes[279] » ; leur panaméricanisme était caractérisé par « un rejet de la culture *mainstream*, une position critique vis-à-vis de la politique des États-Unis en Amérique latine, une évaluation favorable de la différence culturelle avec l'Amérique latine, enfin, le souhait de forger des alliances étroites entre les élites intellectuelles du Nord et du Sud[280] ». Sebastiaan Faber revient sur la figure de Waldo Frank (1889-1967), essayiste, historien et romancier nord-américain, qui découvre l'Amérique latine par le biais d'un voyage en Espagne au début des années 1920. Il y rencontre le Mexicain Alfonso Reyes, qui l'introduit par la suite dans les cercles intellectuels latino-américains. Il devient ainsi un

---

[270] Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 38 : « *the first large-scale planned exchange-of-persons project between the United States and Latin America*. »
[271] *Idem*, p. 38-39.
[272] Pour le cas argentin, voir Lilia Ana BERTONI, *Patriotas, cosmopolitas y nacionalistas. La construcción de la nacionalidad argentina a fines del siglo XIX*, Chap. II « La escuela y la formación de la nacionalidad », Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2007, p. 41-78.
[273] Sebastiaan FABER, « Learning from the Latins : Waldo's Frank Progressive Panamericanism », *The New Centennial Review*, vol. 3, n°1, printemps 2003, p. 261 : « *progressive intellectual Pan-Americanism* ».
[274] Bertram Wolfe était un universitaire nord-américain lié au marxisme. Il publie, entre autres, *Revolution in Latin America*, New York, Workers Library Publishers, 1928. Voir Robert HESSEN (ed.), *Breaking with communism : the intellectual odyssey of Bertram D. Wolfe*, Stanford, Stanford University Press, 1990.
[275] Herschel Brickell était un critique littéraire spécialiste de l'Espagne. Voir Melvin S. ARRINGTON, « The Making of a Latin Americanist », *Chasqui : revista de literatura latinoamericana*, vol. 23, n°2, novembre 1994, p. 3-11.
[276] Voir Alan KNIGHT, « Frank Tannenbaum and the Mexican Revolution », *International Labor and Working-Class History*, vol. 77, n°1, 2010, p. 134-153 et Helen DELPAR, « Frank Tannenbaum : the Making of a Mexicanist, 1914-1933 », *The Americas*, vol. 45, n°2, 1988, p. 153-171.
[277] Samuel Guy Inman est notamment l'auteur de *Inter-American Conferences 1826-1954, History and problems*, Washington D.C., University Press and Community College Press, 1965. Voir Alfredo Pareja DIEZCANSECO, « El Panamericanismo de Samuel Guy Inman », *Journal of Inter-American Studies*, vol. 8, n°2, avril 1966, p. 187-192.
[278] Carleton Beals était un journaliste engagé, auteur d'une riche bibliographie sur l'Amérique latine. Voir John A. BRITTON, *Carleton Beals : A Radical journalist in Latin America*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1987.
[279] Sebastiaan FABER, *art. cité*, p. 261 : « *interpret the Hispanic to their fellow countrymen* ».
[280] *Ibid.*

proche de Victoria Ocampo[281], de Pedro Henríquez Ureña[282], de José Vasconcelos[283] et de Juan Carlos Mariátegui[284], autant d'acteurs-clés du débat identitaire qui se jouait alors en Amérique latine et auquel il apporte son hispanophilie militante. Son livre *Virgin Spain : Scenes from the Spiritual Drama of a Great People*, qui paraît en 1926, tout de suite traduit en espagnol et publié par Ortega y Grasset dans la prestigieuse revue *Revista de Occidente*, lui assure une renommée et une sympathie immédiates dans l'Amérique espagnole. Un voyage de sept mois, ponctué de conférences, en 1929, vient renforcer son aura « en tant qu'auteur américain contemporain le plus connu au sein du monde[285] ». L'ironie de l'histoire réside dans le fait que de représentant d'une certaine contre-culture nord-américaine il devient en 1942 le messager de la *Good Neighbor Policy* à un moment où cette dernière connaît un tournant avec l'entrée en guerre des États-Unis. D'avril à octobre 1942, il effectue ainsi un voyage dans quasiment tous les pays du sous-continent,

> « en adaptant son message à chaque étape, incluant des mises en garde alarmistes et très claires quant aux dangers du fascisme, chantant les louanges du gouvernement Roosevelt, et essayant de convaincre son public que les choses avaient changé depuis sa première visite en 1929[286] ».

L'accueil qu'il reçoit alors est beaucoup moins chaleureux, en particulier en Argentine, dont le gouvernement, soucieux de préserver sa neutralité dans le conflit, le déclare *persona non grata*[287]. Où l'on voit les limites des réseaux et des relations intellectuelles en temps de guerre, mais aussi la

---

[281] Pedro Henríquez Ureña (1884-1946) est un intellectuel dominicain dont l'oeuvre critique se caractérise par l'amplitude des thèmes traités et son désir de montrer l'unité et l'indépendance spirituelle de l'Amérique. On peut à cet égard mentionner trois de ses ouvrages : *La utopía de América* (1925), *Seis ensayos en búsqueda de nuestra expresión* (1928), (1927) y *Sobre el problema del andalucismo dialectal de América* (1937). Voir Enrique ZULETA ALVAREZ, *Pedro Henríquez Ureña y su tiempo : vida de un hispanoamericano universal*, Buenos Aires, Catálogos, 1997 et Laura A. MOYA LÓPEZ, « Pedro Henríquez Ureña : la identidad hispanoamericana en 'utopía de América' », *Estudios de historia moderna y contemporánea de México*, Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Históricas, vol. 20, 2000, p. 67-100. Disponible en ligne : http://www.historicas.unam.mx/moderna/ehmc/ehmc20/255.html.

[282] Victoria Ocampo (1890-1979) est une femme de lettres argentine. Elle fonde, en partie sur les conseils de Waldo Frank, la revue *Sur*, en 1931. Voir Gorica MAJSTOROVIC, « An American Place : Victoria Ocampo's Editorial Politics, the Foundation of Sur and Hemispheric Alliances », *Arizona Journal of Hispanic Cultural Studies*, vol. 9, 2005, p. 171-180. Nous reviendrons sur Victoria Ocampo et sur la revue *Sur* dans notre deuxième partie.

[283] José Vasconcelos (1882-1959) était un écrivain et homme politique mexicain, qui eut un grand rôle dans l'élaboration du système éducatif de son pays après la Révolution. Il publie, en 1925, *La Raza cósmica*.

[284] Juan Carlos Mariátegui (1895-1930) était un écrivain, journaliste et homme politique péruvien, considéré comme le pionnier des études marxistes appliquées à l'Amérique latine. Il fonde en 1926, avec d'autres artistes et intellectuels péruviens, la revue *Amauta*, dont l'ambition était d'apporter un nouveau souffle au monde intellectuel, culturel et politique aussi bien péruvien que latino-américain. Voir Daniel IGLESIAS, « Nacionalismo y utilización política del pasado : la historia nacional desde la perspectiva de la revista Amauta (1926-1930) », *Histórica*, vol. XXX, n°2, 2006, p. 91-114.

[285] Fredrick B. PIKE, *The United States and Latin America : Myths and Stereotypes of Civilization and Nature*, Austin, University of Texas Press, p. 255 : « *best-known contemporary American author in the Spanish-speaking world* ».

[286] Sebastiaan FABER, *art. cité*, p. 274.

[287] *Ibid.*

récupération dont une figure intellectuelle peut faire l'objet par la diplomatie culturelle – le cas des États-Unis n'étant pas le seul.

Une fois de plus, nous voyons l'importance des acteurs et des relations qu'ils établissent entre eux pour la mise en place de la coopération intellectuelle. L'un d'eux, Leo Stanton Rowe (1871-1946), apparaît à bien des égards comme étant au centre de cette toile nord-américaine, par son rôle comme directeur de l'Union Panaméricaine de 1920 à 1946 et par les liens qu'il établit en Amérique latine – en particulier en Argentine et au Chili – dès le début du XXe siècle.

Ricardo D. Salvatore définit Leo Stanton Rowe comme étant un « homme d'État intellectuel[288] », dont la mission est double : « rassembler suffisamment d'informations pour produire de solides données au sujet des États périphériques dans lesquels il se rendait, et pour établir la supériorité de sa culture et de sa société d'origine[289] ». La réflexion de Salvatore sur Leo S. Rowe s'inscrit dans ses recherches sur la notion d'empire, appliquée aux États-Unis, dans une perspective qui privilégie le rôle du savoir comme outil de domination et d'hégémonie[290]. Le rôle d'un acteur comme Leo S. Rowe consiste en particulier, dans cette optique, à nouer des contacts avec les élites intellectuelles des pays visés, car « les idées impériales se répandent plus vite dans les États périphériques lorsqu'elles sont relayées par les intellectuels locaux[291] » en particulier celles « qui ont le contrôle d'institutions incontournables dans le domaine éducatif, juridique, gouvernemental ou culturel[292] ». La figure de Leo S. Rowe est donc intéressante aussi bien dans une perspective politique que pour l'étude des relations intellectuelles. Son parcours et sa carrière, ainsi que les nombreux voyages qu'il effectue en Amérique latine, en font de fait un pivot fondamental des relations interaméricaines. Durant la présidence de McKinley (1897-1901), il est chargé de procéder à la codification des lois de Porto Rico. En 1906, il se rend à Rio de Janeiro, en tant que membre de la délégation nord-américaine à la Troisième conférence panaméricaine.

---

[288] « *intellectual-Stateman* ».

[289] Ricardo D. SALVATORE, « The Making of a Hemispheric Intellectual-Statesman : Leo S. Rowe in Argentina (1906-1919) », *The Journal of Transnational American Studies*, vol. 2, n°1, 2010, p. 36.

[290] Voir notamment l'ouvrage qu'il a coordonné avec Gilbert M. JOSEPH, Catherine C. LEGRAND, *Close Encounters of Empire. Writing the Cultural History of U.S.-Latin American Relations*, Durham/London, Duke University Press, 1998.

[291] Ricardo D. SALVATORE, *art. cité*, p. 1 : « *imperial ideas disseminate faster in the periphery when assisted by local intellectuals.* »

[292] *Ibid.* : « *those in control of crucial institutions in the field of education, law, government, and culture* ». Leo S. Rowe correspond parfaitement à cette définition puisque selon Sumner Welles, « Il fit de nombreux voyages aux quatre coins de l'Amérique du sud et de l'Amérique centrale. Il noua des amitiés si fortes avec les puissants de toutes les autres républiques d'Amérique latine, et en particulier avec les figures de proue du monde politique, professionnel ou éducatif qu'il devait devenir par la suite le Nord-Américain qui comptait le plus d'amis intimes dévoués dans les nations sud-américaines que n'importe quel autre citoyen des États-Unis. » (Sumner WELLES, « In Memoriam. Dr. Leo S. Rowe, Director General of the Pan American Union », in *The Americas*, vol. 3, n°3, janvier 1947, p. 363.

Lors du premier congrès scientifique panaméricain, qui se tient à Santiago en 1908, il préside la délégation de son pays. Après cela, il effectue de nombreux voyages dans le sous-continent, créant des liens avec un certain nombre d'hommes d'État et d'intellectuels de la région, en particulier en Argentine[293] et au Chili[294]. Il prononce de nombreuses conférences et publie des ouvrages en espagnol, ce qui contribue à lui assurer une réputation solide dans les cercles intellectuels de ces pays. En 1917, Wilson le nomme au *Treasury Department* comme conseiller pour les politiques financières à destination de l'Amérique latine. En 1919, il devient chef de la *Latin American Division* récemment créée au sein *State Department*. L'année suivante, il accepte le poste de directeur générale de l'Union Panaméricaine, qu'il occupe jusqu'à sa mort, en 1946[295]. Outre la marge de manœuvre et la notoriété que lui confèrent ces postes, la force de Leo S. Rowe est d'avoir su identifier, dans les pays qu'il visitait, les problématiques qui étaient au centre des préoccupations tant des intellectuels que des hommes d'État ou des secteurs économiques. Il publie ainsi, en 1910, en espagnol, un article sur le thème de l'éducation en Argentine et au Chili[296]. Il ne se limite pas à cette question. En effet, comme le souligne Ricardo D. Salvatore, Leo S. Rowe

> « amena en Argentine un certain nombre d'idées concernant les gouvernements locaux, ou bien le rôle de l'opinion publique dans les démocraties modernes, les problèmes causés par les monopoles commerciaux ou l'organisation du travail, le nouveau rôle des États-Unis sur la scène internationale, ou encore la coopération pan-américaine[297] ».

Quelles sont les réactions, en Argentine, face à ce qu'avance Rowe ? Selon Salvatore,

> « au regard de cette nouvelle rhétorique et de ces nouvelles idées, les intellectuels argentins repensèrent le positionnement de leur nation. En liaison avec la fréquentation de ce haut dignitaire de l'intelligentsia états-unienne, les intellectuels furent contraints de revoir leur position prétendument pro-européenne, de reconsidérer les avantages du pan-américanisme, et de replacer l'identité et le rôle de l'Argentine selon les nouveaux paramètres proposés par le grand-frère américain : droit international, gouvernance démocratique, recherche universitaire[298].»

Car c'est bien ce qui en jeu dans l'action de Leo S. Rowe : faire en sorte que le centre vers lequel se tournent les élites sud-américaines ne soit plus l'Europe, mais les États-Unis. C'est ce que met

---

[293] Il effectue en particulier deux longs séjours à L'Université de La Plata en 1906 et en 1908.

[294] Il se rend au Chili une première fois en 1907, envoyé par l'Université de Pennsylvanie ; puis comme président de la délégation nord-américaine au premier congrès scientifique Panaméricain ; et enfin comme en tant que représentant du *Department of Agriculture* et comme membre du comité organisateur du second congrès scientifique panaméricain devant se dérouler à Washington (voir Miguel Antonio MUÑOZ-ASENJO, « Las visitas de Leo Stanton Rowe a Chile y sus ideas en torno a la Cooperación Intelectual entre Sudamérica y Estados Unidos, 1907-1915 », *Latin American Journal of International Affairs*, vol. 3, n°1, p. 54).

[295] Sur sa carrière, voir Ricardo D. SALVATORE, *art. cité*, p. 2-3, Sumner WELLES, *art. cité* ainsi que le numéro spécial du *Bulletin of the Pan American Union* (n°4, avril 1947) qui lui est consacré.

[296] Leo S. ROWE, « Progresos de la educación en la República de Argentina y en Chile », *Anales de la Universidad de Chile*, II Semestre, 1910, p. 107-149.

[297] Ricardo D. SALVATORE, *art. cité,* p. 4.

[298] *Ibid.*

en évidence Miguel Antonio Muñoz-Asenjo en analysant les écrits et les discours de Leo S. Rowe lors de ses visites au Chili[299]. Il met à jour une rhétorique subtile qui ne heurte pas de plein fouet l'europhilie de ses interlocuteurs, même si au fil des ans l'Europe devient synonyme de décadence dans son argumentaire. C'est en particulier notable lors du deuxième congrès scientifique panaméricain, qui se déroule un an après le déclenchement du premier conflit mondial. Ses appels répétés à la multiplication des échanges universitaires, à la collaboration entre les républiques américaines au niveau scientifique, tout comme à une coopération intellectuelle interaméricaine renforcée[300], construisent l'image d'un continent américain pacifique devant travailler à la résolution de ses propres problèmes et devant pour cela inventer des solutions qui lui soient propres et non inspirées par une Europe qui s'engageait alors dans une guerre meurtrière et suicidaire. Comme l'écrit Miguel Antonio Muñoz-Asenjo, Leo S. Rowe « incitait à effectuer un changement de regard pour passer d'une vision du progrès centré sur l'exemple de l'Europe à un nouveau paradigme incarné par les États-Unis[301] ». Là aussi, l'auteur constate que les interlocuteurs chiliens sont loin d'être indifférents aux propositions de Rowe : comment résister à un discours qui leur promettait de faire partie, non plus d'une civilisation occidentale décadente, mais porteuse des valeurs de progrès et de paix ? Ainsi posée, la question

> « a sans doute généré chez les intellectuels chiliens des expectatives quant à la possibilité d'assumer une certaine responsabilité ou une participation dans la production de la connaissance en Occident et, plus généralement, dans une nouvelle vision du progrès qui les inclue, à la différence de l'Europe, continent éloigné, enrôlé dans une guerre et qui ne leur permettait pas d'assumer un rôle sur le long terme[302] ».

Leo S. Rowe est donc à la croisée des relations intellectuelles telles qu'elles se sont déroulées entre les États-Unis et l'Amérique latine depuis le début du XXe siècle et de celles qui sont promues dans le cadre du panaméricanisme à partir de la fin de la Première Guerre mondiale.

---

[299] Miguel Antonio MUÑOZ-ASENJO, « Las visitas de Leo Stanton Rowe a Chile y sus ideas en torno a la Cooperación Intelectual entre Sudamérica y Estados Unidos, 1907-1915 », *Latin American Journal of International Affairs*, vol. 3, n°1, p. 52-71.

[300] Il publie en 1908 un ouvrage intitulé *The Possibilities of Intellectual Cooperation between North and South America*, New York, American Branch of the Association for International Conciliation.

[301] Miguel Antonio MUÑOZ-ASENJO, *art. cité*, p. 69 : « *invitaba a rotar las miradas desde una visión de progreso centrada en el ejemplo de Europa a un nuevo paradigma centrado en Estados Unidos*. »

[302] *Idem*, p. 70.

Nature et formes de la coopération intellectuelle au sein du système panaméricain

Les Conférences interaméricaines

Avant même que l'Union Panaméricaine ne se dote de structures spécifiques quant à la coopération intellectuelle, un certain nombre d'initiatives relevait déjà de ce champ d'action. Ainsi, pour Hernán Castro Ossandon,

> « La Première Conférence Internationale Panaméricaine, organisée à Washington (1889), peut être prise comme point de départ du développement contemporain du Mouvement de Coopération Intellectuelle en Amérique; car c'est au cours de celle-ci qu'on constate pour la première fois, de façon officielle, la nécessité et l'importance de cultiver les relations intellectuelles pour consolider la solidarité continentale et qu'est prise la première initiative collective dirigée directement dans ce but.[303]. »

L'auteur s'appuie sur la résolution formulée lors de cette Conférence qui avait pour objectif la fondation d'une bibliothèque Américaine à Washington. Il faut cependant attendre la Seconde Conférence Panaméricaine (Mexico, 1902) pour que ce projet soit concrétisé et que naisse la Bibliothèque Colombus.

La Troisième Conférence Interaméricaine (Rio de Janeiro, 1906) marque une nouvelle avancée dans la prise en compte de la coopération intellectuelle dans les prérogatives de ce qui était alors encore le Bureau des Républiques américaines. En effet, une recommandation stipule que ce dernier se penche sur les questions d'éducation, en particulier les échanges d'étudiants[304].

Cette tendance se confirme à Buenos Aires, en 1910, à l'occasion de la Quatrième Conférence : parmi les délégués, nombreux sont ceux issus des milieux intellectuels et éducatifs[305]. Par ailleurs, à l'occasion de la réorganisation du Bureau, qui devient Union Panaméricaine, les relations intellectuelles sont clairement identifiées comme faisant partie de son champ d'action. Enfin, est adoptée une résolution visant à encourager les échanges de professeurs et d'étudiants entre universités américaines[306]. Cette dernière, même peu suivie

---

[303] Hernán Castro OSSANDON, *Cooperación intelectual americana*, Memoria de prueba para optar al grado de licenciado en la Faculdad de Ciencias Jurídicas y Sociales de la Universidad de Chile, Santiago, 1944, p. 11.
[304] Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 13.
[305] Bernard Moses, de l'université de Californie, et William R. Sheperd, de l'Université de Columbia, font partie de la délégation nord-américaine et sont alors les plus réputés des historiens latino-américanistes de leur pays (Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 14).
[306] Le texte de cette résolution est reproduit dans William H. SHEPERD, *The Pan-American Conference at Buenos Aires*, Columbia University, juin 1911, p. 307-308. Cet ouvrage est disponible en ligne : http://www.archive.org/details/panamericanconfe00sheprich.

d'effets[307], peut être considérée comme le premier pas vers la Convention adoptée à la Conférence Extraordinaire de Buenos Aires, en 1936, sur laquelle nous allons revenir. La nécessité de multiplier les échanges universitaires est par la suite réaffirmée lors du Second Congrès Scientifique Panaméricain en 1915, au cours duquel est formulée une résolution visant à ce que

> « l'enseignement de l'Espagnol soit proposé dans l'ensemble des écoles des États-Unis, et celui de l'Anglais dans les établissements scolaires d'Amérique latine. Il fut entendu que les deux langues seraient enseignées du point de vue américain, qu'il s'agisse des traditions, de l'histoire, de la littérature ou des institutions[308] ».

Si la Conférence de La Havane (1928) s'est déroulée dans une ambiance tendue, notamment sur les questions politiques et juridiques, elle a pourtant débouché sur un certain nombre d'avancées en matière de coopération intellectuelle. Neuf thèmes relevant de ce domaine étaient au programme[309]. Cette conférence débouche ainsi sur la création de l'Institut Panaméricain de Géographie et d'Histoire et sur une résolution proposant la création d'un Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle[310]. L'*Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General,* qui se tient à La Havane du 20 au 23 février 1930, constitue la continuation de ce qui a été entrepris en 1928. Il donne lieu à un véritable panégyrique de la coopération interaméricaine, que celle-ci soit impulsée ou non par l'Union Panaméricaine. Ricardo Dolz (1861-1937), sénateur et doyen de la Faculté de Droit de l'Université de La Havane, déclare dans un discours : « En matière de coopération intellectuelle, notre continent a lancé une entreprise de grande envergure qui nous permet de nourrir des espérances de progrès[311] ». Il détaille par la suite les raisons de son optimisme, faisant de la sorte un tableau de la coopération intellectuelle interaméricaine :

> « Mes espérances se fondent sur plus de vingt traités, conventions ou accords auxquels nous sommes parvenus avec les nations des Amériques, dans ce secteur incontournable pour notre civilisation. L'Argentine, le Brésil, le Costa Rica, le Chili, Cuba, l'Équateur, les États-Unis, le Honduras, le Mexique et l'Uruguay, et bien d'autres ont accepté les directives et la réglementation relative à la coopération intellectuelle. Des bourses d'études ont été instituées à cet effet en Argentine, à Cuba, au Mexique, au Pérou aux États-Unis et ailleurs. Des organisations en faveur du développement des relations inter-universitaires ont été créées au Chili, aux Etats-Unis, au Paraguay etc… Par ailleurs, parallèlement à cette conférence inter-Amériques, ont eu lieu plus d'une centaine de conférences, missions, instituts, congrès, organisations scientifiques, initiatives visant à la coopération, associations, établissements d'enseignement supérieur, fédérations, confédérations, voyages, musées, entreprises etc… L'ensemble de ces manifestations ont fait avancer la coopération dans les domaines, entre autres, du droit international, de la science, de la médecine, de la sécurité sociale, ou encore de l'éducation. Chacun de

---

[307] En tout cas au niveau des gouvernements ; en revanche, suite à cette résolution, la *Carnegie Endowment for Peace* initie un programme de bourses pour étudiants latino-américains et projette de fournir les fonds nécessaires à un échange de professeurs (Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 45).
[308] *Proceedings of the Second Pan American Scientific Congress*, Washington, 1915 .
[309] Voir le texte de la resolution créant l'institut en annexe.
[310] Nous reviendrons sur cet institut dans notre chapitre IV.
[311] *Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General (1928), Report of the Chairman of the Delegation of United States,* United States Government Printing Office, Washington, 1931, p. 19.

> ces domaines traite des relations gouvernementales, du droit international ou local, des sciences dans leur globalité, qu'il s'agisse de : l'archéologie, la géographie, l'histoire, la chimie, l'agriculture, l'architecture, la médecine […]. Tous ceux-ci ont trouvé naissance grâce au travail dédié à la gloire de la civilisation américaine accompli par les pays occidentaux lettrés[312]. »

Si le projet d'Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle reste lettre morte, ce qui semble contredire l'enthousiasme de Ricardo Dolz, les années 1930 sont malgré tout riches en initiatives de toutes sortes dans ce domaine, au niveau panaméricain comme latino-américain[313]. La conférence de Buenos Aires en 1936 peut être considérée l'acmé de ce mouvement

L'important dispositif adopté à cette occasion en termes de coopération intellectuelle est à mettre en relation avec l'implication inédite du gouvernement des États-Unis. On est en effet à un moment où le *State Department* envisage de jouer un rôle sur le terrain des relations culturelles, jusque-là surtout occupé par les initiatives privées[314]. Lors de la conférence interaméricaine de Montevideo (1933) la délégation nord-américaine, composée de diplomates et dirigée par Stephen Duggan, avait déjà mis l'accent sur la nécessité de renforcer les programmes d'échanges universitaires. L'idée, développée ensuite à Buenos Aires[315], était que ces échanges ne devaient pas être uniquement financés par les États-Unis : les pays latino-américains devaient également être partie prenante de la dynamique de coopération que le gouvernement nord-américain appelait de ses vœux. C'est ainsi que la délégation des États-Unis à Buenos Aires propose une résolution concernant les échanges universitaires. Celle-ci débouche sur la Convention pour la Promotion des Relations culturelles Interaméricaines, approuvée à l'unanimité[316]. Comme le note Irwin Gellman, « la convention de Buenos Aires fit bien plus, en vérité, que de générer simplement des débouchés pan-américains sur le plan éducatif[317] ». Outre un renforcement des échanges universitaires, cette convention préconise un service d'échange de publications entre les bibliothèques des États contractants ; contient une résolution sur l'orientation pacifique de l'Instruction publique ; une autre sur la circulation des films ayant un caractère éducatif ; et enfin une dernière concernant les expositions artistiques[318]. Enfin, est créée l'*Asociación de escritores y artistas americanos*, dont le siège est à La Havane ; les gouvernements américains s'engagent à la soutenir, afin d'encourager « ses idéaux de solidarité effective entre les hommes de lettres de cet

---

[312] *Idem*, p. 19-20.
[313] Nous reviendrons sur ces dernières dans notre chapitre VI.
[314] Voir chapitre IV.
[315] Sur la conférence de Buenos Aires, voir également chapitre VI.
[316] Voir l'intégralité du texte en annexe.
[317] Irwin GELLMAN, *Good Neighbor Diplomacy : United States in Latin America 1933-1945*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1979, p. 145 : « *the Buenos Aires convention did, in fact, much more than generate Pan American educational opportunities.* ».
[318] AUN, A XI 11, mai 1937, Lettre de Daniel Montenach, secrétaire de l'OCI, à Henri Bonnet, directeur de l'IICI.

hémisphère[319] ». À partir de 1939[320], une revue intitulée *América* lui est associée, traitant de questions « scientifiques, artistiques et intellectuelles[321] ».

Les activités de coopération intellectuelle au niveau panaméricain – qu'elles soient ou non directement impulsées par l'Union Panaméricaine – mériteraient un travail de thèse en soi. Qu'il s'agisse de l'étude détaillée des discussions et résolutions ayant lieu lors des conférences interaméricaines ; de la constitution de la Bibliothèque Colomb ; des congrès scientifiques ; de l'Institut International Américain d'Assistance et de protection de l'Enfance[322] ; de l'Institut Américain de Droit International[323] ; ou des initiatives concernant la musique[324]. Nous nous arrêterons ici sur quelques aspects de cette coopération intellectuelle, en fonction des sources dont nous disposons et de l'intérêt qu'ils présentent pour notre démonstration.

---

[319] MRE Argentine, División de publicidad y propaganda, año 1938, caja 4168, La Havane, 04/05/1938, Lettre de Pastor del Rio, secrétaire général de l'*Asociación de escritores y artistas* americanos au chef du courrier du pouvoir exécutif de la République Argentine : « *sus ideales de efectiva solidaridad espiritual entre los hombres de estudio de este hemisferio*. ».

[320] Cette revue paraît jusqu'en 1958, avec une interruption entre 1948 et 1952.

[321] *Ibid*.

[322] Cet institut est créé en 1926 suite au quatrième Congrès Panaméricain de l'Enfant, qui a lieu à Santiago du Chili en 1924. Il commence à fonctionner en 1926 et son siège se trouve à Montevideo. Voir Eduardo SILVEIRA NETTO NUNES, « Redes científicos-intelectuais na América Latina : o papel do Boletín del Instituto Interamericano del Niño, na década de 1930-1940 », *Anais Eletrônicos do VIII Encontro Internacional da ANPHLAC*, Vitória, 2008 (disponible en ligne : http://anphlac.org/upload/anais/encontro8/eduardo_silveira_netto_nunes.pdf) et du même auteur « Os primeiros congressos panamericanos del niño (1916, 1919, 1922, 1924) e a participação do Brasil », *Anais do XIX Encontro Regional de História : Poder, Violência e Exclusão*, ANPUH/SP – USP, São Paulo, 8-12 septembre 2008 (disponible en ligne : http://www.anpuhsp.org.br/sp/downloads/CD%20XIX/PDF/Seminarios%20Tematicos/ST%2006%20Marcia%20R.%20de%20Barros,%20Regina%20C.E.%20Gualtieri%20e%20M.Amelia%20M.%20Dantes/Eduardo%20Silveira%20Netto%20Nunes.pdf). Voir aussi : Donna J. GUY, « The Politics of Pan-American Cooperation : Maternalist, Feminism and the Child Rights Movement, 1913-1960 », *Gender and History*, vol. 10, n°3, novembre 1998, p. 440-469.

[323] Fondé en 1911 sur l'initiative de M. James Brown Scott et d'Alejandro Alvarez, il est « la fédération de 21 sociétés nationales de Droit International existant chacune dans les 21 Républiques du Nouveau Monde ». Il se propose de « développer la solidarité qui unit tous les États de ce Continent en étudiant les problèmes qui leur sont particuliers, afin de leur donner la solution qu'ils réclament, en élargissant les principes du Droit International actuellement en vigueur, ou en procédant, au besoin, à la création de nouveaux principes. L'Institut a déjà tenu trois sessions et, à la suite des travaux de la dernière le Projet de 'Codification du Droit International Américain' a été élaboré. » (Alejandro Alvarez, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve Session de l'Union Juridique Internationale, juin 1926, p. 15-16). Sur cet Institut et sur James Brown Scott, voir Juan Pablo SCARFI, *James Brown Scott y la propagación del derecho internacional norteamericano en las Américas, 1900-1939*, Tesis de maestría en Historia, dir. Ricardo D. Salvatore, Universidad Torcuato di Tella, juin 2009.

[324] Nous reviendrons brièvement sur ce thème dans notre chapitre IV, où il sera question de la diplomatie culturelle nord-américaine, dans la mesure où cette dernière a utilisé la musique, et l'Union panaméricaine, à travers la création de l'*Inter-American Music Center of the Pan American Union*, dans son dispositif.

Les Congrès scientifiques panaméricains

Parallèlement aux conférences interaméricaines, des congrès scientifiques panaméricains, « s'occupant de toutes les matières qui relèvent de la science mais en les étudiant spécialement du point de vue américain[325] », se réunissent périodiquement.

Le premier d'entre eux se tient à Santiago du Chili du 25 décembre 1908 au 5 janvier 1909[326]. Auparavant, trois congrès scientifiques avaient eu lieu, mais sans les États-Unis[327]. En effet, à l'initiative de la Société Scientifique Argentine, des scientifiques d'un certain nombre de pays latino-américains s'étaient réunis à Buenos Aires en 1898 afin de discuter de problèmes d'ordre économique et scientifique communs. Suivent deux autres rencontres et, lors de la troisième, à Rio de Janeiro en 1905, il est décidé d'inclure les États-Unis et d'inscrire à l'avenir ces réunions dans le cadre du panaméricanisme. C'est ainsi que le président de la commission en charge de l'organisation du congrès de Santiago, en l'occurrence le recteur de l'Université du Chili, Valentin Letelier, invite non seulement formellement les États-Unis mais contacte également diverses universités et sociétés savantes de ce pays. Le Congrès des États-Unis décide de débloquer la somme de 35 000 dollars afin de pourvoir aux frais de la délégation nord-américaine. Celle-ci comprend dix délégués, dont Leo S. Rowe[328]. Mathématiques, sciences physiques, sociales et juridiques, pédagogie et philosophie sont les matières à l'honneur. Parmi les communications et sujets abordés, on peut relever l'importance accordée à la lutte contre les maladies tropicales[329] et la présence de questions juridiques récurrentes dans l'histoire du panaméricanisme[330]. Le Congrès se clôt sur une série de recommandations et de résolutions. Pour Leo S. Rowe, qui préside la délégation nord-américaine, le congrès qui vient de se dérouler marque l'avènement d'une nouvelle ère de coopération intellectuelle. C'est l'occasion, pour les nations sud-américaines, et en particulier pour les membres de la communauté scientifique, de modifier leur vision du progrès, qui jusque là s'appuyait sur l'expérience européenne[331]. Le

---

[325] Alejandro ALVAREZ, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve Session de l'Union Juridique Internationale, juin 1926, p. 15.
[326] Sur ce congrès, voir Francisco R. SAGASTI et Alejandra PAVEZ, « Ciencia y tecnología en América Latina a principios del siglo XX : Primer congreso panamericano », *Quipu*, vol. 6, n°2, mai-août 1989, p. 189-216.
[327] Sur ces congrès, voir chapitre V.
[328] Voir Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 14.
[329] On peut notamment citer les communications des Nord-Américains M. T. Roseneau, « Recent Advances in the Study of Typhoid Fever » ou du Dr. W. C. Gorgas, « Sanitation of the Tropics with Special Reference to Malaria and Yellow Fever » (cité par William Spence ROBERTSON, *Hispanic-American relations with the United States*, New York, Oxford University Press, 1923, p. 405).
[330] Le chilien Alejandro Alvarez fait une communication intitulée « Le Droit International américain » et son confrère colombien Francisco José Urrutia sur « L'évolution du principe d'arbitrage en Amérique » (voir William Spence ROBERTSON, *ouv. cité*, p. 406).
[331] Voir Miguel Antonio MUÑOZ-ASENJO, *art. cité*, p. 62.

diplomate Enrique Carlos Ribeiro Lisboa, chef de la délégation brésilienne, revient sur cette question ; mais s'il met en avant l'esprit américaniste qui a marqué le congrès, il juge également opportun de rassurer ceux qui, en Europe, pourraient percevoir ce dernier comme « anti-européen » :

> « Sous l'inspiration d'une défiance suspicieuse, on a cru percevoir dans l'organisation de ces Congrès des intentions hostiles envers l'Europe. Souveraine absurdité, Messieurs! Si sa conduite envers ces peuples [américains] a été peu amène dans certaines occasions, nous, les Américains, n'oublions jamais que l'Europe est la Mère Europe. Je crois me faire l'interprète du sentiment intime de tous nos membres en déclarant que la seule chose que nous nous proposons consiste à étudier les problèmes scientifiques à partir du point de vue américain, à encourager le rapprochement de ces peuples dans l'intérêt de la paix continentale, à gagner à notre cause la considération et la sympathie du monde cultivé, en prouvant, grâce à l'existence d'une incommensurable classe d'intellectuels et grâce à l'abondante reproduction de ses travaux scientifiques, que l'Amérique est un élément modeste, mais non négligeable dans l'œuvre du progrès universel. Je ne pense pas me tromper en affirmant que ce qui a motivé cette inquiétude soupçonneuse c'est que, parmi les but que nous encourageons, celui que nous plaçons au-dessus de tous les autres est d'unifier les idéaux de ces peuples pour construire l'âme américaine, c'est-à-dire, la personnalité souveraine de l'Amérique, et la faire sentir aussitôt au monde entier, sans arrogance, mais sans timidité non plus, au profit de la paix, du droit et de la justice[332]. »

Le Second Congrès Scientifique Panaméricain (Washington, 1915) peut être considéré comme la plus importante manifestation réunissant des intellectuels des deux parties du continent ainsi que plusieurs centaines de délégués et abordant des questions d'ordre commercial, éducatif et scientifique. Le Congrès a pour but, selon la formule rapportée par Samuel Guy Inman, « d'accroître les connaissances sur l'Amérique, de diffuser et de faire de la culture de chaque nation des Amériques l'héritage de toutes les Républiques américaines[333] ».
Ce congrès correspond à la période où Woodrow Wilson tente d'améliorer les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine, notamment par le biais de son projet de pacte.

Après le Congrès de Washington, trois autres ont lieu : l'un à Lima en décembre 1924, le deuxième à Mexico en septembre 1935 et le dernier de nouveau à Washington du 10 au 18 mai 1940. Ces réunions scientifiques sont devenues de plus en plus conséquentes, au fur et à mesure que de nouveaux domaines y étaient incorporés[334]. Par ailleurs, les résolutions prises lors des congrès sont soumises à l'Union Panaméricaine qui se charge de les inclure dans le programme des conférences interaméricaines suivantes[335]. Selon les mots d'Hernán Castro Ossandon, ces

---

[332] Cuarto Congreso Científico (Primer Panamericano), *Reseña General y Trabajos Presentados*, publicados en 22 volúmenes, Santiago de Chile, Imprenta, Litografía y Encuadernación Barcelona, 1915, p. 100.
[333] Samuel Guy INMAN, « Backgrounds and Problems in Intellectual Exchange », in *Inter American Intellectual Interchange*, Institute of Latin American Studies of the University of Texas, 1943, p. 7.
[334] Le dernier Congrès a ainsi divisé ses activités suivant le classement suivant : « sciences anthropologiques, sciences biologiques, sciences géologiques, agriculture et conservation, salubrité publique et médecine, sciences physiques et chimiques, statistiques, histoire et géographie, droit international, droit public et jurisprudence, économie, sociologie et éducation » (Hernán Castro OSSANDON, *ouv. cité*, p. 38-39).
[335] *Idem*, p. 39.

dernières représentent le « panaméricanisme politique » tandis que les congrès scientifiques réalisent le « panaméricanisme pratique »[336].

L'Institut Panaméricain de géographie et d'histoire

La constitution d'un Institut Panaméricain de Géographie et d'Histoire est à l'origine un projet cubain. En effet, en 1925, le ministère des Relations extérieures cubain s'adresse aux sociétés et académies scientifiques du pays pour les inviter à proposer un thème qui serait intégré dans le programme de la Sixième Conférence Interaméricaine. La Société géographique de Cuba fait alors la suggestion suivante :

> « Établissement d'un Institut Géographique Panaméricain qui serve de centre de coordination, de distribution et de divulgation des études géographiques entre les États américains et d'organe de coopération entre les instituts géographiques d'Amérique, pour faciliter l'étude des questions frontalières entre les nations américaines[337]. »

Cette proposition est communiquée par le ministère cubain des Relations extérieure à l'Union Panaméricaine, qui l'inclut dans le programme de la future conférence. Auparavant deux Congrès Internationaux d'Histoire et de Géographie Américaines avaient eu lieu, l'un à Buenos Aires en octobre 1924, l'autre à Asunción, en octobre 1926[338].

Lors de la VIe Conférence Internationale américaine, qui se tint à La Havane en février 1928, le projet cubain n'est pas le seul sur ce thème : la délégation mexicaine présente elle aussi un projet « très bien préparé, qui répondait à l'interprétation qu'on avait donné à la question à Mexico[339] ». Lors du débat autour de cette question, un des délégués cubains, Fernando Ortíz[340], suggère que l'histoire soit également prise en compte[341]. L'Argentin Laurentino Olascoaga[342] est chargé d'étudier le projet. En définitive, la conférence adopte une résolution décidant de la

---

[336] *Ibid.*

[337] Cité par Salvador MASSIP, « El Instituto Panamericano de Geografía e Historia », *Boletín de la Unión Panamericana*, avril 1930, p. 390.

[338] *Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America*, Publication of the Department of State. Conference Series, n°8, Washington, Government Printing Office, 1931, p. 5.

[339] *Idem*, p. 391 : « *muy bien preparado, que respondía a la interpretación que se había dado al tema en México* ».

[340] Fernando Ortíz (1881-1969) est un avocat, historien et anthropologue reconnu, précurseur des études sur la culture d'origine africaine à Cuba. Il a dirigé de nombreuses publications périodiques et participé à la fondation d'un certain nombre d'institutions culturelles (notamment la Société de Folklore cubain, en 1924, l'Institution Hispano cubaine de culture, en 1926 et la Société d'Études Afrocubaines de La Havane, en 1937).

[341] « Creación y funcionamiento del Instituto Panamericano de Geografía e Historia », *Boletín Bibliográfico de Antropología Americana* (1937-1948), vol. 1, n° 1-2, juin 1937, p. 5-6.

[342] Laurentino Olascoaga (1874-1950) est un diplomate argentin qui a également publié un certain nombre d'ouvrages dont *El derecho internacional y la paz universal* (1915), *El ideal argentino* (1917), *Geografía económica argentina* (1923).

création d'un Institut Panaméricain de Géographie et d'Histoire. Cet organisme doit permettre de « coordonner, distribuer et divulguer les études historiques et géographiques menées dans chacun des États américains » et être un « organe de coopération entre les Instituts d'Histoire et de Géographie existant en Amérique, afin de faciliter l'étude des questions relevant de la Géographie et de l'Histoire[343] ». Pour ce faire, il est chargé de

> « […] publier les travaux envoyés par les pays américains ; faire des études sur des questions de frontières à la demande éventuelle des États intéressés ; se charger de constituer un fond d'archives comprenant des cartes et des documents historiques concernant l'Amérique, ainsi qu'une bibliothèque constituée par le matériel réuni par l'Institut[344] ».

Sur le plan de l'organisation, la résolution prévoit que tous les États américains peuvent être membres, chacun étant représenté par une délégation nommée par les gouvernements. Il est par ailleurs prévu que se constituent des comités nationaux dans chacun des pays membres, ces comités devant rassembler dans d'égales proportions historiens et géographes[345]. Enfin, l'Institut doit être financé par les États, selon un système de quote-part, en fonction de la population de chaque pays[346]. En 1928, on ignore encore quel pays accueillerait le siège de l'Institut. Rapidement, le gouvernement mexicain propose qu'il soit localisé à Mexico, ce qui est accepté lors de l'Assemblée préliminaire de l'Institut qui se tient dans cette capitale du 16 au 22 septembre 1929[347]. Mexico s'impose presque naturellement car

> « une convention visant à créer un bureau qui peut être considéré comme le précurseur d'un institut de cette nature avait été adoptée lors de la Seconde Conférence interaméricaine [1901-1902] dans la capitale fédérale de cette République […][348] ».

Les statuts approuvés en 1929 sont modifiés lors du Premier Congrès de l'Institut, qui a lieu à Rio de Janeiro en du 26 décembre 1932 au 1er janvier 1933. Ces modifications sont entérinées à l'occasion du Second Congrès, qui se déroule en octobre 1935 à Washington[349].

---

[343] Texte de la résolution, cité par Hernán Castro OSSANDON, *ouv. cité*, p. 52.
[344] *Ibid.*
[345] Voir la composition des comités nationaux en annexe.
[346] « Creación y funcionamiento del Instituto Panamericano de Geografía e Historia »…, p. 11 : « Les États qui font partie de l'Institut Panaméricain de Géographie et d'Histoire, contribueront à l'entretien de celui-ci, suivant une cotisation annuelle fixée de la façon suivante :

- Moins de deux millions d'habitants: 200 dollars
- De 2 à 4 millions d'habitants : 500 dollars ;
- De 4 à 10 millions d'habitants : 1000 dollars ;
- De 10 à 20 millions d'habitants : 2500 dollars ;
- De 20 à 50 millions d'habitants : 5000 dollars ;
- A partir de 50 millions ou plus: 10 000 dollars. »

[347] Texte de la résolution, cité par Hernán Castro OSSANDON, *ouv. cité*, p. 52.
[348] *Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America*, Publication of the Department of State. Conference Series, n°8, Washington, Government Printing Office, 1931, p. 6.
[349] « Creación y funcionamiento del Instituto Panamericano de Geografía e Historia »…, p. 8. Voir les statuts en annexe.

Deux Mexicains sont à la tête de l'institut : Pedro C. Sánchez[350] en est le directeur et Octavio Bustamante[351] le directeur-adjoint. Il compte aussi deux présidents honoraires, le Nord-Américain William Bowie[352] et le Chilien José Toribio Medina Zavala[353], ainsi qu'un comité exécutif composé de cinq membres permanents[354] et de 15 membres suppléants[355].

Comme aucun édifice ne répondait aux besoins de la future institution, il est décidé, par un décret du président mexicain Pascual Ortiz Rubio en date du 3 mai 1930[356], que soit construit

> « […] un bâtiment spécial qui réunisse toutes les conditions nécessaires pour son fonctionnement et qui démontre en même temps à l'Amérique, que la République mexicaine savait correspondre à l'honneur qu'on lui faisait en la choisissant, qu'elle savait apprécier l'importance de l'Institution créée, et qu'elle voulait en outre manifester toute l'affection qu'elle professe envers tous les États Américains[357] ».

Figure 3 : Le bâtiment de l'Institut Panaméricain de Géographie et d'Histoire.

Source : Boletín de la Unión Panamericana, avril 1930

[350] Pedro C. Sánchez (1871-1956), ingénieur, travaille alors à la Direction des Études Géographiques et Climatologiques dépendant de la Secretaría de Agricultura y Fomento de México.
[351] Octavio Bustamante est également cartographe.
[352] William Bowie (1872-1940) était ingénieur-géodésien et présida notamment l'Union Internationale de Géodésie et de Géophysique.
[353] José Toribio Medina Zavala (1852-décembre 1930) était historien. Il publia notamment, entre 1888 et 1902, une *Colección de documentos inéditos para la historia de Chile, desde el viaje de Magallanes hasta la Batalla de Maipú (1518-1818)* en 30 volumes.
[354] Il s'agit du Cubain Salvador Massip (qui le préside) ; du Brésilien Conde de Affonso Celso (qui en est le vice-président) ; de l'Équatorien Roberto Andrade ; du Péruvien Scipión Llona et du Costa-Ricain Ricardo Fernández Guardia.
[355] J. A. Robertson (États-Unis) ; Jesus H. Henao (Colombie) ; Ricardo Rojas (Argentine) ; Victor Muñoz Reyes (Bolivie) ; Pedro Salvador Fonseca (Salvador) ; Joaquín Rodas (Guatemala) ; Catts Pressoir (Haïti) ; Ulises Meza Cálix (Honduras) ; Carlos Pereyra (Mexico) ; Alfonso Ayón (Nicaragua) ; Aristides Royo (Panama) ; Cecilio Báez (Paraguay) ; Américo Lugo (Santo Domingo) ; Elzear Giuffra (Uruguay) ; Vicente Dávila (Venezuela).
[356] Voir http://www.ipgh.org/Quienes-Somos/Default.htm.
[357] BNC, Instituto Panamericano de geografía e historia, *Inauguración del edificio en la ciudad de México el dia 05/05/1930*, publicación n°2, Imprenta Reveles, México, Allocution de Pedro S. Sánchez, directeur de l'Institut.

Le bâtiment, composé d'une mapothèque, d'une bibliothèque et d'un musée, ainsi que des locaux nécessaires à son fonctionnement administratif, est construit à Tacubaya, dans la banlieue de México, près des observatoires astronomique et météorologique. Le coût de sa construction s'élève à plus de 100 000 dollars[358].

Outre sa mission principale qui est de faire le lien entre les diverses institutions qui se consacrent à la géographie et à l'histoire dans les différents pays américains, l'Institut doit mettre à profit son réseau d'ingénieurs et de chercheurs pour lancer de nouvelles recherches. Il s'agit en particulier, selon les mots de Salvador Massip[359], de « stimuler et diriger, dans la mesure du possible, l'exploration des régions américaines peu connues », tâche « immense » dans la mesure où « une grande partie des pays d'Amérique, même les plus petits et les plus peuplés, comptent à l'intérieur de leurs frontières des régions presque inconnues[360] ».

L'Institut se doit également de participer à la diffusion des savoirs. Pour cela il est au départ prévu que soit publiée une *Revista Americana de Geografía e Historia*[361]. Cette revue ne voit jamais le jour. En revanche, en juin 1937, naît, à l'instigation d'Afonso Celso qui le dirige, le *Boletín bibliográfico de Antropología Americana*[362]. En mars 1938, commence la publication de la *Revista de Historia de América*[363], fondée et dirigée par Silvio Zavala[364]. En 1940, est créée la *Revista Geográfica*[365].

Dans la même perspective, Salvador Massip évoque, en 1930, une des décisions prises lors de l'Assemblée préliminaire : chaque comité national se voit chargé de rédiger un ouvrage de géographie et un ouvrage d'histoire sur son pays. Le but est de constituer une bibliothèque de manuels, « abondamment illustrés », rassemblant des informations destinées au grand public. Cette initiative vise à « permettre à l'Amérique de se connaître elle-même », en-dehors du seul cercle des intellectuels et des élites lettrées[366].

Salvador Massip revient enfin sur ce qui est, selon lui, « la principale raison d'existence de l'Institut », à savoir « le développement extraordinaire que les études géographiques et historiques

---

[358] Salvador MASSIP, « El Instituto Panamericano de Geografía e Historia », *Boletín de la Unión Panamericana*, avril 1930, p. 394.
[359] Salvador Massip Valdés (1891-1978) est un géographe, éducateur, homme politique, journaliste et diplomate cubain. Il faisait partie de la délégation cubaine lors de la Conférence Interaméricaine de La Havane.
[360] Salvador MASSIP, *art. cité*, p. 396.
[361] Salvador, MASSIP, *art. cité*, p. 394.
[362] Silvio ZAVALA, *El Instituto Panamericano de Geografia e Historia*, Instituto Panamericano de Geografia e Historia, Comisión Historia, Mexico DF, 1952, p. 13.
[363] *Ibid.*
[364] Silvio Arturo Zavala Vallado (1909) est un historien et diplomate mexicain. Il fonde, en 1941, le Centre d'Études historiques au sein du Colégio de México.
[365] Voir http://www.ipgh.org/Publicaciones/Files/Catalogo_Pubs_2011_Web_vJUL2011.pdf.
[366] Salvador MASSIP, *art. cité*, p. 397 : « *profusamente ilustrados* » ; « *dar a conocer América a sí misma* ».

ont atteint ces derniers temps[367] ». Cet « extraordinaire développement » ne date pas du XXe siècle, mais doit, selon nous, être mis en relations avec les nombreuses rivalités territoriales existant en Amérique du Sud à la suite des indépendances. De fait, l'établissement d'une identité territoriale se révéla très problématique. Il ne suffisait pas de se référer au découpage administratif colonial, car celui-ci était fort imprécis dans des régions de confins, peu peuplées, telles que le désert d'Atacama, la Patagonie, la Terre de feu, l'Amazonie…Par ailleurs, se superposait à ce découpage administratif celui de l'institution ecclésiastique, parfois plus significatif et suscitant chez les populations un plus grand sentiment d'appartenance. Les conflits autour de leurs frontières commencèrent donc dès qu'ont surgi les nouveaux États indépendants. Cette situation est compliquée par le fait que l'Espagne et le Portugal se disputèrent souvent au sujet des frontières de leur empire, signant de nombreux traités peu respectés, mais qui constituaient des précédents que les nouveaux États invoquèrent contre leurs voisins. Parmi les rivalités les plus profondes et les plus durables, il y a celle qui oppose le Brésil et l'Argentine, perpétuant la lutte entre les deux anciennes métropoles pour le contrôle de l'estuaire du Rio de La Plata.

Il n'est donc pas surprenant que l'Institut Panaméricain de Géographie et d'histoire fasse l'objet de suggestions visant à ce que ce dernier puisse avoir un rôle en cas de différend frontalier entre deux pays latino-américains[368]. On ne trouve pourtant pas de référence à un éventuel recours aux ressources de cet organisme lors des conflits qui opposent certaines nations latino-américaines – notamment le conflit du Chaco – dans les années 1930.

---

[367] *Idem*, p. 395 : « *la principal razón de existencia del Instituto* » ; « *el extraordinario desarrollo que en estos últimos tiempos han alcanzado los estudios geográficos e históricos* ».

[368] *Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America*, Publication of the Department of State. Conference Series, n°8, Washington, Government Printing Office, 1931, p. 5 : « Un délégué cubain a très justement proposé que cet Institut soit un institut d'histoire et que cette dernière, figure, au même titre que la géographie, dans son intitulé, étant donné que ce dernier représentait un enjeu politique dans les États latino-américains : dans la perspective de règlements des questions frontalières et des conflits pouvant surgir entre eux, il serait nécessaire de pouvoir consulter des documents historiques qui, par conséquent, devraient être consultables dans les archives de cet institut. Cette suggestion était tellement pertinente qu'elle a été adoptée à l'unanimité.

Le dernier des trois points qui devaient être examinés à ce sujet a connu le même succès. Il avait été au départ suggéré que l'Institut intervienne dans les différends frontaliers, ce qui signifierait, évidemment, que les pays concernés pouvaient se sentir gênés par les suggestions émanant d'autres républiques américaines. Le délégué vénézuélien suggéra que l'Institut, à la demande des parties en conflit, offrît ses service – une proposition dont le caractère raisonnable permit de surmonter toute opposition. »

Le Bureau de Coopération Intellectuelle

> « Cela fait plus de vingt ans que l'Union Panaméricaine a vu la nécessité urgente d'impulser, par tous les moyens à sa disposition, les relations culturelles entre les républiques américaines[369]. »

L'UPA se dote en 1917 d'une section dévolue au développement des relations culturelles entre les États américains, les questions relatives à l'éducation constituant sa principale priorité[370]. Cette section a pour origine une résolution prise lors du Second Congrès Scientifique Panaméricain, qui a lieu à Washington en 1915[371]. Quels sont exactement les buts et les activités de la section ? Comme l'écrit en 1939 Concha Romero James[372], qui en est alors la directrice, dans un *memorandum* intitulé « Programme de coopération intellectuelle de l'Union Panaméricaine », il s'agit de

> « […] collecter des informations sur le mouvement éducatif dans les différents pays d'Amérique; publier une série de brochures sur des thèmes pédagogiques; coopérer avec les éducateurs latino-américains intéressés par l'un des aspects de l'enseignement aux États-Unis; faciliter l'étude, pour les étudiants et les éducateurs nord-américains, de tout ce qui est relatif à l'éducation en Amérique Latine; orienter les étudiants latino-américains aux États-Unis. Pour ces derniers, dans le but d'aplanir les difficultés qu'ils rencontraient lorsqu'ils essayaient de faire valider leurs études aux États-Unis, la Section d'Éducation a publié ces derniers jours une série de rapports sur l'enseignement secondaire, normal et universitaire dans chaque pays latino-américain[373]. »

Comme on le voit, favoriser les échanges universitaires entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine apparaît comme le cœur de la mission de la Section. Concha Romero James note en effet qu' « il est rapidement apparu combien il serait bénéfique, pour les relations interaméricaines, d'incorporer le plus grand nombre de jeunes Latino-Américains aux universités des États-Unis »[374]. Plus loin elle ajoute :

> « Parmi les activités auxquelles s'est consacrée l'Union Panaméricaine depuis les débuts de son action culturelle figure celle qui a pour fin de faire en sorte que les institutions d'enseignement supérieur des

---

[369] AUN, A XI 11, *Memorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan, 27/09/1939 : « *Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana* », par Concha Romero James.
[370] *Ibid.*
[371] AUN, A III 63, *Primera conferencia Americana de comisiones nacionales de Cooperación intellectual*, *Actas e informes*, Imprenta Universitaria, Santiago, 1939, Rapport de Concha Romero James, « Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana », p. 109. Sur les Congrès Scientifiques panaméricains, voir aussi notre chapitre V.
[372] Nous avons peu d'informations sur Concha Romero James. Nous savons que, de nationalité mexicaine, elle fit une grande partie de ses études aux États-Unis et était mariée à un journaliste et critique littéraire chilien, Earle James, spécialiste notamment de la littérature latino-américaine. Elle remplace Heloise Brainerd à la tête de la *Oficina de cooperación intelectual*.
[373] AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan, 27/09/1939 : « *Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana* », par Concha Romero James.
[374] *Ibid.*

États-Unis établissent des cours spécifiques pour l'étude de l'histoire, de l'organisation politico-sociale et de la culture d'Amérique Latine[375]. »

Le travail et les finalités de la section s'inscrivent donc dans une perspective plus large qui a vu le monde universitaire nord-américain s'intéresser de plus en plus aux études latino-américaines. Selon Mark T. Berger, ce mouvement s'étend des années 1890 aux années 1940 et doit être perçu à l'aune des liens étroits entre les sphères diplomatiques et universitaires des États-Unis dès qu'il s'agissait de l'Amérique latine[376]. Dans cette optique, les premières réalisations de la section sont marquées par la « diffusion de la littérature, de l'histoire et des langues de l'Amérique latine dans les principaux centres d'éducation nord-américains[377] ».

Par la suite, est mis en place un programme de bourses pour les étudiants latino-américains désireux d'étudier aux États-Unis. Pour ce faire, un partenariat est créé entre l'Union Panaméricaine et plus de 50 établissements d'enseignement supérieur nord-américains[378], mais aussi avec des organisations philanthropiques, telles les Fondations Carnegie, Rockfeller et Guggenheim[379]. Cette dernière est directement sollicitée par la direction générale de l'Union Panaméricaine en 1926[380].

---

[375] *Ibid*. Afin de favoriser cette action et d'encourager les universités nord-américaines à intégrer à leurs cursus de telles matières, la section publie, en 1931 et en 1936, des rapports sur les cours existants (AUN, A III 63, *Primera conferencia Americana de comisiones nacionales de Cooperación intellectual*, *Actas e informes*, Imprenta Universitaria, Santiago, 1939, Rapport de Concha Romero James, « Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana », p. 111).

[376] Mark T. BERGER, « A Greater America? Pan Americanism and the Professional Study of Latin America, 1890-1990 », *in* David SHEININ (ed.), *Beyond the ideal : Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 46 : « De nombreux spécialistes de l'Amérique latine arrivés à la majorité au moment de la Première Guerre mondiale sont passés de l'université au Département d'État, ou à d'autres secteurs du gouvernement, ou ont choisi des organisations et des fondations privées – au moins pour une partie de leur carrière -. »

[377] Hernán Castro OSSANDON, *Cooperación intelectual americana*, Memoria de prueba para optar al grado de licenciado en la Faculdad de Ciencias Jurídicas y Sociales de la Universidad de Chile, Santiago, 1944, p. 36. Voir aussi AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan, 27/09/1939 : « *Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana* », par Concha Romero James : « Parmi les activités auxquelles s'est consacrée l'Union Panaméricaine depuis les débuts de son action culturelle figure celle qui a pour but de parvenir à ce que les institutions d'éducation supérieure des États-Unis établissent des cours spécialisés consacrés à l'étude de l'histoire, de l'organisation politico-sociale et de la culture de l'Amérique Latine. »

[378] Hernán Castro OSSANDON, *ouv. cité*, p. 36.

[379] Il s'agit de la fondation John Simon Guggenheim, fondée en 1925. John Simon Guggenheim, alors sénateur, et son épouse, ont créé cette institution en hommage à leur fils, décédé deux ans plus tôt. Dans la lettre de fondation, datée du 26 mars 1925, le sénateur en exposait les buts, dont le principal était de contribuer à la puissance des États-Unis dans les domaines de l'éducation, de la littérature, de l'art et des sciences et de promouvoir un idéal de compréhension entre les peuples. Si au début les bourses ne sont destinées qu'aux ressortissants des États-Unis, une seconde lettre, du 07 juin 1929, entérine la volonté de John Simon Guggenheim d'étendre à l'Amérique latine le champ d'action de sa fondation. Des comités de sélection spécifiques sont mis en place au Mexique (1930, puis en Argentine, au Chili et à Cuba (1931) et enfin à Porto Rico (1932). (voir http://www.gf.org/history-people/history-of-the-fellowship/, site consulté le 09/08/2011).

[380] « […] l'intérêt de la Fondation Guggenheim pour l'Amérique Latine trouve son origine dans une lettre adressée en 1926 par la Direction Générale de l'Union Panaméricaine au Sénateur Guggenheim dans laquelle elle lui suggérait l'opportunité d'agrandir son rayon d'action en offrant des bourses de perfectionnement pour les étudiants et professionnels d'Amérique Latine. La proposition fut bien reçue et en 1928 furent menées les études

La section connaît par la suite une évolution : en 1924, elle est plus autonome vis-à-vis de la direction générale[381]. Enfin, en 1929, elle change de dénomination et devient « Bureau de Coopération Intellectuelle »[382]. Cette section apparaît pour certains comme complémentaire des travaux de l'OCI, à même de faire fructifier ses principes dans cette partie du monde, comme le montre la présentation qu'en fait le Chilien Francisco Walker Linares :

> « Outre la coopération intellectuelle internationale, il existe un bureau de coopération intellectuelle au sein de l'UPA de Washington, créée pour renforcer les relations spirituelles entre les nations du continent américain, mais sans que celle-ci ne se dresse comme une institution rivale ou antagonique de celle de Paris […][383]. »

Elle peut aussi être perçue comme une menace : celle d'une coopération régionalisée sous l'influence des États-Unis[384].

Comment fonctionne cette section ? Dans le numéro d'octobre 1929 du *Bulletin de l'Union Panaméricaine* il est fait mention de l'aide apportée à ce bureau par le Comité Permanent de Coopération Intellectuelle, qui est l'un des sous-comités du Conseil directif de l'UPA[385]. Il est également dit qu'un Comité technique consultatif, composé d' « éminentes personnalités de divers champs intellectuels », toutes nord-américaines, a participé à l'élaboration du programme d'activité du Bureau[386]. Ce dernier a désormais des attributions plus larges puisqu'il s'occupe non seulement des questions relatives à l'éducation, mais aussi de tout ce qui concerne « le développement culturel du Continent[387] ». Afin de mieux faire saisir l'étendue de son champ d'action, Concha Romero James s'appuie sur la documentation conservée dans ses archives, dont le classement révèle les sujets traités :

---

préliminaires qui eurent pour résultat d'établir des bourses de la Fondation Guggenheim, auxquelles peuvent postuler les jeunes diplômés des universités d'Argentine, du Chili, du Mexique, de Cuba et de Porto Rico. Le Bureau de Coopération Intellectuelle eut l'occasion de collaborer avec les personnes envoyées par la Fondation au Mexique et en Amérique du Sud pour effectuer les études mentionnées. » (AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan, 27/09/1939 : « *Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana* », par Concha Romero James).

[381] Hernán Castro OSSANDON, *ouv. cité*, p. 36.

[382] *Ibid.*

[383] Francisco Walker LINARES, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943, p. 13.

[384] Voir sur ce thème le chapitre IV.

[385] Ce Comité Permanent de Coopération Intellectuelle est composé de représentants diplomatiques d'Argentine, du Costa Rica, de l'Équateur, de l'Uruguay et du Mexique. Il est présidé par l'ambassadeur mexicain (BdM, *Boletín de la Unión Panamericana*, octubre 1929, p. 1076).

[386] Ce Comité Technique Consultatif est composé de Laurence Vail Coleman, directeur de l'Association Américaine de Musées ; de Stephen P. Duggan, directeur de l'Institut d'Éducation Internationale ; de Waldo G. Leland, secrétaire du Conseil Américain des Sociétés intellectuelles ; de C. E. McGuire, auparavant membre de la Haute Commission Interaméricaine ; John C. Merriam, président de l'Institut Carnegie de Washington ; Charles Moore, président de la Commission des Beaux Arts ; CalvinW. Rice, secrétaire de la Société Américaine d'ingénieurs méchaniques ; James Brown Scott, secrétaire de la Fondation Carnegie pour la Paix internationale et président de l'Institut Américain de Droit International et J. David Thompson, secrétaire du Comité national américain de Coopération Intellectuelle. (*Ibid.*)

[387] *Ibid.*

> « archéologie (principalement la législation sur la conservation des monuments et des sites archéologiques) art et artistes, bibliographie, congrès et conférences, éducation, littérature, exercice de professions, sociétés, échange de professeurs et d'étudiants, de sociétés, de traités de coopération intellectuelle[388] ».

Ces archives permettent au Bureau de Coopération Intellectuelle de fonctionner comme un centre d'informations pour l'ensemble du Continent[389]. Il est intéressant de remarquer que les échanges sont pensés dans le sens États-Unis/Amérique latine et *vice versa*, mais rarement entre pays latino-américains[390]. Il semble cependant que les Latino-Américains soient demandeurs à la fois d'échanges avec les États-Unis, mais aussi avec le reste de l'Amérique, comme le montre cette typologie, dressée par Concha Romero James, des demandes adressées à la section et émanant du sous-continent :

> « Le Bureau reçoit de toute l'Amérique latine d'innombrables demandes émanant d'éducateurs, de fonctionnaires, d'administrateurs, d'étudiants qui ont le projet de passer quelque temps aux Etats-Unis ou d'étudier dans l'un des autres pays d'Amérique; d'auteurs qui ont besoin d'informations sur les thèmes les plus variés ou qui veulent faire parvenir leurs livres aux personnes intéressées dans les mêmes spécialités; d'enfants en âge d'aller à l'école qui ont hâte de correspondre avec de petits camarades inconnus des États-Unis et des autres Républiques sœurs; d'artistes désireux d'exposer leurs œuvres dans ce pays, d'hommes de science qui veulent échanger des publications, faire identifier nos espèces botaniques et zoologiques, voire organiser des expéditions[391]. »

---

[388] AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan, 27/09/1939 : « *Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana* », par Concha Romero James. Cette dernière ajoute : « Certains de ces titres comprennent de nombreuses subdivisions. C'est le cas de l'Éducation, avec plus de 70 dossiers différents, remplis d'informations sur divers types d'écoles à tous les niveaux d'étude et sur les différentes étapes de la théorie et de la pratique pédagogique. On trouve un autre exemple avec les Sociétés, intitulé qui comprend de nombreuses divisions et sous-divisions qui correspondent à toutes les sortes de sociétés culturelles, professionnelles et scientifiques dans chaque république américaine, sur lesquelles sont collectées des données relatives à leurs travaux, leur organisation et leurs publications destinées à être échangées. »

[389] Concha Romero James donne des exemples de la manière dont sont utilisées ces informations : « 1. On projette de monter une expédition archéologique dans un pays latino-américain et les organisateurs veulent savoir avec certitude si on leur permettra d'emporter les objets qu'ils réussiront à découvrir aux cours de leurs fouilles. La législation sur les monuments historiques et archéologiques, répertoriée par le Bureau, résout le problème ; 2. Les fonctionnaires chargés de l'inscription dans une université ne sont pas certains de pouvoir admettre un étudiant latino-américain dans un cours universitaire. Ainsi donc, en consultant les programmes d'étude qui sont conservés dans les archives, il est possible de déterminer la préparation académique du candidat ; 3. Un médecin, un professeur ou un architecte désire exercer sa profession dans la ville de, disons New-York par exemple ; le Bureau a les moyens de le mettre au courant des perspectives qui peuvent lui être offertes et des conditions qu'il doit remplir ; 4. Un journaliste et éducateur reconnu est sur le point de s'embarquer pour l'Amérique du Sud : le Bureau lui fournit non seulement des informations sur les institutions qui lui convient le mieux de visiter, mais aussi des lettres d'introduction auprès des journalistes importants, des recteurs d'université, etc… » (AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan…).

[390] Outre le passage cité dans la note qui précède, on peut également s'appuyer sur cette affirmation de Concha Romero James : « Des services comme ceux déjà signalés et bien d'autres […] contribuent à mettre en contact de nombreux Nord-Américains avec leurs collègues du Sud […] Des services identiques sont rendus dans le cas de Latino-Américains de passage aux États-Unis […]. » (*Ibid.*). Cet aspect se retrouve sous la plume d'Hernan Castro Ossandon : « Les facilités matérielles concédées [par le Bureau] aux étudiants latino-américains installés aux États-Unis, ainsi qu'aux universitaires nord-américains qui souhaitent réaliser leurs mémoires de fin d'étude sur des thèmes en lien avec l'Amérique Latine, sont nombreuses. » (Hernán Castro OSSANDON, *ouv. cité*, p. 36).

[391] AUN, A III 63, *Primera conferencia Americana de comisiones nacionales de Cooperación intellectual*, *Actas e informes*, Imprenta Universitaria, Santiago, 1939, Rapport de Concha Romero James, « Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana », p. 113.

Afin de remplir cette mission, le Bureau, outre la centralisation d'un certain nombre de données, « maintient des relations personnelles avec un grand nombre de personnes dans les domaines les plus divers de la vie intellectuelle[392] ». La mise en place de réseaux constitue de fait une des bases de la coopération intellectuelle, et l'Union Panaméricaine fait ainsi sien le principe ayant présidé à la structuration de l'Organisation de Coopération Intellectuelle dont les commissions nationales assurent l'implantation dans chaque pays membre. Celles-ci sont d'ailleurs intégrées à la dynamique panaméricaine[393].

Fort de ces réseaux, le Bureau est par ailleurs sollicité par certains gouvernements latino-américains pour des questions d'ordre éducatif principalement[394]. Celles-ci restent en effet au cœur de l'activité du Bureau, comme le prouve également une série de publications. Il s'agit tout d'abord de « brochures sur la théorie et la méthodologie de l'éducation au titre de la contribution à l'échange d'idées et d'expériences dans un domaine sphère si important[395] ». En 1939, 108 documents ont été publiés dans des revues pédagogiques latino-américaines, de la plume d'auteurs de l'ensemble du continent. Ces documents paraissent tous les deux mois, en espagnol et en portugais[396]. Par ailleurs, il existe une publication intitulée *Lectura para maestros* qui, diffusée en espagnol et en portugais, « contient des informations sur le mouvement éducatif dans les Amériques et discute sans prétentions majeures ces questions techniques qui de nos jours préoccupent la corporation[397] » et « contribue à mettre en relation entre eux les maîtres qui se distinguent par leur travail novateur[398] ». En langue anglaise et destinée aux « lecteurs nord-

---

[392] AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan… Hernán Castro Ossandon se réfère aussi à cet aspect du travail mené par le Bureau : « Le Bureau maintient d'étroites relations avec les hommes de science les plus en vue, avec les écrivains et les artistes des différents pays américains, et également avec les sociétés scientifiques [...]. C'est vers un index composé de 4000 fiches individuelles concernant des personnes choisies dans la vie intellectuelle du continent que l'on se tourne pour obtenir dates et informations. » (Hernán Castro OSSANDON, *ouv. cité*, p. 36).

[393] « *La Oficina está asimismo relacionada con las comisiones nacionales de cooperación intelectual que se han fundado en varios países […].* » (*Ibid.*)

[394] « Le Gouvernement du Venezuela le chargea en 1937 de trouver cinq professeurs de matières scientifiques pour ses universités récemment créées ; le Gouvernement du Mexique, avant la réorganisation de ses écoles secondaires pour filles, demanda du matériel relatif aux expérimentations nord-américaines menées dans ce domaine ; le Gouvernement du Nicaragua obtint par l'intermédiaire du Bureau une information abondante sur les méthodes d'éducation physique. » (AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan…).

[395] AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan… : « *folletos sobre teoría y metodología de la educación a título de contribución al intercambio de ideas y experiencias en tan importante esfera* ».

[396] AUN, A III 63, *Primera conferencia Americana de comisiones nacionales de Cooperación intellectual*, *Actas e informes*, Imprenta Universitaria, Santiago, 1939, Rapport de Concha Romero James , « Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana », p. 115.

[397] AUN, A XI 11, *Memorandum…*: « *contiene informaciones sobre el movimiento educativo en las Américas y discute sin mayores pretensiones aquellos asuntos técnicos que hoy por hoy preocupan el gremio*. »

[398] AUN, A III 63, *Primera conferencia Americana…,* p. 115 : « *contribuye a relacionar entre sí a los maestros que se distinguen por su labor renovadora*. »

américains qu'intéressent les questions d'éducation comparée », paraît en outre chaque semestre *Educational trends in Latin America* ; y est présenté « le mouvement scolaire et pédagogique dans chacune des républiques[399] ».

À ces titres consacrés à l'éducation il faut ajouter la parution d'un périodique consacré à la vie intellectuelle du continent, en espagnol (*Correo*), en portugais (*Correio*) et en anglais (*Panorama*). Samuel Guy Inman, dans une brève synthèse des réalisations de l'UPA en matière de coopération intellectuelle, loue ces publications « destinées à fournir de manière sobre et informelle des informations sur le mouvement des intellectuels dans les républiques américaines[400] ». Il regrette néanmoins le peu de moyens alloués à cette activité et la faible diffusion qui en dérive[401]. De manière générale, il déplore que la section de coopération intellectuelle de l'UPA, qu'il considère comme « la plus active de tout le système[402] », ne dispose que d'un personnel réduit et sous-payé[403]. En 1938, le personnel du Bureau est constitué de deux Mexicains, un Brésilien, deux Nord-Américains et d'un Chilien[404]. Sur ces membres, Concha Romero James écrit :

> « Il est intéressant de souligner que tous les membres latino-américains du Bureau ont reçu une préparation universitaire systématique tant en ce qui concerne l'Amérique latine qu'en ce qui concerne leurs spécialités respectives. Il faut se féliciter qu'ils restent tous en contact étroit avec leurs pays respectifs et qu'ils soient en relation avec d'autres Latino-Américains, tant aux États-Unis que dans les pays du sud[405]. »

Malgré le dévouement et la compétence de ces membres, il est clair que leur faible nombre ne leur permettait pas de répondre aux ambitions qui étaient régulièrement exprimées lors des conférences interaméricaines ou des différents congrès panaméricains. Si l'Union Panaméricaine et son Bureau de coopération intellectuelle avaient le mérite de mettre l'accent sur les questions éducatives et de favoriser les échanges universitaires, elle se heurtait aussi, d'une certaine manière, à la concurrence de l'OCI, ou plutôt, à la loyauté d'un certain nombre d'acteurs latino-américains envers la coopération intellectuelle impulsée depuis l'Europe. C'est ce que nous verrons dans notre chapitre IV. Par ailleurs, les réseaux que le Bureau contribuait à mettre en place ont parfois gagné en autonomie, donné lieu à des initiatives proprement latino-américaines, rendant son

---

[399] *Ibid.* : « *el movimiento escolar y pedagógico en cada una de las repúblicas* ».

[400] Samuel Guy INMAN, « Backgrounds and Problems in Intellectual Exchange », in *Inter American Intellectual Interchange*, Institute of Latin American Studies of the University of Texas, 1943, p. 9 : « *designed to give in simple, informal fashion news of the intellectual movement in the American Republics* ».

[401] *Ibid.* : « Il est fort dommage que ces excellentes brochures ne soient pas imprimées par centaines de milliers et envoyées à chaque professeur des établissements secondaires du continent. […] Au contraire sa circulation est limitée à une édition ronéotypée des plus réduites. »

[402] *Ibid. :* « *the most active sections of the whole system* ».

[403] *Ibid.* : « De fait, le personnel de cette division tout entier est limité à un groupe de huit personnes, entièrement dévouées, bien que sous-payées. »

[404] AUN, A III 63, *Primera conferencia Americana de comisiones nacionales de Cooperación intellectual*, *Actas e informes*, Imprenta Universitaria, Santiago, 1939, Rapport de Concha Romero James , « Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana », p. 117.

[405] *Ibid.*

travail moins visible[406]. Ce qui, d'une certaine manière, si l'on suit la définition que donnait Paul Valéry de la coopération intellectuelle, peut être interprété comme un succès et relativise quelque peu l'idée que ce Bureau, en tant qu'organe de l'Union Panaméricaine, ne serait qu'une création au service des États-Unis.

[406] Voir à ce sujet notre deuxième partie.

Le risque était grand, dans un chapitre consacré au panaméricanisme, de tomber dans le piège qui consistait à n'en faire qu'un instrument au service des intérêts nord-américains et de l'analyser uniquement à l'aune de ces derniers. Nous n'y avons pas totalement échappé, tant l'histoire de l'influence croissante des États-Unis en Amérique latine, que ce soit en termes politiques, économiques ou intellectuels, se confond avec l'histoire du système interaméricain. Nous avons néanmoins tenté de faire entendre la voix du sous-continent et tenté d'éclairer la question de l'hégémonie telle qu'elle a été retravaillée par un certain nombre de chercheurs, parmi lesquels l'argentin Ricardo D. Salvatore qui la définit de la façon suivante :

> « Hégémonie ne signifie pas nécessairement la reproduction ou l'acceptation du même. Il s'agit plutôt d'adapter de manière sélective un ensemble de principes, de valeurs et d'idées émises depuis l'épicentre de l'Empire. Plus qu'un ensemble compacte et homogène d'idées immuables, l'hégémonie fonctionne grâce à un certain nombre de variations, d'adaptations et de nuances qui permettent d'élargir les prétendues vérités et normes proposées par le grand frère de l'hémisphère voisin[407]. »

Résistances, adaptations, rejets, ré-appropriations font partie de la dynamique panaméricaine, qui est bien plus que la confrontation entre Bolívar et Monroe. Sans nier le poids des États-Unis, nous avons essayé d'en restituer la complexité, au-delà des interprétations partisanes qui en ont dominé l'étude dans un contexte de Guerre froide. Cette complexité est résumée par Gilbert M. Joseph :

> « […] le pouvoir des États-Unis a été conçu de sorte qu'il soit inégalement amené dans la région par différents acteurs, dans des lieux et dans des circonstances diverses et au moyen d'accords transnationaux variés. De ce fait les formes de pouvoirs ont été multiples et complexes : organisées simultanément par l'intermédiaire des États et de relations inter-régionales informelles, ou bien via les réseaux de communication, les réseaux commerciaux, et ceux des industries culturelles, grâce également aux fondations dédiées aux sciences ou aux entreprises philanthropiques, au moyen des importations de technologies, et à l'élaboration de notions telles que la nationalité, la race, l'ethnicité, le genre et la sexualité. Les points de contacts ne sont pas des lieux géographiques assortis de significations établies ils peuvent représenter des tentatives d'hégémonie tout en étant des lieux propices à la pluralité des points de vue, à la négociation, à l'emprunt comme à l'échange, au redéploiement comme au renversement[408]. »

Il y a plusieurs panaméricanismes – politique, économique, diplomatique, culturel – dont les buts et les orientations peuvent différer, d'autant plus si l'on considère la diversité des acteurs impliqués. La « machine » diplomatique panaméricaine n'a pas exclu des initiatives et des dynamiques plus spontanées et plus informelles. Enfin, on ne doit pas oublier que les Latino-Américains se sont, à diverses occasions, saisi du panaméricanisme, en tant que concept politique et idéologique, mais aussi en tant que pratique, sociabilité et promesse d'échanges fructueux entre

---

[407] Ricardo D. SALVATORE, « The Making of a Hemispheric Intellectual-Statesman : Leo S. Rowe in Argentina (1906-1919) », in *The Journal of Transnational American Studies*, vol. 2, n°1, 2010, p. 4.

[408] Gilbert M. JOSEPH, « Toward a New Cultural History of U.S.-Latin American relations », in Ricardo D. SALVATORE, Gilbert M. JOSEPH, Catherine C. LEGRAND (org.), *Close Encounters of Empire. Writing the Cultural History of U.S.-Latin American Relations*, Durham/London, Duke University Press, 1998, p. 5.

les deux parties du continent. Laissons à cet égard le dernier mot de ce chapitre à l'écrivain chilien Arturo Torres Rioseco :

> « Nous expérimentons, au Nord comme au Sud, une nouvelle interprétation de la vie, une nouvelle forme d'expression et une nouvelle manière de trouver le bonheur. Les deux moitiés du Nouveau Monde ont tant en commun qu'il est presque impossible de concevoir l'existence de l'une sans celle de l'autre[409]. »

[409] Arturo Torres RIOSECO, « Hacia una mejor comprensión panamericana », *Hispania*, vol. XIV, n°3, mai 1931, p. 220.

L'entre-deux-guerres pour l'Amérique latine : aurore ou crépuscule ?

Les lendemains de la guerre de 14-18 sont porteurs d'une double promesse : celle d'un ordre international où l'Amérique latine aurait enfin une place et un rôle à jouer et celle d'un panaméricanisme renouvelé, qui ferait oublier la politique paternaliste et impérialiste des Nord-Américains depuis le début du XXe siècle. Ce premier temps de notre travail s'est employé à explorer les versants européen et américain d'un nouveau contexte mondial dans lequel la marge de manœuvre des pays latino-américains est apparue tantôt réelle tantôt illusoire. Que les promesses soient déçues ou non, il semble toutefois que les pays latino-américains participent bel et bien à l'apprentissage du multilatéralisme et à la construction d'un ordre global « au croisement de communautés et de réseaux, dans une dialectique complexe entre scènes locales, nationales et internationales[1] ».

Le constat dressé en 1926 par Alejandro Alvarez sur l'absence de coopération entre la SdN et l'Union panaméricaine[2] permet de donner une idée des termes dans lesquels se pose la question de la place et du rôle de l'Amérique latine dans le concert des nations au lendemain de la guerre. Au-delà d'une réflexion portant sur l'histoire des relations internationales du sous-continent, ce sont des enjeux identitaires qui se jouent à Genève comme au sein de l'Union Panaméricaine. En Europe, les représentants latino-américains veulent croire à une solidarité continentale, voire latino-américaine, gommant au passage les conflits et rivalités qui ont émaillé son histoire depuis les indépendances. La fiction d'un continent pacifique, face à une Europe guerrière, est là pour construire une identité enfin autonome et reconnue.

Cependant, la voix latino-américaine à la SdN n'est pas exempte de dissonances. La manière dont sont reçus les projets de Ligue américaine, défendus par les nations d'Amérique centrale et de la région andine, révèle un clivage entre ces « petits pays » et des puissances comme le Mexique, l'Argentine, le Chili ou le Brésil qui les rejettent. Sans gommer ces différences, il nous est apparu nécessaire, à rebours d'une historiographie où la désunion entre pays latino-américains fait office de postulat de base, d'offrir une vision plus nuancée : la mise en scène d'une identité

---

[1] Sandrine KOTT, « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique internationale*, n°52, 2011, p. 16.

[2] « […] De la sorte, non seulement il n'y a pas de coopération entre les deux continents mais les deux Sociétés des Nations peuvent, sur un même sujet, arriver à des solutions divergentes, sinon contraires, mettant dans une situation difficile les États d'Amérique latine qui font partie des deux Sociétés, et contribuant à créer un malaise dans les rapports internationaux. Une conséquence qui se dégage nettement des considérations précédentes est qu'à l'avenir, il faut qu'un lien existe entre la Société de Genève et l'Union Panaméricaine. » (Alejandro ALVAREZ, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve Session de l'Union Juridique Internationale, 1926, p. 59).

commune à l'Amérique latine sur la scène genevoise, mais aussi par le biais de l'OCI, le fait de jouer sur les deux partitions de l'universalisme et du régionalisme révèlent des préoccupations partagées à l'échelle du sous-continent[3]. La mise en lumière des modalités selon lesquelles ces nations s'insèrent dans les structures de la coopération intellectuelle complète et précise l'analyse. L'unité de lieu que constitue Genève cède le pas à des allers-retours incessants entre les deux rives de l'Atlantique et les acteurs concernés ne sont plus seulement ces diplomates dont l'expérience du temps et de l'espace est principalement européenne. Les processus menant à la création des commissions nationales argentine, brésilienne et chilienne se font selon une expérience sociale du temps propre à chaque pays, selon une temporalité tout à la fois internationale et nationale. La force de l'IICI est d'avoir permis, malgré son caractère eurocentré, que surgissent des organismes, des réseaux, des acteurs selon des configurations et des interrogations particulières, d'offrir un cadre commun à la formulation d'intérêts et de considérations qui lui étaient parfois étrangers. Il est en cela un formidable catalyseur de circulations, entre l'Amérique latine et l'Europe, mais aussi entre nations latino-américaines.

Étudier l'insertion des pays latino-américains dans le concert des nations tel qu'il émerge à l'issue de la Grande Guerre ne peut donc se faire sans prendre en considération les évolutions du système interaméricain et le rôle des États-Unis. Une exploitation plus systématique des archives de l'Union Panaméricaine et des sources diplomatiques tant nord-américaines que latino-américaines sur la question permettrait de mieux saisir cet objet d'histoire finalement assez peu ausculté en dehors de notables exceptions. Tout ce qui est relatif à la coopération intellectuelle au sein de ce système mériterait en effet que l'on y consacre plusieurs recherches. De fait, si ce biais vient renforcer le concept d' « empire informel » utilisé par Ricardo Salvatore, il révèle aussi que les Latino-Américains ont su tirer parti des outils et des réseaux établis au sein du système interaméricain. Nous nous rapprochons en cela des analyses de Steven Palmer dans son article « Central American Encounters with Rockfeller Public Health, 1914-1921[4] » : il y montre comment les interlocuteurs costarriciens de la Fondation Rockfeller ont utilisé les ressources financières et humaines de cette dernière pour bâtir un système de santé publique conforme aux conceptions qu'ils en avaient, transformant en projet national ce qui était une campagne sanitaire destinée à renforcer l'influence des États-Unis au Costa Rica. Steven Palmer rejoint en ce sens les

[3] Voir la thèse en cours de Yannick WEHRLI, *Amérique latine, Société des Nations, Panaméricanisme: entre universalisme et régionalisme (1919-1946)*, sous la direction des professeurs Antoine Fleury et Aline Helg, Université de Genève.

[4] Steven PALMER, « Central American Encounters with Rockfeller Public Health, 1914-1921 », *in* Ricardo D. SALVATORE, Gilbert M. JOSEPH, Catherine C. LEGRAND (ORG.), *Close Encounters of Empire. Writing the Cultural History of U.S.-Latin American Relations*, Durham/London, Duke University Press, 1998, p. 311-332.

conclusions tirées par Ludovic Tournès au sujet de l'action des fondations philanthropiques nord-américaines en Europe et de la question de l'américanisation :

> « […] Il ne nous semble pas pertinent d'interpréter l'américanisation comme la diffusion internationale d'une culture construite dans le huis-clos des frontières états-uniennes puis imposées à travers le monde grâce à ses qualités intrinsèques ou, selon l'angle adopté, par la force de l'impérialisme américain. Il nous semble bien plutôt que l'américanisation doive être analysée comme un processus multilatéral de construction de normes et de pratiques dans lequel les États-Unis acquièrent un pouvoir structurant et majeur dès le lendemain de la Première Guerre mondiale […][5]. »

Cette première partie avait justement pour but de voir comment les pays latino-américains, et plus précisément l'Argentine, le Brésil et le Chili, ont appréhendé ce « processus multilatéral de construction de normes et de pratiques », que celui-ci ait lieu au travers de la SdN et de l'IICI, ou dans le cadre du système interaméricain. Cette étape nous a paru indispensable en ce qu'elle offre des clés de compréhension nécessaires pour analyser ce qui se passe aux échelles régionale et nationale. La mise en regard des attitudes de ces trois États-nations, dans la perspective comparatiste qui est la nôtre, constitue dès lors autant un apport à l'histoire de chacun qu'un moyen de mieux saisir la complexité des relations internationales, d'effectuer des « pas de côté » par rapport à des analyses globales dans lesquelles l'Europe ou les États-Unis occupent très souvent le devant de la scène.

Si les tentatives des pays latino-américains de réorganiser un ordre mondial qui leur garantisse une place et un rôle qui ne soient pas secondaires n'ont pas toujours abouti, du moins ont-ils, par l'intermédiaire de la tribune genevoise, donner à entendre leurs voix et ce des deux côtés de l'Atlantique. La SdN et l'OCI ne représentent peut-être pas le « crépuscule des impérialismes[6] » mais ont été des scènes sur lesquelles les nations du sous-continent ont bel et bien joué un rôle. Cela ne sera pas forcément le cas au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. La *Good Neighbor Policy* lancée par Franklin Roosevelt dès son arrivée au pouvoir et visant à promouvoir une véritable solidarité continentale dans l'éventualité d'un nouveau conflit mondial, cède en effet la place, en 1945, à une attitude qui laisse beaucoup moins de marge de manœuvre aux nations latino-américaines. La consécration du statut de super-puissance des États-Unis ainsi que la rapide bi-polarisation de la scène internationale ne sont en effet pas propices aux revendications d'un sous-continent sommé de choisir son camp et toujours plus dépendant de l'aide économique de la Grande République du Nord.

---

[5] Ludovic TOURNÈS, *La philanthropie américaine et l'Europe : contribution à une histoire transnationale de l'américanisation*, Mémoire de recherche présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, dirigé par Robert Frank, Université Paris I Panthéon Sorbonne, novembre 2008, p. 39.

[6] Julien GUESLIN, « Genève ou le crépuscule des impérialismes ? Naissance d'une nouvelle rhétorique de la vie internationale dans la France de l'Entre-deux-guerres », *Hypothèses*, Paris, 2002, p. 273-279.

Deuxième partie

L'Amérique latine au centre de la toile

« Les idées ne se promènent pas toutes nues dans la rue. »
Jacques Julliard[1]

« Et maintenant je dis, devant le tribunal de penseurs de toutes nations qui m'écoute : Reconnaissez-nous les droits de citoyens de la patrie universelle, que nous avons conquis. Nous avons atteint notre majorité. Vous ne sauriez plus tarder à tenir compte de nous.[2] »
Alfonso Reyes

[1] Jacques Julliard, « Le fascisme en France », *Annales Économies Sociétés Civilisations*, vol. XXXIX, n°4, juillet-août 1984, p. 855.
[2] Exposé d'Alfonso Reyes, *Entretiens Europe Amérique latine, Buenos Aires, septembre 1936*, Paris, Institut International de Coopération Intellectuelle, 1936, p. 19.

À la recherche d'une identité latino-américaine

« Comment le Nouveau Monde est-il devenu Amérique?[3] »

Lucia Lippi de Oliveira

« Il faut rappeler qu'a toujours existé, en Amérique latine, la conscience d'une identité latino-américaine, articulée aux identités nationales[4]. »

Jorge Larraín

De décembre 1941 à février 1942, le sociologue et anthropologue brésilien Gilberto Freyre (1900-1987) effectue un voyage en Uruguay, en Argentine et au Paraguay. Il est alors en voyage de noces, mais aussi en mission pour le compte du gouvernement de son pays.

À cette occasion, Gilberto Freyre prononce un certain nombre de conférences et écrit des articles pour le journal *La Nación*, de Buenos Aires. Il y développe l'idée d'une Amérique unie, respectueuse de la diversité du continent. Il se fait aussi le chantre d'un *autre* panaméricanisme :

> « Le mot panaméricanisme s'est développé comme une espèce de glorification de l'idée de masse ou de totalité américaine, qui est sans doute une force dont les hommes d'État américains doivent tirer profit : idée qui ne doit pas nous conduire à accepter la domination d'un géant à peine plus fort . […] À une Pan-Amérique indistincte, pompeusement massive, monolithique, il faut à mon sens préférer une combinaison interaméricaine des énergies régionales et des qualités provinciales : ce sont des énergies créatrices, susceptibles d'être utilisées dans un vaste plan continental non seulement économique et politique mais aussi culturel. Ces particularités doivent être utilisées sans violence. De manière interaméricaine[5]. »

C'est une critique à peine voilée du panaméricanisme tel qu'il existe à ce moment-là, porté par la politique de bon voisinage des États-Unis, c'est-à-dire un panaméricanisme « simplement politique, diplomatique ou militaire[6] ». Autrement dit, il pose la question de l'identité américaine. Selon lui, cette dernière ne saurait reposer uniquement sur le critère de la géographie : si l'Amérique a pour elle une « continentalité magnifiquement mise en scène, si richement suggestive, si porteuse d'unité et de totalité[7] », il n'est pas indispensable, au nom de cette

---

[3] Lúcia Lippi de OLIVEIRA, « Diálogos intermitentes : relações entre Brasil e América Latina », *Sociologias*, n°14, juillet-déc. 2005, p. 110 : « *Como o Novo Mundo se tornou América?* ».

[4] Jorge LARRAÍN, *Identidad chilena*, Santiago, LOM ediciones, 2001, p. 49 : « *Es necesario destacar que en América Latina ha existido siempre una conciencia de identidad latinoamericana, articulada con las identidades nacionales.* »

[5] Article « Interamericanismo », publié dans *La Nación*, 08/02/1942, reproduit dans Gilberto FREYRE, *Americanidade e latinidade da América Latina e outros textos afins*, São Paulo, Editora Universidade de Brasília, 2003, p. 49-50.

[6] *Idem*, p. 51.

[7] *Idem*, p. 48 : « *continentalidade magnificamente cenográfica, tão rica de sugestões e mesmo de condições de unidade e totalidade* ».

continentalité et des similitudes qu'elle présuppose, de « sacrifier ou nier nos différences[8] ». Ce faisant, il va à l'encontre de l' « idée d'hémisphère continental », développée aux États-Unis au XIXe siècle comme corollaire de la doctrine Monroe[9]. Pour Gilberto Freyre, il est nécessaire de valoriser l'aspect qualitatif des différences culturelles existant sur le continent en faisant en sorte qu'elles ne soient pas uniformisées et niées au nom de l'unité continentale.

Autre caractéristique des textes nés du voyage de Gilberto Freyre en Argentine, au Paraguay et en Uruguay : l'affirmation de l'indépendance culturelle de l'Amérique latine vis-à-vis de l'Europe comme des États-Unis. Gilberto Freyre critique en effet l'omniprésence et l'omnipotence de la référence européenne. Dans un article consacré au Paraguay, pays vu par l'auteur comme le creuset de l'identité américaine du fait de la forte présence des Amérindiens, il écrit :

> « Nous savons aujourd'hui que l'erreur était de tout juger à travers les modèles, les goûts et les méthodes des civilisations dominantes : principalement à travers les modèles de la civilisation de l'Europe du nord dans sa phase rigoureusement bourgeoise, capitaliste et industrielle[10] ».

Si l'Europe ne cesse pas, dans l'entre-deux-guerres, de représenter un espace de référence et de légitimation en termes intellectuels et culturels, la contestation de son hégémonie constitue l'un des facteurs marquants de la période que nous étudions. Cela n'est pas sans impact sur la manière dont la France pense et réalise sa politique culturelle à destination de l'Amérique latine (chapitre IV) et sur la réception qu'elle reçoit.

Qu'en est-il des États-Unis ? Selon les mots de l'auteur, « nous avons des affinités – qui tendent à s'accentuer – avec l'Amérique anglaise [...][11] ». Cette dernière ne constitue pas pour autant un modèle à suivre si l'on en croit le reste de la phrase : « Nous avons des affinités […] avec l'Amérique anglaise […] bien que nous nous considérions essentiellement moins colonisés qu'elle par rapport à l'Europe moderne […][12] ». La supériorité de l'Amérique anglo-saxonne est indéniable sur les plans scientifiques et techniques mais l'Amérique latine, elle, possède une plus grande « maturité culturelle[13] ». On ne saurait être plus clair dans le rejet de la tutelle nord-américaine et de la soi-disant exemplarité de son modèle de civilisation, mise en avant par une diplomatie culturelle dont la genèse et les développements seront, entre autres, l'objet de notre chapitre IV.

---

[8] *Idem*, p. 50 : « *sacrificar ou esmagar nossas diferenças* ».
[9] Voir chapitre III.
[10] Article « Sugestões do Paraguai », publié dans le *Jornal do Commercio*, Recife, 08/03/1942, *in* Gilberto FREYRE, *Americanidade e latinidade da América Latina e outros textos afins*, São Paulo, Editora Universidade de Brasília, 2003, p. 62.
[11] « A propósito da política cultural do Brasil na América »..., p. 43.
[12] *Ibid.*
[13] *Ibid.*

Diversité, harmonie, équilibre des antagonismes, hybridités, apparaissent comme les fondements de l'identité américaine définie par Gilberto Freyre[14]. Ces textes soulèvent un certain nombre de questions fondamentales pour celui qui se penche sur une Amérique latine aux contours souvent flous, à l'identité problématique. Qu'est-ce qui en fait l'unité ? Comment bâtir celle-ci au-delà des différences nées de l'époque coloniale ? Quelle est la place du Brésil, le géant lusophone ? Celle d'une Argentine qui se veut européanisée ? D'un Chili isolé par la muraille des Andes ? Que faire de l'influence européenne et du « modèle » états-unien ? Comment remédier à la méconnaissance réciproque – le brésilien Ildefonso Falcão l'exprime dans ces termes en 1936 : « La vérité, la douloureuse vérité est celle-ci : au sein du Nouveau Monde, nous nous ignorons encore profondément[15] » – qui semble caractériser les relations entre nations latino-américaines ? Les écrits de Gilberto Freyre sont une tentative pour résoudre ces interrogations et, pour nous, l'occasion de les mettre en lumière. Par ailleurs, il faut noter que l'accent mis par Gilberto Freyre sur la diversité qui caractérise et fait la richesse de l'Amérique latine, trouve un pendant chez le mexicain Jaime Torres Bodet qui, à peu près au même moment – 1941 – écrit : « Notre hémisphère n'est pas, et ne prétend pas être, un tout compact, monotone et sans nuance[16]. »

C'est cependant le constat d'un manque d'union des pays latino-américains qui prédomine chez les intellectuels et hommes politiques de toutes les parties du sous-continent, chacun avançant les causes qui lui semblent expliquer cet état de fait. L'une des explications les plus récurrentes est le rôle d'aimant joué par l'Europe dès le lendemain des indépendances. Cette Europe qui détourna l'attention des Latino-Américains de leurs propres réalités, comme l'exprime le mexicain Jaime Torres Bodet[17] :

> « Avant que n'existent les communications aériennes dont nous profitons aujourd'hui, il était courant que le trajet le plus court entre une ville d'Amérique du Nord et des villes comme Buenos Aires ou Rio de Janeiro implique des escales dans des ports européens […]. Et ce qui était valable pour les individus l'était aussi pour les idées. Combien de réalités américaines ont eu en effet besoin de passer par le filtre de l'interprétation étrangère avant de nous revenir, validées par le prestige de la distance mais parfois déformées par les hasards de la traduction ? Pendant des années, nos livres, nos revues, nos journaux

[14] Ce sont aussi des thèmes récurrents et constitutifs de la théorie de la culture qu'il va développer par la suite. Ces textes constituent donc une étape dans le parcours intellectuel de leur auteur.

[15] AHI, 542,6, 995/16141, 29/09/1936, Article du *Diario de noticias*, « O que ainda não é más precisa ser o Serviço de cooperação intellectual do Itamaraty ».

[16] Jaime Torres BODET, *Cooperación interamericana*, México, 1941, p. 11.

[17] Jaime Torres Bodet (1902-1974), écrivain, homme politique et diplomate mexicain, est à la tête du Département des bibliothèques au Ministère de l'Instruction publique de 1922 à 1924. Il intègre en 1929 le service diplomatique et occupe divers postes en Europe. Sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères de 1940 à 1943, puis ministre de l'Instruction publique de 1943 à 1946, il lance, à ce titre, une grande campagne de lutte contre l'analphabétisme. En 1946 il dirige la délégation du Mexique à la conférence constitutive de l'UNESCO, dont il devient directeur général en 1948. Voir : http://www.biografiasyvidas.com/biografia/t/torres_bodet.htm (page consultée le 18/07/2012) et Sonja KARSEN, *Jaime Torres Bodet*, New York, Twayne Publishers, 1971.

> ont consacré plus d'espace aux événements ayant lieu en-dehors du Continent qu'aux sujets et aux faits américains[18]. »

Parmi les facteurs d'explication figure aussi l'idée que la situation politique et sociale des pays latino-américains depuis les indépendances a été un obstacle majeur à une plus grande solidarité entre eux, ainsi qu'à des contacts plus réguliers entre les acteurs de la vie intellectuelle et culturelle. Pour le chilien Juvenal Hernández il ne fait ainsi aucun doute que les divers soubresauts qu'ont connus les États-nations du sous-continent ont contribué à cet isolement si souvent commenté :

> « Nos pays, continuellement agités par des fièvres intermittentes de type personnel ou collectif, ont à peine pu consacrer quelques périodes de trèves au travail réparateur de la culture ou de la richesse – uniques fondements de la véritable liberté- et c'est ainsi que s'explique leur traditionnel isolement d'il y a peu si fécond en méfiances et rivalités stérile[19]. »

Néanmoins, pendant et après la période des indépendances, la recherche d'une identité politique continentale a concerné quasiment tous les pays latino-américains. François-Xavier Guerra montre ainsi comment, durant cette période, émerge la conscience de la singularité du continent américain, notamment face à l'Europe. Selon cet auteur, il existe un imaginaire de l'américanité qui s'appuie sur des éléments de différente nature : la géographie – par la distance qui sépare les deux rives de l'Atlantique –, la nature, les mythes – en particulier ceux qui ont participé à la construction de l'idée d'un Nouveau Monde – ou la religion. Enfin, Guerra insiste sur le sentiment d'appartenance lié à l'endroit où on est né[20]. L'idée et l'identité politique correspondant à ce qui était considéré comme *américain* ont connu plusieurs étapes et formulations : *Amérique*, *Colombie*, *Amérique latine*, ou des expressions plus strictement géographiques comme celles qui étaient utilisées par les Anglo-Saxons, telles *Central America* ou

---

[18] Jaime Torres BODET, *ouv. cité*, p. 10. C'est à peu près dans les mêmes termes que le brésilien Miguel Osório de Almeida livre son analyse sur le sujet : « L'évolution de la culture intellectuelle des pays américains s'est caractérisée, jusqu'à une époque relativement récente par l'isolement presque complet des uns par rapport aux autres. Ils étaient tous ou presque reliés directement à l'Europe et les institutions de culture se développent plus ou moins rapidement d'après les ressources locales mais en bonne partie d'après les facilités des communications de chaque pays avec le continent européen. Pendant longtemps, et cela est très naturel, la plupart des pays américains sont restés surtout des pays consommateurs de culture et ils s'adressaient aux grands centres, sans avoir besoin d'approfondir les relations entre eux. Cette situation, dans laquelle chaque pays américain était tourné du côté de l'Europe sans connaître ses voisins, admettait des degrés. Certains groupes de pays, étant donné les conditions, les intérêts communs, l'identité de la langue, avaient des échanges plus ou moins actifs. Dès que les facteurs de cet ordre étaient réduits par la distance ou d'autres raisons quelconques les rapports intellectuels de tout ordre étaient pratiquement nuls. » (AUN, A III 56, « Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine. Ses débuts, son évolution, son organisation », par Miguel Osório de Almeida, prononcé à l'occasion de la Conférence Générale des Commissions nationales de coopération intellectuelle, juillet 1937).

[19] Discours de Juvenal Hernández reproduit dans Juvenal HERNÁNDEZ, Francisco Walker LINARES, *La Cooperación intelectual. Sus antecedentes, su fundación en Chile, su acción*, Santiago, Ediciones de las prensas de la Universidad de Chile, 1940, p. 11.

[20] François-Xavier GUERRA, *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, México, Editorial Mapfre-Fondo de Cultura Económica, 1993, p. 348.

South America, sont autant de dénominations que l'on peut associer au désir des élites intellectuelles de construire une identité continentale[21].

La question de l'origine du concept d'Amérique latine a été largement débattue depuis l'étude pionnière de John Leddy Phelan[22], datée de 1968, dans laquelle il formule l'hypothèse selon laquelle ce nom avait été conçu dans le cadre d'un programme d'action visant à intégrer les nouvelles républiques américaines aux ambitions impérialistes françaises. Cette interprétation est par la suite remise en cause par d'autres auteurs[23], qui montrent que le terme « Amérique latine » a été inventé par un groupe d'intellectuels latino-américains résidant à Paris, parmi lesquels le colombien José María Torres Caicedo[24] et le chilien Francisco Bilbao[25]. Mónica Quijada, par exemple, remet ainsi en cause l'idée selon laquelle les acteurs latino-américains responsables de la diffusion du terme « Amérique latine » n'auraient été que des récepteurs passifs :

> « 'Amérique latine' n'est pas une dénomination imposée aux Latino-Américains en fonction d'intérêts qui leur étaient étrangers, mais un nom consacré, qu'ils ont adopté consciemment, à partir de leurs propres revendications. Pour comprendre l'apparition et la diffusion du nom 'Amérique latine', il est nécessaire de prendre davantage en compte le contexte hispano-américain et plus seulement celui de la France ou de l'Europe[26]. »

Une autre interrogation concerne l'adoption de la notion de « latine », qui exclut toutes les populations d'origine non européenne et qui renvoie aux tendances idéologiques de l'époque où la référence à la « race » était monnaie courante, avant que cette terminologie ne soit remplacée par les catégories de « culture » ou de « nation ». L'assomption de cette filiation latine, tout

---

[21] Aimer Granados GARCÍA, « Congresos e intelectuales en los inicios de un proyecto y de una conciencia continental latinoamericana, 1826-1860 », *in* Aimer Granados GARCÍA et Carlos MARICHAL, *Construcción de las identidades latinoamericanas : ensayos de historia intelectual, siglos XIX y XX*, México, El Colegio de México/Centro de Estudios Históricos, 2009, p. 41.

[22] John Leddy PHELAN, « Pan-latinism, French intervention in Mexico (1861-1867) and the génesis of the idea of Latin America » *in Conciencia y autenticidad históricas. Escritos en homenaje a Edmundo O'Gorman*, México, Universidad Autonóma de México, 1968, p. 279-298 et « El origen de la idea de Latinoamérica », *Latinoamérica. Anuario de Estudios Latinoamericanos*, n°2, 1969, p. 119-141.

[23] On peut citer Arturo ARDAO, *Génesis de la idea y el nombre de América Latina*, Caracas, Centro de Estudios Latinoamericanos Rómulo Gallegos, 1980 ; Miguel ROJAS MIX, « Bilbao y el hallazgo de América Latina : Unión continental, socialista y libertaria… », *Cahiers du Monde Hispanique et Luso-Brésilien-Caravelle*, n°46, 1986, p. 35-47 ; Carlos MARICHAL, « La historia latinoamericana : ¿Quo vadis? Reflexiones sobre el concepto de América Latina desde la perspectiva de las relaciones internacionales », *Revista de Historia y Ciencias Sociales*, vol. XI, n°55, 1996, p. 307-321.

[24] José María Torres Caicedo (1830-1889), intellectuel et écrivain colombien, emploie l'expression Amérique latine dans un poème composé en 1856 et intitulé « Las dos América ». Il y critique l'attitude des États-Unis : « *[…] El gigante del Norte, como enanas/Miraba las Repúblicas del Sud* » (« […] Le géant du Nord, comme des naines,/considérait les Républiques du Sud. »). Plus tard, en 1856, il publie un plaidoyer en faveur de l'union entre les nouveaux États latino-américains, « Espíritu de unión de las Repúblicas de la América del Sur ».

[25] Francisco Bilbao (1823-1865) est un écrivain et homme politique chilien dont les idées libérales lui ont valu le surnom d'apôtre de la liberté. Il connaît l'exil à deux reprises (1844-1850 et 1855-1857) et se rend à chaque fois en Europe. Il y rédige notamment, en 1856, « Iniciativa de la América. Idea de un Congreso Federal de las Repúblicas ».

[26] Mónica QUIJADA, « Sobre el origen y difusión del nombre 'América Latina' (o una variación heterodoxa en torno al tema de la construcción social de la verdad », *Revista de Indias*, vol. LVIII, n°214, 1998, p. 602-603.

comme le succès rencontré par l'expression « Amérique latine », sont à mettre en rapport avec les manifestations toujours plus nombreuses de l'impérialisme nord-américain, qu'il s'agisse de l'annexion d'une grande partie du territoire mexicain ou des aventures de William Walker au Nicaragua. Les visées impérialistes des États-Unis ont en effet opéré comme un catalyseur dans l'émergence de mouvements intellectuels et sociaux avec pour toile de fond idéologique l'utopie d'une union latino-américaine. L'anti-impérialisme, qui se confond avec l'anti-américanisme dans les années 1920[27], va en effet rassembler de nombreux intellectuels, à travers des organisations (La *Liga Antiimperiista de Américas*[28], La *Unión Latinoamericana*), des revues (c'est le cas de *Renovación*, du *Repertorio Americano* ou *d'Amauta*)[29] ou des formations politiques (l'APRA de Raúl Haya de la Torre), participant ainsi à la création de réseaux.

Le tournant des XIXe et XXe siècles constitue un entre-deux, une période qui voit naître ce que l'on appelé l'ariélisme – en référence au livre Ariel, de l'uruguayen José Enrique Rodó paru en 1900 – mais où perdurent les réflexes de la seconde moitié du siècle précédent, notamment l'inquiétude des intellectuels quant au futur, conjuguée à leurs difficultés à analyser de manière objective les sociétés latino-américaines telles qu'elles étaient. Lúcia Lippi de Oliveira parle ainsi de « différents courants modernisateurs [...] qui ont développé l'idée qu'il n'y aurait, dans cette région, aucune histoire, aucun passé mobilisable pour consolider les communautés nationales[30] ». La tentation est grande, pour ce courant, de combattre les obstacles que rencontrent les nouveaux États latino-américains, à l'aide de modèles tout prêts. L'ariélisme au contraire met l'accent sur la revalorisation du passé et de la culture ibérique pour bâtir les identités nationales et régionales, interprétant le cosmopolitisme revendiqué jusque-là par les élites, qu'elles soient politiques ou intellectuelles, comme une menace. Les tenants de ce courant remettaient en cause le positivisme et l'idéal scientifique et revalorisaient l'idéalisme et le romantisme, ce qui supposait une certaine « aristocratie de l'esprit[31] ». Combattre le caudillisme, réparer les blessures nées des luttes souvent fratricides du XIXe siècle et stimuler, par l'éducation et par la référence à la mémoire des héros nationaux, le sentiment d'appartenance nationale, tels étaient les objectifs des ariélistes. La

---

[27] Voir chapitre III.

[28] La *Liga Antiimperiista de Américas* naît fin 1924 – début 1925 à Mexico de la collaboration entre des communistes mexicains et nord-américains. C'est une organisation clairement marquée par l'influence de l'Internationale Communiste et qui se donne pour mission de combattre la présence perçue comme chaque jour plus menaçante des États-Unis et des puissances européennes dans les pays latino-américains. Son succès initial tient à sa capacité de réunir à la fois des ouvriers, des paysans, des intellectuels et des acteurs de la classe moyenne. Elle connaît une expansion rapide avec la création de filiales à Cuba, en Argentine, en Colombie, en Équateur, au Guatemala et au Salvador. Voir Daniel KERSFELD, *Contra el imperialismo : historia de la Liga Antimperialista de las Américas*, México, Siglo XXI editores, 2012.

[29] Voir chapitre V.

[30] Lúcia Lippi de OLIVEIRA, *art. cité*, p. 111.

[31] *Idem*, p. 112 : « *aristocracia de espírito* ».

tension entre courants modernisateurs d'une part et identitaires d'autre part constitue la trame de la pensée sociale latino-américaine, et ce jusqu'à nos jours[32].

> « Nous sommes […] de ceux qui pensent que l'axe de la civilisation tend à se déplacer vers le Nouveau Monde[33]. »
>
> « L'échec de tout un modèle civilisationnel remit en cause le cosmopolitisme dominant et fit resurgir les préoccupations nationales[34]. »

Parmi les facteurs de l'émergence d'une conscience proprement latino-américaine, notamment en termes culturels, figure par ailleurs la profonde désillusion vis-à-vis de l'Europe chez les élites latino-américaines suite à la Grande Guerre. De fait,

> « Les années 1914-1918 semblent clore une ère qui avait débuté avec la rupture du lien colonial unissant le Nouveau Monde et la péninsule Ibérique, qui avait été empreinte d'un optimisme radical dans les progrès de l'humanité et d'une foi sans limite dans les vertus civilisatrices du Vieux Continent, mais qui a soudainement pris fin avec le déchaînement de la violence sur les champs de bataille européens[35]. »

La dichotomie civilisation/barbarie, qui avait jusqu'alors prévalu et selon laquelle l'Europe représentait le premier des deux termes, semble donc avoir vécu. La large circulation dans le sous-continent du *Déclin de l'Occident* d'Oswald Spengler, paru en 1918 et 1922, est l'une des manifestations de la distance que prennent peu à peu les élites intellectuelles latino-américaines avec le Vieux continent, qui perd ainsi son statut de centre du monde, de « cœur palpitant de la civilisation[36] ». Il ne faudrait pas en conclure à une rupture totale ; il s'agit plutôt d'une redéfinition des relations. C'est le cas par exemple pour la France, que l'argentin francophile Ricardo Rojas[37] met en garde de la sorte :

> « La culture française jouit ici d'une sympathie qui provient de sa grande valeur, de son affinité avec notre tempérament et de la prédilection que démontrèrent pour elle les maîtres de la pensée nationale pendant quatre générations. […] Aujourd'hui, il apparaît clairement que les circonstances historiques ont fondamentalement changé. […] Dans ce nouveau contexte, la position de la France en Amérique

---

[32] Sur la construction des identités en Amérique latine et les termes récurrents de ce débat, voir Eduardo Devés VALDÉS, *El pensamiento latinoamericano en el siglo XX : entre la modernización y la identidad*, Tome 1 « Del Ariel de Rodó a la CEPAL (1900-1950) », Buenos Aires, Biblos, Santiago de Chile, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 2000.

[33] Manoel de Souza SÁ VIANNA, *L'Amérique en face de la conflagration européenne*, leçon inaugurale du cours de droit international public prononcée à la Faculté des sciences juridiques et sociales de Rio de Janeiro, le 4 avril 1916, M. A. Vasconcellos, 1916, p. 3-4. Cité par Olivier COMPAGNON, *ouv. cité*, p. 244.

[34] Pablo YANKELEVICH, « Las redes intelectuales de la solidaridad latinoamericana : José Ingenieros y Alfredo Palacios frente a la Revolución mexicana », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 58, n°4, oct.-déc. 1996, p. 129.

[35] Olivier COMPAGNON, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1930)*, Volume inédit présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, décembre 2011, p. 228.

[36] *Idem*, p. 223.

[37] Ricardo Rojas (1882-1957), journaliste et écrivain argentin, a notamment publié *La restauración nacionalista* (1909), *La Argentinidad* (1916) et une monumentale *Historia de la literatura argentina*, en huit volumes.

> sera, au cours du XXe siècle, plus difficile que dans le siècle précédent et rencontrera davantage de difficultés à exercer son influence morale au-delà de ses frontières. En tant qu'ami, je considère comme un devoir de le dire ; un ami qui s'est affirmé comme tel pendant les heures les plus obscures de la dernière guerre a le droit de dire ce qu'il croit être la vérité[38]. »

À partir de 1919, l'image de l'Europe se transforme donc progressivement mais profondément en Amérique latine. C'est le temps de l'assimilation culturelle, de la « digestion », de l' « anthropophagie » telle que l'a définie le moderniste brésilien Oswald de Andrade, c'est-à-dire de l'ingurgitation de ce qui vient d'ailleurs et de sa déglutition sous forme d'un produit autochtone, contenant également des éléments vernaculaires. L'entre-deux-guerres constitue ainsi une étape majeure de son « long voyage vers elle-même[39] ».

Le contexte latino-américain est en outre lui-même porteur de changements, que le cataclysme de la Première Guerre mondial vient mettre en lumière. Ainsi de la Révolution mexicaine, dont la portée dans le reste de l'Amérique latine doit être, selon Pablo Yankelevich, mise en regard avec le conflit européen :

> « Une Europe dévastée conduisit [les intellectuels] à tourner la tête vers l'Amérique, la Révolution mexicaine posant à nouveau la question de la nécessité de construire une conscience nationaliste, anti-cosmopolite, chargée d'un spiritualisme défensif aux accents ariélistes nettement identifiables[40]. »

Face à l'écroulement du modèle européen, l'expérience mexicaine émerge comme une alternative de reconstruction politique et sociale pour des élites intellectuelles orphelines des références qui étaient les leurs depuis les indépendances. Les idées portées par la Révolution mexicaine ont de fait rencontré un écho chez une partie des classes moyennes latino-américaines de plus en plus persuadée de la nécessité de remettre en cause l'ordre social et politique existant. Pour cet auteur, c'est aussi à l'aune de cette évolution qu'il faut analyser le mouvement de la Réforme universitaire qui, parti de la ville argentine de Córdoba en 1918, s'étend petit à petit au reste du sous-continent. Dans un contexte marqué par le caractère oligarchique des États et par l'absence d'organisations populaires véritablement actives, la Réforme universitaire a, selon ses termes, servi de

> « plateforme autant que creuset aux idées et propositions alternatives à partir desquelles, au fil des ans, s'élabora la pensé de l'avant-garde intellectuelle latino-américaine, tant dans sa version marxiste que dans son acception nationaliste et démocratique[41] ».

L'une des conséquences de ces deux événements est la mise en relation d'un certain nombre d'intellectuels de différents pays. Dans son article, Pablo Yankelevich étudie notamment les liens

---

[38] Ricardo ROJAS, « Las relaciones intelectuales de Francia con la República Argentina », 1923. Ce texte est initialement paru en français dans *Le Figaro en Argentine* du 22/11/1923. Nous utilisons ici la citation et la traduction d'Olivier COMPAGNON, *ouv. cité*, p. 227.

[39] D'après le titre de l'ouvrage de Leopoldo ZEA, *América latina : largo viaje hacia sí mismo*, Mexico Universidad nacional autonoma, 1978 : « *largo viaje hacia sí mismo* ».

[40] Pablo YANKELEVICH, *art. cité*, p. 129.

[41] *Ibid.*

qui se sont créés entre intellectuels mexicains et argentins, parmi lesquels José Ingenieros et Alfredo Palacios. Il est notamment question de la création, en 1925, de l'*Unión Latinoamericana*, dont l'horizon d'action est à la fois national et continental.

Ce double horizon continue de marquer la communauté intellectuelle latino-américaine dans les années 1930, mais selon des termes qui vont évoluer. Selon Eduardo Devés Valdés, « la défense de l'économie continentale et la préoccupation concernant notre manière d'être constituent les grands thèmes ou problèmes auxquels la pensé latino-américaine est confrontée[42] ». Le cataclysme de 1929 change en effet beaucoup de choses, provoquant une crise à la fois économique, sociale et politique. Les réflexions autour de l'identité nationale comme de l'identité latino-américaine se polarisent de plus en plus autour des questions économiques, la défense de l'intérêt national vis-à-vis des États plus puissants devenant un leitmotiv et débouchant sur l'émergence d'une pensée économique centrée sur les réalités du sous-continent[43]. Pour Valdès, ce nationalisme – et ce continentalisme – économique est une « manière de revendiquer sa singularité[44] ». Le courant identitaire se divise alors en deux tendances, l'une de droite – marquée par le conservatisme – et l'autre de gauche – influencée par le marxisme, proposant chacune une voie politique et idéologique. Néanmoins, elles se rejoignent sur la revendication d'une identité latino-américaine (même si la première insiste sur l'héritage hispanique quand la deuxième met l'accent sur le caractère indien et métis de la culture du sous-continent) et sont toutes deux fortement marquées par l'anti-impérialisme.

La décennie qui s'ouvre avec le krach boursier marque donc l'élaboration de « nouvelles synthèses entre les courants identitaire et modernisateur […], de nouvelles recherches d'équilibre, de nouvelles relations entre ces deux éléments qui composent la pensée latino-américaine du XXe siècle[45] ».

> « Entre les nations d'Amérique, la coopération intellectuelle s'impose comme une nécessité afin de faire connaître la culture, généralement ignorée, des pays frères[46]. »

Si prédomine, chez les Latino-Américains, l'idée d'une méconnaissance réciproque, on trouve cependant de nombreuses mentions d'échanges dans les sources que nous avons pu

---

[42] Eduardo Devés VALDÉS, *ouv. cité*, p. 197.
[43] Eduardo Devés Valdés a également consacré un article à cette question : « O pensamento nacionalista na América Latina e a reivindicação da identidade econômica (1920-1940 », *Estudos históricos*, , vol. X, n°20, 1997, p. 321-343.
[44] *Idem*, p. 197 : « *manera de reivindicar lo propio* ».
[45] *Idem*, p. 200-201.
[46] Francisco WALKER LINARES, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943, p. 4.

consulter. Le discours selon lequel la coopération, notamment intellectuelle, entre pays du sous-continent, remonte à la période des indépendances est surtout présent dans les années 1930, époque où elle connaît effectivement des développements importants et où le panaméricanisme tend à être de plus en plus effectif avec la politique de bon voisinage menée par Roosevelt et l'implication croissante des États-Unis, en particulier en matière d'échanges universitaires[47]. Il n'est donc sans doute pas anodin que l'on trouve ce discours sous la plume d'Heloise Brainerd, en 1931, alors qu'elle dirige le Bureau panaméricain de coopération intellectuelle :

> « Les premières années des républiques hispano-américaines ont montré que des professionnels, dans la quête - universelle - de meilleures opportunités, avaient trouvé leur voie dans les pays voisins et, ne se heurtant pas à la barrière de la langue, s'y étaient installés pour pratiquer l'activité qui était la leur. Des étudiants, également, parcouraient une certaine distance, recherchant des avantages en termes de formation qui n'existaient pas chez eux ou bien attirés par la réputation d'une institution particulière[48]. »

Plus tard, lors de la Seconde Conférence Générale des Commissions Nationales de Coopération Intellectuelle qui a lieu à Paris en 1937, Miguel Osório de Almeida, délégué du Brésil, présente un exposé intitulé « Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine. Ses débuts, son évolution, son organisation[49] ». Il y fait un tour d'horizon des actions menées pour développer des liens culturels entre des pays qui, finalement, se connaissaient peu et qui étaient absorbés par « […] des problèmes d'organisation sociale et politique, ainsi que les questions économiques […] ». Ce qui explique que « l'idée d'une coopération intellectuelle interaméricaine a mis très longtemps à se former et à s'imposer d'une manière claire et précise ». Cependant, l'idée d'une coopération intellectuelle a néanmoins fait son chemin car « […] les États américains ont souvent devant eux des problèmes analogues […] ». Il finit par conclure à l'antécédence des initiatives de coopération intellectuelle en Amérique, par rapport à l'Europe :

> « On a commencé, alors, un peu partout en Amérique, à faire de la coopération intellectuelle avant la lettre. Des voyages, des réunions, des congrès, des conférences générales, des vœux, des recommandations, des résolutions, tous les moyens dont on pouvait disposer furent employés les uns après les autres[50]. »

Par ce discours, Miguel Osório de Almeida, physicien reconnu, battait en brèche le *leitmotiv* selon lequel les échanges, intellectuels, scientifiques, culturels, entre pays latino-américains n'existeraient pratiquement pas, ou alors depuis très peu de temps.

---

[47] Voir chapitre III.
[48] Eloise BRAINERD, *Intellectual cooperation between the Americas*, Education series n°15, Reprinted from the April, 1931, issue of the *Bulletin of the Pan American Union*, The Pan American Union, Washington DC, p. 1.
[49] Archives de l'UNESCO, A III 56, « Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine. Ses débuts, son évolution, son organisation », par Miguel Osório de Almeida.
[50] *Ibid.*

Si l'IICI peut se réjouir de voir croître en Amérique le nombre d'initiatives en relation avec la coopération intellectuelle, il peut aussi craindre d'apparaître comme inutile, une fois l'impulsion donnée. Surtout dans un contexte qui voit diminuer l'influence européenne au profit de celle des États-Unis, où les États latino-américains cherchent à s'affirmer sur la scène internationale et à présenter, malgré la diversité revendiquée par ses représentants, une certaine unité capable de rivaliser tant avec l'Europe qu'avec les États-Unis.

Cette coopération interaméricaine s'établit par le biais de structures et d'organisations diverses. En premier lieu, il y a la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle et l'Institut qui lui est associé. La dynamique et les réseaux mis en place depuis Genève et Paris, avec les commissions nationales comme relais et protagonistes de leurs travaux, sont ainsi ré-utilisés et ré-appropriés par les acteurs latino-américains qui en font partie pour élaborer un certain nombre d'initiatives propres au continent. Le cas le plus emblématique est l'organisation de Conférences réunissant les commissions nationales américaines, dont la première édition a lieu à Santiago du Chili en 1939.

Ce deuxième temps de notre travail représente un changement de perspective, répondant à l'idée qu'il faut « penser des deux côtés[51] ». Alors que dans nos précédents chapitres nous partions de dynamiques qui étaient extérieures au sous-continent pour analyser la manière dont ce dernier s'y adaptait, il s'agit désormais de le placer au centre de l'échiquier. La scène internationale, qu'elle soit envisagée en termes géopolitiques ou selon l'angle de la coopération intellectuelle, est ici présentée à partir d'une Amérique latine dont la quête identitaire se joue souvent au-delà de ses frontières, à travers des circulations – 'hommes et d'idées – dont l'Europe et les États-Unis sont parties prenantes. Les pays latino-américains constituent en effet, dans l'entre-deux-guerres, un terrain où se déroule une lutte d'influence, tantôt âpre, tantôt mise en sourdine, entre les États-Unis, les démocraties européennes et les régimes nazi et fasciste d'Allemagne et d'Italie. En mettant à jour cette pluralité d'intérêts concurrents qui convergent vers le sous-continent, le but est d'analyser la manière dont ce dernier se positionne et essaie de tirer partie des attentions dont il est l'objet (chapitre IV). Ce qui est en jeu, c'est la marge de manœuvre des États latino-américains dans une configuration spécifique où cohabitent une Europe affaiblie par la Première Guerre mondiale et une puissance montante, celle des États-Unis, pour lesquels la « préférence continentale » constitue encore le cœur d'une vision du monde encore très marquée par l'isolationnisme. Le champ de la diplomatie culturelle et de la

[51] Carlo Ginzburg, cité par Laurent VIDAL dans *Mazagão, la ville qui traversa l'Atlantique*, Paris, Flammarion, Collection Champs Histoire, 2008, p. 10.

coopération intellectuelle offre dans cette optique un angle de vue singulier. Les considérations économiques et géopolitiques jouent certes un rôle, mais c'est un langage et des pratiques bien particulières qui sont mis en œuvre, dans les interstices desquels les voies/x latino-américaines résonnent autrement.

C'est au travers de ce langage et de ces pratiques que nous nous proposons d'analyser comment se sont tissées les toiles latino-américaines de la coopération intellectuelle, dont les fils entremêlés relèvent tout à la fois de l'internationalisme, du régionalisme (qu'il soit latino-américain ou panaméricain) et du nationalisme (chapitre V). À la vision des États et de leurs représentants, succède alors celle de la société civile – du moins de ceux qui s'en font les représentants, à savoir les intellectuels. Acteurs centraux de ces circulations et connexions, tout à la fois passeurs, médiateurs et producteurs de représentations qui dépassent le strict cadre des États-nations, ils sont les agents sur lesquels nous nous appuierons pour bâtir une histoire transnationale de la coopération intellectuelle en Amérique latine et des quêtes identitaires dont elle est le théâtre. Ces interrogations identitaires se révèlent également très présentes dans les projets et initiatives qui visent à déplacer l'axe de la coopération intellectuelle internationale de l'Europe vers l'Amérique (chapitre VI). Du projet brésilien d'Institut Interaméricain formulé en 1926 aux différentes conférences américaines de coopération intellectuelle, c'est tout à la fois la question de l'unité du continent et celle des rapports à l'Europe et à son héritage qui sont posées.

Chapitre IV

Entre l'Europe et les États-Unis, quelle voix/e pour l'Amérique latine ?

L'analyse de l'insertion internationale de l'Amérique latine dans l'entre-deux-guerres, en particulier dans les réseaux et structures dédiés à la coopération intellectuelle a mis en évidence la configuration triangulaire dans laquelle se trouve le sous-continent. Ce « triangle atlantique »[1] n'est pas exempt de tensions et à plusieurs reprises, il est apparu qu'il y avait une certaine rivalité entre, d'une part, les réseaux européens, marqués, pour l'IICI, par l'empreinte de la France, et d'autre part les réseaux panaméricains, largement dominés par les États-Unis. Cette lutte d'influence, entre méfiance et cordialité, se joue à différentes échelles et dans différents domaines, en particulier celui de l'influence culturelle. La montée en puissance de l'Allemagne sur ce terrain, comme sur celui de l'économie, introduit par ailleurs une nouvelle donne et n'est pas étrangère aux efforts déployés tant par la France que par les États-Unis. Face à cette configuration particulière, la manière dont les pays latino-américains – notamment les trois pays objets de notre étude – se sont positionnés constitue l'angle sous lequel nous avons construit ce quatrième chapitre. Loin d'être de simples pions sur un échiquier dont ils ne maîtriseraient pas les règles, les acteurs latino-américains semblent chercher un équilibre qui préserve leurs intérêts. Ainsi peuvent-ils se présenter comme des médiateurs, faire du sous-continent un élément de stabilité et de compromis. On observe également une instrumentalisation de cette rivalité : les Latino-Américains monnayent leur appui, font jouer la concurrence. La période de l'entre-deux-guerres est, pour l'Amérique latine, à la fois le théâtre d'un certain néo-colonialisme de la part des grandes puissances et, ce qui peut sembler contradictoire, une arène qui offre une certaine marge de manœuvre à ceux qui cherchent à faire exister leur pays sur la scène internationale.

Pour mener cette réflexion, nous nous attacherons tout d'abord aux actions mises en place, en Europe et aux États-Unis, dans l'optique de susciter sympathie et soutien en Amérique latine. Par la suite, nous verrons comment et à quelles occasions cette dernière tenta de faire entendre sa voix, à la SdN ou au sein d'un mouvement panaméricain tantôt décrié tantôt souhaité. Enfin, nous analyserons les modalités selon lesquelles elle devint un trait d'union entre le Vieux Continent et les États-Unis, les obligeant à collaborer. Le contexte international et la montée des périls en Europe sont bien évidemment la trame sur laquelle se tissent ces différentes dynamiques.

[1] D'après le titre de l'ouvrage d'Alfredo G. A. VALLADÃO, *Le triangle atlantique : l'émergence de l'Amérique latine dans les relations Europe-Etats-Unis*, Paris, Institut français de relations internationales, 1999.

L'Amérique latine, enjeu entre l'Europe et les États-Unis

L'Amérique latine, dans le jeu complexe des relations internationales de la période étudiée, est l'objet d'un certain nombre de politiques et d'initiatives visant à rallier sinon son soutien actif, du moins une neutralité bienveillante. Réservoir de matières premières, important marché pour les pays ayant besoin de trouver des débouchés pour leur industrie, pas assez puissante pour imposer ses vues en matière de politique internationale, elle constitue donc un enjeu de taille pour les États souhaitant assurer leur place dans un concert des nations en pleine reconfiguration. Au fil des années, elle devient aussi un espoir de reconquête des esprits pour une SdN à la légitimité fragile. Cette dernière organise d'ailleurs deux missions à destination du sous-continent, en 1930-1931 et en 1938, qui constitueront l'objet de notre analyse. Alors qu'elle perd chaque jour en crédibilité, déstabilisée par la montée en puissance du nazisme et du fascisme, impuissante devant l'invasion de la Mandchourie, quasi-inexistante pendant la guerre civile espagnole, la SdN, et en particulier son Secrétariat, cherchent en effet à regagner les faveurs d'une Amérique latine où, comme nous l'avons vu, les espoirs de l'après guerre se sont souvent mués en désillusions. Comment dès lors regagner ses faveurs ? Quels leviers actionner, sur quels sujets rallier l'appui des Latino-Américains ? Tels sont les points que nous aborderons.

Dans un deuxième temps, c'est l'action de certains pays en direction du sous-continent qui nous intéressera. Pour bien faire, pour rendre compte de toutes les dynamiques à l'œuvre en Amérique latine, il faudrait s'intéresser non seulement aux politiques culturelles de la France et des États-Unis, mais aussi à celles de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, de l'Allemagne et de l'Italie. Nous avons pourtant fait le choix de nous consacrer quasi exclusivement aux cas français et nord-américain. Ce parti pris est dicté par des considérations de deux ordres. Dans une étude consacrée à l'émergence des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne, il nous est apparu périlleux de vouloir faire cet inventaire. En outre, il s'agissait de préserver une certaine cohérence avec ce qui précède, à savoir la description et l'analyse des réseaux de coopération intellectuelle internationaux, marqués par le rôle et l'influence de ces deux nations. Enfin, le fait de se concentrer sur ces deux exemples est l'occasion d'observer deux « modèles » de diplomatie culturelle, ce qui nous permettra d'avoir des points de comparaison solides lorsqu'il s'agira, dans notre troisième partie, d'éclairer la manière dont l'Argentine, le Brésil et le Chili ont construit la leur.

Il n'entre pas dans le cadre de notre travail de faire l'historique de la diplomatie culturelle française ou de présenter dans le détail le processus menant les États-Unis à se saisir de la culture

comme d'une arme diplomatique. De nombreux travaux ont déjà été consacrés à ces questions. Nous ne retiendrons par conséquent que les éléments entrant dans le cadre de notre réflexion sur les instruments et actions déployés en direction de l'Amérique latine.

Reconquérir l'Amérique latine : les efforts du Bureau de l'Amérique latine et les missions du Secrétariat

« Quelques États de l'Amérique latine semblent s'éloigner de nous. On a dit que le Nouveau Monde Latin est la conscience de la Société des Nations. Une conscience attristée, une conscience tourmentée. […] L'Amérique Latine, fille de l'Europe, formée dans ses écoles, orgueilleuse de ses ancêtres, adresse au Vieux Continent un message qui mérite d'être écouté. Elle vous dit : 'Oubliez vos luttes, unissez-vous, préparez l'avènement de la grande nation européenne. Vous savez maintenant que les civilisations sont mortelles, vous allez détruire la vôtre en présence de peuples que vous avez colonisés et civilisés et qui vous jugent'. Et cela est logique de sa part, car, depuis deux siècles, elle affirme avec une fierté qui peut vous sembler naïve, qu'elle apporte à l'Occident branlant et troublé, trop attaché aux souvenirs de son passé, le progrès, l'optimisme et la liberté, une telle nouveauté dans tous les domaines de la pensée et de l'action qu'une ère inespérée et fulgurante s'ouvrira sous son égide.
[…] L'Amérique pour toujours, l'Amérique au-dessus de tout, refuge, espoir, étoile, elle qui fera la synthèse de deux civilisations, de l'Occident et de l'Asie, et qui rapprochera des tendances extrêmes, l'action intense, désorbitée, la préoccupation obsédante de la possession et de l'or en Europe, aux États-Unis, et la lenteur, l'ascétisme et le renoncement de l'Orient[2]. »

Cette citation, extraite d'un discours prononcé en 1938 à l'Assemblée de la SdN par le péruvien Francisco García Calderón, reflète tout un courant intellectuel latino-américain pour lequel l'Europe a cessé d'être la référence ultime. Ainsi, ce qui se joue à la SdN dépasse le cadre des relations internationales : ce sont aussi les liens culturels et intellectuels entre l'Ancien et le Nouveau Monde qui sont en jeu. L'influence croissante des États-Unis, le développement des activités de l'Union Panaméricaine ne font qu'accentuer l'éloignement entre l'Europe et l'Amérique latine[3]. De cela on en avait plus ou moins conscience à la SdN et des efforts sont menés afin d'éviter une rupture avec des pays où les Européens avaient des intérêts économiques, financiers et géopolitiques. C'est en particulier le Secrétariat de l'organisation genevoise qui est actif sur ce plan.

---

[2] Francisco García CALDERON, *L'avenir de la Société des Nations, Discours prononcé à l'Assemblée de la Société des Nations le 16 septembre 1938*, Paris, Éditions A. Pedone, 1938, p. 5- 6.

[3] Yannick Werhli cite à ce sujet les propos tenus en 1924 par le Panaméen Cristobal Rodiguez, qui travaillait au Secrétariat de la SdN : il fait ainsi remarquer que la concurrence du mouvement pan-américain est une des raisons de la perte de prestige de la SdN: « La dangereuse influence du panaméricanisme, qui outre le fait qu'il est imposé aux gouvernements latino-américains par le Département d'État de Washington, commence à résoudre un certain nombre de questions dont s'occupait Genève, qui plus est en prenant en compte les intérêts, la réalité et les besoins qui existent en Amérique. De ce fait, le courant pan-américain semble, pour l'opinion et les gouvernements d'Amérique latine, plus attractif que Genève. » (Yannick WERHLI, *« Créer et maintenir l'intérêt » : la liaison entre le Secrétariat de la Société des Nations et l'Amérique latine (1919-1929)*, Mémoire de Licence ès Lettres, sous la direction de Mauro Cerutti, Université de Genève, Département d'histoire générale, Juillet 2003, p. 120).

L'action du Secrétariat est mise en œuvre par les fonctionnaires internationaux et dès le début Eric Drummond avait l'intention d'y nommer un Latino-Américain. Il faut relativiser ce qui peut être interprété comme une marque d'intérêt pour le sous-continent : sur la centaine de postes que compte le Secrétariat au début de l'année 1920, un seul est destiné à l'Amérique latine, alors que parmi les États mentionnés en annexe du Pacte, 17 sont latino-américains[4]. Julián Nogueira, journaliste de formation et secrétaire de la délégation urugayenne à la SdN, devient le premier fonctionnaire latino-américain du Secrétariat en mars 1921[5]. Il est attaché à la Section Information et consacre tout son temps au sous-continent, où il effectue plusieurs missions[6].

Parallèlement, les délégations latino-américaines à Genève manifestent à plusieurs reprises leur désir de voir le sous-continent mieux représenté au Secrétariat[7]. Des pourparlers engagés naît l'idée d'un bureau de liaison avec l'Amérique latine, proposition soumise par le Secrétariat à l'Assemblée de 1921[8]. La commission d'experts chargée, en 1920, d'étudier l'organisation du Secrétariat et du Bureau International du Travail rend en effet un rapport recommandant la création d'un Bureau Spécial pour l'Amérique latine car « […] étant donné la distance très grande entre [ces pays] et le siège de la Société, un effort particulier devrait être fait, afin de créer une organisation spéciale[9] ». Le Bureau de l'Amérique latine (BAL) est finalement créé le 1er janvier 1923 et compte alors deux membres latino-américains, nommés pour deux ans[10]. Dans son rapport sur l'activité du BAL présenté à l'Assemblée en 1924, Sir Eric Drummond insiste sur le fait que le travail accompli comporte deux parties bien distinctes. D'une part,

> « le travail confidentiel de contact personnel qui a pour but de resserrer les liens entre les personnalités de l'Amérique latine et les dirigeants du Secrétariat, de tendre à une meilleure compréhension des points de vue respectifs, d'obtenir les renseignements et de donner les explications nécessaires pour faciliter la tâche commune, de faire connaître, d'un côté, l'œuvre de la SdN, et de l'autre, les aspirations des pays de l'Amérique latine, en un mot, d'assurer une liaison personnelle[11]. ».

L'autre pan de l'activité du BAL concerne la collaboration avec les sections techniques pour les questions touchant à l'Amérique latine.

---

[4] Voir Yannick WEHRLI, *ouv. cité*, p. 68.
[5] *Idem*, p. 71.
[6] En 1923, il y passe presque huit mois. Il est chargé de prendre contact avec les gouvernements des États latino-américains ainsi qu'avec la presse et les groupes d'opinion. C'est à cette occasion qu'il participa aux négociations sur l'entrée du Mexique dans la SdN. (*Ibid*)
[7] Manuel PEREZ-GUERRERO, *Les relations des États de l'Amérique latine avec la Société des Nations*, Paris, A. Pedone, 1936, p. 73.
[8] *Idem*, p. 75.
[9] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, Genève, 08/05/1924, Mémoire du secrétaire général sur la réorganisation du Bureau de l'Amérique latine.
[10] Il s'agit du Vénézuélien Manuel Arocha et du Panaméen Cristobal Rodriguez (Manuel PEREZ-GUERRERO, *ouv. cité*, p. 76). Un troisième membre, le Colombien Angel María Céspedes, entre en fonction en mars 1925 (Voir Yannick WEHRLI, *ouv. cité*, p. 110-114).
[11] Manuel PEREZ-GUERRERO, *ouv. cité,* p. 80.

Bien que voyant son efficacité reconnue à maintes reprises par les hauts fonctionnaires du Secrétariat et par les délégués latino-américains, le bureau est réorganisé dès 1924. Le but était, à cours terme, de remplacer cet organe d'exception, privilège absolu des États membres d'Amérique latine, par une présence plus abondante de fonctionnaires latino-américains au sein des sections classiques du Secrétariat[12]. Cette substitution progressive devait conduire à la suppression du BAL. En avril 1926, il cesse aux yeux du Secrétaire général d'exister en tant qu'organe physique du Secrétariat et est officiellement supprimé à partir du 1er janvier 1927. Le BAL définitivement dissout, un nouveau système de liaison est instauré, celui des membres correspondants du Secrétariat[13]. Si au départ il était prévu que ces correspondants fournissent des renseignements sur la situation politique des pays où ils se trouvaient en poste, leur mission est finalement réduite à la propagande et à l'obtention d'informations nécessaires aux sections techniques du Secrétariat. Comme le note Yannick Werhli, « ces nouveaux fonctionnaires ne furent en fin de compte que des agents délocalisés de la section d'information[14] ».

En parallèle, de nouveaux fonctionnaires latino-américains sont intégrés au Secrétariat[15]. Par ailleurs, le principe de réunions régulières, hebdomadaires puis mensuelles, des membres latino-américains du Secrétariat ainsi que de certains hauts fonctionnaires, en pratique durant la période d'activité du BAL, est maintenu une fois ce dernier supprimé. Les sujets discutés lors des *American meetings* sont de trois types : les activités de la SdN, les relations avec le panaméricanisme et les États-Unis, les relations avec les États latino-américains[16].

Les différents efforts du Secrétariat pour mieux intégrer les Latino-Américains à son fonctionnement visaient non seulement à collecter des informations susceptibles de servir aux différentes commissions techniques de la SdN mais aussi à améliorer l'image de cette dernière dans le sous-continent afin d'éviter que celui-ci ne se détache complètement d'un organisme jugé trop eurocentré. C'est également dans cette optique qu'ont lieu deux missions du Secrétariat en Amérique latine, l'une en 1930-1931 et l'autre en 1938[17].

---

[12] Voir Yannick WEHRLI, *ouv. cité*, p. 76 et Agustín EDWARDS, « Latin America and the League of Nations », *Journal of the Royal Institute of International Affairs*, vol. 8, n°2, Mars 1929, p. 141).

[13] Manuel Castro Ramírez (Salvador) ; Juan Stefanich (Paraguay) ; Luis Varela Obregoso (Pérou) ; José Eduardo Guerra (Bolivie) ; Auguste Bonamy (Haïti) ; Francisco Walker Linares (Chili) ; Luis Ernesto Denegri (Pérou) ; Anna Teresa Paradas (République Dominicaine) ont été, pour des durées diverses, nommés comme membres correspondants. (Pour plus de détails sur chacun de ces membres, voir Yannick WEHRLI, *ouv. cité*, p. 132-139).

[14] Yannick WEHRLI, *ouv. cité*, p. 130.

[15] Voir liste en annexe et pour plus de détails, Yannick WEHRLI, *ouv. cité*, p. 140-148).

[16] Voir Yannick WEHRLI, *ouv. cité*, p.154-156.

[17] La mission de 1938 a fait l'objet d'une communication d'Amelia Kiddle, « The 1938 League of Nations Mission to Latin America : Periodical Analysis of a Periodic Visit » lors du colloque « L'Amérique latine et la Genève Internationale durant l'entre-deux-guerres : les débuts d'une intégration régionale et internationale » organisé par Yannick Wehrli et Aline Helg à l'Université de Genève les 28 et 29 octobre 2011.

Lors de la première mission, Sir Eric Drummond, secrétaire général de la SdN, accompagné du Français M. Comert, directeur de la section d'Information de Genève, se rend notamment à Rio de Janeiro, à Buenos Aires, à Santiago du Chili et Bogotá. Ils ne consacrent qu'un à deux jours à chaque étape. Cette visite, aux dires des différents représentants français en poste dans les capitales visitées, passe plutôt inaperçue. Ce relatif désintérêt s'explique par la brièveté du passage des deux représentants de la SdN ; par la prégnance des questions économiques dans un contexte de crise mondiale ; par les divers bouleversements politiques dont plusieurs États latino-américains sont alors le théâtre ; enfin, par l'arrivée au pouvoir de Franklin D. Roosevelt et le changement de cap de la politique américaine des États-Unis. Ainsi M. Dejean, ambassadeur de France au Brésil, met-il en avant le fait que « la visite du secrétaire général de la SdN a été trop courte pour qu'on puisse en escompter des résultats » et qu'elle « a passé presque inaperçue de l'opinion[18] ». Il ajoute :

> « les journaux, remplis des incidents et des controverses de politique intérieure, se sont pour la plupart bornés à relater l'arrivée, l'excursion et le départ de Sir Eric Drummond, comme on le fait pour tous les visiteurs de marque, et n'ont pas consacré d'article à une signification éventuelle de son voyage en Amérique du Sud ».

Quant au représentant français à Bogotá, où Eric Drummond et M. Comert n'ont fait qu'une escale de quelques heures, il se demande si la Bolivie

> « […] estime qu'elle a été traitée avec toute l'attention dont elle se juge digne par le représentant de la SdN qui, en ayant fait ainsi – comme il y était d'ailleurs matériellement obligé- une sorte de sélection parmi les pays sud-américains, risque peut-être d'avoir éveillé quelques froissements chez ceux qui ont été laissés de côté[19] ».

La mission de 1938, plus longue, est composée de trois fonctionnaires du Secrétariat, dont M. Podesta-Costa (argentin), sous-secrétaire général et Conseiller juridique de la SdN – mais aussi ex-sous-secrétaire d'État au ministère argentin des Relations extérieures –, de M. Nogueira (uruguayen), conseiller, membre de la Section politique, et de M. Charron (français) qui avait été pendant de longues années représentant du Comité financier à Sofia et remplissait alors les fonctions de Directeur-adjoint de la Section financière[20]. Des notes de la sous-direction du Ministère français des Affaires étrangères datées de mars 1938 nous renseignent sur la manière dont cette deuxième mission est conçue et reflètent le discrédit frappant alors la SdN. En effet,

---

[18] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 3, Rio de Janeiro, 05/01/1931, Lettre de M. Dejean, ambassadeur de France au Brésil, au ministre des Affaires étrangères.
[19] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 3, Bogotá, 20/01/1931, Lettre du ministre de France en Colombie au ministre des Affaires étrangères.
[20] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 02/03/1938, Sous-direction de la SdN.

dans une note datée du 08 mars 1938, il est précisé, avant toute chose, que « la mission n'est pas une mission de la SdN, mais de son Secrétariat[21] » :

> « Son objectif n'est donc pas la discussion des questions qui relèvent du Conseil et de l'Assemblée et spécialement de celles qui divisent actuellement les membres de la Société : révision ou mise en œuvre des principes du Pacte, universalité, relations avec les États non membres, ni de celles qui affectent les situations respectives de la SdN et de l'Union Panaméricaine[22]. »

Pour résumer, tous les points qui ont pu susciter l'incompréhension, la déception, et parfois le désengagement vis-à-vis de l'organisme genevois sont consciencieusement évités. L'accent est mis en revanche sur les compétences et organismes techniques dépendants de la SdN et susceptibles d'intéresser les pays latino-américains. Tel est en effet le sens de la suite de la note spécifiant les objectifs de la mission :

> « Tandis que les opinions sont divisées sur l'étendue des obligations du Pacte, le champ des activités techniques de la SdN[23] reste largement ouvert. La richesse de la SdN en travaux déjà accomplis et en hommes pour les accomplir est considérable : la faire connaître sera certainement l'une des principales préoccupations de la mission. Explorer les désirs et les besoins des États visités sera une tâche également importante. Si la mission rapporte à Genève comme résultat de ses explorations, un inventaire même sommaire des possibilités de développement, elle aura amplement justifié son utilité[24]. »

Dans cette optique, il est décidé, au dernier moment, d'adjoindre à la mission le Directeur des Questions Sociales et Humanitaires, M. Ekstrand (suédois) qui, avant son entrée au Secrétariat, a représenté la Suède dans différents pays de l'Amérique latine, notamment en Argentine, car « la présence de M. Ekstrand accentue le caractère technique de la mission. On sait, par ailleurs, que les pays de l'Amérique latine ont toujours marqué un vif intérêt pour les questions sociales et humanitaires[25] ». C'est donc le Secrétariat, en tant que coordinateur des différentes activités techniques de la SdN, qui est mis en avant. Le choix de Podestá Costa et Nogueira n'est à ce titre pas anodin : l'expérience du BAL, les contacts noués par ce biais avec les gouvernements latino-américains, sont destinés à faire oublier l'eurocentrisme de la SdN[26], ainsi que la situation sur le

---

[21] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 08/03/1938, Sous-direction de la SdN.

[22] *Ibid.*

[23] La note du 02/03/1938 cite une lettre du secrétaire général sur les buts de la mission, lettre dans laquelle celui-ci insiste en effet sur les organismes techniques de la SdN : « J'ai toujours estimé extrêmement souhaitable, dit le Secrétaire Général dans cette lettre, que soient développés et améliorés les contacts qui existent entre le secrétariat et les administrations nationales des États membres et je pense non seulement aux services des différents ministèresdes affaires étrangères, mais aussi aux autres départements qui s'occupent directement ou indirectement des diverses activités techniques de la SdN, telles que celles des Organisations économique et financière, du Transit, de l'Hygiène, de la Coopération intellectuelle, des questions sociales et d'autres. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 02/03/1938, Sous-direction de la SdN).

[24] *Ibid.*

[25] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 11/03/1938, Confidentiel, Sous-direction de la SdN.

[26] Il ne s'agit pas pour autant de renoncer à défendre l'action de la SdN, notamment en Amérique latine, ainsi que le laisse entendre le passage suivant : « Dans certains conflits récents entre États américains, la SdN a rendu

Vieux Continent, pour offrir aux pays visités l'image d'une organisation susceptible de répondre aux attentes du Nouveau Monde[27]. Il s'agit de « maintenir une liaison organique avec les États américains », de « s'enquérir et se renseigner » afin de combler un décalage imputé principalement à la distance géographique[28]. Cela suppose, pour le Secrétariat, de connaître « les questions que chaque gouvernement aurait intérêt à voir traiter dans une grande organisation internationale », car « par les renseignements que la Mission apportera, elle pourra aider ces gouvernements à mieux apprécier le bénéfice qu'ils pourraient en tirer[29] ». Redorer le blason de la SdN, sans la mentionner directement, en Amérique latine : tel est le but de la mission du Secrétariat. Il nous faut maintenant nous interroger sur les raisons qui ont motivé cette entreprise. Lors de la Conférence interaméricaine de consolidation de la paix qui se tient à Buenos Aires en 1936, la Colombie et la République Dominicaine présentent chacune un projet de Ligue des Nations américaines ; il est alors décidé que cette question serait réexaminée lors de la prochaine conférence interaméricaine, qui doit avoir lieu à Lima en décembre 1938. La presse latino-américaine se fait largement l'écho de cette initiative. Combinée à la montée des périls en Europe, face auxquels la SdN semble impuissante, elle constituait un sérieux avertissement quant à la désaffection dont cette organisation pâtissait en Amérique latine. Cette conjoncture, tant continentale qu'internationale, n'est sans doute pas anodine quant au choix d'organiser une mission à ce moment-là.

Si le but de cette dernière n'est pas « d'entreprendre une campagne de propagande[30] », elle est cependant destinée à « exercer une influence heureuse sur l'attitude des pays visités à l'égard de la Société » ; il ne s'agit pas tant de convaincre les pays qui s'en sont retirés, ou sont sur le point de le faire, de redevenir membre que de contrer « les efforts incessants de la propagande allemande et italienne[31] ». C'est ce qui explique qu'une collaboration inédite jusque là se mette en

---

de grands services. Ses méthodes, qu'on dit rigides, elle a su les adapter aux conditions spéciales des relations politiques américaines, en déterminant des cadres et des principes de règlement et en laissant aux États intéressés la liberté de les mettre en application par des méthodes appropriées. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 08/03/1938, Sous-direction de la SdN).

[27] Ce parti pris n'eut pas toujours les effets escomptés et fait l'objet de critiques au Chili, ainsi que le rapporte le représentant français dans ce pays : « D'après M. Vergara [sous-secrétaire au MRE], le Secrétariat Général de la SdN aurait eu tort de confier la Présidence de la Mission à un latino-américain, et surtout à un ressortissant de l'Argentine, le pays le plus important du continent latino-américain faisant partie de la SdN. Un Européen, m'a-t-il dit, aurait pu parler avec plus d'autorité et aurait été plus écouté. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Santiago, 13/05/1938, Lettre de Sartiges, ministre de France au Chili, au ministre des Affaires étrangères).

[28] « Ce devoir est d'autant plus impérieux que les États membres sont plus éloignés. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 08/03/1938, Sous-direction de la SdN).

[29] *Ibid.*

[30] *Ibid.*

[31] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 02/03/1938, Sous-direction de la SdN. Il ne faut pas pour autant que ce but soit explicite et que la mission apparaisse comme une manifestation de contre-propagande. Les règles à respecter concernant la publicité qui doit être faite autour du voyage des trois

place entre le Secrétariat et les États-Unis, comme le révèle une note confidentielle du 11 mars 1938 :

> « Il y a quelques années encore, le *State Department* n'aurait pas vu sans suspicion, sinon sans inquiétude, une mission de la SdN en Amérique latine. Il en va autrement aujourd'hui alors que les États-Unis, - tout comme la France et la Grande-Bretagne -, redoutent l'action de propagande du Japon, de l'Italie et de l'Allemagne dans les pays que couvre la Doctrine Monroe. Il s'établit donc, - et c'est là un fait nouveau et heureux -, une sorte de parallélisme entre la SdN et les États-Unis d'Amérique à l'égard des pays d'Amérique latine[32]. »

Cette entente se traduit concrètement par le fait que le Secrétariat de la SdN informe le consul des États-Unis à Genève du prochain départ de la mission, lui fournissant « le but et l'itinéraire de la mission », comme cela avait été fait auprès du *Foreign Office* et du Quai d'Orsay. Cette démarche est accueillie favorablement par le *State Department*, qui promet de faciliter le déroulement de la mission[33].

Celle-ci a visité successivement, accomplissant « un périple de plus de 30 000 km » et « changeant 80 fois de moyens de transport[34] », les pays suivants : l'Uruguay, l'Argentine, le Chili, la Bolivie, le Pérou, l'Équateur, le Panama, la Colombie, Haïti, la République Dominicaine, Cuba et le Mexique[35], soit « tous les pays d'Amérique latine à l'exception de ceux qui ont donné leur

---

fonctionnaires internationaux sont par conséquent très claires sur ce point : « Dans chacun des pays qu'elle traversera, la mission sera accueillie avec une grande publicité. Cette publicité presque spontanée sera bienfaisante. Cette publicité sera presque certainement suffisante. Il serait, en effet, regrettable que la mission soit alourdie par une publicité qui dépasserait le cadre de ses travaux. M. Podestá Costa a une trop grande expérience pour qu'il soit utile de fixer des règles plus précises.
M. Podestá Costa voudra certainement profiter des rencontres qu'il aura dans chaque pays avec les Ministres étrangers accrédités pour donner, dans la mesure qu'il jugera utile, des informations sur l'activité de la mission. C'est la meilleure méthode pour dissiper les malentendus ; elle est d'autant plus aisée à suivre que la mission ne poursuit pas de négociations ; elle est d'autant plus nécessaire que cette situation doit être parfaitement claire. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 08/03/1938, Sous-direction de la SdN).

[32] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 11/03/1938, Confidentiel, Sous-direction de la SdN. Cet élément était déjà présent dans la note du 08 mars, comme l'indique ce passage : « M. Podestá Costa trouvera, j'en suis sûr, opportun de ne pas négliger, parmi ces rencontres, celles des représentants des États-Unis. Le Secrétariat est heureux d'entretenir les relations les plus cordiales avec les délégués et les représentants américains à Genève. Trop de malentendus ont eu lieu dans le passé. Le programme de la mission est si limpide qu'il suffira sans doute à dissiper toute possibilité de malentendu. Les États-Unis ont sur le continent américain une position tout à fait spéciale. La SdN n'a d'autre but que la collaboration désintéressée entre toutes les forces pacifiques. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 08/03/1938, Sous-direction de la SdN).

[33] « Le Consul Général des États-Unis est revenu avant-hier voir M. Avenol à qui il a pu donner l'assurance que le Département d'État à Washington, très sensible à la démarche du Secrétariat général, ne prenait pas ombrage de la mission du Secrétariat, mais qu'au contraire, il serait heureux que la mission entrât en contact avec les représentants diplomatiques des États-Unis dans les différents pays visités. Il s'est même offert à remettre au chef de la mission ainsi qu'à notre compatriote, M. Charron, des lettres d'instruction et de recommandation pour les Agents des États-Unis en Amérique latine. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 11/03/1938, Confidentiel, Sous-direction de la SdN).

[34] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 28/08/1938, Sous-direction de la SdN.

[35] *Ibid.*

préavis de retrait[36] » ou ne font déjà plus partie de la SdN. L'étape prévue initialement au Venezuela a été annulée au cours de la mission. De fait, le Gouvernement vénézuélien fait prévenir officieusement M. Podestá Costa, pendant son séjour à Quito, de « l'inopportunité d'une visite de la Délégation à Caracas 'en prévision de l'annonce très prochaine du retrait du Venezuela de la SdN'[37] ». Face à cette situation, ni M. Podestá Costa ni M. Nogueira ne jugent utile de maintenir leur déplacement à Caracas.

Dans l'ensemble, si l'on en croit les rapports qu'en ont faits les divers représentants français dans les pays qui accueillent la mission, celle-ci ne suscite que peu d'enthousiasme[38]. Si elle est reçue avec « courtoisie[39] », elle ne parvient pas réellement à remédier à la certaine indifférence qui prévaut à l'égard de Genève et n'obtient pas de résultats tangibles auprès de gouvernements peu désireux de renforcer la présence de leur pays à la SdN, considérée comme « moribonde[40] ». Ainsi peut-on citer le compte-rendu que fait le ministre de France en Uruguay du discours prononcé à cette occasion par le ministre des Relations extérieures :

> « […] le Dr Espalter, ministre des Relations extérieures a fait un discours très chaleureux en faveur de la SdN. Ce fut, paraît-il, une magnifique improvisation. Mais peut-être le Dr Espalter avait-il une arrière-pensée en ne fixant pas ses paroles par écrit, car, quand je le félicitai d'avoir confirmé si éloquemment l'attachement de l'Uruguay à la SdN, il me répondit en souriant : 'Verba volant' ![41] ».

Comme le pressentaient les organisateurs de la mission, le volet technique des activités de la SdN est celui qui permet le plus d'établir un dialogue, au-delà des déclarations de circonstances ou des critiques qui ne manquent pas d'être énoncées dans la presse à l'égard de l'organisation genevoise. Ainsi, en Uruguay, le vice-président de la République, M. Charlone[42], réserve tout d'abord un accueil plutôt froid à M. Charron, qui s'occupait des questions financières pour le Secrétariat.

---

[36] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 08/03/1938, Sous-direction de la SdN.

[37] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Quito, 17/06/1938, Lettre de Jean Dobler, ministre de France en Équateur, au ministre des Affaires étrangères.

[38] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Panama, 17/06/1938, Lettre de M. Langlais, chargé d'affaires de la France à Panama, au ministre des Relations extérieures : « la seule manifestation en son honneur a été un dîner, donné par M. Garay […]. La mission, aurait, semble-t-il, pu s'attendre à davantage dans un pays membre de la SdN, mais le président Arosemena professe, dit-on, à l'égard de cette dernière fort peu d'enthousiasme ayant même assez récemment déclaré qu'il estimait que Panama n'avait aucun intérêt à y rester […]. »
Ou encore Bogotá, 25/06/1938, Lettre de M. d'Aumale, ministre plénipotentiaire de France à Bogotá, au ministre des Affaires étrangères : « L'arrivée de la mission a soulevé très peu de curiosité. Elle n'a même pas été connue à Bogotá que le jour où les délégués ont débarqué de l'avion. »

[39] *Ibid.* : « « L'accueil qui fut fait à cette Délégation par le Gouvernement équatorien, la presse, l'opinion publique, a été marqué par beaucoup de courtoisie mais aussi par beaucoup de réserve. »

[40] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Bogotá, 25/06/1938, Lettre de M. d'Aumale, ministre plénipotentiaire de France à Bogotá, au ministre des Affaires étrangères.

[41] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Montevideo, 15/04/1938, Lettre de M. François Gentil, ministre de France en Uruguay, au ministre des Affaires étrangères.

[42] César Charlone (1895-1973) a été vice-président de l'Uruguay de 1934 à 1938, durant la dictature de Gabriel Terra. Il appartenait au parti Colorado, de tendance libérale.

Mais, comme le note le représentant français, « […] il devint attentif quand M. Charron l'entreprit sur le terrain financier[43] », finissant par reconnaître que « le système financier de l'Uruguay souffrait de multiples imperfections et déclarait que, le cas échéant, il serait heureux de faire appel aux lumières d'un expert de la SdN[44] ».

En Colombie, prenant acte du peu d'enthousiasme suscité par la mission, M. Podesta

> « a tout de suite posé sa mission sur le terrain technique, déclarant qu'il n'avait rien à voir avec les questions politiques actuellement soumises à la SdN et qu'il s'occupait uniquement des affaires techniques : protection des femmes et des enfants, trafic de l'opium, questions sociales, transports internationaux, etc…[45] ».

Cela porte ses fruits puisque la presse libérale de Bogotá a « rendu un hommage sincère aux activités économiques et techniques de la Ligue[46] ». Même constat pour le représentant français en Équateur qui cite longuement un éditorial du journal *El Comercio*[47] consacré à « l'action, qu'il estime bienfaisante, des commissions techniques de la SdN, notamment à l'activité de la Commission de Coopération Intellectuelle[48] ». L'éditorial se termine par un éloge de la SdN, éloge ambigu dans la mesure où l'on a l'impression que l'auteur du texte plaide pour que cette dernière devienne avant tout un organisme technique :

> « Les Délégués de la SdN viennent aujourd'hui en Équateur pour donner des informations sur les grands travaux [de la coopération intellectuelle]) qui se réalisent à l'ombre de l'organisation la plus respectable qui se soit formée au cours des dernières années : une Ligue des Nations pour le travail pacifique accompli par l'exaltation des valeurs culturelles, de l'intelligence, de l'esprit, de tout ce qui s'oppose au déprimant matérialisme des intérêts mesquins qui, eux, rabaissent l'individu afin de faire du pouvoir matériel des Nations l'arbitre de la destinée des faibles et le rempart des Nations 'de proie'[49]. »

De telles prises de position, ainsi que les dialogues qui ont pu être établis dans chaque pays sur des questions précises, amènent le Secrétariat de la SdN à faire un bilan plutôt positif de la mission, celle-ci ayant pu « se renseigner d'une façon directe et personnelle sur les vues des Gouvernements et des divers services techniques et administratifs touchant les sujets qui intéressent à la fois les États membres et le Secrétariat » ; « recueillir d'utiles impressions en vue

---

[43] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Montevideo, 15/04/1938, Lettre de M. François Gentil, ministre de France en Uruguay, au ministre des Affaires étrangères.
[44] *Ibid.*
[45] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Bogotá, 25/06/1938, Lettre de M. d'Aumale, ministre plénipotentiaire de France à Bogotá, au ministre des Affaires étrangères.
[46] *Ibid.*
[47] Le diplomate français justifie ainsi l'importance qu'il accorde à cet éditorial : « Comme *El Comercio* est le plus important des journaux de Quito, que tout en étant de tendance libérale il entend surtout être réaliste et servir les affaires autant que les idées, ou ne servir les idées que pour autant qu'elles n'entravent point les affaires, son opinion peut être tenue pour l'opinion moyenne des classes dirigeantes, et elle a du poids à ce titre. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Quito, 17/06/1938, Lettre de Jean Dobler, ministre de France en Équateur, au ministre des Affaires étrangères. L'éditorial en question est daté du 09 juin 1938.)
[48] *Ibid.*
[49] *Ibid.*

de renforcer ces contacts et d'améliorer dans l'intérêt commun les relations déjà établies » et « mettre au point un grand nombre de questions se rapportant particulièrement à ses activités techniques, en matière sociale, financière et économique[50] ». Si un tel constat n'est pas faux, il passe sous silence les réactions très mitigées envers la SdN exprimées à l'occasion de la venue de la mission. Si les principes et idéaux ayant conduit à sa création continuent de remporter une certaine adhésion[51], s'exprime aussi dans la presse latino-américaine une grande désillusion, voire du ressentiment, à l'encontre de l'organisation genevoise. Si la tonalité de ces articles de presse varie entre la franche hostilité[52] et l'amertume[53], leur contenu est relativement homogène. Tous regrettent que la vocation universelle de la SdN, dans laquelle aurait dû régner une « égalité parfaite entre les nations, grandes ou petites[54] », ait fait long feu. Dans le même ordre d'idée, le ministre de France en Équateur note que

> « l'opinion publique équatorienne n'est point favorable à la Société telle qu'elle fonctionne en 1938 : elle lui reproche de leurrer les petits États par l'influence qu'elle leur accorde en théorie sur les affaires

---

[50] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Genève, 26/08/1938, Section d'information de la SdN.

[51] Voir le commentaire du représentant français sur les résultats obtenus par la mission en Uruguay : « Le Gouvernement actuel, tout en ne se faisant pas d'illusion sur l'efficacité des moyens dont dispose la SdN, reconnaît qu'elle répond à un idéal de l'esprit humain et lui paraît sincèrement attaché. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Montevideo, 15/04/1938, Lettre de M. François Gentil, ministre de France en Uruguay, au ministre des Affaires étrangères). Le ministre de France à Bogotá note quant à lui que « chez les libéraux, les aspirations générales sont plutôt favorables à l'idéal de la Ligue et au principe de la sécurité collective ». (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Bogotá, 25/06/1938, Lettre de M. d'Aumale, ministre plénipotentiaire de France à Bogotá, au ministre des Affaires étrangères)

[52] Le ministre français à Bogotá qualifie ainsi d' « hargneux » un article publié dans le quotidien bolivien *Ultima Hora* – « considéré par le diplomate comme étant « farouchement nationaliste » - et dont voici un extrait : « […] la SdN est l'instrument de quatre puissances européennes dont les intérêts ne peuvent, sur bien des points, se concilier avec ceux de l'Amérique. L'histoire de la SdN est celle des plus grands échecs de la pacification. […] Elle a échoué avec pertes et fracas dans toutes ses interventions. En tant qu'instrument à légaliser les actes de la force, la SdN peut rendre des services aux puissances européennes. Mais c'est une institution sans utilité pour les pays américains. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Bogotá, 25/06/1938, Lettre de M. d'Aumale, ministre plénipotentiaire de France à Bogotá, au ministre des Affaires étrangères)

[53] C'est notamment le cas pour cet extrait d'un article, publié le 04 juin 1938, du journal *El Día*, « le plus libéral de Quito » selon le ministre de France dans cette capitale : « Les échecs répétés et nombreux de cette Entité ont provoqué une grande déception sous toutes les latitudes, au point même de laisser supposer que cet organisme, né du Traité de Versailles, ne constituerait pas autre chose qu'un microcosme d'impotence et d'inutilité ; mais notre opinion se trouve à l'opposé d'un semblable commentaire… Ce qu'il convient de se demander, c'est si tous ces échecs constituent en vérité une preuve de l'inutilité et du manque de prestige de la SdN, ou s'ils n'établissent pas l'évidente responsabilité des gouvernements eux-mêmes qui sont représentés dans l'Institution Genevoise… et c'est pourquoi nous devons affirmer que cette Organisation Internationale doit être maintenue en dépit de tous ses échecs, car elle constitue en définitive une tentative de l'esprit humain pour se dépasser, elle est le signal qu'un mouvement nouveau et sain pour l'avenir du monde. Nous devons défendre l'existence de la SdN, sans cesser par ailleurs de dire que cette Entité n'aura jamais de forces suffisantes au service des destinées de l'humanité tant qu'elle ne reposera pas sur des États et des Peuples dont la politique aura été profondément et sincèrement transformée… » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Quito, 17/06/1938, Lettre de Jean Dobler, ministre de France en Équateur, au ministre des Affaires étrangères).

[54] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Bogotá, 25/06/1938, Lettre de M. d'Aumale, ministre plénipotentiaire de France à Bogotá, au ministre des Affaires étrangères.

> du monde, et leur dénie en pratique ; elle lui reproche d'instituer une certaine tutelle sur eux sans leur assurer par ailleurs d'effectives garanties[55] ».

On retrouve donc la problématique autour de la place et du rôle des « petits » États au sein de la Société des Nations[56]. Il est intéressant à cet égard de rendre compte des commentaires faits par les diplomates français sur les récriminations latino-américaines. Ainsi M. d'Aumale, ministre de France à Bogotá, fustige-t-il « l'esprit doctrinaire et peu réaliste » des libéraux colombiens, « leur orgueil incommensurable » à vouloir qu'un délégué colombien soit « placé exactement sur le même pied qu'un premier délégué britannique[57] ». Quant au ministre de France à Quito, il insiste sur les rivalités entre pays latino-américains, incompatibles avec l'esprit du Pacte de la SdN et sur la concurrence que représente l'Union Panaméricaine :

> « Il est donc clair qu'il existe une tendance générale des États latino-américains à se séparer de l'institution de Genève, ou tout au moins à la vouloir transformer […] Cela tient, me semble-t-il, à plusieurs causes particulières à la politique sud-américaine. Une SdN dont les pouvoirs politiques seraient affaiblis, se concilierait mieux, tout d'abord, avec cette Société de fait que constituent les Nations américaines, et qui tient déjà régulièrement ses assises dans les Congrès Pan-américains. En second lieu, elle écarterait le péril, qui existe au moins en théorie pour les Nations américaines, d'être entraînées dans quelque nouveau conflit européen. Mais surtout, bien que nul n'ose le dire, les États américains se trouveraient libérés les uns envers les autres d'engagements du Pacte qui s'accommodent mal avec leur égoïsme croissant et le nationalisme qui les mord chaque jour davantage. […] En dépit de leur redondante phraséologie castillane et de l'invocation de leur américanisme, les peuples latino-américains se sentent ainsi de jour en jour moins enclins à l'esprit de conciliation et de modestie qui est la base idéologique d'une véritable SdN. C'est là me semble-t-il la cause profonde – et irrémédiable – du mouvement qui emporte loin de Genève les pays sud-américains, et contre lequel une mission comme celle de M. Podestá Costa ne peut rien[58]. »

Si l'analyse faite par le diplomate français n'est pas dénuée de fondements, elle est aussi révélatrice d'une certaine vision du monde où l'ordre européen, alors pourtant sur le point de s'effondrer, n'est pas remis en cause. Toujours est-il que le constat du relatif échec de la mission apparaît pertinent : le Chili dépose son préavis de retrait peu après le passage de cette dernière – le 02 juin 1938 – et la Bolivie songe à faire de même[59].

---

[55] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Quito, 17/06/1938, Lettre de Jean Dobler, ministre de France en Équateur, au ministre des Affaires étrangères.

[56] Le diplomate français en poste à Bogotá résume de la manière suivante cette question : « […] la plupart des libéraux colombiens qui ont été à Genève en sont revenus profondément déçus et aigris ; l'affinité théorique entre leur idéal et celui de la Ligue n'a pas varié, mais ils ont été obligés de se rendre compte que, dans la pratique, il y a toujours de grandes et de petites nations, que le délégué colombien est bien souvent un personnage auquel on ne prête guère attention […]. » (MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Bogotá, 25/06/1938, Lettre de M. d'Aumale, ministre plénipotentiaire de France à Bogotá, au ministre des Affaires étrangères).

[57] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Bogotá, 25/06/1938, Lettre de M. d'Aumale, ministre plénipotentiaire de France à Bogotá, au ministre des Affaires étrangères.

[58] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Quito, 17/06/1938, Lettre de Jean Dobler, ministre de France en Équateur, au ministre des Affaires étrangères.

[59] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, La Paz, 27/05/1938, Lettre du ministre de France en Bolivie au ministre des Affaires étrangères.

L'Amérique latine apparaît donc à la fois nécessaire à la SdN et trop lointaine, tant en termes géographiques que politiques, pour que cette dernière parvienne à réellement reprendre pied dans cette partie du monde dans les années 1930. Ce tour de l'Amérique latine en 90 jours nous en apprend autant sur l'histoire de la SdN que sur le contexte politique et idéologique des pays visités. Il est aussi affaire de regards croisés : celui des hommes d'État et de l'opinion publique du sous-continent sur la SdN ; celui du Secrétariat sur ce dernier et, à l'intérieur de cet organisme, celui des représentants latino-américains sur des nations dont la proximité géographique ne les rend pas pour autant plus proches. Dans cet entrecroisement ce sont différentes visions du monde qui apparaissent. Si l'ensemble des acteurs que nous avons identifiés à l'occasion de la mission de 1938 s'accordent sur la nécessité d'un organe international, les différents intérêts dont ils sont porteurs révèlent que ce qui se joue derrière l'adjectif « international » est loin d'être univoque. Faut-il en conclure que la SdN a totalement échoué dans son rôle de régulatrice des échanges internationaux, mais aussi dans celui qui consiste à élaborer et diffuser « une normativité internationale qui dépasserait celle des États qui les composent[60] » ? À la lumière du bilan très mitigé des deux missions du Secrétariat et des critiques qui ont été exprimées dans la presse des pays visités, on pourrait aller vers cette conclusion. Néanmoins, l'intérêt suscité par les organismes techniques de la SdN conduit à nuancer ce constat. Il n'est d'ailleurs pas anodin qu'ils soient l'objet d'un nombre croissant de travaux, renouvelant l'étude des organisations internationales en général, l'accent étant mis sur des questions d'ordre social et culturel et le cadre de l'État-nation dépassé ; c'est désormais le langage du transnationalisme qui prévaut[61]. Comme l'écrit Sandrine Kott,

> « cette dimension transnationale, dans le double sens qui lui est attribué ici de régimes circulatoires et d'importance des réseaux non étatiques, n'invalide pas le rôle joué par les États, pas plus qu'elle n'entame la prégnance du référentiel national dans la fabrication de l'international, ces deux grandeurs étant souvent étroitement emboîtées[62] ».

L'étude menée par Juan Carlos Yáñez Andrade sur la manière dont la participation du Chili aux travaux de l'Organisation Internationale du Travail a influencé les débats sur la législation sociale chilienne est un exemple de cette tendance historiographique[63] qui permet de constater que « si

---

[60] Sandrine KOTT, « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique internationale*, n°52, mars 2011, p. 11.

[61] Patricia CLAVIN, Jens-Wilhelm WESSELS, « Transnationalism and the League of Nations : Understanding the Work of its Economic and Financial Organisation », *Contemporary European History*, vol. XIV, n°4, nov. 2005, p. 466.

[62] Sandrine KOTT, *art. cité*, p. 14.

[63] Juan Carlos YÁÑEZ ANDRADE, « Chile y la Organización Internacional del Trabajo (1919-1925). Hacia una legislación social universal », *Revista de estudios histórico-jurídicos* [online], n°22, 2000 (http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0716-54552000002200014&lng=en&nrm=iso>. ISSN 0716-5455. doi: 10.4067/S0716-54552000002200014).

elles se nourrissent du national, les organisations internationales constituent en retour des lieux ressources pour certains États[64] ». De manière générale, les liens entre l'OIT et l'Amérique latine intéressent de plus en plus de chercheurs[65] qui s'attachent à montrer comment s'imbriquent dynamiques régionales et internationales[66] et comment les pays latino-américains ont pu faire entendre leur voix au sein de cet organisme[67].

Parmi les activités techniques de la SdN figure aussi ce qui est au centre de notre travail, à savoir la coopération intellectuelle et nous nous situons donc dans la même lignée que les auteurs que nous venons d'évoquer. Il s'agit effectivement pour nous de mettre en avant le « caractère processuel et souvent conflictuel de la fabrique de l'international[68] », étape nécessaire « pour évaluer de manière effective la contribution des organisations internationales à l'histoire des relations entre et à l'intérieur des États-nations[69] ». Pour cela, l'étude des logiques et des acteurs transnationaux constitue un passage obligé. Nous avons néanmoins choisi de nous y consacrer dans notre chapitre V et, auparavant, de démêler la toile des relations internationales des pays latino-américains, en consacrant notamment un développement aux missions du Secrétariat. De fait, nous ne pensons pas possible de saisir avec rigueur et nuance ce qui se joue par-delà les États-nations sans poser de prime abord un certain nombre de repères qui permettent d'avoir un panorama si ce n'est complet du moins clair des enjeux géopolitiques qui parcourent la période que nous étudions.

Aussi, après avoir décrit et analysé les positions respectives des acteurs impliqués dans cette entreprise de reconquête des esprits menée par le Secrétariat, nous nous intéresserons désormais au sous-continent comme objet de considérations stratégiques, en termes d'influence culturelle, de la part de la France et des États-Unis. L'entre-deux-guerres voit en effet ces deux pays, selon des modalités et des chronologies propres à chacun d'eux, développer une diplomatie culturelle à

---

[64] Sandrine KOTT, *art. cité*, p. 14.

[65] Lors du colloque « L'Amérique latine et la Genève internationale durant l'entre-deux-guerres : les débuts d'une intégration régionale et internationale » organisé par l'université de Genève en octobre 2011, ces liens ont fait l'objet de cinq communications sur 20.

[66] Voir les communications de Patricio Herrera González, « Las conferencias del Trabajo y los Estados americanos : un espacio de legitimación institucional y política para la OIT y la CTAL, 1936-1949 » et de Juan Yáñez Andrade, « La OIT y la América Latina : la construcción de un laboratorio social regional ».

[67] Voir la communication de Véronique Plata intitulée « 'Mieux faire connaître leurs difficultés et faire prévaloir leurs opinions' : les Conférences régionales des pays d'Amérique membres de l'OIT (1930-1939) ». Véronique Plata prépare actuellement un doctorat à l'Université de Genève sur l'émergence de la coopération technique dans les organisations internationales à Genève et en particulier dans le cadre de l'Organisation internationale du Travail. En se focalisant sur l'étude des missions et des programmes d'assistance technique de 1930 à 1954, Véronique Plata s'intéresse particulièrement aux questions du développement, de la diffusion des savoirs et de l'expertise technique dans une perspective transnationale.

[68] Sandrine KOTT, *art. cité*, p. 15.

[69] Patricia CLAVIN, Jens-Wilhelm WESSELS, *art. cité*, p. 466 : « *to assess effectively the contribution of international organisations to the history of relations between and within nation-states* ».

destination de l'Amérique latine. Au-delà de leurs différences, les politiques culturelles française et nord-américaine ont pour point commun de constituer une réaction à un contexte international particulier, celui d'une forte compétition politique et idéologique. En s'attachant aux principes et aux institutions mis en place par la France et les États-Unis, nous verrons quels « modèles de civilisation » ils proposent. Les actions menées dans ce domaine par l'Espagne et l'Allemagne seront également évoquées, ce qui nous permettra d'évaluer dans quelle mesure les pays latino-américains ont pu tirer partie de l'attention dont ils étaient l'objet. Plus généralement, dans ce travail de thèse qui a pour cœur la place et le rôle de l'image et des représentations dans les relations internationales, il s'agira pour nous de mettre à jour la manière dont les acteurs chargés de mettre en place la diplomatie culturelle de leur pays percevaient l'Amérique latine.

L'Amérique latine pour la France et la France pour l'Amérique latine dans l'entre-deux-guerres

> « L'unique cas dans lequel les États de l'Amérique latine pourraient prêter une aide militaire en faisant un grand sacrifice serait le cas d'une guerre mondiale menaçant la civilisation, ce qui arriverait notamment si la France, leur mère intellectuelle, était attaquée[70]. »
>
> Alejandro Alvarez

À l'occasion de son discours d'hommage à Georges Dumas, reçu à la Commission Brésilienne de Coopération Intellectuelle (CBCI) lors d'une session solennelle en juillet 1937, Miguel Osório de Almeida dresse le tableau de l'influence française au début du siècle :

> « Des Brésiliens venaient perfectionner leurs études en France, les bases essentielles de l'instruction scientifique et littéraire de la jeunesse étaient toujours françaises, mais on ne voyait plus de savants ou de professeurs français au Brésil. Pour ceux qui ne pouvaient pas venir en Europe, pour ceux auxquels il était refusé de réaliser ce rêve, la France devenait de plus en plus comme une image lointaine, irréelle, certes toujours belle, mais qui perdait peu à peu sa vérité humaine, dont s'estompaient les fortes lignes de travail et d'action, de courage et d'énergie dans la lutte pour le progrès et la civilisation[71]. »

Un tel discours corrobore la thèse de ceux qui, à l'instar de Denis Rolland dans son ouvrage *La crise du modèle français. Marianne et l'Amérique latine : culture, politique et identité*[72], soulignent le déclin de l'influence française dans cette partie du continent.

---

[70] Alejandro ALVAREZ, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve Session de l'Union Juridique Internationale, juin 1926, p. 57.
[71] Cité par Gilles MATTHIEU, *Une ambition sud-américaine. Politique culturelle de la France (1914-1940)*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 47.
[72] Denis ROLLAND, *La crise du modèle français. Marianne et l'Amérique latine : culture, politique et identité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2000.

Rendre plus tangible la présence culturelle française, faire face aux offensives culturelles et économiques d'autres pays (Angleterre, Allemagne, Italie, et surtout États-Unis) devenaient donc des urgences si la France ne voulait pas perdre totalement pied en Amérique latine.

Aux sources de l'influence française, on ne trouve pas d'action délibérée, de politique orchestrée par un gouvernement : aux XVIIIe et XIXe siècles, l'importance politique de la France, la richesse de son patrimoine et son avance technologique créent les conditions de cette expansion du « modèle français ». Ce phénomène a suscité une clientélisation des élites des autres pays sur le long terme : la production culturelle française était spontanément prisée par les élites sociales car elle apportait prestige et statut. En outre, il n'y avait pas, en Amérique latine, d'attitude de rejet ou de méfiance vis-à-vis d'un possible impérialisme français car la France n'y possédait pas d'intérêt économique ou stratégique majeur[73]. Quand ce mouvement cesse d'être spontané, que d'autres influences – anglaise, américaine, allemande… – viennent le concurrencer, la classe politique française se rend compte de son utilité et met en place les moyens pour consolider cette position.

Reste qu'à l'issue de la Grande Guerre, le capital moral de la France semble très fort en Amérique latine : beaucoup de dirigeants sont francophiles et la IIIe République, qui se présente comme l'héritière de 1789, est admirée. De plus, comme le note Antonio Niño, la France vient de sortir d'une « guerre terrible où elle avait représenté la démocratie, la liberté des peuples et la civilisation face à la barbarie et la tyrannie teutonnes[74] ». Ces éléments forment un atout puissant pour le rayonnement de la France ; celui-ci est cependant de plus en plus menacé par la compétition internationale et par l'évolution propre des sociétés latino-américaines. L'influence française, malgré son ancienneté, est en effet vulnérable, et connaît un certain déclin durant l'entre-deux-guerres. Antonio Niño rappelle que l'*afrancesamiento* en Amérique latine a toujours été un phénomène exclusivement citadin et réduit à une frange minoritaire et privilégiée de la société,

---

[73] Même si certains épisodes, comme celui du Mexique dans les années 1860, ont laissé des souvenirs cuisants.

[74] Antonio NIÑO, dans Denis ROLLAND, Lorenzo DELGADO, Eduardo GONZALEZ *et alii*, *L'Espagne, la France et l'Amérique latine. Politiques culturelles, propagandes et relations internationales, XXe siècle / España, Francia y America latina : políticas culturales, propagandas y relaciones internacionales, siglo XX*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 51.

Louis Baudin, professeur d'histoire des doctrines économiques à la faculté de droit de l'Université de Paris, insiste sur l'aura qu'a donnée à la France sa victoire en 1918, en exagérant quelque peu l'engagement de l'Amérique latine aux côtés de l'Entente : « La victoire, trop facilement oubliée par ceux-là mêmes qui l'ont obtenue, a donné à la Belgique et à la France un prestige immense en Amérique latine au lendemain de la guerre. La conduite héroïque du Roi-Soldat était présente dans toutes les mémoires. La plupart des pays d'Amérique latine s'étaient prononcés en notre faveur, ou, tout au moins, avaient manifesté à notre égard une bienveillante neutralité. Un grand nombre de leurs enfants étaient venus se battre dans nos rangs, et l'on en avait vu, qui connaissaient à peine notre langue, partir pour nos champs de bataille, tant était évidente la justice de notre cause et lumineux le rayonnement de notre culture. Je tiens à rappeler cette attitude : les Latins d'Amérique ont eu l'impression, avec raison, que ce triomphe était le leur » (Louis BAUDIN, *L'effort réalisé par la France en Amérique du Sud depuis la guerre*, conférence du 6 mars 1935 à la Maison de l'Amérique latine à Bruxelles)

dont le goût pour la culture française allait souvent de pair avec un rejet de ce qui était autochtone.

La culture française souffre en outre d'une image de culture corrompue, décadente et libertine[75], à l'inverse, par exemple, des productions intellectuelles allemandes auxquelles on attache l'idée de sérieux, d'efficacité et de rigueur[76]. Par ailleurs le complexe de supériorité de la France en particulier, et de l'Europe en général, la conduit à des erreurs d'appréciation et par conséquent à une inadaptation des politiques culturelles mises en place[77]. La France comme l'Europe méconnaissent en grande partie les réalités latino-américaines et ont « une perception réductrice durablement vivace de l'Amérique », « perçue au mieux comme un prolongement […] de la 'civilisation occidentale'[78] ». Pour beaucoup, « le sous-continent est une terre quasi sans culture, du moins autonome, ou composée essentiellement d'éléments-clichés[79] ». Dans un contexte d'expansion du nationalisme sur le continent, à l'heure où émerge l'idée que le rythme européen n'est peut-être pas le seul *tempo* historique possible, cette attitude contribue d'autant plus à détacher les pays latino-américains de la sphère culturelle européenne, et donc française. Lors des *Entretiens* de Buenos Aires de 1936, organisés sous l'égide de l'IICI et qui portent sur les relations entre l'Europe et l'Amérique latine, Alfonso Reyes met en évidence ce décalage : « On se demande si votre Europe sera encore apte à nous dicter avec toute la force habituelle ses directives spirituelles[80] ».

---

[75] Louis Baudin critique en ce sens les envois de livres qui sont faits par les libraires français : « Nos libraires sont malheureusement parfois mal inspirés. Ils ignorent le goût des acheteurs et envoient d'office ce qu'ils imaginent être désiré : livres en vogue, souvent très hardis et qui choquent les lecteurs étrangers, livres en style ultra-moderne qui intéressent seulement la haute société internationale, livres pornographiques qui nous font mal juger. » (*op. cit.*, p. 21).

[76] Voir Antonio NIÑO, dans *ouv. cité*, p. 51 ; il cite notamment un diplomate français selon lequel les Français « étaient plus appréciés pour leurs qualités brillantes et superficielles que pour leurs réalisations sur le plan social, industriel ou commercial ». Cette idée est également développée par Denis Rolland dans son article « 'L'Amérique a cessé de regarder vers l'Europe' ? La France, un modèle qui s'efface en Amérique latine » *in* Annick LEMPÉRIÈRE, Georges LOMNÉ, *et alii* (dir.), *L'Amérique latine et les modèles européens*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 393-434.

[77] Cette ignorance et cette légère condescendance sont dénoncées par Louis Baudin : « Trop souvent nos conférenciers ne parlent pas l'espagnol ou le portugais, mais encore ignorent la psychologie de ceux qui les reçoivent et commettent de fâcheuses erreurs. Plusieurs ne voient que les petits travers des peuples et font entendre, à leur retour en France, des critiques non fondées. […] Ce n'est pas tout : les conférenciers s'expriment en français devant des élites forcément restreintes et ils s'imaginent avoir eu connaissance de la mentalité générale du peuple. Nous imaginons tout autre chose : le conférencier doit savoir parler la langue du pays, pénétrer dans les milieux de classe moyenne, là où le déclin de notre influence est marqué et où il est très facile de réagir, atteindre le public qui ne vient pas aux leçons faites en français, entretenir des rapports directs avec les étudiants, tous avides de s'instruire », (Louis BAUDIN, *op. cit.*, p. 21).

[78] Denis ROLLAND, *article cité*, p. 406.

[79] *Idem*, p. 407-408.

[80] Cité par Denis ROLLAND, *article cité*, p. 410. Alfonso Reyes évoque également « *cierto sentimiento de desconfianza* ».

Cette question est d'autant plus pertinente si l'on songe à la concurrence à laquelle la France doit faire face et à laquelle Louis Baudin consacre un long développement[81]. Ce dernier refuse cependant de considérer la partie perdue et sa conférence est un appel à la contre-offensive :

> « Nous admettons que la propagande ne doit pas être cette arme de combat, secrète et empoisonnée, que d'autres manient, aidés par d'importants moyens financiers. Mais du moins organisons la contre-propagande. Ne négligeons pas surtout l'Amérique du Sud sous le prétexte que nous la connaissons mal ; ce continent d'avenir pèsera un jour d'un poids singulier dans la balance mondiale. Nous y avons encore une place éminente, sachons la garder[82]. »

Pour répondre à ce défi de taille, la France se lance dans une véritable politique culturelle, qui se cristallise en 1920 avec la création, au sein du ministère des Affaires étrangères, du Service des Œuvres Françaises à l'Étranger (SOFE)[83].

Selon Hugo Rogélio Suppo, pendant la période étudiée, la France applique à l'Amérique latine une « politique de puissance, dans le sens donné par Raymond Aron, c'est-à-dire 'la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités'[84] ». Cette politique relève surtout de la persuasion et ses acteurs sont les diplomates et les intellectuels. Hugo Suppo montre comment, dans un contexte où la France perd peu à peu son statut de grande puissance, la IIIe République

---

[81] « Les forces qui combattent notre influence sont pourtant nombreuses aujourd'hui : l'utilitarisme d'abord, aidé par l'ascension de la démocratie. La plupart des grandes entreprises étant dans les mains des Anglo-Saxons, les jeunes gens estiment qu'un diplôme de langue anglaise représente pour eux une valeur marchande très supérieure à celle d'un diplôme de langue française. Jadis l'élite tenait à l'honneur de parler notre langue, c'était signe de distinction, mais l'élite est très éprouvée par la crise, elle ne peut plus aller se retremper en Europe, elle se trouve souvent dépossédée du pouvoir par la masse. Ni l'économie, ni la politique ne lui sont favorables, et l'une et l'autre réagissent sur l'intellectuel. Un certain idéal anglo-saxon menace de s'installer à la suite de la poussée populaire, Babbitt gagne des suffrages, le conformisme nord-américain risque de submerger l'individualisme latin ; les masses d'origine italienne, espagnole, slave, ne sont pas composées d'individus à personnalité assez forte pour opposer une résistance.
Le champ d'action ayant ainsi été préparé dans l'ordre économique et politique, la propagande étrangère n'a qu'à agir pour réussir. Or, cette propagande est très bien conduite. […] Nous insisterons surtout sur la campagne d'américanisation menée par les États-Unis : bourses offertes aux jeunes gens, livres, revues, journaux, films parlants de langue anglaise, informations répandues par des agences. Dans la seule année 1932, trois ouvrages importants publiés aux États-Unis invitaient les Américains du Nord à conduire dans le monde latin une grande croisade de l'intelligence. », (Louis BAUDIN, *op. cit.*, p.16)

[82] Louis BAUDIN, *op. cit*, p. 23.

[83] Il y eut auparavant d'autres initiatives. La prise de conscience d'une désaffection des pays d'Amérique latine vis-à-vis de la France s'est faite au moment où les pouvoirs publics français ont compris que l'action culturelle était un instrument indispensable de la politique extérieure d'une grande nation moderne, et s'est faite avant la Grande Guerre. C'est pourquoi, dès 1909, le Ministère des Affaires étrangères se dote d'un « Bureau des Écoles et Œuvres françaises à l'étranger » qui a pour mission d'apporter un soutien officiel aux établissements français établis à l'extérieur, qu'ils soient laïcs (Alliance Française, Mission Française…) ou religieux (Congrégations enseignantes). Au même moment, deux universitaires français, le professeur au Collège de France Le Chatelier et Georges Dumas, médecin et philosophe, à la suite d'un voyage en Amérique latine où ils sont frappés par l'importance de l'influence française, décident de créer un organisme propre à favoriser les liens intellectuels avec cette région du monde : c'est le « Groupement des Universités et des Grandes Écoles de France pour les relations avec l'Amérique latine », qui voit le jour le 4 février 1908. Enfin, en 1909, Gabriel Hanotaux, ancien ministre des Affaires étrangères, fonde le Comité France-Amérique dans la même perspective.

[84] Hugo Rogélio SUPPO, *La politique culturelle française au Brésil entre les années 1920 et 1950*, Paris, IHEAL, 2002, p. 19-20

met en place les structures qui doivent permettre aux activités culturelles et à la propagande politique française de se développer, à l'étranger, et en particulier en Amérique latine[85]. Il s'attache en particulier à la manière dont les intellectuels sont appelés à la rescousse pour permettre à la France de garder le rayonnement culturel qui est le sien. Tout comme Gilles Matthieu ou Denis Rolland, Hugo Suppo souligne les difficultés de cette entreprise au Brésil, compte tenu de la faible colonie française présente dans ce pays et d'une présence économique décroissante[86]. On peut étendre ce constat au reste de l'Amérique latine. Ces auteurs insistent également sur le fait que la politique culturelle française n'est pas vraiment le fait des diplomates – qui n'ont qu'une connaissance superficielle du sous-continent et ignorent presque complètement le portugais comme l'espagnol –, bien que le Quai d'Orsay en soit à l'origine. Le véritable moteur de cette politique culturelle est l'action de ces « hommes au courant de tous les problèmes universitaires, en contact avec les grandes personnalités du monde intellectuel, ayant à la fois la connaissance et l'expérience de l'étranger, et celle des milieux scientifiques et pédagogiques[87] ». Ces hommes sont des universitaires, à l'image de Georges Dumas, d'Ernest Martinenche ou encore de Paul Rivet, conseillers bénévoles du Service des Œuvres françaises à l'étranger. Par ailleurs, le ministère compte sur une vraie « milice prête à servir et qui ne demande qu'à être utilisée dans l'action quotidienne par nos représentants à l'étrangers et nos services d'information[88] » ; il s'agit des professeurs détachés dans les universités étrangères. Le but de cette politique culturelle est la « création d'un groupe national francophile inconditionnel », « utilisant comme deuxième langue le français, consommateur de produits culturels français et disposé à appuyer politiquement la France en cas de besoin[89] ».

Dans le cas de la politique culturelle française à destination du Brésil, Georges Dumas apparaît comme un acteur essentiel. Il agit d'abord pour faire la liaison entre le monde

---

[85] Sur cette politique, voir aussi Jacques CHONCHOL et Guy MARTINIÈRE, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 57-90.

[86] Le poids de ces handicaps est signalé en 1935 par Louis Baudin dans sa conférence *L'effort réalisé…* : « Malheureusement l'action de la France à l'étranger s'est trouvée gênée par la nécessité de notre propre reconstruction. Nous ne pouvions exporter ni les marchandises devenues insuffisantes, ni les capitaux, absorbés par l'État, les collectivités, les groupements de sinistrés. D'autres nations, enrichies par la guerre, menaçaient de nous supplanter dans le domaine économique. Nous étions en outre handicapés, et nous le demeurons, par l'insuffisance de notre natalité, et en conséquence, celle de notre émigration » (p. 6). Il ajoute : « Les économies américaines évoluent dans l'orbite de deux grandes puissances : la Grande-Bretagne (pays de l'Atlantique), les États-Unis (pays du Pacifique et la mer des Antilles), la première défendant les positions stratégiques qu'elle occupe depuis toujours (banques et chemins de fer), les seconds conquérant le continent latin, par la diplomatie du dollar, avec une telle audace qu'ils ont parfois suscité de violentes réactions nationales, voire des révolutions. La France tient une place modeste à côté de tels rivaux. » (p. 7).

[87] Cité par Hugo Rogélio SUPPO, « Le Brésil pour la France : la construction d'une politique culturelle française 1920-1950 », *in Le Brésil et le monde : pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Centre d'Études sur le Brésil, L'Harmattan, 1999, p. 127-128.

[88] Cette citation est extraite du même rapport du ministère, cité par Hugo Rogélio SUPPO, *article cité*, p. 128.

[89] Hugo Rogélio SUPPO, *ibid.*

diplomatique et le monde des universités au travers du Groupement des Universités et des Grandes Écoles[90]. En outre, il crée au Brésil les conditions d'implantation de cette politique, notamment par de fréquents voyages et la création de plusieurs institutions[91]. Ces voyages sont orchestrés par le Quai d'Orsay, mais présentés comme l'œuvre du Groupement. Ce sont en effet toujours des organismes officiellement non gouvernementaux (Comité France-Amérique, Alliance Française[92], Groupement) qui sont mis sur le devant de la scène : le côté « propagande » est ainsi masqué et, comme le fait remarquer Hugo Suppo, les actions menées par Georges Dumas sont vues comme « une marque d'intérêt intellectuel ou scientifique des universitaires français envers le Brésil, ou tout au moins, comme une marque de prestige[93] ».

Dans l'ensemble, l'action de Georges Dumas est unanimement louée. Quelques voix s'élèvent cependant pour critiquer le fait que la politique culturelle française s'adresse en priorité à une bourgeoisie raffinée mais décadente, numériquement peu importante, plutôt qu'aux jeunes étudiants qui constituaient une élite émergente. Claude Lévi-Strauss figure parmi ceux qui formulent ce genre de réserves. Gilles Matthieu le rejoint lorsqu'il dénonce l'incapacité de la France à percevoir les mutations du Brésil, où de nouveaux hommes et de nouvelles classes arrivent au pouvoir. Hugo Suppo conteste cette vision et met en avant la question de la langue française, outil privilégié de la politique culturelle française. Selon lui, ce n'est pas une erreur de vouloir à tout prix que le français reste présent, tant dans les établissements d'enseignement que lors de conférences publiques, car il agit comme un « décodeur » d'une culture qui « n'accepte de se soumettre ni aux lois de la consommation de masses, ni à l'avis de l'opinion publique », aussi la « clientèle francophile et francophone doit être créée en permanence[94] ».

Plus généralement, et concernant l'ensemble de l'Amérique latine, il apparaît que la France n'a pas su se saisir de l'opportunité offerte par les nouveaux moyens de communication, en particulier la radio, contrairement à l'Allemagne ou aux États-Unis[95]. Selon Denis Rolland, se reposant sur le « vieux terreau volontiers francophile » que constituait l'Amérique latine, la France

---

[90] Voir Guy MARTINIÈRE, « Aux origines de la coopération universitaire entre la France et l'Amérique latine : Georges Dumas et le Brésil (1900-1920) », *Relations internationales*, n°23, printemps 1981, p. 41-66.

[91] De 1920 à 1938, il effectue 17 missions en Amérique latine ; celles-ci débouchent sur la fondation à Rio d'un Institut de Haute Culture Franco-Brésilien en 1922, d'une Société des Lycées Franco-Brésiliens en 1923 et sur l'organisation de missions universitaires. Ainsi, en 1934, est organisée la première des cinq missions destinées à l'Université de São Paulo ; suivent trois missions destinées à l'Université du District Fédéral, deux missions à l'Université du Brésil et deux autres à l'Université de Porto Alegre. (Voir Hugo Rogélio SUPPO, *art. cité*, p.130)

[92] Sur l'Alliance Française, voir François CHAUBET, « L'Alliance française ou la diplomatie de la langue (1883-1914) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 57, n°1, 1998, p. 36-44.

[93] Hugo Rogélio SUPPO, *article cité*, p. 137.

[94] *Idem*, p. 140.

[95] Voir Denis ROLLAND, « Entre mépris et désintérêt » : les œillères de la propagande d'État française en direction de l'Amérique latine (1914-1940) », *in* Denis ROLLAND, Yves DELOYE, Didier GEORGAKAKIS (coord.), *Les Républiques en propagande : pluralisme politique et propagande, entre déni et institutionnalisation, XIXe-XXIe siècles*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 269-278.

de la Troisième République semble ne pas avoir pris la mesure des enjeux soulevés par la concurrence d'autres modèles et pris au sérieux les avertissements de Louis Baudin.

Toutefois, il ne nous semble pas que la politique culturelle française à l'attention de l'Amérique latine, et du Brésil en particulier, se limite aux entreprises du SOFE : le rôle joué par le Quai d'Orsay dans la création de l'IICI montre bien que cette politique a pris des visages multiples et qu'au-delà des perspectives bilatérales classiques, la France a tenté d'insérer son action dans le cadre multilatéral qui était désormais celui des relations internationales d'après-guerre.

L'Institut International de Coopération Intellectuelle, ou la poursuite des relations France-Amérique latine par d'autres moyens : les cas de l'Argentine et du Brésil

Dans son ouvrage intitulé *La Coopération Intellectuelle sous la Société des Nations*[96], Pham Thi-Tu reproduit des interviews d'anciens responsables de l'OCI, notamment Henri Bonnet et Gonzague de Reynold. L'auteur leur pose la question des motivations des États, et en particulier de la France, dans la création et le financement de cette organisation. Les deux hommes écartent toute considération autre qu'intellectuelle : « […] M. Bonnet nous a affirmé qu'à son avis, la France, comme les autres puissances, n'avaient pas d'intentions purement politiques dans ce domaine[97] », et Gonzague de Reynold se dit « également convaincu de l'absence de motifs purement politiques dans le soutien accordé par les États à l'OCI[98] ». Après avoir rapporté ces propos, Pham Thi-Tu les commente :

> « À notre époque où toute action internationale comporte presque inévitablement une signification politique, il nous est difficile de concevoir qu'une organisation d'une certaine ampleur, comme l'OCI, ait pu ne pas être orientée par ses membres à des fins politiques précises[99] ».

Cette analyse peut être appliquée aux motivations de pays qui, à l'instar de l'Argentine, du Brésil et du Chili, participèrent activement à ses travaux. Encore faut-il apporter ici une nuance : c'est surtout vrai pour l'Argentine et le Brésil, dont les commissions nationales, nous l'avons vu, étaient liées à leur gouvernement. Nous cherchons ici à montrer comment le prestige culturel de la France, et sa volonté de le conserver dans le sous-continent, est instrumentalisé par ces deux pays dans le cadre de l'OCI. Cet aspect a été traité, de manière comparatiste et pour la période de la Seconde Guerre mondiale, par Denis Rolland dans un article intitulé « L'Instrumentalisation

---

[96] Pham THI-TU, *La coopération intellectuelle sous la SDN*, Genève, Droz, 1962.
[97] *Idem*, p. 4.
[98] *Ibid.*
[99] *Ibid.*

différentielle des cultures étrangères : le Brésil, l'Argentine et la culture française pendant la Seconde Guerre mondiale[100] ».

Nous avons vu, dans le cas de l'Argentine, comment la commission nationale, pour ses publications et ses expositions de livres, faisait de la France une instance légitimante. En publiant à deux reprises des ouvrages en français – *Le Paysage et l'âme argentins* en 1938 et *Regards sur l'Argentine* en 1939 –, la commission faisait de la langue de Molière une ambassadrice de la culture argentine. Par ailleurs, pour s'assurer du soutien de l'Institut dans l'organisation d'une exposition de livres argentins à Paris, et ainsi sans doute de la publicité que celui-ci pourrait donner à l'événement, Antonio Aita insiste à plusieurs reprises sur le bénéfice que pourrait en retirer cet organisme… et les relations culturelles entre la France et l'Argentine[101]. Nous sommes dans un système d'intérêts bien compris, où la France n'est plus la seule à faire de la culture un outil d'influence. En cela le cadre multilatéral de l'IICI offre une configuration nouvelle à des relations culturelles jusque là asymétriques et largement dominées par l'initiative française.
Cette dynamique est encore plus visible et exemplaire pour le Brésil, pays pour lequel nous disposons par ailleurs de sources plus nombreuses que pour l'Argentine.

L'Itamaraty essaie en effet, malgré les ambiguïtés de la politique extérieure de Getúlio Vargas, de se concilier les bonnes grâces de la France et joue pour cela sur l'ancienneté des liens entre les deux pays. En 1928, Félix Pacheco, lors d'une réunion de la Presse latine fait la déclaration suivante : « C'est toujours avec impartialité et la plus grande sympathie que nous apprécions la politique française[102] ». Cette déclaration d'intentions n'engage pas définitivement le Brésil aux côtés de la France, mais elle définit un cadre de relations cordiales où les intérêts de chacun des deux pays peuvent trouver leur place. Ce type de déclaration existe aussi du côté français, où l'on compte aussi exploiter les liens existants pour amener le Brésil à soutenir les

---

[100] Denis ROLLAND, « L'Instrumentalisation différentielle des cultures étrangères : le Brésil, l'Argentine et la culture française pendant la Seconde Guerre mondiale », *in* Denis ROLLAND, SARAIVA José Flavio Sombra SARAIVA, Amado Luiz CERVO (org.), *Le Brésil et le monde. Pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Paris L'Harmattan, 1998, p. 105-125.

[101] AUN, A III 37, Buenos Aires, 31/01/1938, Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet : « Je peux vous assurer que cette exposition aura de grandes retombées pour l'œuvre de coopération intellectuelle à laquelle cet Institut et notre commission consacrent leurs efforts. »
Buenos Aires, 03/03/1938, Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet : « Je crois que la réalisation de cette exposition contribuera à renforcer les relations culturelles avec la France. ».
Buenos Aires, 30/01/1939, Lettre de Carlos Ibarguren (cosignée par Antonio Aita) à Daniel Secrétan : « Je suis intimement convaincu que, tant l'exposition que les conférences, contribueront grandement à rendre plus effectifs les échanges culturels entre la France et l'Argentine, ceux-ci constituant l'un des buts de la commission que j'ai l'honneur de présider. »

[102] « Discours prononcé à Paris, au déjeuner de rentrée de la Presse latine, le 02 novembre 1928, par M. Félix Pacheco, ancien ministre des Relations extérieures du Brésil, directeur du *Jornal do Commercio* de Rio de Janeiro et membre de l'Académie Brésilienne des Lettres », joint à une lettre de Félix Pacheco à Julien Luchaire, AUN, A XI 23, 09/01/1929.

positions françaises au sein de l'OCI. On peut à cet égard citer un extrait d'une lettre de Julien Luchaire à Aloísio de Castro, alors membre de la CICI et président de la Commission nationale brésilienne : « Comme je vous l'ai dit souvent, votre Pays est un de ceux que j'aimerais voir s'inscrire au premier rang de nos collaborateurs effectifs[103] ».

Pour entretenir ces bonnes dispositions, cultiver et nouer des relations personnelles est important : pouvoir s'appuyer sur des personnes de confiance, acquises à la cause que l'on défend, est en effet un atout inestimable. Julien Luchaire l'a bien compris, qui profite d'un voyage au Brésil pour rencontrer le plus grand nombre d'acteurs susceptibles de servir les intérêts de l'Institut auprès du gouvernement brésilien. Avant son départ, il envoie une série de lettres à un certain nombre de personnalités pour les avertir de son arrivée – même si la plupart d'entre elles doivent être au courant, mais c'est une marque d'intérêt qui peut être appréciée – ; dans chacun de ces courriers, il rappelle, chaque fois que possible, une précédente rencontre, mettant de la sorte en avant des liens personnels. Il contacte ainsi l'ancien président Artur Bernardes[104], le directeur du *Jornal do Commercio* Oscar da Costa[105], le juriste Hildebrando Accioly[106], le diplomate Afrânio de Melo Franco[107] ou encore le sénateur et directeur de l'École Polytechnique Paulo de Frontin[108]. À la suite de ce voyage, il écrit un compte-rendu qui doit être publié par le Foyer Brésilien à Paris. Plus qu'une relation du déroulement de son séjour, c'est une réaffirmation des liens entre la France et le Brésil, qu'il présente comme un socle pour la coopération internationale :

> « J'ai pu constater, une fois de plus, qu'une relation particulièrement étroite entre deux pays, dans le culte des lettres, des Sciences et des Arts, n'exclut aucune autre amitié de même nature, et même est tout entière orientée, comme par la force des choses, vers le service de l'intelligence universelle[109]. »

Son texte constitue aussi l' « adoubement » d'un Brésil autorisé à entrer dans le cénacle des pays « civilisés » :

> « Rien n'est plus émouvant, pour un Européen débarquant parmi les splendeurs de la baie de Rio, que de trouver, sur les premiers visages rencontrés, les mêmes marques de culture millénaire que nous portons, de l'autre côté de l'Océan et des Tropiques. Il en est confirmé dans cette idée consolante que la tradition spirituelle est ce qui agit le plus fortement sur les êtres, à travers les plus grandes distances

---

[103] AUN, A XI 23, 12/10/1927.
[104] AHI, A XI 23, 25/10/1929. Artur Bernardes (1875-1955) présida le Brésil de novembre 1922 à novembre 1926 et fut l'un des principaux artisans du retrait du Brésil de la SdN (voir chapitre I).
[105] *Ibid.*
[106] *Ibid.* Hildebrando Pompeu Pinto Accioly (1888-1962) était diplomate et juriste. Il fit notamment partie de la délégation permanente du Brésil auprès de la SdN. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages de droit international.
[107] *Ibid.* : « J'ai conservé un trop bon souvenir des quelques instants de conversation que j'ai eus avec vous à Genève ».
[108] *Ibid.* Paulo de Frontin (1860-1933) était ingénieur et homme politique, de père français. Membre fondateur de l'Académie Brésilienne des sciences en 1916, il fut aussi sénateur de 1927 à 1929 et membre de la commission brésilienne de coopération intellectuelle.
[109] AUN, A XI 23, 01/04/1930.

> d'espace et de temps. Trouver, à deux pas de la forêt vierge, un clair et vigoureux foyer de pensée ; entendre l'écho des mêmes préoccupations autour des mêmes problèmes ; causer des livres qui viennent de paraître à Paris, Londres et Berlin, et qui ont été lus là-bas aussi vite qu'ils le sont de ce côté-ci, peut-être même avec plus d'empressement… c'est une pure joie.[110] »

On trouve chez Luchaire les mêmes *topoi* en vogue chez tous les Français qui parlent du Brésil : fascination pour la nature tropicale et attendrissement devant les manifestations de l'influence européenne sur une terre si lointaine, si différente. Il ajoute d'ailleurs :

> « Mais comment expliquer que la vieille plante vivace des bords de la Méditerranée, transplantée entre les palmiers, les bananiers et les manguiers, ait poussé des rejetons dont on reconnaît bien l'origine, mais qui ne ressemblent pas à d'autres, et qui, à peine sortis du sol, sont déjà si fortement eux-mêmes ?[111] ».

S'il se veut laudatif et flatteur pour le Brésil, Luchaire n'échappe cependant pas à certains travers qui font définitivement de la relation entre la France et le Brésil une relation asymétrique.

Malgré cela, l'élection de Miguel Osório de Almeida à la présidence de la commission brésilienne de coopération intellectuelle confirme le poids des relations entre la France et le Brésil dans la participation de ce dernier aux travaux de l'Institut. Cette élection constitue une manifestation de la loyauté brésilienne à l'égard de la France, en même temps qu'un habile calcul pour s'attirer ses bonnes grâces. Considéré pendant toute la période étudiée comme un francophile très actif, Miguel Osório de Almeida est professeur *honoris causa* de l'Université de Paris. En 1937, l'ambassadeur français souligne qu'il est un « ami personnel » de Laugier, directeur du Cabinet du Ministère des Affaires Etrangères. Fils du scientifique Gabriel Osório de Almeida, il a été élevé dans une ambiance très francophile, scientifique et libérale[112]. Il a par ailleurs signé un mémorandum envoyé à Jean Giraudoux dans lequel il analyse les deux types de propagande étrangère dont le Brésil est la cible[113]. Il démontre à cette occasion pourquoi la politique culturelle française est accueillie avec plus de sympathie que l'action de l'Allemagne, de l'Angleterre ou des États-Unis. Il plaide pour le maintien de relations privilégiées entre le Brésil et la France, tout en avertissant cette dernière qu'elle ne peut plus adopter une attitude trop paternaliste, car « le Brésil a développé ses institutions de culture et a fini par prendre conscience de ses caractères propres[114] ». Il ajoute : « Quoique très jeune encore, il arrive à l'âge de sa majorité intellectuelle […][115] ». C'est donc à une relation sur un pied d'égalité qu'appelle le scientifique brésilien ; le cadre de l'Institut, où le multilatéralisme est de mise et les équilibres plus

---

[110] *Ibid.*
[111] *Ibid.*
[112] Détails donnés par Hugo Rogélio SUPPO, *ouv. cité*, vol.1, p. 51.
[113] Voir le compte-rendu qu'en fait Hugo Rogélio SUPPO dans *ouv. cité*, p. 51-52.
[114] « La collaboration scientifique entre la France et le Brésil », dans *Cahiers de politique étrangère*, n°27, Paris, Institut des Etudes Américaines, 1938.
[115] *Ibid.*

compliqués parce que concernant plus que deux pays, peut apparaître idéal dans cette perspective. Si Miguel Osório de Almeida est très actif pour ménager les intérêts de son pays au sein de la coopération intellectuelle, il faut ajouter qu'il a aussi été un ardent porte-parole de la francophilie. Il est l'auteur, comme nous l'avons vu, d'un hommage à Georges Dumas, mais également celui d'une lettre aux intellectuels, écrite en septembre 1939, qui est un vibrant plaidoyer en faveur de la France qu'il conclut en ces termes : « Le jour où toutes les nations seront arrivées au degré de civilisation profonde et véritable dont la France fait preuve maintenant (et je suis sûr que la même chose se passe en Angleterre), il n'y aura plus de guerre[116] ».

L'ancienneté des relations du Brésil avec la France, pays moteur de l'OCI, lui garantit une place de choix dans les réseaux de la coopération intellectuelle européenne. Renforcée par la création, en 1911, d'une chaire d'Études Brésiliennes[117], puis en 1922 par celle de l'Institut de Haute Culture Franco-brésilien à la Sorbonne, la coopération entre les deux pays permet en effet au Brésil de figurer dans le circuit des conférences prononcées par des scientifiques reconnus sur le plan international, à l'instar d'Einstein, de Marie Curie, de Lévy-Bruhl ou de Paul Rivet. Ainsi que le fait remarquer Mônica Leite Lessa, « cette coopération intellectuelle auréolait les institutions nationales d'une reconnaissance internationale[118] » en même temps qu'elle permettait à leurs membres les plus actifs d'être plus facilement reçus par les instituts et universités étrangers. Parallèlement, le rôle d'un Miguel Osório de Almeida, scientifique francophile reconnu dans les milieux intellectuels français, consolide cette tendance et contribue au crédit dont a pu jouir le Brésil lors de réunions ou d'assemblées internationales.

L'Itamaraty avait bien saisi tout l'intérêt de recevoir des personnalités européennes afin de construire l'image d'un pays « culturellement avancé », pour reprendre les mots d'Hildebrando Accioly, et d'assurer une plus grande publicité aux efforts du Brésil au sein de la coopération intellectuelle.

C'est pourquoi il eut à cœur de faire venir Julien Luchaire, directeur de l'Institut jusqu'en 1931. La possibilité de ce voyage donne lieu à une volumineuse correspondance, à la fois pour convaincre Luchaire, dont l'emploi du temps est très chargé et qui doit faire face aux difficultés de l'Institut[119], et pour mettre au point les modalités de son voyage. Aloísio de Castro, membre de

---

[116] AHI, 542,6, 1045/18392, 16/09/1939. Voir l'intégralité de cette lettre en annexe.

[117] C'est l'historien et diplomate Oliveira Lima qui occupa le premier cette chaire, suivi du géographe Arrojado Lisboa en 1912 et de Rodrigo Octavio Menezes, juriste et diplomate, en 1913. (Mônica Leite LESSA, « A política cultural brasileira e a sociedade das Nações », *Sociedade Brasileira de Pesquisa Histórica, Anais da XXII Reunião*, Rio de Janeiro, 2002, p. 92).

[118] *Ibid.* : « *Essa cooperação intelectual revestia as instituições nacionais de reconhecimento internacional.* »

[119] Ces difficultés sont notamment d'ordre financier : Julien Luchaire doit, à plusieurs reprises, se battre pour que le Parlement français ne revienne pas sur la subvention accordée par la France. Par ailleurs, il doit combattre les

la CICI et alors président de la commission brésilienne de coopération intellectuelle (CBCI), écrit en ces termes à Luchaire :

> « Je viens, aujourd'hui, vous suggérer, à nouveau, la convenance de votre voyage au Brésil dans l'intention de resserrer notre collaboration avec l'Institut sous votre direction. Le Comité national de coopération intellectuelle verrait avec une grande satisfaction la réalisation de ce voyage à notre pays[120]. »

À l'heure où l'IICI est attaqué sur la scène européenne, il serait malvenu de ne pas consolider les appuis extérieurs… De cela, Aloísio de Castro semble tout à fait conscient. Il ajoute par ailleurs que l'Itamaraty est prêt à financer le voyage de Luchaire. Une lettre du sénateur Paulo de Frontin, également membre de la CBCI, confirme cette proposition, faite « au nom du Parlement brésilien[121] ». Il est même proposé au directeur de l'Institut, suite à un courrier d'Elyseu Montarroyos, que soit pris en charge le billet de son épouse. Outre les bonnes relations qu'entretiennent les deux hommes, c'est le *curriculum vitae* de Mme Luchaire, personnalité reconnue dans les milieux intellectuels et politiques européens, qui est mis en avant par Montarroyos ; après l'avoir exposé en détail à son ministre de tutelle, il en vient à l'intérêt qu'aurait le Brésil à l'accueillir :

> « S'il lui était permis de se rendre au Brésil, la future épouse de M. Luchaire pourra faire à Rio de Janeiro d'intéressantes conférences, pleines d'attraits pour le public brésilien […]. D'un autre côté, extrêmement désireuse de connaître le Brésil, d'en étudier tous les aspects, d'en apprécier les manifestations intellectuelles, les dispositions morales, les ressources économiques et les diverses potentialités, Madame Luchaire deviendra indubitablement une amie enthousiaste du Brésil et une utile interprète, en Europe, des intérêts brésiliens[122]. »

Luchaire se rend finalement au Brésil en 1929 : c'est l'unique voyage qu'il effectue en Amérique latine et un des seuls hors d'Europe. Les bonnes relations entre la France et le Brésil, la volonté de les consolider pour s'assurer le soutien du plus grand pays de cette partie du continent ne sont sans doute pas étrangères au choix de Julien Luchaire. Pour le Brésil, c'est une manifestation de l'intérêt que lui porte un éminent représentant des milieux intellectuels européens et un haut fonctionnaire français, très lié au Quai d'Orsay. C'est aussi une occasion de faire parler du Brésil dans les cercles de la coopération intellectuelle.

La France comme le Brésil utilise cette « relation spéciale » pour défendre ses intérêts, en faisant jouer le principe de réciprocité. L'exemple le plus flagrant est donné lorsqu'Aloísio de Castro, membre brésilien de la CICI depuis sa création, doit laisser sa place[123] en 1930[124].

---

attaques régulières de l'Angleterre pour laquelle l'Institut n'est qu'un instrument de la politique extérieure française.

[120] AUN, A XI 23, 17/12/1927.

[121] AUN, A XI 23, 18/02/1928.

[122] *Ibid.*

[123] La moitié des membres est renouvelée, la sélection de ceux qui doivent quitter leur place se faisant en fonction du classement alphabétique.

Montarroyos écrit alors à Afrânio de Melo Franco pour lui faire part des manœuvres qu'il met en place, en particulier auprès du gouvernement français, pour que ce soit un Brésilien qui le remplace. À cette fin, il fait parvenir au Quai d'Orsay un mémorandum confidentiel pour que la France appuie la candidature de Miguel Osório de Almeida, dont le choix n'est pas anodin, compte tenu de ses liens avec ce pays :

> « Il serait souhaitable, pour plusieurs raisons d'ordre international, non seulement dans l'intérêt de l'œuvre même de la coopération intellectuelle, mais encore en vue de l'universalisation de la SdN, que le Conseil portât son choix, en ce qui concerne le remplacement du Docteur Aloysio de Castro, sur une personnalité qualifiée de nationalité brésilienne. À cet effet, le Gouvernement Brésilien suggère la candidature du Professeur Miguel Osório de Almeida, personnalité avantageusement connue dans le monde savant, aussi bien en Europe qu'en Amérique, et tout particulièrement dans les milieux intellectuels français[125]. »

L'autre argument présenté par Montarroyos renvoie aux difficultés de la SdN et à l'intérêt qu'a la France de voir participer des pays amis à l'OCI, sans cesse critiquée par les Anglo-Saxons :

> « [...] Il faut que toutes les formes caractéristiques de la culture humaine soient représentées dans la CICI. C'est une des conditions indispensables pour qu'elle soit crédible. [...] La coopération intellectuelle est aujourd'hui le lien le plus solide, le seul accepté volontiers par tous les Brésiliens, qui existe entre la SdN et le Brésil [...]. L'insuccès de la candidature de M. Osório de Almeida produirait dans l'opinion brésilienne l'impression que l'on ne se soucie pas assez à Genève de mettre à profit, même dans un domaine comme celui de la coopération intellectuelle, les circonstances favorables à l'universalisation de la SdN[126] ».

Au moment où le continent américain tend à se détacher de la sphère d'influence européenne, où les États-Unis tentent de régionaliser la coopération intellectuelle, il serait en effet dommageable de mécontenter un pays qui, malgré son retrait de la SdN, a continué à participer – notamment financièrement comme le fait remarquer le délégué brésilien – aux travaux de l'Institut et de donner l'impression que l'Amérique latine ne compte pas[127]. Enfin, montrant ainsi sa lucidité sur les motivations françaises qui ont conduit à la création de l'IICI, il ajoute :

> « Il va sans dire enfin que l'action du représentant de la culture brésilienne dans la CICI ne saurait qu'y contribuer, spontanément, pour le prestige international de la culture française[128]. Aussi a-t-il semblé permis au Gouvernement Brésilien d'espérer que le Gouvernement Français voudra bien prendre l'initiative de présenter et d'appuyer auprès des autres membres du Conseil la candidature du Professeur Miguel Osório de Almeida[129]. »

Le candidat brésilien n'obtient sa nomination qu'en 1939. Il a pourtant bénéficié de l'appui d'Henri Bonnet et d'Edouard Herriot[130]. Le contexte européen a pris le pas sur toute autre considération. Le gouvernement brésilien est tout de même reconnaissant à la France, et en

---

[124] Cf la lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco, AHI, 276/2/4, 06/12/1930.
[125] AHI, 78/3/13, 12/01/1931, Mémorandum transmis à Afrânio de Melo Franco.
[126] *Ibid.*
[127] En 1930, Aloysio de Castro est le seul membre latino-américain de la CICI.
[128] Nous soulignons.
[129] *Ibid.*
[130] AHI, 78/3/13, 02/02/1932 et 29/09/1932.

particulier à Henri Bonnet, d'avoir soutenu Miguel Osório de Almeida : en 1938, le directeur de l'Institut demande à Montarroyos de bien vouloir transmettre ses remerciements au ministre brésilien des Relations extérieures pour avoir contribué au renouvellement de son mandat[131]. Doit-on voir un rapport avec le fait qu'à la troisième Conférence générale des commissions nationales de coopération intellectuelle, prévue pour 1940, Miguel Osório de Almeida soit « le rapporteur de la question concernant l'état actuel du développement scientifique dans les pays d'Amérique latine »[132]? Montarroyos ajoute :

> « Honorant de la sorte, de manière parfaitement juste, les mérites de notre éminent compatriote, l'Institut désire, en même temps, rendre hommage à la culture du Brésil. De plus, une initiative comme celle-ci contribuera amplement à l'éclat de la collaboration brésilienne à ladite Conférence de 1940[133]. »

Les relations entre la France et le Brésil, au sein de l'OCI, se construisent sur l'échange de services, sur l'utilisation des liens constitués par la présence française, dans une dynamique où les deux pays apparaissent sur un pied d'égalité, dans un contexte international où la France ne dispose plus de tous les attributs d'une grande puissance et doit lutter pour maintenir sa sphère d'influence. De fait, il faut compter dorénavant avec la concurrence des États-Unis et prendre en compte la construction, même chaotique, d'une union pan-américaine.

Au commencement était l'Amérique latine : naissance de la diplomatie culturelle des États-Unis

> « Le premier siècle et demi de relations culturelles entre les États-Unis et les nations latino-américaines se résume, jusqu'aux années 1930, à une activité inspirée et financée par le secteur privé[134]. »

À la lumière de cette citation de Juan Manuel Espinosa, on comprend qu'il n'est pas aisé de distinguer clairement ce qui, aux États-Unis, relève de la sphère privée – des grandes Fondations comme la Carnegie ou la Rockfeller par exemple – et ce qui dépend de l'action du gouvernement fédéral. En outre, parler de diplomatie culturelle nord-américaine – comme on a parlé précédemment de diplomatie culturelle pour la France – relève souvent, comme le souligne

[131] AHI, A I 86, 23/02/1938.
[132] AHI, 78/3/15, 04/08/1939, Lettre de Montarroyos à Oswaldo Aranha.
[133] *Ibid.*
[134] Juan Manuel ESPINOSA, *Inter-American Beginnings of U.S. Cultural Diplomacy, 1936-1948*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1977, p. 29.

Maud Quessard-Salvaing dans sa thèse[135], d'une traduction commode en français, de réalités, de pratiques et d'enjeux fort différents[136].

La période de l'entre-deux-guerres marque les débuts de l'intervention du gouvernement américain dans le champ des relations culturelles internationales. Nous nous attacherons ici à suivre ce processus, dans la mesure où il est très largement le résultat de l'évolution des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine.

Avant même que n'éclate la Première Guerre mondiale, Woodrow Wilson encourage l'expansion des réseaux de communication nord-américains, persuadé que « l'opinion gouverne le monde[137] » et qu'il est par conséquent nécessaire qu'un pays comme les États-Unis soit à même de divulguer largement sa vision du monde. Cela allait à l'encontre d'une conception traditionnelle de la diplomatie, particulièrement prégnante dans ce pays, où celle-ci était réduite aux relations formelles entre gouvernements. La guerre totale et la bataille des esprits mettent à mal cette perspective. Cibles des propagandes britannique et allemande durant les premières années du conflit, les États-Unis se trouvent confrontés à un visage nouveau des relations internationales. Il s'agissait donc pour Wilson de faire en sorte que les secteurs – privés – de la communication (transmissions télégraphiques, services d'information, production cinématographique, transports aériens ou encore communication par câble) investissent la scène mondiale. Lorsque les États-Unis rejoignent le camp de l'Entente, on se rend compte, dans les cercles gouvernementaux, du manque de services d'informations et de communications par câble pour divulguer les objectifs de guerre, contrebalancer la propagande allemande, notamment dans les pays latino-américains demeurés neutres, et s'assurer ainsi du soutien des opinions, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays[138]. Dans ce but le gouvernement crée très vite après l'entrée en guerre des États-Unis le *Committee on Public Information* (CPI), à la tête duquel est nommé George Creel, journaliste progressiste. Cette commission n'existe que pendant 28 mois, du 13 avril 1917 au 21 août 1919, utilisant toutes les techniques modernes d'information et ayant recours le cas échéant à la propagande et à la censure. Sensibles aux connotations péjoratives attachés au terme

---

[135] Maud QUESSARD-SALVAING, *Propagande, information et diplomatie publique pendant la guerre froide : les stratégies de l'USIA en Europe d'Eisenhower à Reagan*, Thèse dirigée par Serge Ricard, Université Paris III Sorbonne nouvelle, 2009.

[136] Maud QUESSARD-SALVAING, *ouv. cité*, p. 15.

[137] Cette citation, de 1915, figure dans Frank NINKOVICH, *The Wilsonian Century : U.S. Foreign Policy Since 1900,* Chicago, University of Chicago Press, 1999, p. 67-68.

[138] Voir Emily ROSENBERG, *Spreading the American Dream. American Economic and Cultural Expansion 1890-1945*, 6th edition, New York, Hill and Wang, 1989, p. 87-88.

de « propagande », Wilson comme Creel veillent à ce qu'il n'apparaisse pas et que lui soit substitué celui, plus neutre, d' « information »[139].

Comme l'écrit Richard T. Arndt, le CPI met en place « un mélange créant une diplomatie relevant tout à la fois de la culture, de l'information et de la propagande et concernant tous les éléments de la vie nord-américaine[140] » :

> « […] chose inouïe jusqu'alors, de nombreux talents nationaux se mobilisent dans le pays comme à l'étranger. Creel recrute des universitaires, tourne des films, monte des expositions, publie sur les questions du travail et de la main d'œuvre, envoie régulièrement des affiches d'informations pour 650 bureaux à l'étranger, invente le 'tract' destiné à l'information générale, développe la publicité en images, les bandes-dessinées de propagande et les posters frappant l'imagination. Il réunit historiens et intellectuels, coopte universitaires spécialistes du travail et adopte une multitude de pratiques inconnues avant 1917[141]. »

Le CPI devient rapidement une organisation d'envergure comprenant une vingtaine d'unités dont les bureaux ou services sont répartis sur le territoire américain comme à l'étranger. Le Comité pour l'information publique emploie des centaines de professionnels issus du monde de la publicité, du journalisme, des relations publiques, et parfois même du personnel diplomatique à l'étranger. En outre, pour contrer la domination de certaines nations en matière d'information, George Creel crée une agence d'information gouvernementale, répondant au nom de *Compub*[142].

L'Amérique latine est la cible naturelle et privilégiée du CPI, même si l'Europe et l'Asie sont aussi visées par son action. Il s'agit de préserver la sécurité de l'hémisphère et pour cela de contrer la très forte propagande menée par les Puissances centrales, en particulier par l'Allemagne, dans un sous-continent où, depuis l'annexion du Texas et la Guerre hispano-américaine, l'anti-américanisme était prompt à se manifester[143]. Le Mexique est à cet égard un cas

---

[139] La citation qui suit, issue d'un rapport daté de 1920 justifiant l'action de la CPI, montre la réticence existant aux États-Unis vis-à-vis d'une politique gouvernementale destinée à influencer l'opinion « Nous avons combattu le mensonge à l'étranger… Nous nous sommes soumis au jugement de l'humanité en disant la vérité. Nous n'avons pas parlé à ce sujet de 'propagande' car ce mot, tel qu'il a été employé par les Allemands, en était venu à être associé au mensonge et à la corruption. Notre travail était d'ordre éducatif et informatif uniquement et, dans la mesure où nous avions pour nous la certitude du bien-fondé de notre action, seule une présentation honnête des faits était requise. » (United States Committee on Public Information, *Complete Report of the Chairman of the Committee on Public Information 1917; 1918 ; 1919*, Washington DC, Government Printing Office, 1920. Cité par Maud QUESSARD-SALVAING, *ouv. cité*, p. 14. Pour cette auteure, « cette conception de la propagande américaine formulée au moment de la Première Guerre Mondiale devait annoncer et nourrir les multiples débats des historiens de la propagande américaine tout au long du XXe siècle. » (*Ibid.*). Sur la question des rapports ambigus entre démocratie et propagande, voir *Les Républiques en propagande : pluralisme politique et propagande, entre déni et institutionnalisation, XIXe-XXIe siècles*, coordonné par Denis ROLLAND, Yves DELOYE, Didier GEORGAKAKIS Didier, Paris, L'Harmattan, 2006.

[140] Richard T. ARNDT, *The first resort of kings, American Cultural Diplomacy in the 20th Century*, Washington D.C., Potomac Books, 2005, p. 27 : « *CPI put in place a formal mix of government cultural, informational, and propagandistic diplomacy, touching every element of US life.* »

[141] *Idem*, p. 29 .

[142] Voir Maud QUESSARD-SALVAING, *ouv. cité*, p. 48-49.

[143] Voir Richard T. ARNDT, *ouv. cité*, p. 31-32.

emblématique[144] et donc l'objet d'un effort particulier de la part de la CPI. Ainsi, en-dehors de l'usage des medias, deux types d'initiatives originales sont menés : l'établissement d'une salle de lecture et d'une école de langue à Mexico. La salle de lecture est conçue comme « un centre populaire conçu pour diffuser de l'information en général[145] », décorée avec « des drapeaux, des banderoles, des photos de personnalités américaines ou alliées, des posters, etc[146] ». On y trouve les principaux journaux mexicains et nord-américains, des magazines, des publications en espagnol, notamment toutes celles de la CPI. Le succès remporté par cette salle – elle aurait accueilli plus de 100 000 visiteurs durant ses sept mois d'existence[147] – entraîne l'ouverture de structures similaires dans six autres villes[148].

Dans le reste de l'Amérique latine, le travail de la CPI consiste principalement à concurrencer les agences de presse européennes. Le *Compub* fournit une grande part du matériel utilisé (articles, photographies). Cependant, consciente de son caractère provisoire, l'administration Wilson s'appuie aussi sur le secteur privé, en particulier sur l'*United Press*. Celle-ci avait, dès 1916, conclu un accord avec *La Nación* de Buenos Aires, alors considéré comme l'un des journaux les plus prestigieux du sous-continent[149]. En 1918, un membre de l'*United Press*, Roy Howard, muni d'une lettre de recommandation de Wilson et bénéficiant de l'appui du corps diplomatique des États-Unis en Amérique latine, y entame un voyage destiné à signer d'autres contrats, en particulier avec les journaux qui avaient travaillé avec le *Compub*[150]. *Associated Press*, sa concurrente, décide de ne pas se laisser distancer. Plus puissante que sa rivale, elle parvient, à la fin de la guerre, à s'implanter de manière encore plus efficace[151].

---

[144] Voir notamment Friedrich KATZ, *The secret war in Mexico : Europe, the United States and the Mexican revolution*, Chicago, University of Chicago Press, 1981. Le constat est fait aux États-Unis par Robert H. Murray, correspondant à Mexico du *New York World* pendant de nombreuses années et chargé des activités de la CPI au Mexique : « […] C'est au Mexique, plus que dans tout autre pays, que la propagande allemande a été la plus vigoureuse et a atteint de telles proportions ; nulle part ailleurs, elle n'a été plus résolue et n'a consisté en autant de mensonges malveillants. Il n'est pas nécessaire de faire ici un résumé des événements et des conditions qui ont mené les habitants et le gouvernement du Mexique à se montrer très réceptifs aux différentes formes, directes et secrètes, de la propagande allemande dirigée contre les États-Unis en faveur de l'Allemagne. Le peuple mexicain, et tout particulièrement les masses populaires, ont réagi favorablement aux mensonges et tromperies insidieuses des Allemands qui voulaient leur faire croire que le triomphe des États-Unis par les armes menacerait et mènerait leur pays au désastre. Dans de telles conditions, une victoire allemande n'aurait pu leur être que favorable à tous points de vue, qu'ils soient politique ou économique. » (Cité par George CREEL, dans *How we advertised America. The first telling of the amazing story of the Committee on Public Information that carried the gospel of Americanism to every corner of the globe*, New York, Harper & Brothers, 1920, p. 303).

[145] Georges CREEL, *ouv. cité*, p. 314 : « *a popular center for general dissemination of information* » ; « *flags, bunting, pictures of American and Allies notables, posters, etc.* »

[146] *Ibid.*

[147] Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 18.

[148] Guadalajara, Vera Cruz, Aguascalientes, Leon, Durango et Irapuato (Georges CREEL, *ouv. cité*, p. 316).

[149] Emily ROSENBERG, *ouv. cité*, p. 98.

[150] *Ibid.*

[151] *La Nación*, notamment, décide alors de faire appel à ses services plutôt qu'à ceux de l'*United Press*.

Par ailleurs, la CPI éditait un *Official Bulletin*, comprenant des articles sur les questions bancaires, industrielles et agricoles, susceptibles d'intéresser journalistes, universitaires et experts[152]. Les contacts personnels des fonctionnaires de la CPI avec les intellectuels sud-américains sont également encouragés. Ainsi, H. H. Sevier, journaliste originaire d'Austin, supervisant les activités de la commission en Argentine, en Uruguay et au Paraguay, prononce un certain nombre de conférences sur les États-Unis – vie quotidienne, système universitaire, lois, monde des affaires… étaient autant de sujets abordés – dans des universités et des écoles[153]. En accord avec Ernesto Nelson, de l'université de La Plata, et d'un professeur de l'Université du Chili, il est prévu que des échanges d'étudiants soient mis en place après la guerre[154].

Malgré les efforts considérables entrepris par le CPI à l'étranger et l'avantage que tirent les Américains de l'issue du conflit, le Congrès demeure très méfiant à l'égard de la collusion entre George Creel et le président Wilson. George Creel a d'ailleurs fréquemment été soupçonné par les membres du Congrès de faire la publicité du Président bien plus que celle de son pays. Aussi, une fois la guerre terminée, le Congrès estime que ce type d'activités ne pouvait être acceptable en temps de paix. En supprimant les financements du CPI, il démantèle en 1919 ce que l'on appelait désormais le *Creel Comittee*. Les relations interaméricaines sont alors à nouveau considérées sous les seuls angles du commerce et de la politique.

Les années 1920 sont en effet marquées par le rôle prédominant des Fondations privées, mais aussi des universités, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent. Cela ne veut cependant pas dire qu'il y a une déconnection complète entre ce secteur et le monde diplomatique nord-américain, entre les objectifs philanthropiques et ceux de la politique extérieure. Frank N. Ninkovich[155] comme Ricard Arndt montrent que la frontière entre les deux sphères était poreuse, notamment en ce qui concerne les acteurs. C'est l'objet d'une étude menée par Katharina Rietzler[156] :

> « De nombreux membres du personnel de ces fondations ont soit joué le rôle de conseillers-experts auprès des principaux organismes gouvernementaux pendant la guerre ou se sont rendus à la conférence de paix de Paris. Parmi eux, se trouvaient James Brown Scott, George A. Finch et James T. Shotwell de la Fondation Carnegie et Raymond Fosdick, futur président de la Fondation Rockefeller, qui était conseiller civil du général Pershing. De futurs responsables de la fondation ont joué des rôles importants dans le gouvernement pendant la guerre que ce soit aux États-Unis ou à l'étranger, comme par exemple dans le Comité Creel, dans l'Enquête ou la Commission pour les Activités des Camps

[152] Georges CREEL, *ouv. cité*, p. 368.
[153] *Ibid.*
[154] *Ibid.*
[155] Frank N. NINKOVICH, « Philanthropic origins of cultural diplomacy », *in The Diplomacy of Ideas* : *US foreign policy and cultural relations 1938-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.
[156] Katharina RIETZLER, « Before the Cultural Cold Wars : American philanthropy and cultural diplomacy in the inter-war years », *Historical Research*, vol. 84, n°223, février 2011, p. 148-164.

> d'Entrainements. Mais ils ont aussi obtenu une expérience auprès des organismes semi-gouvernementaux qui sont devenus si prééminents pendant la guerre[157]. »

Elle rejoint en cela Richard T. Arndt :

> « Avec l'aide éclairée du monde des affaires, les efforts de coopération entre secteurs public et privé se sont révélés rapidement comme étant l'une des caractéristiques du rayonnement américain […]. Grâce aux universités et au monde des affaires, les politiques en affaires étrangères du gouvernement et des entreprises se sont rapprochées. Cette puissante association allait transformer la notion-même de diplomatie[158]. »

Parallèlement, le déploiement des diplomaties culturelles européennes est un vecteur d'influence dans les milieux diplomatiques et internationalistes américains. Ainsi, en 1923, à l'occasion d'un discours prononcé à l'*Institute of Politics* de Williamstown, Leo S. Rowe, alors directeur général de l'UPA, déplore l'absence d'efforts visant à donner une meilleure image des États-Unis en Amérique latine, à faire connaître les idéaux et la culture nord-américains. Pour appuyer ses propos, il cite l'exemple des politiques menées par l'Europe dans le domaine des relations intellectuelles :

> « Les gouvernements européens, notamment la France, a-t-il ensuite observé, s'efforcent de créer des liens intellectuels entre eux et les nations sud-américaines. En admettant que le gouvernement des États-Unis ne puisse se charger d'une pareille mission, il y aurait lieu de saisir de cette question les universités américaines[159]. »

Selon Frank Ninkovich cette conviction est partagée par l'historien Samuel Guy Inman, qui « admet que les Français font preuve d'un réalisme exemplaire en matière d'affaires étrangères » ; il est en effet convaincu que « leur succès ne découle pas de leur puissance matérielle, mais de leur 'pouvoir d'attraction culturelle'[160] ».

Si La France est citée en exemple, le fait que le régime nazi porte à son paroxysme l'utilisation de la culture comme arme de persuasion, non seulement auprès des élites mais aussi auprès des masses, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, constitue un élément déclencheur dans le processus menant à l'élaboration d'une diplomatie culturelle nord-américaine. Mais contrairement à la Grande-Bretagne, qui crée le *British Council* en 1934, le gouvernement des États-Unis, fidèle à l'habitude de laisser aux fondations privées le soin d'organiser échanges intellectuels et éducatifs et à Hollywood celui de propager les valeurs américaines, attend 1938 pour créer son propre organe de diplomatie culturelle[161]. Néanmoins, la propagande croissante de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon à destination des pays d'Amérique latine attaquant de plus en

---

[157] *Idem*, p. 153-154.
[158] Richard T. ARNDT, *ouv. cité*, p. 46.
[159] Leo S. Rowe, 1923, cité dans un article du 07/10/1923 de la revue *L'Amérique latine* (MAE, Correspondance politique et commerciale n°1).
[160] Frank N. NINKOVICH, *ouv. cité*, p. 25.
[161] Voir Richard PELLS, *Not like us. How Europeans have loved, hated and transformed American culture since World War II*, New York, Basic Books, 1997, p. 32-33.

plus explicitement les États-Unis[162] amènent les milieux diplomatiques à considérer de plus en plus sérieusement l'idée que la culture devait désormais faire partie intégrante de la politique extérieure. On peut donc dire, à la suite de Richard T. Arndt et de Juan Manuel Espinosa, que la diplomatie culturelle nord-américaine est conçue en fonction des enjeux latino-américains.

Si l'équipe entourant Franklin Roosevelt, et en particulier Sumner Welles[163], désire que le gouvernement se saisisse de la culture comme arme diplomatique, il faut attendre 1936 pour que cela se concrétise. La conférence interaméricaine de Buenos Aires[164] est en effet considérée par un certain nombre d'auteurs, comme la première manifestation d'un *leadership* assumé des États-Unis concernant les questions d'ordre culturel[165]. C'est donc à travers des résolutions visant à stimuler les échanges universitaires que se dessine l'action des États-Unis. Cette option doit se lire à l'aune du rejet de la propagande, telle qu'elle avait été mise en place par la CPI. Le premier pas vers la diplomatie culturelle se situe donc essentiellement dans le domaine éducatif[166].

Cependant, devant la montée des périls en Europe, un pas décisif est franchi, en 1938, avec, dans un premier temps, la création de l'*Interdepartmental Committee on Scientific and Cultural Cooperation*, le 26 mai 1938. Dirigée par Sumner Welles et placée sous les auspices du *State Department*, cette commission est un *think-tank* destiné à coordonner les diverses suggestions visant à contrer la propagande nazie. La réflexion est menée dans trois directions. La première concerne la mise en place de programmes d'échanges, concernant à la fois universitaires, étudiants et « *hemispheric leaders* », et la multiplication de bourses d'études telle qu'elle est prévue par la Convention de Buenos Aires. La deuxième a trait à l'échange de publications spécialisées.

---

[162] Samuel Guy Inman cite notamment un passage d'un livret conçu par Goebbels et distribué en Amérique du Sud : « Leurs plus grandes inventions [des Américains] sont la glacière et le placard encastré. Ce pays qui mène une guerre contre les plus anciens peuples civilisés d'Europe ne possède même pas de façon permanente un quelconque théâtre ou opéra. Les États-Unis n'ont aucun poète, aucun artiste, aucun architecte ou compositeur d'envergure internationale. Ce pays ne possède même pas de langue qui lui soit propre ; il n'a aucune culture qui lui soit particulière – tout est faux et bon à jeter. Et quand on fait référence à 'God's own country', et bien, ce sont les Européens qui l'ont découvert ; ce sont les Européens qui le maintiennent toujours en vie ; et si ce pays devait devenir totalement autonome, il aurait rapidement fait de se transformer en désert. » (Samuel Guy INMAN, « Backgrounds and Problems in Intellectual Exchange », *Inter American Intellectual Interchange*, Institute of Latin American Studies of the University of Texas, 1943, p. 12).

[163] Conseiller proche de Roosevelt, Sumner Welles (1892-1961) fut sous-secrétaire d'État de 1937 à 1943.

[164] Voir chapitre précédent.

[165] Voir Samuel GUY INMAN, *art. cité*, p. 13.

[166] Voir Richard T. ARNDT, *ouv. cité*, p. 31 : « Les personnes chargées d'organiser les relations culturelles pendant la période de 1933-38 ont essayé d'exclure la propagande de leurs projets ; ils ont plutôt eu recours à d'autres valeurs américaines affirmant que les relations culturelles, tout comme l'enseignement supérieur, demandaient une indépendance et une intégrité intellectuelle. Ils concevaient une diplomatie à vocation essentiellement éducative basée sur les idées, l'exactitude, le savoir et leur libre interaction. »

Enfin, la dernière prévoit l'envoi d'experts nord-américains dans les domaines jugés utiles par les pays latino-américains[167].

Par ailleurs, en juillet, est mise en place une *Division of Cultural Relations* au sein du *State Department*. Le décret du 27 juillet 1938 créant la Division des Relations Culturelles lui impute la charge de toutes les activités officielles de nature culturelle à l'international, ce qui recouvre

> « […] l'échange de professeurs d'universités, du secondaire et d'étudiants ; la formulation et la distribution aux bibliothèques d'œuvres représentatives des États-Unis ainsi que leur traduction ; la participation par ce gouvernement à des émissions radio internationales ; les efforts pour le rapprochement entre les organisations non gouvernementales et les organismes publics étrangers engagés dans des activités intellectuelles et culturelles ; et généralement la diffusion à l'étranger de travaux intellectuels et culturels représentatifs des États-Unis et l'amélioration de nos relations culturelles et l'élargissement de nos horizons avec d'autres pays[168]. »

La Division est notamment conçue pour remplir les engagements pris à Buenos Aires. Son action est jugée « décevante » dans un premier temps : il est d'abord prévu que « ce soit surtout des agences privées qui se chargent des échanges culturels et que la Division constitue principalement un appui pour ces institutions[169] ». La création de la Division est en effet précédée par une réunion sur la coopération intellectuelle interaméricaine, à l'initiative du *State Department* pour présenter le futur organisme. Sur les 14 personnes invitées, dix viennent d'organisations privées, trois d'agences gouvernementales et une de l'Union Panaméricaine[170]. Les incertitudes autour de la nouvelle division proviennent du fait que ses concepteurs n'en ont pas la même vision. Alors que Cordell Hull la pense comme une agence de propagande, Sumner Welles et Stephen Duggan la voient comme le prolongement naturel de la dynamique interaméricaine[171]. Le Congrès américain, quant à lui, ne semble pas convaincu de la nécessité d'un tel organisme, ce qui se reflète dans la faible dotation – 25 000 dollars – qui lui est tout d'abord allouée[172].

La première année de la Division est consacrée à l'élaboration de son programme d'action, sous la direction de Ben Cherrington, professeur à l'université de Denver. Après un long voyage en Amérique latine et une fois analysées les diverses propositions d'action, Cherrington pose les règles de fonctionnement de la Division. Ainsi les échanges doivent être gérés par l'*Office of Education* ; une commission, composée à la fois de fonctionnaires et de représentants du secteur privé, est chargée d'initier de nouveaux programmes ; enfin la Division est présentée comme l'interlocutrice privilégiée des agences gouvernementales impliquées d'une manière ou d'une autre

---

[167] Voir Irwin GELLMAN, *Good Neighbor Diplomacy : United States Policies in Latin America 1933-1945*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1979, p. 145.
[168] Ruth MC MURRY, Muna LEE, *The Cultural Approach : another way in international relations*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1947, p. 208-209.
[169] Samuel Guy INMAN, *art. cité*, p. 13.
[170] Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 96.
[171] Irwin GELLMAN, *ouv. cité*, p. 145.
[172] *Idem*, p. 146.

dans les échanges intellectuels, ainsi que des gouvernements latino-américains. De fait, dès le départ, il est posé que l'action de la division ne peut porter ses fruits que si elle suscite adhésion et soutien en Amérique latine.

Il faut attendre 1941 pour que soit acceptée une dernière proposition : celle de nommer des attachés culturels auprès des légations et ambassades nord-américaines dans le sous-continent. Il y avait en effet une réticence vis-à-vis de cette pratique, considérée comme trop proche de ce qui était pratiqué par certains pays européens et par conséquent susceptible d'être assimilée à de la propagande. Néanmoins, en 1942, 12 ambassades sont dotées d'un attaché culturel en Amérique latine. Ils sont chargés de renseigner les étudiants désireux d'effectuer un séjour dans une université américaine, aident à la circulation de livres, de films et de tout ce qui a trait à la vie culturelle des États-Unis et entretiennent des contacts personnels avec les personnalités intellectuelles du pays où ils sont en poste[173].

Si la Division est dans un premier temps pensée dans le cadre de la Convention de Buenos Aires, elle ne tarde pas à le déborder. Une fois que la guerre a éclaté en Europe, l'attention de l'administration Roosevelt se porte sur l'imprimé, partant du constat que la littérature du Vieux Continent est bien plus présente en Amérique latine que celle des États-Unis. Un vaste programme de traduction en espagnol et en portugais d'ouvrages nord-américain est alors mis en place. En outre, la Division commence à établir des librairies, accueillant non seulement des livres, mais aussi des conférences et des expositions d'art. La première d'entre elles, la Benjamin Franklin Library, est créée à Mexico en avril 1942[174].

Cependant, face aux réticences du Congrès, et donc au manque de moyens, l'action de la Division se limite à coordonner les initiatives du secteur privé, notamment par l'intermédiaire de Stephen Duggan. C'est d'ailleurs du privé que provient la création d'un nouvel organisme qui, selon les termes d'Irwin Gellman, va être le catalyseur d'une diplomatie culturelle nord-américaine plus ambitieuse.

À l'origine de ce qui va devenir l'*Office of the Coordinator of Inter-American Affairs*[175](OCIAA), se trouve Nelson Rockfeller. Ce dernier, à l'issue d'un voyage en Amérique latine où il est marqué par la prégnance de la propagande nazie, propose au président Roosevelt, en juin 1940, la création d'une agence chargée de mettre en œuvre une plus grande coopération économique et de

[173] Samuel Guy INMAN, *art. cité*, p. 14.
[174] Irwin GELLMAN, *ouv. cité*, p. 147.
[175] Cette agence, créée le 16/08/1940, est d'abord nommée *Office for Coordination of Commercial and Cultural Relations between the American Republics*. Elle devient *Office of the Coordinator of Inter-American Affairs* le 30 juillet 1941, jusqu'au 23 mars 1945, date à laquelle elle est rebaptisée *Office of Inter-American Affairs*, dénomination qu'elle garde jusqu'à la fin de son existence, en mai 1946. (*History of the Office of the Coordinator of Inter-American Affairs. Historical Reports on War Administration*, Washington, United States Government Printing Office, 1947, p. 3)

renforcer les liens culturels, scientifiques et éducatifs avec le sous-continent. Malgré les fortes réticences de Welles, Roosevelt approuve le projet. La nouvelle agence est créée en août 1940, et placée sous la supervision du *Council of National Defense*. Le champ d'action de l'OCIAA « inclut les activités menées par la *Division of Cultural Relations*, et s'étend également à d'autres domaines, notamment les relations commerciales et les communications, la presse et le cinéma de divertissement[176] ». Se pose dès lors la question de la répartition des tâches entre la Division et l'OCIAA. Celle-ci doit mener une action adaptée au contexte de crise de la guerre, à la défense nationale, et donc rechercher des effets immédiats, tandis que la première se voit chargée de bâtir une politique sur le long terme. Dans l'esprit de Rockfeller l'OCIAA doit être avant tout une agence distribuant des moyens, souscrivant des contrats avec des groupes privés et fonctionnant sur le modèle des fondations philanthropiques[177]. L'autre différence entre les deux organismes est que le programme de l'OCIAA n'est pas seulement conçu comme un moyen de combattre les sentiments pro-Axe pouvant exister en Amérique latine ; il contient aussi des éléments visant explicitement à contrer l'influence européenne en général[178].

L'un des aspects les mieux connus de l'action de l'OCIAA est le partenariat noué avec l'industrie cinématographique nord-américaine. Dans une communication dédiée à ce sujet, Érica Gomes Daniel Monteira parle d'ailleurs de « diplomatie hollywoodienne »[179]. Le cinéma est en effet perçu, par les acteurs de l'OCIAA, comme un outil particulièrement efficace de promotion de la politique de Bon Voisinage, à condition que les films nord-américains distribués en Amérique latine ne véhiculent pas une image erronée des États-Unis et une vision stéréotypée des Latino-Américains. C'est pourquoi le directeur de la Division Cinéma, John Hay Whitney, décide de réunir les principaux membres de l'industrie cinématographique nord-américaine afin de leur proposer la création d'une corporation, sans but lucratif, agissant en faveur de la *Good Neighbor Policy*. C'est ainsi que naît la *Motion Picture Society for the America*, le 21 mars 1941[180].

Les programmes lancés durant la politique dite « de bon voisinage » de l'Administration Roosevelt portent en germe l'ensemble des efforts mis en œuvre bien plus tard en matière d'information et de relations culturelles. Ces programmes ont été avant tout créés pour répondre,

---

[176] Ruth MC MURRY, Muna LEE, *ouv. cité*, p. 213.
[177] Frank A. NINKOVICH, *ouv. cité*, p. 37.
[178] *Idem*, p. 36.
[179] Érica Gomes Daniel MONTEIRO, « Diplomacia hollywoodiana : Estado, indústria cinematográfica e as relações interamericanas durante a II Guerra Mundial », *Anais do XXVI Simpósio Nacional de História – ANPUH • São Paulo, julho 2011.* (Consultable en ligne : http://www.snh2011.anpuh.org/resources/anais/14/1300803446_ARQUIVO_Anpuh2011-EricaGDMonteiro.pdf) Sur ce sujet, voir aussi : Pennee Lenore BENDER, *Film as an Instrument of the Good Neighbor Policy, 1930s-1960s.*, Ph.D. dissertation, New York University, 2002.
[180] Érica Gomes Daniel MONTEIRO, *art. cité*, p. 5.

et contrer de manière pacifique la propagation d'une propagande devenue hostile aux les États-Unis. Le gouvernement américain est ainsi la dernière grande puissance à entrer dans le jeu des relations culturelles intergouvernementales, dévolues jusqu'alors, en raison d'une forte volonté politique, au secteur privé[181].

L'attrait pour d'autres « modèles » : l'Espagne et l'Allemagne

La compétition que se livrent la France et les États-Unis en termes d'influence en Amérique latine donne à cette dernière une certaine marge de manœuvre. Par ailleurs, face à ce qui est perçu comme une « américanisation » de la culture et dans une conjoncture post-Première Guerre mondiale où un certain nombre d'intellectuels latino-américains rejettent l'omniprésence de l'Europe – et en particulier de la France – comme référence culturelle[182], l'attrait pour d'autres « modèles », aptes à servir la construction d'identités proprement nationales, n'est pas absent. Ainsi, l'Allemagne et l'Espagne, deux pays qui développent également des politiques culturelles à destination du sous-continent, sont mises dans la balance. Dans les deux cas, il s'agit de faire jouer des « impérialismes faibles[183] » face à « l'action conquérante des puissances dominantes[184] ». De fait, c'est suite à une défaite – celle de 1898 face aux États-Unis pour l'Espagne, celle de 1918 pour l'Allemagne[185] – que ces deux nations entreprennent de regagner leur prestige perdu en utilisant la culture comme arme diplomatique. C'est ce que souligne Antonio Niño Rodriguez dans un article intitulé « L'expansion culturelle espagnole en Amérique hispanique » :

> « La perte des ultimes colonies mit en évidence la décadence et l'isolement international de l'ancienne métropole. Le désastre jeta, en effet, les Espagnols dans un état extrême de prostration et désarroi

---

[181] Voir Maud QUESSARD-SALVAING, *ouv. cité*, p. 54.

[182] Voir Olivier COMPAGNON, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1936)*, volume inédit présenté en vue de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, décembre 2011.
Et Michael GOEBEL, « Decentering the German Spirit : The Weimar's Republic's Cultural Relations with Latin America », *Journal of Contemporary History*, vol. 44, n°221, 2009, p. 222 (Article disponible en ligne : http://jch.sagepub.com/content/44/2/221) : « Dans l'Amérique latine de l'entre-deux-guerres, la quête d'idées à même de justifier l'émancipation de l'universalisme occidental et renforcer les idéaux d'authenticité culturelle et ethnique se faisait de plus en plus prégnante. Il est vrai que les modèles de pensée venus de France, du Royaume-Uni ou d'Amérique du Nord avaient contribué à la rupture avec le passé colonial ibérique que les libéraux d'Amérique latine des années 1850 considéraient comme une période d'obscurantisme. Cependant, les premières décennies du XXe siècle semblaient justifier des idées combattant l'impérialisme britannique et américain et l'imitation de la culture française. Une nouvelle génération de penseurs latino-américains commença à contester les croyances positivistes en la supériorité de l'Europe et de l'Amérique du Nord. »

[183] Selon l'expression employée par Pierre MILZA dans « Cultures et relations internationales », *Relations internationales*, n°24, Paris, 1980, p. 362-365.

[184] *Idem*, p. 365.

[185] Michael GOEBEL, *art. cité*, p. 222 : « En Allemagne, ce sont les interprétations de la défaite de 1918 circulant à l'intérieur du pays et les restrictions stipulées par le Traité de Versailles en ce qui concerne sa politique étrangère qui ont fait jouer à la culture un rôle déterminant dans la réalisation de telles aspirations. »

moral. Cependant, c'est à ce moment-là – quand la nation était au creux de la vague – que se manifesta un mouvement idéologique et politique de renouveau, le 'régénérationnisme'[186]. »

Citant Angel Ganivet, diplomate et intellectuel espagnol, et son *Idearium español* (publié en 1898), Antonio Niño analyse la naissance de l'idée d'un « hispano-américanisme » à même de permettre à l'Espagne de gagner en force intellectuelle ce qu'elle avait perdu en grandeur territoriale[187].

L'autre point commun entre l'Allemagne et l'Espagne, c'est que ces deux États peuvent compter sur la présence de communautés nationales importantes[188], en particulier dans le Cône sud pour le premier. Enfin, si les promoteurs des politiques culturelles allemandes à destination du sous-continent identifient la France comme leur principale concurrente[189], l'Espagne comme l'Allemagne voient dans les États-Unis, et le panaméricanisme que ces derniers promeuvent, un obstacle à leur influence[190]. De fait, le panaméricanisme tel qu'il a émergé à la conférence de Washington en 1889 est vu comme une menace pour les projets espagnols ; c'est en partie pour la contrer qu'est organisée, du 10 au 18 novembre 1900, la Conférence Sociale et Économique Hispano-américaine où des résolutions sont prises en vue de renforcer les liens économiques, culturels et juridiques entre l'Espagne et les nations hispanique d'Amérique[191].

Ces divers points communs amènent l'Allemagne à considérer l'Espagne comme une alliée dans son entreprise :

---

[186] Antonio NIÑO RODRIGUEZ, « L'expansion culturelle espagnole en Amérique hispanique », *Relations internationales*, n°50, été 1987, p. 202 .

[187] *Idem*, p. 203 : « L'Espagne ne pouvait prétendre sérieusement mettre sur pied une 'confédération politique de tous les États hispano-américains' […], mais en revanche, elle pouvait aspirer à la formation d'une 'confédération intellectuelle et spirituelle'. Il s'agissait donc de reconstituer la communauté culturelle hispanique qui rétablirait le prestige des Espagnols […]. » Du même auteur, voir « Hispanoamericanismo, regeneración y defensa del prestigio nacional », *in* Pedro PÉREZ HERRERO, Nuria TABANERA (coord.), *España/América Latina : un siglo de políticas culturales*, Madrid, AIETI/SÍNTESIS-OEI, 1993, p. 15-48. Sur l'hispano-américanisme, voir aussi David MARCILHACY, *Une histoire culturelle de l'hispano-américanisme (1910-1930) : l'Espagne à la reconquête d'un continent perdu*, 3 vol., Thèse de doctorat sous la direction de Serge Salaün et Paul Aubert, Université Paris 3 Sorbonne nouvelle, 2006.

[188] Sur l'émigration espagnole en Amérique latine, voir *Historia general de la emigración española a Iberoamérica*, Madrid, CEDEAL/Historia 16, 1992, 2 vols.
Sur l'émigration allemande, voir Jean-Pierre BLANCPAIN, *Migrations et mémoires germaniques en Amérique latine*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1994.

[189] « […] la politique culturelle de l'Allemagne en Amérique latine était constamment conçue en termes de rivalité avec celle menée par la France. » (« *[…] Germany's cultural policy in Latin America was invariably framed in terms of rivalry with the French.* »), *in* Michael GOEBEL, *art. cité*, p. 231.

[190] Voir Richard V. SALISBURY, « Hispanismo versus Pan Americanism : Spanish Efforts to Counter U. S. Influence in Latin America before 1930 », *in* David SHEININ, (ed.), *Beyond the Ideal. Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 67-77.
En ce qui concerne l'Allemagne, Michael Goebel note que « l'hégémonie croissante des États-Unis limitait bien évidemment l'influence potentielle de l'Allemagne. » (« *Growing US hegemony admittedly circumscribed Germany's potential influence […].* »), *in* Michael GOEBEL, *art. cité*, p. 222.
Et J. Fred RIPPY, « Pan-Hispanic Propaganda in Hispanic America », *Science Quarterly*, vol. 37, n°3, septembre 1922, p. 389-414.

[191] *Idem*, p. 69.

> « […] l'Espagne, qui était également demeurée neutre lors de la guerre et qui par conséquent était perçue comme une alliée potentielle par beaucoup d'Allemands, a été identifiée comme une possible tête de pont pour diffuser les idées pro-allemandes dans l'Amérique espagnole. Dans la mesure où l'ancienne puissance coloniale séduisait de plus en plus les secteurs conservateurs d'une l'intelligentia hispano-américaine en quête de références culturelles qui ne soient ni nord-américaines ni françaises, un certain nombre de décideurs allemands voyait dans le rempart 'ibéro-américain' contre les influences française et 'anglo-saxonne' un vecteur prometteur pour les aspirations contrariées d'une Allemagne qui se voulait puissance mondiale[192]. »

Nous ne reviendrons pas ici sur les dispositifs mis en place par ces deux pays dans le champ des politiques culturelles à destination de l'Amérique latine[193], mais plutôt sur l'intérêt qu'ils ont pu représenter dans un sous-continent à la recherche de son identité. Michael Goebel souligne ainsi que les « idées qui provenaient de la tradition romantique allemande étaient séduisantes dans le sens où elles offraient un modèle alternatif de modernité car elles se distinguaient des traditions du libéralisme et de la nationalité citoyenne qui prévalaient jusque là[194] ». De même l'hispanisme devient-il une alternative au panaméricanisme. Si, tout au long du XIXe siècle, on assiste à une vague de rejet relatif ou absolu de l'Espagne, à partir du début du XXe siècle, à l'image négative d'une Espagne compromise par les abus et les errements de la colonisation, à l'image d'une Espagne affaiblie, décadente, se superpose l'image d'une « Espagne éternelle », expression employée par Neruda dans une conférence de 1938[195]. De fait, les premières années du XXe sont marquées par la répercussion de l'hispanisme promue par l'ancienne métropole dans les milieux intellectuels latino-américains :

> « Dans des pays comme l'Argentine, le Pérou, le Chili, la Colombie et le Mexique, il y eut des intellectuels qui développèrent avec force une lecture hispaniste de la réalité nationale et latino-américaine, lecture qui servit de filtre pour élaborer des interprétations de l'identité nationale[196] ».

Comme le note Claude Fell, « les premières décennies de notre siècle voient aussi refleurir l'interrogation sur une 'latinité du sous-continent, dans laquelle l'Espagne aurait sa place, aux côtés de la France et de l'Italie[197]. » Il ajoute :

---

[192] Michael GOEBEL, *art. cité*, p. 222.

[193] Pour l'Allemagne, voir l'article déjà cite de Michael Goebel, ainsi que Nancy MITCHELL, *The Danger of Dreams German and American imperialism in Latin America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999.

Pour l'Espagne, voir Denis ROLLAND, Lorenzo DELGADO, Eduardo GONZALEZ *et alii*, *L'Espagne, la France et l'Amérique latine. Politiques culturelles, propagandes et relations internationales, XXe siècle / España, Francia y America latina : políticas culturales, propagandas y relaciones internacionales, siglo XX*, Paris, L'Harmattan, 2001.

[194] Michael GOEBEL, *art. cité*, p. 224.

[195] Sur l'évolution de l'image de l'Espagne en Amérique latine, voir Rafael SÁNCHEZ MANTERO, José Manuel MACARRO VERA, Leandro ÁLVAREZ REY, *La imagen de España en América 1898-1931*, Sevilla, Escuela de estudios hispano-americanos, 1994.

[196] José Luis Bendicho BEIRED, « Hispanismo : um ideário em circulação entre a Península Ibérica e as Américas », *Anais Electrônicos do VII Encontro Internacional da ANPHLAC*, Campinas 2006, p. 6 (consultable en ligne : http://anphlac.org/upload/anais/encontro7/jose_beired.pdf).

[197] Claude FELL, « 'Madre España'. L'Espagne retrouvée et déchirée », *in* CRICCAL (Org.), *Les poètes latino-américains et la guerre d'Espagne*, Paris, CRICCAL, 1979, p. 10.

> « […] ce concept de 'latinité' s'inscrit essentiellement dans le contexte d'une opposition à ce qu'on appelle couramment 'el Coloso del Norte' [les États-Unis] et de la volonté d'expression d'une nouvelle spiritualité destinée à battre en brèche un positivisme agonisant et caduc[198]. »

Dans un article écrit en mai 1939 et intitulé « España no ha muerto[199] », Pablo Neruda se fait le chantre de ce lien renouvelé avec l'Espagne qui garantit à l'identité latino-américaine son plein accomplissement :

> « Je compris alors qu'il manquait à notre romantisme américain, à notre construction mêlant l'eau et le feu, cette Alliance primordiale que je vis sur le point de se réaliser en Espagne, avant cette guerre terrible, celle qui unit le mystère à la rigueur, le classicisme à la passion, le passé à l'espérance[200]. »

Les politiques culturelles espagnole et allemande à destination de l'Amérique latine peuvent-elles pour autant être considérées comme des succès ? Ont-elles réellement concurrencé ce qui était mis en place par la France et les États-Unis ?

En ce qui concerne l'Allemagne, « […] l'absence d'une réelle tradition de relations culturelles entre les deux a rendu plus difficile la réussite d'un programme centralisé, et ce notamment parce qu'une grande diversité d'acteurs, étatiques ou non, ont voulu labourer un champ qui n'avait pas été cultivé auparavant[201] », même si « la pensée latino-américaine était alors 'germanisée', si l'on entend par là l'appropriation croissante d'idées allemandes dans une perspective purement latino-américaine et non la simple transposition, unidirectionnelle, d'un certain nombre d'idées considérées comme exportables, officiellement, par l'État[202] ». Pour ce qui est de l'Espagne, où là aussi initiatives privées et publiques cohabitent jusqu'à 1936, on peut dire que les efforts menés ont contribué à renforcer son prestige dans les républiques hispano-américaines. Mais, comme l'écrit Antonio Niño, « tout cela devint une rhétorique insupportable, quand la guerre civile éclata[203] ».

Périphérique, l'Amérique latine ? À part pour les États-Unis et l'Espagne, qui ne sut pas toujours se donner les moyens de son ambition, le sous-continent n'est en effet une priorité ni pour la SdN, ni pour la France, ni pour l'Allemagne. Et pourtant des moyens tant matériels qu'humains sont consacrés au développement de leur influence en Amérique latine. Celle-ci n'est peut-être pas au centre de la scène internationale, mais bien au cœur de ce qui s'y joue dans la période de l'entre-deux-guerres. Dans un contexte de multilatéralisation de l'ordre mondial, elle a un rôle : celui que lui confère l'intérêt dont elle est l'objet ; une voix : celle qu'elle se construit

---

[198] *Ibid.*
[199] Pablo NERUDA, « España no ha muerto », *Aurora de Chile*, n°10, 6 mai 1939.
[200] *Ibid.*
[201] Michael GOEBEL, *art. cité*, p. 243.
[202] *Idem*, p. 245.
[203] Antonio NIÑO RODRIGUEZ, « L'expansion culturelle espagnole…, p. 212.

dans le « triangle atlantique » qui caractérise sa position sur l'échiquier international ; et une place, pas toujours confortable et définitive, entre universalisme et américanisme. Cette dernière se joue surtout au sein des deux institutions que nous avons étudiées, la Société des Nations – et à travers elle l'Organisation de Coopération Intellectuelle – et l'Union Panaméricaine.

L'Amérique latine entre universalisme et américanisme

> « L'Europe a échoué. Ce n'est plus à elle de guider le monde. L'Amérique, qui connaît ses modalités d'évolution ainsi que les causes de sa défaite, peut et doit allumer le feu sacré de la civilisation. En tirant les leçons de l'histoire. Comment ? En reprenant, en corrigeant, en épurant et en transfigurant les valeurs anciennes, bref, en rectifiant l'Europe. »
>
> Saúl Taborda[204]

Nous avons vu que les relations entre les pays d'Amérique latine et la SdN avaient été marquées par de grands espoirs et de non moins grandes désillusions. Si ces dernières se sont soldées par le retrait d'un certain nombre de ces pays, elles ont été tout d'abord l'occasion de formuler des propositions visant à rendre l'organisation genevoise conforme à ce qui était attendu d'elle de ce côté de l'Atlantique. Le principal reproche résidait dans le fait que le Pacte créant la SdN avait été élaboré uniquement par les vainqueurs de la guerre[205] – ce qui est un premier problème – et selon des considérations ayant trait à la réalité européenne. Or, comme l'écrit le juriste chilien Alejandro Alvarez, « le problème de la paix se pose en Amérique d'une façon toute autre qu'en Europe, car il ne s'agit pas dans le Nouveau Monde d'*établir* la paix qui n'a jamais été sérieusement troublée mais de la *consolider*[206] ».

Cette spécificité américaine est également soulignée par le délégué chilien M. Yánez lors de la Sixième Assemblée de la SdN, en 1925. Il n'en tire cependant pas la conclusion d'une inutilité de la SdN pour l'Amérique, le principe même d'une organisation internationale étant

---

[204] Saúl TABORDA, *Reflexiones sobre el ideal político de América*, Buenos Aires, Grupo Editor Universitario, 2007 [1918], p. 121. Traduction d'Olivier Compagnon.

[205] Sur ce point, le plus virulent est sans doute l'Argentin César Diaz Cisneros. Ainsi écrit-il : « […] en maintenant la distinction entre les vainqueurs et les vaincus, entre les nations armées et celles qui ne le sont pas, entre les membres de la Ligue et ceux qui n'en font pas partie, la nouvelle institution couve en son sein les haines, les passions, les intérêts ploutocratiques et chauvins, la guerre morale, la désintégration du monde. » (César Diaz CISNEROS, *La Liga de las Naciones y la actitud argentina*, Buenos Aires, Imprenta Mercatali, 1921, p. 93).

[206] Alejandro ALVAREZ, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve Session de l'Union Juridique Internationale, juin 1926, p. 41.

selon lui fondamental[207]. Pour Rivas Vicuña, chef de la délégation chilienne auprès de la SdN, il y aurait même une responsabilité des pays latino-américains dans l'affaiblissement de l'organisme genevois, dans la limitation de son action aux seules questions européennes :

> « Il existe dans notre Continent une tendance visant à empêcher l'intervention de la Société des Nations dans tout sujet américain, l'éloignant par conséquent de la connaissance des sujets européens. Cette tendance peut être considérée comme le germe d'une rupture, ou tout au moins une altération du principe d'universalité vers lequel tend le Pacte[208]. »

Réformer la SdN ou créer une Ligue des Nations américaines

> « Il est donc clair qu'il existe une tendance générale des États latino-américains à se séparer de l'institution de Genève, ou tout au moins à la vouloir transformer […][209]. »

Conscients de cela, un certain nombre de Latino-Américains, juristes ou diplomates, proposent des pistes de réforme du Pacte, notamment de bâtir le système international sur des bases régionales afin que la spécificité de chaque partie du monde ne soit pas oubliée. Les Latino-Américains se trouvent face à un défi de taille : celui de faire reconnaître à Genève la particularité du continent américain face au système européen, dans une logique qui rappelle l'idée d'hémisphère occidental telle qu'elle a été développée par les États-Unis depuis Monroe[210], tout en contenant l'influence croissante de la grande République du Nord.

Ce défi va s'articuler autour de l'interprétation de la doctrine Monroe et de l'article 21[211] du Pacte qui la reconnaît comme « entente régionale »[212]. L'article 21 traite de la compatibilité du

---

[207] « […] L'Amérique, par sa situation et ses traditions, son éloignement vis-à-vis de l'Europe et ses problèmes, a des intérêts qui lui sont propres et qui expliquent peut-être le fait que tous les pays américains ne soient pas représentés ici, sans pour autant nous éloigner du principe de fraternité entre les peuples, ou amoindrir notre contribution à l'œuvre de paix et de solidarité […]. Ces pays se retrouvent ainsi dans une situation particulière qu'on ne peut ignorer. Il est nécessaire de modifier cette situation, d'harmoniser ces intérêts quand bien même ils ne pourront disparaître entièrement ; mais il faudra au moins les réguler afin d'éviter qu'il y ait des nations qui, faute de pouvoir prendre part à ces débats, tirent partie de cette situation pour décliner toute responsabilité quant aux affaires internationales qui affectent la tranquillité du monde. » (MRE Chili, *Memorias*, 1923-1926).

[208] MRE Chili 1935, 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures.

[209] MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 4, Quito, 17/06/1938, Lettre de Jean Dobler, ministre de France en Équateur, au ministre des Affaires étrangères.

[210] Voir chapitre III.

[211] « Les engagements internationaux, tels que les traités d'arbitrage, et les ententes régionales, comme la doctrine de Monroe, qui assurent le maintien de la paix, ne sont considérés comme incompatibles avec aucune des dispositions du présent Pacte. »

[212] Cette question a fait l'objet d'une communication de Thomas Fischer, « La Liga de las Naciones y la Doctrina de Monroe », lors du colloque « L'Amérique latine et la Genève Internationale durant l'entre-deux-guerres : les débuts d'une intégration régionale et internationale » organisé par Yannick Wehrli et Aline Helg à l'Université de Genève les 28 et 29 octobre 2011.

Pacte avec les ententes régionales préexistantes et mentionne spécifiquement la doctrine Monroe. Son inclusion est due au désir de Wilson de satisfaire et de rassurer les sénateurs américains. Cet article est reçu avec méfiance dans plusieurs pays d'Amérique latine, et un certain nombre d'entre eux – le Costa Rica[213], Haïti[214], le Honduras[215] – demandèrent à la SdN des éclaircissements quant à la signification et à la portée de cet article[216]. Il a été aussi un obstacle à l'adhésion plus rapide du Mexique[217]. Or à la SdN on ne souhaite pas froisser les États-Unis, dont on espère toujours qu'ils vont revenir sur leur refus d'adhérer à l'organisation. Comme le note Alejandro Alvarez,

> « […] dans l'article 21, le Pacte reconnaît la Doctrine de Monroe qui, d'après lui, peut recevoir son entière application. Mais il ne la définit pas. Ceci est une regrettable lacune étant donné que cette formule a donné lieu à bien des controverses et des malentendus au cours du XIXe siècle, tant en Europe qu'en Amérique. On n'a jamais voulu, surtout à la SdN, déterminer la portée exacte de cet article, dont on évite même de parler[218]. »

Le fait qu'en août 1923, le secrétaire d'État Charles Evan Hughes rappelle que « Cette doctrine étant purement une doctrine des États-Unis, seuls les États-Unis ont le droit de la définir, de l'interpréter et de l'appliquer[219] » complique encore la situation. Comment dès lors expliquer que certains Latino-Américains la défendent, au même titre qu'une régionalisation de la SdN ? N'est-ce pas ouvrir la voie à l'hégémonie des États-Unis ?

On peut être à première vue surpris de trouver sous la plume d'auteurs latino-américains de fervents panégyriques du panaméricanisme, toujours suspect d'être un instrument aux mains des Nord-Américains. L'historien Gordon Connell-Smith nous offre une clé de compréhension : il s'agissait pour les Latino-Américains de créer des garde-fous juridiques à l'encontre du pouvoir grandissant des États-Unis. L'histoire du système interaméricain est celle d'un combat mené pour que le principe d'égalité des États soit respecté et celui de non-intervention proclamé. En posant,

---

[213] C'est en 1928 que le Costa Rica fait part de son désir de voir défini plus clairement le contenu de l'article 21. (MAE, Correspondance politique et commerciale, n°2, Panaméricanisme et doctrine Monroe, Article de journal – non identifié -, « Le Costa Rica 'pose une colle' à la SdN. Comment comprend-elle la doctrine de Monroe ? », 15/08/1928).

[214] Cette demande est formulée par Haïti en septembre 1931 (voir MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 3, Buenos Aires, 20/01/1931, Lettre de l'ambassadeur français à Buenos Aires au ministre des Affaires étrangères).

[215] Voir Yannick WEHRLI, *« Créer et maintenir l'intérêt » : la liaison entre le Secrétariat de la Société des Nations et l'Amérique latine (1919-1929)*, Mémoire de Licence ès Lettres, sous la direction de Mauro Cerutti, Université de Genève, Département d'histoire générale, Juillet 2003, p. 24-26.

[216] Le gouvernement du Salvador demanda quant à lui directement, en 1921, au Département d'État américain « une interprétation officielle », (voir MAE, Correspondance politique et commerciale n°46, dossier 3, Buenos Aires, 20/01/1931, Lettre de l'ambassadeur français à Buenos Aires au ministre des Affaires étrangères)

[217] Voir Yannick WEHRLI, *ouv. cité*, p. 55 : « L'adhésion du Mexique est le résultat d'un long processus semé d'embûches. Elle ne se fit que le 11 septembre 1931. Plusieurs raisons empêchèrent une adhésion plus rapide. D'abord, le Mexique ne reconnaissait pas la doctrine Monroe, incluse dans l'article 21 du Pacte. Cela posa un problème de taille qui, provoqua un débat au sein du Secrétariat sur l'interprétation et le sens réel de l'article litigieux. »

[218] Alejandro ALVAREZ, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve Session de l'Union Juridique Internationale, juin 1926, p. 51.

[219] Voir chapitre III.

à Genève, l'existence d'un droit international américain, les Latino-Américains poursuivaient certes une dynamique née au XIXe. Dans les années 1920, il s'agit non seulement de faire reconnaître leurs conceptions du droit international dans un organisme dominé par les puissances européennes, mais aussi de faire pression sur les États-Unis pour que ceux-ci les acceptent. Aussi peut-on voir, dans les projets de Ligue des nations américaines[220], formulés en 1922 par le président uruguayen Baltasar Brum, en 1933 par le Salvador, et en 1936 par la Colombie et la République dominicaine[221], aussi bien une réponse aux désillusions provoquées par la SdN qu'une manière de multilatéraliser la doctrine Monroe, et donc de consacrer l'égalité entre les États américains. Est-ce à dire que l'on prône le retrait de la SdN ? Non. Chacun de ces projets est calqué sur le Pacte de 1919 et appelle à une étroite collaboration[222] entre la future ligue américaine et une SdN de plus en plus fragilisée. De la sorte se trouvaient réconciliés américanisme et universalisme, le lien avec l'Europe était maintenu, mais redéfini.

« L'idée d'une Société des Nations américaines est, à mon avis, une folie[223]. »

Ces projets sont loin de faire l'unanimité en Amérique latine. S'y opposent notamment le Mexique, l'Argentine, le Brésil et le Chili, autrement dit les « puissances régionales » du sous-continent. Une ligne de fracture se crée ainsi entre ces dernières et les petits pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, rejoints par la Colombie, l'Équateur, la Bolivie et l'Uruguay. Cet état de fait est particulièrement visible lors de la Conférence de Buenos Aires[224].

Pour le Mexique[225] et le Chili, l'efficacité d'une organisation internationale reposait sur son universalité. C'est le propos d'une lettre adressée par le Manuel Rivas Vicuña, diplomate chilien en poste à Genève, à son ministère de tutelle :

---

[220] Ces projets ont été l'objet d'un article de Yannick WEHRLI, « Los proyectos de 'Sociedad de Naciones americanas' : intentos de integración políticas en las Américas durante el periodo de entre-guerras », *in* María de Monserrat LLAIRO, Proscila PALACIO (éds), *Los procesos de integración en el ámbito regional y global. Una mirada desde la perspectiva de los tres continentes (América, Asia y Europa)*, Buenos Aires, CEINLADI-FCE-UBA, 2009.

[221] Voir Max Henriquez UREÑA, *La liga de las Naciones Americanas y la Conferencia de Buenos Aires. Discurso ante la Asamblea, Rectificaciones al Dr. Saavedra Lamas, Antecedentes, Proyectos, Documentos*, New York, L. & S. Printing co., 1937 et voir en annexe le texte de la résolution adoptée lors de la Conférence de Buenos Aires. À Buenos Aires, les propositions colombienne et dominicaine suscitent le débat mais la résolution adoptée à leur sujet prévoit qu'elles soient reformulées et réexaminées lors de la prochaine conférence interaméricaine, qui doit se tenir à Lima en 1938.

[222] C'est notamment le cas de la proposition colombienne, remaniée pour la conférence de Lima.

[223] MRE Chili, SdN 1927, 1114b, Berne, 20/12/1927, Lettre d'un membre de la délégation chilienne auprès de la SdN à l'amiral José Toribio Merino : « *La idea de una Sociedad de naciones americanas es a mi juicio una locura.* ».

[224] Voir Yannick WEHRLI, *art. cité.*

[225] *Idem*

> « En vertu de son propre Pacte constitutif, la Ligue doit s'occuper de toutes les affaires qui concernent l'Humanité, quel que soit le continent concerné, et son existence n'aurait pas de sens si un groupe d'États se désintéressait des problèmes politiques d'autres régions pour se consacrer exclusivement à ses propres affaires, tout en refusant aux autres nations le droit d'intervenir dans celles-ci. […] La présence des pays américains au sein de l'Assemblée de la Société ne serait pas justifiée si elle se limitait à traiter de problèmes étrangers à la politique mondiale[226]. »

Il ajoute, rejoignant une fois encore la position mexicaine, que la création d'une Ligue des Nations américaines fermerait la porte à l'Europe et ouvrirait celle qui conduit à l'hégémonie des États-Unis. La SdN est en effet présentée dans sa lettre comme un véritable contrepoids à une Union panaméricaine perçue comme étant au service des intérêts nord-américains :

> « Il convient de rappeler les efforts que les peuples américains ont consacrés à éviter que l'Union Panaméricaine, créée à Washington en 1889 en tant que simple bureau d'information commerciale, devienne un organisme politique qui placerait les pays latino-américains sous le contrôle ou l'influence du plus puissant d'entre eux. Les États-Unis d'Amérique ainsi que l'Empire britannique sont une menace pour nos peuples et il est à craindre que la période de domination espagnole dont nous nous sommes libérés il y a plus d'un siècle ne se reproduise. Notre défense passe par un rapprochement avec les États européens et une prise de distance ne servirait pas notre cause. […] Si l'Amérique veut atténuer ou limiter les obligations que lui impose le Pacte, en allant jusqu'à mettre en péril l'existence même de la Société des Nations en la limitant à un seul Continent, et qu'elle ne veut ni ne doit constituer un organe politique américain au sein duquel les États-Unis et les grandes nations de l'Atlantique auraient une position hégémonique, on est en droit de se demander : que désire-t-elle ? Dans quelle direction va-t-elle ? Prétend-elle s'éloigner du concert des peuples et, niant les progrès accomplis, s'enfermer dans l'état d'isolement propre aux tribus qui peuplaient ses forêts ?[227] »

Il conclut : « c'est un mirage fatal que celui de croire qu'en Amérique nous pourrions trouver une aide plus puissante et plus efficace que celle que nous offre Genève[228]. »

Il est intéressant de noter que le désir d'hégémonie prêté aux États-Unis par le Chilien l'est aussi aux « grandes nations de l'Atlantique » ; on peut y voir une allusion à peine voilée au Brésil et à l'Argentine. Cela renvoie d'une part aux relations toujours ambiguës entre Brésiliens, Chiliens et Argentins. D'autre part, une telle affirmation vient conforter les analyses de Yannick Wehrli sur les raisons qui ont amené le Brésil à rejeter tout projet de Ligue américaine. Selon cet auteur, dans une telle organisation, Brésil et États-Unis pourraient craindre de se retrouver en minorité face aux républiques hispano-américaines[229]. Quant à l'Argentine, elle continue de défendre des relations privilégiées avec l'Europe[230], refusant de considérer que les nations

---

[226] MRE Chili, SdN 1935, dossier 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures.
[227] *Ibid.*
[228] *Ibid.* : « *Es un fatal espejismo creer que en la América podríamos encontrar una ayuda más fuerte y eficaz que la que nos ofrece Ginebra.* »
[229] Voir Yannick WEHRLI, « Los proyectos de 'Sociedad de Naciones americanas'…
[230] Saavedra Lamas écrit ainsi au gouvernement mexicain, en septembre 1933 : « […] la République Argentine, membre de la Société des Nations, est opposée à toute idée d'un éloignement vis-à-vis du monde européen, sous quelque forme que ce soit. » (cité par Yannick WEHRLI, « Los proyectos de 'Sociedad de Naciones americanas'… »). Dans un article du 31 mars 1938, le *Journal de Genève* revient sur les raisons de cet attachement à l'Europe : « L'Argentine s'est en effet déclarée d'emblée contre l'idée d'une SdN américaine […].

américaines, par leur culture et leur tradition pacifique, forment d'emblée une association[231]. Selon M. D'Aumale, représentant de la France à Bogotá au moment du passage de la mission de la SdN dans cette ville en 1938, au-delà de ces principes de politique internationale, il y a en Argentine une réticence à être mise sur le même plan que les « petits » États latino-américains. C'est en tout cas ce qui ressort d'une conversation avec l'Argentin Luis Podestá Costa :

> « […] la Colombie ne l'a pas du tout impressionné ; il trouve le pays très en retard, malgré les progrès énormes de ces dernières années et ses richesses, encore pour longtemps inexploitables, faute de bons moyens de communication. Il craint aussi d'y voir se développer des problèmes ethniques et n'a pas assez de sarcasmes pour la politique américaniste et isolationniste de l'actuel gouvernement. À l'entendre on sent que l'Argentine se considère comme d'un monde n'ayant rien en commun avec les États indiens et qu'elle considère comme une utopie l'Unité Sud-Américaine : 'Que voulez-vous que nous ayons de commun avec ces gens-là, qui sont d'une autre couleur que nous et dont la capitale est quasi inaccessible, me disait M. Podesta. Il nous est plus facile et plus rapide d'aller à Helsingfors qu'à Bogotá'[232]. »

Sans aller aussi loin, certains diplomates chiliens pensent que de toute manière « […] c'est une utopie de croire que les gouvernements américains aient des orientations similaires en ce qui concerne les questions de politique continentale de première importance[233] ».

Mexique, Argentine, Chili et Brésil se rejoignent donc dans la mesure où chacun, pour des raisons parfois différentes, veut éviter qu'une organisation continentale, que ce soit l'Union Panaméricaine ou une Ligue des Nations américaines, ne dispose de pouvoirs politiques, car

> « en matière de politique, l'hégémonie des États-Unis représente un immense danger, auquel on ne peut opposer que des discours d'amitié dans la mesure où le seul écart de puissance [entre les États-Unis et les États latino-américains], par son importance, rend totalement improbable la fiction d'une égalité entre les États[234] ».

Le Mexique en avait d'ailleurs fait son cheval de bataille lors de la conférence de La Havane en 1928.

L'Argentine avait de nombreuses raisons pour agir ainsi. Une SdN américaine servirait fort la doctrine de Monroe, dont on ne veut rien savoir à Buenos Aires. L'Argentine est dans les meilleurs termes avec la Grande-Bretagne, amitié qui est une tradition politique aussi bien qu'économique. Enfin le ministre des affaires étrangères d'alors, M. Saavedra Lamas, se montrait très favorable à la SdN de Genève. […] Même si le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Cantilo, devait prendre envers la Ligue une attitude de collaboration moins chaleureuse, il n'est nullement certain qu'il serait pour cela favorable à une SdN américaine, laquelle devrait être une association de caractère nettement antifasciste. M. Cantilo passe pour un connaisseur et un ami de l'Italie. Probablement s'en tiendra-t-il à la neutralité en face de la querelle des 'idéologies'. » (AHI, Associação de Nações americanas, 917-14930, Légation brésilienne de Berne, Article du *Journal de Genève*, 31/03/1938, « Une SdN américaine ? »).

[231] Voir Yannick WEHRLI, « Los proyectos de 'Sociedad de Naciones americanas'…

[232] MAE, Correspondance politique et commerciale, n°44, dossier 4, Bogotá, 25/06/1938, Lettre de M. d'Aumale, ministre plénipotentiaire de France à Bogotá, au ministre des Affaires étrangères.

[233] MRE Chili SdN 1927, 1114B, Berne, 20/12/1927, Lettre d'un membre de la délégation chilienne auprès de la SdN à l'amiral José Toribio Merino : « […] *es una utopía pensar que los Gobiernos americanos tengan orientaciones semejantes en los temas primordiales de la política continental.* »

[234] *Ibid.*

Entre régionalisme et universalisme, il n'est pas toujours facile, pour les pays latino-américains, de se frayer une voie susceptible de préserver leurs intérêts et de faire entendre leur voix dans un concert international où l'Europe de la SdN et les États-Unis sont souvent en concurrence. Les projets avortés de Ligue des Nations américaines en sont un exemple, tout comme celui d'Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle.

La conférence de La Havane (1928) et le projet d'Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle

Le projet d'Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle est au départ une idée venue du Brésil : en 1926, un médecin, Xavier de Oliveira, publie une série d'articles dans le *Jornal do Brasil* appelant à la création d'un organe de coopération intellectuelle à l'échelle du continent américain[235].

Lors de la Conférence Panaméricaine de La Havane de 1928, c'est un délégué urugayen, Sr. Callorda, qui en fait la proposition et la délégation argentine le rapport[236]. Une résolution adoptée le 18 février 1828 crée l'Institut. En voici les deux premiers articles, qui en fixent les buts :

> « La Sixième Conférence Internationale des États Américains, statue :
>
> Article 1
>
> 'L'Institut de Coopération Intellectuelle Interaméricain' est fondé, dans le but de soutenir et de développer les activités visant à mettre en œuvre la coopération intellectuelle entre les nations du continent américain, dans les secteurs des sciences, des arts et des lettres.
>
> Article 2
>
> L'Institut de Coopération Intellectuelle Interaméricain devra agir avant tout afin de :
>
> stimuler et développer les échanges de professeurs et d'étudiants des différents pays du continent, qu'ils travaillent à l'Université ou bien dans l'enseignement primaire ou secondaire.
>
> promouvoir dans l'enseignement secondaire ou supérieur de tous les pays signataires, la création de chaires spécifiques, d'histoire, de géographie, de sociologie, de sciences sanitaires et sociales, de droit, principalement de droit constitutionnel et de droit des affaires.
>
> permettre la création d'une ville universitaire, d'une maison des étudiants, dans les pays de l'Amérique. »

Comme on le voit, l'activité de l'Institut est principalement pensée en termes d'échanges scolaires et universitaires, l'éducation apparaissant par conséquent comme le cœur de sa mission. Ce qui le distingue de l'IICI, dont l'œuvre

[235] Nous reviendrons sur les motivations brésiliennes et les réactions suscitées en Amérique latine par le projet de Xavier de Oliveira dans notre chapitre VI.

[236] Nous reviendrons également sur le fait que ce soit la délégation urugayenne, appuyée par la délégation argentine, qui présente le projet, et non la délégation brésilienne.

> « […] a consisté à réunir en assemblées cordiales les représentants du plus haut renom du professorat, des lettres, de la science et de l'art, dans le but de les mettre en contact d'amitiés choisies et de leur offrir l'occasion de discuter en aéropages d'intelligences les thèmes de la culture[237] ».

La résolution instituant le nouvel organisme prévoit en outre que dans les deux ans suivant la conférence, devait se réunir un *Congress of Rectors, Deans and Educators* qui aurait la charge de « prendre en considération la version préliminaire d'un projet préparée par ladite institution [l'Union Panaméricaine][238] et d'élaborer les statuts définitifs de l'institut[239]». Ce congrès a lieu à La Havane, du 20 au 23 février 1930 : les statuts et l'organisation de l'Institut sont alors définis.

L'Institut panaméricain n'a pourtant jamais vu le jour du fait notamment de l'attitude des États américains ; ce projet semble même, selon les mots de Jean-Jacques Renoliet, « susciter une réaction des États latino-américains en faveur de l'OCI et de la SdN[240] ». Il mentionne, pour étayer ses dires, le fait que la Conférence panaméricaine de 1936 a adopté une résolution qui appelle les États d'Amérique latine à créer des commissions nationales. Cela est perçu par le Secrétariat de la SdN comme un moyen d'éviter « la création à Washington ou ailleurs en Amérique d'un Institut continental qui ne ferait que compliquer et peut-être réduire considérablement la coordination dont l'IICI est chargé[241] ».

De fait, les représentants chilien et équatorien ont formulé certaines réticences, comme nous le révèle leur correspondance avec le directeur de l'IICI. Ainsi l'Équatorien Gonzalo Zaldumbide[242], répondant à une demande de Julien Luchaire de lui faire un rapport sur ce qui s'était dit à La Havane, notamment sur la question de la propriété intellectuelle, insiste surtout sur le projet d'Institut Interaméricain. Il relate qu'à l'occasion de la conférence, le délégué urugayen, M. Callorda, a proposé un projet de collaboration universitaire interaméricain « dont l'idée principale était la convocation d'un congrès de recteurs d'université. Pour le reste, il s'était inspiré des statuts, des buts et du fonctionnement de l'Institut de Coopération Intellectuelle, sans le nommer[243] ». Gonzalo Zaldumbide rapporte qu'il « a vainement voulu [s]'opposer à la discussion même dudit projet », en faisant valoir qu' « il ne fallait pas pousser à l'intensification de l'emprise nord-américaine dans le domaine de la culture et de la coopération intellectuelle », car « c'était assez d'avoir à leur livrer le champ de l'action économique et de l'installation matérielle des

---

[237] MAE, SdN, n°1859, Bogotá, 29/11/1936, Lettre du ministre de France à Bogotá à son Excellence M. Yvon Delbos, député, ministre des Affaires étrangères, Article de Max Grillo, paru dans *El Tiempo* le 29/11/1939
[238] Voir le texte du projet en annexe.
[239] *Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America*, …, p. 16.
[240] Jean-Jacques RENOLIET, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 199, p. 255.
[241] *Ibid.*
[242] Voir notice biographique.
[243] AUN, A I 121, 22/07/1928, Lettre de Gonzalo Zaldumbide à Julien Luchaire.

instruments de la civilisation industrielle [illisible][244] ». C'est pourquoi il préconise plutôt de renforcer les liens avec l'IICI :

> « Je montrais combien nous devons rester attachés à l'Europe pour tout ce qui touche à la formation des esprits et au développement de la culture, et comment l'Institut de la SdN suffisait amplement à élargir et coordonner nos aspirations les plus légitimes[245]. »

Le rapport que fait la délégation nord-américaine de cette discussion est plutôt succinct :

> « Il y eut quelques inquiétudes quant à la création d'un Institut de Coopération Internationale, alors même que celui créé par la Société des Nations fonctionnait parfaitement. Ce point fut particulièrement discuté et débattu, en conséquence de quoi il fut décidé qu'un organisme de cette nature devrait voir le jour au nom des Républiques américaines. On recommanda instamment qu'un nom fût choisi pour l'organisation, différent de celui de l'organisme existant, de manière à ne pas confondre les deux. Après quelques hésitations, le nom d'Institut de Coopération Intellectuelle Interaméricain' fut retenu et adopté[246]. »

La prise de position de Gonzalo Zaldumbide ne semble donc pas, sur le moment, porter ses fruits, comme il l'indique lui-même :

> « On me répliquait que le but essentiel de ce nouvel organe serait d'accroître les relations intellectuelles de nos républiques entre elles plutôt qu'avec les États-Unis […]. Je ne pouvais pas faire échec à un projet qui se montrait si plein de bonnes intentions et dont on niait, ou on ne voulait pas voir, les dangers[247]. »

Eugène Pépin, ancien jurisconsulte auprès du Quai d'Orsay et chargé de mission pour les conférences panaméricaines, présent à La Havane en 1928, est pourtant convaincu que l'intervention du délégué équatorien a été importante, permettant de sauvegarder les intérêts de l'IICI et ceux de la France :

> « Grâce aux efforts de M. Zaldumbide, ministre de l'Équateur à Paris et Président de la Commission, les proportions de cet Institut ont été réduites afin qu'il ne puisse porter atteinte aux prérogatives de l'Institut de Paris ; il obtint également que l'étude du français et de la littérature française fût maintenue dans le programme de cet organisme[248]. »

Face à l'inquiétude des dirigeants de l'IICI, et des diplomates français, de voir se concrétiser un projet qui serait en concurrence directe avec l'organisme parisien, Gonzalo Zaldumbide n'est pas le seul Latino-Américain à essayer de les rassurer. Ainsi, en 1930, Francisco Walker Linares, cheville ouvrière de la commission chilienne de coopération intellectuelle, se félicite que celle-ci ait vu le jour « avant la constitution d'une commission adhérente à l'Union Panaméricaine d'accord avec le Congrès de La Havane[249] » et d'avoir obtenu que « les deux délégués

---

[244] *Ibid.*
[245] AUN, A I 121, 22/07/1928, Lettre de Gonzalo Zaldumbide à Julien Luchaire.
[246] *Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America*, …, p. 13.
[247] *Ibid.*
[248] MAE, Correspondance politique et commerciale n°199, 28/02/1928, Eugène Pépin au Ministre des Affaires étrangères.
[249] AUN, A III 46, Santiago, 28/10/1930, Lettre de Francisco Walker Linares au directeur de l'Institut.

universitaires chiliens à ce Congrès, M. Irribaren et Molina fassent partie de notre commission[250] ».

L'idée d'un Institut panaméricain ressurgit en 1936, à l'occasion de la Conférence Interaméricaine de Buenos Aires. La Colombie présente en effet un projet dans ce sens, relayant une initiative du PEN Club de Bogotá, suscitant à nouveau inquiétude – et mépris – en France, comme le montre cet extrait d'une lettre du représentant français à Bogotá :

> « Parmi les mesures que doit préconiser la Colombie à la Conférence Interaméricaine de Buenos Aires figure la création d'Institut de Coopération Intellectuelle Panaméricain. On pouvait voir là de sa part une nouvelle tentative pour se séparer de l'Europe et la sympathie médiocre que le Président López[251] éprouve pour une culture, dont il n'a que d'incohérents reflets, et que sa formation empirique ne lui permet guère d'apprécier, était de nature à inspirer des craintes assez fondées à cet égard[252]. »

Une fois de plus, on trouve des Latino-Américains sceptiques quant à la pertinence d'une telle réalisation et prêts à défendre l'IICI. Ainsi de l'article, paru le 29 novembre 1939, écrit par le Colombien Max Grillo[253] dans le journal *El Tiempo*, véritable défense et illustration de l'IICI et de la France :

> « À la suite de la guerre mondiale et lors de cette parenthèse de paix représentée par l'organisme juridique de la Société des Nations, le pays qui a recueilli dans l'âge moderne, comme aucun autre entre les Latins, l'héritage de la culture antique, créa, à titre de dépendance de la Société, l'Institut International de Coopération Intellectuelle dont la labeur resplendit avec une lumière d'inaltérable sérénité au milieu du désordre et de l'inquiétude qui dominent l'esprit des nouvelles générations. Formidable tâche que celle qu'a réalisée l'Institut qui fonctionne à Paris. Dans tous les champs de l'activité intellectuelle il est intervenu[254]. »

Il ajoute cependant :

> « L'initiative du P.E.N. Club de Bogotá de suggérer à la Conférence de Buenos Aires par l'intermédiaire des Délégués colombiens la création d'un Institut Intellectuel américain avec siège dans une cité d'origine hispanique, mérite l'applaudissement des associations semblables qui existent dans le Continent.
>
> L'Amérique est appelée à maintenir les valeurs de culture menacées aujourd'hui dans les nations européennes par le choc sanglant d'intérêts antagonistes qui ont déjà mis une fois en péril la civilisation de l'Occident[255]. »

---

[250] *Ibid.*

[251] Il s'agit d'Alfonso López Pumarejo (1886-1959) qui fut président de la Colombie entre 1934 et 1938, puis de 1942 à 1945. Voir Eduardo ZULETA ANGEL, *El presidente López Pumarejo*, Bogotá, Ediciones Gamma 1986.

[252] MAE, SdN, n°1859, Bogotá, 29/11/1936, Lettre du ministre de France à Bogotá à son Excellence M. Yvon Delbos, député, ministre des Affaires étrangères, Article de Max Grillo, paru dans *El Tiempo* le 29/11/1939.

[253] Maximiliano Grillo (1868-1949), écrivain et diplomate colombien, était connu pour sa francophilie. Il est, entre autres, l'auteur d'un article intitulé « Augusto Sandino, héroe de Hispanoamérica » (publié dans la revue *Repertorio Americano*, tomo XVI, n°21, 1928), véritable tribune contre l'impérialisme nord-américain. Voir http://wwww.banrepcultural.org/book/export/html/73127 (site consulté le 14/03/2012).

[254] MAE, SdN, n°1859, Bogotá, 29/11/1936, Lettre du ministre de France à Bogotá à son Excellence M. Yvon Delbos, député, ministre des Affaires étrangères, Article de Max Grillo, paru dans *El Tiempo* le 29/11/1939.

[255] *Ibid.*

La francophilie et l'attachement à l'Europe manifestés par Max Grillo ne l'empêchent donc pas d'être lucide quant à la situation de l'Ancien Monde et le souvenir de la Première Guerre mondiale est encore bien présent.

Il n'est pas le seul à témoigner de sa fidélité au Vieux continent : Antonio Aita, de la commission argentine de coopération intellectuelle, met également en valeur son action contre un projet perçu comme la traduction d'une volonté d'éloignement par rapport à l'Europe :

> « Je crois, sans vanité aucune, avoir évité la dispersion des efforts qu'aurait entraînée la création de l'Institut Ibéro-américain de Coopération intellectuelle, proposée par le gouvernement colombien lors de la Conférence de la Paix de 1936 et qui aurait constitué un motif supplémentaire d'éloignement vis-à-vis de Paris et de Genève[256]. »

C'est en effet bien cela qui est en jeu, et qui explique que l'Institut n'a finalement pas vu le jour. Cette inquiétude est exprimée dès la Conférence de La Havane, comme le révèle ce passage du rapport de la délégation nord-américaine :

> « Il y eut tout de même un dernier doute quant à la présence dans le nom retenu d'Interaméricain', ce qui aurait pu apparaître comme limitant ses activités, le nom lui-même interdisant un plus large spectre, alors même que la République des Lettres ne connaît pas de frontière[257]. »

Ces paroles ne rassurent pas pour autant Gonzalo Zaldumbide, qui écrit :

> « […] Sans doute, le panaméricanisme intégral tend à nous détacher de l'Europe. Mais les États-Unis mettent une grande discrétion dans leurs avances sur certains domaines et se garderont bien d'empiéter trop brusquement sur les intellectuels et sur la jeunesse[258]. »

Chargé de faire un rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine lors de la Conférence générale des commissions nationales qui se tient à Paris en 1937, le président de la Commission Brésilienne de coopération intellectuelle ne pouvait passer cette question sous silence :

> « La Sixième Conférence de La Havane avait adopté une résolution dans le sens de la création d'un Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle. Au moment de l'organisation effective de cet Institut en 1930 on s'est demandé quelle serait sa signification réelle et on s'est posé la question de savoir s'il ne représenterait pas un mouvement de séparation, de formation indépendante d'une coopération intellectuelle exclusivement américaine en dehors du grand mouvement international[259]. »

Plus loin il ajoute *:* « On se souvient qu'au moment de sa création il y a eu un commencement d'inquiétude au sein de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle et que l'on a même parlé d'un mouvement séparatiste[260] ». Miguel Osório de Almeida se garde bien d'émettre un jugement et se contente d'une appréciation très évasive qui ne l'engage ni lui ni le pays qu'il

---

[256] AUN, A III 37, Buenos Aires, 16/06/1939, Lettre d'Antonio Aita à Dominique Braga.
[257] *Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America…,* p. 13.
[258] AUN, A I 121, 22/07/1928, Lettre de Gonzalo Zaldumbide à Julien Luchaire.
[259] AUN, A III 56, « Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine. Ses débuts, son évolution, son organisation », par Miguel Osório de Almeida, prononcé à l'occasion de la Conférence Générale des Commissions nationales de coopération intellectuelle, juillet 1937.
[260] *Ibid.*

représente : « […] C'est très difficile de voir clair dans des questions de cet ordre, et nous ne savons pas s'il y a même en Amérique beaucoup d'hommes capables de bien définir les choses dans ce domaine[261] ».

En 1928, à l'issue de la Conférence de La Havane, Eugène Pépin oscille entre pessimisme et espoir quant à la possibilité, pour les pays latino-américains, de maintenir une certaine équidistance entre les États-Unis et l'Europe :

> « […] toutes les Républiques latino-américaines ont trop besoin de l'aide financière des États-Unis pour faire preuve d'une large indépendance […].
>
> On comprend pourquoi les États-Unis s'efforcent par la création d'organismes purement américains, d'attirer et de maintenir dans leur orbite les autres pays du continent, en cherchant à les détacher de l'emprise européenne et à réduire leurs liens avec le reste du monde. Telle est la raison de la création d'un Institut d'histoire et de géographie américaines, d'un Institut de coopération intellectuelle américaine, […], etc. Mais les Républiques américaines se sont aperçues du danger ; elles ne peuvent oublier que l'Europe est également un de leurs clients.
>
> […]
>
> Cette aspiration des États-Unis à une direction générale trouve son expression dans les efforts tentés en vue d'organiser le panaméricanisme. Avec son secrétariat, son Conseil Directeur, ses conférences périodiques, en attendant sa Cour de justice, l'Union panaméricaine cherche à s'opposer à la Société des Nations. Mais les Républiques latino-américaines, au cours de la dernière Conférence, ont compris d'une manière encore plus claire que leur véritable moyen de s'opposer à l'absorption américaine était de s'attacher davantage à la Société des Nations[262]. »

Cette analyse est valable pour la fin des années 1920, mais l'est-elle encore à la fin de la décennie suivante ? La Société des Nations fait de moins en moins figure de contrepoids à l'influence croissante des États-Unis et la politique de bon voisinage mise en œuvre par Roosevelt change la donne. Les relations avec l'IICI sont donc moins stratégiques. La défense dont néanmoins il bénéficie encore révèlerait donc d'une part que les liens intellectuels avec la France et l'Europe, même redéfinis, continuent de faire sens pour un certain nombre d'intellectuels, et d'autre part que les réseaux mis en place sous son égide sont suffisamment solides et intéressants pour qu'on veuille les maintenir. L'hypothèse que nous défendrons dans notre chapitre VI est que ces réseaux ont été réinvestis par les intellectuels latino-américains qui en faisaient partie, selon des considérations et des thématiques propres au sous-continent, ce qui expliquerait que, malgré son eurocentrisme et le caractère parfois trop élitiste de son activité, l'IICI ait conservé des appuis dans le sous-continent.

---

[261] *Ibid.*

[262] MAE, Correspondance politique et commerciale n°199, 28/02/1928, Eugène Pépin au Ministre des Affaires étrangères.

L'Amérique Latine, trait d'union entre l'Europe et les États-Unis ?

Quand l'Amérique latine prône le rapprochement entre l'UPA et la SdN

> « [...]Toute coopération entre les deux organisations devraient leur être profitable à l'une comme à l'autre, de sorte qu'il n'y a pas de raison qu'elles ne puissent pas dans les faits, se compléter et se soutenir l'une l'autre sur le plan technique, social, intellectuel, humanitaire ou scientifique[263]. »
>
> « Pour nous Américains, la coopération entre les deux continents est un *devoir* des plus actuels et des plus impérieux. Elle est à la base du panaméricanisme politique dont les caractéristiques à l'égard de l'Europe se résument dans les mots de liberté, égalité, coopération. […] Coopérer avec l'Europe est non seulement une aspiration, un désir, c'est un devoir inéluctable et auquel les États de l'Amérique ne veulent pas faillir[264]. »

Nous avons vu qu'assez rapidement s'était posée la question des relations entre La SdN d'une part et le panaméricanisme d'autre part, et qu'entre régionalisme et universalisme il était parfois difficile de choisir pour les pays latino-américains. C'est pourquoi l'on trouve un certain nombre d'appels ou de propositions visant à faire en sorte que l'Union Panaméricaine et l'organisme genevois collaborent afin d'harmoniser un certain nombre de questions traitées par les deux institutions. Le Chilien Alejandro Alvarez est l'un de ceux qui met le plus l'accent sur ce thème, soulignant les problèmes que l'existence de deux organismes internationaux sans lien entre eux peut engendrer pour les pays latino-américains qui sont membres des deux :

> « […] au point de vue politique, les Conférences Panaméricaines, de quelque nature qu'elles soient, fonctionnent avec une entière indépendance de la SdN, et s'ignorent réciproquement […]. Cela est d'autant plus regrettable que l'on traite souvent dans ces Conférences des questions qui rentrent dans le domaine de la Société de Genève. De la sorte, non seulement il n'y a pas de coopération entre les deux continents mais les deux Sociétés des Nations peuvent, sur un même sujet, arriver à des solutions divergentes, sinon contraires, mettant dans une situation difficile les États d'Amérique latine qui font partie des deux Sociétés, et contribuant à créer un malaise dans les rapports internationaux. Une conséquence qui se dégage nettement des considérations précédentes est qu'à l'avenir, il faut qu'un lien existe entre la Société de Genève et l'Union Panaméricaine[265]. »

---

[263] Warren H. KELCHNER, *Latin American relations with the League of Nations*, Boston, World Peace Foundation, 1930, p. 8.
[264] Alejandro ALVAREZ, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve Session de l'Union Juridique Internationale, juin 1926, p. 74.
[265] *Idem*, p. 59

La conférence interaméricaine de Santiago, qui a lieu en 1923, est la première occasion, depuis la naissance de la SdN, pour les Latino-Américains de mettre en avant le nécessaire rapprochement des deux organismes. Ainsi, lors de la IVe Assemblée de la SdN, le 11 septembre 1923, Alejandro Alvarez soulève ce problème. Il évoque notamment la prochaine conférence sur les formalités douanières, organisée sous l'égide de la SdN :

> « Il me semble que les membres américains de la Société des Nations pourront apporter leur concours précieux à cette conférence. En effet, la question des formalités est une de celles que la Conférence panaméricaine de Santiago a traitées avec le plus grand succès, puisque fut conclue la signature de la Convention par laquelle les 18 États américains représentés à la Conférence s'engagent à procéder à l'échange permanent d'informations relatives aux lois, décrets et réglementations sur l'importation et exportation de marchandises et sur la réception ou l'envoi de bateaux[266]. »

Plus loin, il souligne que les mêmes problèmes son étudiés par les deux institutions :

> « […] Permettez-moi, messieurs, de faire remarquer devant cette Assemblée que, d'un point de vue économique, la Conférence panaméricaine de Santiago a permis de résoudre certains problèmes qui sont justement en cours d'étude à la Société des Nations. […] Mises à part les conclusions auxquelles à abouti la Conférence panaméricaine, les actes et rapports de sa Cinquième commission, chargée de l'étude de toutes les questions économiques et financières, sont des documents de grand intérêt pour les activités du Comité financier et du Comité économique de la Société des Nations. […] Concernant les questions d'hygiène, l'action de la Société des Nations a adopté une voie analogue à celle de la Conférence panaméricaine au cours de la dernière année[267]. »

Alejandro Alvarez termine son discours par un vibrant plaidoyer en faveur d'une telle coopération, insistant une fois de plus sur ce que le continent américain peut apporter à la SdN :

> « […] Avant toute chose, je voudrais souligner à quel point cette unité morale des 21 Républiques qui composent le continent américain apparaît en parfaite communion avec les idéaux généreux et les fins essentielles de la Société des Nations. Ils sont tellement analogues, messieurs, les problèmes qui nous occupent ! À quel point convergent, quand bien même nous voudrions les séparer, les activités de l'Union panaméricaine et celles de la Société des Nations, portées vers la même finalité suprême : améliorer les conditions de la vie humaine et consolider la paix dans le monde !![268] »

Lors de la VIe assemblée de 1925, c'est le président de la délégation chilienne, Emilio Bello, qui intervient dans le même sens, cette fois-ci en lien avec la question de l'arbitrage et de la solution pacifique aux différends entre États. Il expose ce qui a été fait en ce sens lors de la Conférence de Santiago[269] et suggère que cela soit étudié par la SdN :

---

[266] MRE Chili, *Memorias*, 1923-1926, p. 436.
[267] *Idem*, p. 438-439.
[268] *Idem*, p. 439.
[269] *Idem*, p. 454 « La Convention adoptée à la Conférence panaméricaine de Santiago, par l'initiative d'un éminent représentant du Paraguay, prévoit pour les différends qui pourraient surgir entre les parties contractantes qui ne seraient pas soumises au principe d'arbitrage en vertu des traités en vigueur, l'engagement de les soumettre à des Commissions d'investigation devant émettre un rapport préliminaire sur les causes et la nature du conflit, les parties engagées ne pouvant entretemps procéder à aucune forme de mobilisation ou concentration de troupes, ni entreprendre des actes d'hostilité ou en vue de futures hostilités entre eux. Une période de six mois est également prévue, une fois connu le contenu du rapport, pour rouvrir les négociations afin de trouver une solution au différend, compte tenu des conclusions dudit rapport. »

> « Ce recours pacifique, complémentaire à l'arbitrage, est déjà incorporé dans un accord continental et mérite d'être pris en compte par la Société des Nations, en tant que contribution du continent américain à la résolution du problème de la paix mondiale qui constitue l'objectif primordial de ses activités[270]. »

Il est intéressant de voir comment sont perçus ces appels en Europe, et notamment en France. Un article paru le 10 octobre 1922 sous le titre « L'Union Panaméricaine et la Société des Nations », commente ainsi le fait que, sur l'initiative de M. Barbosa Carneiro, membre de la délégation brésilienne, l'Assemblée de Genève a voté une résolution tendant à une coopération technique de la SdN avec la Conférence de Santiago :

> « La Conférence de Santiago peut élaborer une formule qui permette de concilier le pacte de la Société avec la conception nord-américaine et, par leur adaptation l'une à l'autre, d'assurer l'entrée des États-Unis, avec tous les pays de l'entente régionale de Monroe, dans le sein d'une Société des Nations dont la constitution réponde enfin aux vues et aux aspirations de tous les peuples et groupe l'unanimité des États civilisés dans cette union universelle pour le droit et la paix[271]. »

C'est donc moins le rapprochement, ainsi que le rôle et la place de l'Amérique latine dans le concert international qui fait l'objet d'un commentaire, que la position des États-Unis vis-à-vis d'une SdN considérée comme affaiblie par leur absence.

On voit ressurgir le thème de la coopération entre SdN et système interaméricain à l'occasion de la XVe Assemblée de la SdN, en septembre 1934. La délégation colombienne adresse alors une lettre au Secrétaire général pour soumettre à la considération de l'Assemblée un projet visant à inscrire cette question dans le programme de l'Assemblée de 1935. L'argument avancé par les Colombiens repose sur l'idée que « l'établissement de liens réguliers et permanents entre la Société des nations et l'Union panaméricaine contribuerait efficacement à la consolidation de la paix et au renforcement de l'empire du droit dans les relations internationales[272] ». La délégation colombienne suggère que, pour cela, soit désignée une commission qui

> « chercherait en particulier à ce que ces deux grandes Organisations confient à des observateurs la tâche de suivre les travaux de l'autre, tout en s'efforçant d'élaborer des grands principes de droit international qui leur soient communs.[273] ».

Jesús María Yepes, juriste et membre de la délégation colombienne, se penche également sur cette problématique à propos de la Guerre du Chaco. Selon lui,

> « La guerre du Chaco se serait terminée bien plus tôt si la Société des Nations et l'Union panaméricaine s'étaient entendues, plutôt que de se faire mutuellement obstacle dans leur action pacificatrice.[274]. »

---

[270] *Ibid.*
[271] MAE, Correspondance politique et commerciale, n°1, Article du 08/10/1922, « L'Union Panaméricaine et la Société des Nations » (nous n'avons pu identifier le titre du journal dans lequel est paru cet article).
[272] MRE Chili, *Memorias*, 1934, p. 291.
[273] *Idem*, p. 292.
[274] *Idem*, p. 292.

Ce rapprochement est également souhaité dans le domaine de la coopération intellectuelle. On a ici l'exemple du Brésil qui, à travers Elyseu Montarroyos, délégué d'État auprès de l'IICI, se pose en intermédiaire privilégié entre l'Europe et l'Amérique, selon des considérations qui ne sont pas dénuées d'arrière-pensée. Faire endosser ce rôle au Brésil aurait en effet pour conséquence de renforcer son « autorité morale » auprès des autres pays latino-américains, de susciter leur confiance, et de le poser du coup comme un acteur de premier plan aux yeux des dirigeants de l'OCI.

C'est dans cette perspective qu'Elyseu Montarroyos propose à Afrânio de Melo Franco[275] en 1933, puis à José Carlos de Macedo Soares[276] en 1934, de participer à la collection « Correspondance » de l'Institut. À Afrânio de Melo Franco il suggère de traiter les thèmes suivants : « la collaboration entre les nations d'Amérique et celles d'Europe pour l'organisation de la paix », ou alors « comment faut-il orienter les relations entre les républiques du continent américain afin qu'elles contribuent à la stabilité de la paix universelle », ou encore « concours entre le Panaméricanisme et la SdN[277] ». À Macedo Soares il propose un sujet qui concerne « les relations entre les pays américains et ceux des autres continents ou la contribution que le panaméricanisme peut apporter à l'organisation de la paix universelle[278] ». Ainsi le Brésil se présenterait à la fois comme le chantre du panaméricanisme et comme un allié précieux de la SdN, alors même qu'il n'en est plus membre. On pourrait d'ailleurs y voir une sorte de revanche : l'organisation genevoise se rendrait alors compte de ce qu'elle a perdu en n'accordant pas de siège permanent à un pays aussi zélé dans le travail de maintien de la paix. Ce serait aussi une manière de lui faire comprendre que son européocentrisme n'est plus tenable et qu'il est temps de regarder vers le Nouveau Monde, susceptible de lui apporter le souffle qui lui fait cruellement défaut.

[275] Afrânio de Melo Franco (1870-1943), ancien ambassadeur du Brésil auprès de la SdN, est ministre des Relations extérieures de 1930 à 1934.
[276] José Carlos de Macedo Soares (1883-1968) est ministre des Relations extérieures de 1934 à 1936.
[277] AHI, 78/3/13, 13/05/1933.
[278] AHI, 78/3/13, 03/10/1934.

L'Institut international de Coopération Intellectuelle et l'Union Panaméricaine : de la méfiance à la collaboration

La place des États-Unis, acteur à ménager

Avant d'aborder la question des relations entre l'Institut et l'organisation panaméricaine, il faut au préalable avoir à l'esprit le rôle et la place des États-Unis au sein des relations internationales en général, et de la coopération intellectuelle en particulier.

Même si c'est presque devenu un lieu commun, il faut rappeler à quel point la Première Guerre mondiale a bouleversé les équilibres internationaux, en particulier la domination européenne. L'Europe, ancienne créancière du monde, devient débitrice : les États-Unis détiennent désormais une créance globale de quelque 12 milliards de dollars sur le Vieux continent, dont près des trois quarts sur le Royaume-Uni et la France. Par ailleurs, la concurrence américaine sur le plan industriel est devenue, grâce aux besoins européens pendant la guerre, redoutable dans presque toutes les branches. Enfin, les pays de l'Entente sont redevables de leur victoire envers les Américains, dont l'appui, humain et matériel, a été décisif. Ce bref rappel est nécessaire pour comprendre que les démocraties européennes peuvent difficilement tenir tête aux États-Unis. Leur non-participation à la SdN est un handicap majeur pour l'organisation genevoise, dont la légitimité et l'efficacité se trouvent de la sorte diminuées.

C'est pourquoi l'appui des Américains aux travaux de l'IICI est très important et doit être conservé à tout prix, pour un motif de prestige et de crédibilité, mais aussi pour des raisons financières. Les États-Unis ne subventionnent peut-être pas l'Institut, mais en revanche, la Dotation Carnegie et la Fondation Rockfeller participent de plus en plus massivement au financement de ses comptes spéciaux. Si la Dotation Carnegie ne le fait pas régulièrement (en 1932, 1936, 1938 et 1939), la Fondation Rockfeller, elle, apporte une contribution chaque année : de 25 524 francs en 1932 à 2 871 304 francs en 1939, soit une somme plus importante que la subvention française – de 2 204 000 francs cette année-là[279]. Le fait de ne subventionner que les comptes spéciaux n'est pas anodin : les donateurs choisissent ainsi les projets qui bénéficient de

[279] Voir Jean-Jacques RENOLIET, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 208-209. Voir également Ludovic TOURNÈS, *La philanthropie américaine et l'Europe : contribution à une histoire transnationale de l'américanisation*, Mémoire de recherche présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, dirigé par Robert Frank, Université Paris I Panthéon Sorbonne, 2008, chapitres X et XII et Katharina RIETZLER, « Experts for Peace. Structures and Motivations of Philanthropic Internationalism in the Interwar Years », *in* Daniel LAQUA (ed.), *Transnationalism reconfigured. Transnational Ideas and Movements between the World Wars*, Londres, I.B. Tauris, 2011, p. 45-65.

leur apport financier, acquérant de cette manière une sorte de contrôle sur l'Institut et définissent des priorités. L'augmentation régulière des dons ne fait qu'accentuer cet état de fait. Faut-il voir dans la nomination de M. Shotwell, professeur d'histoire à l'Université de Columbia et directeur de la section Sciences économiques et historiques de la Dotation Carnegie, comme membre de la CICI en 1932, une coïncidence ? C'est en effet à partir de cette date que cette institution, ainsi que la Fondation Rockfeller, commencent à subventionner l'Institut. Lorsque Zimmern, sous-directeur de l'Institut, se rend aux États-Unis en 1925, il est tout à fait explicite sur les motivations de son voyage : d'une part il considère que les relations avec ce pays sont « plus importantes que celles que nous pouvons entretenir avec n'importe quel autre pays[280] » ; d'autre part, il met en avant le fait qu' « il existe aux États-Unis de grandes fondations disposant de sommes considérables qui sont consacrées à l'entente internationale et à la coopération intellectuelle[281] », représentées au sein de la commission nord-américaine de coopération intellectuelle qui s'est créée en 1925.

La Conférence Permanente des Hautes Études Internationales, organisée sous l'égide de l'IICI, est ainsi en grande partie financée par la Fondation Rockfeller, comme le montre cette mention dans la revue *L'année de la Coopération Intellectuelle de 1938* :

> « La Fondation Rockfeller, en-dehors de la généreuse contribution accordée à l'Institut, a soutenu, en cours d'année, par des allocations complémentaires, un grand nombre de comités et de centres nationaux, leur permettant de couvrir ainsi des dépenses de secrétariat, de voyage, de traductions, et de donner des honoraires à de jeunes chercheurs[282]. ».

Il s'agit en permanence de rassurer les États-Unis sur le bien-fondé de l'Institut vis-à-vis duquel les milieux intellectuels américains ont, selon Zimmern, « […] une attitude d'attente, de sympathie, mais non pas encore d'absolue confiance. ». Il ajoute : « il y a eu des préjugés, des malentendus, même des soupçons, comme ceux qui avaient trait à l'intrusion, dans nos travaux, d'influences politiques[283] ». En fait, l'IICI ne suscite pas l'enthousiasme des États-Unis qui, déjà rivaux des Européens en Amérique latine sur les plans économique et financier, voient celui-ci comme un obstacle à leur volonté d'étendre leur influence sur le plan culturel[284].

Ce qui précède nous permet de comprendre que l'IICI a tout intérêt à entretenir de bons rapports avec les États-Unis, et donc avec toutes les institutions auxquelles ils participent. Compte tenu de ce que nous avions dit au sujet de leur rôle au sein de l'UPA, on comprend que

---

[280] Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 246.
[281] *Ibid.*
[282] *L'année de la Coopération Intellectuelle*, 1938, p. 9-10.
[283] Cité par Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 246.
[284] *Idem*, p. 247.

l'OCI ne peut qu'apporter sa coopération aux activités de cette organisation quand cela lui est demandé.

Les relations entre l'IICI et l'UPA, entre cordialité et méfiance

Les relations entre l'IICI et l'Union Panaméricaine démarrent par un échange de bons procédés. Dès 1925, le directeur du Bureau de l'UPA[285] à Washington écrit une lettre[286] à Julien Luchaire pour l'informer qu'il a reçu le plan général d'organisation de l'IICI et qu'il l'a lu « avec grand intérêt ». Il apprécierait qu'on lui fasse parvenir les publications de l'Institut ; l'établissement de contacts suivis entre les deux organisations serait des plus bénéfiques. Julien Luchaire[287] répond que ce désir est partagé et qu'il espère que l'Institut pourra contribuer à la tâche de l'UPA. Il joint à ce courrier un certain nombre de documents concernant l'Institut.

La proposition de Luchaire a été entendue et, à partir de ce moment, l'UPA va solliciter souvent l'institution parisienne. Ainsi, Leo S. Rowe demande-t-il à Luchaire, en décembre 1926, s'il lui serait possible de lui communiquer les noms des membres des Commissions Nationales des pays d'Amérique latine[288]. Ce à quoi ce dernier répond par l'affirmative[289]. Il n'est pas rare non plus que ce soit l'Institut qui soit demandeur[290]. Cependant, on remarque que les demandes de l'UPA sont souvent très précises et peuvent être très utiles pour servir ses propres buts.

Suite à l'annonce, lors de la Sixième Conférence panaméricaine de La Havane de 1928, du projet de création d'un Institut Panaméricain de Coopération Intellectuelle (IIACI), Heloïse Brainerd, chef du service de l'Éducation de l'UPA, écrit à Alfred Zimmern, directeur adjoint de l'IICI :

> « Dans la mesure où les projets d'organisation d'un IIACI connaissent un certain développement […], je vous écris […] pour vous demander quelles sont selon vous les activités de l'Institut les plus fructueuses. Il y a beaucoup de directions dans lesquelles un Institut régional comme celui qui est proposé peut développer son travail, mais comme il sera sans doute limité en moyens et en personnel, nous aimerions qu'il ne prenne en charge que les perspectives qui promettent le plus de résultats, et souhaitons par conséquent bénéficier de votre expérience[291]. »

---

[285] C'est le titre qui figure sur l'en-tête du courrier ; il est difficile de savoir à quel poste cela correspond exactement.
[286] AUN, A XI 11, 10/11/1925.
[287] AUN, A XI 11, 27/11/1926.
[288] AUN, A XI 11, 21/12/1926.
[289] AUN, A XI 11, 13/01/1927.
[290] AUN, A XI 11, Lettre de Prezzolini, chef du service d'information de l'IICI, au directeur de l'UPA : l'IICI désirerait recevoir plus régulièrement les publications de l'UPA. Là encore, la réponse est positive.
[291] AUN, A XI 11, 22/01/1929.

Ce passage est intéressant à bien des égards. Tout en ne cachant pas que le futur Institut veut copier celui de Paris, Heloise Brainerd en minimise la portée : pour rassurer Zimmern ? Par ailleurs, en sollicitant les conseils du directeur adjoint de l'IICI, pour s'inspirer de « l'expérience » de celui-ci, elle le place dans la position d'aîné, d'éclaireur. Comment dès lors refuser d'accéder à sa demande ? Or celle-ci n'est pas anodine : en indiquant aux organisateurs du futur Institut américain les activités « les plus fructueuses » menées par l'IICI, Zimmern leur fournirait les moyens de concurrencer efficacement l'organisation genevoise. Il faut cependant rappeler qu'en 1929, l'Institut n'a que trois ans d'existence. Peut-il réellement avoir l'expérience suffisante pour décider de ce qui est ou non le plus efficace ? On peut donc voir aussi cette première demande comme une manière d'amadouer Zimmern. Car telle n'est pas la seule requête présentée par Heloïse Brainerd : « Un autre point sur lequel j'aimerais avoir des informations concerne les étudiants originaires de pays latino-américains qui étudient en Europe[292]. » Ce qui l'intéresse c'est « de savoir ce qui est fait pour attirer ces étudiants dans les centres européens, et par le biais de quels organismes[293] ». Dans quel but demander ce type d'informations si ce n'est pour mettre en place des dispositifs à même de se placer en alternative au « modèle » européen ? Voici le texte qui, dans le numéro d'août 1929 de la revue *La Coopération Intellectuelle*, accompagne l'annonce du projet d'Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle :

> « La CICI prend acte avec intérêt du projet de création d'un Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle. La Commission se plaît à y voir un résultat des efforts réalisés pour développer l'esprit de coopération internationale, constate avec plaisir que le programme envisagé pour le nouvel Institut rentre dans le cadre des travaux entrepris par l'OCI mise en œuvre par la SdN, et espère que dans ce cadre, conçu du point de vue universel, la collaboration avec l'Institut Interaméricain sera fructueuse à l'œuvre de coopération intellectuelle[294]. »

Derrière la cordialité des propos, on peut néanmoins déceler la volonté de ne pas perdre le premier rôle en matière de coopération intellectuelle, en rappelant que la SdN – et donc l'Europe – a été la première à prendre une initiative d'envergure dans ce domaine. Habilement, le projet américain est présenté comme découlant de l'organisation européenne. Cette précaution est significative de la crainte de la CICI de voir les États-Unis régner sans partage sur le continent américain par le biais de cet Institut qui, à bien des égards, fait doublon avec l'IICI, et se pose, sans le dire, en concurrent, comme le dévoile la lettre d'Heloïse Brainerd.

---

[292] *Ibid.* Ces informations seraient : « a) notamment les statistiques existantes relatives aux effectifs, et si ces dernières ne sont pas complètes, l'évaluation de quelqu'un au fait de ces questions ; par ailleurs, b) la proportion dans laquelle ces étudiants Latino-Américains reçoivent une aide financière, que celle-ci provienne de gouvernements européens, d'universités ou d'organisations internationales. »

[293] *Ibid.* : « *To know how much is being done to attract these students to european centers, and by what agencies* »

[294] *La Coopération Intellectuelle*, septembre 1929, p. 601.

En juin 1928, le secrétariat de la CICI fait parvenir à Luchaire un rapport[295] sur les résolutions adoptées par la dernière Conférence de La Havane, « des résolutions qui vous intéressent de très près ». L'auteur du rapport s'explique : « Je me permets d'attirer tout particulièrement votre attention sur celle qui indique les démarches faites en vue de la création d'un Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle ». Ces quelques lignes, qui ne contiennent aucun commentaire, sont pourtant lourdes de sous-entendus quant à la portée d'une telle résolution. Oprescu, secrétaire général de la CICI, écrit peu après[296] à Luchaire au sujet de ce projet : « Les Américains désirent copier en tout l'activité de la CICI et d'ici deux ans ils veulent créer un Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle ». Il ajoute : « Je prépare en ce moment un mémorandum au sujet des différentes questions traitées par la SdN et dont l'UPA tire avantage ». Dès le début les responsables de l'OCI sont donc conscients du danger que peut représenter un tel Institut. Néanmoins, c'est au début la voie de la prudence qui est choisie. Ainsi, au courrier de l'Équatorien Gonzalo Zaldumbide lui faisant part de ses craintes quant à la création d'un tel organisme, Luchaire répond :

> « Grâce à vous je vois clairement ce qui s'est passé et je comprends que nous ne pouvons donner au projet d'un Institut intellectuel panaméricain une interprétation qui n'est nullement contraire aux intérêts de la coopération intellectuelle générale[297]. »

Le projet d'organisation de l'IIACI[298] révèle en effet que son organisation est calquée sur celle de l'Institut. Il serait en effet composé d'un « *central coordinating office* », qui aurait un directeur, « assisté par une équipe de techniciens et de chargés d'écriture[299] », et de « Conseils Nationaux de Coopération Intellectuelle dans chaque République d'Amérique[300] ». Ces « Conseils Nationaux » seraient constitués de représentants des universités et des « autres institutions d'enseignement supérieur, des académies, des associations, des instituts, des musées, des bibliothèques et autres organismes similaires dédiés au progrès des arts, des lettres et des sciences […][301] ». On aura reconnu le principe des commissions nationales, le « *central coordinating office* » remplissant le rôle de l'IICI. N'y a-t-il pas un risque que les commissions nationales disparaissent ou soient vidées de leur sens et de leur contenu par l'établissement des « Conseils Nationaux » ? Et dans les pays – encore nombreux alors – à ne pas posséder de commissions nationales, le risque que les « Conseils Nationaux » étouffent dans l'œuf toute velléité d'en créer ? Le secrétaire exécutif de la

---

[295] AHI, A XI 11, 14/06/1928.
[296] AUN, A XI 11, 21/06/1928.
[297] A I 121, Paris, 24/07/1928, Lettre de Julien Luchaire à Gonzalo Zaldumbide.
[298] Joint à un courrier destiné à Luchaire : AUN, A XI 11, 18/04/1929.
[299] « *assisted by a technical and clerical staff* ».
[300] « *National Councils for Intellectual Cooperation in each of the American Republics* ».
[301] *Ibid.* : « *other institutions of higher education, academies, associations, institutes, museums, libraries and similar bodies devoted to the advancement of the arts, letters, sciences […].* »

Commission nationale américaine, David Thompson, est conscient de cette possibilité, ainsi que du fait que cela pourrait, à terme, envenimer les relations entre l'OCI et l'IIACI, et dans l'immédiat rendre l'IICI réticent à collaborer. C'est pourquoi il écrit à Luchaire un courrier confidentiel[302] à ce sujet. Dans cette lettre, il suggère que les commissions nationales fassent office de « Conseils Nationaux » là où elles sont présentes :

> « [...] les Commissions Nationales de Coopération Intellectuelle existantes dans l'aire panaméricaine pourraient être utilisées par l'Institut interaméricain et […] tout nouveau Conseil National ou Commission qui serait créé à l'avenir devrait agir tant dans le cadre de l'OCI de la SdN que dans celui de l'IIACI[303]. »

David Thompson se présente comme le défenseur des intérêts de l'IICI et de la SdN : ne suggère-t-il pas que la question soit débattue à la prochaine Assemblée générale de l'institution genevoise ? Que ce serait l'occasion d'encourager les gouvernements des pays qui ne disposent pas encore de Commissions nationales à en créer[304] ? Mais voyons le reste de la lettre :

> « Je pense qu'il est très important que cette initiative Interaméricaine soit reçue avec la plus grande cordialité par l'OCI de la SdN et qu'elle soit considérée comme un groupement régional d'organismes de coopération intellectuelle qui devrait être invité à prendre part à l'activité internationale menée dans ce domaine. Voilà la politique que je mène à ce sujet et j'espère que votre point de vue sera le même, car les États latino-américains sont en train d'essayer de réaliser dans l'hémisphère occidental un organisme semblable à l'Institut que vous dirigez […][305]. »

Encore un texte très intéressant. David Thompson, dans le même paragraphe, minimise la portée du projet – ce n'est qu'un groupement régional qui tend à être intégré à l'œuvre de l'OCI – et en fait un concurrent de taille pour l'Institut de Paris : « un organisme semblable à l'Institut que vous dirigez ». Il utilise une importante revendication de l'Amérique latine : celle d'exister réellement au sein d'une institution très européenne. Il agite ainsi la menace d'une désaffection de cette partie du monde pour l'œuvre de coopération intellectuelle menée par la SdN. Cette menace doit être d'autant plus prise au sérieux que l'influence culturelle européenne – et en particulier française – décline rapidement dans cette partie du monde au profit des États-Unis. C'est ce que met en avant une note en provenance de Bogotá adressée à Bonnet :

> « […] il est évident que cette nouvelle institution fera une sérieuse concurrence à celle dont le siège est à Paris et que le Comité des États-Unis […] en sera l'inspirateur et l'élément dirigeant. Les pays de l'Amérique latine vont à leur tour constituer chacun leur section respective et on peut être assuré que l'une des premières conséquences de l'entrée en exercice de l'Institut interaméricain sera de drainer davantage les étudiants du Continent méridional vers les Universités du Nord […]. Ces tendances, soutenues et encouragées par l'organisation interaméricaine, favorisées par les facilités nouvelles de communication maritimes avec les États-Unis, ne feront que se fortifier et s'étendre, risquant ainsi de

---

[302] AHI, A XI 11, 18/04/1929.
[303] *Ibid.*
[304] *Ibid.* : « Je pense également que cela offre au Secrétariat d'encourager à nouveau les gouvernements latino-américains à établir des Commissions Nationales de Coopération Intellectuelle. »
[305] *Ibid.*

> changer en peu d'années les dispositions traditionnelles à notre égard qui dominent encore dans une petite élite, mais qui sont chaque jour de plus en plus battues en brèche »[306].

Cette note révèle aussi qu'on est conscient, en Europe, de la réticence des pays latino-américains vis-à-vis des prétentions américaines sur le continent.

Comment réagit l'Institut parisien à ces manœuvres ? On l'a vu, dans un souci de ne pas mécontenter les États-Unis, et de ne pas perdre la sympathie des États Latino-américains, ses dirigeants ne peuvent opposer de fin de non-recevoir à la direction de l'UPA. C'est donc toujours avec la plus grande cordialité que se déroulent les échanges entre les deux institutions. Lorsqu'Alfred Zimmern répond au courrier d'Heloïse Brainerd, il tente de paraître coopératif, alors même qu'il ne lui fournit pas les renseignements demandés, notamment les statistiques sur les étudiants. Quant à la première question, il lui répond de manière très générale[307], ce qui n'est pas tout à fait étonnant, puisque, nous l'avons dit, l'expérience de l'IICI n'est pas longue. Et il termine par une formule qui doit à la fois assurer l'UPA de la bonne volonté de l'Institut, tout en rappelant sa primauté et son universalité en termes de coopération intellectuelle :

> « [...] Je suis sûr que si nous demeurons en contact permanent, il y a un très grand nombre de sujets sur lesquels vous dans votre domaine et nous dans la sphère plus large qui est la nôtre, nous pourrons nous aider mutuellement[308]. »

Ce à quoi Heloïse Brainerd ne peut qu'acquiescer : « C'est notre plus cher désir que l'Institut Interaméricain, s'il est établi, travaille dans la plus parfaite harmonie et la collaboration la plus étroite avec l'Institut International de Paris[309] ». Dans le même courrier, elle réitère sa demande, sous un autre angle : Alfred Zimmern peut-il lui faire parvenir les statistiques concernant les étudiants latino-américains dans les universités françaises ?

Cette volonté d'entretenir des relations cordiales se traduit par l'adoption d'un nouveau projet d'organisation pour le futur IIACI, qui intègre la modification suggérée par Thompson ; dans l'article II il est stipulé que « dans les pays où il y a déjà une Commission de Coopération Intellectuelle Internationale, cette Commission peut être utilisée comme l'organisme en charge de

---

[306] Cité par Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 255.

[307] AUN, A XI 11, 12/02/1929 : « Il n'est pas facile d'apporter une réponse à votre question assez large. En résumé je pense que l'on peut dire que le constat possible après sept années de fonctionnement de la Commission de Coopération Intellectuelle à la SdN et de trois années de fonctionnement de cet Institut, est le suivant : on obtient les meilleurs résultats, non pas en tentant de résoudre le problème directement, mais en mettant en œuvre des organes de réflexions internationaux, dédiés, regroupant des experts à même d'élaborer des solutions. Presque toutes les questions que nous avons eu à traiter (c'est-à-dire les droits d'auteurs, les équivalences de diplômes, la traduction, la coordination des bibliothèques, l'éducation dans les questions internationales, pour donner quelques exemples tirés de domaines divers) se sont avérées être bien plus complexes une fois soumises à examen que ce que l'on aurait pu imaginer à première vue. Nous avons maintenant, à intervalles réguliers, une série de rencontres internationales entre experts dans la plupart de ces domaines, et ces réunions sont apparues, de l'avis général, extrêmement utiles [...]. ».

[308] *Ibid.*

[309] AUN, A XI 11, 25/04/1929.

la coopération auprès de l'IIACI[310] ». Dans le même temps, le chef de la section d'Information de l'IICI informe David Thompson que la CICI, lors de sa dernière session, « a émis un vœu montrant l'intérêt qu'elle portait au mouvement américain, et chargeant l'IICI de le suivre[311] ».

Plus tard, cette politique de « bon voisinage » se poursuit. En 1936, Pedro de Alba, diplomate mexicain, délégué de son pays auprès de l'Institut en 1934, est nommé directeur adjoint de l'UPA, ce qui est une manière de renforcer la collaboration entre les deux structures. Alba écrit d'ailleurs à Henri Bonnet pour le lui annoncer ; son courrier commence par « Mon très cher Monsieur Bonnet[312] ». Les relations personnelles entre les acteurs sont donc ici aussi utilisées pour renforcer des liens parfois peu évidents. On a là une illustration du fait que l'Institut reste une référence et que l'IIACI qui, effectivement, ne dispose pas de beaucoup de moyens, a tout intérêt à rester en contact étroit avec ce dernier pour profiter des réseaux déjà constitués. L'IICI, de son côté, prend également le parti de l'échange de bons procédés, dans la mesure où cela peut, comme le suggérait David Thompson, contribuer à renforcer ses positions en Amérique latine. Plutôt que de se désintéresser de l'IIACI et de son activité, l'Institut va au contraire chercher à rester présent, à toujours se tenir informé des initiatives américaines. Un représentant du Secrétariat de la SdN, Julián Nogueira, assiste à la VIIe Conférence panaméricaine de Montevideo en 1933. L'IICI est chargé de lui transmettre toutes les informations nécessaires sur son action afin que M. Nogueira puisse juger du degré de similitude avec les actions et initiatives de l'IIACI[313]. En mai 1934, Henri Bonnet fait parvenir au secrétariat de la SdN un *memorandum*[314] qui compare l'action des deux instituts[315] et expose le point de vue de l'Institut sur les résolutions de Montevideo qui présentent un intérêt pour l'OCI. La conclusion de cet exposé est que l'existence de l'IIACI peut stimuler l'action de l'Institut parisien :

> « Il semble, en effet, qu'il y ait pour l'Organisation de Coopération Intellectuelle un réel intérêt à comparer son action avec celle de l'Union Pan-Américaine. Les résultats de cette étude peuvent être doubles. Ils peuvent aboutir, dans certains cas, à une œuvre de rapprochement […] ; dans d'autres, ils

---

[310] AUN, A XI 11, décembre 1929, « Draft of Convention on the Inter-American Institute of Intellectual Cooperation », annexe à une lettre de David Thompson à Alfred Zimmern.
[311] AUN, A XI 11, 23/12/1929.
[312] AUN, A XI 11, 23/11/1936 : « *Mi muy querido Monsieur Bonnet* ».
[313] AUN, A XI 11, 20/04/1932, Lettre de Mlle Halsten-Kallia, du secrétariat de la SdN, à Henri Bonnet.
AUN, A XI 11, 28/11/1932, Lettre de Henri Bonnet à Mlle Halsten-Kallia.
AUN, A XI 11, 07/11/1933, Lettre de Mlle Halsten-Kallia à Daniel Secrétan, secrétaire de l'IICI.
[314] AUN, A XI 11, *Memorandum* joint à un courrier de Bonnet au secrétariat de la SdN, 18/05/1934.
[315] *Ibid.* : « […] Sur certains points […] l'action envisagée par l'Union Pan-Américaine est parallèle à la nôtre (archéologie et histoire de l'art ; coordination des bibliothèques ; bibliographie), dans d'autres cas l'action est nettement convergente (droits intellectuels) ; à d'autres égards, elle est divergente (protection des monuments historiques en temps de guerre). Enfin, certaines initiatives de l'Union Pan-Américaine restent nettement en-deçà de notre programme, alors que d'autres vont au-delà. »

> peuvent servir de suggestion et inspirer à l'Organisation de Coopération Intellectuelle une initiative à laquelle elle n'avait peut-être pas songé[316]. »

Une telle procédure se répète à l'occasion de la Conférence de Buenos Aires de 1936 à l'issue de laquelle Daniel Montenach, nouveau secrétaire de la SdN, transmet un rapport au directeur de l'Institut qui débute de la façon suivante :

> « Une étude même sommaire de la documentation concernant la Conférence Interaméricaine pour le maintien de la paix fait ressortir la grande importance que les États Américains attachent à l'œuvre de coopération intellectuelle. Il conviendrait d'étudier de près comment l'Organisation de Coopération Intellectuelle pourrait utiliser cet intérêt pour resserrer les liens entre les Républiques américaines et la Société des Nations, et c'est une question qu'il serait utile d'examiner au cours de la réunion des Commissions Nationales de Coopération Intellectuelle au mois de juillet. […][317]. »

Il s'agit donc, pour l'Institut, de tirer au mieux parti de ces bonnes dispositions. Par ailleurs, à travers ces lignes on voit que le Secrétariat de la SdN considère le projet d'Institut interaméricain comme un moyen d'accroître la participation à l'OCI des États latino-américains, malgré leur éloignement géographique.

Le rapprochement entre l'IICI et l'Union Panaméricaine, et plus généralement entre les États-Unis et l'Europe, va se jouer notamment sur une question particulière de coopération intellectuelle, celle de la législation internationale concernant les droits d'auteur. Au-delà de la problématique des relations entre l'Ancien et le Nouveau Monde, ce processus marque « un trait emblématique de l'émergence des structures organisationnelles mondiales chargées de réguler le commerce transnational des biens culturels à partir de la fin du XIXe siècle[318] ».

La question de l'unification des droits d'auteurs[319]

Nous n'avons pas l'ambition de retracer ici l'ensemble des débats et des démarches qui ont eu lieu de part et d'autre de l'Atlantique au sujet de la protection du droit d'auteur. Nous l'évoquons car, selon les mots d'Isabelle Löhr,

> « l'idée d'une convention universelle sur la protection de la propriété littéraire et artistique reste une initiative exceptionnelle pour l'entre-deux-guerres, dont l'impact, au niveau des intentions, se prolongea fort avant dans la seconde moitié du XXe siècle[320] ».

---

[316] *Ibid.*

[317] AUN, A XI 11, mai 1937.

[318] Isabelle LÖHR, « La Société des Nations et la mondialisation du droit d'auteur entre les deux guerres », *in* Claude HAUSER, Thomas LOUÉ, Jean-Yves MOLLIER et François VALLOTON (dir.), *La diplomatie par le livre. Réseaux et circulation internationale de l'imprimé de 1880 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 183.

[319] Cette question a été l'objet de deux études : Claude ROYER, *La protection internationale du droit d'auteur et les tentatives de rapprochement des conventions panaméricaines et de la Convention de Berne*, thèse, Toulouse, imprimerie des arts, 1942 et Isabelle LÖHR, *art. cité*, p. 181-196.

Nous sommes en outre au cœur de la problématique de la coopération intellectuelle internationale pour une question qui, par ailleurs, implique les deux organismes – l'IICI et l'UPA – objets de notre étude. Ce thème va les amener à collaborer, mais aussi inciter un pays comme le Brésil à se poser comme un intermédiaire privilégié entre l'Europe et l'Amérique.

En 1933, deux grands systèmes internationaux régissent le droit d'auteur : la Convention d'Union de Berne[321] et la Convention panaméricaine de La Havane. Celle de Berne a été révisée en mai-juin 1928 lors de la Conférence de Rome, et celle de La Havane est une reformulation de la convention de Buenos Aires de 1910[322]. Ces conventions américaines reposaient sur des principes qui divergeaient en grande partie de la tradition du droit d'auteur en vigueur en l'Europe[323].

La Convention de Berne, en vertu de son statut, est ouverte à tous les pays, alors que la convention panaméricaine est limitée aux États américains. À l'occasion de la conférence de Rome, les membres de l'Union de Berne suggèrent de fusionner la convention de Berne avec les traités multilatéraux de l'Union panaméricaine sur le droit d'auteur « dans un accord qui se fonderait sur les points juridiques communs entre les systèmes juridiques des deux continents et consacrerait ainsi mondialement la protection juridique définie dans l'Union de Berne[324] ». La SdN apparaît pour les acteurs de Berne à même de se charger de ce rapprochement. Le Conseil permanent charge la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle (CICI) d'effectuer cette mission et c'est l'IICI qui s'y consacre, à partir de 1929[325].

Le Brésil, signataire des deux conventions, suggère à Rome que celles-ci soient uniformisées. Cette question va être l'objet de nombreuses discussions, tant en Europe qu'en Amérique, et le Brésil se positionne comme interlocuteur privilégié, trait d'union bienvenu entre les deux systèmes :

---

[320] Isabelle LÖHR, *art. cité*, P. 195.

[321] Cette convention est signée le 9 septembre 1886, complétée à Paris le 4 mai 1896, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, complétée à Berne le 20 mars 1914. Le texte de la convention est disponible en ligne sur le site de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle : http://www.wipo.int/treaties/fr/ip/berne/trtdocs_wo001.html (site consulté le 16/03/2012)

[322] « Depuis 1889, les États d'Amérique du Nord et du Sud avaient adopté une série d'accords intermédiaires qui instauraient une protection minimale des droits d'auteurs et des exploitants dans la plupart des États du continent. Sur le plan institutionnel, il faut distinguer deux groupes de conventions. Les accords sud-américains, qui se composaient des conventions de Montevideo (1899) et de Caracas (1911), n'avaient pas de grande portée juridique parce que leur validité se restreignait à l'Amérique du Sud et qu'ils manquaient de cohérence juridique. Ils furent suivis d'accords sur les droits d'auteur signés à partir de 1902 sous l'égide de l'Union panaméricaine, à savoir des conventions de Mexico (1902), de Rio de Janeiro (1906), de Buenos Aires (1910) et de La Havane. » (Isabelle LÖHR, *art. cité*, p. 187-188).

[323] Voir Claude ROYER, *ouv. cité*, p. 113-122.

[324] Isabelle LÖHR, *art. cité*, p. 188-189.

[325] Sur les principales étapes de ce processus, voir Isabelle LÖHR, *art. cité*, p. 189-195.

> « […] Le Brésil étant l'unique signataire tant de la Convention de Berne et de l'Acte de Rome que de la Convention de la Havane, il lui revient, sans aucun doute, comme il convient pour l'éclat de son prestige moral, de promouvoir et de conduire le travail juridique tendant à consolider en un seul pacte international ces deux instruments diplomatiques[326]. »

C'est par une collaboration étroite avec l'IICI que le Brésil va remplir ce rôle. À l'approche de la VIIe Conférence Panaméricaine de Montevideo, Montarroyos écrit donc à Afrânio de Melo Franco :

> « [...] l'IICI a décidé, en accord avec moi, de s'adresser à Votre Excellence pour que, lors de la prochaine Conférence Panaméricaine, la Délégation du Brésil prenne, à Montevideo, la tête du mouvement en faveur de l'unification des deux conventions actuellement en vigueur[327]. »

Il présente cette collaboration comme une initiative de l'OCI qui considère, qu'en effet, le Brésil occupe une position privilégiée pour mener à bien les négociations[328]. Le sujet est effectivement, à la demande conjointe du Secrétariat de la SdN et du gouvernement brésilien[329], mis à l'ordre du jour à Montevideo. La délégation brésilienne propose qu'une commission soit constituée, sous les auspices de l'IICI, pour rédiger un avant-projet de Convention qui concilie les deux systèmes[330].

Ce faisant, le Brésil présente l'Institut comme le plus à même de résoudre ce genre de problème, et rejette donc une conception régionaliste de la coopération intellectuelle au profit de la vision universaliste de l'organisation européenne. La proposition brésilienne est repoussée par la Conférence qui lui préfère la constitution d'une commission interaméricaine. Le bilan n'est cependant pas négatif aux yeux de Montarroyos, qui rapporte à son ministre de tutelle les répercussions qu'a eues en Europe l'initiative brésilienne. Il mentionne en particulier un télégramme de remerciements de la part de la Fédération Internationale de journalistes : « […] Ils [ces remerciements] attestent la grande et heureuse répercussion qu'a eue dans les milieux intellectuels de l'Ancien Monde l'initiative prise par Votre Excellence à Montevideo[331] ». N'est-ce pas le but recherché par la politique extérieure brésilienne? Le délégué brésilien joint à ce courrier

---

[326] AHI, 78/3/13, 23/10/1933, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Mello Franco.
Montarroyos revient sur cette « situation spéciale » dans une lettre de 1935 : « Le rôle essentiel qui incombait au Brésil […] était une conséquence logique du fait qu'il fût l'unique États signataire de la Convention de Berne comme de celle de La Havane : une situation spéciale qui conféra à notre pays l'honorant privilège de devenir tout naturellement le trait d'union entre les deux systèmes juridiques relatifs au droit d'auteur. » (AHI, 78/3/13, 05/03/1935, p. 7).

[327] AHI, 78/3/13, 23/10/1933, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Mello Franco.

[328] AHI, 78/3/13, 05/03/1935, Lettre de Montarroyos à José Carlos de Macedo Soares.

[329] « La question du rapprochement des conventions de Rome et de La Havane a fait l'objet d'une étude approfondie de la récente Conférence de Montevideo, saisie par le Secrétariat de la SdN ainsi que par la délégation du Brésil » (*La Coopération Intellectuelle*, 1933, p. 652).

[330] Voici le texte de la proposition brésilienne, rapportée dans *La Coopération Intellectuelle* de 1934, p.124 : « […] Considérant que presque tous les pays de l'Amérique et des autres continents sont représentés à l'IICI, de Paris : la délégation brésilienne soumet à la Septième Conférence Internationale américaine le projet suivant de résolution : 1) En vue d'accorder entre elles les Conventions de La Havane et de Berne, et surtout d'uniformiser les règles de la protection internationale de la propriété intellectuelle, il sera constitué, sous les auspices de l'IICI, de Paris, une commission préparatoire, composée des délégués des États intéressés […]. »

[331] AHI, 78/3/13, 26/12/1933.

une lettre d'Henri Bonnet adressée à Afrânio de Melo Franco dans laquelle il le remercie pour sa proposition « tendant à associer directement notre Institut aux nouvelles études envisagées […][332] ». Par son action, le Brésil a donc réussi à gagner l'estime - ne défend-il pas les productions de l'esprit ? - et la gratitude des milieux intellectuels, ainsi que la reconnaissance de l'Institut, que le Brésil désigne clairement, face à l'organisation américaine, comme le plus légitime pour tout ce qui touche à la coopération intellectuelle. Le fait d'avoir confié au Brésil le premier rôle à Montevideo n'est-il pas une marque de confiance? C'est en tout cas l'avis de Montarroyos[333]. On peut aussi imaginer que l'IICI estimait plus habile de laisser un pays latino-américain faire cette proposition, plutôt que d'avoir l'air d'imposer son avis devant l'organisation panaméricaine.

Malgré le rejet de sa proposition, le Brésil « soucieux d'entretenir les relations entre l'Amérique et l'Europe »[334] invite des experts européens à Rio de Janeiro pour qu'ils entrent en contact avec ceux de Montevideo. Il tente donc une fois de plus de faire en sorte que l'Europe, représentée par l'Institut, ne soit pas absente du processus qui doit conduire à l'établissement d'un texte qui pourrait être adopté par la Conférence de l'Union de Berne qui doit se tenir à Bruxelles en 1936. Ce texte pourrait ensuite être présenté à la VIIIe conférence panaméricaine devant se dérouler à Lima en 1938. Il est important que le Brésil dispose de l'appui de l'Institut au sein de la commission d'experts américains afin que la vision brésilienne défendue à Rome en 1928 « se transforme en loi universelle[335] ». Voilà, en plus du reste, ce qui pousse le Brésil à ne pas « abdiquer », selon les termes de son délégué, à ne pas renoncer à sa « mission[336] » :

> « […] il va de soi que le Brésil ne voudrait pas renoncer [...] à l'honorant privilège d'être le trait d'union entre le système juridique panaméricain et celui de Berne ; un renoncement entraînerait la perte, hautement regrettable, des avantages moraux qui résultent du prestige international octroyé à notre pays par un tel privilège[337]. »

La question n'est toujours pas résolue en 1937, et le gouvernement brésilien maintient sa position, qui continue à lui assurer des retombées positives en Europe[338].

---

[332] Lettre datée du 28/12/1933.

[333] Il le rappelle encore en 1935 : « Au sujet de l'action brésilienne lors de la VIIe Conférence Panaméricaine, je citerais, avec votre autorisation, mon courrier n°59, en date du 4 novembre 1933, adressé au ministre des Relations extérieures, car c'est un document qui témoigne de l'étroite collaboration, établie en 1928 lors de la Conférence de Rome et poursuivie lors de la Conférence panaméricaine de Montevideo, entre le gouvernement brésilien et l'IICI en ce qui concerne les droits intellectuels. » (AHI, 78/3/13, 05/03/1935).

[334] Discours de Montarroyos lors de la XXe session de l'OCI en 1938, rapporté dans La Coopération Intellectuelle, 1938, p. 135.

[335] AHI, 78/3/13, 05/03/1935, p. 8. Montarroyos oublie de mentionner que la délégation française avait également émis un vœu en ce sens.

[336] *Idem*, p. 6-7.

[337] *Idem*, p. 7 .

[338] AHI, 78/3/14, 21/09/1937, Lettre de Montarroyos à Mario de Pimentel Brandão où il l'informe que la Confédération Internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs, lors de sa dernière conférence, a exprimé « sa reconnaissance au gouvernement brésilien de la part prise par lui à la préparation d'une Convention Universelle pour la protection du droit d'auteur ». Commentaire de Montarroyos : « Il est légitime [...]

Notre intérêt pour le Brésil ne doit pas masquer la réalité. Si l'activisme de Montarroyos est indéniable, dans les faits, c'est surtout la commission nationale nord-américaine qui travaille en lien avec l'IICI et l'UPA[339].

d'interpréter les informations précédentes [...] comme des témoignages irrécusables des avantages qu'a apportés au Brésil, pour son prestige moral au sein des cercles les plus cultivés des principales nations, la position assumée par notre gouvernement quant au problème du droit d'auteur, depuis la Conférence de Rome en 1928, position qu'il a maintenue de manière cohérente jusqu'à aujourd'hui, par l'action spéciale qui a été la sienne au sein du continent américain comme par sa collaboration ininterrompue avec l'IICI à l'occasion des initiatives que ce dernier a prises à ce sujet. »

[339] Isabelle LÖHR, *art. cité*, p. 193.

Épilogue : L'Amérique latine à la croisée des chemins

Quel bilan tirer de ce qui précède ? Quelle fut la véritable portée de l'action de l'IICI en Amérique latine ? Quel a été l'impact de la coopération interaméricaine ? Une fois de plus, l'état des lieux dressé par Osório de Almeida en 1937 est très utile, même si, dans un cas comme dans l'autre, il reste très prudent. Néanmoins il met l'accent sur le fait que l'action de l'IICI est limitée du fait du petit nombre de commissions nationales qui se sont constituées dans cette partie du continent américain. Par ailleurs, d'une manière détournée, il regrette que ce soit « les grands problèmes d'ordre général proposés par l'IICI[340] » qui occupent la plupart du temps les commissions : l'aspect parfois très abstrait de ses travaux, ainsi que le postulat de l'universalisme peuvent nuire à l'efficacité des entreprises menées par l'Institut qui ne tient pas assez compte des réalités locales. Dans ce sens, une perspective plus régionale des problèmes peut être bénéfique à l'œuvre générale de coopération intellectuelle. Le président de la commission brésilienne ne condamne cependant pas les commissions nationales ; au contraire, il prône un renforcement de leurs prérogatives et un développement de leur activité, persuadé qu'elles sont la clé de toute coopération intellectuelle. Pour cela il est nécessaire qu'elles développent des relations plus étroites entre elles et avec la Division de Coopération Intellectuelle de l'UPA.

Quant à l'œuvre de celle-ci, il se montre également réservé :

> « […] On doit se demander tout d'abord, si tout ce travail jusqu'ici fait en Amérique, a été plutôt platonique ou si, en réalité, on peut compter à l'actif de la coopération interaméricaine des résultats positifs. Il faut reconnaître que la réponse à une telle question est vraiment difficile. Toutes les fois que l'on veut évaluer les résultats de travaux de ce genre, on commence par constater qu'il n'y a pas un critérium sûr d'évaluation et de mesure. Il nous manque souvent la possibilité de rattacher directement tel mouvement d'idée, telle mentalité nouvelle, telle attitude morale ou tel état d'esprit à des travaux, des études, des conférences ou des livres faits plusieurs années auparavant. Ce que l'on peut constater en Amérique, c'est qu'il y a une différence marquée entre la situation actuelle et la situation d'il y a 40 ans[341]. »

Lorsqu'il dresse le bilan de la coopération interaméricaine, Miguel Osório de Almeida consacre par ailleurs un assez long développement au rôle des fondations philanthropiques américaines, notamment la *Carnegie Endowment for International Peace* et la *Rockfeller Foundation*[342]. Nous avons vu

---

[340] AUN, A III 56, « Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine. Ses débuts, son évolution, son organisation », par Miguel Osório de Almeida, prononcé à l'occasion de la Conférence Générale des Commissions nationales de coopération intellectuelle, juillet 1937.

[341] *Ibid.*

[342] « La 'Rockfeller Foundation' a eu et continue toujours à avoir une action remarquable. Elle a donné des bourses d'étude à un nombre assez considérable de jeunes savants des autres pays américains, a aidé matériellement des institutions scientifiques ou culturelles, et, même dans ses activités pratiques (des campagnes sanitaires ou autres) le travail est fait par une collaboration intime entre les techniciens américains et ceux du pays où elles s'exercent. Cette collaboration dans la recherche scientifique, les grands travaux faits en commun,

précédemment à quel point ces fondations, par leur poids financier, pesaient dans la balance des équilibres internationaux à l'œuvre au sein de l'OCI et interdisaient à l'IICI toute démarche qui aurait empiété sur le territoire que les États-Unis s'étaient réservé ou tout jugement qui aurait pu leur déplaire. Pour Ludovic Tournès,

> « la Rockfeller, comme d'autres organisations telle la fondation Carnegie, semble ainsi préparer le terrain à la rentrée progressive des États-Unis dans le jeu international à partir de 1937, et l'on peut se demander si, en introduisant les États-Unis dans la mouvance internationaliste, elle ne constitue pas un vecteur du transfert outre-Atlantique de la valeur 'internationalisme' laissée en déshérence par les puissances européennes (en particulier la France) discréditées par leur échec à contenir les coups de force de Hitler[343]. »

La mise en parallèle de l'IICI et de l'Union panaméricaine est tout à la fois une manière de saisir par un biais particulier la rivalité entre l'Europe et les États-Unis en Amérique latine et un prisme qui nous permet de mettre à jour les différentes conceptions de l'internationalisme qui ont pu cohabiter – plus ou moins cordialement – entre les deux guerres mondiales. Le constat en forme de jugement qu'émet Juan Manuel Espinosa quant à l'efficience de l'une et l'autre organisations de coopération intellectuelle est à cet égard révélateur :

> « […] Malgré sa vocation idéaliste la Commission de Coopération Intellectuelle n'a pas réalisé grand chose. Elle semblait partir du principe que la paix pouvait être obtenue en prêchant la paix. De tous les programmes multilatéraux, l'Union Panaméricaine, sous la houlette de son directeur général, le professeur Leo S. Rowe, fut la seule organisation multilatérale à effectivement partir en campagne en jouant le rôle du bailleur de fond, et en recherchant les possibilités d'échanges interaméricains d'étudiants et de professeurs, de livres, ou d'autres formes d'information et de supports éducatifs[344]. »

Le pragmatisme anglo-saxon contre l'idéalisme élitiste de l'Europe – ou plutôt faudrait-il dire, de la France – : c'est bien ce qui fut en jeu lorsqu'il s'est agi de liquider l'IICI et de créer l'UNESCO en 1946. Loin de nous l'idée de surévaluer le rôle de l'Institut et de sous-évaluer les réalisations de l'Union Panaméricaine. Néanmoins, le matériel que nous avons rassemblé sur les relations des pays latino-américains avec ce dernier nous montre qu'il est à l'origine de dynamiques réelles et fécondes, engageant des acteurs multiples. Il nous conduit aussi à nuancer « l'effacement du modèle français », mis en avant par un certain nombre d'historiens, dont Denis Rolland dans son ouvrage *Marianne et l'Amérique latine*[345], dans cette partie du monde. De fait, un certain nombre d'acteurs latino-américains de l'IICI, mis en sommeil avec l'occupation de Paris par les Allemands, continua de lui être fidèle. Le projet de délocalisation de l'Institut à La Havane,

---

les efforts et les peines côte à côte forment vraiment des liens solides, même entre des hommes de pays et de langue différente ». (*Ibid.*)

[343] Ludovic TOURNÈS, « La fondation Rockfeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain », *Critiques internationales*, n°35, fév. 2007, p. 196-197.

[344] Juan Manuel ESPINOSA, *Inter-American Beginnings of U.S. Cultural Diplomacy, 1936-1948*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1977, p. 50.

[345] Denis ROLLAND, *La crise du modèle français. Marianne et l'Amérique latine. Culture, politique et identité*, Rennes, PUR, 2000.

formulé en 1941[346], mais aussi l'appui que la France trouva, en 1945-1946, auprès des pays latino-américains, afin que Paris fût le siège de l'UNESCO, peuvent être interprétés comme les signes de liens encore vivaces. Plus que d'effacement, nous avançons l'hypothèse d'une redéfinition des liens entre la France et les intellectuels latino-américains, du moins ceux qui sont partie prenante de l'Organisation de Coopération Intellectuelle.

D'un point de vue plus général, ce chapitre avait pour but de montrer que le sous-continent se situe à la croisée d'un grand nombre d'intérêts, souvent antagonistes. Comme le note Alejandro Alvarez :

> « Quel que soit le sens de l'article 21 du Pacte et quel que soit le caractère de la SdN, la vérité est qu'en fait la vie *politique*, *économique* et *juridique*[347] de l'Amérique est indépendante de celle de l'Europe et même qu'il n'y a pas de coopération organisée, à ce triple point de vue, entre les deux continents. […] Au point de vue *politique*, il y a actuellement en fait deux sociétés des Nations. L'une est celle de Genève qui a la prétention d'être universelle et qui, en réalité, n'est qu'une Société des Nations européennes […]. L'autre est l'Union Panaméricaine. Ces deux organismes n'ont aucun lien entre eux[348]. »

Ce constat, dressé en 1926, permet de nous donner une idée des termes dans lesquels se pose la question de la place et du rôle de l'Amérique latine dans le concert des nations de l'entre-deux-guerres. Au-delà d'une réflexion portant sur l'histoire des relations internationales du sous-continent, ce sont des enjeux identitaires qui se jouent à Genève comme au sein de l'Union Panaméricaine. La fiction d'un continent pacifique, face à une Europe guerrière[349], est là pour construire une identité enfin autonome et reconnue. L'engagement d'un certain nombre de pays latino-américains dans l'œuvre de l'OCI en est une autre manifestation. La collection ibéro-américaine, tout comme le projet de collection d'ouvrages historiques et ethnographiques sur l'Amérique – même si ce dernier ne voit pas le jour –, sont l'occasion de montrer au monde – et surtout à l'Europe – que l'Amérique latine peut offrir une contribution, originale, à la culture mondiale[350]. Cependant, la voix latino-américaine à la SdN, comme au sein de l'IICI, n'est pas exempte de dissonances. La manière dont furent reçus les projets de Ligue américaine, défendus par les nations d'Amérique centrale et de la région andine, révèle un clivage entre ces « petits pays » et des puissances comme le Mexique, l'Argentine, le Chili ou le Brésil qui les rejetèrent. Cependant, sans occulter ces différends, il nous est apparu nécessaire, à rebours d'une historiographie où la désunion entre pays latino-américains fait office de postulat de base, d'offrir une vision plus nuancée : la mise en scène d'une identité commune à l'Amérique latine sur la

---

[346] Voir notre chapitre VI.
[347] Mots soulignés par l'auteur
[348] Alejandro ALVAREZ, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve session de l'Union Juridique Internationale, juin 1926, p. 55
[349] Voir chapitre I.
[350] Voir chapitre II.

scène genevoise, le fait de jouer sur les deux partitions de l'universalisme et de l'américanisme révèlent des préoccupations partagées à l'échelle du sous-continent.

La position de l'Amérique latine est donc loin d'être évidente, partagée qu'elle est entre deux organismes internationaux à bien des égards concurrents et dépourvue de la puissance militaire qui lui permettrait de faire valoir son point de vue avec plus de force. Car, comme l'écrit Alejandro Alvarez,

> « […] À la différence de la grande République du Nord, qui a montré pendant la guerre combien son concours pouvait être précieux et qui d'ailleurs ne fait pas partie de la SdN, les États de l'Amérique latine ne peuvent presque pas fournir d'aide militaire en Europe, tant parce qu'ils ne disposent pas de moyens suffisants que parce que l'envoi de troupes serait excessivement difficile et coûteux[351]. »

Si l'on en croit Alfonso García Robles, l'Amérique latine a néanmoins toutes les cartes en main pour jouer sa propre partition internationale, à condition que soit établie une réelle solidarité entre les nations qui la constituent :

> « […] les nations de l'Amérique latine, ce bloc de plus de cent vingt millions d'hommes d'une même race, d'une même religion, d'une même langue, d'histoire et de traditions communes ; ces vingt États qui ne sont séparés par aucune rivalité historique ou commerciale, qui n'ont pas à considérer le problème angoissant des minorités qui assombrit en Europe les horizons de la politique intérieure et internationale, qui n'ont pas la préoccupation de la course aux armements, qui ont les mêmes problèmes à résoudre et les mêmes dangers à craindre, doivent s'efforcer d'obtenir une plus grande stabilité dans le domaine intérieur en faisant preuve de discipline et de cohésion, de même que sur le terrain international ils ont tout à gagner à témoigner d'une solidarité plus complète et sans défaillances. Il est regrettable de constater souvent dans la politique intérieure des pays latino-américains des manifestations de cet esprit individualiste poussé jusqu'à l'anarchie dont Bolivar eut déjà à se plaindre, ou d'assister parfois dans le domaine international à des conflits qui s'enveniment sans raison entre des nations sœurs […][352]. »

Le Mexicain José Ingenieros pose les enjeux du débat en d'autres termes, désignant l'impérialisme nord-américain comme le principal obstacle à la construction identitaire du sous-continent :

> « […] Nous croyons que nos nationalités se trouvent face à un suprême dilemme. Ou bien s'abandonner à la soumission et chanter les louanges de l'Union panaméricaine (L'Amérique pour les Nord-Américains) ou bien se préparer à défendre en commun leur indépendance en jetant les bases d'une Union latino-américaine (l'Amérique latine pour les Latino-Américains)[353]. »

Silvio Julio, historien brésilien, n'insiste pas tant sur l'impérialisme véhiculé par l'Union panaméricaine, que sur le caractère trop abstrait de cette dernière :

---

[351] Alejandro ALVAREZ, *ouv. cité,* p. 57

[352] Alfonso GARCÍA ROBLES, *Le Panaméricanisme et la politique de bon voisinage*, Préface d'Alejandro Alvarez, Paris, Les Éditions internationales, 1938, p. 47

[353] José INGENIEROS, *Por la Unión Latino Americana. Discurso pronunciado el 11 de octubre de 1922 ofreciendo el banquete de los Escritores Argentinos en honor de José Vasconcelos*, Buenos Aires, L.J. Rosso y Cia Impresores, 1922, p. 10-11. Traduction et citation originale d'Olivier COMPAGNON, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1930)*, Volume inédit présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, décembre 2011, p. 338.

> « Le panaméricanisme est l'œuvre de diplomates, de toasts et de banquets. L'Ibéro-américanisme, au contraire, provient du cœur des foules, du sang des populations ibériques d'Amérique, de la structure mentale, ethnographique et sociologique propre au Nouveau Monde[354]. »

À travers ces trois citations sont posées les interrogations qui parcourent l'Amérique latine dans la période de l'entre-deux-guerres. Son insertion dans l'ordre mondial né de la guerre de 14-18 dépend tout autant de ses relations avec l'Europe et les États-Unis que de sa capacité à faire émerger ce qui fait sa particularité par rapport aux autres régions du monde et à faire face aux défis sociaux, politiques et culturels qui sont les siens. L'étude des acteurs et des pratiques de la coopération intellectuelle latino-américaine dans la première moitié du XXe siècle, objet de notre chapitre V, permet de voir comment perspectives régionales et préoccupations nationales se sont trouvées inextricablement liées.

[354] Silvio Julio de Albuquerque LIMA, *Cérebro e coração de Bolívar*, 3^era^ ed. (1931 pour la première édition), Salvador, Livraria Progresso, 1957, p. 307.

Chapitre V

Dynamiques de coopération intellectuelle en Amérique latine : « construyendo Nuestra América »

> « Il est question de plusieurs définitions du monde – en fait, de plusieurs mondes. Parfois ils se superposent, parfois non. Les relations internationales sont la somme de tous ces mondes et l'étude des relations internationales se doit d'embrasser ces ordres mondiaux qui ont été créés, postulés et reconstruits de manière différente[1]. »
>
> « Est-ce que la multiplication des moyens de communication qui ont permis l'internationalisme n'ont pas également participé à la création (ou l'invention) du nationalisme ?[2] »

Jusqu'ici, nous avons abordé les relations internationales en adoptant majoritairement le point de vue des États. Dans ce chapitre, ce n'est pas tant l'histoire des interactions entre États souverains qui nous intéressera que les dynamiques développées au-delà des frontières nationales par des individus ou des groupes, qu'ils soient ou non des représentants de leur gouvernement ; il s'agit d'étudier les acteurs que l'on peut considérer comme des « des agents mettant en œuvre des mouvements qui transcendent les entités nationales[3] ». C'est donc moins la méthodologie comparative que nous utiliserons dans ce chapitre qu'un cheminement entre histoire transnationale, qui est, pour reprendre les termes de Patricia Clavin, « tout d'abord et avant tout une question d'acteurs[4] », et histoire croisée, dans la mesure où il s'agit aussi de « penser des configurations relationnelles et dissymétriques » afin d'appréhender de manière satisfaisante « la complexité d'un monde composite et pluriel en mouvement, et par là même la question fondamentale du changement, point critique, sinon aveugle, de la comparaison […][5] ». Notre parti pris consiste à mettre en évidence les allers-retours permanents entre le national, le régional et l'international tels qu'ils existent dans le sous-continent, à travers des discours et des pratiques qu'il convient de lire à plusieurs niveaux. La coopération intellectuelle, dans ses différents développements et configurations, constitue notre fil directeur par lequel se tissent les contacts entre acteurs et sociétés. Or, comme l'écrivent Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, « quand on étudie des sociétés en contact, on constate fréquemment que les objets et les pratiques sont non seulement en situation d'interrelation, mais encore se modifient réciproquement sous l'effet de leur mise en relation[6] ». L'Amérique latine qui émerge alors n'est plus la somme de ses histoires nationales mais une construction, une « communauté imaginée »,

---

[1] Akira IRIYE, *Cultural internationalism and world order*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1997, p. 2.

[2] Martin H. GEYER, Johannes PAULMANN, « Introduction : The mechanics of internationalism », *in The mechanics of internationalism : culture, society, and politics from the 1840s to the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 7 : « *Did the improved means of communication which enabled internationalism also further the creation (or invention) of nationalism?* »

[3] Akira IRIYE, *ouv. cité*, p. 1 : « *agents for movements transcending national entities* ».

[4] Patricia CLAVIN, « Defining Transnationalism », *Contemporary European History*, n°14, 2005, p. 422.

[5] Michael WERNER, Bénédicte ZIMMERMANN, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, n°1, janv.-fév. 2003, p. 17.

[6] *Idem*, p. 12.

pour reprendre l'expression de Benedict Anderson. L'étude des échanges, des circulations – des idées comme des hommes – permet de mettre en évidence les apports étrangers et contribue à historiciser le concept de culture nationale – dans notre cas, celle de l'Argentine, du Brésil et du Chili – ainsi que celui d'identité latino-américaine. Cette perspective nous mène d'une part à donner plus de place aux évolutions, aux changements, autrement dit à la diachronie, et d'autre part à croiser autant que possible les échelles, qui se constituent en partie les unes à travers les autres. Les échelles ne sauraient donc ici être réduites à un facteur explicatif externe mais sont partie intégrante de l'analyse[7], tant d'un point de vue spatial – elles renvoient à la pluralité des scènes, des logiques et des interactions dont relève l'objet d'analyse – que temporel[8]. Pour David Thelen, l'histoire transnationale décrit

> « comment un phénomène particulier dépasse la nation dans son ensemble, comment il la traverse, afin de voir comment il se heurte à des particularités aussi bien naturelles qu'humaines, ou encore comment il échappe ou non à la transformation[9]. »

Dans ce chapitre, nous lierons transnationalisme et internationalisme, partant du constat que « l'internationalisme a souvent reposé sur des structures ou des mouvements transnationaux – et qu'en retour, l'action transnationale était guidée par une interprétation particulière de l'internationalisme[10] ». Or, comme le nationalisme, l'internationalisme est

> « un concept imprécis et souvent contesté : il renvoie aussi bien à la foi dans les bienfaits de l'organisation internationale qu'au récit de l'interdépendance croissante du monde ou à la pratique consistant à se rencontrer régulièrement dans des forums internationaux[11]. »

Ce n'est pas un terme né sous la plume des historiens pour décrire une réalité particulière ; il est en effet utilisé par les acteurs eux-mêmes dans un sens que nous pouvons prendre comme définition *a minima* : l'internationalisme décrit la volonté de créer des liens et des réseaux dont la portée dépasse les limites de l'État-nation. Pourtant, internationalisme et nationalisme apparaissent souvent comme les deux faces d'une même pièce. Cette dialectique entre les forces du particularisme et celles de l'universalisme se retrouve à d'autres périodes, néanmoins elle acquiert une portée particulière au XXe siècle et se révèle capitale pour comprendre les relations

---

[7] *Idem*, p. 22.

[8] Le transnational « ne peut être simplement considéré comme un niveau d'analyse supplémentaire qui viendrait s'ajouter au local, régional ou national, selon une logique de changement de focale. Il est, au contraire, appréhendé en tant que niveau qui se constitue en interaction avec les précédents et qui génère des logiques propres, avec des effets en retour sur les autres logiques de structuration de l'espace. » (*Idem*, p. 22-23).

[9] David THELEN, « The nation and beyond : transnational perspectives on United States history », *Journal of American history*, vol. 86, n°3, 1999, p. 968.

[10] Daniel LAQUA, « Preface », *in Internationalism Reconfigured: Transnational Ideas and Movements Between the World Wars*, Londres, I.B. Tauris, 2011, p. XII : « *internationalism often relied on transnational structures and movements – and, in turn, transnational action was driven by particular understandings of internationalism*. »

[11] Daniel LAQUA, « Internationalisme ou affirmation de la nation? La coopération intellectuelle transnationale dans l'entre-deux-guerres », *Critique internationale*, n°52, juillet-sept. 2011, p. 51.

internationales. Jusqu'au déclenchement de la Première Guerre, on assiste en effet au développement parallèle du nationalisme et de l'internationalisme, le XIXe siècle apparaissant comme une matrice et l'Europe occupant le premier rôle. De fait, on peut considérer que

> « […] la création consciente[12] de mouvements internationaux et la diffusion transnationale des objets et de la culture des peuples d'Europe à travers le monde sont les fondations sur lesquelles reposent notre conception moderne de l'internationalisme[13] ».

L'internationalisme culturel, qui « comprend un ensemble varié d'activités destinées à établir des liens entre les peuples et les pays à travers l'échange d'idées et de personnes, par le biais de la coopération scolaire ou des efforts visant à promouvoir une compréhension qui transcende les frontières[14] », émerge quant à lui au tournant des XIXe et XXe siècles, se distinguant de l'internationalisme économique[15] et de l'internationalisme juridique[16], comme pour défier l'importance croissante du nationalisme et du militarisme.

On recense ainsi plus de 400 organisations internationales établies avant la Première Guerre mondiale, allant de la Croix Rouge aux associations de scientifiques et de médecins, chacune d'entre elles ayant pour but de promouvoir paix et coopération. Un certain nombre est dédié à l'établissement de normes communes à l'ensemble des nations. On peut ainsi citer la création, en 1885, de l'Institut International de Statistiques ou, en 1874, de l'Union Postale Universelle. Ce sont certes des institutions dont la finalité est de servir l'exécution de politiques nationales et, en tant que telles, elles peuvent être considérées comme largement en-deçà d'un idéal de coopération internationale. Néanmoins, leur existence constitue la preuve que l'établissement de structures internationales est possible dans un monde où les nations se définissaient de plus en plus selon leur puissance militaire. Par ailleurs, l'émergence d'associations littéraires ou artistiques, de mouvements féministes, de collaborations scientifiques au-delà des frontières nationales montre qu'un mouvement internationaliste de type culturel était bel et bien en train de se mettre en place. L'une des manifestations de ce processus réside dans la multiplication de congrès et de réunions, réunissant universitaires, scientifiques, artistes, représentants religieux[17], etc. Les expositions universelles et les foires internationales sont quant à elles un savant mélange d'internationalisme économique, de manifestation de puissance dans une période marquée par l'impérialisme européen et de curiosité pour un monde dont on met en avant la diversité culturelle. Elles sont l'illustration de l'ambivalence fondamentale de

---

[12] Souligné par l'auteur.
[13] Martin H. GEYER, Johannes PAULMANN, « Introduction…, p. 2.
[14] Akira IRIYE, *ouv. cité*, p. 3.
[15] *Idem*, p. 25-26.
[16] *Idem*, p. 21-22.
[17] Pour ces derniers, Akira Iriye cite l'exemple du Parlement des Religions, qui se tient à Chicago en 1893 (*ouv. cité*, p. 30).

l'internationalisme tel qu'il se manifeste de la seconde moitié du XIXe à la première décennie du XXe siècle :

> « Ces expositions ont montré que, pour les contemporains, 'international' signifiait clairement 'Européen' (en incluant les Nord-Américains) plutôt que 'global'. Elles étaient des vitrines pour des États-nations souhaitant exhiber leur propre culture et leur regard sur le reste du monde. Les différentes formes prises par la coopération multilatérale servaient des buts qui n'étaient pas seulement économiques ou culturels[18]. »

Cette époque est aussi celle du développement, parmi ceux que l'on commence à appeler les « intellectuels », de la conviction qu'ils sont appelés à jouer un rôle dans l'élaboration d'une communauté internationale par la création de liens personnels ou institutionnels. La mise au point par Ludwik Zamenhof d'une langue internationale, l'esperanto, suscite ainsi l'enthousiasme lors de l'Exposition Universelle de Paris en 1900.

Un autre pas important est franchi avec la création, en 1910 à Bruxelles, de l'Union des Associations Internationales (UAI) qui, à l'initiative de Paul Otlet et Henri Lafontaine[19], regroupe, en 1914, 230 associations entre lesquelles elle veut développer les relations en vue de « l'élaboration d'une organisation mondiale, fondée sur le droit, sur le progrès scientifique et technique et sur la libre représentation de tous les intérêts communs à l'humanité », proclamant qu'une Ligue des Nations est le « but ultime de tous les mouvements internationaux[20] ». Pour Akira Iriye, l'UAI traduit « la vision d'une communauté internationale partageant les mêmes intérêts et idéaux, la conception d'un ordre mondial dans lequel ces intérêts et ces idéaux dépasseraient les différences et antagonismes entre nations[21] ». Malgré la proclamation de tels principes, l'internationalisme professé par l'UAI reste, en pratique, largement restreint à l'Europe et aux États-Unis, c'est-à-dire aux parties du monde perçus comme « civilisées ». Bien que les Latino-Américains fussent considérés comme faisant partie de cette communauté de nations civilisées, l'écart technologique et économique qui les séparait de l'Europe comme des États-Unis, peu de promoteurs de l'internationalisme envisageaient de les incorporer pleinement à la dynamique qu'ils appelaient de leurs vœux ; il n'était pas encore question d'associer totalement aux affaires du monde les pays vus comme secondaires et périphériques sur la scène internationale. C'est valable pour l'Amérique latine mais aussi pour les pays d'Asie, en particulier la Chine et le Japon[22], le facteur racial étant de plus en plus prégnant. Ainsi,

---

[18] Martin H. GEYER, Johannes PAULMANN, « Introduction…, p. 10.
[19] Ces deux internationalistes belges avaient auparavant créé, en 1895, l'Institut International de Bibliographie, sur lequel nous reviendrons dans ce chapitre.
[20] Voir Pham-Thi-Tu, *La coopération intellectuelle sous la SdN*, Genève, 1962, p. 13.
[21] Akira IRIYE, *ouv. cité*, p. 32.
[22] À ce sujet, voir Akira IRIYE, *ouv. cité*, p. 38-41.

> « les mouvements qui se constituaient au-delà des frontières nationales ont augmenté de manière considérable, mais l'ouverture du monde était aussi un processus d'inclusion et d'exclusion, porteur de questions ayant trait à l'autorité, à l'identité et à la puissance des nations[23] ».

De fait, l'internationalisation telle qu'elle se produit au XIXe siècle a principalement consisté à faire des valeurs européennes des références internationales[24]. Internationalisme et impérialisme apparaissent donc fondamentalement liés, Akira Yriye allant même plus loin puisque, selon lui, l'impérialisme est une forme d'internationalisme, dans la mesure où « […] il mit en contact différentes races et cultures, établissant de la sorte une 'communauté' internationale[25] ».

L'entre-deux-guerres constitue un moment particulier dans l'histoire de l'internationalisme, marquant l'émergence de « la compétition et de la rivalité entre différentes entreprises transnationales, le besoin de financement et de soutien institutionnel, ainsi que les notions de culture et de civilisation qui ont structuré et délimité l'internationalisme[26] ». Les dynamiques mises en place par la SdN, autant que ses échecs, facilitent en effet l'émergence de nouvelles formes d'action internationale et de connexions transnationales. L'après-Première Guerre mondiale est assurément caractérisé par une certaine effervescence dans les milieux internationalistes et par la conjugaison entre nouvelles pratiques et continuités avec la période précédente.

Ainsi l'UAI propose-t-elle, en février 1919, lors de la Conférence de la Paix, un projet de Charte internationale des intérêts intellectuels dans le but de coordonner leurs travaux et de les orienter vers des objectifs communs. Même si la mention d'une Commission internationale des relations intellectuelles n'est pas incluse dans le Pacte de la SdN, l'UAI réaffirme, pendant l'été 1919, son désir de coopérer régulièrement avec la SdN et, lors de la troisième conférence des Associations pour la SdN, qui a lieu à Bruxelles en décembre 1919, ses délégués obtiennent le vote d'une résolution demandant que l'organisme genevois encourage et dirige des initiatives dans le domaine des sciences et de l'éducation[27].

IICI et CICI réunissent idéaux pacifistes et préoccupations scientifiques et sont, dès leur naissance, affaire de réseaux, qu'il s'agisse de ceux qui ont contribué à leur création, comme l'UAI, ou de ceux que ces organismes ont participé à mettre en place, notamment par le biais des commissions nationales de coopération intellectuelle. Ces dernières entérinent une conception de l'internationalisme comme coopération entre unités nationales, à la différence de l'universalisme

---

[23] Martin H. GEYER, Johannes PAULMANN, « Introduction…, p. 9.
[24] *Idem*, p. 6.
[25] Akira IRIYE, *ouv. cité*, p. 41 : « […] *it brought different races and cultures together and established an international 'community'*. »
[26] Daniel LAQUA, « Preface », in *Internationalism Reconfigured..,* p. xv.
[27] Voir Jean-Jacques RENOLIET, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 12-13.

cosmopolite de la « République des Lettres » du XVIIIe siècle. Ces commissions nationales ont pour fonction de faire entendre la voix de leur pays, certes dans une optique de collaboration à l'échelle internationale, mais sans pour autant oublier les intérêts nationaux. Daniel Laqua montre ainsi le rôle qu'ont pu jouer les commissions nationales dans les États d'Europe centrale et orientale créés ou redessinés par les traités de paix, « où l'existence de minorités nationales ou de litiges frontaliers donnait une ample résonnance à la question de l'échange intellectuel[28] ». Martin H. Geyer et Johannes Paulmann soulignent que pour les États les plus petits, l'internationalisme constitue un moyen d'exister sur la scène internationale[29].

L'État-nation et ses intérêts ne sont donc jamais absents lorsqu'il est question de coopération internationale, qu'il s'agisse d'États puissants ou non : il suffit de songer au rôle de la France dans la création de l'IICI, perçu par le gouvernement français comme un outil pour son rayonnement à l'extérieur. Quant aux acteurs – les « membres éminents » de la CICI, les fonctionnaires de l'IICI ou les membres des commissions nationales –, s'ils sont sensés être « représentatifs des différents domaines de la vie intellectuelle qui ont contribué à civiliser l'humanité[30] », ils n'en restent pas moins conscients de la dimension nationale de leur travail. Francisco Walker Linares, acteur de premier plan de la commission nationale chilienne, l'exprime d'ailleurs très clairement :

> « La coopération intellectuelle est, par nature, tout autant internationale que nationale ; ses généreuses finalités, qui tendent à faire de la culture un patrimoine de l'humanité, ne sont pas incompatibles avec la mission d'exalter les valeurs spirituelles locales […][31]. »

Les acteurs de la coopération intellectuelle de l'entre-deux-guerres restent donc attachés à des identités locales, nationales et régionales. Il s'agit donc de montrer comment se tissent les interactions entre esprit internationaliste, pratiques transnationales et nationalisme dans les réseaux de coopération intellectuelle, que ces derniers soient d'origine européenne, panaméricaine ou latino-américaine. La prise en considération de ces trois échelles s'est imposée au fur et à mesure que nous avons identifié les acteurs latino-américains, majoritairement des intellectuels, présents dans nos sources ; il s'est en effet avéré qu'un certain nombre d'entre eux participait de plusieurs réseaux ou organisations et qu'il était donc nécessaire d'appréhender les toiles qui se tissaient au sein du « triangle atlantique » pour véritablement saisir les intérêts et dynamiques à l'œuvre dans le sous-continent tant dans l'émergence d'une identité latino-américaine toujours

---

[28] Daniel LAQUA, « Internationalisme ou affirmation de la nation ?..., p. 56.
[29] Martin H. GEYER, Johannes PAULMANN, « Introduction…, p. 10.
[30] *Coopération intellectuelle. Rapport de Gabriel Hanotaux adopté par le Conseil du 13 décembre 1923*, XXVIIe session du Conseil, Paris, décembre 1923, cité par Daniel LAQUA, *art. cité*, p. 61.
[31] Juvenal HERNÁNDEZ, Francisco WALKER LINARES, *La Cooperación intelectual. Sus antecedentes, su fundación en Chile, su acción*, Santiago, Ediciones de las prensas de la Universidad de Chile, 1940, p. 15.

fluctuante que dans la définition des identités nationales. C'est donc de la coopération intellectuelle comme lien entre internationalisme, régionalisme et nationalisme qu'il sera question dans ce chapitre. Dans un premier temps, nous analyserons l'identité et la place des acteurs dans ce processus. Nous avons choisi d'étudier plus spécifiquement la communauté des scientifiques, d'une part parce qu'ils sont considérés comme les « pères » de la coopération intellectuelle latino-américaine dans certaines de nos sources, d'autre part parce que la science est un objet qui, très tôt, a été perçue comme intrinsèquement porteuse d'internationalisme. Cela nous permettra par ailleurs d'interroger la figure de l'intellectuel tel qu'elle existe en Amérique latine pour la période qui nous occupe. Par la suite, ce sont les pratiques de la coopération intellectuelle à l'échelle du sous-continent qui constitueront le cœur de notre analyse. De manière très pratique, nous tenterons d'identifier les lieux, les outils, les fils qui constituent la toile latino-américaine. Revues, congrès, échanges universitaire, traductions, entre autres, constituent autant de fils conducteurs pour cerner les différentes composantes de cette « communauté imaginée » au niveau de la région et pour identifier les tensions dont elle est porteuse. Autrement dit, la coopération intellectuelle ne relève-t-elle que de l'ordre du discours, d'un idéal, d'une symbolique ou bien aboutit-elle à de véritables « croisements » ? Il s'agit donc d'interroger, à travers le cas latino-américain, la place de la culture dans les relations internationales et la place de celles-ci dans la construction des identités nationales.

Les acteurs au centre de la toile

Les scientifiques, acteurs multi-scalaires

> « Si les savoirs scientifiques (comme les autres formes de savoirs) circulent, ce n'est pas parce qu'ils sont universels. C'est parce qu'ils circulent – c'est-à-dire parce qu'ils sont réutilisés dans d'autres contextes et qu'un sens leur est attribué par d'autres – qu'ils sont décrits comme universels[32]. »
>
> Dominique Pestre

> « La science n'a pas de patrie, mais l'homme de science lui en a une[33]. »
>
> Bernardo Houssay[34]

L'internationalisme scientifique, entre universalisme et nationalisme

> « L'internationalisme scientifique renvoie aux théories et pratiques de la science. Il repose sur l'acceptation de normes identiques et sur le respect d'un processus transnational de validation[35]. »
>
> Brigitte Schröder-Gudehus

Cette définition renvoie à une conception *a minima* de l'internationalisme scientifique : elle en présente la face technique, dirions-nous, mais ne rend pas compte – ce n'est d'ailleurs pas son but – des représentations et des projections dont ce dernier est porteur et qui vont bien au-delà des seuls objets de la science. De fait, la coopération internationale révèle, sans doute plus que tout autre domaine, le caractère ambigu de la « neutralité » de la science. Si cette dernière est par nature universelle – les vérités que les scientifiques poursuivent ne sont pas des vérités « nationales » –, si la recherche et les découvertes forment un savoir commun, par la collaboration entre spécialistes et par la publication des travaux scientifiques, un certain nombre d'auteurs ont mis en évidence l'importance des contextes locaux dans la pratique de la science, remettant en cause l'idée selon laquelle les scientifiques seraient naturellement unis par un idéal de coopération pacifique. Brigitte Schröder-Gudehus a en effet montré qu'en période de tensions

---

[32] Dominique PESTRE, « Pour une histoire sociale et culturelle des sciences. Nouvelles définitions, nouveaux objets, nouvelles pratiques », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 50e année, n°3, 1995, p. 498.

[33] Bernardo Houssay, carta a un investigador que emigra, 1943, cité par Gregorio WEINBERG, *La ciencia y la idea de progreso en América Latina, 1860-1930*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1998, p. 30 : « *La ciencia no tiene patria, pero el hombre de ciencia la tiene*. »

[34] Voir notice biographique.

[35] Brigitte SCHRÖDER-GUDEHUS, « Pas de Locarno pour la science. La coopération scientifique internationale et la politique étrangère des États pendant l'entre-deux-guerres », *Relations internationales*, n°46, été 1986, p. 194.

internationales, les hommes de science n'ont pas un comportement foncièrement différent de celui de leurs compatriotes :

> « contrairement à ce que laissent croire des interprétations sommaires de l'internationalisme scientifique, la tradition séculaire d'échanges et de collaboration par-delà les frontières ne confère pas *ipso facto* à la science et à ceux qui la pratiquent une compréhension supérieure et sereine de la politique internationale[36] ».

Jean-Jacques Salomon, de son côté, arrive à la conclusion que la science moderne est trop liée institutionnellement à l'État pour que l'idéal d'universalité transcende totalement les intérêts nationaux :

> « L'internationalisme de la science n'est pas un ciment idéologique suffisant pour unifier l'internationale des savants, d'autant moins que c'est précisément à partir du XIXe siècle que les besoins de la recherche scientifique, tout autant que ses conséquences, vont placer les chercheurs sous la dépendance croissante des États[37]. »

Ce qui n'empêche pas les hommes de science de se représenter leur activité et leurs pratiques en termes d'universalité. Parce qu'elle a pour fondement l'objectivité, la science est en effet considérée comme étant au-dessus des conflits de valeurs qui caractérisent les autres expressions culturelles. D'où l'idée que les institutions scientifiques, et avec elles leurs membres, bénéficient d'une spécificité supranationale, rendant l'expression « communauté scientifique nationale » contradictoire. Il n'y aurait donc de communauté scientifique qu' « internationale », dont on peut définir ainsi les caractéristiques et les principes :

> « […] langage unique, procédures semblables, expériences équivalentes, normes communes sont autant de caractéristiques qui doivent distinguer l'activité scientifique de toutes les autres. L'idée d'une communauté scientifique, c'est l'idée d'une collectivité spirituelle dont les règles et les liens sont du seul domaine de l'esprit et qui, à ce titre, transcende jusqu'à les ignorer les incompatibilités nées du nationalisme ou des idéologies[38]. »

Cet universalisme scientifique trouve l'une de ses expressions les plus achevées dans l'idéal de la « République des Lettres » selon lequel la recherche du savoir et l'élaboration de la connaissance devaient amener les individus qui s'en réclamaient à former une communauté cosmopolite qui inspirait une loyauté plus forte que les appartenances à une religion, à une famille ou à un pays.

---

[36] Brigitte SCHRÖDER-GUDEHUS, *art. cité*, p. 173. Dans cet article, l'auteur analyse le boycott par de nombreux scientifiques européens des pays alliés lors de la Première Guerre mondiale à l'encontre de leurs homologues allemands. Le seul à avoir échappé à cet ostracisme a été Albert Einstein, nommé membre de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle en 1922. Comme le note Brigitte Schröder-Gunehus, « la CICI était par ailleurs divisée à ce sujet, Henri Bergson continuant de s'opposer énergiquement à ce que l'on envisage la nomination d'un autre membre représentant l'aire culturelle germanique, et surtout d'un Allemand. Sa résistance s'expliquait certes par ses convictions personnelles, mais aussi par son souci de ne pas indisposer l'opinion publique française. » (p. 181).
Voir aussi, de la même auteure, *Les scientifiques et la paix : la communauté scientifique internationale au cours des années 20*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1978.
[37] Jean-Jacques SALOMON, *Science et politique*, Paris, Economica, 1989, p. 322.
[38] *Idem*, p. 316.

La Révolution française introduit une rupture dans la mesure où les accomplissements de la science se trouvent désormais associés au prestige de la nation. Cette nouvelle donne n'est pas seulement valable pour la France : l'Angleterre ou l'Allemagne suivent un chemin similaire[39].

Dans le même temps, la communauté scientifique internationale connaît une institutionnalisation croissante, qui se traduit par l'apparition des conférences internationales ainsi que par la multiplication d'unions scientifiques. Ainsi, pas moins de 23 unions sont fondées entre 1860 et 1899, date à laquelle est créée l'Association Internationales des Académies[40]. La seconde moitié du XIXe siècle voit le nombre de congrès scientifiques augmenter au même rythme que l'ensemble des congrès internationaux et proliférer les revues consacrées aux sciences. Il faut y lire le besoin croissant de communication de scientifiques toujours plus nombreux et toujours plus spécialisés[41]. De fait, les congrès permettent de « faire le point sur les connaissances, harmoniser les outils de recherche, coordonner des projets » et passent ainsi pour « un mode de communication particulièrement adapté aux besoins de la science[42] ». Ils constituent une étape nécessaire au progrès de la science ainsi qu'une conséquence du développement de nouvelles techniques, exigeant l'élaboration d'une réglementation unificatrice internationale.

D'un autre côté, le rôle toujours plus important des États, notamment dans le domaine de la coopération scientifique, complique la donne dans la mesure où chaque pays tente d'imposer ses propres conceptions et références pour faire valoir ses intérêts. David Armstrong met ainsi en avant à quel point la constitution de la Société des Nations représentait une rupture avec le système des relations internationales tel qu'il existait avant 1914 :

> « Le principe directeur suivi par tous les États dans leurs relations était la protection de leur souveraineté naturelle et tout ce qui pouvait le remettre en cause, même à la marge, était toujours combattu. La coopération internationale, lorsqu'elle concernait des domaines aussi importants que la paix et la sécurité, avait été, peut-être de manière inévitable, limitée et temporaire ; mais même lorsqu'il était question de thèmes beaucoup moins sujets à la controverse, comme l'élaboration d'un système postal international […], les avancées avaient été longues. À chaque fois un ou plusieurs États

---

[39] Voir Geert J. SOMSEN, « A History of Universalism : Conceptions of the Internationality of Science from the Enlightenment to the Cold War », *Minerva*, vol. 46, n°3, 2008, p. 364-365 (disponible en ligne : http://www.springerlink.com/content/3r44072845r87p78/).

[40] En 1899, les principales académies d'Europe et la *National Academy* de Washington fondent l'Association Internationale des Académies afin de mieux assurer leur autorité dans l'organisation des relations scientifiques internationales. Voir Brigitte SCHRÖDER-GUDEHUS, « Division of labour and the common good : the International Association of Academies, 1899-1914 », *in* Carl Gustav BERNHARD, Elizabeth CRAWFORD, Per SÖRBOM (dir.), *Science, technology and Society in the time of Alfred Nobel*, New York, Pergamon, 1982, p. 3-20.

[41] Brigitte Shröder-Gudehus donne les chiffres de 10 000 scientifiques en 1850 et de 100 000 en 1900 (*in* « Avant-propos. Les congrès scientifiques internationaux », *Relations internationales*, n°62, été 1990, p. 111.

[42] Brigitte SCHRÖDER-GUDEHUS, « Les congrès scientifiques et la politique internationale des académies des sciences », *Relations internationales*, n°62, été 1990, p. 135.

> s'opposaient au changement selon la conviction que leur souveraineté pouvait être menacée ou qu'ils pouvaient perdre ne serait-ce qu'un infime avantage national[43]. »

Ce n'est pas un hasard si les sociétés de géographie surgissent parallèlement à l'expansion coloniale européenne[44] et que, selon les termes de Mechtild Roessler, « l'épistémologie des congrès internationaux de géographie de 1871 à 1949 se présente aussi comme l'histoire des conflits politiques et des intérêts nationaux[45] ». En Amérique latine, si le « partage du monde » n'est pas à l'ordre du jour, la géographie joue néanmoins un rôle politique : il s'agit, au lendemain des indépendances, de fixer les frontières des nouveaux États, souvent objets de disputes. Elle sert également à justifier l'expansion des frontières internes de ces États-nations fraîchement créés. Hugo Rogélio Suppo cite dans cette perspective l'exemple de l'*Instituto Geográfico Argentino*, fondé en 1879 par Estanislao Zeballos[46], auteur, en 1878, d'un ouvrage intitulé *La Conquista de 15 000 Leguas*, financé par le Ministère de la Guerre et écrit pour justifier ce que l'on a appelé la *Conquista del Desierto*[47]. La géographie en Argentine naît donc « au service de l'État, dans le but de justifier l'expansion de la 'civilisation' contre la 'barbarie' représentée par les indigènes qui ont été brutalement exterminés[48] ».

Il peut paraître paradoxal que l'organisation de la science au niveau international ait lieu alors même que le nationalisme scientifique prenait de l'importance. En vérité, ces deux dynamiques sont les deux faces d'une même pièce :

> « Alors que les nouvelles institutions étaient présentées comme les vecteurs de la coopération internationale, elles étaient aussi conçues dans le but d'évaluer et de reconnaître les réalisations scientifiques nationales. Les réussites nationales, après tout, ne pouvaient être mesurées qu'à l'aune de normes internationales ; une certaine organisation internationale était donc nécessaire pour qu'elles fussent tout simplement reconnues[49]. »

C'est pour cela que, bien que le nationalisme scientifique soit un fait avéré au tournant des XIXe et XXe siècles, les caractéristiques supranationales de la science ne cessent pas pour autant d'être mises en avant. La cosmopolite « République des Lettres » se transforme alors en « communauté

---

[43] David ARMSTRONG, *The Rise of International Organisation : A Short History*, Londres, The Macmillan Press, 1982, p. 1.

[44] On peut citer comme exemples celles de Paris (1821), de Londres (1830) ou de Berlin (1828).

[45] Mechtild ROESSLER, « La géographie aux congrès internationaux : échanges scientifiques et conflits politiques », *Relations internationales*, n°62, été 1990, p. 184.

[46] Estanislao Zeballos (1854-1923) est l'un des intellectuels et hommes politiques majeurs de ce que l'on a nommé la « generación del 80 ». Il a par ailleurs été ministre des Relations extérieures à trois reprises (1889-1890 ; 1891-1892 ; 1906-1908).

[47] La « conquista del desierto » est une campagne militaire menée par le gouvernement de la République Argentine contre les peuples Mapuche et Tehuelche afin de s'assurer l'entier contrôle sur les territoires de la Pampa et sur la Patagonie. Les opérations militaires se sont déroulées entre 1869 et 1888. La plus connue est celle de Julio A. Roca, particulièrement violente. Voir Tulio HALPERÍN DONGHI, *Una Nación para el Desierto argentino*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2005.

[48] Hugo Rogélio SUPPO, « Ciência e relações internacionais. O Congresso de 1905 », *Revista da SBHC*, n°1, 2003, p. 7.

[49] Geert J. SOMSEN, « A History of Universalism…, p. 366.

scientifique internationale » ; on passe d'une confraternité d'individus à une association entre nations. Comme le note Geert J. Somsen,

> « on continua à mettre l'accent sur le rôle de la communauté scientifique en termes de promotion de la paix et son domaine à être identifié au 'monde civilisé'. […] La compétition internationale servait à valoriser les réalisations nationales et on célébrait tout à la fois la fraternité internationale et les triomphes nationaux. L'internationalisme scientifique ne constituait pas un contrepoids au nationalisme mais il le guidait et l'encourageait.[50]. »

Ces enjeux sont bien résumés dans cette proposition faite à Getúlio Vargas, en 1938, de favoriser la tenue à Rio de Janeiro du congrès de l'Académie Internationale d'Histoire des Sciences[51] :

> « La réalisation d'un congrès de ce genre à Rio de Janeiro aurait, au-delà des avantages intellectuels qui découleraient de l'étude de thèmes pertinents quant à l'évolution des sciences en Amérique latine, celui d'être le premier congrès de ce genre à avoir lieu dans le Continent et le Brésil pourrait ainsi tirer les bénéfices d'une propagande efficace menée par les savants qui s'y rendraient[52]. »

Ce modèle ne disparaît pas au lendemain de la Première Guerre mondiale mais est petit à petit remis en question en fonction des préoccupations de l'entre-deux-guerres. Alors qu'elle se devait de révéler la grandeur de la nation, la science est de plus en plus souvent présentée comme un antidote au nationalisme. Il s'agit, entre autres, d'une réaction aux tensions provoquées par l'Allemagne nazie : la volonté de créer une « confraternité scientifique » reflète celle d'une coopération internationale au service d'une paix que l'on sentait menacée. Tel est le sens de la « société des esprits » que Paul Valéry appelle de ses vœux[53].

---

[50] *Idem*, p. 365.

[51] Dans les années 1920, des historiens européens ont jugé nécessaire d'organiser une Académie internationale, ouverte aux savants de tous pays pour lutter contre la diffusion des idées fausses relatives aux sciences et techniques et à leur histoire. Leur détermination a donné naissance à l'Académie Internationale d'Histoire des Sciences au cours de l'hiver 1927-1928.

[52] ANRJ, Série Gabinete Civil do Presidente da República, caixa 120, 1938-1939, 17/12/1938, lettre de (auteur inconnu) à Getúlio Vargas.

[53] La CIC compte d'ailleurs dans ses rangs deux des scientifiques les plus connus de l'époque : Albert Einstein et Marie Curie.

Histoire des sciences en Amérique latine, histoire des sciences latino-américaines

« […] Construire la science a également signifié inventer des nations[54]. »

Marie Margaret Lopes

« Pendant longtemps, l'historiographie de la science a ignoré le monde latino-américain[55] ». Ce constat peut être fait pour tout espace qui n'est pas l'Europe, perçue comme le berceau de la science moderne[56] ; les premières études d'histoire des sciences concernant l'Amérique latine se faisaient à l'aune de présupposés largement eurocentrés[57]. Ceci a eu comme conséquence de ne penser les dynamiques scientifiques latino-américaines qu'en termes de retard ou de dépendance[58]. Ce n'est qu'à la fin des années 1970 qu'un groupe d'historiens a commencé à remettre en question cet eurocentrisme : l'Amérique latine avait un passé scientifique spécifique, pouvant faire l'objet d'analyses et de réflexions et être considéré comme partie prenante de la trame culturelle des sociétés du sous-continent. La création, en 1982, de la *Sociedad Latinoamericana de las Ciencias y de la Tecnología*, puis, en 1984, de la revue qui lui est associée, *Quipu*, constituent un premier pas dans cette direction. Juan José Saldaña, qui a coordonné l'ouvrage *Historia social de las ciencias en América Latina*[59], paru en 1996, note qu'ainsi on a commencé à développer « un nouveau langage capable de nommer des situations et des actions scientifiques, qui n'avaient auparavant jamais été pris en considération par les historiens de la science[60] ». Deux axes ont structuré une grande partie de la production historiographique à partir de ce moment-là : la question des circonstances et facteurs expliquant le processus d'expansion de la science occidentale et celle relative aux mécanismes qui ont favorisé l'appropriation locale de certaines pratiques et valeurs

---

[54] Maria Margaret LOPES, « A mesma fé e o mesmo empenho em suas missões científicas e civilizadoras: os museus brasileiros e argentinos do século XIX », *Revista Brasileira de História*, v. 21, n° 41, p. 68 : « *[...] construir ciência significou também inventar nações*. »

[55] Antonio LAFUENTE, Leoncio LÓPEZ-OCÓN, « Bosquejos de la ciencia nacional en la América Latina del Siglo XIX », *Asclepio*, vol. L, n°2, 1998, p. 5 : « *Durante largo tiempo la historiografía de la ciencia ha venido silenciando el mundo latinoamericano*. »

[56] Voir Geert J. SOMSEN, « A History of Universalism : Conceptions of the Internationality of Science from the Enlightenment to the Cold War », *Minerva*, vol. 46, n°3, 2008, p. 361-379 (disponible en ligne : http://www.springerlink.com/content/3r44072845r87p78/).

[57] Pour un panorama de l'histoire des sciences en Amérique latine, voir Enrique BELTRÁN, « La historia de la ciencia en América Latina », *Quipu*, n°1, 1986, p. 7-23 et Michel PATY, « L'histoire des sciences en Amérique latine », in *La Pensée*, n°288-289, 1992, p. 11-15.

[58] Voir Juan José SALDAÑA, « Introduction : The Latin American Scientific Theater », *in* Juan José SALDAÑA, *Science in Latin America : a History*, Austin, University of Texas Press, 2006, p. 1-28.

[59] *Historia social de las ciencias en América Latina*, México, Editorial Porrúa, 1996. En 1996 également, paraît *Salud, cultura y sociedad en América Latina : nuevas perspectivas históricas* (Lima, Ed. IEP, 1996) dirigé par Marcos Cueto.

[60] Juan José SALDAÑA, « Introduction…, p. 10 : « *a new language able to name situations and scientific actions never before considered by historians of science*. »

scientifiques. L'accent est mis, comme pour d'autres régions du monde, sur l'importance des contextes régionaux, nationaux et locaux[61]. C'est bien la spécificité de la science telle qu'elle est pensée et pratiquée en Amérique latine qui est posée. Il n'est cependant pas question d'enfermer cet espace sur lui-même en niant les circulations d'idées, de valeurs ou de formes institutionnelles entre les deux rives de l'Atlantique. La notion de transfert culturel, si elle n'est pas toujours explicite, est en effet toujours à l'œuvre dans ces travaux qui partent du postulat que la région latino-américaine n'est pas qu'un pôle récepteur passif , « mais est au contraire capable d'imposer des conditions, soit en choisissant des objets acceptables, soit en les hiérarchisant de manière différente par rapport à leur espace d'origine[62] ». Ismael Ledesma-Mateos, dans un article intitulé « Las prácticas médicas y la biología como ciencia : paradigmas, asimilación y domesticación social en México[63] », montre ainsi que l'introduction d'une connaissance est un processus qui implique la conjonction de facteurs multiples en relation avec les caractéristiques de la communauté qui reçoit les nouveaux concepts et théories. Selon l'auteur, ce processus est constitué par des phénomènes de « domestication sociale » de ces concepts et théories, de traductions dont surgissent des versions hybrides, marquées par les particularités locales, et donc différentes de leur version originale en provenance de l'Europe. Pour étudier la transmission de la formation et de l'information scientifique et technique, il est nécessaire de prendre en compte deux niveaux : celui des institutions et celui des individus[64]. Il convient par ailleurs d'étudier l'image du « modèle » de culture scientifique qui fait l'objet d'une importation. Patrick Petitjean et Michel Paty notent, dans le cas des échanges scientifiques entre la France et le Brésil aux XIXe et XXe siècles, que cette image est construite en fonction de deux processus : celui de l'idéalisation (« par exemple, les Lumières et la Révolution française ») et celui qui relève d'un choix délibéré (« par exemple, la tradition française de physique mathématique au début du XIXe siècle, ou, plus tard, l'œuvre de Poincaré, référence principale de bien des mathématiciens brésiliens des années

---

[61] Voir notamment David N. LIVINGSTONE, *Putting science in its place. Geographies of Scientific Knowledge*, Chicago, The University of Chicago Press, 2003. Voir aussi Juan José SALDAÑA, « Introduction…, p. 12.

[62] Antonio LAFUENTE, Leoncio LÓPEZ-OCÓN, « Bosquejos de la ciencia nacional…, p. 7 : « *sino que se manifiesta capaz de imponer condiciones, ya sea al elegir los objetos aceptables, ya sea hierarquizándolos de otra manera a como lo estaban en el lugar de origen*. ». Cette question a fait l'objet d'un dossier, paru en 2008, coordonné par Sonia Lozano et Natalia Priego dans la revue *História, Ciências, Saúde – Manguinhos* (Sonia LOZANO et Natalia PRIEGO (coord.), « Transmisión y herencia científica : Europa y América Latina », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. XV, n°2, avril-juin 2008).

[63] Ismael LEDESMA-MATEOS, « Las prácticas médicas y la biología como ciencia : paradigmas, asimilación y domesticación social en México » *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. XV, n°2, abril-juin 2008, p. 441-449.

[64] Voir Patrick PETITJEAN, Michel PATY, « Sur l'influence scientifique française au Brésil aux XIXe et XXe siècles », *Cahiers des Amériques latines*, n°4, 2ème semestre 1986, p. 33-34.

1920 ; en biologie et en médecine, le rôle de Pasteur, etc. »)[65]. Enfin, un autre niveau de l'enquête est celui des politiques gouvernementales.

L'histoire du développement de la science en Amérique ne peut donc faire l'économie d'une réflexion sur les conditions socio-historiques et géographiques propres à la région. Juan José Saldaña insiste en particulier sur l'héritage colonial[66].

L'émancipation des sociétés latino-américaines vis-à-vis de l'Espagne et du Portugal au cours des deux premières décennies du XIXe siècle confère aux sciences un rôle particulier ; les nouvelles nations placent en effet beaucoup d'espoir dans la science, perçue comme la voie vers l'éducation des peuples, la transformation matérielle de la société, en somme, un instrument au service du progrès et de la modernité. La grande influence du positivisme d'Auguste Comte apparaît tout à la fois comme une origine et une conséquence des attentes vis-à-vis de la science. Celle-ci apparaissait comme la panacée à tous les maux de ces États-nations aux contours encore flous. Ce qui explique que les scientifiques latino-américains, dont les activités reposaient sur des moyens alloués par l'État, pouvaient difficilement échapper aux exigences locales et aux impératifs définis comme nationaux. Les relations entre science et politique ont donc un effet direct sur le développement scientifique en Amérique latine.

L'histoire des sciences dans cette partie du monde a donc trait autant à l'établissement d'une tradition et d'une communauté scientifique qu'à la construction d'une identité nationale.

La formation d'un espace public pour la science en Amérique latine

Face aux grands bouleversements que connaît l'activité scientifique et technique de la fin du XIXe siècle aux premières années du XXe en Europe et aux États-Unis, l'Amérique latine apparaît à la marge. Est-ce à dire pour autant que la science est inexistante dans le sous-continent ? Ce serait simplifier la situation et ne pas tenir compte de la présence d'une petite mais active communauté scientifique, dans certains domaines précis[67]. Par ailleurs, on ne saurait passer sous silence les développements de la science durant l'époque coloniale[68]. Enfin, il convient de rappeler combien les situations des divers régions et pays pouvaient être différentes :

---

[65] *Idem*, p. 34.
[66] Juan José SALDAÑA, « Introduction…, p. 3.
[67] Francisco R. SAGASTI, Alejandro PAVEZ, « Ciencia y tecnología en América Latina a principios del siglo XX : Primer Congreso científico panamericano », *Quipu*, vol. 6, n°2, mai-août 1989, p. 192.
[68] Sur cette question, voir par exemple Antonio LAFUENTE, José SALA CATALA, « Ciencia colonial y roles profesionales en la América Española del siglo XVIII », *Quipu*, vol. VI, n°3, sept.-déc. 1989, p. 387-403 ou Marcel ROCHE, « Early History of Science in Spanish America », *Science*, vol. 194, p. 806-810 (disponible en ligne : http://www.ivic.gob.ve/estudio_de_la_ciencia/Earlyhistory.pdf)..

> « L'évolution irrégulière et variable de l'activité scientifique et technologique en Amérique latine durant la période coloniale et les premières décennies de la vie républicaine a produit, vers la fin du XIXe siècle, un panorama inégal et désarticulé de l'activité scientifique[69]. »

Dans les premières décennies qui ont suivi les indépendances, l'instabilité politique et institutionnelle ne stoppe pas les avancées scientifiques et technologiques mais gêne leur véritable consolidation. Francisco R. Sagasti et Alejandro Pavez n'ignorent pas cet aspect lorsqu'ils dressent le bilan de ce XIXe siècle en Amérique latine du point de vue de la science :

> « De manière générale on pourrait affirmer que vers la fin du XIXe siècle, dans aucun pays d'Amérique latine, la science n'avait réussi à se constituer en activité fermement établie, pleinement soutenue par le gouvernement et capable de contribuer significativement à la connaissance scientifique mondiale. […] On pourrait encore moins parler d'une transformation des institutions éducatives et d'initiatives de production similaires à celles qui existaient en Europe et aux États-Unis à la même époque. Le faible niveau de développement économique ne permettait pas de générer une demande soutenue d'activités scientifiques et technologiques, alors que la supériorité intellectuelle des États-Unis et de l'Europe en faisait des sources logiques d'idées et de techniques productives […][70]. »

Cette période est néanmoins celle de l'influence du positivisme comtien et de l'intégration, plus ou moins poussée selon les pays[71], des économies régionales aux marchés mondiaux, facteurs qui contribuent peu ou prou à la formation d'un espace public pour la science dans le sous-continent. Ce processus est porté par ceux que Leoncio López-Ocón appelle les « messagers de la science », dont les outils sont la presse, la création d'associations scientifiques et de nouvelles institutions éducatives, la fondation de musées d'histoire naturelle et la participation aux expositions universelles[72]. Cet auteur met en effet en avant l'apparition, dès la fin du XVIIIe siècle, de publications scientifiques de qualité dans les capitales des vice-royautés (México, Lima, Bogotá et Buenos Aires)[73]. Si la période qui suit les indépendances diminue l'espérance de vie de ces différentes revues, il n'en demeure pas moins que ces dernières permettent aux scientifiques qui en sont à l'origine de créer un intérêt pour leur activité, chez les élites économiques comme chez les classes moyennes naissantes. Grâce à ces écrits, ils diffusaient l'idée que le développement des sciences, notamment des sciences dites naturelles (biologie, géologie, climatologie), était indispensable à la construction des nouvelles nations : en favorisant une meilleure connaissance des ressources naturelles dont ces dernières disposaient, la science permettait leur mise en valeur, au service du bien-être matériel de sociétés dont les économies reposaient sur l'exportation de

---

[69] Francisco R. SAGASTI, Alejandro PAVEZ, « Ciencia y tecnología en América Latina…, p. 193.
[70] *Idem*, p. 194.
[71] L'Argentine, le Brésil, le Chili et le Mexique figurent parmi les pays les plus intégrés à l'économie mondiale.
[72] Leoncio López-Ocón CABRERA, « La formación de un espacio público para la ciencia en la América Latina del siglo XIX », *Asclepio*, vol. L, n°2, 1998, p. 207.
[73] Voir Alberto Saladino GARCIA, *Ciencia y prensa durante la Ilustración Latinoamericana*, México, Universidad Autónoma de México, 1996.

matières premières[74]. Cela a parfois permis l'émergence de débats autour des thèmes traités dans ces revues, comme le montre Luis Otávio Ferreira à propos des revues médicales et de la prise en considération des questions sanitaires par les pouvoirs publics brésiliens[75]. Ces publications ont en outre permis de sauvegarder la mémoire scientifique de la période coloniale tout en procédant à une réélaboration de cette tradition. Mais leur apport principal réside sans doute dans le fait qu'elles ont donné confiance aux élites scientifiques et techniques latino-américaines dans leur pouvoir de participer au façonnement de sociétés nouvelles, autrement dit d'être des acteurs de premier plan dans la construction des jeunes États-nations[76].

Parallèlement à la création et à la circulation de ces revues, on observe celle de sociétés savantes[77] et de musées consacrés aux sciences naturelles et ce dès le début du XIXe siècle. L'Amérique latine s'insère donc pleinement dans ce que l'on appelle « le mouvement international des musées »[78]. Ainsi, le *Museu Nacional* est-il créé au Brésil en 1818 dans le cadre du programme de modernisation entrepris par la monarchie portugaise. Les musées se créent au moment même où se réalisent les processus d'indépendance : ainsi de l'Argentine (1812), du Chili (1822)[79], de la Colombie (1823), du Mexique (1825), du Pérou (1826) et de l'Uruguay (1837), entre autres[80]. Comme le note Maria Margaret Lopes,

---

[74] Leoncio LÓPEZ-OCÓN CABRERA, « La formación de un espacio público…, p. 212. L'auteur montre également que cet intérêt pour les ressources naturelles a été alimenté par le courant romantique (voir p. 214).

[75] Luis Otávio FERREIRA, « Os periódicos médicos e a invenção de uma agenda sanitária para o Brasil (1827-1843) », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. VI, n°2, 1999, p. 331-351.

[76] Sur les publications scientifiques en Amérique latine au XIXe siècle, voir aussi Leoncio LÓPEZ-OCÓN, « La divulgación científico-técnica en la prensa de América Latina durante el siglo XIX. Estado de la cuestión y estrategias de investigación », *in* Luis Carlos ARBOLEDA, Carlos OSORIO (ed.), *Nacionalismo e internacionalismo en la Historia de las Ciencias y la Tecnología en América Latina*, Cali, Universidad del Valle, 1997, p. 391-398 ; Celina Lértora Mendoza, « La ciencia nacional en las revistas de difusión científica – Argentina, 1880-1920 », *in* Luis Carlos ARBOLEDA, Carlos OSORIO (ed.), *ouv. cité*, p. 375-389 ; Zenobio Saldivia MALDONADO, « El rol social de las revistas científicas chilenas en el siglo XIX y su contribución a la idea de nación », *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nación y nacionalismo en Chile. Siglo XIX*, vol. 2, Santiago, Ediciones Centro de Estudios Bicentenario, 2009, p. 117-142.

[77] Voir Horacio CAPEL SÁEZ, « El asociacionismo científico en Iberoamérica. La necesidad de un enfoque globalizado », *in* Elena ALBERTO, María Luisa ORTEGA, Antonio LAFUENTE (org.), *Mundialización de la ciencia y la cultura nacional. Actas del Congreso Internacional Ciencia, Descubrimiento y Mundo colonial*, Madrid, Universidad Autónoma de Madrid, 1993, p. 287-296.

[78] Voir Joel OROSZ, *Curators and Culture : The Museum Movement in America, 1740-1870*, Tuscaloosa, The University of Alabama Press, 1990 et Susan SHEETS-PYENSON, *Cathedrals of Science : the development of colonial natural history museums in the late nineteenth century*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1988.

[79] Sur les musées chiliens comme espace de construction identitaire nationale, voir Patience A. SCHELL, « Museos, exposiciones y la muestra de lo chileno en el siglo XIX », *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nación y nacionalismo en Chile. Siglo XIX*, vol. 1, Santiago, Ediciones Centro de Estudios Bicentenario, 2009, p. 85-116.

[80] Voir Maria Margaret LOPES, « A formação de Museus Nacionais na América Latina Independente », *Anais do Museu Histórico Nacional*, vol. XXX, 1998, p. 121-145 (consultable en ligne : http://docvirt.com/docreader.net/docreader.aspx?bib=MHN&pasta=&pesq=maria%20margaret%20lopes).

> « au début du XIXe siècle, lorsque les frontières entre sciences, arts et technologie étaient moins rigides qu'elles ne le sont aujourd'hui, le musée abritait, sans aucune contradiction, des cours et collections du laboratoire de chimie, nécessaires à ses analyses minéralogiques, en même temps que l'Académie des Beaux-arts et la Société pour la promotion de l'industrie nationale[81] ».

Ce n'est pas un hasard si ce sont les sciences naturelles qui constituent le cœur de l'activité de ces musées qui s'inspiraient du modèle des grands musées européens, en particulier le Muséum d'histoire naturelle de Paris. Leur création reflète la volonté des jeunes États-Nations d'explorer et d'inventorier les richesses de leur territoire, permettant ainsi leur appropriation et leur mise en valeur. Aussi peut-on dire que ces musées, au-delà de leur fonction de recherche spécialisée, jouaient aussi le rôle de symboles servant à former et à appuyer les identités nationales[82].

L'autre élément à prendre en compte pour analyser l'émergence d'un espace public pour la science réside dans les circulations entre scientifiques latino-américains et scientifiques étrangers. Ces dernières se font par le biais, une fois de plus, de revues qui « firent circuler la science européenne en Amérique latine et à l'inverse, la science latino-américaine en Europe[83] », mais aussi par l'intermédiaire des expositions universelles[84], qui ont été utilisées par les élites latino-américaines à la fois comme écoles d'apprentissage de la civilisation industrielle et comme une vitrine de des avancées scientifiques et techniques de leur pays. Enfin, la présence non négligeable de voyageurs européens, scientifiques ou non, a également participé de ces échanges[85]. Les noms d'Auguste de Saint-Hilaire[86] ou d'Alexander von Humbolt sont parmi les plus connus et participent à l'inventaire de la nature américaine et ce faisant à la construction d'un imaginaire national dans les pays qu'ils ont arpentés.

Cette première phase du développement de l'activité scientifique et technique en Amérique latine apparaît donc très liée au positivisme européen ; la science, l'éducation,

---

[81] Maria Margaret LOPES, « Le rôle des musées, de la science et du public au Brésil », *in* Roland WAST (dir.), *Les sciences hors d'Occident au XXe siècle*, vol. 5 « Sciences et développement », sous la direction de Martine Barrère, Paris, ORSTOM Éditions, 1996, p. 261.

[82] *Ibid.*

[83] Leoncio LÓPEZ-OCÓN CABRERA, « La formación de un espacio público…, p. 220 : « *trasladaron la ciencia europea a América latina, y viceversa la latinoamericana a Europa*. »

[84] Nous reviendrons sur la participation des pays latino-américains aux expositions universelles dans notre troisième partie. On peut néanmoins citer deux références sur ce thème : Heloisa Maria BERTOL DOMINGUES, « As Demandas Científicas e a Participação do Brasil nas Exposições Internacionais do Século XIX », *Quipu*, Vol. XII, n°2, mai-août 1999, pp. 203-215 et José Augusto MOURÃO, Maria Estela GUEDES, Ana Maria CARDOSO DE MATOS (coord.), *O Mundo ibero-americano nas grandes exposições,* Lisbonne, Vega, 1999.

[85] Voir notamment Joseph M. FARRÉ, Françoise MARTINEZ, Itamar OLIVARES (dir.), *Hommes de science et intellectuels européens en Amérique latine (XIXe-XXe siècles)*, Actes du colloque international et interdisciplinaire, novembre 2004, Université Paris X, Paris, Éditions Le Manuscrit, 2005 et Michel BERTRAND, Laurent VIDAL (dir.), *À la redécouverte des Amériques : les voyageurs européens au siècle des indépendances*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2002.

[86] Auguste de Saint-Hilaire (1779-1853) voyage en Amérique du Sud de 1816 à 1822 et visite particulièrement le sud et le centre du Brésil. Voir Lorelei KURY, « La politique des voyages et la culture scientifique d'Auguste de Saint-Hilaire (1779-1853) », *in* Yves LAISSUS (dir.), *Les naturalistes français en Amérique du Sud (XVIe-XIXe siècle)*, Paris, Éditions du CTHS, 2005.

l'immigration européenne et les capitaux étrangers sont alors considérés comme les principaux instruments de la modernisation des États-nations. Durant cette période, qui va de la seconde moitié du XIXe à la première décennie du XXe siècle, le scientifique latino-américain appartient à « un petit groupe de savants et de personnes cultivées, mêlant encore chercheurs expérimentaux, naturalistes et amateurs[87] » dont la légitimation était presque toujours liée à leurs contacts avec des représentants des centres scientifiques européens ou nord-américains. L'institutionnalisation est encore faible et la part de la science dans l'enseignement universitaire, quand ce dernier existe, reste incluse dans le socle des humanités. Les étudiants latino-américains souhaitant suivre une formation scientifique se sont par conséquent tournés vers l'étranger, en particulier la France, l'Allemagne et les États-Unis. Quant aux premiers pas vers l'établissement de laboratoires d'expérimentation, ils se sont faits en relation étroite avec les priorités définies par les gouvernements, notamment dans les domaines de la santé publique et de l'ingénierie agricole[88].

Le dialogue, parfois ambigu, entre pouvoir politique et organisations scientifiques, a marqué la manière dont se sont constituées les jeunes nations latino-américaines. De fait,

> « si l'État avait besoin du soutien de la connaissance scientifique pour le recensement de ses richesses minières, territoriales ou végétales, ainsi que pour la résolution de situations de crise telles que les épidémies, les scientifiques avaient besoin de créer des espaces d'action et d'élargissement de leurs relations scientifiques dans un milieu souvent adverse et orienté par des priorités politico-économiques éloignées de leurs intérêts[89]. »

Les sciences naturelles de même que la médecine sont les domaines scientifiques qui ont le plus profité de l'appui de l'État. On observe ainsi que les sociétés ou associations relevant de ces champs ont été largement sollicitées pour les questions qui apparaissaient comme prioritaires, parmi lesquelles on peut citer les réformes urbaines[90], le développement de la production agricole et industrielle, celui des réseaux ferroviaires[91], des travaux d'ingénierie ou encore la démarcation

---

[87] Hebe VESSURI, « La ciencia académica en América Latina en el siglo XX », *Redes. Revista de Estudios Sociales de la Ciencia*, vol. I, n°2, 1994, p. 44 : « *un pequeño grupo de estudiosos y personas cultivadas entre los cuales todavía se confundían los investigadores experimentales, naturalistas y aficionados*. »

[88] Voir Hebe VESSURI, *art. cité*, p. 50.

[89] Marta de ALMEIDA, *Das Cordilheras dos Andes à Isla de Cuba, passando pelo Brasil : os congressos médicos latino-americanos e brasileiros (1888-1929)*, Tese apresentada ao programa de pós-graduação em história social da Faculdade de Filosofia, Letras, Ciências Humanas da Universidade de São Paulo, orientada por Prof. Maria Amélia Mascarenhas Dantes, São Paulo, 2003, p. 20.

[90] Voir par exemple Sidney CHALHOUB, « The Politics of Disease Control : Yellow Fever and Race in Nineteenth Century Rio de Janeiro », *Journal of Latin American Studies*, n°25, 1993, p. 441-463 et Márcia Regina BARROS DA SILVA, « O processo de urbanização paulista : a medicina e o crescimento da cidade moderna », *Revista Brasileira de História*, vol. XXVII, n°53, 2007, p. 243-266.

[91] Voir, pour l'Argentine, Máximo E. FARRO, « Redes y medios de transporte en el desarrollo de expediciones científicas en Argentina (1850-1910) », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. XV, n°3, juillet-sept. 2008, p. 679-696 et Elena SALERNO, « Los Ferrocarriles del Estado en Argentina y su contribución a la ciencia », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. XV, n°3, juillet-sept. 2008, p. 657-678. Pour le Brésil, Jaime Larry BENCHIMOL, André Felipe Cândido da SILVA, « Ferrovias, doenças e medicina tropical no Brasil na Primeira República », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. XV, n°3, juillet-sept. 2008, p. 719-762.

des frontières. Les travaux de José Murilo de Carvalho sur l'école des mines au Brésil[92], d'Hebe Vessuri sur les institutions scientifiques vénézuéliennes[93], de José Ignacio López Soria sur l'*Universidad Nacional de Ingeniería* du Pérou[94], ou de Nancy Stepan sur l'Institut Oswaldo Cruz[95] cherchent à éclairer les dynamiques à l'œuvre dans l'institutionnalisation des sciences en Amérique latine. On est là au cœur de la question de l'émergence et du développement d'une science latino-américaine car « les institutions scientifiques sont le creuset où se rejoignent connaissance et politique pour donner naissance à une science viable[96] ».

L'Amérique latine et l'internationalisation des sciences et des scientifiques

> « Les postures internationalistes n'échappèrent pas aux tensions générées par des intérêts économiques, politiques et sociaux d'ordre national, liés au nationalisme politique, à la domination coloniale ou à la suprématie qu'accordait le tandem science-technologie en termes de pouvoir[97]. »

La Première Guerre mondiale marque un tournant pour l'histoire des sciences en Amérique latine dans la mesure où elle contredit l'idéal de progrès porté par le positivisme. En outre, la période de l'entre-deux-guerres voit les sociétés latino-américaines être l'objet de profondes transformations sociales, dont l'un des éléments majeurs a été l'émergence d'une classe moyenne de plus en plus impliquée dans les débats autour des problèmes qu'avaient à affronter les États. Une des conséquences de ce processus a été l'émergence d'un nouveau marché éditorial, facteur essentiel pour la professionnalisation et l'autonomisation du travail intellectuel, notamment en Argentine, au Mexique ou au Brésil.

Cette période correspond aussi au moment où les bases de la science expérimentale sont posées dans le sous-continent et où l'on observe que les contacts avec les scientifiques étrangers et la participation à des réseaux de coopération internationale sont de plus en plus importants. Ainsi peut-on dire, à la suite de Patrick Petitjean et de Michel Paty, que

---

[92] José MURILO DE CARVALHO, *A escola de Minas de Ouro preto : o peso da glória*, São Paulo, Companhia Editora nacional, 1978.
[93] Hebe VESSURI, « El proceso de profesionalización de la ciencia venezolana: la Facultad de Ciencias de la Universidad Central de Venezuela », *Quipu*, vol. IV, n°2, 1988, p. 253-284.
[94] José Ignacio LÓPEZ SORIA, *Historia de la Universidad Nacional de Ingeniería*, Lima, Universidad Nacional de Ingeniería, 1999.
[95] Nancy STEPAN, *Beginnings of Brazilian Science : Oswaldo Cruz, medical research and policy, 1890-1920*, New York, Science History Publications, 1976.
[96] Juan José SALDAÑA, « Introduction…, p. 12 : « *scientific institutions are the forge in which knowledge and politics are joined to create viable science.* ».
[97] Alfredo Menéndez NAVARRO, Guillermo Olagüe de ROS, Mikel Astrain GALLART, « Ciencia, positivismo e identidad nacional en el Cono Sur : la participación argentina en los proyectos documentales contemporáneos (1895-1928 », *Hispania*, vol. LXII, n°210, 2002, p. 223.

« l'histoire sociale des sciences dans les pays [d'Amérique latine] appelle naturellement une recherche plus spécifique sur l'histoire des rapports scientifiques entre ces pays et les puissances dominantes[98] ».

Ce processus est à remettre dans un contexte plus général, celui de l'après-guerre, qui voit fleurir de nombreuses actions internationales dans le domaine de la santé publique. L'Organisation de la Santé de la SdN, des fondations philanthropiques comme la Fondation Rockfeller ou des organisations comme la Croix Rouge impulsent en effet une dynamique de coopération qui doit participer à la construction d'un ordre nouveau, susceptible de panser les plaies ouvertes par la Grande Guerre[99].

En 1922, en vertu de l'article 23 du Pacte de la Société des Nations (concernant la prévention et le contrôle des maladies), sont créés le Comité de la santé et l'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations[100]. En 1924, l'Organisation de Santé de la SdN est pleinement instituée, sous la conduite du polonais Ludwig Rajchman, spécialiste en bactériologie. Le nouvel organisme rencontre quelques difficultés à établir un rapprochement avec l'Amérique, les États-Unis lui préférant le Bureau International de Santé Publique, établi à Paris depuis 1908, et surtout le Bureau Sanitaire Pan-Américain[101], créé en 1902 et dont le siège est à Washington. Il n'y a d'ailleurs aucun lien formel mis en place entre l'organisme panaméricain et l'Organisation de Santé de la SdN. Grâce au dynamisme de son directeur, cette dernière devient rapidement incontournable pour les spécialistes de santé publique désireux d'internationaliser les problèmes auxquels ils étaient confrontés dans leur pays. Par ailleurs, l'organisation bénéficie de l'appui financier et moral de la Fondation Rockfeller[102]. Or celle-ci est particulièrement active en

---

[98] Patrick PETITJEAN, Michel PATY, « Sur l'influence scientifique française au Brésil aux XIXe et XXe siècles », *Cahiers des Amériques latines*, n°4, 2ème semestre 1986, p. 32.

[99] Voir Paul WEINDLING (ed.), *International Health Organizations and Movements 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

[100] Voir Martin David DUBIN, « The League of Nations Health Organisation », *in* Paul WEINDLING (org.), *International Health Organisations and Movements, 1918-1939*, New York, Cambridge University Press, 1995, p. 56-80.

[101] Le Bureau Sanitaire Panaméricain est créé lors de la réunion de délégués de 11 pays américains. Ces délégués ont formulé des accords et des réglementations pour lutter contre les maladies infectieuses telles que la fièvre jaune, la peste et le choléra, qui entravaient le commerce international. Le Bureau s'est progressivement élargi, parallèlement au nombre de questions de santé traitées. En 1924, 18 pays ont signé le Code sanitaire panaméricain, qui engage ses signataires à conjuguer leurs efforts dans le domaine de la santé publique. Le Bureau sanitaire était composé de sept membres, dont trois Nord-Américains, un Mexicain, un Chilien, un Cubain et un Costaricien. Néanmoins, aucun fonds n'étant alloué pour que les membres latino-américains puissent se rendre à Washington, c'est essentiellement le président du Bureau, en l'occurrence le *Surgeon general*, principal conseiller du gouvernement des États-Unis en matière sanitaire, qui accomplit les tâches et détermina la politique de cet organisme. Voir Elizabeth FEE, Theodore M. BROWN, « 100 years of the Pan American Health Organization », *American Journal of Public Health*, vol. 92, n°12, December 2002, p. 1888-1889 et Marcos CUETO, *El valor de la salud : historia de la Organización Panamericana de la Salud*, Washington, OPS, 2004.

[102] Voir Paul WEINDLING, « Philanthropy and World Health : the Rockfeller Foundation and the League of Nations Health Organization », *Minerva*, vol. XXXV, n°3, 1997, p. 269-281.

Amérique latine[103]. De fait, entre 1913 et 1940, les activités de cette fondation en Amérique latine concernent en grande majorité la santé publique et le contrôle des épidémies, le Brésil recevant la plupart des fonds. Durant cette période, la fondation a également appuyé le développement de la recherche en physiologie en Argentine et au Pérou[104]. L'implication de la fondation tant dans le sous-continent que dans l'Organisation de Santé de la SdN permet à celle-ci d'y nouer des contacts plus facilement. Dès 1923, le Brésil, le Chili, le Mexique et le Salvador sont représentés à la troisième réunion générale de l'organisation qui a lieu à Washington. C'est le début d'une collaboration qui va s'intensifier au fil des ans, l'Amérique latine devenant, surtout dans les années 1930, un interlocuteur de plus en plus présent, dont l'appui et l'engagement étaient les bienvenus dans un contexte européen chaque jour plus tendu. Les Latino-Américains ont ainsi été présents au Comité de la Santé, qui supervisait les activités de l'organisation, de sa création jusqu'en 1922 : il s'agit de Carlos Chagas[105] pour le Brésil (1922-1934), Pablo Mimbela[106] pour le Pérou (1924-1926), de Gregorio Aráoz Alfaro[107] (1927-1930) et Alberto Sordelli[108] (1936-1945) pour l'Argentine (1927-1930), de José Scoseria[109] pour l'Uruguay (1930-1931)[110]. L'Organisation est en outre à l'origine d'un certain nombre d'initiatives en direction de l'Amérique latine. Parmi celles-ci on peut mentionner la mission du nutritionniste Etienne Burget, de mars à septembre 1929 ; la publication par l'organisation, entre 1927 et 1930, d'études sur la mortalité infantile en Argentine, au Brésil, au Chili et en Uruguay[111] ; ou encore, en 1925, la tournée organisée par le médecin Louis-Ferdinand Destouches – plus connu comme écrivain sous le nom de Céline – pour huit fonctionnaires de santé latino-américains[112], voyage qui les mène de Cuba aux États-

---

[103] Voir notamment Marcos CUETO, « El Rockefeller Archive Center y la medicina, la ciencia y la agricultura latinoamericana del siglo veinte: una revisión de fondos documentales », *Quipu*, Vol VIII, n°1, janv-avril 1991 p. 35-50 ; Marcos CUETO, « The cycles of eradication : the Rockfeller Foundation and Latin American public health, 1918-1940 », *in* Paul WEINDLING (ed.), *International Health Organizations and Movements 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 222-242 ; Marcos CUETO (ed.), *Missionaries of Science. The Rockfeller Foundation and Latin America*, Bloomington/Indianapolis, Indiana University Press, 1994; Steven PALMER, « Central American Encounters with Rockfeller Public Health, 1914-1921 », *in* Gilbert M. JOSEPH, Catherine C. LEGRAND, Ricardo D. SALVATORE (ed.), *Close Encounters of Empire. Writing the Cultural History of U.S.-Latin American Relations*, Durham/Londres, Duke University Press, 1998, p. 311-331.

[104] Voir Hebe VESSURI, « La ciencia académica en América Latina en el siglo XX », *Redes. Revista de Estudios Sociales de la Ciencia*, vol. I, n°2, 1994, p. 57 et Marcos Cueto, « The Rockfeller Foundation's Medical Policy and Scientific Research in Physiology », *in Missionaries of Science...*, p. 126-148.

[105] En tant que directeur de l'Institut Oswaldo Cruz.

[106] En tant que professeur de médecine à l'Université de Lima.

[107] En tant que président du Département national de Santé.

[108] En tant que directeur de l'Institut de Bactériologie de Buenos Aires.

[109] En tant que membre du Conseil de Santé de l'Uruguay.

[110] Paul WEINDLING, « As origens da participação da América Latina na Organização de Saúde da Liga das Nações (1920-1940) », *História, Ciências, Saúde - Manguinhos*, vol. XIII, n°3, juillet-sept. 2006, p. 555-570.

[111] *Idem*, p. 561 et 565-566.

[112] Il s'agissait du dr. Alba (Mexique) : du dr. Alvarez (Cuba), du dr. Garira (Venezuela), du dr. Gubetich (Paraguay), du dr. Lerdes (Salvador) et du dr. Mattos (Brésil).

Unis, puis au Canada et dans toute une série de villes européennes[113]. Le sous-continent[114] est également moteur sur un certain nombre de questions, en particulier celles qui ont trait aux maladies infectieuses – notamment la lèpre[115] – et à l'organisation de la santé publique. De manière générale, la collaboration entre les pays latino-américains et l'Organisation conforte une vision plutôt élitiste et technocratique des réformes de santé publique, les thématiques relevant du social, pourtant de plus en plus prises en compte depuis la Grande Dépression, n'étant quasiment jamais abordées pour l'Amérique latine. Pour les scientifiques latino-américains, la principale conséquence de leur participation aux activités et aux réseaux de l'Organisation a été de voir conforter leur rôle d'experts et la reconnaissance qu'ils pouvaient avoir dans leur pays d'origine.

L'Amérique latine n'est donc pas absente des activités déployées par ces organismes. Elle est aussi, dans le même temps, un terrain où s'affrontent, notamment, la France, l'Espagne, l'Allemagne et les États-Unis, tous en quête d'hégémonie politique, commerciale et culturelle. Les relations scientifiques internationales n'échappent pas à cette concurrence. Nous évoquerons ici plus particulièrement les initiatives françaises et allemandes.

La diplomatie culturelle française, sans être totalement indifférente aux nécessités scientifiques latino-américaines, se concentre néanmoins plus sur les sciences humaines et sociales que sur les sciences exactes[116]. La création, en 1934, de l'Université de São Paulo en est une bonne illustration[117]. Il y a néanmoins eu un certain nombre d'échanges scientifiques, même si l'influence scientifique française est décrite comme aléatoire et parcellaire par certains auteurs[118] et tributaire de la francophilie d'une partie des élites. Les liens avec la France sont néanmoins importants car ils servent d'instance légitimante pour une communauté scientifique naissante.

C'est le cas notamment au Brésil, au début du XXe siècle, où la communauté et l'activité scientifiques ont connu un certain développement : certains hommes de science brésiliens ont

---

[113] Voir Paul WEINDLING, *art. cité*, p. 562-564.

[114] Il s'agit surtout de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, du Mexique, de Panamá, du Pérou, du Salvador, de l'Uruguay et du Venezuela (Voir Paul WEINDLING, *art. cité*, p. 567).

[115] Dès 1925, Carlos Chagas insiste pour que l'Organisation s'occupe du problème de la prophylaxie de la lèpre. Son action aboutit, en 1931, à un accord entre l'Organisation et le gouvernement brésilien pour financer un centre international de recherche, situé à Rio de Janeiro et placé sous la direction de Chagas (Voir Paul WEINDLING, *art. cité*, p. 564).

[116] Cela ne signifie pas pour autant que les sciences exactes sont absentes des relations entre la France et le Brésil. Voir Amélia Império HAMBURGER (org.), *A ciência nas relações Brasil-França (1850-1950)*, São Paulo, Edusp/FAPESP, 1996. Jacques Chonchol et Guy Martinière notent que « on peut remarquer que la présence notable de savants français travaillant dans d'autres domaines que la langue et la littérature, voire même dans d'autres domaines que les sciences de l'homme et de la société, était devenue un élément fondamental de la coopération universitaire entre la France et le Brésil. » (Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIERE, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 87).

[117] Sur la création de l'Université de São Paulo et sur les missions universitaires françaises, voir Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIÈRE, *ouv. cité*, p. 88-91.

[118] Patrick PETITJEAN, Michel PATY, *art. cité*, p. 43.

acquis une reconnaissance internationale en mathématiques, en astronomie et dans les sciences biomédicales[119] ; un premier noyau de recherches existe de manière durable avec l'Institut Manguinhos, qui devient par la suite Institut Oswaldo Cruz, du nom de son fondateur. Tout est encore à consolider, mais l'idée que la science doit être considérée comme une activité intellectuelle autonome a fait son chemin. De cette maturation naît la *Sociedade Brasileira das Ciências* en 1916 ; elle prend le nom d'*Academia Brasileira das Ciências* en 1922. Sa naissance et ses activités sont dans un premier temps rendues difficiles dans la mesure où cet organisme se construit contre le positivisme qui a régné en maître au Brésil depuis la fin du XIXe. Sa quête de légitimation a pu profiter de l'existence d'un certain nombre d'organismes spécialisés dans le développement des échanges culturels et économiques entre la France et le Brésil. Patrick Petitjean et Michel Paty montrent ainsi comment

> « la francophilie des mathématiciens et astronomes qui fondèrent l'Académie des Sciences au Brésil, de même que le soutien des autorités françaises à l'ouverture scientifique vers le Brésil créèrent une conjoncture favorable à l'établissement de liens étroits entre le Groupement et l'Académie, par l'intermédiaire des Instituts franco-brésiliens de haute culture[120]. »

Georges Dumas est par exemple invité dès 1917 et devient le premier membre correspondant de l'Académie. En 1932, sur les 13 membres correspondants, neuf sont français[121]. Dans le sens inverse, dans les années 1920, Miguel Osório de Almeida, Amoroso Costa[122], Antonio Austregésilo[123] et Tobias Moscoso[124] sont venus donner des cours à la Sorbonne[125]. L'évocation que fait Georges Le Gentil, professeur à la Sorbonne et spécialistes des études portugaises et brésiliennes, d'une conférence prononcée dans cette université par Antonio Austregésilo, dans une lettre à Aloísio de Castro, médecin et membre de la CICI, est révélatrice de l'importance de ces invitations la reconnaissance des protagonistes de la science brésilienne :

> « M. Austregésilo nous a donné, dans la grande salle des thèses, un aperçu très intéressant du mouvement de la science médicale au Brésil […]. Le public parisien a pu se rendre compte que vos installations sont de beaucoup supérieures aux nôtres[126]. »

Outre ces liens institutionnels, il faut également souligner le rôle des publications scientifiques et des liens créés entre sociétés savantes. Ainsi, la Société de Biologie de Paris, fondée en 1848, compte parmi ses filiales des sociétés équivalentes à Buenos Aires (1922), Rio de

---

[119] *Idem*, p. 37.
[120] *Idem*, p. 40.
[121] *Ibid.*
[122] Manoel Amoroso Costa (1885-1928) est un mathématicien brésilien qui a été un acteur important de la diffusion de la théorie de la relativité au Brésil.
[123] **Antonio Austregésilo** (1876-1960) est un neurologue brésilien.
[124] Tobias Moscoso (?-1928) est mathématicien. Il participe par ailleurs à la Ve conférence interaméricaine (Santiago du Chili, 1923).
[125] Voir Guy MARTINIÈRE, Jacques CHONCHOL, *ouv. cité*, p. 86-87.
[126] ABL, Arquivo Aloísio de Castro, Pasta 2, Paris, 20/04/1926, Lettre de Georges Le Gentil à Aloísio de Castro.

Janeiro (1923), México et Montevideo (1928) et Santiago du Chili (1932)[127]. Chaque filiale envoyait des rapports, en français, sur leurs activités pour leur parution dans les *Comptes Rendus Hebdomadaires de la Société de Biologie et ses Filiales*. Du côté français, on en retirait le bénéfice de faire du français la langue de la science ; du côté latino-américain, la publication dans une revue française était la garantie d'une reconnaissance. Cette politique est développée par la création, en 1930, de la *Revue Sud-Américaine de Médecine et de Chirurgie*, publication mensuelle qui circule jusqu'en 1936. Si elle est intégralement en français, elle ne compte que des articles écrits par des collaborateurs latino-américains. Cela devait permettre aux scientifiques du sous-continent de prendre connaissance des recherches menées par leurs voisins, en passant par la France, qui se pose de la sorte en intermédiaire obligé et en gardienne de l'identité latine comme le montre cet extrait de la lettre-préface du premier numéro, signée par six scientifiques français[128] :

> « Ce que nous savons de l'Amérique du Sud, où nous avons voyagé, et où certains d'entre nous ont même quelque peu vécu, nous autorise à vous dire que votre tentative mérite de réussir : nous sommes, les uns et les autres, héritiers du génie latin et devons à notre passé de prolonger ensemble ses traditions[129]. »

Chaque pays latino-américain participant à la revue constitue un conseil scientifique. En mars 1930, au moment de la parution du deuxième numéro, on peut dresser le tableau suivant :

Pays	Argentine	Bolivie	Brésil	Chili	Colombie	Équateur	Paraguay	Pérou	Uruguay	Venezuela
Nombre de membres du conseil scientifique	29	5	25	11	5	11	7	15	16	12

Le nombre élevé de membres des conseils scientifiques brésilien et argentin permet deux hypothèses : l'importance de la communauté scientifique de ces deux pays par rapport aux autres et l'attention qui était portée tant par les Brésiliens que par les Argentins à la diffusion de leurs travaux en Europe. L'étude de la composition de ces conseils pour l'Argentine, le Brésil et le Chili montre par ailleurs le poids de certaines institutions. Dans le cas argentin, il s'agit de la Faculté des sciences médicales de Buenos Aires (21 membres sur 29 y sont rattachés) et de l'Académie

[127] Magali ROMERO SÁ (coord.), « Medicina, ciência e poder : as relações entre a França, Alemanha e Brasil no periódo de 1919 a 1942 », *História, Ciências, Saúde - Manguinhos*, vol. XVI, n°1, janv-mars 2009, p. 251.

[128] Il s'agit de G.H. Roger, professeur de physiologie à la Faculté de Médecine de Paris, membre de l'Académie de Médecine ; Charles Achard, professeur de clinique médicale à la Faculté de Médecine de Paris, membre de l'Académie de Médecine, membre de l'Institut ; Émile Brumpt, professeur de parasitologie et d'histoire naturelle médicale à la Faculté de Médecine de Paris, membre de l'Académie de Médecine ; A. Couvelaire, professeur de clinique d'accouchements à la Faculté de Médecine de Paris, membre de l'Académie de Médecine ; Maurice Chiray, professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris ; Bernard Cunéo, professeur d'anatomie médico-chirurgicale à la Faculté de Médecine de Paris.

[129] *Revue Sud-Américaine de Médecine et de Chirurgie*, tome I, n°1, janv. 1930, p. 11.

nationale de médecine, dont le siège est également à Buenos Aires (dix membres sur 29) ; dix membres appartiennent aux deux institutions. Au Brésil, c'est l'Académie nationale de médecine de Rio de Janeiro qui constitue le point commun pour 18 des 25 membres du conseil. Pour le Chili, on constate que tous les membres ont un lien institutionnel avec la Faculté de Médecine de Santiago. Alors qu'au Brésil et en Argentine certains membres sont basés ailleurs que dans la capitale fédérale, Santiago semble concentrer la communauté scientifique chilienne. Ainsi peut-on dire que la participation à cette revue reflète tout autant qu'elle valide l'organisation des sciences médicales dans ces trois pays. Nous pouvons interpréter l'amenuisement du nombre de pages au fil des années – en 1936, par exemple, les numéros sont de simples feuillets – comme le résultat de la présence d'autres références étrangères dans ce domaine, qu'il s'agisse de l'Allemagne ou des fondations nord-américaines.

De fait, l'Allemagne n'est pas en reste : dès le début du XXe siècle elle est présente sur le terrain scientifique, notamment en Argentine. Avec l'appui du ministère impérial des Relations extérieures, la science et la culture allemandes s'implantent dans ce pays, concurrençant de manière ouverte les intérêts des États-Unis[130]. Après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne tente de reconquérir son prestige culturel et son influence économique ; dans cette optique, médecins et scientifiques allemands jouent un rôle de premier ordre[131]. C'est dans cette perspective qu'est créée, en mars 1920, la division culturelle du ministère des Relations extérieures, chargée de superviser les échanges scientifiques et les voyages à l'étranger des universitaires et scientifiques allemands[132]. Selon Bernardo Nocht, directeur de l'*Institut für Schiffs- und Tropenkrankheiten* (Institut des Maladies Maritimes et Tropicales) de Hambourg, la médecine constitue en effet l'un des moyens les plus efficaces pour promouvoir la science et la culture allemandes dans le sous-continent[133]. C'est d'ailleurs le constat qui est fait par le chef de la clinique gynécologique de l'hôpital municipal de Königsberg, Walter Benthin ; ce dernier prononce en 1935 une conférence à l'Association Économique allemande pour l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, suite à un voyage qu'il a effectué en Argentine, au Brésil et au

---

[130] *Idem*, p. 59 et Lewis PYENSON, « *In partibus infidelium* : Imperialist Rivalries and Exact Science in Early Twentieth-Century Argentina », *Quipu*, vol. I, n°2, mai-août 1984, p. 253-303.

[131] Voir Paul FORMAN, « Scientific Internationalism and the Weimar Physicists : the ideology and its manipulation in Germany after Worl War I », *Isis*, vol. 64, n°2, 1973, p. 151-180.

[132] Magali ROMERO SÁ, André Felipe C. SILVA, « La *Revista Médica de Hamburgo* y la *Revista Médica Germano-Ibero-Americana* : diseminación de la medicina germánica en España y América Latina (1920-1933) », *Asclepio. Revista de Historia de la Medicina y de la Ciencia,* vol. LXII, n°1, janv.-juin 2010, p. 11 (disponible en ligne : http://asclepio.revistas.csic.es/index.php/asclepio/article/view/295/291).

[133] Magali ROMERO SÁ (coord.), « Medicina, ciência e poder : as relações entre a França, Alemanha e Brasil no período de 1919 a 1942 », *História, Ciências, Saúde - Manguinhos*, vol. XVI, n°1, janv-mars 2009, p. 249-250. Pour une étude plus large de l'utilisation de la science comme arme diplomatique et outil d'hégémonie par l'Allemagne, voir Lewis PYENSON, *Cultural Imperialism and Exact Sciences : German Expansion Overseas, 1900-1930*, New York, Lang, 1985.

Chili. Selon lui, des efforts plus conséquents doivent être faits pour promouvoir la « germanité » (*Deutschtum*) dans la région, notamment pour combattre les influences nord-américaine, française, anglaise, italienne et japonaise. Pour cela, les médecins représentent les meilleurs agents de la propagande allemande car « en Amérique du Sud le médecin intervient en politique plus fréquemment que le juriste, et son influence se fait sentir jusque dans les plus hautes sphères du gouvernement[134] ».

L'Amérique latine représente en outre pour les scientifiques allemands la possibilité de poursuivre les recherches menées sur les maladies tropicales dans les colonies, désormais perdues, d'Afrique et d'Orient : la région représentait donc « un champ d'étude des plus prometteurs[135] ». Pour mener à bien cette entreprise de reconquête des esprits, l'Allemagne possède alors deux atouts : la présence de communautés d'immigrés allemands, principalement en Argentine, au Brésil et au Chili, mais aussi l'admiration dont les milieux universitaires et scientifiques de ce pays bénéficient toujours en Amérique latine, malgré la coupure qu'a pu représenter la guerre de 14-18 pour les relations intellectuelles et le boycott dont les scientifiques allemands sont l'objet en Europe[136]. C'est ainsi que plusieurs membres de l'Institut de Médecine Maritime et Tropicale de Hambourg sont envoyés en mission dans certains pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud afin d'établir des contacts et d'initier des campagnes d'éradication des maladies infectieuses. Par ailleurs, en 1920, commence à paraître, mensuellement, en espagnol et en portugais, la *Revista Médica de Hamburgo*. Grâce à cette revue, sont diffusés les résultats des recherches allemandes, en particulier dans le domaine de l'industrie pharmaceutique et des techniques thérapeutiques. En 1928, elle est absorbée par la revue germano-argentine, *La Medicina Germano-Hispano-Americana*[137], et devient *Revista Médico-Germana-Ibero-Americana*. Cette dernière circule jusqu'en décembre 1938. Cette initiative est complétée par la création, le 9 avril 1935, de l'Académie Médicale Germano-Ibéroaméricaine[138]. Cette dernière a pour but de promouvoir la coopération médicale entre

---

[134] Walter Benthin, cité et traduit par Andrès H. REGGIANI dans « Medicina y Kulturpolitik en la era del nacionalsocialismo : la Academia Médica Germano-Ibero-Americana (1936-1939) », *Ibero On-line*, Berlin, vol. III, n°1, 2005, p. 57 (disponible en ligne : http://www.iai.spk-berlin.de/fileadmin/dokumentenbibliothek/Ibero-Online/003_1.pdf) : « *en Sudamérica el médico está involucrado en la política más frecuentemente que el jurista, y su influencia se hace sentir en los niveles más altos del gobierno*. »

[135] *Idem*, p. 249.

[136] Lorsqu'en 1919 des représentants des principales académies scientifiques des pays alliés se réunissent à Bruxelles pour créer le Conseil International de Recherche, l'Allemagne, l'Autriche et la Russie sont exclues. Sur le Conseil International de Recherches, voir Brigitte SHRÖDER-GUDEHUS, « Les congrès scientifiques et la politique de coopération internationale des Académies des sciences », *Relations internationales*, n°62, été 1990, p. 142-147.

[137] Cette revue ne connut qu'un numéro ; elle commença en effet à paraître en juillet 1914 et le déclenchement de la guerre ne permit pas la parution d'autres numéros.

[138] Ce sont le président de l'Institut Ibéro-américain de Berlin, Wilhelm Faupel, le gouverneur de cette ville, Julius Lippert et le chef de la clinique chirurgicale de l'hôpital de la Charité, Ferdinand Sauerbruch, qui sont à l'origine de cet organisme. (Andrès H. REGGIANI dans « Medicina y Kulturpolitik…, p. 58).

l'Allemagne et les pays latino-américains, à travers notamment la visite d'institutions allemandes destinées à familiariser les médecins du sous-continent au système de santé du Reich. L'Académie, ce n'est pas anodin, est placée sous la tutelle du ministère des Relations extérieures. Entre 1936 et 1939, elle organise la venue de près de mille médecins latino-américains : plus de 70% d'entre eux venaient du Brésil (30%), de l'Argentine (16%), du Chili (15%) et du Mexique (13%)[139]. Le succès de cette opération – plus de 600 médecins sur les 1000 qui étaient venus se sont affiliés à l'Académie – débouche sur l'organisation d'un cycle de conférences, en août 1937, auquel participent 330 médecins latino-américains. L'année suivante, une autre série de conférences amène 40 médecins chiliens et argentins en Allemagne[140]. L'Académie devient très vite un passage obligé pour tout médecin latino-américain désireux de profiter de l'expérience allemande dans le domaine de la médecine en centralisant un certain nombre d'informations et en offrant une aide financière à ceux qui voulaient faire le déplacement en Allemagne. Le succès de l'Académie s'explique aussi par un a priori favorable dans les milieux scientifiques latino-américains. Le premier facteur était l'intérêt et l'admiration que suscitait la science médicale du Reich, perçue comme l'une des plus modernes et efficaces. En outre, l'Académie pouvait s'appuyer sur un certain nombre d'éléments favorables en Amérique du Sud. Si on prend le cas de l'Argentine, la présence d'une communauté allemande importante, qui comptait, en 1932-1933, 119 associations culturelles et 177 écoles de langue allemande[141] - et la mainmise des capitaux allemands dans les secteurs chimique, pharmaceutique, métallurgique et électrique sont des éléments qui ont permis de préparer le terrain ; y contribue aussi la présence de scientifiques allemands occupant des postes-clés dans les facultés des sciences de Buenos Aires, La Plata ou Córdoba. Le facteur idéologique est aussi à prendre en compte. Andrés H. Reggiani prend l'exemple de Josué Beruti et de Gregorio Aráoz Alfaro, tous deux médecins, ayant effectué une partie de leurs études en Allemagne, fondateurs, en 1922, de l'Institut Culturel Argentine-Allemagne, pourfendeurs d'un *afrancesamiento* qu'ils jugent mortifère. Josué Beruti, auteur d'un pamphlet pro-allemand en 1920[142], insiste sur la « décadence irrémédiable » de la science française et appelle à suivre l' « attitude pragmatique » des États-Unis, qui eux-mêmes avaient suivi le modèle allemand :

> « En passant de la période coloniale à la phase de recouvrement de leur nationalité, en aspirant à la consolider, les républiques hispano-américaines, si elles continuent à s'alimenter de l'esprit français, seront forcément victimes, comme la France, de l'élément destructeur et dissolvant qu'elle porte en ses

[139] *Idem*, p. 59.
[140] *Idem*, p. 60.
[141] Andrès H. REGGIANI dans « Medicina y Kulturpolitik…, p. 63.
[142] Ce pamphlet est une réaction contre une note envoyée par l'Académie de Médecine de Buenos Aires à l'Académie de Médecine de Paris comme preuve de solidarité avec la cause française lors de la Première Guerre.

propres entrailles. L'Amérique du Nord doit à l'Allemagne tout ce qui constitue aujourd'hui ses fondements culturels ; les hispano-américains ne doivent pas l'oublier[143]. »

La Révolution de 1930 en Argentine et l'influence dont les intellectuels conservateurs – ils sont par exemple majoritaires dans la commission argentine de coopération intellectuelle[144] – ont pu jouir au cours de la décennie qui a suivi, ne sont pas pour rien dans le bon accueil qui était fait aux propositions de coopération scientifique venant d'Allemagne.

Cette période marque aussi les efforts réalisés par l'Espagne pour renforcer ses liens avec l'Amérique hispanique[145]. Par ailleurs, la Guerre civile espagnole amena en Amérique latine un grand nombre d'intellectuels et de scientifiques espagnols, ces derniers se révélant des acteurs majeurs de l'institutionnalisation des sciences locales[146].

« L'organisation d'institutions scientifiques, la formation progressive de communautés scientifiques nationales, les caractères spécifiques d'une tradition scientifique qui s'institue, les relations entretenues avec d'autres centres et les influences reçues, les rapports entre les scientifiques et les industries, entre les mêmes et les structures de l'État…[147] » sont autant d'aspects à prendre en compte pour étudier les développements de la science, connaître les circonstances et les mécanismes qui font qu'elle s'implante et s'épanouit ou, au contraire, qu'elle subit des retards ou s'étiole. Ce sont aussi autant d'éléments pour fournir la matière d'une étude comparative. Les différentes dynamiques scientifiques que l'on peut observer en Amérique latine entre la seconde moitié du XIXe siècle et la veille de la Seconde Guerre mondiale apparaissent donc liées au mouvement global d'internationalisation des sciences, selon un processus que l'on peut qualifier de transculturel[148] avec la transmission, la réception et la transformation de savoirs. La communauté scientifique latino-américaine s'est donc construite entre volonté d'incorporation

---

[143] Josué Beruti, cité par Andrés H. REGGIANI, *art. cité*, p. 63.

[144] Gregorio Aráoz Alfaro, par exemple, en fait partie.

[145] Voir chapitre IV et Leoncio LÓPEZ-OCÓN CABRERA, « La construcción de redes de comunicación científica iberoamericanas antes y después de 1898 », *in* Francisco MORALES PADRÓN (coord.), XIII *Coloquio de Historia Canario-Americana ; VIII Congreso de la Asociación Española de Americanistas, 1998*, Las Palmas de Gran Canaria, 2000, p. 537-553 et Guillermo OLAGÜE DE ROS, « La Unión Médica Hispano-Americana (1900) y su contribución al internacionalismo científico », *Dynamis*, n°26, 2006, p. 151-168.

[146] Voir notamment Juan José MARTIN-FRECHILLA, « El dispositivo venezolano de sanidad y la incorporación de los médicos exiliados de la Guerra Civil española », *História, Ciências, Saúude – Manguinhos*, vol. XV, n°2, abril-juin 2008, p. 519-541 ; Antoni ROCA I ROSELL, José Manuel SÁNCHEZ RON, *Esteban Terradas (1883-1950) : ciencia y técnica en la España contemporánea*, Barcelona, Instituto Nacional de Técnica Aerospacial, Ediciones del Serbal, 1990 ; Eduardo L. ORTIZ, Antoni ROCA I ROSELL, José M. SÁNCHEZ RON, « Ciencia y técnica en Argentina y España (1941-1949), a través de la correspondencia de Julio Rey Pastor y Esteban Terradas », *LLULL*, vol. 12, 1989, p. 33-150.

[147] Michel PATY, « L'histoire des sciences en Amérique latine », *La Pensée*, n°288-289, 1992, p. 18.

[148] Nous utilisons ici le concept élaboré par Fernando Ortiz de transculturation pour désigner le processus d'invention, de sélection et de transformation qui se joue lors du contact entre deux cultures.

au système scientifique international et désir de développer une voie/voix propre, autonome quant à la définition de ses intérêts, de sa légitimation et de son profil.

Andrès H. Reggiani note que

> « les séjours d'étude de plus en plus fréquents dans des centres hospitaliers, des centres de guérison et des laboratoires européens, permettent de voir cette période comme celle d'une transition graduelle du voyageur rastaquouère en observateur expert, qui entreprend la traversée de l'Atlantique moins par l'aspect 'ornemental' de cette expérience que par la possibilité d'acquérir des savoirs 'utiles' au sein d'institutions de prestige. De cette façon, les voyages ont peu à peu perdu leur caractère d'identité de classe et de distinction sociale pour se transformer en rite de passage vers une carrière professionnelle de plus en plus compétitive ou, dans le cas des médecins établis, une forme supplémentaire d'accumulation de prestige et de légitimation devant leurs pairs[149]. »

Les médecins et les scientifiques, « pères fondateurs » de la coopération intellectuelle latino-américaine

> « Comme on le sait, l'idée d'échange intellectuel entre pays d'Amérique est née le jour où, pour la première fois, se sont réunis en assemblée internationale ses scientifiques, porteurs de la culture et de l'affection de leurs patries respectives les unes envers les autres[150]. »
>
> Antonio Austregésilo

> « Le praticien des sciences est quelqu'un qui a acquis une culture, qui a été formé, modelé par un certain milieu, qui a été fabriqué au contact d'un groupe et en a partagé les activités – et non une conscience critique à l'œuvre, un pur sujet connaissant. Acculturé à un ensemble de pratiques, de techniques, de tours de main, d'expertises matérielles et sociales, il est partie prenante d'une communauté, d'un groupe, d'une école, d'une tradition, d'un pays, d'une époque[151]. »
>
> Dominique Pestre

Parmi les premiers échanges scientifiques entre pays latino-américains, figurent ceux qui ont eu lieu entre les musées de sciences naturelles, que nous avons évoqués plus haut. Échanges de publications[152], prêts de collection ou de pièces spécifiques, correspondances entre les

---

[149] Andrès H. REGGIANI dans « Medicina y Kulturpolitik…, p. 65-66.

[150] Discours d'Antonio Austregésilo devant la chambre des députés lors de la première présentation du projet, le 24 août 1926, cité dans Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano. Contribuição brasileira á creação do 'Instituto Inter-americano de cooperação intellectual'*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1930, p. 28.

[151] Dominique PESTRE, « Pour une histoire sociale et culturelle des sciences. Nouvelles définitions, nouveaux objets, nouvelles pratiques », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 50e année, n°3, 1995, p. 495.

[152] La plupart des musées latino-américains de l'époque publiait des Annales qui faisaient l'objet d'un système d'échange entre les différentes institutions. Maria Margaret Lopes signale ainsi la circulation de ces publications entre les Musées de Mexico, du Costa Rica, du Salvador, de la Guyane Britannique, de Cuba, du Venezuela, du Brésil, de l'Uruguay, de l'Argentine et du Chili. (Maria Margaret LOPES, « Cooperação Científica na América

directeurs de musées, voyages de ces derniers, participation à des conférences ou des congrès… sont autant de modalités qui permettent de parler d'une dynamique régionale latino-américaine dans le cadre du processus en cours d'internationalisation des sciences. Cette dynamique s'observe principalement des années 1870 à la première décennie du XXe siècle, moment où ces musées connaissent des réorganisations importantes, qui vont de pair avec leur spécialisation et où leur nombre augmente[153]. Cette période marque également leur ouverture toujours plus grande à un public qu'il s'agissait d'éduquer[154]. Les circulations trouvent aussi leur origine dans les relations qui s'établissaient entre les chercheurs européens installés en Amérique latine. On peut citer l'exemple des deux directeurs allemands des musées nationaux de Santiago du Chili et de Buenos Aires[155]. De manière générale, les Allemands de São Paulo, Buenos Aires et Santiago maintiennent des contacts permanents. Maria Margaret Lopes note par ailleurs[156] qu'en l'absence d'un marché compétitif comme il en existait alors en Europe, d'où beaucoup de directeurs de musées étaient originaires, ces derniers, afin de construire leur carrière, échangeaient souvent leurs postes, que ce soit à l'intérieur d'un même pays[157] ou en traversant les frontières[158]. Il faut également prendre en compte les intérêts communs à certains pays dont l'environnement naturel est comparable. Ainsi, la flore, la faune et la minéralogie andines rapprochent les chercheurs d'Équateur, du Pérou et du Chili[159].

À partir de 1869, date à laquelle des pièces commencent à être échangées, les musées argentins (le musée national de Buenos Aires, qui existe depuis 1812, et celui de La Plata, qui ouvre en 1888) et brésiliens (en particulier le musée national de Rio de Janeiro) entament une collaboration. Outre les échanges de publications, cette relation est marquée par la visite à Buenos Aires, en 1882, de Ladislau Netto, directeur du musée national de Rio de Janeiro, et par celle, en retour, de Germán Conrad Burmeister, son homologue de Buenos Aires. Les deux

---

Latina no final do século XIX : os intercâmbios dos museus de ciências naturais », *INTERCIENCIA*, vol. XXV, n° 5, août 2000, p. 231 et Maria Margaret LOPES, « El movimiento de los museos en Latinoamérica a fines del siglo XIX : el caso del museo de La Plata », *Asclepio*, vol. LVII, n°2, 2005, p. 208-209).

[153] Voir Maria Margaret LOPES, « Cooperação Científica na América Latina..., p. 229.

[154] Voir Maria Margaret LOPES, Sandra Elena MURIELLO, « Ciências e educação em museus no final do século XIX », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. XII, supplément, 2005, p. 13-30 et Maria Margaret LOPES, « Museus e educação na América Latina : o modelo parisiense e os vínculos com as universidades », *in* Guaracira GOUVÊA, Martha MARANDINO, Maria Cristina LEAL (org.), *Educação e museu : a construção social do caráter educativo dos museus de ciências*, Rio de Janeiro, Editora Access, 2003, p. 63-82.

[155] Rudolph Amando Philippi (1808-1904) dirige le musée national de Santiago de 1853 à 1896, tandis que Germán Conrad Burmeister (1807-1892) est à la tête de celui de Buenos Aires de 1862 à 1892.

[156] Maria Margaret LOPES, « Cooperação Científica na América Latina..., p. 231-232.

[157] Au Chili, par exemple, le zoologue anglais Edwyn Reed dirigea le musée de Valparaíso, avant de travailler au musée national à Santiago et de fonder, plus tard, le musée de Concepción.

[158] Le suisse Henri Pittier participa ainsi de l'organisation de musées tant au Costa Rica qu'au Venezuela.

[159] Maria Margaret LOPES, « Cooperação Científica na América Latina..., p. 232.

hommes maintenaient par ailleurs une correspondance régulière[160]. Il y a, en Argentine comme au Brésil, la conviction que chacun est appelé à jouer un rôle de premier plan dans le sous-continent. Estanislao Zeballos estime d'ailleurs que « Buenos Aires et Rio de Janeiro sont, parmi les capitales sud-américaines, celles qui se distinguent le plus par leurs établissements consacrés aux collections et études scientifiques[161] ». Dans les deux pays, on observe un socle idéologique commun :

> « Les directeurs de musées brésiliens et argentins partageaient une même foi inébranlable en la science en tant que garantie du progrès, et se consacrèrent à la tâche scientifique et civilisatrice qui leur incombait : rassembler dans les musées (et là où ils n'existaient pas il fallait les créer) les traces archéologiques de la culture des peuples primitifs et, avant qu'ils ne disparaissent, collecter le plus grand nombre possible de squelettes et de crânes pour les études comparatives qui pouvaient éclaircir des questionnements fondamentaux sur l'origine et l'avenir de l'espèce humaine que tous, de l'Amazonie à la Plata, espéraient trouver en Amérique[162]. »

Le but, pour ces jeunes nations, est d'établir des continuités historiques entre le temps de la géologie et celui des identités nationales en construction ; c'est pour cela que « des sciences comme la paléontologie, l'archéologie, l'ethnographie, ou l'anthropologie jouèrent un rôle fondamental dans les discussions de l'époque, en faisant appel à la mémoire, à l'origine, à la civilisation, à la construction de nationalités imaginaires[163] ».

Dans le processus de modernisation entrepris par les élites latino-américaines au tournant des XIXe et XXe siècles, ces dernières se trouvent confrontées à des problèmes similaires et un certain nombre d'acteurs, parmi lesquels les scientifiques, qu'ils appartiennent ou non aux musées de sciences naturelles, se font les promoteurs d'une possible intégration latino-américaine. Le but était aussi de remettre en cause les publications produites en Europe et aux États-Unis sur l'Amérique latine par des chercheurs qui n'avaient jamais vraiment entrepris de travaux de terrain. Il y a donc tout à la fois la volonté de contester des savoirs considérés comme erronés et de montrer l'existence d'une science latino-américaine, ambition qui amène plusieurs protagonistes des musées de sciences naturelles à étendre leurs recherches au-delà des cadres nationaux. Ainsi,

> « [...] les projets de ces musées, loin d'être pensés à l'échelle locale et circonscrite à leurs régions spécifiques, intégraient des dimensions continentales. Ils muséifiaient des environnements naturels d'études que les frontières politiques entre les pays ne divisaient pas, ils partageaient des intérêts scientifiques qui s'étendaient au moins à toute l'Amérique du Sud et rêvaient chacun d'assurer le leadership du Sud face au Nord[164]. »

---

[160] Maria Margaret LOPES, « A mesma fé e o mesmo empenho..., p. 64-65.
[161] Estanislao Zeballos, 1877, cité par Maria Margaret LOPES, *in* « A mesma fé e o mesmo empenho..., p. 62 : « *Buenos Aires y Rio de Janeiro son, de las capitales sud-americanas, las que más llaman la atención por sus establecimientos consagrados a las colecciones y estudios científicos*. »
[162] Maria Margaret LOPES, « A mesma fé e o mesmo empenho..., p. 69.
[163] *Idem*, p. 71.
[164] *Idem*, p. 73.

La collaboration scientifique prend aussi un visage diplomatique, notamment avec la signature d'une convention sanitaire entre le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay en 1887 : celle-ci montre la nécessité qu'il y avait pour ces pays de tenter de résoudre un certain nombre de questions de manière collective. Cette convention s'insère dans une dynamique qui voit les pouvoirs publics intervenir de plus en plus dans les questions sanitaires, dans une perspective à la fois hygiéniste et économique, les maladies endémiques comme le choléra ou la fièvre jaune étant un obstacle au commerce. L'Europe, où débats sanitaire et urbanistique étaient très liés, apparaît pionnière pour la promotion d'un code sanitaire international : la France organise ainsi la première conférence sanitaire internationale en 1851[165]. Ce n'est pourtant qu'en 1892, à Venise, qu'une convention sanitaire internationale est signée, faisant des trois pays sud-américains mentionnés les premiers à avoir élaboré une telle réglementation : voilà qui contredit, pour l'étude de la science en Amérique latine, le recours habituel à la grille centre/périphérie. À l'occasion de la conférence de 1851 et de celles qui vont suivre, diplomates et médecins sont les acteurs principaux, fait que l'on observe également en ce qui concerne l'élaboration de la convention de 1887.

À l'origine de cette dernière, il y a les mesures drastiques adoptées en 1886 par l'empire brésilien pour empêcher la propagation chez lui des épidémies de choléra qui sévissaient alors à Buenos Aires et Montevideo : l'importation de viande séchée en provenance de l'Argentine et de l'Uruguay a été en effet totalement prohibée, ce qui a eu pour conséquence de crisper les relations diplomatiques du Brésil avec ses deux voisins[166]. Nous sommes donc dans un contexte où se mêlent santé publique, intérêts économiques, diplomatie et savoir scientifique. Ce dernier est en effet en pleine évolution dans la mesure où la nouvelle théorie microbienne, développée par Pasteur et Koch, allait à l'encontre des connaissances établies de l'époque. C'est l'objet d'intenses discussions parmi les médecins brésiliens, argentins et uruguayens, qui échangent à ce sujet une volumineuse correspondance[167]. Cette convention intervient par ailleurs à un moment où le savoir médical se consolidait et gagnait le soutien des autorités administratives et où les médecins connaissaient une professionnalisation de plus en plus importante. La conférence de 1887 et ses résultats ont ainsi participé à la transformation de la médecine en « science en laquelle on peut

---

[165] Voir Daniel PANZAC, « Pratiques anciennes et maladies nouvelles : la difficile adaptation de la politique sanitaire au XIXe siècle », *Bulletins et mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, vol. 10, n°10, 1998, p. 53-66.

[166] Cleide de Lima CHAVES, « A ciência médica na Convenção sanitária firmada entre o Brasil, a Argentina e o Uruguai em 1887 », *Anais Eletrônicos do VII Encontro Internacional da ANPHLAC*, Campinas, 2006, p. 4-5. (disponible en ligne : http://anphlac.org/upload/anais/encontro7/cleide_de_lima_chaves.pdf).

[167] Voir Cleide de Lima CHAVES, « 'Pesquisadores de uma verdade experimental e ainda não comprovada' : a ciência médica na Convenção Sanitária Internacional de 1887 entre Brasil, Uruguai e Argentina », *Revista Brasileira de História da Ciência*, vol. I, n°2, juillet-déc. 2008, p. 123.

avoir confiance et qui soit indispensable à la survie des peuples[168] ». Les enjeux de cet événement étaient donc multiples :

> « Pour une partie des médecins impliqués, défenseurs de la théorie microbienne et qui luttaient pour se substituer aux précédents, la ratification du nouveau savoir était primordiale. Pour les gouvernements, l'important était de tirer profit de la science pour sauvegarder le commerce international de leurs produits et les intenses flux migratoires de la fin du XIXe siècle[169]. »

L'attention portée aux questions sanitaires ainsi que les collaborations qui ont pu se nouer entre les musées de sciences naturelles se retrouvent dans les congrès médicaux et scientifiques qui sont organisés dans un cadre sud-américain d'une part et panaméricain d'autre part, avant de fusionner sous la bannière du panaméricanisme[170]. Xavier de Oliveira, médecin et promoteur brésilien d'un projet d'Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle[171], présente d'ailleurs ces congrès comme la preuve que les scientifiques sont des acteurs de premier plan dans la construction d'une coopération intellectuelle à l'échelle du continent :

> « Depuis le premier Congrès latino-américain, réuni au Chili en 1901, jusqu'au dernier, effectué à la Havane en 1922, tous nos scientifiques ont été habités par l'idéal de l'échange scientifique américain qui, incontestablement, incarne une valeur inestimable pour les bonnes relations entre les nations du continent[172]. »

Nous avons pu reconstituer le tableau chronologique de ces congrès :

---

[168] *Idem*, p. 125 : « *ciência confiável e imprescindível para a sobrevivência dos povos* ».
[169] *Idem*, p. 123.
[170] Nous reviendrons sur cette évolution du latino-américanisme vers le panaméricanisme dans notre sous-partie consacrée aux pratiques de la coopération intellectuelle comme révélatrices du débat sur l'identité du sous-continent. Ici, notre propos est de mettre à jour les sociabilités que ces événements permettent de créer entre scientifiques latino-américains.
[171] Voir chapitres IV et VI.
[172] Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano. Contribuição brasileira á creação do 'Instituto Inter-americano de cooperação intellectual'*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1930, p. 24.

Figure 4 : Tableau des congrès scientiques en Amérique

	Congrès scientifiques latino-américains	Congrès médicaux latino-américains	Congrès médicaux panaméricains	Congrès scientifiques panaméricains	Conférences sanitaires panaméricaines
1893			Washington		Washington
1896			México		
1898	Buenos Aires				
1901	Montevideo		La Havane		
1902		Santiago du Chili			
1904		Buenos Aires			
1905	Rio de Janeiro		Panama		Washington
1907		Montevideo			México
1908	Santiago du Chili		Guatemala	Santiago du Chili	
1909		Rio de Janeiro			San José
1911					Santiago du Chili
1913		Lima	Lima		
1915				Washington	
1920					Montevideo
1922		La Havane			
1924				Lima	La Havane
1927					Lima
1929				San José	
1934					Buenos Aires
1936				México	
1938					Bogotá
1940				Washington	
1942					Rio de Janeiro

Dans un premier temps, jusqu'en 1908, ces événements se ressemblaient ; notons que les congrès panaméricains concernaient les États-Unis et l'Amérique centrale, tandis que les congrès latino-américains réunissaient surtout les pays du Cône Sud. De fait, ces derniers ont eu un rôle décisif dans la dynamique des congrès médicaux et scientifiques latino-américains : Argentine, Chili, Uruguay et Brésil fournissaient à la fois les lieux de réunions et la majorité des participants.

Ces congrès dénotent une volonté de faire circuler l'information scientifique et de contribuer à l'établissement de liens personnels entre les hommes de science du sous-continent. Ils peuvent être considérés comme la première initiative visant à l'élaboration d'une communauté scientifique au niveau régional. Le premier congrès scientifique latino-américain est organisé à l'initiative de la *Sociedad Científica Argentina*[173] et réunit 13 pays. Le but était d'offrir un panorama complet des travaux scientifiques réalisés dans les domaines du droit, des mathématiques, de l'ingénierie, des sciences naturelles, de la physique, de la chimie, de l'anthropologie, de l'agronomie, de la médecine et de l'hygiène

La médecine n'était pas absente des congrès scientifiques. Néanmoins, les médecins ont éprouvé le besoin d'organiser des rencontres qui leur soient propres et qui participaient pleinement au processus de professionnalisation et de spécialisation que connaissait alors la discipline. C'est à un groupe de médecins chiliens, membres de la *Sociedad Médica de Chile*[174] et occupant des postes en lien avec la Faculté de médecine et la santé publique, que l'on doit l'initiative de l'organisation du premier congrès latino-américain de médecine. Parmi ceux-ci, on peut citer Manuel Barros Borgoño[175], alors membre du Conseil de l'Instruction Publique, Octavio Maira[176], faisant partie du Conseil Supérieur de l'Hygiène, et Alcibiades Vicencio[177]. L'idée du congrès intervient à un moment où le Chili met en place un certain nombre de projets sanitaires ; elle répond donc à la nécessité éprouvée par les médecins de ce pays de multiplier les contacts à l'étranger afin de s'inspirer d'autres expériences. Il s'agissait aussi de démontrer au gouvernement l'importance d'une médecine forte pour réaliser une véritable politique de santé publique, en lien avec la question de l'urbanisation, condition nécessaire à la modernisation et au prestige de la

[173] La Société scientifique argentine a été créée durant la présidence de Sarmiento, le 28 juillet 1872. Elle constitua le premier effort visant à coordonner le développement scientifique en Argentine, assurant la promotion et la divulgation des travaux scientifiques réalisés dans ce pays.
[174] La *Sociedad Médica de Chile* a été créée en 1869 par un groupe de 35 individus, professeurs ou étudiants de l'École de médecine. Cette société a longtemps été un espace complémentaire de la formation médicale et se caractérisait par la participation active des étudiants. Voir Camilo LARRAÍN AGUIRRE, *La Sociedad Médica de Santiago y el desarrollo histórico de la medicina en Chile*, Santiago, Sociedad Médica de Chile, 2002.
[175] Manuel Barros Borgoño (1852-1903) est un médecin chilien.
[176] Octavio Maira González (1865- ?) a par ailleurs été ministre de la Justice et de l'Instruction publique en 1922 sous la présidence d'Arturo Alessandri.
[177] Alcibíades Vicencio (1853-1913) a fait une partie de ses études de médecine en Allemagne.

nation[178]. C'est dans cette optique que nous pouvons interpréter le fait que, parallèlement aux Congrès de Médecins Latino-Américains, ont lieu des expositions internationales d'hygiène dont le but principal était de

> « présenter au public des appareils, instruments et ustensiles d'application médicale et hygiénique, des matériaux de construction, de pavage et d'installations sanitaires, des publications, des substances et artéfacts chimiques, pharmaceutiques, odontologiques et de laboratoire, etc… […] D'après ses organisateurs, l'Exposition internationale d'hygiène devait servir en tant que musée d'éducation à l'utilisation d'objets, afin que le peuple puisse se former aux questions de santé[179]. »

Ces expositions duraient entre un et deux mois. Pour Marta de Almeida,

> « la réalisation de congrès médicaux et d'expositions d'hygiène en Amérique latine, ne peut être considérée comme une simple réaction à ce qui se produisait en Europe et aux États-Unis, mais […] est une stratégie de légitimation visant à convaincre de la validité de la connaissance médicale produite par la communauté de spécialistes et les autorités publiques, ces dernières étant le support fondamental à son introduction au sein de la société, en tant que porteuses du savoir officiel de l'art médical[180]. »

D'après leur règlement général, les Congrès médicaux latino-américains devaient atteindre cinq objectifs : contribuer au progrès des sciences médicales ; diffuser les connaissances scientifiques qui présentaient un intérêt pour les nations latino-américaines ; favoriser l'adoption de mesures uniformes dans le cadre d'une protection sanitaire internationale ; créer et maintenir des liens de solidarité entre les institutions, les associations et les personnalités médicales d'Amérique latine, en favorisant les échanges intellectuels ; enfin, n'avoir des buts que scientifiques[181]. Voilà qui répond parfaitement à la définition de la coopération intellectuelle. Avec pour corollaire la création de réseaux : de fait, on retrouve souvent les mêmes acteurs dans la composition des commissions organisatrices. Professeurs d'université, membres de sociétés savantes et/ou responsables dans des services publics d'hygiène, autant de postes-clés qui favorisent la divulgation d'informations relatives aux congrès, notamment par le biais de réunions ou de publications.

Ces espaces de sociabilité que constituent les congrès permettent à leurs participants de nouer des liens personnels, ouvrant la voie à de futurs contacts, institutionnels ou extra-institutionnels, dans le cadre de missions, d'échanges ou de recherches. C'est ainsi qu'une délégation de médecins et d'étudiants de la Faculté de médecine de Buenos Aires se rend à Rio de

---

[178] Voir Marta de ALMEIDA, *Das Cordilheras dos Andes à Isla de Cuba, passando pelo Brasil : os congressos médicos latino-americanos e brasileiros (1888-1929)*, Tese apresentada ao programa de pós-graduação em história social da Faculdade de Filosofia, Letras, Ciências Humanas da Universidade de São Paulo, orientada por Prof. Maria Amélia Mascarenhas Dantes, São Paulo, 2003, p. 35-36.

[179] Marta de ALMEIDA, « Congressos Médicos, redes e debates locais na América Latina no início do século XX », *Associação Nacional de Históa – ANPUH XXIV Simpósio Nacional de História*, 2007, p. 2-3 (disponible en ligne : http://snh2007.anpuh.org/resources/content/anais/Marta%20de%20Almeida.pdf).

[180] Marta de ALMEIDA, « Circuito aberto : idéias e intercâmbios médico-científicos na América Latina nos primórdios do século XX », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. XIII, n°3, juillet-sept. 2006, p. 735.

[181] *Idem*, p. 742.

Janeiro en 1917, invitée par la Faculté de Médecine de cette ville. Cette initiative peut être replacée dans le droit fil du quatrième Congrès de Médecine Latino-américain de 1904. Celui-ci a donné lieu à des articles parus dans la revue *Brazil-Médico* et dans lesquels il était fait l'éloge du bon accueil réservé à Azevedo Sodré (qui participa au Congrès de 1904, et organisa celui de Rio en 1909) et Afrânio Peixoto (présent également au congrès de 1904) par leurs collègues argentins. Par ailleurs, figuraient dans cette même publication des notices biographiques de médecins argentins, dont Gregorio Araoz Alfaro, secrétaire général dudit congrès, qui fait partie de la délégation argentine de 1917.

Compte tenu des rivalités historiques entre les deux pays, cet événement est abondamment commenté et provoque l'enthousiasme de ceux qui y participent. Ainsi Xavier de Oliveira en rend-il compte avec des accents quasi-lyriques :

> « Étudiants brésiliens et *portenhos*, professeurs *portenhos* et brésiliens, nous vivions dans une telle communion, un enthousiasme si sincère, que nous ressentions l'accord de nos sentiments, l'harmonie de nos pensées […][182] ».

En retour, Aloísio de Castro (directeur de la Faculté de Médecine de Rio de Janeiro), Nascimento Gurgel (professeur et président de la Société brésilienne de médecine et de chirurgie, « le plus brésilien des Américains, et le plus américain des Brésiliens[183] »), Miguel Couto[184] (professeur à l'université de Rio, membre de l'Académie nationale de médecine), entre autres, sont invités à Buenos Aires l'année suivante. Nous citerons à nouveau Xavier de Oliveira commentant cet échange :

> « Et avec quel enthousiasme, avec quelle élégance, quel amour et quelle admiration nos frères *portenhos* nous ouvrirent les bras, montrant combien il était nécessaire de consolider la création d'un appareil international grâce auquel il serait possible d'établir avec plus d'efficacité des échanges entre les intellectuels des divers pays latino-américains![185] »

Ces visites et les dynamiques de coopération qu'elles contribuent à mettre en place font dire au médecin argentin David Speroni en 1941 : « Nous les médecins avons l'habitude de dire, en exagérant un peu, que nous avons été à l'origine de l'échange intellectuel entre Rio de Janeiro et Buenos Aires[186] ». Elles sont aussi révélatrices de l'importance de certaines figures qui

---

[182] Xavier de Oliveira, *Intercambio Intellectual Americano, Contribuição brasileira á creação do "Instituto Inter-americano de Cooperação Intellectual"*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, p.55

[183] *Idem*, p.41

[184] Voir notice biographique.

[185] *Idem*, p.55

[186] IHGB, DL 760.19, Publicações sobre Miguel Couto, 1934/1938/1941, *Mensário do Jornal do Comércio*, Tomo I, vol. 2, fév. 1938, « Miguel Couto e a confraternidade argentino-brasileira », conférence prononcée par David Speroni dans le salon de la bibliothèque du palais de l'Itamaraty le 23 août 1938 : « *Nós, os médicos temos o costume de dizer, com exagero, que fomos os creadores do intercambio intelectual entre o Rio de Janeiro e Buenos Aires*. »

apparaissent centrales ; nous retrouvons en effet les mêmes acteurs du côté argentin comme brésilien : Gregorio Araoz Alfaro, David Speroni pour l'Argentine, Aloísio de Castro, Nascimento Gurgel[187], Antonio Austregésilo et Miguel Couto pour le Brésil. Ce dernier est même décrit comme l'un des pivots majeurs de la collaboration entre médecins des deux pays. David Speroni, qui a partagé une chaire de sémiologie avec Miguel Couto, auquel l'unissent des liens d'amitié, met ainsi en exergue le rôle joué par « le prince de la médecine brésilienne[188] » :

> « Après ce congrès mémorable[189], de retour dans notre pays, chaque fois que nous recevions un Brésilien chez nous, c'était pour nous un disciple de Miguel Couto, ou un ami de Miguel Couto, ou un citoyen du pays d'Azevedo Sodré, d'Aloíso de Castro, d'Austregésilo[190]. »

David Speroni met aussi en avant le rôle de Nascimento Gurgel, qu'il décrit comme un infatigable voyageur et donc comme un acteur majeur de la toile tissée par les scientifiques latino-américains :

> « J'ai vu Gurgel à Buenos Aires, à Montevideo, à Lima et à Santiago du Chili, à Quito en Equateur et à Caracas au Venezuela ; j'ai vu Gurgel au Mexique, au Panama, à Washington, je l'ai vu partout en Amérique où des scientifiques se sont réunis lors de ces congrès au cours desquels se construisent avant tout la paix et la solidarité des peuples du Nouveau Monde[191]. »

Circulation des hommes, établissement de liens personnels, de références communes, mise en perspective régionale des défis rencontrés… tels sont les ingrédients que l'on peut identifier en analysant les échanges entre médecins, qui constituent peu à peu des réseaux dont la portée est autant nationale que continentale.

Les échanges entre médecins, notamment argentins, brésiliens et chiliens, se poursuivent donc en-dehors du cadre des congrès et sur l'ensemble de la période que nous étudions. Ainsi, le *Boletín Bimestral* édité par la commission chilienne de coopération intellectuelle mentionne-t-elle, dans son numéro d'octobre-décembre 1942, la visite au Chili d'un groupe de 70 médecins argentins[192]. Il est également fait mention de 20 bourses d'études pour des étudiants en médecine latino-américains attribués par la municipalité de Buenos Aires :

> « L'illustre Municipalité de Buenos Aires, établit textuellement dans sa résolution No. 13.534 : 'La Municipalité de Buenos Aires entrera en contact avec les universités latino-américaines, pour leur proposer ses structures scientifiques et hospitalières, afin de recevoir au sein de ses hôpitaux et instituts les boursiers qui désirent participer aux tâches médico-sociales qui y sont menées […]'[193]. »

---

[187] Nascimento Gurgel (?-1928), est un pédiatre reconnu.
[188] D'après le titre d'un ouvrage de Gregorio Araoz Alfaro paru en 1934, *Miguel Couto : príncipe de la medicina brasileña*.
[189] Il s'agit du congrès médical latino-américain de 1909 qui a eu lieu à Rio de Janeiro.
[190] Tous ont un lien avec Miguel Couto, dont ils ont été les professeurs.
[191] David Speroni, cité par Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano...,* p. 41.
[192] *Boletín Bimestral*, octobre-décembre 1942, p. 1.
[193] *Idem*, p. 28.

Ce dernier exemple montre la multiplicité des échelles de la coopération intellectuelle et des acteurs concernés. Il est aussi révélateur de l'émergence de l'Argentine comme pays référent en termes de formation médicale, montrant ainsi que les relations scientifiques ne sauraient se penser qu'à l'aune du modèle centre-périphérie, cette dernière possédant ses propres dynamiques.

> « En mettant l'accent sur les circulations, aussi bien que sur la manière dont elles traversent, agitent, dépassent, subvertissent le national, que sur les manières dont le national les contraint et les organise, en s'attachant à un terrain chronologique marqué par la force symbolique et pratique des États-nations, l'approche transnationale n'est pas nouvelle mais simplement inédite[194]. »

Par la mise en lumière de la circulation des hommes, des idées, des textes, des procédés, des techniques, mais aussi d'objets divers (on pense aux collections des museums d'histoire naturelle par exemple) en Amérique latine depuis les indépendances, nous nous inscrivons dans une perspective historiographique où les relations internationales ne se réduisent pas aux jeux et aux interactions d'États uniquement préoccupés de leurs intérêts, même si ces derniers ne sont pas absents de notre analyse. Nous souhaitions également souligner l'importance des détours réalisés dans l'émergence et la construction de sciences nationales, par l'Europe, mais aussi par d'autres pays latino-américains. Il s'agissait aussi de s'interroger sur les usages – intellectuels, institutionnels, politiques, sociaux – qui ont pu être faits de ces circulations, sur leur impact structurant en termes de cadres de pensées, de réseaux d'acteurs, de schèmes d'organisation ou de lieux de production du savoir, pour « restituer à la fois l'épaisseur du jeu social et la globalité des échanges qui l'animent[195] ». On se trouve ainsi au croisement de logiques internationales, régionales et nationales, comme le souligne Letícia Pumar dans un article consacré au physicien Miguel Osório de Almeida :

> « L'action de Miguel Osório de Almeida dans le cadre de la coopération intellectuelle dépendant de la SdN a été marquée par la défense du caractère universel et pacifique de la <u>science</u>, conviction que ce scientifique partageait avec d'autres chercheurs de l'entre-deux-guerres. Par ailleurs, il a cherché à renforcer selon laquelle la <u>coopération intellectuelle</u> était un mouvement bi-directionnel, où les pays américains contribuaient aussi au progrès scientifique et culturel de l'humanité. Ce positionnement rejoignait son engagement, dans le contexte national, dans les débats sur la transformation de l'enseignement supérieur au Brésil et sur la valorisation du rôle de l'élite intellectuelle et scientifique brésilienne qui cultivait la <u>haute culture</u>[196]. »

---

[194] Pierre-Yves SAUNIER, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, vol. IV, n°57, 2004, p. 111.

[195] Caroline DOUKI, Philippe MINARD, « Introduction », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, vol. 54, n°4 bis, Supplément « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique », 2007, p. 21.

[196] Letícia PUMAR, « Por uma ciência universal : a atuação de intelectuais brasileiros no projeto de cooperação intelectual da Liga das Nações (décadas de 1920 a 1940) », In: *Programa de Pós-Graduação em História das Ciências e da Saúde. 1a Jornada de Pós-Graduação em História das Ciências e da Saúde da Casa de Oswaldo Cruz/FIOCRUZ (Anais eletrônicos)*, Rio de Janeiro, 2011, p. 11 (http://www.coc.fiocruz.br/jornada/images/Anais_Eletronico/leticia_souza.pdf). Mots soulignés par l'auteur.

En revenant sur cette histoire de la science en Amérique latine, peu connue en Europe, c'est non seulement un visage de l'internationalisme qui se dévoile mais aussi l'émergence d'un espace de pratiques « caractérisé par son déploiement à la fois au-dessus et au-delà du national et inséré dans les interstices de la nation[197] ». Nous l'avons choisi, renonçant par là même à l'étude d'autres acteurs et pratiques du transnational[198], d'une part parce qu'un certain nombre de nos acteurs insistent sur le caractère pionnier de la coopération scientifique, nous permettant de faire le lien entre les dynamiques que l'on observe dans l'entre-deux-guerres avec celles qui parcourent la période précédente ; d'autre part car c'est un cadre d'étude particulièrement porteur lorsqu'il s'agit de « rendre visible les *connected histories* qui ont mis en relation des populations, des cultures, des économies et des pouvoirs[199]», de « saisir des relations, passages, influences, transferts, parentés voire continuités » au-delà des frontières nationales[200] et de faire émerger des modes d'interaction.

Alors que ce premier temps de notre chapitre revenait sur les origines de la coopération intellectuelle en Amérique latine, plaçant au centre de notre analyse la figure de l'homme de science, pivot entre internationalisme et nationalisme, c'est désormais sur les pratiques que l'on peut observer à partir des années 1920 que s'appuiera notre propos.

---

[197] Pierre-Yves SAUNIER, *art. cité*, p. 118.
[198] L'architecture a aussi constitué un domaine où les échanges et les circulations ont été très nombreux, par le biais de contacts personnels, de revues ou de congrès.
[199] Roger CHARTIER, « Penser la globalité », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 56e année, n°1, 2001, p. 121.
[200] Caroline DOUKI, Philippe MINARD, *art. cité*, p. 19.

Les fils de la toile : pratiques de la coopération intellectuelle latino-américaine

En 1895, Paul Otlet et Henri Lafontaine créent l'Institut Bibliographique de Bruxelles, participant de la sorte au processus de normalisation de la science, conçue par ces internationalistes comme une activité sans frontière. Il s'agissait de promouvoir l'emploi de la Classification Décimale Universelle (CDU) comme système de classification pour l'organisation des bibliothèques et la mise au point de bibliographies afin, notamment, de rompre la barrière du langage. Paul Otlet, principal théoricien de cette nouvelle science documentaire, aspirait par ce biais à la compilation du savoir universel selon un principe fédératif ; de fait une assez large marge de manœuvre était laissée aux institutions qui souscriraient au projet :

> « celles-ci pouvaient fixer librement les domaines d'intérêt et d'étude de leurs références bibliographiques, ces dernières s'accordant au niveau international grâce à l'uniformité méthodologique que permettait la CDU, entendue comme un langage universel [201] ».

Les pays latino-américains, en particulier l'Argentine et le Chili, s'engagent assez rapidement dans la dynamique lancée depuis Bruxelles, renforçant l'analyse selon laquelle la science y est alors perçue comme élément d'affirmation et de légitimation de l'État et comme forme de représentation symbolique. C'est à l'aune de ce constat qu'il faut donc interpréter les participations chilienne et argentine à ce projet. Celle-ci se matérialise au Chili par une politique d'échanges bibliographiques avec l'organisme bruxellois mise en place par la bibliothèque nationale chilienne dès 1895, à l'instigation de ses directeurs[202], et se concrétise lorsque, en 1909, Jorge Huneus Gana (1866-1926), « fervent défenseur de la politique de rapprochement culturel avec le Vieux Continent[203] » et tout juste nommé ministre de l'Instruction publique, crée la *Oficina Bibliográfica chilena*, qu'il conçoit comme un élément clé pour l'homogénéisation de la culture chilienne et sa mise en conformité avec ce qui se passait en Europe. En ce qui concerne l'Argentine, il convient de remettre les efforts menés pour mettre en pratique les principes édictés par l'Institut Bibliographique de Bruxelles dans un contexte intellectuel marqué par le positivisme

---

[201] Alfredo Menéndez NAVARRO, Guillermo Olagüe de ROS, Mikel Astrain GALLART, « Ciencia, positivismo e identidad nacional en el Cono Sur : la participación argentina en los proyectos documentales contemporáneos (1895-1928) », *Hispania*, vol. LXII, n°210, 2002, p. 223.

[202] Il s'agit de Luis Montt y Montt (1848-1909), qui dirige cette institution de 1886 à sa mort, et de Carlos Silva Cruz (1972-1945) qui occupe ce poste de 1910 à 1927.

[203] Alfredo Menéndez NAVARRO, Guillermo Olagüe de ROS, Mikel Astrain GALLART, *art. cité*, p. 237 : « *ferviente impulsor de la política de acercamiento cultural al viejo continente* ».

d'une part et, d'autre part, par le nationalisme croissant qu'on observe chez les élites argentines – qu'elles soient politiques ou intellectuelles – après la Première Guerre mondiale. Le processus de construction de l'identité nationale argentine alors en cours se traduit ainsi également dans le domaine du classement documentaire, les initiatives argentines devant être interprétées comme « […] les représentantes des divers courants qui à l'unisson conditionnèrent la définition tortueuse de l'être national argentin, tout en apaisant les traditionnelles tensions entre internationalisme et nationalisme dans le domaine de la science[204] ». Dans le cas argentin comme dans le cas chilien, ce qui est en jeu concerne non seulement leur insertion dans les réseaux et les dynamiques qui se créent au niveau international mais aussi les différentes échelles où se jouent leur participation et leur conception de ce projet. Ainsi, lorsque l'argentin Federico Birabén[205] présente ses idées à l'occasion du Congrès scientifique de Santiago du Chili (25/11/1908-05/01/1909)[206], celles-ci acquièrent une dimension continentale et vont désormais évoluer dans la sphère du panaméricanisme.

Étudier la participation de ces pays au projet de classification documentaire universelle permet donc, une fois de plus, de voir comment s'entremêlent internationalisme et nationalisme. C'est aussi l'occasion de voir comment la réflexion sur l'identité nationale mêle des conceptions et des références autant européennes que latino-américaines, panaméricaines ou hispano-américaines. C'est ce mouvement de balancier que nous cherchons ici à mettre en évidence, en insistant sur les circulations des hommes comme des idées, à travers les différentes pratiques de la coopération intellectuelle.

---

[204] *Idem*, p. 224-225.

[205] Federico Birabén (1866-1929), ingénieur de formation, crée, à Buenos Aires, la première École Polytechnique d'Amérique du Sud. Il participe, en tant que consultant, à la création des *Oficinas bibliográficas nacionales* du Chili, du Pérou et du Brésil. Voir notamment Reinaldo José SUAREZ, « El ingeniero Federico Birabén y su acción bibliográfica en el ámbito americano », *Documentación bibliotecológica*, Centro de Documentación Bibliotecológica, Universidad de Bahia Blanca, n°1, 1970 (disponible en ligne : http://cdi.mecon.gov.ar/docelec/ah1302.pdf).

[206] Il s'agit du quatrième congrès scientifique latino-américain mais aussi du premier congrès scientifique panaméricain.

Congrès, revues, publications scientifiques : la coopération intellectuelle par et pour les élites

En 1925, Samuel Guy Inman[207] organise un « Congrès des Églises chrétiennes » auquel il invite, entre autres, l'argentin Alfredo Palacios et la chilienne Gabriela Mistral. Cette rencontre génère un échange de lettres[208] révélateur non seulement de la circulation d'idées, mais aussi de l'existence d'un circuit d'individus qui s'écrivent, débattent – en l'occurrence sur la question de l'impérialisme en Amérique latine –, partagent des souvenirs, se font des promesses[209]. Étudier les intellectuels à travers ce type de pratique renvoie à l'évolution qu'a connue l'histoire des intellectuels, dépassant à la fois une certaine tradition française de l'histoire politique des intellectuels et une approche anglo-saxonne davantage centrée sur les déterminismes socio-professionnels. D'autres travaux ont attiré l'attention sur l'importance de l'étude des réseaux de sociabilité afin de mieux cerner la définition de l'intellectuel, individuellement et comme groupe. Les réseaux apparaissent en effet souvent comme davantage structurants que les lieux de formation ou les milieux professionnels. Michel Trebitsch définit la sociabilité comme une « pratique relationnelle structurée par un choix, avec des objectifs précis d'ordre politique, idéologique, esthétique, etc.[210] ». Il attire aussi l'attention sur le fait que les réseaux sont porteurs

---

[207] Samuel Guy Inman (1877-1965), professeur, missionnaire et réformateur social est l'un des acteurs de la *Good Neighbor Policy*. Il commence son travail de missionnaire en Amérique latine en 1905 et devient rapidement un expert de la culture et de la politique latino-américaine. En 1913, il fonde le *Mexican Christian Institute* et trois ans plus tard il participe à l'organisation du premier *Congress on Christian Work in Latin America* dont le but était de coordonner et d'encourager les missions protestantes dans le sous-continent. En 1915, il devient secrétaire du *Comittee on Cooperation with Latin America*, poste qu'il occupe jusqu'en 1939 et est nommé éditeur du mensuel *Nueva Democracia,* publié par cet organisme. Par ailleurs, à partir de 1923, il est présent à toutes les conférences interaméricaines. Dans les années 1920, il publie également un ouvrage intitulé *Hacia la solidaridad americana* ; auparavant, en 1919, il écrivait un livre dénonçant l'intervention des États-Unis au Mexique (*Intervention in Mexico*). Mais, selon les termes d'Alfredo Pareja Diezcanseco, « son activité la plus porteuse a sans doute été la multiplication des contacts personnels avec des intellectuels, des artistes et des leaders de la modernisation latino-américaine. Conférencier, écrivain, leader religieux et social, journaliste, déclamateur des poèmes d'amis qu'il admirait, comme Alfonso Reyes et Gabriela Mistral, auparavant traduits en anglais par ses soins, fonctionnaire, professeur, missionnaire… il n'y a pas eu de cause qu'il ne servît […]. » (Alfredo Pareja DIEZCANSECO, « El Panamericanismo de Samuel Guy Inman », *Journal of Inter-Amrican Studies*, vol. VIII, n°2, abril 1966, p. 188). Voir aussi Kenneth Flint WOODS, *Samuel Guy Inman : his role in the Evolution of Inter-American Cooperation*, American University, 1962.

[208] Participent aussi à cet échange José Vasconcelos (Mexique), Romain Rolland et les nord-américains Waldo Frank, Carleton Beals, Harry Elmer Barnes et Guy Inman. Ces lettres sont reproduites par Alfredo Palacios dans *Nuestra América y el imperialismo*, paru à Buenos Aires en 1930.

[209] Voir Eduardo DEVÉS VALDÉS, « La red de los pensadores latinoamericanos de los años veinte : relaciones y polémicas de Gabriela Mistral, Vasconcelos, Palacios, Ingenieros, Mariátegui, Haya de la Torre, *El Repertorio Americano* y otros más », *Boletín Americanista*, Barcelona, Universidad de Barcelona, Año IL, n°49, 1999, p. 69.

[210] Michel TREBITSCH, « Sociabilités intellectuelles. Lieux, Milieux, Réseaux », *Cahiers de l'Histoire du Temps Présent*, n°20, mars 1992, p. 13.

de valeurs ou de projets, parfois organisés autour de fortes personnalités. Victoria Ocampo pour *Sur*[211] ou Joaquín García Monge pour *Repertorio Americano* marquent ainsi très fortement non seulement la ligne éditoriale de ces revues mais aussi la constellation d'auteurs qui se constitue autour d'elles, formant des micro-sociétés plus ou moins ouvertes possédant leurs codes et leurs rites. Cela rejoint les propos d'Eduardo Devés Valdés dans son étude sur le réseau qui se crée dans les années 1920 autour de la revue *Repertorio Americano* ; cet auteur insiste notamment sur le fait qu'un des éléments clés dans la structuration d'un réseau est « l'acceptation des autres comme interlocuteurs valides[212] ». Il ajoute : « On atteint cet objectif par le biais de relations personnelles, ou en connaissant l'œuvre de son interlocuteur, par la réciprocité des références, par des citations mutuelles […], en citant des auteurs du même réseau […], par l'évocation où l'intérêt pour des problèmes similaires[213] ».

Les revues : entre continentalisme et nationalisme

> « Ce sont les revues, les illustrations, les journaux, formes triomphales prises de nos jours par la publicité, les messagers les plus aptes à porter sur leurs ailes l'appel à la fraternité susceptible de réunir en un seul foyer les irradiations de l'intelligence américaine[214]. »
>
> José Enrique Rodó

> « Mon projet, le voici : publier une revue trimestrielle qui s'occuperait principalement de la question américaine sous tous ses aspects, et au sein de laquelle coopéreraient tous les Américains (qui se sentent concernés par le continent) et les Européens qui s'intéressent à l'Amérique. Ce thème serait son leitmotiv, mais d'autres sujets seraient évidemment traités[215]. »
>
> Victoria Ocampo

Dans la perspective qui est la nôtre, à savoir la mise en lumière des toiles tissées en Amérique latine par les intellectuels, l'objet revue nous intéresse car il

---

[211] Sur le réseau qui se forme autour de la revue *Sur*, voici ce qu'en dit María Teresa Gramuglio : « Quels sont les facteurs qui ont pu réunir des personnalités venues d'horizons si différents, aux trajectoires culturelles si disparates, dont certaines […] ne s'étaient sans doute jamais rencontrées ? Il y eut un facteur décisif : toutes faisaient partie du réseau des relations personnelles de Victoria Ocampo. » (María Teresa GRAMUGLIO, « *Sur*. Una minoría cosmopolita en la periferia occidental », *in* Carlos ALTAMIRANO (org.), *Historia de los intelectuales en América Latina. II. Los avatares de la ciudad letrada en el siglo XX* (coordonné par Carlos ALTAMIRANO), Buenos Aires, Katz, 2010, p. 193.

[212] Eduardo DEVÉS VALDÉS, *art. cité*, p. 71 : « *la aceptación de otros como interlocutores válidos* ».

[213] *Ibid*.

[214] Lettre de José Enrique Rodó à Manuel Ugarte, datée de 1896, reproduite dans José Enrique RODÓ, *Obras completas*, Buenos Aires, Claridad, 1948, p. 80.

[215] Lettre de Victoria Ocampo à José Ortega y Gasset, (19/07/1930, citée par Nora PASTERNAC, *Sur, Una revista en la tormenta. Los años de formación 1931-1944*, Buenos Aires, Paradiso ediciones, 2002, p. 57.

> « structure le champ intellectuel par des mécanismes antagonistes d'adhésion – par les amitiés qui la sous-tendent, les fidélités qu'elle s'attache et l'influence qu'elle exerce – et d'exclusion – par les positions prises, les débats suscités et les scissions apparues[216] ».

Toutes les revues ne se donnent pas pour objectif de participer aux dynamiques de coopération intellectuelle. Il y a celles qui, créées dans ce cadre, font explicitement partie de ce mouvement. L'IICI, par exemple, met en place un certain nombre de publications dont le but est bel et bien la mise en relation des acteurs de la vie intellectuelle des différents pays membres. Dans le premier numéro de *La Coopération intellectuelle*, publié en 1929, une adresse aux lecteurs souligne cet objectif :

> « Nous espérons donner un tableau, non pas certes complet, mais instructif, du mouvement d'ensemble des rapports intellectuels internationaux dans le monde d'aujourd'hui. On y verra combien ces rapports sont variés, intenses – désordonnés encore et insuffisants ; avec quel zèle on cherche partout à les développer ; quels résultats pourraient être obtenus pour une meilleure coordination des efforts[217]. »

L'histoire et le dépouillement exhaustif de ces revues reste à faire. Les pays latino-américains, tout comme l'Union panaméricaine, sont présentes dans ces différentes publications[218], intégrant de la sorte les pratiques américaines de la coopération intellectuelle dans la dynamique internationale de l'époque.

Pour ce qui est des revues latino-américaines – des revues culturelles en particulier[219] –, nous n'avons pas ici l'ambition d'en dresser un panorama exhaustif. Nous pensons néanmoins qu'il est nécessaire de leur accorder un développement dans la mesure où elles jouent un rôle dans l'émergence et la circulation d'idées, ainsi que dans la mise en relation des intellectuels qui y participent, chacune d'entre elles constituant une cartographie de l'univers intellectuel. Dans la présentation d'un numéro spécial des *Cahiers du CRICCAL*, Claude Fell analyse ainsi la richesse dont elles sont porteuses pour l'historien, que celui-ci se consacre à l'histoire des idées ou à celle des intellectuels :

> « […] pour ce qui est de l'Amérique latine, les revues ont été et sont encore un lieu d'expression privilégié des écrivains, des artistes, des idéologues, sur un continent où les infrastructures éditoriales et les circuits de diffusion de la culture et de la pensée ont souvent péché par leur faiblesse ou par leur

---

[216] Jean-François SIRINELLI, « Le hasard ou la nécessité ? Une histoire en chantier : l'histoire des intellectuels », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°9, janv.-mars 1986, p. 104.

[217] *La Coopération intellectuelle*, n°1, janvier 1929, p. 1.

[218] Les publications de l'Institut sont perçues comme un excellent moyen de construire une image positive à l'étranger. Ainsi, selon Elyseu Montarroyos, délégué brésilien auprès de l'IICI, elles constituent des « vecteurs incomparables de propagande, de par leur circulation mondiale ; et le Brésil peut en profiter, judicieusement, sans charge matérielle de publicité mais avec un incalculable profit pour son prestige moral […]. » (AHI, 78/3/13, 22/01/1934, Lettre de Montarroyos à Cavalcanti de Lacerda).

[219] Nous entendons par « revues culturelles » les publications périodiques qui ne se consacrent pas seulement à la littérature (c'est le cas par exemple de la *Revista Iberoamericana*, créée en dans le cadre de l'Institut International de Littérature Ibéro-Américaine en 1939) mais qui aborde un grand nombre de thèmes culturels, que ce soit sous l'angle de la science, de l'histoire ou du politique.

> inorganisation, et ont fréquemment dû affronter l'oppression, la rétorsion, la censure. En Amérique latine comme ailleurs, la revue a été et est encore un espace de débat, une tribune, le champ plus ou moins clos de controverses plus ou moins feutrées, une plage propice aux hommages, aux polémiques, aux manifestes, aux déclarations d'allégeance ou de rejet, de continuité ou – le plus souvent – d'indépendance et de 'renouveau'. La revue est aussi une porte ouverte sur le non-institutionnel, l'implicite, le minoritaire, qui aspirent soit à la reconnaissance, soit même, dans certains cas, à l'hégémonie. La revue est un révélateur de courants – esthétiques, littéraires, idéologiques, sociaux – souvent en contradiction avec une culture dominante, codifiée et reconnue par le pouvoir en place[220]. »

Ces revues ont été l'objet de travaux[221] dont une grande partie souligne l'intérêt pour l'étude des intellectuels comme acteurs sociaux mais aussi pour une analyse des débats autour de la question de l'identité latino-américaine, des va-et-vient entre appartenance nationale, régionale et continentale.

Des années 1920 aux années 1930, on assiste en effet à un foisonnement de revues culturelles dans le sous-continent, en particulier dans les grandes capitales. On y retrouve souvent les mêmes auteurs mais aussi la volonté de s'ouvrir aux courants européens les plus actuels afin de dynamiser l'art et la littérature latino-américains, la conscience d'une spécificité américaine comme fil directeur. Pour beaucoup, le but était de créer des ponts entre littérature, pensée sociale et philosophique, réflexion politique. Quelques-unes sont à l'origine d'un réseau intellectuel transnational dont l'une des préoccupations était de « doter l'Amérique latine d'outils théoriques qui permettent d'enraciner son existence sur le plan imaginaire[222] ». L'étude de ces revues montre la diversité de pensée autour du thème de l'identité latino-américaine. Les revues et les réseaux de personnes qui en dépendaient ou qui en étaient à l'origine, les organisations qui gravitaient autour, ont été les promoteurs d'intenses débats sur les priorités à établir en matière de culture ainsi que sur l'insertion internationale des nations latino-américaines. L'utopie d'une union latino-américaine devait néanmoins affronter la réalité de nations en construction. Même

---

[220] Claude FELL, « Présentation », *América, Cahiers du CRICCAL*, n°4/5, 1990, « Le discours culturel dans les revues latino-américaines de l'entre-deux-guerres », p. 7. L'auteur propose en outre une typologie des revues latino-américaines de l'entre-deux-guerres, que nous reproduisons ici :

- Les revues les plus modestes, dont la publication est souvent confidentielle et la diffusion particulièrement restreinte parce qu'elles sont l'œuvre d'un groupe réduit, voire, dans certains cas, d'un homme seul ;
- Les revues créées par des groupes d'individus jeunes, s'inscrivant fréquemment dans une perspective d'innovation ou de rupture ; en règle générale, la vie de ce type de revue est chaotique et brève ;
- Les revues patronnées par une institution (Université, Ministère, Institut public ou privé, etc.) ou par un groupe disposant de fonds propres et réguliers. (*art. cité*, p. 8-9).

[221] Voir notamment, Saúl SOSNOWSKI (ed.), *La cultura de un siglo : América latina en sus revistas*, Buenos Aires, Alianza, 1999 et le numéro spécial coordonné par Jorge Schwartzt et Roxana Patiño sur les revues littéraires et culturelles latino-américaines de la *Revista Iberoamericana*, vol. LXX, n°208-209, juillet-déc. 2004. Il existe par ailleurs des articles et des ouvrages consacrés soit à une revue, soit à un pays en particulier.

[222] Alejandra PITA GONZÁLEZ, *La Unión Latino Americana y el Boletín Renovación. Redes intelectuales y revistas culturales en la década de 1920*, México, El Colegio de México, Centro de Estudios Históricos, Universidad de Colima, 2009, p. 15-16 : « *dotar a América Latina de herramientas teóricas que fundamentaran en el plano de lo imaginario su existencia* ».

parmi les promoteurs d'une solidarité continentale, le modèle d'État-nation tel qu'il avait élaboré en Europe était rarement remis en question. Pour Jussi Pakkasvirta, « l'idée d'une communauté continentale était renforcée par la faiblesse des communautés politiques locales, régionales ou nationales » et « les intellectuels continentalistes » tentaient en fait de « combler le vide produit par la déficience ou l'inexistence de la nation par l'utopie continentale[223] ». Le colombien Baldomero Sanín Cano écrit ainsi en 1928 que des revues culturelles comme *Amauta*[224] et *El Repertorio Americano*

> « […] réconfortent l'esprit des Américains libres, en témoignant de l'existence d'un esprit communément partagé d'amour de la liberté et d'une compréhension aiguisée des dangers qui la menacent de façons diverses – certaines plus subtilement que d'autres – dans tout le continent[225] ».

C'est aussi le cas de *Renovación. Boletín de Ideas, Libros y Revistas de la América Latina,* créée en 1923, dans le cadre de l'*Unión Latino Americana*, « association à vocation anti-impérialiste et latino-américaniste dont le but est de générer dans l'opinion publique un esprit favorable à l'unité culturelle, politique et économique des pays de la région, dans une tentative de raviver le vieil idéal bolivarien[226] ». À travers cette publication se crée un réseau transnational formé d'étudiants[227] et d'intellectuels reconnus qui militaient en dehors des partis politiques et qui débattaient sur le présent et le futur de la région. Alexandra Pita González, qui a procédé à un dépouillement intégral de la revue, a recensé 357 contributeurs, qu'elle divise en deux groupes selon le type de publication. Elle distingue ainsi les auteurs d'articles politiques[228] et ceux qui

---

[223] Jussi PAKKASVIRTA, *¿Un continente, una nación? Intelectuales latinoamericanos, comunidad política y las revistas culturales en Costa Rica y en el Perú (1919-1930)*, Tuusula, Academia Scientiarum Fennica, 1997, p. 15 : « *la idea de la comunidad continental se fortalecía por la carencia de la comunidad política local, regional o nacional* » ; « *los intelectuales continentalistas tentaban llenar el vacío producido por la debilidad o por la inexistencia de la nación con la utopía continental*. »

[224] *Amauta*, revue fondée en 1926 par le péruvien José Carlos Mariátegui (1894-1930), reste, encore aujourd'hui, un symbole important pour les intellectuels de gauche en Amérique latine, bien qu'elle n'ait été publiée que pendant quatre ans. Son influence est très liée à l'aura de Mariátegui, dont la pensée a marqué durablement les générations postérieures dans tout le sous-continent. Écrivain prolifique, il est considéré comme l'un des socialistes les plus influents du sous-continent.

[225] Baldomero Sanín Cano, dans *Amauta*, n°24, 1929, p. 83, cité dans Jussi PAKKASVIRTA, *ouv. cité*, p. 20.

[226] *Idem*, p. 15.

[227] Un certain nombre de centres ou de fédérations étudiantes, nationales ou régionales, étaient ainsi présent, de manière collective, dans *Renovación*. Il s'agit notamment du *Centro de Estudiantes de la Facultad de Medicina de la Universidad de Buenos Aires*, de la *Federación Universitaria de La Plata*, du *Comité Nacional de Estudiantes de Colombia*, de la *Federación Estudiantil del Ecuador*, du *Comité Antiarmamentista Universitario de Montevideo*, de la *Confederación Estudiantil de Cuba*, de la *Federación de Estudiantes Chilenos*, de la *Asociación Estudiantil de Medicina de Montevideo* et des *Estudiantes de Derecho de la Universidad de Santiago de Chile* (Voir Alejandra PITA GONZÁLEZ, *ouv. cité*, p. 94-95).

[228] Parmi ceux-ci figurent Alejandro Korn, Carlos Bunge, Roberto Giusti, Ricardo Güiralde, Arturo Orzábal Quintana, Leopoldo Lugones, Ricardo Levene, Manuel Ugarte et Alfredo Palacios pour les Argentins ; Rufino Blanco Fombona (Venezuela), Pedro Henríquez Ureña (République Dominicaine), Ventura García Calderón (Pérou), Enrique Gay Calbó (Cuba), Víctor Belaúnde (Pérou), Mariano Picón Salas (Venezuela), Germán Arciniegas (Colombie), Rafael Heliodoro Valle (Honduras), José Vasconcelos (Mexique) pour les autres pays d'Amérique latine.

apparaissent dans la section « Libros y revistas ». Elle s'intéresse aussi aux collaborateurs non latino-américains et remarque qu'ils sont assez peu nombreux, la plupart appartenant au groupe *Clarté*[229]. Alejandra Pita identifie ainsi la constellation qui se crée autour de ce groupe et de cette revue, non seulement en identifiant ses collaborateurs, mais également en répertoriant les personnalités intellectuelles ou politiques citées (indiquant chaque fois le caractère positif ou négatif de la mention qui leur est faite) qui servent de la sorte de marqueurs référentiels au groupe.

Parmi les nombreuses revues culturelles de ces années-là, figure *Repertorio Americano*, publiée à partir de 1919 et jusqu'en 1958[230] à San José de Costa Rica et dirigée par Joaquín García Monge[231] ; cette revue a eu un rôle central non seulement dans l'histoire intellectuelle du Costa Rica mais aussi dans l'histoire générale des revues en Amérique latine. Son influence et sa diffusion ont d'ailleurs été plus importantes dans le reste du sous-continent que dans son pays d'origine. Éloquents sont à cet égard les divers témoignages d'intellectuels latino-américains à son sujet. Ainsi celui du péruvien Luis Alberto Sánchez :

> « Cette revue personnelle […] a été le lien le plus noble et le plus efficace que nous ayons eu en Amérique, nous, intellectuels, qu'il s'agisse d'écrivains, de leaders ou d'étudiants. Don Joaquín gérait avec cette revue une espèce de Grande centrale téléphonique internationale, il avait inventé une sorte d'Unesco sans bureaucratie ni protocole, quelque chose de semblable, pour de nombreux débutants désemparés, à un Plan Marshall pour les écrivains débutants de notre hémisphère[232]. »

Le succès de cette revue tient en grande partie au fait que les thèmes de prédilection de García Monge étaient également ceux d'un grand nombre d'intellectuels latino-américains. On peut notamment relever l'accent mis sur l'importance de l'éducation comme solution aux problèmes d'ordre social, mais aussi la conjugaison d'influences européennes, de l'ariélisme et de l'anti-impérialisme. Enfin, García Monge est à la fois capable « d'ausculter le cœur de l'Amérique », tout en étant un « Costaricien de souche, qui fait honneur à notre vieille tradition de civilité et de

---

[229] Il s'agit notamment d'Henry Barbusse, d'Anatole France et de H.G. Wells. Voir Alejandra PITA GONZÁLEZ, *ouv. cité*, p. 93.

[230] Pour un aperçu de l'histoire de cette revue voir Mario Oliva MEDINA, « Revista *Repertorio Americano* : algunos alcances sobre su trayectoria (1919-1958) », Revista *IZQUIERDAS. Una mirada histórica desde América Latina*, año I, n°1, 22 pages (diponible en ligne : http://www.izquierdas.cl/revista/wp-content/uploads/2011/07/oliva.pdf).

[231] Joaquín García Monge (1881-1958) est écrivain et éducateur. Il fait une partie de ses études à l'*Instituto Pedagógico* de l'Université du Chili. Il s'exile à New York en 1918 suite au coupe d'État des frères Tinoco. Après la destitution de ces derniers (1919), le nouveau gouvernement le nomme ministre de l'Instruction publique. Il dirige par ailleurs la Bibliothèque Nationale pendant 16 ans. Il participe à la fondation, en 1929, du *Partido Alianza de Obreros Campesinos e Intelectuales*, qui devient, en 1931, le Parti Communiste costarricien. Sur García Monge, voir notamment Arnoldo Mora Rodríguez, *El ideario de don Joaquín García Monge*, 2ª ed., San José, Editorial Costa Rica, 1998.

[232] Luis Alberto Sánchez cité par Luis Ferrero ACOSTA, *La clara voz de Joaquín García Monge*, San José, Editorial Costa Rica, 1990, p. 13.

culture[233] ». À l'image de son éditeur, la revue est tout à la fois « un produit du projet national officiel[234] », selon le chilien Joaquín Edwards Bello, et le meilleur outil pour diffuser une image positive du Costa Rica à l'étranger, celle de la « Suisse d'Amérique centrale », épargnée par les soubresauts politiques et sociaux qu'ont connus les républiques d'Amérique latine[235].

Véritable institution culturelle, cette revue offre aux intellectuels latino-américains un espace de communication et d'interaction, renforçant de la sorte une conscience collective autour d'une « communauté imaginée » hispano-américaine. En reproduisant dans ses pages des idées et des images relatives à cette communauté, elle donne à voir les utopies nationales et continentales des intellectuels de l'époque rêvant d'une *patria grande*. Ce désir de bâtir une identité ample n'est cependant pas dénué de présupposés excluants. Jussi Pakkasvirta montre en effet qu'entre 1919 et 1930, existaient deux types d'exclusion. La première a trait à l'image donnée du Costa Rica dans les pages de la revue ; le pays, nous l'avons vu, y est présenté comme une sorte de modèle. Or ce modèle est blanc ; dans le monde du *Repertorio Americano*, les indiens ou les noirs sont absents[236]. Le Costa Rica est « un peuple homogène, descendant des conquistadores hispaniques qui apportèrent en Amérique la civilisation occidentale[237] ».

La deuxième exclusion concerne la non-incorporation du Brésil et du Portugal. De fait, García Monge défendait un américanisme dont l'un des traits marquants était l'importance accordée aux liens culturels qui unissaient l'Amérique à l'Espagne. Ces liens sont rendus encore plus manifestes par l'appui des collaborateurs de la revue au camp républicain lors de la guerre civile espagnole, à tel point que le colombien Antonio Montalvo (1892-1970) déclarait dans ses pages en 1938 : « Avant la guerre civile espagnole, l'hispano-américanisme était de la pure fiction[238] ». Par ailleurs, le fascisme est perçu comme une menace très concrète pour l'Amérique

---

[233] Jussi PAKKASVIRTA, *ouv. cité*, p. 142 : « *un producto del proyecto nacional oficial* ».

[234] **Joaquín Edwards Bello** dans *Repertorio Americano*, vol. XIII, n°10, 1926, p. 10 : « *el periódico que mejor refleja la anhelada unión de nuestras repúblicas* ».

[235] Jussi Pakkasvirta écrit à ce sujet : « Nous affirmons ici que dans le Repertorio Americano se trouve reprise la tradition fondée par les premiers diplomates du Costa Rica au milieu du XIXe siècle. L'action diplomatique, à destination des États-Unis et de l'Europe, se fondait sur l'affirmation de la particularité costarricienne – à savoir le caractère pacifique et travailleur de ses habitants. Dans le Repertorio, se trouve projetée la même image mais à présent offerte au sous-continent latino-américain – au point d'en faire, consciemment ou pas, un modèle exemplaire et utopique. Le Costa Rica fut présenté comme plus tranquille, plus libre et démocratique qu'il ne l'était en réalité […] par la construction d'une image de la nation pour l'extérieur – et ce du fait que la revue était plus lue hors du Costa Rica que dans le pays lui-même. Avec sa diffusion plus internationale que nationale, le Repertorio Americano promouvait le Costa Rica dans le monde bien mieux que ne l'aurait fait une propagande d'État. » (Jussi PAKKASVIRTA, *ouv. cité*, p. 147).

[236] Voir Jussi PAKKASVIRTA, *ouv. cité*, p. 148-153.

[237] Discours de John M. Keith, « Una representación de Costa Rica en 1919 », reproduit dans *Repertorio Americano*, tome I, n°12, 1919 : « *un pueblo homogéneo descendiente de los conquistadores hispanos, quienes trajeron a América la civilización occidental* ».

[238] Antonio MONTALVO, « El nuevo hispanoamericanismo », *Repertorio Americano*, tome 36, n°1, oct. 1938, p. 14 : « *Antes de la guerre civil española, el hispanoamericanismo era pura ficción*. ». La guerre civile espagnole

latine car, selon les termes du romancier cubain Enrique Labrador Ruiz (1902-1991) « le destin de l'Amérique se dessine en Espagne, car la poussée du fascisme se propagerait au Chili, en Argentine, au Brésil, en Amérique centrale et sur tout le continent si Franco venait à triompher[239] ». Si la lutte entre les camps franquiste et républicain rencontre un écho particulier de l'autre côté de l'Atlantique, c'est que les questions autour desquelles se polarise – la réforme agraire, le rôle des militaires dans la vie publique, la relation entre l'Église et l'État, la place de l'éducation et de la culture – sont également à l'ordre du jour en Amérique latine. Aussi la guerre d'Espagne représente-t-elle pour l'Amérique hispanique l'affrontement entre deux voies vers la modernité tant désirée. La victoire de Franco marque un tournant : « avec le triomphe des forces franquistes en Espagne s'est substitué, à l'*hispanisme* intégrateur et positif incarnant les idéaux républicains, un *hispano-américanisme* qui fut perçu comme négatif et agressif par de nombreux intellectuels latino-américains[240] ». L'une des conséquences de ce retournement est l'évolution progressive d'un certain nombre de collaborateurs de la revue à l'égard d'un panaméricanisme jusque-là plutôt décrié. Si la méfiance envers l'impérialisme nord-américain est toujours présente[241], de plus en plus nombreux sont les articles, à la fin des années 1930, à appeler au rapprochement entre les deux Amériques, d'une part pour lutter contre la menace fasciste et d'autre part parce que, devant le naufrage du « Vieux monde », seul le continent américain semble à même d'être le digne héritier de la culture européenne ; or l'unité entre ses parties est nécessaire pour assumer un tel rôle[242].

La période étudiée, à travers des publications comme le *Repertorio Americano*, permet ainsi de mettre en lumière la manière dont les intellectuels latino-américains se sont positionnés par rapport au monde extérieur, à partir des débats en cours dans le sous-continent, et non, comme il semblerait à première vue, uniquement en fonction de ce qui se passait en Europe. Celle-ci reste néanmoins un élément de référence en termes culturels ; c'est en effet souvent par rapport à son héritage qu'est pensée l'identité du sous-continent, même si les questions relatives aux relations avec l'Amérique anglo-saxonne sont également très présentes. Les revues culturelles sont à cet

---

est également très presente dans les pages de la revue *Sur* ; voir à ce sujet Nora PASTERNAC, *Sur, Una revista en la tormenta. Los años de formación 1931-1944*, Buenos Aires, Paradiso ediciones, 2002, p. 111-151.

[239] Enrique Labrador RUIZ, « Con la República », *Repertorio Americano*, tome 36, n°4, déc. 1938, p. 52-53.

[240] Alexandra Pita GONZÁLEZ, « La discutida identidad americana: debates en el *Repertorio Americano*, 1938-1945 », *in* Aimer GRANADOS GARCÍA et Carlos MARICHAL, *Construcción de las identidades latinoamericanas : ensayos de historia intelectual, siglos XIX y XX*, México, El Colegio de México/Centro de Estudios Históricos, 2009, p. 249.

[241] Voir Alexandra Pita GONZÁLEZ, « La discutida identidad americana…, p. 253-255.

[242] Haya de la Torre propose d'ailleurs un plan en 21 points qui serait un programme d'action dans la perspective d'une défense commune. Il s'agit aussi de faire du continent le parangon de la démocratie. Cela ne signifie pas pour autant que les différences qui existent entre l'Amérique anglo-saxonne et ce qu'il nomme l' « Indo-Amérique » doivent être effacées. Voir Alexandra Pita GONZALEZ, « La discutida identidad americana…, p. 260-261.

égard le reflet de la diversité des positions exprimées par les intellectuels. De multiples définitions et démarcations sont ainsi proposées, mêlant histoire, géographie, culture et démographie. On peut citer celle que le colombien Germán Arciniegas[243] pose dans les pages de la revue *Sur* en 1940 ; pour lui, ce n'est pas tant l'opposition entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud qui est pertinente, mais plutôt la distinction entre une Amérique des villes (New York, Buenos Aires, Rio de Janeiro, La Havane, Montevideo), tournée vers l'Atlantique, et une Amérique regardant vers le Pacifique :

> « Pour elles [les villes citées], l'Atlantique est une flaque, un canal de la Manche, un détroit de plus en plus facile à traverser. C'est pour cela que le Brésilien, l'Uruguayen ou le New-Yorkais regardent plus facilement vers l'Europe que vers tout ce qui se trouve derrière lui, c'est-à-dire l'Amérique occidentale. L'Amérique occidentale, de la Californie jusqu'au Chili, est une Amérique où a pris corps une tradition plus espagnole ; c'est une Amérique qui s'est repliée sur elle-même[244]. »

Cet extrait est révélateur du caractère mouvant des frontières identitaires en Amérique latine.

Enfin, l'analyse de ces différentes revues montre comment ces intellectuels envisagent leur fonction dans le contexte de l'entre-deux-guerres et dans le débat identitaire qui se joue aussi bien au niveau local que régional :

> « À la lecture des opinions exprimées dans le *Repertorio*, il apparaissait fondamental de donner aux intellectuels, et non aux gouvernants, un rôle majeur dans la formation d'une conscience collective. En s'attribuant le rôle d'interprètes légitimes du peuple latino-américain anonyme, les intellectuels se sont penchés sur les problèmes du continent et sur des possibles solutions, à la manière de véritables guides […][245]. »

Les congrès scientifiques : entre latino-américanisme et panaméricanisme

Si les revues « autorisent le transitoire, l'éphémère[246] », relèvent de l'ordre de la conviction, le congrès relève de celui de la persuasion. S'intéresser aux congrès permet de prendre en compte les formes et les mécanismes de la vie intellectuelle ; c'est, selon Christophe Prochasson, « faire de l'histoire tout court et non pas de l'histoire des idées[247] ». Pour cet auteur, il convient de ne pas

---

[243] Germán Arciniegas (1900-1999), historien, écrivain et diplomate colombien, fonde plusieurs revues culturelles – dont *Revista de las Indias* (1939) et *Revista de América* (1945) – dont le but est de faire connaître la pensée et la littérature latino-américaine. Il a par ailleurs été directeur éditorial (1928) puis directeur général (1937) du journal *El Tiempo*, de Bogotá. Comme diplomate, il a été en poste à Londres (1929) et en Argentine (1940) pendant la période qui nous occupe. Il a également été ministre de l'Éducation entre 1942 et 1946.

[244] Germán ARCINIEGAS, « Debates sobre temas sociológicos. Relaciones interamericanas », *Sur*, n°72, sept. 1940, p. 103.

[245] Alexandra Pita González, *art. cité*, p. 262.

[246] Christophe PROCHASSON, « Les congrès, lieux de l'échange intellectuel », *Mil Neuf Cent – Revue d'histoire intellectuelle*, n°7, 1989, p. 5.

[247] *Ibid.*

réduire les congrès à leurs ressorts institutionnels car, « lieux de légitimation, lieux de pouvoir aussi où la prise de parole et le jeu présence/absence ont tout un sens, les Congrès sont aussi des lieux où s'établissent parfois de vrais débats. Leur rôle épistémologique ou idéologique n'est pas nul […][248] ». C'est cette dimension idéologique autant qu'identitaire qui nous intéresse ici. Nous avons précédemment analysé les congrès de type scientifique à l'aune de leur portée en termes de sociabilités intellectuelles. Or ces rencontres ont aussi été

> « un espace constitué par les élites latino-américaines pour mettre en scène, au nom de la science et de la technique, leur adhésion aux idéaux de civilisation et de progres et ainsi contrecarrer les différentes représentations de l'Amérique latine aux États-Unis, celles qui en faisaient un territoire où prédominait le passé hispanique, la nature sauvage et l'absence d'expertise technique[249]. »

L'un des enjeux des congrès scientifiques latino-américains a donc été de construire, parallèlement à l'interventionnisme croissant des États-Unis – sur le plan politique, diplomatique mais aussi du point de vue de la connaissance –, une dynamique propre au sous-continent, rompant avec l'isolement caractéristique des nations latino-américaines. Celui-ci est évoqué lors du congrès scientifique de 1908 :

> « Il y a quelques années encore ces tendances vers un système de coopération intellectuelle étaient très faibles, pour ne pas dire inexistantes, en Amérique latine, et elles étaient étroitement circonscrites par les limites ethnographiques. Alors que l'Amérique anglo-saxonne réunissait l'ensemble de ses forces pour tout ce qui touchait à la culture, de manière générale, en Amérique latine, c'est au contraire la dispersion qui prédominait[250]. »

La comparaison ne se joue pas uniquement avec l'Amérique du Nord : l'Europe constitue aussi une référence que l'on cherche à égaler, la source d'un sentiment d'infériorité qu'il s'agit de conjurer. Le discours prononcé par l'argentin Domingo Cabred en 1909 à Rio de Janeiro constitue une bonne illustration de ce constat :

> « Notre quatrième congrès médical, auquel assistèrent des représentants de toute l'Amérique latine, apportant avec eux le fruit de leur travail scientifique, excède, en importance, les précédents et ressemble, par le nombre de ses participants, par la quantité et la qualité des travaux présentés, aux congrès mondiaux de la vieille Europe[251]. »

---

[248] *Idem*, p. 7.

[249] Oscar Calvo ISAZA, « Conocimiento desinteresado y ciencia americana. El Congreso científico (1898-1916) », *Historia crítica*, n°45, Bogotá, sept.-déc. 2011, p. 88.

[250] *Reseña general del Cuarto Congreso Científico (Primer Panamericano)*, Santiago de Chile, Imprenta, Litografía y Encuadernación Barcelona, 1915, p. 142 (cité par Francisco R. SAGASTI, Alejandra PAVEZ, « Ciencia y tecnología en América Latina a principios del siglo XX : Primer congreso científico panamericano », *Quipu*, vol. VI, n°2, mai-août 1989, p. 203).

[251] *Quarto Congresso Médico Latino-Americano*, Rio de Janeiro, Volume geral, 1909, p. 73 (cité par Marta de ALMEIDA, *Das Cordilheras dos Andes à Isla de Cuba, passando pelo Brasil : os congressos médicos latino-americanos e brasileiros (1888-1929)*, Tese apresentada ao programa de pós-graduação em história social da Faculdade de Filosofia, Letras, Ciências Humanas da Universidade de São Paulo, orientada por Prof. Maria Amélia Mascarenhas Dantes, São Paulo, 2003, p. 303).

Étudier ces congrès revient également à analyser « comment l'invocation de l'indépendance de la science par rapport au politique s'est retrouvée en concurrence avec la demande d'un savoir applicable aux problèmes rencontrés par les gouvernements et les économies américaines[252] ». Hugo Rogélio Suppo et Ana Maria Ribeiro de Andrade ont d'ailleurs montré à quel point il était difficile de distinguer clairement, dans ces congrès, ce qui relevait de la science et ce qui concernait le politique, les nécessités relevant de la collaboration scientifique internationale et les relations de pouvoir entre États nationaux[253]. Hugo Suppo, dans un autre article, analyse ainsi le congrès scientifique latino-américain de 1905 qui se tient à Rio de Janeiro sous l'angle de la mise en scène politique et culturelle de l'État brésilien[254]. La dimension politique de ces congrès, de même que le rôle de la science dans la modernisation des sociétés ne passent en effet pas inaperçus auprès des pouvoirs publics des pays concernés par leur organisation. Ils ont d'ailleurs largement contribué à leur financement et à leur bon déroulement[255]. Le ministre chilien de l'Instruction publique, lors de la session de clôture du congrès scientifique de 1908, exprime clairement l'intérêt que représentent ces rencontres pour les gouvernements :

> « L'impulsion donnée par les gouvernements au progrès intellectuel est efficacement relayé à l'époque moderne par l'extraordinaire développement atteint par l'échange des idées entre les hommes de tous les pays. Les congrès scientifiques sont la manifestation la plus concrète de cette nouvelle tendance[256]. »

Les médecins et les scientifiques, comme leurs homologues littéraires, ont en effet le sentiment de remplir une mission, celui de guérir les maux du sous-continent, de le guider sur le chemin qui le mènerait vers un futur prometteur. Certains, à l'image de l'argentin Emílio Coni dans le discours inaugural qu'il prononce pour le second congrès de médecins latino-américains (Buenos Aires, 1904), en font même une véritable bataille :

> « Que les nations latino-américaines, en s'associant dans un commun effort, en formant un seul corps d'armée, en conservant ses chefs, ses armes, ses tactiques de combat, se lancent dans la bataille contre les grands ennemis de l'humanité : la tuberculose, l'alcoolisme, l'habitat insalubre et la mortalité infantile[257]. »

---

[252] *Idem*, p. 89 : « *cómo la invocación de la independencia de la ciencia con respecto a la política compitió con la demanda de conocimiento aplicado a los problemas del gobierno y la economía americanos*. »

[253] Voir Hugo Rogélio SUPPO, Ana Maria Ribeiro de ANDRADE, « O significado do congresso », *in* Ana Maria Ribeiro de ANDRADE (coord.), *Terceira reunião do Congresso Científico Latino-Americano, 1905*, Brasília/Rio de Janeiro, Ministério da Ciência e Tecnologia, 2002.

[254] Hugo Rogélio SUPPO, « Ciência e relações internacionais. O congresso de 1905 », *Revista da SBHC*, n°1, 2003, p. 6-20.

[255] Voir Oscar Calvo ISAZA, *art. cité*, p. 90-91.

[256] *Reseña general del Cuarto Congreso Científico (Primer Panamericano)*, Santiago de Chile, Imprenta, Litografía y Encuadernación Barcelona, 1915, p. 142 (cité par Francisco R. SAGASTI, Alejandra PAVEZ, « Ciencia y tecnología en América Latina a principios del siglo XX : Primer congreso científico panamericano », *Quipu*, vol. VI, n°2, mai-août 1989, p. 202).

[257] Discours inaugural de Emílio Coni, reproduit dans *Segundo Congresso Médico Latino-Americano. Actas y Trabajos*, Tomo I, Buenos Aires, p. 34 (cité par Marta de ALMEIDA, *ouv. cité*, p. 300).

Cependant, malgré l'invocation de problèmes communs et l'affirmation d'une union latino-américaine pour les résoudre, les différences entre pays, la revendication du statut de nation privilégiée, conduisent à fissurer ce bel édifice oratoire. Comme le note Marta de Almeida, les maux auxquels Emílio Coni fait référence sont propres aux préoccupations argentines du moment et très proches de ceux qui existent en Europe à la même période. N'est pas évoquée, par exemple, la fièvre jaune, qui sévit alors au Brésil. Mais cette maladie « exotique » ne pouvait, dans la perspective des médecins argentins, être une préoccupation digne d'un pays « civilisé » :

> « Pour certains des médecins, certaines maladies dites 'sociales' relevaient d'une catégorie où l'hygiène pouvait assurément contribuer à leur extinction ou, dans la pire des hypothèses, à leur diminution effective. Alors que les maladies comme la fièvre jaune, le choléra, la peste, vues comme 'exotiques' ou 'tropicales', traduisaient le pire niveau de barbarie bactériologique. Leur présence signifiait qu'on avait affaire à un pays qui présentait un retard dans l'évolution progressive de ses institutions et de sa politique de santé publique, thermomètre précis pour mesurer, selon la conception médicale en cours, le degré de civilisation[258]. »

Si la rhétorique qui prédomine dans les discours met l'accent sur le caractère universel de la science, la compétition implicite entre les pays du continent est la toile de fond de ces congrès. On peut citer l'exemple du congrès de Santiago de 1908 qui, bien qu'essentiellement scientifique et, comme tel, a-politique, a néanmoins été l'occasion, surtout dans les sections dédiées aux sciences sociales (économie, droit international, droit constitutionnel, histoire), d'offrir un panorama relativement riche de la pensée politique de l'époque. Enfin, au cours des interventions lors des événements officiels notamment, on observe une « explosion de nationalisme scientifique américain[259] » et de nombreux développements sur le rôle de la science dans la société moderne. Or, au fur et à mesure des congrès, parallèlement au mouvement qui voit fusionner les dynamiques panaméricaine et latino-américaine, les finalités de la science ainsi que la répartition des rôles, entre scientifiques d'une part et pouvoirs publics d'autre part, connaissent une évolution :

> « […] entre la session fondatrice de Buenos Aires et celle de Washington se fit jour clairement une perte de pouvoir des sujets et institutions dédiés à la science et à la technique, et la part plus importante prise par les États dans l'approbation des recommandations [qui étaient faites lors de ces congrès]. De la même manière, la rhétorique de la science universaliste alla de pair avec le souci de domestiquer la nature américaine et de produire des connaissances utiles pour le continent américain[260]. »

---

[258] Marta de ALMEIDA, *ouv. cité*, p. 301.

[259] Francisco R. SAGASTI, Alejandra PAVEZ, « Ciencia y tecnología en América Latina a principios del siglo XX : Primer congreso científico panamericano », *Quipu*, vol. VI, n°2, mai-août 1989, p. 197.

[260] Oscar Calvo ISAZA, *art. cité*, p. 110. Sur cette question, voir aussi Rodrigo FERNÓS, *Science still born, The rise and impact of the Pan-American Scientific congresses, 1898-1916*, iUniverse, 2003.

Ce processus est intimement lié à ce que Ricardo Salvatore nomme « l'entreprise de la connaissance[261] » menée dans le cadre de « l'empire informel » construit par les États-Unis. Cette entreprise est génératrice d'une multitude de représentations et de discours sur cet Autre qu'est l'Amérique du Sud. Derrière cette diversité, il y a néanmoins une cohérence, que Salvatore résume de la sorte :

> « La légitimation de la présence du capital, de l'expertise, des idées et des valeurs nord-américains dans les territoires du Sud requérait une construction textuelle double et simultanée : il fallait à la fois décrire l'autre (l'Amérique du Sud) en termes de déficit ou de manque perpétuel et conférer un sens à la 'mission' (le rôle des Nord-Américains dans la région). Sans l'un ou l'autre de ces facteurs, l'expansion du capital et de la culture étasuniens se verrait compromise et sa légitimité niée[262]. »

Cette légitimation se fait, entre autres, sur le terrain de la science. Les acteurs de cette entreprise sont nombreux ; parmi ces derniers, il faut noter le rôle de l'Organisation Panaméricaine de Santé[263] et celui des fondations philanthropiques. Au Brésil, par exemple, les années 1910-1920 sont marquées par l'influence croissante des États-Unis, à travers leurs universités et fondations. Ainsi la Fondation Rockfeller entreprend-elle, à partir de 1916, des campagnes sanitaires à l'intérieur de l'État de São Paulo. Et c'est dans la ville de São Paulo qu'elle participe au financement de la nouvelle Faculté de Médecine[264]. La force d'un tel organisme réside dans le fait que

> « […] l'action de la fondation ne consiste pas tant à 'exporter' à l'étranger un 'modèle ' préalablement élaboré à l'intérieur de ses frontières, mais bien plutôt à construire ce modèle tout en l'exportant, et à nourrir ses actions américaines de toutes les expériences qu'elle mène en même temps dans d'autres pays, dans un mouvement de circulation à double sens […][265]. »

L'aspect très pragmatique des politiques mises en œuvre par les fondations philanthropiques[266], axées, notamment en Amérique du Sud, sur l'éradication de maladies

---

[261] Ricardo SALVATORE, « The Enterprise of Knowledge. Representational Machines of Informal Empire », *in* Gilbert M. JOSEPH, Catherine C. LEGRAND, Ricardo D. SALVATORE (org.), *Close Encounters of Empire. Writing the Cultural History of U.S.-Latin American Relations*, Durham/Londres, Duke University Press, 1998, p. 69-105.

[262] *Idem*, p. 71.

[263] Voir notamment, pour le Brésil, Nísia Trindade LIMA, « O Brasil e a organização Pan-Americana de Saúde : uma história de três dimensões », *in* Jacobo FINKELMAN (org.), *Caminhos da Saúde Pública no Brasil*, Rio de Janeiro, Ed. Fiocruz, 2002, p. 24-116 et pour l'Argentine, Juan Carlos VERONELLI, Analía H. TESTA (org.), *La OPS en Argentina : crónica de una relación centenaria*, Opas, 2002.

[264] Cette dernière est créée en 1913. Sur cette question, voir Maria Gabriela MARINHO, *Notre-Americanos no Brasil. Uma história da Fundação Rockcfeller na Universidade de São Paulo*, Campinas/São Paulo, Bragança Paulista/Universidade São Francisco, 2001.

[265] Ludovic TOURNÈS, *La philanthropie américaine et l'Europe : contribution à une histoire transnationale de l'américanisation*, Mémoire de recherche présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, dirigé par Robert Frank, Université Paris I Panthéon Sorbonne, novembre 2008, p. 102.

[266] Voir à ce sujet Ludovic TOURNÈS, *ouv. cité*, p. 97-98 : « La philanthropie scientifique […] repose sur trois idées essentielles. La première consiste à chercher les causes des problèmes sociaux par une analyse reposant sur la collecte de données objectives, selon la démarche des sciences expérimentales, pour faciliter le diagnostic et la formulation de solutions efficaces et durables. La seconde réside dans la certitude que la complexité des problèmes du monde contemporain appelle une action globale et non pas limitée à un secteur précis […]. Enfin,

considérées comme susceptibles, techniquement, d'être éliminées (fièvre jaune, malaria, l'ankylostomiase[267]), a pu se heurter à certaines critiques de scientifiques latino-américains, qui y voyaient une insulte faite à la tradition médicale de leur pays[268]. Néanmoins, les thèmes privilégiés par les missions et les institutions nord-américaines rencontraient également un écho dans les cercles scientifiques locaux. Marta de Almeida note que les Congrès Brésiliens de Médecine s'étaient déjà emparé de questions que la fondation Rockfeller se proposait de traiter[269], facilitant par là même son intervention.

De fait, l'effacement de la dénomination « latino-américain » au profit de « pan-américain » pour les congrès scientifiques et médicaux ne procède pas d'une demande des États-Unis ; lors du congrès scientifique de Santiago du Chili (1908), le premier à être considéré comme « pan-américain », les participants nord-américains sont d'ailleurs en nette minorité. Si, en Argentine par exemple, on tient à rappeler l'apport des congrès latino-américains[270], la volonté de bâtir une science capable de rivaliser avec l'Europe et de résoudre les problèmes de santé publique propre à l'Amérique a conduit à une continentalisation des réunions scientifiques, que les États-Unis encouragent. Le caractère panaméricain des congrès offre en outre la garantie d'une audience élargie pour les participants. Ainsi, Juvenal Hernández écrit-il au ministre chilien des Relations extérieures à propos du VIIIe congrès scientifique, qui doit avoir lieu à Washington :

> « Après les congrès panaméricains, celui-ci est parmi les plus importants qui se tiennent périodiquement sur le Continent. Les professeurs de l'Université du Chili, depuis des années, réalisent des recherches scientifiques qu'ils n'ont pas pu faire connaître faute de moyens. La tenue du huitième congrès, auquel tous les pays américains ont promis de participer, offrent à nos professeurs l'opportunité de faire connaître leurs travaux[271]. »

---

la troisième idée directrice de la philanthropie scientifique est relative au fonctionnement des fondations : l'ampleur de leurs objectifs impose une rationalisation de l'action conduite ; les fondations seront donc des structures tout entières tendues vers l'efficacité et la rentabilité des investissements. »

[267] L'ankylostomiase, due à un ver parasite, est une des causes importantes de morbidité maternelle et infantile dans les régions tropicales et sub-tropicales.

[268] C'est le cas notamment au Brésil, où l'ambition affichée par la Fondation Rockfeller d'éradiquer la fièvre jaune dans le Nordeste apparaissait comme une négation des efforts et méthodes déployées depuis Oswaldo Cruz.

[269] Marta de ALMEIDA, *ouv. cité*, p. 331.

[270] Nous trouvons ainsi, à propos du congrès scientifique panaméricain de 1940 (conçu par les États-Unis comme la manifestation la plus importante ayant lieu dans le cadre du 50e anniversaire de l'Union Panaméricaine), cette mise au point historique dans les *Memorias* du Ministère des Relations extérieures : « L'initiative de réunions spéciales de cette nature appartient à l'Argentine. Les congrès scientifiques panaméricains sont une émanation des congrès latino-américains, initiés par la Société scientifique argentine – à laquelle nous devons la convocation du premier d'entre eux, à Buenos Aires, en 1898. » (MRE Argentine, Memoria, 1939-1940, tome I, p. 469).

[271] MRE Chili, Ministerios de Educación, Interior, Trabajo y Salubridad, 1940, Santiago, 11/03/1940, Lettre de Juvenal Hernández au ministre des Relations extérieures.

Alors même que les différents horizons – national, latino-américain, panaméricain – ont pu être porteurs de rivalités ou de compétition, on assiste à une mise en scène qui se veut performative d'une dynamique proprement américaine. L'analyse faite par Leo S. Rowe du premier congrès scientifique panaméricain (Santiago 1908) en est une bonne illustration :

> « L'historien du développement intellectuel du continent américain, dressant le bilan de l'œuvre des assemblées scientifiques, attribuera sans doute au congrès de Santiago l'honneur d'avoir clairement démontré que les républiques du continent américain, à cause de leur situation géographique, à cause des conditions particulières prévalant lors de leur colonisation et à cause des problèmes de race qu'elles présentent, affrontent des problèmes spécifiquement américains. Le seul fait qu'existent ces problèmes implique pour nous, mais aussi pour le monde civilisé, l'obligation de tout faire pour les résoudre. En les résolvant, nous pourrons apporter la meilleure des contributions au progrès de l'humanité, ce que le monde est en droit d'attendre de nous[272]. »

S'il existe des frictions et des résistances lorsque se rencontrent les différentes échelles que nous avons mises en avant, il serait réducteur de les transformer en oppositions claires et nettes. Si nous souhaitions établir une carte des différents échanges et transferts à l'œuvre, alors il nous faudrait opter pour une discrétisation des plus fines, susceptible de rendre compte de la diversité des acteurs, des intérêts et des pratiques qui constituent le maillage de la coopération intellectuelle en Amérique latine. Dans cette optique, les présupposés de l'histoire croisée, privilégiant l'analyse des points de contact, attentive aux évolutions et à « la complexité d'un monde composite et pluriel[273] », paraissent les plus pertinents pour mener à bien une telle analyse, même si, en termes d'écriture de l'histoire, la clarté du récit peut parfois pâtir des allers-retours (thématiques, chronologiques) incessants auxquels ils nous conduisent.

Échanges universitaires, correspondances scolaires, accords… ou comment élargir les effets de la coopération intellectuelle

Qu'il s'agisse des revues, des congrès et des échanges scientifiques, nous sommes dans le cadre d'une coopération intellectuelle restreinte à une élite. Il existe néanmoins un certain nombre de pratiques qui élargissent son champ d'action et touchent un plus large public. Elles s'appliquent en particulier au domaine de l'enseignement, universitaire en premier lieu, mais aussi primaire et secondaire. Ce qui montre que les promoteurs d'un rapprochement entre nations latino-américaines ne se sont pas cantonnés aux cénacles qui sont les leurs. Cette préoccupation

---

[272] *Reseña general del Cuarto Congreso Científico (Primer Panamericano)*, Santiago de Chile, Imprenta, Litogrfía y Encuadernación Barcelona, 1915, p. 139 (cité par Francisco R. SAGASTI, Alejandra PAVEZ, « Ciencia y tecnología en América Latina a principios del siglo XX : Primer congreso científico panamericano », *Quipu*, vol. VI, n°2, mai-août 1989, p. 197).

[273] Michael WERNER, Bénédicte ZIMMERMANN, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales HSS*, n°1, janv.-fév. 2003, p. 17.

pour l'éducation est aussi révélatrice des impératifs qui sont ceux des jeunes États-nations du sous-continent : le chemin qui mène vers le progrès passe par l'organisation de systèmes d'enseignement efficaces, susceptibles de leur fournir les cerveaux et les cadres dont ils ont besoin. Dans cette perspective, la recherche de modèles à suivre constitue un objectif pour les gouvernements et les intellectuels des pays concernés. Si ces derniers se tournent bien souvent vers les États-Unis pour y puiser une expertise dans ce domaine, il n'est pas rare que d'autres pays latino-américains – en particulier le Chili et l'Argentine – soient sollicités[274]. À l'occasion de la conférence interaméricaine d'éducation qui se tient à Santiago en septembre 1934, Juvenal Hernández, recteur de l'Université du Chili, prononce un discours dans lequel il fait état des défis qui se présentent aux nations latino-américaine en matière de culture et d'éducation et laisse entrevoir de possibles solutions :

> « L'histoire de l'Humanité est l'histoire de l'éducation et de la culture. [...] Les fondements mêmes de notre civilisation, plus exactement de la civilisation européenne, qui se reflètent dans les nations d'Amérique, paraissent être ébranlées et vaciller à l'heure de la décision [...].
>
> Et si cela arrive en des lieux qui s'appuient sur le prestige de traditions millénaires [...], comment cela n'arriverait-il pas au sein des nations ibéro-américaines où ces facteurs ne sont qu'embryonnaires ? Car il est possible, messieurs, d'admettre que nous, les peuples ibéro-américains, manquons, d'une certaine façon, de culture propre : les races aborigènes ont disparu en grande partie, surtout dans les États de la zone australe, et ne nous ont pas laissé ne fussent que des traces de leur civilisation naissante ; la littérature, les croyances, la philosophie, les organisations sociales et économiques, les connaissances scientifiques, artistiques, leurs applications, nous les avons reçues de la Vieille Europe.
>
> De ce point de vue, et selon beaucoup d'autres, les États-Unis de l'Amérique du Nord, peuvent nous donner, à nous les ibéro-américains, un exemple brillant.
>
> […] Il est évident que la particularité de vivre une culture imitée aggrave et complique les problèmes de tous ordres, parce qu'à la manière des enfants qui répètent et copient chaque geste, parole, et attitude de ses aînés, les peuples en formation, aux contours mal définis, accueillent avec joie toute les nouveautés, tous les exemples. Cependant cela facilite en même temps la résolution de notre problème : nous ne sommes pas indéfectiblement liés aux conséquences de la tradition, ni enserrés sans recours par la rigidité des anciennes organisations. L'âme collective peut, sans grands efforts, s'adapter en suivant une inspiration de pur américanisme, jusqu'à atteindre une culture propre ajustée à nos véritables caractéristiques raciales[275]. »

Il apparaît dans cet extrait qu'un des obstacles à surmonter est le lien très fort qui unit l'Amérique à une Europe sur le point de « vaciller » ; le manque de tradition et de « culture propre » au sous-continent. Juvenal Hernández, dans le dernier paragraphe, renverse néanmoins ce constat négatif en faisant de la virginité de l'Amérique un atout : tout est possible. Afin de transformer en réalité le potentiel qui existe, plusieurs conditions sont néanmoins nécessaires : la référence permanente

---

[274] Sur cette question de la recherche de références pour construire un système universitaire efficace, voir CHARLE Christophe, « Les références étrangères des universitaires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 148, juin 2003, p. 8-19.

[275] Conferencia Inter-americana de educación, *Discurso pronunciado por el Rector de la Universidad de Chile, don Juvenal Hernández, en la sesión inaugural celebrada en el salón de honor del Congreso Nacional, el domingo 9 de setiembre de 1934*, Prensas de la Universidad de Chile, p. 5-6.

à l' « américanité » du sous-continent et le respect de ses caractéristiques. On note que les États-Unis font ici figure d'exemple, remplaçant ainsi l'hégémonie culturelle européenne. Dans la perspective évoquée par l'universitaire chilien, les universités sont amenées à jouer un rôle majeur :

> « Cette tâche de modelage relève de nos services éducatifs, surtout des universités, car ce sont elles qui doivent être en contact direct avec la civilisation. Elles sont chargées de définir, selon mon illustre prédécesseur Don Valentin Letelier, les éléments nécessaires pour créer en Amérique latine une conscience homogène indispensable pour maintenir la vie en commun et le progrès social. [...] Nos universités ont fait et continuent à faire des efforts surhumains pour maintenir leur niveau ; mais avec rien, ou très peu, elles ont tourné sur elles-mêmes, puisqu'au lieu de travailler sur le matériel humain à leur disposition, elles tentent de le soumettre aux moules d'une civilisation déjà fatiguée par un labeur séculaire. Jusqu'à aujourd'hui nous n'avons fait qu'assimiler les solutions de la culture européenne, et de ce fait nous n'arrivons jamais à établir un parfait ajustement entre cette culture et le développement de notre groupe qui possède ses modalités et caractéristique propres. A l'occasion de ce Congrès, l'Université du Chili réaffirme sa foi inébranlable dans les destins de la race, et face au chaos qui domine la pensée contemporaine, elle est sûre de pouvoir compter sur ses sœurs d'Amérique dans ce travail de rédemption spirituelle[276]. »

Si l'Europe, et de plus en plus les États-Unis, continuent d'attirer dans leurs universités des étudiants latino-américains désireux non seulement d'y poursuivre une formation mais aussi la garantie d'un futur prestige social et intellectuel dans leur pays d'origine, dès la seconde moitié du XIXe siècle mais surtout à partir des années 1920, ils sont chaque fois plus nombreux à traverser les frontières du sous-continent, souvent précédés ou accompagnés par des professeurs. De fait, lorsqu'Eloise Brainerd, alors à la tête du Bureau de Coopération Intellectuelle de l'Union panaméricaine, dresse, en 1931, un bilan de la coopération intellectuelle en Amérique, ce sont les échanges scolaires et universitaires qu'elle met en avant :

> « Examinons maintenant plus en détail les domaines d'activité intellectuelle qui ont fait l'objet d'une collaboration entre les peuples des républiques américaines et qui leur ont permis de s'apprécier les uns les autres. En termes de volume des échanges et de l'importance des résultats, l'éducation occupe de loin la plus grande place. L'intérêt toujours plus vif pour les questions d'éducation dans l'ensemble du continent américain a amené les professeurs, que l'initiative vienne de ces derniers ou de leurs gouvernements, à rechercher à l'étranger les meilleures formations et il y a eu par conséquent de constants échanges entre éducateurs entre les diverses nations hispano-américaines[277]. »

Elle note aussi qu'il existe une tendance visant à faire connaître aux élèves du secondaire et aux étudiants la réalité des pays voisins :

> « des enseignements portant sur les autres républiques américaines sont dispensés dans les écoles secondaires de tous les pays latino-américains et dans les universités et centres de formation des professeurs en Argentine, au Chili, à Cuba, en Équateur, au Mexique et au Pérou[278]. »

---

[276] *Idem*, p. 6.
[277] Eloise BRAINERD, *Intellectual cooperation between the Americas*, Education series n°15, Reprinted from the April, 1931, issue of the *Bulletin of the Pan American Union*, The Pan American Union, Washington DC, p. 3.
[278] *Idem*, p. 6.

Le discours de Juvenal Hernández tout comme les pratiques mises en avant par Eloise Brainerd s'insèrent dans un double processus : d'une part, celui de la quête identitaire qui traverse le sous-continent depuis la fin du XIXe siècle et prend de l'ampleur au lendemain de la Première Guerre mondiale ; d'autre part, celui qui agite les milieux universitaires et éducatifs latino-américains désireux de répondre aux défis qui se présentent à ces nations vieilles d'un peu plus d'un siècle, confrontées à l'effondrement de la référence européenne, aux troubles sociaux et politiques et aux bouleversements de l'ordre mondial. Ces deux dynamiques sont intimement liées l'une à l'autre et ne peuvent être comprises de manière séparée.

L'ébullition universitaire

Après la Première Guerre mondiale et la Révolution Russe, on assiste, dans le monde occidental, à une quête de changement, marquant l'avènement d'une nouvelle ère. Ce questionnement est particulièrement intense dans le domaine de l'éducation. S'ajoutent, en Amérique latine, partie prenante de ce mouvement, les défis posés par la question des constructions nationales ainsi que l'affrontement croissant d'idéologies diverses. L'impact de la Révolution Mexicaine, la mise en place, dans ce pays, d'organisations étudiantes proposant des programmes à vocation continentale, contribuent à ce processus, qui renvoie autant aux questions éducatives qu'aux interrogations identitaires qui traversent le sous-continent[279]. Les enseignants ne sont pas demeurés en dehors de cette remise en cause de l'ordre ancien et l'on voit surgir, dans les années 1920, de nombreuses organisations porteuses de nouvelles conceptions éducatives qui n'étaient pas exemptes de positionnements idéologiques et donc de tensions politiques[280].

On peut ainsi citer l'exemple du Premier Congrès des Professeurs d'Amérique qui réunit à Buenos Aires, du 8 au 19 janvier 1928, plusieurs délégations[281] et qui débouche sur la création de l'*Internacional del Magisterio Americano*. Alexandra Pita González, qui a étudié ce congrès, note le « caractère anti-impérialiste » de cette réunion qui s'insère donc aussi bien dans le contexte

[279] Voir à ce sujet les travaux de Romain Robinet, et en particulier son article « "Ibero-américa es algo más que una noción geográfica". Hispanoaméricanisme et ibéroaméricanisme dans les discours des organisations étudiantes mexicaines (1916-1945) » *in* Nathalie BLASCO (coord.), *Amérique Latine : histoire et enjeux de dénomination,*. Paris, Presse de la Sorbonne Nouvelle (à paraître en 2013).

[280] Voir Alexandra Pita GONZÁLEZ, « La internacionalización del magisterio americano : propuestas educativas y tensiones políticas », *Revista de historia de la educación latinoamericana*, vol. XIII, n°17, juillet-déc. 2011, p. 237-362.

[281] Sont présentes des délégations du Mexique, du Panama, du Guatemala, du Pérou, de la Bolivie, du Chili, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Paraguay, ainsi qu'un représentant de l'Internationale des Travailleurs de l'Éducation de Paris.

argentin de l'époque[282] que dans la critique, au niveau du sous-continent, des interventions étasuniennes[283]. Les participants de cette rencontre remettent en cause autant le rôle de l'État que de l'Église dans le domaine de l'éducation, dans la mesure où ces deux instances « induisent des relations de domination en termes de classes, conduisant à la misère de l'humanité en favorisant les guerres et les autres formes de quête du pouvoir[284] ».

Mais c'est sans nul doute le mouvement de réforme universitaire parti de la ville argentine de Córdoba et ayant eu des répercussions dans quasiment tout le sous-continent[285] qui a le plus marqué la période, dans la mesure où sont mis en accusation les principes, considérés comme archaïques, qui régissaient le monde universitaire du sous-continent jusque là. L'université latino-américaine telle qu'elle existe à l'aube de la deuxième décennie du XXe siècle est en effet tributaire des évolutions qu'elle a connues au siècle précédent et que José Joaquín Brunner résume de la sorte :

> « En somme, durant le XIXe siècle, l'enseignement supérieur américain traverse une crise prolongée de 'renaissance institutionnelle'. C'est une phase de dissolution de l'université coloniale ou de sa prolongation passive, dans un contexte qui sans doute entravait son fonctionnement et la transformait progressivement en bastion du passé. Simultanément, c'est une phase de création d'un nouveau type d'université, l'université nationale naissante, qui veut jeter les bases des disciplines académiques, former les cadres de l'administration républicaine et promouvoir, à tous les niveaux, l'action éducative du pays[286]. »

En exigeant une plus grande transparence dans le fonctionnement de l'université, une ouverture de celle-ci sur la société et le droit pour les étudiants de prendre part aux grandes décisions qui la concernent, le mouvement de Córdoba s'attaquait donc à ce « bastion du passé ».

> « Nous croyons ne pas nous tromper, notre cœur nous l'assure : nous allons vers une révolution, nous sommes en train de vivre une heure américaine[287]. »

---

[282] « Buenos Aires était alors le cadre parfait pour une rencontre de cette nature car, outre le fait qu'existait une tradition politique de gauche - reconnue et hétérogène - (au sein de laquelle cohabitaient anarchistes, socialistes et communistes mais aussi des étudiants du mouvement réformiste), commençait alors la seconde présidence d'Hipólito Yrigoyen et avec elle le débat agité autour de la nationalisation du pétrole. » (Alexandra Pita GONZALEZ, *art. cité*, p. 242).

[283] Le Congrès s'ouvre d'ailleurs par une déclaration de solidarité avec le peuple du Nicaragua.

[284] Alexandra Pita GONZÁLEZ, *art. cité*, p. 243.

[285] Le mouvement réformiste argentin a eu des répercussions au Pérou, au Chili, en Uruguay, en Colombie, au Mexique et à Cuba. Pour une étude complète des échos latino-américains de la réforme universitaire, voir Gabriel DEL MAZO, *La Reforma universitaria. Tomo II. Propagación americana*, Universidad Mayor de San Marcos, 1968.

[286] José Joaquín BRUNNER, *Educación superior en América Latina. Cambios y desafíos*, Santiago de Chile, Editorial Fondo de Cultura Económica, 1990, p. 9.

[287] Extrait du *Manifiesto liminar*, écrit par Deodoro Roca (1890-1942) en juin 1918 et dédié aux « hommes libres d'Amérique du Sud » (cité par Martín BERGEL, Ricardo Martínez MAZZOLA, « América Latina como práctica. Modos de sociabilidad intelectual de los reformistas universitarios (1918-1930) », *in* Carlos ALTAMIRANO (dir.),

Cette phase figurant dans le *Manifiesto Liminar* des étudiants de Córdoba inscrit d'emblée leur mouvement dans une perspective latino-américaine. Et de fait, alors qu'à Córdoba se déroulaient les événements, initiés le 9 septembre 1918 par l'occupation de l'université, qui allaient opposer les étudiants au pouvoir central, « le nom de Córdoba se répandait dans l'opinion publique d'un continent qui avait suivi attentivement les événements et qui s'apprêtait à donner une portée historique à ce qui s'était passé dans la ville méditerranéenne argentine[288] ». L'impact et la postérité du mouvement de réforme qui débute à Córdoba sont liés au fait que ses protagonistes la conçoivent comme « une véritable émancipation au caractère épique, capable de changer non seulement l'université, mais aussi et conjointement le destin de la génération qui l'entreprend, de modifier l'horizon spirituel et politique d'une société prête à changer[289] ». Ce mouvement étudiant a de fait été

> « une école idéologique pour les avant-gardes de la petite bourgeoisie, l'occasion la plus propice au recrutement d'une contre-élite qui a affronté les oligarchies ; c'est d'elle que surgirent la plupart des leaders civils latino-américains et des partis politiques[290] ».

Martín Bergel et Ricardo Martínez Mazzola montrent comment la propagation du mouvement de Córdoba au reste du sous-continent s'est faite à partir de pratiques et de modes de sociabilité (correspondances, revues, voyages…) qui se sont mises en place dans les dernières années du XIXe siècle. Ces auteurs ne nient pas l'importance de l'événement mais ils le replacent dans une dynamique qui prend naissance 30 ans plus tôt. Si ce mouvement fait l'objet de circulations multiples, c'est qu'il fait écho à des préoccupations communes à de nombreux pays du sous-continent[291]. Il y a par ailleurs un intérêt pour les expériences des pays voisins en termes d'organisation de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur et de pratiques pédagogiques. La consultation de la revue *Inter-America*, lancée en 1917 par la Fondation Carnegie[292], est à cet égard révélatrice par le nombre élevé d'articles concernant l'éducation. L'Amérique latine est

---

Historia de los intelectuales en América Latina. Tomo II : Los avatares de la ciudad letrada en el siglo XX, Buenos Aires, Katz, 2010, p. 121).

[288] Martín BERGEL, Ricardo Martínez MAZZOLA, *art. cité*, p. 119.

[289] José Joaquín BRUNNER, *ouv. cité,* p. 10.

[290] Juan Carlos PORTANTIERO, *Estudiantes y política en América Latina : el proceso de la Reforma universitaria, 1918-1938*, México, Siglo XXI, 1978, p. 14.

[291] Le Brésil, par exemple, reste en grande partie en-dehors de cette dynamique, ayant connu un développement universitaire beaucoup plus tardif que les autres pays du continent. La Couronne portugaise, contrairement à la monarchie espagnole, n'implante en effet aucune université au Brésil durant la période coloniale. L'Empire et la *República Velha* n'innovent pas en la matière et il faut attendre la fin des années 1920 pour que commence à se développer au Brésil un système universitaire. Voir à ce sujet Carlos BAUER, José Rubens Lima JARDILINO, « Apontamentos sobre uma história recente : gênese e desenvolvimento da universidade brasileira », *Revista de Historia de la Educación Latinoamericana*, vol. VII, p. 9-36 et Daniel LEVY, « O Estado e o desenvolvimento das universidades na América Latina : Um panorama comparativo (1920-1940) », *in A Revolução de 30*, Brasília, Editora Universidade de Brasília, 1983, p. 473-492.

[292] Voir chapitre III.

donc, pendant la période qui nous intéresse, le théâtre d'intenses circulations dans le domaine éducatif sous la forme de missions éducatives, congrès, voyages d'étudiants et de professeurs, correspondances scolaires… Il n'entre pas dans le cadre de ce travail d'en dresser un tableau exhaustif, ce qui pourrait être l'objet d'une recherche à part entière[293] ; nous souhaitons néanmoins en présenter les principaux aspects dans la mesure où ces circulations appartiennent pleinement aux dynamiques de coopération intellectuelle à l'œuvre en Amérique latine.

C'est tout d'abord la mention d'une commission présidée par le recteur de l'Université du Chili qui, en 1935, a effectué un voyage d'étude aux États-Unis, où ses membres ont été les hôtes de la Fondation Carnegie, qui a attiré notre attention sur ce thème. Notre source indique que, durant le trajet qui les a menés aux États-Unis, les Chiliens ont fait escale au Panamá, au Costa Rica, au Guatemala et au Mexique, où ils ont été reçus comme de « véritables ambassadeurs intellectuels[294] ». Peu avant, c'est une commission de fonctionnaires brésiliens qui s'est rendue aux États-Unis afin de « s'informer sur les dernières orientations en matière d'enseignement secondaire et normal[295] ». De ces faits, nous tirons deux remarques préliminaires. La première est que ce n'est pas en Europe que se rendent les Chiliens et les Brésiliens, mais aux États-Unis, qui servent désormais de modèle ou de référence en matière d'organisation de l'enseignement. La deuxième remarque provient d'un constat : le Chili constitue aussi, pour d'autres pays latino-américains, une référence en la matière. Et il n'est pas le seul. Ainsi, Concha Romero James fait-elle mention d'une initiative qui révèle que les États-Unis sont aussi désireux de savoir ce qui se fait « au Sud » :

> « Si nous avons en tête que, pour que les relations culturelles soient fécondes, il est nécessaire que les flux soient pluri-directionnels, qu'ils concernent le nord et le sud, l'est et l'ouest, nous apprécierons à sa juste valeur l'initiative de l'Université de Columbia visant à organiser un cours pour les étudiants et les professeurs désireux de voir quelle solution le Mexique est en train d'apporter au problème de l'éducation des masses paysannes. Quelque 100 étudiants ont ainsi fait partie de la singulière caravane qui, au cours de l'été 1935, s'est employée pendant six semaines à observer le système d'écoles rurales de ce pays[296]. »

---

[293] Il serait par exemple intéressant de procéder au dépouillement exhaustif des publications du Bureau de coopération intellectuelle de l'UPA, notamment *Lectura para Maestros* et *Educational trends in Latin America*. Sur ces publications, voir chapitre III.

[294] Concha ROMERO JAMES, *La cooperación intelectual en América, 1933-1936*, Oficina de Cooperación intelectual, Unión Panamericana, Washington DC, alcance al Correo n°10, p. 8 : « *verdaderos embajadores intelectuales* ».

[295] *Ibid.* : « *enterarse de las últimas orientaciones en materia de enseñanza secundaria y normal* ».

[296] Concha ROMERO JAMES, *La cooperación intelectual…,* p. 8.

Les États-Unis, le Chili, le Mexique[297], mais également l'Argentine[298], apparaissent dans les documents que nous avons pu consulter comme des pôles centralisateurs de ces circulations, que celles-ci concernent les hommes – et les femmes – ou les idées.

La référence chilienne

L'Université du Chili[299], et avec elle l'Institut Pédagogique qui en dépend et qui a été créé en 1889, sont particulièrement présents dans nos sources. Eloise Brainerd met ainsi en avant le rôle de cet Institut au sein de l'Amérique latine dans son rapport de 1931 :

> « L'Institut Pédagogique du Chili a, depuis plus de 30 ans, attiré de nombreux étudiants étrangers, et les diplômés de cette institution, notamment des Chiliens, se sont rendus dans presque tous les pays du Nouveau Monde, participant activement à l'organisation de leurs politiques éducatives respectives. Les bourses généreuses qui ont été maintenues pendant plusieurs années par le gouvernement chilien ont contribué à la grande influence des éducateurs de cette nation[300]. »

Le rayonnement de l'Institut Pédagogique et de l'Université du Chili au-delà des frontières du pays est particulièrement important sous le rectorat de Juvenal Hernández (1933-1953), mais aussi grâce aux initiatives d'Amanda Labarca[301] et à sa renommée de pédagogue[302].

Juvenal Hernández, comme nous l'avons vu plus haut, est convaincu du rôle majeur que doit jouer l'institution universitaire dans la construction des identités aussi bien nationales que

---

[297] Les réformes éducatives entreprises par José Vasconcelos (1882-1959), intellectuel dont la renommée dépassait déjà les frontières du Mexique, lorsqu'il était à la tête du Secrétariat d'Instruction publique (1920-1925) créé à son initiative, ne sont pas étrangères à l'attrait exercé par ce pays dans le domaine de l'éducation. Voir notamment Javier Ocampo LÓPEZ, « José Vasconcelos y la educación mexicana », *Revista de Historia de la Educación Latinoamericana*, vol. VII, 2005, p. 137-157.

[298] L'Argentine est notamment très présente dans les pages de la revue *Inter-America*. Voir chapitre III.

[299] L'Université du Chili est créée en 1842 à partir de l'ancienne *Universidad Real San Felipe*, elle-même fondée en 1747 par la monarchie espagnole. Le premier recteur de l'Université du Chili est Andrés Bello (1781-1865), d'origine vénézuélienne, et qui a été également l'un des principaux rédacteurs du Code Civil chilien, promulgué en 1855. Nous reviendrons sur le rôle de l'Université du Chili dans notre chapitre VII.

[300] Eloise BRAINERD, *Intellectual cooperation between the Americas*, Education series n°15, Reprinted from the April, 1931, issue of the Bulletin of the Pan American Union, The Pan American Union, Washington DC, p. 3.

[301] **Amanda Labarca**, première femme à enseigner à l'Université du Chili . Elle publie en 1939 une *Historia de la enseñanza en Chile* (Santiago, Ediciones de la Universidad de Chile). Selon Ana Guil Bozal et Sara Vera Gil les positions pédagogiques d'Amanda Labarca « peuvent s'intégrer dans les grands mouvements de réformes éducatives qui débutèrent en 1900 et se développèrent jusqu'aux débuts de la Première Guerre mondiale, mouvements qui gagnèrent l'éducation artistique, environnementale, mais aussi la réforme de l'État, l'apprentissage et l'idée d'une pédagogie 'autour de l'élève'. À partir de ces principes et de la pédagogie infantile, elle considérait que le point de départ de toute intervention dans le domaine éducatif devait être le niveau de développement des filles et des garçons, leurs capacités et intérêts personnels ; tout cela était lié à son engagement inconditionnel envers la population chilienne, lequel consistait à bâtir une formation à la mesure de son pays. » (Ana Guil BOZAL, Sara Vera GIL, « Amanda Labarca, pionera de la educación y la política de las mujeres en Chile », *Revista Historia de la Educación Colombiana*, n°13, 2010, p. 147).

[302] Elle est notamment à l'origine de la création, en 1932, du lycée pédagogique expérimental Manuel de Salas. Celui-ci dépendait de l'Université du Chili et était le premier lycée mixte dans l'enseignement secondaire chilien. Voir Florencia Barrios TIRADO, *El Liceo Experimental Manuel de Salas. Un aporte de la Universidad de Chile a la educación nacional*, Santiago, Ediciones de la Universidad de Chile, 1983.

régionales en Amérique latine ; il a aussi retenu les leçons du mouvement de Córdoba, proclamant sa foi en

> « la nécessité de prendre en considération les influences sociales de l'Université, dans la mesure où, puisqu'elle constitue le sommet de l'architecture éducationnelle du pays, celle-ci est dans l'obligation d'évaluer la portée de son effort et de former ses agents éducatifs en fonction de la nécessaire coexistence de toutes les valeurs culturelles, économiques et sociales. L'Université qui ne vibre pas à l'unisson de la société est une chose morte[303]. »

Par ailleurs, la présence au sein de l'université, depuis 1935, de la Commission chilienne de coopération intellectuelle, la création, la même année, du Bureau de Coopération intellectuelle et le fait que soient rattachés à cette dernière les divers instituts bi-nationaux existant au Chili[304] accentuent l'ouverture de l'Université en direction des pays voisins. Enfin, l'arrivée au pouvoir de Pedro Aguirre Cerda[305], comme candidat du Front populaire[306], en 1938, marque l'engagement prioritaire du pouvoir exécutif dans le domaine de l'éducation[307]. Cette conjonction de facteurs n'est pas étrangère au grand dynamisme des échanges universitaires depuis et vers le Chili, impulsés par l'Université du Chili.

Ainsi, en 1936, la Commission chilienne de coopération intellectuelle commence à s'occuper des échanges universitaires. Il s'agit tout d'abord d'aider les étudiants chiliens désireux d'effectuer un séjour à l'étranger : 13 bourses sont ainsi accordées cette année-là. Leur nombre monte à 149 en 1949[308]. Ces bourses, gérées par la commission, étaient cependant allouées par les ministères de l'Éducation et des Relations extérieures. Des bourses étaient également accordées à des étudiants américains afin qu'ils viennent compléter leurs études au Chili. En 1941, par exemple, elles étaient réparties de la sorte : Argentine (6), Bolivie (1), Brésil (1), Colombie (2),

---

[303] Discours de Juvenal Hernández datant de 1953 reproduit dans Rollando MELLAFE, Maria Teresa GONZÁLEZ, *El Instituto Pedagógico de la Universidad de Chile (1889-1981) : su aporte a la educación, cultura e identidad nacional*, Departamento de Ciencias Históricas, Facultad de Filosofía y Humanidades, Universidad de Chile, 2007, p. 148-149.

[304] Voir chapitre II.

[305] Pedro Aguirre Cerda (1879-1941), qui a été président de la Société nationale des professeurs, est à la tête du pays de 1938 à 1941.

[306] Sur le Front populaire chilien, Marie-Noëlle Sarget écrit : « La constitution du Front populaire est une conséquence des événements survenus en Europe. En effet, le Front populaire se définit d'abord comme un front anti-fasciste, suscité à l'initiative du Komintern sur les modèles espagnol et français. Mais il correspond probablement davantage à un projet national de réformes économiques et sociales et de démocratisation de la vie politique conforme aux vœux d'une grande partie du corps électoral. » (Marie-Noëlle SARGET, *Histoire du Chili de la Conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 163). Sur le Front populaire chilien, voir aussi Pedro Milos HURTADO, *Frente popular en Chile : su configuración, 1935-1938*, Santiago, LOM, 2008.

[307] Pedro Aguirre Cerda, ancien professeur, proche d'Amanda Labarca, « instaura le principe de l''État Éducateur' qui établit que c'est l'État qui doit éduquer et transmettre une conscience civique à ses citoyennes et citoyens. » (« acuñó el principio del 'Estado Docente' que considera que el propio Estado ha de educar y trasmitir una conciencia cívica a sus ciudadanos y ciudadanas. »), (Ana Guil BOZAL, Sara Vera GIL, *art. cité*, p. 147). Voir aussi Abraham Quezada VERGARA, *Pedro Aguirre Cerda: O la trayectoria de un ideal educativo*, Santiago, Editorial USACH, 2011.

[308] Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor*, Santiago, 1953, p. 27

Costa Rica (2), Équateur (2), États-Unis (2), Guatemala (1), Haïti (1), Honduras (1), Mexique (2), République Dominicaine (1), Salvador (1), Panama (2), Paraguay (2), Pérou (2), Uruguay (2) et Venezuela (2)[309]. 18 pays étaient donc concernés, ce qui peut être considéré comme une volonté de l'Université du Chili d'attirer des étudiants en provenance de toute l'Amérique et d'apparaître ainsi comme un centre éducatif à dimension régionale.

Le Chili est en outre sollicité par d'autres pays pour son expertise sur le plan pédagogique et dans le domaine de l'organisation de l'enseignement. Entre autres exemples, nous pouvons citer celui du ministre vénézuélien en charge de l'éducation qui désire savoir, en 1938, si le gouvernement chilien « pourrait à nouveau apporter son aide au Venezuela en lui fournissant les instruments nécessaires à la réorganisation de l'Éducation Nationale[310] ». De fait, une précédente mission, composée de quatre professeurs chiliens, s'étaient déjà rendue dans ce pays. Auparavant, en 1935, une Mission Pédagogique chilienne s'était rendue au Costa Rica afin de visiter un certain nombre d'écoles et de lycées afin d'y faire connaître les objectifs et méthodes pédagogiques utilisés au Chili[311]. Comme nous le verrons dans notre chapitre VII, l'implication du Chili en termes de coopération universitaire et scolaire fait partie intégrante des initiatives visant à accroître le prestige du pays en-dehors de ses frontières et tout particulièrement en Amérique latine.

La toile des échanges universitaires

L'action de l'Université du Chili en matière d'échanges universitaires doit être replacée dans un contexte plus large qui voit ces derniers croître en nombre au cours de notre période. Ils sont d'ailleurs l'objet de nombreux accords, bilatéraux ou régionaux. La première résolution visant à développer l'échange de professeurs et d'étudiants est adoptée en 1910 lors de la IVe conférence interaméricaine (Buenos Aires). C'est néanmoins dans la seconde moitié des années 1930 que se multiplie ce genre d'accords, bilatéraux pour la plupart. Notre perspective consistant à privilégier ce qui touche à l'Argentine, au Brésil et au Chili, ce sont principalement les textes les concernant que nous avons pu consulter ; pour un panorama complet des dispositions prises par les pays latino-américains pour favoriser les échanges de professeurs et d'étudiants, une recherche plus approfondie serait nécessaire.

---

[309] MRE Chili, Circulares ordinarias 1936-1943, n°33, 24/09/1941.

[310] MRE Chili, Ministerios Chile, 1938, dossier 1700, Santiago, 06/09/1938, Lettre du ministre des Relations extérieures au ministre de l'Éducation : « *podría ayudar nuevamente al de Venezuela proporcionándole los instrumentos que necesitaba para la reorganización de la Educación Nacional* ».

[311] Wilburg Jiménez CASTRO, *Evolución del pensamiento administrativo en la educación costarricense*, 2nde éd., San José, EUNED, 2003, p. 138-139.

C'est, semble-t-il, à l'Argentine que revient l'initiative d'établir des conventions pour l'échange de professeurs et d'étudiants. Ainsi, en mai 1935, un premier accord[312] est passé avec le Brésil, à l'occasion de la visite de Getúlio Vargas à Buenos Aires. Un deuxième, cette fois-ci avec le Chili, est signé en juillet[313]. L'Argentine signe plus tard, en septembre 1938, une convention semblable avec l'Uruguay[314], dont nous reproduisons ici le premier article :

> « Le Ministère de la Justice et de l'Instruction Publique et de la Prévision sociale, sur proposition des universités respectives, des Commissions Nationales de Coopération Intellectuelle et de l'Institut Argentino-Uruguayen, organisera une délégation de professeurs, de promoteurs et de connaisseurs des arts, des sciences et des techniques, qui dispenseront des cours aux étudiants et des conférences pour le public de l'autre pays. La délégation d'Argentins exercera en Uruguay une année, et l'année suivante ce sera le tour en Argentine de la délégation uruguayenne, et ainsi de suite. Ce travail scientifique, pédagogique et artistique sera publié en volumes successifs, pour être diffusé dans toute l'Amérique[315]. »

Il est intéressant de noter la volonté de faire connaître « dans toute l'Amérique » les résultats scientifiques de ces échanges. La présence de journalistes, tant dans le cadre de cette convention avec l'Uruguay que dans celle qui avait été passée en 1935 avec le Chili, indique d'une part le rôle qu'on attribue à ces derniers[316]. Il s'agit d'autre part de mettre en scène, dans chacun des pays concernés, cette solidarité américaine que l'on souhaite promouvoir mais aussi le rôle joué par les institutions et gouvernements qui y contribuent.

De manière générale, les accords de ce type contiennent la plupart du temps des considérants rappelant les liens étroits entre les pays signataires, occultant de la sorte les anciens motifs de discorde. Ainsi, à propos d'une convention entre le Chili et la Bolivie, dont les différends ont empoisonné les relations jusqu'à la fin des années 1920, est-il écrit, dans le *Boletín bimestral* publié par la commission chilienne de coopération intellectuelle, que « les relations culturelles avec ce pays ont toujours été constantes[317] », ce constat s'appuyant sur le fait que « nous avons l'honneur de compter un grand nombre d'étudiants boliviens dans nos universités et nos écoles industrielles[318] ». Le but de la convention est de faire en sorte que le mouvement

---

[312] MRE Argentine, Memorias, 1935-1936, tome I, p. 40-41, « Convenio para el Fomento del intercambio de profesores y estudiantes », 24/05/1935. Voir texte en annexe.

[313] MRE Argentine, Memorias, 1935-1936, tome I, p. 438-440, « Convenio con Chile sobre acercamiento intelectual, firmado el 2 de julio de 1935 ». Voir texte en annexe. Une autre convention allant dans le même sens est signée entre ces deux pays en juin 1938.

[314] MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tome I, p. 111-113, « Convenio sobre intercambio de profesores, publicistas, etc. Con la República Oriental de Uruguay », 22/09/1938. Voir texte en annexe.

[315] *Idem*, p. 112.

[316] Voir les Entretiens sur « Le rôle intellectuel de la presse », Paris, Institut International de Coopération Intellectuelle, 1933. Baldomero Sanin Cano, Henry de Jouvenel, Kingsley Martin, Paul Scott Mowrer et Friedrich Sieburg furent les participants à cette conversation.

[317] *Boletín bimestral*, n° 28, oct.-déc. 1941, p. 11 : « *las relaciones culturales con este país hermano siempre han sido constantes* ».

[318] *Ibid.* : « *tenemos el honor de contar un gran número de estudiantes bolivianos en nuestras universidades y escuelas industriales*. »

s'effectue dans les deux sens, d'offrir aux étudiants chiliens « l'opportunité de connaître tous les aspects du développement et des immenses possibilités de la Bolivie[319] ». Si le texte fait le constat que c'est surtout le Chili qui, jusque-là, a attiré les étudiants boliviens et que, malgré le style emphatique – « son développement et ses immenses possibilités » –, il n'est pas fait mention d'une université bolivienne, il n'en reste pas moins que ce type d'accord permet à tout le moins de jouer la carte de la coopération entre les deux nations.

Les échanges universitaires sont aussi un moyen de consolider des liens existants, de passer de la sphère diplomatique et commerciale au domaine des relations intellectuelles ; on le vérifie pour une convention passée, en 1941, entre le Chili et le Brésil, à l'occasion de la visite du ministre brésilien des Relations extérieures, Osvaldo Aranha, à Santiago du Chili. Dans le numéro du *Boletín bimestral* qui en rend compte, le Brésil est présenté comme une « nation à laquelle nous sommes liés par le plus harmonieux des liens historiques[320] » mais il est aussi écrit que

> « cette convention donnera une grande impulsion à l'échange [entre le Chili et le Brésil] car – il nous est douloureux de le confesser – il n'y a pas plus d'un étudiant brésilien dans nos universités et il est fort possible que la réciproque soit vraie dans le cas des universités brésiliennes, et ce en raison des faibles relations qui existent entre nos peuples[321] ».

Il s'agit donc de donner une autre dimension aux relations brasiliano-chiliennes, les deux pays étant déjà liés par des liens diplomatiques et par un commerce bilatéral de plus en plus important[322]. La coopération intellectuelle apparaît donc ici comme le prolongement de la politique extérieure des États qui sont l'objet de notre étude.

À partir des années 1930, les échanges universitaires prennent parfois une forme particulière, celle des cours ou écoles d'été. Le but de ces dernières est d'« organiser de manière systématique des cours et des conférences qui viennent appuyer la tâche de divulgation de l'Université hors de ses amphithéâtres[323] ». Si celles qui sont organisées par l'Université du Chili semblent être les plus connues, d'autres universités ont fait leur cette pratique.

Deux nouvelles universités sont créées dans la première moitié des années 1930 : l'Université Nationale de Panamá, en 1935, et l'Université ouvrière de Mexico, « orientée vers

---

[319] *Ibid.* : « *la oportunidad de conocer Bolivia en todos los aspectos de su desenvolvimiento y en sus inmensas posibilidades*. »
[320] *Ibid.* : « *nación a la que nos liga la más armoniosa vinculación histórica* ».
[321] *Idem*, p. 12.
[322] Le *Boletín bimestral* rappelle qu'il « existe entre les deux États une ligne de navgation et l'échange de produits est chaque jour plus intense ». (« *existe entre ambos Estados una línea de navegación, y el intercambio de productos es cada vez más intenso* ») (*Ibid.*).
[323] Juvenal HERNÁNDEZ, *La luminosa trayectoria de Amanda Labarca*, Publicaciones Museo Pedagógico, primer trimestre de 1953, p. 9 : « *formalizar sistemáticamente cursos y conferencias que coayuden a la función divulgadora de la Universidad fuera de sus claustros*. »

l'étude des sciences sociales et économiques[324] ». Les deux ouvrent, en 1936, des cours d'été. L'Université du Chili les avait précédées en 1936[325]. Ces cours – ou « *escuelas* » – d'été sont conçues « sous le signe d'une américanité consciente[326] », les universités mexicaine et panaméenne attirant les étudiants originaires des États-Unis et de la région caribéenne, tandis que l'université chilienne est « située de manière stratégique par rapport à l'Équateur, au Pérou, à la Bolivie, à l'Argentine et à l'Uruguay[327] ». Pour Concha Romero James, ces trois universités « détiennent tous les éléments pour devenir de véritables centres d'échanges américains[328] ».

Lors de première session de l'école d'été qui se tient à l'université ouvrière de Mexico, ce sont principalement des étudiants nord-américains qui sont présents ; leur intérêt concerne « l'étude de la situation agraire, la question ouvrière et l'histoire économique du Mexique[329] ». Des cours ont par ailleurs été dispensés sur l'influence de la Révolution mexicaine sur les arts plastiques, la littérature et le mouvement éducatif.

À l'occasion de ces écoles d'été, ce ne sont pas seulement des étudiants qui se déplacent, mais aussi des professeurs, invités par l'université organisatrice. Ainsi, pour la première session (janvier 1936) de l'École d'été de l'Université du Chili, vont dispenser des cours, outre des professeurs chiliens, Francisco Curt Lange, de l'Institut des Hautes Études de Montevideo, Antonio Caso, de l'Université du Mexique, Octavio Méndez Pereira, recteur de l'Université de Panama, Juan Mantovani, directeur général de l'éducation secondaire de Buenos Aires et Jorge Basade, professeur à l'université San Marcos de Lima[330].

Le premier bilan qui peut être dressé de ces diverses formes d'échanges est la grande mobilité qu'ils dévoilent. Lorsque, dans son rapport d'activité pour l'année 1939, la commission chilienne de coopération intellectuelle fait état des divers voyages d'étudiants qu'elle a autorisés, on est frappés par leur nombre mais aussi par leur diversité :

---

[324] Concha ROMERO JAMES, *La cooperación intelectual en América, 1933-1936*, Oficina de Cooperación intelectual, Unión Panamericana, Washington DC, alcance al Correo n°10, p. 7 : « *orientada hacia el estudio de las ciencias sociales y económicas* ».

[325] L'école d'été de l'Université du Chili est une initiative d'Amanda Labarca et le « fruit d'expériences accumulées lors de ses vacances aux États-Unis ». (« *fruto de sus experiencias en sus vacaciones en los Estados Unidos* ») ; elle avait déjà tenté l'expérience en 1927. Voir Juvenal Hernández, *La luminosa trayectoria…,* p. 9. Entre 1936 et 1959, 119 écoles d'été ont été organisées ; y ont assisté près de 79 000 étudiants, dont 5 000 en provenance d'autres pays latino-américains. (Rollando MELLAFE, Maria Teresa GONZÁLEZ, *El Instituto Pedagógico de la Universidad de Chile (1889-1981) : su aporte a la educación, cultura e identidad nacional*, Departamento de Ciencias Históricas, Facultad de Filosofía y Humanidades, Universidad de Chile, 2007, p. 147-148).

[326] *Ibid.* : « *bajo el signo de una americanidad consciente* ».

[327] *Ibid.* : « *situada estratégicamente con respecto al Ecuador, el Perú, Bolivia, la Argentina y el Uruguay* ».

[328] *Ibid.* : « *tienen todos los elementos para constituirse en verdaderos centros de intercambio americano* ».

[329] *Ibid.* : « *el estudio de la situación agraria, el problema obrero y la historia económica de México* ».

[330] MRE Chili, Memorias, 1935, p. 408, Circulaire n°28, du 22/10/1935, signée par Miguel Cruchaga Tocornal.

> « Au cours de l'année, la Commission a autorisé un groupe d'élèves de l'*Escuela de Comercio y Economía Industrial* à réaliser un voyage d'étude aux États-Unis ; une délégation d'étudiants de l'*Escuela de Derecho* à se rendre au Brésil ; un groupe d'élèves et de professeurs du lycée d'Arica à visiter certaines villes de Bolivie ; et un autre groupe d'élèves, de l'*Escuela de Conductores de obras* à visiter les principales mines et industries de ce pays[331]. »

Au-delà des discours sur la solidarité continentale et sur l'identité latino-américaine, il existe donc une pratique du sous-continent, qui existe en tant que territoire parcouru, dont les frontières ne sont plus seulement géographiques et dont la cartographie se fait en fonction du pouvoir d'attraction exercé par une ville, un pays, apparaissant comme foyer intellectuel et universitaire. Cela nous renvoie par ailleurs à la matérialité de ces échanges, aux conditions très concrètes dans lesquelles professeurs et étudiants entreprennent le voyage (en termes de coût, de mode de transport, de durée, mais aussi de paysages traversés, des rencontres qui ont lieu dans ce moment de transit), sont accueillis lorsqu'ils parviennent à destination (qui est chargé de les accueillir ? comment sont-ils logés ?) et vivent leur séjour à l'étranger, en-dehors des cours qu'ils sont venus dispenser ou suivre. Dans le cas des écoles d'été, le nombre de nationalités représentées étant par nature plus important, dans quelle mesure les étudiants et professeurs présents ont-il le sentiment de constituer une « communauté imaginée » ? Quels sont les effets-retour lorsqu'ils regagnent leur pays ? Autant de questions qui mériteraient une recherche à part entière, pour laquelle il serait nécessaire de trouver des correspondances privées, de constituer un corpus de sources permettant de donner à voir le voyage, pour une histoire aussi bien intellectuelle que sensible de cet aspect de la coopération intellectuelle.

Notre deuxième remarque vise à replacer la dynamique américaine que nous venons d'étudier dans une perspective plus large, dans un contexte intellectuel international où la jeunesse est porteuse de nombreux espoirs quant à la possibilité d'un monde plus pacifique. Les échanges d'étudiants sont en effet l'objet d'attentions de la part de l'Institut International de Coopération intellectuelle, qui consacre à cette question un certain nombre de publications[332]. Par ailleurs, il faut rappeler la multiplication des échanges entre les pays latino-américains et les États-Unis[333], l'implication croissante de ces derniers à partir de la conférence interaméricaine de Buenos Aires en 1936 et les efforts allant dans ce sens de l'Union panaméricaine. Cette dernière, à travers le Bureau de coopération intellectuelle, s'occupait tout particulièrement des échanges

---

[331] AUN, A II 46, Comisión chilena de Cooperación Intelectual, Memoria de 1939.

[332] *Enquête sur les échanges et les voyages internationaux de la jeunesse des écoles. Rapport d'ensemble de l'Institut International de Coopération Intellectuelle*, Paris, IICI, 1932 ; *L'Entente des peuples par la jeunesse. Études sur les voyages et les échanges scolaires internationaux*, Paris, IICI, 1933 ; *L'Étudiant à l'étranger, Bulletin semestriel des organisations s'occupant des étudiants à l'étranger*, Paris, IICI, 1935

[333] Voir chapitre III.

scolaires[334], laissant aux universités le soin de nouer des relations avec leurs homologues latino-américaines.

Les voyages d'étudiants et de professeurs dans les Amériques s'inscrivent donc dans une dynamique pluri-scalaire. Si l'Europe et, de plus en plus, les États-Unis attirent les étudiants et les universitaires latino-américains, il n'en reste pas moins qu'il existe un mouvement propre au sous-continent, à la fois sujet et objet de cette dimension de la coopération intellectuelle. Celui-ci ne se limite d'ailleurs pas au monde de l'enseignement supérieur et concerne également les écoles primaires.

Les écoles, creuset de l'identité nationale et de la solidarité régionale

Figure 5 : Les écoles, creuset de l'identité nationale

Légende : « Dans les écoles de notre pays, on stimule, chez les enfants, le formation de l'esprit civique et patriotique, en même temps qu'on leur inculque les príncipes élevés de la confraternité. » (*Informaciones Argentinas*, n°28, 15 juillet 1939)

Le XIXe siècle a été marqué en Amérique latine par une croissance lente mais continue de l'offre et de la demande dans le domaine de l'éducation[335]. Centralisation progressive des systèmes

[334] Nous avons pu consulter quelques publications sur ce sujet, sans toujours pouvoir identifier le commanditaire. En voici quelques exemples : Effie Geneva BATHURST, *Inter-American understanding and the preparation of teachers*, Washington, U.S. Government printing office, 1946 ; Esther BROWN, *Inter-American cooperation in the schools : student clubs*, Washington, U.S. Government printing office, 1944 ; Verna A. CARLEY, *Inter-American friendship through the schools*, Washington, U.S. Government printing office, 1941.

d'enseignement primaire, allant de pair avec l'affirmation des États-nations[336]. L'un des symboles les plus forts de ce processus est l'arrivée au pouvoir de Sarmiento en Argentine. Dans les dernières décennies du siècle prévaut donc un certain optimisme :

> « les barrières contre l'instruction publique avaient été renversées et on pouvait désormais tout espérer de la transformation éducative en cours : le progrès industriel, le développement des universités, de l'esprit d'entreprise, des droits politiques, l'abondance et la tranquillité dans les foyers[337]. »

Le développement de l'enseignement, primaire mais aussi supérieur, conjugué à la croissance urbaine[338], favorise l'émergence d'une classe moyenne[339]. Dans les décennies qui précèdent la guerre de 14-18, la structure sociale des pays d'Amérique latine change profondément : d'une part elle se diversifie, et d'autre part l'urbanisation produit l'agglomération rapide de grandes masses de population. La sphère politique paraît, *a contrario*, plutôt statique : dominent largement les régimes parlementaires oligarchiques mis en place à la fin du XIXe siècle. Dans ces gouvernements de notables, le pouvoir politique était contrôlé par des clans familiaux restreints qui détenaient les leviers de l'économie, principalement agricoles (café, sucre, laine, coton, viande…) ou minières (cuivre, étain, pétrole…). Par ailleurs, même si, formellement, des élections régulent les changements de président, la participation électorale est limitée. Ce sont les demandes des couches urbaines modernes émergentes, noyaux d'ouvriers syndicalisés, couches moyennes du secteur public, pour conquérir des droits, pour devenir des citoyens à part entière qui aboutissent aux premières mesures d'élargissement de la base démocratique dans certains

---

[335] Voir Carlos NEWLAND, « La educación elemental en Hispanoamérica : desde la independencia hasta la centralización de los sistemas educativos nacionales », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 71, n°2, mai 1991, p. 357.

[336] De nombreux travaux existent sur les rapports entre éducation et affirmation des États-nations en Amérique latine. Pour un panorama complet, voir Carlos NEWLAND, *art. cité*, p. 335-336. Voir aussi Andrès DONOSO ROMO, « La nación como protagonista de la educación en América Latina (1870-1930) », *Revista Historia de la Educación Latinoamericana*, vol. XIV, 2010, p. 239-266. Nous n'indiquerons ici que quelques travaux récents. Pour le Chili, on peut consulter Ricardo IGLESIAS, « El papel de la educación en la construcción del Estado nacional chileno en el siglo XIX », *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nación y nacionalismo en Chile. Siglo XIX*, Santiago Editora Centro de Estudios Bicentenario, 2009, p. 39-72. Pour l'Argentine, Lilia Ana BERTONI, *Patriotas, cosmopolitas y nacionalistas. La construcción de la nacionalidad argentina a fines del siglo XIX*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2007, p. 41-78 ; Lucía LIONETTI, « La función republicana de la escuela pública : la formación del ciudadano en Argentina a fines del siglo XIX », *Revista Mexicana de Investigación Educativa*, vol. X, n°27, sept. 2005, p. 1225-1259 ; Luis Alberto ROMERO (coord.), *La Argentina en la escuela. La idea de nación en los textos escolares*, Buenos Aires, Siglo veintiuno editores Argentina, 2004. Sur d'autres pays latino-américains, voir Belin Vázquez de FERRER, « Ciudadanía e instrucción pública para el Estado-nación en Venezuela 1811-1920 », *Revista de Historia de la Educación Latinoamericana*, vol. XII, 2009, p. 220-273 ; Doris Lilia Torres CRUZ, « El papel de la escuela en la construcción de la nacionalidad en Colombia. Una aproximación a la escuela elemental, 1900-1930 », *Revista de Historia de la Educación Latinoamericana*, vol. XIII, 2009, p. 213-240.

[337] Carlos NEWLAND, *art. cité*, p. 364.

[338] Michael Conniff parle de « révolution métropolitaine ».

[339] Voir Gabriela Sauter OSSENBACH, « Educación en América Latina a partir de su independencia (siglos XIX y XX) », *Revista Iberoamericana de Educación*, n°1, 1993 (disponible en ligne : http://www.rieoei.org/oeivirt/rie01a04.htm).

pays, ainsi qu'aux premières formulations nationales populistes. C'est pourquoi on a qualifié de gouvernements mésocratiques le régime argentin du radical Yrigoyen (1916-1922 et 1928-1930), celui de l'urugayen du parti Colorado Batle y Ordonez (1903-1907 et 1911-1915), ou encore au Chili celui d'Alessandri (1920-1925). Les Argentins obtiennent ainsi le suffrage universel dès 1912 et le Chili instaure l'instruction obligatoire et met en place un code du travail et des caisses de sécurité sociale dans les années 1920. Dans le même temps, au Brésil, ce sont de jeunes officiers, les *tenentes*, qui se soulèvent pour revendiquer le vote secret, le droit à l'éducation, la liberté de la presse[340].

Au Chili par exemple, « l'idée que la finalité ultime de l'éducation était l'efficacité sociale s'était peu à peu imposée. […] Cela impliquait que l'éducation donne à l'individu la capacité de participer à la vie démocratique et soit une préparation au monde du travail[341]. » Dans ce processus, la publication, en 1917, de *El problema nacional : bases para la reconstrucción de nuestro sistema escolar primario* par Darío Salas Díaz[342] constitue une étape importante et contribue à ce que, en 1920, soit approuvée la *Ley de Instrucción Pública Primaria Obligatoria*. Plus tard, en 1927, a lieu une réforme de tout le système scolaire chilien[343].

Les questions d'ordre éducatif, notamment en matière d'enseignement primaire, s'insèrent donc dans un contexte d'effervescence sociale, politique et idéologique, du moins pour les années 1920. Celui-ci n'était pas alors propice à des échanges institutionnalisés. C'est donc à partir des années 1930 que l'on observe de plus en plus d'initiatives relevant de la coopération intellectuelle et concernant le monde de l'école primaire.

---

[340] Sur le tenentismo, voir Edgard CARONE, *O tenentismo : acontecimentos, personagens, programas*, São Paulo, Difel, 1975.

[341] Rolando MELLAFE, Antonia REBOLLADO, Mario CÁRDENAS, *Historia de la Universidad de Chile*, Santiago de Chile, Ediciones de la Universidad de Chile, 1992, p. 145.

[342] Darío Salas Díaz (1881-1944) était un professeur, spécialiste des questions de pédagogie. Il présidait le *Comité Pro Educación Primaria Obligatoria*.

[343] « Pour comprendre les réformes qui débutaient, il est nécessaire de signaler que jusqu'à cette époque l'éducation chilienne ne parvenait pas à constituer une unité organique. L'Éducation supérieure et secondaire était sous la tutelle du Conseil de l'Instruction Publique ayant son siège à l'université ; les instituts commerciaux, et jusqu'en 1924, les lycées de filles, étaient supervisés par le Ministère de l'Instruction ; les collèges techniques et industriels étaient placés sous la tutelle du Ministère des Industries et des Travaux publics et, enfin, l'enseignement primaire était relativement indépendant puisque régi par un inspecteur général et un conseil autonome, présidé par la ministre de l'Instruction, conformément à la loi de 1920 […]. Le 19 avril 1927 a été créée la Superintendance de l'Éducation nationale et huit directions générales. » (Rolando MELLAFE, Antonia REBOLLEDO, Mario CÁRDENAS, *ouv. cité*, p. 154-155.)

> « Lorsque je me rappelle de mon enfance provinciale, je me rends compte que pendant les cours d'histoire et de géographie jamais les maîtres ne se préoccupèrent de nous faire sentir frères des habitants des autres pays d'Amérique. Ils faisaient de nous – cela oui – des patriotes survoltés […][344]. »,
>
> Concha Romero James

Les étudiants ne sont pas les seuls concernés par les initiatives de coopération intellectuelle. Des efforts ont en effet été menés pour que celle-ci concerne également les élèves des écoles primaires. Ils consistent principalement à faire en sorte que la réalité des pays américains fasse partie du quotidien des écoles. On en trouve une illustration dans les *Memorias* de 1939 de la commission chilienne, nous permettant de savoir de quoi il retourne :

> « Une autre initiative prise par notre Comité Exécutif a consisté à demander à M. le Ministre de l'Éducation Publique que les écoles gardiennes de pavillons américains reçoivent le nom d'École Argentine, École Bolivienne, etc. car dans les faits ces écoles, en plus de garder les drapeaux, possèdent des bibliothèques des pays qu'ils représentent, célèbrent leurs anniversaires, font connaître leur histoire, leur géographie, coutumes et progrès – en plus de collaborer très efficacement au travail que réalisent les Instituts de Culture. M. le Ministre accepta cette suggestion et aujourd'hui une grande partie des nations américaines ont une école qui porte leur nom[345]. »

[344] Concha Romero James, *La cooperación intelectual en América, 1933-1936*, Oficina de Cooperación intelectual, Unión Panamericana, Washington DC, alcance al Correo n°10, p. 2.

[345] AUN, A III 46, Memoria de 1939 de la Comisión Chilena de Cooperación Intelectual. Il en est également question dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 9 : « Pour renforcer un nouveau lien entre le Chili et les autres pays, il fut demandé au Ministère de l'Éducation publique que les écoles primaires du pays reçoivent le nom des nations amies. Elles doivent être les gardiennes du pavillon de chaque peuple frère, maintenir une exposition permanente sur celui-ci et échanger une correspondance nourrie. »

Figure 6 : La confraternité scolaire

« À la réception de l'École Brésil, à Asunción : réunion avec un élève qui salua le Brésil en portugais. » (Source : Archives de l'Itamaraty, Cooperação intelectual Paraguai-Brasil assuntos gerais 1869-36150)

Un autre exemple nous est donné dans les archives de l'Itamaraty, dans lesquelles sont évoquées ainsi les « Escolas que nos países estrangeiros homenageam o culto do Brasil[346] » :

> « Il me paraît tout à fait indiqué de fournir à ces établissements d'enseignement qui, dans la majorité des cas, rappellent par leur nom notre pays, des livres ayant trait au Brésil et qu'on leur donne du matériel, comme du papier, des crayons, des cartes, etc. Ce ne serait pas seulement une manière de montrer notre reconnaissance, mais aussi une façon de faire, par le biais de ces établissements, une propagande brésilienne qui créerait une atmosphère favorable au Brésil[347]. »

Dans le même registre de création d'une proximité entre nations américaines, est encouragé l'établissement de correspondances scolaires, entre élèves, entre instituteurs et également entre étudiants[348]. En Argentine, la commission nationale de coopération intellectuelle est ainsi à

---

[346] AHI, 542,6, 2040/36998, Cooperação Intelectual, Brasil (1940-1943), Rio de Janeiro, 09/05/1941, Memorandum de Themistocles Graça Aranha au secrétaire général de l'Itamaraty : « *Escolas que nos países estrangeiros homenageam o culto do Brasil* ».

[347] *Ibid.*

[348] AUN, A III 46, Memoria de 1939 de la Comisión Chilena…, p. 14 : « La Commission est en contact avec l'Association Internationale Ibéro-Américaine des Étudiants Pour l'Échange de Correspondance [Porto Rico] et a reçu de sa part des registres d'étudiants mexicains qu'elle a remis aux organismes estudiantins et éducatifs. Elle lui a envoyé une liste importante d'étudiants pour nouer contact avec leurs pairs des autres pays. Nous maintenons aussi une correspondance avec la Maison de l'Étudiant du Brésil et le concours des recteurs de l'internat Barros Arena, du lycée Valentín Letelier et d'autres a été sollicité pour qu'ils développent ce type d'échange. » L'auteur du rapport ajoute : « En dehors de cette activité, d'une certaine manière contrôlée, nous

l'origine de la section argentine de correspondance scolaire internationale, créée en 1938[349]. Cette dernière fait l'objet d'un article[350] publié dans la revue *Informaciones argentinas*, éditée par le ministère argentin des Relations extérieures et destinée à rendre compte, à l'étranger, du dynamisme de l'Argentine[351]. Son succès a par la suite amené le ministère de l'Instruction publique à créer un service de correspondance inter-scolaire.

Pour Concha Romero James, ces diverses initiatives autorisent un optimisme certain quant à la capacité des jeunes générations concernées dont les manuels scolaires, les noms d'écoles, les correspondances scolaires et les diverses cérémonies en l'honneur de pays voisins ont peuplé l'imaginaire, à rendre tangible l'idée d'appartenance à une communauté américaine :

> « Cette ignorance au sujet de l'Amérique de latitudes différentes, qui dans notre cas ne s'est dissipé qu'à l'âge mûr, contraste grandement avec ce qu'apprend aujourd'hui, avant d'arriver à l'adolescence, n'importe quel élève d'une bonne école. Avec quelle émotion on lit, comme un signe des temps nouveaux, ce message par lequel les enfants de Huarista, au bord du Titicaca, saluent les enfants de tout le monde américain à l'occasion du Jour des Amériques ![352] »

Au-delà des fêtes et commémorations, des échanges de correspondance et des noms donnés aux écoles, la promotion d'une solidarité américaine passe aussi par les textes d'enseignement[353]. Les manuels scolaires d'histoire et de géographie font ainsi l'objet d'un certain nombre d'accords stipulant leur révision dans le sens d'une meilleure connaissance des pays voisins et de l'élimination des jugements négatifs qu'ils pouvaient contenir.

L'un des premiers accords de ce type est celui qui est signé entre l'Argentine et le Brésil en 1933. Il est qualifié d' « unique en son genre » par *La Coopération Intellectuelle* de 1933 qui en publie le texte. En voici les considérants :

> « La République des États-Unis du Brésil et la République Argentine, animées du désir de resserrer plus encore les relations d'amitié qui les unissent, convaincues que cette amitié se resserrera davantage par la connaissance parfaite qu'auront les nouvelles générations tant de la géographie que de l'histoire de leurs pays respectifs, ayant été expurgées des textes d'enseignement ces topiques qui rappellent les passions des époques passées, quand n'avaient pas encore été parfaitement consolidés les fondements de leurs nationalités, fidèles au vœu émis par le premier Congrès d'histoire nationale, réuni à

---

savons que de nombreuses écoles primaires et secondaires du pays entretiennent un échange dense avec des écoles américaines. »

[349] Memoria de la labor realizada por la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual, 1939.

[350] *Informaciones argentinas*, n°5, 1938, « La correspondencia internacional de los escolares y estudiantes es un medio seguro de aproximación espiritual ».

[351] Nous reviendrons sur cette revue dans nos chapitres VII et IX.

[352] Concha ROMERO JAMES, *La cooperación intelectual en América…*, p. 3.

[353] Les recherches ayant pour objet les textes d'enseignement se développent en Amérique latine. Voir notamment : Gabriela Ossenbach Sauter, « La investigación sobre los manuales escolares en América Latina : la contribución del proyecto Manes », *Historia de la Educación. Revista Interuniversitaria,* n°19, 2000, p. 195-203 ; Luis Alberto Romero (coord..), *La Argentina en la escuela. La idea de nación en los textos escolares*, Buenos Aires, Siglo veintiuno editores Argentina, 2004.

> Montevideo en 1928 […] ont résolu d'établir un accord pour la révision des textes d'enseignement d'histoire et de géographie[354]. »

Le discours, très proche de la déclaration de fondation de l'UNESCO, est tout à fait dans la lignée des textes établis dans le cadre de la coopération intellectuelle. Cette révision consiste à « expurger des topiques qui contribuent à exciter dans l'esprit sans défense de la jeunesse l'aversion de tout autre peuple américain ». Plus concrètement il s'agit de « revoir périodiquement les textes adoptés pour l'enseignement en les mettant d'accord avec les statistiques les plus modernes […][355] ». D'après l'article 4, cet accord est ouvert à tout autre État américain qui souhaiterait y adhérer.

Un texte semblable est signé entre l'Argentine et le Chili en 1938. Nous en reproduisons ici les articles 1 et 3 dans la mesure où ils nous renseignent autant sur les buts proclamés que sur la mise en œuvre institutionnelle de cette révision des textes d'enseignement :

> « Les Gouvernements des Républiques d'Argentine et du Chili,
>
> Convaincus que la meilleure façon de maintenir les liens traditionnels d'amitié entre leurs peuples réside dans la formation adéquate des générations futures […]
>
> Art. 1 : Dans l'objectif de supprimer tout jugement unilatéral et tendancieux pour mettre en valeur les relations générales de solidarité ayant marqué l'histoire de l'Amérique et plus particulièrement l'union traditionnelle du Chili et de l'Argentine, décident la création à Santiago et Buenos Aires de trois commissions de révision de l'enseignement et des textes d'histoire et géographie nationales et américaines, composées de cinq membres, avec le concours des universités des deux pays, de l'Académie d'Histoire, des Instituts Culturels Chileno-Argentin et Argentino-Chilien, et de la Commission Nationale de Coopération Intellectuelle.
>
> […]
>
> Art. 3 : Les commissions de révision d'histoire et géographie américaines et nationales publieront une collection sélective, de caractère synthétique, des auteurs chiliens et argentins représentatifs qui sera diffusée auprès des centres éducatifs et du public[356]. »

Ces accords s'inscrivent dans une série de textes élaborés au cours des différentes conférences interaméricaines qui ont lieu dans les années 1930[357], cette question étant également débattue dans le cadre de l'OCI[358]. La coopération intellectuelle tend donc, de plus en plus, à concerner, du moins dans le discours, une fraction plus large de la société et non plus la seule « Société des Esprits », limitée aux élites de chaque pays. Cet effort est particulièrement sensible en Amérique,

---

[354] *La Coopération Intellectuelle*, 1933, p. 645.
[355] *Idem,* p. 645-647.
[356] MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tome I, p. 97-98, « Convenio sobre revisión de la enseñanza y de los textos de historia y geografía nacional y americana », 03/06/1938.
[357] Convention sur l'enseignement de l'histoire (Montevideo, 1933), Convention sur l'orientation pacifique de l'enseignement et Résolution sur la révision des textes scolaires (1936), Recommandation portant sur l'enseignement de la démocratie (Lima, 1938).
[358] Cela aboutit notamment à une publication : IICI, *School text-books and international understanding. Report submitted by the International Institute of Intellectual Cooperation to the International Committee of International Cooperation, Geneva, july 1931*, Paris, IICI, 1932.

où les défis sur le plan éducatif restent importants et où les États-Unis transposent la lutte contre les propagandes nazie et fasciste sur le terrain de la coopération intellectuelle, mettant leur « expertise » dans ce domaine à la disposition des nations latino-américaines.

L'éducation est en effet au cœur de l'activité du Bureau panaméricain de coopération intellectuelle[359], mais aussi l'objet de conférences spécifiques[360]. La II^{nde} conférence interaméricaine d'éducation, qui a lieu à Santiago du Chili en 1934, est par exemple l'occasion d'aborder les questions les plus diverses dans ce domaine (l'éducation rurale, la formation des professeurs, le financement de l'école publique, l'enseignement secondaire, technique…). Une résolution sur l'éducation et la coopération intellectuelle, proposée par la délégation argentine, est adoptée à l'unanimité :

> « a. Chez les peuples d'Amérique la formation de la conscience nationale par le moyen de l'éducation doit se faire en harmonie avec les idéaux et intentions de la coopération interaméricaine ;
>
> b. L'éducation, au service de la compréhension mutuelle des peuples d'Amérique, est fondamentale pour que les efforts de paix des gouvernements connaissent une ample réalisation ;
>
> c. Parmi les autres moyens pour atteindre les objectifs fixés, on favorisera la création de relations culturelles étroites et permanentes, en favorisant les échanges entre hommes de sciences et de lettres, professeurs, élèves, l'établissement de bibliothèques américaines comptant des livres, publications et revues des autres peuples et des expositions d'art ;
>
> d. Dans chaque pays on devra procéder, plus spécialement, à la révision des livres d'histoire destinés à l'enseignement, pour assurer un jugement juste sur les hommes et faits, en reconnaissant l'appui apporté par les différents peuples de l'Amérique à la lutte pour l'indépendance […][361]. »

C'est en définitive tous les aspects de la coopération intellectuelle américaines que nous avons évoqués jusqu'à présent qui se retrouvent sous la bannière de l'éducation, chargée tout à la fois de contribuer à la construction de la « conscience nationale » comme de l' « esprit américain » et de préparer l'avenir des nations américaines par un enseignement capable de former les générations futures.

L'idée de régionaliser le thème de l'éducation ne prend pas fin avec le début de la Seconde Guerre mondiale. De fait, une première Conférence des Ministres et Directeurs d'Éducation des Républiques américaines, a lieu à Panama du 27 septembre au 04 octobre 1943 ; l'Acte Final de cette réunion révèle l'ambition d' « élaborer un programme d'enseignement et de créer une idéologie du Professeur, afin d'inculquer aux générations futures les meilleures normes de culture et de coexistence[362] ». Cette conférence entérine par ailleurs la création d'une Université

---

[359] Voir chapitre III.

[360] Nous avons dénombré trois conférences interaméricaines d'éducation pour notre période : une première, que nous n'avons pas réussi à dater et à localiser, une seconde qui a lieu à Santiago du Chili en 1934 et une troisième, qui se tient à México en 1937. L'histoire de ces conférences et de leurs retombées reste entièrement à faire.

[361] MRE Chili, Memorias, 1934, p. 247-248.

[362] MRE Chili, Memorias, 1945, tome I, p. 43.

Interaméricaine à Panama, comprenant six instituts[363] : sciences sanitaires, anthropologie et histoire américaine, législation comparée et droit international, recherches sociales et économiques, recherches sur le folklore et sciences.

Enfin, dans les *Memorias* du ministère chilien de Relations extérieures pour l'année 1945, nous trouvons un développement sur un projet visant à créer un Institut Panaméricain d'Éducation qui « encouragerait et promouvrait l'éducation dans tous les pays, tout en respectant les principes politiques et religieux de tous les États[364] » ; l'intérêt serait de mettre en commun méthodes d'enseignement, programmes d'études, principes d'organisation… Il ne s'agit pas d' « imposer un modèle selon lequel il faudrait mener l'œuvre éducative[365] », mais de « stimuler les réalisations éducatives de chaque peuple, en les invitant à développer les énergies qui leur sont propres en fonction de leurs nécessités et de leurs moyens[366] ». L'objectif principal est

> « d'agir pour que l'esprit de la jeunesse se nourrisse d'œuvres sur la solidarité humaine, en effaçant les idées malsaines de domination, et en stimulant la formation de générations irriguées par les nobles sources d'une plus forte compréhension, ce qui fortifierait les bases de la civilisation chrétienne[367]. »

Ce projet s'inscrit, selon l'auteur du rapport, dans la perspective des accords de Dumbarton Oaks et dans la continuité d'un organisme comme l'Organisation Internationale du Travail. Il ne nous a malheureusement pas été possible de trouver plus d'informations sur cet Institut panaméricain d'Éducation, notamment sur les circonstances exactes de la formulation d'un tel projet. Il s'inscrit en tout cas dans une double conjoncture : celle qui voit les pays américains tenter de mettre en place une coopération solide dans le domaine éducatif et celle qui est liée au conflit mondial qui se déroule alors et qui a dévoilé le pouvoir de l'endoctrinement des masses. Les réflexions autour de la constitution, une fois la guerre finie, d'une nouvelle organisation internationale – comme le révèle la référence à Dumbarton Oaks – agitent en tout cas les milieux politiques et intellectuels latino-américains, quand bien même ils n'ont pas pris part aux discussions qui ont eu lieu entre les Alliés à ce sujet.

N'ayant qu'une vision parcellaire des sources qui existent sur cet aspect de la coopération intellectuelle interaméricaine, il nous est difficile de savoir quel est le rôle exact des États-Unis d'une part et des nations latino-américaines d'autre part, dans ce processus. Nous avons la

---

[363] Voir texte en annexe et César del VASTO, *Universidad de Panamá. Orígenes y evolución*, Universidad de Panamá, 2010, p. 35-39 (disponible en ligne : http://www.up.ac.pa/ftp/2010/principal/libros/Libro_Or%C3%ADgenes_y_Evoluci%C3%B3n_2010.pdf). Nous disposons de trop peu d'informations sur cette université pour développer notre propos à son sujet.

[364] MRE Chili, Memorias, 1945, tome I, p. 43-44 : « *alentaría y fomentaría la educación en todos los países, respetando los principios de Gobierno y religiosos de todos los Estados* ».

[365] *Idem*, p. 44 : « *imponer un cartabón según el cual realizar la obra educativa* ».

[366] *Ibid.* : « *estimular los trabajos educativos de cada pueblo, invitándolo a desarrollar sus energías características con arreglo a sus necesidades y medios*. »

[367] *Ibid.*

conviction, au regard des quelques éléments que nous avons pu présenter, qu'il y a là la matière pour une recherche de plus grande envergure sur les circulations et les transferts en matière d'enseignement dans les Amériques et ce depuis le XIXe siècle, notamment à partir de l'expérience d'un Domingo Sarmiento. Ce qui précède n'en est qu'une ébauche qui permet cependant, sinon de remettre en cause, du moins de nuancer l'idée d'un cloisonnement des États latino-américains, d'une incommunication entre les peuples qui les composent.

Le livre, objet d'échanges, vecteur de transferts

Concha Romero James n'insiste pas que sur les échanges scolaires et universitaires dans le bilan qu'elle fait de la coopération intellectuelle interaméricaine ; elle fait aussi état d'un certain nombre d'échanges qui ont le livre pour objet : « Il semble que, ces dernières années, certains aient décidé de faire du livre un outil de rapprochement et qu'ils y soient parvenus[368]. » Le premier exemple qu'elle donne concerne l'Argentine et l'Uruguay, entre lesquels « il s'est établi un puissant courant d'échange lorsque fut organisée la *Sociedad de Amigos del Libro Rioplatense* pour impulser la production littéraire des deux pays par le biais de la diffusion d'œuvres reconnues d'auteurs des deux rives du Río de La Plata[369]. » Deux comités, l'un à Montevideo, l'autre à Buenos Aires, s'occupent de la sélection des œuvres puis de leur diffusion. En 1936, 32 volumes ont été publiés, l'avantage étant que les bénéfices de cette activité « parviennent, ou peuvent parvenir, partout où l'on parle espagnol[370] ». Plus tard, en 1938, une convention entre les deux pays stipule que

> « La Bibliothèque Nationale de Buenos Aires et la Bibliothèque Nationale de Montevideo organiseront une section spéciale destinée à conserver le matériel bibliographique pertinent de chacun des deux pays. À cet effet le gouvernement argentin donnera au gouvernement uruguayen et le gouvernement uruguayen en retour au gouvernement argentin, 2000 volumes correspondant à la production intellectuelle de l'un et l'autre pays[371]. »

L'Argentine conclut, en juin de la même année, une série de conventions du même ordre avec le Chili, à l'occasion de la visite du ministre chilien des Relations extérieures, José Ramón Gutiérrez, à Buenos Aires, rétribuant celle de son homologue argentin qui a eu lieu peu avant. Il est alors décidé que serait créée une salle spéciale sur la nation voisine dans les bibliothèques nationales

---

[368] Concha ROMERO JAMES, *La cooperación intelectual en América…*, p. 6.
[369] *Ibid.*
[370] *Ibid.* : « *llegan, o pueden llegar, dondequiera que se habla español* ».
[371] MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tome I, p. 112, « Convenio sobre intercambio de profesores, publicistas, etc. con la República Oriental de Uruguay », 22/09/1938, article III.

des deux pays ; une donation de 2000 volumes devait permettre la mise en œuvre de ce projet[372]. Des dispositions sont en outre prises afin de faciliter « le libre échange de la production littéraire et artistique[373] » notamment par l'adoption de tarifs douaniers particuliers.

Concha Romero James fait également référence au « Grupo Americano de Quito », dont font partie Alferdo Martínez, Augusto Arias et Antonio Montalvo, et qui « réussit à capter jusqu'aux plus petites pulsations de la vie intellectuelle dans l'Amérique qui parle espagnol et portugais[374] ». L'un des hauts faits de ce groupe a été l'organisation d'une grande exposition « du livre espagnol et hispano-américain » à Quito en 1935. Cette exposition a d'ailleurs peut-être été à l'origine, selon Concha Romero James, du projet de l'Université du Chili consistant à monter une exposition des ouvrages édités par les presses universitaires du continent.

De ces initiatives, Concha Romero James tire le constat suivant : « Il y a, comme nous pouvons l'observer, un désir manifeste de connaître ce qui s'écrit et se pense parmi nous[375]. »

Cet intérêt pour la culture littéraire des pays voisins passe aussi par la traduction, dans la mesure où, selon les conclusions de Georges Steiner à son ouvrage *Après Babel*[376], « comprendre, c'est traduire ». Dans cette perspective, l'étude menée par Gustavo Sorá à propos de la traduction d'auteurs brésiliens en Argentine[377] est particulièrement révélatrice. Il y fait notamment une ébauche de périodisation[378], montrant que, dans les années antérieures à 1937, l'édition d'auteurs brésiliens n'était que sporadique, alors qu'à partir de cette date, il n'y a pas une seule année sans publication de titres brésiliens. Ce constat est à mettre en relation avec le fait que

> « c'est seulement vers le milieu des années 1930 que l'on observe une accélération des processus de différenciation des espaces littéraire, universitaire, éditorial, bureaucratique, générant des conditions de régularisation des échanges culturels, éducatifs et politiques[379] ».

Cette période correspond également à une « nationalisation » de la littérature au Brésil, ce qui se traduit par l'apparition d'un ensemble de collections ; on peut citer celles qui sont créées au sein

---

[372] MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tome I, p. 93-95, « Convenios concluidos entre las Repúblicas de Argentina y Chile sobre intercambio de publicaciones, profesores, revisión de la enseñanza, etc., y acta sobre intercambio de producción literaria y artística », 03/06/1938.

[373] *Idem*, p. 98 : « *el libre intercambio de la producción literaria y artística* ».

[374] *Ibid.* : « *logra captar hasta las últimas pulsaciones de la vida intelectual en la América que habla español y portugués* ».

[375] *Idem*, p. 7 : « *Hay, como podemos observar, un deseo manifiesto de ver qué es lo que se escribe y se piensa entre nosotros*.

[376] Georges STEINER, *Après Babel. Une poétique du dire et de la traduction*, Paris, Albin Michel, 1978.

[377] Gustavo SORÁ, *Traducir el Brasil. Una antropología de la circulación internacional de ideas*, Buenos Aires, Libros del Zorzal, 2003 et, du même auteur, « Un échange dénié. La traduction d'auteurs brésiliens en Argentine », *Actes de la recherche en sciences sociales,* n°145, mai 2002, p. 61 à 70.

[378] « On peut distinguer quatre périodes que j'appellerai : expérimentale (jusqu'en 1937), nationaliste (1937-1945), marchande (1945-1985) et d'internationalisation (à partir de 1985. » (Gustavo SORÁ, *art. cité*, p. 63).

[379] Gustavo SORÁ, *art. cité*, p. 64.

du catalogue de la maison d'édition José Olympio[380], qui consacrent des auteurs comme José Lins do Rego[381] et Jorge Amado[382]. Il faut aussi mentionner les *Brasilianas*[383], collections dans lesquelles figurent des ouvrages d'histoire, d'anthropologie, de géographie, d'économie et de sciences naturelles portant sur le Brésil, d'auteurs brésiliens ou étrangers.

Raúl Navarro, « l'un des principaux passeurs de la littérature brésilienne en Argentine[384] » expose les raisons pour lesquelles ce qui se passe alors au Brésil, dans le domaine littéraire, présente un intérêt particulier, notamment pour un pays comme l'Argentine :

> « Le Brésil a, pour le roman, une jeune génération digne de considération. Pénétrée d'originalité, d'intuition subtile, orientée dans le sens authentique de ses problèmes[385] […]. C'est ici que naissent ces cycles romanesques orientés vers la découverte vernaculaire. Jorge Amado avance avec son cycle de Bahia. José Lins do Rego a aussi son extraordinaire cycle de la canne à sucre ; Érico Veríssimo[386] construit celui du gaucho. Rachel de Queiroz[387] développe celui de la sécheresse. Un plein de promesses. Le roman moderne brésilien – comme l'avait annoncé Graça Aranha – fait face au problème social qui, tout en restant humain, est nettement brésilien, authentiquement américain[388] […][389]. »

---

[380] La *Casa José Olympio Livraria e Editora* est fondée à Rio de Janeiro en 1931. Gustavo Sorá écrit à propos de cette maison d'édition : « Vers la fin des années 1930, le catalogue José Olympio monopolise la publication des livres représentant la culture nationale légitime, et en particulier le romance, forme littéraire convenant aux récits sur un pays 'réel' et destinée à un large public […].. » (Gustavo SORÁ, « La maison et l'entreprise : José Olympio et l'évolution de l'édition brésilienne », *Actes de la recherche en sciences sociales,* vol. 126, n°1, 1999, p. 93).

[381] José Lins do Rego (1901-1957) figure, aux côtés de Graciliano Ramos, Érico Veríssimo et Jorge Amado, parmi les écrivains les plus connus de la littérature régionaliste brésilienne. Ses cinq premiers livres, *Menino de engenho* (1932), *Doidinho* (1933), *Bangüê* (1934), *O moleque Ricardo* (1935) et *Usina* (1936) font partie de ce qu'il a appelé le *Ciclo da cana-de-açúcar* et dépeignent la décadence du Nordeste producteur de canne à sucre.

[382] Jorge Amado (1912-2001) est, entre autres, l'auteur de *Bahia de todos os santos* (1935), *Mar morto* (1936) et *Capitães de areia* (1937) qui forment son cycle des Romances da Bahia. Il s'exile en Argentine en 1941 suite aux persécutions dont il est l'objet par le régime de Getúlio Vargas.

[383] « *Brasiliana* est un mot qui jalonne l'histoire du livre au Brésil. Il indique le principe le plus puissant pour organiser des collections avec ces livres qu'il faut lire pour connaître le Brésil. Il offre une bibliothèque métaphorique du pays où un lecteur étranger, par exemple, peut d'un coup avoir toute la culture nationale à sa portée. » (Gustavo SORÁ, « La maison et l'entreprise..., p. 93). La brasiliana éditée par la Casa José Olympio est dirigée successivement par Gilberto Freyre, Octávio Tarquinio de Souza et Afonso Arinos de Mello Franco. Sur les *brasilianas*, voir Eliana de Freitas DUTRA, « A nação nos livros : a biblioteca ideal na coleção *Brasiliana* », *in* Eliana de Freitas DUTRA, Jean-Yves MOLLIER (org.), *Política, Nação e edição. O lugar dos impressos na construcção da vida política. Brasil, Europa e Américas, séculos XVIII-XX*, São Paulo, Annablume, 2006, p. 299-314 et Heloisa PONTES, *Retratos do Brasil : um estudo dos editores, das editoras e das 'coleções brasilianas', nas décadas de 1930, 40 e 50*, São Paulo, Instituto de Estudos Econômicos, Sociais e Políticos de São Paulo, 1988.

[384] Gustavo SORÁ, « Un échange dénié..., p. 65.

[385] Nous soulignons.

[386] Érico Veríssimo (1905-1975), originaire du Rio Grande do Sul, publie, entre autres, *Clarissa* (1933), roman qui se situe à Porto Alegre, et *Caminhos cruzados* (1935), dans lequel il met à jour les inégalités de la société brésilienne.

[387] Rachel de Queiroz (1910-2003), poète, romancière, journaliste et traductrice, publie, en 1930, *O Quinze*, livre dans lequel elle décrit la lutte du peuple nordestin contre la sécheresse et la misère.

[388] Nous soulignons.

[389] Raúl Navarro, introduction à Jorge Amado, *Jubiabá*, Buenos Aires, Imán, 1937, p. 11-12, cité et traduit par Gustavo SORÁ, « Un échange dénié..., p. 65.

Comme l'écrit Gustavo Sorá,

> « même lorsque la présence littéraire du Brésil peinait à se matérialiser en Argentine, sa place était perçue depuis le milieu du XIXe comme un chapitre du processus propre de création d'une culture nationale argentine[390] ».

Le Brésil est l'Autre par excellence, face auquel s'invente la singularité argentine. Il y a aussi une certaine fascination pour l'effervescence culturelle et la quête identitaire menée par les intellectuels brésiliens depuis la Semaine d'art moderne de 1922, dont l'argentin Benjamin de Garay, futur directeur, principal traducteur et préfacier de la *Colección de Novelas Brasileñas* de *Claridad*, est le témoin. L'*ufanismo* (orgueil national, nationalisme culturel) brésilien devient signifiant tant dans le contexte intellectuel argentin que latino-américain de définition d'une identité « authentique » dont le *tempo* ne serait plus exclusivement européen.

Dans la perspective de *Claridad*[391], proche du parti socialiste, cherchant à s'imposer comme une « université populaire » en diffusant à des tirages très importants des livres encore rares[392], le Brésil représente « un chapitre des problèmes politiques et sociaux de l'Amérique[393] ». Ce sont donc des ouvrages marqués par le réalisme et la critique sociale qui figurent dans cette collection[394].

La *Biblioteca de Autores Brasileños traducidos al castellano*, éditée par le ministère de la Justice et de l'Instruction publique, débute quant à elle en 1937 avec la publication de *Historia de la civilización brasileña*, de Pedro Calmon[395]. Il s'agit d'un projet officiel, coordonné par la Commission de révision des textes d'histoire et de géographie américaine[396], où siégeaient des académiciens et des universitaires argentins qui préfaçaient les livres[397]. Cette *Biblioteca* compte 12 titres au total et des exemplaires étaient distribués gratuitement aux écoles, institutions culturelles, journaux, revues et aux intellectuels du pays[398].

Une collection analogue existait au Brésil. L'idée était de réunir des essais analysant la réalité nationale de chaque pays. Cette initiative est à mettre en rapport avec le rapprochement diplomatique entre l'Argentine et le Brésil, marqué notamment par la visite du président Agustín

---

[390] Gustavo SORÁ, *Traducir el Brasil…*, p. 74.
[391] La *Cooperativa Editorial Claridad* est fondée en 1922 à Buenos Aires par Antonio Zamora, originaire d'Andalousie. Le nom « Claridad » est une référence au mouvement Clarté, organisé autour d'Henri Barbusse. Outre des livres, cette maison d'édition éditait deux revues, *Los Pensadores* et *Claridad*. Voir Florencia Ferreira de CASSONE, *Claridad y el internacionalismo americano*, Buenos Aires, Editorial Claridad, 1998.
[392] Voir Gustavo SORÁ, *Traducir el Brasil…*, p. 107-111.
[393] *Idem*, p. 107 : « *un capítulo de los problemas políticos y sociales de América* ».
[394] On peut citer *Rey negro* de Coelho Neto, *Amazonia misteriosa* de Gastão Cruls, *Morro do Salgueiro* de Lucio Cardoso, *Garimpos* d'Herman Lima, *Chinita* d'Afrânio Peixoto, *Sed* de Rachel de Queiroz et *Mar Muerto* de Jorge Amado. Voir Gustavo SORÁ, « Un échange dénié..., p. 66.
[395] **Pedro Calmon** (1902-1985) a publié son *História da civilização brasileira* en 1932.
[396] « *Comisión Revisora de Textos de Historia y Geografía Americana* ».
[397] Voir Gustavo SORÁ, « Un échange dénié…, p. 67.
[398] *Ibid.*

P. Justo à Rio de Janeiro en 1933 et celle de Getúlio Vargas à Buenos Aires en 1935[399]. Il est fait référence à cette entreprise de traduction et d'édition tant par Miguel Osório de Almeida dans le rapport sur la coopération interaméricaine qu'il présente à Paris en 1937 à l'occasion de la deuxième conférence des commissions nationales de coopération intellectuelle[400], que par Concha Romero James dans son tableau de la coopération intellectuelle dans les Amériques entre 1933 et 1936[401].

Nous clôturerons ce développement consacré à la traduction d'auteurs brésiliens en Argentine par deux remarques.

Il faut tout d'abord noter que, dans le cas de la *Colección* de *Claridad* comme dans celui de la *Biblioteca* du ministère de la Justice et de l'Instruction publique, Benjamin de Garay joue un rôle central, comme traducteur, mais aussi grâce aux contacts personnels qu'il a noués avec les auteurs brésiliens, occupant de la sorte « les principales positions entre éditions commerciale et officielle, entre littérature et pensée sociale[402] ». Traducteur des œuvres de Gilberto Freyre[403] et d'Euclides da Cunha[404], il apparaît comme un véritable passeur entre le Brésil et l'Argentine et fait de Buenos Aires la première étape de la reconnaissance internationale de ces deux auteurs.

Enfin, de manière générale, le développement des traductions entre les deux nations doit être replacé dans un contexte d'intensification des échanges commerciaux entre elles. Mais, « si pour les biens commerciaux, le rapport de force favorisait largement l'Argentine, pour la culture le force exportatrice du Brésil et/ou la capacité d'absorption de l'Argentine firent pencher la balance dans l'autre sens[405] ». Par ailleurs,

> « les collections de livres furent la version imprimée d'un large éventail de politiques éducatives binationales, qui incluaient des missions pédagogiques tendant à réguler la circulation des idées et des personnes, à configurer des systèmes d'enseignement et de pensée entre deux nations sud-américaines où mûrissaient des projets d'hégémonie internationale[406]. »

---

[399] Nous reviendrons sur ce rapprochement et sur ces visites présidentielles dans notre chapitre VIII.
[400] AUN, A III 56, « Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine. Ses débuts, son évolution, son organisation », par Miguel Osório de Almeida, prononcé à l'occasion de la Conférence Générale des Commissions nationales de coopération intellectuelle, juillet 1937.
[401] Concha ROMERO JAMES, *La cooperación intelectual en América, 1933-1936*, Oficina de Cooperación intelectual, Unión Panamericana, Washington DC, alcance al Correo n°10.
[402] Gustavo SORÁ, *Traducir el Brasil…*, p. 118 : « *las principales posiciones entre el polo de la edición comercial y la oficial, entre la literatura y el pensamiento social* ».
[403] Il traduit *Casa grande e senzala*, livre paru au Brésil en 1933, en 1942 pour la *Biblioteca* du ministère de la Justice et de l'Instruction publique.
[404] Il traduit *Os Sertões*, livre paru au Brésil en 1902, en 1938 pour la *Biblioteca* du ministère de la Justice et de l'Instruction publique.
[405] Gustavo SORÁ, *art. cité*, p. 67.
[406] *Ibid.*

Cette dernière citation vient entériner notre hypothèse selon laquelle la coopération intellectuelle participe autant à la construction d'une solidarité régionale, qui adopte tour à tour – et parfois de manière conjointe – les rhétoriques du latino-américanisme et du panaméricanisme, qu'à la construction d'identités nationales, à leur consolidation sur la scène régionale et internationale et à la défense d'intérêts parfois éloignés de l'idéal de la « Société des Esprits ». Cet idéal ainsi dépeint par le journaliste équatorien Gerardo Gallegos en 1944 :

> « Chaque époque amène avec elle les hommes destinés à exprimer sa pensée, et ceux appelés à la mettre en exécution. Penseurs, artistes et poètes ; économistes et sociologues ; scientifiques et littérateurs ; hommes d'État et professeurs, ensemble, d'un bout à l'autre de l'Amérique, créent une chaîne de volontés tendues passionnément vers une américanité porteuse d'espoir pour l'hémisphère. Ils sont pionniers dans l'entreprise, pleine d'émotion populaire, de lier l'affirmation de l'identité de l'homme américain avec les terres et le ciel qui sont les leurs ; les valeurs qui prouvent une nouvelle conscience continentale sont légions dans les différents domaines scientifique, littéraire et économique[407]. »

Si le lyrisme avec lequel cet auteur rend compte des dynamiques à l'œuvre en Amérique dans l'entre-deux-guerres peut paraître relever de l'incantation plus que de la démonstration, il n'en reste pas moins qu'il souligne à raison la multiplicité des acteurs prenant part à la construction d'une toile aux ramifications nombreuses et loin d'être anecdotiques. Nous rejoignons ainsi le constat fait par Martín Bergel et Ricardo Martínez Mazzola selon lequel « l'Amérique n'était pas qu'une idée[408] » car elle « était ou s'exprimait par une série de pratiques, certaines liées au monde des émotions et des rituels, et qui, ensemble, ont fini par doter d'une singulière robustesse et portée ce qui a pu être dénommé par beaucoup la 'nation latino-américaine'[409] ».

L'exposé de Miguel Osório de Almeida est aussi la traduction de cette aspiration, en même temps qu'il met en lumière le long chemin que l'Amérique latine doit encore parcourir pour concilier le respect de la diversité qui la caractérise et la recherche d'une identité commune :

> « D'une manière générale, il y a en Amérique une tendance vers l'unité, vers une organisation d'ensemble d'appui mutuel. On a le désir de pouvoir parler d'un esprit américain, d'une culture américaine, comme on parle d'un esprit européen, d'une culture européenne. En Amérique comme en Europe il est impossible d'attacher un sens précis à des expressions de ce genre. Il y a là des choses qu'on sent, plutôt que des choses qu'on puisse exprimer par des mots. Il y a de profondes différences entre les pays américains, comme il y a de grandes dissemblances entre les pays européens. Mais cela n'empêche pas qu'au dessus de ces différences ou de ces dissemblances il y ait, dans l'un et l'autre cas, d'innombrables points communs. Ce sont certainement ces points communs aux pays d'Amérique et

---

[407] Gerardo GALLEGOS, « Intelectuales de América por una América Continental », *Revista Iberoamericana*, vol. VIII, n°16, novembre 1944, p. 254.

[408] Martín BERGEL, Ricardo Martínez MAZZOLA, « América Latina como práctica. Modos de sociabilidad intelectual de los reformistas universitarios (1918-1930) », *in* Carlos ALTAMIRANO (dir.), *Historia de los intelectuales en América Latina. Tomo II : Los avatares de la ciudad letrada en el siglo XX*, Buenos Aires, Katz, 2010, p. 120.

[409] *Ibid.*

qui leur appartiennent en propre, qui forment la base morale et spirituelle d'une coopération interaméricaine »[410].

[410] AUN, A III 56, « Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine. Ses débuts, son évolution, son organisation », par Miguel Osório de Almeida.

Chapitre VI

Comment être (latino) américain ?

Les appropriations latino-américaines des structures

de la Coopération intellectuelle (1926-1943)

> « Si l'esprit de civilisation était jamais chassé de l'Europe natale, nous savons qu'il trouverait dans le nouveau monde ses refuges, ses temples, ses chantiers et ses laboratoires. Nous croyons avoir l'assurance que, tout au moins de ce côté du globe, la flamme sacrée serait nourrie, honorée, protégée contre les tempêtes. […] Que les sociétés sud-américaines jugent, à ce mot, la nature de notre inquiétude et mesurent la confiance que nous leur faisons pour l'avenir du monde[1]. »
>
> Georges Duhamel

Ce chapitre, construit en trois temps, vise à rendre compte des étapes marquant l'américanisation progressive des structures de la coopération intellectuelle telles qu'elles ont été élaborées depuis Genève et Paris. L'IICI, en particulier, sert à plusieurs reprises de modèle pour bâtir un organisme semblable en Amérique, et ce dès 1926. Cela appelle deux remarques. La première : assez rapidement, semble-t-il, il est apparu nécessaire, pour un certain nombre d'acteurs, de bâtir une dynamique propre au continent. Ce qui signifie aussi que l'institut parisien ne répondait pas toujours aux aspirations des Latino-Américains. Pourtant, et c'est l'objet de notre deuxième remarque, le fait qu'on ait voulu le copier est révélateur de sa pertinence, tant en en ce qui concerne les principes qui ont présidé à sa création que son organisation. Plusieurs facteurs expliquent la volonté de créer un organisme proprement américain. Le rapport entretenu par le sous-continent à l'Europe connaît des inflexions majeures au cours de la période en raison d'un désir croissant d'autonomie vis-à-vis du Vieux continent. Cette dynamique alimente et est alimentée par la conscience de plus en plus aigüe des particularités du continent en termes de culture. Celles-ci sont l'objet d'une fierté grandissante, quand bien même subsistent de nombreux doutes sur la manière de les valoriser. À travers les différents projets et conférences que nous nous proposons d'analyser ici, nous voyons émerger une Amérique qui essaie de se penser comme unité, en dépit des rivalités, des méfiances, des interrogations quant à la sincérité des États-Unis, qui, au cours des années 1930, s'impliquent chaque jour plus sur le terrain de la coopération intellectuelle. C'est aussi le portrait d'une communauté intellectuelle qui tente de faire face et de répondre aux défis d'une époque troublée, de réfléchir à son rôle dans un monde qui vacille, de définir celui de l'Amérique dans un concert des nations de plus en plus dissonant.

Les trois pays étudiés jouent tour à tour leur partition dans cette recherche d'harmonie continentale. Chacun propose sa conception de l'équilibre à trouver entre ambitions nationales, unité régionale et insertion internationale. Il n'est ainsi pas anodin de voir un Brésilien proposer

[1]Exposé de Georges Duhamel, *Entretiens Europe Amérique latine, Buenos Aires, septembre 1936*, Paris, Institut International de Coopération Intellectuelle, 1936, p. 11.

un projet d'Institut Interaméricain qui tente de concilier les aspirations au *leadership* du Brésil en Amérique du Sud, la défense du panaméricanisme et la promotion de meilleures relations avec ses voisins, et ce au moment même où ce pays quitte la SdN. Nous sommes ici dans les années 1920 : la crise de 1929 n'a pas encore bouleversé l'économie mondiale et fragilisé le libéralisme politique ; les États-Unis sont toujours cette puissance impérialiste menaçante qui semble faire l'unanimité contre elle – à quelques exceptions près – dans le sous-continent ; la SdN est encore porteuse d'espoir pour les promoteurs d'un ordre mondial pacifié et égalitaire. Ni l'arrivée au pouvoir d'Hitler, ni l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie ou de la Manchourie par le Japon, ni la guerre civile espagnole ne sont encore venues assombrir le ciel des relations internationales. Les conférences de Buenos Aires (1936) et Santiago du Chili (1939), objets du deuxième temps de ce chapitre, se tiennent donc dans un contexte particulier où les périls redoutés sont devenus réalité, même si le pire est encore à venir. Que nous disent ces conférences sur les partitions respectives de l'Argentine et du Chili ? L'Argentine, fidèle à des principes défendus depuis la première conférence interaméricaine de Washington, profite, en 1936, de l'organisation sur son sol, à l'initiative de Franklin Roosevelt, d'une conférence pour le maintien de la paix[2] pour proposer la tenue d'*Entretiens*, sous l'égide de l'IICI, centrés sur le thème des relations intellectuelles et culturelles entre l'Europe et l'Amérique latine. Parmi les participants, aucune personnalité nord-américaine. Quant au Chili – ou plutôt, la commission chilienne de coopération intellectuelle –, il poursuit l'orientation qui a été la sienne depuis la création de cette dernière, à savoir le renforcement des liens avec le reste du continent. La commission chilienne est en effet à l'origine de la première conférence *américaine* de commissions nationales, reprenant de la sorte le principe des conférences générales des commissions nationales, dont la dernière édition a eu lieu à Paris en 1937[3]. Si les organisateurs de cet événement se défendent de vouloir procéder à une régionalisation de la coopération intellectuelle et réaffirment leur attachement à l'IICI, il n'en reste pas moins que cela constitue un pas vers l'affirmation de la singularité de l'Amérique, de sa capacité à générer des courants qui lui soient propres et, déjà, de sauvegarder l'héritage de la culture européenne, menacée par les hydres du nazisme et du fascisme. C'est à La Havane, en 1941, à la veille de l'attaque de Pearl Harbor, qui conduit à l'entrée en guerre des États-Unis et, à leur suite, de nombreux pays latino-américains[4], que se joue une étape décisive dans ce processus

[2] Cette conférence doit être une étape supplémentaire dans l'élaboration de la solidarité continentale prônée par les États-Unis dans la perspective d'un nouveau conflit mondial. Voir chapitre III.
[3] Sur cette conférence, voir chapitre II.
[4] Le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras et Panama déclarent la guerre à l'Allemagne et au Japon le 9 décembre 1941 ; Cuba et la République Dominicaine le 10 ; le Mexique le 1er janvier 1942. Le Brésil rompt les relations diplomatiques avec les pays de l'Axe le 28 janvier 1942 et leur déclare la guerre le 31 août. Le Chili rompt ses relations avec les forces de l'Axe en 1943 et déclare la guerre au Japon en avril 1945.

d'américanisation de la coopération intellectuelle. La seconde conférence américaine de commissions nationales est un moment passionnant où se mêlent les grandes déclarations de principe sur la responsabilité d'une Amérique qui se perçoit comme un phare au milieu des ténèbres ; les angoisses et la stupéfaction devant les horreurs d'une guerre à l'ampleur inégalée ; l'affirmation de la singularité du continent, mais aussi l'attachement, malgré tout, à la mère Europe, dont on veut sauver ce qui est considéré comme le symbole de son apport à la culture mondiale, à savoir l'IICI ; et enfin, la quasi-fusion du panaméricanisme avec les dynamiques générées par celui-ci en Amérique latine.

De Rio de Janeiro à La Havane, en passant par Buenos Aires et Santiago du Chili, nous nous rapprochons chaque fois plus de ce pays qui devient la première puissance mondiale à l'issue de la guerre. Nous parcourons ainsi un chemin qui nous ramène sans cesse à la question de la voie/x, ni complètement subie, ni complètement choisie, d'une Amérique latine dont la quête identitaire se joue toujours sur plusieurs échelles. Pour ce qui est du cheminement analytique qui est le nôtre dans ce chapitre, c'est en ayant à l'esprit « l'incertitude fondamentale de l'événement », selon les mots de Paul Ricœur, en n'oubliant jamais le champ d'expérience et l'horizon d'attente de nos acteurs, que nous l'avons construit.

L'Argentine ne rompt sa neutralité que le 26 janvier 1944 et ne déclare la guerre aux pays de l'Axe que le 27 mars 1945. Dates d'entrée en guerre des autres pays : Colombie (1943), Venezuela (février 1945), Paraguay (février 1945), Bolivie (décembre 1943), Équateur (février 1945), Uruguay (février 1945). L'entrée en guerre tardive de certains pays ne signifie pas une position de stricte neutralité ; la plupart ont, d'une façon ou d'une autre, contribué à l'effort de guerre des Alliés, notamment sous la pression des États-Unis.

Le projet brésilien d'Institut interaméricain, 1926

> « Le panaméricanisme du Brésil n'est pas une idée née du danger […] ; c'est un désir qui vient de loin, c'est une aspiration bi-séculaire[5]. »
>
> « Le Brésil est, et en même temps n'est pas, l'Amérique latine[6]. »

C'est en premier lieu la question de la place du Brésil en Amérique qui se pose ici. Le *Manifeste Républicain* de 1870 commençait ainsi : « Nous sommes de l'Amérique, et nous voulons être américains[7] ». D'un côté, cette proclamation semble tout à fait normale. Le Brésil et l'Amérique espagnole ont eu des trajectoires similaires : trois siècles de colonisation ibérique ; l'indépendance au début du XIXe siècle ; la période de formation et de consolidation des États nationaux ; l'ingérence anglaise, puis nord-américaine… Néanmoins, les différences furent aussi de taille : une administration coloniale plus centralisée au Brésil ; une émancipation négociée contrastant avec les guerres d'indépendance de l'Amérique espagnole ; la solution monarchique brésilienne alors que la république prédominait chez ses voisins ; l'unité du Brésil impérial et la division de l'Amérique hispanique… autant d'éléments qui ont fixé, chez beaucoup d'intellectuels brésiliens, l'image d'un Brésil où régnaient l'ordre et l'unité, tandis que les républiques hispano-américaines sombraient dans le chaos et l'anarchie[8]. Par ailleurs, Comme l'écrit Kátia Gerab Baggio,

> « la nécessité de construire une identité nationale brésilienne amena de nombreux historiens, spécialistes des sciences sociales et essayistes à accentuer les différences du Brésil vis-à-vis des autres pays américains. Nous étions uniques, singuliers, particuliers : ce sont des termes récurrents dans le discours de ces auteurs[9]. »

---

[5] *Revista do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro*, vol. 179, abril/junho 1943, « Tradição panamericanista do Brasil », Conférence donnée par le général Sousa Docca à l'IHGB, 14/04/1943 : « *O panamericanismo do Brasil não é uma idéia nascida do perigo ; é um anseio que vem de longe, é uma aspiração bi-secular […]*. »

[6] Maria Lígia Coelho PRADO, *Ensaios sobre política e cultura na América Latina no século XIX*, Trabalho de livre-docência, São Paulo, Departamento de História – FFLCH – USP, 1996, p. 5 : « *O Brasil é, e ao mesmo tempo não é América Latina*. ».

[7] « Manifesto Republicano de 1870 », *Cadernos ASLEIGIS*, n°37, mai-août 2009, p. 58.

[8] De nombreux historiens brésiliens ont analysé ces facteurs de différenciation entre el Brésil et l'Amérique espagnole. Nous pouvons citer, entre autres, Maria Lígia Coelho PRADO, *A formação das nações latino-americanas*, 2e éd., São Paulo, Ed. Atual, Campinas, Ed. Da Unicamp, 1986 ; José Murilo de CARVALHO, « Brasil: outra América? » *in Pontos e bordados : escritos de história e política*. Belo Horizonte, Editora UFMG, 1998, p. 269-74 ; Maria Helena CAPELATO, « O 'gigante brasileiro' na América Latina : ser ou não ser latino-americano », *in* Carlos Guilherme MOTA (org.), *Viagem incompleta: A experiência brasileira (1500-2000) : A grande transação*, 2e éd., São Paulo. Ed. Senac. 2000, p. 285-316 ; Lúcia Lippi de OLIVEIRA, « Diálogos intermitentes : relações entre Brasil e América Latina », *Sociologias*, n°14, juillet-déc. 2005.

[9] Kátia Gerab BAGGIO, *A « Outra América ». A América Latina na visão dos intelectuais brasileiros das primeiras décadas republicanas*, Tese de doutorado apresentada ao Departamento de História da Faculdade de

Cette distanciation vis-à-vis de l'Amérique espagnole a été, d'une certaine manière, incorporée par la société brésilienne. D'où le fait que « l'auto-identification des Brésiliens comme Latino-Américains est fluide, variable, plus ou moins prégnante selon les circonstances et la période historique[10] ». Cet auteur ajoute :

> « Il n'y a pas de doute quant au fait que les différences sont plus mises en avant que les similitudes. L'Amérique hispanique – vue à travers le regard des Brésiliens – est une 'autre' Amérique, bien que nous fassions partie d'un tout complexe et contradictoire appelé Amérique latine[11]. »

Le Brésilien Silvio Julio (1895-1984), l'un des précurseurs des études universitaires sur l'Amérique espagnole au Brésil[12], pourfend cette attitude qu'il juge absurde : « On en est arrivé au Brésil à soutenir cette prémisse qui apparemment servait de point de départ au patriotisme hyperbolique des lusophiles et des monarchistes que : *Quem fala não se entende com quién habla*[13]. »

Qu'en est-il du côté de l'Amérique espagnole ? Comment y considère-t-on le Brésil ? Jusqu'à la proclamation de la république, c'est un voisin gênant, une anomalie. Leslie Bethell remarque quant à elle qu'aucun des hommes politiques ou intellectuels hispano-américains qui les premiers utilisèrent l'expression « Amérique latine » n'y incluait le Brésil[14]. Cependant, avec la proclamation de la république en 1889, certains Brésiliens commencent à s'intéresser à l'Amérique hispanique, notamment pour y chercher des références qui leur permettent de penser le passage de la forme monarchique à la forme républicaine, ou la transition de l'esclavage au travail salarié. Naît alors un certain américanisme brésilien, quand bien même c'est surtout à l'exemple nord-américain que beaucoup se réfèrent.

Dans le domaine des relations diplomatiques du Brésil avec le reste du sous-continent – et en particulier l'Amérique du Sud –, les années 1920 ne sont pas exemptes de tensions, notamment avec l'Argentine. C'est particulièrement visible lors de la Ve conférence interaméricaine (Santiago, 1923) au cours de laquelle les deux pays s'opposent sur la question des

---

Filosofia, Letras e Ciências Humanas da Universidade de São Paulo, sob a orientação da Prof. Maria Ligia Coelho Prado, São Paulo, 1998, p. 7.

[10] *Idem*, p. 8 : « *a identificação dos brasileiros como latino-americanos é fluida, variável, mais ou menos presente dependendo das circunstâncias e do momento histórico*. »

[11] *Ibid.*

[12] De fait, « [...] dans ses oeuvres, Silvio Julio se pose comme une espèce d'interprète de la pensée politique et culturelle hispano-américain au Brésil. Son effort consiste, le plus souvent, à présenter au lecteur brésilien les auteurs hispano-américains du XIXe et du début du XXe siècle. Des penseurs comme Simón Bolívar, Andrés Bello, José Martí, Ricardo Palma, Manuel González Prada, Rubén Dario, José Enrique Rodó, entre autres, ont été l'objet de son attention. Il chercha aussi à faire connaître d'importantes figures littéraires comme Lima Barreto et Machado de Assis lors de ses séjours dans les centres intellectuels de l'Amérique hispanique. Il s'enorgueillissait de fréquenter diverses académies d'histoire, de lettres et de folklore d'Amérique latine afin de prôner une connaissance réciproque entre ces pays. » (Priscila Ribeiro DORELLA, « Representações dissonantes de um acadêmico brasileiro sobre a América Latina », *Revista de História*, São Paulo, n°161, 2009, p. 19).

[13] Silvio Julio, *Sobre história, arqueologia e linguística*, Rio de Janeiro, Continente Editorial, 1983, p. 277.

[14] Leslie Bethell, « O Brasil e a ideia de 'América Latina' em perspectiva histórica », Estudos Históricos, vol. XXII, n°44, juillet-déc. 2009, p. 289-321.

armements[15]. Plus tard, à Genève, le rejet unanime, par des États hispano-américains, de la candidature du Brésil à un siège permanent démontre son isolement dans la région et accentue le sentiment que l'Argentine y est pour beaucoup. À partir de son retrait de la SdN en 1926, qui marque son éloignement de la scène européenne, le géant lusophone est amené à chercher un rapprochement avec ses voisins. Ronald de Carvalho[16], alors au cabinet du ministre des Relations extérieures, Otávio Mangabeira[17], est chargé de rédiger un rapport sur la politique extérieure des nations sud-américaines. Ce document[18], de 167 pages, est remis au ministre le 4 mai 1927 ; il comprend des analyses sur l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie, le Chili et le Pérou et examine la situation du Brésil par rapport à la ligne diplomatique suivie par ces pays. Le diagnostic fait par l'auteur est des plus pessimistes : « Nous sommes isolés, dans ce continent, alors que nous y étions autrefois respectés, car nous nous sommes petit à petit laissés fragiliser[19]. » Il recommande dans un premier temps d'observer une attitude d'« expectative et de discrétion » et propose un programme d'action pour restaurer le prestige du Brésil dans la région afin de servir au mieux ses objectifs en termes de politique extérieure, qu'ils soient politiques, économiques ou commerciaux. Ce programme[20] inclut un certain nombre de points qui sont autant d'éléments permettant de parler de diplomatie culturelle. Il est en effet question de susciter, par tous les moyens, l'intérêt des pays voisins pour les traditions et la réalité brésiliennes ; de maintenir un service régulier d'information sur tous les domaines d'activité à destination des principaux organes de presse américains ; de faciliter la publication d'œuvres sur l'histoire diplomatique du Brésil afin de contrer toutes les « intrigues et les insinuations insultantes vis-à-vis de […] passé [brésilien][21] » ; enfin d favoriser l'enseignement de la langue, de la science, de l'histoire et de la littérature brésiliennes dans les principales universités des pays voisins. Il s'agit d'aller à rebours de l'image d'un Brésil peu civilisé, impérialiste, cheval de Troie des États-Unis :

> « […] nous sommes présentés, dans ce pays *platino* [l'Argentine] comme des vassaux de l'impérialisme nord-américain ; et c'est aussi de cette manière que l'on nous considère au Paraguay, qui revendique comme siens des territoires brésiliens ; en Bolivie, qui nous accuse d'avoir volé l'Acre ; le Pérou et la Colombie, qui ne cachent pas leur mauvaise volonté à l'égard de notre diplomatie, qu'ils disent user de

---

[15] Voir Eugênio Vargas GARCIA, *Entre América e Europa : a política externa brasileira na década de 20*, Brasília, Editora da Universidade de Brasília/FUNAG, 2006, p. 246-274.
[16] Ronald de Carvalho (1893-1935), poète et diplomate brésilien, a participé à la Semaine d'Art moderne à São Paulo en 1922 et a séjourné à plusieurs reprises en Europe, en tant que membre des légations brésiliennes.
[17] Otávio Mangabeira (1886-1960) occupe ce poste de 1926 à 1930.
[18] AHI, Ronald de Carvalho, *Relatório reservado sobre a política exterior do Brasil e dos países da América do Sul*, Rio de Janeiro, Ministério das Relações exteriores, 1927, mimeo
[19] *Idem*, p. 138 : « *Estamos abandonados, neste continente, onde outrora fomos respeitados, porque nos deixamos enfraquecer paulatinamente*. »
[20] *Idem*, p. 163-167. Nous reviendrons sur ce programme dans notre chapitre VIII.
[21] *Idem*, p. 165 : « *intrigas e insinuações deturpadoras do nosso passado* ».

ruse et de fraude ; en Uruguay, enfin, qui laisse, dans ses livres scolaires, le Brésil être traité de pays inhospitalier, peuplé d'aventuriers et de lâches[22]. »

C'est dans ce contexte que naît, sous la plume d'un médecin brésilien, Xavier de Oliveira, un projet d'Institut Interaméricain de Haute Culture. L'absence de documents relatifs à cette initiative dans les archives de l'Itamaraty avant 1928, pourrait laisser croire que ce projet est le fait d'un seul homme. Le fait que Ronald de Carvalho préface l'ouvrage de Xavier de Oliveira qui constitue notre principale source à ce sujet est cependant révélateur que la volonté de modifier l'image du Brésil auprès des nations de la région est partagée dans les cercles intellectuels de la capitale. Il révèle aussi le caractère plus que poreux de la frontière entre coopération intellectuelle et diplomatie culturelle.

Xavier de Oliveira, précurseur d'un panaméricanisme à la brésilienne ?

La principale source dont nous disposons sur l'initiative d'Antônio Xavier de Oliveira est un ouvrage dont il est l'auteur, paru en 1930, intitulé *Intercambio Intellectual Americano. Contribuição brasileira á creação do 'Instituto Inter-americano de cooperação intellectual'*[23]. C'est à la demande d'Otávio Mangabeira, alors ministre des relations extérieures, que Xavier de Oliveira a réuni « dans ce volume toute la matière qui constitue la contribution brésilienne à cette grande œuvre américaine […][24]. » Il s'agit de rappeler le rôle joué par le Brésil dans cette entreprise, qui doit se concrétiser en février 1930 lors de l'*Inter-American Congress of Rectors, Deans and Educators in general* à La Havane. D'après Ronald de Carvalho, qui signe la préface de l'ouvrage, Xavier de Oliveira a ce projet en tête depuis 1917, soit l'année où des étudiants et professeurs de la faculté de médecine de Buenos Aires sont venus à Rio de Janeiro, accueillis par leurs homologues *cariocas* :

« Entre 1917 et 1928, lorsqu'il a été adopté par la VIe Conférence Internationale Américaine, le projet d'Institut de Coopération Intellectuelle n'a cessé d'occuper ses pensées. Plans d'organisation, projets de loi, articles, conférences, discours et rappels consignés dans une volumineuse correspondance avec des journalistes du continent, Xavier de Oliveira ne s'est pas économisé et mérite son titre de visionnaire tenace[25]. »

---

[22] *Idem*, p. 138.

[23] *Intercambio Intellectual Americano. Contribuição brasileira á creação do 'Instituto Inter-americano de cooperação intellectual'*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1930.

[24] *Idem*, p. 13 : « *neste volume toda a materia que constitue a contribuição brasileira na creação dessa grande obra americana […]*. ». Il est difficile de donner le nombre et les dates exactes de ces articles, car ces renseignements ne figurent pas dans l'ouvrage dont nous sommes tributaires pour ces informations. Néanmoins, en recoupant divers éléments, on peut dire que cette campagne a été d'abord menée au mois d'août 1926. Le premier article s'intitule « Instituto Pan-Americano de Alta Cultura » et a été publié, selon toute vraisemblance, le 13 août 1927.

[25] Préface de Ronald de Carvalho, Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano, op. cit.*, p. 11.

En 1926, Xavier de Oliveira publie une série d'articles dans le *Jornal do Brasil*, appelant à la création d'un organisme visant à renforcer la coopération intellectuelle américaine. Son initiative ayant été bien accueillie dans certains pays d'Amérique latine[26], Xavier de Oliveira poursuit son offensive éditoriale en 1927[27], sans doute dans la perspective de la sixième conférence panaméricaine (La Havane, 1928).

Nous savons peu de choses sur Xavier de Oliveira. Sur la couverture du livre, il est indiqué qu'il est professeur à l'université de Rio de Janeiro et qu'il exerce comme médecin à l'hôpital national de psychopathologie. Originaire du Ceará, dans le Nordeste du Brésil, il représente cet État à l'assemblée constituante de 1933, puis à la chambre des députés, en 1934. Son nom est mentionné dans les travaux consacrés à la politique migratoire brésilienne : avec Miguel Couto, Artur Neiva[28], Pacheco e Silva[29], il fait partie de ceux qui se prononcent en faveur d'une immigration contrôlée[30]. Selon un rapport du Mexicain Alfonso Reyes, ambassadeur au Brésil de 1930 à 1935, Xavier de Oliveira est particulièrement virulent à l'encontre de l'immigration japonaise[31]. Il est d'ailleurs l'auteur d'un livre sur le sujet[32]. D'autres écrits révèlent son attachement au Nordeste : *Beatos e cangaceiros* (1920), *O Exército e o Sertão* (à paraître en 1930) et *Jerusalem Brasileira – Juazeiro do Padre Cícero* (en préparation en 1930). Par ailleurs, dans le cadre de sa pratique de psychiatre, il semble s'intéresser au rôle de la religion et de la spiritualité[33].

La démarche de Xavier de Oliveira s'inscrit dans une perspective qui voit le Brésil s'ouvrir sur l'Amérique du Sud, comme le prouvait, avant elle, le Troisième Congrès Scientifique Latino-américain qui a eu lieu à Rio de Janeiro en 1905. Ce congrès est d'ailleurs organisé avec l'appui du

---

[26] Voir *infra*.

[27] Dans une lettre-circulaire adressée, en avril 1927, aux diplomates latino-américains accrédités auprès du gouvernement brésilien, reproduite dans l'ouvrage, Xavier de Oliveira mentionne trois autres articles parus dans le *Jornal do Brasil*, sans que nous puissions en déterminer la date de rédaction. Voir le texte de cette lettre en annexe.

[28] Artur Neiva (1880-1943), formé à la Faculté de Médecine de Rio de Janeiro, a occupé plusieurs postes dans l'administration ; en 1916 il est ainsi nommé à la tête du service sanitaire de São Paulo, afin de diriger, à partir de 1923, le Museu Nacional da Quinta da Boa Vista. En 1931, il devient « *interventor* » à Bahia, puis participe à l'Assemblée Nationale constituante de 1933.

[29] Antonio Carlos Pacheco e Silva (1898-1988), médecin, est l'un des pionniers de la psychiatrie au Brésil.

[30] Voir Jair da SOUZA RAMOS, « La construction de l''immigrant indésirable' et la nationalisation de la politique d'immigration brésilienne », *in* Philippe RYGIEL (dir.), *Le bon grain et l'ivraie. La sélection des migrants en Occident, 1880-1939*, Paris, Publibook, 2009, p. 98.

[31] Alfonso REYES, *Misión diplomática*, Tomo II, compilación y prólogo de César Díaz Arciniega, México, Secretaria de Relaciones exteriores/Fondo de Cultura económica, 2001, p. 274 : « La discussion parvint à une telle extrémité que, au début du mois, Xavier de Oliveira, représentant du Ceará, déclara en pleine Assemblée que les journaux brésiliens étaient l'objet de corruption de la part de l'ambassade japonaise […]. […] L'intempérance du docteur Oliveira lui valut des attaques, comme on pouvait s'y attendre. »

[32] Xavier de OLIVEIRA, *O problema imigratorio na Constituição brasileira : emendas e discursos na Constituinte e na Camara Federal*, Rio de Janeiro, A. Coelho Branco Fo., 1937.

[33] En 1930, doit paraître un ouvrage intitulé *Espiritismo e loucura* et un autre, *As religiões em psychiatria*, est en préparation.

gouvernement brésilien et du Baron de Rio Branco en particulier. Azevedo Sodré[34], dans le discours inaugural qu'il prononce à l'occasion, est à cet égard très clair : il s'agit de construire une solidarité interaméricaine, « ce que notre Empire n'a pas réussi à obtenir en Amérique du Sud[35] ». Auparavant, lors de la Troisième conférence interaméricaine qui se tient à Rio de Janeiro en 1907, Rio Branco prononçait un discours destiné à rassurer les nations voisines sur les intentions brésiliennes, tout en réaffirmant l'importance des liens avec l'Europe :

> « L'opinion publique s'égare souvent. Il n'est pas rare qu'un vent de folie, réveillant des instincts barbares, fouette et agite les peuples, même les plus cultivés et les plus sensés. Le devoir de l'homme d'État et de tous les hommes dotés d'un vrai sens politique est de combattre les propagandes qui attisent les haines et les rivalités internationales.
>
> Ni la densité de sa population ni la dureté de sa vie matérielle ne peuvent rendre le Brésil suspect vis-à-vis des peuples qui habitent notre continent américain.
>
> Aux Républiques limitrophes, à toutes les nations américaines, nous ne souhaitons que la paix, des initiatives intelligentes et des travaux féconds afin que, en prospérant et en s'anoblissant, elles nous servent d'exemple et de stimulation pour mener notre activité pacifique, à l'image de notre grande et glorieuse sœur du Nord, à l'origine de ces conférences si utiles.
>
> Aux pays d'Europe, auxquels nous avons été et nous resterons toujours liés par de si nombreux liens moraux et autant d'intérêts économiques, nous souhaitons seulement continuer à leur offrir les mêmes garanties que celles que notre constant amour de l'ordre et du progrès leur a apportées jusqu'à aujourd'hui[36]. »

Amérique latine, États-Unis, Europe… ce sont les trois pôles de la politique extérieure brésilienne qui sont ainsi définis par Rio Branco. En 1926, date à laquelle Xavier de Oliveira présente son projet d'institut interaméricain, le Brésil est en train de quitter la Société des Nations, s'éloignant de la sorte de la scène européenne. Il semble donc bien qu'à travers cette initiative le but recherché soit avant tout de rompre l'isolement du Brésil en Amérique, d'en faire même le moteur d'une dynamique continentale. Comment ne pas mettre en rapport cette idée d'Institut, cet élan vers l'Amérique, avec le retrait fracassant du Brésil de la Société des Nations ? L'auteur le fait d'ailleurs : « le contexte brésilien, en ce qui concerne sa politique internationale est, on ne peut le nier, particulièrement délicat vis-à-vis de nos propres frères du Continent, compte tenu de notre récente attitude à Genève [...][37] ». Mais il retourne ce qui pourrait être considéré comme un handicap en présentant l'attitude du Brésil comme étant dictée par le « sentiment d'américanisme le plus noble, le plus pur et aussi le plus résolu[38] », comme « un corollaire logique

---

[34] Azevedo Sodré (1864-1929), médecin, a fait partie de la délégation brésilienne au second congrès médical latino-américain (Buenos Aires, 1904) et a présidé le 4e congrès médical latino-américain (Rio de Janeiro, 1909).
[35] Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano...,* p. 25 : « *o que nosso Imperio não logrou obter na América do Sul* ».
[36] Rio Branco, 1907, cité par Licurgo COSTA, « Aspectos de la contribución del Brasil al panamericanismo », *Revista de política internacional*, n°56, juillet-octobre 1961, p. 317-318.
[37] Article « 'La Nación' de Buenos Aires apoia com enthusiamo a campanha do 'Jornal do Brasil' », p. 35-36.
[38] *Idem,* p. 36. : « *mais nobre, mais puro e mais decidido, tambem, sentimento de americanismo* ».

de l'orientation purement américaine […] que suit de plus en plus l'Itamaraty[39] ». Encore faut-il préciser en quoi consiste cette « orientation purement américaine ». Nous suivons Hugo Suppo lorsqu'il écrit : « Le Brésil parie sur le panaméricanisme et non sur le latino-américanisme[40] ». Cela est particulièrement visible dans l'un des articles reproduit dans le livre de Xavier de Oliveira, intitulé « L'idée du *Jornal do Brasil* accueillie avec sympathie dans tous les pays d'Amérique[41] ». Il est question dans cet article d'une dépêche de l'*Agencia Americana* en provenance de Buenos Aires annonçant que le Cercle Médical et le Centre des Étudiants en Médecine de cette ville proposent à leurs collègues brésiliens la création d'une Fédération Internationale Latino-Américaine de Professeurs et d'Étudiants. Alors qu'on pourrait y voir un projet concurrent à celui que défend Xavier de Oliveira, ce dernier présente l'initiative argentine comme une marque de soutien : « Nous nous réjouissons de voir ainsi acceptée, dans la grande capitale *platina*, l'idée que nous défendons dans ces colonnes depuis quelque temps[42] ». Pour lui, cette idée de Fédération « ne fait que traduire notre point de vue, qui se résume dans la fondation d'un Institut Pan-Américain de Haute Culture[43] ». Or, dans la dépêche citée, il n'est aucunement question du projet défendu par le Brésilien. Surtout, c'est un organisme latino-américain qui est proposé. On voit là les divergences de vues qui existent entre un Brésil résolument tourné vers les États-Unis et une Argentine qui cherche à promouvoir une dynamique qui laisserait ces derniers de côté. Face à cette situation, Xavier de Oliveira s'engage dans un argumentaire qui tente de réconcilier la proposition argentine avec l'orientation panaméricaine qu'il souhaite donner à l'Institut qu'il appelle de ses vœux. Une fois posé le principe selon lequel le projet de Fédération et celui de l'Institut Pan-Américain de Haute Culture suivent la même orientation, il rappelle que le second est conçu « pour toute l'Amérique, et pas seulement pour l'Amérique latine, comme, sans doute par inadvertance, le souhaitent le Cercle Médical et le Centre des Étudiants en médecine de

---

[39] *Ibid.* : « *um corollario lógico da orientação puramente americana que [...] vem tomando o Itamaraty* ». Xavier de Oliveira revient sur l'évolution de la politique extérieure brésilienne vis-à-vis du continent américain : « Nous soulignons à dessein ces termes – purement américaine – pour bien distinguer l'action de notre actuelle chancellerie de celles qui l'ont précédée, après Rio Branco. En vérité, en ce qui concerne les questions relatives au panaméricanisme, nous avons vécu quelque peu éloignés, jusqu'à l'arrivée de Felix Pacheco à l'Itamaraty, qui coïncida avec la fameuse Ve Conférence, réunie à Santiago en 1923. Depuis lors, le gouvernement et la presse, les écrivains et les scientifiques ont tous vécu plus près des réalités de l'Amérique, dans les sentiments comme dans l'action, dans les intérêts comme dans la cordialité, le tout étant sincèrement, fidèlement et singulièrement américain. »

[40] Hugo Rogélio SUPPO, « Ciência e relações internacionais. O congreso de 1905 », *Revista da SBHC*, n°1, 2003, p. 17 : « *O Brasil aposta no Pan-americanismo e não no latino-americanismo* ».

[41] « *A idéa do Jornal do Brasil acolhida com sympathia em todos os paizes da América* ».

[42] Article, « A idéa do Jornal do Brasil acolhida com sympathia em todos os paizes da América », p. 31 : « *Folgamos de vêr assim bem aceita, na grande capital platina, a idéa que aqui vimos defendendo desde algum tempo*. »

[43] *Idem*, p. 32 : « *apenas traduz o nosso ponto de vista, que se resume na fundação do Instituto Pan-Americano de Alta Cultura*. »

Buenos Aires[44] ». Relevons ce « par inadvertance » : il ne s'agit pas de contredire frontalement le voisin argentin. Cette précaution nous paraît révélatrice de la nécessité à ce moment-là pour le Brésil de construire une relation plus apaisée et plus cordiale avec le voisin argentin, avec lequel il partage désormais le fait d'avoir quitté la SdN. Le jeu d'équilibriste auquel se livre le Brésilien consiste à conjuguer volonté de rapprochement avec les pays latino-américains et affirmation de l'attachement au panaméricanisme tel qu'il est impulsé depuis Washington.

S'il est l'aboutissement du « sentiment de fraternité qui unit [les Brésiliens] aux autres nations américaines[45] », le projet d'Institut est en effet présenté comme l'aboutissement de la « doctrine aujourd'hui acceptée par toute l'Amérique[46] », le « résultat de l'œuvre grandiose de l'Union pan-américaine[47] ». Bel effet de rhétorique lorsqu'on connaît les critiques de nombreux intellectuels et hommes politiques vis-à-vis des États-Unis, ce grand frère encombrant. L'appui de Rio Branco au latino-américanisme lors du Congrès de 1905 ne l'empêche pas de voir la Doctrine Monroe et le pan-américanisme défendu par les États-Unis comme utiles pour le Brésil. De fait, Rio Branco ne croit pas réalisable la formation d'un bloc latino-américain capable de faire face aux États-Unis et choisit plutôt de faire jouer la puissance nord-américaine en faveur du Brésil. Cette politique a eu pour conséquence de renforcer la méfiance des voisins hispano-américains à l'égard du Brésil. Aussi n'est-il pas surprenant de trouver sous la plume de Xavier de Oliveira une défense et illustration de l'idée d'hémisphère occidental où toute mention de l'interventionnisme nord-américain est absente :

> « [...] ici dans le Nouveau Monde, les nations sont égales quant à leur valeur internationale, car sur le Continent Américain on ne connaît ni ne reconnaît la suprématie d'un État sur un autre, dans la mesure où toutes sont souveraines et indépendantes, les unes par rapport aux autres[48] ».

La création de l'Institut Interaméricain serait un moyen de concilier les deux pôles américains de la diplomatie brésilienne. D'autant plus que, rapidement, les promoteurs du projet, dont Xavier de Oliveira, le placent clairement sous l'égide de l'Union Pan-américaine : il serait un « organe » de celle-ci, participerait de sa réorganisation, serait « son meilleur appui et l'outil qui

---

[44] *Ibid.* : « *para toda a América, e não só para a América Latina, como, talvez inadvertidamente, querem o Circulo Médico e o Centro de Estudantes de Medicina argentinos*. »

[45] Xavier de OLIVEIRA, article du 24/08/1926, *ouv. cité,* p. 27 « *o sentimento de fraternidade que nos une ás demais nações americanas* ».

[46] *Ibid.* : « *a doutrina hoje aceita pela América inteira* ».

[47] Cette expression est employée par Xavier de Oliveira dans la lettre-circulaire qu'il fait parvenir, en 1927, aux diplomates américains présents à Rio de Janeiro. Article « A palavra dos diplomatas americanos acreditados junto ao governo do Brasil » (1927), p. 75 : « *apenas uma obra resultante da obra grandiosa da União Panamericana* ».

[48] Article « A idéa do Jornal do Brasil acolhida com sympathia em todos os paizes da América » (1926), p. 32.

rendrait plus efficace son action sur le continent[49] ». Cette allégeance au panaméricanisme ne doit pas masquer l'ambition qui existe au Brésil d'assumer le leadership du sous-continent. Ainsi Xavier de Oliveira présente-t-il son pays comme le précurseur de la coopération intellectuelle américaine : « c'est nous qui, en Amérique, avons les premiers donné une forme concrète aux échanges intellectuels […][50] ». Et si les pouvoirs publics brésiliens permettent au projet d'Institut de voir le jour, ils « ne feraient qu'entériner l'aspiration de tous les peuples d'Amérique[51] ». Pour appuyer cette affirmation, Xavier de Oliveira entre en contact avec un certain nombre de diplomates latino-américains en poste au Brésil, pour « entendre l'opinion de l'Amérique[52] ». Les lettres reçues en retour sont d'ailleurs mises en annexe de l'ouvrage et souvent citées. Il est par exemple fait état des réponses – positives – des représentants de l'Argentine, du Chili, de Cuba et de l'Uruguay. Le bénéfice tiré par le Brésil avec la création d'un tel organisme serait donc double : d'une part il apparaîtrait comme moteur d'un panaméricanisme dont les États-Unis avaient jusque-là le monopole ; d'autre part, alors qu'il faisait figure d'intrus dans la « grande famille » latino-américaine, il deviendrait le cœur palpitant de son rayonnement intellectuel. Mais surtout, il parviendrait à être définitivement reconnu comme « américain », à l'heure où sa politique extérieure semble l'éloigner de l'Europe et cherche à donner une image positive du Brésil dans la région :

> « Notre campagne en faveur de la fondation de l'Institut Pan-Américain de Haute Culture, menée dans toutes les capitales du Continent, traduit parfaitement ce sentiment brésilien et – osons le dire avec la conviction la plus ferme – américain.[53] »

Ce qui nous amène à l'un des arguments présentés par Antonio Austregésilo[54], neurologue de renom et député du Pernambouc, devant les députés pour défendre ce projet : « Nous n'avons pas de publicité ; la publicité du Brésil est encore un fruit défendu[55]. » Une fois de plus il est

---

[49] Article « A Sexta Conferencia Pan-Americana, ratificando a nossa velha campahna, acaba de crear, pelo voto unanime de seus delegados, o Instituto Inter-Americano de Cooperação Intellectual » (1928), p. 128 : « *o apoio maior della, e o meio por que mais efficaz tornará sua acção no Continente* ».

[50] Article « A actuação dos diplomatas brasileiros na America em prol do Instituto » (1927), p. 104 : « *Fomos nós, na América, os que primeiro temos dado forma pratica ao intercambio de pensamento [...]*. ».

[51] Article « Um projeto apresentado á Camara » (1926), p. 28 : « *[...] os poderes publicos brasileiros apenas sanccionam uma aspiração de todos os povos da América [...]*. ».

[52] Article « Cada Universidade das Capitaes Americanas enviará, anualmente, quatro professores ou membros do Instituto Pan-Americano que lhe tenha sido annexado, para dar cursos nas universidades de quatro outros paizes das tres Américas » (1928), p. 121 : « *Quizemos ouvir a opinião da América [...]* ».

[53] Article « 'La Nación' de Buenos Aires apoia com enthusiamo a campanha do 'Jornal do Brasil' », p. 36.

[54] Antonio Austregésilo Rodrigues de Lima (1876-1960) est un neurologue réputé, qui s'est rendu à Buenos Aires en 1918 pour donner une série de conférences à l'Académie Nationale de Médecine (voir Mariano Ben PLOTKIN, *Freud in the Pampas : The Emergence and Development of a Psychoanalytic Culture in Argentina*, Stanford, Stanford University Press, 2001, p. 20). Il est député fédéral du Pernambouc de 1922 à 1930. Il est par ailleurs membre de l'Académie Brésilienne de Lettres depuis 1914.

[55] Article « O segundo projecto do Sr. Deputado A. Austregésilo, apresentado á Camara, e o discurso de S. Ex. Justificando a grande e patriotica iniciativa brasileira », p. 58 : « *Não temos publicidade ; a publicidade no Brasil ainda é quasi um fruto prohibido*. ». Cet aspect est également présent dans la préface de Ronald de

question de l'isolement de ce pays au sein du sous-continent face à un bloc hispano-américain dont les pays, même s'ils « se méconnaissent ou ne se connaissent pas comme il le faudrait »,

> « font partie d'une même chaîne aux maillons solides, forgée par la communauté de la langue, la similitude des castes sociales, par le parallélisme des coutumes et même par la fraternité des traditions, par le rythme des idées généreuses qu'inspirèrent Bolívar, San Martín, Sucre, Miranda et O'Higgins[56]. »

La question de la langue est à cet égard souvent évoquée : le renforcement des relations entre pays latino-américains est d'autant plus nécessaire au Brésil qu'il est le seul pays de langue portugaise du sous-continent :

> « N'oublions jamais que nous sommes le seul pays de l'Amérique méridionale où l'on ne parle pas espagnol ! On ne peut nier que la diversité des langues rende difficile, jusqu'à un certain point, une meilleure connaissance entre nous et nos frères de toute l'Amérique latine[57]. »

Il est donc nécessaire d'ouvrir de « larges portes de communication » dans cette « formidable muraille »[58] et de mener une « propagande brésilienne[59] », à l'image d'autres pays du continent, comme le Mexique ou l'Argentine, qui « ne cessent de s'occuper de leur propagande dans les milieux étrangers[60] ». La comparaison est également faite avec les politiques menées par des pays européens, notamment la France, l'Espagne et l'Italie. Ainsi Xavier de Oliveira mentionne-t-il le service de relations culturelles du ministère des Relations extérieures espagnol, de même que les services d'expansion culturelle de la France et de l'Italie[61]. C'est cependant à l'Argentine qu'il fait le plus référence, elle qui « s'occupe sans cesse de sa propagande dans les milieux étrangers[62] », qui « fonde l'Institut Franco-Argentin et construit la Maison de l'Étudiant Argentin à Paris[63] » et est particulièrement active en termes d'échanges de professeurs et d'étudiants en Amérique[64]. À

Carvalho, lorsqu'il met en avant la méconnaissance mutuelle des pays américains : « Il y en a un, cependant, parmi les pays de notre continent, qui par rapport aux autres, a souffert considérablement de cette maladie commune : c'est le Brésil. » (Préface de Ronald de Carvalho, Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano,* p.9 : « *Ha, todavia, entre os paizes do nosso continente, um que, em face dos demais, tem padecido os maiores prejuizos dessa enfermidade comum : o Brasil*. »)

[56] Préface de Ronald de Carvalho, Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano,* p. 9. Plus loin, Ronald de Carvalho ajoute : « Si, comme on peut le supposer, les courants migratoires n'altèrent pas profondément le fond ethnique primitif, les peuples hispano-américains formeront, dans un monde nouveau, une entité forte, équilibrée et résistante, un bloc indissoluble face aux blocs anglo-saxon et brésilien. » (*Idem*, p. 10)

[57] Article « Os precursores da idéa do Instituto Pan-Americano lançado pelo 'Jornal do Brasil' » (1926), par Xavier de Oliveira, p. 20.

[58] Préface de Ronald de Carvalho..., p. 10.

[59] Article « Discursos e projetos do Sr. Deputado professor Antonio Austregesilo » (1926), p. 49.

[60] *Ibid.* : « *cuidam incessamente da sua propaganda nos meios estrangeiros.* »

[61] Article « O segundo projecto do Sr. Deputado A. Austregesilo apresentado á Camara, e o discurso de S. Ex. Justificando a grande e patriotica iniciativa brasileira » (1926), p. 56 : « La France et l'Italie ont déjà procédé à l'organisation de leur service d'expansion culturelle, ce qui montre qu'il n'est pas possible qu'un facteur aussi décisif de rapprochement demeure négligé en Amérique, alors même qu'elle est historiquement et géographiquement unie par sa situation continentale et par ses idéaux. »

[62] *Idem*, p. 49.

[63] *Idem*, p. 53.

[64] *Idem*, p. 55.

travers ces actions, elle apparaît « grandiose dans ses ambitions internationales[65] » et, « dans un magnifique mouvement de progrès », « trouve sa place parmi ceux qui portent les idéaux sud-américains ou pan-américains[66] ». Il est également question, brièvement, des initiatives nord-américaines. Xavier de Oliveira relate sur ce sujet une conversation avec Manuel Cícero Peregrino da Silva[67], alors recteur de l'Université de Rio de Janeiro, ce dernier citant l'exemple de l'action de la Fondation Carnegie. Xavier de Oliveira fait par ailleurs référence à une lettre que lui a envoyée Rafael H. Elizalde[68], diplomate équatorien, dans laquelle

> « apparaît comme une évidence cette nécessité que nous devons construire des relations plus intimes, ainsi que le font les États-Unis, qui fournissent des rapports périodiques sur la vie intellectuelle du continent, très complets sur les éléments [nord-]américains, mais lacunaires en ce qui concerne les pays latino-américains[69] ».

De ce qui précède, nous retenons que, pour Xavier de Oliveira, comme pour Antonio Austregésilo, coopération intellectuelle et promotion du Brésil sont intrinsèquement liées. Nous constatons aussi que la référence aux États-Unis, si elle n'est pas négative, met néanmoins en lumière le fait que les relations entre le nord et le sud du continent sont perçues comme déficientes : l'Amérique latine n'est ni suffisamment présente, ni suffisamment connue.

Quant à l'image du Brésil à l'étranger, l'Empire s'en souciait déjà, mais c'est le Baron de Rio Branco, qui est à la tête de l'Itamaraty de 1902 à 1912, qui le premier en formule l'importance et voit dans la coopération intellectuelle un vecteur des intérêts nationaux. Ainsi, à propos du IIIe Congrès scientifique qui devait se dérouler à Rio, écrit-il : « Aucune forme de propagande officielle et tendancieuse ne vaut celle qui s'effectue spontanément par le biais d'hommes de valeur, de convictions, étrangers aux passions politiques[70] ». Xavier de Oliveira s'inscrit dans cette

---

[65] *Idem*, p. 53.

[66] *Idem*, p. 56.

[67] Manuel Cícero Peregrino da Silva (1866-1956) devient directeur de la Bibliothèque Nationale de Rio de Janeiro le 13 juillet 1900, poste auquel il demeure jusqu'en 1924. Afin de promouvoir les débats intellectuels, il organise des Conférences littéraires en partenariat avec la presse. Y participent, entre autres, José Veríssimo, Coelho Neto, Juliano Moreira, João Ribeiro, Afrânio Peixoto, Artur Azevedo et Carlos Laet. Il a par ailleurs été préfet intérimaire du District Fédéral (1918-1919), recteur de l'Université de Rio de Janeiro (1926-1930) et président de l'Institut Historique et Géographique Brésilien (1938-1939). Voir : http://bndigital.bn.br/200anos/manuelCicero.html (page consultée le 17/04/2012).

[68] Rafael H. Elizalde a notamment été ministre des Relations extérieures de son pays d'avril 1914 à septembre 1916, puis ministre plénipotentiaire de l'Équateur aux États-Unis. On sait également qu'il faisait partie de la délégation équatorienne à la Ve conférence interaméricaine (Santiago du Chili, 1923).

[69] Article, « O segundo projecto do Sr. Deputado A. Austregésilo apresentado á Camara, e o discurso de S. Ex. Justificando a grande e patriotica iniciativa brasileira » (1926), p. 57.

[70] Discours du Baron de Rio Branco lors de la session d'ouverture du 3ème congrès, cité par Hugo SUPPO, *art. cité*, p. 9 : « *Nemhuma forma de propaganda oficial e tendenciosa vale essa espontaneamente exercida por homens de valor, convencidos, e alheios à paixães políticas*. »

perspective lorsqu'il évoque les voyages des professeurs Miguel Couto, Carlos Chagas[71] ou Afrânio Peixoto, entre autres, comme des manifestations de la « propagande brésilienne[72] ». Mais il souligne aussi l'absence des moyens nécessaires pour systématiser une telle politique[73], alors même que « la publicité du Brésil est encore un fruit défendu[74] ». Dans cette optique, les hommes de science – que Xavier de Oliveira désigne par l'expression « nos scientifiques-ambassadeurs[75] » – ont un rôle particulier à jouer, car

> « […] aux côtés des hommes d'État d'Amérique du Sud, qui ont tant fait pour consolider la paix dont nous jouissons aujourd'hui sur le Continent, il faut aussi mentionner les scientifiques américains, qui ont tant œuvré par leur effort bienfaiteur, dans cette même direction[76]. »

La promotion par le Brésil du projet d'Institut Interaméricain est à cet égard une occasion qu'il convient de saisir, d'autant plus que le coût de l'opération – 50 000 dollars selon Antonio Austregésilo – serait minime pour les finances brésiliennes – « une goutte d'eau dans l'océan des dépenses générales de la République[77] ».

Un projet brésilien ou interaméricain ?

Dans sa préface à l'ouvrage de Xavier de Oliveira, Ronald de Carvalho écrit :

> « Les peuples américains souffrent d'un mal que les générations modernes se doivent de corriger immédiatement, de toutes leurs forces : le mal d'une incompréhension et d'une méconnaissance réciproques[78] ».

Le but du projet défendu par le médecin est de remédier à cet état de fait. Il naît aussi d'une conviction, celle que l'heure de l'Amérique a sonné après le cataclysme de la Première Guerre mondiale. Nascimento Gurgel[79], pédiatre, « ambassadeur des sciences médicales brésiliennes » et

---

[71] Carlos Chagas (1879-1934) est un médecin. Il rejoint en 1906 l'Institut Oswaldo Cruz, dont il est le directeur de 1917 à 1934. Il est reçu comme membre extraordinaire à l'Académie brésilienne des sciences en 1912, suite à la découverte de la maladie qui va porter son nom.
[72] Article « Discursos e projectos do Sr. Deputado professor A. Austregésilo » (1926), p. 49.
[73] Article « O segundo projecto do Sr. Deputado A. Austregesilo apresentado á Camara, e o discurso de S. Ex. Justificando a grande e patriotica iniciativa brasileira » (1926), p. 57 : « Les ministères ne disposent pas de budget pour de telles entreprises ; c'est toujours un grand embarras, des requêtes sans fin auprès des ministères qui, selon leur bon gré, envoient ou non des intellectuels ou des professeurs aux congrès [auxquels ils sont invités]. »
[74] *Idem*, p. 58.
[75] Article « Instituto Pan-Americano de Alta Cultura » (1926), p. 16 : « *os nossos scientistas-embaixadores* ».
[76] Article « Os iniciadores do Intercambio universitario argentino-brasileiro » (1926), par Xavier de Oliveira, p. 24.
[77] Article « Discursos e projectos do Sr. Deputado professor A. Austregésilo » (1926), p. 49 : « *uma gota de agua no oceano das despesas geraes da República* ».
[78] Préface de Ronald de Carvalho..., p. 9.
[79] Voir notice biographique.

« le plus brésilien des Américains et le plus américain des Brésiliens » selon Xavier de Oliveira[80], exprime de la sorte cette foi en l'Amérique :

> « Un regard pénétrant et averti nous montre que, de toute évidence, l'heure de l'Amérique a sonné dans le Monde ! Voici l'opinion, gravée par la parole écrite mais aussi prononcée par tous ceux - psychologues, hommes politiques, historiens, hommes d'État, etc. - qui ont médité sur la fortune des continents, en particulier après la Grande Guerre. [...] Sur le Vieux continent, l'esprit du sociologue observe que l'élan vital est quelque chose qui a soit disparu, soit diminué, est parfois désorienté et souvent annihilé. La vie, cependant, se déplace vers d'autres peuples et vers des Continents Nouveaux qui, compte tenu de ce qui s'est passé dans les vieux continents, paraissent être alimentés par de nouvelles énergies, dont la durée promet d'être plus longue et qui permettront de lutter pour combler les désirs les plus légitimes de l'humanité. En fonction de cette loi naturelle bio-sociale surgit, débordant de vie, le nouveau Continent, aspirant au progrès, grâce aux conquêtes spirituelles qu'il fait peu à peu ![81] »

Cette vitalité se lit notamment dans le grand nombre de congrès scientifiques qui se tiennent sur le continent[82]. Pour Xavier de Oliveira, il faut transformer cette dynamique en « quelque chose de plus utile et de plus pérenne[83] ». Le projet d'Institut Pan-américain de Haute Culture qu'il propose s'inscrit dans la continuité des échanges précédemment évoqués[84], les congrès scientifiques[85] étant pour l'auteur d'une grande importance dans la mesure où ils ont « secondé les efforts des [nos] chancelleries et, surtout, de l'organisme créé par la vision prophétique de Monroe[86] ». Antonio Austregésilo, lors de la première présentation du projet devant la chambre des députés, fait lui aussi allusion aux congrès scientifiques : pour lui, c'est à Santiago du Chili, lors du congrès de 1901-1902, que « la graine a été plantée[87] ».

L'Union Panaméricaine figure également en bonne place – son projet serait « seulement le résultat de l'œuvre grandiose[88] » de celle-ci – même si Xavier de Oliveira note que « son action est néanmoins intermittente et [qu'] elle a souvent échoué sur des points capitaux de son

---

[80] Article « A palavra autorizada do professor Nascimento Gurgel em prol desse grande 'Desideratum' da América » (1926), p. 41-42 : « *embaixador da sciencia médica brasileira* » et « *o mais Brasilieiro dos Americanos e o mais Americano dos Brasileiros* ».

[81] Article « A palavra autorizada do professor Nascimento Gurgel em prol desse grande 'Desideratum' da América » (1926), p. 42-43.

[82] Voir article « Instituto Pan-Americano de Alta Cultura », par Xavier de Oliveira, p. 15 : « [...] ces congrès scientifiques qui se réunissent constamment, tant et si bien qu'à peine se terminent les sessions de l'un qu'un autre ouvre ses portes pour accueillir les serviteurs de la science qui viennent soit de l'Amérique du Sud, soit de toute l'Amérique, et assez souvent du monde entier. »

[83] Article « Instituto Pan-Americano de Alta Cultura » (1926), par Xavier de Oliveira, p. 16 : « *algo de mais útil e duradouro* ».

[84] Xavier de Oliveira insiste en particulier sur la visite des médecins argentins à Rio de Janeiro en 1917. Voir chapitre V.

[85] Voir chapitre V.

[86] Article « Os precursores da idéa do Instituto Pan-Americano lançado pelo 'Jornal do Brasil' » (1926), par Xavier de Oliveira, p. 20 : « *secundado os esforços das nossas chancellarias e, sobretudo, do organismo creado pela visão prophética de Monroe* ». On aura reconnu l'Union Panaméricaine et toujours cette volonté de faire de la doctrine Monroe un élément éminemment positif pour les relations interaméricaines.

[87] Article « Um projecto apresentado á Câmara », 25/08/1926, auteur inconnu, p. 28 : « *a semente foi plantada.* »

[88] Article « A palavra dos diplomatas americanos acreditados junto ao governo do Brasil » (1927), p. 75 : « *apenas uma resultante da obra grandiosa da União Panamericana* ».

programme[89] » ; l'institut doit être le « complément de cet organisme », qui « représente la pensée politique de tout le Continent[90] », ce qui suppose qu'y soient représentés, de manière permanente et simultanée, « tous les horizons intellectuels de l'Amérique, par l'intermédiaire des professeurs de leurs universités respectives […][91] ».

Il évoque en outre un certain nombre d'acteurs, qu'il présente comme les « pères fondateurs » de la coopération intellectuelle latino-américaine. Ainsi du Chilien Manuel Barros Borgoño (président de la commission organisatrice du premier Congrès médical latino-américain et ministre des Relations extérieures de 1918 à 1919), des Argentins Aráoz Alfaro, David Speroni, de l'Urugayen Américo Ricaldoni, et des Brésiliens Nascimento Gurgel, Aloysio de Castro et Antonio Austregésilo. Pour ce dernier, méritent aussi d'être évoqués, aux côtés des hommes de sciences, les jurisconsultes (dont les réunions avaient pour but l'unification du droit international américain), les ingénieurs (chargés de résoudre les problèmes de communication entre « les Amériques »)[92]. Il est aussi question du Baron de Rio Branco, ministre brésilien des Relations extérieures de 1902 à 1912, qui « rêva de cet idéal et vit dans sa réalisation la véritable confraternisation des peuples d'Amérique[93] ». Voici donc le but ultime de ce projet : resserrer les liens entre les divers pays d'Amérique, afin « d'établir sur des bases solides la paix américaine[94] ». Sa réalisation est présentée par Xavier de Oliveira comme un événement aussi important, dans l'histoire de l'Amérique, que la formulation de la doctrine Monroe[95].

Il s'agit au début d'établir, dans chaque pays américain, un Institut de Culture américaine, sur le modèle de l'Institut Franco-brésilien fondé en 1925 par Georges Dumas et qui « a déjà apporté [au Brésil] de très bons résultats[96] ». C'est donc un outil de la diplomatie culturelle française qui sert de modèle, alors même que cet Institut doit signifier l'émancipation de l'Amérique latine vis-à-vis des influences européennes ou nord-américaines. C'est ce que nous montre cet extrait du discours prononcé par Antonio Austregésilo lorsqu'il présente le projet pour la deuxième fois devant la Chambre des Députés :

---

[89] Article « Os precursores da idéa do Instituto Pan-Americano lançado pelo 'Jornal do Brasil' » (1926), par Xavier de Oliveira, p. 19 : « *sua acção, entretanto, é periódica e, não raro, tem falhado em pontos capitaes do seu programa* » .

[90] *Idem*, p. 20 : « *representa o pensamento político de todo o Continente* ».

[91] *Ibid.* : « *todas as classes intellectuaes da América, por intermedio dos professores das suas respectivas universidades […]*. »

[92] Article « Um projecto apresentado á Câmara », 25/08/1926, auteur inconnu, p. 28.

[93] Article « Cada Universidade das Capitaes Americanas enviará, anualmente, quatro professores ou membros do Instituto Pan-Americano que lhe tenha sido annexado, para dar cursos nas universidades de quatro outros paizes das tres Américas » (1928), p. 125.

[94] Article « Instituto Pan-Americano de Alta Cultura » (1926), p. 16.

[95] Article « Os precursores da idéa do Instituto Pan-Americano lançado pelo 'Jornal do Brasil' » (1926), par Xavier de Oliveira, p. 21.

[96] Article « Instituto Pan-Americano de Alta Cultura » (1926), par Xavier de Oliveira, p.16.

> « *À quoi bon* ?[97] Pourquoi publier, pourquoi montrer notre intelligence, notre savoir, nos progrès, si nous vivons des livres français, anglais, américains ou italiens ? Si notre science est quasi-mimétique, si nos mentors et nos études viennent de l'autre côté de l'Atlantique, si nous ne connaissons la vie sociale américaine que par le biais des télégrammes venant de France, d'Angleterre, des États-Unis ou de l'Italie ?[98] »

Cela fait également partie de l'argumentaire de Xavier de Oliveira qui dénonce le fait que « […] les nations du Nouveau Monde semblent, encore aujourd'hui, vivre plus près de l'Europe, pour ce qui relève des échanges intellectuels, que d'elles-mêmes […][99] ». Est aussi en jeu la manière dont la coopération intellectuelle doit être mise en place et gérée, la place et le rôle des États ; ainsi, selon Nascimento Gurgel :

> « Les échanges intellectuels ne peuvent naître d'initiatives particulières ; ils ne peuvent naître de manière officieuse ; ils ne peuvent pas naître de visites de courtoisie et de simples cérémonies ; ils doivent être appuyés par la volonté du gouvernement, ils doivent être mis en place par le biais de l'action du législateur. Leur absence doit être surmontée par une force qui garantisse une circulation constante constituant une ligne de force, qui leur donne une continuité, une efficacité et qui transforme ce travail en œuvre définitive[100]. »

Une telle conception peut paraître paradoxale dans la mesure où nous avons vu à quel point, justement, les initiatives personnelles, le rôle des acteurs, sont importants dans la mise en place d'une dynamique de coopération intellectuelle car générateurs de réseaux et de dépassement des frontières nationales. La question de l'appui des pouvoirs publics, de l'institutionnalisation est néanmoins cruciale, tant pour la pérennité que pour la légitimité des actions et des acteurs qui en sont partie prenante. L'argumentaire de Nascimento Gurgel rappelle donc à quel point la volonté politique est décisive et la nécessité pour les intellectuels de ne pas l'oublier. On revient ici au débat sur les intérêts nationaux, sur l'insertion internationale du Brésil et les relations à privilégier. S'il revient à Getúlio Vargas et à ses différents ministres des Relations extérieures d'avoir mis l'accent sur l'insertion continentale du Brésil par des initiatives très concrètes[101], on peut dire que des individus comme Xavier de Oliveira ou Nascimento Gurgel ont anticipé la nouvelle donne de la politique extérieure brésilienne des années 1930. Cela nous permet d'interroger les temporalités différenciées de la politique à proprement parler et de la coopération intellectuelle, cette dernière pouvant finalement s'affranchir plus facilement des impératifs diplomatiques et du poids des traditions, quand bien même elle n'en est pas totalement détachée. Le fait que le projet de Xavier de Oliveira soit soumis deux fois à la Chambre des Députés et que le Brésil n'ait pas joué un rôle

---

[97] En français dans le texte.
[98] Article « O segundo projecto do Sr. Deputado A. Austregésilo apresentado à Câmara, e o discurso de S. Ex., justificando a grande e patriótica iniciativa brasileira » (1926), auteur et date inconnus , p. 58.
[99] Article « Os iniciadores do Intercambio Universitario Argentino-Brasileiro » (1926), par Xavier de Oliveira, p. 23.
[100] Article « O segundo projecto do Sr. Deputado A. Austregésilo apresentado à Câmara, e o discurso de S. Ex., justificando a grande e patriótica iniciativa brasileira » (1926), p. 59.
[101] Voir chapitre VIII.

de premier plan – comme l'espéraient les promoteurs brésiliens de l'Institut Interaméricain – lors de la conférence interaméricaine de La Havane[102], révèle ainsi que la marge de manœuvre est parfois étroite. On peut aussi y lire le résultat des contradictions d'un projet qui, tout en proclamant un idéal de coopération entre les nations du continent, faisait d'un seul pays, le Brésil, quasiment le seul responsable de l'organisme souhaité.

De fait, le projet est présenté une première fois le 24 août 1926 devant la Chambre des Députés par Antonio Austregésilo (qui a été également à l'origine de la fondation des Instituts de Haute Culture Italo-Brésilien et Luso-Brésilien), sous une forme un peu différente de celui proposé par Xavier de Oliveira dans ses articles du *Jornal do Brasil*. Le gouvernement brésilien fonderait l'Institut Pan-américain de Haute Culture - qui serait une annexe de l'Université de Rio de Janeiro - et le financerait. Son but principal serait d'organiser des échanges de professeurs[103].
Lors de sa deuxième présentation devant la Chambre, le projet est également remanié. Principal changement : l'Institut ne dépendrait plus de l'Université de Rio de Janeiro, mais serait subordonné au Ministère des Relations extérieures, « en harmonie avec le Département d'Enseignement[104] ».

Échos du projet brésilien en Amérique latine

Avant d'analyser les répercussions de la campagne menée par Xavier de Oliveira en Amérique latine, il convient de souligner un fait qui peut sembler paradoxal : celui-ci s'est adressé aux représentants diplomatiques latino-américains accrédités auprès du gouvernement brésilien mais il n'est pas fait mention d'une démarche similaire auprès de l'ambassadeur des États-Unis. Tout au plus trouvons-nous reproduite une lettre à l'ambassadeur du Brésil à Washington, dans laquelle il prie le diplomate de bien vouloir informer le recteur de l'université de cette ville de son initiative. Celle-ci est pourtant, à plusieurs reprises, présentée comme appartenant pleinement à la dynamique panaméricaine. On se serait donc attendu à ce qu'un échange ait lieu avec l'Union panaméricaine qui, si elle ne comprend pas encore de service dédié à la coopération intellectuelle, est déjà active dans ce domaine. En cherchant le soutien des nations latino-américaines – sans lequel le projet est voué à l'échec – et en évitant le dialogue avec l'Union panaméricaine, les

[102] Voir chapitre IV.
[103] Un des articles du projet présenté par Austregésilo à la chambre des députés stipule que « seront membres de cet Institut les professeurs des établissements fédéraux d'enseignement officiel, notamment ceux de l'Institut Oswaldo Cruz, et les hommes dont le savoir est reconnu par l'Institut Pan-Américain de Haute Culture. » (Article « As idéas e a ação do Sr. Dr. Honorio Silgueira, ilustre Presidente da Federação dos Collegios dos advogados argentinos, a respeito do Instituto e da sua organização » (1927), p. 90.
[104] *Idem,* p. 62.

promoteurs du projet semblent vouloir mettre cette dernière devant le fait accompli, battant ainsi en brèche l'hégémonie nord-américaine sur le terrain du panaméricanisme. Faut-il y voir, en outre, une volonté d'effacer le camouflet subi à Genève lorsque les pays latino-américains avaient refusé leur soutien à une candidature du Brésil à un siège permanent au Conseil ?

Cependant, pour que les pays du sous-continent se rangent derrière l'initiative brésilienne, encore faudrait-il que celle-ci soit réellement soutenue au Brésil. Un éditorial du *Jornal do Commercio*, paru en 1927 et reproduit dans l'ouvrage de Xavier de Oliveira, en appelle au gouvernement et aux intellectuels : « le projet de création d'un Institut Pan-Américain de Haute Culture doit être relancé, avec l'appui ferme du gouvernement et de tous les éléments intellectuels du pays[105]. » Par ailleurs, le Parlement brésilien n'a toujours pas statué ; or, comme l'écrit l'auteur de l'article :

> « Le projet de Monsieur le Député Antonio Austregésilo doit être poursuivi et voté afin que le Brésil puisse avoir l'initiative l'an prochain, à La Havane, à l'occasion de la VIe Conférence Panaméricaine, d'en proposer l'extension à l'Amérique entière[106]. »

Cette étape est indispensable pour que les pays voisins emboîtent le pas au Brésil dans la mesure où « […] certains pays d'Amérique attendent le terme final de notre initiative pour la présenter devant leurs parlements respectifs[107] ». Comment expliquer la lenteur du Parlement brésilien à ratifier ce projet ? Apparaît-il comme trop téméraire et susceptible de froisser Washington ? Ou attend-on d'être sûrs du bon accueil qu'on lui réserve dans les pays voisins ?

Il n'est donc pas étonnant que Xavier de Oliveira, dont l'ouvrage est le résultat d'une demande du ministre brésilien des Relations extérieures, Otávio Mangabeira, ait tenu à y faire figurer les réponses positives des diplomates latino-américains qu'il avait sollicités. L'une des réactions la plus mise en avant dans les articles du *Jornal do Brasil*, mais aussi dans les courriers adressés aux diplomates des pays latino-américains[108], est un article paru dans *La Nación* de Buenos Aires sous la plume de son rédacteur en chef, José Luis Murature[109], sous le titre

---

[105] « Instituto Pan-Americano de Alta Cultura. Uma iniciativa que não se deve anbandonar », éditorial du *Jornal do Commercio* (1927), p. 63.
[106] *Idem*, p. 64.
[107] *Ibid.* : « […] *alguns paizes da América aguardam o termo final da nossa iniciativa, para secunda-la em seus respectivos parlamentos*. »
[108] Notamment dans la lettre-circulaire envoyée au début de l'année 1927 : « Dans la mesure où, pour que soient atteints des objectifs si élevés, il est nécessaire que les autres pays du Continent coopèrent avec le Brésil, en prenant des mesures semblables qui permettent l'entière réalisation de cette idée, comme l'a souligné de manière fort opportune le grand journal argentin *La Nación*, dans un vibrant appel en ce sens aux nations américaines, au nom du *Jornal do Brasil*, parrain principal de mon initiative, je prends la liberté de solliciter Votre Excellence pour répondre aux questions suivantes […]. »
[109] José Luis Murature (1876-1929), avocat, journaliste et diplomate, est ministre des Relations extérieures de 1914 à 1916.

« Plausible initiative brésilienne[110] ». Murature a été ministre des Relations extérieures entre 1914 et 1916, à l'origine du Pacte ABC. Durant les présidences d'Yrigoyen et d'Alvear il fait partie de l'opposition. Ces informations nous conduisent à émettre l'hypothèse selon laquelle le soutien qu'il apporte au projet brésilien dans son article n'est pas étranger aux critiques qu'il émet à l'égard du gouvernement de son pays et de sa politique américaine. La fin de son texte constitue en effet non seulement un appui sans détour au Brésil mais aussi un plaidoyer pour l' « américanisme » :

> « L'exemple donné par le Brésil par cette décision, qui l'honore au plus haut point, doit être suivi par les autres pays et par le nôtre au plus vite. C'est une question de devoir relevant tout simplement de l'américanisme et chacun se montrera forcément disposé à le remplir avec tout le zèle et l'enthousiasme que mérite une cause inspirée par la plus haute conception de l'humanité[111]. »

En outre, Murature ne conteste pas le fait que le futur organisme soit placé sous l'égide de l'Union panaméricaine, alors même que cette dernière est loin de faire l'unanimité parmi les acteurs de la diplomatie argentine. L'un d'entre eux, l'ambassadeur argentin à Rio de Janeiro, Antonio Mora y Araujo, répondant néanmoins à la lettre-circulaire de Xavier de Oliveira, émet une opinion plutôt favorable soulignant que « les nations d'Amérique espèrent avec impatience la réalisation de cette conquête fraternelle, destinée à les unir à travers les idéaux de paix et de justice[112] ». Il se garde toutefois d'engager le gouvernement argentin, renvoyant l'examen et l'acceptation éventuelle du projet à la conférence interaméricaine de La Havane qui doit avoir lieu en 1928. Du côté chilien, on est plus enthousiaste, semble-t-il. Alfredo Irarrázaval, ambassadeur chilien à Rio de Janeiro, informe ainsi le médecin brésilien que Conrado Rios Gallardo, ministre des Relations extérieures, a manifesté « un véritable intérêt pour ce projet[113] », ordonnant aux services de son ministère de le traduire en espagnol et de le publier sous forme de brochure ; il est par ailleurs « disposé à lui apporter son entier concours afin que ce projet se convertisse en une heureuse réalisation qui, pour toujours, honorera son auteur[114] ».

Du côté uruguayen, par la voix de son représentant diplomatique à Rio de Janeiro, Ramos Montero, l'initiative brésilienne reçoit également un accueil chaleureux. Montero assure Xavier de Oliveira que « les intellectuels de la République de l'Uruguay recevront par des applaudissements

---

[110] « Plausivel iniciativa brasileira ». Le début de l'article laisse supposer que celui-ci est daté de septembre 1926.

[111] Article « Plausivel iniciativa brasileira », article de José Luis Murature paru dans *La Nación*, p. 39.

[112] Lettre du 30/11/1927 d'Antonio Mora y Araujo à Xavier de Oliveira, reproduite dans Article « Opinião do chanceller Don Conrado Rios Gallardo, do Chile, e cartas dos Srs. Embaixadores Alfredo Irarrázaval e Antonio Mora y Araujo » (1927), p. 82 : « *las naciones de América esperan ansiosamente alcanzar esa conquista fraternal, destinada a unirlas en ideales comunes de paz y justicia*. ».

[113] Lettre du 29/11/1927 d'Alfredo Irarrázaval à Xavier de Oliveira, reproduite dans Article « Opinião do chanceller... », p. 81 : « *un verdadero interés por este proyecto* ».

[114] *Ibid.* : « *dispuesto a prestarle todo su concurso a fin de que llegue a convertirse en una feliz realización que hará, en todo tiempo, honor a su autor*. »

nourris l'idée d'un Institut Pan-Américain de Haute Culture[115] ». Par ailleurs, le projet présenté par Antonio Austregésilo et les articles de Xavier de Oliveira constituent, de son point de vue, une « base suffisante pour que l'initiative brésilienne triomphe lors de la VIe conférence panaméricaine […][116] ». Tout comme l'Argentin Antonio Mora y Araujo, Ramos Montero préconise l'examen à La Havane du projet d'Institut Pan-Américain. Cela ne l'empêche pas de louer avec ferveur l'impulsion donnée par le Brésil et de la présenter comme la traduction d'un désir existant à l'échelle du continent :

> « […] Permettez-moi de m'associer avec grand enthousiasme à la très noble idée de confraternité intellectuelle du continent, qui servira de base large au vrai panaméricanisme et à la solidarité à laquelle aspirent toutes les Chancelleries du continent, même si elle n'a pas encore été exprimée, comme elle le sera par l'Institut, dont l'initiative grandiose revient à la fulgurante et altruiste intellectualité brésilienne[117]. »

Quel écart avec le constat établi par Ronald de Carvalho selon lequel, en Uruguay, dans les livres d'école, le Brésil est présenté comme un « pays inhospitalier, peuplé d'aventuriers et de lâches » !

Au-delà des réactions des diplomates sud-américains, c'est à un avocat argentin, Honorio Silgueira[118], que l'on doit les réflexions les plus intéressantes sur le projet brésilien. Il n'y est pas seulement question de l'approuver ou non ; son argumentaire tourne autour de la définition même de la coopération intellectuelle et du public qu'elle doit viser.

Honorio Silgueira adresse, le 19 août 1926, une première lettre à Xavier de Oliveira. Dans celle-ci, il confirme le constat fait par le médecin brésilien de la méconnaissance réciproque dont souffrent les nations du sous-continent :

> « Nos pays, les nations du Continent, s'ignorent à tel point qu'ils semblent appartenir à des mondes très différents et éloignés les uns des autres. Cette ignorance, cette méconnaissance entre voisins, engendre indifférence, méfiance et préjugés et, ce qui est pire encore, sépare les peuples, ce qui fait que l'on perd ou que l'on n'utilise pas tout un ensemble précieux d'expériences, d'enseignements, que nous pourrions partager[119]. »

---

[115] Lettre du 04/08/1927 du représentant de l'Uruguay à Rio de Janeiro, Ramos Montero, à Xavier de Oliveira, reproduite dans « A palavra dos diplomatas americanos acreditados junto ao governo do Brasil » (1927), p. 76 : « *Los intelectuales de la Republica del Uruguay recibirán con el más vivo aplauso la idea de la fundación del Instituto Pan-Americano de Alta Cultura*. »

[116] *Idem*, p. 77 : « *base suficiente para que la iniciativa del Brasil triunfe en la próxima 6ª Conferencia Pan-Americana […], que parece-me el camino más simpático y más amplio* ».

[117] *Ibid.*

[118] Honorio Silgueira s'est rendu à Rio de Janeiro en 1926 en tant que président d'une délégation d'avocats présente pour le centenaire des cours de droit de l'université de cette ville. À cette occasion, il a été reçu « comme un ambassadeur de la culture, de l'amitié et de l'affection argentines envers le Brésil, dont il est depuis quelques temps l'un des champions, sincère et enthousiaste, ce qu'il a prouvé tant en paroles qu'en actes. » (« *como o embaixador da cultura, da amizade e do affecto argentino para com o Brasil, de que vem sendo um dos maiores paladinos, sincero e entusiasta, do que tem dado provas sobejas por palavras e actos* […]. »), Article « As idéas e a acção do Sr. Dr. Honorio Silgueira, ilustre presidente da Federação dos Collegios dos advogados argentinos, a respeito do Instituto e da sua organização », p. 87.

[119] Article « As idéas e a acção do Sr. Dr. Honorio Silgueira... (1926), p. 90.

Dans ce contexte, il juge l'initiative d'Oliveira « excellente », mais « toutefois quelque peu incomplète » et considère comme « unilatéral » le projet présenté à la Chambre des Députés par le professeur A. Austregésilo[120]. Quelles sont les raisons invoquées par l'avocat argentin pour affirmer le caractère « incomplet » du projet défendu par Xavier de Oliveira ? La première d'entre elle concerne l'élitisme du futur institut :

> « Il faut élever ou amplifier notre point de vue et faire œuvre de coopération intellectuelle non seulement entre professeurs et étudiants mais également dans tous les domaines d'activité : sciences, droit, lettres, arts […]. L'Institut Panaméricain doit être un institut de *culture générale*[121] car il est nécessaire que toutes les classes sociales de nos pays, en particulier les plus démunies, participent à cette dynamique de rapprochement et d'échange intellectuel[122]. »

Il ajoute :

> « L'échange ne doit pas se faire uniquement dans les universités, au cours de congrès ou de conférences, mais de toutes les manières possibles, en commençant par le journalisme, dont l'action inter-sociale est quasiment négative en Amérique ; et, enfin, par le biais des écoles primaires et secondaires[123]. »

Selon Honorio Silgueira l'Institut tel qu'il a été proposé par Xavier de Oliveira a donc une portée trop restreinte, tant en termes de contenu que du public visé. C'est à une coopération intellectuelle large qu'aspire l'Argentin. Il développe son propos, un an plus tard, dans un autre courrier adressé au médecin brésilien. Il revient sur la nécessité de ne pas restreindre l'activité du futur organisme – qu'il nomme, tout au long de sa lettre, « Instituto Pan-Americana de Cultura Geral » – aux universitaires, aux élites. En voici l'extrait le plus significatif :

> « Bien entendu, l'adhésion des classes instruites, supérieures ou de direction est facile à obtenir […]. Il est aussi relativement aisé de rendre effectif ou pratique l'échange de la haute culture entre les gens d'une formation supérieure, en raison de la situation particulière dans laquelle ils se trouvent, de l'abondance de connaissances qu'ils possèdent, des fonctions de direction qu'ils exercent publiquement ou en privé, du rayon ou du champ d'action dans lequel ils évoluent, du degré plus important d'éduction qui les caractérise, de la volonté, de la conviction qui les animent. Il est vrai que cette contribution est nécessaire au premier chef car il s'agit de l'élément le plus appréciable et le plus décisif dans cette noble finalité de fraternité américaine, puisque ceux qui sont responsables de l'organisation et de la direction du mouvement, en le régulant, en le canalisant, dans des formes concrètes, permanentes et définitives, doivent être des esprits supérieurs. Il faut susciter la vive attention des classes sociales les moins qualifiées afin qu'elles participent ou prennent une part directe dans le mouvement de pénétration spirituelle réciproque, dans la mesure où elles sont profondément enracinées dans l'âme collective et constituent à proprement parler la masse, la structure populaire[124]. »

---

[120] *Idem*, p. 89 : « *porém um tanto incompleta, como unilateral é o projecto apresentado á Câmara dos Deputados pelo professor A. Austregésilo*. »
[121] Souligné par l'auteur.
[122] *Ibid.*
[123] *Idem*, p. 89-90.
[124] Lettre du 28/09/1927 d'Honrio Silgueira à Xavier de Oliveira reproduite dans Article « O Sr. Honorio Silgueira fez-se o arauto da nobre idéa brésileira em Buenos Aires », p. 96-97.

Dans cette perspective, les enfants et les adolescents, par l'intermédiaire des écoles primaires et secondaires doivent être l'objet de l'action de l'Institut :

> « Nous devons surtout nous efforcer de transmettre cette culture, en répandant ses bénéfices sur les tableaux des écoles primaires et secondaires de chaque pays, afin que les enfants et les adolescents, qui seront les hommes de demain, ouvrent leur cœur et leur intelligence à la sympathie et à la curiosité de l'état social, politique, historique, culturel des autres[125]. »

Voilà une conception de la coopération intellectuelle qui rappelle les principes qui ont présidé à l'élaboration de la charte de création de l'UNESCO. L'Argentin fait donc figure de précurseur dans un contexte latino-américain, mais aussi international, où c'est la « société des esprits » qui est mise en avant. On en veut pour preuve cette phrase, tirée d'un courrier adressé à Xavier de Oliveira par deux Mexicains, présents à Rio de Janeiro en avril 1927 à l'occasion de la réunion de la commission internationale des jurisconsultes américains : « Nous pensons que le moyen le plus sûr de favoriser le rapprochement des pays de ce Continent est celui qui vise à rapprocher entre elles les classes intellectuelles car ce sont elles qui dirigent les Nations[126]. »

Les différences de vues se jouent aussi sur le plan institutionnel : qui doit être à l'origine d'un tel organisme ? Pour Honorio Silgueira,

> « Le programme serait formulé et développé lentement, conformément aux adhésions, aux ressources ou aux éléments disponibles, jusqu'à parvenir à rassembler en peu d'années <u>l'effort privé, principalement</u>[127], et le soutien moral des gouvernements […][128]. »

Des pouvoirs politiques on n'attend qu'un « soutien moral », l'impulsion devant venir de la sphère privée, à la manière, finalement, de ce qui se passe aux États-Unis. Xavier de Oliveira est à cet égard dans une position totalement opposée, si l'on en croit ce qu'il écrit à l'ambassadeur brésilien en poste à Washington :

> « À mon sens, cependant, ce n'est pas aux universités mais aux gouvernements américains, à l'exemple de ce que va faire le nôtre, qu'il revient d'adopter et de mettre en pratique, immédiatement, ce que j'imagine être, dans le futur, le complément de l'union panaméricaine[129]. »

Il nous faut enfin évoquer ce que l'Argentin entend par « culture générale ». De fait, dans sa première lettre, il souligne que le futur institut devrait concerner tous les domaines de la culture. Il citait alors les sciences, les arts, les lettres et le droit. Dans sa seconde missive, il fait une proposition de programme d'action. Le premier point concerne, sans surprise, le thème des

---

[125] *Idem*, p. 97.
[126] Lettre du 14/04/1927 des délégués mexicains à la commission internationale des jurisconsultes américains, Julio Garcia et Fernando Gonzalez Roa, à Xavier de Oliveira, reproduite dans Article « O sentir da América atravez dos delegados americanos ao Segundo Congresso de Jurisconsultes aqui reunido » (1927), p. 69.
[127] Nous soulignons.
[128] Lettre du 28/09/1927 d'Honrio Silgueira à Xavier de Oliveira..., p. 97.
[129] Lettre de Xavier de Oliveira à Silvino Gurgel do Amaral, ambassadeur du Brésil à Washington (1927), reproduite dans Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano...,* p. 190.

échanges entre hommes de sciences, de lettres, professeurs, artistes et étudiants. Mais à cette liste il ajoute les « commerçants, les industriels, les producteurs et les professionnels[130] ». L'activité économique d'un pays, sa capacité de production et de commercialisation, font donc partie intégrante de la « culture générale » d'un pays[131]. Il y a en outre un aspect très pragmatique dans le programme d'Honorio Silgueira : il ne se contente pas en effet de prôner une plus grande circulation des « hommes, des idées et des choses[132] », mais s'intéresse aux conditions matérielles de celle-ci. Ainsi le deuxième point de son programme prône-t-il de « multiplier les transports, les voies ou moyens de communication, de raccourcir les distances, de rendre les voyages moins chers et de faciliter le passage d'un pays à l'autre[133] ».

L'Institut est finalement créé lors de la Conférence Panaméricaine de La Havane de 1928. C'est un délégué uruguayen, Sr. Callorda, qui en fait la proposition et la délégation argentine qui en fait le rapport. L'article du *Jornal do Brasil*[134] qui en rend compte précise que cette dernière s'est appuyée sur les travaux de Xavier de Oliveira et le projet défendu par Antonio Austregésilo. Ce succès, cette « grande œuvre américaine », est donc présenté comme le résultat de l'action conjointe des délégations uruguayenne, argentine et brésilienne. L'auteur de l'article ajoute que l'intervention de Lindolpho Collor, délégué brésilien, fut décisive dans la mesure où il proposa un certain nombre de modifications au texte de Callorda, lui donnant une « plus grande ampleur » et le mettant « plus en conformité avec le point de vue brésilien ». Ce faisant, il répondait à des instructions de l'Itamaraty. Où l'on voit comment le Brésil parvient à se présenter comme un chantre du panaméricanisme.

L'Institut, dont le fonctionnement et les statuts sont définis plus tard lors de la Conférence des Recteurs, Doyens et Éducateurs qui se tient à La Havane en 1930, ne connut cependant jamais d'existence réelle. La création, en 1927, du Bureau de coopération intellectuelle de l'Union Panaméricaine a-t-elle pris le pas sur le futur organisme ? Faut-il voir dans l'échec de ce projet la méfiance qui subsiste à l'égard du panaméricanisme dans certains cercles latino-américains[135] ? Ou bien la mauvaise volonté des États-Unis, réticents à prêter leur concours à une

---

[130] Lettre du 28/09/1927 d'Honrio Silgueira à Xavier de Oliveira..., p. 97 : « *comerciantes, industriales, productores, profesionales* ».
[131] Nous verrons dans nos chapitres VII et IX que c'est l'une des caractéristiques de la diplomatie culturelle argentine mise en place dans les années 1930.
[132] *Idem*, p. 96.
[133] *Idem*, p. 98 : « *aumentar los transportes, vías o medios de comunicación, acortar las existentes, abaratarlas, facilitar el traslado de un país a otro* ».
[134] Article « A Sexta Conferencia Pan-Americana, ratificando uma nossa velha campanha, acaba de crear, pelo voto unanime de seus delegados, o Instituto Inter-Americano de Cooperação Intellectual » (1928), p. 127.
[135] Voir chapitre IV.

initiative dont ils n'étaient pas à l'origine ? On aura remarqué qu'il n'est jamais question ni de l'Organisation de Coopération Intellectuelle ni de l'IICI. C'est pourtant bien à travers leurs réseaux, notamment celui des commissions nationales, et sous leurs auspices, que sont organisées deux manifestations importantes pour la coopération intellectuelle en Amérique latine : les Entretiens de Buenos Aires, en 1936, et la conférence des commissions américaines de coopération intellectuelle, en 1939. Bien qu'explicitement rattachés à l'IICI, ces deux événements n'en marquent pas moins l'avènement d'une coopération intellectuelle décentralisée.

De la Conférence de Buenos Aires (1936) à la Conférence de Santiago (1939) : repenser la place et le rôle de l'Amérique latine dans un monde troublé

> « L'Amérique est un pont tendu entre les formules du passé et les perspectives de l'avenir[136]. »
>
> Jaime Torres Bodet

> « […] Ceci est l'unique différence entre l'Europe d'avant la guerre [celle de 14-18] et celle de l'après-guerre : la première allait à la guerre les yeux fermés ; l'actuelle semble marcher vers elle avec les yeux ouverts[137]. »
>
> Luis Rodriguez Embil

En octobre 1935, le diplomate et écrivain brésilien Rui Ribeiro Couto, alors en poste à La Haye, écrivait ceci à son ami Fernando Nery (1885-1948), biographe et traducteur :

> « L'atmosphère en Europe, dont vous me demandez des nouvelles, est une misère. L'Italie a envahi l'Abyssinie, 'parce que je le veux', et la France reste dans son coin parce que 'Gringoire' (la *vox populi*) a découvert que l'Abyssinie – bien que chrétienne – était un pays d'anthropophages. Hitler entraîne l'Allemagne dans la plus infecte des luttes dont on ait entendu parler contre les juifs. Et l'Allemagne (chose inimaginable) l'a suivi. [...] Je résiste à tout cela, cher Nery, et je ne crache pas sur ces nations, car j'emploie mon temps à des choses bien plus fructueuses et j'ai en moi la fierté d'être un fils de l'Amérique, et, dans cette Amérique, un fils du Brésil[138]. »

Cet extrait de la lettre de Ribeiro Couto est éclairant quant au processus vécu par les intellectuels latino-américains dans les années 1930. L'intérêt pour l'Europe, pour ce qui s'y passe, que ce soit

---

[136] Jaime TORRES BODET, *Cooperación interamericana*, México, 1941, p. 8 : « *América es un puente tendido entre las fórmulas del pasado y las perspectivas del porvenir*. ».

[137] Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de la paz*, Pláticas o 'Entretiens' de Santiago (9, 10 et 11 janvier 1939), Santiago, Imprenta Universitaria, 1939, p. 10 : « […] *Ésta es la única diferencia entre la Europa de antes de la guerra [celle de 14-18] y la de la post-guerra : la primera iba a la guerra con los ojos cerrados ; la actual parece marchar hacia ella con los ojos abiertos*. »

[138] ABL, Arquivo Ribeiro Couto, Pasta 1, La Haye, 09/10/1935, Lettre de Ribeiro Couto à Fernando Nery.

positif ou négatif, est toujours là, mais le négatif tend à prendre le pas sur le reste. Le « décentrement » du monde opéré à l'issue de la Première Guerre mondiale tend à s'accentuer au fur et à mesure que les nuages s'amoncellent dans le ciel européen et que la boussole des valeurs, affolée par les soubresauts d'une histoire dont personne ne semble pouvoir freiner la marche, cesse d'indiquer un nord qui se résumerait à l'Europe. Face à celle-ci, et aux tragédies qui s'annoncent, l'Amérique s'enorgueillit de plus en plus de sa tradition pacifiste – même si la guerre du Chaco bat alors son plein – et aspire à relever les défis qui sont les siens en construisant des références qui lui soient propres. La coopération intellectuelle, dans ce contexte, est un outil qu'il ne faut pas négliger, une nécessité pour préserver et renforcer la paix sur le continent alors même que le monde semble vaciller. Il est d'ailleurs symptomatique que lors de la conférence pour le maintien de la paix qui se tient à Buenos Aires en 1936, son importance soit réaffirmée :

> « Cette volonté de paix est, comme toutes les réactions humaines, un élément instable face à la prédication d'idéologies opportunistes nées du contexte économique, politique et social particulier qui caractérise aujourd'hui la vie des États. Il est donc nécessaire de la réaffirmer et de lui donner un caractère pérenne, d'en faire une conviction cardinale et immuable afin de sauver nos peuples du bain de sang de la course aux armements destructrice et du tourbillon brutal de la guerre. La paix est la pierre angulaire de la civilisation des Amériques ; son fondement est le désarmement moral […][139]. »

Cela ne signifie pas pour autant que l'on souhaite rompre totalement avec l'Europe, mais à tout le moins redéfinir les liens qui l'unissent au sous-continent. C'est dans cette perspective que nous analyserons les différentes conférences ayant trait à la coopération intellectuelle qui se tiennent en Amérique latine entre 1936, date des entretiens de Buenos Aires, au cours desquels les relations Europe-Amérique latine sont passées au crible de l'analyse critique, mais où la voix des intellectuels européens est encore prédominante, et 1941, moment où l'Amérique se donne pour mission de sauver l'Europe en projetant de délocaliser l'IICI à La Havane. Il s'agit ainsi de montrer comment les structures de coopération mises en place depuis Paris et Genève sont réinterprétées à l'aune du contexte américain. Ce processus doit se lire aussi en mettant en perspective l'implication croissante des États-Unis dans la dynamique de coopération intellectuelle continentale[140], résultat d'une *good neighbor policy* qui, face à la montée des périls en Europe, a pour but de créer une solidarité continentale susceptible de faire face à un nouveau conflit mondial.

---

[139] MRE Chili, *Memorias* 1936, Introduction du rapport préliminaire de la sixième commission de la conférence interaméricaine pour le maintien de la paix (Buenos Aires, 1936), par Benjamin Cohen, p. 248.
[140] Voir chapitre IV.

La Conférence de Buenos Aires (1936)

En 1936, Buenos Aires est le siège du XIVe congrès international des PEN club, occasion d'attirer sur l'Argentine les regards du monde intellectuel international. Le secrétaire du PEN club argentin, Antonio Aita, suggère que soit enfin fondée une Commission nationale de coopération intellectuelle argentine et que soient organisés des « Entretiens », sur le modèle de ceux qui avaient été réalisés sous l'égide de la CICI depuis 1930. Il s'agissait de profiter de la présence des intellectuels qui viendraient pour le congrès du PEN club, de se placer sous le patronage de l'OCI, et d'obtenir ainsi des retombées positives tant pour la culture argentine que pour le gouvernement de Justo. Par ailleurs, c'est aussi à Buenos Aires, et toujours en 1936, que se tient la Conférence interaméricaine de Consolidation de la Paix, faisant ainsi de l'Argentine le centre du panaméricanisme, position inédite pour un pays qui se méfiait de l'Union Panaméricaine[141].

Organisation et déroulement de la conférence

Lors de la Conférence Interaméricaine pour le Maintien de la Paix, réunie à Buenos Aires (1er-23 décembre), tous les pays américains ont été représentés. L'Institut, et le reste de l'OCI, ont suivi de près cette Conférence, qui marquait les vrais débuts de la politique de « bon voisinage » de Roosevelt et qui pouvait constituer un pas vers une régionalisation accrue de la coopération intellectuelle. De fait, une Commission spéciale (la sixième)[142] pour l'étude des questions de coopération avait été mise en place et devait discuter de deux grands groupes de problèmes : les échanges intellectuels et le désarmement moral[143]. Six sessions ont lieu, au cours desquelles la majorité des projets présentés par les rapporteurs ont été approuvés, quasiment sans discussion. Dans l'introduction au rapport préliminaire, le Chilien Benjamin Cohen[144] met l'accent sur la nécessité d'étendre chaque fois plus les effets de la coopération intellectuelle, celle-ci ne devant plus concerner uniquement les élites mais également les peuples :

---

[141] Voir chapitre III.
[142] La sixième commission était organisée de la sorte :
Président de la commission : Dr Tulio Cestero, délégué de la République Dominicaine ;
Vice-président : Alberto Zérega Fombona, délégué du Venezuela ;
Rapporteur pour les projets relatifs au désarmement moral : Benjamin Cohen, délégué du Chili ;
Rapporteur des projets relatifs à la coopération intellectuelle : Diómede Arias Schreiber, délégué du Pérou ;
Rapporteur général de la commission devant la conférence : Alfonso Reyes, ambassadeur du Mexique.
(MRE Chili, Memorias 1936, p. 247).
[143] AUN, A III 56, « Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine… ».
[144] Benjamín Cohen (1896-1960) est diplomate et journaliste. En 1936, il est délégué du Chili à la Conférence de Buenos Aires.

> « Il serait vain de signaler l'importance transcendantale de la formation spirituelle, non seulement des dirigeants des diverses nationalités mais aussi des masses, pour la cordialité et l'harmonieuse coexistence des peuples. La paix et la guerre intéressent de la même façon tous les membres des sociétés nationales, puisqu'aucun n'échappe aux effets de la politique extérieure des gouvernements[145]. La participation croissante des citoyens aux responsabilités de direction exige une culture de plus en plus ample de ceux qui doivent agir dans les campagnes électorales à travers les comités électoraux. Si les erreurs de la vie interne des Nations ont des conséquences qui dépassent les frontières des États et en viennent à constituer un motif de préoccupation internationale, les mesures de politique internationale ont un impact beaucoup plus grand […]. C'est pour cela que les penseurs, les dirigeants des nations et des assemblées internationales, ont commencé à s'occuper d'organiser la coopération intellectuelle comme un élément constitutif de la compréhension et du rapprochement entre les peuples[146]. »

Cette introduction montre à quel point le contexte international pèse sur le débat autour de la coopération intellectuelle, influant par la même occasion sur la manière dont celle-ci est pensée. Face à la mobilisation des esprits, aux effets de la propagande, à l'engagement des civils dans les conflits armés, la « société des esprits » de Paul Valéry, celle-là même qui fonde l'action de l'IICI, paraît quelque peu dérisoire. Les formulations de Benjamin Cohen rappellent les termes de la charte fondatrice de l'UNESCO, dont les promoteurs ont voulu souligner la différence avec l'organisme qui l'a précédée. De fait, les moyens d'action de l'UNESCO vont reposer plus sur « la libre diffusion des idées et des informations parmi les peuples du monde », grâce à la coopération en matière d'éducation et aux échanges culturels, que sur les « consultations des personnalités représentatives de l'éducation et de la culture[147] ».

Il n'est donc pas étonnant que les discussions qui ont eu lieu au sein de cette commission, puis les résolutions adoptées dans ce domaine à Buenos Aires, aient fait l'objet d'une attention particulière des responsables de l'OCI. D'autant plus que cette conférence est l'occasion pour la Colombie de présenter son projet d'Institut Interaméricain de coopération intellectuelle[148].

Suite à cette conférence, Daniel Montenach[149] envoie un rapport[150] écrit par le Secrétariat de la SdN à Bonnet dans lequel sont étudiées ces résolutions, afin de voir dans quelle mesure elles peuvent être rattachées à l'œuvre de l'organisation genevoise. Le bilan semble plutôt positif car, comme l'affirme l'auteur du rapport, « une étude même sommaire de la documentation concernant la Conférence Interaméricaine pour le maintien de la paix fait ressortir la grande

---

[145] Nous soulignons.
[146] MRE Chili, *Memorias* 1936, p. 247.
[147] Extraits du projet anglo-saxon présenté à la conférence de Londres le 1er novembre 1945, cité par Jean-Jacques RENOLIET, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 162.
[148] Voir chapitre IV.
[149] Daniel Montenach est, depuis 1931, le sous-secrétaire chargé des questions de coopération intellectuelle au Secrétariat de la SDN.
[150] AUN, A XI 11, mai 1937.

importance que les États Américains attachent à l'œuvre de coopération intellectuelle[151] ». Par ailleurs il souligne que la Conférence recommande la création de commissions nationales dans les pays qui n'en ont pas encore, « dans le but d'entrer en contact avec l'IICI[152] », ce qui prouve qu'il ne s'agit en aucun cas de détacher l'Amérique de la sphère européenne. Ensuite, l'auteur met systématiquement en parallèle les résolutions de la conférence et les actions menées par l'Union Panaméricaine, avec ce qui a été réalisé par l'OCI, et arrive à cette conclusion :

> « Sur certains points […] l'action envisagée par l'Union Pan-Américaine est parallèle à la nôtre (archéologie et histoire de l'art ; coordination des bibliothèques ; bibliographie), dans d'autres cas l'action est nettement convergente (droits intellectuels) ; à d'autres égards, elle est divergente (protection des monuments historiques en temps de guerre). Enfin, certaines initiatives de l'Union Pan-Américaine restent nettement en-deçà de notre programme, alors que d'autres vont au-delà.[153] »

Il ne semble donc pas qu'il faille redouter la concurrence de l'Union Panaméricaine, mais au contraire s'y intéresser de près : d'une part pour faire fructifier l'intérêt pour la coopération intellectuelle qui s'est manifesté à l'occasion de la conférence[154] ; d'autre part parce que les actions de l'UPA « peuvent servir de suggestion et inspirer à l'Organisation de Coopération Intellectuelle une initiative à laquelle elle n'avait peut-être pas songé[155] ».

Loin d'avoir constitué la concrétisation d'une menace, que l'OCI redoute depuis l'annonce de la création d'un Institut Panaméricain de coopération intellectuelle, la Conférence de Buenos Aires semble l'avoir rassurée : la résolution incitant à la création de nouvelles commissions nationales apparaît en effet comme une réaffirmation des liens avec l'Institut et donc comme une reconnaissance de celui-ci dans cet hémisphère. Par ailleurs, on peut avancer que cette conférence a eu comme conséquence d'amener les dirigeants de l'OCI à considérer plus attentivement l'Amérique latine et que l'existence de l'UPA constitue une émulation bénéfique pour l'organisation genevoise. N'est-ce pas ce que veut dire l'auteur du rapport lorsqu'il écrit : « Il semble, en effet, qu'il y ait pour l'Organisation de Coopération Intellectuelle un réel intérêt à comparer son action avec celle de l'Union Pan-Américaine »[156] ? Francisco Walker Linares, dans le compte-rendu qu'il livre de la conférence, insiste d'ailleurs sur les excellentes relations des

---

[151] *Idem,* p. 1.
[152] *Idem*, p. 3.
[153] *Idem,* p. 1.
[154] « Il conviendrait d'étudier de près comment l'Organisation de Coopération Intellectuelle pourrait utiliser cet intérêt pour resserrer les liens entre les Républiques américaines et la Société des Nations, et c'est une question qu'il serait utile d'examiner au cours de la réunion des Commissions Nationales de Coopération Intellectuelle au mois de juillet. […] » (*Idem*, p. 1).
[155] *Ibid.*
[156] *Ibid.*

commissions nationales américaines tant avec l'IICI qu'avec l'UPA[157] et place les décisions prises à Buenos Aires dans la lignée de l'action de l'organisme parisien et de la CICI :

> « Le travail de l'Institut a été très intense, célébrant à cet effet des réunions, approuvant des motions […]. La Conférence Interaméricaine de Consolidation de la Paix à Buenos Aires, en décembre 1936, s'inspira pour beaucoup des beaux accords de coopération intellectuelle nés des travaux de l'Institut de Paris et de la Commission de la SdN[158]. »

Le XIVe congrès des PEN-clubs et les Entretiens de Buenos Aires

> « Il est d'une haute valeur symbolique que le Septième Entretien de Coopération Intellectuelle ait pour théâtre Buenos Aires en cette tempétueuse année 1936[159]. »
>
> Baldomero Sanín Cano
>
> « L'Europe nous comprend très peu et il semble qu'elle ne s'occupera de l'Amérique que quand celle-ci commencera à s'en détacher[160]. »
>
> Gabriela Mistral
>
> « Tourner le dos à l'Europe? Sentez-vous le ridicule infini de cette phrase ?[161] »
>
> Victoria Ocampo

Cette continuité est d'autant plus marquée qu'avant la conférence interaméricaine se tiennent le XIVe congrès international des PEN-clubs[162] (du 5 au 15 septembre) – le premier de

---

[157] Francisco WALKER LINARES, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943, p. 14.

[158] *Idem*, p. 6-7.

[159] *Entretiens Europe Amérique latine, Buenos Aires, 1936*, Société des Nations, Institut International de Coopération Intellectuelle, p. 191.

[160] Lettre de Gabriela Mistral à Emilio Oribe, publiée dans Silvia GUERRA, Verónica ZONDEK (ed.), *El Ojo Atravesado : Correspondencia entre Gabriela Mistral y los escritores uruguayos*, Santiago, LOM Ediciones, 2004, p. 24 : « *Europa nos entiende muy poco y parece que no se ocupará de la América sino cuando ella comience a despegarse*. »

[161] Lettre de Victoria Ocampo à Waldo Frank, reproduite dans *Sur*, año I, n°1, 1931, p. 16, citée par Corinne PERNET, « La cultura como política : los intercambios culturales entre Europa y América Latina en los años de entreguerras », *Puente@Europa*, año V, n°3-4, nov. 2007, p. 68 : « *¡Volver la espalda a Europa! ¿Siente el ridículo infinito de esta frase?* ».

[162] Peu de travaux ont été consacrés aux PEN-clubs, dont les archives sont conservées à l'université d'Austin, au Texas. Le PEN-club international est créé en 1921 par une poète anglaise peu connue, C. A. Dawson-Scott, convaincue, après le cataclysme de la guerre de 14-18, qu'il était nécessaire de promouvoir l'amitié et la tolérance par le biais de la littérature. À partir de 1923, cet organisme tient tous les ans un congrès international. Il faut cependant attendre le cinquième congrès, qui a lieu à Bruxelles en 1927, pour que les principes sur lesquels il reposait soient définis. Ils étaient ainsi formulés : « 1. La littérature, aussi nationale soit-elle à l'origine, ne connaît pas de frontière et doit rester libre de circuler entre les nations en dépit des bouleversements politiques et internationaux. 2. En toute circonstance, et en particulier en temps de guerre, les œuvres d'art, le patrimoine de l'humanité au sens large, doivent être préservés de toutes les passions nationales ou politiques. 3. Les membres du PEN useront en tout temps de l'influence qu'ils peuvent avoir en faveur de la bonne

ce genre à se tenir hors d'Europe[163] – et des *Entretiens* (du 11 au 16 septembre), organisés sur le modèle de ceux qui avaient précédemment eu lieu[164] sous le parrainage de l'OCI. Le fait que ces deux événements se déroulent à Buenos Aires est le résultat de la volonté politique du gouvernement d'Agustín P. Justo, désireux de donner une image positive d'une Argentine alors en pleine « *década infame* », caractérisée par l'autoritarisme, les fraudes électorales, la corruption, la crise économique, mais aussi par le développement de l'antisémitisme, l'existence de groupes paramilitaires et l'organisation de groupuscules fascistes. Voulant contrebalancer les effets négatifs d'une telle réalité sur l'opinion internationale, le gouvernement de Justo décide donc de prendre en charge la quasi-intégralité des frais liés à l'organisation de ces deux réunions dans l'espoir que les prestigieux invités se transforment en ambassadeurs de l'Argentine dans leurs pays et dans les cercles internationaux où ils gravitent. Buenos Aires est par ailleurs le centre d'une vie culturelle intense qui se traduit par la multiplication de revues, la formation de nombreux groupes d'intellectuels, à l'image de celui qui se réunit autour de la revue *Sur* et de Victoria Ocampo. Le panorama intellectuel *porteño* est à lui seul un résumé des débats qui agitent l'Amérique latine, offrant « une architecture complexe de positions idéologiques et de militantismes en opposition, embrassant nationalisme, anti-impérialisme, socialisme, communisme, libéralisme, catholicisme et conservatisme[165] ». Si la commission organisatrice du congrès des PEN-club ne reflète pas dans son intégralité ce foisonnement intellectuel, elle est tout de même représentative des tensions à l'œuvre dans la communauté des intellectuels argentins. Carlos Ibarguren[166] et Manuel Gálvez[167], connus pour leur nationalisme conservateur, côtoient ainsi Victoria Ocampo, opposante farouche à toute forme de totalitarisme[168]. Par ailleurs, la présence d'intellectuels espagnols comme José

---

compréhension et du respect mutuel entre les nations. » (cité par R. A. WILFORD, « The PEN Club 1930-1950 », *Journal of Contemporary History,* Vol. XIV, n°1, janv. 1979, p. 100).

[163] Le choix de la capitale argentine pour ce XIVe congrès tient principalement à deux raisons. D'une part, c'est une manière de reconnaître l'extension du mouvement des PEN-clubs en-dehors de l'Europe, et notamment en Amérique latine qui compte sept filiales (en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Mexique et en Uruguay). D'autre part, c'est une manière de préserver le caractère apolitique de l'organisation en éloignant les participants de la scène européenne. (Voir Corinne PERNET, *art. cité*, p. 68).

[164] Il s'agit des *Entretiens sur Goethe* (Francfort-sur-le-Mein, 1932) ; des *Entretiens sur l'avenir de la culture* (Madrid, 1933) ; de *L'avenir de l'esprit européen* (Paris, 1933) ; des Entretiens *sur l'art et la réalité. L'art et l'État* (Venise, 1934) ; de *Vers un nouvel humanisme* (Budapest, juin 1936).

[165] Beatriz COLOMBI, « Alfonso Reyes y las 'Notas sobre la inteligencia americana' : una lectura en red », *Cuadernos del CILHA*, año 12, n°14, 2011, p. 110 : « *un complejo arco de posiciones ideológicas y militancias enfrentadas, que abarcaba el nacionalismo, antiimperialismo, socialismo, comunismo, liberalismo, catolicismo y conservadurismo* ».

[166] Voir notice biographique.

[167] Manuel Gálvez a livré ses souvenirs du congrès des PEN-clubs dans « El Congreso de los Pen Clubes », *in Recuerdos de la vida literaria II. Entre la novela y la historia. En el mundo de los seres reales*. Ouvrage réédité à Buenos Aires aux éditions Taurus en 2003 (p. 299-319). Nous reviendrons sur la figure de Manuel Gálvez dans notre chapitre IX.

[168] Parmi les autres membres de la commission figurent **Antonio Aita**, qui en est le secrétaire, Eduardo Mallea, **Gustavo Martinez Zuviría (Hugo Wast)**, Juan Pablo Echagüe, Oliverio Girondo, Arturo Capdevila, **Juan B.**

Ortega y Gasset[169], Guillermo de Torre[170] ou Amado Alonso[171] et de personnalités latino-américaines reconnues comme Pedro Henríquez Ureña ou Alfonso Reyes[172], contribuent au caractère cosmopolite et effervescent de la capitale argentine.

Les débats qui ont eu lieu tant à l'occasion du congrès des PEN-clubs[173] que des *Entretiens* sont fortement marqués par le contexte international et les débuts de la guerre civile espagnole en particulier. Cela explique sans doute, outre le caractère exceptionnel du premier – il s'agit du premier congrès des PEN-clubs organisé hors d'Europe –, la couverture médiatique dont cet événement a fait l'objet. De fait,

> « l'espérance générée par la presse argentine et internationale, les décibels croissants du climat politique européen et local, et les idéologies et personnalités différentes des délégués, convertiraient les sessions du congrès en un symbolique champ de bataille parallèle à celui qui se préparait dans le Vieux Monde[174]. »

Carlos Ibarguren, président du PEN-club argentin, écrivait d'ailleurs, dès 1934 :

> « Une formidable lutte a commencé entre les deux grands courants qui occupent aujourd'hui la scène politique mondiale : le communisme international et matérialiste et le fascisme ou corporatisme nationaliste et spiritualiste. Ces deux puissants courants combattent avec acharnement la démocratie libérale pour l'achever. Telle est l'indéniable évidence de la réalité actuelle[175]. »

Terán et Baldomero Fernández Moreno. En-dehors de ce dernier, tous sont membres de la commission argentine de coopération intellectuelle.

[169] José Ortega y Gasset (1883-1955) est un philosophe espagnol ayant eu une grande influence en Amérique latine. Il se rend à plusieurs reprises en Argentine : en 1916, en 1928, puis à nouveau en 1939.

[170] Guillermo de Torre (1900-1971), critique littéraire, figurant parmi les tenants de l'ultraisme, écrit dans de nombreuses revues, dont *Sur*.

[171] Amado Alonso García (1896-1952), philologue, linguiste et critique littéraire, réside à Buenos Aires, où il dirige l'Institut de Philologie, de 1927 à 1946. Pendant cette période, il publie d'importants ouvrages, notamment *El problema de la lengua en América* (1935) et, avec Pedro Henríquez Ureña, *Gramática castellana* (1938).

[172] Alfonso Reyes est présent à Buenos Aires en tant qu'ambassadeur du Mexique de 1928 à 1930, puis à nouveau de 1936 à 1938. Entre 1930 et 1936, il occupe cette même fonction à Rio de Janeiro.

[173] Participent aux débats du PEN-club les délégués officiels représentant l'Argentine (Victoria Ocampo, Carlos Ibarguren, Manuel Gálvez, Juan Pablo Echagüe, Eduardo Mallea et Antonio Aita) et des représentants des pays suivants : Angleterre, Autriche, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Colombie, Tchécoslovaquie, Chili, Égypte, Écosse, Espagne, États-Unis, Estonie, Finlande, France, Pays-Bas, Hongrie, Inde, Irak, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Mexique, Norvège, Nouvelle Zélande, Palestine, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Uruguay et Yougoslavie. Compte tenue de la situation politique allemande, il n'y avait pas de délégation officielle la représentant, mais un groupe d'écrivains allemands exilés à Londres, dont la figure la plus connue était Emil Ludwig, était néanmoins présent. (Susana SHIRKIN, « La letra asediada. El avance del nacionalsocialismo sobre el campo literario y teatral y sus repercusiones en la Argentina de los años treinta », *Serie de Documentos*, n°3, IDICSO, Universidad del Salvador, juillet 2007, p. 4. (Disponible en ligne : http://www.salvador.edu.ar/csoc/idicso/docs/ahscsst3.pdf).

[174] Susana SHIRKIN, *art. cité*, p. 4-5.

[175] Carlos IBARGUREN, *La inquietud de esta hora. Liberalismo, Corporativismo, Nacionalismo*, Buenos Aires, Librería y Editorial La Facultad, 1934, p. 60.

Les intellectuels réunis à Buenos Aires vont se faire les échos de ces positions antagoniques[176], quand bien même la cordialité de mise dans ce genre d'assemblée semble avoir prévalu. C'est donc une constellation intellectuelle hétérogène, miroir de l'équilibre instable entre des forces qui allaient bientôt s'affronter de manière radicale, qui est donnée à voir lors de ces deux réunions, en particulier celle du PEN-club. Elles sont aussi l'occasion pour ces hommes de lettres de penser leur rôle dans le monde qui les entoure, le thème des échanges étant « la fonction de l'écrivain dans la société ». Carlos Ibarguren, malgré le caractère angoissant de son diagnostic sur la situation internationale, croit néanmoins en la capacité des écrivains et artistes à sauver la culture, menacée par les facteurs de dissolution qu'il énumère. Cette confiance est loin d'être évidente car, « comme des héros accablés par la confusion des foules », les écrivains qui prennent part aux débats ont la difficile tâche d'assumer la fonction de « conscience de leur époque », alors même que « la société n'avait pas encore appris à définir la place des intellectuels[177] ». Pour certains, il s'agit, face au fascisme et au totalitarisme, de se défaire des habits du « clerc » tel que l'a caractérisé Julien Benda[178] en 1927 pour endosser ceux de l'engagement. C'est le cas notamment de l'Allemand Emil Ludwig qui, dans un vibrant discours dénonçant les exactions commises par le régime nazi, appelle les écrivains à quitter la « sphère platonique » des échanges littéraires et à participer au combat :

> « Il est possible qu'il semble préférable à certains d'entre vous de garder le silence par rapport à cette question, mais il m'apparaît comme une énormité que, dans le pays de Schiller, la liberté de parole dont vous venez de parler avec tant de dévotion ait été suspendue [179]. »

Ce débat se poursuit lors des *Entretiens*, qui se déroulent dans la même ambiance de « belligérance polie[180] » et qui ont réuni en tout 21 personnalités, dont 12 Européens[181] et neuf Latino-Américains[182].

---

[176] Pour une analyse des différents positionnements qui ont marqué les débats de la conférence des PEN-clubs, voir Celina MANZONI, « Buenos Aires 1936. Debate en la república de las letras », *Hispamérica*, Año XXXIV, n°100, avril 2005, p. 3-17.

[177] Celina MANZONI, *art. cité*, p. 9 : « *como héroes abrumados por la confusión de las muchedumbres* » et « *la sociedad no había todavía aprendido a definir el lugar de los intelectuales*. »

[178] Voir chapitre V.

[179] *XIV Congreso Internacional de los PEN clubs. Discursos y debates 5-15 de septiembre de 1936, Buenos Aires, 1937*, cité par Susana SHIRKIN, *art. cité*, p. 6.

[180] *Idem*, p. 10 : « *educada beligerancia* ».

[181] Il s'agit des Espagnols Enrique Diez Canedo et Juan Luis Estelrich ; des Français Georges Duhamel, Jacques Maritain et Jules Romains ; des Britanniques Ralf Hale Mottram et W. J. Entwistle ; du belde Louis Piérard ; de l'Allemand Emil Ludwig ; de l'Italien Giuseppe Ungaretti ; du Portugais Fidelino de Figueiredo ; et de l'Autrichien Stefan Zweig.

[182] Ce sont les Argentins **Carlos Ibarguren**, Francisco Romero et **Juan B. Terán** ; le Brésilien **Afrânio Peixoto** ; le Bolivien **Alcides Arguedas** ; le Mexicain Alfonso Reyes ; l'Urugayen Carlos Reyles ; le Colombien **Baldomero Sanín Cano** ; et le Dominicain Pedro Henríquez Ureña.

Les analyses qui ont pu être faites par les acteurs latino-américains de la coopération intellectuelle des *Entretiens* sont révélatrices de l'ambivalence croissante des intellectuels du sous-continent vis-à-vis de l'Europe. Si l'on ne prône pas une rupture, du moins est-il question d'une redéfinition des liens qui les unissent au Vieux continent. Le relief donné à une culture propre à l'Amérique latine est l'un des éléments de cet argumentaire, bien résumé par les propos du Chilien Francisco Walker Linares :

> « Des points de vue exposés, on peut déduire qu'il a été considéré que, s'il existe une certaine unité de culture entre l'Europe et l'Amérique latine, les littératures nationales américaines tendent à se différencier, et désirent atteindre une relative indépendance, mais sans prétendre rompre leurs liens avec la culture de l'Europe[183]. »

Les interventions des intellectuels du sous-continent oscillent ainsi entre réaffirmation de l'admiration pour la culture européenne, critiques plus ou moins ouvertes de l'Ancien Monde et mise en avant des apports de l'Amérique latine à la culture mondiale. Comme l'écrit Corinne Pernet, « le consensus n'a été possible qu'en vertu du fait que la majeure partie des écrivains ont fait appel à divers *topoi* en ce qui concerne le Nouveau Monde : la jeunesse, l'utopie et l'inclination à un humanisme idéaliste[184] ». Cet auteur relève l'importance, chez les différents orateurs, du vocabulaire relatif à la famille pour se référer à la relation entre la « jeune » Amérique latine et l'Europe, « mère » de la civilisation[185]. En outre, la familiarité des Latino-Américains avec des auteurs européens comme Oswald Spengler, Paul Valéry[186], Romain Rolland, Henri Barbusse[187] ou Jacques Maritain[188], a contribué à créer un langage commun. La foi en un « nouvel humanisme », professée par Alfonso Reyes, Pedro Henríquez Ureña, Juan B. Terán, Juan Luis Estelrich ou Jacques Maritain, constitue enfin un point de rencontre pour ces dialogues transatlantiques.

Outre les interrogations quant à la définition du rôle et de la place de l'intellectuel dans la société, le thème central des *Entretiens* a tourné autour de la définition de la culture latino-américaine, les Européens, par la voix de Jules Romain, réclamant des « précisions[189] » sur les

---

[183] Francisco WALKER LINARES, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943, p. 8.
[184] Corinne PERNET, *art. cité*, p. 69.
[185] *Idem*, p. 67.
[186] Voir Monique ALLAIN-CASTRILLO, *Paul Valéry y el mundo hispánico*, Madrid, Gredos, 1995.
[187] Sur les liens entre Henri Barbusse, Romain Rolland et les intellectuels latino-américains, voir les travaux d'Ângela Meirelles de Oliveira sur les réseaux anti-fascistes des années 1930 dans le Cône Sud et les rapports entretenus avec le groupe *Clarté*. (voir https://uspdigital.usp.br/tycho/CurriculoLattesMostrar?codpes=2200431).
[188] Sur les liens de Jacques Maritain avec les intellectuels latino-américains, voir Olivier COMPAGNON, *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud : le modèle malgré lui*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2003.
[189] Intervention de Jules Romains, *Entretiens Europe Amérique latine, Buenos Aires, 1936*, Société des Nations, Institut International de Coopération Intellectuelle, p. 90.

différences et les similitudes entre la civilisation européenne et la civilisation américaine. Si Alfonso Reyes est réticent, convaincu que cela n'aboutirait qu'à des « définitions artificielles qui ne mènent à rien[190] », d'autres tentent cet exercice délicat. Ainsi du Brésilien Afrânio Peixoto selon lequel ce qui caractérise la culture américaine est un certain désir d'indépendance, l'amour de la terre, une tendance à la dévalorisation de soi-même et une sensibilité de « nomade », une tristesse – « *saudade* » – née de la nostalgie d'un monde perdu conjugué au désir de voir surgir un monde nouveau[191]. Il tente également de répondre à la délicate question de savoir si les Latino-Américains, déçus par l'Europe[192], souhaitent dorénavant s'en détacher complètement d'un point de vue culturel. L'enjeu des débats est aussi de savoir s'il existe vraiment une culture propre au sous-continent, partagée par toutes les nations qui le composent, ou si celle-ci n'est qu'une illusion face à l'affirmation des particularités nationales. Voici la tentative de synthèse opérée par le Brésilien :

> « Je ne crois pas qu'il y ait une culture américaine opposée à une culture européenne. Je crois que c'est la même culture transportée dans un autre continent. Je pense pourtant que si l'on ne peut pas dire qu'il y ait une culture américaine opposée à une culture européenne, on pourra, dans la culture américaine, faire apparaître des nuances, comme celles qui distinguent la culture française de la culture allemande, la culture anglaise de la culture italienne. C'est cela qui nous intéresse en ce moment en Amérique ; nous souhaitons qu'il y ait un aspect brésilien de la culture, un aspect argentin, un aspect mexicain, etc… Nous prévoyons qu'un jour toute notre civilisation latine et chrétienne d'Amérique aura une même culture, avec des nuances particulières à chaque peuple, suivant sa nature et son milieu. L'influence du milieu, chère à Taine, exerce en Amérique une action prépondérante. Sarmiento l'a signalé dans *Facundo*. Lui-même en est d'ailleurs la preuve vivante, tout comme Euclides da Cunha au Brésil[193]. »

Nous conclurons ce développement consacré aux Entretiens de Buenos Aires par une citation des propos d'Alfonso Reyes, qui résume les enjeux, pour l'Amérique latine, d'une redéfinition de ses relations avec le Vieux Continent :

> « Tard venue au banquet de la civilisation européenne, l'Amérique vit en brûlant les étapes, en pressant le pas, en courant d'une forme à l'autre, sans avoir laissé à la forme précédente tout le temps d'arriver à maturité. Parfois, le saut est audacieux, et la forme nouvelle ressemble à un aliment retiré du feu avant d'être bien cuit. La tradition a pesé moins lourd, et cela explique l'audace. Mais il faut encore savoir si le rythme européen, que nous essayons de suivre à grands pas – ne pouvant point l'accompagner du pas mesuré qui lui est propre – est l'unique 'tempo' historique possible […][194]. »

---

[190] Intervention d'Alfonso Reyes, *ouv. cité*, p. 133. Il ajoute : « Il ne me semble pas que nous puissions vraiment désigner des traits généraux susceptibles d'embrasser notre continent entier ; ce serait fausser la réalité. »
[191] Intervention d'Afrânio Peixoto, *Entretiens Europe Amérique latine, Buenos Aires, 1936*, Société des Nations, Institut International de Coopération Intellectuelle, p. 121.
[192] Une des séances des Entretiens est d'ailleurs intitulée « Déceptions au sujet de l'Europe ». Voir *Entretiens Europe Amérique latine, Buenos Aires, 1936*, Société des Nations, Institut International de Coopération Intellectuelle, p. 132-156.
[193] *Idem*, p. 111.
[194] Exposé d'Alfonso Reyes, *Entretiens Europe Amérique latine, Buenos Aires, septembre 1936*, Paris, Institut International de Coopération Intellectuelle, 1936, p. 13.

La Conférence de Santiago (1939)

Organisation et déroulement de la conférence

En juillet 1937, la Commission chilienne de Coopération intellectuelle informait l'Institut de son intention d'organiser une conférence des commissions américaines de coopération intellectuelle[195]. Soumise au Comité exécutif de la Commission Internationale le 20 décembre 1937, la proposition chilienne est unanimement approuvée ; en outre, décision est prise d'accorder à la manifestation envisagée le patronage de l'OCI. Dans le même temps, l'IICI est invité à mettre ses services techniques à la disposition de la Conférence et le Secrétariat de la SdN à prêter son concours financier. L'Institut s'est aussitôt mis en rapport avec le secrétaire général de la Commission chilienne et lui a fourni les éléments d'un projet d'ordre du jour qui a été accepté par le Comité exécutif de la Commission chilienne ; il est établi en tenant compte, d'une part, des questions de coopération intellectuelle de caractère universel, d'autre part des problèmes qui intéressent particulièrement le continent américain. C'est l'occasion pour le Chili d'apparaître comme un acteur de premier plan de la coopération intellectuelle internationale et de renforcer la « vocation américaine » que nous avons analysée à propos des travaux de la commission chilienne[196]. Ce double argument est utilisé par Francisco Walker Linares et Juvenal Hernández pour convaincre le ministère chilien des Relations extérieures d'appuyer cette initiative :

> « La réalisation de cette Conférence réunira à Santiago les personnalités les plus éminentes et les écrivains américains les plus prestigieux. Il s'agira par conséquent d'un événement qui fera honneur à notre nation, tant par la qualité de ses participants que du fait qu'il aura lieu pour la première fois en terre américaine, et que notre pays a été choisi. Hormis le prestige universel que ce Congrès donnera au Chili, la coopération intellectuelle étant présente dans presque tous les pays du monde, notre culture en bénéficiera tout particulièrement, en étant en contact avec les plus hauts représentants de l'esprit américain[197]. »

Au cours de la session de juillet 1938 de la CICI, Walker Linares, secrétaire général de la Commission nationale chilienne précise dans quelle optique est organisée cette conférence :

---

[195] AUN, A III 46, Santiago, 05/07/1937, Lettre de Francisco Walker Linares au directeur de l'Institut : « Le comité exécutif de notre Commission chilienne de coopération intellectuelle a envisagé l'éventuelle réunion à Santiago d'un congrès des Commissions Latino-américaines de CI qui pourrait avoir lieu en juillet ou en août 1938, et on m'a chargé de vous soumettre cette idée à titre confidentiel et officieux. Naturellement que le Congrès serait organisé sous les auspices de votre Institut, qui devrait y envoyer une délégation. Il faudrait également une aide financière de l'Institut et de la SdN ne pouvant pas compter avec une grande aide du gouvernement chilien ; il s'agirait d'une réunion assez restreinte, étant donné le nombre réduit des commissions. »

[196] Voir chapitre II.

[197] AUN, A III 63, Santiago, 22/03/1938, Lettre de Juvenal Hernández et de Francisco Walker Linares au ministre des Relations extérieures.

> « Le but de la Conférence est de développer la coopération intellectuelle en Amérique en resserrant les liens culturels entre les différents pays américains et en les rattachant aux organismes internationaux de Coopération intellectuelle de Genève et de Paris. La Commission chilienne a voulu, en convoquant cette réunion, travailler en faveur de la création de la Société des Esprits, dont parle le grand poète Paul Valéry[198]. »

Ainsi le développement de la coopération intellectuelle en Amérique n'est-il pas conçu en-dehors du cadre défini par l'OCI. Certains acteurs manifestent néanmoins leurs inquiétudes quant à une possible régionalisation. C'est le cas du Mexicain Luis Sánchez Pontón[199], dans une lettre adressée à Henri Bonnet :

> « En considérant le point relatif à l'organisation et activités des Commissions nationales de Coopération intellectuelle, cette Commission décida de faire une remarque spéciale sur le caractère universel qui doit tenir [*sic*] notre organisation, afin d'empêcher le développement d'une tendance régionaliste qui ne se trouverait pas d'accord avec l'esprit de l'organisation centrale représentée par la Commission internationale et par l'Institut même. Nous sommes au courant que la Commission du Chili et d'autres commissions du Continent maintiendront ce même esprit, mais nous avons cru nécessaire de faire cette remarque puisqu'il y a quelques nations du Continent qui ont quitté la Société des Nations, et par contre, ont installé des Commissions nationales de Coopération intellectuelle, selon les résolutions des Conférences américaines de Montevideo et de Buenos Aires. Jusqu'à présent on ne connaît pas l'attitude de ces Commissions dernièrement organisées ; mais nous sommes au courant de ce qu'on a eu l'idée de proposer à la Conférence de Santiago du Chili, la création d'un Institut américain de coopération intellectuelle pour coordonner les travaux des Commissions de ce Continent. Une organisation de ce genre pourrait se considérer [*sic*] contraire au caractère universel que nous avons déjà signalé comme propre de notre organisation[200]. »

On comprend pourquoi, en septembre 1938, l'Assemblée de la SdN formule « ses vœux les plus chaleureux pour le succès de cette manifestation, qui ne manquera pas de contribuer puissamment au progrès de la coopération intellectuelle au double point de vue américain et universel », et les assortit d'une subvention de 10 000 francs-suisses[201].

La Conférence des commissions nationales américaines a lieu du 6 au 12 janvier 1939 et regroupe des délégations venant de vingt États. Walker Linares avait précisé que la commission chilienne avait « adressé les invitations à la Conférence […] par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères du Chili », qu'avaient d'abord été invitées les Commissions nationales des pays de l'Amérique[202], puis les États n'en disposant pas (« Dans les États américains qui n'ont pas de commissions nationales, les invitations ont été adressées aux gouvernements respectifs, en les priant de procéder à la création d'une commission, ou d'envoyer des personnalités intellectuelles

---

[198] *L'année 1938 de la coopération intellectuelle*, p. 147.

[199] Luis Sánchez Pontón (né en 1889) est nommé membre correspondant du Mexique pour le secrétariat de la SdN en 1933. Secrétaire de la commission mexicaine de coopération intellectuelle, il en devient le président en 1935 (la commission mexicaine est créée en 1931). Il en faisait partie en tant que représentant de l'*Ateneo de Ciencias y Artes de México*.

[200] AUN, A III 63, México, 10/11/1938, Lettre de Luis Sánchez Pontón à Henri Bonnet.

[201] *Ibid.*

[202] À ce moment-là celles de l'Argentine, du Brésil, de la Bolivie, de Cuba, de la République Dominicaine, des États-Unis, d'Haïti, du Mexique, du Salvador et de l'Uruguay.

qualifiées[203] »). Seuls le Honduras et le Salvador ont décliné l'invitation du Chili. Par ailleurs, ont été invitées « quelques institutions internationales qui ont une influence culturelle en Amérique » : l'UPA[204], l'Institut International d'Éducation de New York, la Fédération internationale des PEN Clubs[205] et le Comité central France-Amérique de Paris[206]. L'IICI est représenté par son secrétaire général, Daniel Secrétan, et l'OCI par Luis A. Podestá Costa, sous-secrétaire général de la SdN[207]. L'OIT a également désigné un représentant en la personne de Moisés Poblete Troncoso[208], correspondant chilien de cette institution. Sont aussi présents pour leurs institutions respectives[209] Irving Leonard[210], de la Fondation Rockfeller ; Francisco Vives, de la Commission Catholique de Coopération Intellectuelle ; ainsi que Luis Alberto Sánchez[211], Mariano Latorre[212] et Armando Donoso[213] pour l'Institut International de Littérature Ibéro-Américaine[214]. En tout, ce sont plus de 50 délégués qui participent à la conférence[215].

À l'occasion de cette conférence un certain nombre de points doivent être examinés. Selon le projet d'ordre du jour reproduit dans *L'année 1938 de la coopération intellectuelle*, les deux premiers points concernent le rôle des commissions nationales[216], tant sur le plan national

---

[203] *Ibid.*
[204] Représentée par Concha Romero James.
[205] Représentée par son président d'alors, Jules Romains, qui n'a pu assister à la conférence mais a adressé un message aux participants (*Boletín bimestral*, n°33, janv.-mars 1943, año VII, p. 15).
[206] C'est en effet l'un des buts de cette conférence que de « mettre en relation, sur le plan culturel, les peuples d'Amérique et ces derniers avec les organismes internationaux » (« *relacionar culturalmente a los pueblos de América, y a éstos con los organismos internacionales.* » (Comisión chilena de cooperación intelectual, *Memoria de 1938*, Santiago, Imprenta El esfuerzo, 1939, p. 26-27).
[207] *Ibid.*
[208] Moisés Poblete Troncoso est un juriste chilien, spécialiste du droit du travail.
[209] Informations données dans *Boletín bimestral*, n°33, janv.-mars 1943, año VII, p. 15.
[210] Irving Leonard (1896-1962) est historien et traducteur, spécialiste de l'histoire de l'art de l'Amérique hispanique.
[211] Luis Alberto Sánchez (1900-1994), écrivain, avocat, journaliste et homme politique péruvien, a été un des principaux leaders du *Partido Aprista Peruano*. Il doit s'exiler par deux fois, en 1932 et en 1934. Il enseigne dans plusieurs universités d'Amérique latine.
[212] Mariano Latorre (1886-1955) est un écrivain chilien.
[213] Armando Donoso a aussi été membre de la commission chilienne de coopération intellectuelle.
[214] L'Institut International de Littérature Ibéro-Américaine a été fondé en 1938 à Mexico, à l'initiative de personnalités comme Alfonso Reyes et Pedro Henríquez Ureña, dans une perspective de réaffirmation de l'unité hispanique dans le cadre de la guerre civile espagnole. Dans l'éditorial du premier numéro de la *Revista Iberoamericana*, créée sous son égide en 1939, l'Institut est ainsi présenté : « Cet Institut se propose de coordonner et de révéler le sens de l'œuvre littéraire de l'Amérique grâce à l'élaboration de l'ensemble de l'histoire des idées qui ont prévalu dans le Continent et qui a été exprimé dans l'œuvre littéraire et dans les autres diverses formes de culture de nos pays, de telle sorte que les travaux dispersés de nos hommes de lettres intègrent un tout chargé de force et de sens. » (« Editorial », *Revista Iberoamericana*, Tome I, n°1, mai 1939). Sur l'histoire de l'Institut et de la revue, voir Gerald MARTIN, « El Instituto Internacional de Literatura Iberoamericana y la *Revista Iberoamericana* : Breve relato de una larga Historia », *Revista Iberoamericana*, vol. LXVII, n°200, juillet-sept. 2002, p. 503-517.
[215] *Boletín bimestral*, n°33, janv.-mars 1943, año VII, p. 15.
[216] « Ce premier point étudie à son tour les questions suivantes : a) activité des commissions nationales comme facteur de la vie intellectuelle nationale ; b) rôle que les commissions nationales sont appelées à jouer dans le cadre international ; c) action déployée par ces commissions nationales en vue de promouvoir la signature ou

qu'international. La Conférence réaffirme par ailleurs la nécessité de créer une commission dans chaque État américain. Sont également évoqués la collection ibéro-américaine (« les pays de l'Amérique latine ont un vif intérêt pour cette collection, éditée par l'Institut de Paris et destinée à faire connaître en Europe les ouvrages représentatifs de leur culture »[217]), le « projet de collaboration historique et ethnographique sur les origines de la civilisation américaine », d'une « immense portée culturelle », et « les autres activités de l'OCI qui présentent de l'intérêt pour les différents pays du continent américain ». Parmi les questions « intéressant particulièrement les pays américains », on trouve notamment l'organisation d'*Entretiens* sur le modèle de ceux réalisés à Buenos Aires ; l'emploi des moyens modernes de communication (radio, cinéma, presse) dans le cadre de la coopération intellectuelle et du maintien de la paix ; la rédaction d'un « manuel pacifiste d'histoire américaine, inspiré par des sentiments de collaboration internationale et qui puisse servir pour l'enseignement dans tous les pays du continent » ; l'échange de professeurs et d'étudiants… Autant de thèmes qui avaient été abordés lors des dernières conférences panaméricaines[218]. Enfin, sont également au programme de la conférence le statut international du droit d'auteur[219] et le projet d'Acte international. Daniel Secrétan a eu à ce sujet, avant la conférence, un entretien avec Miguel Osório de Almeida au cours duquel ils avaient « établi un certain nombre d'orientations pour la Conférence de Santiago[220] ». En rendant compte de cette conversation à Henri Bonnet, Osório de Almeida dit « espérer que les représentants brésiliens[221] pourront proposer [leurs] vues en appuyant franchement l'Acte International de Paris[222] ». C'est le cas puisque Secrétan adresse, après la Conférence, une lettre de remerciements au président de la

---

ratification par leurs gouvernements respectifs des conventions de coopération intellectuelle adoptées par la SdN ou les conférences panaméricaines, et particulièrement par la Conférence du maintien de la paix de Buenos Aires de 1936 ; d) projet d'un statut-type pour les commissions américaines de Coopération intellectuelle ; ce statut serait rédigé seulement dans ses lignes très générales, en cherchant surtout à maintenir les commissions à l'écart de la politique », (*L'année 1938 de la coopération intellectuelle*, p. 148).

[217] *Ibid.*

[218] « Par ailleurs, la conférence a fait siens les projets présentés à la conférence de Lima sur les passeports pour intellectuels, ainsi que sur l'enseignement en Amérique de matières de caractère panaméricain. » (MRE Argentine, Tratados y Conferencias, año 1938, caja 180, expediente n°18, article du journal *La Prensa*, 13/01/1939, « La Conferencia de cooperación intelectual terminó ayer sus labores en la capital chilena »).

[219] Cette question a fait l'objet de la constitution d'une des trois commissions techniques de la conférence (les deux autres sont consacrées l'une à la coopération intellectuelle sur le plan nationale et est présidée par l'Argentin Horacio Rivarola, l'autre à la coopération intellectuelle sur le plan international, dont le Péruvien Alayza y Paz Soldán assumait la présidence. Voir *Boletín bimestral*, n°33, janv.-mars 1943, año VII, p. 15). Elle était présidée par José Gervasio Antuña, sénateur uruguayen ayant publié, en 1929, un ouvrage intitulé *L'Uruguay, le panaméricanisme et la Société des Nations* consultable en ligne à l'adresse suivante : http://nrs.harvard.edu/urn-3:FHCL:906911).

[220] AUN, A III 14, 06/01/1939, Lettre de Miguel Osório de Almeida à Henri Bonnet.

[221] Miguel Osório de Almeida ne peut assister à la Conférence. Ce sont Roquette Pinto, Bueno do Prado et Edmundo da Luz Pinto qui y représentent le Brésil (Voir AUN, A III 14, Article du *Jornal do Brasil* du 16/02/1939).

[222] AUN, A III 14, 06/01/1939.

CBCI pour l'intervention des délégués brésiliens lors de la Conférence[223]. Le Brésil n'est pas le seul pays à avoir défendu les intérêts de l'IICI au cours de la Conférence ; dans le compte-rendu qui est fait de la Conférence de Santiago du Chili dans les Actes de la XXIe réunion plénière de la CICI, figure cette formule :

> « il convient de remercier particulièrement les gouvernements et les commissions nationales du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Chili, ainsi que personnellement, M. Osório de Almeida, pour l'appui qu'ils ont donné à l'Institut et à son représentant durant la conférence[224] ».

Tant l'Institut que la CICI peuvent être satisfaits du bilan de la Conférence puisque, au sujet de l'Acte International, celle-ci a « estimé qu'il est de nature à contribuer efficacement au développement de l'œuvre de Coopération Intellectuelle » et « émet le vœu que les adhésions des pays du Continent américain soient aussi nombreuses que possible ». Enfin, elle « invite également les Gouvernements à apporter tout leur appui à l'Institut […] afin de défendre […] l'idée d'universalité de la Coopération intellectuelle et l'universalité de la vie de l'esprit[225] ». Cette déclaration est un démenti éclatant aux craintes de voir l'Amérique latine développer des tendances séparatistes ou de favoriser un cadre strictement régional pour mettre en œuvre la coopération intellectuelle.

L'Acte final de la Conférence compte 51 résolutions[226] concernant des problèmes techniques qui s'intègrent dans le champ d'action de l'OCI. Selon Secrétan, la Conférence « a certainement favorisé la connaissance des travaux de la Commission internationale[227] », et grâce à elle « on peut aussi s'attendre à des adhésions plus nombreuses à l'Acte international[228] ». Compte tenu du succès de la conférence, une deuxième réunion des commissions nationales américaines doit se tenir à La Havane, six mois avant la prochaine conférence panaméricaine, « en sorte que les commissions nationales pourront exercer une certaine influence sur les travaux […][229] » de cette dernière. Hermínio Rodriguez, secrétaire général de la commission nationale cubaine, écrit à ce sujet à Daniel Secrétan que la commission cubaine « a bien compris l'intérêt, pour la coopération intellectuelle internationale, d'une collaboration plus efficace des commissions nationales américaines[230] » ; il insiste par ailleurs sur « l'importance du caractère universel de la

---

[223] AUN, A III 14, 23/02/1939.
[224] AHI, 78/3/15, 1939, *Actes de la XXIe réunion plénière de la CICI*, p. 69.
[225] Cité par Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 145.
[226] AHI, 78/3/15, 1939, *Actes*…, p. 69.
[227] *Idem*, p. 70.
[228] *Ibid.*
[229] *Idem*, p. 69.
[230] AUN, A III 68, 22/03/1939.

mission de coopération intellectuelle, position que son délégué a défendue à la Conférence de Santiago[231] ».

C'est cependant bien le caractère américain de la conférence qui est souligné, notamment par la commission chilienne de coopération intellectuelle. Ainsi peut-on lire dans le *Boletín bimestral* de 1943 :

> « La Conférence de Santiago, en mettant en contact des intellectuels de presque tous les pays d'Amérique et des grandes institutions culturelles internationales, réalisa un travail pratique et efficace en faveur du rapprochement entre les cultures des nations américaines[232]. »

Ou dans les *Memorias* de 1939 :

> « Durant l'année en cours et comme résultat de la Conférence de Santiago, les relations entre la commission chilienne et d'autres commissions similaires, en particulier américaines, se sont beaucoup resserrées […][233]. »

Les Entretiens de Santiago : le rôle et l'identité de l'Amérique latine

> « […] Notre continent est appelé à être un exemple dans le monde, avec un concept de paix extérieure comme il n'y en a probablement jamais eu[234]. »
>
> Luis Rodriguez Embil

Le thème des *Entretiens* de Santiago était « la mission qui revient à l'Amérique sur le plan intellectuel comme facteur d'organisation de la paix[235] » ; plusieurs points en particulier devaient être matière à discussion, parmi lesquels :

> « le rôle qui revient aux intellectuels dans l'œuvre de rapprochement des peuples ; la mission pacifiste de l'intellectuel ; les liens entre les intellectuels des diverses nations d'Amérique ; l'éducation des enfants et des masses dans un sens américaniste et de fraternité humaine, et le caractère supranational et humain de la culture[236]. »

---

[231] *Ibid.* Le délégué argentin, Horacio Rivarola, fait également partie des défenseurs d'une conception universaliste de la coopération intellectuelle, comme le montrent ses déclarations, reproduites dans le journal *La Prensa* : « Le délégué argentin à la Conférence de Coopération Intellectuelle a annoncé que la politique argentine à Santiago consistera à défendre dans ce domaine une vision universaliste contre toute vision continentaliste. » (MRE Argentine, Tratados y Conferencias, año 1938, caja 180, expediente n°18, article du journal *La Prensa*, 08/01/1939, « La Conferencia de cooperación intelectual reunida en Chile. La Argentina se opondrá a todo lo que tienda a alejarse de la tendencia universalista actual »).

[232] *Boletín bimestral*, año VII, n°33, janv.-mars 1943, p. 19.

[233] Comisión chilena de cooperación intelectual, *Memoria de 1939*, Santiago de Chile, 1940, p. 32-33.

[234] Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*, Pláticas o Entretiens de Santiago (9, 10 et 11 janvier 1939), Santiago, Imprenta Universitaria, 1939, p. 11 : « […] *nuestro continente está llamado a ser un ejemplo en el mundo, con un concepto de paz exterior como probablemente no ha existido*. ».

[235] « *la misión que a América corresponde en el plano intelectual como factor de organización de la paz* ».

[236] *Boletín bimestral*, año VII, n°33, janv.-mars 1943, p. 18.

Un programme large, donc, qui reflète assez bien les préoccupations de l'époque, marquée par la montée des périls en Europe et par la conscience très nette de l'impuissance de la SdN. Dans ce monde qui vacille, l'Amérique doit penser à son rôle, se positionner par rapport aux événements qui sont en train de bouleverser à nouveau l'ordre mondial. Parmi ceux-là, il y a le conflit à venir mais aussi celui qui s'achève – la guerre civile espagnole – et qui a passionné les pays latino-américains, élites et peuples confondus. Ce contexte n'est sans doute pas étranger au tableau que brosse l'Argentin Horacio Rivarola[237] des *Entretiens* de Santiago :

> « La Conférence de Santiago du Chili fut plus démocratique ou, plus exactement, plus populaire ; ses réunions furent menées dans les salles de l'Université du Chili qui a donné tant d'hommes cultivés et utiles au pays et à l'humanité. À la Conférence, en même temps que des représentants des commissions de coopération officielles, ont assisté certains représentants d'autres institutions et, à des moments précis, certains ont pris la tribune de la conférence comme une piste d'escrime sur les systèmes politiques, sur les persécutions des écrivains, sur la guerre d'Espagne, sur beaucoup d'autres choses qui n'avaient en réalité rien à voir avec la coopération intellectuelle. Mais la conférence fut intéressante, bien organisée ; y ont été abordés des sujets qui forcent la réflexion […][238]. »

Baldomero Sanín Cano, qui avait présidé les *Entretiens* de Buenos Aires, est désigné président honoraire des sessions. Celles-ci sont présidées par José Antuña (Uruguay)[239], Diógenes Pereyra[240] (Bolivie) et Juan Marín (Chili)[241]. Francisco Walker Linares, quant à lui, occupe la fonction de secrétaire[242]. Ont pris part aux discussions: Luis Rodríguez Embil (Cuba) ; Gerónimo Ramírez Brown[243] (Nicaragua) ; Luis Alberto Sánchez[244] (Pérou) ; José Gabriel Navarro y Enríquez[245] (Équateur) ; Edgard Roquette-Pinto[246] (Brésil) ; Baldomero Sanín Cano[247] ; Luis Alayza y Paz Soldán[248] (Pérou). Pour le Chili, on compte Enrique Molina, Julio Barrenechea, Ricardo Latcham, Ernesto Montenegro[249], Amanda Labarca[250], Marta Brunet[251] et María Flores Yañez[252]. Pablo Neruda et Manuel Rojas, n'ayant pu être présents, ont envoyé le texte de leur communication.

---

[237] Horacio Rivarola représente l'Argentine à la Conférence de Santiago, après avoir été le délégué de son pays à la conférence interaméricaine de Lima (1938).
[238] Horacio RIVAROLA, *El desarme moral y la cooperación intelectual en las Conferencias de Lima y Santiago de Chile*, Buenos Aires, Imprenta de la Universidad, 1939, p. 9.
[239] Nous n'avons pas trouvé d'informations précises sur ce personnage.
[240] Nous n'avons pas trouvé d'informations précises sur ce personnage.
[241] Voir notices biographiques.
[242] *Boletín bimestral*, año VII, n°33, janv.-mars 1943, p. 19.
[243] Gerónimo Ramírez Brown, juriste et homme d'État, occupe la fonction de ministre de l'Instruction publique du Nicaragua de 1939 à 1944.
[244] Voir supra, note 211.
[245] José Gabriel Navarro y Enríquez (1881-1965), diplomate, écrivain et professeur, a été ministre des Relations extérieures du Pérou en 1934.
[246] Voir notice biographique.
[247] Voir notice biographique.
[248] Luis Alayza y Paz Soldán (1883-1976) est diplomate, écrivain et a enseigné à l'Université de San Marcos.
[249] Ernesto Montenegro (1885-1967), écrivain et journaliste, réside en Argentine en 1939 et est à ce titre membre correspondant de la commission chilienne de coopération intellectuelle.
[250] Voir notice biographique.
[251] Voir notice biographique.
[252] Nous n'avons pas trouvé d'informations précises sur ce personnage.

C'est donc un aréopage uniquement latino-américain qui se propose de débattre du rôle de l'Amérique, de sa « mission » dans un monde menacé par la guerre. Cependant, ce qui ressort de ces discussions ce sont, une fois de plus, les interrogations relatives à l'identité latino-américaine, aux rapports entre Amérique latine et Europe et à l'unité continentale.

La question de l'originalité de la culture américaine, de la place de l'héritage européen, apparaît en effet au centre des débats. Il y a certes un consensus qui semble se dégager autour du fait que l'empreinte de l'Europe, et en particulier de l'Espagne et de la France, ne saurait être niée, Baldomero Sanín Cano résumant ainsi ce constat :

> « Nous les Américains, nous ne pouvons nous enorgueillir d'avoir créé nous-mêmes notre culture : nous l'avons reçue de l'Espagne au début de notre vie et plus tard, nous l'avons reçue principalement de France et, bien que cela semble un peu dur, nous l'avons également reçue de l'Angleterre […][253]. »

Il est intéressant de noter la répugnance exprimée par le Colombien à accepter l'influence anglo-saxonne, ce qui montre que la latinité, quand bien même ce terme peut apparaître flou, constitue encore un point de ralliement pour les intellectuels latino-américains. Cette forte réticence est à mettre en relation avec l'anti-impérialisme de l'époque, qui renvoie autant au rejet de la prédominance des États-Unis dans le continent, qu'au rôle joué par la Grande-Bretagne depuis les indépendances dans les économies latino-américaines[254]. Pour le Chilien Julio Barrenechea, il s'agit là d'un point fondamental, que ne peuvent ignorer les personnes réunies à Santiago. Si l'Amérique doit en effet remplir une « mission », présenter un front uni face aux défis de l'époque, elle doit pour cela régler tout d'abord un certain nombre de problèmes liés à la présence d'intérêts étrangers, qui sont un obstacle permanent à la mise en pratique des idéaux continentalistes professés par de nombreux intellectuels latino-américains. Ainsi déclare-t-il :

> « L'Amérique est une unité, mais une unité affaiblie ; l'Amérique est un continent qui vit une vie déformée ; l'Amérique est une unité continentale marquée par la séparation et l'éloignement de ses composantes parce que c'est ainsi qu'elle a été désignée aux gouvernements et aux classes qu'ils représentent par les impérialismes qui ont dû jouer sur les différences entre les peuples pour pouvoir maintenir leur hégémonie économique sur le Continent. De ce fait, les idéaux et les solutions proposées ne peuvent devenir réalité, tant que les gouvernements d'Amérique n'existeront pas pour représenter les forces populaires américaines […][255]. »

---

[253] Intervention de Baldomero Sanín Cano reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*…, p. 34.

[254] Ce sentiment anti-britannique est particulièrement manifeste en Argentine. Cela se traduit notamment par la publication d'ouvrages dénonçant l'hégémonie anglaise sur l'économie argentine. Parmi les plus connus, on peut citer celui de Rodolfo et Julio Irazusta, *La Argentina y el imperialismo británico : los eslabones de una cadena, 1806-1933,* paru en 1934 et celui de Raúl Scalabrini Ortiz, *La política británica en el Río de La Plata*, publié en 1940.

[255] Intervention de Julio Barrenechea reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*…, p. 19.

Il ajoute :

> « Par conséquent, si un intellectuel souhaite travailler de façon réelle, effective et efficace pour la paix dans le monde, pour la paix de l'Amérique, pour le rapprochement des peuples, il doit, au sein de son pays, rejoindre la lutte pour l'établissement d'une véritable démocratie, par une position 'antifasciste', anti-impérialiste et anti-oligarchique[256]. »

C'est donc tout autant sur le terrain intellectuel que politique qu'il convient d'agir. On voit bien comment s'expriment les bouleversements que connaissent les pays du sous-continent depuis le début des années 1930 et la volonté de rupture de nombreux acteurs avec la période qui précède. On retrouve ici les analyses d'Eduardo Devés Valdés sur le « nationalisme économique » qui caractérise la quête identitaire latino-américaine à ce moment-là[257]. Le thème du nationalisme est d'ailleurs évoqué par le Chilien Enrique Molina, dont les propos sont en quelque sorte une réponse à ceux tenus par Julien Benda en 1927 dans *La trahison des clercs*. Ce dernier offrait alors une vision négative de ce qu'il nomme l'« approfondissement considérable des passions nationales ». Il écrit en effet :

> « […] Les peuples entendent aujourd'hui se sentir, non seulement dans leur être matériel, force militaire, possessions territoriales, richesse économique, mais dans leur être moral. Avec une conscience qu'on n'avait jamais vue (qu'attisent fortement les gens de lettres) chaque peuple s'étreint lui-même et se pose contre les autres dans sa langue, dans son art, dans sa littérature, dans sa philosophie, dans sa civilisation, dans sa 'culture'. Le patriotisme est aujourd'hui l'affirmation d'une forme d'âme contre d'autres formes d'âme[258]. »

Enrique Molina, reprenant certains termes employés par Benda, va à l'encontre d'une telle interprétation, même s'il admet que le nationalisme peut conduire à des dérives :

> « Le nationalisme est-il toujours condamnable ? Oh non! Le nationalisme est sacré et respectable. Il est sacré et respectable en tant qu'amour pour un endroit, en tant qu'amour pour les gens qui peuplent cet endroit, en tant qu'amour pour de nombreux détails de la vie… Il l'est également en tant que volonté d'un peuple de manifester sa personnalité dans ses manifestations artistiques, scientifiques ou pour forger les conditions de vie qui correspondent à son idiosyncrasie. Dans ces cas-là, le nationalisme est véritablement sain, respectable. Il cesse de l'être quand il est un frein à l'harmonie qui doit exister à l'échelle de l'humanité. Ce nationalisme ne serait pas respectable s'il constituait un obstacle à l'harmonie américaine[259]. »

La définition donnée par Molina peut s'appliquer autant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale ; les éléments qu'il pose comme étant constitutifs du nationalisme sont en effet également applicables à ce que décrivent les tenants d'une identité latino-américaine, quelle que soit la version retenue – indo-américaine, métisse, ibéro-américaine. L'essentiel est de « créer une

---

[256] *Idem*, p. 19-20.
[257] Voir l'introduction de notre deuxième partie.
[258] Julien BENDA, *La trahison des clercs*, Paris, Grasset, 1977, p. 173.
[259] Intervention d'Enrique Molina reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*…,, p. 44-45.

culture de type américain[260] », selon les mots du Chilien Ricardo Latcham, pour qu'existe la « personnalité » dont parle Molina. Pour Latcham, il faut mettre à profit ce qui peut d'ores et déjà être considéré comme « typiquement américain », à savoir la « littérature américaine classique[261] » – « nous avons déjà un *Facundo* et un *Martín Fierro* où apparaissent les premières pulsations de l'américanité[262] » – et rompre avec le mimétisme vis-à-vis de l'Europe – « […] nous avons le défaut de regarder l'Europe. Même dans ces réunions nous regardons beaucoup l'Europe. Même dans notre structure diplomatique nous copions l'Europe[263] ». Toujours l'Europe. Une fois de plus, l'enjeu consiste à faire la synthèse entre ce qui vient du Vieux continent, ou en tout cas ce que l'on choisit de garder de son héritage, et la mise en valeur des aspects « autochtones » de la culture latino-américaine. Baldomero Sanín Cano est à cet égard plutôt optimiste : « […] je crois que la culture américaine est originale, parce que la culture étrangère que nous avons reçue au moment où nous nous sommes constitués en peuple ou en nation, nous l'avons transformée[264] ». Nous ne sommes pas loin de l'anthropophagie du Brésilien Oswald de Andrade[265] ou de la « race cosmique » du Mexicain José Vasconcelos. Cette capacité à transformer et à faire siens les apports européens constitue par conséquent un premier facteur d'unité entre les pays latino-américains. Car, à l'image des analyses développées par Gilberto Freyre lors de son périple sud-américain[266], l'idée est de trouver ce qui peut donner corps à cette identité régionale tant souhaitée. Et c'est sans doute sur ce point que les interprétations des uns et des autres sont le plus susceptibles de divergences. Lorsqu'on lit les propos tenus par le Bolivien Diógenes Pereyra, on ne peut en effet qu'être dubitatifs :

> « Nous devons exalter l'idée que nous faisons partie d'une même grande famille. […] Nous avons ici ou là plus ou moins d'indiens ; plus ou moins de blancs ; mais la strate principale de notre culture, sur laquelle repose toute la provision culturelle et spirituelle de l'Amérique, est espagnole. Il y a des Espagnols dans tous les points de l'Amérique, descendants de ceux qui vinrent forger cette Amérique hispanique d'aujourd'hui[267]. »

---

[260] Intervention de Ricardo Latcham reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*…, p. 51 : « *crear una cultura de tipo americano* ».
[261] « *literatura americana clásica* ».
[262] *Ibid.* : « *ya tenemos un 'Facundo' y un 'Martín Fierro', donde aparecen los primeros latidos de la americanidad* ».
[263] *Ibid.*: « *[…] tenemos el defecto de mirar a Europa. Aun en estas reuniones miramos mucho a Europa. Aún en nuestra estructura diplomática copiamos a Europa* ».
[264] Intervention de Baldomero Sanín Cano reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*…, p. 34.
[265] Voir l'introduction de notre deuxième partie.
[266] *Idem.*
[267] Intervention de Diógenes Pereyra reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*…, p. 17-18.

Qu'en est-il des populations afro-descendantes ? Où se situe le Brésil dans une configuration où il n'est question que de l'héritage espagnol ? La formulation d'une identité commune semble continuellement achopper sur les mêmes points. Il reste alors la possibilité de la construire en fonction des problématiques qui dépassent le cadre strictement latino-américain et dont l'urgence réclame une prise de position de la part des intellectuels, d'en revenir, finalement, au titre de ces entretiens, « la mission qui revient à l'Amérique sur le plan intellectuel comme facteur d'organisation de la paix ». Quelle que soit la définition que l'on donne de l'identité du sous-continent, ce qui compte c'est l' « Amérique » et le rôle qu'elle est appelée à jouer face à l'effondrement programmé de l'Europe, ainsi que l'exprime Enrique Molina :

> « Notre Amérique est faite de la culture européenne, naturellement. Mais pas complètement, sinon en grande partie. Nous savons qu'il y a des cultures autochtones. Mais en Amérique il y a une âme qui ne se résigne pas à accepter la prédiction fataliste de Spengler, celle qui proclame que la culture de l'Occident est en décadence. Notre Amérique peut accepter ou non que la culture occidentale soit en décadence ; mais ce qu'elle ressent c'est qu'elle, elle n'est pas décadente, mais en train de travailler pour une culture meilleure et nouvelle[268]. »

Deux ans plus tard, à l'occasion de la conférence des commissions américaines de La Havane, le vœu exprimé par Enrique Molina est plus que jamais d'actualité. L'heure est grave et la coopération intellectuelle acquiert un caractère plus politique et idéologique que jamais. De cela, on est parfaitement conscient en Amérique, notamment à Cuba. Le *Diario de la Marina*, quotidien de La Havane, titre d'ailleurs, en novembre 1941 : « Saladrigas, premier ministre de Cuba, a déclaré que la conférence de coopération intellectuelle comporte de nombreuses implications politiques et a un programme à accomplir : la défense de la civilisation[269] ».

---

[268] Intervention d'Enrique Molina reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*…, p. 44.

[269] MRE Argentine, Tratados y Conferencias, año 1940, caja 195, expediente n°49, article du journal *Diario de la Marina* (La Havane), 16/11/1941, « *Saladrigas, el primer ministro de Cuba, declaró que la conferencia de cooperación intelectual está llena de implicaciones políticas y tiene un programa que cumplir : la defensa de la civilización* ».

Sauver l'Europe ? La Conférence de La Havane et le projet de délocalisation de l'IICI (1941-1943)

> « Au moment où nous nous débattons parmi d'innombrables difficultés politiques et économiques, il est rassurant de sentir par-delà les mers une terre vierge et féconde où nos idées ont germé, où elles peuvent, où elles doivent croître et embellir. Devons-nous croire […] que les États sud-américains sont prêts à recevoir le flambeau de nos mains, si quelque catastrophe nous contraint à relâcher notre étreinte ? […] »
>
> Louis Baudin[270]

> « […] Dans cette admirable Amérique du Sud, si séduisante par son enthousiasme et la fraîcheur de ses sentiments, si les fervents du catholicisme sont toujours prêts à donner asile à la papauté pour le cas où le Vatican ne serait pas sûr, les admirateurs de notre philosophie du XVIIIe siècle et de toute doctrine humaniste depuis l'antiquité, sont prêts à donner refuge aux derniers tenants de l'Idéalisme mondial en cas de besoin. »
>
> Darius Milhaud[271]

Alors que l'IICI est réduit, en 1941, à sa plus simple expression, une initiative surgit qui tente de le transférer en Amérique latine. Ce projet est discuté à l'occasion de la IIe Conférence des commissions nationales américaines qui se réunit à La Havane du 15 au 25 novembre 1941 et à laquelle Henri Bonnet assiste. Cette conférence était prévue depuis celle de Santiago et le contexte international renforce l'idée de sa nécessité. Celui-ci est marqué par le déclenchement de la guerre en Europe, par la défaite française et par la fermeture de l'IICI. Pour un certain nombre d'acteurs latino-américains de la coopération intellectuelle, il revient aux commissions nationales américaines de ne pas se laisser abattre par de telles circonstances et de tout mettre en œuvre pour perpétuer la dynamique mise en place par l'Institut. Ainsi peut-on lire dans le *Boletín bimestral* de 1940 :

> « Il est fort possible que le désarroi qui domine en Europe ait balayé les commissions de coopération intellectuelle qui y existaient, et dont l'œuvre commençait à être connue et estimée dans tous les milieux culturels. Depuis le commencement de la guerre, nous avons perdu le contact avec elles, et ensuite, avec l'occupation de Paris, l'Institut International qui leur servait de centre de coordination a disparu. La nécessité de maintenir cette œuvre, dans laquelle nous avons placé notre foi, et dont il serait vain de signaler une nouvelle fois les projections, entraînèrent les commissions américaines à tenir une conférence, réalisée en novembre à La Havane[272]. »

---

[270] Louis BAUDIN, *L'effort réalisé par la France en Amérique du Sud depuis la guerre*, conférence du 6 mars 1935 à la Maison de l'Amérique latine à Bruxelles, p. 23-24

[271] MAE, SdN n°55, Article de Darius Milhaud, « Entre le panaméricanisme et la SdN. Le point de vue argentin », 1928.

[272] *Boletín bimestral*, año V, n°28, oct.-déc. 1940, p. 6.

L'auteur de ces lignes ajoute un peu plus loin :

> « En conséquence, notre commission a continué ses travaux dans le continent américain, où cette œuvre se développe toujours davantage, grâce à l'unité de langue et la similitude des origines de presque tous nos peuples. Cependant, nos relations ont été beaucoup plus intenses avec la république nord-américaine, qui manifeste un intérêt toujours plus grand envers la connaissance de la culture des peuples hispaniques et coordonne ses intérêts de toute nature avec les nôtres[273]. »

Voilà qui résume les enjeux de cette conférence : il s'agit de poursuivre l'œuvre de l'IICI malgré la guerre, et de préserver ainsi l'héritage européen, mais dans un contexte où les États-Unis sont chaque jour plus présents et plus actifs sur le terrain de la coopération intellectuelle et de la diplomatie culturelle. Rappelons que l'*Office of the Coordinator of Inter-American Affairs* a été créé en août 1940 et que s'il a été conçu comme un moyen de combattre les sentiments pro-Axe pouvant exister en Amérique latine, il contient aussi des éléments visant explicitement à contrer l'influence européenne en général[274]. En outre, le fait que la conférence se tienne à Cuba n'est pas sans conséquence : l'île fait partie de l' « arrière-cour » des États-Unis et l'on n'est pas surpris par la teneur du discours prononcé par le Cubain Cosme de la Torriente lors de la conférence inaugurale. Ce dernier est en effet un appel à la solidarité continentale telle qu'elle est prônée par Roosevelt :

> «Quand Roosevelt appelle à la lutte pour défendre la liberté et la démocratie de l'Amérique contre les puissances qui veulent nous attaquer, nous devons répondre : 'Nous sommes prêts !' Chaque peuple américain aidera avec tous les moyens dont il dispose. Pour qu'il en soit ainsi, le mieux est de maintenir notre union, notre démocratie et nos libertés, sans lesquelles, aujourd'hui, il n'est pas possible de maintenir notre civilisation, notre culture - et moins encore la coopération intellectuelle, entre nos peuples et ceux des autres continents[275]. »

La guerre et ses implications – relation à l'Europe, positionnement vis-à-vis des États-Unis, interrogation sur le rôle des intellectuels – constituent donc la clé d'analyse de cette conférence.

Organisation et déroulement de la conférence

La conférence de La Havane est l'œuvre de la commission cubaine de coopération intellectuelle, dont le président est Antonio Sánchez de Bustamante y Sirvén[276]. Pour l'organiser,

---

[273] *Ibid.* Il mentionne à cet égard les relations universitaires entre les États-Unis et l'Université du Chili : « L'année qui s'achève a été marquée par une affluence plus importante d'universitaires nord-américains, nous avons obtenu qu'à l'Institut Pédagogique soit créé pour eux un cours d'Histoire du Chili donné par Ricardo Donoso, et deux autres, sur la littérature hispano-américaine et la littérature chilienne, sous la responsabilité de Ricardo Latcham Alfaro. » (*Idem*, p. 7).

[274] Voir chapitre IV.

[275] MRE Argentine, Tratados y Conferencias, año 1940, caja 195, expediente n°49, article du *Diario de la Marina*, 16/11/1941.

[276] **Antonio Sánchez de Bustamante y Sirvén** (1865-1951) est un juriste cubain reconnu, qui participe tant aux travaux de la SdN que de l'Union panaméricaine. Il préside la commission cubaine de coopération intellectuelle

une commission exécutive, présidée par Cosme de la Torriente[277] et composée de 12 membres[278], est mise en place.

19 républiques américaines sont présentes, le Paraguay et le Salvador étant absents. On compte en tout 101 participants, dont 67 pour la seule délégation cubaine[279] et neuf observateurs d'institutions privées[280]. À l'issue de la conférence, quelques 80 propositions ont été approuvées, que ce soit sous la forme de résolutions, d'accords, de recommandations, de déclarations ou de votes. Selon les termes de Cosme de la Torriente, « il n'y a aucun sujet qui ne fût traité ou discuté […][281] ». La plupart des questions abordées ont trait à la coopération intellectuelle proprement dite et sont dans la continuité des travaux de la conférence de Santiago.

Voici le programme de la conférence :

> « 1. Examen et affirmation des principes de base desquels dépend l'existence de la Coopération Intellectuelle.
>
> 2. Amélioration du régime interaméricain de la Protection de la Propriété Intellectuelle. Élimination des obstacles qui s'opposent à l'échange intellectuel interaméricain comme les tarifs élevés sur les livres, les formalités douanières, les coûts de voyage, le coût excessif de la franchise.
>
> 3. Examen des moyens à mettre en œuvre pour encourager les relations culturelles interaméricaines, par l'intermédiaire de films, de la radio, de la musique, de l'art, du théâtre, les publications de toute nature, les échanges de professeurs, d'étudiants, d'experts.
>
> 4. Examen des mesures à prendre pour faciliter et coordonner les relations entre les commissions nationales de coopération intellectuelle de l'Amérique.
>
> 5. Examen des rapports sur les mesures adoptées ou à adopter pour rendre effectives les résolutions et les recommandations sur la coopération intellectuelle, approuvées par les Conférences Internationales Américaines, la Première Conférence Américaine de Commissions Nationales de Coopération Intellectuelle et l'Union Panaméricaine[282]. »

---

depuis sa création en novembre 1925 (AUN, A III, 3, La Havane, 16/11/1925). Il a également eu une activité politique, en tant que sénateur, de 1902 à 1918. Enfin, parmi de nombreux ouvrages publiés, on peut citer celui qu'il a écrit avec Cosme de la Torriente y Peraza, *Actividades de la Liga de las Naciones*, paru en 1923.

[277] **Cosme de la Torriente y Peraza** (1872-1956) est un juriste, diplomate et un homme politique cubain.

[278] Il s'agit de José María Chacón y Calvo (1892-1969), **Luis A. Baralt**, Fernando Ortíz, Manuel Bisbé (1906-1961), **Mariano Brull**, Jorge Mañach (1898-1961), Félix Lizaso (1891-1967), Salvador Massip (1891-1978), **Luis Rodriguez Embil**, Carlos de la Torre (1858-1950), Medardo Vitier (1886-1960), Herminio Portell Vilá (1901-1992).

[279] Voici la répartition par pays des délégués : Argentine (1) ; Bolivie (1) ; Brésil (3) ; Chili (1) ; Colombie (1) ; Costa Rica (1) ; Cuba (67) ; Équateur (1) ; États-Unis (9) ; Guatemala (1) ; Haïti (1) ; Honduras (1) ; Mexique (3) ; Nicaragua (1) ; Panama (1) ; Pérou (1) ; République Dominicaine (3) ; Uruguay (1) ; Venezuela (2).

[280] Il s'agit de Concha Romero James, chef du Bureau de Coopération intellectuelle de l'UPA ; d'Henri Bonnet, directeur de l'IICI ; de Cosme de la Torriente, César Salaya, Gustavo Gutiérrez, Pedro Martínez Fraga de l'Institut Américain de Droit International ; de Ross McClean, délégué du Conseil National du Film du Canada ; de John E. Lockwood, secrétaire de l'*Office of the Coordinator of Inter-American Affairs* ; de Kenneth Holland, directeur du département d'éducation de l'*Office of the Coordinator of Inter-American Affairs ;* de Charles A. Thompson, observateur extra-officiel de la *Division of Cultural Relations* du *State Department* ; et d'Armando Mencía, observateur extra-officiel du Bureau Interaméricain de Radio.

[281] Cosme de la TORRIENTE, *Cooperación intelectual*, Texto de una conferencia pronunciada el 16 de diciembre de 1941, La Habana, 1941, p. 25 : « *No hubo asunto que no se discutiera y tratara […]*. »

[282] Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942, p. XVII.

On retrouve dans ce programme des thèmes et des moyens d'action propres à la coopération intellectuelle panaméricaine, notamment si l'on se réfère aux différents accords, résolutions et recommandations prises lors des conférences interaméricaines en la matière[283].

En complément du programme qui a été arrêté, les travaux de la conférence et ceux susceptibles d'être menés à l'avenir sur le terrain de la coopération intellectuelle doivent être axés sur les points suivants :

> « L'enseignement officiel, dans chacune des républiques américaines des trois autres langues utilisées en Amérique.
>
> La communication des plans d'étude de toutes les étapes de l'enseignement.
>
> L'échange de professeurs et d'élèves, et de ces derniers par l'intermédiaire de bourses.
>
> L'envoi par chaque république américaine aux vingt autres d'un exemplaire de toute œuvre, brochure, revue ou tout journal imprimés, à l'adresse d'une bibliothèque publique générale, ou de plusieurs exemplaires dans le cas des travaux spécialisés.
>
> La communication réciproque de plusieurs exemplaires des journaux officiels qui contiennent les lois et les autres dispositions édictées dans chacune des républiques, dans le but de diffuser leur connaissance et de préparer dans la mesure du possible leur uniformité.
>
> Sans que cela porte préjudice à la propriété scientifique, la notification de découvertes scientifiques importantes qui contribuent au bien-être humain.
>
> La stimulation des congrès et des conférences interaméricaines de caractère scientifique et des sociétés, instituts ou académies de même nature.
>
> La création d'un organe de publicité qui donne à connaître ses activités de coopération intellectuelle et ses résultats dans les quatre langues d'Amérique.
>
> La création dans chaque commission américaine de sous-commissions spéciales qui effectuent les études utiles ou nécessaires pour une fructueuse coopération intellectuelle, et donnent à en connaître les résultats[284]. »

La nécessité d'une structuration et d'une formalisation plus poussées de la coopération intellectuelle américaine transparaît nettement au travers de cette liste. Pour cela, on incite une nouvelle fois les pays n'ayant pas constitué de commission nationale à le faire dans les plus brefs délais. Il est par ailleurs décidé d'organiser tous les trois ans une conférence américaine des commissions nationales. Alors qu'à la conférence de Santiago la crainte exprimée par certains acteurs – notamment européens – d'assister à une régionalisation de la coopération intellectuelle avait été apaisée, il apparaît qu'à La Havane on est en marche non seulement vers une régionalisation, mais vers une panaméricanisation de la coopération intellectuelle. S'il est fait mention des circonstances de la création de l'OCI et de l'IICI, c'est surtout le fait que ces deux institutions soient désormais « dans une situation de paralysie déplorable à cause de la nouvelle

---

[283] Voir la liste de ces accords, résolutions et recommandations en annexe ainsi que notre chapitre V.

[284] Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942, p. 7.

guerre[285] », qui est mis en avant. Dans le même paragraphe, il est en outre affirmé l'antécédence des initiatives de coopération intellectuelle de l'UPA par rapport à l'IICI et à l'OCI : « […] mais dans cette partie du monde, à laquelle nous avons la grande satisfaction d'appartenir, on avait adopté depuis déjà fort longtemps des accords officiels des conférences panaméricaines qui poursuivent les mêmes fins[286]. » Est-ce à dire que la conférence de La Havane peut être considérée comme l'acte qui consacre l'éloignement de l'Amérique latine par rapport à l'Europe, et en particulier par rapport à la France ? On pourrait être tenté, au vu de ce qui précède, de répondre par l'affirmative. Nous verrons un peu plus loin que les choses ne sont pas aussi tranchées, même s'il est indéniable que l'on assiste bel et bien à une panaméricanisation de la coopération intellectuelle.

Cependant, malgré l'unité proclamée au sein du continent, on décèle quelques contradictions, notamment si on analyse deux recommandations approuvées par la conférence. La première, faisant suite à une proposition de la délégation brésilienne, propose que soit créée, au sein du ministère des relations extérieures de chaque État américain, une section ou une division de Relations culturelles, « à l'image de celles qui ont déjà été organisées dans ce but par les administrations des pays américains[287] ». Une telle division existe depuis 1937 au Brésil[288], pays où le gouvernement de Getúlio Vargas a entrepris de mettre la culture et les intellectuels au service des intérêts de la nation, en les incluant dans les institutions étatiques. Dans le même temps, est adoptée une autre résolution appelant l'Union Panaméricaine à inclure dans le programme de la prochaine conférence interaméricaine un accord posant que chaque gouvernement américain doit inclure dans son budget une ligne de dépense pour couvrir les frais des commissions nationales[289]. En lien avec cette résolution, figure celle qui exprime le souhait « qu'il ne demeure aucun pays où la coopération intellectuelle ne soit pas organisée, pour éviter, là où elle n'existe pas, que ce soit les gouvernements qui nomment les délégués en charge de la coopération[290] ». Cette dernière résolution peut être interprétée comme une volonté de faire en sorte que les commissions nationales – donc les intellectuels et les acteurs de la culture – gardent une marge d'autonomie vis-à-vis des gouvernements et de la politique. Entre cette volonté et la vision brésilienne il y a donc un écart, un paradoxe, révélateurs des débats qui pouvaient exister

---

[285] « *hoy en colapso lamentable y forzoso por la nueva guerra* ».
[286] Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942, p. 6.
[287] *Idem*, p. 31 : « *a ejemplo de la ya organizada para tales fines por las administraciones de los países americanos* »..
[288] Voir chapitre VII.
[289] Cosme de la TORRIENTE, *ouv. cité*, p. 26.
[290] *Ibid.* : « *no quede un solo país del continente que no organice la Cooperación Intelectual, para evitar que, donde no exista, sean los gobiernos los que nombren los delegados de la Cooperación*. »

alors sur le rôle de l'État dans la sphère culturelle et sur le positionnement des intellectuels par rapport à ce dernier.

Enfin, les participants à la conférence pouvaient difficilement ignorer le contexte international. Ainsi, des déclarations sont faites concernant la « libre expression de la pensée[291] » et la question des intellectuels exilés, qu'il s'agisse de républicains espagnols, très nombreux à avoir rejoint l'Amérique latine, ou des individus persécutés en Allemagne et en Italie. Cosme de la Torriente revient sur ce thème dans le compte-rendu qu'il fait de la conférence en 1942 :

> « La terrible situation dans laquelle la guerre a plongé les intellectuels dans le monde a été à l'origine d'une série de résolutions de grande portée philanthropique : il a été ainsi déclaré que les chercheurs en science, les artistes, les savants et les professeurs, exilés en raison de la situation mondiale, doivent être protégés et secourus afin qu'ils puissent, avec toutes garanties nécessaires, reprendre leur travail ; il a été recommandé aux gouvernements de protéger et d'appuyer ces représentants de l'intelligence chaque fois que possible, en convenant d'un système de passeport qui permette à ces exilés de circuler librement dans tous les pays, mais aussi d'utiliser les services de ces intellectuels comme enseignants ou chercheurs[292]. »

Cette question avait été abordée lors de la Conférence de Santiago et avait alors suscité des débats animés. De fait lorsqu'il avait été question d'« ouvrir les portes de l'Amérique aux réfugiés politiques, raciaux et religieux d'autres continents[293] », certains délégués latino-américains avaient fait part de leur grande réticence :

> « Ce point fut attaqué énergiquement par le délégué péruvien, le Dr. Alaysa, qui soutint que, en plus des aspects intellectuels du problème, il était nécessaire de prendre en compte les aspects économiques et de faire preuve de tolérance et d'esprit démocratique en évitant d'attaquer d'autres idées. Il soutint que les attendus du projet en faveur des persécutés n'étaient pas clairs et que, d'un autre côté, l'immigration vers l'Amérique de réfugiés politiques entraînerait une crise économique pour toutes les nations. Le Dr. Rivarola approuva les déclarations du délégué péruvien […]. Le troisième point (aider depuis l'Amérique les intellectuels de l'Espagne républicaine) rencontra aussi l'opposition des délégations du Pérou et de l'Argentine eu égard à l'expression 'Espagne loyale' qu'ils considéraient inappropriée dans les circonstances présentes[294]. »

Cet extrait est révélateur des ambivalences de la politique extérieure d'un certain nombre de pays latino-américains. La persécution des juifs en Allemagne, même si cette dernière n'est pas explicitement nommée, et leur éventuel accueil dans le sous-continent, soulèvent en effet d'épineux problèmes pour des pays qui comptent dans leur population d'importantes communautés germaniques (c'est le cas de l'Argentine, du Brésil et du Chili, mais aussi du

---

[291] Voir Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942, p. 30-31 : « *libre expresión del pensamiento* ».

[292] Cosme de la TORRIENTE, *Cooperación intelectual*, conferencia pronunciada el 16 de diciembre de 1941, La Habana, 1941, p. 26-27.

[293] MRE Argentine, Tratados y Conferencias, año 1938, caja 180, expediente n°18, article du journal *La Prensa*, 12/01/1939, « Realiza otra sesión la Conferencia Americana de Cooperación Intelectual » : « *abrir las puertas de América a los perseguidos políticos, raciales y religiosos de otros continentes* ».

[294] *Ibid.*

Pérou[295]) et qui maintiennent avec l'Allemagne des relations commerciales importantes[296]. Il faut donc éviter de créer des tensions avec le IIIe Reich en approuvant une résolution qui est clairement une condamnation de sa politique. En ce qui concerne les réfugiés républicains espagnols, il faut rappeler le très fort impact de la guerre civile en Amérique latine et en particulier en Argentine[297], en raison notamment, là aussi, de la présence de nombreux immigrés espagnols[298]. En janvier 1939, l'issue du conflit espagnol est claire : le camp de Franco a gagné. L'Argentine qui, pour des raisons de politique intérieure[299] aussi bien qu'extérieure[300], s'est abstenue de reconnaître jusque-là le gouvernement de Franco, s'apprête à le faire en février 1939, ce qui explique l'opposition manifestée par son délégué à Santiago. En 1941, au moment où se déroule la conférence de La Havane, le contexte international n'est plus le même ; l'attitude des États-Unis, notamment, a considérablement changé. Alors qu'en 1939 le gouvernement américain, tout en réaffirmant son attachement à la démocratie dans le monde, s'efforçait de faire en sorte que le continent américain reste autant que faire se peut éloigné des passions européennes[301], il importe, en 1941, que ce dernier apparaisse comme le refuge de la démocratie dans la perspective d'une entrée en guerre des États-Unis qui nécessiterait que soit plus que jamais réaffirmé le principe de solidarité continentale. Quand bien même, à l'heure de la conférence de La Havane, il n'est pas encore question d'une telle perspective, il n'échappe à

---

[295] Pour ce pays, voir Fabián NOVAK, *Las relaciones entre Perú y Alemania 1828-2003*, Lima, PUCP-Fondo Editorial, 2004.

[296] Voir chapitre VIII.

[297] Sur ce point, voir Mónica QUIJADA, *Aires de República, aires de cruzada : la guerra civil española en Argentina*, Barcelona, Sendai, 1991, p. 16 : « Ce qui caractérisa le phénomène de répercussion populaire de la guerre civile espagnole […] fut justement le déplacement du centre de gravité, de la lutte politique portée par des courants politiquement actifs, à l'engagement personnel du citoyen anonyme, traditionnellement éloigné de toute activité politique. Engagement qui se manifesta par une mobilisation massive en termes de solidarité en faveur des parties opposées, pénétrant toutes les couches de la société et gagnant même les provinces les plus éloignées, généralement en marge de la vie politique nationale. »

[298] Pour l'histoire de l'émigration espagnole en Amérique latine en général, voir Pedro A. VIVES, Pepa VEGA et Jesús OYAMBURU (Coord.), *Historia general de la emigración española a Iberoamérica*, Madrid, Historia 16, 1992, 2. vol. Pour l'Argentine voir notamment Alejandro FERNÁNDEZ, José MOYA (ed.), *La inmigración española en la Argentina, Buenos Aires*, Editorial Biblos, 1999.

[299] Les gouvernements argentins d'Agustín Pedro Justo (1932-1938) et de Roberto M. Ortiz (1938-1942) s'appuient sur une coalition politique fragile comprenant à la fois des éléments favorables aux républicains espagnols comme des factions soutenant le camp franquiste. La « *década infame* » est marquée par la coexistence de deux principes opposés, qui ne pouvait donner naissance qu'à une politique caractérisée par l'ambivalence : autoritarisme dans la pratique et adhésion formelle aux principes parlementaires et démocratiques. Cette même ambiguïté se retrouve dans les relations officielles avec l'Espagne.

[300] Lorsqu'éclate la guerre civile espagnole, Carlos Saavedra Lamas est ministre des Relations extérieures et l'Argentine est très présente à la SdN. Par ailleurs, les relations diplomatiques et commerciales avec la Grande-Bretagne amènent le gouvernement à suivre la ligne britannique en termes de politique extérieure, en particulier en ce qui concerne l'Europe. Voir Mónica QUIJADA, *ouv. cité*, p. 24-27.

[301] De fait, « rien ne pouvait davantage aller à l'encontre des intérêts des États-Unis en ces moments que laisser les républiques latino-américaines s'écarter d'une stricte neutralité, vu la violence des passions que la guerre civile espagnole déchaînait dans leurs populations respectives. Une Amérique divisée dans ses positions extérieures face à ce conflit aurait signifié la dislocation d'un monolithisme qui était indispensable à la politique des États-Unis dans la région. » (Mónica Quijada, *ouv. cité*, p. 34).

aucun des acteurs présents que le conflit qui a éclaté deux ans auparavant a pour particularité de ne pas se limiter aux champs de bataille. Le caractère total de la guerre, touchant autant les civils que les militaires, conduit ainsi les délégués américains présents à La Havane à faire une déclaration qui montre à quel point les événements européens sont présents dans les esprits :

> « 1. Qu'elle estime utile et indispensable que la ville en tant que centre urbain et réunion de non-combattants doive être inviolable et, par conséquent, ne puisse être la cible de bombardements aériens ou maritimes.
>
> 2. Que les monuments, édifices, objets d'art, musées, archives, bibliothèques, universités, hôpitaux, laboratoires, écoles, qui se trouvent dans les villes, méritent le respect de tous les belligérants, qui ne doivent sous aucun prétexte les détruire.
>
> 3. Que les bombardements des villes effectués en tant que tactique militaire essentielle au cours de l'affrontement actuel, par les nations fasciste et nazie du Vieux Monde, constituent d'abominables atteintes à l'humanité et à la culture et placent leurs gouvernements respectifs hors de la civilisation, méritant, par conséquent, comme cette conférence le fait publiquement, la réprobation et la condamnation les plus énergiques des hommes de lettres, des artistes et scientifiques de notre continent américain[302]. »

Nous le voyons, la ville, en tant que concentration de population, mais aussi centre culturel, est l'objet de toutes les attentions. Elle est de fait, depuis la période de la conquête, le symbole de la civilisation. La guerre menace donc cette dernière autant en Amérique qu'en Europe et, à La Havane, le Nouveau Monde se donne pour mission de la sauvegarder.

Le projet de délocalisation de l'IICI en Amérique

Selon Cosme de la Torriente, le principal résultat de la conférence de Santiago concerne le projet de délocalisation de l'IICI en Amérique :

> « […] De tout ce qu'a décidé la Conférence de La Havane, selon l'avis de plusieurs personnes qui y participèrent, rien ne revêtit autant d'importance sur le plan des réalisations pratiques et décisives que les accords quant à la possibilité d'établir en Amérique un Centre International de Coopération Intellectuelle[303]. »

Une commission spéciale est formée, composée de sept personnes : Miguel Osório de Almeida (Brésil) – désigné comme président dudit comité[304] –, Julián Nogueira[305] (Uruguay), Alfonso

---

[302] Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942, p. 33.
[303] Cosme de la TORRIENTE, *ouv. cité*, p. 29.
[304] Cela ne passe pas inaperçu à l'Itamaraty, qui envoie à la presse brésilienne un texte où il est fait mention de cette désignation, vue comme une manière d'honorer le Brésil dans le domaine de la coopération intellectuelle : Noticiário para a imprensa, « Alta distinção concedida ao Brasil » : « [...] Une haute distinction vient d'être accordée à notre pays puisque le professeur Miguel Osório de Almeida, délégué brésilien lors de ces conversations et figure des plus reconnues dans nos cercles intellectuels et scientifiques, a été choisi pour occuper la fonction de président de la nouvelle organisation. » (AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual).

Reyes (Mexique), James T. Shotwell[306] (États-Unis), Cosme de la Torriente[307] (Cuba), Francisco Walker Linares (Chili). Cette commission avait quatre conseillers techniques : Henri Bonnet, Mariano Brull[308] (Cuba), Antonio Castro Leal[309] (Mexique), Malcolm Davis[310] (États-Unis) ; le Secrétaire général était Hermínio Rodrigues[311] (Cuba)[312]. De quoi s'agit-il exactement ? Miguel Osório de Almeida l'explique en 1945 au nouveau directeur de l'IICI, Jean-Jacques Mayoux :

> « La Conférence de La Havane avait décidé d'offrir l'hospitalité dans un des pays d'Amérique à l'Institut de Paris ou à son Secrétariat, et, si cette résolution n'était pas réalisable, d'organiser un Centre International Provisoire, situé sur le Continent Américain. Ce Centre assumerait, pour la durée de la guerre et dans les limites possibles les fonctions de l'Institut de Paris. La Commission des Sept fut chargée d'étudier l'organisation de ce Centre International[313]. »

L'État qui accepterait d'accueillir l'Institut sur son territoire serait tenu de lui fournir un siège et les moyens nécessaires à sa survie. La conférence recommande aussi aux gouvernements américains qui contribuaient au budget de la SdN « d'affecter une partie de leurs contributions à l'Institut, comme ils le font pour le Bureau International du Travail et les autres services de la SdN établis au Canada ou aux États-Unis[314] ».

L'attaque de Pearl Harbor relègue cependant au second plan les questions de coopération intellectuelle et il faut attendre 1943 pour que le projet d'Institut soit à nouveau débattu. Ainsi

---

[305] Julián Nogueira, uruguayen, a notamment fait partie des fonctionnaires du Secrétariat de la SdN.

[306] James T. Shotwell a siégé en tant que membre de la CICI de 1933 à 1939.

[307] **Cosme de la Torriente** préside depuis 1940 le Fond Cubano-Américain de Secours aux Alliés.

[308] **Mariano Brull** fait partie du comité exécutif responsable de l'organisation de la Conférence de La Havane

[309] Antonio Castro Leal (1896-1981), juriste et philosophe de formation, a occupé d'importants postes dans l'administration publique (il est notamment recteur de l'Université de México de 1928 à 1929) et a mené une carrière de diplomate, entre l'Amérique et l'Europe. En 1940, il fonde et dirige la *Revista de Literatura Mexicana*.

[310] Malcolm Davis (1889-1970), journaliste et spécialiste de relations internationales, figure parmi les Nord-Américains ayant eu un lien avec la SdN (voir http://www.indiana.edu/~league/americans.htm, page consultée le 20/04/2012). Il est fait mention, dans le *Boletín Bimestral* de la commission chilienne de coopération intellectuelle, d'une « mission » qu'il organise, en 1941, composée de journalistes et de professeurs des États-Unis ; son passage à Santiago du Chili est l'occasion de discussions autour des échanges entre les deux pays (*Boletín Bimestral*, n°28, oct.-déc. 1941, año V, p. 13).

[311] Hermínio Rodrigues von Sobotker, spécialiste de droit international, est le secrétaire général de la commission cubaine de coopération intellectuelle depuis au moins 1937 (voir AUN, A III 3, Relations de l'IICI avec la commission cubaine de coopération intellectuelle)

[312] AUN, A III 68, 06/10/1945, Lettre d'Osório de Almeida à Jean-Jacques Mayoux. Dans un article du journal *O Correio da Manhã* daté du 02/10/1943, d'autres personnalités sont mentionnées : Victor Lascana, ministre plénipotentiaire de l'Argentine à La Havane : **Luis A. Baralt**, présenté comme professeur et dramaturge de La Havane ; et Jacques Maritain, « directeur de l'université française de New York ». (AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual, Article du *Correio da Manhã*, 02/10/1943, « Novo movimento cultural para maior aproximação dos povos americanos »)

[313] *Ibid.*

[314] Voir Jean-Jacques RENOLIET, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 158.

que le note le journal brésilien *O Correio da Manhã*, « les leaders du Congrès Interaméricain jugent que l'heure est venue de reprendre leur travail, selon un point de vue encore plus américain[315] ».

La « Commission des Sept » se réunit finalement en 1943 à Washington, « grâce aux efforts généreux de la *Carnegie Endowment*[316] ». À cette occasion, elle définit les bases de l'organisation du Centre Provisoire ainsi qu'un « long et minutieux programme de l'action que le Centre aurait à développer[317] ». En outre, la Commission décide de rester en fonction sous le nom de « Commission Provisoire de Coopération intellectuelle ». Décision est également prise d'établir le Centre Provisoire à La Havane. Quelle doit être l'action du comité et de la commission ? Comme l'écrit l'Uruguayen Julián Nogueira :

> « Le champ d'action du Centre International de Coopération Intellectuelle est très vaste – illimité peut-on dire –, puisque la nécessité d'une activité coordonnée et méthodique en la matière ne s'est jamais fait sentir de façon si aigüe et pressante[318]. »

Pour faire face à ce défi, un programme en 11 points est défini à l'occasion de cette réunion. La majorité des questions abordées est en lien avec la situation de guerre. Ainsi de la position des intellectuels par rapport à un conflit autant militaire qu'idéologique :

> « Quels sont les devoirs des intellectuels, en tant que tels, dans la lutte à mort qui oppose les forces de domination et de conquête à celles qui servent la liberté et la dignité de la personne humaine ? Comment résoudre le conflit de conscience entre les devoirs de l'intellect et ceux du citoyen ? L'intellectuel a-t-il le droit de s'abstenir de toute action ? A-t-il le droit de s'enfermer dans sa tour d'ivoire et de se placer au-dessus de la mêlée ?[319] »

Cela va de pair avec le thème de la liberté de pensée et d'expression, qui fait l'objet du troisième point, mais aussi avec celui ayant trait à l'accueil des intellectuels exilés[320]. Le Centre, en digne héritier de l'IICI, se doit par ailleurs de ne pas limiter son action au continent américain et se

---

[315] AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual, Article du Correio da Manhã, 02/10/1943, « Novo movimento cultural para maior aproximação dos povos americanos » : « *os leaders do Congresso Inter-Americano julgam que o tempo é oportuno para reencetar o seu trabalho, com um ponto de vista mais definidamente americano*. »

[316] AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual, 1943, Télégramme, New York, Ambassade du Brésil, 27/05/1943, Convite ao Doutor Miguel Osório de Almeida para representar o Brasil no Comité Inter-Americano de cooperação intelectual. La Fondation Carnegie doit financer le coût des voyages et du séjour aux États-Unis des membres du comité.

[317] AUN, A III 68, 06/10/1945, Lettre d'Osório de Almeida à Jean-Jacques Mayoux.

[318] AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual, Article de *El Día*, Montevideo, 21/11/1943, « Los intelectuales y la guerra », par Julián Nogueira.

[319] *Ibid*., Point n°2.

[320] « À cause de la guerre nombre d'intellectuels de différents pays ont dû chercher refuge à l'étranger et tout particulièrement dans les pays d'Amérique du Nord et du Sud. Malgré tout ce qui a été fait et continue de se faire, la situation des intellectuels réfugiés pose chaque jour de nouveaux problèmes. Il ne suffit pas, par exemple, de leur assurer le minimum qui leur permette de vivre. Il manque, en plus, la possibilité de leur offrir des moyens pour qu'ils continuent leurs travaux dans leur spécialité – sous peine de laisser inactives de grandes forces intellectuelles. Ces questions constitueront un secteur important de l'action du Centre qui se chargera d'effectuer les recherches nécessaires et de chercher les moyens d'améliorer leur situation actuelle. » (*Ibid*., point 7).

donne pour mission de réfléchir à l'après-guerre[321]. Il doit par conséquent s'intéresser aux pays occupés, d'une part pour penser à la manière dont il peut « assurer la protection des œuvres d'art et des monuments culturels dans les pays occupés[322] » et d'autre part parce que ces pays, « parmi lesquels il faut inclure des pays de la plus haute culture[323] », ont été privés « des possibilités d'information objective et exacte[324] ». Or, « on peut supposer qu'après la guerre les uns et les autres n'auront qu'une idée fragmentaire et erronée des événements survenus dans le reste du monde et qu'ils subiront une déformation inévitable de leurs sentiments et raisonnements[325] ». Quelle fonction se donne le futur Centre face à ce problème ?

> « Le Centre devra étudier sans retard les moyens nécessaires pour que les populations de ces territoires occupés retrouvent les idées générales en cours, sitôt les hostilités arrêtées. Il devra aussi étudier la possibilité de mettre sans délai à la dispositions des intellectuels de ces pays les moyens de travail dont ils ont été privés ; en un mot, il s'agit de déterminer comment on peut aider ces populations à retrouver leur place dans un monde libre dont elles ont été brutalement séparées pendant des années de misère et de souffrance[326]. »

Il n'est donc pas étonnant que l'accent soit mis sur l'éducation « dans le sens le plus large du terme[327] ». L'importance accordée à cette question vient d'un constat :

> « L'expérience a montré que la guerre d'agression n'a été en grande partie possible que par une éducation qui y poussait. L'organisation d'une paix durable exigera aussi une éducation appropriée des peuples et sur ce plan le Centre a devant lui une tâche de la plus grande importance[328]. »

On note ici la similitude entre les objectifs adoptés par la Commission des Sept et les conclusions élaborées lors de la première Conférence des Ministres Alliés de l'Éducation, qui a lieu à Londres en novembre 1942[329]. En 1946, le préambule à l'Acte constitutif de l'UNESCO entérine cette orientation, notamment par la première phrase : « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ».

Mais comme le note Osório de Almeida, le projet n'a jamais pris corps :

---

[321] *Ibid.*, point 10 : « La Coopération Intellectuelle devra occuper le poste important qui lui est propre dans l'organisation du monde d'après- guerre. Le Centre s'efforcera donc d'étudier et de s'assurer les moyens nécessaires à ce poste de façon que la coopération intellectuelle ne soit pas bloquée dans son action au moment même où elle doit se développer au maximum. »

[322] *Ibid.*, point 9 : « *asegurar la protección de las obras de arte y de los monumentos culturales en los países ocupados* ».

[323] « *entre las cuales hay que incluir algunos de los países de más elevada cultura* ».

[324] *Ibid.*, point 4 : « *fuerzas de información objetivas y exactas* ».

[325] *Ibid.*

[326] *Ibid.*

[327] *Ibid.*, point 5 : « *en el sentido más amplio de la palabra* ».

[328] *Ibid.*

[329] Sur les conférences des ministres alliés de l'éducation, voir Denis MYLONAS, *La genèse de l'UNESCO : la conférence des ministres de l'éducation 1942-1945*, Bruxelles, Bruylant, 1976.

> « Après cette réunion de Washington, la Commission n'a pu en réaliser aucune autre, étant données les grandes difficultés de tous ordres. Son activité s'est bornée à un échange actif de lettres entre ses membres, afin d'étudier les problèmes posés par le développement du Centre[330]. ».

Entre les conséquences économiques de la guerre, les difficultés de transport et de communication à l'intérieur même du continent et le fait que les Alliés se soient emparés de la plupart des questions que devait traiter le Centre, il ne restait en effet à celui-ci qu'une infime marge de manœuvre. La façon dont ont été menées les discussions autour du futur UNESCO montre qu'en dépit de leurs initiatives, les intellectuels latino-américains ne sont pas parvenus à s'imposer comme des interlocuteurs qu'il convenait de solliciter pour penser le futur ordre mondial, du moins dans le domaine de la coopération intellectuelle. La consécration des États-Unis comme super-puissance, puis la polarisation née de la lutte d'influence avec l'URSS, mettent de fait un terme au temps où les Latino-Américains pouvaient faire entendre leur(s) voix.

La conférence de La Havane : un échec ou un nouveau départ ?

Il y a un décalage certain entre les grandes déclarations de principe que nous avons mentionnées et le bilan qui est fait de la conférence de La Havane par certains intellectuels latino-américains. Nous trouvons en effet des échos pour le moins désabusés de ce qui a pourtant été présenté comme l'assomption par l'Amérique d'une mission à la hauteur de ses valeurs et de la situation mondiale. Gabriela Mistral, qui n'était pas à La Havane, écrit ainsi à Alfonso Reyes pour savoir ce qu'il en est vraiment :

> « Je n'ai pas su grand-chose des sujets traités par vous lors de la Conférence de Coopération intellectuelle de Cuba, n'ayant pas vu le Dr. Ossorio [*sic*] de Almeida. Braga m'a dit qu'on n'a pas réussi à intéresser les Américains ni un de nos peuples au sauvetage de l'Institut de Paris non plus que la coopération de Genève, car ils préféraient créer une institution purement américaine. Ossorio [*sic*] et Braga étaient très tristes de cet échec[331]. »

Dans sa réponse, Alfonso Reyes fait une analyse plus mesurée, bien qu'assez pessimiste sur la portée de cette conférence :

> « La réunion de La Havane ne doit pas être interprétée, comme le font Almeida et Braga, comme un échec du sauvetage de l'Institut de Paris. Ce qui se passe, c'est que le sujet est inopportun en cette période, où toute l'Amérique ne pense qu'à ses affaires immédiates. Cette réunion s'est réduite à des joutes oratoires sans importance, comme cela arrive dans les Conférences littéraires. Bien que je doive

[330] AUN, A III 68, 06/10/1945, Lettre de Miguel Osório de Almeida à Jean-Jacques Mayoux.
[331] Luis VARGAS SAAVEDRA, *Tan de Usted : epistolario de Gabriela Mistral con Alfonso Reyes*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile/Hachette, 1991, Rio de Janeiro, 1942?, Lettre de Gabriela Mistral à Alfonso Reyes.

> continuer à y participer et faire acte de présence dans des cas semblables, je suis sceptique quant à leurs résultats[332]. »

Nous n'avons malheureusement pas pu trouver d'autres sources faisant état d'un constat similaire. De fait, c'est surtout à travers les écrits, officiels et semi-officiels, des promoteurs de la coopération intellectuelle américaine qu'il nous est donné de retracer ce qu'a pu être et représenter cette seconde conférence américaine des commissions nationales. Le Chilien Francisco Walker Linares, par exemple, offre une vision très éloignée de celle d'Alfonso Reyes ou de Miguel Osório de Almeida :

> « La réunion de La Havane a eu une importance extraordinaire car son objectif principal était de fixer les positions des intellectuels d'Amérique face à la menace pesant sur la culture, et de prendre les mesures nécessaires pour le maintien de l'œuvre de coopération intellectuelle internationale compte tenu de l'occupation de Paris par les Allemands[333]. »

Pour lui, cette conférence a été « une merveilleuse manifestation de l'unité spirituelle de l'Amérique dans la défense des principes de liberté dans l'exercice de la pensée humaine[334] ».

À quels facteurs pouvons-nous attribuer cette différence de perception ? Il convient tout d'abord de souligner que les analyses de Gabriela Mistral et d'Alfonso Reyes sont faites dans le cadre d'une correspondance privée, ce qui autorise une plus grande liberté de ton, alors que Francisco Walker Linares s'exprime dans une publication officielle, en tant que membre actif de la commission chilienne de coopération intellectuelle. Par ailleurs, Gabriela Mistral comme Alfonso Reyes sont sceptiques quant à l'efficience de l'IICI. Dans sa correspondance avec Victoria Ocampo[335], Gabriela Mistral ne semble jamais très enthousiaste lorsqu'elle mentionne l'institut. Quant à Alfonso Reyes, nous trouvons sous sa plume, en 1947, cette formule lapidaire : « […] rien ne peut se faire au sein de l'UNESCO, machine bureaucratique plus importante mais aussi inutile et inconsistante que l'ancienne IICI[336] ».

Enfin, la maigreur des résultats effectifs de la conférence de La Havane tient à un contexte peu propice à la réalisation des ambitions affichées alors. En outre, si la conférence de 1941 n'est pas tout de suite suivie d'effet, c'est que la conjoncture ne s'y prête pas vraiment, comme le souligne un article du journal *O Correio da Manhã*, publié en octobre 1943 :

---

[332] *Idem*, México, 05/11/1942, Lettre d'Alfonso Reyes à Gabriela Mistral.

[333] Francisco WALKER LINARES, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943, p. 22.

[334] *Idem*, p. 26 : « *una maravillosa expresión de la unidad espiritual de América en la defensa de los principios de la libertad en la manifestación del pensamiento humano* ».

[335] Voir *Esta América Nuestra. Correspondencia 1926-1956*, Edición, introducción y notas de Elizabet Horan y Doris Meyer, Buenos Aires, Ed. El cuenco del Plata, 2007.

[336] Luis VARGAS SAAVEDRA, *Tan de Usted…,* México, 21/03/1947, Lettre d'Alfonso Reyes à Gabriela Mistral : « […] *nada se puede hacer en la UNESCO, máquina burocrática más importante pero tan inútil y anodina como el antiguo IICI*. »

« Lors de cette dernière conférence, le Congrès Interaméricain a constaté que les futures activités du Centre devaient avoir pour siège l'Amérique, puisque les pays d'Europe étaient, l'un après l'autre, occupés et dominés par l'Axe. C'est alors que fut approuvée la proposition de créer un nouveau centre international, mais l'attaque de Pearl Harbor obligea les nations américaines à se concentrer sur les questions de défense et de production pour la guerre, pour la victoire contre les ennemis de la liberté et de la civilisation. Les considérations d'ordre culturel passèrent, à nouveau, derrière des nécessités plus prégnantes[337]. »

Les Entretiens de La Havane : « América ante la crisis mundial »

Si les *Entretiens* de La Havane portent sur « L'Amérique face à la crise mondiale », il y est une fois de plus question du rôle et de la responsabilité des intellectuels. Pour beaucoup, le contexte international ne laisse aucune place aux atermoiements quant à leur engagement. Certains vilipendent d'ailleurs le manque de courage et de discernement de ces « clercs » qui se doivent d'être la conscience de leur époque et mettent en avant leur démission face aux défis de leur temps. C'est le cas de l'Uruguayen Julián Nogueira qui, dans un article paru en novembre 1941[338], fustige ceux qui font de l'échec de la SdN l'origine de tous les maux et pose le principe de responsabilité collective :

« Tous, je le répète, nous sommes responsables de l'abandon dans lequel s'est trouvé l'instrument genevois, comme en sont responsables individuellement les hommes dans leur immense majorité. Au sein de cette responsabilité quasi générale, après les plus coupables, qui sont les hommes d'État, figurent, sans doute, les hommes de science, les penseurs, les écrivains de toute nature, les artistes, les intellectuels pour les désigner par leur terme générique. L'ensevelissement de chacun dans des spéculations spécialisées souvent stériles a arraché tout le monde à la perspective générale qui permet d'embrasser la vie et de percevoir les grands phénomènes sociaux ; à force d'observer les sinuosités de l'écorce d'un arbuste, ils n'ont pas vu l'énorme montagne qui se trouvait derrière, sur le point d'ouvrir son cratère, de les emporter avec leur arbuste, leurs binocles, et leur savoir extra-temporel. Et le penseur s'abîmait dans d'obscurs méandres, le poète chantait sous les étoiles, sans remarquer ni vouloir voir l'assaillant, qui déjà était en train de brûler leurs livres en premier lieu pour ensuite couvrir le ciel de gaz délétères. Pourtant, en ayant un peu ouvert les yeux, en ne s'étant pas bouché les oreilles, ils en auraient vu et entendu suffisamment pour remonter de leurs catacombes de savoir, descendre de leurs espaces sidéraux, et du coup prendre contact avec la réalité [illisible] et lancer un cri d'alarme. Quelques-uns le firent isolément, mais leurs voix furent couvertes par la clameur d'un optimisme erroné venue de la plupart de leurs collègues, livrés aux [illisible][339]. »

En tout, 55 personnes[340] participent aux *Entretiens*. On compte parmi ces dernières un certain nombre d'intellectuels européens contraints à l'exil et/ou connus pour leur engagement

[337] AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual, Article du *Correio da Manhã*, 02/10/1943, « Novo movimento cultural para maior aproximação dos povos americanos ».
[338] Nous ne disposons pas des références concernant cet article, dont certains extraits ont été reproduits par l'auteur dans le quotidien de Montevideo *El Día*, en novembre 1943, sous le titre « Los intelectuales y la guerra ». Voir texte intégral de l'article en annexe.
[339] AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual, Article de *El Día*, Montevideo, 21/11/1943, « Los intelectuales y la guerra », par Julián Nogueira.
[340] Voir liste en annexe.

anti-fasciste[341]. Ce qui explique sans doute la tonalité et le contenu très engagés de la déclaration finale, datée du 26 novembre 1941, rédigée en espagnol, en anglais et en français. Les forces de l'Axe sont clairement condamnées[342] et la résistance, sous toutes ses formes, encouragée[343]. L'implication des intellectuels dans la vie politique et sociale y est présentée comme une obligation[344]. Si le texte de cette déclaration est la voix des « Américains et Européens, convoqués à La Havane pour l'Entretien organisé par la Commission cubaine de Coopération intellectuelle[345] », le rôle de l'Amérique est clairement mis en avant : « Ils proclament le devoir pour l'Amérique de veiller sur le patrimoine commun de la culture menacée et de maintenir la continuité des œuvres collectives de l'esprit[346]. »

Cette déclaration n'a pas fait l'objet d'un consensus immédiat : chaque mot ou expression fait débat et le principe même d'une déclaration n'est pas acquis dès le départ. Le Mexicain Alfonso Reyes, qui préside les sessions, insiste en effet à plusieurs reprises sur le fait que les *Entretiens* sont un espace d'échanges pour les intellectuels et non une tribune. Les interventions du comte Sforza sur le danger que représente la propagande de l'Axe en Amérique latine sont parmi les facteurs qui font finalement pencher la balance vers un engagement clair de la part des intellectuels réunis à La Havane.

---

[341] Il s'agit de Max Ascoli, de César Barja, de Giuseppe Antonio Borgese, d'Henri Bonnet, de Pedro Bosch-Gimpera, d'Henri Focillon, d'Arnold Raestad, de Paul Rivet, de Carlo Sforza et de María Zambrano.

[342] Comisión cubana de cooperación intelectual, *América ante la crisis mundial*, La Habana, 1943, p. 298 : « Premièrement : Ils [les participants aux Entretiens] flétrissent l'entreprise de conquête menée par les Puissances de l'Axe et leurs complices dans toutes les parties du monde. »

[343] *Idem*, p. 298-299 : « Troisièmement : Ils expriment leur reconnaissance aux nations qui se sont sacrifiées les premières pour arrêter l'invasion ; leur admiration pour toutes les nations et les forces libres qui continuent le combat et préparent par leur héroïsme la victoire finale ; leur sympathie fraternelle pour tous ceux qui, au péril de leur vie, poursuivent la résistance dans les pays temporairement asservis ou envahis […]. » La mention des « forces libres » renvoie à la présence de personnalités françaises comme Henri Bonnet. Celui-ci quitte la France pour les États-Unis après l'armistice et devient professeur à l'École des Hautes Études de New York, aux côtés de Claude Lévi-Strauss et de Jacques Maritain (Voir François CHAUBET Emmanuelle LOYER, « L'École libre des hautes études de New York : exil et résistance intellectuelle (1942-1946) », *Revue historique*, n° 616, 2000, p. 939-972). Il est commissaire à l'information dans le Comité français de Libération nationale, puis dans le Gouvernement provisoire de la République française, dont il est le représentant auprès du gouvernement des États-Unis. (Voir Laurence SAINT-GILLES, *La présence culturelle de la France aux États-Unis pendant la guerre froide, 1944-1963*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 44).

[344] *Idem*, p. 299 : « Quatrièmement : Ils affirment l'obligation pour les intellectuels, dans tous les pays indépendants, de défendre la liberté des peuples, les droits de l'homme et du citoyen et les principes de la justice économique et sociale. »

[345] *Idem*, p. 298.

[346] *Idem*, p. 299.

L'Amérique latine et l'Europe : rupture ou renouvellement des relations ?

> « Pour évaluer la valeur sociale et morale de l'Amérique, aujourd'hui et demain, il suffit de supposer un instant que n'existerait pas l'Amérique dans la période présente. On observerait immédiatement que dans la catastrophe actuelle, l'humanité se précipiterait dans le vide, sans point d'appui[347]. »

La tenue d'une conférence des commissions nationales – alors même que l'IICI a cessé de fonctionner – et le projet de délocalisation de ce dernier en Amérique sont révélateurs du poids accru des États latino-américains dans l'OCI, de leur volonté d'être des acteurs à part entière de la coopération intellectuelle et de leur intérêt pour l'IICI. Elle confirme aussi le rôle décisif des grandes fondations américaines. Elle paraît en outre annoncer les difficultés de la France : Paris n'apparaît plus comme le centre évident de la vie intellectuelle mondiale ; l'inactivité de l'Institut pendant la guerre, la tentative de conciliation avec l'Allemagne à Wiesbaden[348] ont par ailleurs terni l'image de l'organisme parisien, même si, dans sa lettre à Mayoux, Osório de Almeida précise que le Centre provisoire n'a « plus de raison d'être » dès lors que l'Institut reprend son activité, qu'il « reconnaît à l'Institut de Paris son rôle de premier plan dans l'ensemble de l'organisation et il laisse claire sa position de simple suppléant provisoire de l'Institut[349] ». Si la Seconde Guerre mondiale semble porter un coup fatal à une influence française déjà sur le déclin, elle est également l'occasion, pour certains intellectuels latino-américains, de réaffirmer leur attachement à la France. Outre Miguel Osório de Almeida, auteur d'une lettre aux intellectuels du monde entier dans laquelle il appelle à entrer en guerre aux côtés de ce pays[350], on trouve d'autres manifestations prouvant que le capital intellectuel français en Amérique latine existe encore. Le rôle majeur de la France dans la création et le fonctionnement de l'IICI n'est pas oublié. Ainsi le Chilien Francisco Walker Linares prononce-t-il, dès 1940, un discours où il déclare que

> « la France fut dans cette affaire [la création de l'IICI] fidèle à sa tradition humaniste, et Paris, centre mondial de la libre expression de la pensée, devait être sans doute la ville qui convenait pour héberger un tel organisme qui s'accordait avec l'âme lumineuse d'une métropole aimable et accueillante[351] ».

---

[347] Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942, p. 19-20, Texte de l'intervention de José Manuel Cortina, ministre des Relations extérieures de Cuba.

[348] Voir chapitre II et Jean-Jacques RENOLIET, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la coopération intellectuelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 151-158.

[349] *Ibid.*

[350] Voir l'épilogue de notre chapitre II.

[351] Juvenal HERNÁNDEZ, Francisco WALKER LINARES, *La Cooperación intelectual. Sus antecedentes, su fundación en Chile, su acción*, Santiago, Ediciones de las prensas de la Universidad de Chile, 1940, p. 16,

Il réitère en 1943, écrivant que « […] de cette manière, Paris devenait le siège de la coopération intellectuelle internationale, en harmonie avec la tradition de la Ville-Lumière [...][352] ». Cette conviction s'accompagne de l'espoir que la France recouvre rapidement la paix : « […] Nous espérons que son esprit immortel brille de nouveau rapidement, tant la France et Paris sont nécessaires pour la vie culturelle du monde et particulièrement de l'Amérique latine[353] ». Il incombe par conséquent au sous-continent de relever le défi de sauvegarder, de l'autre côté de l'Atlantique, l'héritage culturel et intellectuel de la France en particulier, et de l'Europe en général, dont il est redevable. De cela, Francisco Walker Linares en est convaincu dès 1940 :

> « La guerre a brusquement paralysé le travail admirable de communauté spirituelle qui depuis Paris et Genève se réalisait dans le monde de la coopération internationale ; mais l'effort fructueux de tant d'années ne peut se perdre ; c'est l'Amérique qui va le conserver ; elle qui est la fille spirituelle de la Vieille Europe, aujourd'hui déchirée, a la mission de conserver pour l'humanité le dépôt sacré de la culture.[...] L'écrivain français Duhamel, prévoyant ce destin de l'Amérique, avait déjà dit il y a quelques années : 'Si l'esprit de la civilisation se trouvait un jour arraché à son Europe natale, nous savons qu'il trouverait dans le Nouveau Monde ses refuges, ses temples, ses laboratoires. Nous croyons avoir l'assurance qu'au moins de ce côté du globe, le feu sacré sera entretenu, honoré et protégé contre les tempêtes.' Nous travaillons pour que l'Amérique unie, spirituellement fédérée, puisse dire à la Mère Europe, quand viendra le jour béni du retour de la paix, que nous lui offrons, plus riche encore qu'avant, le trésor de civilisation qu'elle lui avait légué[354]. »

Il ne s'agit donc pas seulement de préserver la culture européenne, mais de la rendre « plus riche », de l' « américaniser », d'une certaine manière. En tout cas c'est ce que l'on comprend à la lecture de cet extrait d'un discours prononcé par Juvenal Hernández, toujours en 1940 : « Ce qui dans le Vieux Monde fut culture des idées, dans la terre découverte par Colon se transformera en culture des sentiments ; la fleur de beauté cultivée par l'Occident fut chez nous doctrine de dignité humaine[355]. » Le projet de délocalisation de l'IICI en Amérique est le signe que cette dernière ne refuse pas sa mission, comme le souligne un article paru le 2 octobre 1943 dans le journal brésilien *O Correio da Manhã* :

> « Que les Amériques soient destinées à maintenir et à développer les grandes conquêtes culturelles, mises en danger par l'ouragan nazi qui menace de tout corrompre et de tout détruire, c'est un fait qui se dégage clairement à travers le nouveau mouvement intellectuel que, aux côtés des États-Unis, six autres pays américains – le Brésil, le Mexique, le Chili, Cuba, l'Uruguay et l'Argentine – ont pris à cœur en se réunissant à New York et à Washington, afin de fonder le 'Centre International de Coopération Intellectuelle', sous la présidence du professeur Miguel Osório de Almeida, de Rio de Janeiro. Le

---

Discours prononcé par Francisco Walker Liñares, le 29/08/1940 à l'occasion de la commémoration du 10ème anniversaire de la fondation de la Commission chilienne de coopération intellectuelle.

[352] Francisco WALKER LINARES, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943, p. 6 : « *[…] de esta manera, Paris se convertía en la sede de la cooperación intelectual internacional, muy en armonía con la tradición de la Ciudad Luz […]*. »

[353] Juvenal HERNÁNDEZ, Francisco WALKER LINARES, *La Cooperación intelectual.*, p. 16 : « *[…] Esperamos que su espíritu inmortal vuelva pronto a brillar, por cuanto Francia y París son necesarios para la vida cultural del mundo y en especial para la de América latina.* »

[354] *Idem*, p. 18.

[355] *Idem*, p. 9.

> Centre International prendra la place de l'Institut International de Coopération Intellectuelle, créé par la Société des Nations[356]. »

Là aussi on trouve un rappel de l'œuvre de l'IICI[357]. Malgré tout, on ne peut qu'être frappé par le titre de cet article, « Nouveau mouvement culturel pour un plus grand rapprochement entre les peuples américains[358] » : l'Europe n'est plus au cœur des préoccupations et finalement la guerre peut être vue comme l'occasion, certes malheureuse, d'une plus grande communication entre les pays américains. Par ailleurs, les États-Unis apparaissent comme le nouveau centre de gravité de l'organisation des relations intellectuelles internationale. Cet extrait du *Boletín bimestral* de 1942 montre la corrélation entre l'effacement de l'Europe et la multiplication des relations inter-continentales :

> « L'absence de communication avec l'Europe a provoqué une communication plus régulière, consistante et croissante entre les nations américaines. En dehors des congrès qui rassemblent très assidûment professeurs et professionnels, tels ceux organisés lors de la célébration du premier centenaire de l'Université du Chili, et qui réunirent des délégués de tous les pays du continent, il faut noter les visites de simple prise de contact ou d'étude, l'échange de professeurs, les bourses en augmentation chaque année, les expositions d'art et de livres ; la création d'instituts bi-nationaux dans presque tous nos pays et une plus grande curiosité pour tout ce qui se fait en dehors des frontières de chaque pays[359]. »

C'est ainsi que l'on peut interpréter, dans la même perspective, cette phrase de Walker Linares, datant de 1943 – le conflit n'en est plus à ses débuts et l'espoir de sa résolution est encore loin – : « La coopération américaine a pris son envol récemment, surtout depuis la guerre, quand l'Amérique est devenue dépositaire de la culture occidentale […][360] ». La guerre devient de la sorte une opportunité pour l'Amérique : celle de voir redéfinies – et non rompues – ses relations avec l'Europe en devenant le nouveau centre de la coopération intellectuelle.

---

[356] AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual, Article du *Correio da Manhã*, 02/10/1943, « Novo movimento cultural para maior aproximação dos povos americanos ».

[357] « Durant vingt ans, l'Institut International de Coopération Intellectuelle a fonctionné à Paris, d'où il a recueilli et redistribué au monde toutes les grandes conquêtes culturelles, dans tous les domaines – art, littérature, sculpture, science, musique. » (*Ibid.)*

[358] « *Novo movimento cultural para maior aproximação dos povos americanos* ».

[359] *Boletín bimestral*, año VI, n°32, oct.-déc. 1942, p. 1.

[360] Francisco WALKER LINARES, *Cooperación intelectual*, p. 12.

Épilogue : « No repitemos a Europa, Americanos[361] »

Ce n'est pas la première fois que des intellectuels latino-américains affirment la nécessité de redéfinir les liens qui unissent le sous-continent à l'Europe, en partant du constat que « l'axe de civilisation tend à se déplacer vers le Nouveau Monde[362] ». La guerre de 14-18 avait déjà suscité ce genre de positionnement et amené bien des acteurs à parler de la « vocation de l'Amérique » face au suicide de l'Europe. On retrouve en effet lors des conférences que nous avons étudiées, mais également dans les pages de la *Revista Iberoamericana*[363], le même type de phraséologie, la même critique de l'imitation de l'Europe. Ainsi trouve-t-on ces lignes sous la plume du Guatémaltèque César Brañas[364], en février 1944 : « Pèsent lourdement sur les épaules de l'Amérique quatre siècles de reproduction constante, de calque minutieux de ce que l'Europe a été ou a prétendu être […][365]. » La Première Guerre mondiale consacre bel et bien, selon ses mots, la fin d'une ère, la « matrice d'une désillusion de l'Europe[366] » ; « La conflagration de l'année 1914 a ouvert un énorme brasier dans le processus qui avait cours jusque là. […] Le rêve cosmopolite de l'Europe s'est effondré[367] » ; il constate également qu'après elle, « l'axe de la culture s'est déplacée, bien qu'imperceptiblement, vers le nouveau monde[368] ». D'où l'appel qu'il lance : « Américains, ne suivons pas l'exemple de l'Europe ». Afin de contrer les réactions qu'une telle injonction pourrait entraîner[369], il retrace l'histoire des relations Europe-Amérique latine afin

---

[361] « Américains, ne suivons pas l'exemple européen ». D'après le titre d'un article de César BRAÑAS paru dans *Revista Iberoamericana*, vol. VII, n°14, fév. 1944, p. 347-358.

[362] Manoel Alvarado de SA VIANNA, *L'Amérique en face de la conflagration européenne*, Rio de Janeiro, M. A. Vasconcelos Éditeur, 1916, p. 4, cité et traduit par Olivier Compagnon, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1930)*, Volume inédit présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, décembre 2011, p. 244.

[363] L'intégralité de la revue est disponible à l'adresse suivante : http://revista-iberoamericana.pitt.edu/ojs/index.php/Iberoamericana/issue/archive.

[364] César Brañas (1899-1976) est un écrivain, poète et journaliste guatémaltèque.

[365] César BRAÑAS, *art. cité*, p. 347. Nous retrouvons cette critique chez d'autres intellectuels ; l'écrivain et diplomate cubain Luis Rodríguez Embil l'exprime aussi à sa façon : « Nous sommes jeunes et pourtant, sans doute, trop civilisés. Nous devons beaucoup à l'Europe, de laquelle nous procédons sur le plan de la culture. Civilisés nous le sommes dans le bon comme dans le mauvais sens que comprend le terme civilisation. Nous avons bâti de grandes villes, qui ressemblent et imitent en grande partie celles d'Europe. Nous profitons de la technique européenne et nord-américaine, sans pour autant comprendre tous les secrets de son fonctionnement. » (Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942, p. 28).

[366] Olivier COMPAGNON, *ouv. cité*, p. 222.

[367] *Idem*, p. 350 : « *La conflagración del año 14 abrió un enorme calderón en el proceso seguido. […] El sueño cosmopolita de Europa se derrumbó*. »

[368] *Ibid.* « *se desplazó ele eje de la cultura, imperceptiblemente todavía, hacia el nuevo mundo*. »

[369] Il devance ces réactions par une question rhétorique : « Une telle formule ne contiendrait-elle pas une déclaration d'indépendance prétentieuse et d'une certaine manière celle d'une supériorité sans preuve sur nos maîtres, sur les formateurs de nos âmes et de notre culture ? » (*Idem*, p. 347).

de démontrer, comme l'Équatorien Gerardo Gallegos[370] que « notre continent se rend compte qu'il n'est pas, qu'il n'a jamais été […] l'image déformée de lui-même qu'il entrevoyait dans le miroir de la civilisation européenne[371]. »

La Première Guerre a eu comme mérite de permettre aux Latino-Américains de se défaire de leur fascination pour une Europe qui les méprisait[372] ; ils n'ont pourtant parcouru à ce moment-là qu'une partie du chemin. Pourquoi ? Parce qu'ils ont fait preuve d'idéalisme, parce qu'ils ont cru aux promesses de la SdN :

> « Sur un pied d'égalité factice, à l'occasion du fugace jubilé de la confraternité, nous avons pris place dans ce qui a eu vocation à être l'amphithéâtre œcuménique des nations : avec les réserves secrètes d'une vieille famille aux accents nobiliaires, l'Europe dut se résigner à accueillir en son sein – et cela a bien eu lieu –, et comme des pairs, ceux qui s'éveillaient à la vie, pleins d'une santé qui la mortifiait, encore remplis d'une juvénile inconséquence et dont les manières n'étaient pas suffisamment affinées pour se singulariser dans la pénombre de ces salons pleins d'antiques parfums et d'antiquités solennelles[373]. »

En croyant à l'utopie que représentait l'organisation genevoise, ils ont été aveugles face à ce qui, au-delà des blessures de la guerre, minait l'Europe : « les nationalismes égoïstes et ambitieux qui, sans répit, ont pris d'assaut le pouvoir et envenimé les âmes[374] ». Mais, à l'heure où César Brañas écrit ces lignes, il est sûr d'une chose : « l'Amérique a commencé à voir plus clair[375]. »

En 1915, Luis Gondra, universitaire argentin, écrivait :

> « De même que, quand arrivent les premiers froids, nous troquons nos vêtements pour d'autres plus épais et plus chauds, les pays s'accommoderont de la meilleure manière possible aux circonstances du nouvel ordre social et politique issu de la guerre[376]. »

En 1944, voire dès 1940, il n'est plus question de « s'accommoder » ; la guerre qui se déroule semble avoir définitivement rompu le charme qui ensorcelait l'Amérique, dont l'heure a sonné. C'est désormais à elle qu'il incombe de préparer le futur. Telle est la leçon tirée par Brañas, et par

---

[370] Gerardo Gallegos (1905-1986) est un journaliste équatorien.

[371] Gerardo GALLEGOS, « Intelectuales de América por una América Continental », *Revista Iberoamericana*, vol. VIII, n°16, novembre 1944, p. 253 : « *Este continente nuestro se da cuenta de que no es, que nunca fue […] la imagen deformada de sí mismo en el espejo de la civilización europea*. »

[372] César Brañas insiste en effet sur la condescendance des Européens envers les Latino-Américains : « Métèques, rastaquouères, indiens, continent stupide ou continent naïf : on nous a traités de tous les noms, et nous le supportions avec patience, en souriant, car elles provenaient de lèvres bien supérieures ces invectives ironiques et amères avec lesquelles on parlait, par exemple, de nos petites républiques balkanisées et de notre pittoresque. » (César BRAÑAS, *art.cité*, p. 348).

[373] *Idem*, p. 350.

[374] *Idem*, p. 351 : « *Lo que la guerra no destruyó, lo que no alcanzó con sus manos voraces de incendio y ruina, era minado por sigilosas maniobras de nacionalismos egoístas y ambiciosos que, sin recato, asaltaron el poder y envenenaron las almas*. »

[375] *Idem*, p. 352 : « *América ha comenzado a ver más claro*. »

[376] « Respuesta del Dr. Luis R. Gondra », *Nosotros* (Buenos Aires), n°70, février 1915, p. 150. Cité et traduit par Olivier COMPAGNON, *ouv. cité*, p. 242.

bien d'autres, à l'instar de Manuel Pedro González[377] dont nous reproduisons ici le raisonnement :

> « Qui a étudié attentivement l'histoire de l'Amérique remarque que ses grandes crises correspondent à des crises semblables dans l'histoire européenne. Ainsi, la révolution française, en retentissant sur le Nouveau Monde, eut comme résultat son indépendance politique, et la guerre mondiale son indépendance économique - du moins partiellement. Quelle sera la conséquence, à court et moyen terme, du conflit qui menace l'existence même de l'Europe ? Sa complète indépendance économique et culturelle ?
>
> De l'Europe, l'Amérique a reçu tout ce qui en elle constitue une promesse authentique et une valeur positive : le sang, la langue, la religion, la science, l'art, le commerce, l'industrie, les normes sociales, les chemins politiques, les aspirations supérieures, les inspirations suprêmes. Depuis les temps déjà lointains de la Découverte, le Vieux Monde est venu répandre sur le Nouveau la semence d'une vie meilleure et le désir profond et irrésistible de l'exprimer selon son génie propre... Mais aujourd'hui l'Europe paraît être en voie de désintégration, et elle passe presque tout son temps à se défendre contre les maux qui en son sein ont déchaîné toutes les concupiscences du monde et de la chair. Là-bas se trouve menacé le travail des siècles, échouent les principes et les idéaux les plus chers à l'homme, sont consacrés les plus bas instincts, se démasquent les 'idéologies', et la haine et la défiance se sont emparées des peuples et les conduisent à la violence et à l'extermination. À qui revenait de recueillir le trésor de la culture occidentale pour le sauver et le glorifier ? À qui revenait de brandir plus haut que jamais les bannières de la justice, de la charité, du bien, de la liberté, de la beauté, de la dignité de la personne, de la fraternité universelle et de la vérité mise au service de la vie et de l'esprit ?
>
> L'Heure de l'Amérique est arrivée ! [378] »

César Brañas insiste moins, pour sa part, sur la mission d'une Amérique chargée de sauvegarder la civilisation européenne que sur la nécessité de penser le futur, ce qui signifie « faire un inventaire clair de nos possibilités, de nos ressources et de nos aspirations[379] ». Cela suppose aussi de rompre avec le cycle que Manuel Pedro González met en avant au début de l'extrait ci-dessus. Dans la perspective de Brañas, « l'Europe doit être un modèle, un canon, respecté, loué – dans une admiration qui est celle que l'on a pour un musée ou un texte d'histoire – mais pas suivi[380] ». Plus loin, il ajoute : « Disons adieu au monde ancien, à l'Europe qui nous a donné le sein, à la manière de certaines mères complaisantes, jusqu'à une période avancée de l'enfance et qui nous a donné sans partage tous ses biens – et tous ses maux[381]. »

---

[377] Manuel Pedro González (1893-1974) est l'un des fondateurs et premiers présidents de l'Institut de Littérature Ibéroaméricaine.

[378] Manuel Pedro GONZÁLEZ, « La Hora de las Américas », *Revista Iberoamericana*, vol. II, n°3, abril 1940, p. 12-13.

[379] César BRAÑAS, *art. cité*, p. 353 : « *Prepararnos para ese futuro significa hacer cuentas claras de nuestras posibilidades, de nuestros recursos y de nuestras aspiraciones*. »

[380] *Idem*, p. 353 : « *Europa debe ser un modelo, un canon, respetado, alabado – admiración de museo y de texto de historia – pero no seguido*. »

[381] *Idem*, p. 354.

> « Ce n'est pas en vain qu'aujourd'hui comme hier l'Amérique continue d'être pour l'Homme le continent des promesses et de l'espoir[382]. »

Chez Brañas comme chez González l'opposition Ancien/Nouveau Monde fait partie de ce que Proust nommait les « gisements profonds et les terrains résistants de notre sol mental ».

Est-il besoin de rappeler de quelle manière au fil des siècles les Amériques sont devenues l'espoir de générations d'Européens partis chercher de l'autre côté de l'océan la survie et l'avenir que le Vieux Monde leur refusait ? Manuel Pedro González n'écrit-il pas : « depuis les temps déjà lointains de la Découverte, le Vieux Monde est venu répandre sur le Nouveau la semence d'une vie meilleure et le désir profond et irrésistible de l'exprimer selon son génie propre…[383] » ?
Au XIXe siècle, la « ruée vers l'Ouest » ne fait que raviver l'attrait acquis par les contrées américaines avant que l'Ouest ne devienne à lui seul synonyme de liberté. Ajoutons que l'idée d'Europe – telle qu'elle nous est familière aujourd'hui – s'est forgée au fur et à mesure de l'émergence du Nouveau Monde. Si les Amériques ont été façonnées par l'Europe, celle-ci à son tour s'est enrichie, construite et reproduite en se projetant de l'autre côté de l'Atlantique, à travers les liens qu'elle a noués avec les différentes parties du Nouveau Continent. Les deux guerres mondiales, en précipitant l'Europe dans le chaos, viennent raviver un imaginaire qui naît avec la Découverte de l'Amérique.

« Jamais, peut-être, le Nouveau Monde n'a autant mérité son qualificatif qu'au sortir de la Première Guerre mondiale[384]. » : tel est le constat fait par Olivier Compagnon. Et que nous pourrions faire à notre tour à l'issue de l'étude des conférences américaines de coopération intellectuelle et des débats dont elles ont été le théâtre. En 1939, à Santiago, le Chilien Ricardo Latcham, faisait la déclaration suivante, suscitant les applaudissements de son auditoire :

> « Ceci est un Continent qui, d'une certaine façon, est vierge, de cette virginité qui fait que l'on ne se connaît pas encore vraiment, qui suppose des surprises, des angoisses profondes, au sein desquelles l'homme recherche sa propre expression. […] Dans les circonstances actuelles, nous devons rejeter tout type de nationalisme culturel, parce que pour nous le sentiment américain existe, est une chose latente. Aujourd'hui, pour les écrivains, les penseurs, les hommes politiques et les hommes d'action de ce Continent, il existe un intérêt plus grand pour les réalités de l'Amériques que pour celles de l'Europe[385]. »

---

[382] Gerardo GALLEGOS, *art. cité*, p. 253 : « *No en vano, hoy como ayer, la América sigue siendo el continente de promisión y de esperanza para el Hombre*. »
[383] Manuel Pedro GONZÁLEZ, *art. cité*, p. 12.
[384] Olivier COMPAGNON, *ouv. cité*, p. 223.
[385] Intervention de Ricardo Latcham reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de la organización de la paz*, Pláticas o *Entretiens* de Santiago (9, 10 et 11 janvier 1939), Santiago, Imprenta Universitaria, 1939, p. 51.

Le thème de la virginité de l'Amérique, si chère aux *Pilgrim Fathers*, si lourde à porter pour un Sarmiento qui y voyait un obstacle à surmonter sur la route du progrès, cette innocence que la génération des romantiques latino-américains – à la manière du Chateaubriand d'*Atala* – se plaisaient à louer, revient donc sur le devant d'une scène souillée par les atrocités de la Seconde Guerre mondiale. C'est certes une innocence entachée par l'angoisse, mais qui permet au Nouveau Monde d'appréhender l'avenir avec une certaine confiance, à condition de respecter sa diversité et ses caractéristiques, notamment celle qui consiste à être un « crisol de razas[386] » ; à cette condition-là, comme le proclame le Brésilien João Carlos Muniz[387], l'universalisme reprendrait tout son sens :

> « La coopération intellectuelle est par nature universelle, puisqu'elle tend à l'unité. Mais la véritable unité, l'unité dynamique, n'est pas celle qui méconnaît la diversité, mais celle qui en recherche l'origine et se fortifie de la diversité. L'universalisme n'est pas un concept abstrait et vide de contenu intuitif, mais au contraire une synthèse vivante d'unités nationales nombreuses et variées dans laquelle les caractéristiques de chacune sont dépassées et cependant conservées, intégrées dans le tout universel[388]. »

Terre promise, terre d'utopie, l'Amérique aurait donc inventé, bien avant que la France ne s'en fasse le héraut, le concept de « diversité culturelle ». On répudie le nationalisme tel qu'il a existé dans une Europe qu'il a menée à s'entredéchirer, mais on ne condamne pas pour autant le droit pour les nations d'exister dans ce qu'elles ont de singulier.

Dans ce temps incertain de la guerre, un certain nombre d'acteurs latino-américains ont vu dans le bouleversement de l'ordre mondial une opportunité, la promesse de temps nouveaux, de lendemains qui chantent. Ainsi que l'écrit en 1943 João Carlos Muniz : « Le monde d'aujourd'hui est plus que jamais une structure ouverte à toutes les modifications[389] ».

---

[386] César Brañas, *art. cité*, p. 354 : « *América ha sido crisol de razas y debe serlo en una proporción mucho más vasta en lo sucesivo*. »

[387] João Carlos Muniz est un diplomate brésilien.

[388] MRE Argentine, Tratados y Conferencias, año 1940, caja 195, expediente n°49, article du *Diario de la Marina*, 16/11/1941, Discours de João Carlos Muniz.

[389] Lettre de João Carlos Muniz au ministre des Relations extérieures Osvaldo Aranha, datée du 16/11/1943. Citée par Irene Rodrigues de Oliveira, Missão Cooke : Estado Novo e a implantação da CSN, Rio de Janeiro, E-Papers Serviços Editoriais, 2003, p. 97 : « *o mundo de hoje é mais do que nunca uma estrutura aberta a toda as modificações*. »

Symphonie du Nouveau Monde
Pour un décloisonnement de l'histoire de l'Amérique latine

Dans cette deuxième partie, nous avons voulu mettre à jour les connexions entre plusieurs espaces, qu'ils soient géographiques ou épistémologiques. Notre but était de rendre compte de la superposition de plusieurs logiques (celles de la SdN et de l'Union panaméricaine ; celles de la diplomatie culturelle et de la coopération intellectuelle ; celle des hommes de sciences ; celles du monde éducatif…) et processus (la décadence de l'organisme genevois, la construction de normes internationales, la revendication d'une identité latino-américaine, l'évolution des rapports entre l'Amérique latine et l'Europe…) afin de mieux comprendre ce qui se joue en Amérique latine dans l'entre-deux-guerres. C'est pourquoi nous avons choisi de filer la métaphore arachnéenne de la toile, dans la mesure où elle nous semblait à même d'éclairer les dynamiques à l'œuvre dans un sous-continent à la recherche de son identité, où les constructions nationales se font sur différents terrains (relations internationales, sciences, éducation, littérature…) et au croisement des échelles régionale, transnationale et internationale. Chacun des chapitres qui composent ce deuxième temps de notre travail, chaque sous-partie aurait pu faire l'objet de développements plus importants et les choix que nous avons faits de privilégier tel ou tel aspect au détriment d'autres, tel type d'acteur, telle revue, proviennent de la volonté de créer un sens à partir d'histoires multiples et d'un contexte propice à l'éparpillement. Croiser l'histoire des relations de la SdN avec l'Amérique latine avec celle de l'internationalisme scientifique, mettre en parallèle les débats qui se tiennent dans un certain nombre de revues et les échanges universitaires et scolaires, interroger le rapport des Latino-Américains à l'Europe et aux États-Unis tant dans les cénacles de la SdN et de l'Union panaméricaines qu'à l'occasion des conférences de coopération intellectuelle : ces différentes approches concourent à offrir une perspective large et aussi complète que possible du cadre dans lequel s'insèrent les questionnements identitaires que l'on peut observer dans le sous-continent ; elles permettent de mettre en relation des problématiques qui sont souvent abordées de manière cloisonnée, de confronter des sources et des références historiographiques souvent prises de manière séparée.

Ce parti pris est aussi un moyen de souligner la diversité des acteurs engagés dans les différents champs de la coopération intellectuelle, ce qui n'est finalement pas surprenant si l'on considère les divers intérêts et enjeux dont celle-ci est porteuse. Elle est autant affaire de diplomates, d'hommes d'État, que d'intellectuels dont nous avons voulu souligner le caractère

polymorphe[1]. Ces acteurs ce sont aussi les États-nations, les universités, les sociétés savantes, les organismes internationaux et les fondations philanthropiques[2], chacun ayant sa propre logique.
En analysant successivement les différentes sphères où se joue la coopération intellectuelle, nous avons par ailleurs identifié un certain nombre d'acteurs-pivots, que l'on retrouve à la croisée des dynamiques latino-américaine, panaméricaine et internationale. Ainsi du Brésilien Miguel Osório de Almeida, du Mexicain Alfonso Reyes, des Chiliens Gabriela Mistral et Francisco Walker Linares, de l'Argentine Victoria Ocampo, etc. Une étude systématique de leur parcours et le recours à la prosopographie permettraient sans nul doute d'offrir un tableau encore plus précis de cette constellation d'intellectuels dont l'horizon est tout à la fois national, régional et européen, de cerner la spécificité de leurs univers relationnels. De fait, il y aurait là matière à une véritable socio-histoire de ces réseaux transnationaux[3], notamment pour voir comment les identités nationales façonnent la manière dont les individus s'emparent de l'internationalisme.

Il s'agissait aussi de tester certaines lignes de recherche développées pour d'autres espaces mais pour la même période, en les appliquant au contexte latino-américain. Par exemple, ce que Patricia Clavin écrit à propos des relations entre nationalisme et internationalisme pour l'Europe de l'entre-deux-guerres s'applique à ce que l'on peut observer dans le sous-continent :

> « […] L'internationalisme, durant l'entre-deux-guerres, est une force qui prend vie au sein des États-nations. La 'nation' ne s'oppose au transnationalisme qui implique une compréhension qui dépasse les frontières, mais plutôt comme un élément essentiel dans la configuration de ce phénomène. Les histoires de rencontres transnationales ayant lieu pendant la période de l'entre-deux-guerres nous en apprend par conséquent autant sur les contextes nationaux qui les conditionnent, que sur le monde qu'elles cherchent à remodeler[4]. »

Ce constat est particulièrement vrai pour les questions relatives à la santé publique ou à l'éducation, pour lesquelles l'implication de l'État est forte, mais également lorsqu'on touche au

---

[1] Nous reviendrons sur la notion d'intellectuel en Amérique latine dans la période qui nous occupe dans notre chapitre IX.

[2] Le travail mené par Ludovic Tournès sur les fondations américaines montre que l'articulation entre les dimensions locale, nationale et internationale est au cœur de leur logique et de leur mode d'action, leur « inscription dans un tissu transnational de circulations et de réseaux [leur] permettant d'articuler un projet global d'ampleur mondiale et un ensemble de projets relatifs à des aires nationales spécifiques ». (Ludovic TOURNÈS, *La philanthropie américaine et l'Europe : contribution à une histoire transnationale de l'américanisation*, Mémoire de recherche présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, dirigé par Robert Frank, Université Paris I Panthéon Sorbonne, novembre 2008, p. 367).

[3] Un tel travail a été mené par Daniel Iglesias sur les réseaux de l'APRA, notamment dans sa thèse *Réseaux transnationaux et Dynamiques contestataires en exil: Sociologie historique des pratiques politiques des dirigeants des partis populaires apristes (1920-1962)*, sous la direction de Zacarias Moutoukias, Université Paris Diderot, soutenue en janvier 2011. Daniel Iglesias est par ailleurs l'auteur d'un certain nombre d'articles sur la question des réseaux transnationaux (voir, entre autres : « L'A.P.R.A comme Dynamique Transnationale: Du réseau à la fabrication d'un discours nationaliste », *Cahiers des Amériques Latines*, n°66, 2011, p. 111-131.

[4] Patricia CLAVIN, « Conceptualising Internationalism between the World Wars », *in* Daniel LAQUA *Internationalism Reconfigured: Transnational Ideas and Movements Between the World Wars*, Londres, I.B. Tauris, 2011, p. 3.

domaine littéraire, que l'on étudie ce dernier sous l'angle des revues ou sous celui de la traduction. De fait, comme l'écrit Gustavo Sorá,

> « la réflexion sur la traduction, à la différence des perspectives développées à partir de la littérature ou des sciences sociales, restitue inévitablement le caractère international de la culture et met à un quelques éléments fondamentaux du pouvoir symbolique qui structurent les notions de littérature et de culture nationales. »

On rejoint également les analyses développées par Pascale Casanova sur le monde de la littérature considéré d'un point de vue mondial :

> « Les littératures ne sont pas l'émanation d'une identité nationale, elles se construisent dans la rivalité (toujours déniée) et la lutte littéraires, toujours internationales. […] Aucune entité 'nationale' n'existe par et pour elle-même. Rien n'est plus international en ce sens que l'État national : il ne se construit qu'en relation avec d'autres États et souvent contre eux. […] Chaque État se constitue par ses relations, c'est-à-dire dans sa rivalité, sa concurrence constitutive avec d'autres États. L'État est une réalité relationnelle, la nation est inter-nationale[5]. »

Cela nous permet, une fois de plus, de remettre en question le postulat selon lequel l'Amérique latine occuperait une place périphérique dans le monde de l'après Première Guerre mondiale : elle est bien partie prenante des grandes tendances qui le parcourent alors, même si ces dernières s'expriment selon une tonalité propre à cette région et que l'on peut apprécier au travers des multiples pratiques de coopération intellectuelle qui tissent de multiples toiles à l'échelle du continent.

Parmi ces pratiques, objet de notre chapitre V, l'une d'elles sous-tend quasiment toutes les autres : c'est le voyage. On est en effet frappés par la grande mobilité des hommes et des femmes dans une Amérique latine où les communications sont souvent présentées comme compliquées. Qu'il s'agisse des hommes de science, des hommes de lettres, des professeurs, des étudiants ou de ceux que l'on rassemble sous le terme de « professionnels » dans nos sources, tous semblent traverser les frontières sinon avec facilité du moins avec régularité. Or, comme l'écrit Pierre-Yves Saunier, ces voyages ne se réduisent pas au fait de franchir une frontière :

> « […] Le voyage n'est pas simplement un moment, clairement délimité, mais une expérience ou une épreuve dont les conséquences peuvent s'incorporer dans celui ou celle qui la tente ou la subit. Une visite d'exposition, une participation à un congrès, un voyage de recherche, un séjour d'études, une étape professionnelle hors des frontières nationales transforment celles et ceux qui les accomplissent. Cette transformation intime n'est pas le moindre des impacts des circulations qui conduisent hommes, choses et mots à traverser les limites conventionnelles, juridiques des États-nations, tout autant que les limites sociales et culturelles des espaces qu'ils délimitent[6]. »

Le grand nombre de congrès et de conférences, dont nous n'avons étudié qu'une petite partie, vient renforcer ce constat. Les liens – personnels, institutionnels – qui sont ainsi créés, les

---

[5] Pascale CASANOVA, *La République mondiale des lettres*, Paris Éditions du Seuil, 1999, p. 58-59.
[6] Pierre-Yves SAUNIER, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, vol. IV, n°57, 2004, p. 114.

circulations que ces pratiques font naître au-delà du temps de leur réalisation, les transferts dont elles sont porteuses, les « zones de contact[7] », les références communes qu'elles contribuent à faire émerger sont autant de facteurs qui permettent d'affirmer l'existence d'une « communauté imaginaire » à l'échelle de l'Amérique latine, de conférer une certaine réalité à l'idée de « nation latino-américaine », de « *patria grande* » dont parlait l'Argentin Manuel Ugarte dès le début du XXe siècle[8]. Dans la perspective qu'il développe, le sentiment d'appartenance à sa communauté nationale d'origine n'est pas incompatible avec celui qui épouse les limites de l'Amérique espagnole. N'écrit-il pas :

> «Mais ma patrie, n'est-ce que le quartier où je vis, la maison que j'habite, la chambre où je dors ? N'avons-nous d'autre drapeau que l'ombre du clocher ? Je garde avec ferveur le culte du pays où je suis né, mais ma patrie supérieure c'est l'ensemble des idées, des souvenirs, des coutumes, des orientations et des espérances que les hommes de même origine, nés de la même révolution, articulent sur le même continent, dans la même langue[9]. » ?

Dans la conception d'Ugarte, il ne semble pas y avoir de place pour le Brésil qui, même s'il conserve une place un peu à part dans la région, s'insère tout de même dans un certain nombre de réseaux et de circulations qui le mettent en relation avec ses voisins. Le projet d'Institut Panaméricain de Coopération intellectuelle reflète bien l'ambigüité de la position brésilienne, entre désir d'intégration et revendication de sa particularité. Il est néanmoins certain qu'au Brésil comme en Argentine, au Chili et ailleurs en Amérique latine, la période étudiée est traversée de questionnements communs, notamment en ce qui concerne le rapport à l'Europe.

Ces derniers s'expriment tout particulièrement à l'occasion des conférences qui ont lieu dans le sous-continent en 1936, 1939 et 1941, mais aussi au travers des différents projets mentionnés au long de notre deuxième partie : projets de Ligue des Nations Américaines, d'Institut Interaméricain de Coppération Intellectuelle, de délocalisation de l'IICI. Comme l'écrit Laurent Vidal, tout projet, loin de renvoyer l'historien au « camp des visions utopiques », lui offrent de « précieux renseignements, lui *servant* en quelque sorte à connaître l'état d'une société,

---

[7] Nous reprenons ici une expression employée par Mary Louise Pratt, selon laquelle elles constituent des « espaces sociaux où différentes cultures se rencontrent, s'entrechoquent et s'agrippent entre elles » ; c'est « une manière de décrire la co-présence de sujets préalablement séparés par des disjonctions géographiques ou historique et dont les trajectoires se croisent maintenant. » (Mary Louise PRATT, *Imperial Eyes. Travel writing and transculturation*, Londres, Routledge, 1993, p. 4 et 7).

[8] Manuel Ugarte développe ce concept dans une série de textes : « La América de origen española es un hombre y cada república una parte de él » (1910), « La Patria única » (1910), « La Patria Grande del porvenir » (1912), « América Latina por encima de todo » (1939)… Ces derniers sont reproduits dans Manuel UGARTE, *La nación latinoamericana, Compilación, Prólogo, Notas y Cronología de Norberto Galasso*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 1978.

[9] Manuel Ugarte, Lima, 03/05/1913, citation reproduite dans Manuel UGARTE, *La nación latinoamericana…*, p. 24.

ses ambitions, ses angoisses, ses capacités aussi, ses sensibilités en quelque sorte[10] ». Le lien avec l'Ancien Monde apparaît en effet au cœur des tentatives de définition d'une identité latino-américaine, que ce soit pour en prôner la rupture ou, au contraire, pour en réaffirmer la pertinence. La coopération intellectuelle devient dès lors autant un espace de promotion des échanges qu'un cadre dans lequel ses acteurs ne cessent d'interroger la place et le rôle de la région dans le monde. Elle est constitue également le socle à partir duquel émerge un discours valorisant la diversité culturelle d'un continent qui aspire à contribuer, par des productions culturelles et intellectuelles qui lui sont propres à la culture universelle. Ces enjeux sont clairement présents dans le discours prononcé à La Havane en 1941 par Francisco Walker Linares :

> « La coopération intellectuelle, par son son internationalisme, laisse un vaste champ d'action aux cultures continentales, régionales et nationales en les liant et les diffusant, et promeut la création individuelle en respectant la libre expression de la pensée et en mettant en relation à l'intérieur des États les diverses manifestations littéraires, artistiques et scientifiques. En Amérique, où l'on installe déjà des noyaux culturels aux contours précis, qui représentent des secteurs importants dans la culture mondiale, la Coopération Intellectuelle joue un rôle de premier plan, américaniste et en même temps humaniste. Par l'intermédiaire de ses commissions nationales, elle est à même de favoriser la diffusion spirituelle entre les pays, d'organiser des expositions de toute nature, de fonder des bibliothèque, d'accélérer l'échange d'écrivains, artistes, journalistes, professeurs et étudiants, de créer des bourses pour étrangers, de réviser les manuels scolaires, de fêter et faire connaître les nations sœurs, d'assister les Gouvernements en matière culturel, et enfin de veiller à ce que l'éducation des jeunes générations soit inspirée par des sentiments pacifiques et fraternels[11]. »

Ces lignes révèlent enfin que la coopération intellectuelle offre par ailleurs un répertoire d'actions, d'initiatives, un large éventail de pratiques et de réalisations susceptibles d'être réinvestis dans une perspective où la culture devient un instrument au service d'objectifs de politique extérieure.

---

[10] Laurent VIDAL, *De Nova Lisboa à Brasília. L'invention d'une capitale (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2002, p. 12.

[11] *Boletín bimestral*, n°28, oct.-déc. 1941, Discours de Walker Linares, prononcé le 15/11/1941 à la Seconde conférence américaine des commissions nationales de coopération intellectuelle (La Havane, 1941), p. 64.

INDEX

A

Aguirre Cerda, Pedro · 453
Aita, Antonio · 137, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 194, 197, 200, 333, 363, 503, 507, 508
Alfaro, Gregorio Araoz · 425, 426
Almeida, Miguel Osório · 143, 172, 175, 176, 177, 183, 194, 197, 198, 200, 202, 215, 300, 306, 326, 335, 336, 338, 339, 363, 382, 411, 427, 472, 473, 474, 515, 530, 532, 534, 535, 538, 539, 548
Alvarez, Alejandro · 59, 65, 74, 75, 76, 82, 83, 85, 95, 101, 130, 247, 251, 252, 258, 275, 276, 292, 326, 353, 355, 365, 366, 384, 385
Amoroso Costa, Manuel · 411
Arguedas, Alcides · 184, 188, 509

B

Baralt, Luis A. · 525, 531
Barros Borgoño, Manuel · 423, 492
Bello, Joaquín Edwards · 155, 437
Bonnet, Henri · 137, 147, 149, 151, 152, 154, 156, 157, 172, 177, 179, 194, 197, 198, 200, 202, 204, 274, 332, 333, 338, 376, 380, 513, 515, 523, 525, 531, 537
Brainerd, Heloise · 283, 306, 372
Brull, Mariano · 183, 185, 525, 531
Brunet, Marta · 167, 518
Bueno do Prado, Abelardo · 199, 200, 515
Bustamante, Antonio Sánchez de · 524

C

Cabred, Domingo · 440
Calmon, Pedro · 177, 471
Capanema, Gustavo · 174
Capdevila, Arturo · 147, 507
Castro Leal, Antonio · 531
Castro, Aloísio de · 170, 334, 336, 337, 338, 411, 425, 426, 492
Couto, Miguel · 170, 171, 425, 426, 483, 490
Couto, Rui Ribeiro · 501

D

Donoso, Armando · 158, 514

E

Echagüe, Juan Pablo · 147, 507, 508

F

Falcão, Ildefonso · 172, 173, 299

G

Gálvez, Manuel · 147, 507, 508
Girondo, Oliverio · 147, 507
Gómez Carrillo, Enrique · 145, 147
Gurgel, Nascimento · 425, 426, 490, 491, 492, 493

H

Hernández, Juvenal · 158, 159, 161, 167, 202, 300, 393, 444, 446, 448, 452, 453, 456, 457, 512, 538, 539
Houssay, Bernardo · 149, 395
Hull, Cordell · 246, 247, 346

I

Ibarguren, Carlos · 147, 149, 151, 199, 333, 507, 508, 509

L

Labarca, Amanda · 156, 158, 159, 162, 163, 164, 167, 181, 202, 266, 452, 453, 456, 457, 518
Levene, Ricardo · 149, 435
Levillier, Roberto · 77, 105, 193
Luchaire, Julien · 41, 125, 135, 137, 138, 145, 146, 147, 156, 157, 168, 169, 178, 179, 196, 333, 334, 335, 336, 337, 360, 361, 363, 371, 373, 374
Lugones, Leopoldo · 435

M

Mistral, Gabriala · 130, 137, 138, 156, 158, 162, 164, 165, 183, 184, 185, 188, 189, 431, 506, 534, 535, 548
Montarroyos, Elyseu · 130, 138, 139, 168, 169, 171, 172, 173, 174, 175, 178, 179, 180, 181, 192, 193, 196, 197, 198, 203, 337, 338, 339, 368, 379, 380, 381, 433
Morand, Paul · 152, 185

N

Neruda, Pablo · 162, 165, 167, 352, 518
Nogueira, Julián · 190, 314, 376, 530, 531, 532, 536

O

Ocampo, Victoria · 147, 187, 188, 189, 268, 432, 506, 507, 508, 535, 548
Oliveira, Xavier de · 359, 417, 421, 425, 426, 482, 483, 484, 485, 486, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500
Otávio Mangabeira · 183, 481, 482, 495

P

Peixoto, Afrânio · 170, 172, 186, 425, 471, 489, 490, 509, 511
Perón, Juan Domingo · 32, 44
Podestá Costa, Luis · 358

Q

Quezada, Armando · 95, 99, 156, 158, 159

R

Reyes, Alfonso · 149, 183, 184, 185, 189, 267, 296, 328, 431, 483, 503, 507, 508, 509, 510, 511, 514, 531, 534, 535, 537, 548
Rojas, Ricardo · 280, 303, 304
Romero James, Concha · 203, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 451, 457, 462, 464, 468, 469, 472, 514, 525
Romero, Alberto · 42, 43, 107, 164, 460, 464
Roquette-Pinto, Edgar · 170
Rowe, Leo Stanton · 208, 210, 231, 235, 239, 269, 270, 271, 276, 290, 344, 371, 383, 445

S

Saavedra Lamas, Carlos · 112, 126, 244, 529
Sanin Cano Baldomero · 149, 455
Silgueira, Honorio · 494, 497, 498, 499, 500
Sodré, Azevedo · 425, 426, 484
Speroni, David · 425, 426, 492

T

Torriente, Cosme de la · 524, 525, 527, 528, 530, 531

U

Ureña, Pedro Henríquez · 187, 268, 435, 508, 509, 510, 514
Uriburu, José Félix · 111, 149

V

Valéry, Paul · 40, 149, 152, 166, 186, 289, 399, 504, 510, 513
Vargas, Getúlio · 13, 22, 35, 44, 45, 46, 55, 64, 88, 89, 90, 115, 124, 177, 178, 199, 243, 333, 399, 455, 470, 472, 481, 493, 527, 534, 535

W

Walker Linares, Francisco · 96, 144, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 166, 167, 168, 181, 182, 185, 202, 204, 205, 285, 300, 305, 315, 361, 393, 505, 506, 510, 512, 518, 531, 535, 538, 539, 540, 548, 551
Welles, Sumner · 244, 269, 270, 345, 346

Z

Zaldumbide, Gonzalo · 183, 184, 185, 192, 360, 361, 363, 373

Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3

École Doctorale 122 – Europe latine-Amérique latine
CREDA UMR 7227 – Centre de Recherche et de Documentation des Amériques

De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle

Les voies/x de l'Argentine, du Brésil et du Chili (1919-1946)

Volume 2

Juliette DUMONT-QUESSARD

Thèse présentée en vue de l'obtention du titre de docteur en histoire
Sous la direction de M. Laurent Vidal

Soutenue le 24 juin 2013

Jury

Mme Maria Helena Rolim CAPELATO, Professeur, rapporteur
Université de São Paulo

M. Olivier COMPAGNON, Maître de conférences HDR
Université Sorbonne Nouvelle –Paris 3

M. Robert FRANK, Professeur émérite
Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne

Mme Annick LEMPERIERE, Professeur, rapporteur
Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne

Guy MARTINIERE, Professeur émérite
Université de La Rochelle

Laurent VIDAL, Professeur
Université de La Rochelle

Sommaire

Sommaire **557**

Table des tableaux et illustrations **560**

Troisième Partie : Usages et enjeux de la diplomatie culturelle de l'Argentine, du Brésil et du Chili **562**

Chapitre VII : Les instruments de la diplomatie culturelle : Structures et protagonistes 570

L'Argentine 571

Le Brésil 618

Le Chili 651

Chapitre VIII : Quelle place dans le concert des nations ? Buts et destinataires de la diplomatie culturelle 690

L'Euro-Amérique au prisme de l'Argentine, du Brésil et du Chili 694

Face aux États-Unis, une diplomatie culturelle est-elle possible ? 721

L'Amérique latine, terrain privilégié des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne ? 729

Chapitre IX : « Soi-même comme un autre » ? La construction d'une identité pour l'extérieur 747

La nation sur la scène internationale : perspectives continentales 750

L'Argentine, pays de cocagne, nation moderne et terre de conflits 782

Un Brésil à la conquête de sa « brasilianité » 821

Le Chili ou la nation comme paradoxe 853

Conclusion **894**

Annexes **908**

Sources 910

Fonds d'archives 910

Ouvrages imprimés 929

Bibliographie 936

Ouvrages et articles d'intérêt général 936

Relations internationales 942

Ouvrages sur l'Amérique latine 947

Argentine 958
Brésil 965
Chili 973
Ouvrages sur le système panaméricain et le panaméricanisme 979
Histoire des sciences 981
États-Unis 984
Documents 986
Chronologie indicative 987
Liste des ministres argentins de Relations extérieures de 1916 à 1945 1003
Liste des ministres brésiliens des Relations extérieures de 1902 à 1951 1006
Liste des ministres chiliens des Relations extérieures de 1915 à 1947 1008
Tableau des relations commerciales entre les États-Unis et l'Amérique latine en 1913 et en 1918 1012
Les pays d'Amérique latine à la SdN : tableau récapitulatif des dates d'entrée et de sortie 1013
L'Amérique latine dans l'Organisation de Coopération Intellectuelle : tableau récapitulatif 1014
Texte du décret créant la commission argentine de coopération intellectuelle 1018
Liste des membres de la commission nationale argentine en 1936 1020
Statuts de la Commission Brésilienne de Coopération Intellectuelle, votés le 3/02/1937 1021
Liste des membres de la Commission Brésilienne de Coopération Intellectuelle en janvier 1943 . 1023
Statuts de la Commission chilienne de coopération intellectuelle 1025
Liste des membres de la commission chilienne de coopération intellectuelle en 1942 1027
Texte créant l'Institut Panaméricain de Géographie et d'histoire 1031
Accords, résolutions, conventions et recommandations concernant la coopération intellectuelle dans le cadre de l'Union panaméricaine 1032
Lettre de Miguel Osório de Almeida aux intellectuels, 16/09/1939 1035
Proposition de réforme de la Société des Nations par Alejandro Alvarez (1926) 1039
Texte de la résolution adoptée lors de la Conférence Interaméricaine de consolidation de la paix (Buenos Aires, 1936) sur les projets dominicain et colombien de Ligue des Nations Américaines 1041
Rapport de Miguel Osório de Almeida sur la coopération intellectuelle interaméricaine (1937) 1043
Lettre circulaire de Xavier de Oliveira aux diplomates latino-américains (1927) 1053
Lettre d'Honorio Silgueira à Xavier de Oliveira (1927) 1054
Article de Julián Nogueira, « Los intelectuales y la guerra » (novembre 1943) 1057
Texte du décret 100.823 créant la « Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior » 1061
Liste des transmissions radiotéléphoniques argentines 1065
Transmissions radiotéléphoniques 1073
Texte de l'arrêté créant le Service de Coopération Intellectuelle brésilien (1937) 1074
Circulaire n°903 aux Missions diplomatiques et consulats brésiliens (13 août 1934) 1076

Circulaire n°1055 aux Missions diplomatiques et aux consulats brésiliens (10 février 1936) 1078
Article sur la diffusion de livres brésiliens à l'étranger (1939) 1079
Liste des recteurs de l'Université du Chili de 1842 à 1953 1080
Paroles de l'hymne composé à l'occasion de la visite de Vargas en Argentine (1935) 1081
Convention pour l'échange de professeurs et d'étudiants entre l'Argentine et le Brésil (1935) 1082
Convention sur l'échange de professeurs, publicistes, etc. entre l'Argentine et l'Uruguay (1938) .. 1084
Convention entre l'Argentine et le Chili sur les films (1935) 1086
Convention entre l'Argentine et le Chili sur le rapprochement intellectuel (1935) 1087
Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet sur Victoria Ocampo (1939) 1089
Texte du décret créant l'Académie Argentine de Lettres (1931) 1091
Paysages argentins dans le livre Regards sur l'Argentine 1094
L'Argentine, le tourisme et le quadrillage du pays 1095
Buenos Aires dans le livre *Regards sur l'Argentine* 1096
Tableau des scientifiques reçus à l'Académie Brésilienne des Lettes entre 1911 et 1939 1097
Texte du décret créant le Conselho Nacional de Cultura 1098
Couverture du livre *Chile en Sevilla* (1929) 1100
Santiago dans les pages de la revue *Chile* 1101
Sur l'exposition d'Art populaire américain à Santiago (1943) 1102

Notices biographiques 1103

Texte original des citations 1119

Introduction 1119
Introduction à la première partie 1121
Chapitre I 1122
Chapitre II 1129
Chapitre III 1136
Chapitre IV 1150
Chapitre V 1160
Chapitre VI 1174
Conclusion de la deuxième partie 1189
Chapitre VII 1190
Chapitre VIII 1214
Chapitre IX 1224
Conclusion 1248

INDEX 1249

Table des tableaux et illustrations

Figure 1 : Évolution de la présentation d'*Informaciones Argentinas* 592
Figure 2 : Les ressources économiques argentines dans *Informaciones Argentinas* 602
Figure 3 : L'œuvre de la commission argentine de coopération intellectuelle dans *Informaciones Argentinas* 610
Figure 4 : Exposition de livres argentins 616
Figure 5 : Tableau des dépenses prévisionnelles de la Division de coopération intellectuelle en 1940. 627
Figure 6 : Tableau des dépenses de la Division de coopération intellectuelle en 1946 628
Figure 7 : La revue *Chile* 663
Figure 8 : Tableau des étudiants étrangers à l'Université du Chili en 1940 679
Figure 9 : La France immortelle 709
Figure 10 : La question des provinces de Tacna et Arica dans la revue *Chile* 737
Figure 11 : Maîtrise du territoire et moyens de communication dans *Informaciones Argentinas* 805
Figure 12 : « Les éléments vivants qui coopèrent avec l'homme pour faire progresser l'Argentine » 809
Figure 13 : Le gaucho, symbole de l'Argentine à l'étranger 812
Figure 14 : Buenos Aires dans les pages d'*Informaciones Argentinas* 819
Figure 15 : Le pavillon du Brésil à l'Exposition de Paris (1937) 821
Figure 16 : Du blanchiment de la race au Brésil métis 828
Figure 17 : Le pavillon chilien à l'Exposition Ibéro-Américaine de Séville (1929) 854
Figure 18 : Territoire et nation au Chili 861
Figure 19 : Le Chili comme destination touristique 874
Figure 20 : Un territoire maîtrisé. Couverture de la revue *Chile* 877
Figure 21 : Santiago, ville américaine 879
Figure 22 : L'élégance des femmes chiliennes 883
Figure 23 : Folklore et culture populaire dans la revue Chile 885

Troisième Partie

Usages et enjeux de la diplomatie culturelle de l'Argentine, du Brésil et du Chili

Introduction

> « La politique extérieure d'un peuple n'est rien d'autre que le degré de conscience que cette collectivité possède de la place qui lui correspond dans le concert des nations, et, pour créer et affiner cette conscience, cet ensemble humain doit avoir affirmé son idée de nation et sa volonté d'un destin commun[1]. »

> « […] Les décisions qui concernent les alliances qui doivent être nouées, la position qu'il faut adopter devant des conflits, la participation à des organismes internationaux et la manière dont on agit au sein de ceux-ci, sont directement liées au projet national de chaque pays[2]. »

Plus encore que les autres dimensions de la politique extérieure[3], la dimension culturelle, objet de ce troisième et dernier temps de notre travail, implique que l'on s'attache aux perceptions, à la subjectivité des acteurs. Cette dernière est déterminée par l'image qu'ils ont de leur pays – ce qu'il est et ce que l'on veut qu'il soit – et par celle qu'ils se font des autres nations. Identité et altérité constituent donc les maîtres-mots d'une étude portant sur la diplomatie culturelle. La manière dont s'effectue leur combinaison, la configuration de leurs rapports sont au fondement de l'identité internationale d'un d'État. Si tout, dans la formulation et la réalisation d'une diplomatie, n'est pas uniquement affaire de représentations, celles-ci jouent un rôle fondamental. Les acteurs qui pensent et mettent en œuvre la politique extérieure le font en effet en sélectionnant un certain nombre d'informations et de données dans le jeu complexe des relations internationales, selon un système de valeurs, une expérience, des nécessités, le contexte politique, social et économique interne. L'existence de ce « filtre », comme l'appelle Alexandra de Mello e Silva[4], autre dénomination pour les « forces profondes » de Pierre Renouvin, est une invitation, pour l'historien des relations internationales, à considérer d'un autre œil les continuités et les ruptures que l'on peut observer dans la politique extérieure d'un pays. Robert Frank rappelle en outre la prégnance de la notion de puissance dans ce jeu de représentations :

> « Entre grands et petits États, il y a une différence de nature dans les systèmes de représentations du monde extérieur. Selon qu'on est petit ou grand, on ne forge pas de la même façon l'image des autres.

---

[1] Mario Barros VAN BUREN, *Realismo e idealismo en la política exterior de Chile*, Santiago, Cuadernos de Ciencia política, Universidad de Chile, 1984, p. 7.
[2] Alex Fortes, préface à Paulo Fagundes VIZENTINI, *Relações internacionais do Brasil : de Vargas a Lula*, São Paulo, Ed. Fundação Perseu Abramo, 2003, p. 3.
[3] La politique, l'économie et les questions de défense.
[4] Alexandra de MELLO E SILVA, « O Brasil no continente e no mundo : atores e imagens na política externa brasileira contemporânea », *Estudos Históricos*, vol. VIII, n°15, 1995, p. 95-118.

De même, l'image des peuples voisins n'est pas traitée comme celle des pays lointains. La première est directement liée aux représentations que génèrent le besoin existentiel de sécurité, la question de l'amitié ou de l'inimitié, et l'évolution de la puissance.[5] »

Tous ces éléments sont présents dans la formulation et la mise en pratique des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne, qui se développent toutes les trois de la fin des années 1920 aux années 1940. Cette période sera donc au cœur de nos analyses dans cette troisième partie. Elle représente en effet une rupture qui se joue à la fois sur la scène internationale et à l'intérieur des frontières nationales. La crise de 1929 constitue de fait un partage des eaux, balayant les fondations des échanges économiques internationaux et remettant en cause le paradigme libéral qui s'était imposé dans la seconde moitié du XIXe siècle. Dans ce contexte, les cartes sont redistribuées en termes de partenariats commerciaux et chacun des trois pays se voit contraint de penser sa politique extérieure en fonction de cette nouvelle donne. Cette dernière est notamment marquée par le déclin de la présence britannique dans le sous-continent et par la compétition qui se joue entre les États-Unis et l'Allemagne nazie pour investir le marché latino-américain. Au-delà de cette concurrence économique, ce sont des systèmes idéologiques qui s'affrontent. Bien que porteuse de contraintes indéniables, cette conjoncture a aussi entrouvert la possibilité, pour l'Argentine, le Brésil et le Chili, de faire jouer cette concurrence en leur faveur afin de préserver leur marge de manœuvre. Elle est aussi à l'origine d'une réorientation de leur politique extérieure vers les pays voisins, processus dans lequel coopération intellectuelle et diplomatie culturelle, inextricablement mêlées, vont jouer un rôle non négligeable.

Ce rapprochement est à mettre en relation avec les bouleversements qui ont lieu dans le cadre même de ces États-Nations. Pour l'Argentine, la crise est autant économique que politique, sociale, et culturelle. Comme l'écrit Oscar Terán, elle vit alors : « une profonde rupture qui affecte de manière décisive certaines auto-représentations construites sur le long terme et reliées à la croyance au caractère exceptionnel de ce pays et à la grandeur de son destin[6] ». Le coup d'État du 6 septembre 1930 qui porte le général José F. Uriburu à la présidence inaugure une restauration conservatrice de treize ans pendant laquelle le nationalisme joue un rôle catalyseur

« […] dans le rapprochement d'une grande partie des élites catholiques, des forces armées, de diverses personnalités convaincues des bienfaits d'une restauration autoritaire ou encore d'authentiques

[5] Robert FRANK, « Images et imaginaires dans les relations internationales depuis 1938 », dans Robert FRANK, avec la collaboration de Maryvonne LE PULOCH, *Cahiers de l'IHTP*, n°28, juin 1994, p. 7.

[6] Oscar TERÀN, *Historia de las ideas en la Argentina. Diez lecciones iniciales, 1810-1930*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores Argentina, 2008, p. 227 : « *una profunda ruptura que afecta de modo decisivo ciertas autoimágenes argentinas largamente construidas, relacionadas con la creencia en la excepcionalidad de este país y su destino de grandeza* ».

> zélateurs du nazisme autour d'un projet gouvernemental marqué par l'anticommunisme, l'antiparlementarisme et le corporatisme[7] ».

Brésil et Chili sont également le théâtre d'importants changements. Olivier Compagnon écrit : « Comme en Argentine durant la *década infame*, la nation apparaît comme la première matrice du politique dans le Brésil des années 1930 : c'est avant tout en son nom que l'on gouverne, que l'on réprime ou que l'on s'industrialise[8]. » Nous pouvons étendre ce constat au cas chilien. Getúlio Vargas au Brésil, Carlos Ibañez del Campo, Arturo Alessandri ou Arturo Aguirre Cerda, arrivé au pouvoir grâce à un Front populaire ont ainsi chacun placé la nation et son intégrité au cœur de leur politique. La diplomatie culturelle revêt dès lors un caractère d'impératif : il s'agit de préserver à l'extérieur la culture nationale tout en la confortant à l'intérieur des frontières. L'analyse de ces trois cas offre donc la possibilité de mettre en regard trois cheminements combinant la redéfinition de l'être national et son exposition au regard de l'extérieur. Le but de cette étude comparatiste est d'identifier les convergences et les divergences des voies empruntées par chacune de ces nations, en fonction des enjeux au niveau interne et des contraintes et opportunités dont le contexte international est porteur. L'étude des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne revient ainsi à mettre en lumières la recherche d'équilibres, entre volontarisme et compromis, vocation universelle ou américaniste, entre politique de rayonnement et stratégie de défense.

De même que « les idées ne se promènent pas toutes nues dans la rue[9] », la poursuite d'objectifs en politique extérieure, la construction d'une image positive sur la scène internationale n'appartiennent pas qu'au domaine de l'esprit et de l'activité intellectuelle. Elles reposent sur des structures et des acteurs qu'il nous faut identifier (chapitre VII) ; elles dépendent des destinataires visés (chapitre VIII). C'est pourquoi nous avons fait le choix de consacrer le premier temps de cette troisième partie à l'analyse de l'action menée par les ministères des Relations extérieures argentin, brésilien et chilien. C'est autant le contenu de cette action qui nous intéressera que la manière dont elle est mise en œuvre d'un point de vue institutionnel. Autrement dit, il s'agit de voir comment la diplomatie de ces trois pays s'est emparée de la « quatrième dimension des relations internationales », quel mode d'organisation a été choisi, quels sont les protagonistes de cet effort visant à produire des représentations flatteuses du pays à l'extérieur.

---

[7] Olivier COMPAGNON, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1936)*, volume inédit présenté en vue de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, décembre 2011, p. 271.
[8] Olivier COMPAGNON, *ouv. cité*, p. 274.
[9]

Dans un troisième et dernier temps, c'est l'image que ces trois nations élaborent à destination de la scène internationale qui sera l'objet de notre analyse. Afin de rendre compte autant des points communs que des différences qui ont caractérisé ce processus, nous replacerons tout d'abord cette question dans une perspective latino-américaine en rendant compte des débats qui traversent le sous-continent sur le thème de la construction d'une identité nationale suffisamment cohérente pour pouvoir être exposée au regard de l'Autre. Il s'agira ainsi de répondre à l'interrogation sur les critères présidant au choix de ce qui est considéré comme valorisable sur la scène internationale. Par la suite, nous verrons comment, à partir d'un répertoire d'éléments communs, Argentine, Brésil et Chili définissent leur propre partition, réussissent à faire entendre toute la singularité de leur voix et à donner à voir les particularités censées les définir.

Les archives diplomatiques en Argentine, au Brésil ou au Chili ou l'esthétique de la fragmentation

À l'occasion de nos recherches dans les archives des ministères chilien et argentin des Relations extérieures, l'objet de notre travail – la diplomatie culturelle de ces deux pays – suscita auprès des archivistes une réaction des plus dubitatives : à leur connaissance, une telle politique n'avait pas existé durant la période de l'entre-deux-guerres. La bibliographie à ce sujet est d'ailleurs inexistante pour l'Argentine comme pour le Chili. Nous avons en effet été confrontés pour ces deux pays à une bibliographie dominée par l'histoire diplomatique (accords, traités, échanges économiques, conflits frontaliers, positionnement international, mise en avant de l'action des « grands hommes ») mais vide en ce qui concerne les structures institutionnelles, comme si la diplomatie était menée dans une sphère à part, dans une dimension où les considérations pratiques n'auraient pas leur place. Ce constat est à mettre en relation avec le développement très récent de l'histoire culturelle en Amérique latine, développement qui ne touche pas, qui plus est, tous les pays de la région.

Pour le Brésil, les choses semblaient bien différentes. L'accès aux archives de l'Itamaraty concernant l'action du Brésil dans le domaine des relations culturelles internationales a été de fait plutôt aisé et nous a permis, assez rapidement, d'identifier certains acteurs qui, au sein du ministère, étaient chargés de promouvoir une image positive du Brésil à l'extérieur. Ce double constat aurait pu mener à la conclusion que seul ce dernier avait mis en oeuvre, par le biais de ses services diplomatiques, une politique que nous pourrions qualifier de diplomatie culturelle. Cependant, les éléments que nous avions en notre possession grâce à la consultation des archives

de l'IICI au siège de l'UNESCO indiquaient qu'il existait bel et bien des initiatives en ce sens tant en Argentine qu'au Chili. Les *Memorias*, ces rapports d'activité transmis chaque année au ministre en charge de la diplomatie et aux parlementaires, nous ont permis, dans les deux cas, d'entrevoir qu'il ne s'agissait pas, de notre part, d'une projection de ce que nous savions du cas brésilien sur ces deux pays. Nous avons en effet trouvé mention d'un Service d'Informations pour le Chili et d'un Bureau de diffusion de la culture et de la propagande argentines à l'extérieur, dont les attributions et l'activité confirmaient que ces deux pays avaient développé des outils visant à montrer leur « vrai visage ».

L'enjeu consistait donc à identifier précisément les structures et les acteurs concernés, à avoir une idée précise des modalités selon lesquelles étaient mis en œuvre les deux niveaux d'action identifiés par J. M. Mitchell comme étant au cœur d'une diplomatie culturelle : celui qui a trait aux « accords, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux, qui sont passés entre des gouvernements pour permettre, faciliter ou inciter des échanges culturels », et celui, plus ténu, moins évident, qui a pour but d' « impressionner, de présenter une image favorable, de sorte que les opérations diplomatiques dans leur ensemble soient facilitées[10] ».

Dans l'ensemble, néanmoins, les sources consultées confirment l'implication des ministères des Relations extérieures des trois pays étudiés en ce qui concerne les deux niveaux d'action définis par Mitchell. Mais cette implication est loin d'être continue au cours de la période étudiée. Les bouleversements d'ordres politique et économique – surtout à partir de la crise de 1929 – et leur cortège de coupes budgétaires et de remaniements ministériels, constituent un premier facteur d'explication. En outre, il semble que ce type de politique soit particulièrement dépendant des acteurs qui la portent, et donc de leurs appuis, de leur carrière, de la conjoncture politique aussi bien que de leur trajectoire personnelle. Nous avons là une deuxième clé pour comprendre pourquoi il est si difficile de saisir en détail la structuration et les évolutions institutionnelles des diplomaties argentine, brésilienne et chilienne. De fait, si foisonnantes soient-elles, les archives brésiliennes ne permettent pas toujours de reconstituer avec précision le fonctionnement des services concernés par notre étude. Il nous manque donc certaines pièces du puzzle, des angles morts demeurent et c'est par conséquent une concaténation parfois tronquée que nous tenterons ici de restituer.

[10] J.M. MITCHELL, *International Cultural Relations*, Londres, Allen & Unwin/British Council, 1986 , p. 5.

Chapitre VII

Les instruments de la diplomatie culturelle : Structures et protagonistes

Le terme de « diplomatie culturelle » implique que l'État, et en particulier le ministère en charge de la politique extérieure, joue un rôle dans la mise en place d'outils destinés à promouvoir une certaine image du pays sur la scène internationale. Nous rejoignons donc Manuela Aguilar lorsqu'elle présente la diplomatie culturelle comme « la manière dont un gouvernement présente son pays au peuple d'un autre pays dans le but d'atteindre certains objectifs de politique extérieure[11] ». Cette définition relativement large laisse la place à différentes voies, à plusieurs configurations institutionnelles possibles. L'intérêt d'une analyse comparative réside justement dans le fait qu'à travers nos trois études de cas nous pouvons donner à voir la diversité des pratiques et des structures qui se cachent derrière l'expression « diplomatie culturelle ». C'est aussi l'occasion d'observer la genèse de ce type de politique, de mettre en lumière des évolutions et des ruptures, qui sont tributaires autant du contexte national que du contexte régional ou international. Celui-ci, des années 1920 au début de la Deuxième Guerre mondiale, est marqué par l'expérience faite par ces trois États d'organismes dont l'audience est mondiale. On pense bien évidemment à la SdN, mais surtout à l'OCI et à son organe exécutif, l'IICI. Ce dernier offre, par son organisation, par les réseaux qui se constituent autour de lui, par les acteurs qu'il sollicite, un champ d'expérimentation en termes de relations culturelles et une « boîte à outils » pour la mise en place de politiques destinées à accroître la visibilité et la légitimité de ces trois nations.

Afin de rendre compte des modalités selon lesquelles émerge, en Argentine, au Brésil et au Chili, une politique visant à faire de la culture un instrument au service de la diplomatie, nous avons privilégié une approche par cas. Ce choix provient de la volonté de restituer les inflexions chronologiques propres à chaque pays et de mettre en valeur la manière dont s'articulent organisation institutionnelle et actions menées.

L'Argentine

L'historien est relativement démuni lorsqu'il s'agit de retracer l'évolution du ministère argentin des Relations extérieures. Ainsi n'est-il jamais fait mention, dans la grande *Historia general de las relaciones exteriores de la Republica Argentina*[12] d'André Cisneros et Carlos Escudé, de l'organisation de ce dernier ou des changements qu'il a pu connaître. Les ouvrages de Silvia Ruth

[11] Manuela AGUILAR, *Cultural Diplomacy and Foreign Policy : German-American Relations, 1955-1968*, New York, Peter Lang, 1996, p. 9 : « *the way a government portrays its country to another country's people in order to help achieve certain foreign policy goals*. »

[12] André CISNEROS, Carlos ESCUDÉ (dir.), *Historia general de las relaciones exteriores de la República Argentina*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, Centro de Estudios de politica exterior/Consejo argentino para las relaciones internacionales, 1999

Jalabe[13], Beatriz Solveira[14] et Juan Archibaldo Lanus[15] apportent quant à eux d'utiles informations et permettent d'avoir une vue d'ensemble de la trajectoire du ministère. Néanmoins, on n'y trouve que peu d'éléments susceptibles d'éclairer son fonctionnement. En-dehors du précieux tableau de la structuration du ministère en 1918 figurant dans le livre de Beatriz Solveira, nous ne disposons que des données éparses que nous avons pu rassembler en consultant les archives. Il faut noter l'exception que constitue l'article d'Agustina Rayes sur le rôle de la diplomatie dans la promotion des exportations entre 1900 et 1913[16]. L'auteur articule en effet tout au long de son travail objectifs et actions en termes de politique extérieure et réflexion sur l'organisation et le fonctionnement du corps diplomatique. Elle se distingue en outre des auteurs précédemment évoqués par une exploitation méthodique des archives du ministère, qui ne font l'objet d'un classement que depuis quelques années et dont l'accessibilité a été rendue plus aisée. En dépit d'un apport certain pour notre réflexion, cet article ne nous fournit pas, compte tenu de la période étudiée par Agustina Rayes, les informations qui nous permettraient d'avoir une idée plus claire sur la manière dont était organisé le ministère dans l'entre-deux-guerres. Aussi de nombreux doutes subsistent-ils quant à la date de création de certains services, dont la dénomination varie parfois.

Juan Archibaldo Lanus[17] comme Beatriz Solveira soulignent la lenteur avec laquelle se sont mises en place les structures de la diplomatie argentine, tant au niveau de l'administration que du personnel[18]. Créé en 1853, le ministère des Relations extérieures voit ses attributions définies en 1856 ; c'est en 1898 qu'il devient *Ministerio de Relaciones exteriores y Culto*. Ce dernier voit son organisation précisée en 1901 : il est composé du Cabinet du ministre, du Sous-secrétariat[19], de Sections (Protocole, Questions politiques[20], Questions commerciales[21], Questions d'ordre

---

[13] Silvia Ruth JALABE (dir.), *La política exterior argentina y sus protagonistas : 1880-1995*, Buenos Aires, NuevoHacer, 1996.

[14] Beatriz R. SOLVEIRA, *La evolución del Servicio Exterior Argentino entre 1852 y 1930*, Córdoba, Centro de Estudios Historicos, 1997.

[15] Juan Arcibaldo LANUS, *Aquel apogeo. Política internacional argentina (1910-1939)*, 2001.

[16] Agustina RAYES, « El rol de la diplomacia argentina en la promoción de las exportaciones durante la expansión agroexportadora, 1900-1913 », *Temas de política exterior, comercio y relaciones internacionales*, n°4, déc. 2011, p. 77-98.

[17] Juan Arcibaldo LANUS, *ouv. cité*, p. 43.

[18] Voir Beatriz R. SOLVEIRA, *ouv. cité*, p. 16.

[19] Le Sous-Secrétariat était chargé, entre autres, de rassembler et d'organiser les éléments en vue de la rédaction du rapport annuel d'activité du ministère et de préparer les instructions aux agents diplomatiques.

[20] Incombaient à cette Section la correspondance avec les diplomates argentins en poste à l'étranger et avec les missions diplomatiques étrangères présentes en Argentine ; la négociation des traités, conventions, accords, déclarations et autres arrangements internationaux ; les questions relatives aux congrès, conférences et réunions internationales.

[21] Cette section était chargée de la correspondance avec les agents diplomatiques sur les questions ayant trait aux intérêts commerciaux et maritimes de l'Argentine ; de la négociation des traités, conventions et accords concernant ces thématiques ; de la protection de la navigation et du commerce argentins à l'étranger ; des

privé, de bienfaisance et de culte) et de Bureaux (Habilitation, Archive et Bibliothèque, Traduction)[22].

Si, au XIXe siècle, la plupart des hommes d'État argentins étaient d'accord sur la nécessité de créer un corps diplomatique professionnel, il faut attendre la présidence de Nicolás Avellaneda (1874-1880) pour que les premières mesures en ce sens soient prises[23] et l'année 1905 pour que soit adoptée une loi à peu près complète sur le sujet[24]. Plus tard, le premier gouvernement radical, dont l'une des préoccupations est de faire connaître le pays à l'extérieur, s'intéresse de près à l'organisation et au fonctionnement du ministère. Diverses mesures sont ainsi prises, conduisant à la restructuration des services de ce ministère en 1918. Par ailleurs, l'adhésion de l'Argentine à la SdN et aux divers organismes qui en dépendaient génère une production importante de documents qu'il convient de classer.

Une fois posée cette donne institutionnelle, il ne faudrait pas conclure que l'on accorde peu d'importance à la politique extérieure ou au peu de cas fait de l'image du pays à l'étranger. Juan Archibaldo Lanus fait en effet le constat suivant : « En termes politiques, l'interaction avec les puissances étrangères est une constante de notre histoire en tant que nation[25]. » ; il détaille ainsi les facteurs de cette « interaction constante » :

> « Les missions à l'étranger, la reconnaissance de l'Argentine dans le concert des nations, les batailles pour la souveraineté sur les fleuves, les litiges frontaliers, les emprunts étrangers et les premiers accords internationaux forment la matière la plus visible des relations internationales au XIXe siècle[26]. »

Il faudrait ajouter à cette liste les efforts menés en vue d'attirer en Argentine une immigration européenne. De fait,

> « conscients de l'étendue de ses territoires dépeuplés et de sa position à l'extrême sud de l'Amérique, les dirigeants argentins projetèrent une image du pays attractive et prometteuse qui suscita de fortes vagues migratoires venues d'Europe[27] ».

Il s'agissait par ailleurs de capter les investissements étrangers et de développer les opportunités de commerce, en particulier avec l'Europe. Ces objectifs structurent jusqu'au début du XXe siècle la politique extérieure argentine et supposent la construction d'une certaine image à l'extérieur qui valorisait autant les richesses culturelles que les styles de vie ou la production économique du

---

réclamations d'ordre commercial effectuées à l'encontre de l'Argentine par des acteurs du commerce international.

[22] Informations données dans Agustina RAYES, *art. cité*, p. 84.

[23] Juan Arcibaldo LANUS, *ouv. cité*, p. 43.

[24] Il s'agit de la Loi n°4.712 qui régule et organise le service consulaire argentin. Sur le contenu précis de cette loi, voir Agustina RAYES, *art. cité*, p. 85.

[25] Juan Arcibaldo LANUS, *ouv. cité*, p. 24 : « *En términos políticos la interacción con las potencias extranjeras es una constante de nuestra historia como nación*. »

[26] *Ibid.*

[27] Inés VIÑUALES, « Diplomacia cultural : experiencias argentinas », *Revista ARI*, n°64, 2010, p. 1.

pays. Si bien que, entre la fin du XIXe siècle et les premières décennies du XXe, l'Argentine apparaît comme une nation dynamique et prometteuse. Le rôle des diplomates à cet égard a été essentiel, ainsi que le montre Agustina Reyes. Elle cite notamment la lettre d'un membre du consulat argentin à Berlin, datée de 1908 et rendant compte de la manière dont était perçue l'Argentine par la Société Allemande d'Exportation :

> « La République Argentine a su conquérir et occuper une position à part en Amérique du Sud, par ses progrès institutionnels, par la fermeté et la prudence de son Gouvernement dans les moments difficiles, par l'honnêteté de son administration, par la sécurité dont jouissent tous les droits... c'est aujourd'hui un État européen en Amérique du Sud[28]. »

Si les structures diplomatiques argentines – en particulier les représentations à l'étranger – sont apparues à maintes reprises insuffisantes pour répondre aux sollicitations dont elles étaient l'objet, s'il y avait donc un écart entre les moyens alloués à la diplomatie et le statut de puissance économique vers lequel semblait s'avancer à grands pas la nation argentine, un certain nombre d'initiatives, aussi bien institutionnelles qu'individuelles, révèlent que l'on est alors conscient de la nécessité de promouvoir activement les possibilités offertes par l'Argentine et ce par différents biais (articles dans la presse étrangère, conférences, diffusion d'œuvres scientifiques, participation à des expositions…)[29]. La recomposition de l'économie mondiale à la fin de la Première Guerre mondiale, les premiers signes révélant la fragilité de l'économie argentine ainsi que les profonds changements qui affectent les relations internationales au sortir de la guerre, les vicissitudes d'une vie politique interne, freinent quelque peu cette dynamique. Il faut d'ailleurs attendre la fin des années 1930 pour que soit mis en place un service dédié à la promotion du pays à l'étranger. Malgré cette coupure, cette première phase de la projection internationale du pays à l'extérieur a profondément marqué la manière dont celle-ci est conçue à l'aube des années 1940. Le potentiel économique du pays, son vaste territoire si riche en ressources, son « européanité », et donc sa modernité, constituent le noyau de l'identité internationale de l'Argentine, avec, en creux, l'angoisse de la décadence.

Le coup d'État de 1943, puis l'élection à la présidence de Perón en 1946, ne remettent pas en cause cette donnée fondamentale. En revanche, ces événements sont porteurs de changements, au niveau des institutions et du discours. Véritable rupture ou simple reformulation, c'est là une des interrogations qui guideront notre réflexion.

---

[28] Lettre du consulat argentin à Berlin au ministre des Relations extérieures, 19/11/1908, citée par Agustina RAYES, *art. cité*, p. 80.

[29] Un décret daté de 1911 révèle cette préoccupation puisque son but est « d'activer la propagande confiée au Corps Consulaire Argentin, dont les activités consisteraient à donner des conférences publiques illustrées d'images graphiques sur les progrès accomplis, dans la République, dans les différents domaines de son économie nationale, ainsi que sur les avantages que le pays pouvait offrir aux capitaux industriels et commerciaux, à la colonisation et à l'immigration en général […]. » (Agustina RAYES, *art. cité*, p. 89).

Les services du MRE en charge de la promotion de l'Argentine à l'extérieur

L'*Oficina de difusión de la cultura y propaganda argentina en el exterior,* créée en 1937 au sein du ministère des Relations extérieures, était chargée de « montrer à l'extérieur la réalité actuelle de [l'Argentine], afin que soient connues et appréciées les valeurs de la culture, de l'économie et de l'esprit de travail progressiste [du] peuple [argentin][30] ». De fait, un décret[31] du pouvoir exécutif, daté du 27 février 1937, transforme les attributions de la bibliothèque du Ministère qui devient « *Biblioteca pública y Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior*[32] ». Dans les *Memorias* de 1936-1937, un premier bilan des activités de cette *Oficina* se conclut par une défense et illustration de cette nouvelle section, présentée comme indispensable :

> « Tout cela prouve que la création de l'Office de Diffusion de la Culture et de la Propagande argentines à l'étranger était une véritable nécessité, pour amplifier la connaissance de notre culture, de nos richesses et valeurs diverses dans les autres pays où les sources d'information étaient rares, où l'appréhension de la société argentine et de ses activités actuelles arrivaient déformées par des orientations échappant au contrôle officiel[33]. »

Promouvoir une certaine image de l'Argentine, corriger les visions erronées qui peuvent exister à son sujet, tels sont les objectifs de ce Bureau pour la Diffusion de la Culture et la Propagande de l'Argentine à l'Extérieur.

Le Bureau est divisé d'emblée en trois sections. La première est le Secrétariat, qui « comprend tout ce qui relève de la propagande extérieure[34] », et qui rassemble tout le personnel technique nécessaire à la réalisation de la mission du Bureau : rédacteurs, traducteurs, dactilographes, correcteurs, dessinateurs, atelier d'impression et une personne chargée de superviser ces diverses activités. Il incombe également au Secrétariat de recevoir les personnes désireuses d'obtenir des informations sur le travail du Bureau. Le *Despacho* constitue la deuxième section et est chargé de toute la correspondance ainsi que de l'envoi du matériel produit par le Bureau et des publications argentines à distribuer à l'extérieur. Il s'occupe également des publications étrangères reçues en les transmettant aux organismes et personnes qu'elles

---

[30] República Argentina, Ministerio de Relaciones exteriores y Culto, Dirección de Investigaciones, Archivo y Propaganda, *Informaciones Argentinas*, División de Publicidad y Propaganda, Arenales 761, Buenos Aires, Año 1938, junio 1°, n°1.
[31] Voir texte du décret en annexe.
[32] MRE Argentine, *Memorias*, 1936-1937, p. 205. L'*Oficina* est désignée par la suite en tant que « *División de Información y Propaganda* ». Cela ne semble pas correspondre à un changement d'organisation ou de prérogatives. Pour plus de clarté, nous emploierons le terme d'*Oficina* tout au long de ce chapitre.
[33] MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 511-512.
[34] *Idem*, p. 512 : « *comprende todo lo que incumbe a la propaganda exterior* ».

pourraient intéresser. Enfin, la Bibliothèque est là pour répondre aux consultations bibliographiques du ministère, des autres institutions gouvernementales, du public et des diplomates étrangers. Elle doit procéder au fichage des auteurs et des œuvres, à la compilation de documents, classer les journaux et revues étrangers et argentins[35].

Les *Memorias* de 1938-1939 précisent que la division du travail au sein du Bureau correspond à deux pôles bien distincts : le « secrétariat de propagande »[36], qui produit le matériel nécessaire[37], et le « bureau administratif » en charge de la correspondance et de la diffusion. Arturo M. Mané, à la tête du Bureau, met en avant le fait que « le volume de l'information produite – articles et commentaires radiophoniques – suppose la mécanique d'un organisme publicitaire, avec sa technique, ses orientations et les méthodes adaptées[38] » ; il ajoute :

> « On peut affirmer que sur ces points la Division de la Publicité et de la Propagande agit de façon sûre ; elle cherche à atteindre sans cesse les sources d'informations authentiques et reflète dans ses travaux la vérité de la vie argentine[39]. »

Cette préoccupation est réaffirmée au-delà des bouleversements politiques que connaît le pays, notamment après le coup d'État de 1943. L'accent est alors mis sur l'importance, pour les diplomates, d'avoir une idée aussi précise que possible de la situation argentine. De fait, en 1944, un décret[40] souligne la nécessité de

> « tenir informés les fonctionnaires du Service Extérieur des activités gouvernementales comme des activités commerciales, industrielles et culturelles du pays par le biais de publications périodiques, de commentaires radiotéléphoniques et autres modes de divulgation[41] ».

Ce texte est complété par une résolution ministérielle du 9 novembre 1945 : une somme du budget du MRE est affectée à l'établissement d'un service radio-informatif qui doit permettre aux fonctionnaires du service extérieur de recevoir quotidiennement des informations depuis Buenos Aires. Comme le note l'auteur du rapport à ce sujet consigné dans les *Memorias* :

> « De cette façon sera résolue une des plus grandes difficultés que rencontrent les fonctionnaires du Service Extérieur dans l'accomplissement de leur tâche, à savoir l'insuffisance des nouvelles sur l'Argentine dans les journaux étrangers et le retard dans l'acheminement des publications de notre pays qui les privent de matériel récent d'information[42]. »

---

[35] *Idem*, p. 13.
[36] Ce secrétariat semble être la Division de Publicité et propagande dont il est question plus loin. Elle est au cœur du dispositif.
[37] Il est fait mention pour la première fois dans ces *Memorias* d'un studio radiophonique (MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tomo I, p. 458).
[38] MRE Argentine, Memorias, 1939-1940, tomo I, p. 571.
[39] *Ibid*.
[40] Décret n° 34.190/44.
[41] MRE Argentine, Memorias, 1943-1944, p. 88.
[42] *Idem*, p. 90.

Il nous apprend également que cette mesure répond à une demande formulée depuis plusieurs années par les diplomates en poste à l'étranger. En 1945, certaines des représentations diplomatiques argentines ont commencé à recevoir quotidiennement des informations radio-télégraphiées. Le but est non seulement que soient envoyées des informations depuis Buenos Aires vers les ambassades et consulats mais aussi que la circulation se fasse en sens inverse[43].

L'*Oficina* connaît un grand changement avec l'élection de Perón à la présidence en juin 1946. Celui-ci, dans une volonté de marquer la rupture avec le régime précédent, semble en effet faire comme si rien n'avait été accompli dans le domaine de la promotion de l'Argentine à l'extérieur. Cet extrait des *Memorias* de 1946-1947 est à cet égard très révélateur :

> « L'absence d'une politique nationale à l'intérieur fit que, dans le passé, la Chancellerie ne possédait pas de politique propre pour projeter et exécuter des plans liés aux relations et échanges culturels entre les peuples. Le Gouvernement de la Révolution, et plus particulièrement le Gouvernement constitutionnel mis en place le 4 juin dernier, se prépara à corriger de tels inconvénients, en se proposant de lancer dans le monde une politique de divulgation de la culture nationale, consistant en une politique de diffusion des valeurs nationales à l'extérieur et de captation bien pesée des valeurs étrangères destinées à être assimilées pour élaborer les fondements spirituels de l'Argentine[44]. »

On notera l'accent mis sur les « valeurs nationales » et sur la nécessité d'une « captation bien pesée » de ce qui, à l'étranger, peut servir au prestige du pays. Cette dimension est assez inédite dans les sources et la bibliographie que nous avons pu consulter sur la diplomatie culturelle de l'Argentine, du Brésil et du Chili. S'il est question de ce que l'on peut « importer » dans ce domaine, c'est plutôt dans la perspective de renforcer le dispositif visant à diffuser une certaine image du pays, de voir ailleurs ce qui marche. Ici, il est clairement question d'enrichir l'identité argentine par des éléments extérieurs, ce qui, dans un contexte où le nationalisme est de plus en plus prononcé, est pour le moins remarquable. Nous ne disposons malheureusement pas d'autres indices nous permettant d'identifier les éléments étrangers considérés comme bénéfiques pour les « fondements spirituels de l'Argentine ». Cet élément vient néanmoins montrer que la volonté d'essencialiser la nation argentine présente chez de nombreux intellectuels et hommes d'État dans les années 1930-1940 n'annihile pas la conscience forte, depuis la fin du XIXe siècle, que le pays a été construit par l'apport des migrants.

La posture consistant à se démarquer des politiques précédentes est réaffirmée l'année suivante :

> « Le Gouvernement national remarqua, à peine avait-il commencé ses travaux le 4 juin 1946, que la vie spirituelle argentine n'avait pas disposé, sous les Gouvernements antérieurs, d'un organe de diffusion et

[43] MRE Argentine, Memorias, 1945-1946, p. 126.
[44] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 483.

> d'expansion dans le monde, ce qui sans doute correspondait à une certaine mentalité qui ne donnait pas d'importance au développement des valeurs culturelles[45]. »

D'où la création d'un *Departamento de Cultura* au sein du ministère des Relations extérieures ; ce changement de dénomination ne signifie pas que l'on fait entièrement table rase du passé : on reprend ce qui a été fait jusque là par la *Oficina de Información al Exterior* en y incorporant d'autres pistes de travail. Il y a néanmoins une réorganisation totale des services puisque le Département est désormais divisé en 20 sections, chacune servant « un important intérêt national notamment dans le domaine des échanges culturels[46] ». Dans les *Memorias* de 1946-1947, l'accent est mis en particulier sur la division spécialement chargée des traductions ; les langues concernées sont l'allemand, le français, l'italien, l'anglais, le latin et le portugais[47]. Cette précision n'est pas anodine dans la mesure où il s'agit de montrer que

> « la Division a cessé d'être une Section vouée au travail interne et spécifique de la Chancellerie pour se transformer en un organisme auquel ont recours quotidiennement, pour la traduction de documents multiples et urgents, la Présidence de la Nation et différents secrétariats d'État[48] ».

Parmi ces derniers figurent le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Justice et de l'Instruction publique, le secrétariat de l'Aéronautique et le sous-secrétariat d'Informations. Sont cités comme exemples de traductions réalisées par la section : le « Message du Président de la Nation pour la session d'ouverture des travaux du Congrès national », juillet 1946 (français et anglais) ; un discours du ministre des Relations extérieures sur la politique internationale de l'Argentine (français et anglais) ; le message de Noël du Président aux peuples d'Europe (allemand, français, anglais et italien) ; la déclaration des droits du travailleur (français, anglais, italien et portugais)…[49]

Par ailleurs, « pour réaliser une action construite et pérenne de relation et échange culturels avec les autres pays[50] » sont créés des postes d'attachés culturels et d'attachés de presse.

> « L'efficacité de telles fonctions réside essentiellement dans les capacités du personnel choisi pour les exécuter, si bien qu'une grande attention fut accordée à leur sélection : l'on peut avancer qu'il s'agit de jeunes figures de notre milieu intellectuel, empreintes de ferveur pour l'Argentine et emportées par une vraie ferveur révolutionnaire. À l'heure actuelle on conçoit les plans que devront développer ces attachés et qui constitueront les éléments vivants et dynamiques de la diffusion des valeurs spirituelles nationales[51]. »

Dans la même perspective, on met en place des postes d'attachés techniques ; ces derniers

---

[45] MRE Argentine, Memorias, 1947-1948, p. 917.
[46] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 483 : « *un alto interés nacional y de intercambio cultural* ».
[47] *Idem*, p. 492.
[48] *Idem*, p. 493.
[49] *Ibid.*
[50] *Idem*, p. 491 : « *Para realizar una acción orgánica y persistente, de relación e intercambio cultural con los otros países* ».
[51] *Idem*, p. 491-492.

> « étudieront temporairement, dans les pays qui offrent de meilleures conditions, différents aspects de la culture, de la science et de la technique, pour pouvoir ensuite incorporer ces connaissances au processus de développement culturel et scientifique de notre pays[52] ».

Le rapport concernant le nouveau *Departamento de Cultura* se clôt sur les actions envisagées dans le futur :

> « Pour échapper au laisser-aller du passé, il est urgent que la Chancellerie développe un vaste plan de diffusion et d'échange, prenant en compte la totalité des éléments qui améliorent la connaissance des peuples. Dans cette optique, ont été conçus des projets liés au Plan Quinquennal du Gouvernement, incluant livres et revues, films et disques, services d'informations et expositions culturelles, les bibliothèques et institutions argentines à l'extérieur, la diffusion des journaux et agences d'information, les troupes artistiques, théâtrales et folkloriques, les échanges de professeurs et d'élèves, la création de bourses à l'étranger et pour l'étranger, enfin tout ce qui peut contribuer à resserrer les liens d'affinité et de connaissance entre les peuples, en partant du principe que rien n'a dans ce domaine plus d'influence que les fruits de l'intelligence et de l'esprit[53]. »

C'est donc un répertoire d'action très complet qui est envisagé et qui élargit considérablement le champ de la diplomatie culturelle argentine. Cette diversité des supports envisagés (films, disques, troupes de théâtre et de folklore) montre une volonté d'adapation à la circulation démultipliée des objets culturels permise par un certain nombre d'innovations techniques. Elle est en outre le signe que l'on souhaite élargir le public auquel est destinée la politique de diffusion de la culture argentine.

Enfin, et c'est une première dans les *Memorias* que nous avons consultées, un paragraphe est consacré à l'intérêt de mener une telle politique :

> « Les relations culturelles constituent un des axes fondamentaux de la diplomatie et toutes les nations qui ont développé leur image internationale ont la préoccupation de la diffusion et de l'influence morale, en cherchant à renforcer leur prestige grâce à la connaissance et à la diffusion de ces formes de vie collective qui touchent aux valeurs éternelles de l'âme universelle[54]. »

« Prestige », « influence », « image »… en utilisant ces termes, l'auteur de ces lignes montre que l'on a tout a fait consciences, dans les cercles diplomatiques argentins, que l'objectif est d'agir sur des représentations et donc que ces dernières ont un caractère fondamental dans les relations internationales et la mise en œuvre d'une politique extérieure. On a également ici un indice sur le contenu de ce qui doit permettre d'asseoir la réputation « morale » d'un pays : le terme de culture n'est pas employé, à la place lui est préférée l'expression de « formes de la vie collective », la notion de groupe social étant mise en avant. On est ainsi moins dans la valorisation d'une culture d'élite, symbolisée par les réalisations de quelques individus remarquables, que dans la projection de valeurs partagées par un grand nombre. Le fait que l'on soit alors dans la période péroniste de l'histoire argentine n'est sans doute pas étranger à cette modification de la rhétorique

---

[52] *Idem*, p. 492.
[53] *Idem*, p. 497.
[54] *Idem*, p. 498.

diplomatique. Enfin, cette citation éclaire sur l'entreprise de sélection des éléments qui doivent constituer l' « image internationale » de l'Argentine : les « formes de la vie collective » ne sont intéressantes dans cette perspective que si elles « touchent aux valeurs éternelles de l'âme universelle ». Il s'agit autrement dit de présenter ce qui fait la singularité de l'identité argentine en des termes susceptibles d'être appréhendés facilement, de proposer au regard de l'Autre une image dans laquelle il peut trouver à se projeter. On est là au cœur du défi posé par la construction d'une identité pour l'extérieur : promouvoir une image particulière, qui distingue, et dans le même temps, veiller à ce qu'elle ne véhicule pas une altérité trop radicale.

Les instruments de la diplomatie culturelle argentine

Le premier rapport, présent dans les *Memorias* de 1938-1939, sur les activités de ce qui est encore la *Oficina de difusión de la cultura y propaganda argentina en el exterior,* est particulièrement laudatif. Pour appuyer ses propos, l'auteur rapporte ce qui est pour lui la preuve du succès – et donc de la nécessité – d'un tel service :

> « Flatteuse est l'opinion des diplomates étrangers, qui en de nombreuses occasions se réfèrent aux informations que nous diffusons et réclament un plus grand nombre de nos publications, celle de nombreux spécialistes qui commentent notre travail, et la reprise de nos informations et commentaires par les organes de presse étrangers[55]. »

Un tel constat ne peut qu'encourager à poursuivre les efforts menés jusque-là. Il pose aussi la question des éléments qui permettent d'évaluer l'efficacité d'une politique visant à agir sur des représentations.

Si l'existence d'un service consacré à la promotion d'une image positive de l'Argentine à l'extérieur est une première au sein du ministère des Relations extérieures, on ne saurait passer sous silence l'héritage des actions menées au cours de la première décennie du XXe siècle. Celui-ci est capital pour comprendre la manière dont l'*Oficina de difusión de la cultura y propaganda argentina en el exterior* puis le *Departamento de Cultura* envisageaient leur activité.

La croissance de l'économie argentine durant la période dite d'« expansion agro-exportatrice » au début du XXe siècle a eu des répercussions sur la diplomatie argentine, dont le rôle a été déterminant dans la promotion du pays au sein des relations économiques internationales. Loin de se limiter au commerce avec la Grande-Bretagne, les exportations argentines concernent alors également l'Allemagne, la Belgique, la Hollande, la France, l'Italie, l'Espagne et les États-Unis, ainsi que, dans une moindre mesure, des pays voisins comme le

[55] MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tomo I, p. 458-459.

Brésil, le Chili ou l'Uruguay[56]. Par ailleurs, il faut souligner la diversité des produits exportés (blé, maïs, lin, viande bovine congelée, viande ovine congelée, laine, cuirs, …). Cet état de fait a amené le gouvernement argentin à renforcer son appareil diplomatique à l'étranger, à inciter les diplomates à produire des rapports complets sur les échanges commerciaux[57] et l'état des marchés extérieurs, et a contribué à faire de ces diplomates des « médiateurs » entre les importateurs des pays où ils étaient en poste et les exportateurs argentins. C'est dans ce contexte que se sont développées des initiatives visant à mieux faire connaître les produits argentins, à encourager les investissements de capitaux dans l'économie nationale ainsi que l'immigration vers ce pays. Articles publiés dans la presse des pays concernés, diffusion de feuillets ou d'œuvres scientifiques, conférences, envoi d'échantillons à des musées, participation aux expositions et foires internationales[58] ont été autant de vecteurs utilisés par la diplomatie afin de faire connaître les ressources et richesses de l'Argentine.

Cette préoccupation est centrale dans les objectifs fixés par le décret de 1937 à l'origine de l'*Oficina de difusión de la cultura y propaganda argentina en el exterior*, dont nous reproduisons ici les considérants :

> « C'est le devoir des gouvernements de créer les moyens et éléments nécessaires pour que la diffusion de la culture de leur pays et la divulgation de ses valeurs, à l'extérieur, se réalisent amplement et efficacement, en mettant en lumière de façon exacte son potentiel économique, l'état de ses finances et l'organisation des nouveaux organismes qui coopèrent au développement de sa prospérité, comme la multiplication des moyens de communication, les industries, les relations politiques et commerciales avec l'extérieur, qui mettent en évidence les perspectives que le marché national offre aux marchés étrangers, tout comme les avantages qu'apporterait aux autres marchés l'entente avec le gouvernement et les entreprises du pays, en mettant en relief aussi les avancées en matière d'instruction publique et dans le domaine des sciences et des arts[59]. »

Si les sciences et les arts sont mentionnés, ce n'est qu'à la toute fin ; les débuts de l'*Oficina* sont donc marqués par l'importance accordée à la dimension économique de l'Argentine, dont l'insertion internationale se fait en grande partie au travers de ses relations commerciales. Ce n'est que peu à peu que la culture apparaît comme un vecteur précieux des intérêts argentins, comme faisant pleinement partie de ce que l'on souhaite montrer du pays sur la scène internationale.

---

[56] Agustina RAYES, « El rol de la diplomacia argentina en la promoción de las exportaciones durante la expansión agroexportadora, 1900-1913 », *Temas de política exterior, comercio y relaciones internacionales*, n°4, déc. 2011, p. 79.
[57] Agustina RAYES, *art. cité*, p. 85-87.
[58] Nous reviendrons sur ce dernier point dans notre chapitre IX. Pour plus de détails sur les différentes actions mentionnées, voir Agustina RAYES, *art. cité*, p. 90-95.
[59] MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 506, Texte du décret 100.823 créant la « Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior ».

L'envoi d'informations

Pour mener à bien cette tâche, l'accent est mis sur l'information, sa production, sa diffusion, son contrôle, avec pour corollaire des moyens alloués à la traduction[60]. Cette priorité donnée à l'information, à la publicité de la réalité argentine, était de fait clairement définie comme une priorité dans le décret de 1937. Sont d'abord identifiés comme médiateurs les diplomates argentins à l'étranger, mais aussi les diplomates étrangers en poste en Argentine[61]. Les premiers, selon les *Memorias* de 1936-1937, ont été submergés de demandes d'informations émanant d'organismes divers (bibliothèques, chambres de commerce, centres d'études…[62]). Les seconds ont semble-t-il eu très rapidement recours aux services du ministère en la matière[63]. Ces derniers sont en outre censés procéder directement à l'envoi de matériel informatif aux « organes de diffusion[64] » des pays pour lesquels on juge cela opportun. Ce matériel peut être constitué d' « informations, graphiques, statistiques et notes sur [l'Argentine], son histoire, sa géographie, et les multiples activités en cours, en langues espagnole ou étrangères[65] », selon les destinataires.

Enfin, le décret désigne des médiateurs autres que les diplomates puisqu'il recommande de favoriser l'accès des journalistes étrangers présents en Argentine aux

> « informations, publications et documents n'ayant pas de caractère confidentiel et, en général, les éléments d'information qui peuvent contribuer à faire connaître les activités et le prestige de l'action officielle, des institutions et du peuple argentin[66] ».

---

[60] Les points (j) et (k) du décret de 1937 sont à cet égard éclairants :
« (point j) Traduire en espagnol les informations ou les commentaires qui sont publiés sur notre pays à l'étranger et que l'on jugera utile de transmettre aux organismes qui les considèrent comme bénéfiques pour les intérêts généraux.
(point k) Traduire en langues étrangères, afin de les transmettre à l'extérieur, avec la célérité requise par chaque cas particulier, les documents officiels dont la connaissance peut être utile pour le pays. » (MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 509, Texte du décret 100.823 créant la « Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior »).

[61] L'Oficina doit en effet : « a. Préparer et remettre aux Ambassades, Légations et Consulats de la République toute information utile pour la plus large et parfaite connaissance de notre pays à l'extérieur, pour que les représentations précitées en fassent la publicité, par tous les moyens à leur portée, au sein de leur juridiction respective. Fournir des éléments semblables d'information aux représentants diplomatiques et consulaires étrangers accrédités auprès de notre gouvernement quand ils le demandent ou qu'on le juge pertinent. » (MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 507, Texte du décret 100.823 créant la « Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior »).

[62] MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 511, Texte du décret 100.823…

[63] *Idem* : « Sitôt connu le décret 100.823 [...] les représentants diplomatiques accrédités auprès de notre gouvernement, de leur propre initiative, dans de nombreux cas, et pour avoir reçu des instructions de leurs autorités, dans d'autres cas, envoyèrent à la Chancellerie des demandes importantes d'informations sur notre pays, sa législation, ses organismes officiels, ses méthodes d'enseignement et son organisation institutionnelle. »

[64] Point (b), *Ibid.* : « *órganos de publicidad* ».

[65] Point (b), *Ibid.* : « *informaciones, gráficos, estadísticas y notas sobre nuestro país, su historia, su geografía, y las múltiples actividades actuales en idiomas castellano y extranjeros* ».

[66] Point (c), *Ibid.*

Il n'est donc pas surprenant que le premier rapport d'activité de l'*Oficina* insiste particulièrement sur l' « intense labeur de diffusion des informations argentines[67] » et dresse la liste exhaustive des destinataires de cet effort[68].

Une fois identifiés les acteurs participant, directement ou indirectement, à la circulation de l'information, il s'agit pour nous de savoir quels en étaient les supports. Il est question, toujours dans les *Memorias* de 1936-1937, de 480 000 « feuilles » ronéotypées contenant des « informations argentines »[69] et ayant été distribuées en espagnol et dans des « langues étrangères ». Elles ont, selon l'auteur du rapport, suscité un grand intérêt, prouvé par une demande croissante de la part d'organismes officiels ou de particuliers.

À cela il faut ajouter l'envoi de nombreuses publications

> « de toute sorte, qui donnent à l'extérieur une appréciation exacte du travail intellectuel et matériel de notre pays ; de la situation réelle de nos finances ; de l'économie ; du commerce ; de l'instruction publique ; des arts et des activités générales de notre pays[70] ».

Ainsi, entre le 1er mai 1941 et le 30 avril 1942, 43 979 publications (revues, livres, brochures[71]) ont été envoyées à l'étranger[72]. Les « dépendances de l'État » sont sollicitées afin de collecter le matériel informatif nécessaire[73].

Enfin, Arturo Mañé[74], à la tête de l'*Oficina*, évoque une « une tâche personnelle qui est à [sa] charge, en plus de la direction des activités exécutées par ce service[75] » et qui a une

---

[67] MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 510 : « *La dependencia así organizada, está encauzando una intensa labor de difusión de las informaciones argentinas*. »

[68] *Idem* : « […] les informations sur l'Argentine [...] sont envoyées quotidiennement aux représentants diplomatiques étrangers accrédités auprès de notre gouvernement ; aux diplomates et consuls de la République ; aux ministères et grands organismes officiels des gouvernements de tous les pays, aux universités, bibliothèques, centres culturels, commerciaux, bancaires ; aux quotidiens et revues, offices de tourisme, d'information générale et aux institutions et organismes spécialisés inscrits en un répertoire fourni qui constitue le fichier central des directions de l'extérieur. »

[69] Sur le contenu de ces « informations argentines », il est dit qu'elles reflètent « Les valeurs actuelles du pays, dans leurs manifestations les plus visibles » (« *los valores actuales del país, en sus manifestaciones más destacadas* ») et qu'elles ont traité plus de 119 thèmes différents. (MRE Argentine, Memorias, 1937-1938, p. 395, Buenos Aires, 07/07/1938, Lettre d'Arturo Mañé à D. Julio Navarro Monzó, director de Investigaciones, Archivo y Propaganda). Plus tard, dans les Memorias de 1939-1940, il est fait mention de la constitution d'un fichier analytique des informations diffusées ; ce fichier doit faciliter « une réponse immédiate aux demandes qui nous sont adressées depuis l'étranger » (« *la inmediata respuesta a las consultas que se nos formulan desde el exterior* »). (MRE Argentine, Memorias, 1939-1940, tome I, p. 570).

[70] MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 510-511.

[71] Le texte du décret de 1937 apporte des précisions sur le type de publication envoyée : « (point f) Compiler et remettre à l'extérieur, pour les fins de la propagande telles qu'elles sont établies par le présent décret, des publications officielles ; d'institutions ; d'associations ; d'entités bancaires, comerciales, industrielles ou en lien avec le tourisme, l'immigration et la production nationale. » (MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 510, Texte du décret 100.823…)

[72] MRE Argentine, Memorias, 1941-1942, tome I, p. 576.

[73] MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 510, Texte du décret 100.823…

[74] Nous n'avons malheureusement pas pu trouver d'informations sur ce personnage.

[75] MRE Argentine, Memorias, 1941-1942, tome I, p. 578 : « *tarea personal que tengo a mi cargo, además de la dirección de los trabajos que ejecuta esta dependencia* ».

« importance spéciale pour la plus grande réussite de la propagande argentine à l'extérieur[76] » : il s'agit de la réception de diplomates, de journalistes, d'écrivains, de professeurs et de touristes étrangers, « qui ont besoin, de diverses manières et pour des fins diverses, toujours utiles au pays, des services de la Division de Publicité et de Propagande[77] ». Ce dernier aspect est révélateur de la diversification des destinataires de l'action menée par le ministère pour promouvoir une image positive de l'Argentine à l'extérieur. Il reflète bien l'importance accordée à l'opinion publique : si les journalistes sont considérés dès 1937 comme des médiateurs de choix, il est intéressant de voir apparaître les écrivains, les professeurs, dont la parole et les écrits influencent les imaginaires, mais aussi les touristes[78], nouveaux-venus dans la constellation des passeurs d'images.

À partir de 1943, ce ne sont pas tant les moyens mis en œuvre pour diffuser l'information qui changent que le contenu de celles-ci. Il faut dire que le contexte international est très particulier. L'Argentine, en maintenant sa neutralité dans le conflit mondial, défie ouvertement les États-Unis, qui adoptent en retour une série de mesures de rétorsion[79]. Menacée de se voir exclue de la future organisation mondiale, soumise à une grande pression lors de la Conférence de Chapultepec (21 février - 08 mars 1945), l'Argentine déclare finalement la guerre aux pays de l'Axe le 27 mars 1945. En contrepartie, le gouvernement d'Edelmiro Julián Farrell, arrivé au pouvoir en février 1944, est reconnu. Mais le mal est fait, notamment aux États-Unis, où l'Argentine est considérée par beaucoup comme étant gouvernée par un régime néo-fasciste. C'est le cas du diplomate Spruille Braden, dont la nomination, en avril 1945, comme ambassadeur des États-Unis à Buenos Aires est un coup porté à ceux qui, à l'instar de Sumner Welles, tentaient de maintenir la politique de bon voisinage impulsée par Roosevelt au sein du Département d'État[80]. Braden entame une vraie croisade pour le retour de la démocratie en Argentine faisant de Perón le symbole de la dérive autoritaire du gouvernement en place. Rapidement rappelé à Washington, Braden n'en réussit pas moins à faire rendre public par le Département d'État un rapport de plus de cent pages, connu sous le nom de *Livre bleu*, le 12 février 1946, soit juste avant

---

[76] *Ibid.* : « *especial importancia para el mayor éxito de la propaganda argentina en el exterior* ».

[77] *Idem*, p. 579 : « *que requieren en diversas formas y para distintos fines, siempre útiles al país, los servicios de la División de Publicidad y Propaganda* ».

[78] La mention de ces derniers doit se lire à l'aune de la progressive mise en tourisme du territoire argentin à partir des années 1930. Nous reviendrons sur ce thème dans notre chapitre IX.

[79] Voir Carlos ESCUDÉ, « US political destabilisation and economic boycott of Argentina during the 40s », *in* Guido di TELLA, D. Cameron WATT (ed.), *Argentina between the Great Powers, 1939-1946*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1990, p. 56-76 et, du même auteur, *El boicot norteamericano a la Argentina en la década del 40*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1988.

[80] Sur les deux camps en présence au sein du Département d'État, voir Roger R. TASK, « Spruille Braden versus George Messermith : World War II, the Cold War, and Argentine Policy, 1945-1947 », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 26, n°1, fév. 1984, p. 69-95.

les élections présidentielles. Dans ce rapport, il fait état de la complaisance argentine envers l'Allemagne nazie et analysait le « caractère nazi-fasciste » du gouvernement arrivé au pouvoir en 1943. Perón fait de ce brûlot un argument pour montrer l'ingérence des États-Unis dans la vie intérieure argentine et ses partisans font de l'affrontement entre les deux hommes un slogan de campagne « *Braden o Perón* ».

Outre les suspicions concernant le caractère fasciste du régime, le discours anti-impérialiste et anti-capitaliste de Perón, sa volonté de rester indépendant vis-à-vis des deux blocs qui étaient en train de se constituer le transforment en menace aux yeux des Nord-Américains. Comme l'écrit Gleen J. Dorn,

> « Les dirigeants des États-Unis […] étaient persuadés que le programme de Perón, s'il lui était permis de réussir, mettrait en danger leurs propres efforts pour bâtir une économie internationale plus ouverte, basée sur la convertibilité des monnaies et le commerce multilatéral. Mais ce n'était pas le pire. En mettant l'accent sur un développement centré sur l'action de l'État, ce programme remettait en cause la foi étasunienne dans le pouvoir de l'entreprise privée ; par ailleurs, les efforts de Perón pour former un bloc de nations au Sud représentait une réelle menace pour le leadership des États-Unis dans la région[81]. »

Perón formule en effet rapidement les termes d'une « troisième position », visant à créer une union de nations latines, gardant ses distances vis-à-vis de Washington et de Moscou, conférant à l'Argentine une mission universelle :

> « […] celle de se transformer en guide d'une civilisation – catholique, hispanique, latine – menacée dans ses fondements matériels et spirituels par les libéraux et les communistes, les individualistes et les collectivistes, les protestants et les athées. Une civilisation suspendue entre l'Europe en ruines et l'Amérique latine soumise, et dans laquelle l'Argentine se détache par sa vitalité, sa richesse et sa culture. En somme, la troisième position reflétait l'exception argentine, égale et opposée à celle des États-Unis[82]. »

La tâche est donc immense en ce qui concerne la promotion d'une image positive de l'Argentine à l'extérieur. Afin de contrer les mauvaises appréciations concernant le nouveau régime, le ministère des Relations extérieures, à travers une « Direction d'Information pour l'Extérieur », joue la carte de la transparence vis-à-vis des journalistes étrangers présents en Argentine, comme le révèlent les *Memorias* de 1943-1944 :

> « Avec la certitude que seul le libre accès aux sources d'informations peut contribuer à écarter tout risque de falsification de la réalité argentine, la Direction de l'Information Extérieure a entrepris des démarches pour que les journalistes étrangers qui nous rendent visite découvrent sans difficultés le pays et apprécient par eux-mêmes ses caractéristiques[83]. »

Des dispositions similaires sont prises à l'occasion des élections présidentielles de février 1946 :

---

[81] Glenn J. DORN, « Perón's gambit : The United States and the Argentine challenge to the Inter-American Order, 1946-1948 », *Diplomatic History*, vol. 26, n°1, hiver 2002, p. 20.
[82] Loris ZANATTA, Mariano AGUAS, « Auge y declinación de la tercera posición. Bolívia, Perón y la guerra fría, 1943-1954 », *Desarrollo Económico*, vol. 45, n°177, abril-juin 2005, p. 27.
[83] MRE Argentine, Memorias, 1943-1944, p. 90.

> « […] à la suite de l'élection du 24 février, la Direction a facilité la tâche d'information des représentants de la presse étrangère dans notre pays, lesquels, pourvus d'accréditations spéciales, ont pu assister, sans aucune restriction, au développement des comices [électoraux][84]. »

On assiste alors à une véritable entreprise de légitimation et de promotion du nouveau pouvoir, incarné par Juan Domingo Perón. On le voit notamment au travers des publications qui sont envoyées à l'extérieur l'année qui suit son accession à la présidence. Les *Memorias* de 1946-1947 font ainsi état de l'envoi des textes suivants : « Plan Quinquennal » (de la *Secretaría Técnica de la Presidencia*) en 300 exemplaires ; « Droits du Travailleur », en cinq langues (du sous-secrétariat d'Informations) en 149 000 exemplaires ; « La politique internationale de la Nation Argentine » de Carlos Alberto Silva (du sous-secrétariat d'Informations du ministère de l'Intérieur) en 180 exemplaires ; « Les Forces armées restituent l'empire de la Souveraineté Populaire » (du sous-secrétariat d'Informations du ministère de l'Intérieur), deux tomes, 180 exemplaires ; « Principes doctrinaires de la politique sociale du Général Juan D. Perón » (du sous-secrétariat d'Informations), 1000 exemplaires[85]… Ont par ailleurs été distribués en grand nombre des cartes de l'Argentine, des photographies de Juan Domingo Perón ainsi que des reproductions d'un tableau représentant San Martín[86].

Le travail mené jusqu'en 1943 par l'*Oficina de difusión de la cultura y propaganda argentina en el exterior* n'est cependant pas abandonné. Ainsi, « dans l'objectif de répondre aux nombreuses requêtes à propos de divers aspects de la vie argentine provenant de l'étranger[87] », une résolution ministérielle a créé, au sein du Département de Culture, des archives photographiques, documentaires et informatives[88]. Par ailleurs, on a commencé à procéder à la collecte de tous les éléments

> « susceptibles de favoriser une appréciation rapide de l'activité et des fonctions de chacun des organismes nationaux, ainsi que de toutes les activités privées qui peuvent servir d'indicateurs pour évaluer le progrès de la Nation[89] ».

Toujours dans l'optique de savoir ce qui se dit et s'écrit sur l'Argentine – et de pouvoir, le cas échéant, rectifier ce qui doit l'être –, il a été décidé que le Département de Culture se chargerait de la réception, de la classification et la distribution de tous les articles publiés dans la presse mondiale. Dans cette perspective, il a été demandé aux diplomates en poste à l'étranger de procéder à la collecte de tous les documents qui ont trait à l'Argentine mais aussi de ceux qui

---

[84] MRE Argentine, Memorias, 1945-1946, p. 128.
[85] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 487.
[86] *Ibid.*
[87] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 490 : « *Con el objeto de poder atender las numerosas solicitudes del exterior, que se interesan por diversos aspectos de la vida argentina* […] ».
[88] Nous n'avons malheureusement pas pu identifier le matériel qui a été réuni au sein de ces archives qui ont, semble-t-il, totalement disparu.
[89] *Ibid.*

« contribuent à éclairer les problèmes politiques, économiques et sociaux du pays dans lequel ils exercent leur charge[90] ». Le but est de constituer un fichier de la presse mondiale pour connaître « son orientation et sa position par rapport aux questions argentines[91] ». Ce qui précède semble indiquer que l'on n'a plus à faire qu'à une stratégie de propagande politique d'un régime décrié sur la scène internationale. La dimension culturelle n'est pourtant pas abandonnée. Avant d'analyser plus en détail les actions du Département de culture, nous pouvons mentionner la réorganisation du système d'archivage, afin de permettre « un usage rapide et immédiat des études et rapports ayant trait au développement culturel des divers pays du monde[92] ». Des dossiers spécifiques ont ainsi été créés pour chaque pays,

> « dans lesquels on rassemble tout le matériel qui peut contribuer à apprécier, pour chaque nation, les tendances intellectuelles et les valeurs artistiques du moment, afin de pouvoir déterminer facilement l'orientation à donner aux échanges avec chacune d'entre elles[93] ».

On est là dans une démarche que l'on retrouvera dans les cas du Brésil et du Chili, à savoir l'adaptation des actions menées sur le terrain de la culture aux destinataires visés. Ainsi, malgré les bouleversements induits par le coup d'État de 1943 et l'arrivée au pouvoir de Perón en 1945, la dynamique mise en place en 1937 par la création de l'*Oficina de difusión de la cultura y propaganda argentina en el exterior* se poursuit et les outils utilisés avant 1943 continuent de l'être au-delà de cette date. L'étude des structures élaborées pour bâtir une diplomatie culturelle argentine révèle donc une continuité surprenante entre les années de la « *década infame* » et l'avènement du péronisme, qui se présente pourtant comme une rupture totale par rapport à la période précédente. En outre, cela signifie que, malgré la guerre, on ne remet pas en cause la manière dont est menée une telle politique. Plus qu'une faiblesse de la diplomatie argentine, nous y lisons la preuve que le système, tel qu'il existe, remplit un objectif qui dépasse les conjonctures politique et internationale – celui de promouvoir une image positive de l'Argentine à l'extérieur – et que les instruments utilisés sont considérés comme efficaces.

Ces derniers sont finalement assez vite mis en place et identifiés dans les *Memorias* de 1938-1939 :

> « Les trois services destinés à envoyer à l'extérieur la plus grande quantité possible d'informations récentes sur notre pays se complètent parfaitement : la revue *Informaciones Argentinas*, avec ses quatre

---

[90] *Ibid.* : « *[…] contribuyen a esclarecer problemas políticos, económicos o sociales del país en el que ejercen su representación* ».
[91] *Ibid.* : « *su orientación y la posición que adopta frente a las cuestiones argentinas* ».
[92] *Idem*, p. 491 : « *uso rápido e inmediato de los estudios e informes referentes al desarrollo cultural de los diversos países del mundo* ».
[93] *Ibid.*

éditions, en espagnol, en français, en anglais, en allemand ; les transmissions radiotéléphoniques, avec leurs suppléments en cinq langues, et le courrier maintenu avec l'extérieur[94]. »

Nous nous intéresserons ici au rôle de la radio dans un premier temps, avant de présenter la revue *Informaciones Argentinas*, publiée à partir de 1938.

La radio et la revue Informaciones Argentinas

La radio

Le décret de 1937 créant l'*Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior* faisait d'emblée de la radio l'un des outils de la promotion de l'Argentine à l'étranger. Il s'agissait de diffuser d'une part des bulletins d'informations grâce à la *Estación de Radiodifusión del Estado*, en espagnol et dans plusieurs autres langues, et d'autre part « des conférences visant à la diffusion de [la] culture et des valeurs générales [de l'Argentine] et à la connaissance de la culture et des valeurs étrangères [en Argentine][95] ». Ces conférences, réalisées dans des lieux publics, sont à la charge des diplomates argentins, mais peuvent également être données à l'occasion par des diplomates étrangers en poste en Argentine, des fonctionnaires de l'État, des professeurs, des hommes de science, des écrivains, « des représentants des forces vives et tous ceux qui, par leur œuvre, représentent un atout sérieux et appréciable du point de vue de la reconnaissance publique[96] ».

Dès septembre 1938[97], il est procédé à l'organisation d'un studio radiophonique dans une des salles du Palacio San Martín,

> « équipé avec les éléments les plus modernes, tant pour la transmission, connectant ainsi n'importe quelle station locale d'ondes courtes ou longues, que pour la captation de transmissions de longue distance, avec un récepteur de *broadcasting*, qui permet de travailler avec tout type d'ondes[98] ».

Ce studio comprend en outre le nécessaire pour graver des disques, ce qui permet de conserver une copie de ce qui a été enregistré dans le studio, mais aussi des transmissions en provenance de

---

[94] MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tomo I, p. 458. L'auteur du rapport ajoute : « L'efficacité de ces moyens de la propagande argentine, par delà nos frontières, se vérifie de différentes manières. Elle se reflète dans la demande importante d'envoi de la revue *Informaciones Argentinas* qui arrive tous les jours, depuis les lieux les plus reculés et dans la correspondance qui a trait à nos publications et transmissions radiophoniques. »

[95] MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 509 : Texte du décret 100.823 créant la « Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior » : « *conferencias de difusión de nuestra cultura y valores generales […] y para el conocimiento de la cultura y valores extranjeros, en nuestro país […]* ».

[96] *Ibid.* : « *representantes de las fuerzas vivas y quienes, por su obra, signifiquen un valor serio y apreciable en la consideración pública* ».

[97] BDIC, *Informaciones Argentinas*, n°9, 1er octobre 1938, « La política exterior argentina ».

[98] MRE Argentine, Memorias, 1937-1938, p. 395, Buenos Aires, 07/07/1938, Lettre d'Arturo Mañé à D. Julio Navarro Monzó, director de Investigaciones, Archivo y Propaganda.

l'extérieur. Ce studio est divisé en deux services, l'un destiné à l'Europe, l'autre au reste de l'Amérique[99]. Leur inauguration est marquée par une allocution du ministre des Relations extérieures, José María Cantilo[100].

Dès les premiers mois de fonctionnement, quatre diplomates étrangers et un sénateur argentin ont prononcé des allocutions[101]. Il est par ailleurs précisé que les « *transmisiones periódicas* » ont toujours été effectuées en cinq langues[102] et qu'ont été traités des sujets en rapport avec l'actualité, la législation et les « expressions des valeurs générales du pays[103] ». Ces transmissions font parfois l'objet de transcriptions écrites qui sont ensuite distribuées[104] et parfois reprises telles quelles comme articles dans la revue *Informaciones Argentinas*.

Cette pratique se poursuit après 1946 : les *Memorias* de 1946-1947 font état de 44 transmissions ordinaires[105] et d'une transmission « extraordinaire », à l'occasion du « *Día de las Américas* » ; le ministre des Relations extérieures, Juan A. Bramuglia et María Eva Duarte ont en effet prononcé chacun un discours[106].

L'usage de la radio dans le cadre du ministère des Relations extérieurs doit être replacé dans un contexte argentin où cette technologie est en pleine expansion depuis les années 1920. Au début des années 1940, l'Argentine compte un tiers des stations de radio latino-américaines, détient le second plus important réseau commercial du monde et figure juste après les États-Unis et la Grande Bretagne en termes de nombre d'auditeurs. Robert H. Claxton insiste par ailleurs sur le fait que la radio connaît un développement que l'on peut qualifier de national, d'une part parce que ce sont des entrepreneurs argentins qui en sont à l'origine[107], d'autre part parce que le réseau de stations couvre l'ensemble du territoire. La radio est donc un media de plus en plus présent dans la vie quotidienne de l'ensemble des Argentins à partir du milieu des années 1930[108]. Elle devient en outre un outil politique de première importance à partir de 1943, et encore plus en

---

[99] BDIC, *Informaciones Argentinas*, n°9, 1er octobre 1938, « La política exterior argentina ».
[100] Ces allocutions sont en partie reproduites dans un article publié par le journal *La Nación*, article qui est à son tour reproduit dans la revue *Informaciones Argentinas*.
[101] *Idem*, p. 396.
[102] Les *Memorias* de 1939-1940 font état de 106 transmissions radiotéléphoniques, en espagnol, en français, en anglais, en allemand et en portugais (p. 570). Dans les *Memorias* de 1943-1944, seuls l'espagnol, l'anglais, le français et le portugais sont mentionnés (p. 89).
[103] *Ibid.* : « *expresiones de los valores generales del país* ».
[104] Les *Memorias* de 1943-1944 font ainsi état de 126 transmissions et de la distribution de 495 691 copies textuelles (p. 89).
[105] Voir liste des transmissions en annexe.
[106] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 494.
[107] Voir Robert H. CLAXTON, *From Parsifal to Perón : early radio in Argentina, 1920-1944,* Gainesville, University Press of Florida, 2007.
[108] Voir Andrea MATALLANA, *« Locos por el radio ». Una historia social de la radiofonía en la Argentina, 1923-1967*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006.

1946 lorsque Perón accède à la présidence. De fait, la radio constitue l'un des instruments majeurs de la propagande péroniste[109].

L'organisation de conférences radiotéléphoniques comme instrument de promotion de l'Argentine à l'extérieur est donc ancré dans une réalité technique, sociale et politique qui est celle du pays pendant la période concernée.

La revue Informaciones argentinas

La découverte, à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC) de Nanterre, puis à la bibliothèque des Archives du Quai d'Orsay à La Courneuve[110], de l'existence de la revue *Informaciones Argentinas* a constitué une étape importante pour la mise à jour d'une diplomatie culturelle argentine.

Nous savons que la revue a été publiée entre 1938 et 1947[111], mais les exemplaires que nous avons pu consulter ne nous permettent d'avoir un aperçu que de la période 1938-1940. *Informaciones Argentinas* est présentée, dans le premier numéro, comme la « continuation » de bulletins d'informations précédemment édités et divisés par l'*Oficina de difusión de la cultura y propaganda argentina en el exterior*[112]. Des exemplaires de ce bulletin sont disponibles à la BDIC.

Informaciones Argentinas est une publication bi-mensuelle, dont il y a des éditions parallèle en espagnol, en français, en anglais, en allemand et en italien[113], du moins en 1938. Dans les *Memorias* de 1943-1944, il est ainsi fait état d'éditions en espagnol, en anglais et en portugais[114]. Il en est de même les deux années suivantes[115]. L'allemand, le français et l'italien ont donc disparu tandis que le portugais faisait son apparition. Les difficultés de communication avec l'Europe,

---

[109] Voir Guillermo Enrique d'Arino ARINGOLI, *La propaganda peronista (1943-1955)*, Ituzaingó, Ed. Maipue, 2006, p. 170-172 ; Doris Fagundes HAUSEN, *Rádio e política : Tempos de Vargas e Perón*, Porto Alegre, EDIPUCRS, 1997 et Maria Helena Rolim CAPELATO, *Multidões em cena. Propaganda política no varguismo e no peronismo*, [1era ed. 1998], São Paulo, Editora UNESP, 2008, p. 84-95.

[110] Nous savons que des exemplaires sont également disponibles à la bibliothèque nationale espagnole, à la bibliothèque de Harvard (en anglais et en espagnol), à la bibliothèque nationale d'Angleterre (en anglais et en espagnol), à la bibliothèque nationale de Rome (en espagnol). La seule mention que nous ayons trouvée de cette revue figure dans le livre de Ruth McMurry, *The cultural approach : another way in international relations*, Kingsport, University of North Carolina press, 1947, p. 188.

[111] Nous ne disposons pas d'éléments pour la période postérieure.

[112] República Argentina, Ministerio de Relaciones exteriores y Culto, Dirección de Investigaciones, Archivo y Propaganda, *Informaciones Argentinas*, División de Publicidad y Propaganda, Arenales 761, Buenos Aires, Año 1938, junio 1°, n°1.

[113] Nous n'avons pas trouvé de trace des éditions en allemand et en italien.

[114] MRE Argentine, Memorias, 1943-1944, p. 89. Sur les 621 500 exemplaires distribués, 450 000 étaient en espagnol, 142 500 en anglais et 30 000 en portugais. En 1946, sont dénombrés 85 280 exemplaires en espagnol ; 29 610 en anglais et 17 976 en portugais. (Memorias, 1946-1947, p. 487).

[115] MRE Argentine, Memorias, 1945-1946, p. 127 et Memorias, 1946-1947, p. 127.

liées à la guerre, sont un premier facteur d'explication[116]. Le ministère argentin des Relations extérieures se voit contraint de revoir ses priorités en termes de destinataires et de se tourner plus vers le reste du continent, en particulier le Brésil. Ces éditions en langue étrangère ont une périodicité moindre par rapport à l'édition espagnole et sont des compilations d'articles de cette dernière[117].

La revue constitue en tout cas, d'après les *Memorias*, un outil précieux, ce qui explique que sa publication ne soit pas remise en question en 1943 ou en 1946[118], même s'il est précisé qu'à partir de cette date « on a insufflé à la revue *Informaciones Argentinas* un nouvel esprit et on y a introduit des réformes radicales quant à sa présentation technique et son format[119] ». Il semble donc que cette publication ait rencontré un certain succès, ainsi que le suggère la mention du fait que les éditions espagnole et anglaise se trouvent très rapidement en rupture de stock et ce dès 1939[120]. Nous n'avons trouvé qu'une seule mention, dans les *Memorias* de 1943-1944, des organismes et institutions auxquels été envoyée la revue : il est spécifié que des exemplaires ont été distribués dans les missions diplomatiques, les universités, les bibliothèques, les collèges et « autres centres d'études et institutions intéressés par la vie de notre pays[121] ».

La réalisation de cette revue mobilise un personnel relativement conséquent, si l'on en croit Arturo Mañé qui dresse, en 1942, un inventaire des tâches que cela implique :

> « Je dois faire une mention spéciale dans ce rapport des compétences et du sérieux du personnel qui est directement affecté à la confection des revues. Tant les employés qui rédigent librement ; que ceux qui étudient les questions de caractère économique ou financier pour réaliser des travaux synthétiques et statistiques ; que ceux qui classent les sources d'information, les distribuent et illustrent les articles à l'aide de graphiques ; que les traducteurs et les dessinateurs, ainsi que les dactylographes en espagnol et en langues étrangères, mais aussi les correcteurs, tous, chacun à sa fonction, ont démontré qu'ils avaient compris la mission qui était la leur. C'est de la coordination de leur travail que provient l'efficacité de *Informaciones Argentinas* y de *Argentine News*, comme organes de propagande à l'extérieur[122]. »

---

[116] Ces difficultés sont rapidement mentionnées dans les *Memorias* de 1941-1942 : « Dans tous les pays où la correspondance parvient avec une certaine normalité, on a fait circuler 96 834 exemplaires de *Informaciones Argentinas*. » (Memorias 1941-1942, p. 576).

[117] C'est en tout cas ce que nous avons pu observer pour l'édition française.

[118] Dans les *Memorias* de 1945-1946, il est indiqué que la revue « poursuivra sa fonction informative à propos de toutes les activités, en plus de voir inséré un matériau journalistique et général complémentaire, de compréhension aisée à l'étranger. » (p. 127).

[119] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 487. N'ayant pu consulter de numéros postérieurs à l'année 1940, nous ne pouvons évaluer l'importance de ces changements.

[120] MRE Argentine, Memorias, 1939-1940, p. 569 : « La demande croissante des intéressés pour recevoir *Informaciones Argentinas* et *Argentine News* fait que les éditions s'épuisent, ce qui entraîne une correspondance toujours plus importante […]. »

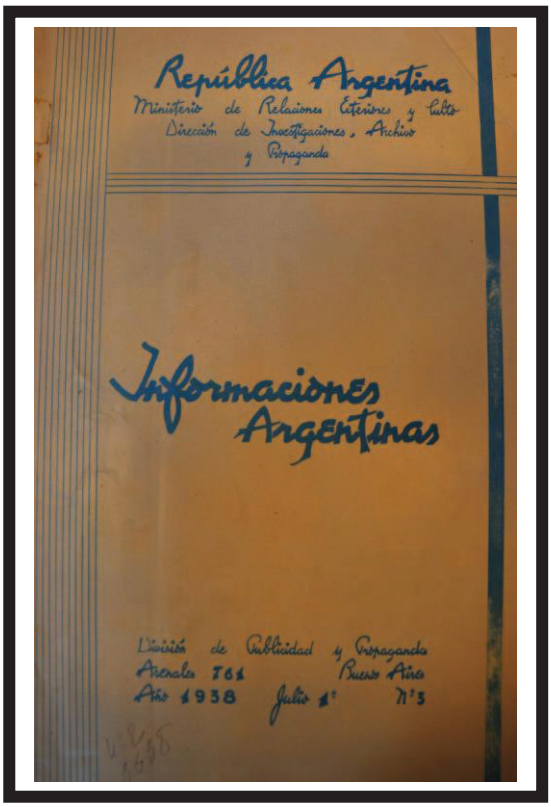
[121] MRE Argentine, Memorias, 1943-1944, p. 89 : « *demás centros de estudios e instituciones, interesados por la vida de nuestro país* ».

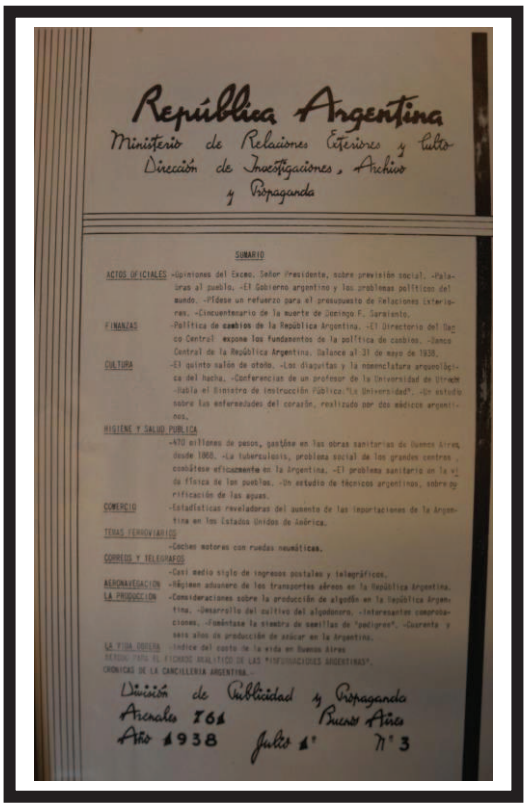
[122] MRE Argentine, Memorias, 1941-1942, p. 577.

À cette date la revue a déjà changé sur le plan matériel, que ce soit au niveau de la mise en page et de la typographie, des illustrations ou du papier utilisé. Dans les deux premiers numéros, couverture et sommaire forment un seul et même ensemble, ce qui change à partir du numéro 3.

Figure 1 : Évolution de la présentation d'*Informaciones Argentinas*

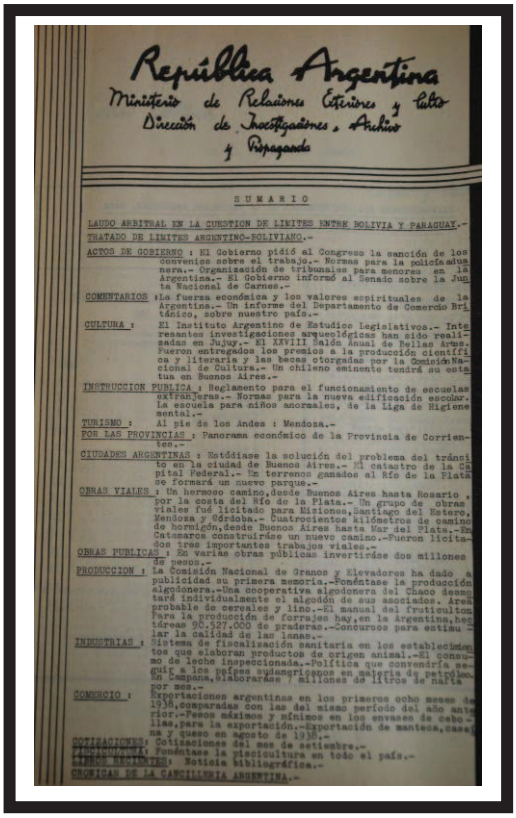
Page de garde et sommaire du numéro 3, 1er juillet 1938





On constate également une évolution dans la mise en page du sommaire, qui se fait plus claire.

Sommaire du numéro 10, 15 octobre 1938

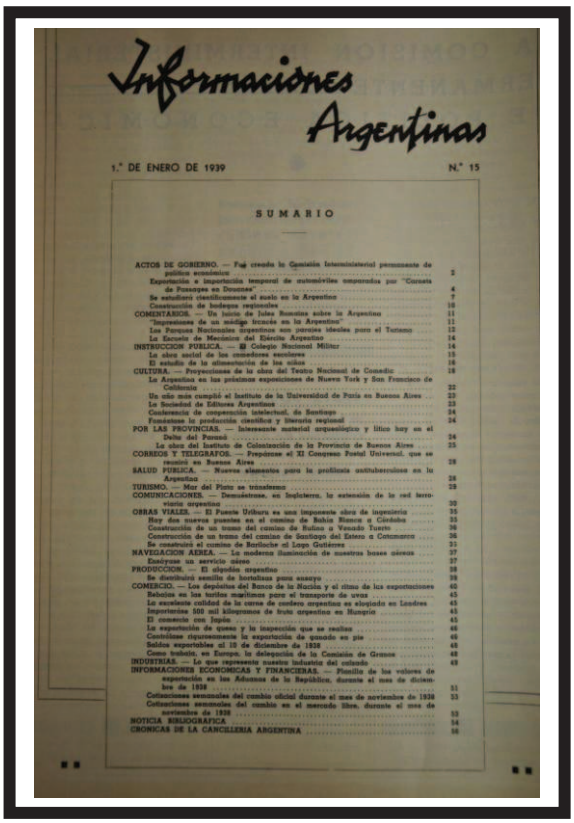


República Argentina
Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto
Dirección de Investigaciones, Archivo y Propaganda

SUMARIO

LAUDO ARBITRAL EN LA CUESTION DE LIMITES ENTRE BOLIVIA Y PARAGUAY.-
TRATADO DE LIMITES ARGENTINO-BOLIVIANO.-
ACTOS DE GOBIERNO : El Gobierno pidió al Congreso la sanción de los convenios sobre el trabajo.- Normas para la policía aduanera.- Organización de tribunales para menores en la Argentina.- El Gobierno informó al Senado sobre la Junta Nacional de Carnes.-
COMENTARIOS : La fuerza económica y los valores espirituales de la Argentina.- Un informe del Departamento de Comercio Británico, sobre nuestro país.-
CULTURA : El Instituto Argentino de Estudios Legislativos.- Interesantes investigaciones arqueológicas han sido realizadas en Jujuy.- El XVIII Salón Anual de Bellas Artes. Fueron entregados los premios a la producción científica y literaria y las becas otorgadas por la Comisión Nacional de Cultura.- Un chileno eminente tendrá su cátedra en Buenos Aires.-
INSTRUCCION PUBLICA : Reglamento del funcionamiento de escuelas extraescolares.- Normas para la nueva edificación escolar. La escuela para niños anormales, de la Liga de Higiene mental.-
TURISMO : Al pie de los Andes : Mendoza.-
POR LAS PROVINCIAS : Panorama económico de la Provincia de Corrientes.-
CIUDADES ARGENTINAS : Entúdiase la solución del problema del tránsito en la ciudad de Buenos Aires.- El catastro de la Capital Federal.- En terrenos ganados al Río de la Plata se formará un nuevo parque.-
OBRAS VIALES : Un hermoso camino, desde Buenos Aires hasta Rosario, por la costa del Río de la Plata.- Un grupo de obras viales fué licitado para Misiones, Santiago del Estero, Mendoza y Córdoba.- Cuatrocientos kilómetros de camino de hormigón, desde Buenos Aires hasta Mar del Plata.- En Catamarca construiráse un nuevo camino.- Fueron licitadas tres importantes trabajos viales.-
OBRAS PUBLICAS : En varias obras públicas invertiráse dos millones de pesos.-
PRODUCCION : La Comisión Nacional de Granos y Elevadores ha dado a publicidad su primera memoria.- Fomentase la producción algodonera.- Una cooperativa algodonera del Chaco dessmirará individualmente el algodón de sus asociados. Area probable de cereales y lino.- El manual del fruticultor. Para la producción de forrajes hay, en la Argentina, hectáreas 90.527.000 de praderas.- Concursos para estimular la calidad de las lanas.-
INDUSTRIAS : Sistema de fiscalización sanitaria en los establecimientos que elaboran productos de origen animal.- El consumo de leche inspeccionada.- Política que convendría seguir a los países sudamericanos en materia de petróleo. En Campana, elaborarase 7 millones de litros de harta por mes.-
COMERCIO : Exportaciones argentinas en los primeros ocho meses de 1938, comparadas con las del mismo período del año anterior.- Pesos máximos y mínimos en los envases de cebollas, para la exportación.- Exportación de manteca, caseína y queso en agosto de 1938.-
COTIZACIONES: Cotizaciones del mes de setiembre.-
[illegible]: Fomentase la piscicultura en todo el país.-
LIBROS RECIBIDOS: Noticia bibliográfica.-
CRONICAS DE LA CANCILLERIA ARGENTINA.-

Sommaire du numéro 15, 1er janvier 1939



Informaciones Argentinas

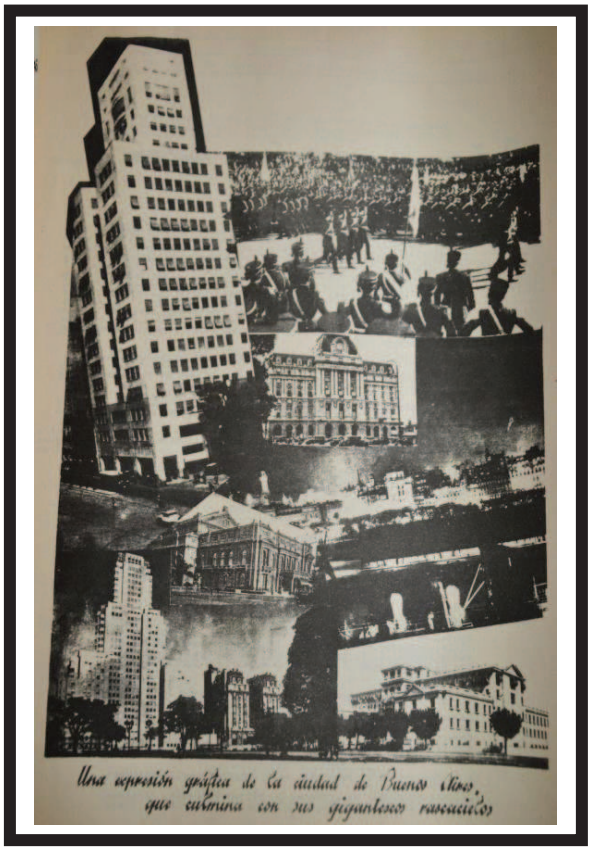
1.° DE ENERO DE 1939 N.° 15

SUMARIO

ACTOS DE GOBIERNO. — Fué creada la Comisión Interministerial permanente de política económica ... 2
Exportación e importación temporal de automóviles comprendida por "Carnets de Passages en Douanes" ... 4
Se estudiará científicamente el suelo en la Argentina ... 7
Construcción de bodegas regionales ... 10
COMENTARIOS. — Un libro de Jules Romains sobre la Argentina ... 11
"Impresiones de un médico francés en la Argentina" ... 11
Los Parques Nacionales argentinos son parajes ideales para el Turismo ... 12
La Escuela de Mecánica del Ejército Argentino ... 14
INSTRUCCION PUBLICA. — El Colegio Nacional Militar ... 14
La obra social de los comedores escolares ... 15
El estudio de la alimentación de los niños ... 16
CULTURA. — Proyecciones de la obra del Teatro Nacional de Comedia ... 18
La Argentina en los próximos exposiciones de Nueva York y San Francisco de California ... 22
Un año más cumplió el Instituto de la Universidad de París en Buenos Aires ... 23
La Sociedad de Editores Argentinos ... 23
Conferencia de cooperación intelectual, de Santiago ... 24
Fomentase la producción científica y literaria regional ... 24
POR LAS PROVINCIAS. — Interesante material arqueológico y lítico hay en el Delta del Paraná ... 24
La obra del Instituto de Colonización de la Provincia de Buenos Aires ... 25
CORREOS Y TELEGRAFOS. — Preparóse el XI Congreso Postal Universal, que se reunirá en Buenos Aires ... 28
SALUD PUBLICA. — Nuevos elementos para la profilaxis antituberculosa en la Argentina ... 28
TURISMO. — Mar del Plata se tricentenario ... 29
COMUNICACIONES. — Demostróse, en Septiembre, la extensión de la red ferroviaria argentina ... 30
OBRAS VIALES. — El Puente Uriburu es una imponente obra de ingeniería ... 35
Hay dos nuevos puentes en el camino de Bahía Blanca a Córdoba ... 35
Construcción de un tramo del camino de Bulnes a Venado Tuerto ... 36
Construcción de un tramo del camino de Santiago del Estero a Catamarca ... 36
Se construirá el camino de Bariloche al Lago Gutiérrez ... 37
Inaúgurase un servicio aéreo ... 37
PRODUCCION. — El algodón argentino ... 38
Se distribuirá semilla de hortalizas para ensayo ... 38
COMERCIO. — Los depósitos del Banco de la Nación y el clima de las exportaciones ... 40
Bahía es los terlos marítimos para el transporte de uvas ... 45
La excelente calidad de la carne de carnero argentina es elogiada en Londres ... 45
Importarán 500 mil kilogramos de fruta argentina en Hungría ... 45
El comercio con Japón ... 45
La exportación de quesos y la inspección que se realiza ... 46
Continúan aquaramente la exportación de ganado en pie ... 46
Saldos exportables al 15 de diciembre de 1938 ... 48
Como trabajo, en Europa, la delegación de la Comisión de Granos ... 48
INDUSTRIAS. — Lo que representa nuestra industria del calzado ... 49
INFORMACIONES ECONOMICAS Y FINANCIERAS. — Planilla de los valores de exportación en los Altos de la República, durante el mes de diciembre de 1938 ... 51
Cotizaciones semanales del cambio oficial durante el mes de noviembre de 1938 ... 53
Cotizaciones semanales del cambio en el mercado libre, durante el mes de noviembre de 1938 ... 53
NOTICIA BIBLIOGRAFICA ... 54
CRONICAS DE LA CANCILLERIA ARGENTINA ... 56

Une évolution similaire a lieu au niveau de la mise en page des articles. Cela correspond également à un changement de papier. Par ailleurs, à partir du numéro 10, apparaissent les premières photos à l'intérieur de la revue.

Numéro 10, 15 octobre 1938



Una expresión gráfica de la ciudad de Buenos Aires, que culmina con sus gigantescos rascacielos

Un espectáculo magnífico ofrece el norte argentino. Las catarataas del Iguazú. La verdad de una vegetación tropical, con árboles inmensos, el río neste se abre paso sobre un lecho recortado y cae desde gran altura, con un ruido atronador. Una nube de espuma, que parece polvo de cristal se levanta desde el lecho donde se derraman los saltos de agua.

Desde Buenos Aires hasta el Parque Nacional del Iguazú, se viaja en todas las comodidades. El alejamiento y las atracciones se esa zona de turismo procuran buenas horas y satisfacciones espirituales.

La naturaleza del norte argentino es exhuberante, y el clima en todas las estaciones del año es ideal

La qualité des photos s'améliore également, à partir du numéro 15, et leur insertion à l'intérieur d'un article se fait plus élaborée. Il faut attendre le numéro 21 pour qu'une photo figure en couverture.

Numéro 21, 1er avril 1939

En à peine un an, la physionomie de la revue a donc beaucoup évolué.

Pour ce qui est du contenu, on sait qu'entre le 1er mai 1939 et le 30 avril 1940, 1856 articles ont été rédigés sur l'actualité argentine, la plupart d'entre eux ayant été publiés dans *Informaciones Argentinas*[123]. Ces articles étaient accompagnés de 1093 photographies de l'Argentine « dans ses aspects multiples[124] », ainsi que de 302 graphiques, cartes et dessins[125]. Plus tard, dans les *Memorias* de 1941-1942, on apprend que la Division a reçu 6550 lettres et communications diverses de type informatif ou statistique, en provenance de départements publics, de banques, de bibliothèques, d'organismes d'enseignement, de bureaux de tourisme, de chambres de commerce, à partir desquelles ont été rédigés les articles parus dans la revue[126]. Une liste des thèmes traités dans les pages de cette publication ainsi que le nombre d'articles consacrés à chacun est dressée dans les *Memorias* de 1943-1944.

[123] MRE Argentine, Memorias, 1939-1940, p. 569.
[124] « *en sus múltiples aspectos* ».
[125] MRE Argentine, Memorias, 1939-1940, p. 570.
[126] MRE Argentine, Memorias, 1941-1942, p. 576-577.

Enfin, dans le numéro 8 de septembre 1938, sont précisés les objectifs de cette publication, les raisons pour lesquelles elle a été jugée nécessaire :

> « La réalité argentine n'arrive pas toujours à l'extérieur avec clarté, et, surtout, dans sa vérité. Parfois, c'est à cause du manque de nouvelles de notre pays, ce qui induit en erreur sur ce qu'elle représente dans la culture et l'économie mondiales ; d'autres fois, c'est la déformation de la réalité, qui éloigne d'une juste compréhension le jugement que l'on forme sur nous, à distance.
>
> L'objectif des *Informations Argentines* est, pour remédier autant que possible au manque de nouvelles et à la déformation de la vérité, d'apporter à l'extérieur, périodiquement, un reflet de l'actualité du pays. Le corps vigoureux, l'âme élevée de cet organisme social qui travaille et progresse seront dépeints dans les *Informations Argentines*, pour que l'on puisse connaître, en termes justes, la vérité nationale[127]. »

Nous retrouvons toujours les mêmes termes, les mêmes préoccupations : pallier l'absence d'informations concernant l'Argentine à l'étranger, montrer toutes les facettes de la nation, en respectant sa « vérité ».

L'Argentine dans les transmissions radiotéléphoniques et dans les pages d'Informaciones Argentinas

Les conférences radiotéléphoniques comme les articles de la revue *Informaciones Argentinas* sont les instruments qui doivent permettre au ministère des Relations extérieures de dévoiler au monde la réalité d'un pays méconnu ou mal connu. Cet objectif est à mettre en relation avec les buts de la politique extérieure argentine, avec ce qui est considéré comme la défense des intérêts nationaux. Dans le cadre de ce chapitre, nous nous intéresserons en particulier à la manière dont ces conférences et les pages de la revue sont utilisées pour expliciter le positionnement de l'Argentine sur la scène internationale, positionnement qui doit se lire à l'aune d'un des aspects fondamentaux de l'être-au-monde de ce pays, à savoir son économie et ses relations commerciales. Nous reviendrons en détail sur ce qu'elles nous disent de l'identité argentine telle qu'on la présente à l'international dans notre chapitre IX.

L'inauguration des conférences radiotéléphoniques est marquée par une allocution du ministre des Relations extérieures, José María Cantilo, reproduite dans le numéro 9 (octobre 1938) d'*Informaciones Argentinas*. C'est l'occasion de réaffirmer les principes qui guident la politique extérieure argentine :

> « Un intérêt particulier pour les pays limitrophes ; un lien spirituel avec les nations de culture latine, en Amérique et en Europe ; au sein de cette dernière, une fraternité particulière avec les peuples de la vieille souche ibérique ; compréhension de tous les liens essentiels qui nous unissent à tout le continent, et donc aux États-Unis, dont la relation historique avec l'Argentine n'a pas été oubliée par le

[127] *Informaciones Argentinas*, n°8, 15 septembre 1938, « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' ».

> ministre ; enfin, le sentiment profond que nous faisons partie d'une communauté internationale à laquelle notre destin est lié. C'est de ces cinq éléments qu'est faite notre politique extérieure[128]. »

Toujours dans le numéro 9, et avant dans le numéro 6 (août 1938), on trouve d'autres articles[129] présentant les grandes lignes de cette politique, en mettant en valeur les « facteurs géographiques et historiques » qui l'ont forgée. Voici un extrait de l'article d'août 1938 :

> « Chaque pays voit sa politique internationale déterminée en premier lieu par la géographie et, ensuite, par ses antécédents historiques. Parmi ces derniers, à leur tour, le hasard et les passions humaines jouent un rôle important. [...] Naturellement la politique internationale argentine n'échappe pas au poids de ces considérations d'ordre général. Les facteurs historiques qui, à un moment donné, ont pu prendre un autre cours, firent que, depuis les commencements, notre nationalité a appartenu au groupe catholique et latin. Notre territoire qui, au temps de la vice-royauté, était plus étendu, se morcela aussi pour des raisons de nature historique et géographique, en donnant naissance à quatre peuples frères. Des raisons éminemment historiques puisqu'idéologiques, ouvrirent notre sol aux courants migratoires du monde entier, au moment où, sous l'influence d'une autre conception politique, d'autres peuples, plus jeunes que le nôtre, ont dans la pratique réservé le leur à des personnes de même sang, de même langue. Tout cela, c'est clair, pèse sur nos relations autant et plus que les facteurs géographiques qui firent de l'Argentine un peuple plus éleveur qu'agriculteur, et plus agriculteur que minier ou industriel. Ou que ces conditions également géographiques, qui mettent certains marchés à portée de nos produits et nous rendent difficiles l'accès à d'autres, conditionnant aussi, par conséquent, nos importations[130]. »

Outre ces considérations d'ordre général, on trouve également des articles et des conférences qui sont des réponses ou des prises de position vis-à-vis de circonstances particulières. Ainsi de l'article paru dans le numéro 3 (1er juillet 1939) d'*Informaciones Argentinas* intitulé « Le gouvernement argentin et les problèmes politiques du monde[131] » ou de celui qui porte sur la résolution du conflit au Chaco[132]. La VIIIe conférence interaméricaine (Lima, décembre 1938) donne elle aussi lieu à un certains nombre de commentaires. Elle est l'occasion, dès septembre 1938, de réaffirmer la vision argentine de la solidarité continentale et du système interaméricain :

> « L'Argentine soutient que chaque peuple américain, avec sa physionomie unique, doit développer sa propre politique et considère qu'il existe certains regroupements géographiques, aux intérêts réciproques, qui doivent se détacher au sein de la grande solidarité continentale[133]. »

Les pages de la revue permettent par ailleurs de relayer l'action et la parole de l'Argentine lors de ces réunions, tant dans le continent américain qu'en Europe[134]. L'entrée en guerre des États-Unis,

---

[128] *Informaciones Argentinas*, n°9, 1er octobre 1938, « La política exterior argentina ».
[129] *Informaciones Argentinas,* n°6, 15 août 1938 : « La política internacional argentina », par José María Cantilo et *Informaciones Argentinas* n°9, 1er octobre 1938, « Los factores históricos y geográficos en la política internacional argentina ». Ce dernier article a fait l'objet d'une traduction en français dans le numéro 2 (novembre 1938) d'*Informations argentines* et est la transcription d'une transmission radiotéléphonique réalisée le 16 septembre 1938.
[130] *Informaciones Argentinas,* n°6, 15 août 1938 : « La política internacional argentina », par José María Cantilo.
[131] « El gobierno argentino y los problemas políticos del mundo ».
[132] *Informaciones Argentinas,* N°5, 1er août 1938 : « Paz en el Chaco ».
[133] *Informaciones Argentinas,* n°6, 15 août 1938 : « La política internacional argentina », par José María Cantilo. Cette position est réaffirmée dans le n°8 (15 septembre 1938) avec un article intitulé « La actitud argentina ante los problemas americanos ».

et à leur suite d'un certain nombre de pays latino-américains, la tenue, en janvier 1942 à Rio de Janeiro, de la IIIe réunion de consultation des ministres des relations extérieures afin de d'élaborer une stratégie commune de défense et le maintien de la neutralité argentine appelle là aussi une mise au point : ainsi trouve-t-on mention d'une conférence radiotéléphonique intitulée « L'Argentine en Amérique », réalisée le 24 avril 1942. Comme nous ne disposons pas des textes des conférences et que les exemplaires d'*Informaciones Argentinas* que nous avons pu consulter ne vont que jusqu'en 1940, nous ne pouvons qu'élaborer des hypothèses à partir des titres des conférences et du contexte historique.

Les listes des transmissions radiotéléphoniques dressées dans les *Memorias* sont donc particulièrement précieuses pour appréhender le tournant de 1943. Ainsi, après une première transmission consacrée à la constitution du nouveau gouvernement[135], la suivante, un mois plus tard, début juillet 1943, constitue un acte diplomatique par excellence : alors que l'Argentine maintient sa neutralité, le service radiophonique du ministère des relations extérieures rapporte les paroles du nouveau ministre, Segundo Rosa Storni[136], qui déclare : « L'Amérique unie sera invulnérable[137] ». Très vite après, le 16 juillet, une autre transmission fait état des « Concepts autour de la politique internationale de l'Argentine[138] », que l'on peut imaginer être une justification de la position argentine. D'autres transmissions ont lieu en 1944 concernant la politique extérieure du pays, mais sans que l'on dispose des dates où elles ont eu lieu. Néanmoins il y en a deux qui semblent avoir été faites en juillet de cette année ; il s'agit de « Discours du Président de la Nation Argentine relatif à la position internationale du pays[139] » et de « La politique extérieure de l'Argentine a fait l'objet, le 27 juillet 1944, d'une manifestation populaire de soutien au Gouvernement argentin pour sa politique internationale[140] ». Cette dernière se veut

---

[134] Dans le numéro 14 (15 décembre 1938) figure l'article suivant : « La palabra del canciller argentino en la conferencia de Lima ». On trouve aussi, dans le numéro 14 d'*Informations Argentines* un article sur « Les projets présentés à la Conférence de Panama par l'Argentine ».

[135] Transmission radiotéléphonique du 11 juin 1943, « Constitución del nuevo Gobierno de la República Argentina ».

[136] Segundo Rosa Storni (1876-1954), militaire de carrière, est ministre des Relations extérieures du 7 juin au 10 septembre 1943. Il est l'un des seuls militaires favorables à la rupture de la neutralité. En août 1943, Il envoie une lettre en ce sens au secrétaire d'État nord-américain, Cordell Hull qui, afin de faire pression sur le gouvernement argentin, la rend publique et fait des commentaires très durs sur la neutralité argentine. Cela renforce l'anti-américanisme d'une grande part de l'Armée et provoque la démission de Storni, remplacé par Alberto Gilbert, qui était jusque là ministre de l'Intérieur.

[137] « L'Amérique unie sera invulnérable ».Transmission radiotéléphonique du 9 juillet 1943, « 'América unida será invulnerable' dijo el Canciller de la Argentina, Vicealmirante Segundo R. Storni ».

[138] Transmission radiotéléphonique du 16 juillet 1943, « Conceptos sobre la política internacional de la República Argentina ».

[139] « Palabras del Presidente de la Nación Argentina, relativas a la posición internacional del país ».

[140] « La política exterior de la Argentina, el 27 de julio de 1944, hubo una manifestación popular de adhesión al Gobierno argentino, por su política internacional ».

sans nul doute une démonstration de force vis-à-vis des États-Unis, qui exercent de plus en plus de pression afin que le gouvernement argentin revoie sa position.

Celle-ci bascule en partie le 26 juin 1944, lorsque l'Argentine rompt finalement ses relations diplomatiques avec les puissances de l'Axe[141]. Ce revirement provoque une crise au sein du pouvoir exécutif qui aboutit à la démission du président, Pedro Pablo Ramírez, le 24 février. C'est le général Eldemiro Farrell qui lui succède. À partir de ce moment, nous ne disposons plus d'informations quant aux transmissions radiotéléphoniques. Il faut attendre les *Memorias* de 1946-1947[142], et donc l'arrivée au pouvoir de Perón, pour que la liste en soit à nouveau dressée, mais sans date précise. Trois titres ont retenu notre attention : « Nos relations internationales à travers les premières paroles officielles du Président de la République Argentine, le Général de Brigade D. Juan Domingo Perón[143] », « Le Bon voisinage effectif [144] » et « Le Gouvernement argentin reste fidèle à ses engagements internationaux[145] ».

Outre la place accordée aux principes et aux évolutions de la politique extérieure argentine, les transmissions radiotéléphoniques et les pages de la revue *Informaciones Argentinas* – dans sa version espagnole comme dans les versions en langues étrangères[146] – sont en grande partie consacrées aux questions d'ordre économique. Dans l'article déjà cité du numéro 6 d'*Informaciones Argentinas*[147], le ministre des Relations extérieures José María Cantilo revient sur l'insertion économique internationale de son pays :

> « L'économie, qui est avant tout dominée par la géographie [...] nous impose une politique libérale. Il nous faut avoir des relations commerciales avec le plus grand nombre possible de pays, en leur facilitant également l'accès à nos marchés et les investissements dans notre territoire. Il conviendrait, si possible, de ne pas dépendre de quelque marché que ce soit et encore moins de capitaux particuliers, même si ce principe, évidemment, ne peut nous faire fermer les yeux sur la réalité qui nous impose la priorité de certains liens[148]. »

Une Argentine ouverte au monde, désireuse de diversifier ses partenariats économiques, quand bien même la Grande-Bretagne, jamais nommée par Cantilo, demeure, notamment depuis le

---

[141] Cette rupture constitue l'objet d'une transmission le 28 janvier 1944, « Ruptura de las relaciones diplomáticas de la República Argentina con Alemania y con Japón ».
[142] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 494.
[143] « Nuestras relaciones internacionales a través de las primeras palabras oficiales del Presidente de la República Argentina, General de Brigada D. Juan D. Perón ».
[144] « Buena vecindad efectiva ».
[145] « El Gobierno argentino se mantiene fiel a sus compromisos internacionales ».
[146] Nous n'avons pu consulter que certains exemplaires de la version française ; néanmoins, il nous semble plausible d'étendre les analyses qui suivent aux éditions anglaise, allemande et italienne.
[147] *Informaciones Argentinas,* n°6, 15 août 1938 : « La política internacional argentina », par José María Cantilo.
[148] *Ibid.*

Pacte Roca-Ruciman de 1933[149], le pivot des relations commerciales du pays. Pour cela, dans la lignée de ce qu'Augustina Reyes souligne pour le début du XXe siècle, il convient de présenter une image attractive de l'Argentine et de son économie. Or cette dernière a souffert, comme les autres économies latino-américaines, de la crise de 1929, qui s'est traduite à la fois par une contraction des échanges et par l'ébranlement des structures sociales. Tant la revue *Informaciones Argentinas* que les transmissions radiotéléphoniques vont donc servir à rassurer les investisseurs et les importateurs étrangers quant à la prospérité économique et à la paix sociale régnant en Argentine. Ainsi, dès le numéro 4[150] (juillet 1938), trouve-t-on deux articles aux titres évocateurs : « Un aspect de la lutte contre le chômage en Argentine[151] » et « Le Conseil Protecteur des Détenteurs de Titres étrangers, de Washington, fait l'éloge de la politique fiscale argentine[152] ». En septembre 1938, la revue comporte un texte qui commence par une description laudative du climat et de la géographie de l'Argentine :

> « La variété des climats et la fertilité de la terre ont fait de ce pays un grand producteur de produits agricoles et d'élevage. L'Argentine est universellement connue comme l'un des plus grands greniers du monde[153]. »

Suit une énumération des productions argentines (viandes, blé, maïs, lin, coton, laine, fruits, mais aussi pétrole) qui vient renforcer ce qui précède. Un autre article, paru peu de temps après, en espagnol mais aussi en français[154], revient sur la diversité des matières premières que produit le pays, en concluant d'une part que « la production nationale argentine est une source de richesse solide », et en présentant, d'autre part, le pétrole comme moteur de l'industrialisation du pays. Cela permet à l'auteur du texte d'affirmer que « l'Argentine n'est déjà plus, comme elle l'était jusqu'à il y a quelques années, un pays uniquement producteur de matières premières ». C'est une manière de dire que l'économie de ce pays ne repose pas uniquement sur l'exportation des richesses de son sol et de son agriculture. Outre ces indéniables atouts, ce que ces deux articles

---

[149] Le Pacte Roca-Rucinam, signé le 1er mai 1933, est un accord commercial permettant à l'Argentine d'éviter les effets de la politique protectionniste de la Grande-Bretagne. En échange, les importations anglaises bénéficient de tarifs douaniers particulièrement avantageux en Argentine.

[150] *Informaciones Argentinas*, n°4, 15 juillet 1938.

[151] « Un aspecto de la lucha contre la desocupación en la Argentina ». Cet article est une retranscription d'une transmission radiotéléphonique qui a eu lieu le 24 juin 1938.

[152] « El Consejo Protector de Tenedores de Bonos Extranjeros, de Washington, elogia la política fiscal de la Argentina ».

[153] *Informaciones Argentinas*, n°8, 15 septembre 1938 : « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' ».

[154] *Informaciones argentinas*, n°10, 15 octobre 1938, « La fuerza económica y los valores espirituales de la Argentina » ; *Informations argentines*, n°2, novembre 1938 : « La force économique et les valeurs spirituelles de l'Argentine ». Il s'agit d'une retranscription d'une transmission radiotéléphonique qui a eu lieu le 23 septembre 1938.

mettent en valeur c'est la manière dont l'Argentine a su se relever face à la crise[155] et ce grâce aux politiques mises en place par les différents gouvernements :

> « L'Argentine, économiquement, a ses problèmes, comme toutes les nations ; mais les finances, grâce à une politique prudente et sûre, ont renforcé le crédit du pays. Le respect de tous les engagements contractés à l'extérieur, toujours respectés par le Gouvernement Argentin, l'a défini, plus que tout, comme un pays qui sait équilibrer ses ressources et orienter les sources de production et les courants commerciaux[156]. »

L'action de l'exécutif a par ailleurs permis d'éviter les désordres sociaux qui accompagnent la plupart du temps une crise économique :

> « [...] Le facteur politique contribue à la force économique du pays, parce qu'on ne vit pas ici sous une préoccupation sociale, qui trouble tous les chemins normaux et les bases juridiques qui régissent le renouvellement des gouvernements[157]. »

L'auteur de l'article ajoute :

> « Le peuple argentin exerce ses droits de citoyen et la Constitution Nationale met à sa portée les moyens qui conduisent à la critique et à la sanction politiques, comme le font les grandes démocraties[158]. »

De manière générale, « la société [...] n'est pas divisée en classes profondément éloignées, et ne s'agitent pas en son sein des conflits importants[159] ». De fait, « le travail ne manque pas ; comme le pays est principalement terre agricole et d'élevage, le machinisme n'a pas encore délogé les travailleurs » et « la législation est libérale et prévoyante[160] ».

Cette solidité, économique, politique et sociale, pourrait être remise en cause par le déclenchement de la guerre, qui perturbe, une fois de plus, les échanges économiques internationaux. Ce nouvel obstacle n'est pas passé sous silence[161] et on essaie encore de rassurer les partenaires de l'Argentine[162], voire de présenter la guerre comme une opportunité[163].

---

[155] Ainsi peut-on lire dans l'article paru en espagnol et en français : « Un examen, sur des données statistiques, de l'économie argentine, révèle que notre pays sait surgir de la crise avec un esprit constructeur. »

[156] *Informaciones Argentinas*, n°8, 15 septembre 1938 : « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' ».

[157] *Informations argentines*, n°2, novembre 1938 : « La force économique et les valeurs spirituelles de l'Argentine ».

[158] *Ibid.*

[159] *Informaciones Argentinas*, n°8, 15 septembre 1938 : « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' ».

[160] *Ibid.* : « *el trabajo no escasea ; puesto que como país principalmente agrícola y ganadero, la máquina no ha desalojado todavía a los braceros* » ; « *la legislación es liberal y previsora* ».

[161] Voir *Informations argentines*, n°14, novembre 1939, « Les perspectives économiques de la République Argentine, pendant la guerre européenne » et la transmission radiotéléphonique du 25 juillet 1941, « Consideraciones sobre la industria y el costo de la vida relacionados con la guerra europea ».

[162] Transmissions radiotéléphoniques du 12 septembre 1941 (« El Gobierno trata de preservar la industria nacional, de posibles perturbaciones futuras ») et du 12 décembre 1941 (« La Argentina mantiene sus fuerzas constructivas, a pesar de la depresión económica mundial »).

[163] *Idem*, « Nos fruits secs peuvent fournir un excellent aliment aux armées ».

En dehors de ces déclarations générales, la revue et la radio sont utilisées pour donner des informations précises pouvant intéresser les investisseurs et les importateurs étrangers[164] et pour promouvoir les productions argentines[165], les mesures prises pour en garantir la qualité[166], la bonne organisation[167] des circuits commerciaux et les infrastructures[168]. Les illustrations (photos, graphiques, dessins…) sont abondamment utilisées dans les pages de la revue dans cette perspective.

---

[164] Transmissions radiotéléphoniques : 17 juin 1939, « Régimen aduanero de los transportes aéreos en la Argentina » ; 13 août 1938, « Los importadores y la prórroga o anulación de los permisos previos de cambio » ; 7 octobre 1938, « Un proyecto de ley contra el 'dumping' » ; 25 novembre 1938, « El valor actual del peso argentino » ; 13 juin 1939, « El Estado y ciertos aspectos de las finanzas argentinas » ; 20 mars 1942, « Renovación de los métodos empleados en la preparación de las carnes que exporta la Argentina ».

[165] *Informaciones Argentinas*, n°2, 15 juin 1938, « Las maderas de nuestros bosques » ; « 2 500 117 metos cúbicos de petróleo, produjéronse en la República Argentina en 1937 ».
Informaciones Argentinas, n°4, 15 juillet 1938, « La producción del tabaco » ; « La industria del vino ».
Informations argentines, n°13, octobre 1939, « Perspectives du coton argentin dans l'exportation et dans le marché local ».

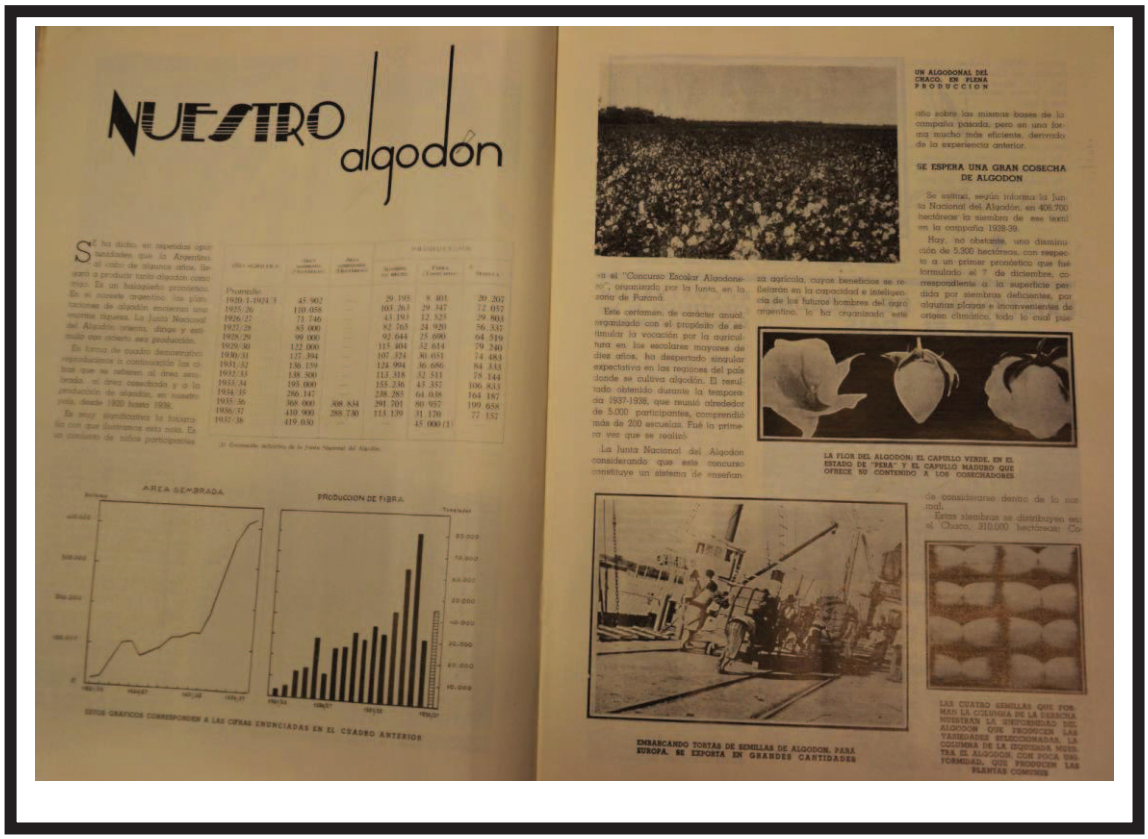
[166]Transmissions radiotéléphoniques : 24 mars 1938, « Cómo garantiza el Gobierno la calidad de los granos que el país exporta » ; 23 janvier 1943, « Los progresos de la ganadería argentina, evidenciados por la evolución de ciertas razas a través de 66 años ».
Informaciones Argentinas, n°10, 15 oct 1938, « Sistema de fiscalización sanitaria en los establecimientos que elaboran productos de origen animal ». *Informations argentines*, n°2, novembre 1938, « Le contrôle sanitaire du fruit frais a été rigoureux au cours des sept premiers mois des années 1937 et 1938 » ; n°13, octobre 1939, « La qualité industrielle des blés argentins » ; « La surveillance des embarquements de grains par la Commission Nationale des Grains et des Élévateurs ».

[167] Transmissions radiotéléphoniques : 21 avril 1939, « La explotación ganadera y la organización del comercio de carnes en la Argentina ».

[168] *Informaciones Argentinas*, n°4, 15 juillet 1938, « Nuestros puertos : El puerto de Mar del Plata y el arribo de unidades de gran tonelaje ». *Informations argentines*, n°14, noviembre 1939, « Nos moyens de transport pour le pétrole ».

Figure 2 : Les ressources économiques argentines dans *Informaciones Argentinas*

Informaciones Argentinas, n°17, 15 février 1939, « Notre coton »



Informaciones Argentinas, n°19, 1er mars 1939, « Nos grands moulins à blé »

À partir de 1943, les transmissions radiotéléphoniques sont marquées par la défense et l'illustration de la politique du nouveau gouvernement[169]. Cela est encore plus vrai pour 1946-1947 suite à l'arrivée au pouvoir de Perón[170].

Il est toujours difficile d'évaluer l'impact d'une politique d'informations comme celle que met en place l'Argentine par le biais des différents instruments que nous venons d'analyser. Il faudrait pour cela étudier la presse, les archives diplomatiques des pays destinataires, et ce qui peut s'écrire sur l'Argentine à l'étranger, entreprise nécessitant un travail de recherche à part entière. Nous pouvons néanmoins souligner la cohérence des moyens mis en œuvre, leur évolution et leur modernité. Ils sont également très révélateurs des buts poursuivis par l'Argentine et de l'impératif économique qui les guide. Il convient en outre de remarquer que, malgré un contexte national et international tendu, cette politique n'est pas remise en cause. Si nous ne pouvons en déduire qu'elle est un succès indéniable, du moins pouvons-nous en déduire qu'elle est perçue comme efficace par le ministère des Relations extérieures. Celui-ci le souligne d'ailleurs dès 1939 :

> « L'efficacité de ces moyens de la propagande argentine, par delà nos frontières, se vérifie de différentes manières. Elle se reflète dans la demande importante d'envoi d'*Informaciones Argentinas* qui arrive tous les jours, depuis les lieux les plus reculés et dans la correspondance qui a trait à nos publications et transmissions radiophoniques[171]. »

Ces lignes doivent être lues à la fois comme un constat et une manière d'inciter les décideurs à maintenir, voire à augmenter les crédits dédiés à cette activité. C'est aussi en mettant l'accent sur l'importance du discours comme moyen de façonner la réalité que nous citerons le titre d'une transmission radiotéléphonique de 1941 : « Chaque jour on connaît mieux l'Argentine à l'extérieur[172] ».

---

[169] Transmissions radiotéléphoniques de 1943 : 23 juillet, « Alguno de los puntos fundamentales de la reglamentación de asociaciones profesionales en la Argentina » ; 17 septembre, « Exponentes sobre la preocupación oficial a favor de la familia obrera, y los derechos de los trabajadores, en la Argentina » ; 24 décembre, « Una medida de Gobierno en defensa de los trabajadores rurales en la Argentina ».

[170] Transmissions radiotéléphoniques de 1946-1947 : « La intervención del Estado en la industria y los servicios públicos, a través del Mensaje leído por el señor Presidente de la Nación, ante la H. Cámara Legislativa, el 26 de junio » ; « El Instituto Nacional de Previsión Social » ; « Los Agregados Obreros a las Embajadas Argentinas » ; « La cultura argentina en el Plan Quinquenal » ; « El Día de la Industria » ; « Sentido y trascendencia del 24 de febrero, por el Director del Departamento de Cultura, D. Atilio García Mellid » ; « El voto femenino, por la Prof. Adriana Teresa Bo » ; « Aspecto de la tradición en el Plan Quinquenal, por la Srta. Ana Serrano Redonnet » ; « La Reforma económica revolucionaria ».

[171] MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tomo I, p. 458.

[172] Transmission radiotéléphonique du 7 novembre 1941, « Cada día se conoce mejor a la Argentina en el exterior ».

Les activités du Département de la Culture

Parmi les tâches qu'assignait le texte du décret de 1937 à l'*Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior* figurait celle qui consistait à diffuser à l'extérieur des films argentins « quand ces derniers relèvent d'une expression artistique élevée ou lorsqu'ils servent à la propagande de [la] culture, de la science, de la banque, de l'industrie, du commerce et de la production [de l'Argentine][173] ». Nous n'avons cependant trouvé qu'une mention de cette activité avant la création du Département de culture. Ainsi, dans le numéro 9 d'*Informaciones Argentinas* est-il spécifié que « les activités cinématographiques » de la Division de Publicité et de Propagande ont commencé. Un accord a été passé avec le ministre de l'Agriculture pour que soit réalisé « un film avec des légendes en roumain, dans lequel on montre l'importance des industries, du commerce et des beautés naturelles de [l'Argentine][174] » et ce afin de « réaliser la propagande argentine en Roumanie[175] ». Le choix de ce pays ne fait pas l'objet d'une explication et nos sources ne nous permettent pas de savoir si le projet a été mené à bien.

Il faut attendre les *Memorias* de 1945-1946 pour qu'il soit à nouveau question de cinéma. Il s'agit alors de la distribution dans les représentations diplomatiques argentines d'un film documentaire sur l'Argentine « dans ses aspects les plus significatifs[176] ». C'est la première fois que le Département distribue un tel film, dont le commentaire audio a été réalisé en plusieurs langues « afin qu'il puisse être compris par un grand nombre de spectateurs[177] ». Ce film doit être suivi par d'autres du même type et répond à la demande formulée par des diplomates argentins depuis plusieurs années car ils voyaient dans le cinéma « un vecteur efficace pour montrer la grande variété des richesses naturelles qui existent [en Argentine][178] ». Cet intérêt pour le film documentaire est réaffirmé l'année suivante :

> « Dans la mesure où le film documentaire et les informations concernant l'Argentine constituent un élément important pour la diffusion et le prestige du pays dans le monde, on a acquis quelques films de ce type[179]. »

Plusieurs documentaires, propriété du ministère des Relations extérieures, ont ainsi fait l'objet d'une distribution dans les missions diplomatiques argentines. Trois en particulier sont mentionnés. Le premier, *Argentina*, doublé dans « toutes les langues », d'une durée de 20 minutes et divisée en deux parties, montre « différents aspects de la réalité géographique, agricole,

---

[173] MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 512, Texte du décret 100.823...
[174] *Informaciones Argentinas*, n°9, 1er octobre 1938, « Argentina en Rumania ».
[175] « *realizar propaganda argentina en Rumania* ».
[176] MRE Argentine, Memorias, 1945-1946, p. 126 : « *en sus más significativas expresiones* ».
[177] *Ibid.* : « *de manera que pueda ser interpretada por grandes núcleos de expectadores* ».
[178] *Ibid.* : « *el vehículo eficaz para difusión de las riquezas naturales en todo orden de nuestro país* ».
[179] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 487.

industrielle, commerciale, éducative et sportive du pays[180] ». Le second, *Transmisión del mando*, en « plusieurs langues », est un montage des images tournées au Congrès, à la Casa Rosada et lors d'un défilé à l'occasion des cérémonies pour la transmission de la présidence au général Perón[181]. Le troisième est *Primer aniversario de los Comicios Ejemplares*, en espagnol, en français, en anglais et en portugais. Y est montrée une cérémonie ayant eu lieu au Théâtre Colón pour l'anniversaire des élections présidentielles du 24 février 1946 qui avaient porté Perón à la présidence[182]. Un navire-école, l'*Argentina*, de la marine argentine, a transporté les films « Argentina » (en espagnol, en anglais, en italien et en russe) ainsi que *Transmisión del mando* (en russe). Le Département de Culture est par ailleurs intervenu auprès d'un certain nombre d'institutions argentines afin d'obtenir des copies de films documentaires pour la Conférence Internationale du Travail qui doit se tenir à Genève. Il s'agit de *Justicia social*, en espagnol, appartenant à l'*Instituto Nacional de Previsión Social* ; de *Vendimia*, *Playa Grande* et *Nahuel Huapí*[183], propriété de la *Dirección General de Espectáculos Públicos de la Subsecretaría de Informaciones*. Le ministère des Relations extérieures, quant à lui, envoie deux documentaires : *Antártida* et *Argentina Austral*.

Il est en outre fait mention de la présentation de films argentins lors de festivals internationaux : Festival International du Film et des Beaux Arts de Bruxelles et le IIe Festival International du Film de Locarno. Un jury est désigné afin de procéder à la sélection des films ; il est composé du directeur du Département de Culture du ministère, Atilio Eugenio García Mellid[184] ; le directeur des Spectacles Publics du sous-secrétariat des Informations, Alfredo Bolognesi[185] ; le réalisateur Mario Soffici[186]. Ont été choisis les films suivants : *Donde mueren las palabras*[187], produit par *Artistas Argentinos Asociados*[188], *Celos*[189] et *Albéniz*[190], produits par *Argentina*

---

[180] *Ibid.* : « *distintos aspectos de la realidad geográfica, agropecuaria, industrial, comercial, educativa y deportiva del país*. »
[181] *Ibid.*
[182] *Ibid.*
[183] Ces documentaires avaient été auparavant envoyés en Espagne pour un festival en février 1947. Le documentaire *Nahuel Huapí* a été produit, en 1941, par la *Dirección Nacional de Parques*, créée en 1934 (nous reviendrons sur cet organisme dans notre chapitre IX).
[184] Atilio Eugenio García Mellid (1901-1972) dirige le Département de la culture du ministère des Relations extérieures de 1946 à 1948, date à laquelle il est nommé ambassadeur de l'Argentine au Canada. Écrivain, journaliste et historien, il est l'un des fondateurs de la *Fuerza de Orientación Radical de la Joven Argentina* (FORJA), membre de l'Association des Écrivains Argentins (voir chapitre IX) et professeur à l'*Instituto Nacional de Investigaciones Juan Manuel de Rosas*.
[185] Alfredo Bolognesi
[186] Mario Soffici (1900-1977), acteur, réalisateur et scénariste, a également fait partie de FORJA. Il réalise une vingtaine de films entre 1932 et 1946, dont *Prisioneros de la tierra* (1939), considéré comme un film majeur dans l'histoire du cinéma argentin.
[187] *Donde mueren las palabras*, réalisé par Hugo Fregonese, sort en avril 1946 et porte sur la vie de Beethoven. Le scénario a été écrit par Homero Manzi et Ulyses Petit de Murat. Ce dernier (1907-1983) est considéré comme l'un des scénaristes les plus prolifiques du cinéma argentin. Il a par ailleurs fait partie des membres fondateurs de l'*Academia de Artes y Ciencias Cinematográficas de Argentina,* fondée en 1941 et présidée par Mario Soffici.

Sono Film[191] pour Bruxelles et une copie française de *Celos* pour Locarno[192]. Il est également prévu que l'Argentine participe au concours d'arts cinématographiques qui doit avoir lieu à Venise, et éventuellement au festival de Cannes. Des films, produits par la société *Artistas Asociados Argentinos*, sont remis à l'ambassade argentine de Madrid, « dans le but de faire connaître, en Espagne, le haut degré artistique et technique atteint par le cinéma national[193] ». Il s'agit de *Donde mueren las palabras*, *Todo un hombre*[194] et *Su mejor alumno*[195]. Ces films ont été projetés devant le corps diplomatique, des critiques de cinéma, des intellectuels et des représentants du milieu cinématographique espagnol. Sur cette initiative, l'auteur du rapport consigné dans les *Memorias* fait le commentaire suivant : « Le seul objectif poursuivi était de faire connaître les grandes réalisations du cinéma national, et cet objectif a été amplement atteint[196]. »

La promotion du film argentin à l'étranger doit être mise en relation avec l'histoire du cinéma argentin, elle-même très marquée par le contexte international et notamment par les relations entre l'Argentine et les États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale. De fait, jusqu'en 1942, l'industrie cinématographique argentine est l'une des plus productives et des plus avancées technologiquement parlant en Amérique latine[197]. Elle entrait donc directement en concurrence avec la production hollywoodienne, en particulier dans les pays de langue espagnole. La mise en place, en 1940, de l'*Office of the Coordinator of Inter-American Affairs* dirigé par Nelson

---

[188] *Artistas Argentinos Asociados* est une entreprise de production cinématographique créée en 1941. Elle produit, entre autres, le film *Guerra Gaucha*, qui sort en 1942, d'après le livre du même nom de Leopoldo Lugones, paru en 1905. Voir César MARANGHELLO, *Artistas Argentinos Asociados. La epopeya trunca*, Buenos Aires, Ediciones del Jilguero, 2002.

[189] *Celos*, réalisé par Mario Soffici, sort en août 1946. Le scénario est basé sur une nouvelle de Léon Tolstoï.

[190] *Albéniz*, réalisé par Luis César Amadori, sort en février 1947. Le scénario est basé sur la vie du compositeur et pianiste espagnol Isaac Albéniz.

[191] *Argentina Sono Film* est un studio de cinéma fondé en 1933. Ce studio est le résultat de l'association entre un réalisateur, Luis José Moglia Bath, et Àngel Mentasti, commerçant de films (il a commencé en étant le correspondant de la *New York Film*, avant d'être un associé de la *Germania Films* jusqu'en 1929), pour produire un long-métrage sonore, dont la bande-son est principalement dédiée au tango. Ce film, intitulé *¡Tango !*, sort en 1933. D'autres films d'*Argentina Sono Film*, réalisés par Luis José Moglia Bath (*Dancing*, 1933) mais aussi par Mario Soffici (*El alma del bandoneón*, 1935), ont pour thème le tango. Dès la sortie de *Riachuelo*, en 1934 (réalisé par Luis José Moglia Bath), l'*Argentina Sono Film* voit ses productions devenir des produits d'exportation en direction de l'Espagne. Le studio est également chargé par Disney de procéder au doublage en espagnol de ses dessins animés. Cela a été le cas pour *Pinocchio* (1940), *Fantasia* (1941), *Dumbo* (1942) et *Bambi* (1943).

[192] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 484.

[193] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 487 : « *con el propósito de hacer conocer en España el alto nivel artístico y técnico logrado por el cine nacional* ».

[194] *Todo un hombre*, réalisé par Pierre Chenal, sort en août 1943. Le scénario, signé Homero Manzi, Miguel Mileo et Ulyses Petit de Murat (voir *supra*), est basé sur le roman *Nada menos que todo un hombre* (1920) de Miguel de Unamuno, écrivain et philosophe espagnol de la génération de 98.

[195] *Su mejor alumno*, réalisé par Lucas Demare, sort en mai 1944. Le scénario est signé Homero Manzi et Ulyses Petit de Murat, d'après la *Vida de Dominguito* (1886), de Domingo Faustino Sarmiento.

[196] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 487.

[197] Voir Domingo DI NÚBILA, *La época de oro. Historia del cine argentino*, Buenos Aires, Ediciones del Jilguero, 1998.

Rockfeller[198], le partenariat noué entre cette agence et les studios de cinéma des États-Unis, l'entrée en guerre de ces derniers et la neutralité argentine vont transformer cette concurrence en obstacle aux objectifs de la politique étrangère nord-américaine[199]. Par ailleurs, le gouvernement argentin met en place une politique de censure qui touche un certain nombre de films étatsuniens, répondant ainsi aux pressions exercées par les ambassades de l'Allemagne, du Japon ou de l'Espagne[200]. Et si la majorité des protagonistes du cinéma argentin désapprouve cette politique, le fait qu'*Argentina Sono Film* produise des actualités cinématographiques plutôt favorables à l'Axe[201] achève de jeter le discrédit sur l'industrie cinématographique argentine. L'ensemble de ces facteurs conduit les États-Unis à restreindre considérablement, à partir de 1941, les possibilités d'achat de pellicule par les Argentins[202], ce qui entraîne une baisse des films produits dans ce pays. Cela joue sur le fait qu'après le coup d'État de 1943, et encore plus après l'élection de Perón, l'industrie cinématographique fasse l'objet de mesures protectionnistes[203]. La promotion par le ministère des Relations extérieures du film argentin à l'étranger, en particulier en Espagne, mais aussi dans des festivals internationaux apparaît donc non seulement comme une volonté de montrer la production culturelle argentine, mais aussi comme une riposte aux restrictions imposées par les États-Unis. Il convient par ailleurs de rappeler que le cinéma a été un outil médiatique au service du péronisme[204]

Enfin, toujours dans les *Memorias* de 1946-1947, il est question de la participation de l'Argentine à diverses expositions internationales entre le 1er juin et le 31 mai 1947. Pour la VIIIe Exposition Internationale des Arts Décoratifs et Industriels et d'Architecture qui doit avoir lieu à Milan, 162 photographies « de grande taille » ont été remises au ministère des Relations extérieures par le ministère des Travaux publics ; le Secrétariat d'Aéronautique ; l'Automobile Club Argentin ; la Direction Nationale des Routes ; les Travaux sanitaires de la Nation ; les Gisements Pétroliers de l'État ; l'Administration Générale des Parcs Nationaux et du Tourisme ; la Municipalité de la ville de Buenos Aires[205]. Est aussi mentionnée l'Exposition Ibéro-américaine

---

[198] Voir chapitre IV.
[199] Voir Tamara L. FALICOV, « Hollywood's Rogue Neighbor : The Argentine Film Industry during the Good Neighbor Policy, 1939-1945 », *The Americas*, vol. 63, n°2, octobre 2006, p. 245-260 et Matthew B. KARUSH, *Culture of Class. Radio and Cinema in the Making of a Divided Argentina, 1920-1946*, Durham, Duke University Press, 2012, p. 181-183.
[200] Voir Tamara L. FALICOV, *art. cité*, p. 250.
[201] *Idem*, p. 245 et p. 253-254.
[202] L'autre facette de cette politique de quotas est l'aide apportée par les États-Unis à l'industrie cinématographique mexicaine. Voir Tamara L. FALICOV, *art. cité*, p. 256-259 et Matthew B. KARUSH, *ouv. cité*, p. 182-183.
[203] Voir Matthew B. KARUSH, *ouv. cité*, p. 183-184.
[204] Voir à ce sujet Clara KRIGER, *Cine y Peronismo. El estado en escena*, Buenos Aires, Siglo XXI editores, 2009.
[205] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 484.

d'Architecture de Stockholm pour laquelle ont été envoyées maquettes, photographies et statistiques concernant les bâtiments publics, les parcs nationaux et les hôpitaux[206].

Pour une meilleure appréhension des activités du Département de culture et de son insertion dans le dispositif de propagande péroniste, il faudrait poursuivre plus avant les recherches, et donc dépasser les bornes chronologiques de notre travail. Ce qui précède montre néanmoins une volonté de faire en sorte que l'Argentine soit la plus présente possible dans les manifestations qui scandent la vie culturelle internationale, compensant de la sorte les suspicions dont le régime de Perón est l'objet dans le nouvel ordre mondial de l'après-45. Il conviendrait de voir si les pistes ouvertes par nos analyses se confirment par la suite, si les événements tant internes qu'internationaux infléchissent ou non ce qui est mis en place à partir des années 1945-1947, objet de notre documentation.

Le livre, objet des attentions du MRE et de la commission argentine de coopération intellectuelle

> « Il est nécessaire de s'occuper de notre prestige, ce que nous pourrons faire si nous prêtons attention à la qualité de ce que nous enverrons[207]. »

Nous n'avons que très peu d'éléments sur la collaboration entre les services du ministère argentin des Relations extérieures et la commission argentine de coopération intellectuelle, créée en 1936,

> « par le gouvernement de la Nation [...] afin d'établir et de maintenir, avec la collaboration de la Société des Nations, les relations culturelles extérieures et de réunir tous les éléments qui font partie de la production intellectuelle d'un pays, en leur donnant cohérence et unité, pour mieux agréger cet apport national à la culture universelle[208]. »

Les termes employés par Carlos Ibarguren, son président, en fait néanmoins une actrice de choix pour la promotion de la culture argentine à l'extérieur. Il le rappelle d'ailleurs dans ses mémoires, dans lesquelles il fait état de commentaires de « prestigieux écrivains hispano-américains » au sujet de l'action de la commission argentine[209]. Il rapporte notamment les paroles du Cubain Félix

---

[206] *Ibid.*
[207] Comisión argentina de cooperación intelectual, *El libro argentino en América*, Buenos Aires, 1941, p. 24, introduction d'Antonio Aita.
[208] Carlos IBARGUREN, *La vida que he vivido*, Buenos Aires, Peuser, 1955, p. 472.
[209] *Idem*, p. 474-475.

Lizaso[210] qui s'exprime de la sorte dans le journal *La Acción* de La Havane : « l'Argentine n'est plus seulement un pays qui reçoit. C'est aussi un pays qui commence à donner sa propre culture[211]. » ; ou celle du Colombien Gabriel Henao Mejía[212], dans les pages de la revue de l'Université Catholique Bolivarienne :

> « Aucun autre pays d'Amérique que l'Argentine ne s'est occupé avec autant d'intensité et de manière aussi continue de la diffusion de sa culture. Les centres culturels, les universités, les maisons d'édition et la presse, tous ont contribué à conférer à la production intellectuelle argentine un prestige et une admiration mérités, démontrant au-delà des frontières de ce pays à la fois la valeur et la quantité de ce que produit l'esprit national. Dans cette campagne, la Commission Argentine de Coopération Intellectuelle a réalisé un travail de premier plan[213]. »

L'œuvre de la commission argentine est aussi reconnue au Chili : dans les pages du *Boletín bimestral*[214] de janvier-mars 1943, sont mentionnées ses publications[215] et l'organisation d'exposition de livres. Elle fait aussi l'objet d'un article dans la version française d'*Informaciones Argentinas*[216].

---

[210] Félix Lizaso (1891-1967) est un spécialiste de la littérature cubaine. Il a également beaucoup écrit sur José Martí.
[211] *Idem*, p. 474.
[212] Gabriel Henao Mejía est un historien colombien.
[213] *Idem*, p. 475.
[214] Le *Boletín bimestral* est éditée par la commission chilienne de coopération intellectuelle. Voir chapitre II.
[215] *Boletín bimestral*, n°33, janv. Mars 1943, p. 11 : « La commission argentine se distingue par ses splendides publications. » (« *La comisión argentina se distingue por sus espléndidas publicaciones […]*. »).
[216] *Informations argentines*, n°15, décembre 1939, « L'œuvre de la Commission Nationale de Coopération Intellectuelle ».

Figure 3 : L'œuvre de la commission argentine de coopération intellectuelle dans *Informaciones Argentinas*

Informations argentines, n°15, décembre 1939

L'OEUVRE DE LA COMMISSION NATIONALE DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE

DES le mois de décembre 1937, date de l'initiation des activités de la Commission Nationale de Coopération Intellectuelle, elle a tout fait pour rendre plus étroits les liens qui l'unissent aux institutions similaires de l'extérieur et aux instituts culturels d'Europe et d'Amérique. Le docteur Carlos Ibarguren est le président de cette Commission.

La Commission Nationale de Coopération Intellectuelle se tint en rapports étroits avec le Bureau Pédagogique de Genève, l'Organisation de l'Enseignement Secondaire de l'Institut de Paris et le Comité International de Coopération Intellectuelle auquel on envoya une étude sur le chomage des intellectuels dans notre pays. Cette étude constituera la contribution argentine au volume que cette institution publiera incessamment sur ce sujet.

Une importante création est celle de la section argentine de Correspondance Scolaire Internationale, dont les résultats sont prometteurs, bien qu'il s'agisse en l'occurrence, d'une organisation aussi récente. La Commission édite tous les six mois, un bulletin bibliographique argentin qui contient les informations se rapportant à nos éditions. Cette publication dont le tirage atteint dix mille exemplaires, est gratuitement distribuée parmi les bibliothèques publiques et les instituts culturels de l'intérieur. Actuellement elle est considérée comme un des plus utiles instruments bibliographiques pour la connaissance de notre développement spirituel.

Parmi les publications de la Commission, se trouvent la version espagnole du livre "Europe - Amérique Latine", l'anthologie "Le Paysage et l'Ame Argentins", dont il existe une traduction française; "La Vie et la Culture en Argentine". Ces intéressantes publications furent distribuées à l'étranger, avec la coopération de la Division de la Publicité et de la Propagande de notre Ministère des Affaires Etrangères.

Dernièrement, la Commission a édité un livre en français intitulé: "Regards sur l'Argentine", ouvrage contenant de nombreuses photographies et dont le but est de faire connaître notre physionomie nationale à l'étranger. Actuellement, la Commission prépare un recueil de biographies historiques.

Cet organisme obtint un brillant succès, en 1938, aux expositions du Livre Argentin réalisées à Rome, à Paris et à Bruxelles. La Commission est actuellement en train de faire un choix d'ouvrages dans le but d'organiser de semblables expositions à Rio de Janeiro, à Santiago du Chili et à Lima.

Le choix des livres argentins que l'on a pu admirer dans les pavillons de notre pays, aux expositions de New York et de San Francisco, fut confié aux soins de la Commission.

Monsieur Henry Bonnet, directeur de l'Institut International de Coopération Intellectuelle de Paris, dans son rapport annuel au Comité International de la Société des Nations, mentionne tout spécialement le labeur réalisé par la Commission Argentine.

Les renseignements que nous offrons dans ces quelques lignes, ont été empruntés à un Mémoire publié par cet organisme.

QUELQUES UNES DES LUXUEUSES PUBLICATIONS DE LA COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION INTELLECTUELLE

21

Ministère et commission se rejoignent en effet par l'accent mis sur le livre dans la perspective de diffusion de la culture argentine. Cet extrait d'un ouvrage publié par la commission en 1941 ne saurait, à cet égard, être plus clair :

> « La commission argentine […] a mis en œuvre une action efficace de diffusion des valeurs culturelles argentines, par le biais de la distribution de livres édités par elle et d'autres qui présentent un intérêt, dont la connaissance et la diffusion à l'étranger ne peuvent qu'être bénéfiques pour une compréhension précise de notre réalité nationale[217]. »

[217] Comisión argentina de cooperación intelectual, *El libro argentino en América*, Buenos Aires, 1941, p. 13, introduction d'Antonio Aita.

Quant au texte du décret de 1937 créant l'*Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior,* il fait de la distribution du livre argentin l'un de ses moyens d'action privilégiés[218].

L'envoi d'ouvrages argentins à l'étranger constitue une priorité tant du ministère des Relations extérieures[219] que de la commission argentine de coopération intellectuelle[220]. D'après les chiffres donnés par Carlos Ibarguren, 15 000 volumes ont été ainsi distribués à partir de 1938[221]. Cette politique est d'ailleurs mentionnée dans un éditorial de la *Revista Iberoamericana* intitulé « La difusión del libro en América[222] ». L'auteur rapporte à ce sujet les propos tenus par l'Espagnol Amado Alonso[223] dans le journal *La Nación* (Buenos Aires) :

> « […] le plus beau dans cette soudaine puissance éditoriale, c'est qu'elle ne s'est pas limitée à mettre ses livres dans les mains des Argentins, mais qu'elle a déjà réussi ou va réussir, en trois petites années, à atteindre dans le reste de l'Amérique, les pourcentages de vente de l'industrie espagnole. Le livre argentin, auparavant, ne savait pas sortir de chez lui ; maintenant le voilà en train de s'imposer dans les vitrines des librairies de toute l'Amérique. Quel formidable instrument du rayonnement argentin ! Et quels grands devoirs envers le reste de l'Amérique nous révèle ce pouvoir ! »

L'Argentine, modèle à suivre en Amérique : ce constat est en soi un succès pour la diplomatie culturelle argentine.

Les échanges entre bibliothèques, pratique phare de la coopération intellectuelle, sont également vus comme un instrument efficace de diplomatie culturelle, conviction clairement exprimée dans un article de 1938 paru dans *Informaciones Argentinas*[224]. Il y est question des dons de livres que reçoivent les bibliothèques argentines :

> « Notre Bibliothèque Nationale a été l'objet de précieuses donations officielles de la part des gouvernements de l'Espagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Uruguay et du Chili. On affermit ainsi un lien spirituel dont les avantages sont appréciables dans l'ordre des rapports internationaux[225]. »

---

[218] MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 506, Texte du décret 100.823 créant la « Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior » : point m : « Coopérer à la diffusion du livre national, à l'extérieur, par des moyens appropriés […]. » (« *Cooperar a la difusión del libro nacional, en el exterior por medios adecuados […].* »).

[219] MRE Argentine, Memorias, 1939-1940, p. 569 : « La tâche consistant à diffuser des informations sur les livres argentins à l'extérieur est l'une des préoccupations constantes de la Division de Publicité et de Propagande. Preuve en est le fait que, au cours de cette année, 552 oeuvres nouvelles ont été annotées dans notre section de commentaires bibliographiques. »

[220] Carlos IBARGUREN, *La vida que he vivido*, Buenos Aires, Peuser, 1955, p. 473 : « La distribution de nos livres dans divers pays du monde et les donations de livres aux bibliothèques et instituts culturels ont été l'objet d'une attention préférentielle au sein de la Commission […]. »

[221] *Ibid.*

[222] *Revista Iberoamericana*, vol. III, n°6, mai 1941, Editorial « La difusión del libro en América ».

[223] Amado Alonso (1896-1952) philologue, lingüiste et critique littéraire espagnol, naturalisé argentin. Il réside à Buenos Aires de 1927 à 1946 et y dirige l'Institut de Philologie. Il a notamment publié, en 1935, *El problema de la lengua en América*.

[224] Cet article est publié dans la version espagnole (*Informaciones Argentinas*, n°7, 1er septembre 1938, « Importancia y significado de las bibliotecas en Argentina ») et dans la version française (*Informations argentines*, n°2, novembre 1938, « Importance et signification des bibliothèques en Argentine »).

[225] *Informations argentines*, n°2, novembre 1938, « Importance et signification des bibliothèques en Argentine », p. 7.

Ainsi existe-t-il, en Argentine, des sections consacrées aux pays étrangers, grâce auxquelles

> « l'homme d'étude peut commencer à connaître d'autres nations, en entrant en contact avec la pensée et l'art de leurs intellectuels qui, comme nous le savons, représentent toujours leur pays d'origine dans ce qu'ils ont de plus élevé : la force spirituelle qui donne aux nations la cohésion et l'existence morales[226]. »

Cette précision fait de l'Argentine un pays ouvert aux autres cultures et, par la même occasion, suggère que le livre argentin est lui aussi porteur de cette « force spirituelle » dont parle l'auteur. Ce dernier mentionne en effet l'existence de sections argentines dans des bibliothèques étrangères, dont il dresse la liste[227]. Le but est de faire en sorte que

> « les sciences et les lettres argentines y soient représentées, non seulement par des publications officielles, mais par l'œuvre de ses écrivains, choisis parmi ceux qui sont pénétrés de notre tradition et de notre idiosyncrasie[228] ».

Il est en outre fait mention de la convention signée avec le Chili, le 3 juin 1938, afin de créer des salles spéciales consacrées à l'Argentine et au Chili dans les bibliothèques nationales des deux pays. L'accent est mis sur le fait que ce ne sont plus des publications officielles qui sont échangées, mais des volumes « se rapportant à l'économie, à l'histoire, à la politique, à la pédagogie, aux arts et aux lettres de chacun des deux pays[229] ». Cette énumération permet à l'auteur de l'article de conclure de la manière suivante : « […] Les Bibliothèques ne sont plus seulement une source de savoir pour les habitants d'un pays, mais un véhicule de propagande nationale et pacifiste à l'étranger[230] ». C'est aussi l'occasion de prôner l'encadrement, par les personnes et organismes idoines, de ce type d'échanges afin qu'ils soient réellement bénéfiques à l'Argentine :

> « On ne laisse donc plus à l'initiative populaire, souvent négligente ou égoïste, le soin de choisir le matériel bibliographique destiné à faire connaître le mieux possible notre pays. De même, on ne cherchera plus le reflet de la culture d'une nation dans les publications officielles qui dépendent si étroitement des situations complexes de la politique intérieure et extérieure. C'est en indiquant les livres, les revues et même les journaux qui ont le plus d'affinités avec l'âme argentine que nous comptons faire la propagande de notre culture. Par leur intermédiaire, les centres cultivés de l'étranger possèderont un instrument capable de leur faire voir et sentir la réalité, le véritable visage de notre pays. On évitera ainsi le danger que l'on court lorsqu'on laisse ce soin à la fantaisie privée[231]. »

Tout livre argentin n'est donc pas destiné à être lu par des yeux étrangers et il incombe au ministère et à la commission de sélectionner les ouvrages « qui ont le plus d'affinités avec l'âme

---

[226] *Idem*, p. 6.
[227] Il s'agit de la Bibliothèque Nationale de Lima, de la *Preussische Staats-bibliotek* de Berlin, de la *Public Library* de New York et des bibliothèques nationales de Sucre, de Bogotá, de San José de Costa Rica, de La Havane, de Santiago du Chili, de Quito, de Guatemala City, de Tegucigualpa, de Managua, de México, de San Salvador, de Montevideo, de Caracas et de Washington.
[228] *Idem*, p. 6-7.
[229] *Idem*, p. 7.
[230] *Ibid.*
[231] *Ibid.*

argentine », qui dévoilent « l'expression la plus authentique de la pensée argentine[232] ». Ce qui suppose que l'on sache précisément en quoi celle-ci consiste.

La politique de distribution du livre argentin est complétée et secondée par la publication et l'envoi du *Boletín Bibliográfico Argentino*[233], édité par la commission.

> « Martín Fierro[234], Santos Vega[235] et Anastasio el Pollo[236] […] sont entrés aujourd'hui, avec tous les honneurs, dans ce palais qui fut celui de Mazarin[237]. »

Si les échanges de livres apparaissent comme un outil précieux, ce sont les expositions organisées par la commission argentine de coopération intellectuelle qui constituent sans doute le plus grand succès de cette projection du livre argentin à l'étranger. Dans ses mémoires, Carlos Ibarguren revient sur ces dernières en ces termes :

> « Nous avons cru avec raison, en prenant cette initiative, que les livres constituent l'image intellectuelle d'un peuple, parce qu'ils révèlent ses inquiétudes spirituelles et reflètent sa vie. Ces expositions furent une véritable révélation de nos productions intellectuelles et du perfectionnement de nos arts graphiques[238] ».

Il ajoute : « Les livres exposés montraient, en plus de l'importance du travail des écrivains, les progrès accomplis par notre industrie éditoriale dans les manifestations de son art [...][239]. » Les

---

[232] Comisión argentina de cooperación intelectual, *El libro argentino en América*, Buenos Aires, 1941, p. 13, introduction d'Antonio Aita : « *la expresión más genuina del pensamiento argentino* ».

[233] Cette publication semestrielle tirée à 10 000 exemplaires, depuis 1937, était envoyée à toutes les commissions nationales existantes, mais aussi aux principales bibliothèques, privées et publiques, d'Amérique et d'Europe. Voir chapitre II.

[234] *Martín Fierro* est un poème épique, publié en 1872, par l'écrivain et journaliste argentin José Hernández (1834-1886), qui évoque dans cet ouvrage l'Argentine rurale et décrit la vie du *gaucho*. Il fonde ainsi le mythe du *gaucho* au moment même où ce personnage disparaît comme réalité sociale de la pampa argentine..

[235] Santos Vega est un *gaucho* argentin, originaire de la province de Buenos Aires, dont on ne sait pratiquement rien, sinon qu'il aurait été un grand *payador*. La *payada* est un art poétique musical d'origine hispanique qui s'est développé dans le Cône Sud ; celui qui le pratique improvise un récit en rimes, qu'il chante accompagné d'une guitare. Bartolomé Mitre (1821-1906), écrivain et homme d'État (il est président de l'Argentine entre 1862 et 1868), est le premier à écrire un poème inspiré par le personnage de Santos Vega et la tradition orale qu'il représente (« A Santos Vega, payador argentino »). D'autres œuvres lui sont consacrées, mais c'est sans doute le poème « Santos Vega », écrit par Rafael Obligado (1851-1920) en 1885, qui constitue le monument littéraire le plus célèbre dédié à ce personnage.

[236] Anastasio el Pollo est le principal personnage de l'œuvre la plus connue de l'écrivain Estanislao del Campo (1834-1880), *Fausto, Impresiones del gaucho Anastasio el Pollo en la representación de la Ópera* (1866).

[237] MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, 22/11/1938, « Paul Valéry habló en el acto inaugural de la exposición del libro argentino abierta en París ».

[238] Carlos IBARGUREN, *La vida que he vivido, Buenos Aires*, Peuser, 1955, p. 473.

[239] *Ibid.* Le succès, dans ce domaine, semble avoir été au rendez-vous puisque, suite à l'exposition de livres argentins à Rio de Janeiro, un groupe de techniciens brésiliens s'est rendu en Argentine afin de perfectionner leurs connaissances des arts graphiques. Nous reviendrons sur les livres sélectionnés pour ces expositions dans notre chapitre IX.

expositions ont lieu d'abord en Europe (Rome et Paris), puis en Amérique du Sud, comme le montre le tableau suivant :

Lieu	Date	Conférences prononcées par
Rome (Centre italien d'études américaines)	Octobre 1938	Massimo Bontempelli, Mario Puccini, Aldo Pellegrini[240]
Paris (Bibliothèque Nationale de France)	Décembre 1938	Paul Valéry, Paul Morand, Jacques Renoult, Jules Romain
Rio de Janeiro (Bibliothèque Nationale)	Août 1940	Gustavo Capanema[241], Afrânio Peixoto, Levi Carneiro, Austregésilo de Athayde[242]
Santiago du Chili (Université du Chili)	Octobre 1940	Juan Antonio Iribarren[243], Luis Vargas Salcedo[244]
Lima (Universidad Mayor de San Marcos)	Novembre 1940	Pedro M. Oliveira[245], Horacio Urteaga[246], Carlos Villarán[247]
La Paz	Juillet 1944	

Cette chronologie n'est pas dénuée de sens : d'une part, elle montre que l'on souhaite, en Argentine, consacrer d'abord en Europe la production intellectuelle du pays, avant de l'exposer en Amérique du Sud[248]. D'autre part, la conjoncture internationale oblige la commission à tourner ses regards, plus qu'avant, vers les nations voisines, vis-à-vis desquelles elle se présente comme le foyer d'une culture menacée sur le Vieux Continent.

[240] Sur ces personnes, voir chapitre II.
[241] Gustavo Capanema (1900-1985) est alors ministre de l'Éducation.
[242] Dans *El libro argentino en América*, sont également reproduits des articles concernant l'exposition par Elmano Cardim (*Jornal do Commercio*, Rio de Janeiro, 13/08/1940, « El libro argentino ») et **Pedro Calmon** (*A Noite*, Rio de Janeiro, 17/08/1940, « El libro argentino »).
[243] Juan Antonio Iribarren (1885-1866) est alors ministre de l'Éducation.
[244] Luis Vargas Salcedo est médecin. Dans *El libro argentino en América*, sont également reproduits des articles concernant l'exposition par **Armando Donoso** (*El Mercurio*, Santiago, 09/10/1940, « Una embajada espiritual »), Manuel Vega (*El Diario Ilustrado*, Santiago, 10/10/1940, « Libros argentinos »), et Domingo Melfi (*La Nación*, Santiago, 06/10/1940, « Exposición de libros argentinos »).
[245] Pedro M. Oliveira est alors ministre de l'Éducation.
[246] Horacio Urteaga est alors doyen de la Faculté des Lettres.
[247] Carlos Villarán est alors recteur de l'Université de San Marcos. Dans *El libro argentino en América*, sont également reproduits des articles concernant l'exposition par José Galvez (*La Prensa*, Lima, 30/11/1940, « La exposición del Libro Argentino »), Victor Andrés Belaunde (*Mercurio Peruano*, déc. 1940, « La exposición del Libro Argentino ») et Jorge Basadre (*El Comercio* et *La Prensa*, 27/11/1940, lettre ouverte à Antonio Aita, « El libro y la cultura argentina »).
[248] Nous reviendrons sur les expositions de livres argentins en Amérique du Sud dans notre chapitre VIII.

Les articles de *La Nación* rendant compte des expositions européennes insistent sur leur contribution au prestige national, par le nombre important de figures intellectuelles présentes lors des inaugurations, que ce soit à Rome[249] ou à Paris[250]. Ce premier succès d'affluence est complété les commentaires suscités par ces expositions, qui font découvrir au public européen qu'il existe une production livresque en Argentine. À Rome, le correspondant de *La Nación*

> « a entendu les commentaires du public et a dialogué avec certains éditeurs et écrivains italiens, et l'impression qu'il en a reçue est la suivante : personne ne savait qu'en Argentine on publiait autant et si bien, et tous ont manifesté un étonnement positif[251] ».

Dans la capitale française,

> « les visiteurs de l'Exposition se sont montrés positivement impressionnés par l'important ensemble d'œuvres exposées, ainsi que par l'heureuse disposition des vitrines, qui donne toute leur valeur aux éditions de luxe des livres de Larreta, Hernández, Güiraldes et des autres auteurs argentins dont on expose les livres[252] ».

Les retombées de ces deux expositions ne peuvent dès lors qu'être positives. D'abord parce que ceux qui les ont visités peuvent devenir des lecteurs attentifs à la production intellectuelle argentine[253]. Ensuite parce qu'elles font de l'Argentine un interlocuteur crédible dans les relations culturelles mondiales[254] et renforcent les liens avec les pays concernés[255], la France et l'Italie étant

---

[249] « Avec un important cérémonial officiel et un vif intérêt du milieu intellectuel, on vient d'inaugurer à Rome l'exposition du livre argentin, la première qui a lieu à l'étranger. Un public nombreux d'initiés la visite, dans les deux grandes salles du palais, siège du Centre Italien d'Études Américaines, où est bien mise en valeur l'abondante sélection de matériel bibliographique argentin. » (MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, octubre 1938, « Causó buena impresión la 1ª. Exposición del libro argentino realizada en Roma »).

[250] Lors de l'inauguration, il y avait une assemblée nombreuse, « parmi laquelle se trouvaient un nombre non négligeable de figures prééminentes du monde intellectuel français et un groupe important d'Argentins résidant ici ou se trouvant de passage à Paris ». Étaient notamment présents Jean Zay, ministre français de l'Instruction publique ; Julien Cian, directeur de la Bibliothèque Nationale ; le professeur Émile Sergent ; Georges Duhamel ; Paul Morand, André Maurois, Benjamin Crémieux ; André Siegfried ; Camille Mauclair ; Luc Durtain ; Georges Dumas ; Max Dairreaux ; l'ambassadeur argentin Cárcano, le secrétaire d'ambassade Jorge M. Rohde et le conseiller Enrique Loncán ; l'ambassadeur du Brésil Souza Dantas ; le représentant du Pérou Francisco García Calderón. (MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, 22/11/1938, « Paul Valéry habló en el acto inaugural de la exposición del libro argentino abierta en París »).

[251] MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, octubre 1938, « Causó buena impresión la 1ª. Exposición del libro argentino realizada en Roma ».

[252] MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, 22/11/1938, « Paul Valéry habló en el acto inaugural de la exposición del libro argentino abierta en París ».

[253] L'auteur de l'article de La Nación consacré à l'exposition de Rome affirme ainsi : « il est certain qu'un bon nombre de ces actuels curieux se transformeront en lecteurs attentifs » (« *es seguro que buen número de los actuales curiosos se transformarán en atentos lectores.* »), (MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, octubre 1938, « Causó buena impresión la 1ª. Exposición del libro argentino realizada en Roma »).

[254] L'exposition de Rome suscite un certain nombre de projets : une exposition d'art italien classique à Buenos Aires, événement qui serait un « motif d'attraction continentale » ; une exposition de livres italiens ; l'invitation d'écrivains italiens « de valeur reconnue » à visiter l'Argentine ; publication en italien d'une collection de livres argentins. (MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, octubre 1938, « Causó buena impresión la 1ª. Exposición del libro argentino realizada en Roma »).

symboliquement considérés comme des berceaux de la culture occidentale. Enfin, elles contribuent à véhiculer une image positive du pays, celle que le ministère des Relations extérieures et la commission de coopération intellectuelle s'efforcent de promouvoir :

> « L'exposition constitue, sans aucun doute, un succès, de par la manière dont elle a été organisée et par l'intérêt qu'elle a suscité dès le premier jour. Tout porte à croire qu'elle sera très visitée dans les jours suivants, corroborant ainsi, de la meilleure façon possible, ce que l'ambassadeur Cárcano n'a cessé de répéter avec insistance aux journalistes français, à savoir que l'Argentine n'est pas seulement un pays producteur de blé et de viande[256]. »

Il faut enfin noter qu'Antonio Aita gagne à l'occasion des expositions de Rome et de Paris ses galons d'ambassadeur culturel de l'Argentine. Décrit par *La Nación* comme un « critique et essayiste reconnu[257] », il a fréquenté « non seulement les sphères officielles, mais aussi les écrivains, qui lui ont manifesté leur amitié et leur sympathie, ce qui ne peut que se traduire par un intérêt pour la culture argentine [258]. » Il a eu par ailleurs des entrevues avec des hauts fonctionnaires des ministères des Relations extérieures et de la Culture populaire. L'exposition à Paris est aussi l'occasion de faire la promotion du livre argentin dans la presse française : Antonio Aita a ainsi été interviewé par *Le Figaro*[259].

Figure 4 : Exposition de livres argentins

Source : Comisión argentina de cooperación intelectual, *El libro argentino en América*, Buenos Aires, 1941

[255] « Nous pouvons positivement affirmer que l'Exposition du Livre Argentine a pour conséquence, en premier lieu, de favoriser une plus grande cordialité dans les relations entre l'Italie et l'Argentine, et ce dans tous les domaines. » (MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, octubre 1938, « Causó buena impresión la 1ª. Exposición del libro argentino realizada en Roma »).
[256] MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, 22/11/1938, « Paul Valéry habló en el acto inaugural de la exposición del libro argentino abierta en París ».
[257] « *conocido crítico y ensayista* ».
[258] MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, octobre 1938, « Causó buena impresión la 1ª. Exposición del libro argentino realizada en Roma ».
[259] Nous reviendrons sur cet entretien dans notre chapitre IX.

Si l'on en croit les *Memorias* de 1946-1947, cette politique du livre n'est pas remise en question après l'arrivée au pouvoir de Perón. Il y est en effet écrit que, « il est certain que l'un des éléments fondamentaux pour la connaissance de [l'Argentine] à l'extérieur est constitué par le livre national[260] », un plan de dotation des principales publications argentines aux ambassades est en projet. Le premier essai a été fait à l'occasion de l'installation de l'ambassade argentine en Russie ; une grande quantité d'ouvrages a ainsi été envoyée afin que les diplomates argentins en poste dans ce pays puissent avoir à leur disposition « toute l'information sur le développement culturel, politique, économique et social de l'Argentine[261] ».

Les années 1936-1937 marquent donc l'avènement de la diplomatie culturelle argentine, avec la création de la commission de coopération intellectuelle et celle de l'*Oficina de difusión de la cultura y propaganda argentina en el exterior*, montrant ainsi combien la dynamique internationale d'échanges culturelles et la promotion d'une image positive à l'extérieur sont liées. Les acteurs de l'époque en sont d'ailleurs pleinement conscients, comme le révèle ce point de vue brésilien sur le rayonnement de l'Argentine à l'étranger. À l'occasion de l'organisation à Rio de l'exposition de livres argentins, Antonio Aita se rend dans cette ville et est accueilli à l'Académie Brésilienne de Lettres par Ribeiro Couto dont le discours revient sur l' « activité féconde » de l'Argentin, rappelant que le philologue Ernst Robert Curtius a dit de lui qu'il était un « médiateur entre l'Europe et l'Amérique[262] ». Le portrait d'Aita dressé par l'écrivain et diplomate brésilien est autant un éloge du personnage que de sa contribution à la diplomatie culturelle argentine, quand bien même ce terme n'est pas employé :

> « […] il est l'animateur et le réalisateur têtu, infatigable, formidable, de deux initiatives qui, ces dernières années, ont mis la culture de la République Argentine en contact, de manière vivante et directe, avec les 'élites' mondiales. Ces deux initiatives sont le Congrès du PEN club à Buenos Aires en 1936 et la réunion, dans cette même ville et cette même année, de l'IICI. La portée de ces deux événements a été incalculable. Sont venus en Argentine des écrivains de renommée universelle [illisible]. Ils ont pu voir de leurs yeux les splendides réalités argentines, et de leurs propres oreilles recueillir, dans les universités, dans les cercles littéraires et dans les salons, des preuves du haut degré de culture intellectuelle du peuple *platino*. Par la suite, de retour dans leurs pays respectifs, ils ont écrit des livres et des articles, prononcé des leçons et des conférences faisant ainsi une propagande spontanée, bienveillante et convaincue des valeurs argentines[263]. »

Or n'est-ce pas là l'objectif de la diplomatie culturelle ? Cette citation recèle un autre enseignement : on observe, au Brésil, ce que fait l'Argentine en la matière.

---

[260] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 491.
[261] *Ibid.* : « *toda información sobre el desenvolvimento cultural, político, económico y social de la Argentina* ».
[262] « *mediador entre a Europa e a América* ».
[263] ABL, Arquivo Ribeiro Couto, Pasta 1, 25/07/1940, brouillon d'auteur inconnu.

Le Brésil

Pour Alain Rouquié, le Brésil est « l'un des rares États du sous-continent qui se sont dotés d'une véritable politique étrangère, et non simplement de relations extérieures protocolaires et normatives[264] » ; l'action extérieure est d'ailleurs, selon les termes d'Hélio Jaguaribe, destinée à assurer la « viabilité historique du pays[265] », ce qui explique sans doute le soin avec lequel sont conservées les archives diplomatiques, mais aussi l'abondante historiographie brésilienne consacrée à la politique extérieure du pays.

Si, en 1902, à l'arrivée de Rio Branco à la tête de la diplomatie de la jeune République, le ministère en est encore à ses balbutiements en termes d'organisation, il gagne vite en professionnalisme et en prestige[266]. La qualité, l'efficacité de l'appareil diplomatique brésilien manifestent clairement l'importance accordée aux relations extérieures. L'histoire de l'organisation de l'Itamaraty est par ailleurs fort bien documentée[267], ce qui montre le rôle central qu'il joue dans la formulation et la réalisation des grands principes de la politique extérieure brésilienne, à tel point que l'on a pu parler d'une « République des diplomates[268] ». Ces derniers forment un groupe relativement homogène socialement parlant, les familles de diplomates n'étant pas rares. Cohésion et esprit de corps caractérisent donc le personnel diplomatique brésilien, ce qui garantit une certaine autonomie aux agents de la politique extérieure par rapport aux gouvernements successifs et à leurs orientations idéologiques[269]. Il n'est pas anodin que Getúlio Vargas, lorsqu'il arrive au pouvoir, choisisse un homme du sérail, ayant servi comme diplomate dans les années 1920, pour diriger la diplomatie brésilienne[270]. C'est un geste vis-à-vis de la

---

[264] Alain ROUQUIÉ, *Le Brésil au XXIe siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Paris Fayard, 2006, p. 327.
[265] Helio JAGUARIBE, « Brasil e mundo na perspectiva do século XXI », *Política externa*, vol. IX, n°1, juin-août 2000, p. 16 : « *a viabilidade histórica do país* ».
[266] Voir Clodoaldo Bueno, *Política externa da Primeira República : os anos de apogeu (1902-1918)*, São Paulo, Paz e Terra, 2003.
[267] Voir l'ouvrage de référence de Flávio Mendes de Oliveira CASTRO, *História da organização do Ministério das Relações Exteriores*, Brasília, Editora Universdade de Brasília, 1983. Cet ouvrage est réédité en 2009, sous le titre *Dois séculos de história da organização do Itamaraty (1808-2008)* (2 vol., Brasília, Fundação Alexandre de Gusmão).
[268] Voir Alain ROUQUIÉ, *ouv. cité*, p. 333-338.
[269] Cela est notamment visible si l'on compare la liste des ministres des Relations extérieures brésiliens à celles de l'Argentine et du Chili pour notre période. Voir annexes.
[270] Il s'agit d'Afrânio de Mello Franco (1870-1943), spécialiste en droit international, élu plusieurs fois député. Il a notamment été délégué à la Conférence Internationale du Travail qui se tient à Washington en 1919, président de la délégation brésilienne à la Ve conférence interaméricaine de Santiago (1923), chef de la Délégation Permanente du Brésil auprès de la SdN et membre de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye entre 1923 et 1929.

communauté internationale dont le nouveau gouvernement, né d'un coup d'État, attend qu'elle le reconnaisse et une manière de ne pas s'aliéner l'un des fleurons de l'administration brésilienne.

Si dès l'Empire se pose la question de l'image extérieure du Brésil, il faut attendre là aussi le « règne » du Baron de Rio Branco (1902-1912) à l'Itamaraty pour que ce ministère devienne, selon les mots de Gilberto Freyre, l'« organe principal d'affirmation du prestige du Brésil », un système « d'organisation et de définition de valeurs supérieurement nationales[271] ». C'est aussi l'avis de Thomas Skidmore, qui met en avant le « travail gigantesque » accompli par Rio Branco pour présenter une image « civilisée » du Brésil, en nommant notamment des écrivains à des postes diplomatiques ou en invitant des Européens célèbres à visiter le pays[272]. Avec l'émission en 1920 du règlement José Manuel de Azevedo Marques pour le corps diplomatique qui prévoyait « la promotion d'échanges de missions industrielles, intellectuelles et commerciales pour le bénéfice du Brésil[273] », l'action culturelle entrait officiellement dans les prérogatives de l'Itamaraty.

Il n'y a cependant pas, durant toute la Première République (1889-1930), de politique systématique de diffusion de la culture brésilienne à l'extérieur, mais seulement des initiatives éparses, sans lien entre elles.

Les organismes chargés de la diplomatie culturelle brésilienne

Origines, organisation et fonctionnement du Service de Coopération intellectuelle

Les premières initiatives visant à la création, au Ministère des Relations Extérieures, d'un service spécial chargé des affaires ayant trait à la coopération intellectuelle, ne datent que de 1934[274]. Quant à l'établissement d'un service permanent, il n'a lieu qu'en 1937. Pourtant, dès 1932, Montarroyos en souligne la nécessité pour coordonner et centraliser les initiatives dans le domaine de la coopération intellectuelle[275]. En 1934, le consul Rui Ribeiro Couto[276] envoie au

---

[271] Gilberto FREYRE, *Ordem e Progresso*, [1ère éd. 1957] São Paulo, Global, 2004, p. 172.
[272] Thomas SKIDMORE, *Preto no branco : raça e nacionalidade no pensamento brasileiro*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1974.
[273] Flávio Mendes de Oliveira CASTRO, *História da organisação do MRE*, Brasília, UNB, 1983, p. 262.
[274] AHI, 542,6, 995/16141, « La division de coopération intellectuelle. Historique », annexe de trois pages jointe à une lettre de José Carlos Macedo Soares à Mariano Fontecilla Varas, ambassadeur du Chili : « Les premières iniciatives pour la création, au sein du Ministère des Relations extérieures, d'un service spécial dédié aux questions de coopération intellectuelle ne datent que de 1934. »
[275] Voir AHI, 78/3/13, 30/01/1932, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco.
[276] Voir notice biographique.

ministre un rapport[277] préconisant la création de cet outil et suggère un plan d'organisation. Cette suggestion s'appuie sur « […] une expérience qui nous a été donné d'avoir durant sept années de constante correspondance avec des écrivains, des directeurs de revue et autres intellectuels de France, d'Italie, de Belgique, d'Argentine, etc…[278] ». Un tel rapport, ainsi rédigé, montre l'implication directe du ministère dans la coopération intellectuelle depuis au moins 1928, mais sans règles pour autant bien établies.

Ribeiro Couto, suite à ce rapport, est chargé d'organiser ledit service, mais il est envoyé très peu de temps après en Hollande[279]. C'est le début d'une certaine valse de ceux qui ont la charge du service. En décembre 1934 est nommé, pour lui succéder, Argeu Guimarães, diplomate et écrivain[280]. Il est également mandaté pour effectuer le catalogage des œuvres rares du ministère et consacre la majeure partie de son temps à cette entreprise, avant d'être nommé à la légation brésilienne de Lima[281]. Ildefonso Falcão[282] le remplace en septembre 1935[283] et, même si lui non plus ne reste pas longtemps, donne une impulsion décisive à ce service, qui aura souffert de trop de changements à sa tête. C'est Osório Dutra[284] qui prend sa suite en décembre 1936[285] ; il reste à ce poste jusqu'en 1938. Bueno do Prado[286] lui succède jusqu'à une date qu'il ne nous a pas été

---

[277] AHI, 542,6, 995/16141, 01/03/1934, *Informação*, de Ribeiro Couto au secrétaire général du ministère des Relations extérieures.

[278] *Ibid.*

[279] AHI, 542,6, 995/16141, 02/02/1936, Article du *Diario de Noticias*, « O Serviço de Cooperação Intellectual do Itamaraty. A sua organização, o seu programa e a sua utilidade », interview d'Ildefonso Falcão.

[280] Argeu Guimarães (1892- ?) a une formation en droit et en sciences et lettres. Il a poursuivi des études à Buenos Aires. Il entre dans le service diplomatique en 1920 et a été chargé d'affaires à Quito, à Bogotá, à Copenhague, à Rome, au Vatican et à Helsinki. (AHI, 629,9693, Légation d'Helsinki, 1937). Il a par ailleurs publié, en 1930, un ouvrage intitulé *Bolivar e o Brasil* (Paris, Éd. Du Livro Libre) et était un collaborateur régulier de la *Revista do Brasil* (Tânia Regina de LUCA, *A Revista do Brasil : um diagnóstico para a (N)ação*, São Paulo, Fundação Editora da UNESP, 1999, p. 54).

[281] AHI, 542,6, 995/16141, 02/02/1936, Article du *Diario de Noticias*, « O Serviço de Cooperação Intellectual... Argeu Guimarães est de nouveau à la tête de cette Division en 1948.

[282] Ildefonso Falcão (?-1958) est à la fois diplomate et écrivain. Nous ne disposons que de peu d'informations à son sujet. On sait qu'en 1922 il est envoyé en poste en Allemagne et qu'il a été auparavant en Argentine, où il se lie d'amitié avec, entre autres, Carlos Ibarguren. Il retourne en Allemagne en 1930, pour cinq ans, en tant que consul du Brésil à Cologne.

[283] AHI, 542,6, 995/16141, 14/09/1935, Lettre de nomination d'Ildefonso Falcão émanant du Cabinet du directeur général des Archives

[284] Osório Dutra (1889- ?) est diplomate de carrière et a commencé celle-ci comme auxiliaire du consul de Marseille. Promu consul de deuxième classe en 1920, est envoyé à La Plata. Il retourne en suite en Europe où il séjourne à Galatz (Roumanie) à Anvers, à Cherbpurg, à Porto et de nouveau à Marseille. Promu consul de première classe en 1935, il est en poste au Havre et à Lyon, ville dans laquelle il se trouve lorsque les relations avec Vichi sont rompues. Il quitte la France en 1943 et est incorporé au personnel du ministère. Il est également membre des Académies *fluminense* et *carioca* de lettres, suite à la publication d'un certain nombre d'ouvrages (AHI, 1770-35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, article du journal *O Estado* (Niteroí) du 20/07/1944, « O novo chefe da Divisão de Cooperação Intelectual do Itamaraty ».

[285] AHI, 542,6, 78/3/14, Paris, 13/12/1936, Lettre d'Elyseu Montarroyos à Mario de Pimentel Brandão, ministre des Relations extérieures.

[286] Nous n'avons pas réussi à trouver d'informations sur Abelardo Bretanha Bueno do Prado (1896- ?). Tout au plus savons-nous qu'il a été secrétaire de la légation du Brésil à Caracas (1923).

possible de déterminer. C'est alors au tour de Themistocles de Graça Aranha[287] de diriger le Service, apparemment jusqu'au 5 juillet 1944[288], date à laquelle Osório Dutra[289] est à nouveau nommé chef de ce qui est devenu la Division de Coopération intellectuelle depuis 1938.

Quel est l'intérêt d'un tel service ? Selon les mots d'Ildefonso Falcão dans une interview donnée en 1936 au *Diario de noticias* : « c'est un service qui veut présenter le Brésil dans tous ses aspects culturels, le rapprochant, par l'esprit, des milieux cultivés du monde moderne[290] ». Le rapport de Ribeiro Couto est plus pragmatique : il fixe les objectifs et les moyens pour que ce service réponde au programme fixé par Ildefonso Falcão et aux nécessités d'une propagande nationale efficace. D'après Ribeiro Couto, ce qu'il nomme alors le « Service d'expansion intellectuelle » a pour but de « […] faire discrètement la propagande des valeurs littéraires du Brésil à l'étranger, en enlevant, autant que possible, tout caractère ostentatoire de 'propagande officielle' à ces travaux […][291] ». En une phrase, Ribeiro Couto a saisi l'esprit qui doit présider à l'élaboration d'une politique culturelle, qui réclame la maîtrise de réseaux, aussi préconise-t-il d'

> « organiser un fichier avec l'adresse de tous les écrivains, de tous les pays, susceptibles de s'intéresser à la littérature et à la vie culturelle du Brésil, surtout ceux qui, connaissant le castillan, peuvent plus facilement comprendre le portugais ; de même pour l'adresse de toutes les institutions culturelles, revues, journaux et associations littéraires susceptibles du même intérêt[292] ».

Il recommande aussi de favoriser les rencontres entre intellectuels brésiliens et étrangers (« établir des liens entre les écrivains étrangers et ceux du Brésil, en prenant en compte leurs communes

---

[287] Themistocles de Graça Aranha est le fils de José Pereira de Graça Aranha (1868-1931), diplomate, écrivain, figurant parmi les organisateurs de la Semaine d'Art moderne de São Paulo en 1922. En 1913, lors d'un de ses nombreux séjours en Europe, il emmène son fils Themistocles afin que celui-ci termine ses études de droit à la Sorbonne (Etienne SAUTHIER, « Aux sources de la civilisation : Les jeunes élites brésiliennes et le voyage en Europe dans la seconde moitié du XIXe siècle (1850-1914) », *RITA*, n° 4, décembre 2010, (en ligne), Mise en ligne le 10 décembre 2010. Disponible en ligne : http://www.revue-rita.com/traits-dunion-thema-59/aux-sources-de-la-civilisation.html).

[288] AHI, 542,6, 1770/35715, Coopéeração Intelectual. Relações culturais e artísticas. Propaganda intelectual e artística artistique (1943-1946), Rio de Janeiro, 07/05/1946, Lettre d'Osório Dutra au ministre des Relations extérieures.

[289] Osório Dutra (1889- ?) est diplomate de carrière et a commencé celle-ci comme auxiliaire du consul de Marseille. Promu consul de deuxième classe en 1920, est envoyé à La Plata. Il retourne en suite en Europe où il séjourne à Galatz (Roumanie) à Anvers, à Cherbpurg, à Porto et de nouveau à Marseille. Promu consul de première classe en 1935, il est en poste au Havre et à Lyon, ville dans laquelle il se trouve lorsque les relations avec Vichi sont rompues. Il quitte la France en 1943 et est incorporé au personnel du ministère. Il est également membre des Académies *fluminense* et *carioca* de lettres, suite à la publication d'un certain nombre d'ouvrages (AHI, 1770-35715, 1943-1946, article de journal (non identifié) du 20/07/1944).

[290] AHI, 542,6, 995/16141, 02/02/1936, Article du *Diario de Noticias*, « O Serviço de Cooperação Intellectual do Itamaraty. A sua organização, o seu programa e a sua utilidade », interview d'Ildefonso Falcão.

[291] AHI, 542,6, 995/16141, 01/03/1934, *Informação*, de Ribeiro Couto au secrétaire général du ministère des Relations extérieures.

[292] *Ibid.*

affinités, ainsi que leur spécialité respective […][293] ») afin de tisser des solidarités et des connivences sur lesquelles peut s'appuyer ensuite la propagande nationale[294].

Le but d'une diplomatie culturelle étant de cultiver chez les autres une image positive de soi, il faut construire cette image, ici celle d'une nation cultivée appelée à jouer un rôle au sein de la coopération intellectuelle et par conséquent au sein de la communauté internationale. Il s'agit d'une entreprise de communication : faire connaître le Brésil sous un jour favorable. Pour cela, il faut « fournir des informations et des traductions d'œuvres littéraires, historiques, scientifiques, etc… du Brésil à tous ceux qui les solliciteraient ou que cela pourrait intéresser[295] », « fournir des livres » et la « […] matière nécessaire à l'organisation de numéros spéciaux de revues ou de journaux étrangers sur le Brésil[296] ». Au-delà d'articles de presse, ce sont les parutions scientifiques qu'il faut encourager (« […] stimuler, par tous les moyens, les études et écrits d'écrivains étrangers au sujet du Brésil[297] »).

Ce rapport est complété par un autre, daté lui d'avril 1934[298], qui affine et complète les suggestions du premier. Par exemple, revenant sur les livres dont doit disposer le Service et qui peuvent être envoyés à l'étranger, il en précise le contenu : des œuvres historiques (« celles d'un maniement facile, peu volumineuses, et qui ne contiennent pas de récits pessimistes ou déprimants de l'histoire de notre peuple[299] »), œuvres diplomatiques (« celles qui divulguent surtout l'action pacificatrice du Brésil en Amérique[300] »), œuvres économiques (« celles qui peuvent éveiller un intérêt immédiat pour l'implantation d'industries, la culture de la terre et le développement du commerce[301] », etc… On a là tous les ingrédients d'une promotion efficace du pays.

---

[293] *Ibid.*

[294] Ribeiro Couto insiste particulièrement sur cet aspect lorsqu'il fait reposer le succès du service sur une « bonne utilisation des relations personnelles que peuvent avoir les fonctionnaires de ce Ministère dans la connaissance directe des milieux étrangers ». (« *bom aproveitamento das relaçoes pessoais no conhecimento direto dos meios estrangeiros que têm os funcionarios deste Ministerio.* »).

[295] *Ibid.*

[296] *Ibid.* : *« [...] matéria para a organisação de números especiais de revistas ou jornais estrangeiros sobre o Brasil.* »

[297] *Ibid.* Il s'agit, comme l'explique l'auteur, de favoriser « une constante et progressive multiplication des 'brasilianistes' en profitant habilement des très nombreux 'hispanisants' qui aujourd'hui s'occupent de l'histoire, de la littérature et du folklore de l'Espagne et des pays hispano-américains ». *Idem*, p .4 : « *estimular, por todos os meios, os estudos e conhecimentos de escritores estrangeiros a respeito do Brasil .*»

[298] AHI, 542,6, 995/16141, *Algumas sugestões para o plano do Serviço de Cooperação Intelectual*, pelo Consul de 3ª classe R. Ribeiro Couto.

[299] *Idem*, p.3 : « *As de fácil manuseio, pouco volumosas, e que não contenham narrativas pessimistas ou deprimentes da nossa crônica do povo* ».

[300] *Ibid.* : *« as que divulguem, sobretudo, a ação pacificadora do Brasil na América* ».

[301] *Ibid.* : « *as que possam despertar imediato interesse pela implantação de industrias, cultivo da terra e desenvolvimento do comercio* ».

Les suggestions de Ribeiro Couto sont reprises dans deux circulaires envoyées respectivement en août 1934 et en février 1936, aux missions diplomatiques et consulats du Brésil à l'étranger[302], mais également en 1937 lorsque le service est officiellement créé. Dans le texte de l'arrêté de 1937 il est stipulé que le Service est « un organe de liaison avec l'Institut International de Coopération Intellectuelle[303] ». D'après les rapports de Ribeiro Couto, on peut avancer que ce service est bien plus que cela.

Il nous faut revenir sur cette année 1937 : modification des statuts de la Commission brésilienne, officialisation du Service de coopération intellectuelle… et proclamation de l'*Estado Novo*, qui marque un pas supplémentaire vers le contrôle par l'État de toutes les sphères de la vie nationale, en particulier de la sphère culturelle. Il y a donc une transposition, dans le domaine diplomatique, de la volonté du nouveau régime d'élaborer un nouvel imaginaire national. La concomittance des politiques menées à l'intérieur et à l'extérieur des frontières dans le domaine de la culture est la manifestation d'un changement que l'on souhaite immédiat et d'une légitimité que l'on construit autant sur le plan national qu'international, les deux se renforçant mutuellement. Par ailleurs c'est le moment le plus fort de la politique extérieure d' « équidistance pragmatique ». Les changements opérés au sein de la commission et du service permettent à la fois d'apporter des gages de bonne volonté auprès de l'Institut, donc des démocraties, tout en renforçant l'appareil de propagande par une organisation plus efficace. Pour ce qui est du Service de coopération intellectuelle de l'Itamaraty, on sait que Gustavo Capanema[304], alors ministre de l'Éducation et de la Santé, est à l'origine de sa réforme, jugeant qu'en l'état le service était « insuffisant pour répondre à la nécessité impérieuse de montrer la véritable image du Brésil[305] », qualifié bien souvent en Europe de pays « ibéro-américain ». Il propose donc en 1936 un « Programme moderne et pratique de propagande culturelle du Brésil à l'étranger[306] ». Celui-ci reprend les idées de Ribeiro Couto, et rajoute la révision des livres d'histoire et de géographie des principaux pays du monde afin d'y introduire une image complète et exacte du Brésil ; la création de bourses pour les étudiants brésiliens souhaitant partir à l'étranger ; l'octroi de subventions aux

---

[302] AHI, 542,6, 464/7042, Circulaire 903, 13/08/1934.
AHI, 542,6, 464/7040, Circulaire 1055, 10/02/1936.
Ces deux circulaires sont reproduites en annexe.

[303] AUN, A I 86, 23/06/1937, Annexe d'une lettre de Montarroyos à Bonnet, Arrêté du 10 juin 1937 traduit en français par Montarroyos. Voir texte intégral en annexe.

[304] Gustavo Capanema est resté onze ans (1934-1945) ministre de l'Éducation et de la Santé. Idéologue et mécène, il transforme, la culture nationale en « *negocio oficial* ». Nous reviendrons sur le rôle de Gustavo Capanema dans notre chapitre IX.

[305] Hugo Rogélio SUPPO, « Gilberto Freyre e a imagem do Brasil no mundo », *Cena internacional*, Ano 5, n°2, déc. 2003, p. 43 : « *insuficiente para atender essa necessidade imperiosa de mostrar a verdadeira imagem do Brasil* ».

[306] *Ibid.* : « *Programa moderno e pratico de propaganda cultural do Brasil no estrangeiro* ».

revues étrangères pour qu'elles publient des travaux portant sur le Brésil, et l'organisation de congrès scientifiques internationaux. Parallèlement, Gustavo Capanema suggère de subventionner, en fonction de considérations purement géopolitiques l'Institut Franco-Brésilien de Haute Culture Scientifique et Littéraire, l'Institut Luso-Brésilien de Haute Culture, l'Institut Italo-Brésilien de Haute Culture et l'Institut Germano-Brésilien de Haute Culture[307].

L'auteur du rapport sur l'activité du service en 1937 peut dès lors écrire :

> « Le Service de Coopération Intellectuelle a connu un grand développement durant cette année 1937, passant du terrain des tentatives et des expériences au terrain des faits concrets et des réalisations fécondes[308] ».

Ce rapport, long d'une dizaine de pages, reprend tous les événements de 1937 en rapport avec la coopération intellectuelle, notamment le travail de la Commission brésilienne de coopération intellectuelle. Les interventions d'Elyseu Montarroyos et de Miguel Osório de Almeida à la Conférence Générale des Commissions Nationales de Paris sont par exemple incluses dans le bilan de l'activité du service. S'il est vrai que ce dernier a gagné en efficacité et en visibilité, ces pages dithyrambiques sonnent comme une propagande à usage interne, en faveur du régime de Vargas. Nous suivons Mychelyne Barros da Costa lorsqu'elle écrit que « l'étatisation de la culture a englobé une stratégie utilisée par les pouvoirs publics pour conquérir sa légitimité en tant qu'administrateur culturel[309] ».

Devenu « Division de Coopération Intellectuelle » en 1938 suite à la réforme par Oswaldo Aranha des services de l'Itamaraty, désormais subordonné au Département Politique et Diplomatique du Ministère – et non plus à la Direction des Archives[310] -, le Service bénéficie d'une visibilité accrue. Cela n'empêche pas que Bueno do Prado, nouveau chef du service[311], doive demander à ce qu'il bénéficie dorénavant d'une dotation à caractère permanent au sein du budget du ministère, ce qui lui permettrait de travailler « plus sûrement et plus selon une ligne établie, dans le cadre d'un programme auparavant défini[312] ». Sans elle, le service serait réduit à une activité strictement bureaucratique et il souligne que dans d'autres pays cette dotation existe.

---

[307] *Ibid.*
[308] AHI, 542,6, 653/9813, *Relatorio do Serviço de Cooperação Intellectual. Anno 1937*, 10 pages.
[309] Mycheline Barros da COSTA, *A política cultural brasileira na UNESCO (1946-1954)*, Dissertação de mestrado, Instituto de Filosofia e Ciências humanas, Programa de pos-graduação em historia, Mônica Leite Lessa (Dir.), UERJ, Rio de Janeiro, 200, p. 64.
[310] AHI, 542,6, 995/16141, « La division de coopération intellectuelle. Historique », annexe…p. 1-2.
[311] AHI, 542,6, 995/16141, 30/05/1938, Lettre d'Oswaldo Aranha à Pedro Nunes de Sá, chef du service du personnel.
[312] AHI, 542,6, 995/16141, 29/11/1938, Lettre de Bueno do Prado à Oswaldo Aranha : « *com segurança e diretriz, dentro de um programa previamente estudado* ».

Il cite en exemple les États-Unis et l'Argentine[313]. Enfin, s'appuyant sur le bilan de l'année écoulée, il montre les effets du décalage entre moyens alloués et ambitions affichées :

> « Certains des achats de musique et de disques les plus urgents ont été faits. Mais nous sommes restés très en-deçà de notre programme de publications, de traductions et d'envois de bibliothèques, et rien n'a pu être fait concernant les travaux de la Commission de Coopération Intellectuelle […][314] ».

L'année suivante, Bueno do Prado revient sur la question des moyens financiers pour demander leur augmentation, compte-tenu du succès du service ; celui-ci reçoit en effet énormément de demandes de livres et de documents sur le Brésil, venant notamment des universités, bibliothèques et instituts culturels étrangers[315]. Le manque de moyens constitue un leitmotiv de la part des divers chefs du service. Par ailleurs, certains, à l'image d'Osório Dutra, n'hésitent pas à critiquer la manière dont est dépensé le budget qui lui est alloué[316].

Malgré les difficultés de fonctionnement, le service est donc actif et l'envoi de livres ou de documents constitue de fait une grande partie de son action, et ce avant même que son statut soit clarifié par l'arrêté de 1937. Ainsi, en 1936, Ildefonso Falcão, dans une interview au journal le *Correio de São Paulo*, donne-t-il l'exemple d'une conférence réalisée à Berlin par l'ambassadeur du Brésil grâce à des films fournis par le service. Il montre également à quel point le fait d'offrir des livres peut avoir des retombées très positives en termes d'image :

> « Les petites bibliothèques brésiliennes que, pour la première fois, nous avons offertes à des instituts culturels étrangers ont été reçues comme des présents royaux. Ces cadeaux intelligents ont conduit rapidement à la création de Centres Brésiliens de Culture [...]. Le Recteur du King's College, à Londres, ayant reçu des livres brésiliens, a inauguré une série de conférences sur le Brésil[317]. »

Un article du *Correio Paulistano* daté de mai 1939[318] dresse une liste exhaustive de tous les organismes, institutions, revues qui ont reçu des livres par l'intermédiaire de la Division de coopération intellectuelle. Un bref décompte tend à montrer une certaine parité entre l'Europe et l'Amérique[319].

---

[313] *Idem*, p. 2.
[314] *Ibid.*
[315] AHI, 542,6, 995/16141, 18/04/1939, Lettre de Bueno do Prado au secrétaire général de l'Itamaraty.
[316] Après avoir énuméré les différents organismes (Pen Club du Brésil, Institut Inter-Allié de Haute Culture, Institut de Culture Brésil-Paragua) et individus qui bénéficient de subventions de la part de la Division, Osório Dutra indique être favorable à celles qui sont versées au Pen club et à l'Institut Inter-Allié, « car les deux rendent de grands services à l'Itamaraty […] ». En revanche, l'Institut de Culture Brésil-Paraguay ne rend pas suffisamment de comptes sur la manière dont est dépensé l'argent versé et il note que des versements ont été faits à un certain Luis Victor Le Coq d'Oliveira pour des traductions qu'il n'a jamais faites. (AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, Rio de Janeiro, 19/04/1944, Lettre d'Osório Dutra au secrétaire général du ministère des Relations extérieures).
[317] AHI, 542,6, 995/16141, Article du *Correio de São Paulo* du 26/06/1936.
[318] AHI, 542,6, 995/16141, Article du *Correio Paulistano*, « A divulgaçõo de livros brasieliros no exterior. Actividades da divisão de cooperação intellectual do Itamaraty », 21/05/1939.
[319] Nous reviendrons plus loin sur le rôle du livre dans la diplomatie culturelle brésilienne.

Par ailleurs, le service constitue une sorte de base de données sur les différents aspects du Brésil, à partir de contributions, désignées par le terme de « résumés ». Parmi les titres publiés ou commandés, on trouve : « La presse et la formation intellectuelle au Brésil » par Eloy Pontes[320] ; « Le roman brésilien » (1939) par Prudente de Moraes Neto[321] ; « L'histoire de la peinture au Brésil » (1939) par Carlos Rubens[322] ; « Résumé d'histoire de la littérature brésilienne » par Pedro Calmon ; « Le combat contre la lèpre » (1939) par América Xavier da Silveira[323] ; « L'expansion de la langue portugaise au Brésil » (1939) par Antenor Nascentes[324] ; « Le folklore au Brésil » par Basílio de Magalhães[325] ; « Le conte dans la littérature brésilienne » (1940) par Luiz Annibal Falcão[326] ; « Résumé d'histoire de la littérature brésilienne » par Pedro Calmon[327] et « La musique et la chanson populaires au Brésil » par Mário de Andrade[328]. On observe la prédominance des sujets relatifs à la langue et à la littérature brésiliennes, sources de fierté nationale et preuve évidente que l'on avait à faire à une « nation lettrée ». La divulgation dont fait l'objet la monographie de Mário de Andrade constitue une relative exception : en effet, de manière générale, l'Itamaraty privilégiait la culture érudite dans sa politique culturelle visant à élever le Brésil au rang de « nation civilisée »[329].

Autre domaine d'action : la constitution d'un répertoire des intellectuels brésiliens et étrangers tel que l'avait préconisé Ribeiro Couto. Argeu Guimarães fait référence à sa constitution

---

[320] Eloy Pontes est l'auteur de plusieurs biographies de romanciers brésiliens (*A vida dramática de Euclides da Cunha*, 1938 ; *A vida contradictória de Machado de Assis*, 1939...) ainsi que d'un ouvrage intitulé *A ação do presidente Getúlio Varvas : no governo provisório, na fase constitucional, no novo regime* (paru dans la collection Civilização brasileira en 1940). Sa contribution sur la presse est traduite en espagnol en 1942 et en anglais en 1943 par la Imprensa Nacional.

[321] Prudente de Morais Neto (1904-1977) est un essayiste, journaliste et poète, qui prend part, dès la Semaine d'Art Moderne de 1922, au mouvement moderniste brésilien. Il lance ainsi, en septembre 1925, la revue *Estética* avec Sérgio Buarque de Holanda et collabore aux revues *Antropofagia*, *Revista Nova* et *Revista do Brasil*. Il utilise, comme poète, le pseudonyme de Pedro Dantas. Sa contribution sur le roman est traduite par la suite en anglais.

[322] En 1941, il publie, sous l'égide du *Departamento de Imprensa e Propaganda*, un ouvrage intitulé *As artes plásticas no Brasil e o Estado Novo*.

[323] La contribution d'América Xavier de Silveira est traduite en anglais en 1944 et publiée par la *Imprensa Nacional*.

[324] Antenor de Veras Nascentes (1886-1972) est un philologue reconnu qui a contribué à l'étude de la langue portugaise au Brésil. Il participe à la fondation de l'Académie Brésilienne de Philologie. Sa contribution est publiée en anglais et en espagnol en 1944 par l'*Imprensa Nacional*.

[325] Basílio de Magalhães (1874-1957) est historien, spécialiste du floklore. Il a publié, en 1928, *O Folklore no Brasil* (Rio de Janeiro, Livraria Quaresma). Sa contribution est traduite en anglais et en espagnol en 1944 et publiée par la *Imprensa Nacional*.

[326] La version de sa contribution traduite en espagnol paraît en 1944 et celle en anglais en 1945, publiées par l'*Imprensa Nacional*.

[327] **Pedro Calmon** (1902-1985) est historien. Sa contribution est publiée en anglais en 1944 par l'*Imprensa Nacional*.

[328] Liste donnée par Roberta LIMA, *A Política brasileira de expansão cultural no Estado Novo (1937-1945)*, mestrado em história, UERJ, 2006, p. 107-108.

[329] Nous reviendrons sur cet aspect dans notre chapitre IX.

en 1934[330]. Ribeiro Couto, avant son départ, avait en effet pu démarrer le projet[331]. Cette entreprise de fichage, pour laquelle on compte sur la collaboration « patriotique » des intellectuels brésiliens, se poursuit au-delà de notre période : on trouve en effet une liste de 12 pages d'intellectuels latino-américans datant de 1948[332].

D'après le projet de dépenses présenté par Bueno do Prado pour l'année 1940[333], on peut établir le tableau suivant des domaines d'activité de la division :

Figure 5 : Tableau des dépenses prévisionnelles de la Division de coopération intellectuelle en 1940.

		Somme prévue (en réis)	Pourcentage
Achats	Livres	10 000	10%
	Disques	4 000	4%
	Films	8 000	8%
	Cartes	1 000	1%
	Photos	2 000	2%
Abonnements (journaux, revues)		5 000	5%
Collection brésilienne d'auteurs argentins		15 000	15%
Préparation des conférences de l'Itamaraty		1 000	1%
Résumés		2 000	2%
Secrétariat de la CBCI		2 000	2%
Subventions éventuelles à des congrès et conférences culturelles se déroulant au Brésil		20 000	20%
Échanges universitaires (professeurs et étudiants)		30 000	30%
Total		100 000	100%

[330] AHI, 542,6, 995/16141, Article du *Diario de Noticias*, interview d'Argeu Guimarães.

[331] Voici le modèle de la lettre envoyée par Ribeiro Couto aux « intellectuels de tous les États du Brésil, un de chaque Capitale » : « Mon cher confrère, L'Itamaraty est en train d'organiser un Service de Coopération Intellectuelle afin, par les moyens à sa disposition,et quand cela sera opportun et convenable, de rapprocher des centres littéraires étrangers la pensée brésilienne, et ce en établissant des liens d'intérêt réciproque.
J'ai besoin de votre aide particulière pour la tâche suivante : une liste de noms et d'adresses des écrivains de cet État, avec leur spécialité respective (histoire, roman poésie, etc…) et, si possible, les noms de journaux et revues auxquels ils collaborent. En comptant sur votre gentillesse, et en prenant la liberté de vous demander d'agir rapidement, je vous remercie par avance pour ce service patriotique […]. » (AHI, 542,6, 629/9693, 11/05/1934).

[332] AHI, 542,6, 39277, Coopération Intellectuelle. Relations culturelles et artistiques (1940-1950). La nécessaire actualisation du fichier a été l'objet d'un rapport signé par Vinicius de Moraes en avril 1945. (AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, Lieu inconnu, 10/04/1945, Memorandum de Vinicius de Moraes destiné au chef de la Division de Coopération Intellectuelle.

[333] AHI, 542,6, 995/16141, 08/06/1939

On y retrouve les grandes lignes développées par Ribeiro Couto ou par Capanema, même si n'apparaissent pas dans ce tableau les subventions aux revues étrangères ou aux Instituts culturels, peut-être prises en charge par d'autres services, notamment le Département d'Information et de Propagande, créé en 1939[334].

Au fur et à mesure, le champ d'action de la Division s'élargit ; elle est notamment chargée de la gestion des bourses allouées par le gouvernement brésilien aux étudiants étrangers pour venir étudier au Brésil et aux étudiants brésiliens qui vont poursuivre des formations dans d'autres pays[335]. Cela se traduit au niveau de la gestion des crédits dont dispose la Division. De fait, les dépenses faites à l'étranger sont gérées par la Delegacia do Tesouro Brasileiro[336] à New York et le reste par la Division elle-même[337]. Le tableau des dépenses qui suit, correspondant à 1946, offre un aperçu tout à la fois de ce fonctionnement et de l'évolution des activités de la Division :

Figure 6 : Tableau des dépenses de la Division de coopération intellectuelle en 1946

Postes de dépenses	Montant des dépenses (en cruzeiros)	Pourcentages
Dépenses gérées par la delegacia Tesouro brasileiro à New York		
Construction de l'École Brésil	600 000	27, 3%
Échanges culturels avec le Paraguay	427 600	19,4%
Échanges culturels avec l'Uruguay	399 360	18,1%
Échanges culturels avec l'Argentine	91 280	4,1%
Échanges culturels généraux	626 920	28,5%
Institut Brésil-États-Unis	26 000	1,2%
Anglo-Brazilian Society	19 500	0,9%
Étudiants à l'Université de Coimbra	9 360	0,4%
Total	**2 200 000**	100%
Dépenses gérées par la Division		
Budget général pour les bourses d'études	1 464 660	61,3%
Dépenses extraordinaires	126 000	5,3%
Aides aux voyages	200 000	8,4%
Acquisition de livres brésiliens	200 000	8,4%
Traductions et révisions	150 000	6,3%
Achat de disques	100 000	4,2%
Subventions à des Sociétés et des Instituts	150 000	6,3%
Total	**2 390 660**	100%

[334] Voir *infra*.
[335] Nous reviendrons plus loin sur les échanges universitaires comme outil de la diplomatie culturelle brésilienne.
[336] Nous n'avons pu trouver d'informations sur cet organisme.
[337] Ce fonctionnement est expliqué à Getúlio Vargas dans une lettre de Pedro Leão Velloso datée d'août 1945 (AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, Rio de Janeiro, 17/08/1945).

« Ce que n'est pas mais doit être le Service de Coopération intellectuelle »

La concurrence d'autres organismes

Le Service de Coopération Intellectuelle a fait l'objet de nombreuses critiques, parmi lesquelles celles de Gustavo Capanema. La réforme qu'il préconise vise à remplacer les « platoniques échanges » en cours par « une ample et intense campagne de propagande et de coopération intellectuelle[338] » calquée sur le modèle de l'Italie, de la Russie, de l'Allemagne ou du Portugal.

La mission principale du Service, devenu Division en 1938 (DCI), est de « s'occuper de la correspondance du Ministère des Relations Extérieures relative aux relations culturelles avec les autres pays, à la diffusion de la culture brésilienne et la divulgation de connaissances utiles sur notre pays dans les principaux centres étrangers[339] ». La DCI rencontre, néanmoins, un certain nombre de difficultés et, jusqu'en 1939, ne dispose pas d'un budget autonome pour ses activités. Bueno do Prado, s'appuyant sur le bilan de l'année 1938, montre ainsi les effets du décalage entre moyens alloués et ambitions affichées, posant ainsi la question de la place accordée à la diplomatie culturelle au sein de la politique extérieure brésilienne[340].

L'activité de la Division souffre, par ailleurs, de la concurrence d'autres institutions gouvernementales. Lorsqu'en juillet 1938 est créé le *Conselho Nacional de Cultura* au sein du ministère de l'Éducation et de la Santé[341], cet organisme étant chargé, entre autres, des échanges intellectuels, le ministre des Relations extérieures, Oswaldo Aranha écrit rapidement à Getúlio Vargas pour lui rappeler l'existence et l'activité déployée par la Division de Coopération intellectuelle[342]. Il déclare d'emblée sa volonté de voir coopérer cette dernière avec le *Conselho Nacional de Cultura*, en insistant sur son expertise en termes de relations internationales, et suggère qu'une personne du ministère des Relations extérieures soit représentée parmi les membres chargés de guider l'action du nouvel organisme. Il envoie un second courrier en ce sens en août

---

[338] Cité par Hugo Rogélio Suppo, dans « Gilberto Freyre e a imagem do Brasil no mundo », *Revista Cena Internacional*, vol. 5, n°2, 2003, p. 43 : « ampla e intensa campanha de propaganda e cooperação intelectual ».

[339] Rapport du Ministère des Relations Extérieures, 1938, cité par Hugo Rogélio SUPPO, « A dimensão cultural da política externa brasileira nos anos trinta », *Sociedade Brasileira de Pesquisa Histórica, Anais da XXII Reunião*, Rio de Janeiro, 2002, p. 338.

[340] AHI, Rio : 542.6/995.16141, Lettre de Bueno do Prado à Oswaldo Aranha, 29/11/1938.

[341] Voir le décret de création en annexe. Nous reviendrons sur cet organisme dans notre chapitre IX.

[342] AHI, 542,6, 994/16124, Conselho Nacional de Cultura, 1938, Rio de Janeiro, 18/07/1938, Lettre d'Oswaldo Aranha à Getúlio Vargas.

1938[343]. Getúlio Vargas accède à la demande de son ministre par un décret promulgué en octobre de cette même année[344].

Par ailleurs, en 1931, avait été créé le *Departamento Oficial de Publicidade* ; il est remplacé, en 1934, par le *Departamento de Propaganda e Difusão Cultural* qui, non seulement contrôlait l'information transmise par la radio et la presse, mais devait aussi s'occuper de l'image du régime à l'extérieur. En 1938, il devient *Departamento Nacional de Propaganda* et voit ses attributions augmenter. Le *Departamento de Imprensa e Propaganda* (DIP) lui succède en 1939, jouit d'une plus grande autonomie et ne dépend plus du ministère de la Justice ; il dépend directement du Cabinet de la Présidence de la République[345]. Lourival Fontes, homme-clé du DIP, n'a jamais caché s'être inspiré du ministère de la Propagande du Troisième Reich. Le DIP représente une nouvelle menace pour les prérogatives du Service[346]. Organe de censure et acteur majeur de l'élaboration et de la diffusion du discours officiel, il était composé de cinq divisions (propagande, cinéma et théâtre, radio, tourisme et presse[347]. La Division de Divulgation du DIP devait promouvoir la doctrine d'État et les réalisations du gouvernement, ce qui, pour l'international, signifiait l'interdiction de livres ou de publications portant atteinte au pays et à ses institutions ; favoriser

---

[343] AHI, 542,6, 994/16124, Conselho Nacional de Cultura, 1938, Rio de Janeiro, 09/08/1938, Lettre d'Oswaldo Aranha à Getúlio Vargas.

[344] AHI, 542,6, 994/16124, Conselho Nacional de Cultura, 1938, Decreto-lei n°802, 21/10/1938, texte signé par Getúlio Vargas, Gustavo Capanema et Oswaldo Aranha.

[345] En 1931, avait été créé le *Departamento Oficial de Publicidade* ; il est remplacé, en 1934, par le *Departamento de Propaganda e Difusão Cultural* qui, non seulement contrôlait l'information transmise par la radio et la presse, mais devait aussi s'occuper de l'image du régime à l'extérieur. En 1938, il devient *Departamento Nacional de Propaganda* et voit ses attributions augmenter. Le DIP lui succède, jouit d'une plus grande autonomie et ne dépend plus du ministère de la Justice. Lourival Fontes, homme-clé du DIP, n'a jamais caché s'être inspiré du ministère de la Propagande nazie. Voir Virgínia FONTES, « Propaganda y proyecto político en el Estado Novo. El Departamento de Prensa y Propaganda – DIP », *in* Waldo ANSALDI (dir.), *Calidoscopio latinoamericano : imágenes históricas para un debate vigente*, Buenos Aires, Ariel, 2004, p. 167-181 et Silvana Goulart, *Sob a verdade oficial : ideologia propaganda e censura no Estado Novo*, São Paulo, Marco Zero, 1990.

[346] Le Service de Coopération intellectuelle n'est pas le seul à pâtir de la naissance du DIP ; l'Institut National de Cinéma Éducatif, créé en 1936 et présidé par Roquette-Pinto, est ainsi directement concurrencé par la Division de Cinéma et de Théâtre du DIP. Voir Eduardo MORETTIN, « Cine y Estado en Brasil : intervención, censura y producción de imágenes del poder », *Archivos de la Filmoteca* (Valencia), n°46, fév. 2004, p. 143-145.

[347] Daryle Williams note que « en 1941, l'agence exerçait une influence dans quasiment tous les aspects de la production culturelle et du discours politique, notamment par le biais de films (on mentionnera les actualités cinématographiques, *Cine Jornal Brasileiro*, et le nombre important de courts-métrages), de la radio (avec le programme nocturne *Hora do Brasil*), de publications (à travers les autorisations données à la presse et la censure dont elle est l'objet, mais aussi la publication de nombreuses monographies, pamphlets et journaux, parmi lesquels *Cultura Política* et *Estudos e Conferências*) et de la culture civique. » (Daryle WILLIAMS, *Culture Wars in Brazil. The First Vargas Regime 1930-1945*, Durham/London, Duke University Press, 2001, p. 83). Sur les publications du DIP, voir Tânia Regina de LUCA, « A produção do Departamento de Imprensa e Propaganda em acervos norte-americanos : estudo de caso », *Revista Brasileira de História*, vol. XXXI, n°61, 2011, p. 271-296.

une perception positive des événements sociaux, culturels et artistiques au Brésil ; stimuler l'organisation de cours et de conférences, de congrès et d'expositions[348].

La diplomatie culturelle brésilienne apparaît donc dispersée entre plusieurs ministères, confuse quant aux attributions de chacun des organismes qui en avaient la charge, souvent soumise aux inimitiés que la composition très hétéroclite du gouvernement ne manquait pas de créer. Ainsi peut-on évoquer les difficultés de communication entre la DCI, qui dépendait d'Oswaldo Aranha, américaniste notoire, et le DIP, dirigé par Lourival Fontes, qui ne cachait pas ses sympathies pour les régimes fascistes. Si le DIP a bénéficié d'un budget et d'un personnel plus conséquent que la DCI, cette dernière connaît une postérité que n'a pas eue son rival, pur produit de l'*Estado Novo*, qui ne survit pas à sa chute en 1945.

DIP et DCI se rejoignent, néanmoins, sur les buts et les contenus de la diplomatie culturelle brésilienne, politique hybride où il est difficile de distinguer ce qui relève de la coopération intellectuelle et ce qui s'apparente à de la propagande culturelle : entre le modèle autoritaire et la stratégie à la française, le Brésil semble hésiter. De fait, les références étrangères en la matière utilisées par nos acteurs sont aussi bien l'Allemagne, l'IICI, l'Italie ou l'Argentine.

Comment améliorer le Service

Dans un article paru dans le *Jornal do Brasil* en 1939[349], Peregrino Júnior[350] appelle ainsi à suivre l'exemple de « pays plus vieux que nous, et plus puissants et infiniment plus connus dans le monde entier, comme l'Italie, la Russie, l'Allemagne[351] et le Portugal[352] » : on remarque que n'est pas citée la France, pourtant connue pour sa politique culturelle à l'extérieur, mais des pays aux régimes autoritaires.

L'organisation brésilienne chargée de la propagande extérieure est donc à revoir. On ne remet pas en cause l'action de la commission brésilienne de coopération intellectuelle, directement reliée à l'IICI, mais du service de coopération intellectuelle du ministère qui

> « par l'amplitude d'action qu'il requiert, ne s'ajuste peut-être pas, ou sans doute transcende les limites normales d'une section de ministère ; il conviendrait par conséquent d'étudier la possibilité d'une

[348] ANRJ, Gabinete Civil da Presidencia da República, Departamento de Imprensa e Propaganda, lata 510, Juin 1942, Lettre de Lourival Fontes à Getúlio Vargas.

[349] AHI, 542,6, 1045/18392, Cooperação Intelectual, tomo II, 1939-1940, *Jornal do Brasil*, 26/03/1939, « O problema da ccoperação intelectual », par Peregrino Júnior.

[350] Peregrino Júnior (1898-1983) est journaliste, médecin et essayiste. Il a collaboré à plusieurs journaux, mais aussi à des revues littéraires et scientifiques en-dehors du Brésil. C'était un proche de **Ronald de Carvalho**.

[351] Selon les mots de l'auteur, le service chargé de la propagande extérieure en Allemagne constitue « une organisation modèle ».

[352] AHI, 542,6, 1045/18392, Cooperação Intelectual, tomo II, 1939-1940, *Jornal do Brasil*, 26/03/1939, « O problema da cooperação intelectual », par Peregrino Júnior : « [...] *paizes mais velhos do que nós, e mais poderosos e infinitamente mais conhecidos no mundo inteiro, como a Itália, a Russia, a Allemanha e Portugal* ».

organisation plus ample et plus puissante, à l'image de celle qu'ont récemment adoptée, en accord avec l'expérience et la nécessité du moment, d'autres peuples comme l'Italie, l'Allemagne et le Portugal […][353] ».

Dans une certaine mesure, on peut dire que l'article prépare l'avènement du Département d'Information et de Propagande qui va être chargé, entre autres, de la propagande culturelle du Brésil à l'extérieur, empiétant de la sorte sur les prérogatives de l'Itamaraty. Mais comme c'est au nom de l'intérêt national, et en suivant le modèle allemand ou italien. Pourtant le journaliste ne condamne pas le service à disparaître ; plutôt à resserrer son domaine d'activité à la distribution « intelligente » de livres (« […] d'histoire, de science, de littérature, etc… »), de disques, de films, de photographies…pour résumer, « tous les éléments qui révèlent l'intelligence et l'âme du Brésil[354] ». Il invite par ailleurs à profiter des relais de diffusion de la culture brésilienne qui existent déjà, en particulier les Instituts de Haute Culture que nous avons déjà mentionnés. Or, D'après Capanema, il semble que le gouvernement brésilien ne tienne pas assez compte des potentialités offertes par de telles institutions. Chargé de faire un rapport sur ce sujet, l'auxiliaire consulaire de Hambourg dénonce l'absence de collaboration, notamment financière, du Brésil avec les Instituts luso-brésiliens de Hambourg, Berlin et Cologne[355]. En outre, Peregrino Júnior insiste sur la nécessité de s'appuyer sur les personnalités étrangères qui « avec un enthousiasme gratuit et beau, en Amérique et en Europe, se préoccupent, depuis quelques années, des activités intellectuelles du Brésil[356] ». Il dresse ainsi la liste, pays par pays, de ces personnalités[357].

Remet-il en cause la collaboration du Brésil au sein de l'IICI ? Bien au contraire, il en réaffirme l'utilité car, selon lui, c'est l'organisme qui est le plus à même de relayer auprès du plus grand nombre de personnalités et de pays la propagande brésilienne - « L'Institut qui a le plus

---

[353] *Ibid.*

[354] AHI, 542,6, 1045/18392, Cooperação Intelectual, tomo II, 1939-1940, *Jornal do Brasil*, 26/03/1939 : « *todos os elementos que revelem a intelligencia e a alma do Brasil* ».

[355] AHI, 542,6, 464/7042, 02/12/1935, Lettre de A. Borges de Fonseca à Mario de Saint-Brisson, consul général du Brésil à Hambourg.

[356] AHI, 542,6, 1045/18392,, Cooperação Intelectual, tomo II, 1939-1940, *Jornal do Brasil*, 26/03/1939 : « *com um enthusiasmo gratuito e bello, na América e na Europa, vem se preocupando, há alguns annos, com as actividades intellectuaes do Brasil.* »

[357] Il nomme, pour la France, Manoel Gahisto (voir chapitre II, note 299.), Georges Readers, Marcel Brion, Victor Orban (Voir chapitre II, note 303) et Luc Durtain et fait le commentaire suivant : « Comme chacun sait, la littérature brésilienne doit à ces écrivains des services considérables : traductions, critiques et commentaires, publiés avec régularité, dans des livres, des revues et des journaux. » Pour les États-Unis, il s'agit de J.C. Nelson, professeur d'université, critique littéraire, « qui, dans des revues et des journaux, traite constamment des lettres brésiliennes ». (« *que em revistas e jornaes se ocupa constantemente das letras brasileiras* »), ainsi que J. Wilders. Il est également question des Portugais João de Barros, Osório de Oliveira, Carlos Malheiro Dias, Antonio Ferro, Nuno Simões, Irene Vasconcellos, Antonio Amorim ; des Argentins Pedro-Juan Vignale (« qui a fait des recherches personnelles sur notre folklore musical »), Francisco Palomar, Antonio Serrano, Henrique Fabregat, Benjamin Garay ; et de l'Uruguayen Ildefonso Pereda Valdez « qui a également traduit et commenté les oeuvres les plus expressive de la jeune littérature brésilienne » (« *que também tem traduzido e commentado as obras mais expressivas da jovem literatura brasileira* ». (AHI, 542,6, 1045/18392, , Cooperação Intelectual, tomo II, 1939-1940, *Jornal do Brasil*, 26/03/1939).

ample rayonnement est pour l'instant l'IICI […][358] » - et a déjà prouvé à quel point il constituait, à peu de frais pour l'État brésilien, une caisse de résonance de premier ordre :

> « De tous ces instituts [ceux que le Brésil subventionne : l'IICI, celui de l'Union Panaméricaine et l'Institut d'Études Argentino-Brésilien], il convient de dire que celui qui nous a réellement prêté les plus grands services est l'IICI de la Société des Nations. Recevant de l'Itamaraty une subvention qui n'a pas toujours été payée avec ponctualité, l'Institut […] n'a pas ménagé ses efforts pour divulguer, en plusieurs langues, par le biais de ses publications officielles, les sujets qui intéressent le Brésil[359]. »

De la nécessaire adaptation de la propagande brésilienne au public visé

On trouve dans les archives de l'Itamaraty un certain nombre de courriers adressés par des diplomates en poste à l'étranger commentant l'action de la Division, la critiquant souvent, et faisant des propositions pour la rendre plus efficace.

Par exemple, le texte de Mário de Andrade, rédigé comme contribution à un ouvrage scientifique publié par l'Institut, a été distribué très largement aux différentes légations diplomatiques[360], car considéré comme un bon matériel de propagande. Or, de l'avis de nombreux agents diplomatiques chargés d'utiliser ce texte, celui-ci était parfait dans le cadre de ce qui était demandé par l'Institut, « un des plus grands centres intellectuels du monde, et de culture avancée qui plus est[361] », mais beaucoup trop technique par ailleurs. Le consul brésilien à Cararcas fait ainsi remarquer que « divulguer cette contribution dans un centre intellectuel pauvre, sans horizon, comme l'est la ville de Caracas, capitale d'un pays où il y a 90% d'analphabètes, d'une culture intellectuelle des plus attardée, est par conséquent une tâche impossible[362] ». De plus, la diffusion d'un tel texte suppose d'en faire une traduction, comme le note l'agent de Copenhague[363]. C'est pourquoi ce consul dégage les deux axes qui, selon lui, doivent être suivis par la propagande brésilienne : « 1) l'adaptabilité de la contribution brésilienne aux pays auxquels elle est destinée […] ; 2) l'extension du nombre de contributions brésiliennes qui doivent être publiées gratuitement à l'étranger[364] ». Il propose en outre de viser un public bien précis :

---

[358] *Ibid.* : « *O Instituto de maior irradiação no instante é o Internacional de Cooperação Intellectual […]* ».
[359] *Ibid.* L'auteur cite notamment la traduction en français de *Dom Casmurro* de Machado de Assis, et de l'ouvrage *Le diamant au Brésil* de J.M. Felicio dos Santos.
[360] Le texte était joint à la circulaire 1055.
[361] AHI, 542,6, 464/7040, 28/09/1936, Lettre de Jeronymo de Avellar Figueira de Mello à José Carlos de Macedo Soares : « *um dos maiores centros intellectuaes do mundo, e de avançada cultura por tanto* ».
[362] *Ibid.*
[363] AHI, 542,6, 464/7040, 12/09/1936, Lettre de l'agent diplomatique brésilien à Copenhague.
[364] AHI, 542,6, 464/7040, 28/09/1936, Lettre de Jeronymo de Avellar Figueira de Mello à José Carlos de Macedo Soares.

> « Je crois que la classe moyenne du Venezuela est celle qui présente dans ce pays la meilleure préparation technique et le meilleur jugement intellectuel et celle qui, pour cela, et pour avoir voyagé dans les grands centres scientifiques d'Europe et des États-Unis, est la plus susceptible de s'intéresser aux choses du Brésil[365]. »

Enfin, il suggère que la propagande brésilienne se focalise sur des sujets précis en mettant en place des partenariats pertinents[366], plutôt que de se contenter de généralités ne tissant aucun lien solide. Ses suggestions vont dans le sens d'une mise en valeur de ce qui est proprement brésilien, plutôt que de domaines où celui-ci tente d'imiter l'Europe ou les États-Unis. Il s'agit de se placer sur des créneaux très techniques (les exportations, l'enseignement technique, l'administration publique…[367]) plutôt que de rester dans les grandes déclarations de principe sur l'amitié entre les peuples. Ce même discours est tenu par le représentant du Brésil à Mexico : s'il salue « l'esprit patriotique » qui a dicté la circulaire 1055, il

> « aspire à un dynamisme effectif pour notre échange intellectuel, et pas seulement des idées statiques, dépendantes de facteurs étrangers à la bonne volonté des missions diplomatiques et à la compréhension de nos agents[368] ».

Les critiques émises par les légations diplomatiques portent également sur le manque de moyens alloués à l'entreprise de propagande culturelle. :

> « il m'incombe de dire à Votre Excellence que mon expérience à des postes diplomatiques en Europe et en Amérique m'a convaincu du fait que, pour la propagande du Brésil, qu'elle soit matérielle ou spirituelle, il est nécessaire de doter de budgets nos missions à l'étranger[369]. »

L'auteur de ces lignes s'appuie lui aussi sur l'exemple du texte de Mário de Andrade, impubliable en l'état (il fait quatorze pages et est en portugais) dans quelque journal que ce soit, sans être au préalable traduit (ce qui signifie qu'il faut payer un traducteur), et sans que soit versée une contribution financière au journal.

Une fois de plus est dénoncé l'écart entre les ambitions affichées et les moyens mis en œuvre pour les concrétiser. Au-delà du manque de moyens financiers, c'est le manque de continuité, de suivi et de cohérence qui est mis en lumière. L'auxiliaire consulaire de Hambourg se plaint qu'on n'utilise pas suffisamment ce qui existe déjà, notamment les intellectuels brésiliens et leurs travaux, par défaut d' « appui et de continuité dans une campagne qui soit méthodique et

---

[365] *Ibid.*

[366] « Il me revient, Votre Excellence, de noter que la coopération intellectuelle entre le Brésil et le Venezuela, pour qu'elle soit efficace, doit, sauf erreur de ma part, être renforcée non pas par la connaissance des choses brésiliennes en général, c'est-à-dire de manière superficielle, mais plutôt : 1) par un échange intellectuel entre hommes éminents des deux pays ; 2) en suscitant l'intérêt des Vénézuéliens pour le commerce d'exportation de produits brésiliens et pour notre capacité productrice ; 3) en faisant connaître ici notre capacité variée et déjà ancienne en matière d'administration publique ; 4) en faisant ressortir notre avancement en termes d'enseignement technique et professionnel [...]. », (AHI, 542,6, 464/7040, 28/09/1936, …).

[367] Voir note précédente.

[368] AHI, 542,6, 464/7040, 18/04/1936.

[369] AHI, 542,6, 464/7040, 18/03/1936, Lettre du consul de Montevideo à José Carlos de Macedo Soares.

simple[370] ». L'agent diplomatique à Mexico pointe quant à lui les incohérences de l'Itamaraty qui demande beaucoup aux missions diplomatiques en vertu de l'intérêt national, fait de nombreuses suggestions[371], mais ne donne pas à ses agents les moyens d'accomplir leur tâche : lorsqu'il était consul à Montevideo, il a vu ses efforts (organisation de conférences, traductions…) amoindris car ses initiatives n'étaient pas appuyées par l'Itamaraty (les demandes de livres, de disques… n'ont jamais été satisfaites[372]).

Enfin, en 1942, João Guimarães Rosa[373], alors secrétaire d'ambassade à Bogotá, suggère que soit dressée une liste exhaustive des revues littéraires, scientifiques et artistiques éditées au Brésil[374], qui puisse être remise à toute personne s'intéressant aux publications et à la vie intellectuelle brésiliennes. Quand bien même il s'agirait d'une demande sur un thème précis, il serait selon lui plus pertinent de transmettre une telle liste :

> « Il est évident que, non seulement pour des raisons de fierté patriotique, mais aussi du point de vue de l'élémentaire propagande des questions intellectuelles brésiliennes, il conviendrait de répondre au consultant étranger avec un rapport global et solide, à même d'impressionner et de s'imposer rien que par sa valeur quantitative[375]. »

Ces critiques et suggestions sont pour certaines entendues, en particulier celles qui concernent la nécessité de faire traduire les « résumés ». Une demande de budget pour la traduction en espagnol de ces contributions est ainsi adressée, en 1942, au secrétaire général de l'Itamaraty par Themistocles de Graça Aranha, alors chef de la Division[376], et acceptée. Des traductions en anglais sont également réalisées. On note que ni le français ni l'allemand ne font l'objet d'une initiative similaire. L'entreprise de traduction se poursuit jusqu'à la fin de la période que nous étudions : un rapport des activités de la Division culturelle daté de 1946 fait ainsi état de

---

[370] AHI, 542,6, 464/7042, Lettre de A. Borges de Fonseca…
[371] Voir la circulaire 903 de 1934.
[372] AHI, 542,6, 464/7040, 18/04/1936.
[373] João Guimarães Rosa (1908-1967) a une formation de médecin, mais c'est en tant que diplomate et écrivain qu'il est surtout connu. Son premier poste à l'étranger a été celui de consul adjoint à Hambourg, de 1938 à 1942 (il délivre alors un grand nombre de visas à des juifs allemands souhaitant fuir au Brésil). Suite à la rupture des relations diplomatiques entre le Brésil et l'Allemagne, il est nommé secrétaire d'ambassade à Bogotá, poste qu'il occupe jusqu'en 1944.
[374] Cette suggestion vient d'une demande émanant de l'Université de Cauca désirant divulguer auprès de ses étudiants un panorama de la pensée brésilienne. (AHI, 542,6, 2040/36998, Cooperação Intelectual, Brasil (1940-1943), Bogotá, 02/11/1942, Lettre de João Guimarães Rosa au chargé d'affaires du Brésil en Bolivie. Courrier transmis par la suite à la Division de Coopération intellectuelle (AHI, 542,6, 2040/36998, Cooperação Intelectual, Brasil (1940-1943), Bogotá, 03/11/1942).
[375] AHI, 542,6, 2040/36998, Cooperação Intelectual, Brasil (1940-1943), Bogotá, 02/11/1942, Lettre de João Guimarães Rosa...
[376] AHI, 542,6, 2040/36998, Cooperação Intelectual, Brasil (1940-1943), Rio de Janeiro, 26/02/1942, Lettre de Themistocles de Graça Aranha au secrétaire général de l'Itamaraty.

la traduction de plusieurs livres brésiliens, la plupart en anglais et espagnol, le français n'étant mentionné que dans un seul cas[377].

Il y a aussi les propositions laissées sans suite. On peut notamment faire mention de celle d'Argeu Guimarães consistant à publier une revue mensuelle, « dans le genre de celle qui est éditée par l'Institut International de Coopération Intellectuelle de Paris[378] », qui fasse le compte-rendu des activités de la Division, mais aussi de celles la Commission brésilienne de coopération intellectuelle, « insérant également toutes les informations concernant la propagande et de la diffusion de notre culture à l'étranger et les échanges culturels avec les pays amis[379] ».

Malgré les critiques qui lui sont adressées, le manque chronique de moyens et la concurrence d'autres organismes étatiques, le Service de Coopération Intellectuelle a mis en place un certain nombre de pratiques et d'outils qui fondent une véritable diplomatie culturelle. Parmi ces derniers, nous avons choisi de nous intéresser aux échanges universitaires et à la promotion du livre et de la musique.

Instruments de la diplomatie culturelle brésilienne

Les échanges universitaires

Jusqu'en 1937, les échanges universitaires ne font pas l'objet d'une attention particulière au Brésil. Néanmoins, la multiplication des accords – certains acteurs parlent de « pactomanie » – visant à les développer au sein de l'Amérique, et plus particulièrement, entre pays d'Amérique du Sud, change la donne. Ainsi, en 1945, la Division de Coopération Intellectuelle gère des bourses attribuées tant à des étudiants qu'à des professeurs pour venir étudier au Brésil avec au moins 12 pays[380]. L'année précédente, ce sont 90 bourses qui sont prises en charge par la DCI, distribuées de la manière suivante : Bolivie, 10 ; Chili, 12 ; Colombie, 1 ; Équateur, 2, Pérou, 1, République

---

[377] AHI, Divisão Cultural, 135/5/8, Rio de Janeiro, 28/08/1946, Rapport d'Altamir de Moura, chef intérimaire de la Division culturelle, au chef du Département politique et culturel, « Atividade da Divisão Cultural no período do Governo do General Dutra ».

[378] AHI, 542,6, 2040/36998, Cooperação Intelectual, Brasil (1940-1943), Lieu?, 13/02/1942, Lettre d'Argeu Guimarães au chef de la Division de Coopération intellectuelle : « *no gênero da editada pelo Instituto Internacional de Cooperação Intelectual de Paris* ».

[379] *Ibid.* : « *inserindo igualmente todas as informações em tôrno da propaganda e disseminação da nossa cultura no estrangeiro e intercâmbio cultural com os países amigos* ».

[380] Le Canada, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay, le Venezuela, la Bolivie, le Chili, le Pérou, la Colombie, l'Équateur, la République Dominicaine et le Costa Rica. Voir Roberta Maria Ferreira LIMA, *A Política brasileira de expansão cultural no Estado Novo (1937-1945)*, mestrado em história, UERJ, 2006, p. 113-114.

Dominicaine, 2, Costa Rica, 1, Uruguay, 3, Argentine, 2, Paraguay, 56[381]. Nous reviendrons dans notre chapitre VIII sur le déséquilibre en faveur du Paraguay.

La nécessité de développer les échanges universitaires, de plus en plus perçus comme un atout pour la diplomatie culturelle brésilienne, est exprimée de la sorte en 1941 par celui qui est alors à la tête de la Division de Coopération intellectuelle :

> « Afin de faire connaître notre culture à l'étranger - un des moyens les plus efficaces de nous affirmer face aux autres nations -, il devient nécessaire d'organiser avec le plus grand soin l'échange intellectuel entre le Brésil et les autres nations et pour cela, il faut faciliter les visites de professeurs et d'étudiants dans notre pays[382]. »

Il insiste par ailleurs sur l'importance d'accueillir décemment étudiants et professeurs, notamment pour rétribuer les facilités qui sont souvent accordées aux étudiants brésiliens à l'étranger. Il s'agit également de faire en sorte que les hôtes étrangers, en particulier les professeurs, ne restent pas cantonnés aux sphères universitaires mais que leur voyage soit l'occasion de découvrir vraiment le Brésil :

> « En outre, il est de l'intérêt de notre propagande que les intellectuels qui viennent au Brésil connaissent les centres artistiques et industriels du pays, desquels ils pourront ramener une juste impression de notre avancement scientifique, de notre développement matériel et de notre tradition artistique, ce qui corrigerait les idées erronées qu'ils ont en général à notre sujet[383]. »

Enfin, de telles visites permettraient en retour que les étudiants et les professeurs brésiliens, soient eux-mêmes invités dans d'autres pays.

L'intérêt pour les échanges universitaires et pour ce qu'ils peuvent apporter au rayonnement du Brésil est l'objet d'un projet formulé et transmis à la Division de Coopération intellectuelle par la *Casa do Estudante* du Brésil (CEB)[384] en 1941. Le but est d'« offrir aux étudiants des universités brésiliennes l'opportunité d'être représentés à l'étranger d'une manière vraiment expressive[385] », avec un « processus de sélection individuelle adéquat et rigoureux, en effet, il s'agirait de constituer des délégations capables de coopérer largement à la consolidation des relations du Brésil avec les nations de tout le continent[386] ». Les auteurs du projet en appellent, pour convaincre le ministère des Relations extérieures, à l'exemple nord-américain :

---

[381] *Idem*, p. 114.
[382] AHI, AHI, 542,6, 2040/36998, Cooperação Intelectual, Brasil (1940-1943), Rio de Janeiro, 09/05/1941, Memorandum de Themistocles Graça Aranha au secrétaire général de l'Itamaraty.
[383] *Ibid.*
[384] Affiliée depuis janvier 1937 à la Confédération Internationale des Étudiants, dont le siège est à Bruxelles. En 1938, elle est désignée, lors du XXe congrès de la CIE, « secrétaire pour l'Amérique », ce qui signifie qu'il lui incombe de coordonner les activités internationales des pays américains affiliés à cet organisme et à encourager dans les autres le mouvement d'échange et de coopération internationale.
[385] AHI, 542,6, 2040/36998, Coopération Intellectuelle, Brésil (1940-1943), 02/11/1941, Projeto de organisação de delegações culturais universitárias do Brasil aos países americanos.
[386] *Ibid.*

> « L'*International Institute of Education* de New York intitule son rapport annuel d'échange universitaire 'The Unofficial Ambassadors'[387], qui sont les étudiants, dont le rapprochement culturel a tant d'influence dans les relations entre les peuples. La Maison de l'Étudiant du Brésil propose à la division de coopération intellectuelle et aux Instituts Interaméricains de Culture, de véritables ambassades diplomatiques d'étudiants, grâce auxquelles le nom du Brésil sort grandi dans les milieux universitaires du continent et un développement conséquent des aptitudes de notre jeunesse, dans le cadre d'une saine compétition avec les autres centres de culture[388]. »

La CEB suggère que le gouvernement brésilien, par l'intermédiaire de l'Itamaraty, dégage un budget qui permettrait de constituer deux ou trois de ces « ambassades étudiantes ». Car c'est bien de mission culturelle qu'il s'agit, et non plus de « simples » échanges universitaires :

> « La visite n'aura pas le caractère d'étude, mais de mission d'échange culturel proprement dit, le chef de délégation devant être accrédité la CEB ou d'autres institutions culturelles universitaires, et apporter avec lui au moins un travail préparé pour divulguer la culture universitaire brésilienne[389]. »

Pour cela,

> « La délégation devra emporter du matériel de propagande culturelle du Brésil, comme des imprimés, des photographies, des livres, etc., et pourra encore, en accord avec les organisateurs, apporter du matériel de propagande économique et même des petites expositions d'un caractère ou l'autre[390]. »

À son retour, le chef de la délégation aurait pour obligation de faire un rapport à remettre au Ministère des Relations extérieures et à la CEB. En ce qui concerne le choix des étudiants, la CEB se chargerait de faire des propositions à la Division, selon des critères bien précis :

> « Le choix des étudiants devra être fait sur proposition à la Direction de la C. E. B. par le directeur du département d'échange international, qui sélectionnera directement, parmi les éléments les plus remarquables de chaque École, ceux qui, grâce à leur conduite universitaire, à leurs qualités personnelles et à leurs dons culturels semblent les plus à même d'assurer à la représentation brésilienne une conduite sûre et une action inattaquable[391]. »

Nous ne savons pas si ce projet a connu une suite, mais il montre que l'action de l'Itamaraty en termes de promotion du Brésil à l'extérieur rencontre un écho dans le milieu universitaire brésilien.

Si les étudiants et professeurs brésiliens sont perçus comme de potentiels « ambassadeurs culturels », on attend également que ceux qui viennent au Brésil se transforment, une fois de retour dans leur pays, en agents de la propagande du grand voisin lusophone. Lorsque c'est le cas, il s'agit bien évidemment d'un encouragement à poursuivre une telle politique. L'ambassadeur du Brésil à Santiago transmet ainsi un article très laudatif sur le Brésil écrit par l'écrivain chilien Oreste Plath[392] et fait le commentaire suivant :

---

[387] En anglais dans le texte original.
[388] *Ibid.*
[389] *Ibid.*
[390] *Ibid.*
[391] *Ibid.*
[392] Voir notice biographique.

> « Oreste Plath a bénéficié, l'an dernier, d'une des bourses offertes par le gouvernement du Brésil à ce pays [le Chili] et, depuis son retour au Chili, il n'a cessé de manifester, à travers des conférences et des articles publiés dans des journaux, sa bonne opinion de notre pays, ainsi que sa volonté de favoriser un plus grand rapprochement culturel entre le Brésil et le Chili[393]. »

Ces quelques lignes semblent apporter la preuve de l'efficacité et de la pertinence de l'octroi de bourses à des intellectuels étrangers.

L'importance toujours plus grande accordée aux échanges universitaires se lit lorsqu'on observe l'évolution des dépenses de la DCI : si en 1939, le budget alloué aux bourses représente le triple de celui qui est consacré à l'achat et à la distribution de livres, cette proportion s'élève à 15 en 1945[394]. L'explosion des dépenses liées aux bourses devient même un problème, Osório Dutra soulignant qu'en 1944 elles ont absorbé près des trois quarts du budget total de la DCI, mettant en péril ses autres activités[395]. Parmi ces dernières, figure la promotion du livre et de la musique.

Livres et musique

Le livre

La diffusion de livres brésiliens, préconisée par Ribeiro Couto, est en effet vue comme le meilleur vecteur de la propagande du Brésil à l'extérieur. Plusieurs agents diplomatiques en poste à l'étranger, chargés par la circulaire 1055, de participer à l'œuvre de propagande et de se faire l'écho de l'accueil réservée à celle-ci, en montrent régulièrement les retombées positives. Ainsi le consul du Brésil à Lima, A. de Ipanema Moreira prend-il l'exemple de cette

> « initiative à la portée incalculable pour la diffusion et la propagande de notre culture au Pérou, [que] fut l'offre […] d'une collection d'œuvres brésiliennes choisies à la Bibliothèque de Lima, et [qui] est une ressource permanente pour ceux qui étudient ou manifestent de la curiosité pour le Brésil[396] ».

Cette conviction est partagée par l'envoyé du Brésil auprès du Vatican qui suggère d'envoyer les publications les plus significatives, notamment les revues et bulletins édités par les principaux instituts littéraires et scientifiques du Brésil (ABL, IHGB, la Bibliothèque nationale,…) à la Bibliothèque Vaticane : « Ce serait, à mon avis, le moyen le plus efficace pour amorcer un

---

[393] AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, Note à propos d'un article du journal La Opinión (Santiago), 09/10/1944, « El Brasil y los problemas de la cultura », par Oreste Plath.
[394] Roberta Maria Ferreira LIMA, *ouv. cité*, p. 114.
[395] AHI, Divisão Cultural, 135/5/7, Rio de Janeiro, 21/10/1944, Rapport d'Osório Dutra au secrétaire général du ministère des Relations extérieures.
[396] AHI, 542,6, 464/7040, 16/03/1936, Lettre de A. de Ipanema Moreira à José Carlos de Macedo Soares.

échange intellectuel entre le Brésil et le Saint Siège, échange sans nul doute de grande portée compte tenu du caractère universel de la Bibliothèque Vaticane[397]. »

L'envoi de livres occupe donc une place de choix parmi les modes d'action du Service de coopération intellectuelle de l'Itamaraty ; il constitue par ailleurs une des initiatives les plus concrètes dans le sens d'un rapprochement avec les autres États latino-américains. Il est ainsi signalé, dans *La Coopération Intellectuelle* de 1929, que la « Bibliothèque nationale de Rio de Janeiro vient de recevoir une augmentation des crédits destinés à son service des échanges nationaux et internationaux[398] » : la subvention passe de 12 000 à 15 000 dollars. L'article précise qu'en 1928, une vingtaine de bibliothèque des États-Unis et des États sud-américains ont reçu des livres brésiliens ; « ces ouvrages doivent servir à former, dans ces diverses bibliothèques, une section spéciale qui sera accrue chaque année[399] ». L'auteur ajoute qu'une « telle collection permettra aux intellectuels, comme au public en général, de suivre le développement da la culture littéraire et scientifique au Brésil[400] » ; on retrouve là les termes employés par les responsables de l'Itamaraty. L'initiative brésilienne a suscité des réponses, et on apprend que l'Argentine a, en retour, fait parvenir une collection de 168 ouvrages, et le Salvador 32[401]. Cette activité est poursuivie tout au long de notre période : le rapport d'activité du Service de coopération intellectuelle pour l'année 1937[402] comprend la liste de 62 organismes - dont 31 américains - ayant bénéficié d'envois de livres. Un article du *Correio Paulistano*[403] de mai 1939 dresse quant à lui la liste exhaustive de toutes les personnalités et de tous les organismes ayant reçu des livres de la part de la DCI.

L'envoi de livres, en portugais, constitue en outre une dimension de ce que l'on pourrait qualifier de « diplomatie de la langue » : ils permettent en effet d'encourager l'enseignement du portugais ainsi que les études brasilianistes[404].

---

[397] AHI, 542,6, 464/7040, 09/03/1936, Lettre de Luis Guimarães à José Carlos de Macedo Soares.
[398] *La Coopération intellectuelle*, Institut International de Coopération Intellectuelle, Paris, 1929, p. 701.
[399] *Ibid.*
[400] *Ibid.*
[401] *Ibid.*
[402] AHI, 542,6, 653/9813, *Relatório do Serviço de cooperação intellectual*. *Anno 1937*, p. 2 à 4.
[403] AHI, 542,6, 995/16141, 21/05/1939, Article du *Correio Paulistano* : « A divulgação de livros brasileiros no exterior ». Nous le reproduisons en annexe.
[404] C'est notamment le sens d'un courrier envoyé par le Service de Coopération Intellectuelle au consul du Brésil à Londres (AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, 1935-1938, Rio de Janeiro, 29/01/1936), comme d'une autre lettre adressée à Elyseu Montarroyos (AHI, 1043/18350 : Intercâmbio intelectual Brasil-França (1931-1940), Rio de Janeiro, 02/07/1937). Dans le deuxième cas, il s'agit de remettre une collection de livres au professeur Le Gentil, professeur de langue et de civilisation du Portugal et du Brésil à la Sorbonne. L'auteur du courrier a entendu dire que Le Gentil avait créé un certificat d'études brésiliennes ainsi qu'une bibliothèque luso-brésilienne ; dans le cas où cette information s'avèrerait exacte, « il serait fort utile que [Monterroyos] réussisse à savoir de Le Gentil en quoi [le SCI] pourrait lui être utile pour faciliter sa noble tâche ». De nombreux livres sont par ailleurs envoyés à des universités des États-Unis (AHI, 542,6, 682/9998, Intercambio intelectual Brasil-Estados Unidos (1933-1940).

Cette priorité donnée au livre comme instrument de la diplomatie culturelle brésilienne doit être replacée dans le contexte culturel et politique national. Comme le souligne Eliana de Freitas Dutra,

> « Au Brésil, dans les années 1930, on observe des mutations internes à la politique des imprimés et des débats et stratégies concernant l'actualité politique. La presse, les initiatives venues du monde de l'édition vont être en effet à l'origine d'une large transformation du tissu de la communication sociale, caractérisée par l'avènement d'une nouvelle culture de masse[405]. »

Elle s'intéresse en particulier à la *Coleção Brasiliana*, considérée comme le plus important projet éditorial de l'époque destiné à réunir une connaissance systématique sur le Brésil[406] et à l'Institut National du Livre, créé par l'État en 1937[407] afin de définir une politique du livre, tant sur le plan national qu'international. De fait, des subventions étaient accordées pour la diffusion du livre brésilien, en Amérique latine, en Europe et aux États-Unis, les livres de la *Coleção Brasiliana* figurant en bonne place dans cette entreprise de promotion de la production écrite brésilienne. Cette politique brésilienne du livre rend visible, de manière paradigmatique, l'articulation entre un processus de nationalisation de la culture[408] à l'intérieur des frontières et la projection de celle-ci à l'extérieur. Vis-à-vis des autres nations latino-américaines, cet aspect est valorisé dans la mesure où elles sont elles-mêmes en quête de solutions similaires. Nous avons d'ailleurs trouvé, dans les archives de l'Itamaraty, un article du journal guatémaltèque *El Imparcial* faisant l'éloge l''Institut National du Livre, « entité culturelle de haute importance qui remplit une grande fonction nationale[409] ». L'auteur revient sur les missions de l'Institut[410], pour comparer ensuite son action, nationale et internationale, avec celle d'autres pays :

> « Il est superflu de faire l'éloge de cette activité, d'autant qu'ici même nous avons salué ce qui a été fait de semblable par trois pays sud-américains qui se sont préoccupés de divulguer l'œuvre de leurs écrivains et de glorifier leur nom pour le plus grand bénéfice de leur pays : l'Argentine, la Colombie et le Pérou, qui possèdent des collections assez importantes de ce type [...] et dont la distribution à

---

[405] Eliana de Freitas DUTRA, « Le Brésil au-delà des frontières : la 'collection brésilienne' et l'Institut national du livre dans les circuits diplomatiques du livre brésilien », *in* Claude HAUSER, Thomas LOUÉ, Jean-Yves MOLLIER et François VALLOTON (dir.), *La diplomatie par le livre. Réseaux et circulation internationale de l'imprimé de 1880 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 393.

[406] Sur cette collection, voir chapitre V, p. 468.

[407] L'instigateur de la création de cet Institut est Gustavo Capanema, ministre de l'Éducation et de la Santé publique de 1934 à 1945. Nous reviendrons sur son rôle dans la vie culturelle brésilienne dans notre chapitre IX.

[408] Voir Eliana de Freitas DUTRA, « A nação nos livros : a biblioteca ideal na coleção *Brasiliana* », *in* Eliana de Freitas DUTRA, Jean-Yves MOLLIER (org.), *Política, Nação e edição. O lugar dos impressos na construcção da vida política. Brasil, Europa e Américas, séculos XVIII-XX*, São Paulo, Annablume, 2006, p. 299-314.

[409] AHI, 542,6, 2040/36998, Cooperação Intelectual, Brasil (1940-1943), 15/10/1943, article du journal *El Imparcial* (Guatemala), « Instituto del Libro en el Brasil. Cultura de América » : « *entidad cultural de alta importancia que cumple una gran función nacional* ».

[410] « Sa première préoccupation a été de doter le pays de bibliographies, qui faisaient défaut, sur la production brésilienne en général dans un premier temps, et, ensuite, sur les plus grands intellectuels qui ont fait la gloire de la nation. ». Plus loin : « Très intéressant le projet de l'institut national du Livre d'éditer une collection de plus de cent volumes, d'œuvres des auteurs nationaux, collection de nature populaire dont les exemplaires seront vendus le moins chers possible pour qu'ils soient à portée de tous [...]. » (*Ibid.*).

> l'intérieur du pays et à l'étranger est d'un profit, à tous égards, extrême, que les exemplaires soient vendus à un prix modique, ou offerts à des écrivains, des écoles, des institutions culturelles[411]. »

Le Brésil devient de la sorte un modèle à suivre :

> « Pour conduire des entreprises de ce genre, rien de tel que l'organisation d'instituts semblables à celui du Brésil, et à qui soient confiées des tâches et missions auparavant réparties dans des organismes différents, aux attributions peu coordonnées et harmonisées, et qui, submergés par le nombre et l'ampleur des charges, se voient contraints de ne pouvoir répondre comme il convient à des missions aussi importantes que la diffusion de la culture et des valeurs de la patrie[412]. »

« Diffusion de la culture » va donc de pair avec la promotion des « valeurs de la patrie » et le livre, objet culturel par excellence, est à cet égard un vecteur de choix. Dans le cadre des premiers pas de la diplomatie culturelle brésilienne, il n'est donc pas étonnant qu'il ait été privilégié, parfois au détriment d'autres formes d'expression intellectuelle et culturelle.

La Musique

> « Rien de mieux, pour montrer la sensibilité, la poésie et l'éducation de notre peuple, que de faire une propagande qui prenne en compte la musique nationale, dans sa forme scientifique, populaire et régionale[413]. »

Malgré la conviction exprimée par l'auteur de cette phrase, ce n'est qu'à partir de 1945 que la musique est considérée comme un des meilleurs atouts de la diplomatie culturelle brésilienne et que la DCI met réellement en œuvre des mesures destinées à assurer la « propagande de la musique brésilienne à l'extérieur ». Pourtant, ainsi que le démontre Anaïs Fléchet, les « diplomates musiciens » existent dès l'époque de l'Empire[414] et l'idée que la musique peut servir les intérêts du Brésil à l'étranger est exprimée de la sorte par l'écrivain Lima Barreto en 1921 :

> « L'Argentine mène une propagande très importante, diffusant son tango, qui a provoqué débats et excommunications en Europe. Et nous ? Nous restons à la traîne. Certains, comme le vénérable Duque [...] ont tenter d'opposer au 'tango argentin', notre maxixe [...]. Le gouvernement, cependant, ne nous a pas aidés et nous avons perdu une occasion magnifique d'être mieux connus en Europe et de développer nos échanges commerciaux avec cette dernière[415]. »

---

[411] *Ibid.*
[412] *Ibid.*
[413] AHI, 542,6, 464/7042, Serviço de Cooperação intelectual (1934-1937), Rio de Janeiro, 20/09/1934, Lettre de ? à José Carlos de Macedo Soares.
[414] Anaïs FLÉCHET, « As partituras da identidade. O Itamaraty e a música brasileira no século XX », *in* Hugo Rogélio SUPPO, Mônica Leite LESSA (dir.), *A quarta dimensão das relações internacionais : as relações culturais*, Rio de Janeiro, ContraCapa, 2013, p. 144-146.
[415] Lima Barreto, « Importância da Dança no Intercâmbio Comercial », article du journal ABC, Rio de Janeiro, 08/01/1921, cité par Anaïs FLÉCHET, *art. cité*, p. 155-156.

Outre la comparaison intéressante avec l'Argentine, ces lignes révèlent que l'Itamaraty ne s'engage pas véritablement dans la promotion de la musique brésilienne qui est, jusque dans les années 1930, le fait de l'engagement personnel de certains diplomates. L'arrivée au pouvoir de Getúlio Vargas et l'instauration de nouvelles politiques culturelles valorisant, entres autres expressions artistiques, la musique[416] dans une perspective d'affirmation de l'identité nationale, pourraient laisser supposer une rupture par rapport à cet état de fait. Il faut néanmoins attendre 1937 pour que les premières initiatives relatives à la musique aient lieu. Dans un rapport daté de janvier de cette année[417], il est question des demandes croissantes, émanant des missions diplomatiques brésiliennes à l'étranger, d'envois par l'Itamaraty de disques. Elles sont en effet de plus en plus sollicitées par différentes société de radiodiffusion souhaitant disposer de musique brésilienne. Il s'agit là d'une « opportunité magnifique de faire connaître [les] principaux compositeurs [brésiliens][418] ». Pour l'auteur de ce rapport, il conviendrait donc d'allouer une partie du budget du ministère soit allouée à l'acquisition de disques. Pour appuyer son propos, il mentionne l'initiative du consul brésilien à Anvers qui a fait en sorte que « la plus importante » radio de Bruxelles consacre une heure de sa programmation à de la musique brésilienne. L'expérience ayant été un franc succès, il serait pertinent de pouvoir la répéter dans d'autres villes. Afin de mener à bien ce projet, l'Itamaraty pourrait solliciter la collaboration de l'Institut National de Musique afin que celui-ci mette son expertise au service du choix des disques qui seraient acquis. Un mois plus tard, ce qui est encore le Service de Coopération Intellectuelle entre en contact avec l'Institut National de Musique[419] afin de procéder à la réalisation de « disques de musique nationale qui seraient distribués au titre de la propagande à l'étranger[420] ». Malgré cette première expérience, la musique ne figure alors toujours pas parmi les priorités de l'Itamaraty, qui finance tout de même la publication en français d'un essai sur la musique brésilienne écrit par Mário de Andrade[421] et l'organisation de conférences au siège de l'IICI[422]

Un des documents les plus intéressants concernant la mise en place de mesures destinées à promouvoir la musique brésilienne à l'étranger est un rapport adressé en octobre 1945 au chef

---

[416] Anaïs Fléchet mentionne l'action d'Heiror Villa-Lobos à la Superintendance d'éducation musicale et artistique, l'intervention des pouvoirs publics dans l'organisation du carnaval de Rio de Janeiro, le programme radiophonique *A Hora do Brasil*, ou encore la création, en 1939, d'un jour officiel consacré à la musique populaire brésilienne. (Anaïs FLÉCHET, *art. cité*, p. 148).

[417] AHI, Divisão Cultural, 135/5/5, Rio de Janeiro, 08/01/1937, Rapport de (?) à Mauricio Nabuco.

[418] « *oportunidade magnifica de tornar conhecidos os nossos principaes compositores musicaes* ».

[419] Cet Institut devient, en 1937, École Nationale de Musique.

[420] Lettre du 04/02/1937, citée par Anaïs FLÉCHET, *art. cité*, p. 149) : « *discos de músicas nacionais para serem distribuídos a título de propaganda no estrangeiro* ».

[421] Cet essai est inséré dans une publication de l'IICI : *Folklore musical. Répertoire international des collections et centres de documentation avec notices sur l'état actuel des recherches dans les différents pays et références bibliographiques. Musique et chansons populaires*, Paris, IICI, 1939.

[422] Cf Anaïs FLÉCHET, *art. cité*, p. 149.

de la DCI par le musicien et diplomate Vinicius de Moraes[423]. Ce dernier y démontre la nécessité de

> « mettre en œuvre, de manière plus ample, la divulgation de la musique brésilienne à l'extérieur, musique dont le prestige s'accroît de jour en jour, et qui constitue [...] un excellent vecteur de la propagande de la culture brésilienne, dans un de ses aspects les plus authentiques et les plus susceptibles d'être accueillis par les autres peuples[424] ».

Pour appuyer son propos, il met en avant des « expériences personnelles » qui lui ont montré que les étrangers venant au Brésil s'intéressaient vivement à la musique « typique ». Selon lui, la musique figure parmi les aspects les plus « illustratifs » du « tempérament » et de la « sensibilité » du peuple brésilien,

> « non seulement dans sa forme spécifiquement populaire, mais aussi dans les transpositions de ce que l'on appelle la 'musique sérieus', dans la forme que lui ont donnée certains compositeurs nationaux de renom international comme les Maîtres Villa-Lobos[425], Camargo Guarnieri[426], Francisco Mignone[427] ou Jayme Ovalle[428] ».

Fort de ce constat, Vinicius de Moraes plaide pour que la DCI se saisisse de ce qu'il considère comme une véritable aubaine pour la diplomatie culturelle brésilienne, mais aussi pour la légitimité de ce service :

> « [...] Aucun organisme ne pourrait mieux se charger d'une tâche aussi utile que la Division de Coopération Intellectuelle, dans la mesure où il est le seul, aujourd'hui, à prendre soin de manière pratique de la diffusion de la culture brésilienne à l'extérieur. L'accomplissement d'un tel travail, me semble-t-il, lui apporterait en outre une nouvelle source de prestige aux yeux d'organismes semblables, dans la mesure où la distribution des enregistrements aux Missions diplomatiques et aux Consulats brésiliens, ainsi qu'aux principales entités culturelles mondiales, se ferait selon ses orientations et sous son égide[429]. »

---

[423] Vinicius de Moraes (1913-1980), considéré comme l'un des pères de la Bossa Nova, rejoint le corps diplomatique brésilien en 1943.

[424] AHI, 135/5/7, Divisão Cultural, Rio de Janeiro, 12/10/1945, Rapport de Vinicius de Moraes au chef de la Division de Coopération intellectuelle.

[425] Heitor Villa-Lobos (1887-1959), prolixe compositeur d'une « musique nouvelle », vit à Paris de 1923 à 1930. À cette date, il retourne à Rio de Janeiro, où il développe une grande activité pour l'éducation musicale. Il effectue, en 1944, un voyage aux États-Unis pour diriger ses œuvres, obtenant un important succès critique, voire même un certain succès populaire.

[426] Camargo Guarnieri (1907-1993), compositeur, rencontré en 1928 Mário de Andrade, auquel il présente ses plus récentes compositions Canção Sertaneja et Dança Brasileira : c'est le début d'une amitié et d'une collaboration fructueuses. Lorsque la préfecture de São Paulo crée le Département de Culture, dont le premier directeur est Mário de Andrade, Guarnieri de vient le régent de la chorale *paulistana*, puis de l'Orchestre symphonique de São Paulo. Il a été par ailleurs un des acteurs des relations culturelles entre le Brésil et les États-Unis dans le cadre de la politique de bon voisinage, se liant notamment d'amitié avec Charles Seeger, directeur de la Division de Musique de l'Union Panaméricaine. Il effectue un voyage de six mois aux États-Unis, d'octobre 1942 à mars 1943.

[427] Francisco Mignone (1897-1986), compositeur, pianiste, chef d'orchestre et pédagogue, a étudié à São Paulo et à Milan. Ses activités de chef d'orchestre le conduisent, entre autres, à diriger l'Orchestre philharmonique de Berlin à la fin des années 1930. À partir de 1932, il enseigne à l'Institut National de Musique. En tant que compositeur, il crée des œuvres marquées par un certain « nationalisme ».

[428] Jayme Ovalle (1894-1955) est à la fois compositeur et poète, grand connaisseur de la musique populaire brésilienne.

[429] *Ibid.*

Il suggère deux types de procédure : l'envoi de disques, ce qui reviendrait moins cher, et l'établissement, par la Division, de compilations. Il penche en faveur de la deuxième solution car par « le fait de présenter à l'extérieur, de manière plus appropriée, une véritable concrétion de nos quatre siècles de formation musicale[430] » et permet de présenter « discrètement et admirablement[431] » les deux visages de la musique brésilienne, l'érudit et le populaire. Il propose par ailleurs que chaque album ainsi constitué soit accompagné d'une petite étude sur les origines, l'évolution et les caractéristiques des morceaux sélectionnés, travail qui serait confié à un critique musical ou à un musicologue de renom. Il suggère enfin de créer une commission, au sein de l'Itamaraty, qui serait chargée de procéder au choix des titres devant figurer dans ces compilations. Elle serait composée de critiques, de musicologues, de compositeurs, qui aient une expertise à la fois dans le domaine de la musique « érudite » et dans celui de la musique « populaire ».

L'argumentaire de Vinicius de Moraes semble avoir porté ses fruits puisque, en décembre 1945, le ministre des Relations extérieures, Pedro Leão Velloso, annonce une série de mesures qui va constituer, selon les mots d'Anaïs Fléchet la « pierre angulaire pour l'élaboration de la diplomatie musicale brésilienne dans la seconde moitié du XXe siècle[432] ».

Qu'il s'agisse des échanges universitaires, des livres ou de la musique, il est toujours questions de circulations : des hommes, des objets ou des idées. Or l'efficacité d'une diplomatie culturelle repose sur la manière dont se font ces circulations, sur la pertinence des réseaux utilisés. De cela les acteurs de la diplomatie culturelle brésilienne sont tout à fait conscients, ainsi que le révèlent les correspondances que nous avons pu analyser aux archives de l'Itamaraty. L'Institut International de Coopération Intellectuelle, situé dans une capitale intellectuelle de premier plan, fonctionnant sur le principe de la mise en réseau des intellectuels du monde entier, constitue dès lors une formidable caisse de résonnance.

Faire jouer les réseaux : l'IICI comme pierre angulaire

Dès 1927, dans une lettre[433] adressée au ministre des Relations extérieures, Montarroyos dit sa certitude que la coopération intellectuelle peut servir les ambitions brésiliennes, tant diplomatiques qu'économiques. Le texte du délégué brésilien révèle en effet que la diplomatie brésilienne comprend très tôt l'importance de la dimension culturelle dans les relations

---

[430] *Ibid.*
[431] « *discreta e graciosamente* ».
[432] Anaïs FLÉCHET, *art. cité*, p. 143 : « *a pedra angular para a elaboração da diplomacia musical brasileira na segunda metade do século XX* ».
[433] AHI, 276/2/4, 05/09/1927, Lettre de Montarroyos à Otavio Mangabeira.

internationales, celle-ci permettant de défendre les intérêts nationaux de manière plus subtile, car indirecte.

Selon lui l'IICI constitue dans cette perspective un des meilleurs relais de la propagande brésilienne en direction de l'extérieur. Il le démontre dans cette longue lettre (six pages) où il tente de convaincre son ministre de répondre favorablement à la demande de subventions formulée par Julien Luchaire. La subvention brésilienne s'élèverait à 15 000 francs-or[434].

> « Tel est le concours financier par l'intermédiaire duquel, si modeste soit-il, le Brésil pourra, grâce à l'Institut, posséder, en plein cœur de Paris, un service de propagande nationale que, dans d'autres conditions, il n'aurait pas les moyens de maintenir avec une efficacité égale [...]. Fournies en effet sous l'égide de cette institution, dont le caractère international constitue, aux yeux du public, une garantie d'impartialité, les informations sur le Brésil seront à l'abri de la méfiance avec laquelle sont fréquemment reçues celles qui portent à peine une marque de propagande nationale [...].
>
> Autre considération en faveur dudit projet est celle que, judicieusement menée, la propagande intellectuelle d'un pays lui ouvre de nouveaux chemins pour sa propagande économique. Elles sont nombreuses en effet les industries directement liées à l'activité intellectuelle d'un peuple ; et l'on peut dire que, de manière générale, aux informations sur ses recours et tendances d'ordre intellectuel et moral il n'est pas difficile d'associer les démonstrations de ses recours et de ses possibilités d'ordre matériel [...][435]. »

Montarroyos plaide également en faveur d'une dotation de 20 000 francs-or pour le Centre d'Informations dont chaque pays pourrait disposer dans la Galerie des Nations que Julien Luchaire prévoit de constituer dans la Galerie d'Orléans du Palais Royal[436] ; selon lui, un tel Centre serait un excellent vecteur de la propagande économique brésilienne :

> « Les différents attraits dont elle sera dotée feront de cette galerie un point habituel de réunion, un centre intellectuel très fréquenté, à la fois mondain et populaire, où ne manqueront pas les opportunités que nous pourrions saisir pour la présentation de produits brésiliens, par les moyens les plus adéquats, artistiques et persuasifs, notamment celui des dégustations, système de propagande qui est, comme chacun le sait, particulièrement agréable au public et à l'aide duquel nos produits, devenus connus, trouveraient facilement en Europe des marchés rémunérateurs[437]. »

Nous avons cité longuement les propos de Montarroyos tant ils sont révélateurs de la conscience aiguë que l'on a, du côté brésilien, des avantages que présente la diplomatie culturelle. Un tel

---

[434] La détermination du montant de la subvention se fait, pour chaque pays, en fonction des coefficients utilisés pour calculer la cotisation des Etats membres de la SDN.

[435] AHI, 276/2/4, 05/09/1927, Lettre de Montarroyos à Otavio Mangabeira.

[436] Ce projet, qui voit le jour dès 1925, est un moyen pour Luchaire de susciter l'intérêt des États. Cette Galerie des Nations serait constituée d'une « série de centres d'études et d'information consacrés à la vie intellectuelle de chaque pays séparément, les ressources nécessaires au fonctionnement de chacun de ces centres devant être assurées par les pays eux-mêmes qui se trouveraient ainsi contribuer à la marche générale de notre Institut, tout en se procurant le bénéfice de posséder à Paris un centre de représentation et de rayonnement de leur activité. » (Julien Luchaire, cité par Jean-Jacques RENOLIET, *ouv. cité*, p. 266) Cette citation du directeur de l'Institut montre à quel point on est dans un système d'intérêts bien compris : Julien Luchaire, architecte du projet de l'IICI qu'il a conçu comme un vecteur de l'influence française, n'est pas aveugle sur les intentions des pays qui y adhèrent. On est dans une perspective du « donnant-donnant ».

[437] AHI, 276/2/4, 05/09/1927, Lettre de Montarroyos à Otavio Mangabeira.

texte, reproduit également par Mônica Leite Lessa dans son article « A política cultural brasileira e a Sociedade das Nações[438] », est la meilleure preuve que la dimension culturelle des relations internationales a très tôt été comprise par les puissances secondaires, battant en brèche l'idée selon laquelle elle aurait été longtemps l'apanage de pays comme la France. Il montre aussi à quel point la préoccupation économique constitue un des principaux moteurs de la politique extérieure brésilienne, cette « politique extérieure pour le développement » telle que l'a définie Amado Cervo.

Si l'Institut constitue aux yeux de Montarroyos une chambre d'écho très précieuse à la propagande brésilienne, celle-ci doit aussi se faire par le biais de la presse. Ainsi sa présence au Congrès de la Fédération Internationale des Journalistes de Londres était, selon ses mots, une occasion « d'acquérir de nombreux avocats de la cause brésilienne à l'extérieur[439] ». Il ajoute :

> « Je leur ai donné, avec profit, des éclaircissements sur notre situation nationale, sur laquelle on n'a jamais dit et jamais écrit autant de stupidité en Europe qu'au cours de ces deux derniers mois. Or Votre Excellence sait le mal que font des appréciations de cet ordre aux intérêts vitaux du Brésil [il prend l'exemple de la France où de nombreuses personnes sont détentrices de titres brésiliens]. L'IICI est un excellent vecteur de propagande dont nous pourrions, avec de l'habileté, nous servir au bénéfice du Brésil, non seulement directement, mais aussi comme base d'une action en direction de la presse européenne[440]. »

Cette expression de « prestige moral » se retrouve souvent sous la plume du délégué brésilien ; ainsi lorsqu'il incite vivement le ministre José Carlos de Macedo Soares à collaborer à la collection « Correspondance » de l'Institut :

> « […] en lui prêtant votre collaboration, Votre Excellence fournirait à un vaste public international un précieux témoignage de la culture brésilienne : service inestimable pour le prestige moral de notre pays parmi les nations les plus civilisées […][441] ».

En peu de lignes, Montarroyos souligne les enjeux de la diplomatie culturelle en général – donner une image positive de soi à l'extérieur –, et brésilienne en particulier : il s'agit pour le Brésil d'entrer dans le cercle très fermé des « nations les plus civilisées », autrement dit d'être pris au sérieux par une Europe dont on commence seulement à remettre en cause le monopole de la culture qu'elle s'était arrogé. Nous voilà face au vieux complexe du Nouveau Monde qui doit prouver, face à l'Ancien, qu'il n'est plus « dans l'enfance de la civilisation ».

---

[438] Mônica Leite LESSA, « A política cultural brasileira e a sociedade das Nações », *Sociedade Brasileira de Pesquisa Histórica, Anais da XXII Reunião*, Rio de Janeiro, 2002.
[439] AHI, 78/3/13, 05/11/1932, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco : « *adquirir numerosos advogados da causa brasileira no exterior* ».
[440] *Ibid.*
[441] AHI, 78/3/13, 03/10/1934.

D'où les efforts constants de Montarroyos pour que le Brésil fasse figure de « premier de la classe », qu'il soit le plus présent possible au sein de l'OCI : il presse ainsi son gouvernement de nommer rapidement un représentant à la récente Commission Internationale des Monuments Historiques, « avant que tout autre nation non européenne ne désigne le sien[442] », comme pour prouver la bonne volonté du Brésil, pour effacer l'image d'un pays quasiment « sans histoire » en comparaison avec les nations européennes.

Ce qui compte, c'est que toute action brésilienne dans le cadre de la coopération intellectuelle soit connue. Innombrables sont les demandes de Montarroyos à Bonnet, ou aux autres fonctionnaires de l'Institut, pour que paraisse dans les publications de l'Institut toute information que lui transmet le délégué brésilien. Montarroyos fait ainsi parvenir à Daniel Secrétan un article du *Jornal do Commercio*, en date du 20 juillet 1937, qui fait un compte-rendu de la Deuxième Conférence générale des commissions nationales. Après avoir expliqué que cet article avait été fourni au journal par le Service de Coopération intellectuelle du ministère, il ajoute : « Il serait agréable à ce service et surtout fort utile, tant pour son action que pour celle de la CBCI, que le Bulletin de l'Institut signalât cette manifestation de leur activité[443] ».

Autant que l'activité réelle du Brésil au sein de l'IICI, c'est la politique de communication de celui-ci qui est importante car elle tend à une visibilité toujours plus grande de ce pays, sans que pour autant sa contribution financière soit déterminante. L'habileté brésilienne réside dans la bonne utilisation qui a été faite des publications de l'IICI, dont les acteurs de la propagande brésilienne ont vu très vite le parti qu'ils pouvaient tirer. Les publications de l'Institut sont en effet vues comme des « vecteurs incomparables de propagande, par leur circulation mondiale ; et le Brésil peut en profiter, judicieusement, sans charge matérielle de publicité mais avec un incalculable profit pour son prestige moral […][444] ». On peut prendre plusieurs exemples de cette politique de communication : il y a, comme signalé plus haut, les demandes pour que soient publiées des informations rendant compte de l'activité brésilienne en matière de coopération intellectuelle. On trouve aussi, sous prétexte de signaler une nouvelle collaboration entre une institution brésilienne et l'IICI, une description élogieuse de cette institution, occasion de montrer

[442] AHI, 78/3/13, 22/03/1934, Lettre de Montarroyos à Cavalcanti de Lacerda.
[443] AHI, A III 56, 13/09/1937.
[444] AHI, 78/3/13, 22/01/1934, Lettre de Montarroyos à Cavalcanti de Lacerda.

aux milieux intellectuels internationaux la richesse de la vie culturelle brésilienne[445]. On peut aussi citer cette information tirée de *L'année 1933 de la Coopération Intellectuelle* :

> « un nombre de plus en plus grand de commissions nationales se sont attachées à tenir régulièrement l'OCI au courant de leur action. Elles utilisent pour cela la rubrique qui leur est ouverte dans le bulletin *La Coopération Intellectuelle*. Celles qui ont fait le plus large usage de cette faculté sont celles d'Allemagne, d'Amérique, du Brésil, de Dantzig, de France, d'Italie, du Japon, de Norvège, du Mexique et de Pologne[446]. »

Ildefonso Falcão partage les convictions de Montarroyos au sujet de la coopération intellectuelle, et de son principal relais, l'Institut de Paris. Pour faire connaître le Brésil à l'étranger le Service de Coopération Intellectuelle de l'Itamaraty est un outil indispensable, surtout s'il travaille en collaboration avec l'IICI : « L'organisation qui nous permettrait de réussir ce quasi miracle est le Service que l'on tente de créer à l'Itamaraty, et qui, articulé avec l'IICI, à Paris, cherche à établir des contacts culturels avec les expressions du monde moderne[447] ». Il ne dit pas autre chose quand il écrit en 1936 au ministre des Relations extérieures :

> « Je suis de plus en plus convaincu, M. le Ministre, de la nécessité d'un Service de cet ordre. Le Brésil qui se construit en ce moment a besoin d'être révélé à l'ignorance étrangère, qui est grande et opiniâtre. Et la voie intellectuelle constitue l'accomplissement d'un échange culturel, complexe, c'est-à-dire prenant en compte toutes les expressions de notre activité, des arts jusqu'aux sciences […][448]. »

Pour cela il lui faut constituer des réseaux afin de pénétrer les milieux intellectuels étrangers à même de diffuser à leur tour une autre image du Brésil dans leurs pays respectifs. L'IICI apparaît donc comme une caisse de résonance de premier plan, un relais des plus efficaces, notamment

---

[445] Voici, par exemple, ce que l'on trouve publié dans *La Coopération intellectuelle* de 1929 au sujet de « L'Institut Historique et Géographique du Brésil et la coopération intellectuelle » *:* « L'IHGB de Rio de Janeiro est une des institutions brésiliennes les plus intéressées à l'œuvre de coopération intellectuelle internationale. Les contributions apportées par cet institut aux divers congrès internationaux d'histoire, de géographie, d'ethnographie, d'archéologie, et aux expositions scientifiques qui ont eu lieu en Europe et en Amérique depuis le Congrès d'Anvers, en 1866, et en particulier aux Congrès des sciences historiques tenus à Berlin, à Séville, à Montevideo, à Cambridge et Oslo, témoignent de son activité dans le domaine des échanges intellectuels internationaux. En même temps que l'œuvre de propagande qu'il poursuit au Brésil pour le développement d'une culture internationale, l'Institut de Rio de Janeiro se préoccupe de seconder l'effort entrepris à Paris par l'IICI en communiquant à celui-ci la nombreuse documentation sur l'histoire sud-américaine qui a été rassemblée à Rio de Janeiro par lui. […] Il est intéressant de noter que la Bibliothèque de l'Institut historique est la plus importante de celles qui ont rassemblé des documents sur l'évolution du Brésil et ses relations avec les républiques américaines et celles du vieux continent. On y trouve environ 80 000 volumes, 50 000 manuscrits, cartes et pièces topographiques, rigoureusement catalogués. Quant au musée de l'Institut, il possède des antiquités précieuses, comme l'exemplaire des *Lusiades* qui a appartenu à Camoens lui-même ; des curiosités historiques […]. La revue publiée par l'IHG de Rio de Janeiro est des plus utiles pour la connaissance de l'histoire primitive du Brésil […]. Il est à remarquer que cette revue paraît sans interruption depuis 1839 […]. L'IHG de Rio de Janeiro a été fondé le 21 octobre 1838 ; c'est donc la plus ancienne des institutions scientifiques du Brésil. La liste de ses membres, de 1838 à aujourd'hui, figurent les noms des plus illustres personnalités de l'histoire du Brésil […]. », (*La Coopération Intellectuelle*, 1929, p. 362-363). Universalisme, ancienneté, richesse et organisation des fonds… L'IHGB peut tout à fait soutenir la comparaison avec ses homologues européens.

[446] *L'année 1933 de la coopération intellectuelle*, p. 162.

[447] AHI, 542,6, 995/16141, 29/09/1936, Article du *Diario de noticias*, « O que ainda não é más precisa ser o Serviço de cooperação intellectual do Itamaraty ».

[448] AHI, 542,6, 995/16141, 04/07/1936, Lettre d'Ildefonso Falcão à José Carlos de Macedo Soares.

grâce à ses publications, diffusées auprès de tous les pays membres (« À travers les publications nombreuses de cet Institut […] nous pourrons être en relation avec le monde cultivé[449]. »). En développant le Service de coopération intellectuelle de l'Itamaraty, en lui donnant les moyens et le statut définitif que réclame Ildefonso Falcão, le Brésil se doterait d'un outil efficace pour lutter contre l'ignorance et les préjugés dont il est l'objet à l'extérieur.

> « La fin prochaine de la guerre va ouvrir au Brésil de nouvelles possibilités d'expansion culturelle. Il est urgent que la DCI se dote des moyens nécessaires pour ne pas perdre les opportunités qui ne manqueront pas de surgir. Il ne sera pas nécessaire de démontrer l'importance qu'a la coopération intellectuelle dans la politique internationale d'un peuple[450]. »

Anticipant la fin de l'IICI et l'avènement de l'UNESCO, conscient qu'avec la fin de la Seconde Guerre mondiale s'ouvre une nouvelle ère dans les relations internationales, Osório Dutra montre que l'on est conscient, au Brésil, qu'une diplomatie culturelle ne peut être efficace qu'en ajustant son action selon la configuration de la scène mondiale. Il semble qu'il ne soit pas le seul puisque, dès 1945, la Division de Coopération Intellectuelle (DCI) est remaniée à la faveur de la réforme structurelle menée par les ministres Pedro Leão Veloso et José Linhares : le décret-loi nº 8.324 institue un Département Politique Economique et Culturel (DPEC) au sein du Secrétariat d'État, composé de quatre divisions dont la DCI, qui devient Division Culturelle d'Itamaraty en avril 1946, suite à l'adoption du décret-loi nº 9.121. En dépit d'une continuité apparente, liée au maintien du sigle DCI, le passage de la « coopération intellectuelle » à « l'action culturelle » signifie une amplification des attributions de la division, dont les compétences comprennent désormais, outre les accords de coopération technique et scientifique, la diffusion de la langue, des arts, des lettres et de la musique brésilienne dans le monde.

---

[449] AHI, 542,6, 995/16141, 02/02/1936, Article du *Diario de Noticias*, interview d'Ildefonso Falcão : « *Através as publicações numerosas daquelle Instituto […] poderemos nos relacionar com o mundo culto.* »

[450] AHI, Divisão de cooperação Intelectual, 135/5/7, Rio de Janeiro, 22/02/1945, « Relatório sobre as atividades da Divisão de Cooperação Intelectual no ano 1944 », par Osório Dutra, chef de la Division.

Le Chili

Le ministère chilien de Relations extérieures n'est créé qu'en 1871[451]. Auparavant a existé, brièvement (1812-1814), un Secrétariat des Relations extérieures. Une fois définitivement acquise l'indépendance du Chili, en 1818, il y a bien un chargé de relations extérieures, mais sous la dépendance du ministère de l'Intérieur. Il faut ensuite attendre 1883 pour que soit véritablement organisé le service diplomatique[452]. En 1898, le ministère comptait 20 fonctionnaires et il y avait moins de 20 missions diplomatiques chiliennes à l'étranger et il n'existait pas de diplomates de carrière. La majorité des représentants chiliens avait un lien avec la production de salpêtre et, selon les termes de Luis Melo Lecaros, pour beaucoup « la diplomatie n'était qu'une activité touristique payée par l'État[453] ». On commençait cependant à mettre en place un règlement concernant l'entrée dans la carrière.

Sous la présidence de Pedro Montt (1906-1910), Agustín Edwards, à la tête du ministère en 1909[454], effectue la première réorganisation technique de ce dernier en répartissant ses fonctions en trois sections : le Sous-secrétariat, la Direction politique et celle des Archives et de la Bibliothèque. Il est en outre décidé que les fonctionnaires du ministère devaient, au cours de leur carrière, occuper des postes aussi bien à Santiago qu'à l'étranger. Trois ans plus tard sont publiées les nouvelles « Instructions générales pour le Corps Diplomatique »[455]. Le ministère doit enfin à Agustín Edwards la première initiative sérieuse visant à faire des questions commerciales et économiques non plus seulement l'objet du travail des consuls mais des éléments de la politique extérieure chilienne[456].

Malgré ces avancées, le changement constant des ministres des Relations extérieures[457] a constitué une entrave à une meilleure organisation et une plus grande efficacité de la diplomatie chilienne. Par ailleurs, suite à la crise du salpêtre au lendemain de la Première Guerre mondiale, le

---

[451] Ce ministère a connu plusieurs dénominations : Ministerio de Relaciones Exteriores y Colonización (1871-1887) ; Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto (1887-1888) ; Ministerio de Relaciones Exteriores, Culto y Colonización (1888-1924) ; Ministerio de Relacione Exteriores y Comercio (1930-1941) ; Ministerio de Relaciones Exteriores (1941-).

[452] Bernardino Bravo LIRA, *Historia de las instituciones políticas de Chile e Hispanoamérica*, Santiago, Editorial Andrés Bello, 1986, p. 281.

[453] Luis Melo LECAROS, « La trayectoria del MRE y los problemas en la conducción de la diplomacia chilena », *in* Walter G. SÁNCHEZ, Teresa L. PEREIRA (dir.), *150 años de política exterior chilena*, Santiago, Ed. Universitaria, 1977, p. 120 : « *la diplomacia era sólo una actividad turística pagada por el Estado*. »

[454] Il avait déjà occupé ce poste en 1905.

[455] Luis Melo LECAROS, *art. cité*, p. 120-121.

[456] Voir Mario Barros VAN BUREN, *El Ministerio de Relaciones Exteriores*, Santiago, Arquen, 1991, p. 69.

[457] Entre 1891 et 1914, il a eu 45 ministres, 29 entre 1914 et 1924.

gouvernement chilien est contraint de faire des économies de fonctionnement et coupe dans le budget déjà peu conséquent du ministère. La politique extérieure du pays repose alors sur la qualité de quelques personnalités en poste à l'étranger.

> « Le ministre des Relations extérieures fait résonner le nom du Chili dans le monde entier[458]. »

L'année 1927 marque un tournant par rapport à cet état de fait. Conrado Ríos Gallardo[459], alors à la tête du ministère[460], promulgue, en décembre de cette année, un « Statut Organique du Ministère », dont la « rigueur s'explique si l'on prend en considération le fait qu'aucun des services de la République n'a autant de répercussions sur son prestige que celui des Relations extérieures[461] ». Ce texte crée deux services importants : l'École du Service Extérieur[462] et le Service d'Informations[463]. Dans le même temps, pas moins de 30 circulaires sont envoyées au personnel en poste à l'étranger afin que la nouvelle donne voulue par Gallardo soit assimilée par l'ensemble des acteurs de la diplomatie chilienne. Dans la perspective qui est la nôtre, la circulaire n°14, du 25 mars 1927, est particulièrement intéressante ; elle précise en effet ce qui est attendu d'un diplomate en poste à l'étranger, met en avant le caractère professionnel et plus uniquement honorifique de la fonction de représentant à l'extérieur et, surtout, insiste sur le rôle de la culture et de ses acteurs dans la construction d'une image positive sur la scène internationale. Nous en reproduisons ici l'extrait le plus significatif :

> « Le diplomate chilien doit comprendre que son milieu habituel n'est pas seulement le cercle étroit des hautes classes sociales qui ont pu en d'autres temps constituer la sphère ordinaire de ses relations personnelles. La sociabilité d'un pays, et par conséquent les divers milieux où l'on doit opérer une action diplomatique efficace, doit être connue et approchée dans ses aspects les plus riches, intéressants et significatifs. Il est donc indispensable que le diplomate se fasse connaître et apprécier des intellectuels, des professeurs d'université, des écrivains, des artistes, des gens de presse, bref de tous les éléments qui exercent une influence dans la formation de l'opinion publique. C'est ainsi que l'on pourra facilement rectifier les idées fausses ou tendancieuses que l'on fait circuler pour discréditer notre pays.

---

[458] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°43, septembre 1928, p. 31, « Chile se está dando a conocer universalmente por medios activos y profusos » : « *El Canciller está haciendo sonar el nombre de Chile en todo el mundo* ».

[459] Conrado Ríos Gallardo (1896-1983) commence sa carrière comme journaliste à *La Nación*, dont il est le secrétaire de rédaction en 1918, puis le spécialiste des questions internationales. Affilié au Parti Libéral, il assume plusieurs fonctions directives au sein de son organisation. (voir Rafael Valdivieso ARIZTÍA, *Testigos de la historia*, Santiago, Editorial Andrés Bello, 1985, p. 89).

[460] Il est nommé à ce poste en février 1927 par Emiliano Figueroa, qui préside le Chili d'octobre 1925 à mai 1927, et confirmé dans ses fonctions par Carlos Ibañez del Campo. Il reste ministre jusqu'en septembre 1929.

[461] Mario Barros VAN BUREN, *El Ministerio de Relaciones Exteriores,…,* p. 71.

[462] La création de cette école renvoie à la nécessiter de professionnaliser le corps diplomatique. Il est fait état de cet effort dans les *Memorias* de 1927 dans lesquelles il est écrit : « Quant au travail des consuls, qui sont aujourd'hui nommés uniquement en fonction de leur compétence intellectuelle et commerciale… » (MRE Chili, Memorias, 1927, p. 628).

[463] Il existait auparavant une Section Propagande et Informations dont il sera question plus loin.

> Dans l'esprit qui inspire les actes du gouvernement, il me revient aussi de suggérer aux agents diplomatiques qu'ils élargissent leur activité à des cercles toujours plus vastes. Le Chili a besoin que ses représentants pénètrent très profondément dans l'âme des peuples, là où ils sont en fonction, et pour cela, il leur est recommandé, par la présente circulaire, de se familiariser avec les foyers de culture, les cercles artistiques et littéraires, les grandes organisations ouvrières, les institutions scientifiques et sportives. À tous ces organismes, en général ignorés par les diplomates chiliens, nous voulons apporter une connaissance exacte de ce qu'est le Chili, et en retirer des idées utiles qui nourrissent une expérience réciproque et permettent de consolider et comprendre les bonnes relations que notre pays souhaite entretenir avec tous les peuples[464]. »

La construction de réseaux et de sociabilités et la bonne connaissance du pays où le diplomate est en poste apparaissent dans ce texte comme le pivot de l'activité diplomatique, le socle à partir duquel peuvent être atteints les objectifs d'une politique extérieure. L'accent mis sur le monde de la culture comme étant le plus à même de véhiculer « la connaissance exacte de ce qu'est le Chili » constitue sans nul doute un changement de paradigme dans la manière de concevoir l'action diplomatique, révélant que certains acteurs chiliens – en l'occurrence Conrado Ríos Gallardo, ancien journaliste – ont pris la mesure de l'émergence d'une nouvelle diplomatie qui

> « au lieu de ne tenir compte que des cours et des gouvernements étrangers, devra suivre avec la plus grande attention tous les mouvements de l'opinion publique et découvrir tous les grands courants de l'instinct populaire et du sentiment national[465] ».

Selon l'historien Mario Barros Van Buren, cette réforme entre dans le cadre de la création d'un État chilien moderne ; elle constitue, selon ses termes, « le legs le plus important d'Ibañez à la postérité[466] ». Pour le Chili, il s'agissait d'adapter ses structures à un monde nouveau et changeant, dans lequel la professionnalisation de la diplomatie était une exigence de premier ordre. Ainsi peut-on dire qu'en 1927, le ministère des Relations extérieures mettait en place une politique extérieure nouvelle qui cherchait à rompre l'isolement du pays et à en finir avec l'improvisation dans le domaine de la diplomatie. Cette politique extérieure est certes marquée du sceau de l'internationalisme, mais un internationalisme « qui a cherché à renforcer l'identité

---

[464] Reproduit dans Mario Barros VAN BUREN, *El Ministerio de Relaciones Exteriores,…,* p. 72-73.

[465] Rapport parlementaire n°6339 pour le budget 1919, par Raiberti, 19 juin 1918, cité par Maurice VAÏSSE, « L'adaptation du Quai d'Orsay aux nouvelles conditions diplomatiques (1919-1939) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 32, n°1, janv.-mars 1985, p. 146-147. Voir aussi Gabriel Hanotaux dans la préface à José Carlos de MACEDO SOARES, *Le Brésil et la Société des Nations*, Paris, A. Pedone, 1927, p.VIII et XI : « …l'opinion, reine et maîtresse du monde – et de la Société des Nations -… » ; « … ce Conseil de la Société des Nations, où les grandes puissances, auteurs et garantes du pacte et de la paix, occupent des sièges permanents ; les neutres étant d'ailleurs largement représentés, pour que la puissance soit balancée, en quelque sorte, par le contrepoids de l'opinion ». « Wilson, en fondant la SDN, avait placé sa plus haute espérance dans une diplomatie au grand jour et dans la force morale de l'opinion publique, exerçant son influence en cas de menace de conflits internationaux » (JC de Macedo Soares, p.7)

[466] Mario Barros VAN BUREN, *Realismo e idealismo en la política exterior de Chile*, Santiago, Cuadernos de Ciencia política, Universidad de Chile, 1984, p. 41 : « *el legado más importante de Ibañez a la posteridad* ».

nationale, en créant les conditions d'une paix interne et avec ses voisins, de manière à pouvoir agir sur la scène internationale sans la peur d'être absorbé par les grandes puissances[467] ».

Mais les années 1930-1932, marquées par l'impact de la crise économique et par des soubresauts politiques importants sur la scène chilienne, contrecarrent les effets de ces changements et portent atteinte aux ambitions internationales du pays. Le diplomate Enrique Bernstein Carabantes, qui débute sa carrière dans la décennie précédente, note dans ses mémoires que lorsqu'Alessandri assume à nouveau la présidence fin 1932, « il était urgent pour le Chili de retrouver le prestige qui avait été le sien[468] ». Si le ministère des Relations extérieures ne renonce pas aux objectifs et aux méthodes préconisées par Gallardo, l'impact de la crise de 1929 se fait sentir de manière durable sur les finances de l'État chilien et donc sur le budget alloué à la politique extérieure. Nous citerons à nouveau Miguel Cruchaga Tocornal qui, en 1934, alors à la tête de ce ministère, déclarait : « […] ce dont nous avons besoin pour le moment, dans cette période de crise, c'est d'exporter des haricots, des oignons et de l'ail[469] ». Cela ne signifie pas que l'on renonce pour autant, comme nous le verrons, à travailler au « prestige » du pays.

Propagande et Informations au ministère des Relations extérieures

Avant la mise en place de la Section d'Informations par la réforme de 1927, des initiatives ont été menées, de manière ponctuelle, afin de véhiculer une image positive du Chili, ou à tout le moins de pallier l'ignorance dont le pays est l'objet[470]. C'est dans cette optique qu'est créé, en décembre 1922, par un décret du président Alessandri, un service d'informations télégraphique destiné aux ambassades, légations et consulats ; placé sous la responsabilité de la Section d'Informations et de Propagande[471], il doit permettre l'envoi hebdomadaire d'éléments que le personnel diplomatique est chargé de diffuser auprès des organes de presse du pays où il est en

---

[467] *Ibid.*

[468] Enrique Bernstein CARABANTES, *Recuerdos de un diplomático. Haciendo camino, 1933-1957*, volumen I, 2nda edición, Santiago de Chile, Editorial Andrés Bello, 1984, p. 18 : « *Chile necesitaba con urgencia recuperar su prestigio de antaño*. »

[469] Cité par Joaquim FERMANDOIS, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, p. 129 : « […] *lo que necesitamos ahora, en momento de crisis, es exportar porotos, cebollas y ajos*. ».

[470] En 1922, Carlos Aldunate, alors ministre des Relations extérieures, rend compte de cet état de fait dans une circulaire : « À de nombreuses reprises, ce Département a reçu tant de la part de nos agents diplomatiques que de nos consuls des notes qui mettent en évidence l'absence quasi totale de nouvelles sur le Chili et d'un autre côté, la publication d'informations ou fausses ou malveillantes sur notre pays. » (MRE Chili, Circulares, 1922-1926, Santiago, 18/12/1922, circulaire n°29 signée par Carlos Aldunate).

[471] C'est d'ailleurs au budget de la Section que doivent être imputées les dépenses liées à ce nouveau service. Nous n'avons pu déterminer la date de création de cette Section Propagande et Informations.

poste. Les considérants de ce décret sont très clairs sur les raisons de mettre en place un tel service :

> « Étant notoire le manque quasi total d'informations sur le Chili dans la presse étrangère, vide observé à plusieurs reprises par nos Ambassades, Légations et Consulats, et la nécessité de constamment enregistrer des informations sur les progrès accomplis dans les différents secteurs d'activité […][472]. »

Le Chili connaît alors un certain nombre de difficiultés, tant du point de vue économique – les exportations de salpêtre sont en chute libre – que géopolitique : il s'agit de faire en sorte que la question des territoires de Tacna et Arica ne soit pas discutée au sein de la Société des Nations. L'année 1922 est en outre celle où le Chili accède à la présidence de l'Assemblée et les acteurs de la diplomatie chilienne entendent mettre cette occasion à profit pour véhiculer une image positive du pays. On attend donc beaucoup de ce nouveau service, créé alors que les moyens financiers manquent. Il est ainsi stipulé que la transmission des informations « sera effectuée de la façon la plus économique possible[473] » et l'accent est mis sur le fait que la réussite de cette mesure repose sur l'usage que vont en faire les diplomates :

> « Il ne vous échappera pas que si la dépense occasionnée par l'implantation de ce service d'informations et le travail exceptionnel qui en résultera pour le ministère ne s'accompagne pas du zèle du personnel placé sous votre autorité, de façon que les informations transmises par le Département soient en temps utile publiées dans la presse de ce pays, alors aura été perdue une occasion d'intensifier la propagande du Chili à l'extérieur lors même que celle-ci doit nous préoccuper toujours plus, compte tenu surtout de celle que déploient les autres pays du Continent[474]. »

En dehors de cette mesure, il semble que le ministère chilien des Relations extérieures saisisse des opportunités pour diffuser une image positive du Chili et remédier à l'ignorance dont ce pays est l'objet plus qu'il n'en crée. Nous avons trouvé deux exemples qui illustrent cette hypothèse.

Dans une circulaire datée de 1924[475], on apprend que la Section Propagande et Informations a été contactée par l'auteur d'un *Guide maritime du Chili* afin que les consuls chiliens favorisent la vente de cet ouvrage à l'étranger. La Section leur fait donc parvenir un exemplaire de ce guide, « dont la circulation serait bénéfique pour [la] propagande [du pays][476] » ; l'auteur de la circulaire demande aux consuls de participer à sa diffusion, soit directement, par le biais des relations commerciales de leur consulat, soit indirectement, en s'adressant aux librairies de la ville où ils sont en poste. Une autre circulaire, également datée de 1924[477], fait état d'une action

---

[472] MRE Chili, Circulares, 1922-1926, Santiago, 18/12/1922, circulaire n°29 signée par Carlos Aldunate.
[473] « *su transmisión se efectuará en la forma más económica posible* ».
[474] *Ibid*.
[475] MRE Chili, Circulares, 1922-1926, Santiago, 01/02/1924, Circulaire n°(?) du chef intérimaire de la Section Propagande et Information aux diplomates chiliens en poste à l'étranger.
[476] « *cuya circulación sería beneficiosa para nuestra propaganda* ».
[477] MRE Chili, Circulares, 1922-1926, Santiago, 03/03/1924, Circulaire n°8 de Guillermo Labarca Hubertson aux consuls et ambassades chiliens.

similaire. Guillermo Labarca Hubertson[478], de la Section Propagande et Information, fait parvenir aux consulats et ambassades chiliens une brochure intitulée « La administración chilena en Tacna y Arica », publiée par *The South Pacific Mail*, organe officiel de la communauté anglophone au Chili. Hubertson explique en quoi ce document est un atout pour la diplomatie chilienne :

> « Par l'ordre et le soin avec lesquels sont exposés les sujets, par la clarté et l'abondance des détails, la netteté des importantes photographies que l'on y trouve, il s'agit d'une œuvre digne du progrès atteint par les Départements de Tacna et Arica sous la souveraineté du Chili. Le fait qu'il ait été publié par un organe étranger, de l'importance de *The South Pacific Mail*, donne à cet ouvrage le caractère significatif d'un document objectif qui ne peut qu'être apprécié à sa juste valeur par ceux qui s'informent à travers lui. »

Le but est que les diplomates chiliens fassent parvenir cette brochure aux autres diplomates étrangers ainsi qu'aux journaux publiés dans le pays où ils sont en poste et aux personnalités qu'ils « qu'ils jugent devoir être instruites sur la véritable nature et l'esprit qui animent le gouvernement de notre pays en ce qui concerne le territoire de Tacna et Arica[479] ». Une fois de plus, le litige avec le Pérou apparaît au centre des préoccupations.

> « Le Chili se fait connaître universellement par des moyens actifs et innombrables[480]. »

À partir de 1927, le ministère chilien des Relations extérieures tente de mettre en place une politique systématique de diffusion d'informations concernant le Chili. La Section d'Informations en est la cheville ouvrière.

Nous ne disposons pas de documents datant de 1927 et faisant état du passage de la Section Propagande et Informations à la Section d'Informations. Tout au plus savons-nous, grâce aux *Memorias* de 1928, que

> « l'obligation principale de la Section Informations consiste à réaliser une étude systématique des marchés étrangers pour notre production, et pour ce faire, il lui fallait continuer, en premier lieu, la collecte d'informations sur chaque pays, l'actualité en fournissant abondamment, ce qui permet de commercialiser différents produits chiliens sur les principaux marchés du monde[481] ».

Le rôle de la Section après la réforme de 1927 est donc de fournir aux missions diplomatiques chiliennes à l'étranger le matériel informatif nécessaire afin que les diplomates en fassent le meilleur usage possible. Il s'agit par conséquent de faire parvenir aux missions

---

[478] Voir notice biographique.

[479] « *juzgu[en] conveniente ilustrar sobre la verdadera índole y espíritu que anima al Gobierno de nuestro país por lo que respecta al territorio de Tacna y Arica* ».

[480] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°43, septembre 1928, p. 31 : « *Chile se está dando a conocer universalmente por medios activos y profusos. El Servicio de Informaciones del Ministerio de Relaciones Exteriores* ».

[481] MRE Chili, Memorias, 1928, p. 883.

> « le plus grand nombre de publications contenant des informations sur la marche générale du pays et principalement sur sa situation financière et économique, lesquelles font apparaître un progrès solide et fort qu'il convient de faire connaître sans retard dans les termes les plus favorables [482] ».

C'est pour cela que, régulièrement, il est demandé aux diplomates en poste à l'étranger de faire le point sur le matériel dont ils disposent dans leur légation[483].

Un passage des *Memorias* de 1929 nous en apprend plus sur les objectifs de telles mesures, sur les priorités du ministère des Relations extérieures quant à ce que l'on veut mettre en valeur à l'étranger :

> « Par ce travail, la Section Informations a contribué à faire connaître la politique générale du gouvernement chilien, l'état des finances publiques, les ressources naturelles du pays, les possibilités offertes par le Chili aux capitaux, aux industries et au commerce étranger et les avantages dont peuvent bénéficier les immigrants et habitants dans notre pays[484]. »

On retrouve, à peu près dans les mêmes termes, ce que l'Argentine cherche également à faire valoir sur la scène internationale, même si cette dernière, à la fin des années 1920, n'a plus comme perspective d'attirer des immigrés.

Dans ces mêmes *Memorias* de 1929 il est question des activités que l'on souhaite voir accomplies par la Section d'Informations :

> « a/ Recherche des informations nécessaires à la connaissance du Chili à l'étranger et moyens les plus adéquats pour diffuser au mieux ces informations ;
>
> b/ Confection de brochures et autres éléments de propagande, dans différentes langues ;
>
> c/ Réalisation de films sur les aspects généraux du pays, et sur certains traits particuliers, caractéristiques du commerce, de l'industrie, et de la prospérité nationale, lesquels seront distribués dans les principales ambassades et consulats ;
>
> d/ Enquête sur les services similaires de divers pays étrangers, réalisée pour partie par nos agents diplomatiques et consulaires ;
>
> e/ Étude en vue de la concentration générale des informations de tous les ministères et départements publics du Chili pour réaliser un travail plus complet, moins coûteux et mieux contrôlé ;
>
> f/ Préparation d'éléments graphiques de propagande : photographies, portraits d'hommes publics, de femmes, etc. ;
>
> g/ lLncement du service postal d'informations, en complément des informations par câbles, quotidiennes et hebdomadaires, envoyées aux pays d'Amérique ;
>
> h/ développement de relations directes entre entités nationales et étrangères similaires[485]. »

Cette liste révèle des objectifs ambitieux. Ceux-ci font l'objet d'une explicitation dans les pages de la revue *Chile*, éditée par le ministère :

---

[482] MRE Chili, Circulares ordinarias, 1929-1935, Santiago, 13/07/1929, Circulaire n°21, « Publicidad de Informaciones », signée par le ministre des Relations extérieures, Conrado Rios Gallardo.
[483] MRE Chili, Circulares ordinarias, 1929-1935, Santiago, 26/03/1929, Circulaire n°8.
[484] MRE Chili, Memorias, 1929, p. 634.
[485] MRE Chili, Memorias, 1929, p. 631.

> « [Le Service] va à la recherche d'une respectabilité juste, légitime, qui correspond au Chili, de par ses richesses naturelles et son développement industriel ; il contribue à porter très haut, en des termes définitifs et sûrs, le nom et l'idée de la nation, en détruisant d'un seul coup les jugements erronés et tendancieux qui se sont maintenus à la faveur d'une vieille inertie liée à l'indifférence, laquelle, heureusement, n'a plus cours[486]. »

C'est donc en termes de rupture qu'est pensée la réforme du système d'informations, avec l'image que le Chili avait jusque là sur la scène internationale et avec l' « inertie » des administrations précédentes. L'article de la revue *Chile* met d'ailleurs l'accent sur les termes de « nouveauté » et de « dynamisme » pour caractériser l'action du Service et de ses fonctionnaires, dont la tâche doit être guidée par une « attention », une « vigilance » indispensables à sa réussite. Sont ainsi formulés les « commandements » auxquels doivent obéir ceux qui participent à la projection de leur pays sur la scène internationale :

> « Les armes employées dans cette œuvre nouvelle, caractérisée par une volonté aiguisée d'être dynamique et utile au pays, sont les plus adaptées pour assurer la réussite : des hommes compétents, entraînés à rechercher et connaître des faits, détails, chiffres et études, à propos de tout ce qui peut avoir de l'importance à l'extérieur pour les intérêts de notre Gouvernement et de nos compatriotes ; préparés à revoir avec vigilance et à classifier le travail que réalisent les chancelleries dans le même secteur ; il faut une poigne ferme, une combativité tenace, pour accepter toute bonne initiative ; une attention sans relâche concernant les événements internationaux, qui offrent quotidiennement des opportunités diverses et de nouveaux moyens d'action[487]. »

On notera l'importance accordée à ce qui se fait ailleurs afin d'en apprendre le plus possible sur les moyens les plus adéquats pour mener cette construction de l'identité internationale chilienne, montrant, une fois de plus, que « le 'système IKEA' de construction des identités nationales, qui permet des montages tous différents à partir des mêmes catégories élémentaires, appartiennent […] au domaine public mondial[488] ».

La dynamique qui se met en place à partir de 1927 connaît néanmoins un coup d'arrêt suite aux répercussions de la crise de 1929, particulièrement dures pour le Chili. Ainsi, le service d'informations connaît d'importantes restrictions de personnel et est menacé de disparition[489]. Il n'en est d'ailleurs pas fait mention dans les *Memorias* de 1932 et de manière très succincte dans celles de 1933 et 1934, si ce n'est pour évoquer le manque de moyens. Il faut attendre 1936 pour que la question des informations sur le Chili soit à nouveau évoquée[490] et 1937 pour que

---

[486] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°43, septembre 1928, p. 31 : « Chile se está dando a conocer universalmente por medios activos y profusos ».
[487] *Ibid.*
[488] Anne-Marie THIESSE, *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XIXe siècles*, [1ère éd. 1999], Éditions du Seuil, 2001, p. 14.
[489] MRE Chili, Memorias, 1931, p. 260-261.
[490] Il est intéressant de noter que ce n'est pas l'envoi d'informations, par le ministère, qui est alors évoquée mais le contrôle de ce qui s'écrit sur le Chili à l'étranger : « Ce Ministère a tout intérêt à s'intéresser et à contrôler les

réapparaisse, dans les pages des *Memorias*, la Section d'Information, qui est entre-temps devenue Section Informations et Propagande[491]. On y apprend que la Section a continué à développer son travail consistant à « fournir des informations et à faire la propagande du pays à l'extérieur en montrant tous ses aspects[492] » et que les missions diplomatiques chiliennes ont fait parvenir au ministère les articles parus dans la presse étrangère relatifs au Chili ; la majorité d'entre eux reprenaient des informations et des illustrations fournies par la section[493]. Cette dernière précision permet de penser que l'action de ce service est donc efficace, même si nous manquons d'exemples pour étayer cette affirmation.

Enfin, il faut mentionner la création, en 1944, du poste d'attaché aux relations culturelles dans les ambassades chiliennes[494].

Une fois reconstituée l'évolution, chaotique et incertaine, des services du ministère chilien des Relations extérieures, nous nous emploierons dans ce qui suit à brosser le tableau du matériel utilisé pour remplir les objectifs fixés par Conrado Ríos Gallardo.

Instruments de la politique chilienne de diffusion d'informations

Matériel existant

On peut identifier deux types de matériel dont fait usage la Section d'Informations : le matériel existant et le matériel qu'elle produit directement.

La Section fait parvenir à ses représentants diplomatiques un certain nombre de journaux et de revues jugés utiles pour la propagande du Chili. En ce qui concerne les quotidiens, les *Memorias* de 1929 mentionnent *El Diario Oficial*, *La Nación*, *El Mercurio*, *Los Tiempos*[495]. Une coopération a été mise en place avec les « grands journaux de Santiago », permettant une diffusion rapide de leur contenu[496] à la presse étrangère[497].

---

toutes les informations qui sont publiées à l'extérieur et à bien connaître leur provenance. » (MRE Chili, Memorias, 1936, p. 477-478, Circulaire n°76 (29/05/1936), par Miguel Cruchaga Tocornal).

[491] MRE Chili, Memorias, 1937, p. 301, « Sección Informaciones y Propaganda ».

[492] *Ibid.* : « *proporcionar informaciones y de hacer propaganda del país en el exterior bajo todos sus aspectos* ».

[493] *Idem*, p. 302.

[494] Voir Ruth McMurry, *The cultural approach : another way in international relations*, Kingsport, University of North Carolina press, 1947, p. 186-187.

[495] MRE Chili, Memorias, 1929, p. 632.

[496] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°43, septembre 1928, p. 12, « La propaganda del país en el extranjero ».

[497] Outre des articles concernant le Chili, on envoie aussi des « des photographies d'événements qui concernent immédiatement les pays où ils viennent de se produire » (« *fotografías de acontecimientos que atañían a sus respectivos países inmediatamente de producirse* »), montrant ainsi que la presse chilienne est au fait de l'actualité mondiale (*Ibid.*).

La liste des revues révèle la diversité des sujets devant faire l'objet d'une publicité à l'extérieur. On trouve en effet autant des revues officielles[498], des publications universitaires et scientifiques[499] ou des revues plus spécialisées[500]. Par ailleurs, les bulletins faisant état des activités des divers ministères[501] ou organismes publics[502] font également l'objet d'un envoi. Parmi ces publications, le *Boletín de Hacienda*, le *Boletín de la Contraloría de la República* et le *Boletín de la Bolsa de Corredores* de Valparaíso sont présentés comme particulièrement pertinents car ils contiennent « des commentaires et des chiffres particulièrement importants sur l'état général de l'économie chilienne[503] ». Il revient aux agents diplomatiques de sélectionner les informations les plus intéressantes, de les traduire et de faire en sorte qu'elles soient publiées dans les organes de presse du pays où ils sont en poste. On retrouve une mention de ces envois de publications dans les *Memorias* de 1942. L'auteur du rapport fait en effet état de l'envoi régulier de journaux, de publications statistiques, de revues concernant l'industrie, les mines, l'agriculture, le *Bulletin de l'Académie Chilienne d'Histoire*, la *Revue d'Histoire et de Géographie*, le bulletin de la commission chilienne de coopération intellectuelle[504], etc., « pour une meilleure connaissance de l'actualité du pays et du développement de nos activités dans tous les domaines de la part de nos représentants à l'étranger […][505] ». Cette liste nous permet d'entrevoir une certaine continuité quant au type d'informations que l'on privilégie, et ce en dépit des ruptures occasionnés tant par la crise économique que par un contexte politique troublé.

La deuxième catégorie de matériel utilisé par la Section est celle qui est produite par les diplomates chiliens.

Ainsi sait-on que des « brochures synoptiques » sur le Chili, éditées en espagnol, en anglais, en français et en allemand[506] sont distribuées. Il en est également question dans la revue

---

[498] *Chile*, de la section consulaire ; *Estadística Chilena* ; *Turismo* et *Caminos* du Ministère de Fomento ; *Beneficiencia* du Ministère de Bienestar ; *Comuna y Hogar* du ministère de l'Intérieur ; *Educación* du ministère de l'Éducation…

[499] *Atenea*, de l'Université de Concepción ; *Anales* de l'Université du Chili ; *Revista chilena de Historia y Geografía…*

[500] *La riqueza minera de Chile* et *Moto y Sport*.

[501] Dans les *Memorias* de 1929 sont listés les bulletins des ministères suivants : « *Ministerio de la Hacienda ; de la Contraloría de la República ; des Aduanas ; de Informaciones Comerciales (Departamento de Comercio) ; Du Ministerio de Bienestar social ; de Leyes y Decretos del Gobierno* ».

[502] Boletín del Banco Central de Chile (éditions en espagnol et en anglais) ; Boletín de la Bolsa de Corredores de Valparaíso; Boletín de la Sociedad Nacional de Minería ; Boletín de Agricultura ; Boletín de la Sociedad Nacional de Fomento Fabril.

[503] MRE Chili, Memorias, 1929, p. 189 : « *comentarios y cifras de alta importancia sobre el estado general de la economía chilena* ».

[504] Sur ce bulletin (*Boletín Bimestral*), voir notre chapitre II.

[505] MRE Chili, Memorias, 1942, p. 657-658 : « *para el mejor conocimiento de la actualidad del país y el desarrollo de nuestras actividades de todo orden por parte de los representantes en el extranjero […]* ».

[506] Ces brochures (« *folletos sinópticos* ») portent sur les thèmes suivants : « Organisation publique et administrative ; éducation publique ; les ports chiliens ; les chemins de fer ; les charbons chiliens ; les vins

Chile, dans laquelle on met en avant la constitution de « […] 50 abécédaires sur tous les aspects économiques, culturels et sociaux du pays[507] », imprimés en grand nombre et également édités en trois langues. Pour l'auteur de l'article, « ces sobres monographies, basées sur des chiffres parfaitement exacts, sont la meilleure propagande qui ait jamais été faite au Chili[508] ».

Nous n'avons pas trouvé mention dans les archives du ministère des Relations extérieures d'autres brochures de ce type pour les années suivantes. En revanche, il existe des « bulletins de divulgation », dont nous avons pu consulter six exemplaires[509], un seul étant daté, du 07 juillet 1940. Trois d'entre eux sont de la plume de Marta Brunet[510], alors consul du Chili à La Plata, en Argentine.

Un autre type de document est constitué par des « *informativos* », le plus souvent envoyés par avion, destinés au personnel diplomatique chilien et rendant compte, principalement, de la politique du gouvernement. En outre, dans la lignée du service d'informations cablographiées mis en place en 1922, des « bulletins d'informations », distribués deux fois par semaine, « dans le monde entier[511] », donnent « les nouvelles les plus intéressantes concernant la vie nationale[512] ». Selon l'auteur d'un article de la revue *Chile* consacré à la « propagande du pays à l'étranger », ces bulletins, « élaborés selon des critères strictement journalistiques et sur la base de faits concrets et de chiffres on ne peut plus exacts[513] », ont été un succès pour le Service d'Informations dans la mesure où ils « ont été accueillis avec enthousiasme même par les journaux les plus stricts et les plus réfractaires à toute propagande étrangère[514] ».

---

chiliens ; les fruits chiliens ; bois et forêts ; banques et caisses d'épargne ; pêche et chasse ; les capitaux au Chili ; le Chili, pays de colonisation ; tabacs ; industries textiles ; droits de propriété industrielle ; les Chemins du Chili ; papiers et cartons ; approvisionnement de l'État ; le cuivre ; fer et sidérurgie ; les industries électriques. » (MRE Chili, Memorias, 1929, p. 633).

[507] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°43, septembre 1928, p. 12, « La propaganda del país en el extranjero » : « *[…] 50 cartillas sobre todos los aspectos económicos, culturales y sociales del país* ».

[508] *Ibid.* : « *la sobriedad de estas monografías, basadas en cifras absolutamente exactas, son la mejor propaganda que jamás haya podido hacerse en Chile*. »

[509] MRE Chili, Información y Propaganda. Boletines de divulgación : Boletín de divulgación n°3, « Chile, visión panorámica » ; Boletín de divulgación, n°4, « Mujeres de Chile », par Marta Brunet ; Boletín de divulgación, n°6, 02/07/1940, « Novelistas chilenos », par Marta Brunet ; Boletín de divulgación, n°7, « Paisaje de nieve », par Marta Brunet ; Boletín de divulgación, n°8, « Poesia popular chilena », comentario de Diego Muñoz ; Boletín de divulgación, n°9, « Mujeres poetas de Chile », par Marta Brunet.

[510] Voir notice biographique.

[511] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°43, septembre 1928, p. 12, « La propaganda del país en el extranjero » : « *por todo el mundo* ».

[512] *Ibid.* : « *las noticias más interesantes de la vida nacional* ».

[513] *Ibid.* : « *confeccionados con criterio estrictamente periodístico y sobre la base de hechos concretos y cifras exactísisimas* ».

[514] *Ibid.* : « *han sido acogidos entusiastamente aún por los diarios más estrictos y reacios a toda propaganda extraña* ».

Enfin, nous savons, grâce aux *Memorias* de 1936, qu'ont été envoyées des collections de disques ainsi que des partitions de la « *Canción Nacional* » et du « folklore populaire ». Le ministère a par ailleurs acquis des films concernant le tourisme qui ont été expédiés aux États-Unis, en Amérique et en Europe[515]. Un article de la revue *Chile* mettait en avant, dès 1928, « la confection de nombreux films courts qui résument les activités et les perspectives du pays[516] » et qui doivent être envoyées à différents pays, « selon leurs caractéristiques[517] »

L'autre catégorie de matériel produit *ad hoc* est constituée par deux revues : la revue *Chile* et *Información Económica de Chile*[518]. Bien que constituant des sources précieuses d'informations sur l'image du Chili que l'on souhaite véhiculer à l'extérieur, ces deux publications soulèvent un certain nombre d'interrogations. La première d'entre elles a trait au fait que nous en avons pris connaissance dans des bibliothèques françaises, en l'occurrence celle du Quai d'Orsay, à La Courneuve, et la Bibliothèque Nationale de France. Ces dernières ne possèdent qu'un nombre limité d'exemplaires, ce qui rend difficile une estimation de leur périodicité. Les éléments relatifs à ces publications que nous avons pu trouver dans nos sources chiliennes ne nous apportent pas beaucoup plus de précisions.

Il semble, dans le cas de la revue *Chile*, qu'il existe plusieurs éditions. Dans une « lettre de service » datée de mars 1928, figure en effet ce constat :

> « Il n'est pas possible de penser que la majorité des consuls soit en situation de publier une revue *Chile* comme celles qu'on édite à Santiago, New-York, Hambourg, Barcelone, Milan, Paris, Guayaquil et Nice, et qui nécessitent un effort économique que peu de places commerciales peuvent financer[519]. »

Par ailleurs, dans le numéro 35 de janvier 1928, il est question des éditions de New York, de Guayaquil et de Milan. Pour cette dernière, il est dit qu'elle « a réussi à se hisser aux meilleures places parmi les publications semblables qui s'éditent à l'étranger avec l'appui du Département Consulaire du Ministère des relations Extérieures[520] ».

Cette revue est présentée comme un « organe national d'expansion économique[521] » et comme le « bulletin consulaire du Ministère des Relations Extérieures[522] ». Elle a commencé à être publiée en 1925 et repose sur des « informations officielles ». Elle est donc antérieure à la réforme

---

[515] MRE Chili, Memorias, 1936, p. 628.
[516] Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores, año III, vol. 3, n°43, septiembre 1928, p. 12, « La propaganda del país en el extranjero » : « *la confección de numerosas películas cortas que resumen todas las actividades y expectativas del país* ».
[517] *Ibid.* : « *según sus características* ».
[518] Cette dernière est également éditée en anglais sous le titre *Monthly Economic Survey of Chile*.
[519] MRE Chili, Cartas de servicio, 1928-1931, mars 1928, n°3, « Informaciones y propaganda de Chile ».
[520] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°35, janvier 1928, p. 675.
[521] « *órgano nacional de expansión económica* ».
[522] « *boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores* ».

du Service d'Informations qui, dès 1927, lui prête « un ferme appui moral[523] ». D'après les *Memorias* de 1927, cette revue est devenue, en deux ans, « le plus important organe d'expansion économique et de propagande [du Chili] à l'étranger[524] ». Les pages de la revue *Chile* sont le « témoignage vivant[525] » des activités des consuls chiliens à l'étranger, mais aussi un moyen de montrer « tous les aspects les plus intéressants de la vie commerciale, culturelle et artistique du Chili[526] ». Le contenu de la revue repose en partie sur le matériel envoyé par les diplomates chiliens en poste à l'extérieur (« nos consuls envoient d'importantes quantités d'informations concernant tous les domaines de leur activité, en particulier celles qui touchent à l'économie et au commerce[527]. »). Ces informations sont résumées et publiées dans la revue, qui circule « profusément » non seulement au Chili mais aussi à l'étranger[528]. Cette précision est d'importance : cette publication semble être autant à destination d'un public chilien qu'étranger.

Figure 7 : La revue *Chile*

CHILE

ÓRGANO NACIONAL DE EXPANSIÓN ECONÓMICA
CON EL
BOLETIN CONSULAR DEL MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES

INFORMACIONES DE FUENTE OFICIAL

INDUSTRIAS · COMERCIO · AGRICULTURA · FINANZAS · ARQUITECTURA · MINERIA · ETC.

LA REVISTA DE MAYOR TIRAJE EN SU GÉNERO

Circula extensamente en los Ministerios, en el Congreso Nacional y Reparticiones Oficiales; en las Legaciones y Consulados, Cámaras de Comercio, Compañías industriales y financieras; en las Bibliotecas, Hoteles, Compañías de Vapores, Ferrocarriles; en las Oficinas de Comerciantes, Importadores, Exportadores, Agricultores, y en las principales Revistas y Diarios de la República y del Extranjero. Contiene datos e informes del más alto interes comercial y financiero

AÑO III | JULIO DE 1928 | VOLUMEN 3.º | NUM. 41

[523] *Ibid.* : « *un apoyo moral decidido* ».
[524] MRE Chili, Memorias, 1927, p. 628 : « *el más importante órgano de expansión económica y de propaganda de nuestro país en el extranjero* ».
[525] *Ibid.* : « *testimonio viviente* ».
[526] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°43, septembre 1928, p. 12, « La propaganda del país en el extranjero » : « *todos los aspectos más interesantes de nuestra vida comercial, cultural y artística* ».
[527] MRE Chili, Memorias, 1927, p. 628.
[528] « Elle circule largement dans les Ministères, au Congrès National et dans les Services officiels ; dans les légations et Consulats, les Chambres de Commerce, les Compagnies industrielles et financières ; dans les Bibliothèques, les Hôtels, les Compagnies de bateaux à vapeur, les Chemins de fer ; chez les commerçants, les Importateurs, les Exportateurs, les Agriculteurs et dans les principales revues et quotidiens de la République et de l'Étranger. »

L'année 1928 marque un tournant, si l'on en croit la page introductive du numéro de janvier :

> « Avec le présent numéro, la revue *Chile* franchit l'étape la plus intéressante de son existence.
>
> Sans se laisser influencer par des sympathies ou des intérêts particuliers ; sans concessions à l'égard du Département Consulaire du Ministère des Relations Extérieures dont elle dépend exclusivement, notre revue pourra accomplir de façon efficace le vaste plan de propagande nationale et internationale qui a été tracé et qui consiste pour l'essentiel à faire connaître jusqu'aux derniers confins de la terre, par l'intermédiaire des 300 consuls chiliens qui sont en même temps les correspondants de cet organe d'expansion économique, et qui mettront à jour pour nos commerciaux et industriels, tout ce qui concerne les possibilités d'importation et exportation, la capacité productrice de ce pays, à savoir la richesse minière de la Région du Nord, la fertilité agricole de la région Sud et les activités industrielles de la Région Centrale. Elle fera connaître sous tous ses aspects notre capacité économique et sociale ; elle favorisera les échanges commerciaux ; servir, en bref, de la meilleure façon possible, les intérêts du Chili, et c'est pour cela que nous demandons le concours de tous les hommes bien préparés, sera la base sur laquelle reposera notre programme d'action[529]. »

D'après les *Memorias* de 1927, la revue jouit d'un certain succès et certains représentants diplomatiques d'autres pays, en poste au Chili, ont d'ailleurs envoyé leurs félicitations pour

> « le travail patriotique éminent que réalise la revue *Chile*, puisque, grâce aux annonces commerciales et autres informations de nature économique qu'elle publie, les producteurs et exportateurs chiliens se mettent en contact avec leurs homologues étrangers, contribuant efficacement au renforcement des relations internationales[530] ».

Si la revue constitue, dans le cadre de notre travail, une source de première importance, c'est qu'elle est conçue comme un moyen de dresser régulièrement un panorama complet de ce qu'est le Chili ; ou tout au moins du Chili que l'on souhaite valoriser sur la scène internationale :

> « […] au fil de ses pages défilent de façon agréable et variée toutes les activités nationales, magnifiquement illustrées, depuis ce qui a trait aux activités minières, industrielles, agricoles et commerciales, fondement du progrès économique des peuples, jusqu'à celles qui se rapportent aux fermentations intellectuelles et spirituelles et qui résident dans le domaine des sciences et des lettres où nous comptons des valeurs littéraires qui se détachent dans l'intelligence mondiale des nations[531]. »

En cela elle se rapproche d'*Informaciones Argentinas*. Mais elle s'en distingue par son caractère hybride, le ministère des Relations extérieures n'en étant pas l'unique auteur et ses destinataires étant autant chiliens qu'étrangers, ce qui montre bien que la construction d'une image de la nation à l'étranger remplit aussi une fonction dans la définition de cette dernière à l'intérieur des frontières[532]. On en veut pour preuve la présence de petites phrases, situées en bas de page, et qui sont des interpellations aux acteurs du monde économique chilien : « L'union fait la force. Unissez-vous, producteurs ![533] » ; « Ne dénigrez pas le Chili. Exportez honorablement[534] » ; « Vos

---

[529] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°35, janvier 1928.
[530] MRE Chili, Memorias, 1927, p. 629.
[531] *Ibid.*
[532] Nous reviendrons sur cette dimension dans notre chapitre IX.
[533] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°35, janvier 1928 : « *La unión hace la fuerza. ¡ Reuníos, productores!* ».
[534] *Ibid.* : « *No denigre Vd. a Chile. Exporte honradamente* ».

vêtements, votre chapeau, vos chaussures, sont-ils chiliens ? Vous les avez achetés à l'étranger ? Soyez remercié de bien vouloir dire que vous les avez vus dans la revue *Chile*[535] » ; « Vous avez honte d'être Chilien ? Pourquoi avez-vous honte d'utiliser des produits chiliens ?[536] » ; « Si, monsieur l'exportateur, vous ne vous préoccupez pas de votre rennomée, le Gouvernement s'en occupera à votre place[537] », etc. Le nationalisme économique qu'expriment ces injonctions n'est pas en contradiction avec la volonté d'attirer des investisseurs et des importateurs étrangers. Dans le numéro de juillet 1928, on trouve ainsi un article intitulé « Le nationalisme n'est pas l'ennemi du capital étranger[538] » et un autre sur les « garanties que le Chili offre aux étrangers[539] ». Des articles sont d'ailleurs consacrés aux relations commerciales du Chili avec d'autres pays[540].

Au début de l'année 1935, la Section Informations a commencé à publier, mensuellement, une revue éditée en espagnol et en anglais – *Información Económica de Chile* et *Monthly Economic Survey of Chile*. Cette revue contient des résumés statistiques sur les variations mensuelles des indices économiques du Chili ; des statistiques relatives aux exportations et importations ; les prix de la production chilienne destinée à l'exportation ; des informations sur diverses activités économiques nationales, sur les opportunités de commerce, sur les richesses naturelles du pays, sur le tourisme, etc[541]. Dans chaque numéro, sont présentées des monographies sur les produits chiliens les plus importants ainsi que de brèves présentations illustrées de villes chiliennes[542].

---

[535] *Ibid.* : « *Su ropa, su sombrero, su calzado ¿son chilenos? ¿los compró por extranjeros? Sea Vd. Agradecido : diga que los vió en "Chile"* ».

[536] *Ibid.* : « *¿Se avergüenza Vd. de ser chileno? ¿Por qué se avergüenza de usar productos chilenos?* ».

[537] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°43, septiembre 1928 : « *Si Vd., señor exportador, no cuida de su buen nombre, lo cuidará el Gobierno por Vd.* ».

[538] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°41, juillet 1928, « El nacionalismo no es enemigo del capital extranjero », par Emiglio Tagle Rodriguez. Ce dernier effectue un bel exercice de rhétorique pour renforcer son propos. Il commence ainsi : « La politique nationaliste initiée par l'actuel gouvernement était une aspiration ancienne et sincère de ceux qui cherchent le bien public. » Plus loin il se livre, sous prétexte de le définir, à une défense et illustration du nationalisme : « […] le nationalisme, ou pour le dire autrement, le fait de se suffire à soi-même, dans tout ce qui ne contrarie pas la nature ou les données d'un pays, doit être une aspiration non seulement de ceux qui sont liés aux affaires publiques mais encore de tout citoyen honnête et patriote. » Il poursuit son argumentaire en montrant que de nombreux pays, en particulier ceux de l'Europe après 1918, ont appliqué une telle politique. Il termine par une distinction entre investissements « toxiques » (la formule est nôtre) et bénéfiques, ces derniers étant à encourager : « Cette sorte de capital, qui apporte la richesse chez nous, qui exploite les mines ou laboure les champs, qui crée des industries, développe le commerce, et qui partage la vie du pays en restant lié à lui dans les années de prospérité comme dans les années de crise, est, à notre avis, digne du plus grand respect […]. »

[539] *Ibid.* : « Garantías que Chile ofrece a los extranjeros ».

[540] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°41, juillet 1928, « Relaciones comerciales entre Chile y Estados Unidos », par R. H. Ackerman, attaché comercial de l'ambassade des États-Unis au Chili ; « Relations commerciales entre Chili et la France », par René Chayet, attaché commercial auprès de la Légation française. N°43, septembre 1928, « El comercio entre Brasil y Chile », par Guillermo Bianchi, consul du Chili en São Paulo…

[541] MRE Chili, Memorias, 1935, p. 577.

[542] *Idem*, p. 578.

À partir de 1936, la revue est désormais éditée en allemand « en raison des demandes répétées des intéressés à l'étranger[543] ». Il existe par ailleurs le projet, pour l'année suivante, d'une édition en français[544]. Plus tard, dans les *Memorias* de 1938, il est fait état de l'intensification de la propagande du pays et de l'augmentation du tirage de la revue *Información Económica de Chile* en raison de son succès[545].

Ce panorama des diverses initiatives du ministère chilien des Relations extérieures appelle deux remarques. La première concerne l'accent mis sur la diffusion d'informations sur le Chili. Dans le cas de l'Argentine, il s'agissait de corriger des jugements erronés, des connaissances approximatives. Pour le Chili, il s'agit tout simplement de rappeler au monde son existence, en s'insérant dans le flux des informations, de faire en sorte que l'actualité mondiale n'ignore pas ce qui se passe au-delà de la cordillère des Andes. Notre deuxième remarque a trait à l'insistance sur le caractère véridique des éléments fournis, comme s'il fallait se prémunir d'une méfiance envers tout ce qui est véhiculé par des instances officielles. Ce faisant, les acteurs de la diplomatie chilienne écartent tout soupçon de propagande idéologique. Dans le jeu qui consiste à se faire valoir dans le concert des nations, le Chili se présente comme un pays qui ne se met pas en scène, qui joue la carte de la transparence, construisant ainsi une certaine image de lui-même pour l'extérieur, mais aussi, comme le révèle la revue Chile et ses destinataires multiples, pour ses propres citoyens.

Les moyens techniques de la diffusion d'informations et l'adaptation au public visé

La Section doit faire face, en 1930, à certaines difficultés financières, ce qui est résumé pudiquement de la sorte : « Le travail d'information du Ministère durant l'année 1930 a connu un développement intense, même si moins volumineux qu'en 1929[546]. » Il a en effet fallu faire des économies et le service d'informations a dû supprimer le budget consacré à l'impression de brochures et à l'acquisition de livres, de films, de photographies et « autres éléments de diffusion », paralysant de la sorte cet aspect de son activité. Il a fallu par ailleurs suspendre, en

---

[543] MRE Chili, Memorias, 1936, p. 627 : « *debido a las continuas demandas de los interesados en el extranjero* ».
[544] Ibid.
[545] MRE Chili, Memorias, 1938, p. 519.
[546] MRE Chili, Memorias, 1930, p. 603 : « *La labor informativa del Ministerio durante 1930 tuvo un desarrollo más intenso aunque menos voluminoso que en 1929*. »

grande partie, la transmission cablographiée des informations destinées aux journaux européens et transformer les services « cablegráficos » vers New York en service aéropostal.

Dans le même temps, la recherche des moyens les plus efficaces pour mener la propagande du Chili à l'extérieur a été intensifiée, notamment en faisant parvenir des questionnaires à de nombreux organismes « dont l'intérêt pour le Chili est évident[547] ».

Par exemple, à la fin de l'année 1930, un nouveau service de diffusion a été mis en place par le biais des compagnies de navigation qui effectuent des parcours qui s'achèvent dans des ports chiliens et dont les navires « servent de vecteurs aux bons éléments de propagande[548] ». Il a ainsi été distribué, dans chaque bateau de la Compagnie Sud-Américaine de bateaux à vapeur, de la *Pacific Steam Navigation*, de la *Grace Line*, de la Compagnie générale de Navigation italienne et de la *Hamburg Amerika Linie*, des brochures illustrées sur le Chili. Des petites bibliothèques ont été par ailleurs installées sur les navires. Enfin,

> « cherchant à satisfaire l'intérêt personnel des voyageurs sur certains problèmes et antécédents du pays, il fut placé dans les bateaux les plus importants des entreprises mentionnées, un service de correspondance rapide, fondé sur des questionnaires adressés à la Section, dont les résultats ont été appréciés[549] ».

Les *Memorias* de 1939 font état de ce qui est considéré comme une innovation importante, à savoir la mise en place d'« envois aériens extraordinaires[550] » :

> « Chaque fois que la presse locale relate un fait important dans la vie nationale, dont les répercussions sont jugées importantes à l'extérieur [...] on envoie les coupures de presse afférentes par courrier aérien extraordinaire à 33 Ambassades, Légations et Consulats de grande importance en Amérique[551]. »

Cela permet aux agents diplomatiques de faire paraître rapidement ces informations dans la presse locale. L'efficacité de cette procédure a pu être vérifiée dans la mesure où les éléments ainsi envoyés ont souvent fait l'objet d'articles. Les dispositions, notamment techniques, mises en place pour faire parvenir ces informations traduisent un souci de rapidité, de telle sorte que l'actualité chilienne soit pleinement présente dans l'actualité internationale. À travers ce dispositif, le Chili cesse d'être une *finis terrae*, un pays trop lointain pour que l'on sache ce qui s'y passe. L'usage des compagnies maritimes et de l'aéronautique sont par ailleurs le signe que l'on sait mettre à profit les progrès techniques et leurs implications en termes de communication.

Nos sources révèlent en outre la capacité du ministère à créer des réseaux, à susciter la demande d'informations et à s'adapter aux publics visés. Ainsi la Section cherche-t-elle à avoir des informations sur les pays où le Chili dispose d'une représentation diplomatique afin d'adapter

---

[547] « *cuyo interés por Chile es evidente* ».
[548] MRE Chili, Memorias, 1930, p. 605 : « *sirven de vehículo a los buenos elementos de propaganda* ».
[549] *Ibid.*
[550] « *Envíos aéreos extraordinarios* ».
[551] MRE Chili, Memorias, 1939, p. 297.

au mieux sa politique d'information[552]. Il s'agit en particulier de cerner les attentes des différents marchés étrangers. Par ailleurs, le service étant conscient de la portée plus grande des informations qu'il envoie lorsque celles-ci sont traduites dans la langue du pays destinataire, un service permanent de traduction en anglais, en français et en allemand a été mis en place. Ce qui a eu pour conséquence de voir augmenter les demandes d'informations depuis l'étranger[553]. En ce qui concerne la création de réseaux, le service a envoyé, en 1929, une circulaire à toutes les bibliothèques nationales et les universités publiques des pays latino-américains stipulant qu'il était à leur disposition pour leur fournir des informations sur le Chili. Cela a aussi été proposé à 45 universités nord-américaines et à 89 institutions littéraires, scientifiques, commerciales et industrielles d'Europe[554]. C'est ainsi qu'en 1930, la Section d'Informations est en contact avec plus de 650 organismes, qu'il s'agisse de ministères des Relations extérieures, des chambres de commerce les plus importantes, des associations d'exportateurs, des entreprises de voyage et de navigation, des agences de presse, des bibliothèques publiques et universitaires, de musées, de banques ou des centres intellectuels « d'intérêt notoire[555] ».

La coopération intellectuelle : le partenariat MRE/Université du Chili

Les *Memorias* de 1943 font état de l'amplification progressive du champ d'action de la Section Informations :

> « Certes, cette Section fut créée dans le but de fournir à nos Missions Diplomatiques et Consulaires des informations sur les activités nationales, informations destinées à faire connaître à l'extérieur différents aspects de notre pays, mais dans la pratique elle s'est vue obligée d'élargir ses fonctions jusqu'à prendre le caractère de trait d'union entre les Missions Diplomatiques sur place et les organismes publics chargés de fournir aux représentants étrangers auxquels leurs gouvernements demandaient des informations sur le Chili[556]. »

Ainsi, de plus en plus, c'est à la Section que s'adressent directement les diplomates étrangers en poste au Chili afin d'obtenir des informations concernant les domaines les plus variés de la vie du pays. D'agence fournissant aux missions diplomatiques chiliennes le matériel nécessaire à assurer la publicité du Chili à l'extérieur, la Section devient donc un organisme dont le nombre d'interlocuteurs ne cesse d'augmenter, dépassant ainsi le cadre qui était le sien au départ. Cette

---

[552] MRE Chili, Circulares ordinarias, 1929-1935, Santiago, 29/10/1929, Circulaire n°32 : « Le progrès indispensable de la Section Informations de ce ministère [...] exige une constante consultation de données géographiques et économiques relatives à chaque pays, étant donné que ces données représentent l'indice le plus important pour déterminer dans chaque cas la forme et les orientations de la propagande chilienne à l'extérieur. »
[553] MRE Chili, Memorias, 1930, p. 605.
[554] MRE Chili, Memorias, 1929, p. 633.
[555] MRE Chili, Memorias, 1930, p. 605 : « *de notorio interés* ».
[556] MRE Chili, Memorias, 1943, p. 892.

évolution se fait au gré des demandes adressées à la Section et non en fonction d'une action qui serait planifiée, comme le suggère ce passage (« cette section [...] dans la pratique s'est vue obligée d'élargir ses fonctions »). Il en va de même pour les activités liées à la coopération intellectuelle, qui disposent quasi systématiquement, à partir de 1943, d'un rapport spécifique dans les pages des *Memorias* consacrées à l'action de la Section :

> « L'importance acquise finalement par les activités internationale de coopération intellectuelle a fait peser de nouveau une plus grande responsabilité sur cette section dès lors que toute communication ou sujet en rapport avec ce travail, qu'ils proviennent des Instituts et organismes établis au Chili, ou des correspondants à l'étranger, doivent être connus et étudiés par elle. Les bibliothèques publiques et privées, créées dans différents pays pour répondre à la soif de progrès culturel qui anime les peuples du monde entier, ont fait très souvent appel au Ministère et à nos Missions Diplomatiques et Consulaires. La tâche de satisfaire ces demandes incombait à la Section d'Informations […][557]. »

Ainsi apparaît-il que le ministère a dû s'adapter à cette tendance de la coopération intellectuelle à être chaque jour plus présente au sein des relations internationales, présentée comme le résultat de la « soif de progrès culturel qui anime les peuples du monde entier ». L'auteur du rapport s'empresse d'ajouter que la Section, en 1943, n'a pas disposé des moyens – financiers et humains – requis par cette mission, dans la mesure où une grande partie de ses activités a été remise en cause par la paralysie des moyens de communication due à la guerre. Ce qui explique sans doute qu'il faille attendre 1946 pour que figure à nouveau l'intitulé « coopération intellectuelle » dans les pages des *Memorias,* même s'il en est question dans celles de 1945[558]. Il est alors fait mention des relations de la Section avec le Ministère de l'Éducation Publique, l'Université du Chili, les institutions littéraires, artistiques, scientifiques et sportives du pays afin de satisfaire « autant que possible, les nécessité de l'échange culturel et général [559] ». La Section a également répondu à de nombreuses sollicitations en provenance de l'étranger concernant des données et des informations « autour des divers aspects du panorama éducatif et culturel [du Chili][560] ».

Enfin, il est spécifié qu'une attention particulière a été portée à la mise en relation entre étudiants, écrivains, artistes et professionnels, notamment par l'envoi de livres et en favorisant les correspondances épistolaires. La Section a essayé d'envoyer, sinon les œuvres entières d'écrivains

---

[557] *Ibid.*

[558] MRE Chili, Memorias, 1945, tome II, p. 240 : « Il appartenait à cette section d'obtenir tout ce qui avait trait aux sujets culturels que les autres pays transmettaient ou soumettaient à notre gouvernement. C'est ainsi que le Ministère porta à la connaissance de nos organismes d'éducation ce qui concernait l'organisation interne des universités, des institutions culturelles, les prix, concours, et plus généralement toute information qu'il détenait sur les activités artistiques, scientifiques ou culturelles. »

[559] MRE Chili, Memorias, 1946, p. 687 : « *dentro de lo posible, las necesidades del intercambio cultural y general* ».

[560] *Ibid.* : « *acerca de los variados aspectos de nuestro panorama educacional y cultural* ».

chiliens, du moins des extraits traduits afin que ceux-ci soient disponibles dans les missions diplomatiques chiliennes. De la même manière, ont été remis quelques disques et partitions de musique chilienne[561].

Est-ce à dire qu'avant 1943 le ministère chilien des Relations extérieures ne s'occupait pas du tout des questions de coopération intellectuelle ? Dans la mesure où, dès la création de la commission chilienne de coopération intellectuelle en 1930, Felix Nieto del Rio[562], sous-secrétaire du Ministère des Relations extérieures fait partie des membres de la commission, on peut supposer que ce domaine intéressait la diplomatie chilienne. Néanmoins, compte tenu du contexte politique et économique, ni la commission[563] ni le ministère n'ont pu réellement mener à bien des travaux relevant de la coopération intellectuelle. L'idée d'un partenariat n'est cependant pas abandonnée puisque, lorsque la commission est refondée en 1935, il est décidé qu'un fonctionnaire du ministère ferait partie de son comité exécutif. Par ailleurs, cette dernière dépend en grande partie, pour son financement, des subsides versés par le ministère. Par la suite, dans les *Memorias* de 1941, il est fait état de l'intérêt du ministère pour cet aspect des relations internationales :

> « Pendant l'année 1941 le Ministère des Relations extérieures accorda, par l'intermédiaire de la Section Traités, une attention particulière au développement des échanges et rapprochements culturels avec les autres pays, considérant ces échanges comme l'un des moyens les plus efficaces pour atteindre une meilleure connaissance réciproque[564]. »

Ce qui suit est également important pour notre propos :

> « Il appartenait, dans ce travail, à la Commission Chilienne de coopération intellectuelle, organisme conseiller du Ministère, d'apporter une contribution précieuse. […] Le Ministère des Relations extérieures et la Commission Chilienne de Coopération intellectuelle ont apporté leur collaboration pour qu'aboutissent diverses expositions, pour faire des cours, des conférences et obtenir l'impression de livres et de revues, le tout dans le but de favoriser une meilleure connaissance réciproque de nos peuples[565]. »

La commission est donc un organisme qui « conseille » le ministère pour les questions relatives à la coopération intellectuelle. Cette collaboration est à nouveau mise en avant en 1945 :

> « Comme les années précédentes, le Ministère a continué à apporter son appui matériel et administratif à la Commission Chilienne de Coopération Intellectuelle, de même qu'elle a soutenu tout ce qui a trait aux échanges éducatifs, intellectuels ou artistiques[566]. »

Et en 1946 :

---

[561] *Ibid.*
[562] Ce dernier est en outre présent, aux côtés de Luis Melo, haut fonctionnare de ce ministère, lors de la réunion qui re-fonde la commission en septembre 1935. Voir chapitre II.
[563] Voir chapitre II.
[564] MRE Chili, Memorias, 1941, p. 368.
[565] *Idem*, p. 368-369.
[566] MRE Chili, Memorias, 1945, tome II, p. 239.

> « Cette section a travaillé en étroit contact avec la Commission Chilienne de Coopération Intellectuelle dans tout ce qui a rapport à l'octroi de bourses, tant étrangères que nationales, sélections de candidats, accueil des délégations étrangères, tournées d'étudiants et professionnels chiliens à l'extérieur, travail des Instituts Culturels Mixtes, expéditions d'œuvres chiliennes à l'étranger, participations aux Congrès et Conférences internationales, etc...[567] »

Plus qu'une simple « conseillère » la commission est devenue, à l'égal du ministère des Relations extérieures, un acteur central pour tout ce qui relève de la coopération intellectuelle. La création, au sein de la commission, dès décembre 1935, d'un Bureau de Coopération Intellectuelle laisse penser qu'il n'a pas fallu attendre 1946 pour que celle-ci joue un rôle de premier plan. Hernán Castro Ossandón, auteur d'un mémoire sur la coopération intellectuelle américaine, décrit ainsi les fonctions et les activités de ce Bureau :

> « Le Bureau de la Commission est un centre d'informations culturelles auquel font constamment appel le ministère des Relations extérieures, l'Université du Chili et le public ; il entretient un échange d'informations avec des universités et des organismes étrangers afin de faciliter l'accès à des données sur les conditions de vie au Chili pour les personnes qui seraient intéressées à suivre des cours dans nos universités ; il leur remet en outre des programmes d'étude, etc.[568] »

Dans l'ouvrage paru en 1953 et revenant sur l'action de la commission[569], on retrouve l'idée que la commission et son Bureau constituent en fait le centre du dispositif chilien de coopération intellectuelle :

> « Les relations internationales en faveur du rapprochement des cultures constituent l'une des finalités fondamentales de la Commission, et pour cette raison elle travaille intensément avec l'étranger, produisant d'innombrables études, donnant des informations sur de nombreux sujets, expédiant des livres, publications, programmes d'étude. Le Gouvernement du Chili, et particulièrement le Ministère des Relations Extérieures, l'Université du Chili et d'autres entités la sollicitent constamment pour obtenir des renseignements sur les sujets culturels de caractère international[570]. »

Il y a donc une véritable complémentarité entre le ministère d'une part et la commission, très liée à l'Université du Chili. Cet état de fait peut être mis en lien avec le rôle de Francisco Walker Linares, trait d'union entre la sphère diplomatique et la sphère universitaire.

---

[567] MRE Chili, Memorias, 1946, p. 686.
[568] Hernán Castro OSSANDON, *Cooperación intelectual americana*, Memoria de prueba para optar al grado de licenciado en la Faculdad de Ciencias Jurídicas y Sociales de la Universidad de Chile, Santiago, 1944, p. 29.
[569] Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953.
[570] *Idem*, p. 6-7.

L'Université du Chili : sa place et son rôle dans la vie politique et intellectuelle du pays

> « Peu d'institutions publiques ont été aussi déterminantes pour la définition de l'identité d'une nation que l'Université du Chili pour notre pays[571]. »

Cette phrase figurant sur la page dédiée à l'historique de l'Université du Chili sur le site internet de cette dernière résume ce qu'ont pu en dire tant les historiens[572] que les acteurs de l'époque que nous étudions. Fondée en 1842, elle participe pleinement à la construction du Chili comme État-nation :

> « La création de l'Université du Chili en 1842 représente l'un des premiers projets véritablement nationaux accomplis par l'État chilien alors émergent au XIXe siècle. On attendait de l'université non seulement qu'elle crée une tradition scientifique et académique, mais aussi qu'elle encourage et supervise tous les sujets relatifs à l'éducation dans le pays. L'éducation, en retour, devait apporter à l'État chilien un ensemble de valeurs partagées et le sens de l'identité nationale[573]. »

Bien que confrontée à de nombreux défis, l'Université du Chili, sous les rectorats[574] d'Andrés Bello (1843-1865)[575] et d'Ignacio Domeyko (1867-1883)[576] devient une des plus importantes institutions éducatives du Chili, voire d'Amérique du Sud. Il n'est donc pas étonnant qu'une des

---

[571] Voir http://www.uchile.cl/portal/presentacion/historia/resena-historica/4727/una-mirada-a-la-historia (page consultée le 28/02/2013).

[572] Voir notamment Rolando MELLAFE, María Teresa P. GONZÁLEZ, *El Instituto pedagógico de la Universidad de Chile (1889-1981) : su aporte a la educación, cultura e identidad nacional*, Santiago, Monografías de Cuadernos de Historia n°2, Universidad de Chile, 2007 ; Bernardino Bravo LIRA, *La universidad en la historia de Chile : 1622-1992*, Providencia, Pehuén ed., 1992 ; *Imágenes de la Universidad de Chile*, Santiago, Universidad de Chile, 1977.

[573] Ivan JAKSIC, Sol SERRANO, « In the service of the nation : the establishment and consolidation of the Universidad de Chile, 1842-1879 », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 70, n°1, fév. 1990, p. 139. Voir aussi, pour un panorama complet de l'histoire de l'Université du Chili au XIXe siècle et ses liens avec le projet éducatif de l'État chilien, Sol SERRANO, *Universidad y nación. Chile en el siglo XIX*, Santiago, Editorial Universitaria, 1994.

[574] Voir en annexe la liste des recteurs de l'Université du Chili, de 1842 à 1953.

[575] Andrés Bello 1781-1865), écrivain, poète, juriste vénézuélien, est considéré comme l'un des grands humanistes hispano-américains du XIXe siècle. Il arrive au Chili en 1829 et est rapidement appelé par le gouvernement en place. Il occupe notamment la fonction de sous-secrétaire du ministère des Relations extérieures. En 1832, il obtient la nationalité chilienne et intègre la *Junta de Educación*, chargée d'élaborer les programmes d'études des collèges chiliens. Il est élu sénateur en 1837 et, en 1940, il rejoint la commission parlementaire chargée d'élaborer le Code Civil chilien. Il devient en 1842 le premier recteur de l'Université du Chili.

[576] Ignacio Domeyko (1802-1889), scientifique lituanien, est appelé en 1837 par le gouvernement chilien pour enseigner à l'Institut Coquimbo. Entre 1840 et 1846, il parcourt le Chili en tant que géologue. En 1847, il devient professeur à l'Institut National du Chili et obtient la nationalité chilienne en 1848. Il est à l'origine de la création de l'École des Mines de La Serena et de celle de Copiapó. Membre du conseil d'administration de l'Université du Chili, il en devient le recteur en 1867. Il y déploie une intense activité et c'est sous son rectorat que la superintendance de l'éducation assumée jusque là par l'Université est transférée au ministère de l'Instruction publique.

premières brochures éditées pour divulgation par la Section Informations et Propagande soit consacrée à cette institution et en dresse un véritable panégyrique :

> « Chaque fois que l'on tourne ses regards vers le passé du Chili, on ne peut que voir au long du temps l'œuvre civilisatrice et tutélaire de l'Université, une des premières institutions qu'a fondée la République, au sein de laquelle se sont formées les générations qui ont eu la charge de diriger le pays, qui a marqué de son empreinte la vie publique nationale en lui inculquant les principes du droit et de la civilisation dans tous les aspects de la vie sociale, tant à l'intérieur du pays que dans ses relations avec les autres peuples.
>
> On peut affirmer que la fondation de l'Université du Chili constitue le passage le plus important ouvert par la République vers sa libération complète. Les premières générations de l'ère de l'indépendance, dans leur ardeur rénovatrice, ont créé cet organisme culturel pour remplir une fonction qui manquait dans la désolation héritée du passé colonial, soumis à l'instruction monastique étriquée et à ses prescriptions anti-modernes. L'Université est venu réveiller l'esprit encore endormi du nouvel État politique en lui donnant force et conscience[577]. »

Ce panégyrique est un moyen de présenter le Chili aux yeux du monde comme un État-nation qui s'est bâti à l'aide du savoir, grâce à une institution éminemment symbolique sur les plans intellectuel et culturel. À travers elle, on met en scène la rupture avec le passé colonial et l'avènement de la modernité. Outre cette fonction représentative, l'Université du Chili remplit aussi un rôle de premier plan dans le champ culturel chilien[578] et, en tant que telle, elle est une actrice à part entière de la promotion du Chili à l'international. Le développement qui suit a pour but d'étudier les modalités selon lesquelles elle participe à cet effort.

Cours d'été, échanges universitaires et instituts bi-nationaux : l'Université du Chili au service du rayonnement international du pays

Les instituts bi-nationaux

Un rapport d'activité de la commission chilienne de coopération intellectuelle dit des Instituts bi-nationaux qu'ils sont nés du désir de « susciter intérêt et sympathie pour chacun des pays du Continent[579] ». Le premier d'entre eux est l'Institut Chili-Argentine, fondé en 1934, sur le modèle de l'Institut Argentin-Chilien qui existait déjà à Buenos Aires. Si chaque Institut organise son activité à sa guise et élabore ses propres statuts, c'est la commission qui en désigne le premier

---

[577] MRE Chili, Información y Propaganda, Conferencias de divulgación, n°1, « La Universidad de Chile ».

[578] « Depuis sa fondation, L'Université du Chili reste en charge de la haute tutelle de la culture chilienne [...]. Étroitement liée à l'organisation de la République, son développement a été parallèle à celui de la nation. » (*Ibid.*)

[579] AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », *Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual* : « *suscitar interés y simpatía para cada uno de los países del Continente* ».

directoire[580]. La liaison entre la commission et les Instituts est assurée par les présidents de ces derniers, qui doivent assister, une fois par mois, à une réunion organisée par le comité exécutif[581]. Ces instituts bi-nationaux réunissent des Chiliens qui avaient des liens avec le pays concerné[582] et des ressortissants de ce dernier, résidant à Santiago[583]. Chaque institut se doit de faire connaître, au Chili, « la culture, les coutumes, l'histoire et tout ce qui faisait la particularité de la nation à laquelle il était lié[584] », et pour ce faire son personnel devait collecter « livres nationaux, informations, matériel folklorique, données bibliographiques[585] » et fournir en retour le même genre de matériel au pays concerné. Par ailleurs, il se charge d'établir des correspondances scolaires, de fournir des bourses d'études aux étudiants désirant faire des études au Chili, et de manière générale, de créer « par tous les moyens à sa disposition, une atmosphère de sympathie bi-nationale, faite d'intérêt et de curiosité[586] ».

Le nombre d'Instituts va croissant, favorisant la création d'organismes semblables notamment en Bolivie, au Costa Rica, à Cuba ou en Équateur[587]. En 1943, on compte 14 Instituts bi-nationaux[588]. On peut donc parler de succès. Pour les principaux acteurs de la commission chilienne, l'action de ces instituts a permis la formation, en Amérique, d'une « attitude favorable à

---

[580] *Ibid.* Après un an d'existence, un nouveau directoire est élu par les membres de l'Institut. Le président doit toujours être chilien, mais le reste du personnel est composé à la fois de Chiliens et de ressortissants du pays concerné.

[581] AUN, A III 46, 1939, « Los Institutos de Cultura y la Comisión Nacional de Cooperación Intelectual », par Amanda Labarca.

[582] Amanda Labarca présente ainsi les acteurs susceptibles de faire partie de ces instituts : « Au Chili, en dehors de quelques centres fondés avant la création de la commission, les instituts ont été créés par cette dernière lorsque deux facteurs furent réunis :

a) L'existence d'individus capables de les faire prospérer ;
b) Une aspiration au rapprochement, qui puisse être traduite en un programme concret d'action cordiale.

Nous avons recherché ces individus parmi les personnes ayant résidé dans le pays frère, ou qui y avaient étudié, ou qui en avaient reçu des gratifications honorifiques, ou qui, par attirance spontanée, s'étaient consacrées à l'étude de ses lettres, de ses arts ou de ses institutions, celles qui, en un mot, aimaient ce pays et étaient disposées à traduire cet amour en bonne volonté. Ce groupe généreux, à la mentalité ouverte, qui a déjà dépassé l'étape du provincialisme étroit et égoïste, constitue à mon sens le facteur le plus important dans la vie de l'institut. Sans lui, tout programme resterait lettre morte. » (AUN, A III 46, 1939, « Los Institutos de Cultura y la Comisión Nacional de Cooperación Intelectual », par Amanda Labarca).

[583] AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual : « Ces instituts de culture regroupent – citons l'exemple de l'institut Chili-Venezuela – des Chiliens intéressés par la culture vénézuélienne et à des ressortissants du Venezuela qui résident à Santiago. »

[584] *Ibid.*

[585] *Ibid.*

[586] *Ibid.* : « *[…] crea por todos los medios a su alcance, una atmósfera de simpatía binacional, de interés y de elevada curiosidad.* »

[587] *Ibid.*

[588] Sur ces 14 Instituts bi-nationaux placés sous l'égide de la commission chilienne, dont deux en lien avec des pays européens (la France -1937- et la Grande-Bretagne – 1938 -), un avec les États-Unis (1938), et 11 avec les autres pays latino-américains (Argentine, Brésil – 1939 -, Bolivie -1937 -, Cuba -1938-, Costa Rica -1938-, Colombie – 1937 -, Équateur -1937-, Mexique -1937-, Panama, Uruguay -1939- et Venezuela -1938-). (*Boletín Bimestral*, n°35, juillet-septembre 1943, p. 62-63).

l'échange, d'une volonté partagée de mieux se connaître[589] », et devait permettre que les nationalismes retrouvent leurs « proportions normales[590] ». Ces organismes étaient enfin conçus comme des instruments au service du « progrès interaméricain[591] ».

Les échanges universitaires et les cours d'été

Émanant de l'Université du Chili, la commission consacre aux échanges universitaires une large part de son action : la moitié de son budget sert ainsi à offrir des bourses d'études aux étudiants latino-américains qui désirent venir au Chili[592]. Elle organise également des voyages d'étudiants chiliens dans les universités du continent[593] et obtient pour certains d'entre eux des bourses de la part des États-Unis. Petit à petit la commission devient l'organe central pour la gestion des échanges universitaires et de la distribution de bourses[594]. L'empressement mis par la commission à attirer au Chili, dans de bonnes conditions, des étudiants étrangers, mais aussi des professeurs, vient de la conviction que ces derniers sont « les meilleurs agents de la collaboration internationale et de la diffusion de la culture chilienne[595] ». Walker Linares a d'ailleurs démontré la pertinence de cette équation lors d'un discours prononcé en 1941 à La Havane, à l'occasion de la Seconde Conférence des commissions américaines de coopération intellectuelle :

> « Les institutions éducatives chiliennes ont toujours accueilli les élèves étrangers, et innombrables sont les jeunes des pays américains, en particulier de la côte Pacifique, qui y ont suivi des cours. [...] Les diplômés de l'université chilienne ont occupé dans leurs pays respectifs des postes élevés, et dans nos

---

[589] AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual »,… : « *[…] una actitud favorable al intercambio, un interés profundo por conocerse de país a país* ».

[590] *Ibid.* : « *A medida que su obra gane en vastedad, los nacionalismos irán reduciéndose a su proporción normal.* »

[591] *Ibid.* : « *[…] la cooperación intelectual y técnica se convertirá en un apreciable instrumento de progreso interamericano.* ».

[592] AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual.

[593] Si elle ne finance pas entièrement ces voyages, elle travaille à les faciliter en s'occupant des formalités consulaires et en tentant d'obtenir, autant que possible, des réductions sur les frais de transport. Elle a à faire face à diverses difficultés : manque de moyens des universités, problèmes de change… Néanmoins, elle parvient à mettre en place des accords avec certaines universités, notamment celle de Buenos Aires (AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual)

[594] Voir Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 7 : « On lui confie la réalisation de concours pour les contrats et les bourses à l'extérieur, dans de nombreux pays, et on doit à ses gestions que dans le Budget des Devises du Conseil National du Commerce Extérieur il y ait un dispositif permettant un taux de change préférentiel pour le dollar (31 pesos pour un dollar en 1952) pour les boursiers chiliens, dont le revenu ou les bourses réduites font d'eux les créanciers de cette aide. » Et plus loin : « Il lui revenait de réaliser le concours des agronomes pour le Guatemala et des chefs d'éducation pour le Honduras ; d'organiser de façon régulière les concours pour les bourses officielles aux États-Unis, au Brésil, en Argentine, en Grande-Bretagne, au Mexique, à Cuba, en Allemagne, en Italie, etc. »

[595] *Boletín Bimestral*, n°33, janvier-mars 1943, p. 29 : « *los mejores elementos de la colaboración internacional y de la difusión de la cultura chilena* ».

> pérégrinations américaines nous avons eu la chance de rencontrer certains de ces diplômés qui se souviennent du Chili avec la douce nostalgie que l'on éprouve au souvenir des heures agréables de la vie estudiantine[596]. »

Il réitère son propos dans une lettre adressée en 1942 au ministre des Relations extérieures dans laquelle il est question du voyage en Bolivie d'une délégation du Liceo de Niñas de Antofogasta, composée de quatre professeurs et de 25 élèves. Ce séjour a été marqué par un cycle de conférences culturelles, prononcées par les enseignantes[597]. Un tel exemple le mène à la conclusion suivante : « Cette Commission estime que les voyages d'étudiants et de professeurs, bien financés et organisés, constituent des ambassades culturelles qui contribuent au prestige [du Chili] […][598]. »

Les échanges universitaires et scolaires sont donc pour lui un indéniable atout pour le prestige national du Chili, pour sa renommée en tant qu'expert dans le domaine de l'éducation. Cependant, il faut que ces échanges, ces « tournées », soient « bien financés et bien organisés ». On trouve dans les archives diplomatiques chiliennes des lettres entre la commission chilienne et le ministère, entre ce dernier et le ministère de l'Instruction publique, fort éclairantes sur cet aspect, dans le sens où y sont énumérées les conditions selon lesquels de telles initiatives peuvent être véritablement profitables au Chili. La première de ces lettres revient sur une mission pédagogique chilienne au Venezuela et en tire les enseignements :

> « Comme vous le savez, la mission d'éducation précédente n'a pas obtenu le succès espéré, du fait que les professeurs, groupe composé d'individus de statut social différent, qui ne se connaissaient pas suffisamment au Chili, transportèrent au Venezuela leurs rivalités idéologiques et professionnelles, ne se présentèrent pas face à ce pays avec la cohésion requise, et peut-être n'eurent-ils pas suffisamment la préoccupation de représenter le Chili et sa vie intellectuelle. Quelques-uns se laissèrent aller à participer à des polémiques dans la presse sur des sujets de nature interne.
>
> […] De plus il convient que la personne qui vient dans ce pays prenne en compte deux choses : l'orgueil vénézuélien fondé sur sa tradition historique qui est actuellement une des idées développées par le Gouvernement que préside le Général López Contreras, d'une part ; d'autre part, malgré la désorganisation de l'éducation publique vénézuélienne, il existe ici une importante classe cultivée de professionnels et de familles qui, grâce à ses nombreux voyages en Europe et aux États-Unis, possède une compréhension générale des problèmes et une grande vivacité lui évitant de se laisser tromper. Les Vénézuéliens n'acceptent pas qu'un étranger pointe, en public, leurs défauts, et qu'on veuille les traiter comme une nation attardée. C'est probablement le pays le plus chatouilleux de cette partie de l'Amérique. Par conséquent, il faut des personnes assez habiles[599]. »

Par ces remarques, l'auteur de cette lettre souligne deux aspects importants de la diplomatie culturelle : ceux qui font figure de représentants de la culture chilienne, en l'occurrence des

---

[596] Discours reproduit dans *Boletín Bimestral*, n°28, 1941, p. 65-66.
[597] « la enseñanza en Chile » ; « Novelistas chilenos del siglo XX » et « Legislación social chilena ».
[598] MRE Chili, Ministerios Chile, 1942, Santiago, 16/06/1942, Lettre de Francisco Walker Linares au ministre des Relations extérieures.
[599] MRE Chili, Ministerios Chile, 1938, dossier 1700, Santiago, 06/09/1938, Lettre de Gallardo (?) au ministre chilien de l'Éducation.

enseignants, doivent être soigneusement sélectionnés afin de ne pas écorner l'image de leur pays, mais aussi connaître le public auquel ils s'adressent pour ne pas le froisser. On retrouve là les analyses d'un Louis Baudin fustigeant le mépris et la désinvolture des intellectuels français pour les pays d'Amérique latine où ils étaient de passage et mettant en avant le préjudice que cela portait au rayonnement de la France dans le sous-continent[600]. Cette préoccupation est également présente dans une lettre datée de septembre 1942, dans laquelle Juvenal Hernández, Amanda Labarca et Francisco Walker Linares font part au ministre de l'Éducation du fait que plusieurs diplomates chiliens ont attiré l'attention du ministère des Relations extérieures sur la nécessité de contrôler et de réglementer les voyages d'étudiants chiliens dans les pays du continent, « afin qu'ils bénéficient aux voyageurs mais aussi à la bonne renommée de notre pays[601] ». Il convient, selon les auteurs, de veiller à ce que soient évités « des comportements qui portent atteinte à la réputation de nos établissements éducatifs ».

Ernesto Barros Jarpa, ministre des Relations extérieures[602], soulève une autre question, qui est celle de la concurrence à laquelle est confrontée le Chili dans le domaine des échanges universitaires et qui mérite selon lui que l'on prenne des dispositions. S'adressant à Juvenal Hernández, il note qu'il y a un intérêt croissant des étudiants chiliens pour les pays américains, « spécialement ceux de l'Atlantique[603] ». Or, d'après les rapports de l'ambassade chilienne en Argentine, « l'intérêt avéré des [étudiants chiliens] pour visiter l'Argentine et ses centres d'études ne trouve pas son équivalent chez les jeunes Argentins, ce qui fait que [le Chili] apparaît dans une attitude de 'vassalité intellectuelle' face à cette république[604] ». Les membres de la commission de coopération intellectuelle partagent ce point de vue, comme le montre l'extrait suivant :

> « D'un autre côté, les excursions, fréquemment, sont envisagées avec le but moins de resserrer les liens d'amitié avec des personnes d'autres pays, que de visiter et connaître l'organisation éducative, industrielle et commerciale, ou, simplement, les beautés naturelles d'intérêt touristique. On peut faire observer que la quasi totalité des membres de ces délégations méconnaissent ces mêmes aspects de notre pays, et ce serait faire preuve de patriotisme et d'attachement au Chili que de canaliser ces flots et vagues d'étudiants à travers notre vaste territoire national, dans lequel industries, commerce, folklore, beautés naturelles, qui n'ont rien à envier à ce que l'on trouve ailleurs en Amérique du Sud, comptent autant de diversités que de zones de production. De plus, cela coûterait moins cher aux participants, et leurs dépenses fortifieraient l'économie nationale au lieu de stimuler celle des autres pays ; cela nous

---

[600] Voir notre chapitre IV.

[601] MRE Chili, Ministerios Chile, 1942, Santiago, 10/09/1942, Lettre de Juvenal Hernández, Amanda Labarca et Francisco Walker Linares au ministre de l'Éducation, avec copie au ministère des Relations extérieures : « *a fin de que ellas no sólo beneficien a sus componentes, sino también al buen prestigio de nuestro, país* ».

[602] Il occupe ce poste du 02 avril au 20 octobre 1942.

[603] « *especialmente los del Atlántico* ».

[604] MRE Chili, Ministerios Chile, 1942, Santiago, 29/08/1942, Lettre d'Ernesto Barros Jarpa à Juvenal Hernández.

libérerait de devoir nous présenter en position de 'vassal intellectuel', ce qu'il ne faut sous aucun prétexte inculquer à nos étudiants[605]. »

Si les échanges universitaires peuvent constituer un outil pour la diplomatie culturelle chilienne, ils deviennent un handicap si les flux ne se font que du Chili vers les pays voisins ; ils risquent alors de donner l'impression que les jeunes Chiliens ne trouvent pas chez eux l'enrichissement intellectuel et les plaisirs du voyage. Pour répondre à ce défi, le ministère des Relations extérieures et le Conseil de l'Université du Chili ont délégué à la commission de coopération intellectuelle le pouvoir de contrôler et réglementer ces échanges. Aussi est-il demandé que le ministère de l'Éducation apporte sa collaboration, « à ces objectifs élevés de prestige national[606] », en présentant à la commission tout projet de voyage de groupes d'étudiants. Celle-ci soulignant, par la voix de Juvenal Hernández, l'impossibilité pour elle de tout contrôler et surtout d'empêcher de tels voyages[607], Ernesto Barros Jarpa réplique qu'il est néanmoins nécessaire de faire en sorte que ceux qui n'ont pas été validés par la commission n'aient pas de « caractère officiel »[608]. Selon lui, « [les] milieux éducatifs [chiliens] ont abusé des 'tournées d'étude' à tel point qu'il a été manifeste qu'elles ne tendaient qu'à dissimuler de simples voyage de tourisme ». Il convient donc de mettre fin à cette « dérive »[609].

L'autre moyen dont disposent le ministère des Relations extérieures et la commission de coopération intellectuelle pour faire en sorte que les flux d'étudiants se dirigent vers le Chili est l'octroi de bourses. Un courrier du responsable des écoles d'été de l'Université du Chili au ministre des Relations extérieures, daté de 1942, nous apprend que, depuis plusieurs années, le ministère offre des bourses à des étudiants américains recommandés par leur gouvernement[610]. Les *Memorias* de 1940 font quant à elles état des bourses concédées par l'Université du Chili à des étudiants étrangers cette année-là et donnent la liste des bénéficiaires : 15 bourses en tout ont été octroyées, dont six pour des Costarriciens, quatre pour des Nord-Américains, trois pour des

---

[605] MRE Chili, Ministerios Chile, 1942, Santiago, 10/09/1942, Lettre de Juvenal Hernández, Amanda Labarca et Francisco Walker Linares au ministre de l'Éducation, avec copie au ministère des Relations extérieures.

[606] « *en estos altos propósitos de prestigio nacional* ».

[607] MRE Chili, Ministerios Chile, 1942, Santiago, 11/09/1942, Lettre de Juvenal Hernández au ministre des Relations extérieures.

[608] MRE Chili, Ministerios Chile, 1942, Santiago, 20/10/1942, Lettre du Ernesto Barros Jarpa ministère des Relations extérieures à Juvenal Hernández.

[609] Le ministre explicite ainsi son propos : « Ce que recherche ce Département, et pour cela des instructions précises ont été données à nos ambassades à Buenos Aires et Rio de Janeiro, c'est d 'éviter que n'importe quel groupe de Chiliens, par le simple fait d'appartenir à un établissement d'éducation secondaire, universitaire ou spécialisé, franchisse nos frontière avec un caractère officiel sans respecter aucun ordre ni obéir à un plan préalablement étudié, ni avoir consulté les organismes qui, comme ce Ministère, ont comme tâche fondamentale de veiller à établir la meilleure et la plus fluide des communications internationales. »

[610] MRE Chili, Ministerios Chile, 1942, Santiago, 22/09/1942, Lettre du responsable des écoles d'été de l'Université du Chili au ministre des Relations extérieures.

Panaméens, deux pour des Équatoriens, et une pour un Nicaraguayen[611]. Ces mêmes *Memorias* nous permettent de dresser un tableau des étudiants étrangers à l'Université du Chili pour l'année 1940[612] :

Figure 8 : Tableau des étudiants étrangers à l'Université du Chili en 1940

	En nombre	En pourcentage
Europe	141	22,85 %
Amérique latine	455	73,74 %
États-Unis	12	1,94 %
Autres	9	1,45 %
Total	617	100 %

Que les États-Unis soient peu concernés et que le reste du sous-continent fournisse la majorité des effectifs, voilà qui ne saurait surprendre. On peut en revanche être surpris par le nombre d'Européens. Les Allemands (35) et les Espagnols (26) sont les plus nombreux à venir du Vieux Continent, révélant des relations privilégiées avec ces deux pays[613]. En ce qui concerne les Latino-Américains, le nombre de Boliviens (104), de Péruviens (107) et de Colombiens (83) dessine la sphère d'influence chilienne en Amérique du Sud. Enfin, le fait que 50 étudiants argentins figurent dans ce total semble montrer que les divers accords de coopération intellectuelle qui ont été signés entre les deux pays à partir du milieu des années 1930[614] ont porté leurs fruits. En revanche, un seul Brésilien apparaît dans cette liste. Ce qui est déploré, en 1942, par Francisco Walker Linares, qui répond à un courrier du ministère faisant état de l'offre de bourses, par le gouvernement brésilien, à des étudiants chiliens. Il juge cette initiative particulièrement opportune « compte tenu de la puissance industrielle et commerciale de ce pays et des relations qui devraient selon toute probabilité se renforcer [avec le Chili][615] ». Il dresse la liste des domaines qu'il serait intéressant pour les boursiers chiliens d'étudier au Brésil : la médecine tropicale, la médecine rurale ; les « industries modernes » et le commerce. La physiologie est aussi à privilégier, « car le Brésil compte d'excellents laboratoires dans ce domaine scientifique[616] ». Afin que cet échange soit profitable, la commission de coopération intellectuelle estime qu'il faut mettre en place un cours de portugais à l'Université du Chili, « car la croissance industrielle brésilienne et l'actuelle

[611] MRE Chili, Memorias, 1940, p. 458.
[612] D'après les chiffres donnés dans les *Memorias* de 1940 (p. 459-460).
[613] Nous reviendrons sur cette question dans notre chapitre VIII.
[614] Voir chapitre VIII.
[615] MRE Chili, Ministerios Chile, 1942, Santiago, 21/12/1942, Lettre de Francisco Walker Linares au ministre des Relations extérieures : « *dado el incremento de la potencia industrial y comercial de ese país y las justas relaciones que han de aumentar con el nuestro* ».
[616] « *ya que Brasil cuenta con excelentes laboratorios en esta rama científica* ».

situation internationale de ce pays, ainsi que le contexte de post-guerre, exigeront une plus grande entente culturelle et commerciale avec ce pays[617] ». Ces considérations sont une preuve que les échanges universitaires, et plus largement la diplomatie culturelle, permettent d'appuyer les objectifs de la diplomatie « classique » et que les intérêts de type économique sont loin d'être absents de la manière dont on appréhende la coopération intellectuelle.

Nous évoquerons brièvement l'organisation par l'Université du Chili de cours d'été, cet élément ayant déjà été abordé dans notre chapitre V.

En janvier 1936, doit avoir lieu la première École d'été de l'Université du Chili, qui va notamment permettre de « faire connaître l'histoire du Chili et le pays en général à des étudiants et professionnels étrangers[618] ». Miguel Cruchaga Tocornal, alors à la tête du ministère des Relations extérieures, insiste, dans une circulaire adressée aux représentants diplomatiques chiliens, sur les retombées positives de cette initiative :

> « L'École d'été joue dans tous les pays un rôle considérable pour resserrer les liens internationaux. Il est fait appel à la collaboration de professeurs étrangers et, en même temps, toutes sortes de facilités sont offertes pour attirer professionnels et étudiants des autres pays[619]. »

Il ajoute :

> « Cette École donnera une heureuse opportunité d'intensifier le flux de tourisme vers le Chili durant les mois d'été, en même temps qu'elle stimulera les relations culturelles et la compréhension entre les pays d'Amérique[620]. »

Dans cette perspective, l'Université du Chili s'est adressée au ministère des Relations extérieures afin que ce dernier divulgue, dans les missions diplomatiques de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, toutes les informations relatives à cette École d'été. Elle suggère en outre que les agents diplomatiques chiliens se mettent en contact avec des agences de voyage et « leur suggérera d'organiser, vers le Chili, des excursions de maîtres, professionnels, d'étudiants du supérieur, etc., qui, à coup sûr, ne pourraient venir s'ils ne pouvaient obtenir, pour leur voyage et leur séjour, des prix réduits[621] ». L'Université du Chili les accueillerait durant leur séjour.

De l'activité de l'Université du Chili dans le domaine des échanges universitaires, le ministère des Relations extérieures retient un chiffre : 7000 étudiants, dont de nombreux

---

[617] « *ya que el crecimiento industrial brasileño y la actual situación internacional, como la de post-guerra, exigirá un mayor entendimiento cultural y comercial con ese país* ».
[618] MRE Chili, Memorias, 1935, circulaire n°28 (22/10/1935), signée par Miguel Cruchaga Tocornal, p. 408 : « *dar a conocer la Historia de Chile y el país en general a estudiantes y profesionales extranjeros* ».
[619] *Ibid.*
[620] *Ibid.*
[621] *Ibid.*

étrangers, en provenance en particulier des pays hispano-américains[622], ont, au début des années 1940, fréquenté ce qui est sans conteste un organisme-clé de la diplomatie culturelle chilienne et plus largement de l'ouverture au monde – en tout cas dans sa dimension continentale – du pays :

> « Depuis le siècle passé existe cette immigration qui a tissé des liens d'affinité et de compréhension entre ces peuples et le Chili grâce à des générations de dirigeants formés dans notre université[623]. »

D'après l'auteur, au cours des quarante années précédentes, pas moins de 5 000 étudiants originaires d'Amérique centrale et du Sud ont suivi des cours à l'Université du Chili. Il termine son texte par une anecdote qu'il juge particulièrement éclairante pour montrer la centralité de l'Université du Chili en Amérique :

> « Sur 25 étudiants groupés autour d'un microscope dans un laboratoire médical, 14 étaient étrangers, ce qui amena le distingué éducateur nord-américain M. Waldo Leland, témoin de cela, à s'exclamer 'L'Université du Chili peut se donner comme nom : Université Américaine par excellence'. C'est là l'orgueil de l'institution[624]. »

Juvenal Hernández, dressant le bilan des cours d'été, ne dit pas autre chose :

> « Bientôt ces cours, dont le niveau s'élève, finissent par emplir une plus haute mission nationale et internationale pour une meilleure connaissance du Chili. Des bourses sont créées, on pousse les gouvernements américains à envoyer des diplômés se perfectionner. Et voilà que Santiago s'emplit d'Américains pour qui la destinée est le Chili, et notre université se nomme 'Université d'Amérique'. Le pays est mieux connu grâce à cet élément attractif, cultivé et influent qui s'avère l'agent le plus efficace pour nos intérêts culturels. On échange des invitations et il se crée des organismes pour assurer réciprocité et interrelation dans les autres pays du continent ; […] C'est une fonction identique qu'assume la Commission Chilienne de Coopération Intellectuelle, modèle lui aussi américain, avec ses instituts bi-nationaux encore en pleine activité[625]. »

Le livre : publications et échanges

L'importance du livre comme outil de diplomatie culturelle est mise en avant par une circulaire datant d'avril 1929 et destinée à l'ensemble du corps diplomatique chilien. En voici l'extrait le plus significatif :

> « Le ministère a décidé de favoriser la connaissance à l'étranger de la littérature nationale, en adoptant un dispositif analogue à celui en usage dans les autres pays et que ce département a eu l'opportunité de pratiquer occasionnellement. Ceci sera mis en œuvre par une action discrète de nos agents diplomatiques visant à éveiller de l'intérêt pour la connaissance des meilleures œuvres de notre

---

[622] MRE Chili, Información y Propaganda, Conferencias de divulgación, n°1, « La Universidad de Chile ».
[623] MRE Chili, Información y Propaganda, Conferencias de divulgación, n°1, « La Universidad de Chile ».
[624] *Ibid.*
[625] Juvenal HERNÁNDEZ, *La luminosa trayectoria de Amanda Labarca*, Publicaciones Museo Pedagógico, primer trimestre de 1953, p. 9.

littérature dans les cercles intellectuels, éditoriaux et parmi les personnalités littéraires dont l'opinion contribuera à asseoir leur prestige[626]. »

Le ministère va donc solliciter les auteurs afin qu'ils lui remettent des exemplaires des œuvres qu'ils jugeront les plus appropriées afin de les faire parvenir aux missions diplomatiques chiliennes, celles-ci étant appeler à coopérer afin de garantir le succès d'une initiative qui « peut ouvrir de plus grands horizons au prestige de notre culture littéraire [627] ».

Les bibliothèques des ambassades, consulats et légations ont par ailleurs reçu des annuaires statistiques portant sur un certain nombre de domaines (commerces intérieur et extérieur ; démographie ; mines et métallurgie ; administration, justice et éducation ; agriculture…)[628]. Il semble néanmoins que la constitution systématique de petites bibliothèques dans les missions diplomatiques chiliennes ait rencontré des obstacles. Une circulaire émanant de la Section Informations, en date du 10 juin 1935[629], revient sur leur nécessité et propose des mesures pour en rendre l'organisation plus efficace. Alors qu'a été envoyé régulièrement un « abondant matériel de consultation et de propagande » aux missions diplomatiques, l'absence de catalogage et d'archivage le concernant l'a rendu peu utilisable, obligeant le ministère à en fournir toujours plus, ce qui revient trop cher. Afin de remédier à cette situation, il est décidé que chaque mission diplomatique organiserait une petite bibliothèque dans laquelle figureraient les ouvrages nécessaires à une consultation de base classés de la sorte : histoire du Chili, annuaires statistiques, mémoires des ministères, cartes, photographies, etc. Le ministère enjoint également ses agents à faire un inventaire systématique du matériel dont ils disposent[630]. Les *Memorias* de 1936 nous apprennent que cet effort est poursuivi et que la Section Informations et Propagande a réuni un certain nombre d'œuvres considérées comme basiques afin de nourrir les petites bibliothèques des missions diplomatiques[631].

La commission de coopération intellectuelle participe pleinement de cet effort. Convaincus, nous l'avons vu, que les étudiants chiliens en échange universitaire constituent des « ambassadeurs » de la culture chilienne, les membres de la commission ont tenté d'en faire les porteurs d'une petite « bibliothèque de base », à l'image de celles que la Section désirait vouloir créer au sein de chaque mission diplomatique :

« Comme, malheureusement, aucun de nos pays n'est suffisamment connu des autres, la Commission a estimé utile que chaque boursier emporte une petite bibliothèque contenant les ouvrages

[626] MRE Chili, Memorias, 1929, p. 178-179, Circulaire n°11 (11/04/1929), « Libros de autores nacionales ».
[627] *Ibid.* : « *puede ofrecer horizontes más amplios al prestigio de nuestra cultura literaria* ».
[628] MRE Chili, Memorias, 1930, p. 604.
[629] MRE Chili, Circulares ordinarias, 1929-1935, Santiago, 10/06/1935, Circulaire n°18.
[630] MRE Chili, Memorias, 1935, p. 395-396.
[631] MRE Chili, Memorias, 1936, p. 627-628.

indispensables en matière d'histoire, géographie, éducation et littérature, en plus de ceux qu'il choisit en fonction de sa spécialité[632]. »

Toujours dans l'optique d'offrir à de potentiels lecteurs étrangers l'accès à des ouvrages chiliens qui leur permettent de se faire une idée exacte du Chili, la commission est entrée en contact avec les compagnies maritimes desservant le pays afin que soient inclus dans les bibliothèques présentes sur les bateaux des livres écrits par des auteurs chiliens[633]. Elle s'est par ailleurs chargée de nombreux envois de livres à l'extérieur[634] et de la fondation de salles « Chili » dans un certain nombre de bibliothèques d'autres pays[635], et ce grâce à la mise à disposition d'ouvrages par la Section d'Échanges et de Publications de l'Université du Chili. Enfin, elle a organisé des expositions de livres chiliens à Buenos Aires, Lima, La Paz, Rio de Janeiro et Bogotá et a envoyé des sélections d'ouvrages chiliens pour l'organisation d'expositions de livres à l'étranger[636].

Si l'on en croit ce passage écrit par Concha Romero James, alors à la tête du Bureau de Coopération intellectuelle de l'Union Panaméricaine, cette politique a porté ses fruits :

> « C'est une portée semblable qu'ont les livres qui par milliers sortent chaque semaine des imprimeries chiliennes, pour être diffusés dans le plus petit village d'Amérique. Pour les enfants de cette génération, le Chili ne sera pas un simple paysage, composé de la mer, d'une cordillère, d'un désert. Ce sera bien mieux : le foyer d'éditeurs résolus qui sauvent de l'oubli les écrivains mis de côté par l'indifférence ou l'ingratitude [...][637]. »

L'émergence de la diplomatie culturelle chilienne se fait clairement en deux temps. Le premier, à la fin des années 1920, est placé sous le signe exclusif du ministère des Relations extérieures et apparaît comme en avance par rapport à ses voisins argentin et brésilien. Cette précocité est d'ailleurs soulignée dans les pages de la revue *Chile* :

---

[632] *Boletín Bimestral*, n°28, octobre-décembre 1941, p. 10.

[633] Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 8.

[634] Pour l'exposition de livres hispano-américains qui doit se tenir en octobre 1941 en République Dominicaine ; comme donation à la Casa de Cultura y Biblioteca de Esquel, en Argentine ; une collection a été donnée à l'Institut Brésil-Chili de Culture de Rio de Janeiro et une autre au Centre d'Études Panaméricains de Belo Horizonte ; des livres ont également été envoyés à l'École République du Chili et à l'École Gabriela Mistral, en Équateur. Enfin, elle s'est chargée de faire parvenir aux centres d'enseignement nord-américains qui avaient reçu des boursiers chiliens des ouvrages d'histoire, de géographie, des « panoramas littéraires et des anthologies nationales ». (MRE Chili, Memorias, 1940, p. 457). Dans l'ouvrage *22 años de labor (1930-1952)*, il est précisé que la commission « a fourni à de nombreuses institutions, organismes éducatifs, bibliothèques et à d'importantes personnalités étrangères des collections d'œuvres chiliennes afin qu'elles soient diffusées ». (*ouv. cité*, p. 8).

[635] Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*…, p. 7.

[636] Sont mentionnées la Feria de Guatemala, l'Exposition de livres de Stockolm, l'Exposition d'Auteurs Féminins de Rio de Janeiro, et l'Exposition du Livre d'Haïti. (Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, …, p. 8).

[637] Concha Romero James, *La cooperación intelectual en América, 1933-1936*, Oficina de Cooperación intelectual, Unión Panamericana, Washington DC, alcance al Correo n°10, p. 6.

> « Il n'existe probablement pas en Amérique, toutes proportions gardées et à l'exception des États-Unis, un département mieux organisé techniquement et qui exerce avec une plus grande efficacité et un plus grand dynamisme ses fonctions, que la Section Informations et Propagande du Ministère des Relations Extérieures du Chili[638]. »

La nécessité de résoudre sans dommage les différends avec le Chili et le Pérou, la volonté de jouer un rôle qui ne soit pas figuratif à la SdN ne sont sans doute pas étrangères à cet état de fait. Mais surtout, plus encore que la conquérante Argentine et le gigantesque Brésil, le Chili a besoin d'affirmer son existence et sa singularité afin de trouver sa place dans le concert des nations et de veiller à ses intérêts, notamment économiques. Or c'est justement sa faiblesse dans ce domaine qui le rend, plus encore qu l'Argentine ou le Brésil, vulnérable à la crise de 1929. Cette dernière, en l'affaiblissant, rend précaire l'action mise en place par le ministère. Celle-ci reprend, mais sous une forme différente : désormais c'est un partenariat entre les sphères diplomatique et universitaire qui préside à la mise en œuvre de la promotion du Chili à l'extérieur.

---

[638] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°43, septiembre 1928, p. 12, « Chile se está dando a conocer universalmente por medios activos y profusos ».

Conclusion

Luis Melo Lecaros écrit, au sujet de la diplomatie du Chili à la fin du XIXe :

> « Le problème que rencontrait [la] chancellerie [chilienne] pendant ces années était de ne disposer ni d'une organisation ni d'un prestige qui lui auraient permis d'imposer son avis technique libéré des intérêts subalternes, hors d'atteinte des pressions étrangères à la fonction diplomatique, dépourvues de sens des responsabilités. Telle fut la raison du succès de l'Itamaraty, la chancellerie brésilienne [...][639]. »

José Paradiso note quant à lui :

> « L'un des traits saillants de la vie publique argentine, c'est la fréquence des jugements défavorables émis sur la trajectoire de sa politique extérieure, qualifiée d'erratique et incohérente. En général, ces commentaires furent accompagnés de références aux succès obtenus par les chancelleries du Brésil et du Chili, les pays voisins avec lesquels l'Argentine a entretenu, tout au long de son histoire, les différends les plus vifs[640]. »

Ces deux citations, mais aussi les nombreuses références que nous avons pu trouver dans les archives argentines, brésiliennes[641] et chiliennes à ce qui se passe dans les pays voisins, montrent bien qu'au-delà des spécificités propres à chacune des trois nations, l'élaboration de leur diplomatie culturelle ne peut se comprendre que si l'on met à jour les circulations constantes qui s'effectuent entre elles et que si l'on prend en compte l'image que chacune se fait des autres. Le fait que l'Argentine et le Brésil créent, la même année (1937), une structure destinée à façonner leur identité internationale n'est qu'un élément parmi d'autres venant corroborer l'hypothèse selon laquelle on a affaire à un processus qui dépasse les frontières nationales. Aussi n'est-il pas étonnant que l'on trouve, dans les trois cas étudiés, des convergences quant aux moyens utilisés.

Le livre apparaît ainsi comme un outil commun, dans la mesure où il permet de se rapprocher des autres pays grâce à une connaissance et une mise en valeur de leur culture réciproque, par le biais d'une double circulation :

> « Circulation 'physique' des livres bien sûr, au travers d'échanges éditoriaux empruntant souvent des canaux diplomatiques, au carrefour de réseaux où collaborent les milieux intellectuels privés et les

---

[639] Luis Melo LECAROS, « La trayectoria del MRE y los problemas en la conducción de la diplomacia chilena », *in* Walter G. SÁNCHEZ, Teresa L. PEREIRA (dir.), *150 años de política exterior chilena*, Santiago, Ed. Universitaria, 1977, p. 116-117.

[640] José PARADISO, « El poder de la norma y la política del poder », *in* Silvia Ruth JALABE, *La política exterior argentina y sus protagonistas 1880-1995,* Buenos Aires, Grupo editor Latinoamericano, 1996, p. 13.

[641] Xavier de Oliveira, pour défendre au Brésil son projet d'Institut Interaméricain de Haute Culture, affirme que ce dernier servirait la promotion du pays à l'étranger, terrain sur lequel il est en retard par rapport à d'autres nations. Et c'est à l'Argentine qu'il fait le plus référence, elle qui « s'occupe sans cesse de sa propagande dans les milieux étrangers » (Xavier de OLIVEIRA*, Intercambio Intellectual Americano, Contribuição brasileira á creação do 'Instituto Inter-americano de Cooperação Intellectual'*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, p. 49), qui « fonde l'Institut Franco-Argentin et construit la Maison de l'Étudiant Argentin à Paris » (*idem*, p. 53) et est particulièrement active en termes d'échanges de professeurs et d'étudiants en Amérique » (*idem*, p. 55). À travers ces actions, elle apparaît « grandiose dans ses ambitions internationales » et engagée « dans un magnifique mouvement de progrès » (*idem*, p. 53).

> institutions publiques qui prennent de plus en plus d'importance dans le champ culturel au cours du XXe siècle. Circulation 'idéelle' du livre également, au travers des messages qu'il véhicule, et qui contribuent très souvent à développer des phénomènes de transferts culturels[642]. »

La promotion du livre est porteuse d'une mise en scène de la nation en tant que berceau d'une vie intellectuelle importante. On peut dire que dans cet execice, l'Argentine fait figure de pionnière, elle qui initie la formule des expositions de livres. D'ailleurs, lorsque Ruth Mc Murry fait le point sur les initiatives américaines en termes de diplomatie culturelle, elle intitule la partie consacrée à ce pays « L'Argentine : une approche à travers les livres[643] ». Rapidement évoqué pour le Brésil, le lien entre le paysage éditorial et la diplomatie par le livre mériterait d'être développé, dans la perspective d'une histoire culturelle qui n'ignore plus l'histoire économique et dans laquelle l'histoire du livre et de l'édition occupe une place de choix[644]. De manière générale, cela pose la question de la place et du rôle des initiatives privées, qu'il s'agisse d'individus, d'associations ou d'entreprises, dans le paysage de la diplomatie culturelle. Les archives diplomatiques étant notre principale source, il est vrai que nous n'avons pas analysé cet aspect et que nous avons limité notre propos à la sphère d'intervention de l'État.

En ce qui concerne les échanges universitaires, notre chapitre pourrait laisser croire que l'Argentine ne s'est pas saisie de cet instrument. Cette absence tient plus au silence relatif des archives argentines que nous avons consultées qu'à la réalité. Nous verrons dans notre chapitre VIII qu'elle a été particulièrement active lorsqu'il s'agissait de conclure des accords à ce sujet avec les pays voisins. Par ailleurs, le fait que l'on s'inquiète au Chili du trop grand nombre d'étudiants choisissant l'Argentine comme destination laisse à penser qu'elle devait figurer en bonne place sur la carte des flux universitaires. Susana V. García, dans un article consacré aux étudiants comme « ambassadeurs intellectuels » en Amérique au début du XXe siècle, étudie ainsi l'appui du gouvernement et des milieux universitaires argentins aux échanges interaméricains et aux délégations d'étudiants aux divers congrès organisés par et pour ce public[645]. De futures recherches dans ce pays pourraient peut-être permettre de savoir si, dans les années 1930-1940, celui-ci a, comme le Brésil, et surtout comme le Chili, développé ce que d'aucuns nomment une

---

[642] Claude Hauser et François Valloton, « Introduction », in Claude HAUSER, Thomas LOUÉ, Jean-Yves MOLLIER et François VALLOTON (dir.), *La diplomatie par le livre. Réseaux et circulation internationale de l'imprimé de 1880 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 9-10.

[643] Ruth MCMURRY, *The cultural approach : another way in international relations*, Kingsport, University of North Carolina press, 1947, p. 187 : « Argentina : Approach through books ».

[644] Voir l'article-bilan historiographique de François VALLOTON, « L'histoire du livre et de l'édition, ou quelques nouvelles perspectives pour l'histoire culturelle », *in* Hans Ulrich JOST, Stefanie PREZIOSO (dir.), *Relations internationales, échanges culturels et réseaux intellectuels*, Lausanne, Antipodes, 2002, p. 29-41.

[645] Susana V. GARCÍA, « 'Embajadores intelectuales'. El apoyo del Estado a los Congresos de estudiantes americanos a principios del siglo XX », *Estudios sociales*, año X, n°19, 2000, p. 65-84.

« diplomatie universitaire[646] ». Dans le cas brésilien, cette politique semble émaner principalement de l'Itamaraty, les acteurs du monde universitaire n'intervenant qu'à la marge[647], alors que l'Université du Chili fait figure de motrice. Si l'on tient compte de la dyssimétrie entre une Amérique espagnole où les universités apparaissent dès le lendemain de la conquête et un Brésil qui n'a compté aucune université jusqu'au début du XXe siècle, cette différence entre les deux pays devient beaucoup plus claire. Par ailleurs, le rôle de l'Université du Chili dans l'affirmation de l'État-nation chilien lui confère une aura et une mission sans doute inédites dans le reste de l'Amérique espagnole, de même qu'une stabilité et une autorité qui tranchent avec le caractère mouvementé de la vie politique chilienne et la valse des ministres des Relations extérieures qui en est le corollaire[648]. Aussi, bien que le Service d'Informations apparaisse pionnier en Amérique du Sud par sa politique visant à faire connaître le Chili sur la scène internationale, c'est surtout le versant éducatif de la diplomatie culturelle chilienne qui est mis en avant, en 1947, par Ruth Mc Murry : « Le Chili : une approche par les écoles et les universités[649] ». Ce qui est un moyen de constater que ce pays a d'une certaine façon réussi son pari d'apparaître comme un expert dans ce domaine aux yeux du reste de l'Amérique.

Dans cette perspective, l'Université du Chili a su exploiter les instruments et les réseaux nés de l'action de l'Institut International de Coopération Intellectuelle et, dans une moindre mesure, du Bureau de Coopération intellectuelle de l'Union Panaméricaine. De même, en Argentine, la complémentarité entre le ministère des Relations extérieures et la commission argentine de coopération intellectuelle dans la promotion du livre argentin révèle à quel point la dynamique lancée par la création de l'Organisation de Coopération Intellectuelle a été féconde pour la formulation et l'organisation des diplomaties culturelles étudiées. Paradigmatique est à cet égard l'exemple brésilien : davantage que chez ses voisins, où l'on développe d'abord la diffusion d'informations, le Brésil utilise dès le départ cet organisme international pour bâtir et concevoir les instruments de son rayonnement. S'il convient de mettre en valeur cette différence, il n'en est pas moins clair que la constitution de commissions nationales en lien avec l'IICI dans les trois pays a représenté une étape non négligeable dans leur processus d'élaboration d'une diplomatie culturelle.

---

[646] Voir Guillaume TRONCHET, « Diplomatie universitaire ou diplomatie culturelle ? La Cité internationale universitaire de Paris entre deux rives (1920-1940) », *in* Dozvinar KEVONIAN, Guillaume TRONCHET (dir.), *La Babel étudiante. La Cité internationale universitaire de Paris (1920-1950)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, à paraître en 2013.

[647] Nous reviendrons néanmoins sur le rôle de l'Université de São Paulo dans notre chapitre VIII pour traiter des relations avec la France.

[648] Voir en annexe la liste des ministres chiliens des Relations extérieures.

[649] Ruth MCMURRY, *The cultural approach : another way in international relations*, Kingsport, University of North Carolina press, 1947, p. 182, « Chile : Approach through schools and universities ».

Plus qu'une coïncidence, nous avons bien affaire ici à une corrélation entre l'émergence d'une institution à l'audience mondiale et la mise en place, par des pays considérés comme périphériques, de structures destinées à faire entendre leur voix dans le concert des nations et à faire connaître leur nom auprès des opinions publiques des autres pays. Les principes désintéressés qui sont censés guider l'action de l'OCI couvrent par ailleurs d'un manteau de respectabilité des initiatives qui visent à servir des intérêts nationaux.

> « La Coopération Intellectuelle, pour nous, doit signifier propagande du Brésil[650]. »

Voilà une citation qui résume assez bien ce constat et appelle une remarque quant aux différents termes qui sont employés dans nos sources pour désigner ce que nous avons d'emblée qualifié de « diplomatie culturelle ». Propagande, diffusion, information, expansion… autant de mots pour autant de pratiques ? Nous ne le pensons pas. Ces différentes dénominations, utilisées tout à tour, sont symptomatiques du fait que l'on se trouve face aux premiers développements d'une entreprise systématique de projection à l'international. Nos acteurs cherchent, tâtonnent, essaient, testent. Il est bon de rappeler également qu'ils ne sont pas les seuls : les États-Unis et la Grande-Bretagne sont aussi en train de chercher la formule la plus adéquate pour renforcer ou créer des liens en utilisant la culture comme arme diplomatique. Quant au terme très connoté de propagande, nous renvoyons le lecteur aux précisions dont ce terme a fait l'objet dès notre introduction générale. Si, comme le souligne Philo C. Wasburn, « toute distinction entre informations et propagande est problématique[651] », la « vérité » que les Argentins, les Brésiliens ou les Chiliens cherchent à faire accepter n'est pas destinée à imposer une vision idéologique du monde : il s'agit de convaincre, de modifier les imaginaires mais sans que cela suppose une conversion à leur modèle politique. L'ambiguïté surgit avec l'avènement du Département d'Information et de Propagande au Brésil et celui du péronisme en Argentine.

Si nous reprenons la définition proposée par Manuela Aguilar que nous avons reproduite au début de ce chapitre[652], nous arrivons à la conclusion qu'il existe bel et bien une diplomatie culturelle argentine, brésilienne et chilienne dans la mesure où des structures et des acteurs sont mobilisés pour présenter une certaine image de leur pays en fonction des objectifs de leur politique extérieure.

---

[650] AHI, 542,6, 1045/18392, 26/03/1939, Peregrino Junior, « O problema da cooperação intelectual », in *Jornal do Commercio*.

[651] Philo C. WASBURN, *Broadcasting Propaganda. International Radio Broadcasting and the Construction of Political Reality*, Wesport/London, Praeger Publishers, 1992, p. 54.

[652] La diplomatie culturelle comme « la manière dont un gouvernement présente son pays au peuple d'un autre pays dans le but d'atteindre certains objectifs de politique extérieure ».

> « Cet autoportrait inclut autant le transfert et l'échange d'objets et de représentations culturels que les échanges d'étudiants, de professeurs, de représantants gouvernementaux, du moins lorsqu'ils sont organisés et coordonnés en partie par des organismes de l'État. Par ailleurs, la diplomatie culturelle comprend les activités des agences gouvernementales établies pour diffuser auprès d'autres nations de l'information, des nouvelles et un matériel interprétatif sur le pays et sur sa politique extérieure, afin de faciliter la poursuite de ses objectifs diplomatiques en influençant les opinions publiques étrangères[653]. »

Cet « étranger » ne forme pas un tout monolithique. Analyser dans quelle mesure nos trois pays adaptent, révisent ou même construisent leur diplomatie culturelle en fonction des différents destinataires de celle-ci, constitue l'objectif de notre prochain chapitre.

[653] Manuela AGUILAR, *Cultural Diplomacy and Foreign Policy : German-American Relations, 1955-1968*, New York, Peter Lang, 1996, p. 8.

Chapitre VIII

Quelle place dans le concert des nations ?
Buts et destinataires de la diplomatie culturelle

« Un des aspects fondamentaux de la construction d'une nation réside dans la définition de la place qu'elle prétend occuper sur la scène internationale[1] »,

Alex Fortes

Ce chapitre n'a pas pour ambition d'identifier tous les destinataires de la diplomatie culturelle de l'Argentine, du Brésil et du Chili. Pour cela, il aurait fallu mener un travail encore plus conséquent dans les archives diplomatiques de ces trois pays et ainsi courir le risque d'être submergé par la quantité d'informations. Se pose également la question, récurrente, des écarts entre nos corpus de sources : nous avons eu accès, pour le Brésil, à quasiment toutes les archives diplomatiques nous permettant de dresser une cartographie de sa diplomatie culturelle. En serait-il de même pour le Chili et, *a fortiori*, pour l'Argentine, dont nous avons souligné à maintes reprises les manques archivistiques ? Nous aurions pu contourner cette difficulté en ayant recours aux archives de pays que nous supposions être l'objet d'initiatives de type culturel. Mais n'est-ce pas là le tonneau des Danaïdes pour l'historien ? Celui-ci ne doit-il pas, à un moment, savoir clore son corpus ?

En outre, cela aurait représenté une contrainte supplémentaire en termes d'écriture et nous nous heurtons là au défi que constitue la pratique de l'histoire comparée. Faire un panorama exhaustif des pays visés par les diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne peut vite se transformer en entreprise de recension, dans laquelle nos trois cas étudiés viendraient se juxtaposer, manquant par conséquent l'intérêt du comparatisme. Il nous a donc semblé plus pertinent de mettre en lumière quelques lignes de force afin de dégager les principales caractéristiques des politiques menées par l'Argentine, le Brésil et le Chili. Il s'agit ici de voir comment, à travers la culture, ces trois États se positionnent sur la scène internationale, mais aussi comment, en fonction des destinataires, l'image qu'ils proposent d'eux-mêmes peut connaître des inflexions.

Dans cette analyse des espaces où se déploient les initiatives argentines, brésiliennes et chiliennes dans le domaine des relations culturelles, nous consacrerons les deux premiers temps de ce chapitre à l'Europe et aux États-Unis, ce qui soulève un certain nombre d'interrogations. Y a-t-il, à proprement parler, une diplomatie culturelle argentine, brésilienne et chilienne à destination des pays européens ? Peut-on véritablement identifier une volonté de projection, une politique d'influence de ces États vis-à-vis d'une région qui est encore appelée la « Madre

[1] Alex Fortes, préface à Paulo Fagundes VIZENTINI, *Relações internacionais do Brasil : de Vargas a Lula*, São Paulo, Ed. Fundação Perseu Abramo, 2003, p. 3.

Europa » ? S'il existe des questionnements quant aux relations avec l'Europe, une remise en cause de son hégémonie culturelle et intellectuelle, celle-ci demeure toutefois une référence – positive ou négative. Par ailleurs, la France, l'Espagne, l'Allemagne ou l'Italie, selon des modalités différentes et des temporalités parfois divergentes, ont fait de l'Amérique latine un terrain sur lequel se déploie leur propre diplomatie culturelle et ce avant que se développent les structures d'une telle politique dans nos trois pays étudiés. La question se pose, quoiqu'en des termes qui ne sont pas tout à fait similaires, pour les États-Unis. Même si ces derniers ne se saisissent que tardivement de la culture comme arme diplomatique[2], ils disposent néanmoins, surtout depuis la fin de la Première Guerre mondiale, d'un éventail assez large d'acteurs et d'organismes – dont, d'une certaine manière, l'Union Panaméricaine – qui officient dans le domaine des relations culturelles avec le sous-continent. De manière générale, il s'agit ici de savoir si des pays comme l'Argentine, le Brésil et le Chili disposent d'une marge de manœuvre dans le domaine de la culture face à des pays autrement plus puissants qu'eux, dont le poids économique et l'influence culturelle sont tout sauf négligeables. Cette triple focale nous permet en outre d'observer de manière différente les (dés)équilibres internationaux de l'époque. Ces derniers représentent, pour les pays latino-américains, des enjeux économiques de taille. La crise de 1929 entraîne en effet une reconfiguration des échanges commerciaux et obligent les gouvernements latino-américains à repenser leur insertion dans les circuits de l'économie mondiale ; comme l'écrit Amado Luiz Cervo :

> « La crise de 1929 et la dépression capitaliste des années 1930 soulevèrent la question du paradigme des relations internationales tel qu'il s'appliquait à l'Amérique latine, paradigme dont les origines remontaient à la période des indépendances, au début du XIXe siècle, et dont les paramètres n'étaient plus en adéquation avec les intérêts de la région[3]. »

Après une phase de chute des exportations de ces pays[4] et de diminution d'un quart de leurs capacités d'importation[5], les dirigeants du sous-continent tentent de faire face à la stagnation du commerce extérieur en adoptant comme stratégie la signature d'accords bilatéraux contenant la clause de la nation la plus favorisée[6]. Par la suite, sont mises en place des mesures

---

[2] Voir notre chapitre IV.

[3] Amado Luiz CERVO, *Relações internacionais da América Latina : velhos e novos paradigmas*, 2nda ed. Actualizada, São Paulo, Saraiva, 2007, p. 1.

[4] Le Chili est sans doute le pays le plus durement touché : de 1929 à 1932, les exportations de salpêtre passent de 2 898 000 tonnes à 250 000, celles du secteur agricole sont en 1932 de 86% inférieures à ce qu'elles étaient en 1927-1929, et les exportations totales du pays chutent de 2 293 millions de pesos or en 1929 à 1 326 en 1930, 824 en 1931 et 282 en 1932. (Chiffres donnés par Marie-Noëlle SARGET, *Histoire du Chili de la Conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1996).

[5] Chiffre donné par Amado Luiz CERVO, *ouv. cité*, p. 7.

[6] Le Brésil signe ainsi une trentaine d'accords de ce type entre 1930 et 1933.

protectionnistes[7] visant à contrôler les importations, notamment par le biais d'accroissement des tarifs douaniers, et la plupart des pays latino-américains commencent à échanger leurs matières premières contre des machines et des biens d'équipement afin de développer leur industrie nationale. Dans cette perspective, ils font jouer la concurrence entre les différents pays fournisseurs, principalement la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et les États-Unis. Cette conjoncture peut être résumée de la sorte :

> « […] la marge de manœuvre vis-à-vis de la concurrence internationale s'est accentuée, dans la mesure où une politique libérale pouvait être maintenue du côté des États-Unis, en échange de crédits d'exportation et d'investissements, et du côté européen une politique de compensation, en échange d'armes et d'équipements industriels[8]. »

On ne saurait comprendre la politique extérieure des trois pays étudiés, et leur action dans le domaine des relations culturelles internationales, sans prendre en considération cette situation.

L'équation apparaît toute différente lorsqu'on se penche sur les actions menées par ces trois États à destination de leurs voisins latino-américains, objet du troisième temps de ce chapitre. Les enjeux économiques comme géopolitiques ne sont en effet plus les mêmes. Ce qui se joue dans ce cadre est la place que chacun souhaite occuper dans la région, la manière de se positionner par rapport aux deux autres. L'étude de la diplomatie culturelle, dans cette perspective, offre un autre regard sur les rivalités croisées entre Argentine, Brésil et Chili ainsi que sur leur perception du reste du sous-continent.

Moins qu'une étude systématique des destinataires des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne, ce chapitre se propose d'analyser les différentes modalités selon lesquelles l'Autre, avec ses particularités, avec ce qu'il renvoie à chacun comme image, est appréhendé. Chaque pays destinataire considéré constitue ainsi une étude de cas permettant d'offrir un panorama du large spectre que recouvre la diplomatie culturelle.

---

[7] C'est le cas notamment du Chili, où Gustavo Ross, à la tête du ministère de l'Hacienda de 1932 à 1937, proclame : « Les problèmes du Chili doivent être résolus exclusivement selon des critères chiliens. » (« *Los problemas de Chile deben ser resueltos exclusivamente con criterio chileno.* ».

[8] Amado Luiz CERVO, *ouv. cité*, p. 11.

L'Euro-Amérique au prisme de l'Argentine, du Brésil et du Chili

Précédemment, dans notre chapitre IV, nous avions montré que l'Amérique latine était un objet de convoitises et de rivalités, entre pays européens, mais aussi entre ces derniers et les États-Unis. C'est un constat que la diplomatie française fait dès 1921. Nous reproduisons ici un extrait d'une lettre du représentant français en Argentine car il offre une synthèse des forces en présence et des enjeux croisés dont l'Amérique latine – et plus particulièrement l'Amérique du Sud – est le terrain :

> « Les États-Unis il est vrai pratiquent assidûment leur politique traditionnelle de division tout en cherchant à écarter l'Amérique du Sud des influences européennes. Les Nord-américains maintiennent autant que possible les causes de désaccord et par suite de faiblesse qui séparent encore les Républiques latines, fidèles aux vieux rêves de l'impérialisme yankee qui voudrait faire du continent sud-américain ce que l'Afrique fut pour l'Europe.
>
> La politique de division semble également être celle de l'Angleterre moins par hispanophobie que par esprit de concurrence commerciale. Mais si les États-Unis appuient la politique du Brésil, l'Angleterre a trop de capitaux engagés en Argentine pour permettre jamais qu'il soit porté atteinte à la prospérité de Buenos Aires.
>
> L'Allemagne, en voulant faire de l'Amérique Australe une colonie de peuplement tendait à refouler, à évincer ou à domestiquer les latins et s'est présentée au Chili, en Argentine, en Bolivie, au Paraguay, au Brésil du Sud comme une protectrice apportant des garanties contre l'entreprise des Anglo-Saxons. Ses projets savamment et méthodiquement adaptés à chaque État sud-américain parurent à ces pays coïncider avec la politique sud-américaine dite réaliste que l'Argentine s'attache spécialement à réaliser.
>
> De là, pour une bonne part, les engagements et l'influence grandissante des Allemands au Conseil des gouvernements de l'Amérique Australe. […] Actuellement il ne faut pas perdre de vue que si l'Allemagne, battue, a interrrompu son action organisée de Berlin, les Allemands restent en Amérique du Sud sur leurs positions acquises ; ils n'ont pas abandonné la partie. Leurs positions demeurent assez fortes pour faire croire ici que l'éclipse de leur patrie est momentanée et que l'Allemagne sera demain plus puissante qu'hier. La France en soutenant l'effort militaire du Pérou et du Brésil a suscité la défiance de leurs rivaux, Chili et Argentine. La réaction du germanisme s'est trouvée fortifiée de ce fait. Nous avons paru ralliés à la 'politique de division' des yankees et les Allemands exploitent autant qu'ils le peuvent cette apparence.
>
> De là le malaise qui saisit immédiatement le Français débarquant à Buenos Aires et sa pénible surprise. Il n'existe pas d'inimitié proprement dite car, malgré tout, la France demeure pour Buenos Aires la grande patrie de l'Idée. Mais la confiance manque et cela nous empêche d'arriver au cœur de ce pays. Des malentendus profonds nous séparent – que la sympathie provenant des affinités intellectuelles, que notre propagande d'idées, que la visite même de nos hommes d'État les plus considérables ne suffisent pas à surmonter[9]. »

L'Allemagne, les États-Unis et l'Angleterre : voilà les principaux rivaux de la France. Du côté argentin, brésilien et chilien, qu'en est-il ? Quels sont les destinataires privilégiés de l'effort de ces

[9] MAE, SDN n°55, Buenos Aires, 12/01/1921, Lettre de M. Clausse, ministre de France en Argentine à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères.

trois pays visant à présenter une image positive d'eux-mêmes ? Comment s'adaptent-ils à une conjoncture de plus en plus tendue qui voit l'Europe se diviser entre le camp des démocraties et celui des régimes autoritaires ? Nous procèderons ici à l'analyse des relations tissées par le biais des relations culturelles avec la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne. À travers ces trois cas, nous souhaitons montrer les modalités différenciées selon lesquelles Argentine, Brésil et Chili opèrent en vue de préserver et conforter leurs intérêts diplomatiques et économiques tout en construisant l'image de pays ayant pleinement leur place dans le concert des nations.

La Grande-Bretagne ou la grande absente

On doit signaler d'emblée l'étrange absence de la Grande-Bretagne dans nos archives[10]. Les relations économiques entre ce pays et nos trois États sud-américains sont pourtant une donnée capitale dans leur histoire économique[11] – en particulier pour l'Argentine[12] –, même si, depuis la Première Guerre mondiale et plus encore suite à la crise de 1929, la présence anglaise est bien moindre. Elle est en outre l'objet de critiques de plus en plus virulentes de la part de ceux que José Luis Bendicho Beired nomme, pour l'Argentine, les « nationalistes de droite » et pour lesquels la situation internationale du pays était celle d'une domination de la part de l'Angleterre[13]. La publication, en 1934, de l'ouvrage des frères Irazusta, *Argentina y el imperialismo británico : los eslabones de una cadena*, est ainsi une dénonciation de l'impérialisme économique de la Grande-Bretagne dont le Pacte Roca-Rucinam (1933) constitue selon eux une manifestation éclatante. En ce qui concerne les relations économiques entre le Chili et l'Angleterre, Joaquín Fermandois note que cette dernière « devenait de plus en plus une protagoniste secondaire des relations du Chili

[10] Il existe néanmoins un dossier consacré à la coopération intellectuelle entre le Brésil et la Grande-Bretagne aux archives de l'Itamaraty. Nous y faisons référence dans notre chapitre VII à propos du livre comme outil de la diplomatie culturelle brésilienne.

[11] Voir notamment James Fred RIPPY, « A century of British investments in Chile », *Pacific Historical Review*, vol. 21, n°4, nov. 1952, p. 341-348 ; Marcelo de Paiva ABREU, « Argentina e Brasil na década de 30 : o impacto das políticas econômicas internacionais da Grã-Bretanha e dos Estados Unidos da América », *Revista brasileira de economia*, vol. 38, n°4, oct.-déc. 1984, p. 309-326.

[12] Boris Fausto et Fernando J. Devoto écrivent à ce sujet : « Dans les années 1890-1930 [...], l'Argentine est demeurée profondément liée à l'Angleterre, dans les domaines du commerce extérieur, des investissements et des prêts internationaux. » (Boris FAUSTO et Fernando J. DEVOTO, *Brasil e Argentina. Um ensaio de história comparada (1850-2002)*, São Paulo, Editora 34, 2004, p. 227-228.

[13] José Luis Bendicho BEIRED, « 'A grande Argentina' : um sonho nacionalista para a construção de uma potência na América latina », *Revista brasileira de história*, vol. 21, n°42, 2001, p. 42.

[…][14] ». La fin de l'époque glorieuse du salpêtre rendait de toute manière le Chili moins prioritaire pour les Anglais.

La présence de la Grande-Bretagne est également réduite au sein de l'Organisation de Coopération Intellectuelle et de l'IICI, lequel est perçu dès le départ comme un instrument au service de la France[15]. Or ces deux organismes et les réseaux qu'ils constituent sont à la fois un déclencheur et un outil des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne. Une autre hypothèse d'explication est l'entrée tardive de la Grande-Bretagne sur la scène de la diplomatie culturelle. De fait, le *British Council for Relations with Other Countries* n'est créé qu'en 1934, à l'initiative du *Foreign Office*. Jusque là, selon les termes de Philip M. Taylor,

> « Le prestige de l'Angleterre dans le monde était si évident que l'on croyait qu'une politique de publicité nationale continue n'était que peu nécessaire. Les réussites anglaises devaient parler d'elles-mêmes […][16]. »

Il ajoute : « La caractéristique de la propagande britannique est d'avoir initialement été mise en place, presque sans exception, comme une réponse aux activités des autres pays[17] », en particulier celles de la France.

Même si, au cours de la guerre de 14-18, on reconnaît en Angleterre l'intérêt de la propagande, une fois la paix revenue, peu nombreux sont ceux qui défendent l'idée d'en faire une donnée permanente de la politique extérieure britannique. On retrouve là les réticences que l'on a analysées pour les États-Unis à la même époque vis-à-vis de pratiques considérées comme dangereuses et anti-démocratiques[18]. Un certain nombre de diplomates et d'hommes d'État anglais s'inquiètent pourtant dès les années 1920 de l'absence de toute politique culturelle à destination de l'Amérique latine[19].

Le *British Council* encourage en effet la création de *British Institutes*, dont le but est tout à la fois l'enseignement de l'anglais et la valorisation de la culture anglaise. Il s'appuie pour cela sur les entités de ce type qui existent déjà, à Paris, Florence, mais aussi Buenos Aires. Entre 1934 et 1939, sont créés, en Amérique latine, les *Cultural Institutes* de São Paulo, Rio de Janeiro, Santiago

---

[14] Joaquín FERMANDOIS, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, p. 127 : « *se deslizaba más y más a ser un protagonista secondario de las relaciones de Chile […]* ».

[15] Voir Jean-Jacques RENOLIET, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 41-43.

[16] Philip M. TAYLOR, « Cultural Diplomacy and the British Council 1934-1939 », *British Journal of International Studies*, vol. IV, n°3, oct. 1978, p. 245.

[17] *Idem*, p. 244 : « *It is a characteristic of British propaganda that it initially began, almost without exception, as response to the activities of other countries*. »

[18] Voir chapitre IV.

[19] Philip M. TAYLOR, *The Projection of Britain. British Overseas Publicity and Propaganda, 1919-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p. 155.

et Lima[20]. Ces initiatives sont le fruit de la collaboration, initiée en 1935, entre le *British Council* et l'*Ibero-American Institute of Great Britain*, organisme dépendant de financements privés[21]. Ce dernier fait à partir de ce moment-là office d'*Ibero-American Committee of the British Council*.

Une fois posé le cadre général dans lequel s'effectuent les relations entre la Grande-Bretagne d'une part et l'Argentine, le Brésil et le Chili d'autre part, on peut se demander s'il y a de la place pour le développement d'actions relevant de la diplomatie culturelle de ces trois pays. Nous disposons à cet égard de documents qui éclairent principalement les initiatives brésiliennes.

En 1936, le Service de Coopération Intellectuelle envoie une collection de livres au *King's College* de Londres, « établissement à la solide réputation dans le panorama universitaire anglais[22] », susceptible de « réaliser une œuvre de propagande intelligemment menée pour la culture, l'histoire et la géographie [du Brésil][23] ». Le but est de faire en sorte que se développent des cours de portugais et des enseignements ayant pour thème des « sujets brésiliens, surtout culturels et économiques[24] ». Dans cette optique, le consul brésilien à Londres, Alfredo Polzin, s'est entretenu avec le recteur du *King's College*, « afin d'échanger des idées sur la possibilité d'intensifier les cours de langue et de promouvoir une collaboration étroite, entre l'Itamaraty et ce centre d'enseignement[25] ». De ces échanges, le diplomate brésilien tire plusieurs conclusions. La première a trait à la difficulté que rencontre le projet de développer les cours de langue, face au « peu d'intérêt manifesté aussi bien par les étudiants eux-mêmes que par le public en général [26] ». Le gouvernement brésilien a pourtant subventionné, à hauteur de 300 livres sterling par an, le

---

[20] Philip M. TAYLOR, *art. cité*, p. 258.

[21] Nous n'avons malheureusement pas trouvé plus d'informations sur cet institut.

[22] AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, Londres, octobre 1936, Rapport de Paschoal Carlos Magno, consul auxiliaire : « *estabelecimento de solida reputação no panorama universitario inglez* ».

[23] *Ibid.* : « *realizar uma obra intelligente de propaganda de nossa lingua, da nossa história e geographia* ».

[24] AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, 1935-1938, Rio de Janeiro, 29/01/1936, Lettre d'Oliveira Alves, pour le ministre des Relations extérieures, à Alfredo Polzin, consul du Brésil à Londres : « *assumptos brasileiros, sobretudo culturaes e econômicos* ».

[25] AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, 1935-1938, Londres, 08/05/1936, Lettre d'Alfredo Polzin à José Carlos de Macedo Soares. Le recteur, dr. Halliday, se montre en effet très ouvert aux propositions du diplomate brésilien pour accroître les relations culturelles entre le Brésil et l'Angleterre, notamment par le biais du *King's College* et de ses enseignements : « […] nous avons toujours eu le désir de voir notre Département [de Portugais] inclure dans son programme des contenus ayant trait à la grande République luso-sud-américaine et j'ai, pour ma part, la certitude que ce Département pourrait réaliser une œuvre élevée – une œuvre précieuse pour ce pays [l'Angleterre], lequel, comme on le sait, désire renforcer encore les liens d'amitié et les relations commerciales qui l'unissent à l'Amérique du Sud – en stimulant l'intérêt du public pour l'histoire et la littérature du Brésil. » (AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, 1935-1938, Londres, 29/09/1936, Lettre d'Alfredo Polzin à José Carlos de Macedo Soares, copie et traduction d'une lettre adressée par le recteur du King's College le 22/09/1936 au consul brésilien).

[26] *Ibid.* : « *pequeno interesse demonstrado por parte dos propios estudantes como du público em geral* ».

Département de Portugais du *King's College*, de 1931 à 1936[27]. Mais, s'il y a intérêt pour une langue étrangère, c'est principalement pour l'espagnol. Pour surmonter cet obstacle – et c'est l'objet de sa deuxième conclusion – Alfredo Polzin a convenu avec le recteur qu'il fallait organiser des conférences sur des sujets brésiliens[28], en profitant pour cela du passage de « Brésiliens illustres » à Londres, ce qui aurait pour conséquence d'« éveiller non seulement l'intérêt pour les choses du Brésil, en le rendant de plus en plus connu, surtout du point de vue culturel, mais aussi la curiosité pour la langue parlée dans la patrie brésilienne[29] ». Ces conférences ne seraient pas nécessairement réalisées en anglais : le recteur propose qu'elles aient lieu soit en allemand, soit, de préférence, en français. Nous sommes alors en mai 1936. En septembre de la même année, le consul brésilien réaffirme sa conviction selon laquelle des conférences seraient un outil efficace de la diplomatie culturelle brésilienne, mais déplore le fait que peu de « Brésiliens illustres » visitent Londres[30], alors même que l'on a affaire à une « grande métropole », « où il n'est pas rare de voir les intérêts européens, impériaux et transcontinentaux se rencontrer, s'affronter et se superposer[31] », constituant un cadre où « multiples sont les moyens qui peuvent être employés par un pays jeune comme [le Brésil] pour obtenir quelque chose d'efficace et de durable[32] ».

Ce qui précède révèle tout à la fois une certaine fascination pour l'Angleterre et pour Londres, capitale d'empire, mais aussi des failles qui contribuent à expliquer la faible importance des relations culturelles entre ce pays et l'Amérique latine. Si on n'ignore pas la production intellectuelle anglaise dans le sous-continent, celle-ci est surtout connue par le biais de traductions françaises, langue mieux maîtrisée par les élites latino-américaines. Proposer que les conférences soient faites en français – ou en allemand – c'est reconnaître que France et Allemagne possèdent un capital culturel important dans la région. Enfin, nous y reviendrons, Paris – et de plus en plus New York – demeure l'un des pôles majeurs de la vie intellectuelle mondiale aux yeux des Latino-Américains.

---

[27] AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, 1935-1938, Londres, 08/05/1936, Lettre d'Alfredo Polzin à José Carlos de Macedo Soares, copie et traduction d'une lettre adressée par le recteur du King's College le 29/04/1936 au consul brésilien). Tant Alfredo Polzin que le dr. Halliday plaident pour le rétablissement de cette subvention.

[28] D'après le recteur du King's College, Dr. Halliday, c'est par ce biais qu'il a été possible d'intéresser un « énorme public » anglais aux « sujets ayant trait à la culture espagnole » (« *assumptos referentes á cultura hespanhola* »). (*Ibid.*).

[29] AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, 1935-1938, Londres, 08/05/1936, Lettre d'Alfredo Polzin à José Carlos de Macedo Soares.

[30] AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, Londres, 29/09/1936, Lettre d'Alfredo Polzin au ministre des Relations extérieures.

[31] AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, Londres, 29/10/1936, Lettre d'Alfredo Polzin au ministre des Relations extérieures : « *onde não rara vezes interesses europeus, imperiaes e transcontinentaes se chocam, rivalizam e se sobepujam* ».

[32] *Ibid.* : « *multiplices são os meios a serem seguidos afim de se obter, para um paiz novo como o nosso algo de proficiente e duravel* ».

Il n'en reste pas moins qu'il existe, notamment du côté brésilien, une volonté de développer la diplomatie culturelle de ce pays en Grande-Bretagne et ce en dépit des obstacles identifiés. Les archives diplomatiques brésiliennes offrent à cet égard un document édifiant : un rapport sur la vie culturelle et intellectuelle britannique et les possibilités qu'elle offre aux initiatives brésiliennes[33]. Signé par Paschoal Carlos Magno[34], ce texte montre le souci d'adaptation au public visé et donc la nécessité de le connaître pour garantir l'efficacité d'une telle politique. L'auteur commence son exposé sur l'image que les Anglais ont du Brésil, point de départ de toute action. Or cette image est bien peu flatteuse :

> « Ce Consulat, dans la limite de ses possibilités, a essayé, dans la sphère d'action qui est la sienne, de faire connaître le Brésil en tant qu'entité économique, géographique et intellectuelle. Tâche difficile et ardue, dans un pays comme l'Angleterre, où même chez les classes les plus cultivées, on n'a qu'une connaissance limitée du Brésil et cette dernière étant, la plupart du temps, défigurée ou faisant de celui-ci un quasi-continent, peuplé de sauvages et d'animaux féroces, affaibli par des guerres intestines et dirigé par des caudillos[35]. »

Pour Paschoal Carlos Magno, il faut identifier les sources de ces représentations pour mieux les combattre. Selon lui, elles sont le « reflet de livres et de chroniques qui ont eu et qui ont encore une large répercussion[36] ». Il met ainsi en avant le rôle de la presse britannique et de journalistes

> « qui parcourent le monde, traquant les nouveautés, auscultant des pays lointains, griffonnant des commentaires sur les peuples, les villes, les modes de vie, toutes choses qui sont fort au goût du public, de quelque classe sociale qu'il soit[37] ».

Ces « reporters pressés[38] », ces « observateurs sans scrupules[39] » font du tort au Brésil, car il constitue pour eux « un sujet neuf », « une exploration faite de mots[40] », qui leur permet de privilégier le sensationnalisme et l'exotisme de l'Amazonie, des forêts et des « bêtes sauvages et autres choses sensationnelles[41] ». Il existe pourtant d'autres écrits sur le Brésil qui sont le fait

---

[33] AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, Londres, octobre 1936, Rapport de Paschoal Carlos Magno, consul auxiliaire.

[34] Paschoal Carlos Magno (1906-1980), poète, auteur de théâtre et diplomate, a notamment participé à la campagne de collecte de fonds visant à créer la *Casa do Estudante do Brasil*, inaugurée en 1937. Il reçoit en 1930 un prix de l'Académie Brésilienne des Lettres pour sa pièce *Pierrot*. Alfredo Polzin, consul du Brésil à Londres, le présente comme «un spécialiste de la vie intellectuelle anglaise et une figure saillante de la nouvelle génération des écrivains brésiliens » (« *um estudioso do ambiente intellectual inglez e figura saliente da nova geração de literatos brasileiros* »). (AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, 1935-1938, Londres, 29/10/1936, Lettre d'Alfredo Polzin à José Carlos de Macedo Soares).

[35] AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, Londres, octobre 1936, Rapport de Paschoal Carlos Magno, consul auxiliaire.

[36] *Ibid.* : « *reflexo de livros e chronicas que tiveram ou ainda têm uma larga reprecussão* ».

[37] *Ibid.*

[38] *Ibid.* : « *reporters apressados* ».

[39] *Ibid.* « *observadores sem escrupulos* ».

[40] *Ibid.* : « *um motivo novo, uma exploração em palavras* ».

[41] *Ibid.* : « *feras e outras coisas senscionaes* ».

d'auteurs reconnus[42] et qui ont donné à voir « un peu de la civilisation [brésilienne] et des vertus de son peuple[43] », mais « ces voix, élevées et belles, ne parviennent pas à détruire ou à être plus fortes que les autres, qui se font entendre plus souvent et de manière plus prolifique[44] ». Il faut pourtant prendre en considération les goûts du public anglais. Si ce dernier « ne cesse de rechercher des livres de voyages, d'aventures[45] », de récits « qui se passent dans des contrées lointaines, écrasées par le soleil et balayées par les vents[46] », si, au théâtre[47], il prise les « pièces aux sujets singuliers, qui lui parlent de pays éloignés et de civilisations inconnues[48] », s'il aime lire des biographies et s'il « s'intéresse vivement au destin des têtes couronnées, à la pompe de la cour et aux cérémoniaux de palais[49] », alors il convient de proposer des choses susceptibles de le satisfaire. Ainsi le Service de Coopération Intellectuelle pourrait-il faire traduire des récits de voyage, écrits par des auteurs brésiliens, ce qui aurait également l'avantage de « détruire tout le mal qu'ont pu faire [au Brésil] des voyageurs sans scrupules munis d'un stylo et d'un appareil photographique[50] ». Dans le même ordre d'idée, il s'agirait de contacter des maisons d'édition anglaises pour leur proposer de publier des biographies, là aussi écrites par des auteurs brésiliens, sur les empereurs du Brésil et les grands personnages de l'histoire brésilienne.

Le rapport de Paschoal Carlos Magno présente un exemple concret de la manière dont on appréhende l'Autre en fonction des objectifs d'une diplomatie culturelle. En tentant de cerner l'horizon d'attente des Anglais, le diplomate met à jour un certain nombre de clichés au sujet du Brésil, s'essayant à dessiner les contours de l'imaginaire britannique et à en identifier les acteurs décisifs. Ce faisant, il fait le point à propos des représentations sur lesquelles il faut agir, sur la perception que la Grande-Bretagne a du Brésil et, plus largement, de l'Amérique latine. Revenant sur la question de la langue, de l'enseignement du portugais et de la concurrence de l'espagnol, il écrit ainsi :

> « Au sein des universités, des établissements bancaires les plus importants, on maintient, aux côtés d'autres disciplines, l'enseignement de la langue espagnole. S'est créée ici, comme en Amérique du

---

[42] Paschoal Carlos Magno cite Kipling, Compton Mackenzie, Cunningham Graham, mais aussi des artistes comme Cyril Maude, Liliah MacCarthy et des hommes d'État comme Lloyd George, John Simon

[43] *Ibid.* : « *um pouco da nossa civilsação das virtudes do nosso povo* ».

[44] *Ibid.* : « *essas vozes, altas e bellas, não conseguem destruir o coaxar das outras, que são mais frequentes e mais prolificas*. »

[45] *Ibid.* : « *vive atraz de livros de viagens, de aventuras* ».

[46] *Ibid.* : « *em scenarios distantes, golpeiados de sol de ventos largos* ».

[47] Paschoal Carlos Magno insiste en effet sur la nécessité de privilégier ce mode d'expression car « le théâtre représente, en Angleterre, un outil généreux pour la publicité. L'Anglais va au théâtre avec la même facilité qu'un Brésilien boit du café . » (*Ibid.*)

[48] *Ibid.* : « *peças de assumpto singular, que lhe fallam de países distantes, de civilizações desconhecidas* ».

[49] *Ibid.* : « *interessa-se vivamente pelo destino de cabeças coroadas, pompa de cortes, ceremoniaes palacianos* ».

[50] *Ibid.* : « *destruir todo o mal que nos tem sido feito por viajantes inexcrupulosos munidos de uma penna e de uma camara photographica* ».

> Nord, la conviction qu'il faut apprendre l'espagnol, celui-ci étant considéré comme la langue du continent sud-américain, lequel, par un déterminisme historique, sera le Continent de demain[51]. »

Pour mener à bien une entreprise de promotion du Brésil dans ce pays, il faut que ceux qui en ont la charge aient pleinement conscience de l'existence d'un tel imaginaire, de tels stéréotypes, afin de mieux le remodeler. Cette démarche implique elle-même la construction d'un imaginaire autour du pays destinataire. Lorsque Paschoal Carlos Magno, toujours au sujet de la langue, pose que « l'Anglais n'est que rarement un linguiste[52] » ou lorsqu'il décrit les goûts intellectuels et artistiques du public anglais, il procède lui-même à une généralisation qui n'est pas si éloignée des représentations simplificatrices qu'il dénonce pour le Brésil, renforçant de la sorte le jeu de miroirs déformants qui est à l'œuvre dans toute entreprise de connaissance réciproque. Cela renvoie aux analyses de François Hartog dans *Le miroir d'Hérodote. Essai sur la représentation de l'autre* : « Une rhétorique de l'altérité est dans son fond opération de traduction : elle vise à faire passer l'autre au même (*tradere*)[53]. »

La France, caution incontournable ?

La France ne dispose pas, à l'inverse de l'Allemagne et de l'Italie, d'importantes communautés d'émigrés dans les pays étudiés. Pour des raisons à la fois démographiques et politiques[54], elle n'a pas été une grande pourvoyeuse de futurs citoyens argentins, brésiliens ou chiliens. L'émigration française n'est cependant pas nulle, comme l'a montré le récent ouvrage coordonné par Laurent Vidal et Tania Regina de Luca[55] sur les Français au Brésil, les travaux d'Hebe Pelosi pour l'Argentine[56] et ceux de Jean-Pierre Blancpain[57] et d'Enrique Fernández

---

[51] *Ibid.*

[52] *Ibid.* : « *O Inglez difficilmente é um linguista* ».

[53] François HARTOG, *Le miroir d'Hérodote. Essai sur la représentation de l'autre*, Paris, Gallimard, 1980, p. 225.

[54] Sur ces dernières, voir l'article que nous avons publié : « Preciosos súditos, emigrantes atravancadores : a França e os Franceses no Brasil no início do século XIX », *in* Laurent VIDAL, Tania Regina de LUCA (org.), *Franceses no Brasil, séculos XIX-XX*, São Paulo, Editora da UNESP, 2009, p. 107-117.

[55] Cf. note précédente. Cet ouvrage est également paru en français : *Les Français au Brésil XIXe-XXe siècles*, Paris, Les Indes savantes, 2011. On peut également citer Leandro Ramos BETEMPS, *A presença francesa no Sul do Brasil : o caso de Pelotas, Rio Grande do Sul*, Porto Alegre/Pelotas, EST Edições, 2010. Nous mentionnerons également Mário de Lima BARBOSA, *Les Français dans l'histoire du Brésil*, Rio de Janeiro, F. Briguiet et Cie/Paris, A. Blanchard, 1923.

[56] Hebe PELOSI, *Las relaciones franco-argentinas 1880-1918 : inmigración, comercio y cultura*, Buenos Aires, Librería-Editorial Histórica, 2008 et *Argentinos en Francia, Franceses en Argentina : una biografía colectiva*, Buenos Aires, Ciudad Argentina, 1999.

[57] Jean-Pierre BLANCPAIN, *Francia y los Franceses en Chile (1700-1980)*, Santiago, Ediciones Pedagógicas Chiloenas, 1987

Domingo[58] pour le Chili. D'un autre côté, si le poids de la France dans les échanges économiques de l'Amérique latine est loin d'atteindre celui de la Grande-Bretagne, des États-Unis ou de l'Allemagne, elle demeure un partenaire important. On n'est d'ailleurs pas insensible, en France, au potentiel que représente la région. Ainsi Edouard Herriot d'une part et Gabriel Hanotaux d'autre part soulignent-ils, l'un en 1930 et l'autre en 1931, l'importance du sous-continent pour l'Europe dans le domaine économique[59]. La place de la France en Amérique latine est aussi – surtout ?[60] – fonction d'un rayonnement intellectuel et culturel qui se consolide au lendemain des indépendances[61].

Le texte de Paschoal Carlos Magno au sujet de la Grande-Bretagne traduit le poids de représentations qui se sédimentent au fil du temps. L'analyse du diplomate brésilien sur le rôle « de livres et de chroniques qui ont eu et qui ont encore une large répercussion », pour expliquer la perception du Brésil par les Anglais au moment où il écrit, peut être transposée à l'étude d'un imaginaire français de l'Amérique latine, longtemps nourri des récits de Jean de Léry ou d'André Thevet, mais aussi à l'imaginaire latino-américain de la France. Plusieurs ouvrages[62] sont venus montrer que l'on a affaire à une circulation qui se fait dans les deux sens. Pourtant, sauf quelques exceptions, les intellectuels français, convaincus de la prééminence culturelle de leur pays, restent longtemps prisonniers d'un schéma de relations asymétriques en leur faveur. Abel Bonnard écrit ainsi, en 1929 :

---

[58] Enrique Fernández DOMINGO, « La emigración francesa en Chile, 1875-1914 : entre integración social y mantenimiento de la especificidad », *Cahiers ALHIM*, n°12, 2006 (en ligne : http://alhim.revues.org/index1252.html) et « Ambivalences de la minorité : le cas de la colonie française au Chili, 1850-1914 », *in* Françoise MARTINEZ (dir.), Minorité(s) : construction idéologique ou réalité ?, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 97-111.

[59] Voir Amado Luiz CERVO, *Relações internacionais da América Latina : velhos e novos paradigmas*, 2nda ed. Actualizada, São Paulo, Saraiva, 2007, p. 10.

[60] Mario Carelli n'écrit-il pas : « […] la place exceptionnelle de la France ne lui est pas revenue par ses velléités coloniales, mais par son rayonnement intellectuel. Aux Philosophes du Progrès, il faut ajouter l'importance de la langue française, alors que la France demeure 'mère des Arts, des Armes et des Lois', et le goût pour les produits de Paris, afin de concevoir aujourd'hui la prépondérance culturelle de cette nation, pourtant nettement moins présente d'un point de vue commercial que l'Angleterre. » ? (Mario CARELLI, *Cultures croisées. Histoire des échanges culturels entre la France et le Brésil de la découverte aux temps modernes*, Paris, Nathan, 1993, p. 14).

[61] Pour le Brésil, le « modèle » français est également militaire. Voir à ce sujet : Jayme de Araujo BASTOS FILHO, *A missão militar francesa no Brasil*, Rio de Janeiro, Biblioteca do Exército Editora, 1994 ; Hugo Rogélio SUPPO, « Les enjeux français au Brésil pendant l'entre-deux-guerres : la mission militaire (1919-1940) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°215, mars 2004, p. 3-24 ; Rodrigo Nabuco de ARAUJO, « A influência militar francesa no Brasil 1930-1964 : continuidade ou ruptura ? », *Esboços*, Florianópolis, Universidade Federal de Santa Catarina edições, n°20, 2008, p 245-273.

[62] Outre celui de Mario Carelli, nous pouvons citer les ouvrages de Jacques CHONCHOL et Guy MARTINIÈRE, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, L'Harmattan, 1985 et Jacques LEENHARDT, Pierre KALFON, *Les Amériques latines en France*, Paris, Gallimard, 1992.

> « [Les Brésiliens] nous montrent les trésors de leur sol et nous demandent ceux de notre culture. Cela rappelle la franchise et la naïveté des anciens échanges : ils nous offrent des papillons et nous demandent des idées[63]. »

La période étudiée est celle de la montée en puissance de la contestation, dans le sous-continent, de ce genre de vision[64]. La France reste néanmoins une référence et, à des degrés divers, un passage obligé dans l'élaboration d'une diplomatie culturelle. Nous trouvons ainsi dans la revue *Chile* un article consacré à la France, « la grande République immortelle et civilisatrice[65] », article qui est une présentation géographique et historique de la France, faite en des termes très élogieux. L'auteur[66] termine son texte par un panégyrique de la « France actuelle » :

> « La grande République française d'aujourd'hui est une des plus grandes puissances industrielles, manufacturières, agricoles, économiques et civilisatrices de l'univers. Berceau des plus grands efforts scientifiques et culturels, la France a été et reste pour le monde le creuset des plus grandes conquêtes de l'esprit [...] Par la France est passée toute la civilisation gréco-latine, et c'est elle qui en a été la divulgatrice pendant les époques de paix et la protectrice jusqu'au sacrifice pendant les périodes de guerre, dans lesquelles son énergie incomparable s'est hissée à la hauteur des aigles triomphants, autrefois maîtres du monde, aujourd'hui de l'esprit et de la douceur universels. »

En dépit de ce genre de déclarations enflammées, le magistère français, incontesté jusqu'au début du XXe siècle, s'effrite, remis en cause par la Première Guerre mondiale et ses atrocités, disputé par l'Allemagne et par l'Italie, écorné par la vision pessimiste qu'offrent certains intellectuels français d'une nation en pleine décadence[67]. Cette « crise du modèle français[68] » préoccupe d'ailleurs, sans doute trop tard, le ministère des Affaires étrangères, où l'on fait, en 1938, le constat suivant :

> « Le département a reçu, au cours des dernières années, d'utiles indications de nos postes diplomatiques et consulaires en Amérique sur la 'crise' que subit l'influence française dans les pays américains et les moyens envisagés pour y remédier. Absorbés par les nécessités immédiates […] il ne nous a pas été possible de donner à ces régions toute l'attention qu'elles méritaient. Nos rivaux en ont profité ; Allemands et Italiens ont développé, en Amérique latine, un effort méthodique qui porte aujourd'hui ses fruits […]. Alors que les pays de l'Amérique du Sud paraissent appelés à jouer un rôle important dans la vie économique du monde, alors qu'ils offrent encore à l'exportation européenne des débouchés et que, dans la politique internationale même, ils aient leur mot à dire par le mécanisme de

---

[63] Abel BONNARD, *Océan et Brésil*, Paris, Flammarion, 1929, cité par Mario CARELLI, *ouv. cité*, p. 13.

[64] Voir notamment Leyla PERRONE-MOISES, « Gallophilie et gallophobie dans la culture brésilienne (XIXe-XXe siècles) », *in* Katia de QUEIROS MATTOSO (dir.), *Modèles politiques et culturels au Brésil. Emprunts, adaptations, rejets, XIXe-XXe siècles*, colloque de l'Institut de recherches sur les civilisations de l'Occident moderne, Paris, 8, 9 et 10 mars 1999 [organisé par le Centre d'études sur le Brésil], Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2003, p. 23-53.

[65] *Chile*, juillet 1928, p. 41, « Francia, la gran República inmortal y civilizadora ».

[66] Carlos Casassus Noriega (1899-1982) est un poète chilien.

[67] Denis Rolland insiste notamment sur les répercussions du livre de Robert Aron et Arnaud Dandieu intitulé *La décadence de la Nation française*, qui paraît en 1931 (Denis ROLLAND, « Les perceptions de la France en Amérique latine, structures et évolutions, 1918-1945 », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, tome 28, n°3, 1992, p. 170).

[68] Denis ROLLAND, *La crise du modèle français. Marianne et l'Amérique latine : culture, politique et identité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2000.

> la Société des Nations, nous paraissons trop souvent nous en désintéresser en dépit d'efforts méritoires et heureux faits notamment dans le domaine des relations intellectuelles[69]. »

La France demeure en effet active en termes de diplomatie culturelle à destination de l'Amérique latine. Les missions universitaires françaises au Brésil menées à partir de 1934 en sont l'exemple le plus éclatant[70]. Dans le cas de l'Argentine, il convient de mentionner la création en 1922 de l'Institut de l'Université de Paris à Buenos Aires, dont Ernest Martinenche est le premier représentant français[71]. Présidé de 1922 à 1928 par Carlos Ibarguren, cet organisme accueille de nombreux conférenciers français[72]. À partir de 1924, les échanges universitaires franco-argentins sont renforcés par la fondation d'un Institut des Universités argentines à Paris[73], allant ainsi dans le sens d'une réciprocité des échanges. Ce dernier permet en outre à l'Argentine de disposer d'une sorte d'ambassade culturelle dans la capitale française.

Être présent, culturellement, intellectuellement, à Paris continue d'être considéré comme un précieux sésame pour appartenir aux « nations civilisées ». La capitale française est en effet toujours, aux yeux des acteurs des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne, un « lieu de création et de légitimation internationale[74] ». Que l'on songe au plaidoyer du Brésilien Elyseu Montarroyos pour convaincre le ministre des Relations extérieures de débloquer des crédits afin que le Brésil soit représenté dans la Galerie des Nations, qui devait être installée au Palais Royal, selon le projet du directeur de l'IICI :

> « Tel est le concours financier par l'intermédiaire duquel, si modeste soit-il, le Brésil pourra, grâce à l'Institut, posséder, en plein cœur de Paris, un service de propagande nationale que, dans d'autres conditions, il n'aurait pas les moyens de maintenir avec une efficacité égale [...][75]. »

L'organisation, par la commission argentine de coopération intellectuelle, d'une exposition de livres dans cette ville est un autre exemple de son statut de métropole intellectuelle et de « capitale internationale du livre[76] ». Cet événement est l'occasion de rassembler, autour de livres argentins, un certain nombre de personnalités du monde français de la culture. Étaient notamment présents

---

[69] Lettre collective datée du 10/02/1938 du ministre des Affaires étrangères aux ambassadeurs en poste à Buenos Aires et Rio de Janeiro, aux ministres de France à Santiago, Montevideo, Caracas, Lima, etc., citée par Gilles MATTHIEU, *Une ambition sud-américaine. Politique culturelle de la France (1914-1940)*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 209.

[70] Sur ces missions, voir Jean-Paul LEFÈVRE, « Les missions universitaires françaises dans les années 1930 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°38, avril-juin 1993, p. 24-33 ; Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIÈRE, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 85-91 ; Maria Helena CAPELATO, Maria Lygia Coelho PRADO, « À l'origine de la collaboration franco-brésilienne : une mission française à la faculté de philosophie de São Paulo », *Préfaces*, n°14, sept. 1989, p. 100-105.

[71] Voir Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIÈRE, *ouv. cité*, p. 84-85.

[72] Carlos IBARGUREN, *La vida que he vivido*, Buenos Aires, Peuser, 1955, p. 479.

[73] Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIÈRE, *ouv. cité*, p. 85.

[74] Voir à ce sujet Pascal ORY, « Paris, lieu de création et de légitimation internationale », *in* Antoine MARÈS, Pierre MILZA (org.), *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1994, p. 359-372.

[75] AHI, 276/2/4, 05/09/1927, Lettre de Montarroyos à Otavio Mangabeira.

[76] Jean-Yves MOLLIER, *Une capitale internationale du livre : Paris, XVIIe-XXe siècles*, Genève, Droz, 2009.

Jean Zay, ministre français de l'Instruction publique, Julien Cian, directeur de la Bibliothèque Nationale, Émile Sergent, Georges Duhamel, Paul Morand, André Maurois, Benjamin Crémieux, André Siegfried et Paul Valéry[77]. Ce dernier est chargé de prononcer la conférence d'inauguration, dont nous reproduisons ici un extrait :

> « Je dois confesser, dès mes premières paroles, que je n'ai jamais été en Amérique et que de la République Argentine je ne connais personnellement (en laissant de côté lectures et références) qu'un petit nombre d'amis de cette nationalité. […]
>
> Cette exposition [...] a constitué pour moi une complète révélation. Devant ces vitrines pleines de livres [...] j'eus la pleine sensation d'un effort et de résultats dont on n'a pas la moindre idée. Un simple détail vous fera comprendre ce que j'ai ressenti. [...] M'impressionnèrent particulièrement la beauté des éditions de luxe, la noblesse de la typographie, la qualité de la mise en pages, les gravures, la perfection de l'exécution observée ici et là, à chaque pas.
>
> […] Pour moi, un beau livre signifie beaucoup de choses. Je confesse que je n'espérais pas trouver dans cette exposition des œuvres si nettement significatives, non seulement d'une culture, mais aussi des raffinements de cette culture. Effectivement, qu'implique une production d'une telle qualité ? Avant tout, elle traduit le désir, le besoin, le goût des beaux textes, ce qui suffit pour qu'on veuille les posséder dans leurs formes les plus pures. Il est tout aussi nécessaire que cette passion soit suffisamment répandue et forte pour susciter et soutenir ces arts et métiers qui exécutent de telles œuvres.
>
> […] Toutes ces observations concourent pour donner au visiteur peu informé une idée extrêmement favorable sur l'activité intellectuelle de ce pays[78]. »

Ce discours, prononcé par un intellectuel français mondialement reconnu, représente une consécration pour l'Argentine. Consciente de cela, et de son probable impact en Amérique latine, la commission argentine de coopération intellectuelle publie, en espagnol[79], le texte de la conférence de Paul Valéry, mais aussi celui des discours prononcés ou des textes écrits pour l'occasion par Paul Morand[80] ou Jules Romains[81]. La contribution de Paul Morand est particulièrement intéressante pour notre étude dans la mesure où il procède à une critique sévère de l'ignorance et de la désinvolture de la France vis-à-vis de l'Argentine et de ses productions intellectuelles :

> « Les belles dames de Buenos Aires ont fréquemment servi de modèles à nos peintres fameux ; mais l'Argentine a eu moins de chance avec nos écrivains. Cependant (à l'exception des espagnols, naturellement), les français furent les premiers européens à qui il arriva de venir chercher l'inspiration dans les pays de La Plata ; mais ils l'ont fait avec un manque absolu de sérieux […][82]. »

---

[77] MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, 22/11/1938, « Paul Valéry habló en el acto inaugural de la exposición del libro argentino abierta en París ».
[78] *Ibid.*
[79] Comisión argentina de cooperación intelectual, *La vida y la cultura en Argentina*, Buenos Aires, 1939. Cet ouvrage reproduit également les discours prononcés par les intellectuels italiens à l'occasion de l'exposition de libres argentins à Rome.
[80] « La Argentina y Nosotros ».
[81] « Lo que pienso de la Argentina ».
[82] Comisión argentina de cooperación intelectual, *La vida y la cultura en Argentina*, Buenos Aires, 1939, p. 57.

Alors que l'écrivain anglais W. Hudson, « ce poète en prose de la pampa[83] », est devenu un classique en Angleterre, que les Allemands Humboldt, « qui a parlé le premier, en savant et comme un grand écrivain, de l'immensité sud-américaine[84] » et Keyserling, « qui a publié sur l'âme ibérique australe le témoignage européen le plus important[85] », les Français sont restés en retrait, ne daignant pas s'intéresser à l' « esprit » des pays sud-américains. Paul Morand fustige le manque de curiosité pour un pays, dont *La Prensa* et *La Nación*, « deux quotidiens considérables », « Amazonies de l'information mondiale », sont « l'honneur du journalisme contemporain[86] ». Or, personne ne les lit en France, où l'on ignore tout, par exemple, de la politique extérieure argentine.

On assiste ainsi à un renversement de position : les ignorants, dans le discours de Paul Morand, sont les Français et ce sont eux qui ont finalement beaucoup à apprendre de l'Argentine. Un tel succès n'est pas sans interpeller le consul du Brésil au Havre, qui en rend compte[87] à son ministre de tutelle soulignant que l'inauguration a été présidée par « le notable écrivain » Paul Valéry et que d'autres écrivains français, notamment Paul Morand[88], ont par la suite prononcé des conférences au siège de l'IICI. Il note aussi qu'à cette occasion les journaux français ont relevé la situation privilégiée des ouvrages français dans les librairies, les bibliothèques publiques et particulières de Buenos Aires, tissant de cette manière par le biais du livre un lien privilégié avec la France. Il reproduit également un extrait du discours de Paul Valéry :

> « L'exemple donné dans cette ville par l'Argentine me paraît précieux et d'un intérêt international. Vous ne travaillez pas que pour vous mêmes, messieurs les Argentins, mais aussi pour nous, pour que nous puissions survivre ; et, présentement, pour que nous sentions l'existence, de l'autre côté de l'horizon, d'une pensée, d'une compréhension, d'une similitude, d'une force qui se prolonge et se développe, ou, en un mot qui résume tout, la certitude de salvation par la liberté d'esprit et par l'expansion dans toutes les dimensions de la connaissance humaine[89]. »

Grâce à cette exposition, la commission argentine de coopération intellectuelle est donc parvenue à présenter la culture argentine comme faisant pleinement partie de la culture universelle, ce qui signifie ici, comme le suggère la citation précédente, qu'elle apparaît comme le prolongement de la culture européenne de l'autre côté de l'Atlantique. La remise en question de l'hégémonie intellectuelle de l'Europe n'est par conséquent, dans le cadre de la diplomatie culturelle argentine, que partielle et on s'en accommode quand elle peut servir la renommée du pays qui sait la tourner

---

[83] *Idem*, p. 74 : « *ese poeta en prosa de la pampa* »
[84] *Ibid.* : « *quien ha hablado el primero, como sabio y gran escritor, de la inmensidad sudamericana* ».
[85] *Ibid.* : « *quien ha publicado sobre el alma de la Iberia austral el testimonio europeo más importante* ».
[86] *Ibid.* : « *esos dos cotidianos considerables, esos Amazonas de la información mundial* » ; « *el honor del periodismo contemporáneo* ».
[87] AHI, 542,6, 1043/18350, Intercâmbio intelectual Brasil/França, 1931-1940, Le Havre, 25/11/1938, Lettre du consul brésilien au ministre des Relations extérieures.
[88] Le diplomate brésilien joint à son courrier un extrait, traduit en portugais, de la conférence de Paul Morand.
[89] *Ibid.*

à son avantage. Il en est de même pour le Brésil, puisque le consul brésilien suggère qu'une initiative similaire soit organisée par le ministère, à Paris, « révélant ainsi à la France le progrès et la culture [du Brésil] dans les domaines des lettres, des arts et des sciences[90] ». Selon lui, une exposition de livres brésiliens « serait reçue avec un plaisir spécial[91] ». De fait, le Brésil, pour reprendre les termes du consul, dispose alors en France d'un « contexte magnifique[92] », c'est-à-dire un réseau solide constitué en premier lieu par Henri Bonnet, directeur de l'IICI, mais aussi par de « fidèles amis » que sont Georges Duhamel, Abel Bonnard, André Siegfried, Georges Dumas, Valéry Radot, Manoel Gahisto, Robert Garric et « tant de noms illustres[93] ». Le ministère pourrait en outre compter sur la présence d'un certain nombre de Brésiliens alors en Europe, tels qu'Hélio Lobo et Ruy Ribeiro Couto, membres de l'Académie Brésilienne des Lettres et sur la contribution « précieuse » d'Elyseu Montarroyos et d'Argeu Guimarães, alors en poste à l'ambassade du Brésil à Paris.

Les suggestions du diplomate brésilien révèlent tout un réseau de sociabilités intellectuelles, qui a été en grande partie constitué depuis les années 1920 dans le cadre du Groupement des Universités et Grandes Écoles pour les relations avec l'Amérique latine, instrument au service de la diplomatie culturelle française[94]. En retraçant le parcours de Miguel Osório de Almeida, pionnier de la science brésilienne moderne, ayant d'importantes responsabilités scientifiques dans son pays, qui est aussi intégré à un cercle d'intellectuels et d'hommes politiques français de premier plan[95], Patrick Petitjean met à jour les fils de la toile tissés entre les deux pays[96]. Ce sont précisément sur de tels réseaux que peut s'appuyer la diplomatie culturelle brésilienne et que la commission argentine de coopération intellectuelle peut faire fructifier. On a là l'un des éléments majeurs pour expliquer la place relativement privilégiée de la France parmi les destinataires des initiatives de ces deux nations. Cela est moins vrai pour le Chili dont l'action vis-à-vis de la France relève plus du discours.

L'entrée en guerre de la France suscite des réactions contrastées, révélant à la fois la persistance d'une certaine francophilie et les distances prises vis-à-vis de la « grande République

---

[90] *Ibid.* : « *revelando assim á França o nosso progresso e a nossa cultura nas letras, nas artes e nas ciencias* ».
[91] *Ibid.* : « *seria recebida com especial agrado* ».
[92] *Ibid.* : « *ambiente magnífico* ».
[93] *Ibid.* : « *tantos nomes ilustres* ».
[94] Voir Patrick PETITJEAN, « Le Groupement des Universités et Grandes Écoles pour les relations avec l'Amérique latine et la création d'instituts à Rio de Janeiro, São Paulo et Buenos Aires (1907-1940 », Ubiratan d'AMBROSIO (coord.), *Anais do secundo congresso latino-americano. História da ciencia e da tecnologia*, São Paulo, Nova Stella editora, 1989, p. 428-442.
[95] Il s'agit notamment de Paul Rivet, d'Henri Laugier et d'Henri bonnet.
[96] Patrick Petitjean, « Miguel, Paul, Henri et les autres. Les réseaux scientifiques franco-brésiliens dans les années 1930 », *in* Antonio Augusto Passos VIDEIRA, Silvio R. A. SALINAS (org.), *A cultura da física : contribuições em homenagem a Amelia Imperio Hamburger*, São Paulo, Editora Livraria da USP, 2001, p. 59-94.

immortelle et civilisatrice[97] ». Le Brésilien Miguel Osório de Almeida, dans une lettre aux intellectuels du monde entier rédigée le 16 septembre 1939, déclare ainsi :

> « J'ai l'honneur d'être à Paris depuis le 18 août. Je croyais bien connaître la France. Je l'aimais pour tout ce qu'elle représente de culture, de profondeur intellectuelle, de finesse, de civilisation, de courtoisie et de beauté. Mais je vous avoue ma profonde émotion en voyant ce que j'ai vu, en ces moments décisifs de la mobilisation générale et de la déclaration de la guerre. L'homme de la rue acceptait tout cela comme quelque chose de nécessaire, d'inévitable, comme s'il était devant une calamité cosmique, un tremblement de terre, l'éruption d'un volcan. Il fallait lutter, il fallait vaincre, il fallait sauver le plus de choses possible ; mais jamais je n'ai vu un seul geste de révolte, je n'ai pas entendu une seule parole de haine, une seule menace inconsidérée, un seul mot hors de propos. Ces hommes libres savaient ; ils avaient largement réfléchi, ils étaient parfaitement préparés à faire ce qu'ils ont accepté comme leur devoir[98]. »

À l'inverse, le président mexicain Lázaro Cárdenas condamne ce qu'il considère comme un renoncement :

> « Toute la nation s'unit à moi pour déplorer profondément le fait qu'un groupe de grands États, pour une raison ou pour une autre, ait recouru à la lutte armée afin de chercher une solution à leurs différends, substituant ainsi la violence à l'autorité de la loi et de la justice[99]. »

La défaite française, mais surtout l'avènement du régime de Vichy, soulèvent l'interrogation suivante :

> « Modèle, images et représentations de la France liés intrinsèquement au concept exporté de Révolution disparaissent-ils tout à fait quand une nouvelle France émerge avec l'Armistice, puis quand tente de s'affirmer un nouveau modèle, contre-apposé ?[100] »

L'abandon du régime républicain le 10 juin 1940, puis celui de la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » viennent en effet ébranler un imaginaire latino-américain de la France pétri de références à la Révolution[101], ce passé que Vichy souhaite faire passer. Cette reproduction tirée d'un numéro de la revue *Chile* paru en 1928 n'est que l'une des manifestations de la persistance de ce type de représentation.

---

[97] *Chile*, juillet 1928, n°41, « Francia, la gran República inmortal y civilizadora ».
[98] AHI, 542,6, 1045/18392, Cooperação intelectual, Tomo II, (1939-1940).
[99] Extrait du discours de Lázaro Cárdenas du 1er septembre 1939 devant les parlementaires, reproduit dans Denis ROLLAND, *art. cité*, p. 170.
[100] Denis ROLLAND, *art. cité*, p. 171.
[101] Sur l'impact de la Révolution française et ses représentations en Amérique latine, voir Jean-Noël JEANNENEY, Jean MENDELSON, *L'Amérique latine et la Révolution française*, Paris, La Découverte, 1989 ; Association française des sciences sociales pour l'Amérique latine, *L'Amérique latine face à la Révolution française : l'époque révolutionnaire, adhésions et rejets*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1990 ; *L'Amérique latine face à la révolution française : une modernité de rupture*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 1990.

Figure 9 : La France immortelle

Source : Revue *Chile*, juillet 1928, año III, vol. 3, n°45, p. 41, « Francia, la gran República inmortal y civilizadora ».

Malgré l'impact négatif d'un régime s'employant à renier l'héritage qui représente, aux yeux des Latino-Américains, la grandeur de la France, on observe chez certains le maintien d'une rhétorique insistant sur l'« immortalité » de la patrie des droits de l'Homme et d'un discours valorisant la « latinité » des nations du sous-continent. Un élément change cependant : la France n'est plus « immortelle » et il incombe à ses admirateurs d'outre-Atlantique de cultiver le souvenir de sa splendeur dans la perspective de jours meilleurs. Le Chilien Francisco Walker Linares, qui préside l'Institut de Culture Franco-Chilien, s'emploie ainsi à perpétuer le culte de la France telle qu'elle est fantasmée en Amérique latine, la « France de toujours[102] », celle que Vichy et l'occupation allemande n'ont pas avilie, et ce par le biais d'un rituel, celui des commémorations du 14 juillet. Nous reproduisons ici un extrait du discours qu'il prononce le 14 juillet 1942 :

> « Aujourd'hui plus que jamais, en ce triste 14 juillet, nous avons le devoir de rendre un hommage d'amour et de fidélité à la France qui souffre. Si nous nous étions rapprochés d'elle dans les temps heureux, quand submergés de plaisir spirituel, nous recevions les rayons de sa culture, aujourd'hui, un sentiment de gratitude nous pousse à ne pas l'oublier et à ne pas perdre foi en sa mission éternelle[103]. »

Plus loin, il ajoute :

> « […] La France ne peut périr, parce que sa ruine signifierait la mort de l'humain dans le monde. La France, au travers de toute son histoire a incarné l'esprit humaniste et les idées universelles[104]. »

---

[102] « La Francia de siempre » est le titre d'une conférence prononcée par Francisco Walker Linares, en tant que président de l'Institut Culturel Franco-Chilien, au théâtre municipal de Santiago le 14 juillet 1942. Ce discours est reproduit dans *Boletín bimestral*, avril-sept. 1942, n°30-31.
[103] *Boletín bimestral*, avril-sept. 1942, n°30-31, p. 30.
[104] *Idem*, p. 31.

Dans ce premier texte, c'est la vocation universelle de la France qui est donc mise en valeur. L'année suivante, le 14 juillet 1943, c'est surtout sur son rôle de gardienne de la latinité que Francisco Walker Linares insiste :

> « L'institut Franco-Chilien de Culture, convaincu de l'immortalité de la pensée française et de son influence bénéfique sur les terres d'Amérique, travaille à sa diffusion dans la mesure de ses moyens ; guidé par une foi inébranlable, il essaie de maintenir le feu sacré, et de démontrer que malgré les événements, l'esprit français ne s'éteint pas, et qu'il est nécessaire qu'il continue à illuminer les nations latines de notre continent qui sont ses filles culturelles[105]. »

La suite du texte permet d'entrevoir les raisons pour lesquelles la préservation de la latinité constitue un impératif vital pour les nations du sous-continent :

> « Le maintien intégral de la culture française présente, pour nous Latino-Américains, un intérêt primordial comme moyen de conservation de la latinité qui a subi de terribles déchirements ces dernières années ; l'Espagne s'est vidée de son sang dans une lutte fratricide ; l'Italie a été victime d'un régime sinistre qui a poignardé sa sœur latine, la France, et cette dernière a reçu le plus terrible des coups et subi la plus effrayante des humiliations. La crise latine est très grave, mais elle n'est pas désespérée ; c'est à notre Amérique ibérique qu'il revient de sauver la latinité, mais pour cela elle doit recourir à l'esprit français, humaniste par excellence, mesuré, harmonieux, fin, qui a représenté pour notre temps ce que la Grèce classique a signifié dans l'Antiquité[106]. »

Nous retrouvons ici les débats identitaires analysés dans notre chapitre VI. La latinité devient dans cette perspective un « concept opératoire[107] » permettant de penser l'identité de la région, d'une part en assimilant l'héritage culturel et migratoire de l'Europe (l'Espagne et l'Italie sont également mentionnées), d'autre part en se distinguant des États-Unis. Le même Francisco Walker Linares offre par ailleurs une clé pour comprendre cette invocation de la latinité. Dans le discours qu'il prononce en 1941 à La Havane à l'occasion de la Seconde Conférence des commissions nationales américaines, il déclare : « Nous voulons affirmer solennellement devant notre Continent, que la culture a une valeur universelle qui doit être le patrimoine commun de l'humanité […][108]. » Ce faisant, il condamne toute tentation de repli face au conflit mondial et à une Europe qui, une fois de plus, s'entre-déchire. En rappelant ce que l'Amérique latine doit à l'Europe – qu'il réduit à la France, à l'Espagne et à l'Italie –, Francisco Walker Linares œuvre aussi dans le cadre d'une diplomatie culturelle chilienne qui met en avant l'européanité de la nation chilienne[109]. Enfin, après avoir rappelé ce qu'a accompli l'OCI et le rôle de la France dans

---

[105] « Aniversario de Francia », Palabras pronunciadas por don Francisco Walker Linares, Presidente del Instituto Chileno-Francés de Cultura, en la velada del Teatro Municipal de Santiago, del 14 de julio de 1943, organizada por aquel Instituto para conmemorar el aniversario nacional de Francia, *Boletín bimestral*, juillet-sept. 1943, n°35, p. 40-41.
[106] *Idem*, p. 42.
[107] Sur la latinité de l'Amérique comme concept opératoire, voir Guy MARTINIÈRE, *Aspects de la coopération franco-brésilienne : transplantation culturelle et stratégie de la modernité*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, Paris Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1982, p. 25-38.
[108] *Boletín bimestral*, n°28, p. 63.
[109] Voir notre chapitre IX.

l'institutionnalisation d'une coopération intellectuelle internationale[110], il conclut de la sorte : « Le Chili, depuis les premiers moments de son indépendance, a démontré qu'il possédait à un haut degré la notion de la coopération internationale et de l'hospitalité […][111]. » Il pose de cette manière son pays en digne héritier d'une France qu'il s'emploie à magnifier. L'évocation de l'IICI n'est à cet égard pas anodine. Malgré son eurocentrisme, cet organisme a de fait permis, par son caractère international, d'ouvrir la voie à une certaine égalité entre les différentes cultures nationales, permettant à leurs acteurs d'étendre leur auditoire en leur garantissant une place au sein d'une civilisation dont les contours étaient jusqu'au premier conflit mondial ceux d'un Occident qui se limitait à l'Europe et aux États-Unis. La défense et illustration de la « vocation universelle » de la France à laquelle se livre Francisco Walker Linares est sans nulle doute une manifestation sincère de sa francophilie, mais on peut aussi l'analyser à l'aune de la naissante diplomatie chilienne et de ses liens avec l'IICI.

Il conviendrait de replacer les déclarations du Chilien dans une étude plus large et plus approfondie des relations culturelles entre la France et l'Amérique latine, de les confronter aux études menées sur le « sens de la latinité[112] ». Néanmoins, c'est plus en tant que référence mobilisée par un acteur de la diplomatie culturelle chilienne que ce concept nous intéresse. L'utilisation de l'image d'une culture française présentée comme éternelle et universelle est en effet symptomatique du fait que, malgré la « crise du modèle français », celui-ci demeure opératoire dans le domaine des relations culturelles internationales : s'en réclamer constitue encore, en dépit de la défaite et du régime de Vichy, un gage de visibilité et de légitimité.

L'Allemagne : les liaisons dangereuses ?

Alors que le Brésil a déclaré la guerre à l'Allemagne et à l'Italie le 31 août 1942, Miguel Osório de Almeida adresse, dès le 2 septembre, une lettre à Getúlio Vargas au nom de la commission brésilienne de coopération intellectuelle afin de lui faire part du soutien de cet organisme, sur lequel le président peut compter dans la lutte qui va opposer le pays à l'hydre nazie-fasciste :

> « C'est ainsi, avec la conscience sereine qui est la nôtre en tant que Brésiliens et intellectuels, que nous venons respectueusement demander à Votre Excellence de bien vouloir disposer de notre activité et de

[110] *Boletín bimestral*, oct.-déc. 1941, n°28, p. 64 : « Les précurseurs de cette œuvre étaient français » (« *fueron franceses los precursores de la obra* »).
[111] *Ibid.*
[112] Voir notamment Frédéric MAURO, Manuel Lucena SALMORAL, MINGUET Charles, *La latinidad y su sentido en América Latina : simposio*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, 1986.

> nous-mêmes, de la façon que vous jugerez la plus adéquate, pour le bien du Brésil et des formes supérieures de civilisation pour lesquelles lutte notre pays[113]. »

Le lendemain, paraît un extrait d'un discours prononcé par le même Miguel Osório de Almeida dans le *Jornal do Comércio*. Il y réaffirme l'appui de la commission au gouvernement :

> « Permettez-moi de rappeler que la Commission brésilienne s'est toujours associée à l'œuvre de Coopération dans ce qu'elle avait de plus pur et de plus élevé et que, par ailleurs, s'il en a été ainsi, c'est en grande partie grâce à l'aide et à la compréhension du Gouvernement de notre pays. Si un quelconque doute était pernicieusement soulevé quant à l'orientation pacifique et constructive de notre Gouvernement dans le domaine des relations internationales, nous serons là pour le dissiper. [...] De fait, le Gouvernement du Brésil savait très bien que la Commission Brésilienne, en travaillant pour le perfectionnement moral et intellectuel de l'homme, travaillait de la sorte pour la paix et luttait contre les forces, insidieuses ou déclarées, de l'oppression. [...] L'intellectuel brésilien sent son âme se dilater : sa patrie agit en accord avec les principes les plus élevés, représente ce qu'il y a de plus noble, lutte et travaille pour le bien, pour la civilisation, pour la culture[114]. »

La commission brésilienne et son président, qui n'a jamais caché ses sentiments pro-alliés[115], n'ont de fait pas cessé de recevoir le soutien d'un gouvernement qui a tenté de maintenir le plus longtemps possible des relations avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Les déclarations de Miguel Osório de Almeida sont donc à interpréter selon le double sens dont elles sont porteuses : le régime de Vargas savait que certains membres de la commission désapprouvaient les liens entretenus avec les forces de l'Axe. Pourtant, cela ne l'a pas empêché d'appuyer les initiatives d'un intellectuel qui en décembre 1941 a participé à la Seconde conférence des commissions nationales américaines (La Havane, 1941), réunion ayant abouti à une déclaration condamnant les régimes totalitaires. Cet état de fait est l'une des nombreuses illustrations de ce que Gerson Moura a qualifié d' « équidistance pragmatique » pour analyser la politique extérieure brésilienne dans les années 1930[116]. Le gouvernement de Vargas a en effet joué de la concurrence entre les États-Unis d'une part et l'Allemagne d'autre part, « explorant les possibilités offertes par chacun des deux centres, sans s'aligner sur aucun d'eux[117] ». Ces possibilités sont d'abord de nature économique et se traduisent par un renforcement des liens diplomatiques. De fait, en 1936, les légations allemande et brésilienne sont élevées au rang d'ambassades et les liens économiques se

---

[113] AHI, 542,6, 39277, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1940-1950, 02/09/1942, Lettre de Miguel Osório de Almeida, au nom de la Commission Brésilienne de coopération intellectuelle, à Getúlio Vargas.

[114] AHI, 542,6, 39277, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1940-1950, Article du Jornal do Comércio, 03/09/1942, « Na Commissão Brasileira de Cooperação Intelectual ».

[115] Nous renvoyons ici à la fin de notre chapitre II où nous avons reproduit des extraits d'une lettre adressée par Miguel Osório de Almeida aux intellectuels du monde entier appelant à s'engager aux côtés des démocraties. Datée de septembre 1939, cette missive était aussi une critique de la neutralité adoptée par le gouvernement brésilien. Le texte de cette lettre figure dans son intégralité en annexe.

[116] Gerson MOURA, « A Revolução de 1930 e a política exterior brasileira : ruptura ou continuidade ? », dans *A Revolução de 1930, Seminário internacional*, Brasília, Ed. Universidade de Brasilia, 1983, p. 573-596.

[117] *Idem*, p. 580 : « *explorando as possibilidades oferecidas por ambos os centros, sem se definir por qualquer um deles* ».

renforcent considérablement. Entre 1933 et 1938, les exportations vers l'Allemagne font plus que quadrupler et les importations quintuplent. Tout en restant le principal partenaire commercial du Brésil, les États-Unis subissent une sévère érosion de leur influence et, entre 1936 et 1938, Berlin les supplante même comme premier fournisseur[118]. Le Brésil n'est pas le seul dans ce cas : le Chili voit aussi ses relations économiques augmenter de manière significative avec le Reich, ainsi que le souligne l'ambassadeur de ce pays à Berlin lors d'un discours radiophonique :

> « Dans le domaine commercial il s'est produit un événement de la plus haute signification : l'Allemagne, au sein d'une compétition claire et ouverte, a atteint le chiffre le plus élevé dans notre commerce international et les produits chiliens rencontrent, dans ce pays, un vaste espace pour le développement des affaires[119]. »

Ces « splendides résultats » sont à mettre sur le compte du traité commercial qui a été signé le 26 septembre 1934 et sont à l'origine de sa prorogation jusqu'au 30 juin 1938. Le diplomate chilien ajoute :

> « […] Il m'est agréable de souligner que les autorités allemandes, malgré toutes les formalités bureaucratiques qu'imposent les nécessités du moment, ont apporté un appui sans faille au développement du commerce chilien qui de la date de signature du Traité au moment présent a réussi à doubler ses exportations vers le Reich[120]. »

Alors que le Chili tente de faire face aux conséquences de la crise de 1929, le partenariat allemand représente la possibilité de diversifier ses relations, de ne pas dépendre uniquement des échanges avec les États-Unis, la Grande-Bretagne étant de moins en moins présente. On est là dans un système d'intérêts bien compris, l'Allemagne cherchant à assurer son approvisionnement en matières premières, dont les pays latino-américains étaient producteurs, concurrençant ainsi ouvertement les Nord-Américains[121]. Pour le Chili, il s'agit aussi de résister aux pressions nord-

---

[118] Voir Bartolomé BENNASSAR, Richard MARIN, *Histoire du Brésil, 1500-2000*, Paris, Fayard, 2000, p. 347 et Ricardo Antônio Silva Seintenfus, « O difícil aprendizado do nacionalismo : as relações brasileiras com a Itália e a Alemanha, 1930-1942 », dans *A Revolução de 1930, Seminário internacional*, Brasília, Ed. Universidade de Brasilia, 1983, p. 629-631.

[119] MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, Texte du discours prononcé par l'ambassadeur chilien Luis V. de Porto Seguroà la Radio officielle du gouvernement allemand, le 18/09/1937, à l'occasion d'un hommage au Chili.

[120] *Ibid.*

[121] Un article paru en 1937 dans le journal *Deutsche Allgemeine Zeitung* et faisant le point sur la situation politique et économique du Chili, critique ainsi la politique économique des États-Unis, présentée comme impérialiste, et appuie les mesures protectionnistes prises par Gustavo Ross qui représentent « une émancipation par rapport au capital nord-américain » (« *una emancipación del capital norteamericano* »), « ce qui ne doit pas étonner vu que ce capital a bien plus travaillé pour son intérêt propre que pour celui du pays dans lequel il a été investi » (« *lo que no debe asombrar en vista que éste más bien ha trabajado por propio interés y no por el del país en que se encuentra invertido* »). L'auteur de l'article ajoute : « À l'image du Brésil, le Chili a pu dans cette période fonder sa propre industrie nationale protégée par des réglementations douanières et la dévaluation de sa monnaie » (« *Análogamente al Brasil, Chile ha podido en este período fundar su propia industria nacional defendida por leyes aduaneras y la desvalorización de su moneda*. »). (MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, traduction en espagnol d'un article sur la sortie de crise du Chili paru à Berlin le 18/09/1937 dans le journal *Deutsche Allgemeine Zeitung*).

américaines face aux mesures protectionnistes mises en place par Gustavo Ross[122]. Cette volonté de conserver, malgré un contexte économique encore très défavorable, un minimum de marge de manœuvre, transparaît dans la suite du discours de l'ambassadeur chilien : « Les avantages, donc, de cet accord, sont réciproques et comme il a été basé sur l'équité et les intérêts mutuels, il faudra œuvrer pour que les liens commerciaux qui nous unissent à votre pays continuent, rapidement, à se renforcer[123]. » Nous verrons plus loin que le Chili essaie en effet de sauvegarder l'un des principes fondateurs de sa politique extérieure, à savoir la préservation de son indépendance par rapport aux grandes puissances.

C'est à partir de ce contexte qu'il faut envisager les relations de type culturel qui ont existé entre Le Brésil et le Chili d'une part et l'Allemagne d'autre part. Nous ne pouvons ici étendre nos analyses au cas argentin dans la mesure où les sources que nous avons consultées ne nous le permettent pas. Néanmoins, des recherches supplémentaires aux archives du ministère des Relations extérieures argentin ainsi que dans les archives allemandes pourraient sans doute apporter des éléments nuançant ce constat. L'existence d'une politique allemande d'investissements en Argentine[124] vient appuyer cette hypothèse.

Par ailleurs, l'Argentine partage avec le Brésil et le Chili le fait de compter dans sa population une importante communauté allemande, mais aussi le fait d'avoir vu se développer, dans les années 1930, des mouvements d'inspiration nazie et fasciste[125]. Ces liens se doublent, dans les cas argentin et chilien de relations étroites entre les armées de ces deux pays et celle de l'Allemagne[126]. Cette proximité dans le domaine militaire est toujours à l'ordre du jour à la veille

---

[122] Voir Joaquín FERMANDOIS, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, p. 126-127.

[123] MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, Texte du discours prononcé par l'ambassadeur chilien Luis V. de Porto Seguro à la Radio officielle du gouvernement allemand, le 18/09/1937, à l'occasion d'un hommage au Chili.

[124] Voir à ce sujet Mario RAPOPORT, Andrés MUSACCHIO, Christel CONVERSE, « Las inversiones alemanas en Argentina entre 1933 y 1945 : ¿base material de la expansión de los nazis ? », *Iberoamericana*, vol. VI, n°21, 2006, p. 45-69.

[125] Pour l'Argentine, voir Ignacio KLICH, Cristián BUCHRUCKER (ed.), *Argentina y la Europa del Nazismo : sus secuelas*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2009 ; Ronald C. NEWTON, *The 'nazi menace' in Argentina, 1931-1947*, Stanford, Stanford California Press, 1992 ; pour le Brésil, voir Hélgio TRINDADE, *La tentation fasciste au Brésil dans les années 1930*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1988 et Stanley Hilton, « Ação Integralista Brasileira : Fascism in Brazil, 1932-1938 », Luso-Brazilian Review, vol. IX, n°2, hiver 1972, p. 3-29. Pour le Chili, voir Marcus KLEIN, « El Movimiento Nacionalsocialista, el Deutscher Jugenbund Chile y la comunidad chileno-alemana, o consideraciones sobre las tentaciones y los peligros del nazismo en los años treinta », *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile. Siglo XX*, vol. II, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010 ; Marcus KLEIN, « The Chilean Movimiento Nacional Socialista, the German-Chilean Community and the Third Reich, 1932-1939 : Myth and Reality », *The Americas*, vol. 60, n°4, avril 2004, p. 589-616 et Víctor Farías, Los Nazis en Chile, Barcelona, Seix Barral, 2000.

[126] Voir Jürgen SCHAEFER, *Deutsche Militärhilfe an Südamerika : Militär und Rüstungsinteressen in Argentinien, Bolivien und Chile vor 1914*, Düsseldorf, Bertelsman, 1974. Pour l'Argentine, voir Warren SCHIFF, « The influence of German Armed Forces and War Industry on Argentina 1880-1914 », Hispanic American

de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que le montre cet autre extrait du discours prononcé en 1937 par l'ambassadeur chilien à Berlin :

> « Les relations déjà étroites entre l'Armée de mon pays et l'Armée allemande, dont les valeurs incontestables ont servi d'inspiration à la nôtre, ont été aussi renforcées durant cette période. En ce moment-même, le Général de l'Air de mon pays, Diego Aracena, préside une Délégation de la Force Aérienne Nationale, dont les activités ont prouvé dans les faits que ces affinités sont réelles et positives. De même, prolongeant cette tradition, l'Allemagne a apporté son aide à l'effort que notre pays entend maintenir en faveur des forces armées, de leur nécessaire progrès et efficacité, en ouvrant ses instituts aux chefs et officiers de l'Armée et de la Force Aérienne[127]. »

Le diplomate souligne en outre le fait que, contrairement à ses voisins, le Chili maintient une politique migratoire ouverte, dont les ressortissants allemands peuvent bénéficier :

> « Malgré la politique nationaliste menée actuellement par tous les pays du monde, pour garantir le bien-être de leurs enfants, il m'est agréable de témoigner que le Chili n'a pas fermé ses portes à l'immigration allemande, parce qu'il reconnaît les résultats positifs qu'elle entraîne dans l'accroissement de notre progrès[128]. »

Cette dimension est mise en valeur en Allemagne ainsi que le montre ce passage d'un article du journal *Deutsche Allgemeine Zeitung* également paru en 1937 :

> « Les relations chiléno-allemandes sont anciennes. Les résultats obtenus au Chili par le travail des colons allemands ont partout recueilli la reconnaissance qu'ils méritent, et ont eu comme écho, au sein du gouvernement chilien, le recrutement de médecins et d'hommes de science allemands. L'influence de la culture germanique a surtout été évidente dans le domaine éducatif. Les relations commerciales montrent ces derniers temps une augmentation très flatteuse, l'Allemagne occupant en 1936 la première place pour les importations. Elle coopère de cette manière aussi à la création de l'industrie nationale. Il ne faut pas oublier de mentionner la contribution allemande dans l'essor de la construction, qui va plus loin qu'une simple fourniture de matériaux de constructions, en faisant appel à des architectes allemands pour l'embellissement de la capitale chilienne[129]. »

Ces différentes citations font partie d'une rhétorique qui met en scène, de façon idyllique, les relations entre les deux pays. Stefan Rinke offre une vision bien plus nuancée, soulignant les difficultés qu'ont connues les échanges commerciaux chiléno-allemands et le fait que la crise économique a, des deux côtés, porté atteinte aux ambitions en termes de politique culturelle[130].

Celle-ci ne cesse pas pour autant d'exister. Là aussi, que ce soit au Chili, en Argentine ou au Brésil, les relations sont anciennes, en particulier dans le domaine scientifique[131]. Une nouvelle

---

Historical Review, vol. 52, n°3, août 1972, p. 436-455. Pour le Chili, voir William F. SATER, Holger H. HERWIG, *The Grand Illusion : the Prussianization of the Chilean Army*, Lincoln/London, University of Nebraska Press, 1999 ; Carlos MALDONADO, Patricio Zamora QUIROGA, *El prusianismo en las Fuerzas Armadas chilenas : un estudio histórico, (1885-1945)*, Santiago de Chile, Ed. Documentas, 1988.

[127] MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, Texte du discours prononcé par l'ambassadeur chilien Luis V. de Porto Seguro à la Radio officielle du gouvernement allemand, le 18/09/1937, à l'occasion d'un hommage au Chili.

[128] *Ibid.*

[129] MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, traduction en espagnol d'un article sur la sortie de crise du Chili paru à Berlin le 18/09/1937 dans le journal *Deutsche Allgemeine Zeitung*.

[130] Voir Stefan RINKE, « Las relaciones germano-chilenas, 1918-1933 », *Historia*, vol. 31, 1998, p. 217-308.

[131] Voir notre chapitre V.

impulsion est donnée avec la création, en 1930, de l'Institut Ibéro-Américain de Berlin, même si le contexte économique conduit à une action plus modeste que celle qui était envisagée au départ[132]. Alors que l'on déplore l'ignorance des Européens quant aux réalités latino-américaines est un élément commun au discours des acteurs des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne, l'existence d'un tel organisme est plutôt bien perçue. On sait ainsi que l'ambassade chilienne à Berlin maintient des liens « très étroits » avec l'Institut Ibéro-Américain qui « apporte une aide précieuse aux employés de cette mission, surtout en ce qui concerne la section d'appui à l'afflux d'intellectuels chiliens qui visitent l'Allemagne[133] ». Un partenariat visant à accroître les échanges universitaires entre les deux pays est par ailleurs mis en place conjointement par cet Institut et l'Université du Chili[134]. De plus,

> « L'Institut a parrainé, pendant l'année des manifestations *exclusivement*[135] consacrées au Chili, celles auxquelles ont assisté des personnalités d'Allemagne, du Corps Diplomatique et de la colonie latino-américaine. La remise du beau portrait de Bernardo O'Higgins, œuvre de Plaza entraîna une importante cérémonie, à l'occasion de laquelle j'ai prononcé une conférence sur la vie de notre premier héros[136]. »

Les liens avec l'Allemagne et leur mise en valeur ne sont pas tant le reflet d'une intense politique culturelle que le moyen, pour le Chili, de se positionner comme une nation au prestige reconnu. C'est le sens de la fin du discours de l'ambassadeur chilien :

> « Enfin, et pour terminer ce bref compte-rendu, j'ai la satisfaction de noter en cet anniversaire émouvant pour notre pays, les sentiments d'affection et de considération que le peuple allemand et ses illustres représentants, à tout moment, témoignent à notre pays et à son gouvernement, manifestant

---

[132] Voir l'historique de cet Institut dans Diana Von RÖMER, « Un puente entre los mundos. El Instituto Ibero-Americano de Berlín », *Anuario Americanista Europeo*, n°3, 2005, p. 8-13 (disponible en ligne : http://www.iai.spk-berlin.de/fileadmin/dokumentenbibliothek/Un_puente_entre_los_mundos.pdf).

[133] MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, Santiago, 30/12/1937, Lettre du ministère des Relations extérieures à Amanda Labarca, présidente du comité exécutif de coopération intellectuelle de l'Université du Chili, « Memoria de la Embajada de Chile en Alemania sobre Intercambio Intelectual » : « *presta una valiosa ayuda a los trabajos de esta misión, sobre todo a lo que se refiere a la sección de ayuda a la corriente de intelectuales chilenos que visitan a Alemania* ». L'auteur du rapport commence celui-ci en signalant que, durant l'année 1936, le nombre de professionnels chiliens qui sont venus compléter leurs études en Allemagne est en augmentation. Parmi ces derniers, il note l'importance des docteurs en médecine, dont 28 ont été introduits par l'ambassade chilienne auprès des organismes qui les intéressaient. Il est également question de six fonctionnaires de « *reparticiones fiscales o municipales* » qui ont également reçu toute l'attention de l'ambassade. Il est également fait mention du fait que sept professeurs de l'enseignement secondaire public ont visité l'Allemagne et 63 enseignants du secondaire, public et privé confondus, sont venus effectuer « des études de caractère général ». L'auteur conclut de la sorte : « À toutes ces personnes, l'Ambassade s'est empressée d'apporter l'aide nécessaire pour la réalisation de leurs projets, qui sont d'un intérêt certain pour notre pays » (« *A todas estas personas, la Embajada se ha preocupado de prestarles la ayuda necesaria para el logro de sus finalidades que son de tanto interés para nuestro país*. »).

[134] MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, Texte du discours prononcé par l'ambassadeur chilien Luis V. de Porto Seguro à la Radio officielle du gouvernement allemand, le 18/09/1937, à l'occasion d'un hommage au Chili.

[135] Nous soulignons.

[136] *Ibid.*

> ainsi, de manière irréfutable, que le Chili, en Allemagne, est paré du prestige d'être une des nations les plus progressistes du Continent Américain[137]. »

Il faut noter ici que ce discours est non seulement retransmis en Allemagne, mais également « dans toute l'Amérique ». Une fois de plus, les relations avec un pays européen, quelle que soit leur importance réelle, sont mises au service d'un rayonnement qui se joue au niveau régional.

La partition jouée par le Brésil diffère quelque peu de celle du Chili. Il y a néanmoins des similitudes : les intérêts économiques ne sont jamais loin et le rappel des liens créés par l'émigration est également présent. Ces deux dimensions sont visibles dans le plaidoyer que fait Ildefonso Falcão, alors consul du Brésil à Cologne, pour que l'Itamaraty participe au financement de l'Institut d'Études Luso-Brésiliennes de l'Université de cette ville, créé en 1933. Se heurtant à un refus motivé par le manque de moyens, il insiste sur le fait que cet organisme est pourtant, appelé à contribuer puissamment aux intérêts du Brésil en Allemagne, reprenant les arguments développés par Fritz Lejeune, chargé de l'organisation de cet Institut :

> « Que le Brésil soit peu connu en Allemagne est déplorable. Et c'est pour cela que l'Institut a comme objectif de remédier à cette situation au moyen de conférences et articles dans les journaux par lesquels on peut faire connaître au peuple allemand la grande valeur culturelle d'un pays si important. En même temps notre intention est de resserrer le plus possible les liens commerciaux entre les deux grandes nations. C'est justement pour cela que l'industrie allemande salue chaleureusement cette institution qui sera la première de ce genre en Allemagne[138]. »

Pour le consul brésilien, il faut également se rappeler que « l'Allemand, disposant de revenus modestes ou importants, au moment d'émigrer pense d'abor [au Brésil] où tant de ses compatriotes ont prospéré et se sont enrichis en collaborant à l'oeuvre magnifique de notre progrès[139] ». Contribuer au développement de l'Institut permettrait de renforcer encore plus l'attraction que suscite le Brésil auprès des candidats allemands à l'émigration. C'est aussi, à l'instar du projet de Galerie des Nations porté par le directeur de l'IICI, une occasion de travailler au rayonnement du Brésil et ce à peu de frais, tout en stimulant les échanges universitaires entre les deux pays :

> « Avec seulement 3 000 marks par an, le Brésil pourrait, comme le fait le Portugal depuis 1932, entretenir un cours approfondi de portugais permettant d'aller de la langue à des sujets de caractère culturel et économique – cours plus que nécessaire dans un pays et une capitale comptant une université fréquentée par plus de 6 000 étudiants. En plus, il y aurait des possibilités d'initier un

---

[137] MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, Texte du discours prononcé par l'ambassadeur chilien Luis V. de Porto Seguro à la Radio officielle du gouvernement allemand, le 18/09/1937, à l'occasion d'un hommage au Chili.

[138] AHI, 1043/18363 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Alemânia, 1929-1938, Cologne, 02/12/1933, Lettre de Fritz Lejeune, chargé de l'organisation de l'Institut d'Études Luso-Brésiliennes de l'Université de Cologne, à Ildefonso Falcão, consul du Brésil à Cologne.

[139] AHI, 1043/18363 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Alemânia, 1929-1938, Cologne, 31/03/1934, Lettre d'Ildefonso Falcão, consul du Brésil à Cologne, au ministre des Relations extérieures.

échange interuniversitaire en envoyant là-bas des groupes d'étudiants qui suivraient gratuitement les formations de leur choix[140]. »

Le Brésil, comme le Chili, ne sont donc pas à l'origine des relations culturelles avec l'Allemagne, qui impulse, elle, des projets visant à les renforcer. Néanmoins, ces projets constituent des opportunités intéressantes dans une démarche visant à insérer ces deux nations dans les circuits intellectuels allemands, ceux-ci continuant à bénéficier d'une aura certaine en Amérique du Sud. La différence entre les deux cas se joue sur le fait que, pour le Chili, il s'agit moins de travailler au prestige du Chili en Allemagne, que d'utiliser les liens avec ce pays d'une part pour permettre à ses ressortissants de bénéficier de formations reconnues internationalement, et d'autre part pour se présenter comme un pôle intellectuel de premier ordre sur le continent américain. Dans la perspective brésilienne, il s'agit, une fois de plus, de favoriser à l'étranger l'apprentissage du portugais ainsi que toute initiative allant dans le sens d'une meilleure connaissance de la réalité du Brésil.

Cette orientation n'est pas pour rien dans le bon accueil qui est dans un premier temps réservé à une « organisation de Brésiliens de sang allemand », la « *Federação 25 de julho* », créée en 1936 par les diplomates allemands en poste au Brésil et des personnes affiliées au NSDAP brésilien[141]. Son président adresse en juillet 1937 un courrier à l'Itamaraty afin de proposer sa collaboration à l'intensification des échanges culturels entre le Brésil et l'Allemagne par le biais des écoles : son objectif est de favoriser l'apprentissage de l'allemand dans les établissements brésiliens et, en contrepartie, celui du portugais dans ceux du Reich[142]. Rapidement, le Service de coopération intellectuelle, qui vient d'être organisé, répond en termes favorables à cette proposition. Ce projet demeure néanmoins sans suite : il se heurte en effet à l'interdiction faite aux étrangers de participer à toute activité politique[143] et surtout à la campagne de nationalisation impulsée à ce moment-là par le gouvernement de Getúlio Vargas. Dans l'optique de créer une culture nationale unique, partagée par l'ensemble de la population brésilienne, l'existence de communautés d'origine étrangère cultivant leur singularité au sein de la nation devenait intolérable. Les communautés allemandes, qui disposent de journaux et d'écoles cultivant leur langue, se retrouvent ainsi dans la ligne de mire de l'*Estado Novo* qui, en novembre 1938, interdit

---

[140] *Ibid.*

[141] Andrea Helena Petry RAHMEIER, « Alemanha e Brasil : as relações diplomáticas em 1938 », *Anais do IX Encontro Estadual de História*, Associação Nacional de História, ANPUH-RS, juillet 2008 (disponible en ligne : http://eeh2008.anpuh-rs.org.br/resources/content/anais/1211934684_ARQUIVO_andrearahmeier.pdf).

[142] AHI, 1043/18363 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Alemânia, 1929-1938, Rio de Janeiro, 01/07/1937, Lettre d'Henrique Schueler au ministre des Relations extérieures.

[143] Cette interdiction est formulée par un décret-loi en date du 18 avril 1938. Voir Ricardo Antônio Silva SEITENFUS, « O difícil aprendizado do nacionalismo : as relações brasileiras com a Itália e a Alemanha, 1930-1942 », in *A Revolução de 30 : Seminário Internacional realizado, pelo CPDOC da Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro, setembro 1980*, Brasilia, Editora da Universidade de Brasilia, 1983, p. 636-637.

l'enseignement dispensé dans une autre langue que le portugais. Ces mesures provoquent de fortes tensions diplomatiques entre les deux pays, mettant à mal toutes les activités de type culturel qui les liaient. On est là face à une configuration où l'affirmation de la nation et de sa culture devient antinomique avec la poursuite d'une diplomatie culturelle. Celle-ci prend alors tout son sens en tant qu'instrument de préservation de la culture qu'elle est censée promouvoir : lorsque les conditions de l'échanges mettent en péril cette dernière, l'échange devient une menace, la culture de l'Autre une atteinte à son intégrité. La politique d'équidistance pragmatique menée par le gouvernement de Getúlio Vargas trouve donc ici une de ses limites. Le choix de mesures allant frontalement à l'encontre des intérêts d'un pays avec lequel sont entretenues des relations économiques importantes montre que ces dernières s'effacent parfois devant des considérations de type culturel. En agissant de la sorte, le Brésil affirme l'inaliénabilité de son identité nationale et pose comme fondamentale dans son rapport aux autres nations la préservation de sa culture.

Enjeux et limites de la partition européenne de l'Argentine, du Brésil et du Chili

Antonio Aita, dans sa préface à *Regards sur l'Argentine*, réaffirme la volonté de l'Argentine de ne pas limiter ses échanges au seul continent américain, de continuer à cultiver les liens avec l'Europe, tout en mettant en garde cette dernière quant à sa désinvolture vis-à-vis de l'Amérique latine :

> « Dans leur entêtement aveugle, bien des esprits simples persistent à vouloir une 'Amérique pour les Américains' ; ils prétendent sans doute rendre aux Européens, avec une mesquinerie provinciale, l'indifférence qu'ils nous ont témoignée pendant de longues années. N'est-il pas évident, pourtant, qu'il est de l'intérêt bien compris des peuples d'établir des relations intellectuelles fécondes ? Et pour le moment ce qu'il y a de mieux à faire dans cette voie, c'est assurément de répandre une connaissance plus sérieuse de l'Amérique du Sud, de cette Amérique du Sud que l'Européen, disons-le, a regardée jusqu'ici avec une certaine insouciance…[144] »

Par ces mots, l'Argentin se fait le porte-parole non seulement de son pays, mais aussi de ceux qui, comme le Brésil ou le Chili, aspirent à être reconnus sur la scène internationale. Il résume également les principes qui ont guidé les acteurs de leur diplomatie culturelle : il ne s'agit pas de mettre en place une politique d'influence, mais une entreprise de connaissance. Celle-ci est pensée en fonction de considérations qui sont tout à la fois géopolitiques, économiques et identitaires. Le renforcement des liens intellectuels et culturels avec l'Europe n'est pas tant le résultat d'un choix que la prise en compte d'une réalité qu'on ne peut nier : l'histoire de la colonisation ibérique, les flux migratoires, l'importance des références culturelles européennes dans la vie de ces nations,

[144] Comisión nacional de cooperación intelectual, *Regards sur l'Argentine*, Buenos Aires, 1939, p. 10.

les relations commerciales financières… sont autant de faits que les politiques extérieures argentine, brésilienne et chilienne ne peuvent occulter, sans compter leur volonté d'offrir un contrepoids à l'influence croissante des États-Unis. Tout cela est exprimé, en 1938, par José María Cantilo dans les pages de la revue *Informaciones Argentinas*. Celle-ci rapporte le discours qu'il tient à l'occasion de l'inauguration des services de radio diffusion du ministère :

> « Notre politique extérieure ne s'est jamais sentie coupée du vieux monde [...] ; de lui nous avons reçu le sang, la religion, l'orientation doctrinale de nos institutions démocratiques, l'enseignement supérieur de nos universités [...], la base de notre littérature et de nos arts... Notre vie spirituelle serait plus pauvre si s'appauvrissait la culture européenne[145]. »

Le discours de Cantilo fait l'objet d'un article du journal *La Nación*, également reproduit dans *Informaciones Argentinas*. Le journaliste dresse un bilan des grands axes de la diplomatie argentine, en fonction de ses destinataires :

> « De là vient la position traditionnelle de la politique argentine à l'égard des pays situés de l'autre côté de l'Atlantique. Envers l'Espagne, un sentiment de respect filial ; pour les pays de culture latine – à laquelle le ministre s'est particulièrement référé dans son discours pour l'Amérique –, une solidarité spirituelle, renforcée par les apports de la courageuse immigration italienne et la contribution intellectuelle majeure de la France à la formation spirituelle et politique de l'Argentine ; envers la Grande-Bretagne, qui a donné le coup d'envoi de notre révolution libératrice, dont les institutions, d'une certaine manière, ont influé sur les nôtres et dont les capitaux sont si liés au progrès du pays, de l'amitié qui, malgré les Malouines, n'a pas été sérieusement perturbée en 128 ans ; et enfin, pour toutes les autres nations du continent européen, une estime sincère qui s'est traduite jusqu'ici par une politique libérale, fondée sur la certitude que du libre jeu de la concurrence et des apports de ses fils et de son commerce, nous ne pouvons retirer que des bénéfices[146]. »

Le cas allemand est particulier dans cette perspective : les relations entretenues avec ce pays s'appuient elles aussi sur une immigration importante, sur des liens intellectuels qui remontent à la fin du XIXe siècle et sur des échanges économiques opportuns dans le contexte de crise économique des années 1930. Néanmoins, alors que la Grande-Bretagne ou la France ont peu ou prou abandonné toute velléité hégémoniste et toute prétention impérialiste dans le sous-continent, l'Allemagne du Troisième Reich, tout en flattant le désir d'autonomie et d'affirmation de leur souveraineté de l'Argentine, du Brésil et du Chili, constitue, par l'idéologie qui est la sienne, une menace pour l'intégrité nationale que ces trois pays cherchent à consolider. La référence à la latinité et aux valeurs de la France immortelle au cœur d'un conflit qui signifie une perte de prestige sans précédent pour cette dernière apparaît dès lors comme un rempart contre ce type de péril, également incarné par les États-Unis dont la culture de masse gagne le sud du continent[147]. Nous reprenons ici les analyses de Pierre Milza qui pose la question suivante : « Face

---

[145] *Informaciones Argentinas*, n°9, 1er octobre 1938, « La política exterior argentina ».
[146] *Ibid.*
[147] À ce sujet, voir notamment, pour le Chili, Stefan RINKE, « Las torres de Babel del siglo XX : cambio urbano, cultura de masas y norteamericanización de Chile, 1918-1931 », *in* Fernando PURCELL, Alfredo RIQUELME (ed.),

à l'action conquérante des puissances dominantes, de quels moyens les pays dominés disposent-ils pour préserver leur identité culturelle ?[148] ». L'exemple de l'Amérique latine lui semble à cet égard particulièrement pertinent car il

> « nous montre comment, dans une situation de forte dépendance à l'égard des grandes puissances du moment, les États latino-américains, ou plus précisément les bourgeoisies créoles qui les dirigent, fondent leur identité culturelle sur les concepts de latinité et de panlatinisme et jouent dans cette perspective les impérialismes faibles que sont, dans cette région du monde, ceux de l'Italie et de la France contre les impérialismes forts et en particulier contre celui, tout proche, du grand voisin nord-américain[149] ».

Face aux États-Unis, une diplomatie culturelle est-elle possible ?

Les relations bilatérales entre nos trois pays étudiés, d'une part, et les États-Unis, d'autre part, s'inscrivent dans le cadre plus large du système inter-américain et des relations culturelles inter-américaines, traitées en partie dans notre chapitre III. Tout comme l'IICI constitue une porte d'entrée de la politique culturelle de l'Argentine, du Brésil et du Chili à destination de la France, l'Union Panaméricaine et les institutions qui y sont reliées forment la toile au sein de laquelle se nouent les liens avec la Grande République du Nord. Les fondations philanthropiques et les universités nord-américaines sont dans cette perspective des actrices de premier plan, les interlocutrices privilégiées de ceux qui, en Argentine, au Chili ou au Brésil, font le pari d'un partenariat avec les États-Unis. Ce n'est que dans un second temps, marqué par la Conférence de Buenos Aires en 1936 et par la création de la Division de Relations Culturelles au sein du Département d'État en 1938, que le gouvernement de ce pays apparaît sur le devant de la scène. Et encore, pour ce qui touche aux relations culturelles, c'est surtout l'*Office of the Coordinator of Inter-American Affairs* (OCIAA), savant mélange d'acteurs privés et publics, qui est en première ligne.

Ampliando miradas. Chile y su historia en un tiempo global, Santiago, RIL editores-Instituto de historia PUC, 2009, p. 159-194 et Fernando PURCELL, « Una mercancía irresistible. El cine norteamericano y su impacto en Chile, 1910-1930 », *Historia Crítica*, n°38, mai-août 2009, p. 46-69. Pour le Brésil, Antônio Pedro TOTA, *O imperialismo sedutor. A americanização do Brasil na época da Segunda Guerra* , São Paulo, Companhia das Letras, 2000 et Gerson MOURA, *Tio Sam chega ao Brasil : a penetração da cultura americana*, São Paulo, Editora Brasiliense, 1985. Nous reviendrons sur la question de l'américanisation de la culture dans notre chapitre IX.

[148] Pierre MILZA, « Cultures et relations internationales », *Relations internationales*, n°24, Paris, 1980, p. 365.

[149] *Ibid.*

Face aux actions nord-américaines, que ces dernières soient impulsées ou non par le gouvernement, Argentine, Brésil et Chili apparaissent plus dans une position de réponse que comme sujets d'initiatives propres. La force des États-Unis par rapport à ces pays est non seulement économique, mais aussi intellectuelle dans le sens où les universités nord-américaines attirent de plus en plus étudiants et professeurs, dans une dynamique où l'Europe se fait moins présente. Universités et établissements d'enseignement sont d'ailleurs les principaux destinataires des envois de livres effectués par le Service de coopération intellectuelle (devenu Division en 1938), soit à la demande de ces dernières[150] soit par l'initiative d'un diplomate brésilien qui a noué des liens dans le milieu académique[151]. Une des seules mentions que nous ayons trouvée au sujet d'une action du ministère argentin des Relations extérieures à destination des États-Unis correspond aussi à cette configuration. L'ambassadeur du Brésil à Buenos Aires a informé l'Itamaraty que le Département d'Éducation de New York avait signalé au gouvernement argentin que dans les collèges dont il était responsable près de 38 000 élèves apprenaient l'espagnol et étaient susceptibles de s'intéresser à l'Argentine. En retour, le ministère des Relations extérieures argentin a fait remettre à cet organisme un « matériel très complet de propagande », des cartes, des livres de géographie et d'histoire et a pris des dispositions pour que les informations rassemblées par l'*Oficina de difusión de la cultura y propaganda argentina en el exterior* lui soient régulièrement envoyées[152]. Il y a donc bien des actions menées par les organismes argentin et brésilien en charge de la diplomatie culturelle vers les États-Unis, mais elles constituent des réactions à des demandes faites par un pays qui mène de façon de plus en plus systématique sa propre politique culturelle à destination du sous-continent.

Cet état de fait est souligné en 1945 par le Brésilien Osório Dutra, alors chef de la Division de coopération intellectuelle de l'Itamaraty :

> « Pour donner une idée des activités nord-américaines dans le domaine de la coopération intellectuelle, il suffira de rappeler que de 1940 à maintenant, la Division de Coopération Intellectuelle du Département d'État, selon des données fournies à la presse, a pris des mesures pour que près de 250 professeurs et intellectuels reconnus d'Amérique latine aient pu visiter les États-Unis d'Amérique.

---

[150] Nous avons trouvé dans les archives de l'Itamaraty plusieurs lettres émanant d'universitaires nord-américains et sollicitant l'envoi de livres d'auteurs brésiliens afin de développer les études sur ce pays. C'est ainsi le cas d'un professeur d'histoire latino-américaine à l'université de Columbia, s'adressant directement en ce sens au Service de coopération intellectuelle (AHI, 542,6, 682/9998 : Intercambio intelectual Brasil-Estados Unidos (1933-1940), New York, 03/07/1937, Lettre de Frank Tannenbaum à Osório Dutra).

[151] Nous pouvons citer, entre autres exemples, celui du consul brésilien à San Francisco qui, à la suite de conférences qu'il prononce à l'université de Stanford, sollicite que l'Itamaraty lui fasse parvenir des livres d'auteurs brésiliens afin d'en faire don à sa bibliothèque. (AHI, 542,6, 682/9998 : Intercambio intelectual Brasil-Estados Unidos (1933-1940), San Francisco, 15/06/1936, Lettre du consul brésilien à San Francisco au ministre des Relations extérieures).

[152] AHI, 540,2, 682/9998 : Intercambio intelectual Brasil-Estados Unidos (1933-1940), Rio de Janeiro, 19/10/1937, Memorandum destiné au chef du Service de Coopération intellectuelle.

> Pendant le second semestre de 1944, 16 professeurs et ingénieurs des États-Unis ont fait des voyages d'étude en Amérique latine, sous les auspices de la même Division[153]. »

Le constat fait par Osório Dutra est celui d'un déséquilibre flagrant des relations entre la Grande République du Nord et ses voisines latino-américaines dont aucune ne possède les ressources financières susceptibles de mener à bien une telle diplomatie universitaire. De plus, du moins au Brésil et au Chili, ces échanges sont dans l'ensemble soutenus par leurs gouvernements respectifs[154], à la fois parce qu'ils offrent des opportunités de formation intéressantes à leurs étudiants, mais aussi parce que c'est une manière d'offrir un gage de bonne volonté à la puissance que sont devenus les États-Unis. Comment, dès lors, ne pas apparaître comme étant des « vassaux », pour reprendre l'expression de Francisco Walker Linares[155], par rapport à ce pays et à sa culture ? Que faire pour équilibrer les échanges ? Ce sont les questions que se pose Osório Dutra, qui appelle à trouver au plus vite des solutions à ce qui peut apparaître comme une menace pour le rayonnement de la culture brésilienne :

> « Tout ceci met en évidence, de façon éloquente l'intérêt croissant que les États-Unis d'Amérique montrent pour le Brésil, ce qui rend impératif une attitude plus active de notre part, pour affirmer face à la grande nation amie, la valeur de notre culture. Peu de choses, cependant, peuvent être faites en vue de donner au peuple nord-américain une véritable connaissance du Brésil. En vérité la diffusion de la culture brésilienne aux États-Unis reste embryonnaire. Il est urgent qu'on établisse un programme de diffusion de la culture brésilienne dans la grande république du Nord, dont les dirigeants ont consacré une grande partie de leurs efforts à faire en sorte que notre peuple s'intéresse à leur culture et à toutes les manifestations de la vie américaine[156]. »

Il suggère notamment de nommer au plus vite un attaché culturel à l'ambassade du Brésil à Washington, ce qui serait « la première étape d'une intense propagande de diffusion de la langue [du Brésil] et de nos réalités aux États-Unis[157] ». On retrouve dans le champ des relations culturelles entre ces deux nations les ambiguïtés et ambivalences de la politique extérieure brésilienne à destination d'un pays dont on souhaite gagner les faveurs sans pour autant lui être subordonné. Les relations entre le Brésil et les États-Unis sont faites d'oscillations, les périodes de franche cordialité alternant avec d'autres où règne plutôt la méfiance. Il y a d'une part la conviction d'une relation privilégiée à construire entre les deux pays, qui vient sans doute des

---

[153] AHI, Divisão de cooperação Intelectual, 135/5/7, Rio de Janeiro, 22/02/1945, « Relatório sobre as atividades da Divisão de Cooperação Intelectual no ano 1944 », par Osório Dutra, chef de la Division.

[154] Osório Dutra signale ainsi l'apport de la DCI au programme de bourses mis en place par les États-Unis : « Les relations culturelles avec les États-Unis d'Amérique ont bénéficié de la plus grande attention de la DCI qui, en contact avec l'attaché culturel nord-américain, M. Williams Rex Crawford, a tout fait pour assurer la plus grande réussite aux bourses d'études offertes par ce pays. » (*Ibid.*).

[155] Voir chapitre VII notre partie sur les échanges universitaires comme instrument de la diplomatie culturelle chilienne.

[156] AHI, Divisão de cooperação Intelectual, 135/5/7, Rio de Janeiro, 22/02/1945, « Relatório sobre as atividades da Divisão de Cooperação Intelectual no ano 1944 », par Osório Dutra, chef de la Division.

[157] *Ibid.* : « *o primeiro passo de uma intensa propaganda de difusão da nossa língua e das nossas cousas nos Estados Unidos da América* ».

similitudes entre ces deux géants du continent américain, tant du point de vue du territoire, de la population, des ressources naturelles ou de l'industrie[158]. Et d'autre part, comme le démontre Frank D. McCann, « la tension est un courant sous-jacent dans les rapports entre le Brésil et les États-Unis […][159] ».

Rio Branco, à la tête de l'Itamaraty de 1902 à 1912, a tenté une politique de rapprochement avec le « grand voisin du nord », sans que celle-ci ne conduise à une subordination totale du Brésil aux orientations américaines en termes de politique extérieure ; « bien au contraire, ce à quoi Rio Branco prétendait c'était une association avec les États-Unis, sur un pied d'égalité […][160] ». Après lui, ses successeurs ont tenté de toujours ménager ce partenaire obligé mais quelque peu encombrant, en cherchant toujours à maintenir une distance ou l'illusion selon laquelle les deux pays assuraient conjointement le leadership du continent américain. Roberto de Arruda Botelho n'écrit-il pas en 1935 :

> « [...] les États-Unis ont particulièrement favorisé le Brésil de leur sympathie, parce que le Brésil était, avec eux, le plus grand et le premier État souverain du continent américain. En d'autres mots : parce que le Brésil était, seul alors, susceptible de réaliser, avec eux, l'équilibre américain[161] » ?

Dans l'affirmation d'une « relation spéciale » avec les États-Unis, le Brésil tente d'affirmer, face à une Argentine qui ne cesse de leur tenir tête, sa vocation au leadership du sous-continent. Ainsi, même si les échanges culturels entre les deux pays sont déséquilibrés, ils ont néanmoins le mérite de donner du Brésil l'image d'un partenaire privilégié des Nord-Américains aux yeux du reste du sous-continent et de rassurer ces derniers, inquiets des relations entretenues par le gouvernement de Getúlio Vargas avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Au-delà des échanges universitaires et des envois de livre, le Brésil construit l'image d'un héraut du panaméricanisme. C'est tout l'objet du travail d'Alvaro Artur Guedes de Melo intitulé *O Pan-Americanismo e o Estado Novo* que de montrer comment Vargas, par le biais de la propagande, se pose en chantre de la solidarité américaine. Il exploite pour cela des articles de presse, qui portent souvent la marque du

---

[158] Dans une conférence prononcée en 1936 au *City College* de New York, le consul général du Brésil commence en mettant en valeur le fait qu'il existe « […] entre nos deux pays, une sympathie instinctive qu'une meilleure connaissance mutuelle tend à développer toujours plus. La raison de cette sympathie réside peut-être dans une certaine similitude de nos positions respectives dans ce continent : nous avons en commun une large extension territoriale et une grande variété de climats et de produits, et, par conséquent, des problèmes de gouvernement, de population, d'organisation et de développement qui, jusqu'à un certain point, sont les mêmes. », (AHI, 542,6, 464/7040, « O Brasil e suas futuras relações com os Estados Unidos », conférence prononcée le 10/03/1936, texte joint à une lettre du consul général du Brésil à José Carlos de Macedo Soares datée du 13/03/1936).

[159] Frank D. MCCANN, « Le Brésil et les États-Unis : des relations complexes à l'épreuve du long terme, XIXe-XXe siècles », *in* Denis ROLLAND (coord.), *Le Brésil et le monde : pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Centre d'Études sur le Brésil, L'Harmattan, 1999, p. 29.

[160] Moniz BANDEIRA, *Presença dos Estados Unidos no Brasil : dois séculos de história*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1973, p. 33.

[161] Roberto de Arruda BOTELHO, *Le Brésil et ses relations extérieures*, Paris, Éd. Mazarines, 1935, p. 168.

Département de l'Information et de la Propagande. Il cite notamment un article paru en septembre 1941 dans la revue *Dois Jornais* dont le titre suggestif est « De Simon Bolívar à Getúlio Vargas[162] ». Auparavant, il s'était penché sur un autre article intitulé « Le Brésil et le début de la politique de Bon Voisinage[163] » où Vargas et Roosevelt sont présentés comme des « partenaires dans la construction d'une diplomatie américaine[164] ». Au passage, l'auteur de l'article met sur le même plan un président élu démocratiquement et un autre porté au pouvoir par un coup d'État. Il ne s'agit pas de s'aligner totalement sur les États-Unis : l'idée est de brésilianiser le panaméricanisme. Cet extrait d'un discours prononcé en 1942 par le président de l'Ordre des Avocats au palais de l'Itamaraty en est une illustration :

> « Le principe d'unité américaine a trouvé au Brésil son inspiration, sa concrétisation et sa consolidation. L'idéal du panaméricanisme a toujours rencontré dans l'âme, l'esprit et le cœur des Brésiliens une si profonde résonnance qu'il a émergé lors de la période coloniale, s'est révélé lors de son indépendance, s'est développé sous l'Empire et s'est consolidé dans le cadre de la République [...][165]. »

Le panaméricanisme devient donc un élément à part entière de la rhétorique brésilienne, à destination des États-Unis, mais aussi en direction des autres nations latino-américaines, nous y reviendrons. Il l'est aussi, de manière tout à fait ponctuelle, dans l'Argentine de Perón. De fait, en 1946, à l'occasion du « *Día de las Américas* »[166], une cérémonie a eu lieu dans le *Salón Dorado* du ministère des Relations extérieures et a été retransmise en espagnol, en anglais et en portugais, « à tous les pays du monde ». Le ministre des Relations extérieures, Juan Atilio Bramuglia ainsi que María Eva Duarte de Perón ont prononcé des discours qui s'accompagnent de tout un rituel, décrit dans les *Memorias* de 1946-1947 :

> « Par référence avec la cérémonie symbolique, de valeur historique, consistant à arroser avec de l'eau des fleuves américains l'Arbre de la Fraternité, planté à La Havane, à l'occasion de la célébration de la VIe Conférence Interaméricaine, une Délégation a été envoyée pour puiser de l'eau dans le fleuve Luján, pour ainsi acter les sentiments indéfectibles du pays envers la communauté américaine. L'eau ainsi puisée a été déposée dans un vase artistique, décoré avec des motifs américains par le sculpteur D. Luis Perlotti, qui fut envoyé avec un message émouvant de S. E. Dr. Bramuglia, Ministre des Affaires Étrangères[167]. »

---

[162] Alvaro Guedes de MELO, *O Pan-Americanismo no Estado Novo : midia e relações internacionais*, Dissertação de mestrado, Instituto de Filosofia e Ciências humanas, Programa de pós-graduação em história, Orlando de Barros (Dir.), UERJ, Rio de Janeiro, 2005, p. 77.
[163] « O Brasil e o inicio da política de Boa Vizinhança ».
[164] Article de la revue *Cultura Politica*, fondée par le régime, cité par Alvaro Guedes de MELO, *ouv. cité*, p. 76 : « *parceiros na construção de uma diplomacia americana* ».
[165] ABL, Arquivo Miguel Osório de Almeida, Pasta 4, Article du *Jornal do Comercio*, 22/11/1942, « O Brasil e a unidade americana », compte-rendu d'une conférence d'Edmundo de Miranda Jordão, président de l'Instituto da Ordem dos Advogados, au palais de l'Itamaraty.
[166] Sur l'instauration de cette commémoration, voir notre chapitre II.
[167] MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 485.

Alors que les relations entre les États-Unis et l'Argentine péroniste sont particulièrement tendues[168] et que cette dernière, par sa neutralité au cours de la Seconde Guerre mondiale, apparaît suspecte sur la scène internationale, la mise en scène d'une adhésion à un panaméricanisme que l'Argentine a toujours considéré avec défiance devient un instrument au service de son image à l'extérieur.

On voit donc comment le discours sur la solidarité américaine essentiellement promue par le gouvernement nord-américain pour préserver des intérêts aussi bien économiques que diplomatiques en Amérique latine peut être instrumentalisé par des pays comme le Brésil, et dans une moindre mesure par l'Argentine, afin de tracer leur propre voie.

Telle était l'ambition du Chili avant la crise de 1929. Ce n'est pas tant le panaméricanisme qui devient un élément stratégique dans la configuration des relations de ce pays avec les États-Unis, mais l'affirmation par ces derniers de leur vocation à incarner la liberté et la démocratie dans le monde et plus particulièrement en Amérique latine. C'est notamment le sens d'un éditorial de la revue *Chile*, à l'occasion de la tournée latino-américaine d'Herbert Hoover, tout juste élu président. Bien que bref, son passage par le Chili doit lui permettre, selon l'auteur du texte, d'appréhender « les caractéristiques de la race chilienne et des conditions géographiques et économiques de ce pays où se trouvent implantés de considérables intérêts nord-américains[169] ». On attend également de Hoover qu'il comprenne que le Chili « aspire à croître avec l'aide et la protection du capital étranger qui veut collaborer sous l'égide de l'équité et de la justice[170]. » Cet appel à des relations placées sous le signe de l'égalité se poursuit de la sorte :

> « Le Chili ne croit pas à la menace de l'impérialisme nord-américain et, mieux encore, est enclin à comprendre les impératifs de la morale élevée qu'ont toujours proclamés les Présidents de la Grande République. Et s'il a cette opinion, c'est parce qu'il est sûr de sa valeur morale, de la stabilité de ses institutions publiques, peut-être les plus anciennes de l'Amérique du Sud, de sa noblesse dans la défense de ses droits, toutes circonstances qui interdiront l'idée même d'un abus de la part d'un pays qui se vante d'être le champion de la justice dans le monde et le protecteur de l'Amérique du Sud[171]. »

Véritable illustration d'un discours qui se veut performatif, cet extrait reflète le positionnement d'un pays dont la boussole diplomatique et économique oscille encore entre l'Europe et les États-Unis. Actif à la SdN, sur le point de résoudre la question de Tacna et Arica, terrain d'une prospérité économique qui fait encore illusion, le Chili souhaite apparaître, dans le regard du puissant voisin du Nord, comme une nation pleinement souveraine et maîtresse de son destin,

---

[168] Voir à ce sujet notre chapitre VII.

[169] *Chile*, novembre 1928, año III, vol. 3, n°45 : « *las características de la raza chilena y de las condiciones geográficas y económicas de este país en el cual se encuentran radicados considerables intereses norteamericanos* ».

[170] *Ibid.* : « *aspira a engrandecerse bajo la ayuda y amparo del capital extranjero que quiera colaborar con ella a la sombra de la equidad y de la justicia*. »

[171] *Ibid.*

capable de faire entendre et respecter ses intérêts. Dans la décennie suivante, la situation n'est plus la même : le Chili n'est plus en mesure de poursuivre une politique de prestige et la priorité principale de ses dirigeants comme de ses diplomates est de reconstruire le commerce extérieur du pays. Les mesures (moratoire sur la dette extérieure, renoncement au standard or, contrôle des importations) prises par Gustavo Ross, ministre de la *Hacienda*, vont dans ce sens et heurtent dans un premier temps les intérêts nord-américains, entraînant des tensions entre les deux pays[172]. Malgré tout, les États-Unis deviennent au cours des années 1930 le principal destinataire des exportations chiliennes et l'aviation militaire chilienne, mise en place par Carlos Ibañez en 1929, doit en grande partie son équipement aux importations de matériel nord-américain. Sur le terrain de la coopération intellectuelle, le rôle de plus en plus central de l'Université du Chili, l'accent mis sur les échanges universitaires et la place d'acteurs tels qu'Amanda Labarca, qui a effectué plusieurs séjours aux États-Unis, conduisent à un rapprochement que la politique de Bon voisinage vient consolider. Le secrétaire de l'*Instituto chileno-norteamericano de cultura* ne déclare-t-il pas, en 1940 :

> « La politique de Bon Voisinage inaugurée et soutenue avec tant d'enthousiasme par le Président Roosevelt, a permis la venue dans le pays de précieux éléments intellectuels qui ont par leur présence consolidé les liens spirituels entre des pays frères[173]. » ?

La même année, un article consacré aux relations culturelles entre les deux nations paru dans le *Boletín bimestral* de février 1940 offre une nouvelle vision de leurs rapports, dans une réécriture de l'histoire effaçant toute trace d'une défiance qui remontait au XIXe siècle :

> « L'influence culturelle des États-Unis s'est manifestée depuis la formation de notre identité nationale et s'est poursuivie, presque sans interruption et de façon croissante au cours de la vie de notre république. Elle s'est exercée particulièrement dans le domaine de l'éducation, et à ses débuts elle s'est fait sentir aussi dans l'organisation de l'État, dans l'introduction et le renforcement des principes démocratiques dans nos premières constitutions. [...] Très précieuse est la contribution des États-Unis dans le développement de la culture chilienne, et considérable la dette d'ordre spirituel que nous avons contractée auprès cette grande nation. Se souvenir de cette dette, et la reconnaître publiquement, est le plus grand hommage que nous pouvons rendre à notre sœur du Nord le jour anniversaire de son indépendance, et le meilleur moyen à la fois de stimuler la continuité et l'intensification des relations culturelles entre les deux peuples, si brillamment initiées à l'aube de notre indépendance, et si solidement maintenues pendant plus d'un siècle[174]. »

Le contexte international n'est pas étranger à la formulation d'un discours entremêlant le destin des deux nations et valorisant l'apport des États-Unis à la construction de l'État chilien. Les *Memorias* de 1941 en offrent une illustration significative :

---

[172] Voir Joaquín FERMANDOIS, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, p. 126-127.
[173] *Boletín bimestral*, n°16, fév. 1940, p. 35, « Instituto chileno-norteamericano de cultura. Memoria leída por el Secretario, don Eugenio Pereira Salas ».
[174] *Idem*, p. 17-18, « Las relaciones culturales entre Chile y Estados Unidos ».

> « À cause des restrictions qu'impose l'actuel conflit armé, les travaux de rapprochement et de coopération intellectuelle ont dû se développer plus particulièrement avec les pays d'Amérique, où le resserrement des liens déjà opéré se fonde sur des bases solides. En ce domaine on peut souligner l'effort de rapprochement avec les États-Unis d'Amérique, république avec laquelle nous avons accru nos relations culturelles, grâce à l'intérêt montré par les deux pays[175]. »

Le renforcement des relations culturelles, dans la perspective du gouvernement nord-américain, doit permettre de conduire les nations latino-américaines à suivre la ligne adoptée par celui-ci face au conflit européen. Jusqu'à l'attaque de Pearl Harbor, le maintien de la neutralité de l'ensemble des pays du sous-continent est conforme aux attentes de Washington, le Chili ne faisant pas exception. En revanche, le fait que ce dernier reste neutre alors que les États-Unis sont entrés en guerre représente un échec. Le Chili, comme l'Argentine qui adopte la même ligne de conduite que son voisin, sont donc l'objet de pressions importantes de la part des États-Unis. Néanmoins, dans le cas chilien, elles ne s'accompagnent pas d'autant de tensions. Cet état de fait est certes à mettre en lien avec la rhétorique anti-impérialiste et anti-américaine qui est celle du gouvernement argentin depuis 1943, mais nous pouvons également avancer l'argument selon lequel la multiplication des échanges culturels entre le Chili et les États-Unis a permis d'amenuiser, sans l'effacer toutefois, ce différend de taille.

Les États-Unis constituent un pôle incontournable de la politique extérieure de l'Argentine, du Brésil et du Chili dont les priorités sont, dans les années 1930, extrêmement liées aux considérations de type économique. En termes de relations culturelles, ils deviennent également de plus en plus présents, disposant d'un éventail d'actions et de moyens financiers qui apparaissent considérables au regard des budgets souvent restreints que les trois pays étudiés peuvent consacrer à leur entreprise de diplomatie culturelle. Cela explique, outre l'absence d'archives consultables pour l'Argentine au moment où ont été menées nos recherches, la relative pauvreté des éléments qui ont été ici mobilisés, notamment si on les met en regard avec ceux que nous avons pu identifier pour la France ou pour le reste de l'Amérique latine. Cette donnée indique qu'une diplomatie culturelle n'est réellement possible que face à un destinataire avec lequel une certaine égalité de relations est susceptible d'être établie. La dépendance croissante des économies latino-américaines vis-à-vis des États-Unis laisse en effet peu de marge de manœuvre au « pas-de-côté » que peut représenter la diplomatie culturelle par rapport à la diplomatie traditionnelle.

[175] MRE Chili, Memorias, 1941, p. 368.

L'Amérique latine, terrain privilégié des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne ?

Les transmissions radiotéléphoniques, ainsi que les pages de la revue *Informaciones Argentinas*, nous permettent par ailleurs d'identifier les relations diplomatiques, économiques et culturelles que l'Argentine souhaite mettre en avant et ainsi consolider. Or ce sont principalement les nations voisines, et plus particulièrement le Chili et le Brésil, et dans une moindre mesure l'Uruguay, qui apparaissent comme des partenaires privilégiés[176]. Cet exemple argentin pourrait être transposé au Brésil et au Chili. On assiste de fait, dans les années 1930 et 1940, à une multiplication des échanges entre ces trois pays d'une part et leurs voisins latino-américains d'autre part. Alors que le MERCOSUR culturel peine à exister, que le discours sur la méconnaissance réciproque des pays du sous-continent continue d'être très présent aujourd'hui, cette période offre à l'observateur la preuve que cette situation n'est pas une fatalité. L'importance croissante accordée par les Argentins, les Brésiliens et les Chiliens à la région doit se lire à l'aune d'un contexte international marqué par la crise économique et par la montée des périls en Europe. Elle est également le résultat des diverses dynamiques de coopération intellectuelle, qu'elles soient d'origine européenne, latino-américaine ou panaméricaine, qui traversent cet espace depuis la fin du XIXe siècle. La troisième décennie du XXe siècle marque une rupture dans le sens où ces échanges et ces circulations sont désormais clairement identifiés comme des opportunités pour consolider ou mettre en place des alliances, qu'elles soient diplomatiques ou économiques, et pour promouvoir le rayonnement de chacun. Les années 1920 apparaissent dans ce cadre comme une phase de maturation et d'apprentissage dans le domaine des relations culturelles internationales, l'IICI et l'Union Panaméricaine offrant un registre

[176] Pour les numéros de la revue *Informaciones Argentinas* que nous avons pu consulter, nous avons relevé les articles suivants : n°2, 15 juillet 1938, « Tres convenios y un acta sobre intercambio intelectual con Chile » (Transmission radiotéléphonique du 10 juin 1938), « Un intelectual argentino en la Academia de letras de Brasil » ; n°5, 1er août 1938, « Con la creación del curso de profesorado de idioma portugués, consolídanse los vínculos espirituales con Brasil » ; n°6, 15 août 1938, « Procúrase mayor vinculación espiritual peruano-argentina » ; « […] la política internacional del actual gobierno, que sigue la tradición de estrechar vínculos con el Brasil, con el Uruguay, con Chile » ; n°8, 15 septembre 1938, « Vinculación espiritual argentino-uruguayana » ; n°9, 1er octobre 1938, « La visita del canciller de Uruguay a Buenos Aires fue un motivo de aproximación cordial entre ambos países » ; n°17, 15 février 1939, « Un nuevo vínculo de amistad intelectual con Chile ».
Nous avons par ailleurs recensé les transmissions radiotéléphoniques suivantes : 18 juin 1943, « El Presidente de la República Argentina y el Canciller de la Argentina dirigieron sendos mensajes al Brasil » ; 13 août 1943, « Conceptos sobre la amistad argentino-brasileña » ; 27 août 1943, « Los recientes acuerdos entre Argentina y Chile » ; 29 octobre 1943, « La proyectada Unión Aduanera con Chile » ; 11 novembre 1943, « Hacia un mayor entendimiento económico argentino-chileno » ; 3 décembre 1943, « En procura de un mayor acercamiento económico entre Argentina y Brasil » ; 10 décembre 1943, « En vísperas de la llegada a Buenos Aires del Excelentísimo Señor Presidente del Paraguay, General Morínigo ».

d'actions et de méthodes dans lequel Argentine, Brésil et Chili peuvent puiser pour se positionner au sein du continent, en fonction des intérêts et des enjeux qui leur sont propres. La diplomatie culturelle, appuyée sur les réseaux et les pratiques d'une coopération intellectuelle née et consolidée au cours des trente premières années du siècle, est dès lors à la fois l'auxiliaire d'une politique extérieure réorientée vers la région et l'un de ses moteurs.

La relation Argentine-Brésil dans les années 1930 : l'entente cordiale

En intitulant son ouvrage *Argentina-Brasil : cuatro siglos de rivalidad*[177], Miguel Angel Scenna contribuait, en 1975, à mettre en avant le caractère conflictuel des relations entre les deux pays. Il ne s'agit pas ici de nier la rivalité entre ces deux géants de l'Amérique du Sud. De fait, comme l'écrit Olivier Compagnon, « l'Argentine et le Brésil vivent depuis les indépendances dans un rapport de forte défiance, initialement fondé sur des conflits frontaliers puis constitutif d'une volonté hégémonique sur l'Amérique latine[178] ». Cependant, il faut souligner que si la compétition qu'ils se livrent pour assurer le leadership de la région est une constante de leurs rapports, les années 1930-1940 représentent un tournant dans le sens où la coopération en devient l'une des modalités.

L'Argentine et le Brésil ou les meilleurs ennemis

Comme le souligne Stanley Hilton dans son article « Brazil and the Post-Versailles World[179] », la rivalité entre ces deux pays est ancienne et « la perception que le Brésil a de l'Argentine comme un pouvoir agressif et expansionniste bâti par l'établissement de son hégémonie sur le continent, ne date pas d'hier[180] ». Au début du XXe siècle, cette rivalité avait pris la forme d'une compétition acharnée sur le plan naval. Après la Première Guerre mondiale, un nouvel élément s'ajoutait aux précédents : « la longue et exceptionnelle période de paix que connaissait l'Argentine, et qu'elle avait obtenue par son effort militaire, l'avait laissée, selon les mots de Pacheco[181], 'armée jusqu'aux dents'[182] ». Par ailleurs, d'après les diplomates brésiliens,

[177] Miguel Angel SCENNA, *Argentina-Brasil : cuatro siglos de rivalidad*, Buenos Aires, Ed. La Bastilla, 1975.
[178] Olivier COMPAGNON, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1936)*, volume inédit présenté en vue de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, décembre 2011, p. 28.
[179] Stanley HILTON, « Brazil and the post-Versailles world : elite images and foreign policy strategy, 1919-1929 », *Journal of Latin American Studies*, n°12, part II, novembre 1980, p. 341-364.
[180] *Idem*, p. 344.
[181] Félix Pacheco est alors le ministre brésilien des Relations extérieures.

l'Argentine mène alors une vigoureuse campagne d'influence en direction du Paraguay et de la Bolivie – marchés également convoités par le Brésil – notamment par le biais de constructions de routes et d'investissements financiers. Or, face à l'attitude conquérante de l'Argentine, le Brésil se sent vulnérable, tant par la faiblesse de ses forces armées que par son isolement au sein de l'Amérique du Sud. Les diplomates et hommes d'État brésiliens sont alors persuadés que l'objectif de l'Argentine est d'encercler le Brésil en formant un bloc hispano-américain hostile. Stanley Hilton rapporte les propos de l'Amiral Souza e Silva, qui résument les angoisses suscitées par l'Argentine, mais qui est également lucide sur les raisons pour lesquelles le Brésil est l'objet de défiance de la part de ses voisins :

> « Elle [l'Argentine] voit dans le Brésil un obstacle à ses ambitions d'hégémonie continentale, un concurrent en ce qui concerne l'immigration européenne, son principal rival pour le commerce maritime, un intrus sur les marchés du Paraguay et de l'Uruguay, […] un allié des États-Unis, un concurrent en termes de prestige sur la scène européenne, un danger à cause de son extension naturelle et de la masse de sa population, et une future puissance semblable aux États-Unis… C'est pourquoi la politique argentine continue d'avoir comme but l'isolement du Brésil en Amérique du Sud […][183]. »

Ce discours, mélange de crainte et d'ambition, explique sans doute pourquoi le rapprochement avec le reste de l'Amérique latine était de plus en plus vu comme une priorité de la politique extérieure brésilienne. Il explique aussi la volonté du Brésil de maintenir des liens avec l'Europe, sorte de compensation à son isolement sur le continent américain. Stanley Hilton fait d'ailleurs de la rivalité avec l'Argentine l'une des principales motivations de sa participation à la SdN :

> « Dans la mesure où il peut être avancé que la politique extérieure du Brésil au cours de ce siècle s'est d'abord définie en fonction de sa rivalité avec l'Argentine, il semble logique que la raison fondamentale de son intérêt pour la SdN résidait dans le prestige que cela lui conférait au sein des pays d'Amérique du Sud[184]. »

C'est en tout cas le sentiment en Argentine : Stanley Hilton rapporte à ce sujet une conversation entre l'ambassadeur britannique et le ministre argentin des affaires étrangères qui attribue l'attitude brésilienne de 1926 « en partie à la vanité de ce pays et au sentiment d'importance que lui a conféré sa participation à la guerre, en partie à son désir d'obtenir un siège permanent au Conseil avant que l'Argentine n'obtienne la place qui lui revient au sein de la SdN », c'est-à-dire avant qu'elle « ne soit éventuellement élue à un siège permanent[185] ».

---

[182] *Idem*, p. 345 : « *Argentina's unpreecedented peacetime military build-up that left it, in Pacheco's words, 'armed to the teeth"* ». De fait, entre 1919 et 1927, les dépenses militaires de l'Argentine étaient passées de 80 000 pesos à 243 000 ; en 1922, l'armée argentine disposait d'un nombre quatre fois supérieur de pièces d'artillerie que le Brésil.

[183] *Ibid.*

[184] Stanley E. HILTON, « Latin America and Western Europe, 1880-1945 : the political dimension », *in* Wolf GRABENDORFF, Roett RIORDAN (Org.), *Latin America, Western Europe and the United States, Reevaluating the Atlantic Triangle*, New York, Hoover Institution Press, Praeger Publishers, 1985, p. 25-26.

[185] Cité par Stanley HILTON, *art. cité*, p. 26.

Il faut par ailleurs rappeler le poids de la question raciale dans cette rivalité. Face à une Argentine où l'immigration européenne avait été très forte, et lui permettait de se présenter comme une « république blanche », le développement brésilien était présenté comme hypothéqué par le mélange des races, l'importante proportion de Noirs dans la société[186].

La nouvelle donne des années 1930

La rivalité entre ces deux nations ne disparaît pas dans les années 1930. Néanmoins, faisant face à des défis communs, qu'ils soient économiques, politiques ou identitaires, elles se tournent de plus en plus l'une vers l'autre. Chacune connaît par ailleurs une intervention croissante de l'État dans tous les domaines, notamment celui de la culture[187] et leur politique extérieure est marquée par ce qu'Amado Cervo a nommé le « paradigme développementiste »[188].

C'est dans ce contexte qu'ont lieu les visites présidentielles effectuées par Agustín P. Justo à Rio de Janeiro en 1933 et par Getúlio Vargas à Buenos Aires en 1935. Il faut remonter aux années 1899 et 1900 pour retrouver de tels événements[189]. Pour Raquel Paz dos Santos, ces visites et la signature des accords et traités[190] sur laquelle elles ont débouché constituent une rupture majeure dans les relations entre les deux pays[191]. Les archives argentines permettent d'appréhender leur importance dans la mesure où elles révèlent le grand soin apporté à la préparation du séjour du président brésilien, comme le montre notamment la citation suivante :

> « La visite du président du Brésil, Dr Getúlio Vargas, à la République Argentine, aura sans doute une grande signification, parce qu'elle montrera la cordialité existant entre les deux nations les plus

---

[186] Dans une lettre à son ministère de tutelle, l'ambassadeur argentin en poste à Rio de Janeiro, Antonio Mora y Araujo, par ailleurs présenté comme un « ami du Brésil » par Plínio Salgado (Archives du Ministère Argentin des Relations Extérieures, División política, 1923, caja n°2193, Article du *Correio Paulistano* daté du 20/07/1923), écrivait que « […] malgré l'incapacité de ses gouvernants, le retard de l'enseignement primaire, l'infériorité de la race et ses conséquences sur le faible niveau de démocratisation du pays, le Brésil [était] une nation destinée à compter en Amérique du sud. » (MRE Argentine, *idem*, 20/01/1923).

[187] Nous reviendrons sur cette question dans notre chapitre IX.

[188] Amado Luis CERVO, *Relações internacionais da América Latina : velhos e novos paradigmas*, Brasília, Ibri, 2001, p. 23-61.

[189] La visite du président argentin Julio Roca à Rio de Janeiro en 1899 a été l'objet d'une recherche menée par Hélène VEBER, *Une rencontre dans les fastes de l'Amérique ? Julio Roca à Rio de Janeiro (Argentine-Brésil 1899)*, Mémoire de Master 2 en histoire, dirigé par Olivier Compagnon, IHEAL, septembre 2011.

[190] Dix de ces accords se réfèrent à des questions économiques et commerciales (navigation maritime, tourisme, mesures sanitaires, etc.) ; les thèmes politiques sont l'objet de quatre traités, tandis que cinq traités sont consacrés aux domaines éducatif et culturel (nous avons analysé ces traités dans notre chapitre V). Voir Rosendo FRAGA, « Los acuerdos Vargas-Justo », in *Seminário Brasil-Argentina : a visão do outro*, Brasília, FUNAG/Buenos Aires, FUNCEB, 2000, p. 419.

[191] Raquel Paz dos SANTOS, « Relações Brasil-Argentina : a cooperação cultural como instrumento de integração regional », *Estudos Históricos*, Rio de Janeiro, vol.22, n°44, julho-dezembro 2009, p. 358-359.

> puissantes de l'Amérique du Sud. Faire ressortir cette réalité et la faire connaître dans tous ses détails sera une œuvre louable et hautement patriotique[192]. »

L'auteur de cette lettre au président de la commission en charge de la réception, Manuel Domecq, suggère que celle-ci fasse l'objet de mesures visant à lui donner la plus grande projection possible sur la scène internationale :

> « Je propose à l'honorable commission d'éditer un volume dans lequel, minutieusement, de l'arrivée au départ du Président Getulio Vargas, serait rassemblé tout geste fait en son honneur, et abondamment illustré pour donner une idée exacte de l'ampleur de cette réception. Cet ouvrage serait édité en espagnol, en portugais et en français, c'est-à-dire tout à la fois pour le Brésil, l'Argentine, mais aussi pour le monde entier dans un but diplomatique[193]. »

Manuel Domecq écrit quant à lui au président du Cercle de la Presse argentin afin de s'assurer de la collaboration des journalistes pour donner à cet événement la résonnance qu'il mérite[194]. Le recteur de l'Université de Buenos Aires est lui aussi sollicité pour que les hommages rendus au président brésilien « atteignent le plus grand relief possible, sur le plan intellectuel comme sur le plan populaire[195] » et que, pour ce faire, il prévoit un certain nombre d'événements au sein de cette institution. Dans le même ordre d'idée, divers organismes culturels et scientifiques sont incités à organiser des manifestations spécifiques en lien avec cette visite[196]. Enfin, un hymne d' « Hommage de l'Argentine au Brésil » est composé[197]. Ainsi, rien ne semble laissé au hasard et la mobilisation entreprise par la commission de réception est bien révélatrice de la volonté d'initier une nouvelle ère dans les relations entre les deux pays.

Les échanges de discours prononcés lors du séjour de Getúlio Vargas confirment ce constat. Carlos Saavedra Lamas, alors ministre des Relations extérieures de l'Argentine, souligne les attentes à l'origine de cette rencontre : « Nous avons foi dans un développement progressif et graduel de nos relations commerciales avec le Brésil, capable d'offrir à nos deux pays des résultats

---

[192] MRE Argentine, División de política, Visita del presidente de Brasil a Buenos Aires, 1935, Buenos Aires, 07/05/1935, Lettre de Marcelo Echevarrieta à Almirante Manuel Domeq García, président de la commission de réception du président du Brésil.

[193] *Ibid.*

[194] MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Buenos Aires, 17/04/1935, lettre de l'Almirante Manuel Domeq García, président de la commission de réception du président du Brésil, au président du Círculo de La Prensa.

[195] MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Buenos Aires, 17/04/1935, lettre de l'Almirante Manuel Domeq García, président de la commission de réception du président du Brésil, à Vicente C. Gallo, recteur de l'Université de Buenos Aires : « *alcancen el mayor realce en lo intelectual y lo popular* ».

[196] Cette requête est adressée aux présidents de l'Institut Culturel Argentino-brésilien ; du Musée Social Argentin ; de l'Association Mitre ; de l'Académie Argentine de Lettres ; de la Société Scientifique Argentine ; de la Junta de Historia y Numismática ; de l'Institut Culturel Argentino-américain ; des clubs espagnol, français, allemand, oriental, des résidents étrangers et celui du cercle des Italiens. (MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Buenos Aires, 21/04/1935, lettre-circulaire de l'Almirante Manuel Domeq García, président de la commission de réception du président du Brésil).

[197] Nous en reproduisons le texte en annexe.

inattendus et magnifiques […][198]. » Les considérations économiques apparaissent comme un facteur de premier plan dans le rapprochement des deux anciens rivaux. Toutefois, elles ne sont pas les uniques moteurs et les seules forces agissantes d'une coopération que l'on souhaite plus forte ; dans son discours, José Carlos de Macedo Soares, ministre brésilien des Relations extérieures lie en effet échanges commerciaux et culturels :

> « L'intensification des échanges de produits […] s'impose comme une nécessité impérieuse, conséquence de la situation géographique des deux pays, aussi indispensable que le développement d'échanges d'idées entre eux, objet de l'accord qui aujourd'hui se conclut pour l'échange de professeurs et d'élèves[199]. »

Les mots du Brésilien résonnent comme un écho avec ceux de l'Argentin, dont le discours se poursuit de la sorte :

> « […] Jusqu'à maintenant nous n'avions payé tribut à l'amitié brasiliano-argentine que sur le plan moral, en reconnaissant la concordance de nos idéaux et projets pour la paix et l'harmonie. Il était temps de donner à ces attitudes traditionnelles une consistance précise en profitant de la pente naturelle qui les faisait spontanément aller de concert, en les réunissant par des conventions qui les renforcent, et en embrassant l'ensemble de nos relations mutuelles, ne laissant de côté aucune de ses composantes[200]. »

L'ensemble de ces déclarations ainsi que le projet d'un livre, traduit en plusieurs langues, rendant compte de la visite du président brésilien à Buenos Aires n'effacent certes pas la compétition que se livrent les deux pays pour assumer le *leadership* de l'Amérique du Sud. Ils témoignent néanmoins une véritable volonté de coopération, se traduisant par une projection commune sur la scène internationale. Les accords concernant la coopération intellectuelle entre les deux nations, prévoyant échanges de livres, de professeurs et d'étudiants, mais aussi révision des textes d'enseignement en histoire sont une manifestation de ce désir mutuel, faisant du rapprochement entre les deux nations bien autre chose qu'une simple entente aux niveaux économiques et diplomatiques. Ils manifestent en outre des préoccupations similaires quant au rôle de la culture et de l'éducation dans la définition de leur identité nationale.

Nous avons vu dans notre chapitre V que ces questionnements partagés ont donné lieu à une entreprise de traduction des auteurs brésiliens en Argentine. Outre ceux que nous avons mentionnés, il faut aussi signaler l'intérêt suscité dans ce pays par les travaux de Mário de Andrade sur la musique populaire et le folklore du Brésil[201]. La monographie qu'il écrit sur le sujet

---

[198] MRE Argentine, Memorias, 1935-1936, tome I, p. 42 : « *Confiamos en un desarrollo progresivo y gradual de nuestras relaciones comerciales con el Brasil, que puede darnos para los dos países resultados insospechables y magníficos […].* »
[199] *Idem*, p. 50.
[200] *Idem*, p. 42.
[201] Cette question est l'objet de l'ouvrage de Patricia ARTUNDO, *Mário de Andrade e a Argentina. Um país e sua produção cultural como espaço de reflexão*, São Paulo, Editora da Universidade de São Paulo, 2004.

en 1936[202] pour ce qui allait devenir le Service de Coopération Intellectuelle, distribuée auprès des représentations diplomatiques brésiliennes pour diffusion, rencontre ainsi un écho en Argentine. Elle est en effet reproduite dans son intégralité par un journal argentin, justifiant de la sorte cette initiative : « Notre but en plus de ce que méritent les savants brésiliens est d'attirer l'attention de nos gouvernants sur cet aspect de la vie argentine qui demeure encore pratiquement inconnu.[203] » Par ces lignes, l'auteur de l'article invite intellectuels et autorités de son pays à s'inspirer de l'exemple brésilien, ce qui est un succès pour la diplomatie culturelle brésilienne. Mário de Andrade, de son côté, par le biais de contacts personnels avec des Argentins et des Brésiliens résidant dans ce pays, s'intéresse au folklore argentin et aux études dont celui-ci est l'objet. Il entame ainsi une correspondance avec le folkloriste Rafael Jijena Sánchez, sur les travaux duquel il s'appuie pour publier, en 1941, un article intitulé « O Folklore na Argentina »[204].

En-dehors de ces circulations très liées à ces acteurs et à leur rayonnement, les relations culturelles entre les deux pays se traduisent, dès 1934, par la fondation d'un Institut de civilisation argentino-brésilienne à Rio de Janeiro, présidé par Rodrigo Octavio[205] et constitué par des « personnalités de la vie intellectuelle brésilienne » et « des membres du corps diplomatique argentin ». Cet Institut « organisera des conférences, des expositions sur l'Argentine, encouragera l'échange de conférenciers, de livres et de renseignements et s'efforcera de créer d'autres centres d'échanges intellectuels entre les deux pays[206] ». Un Institut du même nom est créé à Buenos Aires. Enfin, il convient de signaler que les accords signés en 1933 et 1935 sur les échanges de professeurs et d'étudiants ne restent pas lettre morte : les volumineux et nombreux dossiers qui s'y réfèrent dans les archives de l'Itamaraty apportent la preuve qu'ils ont connu une application bien réelle[207].

D'où vient, dès lors le discours récurrent sur l'absence de relations solides entre ces deux nations, dont on ne retient souvent que la rivalité ? Gustavo Sorá apporte un élément de réponse. Selon lui,

---

[202] Voir chapitre VII.
[203] Article d'un journal non identifié, paru en 1936, figurant dans les archives de l'Itamaraty et reproduit par Roberta Maria Ferreira LIMA, *A Política brasileira de expansão cultural no Estado Novo (1937-1945)*, mestrado em história, UERJ, 2006, p. 109.
[204] Patricia ARTUNDO, *ouv. cité*, p. 134.
[205] Rodrigo Octavio
[206] *La Coopération Intellectuelle*, Paris, IICI, 1934, p. 352.
[207] AHI, 540,6 : 487/7790, Visitas de professores, educadores, alunos e outras pessoas do Brasil a estabelecimentos de ensino da Argentina 1932-1936 ; 662/9866, Intercambio Brasil-Argentina 1936-1938 ; 1043/18371, Intercambio Brasil-Argentina tomo II 1939-1941 ; 2019/36850, Cursos em estabelecimentos de ensino argentinos por professores brasileiros ; 2019/3653, Alunos brasileiros na Argentina 1940-1945 ; 2051/37091, Visita de professores, educadores, alunos e outras pessoas do Brasil a estabelecimentos de ensino da Argentina 1934-1947.

> « la négation des échanges culturels entre le Brésil et l'Argentine n'est pas autre chose que la confirmation de leur présence dans la construction réciproque de chacune des cultures nationales, c'est une manifestation du caractère international de leur formation et des structures de domination qui les opposent[208]. »

Cette opposition et sa mise en scène peuvent dès lors être considérées autant comme le reflet de la réalité que comme une dimension constitutive de l'identité de chacune de ces deux nations, chacune offrant à l'autre un miroir tantôt déformant tantôt étrangement fidèle de ce qu'elles sont ou voudraient être.

Le Chili : cesser d'être un « *fin de mundo* » en Amérique

En 1928, les lignes suivantes figurent dans la revue *Chile* :

> « Une des plus grandes préoccupations de l'actuel chancelier de la République, M. don Conrado Rios Gallardo, a été de faire connaître notre pays dans les centres mondiaux, vu que jusqu'à présent le nom du Chili est pratiquement ignoré dans les grands cercles d'opinion européens[209]. »

L'Europe, notamment par le biais de la SdN où les diplomates chiliens sont actifs[210], est alors la destinataire privilégiée de la politique extérieure chilienne dont les objectifs sont à la fois économiques et géopolitiques. Il s'agit en effet, concernant ces derniers, de faire en sorte que les revendications territoriales de la Bolivie et du Pérou ne soient pas satisfaites. La couverture de la revue *Chile* de janvier 1928 constitue une illustration éloquente de cette préoccupation, la conservation de la province de Tacna étant présentée comme un impératif national[211].

---

[208] Gustavo Sorá, *Traducir el Brasil. Una antropología de la circulación internacional de ideas*, Buenos Aires, Libros del Zorzal, 2003, p. 29

[209] *Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores*, año III, vol. 3, n°43, septembre 1928, p. 12, « La propaganda del país en el extranjero ».

[210] Voir notre chapitre I.

[211] *Chile*, janvier 1928, año III, vol. 3, n°35, Légende : « Province la plus septentrionnale du Chili et sa frontière naturelle, petite par son territoire (23 050 km^2) et par la richesse qu'elle contient, grande par son histoire et par les efforts héroïques qu'elle a coûtés pour être incorporée à la nation chilienne. Ses enfants, héritiers du sang généreux qui a arrosé son sable et ses rochers sauront la conserver et la faire progresser pour le bénéfice et la paix de la République. »

Figure 10 : La question des provinces de Tacna et Arica dans la revue *Chile*

Chile, janvier 1928, año III, vol. 3, n°35

La signature, en juin 1929, d'un traité avec le Pérou apportant une solution à ce différend qui empoisonnait les relations des deux pays marque un tournant pour le positionnement du Chili en Amérique du Sud. La crise de 1929 et la forte contraction des échanges avec l'Europe viennent consacrer cette redéfinition. Peu avant on observe déjà une volonté d'établir des relations apaisées avec les nations voisines. Ainsi l'éditorial de la revue *Chile*, en date de juillet 1928, est-il consacré à la commémoration de l'indépendance de la « nation-sœur » qu'est le Pérou :

> « Le 28 juillet marque une grande date pour le pays voisin du Nord qui en ce même jour de 1821, est né à la vie indépendante et a commencé à tracer sa route de progrès dans le concert des peuples américains. Le Chili a prêté ses armes et ses fils à cette entreprise de libération et ensuite a de nouveau proposé ses trésors de vie et d'argent chaque fois qu'il a été nécessaire de maintenir la splendeur et la prestance du pavillon bicolore. Les gloires du Pérou sont donc nos propres gloires. Aujourd'hui – après un demi-siècle d'éloignement –, les deux peuples se sont tendu la main par dessus les frontières disputées du Tacna, et c'est pour cela que cet anniversaire glorieux annonce de nouveaux triomphes dans les camps de la paix et du progrès[212]. »

Le traité de 1929 représente, selon les termes de Joaquín Fermandois, « un chapitre-clé de l'histoire diplomatique du Chili[213] », mettant en grande partie fin à l'insécurité née de cette dispute frontalière. Le renouveau des relations avec le Pérou va être ainsi l'objet d'une mise en scène importante, en particulier dans les pages de la revue *Chile*[214]. C'est pour ce pays l'occasion de se

---

[212] *Chile*, juillet 1928, año III, vol. 3, n°41, « El aniversario glorioso de una nación hermana ».

[213] Joaquín FERMANDOIS, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, p. 108.

[214] Pour les numéros que nous avons consultés, nous avons relevé : *Chile*, juillet 1928, año III, vol. 3, n°41, « Más de mil millones de pesos representa el intercambio comercial entre Chile y Perú en un decenio » ; septembre 1928, año III, vol. 3, n°43, « América Pacífica. Chile y Perú intercambian sus primeros Embajadores » ; juillet 1929, año III, vol. 4, n°53, « Chile y el Perú marchan unidos hacia la conquista de los

présenter comme un héraut des solutions pacifiques en cas de conflit, d'affirmer son rôle au sein du sous-continent, mais aussi de disqualifier les éventuelles réclamations de la Bolivie, dont il n'est jamais question dans la publication du ministère des Relations extérieures. L'orientation de plus en plus américaniste de la politique extérieure chilienne, à partir du milieu des années 1930, trouve dans la coopération intellectuelle un instrument des plus précieux.

La commission chilienne est en effet une de celles qui a le plus orienté son action en direction des pays voisins[215], comme le souligne, en 1940, son président, Juvenal Hernández :

> « Inspirée par les mêmes principes que ceux de l'IICI, notre commission prétend apporter sa pierre à la construction spirituelle de la conscience des 21 peuples frères; elle essaie de débarrasser des mauvaises herbes les chemins de l'entente réciproque, de mettre en place les bases pour l'éducation des enfants dans une perspective américaniste, d'élever partout des monuments qui montreront aux générations futures le patrimoine commun de la race […]. Messieurs les membres de la Commission chilienne de coopération intellectuelle à l'occasion de cet anniversaire, réunis ici sous l'invocation d'Ariel, sous l'égide de notre propre idéalisme, renouvelons notre foi en la coopération des intellectuels, des volontés et des âmes[216]. »

Le Chili essaie en effet de plus en plus de se positionner comme un carrefour au sein de la région, mais aussi, à partir de l'arrivée au pouvoir du Front populaire en 1938, comme une terre d'accueil[217], ainsi que le montre cet extrait d'un discours de Francisco Walker Linares, prononcé lors de la Seconde Conférence des commissions nationales américaines (La Havane, 1941) :

> « Il signala qu'en Amérique la coopération intellectuelle jouait un rôle très important et que le Chili avait démontré qu'il possédait cet esprit de coopération à un degré élevé. Il fit allusion aux émigrés argentins de l'époque de Rosas : Mitre, Sarmiento, ... à Andrès Bello, le célèbre écrivain vénézuélien qui rédigea le Code Civil du Chili ; à un Polonais éminent et à de nombreux Français fort remarquables qui reçurent aussi un accueil chaleureux en terre chilienne, tout comme le Portoricain José María Hostos, l'uruguayen José Zorrilla San Martin, le Nicaraguayen Rubén Darío, qui publia à Valparaiso son livre *Azul*, à l'âge de vingt ans, et le Cubain Alfonso Hernández Catá[218]. »

Cet esprit de coopération est particulièrement visible dans les relations du Chili avec l'Argentine, alors même que ces dernières ont été caractérisées, depuis la fin du XIXe siècle par une méfiance réciproque basée sur des litiges frontaliers, chacun voyant dans l'autre une menace

---

grandes ideales, nos dice el Excmo. Señor don César Elguera, Embajador del Perú » ; décembre 1929, n°58, « Deseo que la unión material de los pueblos del Perú y Chile sea efectiva » ; mars 1930, año IV, vol. 5, n°61, « El acercamiento chileno-peruano es cada vez más intenso », « Ecos de la visita de los marinos peruanos », « Naves de la Defensa Nacional del Perú han recorrido el Océano de nuestras comunes glorias », « El mundo entero ha puesto sus miradas en estos países del confín de la América que han sabido vencerse a sí mismo », « Charlando con el Embajador del Perú », « El primer encuentro de la Escuadra Peruana y Chilena después de medio siglo » ; mai 1930, año IV, vol. 5, n°63, « El turismo entre Chile y Perú ».

[215] Voir chapitre II.

[216] Discours de Juvenal Hernández reproduit dans Juvenal HERNÁNDEZ, Francisco WALKER LINARES, *La Cooperación intelectual. Sus antecedentes, su fundación en Chile, su acción*, Santiago, Ediciones de las prensas de la Universidad de Chile, 1940, p. 11-12.

[217] Nous reviendrons sur cette dimension dans notre chapitre IX.

[218] MRE Argentine, Tratados y Conferencias, año 1940, caja 195, expediente n°49, article du *Diario de la Marina*, 16/11/1941.

expansionniste[219]. L'inauguration, en 1910, du *Ferrocarril Trasandino* rend possible le renforcement des relations politiques, sociales, économiques et culturelles entre les deux pays. À partir des années 1920, les économies chilienne et argentine deviennent de plus en plus complémentaires. L'aboutissement de cette dynamique est la signature, en 1933, d'un traité de libre commerce[220], puis d'une première série de conventions et d'accords de type culturels signés en 1935[221]. Il est notamment question de corriger les perceptions négatives que chaque pays a sur l'autre, comme le montrent les considérants de l'accord sur les films :

> « Dans le désir d'accroître, par tous les moyens, les relations d'amitié entre les deux Peuples, il a été décidé de conclure un Accord pour éviter, autant que possible, dans l'un ou l'autre pays, des représentations cinématographiques ayant trait à l'autre pouvant aller à l'encontre de ces sentiments,... Les deux Gouvernements conviennent d'interdire, par les moyens dont ils disposent, conformément à leur législation et réglementation respectifs, la projection sur leur territoire de tout film portant sur l'autre pays que le Gouvernement de ce dernier jugerait offensant[222]. »

Il ne s'agit pas d'un rapprochement ponctuel : trois ans plus tard, en 1938, une nouvelle série de textes viennent compléter ceux de 1935[223]. Ils sont l'objet d'un article dans la revue *Informaciones Argentinas*[224], dans laquelle paraît également un texte intitulé « Un nouveau lien d'amitié avec le Chili » en janvier 1939[225].

Comme dans le cas du Brésil et de l'Argentine, bien qu'à un degré moindre, la coopération intellectuelle est étroitement entremêlée aux objectifs de politique extérieure, montrant à quel point elle constitue un aspect fondamental du développement des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne.

---

[219] Voir à ce sujet Pablo LACOSTE, *La imagen del otro en las relaciones Argentina-Chile (1534-2000)*, Buenos Aires, Universidad Santiago de Chile/Fondo de Cultura Económica de Argentina, 2003 ; Carlos ESCUDÉ, « Argentine territorial nationalism », *Journal of Latin American Studies*, vol. XX, n°1, mai 1988, p. 140-142 et Miguel Angel SCENNA, *Argentina, Chile : una frontera caliente*, Buenos Aires, Ed. De Belgrano, 1981.

[220] Pablo LACOSTE, *ouv. cité*, p. 338.

[221] Les *Memorias* de 1935-1936 du ministère argentin des Relations extérieures en donnent la liste : « Convenio con Chile sobre acercamiento intelectual » ; « Convenio con Chile sobre acercamiento intelectual » ; « Convenio con Chile sobre canje de publicaciones » ; « Convenio con Chile sobre películas cinematográficas ». (MRE Argentine, Memorias, 1935-1936, tome I, p. 434-440). Une partie des texte de ces accords est reproduite en annexe.

[222] MRE Argentine, Memorias, 1935-1936, tome I, p. 436.

[223] Il s'agit des accords et conventions suivants : « Convenio concluido entre las Repúblicas de Argentina y Chile sobre intercambio de publicaciones, profesores, revisión de la enseñanza, etc., y acta sobre intercambio de producción literaria y artística » ; « Convenio sobre intercambio de profesores, publicistas, cultores del arte, de las ciencias y de las técnicas, periodistas y estudiantes universitarios de cursos superiores » ; « Convenio sobre revisión de la enseñanza y de los textos de historia y geografía nacional y americana » (MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tome I, p. 93-99).

[224] *Informaciones argentinas*, n°2, 15 juin 1938, « Tres convenios y un acta sobre intercambio intelectual con Chile ».

[225] *Informaciones argentinas*, n°17, 15 janvier 1939, « Un nuevo vínculo de amistad intelectual con Chile ».

Le panaméricanisme à la brésilienne

Dans sa volonté de rompre l'isolement du Brésil au sein du sous-continent et d'y occuper une place prépondérante, le gouvernement de Getúlio Vargas mène sa propre politique de bon voisinage, définissant un panaméricanisme à la brésilienne. La visite de José Maria Cantilo, ministre argentin des Relations extérieures, à Rio de Janeiro en avril 1938 est l'occasion pour le président brésilien d'affirmer la vocation américaniste du Brésil :

> « Le Brésil a toujours désiré vivre en paix avec ses voisins et a tout fait pour concrétiser cette noble aspiration. Aujourd'hui, avec plus d'expérience et de confiance, il reconnaît la nécessité d'amplifier et de renforcer la bonne et féconde politique de coopération et solidarité continentale, grâce à laquelle il sera possible pour toutes les nations américaines de vivre sous un régime d'ordre et de travail, en développant en même temps leurs richesses et en réalisant pacifiquement leurs idéaux communs[226]. »

À la fin de la période que nous étudions, Osório Dutra, alors chef de la Division de Coopération Intellectuelle, dresse le bilan des actions de l'Itamaraty en appui à cette politique :

> « [...] Le ministère des Relations extérieures déploie un intense effort de rapprochement culturel avec les républiques-sœurs du continent, en promouvant, avec l'appui fervent de M. Le président de la République, la conclusion d'accords culturels, l'installation à l'extérieur d'instituts brésiliens, l'échange de professeurs, la création de bourses d'études et l'envoi ou l'accueil de caravanes étudiantes[227]. »

Là encore nous pouvons constater que le discours s'est accompagné de mesures très concrètes, les échanges universitaires apparaissant ici comme le principal instrument de la diplomatie culturelle brésilienne. Ils n'ont cependant pas été le seul levier d'action du régime de Vargas. Ce dernier s'est également appuyé sur une revue, *Pensamento da América*, publiée d'août 1941 à février 1948[228], et sur les réseaux du ministère de l'Éducation dirigé par Gustavo Capanema.

Pensamento da América est une revue visant à mieux faire connaître l'Amérique (dans son ensemble) au Brésil, tout en se basant sur la conception nationale de l'identité brésilienne défendue par le régime de Vargas. L'utilisation d'une revue dans le but de construire l'image d'un Brésil pouvant légitimement aspirer à une place et un rôle de choix dans le concert des nations américaines n'est pas inédite. En effet, a été publiée, entre 1909 et 1919, une *Revista Americana* qui relevait des mêmes objectifs[229]. Le contenu, cependant, n'est pas le même. Si *Pensamento da*

---

[226] MRE Argentine Memorias, 1937-1938, tome I, p. 216.

[227] AHI, Divisão Cultural, 135/5/7, Rio de Janeiro, 19/10/1945, Rapport d'Osório Dutra au secrétaire général de l'Itamaraty.

[228] *Pensamento da América* est un supplément du journal *A Manhã*, présenté par Ana Beraba comme la voix de l'Estado Novo. Ana Luz Segala BERABA, *Teias culturais interamericanas nos anos 40. Um estudo de caso : Pensamento da América*, Monografia de graduação, Rio de Janeiro, UFRJ/IFCS, 2005.

[229] Cette revue a fait l'objet de plusieurs travaux Fernando Luiz Vale CASTRO, *Pensando um continente : a Revista Americana e a criação de um projeto cultural para a América do Sul,* Tese de doutora em História social da cultura, dir. Marco Antonio Villela Pamplona, Pontífica Universiddae Católica do Rio de Janeiro, 2007 ; Kátia Gerab BAGGIO, « A Revista Americana (1909-1919) e as relações entre as Américas », *in* Eliana de Freitas DUTRA, Jean-Yves MOLLIER (éd.), *Política, nação e edição : o lugar dos impressos na construção da vida*

América participe pleinement au discours panaméricaniste de Getúlio Vargas, c'est parce que cette publication reflète l' « option brésilienne »[230] dont celui-ci est porteur. Aux armes de la séduction hollywoodienne employées par le gouvernement nord-américain, le Brésil oppose la vision d'une Amérique où peuvent être conjugués solidarité continentale et valorisation des particularités propres à chaque pays. Comme le souligne Ana Beraba, c'est l' « Amérique de la terre », celle où s'enracine des nationalités singulières, que donnent à voir les pages de la revue. Ce faisant, elles présentent le Brésil comme un terrain d'expériences susceptibles d'intéresser les nations voisines dans un contexte où les débats et questionnements autour de l'identité nationales sont une donnée fondamentale de la vie politique, intellectuelle et culturelle dans la région.

C'est dans ce cadre que Gustavo Capanema confie à Gilberto Freyre une mission qui doit se dérouler en Argentine, en Uruguay et au Paraguay, afin de

> « […] réaliser une enquête élargie sur le contexte psychologique, intellectuel et culturel des pays visités, dans la mesure où ces facteurs renseignent sur la possibilité de la diffusion de [la] langue [brésilienne] et de valeurs culturelles [du Brésil] dans ces républiques d'Amérique et dans d'autres et la réciprocité de l'échange culturel entre le Brésil et ces mêmes républiques[231]. »

Le but d'une telle mission est l'élaboration d'une image du Brésil, loin des clichés réducteurs et susceptible de constituer un exemple à suivre par les autres nations latino-américaines. Gilberto Freyre écrit ainsi, dans un éditorial paru dans le journal *A Manhã* :

> « Il est temps pour nous d'apporter aux peuples américains les preuves de la culture, de l'art et de la pensée que nous avons accumulés dans le silence et l'obscurité des siècles. Il ne peut exister une solidarité typiquement américaine sans un contact plus étroit entre les nations un type nouveau de civilisation dans l'histoire de l'humanité[232]. »

Dans les textes écrits à l'occasion de son périple, Gilberto Freyre étend à l'Amérique, et plus particulièrement à l'Amérique latine, l'analyse et la caractérisation du Brésil comme archipel sociologique formé d'un ensemble d'îles culturelles[233] :

> « L'Amérique est née et s'est formée sociologiquement comme un groupe d'îlots malléables dans leur majorité, que les motifs ou les nécessités de nature également sociologiques ou économique ont peu à peu solidifiés ou groupés en îles plus grandes ou plus petites par le biais de confédérations, comme

---

política. Brasil, Europa e Américas nos séculos XVIII-XX, São Paulo, Annablume, 2006, p. 447-463 ; Ricardo SOUZA DE CARVALHO, « La *Revista Americana* (1909-1919) y el diálogo intelectual en Latinoamérica », in *Revista Iberoamericana*, vol. LXX, n°208-209, juillet-déc. 2004, p. 665-676

[230] Expression employée par Ana Luz Segala BERABA, *ouv. cité*, p. 133.

[231] CPDOC, Arquivo Gustavo Capanema, rolo 17, 12/03/1942, Lettre de Gilberto Freyre à Gustavo Capanema. Nous avons précédemment évoqué cette mission dans l'introduction à notre deuxième partie et nous y reviendrons dans notre chapitre IX.

[232] Éditorial du journal *A Manhã*, 03/03/1942, reproduit dans *Americanidade e latinidade da América Latina e outros textos afins*, São Paulo, Editora Universidade de Brasília, 2003, p. 62.

[233] Cette idée sera développée par la suite dans deux ouvrages en anglais : *Brazil : an interpretation* (1947) et *New world in the tropics : the culture of modern Brazil* (1959).

l'anglo-américaine, de royaumes puis d'empires, comme le luso-brésilien, ou de républiques, comme celles de l'Amérique espagnole[234]. »

Gilberto Freyre parvient ainsi à une généalogie commune qui, sans nier les différences, les insère dans un schéma propre à l'ensemble du continent américain. Ce faisant, il rompt notamment avec l'idée d'un Brésil isolé et à part au sein du sous-continent. Il balaie dans le même temps la possibilité de « balkanisation[235] » que la « prédisposition à la diversité régionale ou provinciale de la culture […] qui caractérise l'Amérique[236] » pourrait laisser présager. Les « îles » décrites par le Brésilien ne sont pas destinées à demeurer isolées les unes des autres mais à former « une combinaison interaméricaine d'énergies régionales et de qualités provinciales[237] », renforcée par les similitudes « si fortes, si naturelles, si prometteuses[238] ». Celles-ci sont le fruit de deux facteurs, selon l'auteur : l'histoire et le fond commun amérindien. De fait, si la différence entre colonisation portugaise et espagnole n'est pas niée, couplée à la question des amérindiens, elle se trouve englobée dans une identité hispano-amérindienne. La péninsule ibérique retrouve ainsi son unité. Pour ce qui est de l'Amérindien, il est le dénominateur commun aux Latino-Américains, l'élément qui a agi comme un facteur de « déseuropéanisation du colon et de son américanisation[239] ». La conception de la culture développée par Gilberto Freyre – et la métaphore des îles et des archipels en est un exemple — est celle d'une culture qui s'entend comme territoire. D'où la référence à la « terre américaine » comme socle et racine de l' « américanité authentique[240] ». Et cette terre américaine, c'est d'abord, chronologiquement, celle des Amérindiens. Il ne s'agit pas de défendre une conception de la culture et de l'identité américaine comme « phénomène ou situation biologique : sang et race[241] ». L'élément amérindien est un facteur psycho-social[242], c'est un ensemble de valeurs[243], c'est une « meilleure intégration à la nature américaine[244] ». Ceux des peuples latino-américains parmi lesquels la « racine

---

[234] Article « Interamericanismo », publié dans *La Nación*, 08/02/1942..., p. 48.
[235] *Idem*, p. 49.
[236] *Idem*, p. 48 : « *predisposição […] à variedade regional ou provincial de cultura […] que caracteriza a América* ».
[237] *Idem*, p. 49 : « *uma combinação interamericana de energias regionais e qualidades provinciais* ».
[238] *Idem*, p. 50 : « *tão fortes, tão naturais, táo cheias de capacidades* ».
[239] « *deseuropeização do colono e de sua americanização* ». Cette citation est extraite d'un texte qui fut d'abord celui d'une conférence prononcée par Gilberto Freyre à Montevideo en décembre 1941 à l'Institut de Culture Uruguayo-Brésilien. Il fut ensuite remanié dans le cadre d'un discours de remerciements à l'occasion d'un repas offert pour le Brésilien par le ministre de la Justice paraguayen en février 1942. Le texte fut ensuite incorporé au livre *Problemas brasileiros de Antropologia*, publié en 1943. Nous utilisons ici la version publiée dans *Americanidade e latinidade da América Latina e outros textos afins*, São Paulo, Editora Universidade de Brasília, 2003 et intitulée « A propósito da política cultural do Brasil na América ».
[240] « A propósito da política cultural do Brasil na América »..., p. 38.
[241] *Ibid.* : « *fenômeno ou condição biológica ; sangue e raça* ».
[242] « A propósito da política cultural do Brasil na América »..., p. 39.
[243] *Idem*, p. 40.
[244] *Ibid.*

amérindienne » a été respectée sont « écologiquement plus américains que les autres[245] ». Cette affirmation constitue une critique à peine voilée des États-Unis, de l'Argentine ou de l'Uruguay, pays où les Amérindiens ont été largement exterminés.

Il peut paraître étrange de trouver cette interprétation sous la plume de Gilberto Freyre. Alors que l'élément noir était fondamental dans *Casa Grande e Senzala* (1933), il est ici moins présent, même s'il n'est pas oublié. Lorsqu'il est évoqué, il est cependant mis sur le même pied que l'élément européen : « [...] les provinces d'Amérique ont des affinités culturelles particulières avec des régions européennes ou africaines qui ont joué un rôle maternel dans le développement du continent américain[246]. » Mais l'élément amérindien, lui, est ce qui permet de créer un lien entre les différentes nations américaines car, si on le prend en compte,

> « les frontières nationales perdent leurs couleurs les plus vives pour pâlir selon des caractérisations plus ou moins régionales de zones de plus ou moins grande influence européenne ou africaine sur une base commune qui est indigène[247] ».

Il existe donc une Indo-Amérique « plus caractéristiquement américaine[248] », « un ensemble humain et culturel » qui a par conséquent « des devoirs de loyauté réciproques basés sur la conscience de racines, d'intérêts et de destins communs[249] ».

C'est l'occasion pour Gilberto Freyre de critiquer durement les théories raciales de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, largement répandues en Amérique latine, au Brésil et en Argentine en particulier, théories qui faisaient du climat tropical et du mélange des races un obstacle à la marche du progrès et de la civilisation. Les choses ont changé, et « on réhabilite peu à peu, sous l'influence et l'action de la science, la nature tropicale et, avec elle, le climat, qui était jugé incompatible avec les formes les plus développées de la vie civilisée[250] ». Apparaît clairement dans ces textes la revendication d'une civilisation hybride, dont la texture culturelle est constituée par le mélange des traditions amérindiennes, noires et européennes.

À l'aune de ces constats, Gilberto Freyre propose à Gustavo Capanema de valoriser auprès des nations latino-américaines une « expertise » brésilienne, le Brésil étant le pays le plus à même, par son histoire, par sa composition démographique, par la richesse de ses traditions, de montrer la voie vers une modernité qui ne soit pas la négation des singularités du continent

---

[245] *Ibid.*
[246] Article « Interamericanismo », publié dans *La Nación*, 08/02/1942 et reproduit dans *Americanidade e latinidade da América Latina e outros textos afins*, São Paulo, Editora Universidade de Brasília, 2003, p. 49.
[247] *Idem*, p. 41.
[248] *Ibid.* : « *mais caracteristicamente americana* ».
[249] *Ibid.* : « *um conjunto humano e de cultura* » ; « *deveres de lealdade recíproca baseada sobre a consciência de raízes, interesses e destinos comuns* ».
[250] *Ibid.*

américain ; une voie qui soit proprement américaine et qui prenne en compte la diversité caractéristique de la région[251].

Nous avons ici sans doute à faire au plus ambitieux projet de diplomatie culturelle ayant été formulé pendant la période étudiée. Le fait que ce soit l'œuvre d'un Brésilien n'est pas anodin. Ce pays connaît en effet des années 1930 aux années 1940 une conjoncture particulière, celle d'un pouvoir politique se maintenant pendant 15 ans, offrant aux initiatives et programmes qu'il met en place une continuité que l'on ne retrouve ni en Argentine ni au Chili. Cela permet une plus grande perméabilité entre la politique culturelle menée à l'intérieur des frontières nationales d'une part et la formulation d'une diplomatie culturelle d'autre part, même s'il y a parfois des hiatus entre ce qui est valorisé sur la scène nationale et ce qui est exposé au regard de l'étranger.

Conclusion

Plutôt que de procéder à une recension exhaustive des destinataires des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne, nous avons fait le choix de limiter notre analyse à un ensemble restreint de cas afin de pouvoir dégager un certain nombre de lignes directrices dans la formulation et l'application de celles-ci.

Une première remarque a trait à l'importance de la mise en scène de la proximité et des relations entretenues avec tel ou tel pays considérées comme valorisantes. Dans cette perspective, ce n'est pas tant la réalité des échanges et des liens qui importe que la possibilité de les faire valoir auprès d'un tiers. La démarche argentine consistant à organiser en Europe des expositions de livres pour ensuite en tirer un ouvrage publié en espagnol et distribué en Amérique latine en est l'illustration la plus remarquable. Dans les trois cas étudiés, il apparaît également que la France revêt encore le caractère de caution pour légitimer sur la scène internationale, et plus particulièrement régionale, les productions culturelles de ces pays. Elle apparaît ainsi comme désincarnée, devenant une référence que l'on invoque pour garantir la solidité du discours. Elle est enfin ce fragile rempart discursif résumé par le terme de « latinité » qui permet de contrebalancer le déploiement de la politique culturelle des États-Unis ou les visées impérialistes de l'Allemagne nazie.

Le mot « destinataire », employé tout au long de ce chapitre, est donc porteur d'une ambivalence. Dans le cas des relations culturelles entre le Chili et l'Allemagne, peut-on réellement dire que cette dernière est la destinataire d'une diplomatie culturelle chilienne ? La valorisation,

[251] CPDOC, Arquivo Gustavo Capanema, rolo 17, 12/03/1942, Lettre de Gilberto Freyre à Gustavo Capanema.

par ce pays et par le Brésil, des échanges avec les États-Unis font-ils de ceux-ci l'objet d'une politique de rayonnement de leur part ? Y a-t-il, finalement, diplomatie culturelle lorsque le discours dépasse de loin la réalité ? Ces interrogations interdisent toute réponse tranchée. Dans la mesure où la diplomatie culturelle a pour principal but d'agir sur des représentations, celles de soi à l'extérieur, le discours devient un outil de premier plan, réorganisant le réel en fonction des intérêts et des enjeux qui conduisent à sa formulation. Il doit toutefois, pour être un tant soit peu crédible, s'appuyer sur des éléments tangibles. En ce qui concerne la Grande-Bretagne, ils sont plus que fugaces et c'est toujours comme partenaire économique qu'elle est évoquée, notamment par l'Argentine, et non comme une interlocutrice ou une référence dans le domaine intellectuel et culturel. La conclusion que nous pouvons tirer de l'analyse des relations entre ce pays, la France, l'Allemagne et les États-Unis d'une part et l'Argentine, le Brésil et le Chili d'autre part, est que la condition pour que ces nations s'engagent dans une dynamique de diplomatie culturelle à l'égard de pays plus puissants, il faut que ces derniers aient eux-mêmes développé une politique semblable. Nous sommes en effet dans une période de mise en place, donc de tâtonnements, d'essais, où l'on cherche ailleurs les recettes qui marchent. La Grande-Bretagne arrive trop tard sur la scène de la diplomatie culturelle pour offrir à ces trois pays la possibilité d'étendre et de consolider à son contact leur propre répertoire d'action.

Celui-ci paraît relativement solide et diversifié dès lors que ce sont les autres nations latino-américaines qui sont visées : échanges universitaires, multiplication des accords et conventions de coopération intellectuelle, missions culturelles, publications, etc. participent d'une politique extérieure de plus en plus tournée vers le sous-continent. Le registre des initiatives se différencie également de celui qui est employé à destination de l'Europe. Dans les deux cas les élites sont le public privilégié, selon l'idée exprimée par un diplomate brésilien insistant sur le fait qu'elles constituent l'intermédiaire le plus efficace pour la divulgation d'une image positive[252]. Néanmoins, en ce qui concerne les destinataires latino-américains, l'audience est élargie : les accords ayant trait aux films ou ceux qui prévoient la réforme de textes d'enseignement visent de fait plus que les cénacles d'érudits.

Le déploiement plus large et plus affirmé des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne dans le sous-continent renvoie enfin aux défis et préoccupations partagés, relevant tout à la fois des domaines politique, économique et identitaire. Dans ce contexte-là chacune peut prétendre à incarner une possible voie à suivre, l'étoile de l'Europe étant de plus en plus pâle et la

[252] AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, Londres, 29/10/1936, Lettre d'Alfredo Polzin au ministre des Relations extérieures. Le diplomate brésilien s'appuie, pour conforter ses dires, sur un exemple précis, celui de Stefan Zweig qui, de retour du Brésil, ne cesse de s'exprimer avec exaltation sur ce pays auparavant inconnu de lui.

modernité une affaire qui ne se limite plus à l'imitation de cette dernière. Les trois pays jouent à cet égard une partition qui leur est propre, l'Argentine tentant de conjuguer sa vocation universelle à son désir de leadership régional ; le Chili jouant la carte de l'éducation et de l'apaisement avec ses voisins ; et le Brésil essayant d'être reconnu dans sa puissante individualité en même temps qu'accepté par ses pairs régionaux. Ces différentes ambitions ont en commun de ne pas signifier une fermeture de principe aux apports extérieurs, malgré l'affirmation croissante de leur nationalisme, position ainsi résumée par Francisco Walker Linares lors de la Seconde Conférence américaine des commissions nationales (La Havane, 1941) : « […] Nous Chiliens sommes ouverts à toutes les influences bénéfiques, nous ne sommes pas fermés, nous souhaitons connaître les cultures étrangères et nous voulons aussi que la nôtre soit connue à l'extérieur[253]. »
Cette ouverture a cependant des limites, comme nous avons pu le constater pour les relations entre le Brésil et l'Allemagne. Là réside sans doute l'un des principaux enjeux de la diplomatie culturelle, chargée de promouvoir la culture d'un pays tout en l'exposant sans cesse au contact de celle des autres nations.

[253] *Boletín bimestral*, n°28, 1941, p. 66, Discours de Walker Linares à la Seconde conférence américaine des commissions nationales (1941) : « […] los Chilenos estamos abiertos a todas las influencias benéficas, carecemos de exclusivismos, deseamos conocer las culturas extranjeras y también queremos que la nuestra se conozca en el exterior. »

Chapitre IX

« Soi-même comme un autre[1] » ?
La construction d'une identité pour l'extérieur

« […] c'est justement quand l'Autre est rapproché, débarrassé de l'exotisme qui tout à la fois le désamorce, l'éloigne et le fige, que sa réalité a le pouvoir de me mettre en question. […] Tant que l'Autre est bouclé dans sa différence, j'échappe à son appel, à sa sommation, bref je suis à l'abri de son altérité. Je ne lui dois rien. Je peux le regarder, m'en amuser, le côtoyer, ou même entretenir avec lui une promiscuité paisible […][2]. »

Alain Finkielkraut

[1] D'après le titre de l'ouvrage de Paul Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, paru aux éditions du Seuil en 1990.
[2] Alain FINKIELKRAUT, *La sagesse de l'amour*, Paris, Éditions Gallimard, 1984, p. 157.

Image de soi, image de l'autre. Le « monde comme représentation[3] »

> « Toute identité se définit par rapport à ce qui lui est extérieur, elle est avant tout une différence[4]. »
>
> Renato Ortiz

L'image de soi est le pivot autour duquel s'articuleront nos analyses dans ce chapitre ; cette image dont Robert Frank rappelle les multiples fonctions : « réduire et simplifier pour faciliter la communication » ; « forger des mythes pour construire des identités » ; « légitimer des causes et des actions » ; « exorciser des peurs et des fantasmes », mais aussi « les angoisses du futur »[5]. L'image que projette un pays résulte, selon lui, tout autant de questions relevant de l'identité que d'une projection de soi dans le temps : « fruit d'un héritage du passé, lointain ou proche, [elle] se construit en fonction de l'avenir espéré[6] ».

Construire une image positive de soi, qui rompe avec les clichés et rende compte de la « vérité », afin de faire évoluer le regard des autres, d'affirmer son identité sur la scène internationale et de favoriser, en retour, les intérêts nationaux, se fait aussi en fonction de la manière dont on perçoit les autres et dont on se perçoit dans le regard des autres. De fait,

> « dans la dialectique, devenue classique, entre prise de décision et 'forces profondes', l'une de ces forces profondes est l'image de l'Autre, c'est-à-dire l'ensemble des représentations collectives de l'Ailleurs et de ceux qui le peuplent[7] ».

On est là au cœur de la problématique des relations culturelles internationales car

> « […] la culture, qui constitue souvent l'un des fondements des identités nationales, porte aussi en elle-même des éléments de désagrégation de ces identités, tant elle est travaillée désormais par des ferments transnationaux. […] L'image de l'Autre et la représentation de l'Ailleurs, ainsi que les interférences que peuvent y introduire tous les processus de circulation culturelle, sont au cœur de l'histoire des sociétés contemporaines[8]. »

Ces circulations constituent la trame de notre travail dans le sens où il s'agit de démontrer leur rôle dans la formulation d'identités internationales singulières – ici celles de l'Argentine, du Brésil et du Chili. Comment forger une image de soi-même qui soit tout à la fois immédiatement

---

[3] D'après le titre de l'article de Roger CHARTIER, « Le monde comme représentation », *Annales ESC*, n°6, nov.-déc. 1989, p. 1505-1520.

[4] Renato ORTIZ, *Cultura brasileira e identidade nacional*, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1985, p. 7 : « *Toda identidade se define em relação a algo que lhe é exterior, ela é uma diferença*. »

[5] Robert FRANK, « Images et imaginaires dans les relations internationales depuis 1938 », dans FRANK Robert, avec la collaboration de LE PULOCH Maryvonne, *Cahiers de l'IHTP*, n°28, juin 1994, p. 6-7.

[6] *Idem*, p. 7.

[7] Jean-François SIRINELLI, dans la préface à Denis ROLLAND, (dir.), *Histoire culturelle des relations internationales : carrefour méthodologique, XXème siècle,* Paris, L'Harmattan, 2004.

[8] *Ibid*.

identifiable et facilement décryptable, sans pour autant simplifier à outrance la réalité qu'elle est censée révéler ? Ce défi est commun aux trois pays que nous étudions et il s'inscrit dans un contexte où les interrogations identitaires sont prégnantes. Or, ainsi que le montrait la deuxième partie de ce travail, l'élaboration de réponses à ces questionnements ne s'effectue pas seulement à l'intérieur des frontières nationales, mais selon un processus profondément transnational. Partant de ce constat, il apparaît que l'identité qui est construite pour l'extérieur comme l'identité nationale sont difficilement compréhensibles si on ne les replace pas dans une perspective plus large. C'est pourquoi, avant de tenter de cerner les tenants et les aboutissants de l'image que l'Argentine, le Brésil et le Chili projettent sur la scène internationale, nous adopterons dans un premier temps l'échelle continentale pour penser les termes selon lesquels s'articulent identité nationale et représentation de soi pour l'étranger. Cela suppose de revenir sur les débats qui ont eu lieu en Amérique latine autour de la formation des États-nations. La période étudiée représente à cet égard une rupture et, plus que jamais, la question nationale est au cœur de la réflexion des intellectuels :

> « Caractéristique des sensibilités esthétiques de l'après-guerre européen, le défi de l'auto-définition et l'"énigme du moi' - '*o que é nosso*' dans la déclinaison brésilienne la plus commune, '*el sentido de la argentinidad*' selon Eduardo Mallea - alimentent les réflexions de toutes les élites intellectuelles latino-américaines et conduisent à une série d'inventions ou de révisions, de découvertes ou de redécouvertes[9]. »

Le terme de « nationalisme » reviendra par conséquent souvent, selon ses deux acceptions, l'une désignant le mouvement d'affirmation et de définition des diverses nationalités, l'autre renvoyant à un système ou à une doctrine politique. Nous l'envisagerons ici comme « une construction intellectuelle et volontariste, œuvre d'une élite[10] », en ayant à l'esprit que « les cultures qu'il prétend défendre et faire revivre sont souvent ses propres inventions ou sont transformées au point d'être méconnaissables[11] ».

Nous n'avons pas ici l'ambition de retracer de manière exhaustive l'histoire de la construction des États-nations en Amérique latine ; il s'agit plutôt d'analyser l'articulation entre les processus identitaires qui se jouent sur la scène internationale et la manière dont ils sont ou non reflétés dans le contenu des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne. Autrement dit, nous souhaitons éclairer la sélection des éléments que l'on juge pertinent de valoriser à l'extérieur.

---

[9] Olivier COMPAGNON, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1936)*, volume inédit présenté en vue de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, décembre 2011, p. 310.

[10] Annick LEMPÉRIÈRE, *Intellectuels, État et société au Mexique. Les clercs de la nation (1910-1968)*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 53.

[11] Ernest GELLNER, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989, p. 87.

La nation sur la scène internationale : perspectives continentales

Constructions nationales en Amérique latine : récits et acteurs

> « La véritable naissance d'une nation, c'est le moment où une poignée d'individus déclare qu'elle existe et entreprend de le prouver[12]. »
>
> Anne-Marie Thiesse

> « Le problème est qu'il n'y a aucun moyen d'expliquer à un observateur comment reconnaître a priori une nation parmi d'autres entités, comme nous pourrions lui donner le moyen de reconnaître un oiseau ou de distinguer une souris d'un lézard. Ce serait tellement simple si nous pouvions observer les nations comme nous observons les oiseaux ![13] »
>
> Eric Hobsbawm

Nous ne reviendrons pas ici en détail sur le processus de construction des identités nationales en Amérique latine, question qui est l'objet d'une abondante bibliographie. Pour autant, on ne peut comprendre les tenants et les aboutissants de l'image que l'Argentine, le Brésil et le Chili projettent sur la scène internationale sans expliciter auparavant les grandes étapes et les concepts identitaires qui ont présidé à l'élaboration de leur être national, ce qui suppose de les replacer dans une perspective qui prenne en compte l'ensemble du sous-continent.

> « L'indépendance précède la nation : elle n'est pas son point d'arrivée mais son point de départ[14]. »

Par ce constat, François-Xavier Guerra remettait en cause le mythe selon lequel les indépendances latino-américaines auraient été le résultat de guerres d' « émancipation nationale », récit soigneusement entretenu par les différentes historiographies de ces pays[15]. Il ouvrait ainsi la

---

[12] Anne-Marie THIESSE, *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XIXe siècles*, [1ère éd. 1999], Éditions du Seuil, 2001, p. 11.

[13] Eric HOBSBAWM, *Nations et nationalismes depuis 1780,* [1ère éd. en anglais, 1990], Paris, Gallimard, 1992, p. 19.

[14] François-Xavier GUERRA, « Indépendances », *Problèmes d'Amérique latine*, n°77, été 2010, p. 27.

[15] François-Xavier Guerra inclut le Brésil dans ses analyses, relativisant ainsi l' « exception » d'un pays dont l'indépendance est proclamée par le fils du roi portugais et qui, à la différence de l'Amérique espagnole, maintient les frontières de l'ancienne possession du Portugal : « Comme dans le monde hispanique, la naissance du Brésil n'est pas non plus l'émancipation d'une nation préexistante mais le résultat de la désintégration d'un vieil ensemble politique multicommunautaire par l'introduction de la représentation politique moderne. Mais à la différence du cas hispanique, la souveraineté des *povos* ne fut pas capable de l'emporter sur la force de la vieille légitimité royale, d'un roi qui résidait en Amérique et qui avait réussi à rassembler autour de lui une vaste coalition d'intérêts dans le Brésil du Sud. » (François-Xavier GUERRA, *art. cité*, p. 45).

voie à des analyses interrogeant ce que signifiait transposer dans cette partie du monde le modèle d'État-nation et le concept de souveraineté du peuple qui s'imposaient alors en Europe. Geneviève Verdo résume de la sorte le défi que cela signifiait :

> « Alors que les États-nations européens se forgent sur des entités culturelles préexistantes ou supposées telles, les nations hispano-américaines surgissent des décombres d'un Empire et loin de correspondre à des entités distinctes, possèdent au contraire des caractéristiques culturelles communes. Issus d'un projet politique - celui d'inscrire la souveraineté du peuple dans un cadre restreint -, les nouveaux États vont donc s'attacher à créer de toutes pièces des communautés humaines et culturelles homogènes[16]. »

Si l'on réfléchit en termes d'échelles, on peut dire que le sous-continent est travaillé par une dichotomie : il y a, au niveau supérieur, une identité américaine, qui sert à affirmer la rupture avec les anciennes métropoles et, à la base, des appartenances territoriales (la « patria chica ») et une hétérogénéité ethnique qui multiplient les références identitaires. Dans ce tableau, ce qui pose problème, c'est l'échelon intermédiaire, celui de la nation en tant que construction idéologique, culturelle et territoriale, supposant l'existence d'un groupe humain suffisamment uniforme et cohérent pour devenir le « peuple souverain » dont l'État tire sa légitimité[17]. Cela a eu pour conséquence la négation ou l'occultation des différences par des élites désireuses de voir l'avènement de communautés de citoyens et de consciences nationales qui puissent clairement constituer un « nous » face aux « autres ».

> « Quel fut l'esprit de l'organisation nationale ? Celui qu'a défini Alberdi pour toute l'Amérique : livrer le désert à l'action civilisatrice de l'Europe[18]. »
>
> César Diaz Cisneros

Au début du XXe siècle, les oligarchies blanches ressentent en effet encore quelque nostalgie pour la culture ibérique et « latine » et sont décidées à préserver le « trésor perdu » de leurs racines européennes. Convaincue de la « pureté » de son sang, fière de ses origines blanches, la fraction dominante de la société feint d'ignorer le vieux fond indien, les apports africains et asiatiques. Ce décalage entre un modèle idéalisé et la complexité des sociétés américaines suscite

---

[16] Geneviève VERDO, « La construction de l'identité nationale », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°17, automne 2003 (disponible en ligne : http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article180).

[17] « L'expansion du système représentatif fut primordiale pour dessiner l'image du peuple souverain, dans laquelle les individus, en tant qu'électeurs, étaient unis par une communauté d'idées et d'intérêts. C'est seulement avec une population uniformisée dans le cadre de la civilisation et du progrès qu'était possible que le peuple fût en dernier ressort le responsable qui concède l'autorité représentative. » (Mónica QUIJADA, « El paradigma de la homogeneidad », *in* Mónica QUIJADA, Carmen BERNAND, Arnd SCHNEIDER, *Homogeneidad y nación con un estudio de caso : Argentina, siglos XIX y XX*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2000, p. 24).

[18] César Diaz CISNEROS, *La Liga de las Naciones y la actitud argentina*, Buenos Aires, Imprenta Mercatali, 1921, p. 151.

même un vaste débat : ne faut-il pas condamner la « barbarie » du métissage biologique et culturel, au nom de la supériorité de la civilisation européenne ?

Les théories raciales qui prévalent en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique latine de la seconde moitié du XIXe siècle aux années 1920 (et même jusqu'en 1945) ont eu dans cette perspective un impact décisif, influençant la manière de concevoir un certain nombre de politiques publiques, dans un grand nombre de domaines. L'urbanisme[19], la science, et en particulier la médecine[20], mais aussi l'éducation[21] sont perçues comme des moyens de façonner la population en fonction de cet idéal de modernité et de civilisation qui hante les élites latino-américaines. Les entreprises coloniales européennes et la croissance rapide des États-Unis à la fin du XIXe siècle ont semblé apporter une preuve irréfutable de la validité d'un schéma qui plaçait ceux que l'on appelait les « primitifs » (d'Asie ou d'Afrique) au bas d'une échelle au sommet de laquelle figuraient les Européens, blancs et civilisés.

Ces postulats placent les élites latino-américaines face à un dilemme de taille : pouvaient-elles faire fi de l'hétérogénéité raciale qui caractérisait la plupart des sociétés du sous-continent au nom d'une connexion toujours plus forte avec l'Europe dont elles aspiraient à suivre le leadership et l'idéal de progrès ? Pouvaient-elles nier la réalité ? Le chemin vers la modernité impliquait-il de faire comme si les nouvelles nations ressemblaient aux pays européens ? Choisir une telle voie ne risquait-il pas d'affaiblir la singularité sur laquelle bâtir l'idée d'identité nationale ?

Thomas Skidmore[22], et à sa suite plusieurs auteurs[23], montrent que deux types d'attitudes ont pu coexister : celle qui consistait à accepter sans réserve les théories raciales européennes,

---

[19] Voir notamment l'article de César Leyton ROBINSON et Rafael HUERTAS, « Reforma urbana e higiene social en Santiago de Chile. La tecno-utopía liberal de Benjamín Vicuña Mackenna (1872-1875) », *Dynamis*, vol. 32, n°1, 2012, p. 21-44. Dans cet article, les auteurs étudient les réformes urbaines proposées par Benjamín Vicuña Mackenna (1831-1889), historien et homme politique qui a été intendant de la ville de Santiago de 1872 à 1875. Le Santiago qu'il prévoit de faire advenir est une ville dominée par la ségrégation : on aurait d'un côté une ville « propre » - européenne, bourgeoise, civilisée et saine – qui devait être protégée et, de l'autre, des faubourgs – « africains », populaires, malsains – qu'il fallait régénérer et coloniser. La bibliographie sur le sujet est extrêmement vaste, notamment en ce qui concerne les réformes menées à Rio de Janeiro par Francisco Pereira Passos (1836-1913) lorsqu'il était préfet de cette ville (1902-1906). Voir à ce sujet l'ouvrage classique de Jaime BENCHIMOL, *Pereira Passos : um Haussmann tropical*, Rio de Janeiro, Biblioteca carioca/Prefeitura da cidade do Rio de Janeiro, 1990.

[20] Voir par exemple Márcia Regina Barros da SILVA, « O processo de urbanização paulista : a medicina e o crescimento da cidade moderna », *Revista Brasileira de História*, vol. 27, n°53, 2007, p. 243-266.

[21] Voir notamment Françoise MARTINEZ, « La peur blanche : un moteur de la politique éducative libérale en Bolivie (1899-1920) », *Bulletin de l'Institut français d'Études Andines*, vol. 27, n°2, 1998, p. 265-293 et Enrique Fernández DOMINGO, « Du citoyen de la 'cité' au citoyen de la nation : école et formation du citoyen dans le Cône Sud américain, 1810-1910 », *in* Inge BOTTERI (dir.), *Fare il citadino*, Soveria Mannelli, Rubbetino Editore, 2012, p. 221-242.

[22] Thomas Elliott SKIDMORE, *The idea of race in Latin America 1870-1940*, Austin, University of Texas Press, 1990.

[23] Voir Nancy STEPAN, *A hora da eugenia : raça, gênero e nação na América Latina*, Rio de Janeiro, Editora Fiocruz, 2005.

notamment les écrits de Gobineau, et celle qui tentait de faire une synthèse entre ces dernières et la réalité, dans une perspective tout à la fois d'interprétation et de transformation. On peut citer le cas de l'Argentine qui, en proclamant sa filiation espagnole, prend le risque d'être associée à l'infériorité des Ibériques face aux Aryens. Il y a aussi le cas de ces scientifiques brésiliens qui, tout en s'appropriant les théories eugénistes, vont aller à l'encontre de la vision pessimiste de l'avenir de leur pays que des écrivains comme Arthur de Gobineau, Louis Couty ou Louis Agassis condamnaient à l'infériorité en raison de facteurs climatiques et raciaux, mais surtout à cause de l'intense « miscigénation » qui le caractérisait. De telles représentations négatives de la réalité brésilienne pouvaient non seulement avoir des répercussions sur la manière dont les Brésiliens percevaient leur pays mais aussi mettre en doute la viabilité du Brésil sur la scène internationale[24]. Or, les scientifiques brésiliens se réclamant de l'eugénisme - parmi eux figure Afrânio Peixoto, membre, entre autres, de la commission brésilienne de coopération intellectuelle dès 1924[25] - vont opérer une synthèse leur permettant tout à la fois de réfuter les théories qui fermaient au Brésil les portes du progrès et de préconiser des réformes sociales ouvrant la voie à la régénération de la population nationale : le retard du pays n'est ainsi plus imputable au facteur racial mais aux maladies et au manque d'infrastructures sanitaires. Ainsi,

> « […] même en promouvant un projet de régénération raciale, les eugénistes ont cherché à créer un modèle d'eugénie qui rendrait possible le fait de penser les différences de races sans que cela exclue la 'valeur eugénique' du métissage national et, dans le même temps, la viabilité du Brésil comme nation moderne et civilisée[26] ».

Ainsi, à l'aube du XXe siècle, l'héritage complexe que représente l'histoire des métissages est encore majoritairement refusé par les classes dirigeantes. Tout en se défendant d'être les descendants directs des Espagnols, les minorités dominantes persistent à se percevoir « blanches » et « européennes », empruntant à l'Europe ses modes, ses goûts, ses critères de jugement. Elles sous-estiment ainsi l'importance des groupes ethniques multiples qui gravitaient autour d'elles. Seule une petite minorité d'intellectuels commence à prendre alors conscience de cette richesse des cultures dominées. L'entre-deux-guerre constitue à cet égard une rupture, comme le souligne François-Xavier Guerra :

---

[24] Voir Lilia Moritz SCHWARCZ, *O espetáculo das raças : cientistas, instituições e questão racial no Brasil*, [1ère éd. 1993] São Paulo, Companhia das Letras, 2001, p. 240.
[25] Voir notice biographique.
[26] Vanderlei Sebastião de SOUZA, « Por uma nação eugênica : higiene, raça e identidade nacional no movimento eugênico brasileiro dos anos 1910 e 1920 », *Revista Brasileira de História da Ciência*, vol. I, n°2, déc. 2008, p. 159.

> « À une nation conçue, surtout au XIXe siècle, comme une communauté humaine régie par des relations politiques de type nouveau et partant au contenu très universel, va succéder une nation au contenu beaucoup plus particulariste[27]. »

De fait, tout en s'ouvrant aux grands courants internationaux, les artistes avant-gardistes et un certain nombre d'intellectuels du sous-continent renoncent au culte de l'Europe, « décadente et fatiguée » selon les mots du Péruvien Mariátegui. Ce dernier lance par ailleurs le mot d'ordre selon lequel il faut désormais « péruaniser le Pérou[28] ». Ce faisant, Mariátegui ne prône pas un repli nationaliste : comme le proclame le *Manifeste Anthropophage* du Brésilien Oswald de Andrade en 1928, il s'agit plutôt d'assimiler, à partir d'une matrice proprement nationale, ce qui peut provenir de l'étranger afin de produire une culture qui n'ignore pas ses racines, dans une dialectique conjuguant l'universel et le particulier. L'Argentin César Diaz Cisneros écrit ainsi :

> « Partout où les races ont fusionné, en formant des foyers de concentrations ethniques, il a surgi des peuples promis à élever le niveau de la civilisation. [...] Le destin de La Plata sera brillant. Cette région de l'Amérique est appelée à influer sur le cours de l'histoire en répondant à l'aspiration internationale qui pousse à la constitution de la communauté des peuples libres. Parce qu'ici se reposent de leurs voyages océaniques les migrations fatiguées et se dépose l'héritage biologique de toutes les races. De l'hétérogénéité incompréhensible et contradictoire sortira l'homogénéité harmonieuse de l'avenir. [...] De l'humble semence naîtra la plante ombreuse et la fleur orgueilleuse. Parce que la terre argentine est ouverte à tous les vents. Ce n'est pas le domaine stérile des peuples repliés et petits, qui répondent à l'appel des sentiments de régression[29]. »

À l'encontre d'une conception où la nation et la patrie étaient assimilées à une république majoritairement blanche, où l'individu, en tant que citoyen, était au centre, on observe dans les années 1920 « un glissement visible de l'individuel au collectif et de l'État au territoire, de la société et de la culture[30] ». Alors que les traditions libérale et positiviste favorisaient des appartenances nationales plus exclusives qu'inclusives et commuaient le temps des indépendances en temps des origines, les réflexions menées au cours de la deuxième décennie du XXe siècle cherchent au contraire à élargir la nation, dans sa dimension temporelle (en faisant appel à un passé et à des traditions qui remontent parfois avant la période coloniale) et sociale (en prenant en considération ces « autres » jusque-là exclus). Cela passe, notamment, par la revalorisation de l'indien et de sa culture ou par celle des expressions culturelles régionales. Le paradigme scientifique cède du terrain devant des analyses et des interprétations de l'identité nationale qui font la part belle à l'intuition, à la sensibilité, à un entrecroisement de la théorie et de l'esthétique

---

[27] François-Xavier GUERRA, préface à Annick LEMPÉRIÈRE, *Intellectuels, État et société au Mexique. Les clercs de la nation (1910-1968)*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 15.

[28] « Peruanicemos al Perú » est le titre d'une section de la revue liménienne *Mundial*, dont Mariátegui est le rédacteur en chef et qui paraît entre septembre 1925 et mai 1929.

[29] César Diaz CISNEROS, *La Liga de las Naciones y la actitud argentina*, Buenos Aires, Imprenta Mercatali, 1921, p. 149-150.

[30] Patricia FUNES, *Salvar la nación. Intelectuales, cultura y política en los años veinte latinoamericanos*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006, p. 135 : « *un ostensible deslizamiento de lo individual a lo colectivo y del Estado al territorio de la sociedad y de la cultura* ».

produisant « des images tenaces, à la forte charge expressive[31] ». Sont de fait mobilisées des pratiques discursives autant qu'iconographiques – que l'on songe au « programme » muraliste mexicain – dans cette recherche de définition de la « véritable » nation. Patricia Funes résume de la sorte ce changement de paradigme :

> « Les élites culturelles et politiques du XIXe siècle avaient mis l'accent sur l'organisation du pouvoir et de l'ordre. Leur préoccupation omniprésente était la construction de l'État et leur réflexion sur la nation en était dépendante. Les intellectuels des années 1920 partagent cet ethos de projection, de civilisation et d'inspiration faustienne. Mais ce ne sont pas des hommes 'classiques' ou positivistes, sinon romantiques. Durant cette décennie la pensée latino-américaine cherche à définir (ou à créer) des images et des représentations de la nation sur un terrain qui ne considère pas uniquement l'État comme protagoniste mais qui se négocie de façon privilégiée dans le domaine de la culture. Un domaine qui se redéfinit et s'élargit pour englober et définir un 'nous' social plus inclusif […][32]. »

Il ne faudrait cependant pas conclure à l'avènement de conceptions identitaires fondamentalement pluralistes et ouvertes. Le débat sur l'homogénéité de la communauté nationale, cruciale quand il s'agit de construire une image pour l'extérieur, continue d'être omniprésent dans la période qui nous occupe. L'assomption, au Brésil, des différentes composantes de sa population, n'est pas pour autant synonyme d'un multiculturalisme aujourd'hui considéré comme l'une des grandes forces du pays. Le criminologue et critique littéraire Elysio de Carvalho (1880-1925) n'écrit-il pas, en 1921, « le *Brésilien* ne peut être ni l'Indien ni l'Africain ni l'Européen : il peut seulement être *brésilien*, c'est-à-dire, l'espèce née de la fusion des races[33] » ? C'est également l'homogénéité, mais aussi la prédominance de l'élément « blanc », donc d'origine européenne, qui est valorisé au Chili, dans un document produit par le Service Information et Propagande en 1940 afin de présenter une « vision panoramique » du pays à l'étranger :

> « Une belle race homogène, caractéristique particulière du Chili se répand autant sous les latitudes ardentes d'Ariva que dans les steppes glacées de Magallanes. Du mélange ou croisement des grandes et combatives races - Espagne et Arauco -, a surgi un peuple au teint blanc, vaillant, dur à la tâche et travailleur qui a mérité l'observation attentive de critiques, d'écrivains et éminents hommes d'État, de science et d'étude[34]. »

Quant au cas argentin, on ne saurait l'analyser sans souligner la xénophobie dont le nationalisme de l'entre-deux-guerres est porteur et que la crise de 1929 ne peut que conforter. Si l'immigration n'est pas totalement remise en cause, il s'agit d'en délimiter les contours de manière stricte, « en

---

[31] *Ibid.* : « *imágenes tenaces, de una gran carga expresiva* ».

[32] Patricia FUNES, *Salvar la nación. Intelectuales, cultura y política en los años veinte latinoamericanos*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006, p. 403.

[33] Cité par Olivier COMPAGNON, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1936)*, volume inédit présenté en vue de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, décembre 2011, p. 285.

[34] MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación n°3, mars 1940, « Chile, visión panorámica ».

proposant une sélection des étrangers selon leur efficacité productive d'une part, leur race censée apporter les gages d'une intégration réussie à la nation d'autre part[35] ». Les multiples articles parus dans la revue *Informaciones Argentinas* et les transmissions radiotéléphoniques sur ce thème viennent renforcer ce constat[36].

La promotion d'un « Mexique métisse », dont l'un des « inventeurs » et des plus actifs propagandistes a été José Vasconcelos[37], est un autre exemple d'une construction identitaire qui est tout autant à vocation interne qu'externe.

Les intellectuels, « clercs de la nation[38] »

> « L'invention de la nation a été corrélative à la différenciation de 'l'intellectuel', ce spécialiste de l'écriture des sociodicées, c'est-à-dire les interprétations des profils des communautés nationales et des maux qui contrecarraient la réalisation totale des idéaux de progrès, de culture, de civilisation[39]. »

Nous n'oublions pas que, comme le rappelle Eric Hobsbawm, les nations doivent être considérées comme

> « un phénomène double, essentiellement construit d'en haut, mais qui ne peut être compris si on ne l'analyse pas aussi par le bas, c'est-à-dire, à partir des hypothèses, des espoirs, des besoins, des nostalgies et des intérêts – qui ne sont pas nécessairement nationaux, et encore moins nationalistes – des gens ordinaires[40] ».

Néanmoins, dans la perspective qui est la nôtre, le discours des intellectuels sur la société et leur rôle dans cette construction culturelle qu'est la création de la nation constitue le pivot autour duquel s'organise notre analyse.

---

[35] *Idem*, p. 287. Olivier Compagnon s'appuie notamment sur l'analyse de *La Grande Argentina*, ouvrage de Leopoldo Lugones paru en 1930 et « véritable livre de chevet des nationalistes de la décennie suivante ».

[36] *Informaciones Argentinas*, n°9, 1er octobre 1938, « Política inmigratoria » (texte d'une transmission radiotéléphonique du 9 septembre 1938) ; *Informations argentines*, n°2, novembre 1938, « Les étrangers qui demandent à embrasser la nationalité argentine doivent parler l'espagnol et ne pas souffrir d'une maladie contagieuse » ; n°13, octobre 1939, « La véritable immigration et l'immigration due à des circonstances imprévues » ; n°15, décembre 1939, « Situation sociale et économique des immigrants en Argentine ». Transmissions radiotéléphoniques du 30 mai 1941, « Los extranjeros en la obra del progreso general de la Nación » ; du 3 septembre 1943, « En la Argentina ha quedado suspendido el otorgamiento de la ciudadanía por naturalización, hasta la terminación de la guerra » ; du 22 août 1941, « La creación del registro de extranjeros » ; du 3 octobre 1941, « El Consejo de Inmigración ».

[37] Voir Patricia FUNES, *ouv. cité*, p. 115-119.

[38] D'après le titre de l'ouvrage d'Annick LEMPÉRIÈRE, *Intellectuels, État et société au Mexique. Les clercs de la nation (1910-1968)*, Paris, L'Harmattan, 1992.

[39] Gustavo SORÁ, *Traducir el Brasil. Una antropología de la circulación internacional de ideas*, Buenos Aires, Libros del Zorzal, 2003, p. 31.

[40] Eric HOBSBAWM, *Nations et nationalismes depuis 1780,* [1ère éd. en anglais, 1990], Paris, Gallimard, 1992, p. 29.

Marie-Christine Granjon, dans son article « Une enquête comparée sur l'histoire des intellectuels : synthèses et perspectives[41] », note que l'Amérique latine « offre, par-delà les spécificités propres à chaque nation, un des espaces publics les plus favorables à l'influence culturelle comme à l'intervention politique des intellectuels[42] ».

De fait, l'exemple des scientifiques brésiliens ou de ceux qui, au Chili, se sont saisis de la question éducative montre le rôle de premier plan qu'ont pu jouer hommes politiques, essayistes, écrivains, fonctionnaires, historiens, professeurs et éducateurs, en un mot ceux que l'on regroupe sous le terme d'intelligentsia, dans ce processus d'invention des nations latino-américaines. Leur action est d'autant plus marquante que la plupart d'entre eux combine ces différentes activités. Comme l'écrit Patricia Funes au sujet du nom « intellectuel », « le mot et le concept sont loin d'exercer le monopole de la représentation puisqu'ils cohabitent avec d'autres termes : 'savants', 'érudits', 'lettrés', 'poètes', 'artistes', et – surtout – 'maîtres'[43] ». Cette pluralité d'appellations renvoie aux débats, récurrents dans les années 1920, sur la définition et la fonction des « intellectuels ». Cette dynamique est à mettre en relation avec un autre processus : celle de la différenciation du champ scientifique vis-à-vis du champ littéraire, de la distinction entre ce qui appartenait au domaine de l'art et ce qui relevait de la science, et sur la fonction sociale de chacun de ces domaines. Jusqu'à l'orée du XXe siècle, les facultés de droit et de médecine constituaient la voie d'accès par excellence à la vie intellectuelle et culturelle. Ce n'est que petit à petit que le statut d'écrivain a commencé à pouvoir être acquis par d'autres chemins. Nous sommes, pour l'exprimer selon la terminologie bourdieusienne, face à la question de la constitution d'un champ intellectuel autonome. Ce processus comporte des dimensions économiques (à partir de quel moment l'activité intellectuelle devient-elle financièrement viable ?) et sociales (on touche là à la place qui est accordée à l'intellectuel dans la société, à la reconnaissance de son utilité), mais ne peut être dissocié des multiples réflexions autour de ce que signifie l'activité littéraire, de l'émergence de nouvelles formes de sociabilité entre intellectuels, de l'existence d'instances de consécration et de cooptation – les diverses académies (de sciences, de Lettres…) en sont

---

[41] Marie-Christine GRANJON, « Une enquête comparée sur l'histoire des intellectuels : synthèses et perspectives », *in* Michel TREBITSCH, Marie-Christine GRANJON (dir.), *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Complexe, coll. « Histoire du temps présent », 1998, p. 19-38.

[42] *Idem*, p. 32-33.

[43] Patrica Funes revient d'ailleurs sur ce terme de « maître » : « Cette magistrature a peu à voir avec l'éducation formelle car elle est traversée d'autres significations : surtout celle de la 'primogéniture morale', comme disait Deodoro Roca, celle du 'travailleur' de la pensée (figure opposée au penseur moderne olympique), celle du critique social et guide de la jeunesse, tous moteurs, vecteurs et protagonistes du changement social. » (Patricia FUNES, *ouv. cité*, p. 400).

l'exemple le plus paradigmatique – et des polémiques autour de ce qui relève ou non de la « culture »[44].

> « Au cours de la décennie 1920, le problème national s'installe au cœur de la réflexion intellectuelle. Plus encore, 'sauver la nation' s'érige en une tâche dont les intellectuels se sentent explicitement responsables[45]. »
>
> Patricia Funes

Le titre donné par Patricia Funes à son ouvrage sur les intellectuels latino-américains dans les années 1920, « Salvar la Nación », ou celui du livre d'Annick Lempérière consacré aux intellecuels mexicains, « Les clercs de la nation », renvoient tous deux à l'idée que, dans le sous-continent, les intellectuels se seraient d'une certaine manière érigés en « gardiens » des identités nationales, que la tâche consistant à les définir et à les affirmer représenterait pour eux une mission. Poussée à son paroxysme, cette conviction est exprimée par l'Argentin Leopoldo Lugones présentant son livre *La Grande Argentina* (1930) comme « un acte de foi envers la patrie ». Certains auteurs, à l'instar de César Grañas, interprètent cela comme une posture permettant aux intellectuels de s'assurer une place et un rôle au sein de la société, de se présenter comme les médiateurs entre l'État et les « masses » :

> « S'il est vrai que le 'destin historique', l' 'intégrité culturelle' et l' 'âme nationale' sont des créations symboliques inventées par les intellectuels pour servir à la grandeur collective dont ils seraient les oracles et les maîtres, me permettra-t-on de dire que l'ontologie culturelle a été dans l'Amérique Hispanique la métaphysique de la frustration culturelle ?[46] »

L'origine de cette « frustration » est à chercher au tournant des XIXe et XXe siècles, lorsque commencent à se séparer les sphères politique et intellectuelle qui auparavant se confondaient. Cela a pour conséquence de générer chez ceux qui commencent à s'auto-percevoir comme des « intellectuels » - même si ce terme n'est pas le seul employé - le sentiment d'être exclus du pouvoir alors même que leurs opportunités de travail étaient restreintes[47]. Le passage, au début du XXe siècle, d'un « État oligarchique » à un « État modernisateur », pour reprendre la terminologie de Laurence Whitehead[48], est la toile de fonds des divers débats autour de la fonction de

---

[44] Voir sur ces questions, les analyses de Beatriz Sarlo et Carlos Altamirano au sujet de l'Argentine dans « La Argentina del Centenario : campo intelectual, vida literaria y temas ideológicos », *Hispamérica*, año 9, n°25-26, avril-août 1980, p. 39-41.

[45] Patricia FUNES, *ouv. cité*, p. 69.

[46] César GRAÑAS, « La identidad cultural como invento intelectual (algunos ejemplos hispanoamericanos) », in Juan F. MARSAL (dir.), *El intelectual latinoamericano : un simposio sobre sociología de los intelectuales*, Buenos Aires, Editorial del Instituto Torcuato Di Tella, 1970, p. 70.

[47] Voir Ángel RAMA, *La ciudad letrada*, Hanover, Ediciones del Norte, 1984, p. 71-135.

[48] Laurence WHITEHEAD, « State Organization in Latin America since 1930 », *in* Leslie BETHELL (ed.), *Cambridge History of Latin America*, vol. VI, part 2, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 3-95. Pour schématiser la différenciation opérée par Whitehead et largement reprise par la suite, on peut dire que l'« État oligarchique » était caractérisé par ses liens avec les grandes familles propriétaires de terres, par une

l'intellectuel et de sa reconnaissance tant professionnelle que sociale, politique et culturelle. Faire l'histoire des intellectuels latino-américains, du moins pour la période allant des années 1920 aux années 1960, revient donc à interroger leur rapport à l'État et à son expansion[49]. Dans les cas argentin, brésilien et chilien, c'est d'autant plus nécessaire que les décennies 1930 et 1940 sont marquées par une intervention croissante de ce dernier dans le domaine de la culture[50].

Dans le cadre de notre travail, les intellectuels sont des acteurs de premier plan dans la mesure où leurs efforts pour bâtir les contours de l' « argentinidad », de la « brasilidade » et de la « chilenidad » opèrent tout à la fois dans le cadre national et dans une perspective internationale. Cette articulation est notamment visible dans l'écriture de l'histoire.

La « fonction sociale du passé »[51]

> « Dans les grandes représentations des peuples en fonction de la culture qui unifie les multiples courants qui les composent, l'histoire a partie liée au mythe[52]. »

Le rôle crucial joué par l'écriture de l'histoire dans la configuration des identités nationales n'est évidemment pas une spécificité latino-américaine[53] et on ne peut que rappeler « […] l'importance du genre historiographique pour construire un sens collectif à l'époque de la modernité, c'est-à-dire une époque où le processus de sécularistation mine ce qui crée un sentiment d'appartenance et qui était auparavant le fait de la religion[54]. »

Un tel travail de reconstrucion identitaire par le recours à l'histoire avait déjà lieu durant l'époque coloniale[55]. Les indépendances signifient dans ce domaine une relance du travail de

---

croissance économique dominée par l'exportation de matières premières, par une culture envisagée au travers du prisme européen et une conception excluante de la nation. L' « État modernisateur » serait lui associé aux classes moyennes, à des intérêts urbains et industriels, à la tentative d'industrialisation de l'économie et à une vision de la nation au contenu plus culturel, plus populaire et plus incluant.

[49] Cette question est au cœur de l'ouvrage de Nicola MILLER, *In the Shadow of the State : Intellectuals and the Quest for National Identity in Twentieth Century Latin America,* London, Verso, 1999.

[50] Le cas mexicain est à cet égard paradigmatique et nous renvoyons à l'ouvrage d'Annick Lempérière cité plus haut : elle y montre en effet que les intellectuels mexicains sont « d'abord des serviteurs de l'État, doublés d'idéologues savants ».

[51] Eric HOBSBAWM, « La fonction sociale du passé : quelques questions », *in* Eric HOBSBAWM, Terence RANGER (dir.), *L'invention de la tradition*, [1ère éd. anglaise, 1983], Paris, Éditions Amsterdam, 2012, p. 11-26.

[52] André REZLER, Alison BROWNING, « Identité culturelle et relations internationales », *Relations internationales*, n°24, hiver 1980, p. 382.

[53] Voir notamment Jacques REVEL, François HARTOG (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001 et Stefan BERGER (ed.), *Writing the nation. A global perspective*, New York, Palgrave MacMillan, 2007.

[54] Oscar TERÁN, *Historia de las ideas en la Argentina. Diez lecciones iniciales, 1810-1930*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores Argentina, 2008, p. 182.

[55] Voir Michel BERTRAND, Richard MARIN, *Écrire l'histoire de l'Amérique latine, XIXe-XXe siècles*, Paris, Éditions du CNRS, 2001.

l'historien au service d'identités qui se cherchent, voire une première impulsion, comme c'est le cas au Brésil. Avec les indépendances, au fur et à mesure de leur obtention, l'histoire se place partout et systématiquement au service de la construction de la nation.

Le Brésil, indépendant depuis 1822, fonde ainsi en 1838 ses Archives nationales et l'Institut Historique et Géographique Brésilien (IHGB) placé sous les auspices de l'empire et de l'historien Adolfo Varnhagen[56], le père de l' « histoire-patrie »[57], « dans un processus simultané de construction de cette histoire et d'affirmation du rôle de l'État comme créateur et garant de la nationalité [brésilienne][58] ». En 1840, l'IHGB instaure un concours afin de consacrer le meilleur projet d'histoire du Brésil. C'est le travail du naturaliste bavarois Carl Friedrich Von Martius, intitulé *Comment on doit écrire l'histoire du Brésil*, qui l'emporte. Pour Martius il est fondamental que l'historien sache enchanter son lecteur en évoquant les aspects originaux de l'évolution nationale marquée par la présence des Indiens, des Noirs et des Blancs – et il doit réveiller chez le lecteur la conscience de l'amour de la patrie. Ainsi se fait jour la première interprétation de la nation brésilienne comme société métisse[59].

On pourrait ainsi multiplier les exemples nationaux. La plupart mettrait en lumière des concordances chronologiques et des processus identiques avec, partout, la fondation d'institutions vouées à la sauvegarde de la mémoire nationale : bibliothèques, archives, instituts d'histoire, sociétés savantes à vocation historienne. Bien plus qu'ailleurs, en Europe notamment, et surtout de manière presque vitale, l'histoire a donc occupé une place essentielle dans les activités et les débats intellectuels du XIXe siècle.

Elle continue d'être très présente pour la période qui nous occupe, si l'on songe en particulier à la place croissante des polémiques autour de la figure de Juan Manuel de Rosas en Argentine[60]. Rappelons aussi le projet porté par l'Argentin Levillier de réaliser une « collection d'ouvrages historiques et ethnographiques sur l'Amérique » qui aurait pour objectif de

---

[56] Adolfo Varnhagen (1816-1878), vicomte de Porto Seguro, historien et diplomate, a notamment été en poste au Portugal, en Espagne, au Paraguay, au Venezuela, en Nouvelle-Grenade (Colombie), en Équateur, au Chili, au Pérou et aux Pays-Bas. Il profite de ses missions diplomatiques pour récolter des documents sur le Brésil dans les bibliothèques et les archives. Deux ouvrages marquent son parcours d'historien : *História das lutas contra os Holandeses no Brasil de 1624 a 1654* (1871) et *História da Indepêndencia do Brasil* (1916).

[57] Voir Arno WEHLING, *Estado, história, memória : Varnhagen e a construção da identidade nacional*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 1999.

[58] Ângela de Castro GOMES, *História e historiadores. A política cultural do Estado Novo*, Rio de Janeiro, Ed. FGV, 1996, p. 15 : « *num processo simultâneo de construção dessa história e de afirmação do papel do Estado como criador e garantidor da nossa nacionalidade* ».

[59] Voir Lilia Moritz SCHWARCZ, « A Mestizo and Tropical Country : The Creation of the Official Image of Independent Brazil », *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, n°80, avril 2006, p. 25.

[60] Voir *infra*.

> « […] faire toute la lumière possible sur les civilisations primitives, antérieures à la découverte de l'Amérique, décrire les étapes de cette découverte et de la conquête espagnole et montrer les répercussions profondes de ces événements tant pour l'Amérique que pour l'Europe […][61] ».

Cette proposition s'appuie sur un constat :

> « […] dans les dernières années d'importantes découvertes ont eu lieu dans l'Amérique du Nord et du Sud ; des excavations ont donné au point de vue archéologique des résultats extraordinaires ; des études ont paru sur les temples, les céramiques, les idéographies, les étoffes, les industries, les religions, les sépultures, etc… On en sait beaucoup plus sur les cultures indigènes précolombiennes de l'Amérique et leur histoire, qu'on en savait il y a 20 ans et cela grâce aux efforts dans ce domaine par des Gouvernements, des institutions et des individus qui travaillent tous de leur côté, sans liaison ni finalité commune[62]. »

Ces deux citations sont révélatrices d'une tendance continentale d'exploration d'un passé qui remonte au-delà des indépendances, qu'il s'agisse de la période coloniale[63] ou des civilisations précolombiennes, donnant ainsi plus de profondeur historique aux jeunes nations latino-américaines.

Si l'écriture et la réécriture de l'histoire nous intéressent ici, c'est que

> « […] chaque image des peuples renvoie à un long passé, dans la mesure où elle est le produit d'héritages anciens, mais ce passé est réactualisé selon les besoins du présent et surtout, on l'oublie trop souvent, en fonction d'un avenir espéré ou redouté[64]. »

La réécriture de l'histoire est à l'œuvre dans un certain nombre de documents consultés pour analyser les diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne. Les pages des revues *Informaciones Argentinas* et de *Chile* comportent en effet de nombreux textes se rapportant à l'histoire de ces pays pour en donner une vision conforme à leurs ambitions internationales.

---

[61] *La Coopération Intellectuelle*, 1935, p. 541.

[62] AUN, A I 133, Texte intégral du discours de Levillier à l'Assemblée.

[63] On pense notamment à deux ouvrages de Gilberto Freyre, *Casa Grande e Senzala* (1933) et *O mundo que o português criou* (1940), dans lesquels la figure du colonisateur portuguais est réhabilitée et où l'appartenance du Brésil à l'empire du Portugal, incluant également l'Afrique et l'Asie, apparaît comme un des fondements de l'identité brésilienne.

[64] Robert FRANK, « Histoire des relations internationales et images », *in* Maria M. BENZONI, Robert FRANK, Silvia M. PIZETTI (dir.), *Images des peuples et histoire des relations internationales du XVIIIe siècle à nos jours*, Milan-Paris, UNICOPLI-Publications de la Sorbonne, 2008, p. XVII.

Quand la nation s'exhibe

Les expositions universelles du XIXe siècle, premières projections internationales des États latino-américains

> « […] L'exposition permet d'interroger la valeur que l'on assigne historiquement aux nationalités, aux identités collectives et aux objets, marchandises et *commodities* qui les représentent[65]. »,
>
> Álvaro Fernandez Bravo

> « L'exemple des Expositions universelles est là pour nous rappeler qu'un projet initialement économique, porté à bout de bras par le politique, produit de notables effets culturels sur les visiteurs, bref que, là comme ailleurs, l'histoire écrit droit avec des lignes courbes[66]. »,
>
> Pascal Ory

Les expositions universelles de Paris (1867, 1889, 1900) et de Chicago (1893) représentent en quelque sorte l' « entrée dans le monde » des pays latino-américains qui, pour la plupart, ont consacré à ces événements des moyens importants[67]. Nous nous y intéressons car elles constituent des sites concrets de la construction symbolique d'une nation, où la négociation autour des valeurs culturelles qui devaient être privilégiées par un État se faisait devant les yeux d'un public international. Elles sont l'occasion de proposer une mise en scène intelligible, cohérente et attrayante des pays qui y participent. Le qualificatif d' « universel » pose cependant problème. Pensées pour donner à voir le monde en miniature, elles reproduisent aussi les relations de pouvoir entre les nations et les pavillons de chacune d'entre elles sont conçus dans l'objectif de montrer un pouvoir économique et politique. Le degré d'industrialisation, en particulier, constitue l'étalon selon lequel est légitimée la hiérarchie qui prédomine dans le concert des nations. Dans ce contexte, qui caractérise notamment les expositions de la fin du XIXe siècle, les jeunes nations latino-américaines ont une partition délicate à jouer : il s'agit ni plus ni moins

---

[65] Álvaro Fernández BRAVO, « Latinoamericanismo y representación : iconografías de la nacionalidad en las exposiciones universales (París, 1889 y 1900) », *in* Marcelo MONTSERRAT (comp.), *La ciencia en la Argentina entre siglos : Textos, contextos e Instituciones*, Buenos Aires, Manantial, p. 174.

[66] Pascal ORY, « Introduction », *in* Anne DULPHY, Robert FRANK, Marie-Anne MATARD-BONUCCI, Pascal ORY (dir.), *Les relations culturelles internationales au XXe siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, Peter Lang, 2010, p. 15.

[67] Voir Álvaro Fernández BRAVO, « Ambivalent Argentina. Nationalism, Exoticism and Latin Americanism at the 1889 Paris Universal Exposition », *Nepantla. Views from South*, vol. 2, n°1, 2001, p. 115-139.

d'être adoubées comme partie intégrante d'une civilisation dont les termes ont été définis sans elles. Cet extrait d'un article du journal argentin *La Prensa* daté de 1887 montre que l'on était conscient, en Amérique du Sud, du défi à relever :

> « L'Exposition de Paris sera une lutte gigantesque, la plus remarquable et considérable du siècle, à laquelle prendront part toutes les sources de l'intelligence de la terre, de l'univers. Ce sera une bataille de l'esprit et de la richesse, peut-être sans précédent, à laquelle assistera le monde entier, qui accourra dans le but d'analyser et juger ce que chaque peuple de la Terre est, possède, et peut faire dans le développement de la civilisation. [...] Auparavant on qualifiait d' 'Américains' les seuls ressortissants des États-Unis ; aujourd'hui on fait la différence entre Nord et Sud Américains. Auparavant nous étions des groupements fluctuants, incertains, sans organisation ni consistance, en proie à de sanglantes et chroniques révoltes. Aujourd'hui nous avons accédé à la catégorie des peuples jeunes, pleins de vie, qui méritent les bénéfices du crédit et de l'immigration. Auparavant, seuls les Anglais faisaient des affaires dans ces régions ; aujourd'hui capital et crédit viennent d'autres nations qui recherchent nos marchés pour y placer marchandises et argent[68]. »

La période voit aussi croître le rôle de l'État dans la définition et l'exécution des politiques de représentation publique de la nation et, corrélativement, la nécessité de plus en plus grande de récits et d'iconographies qui la représentent. Pour Álvaro Fernández Bravo, « en Amérique latine ces récits prennent la forme de récits nationaux où le caractère même d'États-nations des nations latino-américaines devient problématique[69] ». Dans son article, cet auteur étudie les représentations nationales latino-américaines lors des expositions universelles et, parallèlement,

> « les procédés par lesquels la représentation nationale et régionale latino-américaine se trouva liée à des produits de la nature qui se transformèrent en marchandises, en matières premières mises sur le marché mondial par l'Amérique latine et qui rapidement devinrent des insignes des nations latino-américaines[70] ».

Il montre en particulier comment le café ou la viande sont devenus des « icônes nationales » du Brésil et de l'Argentine. L'exposition partage clairement l'économie symbolique d'une collection, qui établit une hiérarchie en fonction des relations entre ces différentes composantes. Ainsi, les nations montrent ce qu'elles veulent qu'il soit vu d'elles mêmes, elles se mettent en scène et sont observées, évaluées à partir des objets présentés dans les pavillons nationaux. Or, « ces objets fonctionnent à leur tour comme métonymie de leurs cultures » et, pour ce qui est des nations latino-américaines, « cette représentation doit se lire dans le cadre d'un parcours pour attirer des investisseurs, des capitaux et des immigrants[71] ». Il s'agit donc d'une véritable compétition entre

---

[68] Article du journal *La Prensa*, Buenos Aires, 03/08/1887, reproduit dans Álvaro Fernández BRAVO, *art. cité*, p. 176.
[69] Álvaro Fernández BRAVO, *art. cité*, p. 173.
[70] *Idem*, p. 171-172.
[71] *Idem*, p. 176. En ce qui concerne la volonté d'attirer des immigrants européens, nous mentionnerons la publication, à l'occasion de l'exposition de Paris de 1889, d'un Guide l'émigrant au Brésil, par les soins du Syndicat du Comité Franco-Brésilien pour l'Exposition universelle. Sur ce guide, voir Guy MARTINIÈRE, « L'émigration guidée par Frederico José de Santa-Anna Nery, homme de lettres brésilien -1848-1901, à l'Exposition universelle de Paris en 1889 », *in* Laurent VIDAL, Tania Regina de LUCA (org.), *Les Français au Brésil XIXe-XXe siècles*, Paris, Les Indes Savantes, 2011, p. 25-44.

nations où il est nécessaire de faire la différence. Nous citerons à nouveau un extrait du journal *La Prensa* pour appuyer ce propos :

> « Nous pouvons dire que de cette Amérique revisitée par l'idée que l'on se fait de la civilisation universelle, c'est la République Argentine qui intéresse le plus l'Europe, laquelle commence à nous appeler 'les yankees du sud'. Le jugement extérieur sur notre pays trouve sa traduction dans les centaines de milliers d'hommes qui spontanément abordent nos rivages, en payant leur passage, dans les centaines de millions de 'pesos or' qui sont placés sous forme d'emprunts publics [...]. Pourquoi ces courants dorés ne s'arrêtent pas au Brésil, qui est sur le chemin, pourquoi ne dérivent-ils pas vers le Paraguay, la Côte orientale, le Chili, le Pérou, la Bolivie et d'autres nations du Sud et du centre de l'Amérique, baignés par les deux océans, le Mexique compris? [...] Mais un avantage si important nous impose devoirs et responsabilités. [...] La République Argentine doit trancher à l'Exposition universelle de Paris, de façon incontestable, par rapport à toutes les autres nationalités du Continent Sud-Américain[72]. »

Beatriz González-Stephan montre par ailleurs que la valorisation des richesses naturelles et du potentiel industriel des pays latino-américains s'est accompagnée d'un

> « […] un discours historique et littéraire grandiloquent pour construire un passé prestigieux et un présent digne de leurs goûts raffinés et de leurs aspirations pour le futur en tant que représentants auto-désignés de la nation[73]. »

Elle inclut dans ce processus les efforts considérables déployés par les élites latino-américaines pour doter leurs pays de musées, de bibliothèques, d'anthologies littéraires et d'ouvrages historiques dans une entreprise qu'elle assimile à la production de catalogues, visant à montrer les ressources dont disposent ces nouvelles nations et à escamoter leurs difficultés, économiques, politiques et identitaires. Leur but est de créer des traditions nationales et un héritage culturel qui leur offrent un sésame pour pénétrer dans le monde civilisé, même si ce sont essentiellement des éléments de la nature qui sont présentés par les nations latino-américaines lors de ces expositions de la fin du XIXe et du tout début du XXe siècle.

Si la présence de la nature et de ses richesses apparaît comme une caractéristique commune de la manière dont les nations latino-américaines se présentent aux expositions universelles, il y a cependant des différences de taille. Lors de l'Exposition de Paris de 1889,

---

[72] Article du journal *La Prensa*, Buenos Aires, 03/08/1887, reproduit dans Álvaro Fernández BRAVO, *art. cité*, p. 177. Cette volonté de l'Argentine de se différencier des autres pays latino-américains est rendue manifeste par le fait que pour l'exposition de 1889, elle refuse que, comme pour la précédente de 1878, un seul et même espace soit réservé à l'Amérique latine et demande que lui soit octroyé un espace propre. Ce qui ne lui est pas accordé, suscitant ainsi la colère des Argentins. Comme l'écrit Álvaro Fernández Bravo, « la position de l'Argentine à l'intérieur du continent ne fut jamais commode et les expositions constituent une bonne occasion d'explorer l'imaginaire latino-américain de l'identité argentine ». (*Idem,* p. 175).

[73] Beatriz GONZÁLEZ-STEPHAN, « Showcases of consumption : Historical Panoramas and Universal Expositions », *in* Sara CASTRO-KLARÉN, John Charles CHASTEEN (ed.), *Beyond Imagined Communities. Reading and Writing the Nation in Nineteenth-Century Latin America*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2003, p. 228.

Mexique[74] et Brésil[75] choisissent de satisfaire le désir d'exotisme des visiteurs : le premier construit un « pavillon aztèque » et le second entoure le sien de plantes tropicales et de sculptures faisant référence aux indiens. Le Chili et l'Argentine, en revanche, évitent tout élément rappelant leur appartenance à une Amérique latine « barbare » et sauvage. Leurs pavillons sont de style français et la décoration aussi bien intérieure qu'extérieure se veut révélatrice d'un goût cosmopolite et tourné vers l'Europe. Comme l'écrit Álvaro Fernández Bravo,

> « le pavillon argentin manque presque complètement de signes qui permettent d'identifier non seulement les représentations humaines mais aussi les traces d'une culture locale [...] et se trouve dépourvu de marques nationales qui puissent l'identifier au pays représenté[76] ».

Ces expositions, véritables matrices des représentations de l'Ailleurs, offrent aux nations latino-américaines une première projection identitaire sur la scène internationale, à l'heure où elles doivent prouver au monde leur existence en tant qu'États indépendants et modernes. La mise en avant des ressources naturelles participe du mouvement qui les voit s'insérer peu à peu dans les échanges économiques internationaux, certaines, comme l'Argentine, réussissant à imposer l'image d'une société prospère et conquérante, promettant un avenir radieux. Cette partition est destinée à évoluer à l'occasion des expositions qui se tiennent de la fin des années 1920 à l'orée des années 1940. La recherche d'expressions « authentiques » de la nationalité, les soubresauts de l'histoire économique mondiale ont en effet un impact sur la mise en scène de la nation telle qu'elle s'écrit dans la miniaturisation du monde que constituent foires et expositions.

La célébration des Centenaires, étape dans la redéfinition des nations latino-américaines

La deuxième étape d'une projection à grande échelle des nations latino-américaines se fait à l'occasion des différentes commémorations qui ont lieu autour de la célébration des centenaires des indépendances[77]. Ces dernières voient émerger la ville capitale comme « protagoniste de la vie

---

[74] Voir Mauricio TENORIO-TRILLO, *Mexico at the world's fairs : crafting a modern nation*, Berkeley, University of California Press, 1996.

[75] Voir Lilia Moritz SCHWARCZ, « Os trópicos como espetáculo : a participação brasileira nas exposições universais de finais do século XIX », *in* Beatriz GONZÁLEZ-STEPHAN, Jens ANDERMANN, *Galerías del Progreso. Museos, exposiciones y cultura visual en América Latina*, Buenos Aires, Beatriz Viterbo Editora, 2006.

[76] Álvaro Fernández BRAVO, *art. cité*, p. 179.

[77] Voir, entre autres, le numéro spécial « Los Centenarios en Hispanoamérica : la historia como representación » de la revue *Historia Mexicana* paru en 2010 (vol. 60, n°1, juillet-sept. 2010).

des nations[78] », même si ce processus est à l'œuvre depuis la seconde moitié du XIXe siècle[79]. Modernisée, « haussmannisée[80] », illuminée, « hygiénisée », la ville devient un lieu symbolique complexe, vitrine du degré de modernité et de civilisation d'une nation. Il n'est pas anodin que nous retrouvions dans les pages d'*Informaciones Argentinas* comme dans celles de *Chile* un grand nombre de photos et d'articles consacrés à la dimension urbaine de ces deux pays[81].

La commémoration des centenaires est marquée par d'intenses débats autour de l'identité nationale et de l'avenir de la nation dans la mesure où elle a donné

> « l'occasion aux élites politiques et intellectuelles de dresser le bilan d'un siècle d'histoire de jeunes États qui, émancipés de la tutelle coloniale ibérique depuis le début du XIXe siècle, n'en demeurent pas moins fragiles économiquement, instables politiquement et dépendants démographiquement[82] ».

L'histoire, dans le cas chilien, est au cœur des réflexions des membres de la commission chargée d'organiser l'Exposition historique du Centenaire. De fait, cet événement interroge le contenu de ce qui peut être considéré comme le patrimoine national. Il s'agit

> « non seulement [de] réunir et classer les objets fabriqués dans le pays ou à l'extérieur qui ont rendu quelque service que ce soit depuis l'époque préhistorique, mais aussi de collecter tout ce qui porte un souvenir des temps passés, comme les œuvres d'art, les tableaux, les sculptures, les écrits, les manuscrits, les outils de chasse, les armes, les meubles, les instruments de musique, etc. qui ont servi à nos ancêtres à l'époque préhistorique, durant la découverte et la conquête du Chili, et tout ce qui a été utilisé durant la période coloniale, lors de l'indépendance, etc.[83] »

Cet inventaire montre que l'exposition n'est pas seulement un événement parmi d'autres au moment de la célébration du Centenaire mais une expérience à la forte signification identitaire, une réappropriation de la mémoire historique nationale à travers une collection d'objets sélectionnés et classés parce qu'ils sont perçus comme représentatifs de l'identité chilienne. Passé pré-colonial, histoire coloniale et période des indépendances se rejoignent donc pour donner à voir le Chili dans toute sa profondeur historique. On relève également le mélange d'objets d'art et d'objets utilitaires, effectuant de la sorte une synthèse des « expressions » du peuple chilien à

---

[78] Expression employée par Ricardo MARIANI, dans *A cidade moderna entre a história e a cultura*, São Paulo, Nobel/Instituto Italiano di Cultura, 1986, p. 4.

[79] Voir notamment Maurice BIRCKEL, Bernard LAVALLE, Yves AGUILA *et alii*, *Villes et nations en Amérique latine. Essais sur la formation des consciences nationales en Amérique latine*, vol. 3, Paris, Éditions du CNRS, 1983. Nous renvoyons également aux analyses d'Hélène Veber sur la « mise en scène » de Rio de Janeiro à l'occasion de la visite du président argentin Julio Roca en 1899 (Hélène VEBER, *Une rencontre dans les fastes de l'Amérique ? Julio Roca à Rio de Janeiro (Argentine-Brésil 1899)*, mémoire de master 2, sous la direction d'Olivier Compagnon, IHEAL-Université Paris 3 Sorbonne nouvelle, 2011, chapitre II « Rio de Janeiro et la scène nationale »).

[80] Voir José Luis ROMERO, *Latinoamérica. Las ciudades y las ideas*, [1ère éd. 1976], Buenos Aires, Siglo veintiuno editores Argentina, 2007, p. 274-282.

[81] Voir *infra*.

[82] Olivier COMPAGNON, *ouv. cité*, p. 21.

[83] Circular de la Exposición Histórica del Centenario a sus delegados, 1910, p. 3, citée par Luis ALEGRÍA, Gloria Paz NÚÑEZ, « Patrimonio y modernización en Chile (1910) : la Exposición Histórica del Centenario », *Atenea*, n°495, premier semestre 2007, p. 71.

travers les âges. L'oligarchie chilienne, qui détenait jusqu'au début du XXe siècle le pouvoir politique et culturel, n'a par conséquent plus le monopole dans la définition du national : l'exposition révèle « un pays qui ne se résume pas à cette classe, ou en tout cas qui, dans son projet d'organisation, rend compte d'une société culturellement diverse qui incorpore les femmes, les groupes ethniques indigènes et étrangers[84] ».

Les commémorations autour des Centenaires des Indépendances représentent, pour de nombreux pays latino-américains, un point d'inflexion, un concentré des débats autour des notions de tradition et de modernité. Elles interviennent par ailleurs à un moment de prospérité économique : l'Argentine, le Brésil et le Chili, mais aussi le Mexique, connaissent alors une croissance soutenue, un début d'industrialisation et sont bien intégrés au marché mondial, ce qui signifie à la fois que leur commerce (exportations et importations) occupe une place importante dans le commerce mondial et continental, qu'ils attirent les investissements étrangers et que de nombreuses transformations internes y sont en cours (comme la construction de chemins de fer). Pourtant, le modèle exportateur de développement adopté dans les années 1870 commence à provoquer des dysfonctionnements, notamment au niveau social, mais la prospérité qui suit la guerre fait illusion. Pourtant, plus que l'optimisme, partout dans le sous-continent,

> « la déploration et l'inquiétude l'emportent à l'aune d'un constat presque unanime : celui de la fragilité d'entités nationales tiraillées par des forces centrifuges, parcourues par de profondes lignes de faille, sociales et raciales, et incapables de se faire une place dans le concert des puissances mondiales[85] ».

Entre les expositions universelles de la fin du XIXe siècle et les commémorations des Centenaires, il y a donc une véritable rupture : de la schizophrénie qui consistait soit à gommer toute référence à la culture nationale ou à en offrir une vision conforme au désir d'exotisme d'un public européen ou nord-américain, on passe à des célébrations grandioses, où le monde est convié à admirer des nations modernes et civilisées, alors même que ces dernières sont en pleine crise identitaire. La question de savoir ce que l'on doit offrir au regard de l'autre, ce que l'on peut montrer de soi à l'étranger est donc plus que jamais cruciale. Il s'agit désormais de faire coïncider, autant que possible, l'identité nationale et l'image projetée sur la scène internationale. Ces interrogations ne sont pas propres à l'Argentine, au Brésil et au Chili et l'on retrouve, d'un bout à l'autre du continent, un certain nombre de variables communes.

---

[84] Luis ALEGRÍA, Gloria Paz NÚÑEZ, *art. cité*, p. 73.
[85] Olivier COMPAGNON, *ouv. cité*, p. 21.

Que montrer ?

> « […] le processus de construction de l'identité nationale s'appuie toujours sur une interprétation[86]. »
>
> Renato Ortiz

Culture populaire et folklore

> « Pour les uns 'Notre Amérique' est le berceau de l'hospitalité et de la courtoisie, pour les autres – parmi lesquels on compte beaucoup d'universitaire –, c'est un champ immense d'investigation. Anthropologues, archéologues, peintres, romanciers, sociologues, politologues et historiens nous rendent visite constamment, car nous représentons – et Mexico sert d'exemple –, des civilisations millénaires en même temps qu'une véritable mutation sociologique[87]. »
>
> Arturo Torres Rioseco

La quête des sources véritables de l'identité nationale

Selon le diplomate brésilien Paschoal Carlos Magno[88], auteur, en 1936, d'un rapport sur la vie culturelle et intellectuelle britannique et les possibilités qu'elle offre aux initiatives brésiliennes en termes de diplomatie culturelle, il existe en Angleterre un « un goût prononcé pour la danse folklorique[89] » qu'il s'agit d'exploiter. Il estime par conséquent qu' « une artiste comme Eros Volúsia[90], avec ses danses proprement [brésiliennes] [...] serait une belle propagande pour le pays[91] ». Pour appuyer ses dires, il rend compte de l'absence de succès en Grande-Bretagne des représentations données par une danseuse argentine, Maria Ruanova, alors même qu'elle se produisait avec le ballet de Monte Carlo. Selon Paschoal Carlos Magno,

> « si cette Maria Ruanova s'était présentée comme une danseuse des rythmes de sa terre, interprétant l'âme des pampas, elle aurait certainement eu un énorme succès, ce qui n'a pas été le cas en étant

---

[86] Renato ORTIZ, *Cultura brasileira e identidade nacional*, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1985, p. 139.

[87] Arturo Torres RIOSECO, « Hacia una mejor comprensión panamericana », *Hispania*, vol. XIV, n°3, mai 1931, p. 219-220.

[88] Sur ce rapport et son auteur, voir chapitre VIII.

[89] AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, Londres, octobre 1936, Rapport de Paschoal Carlos Magno, consul auxiliaire : « *pronunciado gosto pela dansa folklórica* ».

[90] Eros Volúsia (1914-2004), danseuse brésilienne, a joui d'une reconnaissance dépassant les frontières de son pays en intégrant à sa formation classique des éléments de la culture brésilienne, dont elle montre à travers son jeu le caractère syncrétique. Elle joue dans plusieurs films brésiliens (dont *Favela dos meus amores*, 1935 ; *Samba da vida*, 1937). Sa renommée internationale tient en partie à ce qu'elle fait la couverture du magazine *Life* en 1941 et à sa participation à un film produit par la Metro-Goldwyn-Mayer, *Rio Rita*, en 1942.

[91] *Ibid.* : « *uma artista como Eros Volúsia, com seus bailados propriamente nossos […] seria uma bella propaganda para o nosso paiz.* »

> l'interprète d'un art sur lequel planent les ombres de Nijinsky, Pawlova et Karsavina, offrant ainsi une preuve que l'art ne peut être une adaptation mais qu'il est bien le prolongement du milieu physique dans lequel l'individu se forme[92] ».

Le diagnostique de Paschoal Carlos Magno s'inscrit dans un mouvement touchant l'ensemble du continent américain, celui de la réhabilitation du folklore et de la culture populaire en tant qu'expressions authentiques de l'âme des nations[93]. L'année même où le diplomate brésilien suggère de valoriser les « danses proprement brésiliennes » dans le cadre de la diplomatie culturelle, le Mexicain Alfonso Reyes, à l'occasion des *Entretiens* de Buenos Aires revient sur cette tendance :

> « On perçoit dans les nouvelles littératures américaines un effort vers l'autochtone qui mérite tout notre respect, surtout quand il ne se limite pas aux effets faciles de la couleur locale, mais cherche à jeter la sonde au plus profond des réalités psychologiques. Cette démangeaison de puberté corrige cette tristesse héréditaire, ce dégoût qui venait à la bouche de nos ancêtres lorsqu'ils regardaient le monde, parce qu'ils se sentaient fils du grand péché originel, de la *capitis diminutio* d'être Américains[94]. »

Il semble donc que les fortes tensions entre tradition et modernité présentes au moment des Centenaires[95] aient été résorbées. Les années 1920 ont représenté un tournant à cet égard.

Bien que l'européanisation de la culture ait été de mise chez la majorité des élites intellectuelles et politiques latino-américaines jusqu'au début du XXe siècle, quelques intellectuels et artistes se font les porte-parole d'un nativisme qui insiste sur la singularité des identités de la région. Le Cubain José Martí (1853-1895) est ainsi parmi les premiers à remettre en question la supposée infériorité du *mestizo*, tandis que le Nicaraguayen Ruben Darío (1867-1916) et l'Uruguayen José Enrique Rodó (1871-1917) soulignent l'existence d'une culture propre au sous-continent, distincte de celle des États-Unis et de l'Europe. La rupture des années 1920 signifie un approfondissement de ces postulats. L'héritage culturel latino-américain, dans sa diversité, est de fait reconsidéré, notamment par la prise en compte des éléments indiens et africains. José Vasconcelos, au Mexique, voit dans cette assomption la garantie, pour le sous-continent, d'ouvrir la voie vers une autre ère, dans laquelle la « *raza cósmica* », née du mélange des populations indiennes, africaines et européennes, transcendrait les limites étroites de la culture occidentale.

---

[92] *Ibid.*

[93] Nous renvoyons pour cette question à l'importante bibliographie consacrée à ce thème, parmi laquelle on peut citer : Rebecca EARL, *The return of the native : Indians and Myth-making in Spanish America 1810-1930*, Durham, Duke University Press, 2007 ; Ricardo PÉREZ MONTFORT, *Estampas de nacionalismo popular mexicano : Diez ensayos sobre cultura popular y nacionalismo*, México, CIESAS, 1994 ; William ROWE, Vivian SCHELLING, *Memory and Modernity: popular culture in Latin America*, London/New York, Verso, 1991.

[94] Exposé d'Alfonso Reyes, *Entretiens Europe Amérique latine, Buenos Aires, septembre 1936*, Paris, Institut International de Coopération Intellectuelle, 1936, p. 18.

[95] Voir Hugo CANCINO, (coord.), *Los intelectuales latinoamericanos entre la modernidad y la tradición, siglos XIX y XX*, Madrid, Vervuert, 2004 et Leonardo SENKMAN, « The Counter-Hegemonic Discourse of Brazilian and Argentinean Intellectuals, 1920-1940 », *in* Luis RONIGER, Carlos H. WAISMAN (ed.), Globality and Multiple Modernities, Brighton, Sussex Academic Press, 2002, p. 230-243.

Dans cette perspective, des efforts sont menés pour encourager les recherches sur le folklore et la culture populaire mexicains[96] et trouvent, malgré les tensions entre les deux pays, un soutien inespéré aux États-Unis auprès d'universitaires et d'amateurs d'art[97].

Au Brésil, il revient au mouvement moderniste d'avoir entrepris de penser la « *brasilidade* » en des termes enracinés dans les réalités physiques et démographiques du pays, en affirmant, par le concept d'anthropophagie, la possibilité d'assimiler les éléments culturels étrangers dans une matrice brésilienne[98]. La Semaine d'Art Moderne (São Paulo, 1922) est le point de repère majeur d'une période marquée par une série de mutations. La plus notable réside dans l'affirmation d'un nationalisme culturel, de productions – notamment picturales, musicales, littéraires– censées exprimer la quintessence d'un caractère national trop longtemps bridé par le mimétisme des canons européens et par de nouvelles définitions des identités nationales. Le roman *Macunaíma* de Mário de Andrade (1893-1945) paru en 1928, considéré par la critique comme « le signe de la réconciliation entre la littérature et la nation[99] » en ce qu'il met en scène un pays aussi bien indien, qu'africain et européen, ou les œuvres de Tarsila do Amaral (1886-1973) et de Cândido Portinari (1903-1962), ouvrent la voie vers l'affirmation de l'identité brésilienne comme profondément métisse. Il est question pour les intellectuels et les artistes appartenant au mouvement moderniste de rechercher « la substance de l'*être*[100] brésilien[101] » et pour cela re-découvrir le Brésil, au-delà des capitales culturelles que sont Rio de Janeiro et São Paulo. L'un de ceux qui a le plus appliqué cette ligne de conduite, le menant à voyager à l'intérieur du pays, a été Mário de Andrade. Son premier périple, il ne l'effectue pas seul : il s'agit de la « *caravana paulista* » qui le mène dans le Minas Gerais, en 1924, en compagnie d'Oswald de Andrade, de Tarsila do Amaral, d'Olívia Penteado et de Blaise Cendrars. Quelque temps après, moins entouré, il effectue un périple en Amazonie.

---

[96] À ce sujet, Annick Lempérière écrit : « Pour créer cette communauté culturelle, et la culture nationale qui doit en être l'expression, la démarche nationaliste va procéder à l'inverse de celle du libéralisme. Au lieu d'imposer d'en-haut, par le biais d'une école axée sur l'éducation civique, une culture patriotique abstraite qu'une grande partie de la société ne comprend pas, le nationalisme va, d'une part, solliciter dans les cultures traditionnelles et le folklore les éléments qui lui paraissent offrir les meilleures aptitudes au syncrétisme, d'autre part tenter une nouvelle politique, propre à favoriser l'intégration des Indiens dans la communauté nationale. » (Annick LEMPÉRIÈRE, *Intellectuels, État et société au Mexique. Les clercs de la nation (1910-1968)*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 65).

[97] Voir à ce sujet Helen DELPAR, *The Enormous Vogue of Things Mexican Cultural Relations between the United States and Mexico, 1920-1935*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 1992.

[98] Pour une vision de la recherche récente sur le modernisme brésilien, voir le dossier thématique « Brésil, questions sur le modernisme » (en portugais) dans la revue électronique *Artelogie*, n°1, 2011 (http://www.artelogie.fr/).

[99] Olivier COMPAGNON, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1936)*, volume inédit présenté en vue de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, décembre 2011, p. 320.

[100] Souligné par l'auteur.

[101] Lucio Lippi de OLIVEIRA, *Cultura é patrimônio : um guia*, Rio de Janeiro, Editora FGV, 2008, p77 : « *a substância do ser brasileiro* ».

Plus tard, en 1928-1929, cette fois-ci seul, Mário de Andrade se rend pendant plus de deux mois dans divers États du Nordeste. Lors de ces deux derniers voyages, il effectue un travail de compilation de musiques et de danses populaires. La parution, en 1928, de son *Ensaio sobre a música brasileira* constitue une étape importante de sa réflexion ainsi qu'un bréviaire pour les compositeurs brésiliens désireux de réinterpréter les canons européens – en termes de structures, de formes et d'orchestration –.pour élaborer une musique véritablement brésilienne. L'impact de ce texte est en partie dû au fait que s'y exprime la dichotomie propre au modernisme brésilien qui cherche à conjuguer rénovation et préservation, à rompre avec le passé tout en valorisant l'héritage historique et culturel de son peuple[102]. Le but de cet écrit est d'offrir une « étude sur la nationalisation technique de la musique brésilienne[103] » en identifiant les éléments qui représentent le mieux l'essence de l'identité du pays. Les travaux de Mário de Andrade traversent dans les années 1930 les frontières du Brésil. Sa réflexion et sa démarche rencontrent en effet un écho dans l'Argentine voisine, où les recherches sur le folklore se développent et où, comme nous allons le voir, il devient partie intégrante des programmes scolaires. Pour le Brésilien, cette entreprise de patrimonialisation n'est pas sans représenter d'intérêt et il multiplie les contacts avec des folkloristes argentins[104]. Ces éléments sont révélateurs des circulations à l'œuvre entre les deux pays et renvoient une fois de plus aux analyses développées par Anne-Marie Thiesse.

Si l'on n'identifie pas, en Argentine et au Chili, de moment fondateur comme la Semaine d'Art Moderne de São Paulo, il n'en reste pas moins que ces deux pays ne restent pas à l'écart de ce mouvement de « réinvention de la tradition ».

En ce qui concerne le Chili, dès le début du XXe siècle, ont été publiées de nombreuses études archéologiques et anthropologiques visant à identifier les racines culturelles et matérielles considérés comme autochtones, participant ainsi à l'affirmation progressive d'une vision ethnico-culturaliste de la nation chilienne. Bernardo Subercaseaux montre ce que cela implique pour le nationalisme chilien :

> « Dans le cadre de cette conception, le nationalisme se transforme en sauvetage de ce qui caractérise le plus un peuple : les coutumes, la langue, les proverbes, les façons d'être, la tradition[105]. »

Contrairement au cas brésilien, la formulation d'un nationalisme culturel au Chili n'est pas liée au rôle d'une avant-garde moderniste. Les recherches sur le folklore, en particulier dans sa

---

[102] Voir Sarah HAMILTON-TYRRELL, « Mário de Andrade, Mentor : Modernism and Musical Aesthetics in Brazil, 1920-1945 », *Musical Quartely*, vol. 88, n°1, printemps 2005, p.12.

[103] C'est ainsi que Mário de Andrade présente son *Ensaio* dans l'édition de 1942 de sa *Pequena história da música* (Sarah HAMILTON-TYRRELL, *art. cité*, p. 15)

[104] Voir notre chapitre VIII et Patricia ARTUNDO, *Mário de Andrade e a Argentina. Um país e sua produção cultural como espaço de reflexão*, São Paulo, Editora da Universidade de São Paulo, 2004, p. 119-140.

[105] Bernardo SUBERCASEAUX, *Historia de las ideas y de la cultura en Chile. Tomo IV : Nacionalismo y cultura*, Santiago, Editora Universitaria, 2007, p. 117.

dimension littéraire, naissent à la fin du XIXe siècle en lien avec la promotion, par le romantisme allemand, du concept de *Volksgeist*. C'est d'ailleurs un universitaire allemand, Rudolf Lenz (1863-1938), auquel le gouvernement chilien fait appel en 1890, qui est à l'origine de la fondation, en 1909, de la *Sociedad del Folklore Chileno*[106]. L'idée de nation qui s'impose est celle d'une entité dont l'existence est antérieure à la constitution du Chili comme république et dont les origines sont à chercher aux époques précédant l'indépendance. On a là un bon exemple du conflit entre tradition et modernité, cette dernière étant de plus en plus perçue par certains comme la négation des singularités et des particularismes. Ainsi doit-on comprendre les déclarations, en 1927, de Gabriela Mistral à propos du Congrès International d'Arts Populaires organisé par l'IICI, devant se tenir à Vienne à la fin de cette même année :

> « Le travail manuel autochtone, celui que la machine n'a pas encore avili, dit, autant que le poème épique, ou plus que lui, l'esprit d'un peuple. Après l'Asie c'est notre Amérique qui peut tirer le plus d'avantages de cet événement. Le Mexique, le Pérou, l'Équateur, prouveront qu'ils possèdent une culture ancienne et magnifique. Le Chili apportera le tissu d'Auracanie. L'Argentine et la Colombie, leur stupéfiant folklore musical[107]. »

Cette préoccupation pour l'authentique et l'autochtone se retrouve dans un article de la revue *Chile* consacré à la construction du pavillon chilien dans le cadre de l'Exposition Ibéro-Américaine de Séville qui a lieu en 1929. L'auteur énumère les caractéristiques du bâtiment, en mettant en avant la manière dont il reflète la « réalité » du pays. On apprend que, « face à l'entrée, s'étend le grand 'Patio d'Honneur' proche des jardins, dans lequel des objets typiques de notre peuple renforceront l'atmosphère chilienne[108] » ou que le vestibule central de même que les autres pièces ont bénéficié d'une décoration inspiré des éléments de l'art indien, « mais en en faisant une création actuelle, chilienne, et répondant aux tendances nouvelles[109] ». Selon lui, c'est le signe que le nationalisme ayant présidé à ces choix « exprime un art authentique, moderne, unique [...][110] ».

Oscar Chamosa montre que pour l'Argentine la valorisation du folklore et de la culture populaire se cristallisent autour de la figure du *criollo*, dans une interaction entre des intellectuels nationalistes, des universitaires, des hommes politiques, mais également les barons de l'industrie sucrière du Nord-Ouest du pays. Ces derniers, soucieux de redorer une réputation entachée par plusieurs descriptions des conditions de travail quasi-esclavagistes en vigueur dans les plantations et les usines, participent financièrement à des recherches sur le folklore de la région, qu'ils

---

[106] Corinne PERNET, « 'For the Genuine Culture of the Americas'. Musical Folklore and the Cultural Politics of Pan-Americanism », *in* Jessica GIENOW-HECHT (ed.), *De-centering America*, New York, Berghahn Books, 2008, p. 138

[107] AUN, A I 83, Article du journal *El Mercurio*, 13/07/1927.

[108] *Chile*, Septembre 1928, 3e année, vol. 3, n°43, « El pabellón chileno en Sevilla », por Luis Harding Carrasco.

[109] *Ibid.* : « *pero haciéndose creacionismo actual, chileno y según las tendencias nuevas* ».

[110] *Ibid. :* « *[...] este nacionalismo ya está plasmando un arte genuino, moderno, inconfundible [...].* »

présentent comme le bastion culturel d'une authentique Argentine[111]. C'est ainsi que, de la fin des années 1920 au début des années 1940, les folkloristes Juan Alfonso Carrizo (1895-1957), les musicologues Carlos Vega (1898-1966) et Isabel Aretz (1909-2005) ont pu, grâce aux fonds alloués par les grands industriels du Nord-Ouest argentin, rassembler, pour le premier, une importante collection de poésie orale, tandis que les deux autres enregistrent un nombre considérable de musiciens *criollos* locaux. Ces trois chercheurs, avec l'aide de leurs étudiants, élaborent ainsi une anthologie du folklore argentin, établissant de la sorte les canons selon lesquels il est pensé par la suite. Les gouvernements conservateurs des années 1930 transforment ce matériel en outil éducatif, par le biais de manuels[112] et de programmes scolaires portant à la connaissance des élèves de l'Argentine urbaine la musique *criolla* et les danses comme la *zamba* ou la *chacarera*[113]. La constitution du folklore en politique gouvernementale devient, dans le cadre du péronisme, une affaire d'État[114].

Les folkloristes argentins, attirés par l'altérité du Nord-Ouest, ont, dans une démarche marquée par les conceptions romantiques du XIXe siècle, construit l'idée d'une culture de l'intérieur, produit d'un monde rural dont les chants, les récits, les mythologies et les pratiques religieuses, menacées par la modernité, représentent une « *argentinidad* » qui se dissout dans le matérialisme et le cosmopolitisme d'une ville comme Buenos Aires. L'âme argentine est de la sorte associée aux provinces les plus indigènes du pays, dont on escamote cependant les particularités ethniques et raciales. Oscar Chamosa, dans un article consacré aux recherches menées, dans les années 1930, sur la vallée de Calchaquí, près de Tucumán, met en évidence cette ambiguïté fondamentale :

> « Dans la mesure où la tâche de construction d'un canon folklorique a été enterprise à un moment où le mythe fondateur d'une Argentine blanche était encore hégémonique, il était peu probable que le peuple Calchaquí, identifié par les folkloristes comme l'une des sociétés traditionnelles argentines les plus authentiques, ait pu être autre que *criollo*[115]. »

---

[111] Oscar CHAMOSA, *The Argentine Folklore Movement : Sugar Elites, Criollo Workers, and the Politics of Cultural Nationalism, 1900-1950*, Tucson, University of Arizona Press, 2010.

[112] On peut notamment citer ce manuel dont Juan Alfonso Carrizo est l'auteur : *Antología folklórica argentina (para las escuelas primarias).* Selección de piezas de sus Cancioneros de Catamarca, Salta, Jujuy y Tucumán, Buenoss. Aires, Consejo Nacional de Educación. Comisión de Folklore y Nativismo, 1940.

[113] Oscar CHAMOSA, « Criollo and Peronist. The Argentine Folklore Movement during the First Peronism, 1943-1955 », *in* Matthew KARUSH, Oscar CHAMOSA (ed.), *The New Cultural History of Peronism : Power and Identity in Mid-Twentieth Century Argentina*, Durham, Duke University Press, 2010, p. 119-120.

[114] Pour une analyse similaire sur la manière dont, au Brésil, l'État s'est emparé du folklore et de la culture populaire pour élaborer un imaginaire national, voir Peter FRY, « Feijoada e *soul food* : notas sobre a manipulação de símbolos étnicos e nacionais », *in Para Inglês ver. Identidade e política na cultura brasileira*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 1982, p. 47-53 et Bryan MCCANN, *Hello, hello Brazil : popular music in the making of modern Brazil*, Durham/London, Duke University Press, 2004.

[115] Oscar CHAMOSA, « Indigeneous or Criollo : The Myth of White Argentina in Tucumán's Calchaquí Valley », *Hispanic American Historical Review*, vol. 88, n°1, 2008, p. 106.

Les propos d'Oscar Chamosa renvoient à l'assertion de Roger Chartier selon laquelle « la culture populaire est une catégorie érudite[116] ». S'appuyant sur les travaux de Claude Grignon et de Jean-Claude Passeron[117], il développe l'idée que « la célébration d'une culture populaire dans toute sa gloire[118] » porte en elle une comparaison avec la culture érudite, qui s'avère en dernier lieu discriminatoire dans la mesure où la culture populaire est souvent définie par sa distance vis-à-vis d'une légitimité dont elle est privée. La reconnaissance de l'égale dignité de tous les univers symboliques a ceci d'ambigu qu'elle rappelle les « implacables hiérarchies du monde social[119] ». Cette analyse rejoint les conclusions d'Oscar Chamosa :

> « Définir ce qu'est un groupe ethnique est une affaire de pouvoir, et souvent une affaire de pouvoirs en concurrence. Les contours et contenus d'un groupe ethnique sont modelés par l'interaction entre les membres de ce groupe et des forces telles que l'État, le monde universitaire, et les élites économiques. Fonctionnaires, folkloristes, professeurs et missionnaires, ont en général décidé de l'ethnicité des minorités sans leur demander leur avis[120]. »

Folklore et culture populaire dans la trame des relations interaméricaines

Avant de clore ce développement consacré à la place du folklore et de la culture populaire dans les débats identitaires qui traversent le sous-continent et qui aboutissent, dans chaque pays évoqué, à des contenus différenciés, il convient de relever le rôle qu'a pu jouer le panaméricanisme dans ce mouvement[121].

Il y a en effet convergence entre les projets de valorisation du folklore au niveau national et au niveau continental. De fait, malgré des objectifs parfois divergents, les spécialistes du folklore du Nord et du Sud de l'Amérique ont constitué une communauté transnationale[122], profitant de l'élaboration de diplomaties culturelles. On assiste ainsi à l'établissement d'un réseau de spécialistes, universitaires, artistes, à la recherche d'interactions transnationales pour des raisons autant professionnelles que politiques. L'État n'est pas par conséquent le seul acteur de ce

---

[116] Roger CHARTIER, « 'Cultura popular' : revisitando um conceito historiográfico », *Estudos Históricos*, vol. 8, n°16, 1995, p. 179 : « *a cultura popular é uma categoria erudita* ».
[117] Il cite en particulier : Claude GRIGNON et Jean-Claude PASSERON, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1989.
[118] Roger CHARTIER, *art. cité*, p. 180 : « *a celebração de uma cultura popular em sua majestade* ».
[119] *Ibid.* : « *implacáveis hierarquias do mundo social* ».
[120] Oscar CHAMOSA, *art. cité*, p. 106.
[121] Cet aspect a été l'objet d'un article de Corinne PERNET, « 'For the Genuine Culture of the Americas'. Musical Folklore and the Cultural Politics of Pan-Americanism », *in* Jessica GIENOW-HECHT (ed.), *De-centering America*, New York, Berghahn Books, 2008, p. 132-168.
[122] Corinne Pernet analyse par exemple le réseau qui se crée autour de Francisco Curt Lange, musicologue allemand qui s'installe à Montevideo en 1930. Ce dernier crée en 1935 le *Boletín Latinoamericano de Música*, grâce auquel il établit des contacts avec des spécialistes de musique dans de nombreux pays du sous-continent (de Corinne PERNET, *art. cité*, p. 141-142).

processus. L'Union panaméricaine[123], conjointement avec la Division Culturelle du *State Department* et l'*Office of Inter-American Affairs* (OCIAA)[124], ont contribué, par des fonds, par la collecte de matériel et le recensement des institutions dédiées au folklore et à la culture populaire à travers le continent, à la reconnaissance de ces expressions culturelles comme patrimoine de l'hémisphère occidental. Ce faisant, elles nourrissaient également l'affirmation des identités nationales latino-américaines, souvent pensées par les intellectuels de la région comme une autre manière de résister à l'emprise des États-Unis.

La période est en effet marquée par le spectre d'une nord-américanisation des cultures latino-américaines. L'inquiétude quant à cette menace pour des communautés nationales dont l'identité continue d'être l'objet de débats et de réflexions est ainsi résumée par le Chilien Arturo Torres Rioseco :

> « Les États-Unis augmentent constamment leurs activités en Amérique latine, laquelle se tourne vers le Nord en montrant à son égard parfois de l'admiration, parfois de l'inquiétude et parfois de la crainte [...]. De l'Argentine à Cuba et au Mexique nous sommes sous l'influence nord américaine. Nos journaux sont calqués sur le journalisme yankee. [...] Tous nos films sortent des couveuses d'Hollywood ; nos dentistes brandissent avec orgueil leurs diplômes de l'Université de Pennsylvanie ; nos pédagogues font des séjours au *Teachers College* de Columbia ; stylographes, machines à écrire, instruments agricoles, locomotives, avions, sous-marins, et jusqu'aux chewing-gums et esquimos nous viennent des États-Unis. Et, comme si Cuba ne produisait pas le meilleur tabac du monde, ce sont les cigarettes 'Camel' et 'Lucky Strike' qui sont mises en vedette dans nos bureaux de tabac[125]. »

Nous n'entrerons pas ici dans la vaste historiographie consacrée au phénomène de l'américanisation dont Ludovic Tournès a souligné les limites et le flou conceptuel[126]. Il remet notamment en cause les analyses qui assimilent américanisation et acculturation, selon une

---

[123] L'Union Panaméricaine agit dans ce domaine surtout par le biais de sa *Music Division*. Charles Seeger (1886-1979, musicologue et compositeur, premier directeur de cette Division, a écrit une série d'articles sur la musique comme outil au service de la solidarité panaméricaine. Voir notamment, Charles SEEGER, « Inter-American Relations in the Field of Music », *Music Educators Journal*, vol. 27, n°5, mars-avril 1941, p. 17-20. Par ailleurs, lors de la Conférence Interaméricaine de Consolidation de la Paix (Buenos Aires, 1936), est adoptée une recommandation visant « la réalisation d'une étude concernant les moyens d'organiser une coopération plus étroite entre les académies et musées américains d'art, de science, d'histoire, d'archéologie et de folklore ».

[124] Voir notamment Jennifer L. CAMPBELL, « Creating Something out of Nothing : The Office of Inter-American Affairs Music Committee (1940-1941) and the Inception of a Policy for Musical Diplomacy », *Diplomatic History*, vol. 36, n°1, janv. 2012, p. 29-39.

[125] Arturo Torres RIOSECO, « Hacia una mejor comprensión panamericana », *Hispania*, vol. XIV, n°3, mai 1931, p. 218.

[126] « En dépit d'études nombreuses et souvent de très bonne qualité consacrées à ce problème, tout se passe comme s'il s'était avéré pratiquement impossible de faire abstraction des contraintes exercées sur les chercheurs par ce problème géopolitique et géoculturel majeur que constitue la présence américaine à l'échelle du monde depuis maintenant un siècle, pour en faire un concept scientifique susceptible d'être étudié, autant que faire se peut, de manière dépassionnée. » Plus loin, il ajoute : « Le premier problème qui se pose à l'historien réside dans le flou qui entoure la notion d'américanisation, souvent définie par le recours à d'autres termes qui eux-mêmes sont problématiques, tels qu'acculturation, modernisation, globalisation ou occidentalisation. » (Ludovic TOURNÈS, *La philanthropie américaine et l'Europe : contribution à une histoire transnationale de l'américanisation*, Mémoire de recherche présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, dirigé par Robert Frank, Université Paris I Panthéon Sorbonne, novembre 2008, chapitre II, p. 37 et 38).

perspective diffusionniste qui en occulte la complexité et qui masque les dynamiques propres aux pays « récepteurs ». Par ailleurs, il met en avant le fait que l'angle bilatéral selon lequel sont conçues la plupart des études aboutit à enfermer l'échange dans un cadre trop étroit et à présenter, là encore, une vision réductrice de ce processus. Si le panaméricanisme dans sa dimension culturelle constitue un outil au service de la politique de Bon Voisinage, il est aussi le reflet de considérations autour de la place du folklore et de la culture américaine aux États-Unis[127].

Le folklore et la culture populaire ont été utilisés tant par la diplomatie culturelle nord-américaine que par celles de l'Argentine, du Brésil, du Chili ou du Mexique, selon des intérêts qui convergent parfois. L'OCIAA cofinance des initiatives visant à promouvoir la culture nord-américaine[128], mais apporte aussi des financements à l'industrie cinématographique mexicaine[129], permet la venue aux États-Unis du compositeur brésilien Heitor Villa-Lobos, et noue un partenariat avec Hollywood[130] pour promouvoir la réalisation de films ayant pour cadre des pays latino-américains. Il s'agissait ainsi de faire en sorte que le public nord-américain connaisse mieux le sous-continent et de montrer à ce dernier que les États-Unis s'y intéressaient. L'OCIAA recommande ainsi d'effectuer des recherches minutieuses sur les coutumes latino-américaines avant les tournages pour éviter les erreurs d'interprétations, les clichés dévalorisants, et donc les incidents diplomatiques, de tourner *in loco* et non dans des décors reconstitués et, de manière générale, de donner une image positive de l'Amérique latine[131]. C'est ce qu'Antônio Pedro Tota a appelé l' « impérialisme séducteur[132] ». Walt Disney fait partie de ceux qui sont transformés en « ambassadeurs de bonne volonté[133] ». En 1941, il effectue, avec ses collaborateurs, un voyage à

---

[127] À ce sujet, voir Benjamin FILENE, *Romancing the folk : Public Memory and American Roots Music*, Chapel Hill/London, University of North Carolina Press, 2000.

[128] Il s'agit notamment du voyage d'Orson Welles au Brésil en 1942, de la tournée de *maestros* comme Arturo Toscanini en 1940 ou des « caravanes » du Kirstein Ballet. Sur la tournée de Toscanini, voir Donald C. MEYER, « Toscanini and the Good Neighbor Policy : the NBC Symphony Orchestra's 1940 South American Tour », *American Music*, vol. 18, n°3, 2000, p. 233-256.

[129] Voir chapitre VII et Seth FLEIN, « Transnationalization and Cultural Collaboration : Mexican Film Propaganda during World War II », *Studies in Latin American Popular Culture*, n°17, 1998, p. 105-128.

[130] L'OCIAA compte une *Motion Picture Division*.

[131] Pour une analyse des films produits sur le Brésil dans ce contexte, voir notamment Alexandro Busko VALIM, « Cinema, propaganda e integração hemisférica : os filmes do Office of Interamerican Affairs », *Anais do XXVI Simpósio Nacional de História*, ANPUH, São Paulo, juillet 2011 (disponible en ligne : http://www.snh2011.anpuh.org/resources/anais/14/1300845758_ARQUIVO_anpuh2011.pdf). Pour le Chili, voir : Fernando PURCELL, « Cine, propaganda y el mundo de Disney durante la Segunda Guerra Mundial », *Historia*, n°43, vol. II, juillet-déc. 2010, p. 487-522.

[132] Antônio Pedro TOTA, *O imperialismo sedutor. A americanização do Brasil na época da Segunda Guerra* , São Paulo, Companhia das Letras, 2000.

[133] Terme employé dans J. B. KAUFMAN, *South of the Border with Disney. Walt Disney and the Good Neighbor Program, 1941-1948*, New York, Disney Editions, 2009. Cet ouvrage est un panégyrique de l'action de Walt Disney dans le cadre de la politique de Bon Voisinage. Il offre cependant au chercheur de précieuses indications ainsi qu'une riche documentation, notamment iconographique.

but documentaire au Brésil, en Argentine, au Chili et au Pérou. L'accueil qui leur est réservé est, dans l'ensemble, des plus chaleureux, même en Argentine avec laquelle les relations diplomatiques sont tendues. Au Brésil, l'équipe est reçue par Getúlio Vargas et Oswaldo Aranha, alors ministre des Relations extérieures. Julio Barata, directeur de la section Radio du Département d'Information et de Propagande, prend en main l'agenda des Nord-Américains. De cette manière, le Brésil se posait comme un allié des États-Unis et faisait oublier ses relations avec l'Allemagne. On voit aussi dans cette tournée, qui a pour objectif la réalisation de dessins animés devant être diffusés aussi bien aux États-Unis qu'en Amérique du Sud[134], l'occasion de valoriser la production culturelle locale. En Argentine, Ramón Columba (1891-1956), président de l'*Asociación de Dibujantes Argentinas*, se fait l'interlocuteur privilégié du groupe, le guidant dans ses recherches sur la culture populaire du pays. Au Chili, le dessinateur Jorge Délano (1895-1990), dont nous aurons l'occasion de reparler, est chargé de lui présenter des extraits de films chiliens et une grande soirée est organisée au Théâtre Municipal de Santiago avec un programme où figurent des danses folkloriques chiliennes (*cuecas* et *tonadas*), interprétées par des artistes en costumes traditionnels[135]. Corinne Pernet note que ce n'est pas un hasard si l'on a choisi de présenter le folklore comme représentatif de l'art chilien, plutôt qu'un concert réalisé par l'Orchestre Symphonique National[136].

De ce qui précède il ne faudrait pas conclure à une cohabitation toujours harmonieuse entre les initiatives nord-américaines, dont les buts sont tout à la fois diplomatiques et économiques, et les intérêts des nations latino-américaines. La collaboration qu'ont pu apporter organisations gouvernementales, diplomates, artistes et journalistes argentins, brésiliens et chiliens à la tournée de Walt Disney constitue un moyen par lequel ces trois pays essaient de se faire les acteurs d'un jeu dont ils ne possèdent pas toutes les cartes.

---

[134] Ces dessins animés vont être divisés en deux programmes différents : « Saludos Amigos » et « Los tres Caballeros ».

[135] Corinne PERNET, « The Popular Fronts and Folklore : Chilean Cultural Institutions, Nationalism and Pan-Americaism, 1936-1938 », *in* Hans-Joachim KÖNIG, Stephan RINKE (ed.), *North Americanization of Latin America? Culture, Gender, and Nation in the Americas*, Stuttgart, Verlag, 2004, p. 253-254.

[136] *Ibid.*

Les beautés naturelles : patrimoine de l'Amérique

Cette dialectique entre acception et rejet de ce que représentent les États-Unis se joue également sur le terrain de la valorisation du territoire comme écrin de la nation, recélant des richesses qui sont peu à peu transformées en patrimoine et en opportunité pour un tourisme que l'on aspire à développer. Le Chilien Arturo Torres Rioseco fait en outre de celui-ci la garantie d'un panaméricanisme « cordial » :

> « […] Les relations d'amitié basées sur l'exploitation des ressources naturelles d'un pays au profit de capitales étrangères se révèlent fragiles au fil des ans. Le commerce a pour conséquence la rivalité et la déception. Beaucoup plus durables sont les liens d'amitié créés par les milliers de touristes désintéressés qui reviennent chez eux et parlent de la beauté stupéfiante de Rio de Janeiro, de l'élégance de Buenos Aires, du raffinement de Caracas et Bogotá, de l'exubérance prodigieuse des Tropiques, de la majesté de notre cordillère.[137]. »

L'Union Panaméricaine a en effet participé, notamment par ses publications, à la constitution des pays d'Amérique comme destinations touristiques. Un numéro du *Boletín de la Unión Panamericana*, daté d'avril 1933 est ainsi entièrement consacré à vanter les atouts de chaque nation du continent dans ce domaine[138]. Le patrimoine historique et les villes sont valorisés dans cette publication. Il est ainsi question de Santiago, « une des plus belles capitales du Nouveau Monde[139] », de Rio de Janeiro avec ses « amples et belles avenues bordées de palmiers[140] », de la « vue féérique de ses promenades brillamment illuminées la nuit[141] », de ses « imposants et harmonieux édifices publics[142] », etc. De Buenos Aires, on met en avant le fait que l'on y trouve « le brouhaha, le vacarme, la tragédie ou la comédie quotidienne des grandes villes modernes[143] », qu'elle est une « capitale cosmopolite », que l'auteur de l'article compare à Paris, Berlin, Madrid, Rome et

---

[137] Arturo Torres RIOSECO, « Hacia una mejor comprensión panamericana », *Hispania*, vol. XIV, n°3, mai 1931, p. 219-220.

[138] Voici la liste des articles figurant dans ce numéro : « La Argentina es uno de los países más completos para el turismo » (article écrit par Rómulo Yegros, secrétaire général du *Touring Club Argentino*) ; « Bolivia y su interesante metrópoli » ; « Brasil, país de ensueños » ; « Colombia ante los ojos del turista » ; « Seis días de turismo en Costa Rica » ; « Cuba, la perla de las Antillas » ; « El turismo en Chile » ; « El Ecuador, país de turismo » ; « Lo que puede ver el turista en el Salvador » ; « Los Estados Unidos, país joven » ; « Guatemala, la república pintoresca » ; « Haití y el turismo » ; « Honduras, bello país tropical » ; « México de antaño y hogaño » ; « Paraguay, paraíso de los Conquistadores » ; « Perú, la nación histórica » ; « La República Dominicana » ; « Uruguay, Arcadia del Nuevo Mundo » et « El turismo en Venezuela ».
(*Boletín de la Unión Panamericana*, avril 1933, « El viajero a través de las Américas », Edición especial dedicada al día de las Américas).

[139] *Boletín de la Unión Panamericana*, avril 1933, *op. cit.*, p. 259 : « *una de las más hermosas capitales del Nuevo Mundo* ».

[140] *Idem*, p. 239 : « *amplias y bellas avenidas bordeadas de palmeras* ».

[141] *Ibid.* : « *vista feérica de sus paseaos brillamente iluminados por las noches* ».

[142] *Ibid.* : « *imponentes y armoniosos edificios públicos* ».

[143] *Idem*, p. 231 : « *el bullicio, el estrépito, la tragedia o la comedia diaria de las grandes ciudades modernas* ».

Londres[144]. Mais si l'Argentine est « un des pays les plus complets pour le tourisme », c'est aussi parce que le touriste

> « qui voyage en quête de calme, de proximité à la nature dans toute l'acception du terme, trouve en Argentine mille régions au climat varié, où seuls troublent son repos ou sa méditation les bruits naturels, le vent, les oiseaux, etc.[145] ».

Quant à Rio, ce qui en fait son caractère « incomparable », c'est également le « spectacle indescriptible[146] » de sa baie et le panorama offert par « le cime de ses pics qui la ceinturent comme si la nature avait voulu pour toujours la protéger contre des monstres et des dangers légendaires[147] ».

On rejoint là une tendance observable à l'échelle du continent, celle de la valorisation de la nature comme dimension constitutive de l'identité nationale. Cette dynamique se traduit par la création de parcs nationaux[148], dans la lignée de celui de Yellowstone aux États-Unis (1872). La signification continentale de ce rapport renouvelé à la nature est par ailleurs manifestée lors de la VIIIe Conférence InterAméricaine (Lima, 1938) par l'adoption d'une « recommandation concernant la conservation des régions naturelles et des sites historiques ».

La dimension identitaire de ce type de politique est visible dans la loi 12.103, promulguée en 1934 et créant la *Dirección Nacional de los Parques* en Argentine, puisqu'elle recommande que

> « soient déclarés réserves ou parcs nationaux les zones du territoire de la Nation qui, de par leur extraordinaire beauté ou en raison d'un quelconque intérêt scientifique déterminé, apparaissent dignes d'être conservées pour l'usage et le profit de la population de la République[149] ».

La notion de paysage, dont la valeur heuristique pour l'histoire culturelle n'est plus à démontrer[150] entre de la sorte dans le répertoire des éléments permettant de jouer une partition nationale qui est destinée tant à la population des pays concernés pour renforcer le sentiment

---

[144] *Ibid.*
[145] *Ibid.*
[146] *Idem*, p. 239 : « *espectáculo indescriptible* ».
[147] *Ibid.* : « *la cima de sus picos que la rodean como si la naturaleza hubiera querido protegerla para siempre contra monstruos y peligros legendarios* ».
[148] Au Chili, la première aire protégée, la réserve forestière de Malleco, est constituée en 1907. En 1925, le décret-loi 656 consacre le concept de « parc national » et aboutit à la création du Parc National Benjamín Vicuña Mackenna (1925) et à celle du Parc National Vicente Pérez Rosales (1926). En Argentine, le premier parc national, le *Parque del Sur*, est créé en 1922. En 1934, le pays se dote d'un organisme spécifique, la *Dirección Nacional de los Parques*, visant à en accroître le nombre. Cette institution est implantée suite à la promulgation de la loi 12.103. (Informations tirées de Lucile BOUTEILLER, *Du mythe littéraire à la vocation touristique, une Patagonie façonnée au cours des siècles. De comment le texte construit et nourrit la destination*, Mémoire de Master 1 dirigé par Olivier Compagnon, IHEAL-Université Paris 3 Sorbonne nouvelle, juin 2012, p. 40). Nous avons aussi consulté avec profit Alissia SENOR, *La genèse des parcs nationaux en Patagonie argentine et chilienne : entre esthétique et nationalisme, 1860-1940*, Mémoire de Master 1 dirigé par Olivier Compagnon, IHEAL-Université Paris 3 Sorbonne nouvelle, juin 2011.
[149] Extrait reproduit dans Lucile BOUTEILLER, *ouv. cité*, p. 40.
[150] Voir Graciela SILVESTRI, « Paisaje y representación », *Prismas. Revista de historia intelectual*, n°3, 1999, p. 231-245.

d'appartenance à la communauté, qu'au regard étranger auquel on offre une vision territorialisée et magnifiée de la nation. La nature et le spectacle qu'elle donne à voir sont en outre présentés comme la manifestation de l'irréductible singularité de chaque pays et, plus largement, d'une Amérique qui, sur ce plan, n'a rien à envier à l'Europe. On trouve ainsi, dans un article d'*Informaciones Argentinas*, une évocation des différentes régions de l'Argentine, l'accent étant mis sur la diversité des paysages et leur grandeur. Suite à un développement sur la région de Cuyo (qui regroupe les provinces de Mendoza, San Juan et La Rioja), l'auteur écrit :

> « Il y a là des paysages d'une beauté indescriptible qui, s'ils n'étaient pas si sauvages pourraient être comparés avec ceux de la Suisse, mais qui en réalité sont incomparables. Celui qui parcourt ces régions peut parfois penser qu'il se trouve dans le Tyrol, d'autres fois en Écosse, les réminiscences de la grandeur sévère des fjords et des montagnes scandinaves ne manquent pas non plus. L'ensemble est cependant marqué d'un cachet spécial qui n'est pas européen, qui ne se trouve en aucun lieu si ce n'est là, qu'on ne peut même pas trouver dans les Montagnes Rocheuses de l'Amérique du Nord[151]. »

Cette volonté de proclamer une spécificité, de cesser d'aller chercher ailleurs – celui-ci se résumant souvent à l'Europe et aux États-Unis – les termes pour décrire la réalité américaine est également présent dans une communication de la diplomate et écrivain chilienne Marta Brunet à la Radio d'État argentine, prononcée dans le cadre des activités de l'Institut Chili-Argentine de Culture. Nous en reproduisons ici les extraits les plus significatifs :

> « Il est curieux que nous qui faisons constamment étalage de l'amour de notre terre, nous réduisions sa connaissance au paysage qui nous entoure [...].Parfois, quand enfin nous nous résolvons à découvrir les lacs du sud, l'on dira 'c'est la Suisse'. Et si nous allons vers un sud plus lointain et la Patagonie, découvrant réseaux de canaux, montagnes et fjords, alors aussitôt nous monte aux lèvres cette phrase :'C'est comme la Scandinavie'... [...]Pourquoi cela ? Pourquoi prendre comme référence le lointain, quand ce qui est nôtre, pour être valorisé, n'a pas besoin d'être mis en parallèle ? Mais ce qui est nôtre, qui le connaît ?[152] »

Après avoir évoqué divers paysages, elle poursuit de la sorte :

> « De cela probablement vous ne savez rien, ami argentin, chilien, ou de quelque pays d'Amérique que ce soit, parce que toujours, de façon absurde, nous avons dédaigné notre continent, préférant connaître celui d'outre-Atlantique, que nous acceptons et admirons totalement, sans la moindre réserve, contre lequel aucun jugement personnel négatif ne serait toléré. Il est bon de partir à l'aventure dans le monde à la recherche de la manifestation de toute beauté, œuvre de la nature ou de l'homme. Mais commençons par les nôtres. Et pour nous Américains, j'insiste sur ce point, ce qui est nôtre c'est non seulement la terre qui nous a vu naître, patrie que nous emportons collée à la peau de l'âme, mais c'est aussi le reste des pays qui composent l'Amérique, immense étendue entre côte Atlantique et côte Pacifique [...][153]. »

---

[151] *Informations argentines*, n°12, septembre 1939, « Le devenir argentin », par Julio Navarro Monzó.
[152] MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación n°7, 24/07/1940, « Paisaje de nieve », par Marta Brunet.
[153] *Ibid.*

L'affirmation de soi vis-à-vis de l'Autre est donc tout autant affaire de revalorisation d'une culture populaire et traditionnelle que les élites *afrancesadas* du XIXe et du début du XXe avaient négligée, voire condamnée au nom du progrès et de la modernité, que de la promotion de richesses naturelles érigées en patrimoine. Les deux phénomènes montrent que le regard européen et la référence au Vieux continent continuent d'être présents, même si c'est pour le rejeter ou, à tout le moins, le modifier. Tous deux deviennent partie intégrante d'une rhétorique visant à l'établissement d'une identité nationale et internationale dont il s'agit de valoriser les particularités tout en employant un langage qui est le résultat de circulations qui opèrent à l'échelle continentale et trans-atlantique.

L'Argentine, pays de cocagne, nation moderne et terre de conflits

> « Grande patrie, l'Argentine, mais de quelle race et de quel destin? »
>
> Gabriela Mistral[154]

Le débat sur l'identité nationale, du Centenaire aux années 1940

Le nationalisme argentin, cet obscur objet d'histoire

Dans un bilan sur l'historiographie récente autour du nationalisme argentin, Olivier Compagnon note que celle-ci met à jour la « complexité généalogique » de ce dernier, qu' « il est moins le produit de catégories idéologiques fixes que d'effets de génération[155] ». Moins qu'un courant clairement identifiable, le nationalisme argentin est une nébuleuse et ceux qui s'en réclament ont des trajectoires parfois surprenantes. Il faut remonter au XIXe siècle pour en saisir les continuités et les ruptures.

Sur la scène internationale de la deuxième moitié du XIXe siècle, la question de la nationalité – reposant sur une langue, des traditions et une histoire communes – devient un principe de légitimation de l'existence des nations. Or, dans une Argentine marquée par la présence toujours plus importante de communautés de migrants maintenant des liens avec leur pays d'origine, se pose la question de sa validité en tant que nation. Ce point est d'autant plus crucial que le contexte de l'époque est placé sous le signe de l'expansionnisme des puissances européennes. Lilia Ana Bertoni résume de la sorte les termes du défi argentin :

> « L'existence d'enclaves d'autres nationalités pouvait justifier les prétentions, pour les puissances, d'intervenir au prétexte de défendre les droits de leurs compatriotes asservis par les gouvernements locaux. Dans le même temps ces enclaves portaient atteinte à l'unité culturelle d'une véritable nationalité, et la crainte, par conséquent, était que la République Argentine ne fût perçue comme une *res nullius* et non comme une nation[156]. »

Il était donc nécessaire que celle-ci établisse clairement les frontières de la nationalité, autant que les contours de son territoire.

---

[154] Luis Vargas SAAVEDRA, *Tan de Usted : epistolario de Gabriela Mistral con Alfonso Reyes*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile/Hachette, 1991, p. 81, 03/03/1939(?), Lettre de Gabriela Mistral à Alfonso Reyes : « *Gran patria, la Argentina, pero patria de qué raza y de qué destino?* »

[155] Olivier COMPAGNON, « Le XXe siècle argentin. Historiographie récente sur la nation et le nationalisme. Éditorial », *Le Mouvement Social*, n°230, janv. 2010, p. 5.

[156] Lilia Ana BERTONI, *Patriotas, cosmopolitas y nacionalistas. La construcción de la nacionalidad argentina a fines del siglo XIX*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2007, p. 308.

La crise économique de 1929 et ses répercussions viennent ajouter à la question migratoire l'effondrement du modèle économique, mais aussi idéologique, sur lequel reposait jusqu'alors l'avenir de l'Argentine, remettant en cause les promesses d'un destin exceptionnel. Or c'est bien ainsi que ses élites désirent l'offrir aux regards du monde. La diplomatie culturelle constitue dès lors un effort pour élaborer une partition dénuée de fausses notes ou de voix discordantes. Cette citation extraite d'un numéro de 1938 d'*Informaciones Argentinas* est une manifestation parmi d'autres de cette volonté :

> « La société, avec une base argentine traditionnelle et un mélange de races assimilées grâce aux dispositions constitutionnelles, juridiques et éthiques de la nation, n'est pas divisée en classes fondamentalement éloignées ; elle n'est pas non plus traversée de problèmes sociaux profonds[157]. »

Le Centenaire et la « inquietud de esta hora[158] »

Le Centenaire de 1910 est un moment de satisfaction, d'optimisme mais aussi de doute et de pessimisme. La question de l'identité nationale est au cœur des débats et il apparaît qu'il n'y a pas de consensus sur ce que l'on nomme « l'être national ». De fait, forger la nation argentine apparaît tantôt une tâche réalisable, notamment grâce à l'action de l'école publique, tantôt comme une entreprise herculéenne à l'aune de la question migratoire, mais aussi des conflits sociaux qui commencent à éclater et de la participation politique des « masses » suite à l'adoption en 1912 de la loi Sáenz Peña[159]. À l'occasion du « bilan » que constitue la célébration du Centenaire, les préoccupations qui s'exprimaient autour de la construction d'une nation et d'une nationalité argentines à la fin du XIXe siècle reviennent sur le devant de la scène intellectuelle, donnant lieu à « un nouveau type de cristallisations idéologiques, dont certaines préfigurent le ton de la contestation à laquelle seraient soumises, vingt ans plus tard, les valeurs politiques et culturelles du libéralisme[160] ».

Parallèlement, à la fin du XIXe siècle et lors de la première décennie du XXe siècle, des voix s'élèvent, de part et d'autre de l'Atlantique, remettant en cause le positivisme et le triomphe de la vérité scientifique, questionnant les certitudes démocratiques, rationalistes et progressistes[161] face à l'émergence de la politique de masses, au défi représenté par les socialistes et les

---

[157] *Informaciones Argentinas*, n°8, 15/09/1938 , « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' ».

[158] D'après le titre d'un ouvrage de Carlos Ibarguren paru en 1934 : *La inquietud de esta hora. Liberalismo, corporativismo, nacionalismo*, Librería y editorial "La Facultad" Juan Roldán y Cia.

[159] La loi Sáenz Peña (du nom du président Roque Sáenz Peña alors en exercice) réforme le code électoral en introduisant le vote secret, obligatoire et le registre électoral.

[160] Carlos ALTAMIRANO, Beatriz SARLO, « La Argentina del Centenario : campo intelectual, vida literaria y temas ideológicos », *Hispamérica*, año 9, n°25-26, avril-août 1980, p. 34.

[161] Le nationalisme catholique et monarchique de Barrès, Maurras et Léon Daudet a rencontré un écho certain sur les rives de La Plata (Carlos ALTAMIRANO, Beatriz SARLO, *art. cité*, p. 35).

anarchistes. En Amérique latine, cela se traduit notamment par l'émergence d'un courant littéraire dit « moderniste », dont le chef de file est le poète nicaraguayen Rubén Darío (1867-1916). Cultivant l'art pour l'art, rejetant les valeurs utilitaristes, matérialistes et économiques, contempteurs des aspects négatifs de la modernité, les tenants du modernisme latino-américain participent activement aux débats autour de la définition d'une identité nationale ou locale. Messages politiques et disputes de pouvoir ne sont donc pas étrangers à ces tenants d'un « élitisme esthéticisant[162] ». Les Argentins Manuel Gálvez[163], Leopoldo Lugones[164] ou Ricardo Rojas[165] s'inscrivent dans ce courant, la nation, la quête de l'argentinité, étant au cœur de leurs œuvres. Ils sont les protagonistes de ce que l'on a appelé le « nationalisme culturel ». Cet extrait de *La restauración nacionalista*, ouvrage de Rojas paru en 1909, constitue une bonne synthèse des préoccupations de ce cercle d'intellectuels :

> « Le cosmopolitisme chez les hommes et dans les idées, la dissolution des vieux noyaux moraux, l'indifférence envers les affaires publiques, l'oubli croissant des traditions, la corruption populaire de la langue, la méconnaissance de notre propre territoire, le manque de solidarité nationale, la soif de la richesse sans scrupule, le culte des hiérarchies les moins nobles, le dédain pour les grandes entreprises, le manque de passion dans les luttes, la vénalité du suffrage, le penchant pour les noms exotiques, l'individualisme destructeur, le mépris pour les idéaux éloignés, la constante dissimulation et l'ironie canaille - tout ce qui définit l'époque actuelle - prouvent la nécessité d'une réaction puissante en faveur de la conscience nationale et des disciplines civiles[166]. »

Il faut mentionner, enfin, la portée de l'*Ariel* de Rodó et sa critique du matérialisme incarné par les États-Unis. C'est dans ce riche contexte idéologique qu'un groupe d'écrivains argentins puise les éléments pour répondre à une réalité qu'ils perçoivent comme problématique. À ce moment-là, si le libéralisme commence à faire l'objet de critiques, il n'en reste pas moins pour la plupart des hommes politiques et des intellectuels du pays le prisme à travers lequel est pensé l'avenir de ce dernier. Deux facteurs vont participer au basculement de certains intellectuels

---

[162] Expression employée par Oscar Terán dans *Historia de las ideas en la Argentina. Diez lecciones iniciales, 1810-1930*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores Argentina, 2008, p. 161 : « *elitismo esteticista* ».

[163] Manuel Gálvez (1882-1962), poète, essayiste, écrivain, publie, en 1910, *El diario de Gabriel Quiroga. Opiniones sobre la vida argentina* qui traite d'une série de thèmes qui vont être repris par les nationalistes de droite, en particulier l'affirmation de la religion catholique comme pilier de l'identité argentine. Pour une analyse du *Diario de Manuel Quiroga* et du rôle de Gálvez dans la formulation d'un nationalisme argentin, voir Oscar TERÁN, *ouv. cité*, p. 162-169 et Alain ROUQUIÉ, *La genèse du nationalisme culturel dans l'oeuvre de Manuel Gálvez 1904-1913*, Toulouse, Université Toulouse Le Mirail, 1972.

[164] Leopoldo Lugones (1874-1938) Son livre *El payador* (1916), basé sur des conférences qu'il donne en 1913, est une réponse à la question « qu'est-ce qu'être argentin ? » ; il y procède notamment à une réhabilitation du *Martín Fierro* (1872) de José Hernández, véritable ode au *gaucho*.

[165] Ricardo Rojas (1882-1957), journaliste et écrivain. Voir notamment Earl T. GLAUERT, « Ricardo Rojas and the emergence of Argentine Cultural Nationalism », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 43, n°1, fév. 1963, p. 1-13.

[166] Ricardo ROJAS, *La restauración nacionalista*, Buenos Aires, Ministerio de Justicia e Instrucción Pública, 1909, cité par Oscar TERÁN, *ouv. cité*, p. 168.

vers un anti-libéralisme de plus en plus affirmé, vers un nationalisme conservateur : l'arrivée au pouvoir, en 1916, d'Hipólito Yrigoyen et la Première Guerre mondiale.

La « constellation » nationaliste

La trajectoire de Carlos Ibarguren[167] est à cet égard révélatrice. Selon les termes d'Olivier Compagnon,

> « figure centrale, aux côtés de Lugones, du renouveau nationaliste qui imprègne les milieux argentins des années 1920 et 1930, Ibarguren n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de ces hommes dont l'existence et le parcours comprennent désormais un avant-1914 et un après-1914[168] ».

La rupture que constitue le conflit de 14-18 s'exprime dans un ouvrage qu'il publie en 1920 intitulé *La literatura y la gran guerra*[169]. On peut clairement déterminer deux étapes dans la vie de Carlos Ibarguren. La première est celle d'une jeunesse qui se forme et s'épanouit dans le cadre du libéralisme qui domine la fin du XIXe et le début du XXe siècle ; il occupe alors plusieurs postes au sein de l'État argentin, bénéficiant des nombreuses relations de sa famille. Dans un deuxième temps, il est un homme public et un intellectuel influent, devenant, dans les années 1920 l'un des acteurs centraux du nationalisme argentin et ce autant grâce à ses écrits qu'aux divers postes qu'il occupe au sein d'institutions culturelles importantes. Il participe pleinement du mouvement révisionniste argentin[170] pour lequel la publication, en 1930, de son ouvrage *Juan Manuel de Rosas – Su vida, su tiempo, su drama* constitue un événement d'envergure[171].

Auparavant, en 1927, les frères Irazusta, Rodolfo et Julio[172], fondent, à leur retour d'un séjour à Paris marqué par leur fréquentation des intellectuels appartenant à l'Action française, la revue *La Nueva República* qui devient le fer de lance d'une nouvelle forme de corporatisme nationaliste et de la contestation à l'encontre du président radical. C'est un nationalisme élitiste, basé sur la religion catholique, la valorisation de l'héritage espagnol et sur les vertus militaires qui est prôné dans les pages de la revue. Celle-ci devient, avec une rédaction qui « réunissait les

---

[167] Voir notice biographique.

[168] Olivier COMPAGNON, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1936)*, volume inédit présenté en vue de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, décembre 2011, p. 282.

[169] Carlos IBARGUREN, *La literatura y la gran guerra*, Buenos Aires, Agencia General de Librería y Publicaciones, 1920.

[170] Voir *infra*.

[171] Voir Milagros GALLARDO, « Aproximación al concepto histórico de Carlos Ibarguren a través de su correspondencia y otros escritos », *DiálogosDHI/UEM*, 2003, p. 235-279 (disponible en ligne : http://www.dhi.uem.br/publicacoesdhi/dialogos/volume01/vol7_atg7.htm).

[172] Julio (1899-1982) et Rodolfo (1897-1967) Irazusta sont surtout connus pour leur dénonciation de l'impérialisme économique de la Grande-Bretagne en Argentine dans leur ouvrage *Argentina y el imperialismo británico : los eslabones de una cadena*, paru en 1934.

représentants de la jeune génération nationaliste soucieuse de restaurer un pouvoir plus conforme au destin de l'Argentine[173] », « les plus importants propagandistes argentins d'une interprétation pseudo-maurrassienne du nationalisme dans leur nation sud-américaine[174] ». La nation y est le pivot de toute réflexion et la souveraineté nationale la valeur politique suprême. La réélection d'Yrigoyen en 1928 constitue dès lors une sorte de traumatisme pour de nombreux intellectuels, qui y voient le signe du triomphe des masses et du populisme. Afin de contrer ce mal, les anti-Yrigoyen – qui s'expriment pour beaucoup dans *La Nueva República* –, fondent, en 1929, la *Liga Republicana*, en s'inspirant de la Ligue d'Action française mais aussi du fascisme italien ou de l'expérience du général Primo de Rivera en Espagne. On y retrouve les frères Irazusta ainsi que Carlos Ibarguren, mêlant ainsi la « vieille » et la « jeune » génération nationaliste.

Le coup d'État du 6 septembre 1930 portant Uriburu au pouvoir et renversant Yrigoyen est, dans un premier temps, vu comme la promesse d'une rénovation, ainsi que le montre Federico Finchelstein :

> « Dans un contexte national mais aussi international de continuelle redéfinition des identités collectives, la figure d'Uriburu commence à être vécue comme un mythe mobilisateur et unificateur, et son œuvre, le coup d'État de 1930, comme une 'geste' et une 'révolution', c'est-à-dire comme une rupture avec le passé démocratique. Pour beaucoup de nationalistes, l'action 'révolutionnaire' d'Uriburu avait rendu l'Argentine aux Argentins, le 6 septembre avait été une sorte de seconde fondation[175]. »

Le nouveau régime se révèle néanmoins rapidement incapable de faire face aux défis du temps et s'aliène un certain nombre de ses soutiens. Ce qui explique en partie que désillusion, désenchantement et pessimisme caractérisent une partie des œuvres des intellectuels argentins dans les années 1930. La crise économique conjuguée à la crise politique, symbolisée par le renversement de la démocratie en septembre 1930, portent en effet atteinte aux deux piliers de la mythologie nationale argentine : la prospérité économique et la stabilité politique. Dès lors, le futur de la nation argentin apparaît flou, incertain[176]. Si cet état de fait agit comme un catalyseur d'un mal-être intellectuel qui remonte au début du siècle :

> « La crise des années 1930 a souligné le niveau d'impotence individuelle qui avait prévalu au sein des intellectuels argentins, résultat de leur dépendance vis-à-vis des mécènes, à la fois gouvernementaux et oligarques, et de leur croyance en l'influence étrangère, qu'il s'agisse des idées ou encore d'exemples de

---

[173] Olivier COMPAGNON, *ouv. cité*, p. 270.

[174] Jesús MENDEZ, *Argentine Intellectuals in the Twentieth Century, 1900-1943*, PhD Tesis, The University of Texas at Austin, 1980, p. 255 : « *the leading Argentine propagandists for a pseudo-Maurrasian interpretation of nationalism in their South American nation* ».

[175] Federico FINCHELSTEIN, *Fascismo, liturgia e imaginario. El mito del General Uriburu y la Argentina nacionalista*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2002, p. 53.

[176] Voir à ce sujet les analyses d'Oscar Terán dans *Historia de las ideas en la Argentina. Diez lecciones iniciales, 1810-1930*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores Argentina, 2008, p. 227-230.

> statuts professionnels pour les intellectuels. L'absence de repères autonomes, conduisit à une grave crise identitaire lorsque le vernis de l'identité nationale fut dissout[177]. »

C'est ce qu'exprime Carlos Ibarguren à l'occasion des *Entretiens* de Buenos Aires (1936) :

> « Les écrivains et les poètes argentins qui jusqu'ici avaient accepté la littérature européenne et l'avaient reflétée comme un miroir sans se soucier de donner à leurs œuvres une forme originale, un contenu nouveau, propre à exprimer la réalité locale par des créations authentiques, sont maintenant agités par une inquiétude que pour ma part je crois féconde. Nous n'avons pas encore de culture propre ; mais à l'heure actuelle, au lieu de recevoir passivement la culture de l'Europe, nous cherchons anxieusement à atteindre en nous-mêmes notre expression intellectuelle autonome. Voilà comment à mon avis nous pourrions définir la position spirituelle des nouvelles générations argentines[178]. »

De manière générale, les écrits des intellectuels pendant les années 1930 montrent une Argentine qui « a perdu le nord et qui doit régler des comptes avec sa propre conscience[179] ». Ce sont des œuvres qui posent la question des raisons de cette crise, tout en interrogeant de manière récurrente celle de l'identité nationale : « qui sommes-nous, nous les Argentins ? ». La recherche d'une « forme originale », mais surtout d'un « contenu nouveau, propre à exprimer la réalité locale par des créations authentiques » sont pour beaucoup d'intellectuels un défi qu'il convient de relever.

Cristallisation des oppositions

Les réponses à ces interrogations ne forment pas un tout uniforme et l'on peut parler de « nébuleuse » nationaliste plus que d'un courant cohérent et unanime. L'un des axes de ces tentatives de définitions des contours de l'identité nationale est la réécriture de l'histoire, les controverses autour de la figure de Juan Manuel de Rosas[180], considéré comme un tyran par les Libéraux et l'histoire officielle, cristallisant les débats[181]. Rappelant, entre autres, que ses 24 ans au pouvoir avaient permis de faire taire les forces centrifuges qui opéraient au sein de la Confédération argentine et que Rosas avait fait face aux blocus français et anglais (1838-1840 et 1845-1849), les tenants de la réhabilitation de Rosas écornent l'image des « pères de la nation » Sarmiento, Mitre (1821-1906) et Alberdi (1810-1889). Un article paru en 1939 dans *Informaciones*

---

[177] Jesús MENDEZ, *ouv. cité*, p. 284.

[178] Intervention de Carlos Ibarguren, *Entretiens Europe Amérique latine, Buenos Aires, septembre 1936*, Paris, Institut International de Coopération Intellectuelle, 1936, p. 65.

[179] Oscar TERÁN, *ouv. cité*, p. 243 : « *ha perdido el norte, y que debe arreglar cuentas con su propia conciencia* ».

[180] Juan Manuel de Rosas (1793-1877) prend le contrôle de la province de Buenos Aires en 1829. Par la suite, entre 1835 et 1852 il exerce un pouvoir autoritaire sur l'ensemble de la Confédération Argentine. Il est défait lors de la bataille de Caseros (3 février 1852) par l'armée de Justo José de Urquiza, gouverneur de la province d'Entre Ríos, et s'exile en Angleterre.

[181] Pour une étude complète des controverses autour de Rosas et du révisionnisme historique dont il a été l'objet, voir Diana QUATTROCHI-WOISSON, *Un nationalisme de déracinés. L'Argentine, pays malade de sa mémoire*, Toulouse, Éditions du CNRS, 1992.

Argentinas[182] opère une sorte de synthèse de ce courant, en proposant une version de l'histoire qui tente de réconcilier les différentes figures du panthéon national argentin[183]. L'auteur écrit ainsi : « La tyrannie de Rosas est longue et sanglante. En fait il fonde l'unité nationale. Il semblerait que l'on a besoin de tels hommes pour de semblables entreprises. » Il en profite pour remettre en cause la vision qu'ont les Européens de la figure du caudillo latino-américain, perçue comme le symbole du retard politique du sous-continent :

> « Les luttes civiles de l'Amérique du Sud ont été le fréquent prétexte d'une facile ironie en Europe. Il est aisé de porter à la scène la figure bouffonne d'un général improvisé, noir ou mulâtre, avec un uniforme chamarré d'or et traînant un énorme sabre. Mais les Européens riraient avec moins de facilité s'ils se souvenaient de leur propre histoire ou s'ils pensaient au nombre de siècles dont ils eurent besoin pour atteindre leur unité[184]. »

Cette controverse historique et l'institutionnalisation du révisionnisme avec la création de l'Institut Juan Manuel de Rosas en 1938 est appelé à marquer de son empreinte le débat politique argentin, et ce au-delà de la « década infame ». Diana Quattrochi-Woisson montre ainsi que :

> « Le révionnisme historique offre un répertoire cohérent de valeurs, de héros et de martyrs que le péronisme doit assumer au risque de tomber dans l'incohérence. Puisqu'il y a deux traditions clairement opposées dans l'histoire argentine, le péronisme doit se prononcer ; le choix est facile à faire, inévitable même[185]. »

Si certains membres de l'Institut Manuel de Rosas préfèrent partir, la plupart se range aux côtés du péronisme, celui-ci étant interprété comme la « restauration » des valeurs prônées par les tenants de cette « contre-histoire ».

Cette bataille autour de l'interprétation de l'histoire est un révélateur des tensions qui parcourent le monde intellectuel argentin et, au sein de celui-ci, la constellation nationaliste. Si les discussions autour de Rosas semblent dévoiler un débat intellectuel uniquement centré sur des questions argentines, c'est pourtant en fonction du contexte international que se configurent les

---

[182] *Informaciones Argentinas*, 1er septembre 1939, n°31, « El devenir argentino », par Julio Navarro Monzó. Cet article paraît également dans l'édition française (*Informations argentines*, septembre 1939, n°12, « Le devenir argentin »).

[183] « La Constitution de 1953 marque pour la première fois une influence de l'Amérique du Nord en Argentine. Deux hommes lui servent de véhicule : Juan Batista Alberdi, qui connaissait l'œuvre des constituants nord-américains à travers les traductions françaises, et Domingo Sarmiento, qui fut ministre de l'Argentine à Washington et ami personnel de l'éducateur Horace Mann. […] Sarmiento admirait plus littéralement qu'Alberdi les institutions de l'Amérique du Nord. Celui-ci les adapte. Celui-là voulait les transplanter. Les deux, cependant, crurent qu'un statut politique, né d'une évolution historique très différente, pouvait servir à résoudre les problèmes de l'Argentine. Entre cette aspiration idéale et l'adaptation réelle il y a, naturellement, certaines variantes […]. Mais, dans le fond même de la Constitution de 1853, il y a quelque chose qui est essentiellement argentin : l'esprit libéral et humanitaire qui impulsa les hommes de l'indépendance et qui était l'âme même du Général San Martín. » (*Ibid.*)

[184] *Ibid.*

[185] Diana QUATTROCHI-WOISSON, « Discours historique et identité nationale en Argentine », *Vingtième Siècle. Revue d'histoir*e, n°28, oct.-déc. 1990, p. 54.

lignes de partage entre les différents courants du nationalisme et la polarisation entre « démocrates » et « anti-démocrates », ce que Flavia Fiorucci exprime de la sorte :

> « Le devenir local commença à être lu à travers les événements extérieurs, principalement européens. Le ton, le vocabulaire, les arguments mêmes de la discussion politique et intellectuelle s'évaluaient à l'aune de ce qui se passait à des milliers de kilomètres. L'Europe vivait de grandes convulsions dont l'écho dans le pays était manifeste. D'abord la Guerre Civile Espagnole et ensuite la Seconde Guerre mondiale menèrent l'opinion du pays à un état de 'guerre idéologique', réplique de ce qui arrivait dans le Vieux Continent[186]. »

Le conflit espagnol cristallise en effet l'opposition entre « démocrates »[187] et « fascistes » selon que l'on appuyait Franco ou les Républicains espagnols. Revues, sociétés littéraires, cercles intellectuels se convertissent alors en porte-voix de l'un ou l'autre camp. Si la majorité des nationalistes prennent fait et cause pour le franquisme, il convient de souligner que certains, à l'image du groupe FORJA, de tradition yrigoyéniste, font le choix de défendre la démocratie. Comme l'écrit Flavia Fiorucci, « si les luttes dans la péninsule ibérique avaient eu un rôle décisif dans la division du camp intellectuel, le nouveau conflit mondial allait 'encore plus échauffer les esprits'[188] ». Le coup d'État de 1943, portant au pouvoir une administration qui allait se révéler encore plus autoritaire et pro-Axe que la précédente, et qui pratique la censure et la répression à l'encontre des dernières figures de l'ordre libéral.

Les acteurs

L'étatisation de la culture

À la fin des années 1920, la conviction qu'il faut une organisation capable de fédérer les intérêts d'une communauté intellectuelle argentine pour le moins divisée est de plus en plus présente. La naissance, en 1928, de la *Sociedad Argentina de Escritores* (SADE) s'inscrit dans cette perspective. Cinq années auparavant, en juillet 1923, avait lieu la première tentative de fondation du PEN club de Buenos Aires sous la direction de Jorge Mitre, rédacteur en chef de *La Nación*. Cette première mouture ne connaît pas vraiment de développement car, pour devenir membre, il

---

[186] Flavia FIORUCCI, « El antiperonismo intelectual », *in* Marcela García SEBASTIANI (ed.), *Fascismo y antifascismo. Peronismo y antiperonismo. Conflictos políticos e ideológicos en la Argentina (1930-1955)*, Madrid/Frankfurt, Iberoamericana/Vervuet Verlag, 2006, p. 162.

[187] Sur la constitution d'un mouvement anti-fasciste en Argentine et ses liens avec des organisations similaires dans le monde, voir Ricardo PASOLINI, « 'La internacional del espíritu' : la cultura anti-fascista y las redes de solidaridad intelectual en la Argentina de los años treinta », *in* Marcela García SEBASTIANI (ed.), *Fascismo y antifascismo. Peronismo y antiperonismo. Conflictos políticos e ideológicos en la Argentina (1930-1955)*, Madrid/Frankfurt, Iberoamericana/Vervuet Verlag, 2006, p. 41-76.

[188] Flavia FIORUCCI, *ouv.cité*, p. 166.

fallait être un contributeur du journal[189]. Le PEN club de Buenos Aires est réorganisé en avril 1930 et c'est désormais Manuel Gálvez qui en est le président. En créant un PEN club argentin, Gálvez pensait rendre la littérature argentine plus visible à l'extérieur, plus légitime dans les cercles intellectuels étrangers : « Il pensait que, dans le cadre du PEN club, la solidarité de l'Argentine avec la culture mondiale serait réaffirmée tout en préservant le caractère singulier de la contribution de ce pays[190]. » Cette conviction est réaffirmée dans le premier numéro du bulletin édité par cet organisme :

> « Jusqu'à aujourd'hui nous avons vécu dans le plus complet isolement par rapport à la littérature européenne. À partir de maintenant, les écrivains argentins auront une existence collective devant le monde. Désormais, nous ne serons plus, grâce au PEN club, complètement inconnus[191]. »

Le PEN club de Buenos Aires et la SADE se rejoignent non seulement dans leur objectif d'offrir un cadre institutionnel à la communauté intellectuelle, de participer au prestige social de l'écrivain, mais également par leur volonté de maintenir au sein de cette communauté un semblant de cohérence en dépit des troubles sociaux, économiques et idéologiques. En quatre mois d'existence, le PEN club rassemble près de 120 membres[192]. Le coup d'État de 1930 met à mal l'unité voulue par Gálvez au travers de cet organisme, même si, dans son bulletin mensuel daté de septembre 1930, il est question d'une neutralité politique qui peut être interprétée comme un soutien au nouveau régime. Lorsqu'en octobre 1930, à l'occasion d'un dîner mensuel réunissant les membres du PEN club argentin, Manuel Gálvez propose qu'Ibarguren le préside, il ne se doute pas qu'il ouvre la boîte de Pandore[193]. Carlos Ibarguren est pourtant un intellectuel reconnu. Mais il est aussi très lié au nouveau régime : cousin d'Uriburu, il est nommé « *interventor* » dans la province de Córdoba, où il met en place un certain nombre de mesures de type autoritaire. Certains membres manifestent alors leur refus de participer au dîner, révélant de la sorte la fragilité de la cohésion de groupe que le PEN club est censé garantir.

Dans ses mémoires, Carlos Ibarguren ne fait pas état de ces divisions. Il souligne au contraire que, des années 1920 aux années 1940, « la culture s'est diffusée avec intensité en Argentine […][194] » et que Buenos Aires est devenue une grande métropole intellectuelle[195]. Cet état de fait est, selon lui, à mettre en rapport avec l'apparition d'organismes dédiés à la culture :

---

[189] *Idem,* p. 267.
[190] *Idem,* p. 269.
[191] PEN Club*, Noticiero mensual*, n°1, mai 1930, cité par Jesús MENDEZ, *ouv. cité*, p. 269-270.
[192] Jesús MENDEZ, *ouv. cité*, p. 271.
[193] Le récit de cette controverse est fait par Jesús Mendez (*ouv. cité*, p. 274-275).
[194] Carlos IBARGUREN, *La vida que he vivido*, Buenos Aires, Peuser, 1955, p. 472.
[195] *Ibid.* : « Dans l'intervalle compris entre les années 1920 et 1940, la culture en Argentine s'est intensément diffusée, surtout à Buenos Aires qui avait déjà pris le caractère de grande métropole en Amérique et était alors un foyer reflétant magnifiquement les lumières de son propre esprit et celles qu'elle recevait de l'étranger.

> « il s'était créé en cette époque féconde une grande quantité de centres privés et officiels, destinés à encourager les hautes spéculations intellectuelles, à les stimuler et à les faire connaître à l'intérieur et à l'extérieur du pays. La majorité de ces institutions n'existent plus malheureusement au moment où j'écris cette histoire ; j'eus l'honneur de présider un grand nombre de ces institutions[196]. »

La première organisation qu'il mentionne est la commission argentine de coopération intellectuelle,

> « créée par le gouvernement de la Nation [...] afin d'établir et de maintenir, avec la collaboration de la Société des Nations, les relations culturelles extérieures et de réunir tous les éléments qui font partie de la production intellectuelle d'un pays, en leur donnant cohérence et unité, pour mieux agréger cet apport national à la culture universelle[197] ».

Il souligne ensuite le rôle de l'Académie Argentine de Lettres qui, depuis sa création, est « une des plus grandes et des plus respectées expressions de la culture en Argentine et en Amérique[198]. » Elle a été fondée, selon le décret de 1931[199], pour « compléter la physionomie spirituelle que donnent à la République ses institutions culturelles[200] ». Selon Carlos Ibarguren, ce décret révèle « la conception qu'avait alors le gouvernement de la haute culture et des institutions qui la cultivent en tant qu'expression de la physionomie spirituelle de [la] patrie [argentine][201] » : il s'agit d'exalter le travail intellectuel et d'œuvrer pour que « s'ancre dans l'âme des masses populaires l'idée qu'au-dessus des activités matérielles, du travail manuel et des sports se trouvent les œuvres de l'esprit[202] ». De fait, parmi les considérants du décret figure l'idée « qu'il faut que l'État contribue à attribuer aux écrivains la signification sociale qui leur correspond, et à installer dans le peuple l'idée de l'importance de la littérature [...][203] ».

La création de l'Académie répond à un système d'intérêts bien compris. D'une part, elle devait conférer à ses membres prestige et reconnaissance, valorisant, aux yeux du peuple, la figure de l'écrivain. D'autre part, elle servait de caution au gouvernement d'Uriburu qui pouvait ainsi compter sur l'appui d'intellectuels reconnus afin d'apparaître comme légitime et capable de résoudre les problèmes que connaissait alors le pays. Les liens entre le gouvernement et l'Académie constituent l'objet de controverses dans les milieux intellectuels : le fait que le premier désigne les académiciens suscite ainsi des interrogations sur les critères présidant à la sélection. Le

---

Pendant cette période notre production intellectuelle, considérable, se répandait en Amérique et en Europe grâce aux livres, aux expositions d'œuvres d'artistes argentins, aux résultats de la recherche scientifique, aux congrès organisés dans les plus importants centres de civilisation, aux travaux de nos académies. »

[196] *Ibid.*

[197] *Ibid.*

[198] *Idem*, p. 475 : « *una de las más altas y respetadas expresiones de la cultura en la Argentina y en América* ».

[199] Texte reproduit en annexe.

[200] Decreto y acta de constitución de la Academia Argentina de Letras, Buenos Aires, 13/08/1931 : « *completar la fisionomía espiritual que dan a la República sus instituciones culturales* ».

[201] *Ibid.* .

[202] *Ibid.*

[203] *Ibid.*

gouvernement, aidé dans cette tâche par Manuel Gálvez, tente pourtant de faire montre d'impartialité, essayant de couvrir un large spectre politique et social. Un certain nombre de personnalités[204] pressenties refusent leur nomination, ce qui peut être vu comme une volonté de ne pas être associées au gouvernement d'Uriburu.

Un autre organisme important naît au début des années 1930 : *la Comisión Nacional de Cultura*. Cette institution est créée par la loi 11.723 du 28 septembre 1933 qui concernait le « régime légal de la propriété intellectuelle ». Il incombe à la Commission de proposer un règlement interne au pouvoir exécutif. C'est chose faite en août 1935 avec la promulgation d'un décret présidentiel[205]. Le texte de 1933 stipulait que la nouvelle organisation comprendrait 12 membres[206]. Cet organisme est une autre tentative pour rassembler un champ intellectuel traversé par de nombreuses rivalités et dissonances. Son relatif succès tient à sa longévité, ainsi que le souligne Alejandro Niño Amieva :

> « Son activité pendant plus de vingt ans et la stabilité de quelques-uns de ses membres ajoutée à leur affinité idéologique, permirent de dessiner une première hypothèse quant à la construction d'une notion et d'un modèle de culture liée à la confluence ou la synthèse de différents courants de la pensée nationaliste argentine, aboutissant à une conception de la culture comme entente, c'est-à-dire en tant qu'espace particulier d'union, de consentement[207]. »

La création d'une Commission Nationale de Culture répond donc à la volonté de mener une politique culturelle cohérente à l'échelle nationale. Elle devait notamment distribuer des prix dans le domaine des sciences, des beaux arts et de la littérature, octroyer des bourses d'études et soutenir la création théâtrale. On y retrouve des préoccupations ayant trait au folklore et à la valorisation du « régional » dans la culture argentine. La Commission Nationale de Culture a établi des prix pour stimuler la production scientifique et littéraire régionale, des « zones » ayant été déterminées[208]. Ces prix sont répartis de la sorte : meilleur ouvrage sur l'ethnologie,

---

[204] Il s'agit de Carlos Saavedra Lamas, d'**Arturo Capdevila** (il rejoint finalement l'Académie en 1934), d'Alberto Gerchunoff, d'Octavio Amadeo et d'Enrique Rodríguez Larreta. Leopoldo Lugones décline lui aussi l'invitation, malgré son soutien à Uriburu (Jesús Mendez, *ouv. cité*, p. 280). Pour pallier ces défections, le gouvernement fait appel à **Juan Pablo Echagüe**, Carlos Dávalos, Benito Lynch et Ramón J. Cárcano. Les deux derniers refusent à leur tour (Jesús Mendes, *ouv. cité*, p. 281).

[205] Le texte est consigné dans Comisión Nacional de Cultura, *Leyes, Decretos, Reglamentos*, paru en 1936.

[206] Ces membres sont : le recteur de l'Université de Buenos Aires ; le président du Conseil National d'Éducation ; le directeur de la Bibliothèque nationale ; le président de l'Académie Argentine de Lettres ; le président de la Commission Nationale des Beaux Arts ; le directeur du Registre National de la Propriété Intellectuelle ; le président de la Société Scientifique Argentine ; un représentant de la Société des Écrivains ; un représentant de la Société des auteurs de théâtre ; un représentant de la Société des Compositeurs de Musique Populaire et de Musique de Chambre ; et deux représentants du Congrès national.

[207] Alejandro Niño AMIEVA, « Instituciones culturales, discurso e identidad », *AdVersus*, Año IV, n°8-9, abril-août 2007 (disponible en ligne : http://www.adversus.org/indice/nro8-9/dossier/dossier_ninoamieva.htm).

[208] Zone du Nord et des Andes : provinces de Salta, de Tucumán et de Jujuy et Gouvernements du Chaco, de Formosa et de Los Andes. Zone du Littoral : provinces d'Entre Rios, de Corrientes et de Santé Fé et gouvernement de Misiones. Zone du Centre : provinces de Córdoba, de Santiago del Estero, de la Rioja et de Catamarca. Zone de Cuyo : provinces de Mendoza, de San Juan et de San Luis. Zone de la Pampa : provinces de

l'archéologie et l'histoire de la zone ; ouvrage sur le folklore de la zone et sur des sujets scientifiques[209]

Est également fondée en 1936 une Académie nationale des Beaux Arts, et l'ancienne *Junta de Historia y Numismatica* (qui était un organisme privé) devient l'Académie Nationale d'Histoire, également financée par le gouvernement. Celui-ci lui accorde par ailleurs une subvention de 175 000 pesos pour la publication d'une *Histoire de la Nation Argentine* sous la direction de l'historien Ricardo Levene[210]. Enfin, un décret du 28 avril 1938 crée la *Comisión Nacional de Museos y Lugares Históricos*, qui remplace la *Superintendencia de Museos y Lugares Históricos* et vise à la définition d'un patrimoine argentin.

Agustín Pedro Justo connaissait les avantages d'un patronage gouvernemental pour consolider des alliances politiques, afin de ne pas se retrouver isolé comme son prédécesseur. Aussi, de 1932 à 1938, en collaboration avec l'oligarchie conservatrice, son administration renforce-t-elle l'intervention de l'État à un degré jusque là inédit en Argentine. Son effort pour rallier les intellectuels à l'action de son gouvernement se traduit notamment par l'octroi d'une série de subsides dans le domaine de la culture, créant le cadre dans lequel se feraient désormais les relations culturelles argentines, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Les acteurs : lignes de faille

Le champ de bataille de 1930 à 1943

En dépit de cette étatisation des sphères intellectuelle et culturelle, le champ intellectuel « loin d'être homogène, était divisé en factions qui rivalisaient entre ells pour exercer de l'influence sur le gouvernement et la société[211] ». Ernesto Palácio (1900-1979), historien et contributeur de *La Nueva República*, critique ainsi de manière virulente le projet d'histoire nationale de Ricardo Levene. La future collection fait selon lui partie d'une histoire officielle qui « sentait le

---

Buenos Aires et gouvernements de La Pampa et du Rio Negro. Zone de la Patagonie : gouvernements de Santa Cruz, de Chubut, de Neuquén et de Tierra del Fuego.

[209] *Informations argentines*, n°2, novembre 1938 : « On stimule la production intellectuelle de caractère régional » (pour la version espagnole, *Informaciones Argentinas*, n°6, 15 août 1938, « Estimúlase la producción intelectual de carácter regional »).

[210] Roberto F. GIUSTI, « L'éducation du peuple et la culture générale en Argentine », *in* Comisión nacional de cooperación intelectual, *Regards sur l'Argentine*, Buenos Aires, 1939, p.183-231.

[211] Oscar CHAMOSA, *The Argentine Folklore Movement : Sugar Elites, Criollo Workers, and the Politics of Cultural Nationalism, 1900-1950*, Tucson, University of Arizona Press, 2010, p. 117 : « *far from being homogeneous, was divided in factions that competed among each other to exercise influence on the government and society*. »

cadavre[212] », était conventionnelle et « ne servait que des objectifs politiques dépassés[213] », sans lien avec les problèmes de l'Argentine du moment. La prise de position de Palácio est révélatrice des divisions à l'œuvre parmi les intellectuels argentins, dont les conceptions différentes quant à leur rôle et à celui de leur discipline – en l'occurrence l'histoire – dans la définition de l'identité argentine, constituent autant de lignes de faille. Ainsi,

> « à l'encontre d'une vision érudite de la recherche historique, les révisionnistes affirmaient que l'histoire n'était pas seulement un simple récit de faits, mais essentiellement une science morale et politique, une conscience, dans laquelle la fonction de la mémoire consistait à retenir ce qui était utile pour le présent. [...] Porteuse de la conscience nationale, elle était fondamentale pour la formation intellectuelle des enfants et des adolescents[214]. »

Rivalités et concurrences dans le monde intellectuel argentin apparaissent au grand jour – c'est-à-dire hors des frontières nationales – à l'occasion de la désignation de Victoria Ocampo comme membre de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle en 1939. Ce choix est perçu, par une commission argentine de coopération intellectuelle dont elle ne fait pas partie, comme une trahison. Antonio Aita écrit à cet égard une lettre à Henri Bonnet pour lui faire part de son incompréhension[215] :

> « Je n'ai rien à reprocher personnellement à Mme Ocampo ; mais, quand bien même cette désignation s'est faite par l'intermédiaire d'un fonctionnaire de nationalité argentine, comme M. Podestá Costa, qui n'ignore rien des valeurs authentiques de la culture argentine, je ne comprends pas qu'il ait été permis de nommer un écrivain qui ne gravite pas dans la vie spirituelle argentine, qui n'a jamais collaboré à des échanges culturels, dont les livres ne témoignent d'aucune préoccupation pour les problèmes argentins, qui n'a jamais cru à l'existence d'une littérature argentine, et qui a cependant été désigné pour la représenter dans l'organisme genevois[216]. »

Antonio Aita reproche à Victoria Ocampo, comme beaucoup d'autres, son cosmopolitisme et son tropisme européen, notamment français. La création en 1931 de la revue *Sur* n'apaise pas ceux qui voient en Victoria Ocampo le symbole de l'intellectuel éloigné des réalités de son pays et plus largement de l'Amérique latine. De fait,

> « bien que son intention première était de publier uniquement des sujets américains, la revue élargit rapidement ses objectifs. Victoria avait l'habitude de répéter que l'internationalisme et l'œcuménisme étaient totalement compatibles avec l'identité argentine. En tout état de cause, beaucoup de compatriotes et d'intellectuels latino-américains n'acceptèrent pas cette réalité et l'accusèrent d'élitisme et de cosmopolitisme[217]. »

---

[212] José Luis Bendicho BEIRED, *Sob o signo da nova orden. Intelectuais autoritários no Brasil e na Argentina*, São Paulo, Edições Loyola, 1999, p. 272 : « *cheirava a coisa morta* ».
[213] *Ibid.* : « *apenas servia a propósitos políticos ultrapassados* ».
[214] *Idem*, p. 272-273.
[215] Cette lettre est reproduite en intégralité en annexe.
[216] AUN, A III 37, Buenos Aires, 24/05/1939, Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet.
[217] Introduction à *Gabriela Mistral/Victoria Ocampo. Esta América Nuestra. Correspondencia 1926-1956*, Edición, introducción y notas de Elizabet Horan y Doris Meyer, Buenos Aires, Ed. El cuenco del Plata, 2007, p. 19.

Son amie Gabriela Mistral, malgré son admiration, fait d'ailleurs partie de ceux qui critiquent son positionnement intellectuel :

> « Je comprends à peu près que vous craignez de tomber et d'entraîner SUR vers ce créolisme de péons avec grands éperons, mate et tango, dans lequel sont tombés les autres aveuglément. Faites-nous [...] un créolisme supérieur, une américanité simple et fine [...] ; veillez avec un soin pointilleux à votre espagnol, à celui de ceux qui vous suivent et vous entourent. Peut-être est-ce cela votre tâche dans ce monde : conduire l'*argentinidad* vers l'extrême qualité [...]. Nous ne vous demandons rien d'autre qu'une présence la plus compétente possible au sein du mouvement américain. Je crains fort, comme je vous l'ai déjà dit, que cette présence soit impossible si vous restez attachée à la langue française, je crains que vous vous leurriez en croyant qu'il suffit de traiter de *thèmes*[218] américains pour que vous remplissiez vos obligations à notre égard[219]. »

Du point de vue d'Antonio Aita, faire de Victoria Ocampo une des membres de la CICI est non seulement une offense aux intellectuels qui se consacrent aux « valeurs authentiques de la culture argentine », mais aussi un coup porté à la commission argentine de coopération intellectuelle, véritable représentante de cette culture, institution reconnue par l'État argentin :

> « Tout ceci révèle non seulement l'absence de la moindre connaissance de la réalité argentine, mais implique aussi un manque de considération pour cette Commission Nationale de Coopération Intellectuelle, aggravé par le fait que c'est en sa qualité d'homme de science que le Président de la Commission brésilienne a intégré le comité[220], ce qui met en évidence, par contraste, le choix judicieux de ce dernier. Aucune personne moyennement informée de nos affaires, ne peut ignorer le prestige de Carlos Ibarguren, éminent historien et critique, président de la plus grande institution littéraire du pays, l'Académie des lettres ; le prestige d'hommes de science comme les docteurs Bernardo Houssay et Alfredo Bordelli, invités à participer à des débats scientifiques par l'Institut de Genève ; le prestige d'universitaires comme M. Coriolano Alberini, philosophe et essayiste jouissant d'une haute considération dans les cercles européens. La présence de figures de cette stature, qui dans leur action personnelle collaborent très efficacement à l'œuvre de la Coopération Intellectuelle, souligne l'ignorance totale et le manque de considération avec laquelle on a agi[221]. »

La question est donc de savoir qui, parmi les intellectuels et les institutions en charge de la culture, peut être considéré comme légitime pour représenter la culture argentine[222]. Ces lignes mettent ainsi en lumière les rapports de force dans le milieu intellectuel du pays. Par ailleurs,

---

[218] Souligné par Gabriela Mistal.

[219] Lettre de Gabriela Mistral à Victoria Ocampo, Barcelone, 09/01/1935, reproduite dans *Gabriela Mistral/Victoria Ocampo. Esta América Nuestra. Correspondencia 1926-1956*, *op. cit*., p. 45-46.

[220] Il est ici question du physicien Miguel Osório de Almeida.

[221] AUN, A III 37, Buenos Aires, 24/05/1939, Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet.

[222] Cette question se trouve à nouveau soulevée en septembre 1939, comme nous l'apprend une nouvelle lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet. Il y rappelle que la commission argentine est chargée de la collaboration avec l'IICI. Or, récemment, la revue *Sur* a publié les réponses d'écrivains et de journalistes à un questionnaire sur des thèmes « du moment ». Celui-ci a été confié aux bons soins de Victoria Ocampo par l'IICI. La commission argentine n'a été informée qu'après-coup de cette initiative. Cela amène Antonio Aita à exprimer sa colère : « Le procédé de l'Institut dans cette affaire ne répond pas aux normes qui doivent régir nos relations. Les commissions nationales représentent auprès de la Coopération Intellectuelle Internationale l'échelon national ; ce sont des centres de liaison de l'expression culturelle de chaque pays vis à vis des autres nations. Dans le cas de la Commission Argentine, la situation est encore plus significative, puisqu'elle est l'organe de l'État qui a en charge le développement des relations culturelles extérieures. » Carlos Ibarguren a chargé Antonio Aita, par cette lettre, de signifier à l'IICI que toute question d'ordre culturel ayant un rapport avec l'Argentine doit être soumise à la commission. (A III 37, Buenos Aires, 02/09/1939, Lettre d'Antonio Aita au directeur de l'IICI).

Antonio Aita oublie que Miguel Osório de Almeida a été élu certes en sa qualité de président de la commission brésilienne de coopération intellectuelle, mais également en raison de ses réseaux français[223]. Si Victoria Ocampo est choisie par la CICI c'est aussi grâce à ses liens avec la France. Un an avant sa désignation, à l'occasion de son discours pour l'inauguration de l'exposition de livres argentins à Paris – dont Antonio Aita est la cheville ouvrière –, Paul Valéry n'a-t-il pas déclaré :

> « Il serait impardonnable de ne pas citer la courageuse et séduisante revue *Sur*, dont l'esprit, pour être argentin, n'en est pas moins universel. Cet esprit est celui de Victoria Ocampo. La littérature européenne n'a pas en Argentine introductrice plus fervente et compétente que la directrice de *Sur*[224] » ?

L' « affaire Victoria Ocampo » révèle, au-delà du cas argentin, les tensions qui peuvent exister lorsqu'il s'agit de participer à une organisation internationale pour laquelle les pays membres sont des entités distinctes et homogènes. En impulsant la création de commissions nationales de coopération intellectuelle, l'OCI crée des facteurs d'union autant que de désunion au sein des États concernés.

Le péronisme

Les nationalistes argentins des années 1930 fondent en partie leur discours sur la critique des intellectuels qui, à l'image de Victoria Ocampo, sont considérés comme trop éloignés des réalités argentines et donc comme incapables de se faire les interprètes de la voix du peuple. Corrélativement, ils affirmaient l'apparition d'une catégorie d'écrivains et d'hommes politiques chargés de maintenir un rapport étroit avec l'esprit et les valeurs de l'Argentin. L'entreprise de recension du folklore et sa traduction en programme scolaire n'en est qu'une des illustrations. Maria Helena Capelato montre que « la politique culturelle du péronisme a incorporé ces thèses, fermement contraires aux positions des avant-garde littéraires argentines[225] ». Cela ne veut pas dire pour autant que l'ensemble des nationalistes adhèrent au projet péroniste, bien au contraire. Carlos Ibarguren se retrouve, ironiquement, du côté des opposants au nouveau régime, comme Victoria Ocampo, et consigne dans ses mémoires le fait que beaucoup d'organismes créés dans

---

[223] Voir chapitre IV et VIII.

[224] MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, 22/11/1938, « Paul Valéry habló en el acto inaugural de la exposición del libro argentino abierta en París ».

[225] Maria Helena Rolim CAPELATO, *Multidões em cena. Propaganda política no varqguismo e no peronismo*, [1era ed. 1998], São Paulo, Editora UNESP, 2008, p. 126.

les années 1930 dans le champ culturel ont soit disparu[226] soit été vidées, selon lui, de leur sens[227]. Comme l'écrit Oscar Terán,

> « au-delà de ses zones grises, il semblerait que lors du premier péronisme se soit répétée dans le camp intellectuel, mais de façon inversée, la polarisation qui domine dans le reste de la société (une minorité d'intellectuels adhère au mouvement, tandis que la majorité le rejette)[228] ».

Il y a donc continuité au niveau de certains contenus donnés comme constitutifs de l'identité argentine, mais les intellectuels chargés de les promouvoir ne sont plus, dans leur majorité[229], ceux de la période précédente. Comme l'écrit Maria Helena Capelato,

> « La production officielle était désormais dans les mains d'écrivains de second rang, qui bénéficiait de l'appui du gouvernement ; selon les critiques littéraires, ils ne produirent rien d'original, empruntant aux nationalistes les valeurs, les contenus et les thèmes relatifs au gaucho, au 'criollismo', au tellurique, à l'héritage hispanique[230]. »

On retrouve de fait ces termes dans un essai signé par Carlos Astrada[231] dans une publication intitulée *Argentina en marcha*, présentée comme l'œuvre de la commission argentine de coopération intellectuelle alors que l'IICI n'existe plus et que la plupart de ses membres fondateurs sont des opposants au péronisme[232]. Il y est question de forger un « homme nouveau[233] » à la « filiation tellurique[234] », « modelé » par le climat, l'histoire et la terre argentines[235].

---

[226] « Fut remarquable, sur le terrain de la promotion culturelle, le travail de nombreuses associations particulières qui, en grande partie, ont disparu ces derniers temps. » (Carlos IBARGUREN *La viva que he vivido*, Buenos Aires, Praeger, 1955, p. 478).

[227] C'est notamment le cas, selon lui, de la Commission Nationale de Culture : « […] la même commission, d'entité autonome et honoraire directement représentative des valeurs culturelles, se transforma en une division bureaucratique, rémunérée, purement administrative, bureau d'expédition de prix et de bourses. » (*Ibid.*).

[228] Oscar TERÁN, *Historia de las ideas en la Argentina. Diez lecciones iniciales, 1810-1930*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores Argentina, 2008, p. 258.

[229] Flavia Fiorucci montre que les lignes de partage n'ont pas toujours été claires : certaines institutions cohérentes idéologiquement dans les années 1930 ont vu leurs membres se diviser entre opposants farouches et adeptes du nouveau régime. Voir Flavia FIORUCCI, « Between Institutional Survival and Intellectual Commitment : The case of the Argentine Society of Writers during Perón's Rule (1945-1955) », *The Americas*, vol. 62, n°4, abril 2006, p. 591-622.

[230] Maria Helena Rolim CAPELATO, *ouv. cité*, p. 127.

[231] Carlos Astrada (1894-1970) est philosophe. En 1935, il est nommé professeur adjoint à la *Facultad de Filosofía y Letras* de Buenos Aires. Il enseigne également à l'université de La Plata.

[232] Carlos Ibarguren fait donc partie de ceux-là. On peut également citer le cas du scientifique **Bernardo Houssay**, disgracié en 1943 et privé de sa chaire à la Faculté de médecine de Buenos Aires.

[233] Carlos ASTRADA, « Surge el Hombre Argentino con Fisionomía Propia. Raíz, Estilo y Proyección del Hombre Argentino », *in* Comisión argentina de cooperación intelectual, Argentina en marcha, Buenos Aires, 1947, p. 17 : « *El hombre argentino es una tarea* ».

[234] *Ibid.* : « *la filiación telúrica* ».

[235] « *Vale decir que es el hombre de nuestro clima y de nuestra historia, al que la tierra argentina con su influjo múltiple ha venido moldeando, haciéndolo suyo en la medida en que le infunde sus esencias y lo hace depositorio de su mensaje*. » (*Idem*, p. 18-19).

L'image de l'Argentine à l'extérieur

Les divisions et controverses qui agitent le milieu intellectuel argentin, les bouleversements – politiques, économiques, sociaux – dont l'Argentine est le théâtre dans les années 1930 et 1940 ne sont pas complètement invisibles dans l'image du pays à l'extérieur, mais sont tout de même très amenuisées. De manière générale, les documents étudiés reflètent une Argentine homogène, qui en a fini avec la « barbarie » décrite par Sarmiento[236] dans *Facundo*. De fait, ce qui est mis en avant c'est que « en 94 ans, l'Argentine a progressé avec un rythme si accéléré qu'il est presque inconcevable pour l'Europe[237] ».

Le regard de l'Autre

> « Est-il certain que dans l'Ancien Monde, toutes les personnes sachent où se trouve l'Argentine ?[238] »

Construire une image à destination de la scène internationale signifie souvent aller à l'encontre d'un certain nombre de représentations ancrées dans l'imaginaire de l'Autre et perçues comme erronées, simplistes, ou, pire, infamantes. La diplomatie culturelle est donc, d'une certaine manière, une « guerre des images », une tentative pour redéfinir les frontières de l'imagination, pour modifier les perceptions, présenter une réalité plus conforme à ce que l'on estime être la réalité, ou en tout cas celle qui mérite d'être dévoilée au reste du monde.

Dans un article intitulé « Le devenir argentin », daté de 1939, l'écrivain Julio Navarro Monzó revient sur quelques-uns des stéréotypes concernant l'Argentine, pour mieux les remettre en cause. Dans cette entreprise de rétablissement de la « vérité », une première étape consiste à rappeler que l'Amérique latine n'est pas un tout indifférencié, et donc qu'il existe une spécificité argentine irréductible à l'imaginaire exotique dont le sous-continent est l'objet, en Europe ou aux

---

[236] Cette remise en cause de la vision offerte par Sarmiento dans *Facundo* est visible dans cet extrait d'un article paru dans *Informations argentines* : « Un journal en langue flamande publia, il y a quelques mois, un mirifique article. Il portait le titre de 'L'Argentine décrite par un Argentin' et il contenait, en effet, une description du pays faite par un de nos plus grands écrivains. Rien moins que Domingo Faustino Sarmiento […]. La seule chose que le journal oubliait de dire, c'était que le livre *Facundo*, d'où cette description était empruntée et traduite, avait été écrit en 1845. Mais ce n'est pas tout. Sarmiento l'avait écrit en exil, au Chili, sous le feu de la passion politique. L'Argentine se trouvait sous le joug de la tyrannie de don Manuel de Rosas […]. Sarmiento, pour le discréditer, poussait la peinture au noir. Il exagérait la pauvreté de la nation gouvernée par le tyran ainsi que la férocité des hommes des champs, les 'gauchos', qui soutenaient Rosas. » (*Informations argentines*, n°12, septembre 1939, « Le devenir argentin », par Julio Navarro Monzó. Cet article paraît également dans *Informaciones Argentinas*, n°31, 1er septembre 1939, « El devenir argentino »).

[237] *Informations argentines*, n°12, septembre 1939, « Le devenir argentin », par Julio Navarro Monzó.

[238] *Ibid.*

États-Unis. L'auteur relate pour ce faire une anecdote personnelle : alors qu'il se trouve en Espagne, un intellectuel de ce pays lui demande s'il a croisé un de ses collègues, parti au Mexique. À cela Monzó rétorque que le Mexique est plus proche de l'Espagne que de l'Argentine, située au sud de l'Amérique : « Grande fut la surprise, et pour convaincre l'incrédule, il fallut lui montrer une carte. » Dans le même ordre d'idée, il note que dans un article paru dans un journal flamand sur l'Argentine figuraient des illustrations qui « représentaient des '*charros*'[239] mexicains ; non d'authentiques '*charros*', mais des Mexicains de cinématographe. Des acteurs nord-américains vêtus comme les campagnards du Mexique – un peu théâtralisés ». Et puis il y a les éléments qui agissent comme des métonymies, qui ne sont pas problématiques en soi, mais monopolisent tellement les représentations qui existent sur un pays, qu'ils en masquent la diversité :

> « Quand on parle de ce pays, le mot 'pampa' vient spontanément à l'esprit. Par une association d'idées presque fatale, dire 'Argentine' équivaut à dire 'pampa' et celle-ci rappelle inévitablement le 'gaucho' qui la parcourt à cheval[240]. »

Il n'est pas question, nous le verrons plus loin, de renoncer à ces symboles de la culture argentine, mais de convaincre l'étranger que l'identité de l'Argentine ne se résume pas à ces deux termes.

Enfin, Monzó revient sur la composition de la population argentine, réaffirmant l'idée qu'on a affaire à un peuple homogène, blanc, exempt de métissage[241]. De fait, les éléments indiens et noirs sont désignés comme des souvenirs. Là aussi, on est dans le cadre d'une réponse aux perceptions extérieures :

> « Dans quelques pays d'Europe et plus encore aux États-Unis, j'ai quelques fois observé que l'on s'étonnait de constater que la plupart des Argentins appartenaient à la race blanche. Il semblerait que l'on s'attendait à ce qu'ils fussent des indiens ou des descendants d'esclaves importés d'Afrique en Amérique[242]. »

En ce qui concerne les indiens, « […] il est bon que l'on sache que, à l'arrivée des Espagnols, la plus grande partie de l'actuel territoire argentin se trouvait peu peuplé par des indigènes possédant un degré très rudimentaire de civilisation ». La campagne du désert scelle leur sort :

---

[239] Dans le centre-ouest du Mexique, le *charro* est un personnage traditionnel et stéréotypé, à l'origine un propriétaire terrien possédant des chevaux et du bétail. Il est considéré comme une des icônes de la mexicanité.
[240] *Ibid.*
[241] Voir à ce sujet Oscar CHAMOSA, « Indigeneous or Criollo : The Myth of White Argentina in Tucumán's Calchaquí Valley », *Hispanic American Historical Review*, vol. 88, n°1, 2008, p. 71-106. Dans cet article, l'auteur montre qu'en Argentine, comme dans d'autre pays latino-américains, on a cherché à réduire la diversité ethnique existant dans le pays en tentant d'assimiler les petits groupes qui la symbolisaient à une « totalité nationale ». Oscar Chamosa insiste néanmoins sur le fait que l'Argentine se distingue dans la mesure où il n'y a pas eu définition d'une « nation métisse », à l'exemple du Mexique ou du Brésil, mais bien d'une nation « blanche ».
[242] *Ibid.*

> « On eut à lutter avec acharnement contre des tribus sanguinaires mais primitives, guerrières, mais peu denses. La lutte se prolongea jusque vers la moitié du XIXe siècle et, en réalité, elle ne prit fin que lorsque le Général Julio Roca conquit définitivement le sud de l'Argentine[243]. »

La conclusion de tout cela est sans ambiguïté : « L'indien fut anéanti plus que vaincu et le métissage eut peu d'importance. » Pour ce qui est de la présence éventuelle de descendants d'Africains, donc d'esclaves, Monzó en appelle à nouveau à l'histoire, mais aussi à l' « exception argentine » au sein du continent pour expliquer son peu de poids :

> « L'Argentine n'a pas été, avant tout, un pays agricole mais un pays d'élevage. Ne possédant pas de grandes plantations de tabac, de café, de sucre, elle n'avait par conséquent pas besoin d'esclaves. Quelques-uns vinrent sans doute[244]. »

Et de conclure : « La rareté de sang africain fut si grande qu'il est presque impossible d'en trouver des traces dans la population[245]. » Voilà un discours qui sépare nettement l'Argentine des autres nations latino-américaines, notamment du voisin brésilien, et qui la rapproche de l'Europe. Or malgré la volonté manifestée par un certain nombre d'intellectuels de penser la nation argentine en-dehors des cadres de la pensée européenne et de ses critères, le Vieux continent reste une référence identitaire, entre autres parce que justement elle permet aux Argentins de se distinguer du reste du sous-continent. La Chilienne Gabriela Mistral, fervente défenseuse de l'identité indienne de son pays, n'écrit-elle pas à Alfonso Reyes :

> « Grande patrie, l'Argentine, mais patrie de quelle race et de quel destin ? Sans doute est-ce un destin anti-américain, celui qui se dessine là-bas. […] Les Argentins n'aiment pas les indiens, qu'il est très difficile de voir ou de toucher[246]. »

Cette volonté d'apparaître à part au sein de l'Amérique latine n'échappe en effet pas à certains observateurs étrangers, qu'ils soient ou non latino-américains. Cet extrait d'une lettre du représentant français à Bogotá, dans laquelle il rapporte une conversation avec l'Argentin Podestá

---

[243] *Ibid.*

[244] *Ibid.*

[245] *Ibid.* Sur la perception d'une Argentine où les descendants d'Africains auraient disparu, voir Mónica QUIJADA, « Introducción », *in* Mónica QUIJADA, Carmen BERNAND, Arnd SCHNEIDER, *Homogeneidad y nación con un estudio de caso : Argentina, siglos XIX y XX*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2000, p. 9-10. Sur la population africaine en Argentine, et en particulier à Buenos Aires, voir notamment Marta GOLDBERG, « La población negra y mulata de la ciudad de Buenos Aires, 1810-1840 », *Desarrollo Económico*, n°16, 1976, p. 75-99 ; Marcos de ESTRADA, *Argentinos de origen africano*, Buenos Aires, EUDEBA, 1979 ; Juan Carlos CORIA, *Pasado y presente de los negros en Buenos Aires*, Buenos Aires, Editorial J.A. Roca, 1997 ; Carmen BERNAND, « La población negra de Buenos Aires », in Mónica QUIJADA, Carmen BERNAND, Arnd SCHNEIDER, ouv. cité, p. 93-140.

[246] Luis Vargas SAAVEDRA, *Tan de Usted : epistolario de Gabriela Mistral con Alfonso Reyes*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile/Hachette, 1991, p. 81, 03/03/(1934-1937), Lettre de Gabriela Mistral à Alfonso Reyes. Cette réticence vis-à-vis de l'Argentine est également exprimée par Alfonso Reyes dans cette même correspondance : « Ma vie à Buenos Aires a été une crise perpétuelle [...]. Cette terre […] a dans son air je ne sais quels éléments irrespirables pour l'homme qui font de lui une autre espèce, cruelle et hautaine, sans souplesse ni profondeur. […] Je crois que c'est le lieu le plus BIZARRE, le plus ÉTRANGE du monde. » (Luis Vargas SAAVEDRA, *ouv. cité*, p. 88, Rio de Janeiro, 08/10/1939, Lettre d'Alfonso Reyes à Gabriela Mistral).

Costa, sous-secrétaire général de la SdN et chef de la mission de la SdN en Amérique latine en 1938, le montre bien :

> « […] la Colombie ne l'a pas du tout impressionné ; il trouve le pays très en retard, malgré les progrès énormes de ces dernières années et ses richesses, encore pour longtemps inexploitables, faute de bons moyens de communication. Il craint aussi d'y voir se développer des problèmes ethniques et n'a pas assez de sarcasmes pour la politique américaniste et isolationniste de l'actuel gouvernement. À l'entendre on sent que l'Argentine se considère comme d'un monde n'ayant rien en commun avec les États indiens et qu'elle considère comme une utopie l'Unité Sud-Américaine : 'Que voulez-vous que nous ayons de commun avec ces gens-là, qui sont d'une autre couleur que nous et dont la capitale est quasi inaccessible, me disait M. Podestá. Il nous est plus facile et plus rapide d'aller à Helsingfors qu'à Bogotá'[247]. »

Darius Milhaud, dans un article de 1928, insiste lui aussi sur la spécificité argentine, mais dans un sens qui rejoint la manière dont certains des intellectuels de ce pays souhaitent qu'il apparaisse aux yeux du monde :

> « Ces Argentins idéalistes et raisonneurs, comme tant d'Européens de péninsules méditerranéennes d'où partirent la plupart de leurs ancêtres, considèrent que, si, un jour, les vieilles démocraties d'Europe 'flanchaient', ce serait à leur pays de ramasser à terre le flambeau gisant et menaçant de s'éteindre[248]. »

Si le regard de l'Autre agace parfois par la méconnaissance et les préjugés qu'il traduit, il n'en est pas moins avidement recherché. Et lorsqu'il est positif, il constitue une caution précieuse, le signe que l'Argentine a sa place dans le monde des nations civilisées. Le grand nombre d'articles restituant les paroles et jugements prononcés par des étrangers dans les pages d'*Informaciones Argentinas* vient appuyer ce constat[249]. Leur recension nous montre par ailleurs que n'est valorisé que le regard européen ou nord-américain ; aucun point de vue latino-américain ne figure dans les exemplaires que nous avons consultés, ce qui, compte tenu de ce qui précède, n'est pas vraiment étonnant.

---

[247] MAE, Correspondance politique et commerciale, n°44, dossier 4, Bogotá, 25/06/1938, Lettre de M. d'Aumale, ministre plénipotentiaire de France à Bogotá, au ministre des Affaires étrangères.

[248] MAE, SdN, série Société des Nations, dossier Argentine (accession, évolution de l'attitude de l'Argentine à l'égard de la SdN), janv 1920-oct. 1933, n°55, « Entre le panaméricanisme et la SdN. Le point de vue argentin », 1928.

[249] *Informaciones argentinas*, n°8, 15 septembre 1938, « La vida y la cultura de los argentinos vistas con ojos parisienses » ; n°14, 15 décembre 1938, « La obra de los escritores argentinos juzgada en París » ; n°15, 1er janvier 1939, « Un juicio de Jules Romains sobre la Argentina » et « Impresiones de un médico francés en la Argentina » ; n°16, 15 janvier 1939, « Un juicio de Gregorio Marañon sobre la ciencia de los Argentinos » (transmission radiotéléphonique du 30 décembre 1938) et « Algunos de los problemas de la Argentina estudiados por 'Le Temps' » ; n°22/26, 15 avril-15 juin 1939, « 'La Pampa es la cuarta dimensión' dijo Bontempelli », « El milagro de la Argentina. Impresiones de un distinguido visitante », « Un diario de Francia tributa un homenaje a la Argentina », « La Argentina juzgada por un embajador norteamericano », « 'La Argentina es un gran pais, con un futuro deslumbrante' expresó el ministro de Agricultura de Queensland, Australia » ; et *Informations argentines*, n°12, septembre 1939, « 'De l'Iguazu tropical à la glaciale Patagonie, l'attention de l'écrivain-voyageur est toujours en éveil', a dit M. Paul Morand », « Les Hôtes illustres et la réalité argentine » ; n°14, novembre 1939 : « 'Le peuple argentin est possédé d'un grand esprit de progrès' déclara un banquier britannique ».

Une fois précisé cet élément indissociable de la manière dont on élabore les contours de l'identité argentine pour l'extérieur, c'est au contenu de celle-ci que nous nous attacherons dans les pages qui suivent.

Un pays de cocagne

Le territoire

> « Avant de faire de l'histoire il convient de s'occuper de la géographie[250]. »

L'identité argentine est foncièrement liée à son territoire, dont les frontières, dès le milieu du XIXe siècle, ont été pensées comme celles qui devaient définir une nation dont les contours étaient encore flous. Mónica Quijada offre une synthèse du rôle et de la place du territoire de l'Argentine dans le discours national :

> « La phrase d'Aberdi de 1852, 'le peuple adopte les hommes, les entraîne, les assimile et les fait siens' est une excellente métaphore du niveau idéologique où s'est résolue l'interaction ethnique en Argentine. Au moment où sur le continent se répandaient les visions ségrégationnistes, les Argentins incorporaient les indigènes à la citoyenneté parce que leur condition de natifs de la terre argentine en faisait des citoyens naturels et irrécusables d'un État qui s'identifiait à cette terre. Ils appartenaient au sol de la patrie, comme les arbres, les montagnes, les rivières. En ce qui concerne la population issue de l'immigration, son intégration se lia aussi étroitement à la dimension symbolique du territoire, par l'assimilation de la seconde génération à la condition de 'créoles', c'est-à-dire de natifs de la terre d'ascendance exogène. Les descendants d'esclaves noirs furent aussi 'créolisés', faisant rapidement partie de la plèbe urbaine et rurale et se fondant dans la maison commune de la citoyenneté territoriale. Dans tous les cas, le 'sol de la patrie' créait des compatriotes, en même temps qu'actions et réflexions donnaient sens à l'espace et le convertissaient en 'territoire', principe de base de l'identification du groupe[251]. »

La dimension géographique reste, pendant la période étudiée, une des clés de la conscience nationale et, à ce titre, l'une des lignes principales de l'élaboration de l'image du pays à destination de l'extérieur.

Nous avons vu comment l'assimilation entre « pampa » et Argentine dans le regard étranger était présentée comme une sorte de « fatalité » par Julio Navarro Monzó. Cela n'empêche pas ce même auteur de consacrer à cet élément de la géographie argentine, à « ces immenses plaines, d'horizon infini comme la mer, qui constituent la plus grande partie de l'Argentine […][252] », des lignes au lyrisme évocateur :

---

[250] *Informations argentines*, n°12, septembre 1939, « Le devenir argentin », par Julio Navarro Monzó.
[251] Mónica QUIJADA, « Nación y territorio : la dimensión simbólica del espacio en la construcción nacional argentina. Siglo XIX », *Revista de Indias*, vol. LV, n°219, 2000, p. 394.
[252] *Informations argentines*, n°12, septembre 1939, « Le devenir argentin », par Julio Navarro Monzó.

> « Apparemment monotones, elles sont très variées cependant, par les changements de végétation et, surtout, par les constantes transformations de la lumière, dues aux changements atmosphériques. De même que dans l'océan, dans la pampa il faut regarder le ciel, contempler les nuages, observer le soleil dans sa carrière et les étoiles au cours de leur passage nocturne. La grandeur et la solitude lui donnent une beauté triste, majestueuse, qui étreint. Un écrivain l'a appelée 'beauté métaphysique'[253]. »

Un paysage qui élève l'âme, donc, et qui ne peut à ce titre que laisser présager la grandeur du peuple qui l'occupe.

> « Mais l'Argentine n'est pas uniquement constituée par d'immenses plaines[254]. »

La diversité et la majesté des paysages et de la nature argentins sont également mises en avant dans l'ouvrage *Regards sur l'Argentine* à travers l'article de Guillermo Zalazar Altamira, *Trois paysages caractéristiques et huit promenades à travers l'Argentine*[255]. Nombreuses sont les photos qui l'illustrent, en particulier des chutes d'Iguaçu ou du parc de Rivadavia, sites grandioses qui montrent le cadre majestueux de la nation[256].

Ces beautés naturelles, cette diversité de paysages grandioses ne sont pas uniquement vues comme une métaphore de la nation argentine ; elles sont aussi un atout vis-à-vis de l'extérieur, une richesse qu'il convient de mettre en valeur par le biais du tourisme. Outre son aspect économique, celui-ci est aussi un moyen de convertir les voyageurs étrangers en ambassadeurs de l'Argentine. Cet extrait d'un article d'*Informaciones Argentinas* en témoigne :

> « Notre pays a des régions d'une beauté si extraordinaire qu'il a inspiré des descriptions émotives [*sic*] de la part de plumes brillantes. Il y a des livres pleins d'une couleur littéraire, où l'on a placé comme sur une toile expressive, l'attraction de nos plages ; la force de notre sol, qui féconde d'immenses plaines et rend les forêts exubérantes et les bois touffus ; les montagnes vertes de l'intérieur et les monts granitiques des Andes. Il n'y a pas au monde, d'après les opinions des voyageurs experts, un paysage qui puisse imiter la beauté des lacs du sud, avec leur cadre de montagnes à l'ouest et l'immense vision de la mer à l'est[257]. »

Parmi ces « voyageurs experts » on compte notamment Paul Morand[258]. Il est donc normal de tout mettre en œuvre pour faire de l'Argentine une destination prisée, ce qu'elle est déjà si l'on en croit l'affirmation selon laquelle « les caravanes de touristes, de nombreux pays, qui arrivent à notre territoire [*sic*] par l'Atlantique et le Pacifique sont très denses[259] » ou l'intitulé d'une transmission radiotéléphonique de 1943, « Il y a un extraordinaire mouvement touristique en

---

[253] *Ibid.*
[254] *Ibid.*
[255] Commision argentine de coopération intellectuelle, *Regards sur l'Argentine*, Buenos Aires, 1939, p. 95-182.
[256] Voir photo en annexe.
[257] *Informations argentines*, n°2, novembre 1938 : « La force économique et les valeurs spirituelles de l'Argentine ».
[258] *Informations argentines*, n°12, septembre 1939« 'De l'Iguazu tropical à la glaciale Patagonie, l'attention de l'écrivain-voyageur est toujours en éveil', a dit M. Paul Morand. »
[259] *Informations argentines*, n°2, novembre 1938 : « La force économique et les valeurs spirituelles de l'Argentine ».

Argentine[260] ». Des énoncés que l'on peut considérer comme performatifs, destinés à créer le désir de visiter une contrée qui attire déjà tant de monde.

La constitution de l'Argentine comme destination touristique

Les pages de la revue *Informaciones Argentinas* sont à ce sujet fort éclairantes. On y montre un pays soucieux du confort de ses hôtes, capable de mettre en place les infrastructures nécessaires au développement du tourisme. Ainsi, dès 1938, ces dernières sont mises en valeur :

> « Pour que le tourisme soit une réalité en Argentine, les chemins de fer, les navires, les chemins et l'œuvre routière d'ensemble, sont des manifestations vitales d'un pays qui, en plus d'avoir une économie prospère, n'emploie pas ses énergies uniquement pour multiplier ses sources financières[261]. »

Les touristes qui choisiraient l'Argentine pour destination ne s'aventurent pas dans un voyage semé de périls[262] ; le territoire argentin est vaste, la nature souvent impressionnante, mais maîtrisée. L'immensité argentine n'est plus synonyme de « désert », d'absence de civilisation, mais promesse de grandeur dans le cadre de frontières désormais connues et parcourues. Il n'est ainsi pas anodin que soient souvent valorisés le développement des moyens de transport et l'extension des voies de communication[263]. Éloge est fait des

> « […] organismes nationaux de notre pays, qui avec une précision technique et un véritable discernement dans l'art de gouverner, étendent les routes d'asphalte dans toutes les directions, favorisant la vie intérieure et attirant les touristes vers toutes les régions productrices et belles du pays[264]. »

Les photos qui suivent, toutes tirées d'*Informaciones Argentinas*, sont révélatrices de cette volonté de montrer un territoire domestiqué, connu, parcouru par les moyens de transport les plus modernes[265].

---

[260] Transmission radiotéléphonique du 7 mai 1943, « Extraordinario movimiento turístico hay en la Argentina ».

[261] *Informations argentines*, n°2, novembre 1938 : « La force économique et les valeurs spirituelles de l'Argentine ».

[262] Le gouvernement argentin veille d'ailleurs à ce que les futurs touristes disposent de toutes les informations leur permettant de préparer leur voyage, si l'on en croit l'intitulé de ces deux transmissions radiotéléphoniques : « Informaciones útiles para los extranjeros que deseen visitar la Argentina » (17 mars 1939) et « En la Argentina se trabaja a favor del turismo » (2 janvier 1942).

[263] Parmi les transmissions radiotéléphoniques nous avons relevé celle du 3 mars 1939, « Los ferrocarriles en la Argentina ». La revue *Informaciones Argentinas* est relativement prolifique sur ce thème : n°2, 15 juillet 1938, « Interesantes aspectos del turismo. Córdoba : 4668 km de vías férreas » ; n°4, 15 juillet 1938, « Dos mil kilómetros de nuevos caminos » ; n°7, 1er septembre 1938, « En la Argentina, los turistas hallan nuevos y excelentes caminos en todas las direcciones » ; n°9, 1er octobre 1938, « Los ferrocerriles que conducen a los balnearios y a las sierras del sud de Buenos Aires » ; n°19, 1er mars 1939, « 400 mil automotores viajan por los caminos de la Argentina » ; n°20, 15 mars 1939, « Las líneas aéreas regulares han recorrido, en 1938, 1.588.243 km, dentro de las fronteras argentinas » et *Informations argentines*, n°15, décembre 1939, « De New York à Buenos Aires en automobile » ; « On perfectionne constamment les services des Chemins de Fer de l'État ».

[264] *Informaciones Argentinas*, n°18, 15 février 1939, « Expresiones de la vida económica y cultural de la Argentina ».

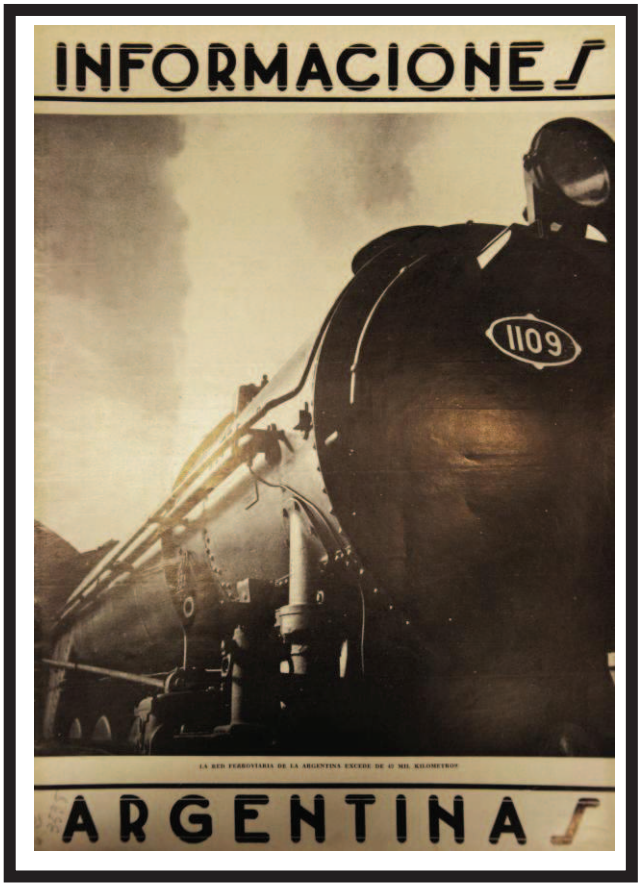
[265] Une de ces photos est reproduite en annexe.

Figure 11 : Maîtrise du territoire et moyens de communication dans *Informaciones Argentinas*

Informaciones Argentinas, n°21, 1er avril 1939

Informations argentines, n°2, novembre 1938

Informaciones Argentinas, n°33, 1er octobre 1939, « La red ferroviaria de la Argentina excede de 42 000 km »



La valorisation du territoire et de ses richesses, l'accent mis sur les beautés d'une nature qui constitue un véritable territoire national, passe, nous l'avons vu au début de ce chapitre, par la constitution de parcs nationaux. Ces derniers sont présentés comme un atout supplémentaire pour l'attractivité touristique de l'Argentine, dans les pages d'*Informaciones Argentinas*[266], mais aussi dans les transmissions radiotéléphoniques[267]. La création, en 1934, de la Direction des Parcs Nationaux, constitue le premier pas vers une politique nationale systématique dans ce domaine. Un tel organisme suppose le développement de considérations techniques, mais aussi d'une politique active d'organisation et de gestion du tourisme qui ne se limite pas à faire de la publicité et à diffuser des informations. Le régime péroniste poursuit et élargit l'expérience, même si dorénavant l'impératif de la démocratisation des loisirs est le principe directif de cette politique[268]. Il ne s'agit alors pas seulement d'attirer les touristes étrangers mais de transformer les Argentins eux-mêmes en touristes. Comme l'écrit Melina Piglia, « le tourisme fut lié à la santé publique, à l'élévation du niveau culturel et moral, au renforcement du patriotisme et de l'harmonie sociale[269] ».

Outre les parcs nationaux, sont valorisées les villes et les stations balnéaires. Mar del Plata, en particulier, est mise en avant et fait l'objet d'un « extraordinaire plan d'urbanisation » en 1938[270]. Les villes de Córdoba[271] et Mendoza sont également présentes dans les pages d'*Informaciones Argentinas*. On trouve notamment un encart sur Mendoza et sa région qui montre comment la revue participe pleinement à la politique visant à transformer certains lieux en destinations touristiques :

---

[266] *Informations argentines*, n°2, novembre 1938, « Vers l'Iguazú, but du tourisme dans l'Argentine du Nord » ; n°12, septembre 1939, « Il y a 25 lacs à diverses altitudes entourés d'un cadre polychrome dans le parc national de Lanin » et *Informaciones Argentinas*, n°15, 1er janvier 1939, « Los parques nacionales argentinos son parajes ideales para el turismo » ; n°16, 15 janvier 1939, « Elogio de Nahuel Huapí en 'L'Illustration' de París »…

[267] Transmissions radiotéléphoniques du 9 décembre 1938, « Los parques nacionales argentinos son parajes ideales para el turismo » ; du 20 janvier 1939, « La práctica de los deportes en el Parque Nacional de Nahuel Huapí », et du 18 juillet 1941, « Aspectos del turismo en Patagonia ».

[268] Sur tourisme et péronisme, voir notamment Carla LOIS, Claudia TRONCOSO, « Políticas turísticas y peronismo. Los atractivos turísticos promocionados en Visión de la Argentina (1950 », PASOS. *Revista de Turismo y Patrimonio Cultural*, vol. II, n°2, 2004, p. 281-294 (disponible en ligne : http://www.pasosonline.org/Publicados/2204/PS100204.pdf) et Eugenia SCARNAZELLA, « El ocio peronista : vacaciones y turismo popular en Argentina (1943-1955) », *Entrepasados*, n°14, 1998, p. 65-86.

[269] Melina PIGLIA, « En torno a los Parques Nacionales : primeras experiencias de una política turística nacional centralizada en la Argentina (1934-1950) », *PASOS. Revista de Turismo y Patrimonio Cultural*, vol. X, n°1, 2012, p. 62 (disponible en ligne : http://www.pasosonline.org/Publicados/10112/PS0112_05.pdf) : « *el turismo se ligó entonces a la salud pública, a la elevación del nivel cultural y moral, al refuerzo del patriotismo y de la armonía social*. »

[270] *Informaciones Argentinas*, n°5, 1er août 1938, « Extraordinario plan de urbanización de un gran balneario » ; n°9, 1er octobre 1938, « Mar del Plata, el gran balneario ».

[271] *Informations argentines*, N°12, septembre 1939, « Córdoba, centre de rayonnement du tourisme à l'intérieur du pays » ; n°15, décembre 1939, « L'organisation officielle du tourisme dans la province de Córdoba ».

> « Grâce à la splendeur de son soleil, à la transparence de son ciel et à la pureté de son air, Mendoza offre des conditions exceptionnellement privilégiées qui, en plus de la nature magnifique qui l'entoure, la font apparaître comme un lieu idéal pour le tourisme.[...] Pourtant, elle est peu fréquentée jusqu'à maintenant, ce que l'on doit attribuer au peu de connaissances que l'on a de ses beautés naturelles et de la facilité à les connaître. Cette note est là pour combler ce vide, en offrant une synthèse de ses aspects divers [...]. Reflet de la réalité, elle en dit beaucoup, mais elle ne remplira son office que si, éveillant la curiosité du lecteur, elle le mène un jour jusqu'à cette belle Province[272]. »

Par les textes et les multiples illustrations qu'on y trouve, la revue éditée par le ministère argentin des Relations extérieures est un des maillons du processus de constitution d'un répertoire d'images représentant des paysages – « sauvages », ruraux, urbain, etc. – et censé synthétiser « l'Argentine ».

Dans ce répertoire, les références à une histoire qui se rapporte à la période coloniale, mais aussi aux époques qui l'ont précédée, sont de plus en plus nombreuses, conférant de la sorte à l'Argentine une profondeur temporelle que son statut de pays « neuf » tendait jusque-là à masquer. Il faut y voir non seulement le résultat d'un mouvement destiné à enraciner l'identité argentine dans une matrice antérieure au flot migratoire de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, mais également l'impact d'un tourisme friand de traces « typiques » et « authentiques » du passé, comme le suggèrent les articles de la revue *Informaciones Argentinas*[273].

Un pays riche des ressources de son territoire

Le territoire argentin, outre ses paysages, offre enfin à l'Argentine les bases de sa prospérité économique. Cette dimension est très présente dans la revue. C'est à la fois une manière de rassurer les investisseurs et importateurs étrangers et dans le même temps la manifestation d'une fierté, la preuve que l'Argentine est un pays de cocagne, généreux envers son peuple. L'accent mis, à plusieurs reprises, sur un climat présenté comme tempéré – et non tropical –, dont la diversité est néanmoins la base d'une agriculture diversifiée, est l'un des *topoi* présents dans les pages d'*Informaciones Argentinas*. Julio Navarro Monzó, déjà cité précédemment, revient lui aussi sur les atouts du climat argentin, qui devient dès lors un élément à part entière de l'identité de la nation :

---

[272] *Informaciones Argentinas*, N°10, 15 octobre 1938, « Al pié de los Andes : Mendoza », avec un encart intitulé « Mendoza : esplendido escenario para los turistas ».

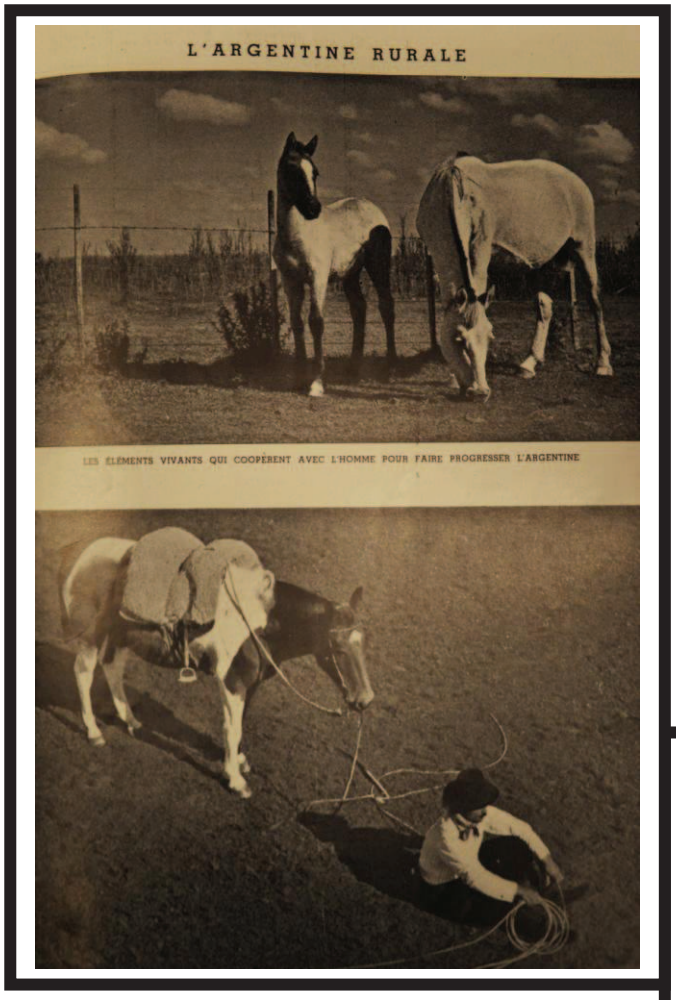
[273] *Informations argentines*, n°2, novembre 1938, « D'intéressantes investigations archéologiques ont été réalisées dans la province de Jujuy » ; n°12, septembre 1939, « Le tourisme et l'andinisme » ; « L'art rupestre de la Rioja offre un intérêt extraordinaire aux archéologues » ; n°14, novembre 1939, « Les souvenirs de notre passé historique attirent les touristes étrangers », « Le Musée Archéologique de Santiago del Estero » ; n°15, décembre 1939, « Il y a dans la province de Jujuy une église qui fut construite en 1646 ». *Informaciones Argentinas*, n°30, 15 août 1939, « Los turistas admiran nuestros lugares históricos » ; n°34, 15 octobre 1939 : « Al recorrer la Provincia de Córdoba, los turistas visitan lugares históricos y se sitúan en el escenario de extraordinarias leyendas » ; n°36, 15 novembre 1939, « Figuras indígenas en algunos monumentos de nuestros parques ».

> « Avec une extension territoriale aussi grande, l'Argentine a, naturellement, un climat très varié, quoiqu'il soit tempéré dans sa plus grande étendue […]. Au nord, on cultive la canne à sucre, la 'yerba mate' et les fruits tropicaux de l'Amérique […]. Au centre, on produit des céréales […]. L'Argentine a été appelée, avec raison, le grenier du monde. Au sud, dans la Patagonie, on élève des brebis produisant la meilleure laine que l'on puisse trouver au monde. Si, au nord, dans les forêts du Chaco et de Misiones, on trouve le 'quebracho', bois très dur, riche en tanin ; au sud, dans la Terre de Feu, abondent les bois de construction. Mais l'élevage est plus important que l'agriculture. C'est l'industrie nationale, introduite par les Espagnols, l'occupation essentielle de ces nomades à cheval que furent les 'gauchos'[274]. »

Le cheval, mais également la vache et le bœuf, deviennent aussi des emblèmes du pays. Ils sont en effet tout à la fois représentatifs d'un monde rural, depuis les romans *costumbristas* de la fin du XIXe et du début du XXe siècle jusqu'aux entreprises de recension du folklore et de la culture populaire des provinces est présenté comme le creuset de l' « *argentinidad* », et d'une économie dont l'un des produits phare est la viande de bœuf[275]. Les illustrations suivantes valorisent ces deux dimensions.

[274] *Informations argentines*, n°12, septembre 1939, « Le devenir argentin », par Julio Navarro Monzó.
[275] Cf. notamment *Informations argentines*, n°14, noviembre 1939, « On considère le 'chilled' argentin comme étant la meilleure viande du monde ».

Figure 12 : « Les éléments vivants qui coopèrent avec l'homme pour faire progresser l'Argentine »



Informations argentines, n°13, octobre 1939

Informaciones argentinas, n°15, 1er janvier 1939, « Les viandes argentines sont connues dans le monde entier »

> « Tout en ménageant la richesse économique, une aspiration naturelle de la société crée des valeurs spirituelles sur la base de la culture traditionnelle[276]. »

L'image de l'Argentine construite pour l'extérieur se veut en effet le reflet de ces trois aspects. La conception du pavillon argentin pour l'exposition internationale du *Golden Gate* qui doit avoir lieu de février à juin 1939 offre ainsi une synthèse de ce que l'on veut montrer de l'Argentine. La commission nationale chargée de l'organisation pour le pavillon argentin a compté un certain nombre de sous-commissions organisées par thème : beaux arts, études sociales, culture, livres, bibliothèques, arts graphiques, photographie et cinéma, urbanisme, tourisme, transport et voies de communication, élevage, agriculture, industries et échanges commerciaux[277]. L'un des éléments marquants du pavillon est une grande carte de l'Argentine au frontispice du bâtiment. Dans le hall, un grand panneau en pierre avec le blason national et ceux des 14 provinces, au-dessous desquels figure, en anglais, l'inscription « Nos problèmes de délimitation territoriale ont toujours été réglées par l'arbitrage[278] ». Plus bas, se trouvent des chiffres concernant le budget de la nation, les chemins de fer, les importations et les exportations. Sur le mur d'en face a été reproduit l'article 20 de la constitution argentine qui concerne « les avantages dont jouissent les étrangers sur notre territoire[279] ». Sont en outre placés côte-à-côte les préambules des constitutions de l'Argentine et des États-Unis, disposition qui n'est bien évidemment pas innocente et qui place les régimes politiques des deux pays sur le même plan.

Par ailleurs, si dans les vitrines du pavillon argentin, on trouve des conserves de viande, du sucre, des céréales, du tabac, du coton, des farines, des cuirs et des reproductions de fruits en cire, on peut y voir également, dans la « Section Tourisme » des photographies des cataractes d'Iguazú et d'autres « lieux remarquables du pays[280] », mais aussi des documentaires sur ses « merveilles naturelles[281] ». D'autres petits films montrent « des vues de Tigre, de Córdoba et de ses montagnes, Mendoza et la cordillère, la région des lacs et des plages ; les grandes *haciendas*, la vie dans les grandes villes, les sports, les exercices et manœuvres de l'armée et de la flotte[282] », etc. Cet inventaire à la Prévert, auquel il faut ajouter la mention d'une bibliothèque contenant près de

---

[276] *Informations argentines*, n°2, novembre 1938 : « La force économique et les valeurs spirituelles de l'Argentine ».
[277] *Informaciones Argentinas*, n°22-26, 15avril-15 juin 1939 : « En 61 días fue construido nuestro pabellón en la exposición de San Francisco de California ».
[278] *Informaciones Argentinas*, n°22-26, 15avril-15 juin 1939 : « La Argentina en la exposición de San Francisco de California » : « *Nuestras cuestiones de límites territoriales han sido siempre decididas por arbitraje* ».
[279] *Ibid.* : « *las ventajas de que gozan los extranjeros en nuestro territorio* ».
[280] *Ibid.* : « *lugares hermosos del país* »
[281] *Ibid.* : « *maravillas naturales* »
[282] *Ibid.*

2000 volumes, montre que l'on est bien loin du temps de l'exposition universelle de Paris en 1889, lorsque seuls les produits de la terre et de l'élevage étaient l'objet d'une présentation. Désormais, l'activité de l'homme est présente, de même que ses expressions intellectuelles et culturelles. On apprend également que « la décoration du restaurant est entièrement typique, depuis les nappes jusqu'aux verres de 'whisky', avec des dessins reproduisant Martín Fierro et des strophes de l'immortel poème[283] » et que l'on a prévu d'y servir des mets « nationaux » sur fond de musique argentine. Nous voyons donc comment le folklore devient un produit d'exportation dans le cadre d'une exposition où l'Argentine s'efforce de conjuguer tradition et modernité.

Tradition et modernité

> « L'Argentine, surtout, offre aux yeux compréhensifs un large paysage spirituel[284]. »

La terre ne ment pas

Faire oublier la nation jeune et inexpérimentée, dépendante économiquement et culturellement de l'Europe, substituer à cette image celle d'une nation à la fois dynamique et forte de ses traditions, voilà la tâche de la diplomatie culturelle argentine, qu'elle soit le fait du ministère des Relations extérieures ou de la commission de coopération intellectuelle. Publication de cette dernière, *Le Paysage et l'âme argentins*, « anthologie des écrivains argentins qui donnent l'idée la plus juste des paysages, des sentiments, des coutumes et des légendes argentines », « sélection pour les étrangers qui est l'expression de l'âme native, paysanne et provinciale[285] », doit contribuer à asseoir l'identité nationale que le pouvoir de l'époque, aidé par les intellectuels nationalistes, cherchait à promouvoir. Cette politique s'appuyait sur l'utilisation d'un imaginaire national qui faisait la part belle aux racines, à la terre :

> « Le rayonnement spirituel d'un peuple naît, pur et complet, dans les campagnes où l'homme est en contact direct avec la terre ; il s'altère dans les grandes métropoles. […] La terre communique aux paysans cette émanation mystérieuse qui offre une patrie aux hommes et aux choses[286]. »

---

[283] *Ibid.*

[284] *Informations argentines*, n°2, novembre 1938 : « La force économique et les valeurs spirituelles de l'Argentine ».

[285] Prologue de Carlos Ibarguren à Comisión argentina de cooperación intelectual, *El Paisaje y el alma de Argentina. Descripciones, cuentos y leyendas del terruño. Selección de Carlos Ibraguren, Antonio Aita, Pedro Juan Vignale*, Buenos Aires, 1938, p. 9 : « *una selección para el extranjero que es la expresión del alma nativa, campera y provinciana* ».

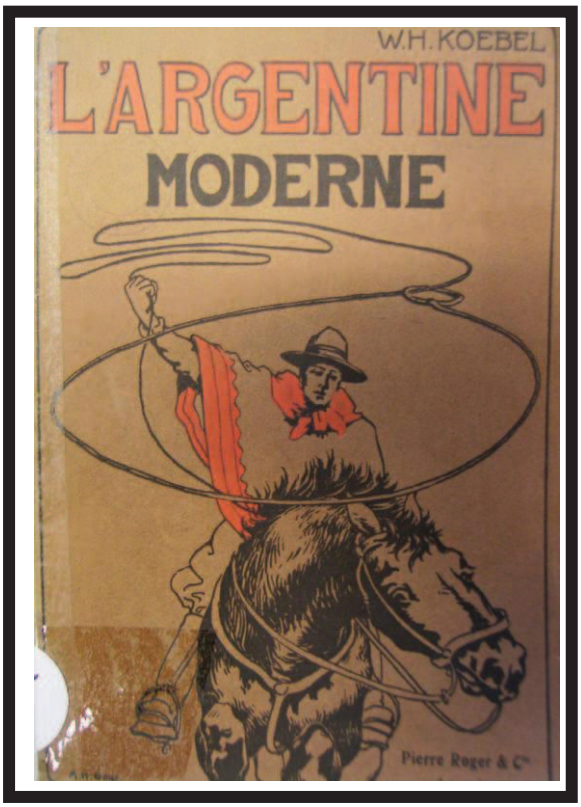
[286] *Ibid.*

La conclusion est celle-ci : « La République argentine trouve sa physionomie propre dans les campagnes et les provinces. L'esprit européen est dans les villes et l'âme autochtone dans les champs[287] ». Dans cette présentation de l'identité nationale qui trouverait son origine à l'intérieur des terres, l'image du *Gaucho*, même si cette figure a disparu, est largement évoquée comme symbole identitaire. Ainsi, dans *Le paysage et l'âme argentins,* trouve-t-on cette ode à l' « âme *gauchesca* » et à sa force d'attraction, qui devient instrument d'assimilation :

> « Brille encore sur nos plaines, surtout dans les zones d'élevage, l'éclat de l'âme *gauchesca* dans le cœur des paysans d'aujourd'hui mais aussi dans celui du fils de l'immigré par nous assimilé, qui souhaite être entièrement créole et ressembler au *gaucho* traditionnel[288]. »

C'est également une manière de réinvestir un *topos* répandu ailleurs sur l'Argentine ; on retrouve le *gaucho* sur les couvertures de deux ouvrages : *L'Argentine moderne* de W. H. Koebel, paru en 1919[289] et *Argentine, terre promise*, paru en 1943.

Figure 13 : Le gaucho, symbole de l'Argentine à l'étranger



[287] *Idem*, p. 10.
[288] *Ibid.*
[289] W. H. KOEBEL, *L'Argentine moderne*, traduit de l'anglais par M. Saville et G. Feuilloy, 8e éd., Paris, Pierre Roger et Cie éditeurs, 1919.

C'est au début du XXe siècle que le *gaucho* a été élevé au tout premier rang des symboles du panthéon national argentin, alors qu'il incarnait chez Sarmiento la « barbarie » opposée à la « civilisation » ; dans son Facundo (1851), il était d'ailleurs associé à la figure du caudillo, antithèse de la modernité. Raúl O. Fradkin note que

> « cette métamorphose, comme sa rapide et profonde consécration dans l'imaginaire social, fut le fruit d'un processus socio-culturel complexe, aux voies multiples et ponctué d'étapes nombreuses, à travers lesquelles la société argentine tenta de trouver une réponse à la question de ses origines. Pour cela fut convoqué un mythe littéraire qui offrait un modèle exemplaire de conduite à une société en proie à de profondes et brutales transformations[290]. »

Cette ambiguïté vis-à-vis de la figure du gaucho transparaît dans cet extrait d'un article paru dans *Informaciones Argentinas* :

> « Mais l'Argentine n'est pas, seulement, un grand centre économique. Ce ne sont pas tous des campagnards, les hommes de ce pays ; et le *gaucho*, qui apparaît dans de nombreuses allégories de notre race, est plus une expression ou une construction littéraire, basée sur un souvenir historique, qu'une réalité actuelle[291]. »

Cette lucidité n'empêche pas que l'on consacre un article au « Musée Gauchesque » de la province de Buenos Aires dans les pages de la version française d'*Informaciones Argentinas*, soulignant que celui-ci attire les touristes[292].

Selon Carlos Ibarguren, *Le paysage et l'âme argentins* a reçu « les commentaires les plus élogieux dans la presse et des jugements hautement stimulants de la part d'illustres critiques français et allemands[293] » ; il mentionne notamment Paul Hazard, Francis de Miomandre, Paul Morand, Ernst Robert Curtius[294] et Karl Vossler[295]. Il cite également un extrait d'un article paru dans *Les Nouvelles littéraires*, « une des revues les plus importantes d'Europe[296] » :

> « Il est nécessaire de lire ces contes, de les lire tous : parce qu'ils sont beaux, parce qu'ils sont d'une grandeur et d'une sévérité semblables à celles des paysages qu'ils décrivent. Cette remarquable anthologie de la littérature argentine mérite de figurer à un emplacement de choix dans nos bibliothèques[297]. »

---

[290] Raúl O. FRADKIN, « Centaures de la pampa. Le gaucho, entre l'histoire et le mythe », *Annales HSS*, n°1, janv.-fév. 2003, p. 109.

[291] *Informaciones Argentinas*, n°8, 15/09/1938, « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' ». Voir aussi : *Informations argentines*, n°12, septembre 1939, « Le devenir argentin », par Julio Navarro Monzó : « […] le 'gaucho' n'existe déjà presque plus, si ce n'est comme type légendaire, à la façon du 'cow-boy' de l'Amérique du Nord. »

[292] Informations argentines, n°15, décembre 1939, « Le 'Musée Gauchesque' de la Province de Buenos Aires éveille une très vive curiosité parmi les touristes ».

[293] Carlos IBARGUREN, *La vida que he vivido*, Buenos Aires, Peuser, 1955, p. 474 : « *los más elogiosos comentarios en la prensa y juicios altamente estimuladores de ilustres críticos franceses* ».

[294] Ernst Robert Curtius (1886-1956) est considéré comme l'un des plus grands critiques littéraires allemands. Il est également connu pour ses liens avec le milieu culturel français et son action pro-européenne, notamment pendant l'entre-deux-guerres.

[295] Karl Vossler (1872-1949) était un universitaire spécialiste de la philologie romaniste.

[296] Carlos IBARGUREN, *ouv. cité*, p. 474.

[297] *Ibid.*

Folklore et culture populaire sont donc rentrés dans le répertoire de la diplomatie culturelle. C'est également visible dans les pages d'*Informaciones Argentinas*, où l'on trouve notamment un article intitulé « À Paris, notre musique folklorique plaît[298] ». Le texte commence par un constat : « Notre musique folklorique, par ses rythmes et ses nuances, est très appréciée par les publics cultivés d'Europe[299]. » Pour preuve, le succès qu'a eu un concert organisé à Paris par la *Sociedad Nacional de Música*, avec la coopération de la *Sociedad Nacional de Música de Buenos Aires*, sous l'égide de l'ambassadeur argentin en France. L'article précise que la salle était comble et que les artistes argentins ont été acclamés. Pour expliquer cet engouement, l'auteur termine par ces lignes :

> « Notre musique folklorique est expressive et transmet facilement l'émotion et les sentiments de ceux qui la pratiquent, tant dans la plaine que dans les régions montagneuses du Nord et de l'Ouest du pays[300]. »

On voit ainsi que les recherches menées sur cette région du pays, après avoir fait l'objet d'une utilisation dans les manuels scolaires, servent peu à peu à valoriser une culture argentine « authentique » à l'étranger.

Un peuple éduqué

« Le peuple argentin compte une grande masse de lecteurs[301]. »

L'accent mis sur l'éducation constitue un autre motif récurrent dans la partition écrite par l'Argentine à destination de l'extérieur. Il s'agit ainsi de distinguer le pays du reste d'une Amérique latine où l'analphabétisme est encore important. Dès le numéro 8 d'*Informaciones Argentinas*, la représentation d'un État qui a su bâtir un système éducatif digne d'une nation civilisée est affirmée en ces termes :

> « Ce peuple – composé de 12 600 000 habitants – compte, actuellement, 1 400 000 enfants en âge scolaire, parmi lesquels 1 200 000 fréquentent quotidiennement les écoles publiques, qui fonctionnent sur tout le territoire du pays. On peut indiquer que seulement 1% des enfants ne reçoivent pas d'instruction publique. On lutte constamment contre l'analphabétisme, qui ici ne constitue pas un problème. L'activité culturelle est intense. Dans les grandes villes et dans toutes les métropoles du pays, les institutions d'enseignement, les bibliothèques, les académies de sciences et de lettres, les centres artistiques, et, dans leurs zones d'action, les universités, avec leurs différentes facultés, réalisent une œuvre de culture qui a du poids. Le journalisme argentin, qui inspire des idéaux de fraternité et de paix, est une prestigieuse tribune qui contribue à l'éducation populaire et au maintien à un haut niveau de nos préoccupations intellectuelles. Deux de nos grands quotidiens, *La Nación* et *La Prensa* peuvent

---

[298] *Informaciones Argentinas*, n°19, 1er mars 1939, « *Agrada en París nuestra música folklórica* ».
[299] *Ibid.* : « *Nuestra música folklórica, por sus ritmos y matices, tiene gran aceptación entre los públicos cultos de Europa.* »
[300] *Ibid.*
[301] Titre d'une transmission radiotéléphonique réalisée le 31 mars 1939 : « El pueblo argentino tiene una gran masa de lectores ».

> rivaliser avec le *Times* et le *New York Herald Tribune*. On peut affirmer que le peuple argentin, sur un terrain économique prospère, développe une vie spirituelle qui fait honneur à l'Amérique[302]. »

Les efforts du gouvernement pour accroître encore les bénéfices de l'éducation sont en outre l'objet de nombreux articles[303] et transmissions radiotéléphoniques[304]

Ce souci pour l'éducation et la culture se lit aussi, encore et toujours, au travers de ce qui est considéré comme leur expression majeure : le livre. Aussi n'est-il pas étonnant de trouver, dans la revue *Informaciones Argentinas*, dans sa version espagnole et dans sa version française, un article intitulé « Importance et signification des bibliothèques en Argentine[305] ». Celles-ci sont présentées, aux côtés des universités, comme les lieux de formations des « plus illustres représentants de la culture nationale[306] ». Cela permet à l'auteur de l'article d'écrire plus loin que

> « […] les bibliothèques publiques sont la source où naissent et où s'abreuvent les forces intellectuelles d'un pays et le niveau intellectuel collectif d'une nation dépend étroitement de leur nombre, proportionnellement à la population[307] ».

La conclusion est aisée : « Les bibliothèques publiques sont donc une sorte d'étalon de la culture collective[308]. » L'article se poursuit par une description du réseau argentin de bibliothèques, du nombre de livres et de lecteurs et par un développement sur les bibliothèques « populaires »[309], installées en milieu rural, dont les mérites sont ainsi vantés :

> « L'habitant des campagnes qui, étant donné l'éloignement des centres de culture des grandes villes, ne peut cultiver son esprit, trouve dans la petite bibliothèque de sa ville ou de son village le livre dont il a besoin pour se distraire de son rude travail, pour satisfaire sa curiosité ou son besoin de savoir. Pour cette raison, les avantages de cette institution sont incalculables, puisqu'elle va, matériellement, chercher le lecteur dans les régions les plus éloignées du pays[310]. »

---

[302] *Informaciones Argentinas*, n°8, 15/09/1938, « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' ».

[303] *Informaciones Argentinas*, n°6, 15 août 1938, « 5 000 000 de pesos invertiráse este año en la creación de escuelas » ; *Informations argentines*, n°12, septembre 1939, « L'ampleur de l'enseignement officiel gratuit en Argentine » ; n°13, octobre 1939, « Un nouveau Jardin d'Enfants a été inauguré dans un des quartiers centraux de la Capitale Fédérale ».

[304] Transmissions radiotéléphoniques du 14 octobre 1939, « Resultados de la enseñanza obligatoria en la Argentina » ; 28 novembre 1941, « Las escuelas hogares, en la Argentina. Su importancia social y educativa » ; de 1945, « La República Argentina ocupa un lugar privilegiado entre todas las naciones por su grado de alfabetismo », « El desarrollo de la instrucción pública », « Con fondos que se destinaban para armamento, se construyen edificios para escuelas ».

[305] *Informations Argentines*, n°2, novembre 1938, p. 6-7 et *Informaciones Argentinas*, n°7, 1er septembre 1938, « Importancia y significado de las bibliotecas en Argentina ». Ce sujet a fait l'objet, sous le même titre, d'une transmission radiotéléphonique le 26 août 1938.

[306] *Informations Argentines*, n°2, novembre 1938, p. 6.

[307] *Ibid*.

[308] *Ibid*.

[309] Il existe une Commission Protectrice des Bibliothèques Populaires, fondée par Sarmiento en 1870.

[310] *Ibid*. Ces bibliothèques populaires font par ailleurs l'objet d'une transmission radiotéléphonique intitulée « Hay, en la Argentina, 1473 bibliotecas populares, que realizan una interesante obra de cultura » (« Il y a, en Argentine, 1473 bibliothèques populaires, qui œuvrent de manière intéressante pour la culture », Transmission du 17/04/1942).

Sont ensuite énumérées les « grandes bibliothèques », avec une indication du nombre de volumes qui constituent leurs collections. Une mention spéciale est accordée à la Bibliothèque de Médecine Classique du Littoral, qui réunit 45 000 volumes d' « ouvrages anciens sur les arts, les sciences, la littérature et la médecine », ce qui lui permet d' « occuper la deuxième place mondiale, puisque seule l'Université de Cambridge possède un plus grand nombre de volumes d'ouvrages classiques[311] ». Conscient de cette richesse, le Sénat argentin a d'ailleurs octroyé à cette bibliothèque une subvention conséquente afin qu'elle puisse acquérir d'autres livres anciens en Europe. Les bibliothèques argentines peuvent donc sans problème soutenir la comparaison avec leurs homologues européennes. Mais la force de l'Argentine, d'après cet article, est bien de concilier des institutions qui satisfont aussi bien les érudits que « l'habitant des campagnes ». La culture n'y est pas le privilège d'une élite, mais un bien commun à l'ensemble de la communauté nationale, aux populations urbaines comme rurales.

Ce message est plutôt bien entendu si l'on en croit Marcel Peyrouton qui écrit :

> « L'Argentine a le goût de l'art, de la culture. Les services publics consacrent chaque année des crédits considérables à l'enseignement : chaque enfant est formé gratuitement pour les tâches de demain[312]. »

C'est précisément ce qu'entend démontrer Roberto F. Giusti dans son article *L'éducation du peuple et la culture générale en Argentine*[313].

Une nation moderne et cultivée

Il ne s'agit pas seulement d'apparaître comme une nation dotée d'une véritable profondeur historique, de racines authentiques, mais aussi d'incarner la modernité, le dynamisme et la culture. N'était-il pas question, par le biais des expositions de livres, de montrer à la fois la vitalité intellectuelle de l'Argentine et les prouesses économiques de ses maisons d'édition ? De faire savoir que ce pays de *gauchos* investissait dans la culture et l'éducation ?

Que montrer pour atteindre ce but ? Pour susciter le respect et l'admiration, tant en Europe qu'en Amérique du Sud ? Quels livres sélectionne-t-on qui soient « l'expression la plus authentique de la pensée argentine[314] » ? Antonio Aita en donne un aperçu dans son introduction à *El libro argentino en América*, ouvrage publié par la commission argentine de coopération intellectuelle consignant les discours et articles réalisés par des intellectuels et hommes politiques latino-américains à l'occasion des expositions de livres argentins à Rio de Janeiro, Santiago du

---

[311] *Ibid.*
[312] Marcel PEYROUTON, *Paroles françaises d'Argentine*, Lyon, H. Lardanchet, p. 18.
[313] Comisión nacional de cooperación intelectual, *Regards sur l'Argentine*, Buenos Aires, p. 183-231.
[314] *Informations argentines*, n°2, novembre 1938, « Importance et signification des bibliothèques en Argentine », p. 7.

Chili et Lima. D'après ses mots, les expositions offrent « un panorama […] de notre labeur scientifique, éducatif et littéraire[315] ». Il ajoute :

> « […] Du poète de haute inspiration au chercheur qui se consacre aux disciplines les plus sévères de la science, du créateur de mondes imaginaires à l'homme préoccupé par les problèmes philosophiques, des lectures pour enfants aux livres de textes, tous étaient représentés là. C'est ainsi que, comme dans un livre d'images, le visiteur a pu admirer petit à petit les diverses étapes de notre culture[316]. »

Dans un entretien au *Figaro*, reproduite par un diplomate brésilien, Aita décrit ainsi la disposition des vitrines de livres installées à la Bibliothèque Nationale à Paris :

> « Ici se trouve le coin des philosophes, sous la présidence d'Alexandro Korn, qui est notre Bergson. On trouve de l'autre côté les œuvres de Fernando Moreno, considéré avec raison comme notre plus grand poète vivant, et Ricardo Guiraldes, notre romancier national qui a réussi à rendre sa place à la tradition populaire dans les études sur les milieux campagnards[317]. »

Il précise que figurent également parmi les auteurs représentés des astronomes, des juristes, des naturalistes, des géologues, des historiens et des archéologues. C'est donc une culture qui n'ignore aucun des champs du savoir, aucune expression littéraire qui s'expose de la sorte, et ce des deux côtés de l'Atlantique. Le discours prononcé par le Brésilien Gustavo Capanema pour l'inauguration de l'exposition de Rio de Janeiro révèle que l'image d'une nation cultivée et éduquée est bien celle qui est retenue : « Les livres aujourd'hui réunis […] sont le résultat heureux d'un labeur éducatif continu et l'expression admirable du pouvoir créateur de l'esprit argentin[318]. » Mais c'est sans doute ce qui suit qui est le plus important. D'après Capanema, les livres argentins présentés « constituent les signes éloquents du fait qu'en Amérique, se dresse une nouvelle culture, déjà pleine de vigueur et destinée, sans aucun doute, à servir et honorer l'avenir de la race humaine[319]. » Voilà le but ultime de ces expositions, de cet accent mis sur le livre : non seulement ils révèlent au monde la vitalité de la culture argentine, mais ils la consacrent comme partie intégrante du patrimoine intellectuel mondial, ils en font l'avant-garde d'une dynamique américaine. Antonio Aita n'écrit-il pas :

> « De façon positive, ce qui mérite d'être souligné dans notre activité spirituelle c'est non seulement la présentation soignée et élégante du livre, l'universalité des préoccupations qu'il met en valeur et sa valeur économique en tant qu'objet d'édition, mais aussi son contenu moralement sain, exempt de tout esprit tendancieux et inspiré par un fervent idéal humaniste[320]. » ?

---

[315] Comisión argentina de cooperación intelectual, *El libro argentino en América*, Buenos Aires, 1941, introduction d'Antonio Aita, p. 14 : « *un panorama […] de nuestra labor científica, docente y literaria* ».
[316] *Ibid.*
[317] AHI, 542,6, 1043/18350, Intercâmbio intelectual Brasil/França, 1931-1940, Le Havre, 25/11/1938, Lettre du consul brésilien au ministre des Relations extérieures.
[318] Comisión argentina de cooperación intelectual, *El libro argentino en América*, Buenos Aires, 1941, Discours de Gustavo Capanema, p. 31.
[319] *Ibid.*
[320] *Idem*, p. 15-16.

La présence de deux communications de scientifiques européens[321] sur la science argentine dans *La vida y la cultura en Argentina,* à même de convaincre le reste du monde que l'on a affaire à une nation en tous points moderne et avancée viennent renforcer le discours d'Aita.

> « Il semble aussi qu'ils [les Argentins] aient une inaltérable confiance dans l'avenir, privilège des peuples jeunes […][322]. »

Par cette phrase, Marcel Peyrouton contribue à véhiculer un *topos* que les acteurs de la diplomatie culturelle argentine cherchent à promouvoir. Pour le Français, les bouleversements urbanistiques que connaissait alors Buenos Aires viennent à l'appui de ce constat :

> « Des changements dans l'ordonnance de Buenos Aires : on abat des vieux immeubles sans qu'apparaissent cette nuance de regret et cet amour que les vieux peuples portent aux vieilles pierres ; les rues s'ouvrent larges, rectilignes ; les hauts édifices s'élèvent, les quartiers se transforment à une allègre cadence, dans l'affirmation joyeuse d'une force sûre du lendemain[323]. »

L'article de Julio Rinaldini, *Essai sur Buenos Aires*[324], véhicule cette même impression, notamment par l'usage de photos qui dévoilent une Buenos Aires entre New York (clichés de bâtiments modernes, relativement hauts) et Paris (clichés de l'avenida 9 de Julio et du Teatro Colón), entre l'Ancien et le Nouveau Monde[325]. Buenos Aires, qui « progresse en hauteur et en beauté[326] », est en effet omniprésente, notamment à travers de nombreuses photos, dans la revue *Informaciones Argentinas*[327].

---

[321] Émile Sergent, « Impresiones de un médico francés sobre el estudio y la enseñanza de las ciencias medicas en Argentina », in *La vida y la cultura en Argentina,* p. 103-126 et Gregorio Marañon, « El libro científico en Argentina », *Idem*, p. 127-146. Voir aussi les transmissions radiotéléphoniques du 27 juin 1941, « Nuevas conquistas de la ciencia, en la Argentina » ou celles de 1946-1947, « El Museo de Ciencias Naturales de La Plata », « La medicina argentina », « El Observatorio Astronómico de la Universidad de La Plata ».

[322] Marcel PEYROUTON, *Paroles françaises d'Argentine*, Lyon, H. Lardanchet, 1941, p. 20.

[323] *Ibid.*

[324] Comisión nacional de cooperación intelectual, *Regards sur l'Argentine*, Buenos Aires, 1939, p. 11-44.

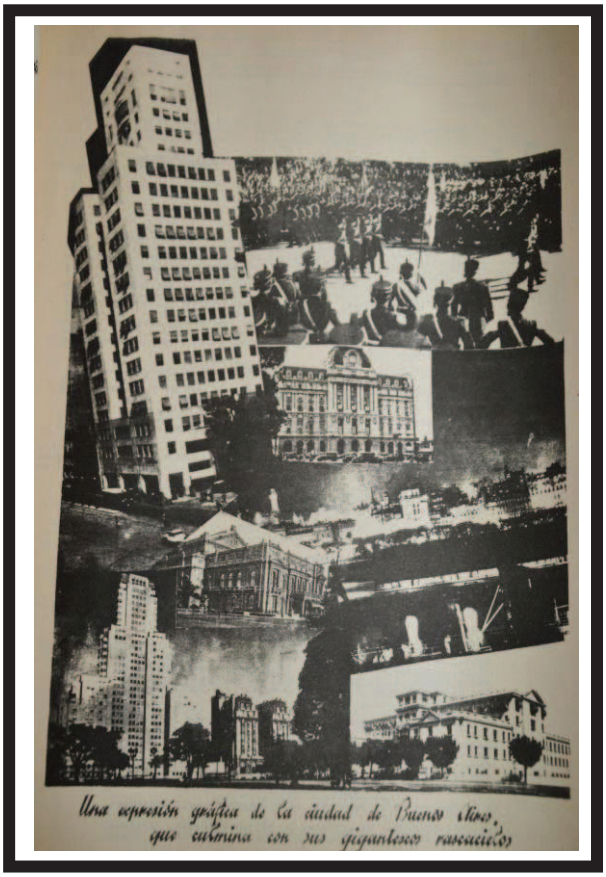
[325] Ces photos sont reproduites en annexe.

[326] Titre d'un photomontage présent dans *Informaciones Argentinas*, n°22-26, 1er avril-1er juin 1939, « Buenos Aires progresa en altura y belleza ».

[327] *Informations argentines*, n°2, novembre 1938, « Une expression graphique de la ville de Buenos Aires qui culmine avec ses gigantesques gratte-ciels » ; n°13, octobre 1939, « Buenos Aires, centre de grandes expositions » ; n°14, noviembre 1939, « Les Musées de la ville de Buenos Aires » ; n°15 décembre 1939, « La clôture de la Saison Artistique de l'année 1939 à Buenos Aires », « L'embellissement des promenades de la ville de Buenos Aires » et *Informaciones Argentinas*, n°14, 15 décembre 1938, « Buenos Aires 'sexta capital del mundo, inagotable cantera de reservas intelectuales »

Figure 14 : Buenos Aires dans les pages d'*Informaciones Argentinas*

Informaciones Argentinas, n°10, 15 octobre 1938, « Une expression graphique de la ville de Buenos Aires qui culmine avec ses gigantesques gratte-ciel »



Informaciones Argentinas, n°15, 1er janvier 1939

Informaciones Argentinas, n°37, 1er décembre 1937

Informaciones Argentinas, n°31, 1er septembre 1939

Une nation à la fois jeune et respectueuse des traditions, une puissance économique et une terre de culture : telle est l'identité argentine que l'on souhaite mettre en avant sur la scène internationale, l'image que l'on veut montrer et telle que la définit Antonio Aita en ces termes :

> « On la connaît [l'Argentine] comme un puissant réservoir de matières premières où de jeunes énergies forgent par leur travail la grandeur économique de la Nation. Mais aux côtés de cette Argentine qui travaille et lui donne sa renommée universelle, existe une Argentine qui s'investit dans le domaine des sciences, qui analyse les questions ayant trait à la culture, qui met en lignes et formes les images de sa sensibilité artistique, qui exprime par la musique les émotions cachées de l'esprit. Voilà l'Argentine qui pense et qui rêve[328]. »

On retrouve des termes similaires dans un article d'*Informaciones Argentinas* datant de février 1939 :

> « L'Argentine n'oublie pas que la prospérité de son peuple ne peut se mesurer en donnant une priorité excessive soit au progrès matériel soit au domaine spirituel, en laissant de côté les aspects géographiques et physiques de la Nation. C'est pour cela que ses gouvernants ont toujours cherché l'équilibre entre la production naturelle exubérante, qui est la base principale de notre économie, et l'éducation populaire. On cherche des solutions aux problèmes économiques, en essayant d'augmenter le nombre de marchés ouverts à nos céréales et à notre viande ; mais la personnalité nationale de l'Argentine s'enorgueillit du fait que le peuple qui produit tant pour l'exportation, possède aussi un haut degré de spiritualité, reconnue par tous les pays [...][329]. »

En 1943, dans un contexte national et international qui a connu d'importants bouleversements, c'est la même image qui est mise en avant, ainsi que le révèlent ces mots de Guillermo Kraft :

> « Désormais, l'Argentine n'est plus seulement productrice et exportatrice de produits agricoles, elle est également visible grâce au plus spirituel des symboles : le livre. Si jusqu'à récemment nous étions connus comme le 'pays du blé et de la viande', nous espérons conquérir bientôt un nouveau titre : 'la terre du livre'[330]. »

---

[328] Aita Antonio, « Discurso pronunciado en el acto inaugural de la exposición del libro argentino, realizada en la sede del Centro Italiano di Studi Americani en Roma, el 12 de octubre de 1938 », in *La Vida y la cultura en la Argentina*, *op. cit*., p.13

[329] *Informaciones Argentinas*, n°18, 15 février 1939, « Expresiones de la vida económica y cultural de la Argentina ».

[330] Guillermo KRAFT, *El admirable avanzo del libro argentino*, Buenos Aires, 1943, p. 3.

Un Brésil à la conquête de sa « brasilianité[331] »

Le Brésil à l'Exposition universelle de 1937

Un pavillon résolument moderne au sommet duquel se détache, en lettres d'or, le nom du Brésil ; des salles où figurent des représentations « à la gloire de la beauté naturelle de la fameuse baie de Rio de Janeiro, représentée sous le chaud soleil de l'Amérique du Sud[332] » ; une décoration mêlant meubles coloniaux « tous en bois magnifique du pays », travaillés « soit par les indigènes, les 'indiens du Brésil', soit d'après les techniques modernes », et vitraux peints « rapportant des scènes de la vie indigène » ; photos, graphiques, dioramas ; autant d'éléments qui « donnent aux visiteurs l'impression fantastique de la vie brésilienne dans tous ses domaines : culture, sciences, industrie, arts » et font découvrir « un des pays les plus prospères du monde[333] ».

Figure 15 : Le pavillon du Brésil à l'Exposition de Paris (1937)

Source : ANRJ, Gabinete Civil da Presidencia da República, Correspondência, Relações exteriores, caixa 119, Paris, 12/10/1937, Lettre de (?) à Getúlio Vargas

[331] D'après Guy MARTINIÈRE, *Le Brésil et l'Europe Atlantique (XVIe-XVIIIe siècles). L'invention contemporaine de la « brasilianité »*, Doctorat d'État (dir. Frédéric Mauro), Université Paris X, 1986.
[332] ANRJ, Gabinete Civil da Presidencia da República, Correspondência, Relações exteriores, caixa 119, Article du *Journal de l'Exposition*, Paris, 25/07/1937, « Du minuscule grain vert à la tasse fumante et chaude le café conte son histoire au Brésil », par Francis Rico.
[333] *Ibid.*

Résolument moderne, foncièrement brésilien, tel est le Brésil qui apparaît dans la vitrine que représente l'Exposition de Paris. C'est aussi l'image d'un géant, du point de vue de la géographie et des ressources naturelles, d'un pays jeune ayant pris en main son destin, offrant au monde les trésors de son sol, de son sous-sol, et ceux de sa culture. Lors de l'inauguration du pavillon brésilien, le commissaire brésilien, M. Pinto da Silva, prononce un discours dont nous reproduisons ici les extraits les plus significatifs :

> « Nous n'aspirons qu'à vous donner une idée approximative du monde encore en formation que nous sommes ! […] Pour les peuples, la jeunesse est souvent un handicap. Mais n'oubliez pas, messieurs, la parole consolatrice de Renan : 'Heureux les jeunes car la vie est devant eux !'. Dans le cas du Brésil, en particulier, ajoutez à la jeunesse l'énorme étendue d'un territoire de pénétration difficile, qu'embrassent tous les climats, et vous aurez la clef de notre histoire, l'explication vivante de nos vicissitudes politiques, la raison principale de certains retards qui ne sont pas tout à fait des retards. Vous n'ignorez pas que le Brésil est 17 fois plus grand que la France. Ce n'est pas avec un sentiment de vanité et d'orgueil que nous vous le répétons, parce que la grandeur territoriale du Brésil est pour nous plutôt une leçon permanente de modestie. Nous sommes si peu nombreux là-bas, et la tâche que la nature nous impose est tellement immense que, après le travail le plus dur et le plus long, on a l'impression de n'avoir presque rien fait… […] Le vieux monde, qui oublie souvent que, lui aussi, a été jeune, commence à nous faire justice. La circonstance d'être nés longtemps après vous nous a épargné les fâcheux tâtonnements, les expériences malheureuses qui ont retardé votre marche. La vérité c'est qu'aidés par votre exemple, imprégnés de vos leçons, instruits par vos erreurs et vos échecs, nous avons marché presque aussi vite que vous dans plusieurs domaines de la civilisation et du progrès[334]. »

Par un bel exercice de rhétorique, le Brésilien réussit à transformer ce qui, aux yeux du monde, apparaissaient comme des obstacles – l'étendue du territoire, la diversité du climat, une population présentée comme encore peu nombreuse – en avantages. Le gigantisme brésilien est en effet une dimension constitutive de l'identité nationale[335] et le fondement de l'idée que le Brésil a un rôle de premier plan à jouer sur la scène internationale[336]. Joaquim Nabuco ne déclarait-il pas, en 1908, « Le Brésil, toujours conscient de sa taille, a été orienté par un sentiment prophétique à l'égard de son avenir[337] » ? L'hymne national ne proclame-t-il pas « Géant par la nature même/Tu [le Brésil] est beau, tu es fort, colosse impavide,/Et ton futur reflète cette grandeur[338] » ?

Par ailleurs, en affichant une modestie et une humilité qui donnent à ce texte sa tonalité, il flatte l'Europe, donc la France, pays hôte, tout en niant la pertinence de ses jugements sur la « jeune » nation qu'est le Brésil. En procédant de la sorte, il incite ses interlocuteurs à le

---

[334] ANRJ, Gabinete Civil da Presidencia da República, Correspondência, Relações exteriores, caixa 119, Article du journal *Le Temps*, 25/07/1937, "L'Exposition Internationale de Paris 1937. L'inauguration du pavillon du Brésil ».

[335] Voir Lucia Lippi OLIVEIRA, « Gigante pela própria natureza », *Cardernos Cedec*, n°91, fév. 2011, 13 pages.

[336] Nous renvoyons à notre chapitre I et au plaidoyer de Frederico Castelo Branco Clark pour que le Brésil obtienne un siège permanent au Conseil de la SdN.

[337] Cité par Alain ROUQUIÉ, *Le Brésil au XXIe siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006, p. 325.

[338] « *Gigante pela própria natureza,/És belo, és forte, impávido colosso,/E o teu futuro espelha essa grandeza* ».

contredire. Et c'est bien ce qui se passe. Ainsi du discours de réponse prononcé par le ministre français du commerce :

> « Vous nous avez déclaré, M. le Commissaire Général, que la maison était à nous. Votre propos exprime toute l'hospitalité et la générosité brésiliennes. Mais en nous ouvrant votre maison, comme vous dites avec une modestie charmante, vous nous ouvrez un monde. Votre pavillon, malgré ses dimensions et sa beauté, ne peut prétendre, assurez-vous à être une synthèse de votre pays ; il en est à coup sûr, une fidèle et somptueuse image, – l'image d'une terre ardente, abondante et vaste, où la nature se prodigue aux hommes ; une terre, vous le rappeliez tout à l'heure, qui garde encore la jeunesse de la Création et du Paradis perdu. Mais – et c'est là votre mérite – les hommes, parce qu'ils étaient vraiment des hommes, ne se sont point contentés de cette facilité. Vous avez entrepris de dompter et capter la nature dans ses forces les plus rebelles ; vous l'avez attaquée partout à la fois sur un territoire immense, dans ses forêts, dans ses fleuves, dans son sol même. Vous nous montrez ici les barrages et les usines que vous avez construits, le réseau de routes et de voies ferrées que vous avez jeté sur vos plaines, les gisements dont vous tirez un des minerais le plus riche en fer. Pays agricole et d'élevage, le Brésil, grâce à vos efforts a atteint déjà un degré élevé d'industrialisation, en même temps que ce développement industriel suscitait d'heureuses initiatives sociales[339] ».

Ce texte est une ode au Brésil – mais pourrait-il en être autrement dans l'exercice codifié que constitue un discours d'inauguration – qui mêle des représentations traditionnellement associées à ce pays – on pense au caractère édénique qui lui est attribué – à des éléments plus inédits, que le terme « industrialisation » semble synthétiser.

Nous pouvons en outre souligner que cela fait écho à la politique menée par le gouvernement de Getúlio Vargas : la création d'une industrie nationale est en effet l'une des priorités du régime, de même que la maîtrise du territoire. L'année suivant l'Exposition, est en effet lancé un projet, la « *Marcha para Oeste* », destiné à occuper et développer l'intérieur du Brésil. Il s'agit d'effectuer une rupture avec le modèle de développement qui a jusque-là prévalu, marqué par le mercantilisme de la période coloniale, le libéralisme économique des oligarchies de la República Velha (1889-1930) et ayant eu pour conséquence de n'avoir valorisé et peuplé que la région littorale[340]. Ce faisant, Getúlio Vargas entendait œuvrer pour le « sens véritable de la *brasilidade*[341] ». La « *Marcha para Oeste* » devait tout à la fois unifier le territoire par la construction de voies de communication et incorporer au « corps de la patrie » les « Indiens du Brésil[342] » et les populations de l'intérieur, consacrant la nation comme un tout organique. De fait, « la construction d'un Brésil moderne, passant par la prise de possession effective de l'ensemble du territoire brésilien et par la réconciliation du Brésil urbain et rural, est alors présentée comme une

---

[339] ANRJ, Gabinete Civil da Presidencia da República, Correspondência, Relações exteriores, caixa 119, Discours prononcé par M. Chapsal, ministre du commerce, à la cérémonie d'inauguration du pavillon du Brésil.
[340] De fait, 90% de la population brésilienne occupe un tiers du territoire national.
[341] Seith GARFIELD, « As raízes de uma planta que hoje é o Brasil : os índios e o Estado-Nação na era Vargas », *Revista Brasileira de História*, vol. 20, n°39, 2000, p. 16 : « *verdadeiro sentido da brasilidade* ».
[342] Sur les politiques indigénistes menées au Brésil, notamment sous le gouvernement de Vargas, voir Leandro Mendes ROCHA, *A política indigenista no Brasil, 1930-1967*, Goiâna, Editora UFG, 2003.

œuvre d'intérêt national[343] ». Le pavillon érigé par le Brésil pour l'Exposition de Paris traduit donc une volonté politique et idéologique qui entend remodeler tout à la fois l'imaginaire national et les représentations du Brésil sur la scène internationale.

Ces textes nous montrent enfin que le divorce avec l'Europe n'est pas total et que le regard européen influence encore la perception que les élites brésiliennes ont de leur pays. Ériger le développement économique en priorité permet non seulement de sortir de la dépendance économique vis-à-vis des grandes puissances, mais aussi de montrer à une Europe que l'on juge arrogante et méprisante que le Brésil a sa place dans le concert des « grandes » nations. Ce que Paulo Roberto de Almeida résume de la sorte : « Cette préoccupation élitiste d'une 'place au soleil' parmi les puissances militairement significatives a été probablement remplacée, lors de l'ère varguiste, par la recherche désespérée du développement national[344]. »

Le débat sur l'identité nationale brésilienne de la fin du XIXe siècle à la fin des années 1920

Dès le XIXe siècle, certains intellectuels brésiliens, ne s'accommodant plus des jugements faisant de leur pays une contrée encore dans l'enfance de la civilisation, s'attachent à corriger l'image du Brésil en Europe et dans le reste du monde. Dans le même temps, comme l'écrit Mario Carelli, « l'émergence et l'affirmation d'un discours national brésilien pass[ent] par l'assimilation du regard que les Européens port[ent] sur ce pays[345] ». Cette dialectique apparaît clairement quand on étudie l'émergence de la diplomatie culturelle brésilienne dans l'entre-deux-guerres. En effet, construire une image positive de soi, qui rompe avec les clichés et rende compte de la « vérité », afin de faire évoluer le regard des autres, d'affirmer son identité sur la scène internationale et de favoriser, en retour, les intérêts nationaux, se fait aussi en fonction de la manière dont on perçoit les autres et dont on se perçoit dans le regard des autres. À l'instar du processus d'affirmation de l'identité nationale décrit par Mario Carelli, on observe qu'il y a à la fois rejet et incorporation de ce regard. Les élites brésiliennes, intellectuelles et politiques, ont oscillé entre fierté et complexe d'infériorité – que celui-ci soit d'ordre racial, culturel ou économique – lorsqu'il s'agissait de la définition d'une identité nationale ou de sa projection sur la scène internationale. Dans cette perspective, l'importance du regard porté sur soi par l'Autre, en

[343] Laurent VIDAL, *De Nova Lisboa à Brasília. L'invention d'une capitale (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2002, p. 156.
[344] Paulo Roberto de ALMEIDA, *Relações internacionais e política exterior do Brasil : história e sociologia da diplomacia brasileira*, Porto Alegre, Ed. da UFRGS, 2004, p. 37.
[345] Mario CARELLI, *Cultures croisées. Histoire des échanges culturels entre la France et le Brésil de la Découverte aux temps modernes*, Paris, Collection Essais et Recherches, Nathan, 1993, p. 95.

l'occurrence, le regard européen, et en particulier français au XIXe siècle, qui a pu être posé sur le Brésil, a joué un rôle important. Or ce regard européen, à travers lequel la jeune nation brésilienne a cherché à se définir, à trouver les contours d'une identité mal assurée, a pu aussi être blessant en renvoyant une image dans laquelle le Brésil ne pouvait pas – ou ne voulait pas – se reconnaître. Cette dialectique est tout aussi importante pour expliquer l'état d'esprit qui guidait l'action des acteurs brésiliens de la coopération intellectuelle, de cette partie de l'élite brésilienne qui s'engage dans la projection de leur pays sur la scène internationale. Sur cet état d'esprit, nous utiliserons le constat dressé par Paulo Roberto de Almeida :

> « […] La conscience du retard économique et social du Brésil, en comparaison avec ses partenaires extérieurs, traversait tout l'imaginaire social de la Nation indépendante. Le désir d'une ascension internationale du Brésil a toujours été présent dans la réflexion politique des élites 'éclairées' du pays, celui-ci ayant été traumatisé, par le passé, par des manifestations de mépris ou d'hostilité dans sa relation avec des puissances hégémoniques – comme par l'Angleterre sur la question de l'abolition du trafic négrier, par exemple – ou par des démonstrations d'indifférence lors de périodes subséquentes – comme lors de l'épisode de la Société des Nations ou vis-à-vis de la prétention [brésilienne] d'après-guerre d'obtenir un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU[346]. »

Le développement économique n'est qu'une face de cette ambition, ou faudrait-il dire plutôt de ce complexe ? Comme le note Daniel Pécaut, « les intellectuels des années 1925-1940 se montrent avant tout préoccupés par le problème de l'identité nationale […][347] ».

La révolution copernicienne des années 1920

> « Dans les années 1920, quand se firent sentir les effets critiques de l'après-guerre, lorsque s'effondra le mythe scientiste, l'idéal cosmopolite de développement cède la place au credo nationaliste. La recherche de nos racines, l'idéal de brasilianité, deviennent, alors, le centre des préoccupations intellectuelles[348]. »
>
> Mônica Pimenta Velloso

La deuxième décennie représente en effet un tournant majeur dans la manière dont les intellectuels brésiliens appréhendent et pensent l'identité nationale. C'est une rupture avec le « modèle » européen de développement et de civilisation suivi jusque là par l'élite brésilienne ; une rupture annoncée par la Semaine d'Art Moderne de 1922 et confirmée par le « Manifeste Anthropophage » d'Oswald de Andrade de 1928, deux manifestations qui remettaient en cause

---

[346] Paulo Roberto de ALMEIDA, *Relações internacionais e política exterior do Brasil : história e sociologia da diplomacia brasileira*, Porto Alegre, Ed. da UFRGS, 2004, p. 37.
[347] Daniel PÉCAUT, *Entre le peuple et la nation. Les intellectuels et la politique au Brésil*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1989, p. 3.
[348] Mônica Pimenta VELLOSO, *Os intelectuais e a política cultural do Estado Novo*, Rio de Janeiro, Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil, 1987, p. 2.

l'influence toute-puissante de la culture européenne sur la production culturelle brésilienne. Daniel Pécaut décrit ainsi les principes à l'œuvre dans le premier événement :

> « […] La Semaine d'Art Moderne est à bien des égards un moment fondateur. Aspirant à renouveler les formes d'expression de l'art brésilien, il décide du contenu de la modernité culturelle : contemporanéité avec les avant-garde européennes […], sensibilité à la découverte psychanalytique et simultanément exploration des soubassements de la nationalité brésilienne à la recherche de ses manières d'être, de ses parlers, de ses diversités culturelles et ethniques et des inachèvements qui sont à la racine de cette inventivité[349]. »

Si l'Europe reste une référence pour nombre d'intellectuels brésiliens, il n'en reste pas moins que son hégémonie est remise en cause. Le contexte international, marqué par les horreurs de la guerre de 14-18, agit comme ainsi un déclencheur parmi les intellectuels brésiliens car dévoilant la décadence des valeurs civilisatrices portées par l'Europe. La vision pessimiste de l'être national, le retard économique du Brésil et ses problèmes raciaux et sociaux sont repensés en fonction de cette nouvelle donne mondiale, cette preuve que l'Europe ne peut continuer à servir de modèle. Olivier Compagnon, dont les derniers travaux portent sur l'impact de la Première Guerre mondiale dans la formulation des identités nationales argentine et brésilienne, offre une synthèse de ce qu'a représenté cette chute de l'Europe pour le Brésil :

> « Si la modernité du XIXe siècle ne pouvait être qu'une modernité européenne et – justement parce qu'européenne – blanche, que l'on exclue les composantes de la population ne répondant pas à ce critère ou que l'on cherche à les blanchir par la miscigénation, l'agonie du Vieux Continent entre 1914 et 1918 a donc pour effet logique de déconstruire ces certitudes raciales et d'ouvrir la voie à de nouvelles conceptions de la modernité brésilienne. Alors que la diffusion de l'œuvre de Spengler participe à la déconstruction de l'européocentrisme de l'histoire et à la réévaluation des autochtonies, la Grande Guerre participe, en ce sens, à la genèse du modèle théorique de la démocratie raciale dont l'œuvre de Gilberto Freyre jette les bases au cours des années 1930 […] et que *l'Estado Novo* place au cœur de son projet politique de rénovation nationale[350] ».

Dans la période postérieure à la Première Guerre mondiale, la question de l'organisation nationale et de son identité devient le passage obligé de tout débat intellectuel. Il s'agit ni plus ni moins d'une reformulation complète des valeurs considérées comme nationales et, dans cette perspective, le politique acquiert un rôle fondamental. L'intellectuel, l'art et la littérature ont dès lors pour mission d'identifier ce qui peut intégrer l'ensemble destiné à devenir la nation brésilienne, en rompant avec la dépendance culturelle qui était jusque-là de mise. Le *Manifesto da Poesia Pau-Brasil* écrit par Oswald de Andrade et publié en mars 1924 dans le journal *Correio da Manhã* est une bonne synthèse des termes selon lesquels les intellectuels brésiliens vont effectuer cette révolution copernicienne. De fait,

---

[349] Daniel PÉCAUT, *ouv. cité*, p. 18.

[350] Olivier COMPAGNON, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1936)*, volume inédit présenté en vue de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, décembre 2011, p. 285.

> « L'idéal du *Manifesto da Poesia Pau-Brasil* est de concilier la culture native et la culture intellectuelle rénovée, la forêt et l'école dans une composition hybride qui ratifie la miscigénation ethnique du peuple brésilien, et qui conjugue, dans une synthèse spontanée de son histoire, 'le meilleur de notre tradition lyrique' avec 'le meilleur de nos manifestations'[351]. »

Comme le proclame Afonso Arinos[352] en 1915, dans une conférence intitulée « L'unité de la patrie », si le Brésil a un territoire, il n'a pas encore ce que l'on peut appeler une nation[353]. Ceux qui vont constituer le mouvement moderniste, mais aussi les collaborateurs de la *Revista do Brasil*, lancée en 1916 dans le but de procéder à l'examen de l'identité nationale[354], s'efforcent au cours des années qui suivent de donner forme et contenu à la « *brasilidade* ». Celle-ci doit être formulée en puisant aux sources propres au Brésil tout en incorporant à sa matrice singulière les éléments étrangers. Dans l'accomplissement de cette tâche, l'intellectuel apparaît tout à la fois concepteur et artisan, « entre le peuple et la nation ». Les années 1920 représentent une révolution copernicienne par rapport aux débats sur l'identité nationale, l'ouverture d'une voie conduisant le Brésil sur le chemin du mythe de la démocratie raciale par l'assomption du caractère ontologiquement métisse de sa population comme de sa culture. Deux tableaux peuvent résumer cette évolution. Le premier est une peinture réalisée en 1895, présenté lors du Ier congrès international des races (Londres, 1911) et intitulée « La rédemption de Cham », en référence au fils maudit de Noé, promis à l'esclavage. Représentant quatre personnes devant une modeste maison, il symbolise la thèse du progressif – et espéré – blanchiment de la population brésilienne. En 1923, la peintre Tarsila do Amaral, séjournant alors à Paris, effectue une œuvre qui va radicalement à l'encontre de cette vision : sa « Negra » proclame que les descendants d'esclave ne sont pas destinés à disparaître peu à peu de la population brésilienne, mais qu'ils sont un élément déterminant de son identité.

---

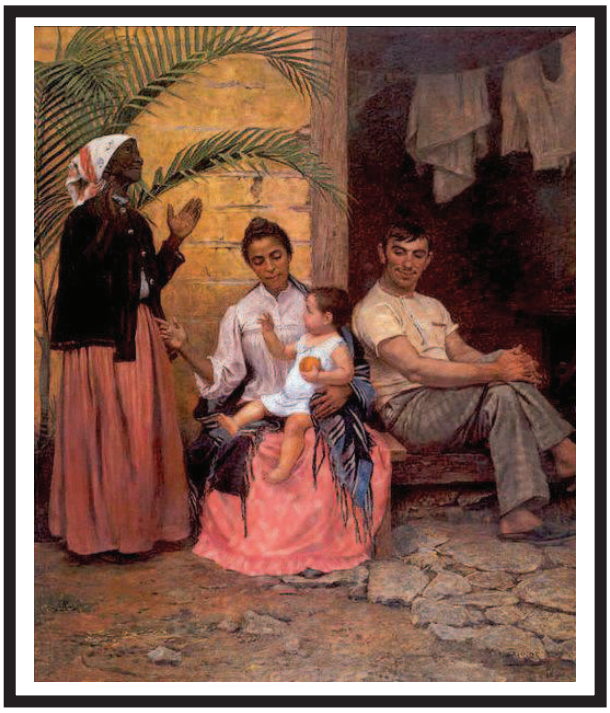
[351] Benedito NUNES, « Apresentação. Antropofagia ao alcance de todos », *in* Oswald de ANDRADE, *Do Pau-Brasil à Antropofagia e às Utopias*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1978, p. XXIII.

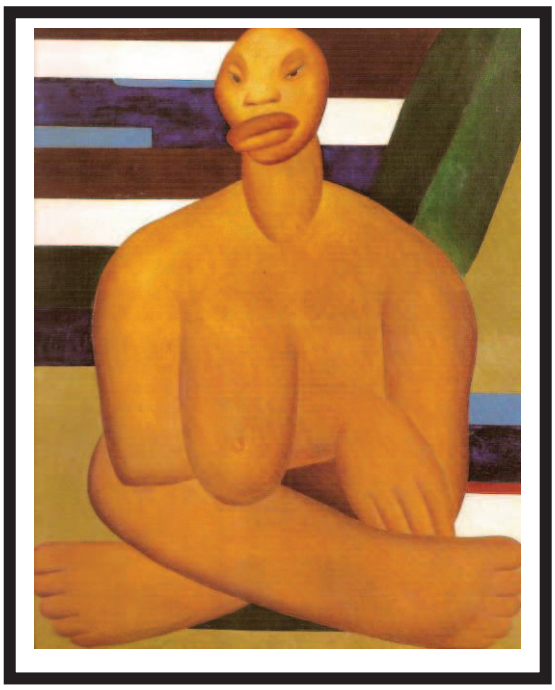
[352] Afonso Arinos de Melo Franco (1868-1916), juriste de formation, a pratiqué le journalisme et a écrit divers contes et romans d'inspiration régionaliste, dont *Pelo Sertão – contos* (1898), *Os jagunços – contos* (1898), *Lendas e Tradições brasileiras* (ouvrage publié à titre posthume en 1917). Il devient membre de l'Académie Brésilienne des Lettres en 1901.

[353] Mônica Pimenta Velloso, « A brasilidade verde-amarela : nacionalismo e regionalismo paulista », Estudos Históricos, vol. VI, n°11, 1993, p. 89.

[354] Sur cette revue, voir Tânia Regina de LUCA, *A Revista do Brasil : um diagnóstico para a (N)ação*, São Paulo, Editora UNESP, 1998.

Figure 16 : Du blanchiment de la race au Brésil métis





Portrait de l'intellectuel brésilien en bâtisseur de l'identité nationale

> « La question qui se pose n'est pas de savoir si l'identité ou la mémoire nationales appréhendent ou non les 'vraies' valeurs brésiliennes. L'interrogation fondamentale serait : qui est l'artisan de cette identité et de cette mémoire qui se veulent nationales ? À quels groupes sociaux sont-elles liées et quels intérêts servent-elles?[355] »
>
> Renato Ortiz

Au cours des trente dernières années des chercheurs ont produit un nombre considérable d'ouvrages sur les intellectuels brésiliens. L'ouvrage de Sérgio Miceli, *Les intellectuels et le pouvoir au Brésil (1920-1945)*[356], qui est à l'origine une thèse de doctorat, a ouvert un champ de recherche qui ne cesse d'être fécondé[357]. L'un des angles d'approche a été l'analyse des rapports entre les intellectuels et le champ politique, rapports souvent étroits, complexes et ambigus. Comme l'ont

[355] Renato ORTIZ, *Cultura brasileira e identidade nacional*, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1985, p. 139.

[356] Sergio MICELI, *Les intellectuels et le pouvoir au Brésil (1920-1945)*, Paris/Grenoble Collection Brasilia, Presses Universitaires de Grenoble et Maison des Sciences de l'Homme, 1981. Plusieurs travaux de Sergio Miceli, dont celui que nous venons de citer, ont été réunis dans *Intelectuais à brasileira*, São Paulo, Cia das Letras, 2001

[357] Un bilan de la production historiographique à ce sujet a été effectué dans la communication inaugurale d'Olivier Compagnon et de Diogo Cunha lors de la journée d'études « Les intellectuels et le politique. XIXe-XXe » organisée à la Maison de l'Amérique latine le 06 mai 2011 par l'Association pour la Recherche sur le Brésil en Europe.

souligné Olivier Compagnon et Diogo Cunha, la condition de pays « périphérique » du Brésil, comprenant un grand nombre d'analphabètes et fonctionnant selon une structure patriarcale et autoritaire, a conduit le monde savant à s'attribuer le rôle de porteur de la « conscience nationale » et d'agent naturel de la construction de l'État[358].

La question qui se pose, dans les premières décennies de la République brésilienne, est celle de l'articulation entre monde des sciences et monde des lettres. La professionnalisation des hommes de science, et notamment des médecins, interroge la cohabitation de deux modes d'appréhension de la connaissance. Parmi nos acteurs – on peut citer, entre autres, Afrânio Peixoto ou Miguel Osório de Almeida –, on en compte beaucoup qui, tout en affirmant la spécificité de leur discipline et de leur pratique scientifique, ne renoncent pas pour autant à la littérature. Un certain nombre de scientifiques sont d'ailleurs élus membres de l'Académie Brésilienne des Lettres[359], ce qui n'est pas sans susciter de débat au sein de cette institution[360].

À travers la trajectoire de tels hommes (les femmes sont quasiment absentes), c'est à l'analyse de la constitution de l'élite intellectuelle brésilienne au début du XXe siècle que l'on s'intéresse. Or cette élite, aux intérêts divers et parfois antagoniques, est particulièrement hétérogène. Cela s'explique par le fait que les frontières entre les divers champs de l'activité intellectuelle étaient encore floues. Deux éléments rassemblent néanmoins les intellectuels brésiliens de l'époque. Tout d'abord une grande circulation institutionnelle et politique : ces acteurs paraissent ne pas connaître de limites à leur action sociale, justement parce que les frontières sont poreuses. Ensuite, il faut rappeler le contexte particulier que constitue la fin du XIXe et le début du XXe siècle pour la société brésilienne qui connaît alors de profondes transformations, avec l'abolition de l'esclavage (1888) et la proclamation de la République (1889) comme moments fondateurs. Quels que soient leur formation ou leur horizon d'action, les intellectuels de l'époque ont une préoccupation commune : la question nationale, la construction du Brésil comme État-nation moderne, apte à prendre sa place dans le rang des nations civilisées. Au-delà de leurs différences, ils peuvent donc être vus comme des « producteurs d'interprétations de la réalité sociale brésilienne », analysant les raisons du retard national et proposant des voies

---

[358] Cf. note précédente.

[359] Voir en annexe le tableau des scientifiques reçus à l'ABL entre 1911 et 1939.

[360] Voir Renata Prudencio da SILVA, « Ciência versus Letras no Brasil republicano : a especialização do conhecimento médico através da trajetória de Afrânio Peixoto », *Anais do XXVI Simpósio Nacional de História – ANPUH*, São Paulo, juillet 2011. Dominichi Miranda de Sá montre comment, alors que la science semblait de plus en plus pouvoir répondre aux interrogations sur le devenir du pays, la reconnaissance des scientifiques et de leur rôle s'est fait prioritairement dans des espaces de consécration (aux côtés de l'ABL, il faut également mentionner l'*Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro*) destinés en premier lieu à ceux que l'on appellera, par commodité, les « littéraires » (Voir Dominichi MIRANDA DE SA, *A ciência como profissão. Médicos, bacharéis e cientistas no Brasil (1895-1935)*, Rio de Janeiro, Editora Fiocruz, 2006, chapitre VII « Academias e sociabilidades », p. 143-181).

vers la modernité. Margarida de Sousa Neves insiste sur ce qui les rapproche – au-delà de leur diversité – à savoir leur omniprésence à la frontière de divers champs intellectuels, mais aussi leur proximité avec les structures de l'État et enfin leur volonté de transformer ces mêmes structures, de l'intérieur, la science dont ils se réclamaient leur donnant, en quelque sorte, une position d'experts ou en tout cas conférant à leur parole une légitimité certaine[361].

Si les premières décennies du XXe sont marquées, pour les intellectuels, par un large éventail d'actions et d'appartenances institutionnelles, cette période de grande production d'analyses et de réflexions autour de la question nationale est aussi celle où les différentes manières de produire des connaissances scientifiques connaissent des redéfinitions. On assiste alors à un « entrelacement de deux temps[362] », « la relation tendue, mais pas nécessairement antagonique, entre scientifisme et humanisme[363] ». Ce qui est certain c'est que l'on assiste alors à l'agonie de l'« homme de lettres », dont le savoir érudit et généraliste était de plus en plus décrié dans le discours intellectuel de l'époque.

Nous avons affaire à des hommes de science qui sont aussi des interprètes et des acteurs de la culture, ainsi que des réformateurs sociaux. Ce n'est donc pas un hasard si les questions concernant l'enseignement universitaire et l'éducation en général ont été des thèmes de débats récurrents au sein de l'Académie Brésilienne des Sciences, dont de nombreux membres[364] ont participé aux travaux de l'*Associação Brasileira de Educação* en 1924. Ces mêmes membres ont eu à cœur de développer des initiatives relevant de la vulgarisation du savoir[365] et parmi lesquelles on peut mentionner le lancement de la *Rádio Sociedade do Rio de Janeiro*[366] en 1923 et la création, en 1936, de l'*Instituto Nacional do Cinema Educativo*, projets tous deux portés par Roquette-Pinto[367].

---

[361] Margarida de Sousa NEVES, « Ciência, civilização e República », *in* Alda HEIZER, Antonio Augusto Passos VIDEIRA (org.), *Ciência, civilização e república nos trópicos, 1889-1930*, Rio de Janeiro, FAPERJ, 2010, p. 34.
[362] Dominichi Miranda de SÁ, *ouv. cité*, p. 186 : « *entrelaçamento de dois tempos* ».
[363] *Idem*, p. 10 : « *a relação tensa, mas não necessariamente antagônica, entre cientificismo e humanismo* ».
[364] Parmi ceux-ci, on peut citer Edgard Roquette-Pinto, Miguel Couto, les frères Osório de Almeida.
[365] C'est l'une des multiples activités du physicien Miguel Osório de Almeida. Voir Luisa MASSARANI, Ildeu de CASTRO MOREIRA, « Miguel Osório de Almeida e a vulgarização do saber », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. XI, n°2, mai-août 2004, p. 501-513.
[366] Sur l'éducation populaire et le rôle de la radio, voir Valéria Márcia MENDONÇA, « Educação popular : experiências de rádio-educação no Brasil, de 1922 a 1960 », *Boletim Técnico do Senac*, vol. XXXIII, n°1, janv-avril 2007, p. 28-41.
[367] Cet Institut est l'objet d'éloges de la part de l'écrivain chilien Oreste Plath : « On pourrait rendre compte avec enthousiasme de l'action de l'Institut du Cinéma Éducatif, dirigé par le docteur Roquette Pinto, secondé par des spécialistes de l'éducation. Cet Institut non seulement réalise des films qui doivent traiter de la nationalité, mais distribue du matériel, des machines, un enseignement cinématographiques. » (AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, *La Opinión* (Santiago), 09/10/1944, « El Brasil y los problemas de la cultura », par Oreste Plath). Sur Roquette-Pinto, voir Nísia Trindade LIMA, Dominichi Miranda de SÁ (org.), *Antropologia brasiliana : ciência e educação na obra de Edgard Roquette-Pinto*, Belo Horizonte, EdUFMG, Rio de Janeiro, Editora Fiocruz, 2008.

L'action et l'œuvre de Roquette-Pinto sont aussi déterminantes dans la réfutation de l'infériorité du Brésil en termes de race. Gilberto Freyre, dans la préface à l'édition de 1978 de *Casa grande e senzala*, revient sur la contribution présentée par le médecin et anthropologue lors du Congrès Brésilien d'Eugénisme de 1929[368], la présentant comme un élément déclencheur de sa réflexion[369]. Roquette-Pinto, à l'encontre des théories raciales qui ont influencé bien des intellectuels brésiliens à la fin du XIXe siècle et dans la première décennie du XXe, pose en termes sociaux, et non raciaux, les problèmes auxquels se trouve confrontée la population du pays. De par sa position de directeur du *Museu Nacional*, créé en 1818 et acteur important des débats autour de la race dès le XIXe siècle, son appartenance à l'Académie de Sciences[370] et son siège à l'ABL, Roquette-Pinto dispose d'une légitimé institutionnelle et d'une reconnaissance intellectuelle qui lui permettent d'avoir une influence certaine, tant sur l'opinion publique que sur les hommes politiques. Il n'est certes pas le premier à avoir remis en cause le racisme scientifique et la vision d'un Brésil entaché par le péché original du métissage[371], mais son prestige de scientifique reconnu, dans un contexte intellectuel de plus en plus attentif aux possibilités de revalorisation de la réalité brésilienne, lui offre la possibilité d'être entendu et de participer à la vaste entreprise de reformulation de l'identité nationale menée par Getúlio Vargas de 1930 à 1945.

---

[368] Sur ce congrès et sur la communication d'Edgard Roquette-Pinto, voir Nísia Trindade LIMA, « Antropologia, raça e questão nacinal : notas sobre as contribuições de Edgard Roquette-Pinto e um possível diálogo com Franz Boas », *in* Alda HEIZER, Antonio Augusto Passos VIDEIRA (org.), *Ciência, civilização e república nos trópicos*, Rio de Janeiro, Mauad/FAPERJ, 2010, p. 264-267.

[369] Gilberto FREYRE, *Casa Grande e senzala* [1ère éd. 1933], Rio de Janeiro, José Olympio, 1978, p. 23.

[370] Il intègre cette dernière en 1916.

[371] Manoel Bonfim (1868-1932), psychologue et historien, s'était ainsi attaqué, dès 1905, à travers la publication d'un ouvrage intitulé *América Latina. Males de origem*, aux théories de Silvio Romero (1851-1914), selon lesquelles il fallait procéder au « blanchiment » de la race brésilienne afin de résoudre le problème du « défaut de formation » ethnique du Brésil. Sur ces débats et sur la rupture des années 1920, voir Lilia Moritz SCHWARCZ, *O espetáculo das raças : cientistas, instituições e questão racial no Brasil*, [1ère éd. 1993] São Paulo, Companhia das Letras, 2001 et Thomas SKIDMORE, *Preto no branco : raça e nacionalidade no pensamento brasileiro*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1976.

La « révolution de 1930 », rupture fondatrice

> « La Révolution de 1930 a contribué à approfondir le débat intellectuel amorcé depuis les années 1910, dans le sens où elle a offert des solutions possibles aux problèmes nationaux, et à accentuer la compétition pour le pouvoir politique et symbolique entre les intellectuels[372]. »
>
> José Luis Bendicho Beired

Si la deuxième décennie du XXe siècle est marquée par la redéfinition des termes selon lesquels l'identité brésilienne est pensée, il faut attendre la révolution de 1930 pour que

> « le mouvement intellectuel et politique, polarisé par l'idée de modernisation […] s'aventure pour la première fois de l'histoire brésilienne dans une interprétation globale des questions de base concernant la société brésilienne : la vocation agraire, l'urbanisation, les possibilités de l'industrialisation, le capitalisme national et l'étranger, la démocrati et l'autoritarisme, la région et la nation, la multiplicité raciale et la formation du peuple, la modernité et la tradition[373] ».

La quête des sources originelles de la nation et de la culture brésiliennes va en effet être développée à partir de l'arrivée au pouvoir de Getúlio Vargas qui cherche tout à la fois à moderniser le pays et à défendre les « véritables racines de la nationalité[374] ». Les tensions qui pouvaient exister au sein du mouvement moderniste entre réhabilitation du passé et incantations à la modernité sont donc appelées à être dépassées dans une entreprise systématique de (ré)-conciliation nationale. Pour cela, le nouveau gouvernement va solliciter intellectuels et artistes. Avant même la proclamation de l'*Estado Novo* en 1937, Getúlio Vargas a de fait réussi à faire de l'État « le représentant supérieur de l'idée de Nation[375] » et à agir pour que les intellectuels développent leur pensée dans le cadre de l'État. Il y a une convergence d'intérêts et de méthodes entre un État qui s'autoproclame seul véritable moteur de l'organisation sociale, et les intellectuels qui, « se présentant comme le groupe le plus éclairé de la société », « cherchent à éduquer la collectivité[376] ».

---

[372] José Luis Bendicho BEIRED, *Sob o signo da nova orden. Intelectuais autoritários no Brasil e na Argentina*, São Paulo, Edições Loyola, 1999, p. 278.
[373] Laurent VIDAL, *De Nova Lisboa à Brasília. L'invention d'une capitale (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2002, p. 165.
[374] Expression citée par Lúcia Lippi OLIVEIRA, « As raizes da ordem : os intelectuais, a cultura e o Estado », dans *A Revolução de 1930*, Seminário internacional realizado pelo Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil da Fundação Getúlio Vargas, Ed. Universidade de Brasilia, 1983, p. 508.
[375] Mônica Pimenta VELLOSO, *Os intelectuais e a política cultural do Estado Novo*, Rio de Janeiro, Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil, 1987, p. 3.
[376] *Idem*, p. 4.

L'alliance des intellectuels et du pouvoir politique

C'est pourquoi, la figure de l'intellectuel érudit, de l'académicien éperdu de littérature, est l'objet de violentes critiques de la part du régime qui défend la fonction sociale de l'intellectuel, et le convie à contribuer à l'accomplissement du destin de la nation. Mônica Pimenta Velloso, pour illustrer cette orientation, prend l'exemple de l'Académie Brésilienne des Lettres et met en parallèle le discours de Machado de Assis lors de sa fondation en 1897 (« […] l'Académie Brésilienne de Lettres doit être à l'image de ce que sont les institutions analogues : une tour d'ivoire[377]. ») et celui qu'y prononce Getúlio Vargas en 1943 (« La première phase de votre illustre institution s'est déroulée à la marge des activités générales… Ce n'est que lors de la troisième décennie de ce siècle que s'est opérée la symbiose entre les hommes de pensée et les hommes d'action[378]. »). Il s'agirait donc d'effacer la frontière entre « homme de lettres » et « homme politique ».

Cette volonté d'attirer les intellectuels dans le domaine de l'action politique conduit le régime à accueillir en son sein des hommes aux horizons de pensée très différents (Mário de Andrade, auteur de *Macunaima*, comme Oliveira Vianna, qui a bâti une généalogie raciale de l'inégalité sociale, apportent leur contribution au gouvernement de Vargas), et à faire coexister de la sorte le cosmopolitisme des uns avec le nationalisme des autres[379]. Eliana de Freitas Dutra revient sur cette alliance entre les intellectuels et le gétulisme :

> « Pour mieux comprendre les rapports entre l'État et les intellectuels durant les gouvernements successifs de Getúlio Vargas, il faut rappeler que l'État nouveau, l''*Estado Novo*', comme on dit au Brésil, était aussi un projet intellectuel. Il y avait déjà, depuis les années 1910, dans le milieu des intellectuels brésiliens, un agenda politique visant une modernisation du pays fondée sur la proposition d'une politique culturelle définie par l'État, des investissements dans une éducation publique à caractère républicain, et l'affirmation d'une civilisation brésilienne. Getúlio Vargas n'a donc pas eu besoin de se rallier les intellectuels […][380]. »

Les analyses de Mônica Pimenta Velloso tempèrent cependant l'idée qu'il y aurait une connivence parfaite entre les modernistes qui se sont fait connaître dans les années 1920 et un *Estado Novo* dont les idéologues ne cessent d'affirmer une proximité idéologique avec ce mouvement. En réalité, l'héritage moderniste a été l'objet d'une sélection : c'est principalement la doctrine du

---

[377] Cité par Mônica Pimenta VELLOSO, *ouv. cité*, p. 7.
[378] *Ibid.*
[379] Voir Daniel PÉCAUT, *Entre le peuple et la nation. Les intellectuels et la politique au Brésil*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1989, p. 18.
[380] Le *Movimento Verde-Amarelo* représente la face nationaliste du mouvement moderniste. Eliana de Freitas DUTRA, « Le Brésil au-delà des frontières : la 'collection brésilienne' et l'Institut national du livre dans les circuits diplomatiques du livre brésilien », *in* Claude HAUSER, Thomas LOUÉ, Jean-Yves MOLLIER et François VALLOTON (dir.), *La diplomatie par le livre. Réseaux et circulation internationale de l'imprimé de 1880 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 396.

« *verde-amarelismo* »[381], porté par un groupe dont faisaient partie Cassiano Ricardo[382], Menotti del Picchia[383] et Plínio Salgado[384], qui a été valorisée et incorporée aux idéaux du régime[385].

C'est dans ce contexte intellectuel et politique qu'agissent les acteurs de la coopération intellectuelle, chargés de diffuser à l'extérieur une image du Brésil qui reflète une identité nationale qui soit à la fois fidèle aux « racines brésiliennes » et qui donne à voir un peuple « civilisé », capable de rivaliser avec la culture européenne.

Eliana de Freitas Dutra insiste par ailleurs sur la polyvalence des acteurs, sur leur capacité à multiplier les sphères de leur action, dans cette entreprise de « nationalisation » de la culture brésilienne et de sa projection concomitante à l'extérieur :

> « Fernando de Azevedo[386], Gustavo Capanema et Augusto Meyer[387] vont jouer un rôle important d'acteurs de la médiation culturelle ; avec leur autorité littéraire, l'autorité sociale des professionnels du savoir et l'autorité politique de l'État, ils vont mettre en forme la représentation d'un 'nous collectif' et s'insérer simultanément dans le marché de la culture brésilienne et le réseau international de la diplomatie culturelle[388]. »

La figure de Gustavo Capanema (1900-1985) et son influence sur la vie intellectuelle brésilienne, comme son action à la tête du ministère de l'Éducation et de la Santé publique de 1934 à 1945 a

---

[381] Mônica Pimenta VELLOSO, « A brasilidade verde-amarela : nacionalismo e regionalismo paulista », *Estudos Históricos*, vol. VI, n°6, 1993, p. 89-112

[382] Cassiano Ricardo (1895-1974), journaliste, poète et essayiste, fonde en 1924 la revue moderniste *A Novíssima*. En 1928, il publie *Martim Cererê*, long poème indianiste nationaliste, dans lequel l'indien, le noir et le blanc inventent un nouveau pays après en avoir pris possession. Il s'éloigne dans les années 1930 de Plínio Salgado et fonde, avec Menotti del Picchia, le *Grupo da Bandeira* en 1937. La même année, il entre à l'ABL.

[383] Menotti del Picchia (1892-1988) fait partie de ces intellectuels aux multiples domaines d'activité, à la fois essayiste, journaliste, avocat, peintre, romancier, poète et homme politique. Il participe à la Semaine d'Art Moderne en 1922, fait partie du *movimento verde-amarelo* et dirige plusieurs revues. Bien qu'ayant participé à la Révolution constitutionaliste qui a lieu à São Paulo en 1932 contre le gouvernement provisoire de Getúlio Vargas, il a par la suite occupé diverses charges publiques, dont celui de directeur du *Departamento de Imprensa e Propaganda* de São Paulo. Il entre en 1943 à l'ABL.

[384] Plínio Salgado (1895-1975) se consacre principalement au journalisme jusqu'à la publication, en 1926, de son roman *O Estrangeiro*. L'année suivante, dans un livre intitulé *Literatura e política*, il exprime un nationalisme profondément anti-libéral et anti-cosmopolite. En octobre 1936, il crée l'Action Intégraliste Brésilienne, seul mouvement fasciste du sous-continent qui ait réussi à se transformer en force politique de premier plan, drainant des effectifs estimés à plus de 300 000 adhérents et 20 000 militants actifs à son apogée, en 1936.Voir Ricardo Benzaquen de ARAUJO, *Totalitarismo e revolução : o integralismo de Plínio Salgado*, Rio de Janeiro, Zahar, 1987.

[385] Mônica Pimenta VELLOSO, *Os intelectuais e a política cultural no Estado Novo*, Rio de Janeiro, CPDOC/FGV, 1987, p. 44-45.

[386] Fernando de Azevedo (189461974), professeur, critique littéraire, essayiste et sociologue, a occupé plusieurs postes importants dans le domaine de l'éducation (il a ainsi été directeur général de l'Instruction Publique du District Fédéral de 1926 à 1930, puis de l'État de São Paulo en 1932, directeur de la Faculté de Philosophie, Sciences et Lettres de cette même ville de 1941 à 1942) et fonde, en 1931, au sein de la *Companhia Editora Nacional*, la *Biblioteca Pedagógica Brasileira*, collection qu'il dirige pendant plus de 15 ans.

[387] Augusto Meyer (1902-1970), journaliste, essayiste, poète et folkloriste, est appelé par Getúlio Vargas en 1937 pour organiser l'Institut National du Livre, qu'il va diriger pendant près de 30 ans.

[388] Eliana de Freitas DUTRA, « Le Brésil au-delà des frontières : la 'collection brésilienne' et l'Institut national du livre dans les circuits diplomatiques du livre brésilien », *in* Claude HAUSER, Thomas LOUÉ, Jean-Yves MOLLIER et François VALLOTON (dir.), *La diplomatie par le livre. Réseaux et circulation internationale de l'imprimé de 1880 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 397.

été l'objet d'une production historiographique importante au Brésil[389]. Sous son égide, le ministère devient l'un des pôles majeurs des politiques culturelles menées sous Vargas, le « gardien d'un ensemble d'institutions dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la culture qui portaient la responsabilité de s'occuper de l'esprit et du corps de la nation[390] ». Le chilien Oreste Plath l'exprime de la sorte : « Au Brésil, il existe un ministère, celui de l'Éducation, qui a pour charge de veiller au développement culturel du pays, en coordonnant de façon heureuse un certains nombre d'organismes[391]. » La force de Capanema a été d'avoir réuni autour de sa personne et de cet organisme une « constellation », pour reprendre l'expression d'Helena Bomeny, de personnalités venues d'horizons divers et n'étant pas toujours de fervents partisans de Vargas et de l'*Estado Novo*. Maria Helena Capelato revient sur cet état de fait en ces termes :

> « Des personnalités de tendances différentes gravitaient autour du Ministère de l'Éducation […]. Parmi les noms de ceux qui occupaient des postes dans ce ministère, beaucoup d'entre eux ne s'identifiaient pas idéologiquement au régime ; c'était notamment le cas du poète Carlos Drummond de Andrade, chef de cabinet du ministre, qui, en 1945, se déclara sympathisant du communisme. La présence de ces intellectuels dans le ministère ne signifiait pas une adhésion à l'autoritarisme ; ils se positionnaient comme fonctionnaires publics (ce qui était une tradition dans le pays, dans la mesure où il n'existait pas de marché pour la consommation de produits culturels susceptible d'offrir une autonomie professionnelle à l'écrivain/artiste). En outre, il ne fut pas exigé d'eux, comme ce fut le cas pour d'autres fonctionnaires, de fidélité idéologique[392]. »

Dans un contexte économique et social où les intellectuels cherchent tout à la fois à s'assurer un revenu et à assumer le rôle de d'artisans de la « brasilidade », le ministère Capanema a offert un grand nombre d'opportunités. Participant pleinement à la constitution d'un réseau d'organismes et d'institutions visant à transformer la culture en affaire d'État, Capanema appuie son action sur d'anciennes institutions, créées au XIXe siècle[393], et est à l'origine de la fondation d'un certain nombre d'organismes qui embrassent un large éventail d'activités[394].

---

[389] Voir notamment Simon SCHVARTZMAN, « O intelectual e o poder : a carreira política de Gustavo Capanema », in *A Revolução de 30. Seminario internacional realizado pelo Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea da Fundação Getúlio*, Brasília, Ed. Universidade de Brasília, 1983, p. 366-397 ; Simon SCHVARTZMAN, Wanda Maria Ribeiro COSTA, Helena BOUSQUET, *Tempos de Capanema*, Rio de Janeiro, BNDES, 2004 et Helena Bomeny (coord.), *Constelação Capanema : intelectuais e políticas*, Rio de Janeiro, FGV, 2001.

[390] Daryle WILLIAMS, *Culture Wars in Brazil: The First Vargas Regime, 1930–1945*, Durham, Duke University Press, 2001, p. 54 : « *a gatekeeper for a cluster of educational, health, scientific, and cultural institutions that embraced the responsibility for managing the national mind and body* ».

[391] AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, Note à propos d'un article du journal *La Opinión* (Santiago), 09/10/1944, « El Brasil y los problemas de la cultura », par Oreste Plath.

[392] Maria Helena Rolim CAPELATO, *Multidões em cena. Propaganda política no varqguismo e no peronismo*, [1^era^ ed. 1998], São Paulo, Editora UNESP, 2008, p. 121.

[393] Il s'agit de la Bibliothèque Nationale, du *Museu Nacional*, de l'IHGB, et de l'Observatoire National.

[394] Il s'agit de Servicio do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional (1937), du Conselho Nacional de Cultura (1938), de l'Instituto de Cinema Educativo (1937), du Serviço de Radiodifusão Educativa (1937), de l'Inspetoria dos Monumentos Nacionais (1934), du Museu Nacional de Bellas Artes (1937), du Museu da Inconfidência (1938), du Museu das Missões (1940), de l'Instituto Nacional do Livro (1937), du Serviço Nacional do Teatro

Les acteurs de la diplomatie culturelle brésilienne

Comme nous avons pu le voir, l'action tant de la Commission nationale brésilienne, que du Service de coopération du ministère ou du délégué d'État, est très liée aux hommes, aux personnalités. Ildefonso Falcão, qui a dirigé le Service de Coopération intellectuelle, figure parmi ces acteurs. Selon lui, la diplomatie culturelle revêt le caractère d'une mission pour ceux qui y prennent part :

> « Il est clair qu'une œuvre de cette envergure […] exige des fonctionnaires capables, des fonctionnaires qui soient au courant, au moins, du mouvement intellectuel, artistique et scientifique de leur pays. Votre Excellence sait que ce Secrétariat d'État ne manque pas d'éléments de cette valeur[395] ».

Une telle mission requérait selon lui « un labeur patient et quasi apostolique[396] » : des fonctionnaires à la hauteur, au fait des différentes manifestations de la culture brésilienne pour pouvoir mieux la mettre en valeur auprès d'organismes comme l'IICI. L'idéal serait que ce soient les intellectuels et les artistes eux-mêmes qui accomplissent ce travail. À défaut, qu'ils s'investissent dans cette tâche et apportent leur contribution au travail mené par l'Itamaraty : « Il me semble […] que les hommes de lettres de bonne volonté et les artistes en général […] doivent apporter leur collaboration au Service de Coopération Intellectuelle[397] ». Ildefonso Falcão rejoint donc les vues de Getúlio Vargas : il ne devait plus y avoir de séparation entre l'homme de lettres et l'homme d'action. Il soulignait par ailleurs la responsabilité de l'Itamaraty dans le choix de ceux qui avaient pour mission de transformer l'image du Brésil pour en faire un acteur international majeur.

Il faut distinguer entre les protagonistes qui sont directement rattachés à l'Itamaraty et ceux qui effectuent des missions ponctuelles pour son compte. Parmi les premiers, on peut souligner la prédominance de la figure de l'écrivain-diplomate, dont Paschoal Carlos Magno met en avant l'utilité pour la diplomatie culturelle brésilienne :

> « Le Brésil, dans la perspective qui est la sienne d'accroître la connaissance de la langue nationale, peut également compter sur la bonne volonté et le patriotisme de ses fonctionnaires consulaires. Il n'y à qu'a regarder le corps consulaire pour voir les noms qui y figurent et qui sont ceux d'anciens journalistes, d'écrivains, de poètes, de musiciens, d'avocats, de médecins, etc. Tous autant qu'ils sont accomplissent,

---

(1937), du Conservatório Nacional do Canto Orfeônico (1942). Liste donnée par Daryle WILLIAMS, *ouv. cité*, p. 64-65.

[395] AHI, 542,6, 995/16141, 04/07/1936, Lettre d'Ildefonso Falcão à José Carlos de Macedo Soares.

[396] AHI, 542,6, 995/16141, 29/09/1936, Article du *Diario de notícias*, « O que ainda não é más precisa ser o Serviço de cooperação intellectual ».

[397] AHI, 542,6, 653/9813, 16/11/1935, Article du journal *Careta* : « *Parece-me […] que os homens de letras de boa intenção, os artistas em geral […] devem colaborar nesse Serviço de Cooperação Intellectual.* »

avec ferveur et enthousiasme, leur mission de propagandistes économiques et intellectuels du Brésil[398]. »

Elyseu Montarroyos, nommé délégué du Brésil auprès de l'IICI, Ribeiro Couto[399], qui a joué un grand rôle dans la mise en place du Service de coopération intellectuelle et a été en poste à l'ambassade brésilienne à Paris, Ronald de Carvalho[400], qui a occupé plusieurs postes diplomatiques en Europe, Ildefonso Falcão, qui a également été en poste en Europe et a brièvement dirigé le SCI, tout comme Osório Dutra[401], mais aussi João Guimarães Rosa[402] ou Vinicius de Moraes, plus connus, font en effet partie de cette catégorie. Il est intéressant de noter le lien privilégié d'un certain nombre d'entre eux avec la France. Le plus emblématique de cette tendance étant certainement Ronald de Carvalho. À Paris, où il travaille à l'ambassade, il tisse des liens avec de nombreux artistes et intellectuels français. Il devient même sous leur plume une « icône du Brésil ». Ainsi l'écrivain Henri Tronchon[403] en fait-il le représentant par excellence de la spécificité de la vie intellectuelle brésilienne ; Régis Tettamanzi résume de la sorte le propos de Tronchon vis-à-vis des convictions de Ronald de Carvalho : « indépendance par rapport à l'Europe ; nécessité de vaincre la nature ; discipline de l'intelligence brésilienne, définie comme 'vierge et barbare' ; volonté d'un art libre de tous préjugés, reflétant le 'tumulte national'[404] ». Autant que son action, c'est donc l'image qu'il donne du Brésil à travers ses écrits et sa personne qui est importante. Moins connu, Élyseu Montarroyos, qui a contribué à diffuser le positivisme au Brésil, fait partie de ces individus qui, par leur force de persuasion et leur dévouement, ont contribué, modestement il est vrai, à modifier le cours des relations internationales. Il a été, en effet, le partisan infatigable de la participation du Brésil aux travaux de l'IICI, dont il analyse avec lucidité et pragmatisme, au long d'une volumineuse correspondance avec l'Itamaraty, les bénéfices que peut en tirer son pays[405].

Fernanda Arêas Peixoto montre bien que les liens entre le monde intellectuel et celui de la diplomatie n'est pas une spécificité des années 1930 : la place de l'Itamaraty comme pôle d'attraction des intellectuels brésiliens est une dynamique qui remonte aux premières années de

---

[398] AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, Londres, octobre 1936, Rapport de Paschoal Carlos Magno, consul auxiliaire.
[399] Voir notice biographique.
[400] Voir notice biographique.
[401] Voir chapitre VII.
[402] João Guimarães Rosa (1908-1967), médecin, écrivain et diplomate, a d'abord pratiqué la médecine dans le Sertão. Il devient diplomate en 1934. Son premier poste à l'étranger est celui de consul adjoint à Hambourg, de 1938 à 1942, profitant de sa charge pour aider des Juifs à fuir vers le Brésil.
[403] Henri Tronchon, professeur de littérature comparée à l'université de Strasbourg, a fait partie de la mission universitaire française de 1935 à l'Université du District Fédéral.
[404] Régis TETTAMANZI, *Les écrivains français et le Brésil : la construction d'un imaginaire, de La Jangada à Tristes Tropiques*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 67.
[405] Voir chapitre VII.

l'empire et qui s'intensifie lorsque Rio Branco est à la tête du ministère. Joaquím Nabuco (1849-1910, Rui Barbosa (1849-1923), Euclides da Cunha (1866-1909), Capistrano de Abreu (1853-1927) et Olavio Bilac (1865-1918) ont ainsi occupé, parmi d'autres, des fonctions diplomatiques[406].

Outre les fonctionnaires de l'Itamaraty, la diplomatie brésilienne s'appuie sur un certain nombre de « passeurs culturels ». Au premier rang figurent des hommes de science, comme en témoigne la composition de la commission brésilienne de coopération intellectuelle. Le physicien Miguel Osório de Almeida, considéré pendant toute la période étudiée comme un francophile très actif, professeur *honoris causa* de l'Université de Paris, préside ainsi la commission de 1935 à 1946. La reconnaissance dont il jouissait dans les milieux scientifiques et intellectuels incite l'Itamaraty à appuyer sa candidature comme membre de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle qui siégeait à Genève[407].

L'image du Brésil à l'extérieur

Cesser d'être « le grand inconnu du monde moderne »

La mission Gilberto Freyre

Que montre Gilberto Freyre du Brésil dans les écrits rédigés à l'occasion de sa mission sud-américaine ? D'abord un Brésil qui se redécouvre, ou se découvre tout simplement. Dans son article « A propósito da política cultural do Brasil da América[408] », il met en avant ce « mouvement d'étude » qui se caractérise par « sa préoccupation pour l'histoire et pour les problèmes du peuple en général[409] ». Il n'est pas le seul de ses contemporains à insister sur cette dynamique nouvelle. On trouve aussi, sous la plume de Lídia Besouchet[410] ce même type d'analyse. Et elle fait de la

---

[406] Voir Fernanda Arêas PEIXOTO, « Letras y diplomacia : una aproximación en tres tiempos », *in* ALTAMIRANO Carlos (org.), *Historia de los intelectuales en América Latina. II. Los avatares de la ciudad letrada en el siglo XX* (coordonné par Carlos ALTAMIRANO), Buenos Aires, Katz, 2010, p. 98-99.

[407] Voir chapitre IV.

[408] Cet article a d'abord été une conférence prononcée à Montevideo en décembre 1941 à l'Institut de Culture Uruguay-Brésil. Il en développe le texte, qui devient un chapitre de son livre *Problemas brasileiros de Antropologia*, publié en 1943 par la *Casa do Estudante do Brasil*. Nous avons utilisé la version qui figure dans le recueil *Americanidade e latinidade da América Latina*, Textos reunidos por Edson Nery da Fonseca, São Paulo, Editora Universidade de Brasília/Imprensa Oficial do Estado, 2003, p. 35-46.

[409] Gilberto FREYRE, *ouv. cité*, p. 36 : « *sua preocupação pela história e pelos problemas do povo em geral* ».

[410] Lídia Besouchet (1908-1996) écrivain, essayiste et historienne, commence à écrire à Buenos Aires où elle réside pendant de nombreuses années.

parution de *Casa Grande e Senzala* (1933) le moment inaugural de ce mouvement. Elle l'exprime de la sorte dans un article paru dans le *Jornal de commercio* de Recife en avril 1942 :

> « Et le Brésil commença petit à petit à prendre ses distances vis-à-vis des empirismes et des exaltations littéraires. Une tendance plus ferme, plus sérieuse, visant à interpréter les causes a émergé : c'est un désir d'aller aux sources, en ralentissant quelque peu le rythme effréné de la production littéraire, qui a peu à peu gagné en profondeur. *Casa Grande e Senzala* avait donné l'exemple vivant des résultats que l'on obtient par un effort continu, honnête, mené dans des archives, des musées, des bibliothèques. Et, ou parce qu'il y a eu un déclin naturel de l'œuvre de fiction, ou parce *que Casa Grande e Senzala* représente le meilleur chemin à suivre, les statistiques littéraires du Brésil ont commencé, à partir de 1935, à décliner en ce qui concerne la fiction et à augmenter concernant la recherche historique et sociale[411]. »

Ce mouvement n'est pas pour rien dans le bon accueil qui est réservé à Gilberto Freyre, notamment en Argentine, ainsi qu'il l'écrit dans son rapport à Gustavo Capanema :

> « Il ne faut pas négliger le fait que le changement d'attitude, qui ces dernières années est opéré dans le Brésil même et qui donne de nouvelles directions aux chercheurs et interprètes de notre passé et de notre actualité sociale et culturelle a aussi concouru à modifier l'attitude des Argentins et des Uruguayens vis-à-vis du Brésil [...][412]. »

Ce que Gilberto Freyre met ainsi en lumière c'est que le changement du regard sur soi transforme le regard de l'autre sur soi. Pour appuyer son propos, il fait référence aux travaux et articles de l'Argentin Ricardo Saenz Hayes[413], et notamment à la parution, en 1942, de son ouvrage *El Brasil Moderno*, que Gilberto Freyre résume ainsi :

> « M. Saenz Hayes m'a informé qu'à ses compatriotes qui mettaient encore en avant le fait que la population blanche était plus importante en Argentine qu'au Brésil, comme preuve de la supériorité de la première, il répliquait : Il vous faut désormais chercher ailleurs d'autres preuves de cette supériorité. Les Brésiliens ont déjà vaincu ce complexe d'infériorité'[414]. »

Si ces lignes témoignent d'un certain optimisme quant à l'image du Brésil à l'extérieur, et en particulier en Argentine, éternelle rivale, Gilberto Freyre, comme d'autres acteurs de la diplomatie culturelle brésilienne, sont conscients qu'il y a des clichés et des jugements négatifs à combattre.

---

[411] *Jornal do Commercio*, Recife, 03/04/1942, « Gilberto Freyre em Buenos Aires », par Lídia Besouchet, reproduit dans *Americanidade e latinidade da América Latina*,..., p. 134.
[412] CPDOC, Arquivo Gustavo Capanema, rolo 17, 12/03/1942, Lettre de Gilberto Freyre à Gustavo Capanema.
[413] Ricardo Saenz Hayes (1888-1976) est un écrivain et journaliste argentin.
[414] CPDOC, Arquivo Gustavo Capanema, rolo 17, 12/03/1942, Lettre de Gilberto Freyre à Gustavo Capanema.

De la nécessité de combattre les stéréotypes

« Je vous l'ai dit, le Brésil est un immense jardin[415]. »,
Jacques Arago, 1840

Quelle est cette image du Brésil contre laquelle il faut lutter et qui était la sienne jusque là ? Gilberto Freyre revient longuement sur cette question dans son rapport à Capanema :

> « L'ancienne attitude consistait, généralement, en une confiance faible, voire nulle, dans la capacité du Brésil à se développer comme nation vigoureusement moderne, à cause du fait qu'une grande partie de notre pays a un climat considéré comme incompatible avec les hautes formes de la civilisation - inconvénient dont l'Argentine et l'Uruguay, comme le clament certains de leurs publicistes, s'enorgueillissent d'être libres. Libres aussi de l'héritage déprimant de l'esclavage [...] qui a au Brésil pour résultat qu'aujourd'hui encore notre pays compte, dans certaines zones, une importante population noire et négroïde, et, dans d'autres, une population des plus mélangées. De cette situation des publicistes argentins de l'école ou de la pensée de Bunge ont fait un mal irrémédiable, une preuve de l'infériorité culturelle et même biologique du Brésil vis-à-vis des nations américaines qui comptaient une population blanche plus importante ou culturellement plus européenne […][416]. »

Il conclut en affirmant que le Brésil souffre de l'image d'

> « un pays de gens tout mous, de nègres indolents, de métis assoupis terrassés par le climat ou par la nature tropicale, d'individus inactifs passant quasiment toute leur journée allongés au pied d'un arbre tropical[417] ».

Dès le début de sa conférence à Montevideo (décembre 1941), Gilberto Freyre s'emploie à tordre le cou à ces clichés peu flatteurs. Il admet – comment pourrait-il en être autrement ? – l'esclavage, mais dans la même phrase, il parle des « tendances à des formes de vie démocratiques développées par la miscigénation depuis les premiers temps de l'histoire coloniale[418] ». Nous sommes alors en 1942 et d'autres auteurs avant celui de *Casa Grande e Senzala* se sont interrogés sur la manière dont le Brésil était perçu à l'étranger et sur les moyens à mettre en œuvre pour « corriger » son image.

Ildefonso Falcão s'est ainsi beaucoup exprimé, et avec vigueur : dans la presse, par des conférences, ou par des lettres adressées à son ministre. Au début cette liberté de ton, cette

---

[415] Jacques ARAGO, *Souvenirs d'un aveugle. Voyage autour du monde*, Bruxelles, Société typographique belge, Ed. Walhen et Cie, 1840, p. 46.
[416] CPDOC, Arquivo Gustavo Capanema, rolo 17, 12/03/1942, Lettre de Gilberto Freyre à Gustavo Capanema.
[417] *Ibid.*
[418] Gilberto FREYRE, « A propósito da política cultural do Brasil na América », *Americanidade e latinidade da América Latina*, Textos reunidos por Edson Nery da Fonseca, São Paulo, Editora Universidade de Brasília/Imprensa Oficial do Estado, 2003, p. 35 : *« tendências a formas democraticas de vida desenvolvidas pela miscigénação desde os primeiros dias coloniais* ».

énergique volonté sont plutôt bien vues, comme le suggère un article du *Globo*[419] selon lequel Ildefonso Falcão viendrait « réveiller » un service atone, incapable de promouvoir la culture brésilienne à l'étranger, de la rendre plus visible.

Voilà le premier point sur lequel Ildefonso Falcão est intarissable : investir dans la coopération intellectuelle est indispensable pour un pays qui souffre de ne pas être connu à l'extérieur. Selon ses mots, le Brésil est « le grand inconnu du monde moderne[420] ». Il s'appuie notamment pour renforcer cette affirmation sur les propos de Souza Costa, ministre de la *Fazenda* qui vient, en 1935, de réaliser un voyage en Amérique et en Europe, et qui revient catastrophé par le manque de connaissance que l'on y a de son pays[421]. Non seulement le Brésil y est méconnu, mais il est victime de clichés affligeants qui lui ôtent toute crédibilité sur la scène internationale, que l'on parle d'économie ou de culture. Quels sont ces clichés ? Le discours d'Ildefonso Falcão, qu'il décline dans ses écrits, insiste sur la persistance d'un imaginaire qui fait du Brésil une terre de « sauvages », remarquée plus par sa nature exubérante que par les réalisations de son peuple, que l'on considère comme étant encore dans l' « enfance de la civilisation ». C'est cette vision-là qu'il faut combattre :

> « […] Je continue à dire qu'il est temps que l'on nous connaisse à l'étranger à travers toutes nos réalisations de telle sorte que l'on cesse de considérer [le Brésil] comme une vaste étendue peuplée d'indiens sauvages et de métis analphabètes[422] ».

Il avait déjà tenu de tels propos, en forçant encore plus le trait, dans l'article de la revue *Careta* que nous avons déjà cité :

> « Les peuples lointains ne nous considèrent pas autrement que comme des anthropophages à la narine percée, dormant dans des hamacs de lianes et dégustant à toute heure de tendres filets d'aryens qui prétendaient nous mener dans le droit chemin. Nous avons besoin d'en finir **à la brésilienne[423]** avec cette équivoque déprimante[424]. »

Ainsi la vision qu'ont les étrangers du Brésil (« […] un foyer tropical habité par des sauvages d'une incroyable férocité[425] ») reste imprégnée des images forgées au XVIe siècle par les voyageurs européens : que l'on songe aux récits d'André Thevet et de Jean de Léry. C'est d'elles qu'Ildefonso Falcão, et avec lui un certain nombre d'intellectuels brésiliens, aimeraient se débarrasser, mais « à la brésilienne », c'est-à-dire sans se départir de leur identité, donc sans avoir recours pour cela à des catégories de pensée européennes, ou singer la production culturelle de ce

---

[419] AHI, A III 14, sans date (sans doute date-t-il de 1935 puisqu'il y est question de la nomination d'Ildefonso Falcão).
[420] AHI, 542,6, 653/9813, 16/11/1935, Article du journal *Careta.*
[421] *Ibid.*
[422] AHI, 542,6, 995/16141, 02/02/1936, Article du *Diario de Noticias*, Rio de Janeiro.
[423] Souligné par Ildefonso Falcão.
[424] AHI, 542,6, 653/9813, 16/11/1935, Article du journal *Careta* .
[425] *Ibid.* : « [...] *uma fornalha tropical habitada por selvagens de incrivel ferocidade.* »

continent[426]. On retrouve là la préoccupation d'un Mário de Andrade qui proclame : « Nous sommes confrontés au problème actuel, national, moral, humain de brésilianiser le Brésil[427] ». Ildefonso Falcão, plus que Montarroyos, s'exaspère de l'omnipotence de la référence européenne, et manifeste sans cesse la volonté de prouver que le Brésil, bien qu'appartenant à ce Nouveau Monde fantasmé par les Européens, a sa place parmi les nations civilisées.

Plus que par les préoccupations d'ordre économique, qu'il n'ignore pas[428], Ildefonso Falcão est animé par la conviction que le Brésil doit non seulement montrer qu'il est capable de soutenir la comparaison avec les nations dites civilisées, mais aussi qu'il peut apporter une contribution originale, un nouveau souffle, au patrimoine culturel et intellectuel de l'humanité : « […] De cette manière nous montrerons au monde civilisé que nous avons nous aussi une série de choses dont [le Brésil] s'enorgueillit à juste titre[429]. »

En 1939, on trouve dans le *Jornal do Commercio* un long article intitulé « O problema da cooperação intellectual[430] » qui dresse un bilan de l'action brésilienne et fait un certain nombre de suggestions. L'article commence par un constat pessimiste, déjà fait par Ildefonso Falcão en 1934 :

> « Quand on observe, l'esprit serein et le regard lucide, le complet isolement dans lequel vit le Brésil dans le monde, ignoré, ou, ce qui est pire, mal connu et mal jugé par quasiment tous les centres culturels d'Europe et d'Amérique, on ne peut cacher un subtile et pénétrant sentiment de mélancolie[431]. »

On peut s'interroger sur la signification de cette introduction alarmiste. Est-elle la marque d'un échec complet de la politique extérieure menée jusque-là ? Ou le signe d'une fatalité qui voudrait que le Brésil reste « le grand méconnu du XXe siècle » ? Ou bien est-ce devenu un refrain, quand on évoque la place du Brésil sur la scène internationale ? Autre hypothèse : il s'agit de remobiliser les acteurs brésiliens de la coopération intellectuelle. Car lorsqu'on lit, par la suite, qu'il est indispensable, pour modifier cet état des choses d'organiser « immédiatement une ample et

---

[426] Ildefonso Falcão insiste notamment sur le fait qu'il existe des expressions culturelles proprement brésiliennes : « En dépit de toutes les déficiences que les pessimistes prétendent identifier, nous avons créé des expressions artistiques qui sont nôtres, nôtres de manière caractéristique, dans la poésie, la prose, la musique et même dans la peinture et la sculpture. » Le « même en peinture et en sculpture » révèle à quel point est ancrée au Brésil l'idée qu'il y a des formes de culture réservées à l'Europe, que l'on ne peut qu'imiter sa production. (AHI, 542,6, 995/16141, Article du *Correio de São Paulo*, interview d'Ildefonso Falcão).

[427] Cité par Mario CARELLI dans *Cultures croisées. Histoire des échanges culturels entre la France et le Brésil de la Découverte aux temps modernes*, Paris, Collection Essais et Recherches, Nathan, 1993, p. 139.

[428] AHI, 542,6, 995/16141, 29/09/1936, Article du *Diario de noticias*, « O que ainda não é más precisa ser o Serviço de cooperação intellectual do Itamaraty » : « [...] Il est nécessaire que [le Brésil] cesse sans plus attendre d'être [inconnu], afin d'améliorer les chiffres de son commerce extérieur. »

[429] AHI, 542,6, 995/16141, 02/02/1936, Article du *Diario de Noticias*, interview d'Ildefonso Falcão.

[430] AHI, 542,6, 1045/18392, Cooperação Intelectual, tomo II, 1939-1940, *Jornal do Brasil*, 26/03/1939, « O problema da cooperação intelectual », par Peregrino Júnior.

[431] *Ibid.*

intense campagne de propagande et de coopération intellectuelle, avec la mobilisation unanime de toutes les forces spirituelles du pays […][432] », on ne peut s'empêcher de penser aux grands remaniements de 1937 qui, eux aussi, visaient à une ample mobilisation et une propagande plus efficace. Ce discours est en effet récurrent : la circulaire 1055 de 1936[433], envoyée aux missions diplomatiques et aux consulats, insistait également sur le fait que « le Brésil doit cesser d'être un grand inconnu à l'extérieur[434] ». Si beaucoup sont d'accord avec cette affirmation, certains tentent d'y apporter des nuances. On a l'exemple de l'agent diplomatique brésilien à Copenhague – dont on peut imaginer que les liens avec le Brésil ne sont pas particulièrement étroits – qui écrit, en réponse à cette circulaire :

> « Cette assertion, vraie en ce qui concerne notre littérature à cause […] du manque de traductions, est d'un pessimisme cependant trop sombre si nous considérons la question sous d'autres aspects[435] ».

Il cite entre autres exemples la participation « des plus brillantes » de Cândido Mendes[436] à la VIe Conférence Internationale pour l'Unification du Droit pénal qui s'est déroulée à Copenhague en 1935, participation « qui a très bien mis en relief notre culture juridique[437] ».

Cet « extérieur », ce sont les nations « civilisées », dont trois en particulier d'après les exemples cités par l'auteur de l'article. Tout d'abord, sans grande surprise, la France et les Français qui « accordent [aux Brésiliens] de temps en temps une parcelle d'attention et tournent de [leur] côté – 'là-bas'… - des yeux inquiets et curieux[438] ». Mais aussi les Allemands et les Nord-Américains, qui s'intéressent de loin, comme les Français, au Brésil, mais avec « plus d'assiduité et de conviction ». Nous voilà face aux trois pôles de la politique extérieure brésilienne : l'Amérique, le puissant voisin du Nord, l'Allemagne nazie, et l'Europe des démocraties, symboles de l' « Ancien Monde ».

---

[432] *Ibid.* : « *immmediatamente uma ampla e intensa campanha de propaganda e cooperação intellectual, com a mobilização unanime de todas as forças espirituaes do paiz […]* ».

[433] AHI, 542,6, 464/7040, Circulaire 1055, 10/02/1936. Sur cette circulaire, voir chapitre VII et le texte complet en annexe.

[434] AHI, 542,6, 1045/18392, 26/03/1939 : « *o Brasil precisa deixar de ser o grande desconhecido no exterior* ».

[435] AHI, 542,6, 464/7040, 12/09/1936, Lettre de l'agent diplomatique brésilien à Copenhague.

[436] Cândido Mendes

[437] *Ibid.* : « [...] *que muito colocou em relevo a nossa cultura jurídica* ».

[438] AHI, 542,6, 1045/18392, 26/03/1939 : « *nos concedem de vez em quando alguma parcella de attenção e volvem para nosso lado – 'là-bas'…- os olhos inquietos e curiosos* ». Peregrino Junior, cite deux exemples de ce « *subtil sentiment de mépris, d'infinie suffisance*» (« *subtil sentimento de despreso, de infinita suficiencia* ») de la part des Français : le premier est un article paru dans *Le Temps* dans lequel l'auteur écrit que « si la France ne réagit pas rapidement contre la vague noire, qui nous menace, elle se transformera en un simple Brésil ». (« *se a França não reagir depressa contra a onda negra, que nos ameaça, ella se converterá num simples Brasil* »). Par ailleurs, il relate les propos d'un écrivain sur le point de partir pour Rio répondant à un journaliste sur ses projets littéraires : « *Je ne sais pas, mon ami. Je ne sais si je rapporterai un livre, ou une fièvre* », (« *Não sei, meu amigo. Não sei se trarei um livro ou uma febre*. »).

Que signifie donc la coopération intellectuelle dans ce contexte ? Peregrino Junior, le journaliste, est clair : « La Coopération Intellectuelle, pour nous, doit signifier propagande du Brésil[439] » : il n'est plus question de masquer par de grandes déclarations de principe le but poursuivi par la participation du Brésil aux travaux de coopération intellectuelle. Celui-ci, d'après sa condition de « peuple encore sans projection économique de poids dans le monde[440] », ne peut se permettre ce genre de coquetterie. L'auteur est donc conscient du poids de la puissance économique dans des considérations d'ordre géopolitique, et lucide sur la place que le Brésil peut alors convoiter compte tenu de sa position de second ordre dans ce domaine. Cependant, cette lucidité n'annihile pas toute fierté nationale, cette fierté se logeant notamment dans la langue. Dans les erreurs dont est victime le Brésil, Peregrino Junior place en premier lieu celle qui consiste à faire de l'Amérique du sud un continent homogène, caractérisé par sa culture « ibéro-espagnole ». Il l'explique par le fait qu'en Europe, l'Espagne est plus puissante que le Portugal, mais c'est pour ajouter qu'en Amérique ce rapport de forces s'inverse : « la puissance la plus forte du nouveau continent c'est le Brésil[441] ». On est toujours dans ce mélange d'auto-flagellation et de fierté nationale, entre complexe d'infériorité et volonté d'affirmer sa différence.

Une Modernité « à la brésilienne »

L'idée de modernité, conjuguée à celle de « civilisation », a été très vite présente. Lorsqu'en 1922 le gouvernement Epitácio Pessoa invite les diplomates du monde entier à assister aux célébrations du centenaire de l'Indépendance, il entendait faire admirer une ville de Rio entièrement remodelée sur le modèle haussmannien par le préfet Pereira Passos, une capitale destinée à une élite, européenne par ses origines, son mode de vie et ses aspirations. Par ailleurs, le début du siècle coïncide, nous l'avons vu, avec la participation croissante du Brésil à des conférences internationales, en particulier scientifiques. La place des hommes de science parmi les acteurs mis en avant par l'Itamaraty n'est à cet égard pas anodine. Participer aux congrès scientifiques comme aux travaux de l'IICI et, dans le même temps, être présent sur la scène panaméricaine sont une manière d'asseoir le « prestige moral » du Brésil. 1922 est aussi, nous l'avons vu, l'année de la Semaine d'Art Moderne, dont les participants entendent rompre avec l'imitation de l'Europe et la négation de la spécificité du Brésil. Coexistent donc alors deux

[439] *Ibid.* : « *Cooperação intellectual, para nós, deve significar – propaganda do Brasil* ».
[440] *Ibid.* : « *povo ainda sem projecão economica ponderavel no mundo* ».
[441] *Ibid.* : « *a potencia mais forte no continente novo é o Brasil* ».

manières opposées de concevoir le pays et, par conséquent, sa projection internationale. La diplomatie culturelle est un bon reflet de ces contradictions.

À travers la correspondance d'Elyseu Montarroyos avec son ministère de tutelle, on peut identifier ce qui est jugé digne d'être montré à travers cet organisme international. Nous mettrons ici en regard les suggestions du délégué brésilien, celles qui ont pu être faites par la suite par d'autres diplomates et le tableau que livre l'écrivain chilien Oreste Plath de la culture brésilienne dans un article paru en 1944.

Elyseu Montarroyos pointe régulièrement l'absence de participation du Brésil à certains programmes de l'IICI qu'il juge pourtant pertinents pour son image. Il regrette donc que le Brésil ne se soit pas distingué lors du Congrès des Arts populaires qui s'est tenu à Prague en 1931[442], alors même qu'il avait suggéré de mettre en valeur « les intéressantes manifestations de l'art du Ceará[443] ». De même, à l'approche de l'édition du second et dernier volume de la série « Musique et Chanson populaire » publiée par l'Institut, alors que le Brésil n'a jusque là envoyé aucune contribution, écrit-il à son ministre de tutelle : « Votre Excellence comprend combien il serait regrettable que ledit volume […] soit publié sans qu'il y figure notre pays, dont la musique et la chanson populaires occupent une place tout à fait notable dans le folklore mondial[444] ». Comment expliquer cette absence, alors même que folklore et culture populaire entrent pleinement dans le répertoire de l'imaginaire national dont le gouvernement de Vargas s'applique à remodeler les contours ? Il faut sans doute y voir une certaine réticence de la part des diplomates, dont Alain Rouquié à montré qu'ils formaient une « République » à part[445]. L'arrivée d'une nouvelle génération, parmi laquelle figure Vinicius de Moares, constitue une amorce de changement. Il se fait le fervent promoteur de la musique brésilienne comme outil de diplomatie culturelle, en particulier dans son acception populaire :

> « La richesse et la variété de cette musique constituent le meilleur argument qui soit pour affirmer qu'il est difficile, sinon impossible, de connaître véritablement le Brésil sans connaître sa musique populaire authentique. Des mélopées d'Amazonie aux chansons *gauchas*, à travers de la musique typique du Nord, du Nordeste et de Bahia, les valses *mineiras*, les *sambas*, les valses et *modinhas cariocas*, l'âme brésilienne a créée l'un des plus intéressants patrimoines de culture populaire dont puisse s'enorgueillir n'importe quel peuple du monde, aux côtés de l'Espagne, de la Russie, de la Grande-Bretagne et des États-Unis[446]. »

---

[442] AHI, 78/3/13, 20/12/1931, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco.
[443] Montarroyos à Hildebrando Accioly, ambassadeur du Brésil à Paris, en 1928 (cité par Mônica Leite LESSA, « A política cultural brasileira e a sociedade das Nações », *Sociedade Brasileira de Pesquisa Histórica, Anais da XXII Reunião*, Rio de Janeiro, 2002, p.95) : « *as interessantes manifestações das artes cearenses* ».
[444] AHI, 78/3/14, 03/10/1935, Lettre de Montarroyos à José Carlos de Macedo Soares.
[445] Voir chapitre VII.
[446] AHI, Divisão Cultural, 135/5/7, Rio de Janeiro, 12/10/1945, Rapport de Vinicius de Moraes au chef de la Division de Coopération intellectuelle.

La mention d'autres pays, et non des moindres, valorisant ce qui est désormais considéré comme « patrimoine », est une fois de plus utilisée comme argument. Le regard étranger peut aussi opérer comme un facteur de changement. Lorsqu'Oreste Plath présente la culture brésilienne, il insiste en effet particulièrement sur la place du folklore et de la culture populaire pour appréhender la réalité brésilienne, les présentant comme un véritable trésor national :

> « Pour étonner le chercheur, il suffirait de citer le Carnaval, fête pleine d'expériences populaires. Le Carnaval, c'est la fascination de la couleur et du son, l'éblouissement et le trouble des sens. Il perpétue la grande musique brésilienne, 'la grande musique populaire'. Au son du samba, les arbres eux-mêmes dansent. Et suivent la pâtisserie et la confiserie, qui ont un lignage africain. Et les noirs, qui dans leurs fêtes, *candomblés*, *macumbas*, montrent un syncrétisme religieux qui émerveille[447]. »

L' « étonnement » du Chilien réside dans le fait que ces expressions culturelles soient l'objet d'une vaste entreprise de recherche et de valorisation qui s'appuie sur des organismes gouvernementaux :

> « Pour cette raison, la production bibliographique folklorique est considérable et en faire le catalogue occuperait actuellement plusieurs volumes. Ce qui vient d'être souligné suppose le fonctionnement de groupes de chercheurs. C'est pour cela que l'on peut dire, de façon générale, que l'œuvre qui est accomplie est de première grandeur, raison pour laquelle elle rencontre à l'étranger un accueil net et franc. Et comme c'est naturel, ces études sont au programme des plans d'éducation. Le Brésil sait que les éléments folkloriques, par leur immense valeur et pouvoir, doivent être cultivés dans les écoles, lesquelles, pour remplir leur mission, ont pour obligation de les conserver et divulguer. Viennent ensuite les Universités, les organismes spécialisés, qui gardent des cours de folklore. Parmi ses cours, on compte celui de l'École Nationale de Musique, celui de la Faculté de Philosophie et des Lettres. On étudie aussi le folklore, directement ou indirectement, à l'École des Conservateurs de Musées. Tels sont donc le but et la signification de l'enseignement du folklore au Brésil, parce qu'on a cherché et qu'on cherche encore l'unification des plans et programmes et l'harmonisation des normes et des méthodes[448]. »

Autant que le contenu de la culture brésilienne, c'est l'attention politique dont elle est l'objet qui apparaît remarquable aux yeux du Chilien, légitimant par ce compte-rendu laudatif l'idée exprimée en 1942 par Gilberto Freyre de présenter le Brésil comme un expert en la matière auprès des autres nations latino-américaines[449]. Il semble pourtant y avoir encore un décalage entre les politiques culturelles mises en place au Brésil et les contenus de la diplomatie culturelle. La divulgation dont fait l'objet la monographie de Mário de Andrade sur la musique populaire brésilienne constitue une relative exception : en effet, de manière générale, l'Itamaraty privilégie la culture érudite dans sa politique culturelle visant à élever le Brésil au rang de « nation civilisée ». Comme le note Anaïs Fléchet,

---

[447] AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, Note à propos d'un article du journal La Opinión (Santiago), 09/10/1944, « El Brasil y los problemas de la cultura », par Oreste Plath.
[448] *Ibid.*
[449] Voir à ce sujet notre chapitre VIII.

> « l'intégration de la culture populaire, représentée notamment par des artistes noirs et métis, fut progressive et la projection de l'image d'un Brésil noir – opposé traditionnellement par les élites à celle d'un Brésil civilisé – suscita de fortes réticences dans les milieux diplomatiques[450] ».

Il ne suffit cependant pas d'être présent quand il s'agit de folklore, il faut aussi montrer que le Brésil peut être actif dans des domaines qui relèvent de la « grande culture ». À plusieurs reprises, Montarroyos déplore que les musées brésiliens ne répondent pas aux demandes d'informations formulées par l'Institut[451]. De même les bibliothèques brésiliennes, faute d'avoir renvoyé les questionnaires qui leur avaient été adressés, ne figurent-elles pas dans la liste de coordination internationale des bibliothèques :

> « […] Ainsi vois-je avec peine que le Brésil, s'il ne figure pas dans un document de tel ordre, donnera de lui, aux yeux des autres nations, par un des aspects les plus caractéristiques du degré de culture de chaque peuple, une idée singulièrement défavorable, qui n'est pas conforme à la vérité[452]. »

En dernier lieu nous évoquerons l'absence du Brésil dans l'*Index Translationum*, publication annuelle de l'Institut qui répertorie les traductions d'ouvrages dans chaque pays : après l'avoir plusieurs fois[453] regrettée, Montarroyos met en exergue que le fait de figurer dans ce répertoire serait « […] non seulement un témoignage de notre culture nationale, mais aussi une excellente publicité internationale pour les maisons d'édition de notre pays[454] ». La préoccupation économique n'est donc jamais loin.

Montarroyos est un très bon exemple de cette élite brésilienne qui tout à la fois s'enorgueillit de son pays, cherche par conséquent à en diffuser une image positive, et qui regrette quand même qu'il ne soit pas aussi « civilisé » que les nations européennes dont les critères de jugement, d'évaluation, notamment en matière de culture, font toujours autorité.

Aussi, pour être crédible aux yeux de l'Europe, donc au sein de l'Institut, faut-il, comme il le souligne à plusieurs reprises, « éduquer le peuple brésilien ». Évoquant la création, par la Fédération des Sociétés d'éducation, de la Section Paix par l'École, encouragée par l'Institut, Montarroyos la juge particulièrement importante et souhaite qu'elle joue un rôle de premier plan car

---

[450] Anaïs FLÉCHET, Juliette DUMONT, « Pelo que é nosso ! Naissance et développements de la diplomatie culturelle brésilienne au XXe siècle », *Relations internationales* [137], 2009, p. 71.

[451] Ainsi, l'occasion de la remise de la revue « Les musées scientifiques », Montarroyos déplore que les musées brésiliens ne lui aient pas fait parvenir d'informations susceptibles d'y figurer : « Je me permets d'informer Votre Excellence du fait que nos musées ne m'ont encore envoyé aucune information sur l'activité qu'ils ne manquent pas de développer, afin que je puisse les faire publier dans les bulletins et revues de l'Institut : ce qui est à regretter, car nous méprisons ainsi un des meilleurs moyens qui soit pour faire une excellente propagande du Brésil dans le monde entier », (AHI, 78/3/13, 09/03/1934, Lettre de Montarroyos à Cavalcanti de Lacerda).

[452] AHI, 78/3/13, 19/03/1934, Lettre de Montarroyos à Cavalcanti de Lacerda.

[453] AHI, 78/3/13, 20/08/1932 ; 05/11/1932 ; 03/01/1933.

[454] AHI, 78/3/13, 14/06/1933, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco : « [...] *além de um testemunha de nossa cultura nacional, uma excellente publicidade internacional para as casa editoras do nosso paiz.* »

> « […] son action revêt deux aspects : l'un international et l'autre national. Pour développer continuellement la participation du Brésil à l'œuvre internationale de coopération intellectuelle, la Commission Brésilienne doit se soucier constamment d'améliorer la culture de notre peuple ; ce qui revient à dire : s'occuper, à tout instant, du grave problème de notre éducation nationale[455] ».

Plus tard, en 1937, il écrit à son ministre de tutelle : « […] tout ce qui peut contribuer au développement de l'œuvre internationale de coopération intellectuelle sera très utile à notre grande œuvre nationale d'éducation du peuple brésilien[456] ».

À l'occasion d'une réunion d'experts sur la diffusion de moulages d'œuvres d'art, le délégué brésilien a suggéré au directeur de l'Institut que soient faits des efforts pour que toutes les nations puissent acquérir « de bonnes reproductions des œuvres des grands artistes », convaincu qu'une telle entreprise est « nécessaire pour l'éducation du peuple brésilien », pour la « diffusion, en notre pays, des moyens de développer le sens esthétique[457] ». Mais de quelles œuvres, de quels « grands artistes », de quel « sens esthétique » s'agit-il ? Qui sont les experts chargés de désigner de telles œuvres ? Selon quels critères sont-elles choisies ? Voilà une question qui n'a pas cessé d'être posée avec l'avènement de l'UNESCO, bien au contraire. Pour ce qui est du sens esthétique, de la promotion d'un art « brésilien » et de son rôle éducatif, rappelons-ici la création de multiples organismes culturels en lien avec le ministère de l'Éducation et de Santé publique. Pour l'observateur qu'est Oreste Plath, cette étatisation de la culture est une dynamique éminemment positive :

> « Au sujet des musées, nous n'oublions pas qu'il a été dit que le nombre de musées d'un pays est en rapport avec sa culture. Et c'est ce que prouve le Brésil. L'intérêt des scientifiques, des spécialistes et des organismes de l'État apparaît dans le soin, l'attention que l'on consacre à tous ces centres, qu'il s'agisse d'Archives historiques, industriels, scolaires ou commerciales. [...] Aux côtés des Musées, apporte sa collaboration le Service du Patrimoine Historique et Artistique National, qui dépend du Ministère de l'Éducation et s'appuie sur un corps d'inspecteurs officiels des monuments nationaux, lesquels réalisent des recherches systématiques, des dépouillements et reconstitutions. L'œuvre du Service du Patrimoine Historique et Artistique National consiste à veiller aux biens de la patrie[458]. »

Le tableau dressé par Oreste Plath renvoie à l'impressionnant réseau créé d'organismes en charge de la culture, au premier rang desquels mérite de figurer le Servicio do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional créé en 1937 et auquel ont collaboré Mário de Andrade, le poète Manuel Bandeira (1886-1968), l'historien Sérgio Buarque de Holanda (1902-1982) et l'architecte Lúcio Costa (1902-1998), chacun ayant apporté ses compétences et son influence à l'entreprise de patrimonialisation de la culture brésilienne.

---

[455] AHI, 78/3/13, 04/08/1933, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco.
[456] AHI, 78/3/14, 12/11/1937, Lettre de Montarroyos à Mario de Pimentel Brandão.
[457] AHI, 78/3/13, 07/11/1931, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco.
[458] AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, *La Opinión* (Santiago), 09/10/1944, « El Brasil y los problemas de la cultura », par Oreste Plath.

Nous verrons que ces louanges de la part d'Oreste Plath sont à mettre en rapport avec la tentative d'établir un processus similaire au Chili. Il y a là l'idée, développée par Gilberto Freyre lors de sa mission sud-américaine de 1941, que le Brésil a développé, en matière de gestion culturelle, une expertise qu'il pourrait valoriser, notamment auprès des nations latino-américaines.

Vers le mythe de la démocratie raciale[459]

« Ce qui était métisse devient national[460]. »

Renato Ortiz

Dans son étude sur les relations culturelles entre la France et le Brésil, Mario Carelli montrait bien que dans le miroir, déformant, que leur tendait la France, les Brésiliens, pour accéder au statut de peuple civilisé, devaient « se penser Blancs et *afrancesados* pour rivaliser avec leur modèle, sacrifiant ainsi leur héritage amérindien et exorcisant la présence africaine[461] ».

Si le chemin vers l'assomption de la composante noire de l'identité brésilienne sur la scène internationale a été long et sinueux, les efforts menés par certains intellectuels, appuyés par Getúlio Vargas, pour réconcilier les « trois races[462] » au sein de la nation brésilienne, font peu à peu école, même en ce qui concerne la diplomatie culturelle. À l'appui de cette affirmation un article de Ribeiro Couto intitulé « Le Brésil, la démocratie et les problèmes de la coopération intellectuelle », paru en 1942 dans le journal *A Manhã*, connu pour son affiliation au régime[463]. On y voit émerger la notion de « démocratie raciale », consacrée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il faut y voir là aussi, en-dehors des débats internes au Brésil, l'influence du regard extérieur et de la perception des destinataires de la politique extérieure brésilienne. Antônio Sérgio Guimarães rappelle en effet que :

> « L'expression surgit de façon dispersée parmi les intellectuels brésiliens au cours de la période 1937-1944, c'est-à-dire dans le cadre de l'*Estado Novo*, et ce en réponse au défi que constituait l'insertion du

---

[459] Sur cette notion, voir Sílvia P. de Almeida CAPANEMA, Anaïs FLÉCHET (dir.), *De la démocratie raciale au multiculturalisme. Brésil, Amériques*, Europe, Bruxelles, Peter Lang/ARBRE, 2009.

[460] Renato ORTIZ, *Cultura brasileira e identidade nacional*, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1985, p. 41 : « *O que era mestiço se torna nacional*. »

[461] Carelli, 1993, p. 90.

[462] Sur la « fable des trois races » et ses origines, voir Anaïs FLECHET, Julie JOURDAIN, « La fable des trois races : la construction du Brésil métis dans le regard français (XIXe-XXIe siècles) », *in* Sílvia Capanema et Anaïs Fléchet (dir.), *De la démocratie raciale au multiculturalisme. Brésil, Amériques*, Europe, Bruxelles, Peter Lang/ARBRE, 2009, p. 249-270.

[463] IHGB, Arquivo Hélio Viana, Lata DL1417, Pasta 47, 09/08/1942, Article du journal *A Manhã*, « O Brasil, sua democracia e os problemas da cooperação intellectual », par Ribeiro Couto.

> Brésil dans le monde libre et démocratique, par opposition au racisme et au totalitarisme nazi et fasciste, défaits lors de la Seconde Guerre mondiale[464]. »

Dans cet article, Ribeiro Couto renverse les perspectives adoptées jusque-là : ce qui était présenté comme un handicap devenait motif de fierté nationale. Ainsi écrivait-il :

> « Par sa position géographique, par l'immensité de son territoire, par sa formation démographique, par les phénomènes ethniques et sociaux qui s'élaborent sous nos yeux dans ses villes, le Brésil mérite bien le nom de 'pays cosmique' donné par un intellectuel européen[465]. »

Il n'hésite pas à réécrire l'histoire de son pays pour en faire le parangon de l'idéal démocratique, faisant du mélange des races non plus un obstacle mais une étape capitale dans l'accomplissement de cet idéal : « Le Brésil, plus que tout autre nation, peut légitimement estimer être une ancienne 'démocratie authentique', car c'est une société où les différences de race n'ont pas affecté la dignité de la personne humaine ». Il ajoute :

> « La nation qui naissait dans les luttes du Pernambuco, qui voyait se mêler le sang de Portugais, d'Indiens, de Noirs et toutes les nuances de Métis, verrait ensuite, au XIXe siècle, affluer des peuples européens en quête de terres et de travail ; c'est au cours de ce processus ethnique et politique, qui culmina dans la création de la République (elle-même anticipée par la caractère patriarcal de l'Empire), que nous vîmes se développer, toujours plus fort, un 'instinct démocratique'[466]. »

Cette réinterprétation de l'histoire du Brésil montre comment, en luttant contre les stéréotypes forgés par les autres sur soi, on est amené à en forger de nouveaux.

De ce qui précède, il ne faut cependant pas conclure trop vite à la valorisation, à l'extérieur, de la part africaine de la culture brésilienne. Anaïs Fléchet revient, dans un article consacré à la musique comme outil de la diplomatie culturelle, sur l'intervention de l'Itamaraty, par le biais de l'ambassade du Brésil à Washington, visant le tournage du film *A Night in Rio*, comédie musicale réalisée par Irving Cummings avec Carmen Miranda comme protagoniste principale. On est alors en 1940 et l'Itamaraty demande à ce que soient supprimées les scènes de danse dans lesquelles Carmen Miranda chantait au milieu de musiciens noirs. La musique populaire, fortement liée à la culture afro-brésilienne, n'est donc pas systématiquement considérée comme légitime pour représenter le Brésil à l'étranger. Cela révèle une divergence certaine entre la politique musicale du gouvernement de Getúlio Vargas, qui valorise le *samba*

---

[464] Antônio Sérgio GUIMARÃES, « Après la démocratie raciale », *in* Sílvia P. de Almeida CAPANEMA, Anaïs FLÉCHET (dir.), *De la démocratie raciale au multiculturalisme. Brésil, Amériques*, Europe, Bruxelles, Peter Lang, 2009, p. 134-135.
[465] IHGB, *Ibid.*
[466] *Ibid.*

comme marqueur de l'identité nationale, et une diplomatie culturelle encore réticente dès qu'il s'agit d'interprètes noirs[467].

> « Le stéréotype est incontournable car souvent le Brésilien ou le Français se croit obligé de l'incarner pour ne pas décevoir son interlocuteur et le jeu des miroirs déformants n'a pas de fin[468]. »

Quand bien même diplomates et intellectuels brésiliens souhaitent « corriger » l'image de leur pays, en forger une nouvelle, celle-ci se retrouve tributaire du regard des autres, de la manière dont on se perçoit dans ce regard. Que l'on construise cette représentation en opposition à ce regard ou en l'intégrant, l'Autre est inévitablement présent dans la construction identitaire. Pour les acteurs de la diplomatie culturelle brésilienne, il s'agit donc de conjuguer le stéréotype *à la brésilienne,* de le réinvestir. C'est ainsi que l'on trouve, dans le *Bulletin de l'Union Panaméricaine*, dans un numéro d'avril 1933 consacré au potentiel touristique des pays latino-américains, une description du Brésil qui mêle nature et civilisation, mystère et modernité :

> « Cette si vaste nation qui possède d'incomparables beautés naturelles, qui compte à l'intérieur de ce même territoire des villes ultra-modernes, d'audacieuses lignes ferroviaires et d'immenses régions couvertes de forêts vierges où l'homme ne pénètre pas encore et qui cachent sans aucun doute des trésors inconnus et des surprises ethnologiques, botaniques et paléontologiques […][469]. »

Si ce texte confirme la permanence d'un imaginaire exotique, il est aussi une bonne synthèse de ce que le Brésil tente de projeter comme image à l'extérieur. Il ne rend cependant pas compte d'un projet identitaire destiné à façonner une « véritable » culture brésilienne. Le diplomate et écrivain mexicain Alfonso Reyes, de passage à Rio de Janeiro en 1933, offre lui une analyse qui rend compte de la rupture que souhaite promouvoir Getúlio Vargas, et avec lui bon nombre d'intellectuels brésiliens :

> « Le Brésil n'est plus pour les Brésiliens la forêt vierge inexplorée, région si mystérieuse et pleine de dangers qu'ils renonçaient à ses richesses, à ses immenses potentialités. Aujourd'hui se dessine un avenir clair, avec l'assurance que le pays est appelé à participer de façon importante à la vie politique et économique du monde. Cependant, cet avenir se heurte à l'attitude surprenante de quelques étrangers pour qui le développement du Brésil et d'autres pays semblables ne pourrait être réalisé que grâce à l'intervention du capital international et sans autre but que l'exploitation économiques des richesses ; ces gens ne pouvaient imaginer que le Brésil n'est pas seulement une région géographique au potentiel incalculable, mais que c'est aussi une véritable cellule nationale, avec en elle des germes qui tendent vers un but qui excède le développement matériel : celui de créer un type humain original, qui pour le moment se cherche[470]. »

---

[467] Anaïs FLÉCHET, « As partituras da identidade. O Itamaraty e a música brasileira no século XX », *in* Hugo Rogélio SUPPO, Mônica Leite LESSA (dir.), *A quarta dimensão das relações internacionais : as relações culturais*, Rio de Janeiro, ContraCapa, 2013, p. 159.
[468] Mario CARELLI, p. 20-21.
[469] *Boletín de la Unión Panamericana*, avril 1933, p. 239-240.
[470] Alfonso REYES, *Misión diplomática. Tomo II*, Compilación y prólogo de Víctor Díaz Arciniega, México, Fondo de Cultura Económica/Secretaria de Relaciones exteriores, 2001, p. 71.

Le Chili ou la nation comme paradoxe

Le Chili à l'exposition Ibéroaméricaine de Séville de 1929 : l'image d'un pays « sin tropicalismos ni exageraciones[471] »

> « De ce balcon le drapeau tricolore va flamboyer, saluant le ciel d'Espagne avec toute l'affection d'un fils, et l'arrogance d'un peuple vigoureux qui a su être héroïque, travailleur et idéaliste[472]. »

À l'occasion de l'exposition ibéro-américaine de Séville (1929)[473], le Chili se trouve face au défi de se présenter comme une nation civilisée tout en exprimant une identité rénovée par un nationalisme culturel qui tente de redessiner les contours de l'imaginaire national.

Le pavillon chilien, dessiné par l'architecte Juan Martínez Gutiérrez (1901-1971), rompait avec les précédents bâtiments construits par le Chili dans le cadre d'expositions internationales. On trouve une description de cette construction dans la revue *Chile* :

> « Là-bas le pavillon chilien avec ses trois étages et une tour, évoquant harmonieusement les gloires du passé et les élans du progrès, entre des murs massifs, arrogants, décorés par le pinceau et le burin de nos artistes. En regardant la façade apparaît l'entrée principale, avec sur le fronton un condor stylisé en pierre qui paraît symboliser la majesté de notre cordillère. Cette façade aux profils sobres au goût de l'Amérique constitue un motif qui domine. Et ce robuste socle, lui aussi de pierre obscure, de façon nette, se détache devant la fraîche luminosité de ces murs simples qui embrassent le ciel avec nos tuiles paysannes[474]. »

Passé et futur, modernité et tradition, « *americanidad* » et « *chilenidad* », art et nature : tels sont les thèmes que l'architecture et la décoration du pavillon chilien sont chargées de mettre en valeur. Il y a une rupture notable entre ce bâtiment et ceux qui avaient représenté le Chili lors des précédentes expositions internationales. S'il est toujours question de montrer un pays clairement

---

[471] D'après le titre de l'ouvrage de Sylvia Dümmer SCHEEL, *Sin tropicalismos ni exageraciones. La construcción de la imagen de Chile para la Exposición Iberoamericana de Sevilla en 1929*, Santiago, RIL Editores, 2012.

[472] *Chile*, septembre 1928, 3ème année, vol. 3, n°43, « El pabellón chileno en Sevilla », por Luis Harding Carrasco.

[473] L'Exposition Ibéro-Américaine de Séville est un événement impulsé par Primo de Rivera, largement inspiré des idéaux de l'hispano-américanisme. Sous la pression d'autres pays, et notamment du Portugal, c'est finalement l'adjectif « ibéro-américain » qui est retenu et les États-Unis sont en définitive invités. Les pays ayant édifié un pavillon permanent à l'occasion de cet événement sont, outre le Chili : l'Argentine, le Brésil, la Colombie, Cuba, les États-Unis, le Guatemala, le Mexique, Saint Domingue et le Venezuela. Le Panama, le Salvador, le Costa Rica, la Bolivie et l'Équateur sont présents dans un édifice appelé Galerías Americanas. Sur cette exposition, voir Eduardo Rodríguez BERNAL, *La Exposición ibero-americana de Sevilla*, Sevilla, Instituto de la Cultura y las Artes de Sevilla, 2006 et Sylvie ASSASSIN, *Séville, l'exposition ibéro-américaine*, 1929-1930, Paris, Institut Français d'Architecteure/NORMA, 1992.

[474] *Ibid.*

engagé sur la voie du progrès, il est désormais impensable de représenter celui-ci en se laissant aller à imiter l'Europe : à l'architecture de type français succède un édifice dont les volumes et les murs blancs sont là pour évoquer la Cordillère des Andes. Sylvia Dümmer Scheel montre que la représentation d'une Cordillère enneigée a été dans ce cadre un symbole fonctionnel qui, d'une part, fait du Chili un pays à part dans une Amérique du Sud perçue par le regard étranger comme « tropicale », et qui, d'autre part, renvoie à un déterminisme géographique très présent chez les intellectuels chiliens selon lequel l'environnement forgeait le caractère de la « race chilienne »[475].

Figure 17 : Le pavillon chilien à l'Exposition Ibéro-Américaine de Séville (1929)

De la participation du Chili à l'Exposition de Séville, on attend donc qu'elle donne une image susceptible d'attirer des investisseurs étrangers, de séduire les importateurs et d'éventuels candidats, qualifiés, à l'émigration, mais on espère aussi qu'à cette occasion « le Chili non seulement serait *représenté* par sa participation à cet événement international, mais qu'il serait aussi *incarné*[476] ». Les organisateurs comme la presse exigent en effet que le pavillon symbolise « l'âme nationale », qu'il apporte à Séville quelque chose de « de véritablement [chilien] », de

[475] Sylvia Dümmer SCHEEL, « Metáforas de un país frío. Chile en la Exposición Iberoamericana de Sevilla en 1929 », *Artelogie*, Dossier thématique « Image de la nation : art et nature au Chili », n°3, septembre 2012 (en ligne : http://cral.in2p3.fr/artelogie/spip.php?article130).

[476] Sylvia Dümmer SCHEEL, « Los desafíos de escenificar el 'alma nacional'. Chile en la Exposición Iberoamericana de Sevilla (1929) », *História Crítica*, n°42, sept-déc. 2010, p. 89: « *Se esperaba que Chile no sólo estuviera representado en su concurrencia al certamen internacional, sino que estuviera también encarnado en ella.* »

« complètement intime et autochtone[477] ». Dans cette perspective, des éléments du folklore et d'art indien sont incorporés à la décoration du bâtiment. De manière inédite, deux salles sont même consacrées aux Araucans[478], alors même que ces derniers ont longtemps résisté à leur incorporation à l'État-nation chilien[479]. L'utilisation de la culture populaire et indienne a fait l'objet de débats importants au sein de la commission organisatrice, reflétant les préoccupations qui s'exprimaient depuis quelques années autour de l'absence d'un art véritablement national. Les membres de cette commission et la presse, qui suit de près la question, se trouvent face à une contradiction : l'héritage indien, l'art primitif sont certes les signes d'une culture ayant une profondeur historique, mais ils sont, de l'avis de beaucoup, de peu de valeur. Comme l'écrit Sylvia Dümmer Scheel :

> « Bien que le Chili se vantait d'être supérieur à ses pairs latino-américains dans les domaines économique, politique, social, et y compris 'racial', il existait le sentiment d'une infériorité de son art indigène comparé à celui de pays comme le Mexique, le Pérou ou le Guatemala[480]. »

Nous sommes là face au paradoxe chilien : un pays qui tout à la fois se pense comme distinct de ses pairs latino-américains, qui revendique par rapport à eux une supériorité et qui ne cesse d'énumérer ses faiblesses et dont l'identité est appréhendée autant par ses contenus que par ses manques. Cette dichotomie se retouve dans la construction de l'image que le Chili projette de lui-même sur la scène internationale, offrant au regard étranger une représentation de lui-même profondément marquée par cette dualité.

---

[477] Expressions retranscrites par Sylvia Dümmer SCHEEL, « Metáforas de un país frío.;; », , *op. cit.*, p. 3 : « *el alma nacional* » ; « *genuinamente nuestro* » ; « *completamente íntimo y autóctono* ».

[478] Le folkloriste et archéologue Ricardo E. Latcham, dont nous reparlerons plus loin, est le principal promoteur de ces deux salles. La commission organisatrice finance pour l'occasion la publication de l'un de ses travaux, *Álbum de Tejidos Araucanos y de Alfarería Indígena*.

[479] À ce sujet, voir Ricardo H. Herrera LARA, « La construcción histórica de la Araucanía : desde la historiografía oficiala las imágenes culturales y dominación política », *Revista Austral de Ciencias Sociales*, n°7, 2003, p. 29-40. Pour une histoire des Araucans, voir Jean-Pierre BLANCPAIN, *Les Araucans et le Chili : des origines au XIXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 1996.

[480] Sylvia Dümmer SCHEEL, « Los desafíos de escenificar el 'alma nacional'… », *op. cit.*, p. 97.

Le débat sur l'identité nationale[481]

La crise du Centenaire et la « modernité périphérique[482] » du Chili

La commémoration du Centenaire célèbre certes la marche du Chili dans la voie de l'ordre et du progrès, dont la transformation de Valparaíso en port international, les réformes urbaines accomplies à Santiago et le développement du chemin de fer étaient les signes les plus visibles, mais elle est aussi l'occasion d'un bilan critique sur tous les objectifs non atteints et les opportunités perdues.

Au tournant des XIXe et XXe siècles, l'idée que le Chili est entré en décadence commence à se généraliser. Comme l'écrit Bernardo Subercaseaux, à ce moment-là, « le Chili cessa d'être un programme ou une cause et se transforma en problème[483] ». Cette phase de crise et de changement s'accompagne, dans le domaine culturel, du déclin de l'influence du positivisme et de l'apparition d'une pensée nationaliste, d'une conscience anti-impérialiste et anti-oligarchique. Certains historiens soulignent que le début du XXe siècle voit émerger un nouveau regard sur le pays[484] et que les trois premières décennies sont marquées par « un processus nouveau et actif de construction intellectuelle et symbolique de la nation[485] ». Derrière les multiples angles et formes de réflexion sur l'identité chilienne que dénote cette liste, il y a convergence autour d'un objectif, celui de « régénérer l'âme et le corps du pays[486] », et émergence d'une nouvelle image de la nation. Régénération, mais aussi réaction vis-à-vis d'une belle époque marquée par l'*afrancesamiento* et le cosmopolitisme. Il s'agit aussi de répondre à un défi : celui d'intégrer au corps de la nation ces nouveaux acteurs qui apparaissent dans la société chilienne, notamment les étudiants, les ouvriers,

---

[481] Pour un bilan historiographique sur cette question, voir Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO, « Nacionalismos e identidad nacional en el Chile del siglo XX : perspectivas historiográficas », *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. XI-XXI et Patricio DAZA, « La producción de la identidad Nacional Chilena. Debates y perspectivas de investigación », *História crítica*, n°16, déc. 1999, p. 3-22.

[482] D'après le titre de l'ouvrage de Beatriz SARLO, *Una modernidad periférica : Buenos Aires 1920-1940*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1988.

[483] Bernardo SUBERCASEAUX, *Historia de las ideas y de la cultura en Chile : desde la independencia hasta el bicentenario*,vol. 2, Santiago de Chile, Editorial Universitaria, 2011, p. 10 : « *Chile dejó de ser un programa o una causa y se convirtió en un problema* ».

[484] Jorge LARRAÍN, *Identidad chilena*, Santiago de Chile, Editorial Lom, 2001, p. 99 et suivantes.

[485] *Ibid.* : « *un nuevo y activo proceso de construcción intelectual y simbólica de la nación* ».

[486] *Ibid.* : « *regenerar el alma y el cuerpo del país* ».

les femmes[487] de plus en plus nombreuses à travailler, les intellectuels dont le parcours diffère de leurs aînés.

Les inquiétudes et les angoisses qui se manifestent à l'occasion du Centenaire doivent donc être replacées dans le contexte économique, social et politique du Chili dans les deux premières décennies du XXe siècle.

En dépit d'une croissance industrielle importante entre les années 1880 et celles de l'après Première Guerre mondiale[488], la principale base de l'économie chilienne reste les ressources du sous-sol. Depuis l'intégration du pays aux marchés internationaux pendant le XIXe siècle, les élites chiliennes, politiques et économiques – les deux sphères se recoupant largement – avaient compris que c'était là une situation de dépendance et de subordination et elles en avaient accepté les règles du jeu. Comme ses voisins latino-américains, le Chili contribuait au bon fonctionnement de l'économie mondiale en exportant ses matières premières et, en retour, recevait des produits manufacturés. L'idée est que cette étape était nécessaire pour attirer des investissements étrangers qui, à terme, devaient permettre au pays de développer sa propre industrie et d'entrer dans le cénacle des nations modernes. Ce modèle continue d'être suivi jusqu'à la crise de 1929. Cependant, un certain nombre de changements, pendant et après la Grande Guerre, indique aux élites chiliennes que tout n'est pas comme avant. En premier lieu, les États-Unis prennent de plus en plus la place des pays européens dans les échanges économiques impliquant l'Amérique latine. Par ailleurs, devant faire face au tarissement des investissements principalement anglais et allemands pour le développement des infrastructures, le Chili se tourne vers la Grande République du Nord pour combler ce manque, renforçant de la sorte sa dépendance à l'égard d'une puissance vis-à-vis de laquelle, en termes de politique extérieure, il avait jusque-là essayé de maintenir ses distances[489]. Cet impact sur la diplomatie chilienne est pourtant, dans un premier temps, perçu comme secondaire au regard de l'afflux de capitaux généré par ce nouveau partenariat économique, entraînant une modernisation profonde de l'industrie d'extraction du nitrate, révolutionnant les processus productifs par l'introduction de nouvelles technologies et de techniques d'administration[490]. Malgré cette évolution positive, l'inquiétude croît dans un Chili dont les ressources de l'État dépendent quasi-exclusivement des

---

[487] Sur le féminisme au Chili, voir les travaux de Corinne Pernet, notamment « Chilean Feminists, the International Women's Movement and Suffrage, 1915-1950 », *Pacific Historical Review*, vol. 4, n°69, 2000, p. 663-688.

[488] Voir Luis ORTEGA, « El proceso de industrialización en Chile, 1850-1930 », *Historia*, n°26, 1991, p. 213-245.

[489] Nous renvoyons le lecteur aux analyses sur le positionnement du Chili dans le système interaméricain (chapitre III).

[490] Voir Stefan RINKE, *Cultura de masas, reforma y nacionalismo en Chile 1910-1931*, Santiago, Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos, 2002, p. 25.

taxes sur des exportations largement dominées par le nitrate. Aussi l'économie chilienne et la capacité d'intervention de l'État sont-elles fragilisées à la moindre inflexion des cours des matières premières[491].

Cette situation n'est pas sans affecter la société chilienne. Celle-ci connaît, depuis la fin du XIXe siècle, des mutations de taille, qui se traduisent par une urbanisation accélérée et l'augmentation du nombre d'ouvriers. Si dès les années 1870 la misère de ces derniers et des travailleurs ruraux est l'objet de discussions, elle devient, au début du XXe siècle, ce que les contemporains ont appelé la « question sociale ». L'apparition de syndicats influencés par l'anarchisme et utilisant de plus en plus régulièrement l'arme de la grève permet des avancées certaines dans le domaine des conditions de travail, mais il faut attendre 1924 pour qu'une première ébauche de législation sociale voie le jour[492] et les conflits sociaux sont nombreux et parfois violents, à l'image de la grève de 1907 qui se solde par le massacre de grévistes à Iquique dans le nord du pays[493]. Ces événements ne font qu'amplifier les inquiétudes des élites. Par ailleurs, l'urbanisation, le développement des organismes d'État et les réformes éducatives qui ont lieu dans les deux dernières décennies du XIXe siècle, ont pour corollaire la croissance d'une classe moyenne de laquelle émerge une élite intellectuelle réformiste, frustrée de ne pouvoir accéder au pouvoir politique et faisant entendre de plus en plus fort ses revendications au cours de la période que nous étudions[494]. L'avènement de cette classe moyenne lettrée tout comme l'affirmation des syndicats ouvriers sont autant de transformations sociales qui ne sont pas sans effet sur la vie politique chilienne.

Si les partis politiques prennent lentement mais sûrement la mesure de ces changements[495], il existe né une tension très forte, des années 1910 à la fin des années 1920, entre l'émergence de nouvelles forces sociales et politiques et un système politique qui est encore largement dominé par une oligarchie cherchant à protéger ses intérêts et à maintenir son

---

[491] Les exportations chiliennes, qui ont progressé de 9,8% par an entre 1915 et 1919, n'augmentent que de 0,6% par an entre 1920 et 1924, ce qui a pour conséquence une dépréciation de la monnaie et une inflation de plus en plus importante.

[492] Sur cette question, voir Peter DESHAZO, *Urban Workers and Labor Unions in Chile, 1902-1927*, Madison, Wisconsin University Press, 1983.

[493] Sur la répercussion du massacre d'Iquique dans les débats nationalistes, voir Alejandro SAN FRANCISCO, « La crítica social nacionalista en la época del Centenario (Chile, 1900-1920) », *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Vol. 1, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 16-18.

[494] Cette question est l'objet de l'ouvrage de BARR-MELEJ, *Reforming Chile : Cultural Politics, Nationalism, and the Rise of the Middle Class*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001.

[495] Ainsi, à partir de 1907, le Parti Radical inclut dans son programme la protection des travailleurs et la promotion d'une industrie nationale. Le Parti Démocrate, quant à lui, s'adresse davantage aux travailleurs urbains, même si la création, en 1912, du Parti Socialiste, crée une concurrence vis-à-vis de cet électorat.

hégémonie politique. Cette dialectique se joue également au niveau culturel. Comme le souligne Enrique Fernández,

> « tandis que les groupes oligarchiques, grâce à une série de privilèges économiques et de références communes au sujet des différents aspects de la réalité chilienne de l'époque, avaient réussi à développer un sentiment de groupe, en s'auto-identifiant à la 'société', le reste de la population, dispersée dans les campagnes et les banlieues des villes, était noyée dans différentes catégories : 'peuple', 'cohue', 'foule', 'masses' et autres[496] ».

Les tenants du nationalisme culturel qui se développe au lendemain de la Grande Guerre ont pour objectif de remettre en cause ce qu'ils considèrent comme une confiscation de l'idée de nation au profit d'une minorité. Enfin, la question de la culture chilienne, de ses contours et de ses contenus, ne peut être abordée sans avoir à l'esprit l'intervention croissante de l'État dans tous les domaines de la vie nationale : la constitution de 1925 affirme en effet que ce dernier peut intervenir dès que sont concernés le « bien-être général » et l'« intérêt national »[497]. Ainsi, durant les gouvernements d'Arturo Alessandri et de Carlos Ibañez del Campo, l'État devient l'acteur principal de la modernisation du Chili de même que l'un des principaux agents de la définition de « *lo chileno* ».

Nation, race et territoire

Patrick Barr-Melej, analysant le succès obtenu, en 1930, par un jeune musicien, Carlos Valdés Vásquez, se produisant en costume traditionnel de *huaso* avec un répertoire de chansons traditionnelles de la région du Valle Central, rapporte la manière dont le journal *El Diario Ilustrado*, de Santiago, présente cet événement : « S'il existait au Chili des personnes qui, comme Carlos Valdés, s'occupaient de ce qui est nôtre, nous pourrions aspirer à créer une race solide, imprégnée de traditions, totalement chilienne et créole[498]. » Le journaliste poursuit sur la tâche à accomplir dans cet objectif, celle qui consiste à « reconnaître cette musique, la faire comprendre à tout le monde, accomplir le miracle que nous soyons fiers d'elle et que nous l'adoptions en chassant le tango intrus et le fox insolent[499] ».

---

[496] Enrique FERNÁNDEZ D., *Estado y sociedad en Chile, 1891-1931: el Estado Excluyente, la lógica estatal oligárquica y la formación de la sociedad*, Buenos Aires, Lom Ediciones, 2003, p. 30.
[497] Stefan RINKE, *ouv. cité*, p. 28.
[498] *El Diario Ilustrado*, Santiago, 22/01/1930, cité par Patrick BARR-MELEJ, « Imaginando el campo : nacionalismo cultural, política y la búsqueda de la chilenidad, 1891-1941 », *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Vol. 1, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 93.
[499] *Ibid.*

À travers cet exemple, c'est l'indissoluble lien entre race et culture qui caractérise le nationalisme culturel chilien qui est exprimé. Apparaît aussi l'idée d'une menace, celle venue de l'étranger, ici symbolisée par le tango et le fox-trot. Comme l'écrit Stefan Rinke,

> « la dépendance économique à l'égard des exportations, la dominations des modèles étrangers dans tous les secteurs de la vie, et en général le pouvoir des étrangers dans les secteurs cruciaux de la société et de l'économie chilienne continuaient de nourrir les lamentations des intellectuels[500] ».

Des auteurs comme Nicolás Palacios[501], Enrique Mac-Iver[502], Tancredo Pinochet[503] et Francisco Encima[504], considérés par Sandra Deutsch Mc Gee comme des conservateurs de droite[505], déplorent les conséquences d'un modèle de développement qui plaçait le Chili dans une position d'infériorité par rapport aux autres nations, corrompant une race chilienne pourtant née, selon la vision de Palácios, du mélange entre de viriles conquistadors espagnols et nobles femmes *araucanas*.

Le Chili ou « una loca geografía[506] »

> « Petit territoire, et non petite nation ; sol réduit, inférieur à la nature héroïque de ses habitants. Peu importe : Nous avons la mer… la mer… la mer![507]. »
>
> Gabriela Mistral

> « Entre les Andes et la mer, les déserts du nord, les vertes vallées du centre et les denses forêts du sud composent l'auguste trinité de la géographie chilienne[508]. »

Le territoire chilien a été un espace long à apprivoiser, à contrôler, à cartographier, à explorer afin de devenir l'espace de la nation chilienne. Dans ce processus, l'Atlas de la Historia

---

[500] Stefan RINKE, *ouv. cité*, p. 121.

[501] Nicolás Palacios (1858-1911) a notamment publié, en 1904, *Raza Chilena* : *Libro escrito por un chileno y para los chilenos*, ouvrage considéré comme fondateur dans l'appréhension en termes de race de la nation chilienne. Pour une analyse de ce livre, voir Bernardo SUBERCASEAUX, « Raza y nación : ideas operantes y políticas públicas en Chile, 1900-1940 », *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Vol. 1, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 71-81.

[502] Enrique Mac-Iver Discurso sobre la crisis moral de la República

[503] Tancredo Pinochet

[504] Francisco Encima historien Nuestra inferioridad económica, sus causas y sus consequencias

[505] Voir Sandra Deutsch MCGEE, *Las derechas. The Extreme Right in Argentina, Brazil and Chile, 1890-1939*, Stanford, Stanford University Press, 1999, p. 11-17.

[506] D'après le litre de l'ouvrage de Benjamín Subercaseaux paru en 1940.

[507] Gabriela Mistral, « Chile (17 de septiembre de 1923) », cité par Stefan RINKE, *ouv. cité*, p. 124 : « *Pequeño territorio, no pequeña nación ; suelo reducido, inferior a la índole heroica de sus gentes. No importa : ¡Tenemos el mar… el mar… el mar !* »

[508] MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación n°3, mars 1940, « Chile, visión panorámica » : « *Entre los Andes y el mar, los desiertos del norte y los verdes valles del centro y los copiosos bosques del sur, complotan la trinidad augusta de la geografía chilena*. »

física y política de Chile, publiée entre 1844 et 1848 par le naturaliste français Claudio Gay, appelé par le gouvernement chilien, représente une étape majeure. En cartographiant le jeune État, le Français offrait au Chili ce « signe pur », « aussitôt reconnaissable, partout visible[509] » qu'est une carte. Par ailleurs,

> « si la réalité géographique, sociale et culturelle du Chili qui de colonie devient république est inscrite dans l'*Atlas*, les représentations du monde naturel et des espèces qui alors l'habitaient s'offrent aussi dans toute leur ampleur, en intégrant ainsi le monde naturel aux composantes de la nouvelle nation[510] ».

Figure 18 : Territoire et nation au Chili

Source : *Chile,* juillet 1929, año III, vol. 4, n°53

Pour beaucoup d'auteurs, la lutte constante contre une nature hostile, la difficile délimitation des frontières nationales qui ont été l'objet de multiples conflits, internes comme externes, ont été déterminante dans la définition d'une « race chilienne » forgée par l'adversité. Dans le même temps, la géographie du pays, son relief, dominé par la Cordillère, la diversité de ses climats, commencent à être interprétées comme le ciment de la communauté nationale, mais aussi comme un atout pour attirer les touristes étrangers, dans un processus qui aboutit à

[509] Termes employés par Benedict ANDERSON, p. 178.
[510] Rafael Sagredo BAEZA, « Geografía y nación. Claudio Gay y la primera representación cartográfica de Chile », *Estudios Geográficos*, vol. LXX, n°266, janv.-juin 2009, p. 256.

l'émergence d'un « nationalisme de paysage[511] ». Ces éléments sont présents dans les archives diplomatiques que nous avons consultées, montrant ainsi combien se recoupent les représentations destinées à assurer la cohérence de l'identité nationale et celles qui sont projetées sur la scène internationale. Dans un *Boletín de divulgación* produit par le ministère chilien des Relations extérieures et intitulé « Chili, une vision panoramique », on trouve en effet le passage suivant :

> « Notre république en est venue à être, ainsi, et de cette manière, un immense échantillonnage de déserts, de vallées transversales et longitudinales, d'îles, de golfs et canaux qui s'ensevelissent, finalement, dans l'Océan antarctique. Climat tropical, tempéré, froid polaire. Coton et sucre, petites exploitations, vignes et céréales, pins et pâturages. Tel est, en résumé, son aspect physique et végétal[512]. »

Le *topos* de l'impact de cette géographie et de ce climat sur les caractéristiques de la population du pays est également réinvesti dans ce document :

> « Tendue comme un immense bras de géant, s'allonge l'énorme Cordillère des Andes qu'on a appelée l'Épine dorsale de l'Amérique du Sud. C'est sa limite naturelle vers l'ouest et sur ses sommets nichent les Condors, [...] en même temps que c'est une barrière qui la sépare de la Bolivie et de l'Argentine et lui enlève de grands terrains agricoles faciles à exploiter. De telles dispositions du sol ont façonné les reliefs du caractère robuste des Chiliens, qui en 400 ans d'influence espagnole, se sont transformés et ont créé une véritable race chilienne[513]. »

L'auteur du texte ne laisse cependant pas son lecteur imaginer que l'on a affaire à un pays inhospitalier et peu propice au développement d'une nation moderne et raffinée :

> « De cette province [celle d'Aconcagua] à l'estuaire de Reloncavi, en plus ou moins 1200 km d'étendue, notre pays adopte sa forme définitive. Là commence la grande vallée centrale, avec son climat délicieux et très agréable, où fleurissent ses grandes industries et ses grandes villes. Où existent ses vignes les plus connues et où les printemps transforment toutes les terres en vergers pour mieux mettre en valeur la beauté et la gentillesse des femmes[514]. »

Grandiose, mais pas écrasant, difficile mais pas indomptable, le territoire chilien devient une métaphore du destin de la nation, à l'image d'une Cordillère des Andes qui, de barrière, devient l'emblème d'un pays fort, la frontière majestueuse entre « nous » et « les autres »[515] :

> « Dans la province de Aconcagua, la Cordillère des Andes, par son altitude, n'a d'autre rival dans le monde que les sommets du Tibet. […] Postés dans le grand amphithéâtre de la Cordillère, les génies

---

[511] Expression employée par Rodrigo BOOTH, « 'El paisaje aquí tiene un encanto fresco y poético'. Las bellezas del sur de Chile y la construcción de la nación turística », *Revista de Historia Iberoamericana*, vol. 3, n°1, 2010, p. 10-32 : « *nacionalismo paisajístico* ».

[512] MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación n°3, mars 1940, « Chile, visión panorámica ».

[513] *Ibid.*

[514] *Ibid.*

[515] Sur la place de la Cordillère des Andes dans l'imaginaire national, voir Paulina F. AHUMADA, « Paisaje y nación : la majestuosa montaña en el imaginario del siglo XIX », *Artelogie*, Dossier thématique « Image de la nation : art et nature au Chili », n°3, septembre 2012 (en ligne : http://cral.in2p3.fr/artelogie/spip.php?article144).

invisibles de l'air et du temps ont été témoins de la transformation matérielle de notre peuple et de l'accroissement de ses aspirations et de ses efforts[516]. »

La défense de la race chilienne

Cette vision idéalisée de l'histoire du peuple chilien, en résonnance avec les idées développées par Nicolás Palacio, n'est pas partagée par tous. À l'encontre de l'homogénéité vantée par Palácios et qui serait née du mélange des Espagnols avec les indiens Araucans, Joaquín Edwards Bello[517] fait du métissage l'origine du caractère fragmenté de la nation chilienne, de la tendance à l'imitation des cultures étrangères, aboutissant à la création d'une élite totalement européanisée et à la marginalisation d'une grande partie de la population. Cette dernière, manquant d'opportunités d'ascension sociale, aurait, d'après Bello, perdu foi en son avenir, la conduisant à perdre des repères moraux. L'économiste et philosophe Carlos Keller (1897-1974), fondateur en 1932 du *Movimiento Nacional-Socialista de Chile*, publie en 1931 un ouvrage intitulé *La eterna crisis chilena* dans lequel il recense toutes les faiblesses du Chili, causes, selon lui, d'un complexe d'infériorité qui mine son avenir[518].

De la dernière décennie du XIXe siècle aux trente premières du XXe siècle, il existe une préoccupation partagée autour de ce que l'on appelle la « question sociale ». L'alcoolisme[519], la prostitution, la mortalité infantile, les logements insalubres sont l'objet d'une abondante littérature et de nombreux rapports et enquêtes. Ainsi que le souligne Bernardo Subercaseaux, les questions d'éducation, de santé publique et d'hygiène ont été traitées du point de vue de la préservation et du développement de la « race chilienne », tant par les secteurs de la société civile que par les organismes de l'État ou des institutions para-étatiques comme l'Université du Chili[520]. Dans la bataille contre la dégénérescence de la race, l'éducation est perçue comme une arme à privilégier. L'*Asociación Nacional de Educación* (AEN), fondée en 1904, joue à cet égard un rôle majeur. Son président, Carlos Fernández Peña, physicien[521], est aussi à l'origine de la *Liga Chilena*

---

[516] *Ibid.*
[517] Voir notice biographique.
[518] Voir Stefan RINKE, *Cultura de masas, reforma y nacionalismo en Chile 1910-1931*, Santiago, Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos, 2002, p. 122-123.
[519] Sur la lutte contre l'alcoolisme au Chili de la fin du XIXe à la fin des années 1920, voir Stefan RINKE, *Cultura de masas, reforma y nacionalismo en Chile 1910-1931*, Santiago, Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos, 2002, p. 101-104.
[520] Voir Bernardo SUBERCASEAUX, *Historia de las ideas y de la cultura en Chile. Tomo IV : Nacionalismo y cultura*, Santiago, Editora Universitaria, 2007, p. 100.
[521] Nous n'avons pas trouvé d'informations complémentaire sur ce personnage.

de Higiene Social[522]. À travers ces deux organismes sont promus l'éducation physique et sportive, la lutte contre l'alcoolisme et les travaux manuels. L'AEN, qui réunit des personnalités comme Nicolás Palacio[523], Guillermo Labarca Hubertson, Amanda Labarca, Pedro Aguirre Cerda[524], Luis Barros Borgoño, Eliodoro Yañez[525], Armando Quezada Acharán ou Gabriela Mistral[526], a pour principal objectif de rendre l'éducation primaire obligatoire[527] et plus généralement de participer à une « démocratisation culturelle », vue comme « l'unique opportunité de créer un Chili d'où soit absent une animosité de classe nourissant les forces pernicieuses de la révolution et de la réaction[528] ».

On trouve donc, chez beaucoup d'éducateurs ou de personnages en lien avec le monde éducatif, l'idée que la décadence physique et physiologique a pour corollaire une misère intellectuelle incompatible avec la modernisation du pays et sa projection dans le concert des nations. Cette conception est à mettre en relation avec la diffusion des idées eugéniques, dont nous avons vu, au début de ce chapitre, qu'elles avaient joué un rôle de premier plan dans la manière dont de nombreuses nations latino-américaines avaient appréhendé la nation. Tous les gouvernements, à partir de l'élection d'Arturo Alessandri Palma en 1920 et jusque dans les années 1940, ont par conséquent développé des politiques publiques directement ou indirectement inspirées par l'eugénisme[529]. Le gouvernement de Carlos Ibañez del Campo met ainsi l'accent sur l'éducation physique et sportive de la jeunesse afin de « faire de son corps […] une enveloppe digne de sa personnalité morale » et lui donner « confiance en sa propre valeur[530] ».

Le Front populaire n'échappe pas à la règle : Pedro Aguirre Cerda, lors de son premier message présidentiel, déclare en effet : « Je vous conjure de me croire, je saurai respecter fermement mon serment constitutionnel et ma préoccupation constante sera de fortifier la

---

[522] Bernardo SUBERCASEAUX, *ouv. cité*, p. 100.

[523] Nicolás Palacios (1858-1911) a notamment publié, en 1904, *Raza Chilena*, ouvrage considéré comme fondateur dans l'appréhension en termes de race de la nation chilienne. Pour une analyse de ce livre, voir Bernardo SUBERCASEAUX, « Raza y nación : ideas operantes y políticas públicas en Chile, 1900-1940 », *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Vol. 1, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 71-81.

[524] Il devient vice-président de l'association en 1920.

[525] Eliodo Yañez

[526] Voir Patrick BARR-MELEJ, *Reforming Chile : Cultural Politics, Nationalism, and the Rise of the Middle Class*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001, p. 155.

[527] La loi rendant l'enseignement primaire obligatoire est votée en août 1920.

[528] *Ibid.* : « *the unique opportunity to create a Chile absent of class-based animosity that fueled the pernicious forces of revolution and reaction* ».

[529] Bernardo SUBERCASEAUX, *ouv. cité*, p. 105.

[530] *Chile,* Año III, vol. 4, n°53, juillet 1929,« El problema educacional y los puntos de vista del actual gobierno », p. 23-24 : « *hacer de su cuerpo […] una envoltura digna de su personalidad moral* » ; « *confianza en su propio valor* ».

race[531] ». Cela passe, entre autres, par le fait de valoriser les « éléments ethniques qui lui sont propres et qui maintiennent l'unité de nationalité[532] ». De manière concrète, cela se traduit par la création, en août 1939, d'une organisation baptisée *Defensa de la Raza*, définie comme « apolitique mais éminemment patriotique » dont la mission est d' « élever le coefficient physique, moral, intellectuel et social de tous les Chiliens[533] ». La dimension sociale de l'œuvre est accentuée par la suite, pour répondre à l'injonction de la Commission des Recteurs d'Universités. Cette dernière insiste sur le fait que pour susciter chez les Chiliens, et en particulier chez les enfants, l'amour de la patrie et la « satisfaction d'être Chilien », il est nécessaire de leur offrir des conditions de vie décentes[534]. Cela se traduit par une réaffirmation des préoccupations hygiénistes défendues dès le début du XXe siècle par l'AEN. Ce qui est désormais L'Institut de Défense de la Race doit également avoir pour tâche « la protection et défense de la race pour que les habitants du pays tirent un bon profit de leurs heures libres[535] » ; pour cela, il promeut « le culte du travail » et combat l'alcoolisme et le jeu. L'action de l'Institut se voit renforcée, en 1941, par le lancement d'un « *Plan de Chilenidad* » que nous évoquerons plus loin.

Émergence et affirmation du nationalisme culturel

La place toujours plus importante dévolue à la notion de « race chilienne » est symptomatique du changement de conception de la nation qui s'opère au Chili à partir du tournant du siècle. Jusque là, ce sont le terme de « patrie », associé à une iconographie largement inspiré par la Révolution française[536], et l'idée que la république chilienne trouve ses origines dans la pensée des Lumières qui prédominent[537]. La promotion du « génie national » par le romantisme allemand ainsi que le darwinisme social rencontrent un fort écho chez de plus en plus d'intellectuels chiliens préoccupés par la croissante dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger,

---

[531] Message présidentiel du 21/05/1939, cité par Bernardo SUBERCASEAUX, *ouv. cité*, p. 105 : « *Os conjuro a creerme que sabré respetar firmemente mi juramento constitucional y que será mi preocupación constante fortificar la raza*. »

[532] *Ibid.* : « *elementos étnicos propios que mantengan la unidad de la nacionalidad* ».

[533] Cité par Patrick BARR-MELEJ, *ouv. cité*, p. 203 : « *a national organization, apolitical but eminently patriotic, with the principal mission of elevating the physical, moral, intellectual, and social coefficient of all Chileans* ».

[534] Voir Patrick BARR-MELEJ, *ouv. cité*, p. 205-206.

[535] MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Informativo aéreo, n°20, 17/05/1941, « Defensa de la raza » : « *la protección y defensa de la raza por el buen aprovechamiento que de sus horas libres hagan los habitantes del país* ».

[536] La Marianne est ainsi très souvent associée au drapeau et au blason du Chili. Voir Sylvia Dümmer SCHEEL, « Los desafíos de escenificar el 'alma nacional'. Chile en la Exposición Iberoamericana de Sevilla (1929) », *História Crítica*, n°42, sept-déc. 2010, p. 87.

[537] Voir Gabriel Cid, Isabel TORRES, « Conceptualizar la identidad : patria y nación en el vocabulario chileno del siglo XIX », *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nación y nacionalismo en Chile. Siglo XIX*, vol. 1, Santiago, Ed. Centro de Estudios Bicentenario, 2009, p. 23-51.

que ce soit au niveau économique ou culturel. On passe ainsi progressivement d'une définition républicaine de la nation à une quête identitaire valorisant les éléments ethniques et culturels (langue, traditions, folklore, mémoire…) d'un peuple dont on souligne qu'il existait avant l'indépendance. Cette définition ethno-linguistique de la nation se double d'une conception organiciste selon laquelle il existe une « âme nationale » : la communauté nationale est dès lors perçue comme une entité corporelle, un organisme vivant qui transcende les individus[538]. Dans cette perspective, le pays ne peut plus être identifié uniquement à l'aune de signes comme le drapeau ou le blason : il faut désormais qu'il soit représenté au travers d'éléments qui soient l'expression de cet « esprit national ». Sylvia Dümmer Scheel cite à l'appui de ce constat le délégué du Chili à l'exposition ibéro-américaine de Séville qui insiste sur le fait que le pavillon doit être « un bout du territoire [chilien] placé au cœur de Séville et dans lequel vibre, dans toute sa grandeur, […] l'âme de cette race[539] ».

Dans cette recherche d'une alternative à la modernité calquée sur des modèles étrangers, l'interprétation de l'histoire a constitué un instrument au service du projet de réinterprétation de la chilenidad. Le passé « autochtone » entre ainsi dans le répertoire identitaire. Les recherches du folkloriste et archéologue Ricardo E. Latcham (1869-1943) sont à cet égard décisives, contribuant à la redécouverte de l'héritage araucan et à la version chilienne de l'indigénisme. Il participe à la revalorisation des éléments indiens, rompant de la sorte avec l'idée selon laquelle ceux-ci auraient totalement disparu de la vie quotidienne de la population. Son travail a aussi concerné la culture populaire, notamment dans sa dimension musicale. Stefan Rinke résume ainsi la pensée et les positions de Latcham vis-à-vis de la culture :

> « Il exigea que l'art national authentique soit basé sur des méthodes et des motifs indigènes. Selon Latcham, l'art américain était un art indigène qui devait maintenir sa pureté et se protéger des influences extérieures destructrices. Pour Latcham, les clases inférieures avaient maintenu l'instinct artistique et les méthodes anciennes. Les Chiliens devaient simplement reconnaître et appuyer cette réalité pour pouvoir récupérer 'leur traditionnelle grandeur industrielle et artistique'[540] ».

Son influence parmi les intellectuels chiliens est importante, du fait de ses nombreuses publications, mais également grâce à son poste de directeur du Musée d'Ethnologie et d'Anthropologie du Chili[541]. Il n'est pas anodin que son ouvrage *Los primitivos habitantes de Chile* soit publié en 1939 par la commission chilienne de coopération intellectuelle.

---

[538] Sylvia Dümmer SCHEEL, *art. cité*, p. 88.
[539] Fernando Garcia Oldini, cité par Sylvia Dümmer SCHEEL, *art. cité*, p. 89 : « *un pedazo de nuestro territorio inculcado en el corazón de Sevilla, y en el cual vibra, con toda su grandeza, […] el alma de esta raza* ».
[540] Stefan RINKE, *ouv. cité*, p. 125.
[541] *Idem*, p. 124.

Dans la voie ouverte par Ricardo E. Latcham et d'autres, intellectuels, artistes et écrivains contribuent à créer un imaginaire du « Chili autochtone », alimenté par des paysages ruraux, des personnages populaires urbains, des paysans et des indiens[542], rompant ainsi avec le symbolisme européanisé des élites du XIXe siècle[543].

Politiques de la nation et intellectuels au temps du Front populaire

Les réformateurs de la classe moyenne, très actifs sous le gouvernement du Front populaire de Pedro Aguirre Cerda et de ses successeurs, tentent d'unifier le pays et ses différentes composantes sociales et culturelles en bâtissant une identité nationale incluant le *pueblo*, mais sans référence aux identités de classe. Dans cette perspective qui cherche à neutraliser les facteurs de conflits, on fait appel à l'héritage du passé et aux traditions afin de faire route vers le progrès. Patrick Barr-Melej analyse l'accent mis sur le folklore et les politiques culturelles mises en œuvre à cette période comme une tentative, de la part des classes moyennes, de se constituer en fer de lance du nationalisme chilien. Cela se traduit, au niveau notamment de la diplomatie culturelle du pays, par une écriture de l'histoire présentant le Front populaire tout d'abord comme le résultat d'une évolution vers la modernité :

> « La République indépendante, après quelques troubles, commença sa marche régulière guidée par des hommes avisés, dignes et honorables, qui surent lui donner des institutions adaptées et faire du pays une des nations les plus libres et sérieuses au milieu des autres peuples d'Amérique[544]. »

L'auteur de ce document destiné à être distribué auprès des diplomates chiliens, poursuit par l'évocation du XIXe siècle, où

> « chaque période présidentielle a signifié une avancée dans la vie chilienne vers le progrès industriel mais aussi économique et culturel[545]. »

De cette manière, le Front populaire était autant une rupture avec un ordre politique et social injuste que la continuation de l'œuvre des grands hommes d'État ayant marqué les premiers pas

---

[542] On peut notamment mentionner les livres suivants : *Escenas de la vida campesina* de Rafael Maluenda (1909), *Días de campo* de Federico Gana (1916), *El roto* de **Joaquín Edwards Bello** (1920) et *La viuda del conventillo* d'Alberto Romero (1930).

[543] Voir à ce sujet Patrick BARR-MELEJ, « Imaginando el campo : nacionalismo cultural, política y la búsqueda de la chilenidad, 1891-1941 », *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Tome I, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 93-131 et « Cowboys and Constructions : Nationalist Representations of Pastoral Life in Post-Portalian Chile », *Journal of Latin American Studies*, vol. 30, n°1, fév. 1998, p. 35-61.

[544] MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación n°3, mars 1940, « Chile, visión panorámica ».

[545] *Ibid.*

du Chili indépendant, dans une rhétorique faisant la part belle à la notion de progrès. De fait, la suite du texte fait de l'arrivée de Pedro Aguirre Cerda le signe d'une réconciliation nationale :

> « Le mouvement actuel du Front Populaire, qui a porté au pouvoir le Président Don Pedro Aguirre Cerda, n'est rien d'autre qu'une correction historique que les classes populaires ont opéré au Chili en vue de faire naître une nouvelle époque féconde, démocratique, empreinte de justice sociale, dans laquelle sont respectés tous les droits légitimes, où les aspirations et les désirs prennent les voies de l'ordre, au sein d'une responsabilité collective. Le Chili, en ce moment, réalise l'expérience la plus avancée dans l'histoire de l'Amérique […][546]. »

Les mentions d' « ordre » et de « responsabilité collective » sont à replacer dans un contexte où, pour faire face aux attaques continues de la droite, les membres du Front populaire ainsi que leurs soutiens développent un discours les transformant en défenseurs de la nation, en porte-parole d'un peuple discipliné dont les revendications pouvaient être contrôlées. En outre, plutôt que de « question sociale », on préfère parler de « question nationale ». C'est en effet en adoptant le langage du nationalisme que le Front populaire assoit sa légitimité et celle de son leader. Un partisan de Pedro Aguirre Cerda le présente ainsi comme l'archétype du Chilien dans un numéro de la revue *Zig-Zag* daté de décembre 1939[547]. Dans cette optique, un « *Plan de chilenidad* », dont on trouve des échos dans les archives diplomatiques, est mis en place en 1941. Ainsi, dans un *Informativo aéreo* en date du 06 février 1941, il est question d'une lettre envoyée par Pedro Aguirre Cerda au ministre de l'Éducation, Juan Antonio Iribarren, dans laquelle le président exprime sa volonté de mettre en place « un vaste mouvement pour accentuer le sentiment de la *chilenidad*[548] ». Il définit ce qu'il entend par là en ces termes :

> « Cette action pour la nation et la *chilenidad* ne doit pas être comprise comme la seule nécessité de faire connaître à tous notre glorieuse histoire et d'inspirer l'orgueil naturel de sa patrie : elle est aussi celle qui nous pousse en permanence à ne manquer aucune occasion de contribuer, même partiellement, au progrès et à l'exaltation du Chili – par exemple en préférant la consommation de produits chiliens, en mettant en relief nos matières premières et, en plus de celles déjà connues, les nouvelles applications pratiques[549]. »

L'auteur du compte-rendu ajoute qu'il ne s'agit pas seulement de valoriser les produits chiliens, mais que ce « programme de *chilenidad* » concerne également des thèmes comme la nation, la famille, le peuple, l'éducation, la santé, le foyer, la patrie et ses symboles. On retrouve ainsi les termes du nationalisme économique impulsé par Gustavo Ross, candidat malheureux face à Pedro Aguirre Cerda en 1938, pourtant présenté par ses partisans comme l'incarnation des

---

[546] *Ibid.*
[547] Voir Patrick BARR-MELEJ, *Reforming Chile : Cultural Politics, Nationalism, and the Rise of the Middle Class*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001, p. 201.
[548] MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Informativo aéreo, n°6, 06/02/1941 : « *un vasto movimiento para acentuar el sentimiento de la chilenidad* ».
[549] *Ibid.*

« caractéristiques de la race[550] ». Il y a donc une réappropriation, par le Front populaire, des valeurs du nationalisme.

Outre ces valeurs, les leaders du Front populaire et les intellectuels qui le soutiennent mettent l'accent sur la culture. Comme l'écrit Corinne Pernet, « les leaders du Front populaire n'étaient satisfaits ni de l'état de la culture chilienne ni de la culture des Chiliens[551] ». Moderniser la nation chilienne, promouvoir la *chilenidad*, passent en effet par l'élaboration de politiques culturelles et éducatives devant permettre à la fois de résorber l'illétrisme et faire en sorte que la « culture savante » devienne accessible à tous les citoyens, tout en valorisant la culture dite populaire afin d'étendre la notion de culture à des expressions provenant de tous les secteurs de la population. Dans cette dynamique, l'État est considéré comme le moteur et l'acteur principal des initiatives à mener. On en trouve une preuve dans un *Informativo* d'avril 1941[552] présentant le compte-rendu d'une réunion convoquée par Pedro Aguirre Cerda et à laquelle étaient présents le ministre de l'Éducation, les Chefs des Services d'Éducation, des représentants de la presse, des intellectuels et « des personnalités de différents secteurs des activités nationales[553] » afin d'étudier « les moyens de susciter le sentiment de nationalité[554] », de mettre en place une campagne « qui exaltera le sentiment de *chilenidad*[555] », afin d'accomplir un travail « qui donne sa dignité à la patrie[556] ». Il est précisé que si le concours de personnes et organismes extérieurs au gouvernement et à l'administration est le bienvenu, il convient que cette tâche soit menée prioritairement par les services de l'État.

L'éducation est au cœur de l'action entreprise par le Front populaire. Là aussi, comme le souligne Patrick Barr-Melej, il y a une certaine continuité avec les gouvernements précédents, qui n'avaient pas négligé cette question :

> « Il est évident que des gouvernements de différents bords politiques, depuis celui de feu la République Parlementaire à celui du *Frente Popular*, ont appuyé un enseignement nationaliste dans les écoles publiques. Chaque régime, qu'il soit *alessandrista*, *ibañista* ou *frentista*, avait tout intérêt à perpétuer l'autorité de l'État et le respect de ses institutions[557]. »

---

[550] Patrick BARR-MELEJ, *ouv. cité*, p. 200.
[551] Corinne PERNET, « The Popular Fronts and Folklore : Chilean Cultural Institutions, Nationalism and Pan-Americaism, 1936-1938 », *in* Hans-Joachim KÖNIG, Stephan RINKE (ed.), *North Americanization of Latin America? Culture, Gender, and Nation in the Americas*, Stuttgart, Verlag, 2004, p. 257 : « *the Popular Front leaders were neither content with the state of Chilean culture nor with the cultura of Chileans*. »
[552] MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Informativo n°16, 19/04/1941, « S. E. reitera la necesidad de mantener el sentimiento de chilenidad ».
[553] *Ibid.* : « *personalidades de distintos sectores de las acividades nacionales* ».
[554] *Ibid.* : « *los medios de fomentar el sentimiento de nacionalidad* ».
[555] *Ibid.* : « *que exaltará el sentimiento de chilenidad* ».
[556] *Ibid.* : « *dignificación de la patria* ».
[557] Patrick BARR-MELEJ, *ouv. cité*, p. 172. Sur la question de l'éducation et du nationalisme, voir Pablo Toro BLANCO, « 'Como se quiere a la madre o a la bandera' : notas sobre nacionalismo, ciudadanía y civilidad en la

Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait pas de changement :

> « Mais comme des réformateurs, et en particulier des radicaux, avaient un quasi monopole sur les postes d'influence à l'intérieur du système éducatif, en tant que professeurs, bureaucrates et administrateurs, le nationalisme transmis au sein des écoles publiques affichait une tendance 'progressiste' vers la fin des années 1930. Les progressistes et traditionalistes s'accordaient à dire que l'enseignement nationaliste servait à saper la mobilisation ouvrière, mais les nationalistes progressistes y voyaient aussi une dimension oligarchique[558]. »

L'Université du Chili, et avec elle l'Institut Pédagogique, constituent en effet, depuis les années 1920, l'un des foyers de ces réformateurs issus de la classe moyenne que Patrick Barr-Melej étudie dans son ouvrage. Parmi ceux-là, les membres de la commission chilienne de coopération intellectuelle forment un noyau dur, actif, ayant fait ses armes au sein de *l'Asociación Nacional de Educación*[559]. C'est néanmoins au ministère de l'Éducation, certes appuyé par les acteurs que nous venons de mentionner, qu'il revient de mettre en place ce plan visant à « renforcer la *chilenidad* parmi les étudiants[560] ». Ce plan repose sur trois principes :

> « 1. l'exaltation de ce sentiment dans la jeunesse en lui faisant connaître les réalités nationales et le culte des grandes valeurs morales qui résument l'amour de la patrie ; 2. l'éducation du caractère qui engendre et affermit l'attitude virile et stimule l'esprit de sacrifice en faveur d'une grande solidarité sociale ; et 3. L'action pour la *chilenidad* n'est pas une campagne occasionnelle ni un mouvement éducatif exceptionnel, mais une orientation normative ferme, permanente et systématique[561]. »

Pour le mener à bien, l'encadrement du temps scolaire et extra-scolaire apparaît comme un moyen efficace, à même de créer un véritable sentiment d'appartenance à la communauté nationale :

> « Le Ministère de l'Éducation Publique, dans l'application permanente du plan de Chilenidad, aura une attention particulière pour les bénéfices qu'apportent, pour accroître l'amour de la patrie, d'une part une méthodique et efficace organisation extra-scolaire de la jeunesse et de l'enfance écolière, et d'autre part, la connaissance, par ce biais, des réalités chiliennes[562]. »

Deux mesures sont préconisées pour remplir cet objectif :

> « 1. Promouvoir la création d'organisations pour l'enfance et la jeunesse, de caractère national, sous la tutelle du Ministère de l'Éducation Publique. Ces institutions seront encadrées par des professeurs et des maîtres, et leurs activités, matériels, symboles et rituels seront inspirés par l'exaltation des hommes, des coutumes, légendes, traditions, etc... propres à notre pays. 2. Promouvoir des excursions des élèves et du peuple vers des sites célèbres ou particuliers de notre territoire, vers les monuments publics, les

---

educación chilena (1910-1945) », *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Tome I, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 133-158.

[558] *Ibid.*

[559] Voir *supra*.

[560] MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Informativo, n°17, 26/04/1941, «Plan de chilenidad » : « *plan para acentuar la chilenidad entre los estudiantes* ».

[561] *Ibid.*

[562] MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Informativo aéreo, n°20, 17/05/1941, « Defensa de la raza ».

musées, les théâtres, les entreprises industrielles chiliennes sera un moyen de donner une éducation civique et de préparer à l'activité sociale[563]. »

À travers ces différentes citations s'exprime cet impératif sans cesse réaffirmé depuis les années 1920, consistant à faire en sorte que le Chili existe en tant que communauté nationale, cohérente, unie et qu'il existe une culture chilienne partagée et connue par l'ensemble de la population. Lorsqu'il entreprend de décrire le pavillon chilien à l'Esposition Ibéro-Américaine de Séville, Luis Hardin Carrasco[564] écrit ainsi : « Je crois que nous devons connaître, surtout nous les Chiliens, quelques aspects intéressants de notre pavillon[565]. » Nous pouvons donc dire que, plus encore qu'en Argentine et au Brésil, l'image que le Chili projette à l'international est consubstantiellement liée au renforcement de l'identité nationale et est entièrement partie prenante du processus d'affirmation de la singularité d'un pays qui ne cesse, pris entre la Cordillère des Andes et l'Océan Pacifique, de douter de sa capacité à être une nation aux contours clairement définis, porteuse d'une culture digne d'être valorisée.

L'image du Chili à l'extérieur

Comme pour le cas argentin, est souvent mis en valeur le regard que l'étranger porte sur le Chili. Bien évidemment, dans la perspective de promouvoir une image positive du pays à l'extérieur, ne sont retenus que les jugements valorisants qui font écho à la manière dont les Chiliens souhaitent se percevoir et être perçus. Les pages de la revue *Chile*[566] tout comme les

---

[563] *Ibid*. Ce programme est par la suite complété, comme le montre un *Boletín de divulgación* daté du 31 mai : « Le Ministère de l'Éducation Publique, toujours préoccupé d'exalter et de renforcer les sentiments de *chilenidad* dans la jeunesse qui étudie, s'attachera à édicter, pour la vie interne des collèges, de nouvelles règles qui puissent façonner une tradition ferme et indestructible d'amour de la patrie et de la nationalité. Pour cela les mesures suivantes seront prises : 1. Organisation de fêtes scolaires patriotiques, de fêtes locales ou régionales, et d'hommages à nos grands hommes du monde du travail, de la vie civique et de la guerre. On profitera de ces fêtes scolaires pour exalter l'amour de la patrie, le respect de ses institutions ; elles auront lieu à l'occasion d'anniversaires et commémorations, d'inaugurations de classes, de la journée du collège, etc... D'autre part, il conviendra, pour accroître le sentiment national des jeunes générations, d'organiser des cérémonies pour donner le nom de grandes figures de l'Histoire de la Patrie à des salles de classe, des bibliothèques, des bureaux, des ateliers, à la salle de cérémonie, etc... 2. Création de la 'Salle Chili' dans chaque établissement scolaire et dans la pièce centrale des écoles primaires. Dans cette salle on organisera une Exposition permanente avec toutes sortes de matériaux représentatifs de la vie nationale, dans ses diverses manifestations, et qui seront utilisés suivant des normes techniques précises, dans le cadre d'une vie éducative rénovée. » (MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Informativo aéreo, n°22, 31/05/1941, « Plan de chilenidad »).

[564] Nous n'avons pas trouvé d'informations sur ce personnage.

[565] *Chile*, Septembre 1928, 3e année, vol. 3, n°43, « El pabellón chileno en Sevilla », por Luis Harding Carrasco : « *Creo que debemos conocer, especialmente nosotros los Chilenos, algunos aspectos interesantes de nuestro pabellón*. »

[566] *Chile*, janvier 1928, año III, vol. 3, n°35, « La estadia y peregrinaciones a lo largo de nuestro país de un notable escritor italiano » ; juillet 1928, año III, vol. 3, n°41, « 'Chili, une terre de prédilection', par L. R. Bonjean, chargé d'Affaires de France au Chili » ; « Mis impresiones sobre el ejército chileno, par l'attaché militaire de la Légation française au Chili ».

documents produits par le ministère des Relations extérieures sont à cet égard significatifs. Un *Boletín de divulgación* intitulé « Chili, une vision panoramique » daté de 1940 rend compte des « excellents jugements venus d'illustres philosophes, critiques et savants européens[567] » dont le Chili a été l'objet. Le premier à être retranscrit est celui du Britannique James Bryce, historien et homme politique : « Malgré son territoire vaste et accidenté le Chili, de tous les pays de l'Amérique espagnole, est le plus uni par un ardent sentiment national[568]. » Unité nationale, importance de la géographie pour penser le Chili, voilà des termes que ne renieraient pas les nationalistes chiliens. Il met en outre en regard la réalité chilienne avec le reste du sous-continent – Brésil à part –, ce que fait aussi le Français André Bellessort[569] :

> « Confondre les Chiliens avec les autres peuples d'Amérique serait commettre une injustice, car ils leur sont supérieurs par leur unité, leur civisme, libéral et ferme, et par tout un passé de grandeur morale[570]. »

Là encore, les paroles de l'étranger entrent en résonnance avec l'auto-représentation d'un Chili qui souhaite se distinguer de ses voisins. Le dernier auteur cité est l'Allemand Keyserling :

> « Le Chili est un pays qui, malgré ses origines, n'a rien de latin. Il s'est refermé sur lui-même et s'est donné une forte personnalité : les gens sont moins intuitifs, mais plus travailleurs et tenaces. Plus que les peuples latins, le Chili rappelle les peuples du nord de l'Europe, pauvres, qui, ne pouvant pas trop compter sur la nature, ont besoin de plus de travail et de persévérance[571]. »

Nous retrouvons une fois de plus des considérations qui pourraient avoir été formulées par un Chilien, dans cette vision d'une population profondément marquée par l'environnement qui est le sien. La référence aux peuples du Nord de l'Europe, la négation de la latinité, renvoient à des préoccupations qui étaient à l'ordre du jour au XIXe siècle et au début du XXe, au Chili comme en Argentine, où l'on souhaitait ardemment attirer ce type d'émigré et non les Italiens et les Espagnols qui ont finalement été les plus nombreux. Le renforcement et le maintien des relations avec l'Allemagne, notamment par le biais d'une émigration à laquelle l'État chilien continue d'être favorable dans le contexte de crise des années 1930[572], montrent que Keyserling a su flatter le pays qui l'accueillait.

On notera que ce sont uniquement des Européens qui sont convoqués dans l'entreprise de valorisation du Chili : point de Latino-Américain ou de Nord-Américain dans la recension

---

Chile » ; año III, vol. 3, décembre 1928, n°46, « 'La mujer chilena es, a mi juicio, una modulación admirable' declaró José Ortega y Grasset en Buenos Aires »

[567] MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletín de divulgación n°3, mars 1940, « Chile, visión panorámica » : « *altos juicios de parte de ilustres filósofos, críticos y sabios europeos* ».

[568] *Ibid.*

[569] André Bellessort (1866-1942), poète et romancier français, a été correspondant du journal *Le Temps* au Chili à la fin du XIXe siècle.

[570] *Ibid.*

[571] *Ibid.*

[572] Voir notre chapitre VIII.

faite par l'auteur du *Boletín de divulgación*. L'Argentine n'est donc pas la seule à privilégier le regard de l'Ancien monde dans l'élaboration de son image internationale. Fort de ces jugements qui font écho aux termes du débat identitaire chilien, l'auteur de ce texte en opère une synthèse :

> « Plus que dans aucun autre pays du monde, ici se sont donné rendez-vous tous les aspects géographiques et naturels. Une belle race homogène, caractéristique particulière du Chili se répand autant sous les latitudes ardentes d'Ariva que dans les steppes glacées de Magallanes. Du mélange ou croisement des grandes et combatives races - Espagne et Arauco -, a surgi un peuple au teint blanc, vaillant, dur à la tâche et travailleur qui a mérité l'observation attentive de critiques, d'écrivains et éminents hommes d'État, de science et d'étude[573]. »

Il ajoute :

> « L'homogénéité de ces hommes, qui sont travailleurs, courageux et d'une indéniable intelligence, et la variété des caractéristiques et conditions naturelles offrent au Chili un avenir sûr dans la vie future de l'Amérique[574]. »

On observe ainsi la continuité et la prégnance d'une représentation du Chili comme terre d'abondance où vit un peuple travailleur, dont la sobriété reflèterait la grandeur d'âme. Nous sommes alors en 1940, mais dès 1929, figure dans la revue Chile un article au titre évocateur : « Le Chili se dresse comme une race nouvelle[575] ».

Le Chili, « un des pays les plus beaux, riches et privilégiés de la terre[576] »

Comme en Argentine, la géographie occupe une place de choix dans la définition de l'imaginaire national et l'affirmation de la singularité du Chili par rapport aux autres nations. La mise en tourisme et la perception du paysage comme ressource identitaire, culturelle et économique[577] sont également présentes pour le cas chilien. La Revue *Chile*, « qui a prêté et prête tant de services à la cause du tourisme[578] », joue, comme la revue *Informaciones Argentinas*, le rôle de promotrice du Chili comme destination touristique, à travers des articles[579] et de multiples illustrations.

---

[573] *Ibid.*
[574] *Ibid.*
[575] *Chile*, juillet 1929, n°53, « Chile se levanta como una raza nueva ».
[576] *Chile*, juillet 1929, n°55, « El turismo en Chile » : « *uno de los [países] más hermosos, ricos y privilegiados de la tierra* ».
[577] Sur la notion de paysage et sur la manière dont l'histoire s'en est emparé, voir Angelo TORRE, « Un 'tournant spatial' en histoire ? Paysages, regards, ressources », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 63e année, n°5, 2008, p. 1127-1144.
[578] *Chile*, septiembre 1928, año III, vol. 3, n°43, « El turismo en Chile » : « *nuestra revista que tantos servicios ha prestado y presta a la causa del turismo* ».
[579] *Chile*, juillet 1929, año III, vol. 4, n°55, « El turismo en Chile » ; Septembre 1928, 3e année, vol. 3, n°43, « El turismo en Chile, por Carlos Casassus N. » ; décembre 1929, año III, vol. 4, n°58, « Las islas de Juan Fernandez

Figure 19 : Le Chili comme destination touristique

Source : *Chile*, mars 1930, año IV, vol. 5, n°61

La revue se fait le relais de l'action du gouvernement d'Ibañez, qui travaille à « l'exploitation complète des richesses et ressources naturelles qui font du [Chili] l'un des plus beaux, riches et privilégiés de la terre[580] ». On apprend ainsi qu'a été créée une *Sección Turismo* dépendant du *Ministerio de Fomento*. Cette dernière a édité des brochures de propagande qui ont été largement distribuées en différentes langues et a également présidé à l'élaboration de films documentaires comme « Los Lagos del Sur de Chile », « Los Balnearios del Centro de Chile », « Los Caminos de Chile »[581]. Enfin, elle a fait de la publicité dans divers journaux et revues du monde entier. Son

o de Robinson Crusoe. Maravilloso rendez-vous de turismo » ; mars 1930, n°61, « Hallazgo de Chile en los ojos del turista » ; « Chile, país de turismo – Viaje en automóvil de Santiago a Puerto Montt ».

[580] *Chile*, juillet 1929, año III, vol. 4, n°55, « El turismo en Chile » : *« total aprovechamiento de las riquezas y de las fuentes naturales que hacen de nuestro país uno de los más hermosos, ricos y privilegiados de la tierra* ».

[581] La réalisation de films documentaires à vocation touristique se poursuit par la suite. De fait, en avril 1940, le Service d'Information et de Propagande du ministère des Relations extérieures envoie 19 bobines à l'ambassadeur du Chili à Washington afin qu'il les distribue dans les différents consulats chiliens aux États-Unis. Une plus grande coordination des organismes se consacrant au développement du tourisme chilien et de l'action menée par le ministère est en effet envisagée. Parmi les titres des films envoyés, on peut citer « Chile, land of Beauty », « Winter Sports in Chile », « Flying over Santiago », « Chuquicamata – The World's greatest cooper mina ». (MRE Chili, Ambassade du Chili à Washington, 1940, dossier 1824, Santiago, 27/04/1940, Lettre à l'ambassade du Chili à Washington).

activité a par ailleurs consisté à faire le bilan des infrastructures (chemins de fer, chemins, hôtels…) afin de d'améliorer l'accueil des touristes. Tout ceci étant relaté dans les pages de la revue éditée par le ministère des Relations extérieures, on voit bien comment ce dernier vient à l'appui de la politique gouvernementale.

Outre des précisions quant à l'organisation et à l'action des organismes dédiés au tourisme, la revue apporte aussi les éléments de langage propres à la transformation de lieux en destinations touristiques. Ainsi de cet article « Les îles de Juan Fernandez ou de Robinson Crusoe. Merveilleux rendez-vous pour le tourisme[582] » dans lequel figure la description suivante :

> « […] En plein Océan, sur le chemin des énormes courants de Humbolt [*sic*], ces îles offrent aux calmes aventuriers que sont les touristes, un rendez-vous des plus beaux et adéquats, tant par leur beauté exotique naturelle, que par leur climat enchanteur. Ces îles océaniques qui dressent leurs sommets et rochers quasi inaccessibles, soulignant leur origine montagneuse et volcanique, exercent dans le monde une attirance légendaire pour être devenu le cadre décrit par Daniel Defoe dans les aventures de Robinson Crusoe. »

Ce passage mêle description superlative de la nature et référence à un mythe littéraire, élaborant de la sorte une parfaite combinaison propre à exciter l'imagination, à conférer son caractère unique au lieu décrit, sans oublier sa dimension exotique. Il reprend par ailleurs la dichotomie à l'œuvre dans les diverses descriptions du territoire chilien, où se mêlent une nature et une géographie à la fois grandiose, impressionnante (les « énormes » courants, les rochers « inaccessibles », les volcans et les montagnes) et accueillante, propice à de « calmes aventuriers ». Protégé par les deux gardiens que sont la Cordillère d'une part et l'Océan Pacifique d'autre part, le Chili offre donc au visiteur la promesse d'un dépaysement total tout en lui garantissant que celui-ci ne saurait être l'expérience d'une étrangeté trop radicale.

Cette représentation se trouve confortée par un autre *topos* important : celui du Chili comme pays « froid », c'est-à-dire distinct de ses voisins latino-américains caractérisés par leur climat tropical, leur chaleur écrasante et leurs forêts étouffantes. On retrouve ainsi les théories de Buffon ou de De Pawn pour lesquels l'Amérique était condamnée à l'incivilité du fait d'un climat qui accablait sa population. L'effort pour désolidariser la réalité chilienne de cette perception englobant l'ensemble du sous-continent est une constante, du XIXe siècle jusqu'à aujourd'hui : le « clou » du pavillon chilien à l'Exposition Universelle de Séville en 1992 n'était-il pas un énorme morceau d'iceberg, miraculeusement préservée de la chaleur sévillane par les prouesses techniques des ingénieurs chiliens ?[583] En 1929, toujours à Séville, gouvernement, presse et

---

[582] *Chile*, décembre 1929, año III, vol. 4, n°58, « Las islas de Juan Fernandez o de Robinson Crusoe. Maravilloso rendez-vous de turismo ».

[583] Voir Sylvia Dümmer SCHEEL, *Sin tropicalismos ni exageraciones. La construcción de la image de Chile para la Exposición Iberoamericana de Sevilla en 1929*, Santiago, RIL editores, 2012, p. 13-14.

membres de la commission organisatrice pour le pavillon chilien, souhaitent eux aussi créer une distance avec les adjectifs « chaud » et « tropical », échapper aux stéréotypes qui touchent l'Amérique latine, pour, au contraire, « positionner le pays plus près de l'Europe et de son esprit de travail et d'efficacité[584] ». Plaidant en ce sens auprès du ministre des Relations extérieures, l'ambassadeur du Chili à Madrid écrit ainsi :

> « L'Araucanie, de cimat froid, qui croît et vit entre la pluie et la neige, remplace les palmiers, qui symbolisent la zone inflammée du continent. […] Il est donc normal et justifié de montrer à la prochaine exposition que notre cima test tempéré, et qu'au lieu de la banane, on obtient la pomme[585]. »

Des températures d'Europe du Nord en lieu et place de l' « inflammation » des régions tropicales et équatoriales, des pommes et non des bananes, qui symbolisent des républiques d'Amérique centrale aux économies d'enclave, tels sont les signifiants à l'œuvre dans un pavillon chilien qui devait rappeler la Cordillère des Andes. La couverture du livre officiel édité pour l'occasion – *Chile en Sevilla. El progreso material, cultural e institucional de Chile en 1929*[586] – est pensée dans les mêmes termes : on y voit un condor survolant des sommets enneigés, le tout dans des tons bleus pour suggérer l'idée de froid[587].

Modernité et progrès : le Chili comme avant-garde de la civilisation américaine

Un peuple de bâtisseurs

Le territoire chilien, avec les défis que la géographie a réservés au peuple qui l'habite, est donc un élément majeur du répertoire identitaire chilien, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Il devient le berceau d'une civilisation particulière, la matrice d'une population dont la dignité et le courage se mesurent aux éléments naturels qui l'entourent. Marta Brunet, évoquant la figure de Gabriela Mistral s'inscrit dans cette vision :

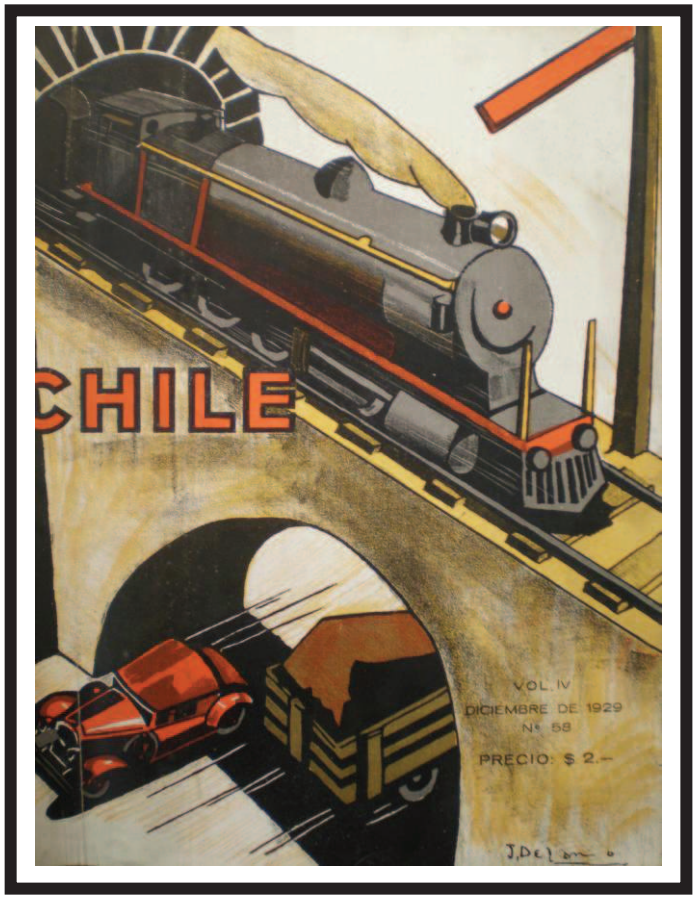
> « Je vois le paysage de ma terre comme je vois ses femmes-poètes : le premier dominé par l'immensité de pierre et de neige de la cordillère, les secondes par le tempérament de force et douceur de Gabriela Mistral[588]. »

---

[584] *Idem,* p. 13 : « *posicionar al país más cerca de Europa y de su espíritu de trabajo y eficiencia* ».
[585] Lettre d'Emilio Rodiguez Mendoza, ambassadeur du Chili en Espagne, à Conrado Ríos Gallardo, ministre des Relations extérieures, Madrid, 05/09/1927, citée par Sylvia Dümmer SCHEEL, « Metáforas de un país frío. Chile en la Exposición Iberoamericana de Sevilla en 1929 », *Artelogie*, Dossier thématique « Image de la nation : art et nature au Chili », n°3, septembre 2012, p. 6.
[586] *Chile en Sevilla. El progreso material, cultural e institucional de Chile en 1929*, Cronos, 1929.
[587] Voir la reproduction de cette couverture en annexe.
[588] MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación, n°9, sans date, « Mujeres poetas de Chile », par Marta Brunet.

Véritable matrice de l'identité nationale, ce cadre tout à la fois majestueux et contraignant offre aux Chiliens la possibilité de se montrer, à eux-mêmes comme au monde, comme de véritables conquérants, parvenant à force de tenacité et d'intelligence à maîtriser et à exploiter une terre pouvant être vue comme hostile à l'être humain. C'est notamment au travers de la valorisation des voies de communication que s'élabore cette représentation. Le numéro de la revue *Chile* daté de décembre 1929 est ainsi quasi entièrement consacré à cette question.

Figure 20 : Un territoire maîtrisé. Couverture de la revue *Chile*



Chile, décembre 1929, año III, vol. 4, n°58

Le prétexte est donné par la tenue d'une exposition sur les chemins de fer, les chemins et le tourisme qui s'est tenue cette année-là à Santiago : elle est présentée comme « une des plus grandes étapes de l'histoire économique du pays[589] » et son inauguration « a atteint une grandeur extraordinaire[590] ». Elle est surtout l'occasion de présenter à un public international et au peuple

[589] *Chile*, décembre 1929, año III, vol. IV, n°55, « La Exposición de Ferrocarriles, Vías y Turismo marca una de las más grandes etapas en la historia económica del país ».
[590] *Idem,* « La inauguración de la Exposición de Ferrocarriles, Caminos y Turismo alcanzó caracteres de grandiosidad extraordinaria ».

chilien « Nos progrès notoires en matière de voies de communication[591] », « les efforts que le Chili réalise, depuis longtemps, en matière de voies de communication[592] ». L'éditorial de ce numéro est en effet un panégyrique des prouesses accomplies dans ce domaine. L'auteur, après avoir rappelé les contraintes du territoire chilien, conlut au fait que « notre système de communication est à juste titre un sujet d'orgueil national[593] », car il représente le triomphe de l'homme sur la nature et que ce triomphe est l'œuvre de bras et de cerveaux chiliens :

> « Les ponts du Sud, l'intrépide tracé de la voie ferrée qui va de Valparaiso à Santiago, son électrification, les crémaillères qui escaladent les rudes montagnes qui forment la route ingrate vers l'Altiplano [...] signifient non seulement un triomphe scientifique mais aussi la preuve d'une vigoureuse ténacité qui nous honore. L'Exposition de Chemins de fer a mis devant les yeux des nationaux et des étrangers la capacité chilienne qui a permis, avec une constance inébranlable, en surmontant tous les obstacles propres à un pays jeune, d'étendre des réseaux longitudinaux et transversaux sur tout le territoire, en franchissant les torrents, en perçant les montagnes et en escaladant les sommets grâce aux moyens les plus puissants de la science.[...] Et c'est un orgueil légitime de dire que ces réseaux ont été tissés, quasi en totalité, par des techniciens chiliens, que ces ponts ont été calculés par des cerveaux chiliens, que ces tunnels ont été étudiés par les fils de nos Universités, et que ces crémaillères s'incrustent dans la pierre des montagnes grâce, en grande partie aussi, aux connaissances que dispense l'éducation publique dans ce pays[594]. »

Des prouesses accomplies par les Chiliens eux-mêmes, sans – ou presque – aide étrangère, grâce au « caractère » d'un peuple éduqué : voilà le message délivré aux « nationaux » et au monde lors de l'exposition de Santiago[595]. Cette ville est elle-même l'objet de travaux et de réformes urbaines qui attestent de la capicité du pays à embrasser tous les aspects de la modernité, comme le démontre un article paru dans *Chile* :

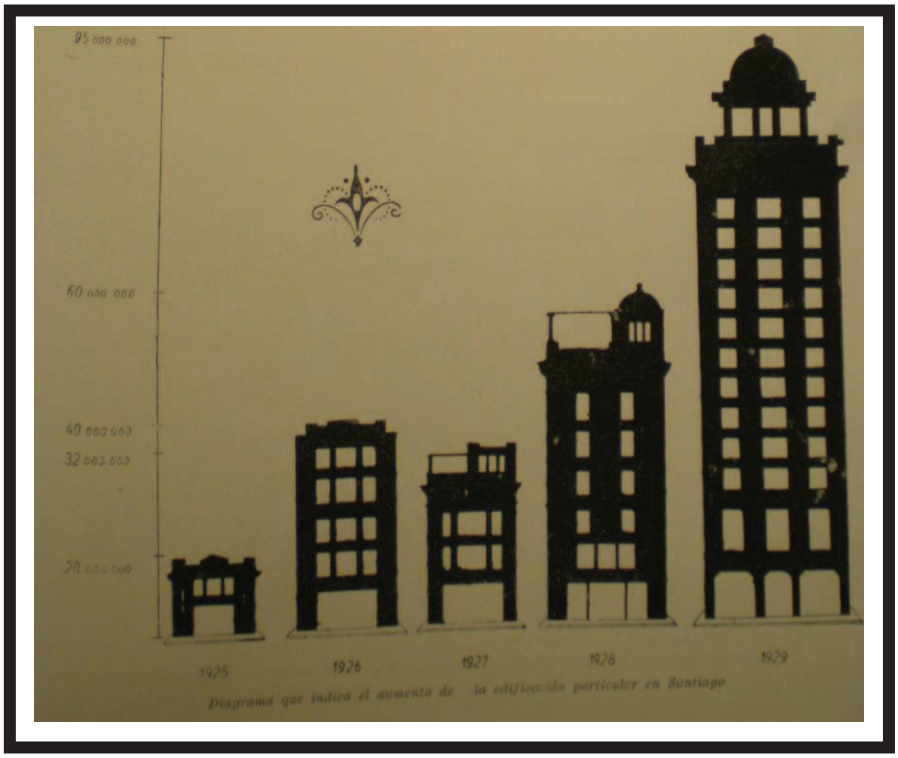
> « Santiago se modernise pas à pas, mais d'un pas ferme et sûr, et commence à occuper la place qu'elle mérite parmi les grandes métropoles d'Amérique. [...] Partout le regard tombe sur de nouvelles rues et avenues, au bord desquelles se dressent, arborant leur belle architecture, d'élégantes maisons résidentielles et de splendides édifices commerciaux. Les rues centrales, particulièrement, avec leurs grands espaces, où la mèche et le marteau ont donné leur coup de grâce au dernier squelette de bois, sont un exact reflet de la construction aujourd'hui dans cette ville. D'immenses gratte-ciel de dix et douze étages, dont la construction donne du travail à des milliers d'ouvriers, témoignent éloquemment du haut degré de la construction atteint au Chili. Tant dans leur partie avant tout structurelle que dans ce qui a trait aux stucs, aux décorations, installations sanitaires, électriques [...]. Ces bâtiments n'ont rien à envier à ceux de l'étranger, et constituent un véritable orgueil pour les architectes et entrepreneurs chiliens[596]. »

---

[591] *Ibid.*, « Nuestros notorios progresos en materia de vialidad ».
[592] *Ibid.*, Éditorial : « *los esfuerzos que Chile viene realizando, desde tiempos atrás, en materia de vialidad* ».
[593] *Ibid.* : « *nuestro sistema de viación constituye justa causa de orgullo nacional* ».
[594] *Ibid.*
[595] Cette dimension est également présente lors de l'Exposition Ibéro-Américaine de Séville. Voir Sylvia Dümmer SCHEEL, « Los desafíos de escenificar el 'alma nacional'. Chile en la Exposición Iberoamericana de Sevilla (1929) », *História Crítica*, n°42, sept-déc. 2010, p. 89.
[596] *Chile*, septembre 1930, año IV, vol. 5, n°67, Éditorial.

À l'appui de ce constat, photos et graphiques[597] viennent illustrer la transformation d'une capitale qui se veut de plus en plus le reflet d'une modernité moins européenne et plus nord-américaine : New York remplace peu à peu Paris comme modèle de ville. Une des photos montrant une rue en pleins travaux porte ainsi la légende « une rue qui ressemble de plus en plus à Wall Street[598] ». La course à la hauteur est le signe emblématique de ce processus.

Figure 21 : Santiago, ville américaine



Chile, septembre 1930, año IV, vol. 5, n°67

La ville moderne n'est cependant pas déconnectée, dans le cas de Santiago, du cadre naturel dans lequel elle s'est développée, ainsi que le souligne cette description présente dans un document des archives diplomatiques :

> « Là, près des contreforts de la Cordillère, éternellement enneigée, où un climat doucement tempéré règle la vie d'une terre féconde, à 560 m au-dessus du niveau de la mer, se trouve Santiago. C'est une ville étendue, importante, impressionnante avec un grand centre commercial hérissé de gratte-ciels, et des quartiers résidentiels, pleins de villas fleuries, dans lesquelles les vestiges de la vieille ville coloniale se mêlent à une architecture nouvelle que l'on aperçoit soudain entre parcs et jardins[599]. »

De la sorte se trouve scellée l'alliance entre l'homme et la nature, la cohabitation harmonieuse entre une géographie exceptionnelle et un peuple d'entrepreneurs.

---

[597] Voir une sélection de ces photos en annexe.
[598] *Chile*, septembre 1930, año IV, vol. 5, n°67 : « *una calle que cada vez más se parece con Wall Street* ».
[599] MRE Chili, Información y Propaganda, Conferencias de divulgación, n°1, « La Universidad de Chile ».

Une nation éduquée et raffinée

Pour expliquer les miracles accomplis par les ingénieurs chiliens pour ouvrir des voies de communication défiant les contraintes du territoire, l'éditorialiste de la revue *Chile* mettait en avant l'efficacité d'un système éducatif chilien, dont « le prestige est traditionnel » et qui a participé à l'affirmation de l'État chilien[600]. Nous avons vu dans notre chapitre V que ce dernier est de fait considéré comme un modèle en Amérique latine, en grande partie grâce au rayonnement de l'Université du Chili. Celle-ci est en effet présentée ainsi dans un texte destiné aux diplomates chiliens :

> « Aujourd'hui on peut dire, sans exagérer, que c'est l'une des meilleures universités américaines par ses systèmes d'enseignement, par la qualité de ses études basées sur la plus haute rigueur scientifique et par la richesse de ses installations qui comprennent tous les services modernes indispensables pour le bon fonctionnement de ses écoles et instituts[601]. »

Devenue un pôle intellectuel en Amérique latine, grâce à ses enseignants mais aussi à des infrastructures qui rappellent celles des campus américains[602], l'Université du Chili, dans un contexte marqué par la menace de la guerre européenne, « liée à toutes les manifestations de la vie contemporaine, se nourrissant de l'actualité et du futur[603] », apparaît comme un refuge pour la pensée occidentale, dans lequel s'élabore la nouvelle culture américaine, fondée sur la vérité, la science et la paix[604]. ». Son Service d'extension culturelle, créé en 1930, dont l'objectif est de « porter à la connaissance du grand public les connaissances scientifiques[605] » et la mise en place des cours d'été en font par ailleurs un instrument de la politique éducative du gouvernement de Front populaire, la traduction de sa volonté de rendre la culture accessible à tous. Ce n'est donc pas une institution réservée à une élite que les diplomates chiliens sont chargés de promouvoir à l'extérieur, mais une entité qui œuvre pour le bien de la société.

---

[600] « Le prestige de l'enseignement chilien est traditionnel. Dans la formation sociale du pays, dans son développement historique qui aujourd'hui atteint un stade politique avancé, l'influence de l'enseignement chilien est considérable. Les premiers pas du pays vers un chemin sûr viennent de loin en arrière, du milieu du siècle passé, la stabilité politique était déjà bien assise, c'est vrai, mais la continuité de l'État Chilien, sa stabilité administrative et institutionnelle sont indubitablement liées à un processus où collaborent l'ordre politique et l'éducation publique. » (MRE Chili, Información y Propaganda, Conferencias de divulgación, n°1, « La Universidad de Chile »).

[601] *Ibid.*

[602] « L'Université du Chili devient maintenant une perspective des plus attrayantes à l'étranger, puisqu'elle allie un esprit moderne et progressiste à une réalité matérielle constituée par ses écoles nombreuses et bien construites, ses terrains d'expérimentations, ses piscines, ses études, ses théâtres, répartis dans les différents quartiers d'une ville urbanisée et dynamique. » (*Ibid.*).

[603] *Ibid.* : « *vinculada a todas las manifestaciones de la vida contemporánea, vive de actualidad y de porvenir* ».

[604] *Ibid.* : « *un refugio de l pensamiento occidental en que se elabora la nueva cultura americana basada en la verdad, en la ciencia y en la paz* ».

[605] *Ibid.* : « *llevar al gran público los conocimientos de la ciencia* ».

À partir de la deuxième moitié des années 1930, la capitale n'est plus seulement un centre universitaire, elle devient la « Santiago agitée et cosmopolite du Front populaire[606] ». Bernardo Subercaseaux montre en effet que la ville apparaît de plus en plus comme un pôle intellectuel et éditorial, dans un contexte international marqué par le fascisme italien, le nazisme et la guerre civile espagnole. Santiago prend sa place dans le réseau des mouvements anti-fascistes. La création, en 1937, de l'*Alianza de Intelectuales para la defensa de la Cultura*, à laquelle appartiennent, entre autres, Pablo Neruda, Alberto Romero et Benjamín Subercaseaux, joue à cet égard un rôle important. Par ailleurs, on édite et on traduit au Chili, avec rapidité, des ouvrages appuyant la lutte des républicains espagnols ou représentatifs d'une littérature d'idées qui analyse de manière favorable l'avancée du socialisme dans le monde, en particulier en URSS et en Chine. Amanda Labarca et son mari, Guillermo Labarca Hubertson, possèdent ainsi une petite maison d'édition, *Letras*, qui publie un certain nombre de livres de ce type[607]. Forte de représentants présents à Santiago et Valparaíso, mais également au Mexique et en Uruguay, *Letras* participe à l'inscription de la capitale et du pays dans la toile des réseaux progessistes et anti-fascistes internationaux. L'avènement du Front populaire en 1938 rend encore plus attractif un Chili qui accueille un an plus tard, grâce aux efforts de Pablo Neruda, le *Winnipeg* et ses 2 200 réfugiés espagnols. Bernardo Subercaseaux note qu'en-dehors des républicains espagnols, de nombreux intellectuels latino-américains[608], en provenance de divers pays marqués par un régime autoritaire, « allaient au Chili comme vers une France sudaméricaine[609] ».

La comparaison avec la France se joue aussi sur le terrain de la culture : la société est non seulement éduquée mais elle est aussi capable de briller sur d'autres terrains que celui des lignes de chemin de fer. La revue *Chile* propose ainsi à ses lecteurs un certain nombre d'articles consacrés à l'art et à la littérature du pays[610]. Celle-ci est représentée brillamment par la poétesse Gabriela Mistral, dont il n'est pourtant pas question dans les pages de cette publication. Pour

---

[606] Expression employée par Bernardo Subercaseaux, « Editoriales y círculos intelectuales en Chile 1930-1950 », Revista chilena de Literatura, n°72, avril 2008, p. 224 : « *Santiago agitado y cosmopolita del Frente popular* ».
[607] *Idem*, p. 223-224.
[608] Il mentionne notamment les Péruviens Luis Alberto Sánchez, Ciro Alegría et Pedro Muñiz, liés à l'APRA ; le Vénézuélien Rómulo Betancourt ; l'Équatorien Alfredo Pareja Diez-Canseco ; le Bolivien Víctor Paz Estenssoro, etc. (*idem*, p. 224-225).
[609] *Idem*, p. 224 : « *iban a Chile como quien va a la Francia de Sudamérica* ».
[610] *Chile*, juillet 1928, año III, vol. 3, n°41, « La escuela de Bellas Artes y la reforma de la enseñanza artística en Chile » ; « El teatro municipal » ; « La reforma artística y la extensión cultural, par Esteban Rivadenera » ; « El camino de la música chilena, por Zady Zañartu » ; « Poetas de Chile – Pedro Antonio González » ; septiembre 1928, año III, vol. 3, n°43, « Poetas de Chile. Daniel de La Vega » ; « Notas de Arte » ; « Boris Grigoriev en nuestra Escuela de Bellas Artes » ; « La gran 'Revista de Arte' publicada por el Departamento de Educación artística del Ministerio de Educación Pública está llamada a ser la más alta publicación de su género en América » ; « El pintor chileno Alvaro Guevara triunfa en Londres »; novembre 1928, año III, vol. 3, n°45, « Bellas Artes. El salón oficial de 1928 ».

certains nationalistes conservateurs et le gouvernement d'Ibañez, cette femme qui fumait et qui vivait sans cesse à l'étranger ne pouvait pas être un « produit national[611] ». Elle le devient, sans grande surprise, à l'époque du Front populaire. La diplomate et écrivain Marta Brunet « Gabriela Mistral est là, grande et unique, avec son œuvre sans pareille parmi le meilleur que la poésie contemporaine offre au grenier universel[612] », écrit ainsi la diplomate et écrivain Marta Brunet. Ces deux femmes ont en commun d'avoir fait partie du corps diplomatique chilien, véritable exception si l'on songe que l'on n'en a identifié aucune pour l'Argentine ou le Brésil. Marta Brunet revient d'ailleurs sur la place du sexe féminin dans la société chilienne :

> « C'est presque un lieu commun que de dire que les femmes du Chili représentent un des phénomènes sociaux les plus intéressants du Continent Américain, par la manière rapide dont elles se sont mêlées à la vie active de la Patrie, en se préparant d'abord dans les écoles et à l'université et en agissant ensuite dans les domaines publiques et privés, avec une telle efficacité que plusieurs ont accédé à des postes de responsabilité[613]. »

Elle évoque à nouveau la figure de Gabriela Mistal, mais aussi celle d'Amanda Labarca, actrice centrale de la commission chilienne de coopération intellectuelle, pédagogue dont l'œuvre et la pensée ont largement influencé les vues de Pedro Aguirre Cerda en matière d'éducation. On peut ici avancer l'idée d'une exception chilienne, même si les femmes ne cessent pas d'être considérées comme des sortes de trophée. On trouve ainsi régulièrement dans la presse de ce pays pendant la période étudiée et dans la revue Chile des photo-montages du type suivant.

---

[611] Voir Stefan RINKE, *Cultura de masas, reforma y nacionalismo en Chile 1910-1931*, Santiago, Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos, 2002, p. 121.

[612] MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación, n°9, sans date, « Mujeres poetas de Chile », par Marta Brunet.

[613] MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación, n°4, 18/04/1940, « Mujeres de Chile », par Marta Brunet.

Figure 22 : L'élégance des femmes chiliennes

Chile, janvier 1928, año III, vol. 3, n°35

Chile, juillet 1928, año III, vol. 3, n°41

Faut-il y voir là une réminiscence de la période où l'oligarchie chilienne tentait d'afficher tous les signes d'une européanisation de leurs modes de vie ? La consommation de produits français, l'ostentation par les dames de la haute société des dernières créations à la mode constituaient en effet des outils d'affirmation sociale. La revalorisation d'une culture populaire et des racines rurales de l'identité chilienne ne semblent donc pas avoir définitivement enterré une époque perçue par les nationalistes comme celle de l'inauthenticité.

La culture populaire et le folklore, expressions d'un Chili rural, authentique…et américain

> « Devant la perspective offerte par cette œuvre [le pavillon chilien de 1929], artistes et intellectuels ont fait l'éloge de la pureté et la force de son style, de la clarté de son agencement. Et à côté de ces éloges exaltant l'Art de l'Amérique le nom du Chili a vibré avec des sonorités nouvelles et sans pareil[614]. »

À mesure que progressent industrialisation et urbanisation, de plus en plus de Chiliens, urbains, appartenant à la classe moyenne, disposant d'un niveau certain d'éducation, se tournent vers le monde rural et ses habitants à la recherche des traits distinctifs de la nation chilienne. Il s'agit là d'une démarche qui est autant culturelle que politique, dans la mesure où c'est aussi une manière de rompre avec la version aristocratique de la culture chilienne. Ce « *criollismo* » transforme de la sorte les éléments de la vie quotidienne de leurs compatriotes des campagnes et des montagnes – leur cadre de vie, leurs coutumes, leur langage, etc. – en symboles nationaux. Participent à ce processus écrivains, anthropologues et folkloristes, musiciens, peintres et dessinateurs. Sugissent ainsi des « types chiliens » qui, en plus de symboliser la race et d'incarner d'anciennes traditions, répondent au désir de pureté et de singularité du nationalisme culturel chilien. Le « *huaso*[615] », le « *roto*[616] » et l' « indien auracan[617] » deviennent des figures incontournables du répertoire identitaire chilien. On les retrouve notamment dans les pages de la revue Chile, qui fait très souvent appel au dessinateur Jorge Délano Frederick (1895-1980), plus connu sous le nom de Coke. Ainsi des deux couvertures que nous reproduisons ici. Celle de gauche est accompagnée de la légende suivante :

> « Jorge Délano (Coke) représente sur notre couverture le paysan chilien, notre 'Huaso', paré de façon pittoresque et fidèle à la douceur de son 'pingo'. C'est une heureuse composition du type dominant de

---

[614] *Chile*, Septembre 1928, 3e année, vol. 3, n°43, « El pabellón chileno en Sevilla, por Luis Harding Carrasco ».

[615] Le nom « *huaso* » pourrait provenir du quechua « *wasu* », terme qui signifie « homme de la campagne ». Cette figure apparaît au tournant des XIXe et XXe siècles, dans la presse, dans les écrits des écrivains « criollistas » et dans la culture populaire. Voir Patrick BARR-MELEJ, « Imaginando el campo : nacionalismo cultural, política y la búsqueda de la chilenidad, 1891-1941 », *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Vol. 1, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 94.

[616] L'appelation « *roto* » se réfère au Chilien d'extraction populaire, qu'il soit ouvrier, mineur, pêcheur ou paysan. Il est, selon Nicolás Palacio le principal représentant de la « race chilienne ». Voir Sylvia Dümmer SCHEEL, « Los desafíos de escenificar el 'alma nacional'. Chile en la Exposición Iberoamericana de Sevilla (1929) », *História Crítica*, n°42, sept-déc. 2010, p. 92.

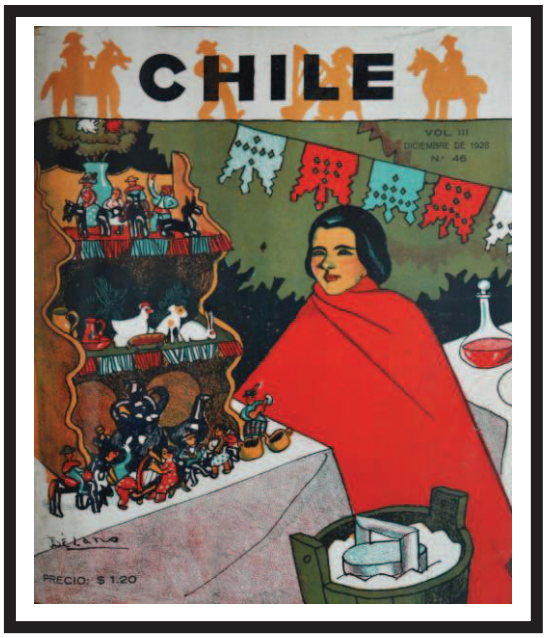
[617] La présence de l'Araucan dans l'imaginaire national est plus ancienne ; il sert notamment à incarner la résistance aux Espagnols durant les luttes pour l'indépendance. Sylvia Dümmer Scheel note que, au début du XXe siècle, « ce que l'on retenait de l'Araucan se limitait à une caractérisation abstraite, à l'idée de sa bravoure ». À partir des années 1920, « on a comencé à utiliser cette figure comme représentation de la race t ses expressions culturelles (habillement, bijoux, céramiques et outils) comme symboles de ce qui était chilien ». (Sylvia Dümmer Scheel, *art. cité*, p. 92 et 93).

la plaine et des montagnes chiliennes, qui conserve dans nos campagnes la simplicité et la noblesse de l'âme nationale.[618] »

La deuxième représente une des ces « paysannes pauvres » qui viennent à Santiago, la veille de Noël, vendre « ses pots et jouets typique en terre glaise qui parlent de la grâce et de la malice populaires[619] ». L'auteur du texte accompagnant le dessin de Jorge Délano conclut de la sorte : « C'est une grande vague paysanne qui la nuit de la Nativité donne à la grande ville la voix des bergers venus saluer Jésus[620] ».

Figure 23 : Folklore et culture populaire dans la revue Chile

Chile, juillet 1928, año III, vol. 3, n°41



Chile, décembre 1928, año III, vol. 3, n°46

Sous l'égide de l'Université du Chili et de la commission chilienne de coopération intellectuelle, culture populaire et folklore sont l'objet d'une institutionnalisation croissante, en conformité avec le programme politique du Front populaire[621]. Un premier événement fondateur a lieu en 1938 lorsque la commission organise une exposition d'art populaire chilien en 1938, le folkloriste et écrivain Tomás Lago (1903-1975) en étant le principal ordonnateur. Pour l'inauguration, Ricardo E. Latcham et Pablo Neruda prononcent des discours mettant en valeur

[618] *Chile*, juillet 1928, año III, vol. 3, n°41.
[619] *Chile,* décembre 1928, año III, vol. 3, n°46 : « *sus cacharros y juguetes típicos de greda, que hablan de la gracia y de la malicia popular* ».
[620] *Ibid.* : « *es una oleada campesina que en la noche de la Navidad entrega a la gran urbe la voz de los pastores que saludaron a Jesús*. »
[621] Voir Jorge Cáceres VALENCIA, *La Universidad de Chile y su aporte a la cultura tradicional chilena 1933-1953*, Santago, FONDART, 1998, p. 15-57.

les « artistes du peuple »[622]. Le succès ayant été au rendez-vous, la commission met en place sous sa tutelle un Institut Chilien d'Art Populaire. Quelques années plus tard, à l'occasion du centenaire de la fondation de l'Université du Chili, cet institut travaille à la réalisation d'une exposition d'arts populaires américains. Ce faisant, il poursuit l'œuvre de l'Université et de la commission visant à faire du Chili un pôle culturel en Amérique. Cette initiative doit également se lire à l'aune du contexte international qui est celui de la Seconde Guerre mondiale. Juvenal Hernández, dans sa préface au catalogue de l'exposition l'exprime très clairement :

> « En acceptant l'idée de réaliser cette exposition d'Arts Populaires en tant qu'américaine, l'Université du Chili prit largement en compte la portée d'une exposition de cette nature à l'heure actuelle. Les liens directs avec les centres vivants de la civilisation européenne étant suspendus – liens dont nous les peuples d'Amérique sommes les héritiers –, il s'impose un examen de nos ressources vitales. Plus encore, il faut stimuler une volonté d'affirmer son existence en revenant vers nous-mêmes et notre passé. Une fois dépassée l'étape de l'indépendance politique, qui comporte une attitude de rupture avec ce passé, nous devons, maintenant, récupérer le patrimoine inséparable de notre propre façon d'être pour assumer la responsabilité qui nous incombe[623]. »

Les fondements de la *chilenidad* deviennent ainsi non seulement l'expression d'une culture américaine mais aussi la garantie offerte, devant l'effondrement de la *Madre Europa*, de la préservation de l'identité des nations latino-américaines. C'est le sens d'une lettre adressée par le directeur de l'École des Arts Appliqués de l'Université du Chili aux diplomates américains en poste à Santiago. Les arguments et la rhétorique employés pour les convaincre d'apporter leur soutien à l'initiative chilienne effectuent la synthèse entre les préoccupations identitaires propres au Chili et la constitution d'une Amérique forte d'un patrimoine culturel qui lui est propre, capable de relever le défi de « sauver la civilisation »[624] :

> « Cette exposition devra réunir, pour la première fois au sein d'un ensemble organisé, les diverses formes d'expression par lesquelles se manifeste l'esprit populaire de nos différentes nationalités liées par le sang et la culture. L'art populaire conçu généralement pour embellir les ustensiles de la vie quotidienne, inspiré, de façon inéluctable et instinctive par le passé, constitue, sans aucun doute, le point de départ, pour nos nations, de la conquête d'une identité propre. L'importance d'une exposition de cette nature sera certainement comprise par Votre Excellence. Grâce à elle, pour la première fois, nous verrons dans un cadre d'importance se manifester le schéma spirituel de nos peuples qui, nés d'un passé commun, luttent pour que leur avenir permette d'atteindre, par leurs propres forces, les formes supérieures de la culture. […] Nous voudrions, pour cela, rassembler toutes les manifestations locales et nationales présentant les industries et artisanats typiques en usage. Il est important que les objets sélectionnés soient actuellement produits et correspondent à des usages véritables, qu'ils fassent partie

---

[622] Corinne PERNET, « The Popular Fronts and Folklore : Chilean Cultural Institutions, Nationalism and Pan-Americaism, 1936-1938 », *in* Hans-Joachim KÖNIG, Stephan RINKE (ed.), *North Americanization of Latin America? Culture, Gender, and Nation in the Americas*, Stuttgart, Verlag, 2004, p. 263.

[623] Comisión chilena de cooperación intelectual, *Catálogo de la exposición de artes populares americanos*, Universidad de Chile/Museo de Bellas Artes, 1943, p. 7.

[624] Nous renvoyons ici le lecteur aux analyses développées dans la conclusion du chapitre VI.

d'un art populaire vivant, étant donné que l'un des objectifs de cette exposition est de stimuler l'esprit créatif et pratique, passé et futur de notre race[625]. »

Il s'agit là de la concrétisation d'un processus qui trouve ses origines dans les années 1920. De fait, la participation des pays américains à l'exposition ibéro-américaine de Séville doit offrir au monde la preuve que le continent est appelé à jouer un rôle de premier plan dans un monde où l'Europe cesse peu à peu d'être un modèle de civilisation : « Nous savons que les peuples de l'autre côté de l'Atlantique exposeront alors à la face du monde ce que peuvent l'énergie et la spiritualité d'un jeune Continent lancé vers de hautes destinées[626]. » L'enjeu consiste, pour le Chili, à être l'une des principales voix de cette partition.

Conclusion

Identifier et analyser les contenus des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne consiste aussi bien à étudier l'image que ces pays projettent d'eux-mêmes sur la scène internationale qu'à restituer le dialogue permanent entre identité nationale et identité internationale. Ces dernières représentent en effet les deux faces d'une même pièce. Celso Furtado n'écrit-il pas : « Ainsi [...] la réaffirmation de notre caractère national au-delà de nos frontières peut participer à notre consolidation interne[627] » ? Cette conviction est présente chez nos acteurs, au Brésil sans doute plus qu'ailleurs. Ainsi, Argeu Guimarães, qui a dirigé la Division de Coopération intellectuelle de l'Itamaraty, déclare : « Le Brésil, à travers la coopération intellectuelle, apparaît plus brésilien[628] ». La participation de nos trois pays à l'entreprise de coopération intellectuelle et la formulation des termes de leur projection sur la scène internationale peuvent en effet être envisagées comme un moyen de consolider une identité nationale encore fluctuante, tant il est vrai que le Soi s'éprouve dans et par le regard de l'Autre.

La mise en regard de ces trois cas permet par ailleurs de les replacer dans une perspective régionale et transnationale, dans ce « vaste atelier d'expérimentation dépourvu de maître d'œuvre

---

[625] MRE Chili, Ambassade du Chili, 1940, dossier 1806, Santiago, 09/05/1940, Lettre de José Perotti, directeur de l'École des Arts Appliqués de l'Université du Chili aux représentants diplomatiques américains en poste à Santiago. Le texte de cette lettre est reproduit sans coupures en annexe.

[626] *Chile*, Septembre 1928, 3e année, vol. 3, n°43, « El pabellón chileno en Sevilla », por Luis Harding Carrasco.

[627] Celso Furtado, cité par Edgard Telles RIBEIRO, *Diplomacia cultural : seu papel na política exterior brasileira*, Brasília, Fundação Alexandre Gusmão, IPRI, 1989, p. 88.

[628] AHI, 542,6, 995/16141, 23/12/1934, Article du *Diario de Noticias*, interview d'Argeu Guimarães : « *O Brasil, através da Cooperação Intellectual, resurge mais brasileiro. Brasileiro pela lingua. Pelo genio creador. Pela peculiaridade de todos os seus aspectos. Pela magia dos seus scenarios naturaes*. »

et pourtant intensément animé[629] » qu'est l'Amérique latine au cours de la période considérée. C'est de fait dans des dynamiques qui dépassent les frontières nationales que chaque pays puise les procédures et les termes nécessaires à la constitution d'un répertoire pouvant être défini comme « national ». Écriture de l'histoire, redécouverte de la culture populaire et du folklore, mise en scène du territoire et de la nature, rôle des intellectuels comme « des producteurs sociaux des significations et des contenus[630] », croissante intervention de l'État dans le domaine de la culture sont autant de facteurs opératoires que l'on retrouve en Argentine, au Brésil et au Chili. Est également présente dans chacun de ces pays la dialectique tradition/modernité et la nécessité d'effectuer la synthèse, parfois schizophrène, entre la marche vers le progrès et la préservation de valeurs héritées de l'histoire. De là certaines hésitations et contradictions : la culture populaire est valorisée, mais ses producteurs ne le sont pas toujours, du moins dans le cadre de la diplomatie culturelle. Ainsi des artistes noirs au Brésil ou des indiens Araucans au Chili. Ce paradoxe est aussi à mettre en relation avec la notion d'exotisme et les stéréotypes dont elle est porteuse. Ces derniers portent en eux la garantie d'une identification immédiate à l'extérieur, mais sont également perçus comme des déformations intolérables de la réalité qu'ils représentent. Il y a dans nos trois pays ce désir de faire valoir leurs particularités et d'attirer les étrangers, la nécessité pour cela de les faire rêver, et la peur de se trouver enfermés dans un imaginaire réducteur, « bouclés dans [leur] différence », pour reprendre les mots d'Alain Finkielkraut. Cette inquiétude est exprimée de la sorte par le Chilien Arturo Torres Rioseco :

> « La littérature latino-américaine a-t-elle suffisamment d'importance pour que soit justifiée la création de chaires spécialisées consacrées à son étude ? [...] L'Amérique latine a-t-elle produit une littérature originale et indigène ? Telle est la question que posent les détracteurs de notre littérature car nombreux sont ceux qui pensent encore que, du fait que notre continent compte un pourcentage élevé de peuplement indigène, il ne peut que produire une littérature primitive et barbare. Et oui, cela aussi nous l'avons. Danses et chants primitifs, vestige de liturgies sauvages, récits ingénus des indiens guaranis, horribles légendes des peuples du Mexique. Et d'une époque plus récente il nous reste l'épopée de la pampa argentine sous forme de poèmes savoureux et rudes, des chants de vachers vénézuéliens et chiliens et une abondante poésie populaire. Mais comme nous aspirons à posséder une culture propre et moderne, fût-ce en acceptant le risque que notre littérature ne soit qu'un doublon de la littérature espagnole, nous considérons que c'est par notre seule littérature savante que nous sommes dignes de figurer parmi les peuples d'Europe[631]. »

---

[629] Anne-Marie THIESSE, *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XIXe siècles*, [1ère éd. 1999], Éditions du Seuil, 2001, p. 13.

[630] Patricia FUNES, *Salvar la nación. Intelectuales, cultura y política en los años veinte latinoamericanos*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006, p. 398 : « *productores sociales de significados y contenidos de lo nacional* ».

[631] Arturo Torres RIOSECO, « Hacia una mejor comprensión panamericana », *Hispania*, vol. XIV, n°3, mai 1931, p. 220-221. Gabriela Mistral se fait également l'écho de ces préoccupations lorqu'elle écrit : « L'américanité ne se résume pas à un répertoire de danses et de tissus de couleur ni à des insolences envers l'Europe. Cette espèce d'américanité sort des mains maladroites de farceurs et d'imbéciles. Elle offre mille directions et voies […]. »

Assumer et promouvoir l'*argentinidad*, la *brasilidade* et la *chilenidad* à l'extérieur ne se fait donc pas sans tensions et sans débats. Le regard européen continue en outre d'être cet « œil vivant » sous lequel se placent bien des considérations sur la meilleure manière de donner à voir ce que sont l'Argentine, le Brésil et le Chili. Que l'on soit sous un gouvernement de Front populaire, dans un régime politique conservateur ou dans le cadre d'un État qui se veut « *novo* », la construction d'une image destinée au regard des Autres représente toujours le défi qui consiste à se « penser soi-même comme un autre » et ce au-delà des particularités et des déclinaisons identitaires propres à chacun.

(Lettre de Gabriela Mistral à Victoria Ocampo, Barcelone, 09/01/1935, reproduite dans *Gabriela Mistral/Victoria Ocampo. Esta América Nuestra. Correspondencia 1926-1956*, *op. cit*., p. 45).

« Il n'y a rien de plus international que la construction des identités nationales »

En 1935, un diplomate brésilien faisait le constat suivant :

> « Personne n'ignore que, à notre époque, les relations internationales relèvent plus d'impératifs économiques et financiers que précisément d'obligations spirituelles ; la coopération intellectuelle, cependant, est parfois un meilleur intermédiaire entre les pays qui vendent et ceux qui achètent. Si en plus d'être les plus grands producteurs de café et de grands fournisseurs de matières premières nous étions aussi plus connus comme peuple cultivé, alors je pense que nous aurions cheminé vers la richesse plus facilement. Le problème de la coopération intellectuelle se transforme ainsi en problème de convenance mercantile, et il n'est pas osé d'affirmer que les triomphes économiques doivent avoir comme pendants les triomphes de la culture intellectuelle[1]. »

Le pragmatisme que révèlent ces lignes et la lucidité dont elles témoignent sont un témoignage de plus du fait que l'émergence des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne sont étroitement liées à la nécessité de reconstruire, après la crise de 1929, les fondements de l'économie de ces trois pays. Exister sur la scène internationale, y être reconnu, apprécié, valorisé est de fait un atout de taille pour attirer et rassurer importateurs et investisseurs. Les pages de la revue *Chile*, et plus encore celles d'*Informaciones Argentinas*, sont à cet égard particulièrement révélatrices. Le choix du maintien des relations avec l'Allemagne nazie jusque pendant la guerre est une autre illustration : il s'agit en effet de renforcer un partenariat économique précieux dans un contexte difficile et utile pour contrebalancer le poids croissant des États-Unis.

Il serait cependant tout à fait réducteur d'y voir le seul facteur ayant conduit ces trois pays à forger les outils nécessaires à l'élaboration d'une diplomatie culturelle. Des considérations géopolitiques autant qu'identitaires ont en effet présidé à ce processus. De fait, par le biais de la dimension culturelle, chacun construit un certain positionnement sur une scène internationale caractérisée par l'incertitude et tente de mieux faire entendre sa voix dans le concert des nations. L'insistance avec laquelle les acteurs argentins, brésiliens et chiliens rappellent la nécessité de combattre l'ignorance et les préjugés dont ils sont victimes est certes le résultat de la nécessité de « vendre du café », pour reprendre les termes utilisés par l'auteur de la citation qui ouvre notre propos. Mais, pour le Chili par exemple, il s'agit aussi, par ce biais, de rétablir des relations sereines avec ses voisins, de mettre fin au sentiment d'insécurité que des tensions frontalières ne cessent d'alimenter. Dans le cas du Brésil, la coopération intellectuelle est un moyen de mener à bien une politique extérieure d'équidistance pragmatique devant lui permettre de favoriser le développement et la modernisation du Chili. Enfin, en ce qui concerne l'Argentine, expositions

[1] AHI, 542,6, 464/7042, 02/12/1935, Lettre de A. Borges da Fonseca à Mario de Saint-Brisson, consul général du Brésil à Hambourg.

de livres, échanges universitaires, traités et conventions sont autant d'instruments au service d'une volonté de maintenir avec l'Europe des relations privilégiées et de s'assurer une place centrale sur l'échiquier américain, tout en maintenant le plus d'autonomie possible vis-à-vis des États-Unis.

Enfin, exister sur la scène internationale en élaborant et en projetant une image de soi à l'extérieur représente la possibilité d'affermir une identité nationale dont les contours restent parfois flous. Exposer ce qui semble être l'essence de l'être national, construire un ensemble cohérent de représentations susceptibles d'être appréhendées de manière positive par le regard de l'Autre demande un effort de clarification et de définition des éléments dont l'irréductible singularité devra permettre d'être immédiatement identifié et distingué par rapport aux autres nations. Se placer sous le regard étranger est tout sauf anodin car ce dernier est forcément porteur de jugement. Cette dimension peut conduire à occulter certains aspects d'une réalité que l'on estime irrecevables ou susceptibles d'être mal perçus. Dans ce jeu de miroirs parfois déformant, l'Europe continue d'occuper une place prépondérante. La mise en regard des expériences argentine, brésilienne et chilienne révèle aussi toutefois que, bien qu'on ne s'en vante pas, ce qui se passe dans les nations voisines est de plus en plus l'objet d'observations intéressées. La diplomatie culturelle de ces trois pays ne sauraient en effet être comprises sans tenir compte des circulations qui les lient les uns aux autres d'une part et au reste du continent d'autre part. La mise en lumière d'un répertoire commun d'éléments à valoriser, les emprunts identifiés et les similitudes observées quant aux outils employés sont autant de preuves que l'élaboration conjointe d'une identité nationale et d'une identité extérieure est un processus clairement transnational et que « l'Autre sert à se construire soi-même[2] ».

Les origines de la diplomatie culturelle de l'Argentine, du Brésil et du Chili se trouvent en effet dans des dynamiques qui dépassent leurs frontières. C'est en s'appuyant sur des réseaux et des pratiques élaborées aux niveaux mondial, continental et régional que les acteurs argentins, brésiliens et chiliens ont forgé les instruments de leur projection internationale, en s'inspirant des expériences d'autres pays qu'ils ont développé les structures chargées de contribuer à leur rayonnement dans le concert des nations. Ce faisant, ils s'inscrivent pleinement dans un mouvement qui voit la culture devenir un enjeu majeur des relations internationales. À ce titre, nous pouvons une fois de plus nuancer le caractère périphérique de ces États-nations sur l'échiquier mondial. Le rôle de la SdN et de l'OCI, mais aussi celui de l'Union panaméricaine, apparait comme central dans ce processus. C'est d'ailleurs le constat dressé par le Brésilien Bueno

---

[2] Robert FRANK, « Histoire des relations internationales et images », *in* Maria M. BENZONI, Robert FRANK, Silvia M. PIZETTI (dir.), *Images des peuples et histoire des relations internationales du XVIIIe siècle à nos jours*, Milan-Paris, UNICOPLI-Publications de la Sorbonne, 2008, p. XVI.

do Prado en 1938 à l'occasion d'une sollicitation, de la part de la Bolivie, de renforcer les échanges culturels avec le Brésil :

> « La proposition bolivienne de conclure un accord culturel entre le Brésil et la Bolivie est un résultat de plus des tendances actuelles de la politique internationale, toute favorable à la conclusion d'ajustements bilatéraux, d'un grand rayon d'action en matière de coopération intellectuelle. Dans les dernières années, surtout grâce aux efforts de la Société des Nations, cette tendance s'est accentuée dans tous les pays, et principalement en Amérique, comme expression naturelle des sentiments de bon voisinage en cours dans l'actualité des relations entre les principaux pays du continent[3]. »

À rebours d'une vision encore largement partagée aujourd'hui par les Latino-Américains, ce travail aura permis en effet de montrer l'importance des circulations et des échanges effectués dans l'espace américain et l'inflexion majeure que cela représente pour l'Argentine, le Brésil et le Chili en termes de politique extérieures. La Seconde Guerre mondiale constitue un dernier facteur de rapprochement. Véritable catastrophe, elle est aussi l'élément qui permet aux intellectuels du sous-continent d'entrevoir un futur dans lequel ils seraient les nouveaux dépositaires de la civilisation et de la culture. Le Brésil a à offrir au monde la promesse d'une démocratie raciale ; l'Argentine celle d'avoir su préserver l'héritage européen tout en lui conférant l'énergie qui venait à lui manquer ; et le Chili se propose de réaliser la synthèse des ressources intellectuelles et culturelles de l'Amérique.

Si les moyens ne sont pas toujours à la hauteur des ambitions proclamées et s'il y a des déphasages certains entre l'image offerte au monde et la réalité de ces pays, les diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne offrent au chercheur la possibilité d'envisager sous un angle peu exploré l'histoire de ces trois pays, en même temps que celle de l'Amérique latine et des relations internationales des années 1930 à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

---

[3] AHI, Divisão Cultural, 135/5/5, 1936-1944, février 1938, Rapport de Bueno do Prado, chef du Service de coopération intellectuelle, au ministre des Relations extérieures.

Conclusion

En février 1945, alors que la Seconde Guerre mondiale touche à sa fin et que s'annonce une nouvelle ère des relations internationales, le Brésilien Osório Dutra, alors à la tête de la Division de Coopération Intellectuelle, fait l'éloge en ces termes de la coopération intellectuelle :

> « Puissant instrument de compréhension et de rapprochement entre les nations – compréhension et rapprochement qui ne peuvent résulter que d'une connaissance réciproque –, [la coopération intellectuelle] revêt encore plus de sens quand elle implique un pays jeune, encore grandement méconnu, comme c'est le cas du Brésil. La coopération intellectuelle apparaît alors comme un auxiliaire puissant de la politique, dont elle aplanit et illumine le chemin, ouvrant de véritables espaces d'intérêt et de sympathie parmi les peuples[1]. »

Cette citation éclaire comment l'idéal de « Société des Esprits » formulé par Paul Valéry au lendemain de la guerre de 14-18 a pu devenir, pour le Brésil, mais aussi pour l'Argentine et le Chili, une voie vers l'accomplissement des objectifs de leur politique extérieure. Si, au cours de la période étudiée, la coopération intellectuelle se joue pour ces trois pays de plus en plus hors du cadre de l'Institut International de Coopération Intellectuelle, il n'en reste pas moins que cet organisme – conçu au départ par une France désireuse d'affermir son rayonnement international – a offert à des pays souffrant d'être considérés comme périphériques une opportunité de valoriser leurs productions intellectuelles, contribuant ainsi à mieux les intégrer au concert des nations. Les diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne prennent donc corps en étroite relation avec les dynamiques impulsées par une organisation internationale, œuvrant de la sorte à renforcer le rôle de la culture dans les relations internationales.

Notre travail va par conséquent à l'encontre des analyses développées par Susan Pedersen, qui affirme que l'Organisation de Coopération Intellectuelle a eu une importance plus symbolique que réelle[2]. Nous avons montré qu'elle avait permis, en lien et parfois en concurrence avec le Bureau de Coopération Intellectuelle de l'Union Panaméricaine, de générer et de consolider des réseaux et des pratiques qui donnent aux acteurs latino-américains la possibilité d'agir aussi bien à l'échelle régionale que nationale. Nos recherches s'inscrivent par conséquent dans le renouveau historiographique[3] autour de la Société des Nations et des différents organismes qui en dépendaient. L'Amérique latine représente à cet égard un champ d'études

---

[1] AHI, Divisão de cooperação Intelectual, 135/5/7, Rio de Janeiro, 22/02/1945, « Relatório sobre as atividades da Divisão de Cooperação Intelectual no ano 1944 », par Osório Dutra, chef de la Division.

[2] Susan PEDERSEN, « Review Essay : Back to the League of Nations », The American Historical Review, vol. 112, n°4, 2007, p. 1091-1117.

[3] Ce renouveau a été marqué par la tenue d'un colloque, intitulé « Towards a New History of the League of Nations » organisé par Patricia Clavin et Susan Pedersen à Genève les 25 et 26 août 2011. Ces deux chercheuses sont également à l'origine de la création d'un réseau d'historiens travaillant sur des sujets touchant à la SdN, matérialisé par un site internet (http://www.leagueofnationshistory.org/homepage.shtml).

fécond, permettant de décentrer le regard par rapport à une bibliographie jusqu'à présent dominée par les enjeux européens[4]. Étudier la SdN depuis le sous-continent produit des enseignements qui documentent autant l'insertion internationale de ce dernier que l'histoire de cette organisation. Dans ce travail, il a surtout été question de l'impact de son existence et de son fonctionnement sur la politique extérieure des trois pays étudiés – et plus largement des États latino-américains. Le prisme de la SdN est un moyen non seulement d'analyser le positionnement de la région vis-à-vis de l'Europe, mais aussi d'interroger ses rapports à un système interaméricain largement dominé par les États-Unis. Les débats que crée la cohabitation, parfois peu évidente, de la SdN et du système interaméricain, autour des notions d'universalisme et de régionalisme, représentent pour le chercheur une entrée intéressante à la fois pour étudier le système international de l'entre-deux-guerres et pour comprendre les interrogations qui parcourent le sous-continent quant à sa place et à son rôle sur la scène internationale. La mise en regard des expériences argentine, brésilienne et chilienne à la SdN, au sein de l'OCI et dans le système interaméricain, dévoile la diversité de modalités selon lesquelles on a, en Amérique latine, appréhendé les possibilités et les limites de ces organisations. Enfin, en observant depuis le sous-continent les enjeux soulevés par ces dernières, nous avons pu aborder la question des rapports entre l'Europe et les États-Unis, oscillant entre méfiance et collaboration.

Jeu d'échelles et voix des acteurs

Le choix de traiter de trois pays différents, la manière dont nous avons conçu le déroulement de ce travail, de même que la mobilisation de notions et de concepts relevant de l'histoire des relations internationales, de l'histoire culturelle, de l'histoire des intellectuels et de l'histoire des sciences, s'est imposé pour répondre à l'injonction de Robert Frank selon laquelle « l'historien doit s'efforcer de faire de l'histoire totale », ajoutant que « l'histoire des relations internationales se prête particulièrement bien à cet exercice[5] ». Plus qu'une ambition qui relèverait de l'illusion de l'exhaustivité, cette démarche avait pour objectif de reconstituer le jeu d'échelles, la toile, dans lesquelles s'insèrent les problématiques propres à l'Argentine, au Brésil et au Chili. Il s'agissait ainsi d'éclairer les tenants et les aboutissants de ces problématiques nationales, d'en élucider la genèse et les évolutions, mais également de les dépasser pour mettre en lumière le

[4] Nous évoquerons ici à nouveau le colloque « L'Amérique latine et la Genève Internationale durant l'entre-deux-guerres : les débuts d'une intégration régionale et internationale » organisé par Yannick Wehrli et Aline Helg (Genève les 28 et 29 octobre 2011).

[5] Robert FRANK, *La hantise du déclin. La France, 1920-1960 : finances, défense et identité nationale*, Paris, Belin, 1994, p. 134.

processus qui mène à la construction de ce que Celso Lafer nomme une identité internationale et à l'élaboration d'une image destinée à être présentée au monde.

Afin que le parti pris de l'articulation des échelles mondiale, régionale et nationale ne se solde pas par l'écriture d'une histoire désincarnée, qui ne donnerait à voir que l'analyse des structures et des institutions, les grands équilibres géopolitiques et les questionnements identitaires, nous avons voulu faire entendre la voix de ceux qui tissent les fils de la toile que nous avons cherché à identifier. L'usage des citations insérées dans notre texte constitue une réponse à ce défi. Elles sont là aussi pour rappeler que les phénomènes observés sont contemporains : la séparation des différentes échelles, la nécessaire organisation du récit historique en étapes identifiables, présentent en effet le risque de cloisonner l'expérience du temps vécue par nos acteurs. En leur donnant aussi souvent que possible la parole, nous avons cherché à contourner cet écueil. Alors que certains personnages n'apparaissent que brièvement sur les différentes scènes qui ont retenu notre attention, d'autres, à l'instar des Argentins Antonio Aita et Carlos Ibarguren, des Chiliens Francisco Walker Linares, Amanda Labarca et Juvenal Hernández, des Brésiliens Miguel Osório de Almeida et Elyseu Montarroyos, pour ne citer que ceux-là, sont d'une présence plus constante, tissant des lignes directrices dans la trame de notre étude.

Cette attention portée à la voix des acteurs relève également d'une hypothèse de départ, à savoir la place centrale qui leur revient dès lors que l'on pénètre le territoire des relations internationales, et plus encore lorsque celles-ci sont envisagées du point de vue de la culture. Sociabilités, réseaux, connexions forment le prisme au travers duquel nous avons pu éclairer les mécanismes qui sous-tendent les mouvements liés à la coopération intellectuelle et l'institutionnalisation de processus aboutissant à la mise en place d'une diplomatie culturelle dans les trois pays objets de notre étude. La « saisie de l'individu[6] » passe également dans notre travail par l'identification, chaque fois que cela était possible, des personnages que nous mentionnions, par l'élaboration d'une annexe éclairant la biographie des principaux acteurs et par la constitution d'un index. Une étude prosopographique, sur le modèle de celle qu'Annick Lempérière met en œuvre dans sa recherche sur les intellectuels mexicains[7] ou la construction d'une base de données en suivant les traces de la socio-histoire de l'APRA menée par Daniel Iglesias[8], était à l'origine

---

[6] Patrick BOUCHERON, « L'historien et son autre. Remarques sur la saisie de l'individu dans la recherche historique actuelle », *in* Pascal MICHON (dir.), *L'individuation dans les sciences sociales aujourd'hui,* Collection « Papiers du collège international de philosophie », n°42, 1998, p. 42-57.

[7] Annick LEMPÉRIÈRE, *Intellectuels, État et société au Mexique. Les clercs de la nation (1910-1968)*, Paris, L'Harmattan, 1992.

[8] Daniel IGLESIAS, *Réseaux transnationaux et Dynamiques contestataires en exil: Sociologie historique des pratiques politiques des dirigeants des partis populaires apristes (1920-1962)*, sous la direction de Zacarias Moutoukias, Université Paris Diderot, janvier 2011.

envisagée. Il nous a fallu cependant renoncer à une entreprise qui aurait nécessité encore plus de temps et qui aurait peut-être brouillé une écriture déjà confrontée aux difficultés que pose le comparatisme.

À défaut d'une recension systématique des acteurs et d'une analyse plus poussée de leur parcours, nous avons travaillé à rendre visibles un certain nombre d'hommes et de femmes qui, par leur formation, par leur(s) responsabilité(s) institutionnelle(s), par les cercles qu'ils fréquentent, par leurs amitiés ou leurs inimitiés, sont les moteurs ou les médiateurs des circulations observées, les éléments indispensables à la structuration et à la formulation des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne. À travers ces acteurs, nous pouvons en outre saisir les différences et les similitudes qui existent entre ces trois pays en ce qui concerne la conduite de la politique extérieure et de son versant culturel, ainsi que les équilibres qui se créent entre les sphères gouvernementale et intellectuelle. Alors que nous avons pu clairement identifier certains personnages-clés de la diplomatie culturelle brésilienne, souvent diplomates et hommes de lettres, il n'en a pas été de même pour l'Argentine et le Chili où les protagonistes qui se détachent n'appartiennent pas au sérail des ministères des Relations extérieures mais au monde universitaire et intellectuel. Cela nous renvoie au caractère relativement tardif de la professionnalisation des diplomates argentins et chiliens par rapport à leurs homologues brésiliens. La politique culturelle du Brésil s'appuie en effet sur la longue tradition diplomatique du pays et sur un corps professionnel homogène et compétent, conservant une grande indépendance face au pouvoir politique tout au long de la période. Cette donnée est sans doute essentielle pour comprendre le décalage entre un corps diplomatique brésilien qui formule et théorise les avantages d'une diplomatie culturelle dès la fin des années 1920, et la moindre présence de ce type de discours chez les Argentins et les Chiliens.

Le discours des acteurs est de fait au cœur de nos analyses et leur conférer, par le biais des citations, une place de choix, nous a semblé aller de soi dans une étude traversée par les questions identitaires. Comment diplomates, hommes de lettres, hommes de sciences, hommes d'État construisent-ils discursivement l'identité de la nation, de la région ? Quels sont les termes employés pour présenter au monde l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Amérique latine ? De quelle façon perçoivent-ils la scène internationale, le contexte continental, les pays qui les entourent ? Les passages faisant l'objet d'une citation le sont tout autant en vertu des faits qu'ils permettent d'identifier que de la phraséologie employée, porteuse d'un imaginaire et de représentations qui sont les « forces profondes » dont Pierre Renouvin et ses successeurs ont démontré la valeur heuristique pour penser les relations internationales.

Enfin, il faut le confesser, citer nos sources c'est aussi répondre au principe de plaisir qui a marqué nos recherches, à cette exultation de l'historien devant un document d'archive inespéré, une formule qui tout à coup vient donner du sens à ce qui n'était d'abord qu'une intuition. Il y a dans cela le « goût de l'archive » décrit par Arlette Farge et qui se trouve condensé dans ces quelques lignes :

> « L'archive agit comme une mise à nu ; ployés en quelques lignes, apparaissent non seulement l'inaccessible mais le vivant. Des morceaux de vérité à présent échoués s'étalent sous nos yeux : aveuglants de netteté et de crédibilité[9]. »

Les enjeux identitaires au miroir des relations culturelles internationales

Par le biais du jeu d'échelles, nous avons pu montrer que la naissance et les développements des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne ne pouvaient être appréhendées qu'en mettant en regard la structuration d'un système international. Ce dernier signifiait pour l'Amérique latine le maintien d'un équilibre entre l'Europe, à travers la SdN et l'OCI, et le continent américain où le système interaméricain était perçu tout à la fois comme un instrument au service de l'hégémonie des États-Unis et la possibilité de résoudre un certain nombre de questions propres à la région. À l'instar des travaux d'Anne-Marie Thiesse et de Patricia Funes, nous avons replacé les questionnements identitaires spécifiquement argentins, brésiliens et chiliens dans une perspective plus large qui prenait en considération ce qui se jouait, dans ce domaine, au niveau latino-américain. Ainsi avons-nous pu montrer le rôle des circulations internationales et régionales dans l'élaboration d'une image se voulant le reflet de la singularité de chaque nation. On voit donc marcher de concert des idéaux de coopération à l'échelle du monde et l'affirmation de plus en plus marquée des nationalismes. La « connaissance réciproque », base de « la compréhension et du rapprochement des peuples », dont Osório Dutra vante les mérites en 1945, n'exclut donc nullement la persistance d'un imaginaire et de représentations qui, pour définir les contours de l'identité nationale, créent de la différence autant que de l'indifférence, incluent autant qu'elles excluent. Nous rejoignons en cela les analyses de Pierre Bourdieu :

> « On croit souvent que la vie intellectuelle est spontanément internationale. Rien n'est plus faux. La vie intellectuelle est le lieu, comme tous les autres espaces sociaux, de nationalismes et d'impérialismes, et les intellectuels véhiculent, presque autant que les autres, des préjugés, des stéréotypes, des idées reçues, des représentations très sommaires, très élémentaires, qui se nourrissent des accidents de la vie quotidienne, des incompréhensions, des malentendus, des blessures (celles par exemple que peut infliger au narcissicisme le fait d'être inconnu dans un pays étranger)[10]. »

---

[9] Arlette FARGE, *Le goût de l'archive*, Paris, Éditions du Seuil, 1989, p. 15.
[10] Pierre BOURDIEU, « Les conditions sociales de la circulation international des idées », Actes de la recherche en sciences sociales, vol. V, n°145, 2002, p. 3-4.

La blessure narcissique évoquée par Bourdieu est capitale pour comprendre les motivations des acteurs – qu'ils soient ou non diplomates – des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne. L'image qu'ils construisent de leur pays pour l'extérieur est en grande partie fonction de la frustration maintes fois exprimée d'être trop peu visibles dans le concert des nations, ou alors, quand ils le sont, par le biais de représentations réductrices qui déforment leur « véritable » identité.

Cette identité demeure problématique car, comme le fait remarquer Edgard Telles Ribeiro, quelle histoire, quelle culture et quelles valeurs peuvent recevoir la caractéristique de « nationale » ? Celles de la nation prise dans son ensemble, ou seulement celles de ses élites, de ses groupes dominants, des vainqueurs de son histoire ?[11] Les critiques adressées à l'IICI au moment de sa réouverture en 1945 et la création consécutive de l'UNESCO font écho, dans le domaine des relations culturelles internationales, à ces interrogations. L'Organisation de Coopération Intellectuelle pâtit en effet de l'accent mis sur des pratiques et des réseaux restreints à une minorité. Les Anglo-Saxons sont les détracteurs les plus virulents d'une telle conception de la coopération internationale. Le Nord-Américain Isaac Leon Kandel, membre de la commission nord-américaine de coopération intellectuelle, souligne ainsi le caractère artificiel des commissions nationales qui ne représentent qu'une infime partie des cultures nationales qu'elles sont censées valoriser :

> « Les commissions ont été établies sur recommandation de l'OCI pour servir d'agences de liaison entre les pays membres et l'organisation internationale. Comme elles n'ont pas émergé de façon naturelle d'une reconnaissance de l'importance de corréler les aspects variés et multicolores des cultures nationales, elles semblaient être à l'écart des courants importants d'activités intellectuelles au sein de chaque nation. L'idée d'une communauté culturelle internationale ne peut être promue qu'à partir du moment où l'idée de communauté culturelle nationale et sa source internationale sont établies. La limitation dans l'organisation d'une coopération intellectuelle internationale était illustrée par la restriction quelque peu étroite d'une telle coopération au domaine strict des sciences, des arts et des lettres. […] Dans la culture moderne, l'importance des sciences sociales, de la radio, des films et d'une éducation, à laquelle la Société des Nations a dans un premier temps refusé de s'intéresser, a finalement été reconnue, mais sans doute trop tard[12]. »

En dénonçant une compréhension de la culture réduite aux sciences, aux arts et aux lettres, Isaac Leon Kandel nous renvoie aux débats autour des notions de culture savante, de culture populaire et de folklore, à la légitimité d'expressions culturelles qui ne sont pas produites par des artistes et des intellectuels reconnus comme tels. La question du rôle d'un organisme international dont le champ d'action est la promotion de la culture et la valorisation d'un certain type de production

---

[11] Voir Edgard Telles RIBEIRO, *Diplomacia cultural : seu papel na política exterior brasileira*, Brasília, Fundação Alexandre Gusmão, IPRI, 1989, p. 84.

[12] Isaac Leon KANDEL, *International cooperation : national and international*, National Committee of the United States of America on International Cooperation, New York, Columbia University, Bureau of publications Teachers College, Columbia University, 1944, p. 43.

culturelle se trouve ainsi posée. L'affirmation progressive, dans les trois pays que nous avons étudiés, et au-delà dans le reste du continent américain, de la valeur de la culture populaire et du folklore, participe selon nous pleinement au processus qui mène à l'avènement de l'UNESCO, censée rompre avec une conception élitiste de la culture. Alors que l'IICI a contribué, d'une certaine façon, à faire émerger, en Amérique latine, des réseaux et des pratiques structurant et remodelant les champs intellectuels et culturels, ce sont pour partie les Latino-Américains qui vont imprimer leur marque à l'UNESCO et en définir les priorités.

La citation de Kandel offre matière à l'analyse sur un autre point, lorsqu'il affirme que « l'idée d'une communauté culturelle internationale ne peut être promue qu'à partir du moment où l'idée de communauté culturelle nationale et sa source internationale sont établies ». Est-ce à dire que seuls les pays ayant clôturé l'espace de leur identité nationale et clairement défini les expressions culturelles qui en relèvent peuvent s'aventurer sur le terrain de la coopération internationale ? Cette assertion questionne non seulement la définition toujours difficile de l'identité nationale, mais également, lorsqu'il est question de relations internationales, la possibilité de préserver cette identité. Nous citerons une fois de plus Edgard Telles Ribeiro, dont l'ouvrage est un plaidoyer pour une diplomatie culturelle renforcée :

> « Qu'est-ce qui est réellement en jeu dans cette discussion ? Ne serait-ce qu'une question de consolidation du processus d'insertion dans les relations internationales […] ? Ou ne serions-nous pas, d'une certaine manière, [à travers notre politique culturelle] en train de contribuer à préserver notre propre identité culturelle ? La projection à l'extérieure d'une culture ne serait-elle pas un moyen supplémentaire de préserver et de consolider, de l'intérieur, les valeurs professées par cette culture ?[13] ».

Celso Furtado, économiste de renom et ancien ministre de la culture du Brésil, ne dit pas autre chose :

> « Si nous réduisons [le problème] à ses éléments les plus simples nous prouverons sans difficulté que la question centrale se résume à savoir si nous avons ou non la possibilité de préserver notre identité culturelle. Dans le cas contraire nous serons réduits à un rôle de consommateurs passifs de biens culturels conçus par d'autres peuples[14]. »

Cette problématique concerne toute nation soucieuse de ne pas perdre ce qui constitue son essence. Les débats autour de l' « exception culturelle » française nous montrent bien que cette question se pose aussi pour une puissance comme la France. Faire le pari de la diplomatie culturelle relève donc tout autant d'une stratégie visant à conforter des objectifs diplomatiques qu'à préserver ce qu'une nation tient pour constitutif de sa singularité. La vocation d'une telle entreprise est par conséquent double : elle vise à opérer une distinction entre « nous » et « les autres » aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières d'un État. Dans cette perspective, la

---

[13] Edgard Telles RIBEIRO, *ouv. cité*, p. 88.
[14] Celso Furtado, cité par Edgard Telles RIBEIRO, *ouv. cité*, p. 96.

canonisation d'un patrimoine culturel national est à la fois le fruit du processus de définition identitaire qui se joue dans le cadre national et le résultat d'exigences qui proviennent de la scène internationale.

Comparatisme et temporalités

Roger Chartier lance un précieux avertissement à l'historien qui se lance dans une approche comparatiste :

> « Peut-être lassée par des objets trop restreints, l'histoire culturelle est aujourd'hui emportée au large par l'exercice du comparatisme, le retour aux grands espaces, la conscience que, dès le seizième siècle, s'est imposée, au moins dans une partie des populations, une conscience de la globalité du monde. Ce nouveau 'tournant' historiographique requiert prudence et précaution car l'histoire qu'il propose est particulièrement exigeante. Elle suppose de grandes compétences linguistiques, la maîtrise de sources dispersées et une profonde connaissance de chacune des sociétés et des cultures mises en rapport par le cours de l'histoire ou de l'analyse de l'historien. Le légitime et nécessaire élargissement des objets et des espaces de l'histoire culturelle ne doit pas faire oublier les principes qui, depuis la critique humaniste, ont fondé l'histoire comme connaissance savante[15]. »

La pratique du comparatisme, tant dans la phase de constitution des corpus de sources que dans celle de l'écriture, est en effet exigeante. Outre la difficulté qui consiste à écrire une « histoire à parts égales »[16], où chaque cas étudié a sa place, l'approche comparée constitue un défi dans la mesure où la mise en récit suppose de rendre compte des évolutions et des faits propres à chaque pays traité, sans pour autant tomber dans le piège d'une juxtaposition de monographies. En outre, bien que l'Argentine, le Brésil et le Chili soient au centre de nos analyses, nous voulions éviter que celles-ci ne soient prisonnières d'un angle de vue uniquement national. Pour ce faire, le jeu d'échelles, la prise en compte d'éléments renvoyant à d'autres pays latino-américains et la mobilisation des archives de l'IICI et du Quai d'Orsay ont permis d'inscrire notre propos dans une perspective dépassant les enjeux propres à ces trois pays. Nous avons néanmoins régulièrement privilégié la temporalité propre à chacun des cas afin d'aboutir à un résultat qui ne soit pas « anhistorique », limite que Michel Espagne attribue au comparatisme[17]. De fait, la prise en compte de la dimension temporelle dans l'écriture d'une histoire comparée soulevait plusieurs interrogations : comment penser « la complexité des relations internationales en restituant la dynamique du temps[18] » ? Comment articuler les différents types de temporalités, le temps long des « forces profondes » et le temps court de la décision, les questions de continuité et de rupture

---

[15] Roger CHARTIER, postface à Philippe POIRRIER (dir.), *L'histoire culturelle : un « tournant mondial » dans l'historiographie ?*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2008, p. 194.
[16] Romain BERTRAND, *L'Histoire à parts égales. Récits d'une rencontre Orient-Occident*, Paris, Seuil, 2011.
[17] Michel ESPAGNE, « Sur les limites du comparatisme en histoire culturelle », *Genèses*, n°17, 1994, p. 112-121.
[18] Robert FRANK, « Penser la complexité : l'histoire des relations internationales », *in* Yves BEAUVOIS, Cécile BLONDEL (dir.), *Qu'est-ce qu'on ne sait pas en histoire ?*, Paris, Septentrion, 1998, p. 115.

au cœur du travail de l'historien ? En choisissant de recentrer régulièrement notre propos sur le cadre national, nous avons opté pour une solution qui permettait de réintroduire le temps dans une étude dont l'architecture privilégie le jeu d'échelles. Conjuguer le décloisonnement des histoires argentine, brésilienne et chilienne à la prise en compte des évolutions et les inflexions qui les caractérisent a ainsi présidé à la rédaction de ce travail.

Si l'on a pu reprocher à la démarche comparatiste de figer dans le temps les phénomènes observés, de réifier les réalités analysées, nous espérons au contraire avoir montré que nous n'avions pas affaire à un temps plat. Plus qu'une négation de la dimension temporelle, le comparatisme, associé à l'étude de dynamiques transnationales, dévoile en fait la pluralité des temporalités et leur enchevêtrement. Il offre à l'historien la possibilité d'identifier des points de contact et de rupture entre le temps de la scène internationale, celui du contexte continental, celui qui caractérise le théâtre régional et enfin celui qui relève du cadre national. Pour nos trois pays, cela a pour vertu de montrer à quel point la politique extérieure est une traduction de nécessités internes en possibilités externes afin d'accentuer le contrôle d'une société sur son destin. Les positions adoptées par l'Argentine, le Brésil et le Chili tant à la SdN qu'au sein du système interaméricain en sont une bonne illustration. Le décalage entre le Brésil, très impliqué dans l'organisation genevoise jusqu'en 1926, l'Argentine, qui ne s'engage vraiment que dans les années 1930, et le Chili, qui essaie, jusqu'à son retrait en 1938, de maintenir une présence constante à Genève, renvoie aux évolutions politiques internes de ces trois nations, aux priorités fixées par leurs dirigeants et aux contraintes – économiques, sociales, géopolitiques – qui sont les leurs.

De fait, si les années 1920 représentent, pour l'Argentine et le Brésil, une certaine stabilité institutionnelle et politique, 1925 constitue une première rupture au Chili avec la proclamation d'une nouvelle constitution et l'avènement d'une nouvelle ère notamment en termes de participation politique. En revanche, pour les trois pays cette fois-ci, 1930 constitue un tournant. La crise de 1929 ébranle les piliers économiques, sociaux et politiques de pays dès lors sommés de penser et de mettre en œuvre une alternative capable d'éviter le délitement des sociétés nationales. Le fait que Getúlio Vargas, arrivé au pouvoir en novembre 1930, reste à la tête du pays jusqu'en 1945, donne à cette période une cohérence politique et idéologique qui se traduit au niveau de la politique extérieure brésilienne et sa diplomatie culturelle. Cette dernière apparaît comme le prolongement de la vaste entreprise de redéfinition de l'imaginaire national, au cœur du programme de l'*Estado Novo* instauré en 1937. Cette donne est au fondement de la différenciation entre l'expérience brésilienne de diplomatie culturelle d'une part et celles que connaissent l'Argentine et le Chili d'autre part. Pour l'Argentine, 1930 est également une date charnière. Cependant, elle ouvre une phase caractérisée par un État qui, certes, intervient chaque jour

davantage dans la vie économique, sociale et culturelle, mais dont la capacité d'action se trouve progressivement « colonisée par des intérêts catégoriels[19] ». Dans ce cadre, il est impossible de réunir des intellectuels d'horizons divers, en conjuguant le nationalisme des uns et le cosmopolitisme des autres, autour d'un projet culturel commun. L'affirmation du péronisme à partir de 1943 ne change pas cet état des choses en raison du discours profondément clivant de son leader. En ce qui concerne le Chili, nous avons vu que le contexte tant économique que politique et social était peu favorable à l'émergence d'une action menée tant par l'État que par le monde intellectuel. Le « *plan de chilenidad* » de Pedro Aguirre Cerda paraît singulièrement pauvre en contenu lorsqu'on le met en regard avec la construction du mythe de la « démocratie raciale » au Brésil.

Sur le plan des structures de la diplomatie culturelle, bien que Conrado Rios Gallardo ait impulsé une dynamique qui précède les initiatives argentines et brésiliennes en la matière, les ambitions du ministère des Relations extérieures se trouvent freinées par le manque de moyens financiers, tandis qu'Argentine et Brésil se trouvent en mesure de mettre en place et de développer les services et les instruments nécessaires à leur projection sur la scène internationale. L'action chilienne n'est cependant pas nulle dans les années 1930 mais c'est l'Université du Chili, et non plus le ministère des Relations extérieures, qui en est le moteur. Cela peut expliquer que, de plus en plus, les initiatives chiliennes privilégient le reste du continent. Dans la mesure où l'Argentine, le Brésil, comme le Chili, affrontent la même situation économique et géopolitique, ce n'est pas là que réside le seul facteur d'explication. En revanche, l'hypothèse selon laquelle, devenue le fer de lance de la diplomatie culturelle chilienne, l'Université, malgré son prestige, ne dispose pas de réseaux lui permettant d'atteindre les deux rives de l'Atlantique et opte par conséquent pour des efforts la consacrant comme un pôle important de la vie intellectuelle de la région, nous semble faire sens.

De manière générale, l'axe des politiques extérieures des trois pays se déplace sensiblement vers le reste du sous-continent dans les années 1930, sous le double effet de la crise économique et de la montée des périls en Europe. La politique de Bon Voisinage impulsée par Franklin D. Roosevelt n'est bien évidemment pas étrangère à cet état de fait. Dans ce processus, la coopération intellectuelle, panaméricaine et latino-américaine, joue un rôle non négligeable. Quand bien même elle ne met pas fin aux tensions et aux rivalités qui existent entre pays du sous-continent et entre ces derniers et les États-Unis, elle contribue à donner sens à l'idée d'« hémisphère occidental » et vient contrebalancer la conviction, encore très présente

[19] Luis Alberto ROMERO, « L'Argentine au miroir des deux centenaires de la fondation de la République », Problèmes d'Amérique latine, n°77, mars 2010, p. 51.

aujourd'hui, qu'il n'y avait pas de contact et d'échange dans la région. Celle-ci apparaît en effet traversée de multiples circulations et si le Brésil reste encore relativement à part, il semble, à ce moment, sortir de son isolement.

Le rapprochement des pays latino-américains, et plus particulièrement de l'Argentine, du Brésil et du Chili, est cependant compromis lorsque l'attaque de Pearl Harbor conduit les États-Unis à entrer en guerre. Le maintien de la neutralité argentine jusqu'en 1944 et chilienne jusqu'en 1943, alors que le Brésil déclare la guerre aux forces de l'Axe en août 1942 permet à celui-ci d'être, comme en 1918, du côté des vainqueurs en 1945. En revanche, le Chili, et surtout l'Argentine, voient leur crédibilité internationale sérieusement affectée par le fait de ne pas s'être engagés dans la bataille menant à la défaite de l'hydre totalitaire. Allié privilégié des Nord-Américains dans le sous-continent, les Brésiliens bénéficient en revanche d'une aura dont sa diplomatie culturelle peut profiter. En sachant abandonner à temps l' « équidistance pragmatique » qui était la sienne jusqu'en 1941, le Brésil garantissait sa place dans le système international qui surgirait de la guerre : lors de la Ière Assemblée générale de l'ONU de janvier 1946, il est ainsi élu membre provisoire du Conseil de Sécurité. Il participe en outre, du 29 juillet au 15 octobre 1946, à la Conférence de Paris sur les problèmes d'après-guerre.

On pourrait donc croire à une configuration assez similaire à celle de 1919 : le Brésil ayant réussi à apparaître comme légitime dans une nouvelle organisation internationale, l'Argentine et le Chili devant montrer des gages de bonne volonté en raison de leur neutralité. La situation est pourtant radicalement différente. L'Europe sort du conflit encore plus affaiblie qu'en 1918 et la puissance des États-Unis est plus importante que jamais. Les pays latino-américains, beaucoup plus dépendants économiquement de la Grande République du Nord, ne disposent plus à son égard de la marge de manœuvre qui était la leur avant la guerre. Les positions du Brésil et du Chili à l'ONU sont désormais celles d'un alignement systématique sur celle du voisin nord-américain. Alors que jusqu'en 1943 on peut parler d'une résistance de l'Argentine aux États-Unis, à partir de cette date c'est d'une opposition frontale qu'il s'agit, celle-ci devenant non seulement l'un des axiomes de sa politique extérieure, mais également l'un des piliers discursifs du péronisme à l'intérieur des frontières. Sommés de choisir leur camp, les pays latino-américains ne peuvent plus jouer la carte européenne pour se donner une marge de manœuvre qui leur permette de garantir leurs intérêts.

Si l'Europe ne s'efface pas totalement de la scène latino-américaine au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, sa voix s'y fait désormais beaucoup plus assourdie. Car, bien qu'elle ait été rendue moins claire, moins forte, moins à même de guider l'Amérique latine sur la voie d'une modernité âprement désirée, après le cataclysme de la Première Guerre mondiale, la voix de

l'Europe ne cesse pas pour autant d'être présente pendant la période que nous étudions. Notre étude est de fait traversée par les questionnements latino-américains au sujet des liens entre la « Madre Europa » et le sous-continent. L'idole tant admirée est tombée de son piédestal et suscite bien des tentations iconoclastes. Celles-ci sont néanmoins tempérées par une quête de reconnaissance et par la conviction de beaucoup d'intellectuels latino-américains que l'identité de la région et des nations qui la composent ne saurait exclure l'héritage européen, au risque d'y perdre une partie de son âme. Il s'agit néanmoins de briser le miroir déformant tendu par l'Europe, que ce soit par le biais de l'anthropophagie d'Oswald de Andrade, par la promotion d'un folklore ne répondant pas aux canons européens, ou par la mise en scène d'une nature devenue corps de la patrie et débarrassée des projections fantasmatiques d'un Ancien Monde qui enfermait le Nouveau dans son exotisme.

Vers une redéfinition de l'Euro-Amérique ?

« On exige désormais de l'Europe l'égalité[20]. »

> « Je ne sais si nous commencerons à être 'vraiment nous-mêmes' demain à l'aube ou à midi ; je ne crois pas que la tâche historique soit terminée ; mais je sais que pour nous l'Europe connaît une éclipse, qu'elle perd le rôle dogmatique qu'elle a exercé pendant cent ans. Cela ne veut pas dire que nous ayons désormais notre boussole, mais que nous avons perdu celle qui nous venait de l'étranger[21]. »

Peut-on parler d'une « inversion des termes de l'échanges[22] », d'un changement de paradigme dans l' « Euro-Amérique[23] » ? Les relations Europe occidentale-Amérique latine, autrement dit, sont-elles totalement bouleversées entre la fin de la Première Guerre mondiale et 1945 ? Le fait d'envisager la délocalisation de l'Institut International de Coopération Intellectuelle à La Havane consacre-t-il un renversement de positions entre ces deux espaces ?

---

[20] Synthèse de Joan Esterlich, *Entretiens Europe Amérique latine, Buenos Aires, septembre 1936*, Paris, Institut International de Coopération Intellectuelle, 1936, p. 34.

[21] Pedro Henríquez UREÑA, *La Utopía de América, compilación y cronología de Angel Rama y Gutiérrez Girardot*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 1989, p. 52.

[22] Olivier COMPAGNON, « L'inversion des termes d'un échange culturel. Regards croisés sur les catholicismes français et latino-américain dans les années 1960 et 1970 », *in* Anne DULPHY, Robert FRANK, Marie-Anne MATARD-BONUCCI, Pascal ORY (dir.), *Les relations culturelles internationales au XXe siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, Éd. Peter Lang, 2010, p. 647-656.

[23] Terme employé par François-Xavier Guerra dans « L'Euro-Amérique : constitution et perceptions d'un espace culturel commun », *in Les civilisations dans le regard de l'autre*, actes du colloque international des 13 et 14 décembre 2001, Paris, Unesco, 2002, p. 183-192 (Disponible en ligne : http://www.unesco.org/dialogue/fr/Dialogue_Civilisations.pdf).

Étudier aujourd'hui cet « espace culturel commun formé par l'Europe occidentale et l'Amérique latine de part et d'autre de l'Atlantique[24] » demande en effet désormais de « prendre au sérieux le postulat d'une Amérique latine susceptible d'avoir produit et de produire toujours ses propres modèles[25] », mais aussi de considérer la place et le rôle des États-Unis. Notre recherche montre que si les circulations entre l'Europe et l'Amérique latine existent toujours pendant notre période, en dépit des déceptions que suscite le Vieux Monde, elles cohabitent avec d'autres circulations, internes à la région et non moins importantes pour comprendre la réalité latino-américaine. Ces échanges, par ailleurs, dépassent le cadre des relations bilatérales, notamment grâce aux organisations multilatérales que sont l'IICI et l'Union Panaméricaine.

L'idée que le continent américain se devait d'être à l'avant-garde de la civilisation puisque l'Europe avait abandonné ce rôle dans les tranchées de la guerre de 14-18 traverse toute notre période. En 1925, José Vasconcelos publiait *La raza cósmica*, ouvrage où s'exprime la confiance dans l'Amérique qui, par le métissage qui la caractérise, constitue la synthèse de toutes les races et de toutes les cultures, ouvrant ainsi la voie vers un nouvel idéal universel. Cela remet-il en cause la valeur épistémologique de la notion d'Euro-Amérique ? Reprenons ici les caractéristiques que lui attribue François-Xavier Guerra :

> « C'est parce qu'ils partagent des éléments communs que ces différents sous-ensembles [Amérique latine et Europe] communiquent entre eux, exercent une influence les uns sur les autres […]. C'est parce qu'ils appartiennent à un même monde qu'ils peuvent tour à tour servir de modèle – au sens de source d'inspiration – pour les autres, à une époque ou dans un domaine donnés. Certes, la possibilité de communication […], d'interactions existe aussi entre des cultures ou des civilisations différentes, mais ce qui caractérise l'appartenance à un même modèle de civilisation, c'est justement une intensité particulière des flux d'échanges entre ses différentes parties, la capacité de comprendre d'emblée ce qui est transmis […], le fait que les informations reçues sont immédiatement significatives […] ; la possession de codes culturels communs[26]. »

Si l'on se réfère à cette définition, il nous semble plus pertinent de parler, plutôt que d'un profond changement, d'un renouvellement du paradigme. De fait, les « codes culturels communs » évoqués par Guerra sont toujours là, continuent de faire sens de part et d'autre de l'Atlantique, comme le montrent les débats qui ont eu lieu à Buenos Aires, à Santiago ou à La Havane. La dichotomie Ancien/Nouveau Monde ne cesse par exemple de sous-tendre les discours des uns et des autres ; l'Amérique, continent de l'espoir, promesse d'un avenir meilleur, est plus que jamais valable dans le contexte des années 1930-1940. Alfonso Reyes déclare ainsi :

> « Notre Amérique doit vivre comme si elle se préparait toujours à réaliser le rêve que sa découverte fit naître chez les penseurs de l'Europe : le rêve de l'Utopie, de la république heureuse, qui prêtait aux

[24] Olivier COMPAGNON, « L'Euro-Amérique en question. », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, *Debates*, Mis en ligne le 03 février 2009, consulté le 07 novembre 2012. (http://nuevomundo.revues.org/54783).
[25] *Ibid.*
[26] François-Xavier GUERRA, *art. cité*, p. 185-186.

> pages de Montaigne une chaleur si singulière quand il se penchait sur le Brésil, pour en contempler les surprises et les merveilles[27]. »

Ces mots qu'Alfonso Reyes prononce en 1936 trouvent, en 1949, alors que la Guerre froide oblige à ne considérer le monde qu'en fonction des deux géants qui s'en disputent le leadership, un écho chez Albert Camus :

> « Plus l'avion va vite, et moins la France, l'Espagne, l'Italie ont d'importance. Elles étaient nations, les voilà provinces, et demain, villages du monde. L'avenir n'est pas chez nous et nous ne pouvons rien contre ce mouvement irrésistible. L'Allemagne a perdu la guerre parce qu'elle était nation et que la guerre moderne demande les moyens des empires. Demain, il y faudra les moyens des continents. Et voilà les deux grands empires partis à la conquête de leur continent. Qu'y faire? Le seul espoir est qu'une nouvelle culture naisse et que l'Amérique du Sud aide peut-être à tempérer la bêtise mécanique[28]. »

---

[27] Exposé d'Alfonso Reyes, *Entretiens Europe Amérique latine, Buenos Aires, septembre 1936*, Paris, Institut International de Coopération Intellectuelle, 1936, p. 17.

[28] Albert CAMUS, *Journaux de voyage, Amérique du Sud, juin à août 1949*, Paris, Gallimard, 1978, p. 91-92.

ANNEXES

Sources

Fonds d'archives

Archives de l'Institut International de Coopération Intellectuelle (UNESCO, Paris)

Groupe A

I Correspondance relative aux commissions nationales (CN), délégués d'État et affaires générales de la Direction

26 : Relations avec le gouvernement du Venezuela (1926-1940)
31 : Relations avec le gouvernement des États-Unis (1925-1946)
32 : Relations avec le gouvernement du Pérou (1928-1940)
44 : Relations avec le gouvernement d'Uruguay (1927-1946)
51 : Comité de direction IICI – Correspondance générale (1938-1946)
55 : Enquête sur les moyens de développer la collaboration entre délégués d'État et IICI (1934-1935)
57 : Acte International concernant la Coopération Intellectuelle – Ratification (1940-1945)
59 : Relations avec le gouvernement du Mexique (1926-1946)
60 : Relations avec le gouvernement du Honduras (1930)
66 : Correspondance avec l'UNESCO (1945-1946)
74 : Relations avec le gouvernement de la Colombie (1926-1946)
77 : Reprise de l'IICI
83 : Relations avec le gouvernement du Chili (1925-1946)
84 : Relations avec le gouvernement du Portugal (1925-1945)
86 : Relations avec le gouvernement du Brésil (1925-1945)
101 : Relations avec le gouvernement du San Salvador (1926-1945)
106 : Relations avec le gouvernement du Paraguay (1926-1945)
111 : Relations avec le gouvernement du Guatemala (1926-1945)
112 : Relations avec le gouvernement du Panama (1926-1940)
114 : Relations avec le gouvernement de la Bolivie (1927-1945)
120 : Relations avec le gouvernement du Nicaragua (1926-1940)
121 : Relations avec le gouvernement de l'Equateur (1926-1940)
122 : Relations avec le gouvernement de Cuba (1926-1945)
124 : Relations avec le gouvernement d'Espagne (1925-1945)
131 : Délégués d'Etat, Généralités (1925-1939)
133 : Relations avec le gouvernement d'Argentine (1925-1946)
134 : Relations avec le gouvernement du Costa Rica (1925-1945)

A - I - 136 : Réunion des Délégués d'État (1930-1936)

A - II - Budget

19 : Contributions aux publications de l'IICI (1930-1940)
22 : Subvention Pérou (1930-1939)
24 : Subvention Brésil (1929-1939)
27 : Collection américaine ethnographique et historique (1935-1940)
28 : Subvention Fondation Rockfeller à la Conférence permanente des Hautes Etudes Internationales (1938-1947)
30 : Contribution des États membres de l'Acte International concernant la Coopération Intellectuelle (1938)
37 : Subvention Argentine (1938)
43 : Subvention Guatemala (1929)
44 : Subvention de Colombie (1929-1940)
46 : Subvention Equateur (1927-1933)
47 : Subvention Nicaragua (1926)
48 : Subvention Uruguay (1928)
49 : Subvention Venezuela (1926-1940)
50 : Subvention République Dominicaine (1928-1935)

A – III – Relations avec les Commissions nationales (CN)

3 : CN Cuba (1925-1945)
4 : CN États-Unis (2 liasses)
10 : CN Portugal (1926-1945)
14 : CN Brésil
20 : Généralités + circulaires aux CN (1935-1946)
24 : CN Bolivie (1926-1945)
27 : CN Espagne (1926-1937)
33 : CN Salvador (1926-1945)
37 : CN Argentine (1927-1946)
46 : CN Chili (1930-1946)
48 : CN Mexique (1931-1945)
49 : CN Venezuela (1931-1945)
50 : CN Colombie (1931-1932)
52 : CN Haïti (1931-1940)
54 : CN Costa Rica (1931)
56 : Seconde Conférence générale des CN, 4 liasses (juillet 1937)
58 : CN Uruguay (1936-1946)
60 : CN République Dominicaine (1937-1945)
62 : Rapport sur les activités des CN, 3 liasses (1938 ; 1939-1940 ; 1940)
63 : Première Conférence des CN américaines à Santiago
64 : CN Pérou (1938-1945)
65 : CN Équateur (1938-1946)

68 : Seconde Conférence des CN Américaines, La Havane 1929-1945

A – XI – Relations diverses

9 : Mexique (1929-1937)
10 : États-Unis (1925-1946)
11 : Pan-American Union (1925-1946)
21 : Cuba (1927-1928)
23 : Brésil (1927-1946)
25 : Haïti (1929-1937)
48 : Costa Rica (1930-1946)
51 : Portugal (1930-1939)
53 : Salvador (1930)
54 : République Dominicaine
55 : Espagne (1927-1945)
58 : Chili (1929-1945)
59 : Pérou (1929-1931)
60 : Argentine (1927-1935)

Groupe B

B – III –Relations diverses entre pays

2 : Accords internationaux de caractère intellectuel, 2 liasses

B – IV – Congrès, Associations et Institutions Internationales

15 : Carnegie Endowment for International peace (1926-1932)
23 : Rockfeller Foundation (1925-1934)
29 : Carnegie Foundation of New York (1929-1933)
36 : Association des États-Unis pour la SDN (1929-1933)

B – X – Service de la statistique intellectuelle

4 : Argentine (1926-1933)
5 : Chili (1926-1928)
6 : Colombie (1926-1928)
8 : Guatemala (1926-1928)
9 : Mexique (1926-1939)
10 : Panama (1926-1928)
11 : Pérou (1926-1930)
12 : Uruguay (1926-1928)
13 : Venezuela (1926-1929)
24 : Brésil (1926-1936)
39 : San Salvador
46 : Bolivie (1926-1930)
47 : Costa Rica (1926-1928)
48 : Cuba (1926-1928)
49 : République Dominicaine (1926-1928)

50 : Équateur (1927-1928)
52 : Haïti (1926-1928)
56 : Nicaragua (1927-1928)
57 : Paraguay (1927-1928)

C – XIX – Congrès

2 : Congrès international des universités, La Havane (1930 ; 1929-1934)

D – V – Prêt et échange de publications

10 : Guide des échanges. Argentine (1939)
13 : Bolivie
14 : Brésil
17 : Chili
19 : Colombie
21 : Costa Rica
26 : Équateur
33 : Guatemala
35 : Haïti
36 : Honduras
46 : Mexique
47 : Nicaragua
51 : Paraguay
53 : Pérou
57 : Salvador
65 : Uruguay

D – XI – Institutions Internationales

16 : Fondation Rockfeller (1926)

E – IV – Propriété artistique et littéraire

22 : Conférence de Rome (1927-1936)
28 : Conventions internationales en matières de propriété intellectuelle, 2 liasses (1928-1933 ; 1934-1937)
28 bis : Statut universel du droit d'auteur. Collaboration avec UPA, 4 liasses
28 bis a : Réponses des gouvernements américains concernant le projet de convention
32 : Continuation des travaux relatifs à la Conférence de Rome (1928-1935)

<u>Groupe F</u>

F – I – Comité permanent des Lettres et des Arts

1 a : Réunion du Comité et *Entretiens* de Buenos Aires (1936 ; 1935-1939)
2 : Correspondance relative à la publication des *Entretiens* (1932-1938)

F – II – Correspondance

2 : Correspondance Europe/Amérique latine. Préparation du volume 1934 (1940)

F – VI – Collection de culture latino-américaine

1 : Collection ibéro-américaine (1929-1935)
3 : Brésil, 2 liasses
4 : Colombie
5 : Argentine (1937-1940)
6 : Comité de publication (1924-1940)
7 : Pérou (1929-1938)
8 : Uruguay (1931-1940)

Archivo Histórico de Cancillería
(Buenos Aires)

- **Série Embajada en Paris**

Boîte F 15 – 25 Bis
Boîte F 15 – 2 Bis, dossier « Coopération Intellectuelle »
Boîte F 15 – 38 Bis, Expediente « IICI »

- **Série Conférences Internationales Américaines**

Sixième Conférence Internationale Américaine, La Habana (1926-1928)

1. Boîte 3 :

Resumen de los Actas
Documentos diversos
Recortes de diarios

2. Boîte 2

Expediente 4 bis, año 1927, Instrucciones para los delegados argentinos
Expediente 19. Asuntos varios y recortes de diarios
Expediente XXV, año 1930, Congreso de Rectores, Decanos y Educadores
Expediente XXVII, Día Panamericano

Septième Conférence Internationale Américaine, Montevideo, 1933

1. Boîte 1 :

Tramite 1933, Nov.-Déc.
Tramite 1931-1932
Tramite 1933
Tramite 1935-1941

2. Boîte 2

Huitième Conférence Panaméricaine, Lima, 1938
Boîte 1
Boîte 2
Boîte 4
Boîte 5
Boîte 7

- Memorias

1. Memoria presentada al honorable Congreso Nacional correspondiente al período 1935-1936, Tomo 1
2. Memoria presentada al honorable Congreso Nacional correspondiente al período, 1936-1937, Tomo 1
3. Memoria presentada al honorable Congreso Nacional correspondiente al período 1937-1938, Tome 1
4. Memoria presentada al honorable Congreso Nacional correspondiente al período 1939-1940, Tome 1
5. 6. Memoria presentada al honorable Congreso Nacional correspondiente al período 1940-1941, Tome 1
6. Memoria presentada al honorable Congreso Nacional correspondiente al período 1942-1943, Tome 1
7. Memoria presentada al honorable Congreso Nacional correspondiente al período 1943-1944, Tome 1
8. Memoria presentada al honorable Congreso Nacional correspondiente al período 1945-1946, Tome 1
9. Memoria presentada al honorable Congreso Nacional correspondiente al período 1947-1948, Tome 1

- **Série Liga de las Naciones**

Boîte AH/0015, Ministério RE, 1921-1925
Boîte AH/001b, 1926, Varios

- **Série Tratados y conferencias**

1. 1938, boîte n°180, dossier n°18 : Oficina de Uniones internacionais. Primera Conferencia de comisiones americanas de cooperación intelectual en Santiago de Chile
2. 1940, boîte n°195
    a. Dossier 49 : Segunda conferencia de comisiones americanas de cooperación intelectual de La Habana
    b. Dossier n°38 : Tercera Asamblea del Instituto Panamericano de Historia y geografía de Lima (marzo 1941)

- **Autres**

- División de política, Brasil, 1933, caja 3290-1
- División de política, Visita del Presidente de Brasil a Buenos Aires, 1935
- División de publicidade y propaganda, año 1938, caja 4168

Arquivo Histórico do Itamaraty (Rio de Janeiro)

1) Organismes internationaux

- ***Organismes divers***

Institut International de Coopération Intellectuelle

- 78/3/13
- 78/3/14
- 78/3/15
- 78/3/16
- 78/3/17

- ***Relations avec les organismes internationaux. Divers.***

276/2/4

2) Coopération intellectuelle, relations culturelles et artistiques (série 542,6)

- 464/7039 : Cooperação intelectual, Circulares, (1934-1936)
- 464/7040 : Cooperação intelectual, Circular 1055, « Serviço de Cooperação intelectual », (1936)
- 464/7042 : Serviço de Cooperação intelectual (1934-1937)
- 464/7043 : Serviço de Cooperação intelectual, Circulaire 902, « Difusão do Programa nacional », (1935)
- 472/7273 : Intercambio intelectual, Brasil-Uruguai, 1929-1936
- 473/7275 : Intercambio intelectual entre o Brasil e o Portugal, 1927-1936
- 478/7450 : Visitas de professores, de educadores, alunos do Brasil ao Japão, 1933-1934
- 478/7452 : Convenio para o fomento do intercambio de professores e estudantes, entre o Brasil e a República de Argentina, Buenos Aires, 1935
- 487/7790 : Visitas de professores, educadores, alunos e outras pessoas do Brasil a estabelecimentos de ensino da Argentina, 1932-1936
- 622/9651 : Intercambio intelectual entre o Brasil e o Uruguay, 1937-1938
- 629/9693 : Cooperação intelectual, (1934-1939)
- 653/9813 : Cooperação intelectual, problemas de ordem geral, (1936-1938)
- 662/9866 : Intercambio intelectual Brasil-Argentina, 1936-1938
- 682/9998 : Intercambio intelectual Brasil-Estados Unidos (1933-1940)
- 907/13968 : Convenio de intercambio intellectual Brasil-Uruguay, 1935-1937
- 993/16119 : Cooperação intelectual, Tomo I, (1934-1941)
- 993/16120 : Conferências culturais organizadas pelo le Serviço de Cooperação intelectual, (1937-1939)
- 994/16121 : Cooperação intelectual, (1934-1937)
- 994/16122 : Cooperação intelectual. Propaganda do Brasil pela Radio, (1932-1938)
- 994/16124 : Conselho nacional de cultura, 1938
- 994/16125 : Cooperação intelectual nos Estados

- 994/16126 : Cooperação intelectual, material para a propaganda do Brasil
- 994/16128 : Cooperação intelectual, (1934-1937)
- 994/16129 : Visita ao Chile do escritor Alceu Amoroso Lima, 1937
- 995/16141 : Serviço de Cooperação intelectual du Secretariado de Estado, Tomo I, (1934-1939)
- 995/16142 : Commissão Brasileira de Cooperação intelectual, Tomo I, (1933-1939)
- 995/16145 : Intercambio intelectual entre o Brasil e os paises americanos (1930-1940)
- 1005/16493 : Intercambio intelectual Brasil-Uruguay, 1939-1941
- 1043/18350 : Intercambio intelectual Brasil-França (1931-1940)
- 1043/18351 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Bélgica, 1938-1939
- 1043/18352 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Hungria, 1936-1940
- 1043/18357 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Yugoslavia, 1937
- 1043/18358 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Itália, 1930-1938
- 1043/18360 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, 1935-1938
- 1043/18363 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Finlandia, 1937
- 1043/18364 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Polônia, 1929-1938
- 1043/18363 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Alemânia, 1929-1938
- 1043/18369 : Intercambio intelectual entre o Brasil e o Venezuela, 1938-1939
- 1043/18370 : Convenio de intercambio intelectual Brasil-Argentina, 1933-1938
- 1043/18371 : Intercambio intelectual Brasil-Argentina, Tomo II, 1939-1941
- 1044/18372 : Intercambio intelectual Brasil-Uruguay, 1939-1940
- 1044/18373 : Intercambio intelectual entre o Brasil e o Perú
- 1044/18374 : Intercambio intelectual entre o Brasil e o Equador, 1937-1940
- 1044/18375 : Intercambio intelectual com Cuba, 1936-1940
- 1044/18377 : Convênio de intercambio intelectual entre Brasil e México
- 1045/18391 : Intercambio intelectual Brasil-Paraguay, 1936-1940
- 1045/18392 : Cooperação intelectual, Tomo II, (1939-1940)
- 1083/20506 : Alunos brasileiros em estudos nos Estados Unidos, Assuntos gerais, 1940-1941
- 1091/20773 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Bolívia, 1936-1939
- 1091/20775 : Convênio de intercambio cultural entre o Brasil e a Bolívia, Tomo A, 1938-1940
- 1091/20776 : Convênio de intercambio cultural entre o Brasil e a Bolívia, Tomo B
- 1092/20779 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Colombia, 1936-1940
- 1092/20780 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Colombia, 1941
- 1118/22026 : Institutos nacionais para as relações culturais no exterior, 1939-1941
- 1138/23111 : Visita de estudantes da Universidade de Rio de Janeiro e de São Paulo ao Chile, 1940-1941
- 1138/23112 : Visitas de professores, educadores, alunos e outras pessoas do Brasil a estabelecimentos do Chile, 1933-1939
- 1682/35247 : Intercambio intelectual entre o Brasil e o Chile, 1931-1945
- 1770/35715 : Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas. Propaganda intelectual e artística (1943-1946)

- 1802/35845 : Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas Estados Unidos (1944)
- 1803/ 35846 : Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas Estados Unidos (1940-1943)
- 1803/35849 : Cooperação intelectual, relações culturais e artísticas, Brasil-Uruguay, 1940-1945
- 1803/35850 : Intercambio intelectual Brasil-Uruguay, 1940-1943
- 1804/35852 : Cooperação intelectual Brasil-Uruguay, 1942-1943
- 1804/35853 : Cooperação intelectual Brasil-Uruguay, missões culturais brasileiras chefiadas por Nelson Romero, José Lins do Rego, Walter Oswaldo Cruz, 1943
- 1804/35854 : Cooperação intellectual Brasil-Uruguay, 1943
- 1827/35962 : Cooperação intelectual, relações culturais, Comitê internacional de cooperação intelectual, 1943-1947
- 1869/36149 : Intercambio cultural entre o Brasil e o Paraguay, viagem do ministro Graça Aranha, 1943-1945
- 1869/36150 : Cooperação intelectual, assuntos gerais, Brasil-Portugal, 1943-1944
- 1869/36151 : Convenio de intercambio intelectual Brasil-Paraguay, 1941-1945
- 2019/36850 : Cursos em estabelecimentos de ensino argentinos por professores brasileiros
- 2019/3653 : Alunos brasileiros em estudos na Argentina, 1910-1945
- 2040/36998 : Cooperação intelectual, Brasil (1940-1943)
- 2047/37043 : Cooperação intelectual. Instituto uruguaio-brasileiro de cultura, Tomo II, 1945-1947
- 2047/37044 : Cooperação intelectual Brasil-Uruguay, 1940-1947
- 2049/37076 : Intercambio entre o Brasil e os Estados unidos (1944-1947) 2050/37079 : Intercambio intelectual, 1939-1947
- 2050/37082 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Espanha, 1933-1947
- 2051/37091 : Visitas de professores, educadores, alunos e outras pessoas do Brasil a estabelecimentos de ensino da Argentina, 1934-1947
- 2051/37092 : Visitas de professores, educadores, alunos e outras pessoas do Brasil a estabelecimentos de ensino do Uruguay, 1931-1947
- 39277 : Cooperação intelectual. Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas Estados Unidos (1940-1950)

3) <u>Divisão cultural</u>

- 135/5/5, 1936-1944
- 135/5/6, 1940-1959
- 135/5/7, 1945
- 135/5/8, 1946

4) <u>União Panamericana</u>

- 648/9790 : União panamericana, 1920-1936

- 940/14725 : Os cinqüenta anos da União Panamericana, 1939-1940
- 940/14724 : União panamericana, Remessa de boletins, 1923-1940

5) <u>Projeto de Liga das Nações americanas</u>

917/14130

6) <u>Congressos et conferências internacionais</u>

- 273/3/16 : Conferência panamericana de Santiago de Chile, 1923
- 273/3/17 et 273/3/18 : Conferência panamericana de La Habana, 1928
- 273/3/19 : Congresos científicos panamericanos
- 273/3/20 : Conferencias interamericanas diversas

7) <u>Mémoires et rapports</u>

CARVALHO Ronald de, *Relatório reservado sobre a política exterior do Brasil e dos países da América do Sul*, Rio de Janeiro, Ministério das Relações exteriores, 1927, mimeo

Arquivo Nacional
(Rio de Janeiro)

1) Série pessoal diplomático, 1930-1943, caixa 262. Gabinete civil da Presidencia da República (35/SDE)

- Pasta 4, ano 1934

2) Gabinete civil da presidencia da República, Correspondência, Relações exteriores

- Caixa 118, 1933-1935
- Caixa 119, ano 1937
- Caixa 120, 1938-1939
- Caixa 201, ano 1940

3) Gabinete civil da presidencia da República, Departamento de Imprensa e Propaganda

- Lata 510, 1937, 1939, 1940-1943

Academia Brasileira de Letras
(Rio de Janeiro)

1. Arquivo Miguel Osório de Almeida

Pasta 1
Pasta 2
Pasta 3
Pasta 4

2. Arquivo Aloísio de Castro

Pasta 1
Pasta 2

3. Arquivo Afrânio Peixoto

Pasta 1
Pasta 6
Pasta 7
Pasta 8

4. Arquivo Ribeiro Couto

Pasta 1

Centro de Pesquisa e Documentação Contemporânea
Fundação Getúlio Vargas
(Rio de Janeiro)

- **Arquivo Gustavo Capanema**

  - Rolo 1 Documentos pessoais e correspondência
  - Rolo 2
  - Rolo 3
  - Rolo 11 Serie produção intelectual
  - Rolo 17
  - Rolo 18
  - Rolo 28, Ministério Educação e saúde 1934-1945
  - Rolo 38, Ministério Educação e saúde 1934-1945
  - Rolo 71, Ministério Educação e saúde 1934-1945, Assuntos políticos

- **Arquivo Oswaldo Aranha**

  - Rolo 14, Correspondência política
  - Rolo 15, Correspondência política
  - Rolo 17, Correspondência política
  - Rolo 20, Produção intelectual
  - Rolo 22, Correspondência política
  - Rolo 23, Correspondência política

- **Arquivo Lindolfo Collor**

  - Rolo 1
  - Rolo 5

Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro (Rio de Janeiro)

- Garcia de Rezende, *Cooperação e extensão cultural*, Trabalho apresentado como contribuição final para o curso superior de cultura pedagógica, Victória, maio de 1930

- Baltasar Brum, *Solidaridad americana, Conferencia dada por el Dr Baltasar Brum, presidente de la República, en la Universidad de Montevideo, el 21 de abril de 1920*, Montevideo, Maximino García ed., 1920

- **Arquivo Paulo de Frontin**
  - Lata 1301, pasta 88
  - Lata 1324, Pasta 46
  - Lata 1297, pasta 50

- **Arquivo Hélio Viana**

Lata DL1417, Pasta 47.

- **Arquivo do Instituto Histórico**

Lata 707, Pasta 6

- **Arquivo do IHGB**

- DL 563.62
- DL 760.19
- Lata 341, pasta 65
- DL 678.16

- **Arquivo Max Fleiuss**

- Lata 472, Pasta 60 A + B + C
- Lata 469, pasta 13

- **Arquivo Araújo Goes**

DL 555.27

Ministerio de Relaciones exteriores de Chile – Archivo Histórico (Santiago du Chili)

- **Sección clave. Telegramas cambiados con la SdN. 1927-1928.**

- **Liga de las Naciones**
  1) 1925-1927. 1040A. Arquivo Historico
  2) 1926. 1075B
  3) 1927. 1114B
  4) 1935. 1484

- **Delegación de Chile a la Sociedad de las Naciones. Oficios dirigidos al gobierno, 1923. 981A**

- **Memorias del Ministerio de relaciones exteriores y comercio**

  1) Memorias de 1923-1926
  2) Memoria correspondiente al año 1927
  3) Memoria correspondiente al año 1928
  4) Memoria correspondiente al año 1929
  5) Memoria correspondiente al año 1930
  6) Memoria correspondiente al año 1931
  7) Memoria correspondiente al año 1933
  8) Memoria correspondiente al año 1934
  9) Memoria correspondiente al año 1935
  10) Memoria correspondiente al año 1936
  11) Memoria correspondiente al año 1937
  12) Memoria correspondiente al año 1938
  13) Memoria correspondiente al año 1939
  14) Memoria correspondiente al año 1940
  15) Memoria correspondiente al año 1941
  16) Memoria correspondiente al año 1942
  17) Memoria correspondiente al año 1943
  18) Memoria correspondiente al año 1944
  19) Memoria correspondiente al año 1945, tomo I y II
  20) Memoria correspondiente al año 1947

- Embajada de Chile en Alemania, 1937. 1562A

- Embajada de Chile. Varios recibidos, 1940. 1806

- Embajada de Chile en Washington. Oficios recibidos, 1940. 1824

- Ministerio de Relaciones exteriores, 1937. Panama, Costa Rica, Guatemala…Varios. 1608

- Legación de Chile en Colombia, 1938. 1640

- Cancilleria Ecuador, 1938-1939. 1650

- **Ministerios de Chile**
  1) 1938. 1700
  2) 1939. 1782
  3) 1940.1872
  4) 1942.2084
  5) 1945.

- Oficios consulados. Varios enviados. Misión Larraín, 1940

- Arquivo confidencial. Cables recibidos. Legación en Francia, 1940. 1831

- **Circulares,**
  1) 1922-1926
  2) 1927-1935
  3) 1936-1943

- Cartas de servicio, 1928-1931.

- Información y propaganda. Boletines de divulgación

Archives du Quai d'Orsay
(La Courneuve)

- **Correspondance politique – B (Amérique)**

1) Le Brésil
- Général : dossier 13 (1918-1920)
- Propagande allemande au Brésil : dossier 116
- Propagande italienne au Brésil : dossier 117

2) L'Argentine
- Correspondance politique générale : dossiers 3, 4, 5 et 6

- **Correspondance Politique et commerciale Amérique, 1918-1940, Dossiers généraux**

1) Panaméricanisme, Doctrine Monroe : dossiers 1 et 2
2) Conférences Panaméricaines : dossiers 4 à 11, 12 et 13
3) Amérique latine et SdN, généralités : dossier 46

- 1er sous-dossier : généralités (1922-1937)
- 2ème sous-dossier : Les pays d'Amérique latine et le BIT (1923-1930)
- 3ème sous-dossier : Voyage de Sir Eric Drummond, secrétaire général de la SdN, en Amérique latine (1930-1931)
- 4ème sous-dossier : Envoi d'une mission de la SdN en Amérique du Sud (1938)

4) Les États-Unis d'Europe vus par l'Amérique : dossier n°50
5) Le Brésil et la SdN : dossiers 52
6) Congrès Panaméricains

- Dossiers généraux : n°196 à 198
- Congrès de La Havane : n°199
- Congrès de Panama : n°202 à 204

- **Société des Nations, sous-série Organisation de la SdN**

Dossier 55 : Argentine (accession, évolution de l'attitude de l'Argentine à l'égard de la SdN), janv 1920-oct. 1933

- **Société des Nations, sous-série Coopération Intellectuelle**

- N° 1859 : IICI – Dossier général (juin 1930-mai 1939)
- N°1878 : Propriété intellectuelle

- **Dossiers géographiques IX**

  - N°1996 : Argentine (Mars 1927-Novembre 1939)
  - N°2021 : Bolivie
  - N°2022 : Brésil (Février1920-Février 1940)
  - N°2027 : Chili
  - N°2062 : États-Unis, Notes sur le panaméricanisme

Ouvrages imprimés

History of the Office of the Coordinator of Inter-American Affairs. Historical Reports on War Administration, Washington, United States Government Printing Office, 1947.

ALVAREZ Alejandro, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve Session de l'Union Juridique Internationale, juin 1926.

AZAN Paul, *Argentine, terre promise, Paris, Librairie Hachette*, 1943.

BAUDIN Louis, *L'effort réalisé par la France en Amérique du Sud depuis la guerre*, conférence du 6 mars 1935 à la Maison de l'Amérique latine à Bruxelles.

BELLO Joaquín Edwards, *El nacionalismo continental. Crónicas chilenas*, Madrid, Imprenta Hernández y Galo Saez, 1925.

BOLÍVAR Simon, *Doctrina del Libertador*, Caracas, Fundación Biblioteca de Ayacucho, 1979.

BOTELHO Roberto de Arruda, *Le Brésil et ses relations extérieures*, Paris, Édition Mazarine, 1935.

CALDERON Francisco Garcia, *L'avenir de la Société des Nations, Discours prononcé à l'Assemblée de la Société des Nations le 16 septembre 1938*, Paris, Éditions A. Pedone, 1938.

CISNEROS Cesar Diaz, *La Liga de las Naciones y la actitud argentina*, Buenos Aires, Imprenta Mercatali, 1921.

CREEL George, dans *How we advertised America. The first telling of the amazing story of the Committee on Public Information that carried the gospel of Americanism to every corner of the globe*, New York, Harper & Brothers, 1920.

FERRARA Orestes, *L'Amérique et l'Europe : le panaméricanisme et l'opinion européenne*, (trad. Francis de Miomandre) Paris, Les Œuvres représentatives, 1930.

HERNANDEZ Juvenal, *La luminosa trayectoria de Amanda Labarca*, Publicaciones Museo Pedagógico, primer trimestre de 1953.

HULL Cordell, *The results and significance of the Buenos Aires Conference*, New York, Council on Foreign Relations, 1937.

INMAN Samuel Guy, « Backgrounds and Problems in Intellectual Exchange », *in Inter American Intellectual Interchange*, Institute of Latin American Studies of the University of Texas, 1943.

KELCHNER Warren, *Latin American relations with the League of Nations*, Boston, World Peace Foundation, 1930.

KOEBEL W. H., *L'Argentine moderne*, traduit de l'anglais par M. Saville et G. Feuilloy, 8° éd., Paris, Pierre Roger et Cie éditeurs, 1919.

KRAFT Guillermo, *La exposición de libros argentinos en La Paz. Una expresión auténtica de nuestra fuerza espiritual. Disertación pronunciada en el Rotary Club de Buenos Aires el 06/09/1944*, Buenos Aires, 1944.

KRAFT Guillermo, *El admirable avanzo del libro argentino*, Buenos Aires, 1943.

LEISEN Herbert van, *L'Amérique latine à la Société des Nations*, Genève, Les Archives Internationales, 1934.

LIMA Manuel de Oliveira, *Pan-americanismo*, Rio de Janeiro, H. Garnier, 1907.

MACEDO SOARES José Carlos de, *Le Brésil et la Société des Nations*, Paris, A. Pedone, 1927.

MORENO Lucio Quintana, *Política internacional de la República Argentina*, Buenos Aires, Pie de Imprenta, Facultad de Derecho y Ciencias sociales, 1948.

MORENO Lucio Quintana, *La diplomacia de Yrigoyen*, La Plata, Edition Inca, 1928.

MORENO Lucio Quintana**,** *El sistema internacional americano : los estados americanos en la comunidad internacional***,** Buenos Aires, Facultad de Derecho y Ciencias sociales, 1926.

MORENO Lucio Quintana, *El sistema internacional americano*, Buenos Aires, Pie de Imprenta, Facultad de Derecho y Ciencias sociales, 1925.

OLIVEIRA Xavier de, *Intercambio Intellectual Americano. Contribuição brasileira á creação do "Instituto Inter-americano de cooperação intellectual"*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1930.

OSSANDON Hernán Castro, *Cooperación intelectual americana*, Memoria de prueba para optar al grado de licenciado en la Faculdad de Ciencias Jurídicas y Sociales de la Universidad de Chile, Santiago, 1944.

PÉPIN Eugène, *Le Panaméricanisme*, Paris, Armand Colin, 1938.

PEYOUTON Marcel, *Paroles françaises d'Argentine*, Lyon, H. Lardanchet, 1941.

PITMAN POTTER Benjamin, *Pan-american conferences as types of organized international cooperation,* Proceedings of the first session of the Los Angeles center of the American academy of political and social science, July, 1928, vol. 1, n° 1.

PLANAS-SUAREZ Simón, *La política europea y la Sociedad de las Naciones. Una advertencia a la América*, Barcelona, Gustavo Gili Editor, 1935.

QUESADA Ernesto, *El nuevo panamericanismo y el congreso científico de Washington*, Buenos Aires, Talleres gráficos del Ministerio de agricultura de la Nación, 1916.

RIVAROLA Horacio, *El desarme moral y la cooperación intelectual en las Conferencias de Lima y Santiago de Chile*, Buenos Aires, Imprenta de la Universidad, 1939.

ROBLES Alfonso García, *Le Panaméricanisme et la politique de bon voisinage*, Préface d'Alejandro Alvarez, Paris, Les Éditions internationales, 1938.

TORRES BODET Jaime, *Cooperación interamericana*, México, 1941.

TORRIENTE Cosme de la, *Cooperación intelectual*, Texto de una conferencia pronunciada el 16 de diciembre de 1941, La Habana, 1941.

UREÑA Max Henriquez, *La liga de las Naciones Americanas y la Conferencia de Buenos Aires. Discurso ante la Asamblea, Rectificaciones al Dr. Saavedra Lamas, Antecedentes, Proyectos, Documentos*, New York, L. & S. Printing co., 1937.

YEPES Jesus Maria et SILVA Pereira da, *La question de la réforme du Pacte de la Société des Nations. Commentaire théorique et pratique du Pacte de la S.D.N. et des statuts de l'Union panaméricaine*, Paris, Éditions A. Pedone, 1937.

Publications de l'Union Panaméricaine

Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America, Publication of the Department of State. Conference Series, n°8, Washington, Government Printing Office, 1931.

BRAINERD Eloise, *Intellectual cooperation between the Americas*, Education series n°15, Reprinted from the April, 1931, issue of the *Bulletin of the Pan American Union*, The Pan American Union, Washington DC.

Publications en lien avec les commissions nationales de coopération intellectuelle

Argentine

Comisión argentina de cooperación intelectual, *El Paisaje y el alma de Argentina. Descripciones, cuentos y leyendas del terruño. Selección de Carlos Ibraguren, Antonio Aita, Pedro Juan Vignale*, Buenos Aires, 1938

Commission argentine de coopération intellectuelle, *Le paysage et l'âme argentins : descriptions, récits et légendes du terroir / morceaux choisis par Carlos Ibarguren, Antonio Aita et Pedro Juan Vignale*, version française de Arturo Orzábal Quintana, Commission argentine de Coopération intellectuelle, Buenos Aires, 1938.

Comisión nacional de cooperación intelectual, *La vida y la cultura en la Argentina*, Buenos Aires, 1939.

Comisión nacional de cooperación intelectual, *Regards sur l'Argentine*, Buenos Aires, 1939.

Comisión nacional de cooperación intelectual, *La difusión de la cultura argentina*, Buenos Aires, 1941.

Comisión argentina de cooperación intelectual, *Argentina en marcha*, Buenos Aires, 1947.

Chili

Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953.

Comisión chilena de cooperación intelectual, *Catálogo de la exposición de artes populares americanos*, Universidad de Chile/Museo de Bellas Artes, 1943.

Comisión chilena de cooperación intelectual, *Catálogo de libros chilenos en Buenos Aires*, 1943.

Comisión chilena de cooperación intelectual, *Primera conferencia Americana de comisiones nacionales de Cooperación intellectual*, Imprenta Universitaria, Santiago, 1939.

Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*, Pláticas o Entretiens de Santiago (9, 10 et 11 janvier 1939), Santiago, Imprenta Universitaria, 1939.

Comisión chilena de cooperación intelectual, *Memoria de 1939*, Santiago de Chile, 1940.

Comisión chilena de cooperación intelectual, *Memoria de 1938*, Santiago, Imprenta El esfuerzo, 1939.

Comisión chilena de cooperación intelectual, *Arte popular*, Santiago, 1938.

Comisión chilena de cooperación intelectual, *Instituto costarricense-chileno de cooperación intelectual*, San José, Costa Rica, Imprenta La Tribuna, 1938.

Universidad de Chile, *Claustro Pleno de 1938, Discurso del rector de esta universidad, Don Juvenal Hernández*, Prensas de la Universidad de Chile, 1938.

HERNÁNDEZ Juvenal, La luminosa trayectoria de A. Labarca », Publicaciones Museo Pedagogico, Primer Trimestre, 1953.

HERNÁNDEZ Juvenal, WALKER LINARES Francisco, *La Cooperación intelectual. Sus antecedentes, su fundación en Chile, su acción*, Santiago, Ediciones de las prensas de la Universidad de Chile, 1940.

WALKER LINARES Francisco, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943.

Autres

KANDEL Isaac Leon, *International cooperation : national and international*, National Committee of the United States of America on International Intellectual Cooperation, New York, Columbia University, Bureau of publications Teachers College, Columbia University, 1944.

Comisión cubana de cooperación intelectual, *América ante la crisis mundial, Plática de La Habana*, La Habana, 1943.

Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942.

Mémoires, Correspondances publiées

Gabriela Mistral/Victoria Ocampo, Esta América Nuestra. Correspondencia 1926-1956, Edición, introducción y notas de Elizabet Horan y Doris Meyer, Buenos Aires, Ed. El cuenco del Plata, 2007.

CARABANTES Enrique Bernstein, *Recuerdos de un diplomático. Haciendo camino, 1933-1957*, volumen I, 2nda edición, Santiago de Chile, Editorial Andrés Bello, 1984.

GUERRA Silvia, ZONDEK Verónica (ed.), *El Ojo Atravesado : Correspondencia entre Gabriela Mistral y los escritores uruguayos*, Santiago, LOM Ediciones, 2004.

IBARGUREN Carlos, *La vida que he vivido,* Buenos Aires, Peuser, 1955.

REYES Alfonso, *Misión diplomática. Tomo II*, Compilación y prólogo de Víctor Díaz Arciniega, México, Fondo de Cultura Económica/Secretaria de Relaciones exteriores, 2001.

VARGAS SAAVEDRA Luis, *Tan de Usted : epistolario de Gabriela Mistral con Alfonso Reyes*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile/Hachette, 1991.

Revues et articles

Revues

- ***Boletín Bimestral de la Comisión Chilena de Cooperación Intelectual*** (Biblioteca Nacional de Chile, sección revistas et Archivo Edwards Bello, Universidad de Chile)
  - Año I, n°1
  - Año I, n°2
  - Año I, n°4
  - Año I, n°5
  - Año I, n°6

- ***Boletín de la Unión Panamericana, sección española*** (Biblioteca de los Maestros, Buenos Aires)
  - Octobre 1929
  - Novembre 1929
  - Avril 1930
  - Mai 1930
  - Juin 1930
  - Juillet 1930
  - Août 1930
  - Septembre 1930
  - Décembre 1930
  - Janvier-février 1931
  - Décembre 1931
  - Décembre 1932
  - Avril 1933
  - Mai 1933
  - Mai 1934
  - Octobre 1934
  - Septembre 1939

- ***Chile. Boletín consular del ministerio de Relaciones exteriores*** (Bibliothèque des Archives du Quai d'Orsay)
  - Janvier 1928, año III, vol. 3, n°35
  - Juillet 1928, año III, vol. 3, n°41
  - Septembre 1928, año III, vol. 3, n°43
  - Novembre 1928, año III, vol. 3, n°45
  - Décembre 1928, año III, vol. 3, n°46
  - Juillet 1929, año III, vol. 4, n°53
  - Septembre 1929, año III, vol. 4, n°55
  - Décembre 1929, año III, vol. 4, n° 58
  - Mars 1930, año IV, vol. 5, n°61
  - Mai 1930, año IV, vol. 5, n° 63
  - Septembre 1930, año IV, vol. 5, n°67

- ***Informaciones Argentinas*** (BDIC et Bibliothèque des Archives du Quai d'Orsay)
  - Año 1938, 1er de junio, n°1
  - Año 1938, 15 de junio, n°2
  - Año 1938, 15 de julio, n°4
  - Año 1938, 1er de Agosto, n°5
  - Año 1938, 15 de agosto, n°6
  - Año 1938, 1er de septiembre, n°7
  - Año 1938, 15 de septiembre, n°8
  - Año 1938, 1er de octubre, n°9

- Año 1938, 15 de octubre, n°10
- Año 1938, 1er de diciembre, n°13
- Año 1938, 15 de diciembre, n°14
- Año 1939, 1er de enero, n°15
- Año 1939, 15 de enero, n°16
- Año 1939, 15 de febrero, n°17
- Año 1939, 15 de febrero, n°18
- Año 1939, 1er de marzo, n°19
- Año 1939, 15 de marzo, n°20
- Año 1939, 1er de abril, n°21
- Año 1939, 15 de abril-15 de junio, n°22-26
- Año 1939, 1er de julio, n°27
- Año 1939, 15 de julio, n°28
- Año 1939, 1er de agosto, n°29
- Año 1939, 15 de agosto, n°30
- Año 1939, 1er de septiembre, n°31
- Año 1939, 15 de septiembre, n°32
- Año 1939, 1er de octubre, n°33
- Año 1939, 15 de octubre, n°34
- Año 1939, 1er de noviembre, n°35
- Año 1939, 15 de noviembre, n°36
- Año 1939, 1er de diciembre, n°37
- Año 1939, 15 de diciembre, n°38
- Año 1940, 15 de enero, n°39
- Año 1940, 15 de febrero, n°40
- Año 1940, 15 de marzo, n°41
- Año 1940, 15 de abril, n°42

- ***Informations argentines***(BDIC et Bibliothèque des Archives du Quai d'Orsay)
  - Novembre 1938, n°2
  - Septembre 1939, n°12
  - Octobre 1939, n°13
  - Novembre 1939, n°14
  - Décembre 1939, n°15

Articles

BRAÑAS César BRAÑAS, « No repitemos a Europa, Americanos », *Revista Iberoamericana*, vol. VII, n°14, fév. 1944, p. 347-358.

DUGGAN Stephen, « Latin America, the League and the United States », *Foreign Affairs*, vol. 12, n°2, janv. 1934, p. 281-293.

EDWARDS Agustín, « Latin America and the League of Nations », *Journal of the Royal Institute of International Affairs*, vol. 8, n°2, Mars 1929, p. 134-153.

GALLEGOS Gerardo, « Intelectuales de América por una América Continental », *Revista Iberoamericana*, vol. VIII, n°16, novembre 1944, p. 253-256.

GONZÁLEZ Manuel Pedro, « La Hora de las Américas », *Revista Iberoamericana*, vol. II, n°3, abril 1940, p. 12-14.

GUILLEN Jorge, « L'Amérique latine à Genève », *Bulletin de l'Amérique latine*, décembre 1920-janvier 1921, p. 69-71.

INMAN Samuel Guy, « Backgrounds and Problems in Intellectual Exchange », in *Inter American Intellectual Interchange*, Institute of Latin American Studies of the University of Texas, 1943

MASSIP Salvador, « El Instituto Panamericano de Geografía e Historia », *Boletín de la Unión Panamericana*, avril 1930, p. 390-398.

OYANGUREN Enrique Castro, « L'Amérique latine à La Société des Nations », *Bulletin de l'Amérique latine*, décembre 1920-janvier 1921, pp. 65-69.

RIOSECO Arturo Torres, « Hacia una mejor comprensión panamericana », *Hispania*, vol. XIV, n°3, mai 1931, p. 218-222.

Bibliographie

Ouvrages et articles d'intérêt général

BENDA Julien, *La trahison des clercs*, Paris, Grasset, 1977 [1ère éd. 1927].

BOURDIEU Pierre, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°145, décembre 2002, p. 3-8.

CAPANEMA Sílvia, FLÉCHET Anaïs (dir.), *De la démocratie raciale au multiculturalisme. Brésil, Amériques*, *Europe*, Bruxelles, Peter Lang/ARBRE, 2009.

CASANOVA Pascale, *La république mondiale des lettres*, Paris, Le Seuil, 1999.

CHARLE Christophe, « Les références étrangères des universitaires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 148, juin 2003, p. 8-19.

CHARLE Christophe, « Macro-histoire sociale et micro-histoire sociale. Quelques réflexions sur l'évolution des méthodes en histoire sociale depuis dix ans », i*n* CHARLE Christophe (éd.), *Histoire sociale, histoire globale ?*, Paris, Éd. de la M.S.H., 1993, p.45-57.

FRANK Robert, *La hantise du déclin. La France, 1920-1960 : finances, défense et identité nationale*, Paris, Belin, 1994.

Bernard LEPETIT, « De l'échelle en histoire », *in* Jacques REVEL (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse et l'expérience*, Paris, Seuil/Gallimard, 1996, p. 71-94.

REVEL Jacques, *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil/Gallimard, 1996.

SAUNIER Pierre-Yves, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses. Sciences Sociales et histoire*, n°57, déc. 2004, p. 110-126.

SILVESTRI Graciela, « Paisaje y representación », *Prismas. Revista de historia intelectual*, n°3, 1999, p. 231-245.

STEINER Georges, *Après Babel. Une poétique du dire et de la traduction*, Paris, Albin Michel, 1978.

WILFORD R. A., « The PEN Club 1930-1950 », *Journal of Contemporary History*, Vol. XIV, n°1, janv. 1979, p. 99-116.

Histoire culturelle

BÉNAT-TACHOT et Gruzinski Serge, (dir.), *Passeurs culturels : mécanismes de métissage*, Marne-la-Vallée, Presses universitaires de Marne-la-Vallée, 2001.

BONNELL Victoria E. BONNELL, HUNT Lynn (ed.), *Beyond the cultural turn : new directions in the study of society and culture*, Berkeley, University of California Press, 1999.

BURKE Peter, « Cultural history as polyphonic history », *ARBOR. Pensamiento y cultur*a, CLXXXVI 743, mai-juin 2010, p. 479-486

BURKE Peter, *What is cultural history ?*, Cambridge, Polity Press, 2004.

CHARTIER Roger « Le sens de la représentation », *La Vie des idées*, 22 mars 2013 (en ligne : http://www.laviedesidees.fr/Le-sens-de-la-representation.html).

CHARTIER Roger, « 'Cultura popular' : revisitando um conceito historiográfico », *Estudos Históricos*, vol. 8, n°16, 1995, p. 179-192.

CHARTIER Roger, « L'histoire culturelle aujourd'hui », *Genèses*, n°15, mars 1994, p. 115-129.

CHARTIER Roger, « Le monde comme représentation », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 44e Année, n°6, nov.-déc. 1989, p. 1505-1520.

CHAUBET François, *Histoire intellectuelle de l'entre-deux-guerres : culture et politique*,Paris, Nouveau monde éditions, 2006.

COOPER-RICHET Diana, MOLLIER Jean-Yves, SILEM Ahmed (dir.), *Passeurs culturels dans le monde des médias et de l'édition en Europe (XIXe et XXe siècles)*, Villeurbanne, Presses de l'Enssib, 2005.

DUTRA Eliana de Freitas, MOLLIER Jean-Yves (org.), *Política, Nação e edição. O lugar dos impressos na construcção da vida política. Brasil, Europa e Américas, séculos XVIII-XX*, São Paulo, Annablume, 2006.

FLÉCHET Anaïs, *Si tu vas à Rio... La musique populaire en France au XXe siècle*, Paris, Belin-Institut des Amériques, 2013.

ORY Pascal, *La culture comme aventure : treize exercices d'histoire culturelle*, Paris, Éditions Complexe, 2008.

ORY Pascal, *L'histoire culturelle*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2007.

ORY Pascal, « L'histoire culturelle a une histoire », *in* MARTIN Laurent, VENAYRE Sylvain (dir.), *L'histoire culturelle du contemporain*, actes du colloque de Cerisy [23-30 août 2004], Paris, Nouveau monde éditions, 2005, p. 55-74.

PELLISTRANDI Benoît, SIRINELLI Jean-François (dir.), *L'histoire culturelle en France et en Espagne*, Madrid, Casa de Velázquez, 2008.

POIRRIER Philippe, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.

POIRRIER Philippe (dir.), *L'histoire culturelle : un « tournant mondial » dans l'historiographie ?*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2008.

SILVESTRI Graciela, « Paisaje y representación », *Prismas. Revista de historia intelectual*, n°3, 1999, p. 231-245.

SIRINELLI Jean-François (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997.

VEYNE Paul, *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*, Paris, Seuil, 1971.

Histoire comparée et approche transnationale

ASTMA Hartmut, BURGUIÈRE André (org.), *Marc Bloch aujourd'hui : histoire comparée et sciences sociales*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1990.

AYMARD Maurice, « Histoire et comparaison », *in* ASTMA Hartmut, BRUGUIÈRE André (org.), *Marc Bloch aujourd'hui : histoire comparée et sciences sociales*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1990, p. 271-278.

BLOCH Marc, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, XLVI, 1928, p. 15-50.

BLOCH Marc, « Comparaison », *Bulletin du Centre International de Synthèse*, n°9, 1930, p. 31-39.

CHARLE Christophe, *Les intellectuels en Europe au XIX° : essai d'histoire comparée*, Paris, Seuil, 1996.

CHARLE Christophe, « L'histoire comparée des intellectuels en Europe. Quelques points de méthode et propositions de recherche », *in* GRANJON Marie-Christine, TREBITSCH Michel (dir.), *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Complexe, coll. « Histoire du temps présent », 1998, p.39-59.

CHARTIER Roger, « La conscience de la globalité (commentaire) », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, vol. 56, n°1, 2001, p.119-123.

COHEN Deborah, O'CONNOR Maura, *Comparison and history : Europe in cross-national perspective*, New York, Routledge, 2004.

COHEN Deborah, O'CONNOR Maura, « Comparative history, cross-national history, transnational history. Definitions », *in* COHEN Deborah, O'CONNOR Maura, *Comparison and history : Europe in cross-national perspective*, New York, Routledge, 2004, p. IX-XXIII.

COHEN Deborah, « Comparative history : buyer beware », *in* COHEN Deborah, O'CONNOR Maura, *Comparison and history : Europe in cross-national perspective*, New York, Routledge, 2004, p.57-69.

DETIENNE Marcel, *Comparer l'incomparable. Oser expérimenter et construire*, [1ère éd. 2000], Paris Éditions du Seuil, 2009.

DOUKI Caroline, MINARD Philippe, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? Introduction », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n°54, mai 2007, p.7-21.

DUMOULIN Olivier, « Comparée (Histoire) », *in* BURGUIÈRE André (dir.), *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, PUF, 1986, p. 151-152.

EMSLEY Clive. (dir.), *Essays in Comparative History, Economy, Politics and Society in Britain and America*, *1850-1920*, Stony Stratford, Open University Press, 1984.

ESPAGNE Michel, « Sur les limites du comparatisme en histoire culturelle », *Genèses*, n°17, 1994, p. 112-121.

ETZIONI Amitai, DUBOW Frederic L. (dir.), *Comparative perspectives, Theories and Methods*, Boston, Little, Brown, 1970.

FABIANI Jean-Louis, « La généralisation dans les sciences historiques. Obstacle épistémologique ou ambition légitime ? », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, vol. 62, n°1, janv.-fév. 2007, p.9-28.

GRANJON Marie-Christine, TREBITSCH Michel (dir.), *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Complexe, coll. « Histoire du temps présent », 1998.

GRANJON Marie-Christine, « Une enquête comparée sur l'histoire des intellectuels. Synthèse et perspectives », *in* GRANJON Marie-Christine, TREBITSCH Michel (dir.), *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Complexe, coll. « Histoire du temps présent », 1998, p. 19-38.

GREEN Nancy L, « Forms of comparison », *in* COHEN Deborah, O'CONNOR Maura, *Comparison and history : Europe in cross-national perspective*, New York, Routledge, 2004, p.41-55.

GREEN Nancy L., *Repenser les migrations*, Paris, PUF, 2002.

GREW Raymond, « The Case for Comparing Histories », *American Historical Review*, vol.85, n°4, oct.1980, p.763-778.

HANNICK Jean-Marie, « Brève histoire de l'histoire comparée », *in* JUCQUOIS Guy, VIELLE Christophe (éd.), *Le comparatisme dans les sciences de l'homme. Approches pluridisciplinaires*, Bruxelles, De Boeck, 2000, p.301-327.

HAUPT Hans-Gerhard, « La lente émergence d'une histoire comparée », *in* BOUTIER Jean, JULIA Dominique (org.), *Passés recomposés*, Paris, Autrement, 1995, p. 196-207.

HAUPT Hans-Gerhard, KOCKA Jürgen, « Comparative history : Methods, Aims, Problems », *in* COHEN Deborah, O'CONNOR Maura, *Comparison and history : Europe in cross-national perspective*, New York, Routledge, 2004, p.23-39.

KOCKA Jürgen, « Comparison and beyond », History and Theory, vol. 42, n°1, fév. 2003, p. 39-44.

KOTT Sandrine, NADAU Thierry, « Pour une pratique de l'histoire sociale comparative. La France et l'Allemagne contemporaines », *Genèses*, vol. 17, n°1, 1994, p. 103-111.

MANGEN Stephen, HANTRAIS Linda, *Cross-national research methods in the social sciences*, Londres, Pinter, 1996.

ROBINSON William I., « Beyond Nation-State Paradigm : Globalization, Sociology, and the Challenge of Transnational Studies », *Sociological Forum*, Vol. 13, n°.4, déc., 1998, p.561-594.

ROKKAN S. (dir.), *Comparative Research Across Cultures and Nations*, Paris, Mouton, 1968

ROSSI Pietro (org.), *La storia comparata : approcci e prospecttive*, Milan, Il Saggiatore, 1990

SCHÖTTLER Peter, « Le comparatisme en histoire et ses enjeux : l'exemple franco-allemand », *Genèses*, n°17, 1994, p. 102.

SLUGA Glenda, « The nation and the comparative imagination », *in* COHEN Deborah, O'CONNOR Maura, *Comparison and history : Europe in cross-national perspective*, New York, Routledge, 2004, p.103-114.

WERNER Michael, ZIMMERMANN Bénédicte, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales*, *Histoire, Sciences Sociales*, n°1, janv.-fév. 2003, p. 7-36.

Histoire comparée des Amériques

BAILY Samuel, *The Immigrants in the Lands of Promise : Italians in Buenos Aires and New York City, 1870 to 1914*, Ithaca / Londres, Cornell University Press, 1991.

BEIRED José Luis Bendicho, *Sob o signo da nova ordem : intelectuais autoritários no Brasil e na Argentina, 1914-1945*, São Paulo, Loyola, 1999.

CAPELATO Maria Helena Rolim, *Multidões em cena : propaganda política no varguismo e no peronismo*, [1ère éd. 1998], São Paulo, Editora UNESP, 2008.

COMPAGNON Olivier, *Guerre mondiale et construction nationale. Argentins et Brésiliens face au suicide de l'Europe (1914-1930)*, Volume inédit présenté en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Annick Lempérière, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, décembre 2011.

DRUMMOND Maurício, « Vargas, Perón e o esporte : propaganda política e a imagem da nação », *Estudos Históricos*, vol. 22, n°44, juillet-déc. 2009, p. 398-421.

FAUSTO Boris, DEVOTO Fernando J., *Brasil e Argentina. Um ensaio de história comparada (1850-2002)*, São Paulo, Editora 34, 2004.

HAUSEN Doris Fagundes, *Rádio e política : Tempos de Vargas e Perón*, Porto Alegre, EDIPUCRS, 1997.

KLEIN Marcus, *A comparative analysis of fascist movements in Argentina, Brazil and Chile between the Great Depression and the Second World War*, London, 2000.

MARTIN Guillemette, *Identité régionale et construction nationale en Amérique latine. La ville seconde au Mexique (Guadalajara) et au Pérou (Arequipa), des années 1880 aux années 1920*, Thèse d'histoire, dir. Olivier Compagnon, Université Paris 3 Sorbonne nouvelle, 2013.

MCGEE Sandra Deutsch, *Las derechas. The Extreme Right in Argentina, Brazil and Chile, 1890-1939*, Stanford, Stanford University Press, 1999.

MÖRNER Magnus, « En torno al uso de la comparación en el análisis histórico de América latina», *Jahrbuch für Geschichte von Staat, Witschaft und Gesellschaft Lateinamerikas* (Cologne), n°31, 1994, p. 373-390.

PEREIRA Anthony W., *Ditadura e repressão : o autoritarismo e o estado de direito no Brasil, no Chile e na Argentina*, São Paulo, Paz e Terra, 2010.

SÁNCHEZ Lilia V. Oliver (coord.), *Convergencias y divergencias : México y Perú, siglos XVI-XIX*, Guadalajara, Universidad de Guadalajara / Zamora, El Colegio de Michoacán, 2006.

SENKMAN Leonardo, « The Counter-Hegemonic Discourse of Brazilian and Argentinean Intellectuals, 1920-1940 », *in* RONIGER Luis, WAISMAN Carlos (org.), *Globality and Multiple Modernities : comparative North American and Latin American perspectives Comparative Perspectives on the Americas*, Brighton, Sussex Academic Press, 2002, p. 230-244.

SKIDMORE Thomas, « Vargas e Perón : as dimensões economicas do populismo no Brasil e na Argntina », *in O Brasil visto de fora*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1994, p. 203-252.

SOARES Gabriela Pellegrino, *Semear horizontes. Uma história da formação de leitores na Argentina e no Brasil, 1915-1954*, Belo Horizonte, Editora UFMG, 2007

SOLBERG Carl, *The Prairies and the Pampas: Agrarian Policy in Canada and Argentina, 1880-1930*, Stanford, Stanford University Press, 1987.

SOLBERG Carl, *Immigration and nationalism. Argentina and Chile, 1890-1914*, Austin, University of Texas Press, 1970.

TRINDADE Hélgio, SALAZAR Graciela J., « La construcción del Estado nacional en Argentina y Brasil (1810-1900) », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 48, n°1, janv.-mars 1986, p. 137-166.

URIBE URÁN Victor, ORTIZ Luis Javier (dir.), *Naciones, gentes y territorios. Ensayos de historia e historiografía comparada de América Latina y el Caribe*, Medellín, Universidad Nacional de Colombia, 2000.

Histoire des intellectuels

ALTAMIRANO Carlos, *Para un programa de historia intelectual y otros ensayos*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2005.

CHARLE Christophe, SCHRIEWER Jürgen, WAGNER Peter (ed.), *Transnational intellectual networks : forms of academic knowledge and the search for cultural identities*, Frankfurt/New York, Campus, 2004.

CHARLE Christophe, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris, Éditions de Minuit, 1990.

CHARLE Christophe, *La République des universitaires (1870-1940)*, Paris, Le Seuil, 1994.

CHARLE Christophe, *Histoire des intellectuels en Europe au XIXe siècle. Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Seuil, 1996

CHARTIER Roger, « Histoire intellectuelle et histoire des mentalités : trajectoires et questions », *Revue Synthèse*, troisième série, n°111-112, juillet-décembre 1983, p. 277-308.

DOSSE François, *La marche des idées : histoire des intellectuels, Histoire intellectuelle*, Paris Éd. de la Découverte, 2003.

GILBERT Felix, « Intellectual History : Its Aims and Methods », *Daedalus*, Vol. 100, n° 1, hiver 1971, p. 80-97.

GRANJON Marie-Christine, TREBITSCH Michel (dir.), *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Bruxelles, Complexe, Paris, IHTP, 1998.

NETTER Marie-Laurence, « Les correspondances dans la vie intellectuelle », *Mil Neuf Cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n°8, 1990, p. 5-9.

RACINE Nicole, TREBITSCH Michel (dir.), « Sociabilités intellectuelles. Liens, milieux, réseaux », *Les Cahiers de l'IHTP*, n°20, mars 1992.

SIRINELLI Jean-François, LEYMARIE Michel, *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*, Paris, Presses universitaires de France, 2003.

SIRINELLI Jean-François (dir.), « Générations intellectuelles. Effets d'âge et phénomènes de générations dans le milieu intellectuel français », *Les Cahiers de l'IHTP*, n°6, novembre 1987.

SIRINELLI Jean-François, « Le hasard ou la nécessité ? Une histoire en chantier : l'histoire des intellectuels », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°9, janv. 1986, p. 97-108.

TREBITSCH Michel, « La chapelle, le clan et le microcosme», in *Cahiers de l'Institut du Temps Présent*, (20), 11-21, mars 1992

Nations et nationalismes

ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002.

BALAKHRISHAN Gopal (org.), *Mapping the nation*, London/New York, Verso, 1996.

DELANNOI Gil, TAGUIEFF Pierre-André (éd.), *Théories du nationalisme. Nation, nationalisme, ethnicité*, Paris, Kimé, 1991.

DETIENNE Marcel, *L'identité nationale, une énigme*, Paris, Gallimard, 2010.

DIECKHOFF Alain, *La nation dans tous ses États. Les identités nationales en mouvement*, Paris, Champs Flammarion, 2000.

FERRARI Jean et WUNENBERGER Jean-Jacques (dir.), *L'idée de nation*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 1991.

FRANK Robert, « Qu'est-ce qu'un stéréotype ? », *in* JEANNENEY Jean-Noël (dir.), *Une idée fausse est un fait vrai. Les stéréotypes nationaux en Europe*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 17-26

GELLNER Ernest, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989.

GIRARDET Raoul, *Nationalismes et nations*, Bruxelles, Complexe, 1996.

HOBSBAWM Eric, RANGER Terence (dir.), *L'invention de la tradition (nouvelle édition augmentée)*, Paris, Éditions Amsterdam, 2012.

HOBSBAWN Eric, *Nations et nationalisme depuis 1870*, Paris, Gallimard, 1992.

NOIRIEL Gérard, *À quoi sert l'identité nationale ?*, Marseille, Agone, 2007.

QUIJADA Mónica, « El paradigma de la homogeneidad », *in* QUIJADA Mónica, BERNAND Carmen, SCHNEIDER Arnd, *Homogeneidad y nación con un estudio de caso : Argentina, siglos XIX y XX*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2000, p. 15-55.

RÉMI-GIRAUD Sylvianne et RÉTAT Pierre (dir.), *Les mots de la nation*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1996.

SCHNAPPER Dominique, *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, Paris, Gallimard, 1974.

SMITH Anthony D., *Nations and nationalism in a global era*, Cambridge, Polity Press, 1995.

THIESSE Anne-Marie, *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XIXe siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 2001.

Relations internationales

Ouvrages généraux

DEUTSCH Karl, *The analysis of international relations*, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice Hall, 1988.

DUROSELLE Jean-Baptiste, *Tout empire périra. Théorie des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1992.

DUROSELLE Jean-Baptiste, *La diplomatie multilatérale*, Paris, SEHRIC, 1984, 2 vol.

DUROSELLE Jean-Baptiste, « Qu'est-ce qu'une grande puissance ? », *Relations internationales*, n°17, printemps 1979, p. 3-10.

FOX Annette Baker, « The Small States in the International System, 1919-1969 », *International Journal*, vol. 24, n° 4, Automne 1969, p. 751-764.

FRANK Robert, « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire français de Relations internationales*, 2003, vol. 4, Bruxelles, 2003, p. 42-65.

FRANK Robert, « Penser la complexité : l'histoire des relations internationales », *in* BEAUVOIS Yves et BLONDEL Cécile (dir.), *Qu'est-ce qu'on ne sait pas en histoire ?*, Paris, Septentrion, 1998, p. 103-115.

GIRARD Michel, *Les individus dans la politique internationale*, Paris, Economica, 1994.

KOTT Sandrine, « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique internationale*, n°52, juillet-septembre 2011, p. 9-16.

LESSA Mônica Leite et SILVA Williams da (dir.), *História das relações internacionais. Teoria e processos*, Rio de Janeiro, UERJ, 2007.

MERLE Marcel, *Sociologie des relations internationales*, 4e éd., Paris, Dalloz, 1988.

MERLE Marcel, *Les acteurs dans les relations internationales*, Paris, Economica, 1986.

MERLE Marcel, *La politique étrangère*, Paris, PUF, 1984.

RENOUVIN Pierre, DUROSELLE Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, 4e éd., Paris, Armand Colin, 1991.

ROCHE Jean-Jacques, *Théories des relations internationales*, 3e éd., Montchrestien, Paris, 1999.

Ouvrages généraux sur les relations internationales de l'entre-deux-guerres

ALDCROFT Derek, *From Versailles to Wall Street, 1919-1929*, Londres, Allen Lane, 1977.

BECKER Jean-Jacques, *Le Traité de Versailles*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2002.

BONSAL Stephen, *Suitors and suppliants : the little nations at Versailles*, New York, Prentice Hall, 1946.

COX Robert W., « Multilateralism and World order », *Review of International Studies*, vol. 18, n°2, avril 1992, p. 161-180.

CRAIG Gordon A., GILBERT Felix (ed.), *The Diplomats, 1919-1939*, Princeton, Princeton University press, 1953

GERBET Pierre, *Le rêve d'un ordre mondial, de la SdN à l'ONU*, Paris, Imprimerie nationale, 1996.

GIRAULT René et FRANK Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes (1914-1941)*, Paris, Masson, 1998.

GUESLIN Julien, *La France et les petits États baltes : réalités baltes, perceptions françaises et ordre européen (1920-1932)*, Thèse de doctorat, Université Paris I – Panthéon Sorbonne, décembre 2004.

HOBSBAWM Eric, *L'Âge des extrêmes. Histoire du court XXe siècle*, Bruxelles, Complexe, 1994.

MARBEAU Michel, *La Société des Nations*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2001.

RENOUVIN Pierre, *Histoire des relations internationales, Les crises du XXe siècle*, t.7 (1914-1929) et t.8 (1930-1945), Paris, Hachette, 1969.

LAQUA Daniel (ed.), *Internationalism Reconfigured : Transnational Ideas and Movements Between the World Wars,* Londres/New York, Tauris, 2011.

Relations culturelles internationales et diplomatie culturelle

AGUILAR Manuela, *Cultural Diplomacy and Foreign Policy : German-American Relations, 1955-1968*, New York, Peter Lang, 1996.

ALCAUD David, « Patrimoine, construction nationale et inventions d'une politique culturelle. Les leçons à tirer de l'histoire italienne », *Culture & Musées*, n°9, 2007, p. 39-68.

BÁTORA Jozef, MOKRE Monika (ed.), *Culture and external relations : Europe and beyond*, Surrey/Burlington, Ashgate, 2011.

BEATE Jahn, « The power of culture in International relations », *in* GIENOW-HECHT Jessica C. E., *Culture and International History*, New York/Oxford, Berghahn Book, 2003, p. 27-41.

BLUM Robert, *Cultural affairs and foreign relations*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1963.

CHAUBET François, MARTIN Laurent, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2011.

CHAUBET François, *La politique culturelle française et la diplomatie de la langue : l'Alliance Française*, *1883-1940*, Paris, L'Harmattan, 2006.

CHAY Jongsuk, *Culture and International relations*, New York, Praeger, 1990.

COOMBS Philip H., *The Fourth Dimension of Foreign Policy (Educational and Cultural Affairs)*, Published for the Council on Foreign Relations, New York, Harper and Row, 1964.

DEPKAT Volker, « Cultural approaches to international relations », *in* GIENOW-HECHT Jessica C. E., SCHUMACHER Frank (ed.), *Culture and International History*, Oxford/New York, Berghahn Book, 2004, p. 175-197.

DOKA Carl, *Les relations culturelles sur le plan international*, Neufchâtel-Suisse, Éd. de La Baconnière, 1959.

DOLLOT Louis, *Les relations culturelles internationales*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », n°1142, 1968.

DUBOSCLARD Alain, GRISON Laurent, LAURENT Jean-Pierre (et alii), *Entre rayonnement et réciprocité : contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.

DULPHY Anne, FRANK Robert, MATARD-BONUCCI Marie-Anne *et alii* (dir.), *Les relations culturelles internationales au XXe siècle : de la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, Peter Lang, 2010.

EBEL Roland H., *Political culture and foreign policy in Latin America : case studies from the Circum-Caribbean*, Albany (N.Y.), State University of New York Press, 1991.

FLÉCHET Anaïs, « Histoire culturelle et histoire des relations internationales », *in* DELPORTE Christian, MOLLIER Jean-Yves, SIRINELLI Jean-François, BLANDIN Claire (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, Presses universitaires de France, 2010, p. 391-394.

FRANK Robert, BENZONI Maria Matilde, PIZETTI Silvia Maria (ed.), *Images des peuples et histoire des relations internationales du XVIe siècle à nos jours*, Milan-Paris, UNICOPLI-Paris, Publications de la Sorbonne, 2008.

FRANK Robert FRANK, « Histoire des relations internationales et images », *in* FRANK Robert, BENZONI Maria Matilde, PIZETTI Silvia Maria (ed.), *Images des peuples et histoire des relations internationales du XVIe siècle à nos jours*, Milan-Paris, UNICOPLI-Paris, Publications de la Sorbonne, 2008, p.

FRANK Robert, « Diplomaties et transferts culturels au XXe siècle. Introduction », *Relations internationales*, n°115, Paris, 2003, p. 319-323.

FRANK Robert, « Images et imaginaires dans les relations internationales depuis 1938 », *Cahiers de l'IHTP*, n°28, juin 1994, p.5-11.

FREYMOND Jean, « Rencontres de cultures et relations internationales », *Relations Internationales*, n°24, 1980, p. 401-413.

GARCIA Susana V., « 'Embajadores intelectuales'. El apoyo del Estado a los congresos de estudiantes americanos a princiios del siglo XX », *Estudios socials. Revista universitaria semestral*, Año X, n°19, Santa Fe, 2000, p.65-84.

GIENOW-HECHT Jessica, Donfried Mark C. (ed.), *Searching for a cultural diplomacy*, New York/Berghahn Books, 2010.

GIENOW-HECHT Jessica C. E, SCHUMACHER Frank (ed.), *Culture and International History*, Oxford/New York, Berghahn Book, 2003.

HERZ Mônica, « A dimensão cultural das relações internacionais : proposta teorico-metodologica », *Contexto internacional*, n°6, Juillet-déc. 1987, p.61-76.

IRIYE Akira, *Global Community : The Role of International Organizations in the Making of the Contemporary World*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 2002.

IRIYE Akira, *Cultural internationalism and world order*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1997.

IRIYE Akira, « Culture and international history », *in* HOGAN Michael, PATERSON Thomas (ed.), *Explaining the history of American foreign relations*, New York, Cambridge University Press, 1991.

IRIYE Akira, « Culture and Power : International Relations as Intercultural relations », *Diplomatic History*, vol. 3, n°2, 1979, p. 115-128.

JOST Hans Ulrich, PREZIOSO Stéfanie (éd.), *Relations internationales, échanges culturels et réseaux intellectuels*, Actes du colloque du Troisième Cycle roman d'histoire moderne et contemporaine, Lausanne, Éd. Antipodes, 2002.

LAPID Yosef, KRATOCHWIL Friedrich, *The return of culture and identity in International Relations Theory*, Boulder, Lynne Rienner, 1996.

LESSA Mônica Leite, « Relações culturais internacionais », *in* MENEZES Lena Medeiros de, MUNTEAL filho Oswaldo e ROLLEMBERG Denise (org.), *Olhares sobre o político : novos ângulos, novas perspectivas*, Rio de Janeiro, Ed. UERJ, 2002, p.11-25.

MARTINIÈRE Guy, MONTEIRO Éric (dir.), *Les échanges culturels internationaux : France, Brésil, Canada-Québec*, Paris, Les Indes Savantes, 2013.

MCMURRY Ruth, *The cultural approach : another way in international relations*, Kingsport, University of North Carolina press, 1947.

MELLISSEN Jan, *The new public diplomacy. Soft power in International Relations*, New York, Palgrave, 2005.

MILZA Pierre, « Cultures et relations internationales », *Relations internationales*, n°24, 1980 p. 362-365.

MITCHELL John .M., *International cultural Relations,* London, Allen and Urwin, 1986.

NIÑO Antonio, *Cultura y diplomacia. Los hispanistas franceses y España, 1875-1931*, Madrid, CSIC/Casa de Velázquez/SHF, 1988.

NOYA Javier, *Diplomacia pública para el siglo XXI. La gestión de la imagen exterior y la opinión pública internacional*, Barcelona, Ariel, 2007.

ORY Pascal, « De la diplomatie culturelle à l'acculturation », *Relations internationales*, n°116, 2003, p. 479-481.

PIGNIAU Bernard, ROCHE François, *Histoires de diplomatie culturelle des origines à 1995*, Paris, MAE/Documentation française, 1995.

REEVES Julie, *Culture and international relations : narratives, natives and tourists*, London/New York, Routledge, 2004.

RENOUVIN Pierre, « Culture et relations internationales », *Relations internationales*, n°24, hiver 1980, p. 361-379.

REZLER André, BROWNING Alison, « Identité culturelle et relations internationales », *Relations internationales*, n°24, hiver 1980, p. 381-399.

ROCHE François (dir.)*, La culture dans les relations internationales*, Rome, École Française de Rome, 2002.

ROLLAND Denis, DELOYE Yves, GEORGAKAKIS Didier (coord.), *Les Républiques en propagande : pluralisme politique et propagande, entre déni et institutionnalisation, XIXe-XXIe siècles*, Paris, L'Harmattan, 2006.

ROLLAND Denis (dir.), *Histoire culturelle des relations internationales : carrefour méthodologique, XXe siècle,* Paris, L'Harmattan, 2004.

SHAPIRO Samuel, *Cultural factors in inter-american relations*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1968.

SHEERAN Paul, *Cultural politics in international relations,* Aldershot, Ashgate, 2001.

SUPPO Hugo Rogélio, LESSA Mônica Leite (dir.), *A quarta dimensão das relações internacionais : as relações culturais*, Rio de Janeiro, ContraCapa, 2013.

SUPPO Hugo Rogélio, LESSA Mônica Leite, « Contribuiciones teoricas y metodologicas al estudio de la dimensión cultural en las relaciones internacionales », *Ciclos*, Año XIV, Vol. XIV, n°28, 2004, p. 155-174.

TAYLOR Philip M., *British Propaganda in the Twentieth Century. Selling Democracy*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1999.

TAYLOR Philip M., *The Projection of Britain. British Overseas Publicity and Propaganda, 1919-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

TAYLOR Philip M., « Cultural Diplomacy and the British Council 1934-1939 », *British Journal of International Studies*, vol. IV, n°3, oct. 1978, p. 244-265.

THOMSON Charles A. et LAVES Walter H.C., *Cultural Relations and U.S Foreign Policy*, Bloomington, Indiana University Press, 1963.

TOBELEM Jean-Michel (dir.), *L'arme de la culture : les stratégies de la diplomatie culturelle non gouvernementale*, Paris, L'Harmattan, 2007.

WALKER R.B.J., « The concept of culture in the theory of international relations », *in* CHAY Jongsuk, *Culture and International relations*, New York, 1990, p.3-17.

YANKELEVICH Pablo, *Miradas australes. Propaganda, cabildeo y proyección de la Revolución Mexicana en el Río de la Plata, 1910-1930*, México, INEHRM-SER, 1997.

Travaux sur l'Institut International de Coopération Intellectuelle et l'UNESCO

KOLASA Jan, *International intellectual cooperation : the League experience and the beginnings of UNESCO*, Wrocław, Zakład Narodowy im Ossolińskich-Wydawnictwo, 1962.

LAQUA Daniel, « Transnational intellectual cooperation, the League of Nations and the problem of order », *Journal of Global History*, n°6, 2011, p. 223-247.

LAQUA Daniel « Internationalisme ou affirmation de la nation ? La coopération intellectuelle transnationale dans l'entre-deux-guerres », *Critique Internationale*, n° 52, 2011, p. 51-67.

LÖHR Isabelle, « La Société des Nations et la mondialisation du droit d'auteur entre les deux guerres », *in* HAUSER Claude, LOUE Thomas, MOLLIER Jean-Yves et VALLOTON François (dir.), *La diplomatie par le livre. Réseaux et circulation internationale de l'imprimé de 1880 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 181-196.

MAUREL Chloé, *Histoire de l'UNESCO : les trente premières années 1945-1974*, Paris, L'Harmattan, 2010.

MAYOUX Jean-Jacques (dir.), *L'Institut international de Coopération intellectuelle, 1925-1946*, Paris, IICI, 1947.

MYLONAS Denis, *La genèse de l'UNESCO : la Conférence des Ministres alliés de l'Éducation*, Bruxelles, Bruylant, 1976.

PHAM-THI-TU, *La coopération intellectuelle sous la SDN*, Genève, Droz, 1962.

RENOLIET Jean-Jacques, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la Coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.

SAIKAWA Takashi, *From Intellectual Cooperation to International Cultural Exchange : Japan and China in the International Committee on Intellectual Cooperation*, Asian Regional Integration Review, vol.1, 2009.

Ouvrages sur l'Amérique latine

Ouvrages généraux

ALEJANDRO Carlos Dias, « A América latina em depressão : 1929-1939 », in *A Revolução de 30. Seminario Internacional. Seminario realizado pelo Centro de Pesquisa e Documentação de Historia Contemporanea da Fundação Getulio Vargas*, Brasília, Ed. Universidade de Brasília, 1983, p. 597-643.

ANSALDI Waldo, *Tierra en llamas. América Latina en los años 1930*, 2da. edición, La Plata, Ediciones Al Margen, 2003.

ARDAO Arturo, *Génesis de la idea y del nombre de América latina*, Caracas, Centro de Estudios Rómulo Gallegos, 1980.

BETHELL Leslie (ed.), *Historia de América latina. 15, El cono sur desde 1930*, Barcelona, Crítica, 2001.

BETHELL Leslie, *Latin America politics and society since 1930*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 1998.

BETHELL Leslie (ed.), *Ideas and ideologies in twentieth century Latin America*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 1996.

BRAVO Álvaro Fernández, « Latinoamericanismo y representación : iconografías de la nacionalidad en las exposiciones universales (París, 1889 y 1900) », *in* MONTSERRAT Marcelo (comp.), *La ciencia en la Argentina entre siglos : Textos, contextos e Instituciones*, Buenos Aires, Manantial, p. 171-186.

BULMER-THOMAS Victor, *La historia económica de América Latina desde la independencia*, México, Fondo de Cultura Económica, 1998.

CERVO Amado, RAPOPORT Mario (org.), *El Cono Sur. Una historia común*, México, Fondo de Cultura Económica, 2002.

CHEVALIER François, *L'Amérique latine de l'Indépendance à nos jours*, Paris, PUF, 1993.

FEY Ingrid E., RACINE Karen (ed.), *Strange Pilgrimages. Exile, Travel and National Identity in Latin America, 1800-1990's*,

GIRAULT Christian, BRIECKEL Maurice, LAVALLE Bernard *et alii*, *Espace et identité nationale en Amérique latine. Essais sur la formation des consciences nationales en Amérique latine*, CNRS, Institut d'Etudes Ibériques et ibéro-américaines, Université de Bordeaux III, Groupe Interdisciplinaire de recherches et de documentation sur l'Amérique latine, 1981.

GONZÀLEZ CASANOVA Pablo, *El Estado en América latina. Teoria y práctica,* México, Siglo Veintiuno Editores y Universidad de las Naciones Unidas, 1990.

GONZÁLEZ-STEPHAN Beatriz, « Showcases of consumption : Historical Panoramas and Universal Expositions », *in* CASTRO-KLARÉN Sara, CHASTEEN John Charles (ed.), *Beyond Imagined Communities. Reading and Writing the Nation in Nineteenth-Century Latin America*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2003, p. 225-238.

GUERRA François-Xavier, « Indépendances », *Problèmes d'Amérique latine*, n°77, été 2010, p. 25-45.

GUERRA François-Xavier, *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, México, Editorial Mapfre-Fondo de Cultura Económica, 1993.

HALPERÍN Tulio Donghi, *The contemporary history of Latin America*, London, MacMillan, 1993.

MANIGAT Leslie, *Évolutions et Révolutions. L'Amérique latine au XXe siècle*, *1889-1929*, Paris, Editions Richelieu, 1973.

MATA Sara Emilia, LÓPEZ Cristina del Carmen (comp.), *Historia regional en perspectiva comparada*, Salta, CEPIHA, Facultad de Humanidades, Universidad Nacional de Salta, Tucumán, Universidad Nacional de Tucumán, 2011.

MAURO Frédéric, *L'Amérique espagnole et portugaise de 1920 à nos jours*, Paris, PUF, 1975.

O'GORMAN Edmundo, *L'invention de l'Amérique : recherche au sujet de la structure historique du Nouveau Monde et du sens de son devenir*, Laval, Les Presses universitaires de Laval, 2007.

PHELAN John Leddy, « El origen de la idea de Latinoamérica », *Latinoamérica. Anuario de Estudios Latinoamericanos*, n°2, 1969, p. 119-141.

PHELAN John Leddy, « Pan-latinism, French intervention in Mexico (1861-1867) and the genesis of the idea of Latin America » *in Conciencia y autenticidad históricas. Escritos en homenaje a Edmundo O'Gorman*, México, Universidad Autónoma de México, 1968, p. 279-298.

PRADO Maria Lígia Coelho, « Identidades latinoamericanas (1870-1930) », *in* Enrique Ayala MORA et Eduardo Posada CARBÓ (org.), *Historia General de América Latina - Volumen VII : Los proyectos nacionales latinoamericanos : sus instrumentos y articulación, 1870-1930*, Paris, Ediciones UNESCO/Editorial Trotta, 2009, v. VII, p. 583-615.

PRADO Maria Lígia Coelho, *Ensaios sobre política e cultura na América Latina no século XIX*, Trabalho de livre-docência, São Paulo, Departamento de História – FFLCH – USP, 1996.

QUIJADA Mónica, « Sobre el origen y difusión del nombre 'América Latina' (o una variación heterodoxa en torno al tema de la construcción social de la verdad », *Revista de Indias*, vol. LVIII, n°214, 1998, p. 595-616.

SKIDMORE Thomas Elliott, SMITH Peter H., *Modern Latin America*, New York, Oxford University Press, 2005.

SKIDMORE Thomas Elliott, SMITH Peter H., *Historia contemporánea de América latina*, Barcelona, Crítica, 1996.

SKIDMORE Thomas Elliott, BLAKEMORE Harold, COLLIER Simon (dir.), *The Cambridge encyclopedia of Latin America and the Caribbean*, Londres/New York, Cambridge University Press, 1992.

SKIDMORE Thomas Elliott, *The idea of race in Latin America 1870-1940*, Austin, University of Texas Press, 1990.

TRINDADE Hélgio, « La question du fascisme en Amérique latine », *Revue française de science politique*, vol. 33, n°2, 1983, p. 281-312.

VALDÉS Eduardo Devés, *El pensamiento latinoamericano en el siglo XX : entre la modernización y la identidad*, Tome 1 « Del Ariel de Rodó a la CEPAL (1900-1950) », Buenos Aires, Biblos, Santiago de Chile, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 2000.

VALDÉS Eduardo Devés, « O pensamento nacionalista na América Latina e a reivindicação da identidade econômica (1920-1940 », *Estudos históricos*, vol. X, n°20, 1997, p. 321-343.

VAYSSIERE Pierre, *L'Amérique latine de 1890 à nos jours*, [1ère éd. 1996], Paris, Hachette, 1999.

WHITEHEAD Laurence WHITEHEAD, « State Organization in Latin America since 1930 », *in* BETHELL Leslie (ed.), *Cambridge History of Latin America*, vol. VI, part 2, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 3-95.

Histoire culturelle et intellectuelle de l'Amérique latine

ALTAMIRANO Carlos (org.), *Historia de los intelectuales en América Latina. I. La ciudad letrada, de la conquista al modernismo* (coordonné par Jorge MYERS) et *II. Los avatares de la ciudad letrada en el siglo XX* (coordonné par Carlos ALTAMIRANO), Buenos Aires, Katz, 2008 pour le volume I et 2010 pour le volume II.

ARROSA María Susana Soares (coord.), *Os intelectuais nos procesos políticos da America Latina*, Rio Grande do Sul, Editora da Universidade, 1984.

BETHELL Leslie (ed.), *A cultural history of Latin America : literature, music, and the visual arts in the 19th and 20th centuries*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 1998.

CANCINO Hugo, MORA Rogélio de la (coord.), *Ideas, intelectuales y paradigmas europeos en América Latina : 1850-2000*, Veracruz, Universidad Veracruzana, 2007.

CANCINO Hugo et SIERRA Carmen de (coord.), *Ideas, cultura e historia en la creación intelectual latinoamericana, siglos XIX y XX*, Quito, Ediciones ABYA-YALA, 1998.

COLOMBI Beatriz, « Alfonso Reyes y las 'Notas sobre la inteligencia americana' : una lectura en red », *Cuadernos del CILHA*, año 12, n°14, 2011.

FELL Claude, « Présentation », *América, Cahiers du CRICCAL*, numéro spécial « Le discours culturel dans les revues latino-américaines de l'entre-deux-guerres », n°4-5, 1990, p. 7-11.

FUNES Patricia, *Salvar la nación. Intelectuales, cultura y política en los años veinte latinoamericanos*, Buenos Aires, Prometeo libros, 2006.

GARCÍA Susana V., « 'Embajadores intelectuales'. El apoyo del Estado a los Congresos de estudiantes americanos a principios del siglo XX », *Estudios sociales*, año X, n°19, 2000, p. 65-84.

GONZÁLEZ Alexandra Pita, « La discutida identidad americana: debates en el *Repertorio Americano*, 1938-1945 », *in* GRANADOS GARCÍA Aimer et MARICHAL Carlos, *Construcción de las identidades latinoamericanas : ensayos de historia intelectual, siglos XIX y XX*, México, El Colegio de México/Centro de Estudios Históricos, 2009, p. 241-265.

GRAMUGLIO María Teresa, « *Sur*. Una minoría cosmopolita en la periferia occidental », *in* ALTAMIRANO Carlos (org.), *Historia de los intelectuales en América Latina. II. Los avatares de la ciudad letrada en el siglo XX* (coordonné par Carlos ALTAMIRANO), Buenos Aires, Katz, 2010, p. 192-209.

GRAÑA César, « La identidad cultural como invento intelectual (algunos ejemplos hispanoamericanos) », *in* MARSAL Juan F. (dir.), *El intelectual latinoamericano : un simposio sobre sociología de los intelectuales*, Buenos Aires, Editorial del Instituto Torcuato Di Tella, 1970, p. 55-71.

LEMPÉRIÈRE Annick, *Intellectuels, État et société au Mexique. Les clercs de la nation (1910-1968)*, Paris, L'Harmattan, 1992.

MAIZ Claudio, FERNANDEZ BRAVO Álvaro, (ed.), *Episodios en la formación de redes culturales en América Latina*, Buenos Aire, Prometeo Libros, 2009.

MANZONI Celina, « Buenos Aires 1936. Debate en la república de las letras », *Hispamérica*, Año XXXIV, n°100, avril 2005, p. 3-17.

MAURO Frédéric, SALMORAL Manuel Lucena, MINGUET Charles, *La latinidad y su sentido en América Latina : simposio*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, 1986.

MILLER Nicola, *Reinventing modernity in Latin America : intellectuals imagine the future, 1900-1930,* Basingstoke/New York, Palgrave Macmillan, 2008.

MILLER Nicola, « The historiography of nationalism and national identity in Latin America », *Nations and Nationalism*, vol.12, n°2, avril 2006, p. 201-221.

MILLER Nicola, *In the Shadow of the State : Intellectuals and the Quest for National Identity in Twentieth Century Latin America,* London, Verso, 1999.

PAKKASVIRTA Jussi, *¿Un continente, una nación? Intelectuales latinoamericanos, comunidad política y las revistas culturales en Costa Rica y en el Perú (1919-1930)*, Tuusula, Academia Scientiarum Fennica, 1997.

PASTERNAC Nora, *Sur, una revista en la tormenta. Los años de formación 1931-1944*, Buenos Aires, Paradiso ediciones, 2002.

PITA GONZÁLEZ Alexandra, *La Unión Latino Americana y el Boletín Renovación. Redes intelectuales y revistas culturales en la década de 1920*, México/D.F, El Colegio de México, Centro de Estudios Históricos/Universidad de Colima, 2009.

PUIGBÓ Raúl, *La identidad nacional argentina y la identidad iberoamericana*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 1998.

RAMA Ángel, *La ciudad letrada*, Hanover, Ediciones del Norte, 1984.

ROWE William, SCHELLING Vivian., *Memory and Modernity : popular culture in Latin America*, London/New York, Verso, 1991.

SOSNOWSKI Saúl (ed.), *La cultura de un siglo : América latina en sus revistas*, Buenos Aires, Alianza, 1999.

THORP Rosemary (ed.), *Latin America in the 1930s : the role of the periphery in world crisis*, Londres, Macmillan, 1984.

VALDÉS Eduardo Devés, « La red de los pensadores latinoamericanos de los años veinte : relaciones y polémicas de Gabriela Mistral, Vasconcelos, Palacios, Ingenieros, Mariátegui, Haya de la Torre, *El Repertorio Americano* y otros más », *Boletín Americanista*, Barcelona, Universidad de Barcelona, Año IL, n°49, 1999, p. 67-79.

VALDÉS Eduardo Devés, « América latina : civilización – barbarie », *Revista de Filosofía Latinoamericana*, n°7-8, janv.-déc. 1978, p. 27-52.

Travaux sur l'université et l'éducation

BERGEL Martín, MAZZOLA Ricardo Martínez, « América Latina como práctica. Modos de sociabilidad intelectual de los reformistas universitarios (1918-1930) », *in* Carlos ALTAMIRANO (dir.), *Historia de los intelectuales en América Latina. Tomo II : Los avatares de la ciudad letrada en el siglo XX*, Buenos Aires, Katz, 2010, p. 119-145.

BRUNNER José Joaquín, *Educación superior en América Latina. Cambios y desafíos*, Santiago de Chile, Editorial Fondo de Cultura Económica, 1990.

CIRIA Alberto, SANGUINETTI Horacio, *La reforma universitaria, 1918-2006*, Santa Fe, Ediciones UNL, 2006.

DEL MAZO Gabriel, *La Reforma universitaria. Tomo II. Propagación americana*, Universidad Mayor de San Marcos, 1968.

DOMINGO Enrique Fernández, « Du citoyen de la 'cité' au citoyen de la nation : école et formation du citoyen dans le Cône Sud américain, 1810-1910 », *in* BOTTERI Inge (dir.), *Fare il citadino*, Soveria Mannelli, Rubbetino Editore, 2012, p. 221-242.

GONZÁLEZ Alexandra Pita, « La internacionalización del magisterio americano : propuestas educativas y tensiones políticas », *Revista de historia de la educación latinoamericana*, vol. XIII, n°17, juillet-déc. 2011, p. 237-362.

NEWLAND Carlos, « La educación elemental en Hispanoamérica : desde la independencia hasta la centralización de los sistemas educativos nacionales », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 71, n°2, mai 1991, p. 335-364.

PORTANTIERO Juan Carlos, *Estudiantes y política en América Latina : el proceso de la Reforma universitaria, 1918-1938*, México, Siglo XXI, 1978.

L'Amérique latine dans les relations internationales

ALBARRACÍN Enrique Sánchez, « De l'indépendance politique à l'émancipation culturelle : le rôle de la diplomatie latino-américaine en Europe », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, n°19, 2010, 2010 (en ligne : http://alhim.revues.org/index3500.html).

BANDEIRA Moniz, *Estado nacional e política internacional na América latina. O continente nas relações Argentina-Brasil (1930-1992)*, 2ª ed., São, Paulo, Ed. Universidade de Brasília, 1995.

BARTHÉLÉMY Françoise, *Un continent en quête d'unité : l'au-delà du rêve*, Paris, les éditions ouvrières, 1991.

BOERSNER Demetrio, *Relaciones internacionales de América Latina : breve historia*, Caracas, Ed. Nueva sociedad, 1982.

BULMER-THOMAS Victor (ed.), *Britain and Latin America : a changing relationship*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

CERVO Amado Luiz, *Relações internacionais da América latina. Velhos e novos paradigmas*, 2ª ed., São Paulo, Saraiva, 2007.

CERVO Amado Luiz, MARTINS Estevão Chaves de Rezende (org.), *Relações internacionais : visões do Brasil e da América latina*, Brasília, IBRI, 2003.

CERVO Amado Luiz, DÖPCKE Wolfgang (org.), *Relações internacionais dos países latinoamericanos : vertentes da história*, Brasília, Linha gráfica editora, 1994.

COMPAGNON Olivier, « 'Si Loin, si proche…'La Première Guerre mondiale dans la presse argentine et brésilienne », *in* LAMARRE Jean et DELEUZE Magali, *L'envers de la médaille. Guerres, témoignages et représentations*, Québec, Presses Universitaires de Laval, 2007, p. 77-91.

HELLMAN Ronald G., ROSENBAUM Jon (ed.), *Latin America : the search for a new international role*, New York, Halsted Press, 1975.

HILTON Stanley, « Latin America and Western Europe, 1880-1945 : the political dimension, *in* GRABENDORFF Wolf, ROETT Riordan (Org.), *Latin America, Western Europe and the United States, Reevaluating the Atlantic Triangle*, New York, Hoover Institution Press, Praeger Publishers, 1985, p. 1-39.

HOGAN Michael J., *Explaining the history of American foreign relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

INMAN Samuel Guy, *Latin America : its place in world life*, New York, Brace and co., 1937.

IRIYE Akira, *The Cambridge History of American foreign relations, vol. III, The globalization of America, 1913-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

KOHEN Marcelo G., « La contribution de l'Amérique latine au développement progressif du droit international en matière territoriale », *Relations internationales*, numéro spécial « L'Amérique latine dans les relations internationales » dirigé par Olivier Compagnon, n°137, janv. 2009, p. 13-29.

MUÑOZ Heraldo, TULCHIN Joseph (dir.), *Entre la autonomia y la subordinación. Política exterior de los países latinoamericanos*, Buenos Aires, Grupo editor Latinoamericano, 1984.

NÁPOLI Carlos de, *Nazis en el Sur : la expansión alemana sobre el Cono Sur y la Antártida*, Buenos Aires, Grupo Editorial Norma, 2005.

PUIG Juan Carlos, *América Latina : políticas exteriores comparadas*, Buenos Aires, Grupo editor Latinoamericano, 1984.

QUEUILLE Pierre, *L'Amérique latine, la doctrine Monroe et le panaméricanisme : le conditionnement historique du Tiers-monde latino-américain*, Paris, Payot, 1969.

RIPPY J. Fred, *Rivalry of the United States and Great Britain over Latin America (1808-1830)*, New York, Octagon Books, 1972.

SMITH Robert, « Latin America, The United States and the European powers, 1830-1930 », *in* BETHELL Leslie, Cambridge History of Latin America, vol. 3, p. 27-52.

WEHRLI Yannick, « La multiplicité des intervenants dans la résolution pacifique du conflit du Chaco (1932-1935) : un obstacle à la paix ? », *in* CHETAIL Vincent, RAMEL Sylvie, SCHWORK René, VAN DER POEL Cédric (org.), *Prévention, gestion et sortie des conflits*, Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 2006, p. 181-200.

L'Amérique latine et la Société des Nations

DUGGAN Stepen P., « Latin America, the League and the United States », *Foreign Affairs*, vol. 12, n°2, janv. 1934, p. 281-293.

FISCHER Thomas, *Die Souveränität der Schwachen Lateinamerika und der Völkerbund, 1920–1936*, Stuttgart, Steiner, 2012.

FISCHER Thomas, *Lateinamerika im Völkerbund : Schwache Staaten und kollective Sicherheit, 1920-1936*, thèse d'habilitation, Université de Berne, 2001.

MONTSERRAT LLAIRO Maria, SIEPE Raimundo, *Argentina en Europa. Yrigoyen y la Sociedad de las Naciones (1918-1920)*, Buenos Aires, Macchi, 1997.

MELLO E SILVA Alexandra de, « Idéias e política externa : a atuação brasileira na Liga das Nações e na ONU », *Revista brasileira de política. Internacional*, vol. 41, n°2, 1998, p. 139-158.

WEHRLI Yannick, « Latin America in the League of Nations : Bolívar's Dream Come True ? », *in* AUROI Claude, HELG Aline (ed.), *Latin America 1810-2010 : Dreams and Legacies*, Londres, Imperial College Press, 2011, p. 67-82.

WEHRLI Yannick, « Los proyectos de 'Sociedad de las Naciones americanas' : intentos de integración política en las Américas durante el periodo de entre-guerras », *in* MONSERRAT LLARO María de, PALACIO Proscila (éds), *Los procesos de integración en el ámbito regional y global. Una mirada desde la perspectiva de los tres continentes (América, Asia y Europa)*, Buenos Aires, CEINLADI-FCE-UBA, 2009.

WEHRLI Yannick, « Les délégations latino-américaines et les intérêts de la France à la Société des Nations », *Revue Relations internationales*, « L'Amérique latine dans les relations internationales » numéro spécial dirigé par Olivier Compagnon, n°137, janv. 2009, p. 61-75.

WEHRLI Yannick, *« Créer et maintenir l'intérêt » : la liaison entre le Secrétariat de la Société des Nations et l'Amérique latine (1919-1929)*, mémoire de licence ès lettres, sous la direction de CERUTTI Mauro, Université de Genève, Département d'histoire générale, Juillet 2003.

L'Amérique latine et les États-Unis

BEMIS Samuel Flagg, *The Latin American policy of the United States*, New York, Harcourt, Brace and company, 1943.

CONNELL-SMITH Gordon, *The United States and Latin America : an Historical Analysis of Inter-American relations*, New York, Wiley, 1974.

GELLMAN Irwin F., *Good neighbor diplomacy : United States policies in Latin America, 1933-1945*, Baltimore/London, Johns Hopkins University press, 1979.

GIRAULT Christian, « Les intellectuels latino-américains et les États-Unis de la guerre hispano-américaine à 1945 » *in* MELANDRI Pierre et RICARD Serge, *La montée en puissance des États-Unis. De la guerre hispano-américaine à la guerre de Corée, 1898-1953*, Paris, L'Harmattan, Collection L'aire anglophone, 2004.

HAGLUND David G., *Latin America and the transformation of U.S. strategic thought, 1936-1940*, Albuquerque, University of New Mexico press, 1984.

HAYES Margaret D., *Latin America and the US National Interest : a basis for US foreign policy*, Londres, Westview press, 1984.

HOLDEN Robert H., ZOLOV Eric, *Latin America and the United States : a Documentary History*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

JOHNSON John, *A hemisphere apart, The foundations of US policy toward Latin America*, Blatimore, John Hopkins University Press, 1990.

JOSEPH Gilbert M., « Toward a New Cultural History of U.S.-Latin American relations », *in* SALVATORE Ricardo D., JOSEPH Gilbert M., LEGRAND Catherine C. (ORG.), *Close Encounters of*

Empire. Writing the Cultural History of U.S.-Latin American Relations, Durham/London, Duke University Press, 1998, p. 3-46.

LANGLEY Lester D., *America and the Americas : the United States in the Western hemisphere*, Athens, University of Georgia press, 1989.

LANGLEY Lester D., *The United States and Latin America*, Londres, Addison-Wesley publications, 1971.

MADARIAGA Salvador de, *Latin America between the Eagle and the Bear*, New York, Praeger, 1962.

MCPHERSON Alan, *Anti-Americanism in Latin America and the Caribbean*, New York/Oxford, Berghahn Books, 2006.

MARTINIERE Guy, *Les Amériques latines et les États-Unis*, Grenoble, Université des sciences sociales, Institut d'Études Politiques, 1974.

MERCHAM Lloyd, *A Survey of United States-Latin American Relations*, Boston, Houghton Mifflin, 1965.

MUÑOZ-ASENJO Miguel Antonio, « Las visitas de Leo Stanton Rowe a Chile y sus ideas en torno a la Cooperación Intelectual entre Sudamérica y Estados Unidos, 1907-1915 », *Latin American Journal of International Affairs*, vol. 3, n°1, p. 52-71.

O'BRIEN Tomas, *Making the Americas : the United States and Latin America from the age of revolutions to the era of globalization*, Albuquerque, N.M., University of New Mexico Press, 2007.

PERKINS Dexter, *A history of the Monroe doctrine*, Boston, Little Brown and Company, 1955.

PIKE Fredrick B., *FDR's Good Neighbour Policy. Sixty Years of Generally Gentle Chaos*, Austin, University of Texas Press, 1995.

PIKE Fredrick B., *The United States and Latin America. Myths and Stereotypes of Civilization and Nature*, Austin, University of Texas Press, 1992.

RIPPY J. Fred, « Literary Yankeephobia in Hispanic America », *Journal of International Relations*, vol. 12, n°3, janv. 1922, p. 350-371.

ROBERTSON William Spence, *Hispanic-American Relations with the United States*, New York, Oxford University Press, 1923.

SALVATORE Ricardo Donato, « Library accumulation and the emergence of Latin American Studies », *Comparative American Studies. An International Journal*, vol. 3, n°4, 2005, p. 415-436.

SALVATORE Ricardo Donato, LEGRAND Catherine, *Close Encounters of Empire : Writing the Cultural History of U.S.-Latin American Relations,* American Encounters/Global Interactions, Durham, Duke University Press, 1998.

SALVATORE Ricardo Donato, *Imágenes de un imperio : Estados Unidos y las formas de representación de América latina*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2006.

SHOULTZ Lars, *Beneath the United States : a history of US policy toward Latin America*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1998.

SHURBUTT T. Ray, *United States-Latin American relations, 1800-1850, the formative generations*, Tuscaloosa (Ala.), London, University of Alabama press, 1991.

SMITH Joseph, *The United States and Latin America. A History of American Diplomacy, 1776-2000*, New York, Routledge, 2005.

TULCHIN Joseph A., *The aftermath of World War I and US policy toward Latin America*, New York, New York University Press, 1971.

VALLADÃO Alfredo G. A., *Le triangle atlantique : l'émergence de l'Amérique latine dans les relations Europe-Etats-Unis*, Paris, Institut français de relations internationales, 1999.

WESSON Robert G., MUÑOZ Heraldo, *Latin American views of U.S. policy*, New York, Praeger, 1986.

WHEELAN Joseph, *Invading Mexico : America's continental dream and the Mexican War, 1846-1848*, New York, Carroll & Graf, 2007.

WHITAKER Arthur P., *The United States and the Southern Cone*, *Argentina, Chile and Uruguay,* Harvard, University Press, 1976.

WOOD Bryce, *The dismantling of the good neighbor policy*, Austin, University of Texas Press, 1985.

WOOD Bryce, *The United States and Latin America wars, 1932-1942*, New York, Columbia University Press, 1966.

WOOD Bryce, *The making of the good neighbor policy*, New York, Columbia University Press, 1961.

L'Amérique latine et l'Europe

Historia general de la emigración española a Iberoamérica, Madrid, CEDEAL/Historia 16, 1992, 2 vol.

ADAM Thomas (ed.), *Germany and the Americas. Culture, Politics and History*, Santa Barbara, ABC-Clio, 2005, 3 vol.

BEIRED José Luis Bendicho, « Hispanismo : um ideário em circulação entre a Península Ibérica e as Américas », *Anais Electrônicos do VII Encontro Internacional da ANPHLAC*, Campinas 2006, p. 6 (consultable en ligne : http://anphlac.org/upload/anais/encontro7/jose_beired.pdf).

BLANCPAIN Jean-Pierre, *Migrations et mémoires germaniques en Amérique latine*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1994.

BULMER-THOMAS Victor (ed.), *Britain and Latin America : a changing relationship*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

CASTAÑARES Juan Carlos Pereira, « España e Iberoamérica : un siglo de relaciones (1836-1936) », *Mélanges de la Casa de Velázquez,* tome 28, n°3, 1992, p. 97-127.

CHONCHOL Jacques et MARTINIÈRE Guy, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, L'Harmattan, 1985.

FELL Claude, « 'Madre España'. L'Espagne retrouvée et déchirée », *in* CRICCAL (Org.), *Les poètes latino-américains et la guerre d'Espagne*, Paris, CRICCAL, 1979.

GOEBEL Michael, « Decentering the German Spirit : The Weimar's Republic's Cultural Relations with Latin America », *Journal of Contemporary History*, vol. 44, n°221, 2009, p. 221-245 (Article disponible en ligne : http://jch.sagepub.com/content/44/2/221).

MATTHIEU Gilles, *Une ambition sud-américaine. Politique culturelle de la France (1914-1940)*, Paris, L'Harmattan, 1991.

MATTHIEU Gilles, « Un enjeu diplomatique : la politique culturelle de la France en Amérique du Sud dans l'Entre-deux-guerres », *Cahiers des Amériques latines*, n°9, 1990, p. 131-138.

MITCHELL Nancy, *The Danger of Dreams German and American imperialism in Latin America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999.

NIÑO RODRIGUEZ Antonio, « Hispanoamericanismo, regeneración y defensa del prestigio nacional », *in* Pedro PÉREZ HERRERO, Nuria TABANERA (coord.), *España/América Latina : un siglo de políticas culturales*, Madrid, AIETI/SÍNTESIS-OEI, 1993, p. 15-48.

NIÑO RODRIGUEZ Antonio NIÑO RODRIGUEZ, « L'expansion culturelle espagnole en Amérique hispanique », *Relations internationales*, n°50, été 1987, p?

PERNET Corinne, « La cultura como política : los intercambios culturales entre Europa y América Latina en los años de entreguerras », *Puente@Europa*, año V, n°3-4, nov. 2007, p. 66-73.

ROLLAND Denis, *La crise du modèle français. Marianne et l'Amérique latine : culture, politique et identité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2000.

ROLLAND Denis, GONZALEZ CALLEJA *et alii*, *L'Espagne, la France et l'Amérique latine. Politiques culturelles, propagandes et relations internationales, XXe siècle : hommage à Andrée Bachoud* / España, Francia y America latina : políticas culturales, propagandas y relaciones internacionales, siglo XX, Paris, L'Harmattan, 2001.

ROLLAND Denis, « Les perceptions de la France en Amérique latine, structures et évolutions, 1918-1945 », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, tome 28, n°3, 1992, p. 161-189.

ROLLAND Denis, « 'L'Amérique a cessé de regarder vers l'Europe' ? La France, un modèle qui s'efface en Amérique latine », *in* LEMPÉRIÈRE Annick, LOMNÉ Georges, *et alii* (dir.), *L'Amérique latine et les modèles européens*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 393-431.

RIPPY J. Fred, « Pan-Hispanic Propaganda in Hispanic America », *Science Quarterly*, vol. 37, n°3, septembre 1922, p. 389-414.

SALISBURY Richard V., « Hispanismo versus Pan Americanism : Spanish Efforts to Counter U. S. Influence in Latin America before 1930 », in David SHEININ, (ed.), Beyond the Ideal. Pan Americanism in Inter-American affairs, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 67-77.

SÁNCHEZ MANTERO Rafael, MACARRO VERA José Manuel, ÁLVAREZ REY Leandro ÁLVAREZ REY, *La imagen de España en América 1898-1931*, Sevilla, Escuela de estudios hispano-americanos, 1994.

Relations entre pays d'Amérique latine

BANDEIRA Luiz Alberto Moniz, *Conflito e integração na América do Sul. Brasil, Argentina e Estados Unidos : da Tríplice Aliança ao Mercosul, 1870-2001*, Rio de Janeiro, Revan, 2003.

BANDEIRA Luiz Alberto Moniz, « As relações regionais no Cone Sul : iniciativas de integração », *in* CERVO Amado Luiz, RAPOPORT Mario (org.), *História do Cone Sul*, Rio de Janeiro/Brasília, Revan/Editora Universidade de Brasília, 1998, p. 289-334.

BANDEIRA Luiz Alberto Moniz, *Estado Nacional e politica internacional na América latina : o continente nas relações Argentina-Brasil, 1930-1992*, Brasilia, EDURB, 1993.

BANDEIRA Luiz Alberto Moniz, *O eixo Argentina-Brasil : o processo de integração de América Latina,* Brasília, Ed. Universidade de Brasília, 1987.

BIERCK Harold A., « Bolívar and Spanish American Cooperation », *Pacific Historical Review*, vol. 14, n°2, juin 1945, p. 196-203.

BUSHNELL David, *Simon Bolívar. Hombre de Caracas, proyecto de América. Una biografía*, Buenos Aires, Editorial Biblios, 2002.

CANDEAS Alessandro Warley, « Relações Brasil-Argentina : uma análise dos avanços e recuos », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol. 48, n°1, 2005, p. 168-213.

CERVO Amado Luis, RAPOPORT Mario (org.), *El Cono Sur : una historia común*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2001.

CORRÊA Luiz Felipe de Seixas, « Diplomacia e História : uma aliança estratégica para a integração Brasil-Argentina », in *Seminário Brasil-Argentina : A visão do Outro*, Brasília, FUNAG/Buenos Aires, FUNCEB, 2000, p. 387-391.

FRAGA Rosendo, « Los acuerdos Vargas-Justo, 1933-1935 », *in Seminário Brasil-Argentina : A visão do Outro,* Brasília, FUNAG/Buenos Aires, FUNCEB, 2000, p. 401-422.

GALASSO Norberto, *Manuel Ugarte y la lucha por la unidad latinoamericana*, Buenos Aires, Corregidor, 2001.

GARCÍA Aimer Granados, « Congresos e intelectuales en los inicios de un proyecto y de una conciencia continental latinoamericana, 1826-1860 », *in* GARCÍA Aimer Granados et MARICHAL Carlos, *Construcción de las identidades latinoamericanas : ensayos de historia intelectual, siglos XIX y XX*, México, El Colegio de México/Centro de Estudios Históricos, 2009, p. 39-70.

HILTON Stanley, « Brasil-Argentina », *in* JAGUARIBE Hélio, *Leituras de política internacional*, Brasília, Ed. Universidade de Brasília, 1983.

HILTON Stanley, « The Argentine Factor in Twentieth-Century Brazilian Foreign Policy Strategy », *Political Science Quarterly*, Vol. 100, n°. 1, printemps 1985, p. 27-51.

HIRST Mônica, *Argentina - Brasil: el largo camino de la integración*, Buenos Aires, Legasa, 1988.

HIRST Mônica, *Vargas-Perón y las relaciones Brasil-Argentina*, Buenos Aires, Flacso, 1985.

JACKS Nilda (coord.), *Hermanos, pero no mucho : el periodismo narra la paradoja de la fraternidad y rivalidad entre Brasil y Argentina*, Buenos Aires, Argentina, La Crujía Ediciones, 2004.

LACOSTE Pablo, *Argentina-Chile y sus vecinos, : las relaciones bilaterales en el cono sur*, Córdoba, Caviar Bleu, 2004.

LAFER Celso, PEÑA Félix, *Argentina y Brasil en el sistema de relaciones internacionales*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1973.

MELLO Leonel Itaussu Almeida, *Argentina e Brasil : a balança do poder no Cone Sul*, São Paulo, Annablume, 1996.

PORCILE Gabriel, « The Challenge of Cooperation : Argentina and Brazil, 1939-1955 », *Journal of Latin American Studies*, vol. 27, n°1, fév. 1995, p. 129-159.

POSADA Edgar Vieira, *La integración de América Latina : del Congreso Anfictiónico de Panamá en 1826 a una Comunidad Latinoamericana o Sudamericana de Naciones en el año 2010*, Bogotá, Editorial Pontifica Universidad Javeriana, 2004.

QUESADA Vicente G., *Historia diplomática Latino-Americana 3 : La política imperialista del Brasil : y las cuestiones de límites de las repúblicas sudamericanas*, Buenos Aires, Pie de Imprenta, 1920.

RUSSEL Roberto, TOKATLIAN Juan Gabriel, *El Lugar de Brasil en la política exterior argentina*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2003.

SÁNCHEZ Walter G. (dir.), *Las relaciones entre los países de América Latina*, Santiago, Instituto de estudios internacionales de la Universidad de Chile, Ed. Universitaria, 1980.

SANTOS Raquel Paz dos, « Relações Brasil-Argentina : a cooperação cultural como instrumento de integração regional », *Estudos Históricos*, Rio de Janeiro, vol.22, n°44, julho-dezembro 2009, p. 355-375.

SCENNA Miguel Angel, *Argentina-Brasil : cuatro siglos de rivalidad,* Buenos Aires, Ed. La Bastilla, 1975.

SORÁ Gustavo, *Traducir el Brasil. Una antropología de la circulación internacional de ideas*, Buenos Aires, Libros del Zorzal, 2003.

SORÁ Gustavo, « Un échange dénié. La traduction d'auteurs brésiliens en Argentine », *Actes de la recherche en sciences sociales,* n°145, mai 2002, p. 61-70.

SVARTMAN Eduardo Muñoz, *Diplomatas, políticos e militares : as visões do Brasil sobre a Argentina durante o Estado Novo*, Passo Fundo/EDIUPF, 1999.

VEBER Hélène, *Une rencontre dans les fastes de l'Amérique ? Julio Roca à Rio de Janeiro (Argentine-Brésil 1899)*, Mémoire de Master 2 en histoire, dirigé par Olivier Compagnon, IHEAL, septembre 2011.

Argentine

Ouvrages généraux

ALTAMIRANO Carlos, *La Argentina en el siglo XX*, Buenos Aires, Ariel/ Universidad de Quilmes, 1999.

ANSALDI Waldo, AROSKIND Ricardo, DOYON Louise *et alii*, *Argentina : la construcción de un país*, Buenos Aires, Sudamericana, 2009.

CIRIA Alberto, *Partidos políticos y poder en la Argentina moderna (1930-1946)*, Ediciones de la Flor, Buenos Aires, 1975.

CLAXTON Robert H., *From Parsifal to Perón : early radio in Argentina, 1920-1944,* Gainesville, University Press of Florida, 2007.

DEVOTO Fernando J., *Historia de la inmigración en la Argentina*, Buenos Aires, Sudamericana, 2003.

DEVOTO Fernando J., ZIMMERMANN Eduardo, PAGANO Nora *et alii*, *La historiografia argentina en el siglo XX*, 2 vol., Buenos Aires, centro Editor de América latina, 1993.

DI LISCA María Silva, LLUCH Andrea (ed.), *Argentina en exposición. Ferias y exhibiciones durante los siglos XIX y XX*, Sevilla, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2009.

DROSDOFF Daniel, *El gobierno de las vacas, 1933-1956*, Buenos Aires, Ed. La Bastilla, 1972.

HALPERÍN DONGHI Tulio, *Una nación para el desierto argentino*, [1ère éd. 1982] Buenos Aires, Prometeo Libros, 2005.

HALPERÍN DONGHI Tulio, *El revisionismo histórico argentino como visión decadentista de la historia nacional*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2005.

HALPERÍN DONGHI Tulio, *La Argentina y la tormenta del mundo. Ideas e ideologias entre 1930 y 1945*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores Argentina, coll. « Historia y Cultura », 2003.

HALPERÍN DONGHI Tulio, *La república imposible (1930-1945),* Buenos Aires Editorial Planeta Argentina, 2004.

HALPERÍN DONGHI Tulio, *El espejo de la historia. Problemas argentinos y perspectivas latinoamericanas*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 1987.

KARUSH Matthew B., *Culture of Class. Radio and Cinema in the Making of a Divided Argentina, 1920-1946*, Durham, Duke University Press, 2012.

LAFAGE Frank, *L'Argentine des dictatures, 1930-1983.Pouvoir militaire et idéologie contre-révolutionnaire*, Paris, L'Harmattan, 1991.

QUATTROCHI-WOISSON Diana , « La Revue Argentine, Paris-Buenos Aires, 1934-1945. Hommage à nos prédécesseurs », *La Nouvelle Revue Argentine*, première année, n°1, sept. 2008, p. 8-27.

RAPOPORT Mario, *Historia económica, política y social de la Argentina: 1880-2003*, Buenos, Aires, Ariel, 2006.

ROCK David, *Authoritarian Argentina : the Nationalist Movement, its History and its Impact*, University of California Press, 1993.

ROMERO José Luis, *Breve historia de la Argentina contemporanea*, Buenos Aires, FCE, 2e ed., 2004.

ROMERO Luis Alberto, « L'Argentine au miroir des deux centenaires de la fondation de la République », *Problèmes d'Amérique latine*, n°77, mars 2010, p. 47-58.

SHUMWAY Nicolás, *La invención de la Argentina, Historia de una idea*, Buenos Aies, Emecé editores, 1993.

SOLVEIRA Beatriz Rosario, RUSSELL Roberto *et alii*, *La Argentina del Siglo XX : 1914 – 1983*, Buenos Aires, Planeta, 2001.

VERDO Geneviève, *L'indépendance argentine entre cités et nation, 1808-1821*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2006.

ZANATTA Loris, « La dictature militaire argentine (1976-1983). Une interprétation à la lumière du mythe de la 'nation catholique' », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°105, janv.-mars 2010, p. 145-153.

La question nationale

BERTONI Lilia Ana, *Patriotas, cosmopolitas y nacionalistas. La construcción de la nacionalidad argentina a fines del siglo XIX*, Buenos Aires, Fundo de Cultura Económica, 2001.

CHAMOSA Oscar, « Indigeneous or Criollo : The Myth of White Argentina in Tucumán's Calchaquí Valley », *Hispanic American Historical Review*, vol. 88, n°1, 2008, p. 71-106.

COMPAGNON Olivier, « Le XXe siècle argentin. Historiographie récente sur la nation et le nationalisme. Éditorial », *Le Mouvement Social*, n°230, janv. 2010, p. 3-6.

ESCUDE Carlos, « Argentine territorial nationalism », *Journal of Latin American Studies*, vol. XX, n°1, mai 1988, p. 139-165.

FRADKIN Raúl O., « Centaures de la pampa. Le gaucho, entre l'histoire et le mythe », *Annales Histoire Sciences Sociales*, n°1, janv.-fév. 2003, p. 109-133.

HALPERÍN DONGHI Tulio, *Proyectos y construcción de una nación*, Buenos Aires, Ariel, 2001.

HALPERÍN DONGHI Tulio, *Las ideologías de la cultura nacional y otros ensayos*, Buenos Aires, Centro editor de América latina, 1982.

HERNÁNDEZ Juan José Arregui, *La formación de la conciencia nacional*, 2e éd., Buenos Aires, Arturo Peña Lillo, 2008.

QUATTROCHI-WOISSON Diana, *Un nationalisme de déracinés. L'Argentine, pays malade de sa mémoire*, Toulouse, Éditions du CNRS, 1992.

QUATTROCHI-WOISSON Diana, « Discours historiques et identité nationale en Argentine », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°28, oct.-déc. 1990, p. 41-55.

QUIJADA Mónica, BERNAND Carmen, SCHNEIDER Arnd, *Homogeneidad y nación con un estudio de caso : Argentina, siglos XIX y XX*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2000.

QUIJADA Mónica, « Nación y territorio : la dimensión simbólica del espacio en la construcción nacional argentina. Siglo XIX », *Revista de Indias*, vol. LV, n°219, 2000, p. 373-394.

Histoire culturelle et intellectuelle

ALTAMIRANO Carlos, SARLO Beatriz, « La Argentina del Centenario : campo intelectual, vida literaria y temas ideológicos », *Hispamérica*, año 9, n°25-26, avril-août 1980, p. 33-59.

BEIRED José Luis Bendicho, « Hispanismo, intelectuais e identidade nacional na Argentina », *Anais Eletrônicos do VIII Encontro Internacional da ANPHLAC*, Vitória, 2008, 15 pages (disponible en ligne : http://anphlac.org/upload/anais/encontro8/jose_luis_bendicho_beired.pdf).

CHAMOSA Oscar, « Criollo and Peronist. The Argentine Folklore Movement during the First Peronism, 1943-1955 », *in* KARUSH Matthew, CHAMOSA Oscar (ed.), *The New Cultural History of Peronism : Power and Identity in Mid-Twentieth Century Argentina*, Durham, Duke University Press, 2010, p. 119-142.

CHAMOSA Oscar, *The Argentine Folklore Movement : Sugar Elites, Criollo Workers, and the Politics of Cultural Nationalism, 1900-1950*, Tucson, University of Arizona Press, 2010.

GALLARDO Milagros, « Aproximación al concepto histórico de Carlos Ibarguren a través de su correspondencia y otros escritos », *Diálogos*, DHI/UEM, 2003, p. 235-279 (disponible en ligne : http://www.dhi.uem.br/publicacoesdhi/dialogos/volume01/vol7_atg7.htm).

GLAUERT Earl T., « Ricardo Rojas and the emrgence of Argentine Cultural Nationalism », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 43, n°1, fév. 1963, p. 1-13.

MENDEZ Jesús, *Argentine Intellectuals in the Twentieth Century, 1900-1943*, PhD Tesis, The University of Texas at Austin, 1980.

PETRICH Perla, « La función de los intelectuales en Argentina », *Rio de la Plata* (Buenos Aires), n°20-21, 1999-2000, "La figura del intelectual", *Actas del VI Congreso Internacional del CELCIRP* (New York 1998), p. 87-96.

PLOTKIN Mariano, « Aprendendo a entender. Victoria Ocampo y su descubrimiento de los Estados Unidos », *Anuario de Estudios Americanos*, Tome LIX, n°2, 2002, p. 565-588.

SHIRKIN Susana, « La letra asediada. El avance del nacionalsocialismo sobre el campo literario y teatral y sus repercusiones en la Argentina de los años treinta », *Serie de Documentos*, n°3, IDICSO, Universidad del Salvador, juillet 2007, 7 pages.

SIGAL Silvia, *Le rôle politique des intellectuels en Amérique latine : la dérive des intellectuels en Argentine*, Paris, L'Harmattan, 1996.

SARLO Beatriz, *Una modernidad periférica : Buenos Aires 1920-1940*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1988.

TERÀN Oscar, *Vida intelectual en el Buenos Aires de fin de siglo (1880-1910). Derivas de la "cultura científica"*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2000.

WARLEY Jorge A., *Vida cultural y intelectuales en la década de 1930*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, Biblioteca, 1985.

Le péronisme

ARINGOLI Guillermo Enrique d'Arino, *La propaganda peronista (1943-1955)*, Ituzaingó, Ed. Maipue, 2006.

BUCHRUCKER Cristián, *Nacionalismo y peronismo. La Argentina en la crisis ideológica mundial (1927-1955)*, Buenos Aires, Sudamericana, 1999.

CIRIA Alberto, *Política y cultura popular : la Argentina peronista*, Buenos Aires, Editorial De la Flor, 1983.

FALCOFF Mark, DOLKART Ronald H. (ed.), *Prologue to Perón : Argentina in depression and war, 1930-1943*, Berkeley/ Los Angeles/London, University of California Press, 1975.

FIORUCCI Flavia, *Intelectuales y peronismo, 1945-1955*, Buenos Aires, Biblos, 2011.

FIORUCCI Flavia, « El antiperonismo intelectual », *in* SEBASTIANI Marcela García (ed.), *Fascismo y antifascismo. Peronismo y antiperonismo. Conflictos políticos e ideológicos en la Argentina (1930-1955)*, Madrid/Frankfurt, Iberoamericana/Vervuet Verlag, 2006, p. 161-193.

PLOTKIN Mariano, *Mañana es San Perón, Propaganda, rituales políticos y educación en el régimen peronista (1946-1955)*, Buenos Aires, Ariel Historia Argentina, 1994.

SEBASTIANI Marcela García (ed.), *Fascismo y antifascismo, Peronismo y antipreonismo. Conflictos políticos e ideológicos en la Argentina (1930-1955)*, Madrid, Iberoamericana /Frankfurt, Vervuert Verlag, 2006.

FINCHELSTEIN Federico, *Fascismo trasatlántico : ideología, violencia y sacralidad en Argentina y en Italia, 1919-1945*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2010.

FINCHELSTEIN Federico, *Fascismo, Liturgia e imaginario. El mito del general Uriburu y la Argentina nacionalista*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2002.

SEBASTIANI Marcela García (ed.), *Fascismo y antifascismo. Peronismo y antiperonismo. Conflictos políticos e ideológicos en la Argentina (1930-1955)*, Madrid/Frankfurt, Iberoamericana/Vervuet Verlag, 2006.

Tourisme

LOIS Carla, TRONCOSO Claudia, « Políticas turísticas y peronismo. Los atractivos turísticos promocionados en Visión de la Argentina (1950 », PASOS. *Revista de Turismo y Patrimonio Cultural*, vol. II, n°2, 2004, p. 281-294 (disponible en ligne : http://www.pasosonline.org/Publicados/2204/PS100204.pdf).

PIGLIA Melina, « En torno a los Parques Nacionales : primeras experiencias de una política turística nacional centralizada en la Argentina (1934-1950) », *PASOS. Revista de Turismo y Patrimonio Cultural*, vol. X, n°1, 2012, p. 61-73 (http://www.pasosonline.org/Publicados/10112/PS0112_05.pdf).

SCARZANELLA Eugenia, « Las bellezas naturales y la nación : los parques nacionales en Argentina en la primera mitad del siglo XX », *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, n°73, oct. 2002, p. 5-21.

SCHLÜTER Regina G., *El turismo en Argentina : del Balneario al Campo*, Buenos Aires, Centro de Investigaciones y Estudios Turísticos, 2001.

L'Argentine dans les relations internationales

Ouvrages généraux

WATT Donald Cameron, *Argentina between the Great Powers, 1939-46*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1990.

BAGÚ Sergio, *La realidad argentina en el siglo XX. Argentina en el mundo*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1961.

BEIRED José Luis Bendicho, « 'A grande Argentina' : um sonho nacionalista para a construção de uma potência na América latina », *Revista Brasileira de História*, vol. XXI, n°42, 2001, p. 303-322.

CISNEROS André, ESCUDÉ Carlos (dir.), *Historia general de las relaciones exteriores de la República Argentin*a, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, Centro de Estudios de política exterior/Consejo argentino para las relaciones internacionales, 1999.

CONIL PAZ Alberto, FERRARI Gustavo, *Política exterior argentina.1930-1962*, Buenos Aires, Círculo militar, 1971.

ESCUDÉ Carlos, *Realismo periférico : fundamentos para la nueva política exterior argentina*, Buenos Aires, Planeta ,1992.

ESCUDÉ Carlos, *Gran Bretaña, Estados Unidos y la declinación argentina : 1942-1949*, Buenos Aires, Editorial de Belgrano, 1983.

FERRARI Gustavo, *Esquema de la política exterior argentina*, Buenos Aires, Eudeba, 1981.

FIGARI Guillermo Miguel, *Pasado, presente y futuro de la política exterior argentina*, Buenos Aires, Biblos, 1993.

JACOVELLA Guillermo, *La Argentina : su lugar en el mundo. Bases culturales de nuestra política exterior en América Latina*, Buenos Aires, PLEAMAR, 1981.

JALABE Silvia Ruth (dir.), La política exterior argentina y sus protagonistas : 1880-1995, Buenos Aires, NuevoHacer, 1996.

LANÚS Juan Archibaldo, *Aquel apogeo : política internacional argentina (1910-1939)*, Buenos Aires, Emecé, 2001.

LLAIRO Maria Montserrat, SIEPE Raimundo, *Argentina en Europa. Yrigoyen y la Sociedad de las Naciones (1918-1920)*, Buenos Aires, Macchi, 1997.

MIRANDA Roberto Alfredo, *El análisis de la política exterior argentina desde la perspectiva de las relaciones internacionales*, Rosario de Santa Fe, Promopea, 1988.

MUÑOZ José R. Sanchís, *Historia diplomática argentina,* Buenos Aires, EUDEBA, 2010.

PARADISO José, *Debates y trayectoria de la política exterior argentina*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 1993.

PARADISO José, *Um lugar no mundo : a Argentina e a busca de identidade internacional*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2005.

RAPOPORT Mario, *Gran Bretaña, Estados Unidos y clases dirigentes argentinas: 1940-1945*, Buenos Aires, Belgrano, 1981.

RAPOPORT Mario, *Política exterior argentina: poder y conflictos internos (1880-2001)*, Buenos Aires, Capital intellectual, 2005.

RAYES Agustina, « El rol de la diplomacia argentina en la promoción de las exportaciones durante la expansión agroexportadora, 1900-1913 », *Temas de política exterior, comercio y relaciones internacionales*, n°4, déc. 2011, p. 77-98.

SOLVEIRA Beatriz, *La evolución del Servicio Exterior Argentino entre 1852 y 1930*, Córdoba, Centro de Estudios Historicos, 1997.

SOLVEIRA Beatriz, *La Argentina y la Quinta Conferencia panamericana*, Córdoba, Centro de Estudios Historicos, 1993

TULCHIN Joseph H., « Foreign Policy », *in* FALCOFF Mark, DOLKART Ronald H. (ed.), *Prologue to Perón : Argentina in depression and war, 1930-1943*, Berkeley/ Los Angeles/London, University of California Press, 1975, p. 83-109.

L'Argentine et l'Amérique latine

CERESOLE Norberto, *Argentina y América latin : doce ensayos políticos*, Buenos Aires, Pleamar, 1972.

CISNEROS Andrés, IÑIGUEZ Carlos Piñeiro, Del ABC al MERCOSUR. La integración latinoamericana en la doctrina y praxis del peronismo, Buenos Aires, Instituto del Servicio Exterior de la Nación, NuevoHacer, 2002.

FERRARI Gustavo, « La Argentina y sus vecinos », in FERRARI Gustavo, GALLO Ezequiel (org.), *La Argentina del Ochenta al centenario*, Buenos Aires, Sudamericana, 1980, p. 672-693.

FIGARI Guillermo Miguel, *Argentina y América Latina : conflictos y integración*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1991.

SOLVEIRA Beatriz Rosario, *La Argentina, el ABC y el conflicto entre México y Estados Unidos, 1913-1916*, Córdoba, Centro de Estudios Históricos, 1994.

L'Argentine et les États-Unis

ABREU Marcelo de Paiva, « Argentina e Brasil na década de 30 : o impacto das políticas econômicas internacionais da Grã-Bretanha e dos EUA », *Revista Brasileira de Economia*, vol. XXXVIII, n°4, oct.-déc. 1984, p. 309-326.

CONIL PAZ Alberto, *La Argentina y los Estados Unidos en la Sexta Conferencia Panamericana [La Habana, 1928]* Buenos Aires, Huemul ,1965.

DORN Glenn J., « Perón's gambit : The United States and the Argentine challenge to the Inter-American Order, 1946-1948 », *Diplomatic History*, vol. 26, n°1, hiver 2002, 20 pages.

ESCUDÉ Carlos, « US political destabilisation and economic boycott of Argentina during the 40s », *in* Guido di TELLA, D. Cameron WATT (ed.), *Argentina between the Great Powers, 1939-1946*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1990, p. 56-76.

ESCUDÉ Carlos, *El boicot norteamericano a la Argentina en la década del 40*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1988.

FALICOV Tamara L., « Hollywood's Rogue Neighbor : The Argentine Film Industry during the Good Neighbor Policy, 1939-1945 », *The Americas*, vol. 63, n°2, octobre 2006, p. 245-260.

FRANCIS Michael, *The limits of hegemony. United States relations with Argentina and Chile during World War II*, University of Notre Dame Press, 1977.

MACDONALD Callum A., « The Braden Campaign and Anglo-American Relations in Argentina, 1945-1946 », *in* Guido di TELLA, D. Cameron WATT (ed.), *Argentina between the Great Powers, 1939-1946*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1990, p. 137-157.

MCGANN Thomas F., *Argentina, Estados unidos y el sistema interamericano 1880-1914*, 2ª ed., Buenos Aires, Eudeba, 1960.

PETERSON Harold, *La Argentina y los Estados Unidos 1810-1960*, Buenos Aires, Eudeba, 1970.

RAPOPORT Mario, SPIGUEL Claudio, *Relaciones tumultuosas : Estados Unidos y el primer peronismo*, Buenos Aires, Emecé, 2009.

SHEININ David, *Argentina and the United States : an alliance contained*, Athens, University of Georgia Press, 2006.

SHEININ David, *Searching for Authority. Pan Americanism, Diplomacy and Politics in United States-Argentina Relations 1910-1930*, New Orleans, University Press of the South, 1998.

SHEININ David, *Argentina and the United States at the 6th Pan American Conference (Havana, 1928)*, London, University of London, Institute of Latin American Studies, 1991.

TASK Roger R., « Spruille Braden versus George Messermith : World War II, the Cold War, and Argentine Policy, 1945-1947 », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 26, n°1, fév. 1984, p. 69-95.

TULCHIN Joseph A., *La Argentina y los Estados Unidos : historia de una desconfianza*, Buenos Aires, Planeta, 1990.

ZANATTA Loris, AGUAS Mariano, « Auge y declinación de la tercera posición. Bolívia, Perón y la guerra fría, 1943-1954 », *Desarrollo Económico*, vol. 45, n°177, abril-juin 2005, p. 25-53.

L'Argentine et l'Europe

CABEZA Marta Graciela, « Italianos en Argentina : una mirada desde las Relaciones Internacionales. Imágenes, identidades y Estados », *Diasporas*, n°19, abril 2012.

DEVOTO Fernando J., *Historia de los italianos en la Argentina*, Buenos Aires, Editorial Biblos, coll. « La Argentina plural », 2006.

QUIJADA Mónica, *Aires de República, aires de cruzada : la guerra civil española en Argentina*, Barcelona, Sendai, 1991.

RAPOPORT Mario, MUSACCHIO Andrés, Converse Christel Converse, « Las inversiones alemanas en Argentina entre 1933 y 1945 : ¿base material de la expansión de los nazis? », *Iberoamericana*, vol. VI, n°21, 2006, p. 45-69.

Brésil

Ouvrages généraux

BARMAN Roderick J., *Brazil :The Forging of a Nation, 1789-1852*, Stanford, Stanford University Press, 1988.

BENNASSAR Bartolomé, MARIN Richard, *Histoire du Brésil, 1500-2000*, Paris, Fayard, 2000.

BETHELL Leslie, *Brazil : Empire and Republic 1822-1930*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 1989.

CARVALHO José Murilo, *A formação das almas. O imaginário da república no Brasil*, São Paulo, Companhia das Letras, 2009.

CLAVAL Paul, *La fabrication du Brésil, une grande puissance en devenir*, Paris, Belin, 2004.

DUTRA Eliana de Freitas, «The Mirror of History and Images of the Nation : the invention of a national identity in Brazil and its contrasts with similar enterprises in Mexico and Argentina », *in* BERGER Stefan (ed.), *Writing the nation. A global perspective*, New York, Palgrave MacMillan, 2007, p. 84-102.

ENDERS Armelle, *Histoire du Brésil*, Paris, Éditions Complexe, 1997.

LEITE Dante Moreira, *O Caráter Nacional Brasileiro. História de uma ideologia*, São Paulo, 1969.

MARTINIERE Guy, *Le Brésil et l'Europe Atlantique (XVIe-XVIIIe siècles). L'invention contemporaine de la « brasilianité »*, Doctorat d'État (dir. Frédéric Mauro), Université Paris X, 1986.

MOTTA Marly Silva da, *A Nação faz 100 anos. A questão nacional no centenario da Independencia*, Rio de Janeiro, Editora da Fundação Getulio Vargas / CPDOC, 1992.

OLIVEIRA Lippi Oliveira, « Gigante pela própria natureza », *Cadernos Cedec*, n°91, février 2011, p. 5-13.

OLIVEIRA Lucia Lippi, *A questão nacional na Primeira República*, São Paulo, Brasiliense, 1990.

ROUQUIÉ Alain, *Le Brésil au XXIe siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006.

SCHWARCZ Lilia Moritz, « A Mestizo and Tropical Country : The Creation of the Official Image of Independent Brazil », *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, n°80, avril 2006, p. 25-42.

SCHWARCZ Lilia Moritz, *O espetáculo das raças : cientistas, instituições e questão racial no Brasil*, [1ère éd. 1993] São Paulo, Companhia das Letras, 2001.

SKIDMORE Thomas, *Preto no branco : raça e nacionalidade no pensamento brasileiro*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1976.

SOUZA Ricardo Luiz de, *Identidade nacional e modernidade brasileira. O diálogo entre Sílvio Romero, Euclides da Cunha, Câmara Cascudo e Gilberto Freyre*, Belo Horizonte, Autêntica, 2007.

VIDAL Laurent, *De Nova Lisdoa à Brasília. L'invention d'une capitale (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2002.

WEHLING Arno, *Estado, história, memória : Varnhagen e a construção da identidade nacional*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 1999.

L'ère Vargas

A Revolução de 30 : Seminário Internacional realizado, pelo CPDOC da Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro, setembro 1980, Brasilia, Editora da Universidade de Brasília, 1983.

CARONE Edgar, *A república nova (1930-1937)*, São Paulo, DIFEL, 1974.

CODATO Adriana Nervo, GUANDALINI Walter Jr., « Os autores e suas idéias : um estudo sobre a elite intelectual e o discurso político do Estado Novo », *Estudos Históricos*, n°32, 2003, p. 145-164.

FAUSTO Boris, *Getúlio Vargas : o poder e o sorriso*, São Paulo, Companhia das Letras, 2006.

FAUSTO Boris, *A Revolução de 1930 : historiografia e história*, São Paulo, Brasiliense, 1970.

FONTES Virgínia, « Propaganda y proyecto político en el Estado Novo. El Departamento de Prensa y Propaganda – DIP », *in* ANSALDI Waldo, (coord.), *Calidoscopio latinoamericano : imágenes históricas para un debate vigente*, Buenos Aires, Ariel, 2004, p. 167-181.

GOMES Ângela Castro (dir.), *Capanema : o ministro e seu ministério*, Rio de Janeiro, FGV, 2000.

GOMES Ângela de Castro, *História e historiadores : a política cultural do Estado Novo*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas, 1996.

GOULART Silvana, *Sob a verdade oficial : ideologia, propaganda e censura no Estado Novo*, São Paulo, Marco Zero, 1990.

OLIVEIRA Lúcia Lippi, VELLOSO Mônica Pimenta, GOMES Ângela Castro (org.), *Estado Novo : Ideologia e Poder*, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1982.

OLIVEIRA Lucia Lippi, « As raizes da ordem : os intelectuais, a cultura e o Estado », dans *A Revolução de 1930, Seminario internacional realizado pelo Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil da Fundação Getulio Vargas*, Brasília, Ed. Universidade de Brasilia, 1983, p. 505-526.

OLIVEIRA Lúcia Lippi, « Elite intelectual e debate político nos anos 30 », in *A Revolução de 30 : Seminário Internacional realizado, pelo CPDOC da Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro, setembro 1980*, Brasília, Editora da Universidade de Brasilia, 1983.

SCHVARTZMAN Simon, COSTA Wanda Maria Ribeiro, BOUSQUET Helena, *Tempos de Capanema*, Rio de Janeiro, BNDES, 2004.

TRINDADE Hélgio, *La tentation fasciste au Brésil dans les années 1930*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1988.

VELLOSO Mônica Pimenta, *Os intelectuais e a politica cultural do Estado Novo*, Rio de Janeiro, Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil, 1987.

WILLIAMS Daryle, *Culture Wars in Brazil: The First Vargas Regime, 1930–1945*, Durham, Duke University Press, 2001.

Histoire intellectuelle et culturelle

BOMENY Helena (org.), *Constelação Capanema. Intelectuais e política*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas, 2001.

DUTRA Eliana de Freitas, « A nação nos livros : a biblioteca ideal na coleção *Brasiliana* », *in* DUTRA Eliana de Freitas, MOLLIER Jean-Yves (org.), *Política, Nação e edição. O lugar dos impressos na construcção da vida política. Brasil, Europa e Américas, séculos XVIII-XX*, São Paulo, Annablume, 2006, p. 299-314.

FLÉCHET Anaïs, « Sur un air de samba. Le voyage des Batutas à Paris en 1922 », *in* DULPHY Anne, LEONARD Yves, MATARD-BONUCCI Marie-Anne (dir.), *Intellectuels, artistes et militants Le voyage comme expérience de l'étranger*, Bruxelles, Peter Lang, 2010, p. 259-269.

FRY Peter, « Feijoada e *soul food* : notas sobre a manipulação de símbolos étnicos e nacionais », *in Para Inglês ver. Identidade e política na cultura brasileira*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 1982, p. 47-53.

HEIZER Alda, VIDEIRA Antonio Augusto Passos (org.), *Ciência, civilização e república nos trópicos, 1889-1930*, Rio de Janeiro, FAPERJ, 2010.

MCCANN Bryan, *Hello, hello Brazil : popular music in the making of modern Brazil*, Durham/London, Duke University Press, 2004.

MICELI Sergio, *Les intellectuels et le pouvoir au Brésil (1920-1945)*, Paris/Grenoble Collection Brasilia, Presses Universitaires de Grenoble et Maison des Sciences de l'Homme, 1981.

MOTA Carlos Guilherme, *Ideologia da cultura brasileira (1933-1974). Pontos de partida para uma revisão historica*, São Paulo, Editora Ática, 1977.

NEVES Margarida de Sousa, « Ciência, civilização e República », *in* HEIZER Alda, VIDEIRA Antonio Augusto Passos (org.), *Ciência, civilização e república nos trópicos, 1889-1930*, Rio de Janeiro, FAPERJ, 2010, p. 31-44.

PÉCAUT Daniel, *Entre le peuple et la nation. Les intellectuels et le politique au Brésil*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1989.

SCHVARTZMAN Simon, « O intelectual e o poder : a carreira política de Gustavo Capanema », *in A Revolução de 30. Seminario Internacional. Seminario realizado pelo Centro de Pesquisa e Documentação de Historia Contemporanea da Fundação Getulio Vargas*, Brasília, Ed. Universidade de Brasília, 1983, p. 366-397.

SILVA Renata Prudencio da, « Ciência versus Letras no Brasil republicano : a especialização do conhecimento médico através da trajetória de Afrânio Peixoto », *Anais do XXVI Simpósio Nacional de História – ANPUH*, São Paulo, juillet 2011.

SODRÉ Nelson Werneck, *Síntese de história da cultura brasileira*, Rio de Janeiro, Civilisação Brasileira, 1970.

SORÁ Gustavo, « La maison et l'entreprise : José Olympio et l'évolution de l'édition brésilienne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 126, n°1, 1999, p. 90-102.

SOUZA Ricardo Luiz de, *Identidade nacional e modernidade brasileira. O diálogo entre Sílvio Romero, Euclides da Cunha, Câmara Cascudo e Gilberto Freyre*, Belo Horizonte, Autêntica, 2007.

SOUZA Vanderlei Sebastião de, « Por uma nação eugênica : higiene, raça e identidade nacional no movimento eugênico brasileiro dos anos 1910 e 1920 », *Revista Brasileira de História da Ciência*, vol. I, n°2, déc. 2008, p. 146-166.

VELLOSO Mônica Pimenta, « O modernismo e a questão nacional » *in* FERREIRA Jorge, NEVES Lucilia de Almeida (dir.), *O Brasil Republicano 1*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2003, p. 145-179.

VELLOSO Mônica Pimenta, « Cultura e poder político : uma configuração do campo intelectual », in OLIVEIRA Lúcia Lippi, VELLOSO Mônica Pimenta, GOMES Ângela Castro (org.), *Estado Novo : Ideologia e Poder*, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1982, p. 71-108.

Relations extérieures

Ouvrages généraux

ALMEIDA Paulo Roberto de, « As relações econômicas internacionais do Brasil na primeira fase da era republicana (1889-1945) », in *Relações Internacionais : visões do Brasil e da América latina, Brasília*, IBRI, 2003, p. 153-186.

ALMEIDA Paulo Roberto de, *Relações internacionais e política exterior do Brasil : dos descobrimentos à globalização*, Porto Alegre, Ed. Da UFRGS, 1998.

BREDA DOS SANTOS Norma, « Diplomacia e fiasco. Repensando a participação brasileira na Liga das Nações: elementos para uma nova interpretação », *Revista brasileira de política internacional,* 2003, vol.46, n°2, p. 87-112.

BUENO Clodoaldo, CERVO Amado Luiz, *História da política exterior do Brasil*, 3era ed., Brasília, Editora Universidade de Brasília, 2008.

BUENO Clodoaldo, *Política externa da Primeira República : os anos de apogeu (1902-1918)*, São Paulo, Paz e Terra, 2003.

CARDIM Carlos Henrique, ALMINO João*, Rio Branco, a América do Sul e a modernização do Brasil*, Rio de Janeiro, EMC, 2002.

CASTRO Flávio Mendes de Oliveira, *História da organização do Ministério das Relações Exteriores*, Brasília, Editora Universdade de Brasília, 1983.

CERVO Amado Luiz (coord.), *O desafio internacional : a política exterior do Brasil de 1930 a nossos dias*, Brasilia, Editora Universidade de Brasilia,1994.

GARCIA Eugênio Vargas, *Entre América e Europa : a política externa brasileira na década de 1920*, Brasília, Editora Universidade de Brasília, FUNAG, 2006.

GARCIA Eugênio Vargas, *Cronologia das relações internacionais do Brasil*, São Paulo, FUNAG, 2005.

GARCIA Eugênio Vargas, *O Brasil e a Liga das Nações (1919-1926) : vencer ou não perder*, Porto Alegre, Editora da Universidade, 2000.

HILTON Stanley, « Brazil and the post-Versailles world : elite images and foreign policy strategy, 1919-1929 », *Journal of Latin American Studies*, n°12, part II, novembre 1980, p. 341-364.

HILTON Stanley, *Brazil and the great powers 1930-1939 : the politics of trade rivalry*, Austin, University of Texas Press, 1975.

LAFER Celso, *A Identidade internacional do Brasil e a política externa brasileira : passado, presente e futuro*, São Paulo, Perspectiva, 2001.

MAGNOLI Demétrio, *O corpo da patria. Imaginação geografica e política externa no Brasil* (1808-1912), UNESP-Moderna, 1997.

MATTOSO Kátia Queiroz, ROLLAND Denis; MUZART Idelette (Org.), *Le Brésil, l'Europe et les équilibres internationaux, XVe-XXe siècles*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1999.

MELLO E SILVA Alexandra de, « O Brasil no continente e no mundo : atores e imagens na política externa brasileira contemporânea », *Estudos Históricos*, vol. VIII, n°15, 1995, p. 95-118.

MOURA Gerson, *Sucesos e ilusões : relações internacionais do Brasil durante e após a Segunda Guerra Mundial*, Rio de Janeiro, Editora da Fundação Getúlio Vargas, 1991.

MOURA Gerson, « A Revolução de 1930 e a política exterior brasileira : ruptura ou continuidade ? », *in A Revolução de 1930, Seminario Internacional. Seminario realizado pelo Centro de Pesquisa e Documentação de Historia Contemporanea da Fundação Getulio Vargas*, Brasília, Ed. Universidade de Brasília, 1983, p. 573-596.

MOURA Gerson, *Autonomia na dependência, a politica exterior brasileira de 1935 a 1942*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 1980.

PEIXOTO Fernanda Arêas, « Letras y diplomacia : una aproximación en tres tiempos », in ALTAMIRANO Carlos (org.), *Historia de los intelectuales en América Latina. II. Los avatares de la ciudad letrada en el siglo XX* (coordonné par Carlos ALTAMIRANO), Buenos Aires, Katz, 2010, p. 98-117.

RICUPERO Rubens, *Visões do Brasil : ensaios sobre a historia e a inserção internacional do Brasil*, São Paulo, Ed. Record, 1995.

ROLLAND Denis (coord.), *Le Brésil et le monde : pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Paris, Centre d'Études sur le Brésil, L'Harmattan, 1999.

SANTOS Luís Claudio Villafañe Gomes, *O Brasil entre a América e a Europa : o Império e o interamericanismo : do Congresso do Panamá à Conferência de Washington*, São Paulo, Editora UNESP, 2004.

SANTOS Luís Claudio Villafañe Gomes, *O dia em que adiaram o Carnaval : política externa e a construção do Brasil*, São Paulo, UNESP, 2010.

SANTOS Norma Breda dos, « La projection multilatérale du Brésil », *in* MATTOSO Kátia Queiroz, ROLLAND Denis, MUZART Idelette (Org.), *Le Brésil, l'Europe et les équilibres internationaux, XVe-XXe siècles*. Paris: Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1999, p. 311-320.

SKIDMORE Thomas, *O Brasil visto de fora*, 2e éd., São Paulo, Paz e Terra, 2001.

SOARES Teixeira Alvaro, *O Brasil no conflito ideológico global : 1937-1979*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1980.

VIZENTINI Paulo Fagundes, *Relações internacionais do Brasil : de Vargas a Lula*, São Paulo, Ed. Fundação Perseu Abramo, 2003.

Le Brésil et l'Amérique latine

BAGGIO Kátia Gerab, *A « Outra América ». A América Latina na visão dos intelectuais brasileiros das primeiras décadas republicanas*, Tese de doutorado apresentada ao Departamento de História da Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas da Universidade de São Paulo, sob a orientação da Prof. Maria Ligia Coelho Prado, São Paulo, 1998.

BERABA Ana Luiza Segala Pauletto, *Teias culturais interamericanas nos anos 40. Um estudo de caso : Pensamento da América*, Mestrado sob a direção da prof. Andrea Daher, UFRJ/IFCS, Rio de Janeiro, 2005.

BETHELL Leslie, « O Brasil e a ideia de 'América latina' em perspective histórica », *Estudos Históricos*, vol. 22, n°44, juillet-déc. 2009, p. 298-321.

BRANCATO Sandra M. L., « As relações do Brasil com as nações do sul do continente », *Revista do IHGB*, n°379, avril-juin 1993, p. 269-279.

BUENO Clodoaldo, « O Barão de Rio Branco e o projeto da América do Sul », *in* CARDIM Carlos Henrique, ALMINO João*, Rio Branco, a América do Sul e a modernização do Brasil*, Rio de Janeiro, EMC, 2002, p. 359-392.

CAPELATO Maria Helena, « O 'gigante brasileiro' na América Latina : ser ou não ser latino-americano », *in* MOTA Carlos Guilherme (org.), *Viagem incompleta: A experiência brasileira (1500-2000) : A grande transação*, 2e éd., São Paulo. Ed. Senac. 2000, p. 285-316.

CARVALHO Ricardo Souza de, « La *Revista Americana* (1909-1919) y el diálogo intelectual en Latinoamérica », *Revista Iberoamericana*, vol. LXX, n°208-209, juillet-déc. 2004, p. 665-676.

CORRÊA Luiz Felipe de Seixas, « O Brasil e os seus vizinhos : uma aproximação histórica », *in A visão do outro : seminário Brasil-Argentina*, Brasília, FUNAG, 2000, p. 29-43.

COSTA Licurgo, « Aspectos de la contribución del Brasil al panamericanismo », *Revista de política internacional*, n°56, juillet-octobre 1961, p. 307-328.

DORELLA Priscila Ribeiro, « Representações dissonantes de um acadêmico brasileiro sobre a América Latina », *Revista de História*, São Paulo, n°161, 2009, p. 191-211.

LIMA Roberta Maria Ferreira, « Difusão cultural e projeção internacional : o Brasil na América Latina (1937-1945) », *in* SUPPO Hugo Rogélio, LESSA Mônica Leite (dir.), *A quarta dimensão das relações internacionais : as relações culturais*, Rio de Janeiro, ContraCapa, 2013, p. 65-87.

OLIVEIRA Lúcia Lippi de, « Diálogos intermitentes : relações entre Brasil e América Latina », *Sociologias,* n°14, juillet-déc. 200, p. 110-129.

PRADO Maria Lígia Coelho, « O Brasil e a distante América do Sul », *Revista de História*, n°145, 2001, p. 127-149.

SANTOS Luís Cláudio Villafañe G., « A América do Sul no discurso diplomático brasileiro », *Revista brasileira de política internacional*, vol. 48, n°2, 2005, p. 185-204.

Le Brésil et les États-Unis

ABREU Marcelo de Paiva, « Argentina e Brasil na década de 30 : o impacto das políticas econômicas internacionais da Grã-Bretanha e dos EUA », *Revista Brasileira de Economia*, vol. XXXVIII, n°4, oct.-déc. 1984, p. 309-326.

BANDEIRA Moniz, *Presença dos Estados Unidos no Brasil : dois séculos de historia*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1973.

HIRST Mônica, *The United States and Brazil : a long road of unmet expectations*, New York, Routledge, 2005.

MCCANN Frank D., « Le Brésil et les Etats-Unis : des relations complexes à l'épreuve du long terme, XIXe-XXe siècles », *in* ROLLAND Denis (coord.), *Le Brésil et le monde : pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Centre d'Etudes sur le Brésil, L'Harmattan, 1999, p. 25-57.

MCCANN Frank D., *The Brazilian-American Alliance, 1937-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1973.

MOURA Gerson, *Tio Sam chega ao Brasil, A penetração cultural americana*, São Paulo, Brasiliense, 1985.

OLIVEIRA Irene Rodrigues de, *A Missão Cooke. Estado Novo e a implantação da CSN*, Rio de Janeiro, E-papers Serviços Editoriais, 2003.

SMITH Joseph, *Unequal giants : diplomatic relations between the United States and Brazil, 1889-1930*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1991.

SVARTMAN Eduardo Munhoz, « O pragmatismo brasileiro na cooperação militar com os Estados Unidos, nas décadas de 1930 e 40 », *Estudos Ibero-Americanos*, vol. XXXIV, n°1, juin 2008, p. 76-91.

TOTA Antônio Pedro, *O imperialismo sedutor : a americanização do Brasil na época da Segunda Guerra*, São Paulo, Companhia das Letras, 2000.

WEIS W. Michael, « Pan Americanism Shift : Oswaldo Aranha and the Demise of the Brazilian-American Alliance », *in* SHEININ David (ed.), *Beyond the ideal : Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 133-152.

Le Brésil et l'Europe

Images réciproques du Brésil et de la France, Actes du colloque organisé dans le cadre du Projet France/Brésil, IHEAL, 1991.

BERTONHA João Fábio, *O fascismo e os imigrantes italianos no Brasil*, Porto Alegre, EDIPUCRS, 2001.

BONI Luis Alberto de, *A presença italiana no Brasil*, Porto Alegre, Escola Superior de Teologia, Torino, Fondazione Giovanni Agnelli, 1990.

CARELLI Mario, *Cultures croisées. Histoire des échanges culturels entre la France et le Brésil de la Découverte aux temps modernes*, Paris, Collection Essais et Recherches, Nathan, 1993.

CERVO Amado Luiz, *As relações históricas entre o Brasil e a Itália : o papel da diplomacia*, Brasília, Editora da Universidade de Brasília, 1992.

LESSA Mônica Leite, *L'influence intellectuelle française au Brésil : contribution à l'étude d'une politique culturelle (1886-1930)*, Thèse de Doctorat, (dir. Frédéric Mauro), Université Paris X, 1997.

MARTINIÈRE Guy, *Aspects de la coopération franco-brésilienne : transplantation culturelle et stratégie de la modernité*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, Paris Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1982.

PETITJEAN Patrick, « Miguel, Paul, Henri et les autres », *in* VIDEIRA Antonio Augusto Passos, SALINAS Silvio R. A. (org.), *A cultura da física : contribuições em homenagem a Amelia Imperio Hamburger*, São Paulo, Editora Livraria da USP, 2001, p. 59-94.

PERRONE-MOISES Leyla, « Gallophilie et gallophobie dans la culture brésilienne (XIXe-XXe siècles) », *in* QUEIROS MATTOSO Katia de (dir.), *Modèles politiques et culturels au Brésil. Emprunts, adaptations, rejets, XIXe-XXe siècles*, colloque de l'Institut de recherches sur les civilisations de l'Occident moderne, Paris, 8, 9 et 10 mars 1999 [organisé par le Centre d'études sur le Brésil], Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2003, p. 23-53.

RODRIGUES João Paulo Coelho de Souza, « Através do Atlântico : diálogos luso-brasileiros em torno da língua portuguesa (1820-1930) », *Luso-Brazilian Review*, vol. 45, n°2, 2008, p. 19-44.

ROLLAND Denis, « Brésil-Europe. Comment peut-on parler de modèle ? », *in* QUEIROS MATTOSO Katia de (dir.), *Modèles politiques et culturels au Brésil. Emprunts, adaptations, rejets, XIXe-XXe*

siècles, colloque de l'Institut de recherches sur les civilisations de l'Occident moderne, Paris, 8, 9 et 10 mars 1999 [organisé par le Centre d'études sur le Brésil], Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2003, p. 55-93.

SEITENFUS Ricardo Silva, « Ideology and diplomacy : Italian Fascism and Brazil (1935-1938) », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 64, n°3, août 1984, p. 503-534.

SEITENFUS Ricardo Silva, « O difícil aprendizado do nacionalismo : as relações brasileiras com a Itália e a Alemanha, 1930-1942 », in *A Revolução de 30 : Seminário Internacional realizado, pelo CPDOC da Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro, setembro 1980*, Brasilia, Editora da Universidade de Brasilia, 1983, p. 625-643.

SUPPO Hugo Rogélio, *La politique culturelle française au Brésil entre les années 1920 et 1950*, thèse de doctorat en histoire (dir. Guy Martinière), Paris, Université Paris 3 Sorbonne nouvelle/ IHEAL, 1999.

SUPPO Hugo Rogélio, « Le Brésil pour la France : la construction d'une politique culturelle française 1920-1950 », *in* ROLLAND Denis (dir.), *Le Brésil et le monde : pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes*, Paris, Centre d'Études sur le Brésil, L'Harmattan, 1999.

Diplomatie culturelle brésilienne

ARRUDA Sérgio, *Divulgação e diplomacia cultural : algumas reflexões a propósito da experiência brasileira*, mémoire de fin d'étude, Institut Rio Branco, Brasília, 1983.

COSTA Mychelyne Barros Ferreira, *A política cultural brasileira na UNESCO (1946-1954)*, Dissertação de mestrado, Instituto de Filosofia e Ciências humanas, Programa de pos-graduação em historia, Mônica Leite Lessa (Dir.), UERJ, Rio de Janeiro, 2005.

COSTA E SILVA Alberto da (dir.), *O Itamaraty na cultura brasileira*, Brasília, Instituto Rio Branco, 2001.

CRESPO Flavia Ribeiro, « O Itamaraty e a cultura brasileira : 1945-1964 », *in* SUPPO Hugo Rogélio, LESSA Mônica Leite (dir.), *A quarta dimensão das relações internacionais : as relações culturais*, Rio de Janeiro, ContraCapa, 2013, p. 111-138.

DUMONT Juliette, « O Brasil no Instituto Internacional de Cooperação Intelectual (1924-1946) : primeiro passo na construção de uma diplomacia cultural », *in* SUPPO Hugo Rogélio, LESSA Mônica Leite (dir.), *A quarta dimensão das relações internacionais : as relações culturais*, Rio de Janeiro, ContraCapa, 2013, p. 45-64.

DUMONT Juliette, « De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle : le parcours du Brésil dans l'entre-deux-guerres », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n°99, décembre 2012, p. 217-238.

DUMONT Juliette, *L'Institut International de Coopération Intellectuelle et le Brésil (1924-1946) : le pari de la diplomatie culturelle*, préface d'Olivier COMPAGNON, Paris, Éditions de l'IHEAL/Collection « Chrysalides », 2009.

DUTRA Eliana de Freitas, « Le Brésil au-delà des frontières : la 'collection brésilienne' et l'Institut national du livre dans les circuits diplomatiques du livre brésilien », *in* HAUSER Claude, LOUÉ Thomas, MOLLIER Jean-Yves et VALLOTON François (dir.), *La diplomatie par le livre. Réseaux*

et circulation internationale de l'imprimé de 1880 à nos jours, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 393-410.

FLÉCHET Anaïs, DUMONT Juliette, « Pelo que é nosso! Naissance et développements de la diplomatie culturelle brésilienne au XXe siècle », *Relations internationales*, n°137, janvier 2009, numéro spécial « L'Amérique latine dans les relations internationales », dirigé par Olivier Compagnon, p. 61-75.

FLÉCHET Anaïs, « As partituras da identidade. O Itamaraty e a música brasileira no século XX », *in* SUPPO Hugo Rogélio, LESSA Mônica Leite (dir.), *A quarta dimensão das relações internacionais : as relações culturais*, Rio de Janeiro, ContraCapa, 2013, p. 139-167.

GARCIA Cícero Martins, *Importância e formas de aprimoramento da atividade de difusão cultural como instrumento da política externa brasileira*, Tese (Curso de Altos Estudos), Brasília, Instituto Rio Branco, 2003.

LESSA Mônica Leite, « A política cultural brasileira e a sociedade das Nações », *Sociedade Brasileira de Pesquisa Histórica, Anais da XXII Reunião*, Rio de Janeiro, 2002, p. 89-97.

LIMA Roberta Maria Ferreira, *A Política brasileira de expansão cultural no Estado Novo (1937-1945)*, mestrado em história, UERJ, 2006.

MENEZES Clarice Cristine Ferreira, « Identidade nacional e Poder nas Relações internacionais : uma breve trajetória da construção da política de diplomacia cultural brasileira », *Anais do XXVI Simpósio Nacional de História – ANPUH*, São Paulo, juillet 2011.

RIBEIRO Edgard Telles, *Diplomacia cultural : seu papel na politica exterior brasileira*, Brasília, Fundação Alexandre Gusmão, IPRI, 1989.

SANTOS Luís Claudio Villafañe Gomes, *O dia em que adiaram o Carnaval : política externa e a construção do Brasil*, São Paulo, UNESP, 2010.

SUPPO Hugo Rogélio, « Gilberto Freyre e a imagem do Brasil no mundo », *Cena internacional*, Ano 5, n°2, déc. 2003, p. 40-58.

SUPPO Hugo Rogélio, « A dimensão cultural da política externa brasileira nos anos trinta », *Sociedade Brasileira de Pesquisa Histórica*, Anais da XXII Reunião, Rio de Janeiro, 2002, p. 335-343.

Chili

Ouvrages généraux

ALEGRÍA Luis, NÚÑEZ Gloria Paz, « Patrimonio y modernización en Chile (1910) : La exposición histórica del Centenario », *Atenea*, n°495, 1er semestre 2007, p. 69-81.

BAEZA Rafael Sagredo, « La idea geográfica de Chile en el siglo XIX », *Mapocho*, n°44, 2^ndo^ semestre de 1998, p. 123-164.

BARR-MELEJ Patrick, *Reforming Chile: Cultural Politics, Nationalism, and the Rise of the Middle Class,* Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001.

BRUNNER José Joaquín, *La cultura autoritaria en Chile*, Santiago, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, 1981.

DOMINGO Enrique Fernández, « Cultura política y conmemoración patriótica : el primer centenario de la Independencia de Chile (1910) », *Revista de Estudios históricos Jerónimo Zurita*, n°86, 2012, p. 71-98, p. 71-97.

FERNÁNDEZ Enrique Darraz, *Estado y sociedad en Chile, 1891-1931: el Estado Excluyente, la lógica estatal oligárquica y la formación de la sociedad*, Buenos Aires, Lom Ediciones, 2003.

GÓNGORA Mario, *Ensayo histórico sobre la noción de estado en Chile en los siglos XIX y XX*, Santiago, Editora Universitaria, 1998.

JAMMET Nathalie, LLOSA Alvar de la, DOMINGO Enrique Fernández (dir.), *Construction de l'État-nation et résistances au Chili : de l'indépendance au Front populaire*, Nanterre, Université de Paris Ouest Nanterre La Défense, 2011.

JAMMET Nathalie, « La constitution d'une élite républicaine au Chili : un engagement au service de l'État », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, n°19, 2010 (en ligne : http://alhim.revues.org/index3449.html).

KLEIN Marcus, « El Movimiento Nacionalsocialista, el Deutscher Jugenbund Chile y la comunidad chileno-alemana, o consideraciones sobre las tentaciones y los peligros del nazismo en los años treinta », *in* CID Gabriel, SAN FRANCISCO Alejandro (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Tome II, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 143-172.

KLEIN Marcus, « The New Voices of Chilean Fascism and the Popular Front, 1938-1942 », *Journal of Latin American Studies*, vol. 33, n°2, mai 2001, p. 347-375.

LIRA Bernardino Bravo, *Historia de las instituciones políticas de Chile e Hispanoamérica*, Santiago, Editorial Andrés Bello, 1986.

MILOS Pedro, *Frente popular en Chile : su configuración, 1935-1938*, Santiago de Chile, LOM, 2008.

MONTECINOS Sonia (ed.), *Revisistando Chile : Identidades, mitos e historias*, Santiago de chile, Cuadernos Bicentenario, Presidencia de la República, 2003.

ORTEGA Luis, « El proceso de industrialización en Chile, 1850-1930 », *Historia*, n°26, 1991, p. 213-245.

SARGET Marie-Noëlle, *Histoire du Chili de la Conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1996.

SCHEEL Sylvia Dümmer, *Sin tropicalismos ni exageraciones. La construcción de la imagen de Chile para la Exposición Iberoamericana de Sevilla en 1929*, Santiago, RIL Editores, 2012.

SCHEEL Sylvia Dümmer, « Metáforas de un país frío. Chile en la Exposición Iberoamericana de Sevilla en 1929 », *Artelogie*, Dossier thématique « Image de la nation : art et nature au Chili », n°3, septembre 2012 (en ligne : http://cral.in2p3.fr/artelogie/spip.php?article130).

SCHEEL Sylvia Dümmer, « Los desafíos de escenificar el 'alma nacional'. Chile en la Exposición Iberoamericana de Sevilla (1929) », *História Crítica*, n°42, sept.-déc. 2010, p. 84-111.

SUBERCASEAUX Bernardo, *Chile : un país moderno ?*, Santiago de Chile, Ediciones B., 1996.

Histoire culturelle et intellectuelle

ALEGRÍA Luis, NÚÑEZ Gloria Paz, « Patrimonio y modernización en Chile (1910) : la Exposición Histórica del Centenario », *Atenea*, n°495, premier semestre 2007, p. 68-81.

DÍAZ Calos Alonso, « Naissance de l'art chilien ou naissance chilienne de l'art? », *Artelogie*, Dossier thématique « Image de la nation : art et nature au Chili », n°3, septembre 2012 (en ligne : http://cral.in2p3.fr/artelogie/spip.php?article151).

GONZÁLEZ Juan Pablo, ROLLE Claudio, *Historia social de la música popular en Chile, 1890-1950*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005.

MILLER Nicola, « Recasting the Role of the Intellectual : Chilean Poet Gabriela Mistral », *Feminist Review*, n°79, 2005, p. 134-149.

PERNET Corinne, « The Popular Fronts and Folklore : Chilean Cultural Institutions, Nationalism and Pan-Americaism, 1936-1938 », *in* KÖNIG Hans-Joachim, RINKE Stephan (ed.), *North Americanization of Latin America? Culture, Gender, and Nation in the Americas*, Stuttgart, Verlag, 2004, p. 253-278.

PINEDO Eduardo, DEVÉS Javier, SAGREDO Rafael (ed.), *El pensamiento chileno en el siglo XX*, México, Ministerio Secretaría General de Gobierno, Instituto Panamericano de Geografía e Historia, Fondo de Cultura Económica, 1999.

PURCELL Fernando, « Una mercancía irresistible. El cine norteamericano y su impacto en Chile, 1910-1930 », *Historia Crítica*, n°38, mai-août 2009, p. 46-69.

RINKE Stefan, *Begegnungen mit dem Yankee : Nordamerikanisierung und soziokultureller Wandel in Chile (1889-1990)*, Cologne, Böhlau, 2004.

RINKE Stefan, « Las torres de Babel del siglo XX : cambio urbano, cultura de masas y norteamericanización de Chile, 1918-1931 », *in* PURCELL Fernando, RIQUELME Alfredo (ed.), *Ampliando miradas. Chile y su historia en un tiempo global*,

SUBERCASEAUX Bernardo, « Editoriales y círculos intelectuales en Chile 1930-1950 », *Revista chilena de literatura*, n°72, avril 2008, p. 221-233.

SUBERCASEAUX Bernardo, *Historia de las ideas y de la cultura en Chile. Tomo IV : Nacionalismo y cultura*, Santiago, Editora Universitaria, 2007.

SUBERCASEAUX Bernardo, *Historia de las ideas y de la cultura en Chile. Tomo III : El Centenario y las vanguardias,* Santiago, Editora Universitaria, 2004.

Question nationale

AHUMADA Paulina F. , « Paisaje y nación : la majestuosa montaña en el imaginario del siglo XIX », *Artelogie*, Dossier thématique « Image de la nation : art et nature au Chili », n°3, septembre 2012 (en ligne : http://cral.in2p3.fr/artelogie/spip.php?article144).

BAEZA Rafael Sagredo, « Geografía y nación. Claudio Gay y la primera representación cartográfica de Chile », *Estudios Geográficos*, vol. LXX, n°266, janv.-juin 2009, p. 231-267.

BARR-MELEJ Patrick, « Imaginando el campo : nacionalismo cultural, política y la búsqueda de la chilenidad, 1891-1941 », *in* CID Gabriel, SAN FRANCISCO Alejandro (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Tome I, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 93-131.

BARR-MELEJ Patrick, « Cowboys and Constructions : Nationalist Representations of Pastoral Life in Post-Portalian Chile », *Journal of Latin American Studies*, vol. 30, n°1, fév. 1998, p. 35-61.

BENGOA José, *La comunidad perdida : ensayos sobre identidad y cultura : los desafíos de la modernización en Chile*,

BLANCPAIN Jean-Pierre, *Immigration et nationalisme au Chili : 1810-1925. Un pays à l'écoute de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 2005.

BLANCO Pablo Toro, « 'Como se quiere a la madre o a la bandera' : notas sobre nacionalismo, ciudadanía y civilidad en la educación chilena (1910-1945) », *in* CID Gabriel, SAN FRANCISCO Alejandro (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Tome I, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 133-158.

BOOTH Rodrigo, « 'El paisaje aquí tiene un encanto fresco y poético'. Las bellezas del sur de Chile y la construcción de la nación turística », *Revista de Historia Iberoamericana*, vol. 3, n°1, janv. 2010, p. 10-32.

CID Gabriel, SAN FRANCISCO Alejandro (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010.

CID Gabriel, SAN FRANCISCO Alejandro (ed.), *Nación y nacionalismo en el Chile del Siglo XIX* : perspectivas historiográficas, *in* CID Gabriel, SAN FRANCISCO Alejandro (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Tome I, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. XI-XXI.

CID Gabriel, « A la nación por la fe. El nacionalismo católico chileno en un periódo de cambio y crisis, 1910-1941 », , *in* CID Gabriel, SAN FRANCISCO Alejandro (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Tome I, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 35-68.

DOMINGO Enrique Fernández, « Creación y adaptación del mito fundador durante el proceso de independencia en Chile : del chileno como indígena al indígena como chileno », *in* PETRICH Perla, PREMAT Julio, LLOMBART Maria (dir.), *Les sujets contemporains et leurs mythes en Espagne et en Amérique latine*, Alacant/Paris, Université Paris 8/ Universitat d'Alacant, 2008.

DOMINGO Enrique Fernández, « Las resistencias a la penetración del estado moderno en Chile en el siglo XIX : de la resistencia militar a la resistencia político-cultural de los Mapuches », *Pandora : revue d'études hispaniques*, n°8, 2008, p. 239-256.

DUPUY Fielding D., « Seeking a new paradise for mankind : Rockwell Kent in Tierra del Fuego and the creation of a new national image for Chile », *Artelogie*, Dossier thématique « Image de la nation : art et nature au Chili », n°3, septembre 2012 (en ligne : http://cral.in2p3.fr/artelogie/spip.php?article150).

LARRAÍN Jorge, *Identidad chilena*, Santiago, LOM ed., 2001.

Nieva José Díaz, « Cinco visiones del nacionalismo chileno : 1940-1990 », *in* CID Gabriel, SAN FRANCISCO Alejandro (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Tome I, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 173-204.

RINKE Stefan, *Cultura de masas, reforma y nacionalismo en Chile 1910-1931*, Santiago, Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos, 2002.

SÁEZ-ARANCE Antonio, « Entre la autocomplacencia y la crisis : discursos de chilenidad en el primer centenario », *Historia Mexicana*, vol. 60, n°1 (237), juillet-sept. 2010, p. 369-396.

SARGET Marie-Noëlle, « La formation de l'identité nationale chilienne au XIXe siècle », *Communications*, n°45, 1967, p. 189-212.

SCHEEL Sylvia Dümmer, *Sin tropicalismos ni exageraciones. La construcción de la image de Chile para la Exposición Iberoamericana de Sevilla en 1929*, Santiago, RIL editores, 2012.

SCHEEL Sylvia Dümmer, « Metáforas de un país frío. Chile en la Exposición Iberoamericana de Sevilla en 1929 », *Artelogie*, n°3, Dossier thématique « Image de la nation : art et nature au Chili », septembre 2012, en ligne

SCHEEL Sylvia Dümmer, « Los desafíos de escenificar el 'alma nacional'. Chile en la Exposición Iberoamericana de Sevilla (1929) », *Historia Crítica*, n°42, sept.-déc. 2010, p. 84-111.

SOSA Ignacio, *Conciencia y proyecto nacional en Chile, 1891-1973*, México, UNAM, 1981.

SUBERCASEAUX Bernardo, « Raza y nación : ideas operantes y políticas públicas en Chile, 1900-1940 », *in* CID Gabriel, SAN FRANCISCO Alejandro (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Tome I, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 69-92.

SUBERCASEAUX Bernardo, « Raza y nación : el caso de Chile », *A Contra Corriente. Una revista de historia social y literatura de América Latina*, vol. V, n°1, automne 2007a, p. 29-63.

SUBERCASEAUX Bernardo, « Literatura, nación y nacionalismo », *Revista chilena de literatura*, n°70, abril 2007, p. 5-37.

VALLEJOS Julio Pinto, ZÁRATE Verónica Valdivia Ortiz de, *¿Chilenos todos? : La construcción social de la nación (1810-1840)*,

Université et éducation

BOZAL Ana Guil, GIL Sara Vera, « Amanda Labarca, pionera de la educación y la política de las mujeres en Chile », *Revista Historia de la Educación Colombiana*, n°13, 2010, p. 143-159 (disponible en ligne : http://www.udenar.edu.co/rudecolombia/files/Rr13_143.pdf).

HENRY Robert Austin (comp.), *Intelectuales y Educación Superior en Chile : de la Independencia a la Democracia Transicional, 1810-2001*, Santiago, CESOC, 2004.

JAKSIC Ivan, SERRANO Sol, « In the service of the nation : the establishment and consolidation of the Universidad de Chile, 1842-1879 », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 70, n°1, fév. 1990, p. 139-171.

LIRA Bernardino Bravo, « Universidad y Modernidad en Hispanoamérica. Autoafirmación de Chile y del nuevo mundo frente al viejo, del Barroco a la postmodernidad », *Boletín de la Academia Chilena de Historia*, 108-109, 1998-1999, p. 175-228.

LIRA Bernardino Bravo, *La universidad en la historia de Chile : 1622-1992*, Providencia, Pehuén ed., 1992.

MELLAFE Rollando, GONZÁLEZ Maria Teresa, *El Instituto Pedagógico de la Universidad de Chile (1889-1981) : su aporte a la educación, cultura e identidad nacional*, Departamento de Ciencias Históricas, Facultad de Filosofía y Humanidades, Universidad de Chile, 2007.

MELLAFE Rolando, REBOLLADO Antonia, CÁRDENAS Mario, *Historia de la Universidad de Chile*, Santiago de Chile, Ediciones de la Universidad de Chile, 1992.

SERRANO Sol, *Universidad y nación. Chile en el siglo XIX*, Santiago, Editorial Universitaria, 1994.

VALENCIA Jorge Cáceres, *La Universidad de Chile y su aporte a la cultura tradicional chilena 1933-1953*, Santago, FONDART, 1998.

Relations extérieures

FERMANDOIS Joaquín, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005.

INSULZA José Miguel, *Ensayos sobre la política exterior de Chile*, Santiago, Editorial Los Andes, 1998.

LECAROS Luis Melo, « La trayectoria del MRE y los problemas en la conducción de la diplomacia chilena », *in* SÁNCHEZ Walter G., PEREIRA Teresa L. (dir.), *150 años de política exterior chilena*, Santiago, Ed. Universitaria, 1977, p. 104-124.

VAN BUREN Mario Barros, *Chile : una historia internacional*, Santiago de chile, Ed. Platero, 2000.

VAN BUREN Mario Barros, « Chile y la SDN », *Boletín de la Academia Chilena de Historia*, LXV-LXVI, n°108-109, 1998-1999, p. 232-246.

VAN BUREN Mario Barros, *El Ministerio de Relaciones Exteriores*, Santiago, Arquen, 1991.

VAN BUREN Mario Barros, *Historia diplomática de Chile (1541-1938)*, Santiago de chile, Ed. Universitaria, 1990.

VAN BUREN Mario Barros, *Realismo e idealismo en la política exterior de Chile*, Santiago, Universidad de Chile, Instituto de Ciencia Política, 1984.

Relations avec les États-Unis

FRANCIS Michael, *The limits of hegemony. United States relations with Argentina and Chile during World War II*, University of Notre Dame Press, 1977.

MOORE Jason Kendall, « Maritime Rivalry, Political Intervention and the Race to Antarctica : US-Chilean Relations 1929-1949 », *Journal of Latin American Studies*, vol. 33, n°4, nov. 2001, p. 713-738.

MUÑOZ Heraldo, PORTALES Carlos, *Una amistad esquiva. Las relaciones de Estados Unidos y Chile*, Santiago, Pehuén Ed., 1987.

PIKE Fredrick B., *Chile and the United States, 1880-1962. The emergence of Chile's Social Crisis and the Challenge to United States Diplomacy*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1963.

SATER William F., *Chile and the United States. Empires in Conflict*, Athens/London, The University of Georgia Press, 1990.

Relations avec l'Europe

BLANCPAIN Jean-Pierre, *Le Chili et la France : XVIIIe-XXe siècles*, Paris, L'Harmattan, 1999.

KLEIN Marcus, « The Chilean Movimiento Nacional Socialista, the German-Chilean Community and the Third Reich, 1932-1939 : Myth and Reality », *The Americas*, vol. 60, n°4, avril 2004, p. 589-616.

RINKE Stefan, « Las relaciones germano-chilenas, 1918-1933 », *Historia*, vol. 31, 1998, p. 217-308.

Ouvrages sur le système panaméricain et le panaméricanisme

AGUIRRE Indalecio Liévano, *Bolivarismo y monroísmo*, Bogotá, Edition Tercer Mundo, 1987.

ANDRADE Olímpio de Souza, *Joaquim Nabuco e o Pan-americanismo*, São Paulo, Cia. Editora Nacional, 1950.

ARDAO Arturo, « Panamericanismo y latinoamericanismo », *in* ZEA Leopoldo, *América latina en sus ideas*, México, FCE, 1986, p. 157-171.

BARTON CASTLE David, « Leo Stanton Rowe and the Meaning of Pan Americanism », *in* SHEININ David (ed.), *Beyond the ideal : Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 33-44.

BEMIS Samuel Flagg, *La diplomacia de Estados Unidos en la América*, México, Fondo de Cultura Económica, 1944.

BERABA Ana Luz Segala, *Teias culturais interamericanas nos anos 40. Um estudo de caso : Pensamento da América*, Monografia de graduação, Rio de Janeiro, UFRJ/IFCS, 2005.

BERGER Mark T., « A Greater America ? Pan Americanism and the Professional Study of Latin America, 1890-1990 », *in* SHEININ David (ed.), *Beyond the ideal : Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 45-56.

BLASCO Nathalie, « Penser l'"idée panaméricaine' en Amérique latine durant la Guerre froide », *in Les relations interaméricaines en perspective : entre crises et alliances*, Éditions de l'IHEAL/Éditions de l'Institut des Amériques, Paris, 2009, p. 47-60.

BLASCO Nathalie, « Présence du mythe bolivarien dans les traités d'alliance inter-latino-américains au XIXe siècle », *Caravelle*, *Cahiers du Monde Hispanique et Luso-brésilien*, n°85, 2005, p. 185-204.

BLASCO Nathalie, *Évolution de l'idée d'union latino-américaine depuis la création de l'OEA. Présence de l'idée bolivarienne dans les relations interaméricaines et les initiatives intégrationnistes en Amérique latine (1948-1998)*, Thèse de doctorat dirigée par Paul Estrade, Université Paris 8, Saint-Denis, janvier 2000.

BORNHOLDT Laura, *Baltimore and early Pan-Americanism : a study in the background of the Monroe Doctrine*, Smith College studies in history , Northampton, 1949.

BUENO Clodoaldo, « Pan-Americanismo e projetos de integração : temas recorrentes na história das relações hemisféricas (1826-2003) », *Política externa*, vol.13, n°1, 2004, p. 65-80.

CANCINO Francisco Cuevas, *Del Congreso de Panamá a la Conferencia de Caracas, 1826-1954. El genio de Bolivar a través de la historia de las relaciones interamericanas*, Caracas, 1955.

COLEMAN Kenneth M., « The Political Mythology of the Monroe Doctrine : Reflections on the Social Psychology of Hegemony », *in* SCHOULTZ Lars, MARTZ John D. (ed.), *Latin-America, the United States and the Inter-American System*, Boulder, Westview Press, 1980, p. 95-114.

CONNELL-SMITH Gordon, *The Inter-American System*, London/New York, Oxford University Press, 1966.

DIEZCANSECO Alfredo Pareja, « El Panamericanismo de Samuel Guy Inman », *Journal of Inter-Amrican Studies*, vol. VIII, n°2, abril 1966, p. 187-192.

ESPINOSA Manuel J., *Inter-American beginnings of United States Cultural Diplomacy, 1936-1948*, Washington, U.S. Government. Printing Office, 1977.

FABER Sebastiaan, « Learning from the Latins : Waldo's Frank Progressive Panamericanism », *The New Centennial Review*, vol. 3, n°1, printemps 2003, p. 257-295.

GILDERHUS Mark T., *Pan American visions : Woodrow Wilson in the Western hemisphere*, 1913-1921, Tucson, University of Arizona Press, 1986.

HUBERT Jean-Paul, *Universalisme, régionalisme et panaméricanisme. Une étude du rôle joué par le système interaméricain dans l'évolution du débat entre universalisme et régionalisme en matière d'organisation internationale*, Thèse de 3ème cycle en Science politique, sous la direction de Jean Meyrat, Université Paris III, 1972.

INMAN Samuel Guy, *Inter-American Conferences 1826-1954, History and problems*, Washington D.C., University Press and Community College Press, 1965.

MCGANN Thomas, *Argentina, the United States and the Inter-American System, 1880-1914*, 2ª ed., Buenos Aires, Eudeba, 1960.

MORALES Salvador E., *Primera conferencia panamericana : raíces del modelo hegemonista de integración*, México, Centro de investigación científica Ing. Jorge L. Tamayo, 1994.

MORENO Isamael Pino, *Orígenes y evolución del sistema interamericano*, Tlatelolco, México, Secretaría de Relaciones Exteriores, 1977.

MURPHY Gretchen, *Hemispheric Imaginings : The Monroe Doctrine and Narratives of U.S. Empire*, Durham/London, Duke University Press, 2005.

PERKINS Dexter, *A history of the Monroe doctrine*, Boston, Little Brown and Company, 1955.

PERNET Corinne, « 'For the Genuine Culture of the Americas'. Musical Folklore and the Cultural Politics of Pan-Americanism », *in* GIENOW-HECHT Jessica (ed.), *De-centering America*, New York, Berghahn Books, 2008, p. 132-168.

QUEUILLE Pierre, *L'Amérique latine, la Doctrine Monroe et le panaméricanisme : le conditionnement historique du tiers-monde latino-américain*, Paris, Payot, 1969.

RÉ Flávia Maria, *A distância entre as Américas : uma leitura do Pan-Americanismo nas primeiras décadas republicanas no Brasil (1889-1912)*, Dissertação de mestrado defendida no departamento de Ciência política, orientadora Rossana Rocha Reis, Universidade de São Paulo, 2010.

RODRIGUES Maristela Roget, *Le système interaméricain et les principes démocratiques : l'évolution de son engagement*, Paris, L'Harmattan, 2009.

SALISBURY Richard V., « Hispanismo versus Pan Americanism : Spanish Efforts to Counter U.S. Influence in Latin America before 1930 », *in* SHEININ David (ed.), *Beyond the ideal : Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 67-78.

SALVATORE Ricardo, « The making of a Hemispheric Intellectual-Statesman : Leo S. Rowe in Argentina (1906-1919) », *The Journal of Transnational American Studies*, vol. 2, n°1, 2010, 36 pages.

SCHOULTZ Lars, MARTZ John D. (ed.), *Latin-America, the United States and the Inter-American System*, Boulder, Westview Press, 1980.

SHEININ David (ed.), *Beyond the ideal : Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000.

SHEININ David, *Searching for Authority. Pan Americanism, Diplomacy and Politics in United States-Argentine Relations (1910-1930)*, New Orleans, University Press of the South, 1998.

SMITH Joseph, « The First Conference of American States (1889-1890) and the Early Pan American Policy of the United States », *in* SHEININ David (ed.), *Beyond the ideal : Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 9-18.

SOTOMAYOR Teresa Maya, « Estados Unidos y el panamericanismo : el caso de la primera conferencia internacional Americana (1889-1890 », *Historia Mexicana*, vol. 45, n°4, avril.-juin 1996, p. 762-763.

SOUTO MAIOR Luiz A. P., « O Pan-americanismo e o Brasil », *Revista do IHGB*, n°379, avril-juin 1993, p. 331-349.

SPYER Tereza Maria, « Conferências pan-americanas (1889-1928). A questão das identidades », *in Anais Eletrônicos do VIII Encontro Internacional da ANPHLAC*, Vitória, 2008, vol. 8. (Consultable en ligne : http://www.anphlac.org/periodicos/anais/encontro8/tereza_spyer.pdf).

SPYER Tereza Maria, « O pan-americanismo em Joaquim Nabuco e Oliveira Lima », in *Anais eletrônicos do VII Encontro Nacional da ANPHLAC*, Campinas, 2006. (Consultable en ligne : http://anphlac.org/upload/anais/encontro7/tereza_dulci.pdf).

WHITAKER Arthur P., *The Western Hemisphere Idea : its Rise and Decline*, New York, Cornell University Press, 1954.

Histoire des sciences

Ouvrages généraux

LIVINGSTONE David N., *Putting science in its place. Geographies of Scientific Knowledge*, Chicago, The University of Chicago Press, 2003.

PESTRE Dominique, « Pour une histoire sociale et culturelle des sciences. Nouvelles définitions, nouveaux objets, nouvelles pratiques », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 50e année, n°3, 1995, p. 487-522.

ROESSLER Mechtild, « La géographie aux congrès internationaux : échanges scientifiques et conflits politiques », *Relations internationales*, n°62, été 1990, p. 183-199.

SALOMON Jean-Jacques, *Science et politique*, Paris, Economica, 1989.

SCHRÖDER-GUDEHUS Brigitte, « Avant-propos. Les congrès scientifiques internationaux », *Relations internationales*, n°62, été 1990.

SCHRÖDER-GUDEHUS Brigitte, « Les congrès scientifiques et la politique internationale des académies des sciences », *Relations internationales*, n°62, été 1990.

SCHRÖDER-GUDEHUS Brigitte « Pas de Locarno pour la science. La coopération scientifique internationale et la politique étrangère des États pendant l'entre-deux-guerres », *Relations internationales*, n°46, été 1986.

SCHRÖDER-GUDEHUS Brigitte, « Division of labour and the common good : the International Association of Academies, 1899-1914 », *in* BERNHARD Carl Gustav, CRAWFORD Elizabeth, SÖRBOM Per (dir.), *Science, technology and Society in the time of Alfred Nobel*, New York, Pergamon, 1982, p. 3-20.

SCHRÖDER-GUDEHUS Brigitte, *Les scientifiques et la paix : la communauté scientifique internationale au cours des années 20*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1978.

SOMSEN Geert J., « A History of Universalism : Conceptions of the Internationality of Science from the Enlightenment to the Cold War », *Minerva*, vol. 46, n°3, 2008, p. 364-365.

WEINDLING Paul (ed.), *International Health Organizations and Movements 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

Histoire des sciences en Amérique latine
Échanges scientifiques et universitaires en Amérique latine

ALMEIDA Marta de, « Congressos Médicos, redes e debates locais na América Latina no início do século XX », in *Associação Nacional de Históa – ANPUH XXIV Simpósio Nacional de História*, 2007, 9 pages (disponible en ligne : http://snh2007.anpuh.org/resources/content/anais/Marta%20de%20Almeida.pdf).

ALMEIDA Marta de, « Circuito aberto : idéias e intercâmbios médico-científicos na América Latina nos primórdios do século XX », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. XIII, n°3, juillet-sept. 2006, p. 733-757.

ALMEIDA Marta de, *Das Cordilheras dos Andes à Isla de Cuba, passando pelo Brasil : os congressos médicos latino-americanos e brasileiros (1888-1929)*, Tese apresentada ao programa de pós-graduação em história social da Faculdade de Filosofia, Letras, Ciências Humanas da Universidade de São Paulo, orientada por Prof. Maria Amélia Mascarenhas Dantes, São Paulo, 2003.

BELTRÁN Enrique, « La historia de la ciencia en América Latina », *Quipu*, n°1, 1986, p. 7-23.

CABRERA Leoncio López-Ocón, « La formación de un espacio público para la ciencia en la América Latina del siglo XIX », *Asclepio*, vol. L, n°2, 1998, p. 205-225.

CHAVES Cleide de Lima, « 'Pesquisadores de uma verdade experimental e ainda não comprovada' : a ciência médica na Convenção Sanitária Internacional de 1887 entre Brasil, Uruguai e Argentina », *Revista Brasileira de História da Ciência*, vol. I, n°2, juillet-déc. 2008, p. 122-136.

CHAVES Cleide de Lima, « A ciência médica na Convenção sanitátira firmada entre o Brasil, a Argentina e o Uruguai em 1887 », *Anais Eletrônicos do VII Encontro Internacional da ANPHLAC*, Campinas, 2006, 15 pages (disponible en ligne : http://anphlac.org/upload/anais/encontro7/cleide_de_lima_chaves.pdf).

FERNÓS Rodrigo, *Science still born, The rise and impact of the Pan-American Scientific congresses, 1898-1916*, iUniverse, 2003.

HAMBURGER Amélia Império (org.), *A ciência nas relações Brasil-França (1850-1950)*, São Paulo, Edusp/FAPESP, 1996.

ISAZA Oscar Calvo, « Conocimiento desinteresado y ciencia americana. El Congreso científico (1898-1916) », *Historia crítica*, n°45, Bogotá, sept.-déc. 2011, p. 86-113.

LAFUENTE Antonio, LÓPEZ-OCÓN Leoncio, « Bosquejos de la ciencia nacional en la América Latina del Siglo XIX », *Asclepio*, vol. L, n°2, 1998, p. 5-10.

LEDESMA-MATEOS Ismael, « Las prácticas médicas y la biología como ciencia : paradigmas, asimilación y domesticación social en México » *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. XV, n°2, avril-juin 2008, p. 441-449.

LOPES Maria Margaret, « A mesma fé e o mesmo empenho em suas missões científicas e civilizadoras : os museus brasileiros e argentinos do século XIX », *Revista Brasileira de História*, vol. XXI, n. 41, 2001, p. 55-76.

LOPES Maria Margaret, « Cooperação científica na América Latina no final do século XIX : os intercâmbios dos museus de ciências naturais », *INTERCIENCIA*, vol. XXV, n°5, août 2000, p. 228-233.

LOPES Maria Margaret, « A formação de Museus Nacionais na América Latina Independente », *Anais do Museu Histórico Nacional*, vol. XXX, 1998, p. 121-145.

LOPES Maria Margaret, « Le rôle des musées, de la science et du public au Brésil », *in* Roland WAST (dir.), *Les sciences hors d'Occident au XXe siècle*, vol. 5 « Sciences et développement », sous la direction de Martine Barrère, Paris, ORSTOM Éditions, 1996, p. 261-274 (disponible en ligne : http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_7/carton07/010008903.pdf).

LOZANO Sonia et PRIEGO Natalia (coord.), « Transmisión y herencia científica : Europa y América Latina », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. XV, n°2, avril-juin 2008, p. 433-435.

NAVARRO Alfredo Menéndez, ROS Guillermo Olagüe de, GALLART Mikel Astrain, « Ciencia, positivismo e identidad nacional en el Cono Sur : la participación argentina en los proyectos documentales contemporáneos (1895-1928 », *Hispania*, vol. LXII, n°210, 2002, p. 221-258.

PATY Michel, « L'histoire des sciences en Amérique latine », *La Pensée*, n°288-289, 1992, p. 21-45.

PETITJEAN Patrick, PATY Michel, « Sur l'influence scientifique française au Brésil aux XIXe et XXe siècles », *Cahiers des Amériques latines*, n°4, 2ème semestre 1986, p. 31-51.

REGGIANI Andrès H. « Medicina y Kulturpolitik en la era del nacionalsocialismo : la Academia Médica Germano-Ibero-Americana (1936-1939) », *Ibero On-line*, Berlin, vol. III, n°1, 2005, p. 57-74 (disponible en ligne : http://www.iai.spk-berlin.de/fileadmin/dokumentenbibliothek/Ibero-Online/Ibero_Online_03_1.pdf).

SÁ Magali Romero, SILVA André Felipe C., « La Revista Médica de Hamburgo y la Revista Médica Germano-Ibero-Americana : diseminación de la medicina germánica en España y América Latina (1920-1933) », *Asclepio. Revista de Historia de la Medicina y de la Ciencia,* vol. LXII, n°1, janvier-juin 2010, p. 7-34.

SÁ Magali Romero (coord.), « Medicina, ciência e poder : as relações entre a França, Alemanha e Brasil no periódo de 1919 a 1942 », *História, Ciências, Saúde - Manguinhos*, vol. XVI, n°1, janvier-mars 2009, p. 247-261.

SAGASTI Francisco R. et PAVEZ Alejandra, « Ciencia y tecnología en América Latina a principios del siglo XX : Primer congreso panamericano », *Quipu*, vol. 6, n°2, mai-août 1989, p. 189-216.

SALDAÑA Juan José, « Introduction : The Latin American Scientific Theater », *in* SALDAÑA Juan José, *Science in Latin America : a History*, Austin, University of Texas Press, 2006, p. 1-28.

SUPPO Hugo Rogério. « Ciência e relações internacionais : o congresso de 1905 », *Revista da SBHC*, Nº I/2003, p. 6-20.

SUPPO Hugo Rogélio, ANDRADE Ana Maria Ribeiro de, « O significado do congresso », *in* ANDRADE Ana Maria Ribeiro de (coord.), *Terceira reunião do Congresso Científico Latino-Americano, 1905*, Brasília/Rio de Janeiro, Ministério da Ciência e Tecnologia, 2002.

VESSURI Hebe, « La ciencia académica en América Latina en el siglo XX », *Redes. Revista de Estudios Sociales de la Ciencia*, vol. I, n°2, 1994, p. 41-76.

WEINDLING Paul, « As origens da participação da América Latina na Organização de Saúde da Liga das Nações (1920-1940) », *História, Ciências, Saúde - Manguinhos*, vol. XIII, n°3, juillet-septembre 2006, p. 555-570.

États-Unis

Ouvrages généraux

Élise MARIENSTRAS, *Les mythes fondateurs de la nation américaine. Essai sur le discours idéologique aux Etats-Unis à l'époque de l'indépendance : 1763-1888*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1992.

NINKOVICH Frank, *The Wilsonian Century : U.S. Foreign Policy Since 1900,* Chicago, University of Chicago Press, 1999.

PELLS Richard, *Not like us. How Europeans have loved, hated and transformed American culture since World War II*, New York, Basic Books, 1997.

QUESSARD-SALVAING Maud, *Propagande, information et diplomatie publique pendant la guerre froide : les stratégies de l'USIA en Europe d'Eisenhower à Reagan*, Thèse dirigée par Serge Ricard, Université Paris III Sorbonne nouvelle, 2009.

ROSENBERG Emily, *Spreading the American Dream. American Economic and Cultural Expansion 1890-1945*, 6th edition, New York, Hill and Wang, 1989.

Fondations philanthropiques

NINKOVICH Frank N., « Philanthropic origins of cultural diplomacy », *in The Diplomacy of Ideas* : *US foreign policy and cultural relations 1938-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

RIETZLER Katharina, « Experts for Peace. Structures and Motivations of Philanthropic Internationalism in the Interwar Years », *in* Daniel LAQUA (ed.), *Transnationalism reconfigured. Transnational Ideas and Movements between the World Wars*, Londres, I.B. Tauris, 2011, p. 45-65.

RIETZLER Katharina, « Before the Cultural Cold Wars : American philanthropy and cultural diplomacy in the inter-war years », *Historical Research*, vol. 84, n°223, février 2011, p. 148-164.

TOURNÈS Ludovic, *Sciences de l'homme et politique. Les fondations philanthropiques américaines en France au XXe siècle*, Paris, Éditions des Classiques Garnier, 2011.

TOURNÈS Ludovic, *La philanthropie américaine et l'Europe : contribution à une histoire transnationale de l'américanisation*, Mémoire de recherche présenté en vue de l'obtention de

l'habilitation à diriger des recherches, dirigé par Robert Frank, Université Paris I Panthéon Sorbonne, 2008.

TOURNÈS Ludovic, « La fondation Rockfeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain », *Critiques internationales*, n°35, fév. 2007, p. 173-197.

TOURNÈS Ludovic, « La diplomatie culturelle de la Fondation Ford. Les éditions Intercultural Publications (1952-1959) », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n°76, oct.-déc. 2002, p. 65-77.

Politique extérieure

HERRING George, *From Colony to Superpower: U.S. Foreign Relations Since 1776,* New York, Oxford University Press, 2008.

Diplomatie culturelle

ARNDT Richard T., *First Resort of Kings - American Cultural Diplomacy in the Twentieth Century*, Washington DC, Potomac Books, 2005.

KOPPES Clayton R., Black D., « What to show to the world : The Office of War Information and Hollywood, 1942-1945 », *The Journal of American History*, vol. 64, n°1, juin 1977, p. 87-105.

FRANKEL Charles, *The Neglected Aspect of Foreign Affairs. American Educational and Cultural Policy Abroad*, Washington D.C., The Brookings Institution, 1966.

GEMELLI Giulina (Editor), *American Foundations In Europe: Grant-giving Policies, Cultural Diplomacy, And Trans-atlantic Relations, 1920-1980*, Bruxelles/Bern/Berlin, Peter Lang, 2003.

HEALD Morrell, KAPLAN Lawrence, *Culture and diplomacy : the American Experience*, Westport (Connecticut), Greenwood Press, 1977.

NINKOVICH Frank, « Culture in U.S. foreign policy », *in* CHAY Jongsuk, *Culture and International relations*, New York/London, Praeger, 1990, p. 103-118.

NINKOVICH Frank, *The diplomacy of ideas : US foreign policy and cultural relations 1938-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

MONTEIRO Érica Gomes Daniel, « Diplomacia hollywoodiana : Estado, indústria cinematográfica e as relações interamericanas durante a II Guerra Mundial », *Anais do XXVI Simpósio Nacional de História* – ANPUH • São Paulo, julho 2011. (Consultable en ligne : http://www.snh2011.anpuh.org/resources/anais/14/1300803446_ARQUIVO_Anpuh2011-EricaGDMonteiro.pdf).

THOMSON Charles A. et LAVES Walter H.C., *Cultural Relations and U.S Foreign Policy*, Bloomington, Indiana University Press, 1963.

Documents

Chronologie indicative

Nota Bene : Les éléments relatifs à la coopération intellectuelle figurent en gras.

Dates	Evènements internationaux	Argentine	Brésil	Chili
1915	Envoi de *marines* à Haïti. Création du groupe ABC (Argentine-Brésil-Chili). ***Second Congrès scientifique panaméricain (Washington).***	12 octobre : Hipólito Yrigoyen devient président de la République.		23 décembre : Juan Luis Sanfuentes devient président de la République.
1916	Envoi de *marines* en République Dominicaine. Révolution russe.			
1917	6 avril : Entrée en guerre des États-Unis. 13 avril : Création du *Committee on Public Information* (CPI). 25 octobre : Le Brésil déclare la guerre à l'Allemagne. ***L'UPA se dote d'une section dévolue au développement des relations culturelles entre les États américains.***		Juin-juillet : Grèves importantes à São Paulo. 25 octobre : Le Brésil déclare la guerre à l'Allemagne.	

1918	8 janvier : Woodrow Wilson prononce devant le Congrès américain un discours donnant la liste des 14 points nécessaires à l'obtention de la paix. 9 septembre : Début, à Córdoba, du mouvement de la Réforme universitaire. 11 novembre : Armistice.	9 septembre : Début, à Córdoba, du mouvement de la Réforme universitaire. Restructuration des services du ministère des Relations extérieures argentin.		
1919	25 janvier : Lors d'une session plénière des 32 États et dominions réunis à la Conférence de la Paix de Paris une résolution de Lloyd George, demandant la création d'un « Comité représentatif des gouvernements associés pour travailler sur les détails de la construction et des fonctions de la Société », est acceptée. 1er février : création de l'*Institute of International Education*. 28 avril : L'Assemblée plénière de la Conférence de la Paix ratifie le texte du Pacte créant la SdN. Début des travaux du Secrétariat de la SdN, dirigé par Eric Drummond. 28 juin : Signature du Traité de Versailles. 21 août : Fin du *Committee on Public Information*.	7-14 janvier : *Semana trágica* à Buenos Aires.	Juin : Grèves dans de nombreuses villes brésiliennes.	

1920	Janvier : Le Sénat américain se prononce contre l'adhésion des États-Unis à la SdN. Leo Stanton Rowe devient directeur de l'Union Panaméricaine. Création, au sein du ministère des Affaires étrangères français, du Service des Œuvres Françaises à l'Étranger.			Vote de la loi d'instruction primaire obligatoire. 23 décembre : Arturo Alessandri Palma devient président.
1922	***Août : Première réunion de la CICI.***		Février : Semaine d'Art moderne à São Paulo. 1er mars : Élection contestée d'Artur Bernardes à la présidence. Juillet : Insurrection des *tenentes* à Rio de Janeiro. Septembre : Exposition du Centenaire de l'Indépendance à Rio de Janeiro. Novembre : Début du Gouvernement d'Artur Bernardes. Félix Pacheco, journaliste et homme politique, est son ministre des Relations extérieures.	Fondation du Parti Communiste chilien.
1923	1er janvier : Création du Bureau de l'Amérique Latine au sein du Secrétariat de la SdN.		Le Brésil postule, sans succès, à un siège permanent au conseil de la SdN.	

	25 mars-03 mai : Vᵉ Conférence Internationale Américaine à Santiago du Chili. Discussions autour de la question de la réduction des armements. Adoption du Traité Gondra sur la prévention des conflits entre États américains. ***Septembre : Le Conseil et l'Assemblée de la SdN votent les résolutions visant à encourager la création de commissions nationales dans les pays souhaitant participer aux travaux de la CICI.*** L'Uruguay suggère que soit créée une Société ou Ligue des Nations américaines.			
1924	L'Organisation de Santé de la SdN est pleinement instituée. ***La France propose la création de l'IICI.***		Mars : Création de la Délégation Permanente du Brésil auprès de la SdN, à la tête de laquelle est nommé Afrânio de Melo Franco. Juillet : Soulèvement *tenentista* à São Paulo et dans le Rio Grande do Sul, sous la direction du capitaine Luis Carlos Prestes. 28 octobre : Début de la « Colonne Prestes ». Décembre : Le Brésil ne s'oppose pas, « en principe », sur l'éventuelle entrée de l'Allemagne au Conseil de la SdN.	2 septembre : Intervention de l'armée, qui oblige le Congrès à voter les lois sociales réclamées en vain depuis des mois.

1925	***Mai : Le plan d'organisation de l'IICI est mis en place. Institution de la fonction de délégué d'État.***		***Octobre : Nomination du délégué brésilien auprès de l'IICI.*** ***Mise en place de la commission nationale brésilienne de coopération intellectuelle. Aloísio de Castro est son premier président.***	12 mars-1er octobre : Arturo Alessandri Palma est rappelé par les militaires, le temps que soit promulgué une nouvelle constitution. 30 août : Approbation par plébiscite d'une nouvelle constitution.
1926	Début de l'intervention des États-Unis au Nicaragua. ***Janvier : L'IICI ouvre ses portes au Palais-Royal à Paris. Julien Luchaire en est le directeur.*** Mars : Réunion à Genève de l'Assemblée extraordinaire de la SdN, convoquée pour entériner les Accords de Locarno. Afrânio de Melo Franco, sur décision d'Artur Bernardes, met son veto à l'entrée de l'Allemagne à la SdN. Juin : Le gouvernement brésilien notifie le retrait du Brésil de la SdN. ***Proposition de création d'Institut Interaméricain de Haute Culture par le Brésilien Xavier de Oliveira.***	***Désignation d'Enrique Gómez Carrillo comme délégué de l'Argentine auprès de l'IICI.***	Juin : Le gouvernement brésilien notifie le retrait du Brésil de la SdN. Novembre : Début du gouvernement Washington Luís. Otávio Mangabeira est son ministre des Relations Extérieures.	
1927	1er janvier : Le Bureau de l'Amérique Latine cesse d'exister.		Mai : Rapport de l'Itamaraty, préparé par Ronald de Carvalho, qui met en relief la situation d'isolement du Brésil	21 juillet 1927 : Arrivée au pouvoir du général Carlos Ibañez del Campo.

	Désignation du comité d'experts chargé de choisir les œuvres destinées à être publiées dans la collection ibéro-américaine.		en Amérique du Sud et propose une politique une politique de rapprochement avec les pays de la région.	Décembre : Conrado Ríos Gallardo, alors à la tête du ministère des Relations extérieures, promulgue un « Statut Organique du Ministère ». ***Création de la Section Informations.*** ***Le gouvernement chilien propose que ce soit Gabriela Mistral qui occupe les fonctions de déléguée d'État auprès de l'IICI.***
1928	16 janvier-18 février : VIe Conférence Internationale Américaine à La Havane. La question de la non-intervention est posée. *Création de l'Institut Pan-Américain de Géographie et d'Histoire, basé à Mexico, et de l'Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle*. 27 août : Pacte Briand-Kellogg de renonciation à la guerre. Déc. 1928-janv. 1929 : Conférence Internationale des États Américains sur la Conciliation et l'Arbitrage dont le but était, pour les États-Unis, la création de mécanismes d'arbitrage. L'Argentine n'assiste pas à la conférence. Adoption d'une convention générale de conciliation interaméricaine et d'un traité interaméricain d'arbitrage. Tournée d'Herbert Hoover en Amérique latine.		Avril : Le Brésil confirme son retrait de la SdN.	

1929	24 octobre : Krach de Wall Street. ***Voyage de Julien Luchaire, directeur de l'IICI, au Brésil.*** ***La section de l'UPA dévolue au développement des relations culturelles entre les États américains change de dénomination et devient « Bureau de Coopération Intellectuelle ».***			3 juin : Suite à la médiation d'Herbert Hoover, le territoire de Tacna est rendu au Pérou, tandis que le Chili conserve celui d'Arica.
1930	20-23 février : *Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General* (La Havane). Fin 1930-début 1931 : Première mission du Secrétariat de la SdN en Amérique latine.	6 septembre : Yrigoyen est renversé par un coup d'État et le général José Félix Uriburu devient président provisoire.	1er septembre : Élection de Júlio Prestes à la présidence. 3 octobre : Début de la « Révolution ». 3 novembre : Getúlio Vargas assume la tête du Gouvernement Provisoire de la Révolution de 1930 et désigne comme ministre des Relations Extérieures Afrânio de Melo Franco.	***17 juillet : Création de la commission chilienne de coopération intellectuelle.***
1931	***Suite à la démission de Julien Luchaire, Henri Bonnet le remplace à la tête de l'IICI.***		Création du *Departamento Oficial de Publicidade*.	26 juillet : Carlos Ibañez del Campo renonce à la présidence et part en exil en Argentine. 4 octobre : Élections présidentielles qui portent au pouvoir le radical Juan Esteban Montero.
1932	Février : La Colombie et le Pérou entrent en conflit au sujet de la province de Leticia, située en Amazonie, à la frontière avec le	22 février : José Félix Uriburu transmet le pouvoir au général Agustín P. Justo.	Juillet : Début de la « révolution constitutionaliste » à São Paulo. Droit de vote accordé aux femmes.	5 avril : Fondation du Mouvement National-Socialiste du Chili. 4 juin : Début de la « République

	Brésil. L'affaire est portée devant la SdN. Le Brésil adopte une position de neutralité et propose son arbitrage. Juillet : Début de la guerre du Chaco entre la Bolivie et le Paraguay. Retrait des *marines* du Nicaragua.			Socialiste ». 30 octobre : Élection d'Arturo Alessandri Palma à la présidence de la République pour la seconde fois. 24 décembre : Gustavo Ross devient ministre de la Hacienda.
1933	30 janvier : Adolf Hitler devient chancelier. 4 mars : Prise de fonction de Franklin D. Roosevelt. 26 septembre : Le Parlement argentin ratifie le Pacte de la SdN. 10 octobre : À l'occasion de la visite du président argentin, est signé, à Rio de Janeiro, un Traité Anti-guerre de Non-Agression et de Conciliation entre l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay et l'Uruguay. 3-26 décembre : VIIe Conférence Internationale Américaine à Montevideo. Adoption du principe de non-intervention. Fin du conflit de Leticia. Proposition de Ligue des Nations Américaines par le Salvador.	1er mai : Signature du Pacte Roca-Runciman entre l'Argentine et la Grande-Bretagne. 26 septembre : Le Parlement argentin ratifie le Pacte de la SdN.	15 novembre : Début des travaux de l'Assemblée Nationale Constituante. ***Edgard Roquette Pinto remplace Aloísio de Castro à la tête de la commission nationale de coopération intellectuelle.***	Fondation du Parti Socialiste. Avril-Octobre : Arturo Alessandri Palma obtient du Congrès des pouvoirs extraordinaires pour rétablir l'ordre public. Décembre : Arturo Alessandri Palma obtient à nouveau du Congrès des pouvoirs extraordinaires pour rétablir l'ordre public (jusqu'en juin 1934).

	Premier accord de coopération intellectuelle entre l'Argentine et le Brésil.			
1934	29 mai : Abrogation de l'amendement Platt. Août : Les derniers *marines* quittent Haïti. ***Création de l'Institut Chili-Argentine, premier institut bi-national dépendant de la commission chilienne de coopération intellectuelle.*** ***IInde conférence interaméricaine d'éducation (Santiago).***		Janvier : Fondation de la *Universidade de São Paulo*, qui bénéficie de la collaboration des Français Claude Lévi-Strauss, Fernand Braudel, Roger Bastide… 13 janvier : Afrânio de Melo Franco remet sa démission, pour des motifs de politique interne. L'homme politique et entrepreneur José Carlos de Macedo Soares le remplace. 16 juillet : Promulgation de la nouvelle constitution. 17 juillet : Le Congrès National élit Getúlio Vargas comme président. Premières initiatives visant à la création d'un service spécial chargé de la coopération intellectuelle à l'Itamaraty. Le *Departamento de Propaganda e Difusão Cultural* remplace le *Departamento Oficial de Publicidade*.	Juillet : Répression sanglante de paysans et d'indiens Mapuches dans la région de Ranquil. Décembre : Signature d'un traité de commerce avec l'Allemagne, décisif pour l'augmentation des échanges entre les deux pays.
1935	17 Mai-8 juin : Voyage officiel de Getúlio Vargas en Argentine et en Uruguay. 2 octobre 1935 : L'Italie attaque		4 avril : Loi de Sécurité nationale. 11 juillet : Interdiction de l'Alliance Nationale Libératrice.	***10 décembre : Refondation de la commission chilienne de coopération intellectuelle.***

	l'Éthiopie. 17 Mai-8 juin : Voyage officiel de Getúlio Vargas en Argentine et en Uruguay. 12 juin : Suite à la médiation conjointe de Macedo Soares et de son collègue argentin Saavedra Lamas, la Bolivie et la Paraguay signent un Protocole de Paix relatif à la Guerre du Chaco.		Novembre : Mutineries communistes à Rio de Janeiro, Recife et Natal. Vague de répression. Création de l'Université du District Fédéral, à Rio de Janeiro.	
1936	***Janvier : Première École d'été de l'Université du Chili.*** 17 juillet : Début de la guerre civile espagnole. ***5-15 septembre : XIVe congrès international des PEN-clubs à Buenos Aires.*** ***11-16 septembre : Entretiens de Buenos Aires.*** 1er-23 décembre : Conférence Interaméricaine extraordinaire de consolidation de la paix à Buenos Aires. Proposition de création d'une Ligue des Nations Américaines par la Colombie et la République Dominicaine.	***14 juillet : Décret présidentiel créant la commission argentine de coopération intellectuelle.***	5 mars : Arrestation du secrétaire général du parti communiste brésilien, Luís Carlos Prestes. Mai : La légation du Brésil à Berlin est élevée au rang d'ambassade : l'Allemagne, en retour, fait de même pour sa légation de Rio de Janeiro. Juin : Un *modus* vivendi commercial est conclu entre le Brésil et l'Allemagne.	***Janvier : Première École d'été de l'Université du Chili.*** ***La Commission chilienne de coopération intellectuelle commence à s'occuper des échanges universitaires.***

1937	Juillet : IIe Conférence générale des commissions nationales de coopération intellectuelle à Paris.		***Juin : Établissement définitif du Service de Coopération intellectuelle de l'Itamaraty.*** 10 novembre : Instauration de l'*Estado Novo* suite à un coup d'État. Fermeture du Congrès. Octroi d'une nouvelle constitution qui institue un régime corporatif. 2 décembre : Les partis politiques sont dissous par décret. ***La Commission nationale brésilienne adopte de nouveaux statuts et devient la « Commission brésilienne de Coopération intellectuelle ».***	Formation du Front Populaire, groupement d'opposition au gouvernement d'Arturo Alessandri formé par des socialistes, des communistes, des démocrates et la Confédération des Travailleurs du Chili. ***27 février : Décret instaurant l'Oficina de difusión de la cultura y propaganda argentina en el exterior.*** ***Début de la publication du Boletín Bimestral par la commission chilienne de coopération intellectuelle.***
1938	Mars-Juin : Deuxième mission du Secrétariat de la SdN en Amérique latine. 26 mai : création de l'*Interdepartmental Committee on Scientific and Cultural Cooperation*, dirigée par Sumner Welles et placée sous les auspices du *State Department*. 27 juillet : Décret créant la *Division of Cultural Relations* au sein du *State Department*. ***30 novembre-3 décembre : Les délégués de 21 États, dont dix latino-américains, signent, lors de la Conférence diplomatique qui se tient au Quai d'Orsay, l'Acte***	Juin : Premier numéro d'*Informaciones Argentinas*. ***Création de la section argentine de correspondance scolaire internationale.***	15 mars : Oswaldo Aranha, homme politique *gaúcho* et ancien ambassadeur à Washington, est nommé ministre des Relations extérieures. 25 mars : Le gouvernement brésilien signe un contrat avec l'entreprise allemande Krupp. Juillet 1938 : Création du *Conselho Nacional de Cultura* au sein du ministère de l'Éducation et de la Santé. Septembre : Crise diplomatique entre le Brésil et l'Allemagne suite à la répression des activités de propagande du Parti Nazi dans les États du Sud du Brésil.	2 juin : Le Chili dépose son préavis de retrait de la SdN. 5 septembre : Massacre du Seguro Obrero suite à une tentative de coup d'État de la part de membres du Mouvement National-Socialiste chilien. 25 octobre : Élection à la présidence de Pedro Aguirre Cerda, candidat du Front Populaire.

	International de Coopération Intellectuelle. 9-27 décembre : VIIIe Conférence Internationale Américaine à Lima.		21 novembre : Promulgation d'un décret qui nationalise l'enseignement primaire au Brésil et rend obligatoire l'usage de la langue portugaise dans les établissements particuliers. ***Le Service de Coopération intellectuelle de l'Itamaraty devient « Division de Coopération intellectuelle ».*** **Le *Departamento de Propaganda e Difusão Cultural* devient *Departamento Nacional de Propaganda*.**	
1939	***6-12 janvier : Première Conférence des commissions nationales américaines de coopération intellectuelle (Santiago).*** 1er avril : Fin de la Guerre civile espagnole. 23 août : Signature du Pacte Germano-Soviétique. 1er septembre : Début de la Seconde Guerre mondiale. Septembre-octobre : Ière Réunion de consultation des ministres des Relations extérieures américains (Panama). Déclaration sur la neutralité du continent. ***19 pays latino-américains ont un***		***Miguel Osório de Almeida devient membre de la CICI.*** Le *Departamento de Imprensa e Propaganda* (DIP) succède au *Departamento Nacional de Propaganda*.	24 janvier : Tremblement de terre au Chili. 29 avril : Création de la Corporación de Fomento de la Producción, organisme chargé du développement de l'industrie nationale. 25 août : *Ariostazo*, tentative de coup d'État contre le gouvernement de Pedro Aguirre Cerda. 3 septembre : Le Winnipeg, amenant à son bord 2500 réfugiés espagnols, accoste à Valparaiso.

	délégué auprès de l'IICI et 13 ont une commission nationale de coopération intellectuelle			
1940	Juillet : IIe Réunion de consultation des ministres des Relations extérieures américains (La Havane). Adoption de recommandations pour la défense de l'hémisphère. Il est convenu que toute attaque en provenance de l'extérieur à l'encontre d'un pays américain serait considérée comme une agression contre l'ensemble des pays du continent américain. 16 août : Création de l'*Office for Coordination of Commercial and Cultural Relations between the American Republics, agence* rebaptisée *Office of Inter-American Affairs* le 23 mars 1945. 27-28 septembre : Entretien entre Laval et les représentants de l'Allemagne au sujet de l'IICI.		11 juin : Discours du cuirassé *Minas Gerais* dans lequel Vargas tient des propos favorables à l'Axe. 24 septembre : Un accord est conclu entre le Brésil et les États-Unis pour la construction d'un complexe sidérurgique à Volta Redonda, dans l'État de Rio de Janeiro.	
1941	***15-25 novembre : Seconde Conférence des commissions nationales américaines (La Havane).*** 7 décembre : Attaque de Pearl Harbor. ***Les fonctionnaires de l'IICI sont informés du non-renouvellement***		17 janvier : Accord entre le Brésil et les États-Unis pour l'installation, à Rio de Janeiro, d'une mission militaire nord-américaine. 23 juillet : Le Brésil garantit aux États-Unis l'exclusivité des ventes de minerais stratégiques. 1er octobre : Signature, à Washington,	Janvier : Le Parti Socialiste quitte le Front populaire. 25 novembre : Gravement malade, Pedro Aguirre Cerda délègue ses pouvoirs au vice-président, Jerónimo Méndez Arancibia.

	de leur contrat, et son activité réduite à sa plus simple expression.		d'un accord entre le Brésil et les États-Unis sur le fournissement réciproque de matériel militaire et d'informations sur la défense. Jusqu'à la fin de la guerre, le Brésil reçoit près de 360 millions de dollars d'équipement militaire, soit 73% du total envoyé en Amérique latine.	
1942	IIIe Réunion de consultation des ministres des Relations extérieures américains (Rio de Janeiro). Création du Comité Interaméricain de Défense, chargé d'étudier et de proposer des mesures pour la défense militaire du continent. 28 janvier : Suivant les recommandations de la IIIe Réunion des ministres des Relations Extérieures Américains, le Brésil rompt toute relation diplomatique avec l'Axe. 23 mai : Un accord politico-militaire secret entre le Brésil et les États-Unis pour la création d'une Commission Mixte et l'utilisation de bases dans le Nordeste, qui doivent servir d'appui stratégique pour le front d'Afrique du Nord et l'Atlantique. Le Brésil demande l'aide des États-Unis pour protéger sa flotte marchande contre les attaques allemandes. Novembre 1942 : Conférence des		28 janvier : Suivant les recommandations de la IIIe Réunion des ministres des Relations Extérieures Américains, le Brésil rompt toute relation diplomatique avec l'Axe. 31 août 1942 : Le Brésil déclare la guerre aux pays de l'Axe.	Février : Juan Antonio Ríos gagne les élections présidentielles.

	Ministre Alliés de l'Éducation. ***Exposition, à Santiago, d'une exposition dédiée à l'art populaire américain.***			
1943	27 septembre - 4 octobre : Première Conférence des « ministres et directeurs de l'Éducation » des Républiques américaines (Panama).	4 juin : Coup d'État militaire qui renverse le président Ramón Castillo. 7 juin : Pedro Pablo Ramírez, ancien ministre de la guerre de Ramón Castillo, occupe *de facto* la présidence. Novembre : Le colonel Juan Domingo Perón est nommé secrétaire au travail et à la santé.	Juin : Le Brésil envoie 25 000 soldats combattre en Italie aux côtés des Alliés.	21 janvier : Le Chili rompt ses relations diplomatiques avec les pays de l'Axe.
1944	22 juillet : Signature des accords de Bretton Woods. 21 août-7 octobre : Conférence de Dumbarton Oaks.	25 février : Edelmiro Julián Farrell dépose Pedro Pablo Ramírez et devient *de facto* président de la Nation. Perón est nommé ministre de la guerre et vice-président. 26 juin : L'Argentine rompt ses relations diplomatiques avec l'Axe.		
1945	***Février : L'IICI rouvre ses portes et tente de reprendre ses activités.*** 4-11 février : Sommet de Yalta. 21 février-8 mars : Conférence de Chapultepec. 25 avril-26 juin : Conférence de San Francisco.	27 mars : L'Argentine déclare la guerre aux pays de l'Axe. Juillet : Farrell annonce la tenue d'élections. 27 mars : L'Argentine déclare la guerre aux pays de l'Axe. 17 octobre : Énormes manifestations pour exiger la remise en liberté de Perón, qui a été arrêté et emprisonné.	Février : Fin de la censure. 18 avril : Amnistie générale pour tous les condamnés pour crime politique pratiqués à partir du 16 juillet 1934. 29 octobre : Sous la pression des militaires, Getúlio Vargas quitte le pouvoir. 2 décembre 1945 : Le général Eurisco	13 avril : Le Chili déclare la guerre au Japon. 10 décembre : Gabriela Mistral reçoit le prix Nobel de Littérature.

	1er-16 novembre : Conférence de Londres. ***Création de l'UNESCO et liquidation de l'IICI***	***9 novembre 1945 : une somme du budget du MRE est affectée à l'établissement d'un service radio-informatif qui doit permettre aux fonctionnaires du service extérieur de recevoir quotidiennement des informations depuis Buenos Aires.***	Gaspar Dutra est élu président.	
1946	12 février : Le Département d'État rend public le Livre bleu, rapport de Spruille Braden.	12 février : Le Département d'État rend public le Livre bleu, rapport de Spruille Braden. 24 février : Perón est élu président de la République. Création du Département de la culture au sein du ministère des Relations extérieures.	31 janvier : Eurisco Gaspar Dutra prend ses fonctions. 18 septembre : Promulgation de la nouvelle constitution.	

Liste des ministres argentins de Relations extérieures de 1916 à 1945

Source : www.mrecic.gov.ar

Présidence d'Hipólito Yrigoyen

- Carlos A. Becú

12/10/1916 – 02/02/1917

- Honorio Pueyrredón (en tant que ministre intérimaire)

02/02/1917 – 13/09/1918

- Honorio Pueyrredón

13/09/1918 – 08/10/1918

- Pablo Torello (en tant que ministre intérimaire)

08/10/1920 – 15/02/1921

- Honorio Pueyrredón

15/02/1921 – 12/10/1922

Présidence de Marcelo Torcuato de Alvear

- Tomás A. Le Breton (en tant que ministre intérimaire)

12/10/1922 – 26/12/1922

- Angel Gallardo

27/12/1922 – 05/01/1924

- Tomás A. Le Breton

05/01/1924 – 25/01/1924

- Angel Gallardo

25/01/1924 – 04/01/1927

- Antonio Sagarna (en tant que ministre intérimaire)

04/01/1927 – 31/01/1927

- Angel Gallardo

31/01/1927 – 12/09/1927

- Antonio Sagarna (en tant que ministre intérimaire)

12/09/1927 – 10/02/1928

- Angel Gallardo

01/02/1928 – 12/10/1928

Présidence d'Hipólito Yrigoyen

- Horacio B. Oyhanarte

12/10/1928 – 06/09/1930

Présidence de José Félix Uriburu

- Ernesto Bosch

07/09/1930 – 09/10/1931

- Adolfo Bioy

09/10/1931 – 09/02/1932

Présidence d'Agustín Pedro Justo

- Carlos Saavedra Lamas

20/02/1932 – 01/10/1933

- Leopoldo Melo (en tant que ministre intérimaire)

01/10/1933 – 21/10/1933

- Carlos Saavedra Lamas

21/10/1933 – 01/12/1933

- Leopoldo Melo (en tant que ministre intérimaire)

10/12/1933 – 28/12/1933

- Carlos Saavedra Lamas

28/12/1933 – 28/08/1936

- Ramón S. Castillo (en tant que ministre intérimaire)

28/08/1936 – 18/11/1936

- Carlos Saavedra Lamas

18/11/1936 – 20/02/1938

Présidence de Roberto Marcelino Ortíz

- José María Cantilo

Nommé le 20/02/1938

- Manuel R. Alvarado (en tant que ministre intérimaire)

20/02/1938 – 20/04/1938

- José María Cantilo

20/04/1938 – 29/04/1938

- Manuel R. Alvarado (en tant que ministre intérimaire)

29/04/1938 – 07/05/1938

- José María Cantilo

07/05/1938 – 29/11/1938

- Manuel R. Alvarado (en tant que ministre intérimaire)

29/11/1938 – 24/12/1938

- José María Cantilo

24/12/1938 – 02/09/1940

- Julio A. Roca

02/09/1940 – 28/01/1941

- Guillermo Rothe (en tant que ministre intérimaire)

28/01/1941 – 13/06/1941

Présidence de Ramón S. Castillo

- Enrique Ruiz Guiñazú

13/06/1941 – 04/06/1943

Présidence de Pedro Pablo Ramírez

- Segundo R. Storni

07/06/1943 – 09/09/1943

- Alberto Gilbert (en tant que ministre intérimaire)

10/09/1943 – 21/10/1943

- Alberto Gilbert

22/10/1943 – 15/02/1944

- Benito Sueyro (en tant que ministre intérimaire)

16/02/1944 – 26/02/1944

Présidence d'Eldemiro Julián Farrell

- Diego I. Mason (en tant que ministre intérimaire)

26/02/1944 – 02/05/1944

- Orlando L. Peluffo

02/05/1944 – 15/01/1945

- César Ameghino (en tant que ministre intérimaire)

18/01/1945 – 06/05/1945

- César Ameghino

07/07/1945 – 09/08/1945

- Amaro Avalos (en tant que ministre intérimaire)

09/08/1945 – 21/08/1945

- César Ameghino

21/08/1945 – 27/08/1945

- Juan Isaac Cooke

29/08/1945 – 12/09/1945

- J. Hortensio Quijano (en tant que ministre intérimaire)

13/09/1945 – 18/09/1945

- Juan Isaac Cooke

18/09/1945 14/10/1945

- Vernengo Lima (en tant que ministre intérimaire)

14/10/1945 – 17/10/1945

- Juan Isaac Cooke

18/10/1945 – 04/06/1946

Présidence de Juan Domingo Perón

- Juan Atilio Bramuglia

04/06/1946 – 26/02/1947

- Fidel L. Anadón (en tant que ministre intérimaire)

26/02/1947 – 06/03/1947

- Juan Atilio Bramuglia

06/03/1947 – 07/08/1947

- Fidel L. Anadón (en tant que ministre intérimaire)

09/08/1947 – 09/09/1947

- Juan Atilio Bramuglia

09/09/1947 – 09/10/1947

- Fidel L. Anadón (en tant que ministre intérimaire)

09/10/1947 – 20/10/1947

- Juan Atilio Bramuglia

20/10/1947 – 22/03/1948

Liste des ministres brésiliens des Relations extérieures de 1902 à 1951

Source :

Présidence de Rodigues Alves

- José Maria da Silva Paranhos Júnior, Barão do Rio Branco

03/12/1902 – 15/11/1906

Présidence d'Afonso Pena

- José Maria da Silva Paranhos Júnior, Barão do Rio Branco

15/11/1906 – 14/06/1909

Présidence de Nilo Peçanha

- José Maria da Silva Paranhos Júnior, Barão do Rio Branco

14/06/1906 – 15/11/1910

Présidence d'Hermes da Fonseca

- José Maria da Silva Paranhos Júnior, Barão do Rio Branco

15/11/1910 – 10/02/1912

- Enéas Martins (comme ministre intérimaire)

10/02/1912 – 14/02/1912

- Lauro Müller

14/02/1912 – 15/11/1914

Présidence de Venceslau Brás

- Lauro Müller

15/11/1914 – 07/05/1917

- Nilo Procópio Peçanha

07/05/1917 – 15/11/1918

Présidence de Delfim Moreira

- Domício da Gama

15/11/1918 – 28/07/1919

Présidence d'Epitácio Pessoa

- Augusto Cochrane de Alencar (comme ministre intérimaire)

28/07/1919 – 29/07/1919

- José Manuel de Azevedo Marques

29/07/1919 – 15/12/1922

Présidence d'Artur Bernardes

- José Félix Pacheco

15/11/1922 – 15/11/1926

Présidence de Washington Luís

- Otávio Mangabeira

15/11/1926 – 24/10/1930

Junte provisoire de gouvernement

- Afrânio de Melo Franco

24/10/1930 – 03/11/1930

Présidence de Getúlio Vargas

- Afrânio de Melo Franco

03/11/1930 – 28/12/1933

- Félix de Barros Cavalcanti de Lacerda

28/12/1933 – 26/07/1934

- José Carlos de Macedo Soares

26/07/1934 – 01/11/1936

- Mário de Pimentel Brandão

01/11/1936 – 15/03/1938

- Oswaldo Aranha

15/03/1938 – 23/08/1944

- Pedro Leão Veloso (comme ministre intérimaire)

24/08/1944 – 20/02/1945

- José Carlos de Macedo Soares (comme ministre intérimaire)

20/02/1945 – 19/03/1945

- Pedro Leão Veloso (comme ministre intérimaire)

06/07/1945 – 30/10/1945

Présidence de José Linhares

- Pedro Leão Veloso

31/10/1945 – 30/01/1946

Présidence de Gaspar Dutra

- João Neves da Fontoura

31/01/1946 – 24/07/1946

- Samuel de Sousa Leão Gracie

25/07/1946 – 12/12/1946

- Raul Fernandes

12/12/1946 – 31/01/1951

Liste des ministres chiliens des Relations extérieures de 1915 à 1947

Source :

Présidence de Juan Luis Sanfuentes

- Ramón Subercaseaux Vicuña

23/12/1915 – 27/04/1916

- Silvestre Ochagavía Echaurren

27/04/1916 – 01/07/1916

- Juan Enrique Tocornal Dourstherr

01/07/1916 – 20/11/1916

- Alamiro Huidobro Valdés

20/11/1916 – 14/07/1917

- Arturo Besa Navarro

14/07/1917 – 13/10/1917

- Eduardo Suárez Mujica

13/10/1917 – 18/01/1918

- Guillermo Pereira Iñiguez

18/01/1918 – 22/04/1918

- Daniel Feliú Manterola

22/04/1918 – 06/09/1918

- Ruperto A. Bahamonde Rivera

06/09/1918 – 28/11/1918

- Luis Barros Borgoño

28/11/1918 – 08/11/1919

- Alamiro Huidobro Valdés

08/11/1919 – 29/03/1920

- Antonio Huneus Gana

29/03/1920 – 01/07/1920

- Luis Aldunate Echeverría

01/07/1920 – 23/12/1920

Présidence d'Arturo Alessandri

- Jorge Matte Gomaz

23/12/1920 – 16/08/1921

- Ernesto Barros Jarpa

16/08/1921 – 29/08/1922

- Samuel Claro Lastarria

29/08/1922 – 16/10/1922

- Carlos Aldunate Solar

16/10/1922 – 21/12/1922

- Luiz Izquierdo Fredes

21/12/1922 – 15/06/1923

- Pedro María Rivas Vicuña

15/06/1923 – 02/07/1923

- Emilio Bello Codecido

02/07/1923 – 04/01/1924

- Armando Jaramillo Valderrama

04/01/1924 – 01/02/1924

- Roberto Sánchez García de la Huerta

01/02/1924 – 25/03/1924

- Galvarino Gallardo Nieto

25/03/1924 – 22/07/1924

- Ramón Briones Luco

22/07/1924 – 05/09/1924

- Emilio Bello Codecido

05/09/1924 – 12/09/1924

Junte militaire

- Carlos Aldunate Solar

12/09/1924 – 29/01/1925

- Jorge Matte Gormaz

29/01/1925 – 15/10/1925

Désigné par le vice-président Luis Barros Borgoño

- Ernesto Barros Jarpa

15/10/1925 – 23/12/1925

Présidence d'Emiliano Figueroa

- Beltrán Mathieu Andrews

23/12/1925 – 02/08/1926

- Antonio Huneus Gana

02/08/1926 – 20/11/1926

- Jorge Matte Gormaz

20/11/1926 – 22/02/1926

- Conrado Ríos Gallardo

22/02/1926 – 08/04/1927

Présidence de Carlos Ibañez del Campo

- Conrado Ríos Gallardo

08/04/1927 – 03/09/1929

- Manuel Barros Castañon

03/09/1929 – 27/04/1931

- Antonio Planet Cordero

27/04/1931 – 13/07/1931

- Carlos Aldunate Errázuriz

13/07/1931 – 22/07/1931

- Alberto Edwards Vives

23/07/1931 – 26/07/1931

Présidences intérimaires de Pedro Opazo, Juan Esteban Montero et Manuel Trucco

- Carlos Balmaceda Saavedra

26/07/1931 – 03/09/1931

- Luis Izquierdo Fredes

03/09/1931 – 15/11/1931

Présidence de Juan Esteban Montero

- Carlos Balmaceda Saavedra

15/11/1931 – 05/06/1932

République Socialiste du Chili

- Luis Barriga Errázuriz

05/06/1932 – 03/10/1932

Présidence d'Arturo Alessandri

- Miguel Cruchaga Tocornal

24/12/1932 – 16/02/1937

- Gustavo Ross Santa María

16/02/1937 – 24/03/1937

- José Ramón Gutiérrez Allende

24/03/1937 – 15/09/1937

- Luis Ateaga García

15/09/1938 – 24/12/1938

Présidence de Pedro Aguirre Cerda

- Abraham Ortega Aguayo

24/12/1938 – 08/02/1940

- Cristóbal Sáanz Cerda

08/02/1940 – 30/07/1940

- Marcial Mora Miranda

30/07/1940 – 07/11/1940

- Manuel Bianchi Gundián

07/11/1940 – 26/03/1941

- Luis Álamos Barros

26/03/1941 – 10/06/1941

- Juan Bautista Rossetti Colombino

10/06/1941 – 05/01/1942

Présidence intérimaire de Jerónimo Méndez

- Guillermo del Pedregal Herrera

05/01/1942 – 02/04/1942

Présidence de Juan Antonio Ríos

- Ernesto Barros Jarpa

02/04/1942 – 21/10/1942

- Alfredo Duhalde Vásquez

21/10/1942 – 26/10/1942

- Joaquín Fernández Fernández

26/10/1942 – 03/11/1946

- Raúl Juliet Gómez

03/11/1946 – 02/08/1947

Tableau des relations commerciales entre les États-Unis et l'Amérique latine en 1913 et en 1918

(en pourcentage du total des exportations et des importations)

Source : d'après Victor Bulmer-Thomas, *The Cambridge economic history of Latin America. Vol. II. The long twentieth century*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2006, p. 189.

	Exportations à destination des États-Unis		Importations à destination des États-Unis	
	1913	**1918**	**1913**	**1918**
Amérique latine	29,7	45,4	24,5	41,8
Mexique, Amérique centrale et Panama	67,2	83,5	53,5	78,1
Cuba, République dominicaine et Haïti	73,9	66,1	55,2	76,8
Argentine	4,7	29,3	14,7	21,6
Brésil	32,2	34	15,7	22,7
Chili	21,3	56,8	16,7	41,5
Pérou	33,2	35,1	28,8	46,8
Uruguay	4	25,9	12,7	13,2
Venezuela	28,3	60	32,8	46,7

Les pays d'Amérique latine à la SdN : tableau récapitulatif des dates d'entrée et de sortie

Pays	**Argentine**	**Bolivie**	**Brésil**	**Chili**	**Colombie**	**Cost-Rica**	**Cuba**
Entrée	10/01/1920	10/01/1920	10/01/1920	10/01/1920	12/02/1920	16/12/1920	08/03/1920
Préavis	-	-	14/06/1926	02/061938	-	24/12/1924	-
Retrait	-	-	13/06/1928	01/06/1940	-	01/01/1927	-
Pays	**Equateur**	**Guatemala**	**Haïti**	**Honduras**	**Mexique**	**Nicaragua**	**Panama**
Entrée	28/09/1934	10/01/1920	30/06/1920	03/11/1920	08/09/1931	03/11/1920	10/01/1920
Préavis	-	26/05/1936	-	10/07/1936	05/05/1932[1]	27/06/1936	-
Retrait	-	25/05/1938	-	09/07/1938	-	26/06/1938	-
Pays	**Paraguay**	**Pérou**	**Rép. Dominicaine**	**Salvador**	**Uruguay**	**Venezuela**	
Entrée	10/01/1920	10/01/1920	29/08/1924	10/03/1920	10/01/1920	12/01/1920	
Préavis	23/02/1935	-	-	10/08/1937	-	11/07/1938	
Retrait	-	-	-	09/08/1939	-	10/07/1940	

Source : Yannick Werhli, *« Créer et maintenir l'intérêt » : la liaison entre le Secrétariat de la Société des Nations et l'Amérique latine (1919-1929)*, mémoire de licence ès lettres, sous la direction de Mauro Cerutti, Université de Genève, Département d'histoire générale, Juillet 2003, p.59.

[1] Le Mexique a finalement retiré son préavis de retrait.

L'Amérique latine dans l'Organisation de Coopération Intellectuelle : tableau récapitulatif

	Date création CN de CI	Nombre de membres	Président	Organisme de rattachement	Délégué auprès IICI	Participation SdN	Service de CI Au MRE	Membres de la CICI
ARGENTINE	1936 (décret présidentiel)	19	Juan B. Terán (1937) Carlos Ibarguren (1937-1941)	Ministerio de Educación y justicia	Gomez-Carrillo (1926-1927)	1919-1945		Leopoldo Lugones (1928-1928) Victoria Ocampo (1939-1940)
BRÉSIL	1925	9 en 1925 40 suite à la réforme de 1937	Aloysio de Castro (1925-1935) Miguel Osório de Almeida (1935-1940)	Indépendante, mais se réunit, à partir de 1937, dans les locaux du ministère des Relations extérieures	Elyseu Montarroyos (1925-1940)	1919-1926	Créé en 1937, fonctionnant depuis	Aloysio de Castro (1922-1930) Miguel Osório de Almeida (1939-1940)
CHILI	1930 1933 : projet refondation CN 1936 : création d'une oficina de CI	Pas de limite	Armando Quezada (1930-1935) Juvenal Hernández (1935-1953)	Universidad de Chile	1925 : Joaquín Edwards Bello 1927 : Gabriela Mistral	1920-1938		

BOLIVIE	1931 1937 : proposition de refondation due à inactivité	1936 : pas de limite au nombre de membres	Nestor Adriazola (? - ?)		Alcides Arguedas, (1927-1929) Costa du Rels (1929-1945)	1920-1945		
COLOMBIE	1931, mais pas d'activité					1920-1945		Baldomero Sanin Cano (1931-1935)
COSTA RICA	Pas de commission				Manuel M. de Peralta (?-1930)	1920-1925		
CUBA	1925, sur initiative MRE 1937 : réorganisation	50 en 1928	Antonio Sanchez de Bustamante (? - ?)	Ministère des Relations extérieures	Ramiro Hernández Portela, chargé d'affaires (1926-1937) Mariano Brull y Caballero (1937- ?)	1920-1945		
EQUATEUR	1938				Gonzalo Zaldumbide (? - ?)	1934		

GUATEMALA	Pas de commission				José Arzu, (1926-1931) Ismael Gonzalez Arevalo (1931- ?)	1920-1936		
HAÏTI	1937	16 en 1937	Dominique Hippolyte (? - ?)			1920-1942		
HONDURAS						1920-1936		
MEXIQUE	1931 : sous les auspices secrétariat des Relations extérieures et du ministère de l'Instruction publique 1936 : nouveaux statuts	12	Alfonso Pruneda (1931-1935) Sanchez Ponton (1935- ?) Alfonso Reyes, (secrétaire)	Indépendante, même si située dans les bâtiments de la Secretaria de Educación à partir de 1934	Alfonso Reyes (1927) J. Pani (1927-1932) Francisco Castillo Najera (1933) Pedro de Alba (1934)	1931		
NICARAGUA	Pas de commission				Tomás Francisco Medina (1926- ?)	1920-1936		
PARAGUAY	Pas de commission				Ramón V. Caballero (1926-1938)	1920-1935		

PÉROU	1938				Mariano Cornejo (1928-1930) Francisco Garcia Calderón (1930-1932)	1920-1939		Cornejo
REPUBLIQUE DOMINICAINE	1937					1924		
SALVADOR	1927	Manuel Castro Ramirez (1929-1945)			Rafael Victor Castro (1926-1928) J. Gustavo Guerrero (1928-1932)	1920-1937		
URUGUAY	1937				Hugo D. Barbagelata (1927-1938)	1920-1945		
VENEZUELA	1939					1920-1938		

Texte du décret créant la commission argentine de coopération intellectuelle

Source : AUN, A III 37, Journal de la Société des Nations, 21/08/1936, « Création d'une Commission nationale argentine de Coopération intellectuelle »

« Pour marquer son désir d'établir des liens plus étroits avec l'Institut International de Coopération Intellectuelle et le Bureau International de l'Éducation, le gouvernement argentin a pris un décret portant la création d'une Commission nationale de Coopération intellectuelle.
Voici le texte de ce décret :

Département de l'Instruction publique, Buenos Aires, 14 juillet 1936 :

Tenant compte que par la loi n°12289 le ministère de la Justice et de l'Instruction publique est autorisé à adhérer au Bureau International d'Éducation ayant son siège à Genève et à organiser un bureau pour faciliter l'échange des informations sur les sujets d'éducation et considérant :

Qu'il existe aujourd'hui entre les peuples une communauté intellectuelle toujours plus intense qui a déterminé la création de la Commission Internationale de coopération intellectuelle de Genève et de l'Institut international de coopération intellectuelle à Paris qui fonctionnent sous les auspices de la Société des Nations ;

Qu'en conséquence du fonctionnement de ces nouvelles institutions est née une véritable coopération spirituelle qui a son siège dans les principales villes du monde et qui compte avec la collaboration de plus de 600 personnalités représentatives de cultures différentes et animées par des désirs identiques de perfectionnement humain pour analyser, étudier, discuter et solutionner les problèmes de culture générale ou d'éducation technique et pour échanger leurs connaissances ;

Qu'il convient d'organiser un vaste service qui ne se limitera pas à cet échange dans le seul domaine des activités intellectuelles mais dans tous ceux qui peuvent constituer un apport national à la culture universelle ;
Pour ces raisons et en faisant usage de la faculté que lui confère la loi n°12.289,

Le Président de la Nation Argentine
Décrète :

Article premier – Il est créé la Commission nationale de Coopération intellectuelle qui aura pour but de développer les relations intellectuelles avec l'étranger ainsi que l'échange culturel – en recevant l'apport des connaissances scientifiques, littéraires, philosophiques, éducatives et artistiques de tous les peuples, en réunissant, en organisant et en répandant les produits de l'activité intellectuelle intérieure, - en collaboration avec l'Institut International de Coopération intellectuelle de Paris et le Bureau International de l'Éducation à Genève.

Article 2 – Cette Commission sera constituée de 19 membres à caractère honoraire qui seront nommés par le pouvoir exécutif et dont le mandat durera cinq années ; ces membres sont rééligibles. La dite Commission choisira dans son sein un président et un vice-président et elle proposera au pouvoir exécutif, par l'intermédiaire du ministre de la Justice et de l'Instruction publique, la désignation d'un secrétaire permanent pris en dehors de la Commission avec un

traitement mensuel de 300 pesos de monnaie nationale, traitement qui concerne l'article 376, annexe E du budget pour l'année courante et qui émargera au budget pour l'année 1937.

Article 3 – Pour former la Commission susnommée, sont désignés MM. Bernardo Houssay, publiciste, membre de l'Académie de Médecine et de l'Académie argentine des Lettres ; Gregorio Araoz Alfaro, publiciste, membre de l'Académie de Médecine ; Enrique Butty, ex-doyen de la Faculté des Sciences exactes, des sciences physiques et naturelles, professeur à l'Université ; Matias G. Sanchez Sorondo, avocat, professeur à l'Université, président de la Commission de culture, sénateur national ; Mariano R. Castex, professeur d'Université, membre de l'Académie de Médecine ; Carlos Obligado, membre de l'Académie argentine des Lettres ; Gustavo Martinez Zurivia, nouvelliste, directeur de la Bibliothèque ; Carlos Ibarguren, historien, président de l'Académie argentine, Juan B. Terán, membre de l'Académie des Lettres, ministre à la Cour suprême de Justice ; George Soto Acebal, peintre, ex-directeur à la Direction nationale des Beaux-Arts ; Alberto Prebisch, architecte, professeur d'Université ; Raymondo M. Salvat, publiciste, avocat, professeur d'Université, avoué à la Cour d'Appel ; Juan P. Ramos, professeur d'Université, ex-doyen de la Faculté de Droit et de la Faculté des Sciences sociales ; Alfredo Sordelli, publiciste, professeur d'Université, directeur de l'institut bactériologique ; Clodomira Zavalia, professeur d'Université, ex-doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Sociales ; Ricardo Levene, historien, président de la Société d'Histoire et de Numistatique, ex-président de l'Université nationale ; Coriolano Alberini, professeur d'Université, doyen de la Faculté de philosophie et de la Faculté des Lettres Adolfo Bioy, avocat, ex-ministre des Affaires étrangères et du culte, président de l'Institut de l'Université de Paris à Buenos Aires ; et Roberto Levillier, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Article 4 – La Commission proposera au ministre de la Justice et de l'Instruction publique les moyens qu'il jugera propres à permettre l'accomplissement des tâches dont on l'a chargée et elle établira son règlement interne en en référant au dit ministre.

Article 5 – Le présent décret sera légalisé par MM. Les ministres de la Justice et de l'Instruction Publique, des Affaires étrangères et du culte.

Article 6 – Communiqué, publié, annoté et transmis par la Direction de l'Administration en vue du paiement des droits correspondants, remis au Registre national pour y être inscrit dans les Archives.

Justo :

Ramon S. Castillo, Carlos Saavedra Lamas. »

Liste des membres de la commission nationale argentine en 1936

Source : AUN, A III 37, Paris, 16/12/1936, Lettre de l'ambassadeur d'Argentine à Paris, M. Le Breton, à Henri Bonnet

- BERNARDO HOUSSAY, publiciste, membre de l'Académie de Médecine et de l'Académie Argentine des Lettres
- GREGORIO ARAOZ ALFARO, publiciste, membre de l'Académie de Médecine
- ENRIQUE BUTTY, ex-doyen de la Faculté de Sciences Exactes, Physiques et Naturelles, professeur universitaire
- MATIAS C. SANCHEZ SORONDO, avocat, professeur universitaire, Président de la Commission Nationale de Culture, sénateur national
- MARIANO R. CASTEX, professeur universitaire, membre de l'Académie de Médecine
- CARLOS OBLIGADO, membre de l'Académie Argentine de Lettres
- GUSTAVO MARTINEZ ZUVIRIA, romancier, directeur de la Bibliothèque Nationale
- CARLOS IBARGUREN, historien, président de l'Académie Argentine de Lettres
- JUAN B. TERAN, membre de l'Académie Argentine de Lettres, ministre de la Suprême Cour de Justice
- JORGE SOTO ACEBAL, peintre, ex-directeur de la Direction Nationale des Beaux-Arts
- ALBERTO PREBISCH, architecte, professeur universitaire
- RAYMUNDO M. SALVAT, publiciste, avocat, professeur universitaire, membre de la Chambre Civile d'Appellations
- JUAN P. RAMOS, professeur universitaire, ex-doyen de la Faculté de Droit et de Sciences Sociales
- ALFREDO SORDELLI, publiciste, professeur universitaire, Directeur de l'Institut de Bactériologie
- CLODOMIRO ZAVALIA, professeur universitaire, ex-doyen de la Faculté de Droit et Sciences Sociales
- RICARDO LEVENE, historien, président de la Junte d'Histoire et numismatique, ex-président de l'Université nationale de La Plata
- CORIOLANO ALBERINI, professeur universitaire, Doyen de la Faculté de Philosophie et Lettres
- ADOLFO BIOY, avocat, ex-ministre des Affaires Étrangères et Culte, président de l'Université de Paris à Buenos Aires
- ROBERTO LEVILLIER, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

Statuts de la Commission Brésilienne de Coopération Intellectuelle, votés le 3/02/1937

Source : AUN, A III 14

Art. 1 : A Commissão Brasileira de Cooperação Intellectual tem por fim :

1. manter relações permanente com a Commissão Internacional de Cooperação Intellectual da Sociedade das Nações, o Instituto Internacional de Cooperação Intellectual de Paris, e as autoridades e Centros de cultura do pais, de maneira a promover, no Brasil, a melhor execução das resoluções e recommendações daquellas instituições ;
2. estabelecer relações directas com as Commissões Nacionais dos demais paizes ;
3. conhecer de todas as questões que digam respeito à ordem intellctual e de interesse geral nacional ou internacional ;

Art. 2 : A Commissão Brasileira de Cooperação Intellectual se corresponderá, directamente, sempre que houver necessidade, com o Secretário Geral da Sociedade das Nações, a Commissão Internacional de Cooperação Intellectual da Sociedade das Nações, o Instituto Internacional de Cooperação Intellectual, o Instituto Internacional do Cinematographo Educativo, o Instituto Internacional para a Unificação do Direiro privado, as commissões nacionais de Cooperação Intellectual, as autoridades brasileiras e quasquer grupos e associações, nacionais e internacionais, que tenhem fines intellectuaes.

Paragrapho Único : Competirá, assim à Commissão examinar e coordenar os trabalhos de iniciativa das sub-commissões de Cooperação Intellectual e dos Centros de Cultura do paiz, encaminhando-os aos organismos com sede no estrangeiro.

Art 3 : A Commissão Brasileira de Cooperação Intellectual será de 40 membros, dos quaes 8 à título representativo.

Pragrapho Unico : Esse número só poderá ser augmentado por deliberação da maioria da commissão.

Art 4 : Em caso de renuncia ou morte, a substituição se fará mediante indicação do presidente, aprovada por maioria dos votos.

Art 5 : São membros a titulo representativo (voir supra)

Art 6 : A directoria da Commissão Brasileira de Cooperação Intellectual se comporá de um Presidente, um Vice-Presidente, um Secretário Geral, um Secretário Adjunto e um Thesoureiro.

Art 7 : Haverá também um Comité executivo, composto do Presidente, do Vice-Presidente, do Secretário Geral e de mais 4 membros da commissão, eleitos por maioria.

Art 8 : O Presidente ou, no seu impedimento o Vice-Presidente, dirigirá os trabalhos da Commissão e do Comité executivo.

Art 9 : Competirá ao Secretário Geral a execução das decisões da Commissão e do Comité executivo, auxiliado, se fôr necessario, por um Secretário de sua escolha.

Art 10 : A Commissão Brasileira de Cooperação Intellectual se dividirá em tantas Sub-commissões quantas se tornarem necessárias ao desenvolvimento de suas actividades.

Art 11 : A Commissão creará em cada uma das Capitaes dos Estados, uma Sub-commissão de carácter permanente.

Art 12 : O Presidente organizará, quando as circumstancias o aconselharem, Sub-commissões para o estudo de assumptos especialisados.

Art 13 : A Commissão, sempre que fôr necessário, poderá solicitar a collaboração das Associações Culturaes existentes no paiz, as quaes se farão representar por um delegado *ad hoc*.

Art 14 : A directoria e Comité executivo serão eleitos por um triennio.

Art 15 : Salvo o caso previsto no Paragrapho Único do Art. 3 dos presentes estatutos, as deliberações de Commissão e do Comité executivo serão tomadas por maioria de votos.

Paragrapho Único : Em caso de empate o voto do Presidente será decisivo.

Art 16 : O número minimo de presença para reuniões da Commissão será de 6.

Art 17 : A sede da Commissão será na Capital da República.

Liste des membres de la Commission Brésilienne de Coopération Intellectuelle en janvier 1943

Source : AHI, 542,6, 39277, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1940-1950.

Diretoria

Presidente : Miguel Osório de Almeida
Vice-presidente (1) : Julio Afrânio Peixoto
Vice-presidente (2) : James Darcy
Vice-presidente (3) : Philadelpho de Barros e Azevedo
Secretário gearl : Themisthocles de Graça Aranha
Secretário adjunto : José Augusto de Macedo Soares

Membros efetivos

Adelmar Tavares
Affonso Bandeira de Mello
Afonso Pena Junior
Julio Afrânio Peixoto
Aloísio de Castro
Alvaro Goulart de Oliveira
José Andrade Muricy
Austregésilo de Athayde
Clementino Fraga
Edmundo da Luz Pinto
Elmano Cardim
Gustavo Barroso
Helio Lobo
Henrique de Beaurepaire Aragão
Ildefonso Falcão
James Darcy
Miguel Osório de Almeida
Mucio Leão
Otávio Tarquinio de Souza
Oscar Weinschenk
Osório Dutra
Pedro Calmon
João Carlos Muniz
Raul Fernandes
Renato Almeida
Rofolfo Garcia
Rodrigo Octavio
Edard Roquette Pinto
Mario Augusto Teixeira de Freitas
Philadelpho de Barros e Azevedo
Gastão Cruls

Haroldo Teixeira Valladão
Carlos Delgado de Carvalho
Luiz Anibal Falcão
Mário de Andrade
Levi Carneiro
Rodrigo Mello Franco de Andrade
Antonio Carneiro Leão
Anibal Freire da Fonseca
Valois Souto
Afonso Arinos de Mello Franco
Dario de Almeida Magalhães
Pedro Costa Rego
Carlos Chagas Filho

Membros a título representativo

José Carlos de Macedo Soares, como presidente da Academia Brasileira de Letras
Edmundo Miranda Jordão, como presidente do Instituto da Ordem dos Advogados Brasileiros
Joaquim Moreira da Fonseca, como presidente da Academia Nacional de Medicina
Claudio de Souza, como presidente do PEN-club
Herbert Moses, como presidente da Associação Brasileira de Imprensa
Cândido Firmino de Mello Leitão, como presidente da Academia Brasileira de Ciências
Reynaldo Porchat, como presidente do Conselho Nacional de Educação
Raul Leitão da Cunha, como reitor da Universidade do Brasil
Abgard Renault, como diretor do Departamento Nacional de Educação
Virgílio Corrêa, como secretário do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro

Comitê executivo

Miguel Osório de Almeida
Afrânio Peixoto
James Darcy
Philadelpho de Azevedo
Themistocles de Graça Aranha
Elmano Cardim
Raul Fernandes
Pedro Calmon
Levi Carneiro

Statuts de la Commission chilienne de coopération intellectuelle

Source : *Boletín Bimestral*, janv.-mars 1943, n°33, p.38-41

Capítulo I

Objeto y Constitución

Art. 1° : La Comisión Chilena de Cooperación Intelectual tiene por objeto coordinar y estimular la acción de las organizaciones literarias, artísticas y científicas del país, y crear vínculos entre éstas, los organismos internacionales y las entidades similares de otros pueblos.

Art. 2° : La Comisión está formada por miembros, sin limitación de número, representativos de la cultura nacional.

Art. 3° : Está regida por un Presidente y por un Comité Ejecutivo que dirige, planea y realiza los trabajos de la Comisión.

Art. 4° : La Comisión se reunirá en Asamblea Ordinaria una vez al año para informarse de las actividades desarrolladas por su Comité Ejecutivo, aprobar el presupuesto de gastos del año, reiterar o retirar su confianza al Comité Ejecutivo y acordar el ingreso de nuevos miembros o el retiro de otros.

Art. 5° : La Comisión podrá reunirse en Asamblea Extraordinaria siempre que lo soliciten 10 miembros o el Comité Ejecutivo.

Art. 6° : El Comité Ejecutivo está formado por representantes del Ministerio de Relaciones Exteriores, Ministerio de Educación, Universidad de Chile, de los organismos internacionales de la Cooperación Intelectual y de la Comisión Chilena. Entre ellos eligen por simple mayoría al Presidente del Comité, Secretario General, Prosecretario y demás miembros o personas que requiera su labor.

Art. 7° : En caso de ausencia del Presidente de la Comisión Chilena, lo reemplazará el Presidente del Comité Ejecutivo ; en ausencia de éste, el Secretario General, y a falta de éste, cualquiera de los miembros del Comité Ejecutivo.

Art. 8° : En caso de renuncia de algún miembro del Comité Ejecutivo, éste elegirá al sucesor, por simple mayoría.

Capítulo II

De los Institutos

Art. 9° : El Comité Ejecutivo está facultado para crear Institutos nacionales como el de Arte Popular, el de Documentación Pedagógica y otros binacionales, como el Instituto Chileno-Argentino de Cultura y los demás que requiera para su labor de difusión e intercambio cultural.

Art. 10 : Todos los Institutos tendrán el mismo nombre (Instituto Chileno-…de Cultura), salvo el segundo gentilicio que indicará el país al cual se vincula (Instituto Chileno-Argentino de Cultura).

Art. 11 : Los presidentes de los Institutos serán de la confianza del Comité Ejecutivo. En sesión preparatoria a la innovación del Directorio, el Instituto elegirá una terna de candidatos, para que entre ellos el Comité haga la designación de Presidente. Cuando el Presidente se ausente

o sirva cargos incompatibles con el de Presidente de Instituto, el Directorio del mismo someterá el nombre del subrogante, en consulta al Comité Ejecutivo que designará el reemplazante.

Art. 12 : En los directorios de los Institutos, se obtendrá que, por lo menos, la mitad de los componentes sean chilenos.

Art. 13 : Los Institutos someterán sus reglamentos y estatutos a conocimiento del Comité Ejecutivo. En Igual forma procederán cuando introduzcan modificaciones en ellos. En ambos casos, se requerirá la aprobación del Comité para que los Reglamentos y estatutos tengan validez.

Art. 14 : El Comité Ejecutivo designará un delegado ante cada Instituto para mantener la necesaria correlación, el que tendrá el mismo derecho que los demás directores.

Art. 15 : Los Institutos se pondrán de acuerdo con el Comité Ejecutivo para la fijación de cuotas o solicitación de donativos o subvenciones.

Art. 16 : Los Institutos deberán presentar al Comité Ejecutivo una memoria anual de sus actividades culturales y del movimiento de fondos.

Art. 17 : L Comisión Chilena de Cooperación Intelectual es el heredero de los bienes de todos los Institutos que se disuelvan.

Art. 18 : El Comité Ejecutivo se reserva el derecho de reorganizar a los Institutos que se aparten de las normas, intervengan en política o abandonen las funciones para las cuales han sido creados.

Art. 19 : Se considerará que un Instituto está en receso si deja de sesionar un semestre.

Art. 20 : A fin de mantener une relación permanente entre el Comité Ejecutivo y los Institutos, se efectuará cada mes una sesión a las que asistirán los miembros del Comité Ejecutivo y los Presidentes de Institutos.

Art. 21 : Aunque ciertos Institutos estén vinculados a países de otra lengua, en todos los actos oficiales, sesiones y comunicaciones, se empleará sólo la lengua nacional, sin perjuicio de agregar, cuando sea conveniente, una traducción en el idioma destinatario. Se excepcionan de dichas disposiciones las charlas, conferencias o clases que se realicen como propaganda cultural, en un idioma diferente al nacional.

Art. 22 : Los Institutos no desarrollarán actividades de orden político. Su acción deberá exclusivamente ser de carácter cultural y en beneficio del país al que estén vinculados.

Santiago, 31 de diciembre de 1942.

Liste des membres de la commission chilienne de coopération intellectuelle en 1942

Source : *Boletín Bimestral*, n°32, año VI, oct.-déc., 1942, p. 50-56

- ALCAINO Alfredo, Presidente del Instituto Chileno-Boliviano de Cultura
- ALDUNATE Roberto, Ex-presidente de la Alianza de Intelectuales de Chile ; Ex-presidente del Instituto de Periodistas de Chile
- ALDUNATE PHILIPPS Arturo, Expresidente del Instituto Chileno de Arte Popular
- ALESSANDRI RODRÍGUEZ Arturo, Decano de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales
- ALFONSO José A., Presidente de la Liga de Estudiantes Pobres
- AMUNÁTEGUI Gabriel, Director General de Bibliotecas, Archivos y Museos
- AMUNÁTEGUI REYES Miguel Luis, Presidente de la Academia Chilena de la Lengua
- AMUNÁTEGUI SOLAR Domingo, Historiador
- ATIENZA Carlos, Presidente del Instituto Chileno-Británico de Cultura ; diputado liberal
- BARRENECHEA Julio, Escritor ; Ex-presidente de la Alianza de la Alianza de Intelectuales de Chile ; député socialiste
- BARROS JARPA Ernesto, Presidente del Instituto Chileno-Norteamericano de Cultura
- BENNETT Juan Pablo, Presidente del Instituto-Salvadoreño de Cultura
- BRUNET Marta, Escritora ; Consulado de Chile en Buenos Aires
- BUNSTER César, Subsecretario del Ministerio de Educación Pública ; Presidente del Instituto Chileno-Dominicano de Cultura
- CAÑAS FLORES Enrique, Profesor de Estado ; Diputado conservador
- CARVAJAL ARMANDO, Director Artístico del Instituto de Extensión Musical
- CERECEDA Francisco, Rector de la Universidad Santa María de Valparaíso
- CIENFUEGOS Eugenio, Ex-presidente del Instituto Chileno-Colombiano de Cultura ; Profesor de la Escuela de Medicina
- COHEN Benjamín, Embajador de Chile en La Paz
- CRUCHAGA TOCORNAL Miguel, Internacionalista ; ex-presidente del Instituto Chileno-Cubano de Cultura ; Ex-presidente del Senado
- CRUZ OCAMPO Luis David, Crítico literario ; abogado ; Encargado de Negocios ante la Santa Sede
- DONOSO Humberto, Ex-presidente del Consejo de Defensa Fiscal
- DONOSO Ricardo, Historiador ; Director del Archivo Nacional ; Presidente de la Sociedad Chilena de Historia y Geografía ; Director de la Revista Chilena de Historia y Geografía
- FERNÁNDEZ FERNÁNDEZ Salvador, Presidente de la Sociedad de Artesanos La Unión
- FUENZALIDA VILLEGAS Héctor, Director de la Biblioteca Central Universitaria
- FUENZALIDA VILLEGAS Humberto, Geólogo ; Presidente del Instituto Chileno-Venezolano de Cultura

- FIGUEROA SÁNCHEZ Francisco, Presidente del Instituto Chileno-Uruguayo de Cultura
- GAJARDO Enrique, Ex-representante del Ministerio de Relaciones Exteriores y Comercio en el Comité Ejecutivo ; Jefe del Departamento Diplomático
- GANDARILLAS Guillermo, Profesor de Estado ; Presidente del Instituto Chileno-Mexicano de Cultura
- GARCÍA OLDINI Fernando, Escritor ; Ex-Ministro de Chile en Suiza ; Representante del Ministerio de Relaciones Exteriores en el Comité Ejecutivo
- GÓMEZ CATALÁN Luis, Profesor de Estado ; Presidente del Centro Chileno de Documentación Pedagógica
- GÓMEZ MILLAS Juan, Profesor de Estado ; Ex-presidente del Instituto Chileno-Venezolano de Cultura
- GÓNZALEZ VERA José Santos, Escritor ; Pro-secretario de la Comisión Chilena de Cooperación Intelectual
- GREVE Ernesto, Ex-presidente de la Sociedad Chilena de Historia y Geografía
- GUERRA SQUELLA Jorge, Director general de los Ferrocarriles del Estado
- HERNÁNDEZ Juvenal, Presidente de la Comisión ; Rector de la Universidad de Chile ; Profesor de derecho
- IRRIBARREN Juan Antonio, Ex-ministro de Educación Pública ; Profesor de derecho
- ISAMIT Carlos, Presidente de la Asociación Nacionales de Compositores
- JARA LETELIER Aníbal, Periodista ; Consulado general de Chile en Nueva York
- LABARCA H. Amanda, Consejera Universitaria ; Profesora del Estado ; Directora de las Escuelas de Temporada ; Presidente del Comité Ejecutivo de la Comisión
- LABARCA HUBERTSON Guillermo, Escritor
- LAGOS LISBOA Jerónimo, Poeta ; Presidente de la Sociedad de Escritores de Chile
- LARRAGUIBEL Armando, Decano de la Facultad de Biología y Ciencias Médicas
- LATCHAM Ricardo E., Director del Museo Nacional de Historia Natural
- LIRA Gustavo, Decano de la Facultad de Ciencias Físicas y Matemáticas
- LIRA URQUIETA Pedro, Presidente del Instituto Chileno-Argentino de Cultura ; Profesor de derecho civil de la Universidad de Chile
- LOYOLA ACUÑA Gustavo, Vice-presidente de la Sociedad Científica de Chile
- MALDONADO Ernesto, Decano de la Facultad de Medicina veterinaria
- MARSHALL Enrique, Secretario General de la Universidad de Chile ; Profesor de economía política
- MARTÍNEZ DE FERRARI Marcial, Ex-presidente del Instituto Chileno-Francés de Cultura ; Abogado
- MATTA FIGUEROA Enrique, Presidente del Instituto Chileno-Ecuatoriano de Cultura ; Abogado
- MELFI Domingo, Escritor ; Director de La Nación
- MELO LECAROS Luis, Ministerio de Relaciones Exteriores
- MISTRAL Gabriela, Poetisa ; Consulado de Chile
- MOLINA Enrique, Presidente de la Universidad de Concepción

- MONTENEGRO Ernesto, Escritor
- MOORE MONTERO Eduardo, Presidente del Instituto Chileno-Brasileño de Cultura ; Abogado
- NERUDA Pablo, Poeta ; Cónsul general de Chile en México
- NIETO DEL RÍO Félix, Escritor ; Diplomático ; Presidente del Instituto Chileno de Estudios Internacionales
- OVALLE CASTILLO Augusto, Director de El Imparcial
- OYARZÚN Aureliano, Director del Museo Histórico Nacional
- PEDREGAL Guillermo del, Decano de la Facultad de Comercio y Economía Industrial de la Universidad de Chile
- PEREIRA SALAS Eugenio, Historiador ; Presidente subrogante del Instituto Chileno-Norteamericano de Cultura
- PIGA Arturo, Presidente del Instituto Chileno-Costarricense ; Ministerio de Educación
- PINILLA Norberto, Ex-presidente de la Sociedad de Amigos del Arte ; Escritor ; Profesor de Castellano
- PINO SAAVEDRA Yolando, Escritor ; Decano de la Facultad de Filosofía y Educación de la Universidad de Chile
- POBLETE TRONCOSO Moisés, Abogado ; Funcionario de la Oficina Internacional del Trabajo
- PÓRTER Carlos, Director del Instituto de Zoología General y Sintética
- PRADO Pedro, Escritor ; Ex-ministro de Chile en Colombia
- PUGA Luís A., Jefe del Departamento de Historia del Instituto Superior de Humanidades
- RAMÍREZ Raúl, Ex-presidente del Instituto Chileno-Argentino de Cultura ; Profesor de inglés del Instituto Pedagógico de Chile
- RESTKA Pedro, Presidente de la Sociedad Nacional de Bellas Artes ; Pintor
- RÍO Eugenio del, Representante de la Sociedad de Instrucción Primaria
- RÍO Raimundo del, Ex-presidente del Instituto Chileno-Argentino de Cultura ; Abogado ; Profesor de derecho penal ; Ex-ministro de Educación Pública
- RÍOS Alejandro, Presidente de la Sociedad Nacional de Profesores ; Profesor de Historia
- ROCUANT Miguel Luís, Escritor ; Ex-ministro de Chile en Cuba ; Presidente del Instituto Chileno-Cubano de Cultura
- ROJAS Manuel, Escritor ; Ex-presidente de la Sociedad de Escritores de Chile ; Jefe de las Prensas de la Universidad de Chile
- ROMERO Abraham, Director de La Patria, Concepción
- ROMERO Alberto, Novelista ; Presidente del Instituto Chileno-Colombiano de Cultura ; Ex-presidente de la Sociedad de Escritores de Chile ; Presidente de la Alianza de Intelectuales de Chile
- ROMERO Hernán, Profesor universitario
- SAAVEDRA AGÜERO Jorge, Presidente del Instituto Chileno-Panameño de Cultura
- SANTA CRUZ Domingo, Decano de la Facultad de Bellas Artes de la Universidad de Chile ; Compositor

- SALAS SILVA Irma, Profesora de Estado ; Directora del Liceo Experimental "Manuel de Salas"
- SALCEDO Julio, Ex-presidente de la Asociación de Artistas de Chile ; Escritor ; Abogado
- SERRANO PALMA Horacio, Director del Instituto del Inquilino ; Escritor
- SEIBERT Percy A., Presidente de la Chilean American Association
- SIEVERS Hugo, Decano de la Facultad de Agronomía
- SILVA CARVALLO Alfredo, Director de La Unión de Valparaíso
- SILVA CASTRO Raúl, Crítico literario ; Jefe de la Sección Chilena de la Biblioteca Nacional
- SILVA ENDEIZA Hugo, Director de El Mercurio de Antofogasta
- SILVA FUENTES Luís, Director de El Sur de Concepción
- SOTO Adrían, Director general de Educación Secundaria ; Profesor de ciencias
- TOCORNAL DE ROMERO Luz, Directora de la Escuela de Servicio social
- TORRES RIOSECO Arturo, Delegado de la Comisión en Estados Unidos ; Profesor de literatura en la Universidad de Berkeley
- URETA Emilio, Presidente de la Sociedad Chilena de Historia Natural
- VERA LAMPEREIN Oscar, Ex-presidente del Instituto Chileno-Venezolano de Cultura ; Profesor de francés del Internado Barros Arana
- VERGINE R. P. Pablo, Ex-presidente del Instituto Chileno-Ecuatoriano de Cultura
- VIAL VIAL Osvaldo, Ex-presidente del Instituto Chileno-Cubano de Cultura : Ex-ministro de Educación Pública ; Miembro del Comité Ejecutivo de la Comisión ; Abogado
- VIVES Francisco, Vice-rector de la Universidad Católica
- WALKER LINARES Francisco, Secretario general de la Comisión ; Presidente del Instituto Chileno-Francés de Cultura ; Profesor de Derecho ; Abogado
- ZAÑARTU Sady, Escritor

Miembros correspondientes

- COHEN Benjamín, Embajador de Chile en La Paz
- CRUZ OCAMPO Luis David, Encargado de Negocios ante la Santa Sede
- FUENZALIDA Juan Bautista, Profesor ; Ministerio de Educación, México
- JARA LETELIER Aníbal, Cónsul general de Chile en Nueva York
- MISTRAL Gabriela, Cónsul de Chile, Petrópolis
- MONTENEGRO Ernesto, Delegado en Argentina
- NERUDA Pablo, Cónsul general de Chile en México
- TORRES RIOSECO Arturo, Delegado de la Comisión en Estados Unidos
- VERA LAMPEREIN Oscar, Nueva York

Texte créant l'Institut Panaméricain de Géographie et d'histoire

Source : Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America, Publication of the Department of State. Conference Series, n°8, Washington, Government Printing Office, 1931, p. 4.

« 1. Establishment of a Pan American Geographical Institute which shall serve as a center of coordination, distribution, and dissemination of geographical studies in the American States and as an organ of cooperation between the geographical institutes of America for facilitating the study of boundary questions between the American nations.

2. Recommendation to the countries of America that in their legislation they levy a minimum duty on the importation of books and minimum postal rates on books and periodicals.

3. Recommendation to the countries, members of the Union, that have not yet done so, to publish geodetic, geological, agricultural maps, etc., which will give an idea of their natural resources, possibilities of development, and also their means of communication.

4. Revision of the convention on intellectual property signed at Buenos Aires (1910).

5. Establishment of scholarships and fellowships.

6. Exchange of professors and students.

7. To recommend the establishment of special chairs, supported or subsidized by the government, for the study of the Spanish, English and Portuguese languages and of their respective literatures.

8. To recommend the establishment in the universities of the countries, members of the Pan American Union, of special chairs for the study of the commercial legislation of the American Republics.

9. Consideration of the results of the Pan American Congress of Journalists, which met at Washington in compliance with a resolution of the Fifth International Conference of American Sates. »

Accords, résolutions, conventions et recommandations concernant la coopération intellectuelle dans le cadre de l'Union panaméricaine

1889-1890

Ière conférence interaméricaine

- Résolution pour la création, à Washington, d'une Bibliothèque Commémorative Latino-Américaine

1901-1902

II^{nde} conférence interaméricaine (México)

- Recommandation sur la création d'une commission archéologique internationale
- Convention sur l'échange de publications officielles, scientifiques, littéraires et industrielles
- Convention sur l'exercice de professions libérales

1906

IIIe conférence interaméricaine (Rio de Janeiro)

- Résolution concernant les professions libérales

1910

IVe conférence interaméricaine (Buenos Aires)

- Résolution visant à développer l'échange de professeurs et d'étudiants

1923

Avril : V^{e} conférence interaméricaine (Santiago du Chili)

- Résolution sur l'unification des Études universitaires
- Résolution sur la protection des documents archéologiques
- Résolution concernant la création de bibliothèques panaméricaines
- Résolution portant sur l'organisation, en 1925, à Santiago du Chili, d'une Conférence Inter-universitaire Américaine

1928

Février : VIe conférence interaméricaine (La Havane)

- Résolution approuvant la création d'un Institut Interaméricain de Coopération intellectuelle Résolution approuvant la création d'un Institut Panaméricain de Géographie et d'Histoire
- Résolution sur la circulation de revues et autres publications
- Résolution portant sur l'organisation d'un Congrès Pédagogique Panaméricain

1933

Décembre : VIIe conférence interaméricaine (Montevideo)

- Convention sur l'enseignement de l'histoire
- Résolution sur la protection du patrimoine architectural
- Résolution sur la protection du patrimoine historique
- Résolution sur les échanges artistiques
- Résolution sur les exemptions d'impôts pour les productions littéraires
- Résolution sur la constitution d'une bibliographie américaine

1936

Décembre : Conférence Interaméricaine extraordinaire de consolidation de la paix (Buenos Aires)

- Recommandation visant la création de commissions nationales de coopération intellectuelle dans les pays où il n'y en a pas
- Convention sur l'orientation pacifique de l'enseignement
- Résolution sur les spectacles publics et la paix
- Résolution sur la radiodiffusion et le désarmement moral afin d'inciter les gouvernements qui ne l'auraient pas fait à ratifier la convention internationale sur l'emploi de la radiodiffusion dans la promotion de la paix, souscrite à Genève le 23/09/1936 ainsi que l'Accord Sudaméricain Régional sur les radio-communications souscrite à Buenos Aires le 10/04/1935
- Résolution sur l'emploi de la radiodiffusion au service de la paix
- Résolution sur les conférences panaméricaines et le désarmement moral
- Convention pour la promotion des relations culturelles interaméricaines
- Convention sur les facilités à accorder pour les expositions artistiques
- Recommandation visant à ce que les gouvernements appuient l'organisation et le développement de l'Association des Écrivains et des Artistes Américains
- Recommandation concernant l'envoi de publications et d'œuvres d'art
- Résolution concernant l'organisation d'une exposition interaméricaine de beaux-arts, d'arts appliqués, d'art colonial et précolombien à Buenos Aires
- Recommandation au conseil directif de l'Union panaméricaine pour la réalisation d'une étude concernant les moyens d'organiser une coopération plus étroite entre les académies et musées américains d'art, de science, d'histoire, d'archéologie et de folklore
- Convention sur l'échange de publications
- Résolution concernant l'échange de documents relatifs à l'organisation et à la réglementation de l'enseignement public
- Résolution pour la création d'hémérothèques américaines
- Recommandation concernant l'envoi de publications et d'œuvres d'art
- Recommandation concernant les échanges bibliographiques américains
- Convention sur les facilités à accorder aux films éducatifs ou de propagande
- Résolution sur la révision des textes scolaires
- Résolution sur l'enseignement de la morale civique

- Recommandation pour la tenue régulière de conférences interaméricaines d'éducation

1938

Décembre : VIIIe conférence interaméricaine (Lima)

- Résolution incitant les pays n'ayant pas créé leur commission nationale de coopération intellectuelle à le faire
- Recommandation visant à l'établissement d'une Journée de la Culture
- Recommandation concernant la conservation des régions naturelles et des sites historiques
- Résolution sur l'emploi de la radiodiffusion pour l'information culturelle interaméricaine
- Recommandation pour l'enseignement de l'espagnol, du portugais, de l'anglais et du français dans les pays du continent
- Recommandation pour la création d'un Institut Géographique Interaméricain à Buenos Aires
- Résolution sur les échanges musicaux dans les Amériques
- Résolution pour la coordination des recherches scientifiques et techniques
- Recommandation pour la coordination des organismes de coopération scientifique et technique
- Recommandation concernant les échanges entre bibliothèques
- Recommandation portant sur l'enseignement de la démocratie
- Recommandation concernant la reconnaissance réciproque des diplômes accordés par les institutions d'enseignement supérieur
- Résolution sur l'équivalence des études primaires

Lettre de Miguel Osório de Almeida aux intellectuels, 16/09/1939

Source : AHI, 542,6, 1045/18392, Cooperação intelectual, Tomo II, (1939-1940)

« Monsieur,

Nous travaillons depuis des années pour une œuvre dont le but est le plus noble : l'organisation et le développement de la vie de l'esprit, le rapprochement des travailleurs de l'intelligence, la mise en commun des richesses que les génies et les talents de tous les pays et de toutes les races peuvent apporter au bien de l'humanité. Cette œuvre est essentiellement une œuvre de paix. Ses débuts, comme organisation pratique furent inspirés par l'idéal d'une consolidation définitive de la paix et son développement toujours dirigé par cette idée que les intellectuels dignes de ce terme pourraient, dans une large mesure, par leur exemple, par leur enseignement, par leur bonne volonté, par leur esprit désintéressé de recherche dans tous les domaines, contribuer au maintien de la paix. On ne pourrait plus comprendre la civilisation sans une large vie intellectuelle, constamment renouvelée et en perpétuel développement.

Depuis des années, nous entendons dire qu'une nouvelle guerre aurait comme conséquence la fin de la civilisation, ou du moins de notre civilisation. Le problème se pose donc, à l'heure actuelle, d'une manière pressante et dramatique. En ce qui nous concerne, nous pourrons le réduire à des proportions plus modestes : nous autres, qui avons donné le meilleur de nos efforts à l'œuvre de solidarité intellectuelle, devons-nous penser que notre travail a été vain et inutile, qu'il y a lieu d'abandonner ou de changer radicalement de direction ? Quel est notre devoir ? Attendre que la rafale soit passée et reconstruire sur les décombres, ou avons-nous des raisons de croire qu'il nous incombe de réduire au minimum les effets des destructions, d'organiser une sorte de défense passive, de veiller à la conservation des biens acquis, de soutenir des principes directeurs dont les preuves sont faites ?

Il y a là, Monsieur, des questions graves, qui méritent un examen approfondi, impartial et sincère. En principe, je ne crois pas qu'on puisse trouver un seul intellectuel capable de rester froid et impassible devant les menaces du temps présent, et d'admettre sans un profond émoi la possibilité de la fin de la civilisation. Le retour à la barbarie serait la négation de tout ce qui a nourri notre esprit, de tout ce qui a soutenu notre âme. Cette barbarie ne saurait être définitive ; l'humanité retrouverait après quelque temps, les voies du perfectionnement et du progrès. Il y aurait une nouvelle renaissance, mais, remarquons-le bien, ce serait, sans doute, une véritable renaissance et non pas un début, celui d'une action qui partirait de rien, qui devrait se développer et se poursuivre sur un terrain vierge. Elle serait forcée de retrouver les traces anciennes, toutes déformées qu'elles puissent être. En un mot, elle s'adonnerait, pour longtemps, à un travail de redécouverte, elle fouillerait le passé pour trouver ce que les derniers siècles lui ont donné et qu'elle aurait perdu.

Mais ce retour à la barbarie est-il vraiment inévitable ?

Je crois, Monsieur, qu'il est indispensable que quelques-uns d'entre nous analysent de près la situation devant laquelle se trouve la société des esprits. Des échanges de vues sur de telles

questions ne devraient pas être pris comme des débats purement académiques. Ils constitueraient, au contraire, l'accomplissement d'un devoir que nous sentons tous, et que nous accepterons tous avec le même esprit réfléchi et conscient, cette même volonté ferme et calme, cette même modestie, ce même recueillement, en un mot, toute cette manière d'être devant la guerre qui a caractérisé tous les Français même les plus humbles, et, si je vous parle des Français, c'est parce que, étant à Paris, j'ai pu voir ce qui s'est passé.

J'appartiens à un pays neutre qui peut, d'après les nouvelles qui me sont parvenues, maintenir sa neutralité de la manière la plus stricte. Mais, cette loi de la neutralité, que je ne connais pas encore en détail, n'aurait pas le pouvoir, non plus que tout autre loi, de nous empêcher, moi comme n'importe quel autre de mes concitoyens, de penser et de chercher la vérité. Nous autres intellectuels, le moins que nous devions à la vérité, c'est d'abord de la chercher et ensuite de la proclamer. À d'autres de nous empêcher de le faire. Le Président Roosevelt, tout en annonçant la neutralité des États-Unis a bien fait comprendre que ce devoir de neutralité ne saurait pas atteindre les consciences elles-mêmes. Des opinions analogues se sont manifestées dans d'autres pays neutres, exprimées par des hommes ayant une haute autorité morale. Or, c'est à nous, intellectuels, que revient le rôle d'exprimer en termes clairs ce qui se trouve dans notre conscience et ce que nous croyons être le fond même de la pensée et des sentiments des autres. Il ne faudrait pas permettre que les lois de la neutralité fussent transformées en moyens nouveaux de restreindre la liberté de pensée et de conscience. Empêcher les citoyens des pays neutres de communiquer librement leurs jugements et leurs opinions sur des événements aussi considérables et aussi importants pour l'avenir de l'humanité qu'une guerre comme celle qui vient d'éclater, ce serait le moyen le plus sûr de créer une situation d'une inextricable confusion. On supprimerait de la sorte, des témoignages autorisés et qui ne pourront être soupçonnés de se laisser inspirer par le sentiment, légitime d'ailleurs, que la patrie est en danger.

L'état de neutralité nous ramène donc déjà à un des problèmes les plus délicats et les plus angoissants de l'heure actuelle, et, parmi tant de questions sur lesquelles je me permets d'appeler votre attention, je n'en retiendrai qu'une dans cette lettre : quel est le rôle qu'il faut attribuer aux restrictions à la liberté de pensée dans la préparation et le déclenchement de la guerre ? Je devrai, évidemment, me borner à mettre en évidence quelques aspects de ce problème. Le développement d'un tel sujet exigerait des volumes et je ne crois pas être assez qualifié pour le faire.

Je sens, pour commencer, une grande difficulté : comment comprendre la liberté de pensée ? Doit-elle être prise dans le sens le plus large, c'est-à-dire que n'importe qui pourra dire n'importe quoi ? Loin de moi cette opinion. La liberté de pensée, considérée en elle-même, trouve ses limites naturelles dans la connaissance exacte. Personne ne peut invoquer le droit de dire que trois fois quatre ne font pas douze. Un examinateur de mathématiques, devant les candidats, est pourvu de pleins pouvoirs de censure ; il ne viendrait à l'esprit de personne de protester, au nom de la liberté de pensée, contre l'exercice de ses fonctions. Aussitôt, cependant, que la connaissance n'est plus exacte, la situation change. La liberté s'élargit à mesure que la précision se réduit, déjà même dans le domaine scientifique. Quand on arrive aux grandes questions morales, sociales et surtout politiques et internationales, les champs de la liberté deviennent de plus en plus considérables. Il y a encore des limitations naturelles et même nécessaires, résultant de certains principes généraux acquis au cours du développement de

l'humanité. Mais, c'est là qu'on trouve ce terrain mouvant où, à côté de la raison et de l'intelligence positive, s'exercent l'intuition, la conscience et des sentiments souvent encore mal définis. C'est là aussi, comme partout ailleurs, que la recherche des faits réels est essentielle, pour que l'on puisse établir des jugements fondés. C'est là que la vérité, dans le sens élémentaire du terme, est importante, comme matériel de base pour l'action et tout ce que celle-ci comporte de contenu moral. Supprimer, déformer ou tronquer la vérité des faits, c'est une manière indirecte de rendre inopérante une liberté de pensée que, par ailleurs, on affirme laisser entière.

En résumé, la véritable liberté de pensée ne peut pas exister sans une entière liberté de recherche d'abord, sans la bonne foi la plus absolue pendant ce premier pas que constitue la récolte des éléments destinés à former les assises des jugements. Une conscience libre n'a rien à faire si on lui refuse les moyens de savoir, ou plutôt, elle ne peut faire que constater amèrement l'inutilité de sa liberté apparente ; elle serait prisonnière de sa cécité et de sa surdité forcées.

Voilà, Monsieur, des choses qui ont été comprises dès le début par les groupes dirigeants de certains pays, qui voulaient dominer la situation intérieure d'abord, et ensuite diriger leurs peuples vers de graves actions extérieures. Il y avait quelque chose de plus important que d'empêcher la liberté d'opinion : c'était de ne fournir aux jugements que des faits ou des éléments déjà préparés, tout prêts à servir de base à des conclusions ou à des jugements déterminés. En supprimant la possibilité de vérifier la légitimité des éléments, on arrive à faire croire à des masses entières ce que l'on veut. Et les quelques individus qui sont suffisamment éclairés ou rompus à la discipline de la recherche sont condamnés à s'abstenir ; étant forcément en nombre limité, il n'est pas difficile de les opprimer ou de les réduire à l'inaction.

La mainmise sur les moyens d'information, la réglementation étroite des publications, et, enfin, les restrictions des manifestations de la pensée, sont donc des moyens sûrs d'amener des peuples entiers à cet état spécial de préparation morale et matérielle nécessaire à la guerre. L'absence de liberté peut forcer à la guerre un peuple qui ne la désire pas ; mais il y a pire que cela : imposée comme elle l'a été en maints endroits pendant un temps suffisamment prolongé, elle peut conduire à la guerre des peuples qui arrivent à croire que celle-ci est juste et nécessaire. On ne peut exiger des masses la discipline d'esprit et d'habitude des raisonnements sûrs, qui sont nécessaires pour arriver à des jugements exacts ou corrects en partant d'éléments précaires.

La guerre n'est plus, à l'heure actuelle, une affaire de gouvernements ou d'Etats. Elle atteint profondément les peuples et les individus eux-mêmes. Elle atteindra encore d'une manière plus ou moins directe, les hommes et les femmes, aussi bien que les enfants, des pays les plus éloignés, ceux-mêmes qui pourraient conserver des illusions sur les possibilités réelles d'un isolement commode et sûr. Quand on prend des résolutions qui engagent la vie de millions d'êtres humains, il faut que les consciences soient éclairées. On peut exiger des hommes qu'ils fassent le sacrifice de leur vie et de leurs biens, mais ce sacrifice n'est digne et noble que s'il est librement consenti et consciemment accepté. Le fait de les tromper pour arriver à un résultat escompté d'avance, est la plus grave des responsabilités que quelqu'un puisse prendre, et, il faut le remarquer, il ne s'agit pas là d'une responsabilité uniquement morale. Les conséquences pratiques sont inévitables et fatales, qui devraient faire réfléchir ceux mêmes pour lesquels la responsabilité morale est dépourvue de sens.

Les pays libres ont démontré, peut-être même un peu trop, leurs tendances pacifiques. Ils n'ont pas eu de fausse pudeur, ils ont laissé voir très clairement qu'ils voulaient éviter la guerre, quelquefois aux dépends de leur amour-propre et de leur prestige. J'ai l'honneur d'être à Paris

depuis le 18 août. Je croyais bien connaître la France. Je l'aimais pour tout ce qu'elle représente de culture, de profondeur intellectuelle, de finesse, de civilisation, de courtoisie et de beauté.
Mais je vous avoue ma profonde émotion en voyant ce que j'ai vu, en ces moments décisifs de la mobilisation générale et de la déclaration de la guerre. L'homme de la rue acceptait tout cela comme quelque chose de nécessaire, d'inévitable, comme s'il était devant une calamité cosmique, un tremblement de terre, l'éruption d'un volcan. Il fallait lutter, il fallait vaincre, il fallait sauver le plus de choses possible ; mais jamais je n'ai vu un seul geste de révolte, je n'ai entendu une seule parole de haine, une seule menace inconsidérée, un seul mot hors de propos. Ces hommes libres savaient ; ils avaient largement réfléchi, ils étaient parfaitement préparés à faire ce qu'ils ont accepté comme leur devoir. Ce sentiment du devoir vient de la conscience éclairée, sûre d'elle-même, fondue dans la grande conscience collective, dont elle se sent une partie intégrante, partant légitime, et non d'une pseudo conscience collective, artificiellement organisée, construite sur commande, maintenue à coups de violence. Les plus hauts degrés de liberté peuvent ainsi, en apparence, être confondus avec les derniers degrés du fatalisme. Je n'ai pas assisté à des manifestations d'enthousiasme déplacé. Tout le monde sait ce que c'est que la guerre, mais tout le monde sait aussi, en France, pourquoi on doit la faire et comment on doit procéder.

C'est alors qu'une pensée s'est imposée à moi avec toute sa force et toute sa beauté ; permettez-moi de vous la dire, Monsieur, elle ne m'appartient pas, vous allez le voir, mais jusqu'à présent je la prenais comme une utopie. Le jour où toutes les nations seront arrivées au degré de civilisation profonde et véritable dont la France fait preuve maintenant (et je suis sûr que la même chose se passe en Angleterre), il n'y aura plus de guerre. La guerre a été imposée à ces peuples du dehors, et il faut oser espérer que, dans l'avenir, il n'y aura plus de peuples capables d'imposer une lutte armée. J'ai la conviction que ce magnifique résultat ne pourra être obtenu que si les sentiments pacifiques, les idées nobles et généreuses, qui n'excluent aucunement la force et les sentiments d'honneur, peuvent partout s'épanouir et être livrés à leur développement naturel.

On a beaucoup parlé de désarmement moral. La France et l'Angleterre viennent de démontrer qu'elles n'ont jamais été aussi bien moralement armées que maintenant, mais moralement armées dans le sens le plus haut du terme. Ce n'est pas la disposition d'esprit propre à l'agression, cela n'existe pas, mais au contraire, cette préparation morale qui permet d'assumer toutes les tâches et de remplir tous les devoirs, sans passions et avec une parfaite maîtrise des idées et des émotions. Être moralement armé pour la paix, pour une véritable paix de peuples libres, c'est peut-être plus difficile que d'être moralement armé pour la guerre, et c'est pour cela que ces deux pays viennent de montrer qu'ils sont, au moment de l'action moralement armés, en toute plénitude et d'une manière pleine et saine.

Paul Valéry a expliqué l'autre jour, d'une manière excellente, comment dans un pays libre, « il est impossible que la paix ou la guerre soit le fait d'un seul être ».

C'est, sans doute, la première grande leçon qui se dégage de la guerre actuelle. Nous avons là une expérience dont le résultat est positif et concluant. Ne croyez-vous que c'est maintenant notre devoir d'intellectuels et que ce sera surtout le devoir des intellectuels neutres de ne pas laisser perdre cette leçon, dont le prix sera payé par d'innombrables vies humaines et d'incalculables sacrifices ?

Miguel Osório de Almeida »

Proposition de réforme de la Société des Nations par Alejandro Alvarez (1926)

Source : Alejandro Alvarez, *La réforme du Pacte de la Société des Nations sur des bases continentales et régionales*, Rapport présenté à la Ve Session de l'Union Juridique Internationale, juin 1926, p.87-88

Première solution

Réforme totale du Pacte de la Société des Nations

D'après les données précédentes, les bases essentielles de cette réforme, pour que le nouveau Pacte puisse être accepté par le plus grand nombre possible d'États, sont les suivantes :

A. Il faut qu'il soit clairement établi que l'organisation universelle, non seulement ne s'oppose pas à une organisation *continentale* ou *régionale*, mais qu'au contraire elle la présuppose. Il va de soi que ces organisations continentales ou régionales, quoique indépendantes entre elles, ne doivent pas être formées avec des sentiments hostiles ou moins encore agressifs contre un autre continent ou un autre groupe d'États.

B. Les matières d'intérêt *mondial* doivent être discutées ou réglées par tous les pays du monde réunis dans des conférences internationales. Les matières d'intérêt *continental* ou d'intérêt *régional* doivent être réglées en conférences, par les pays du continent ou de la région qu'elles intéressent.

C. Il ne faut pas que les organismes universels ou régionaux aient pour mission de trancher des conflits de caractère politique car cela présente des difficultés. Mais si on insistait pour que ces organismes aient de telles attributions alors les conflits d'un caractère continental ou d'un caractère régional qui se produisent dans un autre continent que l'Amérique doivent être résolus par des organismes qui représentent les États de la région ou du continent respectifs.

   Les États des autres continents ne peuvent dans ce cas exercer qu'une action amiable ; s'ils ont un intérêt direct dans le litige, ils doivent se borner à présenter leurs observations ou leurs réclamations aux organes ou aux institutions qui doivent résoudre le conflit.

   Pour la solution des litiges nous faisons exception pour les États de l'Amérique, parce que, comme nous l'avons dit, ils se refusent de donner à l'Union Panaméricaine de telles attributions.

   Les conflits intercontinentaux, c'est-à-dire entre États de continents différents, doivent être tranchés par les organismes des continents respectifs.

D. Par suite des considérations précédentes, et comme leur complément, il ne faut pas établir la garantie de l'intégrité territoriale par tous les États du Monde ni forcer ceux-ci à venir au secours d'un pays victime d'une agression. Mais si on insiste pour maintenir de pareilles garanties et un tel secours, il ne faut pas qu'elles aient un caractère universel comme dans le Pacte actuel de la SdN.

   En raison de leur importance, nous allons revenir sur ces points.

E. Il faut créer des commissions internationales permanentes destinées à étudier les matières fondamentales de la vie internationale, afin de préparer des accords entre les États à leur sujet.

On pourrait créer les commissions suivantes :

1ère commission : Pour enquêter sur les causes des guerres et sur la manière la plus efficace d'y remédier.

2ème commission : Pour étudier des moyens adéquats en vue de la solution pacifique des conflits entre États.

3ème commission : Pour étudier la limitation des armements navals, terrestres et aériens.

4ème commission : Pour développer les rapports économiques entre les États.

5ème commission : Pour étudier les questions relatives à l'organisation internationale du travail.

6ème commission : Pour étudier tout ce qui a trait aux services administratifs internationaux (Unions internationales).

7ème commission : Pour le développement de la coopération intellectuelle entre tous les États.

8ème commission : Pour l'étude et la préparation de toutes les Conférences internationales, à caractère mondial, que décide l'assemblée ou le Conseil, ainsi que l'étude de tout ce qui a trait aux Associations internationales.

9ème commission : Pour la codification graduelle et progressive du Droit International.

Toutes ces commissions pourront s'adjoindre les experts qu'elles jugeront nécessaires. La IX° Commission sera en rapport constant avec les Instituts de Droit International.

Il faut maintenir, avec les modifications qu'on croit nécessaires, la Cour de Justice Internationale de sorte que tous les États du Monde puissent y adhérer.

Il faut rendre le Pacte moins rigide, afin qu'il puisse se modifier constamment, à l'égal de celui de l'Union Panaméricaine

Texte de la résolution adoptée lors de la Conférence Interaméricaine de consolidation de la paix (Buenos Aires, 1936) sur les projets dominicain et colombien de Ligue des Nations Américaines

Source : Max Henriquez Ureña, La liga de las Naciones Americanas y la Conferencia de Buenos Aires. Discurso ante la Asamblea, Rectificaciones al Dr. Saavedra Lamas, Antecedentes, Proyectos, Documentos, New York, L. & S. Printing co., 1937, annexe IX, p. 86-87.

Resolución adoptada por la Conferencia sobre los proyectos dominicano y colombino

La moción presentada por la Quinta Subcomisión para que los proyectos sobre la Liga o Asociación de Naciones Americanas fueran sometidos a la consideración de una comisión internacional de jurisconsultos, dio lugar a una discusión bastante amplia. El Dr. Saavedra Lamas se opuso a que el asunto se estudiara, de modo especial, por una comisión de jurisconsultos. " Hay cuestiones jurídicas, dijo, pero las fundamentales son las políticas". Por cierto que en aquella ocasión expuso por primera vez el Dr. Saavedra Lamas su personalísima creencia de que había habido anteriores sociedades de naciones en el continente : manifestó su "profundo y sincero respeto por la proposición que traen a la Mesa de la Conferencia los Delegados que proponen la formación de una Sociedad de las Naciones". Y agregó : "Ellos la han experimentado, han tenido Sociedad de Naciones y Tribunal Panamericano y no puede haber sino algo simpático en que nos tienda la mano queriendo generalizar a todo el continente lo que ellos han tenido."

En definitivo, se llegó a un acuerdo aún más favorable y honroso para los dos países que han presentado proyectos, y es el siguiente :

Creación de una Liga de Naciones Americanas

CONSIDERANDO :

Que la Delegación de la República Dominicana ha presentado a esta Conferencia un proyecto sobre creación de una Liga de Naciones Americanas ;

Que la Delegación de Colombia ha presentado, a su vez, otro proyecto sobre creación de una Asociación de las Naciones Americanas ; y

Que si bién podría contemplarse la posibilidad de armonizar ambos proyectos a fin de constituir uno solo que fuera objeto de discusión en el seno de la Conferencia, es lo cierto que materia tan compleja y tan vasta requiere un estudio detenido por todos y cada uno de los Gobiernos del continente y que, por lo tanto, el tema no ha adquirido la madurez suficiente para su consideración inmediata en la oportunidad presente ;

La Conferencia Interamericana de Consolidación de la Paz

RESUELVE

Que el tema relativo a la creación de una Liga o Asociación de Naciones Americanas sea incluído en el programa de la VIII Conferencia Internacional Americana, que se celebrará en la ciudad de Lima ; y

Recomienda que los Estados que han presentado proyectos sobre dicho tema en esta Conferencia, se pongan de acuerdo entre sí y consulten a los demás al respecto para elevar, oportunamente, un informe con todos los antecedentes a la Unión Panamericana, a fin de que este informe y sus anexos se tengan en cuenta al formular el programa de la VIII Conferencia Internacional Americana.

(Aprobada el 19 de diciembre de 1936)

Rapport de Miguel Osório de Almeida sur la coopération intellectuelle interaméricaine (1937)

Source : AUN, A III 56, « Rapport sur la coopération intellectuelle interaméricaine. Ses débuts, son évolution, son organisation », par Miguel Osório de Almeida, prononcé à l'occasion de la Conférence Générale des Commissions nationales de coopération intellectuelle, juillet 1937.

Nous ne prétendons pas dans ce rapport exposer tout ce que l'on a fait ou tout ce que l'on a tenté de faire pour établir une coopération intellectuelle entre les différents pays de l'Amérique.
Les données sur la question sont surtout éparpillées dans des publications de nature très différente, dans des journaux, des revues, des livres, les archives des ministères, les procès-verbaux des Instituts ou des sociétés savantes et culturelles ou les comptes-rendus des conférences. Il serait impossible d'en donner un tableau complet. On doit souhaiter, cependant, qu'un travail d'ensemble soit réalisé dans un avenir prochain. Dans le rapport actuel nous nous bornerons aux efforts les plus importants ou les plus caractéristiques et nous tâcherons ensuite de mettre en relief les idées essentielles et les faits les plus saillants.

L'évolution de la culture intellectuelle des pays américains s'est caractérisée, jusqu'à une époque relativement récente par l'isolement presque complet des uns par rapport aux autres. Ils étaient tous ou presque reliés directement à l'Europe et les institutions de culture se développent plus ou moins rapidement d'après les ressources locales mais en bonne partie d'après les facilités des communications de chaque pays avec le continent européen. Pendant longtemps, et cela est très naturel, la plupart des pays américains sont restés surtout des pays consommateurs de culture et ils d'adressaient aux grands centres, sans avoir besoin d'approfondir les relations entre eux. Cette situation, dans laquelle chaque pays américain était tourné du côté de l'Europe sans connaître ses voisins, admettait des degrés. Certains groupes de pays, étant donné les conditions, les intérêts communs, l'identité de la langue, avaient des échanges plus ou moins actifs. Dès que les facteurs de cet ordre étaient réduits par la distance ou d'autres raisons quelconques les rapports intellectuels de tout ordre étaient pratiquement nuls. Saenz Peña, délégué de la République Argentine à la première conférence Pan-Américaine réunie à Washington en 1889 a pu déclarer : « La vérité c'est que notre connaissance réciproque est limitée. Les Républiques du Nord du continent ont vécu sans communication avec celles du Sud ou les nations de l'Amérique centrale. Absorbées comme elles l'ont été, de même que les nôtres, par le développement de leurs institutions, elles n'ont pas cultivé des relations plus étroites et plus intimes avec nous. »

Il faudrait, donc, distinguer, sans y insister trop, cependant, les rapports intellectuels établis entre les individus de pays différents – rapports qui découlent du fait des études poursuivies pour telle ou telle raison dans des universités étrangères, ou de l'activité de professeurs ou de chercheurs qui se rendent à un autre pays dans l'intérêt même du développement de leurs travaux – des rapports cultivés dans le but plus général et plus conscient d'organiser une coopération intellectuelle.

Les premiers ont toujours existé, quoique réduits. Dans telle ou telle université de certains pays de l'Amérique de langue espagnole, on trouvait depuis les débuts du XIXe siècle, des

étudiants des pays voisins. […] Mais dans ces cas les pays parcourus étaient plutôt pris comme l'objet même de la recherche.

Peu à peu, les gouvernements eux-mêmes des pays américains ont commencé à s'intéresser aux différentes questions d'entr'aide surtout les pratiques d'enseignement, l'échange de professeurs et d'étudiants, l'équivalence des diplômes professionnels. Le traité signé entre l'Argentine et la Bolivie en 1868 contient un article dédié à ces questions. […]

L'organisation de la coopération intellectuelle interaméricaine, organisation qui croît tous les jours, est due, au fond, à trois ordres de facteurs : 1) L'initiative d'associations privées ayant ou non l'appui plus ou moins direct des institutions officielles ou même des gouvernements ; 2) L'Union Pan-Américaine et les Conférences qui ont été par elle réalisées ; 3) Le gouvernement des Ètats.

Pour des raisons faciles à comprendre, à mesure que les institutions se sont développées dans les pays américains –sociétés savantes, sociétés et académies de lettres, d'histoire, de géographie, etc… - l'échange des publications et les visites personnelles ont donné un grand développement à cette idée que les institutions semblables dans les pays différents travaillaient dans le même but. Elles auraient donc les plus grands avantages à faire une connaissance plus intime, à avoir des rapports mutuels plus étroits. L'idée des visites collectives de médecins, de professeurs ou d'éducateurs, d'hommes de lettres, ou même d'étudiants a pris corps et plusieurs de ces visites ont eu lieu. Elles se multiplient de plus en plus et on peut le dire, le résultat de ces voyages a été des plus utiles, non seulement du point de vue de la connaissance mutuelle des différents pays, comme aussi dans le sens de la création d'une sorte de solidarité et bonne entente des intellectuels. Nous ne pourrions pas citer tous les cas de ce genre, mais nous rappellerons quelques uns : les caravanes médicale organisées au Brésil par le Professeur Nascimento Gurgel et ensuite en Argentine par la Professeur Suarez, le voyage en Amérique du Sud de plus de 200 membres de l'*American College of Surgeons*, pendant lequel on a établi des sociétés filiales dans plusieurs pays, un voyage de jurisconsultes argentins au Brésil en 1926, plusieurs voyages d'étudiants (médecine, droit, agronomie, vétérinaire, etc…) souvent aidés, pour les frais, par les Gouvernements.

Il faut signaler, parmi les initiatives des Associations privées le rôle des P.E.N. Clubs qui, quoique très récemment créés, se développent rapidement. Un des « Entretiens » de la série organisés par le Comité Permanent des Lettres et des Arts a eu lieu l'année dernière à Buenos Ayres, à la demande du P.E.N. club argentin. Cet « Entretien » a été consacré aux relations intellectuelles entre l'Europe et l'Amérique latine, dont les différents pays, tout en étant pris comme un ensemble, ont eu l'occasion de mettre en relief leurs caractères respectifs.

D'autre part, il ne faut pas oublier les instituts d'échange, comme l'*Institut Argentino-Brasileiro de Cultura* dont un programme est très intéressant et qui a déjà organisé des visites d'intellectuels aussi bien que des traductions.

Mentionnons encore des organisations ayant un but d'éducation internationale, comme la « Paz pela Escola » à Rio de Janeiro. Enfin soulignons les très nombreux Congrès internationaux interaméricains des différentes disciplines spécialisées, organisées par des sociétés ou par l'Union Pan-Américaine.

Il faut à côté de cette activité qui se développe un peu au hasard, mais dont les résultats sont assez importants, mettre en relief l'action des grandes fondations philanthropiques,

spécialement des États-Unis. Nous ne dirons que quelques mots de la « Carnegie Endowment for International Peace » et la « Rockfeller Foundation ».

La première ayant pour but essentiellement de développer tout ce qui peut servir à la cause de la paix, a très sagement compris que l'une des voies les plus sûres pour arriver à ce résultat, c'est de favoriser les échanges entre les hommes de pensée de races différentes et de nations diverses. C'est dans cet esprit que la « Carnegie En… » a organisé déjà en 1913 un voyage de cordialité et d'études fait en Amérique du Sud par Mr. Robert Bacon, ancien Secrétaire d'Etat et ancien ambassadeur à Paris. Ce voyage était aussi une conséquence du voyage fait en 1906 par le grand homme d'Etat américain qui vient de s'éteindre : Mr Elihu Root. […] Celui-ci [MR ; R. Bacon] dans une interview publiée par « The New York Evening Post » (December, 13, 1913) a dit : « Le but de mon voyage en Amérique du Sud c'est la formation de sociétés nationales de droit international ; l'organisation d'associations filiales de l'Association de Conciliation Internationale de Paris, dont le Président et fondateur est le Baron d'Estournelle de Constant ; l'organisation d'un échange de visites des hommes représentant des Républiques latines aux Etats-Unis et de personnalités de ce pays-ci en Amérique du Sud, et d'un échange de professeurs et d'étudiants entre leurs universités et les nôtres ». Les résultats du voyage de Mr. Bacon ont été très satisfaisants.

La « Carnegie E… » a continué jusqu'à maintenant une grande activité surtout dans l'étude des problèmes internationaux les plus importants qu'elle envisage comme des questions pouvant être abordées par des méthodes plus positives et plus scientifiques.

La « Rockfeller Foundation» a eu et continue toujours à avoir une action remarquable. Elle a donné des bourses d'étude à un nombre assez considérable de jeunes savants des autres pays américains, a aidé matériellement des institutions scientifiques ou culturelles, et, même dans ses activités pratiques (des campagnes sanitaires ou autres) le travail est fait par une collaboration intime entre les techniciens américains et ceux du pays où elles s'exercent. Cette collaboration dans la recherche scientifique, les grands travaux faits en commun, les efforts et les peines côte à côte forment vraiment des liens solides, même entre des hommes de pays et de langue différente.

Ce ne serait pas ici le lieu de faire l'historique détaillé de l'Union Pan-Américaine. Nous signalerons, cependant, quelques points plus particulièrement reliés à notre sujet. L'Union est un résultat de la première Conférence Internationale des Pays Américains réunis à Washington en 1889. Au début, elle était simplement destinée au travail de coordination des informations commerciales et statistiques. En 1889 une première transformation de son organisation a eu lieu et le Comité exécutif a pris un caractère nettement international. Le premier directeur du nouveau bureau a compris que les services de l'Union pourraient être très élargis et a proposé un travail d'ensemble pour le rapprochement intellectuel. La deuxième Conférence Internationale des Pays Américains qui a eu lieu à Mexico en 1901 a été déjà préparée par le bureau de l'Union et l'on a décidé alors qu'en dehors des grandes conférences il y aurait lieu de réunir des conférences internationales techniques. Le développement des activités du bureau a montré la nécessité d'avoir une installation définitive ce qui s'est transformée en réalité en 1910 grâce à une somme donnée par Andrew Carnegie et par des contributions des pays américains. Les conférences internationales ont été réalisées régulièrement, en 1906 à Rio de Janeiro, en 1910 à Buenos Aires. Ce fut celle-ci qui adopta la dénomination définitive de l' « Union Pan-Américaine » pour le Bureau de direction. Entre la quatrième Conférence de Buenos Aires et la cinquième qui a eu lieu à Santiago (Chili) il y a eu un grand intervalle dont la cause principale a été la grande guerre. La

Conférence de Santiago a été réalisée en 1923. Ce fut, cependant, après la sixième Conférence réunie à la Havane en 1928 que l'Union Pan-Américaine a développé d'une manière nouvelle ses activités en matière de coopération intellectuelle. Dans la réorganisation générale de l'Union on a créé une division spéciale dédiée à la Coopération (X^{e} division).

La Sixième Conférence de La Havane avait adopté une résolution dans le sens de la création d'un Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle. Au moment de l'organisation effective de cet Institut en 1930 on s'est demandé quelle serait sa signification réelle et on s'est posé la question de savoir s'il ne représenterait pas un mouvement de séparation, de formation indépendante d'une coopération intellectuelle exclusivement américaine en dehors du grand mouvement international. Il convient donc de faire un court résumé historique de la question.

Malgré tous les efforts, la connaissance mutuelle et la coopération entre les pays américains était, il y a 12 ans, comme elle l'est encore à l'heure actuelle, très insuffisante. L'idée d'une organisation culturelle active et efficace était dans l'air, mais elle a pris corps après une campagne très active menée au Brésil par M. Xavier de Oliveira, maintenant député à la Chambre fédérale Brésilienne. La Presse de la plupart des autres pays américains a secondé l'action de M. Xavier de Oliveira. Le Professeur Austregesilo a présenté en 1926 à la Chambre un premier projet d'organisation d'un Institut pour l'échange des professeurs d'université. Les professeurs, les intellectuels de tous les pays américains ont approuvé sans réserve l'initiative brésilienne.

À la Conférence de La Havane en 1928, le délégué de l'Uruguay, M. Callorda a proposé enfin la création de l'Institut. Le rapporteur général de la question a été le délégué argentin M. Garcia Arias.

La résolution de la Conférence de La Havane a nettement défini le but de l'Institut : « Coordonner et systématiser les activités qui établissent la coopération intellectuelle entre les nations du Continent Américains, dans les sciences, les arts et les lettres ». Elle a décidé que les langues officielles de l'Institut seraient l'espagnol, l'anglais, le portugais et le français et, enfin, elle a proposé une réunion générale de recteurs et éducateurs pour organiser les statuts de l'Institut.

Le Congrès des Recteurs, Doyens et Educateurs a eu lieu en février 1930 à La Havane. À l'exception de la République du Honduras toutes les Républiques américaines y étaient représentées. Le Congrès a établi le plan définitif de l'Institut qui a été approuvé ensuite par la septième Conférence Pan-Améicaine de Montevideo. Nous relevons dans l'organisation de l'Institut les points suivants. Il sera composé d'un Conseil Central Interaméricain de Coopération intellectuelle et chaque pays aura un Conseil National. Ces Conseils Nationaux seront formés par des membres indiqués par les institutions de culture de chaque pays –universités, académies, associations, etc… - mais dans les pays où il existe déjà une Commission nationale de coopération intellectuelle celle-ci aura la charge d'établir la coopération et c'est ce qu'en réalité ont fait postérieurement le Mexique et le Chili. Les fonctions des Conseils Nationaux seront, parmi les plus importantes : proposer et étudier les questions soulevées par l'activité intellectuelle ; coordonner les renseignements sur la vie universitaire et intellectuelle et encourager l'échange de professeurs et d'étudiants ; faire des études sur le développement général de la culture dans les pays américains ; encourager les rapports entre les organisations des différents pays ; et, en général, établir une liaison entre tous les éléments de la vie intellectuelle des pays américains. Le Conseil Central Interaméricain, composé des représentants des Conseils nationaux, doit étudier les questions proposées par les Conseils nationaux ; coordonner les

informations de caractère général ; nommer des comités interaméricains pour l'étude des questions spéciales ; maintenir le contact non seulement avec les institutions ou commissions de caractère scientifique ou culturel comme aussi avec l'Institut International de Coopération Intellectuel ; préparer les programmes des congrès scientifiques pan-américains. Le Congrès a proposé que l'Institut siègerait à La Havane.

Dans la septième Conférence Internationale des États Américains réalisés à Montevideo en 1933 les questions de coopération intellectuelle ont pris un développement remarquable. L'organisation de l'Institut Interaméricain a été approuvée avec quelques recommandations d'ordre technique et, en outre, des résolutions importantes ont été prises. Signalons principalement la convention relative à l'enseignement de l'histoire et la révision des manuels scolaires, avec l'idée de la fondation d'un Institut pour l'enseignement de l'histoire des Républiques Américaines. Cet Institut doit non seulement veiller au développement des recherches historiques américaines, mais aussi tâcher de développer l'étude de l'histoire de l'Espagne, du Portugal, de l'Angleterre et de la France, ainsi que des autres pays qui présentent un intérêt spécial pour l'histoire de l'Amérique.

La Convention était donc un effort vers l'élargissement de l'accord établi entre les Gouvernements du Brésil et de l'Argentine signé à Rio de Janeiro par les Ministres des Affaires étrangères des deux pays, MM. A. de Mello Franco et Saavedra Limas et destiné à éliminer des manuels scolaires tout ce qui peut créer un esprit de malveillance envers les autres pays. Cet accord a eu l'adhésion de l'Uruguay et une convention semblable a été signée entre la Bolivie et le Mexique. À la Conférence de Montevideo les représentants des États-Unis de l'Amérique du Nord, tout en applaudissant cordialement les raisons et les buts de la convention, ont déclaré qu'il ne leur était pas permis de la signer, étant donné que le Gouvernement fédéral n'a aucune action directe sur les organisations d'éducation. Celles-ci sont maintenues et administrées par les autorités des États ou par les municipalités, ou encore par des institutions entièrement libres et privées.

En dehors de la Convention relative à l'enseignement de l'histoire, la septième Conférence a adopté des propositions et recommandations sur l'échange des travaux artistiques, la bibliographie américaine et les catalogues généraux des bibliothèques, la radio-diffusion et, enfin, la protection des monuments et les progrès de l'étude des civilisations américaines précolombiennes. Les travaux de cette Conférence ont eu une très considérable signification et Mr Cordell Hull, secrétaire d'État des États-Unis a pu dire qu'elle marquait le début d'une époque nouvelle de renaissance de l'effort américain de coopération « destiné à développer nos affaires matérielles, morales et spirituelles, et à construire l'édifice de la paix qui durera toujours ».

Le rôle des gouvernements dans l'évolution de la Coopération Intellectuelle interaméricaine a été importante et a présenté des modalités diverses. […] La réalisation des visites internationales, des échanges de professeurs et d'étudiants a été possible, le plus souvent, grâce à l'aide matérielle et morale des gouvernements. […]

De nombreux accords entre différents États sur l'échange de professeurs et d'autres questions de coopération intellectuelle ont été signés ces dernières années, spécialement entre le Brésil et l'Argentine (convention° concernant les échanges intellectuels, artistiques, les publications, etc…). On pourrait citer d'autres actions intéressantes. Ainsi, le Gouvernement Argentin, par un décret du 7 Octobre 1936 a ouvert un crédit de 8000 pesos destiné à la

publication de traductions d'ouvrages brésiliens. Les Gouvernements de l'Argentine et du Brésil ont ouvert des crédits spéciaux destinés aux meilleurs ouvrages écrits dans chacun des deux pays sur le pays voisin.

D'autre part, d'une manière générale, les Gouvernements profitent de toutes les occasions pour développer les travaux de coopération. […] Les pays de l'Amérique centrale ont fait en 1934 une organisation d'ensemble dans laquelle ils envisagent des points concernant l'unification de l'éducation à tous les degrés. […] Ces États ont l'idée d'organiser une « Maison de l'Amérique Centrale ».

Signalons encore la part active prise par les représentants diplomatiques des Gouvernements dans tout ce qui intéresse la Coopération.

Enfin, les Conférences successives des États Américains ont donné, comme nous l'avons vu, à la coopération intellectuelle une place de plus en plus importante.

La Conférence Interaméricaine pour le Maintien de la Paix, récemment réunie à Buenos Aires, où ont été représentés tous les pays américains, a organisé une Commission spéciale (la sixième) pour l'étude des questions de coopération.

Cette Commission a décidé de discuter surtout deux grands groupes de problèmes : les échanges intellectuels et le désarmement moral. Chacun de ces deux thèmes généraux a eu un rapporteur : M. Arias Schreiber, délégué du Pérou pour la coopération intellectuelle et M. Benjamin Cohen, délégué du Chili pour le désarmement moral. M. Alfonso Reyes, délégué du Mexique a été le rapporteur général à la séance plénière de la Conférence.

La Conférence a prêté toute son autorité à plusieurs des résolutions et recommandations antérieurement adoptées par les Conférences Interaméricaines, et a pris quelques résolutions nouvelles. Il faut signaler tout d'abord la recommandation proposée par l'Argentine : formation de Commissions nationales de Coopérations intellectuelle dans tous les pays américains qui n'en ont pas encore. Ensuite, nous signalerons, quelquefois avec quelques mots d'explication, les résolutions suivantes de la Conférence : 1) La Convention sur l'orientation pacifique de l'enseignement ; 2) La Convention sur le développement des relations culturelles proposée par les États-Unis, dans laquelle on établit des règles pratiques pour l'échange d'étudiants ou de professeurs entre les pays américains ; 3) La Convention proposée par le Pérou sur l'échange des publications et la création dans les bibliothèques nationales de chaque pays de sections spéciales destinées aux publications des autres pays américains, ainsi qu'une convention due à l'initiative argentine sur la création de bibliothèques pan-américaines ; 4) La Convention dont l'initiative appartient au Chili sur les facilités accordées aux films éducatifs ; 5) Le Chili a fait une proposition sur les facilités à accorder aux expositions artistiques […] ; 6) La question de la révision des manuels scolaires présentée par le Brésil a été l'objet d'une recommandation faite aux gouvernements : adhésion à la Convention Argentine-Brésil ainsi qu'à la Convention établie dans la septième Conférence Internationale Américaine ; adhésion à la déclaration de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle. 7) Les résolutions proposées par le Chili, le Guatemala et l'Équateur sur la radio-diffusion, avec la recommandation faite aux gouvernements d'adhérer à la Convention internationale de Genève de 1936. 8) La recommandation à l'Union Pan-Américaine dans le sens de concentrer l'attention dans les futures conférences Internationales Américaines, sur les questions relatives à l'apaisement des esprits en Amérique ; pour cela, la Conférence exprime aussi le désir de voir les Commissions nationales de coopération intellectuelle élargir les domaines de leur action prenant en considération les

problèmes du désarmement moral. 9) L'Argentine a proposé […] l'organisation officielle des échanges de publications officielles contenant tout ce qui concerne l'instruction publique […]. 10) La recommandation sur l'organisation et le développement de l'Association des Écrivains et Artistes américains, déjà créée à La Havane. 11) Les recommandations relatives à la protection de la propriété intellectuelle en Amérique[1]. La diffusion du scoutisme, l'enseignement de la morale civique furent l'objet de recommandations spéciales.

En dehors des initiatives privées, du rôle de l'Union Pan-Américaine et des Gouvernements, nous devons dire quelques mots au sujet des Commissions nationales. Il faut reconnaître que ces Commissions n'ont pas encore eu une action décisive dans la coopération intellectuelle interaméricaine. Elles n'existent que dans un nombre très limité de pays, la République Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, Cuba, les États-Unis, le Mexique, la République de San Salvador et le Venezuela. Quelques unes ont été créées trop récemment pour avoir eu le temps de faire œuvre utile. Elles se sont surtout occupées de l'étude des grands problèmes d'ordre général, proposés par l'Institut International de Coopération Intellectuelle de Paris ou la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle. Les Commissions Nationales sont destinées, cependant, à jouer un rôle de plus en plus important dans les relations interaméricaines, comme nous le montrerons bientôt. Elles commencent déjà à établir des relations plus étroites entre elles et avec la Division de Coopération Intellectuelle de l'Union Pan-Américaine.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Nous ne pensons pas qu'un rapport comme celui-ci doive être borné à un exposé plus ou moins détaillé des faits et des documents. Il faut, sans doute, prendre les uns et les autres et tâcher d'en dégager les tendances générales, les lignes d'évolution, de manière à pouvoir donner une idée nette de la situation, comme aussi de pouvoir préparer le choix des directions à prendre. Nous reconnaissons cependant, qu'étant donné l'extrême complexité des questions de cet ordre, on puisse voir les choses de manière différente. Ce qui s'ensuit n'est donc qu'une tentative, un essai destiné à servir de point de départ pour les discussions. D'ailleurs nous tâcherons d'être très brefs.

L'idée d'une coopération intellectuelle interaméricaine a mis très longtemps à se former et à s'imposer d'une manière claire et précise. Au début, les problèmes d'organisation sociale et politique, ainsi que les questions économiques absorbaient l'activité générale des États Américains. L'activité intellectuelle intéressait dans la mesure où elle était nécessaire aux besoins immédiats des pays, sans que cela empêchât, cependant, l'épanouissement de grandes personnalités intellectuelles plus ou moins isolées. Le rapprochement des États, à mesure que la vie dans chaque pays atteignait un niveau plus élevé de richesses ou d'intensité, avait pour objet essentiel, à côté des problèmes politiques, les questions communes et indépendantes. Petit à petit,

[1] La Conférence recommande à l'Union Pan-Américaine qu'elle finisse ce qui est nécessaire de faire oupr établir le traité définitif, d'après les termes de la résolution de la 7ème Conférence de Montevideo de 1933. Sur cette question, il faut rappeler qu'il y a en présence l'une de l'autre : la Convention de Berne et la Convention Pan-Américaine révisée en 1928 à La Havane. L'Union Pan-Américaine a constitué une commission spéciale présidée par le sénateur Antuna. L'IICI de Paris a été chargé par la CICI d'étudier la question dans le but de concilier les deux systèmes. On a déjà réalisé deux réunions, l'une à Rio de Janeiro en 1935 l'autre à Paris en 1936. L'étude de la question se poursuit activement.

on est arrivé à comprendre, cependant, que la bonne entente, dans tous les domaines, est surtout basée sur une bonne connaissance réciproque. D'autre part, les États américains ont souvent devant eux des problèmes analogues : non seulement des problèmes techniques, comme aussi les grands problèmes de l'enseignement, de l'éducation, tous des problèmes ayant des caractères particulier quand il s'agit de pays nouveaux, de formation compliquée par le mélange des races et la diversité des éléments qui entrent en combinaison.

On a commencé, alors, un peu partout en Amérique, à faire de la coopération intellectuelle avant la lettre. Des voyages, des réunions des congrès, des conférences générales, des vœux, des recommandations, des résolutions, tous les moyens dont on pouvait disposer furent employés les uns après les autres. Et depuis quelques années, sous l'influence de la grande organisation créée par la SdN, les buts sont devenus beaucoup plus clairs et beaucoup plus conscients.

On doit se demander tout d'abord, si tout ce travail jusqu'ici fait en Amérique, a été plutôt platonique ou si, en réalité, on peut compter à l'actif de la coopération interaméricaine des résultats positifs. Il faut reconnaître que la réponse à une telle question est vraiment difficile. Toutes les fois que l'on veut évaluer les résultats de travaux de ce genre, on commence par constater qu'il n'y a pas un critérium sûr d'évaluation et de mesure. Il nous manque souvent la possibilité de rattacher directement tel mouvement d'idée, telle mentalité nouveau, telle attitude morale ou tel état d'esprit à des travaux, des études, des conférences ou des livres faits plusieurs années auparavant. Ce que l'on peut constater en Amérique, c'est qu'il y a une différence marquée entre la situation actuelle et la situation d'il y a 40 ans. Autrefois, le problème n'était pas posé, les choses évoluaient d'elles-mêmes. Aujourd'hui, dans tous les pays d'Amérique, un nombre de plus en plus conséquent d'hommes, non seulement d'intellectuels, mais aussi d'hommes d'État, et même d'hommes appartenant à toutes les professions, connaissent les questions qui appartiennent au domaine de ce que l'on appelle la coopération intellectuelle et, ce qui est mieux encre, désirent que ces questions soient abordées et étudiées. On sent le besoin d'entr'aide, d'appui, de collaboration, de mise en commun des efforts, de perfectionnement des connaissances, de la coordination qui épargne les travaux inutiles. La nécessité de la coopération intellectuelle est passée du subconscient obscur et indéfini à la clarté de la conscience collective. Et nous pouvons dire cela en nous basant sur tous les faits rassemblés dans ce rapport. La coopération intellectuelle a, à l'heure actuelle, une grande importance qui lui est accordée par les personnalités influentes, les institutions, les Conférences, les Gouvernements, et un peu par tout le monde. Tout cela représente un remarquable progrès.

Une fois constatée l'acquisition, qui nous semble définitive, de cette conscience des problèmes, plusieurs questions se posent d'elles-mêmes : de quels moyens d'action pourra disposer la coopération interaméricaine ? Quels sont et quels devront être ses organes de direction et d'orientation? Quelle est sa signification propre comme coopération interaméricaines et quelles sont ou doivent être ses relations avec les organes internationaux ? Pour éviter des répétitions nous ne discuterons pas séparément ces difficiles questions.

Nous devons admettre qu'en principe, la coopération intellectuelle doit utiliser tous les moyens d'action qui se présentent d'eux-mêmes ou qui sont naturellement indiqués : la presse, les sociétés savantes, les universités, les grandes institutions officielles ou privées. Mais il faut, sans aucun doute, dans chaque pays, un organe de liaison, un centre de coordination qui en même temps puisse prendre ou orienter les initiatives. C'est le rôle naturel des Commissions Nationales.

Comme nous l'avons vu, en Amérique dans bon nombre de pays ces Commissions n'ont pas été encore organisées. On doit souhaiter que la recommandation de la Conférence de Buenos Aires porte ses fruits. Ne serait-il pas convenable aussi d'étudier d'un peu plus près les principes mêmes de l'organisation de ces Commissions ? En Amérique, comme partout ailleurs, on remarque des orientations différentes. Dans quelques pays la Commission est un organe vraiment officiel et ses membres sont nommés par le Gouvernement. Dans d'autres, elle résulte d'une initiative privée, quoique composée de personnalités éminentes ou ayant des charges officielles. Chaque système présente des inconvénients et des avantages. Les Commissions officielles sont toujours sous la dépendance plus ou moins directe des Gouvernements et cela constitue une certaine limitation de la liberté de l'esprit. Les oscillations inévitables de la politique nationale ou de la politique internationale de l'État peuvent avoir un effet sur l'orientation des travaux de la Commission. Le but suprême de la coopération intellectuelle est le travail pour l'esprit au-dessus des contingences momentanées. Mais, d'autre part, l'indépendance complète de la Commission la prive de puissants moyens dont disposent les Gouvernements. L'idéal serait peut-être d'organiser les Commissions comme des organes indépendants, par les idées, par les buts, mais en liaison étroite avec l'État, et ayant comme membres de droit des représentants des grands organes administratifs (Affaires étrangères, Instruction publique, travail, etc…). C'est le principe adopté par la Commission française, en bonne partie par la Commission des États-Unis et récemment par la Commission brésilienne dans sa réorganisation. Il y a au Brésil une collaboration étroite entre la Commission et le Gouvernement, le Secrétaire général de la Commission est le Chef du Service de Coopération Intellectuelle du Ministère des Affaires étrangères. D'ailleurs le Gouvernement Brésilien maintient un délégué d'État auprès de l'Institut International de Coopération Intellectuel de Paris et ce délégué est en même temps le représentant de la Commission nationale.

Notre expérience au Brésil ne nous a donné que des raisons de satisfactions et nous sommes heureux de constater que jusqu'ici les intérêts supérieurs de la Commission ont toujours eu l'appui, l'approbation et même la collaboration du Gouvernement.

Dans les grands pays fédérés, comme le Brésil, la Commission nationale a une tâche trop lourde. Les distances et l'autonomie des États forment des conditions particulières et nous avons à étudier des questions de coopération au-dedans du pays même. La Capitale Fédérale, tout en constituant le centre le plus important ne pourrait pas négliger les grandes possibilités qu'offrent les États si l'on arrive à les relier entre eux aussi bien qu'au centre. Cela nous a amenés à proposer la création dans chaque capitale d'État d'une sous-Commission. Celle de l'État de São Paulo est déjà constituée et l'on poursuit les démarches pour arriver à de bons résultats dans les autres États.

L'Organisation de l'Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle soulève des problèmes intéressants. On se souvient qu'au moment de sa création il y a eu un commencement d'inquiétude au sein de la Commission International de Coopération Intellectuelle et que l'on a même parlé d'un mouvement séparatiste. C'est très difficile de voir clair dans des questions de cet ordre, et nous ne savons pas s'il y a même en Amérique beaucoup d'hommes capables de bien définir les choses dans ce domaine. D'une manière générale, il y a en Amérique une tendance vers l'unité, vers une organisation d'ensemble d'appui mutuel. On a le désir de pouvoir parler d'un esprit américain d'une culture américaine, comme on parle d'un esprit européen, d'une culture européenne. En Amérique comme en Europe il est impossible d'attacher un sens précis à des

expressions de ce genre. Il y a là des choses qu'on sent, plutôt que des choses qu'on puisse exprimer par des mots. Il y a de profondes différences entre les pays américains, comme il y a de grandes dissemblances entre les pays européens. Mais cela n'empêche pas qu'au dessus de ces différences ou de ces dissemblances il y ait, dans l'un et l'autre cas, d'innombrables points communs. Ce sont certainement ces points communs aux pays d'Amérique et qui leur appartiennent en propre, qui forment la base morale et spirituelle d'une coopération interaméricaine. Mais nous ne croyons pas que la création de cet Institut obéisse à une intention d'isolement ou de séparation. Quoique les activités pratiques du nouvel organe aient été encore très réduites, il suffit de rappeler la recommandation que les Conseils Nationaux soient constitués par les Commissions Nationales elles-mêmes. Ces Commissions étant de caractère largement internationale et reliées à la grande Coopération Internationale, de la Société des Nations, cette recommandation démontre à elle seule combien l'orientation qui a abouti à la réalisation de l'Institut était attachée à l'organisation générale. Nous devons croire que pour les grandes questions d'intérêt universel l'Institut travaillera en collaboration étroite avec l'Institut de Paris et la Coopération Intellectuelle. C'est d'ailleurs une des tâches du Conseil Central de l'Institut, d'établir ces liaisons. L'Institut a envisagé surtout le règlement des questions d'ordre pratique : échange de professeurs, d'étudiants, de publications, etc. On pourra se demander si là aussi il ne fera pas double emploi avec les organisations existantes, surtout l'Union Pan-Américaine. L'expérience seule pourra indiquer ce qu'il convient mieux de faire à l'avenir.

Nous pouvons conclure que la coopération interaméricaine, encore tâtonnante, encore à sa période initiale de formation, constitue un secteur part de la grande coopération intellectuelle internationale. Elle a déjà donné des résultats très appréciables dans la recherche d'une méthode et de nouveaux moyens d'action. Son but est de travailler pour le progrès et le développement de tout ce qui intéresse la vie intellectuelle et morale américaine, ayant cependant toujours la conscience nette de la solidarité de ces progrès avec tous les progrès de l'humanité. Pour commencer elle a devant elle la tâche de faire de grandes études et de réaliser de grands travaux de préparation. Elle cherche à réaliser dans notre Continent les idées généreuses et profondes qui sont la base de la Coopération Internationale, comme une branche, qui se développe toujours reliée à son tronc.

Lettre circulaire de Xavier de Oliveira aux diplomates latino-américains (1927)

Source : Xavier de Oliveira, *Intercambio Intellectual Americano. Contribuição brasileira á creação do 'Instituto Inter-americano de cooperação intellectual'*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1930, p. 74-75.

« Exmo. Sr. Ministro,

Comprimento respeitosamente a V. Ex. e, em nome do *Jornal do Brasil*, tenho a honra de offrecer-lhe os seus editoriaes de 13, 19 e 25 de agosto próximo passado, e de 2, 11, 16 e 17 do corrente, todos referentes á fundação, nos paizes da América, de um Instituto annexo ás suas universidades, denominado Instituto Pan-Americano de Alta Cultura, e especialmente destinado a estabelecer, de maneira parmanente, o intercambio intellectual entre todas as nações do Continente.

Para a sua propria constituição, e pelos nobres fins que se propõe realizar, o estabelecimento viverá, tão somente, da troca temporaria de professores entre as universidades americanas, de maneira que cada paiz terá como membros natos do seu instituto os lentes das escolas superiores de todos os outros, da forma como se combinar entre si, mas sempre a prazo curto, para que mais ferquente se torne o intercambio de uns com os demais.

Como verá V. Ex., Sr. Ministro, o assumpto, por sua relevancia, no tocante ás boas relações intellectuaes e affetivas entre as nações americanas, já foi submettido á consideração do Parlamento Brasileiro, consubstanciado no projecto que S. Ex. o Sr. Deputado professor Austregesilo acaba de apresentar á Camara dos Deputados, a qual, estou bem certo, vae dar-lhe immediato andamento.

Como, porém, para que sejam attingidos tão elevados objectivos, faz-se mister que os outros países do Continente cooperem com Brasil, tomando identicas medidas, conducentes á realização total da idéa, como mui opportunamente accentuou o grande orgão argentino *La Nación*, num vibrante appello neste sentido a todas as nações americanas, em nome do *Jornal do Brasil*, patrono principal da idéa que hei concebido, tomo a liberdade de solicitar de V. Ex. Uma resposta aos seguintes quesitos :

1° - Como será recebida a idéa do Instituto Pan-Americano de Alta Cultura pelas classes intellectuaes do paiz de que é V. Ex. DD. representante junto ao Governo e ao povo brasileiros?

2° - Qual, no entender de V. Ex., a sua melhor forma de exequibilidade?

3° - Si será possivel a C. Ex. ao Governo do seu paiz dar conhecimento desta iniciativa do Jornal do Brasil sollicitando para ella o seu imprescindivel apoio, bem justificavel ante os nobres e elevados intuitos que encerra sendo, como é, apenas uma obra resultante da obra grandiosa da União Panamericana, primeiro, e, depois, dos congressos scientificos que, periodicamente, se vêm reunindo em todos os paizes americanos, desde 1901.

Agradecendo a V. Ex., Sr. Embaixador, o acolhimento que se dignar de dar ás linhas acima, peço licença para, com o mais elevado apreço e distincta consideração, subscrever-me.

De V. Ex. Atto. Vendr. Obro., pelo *Jornal do Brasil* – Xavier de Oliveira »

Lettre d'Honorio Silgueira à Xavier de Oliveira (1927)

Source : Lettre reproduite dans l'article « O Sr. Honorio Silgueira fez-se o arauto da nobre idéa brasileira em Buenos Aires », dans Xavier de Oliveira, *Intercambio Intellectual Americano. Contribuição brasileira á creação do 'Instituto Inter-americano de cooperação intellectual'*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1930, p. 95-99.

« Buenos Aires, Septiembre 28 de 1927. – Doctor Xavier de Oliveira :

Presento-le mis excusas por no haber podido escribirle antes cumpliendo lo prometido, de enviarle desde aquí – como lo hago ahora con verdadero placer – un esbozo o plan, sujeto naturalmente a modificaciones, correcciones e ampliaciones, de lo que puede ser, en su formación y funcionamiento, el 'Instituto Pan-Americano de Cultura General', en cuya feliz iniciativa corresponden a Vd. Los muy merecidos honores del caso.

Ordenadas de nuevo mis habituales ocupaciones, me he entregado de lleno al programa americanista que persigo, de intensificar el intercambio jurídico-cultural entre los pueblos del continente, por lo que considero de mi deber y de mi deseo, ya que una cosa se vincula con la otra, hacerlo llegar a Vd. Esta carta.

Sigo pensando, cada vez con mayor convencimiento, que el titulo o nombre de ese gran organismo que Vd. Quiere crear, debe corresponder a la amplitud de su pensamiento y de los fundamentos que lo informan, abrazando la mayor porción posible de nuestras actividades : ciencias, letras, artes, comercio, industrias, etc.

Estamos todos convencidos que es premioso, útil, conveniente, que los países de América se acerquen, conozcan recíprocamente, transmitan su cultura, participen de los beneficios de la misma, cultiven un mayor y más frecuente intercambio de hombres, ideas y cosas, rompan ese acentuado semi-aislamiento en que viven y desenvuelvan armónicamente sus fuerzas morales, intelectuales, potenciales, diré, aumentando así su riqueza particular y colectiva, sellando sobre toda una aproximación, amistad y respeto mutuo, una concordante aspiración por el engrandecimiento de América, del que son, deben ser indispensables factores.

El medio o instrumento de ejecución debe ser el 'Instituto Pan-Americano de Cultura General', como ya lo expresé en mi primera carta, dilatando, ampliando así el horizonte, el alcance y las proyecciones del propósito inicial.

Desde luego, la adhesión de las clases ilustradas, superiores o directivas es fácil de obtener como ya Vd. Lo ha comprobado en el asentimiento y apoyo moral que Vd. Ha encontrado en todas las personas de quienes ha requerido opinión al respecto, así como en algunos órganos de la prensa periódica de nuestros dos países.

Es también relativamente fácil hacer efectivo o practico el intercambio de la alta cultura entre las gentes de una superior preparación, por la situación especial en que se encuentran, el caudal de conocimientos que poseen, las funciones directoras que ejercitan pública o privadamente, el radio o campo de acción en que se mueven el mayor grado de educación que los caracteriza la voluntad, el convencimiento que les anima.

Es cierto que esa contribución es necesaria en primer término porque constituye el caudal más apreciable y decisivo en esta noble finalidad de hermandad americana, ya que tienen que ser

espíritus máximos los encargados de organizar y dirigir el movimiento, regulándolo, encausándolo, en formas concretas permanentes y definitivas.

Pero eso no es suficiente. Hay que interesar vivamente a las clases sociales menos capacitadas para que participen o tomen una intervención directa en el movimiento de recíproca penetración espiritual, ya que ellas tienen profunda raigambre en el alma colectiva y constituyen propiamente la masa, la estructura popular.

Debemos afanarnos, sobretodo, en transmitir esa cultura, derramando sus beneficios en los cielos de instrucción primaria y secundaria de cada país, para que el niño y el adolescente, que serán el hombre de mañana, abran su corazón y su inteligencia a la simpatía y curiosidad del estado social, político, histórico, cultural de los demás, para ir formando así gradualmente en lo posible y en su medida, en la masa orgánica, de todos una mutua información o conocimiento general, que cree vínculos amistosos, fomente sentimientos de solidaridad y acerque a pueblos y gobiernos en la incesante evolución del bienestar común.

Desaparecerían así las suspicacias, prevenciones y desconfianzas que han mantenido alejadas o aisladas a las naciones y que han retardado el feliz advenimiento de la unión americana que nosotros esperamos. Se haría, se hará así, obra eminentemente humana y civilizadora.

El plan consistiría en constituir una junta central del Instituto, con sede en una capital sud-americana, con Comités en cada país, armonizados todos conforme a ciertas bases primordiales o carta orgánica de aquel.

El programa se iría formulando y desenvolviendo paulatinamente conforme a las adhesiones, recursos o elementos de que se dispusiera, hasta alcanzar a formar en pocos años con el esfuerzo privado principalmente y el apoyo moral de los gobiernos, una gran entidad internacional bajo el nombre de 'Instituto Pan-Americano de Cultura General', capaz de llevar adelante el magno proyecto.

Ese programa podría consistir en :

a. Un intercambio frecuente, sistematizado entre los hombres de ciencia, de letras, profesores, artistas, profesionales, maestros, estudiantes, comerciantes, industriales, productores, periodistas, asociaciones, mediante reuniones periódicas, congresos, publicaciones, conferencias, convenciones, etc.
b. Aumentar los transportes, vías o medios de comunicación, acortar las existentes, abaratarlas, facilitar el traslado de un país a otro. Fomentar especialmente el turismo.
c. Visitas de maestros, profesores a las escuelas, colegios, universidades de los respectivos países.
d. Idem, de médicos, abogados, ingenieros, profesionales en general, comerciantes, industriales, productores, estudiantes, etc.
e. Idem, de companías de teatro, audiciones musicales, recitales poéticos, etc.
f. Exposiciones de libros, revistas, diarios (producción y bibliografía de cada país), pinturas, esculturas, tejidos, manufacturas en general, de trabajos escolares y profesionales. Cintas cinematográficas.
g. Recíproco conocimiento de las ciudades, pueblos, puertos, palacios, centros culturales, fuentes de producción, etc.

h. Formación de bibliotecas o fomento de las existentes, con donación o regalo de libros, revistas, mapas, carteles históricos, retratos de los buenos servicios y hombres eminentes.
i. Especial y activa propaganda de la prensa, con frecuentes noticias telegráficas, correspondencias, crónicas.
j. Semana del Brasil en las escuelas primarias, secundarias, normales, industriales, profesionales, militares, navales, etc. De la Argentina (un ejemplo). Mayor conocimiento en su media, de la historia, geografía, ciencias, artes, letras, comercio, industrias etc.
k. Conmemoración y biografía de los grandes hombres de cada país en las diversas ramas de la actividad. Visita oficial y popular en los aniversarios nacionales. Celebración de éstos en todas las secciones del Instituto. Formación del calendario de América.
l. Propagación de la enseñanza del castellano, inglés y portugués en todo el continente.

El Instituto, además de tener un Comité en cada país, como ya lo he dicho, deberá admitir como ramas del mismo, a las diversas agrupaciones culturales existentes, las que conservando su autonomía o personalidad, podrán impulsar a la vez la obra de aquel, por ejemplo, la Federación de Colegios de Abogados de esta República, o la Asociación Internacional de Abogados, que se proyecta organizar, o al Ateneo Ibero Americano, etc.

Cada Comité, entonces, se dividirá en secciones, de ciencias médicas, jurídicas, por ejemplo, del comercio, la industria, la enseñanza etc.

Se fijará el día del Instituto o de América e celebrarse en todos los países que lo integran, adoptará su lema o postulados y distintivos, y publicará un Boletín.

El Instituto podrá fundarse desde ya con la cooperación de dos o tres países, sin prejuicio de que se vaya obteniendo el concurso de los demás. La obra es larga y de aliento. Se necesita a su servicio no solamente hombres de buena voluntad, sino tesoneros desinteresados y resueltos a entregarse por completo a la causa de América.

Desde luego, aquí en la Argentina, la Federación de Colegios de Abogados ocupa ya su puesto de vanzada (خ) y realiza fecunda tarea de confraternidad, aspirando a llegar en cuanto sea posible a la Asociación Internacional de los colegas del Nuevo Mundo.

Entreguemos a su iniciativa de Vd. A los vientos de la más profusa publicidad y al formular votos por el éxito de la misma, tengamos la seguridad de que los espíritus selectos se hagan cargo de ella, al aproximar a las naciones, han de tener la suerte de conducirla insensiblemente al desarme moral de que tanto necesitan la paz y el destino de América.

Le saluda cordialmente su amigo afectísimo – J. Honorio Silgueira. »

Article de Julián Nogueira, « Los intelectuales y la guerra » (novembre 1943)

Source : AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual, Article de *El Día*, Montevideo, 21/11/1943, « Los intelectuales y la guerra », par Julián Nogueira

« En un artículo que publiqué en noviembre de 1941 refiriéndome a los responsables de lo que arbitrariamente se acostumbra llamar 'fracaso de la Sociedad de las Naciones', decía yo lo siguiente :
'Todos, repito, somos colectivamente responsables del abandono en que se tuvo el instrumento de Ginebra, e individualmente lo es la inmensa mayoría de los hombres. En esta casi unanimidad, después de los más culpables, que son los hombres de Estado, figuran, sin duda, los hombres de ciencia, los pensadores, los escritores de toda índole, los artistas, los intelectuales, para designarlos con su denominación genérica. El ensimismamiento de cada uno en la especulación de especializaciones a menudo estériles los abstrajo a todos de la consideración generalizadora que permite abarcar la vida y percibir los grandes fenómenos sociales ; a fuerza de observar las sinuosidades en la corteza de un arbusto, no vieron la enorme montaña que se hallaba detrás a punto de abrir su cráter y arrastrarlo con su arbusto, con su lente y con toda su extemporánea sabiduría. Y el pensador se abismó en disquisiciones abstrusas, mientras el poeta cantaba a los astros sin advertir ni querer ver al asaltante, que ya estaba quemando sus libros al primero y cubriendo el cielo de gases deletéreos al segundo. Sin embargo, con haber abierto un poco los ojos, con no haber obturado las orejas, habrían visto y oído lo bastante para subir de sus catacumbas de sapiencia y bajar de sus espacios siderales, a fin de ponerse en contacto con la realidad (¿) y lanzar su grito de alarma. Algunos muy aisladamente lo hicieron, pero sus voces fueron apagadas por el clamor de falso otimismo de casi todos sus colegas, entregados a los más variados (…?).'
Esta acusación directa y sin ambages fue recordada por mí en la reunión a que acabo de asistir en Washington, de la Comisión, llamada de Siete, para el estudio del establecimiento en América de un Centro Internacional de Cooperación Intelectual son carácter provisional, a fin de reemplazar al Instituto Internacional de Cooperación Intelectual de la Sociedad de las Naciones, mientras dure la situación anormal creada por la guerra.

Alfonso Reyes, fino poeta, atildado y erudito escritor mexicano, me manifestó su total aprobación y abundó en coincidentes apreciaciones que fueron compartidas por todos los miembros de la Comisión, cada uno de los cuales se tenía hecho igual concepto sobre el problema. Desde el sereno historiador estadounidense James T. Shotwell hasta el concienzudo fisiólogo brasileño Miguel Osório de Almeida, pasando por el Cubano Cosme de la Torriente y el francés Robert Valeur la opinión fue categórica.

Con esa base de unánimes pareceres en lo que respecta a la importancia de la acción que incumbe a los intelectuales para el ordenamiento de la vida colectiva, fue fácil tarea de la Comisión llegar a un entendimiento a fin de fijar las normas generales sobre que debe descansar la misión social y política de los intelectuales.

Nada me parece más apropiado para dar una idea cabal del punto de vista dominante en la Comisión, que reproducir la declaración y conclusiones a que en Washington se llegó.

El campo de acción del Centro Internacional de Cooperación Intelectual es muy vasto, puede decirse ilimitado, puesto que la necesidad de una actividad coordinada y metódica en la materia jamás se dejó sentir de modo tan agudo y apremiante. Con el fin de evitar una dispersión de esfuerzos y de dar al Centro desde sus comienzos una orientación clara y firme, la Comisión estableció la lista de cuestiones que conviene abordar con toda urgencia. Esa lista, que no es restrictiva, indica tan sólo los problemas que conviene estudiar en primer término, constituyendo un verdadero programa inicial de trabajo.

1. El Centro deberá proceder lo antes posible a realizar una encuesta sobre el estado actual de la Cooperación Intelectual y sobre sus medios de acción. Para ello se pondrá en contacto con las Comisiones Nacionales, con las organizaciones culturales universitarias, con los representantes del Instituto de Paris y de la Comisión de la Sociedad de las Naciones, y, en fin, con organismos como la Oficina de Cooperación Intelectual de la Unión Panamericana.
2. El Centro se esforzará por estudiar el grave problema que preocupa a los intelectuales desde hace años y que, provocando tantos dolorosos casos de conciencia, ha restringido en forma lamentable su acción bienhechora : ¿cuáles son los deberes de los intelectuales, como tales, en la lucha a muerte que pone frente a frente a las fuerzas de dominación y de conquista con las que están al servicio de la libertad y de la dignidad de la persona humana? ; ¿Cómo resolver el conflicto de conciencia entre los deberes del intelectual y los del ciudadano? ; ¿tiene el intelectual derecho de abstenerse de toda acción? ; ¿tiene el derecho de encastillarse en su torre de marfín y de colocarse por encima de la contienda?

   Mucho se ha dicho, después de Paul Valéry y Henri Focillon sobre la organización de la Asociación de los Espíritus. Como toda sociedad, deberá someterse a un conjunto dado de reglas y leyes. Ha llegado el momento de formular esas reglas y esas leyes, a fin de dar a los intelectuales una base sólida sobre que apoyarse. El Centro deberá, pues, abocarse a una serie de estudios bajo forma epistolar, siguiendo el modelo de la correspondencia organizada hace algún tiempo por el Instituto de París sobre el tema general : La Política de la Asociación de los Espíritus y los Deberes de los Intelectuales. Para este fin elegirá personalidades altamente calificadas y formulará luego las grandes conclusiones a extraerse de los trabajos presentados.
3. El problema de la libertad de pensamiento y de expresión del pensamiento se halla ensombrecido en este momento por toda una serie de factores. Sin embargo la libertad de expresión del pensamiento es la base misma de toda cooperación intelectual. Se la deberá, pues, definir, tratando de establecer claramente los límites que ella misma se impone, restituyéndole un verdadero carácter. El Centro se encargará de suscitar y de coordinar estudios especiales que le permitan dar a los intelectuales una idea clara y precisa de sus derechos y de sus deberes en todo lo concerniente a esta cuestión fundamental.
4. La ocupación militar de vastas extensiones territoriales, entre las cuales hay que incluir algunos de los países de más elevada cultura, ha privado a sus habitantes y hasta a sus intelectuales de las fuerzas de información objetivas y exactas. Es de suponer que después de la guerra unos y otros tengan concepción fragmentaria y errónea de los acontecimientos desarrollados en el resto del mundo y que sufran una deformación

inevitable en sus sentimientos y en su raciocinio. El Centro deberá estudiar sin dilaciones los medios necesarios para volver a las poblaciones de esos territorios ocupados a la corriente de las ideas generales inmediatamente después de haber cesado las hostilidades. Deberá también estudiar la posibilidad de poner sin retardo a la disposición de los intelectuales de esos países los medios de trabajo de que han sido privados ; en una palabra : se trata de determinar cómo será posible ayudar a esas poblaciones a recuperar su lugar en un mundo libre de donde fueron brutalmente separadas durante años de miseria y de sufrimiento.

5. Los grandes problemas de educación en el sentido más amplio de la palabra se impondrán de inmediato a la atención del Centro. La experiencia ha mostrado que la guerra de agresión fue posible en buena parte gracias a una educación voluntariamente orientada con este fin. La organización de una paz duradera exigirá también una educación apropiada de los pueblos y en este plano tiene el Centro ante él una tarea de la más alta importancia.
6. Las condiciones económicas de los trabajadores intelectuales, así como sus posibilidades de trabajo constituyen otro problema al que el Centro ha de consagrar grandes esfuerzos. Se ocupará, entre otros, del importante problema de los derechos de autor, esforzándose por realizar una obra de conjunto que permita alcanzar soluciones prácticas y justas.
7. Como consecuencia de la guerra numerosos intelectuales de diferentes países han debido buscar refugio en el extranjero y muy particularmente en los países de la América del Norte y del Sur. Pese a todo lo que se ha hecho y se está haciendo, la situación de los intelectuales refugiados plantea todos los días nuevos problemas. No basta, por ejemplo, asegurarles un mínimum de condiciones que les permiten vivir. Hace falta, además, ofrecerles los medios para continuar sus trabajos en su especialidad, su pena de dejar inactiva grandes fuerzas intelectuales. Estas cuestiones constituirán un sector importante de la acción del Centro que se encargará de efectuar las encuestas necesarias y buscar los medios para mejorar la situación actual.
8. Las dificultades en las comunicaciones y en los transportes constituirán uno de los más grandes obstáculos para el trabajo intelectual y para las actividades de la cooperación. Este asunto será objeto de un atento examen y el Centro hará lo posible por hallar mejores soluciones compatibles con las circunstancias actuales.
9. El Centro iniciará inmediatamente un estudio de los medios necesarios para asegurar la protección de las obras de arte y de los monumentos culturales en los países ocupados.
10. La Cooperación Intelectual deberá ocupar el puesto importante que le es propio en la organización del mundo de la postguerra. El Centro se esforzará, pues, por estudiar los medios necesarios a fin de asegurarles ese puesto de manera que la cooperación intelectual no se halle obstaculizada en su acción en el momento mismo en que debe desenvolverse al máximum.
11. El Centro procederá a efectuar un estudio minucioso de la situación actual en lo que concierne al intercambio de profesores y de estudiantes y a las becas de estudio a fin de estar en condiciones de conocer los recursos disponibles y de mejorar, si es

posible, el rendimiento de los esfuerzos tan meritorios de los gobiernos, de las dotaciones y de los institutos de intercambio entre los diferentes países.

El plan de trabajo del Centro Internacional de Cooperación Intelectual que acabo de transcribir y que sancionamos hace pocas semanas en Washington no requiere otro comentario que el que su lectura naturalmente provoca. El lector dirá. »

Texte du décret 100.823 créant la « Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior »

Source : Memorias, 1936-1937, p. 506-510.

Buenos Aires, 27 de febrero de 1937

N°100.823

Es deber de los gobiernos crear los medios y elementos necesarios para que la difusión de la cultura de su país y la propaganda de sus valores, en el exterior, se realicen amplia y eficazmente, revelando con exactitud, su potencialidad económica, el estado de las finanzas y la estructuración de los nuevos organismos que cooperan a su próspero desenvolvimiento ; la multiplicación de los medios de comunicación ; las industrias, las relaciones políticas y comerciales con el exterior, que evidencian las perspectivas que el mercado nacional ofrece a los compradores extranjeros, así como las ventajas que a los otros mercados reportaría el entendimiento con el gobierno y las empresas del país, y destacando, también, los adelantos en materia de instrucción pública, de las ciencias y las artes.

Con estos propósitos, acrecentados por la aspiración de un mayor y más perfecto conocimiento en el exterior, del pueblo argentino ; de sus instituciones, de su legislación, de su evolución espiritual, social, jurídica, política y económica…

CONSIDERANDO

Que para contribuir a los fines enunciados, es conveniente complementar, con nuevas disposiciones, lo que establece el artículo 24, incisos a) y b), y en el artículo 31, el decreto de 20 de enero de 1926, que contiene la reglamentación orgánica de la ley n°4711 (Diplomática) y en los artículos 344, 345, 346, 348, 349, 350 y 351, el decreto de 31 de marzo de 1926, que contiene la reglamentación orgánica de la ley n°4712 (Consular) ;

Que en virtud de lo dispuesto en los mencionados decretos y al texto de los artículos 23 y 24, del Reglamento Orgánico del Ministerio de Relaciones Exteriores, de fecha 25 de agosto de 1934, el citado Departamento tiene a su cargo, por las oficinas aparentes, que en esos artículos se menciona, la difusión de la cultura y la propaganda en el exterior.

EL PRESIDENTE DE LA NACIÓN ARGENTINA

DECRETA

Artículo 1 – Ampliar los servicios de la Biblioteca Pública del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto, cambiando su denominación por la siguiente : 'Biblioteca Pública y Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior'.

Artículo 2 – Corresponde a esta Oficina, además de las funciones inherentes a la Biblioteca, que establece el invocado Reglamento orgánico del Ministerio de Relaciones Exteriores, lo siguiente :

a. Preparar y remitir a las Embajadas, Legaciones y Consulados, de la República, toda información conveniente al más amplio y perfecto conocimiento de nuestro país en el exterior, para que las citadas representaciones procuren la publicidad, por todos los medios a su alcance, dentro de las respectivas jurisdicciones. Proporcionar iguales elementos de información a los representantes diplomáticos y consulares extranjeros, acreditados ante nuestro gobierno cuando lo soliciten o se juzgue conveniente.

b. Remitir directamente – y sin menoscabo de lo dispuesto en el inciso anterior – a los órganos de publicidad de aquellos países que se juzgue oportuno, informaciones, gráficos, estadísticas y notas sobre nuestro país, su historia, su geografía, y las múltiples actividades actuales en idiomas castellano y extranjeros, según los países.

c. Facilitar a los corresponsales extranjeros, con asiento en nuestro país, como asimismo a los enviados especiales, informaciones, publicaciones, documentos que no tengan carácter reservado y, en general, elementos informativos para contribuir a la difusión de las actividades y prestigio de la obra oficial, de las instituciones y del pueblo argentino.

d. Redactar boletines informativos y propagarlos utilizando la Estación de Radiodifusión del Estado (LRA), en castellano e idiomas extranjeros, para el exterior, ajustando estos boletines a la extensión, periodicidad y características técnicas, que el Departamento de Relaciones Exteriores convenga con la Dirección de la transmisora.

e. Organizar conferencias de difusión de nuestra cultura y valores generales, en el exterior, y para el conocimiento de la cultura y valores extranjeros, en nuestro país, que estarán a cargo de funcionarios diplomáticos y consulares argentinos, se realizarán en lugares públicos y se trasmitirán por radiotelefonía. Para estos

fines se ofrecerá, también, la tribuna y el micrófono a los diplomáticos y cónsules extranjeros, a funcionarios del Estado, profesores, hombres de ciencia, escritores, representantes de las fuerzas vivas y a quienes, por su obra, signifiquen un valor serio y apreciable en la consideración pública.

f. Coleccionar y remitir al exterior, para los fines de propaganda establecidos en el presente decreto, publicaciones oficiales ; de instituciones ; de asociaciones ; de entidades bancarias, comerciales, industriales, o vinculadas al turismo, a la inmigración y a la producción nacional.

g. Requerir de las dependencias del Estado, las publicaciones, informes o elementos de estudio que, con propósitos de ilustración y mejor conocimiento del país, sean solicitadas desde el extranjero por entidades de responsabilidad y, como excepción, por particulares, sobre cuya obra informen a la Cancillería los agentes consulares de la jurisdicción.

h. Requerir, por intermedio de las Legaciones o Consulados argentinos, de las reparticiones oficiales o entidades particulares extranjeras, el envío de las publicaciones e informes, que necesiten las dependencias del Estado, las entidades que realizan obra seria y apreciable en nuestro país, o los estudiosos que requieran ampliar sus fuentes informativas.

i. Contralorear en los periódicos extranjeros que se reciben en la Hemeroteca de la Cancillería, las noticias y comentarios que se publiquen, sobre nuestro país, para propiciar la reproducción de lo conveniente generales y procurar la rectificación inmediata de las informaciones erróneas o perjudiciales.

j. Traducir al castellano, las informaciones o comentarios que, sobre nuestro país, se publique en el extranjero y se juzgue de utilidad transmitirlos a los organismos que puedan considerarlos en beneficio de los intereses generales.

k. Traducir a idiomas extranjeros, para transmitir al exterior, con la celeridad que cada caso requiera, los documentos oficiales cuyo conocimiento sea beneficioso para el país.

l. Procurar la exhibición, en otros países, de películas cinematográficas argentinas, cuando ellas sean elevada expresión artística o sirvan a la propaganda de nuestra cultura, ciencia, banca, industria, comercio y producción.

m. Cooperar a la difusión del libro nacional, en el exterior por medios adecuados, prestar facilidades a la realización de exposiciones artísticas, de pintores y escultores argentinos y contribuir a la representación de obras teatrales, que sean exponente de cultura literaria y social.

Artículo 3 – Para el desempeño de su cometido la 'Biblioteca Pública y Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior', establecerá comunicación con los Ministerios Nacionales y con las grandes reparticiones, para facilitarles la eficiencia de sus actividades tendientes a la propaganda en el exterior, y requerirles, en ese sentido, amplia cooperación.

Artículo 4 – Dirigirá los servicios que se crean el Oficial Primero del Ministerio de Relaciones Exteriores, actual Jefe de la Biblioteca Pública del Departamento, don Arturo M. Mañé, y actuará como subdirector, el Oficial Quinto, actual Jefe de la Oficina de Publicidad y Propaganda, D. Francisco A. Pizza.

Artículo 5 – Las Subsecretarías de Relaciones Exteriores y de Culto y Beneficiencia, adscribirán a la Oficina, el personal que fuera necesario, de acuerdo con la importancia de las tareas de propaganda del país en el exterior, que debe realizar.

Artículo 6 – Comuníquese ; publíquese en el Boletín Oficial y dé-se al Registro Nacional.

(Fdo.) : JUSTO
(Rfdo.) : *Carlos Saavedra Lamas*

Liste des transmissions radiotéléphoniques argentines

Source : Memoria, 1938-1939, tome I, p. 462-465, Anexo VI
« Transmisiones radiotelefónicas para el exterior, desde el Palacio San Martín »

1938

- Mayo 6 : Crónicas argentinas
- Mayo 13 : La alimentación de los escolares y del pueblo, en la República Argentina
- Mayo 20 : La vida del soldado y la jura de la bandera en la República Argentina
- Mayo 27 : Opiniones del Presidente del Museo de Arte en Kansas City sobre la República Argentina
- Junio 2 : Valor legal de los títulos técnicos y profesionales extranjeros en la República Argentina
- Junio 10 : Tres convenios y un acta sobre intercambio comercial con Chile
- Junio 17 : Régimen aduanero de los transportes aéreos en la Argentina
- Junio 24 : Un aspecto de la lucha contra la desocupación en la Argentina
- Julio 1ero : El gobierno argentino y los problemas del mundo
- Julio 8 : Régimen legal de la cinematografía en la República Argentina
- Julio 22 : El factor meteorológico y el medio geográfico
- Julio 29 : Nuevos aspectos de la política vial en la República Argentina
- Agosto 5 : Historia y Estadística de la yerba mate
- Agosto 13 : Los importadores y la prórroga o anulación de los permisos previos de cambio
- Agosto 19 : Discurso del S. E. el Sr Ministro de Hungría en Buenos Aires, señor Albert de Haydin, con motivo de la fiesta nacional de su país.
- Agosto 26 : Importancia y significado de las bibliotecas argentinas
- Septiembre 2 : Discurso de S. E. el doctor José María Cantilo, inaugurando el nuevo servicio radiotelefónico para Europa y América
- Septiembre 9 : Política inmigratoria
- Septiembre 16 : Los factores geográficos e históricos en la política internacional argentina
- Septiembre 23 : La fuerza económica y los valores espirituales de la Argentina
- Septiembre 30 : Un informe del Departamento de Comercio Británico sobre la Argentina
- Octubre 7 : Un proyecto de ley contra el 'dumping'
- Octubre 14 : Resultados de la enseñanza obligatoria en la Argentina
- Octubre 21 : Las termas de la Argentina
- Octubre 28 : Leyes de amparo, en casos de accidentes, a los obreros del ejército
- Noviembre 4 : Los Congresos de Productores de las islas que forman el Delta del Paraná
- Noviembre 11 : Un índice indudable de las finanzas argentinas
- Noviembre 18 : Cómo se defiende el capital humano en la Argentina
- Noviembre 25 : El valor actual del peso argentino
- Diciembre 2 : Exportación de fruta fresca y los certificados de garantía
- Diciembre 9 : Los Parques Nacionales argentinos son parajes ideales para el turismo
- Diciembre 16 : La Escuela de Mecánica del Ejército Argentino

- Diciembre 23 : Los accidentes de trabajo en la agricultura, en la República Argentina
- Diciembre 30 : Un juicio de Gregorio Marañón sobre la ciencia de los argentinos

1939

- Enero 6 : Rindióse un significativo homenaje a la memoria de Sarmiento, en París
- Enero 13 : Panorama general de la Argentina en 1939
- Enero 20 : La práctica de los deportes en el Parque Nacional de Nahuel Huapí
- Enero 27 : Las carnes que exporta la Argentina
- Febrero 3 : Algunos aspectos de la asistencia social en Buenos Aires
- Febrero 10 : Algunas expresiones de la vida cultural de la Argentina
- Febrero 17 : La Subsecretaría de Culto y Beneficencia en la lucha antituberculosa
- Febreo 24 : Un nuevo estímulo para la difusión del libro argentino en el exterior
- Marzo 3 : Los ferrocarriles de la Argentina
- Marzo 10 : La misión social del Liceo Militar en la Argentina
- Marzo 17 : Informaciones útiles para los extranjeros que deseen visitar la Argentina
- Marzo 24 : Cómo garantiza el Gobierno la calidad de los granos que el país exporta
- Marzo 31 : El pueblo argentino tiene una gran masa de lectores
- Abril 7 : En la Argentina está reunido el XI° Congreso Postal Universal
- Abril 14 : Remátase, en Nueva York, grandes cargamentos de fruta argentina
- Abril 21 : La explotación ganadera y la organización del comercio de carnes, en la Argentina
- Abril 28 : Las patentes y marcas de invención en la antituberculosa

Source : Memoria, 1941-1942, tome I p. 583-587
« Transmisiones irradiadas desde el 1° de mayo de 1941 al 30 de abril de 1942 »

1941

- 2 de mayo : Una medida de emergencia : impuesto a las ganancias excesivas
- 9 de mayo : El servicio de inspección médica del trabajo
- 16 de mayo : En la Argentina se establece anualmente la calidad término medio de la producción granera
- 23 de mayo : Los métodos científicos en la policía de Buenos Aires
- 30 de mayo : Los extranjeros en la obra del progreso general de la Nación
- 6 de junio : Transmisión extraordinaria de la ceremonia de entrega, a la Universidad Nacional de Buenos Aires, de la efigie del prócer cubano José Martí
- 13 de junio : El estado y ciertos aspectos de las finanzas argentinas
- 20 de junio : La producción de películas cinematográficas
- 27 de junio : Nuevas conquistas de la ciencia, en la Argentina
- 4 de julio : La legislación y el progreso de las telecomunicaciones, en la Argentina
- 11 de julio : Los problemas de riego y las grandes obras hidráulicas, en la Argentina
- 18 de julio : Aspectos del turismo en la Patagonia

- 25 de julio : Consideraciones sobre la industria y el costo de la vida relacionados con la guerra europea
- 1 de agosto : Algunas opiniones del exterior, sobre la obra de los médicos argentinos
- 8 de agosto : Algunas normas para asegurar la neutralidad de la Nación y el régimen democrático de sus instituciones
- 15 de agosto : Lo que realizará, en seis meses, la Comisión Nacional de Granos y Elevadores
- 22 de agosto : La creación del registro de extranjeros
- 5 de setiembre : Los problemas del tránsito y las soluciones adecuadas
- 12 de setiembre : El Gobierno trata de preservar la industria nacional, de posibles perturbaciones futuras
- 19 de setiembre : El Estado fomenta la producción cinematográfica
- 26 de setiembre : La opinión de los obreros para perfeccionar la seguridad industrial
- 3 de octubre : El Consejo de Inmigración
- 10 de octubre : Nuevo Plan de estudios para las enseñanzas del bachillerato, normal, comercial e industrial
- 17 de octubre : Un plan del Consejo Técnico de Abastecimientos
- 24 de octubre : Los servicios de la Aviación Sanitaria, en la Argentina
- 31 de octubre : Produce mucho calzado la Argentina
- 7 de noviembre : Cada día se conoce mejor a la Argentina en el exterior
- 14 de noviembre : Nuestra producción de algodón y sus problemas actuales
- 21 de noviembre : Algunos aspectos de Buenos Aires que interesan a los turistas
- 28 de noviembre : Las escuelas hogares, en la Argentina. Su importancia social y educativa
- 5 de diciembre : La industria lechera de la Argentina y sus mercados en el exterior
- 12 de diciembre : La Argentina mantiene sus fuerzas constructivas, a pesar de la depresión económica mundial
- 19 de diciembre : La IXª Conferencia Nacional de Aeronáutica
- 26 de diciembre : Algunos aspectos vinculados con el intercambio comercial y la economía del país

1942

- 2 de enero : En la Argentina se trabaja a favor del turismo
- 9 de enero : Los fines de la Corporación Argentina de Tejeduría Doméstica
- 16 de enero : Oficialmente se dará impulso a la sericicultura, en la Argentina
- 23 de enero : Los progresos de la ganadería argentina, evidenciados por la evolución de ciertas razas a través de 66 años
- 30 de enro : 150 mil toneladas de semilla de lino, serán transformadas en aceite
- 6 de febrero : Los valores de la tierra, en la Argentina, y la acción del Estado
- 13 de febrero : Nuevas comprobaciones sobre el crecimiento de la industria nacional
- 20 de febrero : Obras viales en el interior y de carácter internacional
- 27 de febrero : Informaciones sobre la fruta desecada, la cebada, los productos lácteos y los vinos, de la Argentina
- 6 de marzo : Turismo de lujo y turismo popular
- 13 de marzo : Hablan de las finanzas argentinas en Londres, Nueva York y Lisboa

- 20 de marzo : Renovación de los métodos empleados en la preparación de las carnes que exporta la Argentina
- 27 de marzo : Datos recientes sobre el ahorro, en la Argentina
- 3 de abril : La religión y las disposiciones constitucionales
- 10 de abril : Nuevos exponentes de progreso, en la Argentina
- 17 de abril : Hay, en la Argentina, 1473 bibliotecas populares, que realizan una interesante obra de cultura
- 24 de abril : La Argentina en América

Source : Memoria, 1943-1944, p. 428-433
« Transmisiones radiodifundidas del 7 de mayo de 1943 al 28 de abril de 1944 »

1943

- 7 de mayo : Extraordinario movimiento turístico hay en la Argentina
- 14 de mayo : Adaptación automática de los salarios a las fluctuaciones del costo de vida, en la Argentina
- 21 de mayo : Normas para operaciones de fondos con países extranjeros
- 28 de mayo : Nuevo impulso se dará a la enseñanza industrial en la Argentina
- 11 de junio : Constitución del nuevo Gobierno de la República Argentina
- 18 de junio : El Presidente de la República Argentina y el Canciller de la Argentina dirigieron sendos mensajes al Brasil
- 2 de julio : La obra del Banco de la Nación Argentina a favor de la economía general del país
- 9 de julio : 'América unida será invulnerable' dijo el Canciller de la Argentina, Vicealmirante Segundo R. Storni
- 16 de julio : Conceptos sobre la política internacional de la República Argentina
- 23 de julio : Alguno de los puntos fundamentales de la reglamentación de asociaciones profesionales en la Argentina
- 30 de julio : Un diario de Canadá comenta la potencialidad económica y el progreso cultural de la Argentina
- 6 de agosto : Síntesis noticiosa de la República Argentina
- 13 de agosto : Conceptos sobre la amistad argentino-brasileña
- 20 de agosto : La Unión Panamericana de Washington publicó unas impresiones sobre la Argentina
- 27 de agosto : Los recientes acuerdos entre Argentina y Chile
- 3 de setiembre : En la Argentina ha quedado suspendido el otorgamiento de la ciudadanía, por naturalización, hasta la terminación de la guerra
- 10 de setiembre : Una operación financiera de magnitud, realizada últimamente en la Argentina demuestra la solidez económica del país
- 17 de setiembre : Exponentes sobre la preocupación oficial a favor de la familia obrera, y los derechos de los trabajadores, en la Argentina
- 24 de setiembre : Las obras públicas y obras viales en la Argentina
- 1ero de octubre : Un comunicado de la Cancillería argentina, expedido el 27 de setiembre
- 8 de octubre : Repatriación de la deuda exterior argentina, hasta la suma de 500 millones de pesos
- 15 de octubre : Conceptos del Canciller argentino en el Día de la Raza

- 22 de octubre : El Gobierno argentino disminuyó el valor del franqueo de correspondencia para los países americanos y adoptó una resolución a favor de la modicidad postal para las publicaciones periódicas
- 29 de octubre : La proyectada Unión Aduanera con Chile
- 11 de noviembre : Hacia un mayor entendimiento económico argentino-chileno
- 12 de noviembre : La alimentación del soldado en el ejército argentino
- 19 de noviembre : Palabras del Canciller argentino a la Misión Comercial del Paraguay
- 26 de noviembre : El estatuto de la Flota Mercante del Estado, en la República Argentina
- 3 de diciembre : En procura de un mayor acercamiento económico entre Argentina y Brasil
- 10 de diciembre : En vísperas de la llegada a Buenos Aires del Excelentísimo Señor Presidente del Paraguay, General Morínigo
- 17 de diciembre : Conceptos vertidos por el Excelentísimo Señor Presidente de la Nación
- 24 de diciembre : Una medida de Gobierno en defensa de los trabajadores rurales en la Argentina
- 31 de diciembre : Ha sido creada la Policía Federal en la República Argentina

1944

- 7 de enero : Informaciones sobre finanzas de la República Argentina
- 14 de enero : Algunas normas para la radiodifusión en la Argentina
- 21 de enero : Síntesis noticiosa de la Argentina
- 28 de enero : Ruptura de las relaciones diplomáticas de la República Argentina con Alemania y con Japón
- 4 de febrero : El Mercado Nacional de Frutas de la Argentina
- 11 de febrero : Un análisis del intercambio de la Argentina durante el año 1943
- 18 de febrero : Una resolución oficial sobre las actividades colombófilas, se relaciona con la defensa nacional de la Argentina
- 25 de febrero : Seis años de cooperación intelectual en la Argentina
- 3 de marzo : 'La política internacional del Gobierno argentino' y 'Canje de diplomáticos alemanes, que se hallan en la Argentina, y argentinos que están en Alemania'
- 10 de marzo : Importancia de la industria algodonera argentina
- 24 de marzo : En los primeros meses de 1944 las exportaciones de la Argentina aumentaron en pesos 139 206 000, y 500 mil toneladas de maíz por año serán utilizadas para la elaboración de alcohol etílico
- 31 de marzo : Organización y atribuciones del Consejo Nacional de Racionamiento de la Argentina
- 7 de abril : Comunicado de la Subsecretaría de Informaciones y Prensa de la República Argentina
- 14 de abril : Palabras pronunciadas por el Presidente de la Nación, General Edelmiro J. Farrell, desde los balcones del histórico Cabildo
  Transmisión especial para el Continente americano, en celebración del Día de las Américas. Discurso pronunciado por S. E. el Señor Ministro (Interino) de Relaciones Exteriores y Culto, General de Brigada, Diego I. Mason
- 21 de abril : El Banco de Crédito Industrial ha sido creado por el Gobierno Argentino
- 28 de abril : Orientación y plan de trabajo del Consejo Nacional de Racionamiento de la Argentina

Source : Memoria, 1943-1944, p. 91-92.

1944 suite

- La obra realizada por el Banco de la Nación Argentina durante el año 1943
- Discurso del Canciller argentino en el momento de ser embarcados los restos del Embajador del Brasil, S. E. José de Paula Rodrigues Alves, a borde del crucero La Argentina de la Armada Nacional
- Trascendencia histórica del 25 de mayo de 1810 en la República Argentina
- Palabras del Presidente de la Nación Argentina, relativas a la posición internacional del país
- Fomenta y defensa de la industria argentina
- Las variaciones experimentales en las cantidades y valores de los principales artículos exportados por la República Argentina en 1943, comparado con los de 1942
- El Presidente de la Nación Argentina habló ante los Jefes y Oficiales de las fuerzas armadas el 6 de julio de 1944
- Consejeros económicos y agregados comerciales de la República Argentina
- Discurso pronunciado por S. E. el señor Ministro de Relaciones Exteriores, General Orlando L. Peluffo, desde los balcones del Palacio San Martín
- La política exterior de la Argentina, el 27 de julio de 1944, hubo una manifestación popular de adhesión al Gobierno argentino, por su política internacional
- Un importante decreto que beneficiará la producción de algodón en la República Argentina
- Las cédulas de turismo internacional en la República Argentina
- El Gobierno Argentino prohíbe toda forma de propaganda de los regímenes imperantes, en países con los cuales la Nación ha roto relaciones
- Mensaje del Sumo Pontífice al Presidente argentino
- La República Argentina ocupa un lugar privilegiado entre todas las naciones por su grado de alfabetismo
- El Gobierno argentino solicitó a la Unión Panamericana, la convocatoria de una reunión de Cancilleres
- Proyecciones sociales del plan de colonización en la República Argentina
- El Gobierno argentino fiscalizará las empresas pertenecientes a ciudadanos de países beligerantes no americanos
- Una Comisión Especial redactará el estatuto de los partidos políticos
- La Secretaría de Aeronáutica en la República Argentina
- Las nuevas normas para la actuación de las empresas pertenecientes a países beligerantes no americanos
- Las Exposiciones argentinas en América
- Los libros, las bibliotecas y los lectores en la República Argentina
- Los aumentos producidos en el monto de los salarios industriales
- El desarrollo de la instrucción pública
- Ayuda argentino al prisionero de guerra francés
- Con fondos que estaban destinados para armamentos, se construyen edificios para escuelas
- Declaraciones formuladas a los periodistas por el Canciller argentino

- Importancia de la producción y de la industria del Tabaco en la República Argentina
- Panorama de la industria argentina en la actualidad
- La industria papelera en la República Argentina
- Nuevas disposiciones oficiales, adoptadas en la República Argentina, dentro de su posición internacional
- Las actividades teatrales

Source : Memoria 1946-1947, p. 494-497.

Sans date

- Nuestras relaciones internacionales a través de las primeras palabras oficiales del Presidente de la República Argentina, General de Brigada D. Juan D. Perón
- Juicio histórico de Bartolomé Mitre, sobre la figura de Manuel Belgrano
- El destino de la producción argentina a través del mensaje leído por el Excmo. Señor Presidente de la Nación, ante la H. Cámara Legislativa
- La intervención del Estado en la industria y los servicios públicos, a través del Mensaje leído por el señor Presidente de la Nación, ante la H. Cámara Legislativa, el 26 de junio
- Comemoróse un nuevo aniversario de la Independencia Argentina
- La producción algodonera en la República Argentina
- Repatriación de la deuda externa
- Un gran pintor argentino : Benito Quinquela Martín
- Instituto Argentino de Filosofía Jurídica y Social : Dr. Ernesto Campolongo, Director de Contencioso Administrativo
- Un nuevo aniversario de la muerte de D. José de San Martín : Dr. Pascual La Rosa, Director del Departamento de Relaciones exteriores
- El Museo de Ciencias Naturales de La Plata
- La medicina argentina
- Las ciencias matemáticas en la Argentina
- El Observatorio Astronómico de la Universidad de La Plata
- Desarrollo aeronáutico de la República Argentina
- El mutualismo en la República Argentina
- El Instituto Nacional de Previsión Social
- El fuero del trabajo
- Los Agregados Obreros a las Embajadas Argentinas
- La cultura argentina en el Plan Quinquenal
- El Día de la Industria
- La inmigración en el Plan Quinquenal
- Buena vecindad efectiva
- Nuevas bases en los sistemas de crédito y ahorro
- Cooperación internacional de la Argentina
- Convenio Argentino-Uruguayo para el aprovechamiento de los saltos de agua del río Uruguay
- El Gobierno argentino se mantiene fiel a sus compromisos internacionales
- Las Embajadas argentinas tendrán Agregados Culturales

- El Gobierno de la Nación se preocupa por la cultura física
- La visita de los obreros americanos
- Una semana de actividad gubernativa
- La compra de ferrocarriles británicos
- Sentido y trascendencia del 24 de febrero, por el Director del Departamento de Cultura, D. Atilio García Mellid
- La Cancillería argentina defiende nuestros derechos sobre las Malvinas y la Antártida, por la Secretaria de Embajada, con funciones de Agregado Cultural, Srta. Alicia G. Eguren
- La enseñanza religiosa en las escuelas argentinas, por el Prof. Elías Giménez Vega
- El voto femenino, por la Prof. Adriana Teresa Bo
- Aspecto de la tradición en el Plan Quinquenal, por la Srta. Ana Serrano Redonnet
- Mensaje dirigida a las Américas por el señor Ministro de Relaciones Exteriores, Dr. Juan A. Bramuglia
- Discurso de la Sra. María Eva Duarte de Perón
- La Argentina en el mundo, por el Prof. Raúl Bozzo
- Política agraria argentina, por la Srta. Alicia G. Eguren
- Fuerza hidroeléctrica en la Argentina, por el Prof. Elías Giménez Vega
- El Plan Quinquenal de la Secretaría de Salud Pública de la Nación
- La Reforma económica revolucionaria
- Sentido actual de la hispanidad, por el Diputado Nacional Dr. Joaquín Díaz de Vivar

Transmissions radiotéléphoniques

Source : *Informaciones Argentinas*, n°13, décembre 1938.

TRANSMISIONES RADIOTELEFONICAS DE LA REPUBLICA ARGENTINA, PARA EL EXTERIOR, CON ONDAS CORTAS DIRIGIDAS, Y EN CINCO IDIOMAS

"ESTAMOS TRANSMITIENDO DESDE BUENOS AIRES"

"ESCUCHE LA VOZ DE LA REPUBLICA ARGENTINA "

Todos los viernes, sintonice las ondas dirigidas, por las que la División Publicidad y Propaganda del Ministerio de Relaciones Exteriores de la República Argentina, transmite informaciones de actualidad.-

Las transmisiones con ondas dirigidas se realizan como sigue:

Para Europa,

a las 15, hora argentina

por

L.R.A.5 - 17.830 Kilociclos -
Longitud de onda: 16 metros 82 centímetros.
Idiomas: español, francés, inglés y alemán.-

Para América,

a las 17, hora argentina

por

L.R.A. - 750 Kilociclos
L.R.A.5 17.830 Kilociclos
Longitud de onda: 16 metros 82 centímetros.
Idiomas: español, inglés, portugués y francés.

CUANDO EN BUENOS AIRES SON LAS 12 ..... (mediodía)

en	son
París	16
Roma	17
Londres	16
Berlín	17
Bruselas	16
Berna	17
Madrid	16
Leningrado	18
Nueva York	11
California	8
Lima	11
Río de Janeiro	13
Montevideo	12,30
Santiago de Chile	12

Texte de l'arrêté créant le Service de Coopération Intellectuelle brésilien (1937)

Source : AUN, A I 86, Paris, 23/06/1937, Annexe à une lettre d'Elyseu Montarroyos au directeur de l'IICI.

Service de Coopération Intellectuelle du Ministère des Relations Extérieures du Brésil

« Le Ministre d'État des Relations Extérieures,

Ayant en vu l'article 175 des dispositions transitoires du règlement publié avec le décret n°19.926, du 28 avril 1931, et

Considérant qu'il existe déjà, dès le début de 1934, dans ce Ministère d'État, des travaux d'une grande portée concernant les échanges culturels entre le Brésil et les autres pays et que la poursuite de ces travaux exige l'expédition régulière d'affaires d'une importance notoire ;

Considérant qu'il est nécessaire, pour le développement de ces travaux, de leur assurer un caractère permanent ;

Décide :

D'instituer, dans ce Ministère d'État, d'une manière provisoire jusqu'à la constitution définitive qui lui sera donnée par un nouveau règlement, le Service de Coopération Intellectuelle, relevant de la Direction Générale des Archives, de la Bibliothèque et de la Mappothèque ; ce Service ayant, à partir de la date du présent arrêté, les attributions suivantes :

a) Faciliter les échanges littéraires, artistiques et scientifiques, aussi bien dans l'intérieur du pays, entre les États brésiliens, qu'à l'extérieur, dans les rapports entre le Brésil et les autres nations, ce service étant un organe de liaison avec l'Institut International de Coopération Intellectuelle ;
b) Représenter ce Ministère, par le Chef du même Service, dans la Commission Brésilienne de Coopération Intellectuelle ;
c) Recueillir les éléments démonstratifs de la culture brésilienne, non seulement littéraire, mais aussi artistique, scientifique et sociale, et les divulguer dans le pays et à l'étranger ;
d) Stimuler la coopération intellectuelle du Brésil avec les grands centres culturels étrangers ;
e) Organiser des fichiers relatifs aux intellectuels brésiliens et aux associations culturelles existant au Brésil, ainsi que des fichiers spéciaux concernant les institutions étrangères du même genre qui s'intéressent aux manifestations de la culture brésilienne ;
f) Organiser des bibliothèques brésiliennes pour les offrir aux Universités et aux Instituts culturels étrangers ;
g) Étudier les possibilités de développement des échanges intellectuels entre le Brésil et les autres nations, s'employant notamment à faciliter aux écrivains, aux savants et aux artistes de valeur notoire des visites au Brésil ;

h) Encourager les échanges de professeurs et d'élèves entre, d'une part, les Universités et les établissements d'éducation du Brésil, et, d'autre part, les institutions étrangères analogues à celles-là ;
i) Organiser, annuellement, une série de conférences ayant un caractère intellectuel et qui auront lieu dans le salon de conférences du Palais Itamaraty ;
j) Stimuler la publication d'informations relatives au mouvement intellectuel entre le Brésil et les autres nations. »

Circulaire n°903 aux Missions diplomatiques et consulats brésiliens (13 août 1934)

Source : AHI, 542,6, 464/7039, Cooperação intelectual, Circulares, (1934-1936).

« A Secretaria de Estado está organizando o Serviço de Cooperação Intellectual, que se inspirará nos planos de trabalho adoptados, nesse sentido, pela Sociedade das Nações (Instituto Internacional de Cooperação Intellectual, de Genebra e Paris) e terá por fim, notadamente :

a) estabelecer correntes de estudo, interesse e simpathia entre os meios intelectuaes estrangeiros e os do Brasil, pondo em contacto escriptores, encaminhando livros, divulgando trabalhos literários e scientíficos ;
b) fornecer material de informação exacta (livros, revistas, folhetos, jornaes, etc…) a respeito da história, da vida social e das actividades intellectuaes do Brasil, sobretudo onde e quando se publicarem notícias erradas sobre esses assumptos ;
c) estimular, nos centros estrangeiros, a tradução e os estudos críticos das obras representativas da nossa cultura, em todos os ramos da producção literaria ;
d) enviar ás missões diplomáticas e consulados brasileiros os elementos de que careçam para a cooperação intellectual entre o Brasil e as nações amigas.

Um dos principaes instrumentos de trabalho do novo Serviço serão os ficharios de escriptores, professores e outros intellectuaes, tanto do Brasil como do estrangeiro. O fichario brasileiro está em organização ; o do estrangeiro necessita da collaboração de todas as missões diplomaticas e consulados, e por esse motivo a Secretaria de Estado pede a essa Chancellaria remetter :

a) Nomes, endereços e informações bio-bibliographicas de intellectuaes desse paiz que tenham por qualquer forma (no livro, na cathedra ou na imprensa) manifestado interesse pela vida literaria ou scientífica dos paizes ibero-americanos, ou hajam demonstrado conhecer a língua portugueza ou espanhola ;
b) Indicação e exemplares avulsos de jornaes em que, mesmo sem regularidade, se trata de producção literaria e scientifica dos paizes ibero-americanos ;

Eventualmente, informações confidenciaes sobre as tendencias politico-internacionaes de taes personalidades e publicações.

Essa Chancellaria deverá enviar também a esta Secretaria de Estado quaesquerlivros (publicados nestes ultimos annos) em que se faça referencia a assumptos brasileiros, assim como todas as revistas e jornaes em que venham a apparecer artigos, notas ou simples allusões a esses assumptos. Os livros deverão vir em triplicata e os recortes de revistas ou jornaes em cinco exemplares. Esse material será estudado e devidamente encaminhado, conforme aconselhem as Conveniências da Cooperação Intellectual (Imprensa local, organismos de cultura, associações, personalidades, etc…)

Opportunamente será enviada a essa Chancellaria para os fins eventuaes do intercambio, uma lista com os nomes, endereço e especialização de escriptores brasileiros de todos os Estados e da Capital Federal.

Desde já, o Serviço de Cooperação Intellectual está a disposição dessa Chancellaria em tudo quanto se relacione com os objetivos esboçados nesta circular.

Esta Secretaria de Estado recommenda a attente observancia das presentes instrucções. Só o conhecimento de tudo quanto se escreva a respeito da vida social e mental do Brasil permittirá ao Serviço de Cooperação Intellectual cumprir praticamente com o seu programma, que é inutil encarecer. »

Circulaire n°1055 aux Missions diplomatiques et aux consulats brésiliens (10 février 1936)

Source : AHI, 542,6, 464/7040, Cooperação intelectual, Circular 1055, « Servicio de Cooperação intelectual », (1936).

« Reiterando as instrucções da Circular n°903, de 13 de Agosto de 1934, relativamente a actividade no sentido de realizar o intercambio intellectual do Brasil com os paizes estrangeiros, sobretudo com os de cultura avançada, na América e na Europa, esta Secretaria de Estado vem recommendar a essa chancellaria todo o empenho nessa tarefa.

O Brasil precisa deixar de ser o grande desconhecido, no exterior. A obra que levou por diante em tão poucos seculos de vida, se ainda é pequena em face da que tem de emprehender, não é menos para quebrar-nos o animo constructivo, sob o rythmo largo da civilização em marcha. O esforço sincero de cada brasileiro, com funcções officiaes ou não nesta ou naquella região deste ou daquelle paiz para divulgal-o em todos os aspectos do seu progresso material e espiritual, valerá pela melhor das contribuições. Há paizes de cultura apurada que receberão com agrado tudo o que lhes pudermos proporcionar em conhecimentos brasileiros. E nem por isso lhes foram até hoje facilitados os elementos indispensaveis.

Esta Secretaria de Estado, pelo seu Serviço de Cooperação Intellectual, está disposta, na medida de suas possibilidades, a ir ao encontro dos que nos desejam conhecer menos summariamente, augmentando o material de que já disponham e proporcionando-lhes outras facilidades. Assim, esta Secretaria de Estado pede a essa Chancellaria o favor de indicar-lhe, com a maior precisão possivel, os Institutos culturaes, públicos ou particulares, desse paiz que se interessam pelas coisas do Brasil, de maneira que se estabeleça de agora por deante o contacto do Serviço de Cooperação Intellectual com os mesmos até que se transformem em organismos também de utilidade brasileira. Muito contribuirá para isso a habilidade da acção dessa Chancellaria.

Se, por acaso, não houver nesse paiz qualquer entidade, publica ou particular, que haja manifestado interesse por assumptos brasileiros, esforce-se essa Chancellaria por creal-a. O labôr de cada um em relação a isso será devidamente apreciado como expressão de mérito funccional. »

Article sur la diffusion de livres brésiliens à l'étranger (1939)

Source : AHI, 542,6, 995/16141, Serviço de Cooperação intelectual do Secretariado de Estado, Tomo I, (1934-1939), 21/05/1939, Article du *Correio Paulistano* : « A divulgação de livros brasileiros no exterior ».

A DIVULGAÇÃO DE LIVROS BRASILEIROS NO EXTERIOR

1003

ACTIVIDADES DA DIVISÃO DE COOPERAÇÃO INTELLECTUAL DO ITAMARATY

RIO, 20 (Da nossa succursal, via Vasp) — A Divisão de Cooperação Intellectual do Ministerio das Relações Exteriores, cumprindo um de seus objectivos, vem, desde sua fundação, remettendo livros brasileiros a associações e institutos culturaes estrangeiros, bem assim aos intellectuaes que se interessam pela civilização brasileira.

No anno de 1937 foram remettidas collecções de livros brasileiros ás Universidades de Assumpção, Lausanne, Buenos Aires, Swansea, Southampton, Liverpool, Oxford, Cambridge, Aix-en-Provence, King's College (Londres); Montevidéo, Nova York, Washington, Pennsylvania, Columbia, Lyon, Bordéos, Stockholmo, Chicago; aos Centros de Cultura Luso-Brasileira (Universidade de Hamburgo); de Estudos das Letras Brasileiras e Portuguezas (Buenos Aires); de Estudos Brasileiros (Porto); á Associação de Escriptores e Artistas Cubanos (Havana); á Cidade Universitaria de Paris; ao "American National Comittee on International Cooperation" (Nova York); á Sala Brasil, da Universidade de Coimbra; ás Academias Colombianas de la Lengua, de Sciencias Politicas e Sociaes (Buenos Aires); Peruana (Lima); Diplomatica Internacional (Paris); ás Bibliothecas da Faculdade de Direito e Sciencias Sociaes (Assumpção); Universitaria (Bogotá); Nacional (Bogotá); Bruxellas; da Cidade de Buenos Aires; da Cidade de La Plata; Popular dr. José Leon Suarez (Buenos Aires); de Bucarest; Universitaria de la Paz; Municipal de la Paz; Nacional de Lima; Nacional de Lisbôa; Publica (Porto); de Santiago; Nacional do Mexico; aos Institutos Ibero Americano (Hamburgo); Estudos Luso-Brasileiros (Universidade de Colonia); Estudos Luso-Brasileiros (Universidade de Berlim); Nobel (da Noruega); Internacional de Cooperação Intellectual (Paris); Portuguez da Sorbonne; de Estudos Argentino-Brasileiros (Buenos Aires); International School of Latin America (Nova York); Ibero-Americano (Londres).

Foram ainda remettidos, em 1937, livros brasileiros a varios criticos e escriptores estrangeiros, notadamente aos seguintes: Manuel Gahisto, George Le Gentil, Georges Duhamel, Gabriela Mistral, Nuno Simões, João de Barros e tambem uma bôa bibliotheca de livros nacionaes foi offerecida ao "Hall of Nation", de Washington.

Em 1938, a Divisão de Cooperação Intellectual remetteu livros brasileiros ás Universidades de California, Oglethorpe, Columbia, Utah, Central do Equador, Bordéos, Oxford, Cambridge, Southampton, Liverpool, Coimbra, Porot, Maior de São Marcos (Lima), Caracas, Popular Alexandro Korn (La Plata); Berlim; King's College (Londres); ás bibliothecas, Secção de Documentos Publicos da Bibliotheca do Congresso Americano; de Santiago; Nacional do Mexico; Nacional de Lima; de Sucre; Popular de São Francisco; aos Institutos: em Quito, Normal Juan Montalvo, Normal Manuela Canizares, Normal de Mejia; Normal Rita Lecumberry (Guayaquil); Historico e Geographico de Montevidéo; Argentino-Brasileiro de Cultura (Buenos Aires); Ibero-Americano (Berlim); para Portugal e Brasil (Universidade de Berlim); Ibero-Americano (Hamburgo); de Estudos Luso-Brasileiros (Colonia); de Estudos Luso-Brasileiros (Hamburgo); Paraguayo (Assumpção); ás Escolas Brasil (Quito); Collegio Vicente Rocafuerte (Guayaquil); Brasil (Mexico); Collegio Pio-Brasileiro (Santa Sé); Brasil (La Paz); Atheneu Ibero-Americano (Buenos Aires); Communal de Rhode de St. Pierre (Belgica); Collegio Jesus, Maria e José (Boyacá); Normal de Bogotá; Atheneu Paraguayo (Assumpção); Normal de Maestros Rurales (Potosi-Bolivia); Brasil (Lima); Syndeham Public School (Port Elizabeth); Brasil (Assumpção); 21 de Maio (Quito); á "Sala America", do Departamento de Extensão Cultural do Ministerio do Trabalho do Chile; á Commissão Chilena de Cooperação Intellectual; ao "Grupo America" (Quito); á Sala Brasil (Universidade de Coimbra); á Redacção de Direito Internacional (Havana); á Exposição do Livro (Bogotá); á Revista de Direito Internacional (Havana).

Foram tambem remettidos livros aos professores Percy Martin (Universidade de Stanford); Clarence Haring (Universidade de Harward); Jozef Fudowski (Universidade de Crácovia); Dionizio Anzilotti (Universidade de Roma); Giorgio Del Vecchio, Mario Sarfatti (Universidade de Turim); Manlio Udine (Universidade de Roma); Luis Juserand, Charles Lyon Caen e Gilbert Gidel (Universidade de Paris); Giovanni Bonnaci (Florença); Enrico Clarke (Roma); Machado Villela (Universidade de Coimbra); Barbosa Magalhães (Faculdade de Direito de Lisbôa); Marcos de Jong (Universidade de Amsterdam); Paul Romai (Gymnasio Israelita de Budapest); aos escriptores Gaston Figueira (Montevidéo); Adolpho Casaes Monteiro (Porto); João de Barros (Lisbôa); dr. K. H. Hammarkjold, presidente da Fundação Nobel (Stockholmo); e, em Montevidéo, aos srs. Enrique Fajardo, Walter Schattini, Carmen Ramos, Leontina Gonzalez, Artigas Martinez, Eladio Dieste e, em Assumpção, aos jornalistas Justo Pastor Benitez, Justo Prieto, Lucio Mendonça, Silvano Mosqueira e Annibal Dalmas.

2.

Liste des recteurs de l'Université du Chili de 1842 à 1953

D'après le site de l'Université du Chili (http://www.uchile.cl/?_nfpb=true&_pageLabel=conCat&idCat=4064, page consultée le 28/02/2013)

- Andrès Bello (1842-1865)
- Manuel Antonio Tocornal (1866-1867)
- Ignacio Domeyko (1867-1883)
- Jorge Hneeus (1883-1888)
- José Ignacio Vergara (1888-1889)
- José Joaquín Aguirre (1889-1893)
- Diego Barros Arana (1893-1897)
- Diego San Cristóbal (1897-1900)
- Osvaldo Renifo (1903-1906)
- Valentín Letelier (1906-1911)
- Domingo Amunátegui Solar (1911-1923)
- Regorio Amunáteui Solar (1923-1924)
- Ruperto Bahamonde (1924-1926)
- Carlos Charlín (1927)
- Claudio Matte (1926-1927)Daniel Martner (1927-1928)
- Armando Quezada Acharán (1929-1930)
- Gustavo Lira (1930-1931)
- Armando Larraquibel (1931)
- Pedro Godoy (1931-1932)
- Juvenal Hernández Jaque (1933-1953)

Paroles de l'hymne composé à l'occasion de la visite de Vargas en Argentine (1935)

Source : MRE Argentine, División de política, Visita del Presidente de Brasil a Buenos Aires, 1935.

HOMENAJE ARGENTINO AL BRASIL

HIMNO

Letra de GABRIEL MONSERRAT

Música del maestro JUAN SERPENTINI

La Nación Argentina viril
A esa patria bizarra y altiva
De entusiasmo prorrumpe en un ¡Viva!
En un ¡Viva el fraterno Brasil!

Parabién á ese pueblo grandioso
Que Don Pedro, hace un siglo en la historia,
Escribió noble foja de gloria
Con su acero en audaz rebelión;
La colonia feraz lusitana
Ante el mundo surgió independiente,
Y ostentó soberana en su frente
La diadema de altiva nación.

Ya esos pueblos del orbe tributan
La oblación por su fasto glorioso,
El Brasil, ya esplendiendo dichoso
Aureas palmas recibe de honor.
Y este pueblo robusto de Mayo,
Que se ha unido por vínculo eterno
Entusiasta a su gran confraterno
En sus brazos le oprime de amor.

Hubo un tiempo, entre ambos, rencores,
Viejos pleitos, rencillas de hermanos,
Más después se estrecharon las manos,
Acreciendo ese amor fraternal.
Con ideales de paz y progreso
Los ha unido su noble destino,
Y hoy le canta su amigo el vecino
Al Brasil su alabanza eternal.

Simbolismos de cielo y campiñas
Son sus puros pendones de gloria,
Y áureas rutas de luz y victoria
Abrirán bajo ardiente arrebol.
Con sus astas cruzadas que ondeen
Sus dos velos de imágenes bellas,
Uno, ostenta ese grupo de estrellas,
Y otro, muestra el radiar de aquel sol.

Esos pueblos de "América Unida"
A su amigo le extiendan sus brazos
No es posible se rompan los lazos
Que forjaron la gloria y virtud.
Y a través de los siglos y siglos
Renovando el abrazo ferviente,
Con amor le dirán noblemente,
"A ese pueblo de hermanos, ¡salud!".

Nuestras patrias no tengan fronteras;
Sus cañones y espadas se fundan,
Y más rieles y arados difundan
El progreso en la tierra feraz.
Sean patrios edenes de ensueño,
Pueblos llenos de dicha y bonanza,
Nuevo mundo de amor y esperanza
Donde impere el trabajo y la paz.

El futuro prodigue venturas
A esa tierra de amor bendecida,
Pueblo insigne y gentil donde anida
La más pura franqueza y lealtad.
Brille el magno Brasil ante el mundo
En su grande y feliz Centenario,
Y este pueblo del plácido estuario
Alce a él su oblación de amistad.

CORO

Honra y prez al amigo gentil
Brindad palmas y gajos de oliva,
Y un abrazo de hermano reciba
El hidalgo y famoso Brasil.
¡Viva! ¡Viva!
¡Viva eterno el glorioso Brasil!

Convention pour l'échange de professeurs et d'étudiants entre l'Argentine et le Brésil (1935)

Source : MRE Argentine, Memoria, 1935-1936, tome I, p. 40-41.

Convenio para el Fomento del intercambio de profesores y estudiantes

La República Argentina y la República de los Estados Unidos del Brasil, en el ánimo en que se encuentran de procurar todos los medios de estrechar las relaciones de amistad que las unen, convencidas de la utilidad de facilitar la aproximación de las nuevas generaciones y de intensificar cada vez más la cooperación intelectual entre ambas, aprovechando la feliz oportunidad que les ofrece la presencia en la Argentina del Excmo. Señor Doctor Getúlio Vargas, Presidente de la República de los Estados Unidos del Brasil, resolvieron celebrar un Convenio para el fomento del intercambio de profesores y estudiantes, y, a ese fin, nombraron sus Plenipotenciarios :

El Presidente de la Nación Argentino : al señor Doctor Carlos Saavedra Lamas, Ministro de Relaciones Exteriores y Culto ;

El Presidente de la República de los Estados Unidos del Brasil : al señor Doctor José Carlos de Macedo Soares, Ministro de Estado de Relaciones Exteriores ;

Los cuales, después de comunicarse los respectivos Plenos Poderes, que fueron hallados en bueno forma, convinieron lo siguiente :

ARTÍCULO I

Las Altas Partes Contratantes se obligan a promover, anualmente, la ida y venida de profesores de cualesquiera establecimientos de enseñanza o de personas de reconocido saber para dar clases o conferencias en las cátedras de su especialización en los establecimientos de enseñanza o centros culturales de la otra Alta Parte Contratante.

ARTÍCULO II

Las Altas Partes Contratantes se obligan a conceder y a aceptar, cuando estén abiertas las matrículas, la transferencia a los establecimientos de enseñanza secundaria, oficiales o reconocidos como tales, de los estudiantes que estuvieran regularmente matriculados en los establecimientos congéneres de la otra Alta Parte Contratante, observando sin embargo las demás exigencias de sus respectivas legislaciones en la materia.

ARTÍCULO III

El presente Convenio será ratificado dentro del más breve plazo posible y sus ratificaciones se canjearán en Río de Janeiro, continuando él en vigor indefinidamente hasta ser denunciado por una de las Partes Contratantes, con seis meses de anticipación.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios arriba mencionados firmaron el presente Convenio, en dos ejemplares, en las lenguas española y portuguesa, y les aplicaron los respectivos sellos, en la ciudad de Buenos Aires, el día 24 del mes de mayo de 1935.

Fdo. : Carlos Saavedra Lamas
Fdo. : José Carlos de Macedo Soares

Convention sur l'échange de professeurs, publicistes, etc. entre l'Argentine et l'Uruguay (1938)

Source : MRE Argentine, Memoria, 1938-1939, Tome I, p. 111-113.

Convenio sobre intercambio de profesores, publicistas, etc. con la República Oriental del Uruguay

La estada en el país del Excmo. Señor Ministro de Relaciones Exteriores de la vecina República, brindó la oportunidad para que los propósitos de vinculación que determinaron su visita se concretaran en la forma de un convenio sobre intercambio de profesores, publicistas, etc. El texto de dicho convenio es el siguiente :

« Los Gobiernos de la República Argentina y de la República Oriental del Uruguay,

Convencidos de cuanto se haga para producir un mayor intercambio intelectual entre ambos países redundará en beneficio de sus vinculaciones culturales,

Han resuelto concertar un Convenio sobre intercambio de profesores, publicistas, cultores del arte, de las ciencias y las técnicas, periodistas y estudiantes universitarios de cursos superiores, y, al efecto, designaron como sus plenipotenciarios :

El Presidente de la República Oriental del Uruguay, al doctor Alberto Guani, su Ministro de Relaciones Exteriores.
El Presidente de la Nación Argentina, al Señor Doctor José María Cantilo, su Ministro de Relaciones Exteriores y Culto ;

Quienes, después de haber exhibido sus Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo I

El Ministerio de Justicia e Instrucción Pública o de Instrucción Pública y Previsión Social, a propuesta de las respectivas Universidades, de las Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual y del Instituto Cultural Argentino-Uruguayo, organizará una delegación de profesores, publicistas y cultores del arte, de las ciencias y de las técnicas, que dictará cursos regulares a los estudiantes y conferencias al público del otro país. Un año será la delegación de argentinos que actuará en Uruguay y otro año de uruguayos en la Argentina y así sucesivamente. Esta labor científica, docente y artística se publicará en volúmenes seriados, para su difusión en toda América.

Artículo II

Formará parte de cada delegación un periodista designado por los Círculos de la Prensa, quien deberá proporcionar informaciones cada vez más amplias sobre las actividades culturales del otro país, y estudiantes universitarios sobresalientes de los cursos superiores.

Artículo III

La Biblioteca Nacional de Buenos Aires y la Biblioteca Nacional de Montevideo organizarán una sección especial destinada a conservar el material bibliográfico pertinente de cada uno de los dos países. Con este motivo el Gobierno argentino donará al Gobierno uruguayo y el Gobierno uruguayo, a su vez, donará al Gobierno argentino, dos mil volúmenes correspondientes a la producción intelectual de uno y otro país.

Artículo IV

Se procederá, de acuerdo con las directivas que dicten las Partes Contratantes, a la revisión de los textos de enseñanza de la historia nacional y americana. Las comisiones a las cuales se someta la tarea de efectuar la revisión, serán designadas por los respectivos Gobiernos y su trabajo, sin menoscabar la libertad de opinión de los autores, se dirigirá, principalmente, a excluir de los textos todo concepto lesivo para la dignidad de los Estados, salvando, con la verdad documental, las omisiones históricas y errores estadísticos o geográficos que en ellos se contengan.

Artículo V

Ambos gobiernos otorgarán las facilidades posibles para la realización de exposiciones artísticas, biográficas, etc. Que sean de interés a los fines de este Convenio, y hayan de realizarse en uno y otro país.

Artículo VI

El presente Convenio será ratificado y entrará en vigor inmediatamente después del canje de los instrumentos de ratificación, que se efectuará en Montevideo, en el más breve plazo posible.

Cada una de las Altas Partes Contratantes podrá denunciarlo, en cualquier momento, pero sus efectos cesarán sólo seis meses después de comunicada la referida denuncia.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios arriba mencionados firman y sellan el presente Convenio, en dos ejemplares, en Buenos Aires, al 22 de septiembre de 1938.

(Fdo.) : José María Cantilo
(Fdo.) : Alberto Guaní

Convention entre l'Argentine et le Chili sur les films (1935)

Source : MRE Argentine, Memoria, 1935-1936, p. 434-435.

Convenio con Chile sobre películas cinematográficas, firmado el 2 de julio de 1935

La República Argentina y la República de Chile, aprovechando la feliz circunstancia de la presencia en la ciudad de Buenos Aires de Su Excelencia el Señor Ministro de Relaciones exteriores de Chile, Doctor Don Miguel Cruchaga Tocornal,

En el deseo de incrementar, por todos los medios, las relaciones de amistad entre los dos Pueblos, han resuelto concluir un Convenio para evitar, en lo posible, en uno de los países, exhibiciones cinematográficas referentes al otro que puedan contrariar dichos sentimientos, y han designado para el efecto sus Plenipotenciarios, a saber :

El Presidente de la República Argentina, al Señor Don Carlos Saavedra Lamas, Ministro de Relaciones Exteriores y Culto ;

El Presidente de la República de Chile, al Señor Doctor Don Miguel Cruchaga Tocornal, Ministro de Relaciones Exteriores ;

Los cuales, después de comunicarse sus respectivos Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, convinieron lo siguiente :

ARTÍCULO I

Los dos Gobiernos convienen prohibir, por los medios de que dispongan, conforme a sus respectivas legislaciones y reglamentos, la exhibición en sus territorios de películas cinematográficas referentes al otro país que el Gobierno de este último considere ofensivas.

ARTÍCULO II

Para los efectos del Artículo I, al Gobierno interesado en que se dicte la respectiva prohibición corresponderá promoverla, salvo que se trate de casos de evidencia manifiesta en que podrá dictarse tal prohibición sin esperar que se la promueva.

ARTÍCULO III

El presente Convenio regirá hasta tres meses después que una de las Partes notifique a la otra su decisión de ponerle término.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios arriba mencionados, firman y sellan el presente Convenio, en doble ejemplar, a 2 de julio de 1935.

(Fdo.) Carlos Saavedra Lamas
(Fdo.) Miguel Cruchaga Tocornal

Convention entre l'Argentine et le Chili sur le rapprochement intellectuel (1935)

Source : MRE Argentine, Memoria 1935-1936, tome I, p. 438-440

Convenio con Chile sobre acercamiento intelectual, firmado el 2 de julio de 1935

La República Argentina y la República de Chile, aprovechando la feliz circunstancia de la presencia en la ciudad de Buenos Aires de Su Excelencia el Señor Ministro de Relaciones exteriores de Chile, Doctor Don Miguel Cruchaga Tocornal,

Convencidos ambos Gobiernos de los beneficios que habrá de aportar a sus vinculaciones de todo orden un mayor acercamiento intelectual entre los dos países, han designado para el efecto sus Plenipotenciarios, a saber :

El Presidente de la República Argentina, al Señor Don Carlos Saavedra Lamas, Ministro de Relaciones Exteriores y Culto ;

El Presidente de la República de Chile, al Señor Doctor Don Miguel Cruchaga Tocornal, Ministro de Relaciones Exteriores ;

Los cuales, después de comunicarse sus respectivos Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, convinieron lo siguiente :

ARTÍCULO I

Para fomentar, en lo posible, el acercamiento intelectual entre los dos países como corresponde al mutuo deseo de sus Gobiernos y a las estrechas vinculaciones que los unen, los dos Gobiernos estimularán, por todos los medios a su alcance, el intercambio de profesores de las Universidades y demás establecimientos de enseñanza superior de un país al otro, y fomentarán viajes de estudiosos que deseen perfeccionarse en las materias de sus especialidades, y de periodistas y estudiantes.

ARTÍCULO II

Dentro de las atribuciones legales y recursos de que pueda disponer para el efecto, se procurará que anualmente por lo menos dos profesores universitarios o periodistas de cada uno de los dos países contratantes visiten el otro país, donde se les dará facilidades para que de tales visitas se obtenga todo el provecho posible en el sentido expuesto en el Artículo I.

Los mismos profesores o periodistas darán en el otro país cursos o conferencias sobre temas adecuados y en que se pondrán previamente de acuerdo las competentes autoridades de uno y otro país.

ARTÍCULO III

Los gastos que demanden las visitas en cuestión serán costeadas por el Gobierno del país a que pertenezcan los profesores, periodistas o estudiantes de que se trate, y se darán también facilidades para semejantes visitas cuando se realicen por iniciativa especial del Gobierno o autoridad competente del país que las reciba ; caso en que serán costeadas por el que las propicie.

ARTÍCULO IV

Se acordarán también, en lo posible, facilidades a las visitas o jiras estudiantiles entre los dos países para que pueden estar más en contacto sus trabajos con instituciones femeninas u otras de uno y otro país que se interesan por la paz y las obras sociales.

ARTÍCULO V

El presente Convenio será ratificado dentro del más breve plazo posible y el canje de las ratificaciones se hará en Santiago, continuando indefinidamente en vigor hasta que sea denunciado por una de las Partes Contratantes, con seis meses de anticipación.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios arriba mencionados, firman y sellan el presente Convenio, en doble ejemplar, a 2 de julio de 1935.

(Fdo.) Carlos Saavedra Lamas
(Fdo.) Miguel Cruchaga Tocornal

Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet sur Victoria Ocampo (1939)

Source : AUN, A III 37, Buenos Aires, 24/05/1939, Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet.

« Acabo de leer un telegrama en el que se anuncia el nombramiento de la señora Ocampo, escritora argentina, para integrar el Comité Internacional de Cooperación Intelectual. Este hecho me obliga a escribirle esta carta para anunciarle que, en lo sucesivo, retiraré toda cooperación personal a ese Instituto como a los organismos de Cooperación Intelectual, dependientes de la Sociedad de las Naciones. Sé perfectamente que en ese nombramiento no ha tenido una intervención personal usted, pero, la circunstancia de depender el Instituto del organismo de Ginebra me obliga a tomar esta resolución. Nada tengo que objetar personalmente a la señora Ocampo ; pero, habiendo mediado en esa designación un funcionario de nacionalidad argentina, como el señor Podestá Costa, que no puede ignorar la existencia de valores auténticos de la cultura argentina, se haya permitido el nombramiento de una escritora que no gravita en la vida espiritual argentina que jamás ha prestado su colaboración a empresas de intercambio cultural, que en sus libros no revela preocupación alguna problemas argentinos, que jamás ha creído en la existencia de una literatura argentina, ni mucho menos en la existencia de una cultura argentina, y que se la haya designado, precisamente, para representarla en el organismo de Ginebra. Todo esto revela no sólo la falta de un elemental conocimiento de la realidad argentina, sino que implica también una falta de consideración a esta Comisión Nacional de Cooperación Intelectual, falta agravada por el hecho de haberse integrado el Comité el Presidente de la Comisión Brasileña, en su calidad de hombre de ciencia, y que pone de manifiesto, con su contraste, la acertada elección de este último. Ninguna persona medianamente informada sobre nuestras cosas puede ignorar el prestigio de los señores Carlos Ibarguren, eminente historiador y crítico, presidente de la más alta institución literaria del país, como es la Academia de Letras ; de hombres de ciencia como los doctores Bernardo Houssay y Alfredo Bordelli, invitados a participar en debates científicos por el Instituto de Ginebra ; de universitarios como el señor Coriolano Alberini, filósofo y ensayista vastamente considerado en los círculos europeos. La presencia de figuras de este relieve, que en su acción personal colaboran con toda eficacia en la obra de la Cooperación Intelectual, revela la falta absoluta de conocimiento y consideración con que se ha obrado.

El señor Paul Valéry, en el discurso inaugural de la Exposición del Libro argentino, hizo una referencia a la señora Ocampo, presentándola como la única propagandista de la cultura francesa en la Argentina. Cuando un hombre de esta autoridad quiere rendir pleitesía a una mujer no tiene el derecho de recurrir a una injusticia ; pues, todos los escritores franceses y americanos que asistieron al acto inaugural no ocultaron su sorpresa, pues desde nuestra Revolución de Mayo hasta nuestros días han sido numerosísimos los argentinos a quienes la cultura francesa le es deudora más que a la señora Ocampo de su difusión y valoración. Un funcionario diplomático francés, que asistía a ese comentario, excusó el error en que había incurrido el poeta atribuyendo tal declaración a un gesto de cortesía. La cortesía es un instrumento precioso en las relaciones humanas, pero terriblemente funesto cuando se aplica al análisis crítico o histórico.

Me parece fundamental que las relaciones culturales se establezcan sobre la lealtad y la realidad. Lamento vivamente que esta circunstancia me aleje de la obra de ese organismo, que he seguido con tan vivo interés desde hace años, y creo haber contribuido a la difusión de la obra del Instituto en nuestro continente con la organización del 'entretien' de Buenos Aires, cuya reunión se efectuó por iniciativa mía, y que sirvió para poner en evidencia el aspecto cultural de la organización ; con la fundación de la Comisión Argentina, creada por el señor Presidente Justo, también por indicación mía ; y procurando la ampliación de la obra de Cooperación en el orden internacional, combatiendo un poco el aislamiento que significaba la creación de un Instituto de Cooperación Ibero Americano, que sostenían algunos países de América y para lo cual solicitaron mi modesta colaboración. Pero, me es absolutamente imposible participar con mi modesta labor contribuyendo a la consagración de valores que no corresponden a una realidad y que no han participado en ningún momento en las tareas que corresponden a la Cooperación intelectual.

Aunque esta carta es de carácter personal, me creo obligado, por su contenido, a ponerla en conocimiento de los miembros de la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual. Como funcionario mantendré con los organismos internacionales las relaciones de carácter oficial a que me obliga mi cargo ; pero, nada más.

Y, sin que esta actitud mía importa preconizar un aislamiento que siempre he combatido, creo firmemente que ha llegado el momento de mi país se preocupe y dedique a la organización de un servicio de Intercambio cultural activo con los países de nuestro continente. Esto, a parte de su importancia, nos evitará la dispersión de un esfuerzo y la comprobación de lo que puede representar como eficacia el conocimiento de un pueblo a través de representantes genuinos de su cultura.

Agradezco a usted, señor Director y amigo, la valiosa colaboración que me ha prestado personalmente, así como el concurso del personal a sus órdenes, en la misión cultural desempeñada en Paris el año pasado.

Lo saludo muy cordialmente,

Antonio Aita »

Texte du décret créant l'Académie Argentine de Lettres (1931)

Source : Site internet de l'AAL : http://www.aal.edu.ar/?q=node/131 (page consultée le 12/02/2013).

Decreto y acta de constitución

Buenos Aires, 13 de agosto de 1931.

Para completar la fisonomía espiritual que dan a la República sus instituciones culturales y CONSIDERANDO :

1.º Que el idioma castellano ha adquirido en nuestro país peculiaridades que es necesario estudiar por medio de especialistas;

2.º Que es conveniente que el Estado contribuya a otorgar a los escritores la significación social que les corresponde, e infundir en el pueblo la noción de la importancia de la literatura;

3.º Que estos propósitos podrán ser satisfechos por medio de la creación de una academia de letras que tendrá a su cargo las funciones de las similares existentes en otros países;

El Presidente del Gobierno Provisional de la Nación Argentina

DECRETA :

Artículo 1 : Créase la Academia Argentina de Letras, que se compondrá de veinte miembros con carácter honorario.

Artículo 2 : La Academia Argentina de Letras redactará su propio Reglamento que someterá oportunamente a la aprobación del Poder Ejecutivo.

Artículo 3 : Son funciones de la Academia Argentina de Letras :

a) Dar unidad y expresión al estudio de la lengua y de las producciones nacionales, para conservar y acrecentar el tesoro del idioma y las formas vivientes de nuestra cultura;

b) Entender en todo lo referente a creación, discernimiento y reglamentación de los premios literarios instituidos o a instituirse por la Nación;

c) Estimular las formas de elevar, en sus múltiples aspectos, el concepto del Teatro Nacional, como importante factor en la educación y cultura populares;

d) Velar por la corrección y pureza del idioma, interviniendo por sí o asesorando a todas las reparticiones nacionales, provinciales o particulares que lo soliciten.

Artículo 4 : Nómbranse Miembros de la Academia Argentina de Letras.

Artículo 5 : Por el Departamento de Instrucción Pública se adoptarán las medidas del caso a fin de que la Academia pueda iniciar sus sesiones a la mayor brevedad.

Artículo 6 : Comuníquese, etc.

Fdo.:URIBURU
Rdo.: GUILLERMO ROTHE

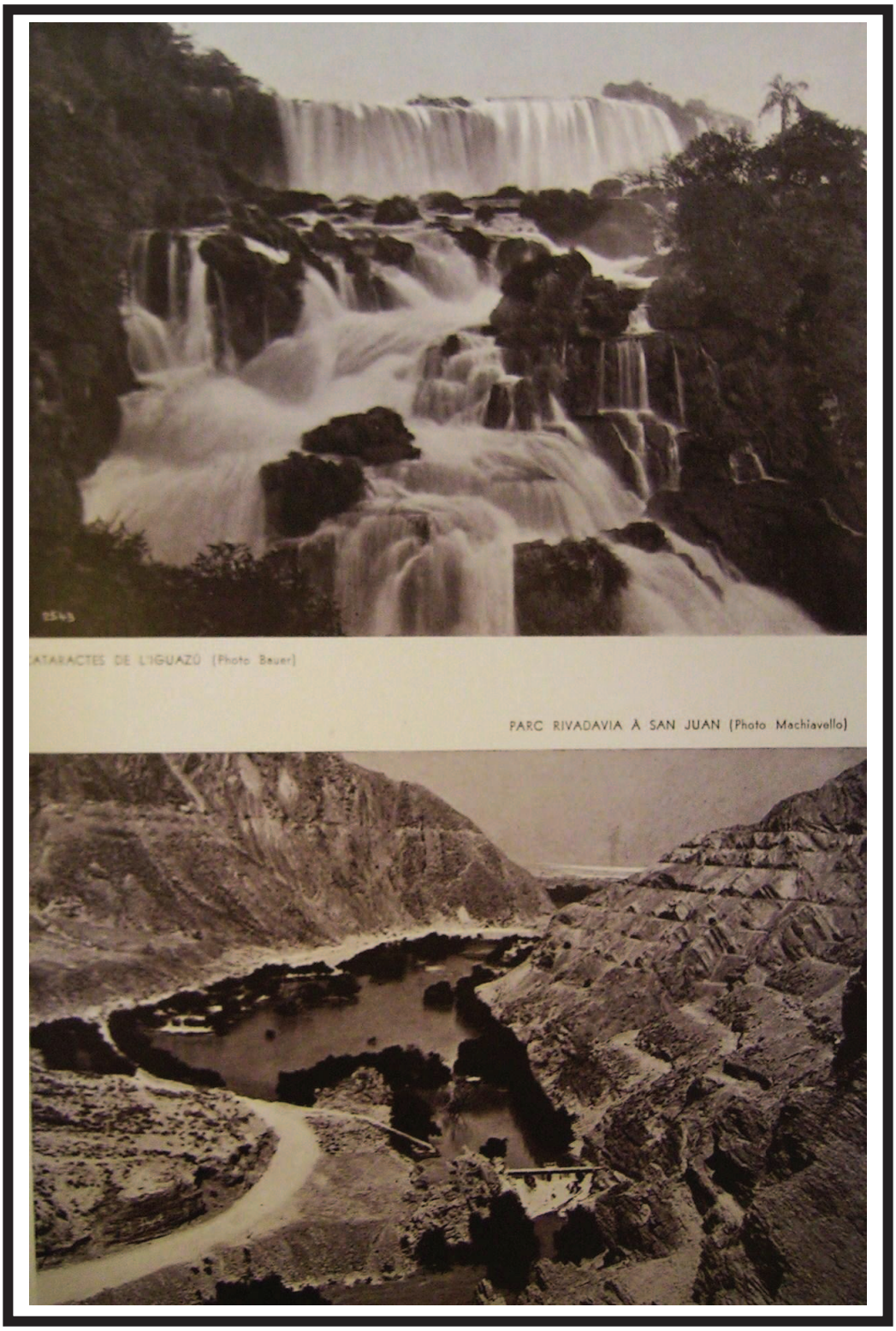
ACTA DE CONSTITUCIÓN

« En la ciudad de Buenos Aires, a once días del mes de setiembre de mil novecientos treinta y uno, reunidos en el Despacho Presidencia y Relaciones Institucionales del señor Ministro de Justicia e Instrucción Pública, doctor Guillermo Rothe, los señores Calixto Oyuela, Manuel Gálvez, Carlos Ibarguren, Leopoldo Díaz, Enrique Banchs, Gustavo Franceschi, Juan B. Terán, Atilio Chiappori, J. Alfredo Ferreira, Arturo Marasso, Clemente Ricci, Leopoldo Herrera y Juan Pablo Echagüe, escritores designados para integrar la ACADEMIA ARGENTINA DE LETRAS, el señor Ministro manifestó que los propósitos expresados en el decreto orgánico respectivo debían ser realizados mediante la continuidad de acción de una entidad permanente capaz de coordinar los factores de influencia en la perfección del idioma, de sugerir la creación de instrumentos complementarios y de sistematizar los métodos de fiscalización y de estímulo indispensables tanto en la enseñanza como en la actividad creadora de los agentes culturales. Que al satisfacer tan sentida necesidad de progreso espiritual, el Gobierno había ejercitado sus atribuciones legales en la menor medida, deseoso de que la nueva corporación sugiriese oportunamente los medios destinados a completar su organismo, aumentase el número de sus miembros, eligiéndolos con más acertado criterio, y fijase normas definitivas para su propio desenvolvimiento. Que al propender a la unidad y disciplina en la orientación de las actividades literarias tan considerablemente desarrolladas, tributaba el Gobierno Provisional justiciero homenaje a los escritores e investigadores, a cuyos representantes en la Academia Argentina de Letras les confería la responsabilidad de tan noble tarea. Hizo presente que los señores Joaquín Castellanos y Juan Carlos Dávalos habían aceptado respectivamente sus cargos y adherido a los propósitos de la reunión y que no había sido posible comunicar los nombramientos de los señores Enrique Larreta y Gustavo Martínez Zuviría, quienes se encontraban en Europa. Los presentes expresaron su conformidad con el decreto del Gobierno Provisional, inspirado en el propósito de dar unidad a la vida intelectual del país y llevar al seno de las instituciones la contribución de los estudios relacionados con los problemas del idioma y de la necesidad creciente de su conservación y pureza; su convicción de que el idioma es un tesoro que debe ser cuidado y acrecentado para que las formas vivientes de nuestra cultura sean la expresión de una ponderable disciplina; que ningún pensamiento podrá llegar a fijarse en lo esencial sin el dominio del léxico, de la riqueza de la lengua literaria; que es patrimonio común de las naciones hispano-americanas este admirable instrumento de labor espiritual, cuyo porvenir es inmenso y cuya conservación es de innegable trascendencia; que despertar el amor al idioma y estimular en todas las esferas el anhelo de su perfección es un acto de gobierno que cuenta con la tradición de los más preclaros espíritus; que todo trabajo intelectual requiere un largo esfuerzo y el conocimiento de los recursos del habla; que la Academia Argentina de Letras puede contribuir eficazmente entre nosotros a activar los estudios filológicos y de investigación literaria que han enriquecido la cultura moderna de las naciones europeas; que es necesidad impostergable la de velar por las buenas formas del lenguaje desde la escuela y valorar su influencia en la formación del espíritu público, para que toda manifestación literaria, al influir en el pueblo, le eduque al mejorar y ennoblecer el idioma; que con este objeto tratará de coordinar la labor realizada por los especialistas y tendrá presente las obras de interés científico de toda índole que se escriban, y procurará crear un ambiente propicio para todos los que se dediquen a las letras y perseveren en

su investigación y estudio, orientándose dentro de las amplias normas de creación de la Academia con el trabajo mismo, porque entiende que el trabajo de por sí es una fuerza creadora. Invitó en seguida el señor Ministro a designar las autoridades, a fin de dejar constituida la corporación, acordándose que lo fueran con carácter provisional, representadas por un presidente y un secretario. Realizada la elección por votación nominal, resultaron elegidos los señores Calixto Oyuela y Arturo Marasso para presidente y secretario, respectivamente, con lo cual el señor Ministro declaró constituida la Academia Argentina de Letras. Acordóse a continuación que tendría su sede en la Biblioteca Nacional. El Presidente de la Academia nombró la Comisión de Reglamento, formada por los señores Carlos Ibarguren, Juan Pablo Echagüe y Manuel Gálvez , y se resolvió que la Academia se reuniera semanalmente los días martes a las diez y ocho y media horas; con lo que quedó terminado el acto, firmando los presentes. »

Paysages argentins dans le livre Regards sur l'Argentine

Source : Commision argentine de coopération intellectuelle, *Regards sur l'Argentine*, Buenos Aires, 1939



L'Argentine, le tourisme et le quadrillage du pays

Source : *Informaciones Argentinas*, n°21, 1er avril 1939.

400 MIL AUTOMOTORES VIAJAN POR LOS CAMINOS DE LA ARGENTINA

RECIENTEMENTE se ha cerrado el ejercicio 1938, de la Dirección Nacional de Vialidad, y ello permite destacar algunas cifras anuales y totales, relativas a la obra que realiza el organismo creado por la Ley 11.658.

Las sumas ingresadas hasta fin del último año, destinadas a integrar el fondo nacional de vialidad, de acuerdo con las previsiones de la ley citada, ascienden a la cantidad de $ 312.773.853, correspondiendo a 1938, $ 65.396. 615. De ésta última cantidad, formada por distintos rubros, la mayor parte pertenece a lo recaudado en concepto de impuesto a la nafta: $ 59.389.352, suma que acusa un aumento de más de dos millones con respecto a 1937.

La existencia de automotores.

Este aumento debe considerarse exiguo, pues sólo traduce el mayor consumo como consecuencia del mayor kilometraje de caminos con buenos pavimentos, y no el aumento racional de automotores, ya que los 55.011 importados en 1938, están muy lejos de la cifra máxima registrada en 1929, que fué de 90.396 unidades. La existencia de automotores al 31 de diciembre de 1938 era de más de 400.000, superior a la que había a fines de 1937, pero inferior en varios miles de unidades con respecto a 1930. Si bien el impuesto a la recaudación a la nafta en los dos primeros meses de 1939 acusa un aumento considerable sobre 1938, de $ 9.498.351 a pesos 11.380.029 — influencia de los nuevos caminos pavimentados, especialmente la ruta a Mar del Plata —, la importación de automóviles ha decrecido en enero y febrero según estas cifras: 14.084 unidades a 900.

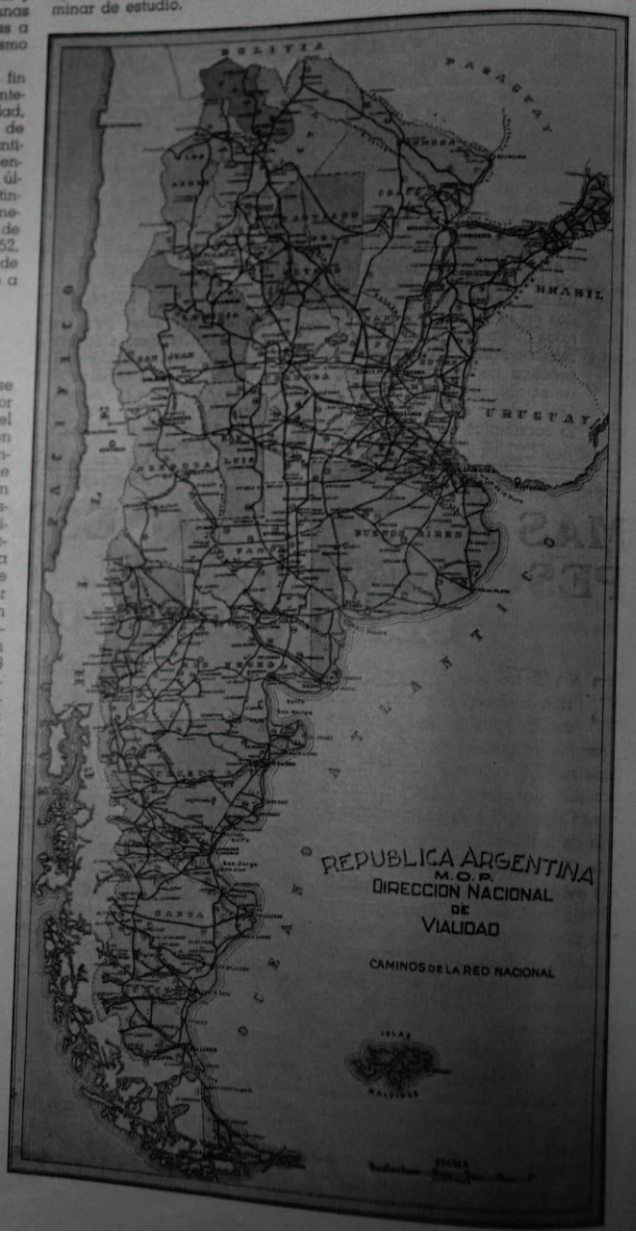
Los ingresos.

Las sumas ingresadas, correspondientes a los fondos de la Ley 5.315, para construcciones en caminos de acceso a estaciones ferroviarias, señalan un total de $ 22.060.881 y un parcial de $ 2.134.922 para el año 1938.

Los recursos con los cuales lleva a efecto sus planes la Dirección Nacional de Vialidad, alcanzaron a un total de $ 334.834.735. Se había invertido, al 31 de diciembre último, $ 325.363,158. Esto prueba que la construcción caminera lleva un ritmo superior a la percepción de los fondos, pues a los seis años transcurridos hay que restar la primera época, dedicada a una labor preliminar de estudio.

Las sumas gastadas.

Del total gastado correspondió a las inversiones derivadas de la construcción de la red nacional de



50

Buenos Aires dans le livre *Regards sur l'Argentine*

Source : Commision argentine de coopération intellectuelle, *Regards sur l'Argentine*, Buenos Aires, 1939.

Photo du ministère des Travaux Publics.

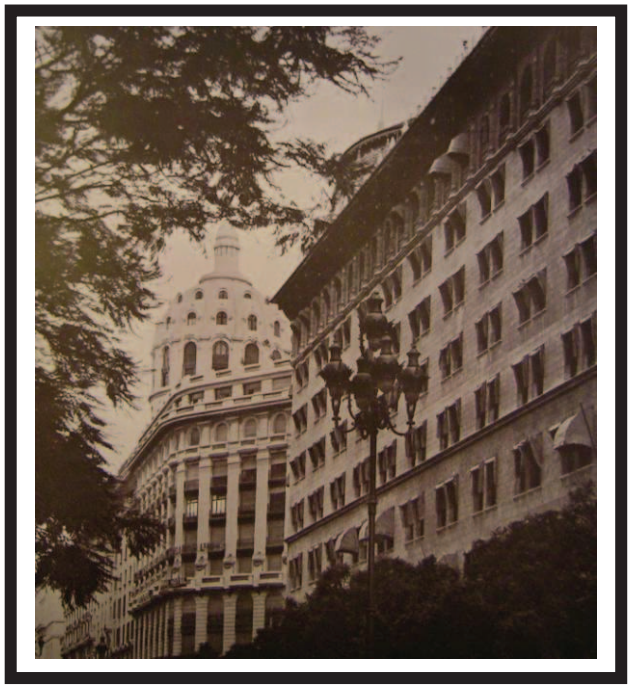


Photo de l'avenue 9 de julio.

Tableau des scientifiques reçus à l'Académie Brésilienne des Lettes entre 1911 et 1939

	Almeida, Miguel Osório de (1890-1953)	**Austregésilo, Antônio** (1876-1960)	**Castro, Aloísio de** (1881-1959)	**Couto, Miguel** (1864-1934)	**Cruz, Osvaldo** (1872-1917)	**Fraga, Clementino** (1880-1971)	**Peixoto, Afrânio** (1876-1947)	**Roquette-Pinto Edgar** (1876-1947)	**Ramiz Galvão, Benjamin Franklin** (1846-1938)
Date de réception	23/11/1935	03/12/1914	15/04/1919	02/06/1919	26/06/1913	10/06/1939	14/08/1911	03/04/1928	23/06/1928
Reçu par	Roquette-Pinto	Mário de Alencar	Afrânio Peixoto	Mário de Alencar	Afrânio Peixoto	Claúdio de Sousa	Araripe Júnior	Aloísio de Castro	Fernando Magalhães
A reçu			1)Laudelino Freire 2)Roquette-Pinto 3)Celso Vieira				1)Osvaldo Cruz 2)Aloísio de Castro 3)Alcântara Machado	1)Afonso Taunay 2)Miguel Osório de Almeida	
Succède à	Medeiros e Albuquerque	Heráclito Graça	Osvaldo Cruz	Afonso Arinos	Raimundo Correia	Afonso Celso	Euclides da Cunha	Osório Duque-Estrada	Carlos Laet

Texte du décret créant le Conselho Nacional de Cultura

Source : AHI, 542,6, 994/16124, Conselho Nacional de Cultura, article de journal non identifié.

Decreto-lei n. 526, de 1 de julho de 1938
Institue o Conselho Nacional de Cultura.

O presidente da República, usando das atribuições que lhe confere o art. 180 da Constituição, decreta :

Art. 1°. Fica instituido, no Ministerio da Educação e Saúde, como um de seus orgãos de cooperacção, o Conselho Nacional de Cultura.

Art. 2°. O Conselho Nacional de Cultura será o orgão de coordenação de todas as atividades concernentes ao desenvolvimento cultural, realizadas pelo Ministerio da Educação e Saúde ou sob o seu controle ou influencia.

Parágrafo único. O desenvolvimento cultural abrange as seguintes atividades :

a) A produção filosófica, científica e literaria ;
b) O cultivo das artes ;
c) A conservação do patrimonio cultural (patrimonio histórico, artístico, documentario, bibliográfico, etc.) ;
d) O intercambio intelectual ;
e) A difusão cultural entre as massas através de penetração espiritual (o livro, o radio, o teatro, o cinema, etc.) ;
f) A propaganda e a campanha em favor das causas patrióticas ou humanitarias ;
g) A educação cívica através de sorte de demonstrações coletivas ;
h) A educação física (ginástica e sports) ;
i) A recreação individual ou coletiva.

Art. 3°. Compete ao Conselho Nacional de Cultura :

a) Fazer o balanço das atividades, de carater público ou privado, realizadas em todo o país, quanto ao desenvolvimento cultural, para o fim de delinear os tipos das instituições culturais e as diretrizes de sua ação, de modo que delas se possa tirar o máximo de proveito ;
b) Sugerir aos poderes públicos as medidas tendentes a ampliar e aperfeiçoar os serviços por eles mantidos para a realização de quaisquer atividades culturais ;
c) Estudar a situação das instituições de carater privado, para o fim de opinar quanto ás subvenções que lhe devam ser concedidas pelo governo federal.

Art. 4°. O Conselho Nacional de Cultura se comporá de sete membros, designados pelo presidente da República, dentre pessoas notoriamente consagradas ao problema da cultura, devendo figurar entre eles pelo menos quatro dos diretores ou altos funcionarios de repartições do Ministerio da Educação e Saúde encarregadas de qualquer modalidade de atividade cultural.

§ 1°. A Designação de que trata este artigo será por um ano, não sendo vedada a recondução.

§ 2°. Os mebros do Conselho Nacional de Cultura perceberão por sessão a que comparecerem, a diaria de cincoenta mil réis, limitado, porém, a quinhentos mil réis o máximo desta vantagem em cada mês.

Art. 5°. O expediente administrativo do Conselho Nacional de Cultura ficará a cargo de uma secretaria que será exercida por um secretario designado pelo ministro, dentro os funcionarios efetivos do Ministerio da Educação e Saúde.
Parágrafo único. A designação de que trata este artigo deverá recair no mesmo funcionario designado para secretario do Conselho Nacional de Serviço Social.

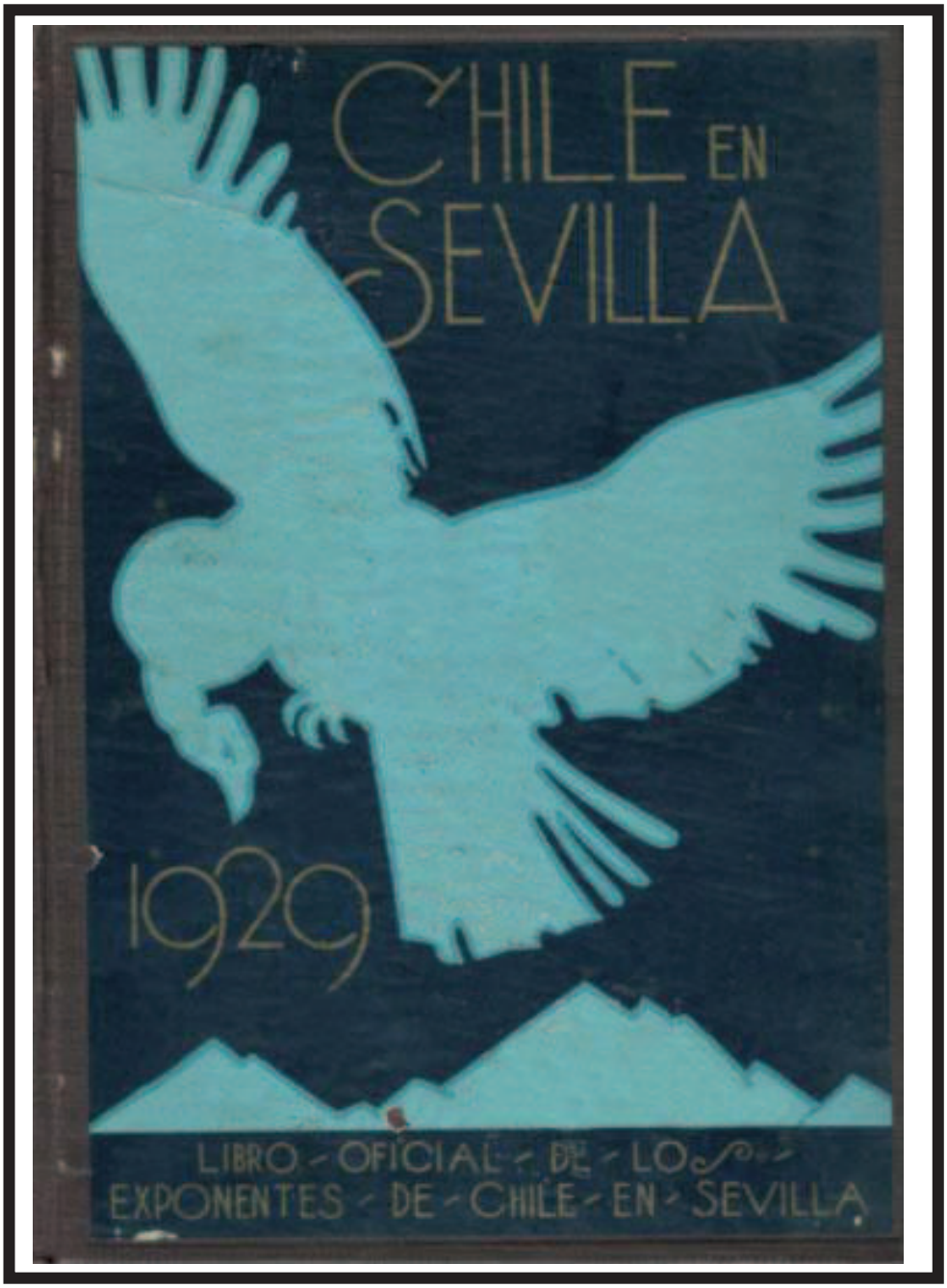
Art. 6°. As despesas decorrentes da execução desta lei no corrente exrecicio, correrão por conta dos recursos constantes da sub-consignação n. 59 da verba 3ª do vigente orçamento do Ministerio da Educação e Saúde.

Art. 7°. Esta lei entrará em vigor na data de sua publicação.

Art. 8°. Revogam-se as disposições em contrario.

Couverture du livre *Chile en Sevilla* (1929)

Source : Couverture du libre d'A. JARA et M. MULRHEAD, *Chile en Sevilla. El progreso material, cultural e institucional de Chile en 1929*, Santaigo, Cronos, 1929, reproduite par Sylvia Dümmer SCHEEL, « Metáforas de un país frío. Chile en la Exposición Iberoamericana de Sevilla en 1929 », *Artelogie*, n°3, septembre 2012, p. 7.



Santiago dans les pages de la revue *Chile*

Source : Chile, año IV, vol. 5, n°67, septembre 1930

Sur l'exposition d'Art populaire américain à Santiago (1943)

Source : MRE Chili, Ambassade du Chili, 1940, dossier 1806, Santiago, 09/05/1940, Lettre de José Perotti, directeur de l'École des Arts Appliqués de l'Université du Chili aux représentants diplomatiques américains en poste à Santiago

« Esta exposición deberá reunir, por primera vez en un conjunto organizado, las diversas manifestaciones de expresión en que se vierte el espíritu popular de nuestras diferentes nacionalidades ligadas por vínculos comunes de sangre y cultura.

El arte Popular elaborado, generalmente, para adornar los utensilios del ajuar doméstico, por necesidad formal ineludible, impulsado por el instinto de los factores históricos es, sin duda, la base que tienen nuestras naciones para lograr un carácter propio.

La importancia de una Exposición de esta naturaleza, estamos ciertos que será comprendida por V. E. En ella, por primera vez, veremos en un cuadro desarrollado manifestarse el esquema espiritual de nuestros pueblos que, nacidos de un pasado común, luchan en su devenir histórico por alcanzar con medios propios las formas superiores de la cultura.

El arte popular representa la expresión formal emanada de la raíz misma de la raza sin influencias ajenas directas. El pasado ancestral habla en las formas de la alfarería en la decoración de los aperos de trabajo, en los adornos del vestuario, en la combinación de colores aplicados.

Tradicional, procede del aporte arábigo hispánico de las artes menores introducidas en América en consorcio con las industrias primitivas de las culturas genuinamente territoriales.

Es más intuitivo que consciente, pues la nota personal aparece subordinada a un lenguaje racial consuetudinario, sometida al material de trabajo, al oficio heredado a través de las generaciones.

Querríamos, por eso, reunir, si es posible, todas las manifestaciones locales y nacionales de industrias y artesanías típicas en uso. Es importante que los objetos seleccionados se produzcan en la actualidad y correspondan a usos necesarios, que sean de arte popular vivo, pues, uno de los objetivos de esta exposición es estimular el espíritu creador y práctico, pasado y porvenir de nuestra raza. »

Notices biographiques

Ces notices biographiques ne tendent pas à l'exhaustivité ; elles sont le résultat d'un parti pris, celui d'éclairer le parcours des acteurs de la coopération intellectuelle américaine et des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne. Nous avons donc fait figurer, chaque fois que possible, les éléments ayant trait à leur action sur la scène nationale, régionale et internationale et qui reflètent un engagement au niveau de ces différentes échelles. Les informations réunies proviennent des archives que nous avons collectées, des lectures bibliographiques effectuées et des ressources trouvées sur internet. Il y a souvent des manques, des vides chronologiques : nous n'avons pas toujours pu retracer avec précision la trajectoire de chacun et notamment leur participation aux organismes et institutions qui nous intéressent dans ce travail.

A

AITA, Antonio

(?- ?)
Argentin
Nous ne disposons pas d'informations biographiques sur Antonio Aita. Nous savons en revanche qu'il a publié un certain nombre d'ouvrages sur la littérature argentine (*La literatura argentina contemporanea*, 1931 et *Le visage de la littérature argentine*, 1939) et latino-américaine (*La literatura y la realidad americana*, 1931).
1936 : Secrétaire de la Commission argentine de coopération intellectuelle
1936 : Secrétaire du PEN club argentin

ALBERINI, Coriolano

(1886-1960)
Argentin
Philosophe ; professeur
1918 : participe à la Réforme universitaire en tant que recteur de l'Université de La Plata.
1926 : Se rend aux États-Unis pour participer au VIe Congrès International de Philosophie qui se tient à l'université de Harvard.
Se rend également en Italie, puis en France, où il rencontre Bergson. Ces voyages ont pour but d'observer comment se fait l'enseignement de la philosophie en Europe, mission que lui confient le pouvoir exécutif argentin et l'université de Buenos Aires
1928 : Vice-recteur de l'université de Buenos Aires.
1930 : Se rend en Allemagne, où il rencontre Albert Einstein, Husserl et Heidegger.
1940 : Vice-recteur de l'université de Buenos Aires.
Membre de la commission argentine de coopération intellectuelle

ALFARO, Gregorio Araoz

(1870-1955)

Argentin
Médecin
Propose la création d'un ministère de la Santé publique.
1894-1896 : Se rend en Allemagne, en France et en Italie pour parfaire sa formation.
1904-1928 : Professeur de Sémiologie et de clinique propédeutique à Buenos Aires.
1918-1923-1928-1930-1931 : Président du Département National d'Hygiène.
Xavier de Oliveira le désigne comme « un des initiateurs de l'échange universitaire entre l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil ».

ALMEIDA, Miguel Osório de

(1890-1952)
Brésilien
Médecin et scientifique
1911 : Termine ses études à la Faculté de médecine de Rio de Janeiro.
1917 : Devient membre de l'Académie Brésilienne des Sciences.
1924-1925 : Président de la Société de Médecine et de Chirurgie de Rio de Janeiro.
1925 : Publie *Homens e coisas de ciência*.
1927 : Se rend à Paris, par l'Université de Rio de Janeiro, pour donner des cours de physiologie.
1927-1942 : Directeur du laboratoire de physiologie de l'Institut Oswaldo Cruz.
1928 : Devient membre de l'Académie Nationale de Médecine.
1929-1931 : Président de l'Académie Brésilienne des Sciences.
1931 : Publie *A vulgarisação do saber*.
1933 : Publie *Almas sem abrigo*.
1934 : Reçoit le titre de Docteur *Honoris Causa* de l'Université de Paris.
1933-1934 : Directeur de l'Institut de Biologie animale.
1934-1935 : Directeur de la Diretoria Nacional de Saúde e Assistência Médico-Social.
1935 : Devient membre de l'Académie Brésilienne de Lettres (ABL).
1936 : Premier secrétaire de l'ABL.
Reçoit le prix Sicard de la Faculté de Médecine de Paris.
1937 : Président de la commission brésilienne de coopération intellectuelle (CBCI).
Publie *Tratado elementar de Fisiologia*.
1937-1945 : Secrétaire général de l'ABL.
1938 : Publie *La collaboration scientifique entre la France et le Brésil*, Institut des Études américaines et *Ensaios, críticas e perfis*.
1939 : Membre de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle.
1941 : Participe à la Seconde Conférence des commissions nationales de coopération intellectuelle (La Havane). Est désigné président de la commission spéciale chargée de faire fonctionner l'IICI à La Havane.
1943 : Publie *Ambiente de guerra na Europa*.
1947 : Représente le Brésil à l'UNESCO, dont il est membre du Conseil Exécutif.
1948 : Création par l'UNESCO du projet « Histoire de la Science et de la Civilisation », qu'il dirige.

AMOROSO COSTA, Manoel

(1885-1928)
Brésilien
Mathématicien
Il effectue plusieurs séjours en France pour ses recherches (1920-1921, 1924-1925).

1916 : Participe à la création de la Société Brésilienne des Sciences (devenue Académie Brésilienne des Sciences en 1922).
Il participe aussi à la création de l'Association Brésilienne d'Éducation.
1928 : Est invité par l'Institut Franco-Brésilien de Haute Culture à donner plusieurs conférences à la Sorbonne et au Collège de France.
Il fait partie d'un petit groupe d'intellectuels, parmi lesquels Henrique Morize, Lélio Gama, Teodoro Ramos et les frères Osório de Almeida, qui a travaillé au développement de la recherche au Brésil.

ANTUÑA, José G.

Uruguayen
1929 : Publication de *L'Uruguay, le panaméricanisme et la Société des Nations* (discours prononcé à la troisième séance plénière de la Xe Assemblée de la Société des Nations).
1933 : Figure parmi les délégués uruguayens signataires de la convention sur l'enseignement de l'histoire signée lors de la VIIe conférence inter-américaine (Montevideo).
1939 : Co-préside les *Entretiens* de Santiago.

ARGUEDAS, Alcides

(1879-1946)
Bolivien
Écrivain, historien, homme politique et diplomate
1910 : Second secrétaire de la Légation de Bolivie à Paris. Il y fait la connaissance de Rubén Darío et de Francisco García Calderón.
1909 : Publie *Pueblo Enfermo*, essai dans lequel il dépeint les difficultés économiques et sociales que connaît son pays.
1916 : Élu député pour le Parti Libéral.
1919 : Il représente la Bolivie à la Conférence de paix de Paris.
Publie *Raza de bronce*, roman sur l'oppression des indiens en Bolivie, considéré comme l'un des précurseurs de la littérature indigéniste.
1922 : Consul général de Bolivie à Paris.
Publie *Historia general de Bolivia. El proceso de la nacionalidad (1809-1921).*
1929 : Ministre plénipotentiaire de la Bolivie en Colombie. Il est destitué de ce poste suite aux critiques qu'il fait du président Herando Siles.
1936 : Participe aux *Entretiens* de Buenos Aires.
1940 : Ministre de l'Agriculture, de la Colonisation et de l'Immigration.
1941 : Ministre plénipotentiaire au Venezuela.

AUSTREGESILO, Antônio Rodrigues de Lima

(1876-1960)
Brésilien
Médecin, professeur, essayiste.
Membre de l'Académie Nationale de Médecine et de la Société Brésilienne de Neurologie, dont il fut, pour les deux, président. Fondateur des *Arquivos Brasileiros de Medicina* et des Arquivos de Neurologia e de Psiquiatria
1902 : Médecin à la Santa Casa de Misericórdia.
1912 : Professeur de la chaire récemment fondée de Neurologie à l'Université du Brésil. Création 1ère école de neurologie.

1914 : Élu membre de l'Académie Brésilienne de Lettres.
1918 : Se rend à Buenos Aires pour donner une série de conférences à l'Académie Nationale de Médecine.
1922-1930 : Député fédéral du Pernambuco.
1926 : Défend le projet d'Institut Pan-Américain devant la Chambre des Députés.
Xavier de Oliveira le désigne comme « un des initiateurs de l'échange universitaire entre l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil ».

AZEVEDO, José Philadelpho de Barros e

(1894- ?)
Brésilien
Juriste ; formation à la Faculdade de Ciências Jurídicas e Sociais et à l'École de Sciences politiques de Paris
1937 : représente le Brésil à la Semaine Internationale de droit à Paris
1938 : Vice-Recteur de l'Université du Brasil
Membre de la sous-commission de la CNB chargée de la divulgation des activités de la CNB.
Membre de la mission culturelle brésilienne en Uruguay
Membre de la commission sur les droits d'auteur de l'Itamaraty
1940 : Délégué pour le Brésil au VIIIe Congrès scientifique américain
1942 : Nommé ministre du *Supremo Tribunal Federal* par décret du président Getúlio Vargas

B

BARALT, Luis Alejandro

(1892-1969)
Cubain
Professeur, dramaturge et metteur en scène.
Il est considéré comme l'un des grands rénovateurs du théâtre et de la scène cubaine dans la première moitié du XXe siècle.
1914 : Obtient le titre de docteur en philosophie et lettres à l'Université de La Havane.
1927 : Intègre le *Grupo Minorista*.
1943 : Est désigné comme membre de la commission spéciale pour l'établissement provisoire de l'IICI en Amérique.

BARRENECHEA, Julio

(1910-1979)
Chilien
Écrivain, diplomate et homme politique.
1929 : Est à la tête de la première grève contre Carlos Ibañez del Campo.
1930 : Assume la présidence de la Federación de Estudiantes de la Universidad de Chile.
1937 : Député de la région de Temuco.
1939 : Participe aux *Entretiens* de Santiago.
1941 : Député de la région de Temuco.
Entretient une correspondance avec Gabriela Mistral.

BARRIOS, Eduardo Hudtwalcher

(1884-1963)
Chilien
Écrivain

1915 (à partir de) : Écrit pour diverses revues, dont *Zig-Zag*
1925 : Commence à travailler à la Bibliothèque nationale, dont il devient rapidement le directeur.
1935 : Membre de la commission chilienne de coopération intellectuelle.

BARROS BORGOÑO, Manuel

(1852-1903)
Chilien
Médecin et professeur
1878 : Obtient le titre de médecin à l'École de Médecine de Paris.
1882 : Nouveau séjour à Paris.
1885-1889 : Président de la Société médicale chilienne.
Membre du Conseil de l'Instruction Publique.
1889-1895 : Directeur de la Faculté de médecine.
1902 : Fait partie des personnalités à l'initiative de l'organisation du premier Congrès latino-américain de médecins.
1901-1903 : Recteur de l'Université du Chili.
Xavier de Oliveira le désigne comme un des « grands précurseurs du mouvement de rapprochement intellectuel entre les pays latino-américains ».

BARROSO, Gustavo Dodt

(1888-1959)
Brésilien
Avocat, journaliste, homme politique.
1915-1917 : Député fédéral pour l'État du Ceará.
1917 : Assure la direction de la revue *Fon-Fon*.
1922 : Fonde et dirige le Musée Historique National.
1923 : Devient membre de l'Académie Brésilienne des Lettres.
1927 : Secrétaire général de la *Junta de Juriconsultos Americanos*.
1932-1933 : Président de l'Académie Brésilienne des Lettres.
1933 : Adhère à l'Action Intégraliste Brésilienne.
1935-1937 : Membre de la Commission internationale des monuments historiques
1938 : Prend part à la révolte intégraliste et est emprisonné. Il est ensuite libéré et se retire de la vie politique.
1941 : Est désigné, avec Afrânio Peixoto et Manuel Bandeira, pour coordonner des études sur le folklore brésilien.

BELLO, Joaquín Edwards

(1887-1968)
Chilien
Écrivain
1904 : Effectue son premier voyage en Europe.
1910 : Publie son premier roman, *El inútil*, tableau critique de la bourgeoisie chilienne.
1911 : Publie Tres meses en Rio de Janeiro.
1918 : Commence sa collaboration, qui dure 40 ans, comme chroniqueur au journal *La Nación*.
1920 : Publie *El Roto*.
1925 : Publie *El nacionalismo continental*, essai dans lequel il ausculte l'identité commune à l'Amérique espagnole.
1928 : A sa propre section dans *La Nación*, intitulée « Los lunes de Joaquín Edwards Bello ».

1933 : Publie *Criollos en París*.
Issu d'une famille chilienne influente, qui comptait Andres Bello parmi ses ascendants. Romancier et écrivain, il obtint un succès de scandale avec son premier roman (*l'Inutile,* 1910), tableau critique de la bourgeoisie chilienne. Auteur d'une vaste œuvre, qui mêle romans, nouvelles et articles (notamment ceux parus dans *La Nación*), il est très représentatif d'une génération préoccupée par la définition d'une identité nationale, cherchant dans ses écrits à dévoiler l' « essence » chilienne (voir *El Roto*, *La cuna de Esmeraldo*, paru en 1918 ; *El chileno en Madrid,* 1928 et *La chica del Crillón,* 1935). Cette préoccupation pour le national s'exprime plus particulièrement dans un livre paru en 1925, *El nacionalismo continental*, où il ausculte l'identité commune à l'Amérique espagnole.
Membre de la délégation chilienne à la Sixième Assemblée de la SdN.
1925-1927 : délégué auprès de l'IICI.
1943 : Reçoit le Prix National de Littérature.

BRULL, Mariano

(1891-1956)
Cubain
Poète ; diplomate.
1913 : Termine sa formation en droit à l'Université de La Havane.
1914-1915 : Fréquente à Cuba le groupe d'intellectuels qui se forme autour de Pedro Henríquez Ureña.
1916 : Publie son premier recueil de poésie, *La casa del silencio*.
1917 : Désigné secrétaire de seconde classe au sein de la mission diplomatique cubaine à Washington.
Il est ensuite envoyé au Pérou puis, vers 1925, à Madrid. Il y fréquente Federico García Lorca, Rafael Alberti, Jorge Guillén…
1923 : Fait partie des membres fondateurs du *Grupo Minorista*, mouvement d'avant-garde artistique et réclamant un véritable gouvernement démocratique à Cuba.
1927-1934 : Vit principalement à Paris.
1927-1931 : Fait partie du comité d'experts pour la collection ibéro-américaine de l'IICI.
1934-1937 : En poste à Rome.
1938-1939 : En poste à Bruxelles. Pendant cette période, il est délégué pour Cuba à la XVIIe Assemblée de la SdN et commissaire pour le rapatriement des Cubains présents en Espagne.
1940-1945 : En poste à Washington.
1941 : Fait partie du comité exécutif responsable de l'organisation de la Conférence de La Havane.
Est désigné comme conseiller technique de la commission spéciale pour l'établissement provisoire de l'IICI en Amérique.
1945 : Est envoyé à Ottawa.

BRUNET, Marta

(1897-1967)
Chilienne
Écrivain, diplomate. 1939 : Participe aux *Entretiens* de Santiago.
1911-1914 : Voyage en Europe avec ses parents.
1923 : Publie son premier roman, *Montaña adentro*.
1933 : Reçoit le prix de la nouvelle de la Société des Écrivains du Chili.
1939-1943 : Consul honoraire du Chili à La Plata.
1942 : Participe à l'organisation de l'exposition d'art populaire à Santiago du Chili.
1943-1952 : Consul du Chili à Buenos Aires.

BUSTAMANTE Y SIRVÉN, Antonio Sánchez de

(1865-1951)
Cubain
Juriste
1902-1908 : Sénateur.
1907 : Représente Cuba à la Seconde Conférence Internationale de La Haye.
1919 : Représente Cuba à la Conférence de la Paix.
1920 : Il est nommé juge au Tribunal Permanent de Justice Internationale, charge qu'il occupe jusqu'en 1945.
1925 : Devient président de la commission cubaine de coopération intellectuelle qui vient d'être créée.
1928 : Il préside les sessions de la VIe conférence Inter-Américaine (La Havane), durant laquelle est approuvé un Code de Droit International Privé, dont il est largement à l'origine (ce texte est d'ailleurs souvent appelé « code Bustamante »).

C

CABRED, Domingo

(1859-1929)
Argentin
Médecin et psychiatre
A voyagé en Europe, où il a étudié dans des universités et cliniques d'Allemagne, d'Autriche et de France
1889 : Représente l'Argentine au Congrès International de Médecine Mentale qui se tient à Paris.
1900 : Crée l'Institut de Psychiatrie.
Xavier de Oliveira le désigne comme un des « grands précurseurs du mouvement de rapprochement intellectuel entre les pays latino-américains ».

CALMON, Pedro Moniz de Bittencourt

(1902-1985)
Brésilien
Professeur ; historien et homme politique ; formé à la *Faculdade de Direito da Bahia*
1920 : Commence des études de droit à la Faculté de Bahia.
1931 : Membre effectif de l'IHGB.
1932 : Publication de son *História da civilização brasileira*.
1935 : Élu député fédéral.
1936 : Devient membre de l'Académie Brésilienne des Lettres.
1937 : Secrétaire adjoint de la commission brésilienne de coopération intellectuelle.
1938-1948 : Directeur de la Faculté Nationale de Droit de l'Université du Brésil.

CAPDEVILA, Arturo

(1889-1967)
Argentin
Poète, dramaturge, juriste et professeur de philosophie, fut membre de l'Académie Argentine de Lettres, de l'Académie Nationale d'histoire.
1926 : *América : Nuestras naciones ante los Estados Unidos*, Buenos Aires, M. Gleizer.
1936 : Membre de la commission argentine de coopération intellectuelle, du PEN club de Buenos Aires.
1941 : Devient membre de l'AAL.

1945 : *Tierra mía : Buenos Aires y las catorce provincias argentinas la tierra y su alma*, Buenos Aires, Espasa-Calpe.

CASTRO, Aloísio/Aloysio de

(1881-1959)
Brésilien
Médecin et poète
1903 : Termine ses études à la Faculté de Médecine de Rio de Janeiro.
1904 : Membre de l'Académie Nationale de Médecine.
1906 : Voyage en France.
1906-1908 : Travaille à la Commission d'Hygiène et d'Assistance publique de Rio de Janeiro.
1915-1924 : Directeur de la Faculté de Médecine.
1917 : Élu membre de l'Académie Brésilienne de Lettres.
1922-1930 : Membre de la CICI.
1927-1932 : Directeur général du Département National d'Enseignement.
1928 : Professeur à la fac de médecine de l'Univ de RJ
Doyen de la Faculté de médecine
1926-1930 : Président de la commission brésilienne de coopération intellectuelle. Il en est membre jusqu'à sa dissolution.
1930 : Président de l'ABL.
1937-1945 : Président de l'Académie Nationale de Médecine.
Cité comme précurseur des échanges universitaires entre Argentine, Brésil et Uruguay.

COUTO, Miguel de Oliveira

(1865-1934)
Brésilien
Médecin ; homme politique
1886 : Membre Académie Nationale de Médecine, dont il est président de 1914 à sa mort.
1898 : Devient professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Rio de Janeiro.
1916 : Devient Membre de l'ABL.
1926-1928 : Membre de la commission brésilienne de coopération intellectuelle.
1927 : Devient président honoraire de l'Association Brésilienne d'Éducation.
1934 : Élu député à l'Assemblée nationale constituante.

COUTO, Rui Esteves de Almeida Ribeiro

(1898-1963)
Brésilien
Journaliste (participation à de nombreux journaux); magistrat ; diplomate ; poète
1921 : Publie son premier recueil de poésie, *O jardim das confidências*.
1922 : Participe à la Semaine d'Art moderne.
1928 : Nommé vice-consul honoraire à Marseille.
1931-1932 : Nommé attaché au consulat à Paris.
1932 : Promu consul de 3ème classe.
1934 : Devient membre de ABL.

Il envoie un rapport préconisant la création d'un service spécial chargé des affaires ayant trait à la coopération intellectuelle au sein de l'Itamaraty.

1935-1940 : Second secrétaire à la légation brésilienne de Hollande.

1941 : Participe à la seconde conférence des commissions nationales de coopération intellectuelle (La Havane)
1944-1946 : Chargé d'affaires à Lisbonne.

CRUCHAGA, Juan Guzmán

(1895-1979)
Chilien
Poète et diplomate
1925 : Fondateur, avec Pablo Neruda, Augusto d'Halmar et Pedro Prado, du PEN Club du Chili.
1925-1927 : Consul à Hong Kong.
1927, 2 novembre : Nommé chef de la Propagande du ministère des Relations extérieures.
1928, 1er mars : Nommé consul à Oruro.
31 décembre : Nommé consul à Bahia Blanca, jusqu'en 1930.
1930, 17 juillet : Nommé attaché culturel de l'ambassade du Chili à Buenos Aires.
1931 : Nommé consul en Angleterre.
1934-1936 : Consul à Salta.
1936-1938 : Consul à Arequipa (Pérou).
1938 : Chargé d'affaires et consul général pour le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Guatemala.
1940, 9 septembre : Nommé chef de la Section Informations du ministère des Relations extérieures.
1941 : Attaché culturel à l'ambassade du Chili en Colombie.
1942 : Participe à l'organisation de l'exposition d'art populaire à Santiago du Chili

E

EMBIL, Luis Rodríguez

(1879-1954)
Cubain
A fait ses études aux États-Unis.
1901 : Revient à Cuba.
1903 : Intègre le corps diplomatique cubain.
1908 : Est en poste au consulat cubain de Madrid.
1910 : Est en poste au consulat cubain de Vienne.
1917 : Est en poste au consulat cubain de Paris.
1920 : Est en poste au consulat cubain de Rotterdam.
1921-1934 : Est en poste au consulat cubain de Hambourg.
1934 : Désigné envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Montevideo.
1938 : Représente Cuba à la VIIIe conférence inter-américaine de Lima
1939 : Participe aux *Entretiens* de Santiago.
1941 : Publie *José Martí, el santo de América*.

F

FINGERIT, Julio

(1901-1979)

Argentin
Écrivain
Membre fondateur de la Sociedad Argentina de Escritores.
Collaborateur des revues *El Hogar*, *Caras y Caretas*, *Nosotros*, *Criterios* et des journaux *La Nación* et *La Prensa*.
1925 : Publie *Un enemigo de la civilización : Leopoldo Lugones*.
1931 : Inspecteur pour les écoles secondaires et normales au ministère de l'Instruction Publique.
1936 : Membre de la commission argentine de coopération intellectuelle.

G

GARMENDIA, Enrique Molina

(1871-1964)
Chilien
Philosophe et éducateur.
Promeut et fonde l'Université de Concepción, dont il est le recteur de sa création, en 1919, jusqu'en 1956.
1911 : Obtient un financement du gouvernement chilien pour se rendre en Allemagne et en France.
1918 : Visite un certain nombre d'universités nord-américaines afin de connaître leurs innovations pédagogiques et leur structure.
1921 : Publie un ouvrage intitulé *De California a Harvard (estudio sobre las universidades norteamericanas y algunos problemas nuestros*, résultat de ses observations sur le modèle universitaire nord-américain.
1927 : Nommé recteur de l'Université du Chili, où il tente de réformer les programmes d'enseignement et son fonctionnement général. Il abandonna cette charge pour aller à l'étranger afin de recruter des professeurs susceptibles d'intégrer le corps enseignant de l'Université de Concepción.
1930 : Participe au Congrès Interaméricain des recteurs, éducateurs et doyens qui a lieu à La Havane.
1930 : vice-président de la commission chilienne de coopération intellectuelle
1936 : membre de la commission chilienne de coopération intellectuelle.
1939 : Participe aux Entretiens de Santiago.
1947-1948 : Ministre de l'Éducation.
Il obtient diverses distinctions à l'étranger, notamment en Allemagne, en France et en Italie.

GURGEL, Nascimento

(- 1928)
Brésilien
Médecin et professeur
Président de la Société Brésilienne de Médecine et de Chirurgie
Xavier de Oliveira le désigne comme « un des initiateurs de l'échange universitaire entre l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil ».
1928 : participe à une caravane d'étudiants brésiliens en médecine qui se rend à Buenos Aires
For better relations with our latin american neighbors [Texte imprimé] : a journey to South America / Robert Bacon Sc Po
Boletín de la Union Panamericana, n° 70, 1936

H

HOUSSAY, Bernardo Alberto

(1887-1971)
Argentin
Physiologiste
Professeur à la Faculté de médecine de Buenos Aires
1919 : Fonde l'Institut de Physiologie de la Faculté de Médecine de Buenos Aires, qu'il dirige jusqu'en 1943.
1920 : Fonde la Société de Biologie
1936 : Vice-président de la commission argentine de coopération intellectuelle
1943 : Disgracié sous Perón.
1947 : Reçoit le prix Nobel de médecine.

I

IBARGUREN, Carlos Uriburu

(1877-1956)
Argentin
Juriste, historien et homme politique
Études à la *Facultad de Derecho y Ciencias Sociales* de l'Université de Buenos Aires
1901 : professeur à la *Facultad de Derecho y Ciencias Sociales* de l'Université de Buenos Aires
1911 : professeur à la *Facultad de Filosofía y Letras* de l'Université de La PLata
Président de l'Académie Argentine de Lettres et du Pen-club argentin
Membre de la Commission Nationale de Culture (créée en 1933)
Ancien proche d'Uriburu et considéré comme l'un des chefs de file des intellectuels conservateurs.
1920 : publie La *literatura y la gran guerra*
1925 : publie *Manuelita Rosas*
1930 : publie *Juan Manuel de Rosas – Su vida, su tiempo, su drama*
1930-1931 : *interventor federal* à Córdoba
1932 : publie *En la penumbra de la historia argentina*
1936 : participe aux *Entretiens* de Buenos Aires
1937 : président de la commission argentine de coopération intellectuelle
Publie *Las sociedades literarias y la revolución argentina 1800-1825*
1955 : publie *La historia que he vivido*

L

LABARCA, Amanda Hubertson

(1886-1975)
Chilienne
1906 : Débute sa carrière d'éducatrice.
1910-1912 : Séjourne aux États-Unis.
1911 : Part à New York suivre des cours à l'université de Columbia.

1935 : Membre de la commission chilienne de coopération intellectuelle
1939 : Participe aux *Entretiens* de Santiago

LABARCA, Guillermo Hubertson

(1879-1954)
Poursuit des études à l'université de Columbia, aux États-Unis et à la Sorbonne, en France.
1906 : Publie *Al amor de la tierra*.
1907 : Épouse Amanda Labarca Hubertson.
1911 : Publie *Mirando al océano*.
Part à New York suivre des cours à l'université de Columbia.
1913 : Publie *Los ciegos*.
1924 : Ministre de la Justice et de l'Instruction Publique dans le gouvernement d'Arturo Alessandri. Auparavant, travaille à la Section Propagande et Informations.
1939 : Ministre de la Défense Nationale dans le gouvernement de Pedro Aguirre Cerda.
1939-1940 : Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Pedro Aguirre Cerda.

LEVENE, Ricardo

(1889-1959)
Argentin
Historien.
Considéré comme l'un des fondateurs, avec Emilio Ravignani, de la « Nouvelle École Historique ».
A enseigné dans plusieurs universités argentines.
1906-1928 : Professeur d'histoire au *Colegio Nacional Mariano Levene*.
1915 : Intègre la *Junta de Historia y Numismatica,* qu'il préside de 1927 à 1931.
1930-1931 : Président de l'Université Nationale de La Plata.
1932-1935 : Président de l'Université Nationale de La Plata.
1934-1938 : Préside la *Junta de Historia y Numismatica,* qui devient Academia Nacional de Historia.
1936 : membre de la commission argentine de coopération intellectuelle.
1939-1946 : Préside la Comisión de Museos, Monumentos y Lugares Históricos.
1942 : Publie *La cultura histórica y el sentimiento de la nacionalidad*.

LEVILLIER, Roberto

(1886-1969)
Argentin
Historien et diplomate
Il commence sa carrière diplomatique au tout début du XXe siècle et a occupé plusieurs postes en Europe.
1912 : Publie *Orígenes argentinos*.
1920 : Fait partie de la délégation argentine à la SdN.
1935-1937 : Ambassadeur d'Argentine à México.
1938-1941 : Ambassadeur d'Argentine à Montevideo.

O

ORTÍZ, Fernando

(1881-1969)

Cubain
Avocat, historien, anthropologue.
Considéré comme un des précurseurs des études sur la culture d'origine africaine à Cuba.
1924 : Participe à la fondation de la Société de Folklore cubain.
1926 : Participe à la fondation de l'Institution Hispano cubaine de culture.
1937 : Participe à la fondation de la Société d'Études Afrocubaines de La Havane.

P

PEIXOTO, Afrânio Julio A. P.

(1876-1947)
Formé en Médecine. Écrivain et poète.
Membre de l'IHGB.
1904-1906 : Effectue plusieurs voyages en Europe.
1904 : Directeur de l'Hospital Nacional de Alienados.
Participe au Deuxième congrès médical latino-américain.
1910 : Devient membre de l'ABL.
1914 : Publie *Maria Bonita*, roman régionaliste.
1915 : Directeur de l'École Normale de Rio de Janeiro.
1916 : Directeur de l'instruction publique du district fédéral.
1923 : Crée la *Biblioteca de Cultura Nacional*.
1924 : Vice-président de la commission brésilienne de coopération intellectuelle, dont il est membre jusqu'à sa dissolution.
1929 : Publie *Sinhazinha*, roman régionaliste.
1931 : Publie une *História da literatura brasileira*.
1932 : Professeur d'Histoire de l'Éducation à l'Institut d'Éducation de Rio de Janeiro.
1941 : Est désigné par le gouvernement de Vargas pour coordonner des études et des recherches sur le folklore brésilien avec Manuel Bandeira et Gustavo Dodt Barroso.
1945 : Publie *Breviário da Bahia*.

Plath, Oreste

(1907-1996)
Chilien
Écrivain, folkloriste.
1921-1923 : Réside en Argentine.
1934 : rédacteur en chef de la revue *Folklore* de Valparaíso.
1936 : membre du *Departamento de Extensión Cultural* de la municipalité de Valparaíso.
1939 : Directeur de la Société des Écrivains du Chili.
1941-1942 : Secrétaire général de l'*Alianza de Intelectuales* de Chile.
Membre du comité directif du Théâtre Expérimental de l'Université du Chili.
1942 : Secrétaire de l'Institut d'Art Populaire dépendant de la commission chilienne de coopération intellectuelle.
1943 : Reçoit une bourse du Ministère des Relations extérieures et du Bureau de Coopération Intellectuelle de l'Université du Chili pour étudier pendant un an les Lettres classiques et le folklore à l'Université de Rio de Janeiro et à l'École Nationale de Musique.
Participe comme professeur aux Écoles d'été de l'Université du Chili.

PODESTÁ COSTA, Luis A.

Argentin
1933 : Figure parmi les délégués uruguayens signataires de la convention sur l'enseignement de l'histoire signée lors de la VIIe conférence inter-américaine (Montevideo).
1936 : Nommé conseiller légal au Secrétariat de la SdN.
1938 : Nommé Sous-Secrétaire général. Il est le chef de la mission du Secrétariat en Amérique latine.
1939 : Démissionne de son poste de sous-secrétaire.

R

ROQUETTE-PINTO, Edgar

(1884-1954)
Brésilien
Médecin, Professeur, Ethnologue et Essayiste.
Membre de l'IHGB et de l'Académie Nationale de Médecine.
1911 : Délégué du Brésil au Congrès des Races qui se tient à Londres. Il profite de cette occasion pour effectuer un séjour en Europe.
1915-1936 : Directeur du Musée national.
1916 : Membre fondateur de l'Académie Brésilienne des Sciences.
Professor de História Natural na Escola Normal do Distrito Federal
1920 : Donne des cours de Physiologie à l'Université Nationale du Paraguay.
1923 : Fonde, au sein de l'Académie Brésilienne des Sciences, la *Rádio Sociedade* de Rio de Janeiro, à des fins éducatives et culturelles.
1928 : Devient membre de l'AAL.
1932 : Fonde la *Revista Nacional de Educação*.
Fonde et dirige, au sein du ministère de l'Éducation, l'*Instituto Nacional do Cinema Educativo*.
1933 : Président de la commission brésilienne de coopération intellectuelle.
Publie *Ensaios de Antropologia Brasileira*.
1937 : Membre de la CBCI.
1939 : Participe à la Seconde Conférence américaine des commissions de coopération intellectuelle (Santiago du Chili).
1940 : Voyage au Mexique et aux États-Unis.
1941 : Publie *Estudos Brasilianos*.
1947 : Figure parmi les fondateurs du Parti Socialiste Brésilien.

S

SANCHEZ PONTON, Luis

(1889- ?)
Mexicain
Formation en droit
Membre de l'*Ateneo de Ciencias y Artes de México*
1920-1921 : Représente son État (Puebla) en tant que député, puis sénateur et enfin gouverneur.

1931 : Secrétaire de la commission mexicaine de coopération intellectuelle.
1933 : Nommé membre correspondant du Mexique pour le secrétariat de la SdN.
1935 : Devient président de commission mexicaine de coopération intellectuelle.
1940 à 1941 : Est à la tête du Secrétariat d'Éducation publique.

SANCHEZ SORONDO, Matías

(1880-1959)
Argentin
Avocat et homme politique
1914-1917 : Directeur à la Direction Générale des Écoles.
1930-1931 : Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement d'Uriburu.
1932 : Devient sénateur pour la province de Buenos Aires.
1935 : Devient membre de l'AAL.
1938 : Est l'auteur d'un projet de loi concernant la répression du communisme.

T

TORRIENTE Y PERAZA, Cosme de

(1872-1956)
Cubain
Juriste, diplomate et un homme politique cubain
Membre fondateur du Parti conservateur national, il fait partie de la bourgeoisie terrienne de Cuba et devient, pendant la Première Guerre mondiale, l'avocat de diverses compagnies anglaises et nord-américaines. Il est à la fois un allié des intérêts nord-américains dans l'île, mais aussi le défenseur d'une politique extérieure indépendante.
1918-1922 : Préside, en tant que sénateur, la commission sénatoriale des Relations extérieures.
1922 (à partir de): Représente Cuba à la SdN, dont il préside l'Assemblée générale entre 1923 et 1924.
1923 : Publie, avec Antonio Sánchez de Bustamante y Sirvén, *Actividades de la Liga de las Naciones*.
1923-1925 : Occupe le poste d'ambassadeur à Washington.
1930-1933 : Opposant au camp de Machado, il s'exile aux États-Unis.
À partir de 1928, il s'oppose au camp de Machado, ce qui le conduit à s'exiler aux États-Unis de 1930 à 1933. Il fait partie de ceux qui soutiennent la mission de Sumner Welles à Cuba, puis participe activement aux négociations qui ont lieu autour de l'abrogation de l'amendement Platt.
À partir de 1935, il se retire de la vie politique et se consacre à l'étude des questions internationales, notamment à partir du début de la Seconde Guerre mondiale.
1940 : Préside le Fond Cubano-américain de Secours aux Alliés.
1941 : Est désigné comme membre de la commission spéciale pour l'établissement provisoire de l'IICI en Amérique
1948 : Membre de la Société des Amis de la République.

Z

ZALDUMBIDE, Gonzalo

(1884-1965)
Équatorien
Écrivain ; diplomate.
1909 : Termine ses études de droit à Paris. Voyage en Europe.

1911 : Secrétaire de la Mission équatorienne à Lima.
1913 : Retourne en France comme premier secrétaire de la Légation équatorienne.
1922 : En poste à Rome.
1923-1927 : De nouveau en poste à Paris. Il est également délégué permanent de son pays auprès de la SdN.
1927-1929 : En poste à Washington.
1928 : Membre du comité d'experts pour la collection ibéro-américaine de l'IICI.
1929-1931 : assuma la fonction de ministre des Relations extérieures.
1937 : Ministre plénipotentiaire au Pérou.
1940 : Ambassadeur en Colombie.
1942 : Ambassadeur au Brésil.

Texte original des citations

Introduction

Ruy Barbosa dans un discours prononcé à Paris en 1907. Cité par Celso LAFER, *A identidade internacional do Brasil e a política externa brasileira : passado, presente e futuro*, São Paulo, Perspectiva, 2001, p.71 : « Mais do que nunca, em nossos dias, os povos subsistem da sua reputação no exterior. »

Celso LAFER, *ouv. cité*, p. 15 : « O termo identidade é carregado de problemas. Uma das suas muitas difficuldades é o relacionamento com outros termos, tais como alteridade, diferença, igualdade. Não obstante essas difficuldades, pode ser entendido, por via de aproximação, com um conjunto mais ou menos ordenado de predicados por meio dos quais se responde à pergunta : quem sois? Se a resposta a esta pergunda no plano individual não é simples, no plano colectivo é sempre complexa. »

Alex Fortes, préface à Paulo Fagundes VIZENTINI, *Relações internacionais do Brasil : de Vargas a Lula*, São Paulo, Ed. Fundação Perseu Abramo, 2003, p. 3 : « Um dos aspectos fundamentais na construção de uma nação é a definição do lugar que ela pretende ocupar no cenario mundial. »

Celso Lafer, *ouv. cité*, p. 20 : « o conjunto de circunstâncias e predicados que diferenciam a sua visão e os seus interesses, como ator no sistema mundial, dos que caracterizam os demais países. »

Edgard Telles RIBEIRO, *Diplomacia cultural : seu papel na politica exterior brasileira*, Brasília, Fundação Alexandre Gusmão, IPRI, 1989, p. 23. « as relações culturais internacionais têm por objetivo desenvolver, ao longo do tempo, maior compreensão e aproximação entre os povos e as instituições em proveito mutuo. » « A diplomacia cultural [...] seria a utilisação específica da relação cultural para a consecução de objetivos nacionais de natureza não somente cultural, más também política, comercial ou econômica. »

Ruth MCMURRY, Muna LEE, *The cultural approach : another way in international relations*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1947, p. 182 : « In general, the cultural programs abroad of the other American Republics have antedated that of the United States. Each of the twenty-one republics of our hemisphere has such an official program [...] with variation in magnitude and scope proportional, generally, to national income. »

Deborah COHEN, Maura O'CONNOR, « Introduction : Comparative history, cross-national history, transnational history », *in* Deborah COHEN, Maura O'CONNOR (dir.), *Comparison and History : Europe in cross-national perspective*, New York, Routledge, 2004, p. Xi : « Comparative history is concerned with similarities and differences ; in explaining a given phenomenon, it asks which conditions, or factors, were broadly shared, and which were distinctive […]. »

Deborah COHEN, « Comparative history : Buyer beware », *in* Deborah COHEN, Maura O'CONNOR (dir.), *Comparison and History*..., p. 63 : « every comparativist who seeks explanations for differences confronts the problem of distinguishing the causal from the contextual. »

Nancy L. GREEN, « Forms of Comparison », dans D. Cohen et M. O'Connor (dir.), *ouv. cité*, p. 46 : « Comparative history offers a means of reconciling those who wish to transcend the nation-state and those who insist upon its importance. [...] Comparing historical nation-states can help relativize their rigidities and aid us in understanding their constructed nature. »

Jürgen KOCKA, « Comparison and beyond », *History and Theory*, vol. 42, n°1, fév. 2003, p. 44 : « it is both possible and desirable to treat historical phenomena as units of comparison and, at the same time, as components of a larger whole ».

Joaquín FERMANDOIS, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, p. 55 : « Aunque se firmó en mayo de 1915, no se ratificó y su alcance ha sido exagerado. No buscaba una hegemonía sobre el resto de América Latina, ya que hubiera fallado, en forma irremediable. »

Eugênio Vargas GARCIA, *Entre América e Europa : a política externa brasileira na década de 1920*, Brasília, Editora Universidade de Brasília, FUNAG, 2006, p. 38 : « A América latina emergiu na política internacional como reflexo da reviravolta produzida pelo conflito de 1914-1918. Não houve no passado intervenção semelhante de países latino-americanos nas questões diplómaticas européias. »

Enrique Mac Iver, « Discurso sobre la crisis moral de la república », 1900, cité par Joaquín FERMANDOIS, *ouv. cité*, p. 45-46 : « No sería posible desconocer que tenemos más naves de guerra, más soldados, más jueces, más guardianes, más oficinas, más empleados y más rentas públicas que en otros tiempos ; pero, ¿tendremos también mayor seguridad, tranquilidad nacional, superiores garantías de los bienes, de la vida y del honor, ideas más exactas y costumbres más regulares, ideales más perfectos […] mejores servicios, más población y más riqueza y mayor bienestar? En una palabra : ¿Progresamos? […] ¿Qué éramos comparados con los países nuevos como el Brasil, la Argentina, México, la Australia, el Canadá? Ninguno de ellos nos superaba, marchábamos delante de unos y a la par de otros. ¿Qué somos en el día de hoy? Me parece que la mejor respuesta es el silencio. »

Marcos AGUINIS *et alii*, *Memorias de una siembra, Utopía y práctica del PRONDEC (Programa nacional de democratización de la cultura)*, Buenos Aires, Ed. Planeta, 1990, p. 7 : « En un país como la Argentina, donde es lugar común reconocer nuestra mala memoria, es frecuente que se desprecie la documentación, la verificación o la preservación. Despredamos alegremente los testimonios como si nos gustara empezar de cero, como si antes – hace poco o hace mucho – no hubiesen acontecido sucesos que basamentan los actuales. Esta aparente urgencia por lo nuevo o fundacional (el cambio) en realidad encubre un miedo al cambio. Sin el registro del pasado, nada se cambia, sino en la ilusión ».

Introduction à la première partie

Rui Barbosa, *Esfola da calúnia*, Rio de Janeiro, Ed. Guanabara, 1933, p. 252-253 : « Não importa que estejamos em continentes diversos. Politicamente, com as aproximações, as intevenções, as transformações, as revoluções e as subversões desta guerra, o Atlântico desapareceu, e uma nova Atlántida, invisível, mas sentida nos seus efeitos, emergindo subitamente da sondas revoltas do grande cataclismo, pôs em continuidade territorial o velho mundo com o novo. Acabou-se a noção anacrônica em que cada uma das partes da terra se insulava nos seus limites continentais, debaixo de hegemonias poderosas e à sombra de principios exclusivistas. A América está na Europa, a Europa na América, e a América, com a Europa, na humanidade, em cujo seio os povos, como os homens, não se distinguem hoje senão pelo grau de inteligência, moralidade e cultura. […] Deixemos, pois, de andar repetindo os estriblihos intereisseiros ou ridículos de que a Europa é dos europeus, e a América dos americanos. Descartemo-nos do preconceito fútil, que põe o Brasil sob o signo exclusivo da América do Norte, e nos habitua a cuidar que precisamos dela mais que da França ou da Grã-Bretanha, quando a verdade é que necessitamos por igual dessas três amizades. »

Chapitre I

L'Amérique latine à la Société des Nations : une voix singulière

Stanley E. HILTON, « Latin America and Western Europe, 1880-1945 : the political dimension », *in* Wolf GRABENDORFF, Roett RIORDAN (Org.), *Latin America, Western Europe and the United States, Reevaluating the Atlantic Triangle*, New York, Hoover Institution Press, Praeger Publishers, 1985, p. 25

Warren H. KELCHNER, *Latin American relations with the League of Nations*, Boston, World Peace Foundation, 1930, p. 8 : « Membership gives prestige by placing their delegates with the delegates of the leading states. If the necessity should arise, the League might be used as a possible counterpoise against the preponderant influence of the United States in the Western Hemisphere. »

« Jeunes, impétueuses et optimistes » : les nations latino-américaines à la SdN

Agustín EDWARDS, « Latin America and the League of Nations », in *Journal of the Royal Institute of International Affairs*, vol. 8, n°2, Mars 1929, p. 136 : « The Latin-American nations came to Geneva full of hope and energy, bringing their youthful contribution to this great ideal which harmonized so well with their own traditional feelings. »

Warren H. KELCHNER, *Latin American relations with the League of Nations*, Boston, World Peace Foundation, 1930, p.5 : « [...] to place the League more in harmony with their theory of 'equality of states', the demand for reallocation of the budget in their favour, greater representation for America in the Council [...] ».

MRE Chili, *Memorias* 1923-1926, p. 446 : « no presenta en Nuestro Continente los mismos aspectos y el carácter ugente que tiene en Europa. En efecto, las estadísticas prueban que los Estados de América del Sur no tinen armamentos desproporcionados a la extensión de su territorio, de su población y de sus necesidades interiores. » ; « han ofrecido en la historia contemporánea el primer ejemplo de acuerdos de esta naturaleza. En 1902, ambos Gobiernos celebraron un Pacto de equivalencia y limitación de armamentos navales que fue justamente apreciado en el Continente y que ambos países ejecutaron con la más estricta lealtad. »

Agustín EDWARDS, *art. cité*, p .136 : « Following the inspiration of American ideals of solidarity and co-operation […] » ; « was giving tangible form to the ideal of solidarity of peoples and of 'international co-operation' which the whole Latin American continent cherishes as the loftiest expression of civilization itself ».

Critiques et désillusions

César Díaz CISNEROS, *La Liga de las Naciones y la actitud argentina*, Buenos Aires, Imprenta Mercatali, 1921, p. 94 : « Vale decir que en la confección del Pacto famoso, los neutrales tuvieron voz, pero no voto. […] Así pues, se concedía a los neutrales el derecho de emitir opiniones clandestinas, privadamente, sin valor alguno, acerca del Pacto que después tendrían que aceptar 'sin reservas' dentro de un término perentorio y breve. »

César Díaz CISNEROS, *ouv. cité*, p. 106-107 : « Se agrava todavía esa injusta desigualdad […] si se considera que el órgano activo y ejecutivo de la Liga no es la Asamblea, sino el Consejo. Las atribuciones del Consejo son desmesuradas si se les compara con las de la Asamblea. » et p. 110 : « El Consejo dominado

por las grandes potencias por obra del Pacto (art.4), lo es todo, y este poder dictatorial se disimula con esos fantasmas sin eficacia, sin autoridad, sin atribuciones de importancia, llamados Asamblea y Corte de Justicia. »

Simón PLANAS-SUAREZ, *ouv. cité*, p. 5 : « Nada podrá justificar nunca la temeridad con que se comprometen los intereses vitales de las Repúblicas del Nuevo Mundo en Ginebra, el espíritu de la política internacional americana y los principios fundamentales del orden público americano, tan sagrados, como que a ellos deben esos países la afirmación de su soberanía y de su independencia, que hoy inmolan graciosamente a la Sociedad de las Naciones. »

La Société des Nations, une institution trop européenne

Agustín EDWARDS, « Latin America and the League of Nations », in *Journal of the Royal Institute of International Affairs*, vol. 8, n°2, Mars 1929, p. 139 : « […] If we examine the history of the proceedings both of the Council and the Assembly at the meetings which have taken place from 1920 up to the end of 1928 we shall find that very little work has been done except on matters of immediate European interest. »

Ibid. : « In most of these questions the Latin American States were not only fearful of being considered as intruding in matters which did not concern them ; they were conscious also that they lacked the necessary knowledge and understanding of the problems created. »

MRE Chili, SdN 1923-1927, 1040A, Berne, 01/02/1927, Lettre de Valdés Mendeville au ministre des relations extérieures : « […] la prensa latino-americana, en general, no toma un partido positivo en favor de la intervención de la Liga, porque la considera como algo lejano, que existe especificamente para las cuestiones europeas. »

Agustín EDWARDS, *art. cité*, p. 146 : « The activities of the seven years that have elapsed since the League came into existence can be regarded as of the nature of preparatory work in every sense of the word. Preparatory because the ground had to be cleared first of all of the debris of the War ; preparatory also because it was a field entirely unknown […]. Everything has had be tentative ; everything has had to be created, tested, developed.
And today we see the greatest, the most efficient body of technical experts from every nation in the world brought together in order to produce the most accurate information possible on a host of subjects with no other aim than the truth and the common welfare. The people at large cannot perceive this slow, progressive movement which is putting into the hands of the League such powerful means of international cooperation. They will realize one day that these seven years have laid the foundation of the greatest institution yet devised to make the world better for humanity. »

L'Argentine, le Brésil et le Chili à la SdN

Le Brésil : de l'engagement total au retrait fracassant

Norma Breda DOS SANTOS, « Diplomacia e fiasco. Repensando a participação brasileira na Liga das Nações: elementos para uma nova interpretação », in *Revista brasileira de política internacional,* 2003, vol.46, n.2, p. 102 : « Macedo Soares, que se tornaria Ministro das Relações Exteriores (1932-1933 e 1955-1956), foi o brasileiro contemporâneo à crise que escreveu a mais dura análise sobre a decisão do governo. Era das personalidades mais importantes da oposição a Bernardes. Em dezembro de 1924 escapa da prisão, onde havia ficado dois meses, acusado de envolvimento no levante tenentista de julho em São Paulo. Depois de se refugiar na embaixada argentina, parte para o exílio na Europa, onde estava em março de 1926. ».

Norma Breda DOS SANTOS, *art. cité*, p. 88 : « O principal objetivo do presente estudo é o de demonstrar que a historiografia brasileira tem magnificado a responsabilidade brasileira nos acontecimentos de março

de 1926 na Liga das Nações e que se concentra demasiadamente nas motivações do governo de Artur Bernardes, sem considerar aspectos decisivos concernentes à política internacional, notadamente a européia, e questões de ordem institucional próprias da Liga. Portanto, parece mais do que importante inserir internacionalmente a diplomacia de Bernardes, ou seja, pensá-la no contexto do fiasco da própria diplomacia internacional, dos 'vinte anos de crise' ».

Le Chili : une trajectoire exemplaire en Amérique latine

MRE Chili, Delegación de Chile en la Liga de las Naciones, 1923, 981A, Berne, 25/02/1923 Lettre de Jorge Valdés Mendeville, secrétaire de la délégation chilienne auprès de la SdN, au ministre des Relations extérieures: « Si se hace un necesario sacrificio pecuniario de pagar anualmente una cuota elevada a la Sociedad, es justo que nuestro país aparezca como uno de los adalides convencidos de la cooperación internacional que la Sociedad persigue. Además de las ventajas de otro orden que la Sociedad nos procura, no hay que ocultar que una participación ilustrada, constante y activa nos sirve de muy útil propaganda […]. »

MRE Chili, SdN, 1935, dossier 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Manuel Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures : « Es un fatal espejismo creer que en la América podríamos encontrar una ayuda más fuerte y eficaz que la que nos ofrece Ginebra. Una vasta experiencia nos demuestra cuan desgraciado ha sido el resultado de nuestras cuestiones con los Estados Unidos y cuantas veces la actuación de esta poderosa República ha sido contraria a nuestros intereses en los conflictos internacionales en que nos hemos visto mezclados. »

MRE Chili, SdN, 1935, dossier 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Manuel Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures: « La política de Washington no se separa del Continente europeo y ejercita su influencia moral o efectiva en todos los problemas del Viejo Mundo, por manera que no predica con el ejemplo cuando pretende minar el organismo de la SdN trabajando en las Cancillerias latino-americanas a favor de la autonomía del Continente, sino que, al contrario, pretende asumir el rol de representante y procurador de las Repúblicas ibéricas ante el concierto mundial.
Las naciones que se someten a este plan pasan a ser comparsas y pierden el prestigio y consideración que antes merecieran. Más, aquellas que, sin perjuicio de su cordial amistad con los Estados Unidos, mantienen sus esfuerzos y prestan su colaboración a la causa de la paz en todo el Mundo, conservan tal prestigio y obtienen el respeto del propio Estado que pretende constituirse en monitor. »

MRE Chili, SdN, 1935, dossier 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Manuel Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures : « Ahora bien, sin dejarnos engañar por falsos mirajes de patriotismo exagerado ni invadir por corrientes de pesimismo, nuestra Patria figura en el grupo de los países débiles, y, todavía más, forma entre las naciones más amenazadas, a pesar de su fuerte muralla de granito y de su extendida playa. »

MRE Chili *Memorias*, 1923-1926, p. 459, extrait du discours de M. Yánez, représentant du Chili à l'Assemblée de la SdN de 1926 : « Hablo en este momento no sólo a mi nombre personal y al nombre de la Delegación de Chile, sino a nombre de un país en plena evolución democrática, pequeño por su población, sus ejércitos, su fuerza material, pero grande en su valor, sus tradiciones gloriosas y su laboriosidad, y que tiene, como todos los pueblos latinos aquí representados, la misma mentalidad, la misma manera de comprender la vida, el derecho y la justicia. »

MRE Chili *Memorias*, 1923-1926, p. 449, extrait du discours qu'Emilio Bello C., chef de la délégation chilienne à l'Assemblée de 1925, prononça lors d'une discussion sur la composition du Conseil : « Mi país, que acaba de coronar su evolución interior eminentemente pacífica con la aprobación de una nueva Constitución Política inspirada en los más altos ideales de bien entendida democracia […]. »

Ibid. : Le Chili « que acaba de ver solucionado por un arbitraje que el mismo promovió, el único problema internacional positivo que tenía pendiente, se dispone con creciente entusiasmo y con la misma lealtad de siempre, a colaborar en la vasta obra de paz de la Sociedad de las Naciones. »

MRE Chili, SdN, 1935, dossier 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Manuel Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures : « Un país como el nuestro, constante amigo de la paz y que no tiene ambiciones territoriales ni aspira a la hegemonía del Continente o del mar Pacífico, nada tiene que temer de la SdN, y, en la aplicación del Pacto encontrará la mejor ayuda para el desarrollo de su política de paz. » Il ajoute : « El espíritu pacifista de Chile, constantemente demostrado en este medio siglo, la ausencia de todo deseo de expansión territorial y la necesidad de trabajar en nuestro progreso bajo la seguridad de la paz, indican nuestro deber de prestar a la SdN nuestra más amplia, leal e integral colaboración como la política más conveniente para nuestros intereses. »

MRE Chili, *Memorias*, 1929, p. 147-148 : « Entre las manifestaciones y festejos que se ofrecen según la tradición, durante todos los días en que funciona la Asamblea, hay que hacer este año une mención especialísima por su noble significado, del banquete que ofreció oficial y expresamente la delegación del Perú en honor de la de Chile el día 17 de Septiembre. Concurrieron más de 150 personas y entre ellos la mayor parte de los Ministerios de Relaciones exteriores presentes en Ginebra, jefes de delegación europeos y americanos, etc. »

MRE Chili SdN 1925-1927 1040ª, 25/01/1926, lieu et auteur de la lettre inconnus : « *[…]* en nuestro país y fuera de los círculos del Gobierno, no se conoce ni aprecia como es debido la vasta y poderosa acción de la Liga en los problemas mundiales de toda orden. De este conocimiento insuficiente nace el escepticismo, la desconfianza, la dispersión de esfuerzos y, lo que es más grave, una pérdida de los beneficios que a otros países procura la Sociedad y una disminución de nuestra influencia en ella. » Plus loin on trouve : « Afirmo este último porque nuestra Delegación a las reuniones de la Liga no ha podido hasta ahora contar con la fuerza que le daría una aprobación legislativa a los acuerdos internacionales celebrados allí, ni se ha sentido tampoco sostenida por una opinión pública concientemente orientada hacia los mismos fines de cooperación universal que la Sociedad persigue. »

MRE Chili, *Memorias*, 1938, p. 412 : « No tenemos interés en inclinarnos hacia ningún grupo de potencias de Europa ; no nos mueve otro interés que salvaguardiar precisamente nuestra posición neutral. Todas las potencias europeas son nuestras amigas tradicionales ; todas ocupan un sitio en nuestros sentimientos de gratitud, porque todas han contribuido al desarrollo de un pueblo como el de Chile, que lleva en sus venas sangre europea, tanto de España, nuestra Madre Patria, como de Gran Bretaña, Francia, Alemania, Italia y otras, y para nosotros lo esencial, es la paz en Europa.
Europa es el mercado de nuestros productos, la fuente en donde bebemos los elementos preciosos de las ciencias y de la técnica, donde encontramos ayuda material de capitales y, en fin, todo lo que contribuye a la riqueza cultural de un país. »

MRE Chili, *Memorias*, 1938, p. 411 : « Hasta 1938, Chile formaba parte de la Sociedad de las Naciones, confiaba en la acción pacificadora de esa Alta Entidad Internacional. Había planteado, sin embargo, en diversas ocasiones sus puntos de vista acerca del convencimiento que tenía nuestro Gobierno, en el sentido de que la organización actual de tan importante Institución, no era capaz de mantener la paz universal, de acuerdo con los sanos principios que informaron su creación.
Encarado así por Chile el problema de la reforma del Pacto, a fin de establecer 'de jure', lo que la Sociedad de las Naciones es 'de facto', esto es, un organismo internacional no coercitivo, nuestros puntos de vista no fueron oídos, lo que nos obligó a tomar la resolución de alejarnos de la Institución de Ginebra, después de haber perdido la esperanza de llegar a realizar una acción provechosa a favor del cumplimiento de sus principios fundamentales, vale decir, a favor de la cooperación internacional, de la obligación de no recurrir a la guerra, de la observancia del derecho y el respeto de los Tratados, la reducción de los armamentos, la garantía de la integridad territorial y, en fin, de los procedimientos que tienden a la solución pacífica de los conflictos entre naciones. »

MRE Chili, *Memorias*, 1938, p. 417 : « Otros rumores han circulado para advertirnos que si llevamos a tomar la resolución de retirarnos de la SDN, sería atribuida las influencias alemanas o italianas a fin de intimidarnos y hacernos renunciar el camino que los intereses nacionales de Chile pudieran señalarnos, por temor a interpretaciones fantásticas de este género. »

MRE Chili, *Memorias*, 1938, p. 417 : « ¿ Qué puede hacer por la paz europea un Estado desarmado como Chile, sino abstenerse de contribuir y estimular las querellas y diferencias manteniéndose alejado de las discusiones y de las resoluciones que las provocan? Permanecer neutral es al menos un medio negativo de apaciguamiento. »

L'Argentine et la SdN, entre ambitions internationales et politique intérieure

Juan Archibaldo LANUS, *Aquel apogeo. Política internacional argentina* (1910-1939), Buenos Aires, Emecé, 2001, p. 140 : « Quería Alvear que la Argentina se adhiriese y respetara el Pacto con sus fallas y contradicciones.[…] Alvear, residente en País, estaba sin duda más cerca de los acontecimientos que habían precedido la creación de la SDN. Realista, no creía posible imponer una visión argentina del mundo. Menos preocupado en introducir enmiendas en un Pacto que representaba el equilibrio de complicados compromisos, sólo pretendía instalar la presencia argentina en el nuevo foro.
Para Marcelo T. de Alvear, la Argentina había formalmente adherido sin reservas al Pacto y el hecho de que el tratamiento de las enmiendas se postergarse no era razón suficiente para retirarse de la Liga. Sostenía, además, que llevar al extremo la posición argentina era transformar el país en abogado de Alemania. Y para colmo abogado de un vencido, sin que ningún argumento de fondo lo justificara. Francia, del que era celoso intérprete, vería en esto una verdadera ofensa. »

César Díaz CISNEROS, *La Liga de las Naciones y la actitud argentina*, Buenos Aires, Imprenta Mercatali, 1921, p. 160 : « La Nación Argentina, que había permanecido equidistante en presencia de la lucha titánica finalizada en 1918, había de llevar a la asamblea histórica, la voz de la justicia, de la igualdad y de la paz. Era la primera vez que podría hacerse escuchar dignamente, no en la forma clandestina en que se había pretendido lo hiciese en la conferencia privada de neutrales, palabra ésta que se pronunciaba despectivamente por los vencedores de la guerra monstruosa. »

Idem, p. 160 : « La República nacida con la Revolución de Mayo, hermana menor de la Revolución Francesa, no iría inclinarse ante el orgullo de los nuevos dictadores de la Tierra. Llevaría al congreso de las naciones los principios de su revolución emancipadora, que son los de su propia existencia, para recordarlos a la faz de todos los pueblos. »

Gustavo FERRARI, *Esquema de la política exterior argentina*, Buenos Aires, Editorial Universidad de Buenos Aires, 1981, p. 13 « consiste en la inclinación del liberalismo, ideologia reinante en el siglo XIX y en el inicio del XX, a despersonalizar y planificar el acaecer político, sujetándole a leyes tan rígidas como las de las ciencias que entonces eran consideradas 'exactas'. Se aspira al 'gobierno de las leyes', y no de los hombres. »

MRE Chili, *Memorias*, 1933, p. 240 : « La entrada de la República Argentina al Consejo de la Sociedad ha sido muy celebrada por la opinión pública mundial y especialmente por los círculos que rodean a la Liga, como un acontecimiento de primer orden : no sólo contemplan en ello un testimonio de la mejor adhesión de nuestro Continente a los ideales de la Sociedad sino también una mayor fuerza para ese alto organismo en los momentos en que conoce desgraciados conflictos en América. »

Discours de José María Cantilo, ambassadeur argentin à Rome et chef de la délégation argentine à l'Assemblée extraordinaire qui s'ouvre le 30 juin 1936, pour expliquer l'insistance de l'Argentine, cité par Juan Archibaldo LANUS, *ouv. cité*, p. 162 : « No es, sin embargo, la salvaguarda de nuestra tradición jurídica la finalidad exclusiva que nos ha inspirado ; otras preocupaciones guían también nuestros actos y gravitan sobre la responsabilidad que nos compete ; me refiero a inquietudes por el porvenir de la Sociedad que constituíamos, en el compromiso de colaborar en su seno para la obra de justicia y de paz a que está destinada […]. »

Annette Baker FOX, « The Small States in the International System », in International Journal, vol. 24, n° 4, Automne 1969, p. 752 : « Often ignored is the way in which certain kinds of small states affect the international system, though obviously not in the same degree as greater powers. […] Any particular small state may not be an 'essential actor' in the system, but it would not be the same system without this class of powers. »

Les relations entre pays latino-américains à la SdN et leur activité

MRE Chili, *Memorias*, 1929, p. 147 : « Las reuniones que, al margen de la Asamblea, se celebraron entre las delegaciones latino-americanas revistieron esta vez una considerable importancia. No se circunscribieron como en otros años al examen de candidaturas al Consejo, sino que se extendieron al estudio de las posibilidades de una acción común más sólida y más coherente, tanto en los problemas propios a la Sociedad de las Naciones como en las iniciativas que podrían tomarse en el mismo continente americano ».

Ibid. : « Se trata exclusivamente, en el concepto del grupo, de fomentar el desarrollo de una acción más solidaria, no sólo en los problemas de creciente interés universal que se ventilan en la Liga, sino también, en ciertos casos, en problemas de interés exclusivo americano, aprovechando para ello, cada vez que los Gobiernos lo deseen las facilidades que ofrecen las reuniones de Ginebra ». L'auteur ajoute : « Se trata también de conseguir que los Gobiernos latino-americanos impartan más precisas instrucciones a sus delegaciones en Ginebra para aquellos problemas del resorte de la Liga en que haya un interés común continental que hacer valer, pudiendo así influirse con mayor autoridad en el estudio general de los mismos. »

Présence de l'Amérique latine à la SdN

Agustín EDWARDS, « Latin America and the League of Nations », in *Journal of the Royal Institute of International Affairs*, vol. 8, n°2, Mars 1929, p. 143 : « One of the anomalies in the League has been the considerable activity displayed by Latin American States precisely in the domain of the mechanism of the League. »

Ibid. : « In the election of the non-permanent members of the Council, in the election of the President and Vice-Presidents of Assemblies and Commissions and in the appointment of members of the Secretariat they have been given all the honors they could possibly expect. »

Ibid. : « They have been treated, indeed, most generously by the non-American members, for these have taken into account, not the proportion of the Latin American States' contribution to the League, but the fact that together they represent one-third of the total membership, and have given them, both in the Council and in the Assembly, high posts and distinctions. »

MRE Chili, SdN 1927, 1040A, Berne, 01/02/1927, Lettre de Valdés Mendeville au ministre des Relations extérieures : « El Secretario General de la SdN celebra mensualmente reuniones privadas y confidenciales con los funcionarios latino-americanos de la Secretaría, cuyo principal objeto es cambiar ideas sobre los medios de intensificar las relaciones entre la Sociedad y los países de América Latina, pero en las cuales se examinan también los tópicos de actualidad de la política de esos países, desde el punto de vista de los ideales y orientaciones de la Liga. ».

MRE Chili, SdN, 1925-1927, dossier 1040ª, Genève, 25/04/1925, Lettre de Valdés Mendeville au ministre des Relations extérieures : « […] la actitud que siempre ha adoptado la Delegación de Chile en las Asambleas de la Liga, como campeón decidido del principio de la rotación para los miembros del Consejo de la Sociedad. »

Conflits et rivalités entre pays latino-américains à la SdN

MRE Chili, SdN 1935, 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de M. Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures : « Dentro del propio grupo latino-americano […] rara vez se lleva a la práctica el espíritu fraternal que tanto invocamos. Los conflictos entre ellos dejan indiferentes a los demás, y, en los casos como el del Chaco en que algunos se empeñan en buscar soluciones pacificadoras, surgen rivalidades y celos para atribuirse la iniciativa o el favorable éxito final. »

Voir MRE Chili, SdN 1925-1927, 1040A, Genève, 25/04/1925, Lettre de Valdés Mendeville au ministre des relations extérieures : « […] en cuanto al puesto del Brasil, todas las demás delegaciones iban a la reunión con el íntimo convencimiento de que era su deber moral ceder el paso a algún otro Estado americano. Naturalmente, ninguna de ellas deseaba hacer abierta campaña contra el Brasil […]. El resultado fue que todas las delegaciones americanas se comprometieron a votar de nuevo por el Brasil, pero los propios delegados brasileños se dieron cuenta de que el ambiente había perdido toda su espontaneidad […]. »

MRE Chili, SdN 1935, 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures : « Solucionado mañana el problema del Chaco, los anhelos de Bolivia y de la Argentina encontrarán un punto de conjunción en el territorio de Antofogasta para buscar al Pacífico, y, a la acción que con tal objeto intenten, puede prestar su cooperación el Perú.»

Alberto CONIL PAZ, Gustavo FERRARI, *Política exterior argentina, 1930-1962*, Editoria Huemul, Buenos Aires, 1964, p. 42-43 : Saavedra Lamas déclara en effet : « En tal sentido, esta cancillería entiende que la SdN tiene en esta emergencia un campo de acción señalado por la propia voluntad de los contendientes, que son signatarios de su Pacto constitutivo, y que, al actuar aquélla dentro del propósito que a todos nos inspira, estamos también de acuerdo en que puede y debe desarrollar su acción sin que sean obstáculos doctrinas regionales, o continentales, que por nuestra parte nos vemos en la necesidad de hacer constar que no han tenido la adhesión argentina ni una consagración establecida por la voluntad unánime de los países del continente. »

Alberto CONIL PAZ, Gustavo FERRARI, *ouv. cité*, p. 43 : « en esta lucha de influencias que pretendían solucionar el conflicto, la Argentina no toleraba que Washington quedara dueña de la solución y, a un siglo de la Doctrina Monroe, utilizaba a Europa para contraponerla contra Estados Unidos. »

L'Amérique latine à la SdN : les (fausses) promesses de l'aube?

MRE Chili, SdN 1935, 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures : « No ha sido ella [la SdN] capaz de solucionar el conflicto del Chaco, se dirá por algunos, pero, Ginebra puede responder que la América ha detenido su acción, que su constante deferencia a las sugestiones venidas de allá le han impedido y le impiden aún hoy aplicar sanciones que habrían paralizado la acción de los beligerantes antes de que llegara el momento de sufrir las consecuencias de su aplicación. »

MRE Chili, SdN 1935, 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures : « Las reuniones del grupo americano en Ginebra han demostrado siempre una tendencia a la formación de grupos en su seno y no pocas dificultades ha encontrado la delegación de Chile para llegar a la realización de su propósito de presentar a la América en unidad de pensamiento frente a los más importantes problemas que ocupan la atención de la Liga. Hace poco, refiriéndome al problema del Chaco, manifesté a Vd. La actitud de ciertos representantes respecto de la posición de los limítrofes, y, ahora mismo, no sin esfuerzo pudo uniformarse la acción americana en la situación creada por la actitud de Alemania. Estos antecedentes y otros […] demuestran a mi juicio que la América no tiene aún la capacidad necesaria para desempeñar roles tan importantes como los que el Pacto atribuye a la Asamblea de la SdN. »

Chapitre II

L'Amérique latine à l'OCI

Délégués et commissions nationales : un tableau en demi-teinte

AUN, A I 83, Article de *El Mercurio*, paru le 13/07/1927: « Esta institución fue creada hace dos años por la Sociedad de las Naciones, para que formase vínculos entre los trabajadores mentales de todos los pueblos y para buscar, con la vinculación de los hombres representativos de las diferentes patrias, esa paz que parece no lograrse por los pobres caminos de la política. […] Antes del establecimiento de relaciones, está la formación de un verdadero mapa de la producción científica, literaria y artística. […] Un mapa de la vida intelectual, que señale los centros medulares de la cultura (Universidades, ateneos, museos, clubs literarios, sociedades de historia, de ciencias naturales, etc.) aun aquellos perdidos en la provincia mas modesta. »

AUN, A I 83, Article de *El Mercurio*, paru le 13/07/1927 : « La América española es la más necesitada de rectificaciones vigorosas en esta Europa que ha dicho y sigue diciendo de ella con atolondramiento lastimoso, tantas opiniones superficiales que parecen de turista ebrio. Debe informar sobre sus escuelas, sus letras y su prensa. Se le pide sólo eso : una frecuente, ordenada y honesta información de sí misma. »

La contribution de l'Amérique latine au budget de l'IICI

AHI, 78/3/15, 13/01/1939 : « [...] me parece desejável, por espirito de justiça e coerência, que o concurso financeiro prestado pelo Brasil ao Instituto se mantenha invariavelmente no mesmo nivel. »

La voix latino-américaine à l'OCI

MRE Chili, *Memorias*, 1935, p. 295 : « La actividad de la Sociedad de las Naciones en el terreno de la Cooperación Intelectual es una de las más activas e interesantes. »

MRE Chili, *Memorias*, 1935, p. 295 : « […] movimiento intelectual que se desarrolla tan intensamente en los principales centros del Continente americano, a sus universidades, a sus centros científicos, a las relaciones existentes entre los organismos de cada país y a la acción frecuentemente coordinada bajo los auspicios de la Unión Panamericana, sea en Conferencias generales, sea en el curso de reuniones especiales. »

L'Argentine, le Chili et le Brésil à l'OCI : acteurs et structures

Francisco WALKER LINARES, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943, p. 13 : « La composición de sus [de la América]comisiones nacionales difiere en los diversos países ; cada una es libre de tomar la estructura que más le convenga ; en algunos países como Chile, constituyen organismos autónomos, con representación de las principales fuerzas culturales locales, en otros, como en Argentina y Brasil, son entidades dependientes del Estado. »

De l'importance des circonstances : le cas argentin

AUN, A I 133, Paris, 05/11/1926, article paru dans l'*ABC* le 02/11/1926 : « Los países latinos del nuevo mundo han comprendido, desde un principio, la importancia que para la propaganda moral de los pueblos que hablan castellano tiene esa Asamblea de las naciones que marchan a la vanguardia del progreso. Allí,

en efecto, podemos fraternizar, sin diferencia de rangos, con Francia, con Italia, con el Imperio británico. »

AUN, A I 133, Paris, 05/11/1926, article paru dans l'*ABC* le 02/11/1926 : « ¡Qué digo! Allí, unidos fraternalmente por el lazo indestructible de la sangre y del idioma, los pueblos que forman nuestra gran Patria ideal tienen que llegar poco a poco, a gozar de une verdadera hegemonía, si no en el dominio mundial de la ciencia, al menos en el de las artes y de las letras. »

Ibid. : « ¿Me decís que ahora que España se ha retirado de la SdN es cuando menos derecho tiene a acudir al llamamiento de los intelectuales? Pues estáis en un error. El IICI fue fundado efectivamente, como una emanación de la Liga de Ginebra, pero su autonomía es tan absoluta, que hasta los Gobiernos que nunca se han adherido a la Sociedad de las Naciones pueden tener en él delegados oficiales. »

Antonio AITA, *La Literatura y la realidad americana*, Buenos Aires, Talleres Gráficos Argentinos, 1931, p. 13: « ¿ No es la vida nacional, tanto como el lenguaje nacional, lo que crea la literatura ? Caracteres, diversidad de costumbres, el paisaje, la psicología individual de cada pueblo, son los elementos que junto con el idioma pueden dar expresión a la obra literaria. »

Memoria de la labor realizada por la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual, 1939 : « Como lo establece el decreto de creación, una de las preocupaciones esenciales de la Comisión es la de establecer contacto con los organismos oficiales y privados del exterior que se consagran a la difusión de la actividad cultural nacional. ». Un autre rapport, daté de la même année, précise que la commission « mantiene relaciones permanentes con las instituciones similares, así como con los principales centros culturales de América y de Europa. Necesariamente, ese intercambio es más activo y estrecho con la Cooperación Intelectual Internacional de Paris. » (AUN, A III 37, Buenos Aires, 1939, « Comisión nacional argentina. Su organización y funcionamiento »)

AUN, A III 37, Buenos Aires, 13/04/1937 : « […] le escribí una larga carta al Sr. Presidente General Justo, explicándole la importancia que tendría para nuestro país la creación de ese organismo que nos vincularía espiritualmente con esta vasta red tenida por la Sociedad de las Naciones. El Sr. Presidente con una generosidad y cortesía que no sé cómo agradecer bastante, dispuso la creación por el decreto que Vd conoce. A partir de este momento en que fui designado secretario, no he dejado un momento de ocuparme para que la comisión argentina esté representada o intervenga en todas las iniciativas o reuniones que promueva el Instituto de cooperación. »

AUN, A III 37, Buenos Aires, 17/08/1937, Lettre d'Antonio Aita au directeur de l'Institut : « un libro panorámico sobre el país, en el cual se estudiarán rapidamente los diversos aspectos de la Argentina, que será profusamente ilustrado con fotografías y que, traducido en francés, se distribuirá por todos los países extranjeros. »

AUN, A III 37, Buenos Aires, 01/12/1937, Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet : « Entendemos de ese modo organizar una labor de auténtica cooperación señalando a los estudiosos europeos el desarrollo de nuestra vida cultural. »

BNA, *Memoria de la labor realizada por la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual*, 1939 : « Actualmente la Comisión está seleccionando el material bibliográfico para realizar una muestra análoga en Rio de Janeiro, Santiago de Chile y Lima. Juntamente con los libros, se expondrán gráficos, como se hizo en Europa, que consignarán los distintos aspectos del fomento de las actividades culturales por el Gobierno de la Nación. Esta labor responde también a la necesidad de establecer con los países de nuestro continente una vinculación más activa y frecuente para lograr de ese modo un conocimiento preciso de la realidad espiritual y moral de los pueblos hermanos. »

Comisión argentina de cooperación intelectual, *La difusión de la cultura argentina, op. cit.,* p. 19-20 : « Respondiendo a un pedido del Instituto de Radio y Cinematografía de Ginebra, se elevó un informe sobre la influencia de la crítica y del cinematógrafo en nuestra cultura ; a requerimiento del Bureau

Pédagogique de Ginebra, se ha realizado una pequeña encuesta sobre el desarrollo y la importancia de la bibliografía destinada a la infancia ; del mismo modo, por solicitud de la Organización de la Enseñanza Superior del Instituto de París, se ha confeccionado un minucioso estudio sobre la enseñanza de la Instrucción Cívica en los institutos de enseñanza media ; a pedido también del Instituto de Altos Estudios Internacionales, se ha informado sobre la orientación de la enseñanza del Derecho Internacional Público.. »

AUN, A III 37, Buenos Aires, 1939, « Comisión nacional argentina. Su organización y funcionamiento » : « Ha comenzado su plan de intercambio de profesores, escritores y alumnos. Por ejemplo, se hizo cargo de los gastos de alojamiento de estudiantes chilenos que concurrieron al Congreso de Criminología realizado en Buenos Aires. »

Memoria de la labor realizada por la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual, Buenos Aires, 1939: « De los resultados de esta iniciativa pueden dar una idea los siguientes hechos : una profesora de una escuela de Walla-Walla (Estados Unidos) ha solicitado material fotográfico, grabados, músicas escolares (entre ellos la de nuestro himno nacional) para ser difundidos entre el alumnado ; respondiendo a una carta escrita por una estudiante de la Sección normal del Instituto Secundario de Camaguey (Cuba) las alumnas del curso paralelo de la Escuela normal Número Cuatro de la Capital Federal enviaron un valioso material consistente en obras de Joaquín V. González y Sarmiento, grabados, músicas de cantos escolares y el Himno nacional, etc. »

L'expérience chilienne ou comment (latino-) américaniser la coopération intellectuelle

Mario Barros van BUREN, « Chile y la SDN », *Boletín de la Academia Chilena de Historia*, LXV-LXVI, n°108-109, 1998-1999, p. 237 : « Chile le da una gran importancia a los trabajos de la Comisión de Cooperación Intelectual, que hoy día toman mayor vuelo gracias al generoso apoyo del gobierno francés con la formación del importante Instituto Internacional de Cooperación Intelectual en París. »

Ibid. : « La extensión que toman las comisiones nacionales de cooperación es un factor alentador, como lo es también la prosecución tan 'réussie' de los trabajos de la Comisión en orden a las relaciones inter-universitarias, a la instrucción de la juventud en los ideales de la Sociedad y a los intercambios de profesores y estudiantes. Las reformas de la educación tendientes a un mayor acercamiento futuro entre los pueblos constituyen uno de los temas cuyo estudio conviene activar de preferencia. Son conocidos de esta Asamblea los progresos admirables que se han obtenido ya a este respecto entre les países de América Latina y se debe precisamente a la iniciativa de miembros sudamericanos de la Comisión la mayor amplitud y las nuevas orientaciones que deben dársele a esta obra. »

AUN, A III 46, Rapport de Francisco Walker Linares présenté au Ministère de l'Éducation Publique et à l'Université du Chili pour favoriser la création d'une commission chilienne, juin 1930 : « Es indispensable la creación en Chile de una Comisión nacional de CI a fin de poner en relación a nuestra intelectualidad con el extranjero y dar así a conocer fuera del país nuestra producción literaria, artística y científica ; este será un medio de salir de nuestro aislamiento, de desvanecer la ignorancia respecto a nuestra cultura, y en el terreno educacional y universitario nos pondrá en contacto con la labor interuniversitaria desplegada por el IICI de Paris. »

Universidad de Chile, *Homenaje de la comisión chilena de cooperación intelectual a Juvenal Hernández, Amanda Labarca Hubertson, José Santos González Vera*, Santiago de Chile, 1982, p. 20 : « […] durante su permanencia en Paris y Ginebra en funciones diplomáticas había conocido muy de cerca el funcionamiento de los organismos de cooperación intelectual. »

AUN, A III 46, Article de *La Nación*, 12/09/1935, « La Universidad de Chile impulsará la cooperación intelectual internacional » : « […] los representantes de todas las organizaciones y actividades de carácter

intelectual, educacional, artístico o científico, a fin de que todas las expresiones de la cultura nacional estén representadas en la comisión. »

AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual : « La Comisión disfruta de la más completa independencia. » et Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p.5 : « La Comisión Chilena de Cooperación Intelectual es una institución autónoma. »

AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual : « El hecho de que en su Comité Ejecutivo figuren delegados de dos Ministerios, significa, solamente, convergencia de intereses con respecto a los fines que persiguen tanto la Comisión como los organismos oficiales mencionados. »

Ibid. : « […] se inspira en las ideas más generales de la cooperación intelectual. Dentro de sus precarios medios procura coordinar el trabajo de los intelectuales, darlo a conocer, ampararlo y favorecerlo con todos los recursos de que puede disponer. »

Juvenal HERNÁNDEZ, Francisco WALKER LINARES, *La Cooperación intelectual. Sus antecedentes, su fundación en Chile, su acción*, Santiago, Ediciones de las prensas de la Universidad de Chile, 1940, p.11 : « Inspirada en los mismos principios que el IICI, nuestra comisión pretende colaborar edificando espiritualmente en la conciencia de 21 pueblos hermanos ; procura despejar de malezas los caminos del entendimiento recíproco, trazar las bases para la educación de los niños en un concepto americanista, levantar en todas partes monumentos que señalen a las generaciones futuras el acervo común de la raza […]. Nuestros países, agitados de contínuo por fiebras intermitentes de predominio personal o colectivo, apenas han podido consagrar algunos períodos de reposo a la labor reparadora de la cultura o de la riqueza – fundamentos únicos de la verdadera libertad – y así se explica su tradicional aislamiento de hasta hace poco, tan fecundo en desconfianzas y rivalidades estériles. »

Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 5 : « establecer contacto y coordinación entre las diversas actividades culturales del país y crear lazos espirituales con el exterior, dando a conocer la cultura chilena en el extranjero y las culturas extranjeras en Chile. »

Juvenal HERNÁNDEZ, Francisco WALKER LINARES, *ouv. cité*, p. 15 : « La cooperación intelectual es, por su propia naturaleza, internacional a la vez que nacional ; su finalidad generosa, tendiente a hacer de la cultura un patrimonio de la humanidad, no es incompatible con su misión de exaltar los valores espirituales locales, a los que desea precisamente dar a conocer más allá de sus fronteras de origen. »

AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual : « La Comisión no se ha fijado límite para el número de sus componentes. Esta posición le permite ir asimilando, periódicamente, a los individuos más representativos de la actividad cultural chilena. »

Ibid. : « El 'Boletín Bimestral', órgano de nuestra Comisión, registra todos los hechos de alguna significación cultural : movimiento y creación de bibliotecas, organización de nuevas instituciones científicas, literarias o artísticas o renovación de sus directorios ; una crónica de exposiciones de arte ; una nómina de las conferencias que se dictan en el bimestre ; una información sobre periodistas, escritores, artistas y hombres de ciencias que visitan nuestro país ; una bibliografía y muchas secciones más que convergen al fin de proporcionar a los demás pueblos un panorama de nuestra cultura. »

Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 10 : « También es suya la iniciativa de enviar una delegación de chilenos a cursos de verano en los EU y el viaje a Chile de una delegación de norteamericanos, para quién el Instituto Pedagógico organizó un curso especial de historia y literatura hispanoamericana. »

Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 11 : « Ha tenido especial preocupación en invitar o recibir y atender a destacados artistitas e intelectuales extranjeros, ofreciéndole el Salón de Honor de la Universidad de Chile para dictar sus conferencias. Muchos otros han sido invitados directamente por los Institutos dependientes. » et AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual : « A los intelectuales que vienen al país, tanto los Institutos como el Comité Ejecutivo ofrecen una tribuna para entrar en contacto con el ambiente chileno. »

Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 13 : « Se ha logrado atender, con la ayuda del Depto. de Canjes y Publicaciones de la Universidad de Chile y de las principales editoriales del país, pedidos de Puerto Rico, Ecuador, Argentina, Colombia, Honduras, Cuba, Perú, Brasil, Santo Domingo, Haití, Canadá, Venezuela, EU, Bolivia, Nicaragua, Costa Rica, Panamá, Uruguay, Guatemala, El Salvador, México, Paraguay, Alemania, Bélgica, España, Portugal, Italia, Gran Bretaña, Dinamarca, Austria, Suecia, Noruega, China, etc. Además de los envíos oficiales del Boletín de la Comisión, durante su publicación del n° 1 al 36, que llegó a numerosas instituciones y personalidades del mundo. »

Idem, p.8 : « Ha prestado su apoyo a las exposiciones de libros extranjeros en Chile (Libro Argentino, Libro Norteamericano, Libro Francés, de 'Los 50 mejores libros de los Estados Unidos en 1939, etc) ».

Voir notamment AUN, A III 46, sans date, « La comisión chilena de cooperación intelectual », Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual : « Entre las actividades de índole transitoria, la Comisión se ocupa de dar la más amplia publicidad a los congresos, concursos y aniversarios de figuras de relieve americano. Respecto a los concursos fuera de hacer insertar sus bases en la prensa, las envía a los especialistas, a fin de suscitar su interés y crear nuevas vinculaciones. »

Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p.14 : « Estos actos cuentan con un programa selecto, concurre a ellos numeroso público y se realizan con la asistencia de los representantes diplomáticos extranjeros y de altos funcionarios chilenos. También es misión de los Institutos realizar conferencias sobre asuntos que conciernen al país respectivo, con prescindencia de problemas políticos ; recibir a personalidades de la cultura y delegaciones de estudiantes y profesionales ; intercambiar correspondencia escolar con la colaboración de la Escuela chilena que lleva el nombre del país correspondiente, etc. »

Le Brésil et l'IICI, une affaire d'État... et d'individus

Hildbrando Accioly cité par Mychelyne BARROS DE COSTA, *A política cultural brasileira na UNESCO (1946-1954)*, Dissertação de mestrado, Instituto de Filosofia e Ciências humanas, Programa de pós-graduação em história, Mônica Leite Lessa (Dir.), UERJ, Rio de Janeiro, 2005 , p. 17 : « A obra de cooperação intelectual, de que este é o centro, tem tal importância, como fator de aproximação entre os povos, que não pode deixar de ser altamente conveniente acompanhar-lhe de perto os desenvolvimentos. Por outro lado, a nossa situação de pais de cultura avançada impoe-nos, como uma obrigação a que cumpre obedecer, o dever de prestar todo apoio a essa obra, tendente a facilitar o trabalho intelectual em suas manifestações internacionais e a estabelecer uma inteligência mutua entre as nações. »

AHI, 276/2/4, Regimento interno da Commissão Nacional de Cooperação intellectual (approvado em sessão de 18 de Fevereiro de 1926) : « promover a collaboração brasileira nos problemas intellectuaes que interessem o Brasil e especialmente nos que forem susceptiveis de soluções por via internacional ».

AHI, 78/3/13, 30/01/1932, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco : « É evidente que só de concerto com o nosso governo a Commissão nacional de cooperação intellectual poderá exercer de facto a acção nacional que lhe cabe. ».

AHI, 542,6, 995/16142, 05/05/1936, *Mémorandum d'Ildefonso Falcão pour Mauricio Nabuco*, secrétaire général de l'Itamaraty : « [...] buscando essa Secretaria de Estado organizar um Serviço de Cooperaçãao intellectual, me parecia conveniente que uma e outro laborassem sob uma diretoria unica para a obtenção de melhores resultados. ».

AHI, A III 14, 15/02/1937, Lettre de Montarroyos à Bonnet dans laquelle il lui transmet le texte des nouveaux statuts, votés le 03/02/1937. : « Art. 1 : […]
a) manter relações permanentes com a Commissão Internacional de Cooperação Intellectual da Sociedade das Nações, o Instituto Internacional de Cooperação Intellectual de Paris, e as autoridades e Centros de cultura do pais, de maneira a promover, no Brasil, a melhor execução das resoluções e recommendações daquellas instituições ;
b) estabelecer relações directas com as Commissões Nacionais dos demais paizes ;
c) conhecer de todas as questões que digam respeito à ordem intellctual e de interesse geral nacional ou internacional ».

Idem., article 2 : « [...] o Secretário Geral da Sociedade das Nações, a Commissão Internacional de Cooperação Intellectual da Sociedade das Nações, o Instituto Internacional de Cooperação Intellectual, o Instituto Internacional do Cinematographo Educativo, o Instituto Internacional para a Unificação do Direito privado, as commissões nacionais de Cooperação Intellectual, as autoridades brasileiras e quasquer grupos e associações, nacionais e internacionais, que tenhem fines intellectuaes ».

AHI, 542,6, 995/16142, 11/11/1938, p .3 : « A commissão não é oficial. Ela é independente pela suas ideias e fins » ; « trabalha em intima colaboração com o Estado »

AHI, 78/3/13, 05/11/1932 : « O nosso governo poderia dar ao meu cargo, além da estabilidade que não tem, a extensão que comporta, fazendo de mim o agente da propaganda brasileira na Europa. A propaganda é, antes de tudo, um problema de ordem intellectual e o delegado junto ao IICI deveria ser aproveitado nas funções de (addido) intellectual as nossas dois ou três principais embaixadas na Europa. »
AHI, 78/3/13, 04/08/1933 : « d'ahi a necessidade que se impõe a cada governo, de augmentar os meios de acção do seu Delegado junto ao mesmo Instituto, porquanto é esse Delegado o orgão nacional de ligação entre actividade intellectual de seu paiz e a do dito Instituto. »

L'implication des Latino-Américains à l'OCI : quel type de participation? À quels projets?

La collection ibéro-américaine

AUN, A III 46, Rapport de Francisco Walker Linares présenté au Ministère de l'Éducation Publique et à l'Université du Chili pour favoriser la création d'une commission chilienne, juin 1930 : « recopilación hecha por el conocido historiador Carlos Pereyra ; esta antología contendrá trozos de Molina, el Padre Alonso de Ovalle, Perez Rosales, don Miguel Luis Amunátegui, Barros Arana, Vicuña Mackanna, etc. »

AUN, F VI 6, ni date, ni lieu, Lettre de Gabriela Mistral à Dominique Braga : « […] yo deseo que el nombre de Bolívar sea comprendido en una u otra forma en nuestra colección. Figura más representativa no la tenemos ; nombre que nos imponga mas obligación de darle honra, tampoco ; hombre por quien pida aun mayor número de naciones nuestras, tampoco.
Debo añadir aun que Venezuela sabe que el IICI editará un libro de Bolívar o sobre él, y una explicación sobre el hecho de que se suprimiese haría más daño a España que a la América Hispana, por el comentario de la prensa, muy legítimo, que rodaría desde México hasta Chile. Yo que soy mujer de un país que ningún

bien directo debió a Bolívar, me siento tan en deuda con él como cualquier venezolano, y esta anécdota le revela usted la pasión sudamericana por nuestro soldado. »

AUN, F VI 6, Genève, 01/11/1931, Lettre de Julián Nogueira à destinataire inconnu : « La obra de Rodó es indiscutiblemente la más importante. Creo que en un momento dado de la literatura española representa la cumbre, pero tiene el inconveniente para la traducción de que es ante todo una maravilla de estilo y desgraciadamente el estilo no se traduce. El pensamiento de Rodó que da lugar a su admirable forma literaria, es siempre noble pero está formado por una serie de ideas que no ofrecen la suficiente originalidad para presentarla como propia. Sería, pues, de una importancia muy relativa dar como ejemplo de la literatura urugaya una serie de ideas que en francés resultarían casi siempre lugares comunes. »

Un projet encyclopédique : faire connaître toute l'Amérique latine

AHI, 78/3/14, 20/11/1936, Lettre de Montarroyos à José Carlos de Macedo Soares : « O programma das materias que deveriam ser objecto dos livros da Collecção, alem de não haver sido completamente expurgado dos erros e graves insufficiencias acerca da história do Brasil, por mim patenteados, continuava a peccar por falta de equilibrio no encadeamento dos assumptos e, até mesmo, na simples enumeração d'elles. Assim, o excesso de minudencias no tocante a história dos povos americanos de origem hespanhola contrastava a tal ponto com a pobreza das generalidades relativas a história do povo brasileiro que só poderia admittir tal programma quem julgasse insignificante a obra de Portugal na América e menosprezasse a importância continental da evolução do Brasil. »

Épilogue : l'Amérique latine et la fin de l'IICI

AHI, 78/3/15, 26/09/1939 : Lettre de Montarroyos à Osvaldo Aranha : « Devo ainda informar Vossa Excelência de que o Instituto, de acordo com o seu Conselho de Administração e com o Presidente da CICI, executará doravante o seu programa de trabalhos independemente do Secretariado da SDN. O alcance de tal medida patenteia-se por si mesmo. Assim, nada tolherá a expansão das salutares iniciativas do Instituto na vasta esfera das suas atribuições. Escrupulosamente apartado de qualquer tendência politica, o Instituto aplica-se, com ânimo puramente construtivo, a desenvolver, no meio da desordem material dos nossos dias a obra de soliedariedade espiritual a que sempre se entregou no desempenho das suas delicadas funções internacionais. ».

AHI, 78/3/15, 24/06/1939 : « O director do Instituto pediu-me exprimisse a Vossa Excellencia, tanto em nome do Conselho de Administração do Instituto, como em nome da CICI, o vivo desejo que têm, de que o Brasil figure entre os oito primeiros estados [...] »

AHI, 542,6, 1045/18392, 03/11/1939, Lettre de Bueno do Prado à Osvaldo Aranha : « Ela causou uma grande impressão, já tendo o Instituto recebido diversas respostas dos mais eminentes cientistas e homens de letras do mundo. O Instituto vai publica-la em livro especifico, com todas as respostas ».

Chapitre III

Introduction

Lars SCHOULTZ Lars, John D. MARTZ (ed.), *Latin-America, the United States and the Inter-American System*, Boulder, Westview Press, 1980, p. 2-3.: « The Central Role of the U.S. in inter-american relations is so evident that the entire field of inter-american relations is sometimes reduced to the study of interactions between the U.S. and Latin American nations. This is not simply a reflection of the ethnocentrism of US Scholars, for it characterizes the work of Latin-Americans as well. Indeed, the focus upon the U.S. can be seen in its strongest form in the scholarships of the current generation of dependency theorists.
It is probably correct to suggest that the topic of U.S.-Latin America relations dominates the subject of inter-american relations because U.S. domination of Latin America is real. Occasionally, the U.S. is not a part of important events in inter-american relations, but generally these events involve bilateral rather than multilateral activity. But even when considering only bilateral actions, one is hard pressed to find many such examples in recent decades, especially if the possibilities are limited to events or activities of major significance. »

Kenneth M. COLEMAN, « The Political Mythology of the Monroe Doctrine », in SCHOULTZ Lars, MARTZ John D. (ed.), *Latin-America, the United States and the Inter-American System*, Boulder, Westview Press, 1980, p. 97 : « A political mythology is an attempt to reconcile a contradiction between professed values and actual behavior, is invoked more frequently in times of crisis, can be invoked in normal times to reconcile the past with the present and the future […]. »

Genèse et fonctionnement du système panaméricain

David SHEININ, « Rethinking Pan Americanism : An Introduction », in *Beyond the Ideal Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 3-4 : « In the scholarly literature since World War II, Pan Americanism has frequently been associated with power politics and inter-american security. […] What has counted for most authors in defining Pan Americanism has been the highest levels of diplomatic activity in a Cold War, anticommunist context. »

Salvador E. MORALES, *Primera conferencia panamericana. Raíces del modelo hegemonista de integración*, México, Centro de Investigación científica Ing. Jorge L. Tamoyo, 1994, p. 22 : « el panamericanismo ha sido uno de los temas más polémicos de la historiografía americana, tanto en lengua castellana como en ingles. »

Beyond the ideal : Pan Americanism in Inter-American affairs, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 34 : « the discrepancy between Pan American ideals and the reality of U.S.-Latin American relations has prompted scholars to assess Pan Americanism harshly. »

La doctrine Monroe et l'« idée d'hémisphère occidental »

César Diaz CISNEROS, *La Liga de las Naciones y la actitud argentina*, Buenos Aires, Imprenta Mercatali, 1921, p. 137 : « […] si en su origen la defensa de los intereses de Estados Unidos coincidía con los de toda América, las cosas han cambiado en cien años de vida que lleva la doctrina. Ha servido para todas las interpretaciones y todas las situaciones de la política internacional de Estados Unidos. »

Salvador de MADARIAGA, *Latin America between the Eagle and the Bear*, New York, Praeger, 1962, p.74 : « I know only two things about the Monroe Doctrine : one is that no American I have met knows what it is ; the other is that no American I have met will consent its being tampered with…I conclude that the Monroe Doctrine is not a doctrine but a dogma, […] not one dogma, but two, to wit : the dogma of the

infaillibility of the American President and the dogma of the immaculate conception of American foreign policy. »

Ricardo D. SALVATORE, « Book Review. The Literary Construction of the Monroe Doctrine », *Diplomatic History*, vol. 31, n°4, septembre 2007, p. 755 : « […] rather than a foreign-policy principle, the doctrine appears as a master-narrative containing multiple arguments about national identity and imperial ambition, whose function was to suppress the tensions between its anticolonialist and its imperialist positions. »

Lloyd MERCHAM, *A Survey of US-Latin American Relations*, Boston, Houghton Mifflin, 1965, p. 239 : « American diplomacy has been so much concerned with the countries of the Caribbean area that it is hardly an exaggeration to say that most of its major policy decisions and actions relating to Latin America originated in this region. [...] US strategic interests in Latin America were greatly increased early in this century by her acquisition of the Panama Canal (1903). »

Thomas Jefferson, cité par Arthur P. WHITAKER, *The Western Hemisphere Idea : its Rise and Decline*, New York, Cornell University Press, 1954, p. 29 : « In whatever governments they end, they will be **American** governments, no longer to be involved in the never-ceasing boils of Europe. The European nations constitute a separate division of the globe ; their localities make them part of a distinct system ; they have a set of interests of their own in which it is our business never to engage ourselves. America has a hemisphere to itself. It must have a separate system of interest which must not be subordinate to those of Europe. »

Carlos DÁVILA, *We of the Americas*, Chicago, Ziff-Davis Publishing Company, 1949, p. 17 : « An empire was destroyed in the south, while one was built in the United States. A process of integration made the United States ; a process of disintegration divided the twenty nations to the south. »

Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American system,* London, Royal Institute of International Affairs, 1966, p. 14 : « It has always been an important factor in inter-american relations that United States is not only a great power, but a 'white' power ; while the countries of Latin America are not only small powers, but, with few exception, small powers with largely non-white populations. » Il ajoute : « It is especially true of most the Latin American countries nearest to the United States, the racial factor being of special significance for the latter's relations with Mexico. »

Kenneth M. COLEMAN, « The Political Mythology of the Monroe Doctrine », *in* Lars SCHOULTZ, John D. MARTZ (ed.), *Latin-America, the United States and the Inter-American System*, Boulder, Westview Press, 1980, p. 105 : « The United States has a special responsibility to lead the world in efforts at moral renewal, and the interests of the United States are the interests of the mankind. »

Frederick B. PIKE, *The United States and Latin America. Myths and Stereotypes of Civilization and Nature*, Austin, University of Texas Press, 1992, p. xv : « the frontier myth derived from a vision of the perfect fusion of civilization and nature. This fusion, ostensibly, would strengthen and perpetuate American exceptionalism. »

Frederick B. PIKE, *ouv. cité*, p. XV : « When America's national frontier disappeared (or, just as important, was thought to disappear), the old vision persisted, but took on hemispheric dimensions. In its expanded form the vision or myth posited a synthesis of the civilized, Anglo North with the natural, Latin South. »

Du Congrès de Panama à la conférence de Washington

Le projet bolivarien et les conférences interaméricaines du XIXe siècle

Simón Bolívar, *Doctrina del Libertador*, Caracas, Fundación Biblioteca de Ayacucho, 1985, p. 153 : « El día que nuestros plenipotenciarios hagan el canje de sus poderes, se fijará en la historia diplomática de América una época inmortal. Cuando, después de cien siglos, la posteridad busque el origen de nuestro

derecho público, y recuerden los pactos que consolidaron su destino, registrarán con respeto los protocolos del Istmo. En él, encontrarán el plan de las primeras alianzas, que trazará la marcha de nuestras relaciones con el universo. ¿Qué será entonces el Istmo de Corinto comparado con el de Panamá ? »

Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*, p. 37 : « […] if the United States was strong enough to enforce the Monroe Doctrine, her power could be a threat to their independence, while if she was too weak to do so, they were likely to be threatened by Europe. »

La Première conférence panaméricaine de 1889-1890 (Washington)

Joseph SMITH, « The First Conference of American States (1889-1890) and the Early Pan American Policy of the United States », in SHEININ David (ed.), *Beyond the Ideal. Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 21 : « The largest and most inviting field for enterprise on earth exists in the countries south of us on the American continent. Their natural resources are incalculably valuable, and their trade and commerce are capable of immense extension [...]. »

Joseph SMITH, *art. cité*, p. 23 : « Venezuela publicized its boundary dispute with Britain over Guyana. Ecuador, Colombia and Paraguay highlighted access to the sea and the free navigations of rivers. Chilean saw their presence as a hedge against Peru, which, they suspected, might advance its claims in the Tacna-Arica boundary dispute. »

Article du journal *The Nation*, daté du 04/09/1890, cité par Joseph SMITH, *art. cité*, p. 25 : « Mr Blaine had absolutely no program, and left his delegates wholly uninstructed, his idea appearing to be that instead of a gathering of representatives of several governments, under careful instructions, the Congress was a sort of town meeting where personals views were to be freely ventilated. »

Patricia FUNES, *Salvar la nación. Intelectuales, cultura y política en los años veinte latinoamericanos*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006, p. 219 : « Entre 1898 y 1903 se despliegue un sentimiento antinorteamericano que va a ir expandiéndose a la vez que precisándose entre la jóvenes generaciones, sobre todo en el movimiento estudiantil reformista, que en sus proclamas y reuniones planteó una oposición frontal a las agresivas políticas norteamericanas. »

Le système interaméricain au début du XXe siècle

Patricia FUNES, *Salvar la nación. Intelectuales, cultura y política en los años veinte latinoamericanos*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006, p. 219 : « Entre 1898 y 1903 se despliega un sentimiento antinorteamericano que va a ir expandiéndose a la vez que precisándose entre las jóvenes generaciones, sobre todo en el movimiento estudiantil reformista, que en sus proclamas y reuniones planteó una oposición frontal a las agresivas políticas norteamericanas. »

Reformulation de la Doctrine Monroe et affirmation de l'anti-impérialisme latino-américain

Richard Olney, dans un document envoyé à Londres en juillet 1895, cité par Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*…, p. 45-46 : « today the United States is practically sovereign on this continent, and its fiat is law upon the subjects to which it confines its interposition. »

John Lloyd MERCHAM, *A Survey of U.S.-Latin American Relations*, Boston, Houghton Mifflin, 1965, p. 239 : « American diplomacy has been so much concerned with the countries of the Caribbean area that it is hardly an exaggeration to say that most of its major policy decisions and actions relating to Latin America originated in this region. »

Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*, Oxford University Press, 1966, p. 26 : « A study of the inter-american system reveals how concerned Latin American countries have been to create juridical safeguards against the use by the United States of her overwhelming power ; the store they have set by the Pan American principle of the juridical equality of states. As Lilliputians, they have sought to tie up the United States Gulliver with a mass of juridical knots. »

Naissance de l'Union Panaméricaine

Benjamin Pitman POTTER, *Pan-american conferences as types of organized international cooperation,* Proceedings of the first session of the Los Angeles center of the American academy of political and social science, July, 1928, vol. 1, no. 1, p. 16 *:* « The Pan American Conferences have drafted a good many treaties and a number have been put into effect. What are they worth? […] My own impression is that the general quality of the conventions drafted by the PA conferences is lower than in the case of the conventions drafted by the Hague Conferences, the International Labor Conference, and, if I will not seem to be too extreme, by most international conferences. It seems to me that most of the resolutions adopted in the Pan-American conferences will on inspection prove to contain a great deal of general phraseology, a great many rather general ideas, a good many exhortations, aspirations, beautiful thoughts, but not a great deal of binding law. »

Évolutions de l'UPA dans l'entre-deux-guerres : du *big stick* à la *good neigbor diplomacy*

Les années 1920

Harold F. PETERSON, *Argentina and the United States, 1810-1960*, New York, State University of New York Press, 1964, p. 322 : « The years of World War I were an arid season in the evolution of the inter-American organization. Instead of stimulating collective action among the twenty-one republics, the threat to Hemisphere security served rather to devitalize a promising trend toward solidarity. »

William Spence ROBERTSON, *Hispanic-American Relations with the United States*, New York, Oxford University Press, 1923, p. 409 : « There was a time in the early days of our own great nation and of the republics fighting their way to independence in Central and South America when the Government of the United States looked upon itself as in some sort the guardian of the republics to the south of her. »

Stepen P. DUGGAN, « Latin America, the League and the United States », *Foreign Affairs*, vol. 12, n°2, janv. 1934, p. 283 : « In the Council and Assembly of the League the Latin American States sat on a footing of equality with the representatives of the Great Powers, and in course of time their representatives were elected to preside over those bodies and often acted as chairmen of important committees. This was in sharp contrast to the Pan American conferences, where the United States dominated and the Latin American states felt that they occupied a place of inferiority. In fact, there can hardly be any doubt that one of the motives which animated a considerable number of the Latin American nations in joining the League was the belief that it would be a counterpoise to the United States. »

La politique de bon voisinage des années 1930

Mark T. BERGER, « A Greater America? Pan Americanism and the Professional Study of Latin America, 1890-1990 », *in* SHEININ David (ed.), *Beyond the ideal : Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 48 : « A central objective of the Good Neighbor Policy was to substitute the punishment of Latin Americans for 'uncivilized behavior' with a Pan American Policy that emphasized political and economic integration, development, and stabilization under U.S. leadership. »

BNRJ, Pan American Union, *Pan American Day, April 14th 1934, its origins and significance*, distributed by the PAU, Washington, p. 1 : « […] the Pan American Day attempts to indicate to the average citizen the great

movement for friendly understanding between the peoples of America and to give them an opportunity to unite each year in activities that may be traced to the sentiments voiced at a conference held more than a hundred years ago – the so-called Conference of Panama. »

Cité par Irwin GELLMAN, *Good Neighbor Diplomacy…,* p. 11 : « In the field of world politics I would dedicate this nation to the policy of the good neighbor – the neighbor who resolutely respects himself and, because he does so, respects the sanctity of his agreements in and with a world of neighbors. »

Cité par Gordon CONNELL-SMITH, *The Inter-American System*…, p. 80 : « The essential qualities of a true Pan Americanism must be the same as those which constitute a good neighbor, namely, mutual understanding and, through such understanding, a sympathetic appreciation of the other's point of view. It is only in this manner that we can hope to build up a system of which confidence, friendship, and good will are the cornerstones. »

Le panaméricanisme vu depuis l'Amérique latine ou la figure de Janus

Le panaméricanisme, objet de débats

José MARTÍ, « El congreso de Washington. Su historia, sus elementos y sus tendencias », Nueva York, 02/11/1889, in *Política de Nuestra América*, Siglo XXI, México, 1987, p. 152 : « Jamás hubo en América, de la independencia para acá, asunto que requiera más sensatez, ni obligue a más vigilancia, ni pida examen más claro y minucioso, que el convite que los Estados Unidos potentes, repletos de productos invendibles, y determinados a extender sus dominios en América, hacen a las naciones americanas de menos poder, ligadas por el comercio libre y útil con los pueblos europeos, para ajustar una liga contra Europa y cerrar tratos con el resto del mundo. De la tiranía de España supo salvarse la América española ; y ahora, después de ver con ojos judiciales los antecedentes, las causas y factores del convite, urge decir, porque es la verdad, que ha llegado para la América española la hora de declarar su segunda independencia. »

Trois voies/x latino-américaines : le Brésil, l'Argentine et le Chili

Kátia Gerab BAGGIO, *A 'outra América'. A América Latina na visão dos intelectuais brasileiros das primeiras décadas republicanas*, Tese de doutorado, sob a direção de Maria Ligia Coelho Prado, Universidade de São Paulo, 1998, p. 52 : « De um lado, [entre os principais intelectuais brasileiros estavam os] críticos da política expansionista dos Estados Unidos, como Eduardo Prado (A ilusão americana, 1893), Oliveira Lima (Pan-Americanismo, 1907), José Veríssimo (en vários artigos publicados no O Imparcial e no Jornal do Comércio do Rio de Janeiro) e Manuel Bomfim (América Latina, 1905, e outras obras). Do outro, defensores ardosos do pan-americanismo, como Joaquim Nabuco (em discursos e artigos), Artur Orlando (Pan-Americanismo, 1906) e Euclides da Cunha (em artigos e cartas, mas sem o mesmo entusiasmo dos colegas), situando o tema como um dos mais freqüentes do debate intelectual na virada do século. »

Joaquim Nabuco, cité par Olímpio de Souza ANDRADE, *Joaquim Nabuco e o Pan-americanismo*, São Paulo, Cia. Editora Nacional, 1950, p. 52-53 : « Ninguém é mais do que eu partidário de uma política exterior baseada na amizade com os Estados Unidos. A doutrina de Monroe impõe aos Estados Unidos uma política externa que se começa a desenhar, e, portanto, a nós todos também a nossa. Em tais condições a nossa diplomacia deve ser principalmente feita em Washington. Uma política assim valeria o maior dos exércitos e a maior das marinhas [...]. Para mim a doutrina de Monroe [...] significa que politicamente nós nos desprendemos da Europa tão completamente e definitivamente como a lua da terra. Nesse sentido é que sou monroista. »

Bradford BURNS, *The Unwritten Alliance : Rio Branco and Brazilian-American Relations*, Columbia University Press,1966, p. 151 : « The consensus was that Brazil as a large, strong and progressing country need fear no foreign intervention and should lend its moral support to quieting the turbulent nations. ».

Luiz A. P. SOUTO MAIOR, « O Pan-americanismo e o Brasil », *Revista do IHGB*, n°379, avril-juin 1993, p. 341 : « uma considerável auto-confiança, sem a qual a nossa diplomacia talvez não se tivesse sentido suficientemente segura para manifestar compreensão frente à orientação abertamente intervencionista de Washington ».

José PARADISO, *Debates y trayectoria de la política exterior argentina*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 1993, p. 45 : « El rápido crecimiento del país fortalecía la confianza en sus propias fuerzas y alentaba la convicción de que le estaba reservado un papel rector en la parte meridional del nuevo mundo. »

Cité par José PARADISO, *Debates y trayectoria de la política exterior argentina*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 1993, p. 21 : « Que la verdad era que las republicas americanas eran naciones independientes que vivían de su vida propia, y debían vivir y desenvolverse en las condiciones de sus respectivas nacionalidades, salvándose por sí mismas […]. Que era tiempo ya que abandonásemos esa mentira pueril de que éramos hermanitos y que como tales debíamos auxiliarnos, enajenando recíprocamente parte de nuestra soberanía […]. »

Roque Sáenz Peña lors de la conférence interaméricaine de Washington, cité dans Andrés CISNEROS, Carlos ESCUDÉ (dir.), *Historia general de las relaciones exteriores de la Republica Argentina, Tomo VIII : Las relaciones con Europa y los Estados Unidos, 1881-1930,* Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, Centro de Estudios de política exterior/Consejo argentino para las relaciones internacionales, 1999 : « Las repúblicas americanas viven de sus productos y de sus materias y necesitan de todos los mercados del mundo para el desarrollo y progreso comercial de sus respectivos pueblos. […] América se inclina a mantener y desarrollar relaciones con todos los Estados y la doctrina debe ser : América para la Humanidad. »

Roque Sáenz Peña, cité par José Paradiso, *ouv. cité*, p. 57 : « La política internacional [de l'Argentine] será de amistad para la Europa y de fraternidad para la América. Participa del concepto panamericano en cuanto ello significa el respeto inatacable de la soberanía, la concordia y la amistad entre todos los Estados del continente, sin excluir los recíprocos concursos que consulten nuestros desarrollos económicos. A la política argentina no le conviene ser privativamente americana, ni exclusivamente europea. »

David SHEININ, *Argentina and the United States. An Alliance contained*, Athens/London, The University of Georgia Press, 2006, p. 36 : « After 1910, there were growing similarities in how U.S. and Argentine elites understood race hierarchies and international affairs. A *hispanista* cultural renaissance in Argentina helped generate widespread anti-American sentiment at the time of the Spanish-American War. White urban Argentines came to consider Spaniards (and themselves) as racially and ethnically superior to Argentina's Latin American neighbors […]. At the same time, Argentine praised the United States for its modernity, military prowess, and social order, virtues they found lacking in Argentina and other American republics. »

Fredrick B. PIKE, *Chile and the United States, 1880-1962. The emergence of Chile's Social Crisis and the Challenge to United States Diplomacy*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1963, p. 25 : « resentment of the Monroe Doctrine, and the desire to set it at naught ; conviction that so far as commerce was concerned, Latin America should think principally in terms of trade with Europe and the rest of the world rather than simply with American Hemisphere republics ; desire for a strong Chile that could singlehandedly defend and implement foreign policy ; and as a consequence, a disinclination to cooperate in multilateral hemisphere ventures, even with the Hispanic-American republics of South America. »

Arturo Alessandri dans un article de *El Mercurio*, 11/06/1926, cité par Heraldo MUÑOZ, Carlos PORTALES, *Una amistad esquiva. Las relaciones de Estados Unidos y Chile*, Santiago, Pehuén, 1987, p. 39-40 : « Durante mis cinco años en la presidencia, trabajé para darle vida al panamericanismo. Pero, ahora, dedicaré todas las energías que me quedan a predicar que nosotros [los países latino-americanos] debemos levantarnos juntos, unidos, y proclamar : América Latina para los Latinoamericanos. »

Cité par Joaquín Fermandois, *ouv. cité*, p. 90 : « nos obliga a pensar en la conveniencia de desarrollar una política de vinculación americana, que sea para nuestros intereses una garantía un poco más efectiva que la que puede prestarle la actual Sociedad de las Naciones. »

« The glory of American civilization » : Panaméricanisme et coopération intellectuelle

La coopération intellectuelle entre les États-Unis et l'Amérique latine

Samuel Guy INMAN, « Backgrounds and Problems in Intellectual Exchange », in *Inter American Intellectual Interchange*, Institute of Latin American Studies of the University of Texas, 1943, p. 3-18 : « The United States government was slow awakening to the necessity of counter-action. Democratic governments, it was argued, might well aid their business men, but they should not engage in cultural propaganda. In the US the educational system was under the direction of the 48 states, so the federal government could not participate in cultural exchange with other nations. »

Juan Manuel ESPINOSA, *Inter-American Beginnings of U.S. Cultural Diplomacy, 1936-1948*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1977, p. 46 : « By 1914 the habit of international cultural relations, although unorganized and undirected, was fixed in international life, and Latin America, within intellectual, educational, and scientific circles, at least, was becoming better known. »

Cité par William Spence ROBERTSON, *Hispanic-American Relations with the United States*, New York, Oxford University Press, 1923, p. 409 : « conscious of a new and more vital community of interest and moral partnership in affairs, more clearly conscious of the many common sympathies and interests and duties which bid them stand together. »

Inter-America, a Monthly Magazine, Carnegie Endowment for Peace, New York, n°1, october 1917 : « The purpose of Inter-America is to contribute to the establishment of a community of ideas between all the peoples of America by aiding to overcome the barrier of language, which hitherto has kept them apart. It is issued alternately, one month in Spanish, made up of diversified articles translated from the periodical literature of the US, and the next month in English, composed of similar articles translated from the periodical literature of the American countries of Spanish or Portuguese speech. »

Ricardo D. SALVATORE, « Library accumulation and the emergence of Latin American Studies », in Comparative *American Studies. An International Journal*, vol. 3, n°4, 2005, p. 416 et 417« Librarians and early promoters of Latin American Studies contributed to the collective task of rendering the region visible through printed works, images and manuscripts. The age of Pan Americanism generated an interest in and a necessity to build Latin American collections. » ; « […] book accumulation appears connected with the information and knowledge requirements of an expanding informal empire ; a manifestation of a society increasingly dominated by mass production and mass distribution. Early Latin American collections were part of this general process for they were rooted on research and economic agendas that defined the region as an object of knowledge. »

Richard T. ARNDT, *The first resort of kings, American Cultural Diplomacy in the 20th Century*, Washington D.C., Potomac Books, 2005, p. 39 : « Reacting to government inaction, the US private world in 1919 began two decades of remarkable cultural internationalist growth. »
Juan Manuel ESPINOSA, *ouv. cité*, p. 50 : « The Institute, along with the Pan American Union was to play a pioneering role in developing policies and techniques of exchange-of-persons activity which led to the eventual recognition of the legitimacy of direct Government sponsorship of international educational and cultural exchange activities. »

http://archive.org/stream/nationalcommitte031498mbp/nationalcommitte031498mbp_djvu.txt : « in order to make it representative, not only of the disciplines covered by its program, but also, to some

extent, of existing national organizations in those fields. In order to secure consistent policies and to provide for a definite allocation of problems, a formal constitution was adopted, providing for the rotation of members and for a series of technical Committees. »

Sebastiaan FABER, « Learning from the Latins : Waldo's Frank Progressive Panamericanism », *The New Centennial Review*, vol. 3, n°1, printemps 2003, p. 261 : « a rejection of mainstream U.S. culture, a critical stance toward U.S. policy in Latin America, a positive evaluation of Latin American cultural difference, and, ultimately, the wish to forge close alliances between the intellectual elites of North and South. »

Sebastiaan FABER, *art. cité*, p. 274 : « adaptating his previous message to include explicit and urgent warnings against the dangers of fascism, to sing the praise of Roosevelt government, and to convince his audience that things had changed since his first visit in 1929. »

Ricardo D. SALVATORE, « The Making of a Hemispheric Intellectual-Statesman : Leo S. Rowe in Argentina (1906-1919) », *The Journal of Transnational American Studies*, vol. 2, n°1, 2010, p. 36 : « to gather sufficient information to generate valid generalizations about the peripheries he/she visits, and to establish the superiority of his/her own culture and society. »

Sumner WELLES, « In Memoriam. Dr. Leo S. Rowe, Director General of the Pan American Union », *The Americas*, vol. 3, n°3, janvier 1947, p. 363 : « He traveled extensively through all parts of South and Central America. He began those close friendships with leading men in all of the other American Republics, particularly with prominent figures in the political, professional, and educational fields, which later resulted in his becoming the North American who probably had more devoted personal friends in the nations of the south of us tan any other citizen of the United States. »

Ricardo D. SALVATORE, « The Making of a Hemispheric Intellectual-Statesman : Leo S. Rowe in Argentina (1906-1919) », *The Journal of Transnational American Studies*, vol. 2, n°1, 2010, p. 4 : « brought to Argentina some propositions about municipal governments, the role of public opinion in modern democracies, the new problems posed by business monopolies and organized labor, the new role of the United States in the international arena, and the possibilities of Pan American cooperation. »

Ibid. : « Argentine intellectuals repositioned their nation in relation to this new rhetoric an these ideas. In the proximity of this high-ranking member of the U.S. intelligentsia, local intellectuals were forced to revise their putative Europeism, reconsider the advantages of Panamericanism, and relocate Argentina's identity and role within the new parameters suggested by the U.S. hegemon – international law, democratic governance, and research universities. »

Miguel Antonio MUÑOZ-ASENJO, « Las visitas de Leo Stanton Rowe a Chile y sus ideas en torno a la Cooperación Intelectual entre Sudamérica y Estados Unidos, 1907-1915 », *Latin American Journal of International Affairs*, vol. 3, n°1, p. 70 : « probablemente ha generado en los intelectuales chilenos expectativas para asumir una cuota de responsabilidad o de participación en la generación de conocimiento en Occidente y, en general, de un nuevo proyecto de progreso que les incluye, a diferencia del de Europa, un continente tan distante, enredado en una guerra y que no les permitía asumir tareas a largo plazo. »

Nature et formes de la coopération intellectuelle au sein du système panaméricain

Les conférences interaméricaines

Hernán Castro OSSANDON, *Cooperación intelectual americana*, Memoria de prueba para optar al grado de licenciado en la Faculdad de Ciencias Jurídicas y Sociales de la Universidad de Chile, Santiago, 1944, p. 11 : « La Primera Conferencia Internacional Americana, celebrada en Washington (1889), puede tomarse como punto de partida del desarrollo contemporáneo del Movimiento de Cooperación Intelectual en América ;

pues en ella se advierte por primera vez, en forma oficial, la necesidad e importancia del cultivo de las relaciones intelectuales para el afianzamiento de la solidaridad continental, y se toma la primera iniciativa colectiva encaminada directamente a tal objeto. »

Proceedings of the Second Pan American Scientific Congress, Washington, 1915 : « the teaching of the Spanish language be made general in the schools of the United States, and of the English language in Latin American schools, and that both be taught from the point of view of American customs, history, literature and social institutions. »

Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General, …p. 19 : « Our continent offers, in the matter of intellectual cooperation, lofty and indefatigable labor which allows us to cherish hopes of progress. »

Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General, … p. 19-20 : « My hopes are based upon the more than twenty treaties, conventions, or agreements reached in this important sector of our civilization by the American nations. Argentina, Brazil, Costa Rica, Chile, Cuba, Ecuador, the United States, Honduras, Mexico, Uruguay, and other nations have adopted rules and regulations concerning intellectual cooperation. Scholarships are established for students by Argentina, Cuba, Mexico, Peru, the United States, and other countries. Organizations for the advancement of university relations have been created in Argentina, Chile, the United States, Paraguay, and other states ; and in addition to this inter-American conference, there have been almost a hundred conferences, missions, institutes, congresses, scientific organizations, sections of cooperation, associations, colleges, federations, confederations, voyages, museums, and offices, etc., which have furthered relations in the fields of international law, science, medicine, social welfare, education, etc. Each deals with governmental relations, international and municipal law, sciences in general – archaeology, geography, history, chemistry, agriculture, architecture, medicine […], all of which the cultured countries of the Western Hemisphere brought into being through their devoted labor for the glory of American civilization. »

Les congrès scientifiques panaméricains

Cuarto Congreso Científico (Primer Panamericano), *Reseña General y Trabajos Presentados*, publicados en 22 volúmenes, Santiago de Chile, Imprenta, Litografía y Encuadernación Barcelona, 1915, p. 100 : « Bajo la inspiración de una suspicacia recelosa, se ha creído vislumbrar en la celebración de estos Congresos propósitos de hostilidad para Europa. Absurdo Soberano, Señores ! Por poco tierna que en algunas ocasiones haya sido su conducta para con estos pueblos, los americanos jamás olvidamos que la Europa es la Madre Europa. Creo interpretar el sentimiento íntimo de todos sus miembros declarando que lo único que nos proponemos es estudiar los problemas científicos desde el punto de vista americano, es procurar el acercamiento de estos pueblos en interés de la paz continental, es captarnos las consideraciones y las simpatías del mundo culto, probando con la existencia de una incomensurable clase de intelectuales y con la abundante copia de sus trabajos científicos, que América es un factor modesto, pero no despreciable en la obra del progreso universal. Me parece que no me equivoco si digo que lo que ha motivado las inquietudes de la suspicacia es por sobre todo los demás propósitos alentamos el de unificar los ideales de estos pueblos para construir el alma americana, esto es, la personalidad soberana de América, y hacerla sentir en seguida ante el mundo entero, sin arrogancia, pero sin timidez, en bien de la paz, el derecho, y de la justicia. »

Samuel Guy INMAN, « Backgrounds and Problems in Intellectual Exchange », in *Inter American Intellectual Interchange*, Institute of Latin American Studies of the University of Texas, 1943, p. 7 : « to increase the knowledge of things American, to disseminate and to make the culture of each American country, the heritage of all American Republics. »

Hernán Castro OSSANDON, *ouv. cité*, p. 38-39 : « ciencias antropológicas, ciencias biológicas, ciencias geológicas, agricultura y conservación, salubridad pública y medicina, ciencias físicas y químicas, estadísticas, historia y geografía, derecho internacional, derecho público y jurisprudencia, economía, sociología y educación ».

L'Institut Panaméricain de Géographie et d'Histoire

Cité par Salvador MASSIP, « El Instituto Panamericano de Geografía e Historia », *Boletín de la Unión Panamericana*, avril 1930, p. 390 : « Establecimiento de un Instituto Geográfico Panamericano que sirva de centro de coordinación, distribución y divulgación de los estudios geográficos entre los Estados americanos y de órgano de cooperación entre los institutos geográficos de América, para facilitar el estudio de las cuestiones de fronteras entre las naciones americanas. »

Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America, Publication of the Department of State. Conference Series, n°8, Washington, Government Printing Office, 1931, p. 6 : « a convention to create a bureau which may be considered a forerunner of an institute of this nature had been adopted in the second the Pan American Conferences [1901-1902], held in the Federal Capital of that Republic […]. »

« Creación y funcionamiento del Instituto Panamericano de Geografía e Historia »…, *Boletín Bibliográfico de Antropología Americana* (1937-1948), vol. 1, n° 1-2, juin 1937p. 11 : « Los Estados que formen parte del Instituto Panamericano de Geografía e Historia, contribuirán para el sostenimiento de éste, con una cuota anual fijada en la siguiente forma :

- Menos de dos millones de habitantes : 200 dólares ;
- De 2 a 4 millones de habitantes : 500 dólares ;
- De 4 a 10 millones de habitantes : 1000 dólares ;
- De 10 a 20 millones de habitantes : 2500 dólares ;
- De 20 a 50 millones de habitantes : 5000 dólares ;
- De 50 millones o más : 10 000 dólares. »

Texte de la résolution, cité par Hernán Castro OSSANDON, *ouv. cité*, p. 52 : « órgano de cooperación entre los Institutos Geográficos e Históricos de América, a fin de facilitar el estudio de los problemas concernientes a la Geografía e Historia. »

Ibid. : « […] la publicación de todos los trabajos que envíen los países americanos ; hará estudios fronterizos, si así lo soliciten los Estados interesados ; estará encargado de formar un gran archivo de planos y documentos históricos relativos a América, como también una biblioteca de las materias propias del Instituto. »

Instituto Panamericano de geografía e historia, *Inauguración del edificio en la ciudad de México el dia 05/05/1930*, publicación n°2, Imprenta Reveles, México, Allocution de Pedro S. Sánchez, directeur de l'Institut : « un edificio especial que reuniera todas las condiciones necesarias para su funcionamiento y demostrar, al mismo tiempo, a la América, que la República Mexicana sabía corresponder al honor que se le hacía con la elección, que sabía apreciar la importancia de la Institución creada, y quería patentizar además, el cariño que profesa a todos los Estados Americanos. »

Salvador MASSIP, *art. cité*, p. 396 : « estimular y dirigir, en cuanto lo sea posible, la exploración de las regiones americanas poco conocidas » ; « una gran parte de los países de América, aun los más pequeños y más poblados, cuentan dentro de sus límites con regiones casi desconocidos. ».

Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America, Publication of the Department of State. Conference Series, n°8, Washington, Government Printing Office, 1931, p. 5 : « A Delegate from Cuba had very properly proposed that the Institute should be one of history, and that history as well as geography should figure in the title, inasmuch as the latter, in the political sense of the word, was a matter of history in the Latin American States and, in the settlement of boundaries and disputes likely to arise between and among them, historical documents would need to be consulted and therefore should be at hand in the archives of the Institute. The suggestion was so acceptable that it was unanimously adopted.
The last of the three matters to be considered in this connection had the same good fortune. It had been originally proposed that the Institute should intervene in boundary disputes, which would mean, of course, that the countries in controversy might be embarrassed by proposals on the part of other

American Republics. The delegate from Venezuela suggested that the Institute might indeed, at the request of the parties in controversy, offer its services – a proposition so reasonable as to overcome opposition. »

Le Bureau de coopération intellectuelle

AUN, A XI 11, *Memorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan, 27/09/1939 : « *Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana* », par Concha Romero James : « Hace más de veinte años que la Unión Panamericana vió la necesidad inaplazable de impulsar, por todos los medios a su alcance, las relaciones culturales entre las repúblicas americanas. »

AUN, A XI 11, Memorandum joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan, 27/09/1939 : « Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana », par Concha Romero James: « […] Se creó una pequeña sección, la cual, en sus primeros años, circunscribió su esfuerzo al campo de la educación. »

AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan, 27/09/1939 : « Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana », par Concha Romero James : « He aquí algunas de las funciones que le fueron confiadas en aquella época : coleccionar información sobre el movimiento educativo en los diferentes países de América ; publicar una serie de folletos sobre temas pedagógicos ; cooperar con los educadores latinoamericanos interesados en uno o otro aspecto de la enseñanza en los Estados Unidos ; facilitar el estudio, por parte de estudiantes y educadores norteamericanos, de todo lo relativo a la educación en la América Latina ; orientar a los estudiantes latinoamericanos en los Estados Unidos. Con el objeto de allanarles a éstos últimos las dificultades con que tropezaban al tratar de revalidar sus estudios en los Estados Unidos, la Sección de Educación publicó por aquellos días una serie de informes sobre la enseñanza secundaria, normal y universitaria en cada uno de los países latinoamericanos. »

Ibid. : « No tardó en quedar de manifiesto lo fructífero que es, desde el punto de vista de las relaciones interamericanas, el que se incorpore a las universidades de los Estados Unidos el mayor número posible de jóvenes latinoamericanos ».

Ibid. : « Entre las actividades a que se ha consagrado la Unión Panamericana desde los comienzos de su acción cultural figura la que tiene por fin conseguir que las instituciones de educación superior de los Estados Unidos establezcan cursos especiales para el estudio de la historia, la organización político-social y la cultura de la América Latina ».

Mark T. BERGER, « A Greater America? Pan Americanism and the Professional Study of Latin America, 1890-1990 », *in* SHEININ David (ed.), *Beyond the ideal : Pan Americanism in Inter-American affairs*, Westport, Greenwood Press, 2000, p. 46 : « Many Latin America specialists who came of age around World War I went from academia to spend at least part of their careers at the State Department, other branches of government, or privately funded organizations and foundations. »

Hernán Castro OSSANDON, *Cooperación intelectual americana*, Memoria de prueba para optar al grado de licenciado en la Faculdad de Ciencias Jurídicas y Sociales de la Universidad de Chile, Santiago, 1944, p. 36 : « Sus primeras actividades se encaminaron a difundir la literatura, historia e idiomas de la América latina en los principales centros de educación norteamericanos. ». Voir aussi AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan, 27/09/1939 : « Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana », par Concha Romero James : « Entre las actividades a que se ha consagrado la Unión Panamericana desde los comienzos de su acción cultural figura la que tiene por fin conseguir que las instituciones de educación superior de los Estados Unidos establezcan cursos especiales para el estudio de la historia, la organización político-social y la cultura de la América Latina. »

AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan, 27/09/1939 : « Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana », par Concha Romero James : « […] el interés de la

Fundación Guggenheim por la América Latina tuvo su origen en una carta dirigida en 1926 por la Dirección General de la Unión Panamericana al Senador Guggenheim en la cual sugirió la conveniencia de ampliar su radio de acción mediante el ofrecimiento de becas de perfeccionamiento para estudiantes y profesionales de la América Latina. La proposición fue bien recibida y en 1927 y 1928 se hicieron los estudios preliminares que dieron como resultado el establecimiento de becas de la Fundación Guggenheim, a las cuales pueden aspirar jóvenes graduados de las universidades de la Argentina, Chile, México, Cuba y Puerto Rico. La Oficina de Cooperación Intelectual tuvo la oportunidad de colaborar con las personas enviadas por la Fundación a México y a la América del Sur para efectuar los referidos estudios. »
Francisco Walker LINARES, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943, p. 13 : « Además de la cooperación intelectual internacional, existe una oficina de cooperación intelectual en la UPA de Washington, creada para estrechar las relaciones espirituales entre las naciones del continente americano, pero sin que ella se levante como una institución rival o antagónica de la de París […]. »

AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan, 27/09/1939 : « *Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana* », par Concha Romero James. « arqueología (principalmente legislación sobre la conservación de monumentos y asientos arqueológicos), arte y artistas, bibliografía, congresos y conferencias, educación, letras, ejercicio de profesiones, sociedades, intercambio de profesores y estudiantes, sociedades, tratados de cooperación intelectual. »
Cette dernière ajoute : « Algunos de estos títulos comprenden numerosas subdivisiones. Tal es el caso de Educación, con más de 70 carpetas diferentes, repletas de informaciones sobre diversos tipos de escuelas an cada plan de estudio y diferentes fases de la teoría y práctica pedagógica. Otro tanto ocurre con Sociedades, rubro bajo el cual quedan comprendidas numerosas divisiones y subdivisiones que corresponden a toda suerte de sociedades culturales, profesionales y científicas en cada república americana, sobre las cuales se coleccionan datos relativos a sus labores, organización y publicaciones destinadas al canje. »

AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan… : « 1. Se proyecta una expedición arqueológica a un país latinoamericano y los organizadores quieren saber a ciencia cierta si les permitirá llevar aquellos objetos que logren descubrir en el curso de sus excavaciones. La legislación sobre monumentos históricos y arqueológicos, coleccionada por la Oficina, resuelve el problema. 2. Los funcionarios encargados de la matrícula en una universidad no están seguros de si deben admitir a un estudiante latinoamericano a cierto curso universitario. Pues bien, mediante la consulta de los programas de estudio que se conservan en los archivos, es posible determinar la preparación académica del aspirante. 3. Un médico, profesor o arquitecto desea ejercer su profesión en la ciudad de Nueva York, pongamos por caso ; la Oficina está en condiciones de ponerlo al cabo de las perspectivas que pudieran presentársele y de los requisitos que es necesario cumplir. 4. Un distinguido periodista y educador está a punto de embarcarse para Sud América : la Oficina le suministra no sólo datos sobre las instituciones que más le conviene visitar, sino también cartas de presentación para periodistas prominentes, rectores de universidad, etc. »

Ibid. : « Servicios como los señalados y otros muchos […] contribuyen a poner en contacto a muchos norteamericanos con sus colegas del Sur […]. Idénticos servicios se prestan en el caso de latinoamericanos de paso por los Estados Unidos […]. ». Hernán Castro OSSANDON, *ouv. cité*, p. 36: « Numerosas son las facilidades materiales que concede [la Oficina] a los estudiantes latinoamericanos en los Estados Unidos, como también a los universitarios norteamericanos que desean realizar sus memorias de prueba sobre temas relacionados con América Latina. »

AUN, A III 63, *Primera conferencia Americana de comisiones nacionales de Cooperación intellectual*, *Actas e informes*, Imprenta Universitaria, Santiago, 1939, Rapport de Concha Romero James, « Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana », p. 113 : « La Oficina recibe de la América Latina innumerables solicitudes provenientes de educadores, funcionarios administrativos, estudiantes que proyectan pasar algún tiempo en los Estados Unidos o estudiar en algún otro país de América ; autores que necesitan informaciones sobre los más variados temas o quieren hacer llegar sus libros a personas interesadas en sus

mismas especialidades ; niños de edad escolar impacientes por mantener correspondencia con amiguitos desconocidos de los Estados Unidos y otras repúblicas hermanas ; artistas deseosos de exponer sus obras en este país, hombres de ciencia que desean canjear publicaciones, hacer identificar nuestras botánicas o zoológicas y hasta organizar expediciones. »

Hernán Castro OSSANDON, *ouv. cité*, p. 36 : « La Oficina mantiene estrechas relaciones con los más prominentes hombres de ciencia, escritores y artistas de los diversos países americanos, como igualmente con las sociedades científicas […]. Cuenta con un índice compuesto por más de 4 000 fichas individuales de personas destacadas de la vida intelectual del Continente, a las que se dirige par la obtención de datos e informes. »

AUN, A XI 11, *Mémorandum* joint à un courrier adressé à Daniel Secrétan… : « El Gobierno de Venezuela le encargó en 1937 que consiguiese cinco profesores de ramos científicos para sus universidades de reciente creación ; el Gobierno de México, con anterioridad a la reorganización de sus escuelas vocacionales para mujeres, solicitó material relativo a las experimentos norteamericanos en la materia ; el Gobierno de Nicaragua obtuvo por intermedio de la Oficina abundante información sobre métodos de educación física. »

Samuel Guy INMAN, « Backgrounds and Problems in Intellectual Exchange », in *Inter American Intellectual Interchange*, Institute of Latin American Studies of the University of Texas, 1943, p. 9 : « It is unfortunate that these excellent bulletins are not printed by hundreds of thousands and sent to every teacher in the secondary schools and colleges of the continent […] But its circulation is limited to a small mimeographed edition. »

Ibid. : « Indeed the personnel of the whole division is limited to an underpaid, though notably devoted, group of eight people. »

AUN, A III 63, *Primera conferencia Americana de comisiones nacionales de Cooperación intellectual*, *Actas e informes*, Imprenta Universitaria, Santiago, 1939, Rapport de Concha Romero James , « Programa de cooperación intelectual de la Unión Panamericana », p. 117 : « Es interesante dejar constancia de que todos los miembros latinoamericanos de la Oficina han recibido preparación universitaria sistemática en lo que se refiere a la América Latina, así como también en la especialidad a que cada cual se dedica. Es de felicitarse que todos ellos se mantengan en íntimo contacto con sus respectivos países y estén vinculados con otros latinoamericanos, tanto en los Estados Unidos como en los países del sur. »

Ricardo D. SALVATORE, « The Making of a Hemispheric Intellectual-Statesman : Leo S. Rowe in Argentina (1906-1919) », *The Journal of Transnational American Studies*, vol. 2, n°1, 2010, p. 4 : « Hegemony does not necessarily mean replication or acceptance of the same. It is rather a selective adaptation of a set of principles, value norms, and ideas emanated from the imperial center. More than a compact and homogeneous set of fixed propositions, hegemony works through a number of variations, adaptations, and differences that stretch the truth-claims and norms presented by the hemispheric hegemon. »

Gilbert M. JOSEPH, « Toward a New Cultural History of U.S.-Latin American relations », *in* Ricardo D. SALVATORE, Gilbert M. JOSEPH, Catherine C. LEGRAND (org.), *Close Encounters of Empire. Writing the Cultural History of U.S.-Latin American Relations*, Durham/London, Duke University Press, 1998, p. 5 : « […] U.S. power has been brought to bear unevenly in the region by diverse agents, in a variety of sites and conjunctures, and through diverse transnational arrangements. Forms of power have thus been multiple and complex : simultaneously arranged through nation-states and more informal regional relationships ; via business and communications networks and culture industries ; through scientific foundations and philanthropic agencies ; via imported technologies ; and through constructions of nationality, race, ethnicity, gender and sexuality. Contact zones are not geographic places with stable significations ; they may represent attempts at hegemony, but are simultaneously sites of multivocality ; of negotiation, borrowing, and exchange ; and of redeployment and reversal. »

Arturo Torres RIOSECO, « Hacia una mejor comprensión panamericana », *Hispania*, vol. XIV, n°3, mai 1931, p. 220 : « Ensayamos, tanto en el Norte como en el Sur, una nueva interpretación de la vida, una nueva forma de expresión y una nueva manera de hallar la felicidad. Las dos mitades del Nuevo Mundo tienen tanto en común que es casi imposible concebir la existencia de una sin la otra. »

Chapitre IV

L'Amérique latine, enjeu entre l'Europe et les États-Unis

Reconquérir l'Amérique latine : les efforts du Bureau de l'Amérique latine et les missions du Secrétariat

Cristobal Rodiguez, cité par Yannick WERHLI, *« Créer et maintenir l'intérêt » : la liaison entre le Secrétariat de la Société des Nations et l'Amérique latine (1919-1929)*, Mémoire de Licence ès Lettres, sous la direction de Mauro Cerutti, Université de Genève, Département d'histoire générale, Juillet 2003, p. 120 : « the dangerous influence of Pan-Americanism which, besides imposing itself on the Latin American Government by means of the State Department of Washington, is commencing to solve many of the problems with which Geneva is occupied, but taking into account the interests and the state of things and the necessities in America. Naturally, the Pan-American current appears to public opinion and Latin American Governments more attractive than Geneva. »

L'Amérique latine pour la France et la France pour l'Amérique latine dans l'entre-deux-guerres

L'Institut International de Coopération Intellectuelle, ou la continuation des relations France-Amérique latine par d'autres moyens : les cas de l'Argentine et du Brésil

AUN, A III 37, Buenos Aires, 31/01/1938, Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet : « Puedo asegurarle que esta exposición tendrá grandes consecuencias en la obra de cooperación intelectual en que está empeñado este Instituto y nuestra comisión. »

AUN, A III 37, Buenos Aires, 03/03/1938, Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet : « Creo que la realización de esa exposición contribuirá a robustecer el intercambio cultural con Francia. »

AUN, A III 37, Buenos Aires, 30/01/1939, Lettre de Carlos Ibarguren (cosignée par Antonio Aita) à Daniel Secrétan : « Estoy firmemente convencido de que, tanto la Exposición como las conferencias, contribuirán poderosamente a hacer más efectiva la labor de intercambio cultural entre Francia y Argentina, que constituye uno de los anhelos de la comisión que me honro en presidir. »

AUN, A XI 23, 18/02/1928, « Se lhe fôr dado ir ao Brasil, a futura esposa do Senhor Luchaire poderá fazer no Rio de Janeiro interessantes conferencias, cheias de attractivos para o publico brasileiro […]. Por outro lado, com o grande desejo que tem de conhecer o Brasil, de estudar-lhe a vida sob todos os aspectos, de apreciar-lhe as manifestações intellectuaes, as disposições moraes, os recursos economicos e as diversas possibilidades, Madame Luchaire ficará sendo indubitavelmente enthusiasta amiga de nosso paiz e util interprete, na Europa, dos interesses brasileiros. »

AHI, 78/3/15, 04/08/1939, Lettre de Montarroyos à Oswaldo Aranha : « [...] o relator da questão concernente ao estado atual do desenvolvimento cientifico nos paises da América. Honrando de tal sorte, com perfeita justiça, os méritos desse nosso eminente compatriota, o Instituto quer, ao mesmo tempo render uma homenagem á cultura do Brasil. Demais, semelhante iniciativa do Instituto muito contribuirá para o brilho da colaboração brasileira na dita Conferência de 1940. »

Au commencement était l'Amérique latine : naissance de la diplomatie culturelle des États-Unis

Juan Manuel ESPINOSA, *Inter-American Beginnings of U.S. Cultural Diplomacy, 1936-1948*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1977, p.29 : « The first century and a half of cultural relations between the United States and the Latin American Nations, until the 1930's, was almost exclusively a story of privately inspired and privately funded activity. »

United States Committee on Public Information, *Complete Report of the Chairman of the Committee on Public Information 1917; 1918 ; 1919*, Washington DC, Government Printing Office, 1920. Cité par Maud QUESSARD-SALVAING, *ouv. cité*, p. 14 : « We fought falsehood abroad… We sought the verdict of mankind by truth-telling. We did not call it 'propaganda' for that word, in German hands, had come to be associated with lies and corruptions. Our work was educational and informative only, for we had such confidence in our case as to feel that only fair presentation of the facts was needed. »

Richard T. ARNDT, *The first resort of kings, American Cultural Diplomacy in the 20th Century*, Washington D.C., Potomac Books, 2005, p. 29 : « […] an unprecedented mobilization of national talent was taking place for both domestic and foreign consumption. Creel recruited university scholars, made films, set up exhibits, issued labor publications, sent regular windows displays to 650 US business offices abroad, invented the 'hand-out' for public information, developed pictorial publicity, propaganda cartoons, and memorable posters, lined up historians and intellectuals, coopted labor readers, and adapted a raft of other practices unknown before 1917. »

Cité par George CREEL, dans *How we advertised America. The first telling of the amazing story of the Committee on Public Information that carried the gospel of Americanism to every corner of the globe*, New York, Harper & Brothers, 1920, p. 303 : « […] in no other country outside of Mexico did the German propaganda attain such vigor and proportion, and nowhere was it waged with more determination and vicious mendacity. Events and conditions, which it is unnecessary to recapitulate, had caused the people and the government of Mexico to become highly responsive to overt or covert propaganda directed against the United States and in favor of Germany. The people, especially the masses, reacted favorably almost to a unit to the specious and insidious endeavors of the Germans to deceive them into believing that the triumph of the arms of the United States spelled menace and disaster to Mexico, and that a German victory would insure for them and their country every manner of political and economic benefit. »

Katharina RIETZLER, « Before the Cultural Cold Wars : American philanthropy and cultural diplomacy in the inter-war years », in *Historical Research*, vol. 84, n°223, février 2011, p. 153-154 : « Many staff members of the foundations served as expert advisers to government agencies during the war or went to the Paris Peace Conference. They include James Brown Scott, George A. Finch and James T. Shotwell of the Carnegie Endowment and Raymond Fosdick, future president of the Rockefeller Foundation, who was a civilian aide to General Pershing. Future foundation officers assumed important roles in the war administration at home and abroad, for instance on the Creel Committee, the Inquiry or the Commission for Training Camp Activities. But they also collected experiences with the semi-official agencies that became so prominent during the war. »

Richard T. ARNDT, *ouv. cité*, p. 46 : « The cooperative efforts of private and public sectors, with enlightened help from business, soon proved to be a defining characteristic of US outreach […]. Thanks to the universities and the corporate world, public and private foreign policy were coming closer. The potent combination would reshape the very notion of diplomacy. »
Frank N. NINKOVICH, *ouv. cité*, p. 25 : « Samuel Guy Inman recognized the French to be exemplars of realism in foreign affairs, he was convinced that their success derived not from their material strength, but from the 'power of cultural attraction'. »

Samuel Guy INMAN, « Backgrounds and Problems in Intellectual Exchange », in *Inter American Intellectual Interchange*, Institute of Latin American Studies of the University of Texas, 1943, p. 12 : « The climax of

their [US] technical inventions is the ice box and the build-in closet. That country, which is waging war against the oldest cultural peoples of Europe and Asia does not itself own one permanent theatre or opera house. The US does not possess one poet, artist, architect or composer of world stature. This country does not possess its own language ; it has no culture of its own – Everything is junk and fake. As to 'God's own country', well, it was the Europeans who discovered it ; it is the Europeans who still give it life ; and if it were put on its own feet, it would soon become desert. »
Richard T. ARNDT, *ouv. cité*, p. 31 : « The cultural relations planners of 1933-38 tried to keep propaganda out of it ; they reached back instead to other American values, arguing that cultural relations, like higher education, required intellectual independence and integrity. They envisioned an essentially educational diplomacy, based on ideas, truth, knowledge, and the free interplay of all three. »

Ruth MC MURRY, Muna LEE, *The Cultural Approach : another way in international relations*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1947, p. 208-209 : « […] embracing the exchange of professors, teachers, and students ; cooperation in the field of music, art, literature and other intellectual and cultural attainments ; the formulation and distribution of libraries of representative works of the United States and suitable translations thereof ; the participation by this Government in international radio broadcasts ; encouragement of a closer relationship between unofficial organizations of this and of foreign Government engaged in cultural and intellectual activities ; and generally, the dissemination abroad of the representative intellectual and cultural works of the United States and the improvement and broadening of the scope of our cultural relations with other countries. »

Samuel Guy INMAN, *art. cité*, p. 13 : « Its program was at first disappointing. It cautiously empasized that the primary responsabilities for cultural exchange belonged to private agencies and that the Division would serve largely as an aid for such institutions. »

Ruth MC MURRY, Muna LEE, *The Cultural Approach : another way in international relations*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1947, p. 213 : Le champ d'action de l'OCIAA « included the area of activities of the Division of Cultural Relations, and in addition extended over other fields, such as commercial relations and communications, covering the press and amusement motion picture. »

L'attrait pour d'autres modèles : l'Allemagne et l'Espagne

Michael GOEBEL, « Decentering the German Spirit : The Weimar's Republic's Cultural Relations with Latin America », in *Journal of Contemporary History*, vol. 44, n°221, 2009, p. 222 : « Across interwar Latin America there was a growing demand for ideas that could justify emancipation from western universalism and strengthen ideals of cultural and ethnic authenticity. While French, British and North American models of thought had helped to break with the Iberian colonial past, which Latin American liberals of the mid-nineteenth century cast as a period of obscurantism, the early decades of the twentieth century seemed to warrant ideas to combat US or British imperialism and mimicry of French culture. A new generation of Latin American thinkers began to challenge positivist beliefs of European and North American superiority. »

Michael GOEBEL, *art. cité*, p. 222 : « In Germany, domestic interpretations of the defeat of 1918 and the restrictions placed on German foreign policy under the treaty of Versailles recommended that culture play a key role in the fulfillment of such aspirations. »

Ibid. : « […] Spain, which had also been neutral in the war and hence was seen as a potential ally by many Germans, was identified as a possible bridgehead to spread pro-German ideas in Spanish America. Since the former colonial power increasingly appealed to conservative sectors of the Spanish American intelligentsia in search of cultural reference points other than North American or French, many German policy-makers envisaged an 'Ibero-American' bulwark against French and 'Anglo-Saxon' influences as a promising vehicle for Germany's badly damaged aspirations as a world power. »

Michael GOEBEL, *art. cité*, p. 224 : « ideas emanating from Germany's romantic tradition were tempting as a model of alternative modernity because of their distinctness from the hitherto dominant traditions of liberalism and civic nationhood. »

Francisco García Calderon« Pan Americanism has a territorial significance. Geography and commercial advantages contribute to it. But Pan Iberianism is a tendency of race. It restores old bonds of a moral character which have been forgotten because of time

José Luis Bendicho BEIRED, « Hispanismo : um ideário em circulação entre a Península Ibérica e as Américas », in *Anais Electrônicos do VII Encontro Internacional da ANPHLAC*, Campinas 2006, p. 6 : « Países tais como Argentina, Peru, Chile, Colômbia e México tiveram intelectuais muito comprometidos com uma leitura hispanista da realidade nacional e latino-americana, a qual serviu de filtro para a elaboração de propostas de identidade nacional. »

Pablo NERUDA, « España no ha muerto », *Aurora de Chile*, n°10, 6 mai 1939 : « Comprendí entonces que a nuestro romanticismo americano, a nuestro fluvial y volcánica construcción, hacía falta esa primera Alianza que en España, antes de esta guerra terrible, vi a punto de realizarse, juntándose el misterio con la exactitud, el clasicismo con la pasión, el pasado con la esperanza. »

Michael GOEBEL, *art. cité*, p. 243 : « […] the lack of a tradition of cultural relations between the two made it more difficult for a centralized agenda to succeed, because so many different state and non-state agents began to till a previously uncultivated field. »

Idem, p. 245 : « Latin American thought, then, was 'Germanized', if by that we understand a growing appropriation of German ideas for Latin America's purposes and not simply a unidirectional transposition of a certain set of ideas officially approved for export by the German state. »

L'Amérique latine entre universalisme et régionalisme

Réformer la SdN ou créer une ligue des nations américaines

Saúl TABORDA, *Reflexiones sobre el ideal político de América*, Buenos Aires, Grupo Editor Universitario, 2007 [1918], p. 121 : « Europa ha fracasado. Ya no ha de guiar al mundo. América, que conoce su proceso evolutivo y así también las causas de su derrota, puede y debe encender el fuego sagrado de la civilización. Con las enseñanzas de la historia. ¿Cómo? Revisando, corrigiendo, depurando y trasmutando los valores antiguos, en una palabra, rectificando a Europa. »

César Diaz CISNEROS, *La Liga de las Naciones y la actitud argentina*, Buenos Aires, Imprenta Mercatali, 1921, p. 93 : « […] al mantener el distingo entre vencedores y vencidos, entre naciones armadas y desarmadas, entre miembros de la Liga y extraños a la misma, la nueva institución incuba en su seno los odios, las pasiones, los intereses plutocráticos y chauvinistas, la guerra moral, la desintegración del mundo. »

MRE Chili, *Memorias*, 1923-1926 : « […] la América, por su situación y sus tradiciones, por su alejamiento de Europa y sus problemas, tiene intereses propios que, talvez, explican el que no todo los países americanos estén aquí representados, pero que no nos apartan de la fraternidad de los pueblos ni debilitan nuestro concurso a la obra de la paz y solidaridad.
[…] Estos hechos crean para los países del continente una situación especial, de la cual no sería posible prescindir.
Es necesario modificar esta situación, armonizar estos intereses que en ningún caso podrán desaparecer del todo, pero que permitirá regularlos y evitar que existan naciones que, por no participar de estos debates, puedan reclamar en su provecho una situación de excepción y de independencia de acción en las cuestiones internacionales que afectan la tranquilidad del mundo. »

MRE Chili 1935, 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures : « Existe una tendencia en nuestro Continente a impedir la intervención de la Sociedad de las Naciones en todo asunto americano y a alejarse, por consiguiente, del conocimiento de los asuntos europeos. Esta tendencia puede considerarse como el germen de un cisma, por lo menos como la alteración del principio de universalidad a que tiende el Pacto. »

MRE Chili, SDN 1935, dossier 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures : « La Liga por su propio Pacto constitutivo debe ocuparse de todas las cuestiones que interesan la Humanidad sin distinción del Continente, y no se comprendería su existencia si un grupo de Estados se desinteresara de los problemas políticos de una región para consagrarse exclusivamente a los que le son propios y negara a las demás naciones en derecho de intervenir en ellos. […] La presencia de los americanos en la Asamblea de la Sociedad de las Naciones no se justificaría si fuera limitada a los asuntos extraños a la política mundial. »

MRE Chili, SDN 1935, dossier 1484, Genève, 18/04/1935, Lettre de Rivas Vicuña au ministre des Relations extérieures : « Cabe considerar, sobre todo, el cuidado con que los pueblos latino-americanos han tratado de evitar que la Unión Panamericana, constituida en Washington en 1889 como una simple oficina de información comercial, tome en su desarrollo un carácter político y coloque a los países latino-americanos bajo el control o la influencia de la nación más poderosa. La organización de los Estados Unidos de América, al igual del Imperio Británico, es una amenaza para nuestros pueblos de que se repite el periodo de dominación española de que nos sacudimos hace más de un siglo. Nuestra defensa de este peligro está en nuestra vinculación con los Estados europeos y no correspondería al servicio de esta causa una tendencia de separación de Europa […] Si la América quiere atenuar o limitar las obligaciones que el Pacto le impone hasta poner en peligro la existencia misma de la Sociedad de las Naciones limitándola solo a un Continente, si no quiere ni debe formar un organismo político americano cuya hegemonía correspondería a los Estados Unidos y a las grandes naciones del Atlántico, cabe preguntarse : ¿Qué quiere? ¿A dónde va? Pretende acaso alejarse del concierto de los pueblos y reaccionando sobre la cultura alcanzada encerrarse en el aislamiento de las tribus que poblaban sus selvas? »

Saavedra Lamas écrit ainsi au gouvernement mexicain, en septembre 1933 : « […] la República Argentina, que se incorpora a la Sociedad de las Naciones, es contraria a la idea de un alejamiento del mundo europeo, en cualquier forma que se presentase. » (cité par Yannick WEHRLI, « Los proyectos de 'Sociedad de Naciones americanas'… »…

MRE Chili SDN 1927, 1114B, Berne, 20/12/1927, Lettre d'un membre de la délégation chilienne auprès de la SdN à l'amiral José Toribio Merino : « En materia política, la hegemonía de los Estados Unidos es un peligro inmenso, contra el cual bastan los discursos amistosos, pues la sola diferencia de poderío es demasiado grande para admitir la ficción de igualdad. »

La conférence de La Havane (1928) et le projet d'un Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle

Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America, Publication of the Department of State. Conference Series, n°8, Washington, Government Printing Office, 1931, p. 13-14 :
« The Sixth International Conference of American States,
Resolves :
Article 1
That with view to assisting and systematizing the activities that tend to establish intellectual cooperation in the branches of science, arts and letters between the nations of the American continent, the 'Inter-American Institute of Intellectual Cooperation' is established.
Article 2

a. The Inter-American Institute of Intellectual Cooperation shall have for its immediate aims :

b. To stimulate and systematize the exchange of professors and students, whether from universities or high primary schools, of the different American countries ;
c. To promote in the secondary and superior schools of all the American countries the creation of special chairs of history, geography, literature, sociology, hygiene and law, principally constitutional and commercial law, of all the signatory states ;
d. To favor the creation of a university town, or student's home, in the countries of America. »

Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America, Publication of the Department of State. Conference Series, n°8, Washington, Government Printing Office, 1931, p. 16 : « take under consideration the preliminary draft of a project prepared by said institution [l'Union Panaméricaine] and shall prepare the definitive statutes of the institute. »

Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America, Publication of the Department of State. Conference Series, n°8, Washington, Government Printing Office, 1931, p. 13 : « There was some doubt expressed as to the wisdom of establishing an Institute of Intellectual Cooperation, when the one created by the League of Nations was already in successful operation. This matter was discussed and debated, and it was finally decided that a body of this kind should be brought into being by and in behalf of the American Republics. It was urged that a name should be chosen for the organization different from that of the existing body, in order that the two might not be confused. After hesitation, the title of 'Inter-American Institute of Intellectual Cooperation' was agreed upon and adopted. »

AUN, A III 37, Buenos Aires, 16/06/1939, Lettre d'Antonio Aita à Dominique Braga : « Creo, sin vanidad alguna, haber evitado la dispersión del esfuerzo con la creación del Instituto Ibero Americano de Cooperación Intelectual, que propició el Gobierno de Colombia en la Conferencia de la Paz de 1936 y que hubiera constituido el motivo de alejamiento absoluto de Paris y de Ginebra. »

Inter-American Congress of Rectors, Deans, and Educators in General. Habana, Cuba, February 20-23, 1930. Report of the Chairman of the Delegation of the United States of America, Publication of the Department of State. Conference Series, n°8, Washington, Government Printing Office, 1931, p. 13 : « There was a further doubt expressed that the presence of 'Inter-American' in the title would seem to limit its activities, and that the name therefore would forbid a larger outlook, whereas there are no frontiers to the Republic of Letters. »

L'Amérique latine, trait d'union entre l'Europe et les États-Unis ?

Quand l'Amérique latine prône un rapprochement entre la SdN et l'UPA

Warren H. KELCHNER, *Latin American relations with the League of Nations*, Boston, World Peace Foundation, 1930, p. 8 : « [...] Cooperation between the two organizations would be of benefit to each, and there is little reason why they should not functionally supplement and assist each other in technical, social, intellectual, humanitarian and scientific fields. »

MRE Chili, *Memorias*, 1923-1926, p. 436 : « Me parece que los Miembros Americanos de la Sociedad de las Naciones podrán aportar un concurso valioso a esta Conferencia. En efecto, la cuestión de las formalidades es una de las que trató con más éxito la Conferencia Pan-Americana de Santiago, pues se firmó una Convención en la que los 18 Estados americanos representados en la Conferencia se obligan a proceder al intercambio constante de informaciones relativas a las leyes, decretos y reglamentos sobre la importación y exportación de mercaderías y sobre la recepción y despacho de las naves. »

Idem, p. 438-439 : « […] Permitidme, señores, que manifieste a esta Asamblea que, bajo el punto de vista económico, la Conferencia Pan-Americana de Santiago ha resuelto ciertos problemas que la Sociedad de

las Naciones tiene precisamente en estudio. […] Aparte de las conclusiones a que llegó la Conferencia Pan-Americana, las mismas Actas e Informes de su Quinta Comisión, encargada del estudio de todas las cuestiones económicas y financieras, constituyen interesantes documentos para las actividades del Comité financiero y del Comité económico de la Sociedad de las Naciones […]. Con respecto a la higiene, la acción de la Sociedad de las Naciones en el año último, ha seguido un camino singularmente análogo al de la Conferencia Panamericana. »

Idem, p. 439.« […] Ante todo, he querido hacer realzar hasta que punto esa unidad moral de las veintiuna Repúblicas que constituyen el Continente americano se siente en comunión de ideales y de fines con los ideales generosos y los fines esenciales de la Sociedad de las Naciones. ¡ Cuán análogos, señores, los problemas que nos ocupan! ¡Cómo convergen, aún cuando nos esforzásemos en separarlas, las actividades de la Unión Pan-Americana y las de la Sociedad de las Naciones hacia una misma y suprema finalidad : mejorar las condiciones de la vida humana y consolidar la paz del mundo! »

Idem, p. 454 « La Convención adoptada en la Conferencia Pan-Americana de Santiago, por iniciativa de un eminente representante del Paraguay, establece para las diferencias que por cualquier causa pudieran surgir entre las Partes Contratantes y que no estuvieran sometidas a arbitraje conforme a los Tratados en vigor, el compromiso de someterlos a Comisiones de Investigación llamadas a dar un informe previo sobre las causas y naturaleza del conflicto, no pudiendo entre tanto las partes interesadas iniciar movilización alguna ni concentración de fuerzas, ni emprender actos de hostilidad o preparatorio de hostilidades entre ellos y señalándose todavía, después de conocido el informe, de un plazo de seis meses para reabrir las negociaciones a fin de llegar a una solución de la dificultad, habida consideración a las conclusiones de dicho informe. »

Idem, p. 454 : « Este recurso pacífico, complementario del arbitraje, está ya incorporado en un acuerdo continental y merece ser tomado en cuenta por la Sociedad de las Naciones, como una contribución del Continente americano a la solución del problema mundial de la paz que constituye el primordial y más alto objetivo de sus actividades. »

MRE Chili, *Memorias*, 1934, p. 291 : « el establecimiento de lazos regulares y permanentes entre la Sociedad de las Naciones y la Unión Panamericana ayudaría eficazmente a la consolidación de la paz y a reforzar el reino del derecho en las relaciones internacionales. »

Idem, p. 292 : « una comisión que buscaría, en particular, la manera de que los dos grandes Organismos confiaran a observadores la tarea de seguir los trabajos del otro, debiendo esforzarse, al mismo tiempo, de elaborar grandes principios de derecho internacional comunes a las dos instituciones. »

Idem, p. 292 : « la guerra del Chaco habría terminado mucho antes si se hubiese producido un entendimiento entre la Sociedad de las Naciones y la Unión Panamericana, en lugar de estorbarse mutualmente en su acción pacificadora. »

AHI, 78/3/13, 13/05/1933 : « a collaboração entre as nações da América e as da Europa para a organisação da paz » ; « como se devem orientar as relações entre as repúblicas do continente americano afim de contribuirem para a estabilidade da paz universal » ; « concurso entre o Panamericanismo e a SdN. »

AHI, 78/3/13, 03/10/1934 : « as relações entre os paises americanos e os dos outros continentes ou a contribuição que o panamericanismo pode trazer á organisação da paz universal. »

L'Institut International de Coopération Intellectuelle et l'Union Panaméricaine : de la méfiance à la collaboration

Les relations entre l'IICI et l'UPA, entre cordialité et méfiance

AUN, A XI 11, 22/01/1929 : « In connection with the development of plans for the organisation of an IIACI […], I am writing to you […] to ask what you consider the most fruitful activities of the Paris Institute. There are many lines of work that a regional Institute such as is proposed could take up, but as it will doubtless be limited in funds and personnel, we are anxious that it shall undertake only those that promise most, and hence desire to take advantage of your experience. »

AUN, A XI 11, 22/01/1929 : « Another point on which I would like information is with regard to students from Latin-American countries who are studying in Europe. ». Ces informations seraient : « a) such statistics as may be available as to numbers, and if these are incomplete, the estimate of any well-informed person ; and b) the extent to which such Latin American students receive financial aid from either European governments, universities or international organizations. »

AHI, A XI 11, 18/04/1929 : « [...] the existing National Committees of Intellectual Cooperation in the Pan American Area could be utilized for the inter-american Institute and that any new National Council or Committee which may be organized should operate as part of the Intellectual Cooperation Organization of the League of Nations as well as of the Inter-American Institute of Intellectual Cooperation. »

AHI, A XI 11, 18/04/1929 : « I think also that it affords an opportunity for the Secretariat to make another effort with Latin American governments for the establishment of National Committees of Intellectual Cooperation. »

AHI, A XI 11, 18/04/1929 : « I think it is very important that this Inter-American development should be received with the utmost cordiality by the intellectual Cooperation Organization of the League of Nations and that it should be considered a regional grouping of intellectual cooperation agencies which at the same time should be encouraged to form part to the whole international activity in this field. That is the policy I am pursuing with regard to the matter and I hope that you will feel the same way about it, for the Latin American States are attempting to realize in the Western Hemisphere an agency analogous to the Institute under your direction [...]. »

AUN, A XI 11, 12/02/1929 : « Your more general question is more difficult to answer […]. Broadly speaking I think it can be said that the result of the seven years experience of the League Committee on Intellectual Cooperation and the three years experience of this Institute is that the best work is done not in attempting to solve question directly, but by bringing into existence on an international basis appropriate bodies of specialists who will then themselves work out solution. Nearly all the question we have had to deal with (e.g. copyright, equivalence of degrees, translation, co-ordination of libraries, education in international affairs, to take some examples drawn from very various fields) have proved on examination to be much more complex than they appeared at first sight. We have now in regular working order a series of international conference between qualified persons in most of these fields and these meetings have by general consent been extremely helpful [...]. ».

AUN, A XI 11, 12/02/1929 : « [...] I am certain that if we remain in constant contact, there are a very large number of matters in which you in your own field and we in our wider sphere can be mutually useful. »

AUN, A XI 11, 25/04/1929 : « It is our earnest desire that the Inter-American Institute, if established, may work in the closest harmony and cooperation with the International Institute of Paris. »

AUN, A XI 11, décembre 1929, « Draft of Convention on the Inter-American Institute of Intellectual Cooperation », annexe à une lettre de David Thompson à Alfred Zimmern : « In those countries in which there is already a Committee of International Intellectual Cooperation, this Committee may be utilized as the agency for cooperation with the Inter-American Institute of Intellectual Cooperation. »

La question de l'unification des droits d'auteur

AHI, 78/3/13, 23/10/1933, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Mello Franco : « […] Sendo o Brasil a única nação signataria tanto da Convenção de Berna e do acto de Roma como da Convenção de Havana, cabe-lhe, sem dúvida, e parece-lhe convem, para o realce de seu prestigio moral, promover e conduzir a elaboração jurídica tendente a consolidar em um só pacto internacional aquelles dois instrumentos diplomáticos »

AHI, 78/3/13, 05/03/1935, p. 7 : « […] o papel essencial que competia ao Brasil […] resultava necessariamente do facto de ser elle o único Estado signatario assim a Convenção de Berna como da de Havana : situação especial que conferiu ao nosso paiz o honroso privilegio de ser naturalmente o traço de união entre os dous systemas juridicos relativos ao direito de autor. »
AHI, 78/3/13, 23/10/1933, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Mello Franco : « [...] o IICI resolveu, de acordo comigo, dirigir a Vossa Excellencia no sentido de que, na próxima Conferência Panamericana, a Delegação do Brasil tome, em Montevideo, a testa do movimento a favor da unificação das duas convenções actualmente em vigor. »

AHI, 78/3/13, 26/12/1933 : « […] Attestam [os agradecimentos] a grande e feliz repercussão que teve nos meios intellectuaes do Velho Mundo a iniciativa tomada por Vossa Excellência em Montevideo »

AHI, 78/3/13, 05/03/1935 : « A propósito da actuação brasileira na 7a Conferência Panamericana, peço licença para citar meu officio n°59, de 4 de Novembro de 1933, dirigido ao Senhor Ministro do Exterior, por ser esse documento um testemunho da estreita collaboração, estabelecida em 1928, na Conferencia de Roma, e prosseguida na Conferencia panamericana de Montevideo entre o Governo Brasileiro e o IICI no tocante ao problema dos direitos intellectuaes. »

AHI, 78/3/13, 05/03/1935, p. 8 : « De tal sorte, poder-se-hia transformar em lei universal […] o voto da Delegação brasileira adoptado, em 1928, pela Conferencia de Roma. »

AHI, 78/3/13, 05/03/1935, p. 7 : « […] e de certo, não quereria o Brasil abdicar […] o honroso privilegio de ser o traço de união entre o systema jurídico panamericano e o de Berna ; a abdicação lhe acarretaria a perda, sobremodo lamentavel, das vantagens moraes resultantes do prestigio internacional outorgado ao nosso paiz por semelhante privilegio »

AHI, 78/3/14, 21/09/1937, Lettre de Montarroyos à Mario de Pimentel Brandão : « […] É licito tiremos das informações precedentes […] testemunhas irrecusáveis das vantagens que tem trazido ao Brasil, para seu prestigio moral entre as classes mais cultas das principaes nações, a posição assumida pelo nosso governo, em relação ao problema do direito de autor, desde a Conferencia de Roma em 1928, e mantida coherentemente até hoje, assim em sua ação especial no continente americano, como atravez da sua ininterrupta collaboração nas iniciativas do IICI a esse respeito. »

Épilogue : L'Amérique latine à la croisée des chemins

Juan Manuel ESPINOSA, *Inter-American Beginnings of U.S. Cultural Diplomacy, 1936-1948*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1977« […] despite its idealism the Committee on Intellectual Cooperation accomplished very little. It seemed to work on the assumption that peace could be attained by preaching peace. Of the multilateral programs, the Pan American Union, under the leadership of its Director General, Dr Leo S. Rowe, was the only multinational organization really doing the yeoman's work in seeking private funds and opportunities for inter-american student and professor exchanges and the exchange of books and other educational information and materials. »

Silvio Julio de Albuquerque Lima, *Cérebro e coração de Bolívar*, 3era ed. (1931 pour la première édition), Salvador, Livraria Progresso, 1957, p. 307 : « O pan-americanismo é obra de diplomatas, de brindes e de

banquetes. O ibero-americanismo, ao contrário, promana do coração das multidões, do sangue das populações ibéricas da América, da própria estrutura mental, etnográfica e sociológica do Novo Mundo. »

Chapitre V

Introduction

Akira IRIYE, *Cultural internationalism and world order*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1997, p. 2 : « We are talking about different definitions of the world - indeed, about different worlds. Sometimes they overlap, sometimes they do not. International relations are the sum of all such worlds, and the study of international relations must embrace differently created, postulated, and reconstructed world orders. »

David THELEN, « The nation and beyond : transnational perspectives on United States history », in *Journal of American history*, vol. 86, n°3, 1999, p. 968 : « how a particular phenomena passed over the nation as a whole, how it passed across the nation, seeing how it bumped over natural and manmade features, or how it passed through transforming and being transformed. »

Martin H. GEYER, Johannes PAULMANN, « Introduction : The mechanics of internationalism », in *The mechanics of internationalism : culture, society, and politics from the 1840s to the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 2 : « […] it was only the *conscious* creation of international movements and the cross-national dissemination of people commodities and culture from Europe over large areas of the world that laid the foundation for our modern conception of internationalism. »

Akira IRIYE, *ouv. cité*, p. 3 : « entails a variety of activities undertaken to link countries and people through the exchange of ideas and persons, through scholarly cooperation, or through efforts at facilitating cross-national understanding. »

Martin H. GEYER, Johannes PAULMANN, « Introduction…, p. 10 : « These expositions showed that, for contemporaries, 'international' clearly meant 'European' (including North-American) rather than 'global'. They were showcases for nation-states displaying their own cultures and their views of the rest of the globe. The various forms of multinational cooperation served more than just economic or cultural ends. »

Akira IRIYE, *ouv. cité*, p. 32 : « a vision of an international community of shared interests and ideals, an imagined world order in which these interests and ideals would overcome differences and antagonisms among nations. »

Martin H. GEYER, Johannes PAULMANN, « Introduction…, p. 9 : « movements across national borders increased enormously, but the opening up of the world was also a process of inclusion and exclusion involving issues of national authority, identity, and power. Proponents of internationalism were missionaries of civilization. »

Daniel LAQUA, « Preface », in *Internationalism Reconfigured..,* p. xv : « the competition and rivalry between different transnational ventures, the need for funding and institutional backing, as well as the cultural/civiliational notions which informed and delimited European internationalism. »

Les acteurs au centre de la toile

Les scientifiques, acteurs multi-scalaires

L'internationalisme scientifique, entre universalisme et nationalisme

David ARMSTRONG, *The Rise of International Organisation : A Short History*, Londres, The Macmillan Press, 1982, p. 1 : « The guiding principle of all states in their relations with each other was the protection of

their natural sovereignty, and any development that might interfere with this, even in a very small way, had always been resisted. International co-operation in the most important area of peace and security had, perhaps inevitably, been limited and temporary, but even in much less contentious matters, such as setting up an efficient international postal system […], progress had taken many years. In each case this was because one or more state had opposed change in the belief that its sovereignty might be infringed or that it might lose some narrow national advantage. »

Hugo Rogélio SUPPO, « Ciência e relações internacionais. O Congresso de 1905 », in *Revista da SBHC*, n°1, 2003, p. 7 : « a serviço do Estado, buscando justificar a expansão da 'civilisação' contra a 'barbárie', representada pelos indígenas, que foram brutalmente exterminados. »

Geert J. SOMSEN, « A History of Universalism : Conceptions of the Internationality of Science from the Enlightenment to the Cold War », in *Minerva*, vol. 46, n°3, 2008, p. 366 : « While the new institutions were presented as vehicles for international cooperation, they were also meant to assess and acknowledge national scientific accomplishments. National achievements, after all, can only be measured by international standards, so some form of international organization was required for them to be recognized at all. »

Geert J. SOMSEN, *art. cité*, p. 366 : « the peace-promoting effects of the scientific community continued to be emphasized, and its territory was still identified with the 'civilized world'. […] International competition served to demonstrate national accomplishment and, at the same time, international brotherhood and national triumphs were celebrated. Scientific internationalism was not a counterforce to nationalism, but effectively channeled and facilitated it. »

ANRJ, Série Gabinete Civil do Presidente da República, caixa 120, 1938-1939, 17/12/1938, lettre de (auteur inconnu) à Getúlio Vargas : « A realização de um congresso dessa natureza no Rio de Janeiro, teria, além das vantagens intelectuais decorrentes do estudo de assuntos pertinentes à evolução das ciências na América, a de que esse congresso seria o primeiro no gênero realizado no Continente, e o Brasil poderia contar com os beneficios de uma propaganda idônea feita pelos sábios que nos visitassem. »

Histoire des sciences en Amérique latine, histoire des sciences latino-américaines

La formation d'un espace public pour la science en Amérique latine

Francisco R. SAGASTI, Alejandro PAVEZ, « Ciencia y tecnología en América Latina a principios del siglo XX : Primer Congreso científico panamericano », *Quipu*, vol. 6, n°2, mai-août 1989, p. 193 : « La dispareja e irregular evolución de la actividad científica y tecnológica en América Latina durante el periodo colonial y los primeros decenios de vida republicana hizo que la región presentara al finalizar el siglo XIX una imagen desigual y desarticulada del quehacer científico. »

Idem, p. 194 : « En términos generales podría decirse que al acercarse el siglo XX en ninguno de los países de América Latina la ciencia había logrado constituirse en una actividad firmemente establecida, con pleno apoyo del gobierno, y capaz de realizar aportes significativos al conocimiento mundial. […] Menos aún se podría hablar de transformaciones en las instituciones educativas y las empresas productivas similares a las que ocurrían en Estados Unidos y Europa en esa época. El incipiente grado de desarrollo económico no permitió generar una demanda sostenida de actividades científicas y tecnológicas, la superioridad intelectual de Europa y Estados Unidos los convertían en las fuentes lógicas de ideas y técnicas productivas […]. »

Marta de ALMEIDA, *Das Cordilheras dos Andes à Isla de Cuba, passando pelo Brasil : os congressos médicos latino-americanos e brasileiros (1888-1929)*, Tese apresentada ao programa de pós-graduação em história social da Faculdade de Filosofia, Letras, Ciências Humanas da Universidade de São Paulo, orientada por Prof. Maria Amélia Mascarenhas Dantes, São Paulo, 2003, p. 20 : « se o Estado necessitava do respaldo do

conhecimento científico para o reconhecimento de suas potencialidades minerais, territoriais, vegetais e para a solução de problemas emergenciais como o contrôle de doenças epidêmicas, os cientistas necessitavam criar espaços de atuação e ampliação de suas relações científicas num meio muitas vezes adverso, pautado por prioridades político-econômicas distantes dos seus interesses. »

L'internationalisation des sciences et des scientifiques en Amérique latine

Alfredo Menéndez NAVARRO, Guillermo Olagüe de ROS, Mikel Astrain GALLART, « Ciencia, positivismo e identidad nacional en el Cono Sur : la participación argentina en los proyectos documentales contemporáneos (1895-1928 », *Hispania*, vol. LXII, n°210, 2002, p. 223 : « Los planteamientos internacionalistas no escaparon a las tensiones creadas por intereses económicos, políticos y sociales de orden nacional, vinculados al nacionalismo político, al dominio colonial o a la supremacía que en términos de poder otorgaba el complejo ciencia-tecnología. »

Josué Beruti, cité par Andrés H. REGGIANI, « Medicina y Kulturpolitik en la era del nacionalsocialismo : la Academia Médica Germano-Ibero-Americana (1936-1939) », *Ibero On-line*, Berlin, vol. III, n°1, 2005, p. 63 : « Al pasar las repúblicas hispanoamericanas del período colonial a la restauración de su nacionalidad, al aspirar a consolidarla, si siguen amamantándose en el espíritu francés, forzosamente serán víctimas, como lo está siendo Francia, del elemento destructor y disolvente que lleva en su propia entraña. Todo lo que constituye hoy la cultura fundamental de Norteamérica, lo debe a Alemania ; esto no deben olvidarlo los hispanoamericanos. »

Andrès H. REGGIANI, *art. cité*, p. 65-66 : « los cada vez más frecuentes viajes de estudio a clínicas hospitalarias, centros de cura y laboratorios europeos permiten pensar este período como una gradual transición del viajero 'rastacueros' al observador experto que emprende el cruce del Atlántico menos interesado en el aspecto 'ornamental' de dicha experiencia formativa que en la posibilidad de adquirir saberes 'útiles' en instituciones de prestigio. De esta manera, los viajes fueron perdiendo su rasgo de identidad de clase y distinción social para convertirse en un rito de pasaje hacia una carrera profesional cada vez más competitiva o, en el caso de los médicos ya establecidos, en una forma adicional de acumulación de prestigio y de legitimación frente a sus pares. »

Les médecins et les scientifiques, « pères fondateurs » de la coopération intellectuelle latino-américaine

Discours d'Antonio Austregésilo devant la chambre des députés lors de la première présentation du projet, le 24 août 1926, cité dans Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano. Contribuição brasileira á creação do 'Instituto Inter-americano de cooperação intellectual'*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1930, p. 28 : « Como é sabido, a idéa do intercambio intellectual entre os paízes da América nasceu no dia em que, pela primeira vez, se reuniram em assembléa internacional, os seus scientistas, embaixadores da cultura e do affecto de suas respectivas pátrias, umas para com as outras. »

Maria Margaret LOPES, « A mesma fé e o mesmo empenho..., p. 69 : « Os diretores de museus brasileiros e argentinos partilharam uma mesma fé inabalável nas ciências que eram a garantia do progresso, e se dedicaram á missão científica e civilizadora que lhes cabia : recolher nos museus (e onde não existissem era preciso criá-los) os testemunhos arqueológicos da cultura dos povos primitivos, e antes que desaparecessem coletar o maior número possível de esqueletos e crânios para os estudos comparativos que pudessem esclarecer as questões fundamentais da origem e do futuro da espécie humana, que do Amazonas ao Prata todos esperavam encontrar na América. »

Idem, p. 71 : « ciências como a Paleontologia, Arqueologia, Etnografia, Antropologia ocuparam papéis de destaque nas discussões da época, apelando à memória, à origem, à civilização, à construção de nacionalidades imaginárias. »

Idem, p. 73 : « [...] os projetos desses museus longe de serem pensados apenas como locais, circunscritos a suas regiões específicas, incorporavam dimensões continentais. Musealizavam ambientes naturais de estudos que as fronteiras políticas entre os países não dividiam, partilhavam intereses científicos que se estendiam pelo menos por toda a América do Sul e buscavam, cada um a seu turno, liderar uma sonhada hegemonia do sul, frente ao norte. »

Cleide de Lima CHAVES, « 'Pesquisadores de uma verdade experimental e ainda não comprovada' : a ciência médica na Convenção Sanitária Internacional de 1887 entre Brasil, Uruguai e Argentina », *Revista Brasileira de História da Ciência*, vol. I, n°2, juillet-déc. 2008, p. 123 : « Para uma parte dos médicos involvidos, defensora da teoria microbiana e que lutava para substituir as anteriores, interessava a ratificação do novo saber. Aos governos, importava tirar proveito da ciência para salvaguardar o comércio internacional dos seus produtos e o intenso fluxo imigratório do final dos oitocentos. »

Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano. Contribuição brasileira á creação do 'Instituto Inter-americano de cooperação intellectual'*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1930, p. 24 : « Desde o primeiro Congresso Scientífico Latino-Américano, reunido no Chile, em 1901, até o último, effectuado em Havana, em 1922, todos os nossos scientistas se têm habitado pelo ideal do intercambio scientifico americano, que, incontestavelmente, corporifica um valor inestimavel para as boas relações entre as nações do Continente. »

Marta de ALMEIDA, « Congressos Médicos, redes e debates locais na América Latina no início do século XX », *Associação Nacional de Históa – ANPUH XXIV Simpósio Nacional de História*, 2007, p. 2-3 : « apresentar ao público aparelhos, instrumentos, ustensílios de aplicação médica e higiênica, materiais de construção, pavimentação e instalação sanitária, publicações, substâncias e artefactos químicos, farmacêuticos, odontológicos, laboratoriais, etc…que tivessem relação com a higiene. […] De acordo com seus organizadores a Exposição International de Higiene deveria servir como museu de lições de objetos, para que o povo pudesse adquirir o aprendizado objetivo que mais interessa : a saúde. »

Marta de ALMEIDA, « Circuito aberto : idéias e intercâmbios médico-científicos na América Latina nos primórdios do século XX », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol. XIII, n°3, juillet-sept. 2006, p. 735 : « a realização dos congressos médicos e das exposições de higiene na América Latina, longe de ser considerada mero reflexo do que já vinha ocorrendo na Europa e nos Estados Unidos, é [...] uma estratégia de legitimação e persuasão do conhecimento médico produzido perante a comunidade especializada e as autoridades públicas, suportes estes fundamentais para sua apresentação à sociedade em geral como portadores do saber oficial da arte de medicar. »

IHGB, DL 760.19, Publicações sobre Miguel Couto, 1934/1938/1941, *Mensário do Jornal do Comércio*, Tomo I, vol. 2, fév. 1938, « Miguel Couto e a confraternidade argentino-brasileira », conférence prononcée par David Speroni dans le salon de la bibliothèque du palais de l'Itamaraty le 23 août 1938 : « Findo aquele saudoso congresso, quando regressamos ao nosso país, toda vez que chegava um brasileiro á nossa casa, era para nós, ou um discipulo de Miguel Couto, ou um amigo de Miguel Couto, ou um cidadão do país de Azevedo Sodré, Aloísio de Castro, Austregésilo. »

David Speroni, cité par Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano...,* p. 41 : « Eu vi Gurgel em Buenos Aires, em Montevideo, em Lima do Perú e em Santaigo do Chile, em Quito, no Equador e em Caracas, na Venezuela ; eu vi Gurgel no México, no Panamá, em Washington, eu vi Gurgel em toda parte, na América, onde quer que scientistas se tenham reunido nesses congressos em que, mais que tudo, se constroe a paz e a soliedariedade dos povos do Novo Mundo. »

Boletín Bimestral, octobre-décembre 1942, p 28 : « La ilustre Municipalidad de Buenos Aires, en su resolución n° 13.534, dice textualmente : 'La Municipalidad de Buenos Aires se pondrá en relación con las universidades latinoamericanas, para brindarles su organización científico-hospitalaria, ofreciendo recibir en sus hospitales e institutos a los becarios que deseen compenetrarse de la labor médico-social que en ellos se desarrolla […]'. »

Letícia PUMAR, « Por uma ciência universal : a atuação de intelectuais brasileiros no projeto de cooperação intelectual da Liga das Nações (décadas de 1920 a 1940) », In: *Programa de Pós-Graduação em História das Ciências e da Saúde. 1a Jornada de Pós-Graduação em História das Ciências e da Saúde da Casa de Oswaldo Cruz/FIOCRUZ (Anais eletrônicos)*, Rio de Janeiro, 2011, p. 11 : « A atuação de Miguel Ozório de Almeida no projeto de cooperação intelectual da Liga das Nações esteve marcada pela defesa do caráter universal e pacificador da c*iência*, que o cientista compartilhava com outros pesquisadores do período do entre–guerras. Além disso, procurou reforçar a idéia de que a *cooperação intelectual* era um movimento de mão-dupla, no qual os países americanos também contribuíam para o progresso científico e cultural da humanidade. Esse posicionamento refletia seu engajamento, no contexto nacional, nos debates para a transformação do ensino superior no país e para a valorização do papel da elite intelectual e científica brasileira que cultivava a *alta cultura*. »

Les fils de la toile : pratiques de la coopération intellectuelle latino-américaine

Alfredo Menéndez NAVARRO, Guillermo Olagüe de ROS, Mikel Astrain GALLART, « Ciencia, positivismo e identidad nacional en el Cono Sur : la participación argentina en los proyectos documentales contemporáneos (1895-1928 », *Hispania*, vol. LXII, n°210, 2002, p. 223 : « éstas podían fijar libremente el campo de interés y cobertura de sus respectivas empresas bibliográficas, que se engarzaban a nivel internacional gracias a la uniformidad metodológica que proporcionaba la CDU, entendida como lenguaje universal. »

Idem, p. 224-225 : « […] exponentes de las diversas corrientes que al unísono condicionaron la tortuosa definición del ser nacional argentino a la vez que aderezaron las tradicionales tensiones entre el internacionalismo y el nacionalismo en el ámbito de la ciencia. »

Congrès, revues, publications scientifiques : la coopération intellectuelle par et pour les élites

Alfredo Pareja DIEZCANSECO, « El Panamericanismo de Samuel Guy Inman », *Journal of Inter-Amrican Studies*, vol. VIII, n°2, abril 1966, p. 188 : « su más provechosa actividad fue quizás la del contacto personal con intelectuales, artistas y conductores de la modernización latinoamericana. Conferencista, escritor, líder religioso y social, periodista, recitador de poemas de admirados amigos, como Alfonso Reyes o Gabriela Mistral, en traducciones al inglés frecuentemente hechas por él, funcionario, maestro, misionero…no hubo causa a la que no sirviera […]. »

María Teresa GRAMUGLIO, « *Sur*. Una minoría cosmopolita en la periferia occidental », *in* Carlos ALTAMIRANO (org.), *Historia de los intelectuales en América Latina. II. Los avatares de la ciudad letrada en el siglo XX* (coordonné par Carlos ALTAMIRANO), Buenos Aires, Katz, 2010, p. 193 : « ¿Cuáles fueron los factores que hicieron aparecer reunidas a estas personalidades provenientes de ámbitos tan diversos, con trayectorias culturales dispares y algunas de la cuales […] quizá nunca se hayan encontrado personalmente. Hay uno que resulta decisivo : todos formaban parte de la red de relaciones personales de Victoria Ocampo. »

Eduardo DEVÉS VALDÉS, *art. cité*, p. 71 : « A esto se llega por relaciones de conocimiento personal o de las obras, por la reciprocidad de referencias, por la citaciones mutuas […], por la citación de los mismos autores de la red […], por la referencia o preocupación por similares problemas. »

Les revues : entre continentalisme et nationalisme

Lettre de José Enrique Rodó à Manuel Ugarte, datée de 1896, reproduite dans José Enrique RODÓ, *Obras completas*, Buenos Aires, Claridad, 1948, p. 80 : « Son las revistas, las ilustraciones, los periódicos, formas triunfales de la publicidad de nuestros días, los mensajeros adecuados para llevar en sus alas el llamado de la fraternidad que haga reunirse en un solo foco luminoso las irradiaciones de la inteligencia americana. »

Lettre de Victoria Ocampo à José Ortega y Gasset, (19/07/1930, citée par Nora PASTERNAC, *Sur, Una revista en la tormenta. Los años de formación 1931-1944*, Buenos Aires, Paradiso ediciones, 2002, p. 57 : « Mi proyecto, helo aquí : publicar una revista trimestral que se ocuparía principalmente del problema americano, bajo todos sus aspectos, y en la que colaborarían todos los americanos que tengan algo adentro y los europeos que se interesen en América. El leitmotiv de la revista sería ése pero, por supuesto se tratarán de temas de otra índole. »

Baldomero Sanín Cano, dans *Amauta*, n°24, 1929, p. 83, cité dans Jussi PAKKASVIRTA, *ouv. cité*, p. 20 : « confortan el espíritu de los americanos libres por el testimonio que ofrecen de que hay un espíritu uniforme de amor a la libertad y una comprensión aguda de los peligros que la amenazan en varias formas, unas más sutiles que otras, a todo lo largo del continente. »

Cité dans Jussi PAKKASVIRTA, *ouv. cité*, p. 15 : « asociación de carácter antiimperialista y latinoamericanista cuya finalidad esencial era generar una opinión pública favorable a la unidad cultural, política y económica de los países de la región, en un intento por rescatar el viejo ideal bolivariano. »

Luis Alberto Sánchez cité par Luis Ferrero ACOSTA, *La clara voz de Joaquín García Monge*, San José, Editorial Costa Rica, 1990, p. 13 : « Esa revista personal […] fue el vínculo más efectivo y alto que tuvimos en América los intelectuales, llámeseles escritores, líderes o estudiantes. Don Joaquín regía desde ahí una especie de Gran Central Telefónica Intercontinental, había inventado una especie de Unesco sin burocracia ni oficialismo, algo semejante, para ciertos principiantes desvalidos, a un Plan Marshall de los escritores comenzantes de nuestro Hemisferio. »

Jussi PAKKASVIRTA, *ouv. cité*, p. 147 : « Aquí afirmamos que en el *Repertorio Americano* se retoma la tradición fundada por los primeros diplomáticos de Costa Rica a partir de mediados del siglo XIX. La gestión diplomática, dirigida a Estados Unidos y Europa, se sustentó en la afirmación de la particularidad costarricense expresada en el carácter pacífico y laborioso de sus habitantes. En el *Repertorio* se continúa proyectando la misma imagen pero, ahora dirigida hacia el subcontinente latinoamericano ; hasta convertirla, consciente o inconscientemente, en un modelo ejemplar y utópico. Costa Rica fue presentada como más tranquila, más libre y más democrática de lo que era en realidad […] construyendo la imagen de la nación para el uso externo, porque la revista era leída más afuera de Costa Rica que en el país mismo. Con su difusión más internacional que nacional, el *Repertorio Americano* promocionaba a Costa Rica ante el mundo quizás mejor que ninguna propaganda oficial de Estado. »

Enrique Labrador RUIZ, « Con la República », *Repertorio Americano*, tome 36, n°4, déc. 1938, p. 52-53 : « el destino de América se ventila en tierra española pues la penetración fascista continuaría en Chile, Argentina, Brasil, Centroamérica y avanzará sobre el resto si Franco ganase. »

Alexandra Pita GONZÁLEZ, « La discutida identidad americana: debates en el *Repertorio Americano*, 1938-1945 », *in* Aimer GRANADOS GARCÍA et Carlos MARICHAL, *Construcción de las identidades latinoamericanas : ensayos de historia intelectual, siglos XIX y XX*, México, El Colegio de México/Centro de Estudios Históricos, 2009, p. 249 : « al *hispanismo* vinculante y positivo representante de los ideales republicanos, con el triunfo de las fuerzas franquistas en España se impuso un *hispanoamericanismo* que fue percibido como negativo y agresivo por numerosos intelectuales latinoamericanos. »

Germán ARCINIEGAS, « Debates sobre temas sociológicos. Relaciones interamericanas », *Sur*, n°72, sept. 1940, p. 103 : « El Atlántico, en realidad es para ellas [les villes citées] un charco, un Canal de la Mancha, un estrecho cada vez más fácil de cruzar. Por eso el argentino, lo mismo que el brasileño, el uruguayo o el neoyorquino, mira más fácilmente a Europa que a lo que tiene a sus espaldas, que es la América occidental. La América occidental, desde California hasta Chile, es una América en donde se ha concretado más una tradición española ; es una América que se ha replegado en sí misma. »

Alexandra Pita González, *art. cité*, p. 262 : « De la lectura de las opiniones vertidas en el *Repertorio* también se desprende que para lograr esta redefinición de la identidad latinoamericana era indispensable dar a los intelectuales, y no a los gobernantes, un papel fundamental en la formación de una conciencia grupal.

Adjudicándose el lugar de verdaderos intérpretes del anónimo pueblo latinoamericano, los intelectuales se plantearon los problemas del continente y de las posibles soluciones, como los verdaderos guías […]. »

Les congrès : entre latino-américanisme et panaméricanisme

Oscar Calvo ISAZA, « Conocimiento desinteresado y ciencia americana. El Congreso científico (1898-1916) », *Historia crítica*, n°45, Bogotá, sept.-déc. 2011, p. 88 : « un espacio constituido por las élites latinoamericanas para escenificar en nombre de la ciencia y la técnica su adhesión a los ideales de civilización y progreso, y así responder a las diversas formas de representar América Latina en los Estados Unidos como un espacio donde predominaba el pasado hispánico, la naturaleza salvaje y la falta de pericia técnica. »

Reseña general del Cuarto Congreso Científico (Primer Panamericano), Santiago de Chile, Imprenta, Litogrfía y Encuadernación Barcelona, 1915, p. 142 (cité par Francisco R. SAGASTI, Alejandra PAVEZ, « Ciencia y tecnología en América Latina a principios del siglo XX : Primer congreso científico panamericano », *Quipu*, vol. VI, n°2, mai-août 1989, p. 203 : « Hace poco años estas tendencias hacia el sistema de cooperación intelectual eran muy débiles, cuando no nulas en la América Latina, y estaban expresamente circunscritas por los límites etnográficos. Mientras la América anglo-sajona combinaba ampliamente sus fuerzas en todos los órdenes de le cultura, en la generalidad de los países de la América Latina existía mas bien por el contrario, el principio de la refracción. »

Quarto Congresso Médico Latino-Americano, Rio de Janeiro, Volume geral, 1909, p. 73 (cité par Marta de ALMEIDA, *Das Cordilheras dos Andes à Isla de Cuba, passando pelo Brasil : os congressos médicos latino-americanos e brasileiros (1888-1929)*, Tese apresentada ao programa de pós-graduação em história social da Faculdade de Filosofia, Letras, Ciências Humanas da Universidade de São Paulo, orientada por Prof. Maria Amélia Mascarenhas Dantes, São Paulo, 2003, p. 303 : « Nosso Quarto Congresso Médico, ao que responderam representantes de toda a América Latina, aportando o fruto do seu trabalho científico, excede, em importância, aos anteriores, e se assemelha, pelo número de seus aderentes e pela quantidade e qualidade de trabalhos apresentados, esses congressos mundiais da velha Europa. »

Reseña general del Cuarto Congreso Científico (Primer Panamericano), Santiago de Chile, Imprenta, Litografía y Encuadernación Barcelona, 1915, p. 142 (cité par Francisco R. SAGASTI, Alejandra PAVEZ, « Ciencia y tecnología en América Latina a principios del siglo XX : Primer congreso científico panamericano », *Quipu*, vol. VI, n°2, mai-août 1989, p. 202 : « El impulso con que los Gobiernos favorecen el mejoramiento intelectual está eficazmente auxiliado en la época moderna por el extraordinario desarrollo a que ha llegado el intercambio de las ideas entre los hombres de todos los países. Los congresos científicos constituyen la manifestación mas práctica de esta nueva tendencia. »

Discours inaugural de Emílio Coni, reproduit dans *Segundo Congresso Médico Latino-Americano. Actas y Trabajos*, Tomo I, Buenos Aires, p. 34 (cité par Marta de ALMEIDA, *ouv. cité*, p. 300 : « Que as nações latino-americanas associando-se em esforço comum, formando um só corpo de exército, conservando seus chefes, suas armas, suas táticas de combate, se lancem á batalha contra os grandes inimigos da humanidade : a tuberculose, o alcoolismo, a habitação insalubre e a mortalidade infantil. »

Marta de ALMEIDA, *ouv. cité*, p. 301 : « Para alguns dos médicos, doenças tidas como 'sociais' estavam num patamar em que a higiene seguramente contribuiria para seu desaparecimento ou, na pior das hipóteses, para sua efetiva minimização. Já doenças como a febre amarela, coléra, peste, concebidas como 'exóticas' ou tropicais significavam o pior grau da barbárie nosológica. Significava que se tratava de um país que estava atrasado na evolução progressiva de suas instituições e políticas de saúde pública, termômetro preciso para se medir o grau de civilidade para a concepção médica vigente. »

Oscar Calvo ISAZA, *art. cité*, p. 110. Sur cette question, voir aussi Rodrigo FERNÓS, *Science still born, The rise and impact of the Pan-American Scientific congresses, 1898-1916*, iUniverse, 2003 : « […] entre la sesión fundacional en Buenos Aires y la de Washington se evidenció una pérdida de poder de sujetos e instituciones dedicados a la ciencia y la técnica y un mayor protagonismo de los Estados en la aprobación

de las recomendaciones. Asimismo, la retórica de una ciencia universalista convivió con el interés por domesticar la naturaleza americana y producir conocimientos útiles para el continente. »

Ricardo SALVATORE, « The Enterprise of Knowledge. Representational Machines of Informal Empire », *in* Gilbert M. JOSEPH, Catherine C. LEGRAND, Ricardo D. SALVATORE (org.), *Close Encounters of Empire. Writing the Cultural History of U.S.-Latin American Relations*, Durham/Londres, Duke University Press, 1998, p. 71 : « Legitimating the presence of North American capital, expertise, ideas and values in the lands to the south demanded a double and simultaneous textual construction : describing the other (South America) in terms of a perennial deficit or vacuum, and ascribing meaning to the 'mission' (the role of the North Americans in the region). Without one or the other, the expansion of U.S. capital and culture would be impaired, its legitimacy negated. »

MRE Argentine, Memorias, 1939-1940, tome I, p. 469 : « La iniciativa de reuniones especiales de esta índole corresponde a la Argentina. Los Congresos Científicos panamericanos derivan de los latinoamericanos de igual carácter, iniciados por la Sociedad Científica Argentina, a cuya acción debió la convocatoria del primero de ellos, en Buenos Aires, en 1898. »

MRE Chili, Ministerios de Educación, Interior, Trabajo y Salubridad, 1940, Santiago, 11/03/1940, Lettre de Juvenal Hernández au ministre des Relations extérieures : « Después del Panamericano, es este el Congreso más importante de los que se celebran periódicamente en el Continente. Los profesores de la Universidad de Chile, desde hace años vienen realizando investigaciones científicas que no han podido darse a conocer por falta de medios. La celebración del Octavo Congreso, al que han prometido concurrir todos los países americanos, crea una oportunidad a nuestros profesores para darle publicidad a sus trabajos. »

Reseña general del Cuarto Congreso Científico (Primer Panamericano), Santiago de Chile, Imprenta, Litogrfía y Encuadernación Barcelona, 1915, p. 139 (cité par Francisco R. SAGASTI, Alejandra PAVEZ, « Ciencia y tecnología en América Latina a principios del siglo XX : Primer congreso científico panamericano », *Quipu*, vol. VI, n°2, mai-août 1989, p. 197 : « El historiador del desarrollo intelectual del continente americano, al revisar la obra de las asambleas científicas, probablemente asignará al congreso de Santiago el honor de haber distintamente demostrado que las Repúblicas del continente americano, a causa de su posición geográfica, a causa de las condiciones peculiares en las cuales ellas fueron colonizadas y a causa de los problemas especiales de raza que ellas presentan, se ven frente a una serie de problemas distintamente americanos. El solo hecho de que existan estos problemas, implica una obligación no sólo para nosotros, sino también para todo el mundo civilizado, de concentrar nuestros esfuerzos en su solución. Solucionándolos, podremos dar nuestra mejor contribución al progreso de la humanidad que el mundo tiene derecho de esperar de nosotros. »

Échanges universitaires, correspondance scolaire, accords...ou comment élargir les effets de la coopération intellectuelle

Conferencia Inter-americana de educación, Discurso pronunciado por el Rector de la Universidad de Chile, don Juvenal Hernández, en la sesión inaugural celebrada en el salón de honor del Congreso Nacional, el domingo 9 de setiembre de 1934, Prensas de la Universidad de Chile, p. 5-6 : « La historia de la Humanidad es la historia de la educación y de la cultura. […] Los fundamentos mismos de nuestra civilización, más propiamente de la civilización europea, que se refleja en las naciones de América, parecen conmoverse y vacilar en la hora de la decisión […].
Y si tal ocurre en las sedes que se asientan sobre el prestigio de sus tradiciones milenarias […], ¿Cómo no habría de ocurrir en las naciones ibero-americanas en que esos factores son simplemente embrionarios? Porque es posible convenir, señores, en que los pueblos ibero-americanos carecemos, en cierto modo, de cultura propia : las razas aborígenes han desaparecido en mucha parte, principalmente en los Estados de la zona austral, y no nos dejaron ni siquiera rastros de su civilización incipiente ; la literatura, las creencias, la

filosofía, las organizaciones económicas y sociales, los conocimientos científicos y artísticos y sus aplicaciones, los recibimos de la Vieja Europa.
Desde este punto de vista, como desde muchos otros, los Estados Unidos de Norte América, pueden darnos a los ibero-americanos un ejemplo brillante.
[…] Es evidente que la circunstancia de vivir una cultura refleja, agrava y complica los problemas de todos órdenes, porque a la manera de los niños que repiten e imitan cada gesto, cada palabra y cada actitud de sus mayores, los pueblos en formación y de contornos no perfectamente definidos acogen con infantil regocijo todas las novedades y todos los ejemplos.
Sin embargo, este hecho facilita al mismo tiempo la solución de nuestro problema : no estamos ligados de manera insalvable a las consecuencias de la tradición, ni nos contiene tan fuertemente la rigidez de las antiguas organizaciones. El alma colectiva se puede, entonces, modular con menores esfuerzos en una orientación de puro americanismo hacia una cultura propia ajustada en lo posible a las verdaderas características raciales. »

Idem, p. 6 : « Esta tarea de modelación es la que corresponde a nuestros servicios educacionales, principalmente a las universidades, ya que son ellas que deben estar en contacto directo con la civilización. Son las encargadas de difundir, a juicio de mi ilustre antecesor don Valentín Letelier, los elementos necesarios para crear en América latina una conciencia homogénea indispensable para mantener la convivencia y el progreso social. […] Nuestras universidades han hecho y siguen haciendo esfuerzos sobrehumanos para mantener su nivel ; pero con nada, o con muy poco, han contribuido como obra propia, puesto que en vez de trabajar con el material humano que tienen a su disposición, tratan de someterlo violentamente a los moldes de una civilización ya cansada por una labor de siglos. Hasta hoy sólo hemos asimilado soluciones de la cultura europea, y de este modo jamás hemos de llegar a establecer un ajuste perfecto entre esa cultura y el desenvolvimiento de nuestro grupo que tiene modalidades y características propias.
Con ocasión de este Congreso, la Universidad de Chile reafirma su fe inquebrantable en los destinos de la raza, y en presencia del caos que domina el pensamiento contemporáneo, está segura de contar con sus hermanas de América en esta labor de redención espiritual. »

Eloise BRAINERD, *Intellectual cooperation between the Americas*, Education series n°15, Reprinted from the April, 1931, issue of the *Bulletin of the Pan American Union*, The Pan American Union, Washington DC, p. 3 : « Let us now examine more closely some of the lines of intellectual activity in which the peoples of the American Republics have been working together and which have helped them to appreciate one another. In volume of interchange and importance of results, education bulks by far the largest. The ever-increasing interest in education matters throughout the American continent has led teachers, either on their own initiative or on that of their governments, to seek the best available training abroad, and there has been a continuous current of educators between the various Spanish-American nations. »

Idem, p. 6 : « Courses relating to the other American Republics are given in secondary schools in all Latin American countries and in universities or teachers colleges in Argentina, Chile, Cuba, Ecuador, Mexico and Peru. »

L'ébullition universitaire

Alexandra Pita GONZÁLEZ, « La internacionalización del magisterio americano : propuestas educativas y tensiones políticas », *Revista de historia de la educación latinoamericana*, vol. XIII, n°17, juillet-déc. 2011, p. 242 : « Buenos Aires era entonces un ambiente perfecto para un encuentro de esta naturaleza en cuanto, amén de su reconocida y heterogénea tradición política de izquierda (donde convivían desde anarquistas, socialistas y comunistas hasta estudiantes del movimiento reformista), se iniciaba la segunda presidencia de Hipólito Yrigoyen y con ello un fuerte debate sobre la nacionalización del petróleo. »

Alexandra Pita GONZÁLEZ, *art. cité*, p. 243 : « ambas inducen a relaciones de dominación clasista que lleva a la miseria de la humanidad favoreciendo las guerras y otras formas de búsquedas del poder. »

José Joaquín BRUNNER, *Educación superior en América Latina. Cambios y desafíos*, Santiago de Chile, Editorial Fondo de Cultura Económica, 1990, p. 9 : « En suma, durante el siglo XIX, la educación superior americana atraviesa por una prolongada crisis de 'renacimiento institucional'. Es esta una fase de disolución de la universidad colonial o de prolongación inercial de la misma, dentro de un contexto que sin embargo entrababa su funcionamiento y la convertía en forma progresiva en un bastión del pasado. Simultáneamente es una fase de creación de un nuevo tipo de universidad, la incipiente universidad nacional, que pretende echar las bases de las disciplinas académicas, formar a los cuadros para la administración republicana y promover, en todos los niveles, la empresa educativa del país. »

Extrait du Manifiesto liminar, écrit par Deodoro Roca (1890-1942) en juin 1918 et dédié aux « hommes libres d'Amérique du Sud » (cité par Martín BERGEL, Ricardo Martínez MAZZOLA, « América Latina como práctica. Modos de sociabilidad intelectual de los reformistas universitarios (1918-1930) », *in* Carlos ALTAMIRANO (dir.), *Historia de los intelectuales en América Latina. Tomo II : Los avatares de la ciudad letrada en el siglo XX*, Buenos Aires, Katz, 2010, p. 121 : « Creemos no equivocarnos, las resonancias del corazón nos lo advierten : estamos pisando sobre una revolución, estamos viviendo una hora americana. »

Martín BERGEL, Ricardo Martínez MAZZOLA, *art. cité*, p. 119 : « el nombre de Córdoba se multiplicaba en la opinión pública de un continente que había seguido los acontecimientos con atención y que se aprestaba a conceder a los hechos de la ciudad mediterránea argentina el valor de un hito histórico. »

José Joaquín BRUNNER, *ouv. cité,* p. 10 : « una verdadera epopeya emancipatoria, capaz no sólo de cambiar a la universidad sino, además y conjuntamente, el destino de la generación que la emprende y el horizonte político espiritual de la sociedad que aquélla se dispone a alterar. »

Juan Carlos PORTANTIERO, *Estudiantes y política en América Latina : el proceso de la Reforma universitaria, 1918-1938*, México, Siglo XXI, 1978, p. 14 : « una escuela ideológica para los sectores avanzados de la pequeña burguesía, el más frecuente espacio de reclutamiento de las contra-élites que enfrentaron a las oligarquías, y de ella surgieron la mayoría de los líderes civiles latinoamericanos y muchos de los partidos políticos. »

Concha ROMERO JAMES, *La cooperación intelectual…,* p. 8 : « Si recordamos que para que las relaciones culturales sean fecundas es preciso que la corriente vaya en una y otra dirección, norte y sur, este y oeste, apreciaremos en todo lo que vale la iniciativa de la Universidad de Columbia al organizar un curso para estudiantes y maestros deseosos de ver cómo está solucionando México el problema de educar a sus masas campesinas. Unos cien alumnos formaron parte de la singular caravana que en el verano de 1935 se dedicó por seis semanas a observar el sistema de escuelas rurales de ese país. »

La référence chilienne

Eloise BRAINERD, *Intellectual cooperation between the Americas*, Education series n°15, Reprinted from the April, 1931, issue of the Bulletin of the Pan American Union, The Pan American Union, Washington DC, p. 3 : « The pedagogic Institute of Chile has for more than 30 years attracted many foreign students, and its graduates, including Chileans, have gone into almost all other countries of the New World and have had an important part in shaping their respective educational policies. The generous scholarships maintened for many years by the Chilean Government in several schools have contributed to the far-reaching influence of the educators of that nation. »

Concha ROMERO JAMES, *La cooperación intelectual…,* p. 8 : « Si recordamos que para que las relaciones culturales sean fecundas es preciso que la corriente vaya en una y otra dirección, norte y sur, este y oeste, apreciaremos en todo lo que vale la iniciativa de la Universidad de Columbia al organizar un curso para estudiantes y maestros deseosos de ver cómo está solucionando México el problema de educar a sus masas campesinas. Unos cien alumnos formaron parte de la singular caravana que en el verano de 1935 se dedicó por seis semanas a observar el sistema de escuelas rurales de ese país. »

Ana Guil BOZAL, Sara Vera GIL, « Amanda Labarca, pionera de la educación y la política de las mujeres en Chile », *Revista Historia de la Educación Colombiana*, n°13, 2010, p. p. 147 : « pueden encuadrase dentro de

los grandes movimientos de reforma educativa que se iniciaron en 1900 y se desarrollaron hasta comienzos de la Primera Guerra Mundial, movimientos que se extendieron a la educación artística, la educación ambiental, la reforma del Estado, la escuela de trabajo y el movimiento 'desde el alumnado. Desde estos principios y desde la pedagogía infantil, consideraba que el punto de vista de partida de cualquier intervención educativa había de ser el nivel de desarrollo de las niñas y de los niños y sus capacidades e intereses individuales, unido todo ello – por su incondicional compromiso con la población chilena con una formación a la medida de su país. »

Discours de Juvenal Hernández datant de 1953 reproduit dans Rollando MELLAFE, Maria Teresa GONZÁLEZ, *El Instituto Pedagógico de la Universidad de Chile (1889-1981) : su aporte a la educación, cultura e identidad nacional*, Departamento de Ciencias Históricas, Facultad de Filosofía y Humanidades, Universidad de Chile, 2007, p. 148-149 : « la conveniencia de considerar las influencias sociales de la Universidad, y a que, en razón de ser ella la cúspide de la arquitectura educacional del país, está en la obligación de apreciar el alcance de su propio esfuerzo y de modelar sus agentes educativos en proporción debida a la necesaria coexistencia de todos los valores culturales, económicos y políticos. La Universidad que no vibra con el medio social es una cosa muerta. »

La toile des échanges universitaires

MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tome I, p. 111-113, « Convenio sobre intercambio de profesores, publicistas, etc. Con la República Oriental de Uruguay », 22/09/1938 : « El Ministerio de Justicia e Instrucción Pública o de Instrucción Pública y Previsión Social, a propuesta de las respectivas Universidades, de las Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual y del Instituto Cultural Argentino-Uruguayo, organizará una delegación de profesores, publicistas y cultores del arte, de las ciencias y de las técnicas, que dictará cursos regulares a los estudiantes y conferencias al público del otro país. Un año será la delegación de argentinos que actuará en Uruguay y otro año de uruguayos en la Argentina y así sucesivamente. Esta labor científica, docente y artística se publicará en volúmenes seriados, para su difusión en toda América. »

Boletín bimestral, n° 28, oct.-déc. 1941, p. 12 : « este Convenio dará gran impulso al intercambio ya que, aunque sea penoso confesarlo, no hay en nuestras universidades más de un estudiante brasileño y, es muy posible, debe ocurrir lo mismo en las universidades brasileñas, debido a la escasa relación entre nuestras poblaciones. »

AUN, A II 46, Comisión chilena de Cooperación Intelectual, Memoria de 1939 : « En el curso del año la Comisión autorizó a un grupo de alumnos de la Escuela de Comercio y Economía Industrial para realizar una jira de estudio a los Estados Unidos ; a una delegación de estudiantes de la Escuela de Derecho para que fuese al Brasil ; a un grupo de alumnos y profesores del Liceo de Arica para visitar algunas ciudades de Bolivia, y a otro grupo de alumnos de la Escuela de Conductores de obras para visitar las principales minas e industrias del mismo país. »

Juvenal HERNÁNDEZ, *La luminosa trayectoria de Amanda Labarca*, Publicaciones Museo Pedagógico, primer trimestre de 1953, p. 9 : « De una experiencia que realiza con su esposo en el balneario de Constitución por el verano de 1927, conduciendo el primer intento de una escuela de verano, fruto de sus experiencias en sus vacaciones en los Estados Unidos, Amanda comienza a dar forma a la idea de formalizar sistemáticamente cursos y conferencias que coayuda a la función divulgadora de la Universidad fuera de sus claustros. »

Les écoles, creuset de l'identité nationale et de la solidarité régionale

Carlos NEWLAND, « La educación elemental en Hispanoamérica : desde la independencia hasta la centralización de los sistemas educativos nacionales », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 71, n°2, mai 1991, p. 364 : « las barreras contra la instrucción pública se habían derribado y ahora todo se podía

esperar de la transformación educativa que se estaba produciendo : el progreso industrial, el desarrollo de las facultades, del espíritu empresario, los derechos políticos, la abundancia y tranquilidad del hogar. »

Rolando MELLAFE, Antonia REBOLLADO, Mario CÁRDENAS, *Historia de la Universidad de Chile*, Santiago de Chile, Ediciones de la Universidad de Chile, 1992, p. 145 : « la idea de que la finalidad última de la educación era la eficiencia social, se había venido imponiendo paulatinamente. […] Implicaba que la educación habilitara al individuo para la participación en la vida democrática, así como la preparación para el trabajo. »

Rolando MELLAFE, Antonia REBOLLEDO, Mario CÁRDENAS, *ouv. cité*, p. 154-155 : « Para comprender las reformas que se abrían paso, es necesario señalar que hasta ese momento, la educación chilena no llegaba a constituir un sistema orgánico. La educación superior y secundaria estaba bajo la tuición del Consejo de Instrucción Pública con sede en la Universidad ; los institutos comerciales y, hasta 1924, los liceos de niñas, estaban supervigilados por el Ministerio de Instrucción : los colegios técnicos e industriales bajo el amparo del Ministerio de Industrias y Obras Públicas y, en fin, la enseñanza primaria esra relativamente independiente al estar regida por un Inspector General y un Consejo autónomo, presidido por el Ministro de Instrucción, de acuerdo a la ley de 1920. […] El 19 de abril de 1927 se creó la Superintendencia de Educación Nacional y ocho Direcciones Generales. »

Concha Romero James, *La cooperación intelectual en América, 1933-1936*, Oficina de Cooperación intelectual, Unión Panamericana, Washington DC, alcance al Correo n°10, p. 2 : « Recordando mi niñez provinciana, me doy cuenta de que en las clases de historia y geografía no se preocuparon jamás los maestros de hacernos sentir hermanos de las gentes de otros países de América. Nos hacían, eso sí, patriotas estridentes […]. »

AUN, A III 46, Memoria de 1939 de la Comisión Chilena de Cooperación Intelectual. Il en est également question dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 9 : « Otra iniciativa tomada por nuestro Comité Ejecutivo, ha sido la de pedir al Sr. Ministro de Educación Pública que las escuelas guardadoras de pabellones americanos, reciban la denominación de Escuela Argentina, Escuela Bolivia, etc., porque en el hecho los mencionados establecimientos fuera de guardar las banderas poseen bibliotecas de los países que representan, celebran sus aniversarios, dan a conocer su historia, su geografía, sus costumbres y su progreso, además de ser colaboradores muy eficientes en la labor que desarrollan los Institutos de Cultura. El Sr. Ministro acogió esta insinuación y hoy gran parte de las naciones americanas tienen escuela que lleva su nombre. »
« Para mantener un nuevo lazo de unión entre Chile y los demás países, se pidió al Ministerio de Educación Pública que designara con el nombre de las naciones amigas a Escuelas Primarias del país. Ellas son las guardadoras del pabellón de cada pueblo hermano, mantienen una exposición permanente sobre ellos e intercambian nutrida correspondencia. »

AHI, 542,6, 2040/36998, Cooperação Intelectual, Brasil (1940-1943), Rio de Janeiro, 09/05/1941, Memorandum de Themistocles Graça Aranha au secrétaire général de l'Itamaraty : « Parece-me de todo indicado que se proporciona a esses estabelecimentos de ensino, que, quasi sempre, lembram pelo seu nome o nosso país, livros relativos ao Brasil e que se lhes conceda material de estudo, como papel, lapis, mapas, etc. Não é só uma maneira de mostrar o nosso reconhecimento, mas também uma forma de se fazer por intermedio dos mesmos propaganda brasileira, procurando criar uma atmosfera favorável ao Brasil. »

AUN, A III 46, Memoria de 1939 de la Comisión Chilena…, p. 14 : « La Comisión está en contacto con la Asociación Internacional de Estudiantes Ibero-Americana Pro Intercambio de Correspondencia [Puerto Rico] y ha recibido de ésta nóminas de estudiantes universitarios mexicanos que he entregado a los organismos estudiantiles y educacionales. Le ha enviado una lista extensa de estudiantes chilenos que desean relaciones con sus compañeros de otros países.
También mantenemos correspondencia con la Casa del Estudiante, de Brasil, y se ha solicitado el concurso de los Rectores del Internado Barros Arana, el Liceo Valentín Letelier y otros para que fomenten esta clase de intercambio. » L'auteur du rapport ajoute : « Fuera de esta actividad, de cierta

manera controlada, sabemos que muchas escuelas primarias y secundarias del país mantienen un intercambio frecuente con escuelas americanas. »

Concha ROMERO JAMES, *La cooperación intelectual en América*…, p. 3 : « Esa ignorancia con respecto a la América de otras latitudes, que en nuestro caso no se ha venido a despejar sino en la sazón de los años, es ciertamente con contrastarse con lo que hoy aprende antes de llegar a la adolescencia cualquier alumno de una buena escuela. ¡Con qué emoción se lee, como un signo de nuevos tiempos, aquel mensaje con que los niños de Huarista, a orillas del Titicaca, saludan a los niños de todo el mundo americano en el Día de las Américas!. »

MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tome I, p. 97-98, « Convenio sobre revisión de la enseñanza y de los textos de historia y geografía nacional y americana », 03/06/1938 : « Los Gobiernos de las Repúblicas de Argentina y Chile,
Convencidos de que la mejor manera de mantener los vínculos tradicionales de amistad entre sus pueblos radica en la formación adecuada de sus generaciones futuras… »
Art. 1 : Con el objeto de remover toda valoración unilateral y tendenciosa para unificar las relaciones generales de solidaridad dentro de la historia de América y particularmente la tradicional unión de Chile y Argentina, se crearán en Santiago y Buenos Aires tres Comisiones Revisoras de la enseñanza y de los textos de historia y geografía nacional y americana, compuesta de cinco miembros con el concurso de las respectivas universidades, Academia de Historia e Institutos Culturales Chileno-Argentino y Argentino-Chileno y Comisión Nacional de Cooperación Intelectual.
[…]
Art. 3 : Las comisiones Revisoras de historia y geografía americana y nacional, publicarán una biblioteca selecta, de carácter sintético, de autores representativos chilenos y argentinos, para su difusión en los centros docentes y en el público. »

MRE Chili, Memorias, 1934, p. 247-248 : « a. En los pueblos de América la formación de la conciencia nacional por medio de la educación, debe realizarse en armonía con ideales y propósitos de cooperación interamericana ;
b. La educación, al servicio de la comprensión recíproca de los pueblos de América, es fundamental para que alcancen amplia realización los esfuerzos pacifistas de los gobiernos ;
c. Entre otros medios para el logro de los propósitos expresados se propenderá a la creación de estrechas y permanentes relaciones culturales, favoreciendo el intercambio de los hombres de ciencias y letras, de profesores, excursiones de alumnos, formación de bibliotecas americanas con libros, publicaciones y revistas de los demás pueblos y exposiciones de arte ;
d. En cada país deberá procederse, especialmente, a la revisión de los libros de historia destinados a la enseñanza, para asegurar una estimación justa de los hombres y de los hechos, reconociendo la cooperación que prestaron los distintos pueblos de América en la lucha por la independencia […]. »

MRE Chili, Memorias, 1945, tome I, p. 43 : « formar un programa de enseñanza y crear la ideologia del Maestro, para inculcar a las generaciones venideras las mejores normas de cultura y de conviviencia mutua. »

MRE Chili, Memorias, 1945, tome I, p. 44 : « influir para que el espíritu de la juventud se inspire en obras de solidaridad humana, borrando las ideas de predominio malsano y estimulando la formación de generaciones empapadas en las nobles fuentes de una más sólida comprensión, lo que fortalecería las bases de la civilización cristiana. »

Le livre, objet d'échanges, vecteur de transferts

Concha ROMERO JAMES, *La cooperación intelectual en América*…, p. 6 : « No parece sino que en estos últimos años hubiesen determinado las gentes a valerse del libro como un medio de acercamiento intelectual y lo han logrado. »

Concha ROMERO JAMES, *La cooperación intelectual en América*…, p. 6 : « se estableció una poderosa corriente de intercambio al organizarse la Sociedad de Amigos del Libro Rioplatense para impulsar la producción literaria da ambos países por medio de la difusión de obras de positivo mérito por autores de una y otra orilla del Plata. »

MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tome I, p. 112, « Convenio sobre intercambio de profesores, publicistas, etc. con la República Oriental de Uruguay », 22/09/1938, article III : « La Biblioteca Nacional de Buenos Aires y la Biblioteca Nacional de Montevideo organizarán una sección especial destinada a conservar el material bibliográfico pertinente de cada uno de los dos países. Con este motivo el Gobierno argentino donará al Gobierno uruguayo y el Gobierno uruguayo, a su vez, donará al Gobierno argentino, dos mil volúmenes correspondientes a la producción intelectual de uno y otro país. »

Gustavo SORÁ, *Traducir el Brasil*…, p. 74 : « aun cuando la presencia literaria del Brasil apenas encontraba condiciones de materialización en la Argentina, su lugar ya era pensada desde mediados del siglo XIX como capitulo del propio proceso de invención de una cultura nacional argentina. »

Gerardo GALLEGOS, « Intelectuales de América por una América Continental », *Revista Iberoamericana*, vol. VIII, n°16, novembre 1944, p. 254 : « Cada tiempo trae consigo los hombres destinados a expresar su pensamiento, y los llamados a interpretarlo en ejecución.
Pensadores, artistas y poetas ; economistas y sociólogos ; científicos y literatos ; estadistas y profesores, eslabonan de un extremo al otro de la América una cadena de voluntades apasionadas de americanidad esperanzada y hemisférica. Pioneros en la empresa de fundir en la emoción popular esa afirmación de identidad entre el hombre americano con sus propios tierra y cielo ; valores índices de una nueva conciencia continental hacen legión en sus respectivas categorías científicas, literarias y económicas. »

Martín BERGEL, Ricardo Martínez MAZZOLA, « América Latina como práctica. Modos de sociabilidad intelectual de los reformistas universitarios (1918-1930) », *in* Carlos ALTAMIRANO (dir.), *Historia de los intelectuales en América Latina. Tomo II : Los avatares de la ciudad letrada en el siglo XX*, Buenos Aires, Katz, 2010, p. 120 : « Para los jóvenes surgidos de las universidades del continente en torno a la finalización de la Primera Guerra Mundial, América Latina no era meramente una idea : era o se expresaba también en una serie de prácticas, algunas de ellas vinculadas al mundo de las emociones y los rituales, y que en conjunto acabaron dotando de una singular robustez y extensión a aquello que pudo ser verbalizado por muchos como 'nación latinoamericana'. »

Chapitre VI

Le projet brésilien d'institut interaméricain (1926)

Kátia Gerab BAGGIO, *A « Outra América ». A América Latina na visão dos intelectuais brasileiros das primeiras décadas republicanas*, Tese de doutorado apresentada ao Departamento de História da Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas da Universidade de São Paulo, sob a orientação da Prof. Maria Ligia Coelho Prado, São Paulo, 1998, p. 7 : « a necessidade de construir e fortalecer uma identidade nacional brasileira levou muitos historiadores, cientistas sociais e ensaístas a reforçar as diferenças do Brasil em relação aos demais países americanos. Éramos únicos, singulares, particulares : termos recorrentes no discurso destes autores. »

Idem, p. 8 : « Não há dúvida de que as diferenças são mais destacadas do que as similitudes. A América Hispânica – vista a partir de olhares brasileiros – é uma 'outra' América, ainda que façamos parte deste todo complexo e contraditório denominado América Latina. »

Priscila Ribeiro DORELLA, « Representações dissonantes de um acadêmico brasileiro sobre a América Latina », *Revista de História*, São Paulo, n°161, 2009, p. 19 : « [...] em suas obras, Silvio Julio trabalha como uma espécie de intérprete do pensamento político e cultural hispano-americano no Brasil. O seu esforço está voltado, preponderamente, para apresentar, ao leitor brasileiro, autores hispano-americanos do século XIX e início do XX. Pensadores como Simón Bolívar, Andrés Bello, José Martí, Ricardo Palma, Manuel González Prada, Rubén Dario, José Enrique Rodó, entre outros, foram alvos de sua dedicação. Procurou também divulgar importantes literatos brasileiros como Lima Barreto e Machado de Assis, em suas idas aos centros intelectuais da América hispânica. Orgulhava-se de frequentar diversas academias de história, letras e folclore na América Latina em defesa do mútuo conhecimento entre esses países. »

Silvio Julio, *Sobre história, arqueologia e linguística*, Rio de Janeiro, Continente Editorial, 1983, p. 277 : « Chegou-se a sustentar no Brasil a premissa que aparentemente servia de ponto de partida ao ufanismo hiperbólico dos lusófilos e monarquistas : *Quem fala não se entende com quién habla.* »

AHI, Ronald de Carvalho, *Relatório reservado sobre a política exterior do Brasil e dos países da América do Sul*, Rio de Janeiro, Ministério das Relações exteriores, 1927, mimeo, p. 138 : « […] somos apresentados, no país platino [l'Argentine], como asseclas do imperialismo norte-americano ; e assim nos consideram o Paraguai, que reclama territórios brasileiros como seus, a Bolívia, que nos acoima de ladrões do Acre, o Peru e a Colômbia, que não escondem a sua má vontade contra a nossa diplomacia, taxando-a de cavilosa e matreira ; finalmente, o Uruguai que, nos livros das suas escolas, deixa o Brasil ser tratado de país inóspito, composto de aventureiros e covardes. »

Xavier de Oliveira, précurseur d'un panaméricanisme à la brésilienne?

Préface de Ronald de Carvalho, Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano,* p. 11 : « Desde 1917 até 1928, quando foi adoptado pela VI Conferencia Internacional Americana, o projecto do Instituto de Cooperação Intellectual não cessou de amadurecer no seu pensamento. Planos de organização, projectos de lei, artigos, conferencias, prédicas e alvitres fixados em larga correspondencia com varios publicistas do continente, nada poupou Xavier de Oliveira para que lhe coubesse o apôdo de recalcitrante visionario. »
Alfonso REYES, *Misión diplomática*, Tomo II, compilación y prólogo de César Díaz Arciniega, México, Secretaria de Relaciones exteriores/Fondo de Cultura económica, 2001, p. 274 : « La discusión llegó a tal extremo que, a los comienzos del mes, el señor Xavier de Oliveira, representante por Ceará dejó decir en plena Asamblea que los diarios brasileños estaban siendo sobornados por la embajada japonesa […]. […] La intemperancia del doctor Oliveira le atrajo los ataques que era de suponer. »

Rio Branco, 1907, cité par Licurgo COSTA, « Aspectos de la contribución del Brasil al panamericanismo », *Revista de política internacional*, n°56, juillet-octobre 1961, p. 317-318 : « La opinión pública se extravía muchas veces. No es raro que un viento de locura, despertando instintos bárbaros, azote y agite a los pueblos, incluso a los más cultos y sentos. Deber del estadista y de todos los hombres de verdadero sentido político es combatir las propagandas de odios y rivalidades internacionales.
Ni la densidad de población ni la dureza de la vida material pueden hacer sospechoso al Brasil ante los pueblos que ocupan este nuestro continente americano.
A las Repúblicas limítrofes, a todas las naciones americanas, sólo les deseamos paz, iniciativas inteligentes y trabajos fecundos, para que prosperando y engrandeciéndose, nos sirvan de ejemplo y estímulo en nuestra actividad pacífica, como a nuestra grande y gloriosa hermana del Norte, promotora de estas útiles conferencias.
A los países de Europa, con los que siempre estuvimos y estaremos ligados por tantos lazos morales y tantos intereses económicos, sólo deseamos continuar ofreciendo las mismas garantías que hasta hoy les han proporcionado nuestro constante amor al orden y al progreso. »

« 'La Nación' de Buenos Aires apoia com enthusiamo a campanha do 'Jornal do Brasil' », p. 35-36 : « O momento brasileiro, no tocante á sua política internacional, não ha negar, é sufficientemente delicado, em face mesmo dos nossos propios irmãos do Continente, dada nossa última attitude em Genebra [...]. »

Idem, p. 36 : « De propósito frizamos os termos – puramente americana – para distinguirmos bem a acção do nosso actual chanceller da dos outros que o têm precedido, depois de Rio Branco. Em verdade, no tocante ás questões do Pan-Americanismo, vivemos um tanto distanciados, até o advento do Sr. Felix Pacheco no Itamaraty, o qual teve para estréa a famosa 5ª Conferencia, reunida em Santiago, em 1923.
Desde então, governo e imprensa, escriptores e scientistas brasileiros têm vivido todos mais approximados das cousas da América, nos sentimentos como na acção, nos interesses como na cordialidade, tudo sinceramente, fielmente, singularmente americano. »

« A idéa do Jornal do Brasil acolhida com sympathia em todos os paizes da América », p. 32 : « [...] aqui no Novo Mundo, as nações são eguaes em seu valor internacional, porque no Continente Americano não se conhece nem se reconhece supremacia de um Estado sobre outro, uma vez que todos são soberanos e independentes, uns em face dos demais. »

« 'La Nación' de Buenos Aires apoia com enthusiamo a campanha do 'Jornal do Brasil' », p. 36 : « Nossa campanha em pról da fundação do Instituto Pan-Americano de Alta Cultura, em todas as capitaes dos paizes do Continente, traduz perfeitamente este sentir brasileiro, e – ousamos dizê-lo com a mais segura convicção – americano. »

Préface de Ronald de Carvalho, Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano,* p. 9 : « estão conjugados numa cadeia de élos sympathicos, formada pela igualdade de idioma, pela similitude das castas sociaes, pelo parallelismo dos costumes e até pela fraternidade das tradições, pelo ritmo das idéas generosas que inspiraram Bolivar, San Martin, Sucre, Miranda e O'Higgins. »

Idem, p. 10 : « Se as correntes migratorias, como é de suppôr, não alterarem profundamente a liga ethnica primitiva, os povos hispanos formarão, num mundo novo, um complexo forte, equilibrado e resistente, um bloco indissoluvel ante o anglo-saxão e o brasileiro. »

« Os precursores da idéa do Instituto Pan-Americano lançado pelo 'Jornal do Brasil' », par Xavier de Oliveira, p. 20 : « Não nos esqueçamos nunca de que somos o único paiz da América Meridional que não falla castellano ! [...] Não é possivel esconder que a diversidade de idioma difficulta, até certo ponto, um conhecimento mais perfeito, entre nós e os nossos irmãos de toda a América Latina. »

Article « O segundo projecto do Sr. Deputado A. Austregesilo apresentado á Camara, e o discurso de S. Ex. Justificando a grande e patriotica iniciativa brasileira » (1926), p. 56 : « A França e a Itália já tem mesmo organizado seu serviço de expansão cultural, não sendo, assim possível que um factor tão decisivo

de approximação continue descurado na América, historica e geographicamente unida pelos continentes e pelos ideaes. »

Idem, p. 57 : « se evidencia a necessidade palpitante que temos de travar relações mais intimas, como fazem os Estados Unidos, que dão relatos periodicos da vida intellectual do continente, muito bem das cousas americanas, mas com falhas do que diz respeito aos paizes latino-americanos. »

Ibid. : « Os Ministerios não têm verba para taes representações ; ha sempre um grande embaraço – é um peditorio que nunca mais acaba, aos Ministerios, que, por sympathia ou antipathia, mandam ou não mandam intellectuaes e professores aos respectivos congressos. »

Article « Os iniciadores do Intercambio universitario argentino-brasileiro » (1926), par Xavier de Oliveira, p. 24 : « […] ao lado dos homens de Estado da América do Sul, que tanto concorreram para consolidar a paz que ora disfrutamos no Continente, é mister colloquemos tambem os scientistas americanos, que tanto têm concorrido com o seu esforço bemfazejo, orientado no mesmo sentido. »

Un projet brésilien ou interaméricain ?

Préface de Ronald de Carvalho..., p. 9 : « Os povos americanos soffrem de um mal que ás gerações modernas cumpre o dever de corrigir immediatamente, com todas as suas forças de boa vontade e sincero empenho : o mal da incomprehensão, do mutuo desconhecimento. »

Article « A palavra autorizada do professor Nascimento Gurgel em prol desse grande 'Desideratum' da América » (1926), p. 42-43 : « Um lance d'olhos penetrante e inteligente, nos mostra, á evidencia, ter soado no Mundo a hora da America! Essa é a opinião, exarada pela palavra escripta e fallada, por todos aquelles, psychologos, políticos, historiadores, estadistas, etc., que têm meditado sobre a sorte dos Continentes, antes, e, notadamente, após a última Grande Guerra. [...] No Continente Velho, observa o espírito do sociólogo, a vitalidade está ora desaparecida, ora diminuida, ás vezes desorientada, e não raro de todo aniquilada. A vida, porém, se transfunde a outros povos e Continentes Novos, que, tendo á vista os phenomenos ocorridos nos velhos, como que se apresentam alimentados por novas energias, promissoras de duração mais longa e lutando por dominar aos mais justos anceios da humanidade. Por essa lei natural bio-social surge como plethora de vida o novo Continente aspirando ao progresso, graças ás conquistas espirituaes que vae adquirindo! »

Article « Instituto Pan-Americano de Alta Cultura », par Xavier de Oliveira, p. 15 : « [...] esses congressos scientíficos, que, constantemente, se estão a reunir, tanto que, mal encerra um as suas sessões, já outro abre as suas portas para a acolhida aos sacerdotes da sciencia, ora da Sul-América, ora de toda a América, não raras vezes de todo o mundo. »

Article « O segundo projecto do Sr. Deputado A. Austregésilo apresentado à Câmara, e o discurso de S. Ex., justificando a grande e patriótica iniciativa brasileira » (1926), auteur et date inconnus , p. 58. « *À quoi bon?* Para que publicar, para que mostrar a nossa intelligencia, o nosso saber, o nosso adeantamento, se vivemos dos livros franceses, ingleses, americanos e italianos? Se a nossa ciência é quase mimética, se nossos mentores e estudos vêm de além mar, se conhecemos a vida social americana atravez dos telegramas da França, da Inglaterra, dos Estados Unidos e da Itália? ».

Article « Os iniciadores do Intercambio Universitario Argentino-Brasileiro » (1926), par Xavier de Oliveira, p. 23 : « […] as nações do Novo Mundo ainda hoje parece viverem mais perto da Europa, no tocante ao intercambio intellectual, do que dellas mesmas [...]. »

Article « O segundo projecto do Sr. Deputado A. Austregésilo apresentado à Câmara, e o discurso de S. Ex., justificando a grande e patriótica iniciativa brasileira » (1926), p. 59 : « O intercambio intellectual não pode nascer de iniciativas particulares, não pode nascer oficiosamente, não pode nascer de visitas de cortesia e de meras cerimônias ; tem de ser apoiado pela vontade do Governo, tem de ser corporificado por meio da ação legislativa. A sua falta tem de ser vencida por uma força que garanta a permuta constante

para que haja sequencia ideativa, que dê a continuidade, a eficiência e que nos faça o lavor terminar em obra definitiva. »

Article « As idéas e a ação do Sr. Dr. Honorio Silgueira, ilustre Presidente da Federação dos Collegios dos advogados argentinos, a respeito do Instituto e da sua organização » (1927), p. 90 : « Serão membros desse Instituto os professores dos estabelecimentos federaes de ensino oficial, inclusive os do Instituto Oswaldo Cruz, e os homens de notável saber, a juizo do Instituto Pan-Americano de Alta Cultura. »

Échos du projet brésilien en Amérique latine

« Instituto Pan-Americano de Alta Cultura. Uma iniciativa que não se deve anbandonar », éditorial du *Jornal do Commercio* (1927), p. 63 : « O projecto para a creação do Instituto Pan-Americano de Alta Cultura deve ser revivido, com o apoio decidido do Governo e de todos os elementos intellectuaes do paiz. »

Idem, p. 64 : « O projecto do Sr. Deputado Antonio Austregésilo deve ser levado avante e votado, afim de que o Brasil possa ter a iniciativa no ano proximo, em Havana, por occasião de reunir-se a 6ª Conferencia Pan-Americana, de propor a sua expansão pela America inteira. »

Lettre-circulaire de 1927 : « Como, porém, para que sejam attingidos tão elevados objectivos, faz-se mister que os outros países do Continente cooperem com Brasil, tomando identicas medidas, conducentes á realização total da idéa, como mui opportunamente accentuou o grande orgão argentino La Nación, num vibrante appello neste sentido a todas as nações americanas, em nome do Jornal do Brasil, patrono principal da idéa que hei concebido, tomo a liberdade de solicitar de V. Ex. uma resposta aos seguintes quesitos [...]. »

Article « Plausivel iniciativa brasileira », article de José Luis Murature paru dans *La Nación*, p. 39 : « O exemplo de decisão que dá o Brasil, e que muito o honra, deve ser, pois, imitado pelos demais paizes e desde logo pelo nosso. Elle implica num dever de simples americanismo e não haverá, seguramente, quem não se mostre disposto a cumpril-o com todo o zelo e todo o enthusiasmo que merece uma causa que se inspira em altissimo conceito da humanidade. »

Lettre du 04/08/1927 du représentant de l'Uruguay à Rio de Janeiro, Ramos Montero, à Xavier de Oliveira, reproduite dans « A palavra dos diplomatas americanos acreditados junto ao governo do Brasil » (1927), p. 77 : « […] permita-me asociarme con todo entusiasmo a la nobilísima idea de la confraternización intelectual del continente, que servirá de amplia base al verdadero panamericanismo y a la solidaridad anhelada por todas las Cancillerias del continente, pero sin haber sido aun plasmada, como lo será por el Instituto, cuya grandiosa iniciativa le ha cabido a la fulgurante y altruista intelectualidad brasileña. »

Article « As idéas e a acção do Sr. Dr. Honorio Silgueira, ilustre presidente da Federação dos Collegios dos advogados argentinos, a respeito do Instituto e da sua organização », p. 90 : « Nossos paizes, as nações do Continente, se ignoram a tal ponto que parecem pertencer a mundos muy differentes e afastados uns dos outros. Essa ignorancia, esse desconhecimento entre vizinhos, engendra indifferenças, desconfianças, prejuizos e , o que é peor, separa os povos, perdendo-se ou não se utilizando um precioso cabedal de experiencia, ensinamentos, illustração e recíproca conjuncção espiritual. »

Idem, p. 89 : « Ha que levantar ou ampliar o ponto de mira, e fazer obra de intercambio cultural, não só entre professores e estudantes, senão em todos os ramos da actividade : sciencias, direito, letras, artes [...]. O Instituto Pan-Americano deve ser de *cultura geral*, e não precisamente de *alta cultura*, porque convem, é neccesário que todas as classes sociaes de nossos paizes, particularmente as menos capacitadas, participem da approximação e do intercambio cultural. »

Idem, p. 89-90 : « O intercambio não deve ser unicamente de Universidades, em Congressos ou Conferencias, senão por todas as formas, começando pelo jornalismo, cuja ação inter-social é quasi-negativa na América ; e afinal, pelas escolas primaria e secundaria. »

Lettre du 28/09/1927 d'Honrio Silgueira à Xavier de Oliveira reproduite dans Article « O Sr. Honorio Silgueira fez-se o arauto da nobre idéa brésileira em Buenos Aires », p. 96-97 : « Desde luego, la adhesión de las clases ilustradas, superiores o directivas es fácil de obtener […]. Es también relativamente fácil hacer efectivo o practico el intercambio de la alta cultura entre las gentes de una superior preparación, por la situación especial en que se encuentran, el caudal de conocimientos que poseen, las funciones directoras que ejercitan pública o privadamente, el radio o campo de acción en que se mueven el mayor grado de educación que los caracteriza la voluntad, el convencimiento que les anima. Es cierto que esa contribución es necesaria en primer término porque constituye el caudal más apreciable y decisivo en esta noble finalidad de hermandad americana, ya que tienen que ser espíritus máximos los encargados de organizar y dirigir el movimiento, regulándolo, encausándolo, en formas concretas permanentes y definitivas. Pero eso no es suficiente. Hay que interesar vivamente a las clases sociales menos capacitadas para que participen o tomen una intervención directa en el movimiento de recíproca penetración espiritual, ya que ellas tienen profunda raigambre en el alma colectiva y constituyen propiamente la masa, la estructura popular. »

Idem, p. 97 : « Debemos afanarnos, sobretodo, en transmitir esa cultura, derramando sus beneficios en los cielos de instrucción primaria y secundaria de cada país, para que el niño y el adolescente, que serán el hombre de mañana, abran su corazón y su inteligencia a la simpatía y curiosidad del estado social, político, histórico, cultural de los demás. »

Lettre du 14/04/1927 des délégués mexicains à la commission internationale des jurisconsultes américains, Julio Garcia et Fernando Gonzalez Roa, à Xavier de Oliveira, reproduite dans Article « O sentir da América atravez dos delegados americanos ao Segundo Congresso de Jurisconsultes aqui reunido » (1927), p. 69 : « Creemos que los medios más seguros de acercar a los países de este Continente son aquellos que procuran el acercamiento de las clases intelectuales, que son las que dirigen a las Naciones. »

Lettre du 28/09/1927 d'Honrio Silgueira à Xavier de Oliveira..., p. 97 : « El programa se iría formulando y desenvolviendo paulatinamente conforme a las adhesiones, recursos o elementos de que se dispusiera, hasta alcanzar a formar en pocos años <u>con el esfuerzo privado principalmente</u> y el apoyo moral de los gobiernos […]. »

Lettre de Xavier de Oliveira à Silvino Gurgel do Amaral, ambassadeur du Brésil à Washington (1927), reproduite dans Xavier de OLIVEIRA, *Intercambio Intellectual Americano...,* p. 190 : « A meu ver, porém, não ás Universidades más aos governos americanos, a exemplo de que vae fazer o nosso, cabe adoptar e pôr em practica, immediatamente, isto que eu imagino virá a ser, de futuro, o complemento da União Pan-Americana. »

De la Conférence de Buenos Aires (1936) à la Conférence de Santiago (1939) repenser la place et le rôle de l'Amérique latine dans un monde troublé

ABL, Arquivo Ribeiro Couto, Pasta 1, La Haye, 09/10/1935, Lettre de Ribeiro Couto à Fernando Nery : « A atmosfera europeia, de que me pede notícias, é uma miséria. A Itália a invadir a Abissinia, 'quero porque quero', e a França nas encolhas, porque o 'Gringoire' (vox populi) descubriu que a Abissinia (levada á Liga das Naçóes por ela, França, e pela Itália) é país de antrófagos – apesar de cristã. O Hitler desencadeando a Allemanha na mais infecta luta contra os judeus de que há notícias. E a Alemanha (coisa inimaginável) o acompanhou. [...] Seu Nery : resisto a tudo isto, e não escarro mapa dessas nações, porque emprego meu tempo em coisas mais fructusosas e tenho dentro de mim o orgulho de ser filho da América, e, dentro da América, de ser filho do Brasil. »

La Conférence de Buenos Aires (1936)

Organisation et déroulement de la conférence

MRE Chili, *Memorias* 1936, Introduction du rapport préliminaire de la sixième commission de la conférence interaméricaine pour le maintien de la paix (Buenos Aires, 1936), par Benjamin Cohen, p. 248 : « Esta voluntad de paz es, como todas las reacciones humanas, un elemento inestable ante la prédica de ideologías oportunistas determinadas por circunstancias económicas, políticas o sociales del momento en la vida de los Estados. Es necesario afirmarla y darle permanencia, impartirle la calidad de convicción medular e inconmovible para salvar a nuestros pueblos de la sangría del armamentismo destructor y de la vorágine brutal de la guerra. La paz es la piedra angular de la civilización de las Américas ; su fundamento, el desarme moral […]. »

MRE Chili, *Memorias* 1936, p. 247 : « Ocioso sería señalar la importancia trascendental que, para la cordialidad y armoniosa convivencia de los pueblos, tiene la formación espiritual, no sólo de los dirigentes de las diversas nacionalidades, sino de las masas. La paz y la guerra interesan, por igual, a todos los miembros de las sociedades nacionales, pues ninguno escapa a los efectos de la política exterior de los gobiernos. La creciente participación de la ciudadanía en las responsabilidades directoras, reclama una cultura cada vez más amplia de cuantos deben actuar en los comicios eleccionarios de las democracias. Si los errores de la vida interna de las Naciones trascienden con sus efectos las fronteras de los Estados, y llegan a constituir motivo de preocupación internacional, mucho mayor alcance tienen las medidas de política exterior […]. De aquí que pensadores, dirigentes de naciones y asambleas internacionales hayan comenzado a preocuparse de organizar la cooperación intelectual como elemento sustantivo de comprensión y acercamiento entre los pueblos. »

Francisco WALKER LINARES, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943, p. 6-7 : La labor del Instituto ha sido muy intensa, celebrando al efecto reuniones, aprobando mociones […]. La Conferencia Inter-americana de Consolidación de la Paz de Buenos Aires, de diciembre 1936, se inspiró para muchos de sus hermosos acuerdos de cooperación intelectual, en los trabajos del Instituto de Paris y de la Comisión de la SdN. »

Le XIVe congrès des PEN-clubs et les Entretiens de Buenos Aires

Cité par R. A. WILFORD, « The PEN Club 1930-1950 », *Journal of Contemporary History*, Vol. XIV, n°1, janv. 1979, p. 100 : « 1. Literature, national though it may be in origin, knows no frontiers and should remain common currency between nations in spite of political and international upheavals. 2. In all circumstances, and particularly in time of war, works of art, the patrimony of humanity at large, should be left untouched by national or political passions. 3. Members of PEN will at all times use what influence they have in favor of good understanding and mutual respect between nations. »

Susana SHIRKIN, « La letra asediada. El avance del nacionalsocialismo sobre el campo literario y teatral y sus repercusiones en la Argentina de los años treinta », *Serie de Documentos*, n°3, IDICSO, Universidad del Salvador, juillet 2007, p. 4-5 : « la expectativa potenciada por la prensa local e internacional, los decibeles en ascenso del clima político europeo y vernáculo y las disímiles ideologías y personalidades de los delegados, convertirían las sesiones del congreso en un simbólico campo de batalla paralelo del que se gestaba en el Viejo Mundo. »

Carlos IBARGUREN, *La inquietud de esta hora. Liberalismo, Corporativismo, Nacionalismo*, Buenos Aires, Librería y Editorial La Facultad, 1934, p. 60 : « Una formidable lucha ha comenzado entre las dos grandes corrientes, que son las que ahora ocupan principalmente la escena política mundial : el comunismo internacional y materialista y el fascismo, o corporativismo nacionalista y espiritualista. Estas dos poderosas corrientes combaten encarnizadamente a la democracia liberal para ultimarla. Tal es la evidencia innegable de la realidad actual. »

XIV Congreso Internacional de los PEN clubs. Discursos y debates 5-15 de septiembre de 1936, Buenos Aires, 1937, cité par Susana SHIRKIN, *art. cité*, p. 6 : « Es posible que a alguno de ustedes les parezca preferible guardar el silencio con respecto a este asunto, pero me parece una enormidad que en el país de Schiller se haya suspendido la libertad de la palabra de que ustedes acaban de hablar con tanta devoción. »

Francisco WALKER LINARES, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943, p. 8 : « De los puntos de vista expuestos, puede deducirse que se estimó que si bien existe una cierta unidad de cultura entre la Europa y la América latina, las literaturas nacionales americanas tienden a diferenciarse, y desean llegar a una relativa independencia, pero sin pretender romper sus lazos con la cultura de Europa. »

Corinne PERNET, « La cultura como política : los intercambios culturales entre Europa y América Latina en los años de entreguerras », *Puente@Europa*, año V, n°3-4, nov. 2007, p. 69 : « el consenso fue posible por el hecho de que la mayor parte de los escritores apelaron a varios topoi en lo que atañe al nuevo mundo : juventud, utopía y la inclinación a un humanismo idealista. »

Comisión Argentina de Cooperación Intelectual – Institut International de Coopération Intellectuelle, *Europa-América Latina*, Buenos Aires, 1937, p. 119 : « No creo que podamos trazar rasgos generales, que abracen toda la realidad de nuestro continente ; tanto sería como falsear la realidad. »

La Conférence de Santiago (1939)

Organisation et déroulement de la conférence

AUN, A III 63, Santiago, 22/03/1938, Lettre de Juvenal Hernandez et de Francisco Walker Linares au ministre des Relations extérieures : « La realización de esta Conferencia reunirá en Santiago a las personalidades más destacadas y a los escritores americanos de mayor prestigio. Será en consecuencia, un acontecimiento que honrará a nuestra nación, tanto por la calidad de sus participantes como por las circunstancias de que se lleva a efecto por primera vez en tierra americana, y es nuestro país el elegido. Fuera del prestigio universal que este Congreso dará a Chile, por estar la cooperación intelectual organizada en casi todos los países del mundo, se beneficiará nuestra cultura, particularmente, al ponerse en contacto con los más altos personeros de la espiritualidad americana

« Editorial », *Revista Iberoamericana*, Tome I, n°1, mai 1939 : « Este Instituto se propone coordinar y revelar el sentido de la obra literaria de América mediante la elaboración del conjunto de la historia de las ideas que han prevalecido en el Continente y a que se ha dado expresión en la obra literaria y en las otras varias formas de la cultura de nuestros países De suerte que las desperdigadas labores de nuestros hombres de letras integren un todo preñado de fuerza y significancia. »

MRE Argentine, Tratados y Conferencias, año 1938, caja 180, expediente n°18, article du journal *La Prensa*, 13/01/1939, « La Conferencia de cooperación intelectual terminó ayer sus labores en la capital chilena » : « Además, la conferencia hizo suyos los proyectos presentados a la conferencia de Lima sobre pasaportes para intelectuales, así como la enseñanza en América de materias de carácter panamericano. »

MRE Argentine, Tratados y Conferencias, año 1938, caja 180, expediente n°18, article du journal *La Prensa*, 08/01/1939, « La Conferencia de cooperación intelectual reunida en Chile. La Argentina se opondrá a todo lo que tienda a alejarse de la tendencia universalista actual »« El delegado argentino a la Conferencia de Cooperación Intelectual anunció que la política argentina en Santiago será mantener la tendencia universalista intelectual, con preferencia sobre cualquier tendencia continentalista. »

Boletín bimestral, año VII, n°33, janv.-mars 1943, p. 19 : « La Conferencia de Santiago al poner en contacto a intelectuales de casi todos los países de América y de las grandes instituciones culturales internacionales, realizó una labor práctica y efectiva en favor del acercamiento entre las culturas de las naciones americanas. »

Comisión chilena de cooperación intelectual, *Memoria de 1939*, Santiago de Chile, 1940, p. 32-33 : « Durante el año en curso y como resultado de la Conferencia de Santiago, las relaciones entre la comisión chilena y otras comisiones similares, en especial americanas, se han estrechado bastante […]. »

Les Entretiens de Santiago : le rôle et l'identité de l'Amérique latine

Boletín bimestral, año VII, n°33, janv.-mars 1943, p. 18 : « papel que corresponde a los intelectuales en la obra de acercamiento de los pueblos ; misión pacifista del intelectual ; vinculaciones entre los intelectuales de las diversas naciones de América ; educación de los niños y de las masas en un sentido americanista y de fraternidad humana, y carácter supernacional y humano de la cultura. »

Horacio RIVAROLA, *El desarme moral y la cooperación intelectual en las Conferencias de Lima y Santiago de Chile*, Buenos Aires, Imprenta de la Universidad, 1939, p. 9 : « La Conferencia de Santiago de Chile fue más democrática, o mejor dicho, más popular ; sus reuniones se celebraron en las salas de la Universidad de Chile que tantos hombres cultos y útiles ha dado, para su país, y para la humanidad. A la Conferencia, a la par que representantes de comisiones de cooperación oficiales, asistieron algunos que lo eran de otras instituciones y en determinados momentos hubo quienes tomaron la tribuna de la conferencia como pedana para ejercicio de esgrima sobre sistemas políticos, sobre persecuciones a escritores, sobre la guerra de España, sobre muchas otras cosas que nada tenían que hacer en realidad, con la cooperación intelectual. Pero la conferencia fue interesante, bien organizada ; se llevó a la misma asuntos de los que obligan a meditar, y como todas las ideas, nacen con el tiempo lugares comunes, y los sanciona una ley o los impone una costumbre. »

Intervention de Baldomero Sanín Cano reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*…, p. 34 : « Nosostros los Americanos no podemos envanecernos de haber creado nosotros mismos nuestra cultura : la recibimos de España al comienzo de nuestra vida y más tarde la recibimos de Francia principalmente y, aunque parezca un poco duro, también la recibimos de Inglaterra […]. »

Intervention de Julio Barrenechea reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*…, p. 19 : « América es una unidad, pero una unidad desvirtuada; América es un continente que vive una vida deformada ; América es una unidad continental que vive separada y distanciada porque así lo han señalado a los gobiernos y a las clases por ellos representadas, los imperialismos que han tenido que jugar con las diferencias entre los pueblos para poder sostener su hegemonía económica en el Continente. Por lo tanto, no pueden hacerse realidad los ideales y las soluciones que se proponen, mientras los gobiernos de América no existan representando realmente las fuerzas populares americanas […]. »

Intervention de Julio Barrenechea reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*…, p. 19-20 : « Por lo tanto, si un intelectual quiere trabajar real, efectiva y eficazmente por la paz del mundo, por la paz de América, por el acercamiento de los pueblos, debe, dentro de su respectivo país, incorporarse a la lucha por el establecimiento de una verdadera democracia, por una posición 'anti-fascista', anti-imperialista y anti-oligárquica. »

Intervention d'Enrique Molina reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*…„ p. 44-45 : « ¿Es siempre condenable el nacionalismo? ¡Oh! No. El nacionalismo es sagrado y respetable. Es sagrado y respetable como amor a un lugar ; como amor a la gente que puebla ese lugar ; como amor a una cantidad de detalles de la vida…Aun como la voluntad de un pueblo de tener personalidad en sus manifestaciones artísticas, científicas o de tener personalidad para forjar las condiciones de vida que corresponden a su idiosincrasia. En estos casos el nacionalismo es sano de verdad, respetable. Deja de serlo cuando ese nacionalismo es un estorbo para la armonía que debe existir en la humanidad. Sería ese nacionalismo no respetable cuando obstaculizara la armonía americana. »

Intervention de Baldomero Sanín Cano reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*…, p. 34 : « […] yo creo que la cultura americana es propia, porque la cultura extraña que nosotros recibimos en el momento en que nos constituimos como pueblo o como nación, la hemos transformado. »

Intervention de Diógenes Pereyra reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz*…, p. 17-18 : « Tenemos que exaltar el concepto de que formamos parte de una misma gran familia. […] Tenemos aquí o allí más o menos indios ; habrá más o menos blancos ; pero el estrato principal de nuestra cultura, sobre el cual descansa toda la provisión cultural y espiritual de América, es español. Españoles hay en todos los puntos de América, descendientes de aquellos que vinieron a forjar esta América Hispana de hoy día. »

Intervention d'Enrique Molina reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, Misión de América en el plano intelectual como factor de organización de la paz…, p. 44 : « Nuestra América está hecha de la cultura europea, naturalmente. Pero no en todo, sino en gran parte. Sabemos que hay culturas autóctonas. Pero en América hay un alma que no se resigna a aceptar el vaticinio fatalista de Spengler de que la cultura de occidente está en decadencia. Nuestra América puede aceptar o no que la cultura occidental está en decadencia ; pero lo que ella siente es que ella no está en decadencia, sino laborando por una cultura mejor y nueva. »

Sauver l'Europe? La Conférence de La Havane et le projet de délocalisation de l'IICI (1941-1943)

Boletín bimestral, año V, n°28, oct.-déc. 1940, p. 6 : « El desconcierto que domina en Europa es muy posible que haya arrasado con las comisiones de cooperación intelectual que allí existían, cuya obra comenzaba a ser conocida y estimada en todos los medios culturales. Desde el comienzo de la guerra perdimos contacto con ellas y luego, con la ocupación de París, desapareció el Instituto Internacional que les servía de centro coordinador. La necesidad de mantener esta obra, en la que hemos puesto nuestra fe, y cuyas proyecciones sería ocioso señalar una vez más, movieron a las comisiones americanas a celebrar una conferencia, realizada en noviembre en La Habana. »

Ibid. : « Nuestra comisión, en consecuencia, ha continuado sus trabajos dentro del continente americano en donde esta obra se desarrolla cada vez más, gracias a la unidad de idioma y a la semejanza de orígenes de casi todos nuestros pueblos. Sin embargo, nuestras relaciones han sido mucho más intensas con la República norteamericana, cada vez más interesada en conocer las culturas de los pueblos hispanos y coordinar sus intereses de toda índole con los nuestros. »

MRE Argentine, Tratados y Conferencias, año 1940, caja 195, expediente n°49, article du *Diario de la Marina*, 16/11/1941 : « Cuando Roosevelt llame a la lucha para defender la libertad y la democracia de América contra las potencias que quieran atacarnos, debemos responder : 'Estamos listos !' Cada pueblo americano ayudará con todo lo que sea dable. Para que así suceda lo mejor será mantener bien nuestra unión, nuestra democracia y nuestras libertades, sin las cuales hoy no hay modo de mantener nuestra civilización, nuestra cultura y menos aún la cooperación intelectual entre nuestros pueblos y los pueblos de otros continentes. »

Organisation et déroulement de la conférence

Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942, p. XVII :
« 1. Examen y afirmación de los principios básicos de los cuales depende la existencia de la Cooperación Intelectual.
2. Mejoramiento del régimen interamericano de la Protección de la Propiedad Intelectual.

3. Eliminación de los obstáculos que se oponen al intercambio intelectual interamericano, tales como las elevadas tarifas sobre libros, formalidades aduaneras, costos de viaje, costo excesivo de franqueo.
4. Consideración de las medidas que deberán adoptarse para fomentar las relaciones culturales interamericanas, por medio de las películas, la radio, la música, el arte, el teatro, publicaciones de toda clase e intercambio de profesores, estudiantes y expertos.
5. Consideración de las medidas que deberán adoptarse para facilitar y coordinar las relaciones entre las Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual de América.
6. Consideración de los informes sobre las medidas adoptadas o que puedan adoptarse para hacer efectivas las resoluciones y recomendaciones sobre Cooperación Intelectual, aprobadas por las Conferencias Internacionales Americanas, la Primera Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual y la Unión Panamericana. »

Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942, p. 7 :
« 1. La enseñanza oficial en cada República americana de los otros tres idiomas que se usan en América.
2. La comunicación de los planes de estudio de todas las etapas de la enseñanza.
3. El canje de profesores y de alumnos, estos últimos por medio de becas.
4. El envío por cada República americana a las veinte restantes de un ejemplar de cada obra, folleto, revista o periódico que en ella se impriman, para que se destinen a una biblioteca pública general o varios en el caso de especialidades.
5. La comunicación recíproca en varios ejemplares de los periódicos oficiales que contengan las leyes y demás disposiciones que en cada república se dicten, a fin de ir difundiendo su conocimiento y preparando en lo posible su uniformidad.
6. Sin perjuicio de la propiedad científica, la notificación de los descubrimientos científicos importantes que puedan contribuir al bienestar humano.
7. El estímulo a los Congresos y Conferencias interamericanos de carácter científico y a las Sociedades, Institutos y Academias de igual índole.
8. La creación de un órgano de publicidad que en los cuatro idiomas de América dé a conocer sus actividades de cooperación intelectual y los resultados que de ella vayan obteniéndose.
9. La creación en cada Comisión Americana de subcomisiones especiales que realicen los estudios útiles o necesarios para una fructuosa cooperación intelectual, y den a conocer sus resultados. »

Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942, p. 6 : « […] pero en esta parte del mundo, a que nosotros tenemos la gran satisfacción de pertenecer, se habían adoptado ya desde mucho antes acuerdos oficiales de las Conferencias Pan-Americanas que persiguen el mismo fin. »

Cosme de la TORRIENTE, *Cooperación intelectual*, conferencia pronunciada el 16 de diciembre de 1941, La Habana, 1941, p. 26-27 : « La terrible situación que para la intelectualidad mundial ha traído la guerra produjo una serie de resoluciones de marcada importancia filantrópica, declarándose que los investigadores científicos, los artistas, los sabios y los profesores, exiliados a consecuencia de la situación mundial, deben ser amparados y socorridos a fin de que con todas las garantías del caso, puedan rendir su labor, recomendándose a los Gobiernos del mismo modo, que protejan y auxilien a esas representaciones de la intelectualidad en todas las oportunidades que se les presenten, conviniendo un sistema de documentación que permita a dichos exiliados la libre circulación a todos los países, y así también que los Gobiernos ampliamente utilicen los servicios de esos intelectuales en el profesorado y en las labores de investigación. »

MRE Argentine, Tratados y Conferencias, año 1938, caja 180, expediente n°18, article du journal *La Prensa*, 12/01/1939, « Realiza otra sesión la Conferencia Americana de Cooperación Intelectual » : « Este punto fue atacado enérgicamente por el delegado peruano, dr Alaysa, quien sostuvo que, aparte de los aspectos intelectuales del problema, es necesario considerar sus aspectos económicos y hacer una demostración de tolerancia y democracia no atacando otras ideas. Sostuvo que los considerandos del proyecto por la ayuda de los perseguidos no son serenos y que, por otro lado, la inmigración a América de refugiados perseguidos traerá consigo una crisis económica para todas las naciones. El dr Rivarola se

mostró de acuerdo con las declaraciones del delegado peruano. […] El tercer punto (ayudar desde América a los intelectuales de la España republicana) también recibió la oposición de las delegaciones del Perú y de la Argentina con respecto al término 'España Leal', que consideraron inapropiado en las presentes circunstancias. »

Mónica Quijada, *Aires de República, aires de cruzada : la guerra civil española en Argentina*, Barcelona, Sendai, 1991, p. 16 : « Lo que caracterizó el fenómeno de la repercusión popular de la guerra civil española [...] fue justamente el desplazamiento del punto de gravitación desde la lucha política, protagonizada por sectores políticamente activos hacia el compromiso personal del ciudadano anónimo, tradicionalmente alejado de toda actividad pública en esa materia. Compromiso que se manifestó en la movilización masiva en torno a la solidaridad con los bandos contendientes, permeando todos los niveles de la sociedad y extendiéndose hasta las provincias más lejanas, generalmente marginadas de la vida política nacional. »

Mónica Quijada, *ouv. cité*, p. 34 : « Nada podía ser más contrario a los intereses de Estados Unidos en esos momentos que permitir el desvío de las repúblicas latinoamericanas de una estricta neutralidad en el conflicto española, dadas las violentas pasiones que la guerra de España desataba en sus poblaciones respectivas. Una América dividida en sus políticas exteriores hacia ese conflicto hubiera significado la pérdida del monolitismo imprescindible para la política de Estados Unidos en el área. »

Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942, p. 33 :
« 1. Que estima útil e imprescindible afirmar que la ciudad como centro urbano y reunión de no combatientes, debe ser inviolable y, por tanto, no puede ser tomada como objetivo militar para bombardeos aéreos o marítimos.
2. Que los monumentos, edificios, objetos de arte, museos, archivos, bibliotecas, universidades, clínicas, sanatorios, laboratorios y escuelas, que se hallan en las ciudades, merecen el respecto de todos los beligerantes, los que por ningún motivo deben destruirlos.
3. Que los bombardeos de ciudades realizados como táctica bélica primordial durante la actual contienda, por las naciones fascistas y nazistas del Viejo Mundo, constituyen abominables atentados de lesa humanidad y cultura y colocan a sus Gobiernos respectivos fuera de la civilización, mereciendo por tanto como esta Conferencia lo hace público, la reprobación y condena más enérgicas de los hombres de letras, de los artistas y científicos de nuestro Continente americano. »

Le projet de délocalisation de l'IICI en Amérique

Cosme de la TORRIENTE, *ouv. cité*, p. 29 : « […] de todo lo que acordó la conferencia de La Habana, a juicio de muchas personas que tomaron parte en ella, nada revistió tanta importancia en el plano de las realizaciones de carácter práctico y perentorio como los acuerdos relativos a la posibilidad de establecer en América un Centro International de Cooperación Intelectual. »

AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual : « [...] Como alta distinção concedida ao nosso país foi escolhido para as importantes funções de presidente da nova organisação o professor Miguel Osório de Almeida, delegado brasileiro àquelas conversações e figura das mais destacadas em nossos círculos intelectuais e científicos. »

AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual, Article de *El Día*, Montevideo, 21/11/1943, « Los intelectuales y la guerra », par Julian Nogueira : « El campo de acción del Centro Internacional de Cooperación Intelectual es muy vasto, puede decirse ilimitado, puesto que la necesidad de una actividad coordinada y metódica en la materia jamás se dejó sentir de modo tan agudo y apremiante. »

Ibid., point 2 : « ¿cuáles son los deberes de los intelectuales, como tales, en la lucha a muerte que pone frente a frente a las fuerzas de dominación y de conquista con las que están al servicio de la libertad y de la dignidad de la persona humana? ; ¿Cómo resolver el conflicto de conciencia entre los deberes del

intelectual y los del ciudadano? ; ¿tiene el intelectual derecho de abstenerse de toda acción? ; ¿tiene el derecho de encastillarse en su torre de marfil y de colocarse por encima de la contienda? »

Ibid., point 7 : « Como consecuencia de la guerra numerosos intelectuales de diferentes países han debido buscar refugio en el extranjero y muy particularmente en los países de la América del Norte y del Sur. Pese a todo lo que se ha hecho y se está haciendo, la situación de los intelectuales refugiados plantea todos los días nuevos problemas. No basta, por ejemplo, asegurarles un mínimum de condiciones que les permiten vivir. Hace falta, además, ofrecerles los medios para continuar sus trabajos en su especialidad, su pena de dejar inactiva grandes fuerzas intelectuales. Estas cuestiones constituirán un sector importante de la acción del Centro que se encargará de efectuar las encuestas necesarias y buscar los medios para mejorar la situación actual. »

Ibid., point 10 : « La Cooperación Intelectual deberá ocupar el puesto importante que le es propio en la organización del mundo de la postguerra. El Centro se esforzará, pues, por estudiar los medios necesarios a fin de asegurarles ese puesto de manera que la cooperación intelectual no se halle obstaculizada en su acción en el momento mismo en que debe desenvolverse al máximum. »

Ibid., point 4 : « es de suponer que después de la guerra unos y otros tengan concepción fragmentaria y errónea de los acontecimientos desarrollados en el resto del mundo y que sufran una deformación inevitable en sus sentimientos y en su raciocinio. »

Ibid. : « El Centro deberá estudiar sin dilaciones los medios necesarios para volver a las poblaciones de esos territorios ocupados a la corriente de las ideas generales inmediatamente después de haber cesado las hostilidades. Deberá también estudiar la posibilidad de poner sin retardo a la disposición de los intelectuales de esos países los medios de trabajo de que han sido privados ; en una palabra : se trata de determinar cómo será posible ayudar a esas poblaciones a recuperar su lugar en un mundo libre de donde fueron brutalmente separadas durante años de miseria y de sufrimiento. »

Ibid., : « La experiencia ha mostrado que la guerra de agresión fue posible en buena parte gracias a una educación voluntariamente orientada con este fin. La organización de una paz duradera exigirá también una educación apropiada de los pueblos y en este plano tiene el Centro ante él una tarea de la más alta importancia. »

La conférence de La Havane : un échec ou un nouveau départ?

Luis VARGAS SAAVEDRA, *Tan de Usted : epistolario de Gabriela Mistral con Alfonso Reyes*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile/Hachette, 1991, Rio de Janeiro, 1942?, Lettre de Gabriela Mistral à Alfonso Reyes : « No supe gran cosa de lo tratado por ustedes en la Conferencia de Cooperación Intelectual de Cuba, por no haber visto al Dr Ossorio [*sic*] de Almeida. Braga me ha dicho que no se ha logrado interesar a los Americanos ni a algunos pueblos nuestros en salvar el Instituto de Paris ni la cooperación de Ginebra tampoco, pues les importa más hacer una institución puramente americana. Ossorio y Braga están muy tristes del fracaso. »

Idem, México, 05/11/1942, Lettre d'Alfonso Reyes à Gabriela Mistral : « La reunión de La Habana no debe interpretarse, según lo hacen Almeida y Braga, como un fracaso para salvar el Instituto de Paris. Lo que pasa es que el asunto es inoportuno en estos momentos, en que toda América piensa sólo en sus cosas inmediatas. Aquella reunión se resolvió en turnos oratorios sin trascendencia, como sucede con todas las Conferencias literarias. Aunque tengo que seguir concurriendo a ellas y hacer presencia en casos parecidos, soy escéptico respecto a sus resultados. »

Francisco WALKER LINARES, *Cooperación intelectual*, Santiago, Publicaciones de la comisión chilena de cooperación intelectual, 1943, p. 22 : « La reunión de La Habana tuvo una importancia extraordinaria pues su objetivo principal fue fijar las posiciones de los intelectuales de América ante la cultura amenazada, y

tomar las medidas necesarias para el mantenimiento de la obra de cooperación intelectual internacional, en vista de la ocupación de Paris por los Alemanes. »

AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual, Article du *Correio da Manhã*, 02/10/1943, « Novo movimento cultural para maior aproximação dos povos americanos » : « Nessa última conferencia, o Congresso Inter-Americano constatou que as futuras atividades do Centro deviam ter por sede a América – pois os países da Europa iam sendo ocupados e dominados pelo Eixo, um após ou outro. Foi, então, aprovada a proposta para criação de um novo centro internacional, quando o ataque a Pearl Harbor obrigou as nações americanas a se concentrar nos planos de defesa e produção bélica, para a vitória contra os inimigos da liberdade e da civilisação. As considerações de ordem cultural foram, novamente, preteridas por outras de necessidade mais premente. »

Les Entretiens de La Havane : « América ante la crisis mundial »

AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual, Article de *El Día*, Montevideo, 21/11/1943, « Los intelectuales y la guerra », par Julian Nogueira : « Todos, repito, somos colectivamente responsables del abandono en que se tuvo el instrumento de Ginebra, e individualmente lo es la inmensa mayoría de los hombres. En esta casi unanimidad, después de los más culpables, que son los hombres de Estado, figuran, sin duda, los hombres de ciencia, los pensadores, los escritores de toda índole, los artistas, los intelectuales, para designarlos con su denominación genérica. El ensimismamiento de cada uno en la especulación de especializaciones a menudo estériles los abstrajo a todos de la consideración generalizadora que permite abarcar la vida y percibir los grandes fenómenos sociales ; a fuerza de observar las sinuosidades en la corteza de un arbusto, no vieron la enorme montaña que se hallaba detrás a punto de abrir su cráter y arrastrarlo con su arbusto, con su lente y con toda su extemporánea sabiduría. Y el pensador se abismó en disquisiciones abstrusas, mientras el poeta cantaba a los astros sin advertir ni querer ver al asaltante, que ya estaba quemando sus libros al primero y cubriendo el cielo de gases deletéreos al segundo. Sin embargo, con haber abierto un poco los ojos, con no haber obturado las orejas, habrían visto y oído lo bastante para subir de sus catacumbas de sapiencia y bajar de sus espacios siderales, a fin de ponerse en contacto con la realidad [illisible] y lanzar su grito de alarma. Algunos muy aisladamente lo hicieron, pero sus voces fueron apagadas por el clamor de falso optimismo de casi todos sus colegas, entregados a los más variados [illisible]. »

L'Amérique latine et l'Europe : ruptura ou renouvellement des relations?

Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942, p. 19-20, Texte de l'intervention de José Manuel Cortina, ministre des Relations extérieures de Cuba : « Para pensar en el valor social y moral de América, ahora y después, basta suponer un momento que no existiera América en la actualidad. Se observaría inmediatamente que en la catástrofe actual, la humanidad se precipitaría sobre el vacío, sin punto de apoyo. »

Juvenal HERNÁNDEZ, Francisco WALKER LINARES, *La Cooperación intelectual. Sus antecedents, su fundación en Chile, su acción*, Santiago, Ediciones de las prensas de la Universidad de Chile, 1940, p. 16 : « Francia fué en ello fiel a su tradición humanista, y Paris, centro mundial de la libre expresión del pensamiento, debía ser sin duda la ciudad a quien correspondiera albergar a un organismo tan de acuerdo con el alma luminosa de la metrópoli amable y acogedora. »

Juvenal HERNÁNDEZ, Francisco WALKER LINARES, *La Cooperación intelectual.*, p. 18 : « La guerra ha paralizado bruscamente la labor admirable de comunidad espiritual que desde Paris y Ginebra realizaba en el mundo de la cooperación intelectual internacional ; pero el esfuerzo fructífero de tantos años no puede perderse ; América es quien va a conservarlo ; ella que es la hija espiritual de la Vieja Europa, hoy desgarrada, tiene la misión de guardar para la humanidad el sagrado depósito cultural. […] El escritor francés Duhamel, previendo este destino de América, ya había dicho hace algunos años : 'si el espíritu de

la civilización fuera alguna vez arrojado de la Europa natal, sabemos que encontrará en el Nuevo Mundo sus refugios, sus templos, sus laboratorios. Creemos tener la seguridad de que, a lo menos en ese lado del globo, el fuego sagrado será alimentado, honrado y protegido contra las tempestades.' Trabajemos para que la América unida, espiritualmente federada, pueda decirle a la Madre Europa, cuando llegue el día bendito en que vuelva a reinar la paz, que le ofrece, aún más rico que antes, el tesoro de la civilización que ella le legara. »

Idem, p. 9 : « Lo que en el Viejo Mundo fue cultura de las ideas, en la tierra descubierta por Colón trocóse en cultura de los sentimientos ; la flor de belleza que cultivara Occidente fue en nosotros doctrina de dignidad humana. »

AHI, 827-35962, Comitê interamericano de cooperação intelectual, Article du *Correio da Manhã*, 02/10/1943, « Novo movimento cultural para maior aproximação dos povos americanos » : « Que as Américas estão destinadas a manter e a prosseguir nas grandes conquistas culturais, prejudicadas pelo furacão nazista que ameaça corromper e destruir tudo, deprende-se claramente, pelo novo movimento intelectual que, com os Estados Unidos, outros seis países americanos – Brasil, México, Chile, Cuba, Uruguay e Argentina – tomaram a peito, reunindo-se em Nova York e Washington, afim de fundar o 'Centro Internacional de Cooperação Intelectual', sob a presidencia do professor Miguel Osório de Almeida, do Rio de Janeiro. O Centro Internacional tomará o lugar do Instituto Internacional de Cooperação Intelectual, criado pela Liga das Nações. »

Ibid. : « Durante vinte anos, o Instituto Internacional de Cooperação Intelectual funcionou em Paris, dali colhendo e espalhando para todo o mundo as grandes conquistas culturais, em todos os setores – arte, literatura, escultura, ciência, música. »

Boletín bimestral, año VI, n°32, oct.-déc. 1942, p. 1 : « La incomunicación con Europa ha determinado una comunicación más constante, efectiva y creciente entre las naciones americanas. Fuera de los congresos en que se reúnen los profesionales y profesores con notable asiduidad, como los efectuados durante la celebración del Primer Centenario de la Universidad de Chile, que contaron con la asistencia de delegados de todos los países del continente, hay que anotar las visitas de simple conocimiento o de estudio, el intercambio de profesores, el de becas que aumenta en número de año en año, el de exposiciones de arte y libros ; la creación de institutos binacionales en casi todos nuestros países y una mayor curiosidad por lo que se hace más allá de las propias fronteras. »

Francisco WALKER LINARES, *Cooperación intelectual*, p. 12 : « La cooperación intelectual americana ha tomado un gran vuelo recientemente, sobre todo después de la guerra, cuando América se ha convertido en depositaria de la cultura occidental […]. »

Épilogue : « No repitemos a Europa, Americanos »

César BRAÑAS, « No repitemos a Europa, Americanos », *Revista Iberoamericana*, vol. VII, n°14, fév. 1944, p. 347 : « Harto pesan sobre los hombros de América cuatro siglos de reproducción constante, de copia continua, de calco minucioso de cuanto Europa ha sido o pretendido ser […]. »

Comisión cubana de cooperación intelectual, *Segunda Conferencia Americana de Comisiones Nacionales de Cooperación Intelectual. Actas y documentos*, La Habana, García y Cia., 1942, p. 28 : « Somos jóvenes, y estamos tal vez demasiado civilizados. Debemos mucho a Europa, de la cual culturalmente procedemos. Civilizados estamos en las buenas y malas acepciones que el vocable civilización encierra. Hemos construido grandes ciudades, a semejanza e imitación en buena parte de las europeas. Gozamos de la técnica europea y norteamericana, sin entender a menudo todos los secretos de su mecanismo. »

César BRAÑAS, *art.cité,* p. 347 : « ¿No encierra, fórmula tal, una presuntuosa declaración de independencia, y en cierto modo de superioridad sin prueba sobre nuestros maestros, sobre los formadores de nuestra alma y de nuestra cultura? »

Idem, p. 348 : : « Metecos, rastacueros, indianos, continente estúpido o continente ingenuo : de todo se nos llamó, y soportábamos con paciencia, y sonriendo, por venir de tan superiores labios, las invectivas irónicas y amargas con que se hablaba por ejemplo de nuestras pequeñas repúblicas balcanizadas y de nuestra pintoresca barbarie. »

Idem, p. 350 : « En pie de igualdad ficticia, en el fugaz jubileo de la confraternidad, nos sentamos en el que quiso ser ecuménico anfiteatro de las naciones : con recónditas reservas de familia marchita en sus timbres nobiliarios, Europa hubo de resignarse a acoger en su seno – sí, esto fue -, y como a pares, a los recién venidos a la vida plena, vigorosos de salud que la mortificaba, bulliciosos de juvenil insensatez todavía y con las maneras no afinadas lo bastante como para singularizarse en los penumbrosos salones llenos de antiguos perfumes y de solemnes antiguallas. »

Manuel Pedro González, « La Hora de las Américas », *Revista Iberoamericana*, vol. II, n°3, abril 1940, p. 12-13 : « Quienes han estudiado a conciencia la historia de América notan que en ella sus grandes crisis corresponden a crisis semejantes en la historia europea. Así, la revolución francesa, al repercutir en el Nuevo Mundo, trajo como resultado su independencia política, y la guerra mundial, su parcial independencia económica. ¿Cuál será para él la consecuencia mediata o inmediata del conflicto que amenaza la existencia misma de Europa? ¿Será su completa independencia económica, y la cultural?
De Europa ha recibido América cuanto en ella constituye una promesa genuina y un positivo valor : sangre, idioma, religión, ciencia, arte, comercio, industria, normas sociales, derroteros políticos, anhelos trascendentes, inspiraciones supremas. Desde los días ya lejanos del Descubrimiento, el Viejo Mundo ha venido echando sobre el Nuevo la simiente de una vida mejor y el afán profundo e irresistible de expresarla en formas propias…Más ahora Europa parece estar en vía de desintegrarse, y se halla consagrada casi por entero a defenderse de los males que en su seno han desatado todas las concupiscencias del mundo y de la carne. Allá peligra la labor de los siglos, fracasan los principios y los ideales más caros al hombre, se entronizan los bajos instintos, se desenmascaran las 'ideologías' y el odio y la desconfianza se apoderan de los pueblos y los conducen a la violencia y el exterminio. ¿Quiénes habrán de recoger el tesoro de la cultura occidental para salvarlo y glorificarlo? ¿Quiénes habrán de levantar, más en alto que nunca, las banderas de la justicia, la caridad, el bien, la libertad, la belleza, la dignidad personal, la confraternidad universal y la verdad puesta al servicio de la vida y del espíritu?
¡La Hora de América ha llegado! »

César Brañas, *art.cité,* p. 348 : « Digamos adiós al mundo antiguo, a la Europa que nos amamantó, como ciertas madres complacientes, hasta avanzada infancia y nos confirió todos sus bienes – y todos sus males – sin discriminación. »

Intervention de Ricardo Latcham reproduite dans Comisión chilena de cooperación intelectual, *Misión de América en el plano intelectual como factor de la organización de la paz*, Pláticas o *Entretiens* de Santiago (9, 10 et 11 janvier 1939), Santiago, Imprenta Universitaria, 1939, p. 51 : « Éste es un Continente en cierto modo virgen, con esa virginidad de una cosa que todavía no se conoce a fondo, con sorpresas, con inquietudes profundas, en las cuales el hombre busca su propia expresión. […] De acuerdo con esas circunstancias, nosotros debemos repudiar todo tipo de nacionalismo cultural, porque para nosotros el sentido americano existe, es una cosa latente. Hoy día, para los escritores, pensadores, políticos y hombres de acción de este Continente, hay un interés más grande por las cosas de América que por las cosas de Europa. (Aplausos). »

MRE Argentine, Tratados y Conferencias, año 1940, caja 195, expediente n°49, article du *Diario de la Marina*, 16/11/1941, Discours de João Carlos Muniz : « La cooperación intelectual es por su naturaleza universal, pues tiende a la unidad. Mas la verdadera unidad, la unidad dinámica, no es la que desconoce la diversidad y si la que busca su origen y se fortalece en la diversidad. El universalismo no es un concepto abstracto y vacío de contenido intuitivo, pero sí una síntesis viva de muchas y variadas unidades

nacionales, en la que las características de cada una son rebasadas, mas, sin embargo, conservadas e integradas en el todo universal. »

Conclusion de la deuxième partie

Patricia CLAVIN, « Conceptualising Internationalism between the World Wars », *in* Daniel LAQUA *Internationalism Reconfigured: Transnational Ideas and Movements Between the World Wars*, Londres, I.B. Tauris, 2011, p. 3 : « […] Internationalism in the interwar period is a force that takes life inside nation-states. The 'nation' does not stand in opposition to transnationalism as a border-crossing understanding of the latter term implies, but rather is an essential element in shaping the phenomenon. The histories of transnational encounters in the interwar period therefore tell us as much about the national contexts which condition and inscribe them as they do about the world they seek to reshape. »

Gustavo SORÁ, *Traducir el Brasil. Una antropología de la circulación internacional de ideas*, Buenos Aires, Libros del Zorzal, 2003, p. 33 : « la reflexión sobre traducción, a diferencia de otras perspectivas de la literatura o de las ciencias sociales, restituye inevitablemente el carácter internacional de la cultura y deja al desnudo algunos fundamentos elementales del poder simbólico que estructuran las nociones de literatura y de cultura nacional. »

Mary Louise PRATT, *Imperial Eyes. Travel writing and transculturation*, Londres, Routledge, 1993, p. 4 et 7 : « Social spaces where disparate cultures meet, clash and grapple with each other. » ; « A contact zone is an attempt to invoke the spatial and temporal copresence of subjects previously separated by geographic and historical disjunctures, and whose trajectories now intersect. »

Manuel Ugarte, Lima, 03/05/1913, citation reproduite dans Manuel UGARTE, *La nación latinoamericana…,* p. 24 : « Pero mi patria, ¿es acaso el barrio en que vivo, la casa en que me alojo, la habitación en que duermo ? ¿No tenemos más bandera que la sombra del campanario? Yo conservo fervorosamente el culto del país en que he nacido, pero mi patria superior es el conjunto de ideas, d recuerdos, de costumbres, de orientaciones y de esperanzas que los hombres del mismo origen, nacidos de la misma revolución, articulan en el mismo continente, con ayuda de la misma lengua. »

Boletín bimestral, n°28, oct.-déc. 1941, año V, Discours de Walker Linares, prononcé le 15/11/1941 à la Seconde conférence américaine des commissions nationales de coopération intellectuelle (La Havane, 1941) : p. 64 : « La Cooperación Intelectual, dentro de su internacionalismo, deja un vasto campo de acción a las culturas continentales, regionales y nacionales al vincularlas y difundirlas, e impulsa la creación individual al respetar la libre expresión del pensamiento y relacionar en el interior de los Estados las diversas manifestaciones literarias, artísticas y científicas. En América, en donde ya se están plasmando nucleos culturales con contornos definidos, que representan sectores importantes en la cultura mundial, la Cooperación Intelectual juega un papel de primer orden, americanista, a la vez que humano. Ella por intermedio de sus comisiones nacionales, está en condiciones de propiciar la divulgación de la producción espiritual de unos países en los otros, organisar exposiciones de toda índole, fundar bibliotecas, acelerar el intercambio de escritores, artistas, periodistas, profesores y estudiantes, crear becas para extranjeros, revisar manuales escolares, festejar y dar a conocer las naciones hermanas, asesorar a los Gobiernos en materia de orden cultural, y en fin, velar para que la educación de las jóvenes generaciones se inspire en un sentido pacifista y de fraternidad. »

Chapitre VII

Argentine

Juan Arcibaldo LANUS, *ouv. cité*, p. 24 : « Las misiones en el extranjero, el reconocimiento del Estado argentino en el concierto de las naciones, las batallas por la soberanía de los ríos, los litigios fronterizos, los empréstitos externos y los primeros acuerdos internacionales forman la materia más visible de las relaciones internacionales en el siglo XIX. »

Inés VIÑUALES, « Diplomacia cultural : experiencias argentinas », *Revista ARI*, n°64, 2010, p. 1 : « […] conscientes de sus extensos territorios despoblados y de su posición en el extremo sur de América, los dirigentes argentinos proyectaron una imagen de país atractivo y promisorio que atrajo a fuertes oleadas inmigratorias de Europa. »

Lettre du consulat argentin à Berlin au ministre des Relations extérieures, 19/11/1908, citée par Agustina RAYES, *art. cité*, p. 80 : « La República Argentina ha sabido conquistar y ocupar una posición aparte en Sudamérica, por su progreso institucional, por la firmeza y prudencia de su Gobierno en los momentos difíciles, por la honradez de su administración, por la seguridad de que gozan todos los derechos… es hoy un estado europeo en Sudamérica. »

Agustina RAYES, *art. cité*, p. 89 : « activar la propaganda encomendada al Cuerpo Consular Argentino, cuyas actividades consistirían en dar conferencias públicas ilustradas con vistas gráficas sobre los progresos en la República en los distintos órdenes de su economía nacional, así como sobre las ventajas que el país ofrecía a los capitalistas, industriales y comerciantes, a la colonización y a la inmigración en general […]. »

Les services du MRE en charge de la promotion de l'Argentine à l'extérieur

República Argentina, Ministerio de Relaciones exteriores y Culto, Dirección de Investigaciones, Archivo y Propaganda, *Informaciones Argentinas*, División de Publicidad y Propaganda, Arenales 761, Buenos Aires, Año 1938, junio 1°, n°1 : « llevar al extranjero la realidad actual de nuestro país, para que se nos conozca, y se aprecie los valores de la cultura, de la economía y del espíritu de trabajo progresista de nuestro pueblo. »

MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 511-512 : « Con todo esto demuestra que la creación de la Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior, era una sentida necesidad, para el amplio conocimiento de nuestra cultura, prosperidad y valores diversos, en los demás países, donde las fuentes informativas eran escasas, o donde la noción de la sociedad argentina y sus actividades actuales, llegaba desfigurada por orientaciones que escapan al contralor oficial. »

MRE Argentine, Memorias, 1939-1940, tomo I, p. 571 : « Puede afirmarse que, en esos aspectos, la División de Publicidad y Propaganda, obra con seguridad ; procura llegar permanentemente a las fuentes informativas auténticas y representa, en sus trabajos, la verdad de la vida argentina. »
MRE Argentine, Memorias, 1943-1944, p. 88 : « informar a los funcionarios del Servicio Exterior sobre las actividades gubernativas y de movimiento comercial, industrial y cultural del país, mediante publicaciones periódicas, comentarios radiotelefónicos, y otras formas de divulgación. »

MRE Argentine, Memorias, 1943-1944, p. 90 : « De esta forma se habrá solucionado una de las más grandes dificultades, con que tropezaban los funcionarios del servicio exterior para su eficaz desempeño, pues dado el escaso caudal de noticias argentinas contenidas en los diarios extranjeros y el atraso con que llegan las publicaciones de nuestro país, veíanse desprovistos de material informativo de actualidad. »

MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 483 : « La carencia de una política nacional en el orden interno determinó que, en el pasado, la Cancillería no poseyera una política propia para proyectar y ejecutar planes vinculados a la relación y el intercambio cultural entre los pueblos. El Gobierno de la Revolución y, muy especialmente, el Gobierno constitucional iniciado el 4 de junio pasado, se dispuso a remover tales inconvenientes, proponiéndose proyectar en el mundo una política de cultura nacional ; vale decir : una política de irradiación de los valores propios hacia afuera y de fina captación de los valores ajenos, para su aprovechamiento en la elaboración de las substancias espirituales argentinas. »

MRE Argentine, Memoria 1947-1948, p. 917 : « El Gobierno nacional advirtió, apenas iniciadas sus tareas el 4 de junio de 1946, que la vida espiritual argentina no había tenido, durante los Gobiernos anteriores, un órgano de difusión y expansión en el mundo, lo que sin duda respondía a un tipo de mentalidad que no había dado importancia al desarrollo de los valores culturales. »

MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 493 : « la División ha dejado de ser una Sección destinada a la labor interna y específica de la Cancillería para pasar a constituir un organismo al que recurren diariamente, para la traducción de múltiples y urgentes documentos, la Presidencia de la Nación y diversas Secretarías de Estado. »

MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 491-492 : « La eficacia en tales funciones radica esencialmente, en las aptitudes del personal que se elija para ello, de manera que se ha dedicado preferente atención a la selección de candidatos, pudiendo anticipar que se trata de jóvenes figuras de nuestro medio intelectual, poseídas de gran fervor argentino y de auténtica emoción revolucionaria. En la actualidad se trazan los planes a desarrollar por estos Agregados, los que constituirán elementos vivos y dinámicos de difusión de los valores espirituales nacionales. »

Idem, p. 492 : « los que temporariamente, estudiarán, en los países que ofrezcan mejores condiciones, diversos aspectos de la cultura, la ciencia y la técnica, para poder luego incorporar dichos conocimientos al proceso cultural y científico de nuestro país ».

MRE Argentine, Memorias 1946-1947, p. 497-498 : « Para salvar la desidia del pasado, es urgente que la Cancillería desarrolle un vasto plan de difusión e intercambio, considerando la totalidad de los elementos que influyen en el mejor conocimiento de los pueblos. En este sentido, se han trazado proyectos vinculados al Plan Quinquenal de Gobierno, incluyendo el libro y la revista, la película y el disco, los servicios informativos y las exposiciones culturales, las bibliotecas e instituciones argentinas en el exterior, la difusión periodística y las agencias informativas, los equipos artísticos, teatrales y folklóricos, el intercambio de profesores y de alumnos, la institución de becas de y para el extranjero, así como todo cuanto puede contribuir a estrechar los lazos de afinidad y conocimiento entre los pueblos, partiendo del concepto de que nada influye más, en este sentido, que los frutos de la inteligencia y del espíritu.

Idem, p. 498 : « Las relaciones culturales constituyen uno de los actos fundamentales de la diplomacia y todas las naciones que han desarrollado su propia personalidad internacional, cuidan este aspecto de difusión e influencia moral, buscando afianzar su prestigio por el camino del conocimiento y difusión de aquellas formas de la vida colectiva que afectan a los valores eternos del alma universal. »

Les instruments de la diplomatie culturelle argentine

MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tomo I, p. 458-459 : « Es también halagadora la opinión de los diplomáticos extranjeros, que en muchas oportunidades se refieren a las informaciones que emitimos y requieren mayor número de ejemplares de nuestras publicaciones, la de muchos estudiosos que comentan nuestra obra, y la reproducción de nuestras informaciones y comentarios, por órganos de la prensa extranjera. »

Lettre du consul argentin au ministre des Relations extérieures, Hambourg, 28/02/1911, citée dans Agustina RAYES, *art. cité*, p. 90 : « Otro de los resortes de la labor incesante del funcionario con que debe contribuir al mejor conocimiento de su país, es la actividad publicista para despertar el interés del capital europeo á colocarlo en empresas nacionales : o estimular al emigrante a dirigirse a la República Argentina que le ofrece toda clase de facilidades para ganarse la vida. A este respecto, el que suscribe, ha publicado una serie de artículos en la prensa local y del interior, haciendo conocer el satisfactorio y hasta halagüeño desenvolvimiento de la vida económica argentina en todos sus ramos, y el porvenir que espera al europeo que invierte su capital es inteligencia en el aumento de la producción nacional. »

MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 506, Texte du décret 100.823 créant la « Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior » : « Es deber de los gobiernos crear los medios y elementos necesarios para que la difusión de la cultura de su país y la propaganda de sus valores, en el exterior, se realicen amplia y eficazmente, revelando con exactitud, su potencialidad económica, el estado de las finanzas y la estructuración de los nuevos organismos que cooperan a su próspero desenvolvimiento ; la multiplicación de los medios de comunicación ; las industrias, las relaciones políticas y comerciales con el exterior, que evidencian las perspectivas que el mercado nacional ofrece a los compradores extranjeros, así como las ventajas que a los otros mercados reportaría el entendimiento con el gobierno y las empresas del país, y destacando, también, los adelantos en materia de instrucción pública, de las ciencias y las artes. »

Envoi d'informations

MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 509, Texte du décret 100.823 créant la « Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior » : « (point j) Traducir al castellano, las informaciones o comentarios que, sobre nuestro país, se publique en el extranjero y se juzgue de utilidad transmitirlos a los organismos que puedan considerarlos en beneficio de los intereses generales.
(point k) Traducir a idiomas extranjeros, para transmitir al exterior, con la celeridad que cada caso requiera, los documentos oficiales cuyo conocimiento sea beneficioso para el país. »

MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 507, Texte du décret 100.823 créant la « Oficina de Difusión de la Cultura y Propaganda Argentina en el Exterior » : « a. Preparar y remitir a las Embajadas, Legaciones y Consulados, de la República, toda información conveniente al más amplio y perfecto conocimiento de nuestro país en el exterior, para que las citadas representaciones procuren la publicidad, por todos los medios a su alcance, dentro de las respectivas jurisdicciones. Proporcionar iguales elementos de información a los representantes diplomáticos y consulares extranjeros, acreditados ante nuestro gobierno cuando lo soliciten o se juzgue conveniente. »

MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 511, Texte du décret 100.823… : « Apenas conocido el decreto 100.823 […] los representantes diplomáticos acreditados ante nuestro gobierno, por propia iniciativa, en muchos casos, y por haber recibido instrucciones de su gobierno, en otros, enviaron comunicaciones a la Cancillería, requiriendo informes amplios sobre nuestro país ; su legislación ; sus organismos oficiales ; sus métodos de enseñanza y su organización institucional. »

Point (c), *Ibid.* : « informaciones, publicaciones, documentos que no tengan carácter reservado y, en general, elementos informativos para contribuir a la difusión de las actividades y prestigio de la obra oficial, de las instituciones y del pueblo argentino. »

MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 510 : « […] las informaciones argentinas […] se envían diariamente a los representantes diplomáticos extranjeros acreditados ante nuestro gobierno ; a los diplomáticos y cónsules de la República ; a los ministerios y grandes reparticiones oficiales de los gobiernos de todos los países, a las universidades, bibliotecas, centros de cultura, del comercio, de la banca ; a los diarios y revistas, oficinas de turismo, de información general y a las instituciones y estudiosos que figuran en un numeroso índice, que forma el fichero central de direcciones del exterior. »
MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 510-511 : « grandes remesas de publicaciones de toda especie, que llevan al exterior la noción exacta del trabajo intelectual y material de nuestro ambiente ; de la

situación real de las finanzas ; de la economía ; del comercio ; de la instrucción pública ; de las artes y de las actividades generales del país. »

MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 510, Texte du décret 100.823… : « (point f) Coleccionar y remitir al exterior, para los fines de propaganda establecidos en el presente decreto, publicaciones oficiales ; de instituciones ; de asociaciones ; de entidades bancarias, comerciales, industriales, o vinculadas al turismo, a la inmigración y a la producción nacional. »

Glenn J. DORN, « Perón's gambit : The United States and the Argentine challenge to the Inter-American Order, 1946-1948 », *Diplomatic History*, vol. 26, n°1, hiver 2002, p. 20 : « U.S. leaders […] were convinced that Perón's program, if allowed to succeed, would subvert their own efforts to forge a more open international economy based on convertible currencies and multilateral trade. Nor was the worst of it. With its emphasis on state-centered development, it challenged the U.S. faith in the power of private enterprise, just as his efforts to consolidate a southern bloc posed a real threat to U.S. leadership in the region. »

Loris ZANATTA, Mariano AGUAS, « Auge y declinación de la tercera posición. Bolívia, Perón y la guerra fría, 1943-1954 », *Desarrollo Económico*, vol. 45, n°177, abril-juin 2005, p. 27 : « […] la de convertirse en guía de una civilización – católica, hispánica, latina – amenazada en sus bases materiales y espirituales por liberales y comunistas, individualistas y colectivistas, protestantes y ateos. Una civilización suspendida entre la Europa en ruinas y la América Latina subyugada, y en la que la Argentina se destacaba por su vitalidad, su riqueza y su cultura. En suma, la tercera posición reflejaba la excepcionalidad argentina, igual y opuesta a la de los Estados Unidos. »

MRE Argentine, Memorias, 1943-1944, p. 90 : « Con la seguridad de que el libre acceso a las fuentes informativas sólo puede contribuir a disipar cualquier posibilidad de falseamiento de la realidad argentina, la Dirección de Información al Exterior ha concretado gestiones, para que los periodistas extranjeros que nos visiten, encuentren facilidades para conocer el país y apreciar personalmente sus características. »

MRE Argentine, Memorias, 1945-1946, p. 128 : « […] a raíz del acto electoral del 24 de febrero, La Dirección facilitó la tarea informativa de los representantes de la prensa extranjera, en nuestro país, quienes, provistos de credenciales especiales, asistieron, sin restricción alguna al desarrollo de los nombrados comicios. »

MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 490 : « todos los elementos que pueden favorecer la rápida apreciación de la actividad y funciones de cada uno de los organismos nacionales, así como de todas aquellas actividades privadas que sirven de índice para apreciar el progreso de la Nación. »

Idem, p. 491 : « en los que se compilan cuantos materiales puedan contribuir a precisar las tendencias intelectuales y valores artísticos en actividad, en cada nación, a objeto de que se pueda determinar fácilmente la orientación del intercambio argentino con cada una de ellas. »

MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tomo I, p. 458 : « Se complementan perfectamente los tres servicios que van dirigidos a llevar al exterior el mayor caudal posible de informaciones actuales de nuestro país : la revista Informaciones Argentinas, en sus cuatro ediciones, en español, en francés, en inglés y en alemán ; las transmisiones radiotelefónicas, con complementarios en cinco idiomas y la correspondencia mantenida con el exterior. »

La radio et la revue Informaciones Argentinas

La radio

MRE Argentine, Memorias, 1937-1938, p. 395, Buenos Aires, 07/07/1938, Lettre d'Arturo Mañé à D. Julio Navarro Monzó, director de Investigaciones, Archivo y Propaganda : « equipado con los elementos más modernos, tanto para transmitir, conectando con cualquier estación local de ondas cortas o largas, como para captar transmisiones de larga distancia, con un receptor de broadcasting, que trabaja con toda onda. »

La revue Informaciones argentinas

MRE Argentine, Memorias, 1941-1942, p. 576 : « Por todos los países adonde llega correspondencia con cierta normalidad, se hizo circular 96 834 ejemplares de *Informaciones Argentinas* y *Argentine News*. »

MRE Argentine, Memorias, 1945-1946, p. 127 : « proseguirá su función informativa de todas las actividades, además de insertar un material periodístico y general complementario y de fácil comprensión en el extranjero. »

MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 487 : « se ha infundido a la revista Informaciones Argentinas un nuevo espíritu y se le han introducido radicales reformas en cuanto a su presentación técnica y diagramación. »

MRE Argentine, Memorias, 1939-1940, p. 569 : « La demanda creciente de los interesados por recibir *Informaciones Argentinas* y *Argentine News*, hace que las ediciones se agoten, y promueve una creciente correspondencia […]. »

MRE Argentine, Memorias, 1941-1942, tome I, p. 577 : « Debo señalar especialmente en este informe la capacidad y dedicación del personal que está afectado directamente a la confección de las revistas. Tanto los empleados que redactan sueltos ; los que estudian asuntos de carácter económico y financiero para realizar trabajos sintéticos y estadísticos ; los que clasifican las fuentes informativas, las distribuyen e ilustran los artículos con notas gráficas ; los traductores y dibujantes, como las dactilógrafas en español y en idiomas extranjeros y los correctores, cada cual en sus funciones, han demostrado que interpretan perfectamente la misión que tienen a su cargo y de cuya coordinación surge la eficacia de Informaciones Argentinas y de Argentine News, como órganos de propaganda en el exterior. »

Informaciones Argentinas, n°8, 15 septembre 1938, « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' » : « La realidad argentina no llega siempre al exterior con claridad y, sobre todo, de acuerdo con lo verdadero. Unas veces, es la falta de noticias de nuestro país, lo que induce en error sobre lo que representa en la cultura y en la economía mundiales ; otras, es la desfiguración de la realidad, la que aleja del verdadero concepto, el juicio que se forma de nosotros a la distancia.
El propósito de las Informaciones Argentinas es, para subsanar en lo posible la carencia de noticias y la desfiguración de la verdad, llevar al exterior, periódicamente, un reflejo de la actualidad del país. Tanto el cuerpo vigoroso, como el alma elevada, de este organismo social que trabaja y progresa, quedarán retratados en Informaciones Argentinas, para que pueda conocerse, en sus términos justos, la verdad nacional. »

L'Argentine dans les transmissions radiotéléphoniques et dans les pages d'Informaciones Argentinas

Informaciones Argentinas, n°9, 1er octobre 1938, « La política exterior argentina » : « Especial interés por los países limítrofes ; una vinculación espiritual con las naciones de cultura latina, en América y en Europa ; dentro de ésta, una fraternidad especial con los pueblos de la vieja estirpe ibérica ; comprensión de los vínculos esenciales que nos unen a todo el continente y, dentro del mismo, a los Estados Unidos, cuya

vinculación histórica con la Argentina no olvidó nuestro canciller ; por fin, el sentimiento profundo de que formamos parte de una comunidad internacional a la cual van atados nuestros destinos. De estos cinco elementos está hecha nuestra política exterior. »

Informaciones Argentinas, n°6, 15 août 1938 : « La política internacional argentina », par José Maria Cantilo : « Cada país tiene su política internacional determindada ante todo por su situación geográfica y, luego, por los antecedentes históricos. En éstos, a su vez, representan un papel importante la casualidad y las pasiones humanas [...]. Naturalmente la política internacional argentina no escapa al imperio de estas consideraciones de orden general. Los factores históricos que, en un momento dado, pudieron tomar otro rumbo, hicieron que, desde sus albores, nuestra nacionalidad perteneciera al grupo cultural católico-latino. Nuestro territorio que, durante el virreinato era más extenso, se disgregó, también por causas de indole histórica y geográfica, originando cuatro pueblos hermanos. Razones eminamente históricas, puesto que ideológicas, franquearon nuestro suelo a las corrientes emigratorias de todo el mundo, cuando, bajo la influencia de otra concepción política, otros pueblos, más jóvenes que el nuestro, han practicamente reservado el suyo para las gentes de su sangre e idioma. Todo ésto, claro está, pesa sobre nuestra vida de relación tanto o más que los factores geográficos que hicieron de la Argentina un pueblo más ganadero que agrícola y más agricola que minero e industrial. O que aquellas condiciones igualmente geográficas, que ponen ciertos mercados al alcance de nuestros productos y nos hacen difícil el accesso de otros, condicionando también, de consiguiente, nuestras importaciones. »

Informaciones Argentinas, n°6, 15 août 1938 : « La política internacional argentina », par José Maria Cantilo : « La Argentina crea que cada pueblo americano, con fisionomía inconfundible, debe desarrollar su propia política y considera que hay ciertas agrupaciones geográficas, de intereses recíprocos, que deben destacarse dentro de la magna solidaridad continental. »

Informaciones Argentinas, n°6, 15 août 1938 : « La política internacional argentina », par José Maria Cantilo : « La economía, que está ante todo dominada por la geografía […] nos impone una política liberal. Nos conviene tener relaciones comerciales con el mayor número de países, facilitándoles igualmente el acceso a nuestros mercados y la inversión de capitales en nuestro territorio. En lo posible nos convendría no estar dependientes predominantemente de ningún mercado y, todavía menos, de un capital determinado, si bien este principio, evidentemente, no nos puede hacer cerrar los ojos a la realidad que nos impone el predominio de ciertas vinculaciones. »

Informaciones Argentinas, n°8, 15 septembre 1938 : « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' » : « La variedad de los climas y la feracidad de la tierra, han hecho de este país un gran productor en materias agrícolas y ganaderas. Es universalmente conocida la Argentina como uno de los más grandes graneros del mundo. »

Informaciones Argentinas, n°8, 15 septembre 1938 : « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' » : « La Argentina, económicamente, tiene sus problemas, como todas las naciones ; pero las finanzas – con una prudente y acertada política – han afianzado el crédito del país. El cumplimiento de todos los compromisos contraídos en el exterior, que el Gobierno Argentino respetó siempre, le ha caracterizado, ante las demás acciones, como país que sabe equilibrar sus medios de vida y orientar las fuentes de producción y las corrientes comerciales. »

Informaciones Argentinas, n°8, 15 septembre 1938 : « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' » : « la sociedad […] no está dividida por clases fundamentalmente distanciadas ; ni se agitan en su seno problemas sociales profundos. »

MRE Argentine, Memorias, 1938-1939, tomo I, p. 458 : « La eficacia de estos medios de propaganda argentina, más allá de nuestras fronteras, se comprueba de diferentes modos. Se refleja en la profusa solicitación de envío de Informaciones Argentinas, que llega todos los días, desde los más distantes lugares y en la correspondencia que se refiere a nuestras publicaciones y transmisiones radiales. »

Les activités du Département de la Culture

MRE Argentine, Memorias, 1936-1937, p. 512, Texte du décret 100.823… : « cuando ellas sean elevada expresión artística o sirvan a la propaganda de nuestra cultura, ciencia, banca, industria, comercio y producción ».

Informaciones Argentinas, n°9, 1er octobre 1938, « Argentina en Rumania » : « un film con leyendas en idioma rumano, en el que se exponga la importancia de las industrias, comercio y bellezas naturales de nuestro país ».

MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 487 : « Considerando que la película documental y el noticiero de sucesos argentinos constituye un importante elemento de difusión y prestigio del país en el mundo, se han adquirido algunas películas de este tipo. »
MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 487 : « No se persiguió otro interés que el de hacer conocer las grandes realizaciones del cine nacional, obteniéndose ampliamente dicho resultado. »

Le livre, objet des attentions du MRE et de la commission argentine de coopération intellectuelle

Comisión argentina de cooperación intelectual, *El libro argentino en América*, Buenos Aires, 1941, p. 24, introduction d'Antonio Aita : « Es necesario cuidar nuestro prestigio, lo que sólo lograremos con la calidad de la representación que enviemos. »

Carlos IBARGUREN, *La vida que he vivido*, Buenos Aires, Peuser, 1955, p. 472 : « creada por el gobierno de la Nación […] a fin de establecer y mantener, con la colaboración de la Sociedad de las Naciones, las relaciones culturales con el exterior y reunir todos aquellos elementos que integran la producción mental de un país, dándoles coherencia y unidad a fin de allegar un aporte nacional a la cultura universal. »

Idem, p. 474 : « La Argentina ya no es sólo un país que recibe. Es también un país que empieza a dar de su misma cultura. »

Idem, p. 475 : « Ningún país de nuestra América se ha preocupado tan intensa y continuamente por la difusión de su cultura como la Argentina. Los centros culturales, las universidades, las editoriales y la prensa, todos han contribuído a crear-le un prestigio y una admiración merecidos a la producción intelectual argentina, demostrando más allá de las propias fronteras cuánto vale y cuánto produce la mentalidad nacional. Labor prominente de esta campaña toca a la Comisión Argentina de Cooperación Intelectual. »

Comisión argentina de cooperación intelectual, *El libro argentino en América*, Buenos Aires, 1941, p. 13, introduction d'Antonio Aita : « La comisión argentina […] ha realizado una eficaz acción de difusión de los valores culturales argentinos, mediante la distribución de libros editados por ella y otros de interés cuyo conocimiento y difusión en el extranjero ha de redundar en beneficio de una comprensión precisa de nuestra realidad nacional. »

MRE Argentine, Memorias, 1939-1940, p. 569 : « La tarea de difusión del conocimiento de los libros argentinos en el exterior, es una de las constantes preocupaciones de la División de Publicidad y Propaganda. Lo demuestra el hecho de que, durante el año, fueron anotadas 552 obras nuevas en nuestros comentarios bibliográficos. »

Carlos IBARGUREN, *La vida que he vivido*, Buenos Aires, Peuser, 1955, p. 473 : « La distribución de nuestros libros en los distintos países del mundo y la donación de éstos a bibliotecas e institutos culturales requirió una preferente atención de la Comisión […]. »

Revista Iberoamericana, vol. III, n°6, mai 1941, Editorial « La difusión del libro en América » : « […] lo más hermoso de esta repentina potencia editora es que no se limita a poner sus libros en las manos de los argentinos, sino que ya, en tres años escasos, ha alcanzado o está alcanzando a vender en el resto de América los porcentajes americanos de la industria española. El libro argentino no sabía antes salir de su casa ; ahora se halla presidiendo los escaparates de las librerías de toda América. ¡Qué formidable instrumento de irradiación argentina! ¡Y qué grandes deberes para con el resto de América nos revela ese poder! »

MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, 22/11/1938, « Paul Valéry habló en el acto inaugural de la exposición del libro argentino abierta en París » : « Martín Fierro, Santos Vega y Anastasio el Pollo […] han entrado hoy, con todos los honores, en el palacio que fue de Mazzarino. »

Carlos IBARGUREN, *La vida que he vivido*, Buenos Aires, Peuser, 1955, p. 473 : « Creíamos con razón, al emprender esta iniciativa, que los libros constituyen la imagen intelectual de un pueblo, dado que revelan sus inquietudes espirituales y son reflejo de su vida. Estas muestras fueron una verdadera revelación de nuestras producciones intelectuales y del perfeccionamiento de nuestras artes gráficas. »

Ibid. : « Los libros exhibidos mostraban, además de la copiosa labor de los escritores, el perfeccionamiento que había alcanzado nuestra industria editorial en las manifestaciones de su arte […]. »

MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, octubre 1938, « Causó buena impresión la 1ª. Exposición del libro argentino realizada en Roma » : « Con gran relieve oficial y vivo interés del ambiente intelectual acaba de inaugurarse en Roma la exposición del libro argentino, la primera que se efectúa en el extranjero. Un público numeroso de entendidos la visita, en las dos grandes salas del palacio del Centro Italiano de Estudios Americanos, donde hace buena muestra de sí el abundante y escogido material bibliográfico argentino. »

MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, 22/11/1938, « Paul Valéry habló en el acto inaugural de la exposición del libro argentino abierta en París » : « de la cual formaban parte no pocas figuras descollantes de la intelectualidad francesa y un conjunto nutrido de argentinos residentes aquí o que se hallan de paso por París »

MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, octubre 1938, « Causó buena impresión la 1ª. Exposición del libro argentino realizada en Roma » : « ha oído los comentarios del público y ha interpelado a algunos editores y escritores italianos, y la impresión que ha recogido es la siguiente : nadie sabía que en la Argentina se publicara tanto y tan bien, y todos demuestran un grato asombro. »

MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, 22/11/1938, « Paul Valéry habló en el acto inaugural de la exposición del libro argentino abierta en París » : « los visitantes de la Exposición se mostraron gratamente impresionados por el importante conjunto de obras que se exhiben, así como por la feliz disposición de las vitrinas, que dan todo su valor a las ediciones de lujo de las obras de Larreta, Hernández, Güiraldes y los demás autores argentinos de quienes se exponen libros. »

MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, octubre 1938, « Causó buena impresión la 1ª. Exposición del libro argentino realizada en Roma » : « Positivamente podemos afirmar que la Exposición del Libro Argentino trae consigo, en primer lugar, una mayor cordialidad de relaciones entre Italia y Argentina, en todos los órdenes. »

MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, 22/11/1938, « Paul Valéry habló en el acto inaugural de la exposición del libro argentino abierta en París » : « La exposición constituye, sin duda, un éxito, por la forma en que ha sido dispuesta y por el interés que suscita desde el primer día. Todo hace creer que en los sucesivos será muy visitada, sirviendo

para corroborar, del mejor modo posible, lo que el embajador Cárcano ha repetido insistentemente a los periodistas franceses : que la Argentina no es solamente un país productor de trigo y de carnes. »

MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, octobre 1938, « Causó buena impresión la 1ª. Exposición del libro argentino realizada en Roma » : « no solamente con las esferas oficiales, sino también con los escritores ha encontrado positivas amistades y simpatías, que, naturalmente, se traducen en interés hacia la cultura argentina. »

MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 491 : « Entendiendo que uno de los elementos fundamentales para el conocimiento de nuestro país en el exterior, lo constituye el libro nacional. »

ABL, Arquivo Ribeiro Couto, Pasta 1, 25/07/1940, brouillon d'auteur inconnu : « […] ele é o teimoso, o incansável, o formidável animador e realizador de duas iniciativas que, nos últimos anos, puzeram a cultura da República Argentina em contacto vivo e direto com as 'élitesé mundiais. Essas duas iniciativas foram o Congreso do Pen Club em Buenos Aires em 1936, e a reunião, naquela mesma cidade e no mesmo ano, do IICI. O alcance dos dois certames foi incalculável. Á Argentina compareceram escritores de categoria universal [illisible]. Eles puderam ver com os própios olhos as espléndidas realidades argentinas, com os própios ouvidos recolher, nas universidades, nos grêmios literarios e nos salões, provas da elevada cultura intelectual do povo platino. Em seguida, de regresso aos seus respectivos paises, escreveram livros e artigos, pronunciaram lições e conferências fazendo assim dos valores argentinos uma propaganda espontânea, amorosa, convicta. »

Brésil

Les organismes chargés de la diplomatie culturelle brésilienne

Origines, organisation et fonctionnement du Service de Coopération intellectuelle

AHI, 542,6, 995/16141, « La division de coopération intellectuelle. Historique », annexe de trois pages jointe à une lettre de José Carlos Macedo Soares à Mariano Fontecilla Varas, ambassadeur du Chili : « Datam apenas de 1934 as primeiras iniciativas para a criação, no Ministério das Relações Exteriores, de uma repartição especial incumbida dos assuntos pertinentes à cooperação intelectual. »

AHI, 542,6, 995/16141, 01/03/1934, *Informação*, de Ribeiro Couto au secrétaire général du ministère des Relations extérieures : « [...] a experiência que nos é dado ter de seis anos de constante correspondencia com escritores, diretores de revistas e outros intelectuais da França, da Italia, de Portugal, da Belgica, da Argentina, etc…»

AHI, 542,6, 995/16141, 02/02/1936, Article du *Diario de Noticias*, « O Serviço de Cooperação Intellectual do Itamaraty. A sua organização, o seu programa e a sua utilidade », interview d'Ildefonso Falcão : « [...] é um serviço que quer apresentar o Brasil em todos os seus aspectos culturaes, appproximando-o, pelo espirito, dos ambientes cultos, no mundo moderno. »

AHI, 542,6, 995/16141, 01/03/1934, Informação… : « [...] fazer discretamento, a propaganda dos valores literarios do Brasil no estrangeiro, tirando-se, o mais que possivel, o carater ostentativo de 'propaganda oficial' aos trabalhos […]. »

Ibid. : « [...] organizar um fichario com o endereço de todos os escritores, de todos os paizes, capazes de se interessar pela literatura e pela vida cultural do Brasil, sobretudo aqueles que, por conhecerem o idioma castelhano, possam mais facilmente entender o português ; idem com o endereço de todas as instituições culturais, revistas, jornais e associações literarias, capazes do mesmo interesse. ».

Ibid. : « [...] estabelecer ligação entre escritores estrangeiros e os do Brasil, levando-se em conta as afinidades comuns, assim como as respectivas especialidades […]. »

Ibid. : « fornecer informações e traduções de obras literarias, históricas, científicas, etc. do Brasil, a todos aqueles que as solicitem ou que possam interessar-se por elas. »

AHI, 542,6, 653/9813, *Relatorio do Serviço de Cooperação Intellectual. Anno 1937*, 10 pages : « O Serviço de Cooperação Intellectual teve um grande desenvolvimento durante o anno de 1937, passando do terreno das tentativas e das experiencias ao terreno dos factos concretos e das realizações fecundas. »

Mycheline Barros da COSTA, *A política cultural brasileira na UNESCO (1946-1954)*, Dissertação de mestrado, Instituto de Filosofia e Ciências humanas, Programa de pos-graduação em historia, Mônica Leite Lessa (Dir.), UERJ, Rio de Janeiro, 200, p. 64 : « A estatização da cultura compreendeu uma estratégia utilizada pelo poder público para conquistar legitimidades enquanto administrador cultural. »

AHI, 542,6, 995/16141, 29/11/1938, Lettre de Bueno do Prado à Oswaldo Aranha : « Algumas compras de musicas e discos mais urgentes foram feitas. Mas ficamos muito aquem do nosso programa de publicações, traduções e remessas de bibliotecas, e nada se poude fazer quanto aos trabalhos da Comissão de Cooperação intelectual […]. »

AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, Rio de Janeiro, 19/04/1944, Lettre d'Osório Dutra au secrétaire général du ministère des Relations extérieures : « pois ambos prestam grandes serviços ao Itamaraty, auxiliando-o, com eficiencia e inteligencia, todas as vezes que a eles recorremos quanto às homenagens que devemos prestar aos estrangeiros ilustres que nos visitam ».

AHI, 542,6, 995/16141, Article du *Correio de São Paulo* du 26/06/1936 : « As pequenas bibliothecas brasileiras que, pela primeira vez, offerecemos a institutos culturaes no estrangeiro foram recebidas como presentes regios. Essas offertas intelligentes determinaram logo a creação de Centros Brasileiros de Cultura […]. O Reitor do King's college, em Londres, recebendo livros brasileiros, inaugurou uma serie de conferencias sobre o Brasil. »

AHI, 542,6, 629/9693, 11/05/1934 : « Meu caro confrade, O Itamaraty está organizando um Serviço de Cooperação Intelectual, afim de, pelo meios ao seu alcance, conforme seja oportuno e conveniente, aproximar dos centros literarios estrangeiros o pensamento brasileiro, estabelecendo correntes de interesse reciproco. Necessito do seu auxilio particular para o seguinte : uma lista de nomes e endereços de escritores desse Estado, com suas respectivas especialidades (história, romance, poesia, etc…) e, se possivel, nomes de jornais e revistas em que colaborem. Contando com sua gentileza, e tomando a liberdade de pedir urgencia, desde ja lhe agradeço esse serviço patriótico […]. »

« Ce que n'est pas mais doit être le Service de Coopération intellectuelle »

La concurrence d'autres organismes

Rapport du Ministère des Relations Extérieures, 1938, cité par Hugo Rogélio SUPPO, « A dimensão cultural da política externa brasileira nos anos trinta », *Sociedade Brasileira de Pesquisa Histórica, Anais da XXII Reunião*, Rio de Janeiro, 2002, p. 338 : « atender ao expediente do Ministério das Relações Exteriores na parte referente às relações culturais com os outros países, à difusão da cultura brasileira e à divulgação de conhecimentos úteis sobre o nosso país nos principais centros estrangeiros. »

Daryle WILLIAMS, *Culture Wars in Brazil. The First Vargas Regime 1930-1945*, Durham/London, Duke University Press, 2001, p. 83 : « by 1941, the agency exerted influence in nearly all aspects of cultural production and political discourse, including film (through its newsreel series, Cine Jornal Brasileiro, and a handful of film shorts), radio (through the nightly program Hora do Brasil), publishing (through press

releases and press censorship, as well as the publication of numerous monographs, pamphlets, and journals, including Cultura Política and Estudos e Conferências), and civic culture. »

Comment améliorer le service

AHI, 542,6, 1045/18392, Cooperação Intelectual, tomo II, 1939-1940, *Jornal do Brasil*, 26/03/1939, « O problema da ccoperação intelectual », par Peregrino Júnior : « [...] pela amplitude que requer, talvez não se ajuste ou, melhor, talvez trancenda os limites normaes de uma secção de Ministerio, convindo porventura estudar as possibilidades de uma organização mais ampla e poderosa, como a que recentemente adoptaram, de accordo com a experiencia e as necessidades do momento, outros povos como a Itália, a Allemanha e Portugal […]. »

AHI, 542,6, 1045/18392, , Cooperação Intelectual, tomo II, 1939-1940, *Jornal do Brasil*, 26/03/1939 : « Como toda gente sabe, a literatura brasileira deve a esses escriptores serviços consideraveis : traducções, críticas e comentarios, publicados frequentemente, de certo para esta parte, em livros, revistas e jornaes. »

AHI, 542,6, 1045/18392, , Cooperação Intelectual, tomo II, 1939-1940, *Jornal do Brasil*, 26/03/1939 : « De todos esses, é licito confessar, aquelle que realmente nos tem prestado melhores serviços é o Instituto de Cooperação Intellectual da Liga das Nações. Recebendo do Itamaraty uma subvenção que nem sempre tem sido paga pontualmente, o Instituto […] não tem poupado esforços para a divulgação, em varios idiomas, nas suas publicações oficiaes, das coisas que interessam ao Brasil. »

De la nécessaire adaptation de la propagande au public visé

AHI, 542,6, 464/7040, 28/09/1936, Lettre de Jeronymo de Avellar Figueira de Mello à José Carlos de Macedo Soares : « [...] divulgar essa contribuição em centro intellectual pobre, sem horizonte, como é a cidade de Caracas, capital de um pais de 90% de analphabetos, de cultura intellectual atrazadíssima, por tanto, é tarefa impossível. »

AHI, 542,6, 464/7040, 28/09/1936, Lettre de Jeronymo de Avellar Figueira de Mello à José Carlos de Macedo Soares : « 1) a adaptablilidade da contribuição brasileira aos paises a que se destina [...] ; 2) a extensão das contribuições brasileiras a serem publicadas no estrangeiro graciosamente. »

Ibid. : « Julgo a classe media de Venezuela a que representa neste paiz maior preparo technico e maior criterio intellectual e a que, por isso, e por ser viajada nos grandes centros scientificos da Europa e dos Estados Unidos, offerece mais possibilidade de interessar-se pelas cousas do Brasil. »

Ibid. : « Releve-me Vossa Excellencia ponderar que a cooperação intellectual entre o Brasil e o Venezuela, para que seja efficiente, deve, salvo melhor juizo, firmar-se nao tanto no conhecimento das cousas brasileiras em geral e, portanto, superficialmente por parte dos venezuelanos, mas sim : 1) em intercambio intellectual entre os homens eminentes nos dois paizes ; 2) em fomentar o interesse dos venezuelanos pelo comercio de exportação dos productos brasileiros e pela nossa capacidade productora ; 3) em tornar aqui conecida a nossa varia e já experimentada capacidade em materia de administração publica ; 4) em fazer ressaltar o nosso adiamento em materia de ensino technico e profissional […]. »

AHI, 542,6, 464/7040, 18/04/1936 : « aspiro dynamismo realizador para nosso intercambio intellectual, e não apenas ideas estaticas, dependendo de factores alheios á boa vontade das missões diplomaticas e á comprehensão dos nossos agentes. »

AHI, 542,6, 464/7040, 18/03/1936, Lettre du consul de Montevideo à José Carlos de Macedo Soares : « cumpre-me manifestar a Vossa Excellencia que a minha experiencia de postos diplomaticos da Europa e da América me fazem convicto de que, para a propaganda do Brasil, seja material, seja intellectual, é mister dotar-se de verbas as nossas missões no estrangeiro. »

AHI, 542,6, 2040/36998, Cooperação Intelectual, Brasil (1940-1943), Bogotá, 02/11/1942, Lettre de João Guimarães Rosa... : « é obvio que, não só por motivo de orgulho patriótico, mas também do ponto de vista da elementar propaganda das cousas intelectuais brasileiras, conviria responder-se ao consultante estrangeiro com uma relação global e maciça, capaz de impressionar e de se impôr já pelo seu valor quantitativo. »

Les instruments de la diplomatie culturelle brésilienne

Les échanges universitaires

AHI, AHI, 542,6, 2040/36998, Cooperação Intelectual, Brasil (1940-1943), Rio de Janeiro, 09/05/1941, Memorandum de Themistocles Graça Aranha au secrétaire général de l'Itamaraty.
« Afim de tornar mais conhecida no exterior a nossa cultura, um dos meios mais eficazes para nos afirmamos perante as outras nações, torna-se necesário fomentar com maior intensidade o intercâmbio intelectual entre o Brasil e as demais nações e para tal devem-se facilitar as visitas de professores e estudantes ao nosso país. »

Ibid. « Ademais, é de interesse de nossa propaganda que os intellectuaes que vêm ao Brasil conheçam os centros artísticos e industriais do país, dos quais podem levar uma impressáo cabal do nosso adiantamento científico, do nosso desenvolvimento material e de nosso passado artístico, o que lhes tiraría as falsas idéias que geralmente trazem, a nosso respeito. »

AHI, 542,6, 2040/36998 : Coopération Intellectuelle, Brésil (1940-1943), 02/11/1941, Projeto de organisação de delegações culturais universitárias do Brasil aos países americanos : « oferecer aos estudantes universitarios brasileiros a oportunidade de se fazer representar no estrangeiro por uma forma verdadeiramente expressiva »

Ibid. : « processo de seleção individual adequado e rigoroso, pois visaria constituir delegações capazes de cooperar largamente no estreitamento das relações do Brasil com as nações de todo o continente ».

Ibid. : « O International Institute of Education de Nova York intitula o seu relatorio anual de intercambio universitario 'The Unofficial Ambassadors', que são os estudantes, cuja aproximação cultural tanta influencia tem nas relações entre os povos. A Casa do Estudante do Brasil propõe á Divisão de Cooperação Intelectual e aos Institutos Interamericanos de Cultura, verdadeiras embaixadas diplomáticas de estudantes, das quais venha a resultar o engrandecimento do nome do Brasil nos meios universitarios do Continente e um consequente desenvolvimento das aptidões da nossa juventide, em sadia competição com os demais centros de cultura. »

Ibid. : « A visita não terá carater de estudo, mas de missão de intercambio cultural propiamente dito, devendo o chefe da delegação levar credenciais da CEB como de outras instituições culturais universitarias, e pelo menos um trabalho preparado para divulgação da cultura universitaria brasileira. »

Ibid. : « A Delegação deverá ser portadora de material de propaganda cultural do Brasil, tal como impressos, fotografias, livros, etc., podendo ainda, caso seja convencionado pelos organizadores, conduzir material de propaganda económica e mesmo pequenas exposições quer de um quer de outro carater. »

Ibid. : « A escolha dos estudantes deverá ser feita através de proposta á Diretoria da C. E. B. Pelo Diretor do Departamento de Intercambio Internacional, que selecionará diretamente, entre os elementos mais destacados de cada Escola, aqueles que, por sua conduta universitaria, por suas qualidades pessoais e por seus dotes culturais pareçam mais capazes de assegurar á representação brasileira uma orientação segura e uma atuação inatacavel. »

AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, Note à propos d'un article du journal La Opinión (Santiago), 09/10/1944, « El Brasil y los problemas de la cultura », par Oreste Plath : « Oreste Plath foi beneficiado, no ano passado, com uma das bolsas de estudo ofrecidas

pelo governo do Brasil a este país e, desde o seu regresso ao Chile, tem externado, constantemente, em conferencias e publicações nos jornais, o seu aproveitamento e o seu apreço pelo nosso país, assim como o intuito de concorrer para uma maior aproximação cultural brasileira-chilena. »

Livres et musique

Livres

AHI, 542,6, 464/7040, 16/03/1936, Lettre de A. de Ipanema Moreira à José Carlos de Macedo Soares : « […] Iniciativa de iniludivel alcance para a diffusão e propaganda da nossa cultura no Perú, foi a offerta […] de uma selecta colleção de obras brasileiras à Biblioteca municipal de Lima, fonte de consulta permanente para os estudiosos e curiosos das causas do Brasil […]. »

AHI, 542,6, 464/7040, 09/03/1936, Lettre de Luis Guimarães à José Carlos de Macedo Soares : « Este seria, a meu vêr, o meio mais efficaz para iniciar um intercambio intellectual entre o Brasil e a Santa Sé, intercambio sem duvida de grande alcance dado o caracter universal da Biblioteca Vaticana. »

AHI, 1043/18350 : Intercâmbio intelectual Brasil-França (1931-1940), Rio de Janeiro, 02/07/1937... : « seria de grande alcance que Vossa Senhoria conseguisse saber do Senhor Le Gentil em que lhe poderemos ser uteis para facilitar sua nobre tarefa. »

Ibid. : « Fue su primera preocupación dotar al país de bibliografías, que escaseaban, sobre la producción brasileña en general, primero, y en seguida, de los mayores valores intelectuales que han dado gloria a la nación. »
« Proyecto muy interesante del instituto nacional del libro en el Brasil, es el de editar una colección de más de cien volúmenes, de obras de autores nacionales, colección de índole popular cuyos ejemplares serán vendidos a precios mínimos para que estén al alcance de todos […]. »

Ibid. : « Es innecesario encomiar esta actividad, máxime cuando aquí mismo hemos elogiado lo hecho en parecido orden por tres países sudamericanos que así se han interesado en divulgar la obra de sus escritores y exaltar su nombre en beneficio nacional : Argentina, Colombia y el Perú, que poseen colecciones bastante amplias de esa clase […] y cuya distribución en el interior del país y en el extranjero, ya vendidos los ejemplares a precios módicos, ya obsequiados a literatos, escuelas e instituciones culturales, es de sumo provecho en todo sentido. »

Ibid. : « Para canalizar empresas de este linaje, nada como la organización de institutos semejantes al del Brasil, que tengan bajo su cargo tareas y misiones antes repartidas en organismos diferentes, no siempre coordinados y armónicos en sus funciones, o que por el recargo de éstas en número y magnitud, se ven precisados a no atender como debieran algunas tan importantes cual la de la difusión de la cultura y los valores patrios. »

Musique

AHI, 542,6, 464/7042, 20/09/1934, Lettre de ? à José Carlos de Macedo Soares : « Nada melhor, para demonstrar o sentimento, a poesia e a educação do nosso povo, de que fazer uma propaganda com a cooperação da música nacional em sua forma scientífica, popular e regional. »

Lima Barreto, « Importância da Dança no Intercâmbio Comercial », article du journal ABC, Rio de Janeiro, 08/01/1921, cité par Anaïs FLÉCHET, *art. cité*, p. 155-156 : « A Argentina faz uma enorme propaganda sua, espalhando o seu tango, que provocou debates e excomunhões na Europa. E nós? Ficamos por baixo. Alguns rapazes como o venerável Duque [...] tentaram opor ao 'tango argentino', o nosso maxixe [...]. O governo, porém, não nos auxiliou e perdemos essa magnífica ocasião de sermos mais bem conhecidos na Europa e desenvolvermos o nosso intercâmbio comercial com a estranja. »

AHI, 135/5/7, Divisão Cultural, Rio de Janeiro, 12/10/1945, Rapport de Vinicius de Moraes au chef de la Division de Coopération intellectuelle : « iniciar de modo mais amplo a divulgação da música brasileira no exterior, música essa cujo prestígio cresce dia a dia, e que constitue [...] um excelente veiculo de propaganda da cultura brasileira, num dos seus aspectos mais genuinos e facilmente susceptiveis de captação pelos outros povos. »

Ibid. : « não só em sua forma especificamente popular, mas também nas transposições para a chamada 'música séria', de maneira que a criaram alguns compositores nacionais de renome internacional como os Maestros Villa-Lobos, Camargo Guarnieri, Francisco Mignone ou Jayme Ovalle. »

Ibid. : « [...] Nemhum organismo melhor que a Divisão de Cooperação Intelectual poderia tomar a si tão útil encargo, porquanto é o único que, nos dias que correm, cuida practicamente da difusão da cultura brasileira no exterior. O exercício de tal encargo, parece-me, viria, além do mais, acrescenter-lhe em prestígio perante os organismos congêres, pois que a distribuição das gravaçães pelas Missões diplomáticas e Consulados brasileiros, bem como pelas principais entidades culturais do mundo, seria feita sob a sua direta orientação e patrocínio. »

Ibid. : « traz a seu favor, para os fins de que se trata, o fato de apresentar, de maneira mais condigna, no exterior, a condensação verdadeira de nossos quatros séculos de formação musical. »

Faire jouer les réseaux : l'IICI

AHI, 276/2/4, 05/09/1927, Lettre de Montarroyos à Otavio Mangabeira : « Tal é o conscurso financeiro mediante o qual, por módica que seja, poderá o Brasil, utilizando-se do Instituto, possuir, em pleno coração de Paris, um serviço de propaganda nacional que, em outras condições, não lhe seria facultado manter, com igual eficacia [...]. Fornecidas, com efeito, sob a égide daquela instituição, cujo caracter internacional constitui, aos olhos do público, uma garantia de imparcialidade, as informações sobre o Brasil ficarão ao abrigo da desconfiança com que são frequentemente recebidas as que apenas trazem a marca da propaganda nacional [...].
Outra consideração em favor do dito projeto é a de que, judiciosamente conduzida, a propaganda intelectual de um pais abre-lhe novos caminhos para sua propaganda econômica. São numerosas, como se sabe, as industrias diretamente ligadas á atividade intelectual de um povo ; e pode dizer-se, de modo geral, que as informações sobre seus recursos e tendências de ordem intelectual e moral não é dificil associarem-se ás demonstrações de seus recursos e possibilidades de ordem material [...]. »

Ibid. : « Os variados atrativos de que será ela dotada, farão dessa galeria um ponto habitual de reunião, um centro intelectual muito frequentado, ao mesmo tempo mundano e popular, onde não faltarão ensejos de que habilmente nos poderiamos servir para a apresentação dos produtos brasileiros, pelos meios mais adequados, artisticos e persuasivos, inclusive o das degustações, sistema este de propaganda que é, como se sabe, particularmente agradável ao público e com a ajuda do qual, tornando-se conhecidos, achariam facilmente na Europa mercados remunerados. »

AHI, 78/3/13, 05/11/1932, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco *:* « Dei-lhes, com proveito, esclarecimentos sobre nossa situação nacional, a respeito da qual nunca se disse, nunca se escreveu, tanta tolice na Europa, como nesses ultimos dois meses. Ora, Vossa Excellencia sabe o mal que fazem apreciaçoes d'essa ordem aos interesses vitaes do Brasil. […] O IICI é um excellente vehiculo de propaganda, do qual, com geito, nos poderiamos servir em beneficio do Brasil, não so directamente, mas também como base de uma ação na imprensa europeia. »

AHI, 78/3/13, 03/10/1934 : « prestando-lhe a collaboração, Vossa Excellencia fornecerá a vasto publico internacional um precioso testemunha da cultura brasileira : serviço inestimavel para o prestigio moral do nosso pais entre as nações mais civilizadas[…]. »

AHI, 78/3/13, 22/01/1934, Lettre de Montarroyos à Cavalcanti de Lacerda : « [...] vehiculos incomparaveis de propaganda, por sua circulação mundial ; e o Brasil pode utilizar-se d'ellas, criteriosamente, sem onus material de publicidade e com incalculavel proveito para seu prestigio moral […]. »
AHI, 542,6, 995/16141, 29/09/1936, Article du *Diario de noticias*, « O que ainda não é más precisa ser o Serviço de cooperação intellectual do Itamaraty » : « A organisação para conseguir esse meio milagre é o Serviço que se intenta crear no Itamaraty, e que, articulado ao IICI, em Paris, busca estabelecer contactos culturaes com as expressões do mundo moderno. »

AHI, 542,6, 995/16141, 04/07/1936, Lettre d'Ildefonso Falcão à José Carlos de Macedo Soares : « Convenço-me cada vez mais, Senhor Ministro, da necessidade de um Serviço dessa ordem. O Brasil constructivo deste momento precisa ser descoberto à ignorancia estrangeira, que é grande e teimosa. E o meio intellectual é a efectivação de um intercâmbio cultural, complexo, isto é, abrangendo todas as nossas expressões de actividade, das artes ás sciências [...]. »

AHI, 78/3/13, 22/03/1934, Lettre de Montarroyos à Cavalcanti de Lacerda : « [...] E será util para o prestigio moral de nosso paiz possa eu comunicar ao Instituto a nomeação do representente do Brasil n'essa commissão, antes que designe o seu qualquer outra nação extra-europeia. »

AHI, Divisão de cooperação Intelectual, 135/5/7, Rio de Janeiro, 22/02/1945, « Relatório sobre as atividades da Divisão de Cooperação Intelectual no ano 1944 », par Osório Dutra, chef de la Division : « O fim próximo da guerra vae abrir ao Brasil novas possibilidades de expansão cultural. Urge que a D.C.I. esteja aparelhada para não perder as oportunidades que certamente surgirão. Não será preciso encarecer a importância que a cooperação intelectual tem na política internacional de um povo. »

Chili

Mario Barros VAN BUREN, *El Ministerio de Relaciones Exteriores,…,* p. 71 : « la severidad de estas disposiciones se explica si se toma en consideración que ninguno de los servicios de la República afecta más a su prestigio que el de las Relaciones Exteriores. »

MRE Chili, Memorias, 1927, p. 628 : « En cuanto a la labor desarrollada por los cónsules, que hoy día son nombrados atendiendo exclusivamente a su capacidad intelectual y comercial… »

Reproduit dans Mario Barros VAN BUREN, *El Ministerio de Relaciones Exteriores,…,* p. 72-73 : « El diplomático chileno debe comprender que su medio habitual no es sólo el pequeño círculo de las altas clases sociales que en otros tiempos pudieron ser la esfera corriente de sus relaciones personales. La sociabilidad de un país, y por consiguiente los diversos ambientes donde debe realizarse una eficaz acción diplomática, es preciso conocerla y frecuentarla en sus aspectos más valiosos, más interesantes y expresivos. Es entonces indispensable que el diplomático se haga conocer y estimar de los intelectuales, catedráticos, escritores, artistas, hombres de prensa, todos los elementos, en fin, que tienen influencia en la formación del criterio público. En esta forma se encontrará siempre facilidad para rectificar los conceptos equivocados o tendenciosos que se lanzan a circulación en descrédito de nuestro país.
Dentro del espíritu que informa los actos del gobierno, me corresponde asimismo insinuar a los agentes diplomáticos, que ensanchen su actividad a círculos más amplios todavía. Chile necesita que sus representantes penetren muy a fondo en el alma de los pueblos donde actúan, y para ello se les recomienda, por la presente circular, que se familiaricen en los centros de cultura, en los círculos de artes y letras, con las grandes organizaciones obreras, las instituciones científicas y deportivas. A todos estos organismos, por lo general, prácticamente ignorados por los diplomáticos chilenos, queremos llevar el conocimiento exacto de lo que es Chile y extraer de ellos inspiraciones útiles que sirvan de experiencia recíproca y también como medio de afianzar y entender las buenas relaciones que nuestro país desea cultivar en todos los pueblos. »

Mario Barros VAN BUREN, *Realismo e idealismo en la política exterior de Chile*, Santiago, Cuadernos de Ciencia política, Universidad de Chile, 1984, p. 41 : « que buscó robustecer la identidad nacional, creando condiciones de paz interna y vecinal, para poder competir en el campo exterior sin temor a ser absorbido por la grandes potencias. »

Propagande et Informations au ministère des Relations extérieures

MRE Chili, Circulares, 1922-1926, Santiago, 18/12/1922, circulaire n°29 signée par Carlos Aldunate : « En numerosas ocasiones, este Departamento ha recibido tanto de nuestros agentes diplomáticos como de nuestros cónsules, notas en las cuales se hace presente la ausencia casi completa de noticias sobre Chile y en cambio la publicación de informaciones cuando no erróneas, malévolas para nuestro país. »

MRE Chili, Circulares, 1922-1926, Santiago, 18/12/1922, circulaire n°29 signée par Carlos Aldunate : « Siendo notoria la falta casi absoluta de noticias sobre Chile en la prensa extranjera, vacío observado reiteradas veces por nuestras Embajadas, Legaciones y Consulados, y la conveniencia de aquella registre constantemente informaciones relativas a los progresos del país en los diversos órdenes de sus actividades […]. »

MRE Chili, Circulares, 1922-1926, Santiago, 18/12/1922, circulaire n°29 signée par Carlos Aldunate : « No se escapará a Vd que si el desembolso que significará la implentación de este servicio noticioso y el trabajo extraordinario que impondrá al respectivo del Ministerio, no van aparejados del celo del personal de la dependencia de Vd para interesarse a fin de que las noticias trasmitidas por el Departamento sean oportunamente publicadas en la prensa de ese país, se habrá perdido una ocasión para intensificar la propaganda de Chile en el exterior, la cual debe preocuparnos cada vez más y en especial en vista de la que realizan otros países del Continente. »

MRE Chili, Circulares, 1922-1926, Santiago, 03/03/1924, Circulaire n°8 de Guillermo Labarca Hubertson aux consuls et ambassades chiliens : « Por el orden y esmero en que están expuestas las materias, por la claridad y abundancia de los detalles y la nitidez de las importantes fotografías que en ella figuran, se trata de una obra digna del progreso alcanzado por los Departamentos de Tacna y Arica bajo la soberanía de Chile.
El hecho que haya sido publicado por un órgano extranjero, de la importancia del South Pacific Mail, da a este libro el significativo carácter de un documento neutral que no puede menos que ser apreciado en su justo valor por las personas que se informen de él. »

MRE Chili, Memorias, 1928, p. 883 : « Obligación principal de la Sección Informaciones es realizar un estudio sistemático de los mercados extranjeros para nuestra producción, para lo cual ha debido, en primer lugar, continuar la recopilación de informaciones sobre cada país, disponiéndose en la actualidad de un vasto caudal de ellas, que permite facilitar la realización de operaciones comerciales de diversos productos chilenos en los principales mercados del mundo. »

MRE Chili, Circulares ordinarias, 1929-1935, Santiago, 13/07/1929, Circulaire n°21, « Publicidad de Informaciones », signée par le ministre des Relations extérieures, Conrado Rios Gallardo : « el mayor número de publicaciones que contengan informaciones de la marcha general del país y principalmente de su situación financiera y económica que revelan su sólido y acentuado progreso, y que conviene dar a conocer sin retardo en los términos más favorables. »

MRE Chili, Memorias, 1929, p. 634 : « En esta labor la Sección Informaciones ha contribuido al conocimiento de la política general del Gobierno chileno, del crédito público, de los recursos naturales del país, de las posibilidades que Chile ofrece a los capitales, a las industrias y al comercio extranjero y de las ventajas que pueden disfrutar los inmigrantes y pobladores en nuestro país. »

MRE Chili, Memorias, 1929, p. 631 : « a. Investigación de las necesidades informativas de Chile en el exterior y medios más adecuados para hacer la mejor difusión de esos conocimientos ;
b. Impresión de folletos y otros elementos de propaganda, en varios idiomas ;

c. Confección de films cinematográficos, sobre aspectos generales del país y sobre determinados rasgos y características del comercio, de la industria y de la prosperidad nacionales, que se distribuyeron entre las principales legaciones y consulados ;
d. Encuesta sobre los servicios similares de diversos países extranjeros, hecha por medio de nuestros agentes diplomáticos y consulares ;
e. Estudio de la concentración general de las informaciones de todos los Ministerios y Departamentos públicos de Chile para realizar una labor más completa, económica y mejor controlada ;
f. Preparación de elementos gráficos de propaganda : fotografías, retratos de hombres públicos, de damas, etc. ;
g. Inauguración del servicio de Informativos postales, como complemento de las comunicaciones noticiosas cablegráficas, diarias y semanales, enviadas a los países de América ;
h. Promoción de relaciones directas entre entidades nacionales y extranjeras similares. »

Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores, año III, vol. 3, n°43, septembre 1928, p. 12 : « Chile se está dando a conocer universalmente por medios activos y profusos » *:* « Va en busca de la espectabilidad justa, legítima, que le corresponde a Chile por sus riquezas naturales y por su desenvolvimiento industrial ; persigue colocar, en términos definitivos y seguros, el nombre y el concepto nacionales a una altura invulnerable, abatiendo de una a vez juicios erróneos y tendenciosos que se han mantenido al amparo de una vieja inercia ligada a una indiferentismo que, por felicidad, ya hizo época. »

Ibid. : « Las armas empleadas en esta labor nueva, caracterizada por una afanosa tendencia de dinamismo y utilidad en favor del país, son las más adecuadas a una finalidad de éxito : hombres capaces, preparados en el conocimiento y la investigación de hechos, detalles, cifras y estudios, acerca de cuanto tenga de importancia en el mundo exterior para los intereses de nuestro Gobierno y de nuestros connacionales ; una vigilante revisión y clasificación de la labor que realizan las cancillerías en el departamento análogo ; una atención inmediata para toda solicitud […] ; un pulso firme, de tesonera acometividad, para acoger toda buena iniciativa ; una observación acuciosa acerca de los acontecimientos internacionales, cuyo campo señala diariamente oportunidades diversas y procedimientos novedosos. »

MRE Chili, Memorias 1936, p. 477-478, circulaire n°76 (29/05/1936), par Miguel Cruchaga : « Este Ministerio tiene sumo interés en estar impuesto y mantener el control de todas las noticias que, sobre nuestro país, se publiquen en el exterior y en fiscalizar su procedencia. »

Instruments de la politique chilienne de diffusion d'informations

La revue Chile

MRE Chili, Cartas de servicio, 1928-1931, mars 1928, n°3, « Informaciones y propaganda de Chile » : « No es posible pensar que la mayoría de los Cónsules esté en situación de publicar una revista "Chile" como la que se edita en Santiago, Nueva York, Hamburgo, Milán, Barcelona, París, Guayaquil y Niza, que requieren un esfuerzo económico que pocas plazas comerciales pueden financiar. »

Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores, año III, vol. 3, n°35, janvier 1928, p. 675 : « ha llegado colocarse en uno de los sitios preferentes entre las publicaciones similares, que bajo el patrocinio del Departamento Consular del Ministerio de Relaciones Exteriores, se editan en el extranjero. »
MRE Chili, Memorias, 1927, p. 628 : « nuestros cónsules envían voluminosas informaciones de sus actividades de toda naturaleza, especialmente económicas y comerciales. »

Ibid. : « Circula extensamente en los Ministerios, en el Congreso Nacional y Reparticiones Oficiales ; en las Legaciones y Consulados, Cámaras de Comercio, Compañías industriales y financieras ; en las Bibliotecas, Hoteles, Compañías de Vapores, Ferrocarriles ; en las Oficinas de Comerciantes, Importadores, Exportadores, Agricultores y en las principales Revistas y Diarios de la República y del Extranjero. »

Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores, año III, vol. 3, n°35, janvier 1928 : « Con el presente número entra la revista CHILE (« Boletín consular ») en la etapa más interesante de su existencia. Sin dejarse presionar por simpatías o intereses de círculo ; sin concesionarios bajo la dependencia exclusiva del Departamento Consular del Ministerio de Relaciones Exteriores, nuestra revista podrá llegar a cumplir en forma eficiente, el vasto plan de propaganda nacional e internacional que se ha trazado y que es en líneas generales, dar a conocer en los últimos confines de la tierra por intermedio de los 300 cónsules chilenos, que son a la vez corresponsales de este órgano de expansión económica, y que pondrán a nuestros comerciantes e industriales al día en lo que a sus posibilidades económicas de exportación e importación se refiera, la capacidad productora de este país ; la riqueza minera de la Zona del Norte ; la fecundidad agrícola de la Zona Sur y las actividades industriales de la Zona Central. Dar a conocer bajo todos sus aspectos nuestra capacidad económica y social ; fomentar el intercambio comercial con las demás naciones ; servir en una palabra en la mejor forma posible los intereses de Chile, para lo cual solicitamos el concurso de todos los hombres preparados, será la base sobre la cual descansará nuestro programa de acción. »

MRE Chili, Memorias, 1927, p. 629 : « el labor eminamente patriótica que desarrolla la revista Chile, ya que, mediante las oportunidades comerciales y otras informaciones de índole económica que en ella se publican, se ponen en contacto los productores y exportadores chilenos con los extranjeros, contribuyendo eficazmente al afianzamiento de las relaciones internacionales. »

MRE Chili, Memorias, 1927, p. 629 : « […] a través de sus páginas desfilan en forma amena y variada todas las actividades nacionales, magníficamente ilustradas, desde las que tienen relación con la minería, la industria, la agricultura y el comercio, base fundamental del progreso económico de los pueblos, hasta las que se refieren a las vibraciones del cerebro y del espíritu y que radican en el campo de las ciencias y de las letras y en el cual contamos con algunos valores literarios que se destacan en el intelecto mundial de las naciones. »

Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores, año III, vol. 3, n°41, juillet 1928, « El nacionalismo no es enemigo del capital extranjero », par Emiglio Tagle Rodriguez : « La política nacionalista iniciada por el actual Gobierno era una antigua y sentida aspiración de bien público. » ; « […] el nacionalismo, o dicho sea en otros términos, el hecho de bastarse a sí mismo, en todo aquello que no sea contrario a la naturaleza o a las condiciones de un país, debe ser una aspiración no tan solo de los hombres que están ligados a la marcha de los negocios públicos, sino de todo ciudadano honrado y patriota. » ; « Esta forma de capital, que aporta riqueza en la propia tierra, que explota las minas o labra en los campos, crea industrias o impulsa el comercio, y que comparte la vida nacional, permaneciendo ligada a ella en los años de prosperidad como en los períodos de crisis, es a nuestro juicio, digna del mayor respeto […]. »

Les moyens techniques de la diffusion d'informations et l'adaptation au public visé

MRE Chili, Memorias, 1930, p. 605 « procurando complacer el interés personal de los viajeros por determinados problemas y antecedentes del país, localizó en los principales barcos de las mencionadas Empresas, un servicio de correspondencia rápida, a base de cuestionarios dirigidos a la Sección, cuyos resultados han sido apreciables. »

MRE Chili, Memorias, 1939, p. 297 : « Cada vez que la prensa local publica la relación de un hecho de trascendencia en la vida nacional, cuya aplicación en el exterior se estima de importancia […] se envían los recortes respectivos en un envío aéreo extraordinario a 33 Embajadas, Legaciones y Consulados de mayor importancia en América. »

MRE Chili, Circulares ordinarias, 1929-1935, Santiago, 29/10/1929, Circulaire n°32 : « El necesario progreso de la Sección Informaciones de este Ministerio […] exige una constante consulta de datos geográficos y económicos relativos a cada país, pues tales datos representan el índice más señalado para determinar en cada caso la forma y las tendencias de la propaganda chilena en el exterior. »

La coopération intellectuelle : le partenariat MRE/Université

MRE Chili, Memorias, 1943, p. 892 : « Aún cuando esta Sección fue creada con el objeto de suministrar a nuestras Misiones Diplomáticas y Consulares informaciones sobre las actividades nacionales, que tengan por finalidad dar a conocer diversos aspectos de nuestro país en el exterior, en la práctica se ha visto obligada a ampliar sus funciones hasta adquirir el carácter de elemento de unión entre las Misiones Diplomáticas residentes y los organismos públicos destinados a proporcionar a los representantes extranjeros las informaciones que sobre Chile les son solicitadas por sus Gobiernos. »

Ibid. : « La importancia que han adquirido últimamente las actividades internacionales de cooperación intelectual, ha hecho recaer dentro del marco de atribuciones de esta Sección una mayor responsabilidad, por cuanto toda comunicación o asunto relacionado con esta labor, así provenga de los Institutos u organismos establecidos en Chile o de los correspondientes que funcionan en el extranjero, pasa a su conocimiento y estudio. Las bibliotecas públicas y privadas, que como resultado del afán de progreso cultural que anima a los pueblos de todo el mundo, se han creado en diversos países, han acudido con bastante frecuencia al Ministerio o a nuestras Misiones Diplomáticas y Consulares en demanda de cooperación. La tarea de satisfacer esas peticiones correspondió asimismo a la Sección de Informaciones […]

MRE Chili, Memorias, 1945, tome II, p. 240 : « Correspondió a esta Sección tramitar todo lo relacionado con asuntos culturales que los demás países informaron o sometieron al conocimiento de nuestro Gobierno. Es así cómo el Ministerio puso en conocimiento de nuestros organismos educacionales lo relacionado con la organización interna de universidades, instituciones culturales, premios, concursos y, en general, cuanta información se obtuvo en lo relacionado con actividades artísticas, científicas o culturales. »

MRE Chili, Memorias 1941, p. 368 : « Durante el año 1941 el Ministerio de Relaciones exteriores dedicó, por intermedio de la Sección Tratados, una atención especial al desarrollo del intercambio y acercamiento cultural con los demás países, considerando a este intercambio como uno de los medios más eficaces para conseguir un mejor conocimiento recíproco. »

Idem, p. 369 : « Le cupo, en esta labor, a la Comisión Chilena de Cooperación Intelectual, organismo asesor del Ministerio, una valiosa intervención […]. El Ministerio de Relaciones exteriores y la Comisión Chilena de Cooperación Intelectual han prestado su colaboración para llevar a efecto diversas exposiciones, dictar cursos, conferencias y obtener la impresión de libros y revistas, todo ello dentro de la finalidad de propender al mejor conocimiento recíproco de nuestros pueblos. »

Memorias 1945, tome II, p. 239 : « Como en años anteriores, el Ministerio continuó prestando su ayuda material y administrativa a la Comisión Chilena de Cooperación Intelectual, como asimismo llevó su aporte a todo lo relacionado con intercambio educacional, intelectual o artístico. »

MRE Chili, Memorias 1946, p. 686 : « Esta Sección ha trabajado en estrecho contacto con la Comisión Chilena de Cooperación Intelectual en todo lo que se relaciona con el otorgamiento de becas, tanto extranjeras como nacionales, concursos de candidatos, atención a delegaciones extranjeras, jiras de estudiantes y profesionales chilenos al exterior, labor de los Institutos Culturales Mixtos, remisión de obras chilenas al extranjero, participación en Congresos y Conferencias Internacionales, etc… »

Hernán Castro OSSANDON, *Cooperación intelectual americana*, Memoria de prueba para optar al grado de licenciado en la Faculdad de Ciencias Jurídicas y Sociales de la Universidad de Chile, Santiago, 1944, p. 29 : « La Oficina de la Comisión es un Centro de Informaciones Culturales al que se dirigen constantemente el Ministerio de Relaciones Exteriores, la Universidad de Chile y el público ; mantiene intercambio de informaciones con las Universidades y otras instituciones extranjeras para facilitarles datos acerca de las

condiciones y costo de la vida en Chile para las personas que tengan interés por seguir cursos en nuestras universidades ; les remite, además, programas, planos de estudio, etc. »

Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p. 6-7 : « Las relaciones internacionales a favor del acercamiento de las culturas constituye una de las finalidades básicas de la Comisión, y con este motivo, trabaja intensamente con el extranjero, evacuando innumerables consultas, informando sobre múltiples materias, remitiendo libros, publicaciones, programas de estudio. El Gobierno de Chile, y en especial el Ministerio de Relaciones exteriores, la Universidad de Chile y otras entidades, le solicitan constantemente informes sobre materias culturales de carácter internacional. »

L'université du Chili : son rôle et sa place dans la vie politique et intellectuelle du pays

http://www.uchile.cl/portal/presentacion/historia/resena-historica/4727/una-mirada-a-la-historia : « Pocas instituciones de carácter público han sido tan decisivas para la definición de la identidad de una nación, como la Universidad de Chile respecto de nuestro país. »

Ivan JAKSIC, Sol SERRANO, « In the service of the nation : the establishment and consolidation of the Universidad de Chile, 1842-1879 », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 70, n°1, fév. 1990, p. 139 : « The creation of the Universidad de Chile in 1842 represents one of the first truly national projects undertaken by the emerging Chilean state in the nineteenth century. The university was expected not only to create a scientific and academic tradition, but also to encourage and supervise all matters related to education in the country. Education, in turn, was expected to bring into the Chilean polity a set of shared values and a sense of national identity. »

MRE Chili, Información y Propaganda, Conferencias de divulgación, n°1, « La Universidad de Chile » : « Siempre que se mira atrás en la historia de Chile se ha de ver en la lejanía del tiempo la obra civilizadora y orientadora de la Universidad, una de las primeras instituciones que fundó la República, en la cual se han formado las generaciones que han tenido a su cargo la dirección del país, que le han dado el tono a la vida pública nacional imponiendo en ella los principios del derecho y de la civilización en todos los aspectos de la convivencia, tanto dentro del país como en sus relaciones con los demás pueblos.
Puede decirse que la fundación de la Universidad de Chile es el paso más serio dado por la República hacia su liberación integral. Las primeras generaciones de la vida independiente en su afán renovador crearon este organismo de cultura para llenar una función que se extrañaba en la desolación del pasado colonial del éramos herederos, sometido a la estrecha instrucción monástica y a sus dictados antimodernos.
La Universidad vino a despertar el espíritu dormido todavía del nuevo Estado político dándole animación y conciencia. »

Ibid. : « Desde su fundación, la Universidad de Chile quedó encargada de la alta tutela de la cultura chilena […]. Estrechamente ligada a la organización de la República su desarrollo ha sido paralelo a la evolución misma de la nación. »

Cours d'été, échanges universitaires et instituts bi-nationaux : l'université du Chili au service du rayonnement international du pays

Les instituts bi-nationaux

AUN, A III 46, 1939, « Los Institutos de Cultura y la Comisión Nacional de Cooperación Intelectual », par Amanda Labarca: « En Chile, salvo unos pocos centros fundados con anterioridad a la Comisión, los Institutos han sido creados por ésta cuando han concurrido dos factores :

a) Los elementos humanos capaces de infundirle vida fecunda
b) Una aspiración definida de acercamiento, traducible en un programa concreto de acción cordial.

Hemos buscado ese elemento entre las personas que han residido alguna vez en el país hermano, o que han estudiado allí, o que de él han recibido estímulos honoríficos, o que por atracción espontánea, se han dado a estudiar sus letras, artes o instituciones, aquellos, en una palabra que aman a aquel país y están dispuestos a acuñar su amor en moneda de buena voluntad. Eso grupo generoso, de mentalidad alerta, que ha sobrepasado ya la etapa del provincialismo estrecho y egoísta, es a mi parecer el factor de máxima importancia en la vida del Instituto. Sin él, todo programa queda reducido a letra impresa, a voz sin sonido, a propósito sin realización. »

AUN, A III 46, sans date, «La comisión chilena de cooperación intelectual», Informe colectivo del Comité ejecutivo de la comisión de cooperación intelectual : « Esos Institutos de Cultura agrupan – citemos el ejemplo del Chileno-Venezolano, idéntico a todos los demás – a Chilenos interesados en la cultura venezolana y a nacionales de Venezuela que residen en Santiago. »

Ibid. : « La obra del Instituto consiste en divulgar en nuestro medio la cultura, las costumbres, la historia y todo lo que puede ser peculiar de la nación a que está ligado. »

Les échanges universitaires et les cours d'été

Comisión chilena de cooperación intelectual, *22 años de labor (1930-1952)*, Ed. Universitaria, Santiago, 1953, p.7 : « Se le encomienda la realización de concursos para contratas y becas en el exterior, en numerosos países, y a sus gestiones se debe que en el Presupuesto de Divisas del Consejo Nacional de Comercio Exterior se consulte una partida destinada a ayudar con dólares a un cambio preferencial (31 pesos por dólar en 1952) a los becarios chilenos cuya renta o cuyas becas exiguas los hacen merecedoras a ella. » Et plus loin : « Le correspondió realizar el concurso de agrónomos para Guatemala y jefes de educación para Honduras ; hace regularmente los concursos para becas oficiales en los Estados Unidos, Brasil, Argentina, Gran Bretaña, México, Cuba, Alemania, Italia, etc. »

Discours reproduit dans *Boletín Bimestral*, n°28, 1941, p. 65-66 : « Las instituciones de educación chilenas han acogido siempre a los alumnos extranjeros y son innumerables los jóvenes de los países americanos, en particular de la costa del Pacífico, que cursaron en ellas. […] Los graduados en Chile han ocupado en sus respectivos países, posiciones elevadas y en nuestras peregrinaciones americanas, hemos tenido la suerte de encontrarnos con algunos de aquellos egresados, que recuerdan a Chile con la dulce nostalgia con que se rememoran las horas agradables de la vida estudiantil. »

MRE Chili, Ministerios Chile, 1938, dossier 1700, Santiago, 06/09/1938, Lettre de Gallardo (?) au ministre chilien de l'Éducation : « Como Vd. Sabe, la misión educacional anterior no logró el éxito esperado debido a que el grupo de profesores formado por elementos de posición social diferente, que no se conocían suficientemente en Chile, que traían a Venezuela sus rivalidades ideológicas y profesionales, no aparecieron ante el país con la debida cohesión y quizás no se preocuparon suficientemente de representar a Chile desde el aspecto intelectual. Algunos fueron arrastrados hasta de participar en polémicas de prensa y en cuestiones de índole interna.
[…] Además, conviene que el elemento que venga al país considere dos cosas : el orgullo venezolano basado en su tradición histórica que es actualmente una de las ideas del Gobierno que preside el General López Contreras y a pesar de que la educación pública está desorganizada en Venezuela, existe quí una numerosa clase culta de profesionales y de familias que por sus frecuentes viajes a Europa y Estados Unidos tiene una comprensión general de los problemas y una gran vivacidad para no dejarse engañar. El venezolano no acepta que ningún extranjero les señale sus defectos en público y que se les pretenda tratar como una nación atrasada. Posiblemente es el país más quisquilloso de esta parte de América. De modo, pues, que se requiere individuos suficientemente hábiles. »

MRE Chili, Ministerios Chile, 1942, Santiago, 29/08/1942, Lettre d'Ernesto Barros Jr. À Juvenal Hernández : « el interés demostrado por nuestros estudiantes para visitar Argentina y sus centros de estudios, no es correspondido por los jóvenes argentinos, lo cual hace que nuestro país aparezca en una actitud de 'vasallaje intelectual' frente a esa República. »

MRE Chili, Ministerios Chile, 1942, Santiago, 10/09/1942, Lettre de Juvenal Hernández, Amanda Labarca et Francisco Walker Linares au ministre de l'Éducation, avec copie au ministère des Relations extérieures : « Por otra parte, las excursiones se plantean, frecuentemente, más que con el propósito de estrechar lazos de amistad con personas de otros países, con el objeto de visitar y conocer la organización educacional, industrial y comercial, o, simplemente, las bellezas naturales de interés turístico. Cabe hacer constar que la casi totalidad de los miembros de esas delegaciones desconoce esos mismos aspectos de nuestro país, y se haría una verdadera labor de patriotismo y de chilenidad encauzando esas corrientes e jiras de estudiantes a través de nuestro extenso territorio nacional, en el cual las industrias, comercio, folklore, bellezas naturales – que nada tienen que envidiar a las demás de Sudamérica – cuentan tantos matices como zonas de producción. Además, ello importaría menor desembolso de los participantes, que los gastos que hicieran tonificarán la economía nacional y no fueran a estimular la de los extraños, y nos liberaría de presentarnos ante otros países en una posición de 'vasallaje intelectual' que por ningún motivo puede inculcarse a nuestros estudiantes. »

MRE Chili, Ministerios Chile, 1942, Santiago, 20/10/1942, Lettre du Ernesto Barros J. ministère des Relations extérieures à Juvenal Hernández : « Nuestros círculos educacionales han abusado de las 'giras de estudio' a tal punto, que ha quedado de manifiesto que ellas no tienden sino a encubrir simples viajes de turismo ».

Ibid. : « Lo que persigue este Departamento, y en este sentido se han impartido instrucciones precisas a nuestras embajadas de Buenos Aires y Río de Janeiro, es evitar que cualquier grupo de chilenos, por el hecho de pertenecer a un establecimiento de educación secundaria, universitaria o especial, transpongan nuestras fronteras con carácter oficial, sin guardar ningún orden ni obedecer a un plan previamente estudiado y consultado a los organismos que, como este Ministerio, tienen como tarea fundamental velar por la mejor y más expedita vinculación internacional. »

MRE Chili, Memorias, 1935, circulaire n°28 (22/10/1935), signée par Miguel Cruchaga Tocornal, p. 408 : « La Escuela de Verano desempeña en todos los países un papel de considerable importancia en las vinculaciones internacionales. Llaman a su seno a profesores extranjeros para que colaboren en ellas, y, a la vez, dan toda clase de facilidades para que acudan profesionales y estudiantes de otros países. »

Ibid. : « Esta Escuela proporcionará una feliz coyuntura para intensificar la corriente de turismo hacia Chile en los meses de verano, a la vez que estimulará considerablemente las relaciones culturales y el buen entendimiento entre los países de América. »

Ibid. : « les insinúen la idea que organicen excursiones a Chile de maestros, profesionales, estudiantes superiores, etc., quienes seguramente, no podrían venir si no contaran con precios reducidos de pasajes y estada. »

MRE Chili, Información y Propaganda, Conferencias de divulgación, n°1, « La Universidad de Chile » : « Desde el siglo pasado existe esta inmigración que ha ido estableciendo vínculos de afinidad y comprensión entre esos pueblos y Chile mediante la influencia de las generaciones dirigentes formadas en nuestra universidad. »
Ibid. : « De 25 alumnos universitarios agrupados alrededor de un microscopio en un laboratorio médico, 14 eran extrangeros, lo que observado por el distinguido educador norteamericano Mr. Waldo Leland lo hizo exclamar : "La Universidad de Chile bien puede llamarse a si misma la Universidad Americana por excelencia." Y este es un orgullo de la institución. »

Juvenal HERNÁNDEZ, *La luminosa trayectoria de Amanda Labarca*, Publicaciones Museo Pedagógico, primer trimestre de 1953, Discurso para dar la bienvenida como miembro de la Academia de Ciencias Sociales, p. 9 : « Prontos estos cursos, subiendo de nivel, confluyen y llenan una más alta misión nacional e internacional para el mejor conocimiento de Chile. Se crean becas, se estimula a los gobiernos americanos a enviar graduados a perfeccionar conocimientos. De pronto Santiago se llena de Americanos cuya meta es Chile y a nuestra universidad se llama 'Universidad de América'. El país es mejor conocido por un

elemento ávido, culto e influente que resulta el más eficaz agente de nuestros intereses culturales. Se canjean invitaciones y se crean organismos de reciprocidad e interrelación en los demás países del continente. […] Idéntica función asume en el mando la Comisión Chilena de Cooperación Intelectual, modelo americano también, con sus institutos binacionales aún en plena actividad. »

Le livre : publications et échanges

Memorias 1929 p. 178-179 : circulaire n°11 (11/04/1929), « Libros de autores nacionales » : « El Ministerio ha resuelto propiciar el conocimiento en el exterior de la literatura nacional, adoptando un sistema análogo al que otros países tienen en uso y que ocasionalmente este Departamento ha tenido oportunidad de practicar. Esto se realizará mediante una acción discreta de nuestros agentes diplomáticos orientada a despertar interés por el conocimiento de las mejores obras de nuestra literatura en los círculos intelectuales, editoriales y personalidades literarias que con su opinión puedan prestigiarlas. »

Boletín Bimestral n°28, oct-déc 1941, p. 10 : « Como, desgraciadamente, ninguno de nuestros países es bastante conocido en los demás, la Comisión estimó útil que cada becario lleve una pequeña biblioteca en la que figuren obras chilenas de consulta indispensable en materia de historia, geografía, educación y literatura, fuera de las que cada becario elija de acuerdo con su propia especialidad. »

22 años de labor (1930-1952), p. 8 : « ha obsequiado a numerosas instituciones, organismos educacionales, bibliotecas y altas personalidades extranjeras, colecciones de obras chilenas para su difusión. »

Concha Romero James, *La cooperación intelectual en América, 1933-1936*, Oficina de Cooperación intelectual, Unión Panamericana, Washington DC, alcance al Correo n°10, p. 6 : « Un alcance semejante tienen los libros que por millares salen semanalmente de las prensas chilenas, para ser difundidas hasta en el último poblado de América. Para los niños de esta generación , Chile no será un paisaje escueto, compuesto de mar, cordillera y desierto. Será más bien un hogar de editores animosos que libran del olvido a los escritores a quienes la indiferencia o la ingratitud habían puesto de lado […]. »

Chile. Boletín consular del Ministerio de Relaciones Exteriores, año III, vol. 3, n°43, septiembre 1928, p. 12, « Chile se está dando a conocer universalmente por medios activos y profusos » : « Posiblemente no hay en América, guardando proporciones y con excepción de Estados Unidos, un departamento más técnicamente organizado y que ejercite con mayor eficacia y actividad sus funciones, que la Sección Informaciones y Propaganda del Ministerio de Relaciones Exteriores de Chile. »

Conclusion

Luis Melo LECAROS, « La trayectoria del MRE y los problemas en la conducción de la diplomacia chilena », *in* Walter G. SÁNCHEZ, Teresa L. PEREIRA (dir.), *150 años de política exterior chilena*, Santiago, Ed. Universitaria, 1977, p. 116-117 : « El problema que tenía, pues, nuestra cancillería en esos años era el de no disponer de una organización ni de un prestigio que le permitiera imponer su criterio técnico, libre de intereses subalternos, por sobre presiones ajenas a la función diplomática y carentes de responsabilidad. Esta ha sido la razón del éxito de Itamaraty, la cancillería brasileña […]. »

José PARADISO, « El poder de la norma y la política del poder », *in* Silvia Ruth JALABE, *La política exterior argentina y sus protagonistas 1880-1995*, Buenos Aires, Grupo editor Latinoamericano, 1996, p. 13 : « Uno de los rasgos sobresalientes de la vida pública argentina lo constituye la frecuencia con que se han emitido juicios adversos sobre la trayectoria de su política exterior, caracterizada como errática e incoherente. Por lo general, a estos comentarios los acompañaron referencias al exitoso desempeño de las cancillerías de Brasil o Chile, los países vecinos con los que la Argentina ha mantenido, a lo largo de su historia, las cuestiones más conflictivas. »

Manuela AGUILAR, *Cultural Diplomacy and Foreign Policy : German-American Relations, 1955-1968*, New York, Peter Lang, 1996, p. 8 : « This self-portrayal includes the transfer and exchange of cultural media and representatives as well as the exchange of students, teachers, professors, government representatives, and others, as long as it is at last directed and sponsored in part by governmental offices. Cultural diplomacy furthermore incorporates the activities of governmental agencies established to disseminate information, news, and interpretative material about the country and its foreign policy to other nations and to help achieve the country's foreign policy objectives by influencing public attitudes abroad. »

Chapitre VIII

Amado Luiz Cervo, *Relações internacionais da América Latina : velhos e novos paradigmas*, 2nda ed. Actualizada, São Paulo, Saraiva, 2007, p. 1 : « A crise de 1929 e a depressão capitalista dos anos 1930 levantaram a questão do paradigma das relações internacionais vigente na América Latina, cujas origens situavam-se no período de independência, no início do século XIX, e cujos parâmetros não serviam mais aos interesses da região. »

L'Euro-Amérique au prisme de l'Argentine, du Brésil et du Chili

La Grande-Bretagne ou la grande absente

Boris FAUSTO et Fernando J. DEVOTO, *Brasil e Argentina. Um ensaio de história comparada (1850-2002)*, São Paulo, Editora 34, 2004, p. 227-228 : « Nos anos 1890-1930 […], a Argentina continuou umbilicamente ligada à Inglaterra, na área do comércio exterior, dos investimentos e dos empréstimos internacionais. »

Philip M. TAYLOR, « Cultural Diplomacy and the British Council 1934-1939 », *British Journal of International Studies*, vol. IV, n°3, oct. 1978, p. 245 : « Britain's prestige in the world was thought to be so readily apparent that there was believed to be little or indeed no necessity for a continuous policy of national publicity. British achievements were left to speak for themselves […]. »

AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, 1935-1938, Londres, 08/05/1936, Lettre d'Alfredo Polzin à José Carlos de Macedo Soares : « afim de trocar idéas sobre a possibilidade da intensificação dos cursos de língua e de promover uma collaboração estreita, entre o Itamaraty e aquelle centro de ensino. »

AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, 1935-1938, Londres, 29/09/1936, Lettre d'Alfredo Polzin à José Carlos de Macedo Soares, copie et traduction d'une lettre adressée par le recteur du King's College le 22/09/1936 au consul brésilien : « […] tem sempre sido nosso grande desejo ver o Departamanto incluir no nosso programa materia attinente á grande República luso-sulamericana e eu, por minha parte, tenho a certeza de que o Departamento poderia realizar uma relevante obra – obra esta valiosa para este pais, o qual, como sabe, deseja estreitar ainda mais os laços de amizade e relações commerciaes que o unem á América do Sul – estimulando um interesse geral do público pela história e literatura do Brasil. »

AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, 1935-1938, Londres, 08/05/1936, Lettre d'Alfredo Polzin à José Carlos de Macedo Soares : « despertar, não só o interesse pelas coisas do Brasil, tornando-o cada vez mais conhecido, sobretudo do ponto de vista cultural, bem como a curiosidade pela lingua falada na patria brasileira. »

AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, Londres, octobre 1936, Rapport de Paschoal Carlos Magno, consul auxiliaire : « Este Consulado, na medida de suas possibilidades, tem objectivado, em sua esphera de acção, tornar o Brasil conhecido como entidade econômica, geographica e intellectual. Tarefa difficil e ardua, num paíz como a Inglaterra, onde mesmo entre as classes mais cultas, ha uma noção limitada do Brasil e esta, na maioria dos casos, deturpando-se ou apresentando-o como um quasi-continente, povoado de selvagens e animaes ferozes, abalado por guerras intestinas e commandado por caudilhos. »

Ibid. : « que percorrem o mundo, atraz de novidades, farejando paizes longinquos, rabiscando commentarios sobre povos, cidades, habitos, que são muito do paladar do público de qualquer classe social. »

Ibid. : « o theatro é, na Inglaterra, um generoso meio de publicidade. O Inglez vae no theatro com a mesma facilidade com que o Brasileiro toma café. »

Ibid. : « Nas universidades, nos estabelecimentos bancarios de maior projeção, é mantido, ao lado de outras disciplinas, o ensino da lingua espahnola. Creou-se aqui, como na América do Norte, o preconceito de se aprender o espanhol, por ser esta considerada a lingua do continente sul-americano, o qual, por um determinismo histórico, será o Continente de amanhã. »

La France, caution incontournable?

Revue *Chile*, juillet 1928, n°41, « Francia, la gran República inmortal y civilizadora » : « La gran República francesa actual, es una de las mayores potencias industriales, manufactureras, agrícolas, económicas y civilizadoras del Universo.
Cuna de los mayoyes esfuerzos científicos y culturales, Francia, ha sido y sigue siendo para el mundo, el crisol donde de han fundido las mayores conquistas del espíritu. […] Por Francia ha pasado toda la civilización griega y latina, y ella ha sido su divulgadora en las épocas de paz, y su defensora hasta el sacrificio, en las épocas de guerra, en las cuales su energía incomparable ha conseguido el revuelo de las águilas triunfadoras, otrora dueñas del mundo y ahora del espíritu y del cariño universales. »

MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, 22/11/1938, « Paul Valéry habló en el acto inaugural de la exposición del libro argentino abierta en París » : « Debo confesar, desde mis primeras palabras, que nunca estuve en América y que de la República Argentina no conozco personalmente (dejando a un lado lecturas y referencias) más que a unos pocos amigos de esa nacionalidad. […]
Esta exposición […] ha constituido para mí una revelación total. Ante estas vitrinas llenas de libros […] obtuve la sensación cabal de un esfuerzo y de resultados, de los que no tenía la menor idea.
Un simple detalle os hará comprender mi impresión. […] Me impresionaron especialmente la belleza de las ediciones de lujo, la noble tipografía, la ordenación de las páginas, los grabados, la perfección de ejecución que observé aquí y allá, paso a paso.
[…] Para mí, un hermoso libro significa muchas cosas. Confieso que no esperaba encontrar en esta exposición obras tan netamente significativas, no sólo de una cultura, sino de los refinamientos de una cultura. Efectivamente, ¿qué supone una producción de esa calidad? Ante todo, traduce el deseo, la necesidad, el aprecio de los textos hermosos, estimados lo suficiente para que se anhele poseerlos en sus especies más puras. También es preciso que esta pasión esté bastante difundida y sea suficientemente fuerte para incitar a que existan y para sostener a las artes y oficios que ejecutan tales obras. »
[…] Todas estas observaciones concurren para dar al visitante menos informado una idea sumamente favorable acerca de la actividad intelectual de ese país. »

Comisión argentina de cooperación intelectual, *La vida y la cultura en Argentina*, Buenos Aires, 1939, p. 57 : « Las hermosas damas de Buenos Aires han servido frecuentemente de modelos a nuestros pintores famosos ; pero la Argentina ha sido menos afortunada con nuestros escritores. Sin embargo (con excepción de los españoles, naturalmente), los franceses fueron los primeros europeos a quienes se les ocurrió buscar su inspiración en los países del Plata ; pero lo han hecho con una falta absoluta de seriedad […]. »

AHI, 542,6, 1043/18350, Intercâmbio intelectual Brasil/França, 1931-1940, Le Havre, 25/11/1938, Lettre du consul brésilien au ministre des Relations extérieures : « O exemplo dado neste local pela Argentina me parece precioso e de um interesse internacional. Não trabalhaes somente por vós mesmos, Senhores Argentinos, más tambem por nós, para que possamos nos sobreviver ; e, já agora, para que sintamos a existencia, do outro lado do horizonte, de um pensamento, de uma compreensão, de uma similitude, de uma força que se prolonga e que se desenvolve, ou, numa palavra que tudo resume, a certeza da salvação pela liberdade do espírito e pela sua expansão em todas as dimensões dos conhecimentos humanos. »

Boletín bimestral, n°30-31, avril-sept 1942, « La Francia de siempre », Palabras pronunciadas por Francisco Walker Linares, Presidente del Instituto Chileno Francés de Cultura, en el homenaje a Francia del 14 de julio de 1942, en el Teatro Municipal de Santiago, p. 30 : « Ahora más que nunca, en este 14 de julio triste, tenemos el deber de rendir homenaje de cariño y fidelidad a la Francia que sufre. Si nos acercábamos a ella en los buenos tiempos, cuando plenos de goce espiritual, recibíamos las irradiaciones de su cultura, hoy día, un sentimiento de gratitud nos impele a no olvidarla y a no perder la fe en su misión eterna. »

Idem, p. 31 : « […] Francia no puede perecer, porque su ruina significaría la muerte de lo humano en el mundo. La Francia a través de toda su historia ha encarnado el espíritu humanitario y las ideas universales. »

Boletín bimestral, n°35, juillet-sept. 1943, año VII, « Aniversario de Francia », Palabras pronunciadas por don Francisco Walker Linares, Presidente del Instituto Chileno-Francés de Cultura, en la velada del Teatro Municipal de Santiago, del 14 de julio de 1943, organizada por aquel Instituto para conmemorar el aniversario nacional de Francia, p. 40-41 : « El Instituto Chileno-Francés de Cultura, convencido de la inmortalidad del pensamiento de Francia y de su provechosa influencia en tierras de América, labora por difundirlo a medida de sus fuerzas ; guiado por una fe inquebrantable, trata de mantener el fuego sagrado, y demostrar, que a pesar de los acontecimientos, el espíritu francés no se apaga, y que es preciso que continúe iluminando las naciones latinas de nuestro continente que son sus hijas culturales. »

Idem, p. 42 : « El mantenimiento integral de la cultura francesa, tiene para nosotros latinoamericanos, un interés primordial como medio de conservación de la latinidad, que tan terribles desgarramientos ha sufrido en los últimos años ; España se ha desangrado en lucha fratricida ; Italia ha sido la víctima de un siniestro régimen, que ha apuñalado por la espalda a su hermana latina, la Francia, y ésta ha recibido el más tremendo de los golpes y la más espantosa de las humillaciones. La crisis latina es muy grave, pero no es desesperada ; es a nuestra América Ibera a quien corresponde salvar a la latinidad, pero para ello debe recurrir al espíritu francés, el humanista por excelencia, mesurado, armonioso, fino, que ha representado en nuestros tiempos lo que la Grecia clásica significó en la antigüedad. »

Boletín bimestral, n°28, p. 63 : « Queremos afirmar solemnemente ante nuestro Continente, que la cultura tiene un valor universal que debe ser el patrimonio común de la humanidad […]. »

Ibid. : « Chile, desde los primeros tiempos de su vida independiente, ha demostrado poseer en alto grado el concepto de cooperación intelectual y de la hospitalidad […]. »

L'Allemagne : les liaisons dangereuses?

AHI, 542,6, 39277, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1940-1950, 02/09/1942, Lettre de Miguel Osório de Almeida, au nom de la Commission Brésilienne de coopération intellectuelle, à Getúlio Vargas : « Desse modo, é com serena conciência de brasileiro e de intelectual, que vimos respeitosamente pedir a Vossa Excelência que se digna dispôr de nossa atividade e de nós mesmos, como melhor julgar, para o bem do Brasil e das formas superiores da civilização pelas quais luta nosso país. »

Article du *Jornal do Comércio*, 03/09/1942, « Na Commissão Brasileira de Cooperação Intelectual »
Discours de Miguel Osório de Almeida : « Apraz-me relembrar que a Comissão Brasileira esteve sempre associada à obra de Cooperação no que tinha de mais puro e mais elevado e, mais, que se assim poude ser, muito o deve ao auxilio, ao apoio e à compreensão por parte do Governo de nosso paíz. Se alguma dúvida pudesse ser malevolamente suscitada acerca da orientação pacífica e construtiva de nosso Governo em materia internacional, nós aquí estaremos para dissipá-la. [...] Em suma, o Governo do Brasil sabia por observação direta que a Comissão Brasileira, ao trabalhar pelo aperfeiçoamento moral e intelectual do homen, trabalhava pela paz e lutava contra as forças, insidiosas ou declaradas, da opressão. [...] O intelectual brasileiro sente sua alma dilatar-se, expandir-se : sua pátria age de acôrdo com os mais elevados principios, representa o que de mais nobre se possa desejar, luta e trabalha pelo bem, pela civilização, pela cultura. »

MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, Texte du discours prononcé par l'ambassadeur chilien Luis V. de Porto Seguroà la Radio officielle du gouvernement allemand, le 18/09/1937, à l'occasion d'un hommage au Chili : « En la parte comercial se ha producido un hecho de la más alta significación : Alemania, en clara y abierta competencia, ha alcanzado la más elevada cifra en nuestro comercio internacional y los productos chilenos van encontrando, en este país, un muy amplio horizonte para el desarrollo de los negocios. »

Ibid. : « […] me es grato dejar constancia de que las autoridades alemanas, a pesar de todas las formalidades burocráticas que imponen las necesidades del momento actual, han prestado el más decidido apoyo a la expansión del intercambio chileno, que desde la fecha en que se firmó el Tratado hasta la hora presente, ha logrado duplicar su exportación al Reich. »

MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, Texte du discours prononcé par l'ambassadeur chilien Luis V. de Porto Seguro à la Radio officielle du gouvernement allemand, le 18/09/1937, à l'occasion d'un hommage au Chili : « Las ventajas, pues, de este convenio, son recíprocas y como él ha sido basado sobre la equidad y las conveniencias mutuas, habrá de contribuir a que se sigan acrecentando rápida y poderosamente las vinculaciones comerciales que nos unan con este país. »

MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, Texte du discours prononcé par l'ambassadeur chilien Luis V. de Porto Seguro à la Radio officielle du gouvernement allemand, le 18/09/1937, à l'occasion d'un hommage au Chili « Las ya íntimas relaciones entre el Ejército de mi país y el alemán, cuyos principios de valor indiscutibles sirvieron de inspiración al nuestro, han sido también fortalecidos en este período. En estos momentos el General del Aire de mi país, señor Diego Aracena, preside una Delegación de la Fuerza Aérea Nacional, cuyas actividades han demostrado prácticamente que esas afinidades son reales y positivas. Asimismo continuando esta tradición, Alemania ha prestado su ayuda al esfuerzo que a nuestro país significa mantener a las fuerzas armadas en la línea de progreso y de eficacia necesarios y es así porque ha abierto sus institutos a Jefes y Oficiales del Ejército y de la Fuerza Aérea. »

Ibid. : « A pesar de la política nacionalista que desarrollan en la actualidad todos los países del mundo, para garantizar el bienestar de sus hijos, me es grato dejar constancia que Chile no ha cerrado sus puertas a la inmigración alemana, porque reconoce los resultados positivos que la he correspondido en el desenvolvimiento de nuestro progreso. »

MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, traduction en espagnol d'un article sur la sortie de crise du Chili paru à Berlin le 18/09/1937 dans le journal *Deutsche Allgemeine Zeitung* : « Las relaciones chileno-alemanas son tradicionales. Los resultados conseguidos en Chile por la labor de los colonos alemanes han encontrado en todas partes el reconocimiento que merecen, y han tenido en el Gobierno de Chile un eco en la contratación de médicos, hombres de ciencia alemanes. La influencia de la cultura germana se ha mostrado especialmente en el campo educacional. Las relaciones comerciales muestran en el último tiempo un aumento muy halagador, ocupando Alemania en 1936 el primer puesto entre los importadores extranjeros. Alemania coopera de este modo también en la formación de la industria nacional. No debe olvidarse de mencionar la contribución alemana en el auje de edificación, siendo que va más allá de una mera entrega de materiales de construcción al llamar a arquitectos alemanes para el hermosamiento de la capital chilena. »

MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, Santiago, 30/12/1937, Lettre du ministère des Relations extérieures à Amanda Labarca, présidente du comité exécutif de coopération intellectuelle de l'Université du Chili, « Memoria de la Embajada de Chile en Alemania sobre Intercambio Intelectual » : « El Instituto patrocinó durante el año dos actos exclusivos para Chile, a los que asistieron personalidades de Alemania, del Cuerpo Diplomático y de la colonia latino-americana. La entrega del hermoso retrato, obra de Plaza, de Bernardo O'Higgins, provocó una significativa ceremonia, de la que fue base, una pequeña conferencia que leí sobre la vida de nuestro primer héroe. »

MRE Chili, Embajada de Chile en Alemania, 1937, dossier 1562A, Texte du discours prononcé par l'ambassadeur chilien Luis V. de Porto Seguroà la Radio officielle du gouvernement allemand, le 18/09/1937, à l'occasion d'un hommage au Chili : « Por último y al terminar esta breve reseña, tengo la satisfacción de dejar constancia en este aniversario emotivo para nuestra nacionalidad, de los sentimientos de afecto y consideración que l pueblo alemán y sus ilustres mandatarios, en todo momento tributan a nuestro país y a su Gobierno, manifestando así, en forma fehaciente, que Chile tiene en Alemania el prestigio de ser una de las naciones más progresistas del Continente Americano. »

AHI, 1043/18363 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Alemânia, 1929-1938, Cologne, 02/12/1933, Lettre de Fritz Lejeune, chargé de l'organisation de l'Institut d'Études Luso-Brésiliennes de l'Université de Cologne, à Ildefonso Falcão, consul du Brésil à Cologne : « É lamentável o fato do Brasil ser pouco conhecido na Alemanha. Por isso mesmo o Instituto tem o objetivo de melhorar este estado de coisas por meio de conferências e artigos nos jornais, em que se dê a conhecer ao povo alemão o grande valor cultural de tão grande país. Ao mesmo tempo é intenção nossa estreitar os laços comerciais, o mais possível, entre as duas Grandes Nações. Justamente por este último motivo é que a industria alemã sauda calorosamente esta instituição, que será a primeira na Alemanha. »

AHI, 1043/18363 : Intercambio intelectual entre o Brasil e a Alemânia, 1929-1938, Cologne, 31/03/1934, Lettre d'Ildefonso Falcão, consul du Brésil à Cologne, au ministre des Relations extérieures : « O alemão, com maiores ou menores recursos, na hora de emigrar, pensa inicialmente em nossa terra onde tantos de seus compatriotas prosperaram e enriqueceram, colaborando na obra magnífica de nosso progresso »

Ibid. : « Concedidos que sejam 3 000 marcos por ano, podería o Brasil, como faz o Portugal desde 1932, manter aqui um curso brasileiro complexo, indo do idioma aos assuntos de caracter cultural e econômico – curso necessarissimo num país como este e numa capital com uma Universidade frequentada por cerca de 6 000 alunos. Afóra disso, teria possibilidades de iniciar o intercâmbio universitario, mandando para aqui grupos de alunos que cursariam gratuitamente as materias de sua preferencia. »

Informaciones Argentinas, n°9, 1er octobre 1938, « La política exterior argentina » : « Nuestra política internacional nunca se ha sentido desvinculada del viejo mundo [...] pues recibimos la sangre, la religión, la orientación doctrinal de nuestras instituciones democráticas, la enseñanza superior de nuestras universidades, los elementos de la que se da en nuestras escuelas, la base de nuestra literatura y de nuestras artes... Nuestra vida espiritual sería más pobre si se emprobreciera la cultura europea. »

Ibid.: « De ahí la tradicional política argentina respecto a los países situados del otro lado del Atlántico. Para España, un sentimiento de aprecio filial ; para los países de cultura latina - a la cual el ministro se refirió especialmente en su discurso para América -, una solidaridad espiritual, fortalecida por los aportes que nos trajo la laboriosa inmigración italiana y lo mucho que intelectualmente Francia contribuyó a la formación mental y política de la Argentina ; para Gran Bretaña, que dió el golpe inicial de nuestra revolución libertadora, cuyas instituciones, en cierto modo, influyeron sobre las nuestras y cuyos capitales tanto se vinculan con al progreso del país, una mistad que, pese a las Malvinas, nunca fué seriamente perturbada en 128 años ; y por fin, para todas las demás naciones del continente europeo, un sincero aprecio traducido hasta aquí en una política liberal, fundada en el convencimiento de que el libre juego de su concurrencia y del aporte de sus hijos y de su comercio, sólo beneficios podemos recibir. »

Face aux États-Unis, une diplomatie culturelle est-elle possible ?

AHI, 542,6, 464/7040, « O Brasil e suas futuras relações com os Estados Unidos », conférence prononcée le 10/03/1936, texte joint à une lettre du consul général du Brésil à José Carlos de Macedo Soares datée du 13/03/1936 : « […] existe entre os nossos respectivos paises, uma sympathia instinctiva que o melhor conhecimento mutuo tende cada vez mais a desenvolver. A razão dessa sympathia talvez seja uma certa paridade nas nossas respectivas posições neste continente : temos ambos uma larga extensão territorial e grande variedade de climas e de productos, e, em consequencia, os problemas de governo, população, organização e desenvolvimento são, até certo ponto, os mesmos. »

AHI, Divisão de cooperação Intelectual, 135/5/7, Rio de Janeiro, 22/02/1945, « Relatório sobre as atividades da Divisão de Cooperação Intelectual no ano 1944 », par Osório Dutra, chef de la Division : « Para que se tenha uma idéia das atividades norte-americanas, no terreno da cooperação intelectual, bastará lembrar que, de 1940 a esta parte, a Divisão de Cooperação Intelectual, do Departamento de Estado, segundo dados fornecidos à imprensa, já providenciou no sentido de que cerca de 250 professores e lideres intelectuais da América Latina visitassem os Estados Unidos da América. Durante o segundo semestre de 1944, 16 professores e técnicos dos Estados Unidos realizam viagens de estudo à América Latina, sob os auspicios da mesma Divisão. »

Ibid. : « As relações culturais com os Estados Unidos da América mereceram a maior atenção da DCI que, em contato com o adido cultural norte-americano, Senhor Williams Rex Crawford, tudo fez para assegurar o mais completo éxito às bolsas de estudo oferecidas por aquele país. »

Ibid. : « Tudo isso está a evidenciar, de modo eloquente, o interesse crescente que os Estados Unidos da América vem demonstrando pelo Brasil, o que torna imperativo uma atitude mais ativa de nossa parte, tendente a afirmar, frente à grande nação amiga, o valor de nossa cultura. Pouco, entretanto, pôde ser feito no sentido de se dar ao povo norte-americano os meios indispensaveis para um verdadeiro conhecimento do Brasil. Na verdade, a irradiação da cultura brasileira nos Estados Unidos da América acha-se ainda em estado embrionário. Urge que se estableça um programa de difusão da cultura brasileira na grande República do Norte, cujos dirigentes tem dedicado grande parte de seus esforços à tarefa de interessar o nosso povo na sua cultura e em todas as manifestações da vida americana. »

ABL, Arquivo Miguel Osório de Almeida, Pasta 4, Article du *Jornal do Comercio*, 22/11/1942, « O Brasil e a unidade americana », compte-rendu d'une conférence d'Edmundo de Miranda Jordão, président de l'Instituto da Ordem dos Advogados, au palais de l'Itamaraty : « O principio da unidade americana teve no Brasil a sua inspiração, a sua concretização e a sua consolidação. O ideal do pan-americanismo encontrou sempre na alma, no espírito e no coração dos Brasileiros uma tão profunda resonância que emergiu do período colonial, revelou-se por ocasião de sua independencia, expandiu-se no Império e solidificou-se na República [...]. »

MRE Argentine, Memorias, 1946-1947, p. 485« En solidaridad con la simbólica ceremonia de regar con agua de ríos americanos de significación histórica, el Arbol de la Fraternidad, plantado en La Habana, en oportunidad de celebrarse la VIª Conferencia Interamericana, se envió una Delegación a extraer agua del Río Luján, levantándose un acta que expresa los invariables sentimientos del país para con la comunidad americana. El agua así extraída fue colocada en un artístico jarrón, decorado con motivos americanos por el escultor D. Luis Perlotti, enviándose con un emotivo mensaje de S. E. el Canciller, Dr. Bramuglia. »

Ibid. : « Chile no cree en el fantasma del imperialismo norteamericano y, más bien, se inclina a comprender los dictados de la alta moral que siempre pregonaron los Presidentes de la Gran República. Y piensa así porque está cierto de su valor moral, de la estabilidad de sus instituciones públicas, talvez as más antiguas de Sud América, de su nobleza hidalga en la defensa de sus derechos, circunstancias todas que no permitirán jamás ni la idea del abuso por parte de un país que se jacta de ser el adalid de la justicia en el mundo y el amparo de Sud América. »

Boletín bimestral, n°16, fév. 1940, p. 35, « Instituto chileno-norteamericano de cultura. Memoria leída por el Secretario, don Eugenio Pereira Salas ».
« La política del Buen Vecino inaugurada y sostenida con tanto entusiasmo por el Presidente Roosevelt, ha permitido la llegada al país de valiosos elementos intelectuales que han fortalecido con su presencia los lazos espirituales entre los países hermanos. »

Idem, p. 17-18, « Las relaciones culturales entre Chile y Estados Unidos » : « La influencia cultural de los Estados Unidos se ha manifestado desde la formación de nuestra nacionalidad y ha continuado, casi sin interrupción y en forma creciente en el curso de nuestra vida republicana. Se ha ejercido especialmente, en la educación, y en sus comienzos se dejó sentir también en la organización del Estado y en la introducción y acentuación de los principios democráticos en nuestras primeras constituciones. […] Valiosísima es la

contribución de los Estados Unidos al desarrollo de la cultura chilena y considerable la deuda de orden espiritual que con esa gran nación tenemos contraída. Recordar esta deuda y hacer de ella público reconocimiento, es el mejor homenaje que podemos rendir a nuestra hermana del Norte en el aniversario de su independencia, y el mejor medio a la vez de estimular la continuidad y el incremento de las relaciones culturales entre ambos pueblos, tan brillantemente iniciadas en los albores de nuestra vida independiente y tan solidamente mantenidas a lo largo de más de una centuria. »

MRE Chili, Memorias, 1941, p. 368 : « A consecuencia de las restricciones que impone el actual conflicto bélico, las labores de acercamiento y cooperación intelectual han debido desarrollarse especialmente con los países de América, donde la obra de vinculación efectuada se cimenta en sólidas bases. En este terreno cabe destacar la labor de acercamiento con Estados Unidos de América, República con la cual hemos acrecentado nuestras relaciones culturales, gracias al interés demostrado por ambos países. »

L'Amérique latine, terrain privilégié des diplomaties culturelles argentine, brésilienne et chilienne

Les relations Argentine-Brésil dans les années 1930-1940 : l'entente cordiale

Stanley HILTON, « Brazil and the post-Versailles world : elite images and foreign policy strategy, 1919-1929 », *Journal of Latin American Studies*, n°12, part II, novembre 1980, p. 344 : « Brazil's perception of Argentina as an aggressive, expansionist power bent upon establishing hegemony on the continent was a long-standing one. »

Idem, p. 345 : « She sees in Brazil an obstacle to her ambitions of continental hegemony, a competitor for European immigration, a dominant rival in maritime commerce, an intruder in the markets of Paraguay and Uruguay, […] an ally of the United States, a rival for prestige in Europe, a danger because of its natural extent and the mass of its population, and a future world power similar to the United States… That is why Argentine policy continues to have as its goal the diplomatic isolation of Brazil in South America […]. »

MRE Argentine, División de política, Visita del presidente de Brasil a Buenos Aires, 1935, Buenos Aires, 07/05/1935, Lettre de Marcelo Echevarrieta à Almirante Manuel Domeq García, président de la commission de réception du président du Brésil : « La visita del Presidente del Brasil, Dr. Getúlio Vargas, a la República Argentina, tendrá sin duda alguna gran significación, porque mostrará la cordialidad existente entre las dos naciones más poderosas de Sud-América. Remarcar esta circunstancia y hacerla conocer en todos los detalles, será obra meritoria y de altos fines patrióticos. »

Ibid. : « Propongo a esta honorable comisión editar un volúmen, en el cual, minuciosamente, desde la llegada hasta la partida del Presidente Dr. Getúlio Vargas, se recopile cuanto acto en su honor se haya realizado, profusamente ilustrado para dar la idea exacta de la magnitud de esta recepción. Dicha obra, en el mismo volúmen, iría en castellano, portugués y francés, vale decir, para Brasil, Argentina, y, el mundo entero en su carácter diplomático. »

MRE Argentine, Memoria, 1935-1936, tome I, p. 50 : « La intensificación del intercambio de productos […] se impone como una necesidad imperiosa como consecuencia de la situación geográfica de los dos países, no menos indispensable que el fomento de cambio de ideas entre ellos, objeto del convenio que hoy se firma para el intercambio de profesores y alumnos. »

Idem, p. 42 : « […] Hasta ahora habíamos pagado tributo a la amistad brasileño-argentina, en un orden puramente moral, reconociendo la coincidencia de ideales y propósitos por la paz y la armonía.
Era tiempo ya de llevar esas tradiciones del pasado a una concreción precisa aprovechando el declive natural por donde corren espontáneamente, para canalizarlas en regímenes convencionales, que aseguren

su caudal, abarcando todo el orden de nuestras relaciones mutuas, sin perder ninguna de sus útiles vertientes. »

Article d'un journal non identifié, paru en 1936, figurant dans les archives de l'Itamaraty et reproduit par Roberta Maria Ferreira LIMA, *A Política brasileira de expansão cultural no Estado Novo (1937-1945)*, mestrado em história, UERJ, 2006, p. 109 : « Nuestro propósito además de lo que merecen los hombres estudiosos del Brasil es llamar la atención de nuestros gobernantes para esa modalidad de la vida argentina, que todavía permanece casi desconocida »

Gustavo Sorá, *Traducir el Brasil. Una antropología de la circulación internacional de ideas*, Buenos Aires, Libros del Zorzal, 2003, p. 29 : « La negación de los intercambios culturales entre Argentina y el Brasil no es más que la verificación de su presencia en la construcción relacional de ambas culturas nacionales, es una manifestación del carácter internacional de la formación de las mismas y de las estructuras de dominación que las opone. »

Le Chili : cesser d'être un « fin de mundo » en Amérique

Chile., año III, vol. 3, n°43, septembre 1928, p. 12, « La propaganda del país en el extranjero » : « Una de las mayores preocupaciones del actual canciller de la República, señor don Conrado Ríos Gallardo, ha sido la de dar a conocer nuestro país en los centros mundiales, ya que hasta ahora el nombre de Chile era casi ignorado en la mayor parte de los grandes círculos de opinión europeos. »

Chile, janvier 1928, año III, vol. 3, n°35, Légende : « Provincia la más septentrional de Chile y su frontera natural, pequeña por su territorio (23 050 km^2) y por la riqueza que encierra, grande por su historia y por los heroicos esfuerzos que costó incorporarla a la Nación Chilena. Sus hijos, herederos de la sangre generosa que regó sus arenales y sus peñas, sabrán conservarla y hacerla progresar para beneficio y tranquilidad de la República. »

Chile, juillet 1928, año III, vol. 3, n°41, « El aniversario glorioso de una nación hermana » : « El 28 de julio señala una fecha máxima para el país vecino del Norte, que en igual día de 1821, nació a la vida independiente y empezó a trazar su ruta de progreso en el concierto de los pueblos americanos. Chile aportó sus armas y sus hijos a esta empresa de liberación y después ha vuelto a entregar sus tesoros de vida y de dinero, cada vez que ha sido necesario mantener los esplendores y gallardías del pabellón bicolor. Las glorias del Perú son, pues, nuestras propias glorias.
Ahora – después de medio siglo de distanciamiento - ambos pueblos se han tenido la mano a través de las fronteras disputadas de Tacna, y por eso este aniversario glorioso es precursor de nuevos triunfos en los campos de la paz y del progreso. »

Discours de Juvenal Hernández reproduit dans Juvenal HERNÁNDEZ, Francisco WALKER LINARES, *La Cooperación intelectual. Sus antecedentes, su fundación en Chile, su acción*, Santiago, Ediciones de las prensas de la Universidad de Chile, 1940, p. 11-12 : « Inspirada en los mismos principios que el IICI, nuestra comisión pretende colaborar edificando espiritualmente en la conciencia de 21 pueblos hermanos ; procura despejar de malezas los caminos del entendimiento recíproco, trazar las bases para la educación de los niños en un concepto americanista, levantar en todas partes monumentos que señalen a las generaciones futuras el acervo común de la raza […]. Señores miembros de la Comisión chilena de cooperación intelectual, con motivo de este aniversario, reunidos aquí bajo la advocación de Ariel, bajo la hegemonía de nuestro propio idealismo, reanudemos nuestra fe en la cooperación de los intelectuales, de las voluntades y las almas. »

MRE Argentine, Tratados y Conferencias, año 1940, caja 195, expediente n°49, article du *Diario de la Marina*, 16/11/1941, discours de FWL : « Señaló que en América la Cooperación intelectual jugaba un papel muy importante y que Chile había demostrado poseer ese espíritu de cooperación en un elevado grado. Aludió a los emigrados argentinos de la época de Rosas : Mitre, Sarmiento… a Andrés Bello, el célebre escritor venezolano, que redactó el Código Civil de Chile ; a un polaco eminente y varios franceses

distinguidísimos que también tuvieron una cálida acogida en tierra chilena, así como el portorriqueño José María Hostos, el uruguayo José Zorrilla San Martin, el nicaragüense Rubén Dario, que publicó en Valparaíso su libro 'Azul', a los veinte años, y el cubano Alfonso Hernández Catá. »

MRE Argentine, Memorias, 1935-1936, tome I, p. 436« En el deseo de incrementar, por todos los medios, las relaciones de amistad entre los dos Pueblos, han resuelto concluir un Convenio para evitar, en lo posible, en uno de los países, exhibiciones cinematográficas referentes al otro que puedan contrariar dichos sentimientos […].Los dos Gobiernos convienen prohibir, por los medios de que dispongan, conforme a sus respectivas legislaciones y reglamentos, la exhibición en sus territorios de películas cinematográficas referentes al otro país que el Gobierno de este último considere ofensivas. »

Le panaméricanisme à la brésilienne

MRE Argentine Memorias, 1937-1938, tome I, p. 216. : « El Brasil deseó siempre vivir en paz con sus vecinos y ha hecho todo por convertir en realidad esa noble aspiración. Hoy, con mayor experiencia y confianza, reconoce la necesidad de ampliar y solidificar la buena y fecunda política de cooperación y solidaridad continental, gracias a la cual será posible a todas las naciones americanas vivir sin inquietudes bajo un régimen de orden y de trabajo, desenvolviendo al mismo tiempo sus riquezas y realizando pacíficamente los ideales comunes. »

AHI, Divisão Cultural, 135/5/7, Rio de Janeiro, 19/10/1945, Rapport d'Osório Dutra au secrétaire général de l'Itamaraty : « [...] o Ministério das Relações Exteriores vem desenvolvendo intensa labor de aproximação cultural com as Repúblicas irmãs do Continente, promovendo, com o animador apoio do Senhor Presidente da República, a celebração de acordos culturais, a instalação no exterior de Institutos brasileiros, o intercâmbio de profesores, a criação de bolsas de estudos e o envio e recebimento de caravanas de estudantes. »

CPDOC, Arquivo Gustavo Capanema, rolo 17, 12/03/1942, Lettre de Gilberto Freyre à Gustavo Capanema: « o fim da missão tendo sindo o de procurar realizar o enviado desse ministério um trabalho geral de sondagem das condições psicológicas, intelectuais e de cultura dos paises visitados nos pontos em que essas condições interessam á difusão da nossa lingua e dos nossos valores de cultura naquelas e nas demais repúblicas da América e á reciprocidade cultural entre o Brasil e as mesmas repúblicas. »

Éditorial du journal *A Manhã*, 03/03/1942, reproduit dans *Americanidade e latinidade da América Latina e outros textos afins*, São Paulo, Editora Universidade de Brasília, 2003, p. 62 : « Já é tempo de levarmos a todos os povos americanos as provas da cultura, arte e pensamento que vimos acumulando no silêncio e na obscuridade dos séculos. Não pode haver uma solidariedade tipicamente americana sem um contato mais estreito entre as nações predestinadas a crear um tipo novo de civilisação na vida da humanidade. »

Article « Interamericanismo », publié dans *La Nación*, 08/02/1942, reproduit dans Gilberto FREYRE, *Americanidade e latinidade da América Latina e outros textos afins*, São Paulo, Editora Universidade de Brasília, 2003, *Idem*, p. 48 : « A América nasceu e se formou sociologicamente como um grupo de ilhotas, plasticas em sua maioria, que motivos ou necessidades de natureza igualmente sociológica ou econômica foram solidificando ou agrupando em ilhas maiores ou menores por meio de confederações como a anglo-americana, ou de reinos e depois impérios como o luso-brasileiro, ou républicas como as da América espahnola. »

Idem, p. 49 : « [...] as provincias americanas de cultura têm afinidades particulares com províncias européias e africanas que atuaram maternalmente sobre o desenvolvimento do continente americano. »

Idem, p. 41 : « as fronteiras nacionais perdem suas cores mais vivas para empalidecerem em traços de caracterização apenas regional de zonas de maior ou menor influência européia ou africana sobre a base comum indígena. »

Article « Sugestões do Paraguai », publié dans le *Jornal do Commercio*, Recife, 08/03/1942, *in* Gilberto FREYRE, *Americanidade e latinidade da América Latina e outros textos afins*, São Paulo, Editora Universidade de Brasília, 2003, p. 62 : « vai-se rehabilitando, sob a orientação e a ação da ciência, a natureza tropical, e com ela, o clima, que se julgava incompatível com altas formas de vida civilizada. »

Chapitre IX

La nation sur la scène internationale : perspectives continentales

Constructions nationales en Amérique latine : récits et acteurs

Mónica QUIJADA, « El paradigma de la homogeneidad », *in* Mónica QUIJADA, Carmen BERNAND, Arnd SCHNEIDER, *Homogeneidad y nación con un estudio de caso : Argentina, siglos XIX y XX*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2000, p. 24 : « La expansión del sistema representativo fue primordial para la configuración de un imagen de pueblo soberano en la que los individuos, en su condición de electores, estuvieran unidos por una comunidad de ideas e intereses. Sólo con una población uniformada en el marco de la civilización y del progreso era posible que fuese el pueblo el responsable último de conceder la autoridad representativa. »

César Diaz CISNEROS, *La Liga de las Naciones y la actitud argentina*, Buenos Aires, Imprenta Mercatali, 1921, p. 151 : « ¿ Cuál fué el espíritu de la organización nacional ? El que definió Alberdi para toda la América : entregar el desierto a la acción civilizadora de la Europa. »

Vanderlei Sebastião de SOUZA, « Por uma nação eugênica : higiene, raça e identidade nacional no movimento eugênico brasileiro dos anos 1910 e 1920 », *Revista Brasileira de História da Ciência*, vol. I, n°2, déc. 2008, p. 159 : « […] mesmo acionando um projeto de regeneração racial, os eugenistas procuraram criar um modelo de eugenia pelo qual fosse possível pensar as diferenças entre as raças sem que isso excluísse o 'valor eugênico' da mestiçagem nacional e, ao mesmo tempo, a viabilidade do Brasil como uma nação moderna e civilizada. »

César Diaz CISNEROS, *La Liga de las Naciones y la actitud argentina*, Buenos Aires, Imprenta Mercatali, 1921, p. 149-150 : « Dondequiera las razas se han fusionado, formando focos de concentraciones étnicas, han surgido pueblos destinados a elevar el nivel de la civilidad. […] Serán brillantes los destinos del Plata. Esta región de América está llamada a influir en el curso de la historia respondiendo al anhelo internacional que puja por constituir la comunidad de los pueblos libres. Porque aquí reposan de sus viajes oceánicos las migraciones fatigadas, y depositan la herencia biológica de todas las razas. De la heterogeneidad incomprensible y contradictoria saldrá la homogeneidad armoniosa del porvenir. […] De la semilla humilde se desarrollará la planta umbría y la flor orgullosa. Porque la tierra argentina está abierta a todos los vientos. No es el terreno estéril de los pueblos localistas y pequeños, que responden a sentimientos de regresión. »

Patricia FUNES, *Salvar la nación. Intelectuales, cultura y política en los años veinte latinoamericanos*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006, p. 403 : « Las élites culturales y políticas decimonónicas habían puesto el énfasis en la organización del poder y el orden. Su preocupación omnipresente era la construcción del Estado y su reflexión acerca de la nación era subsidiaria de esa necesidad. Los intelectuales de los años veinte comparten ese ethos proyectual, civilizatorio y fáustico. Pero no son hombres 'clásicos' o positivistas, sino románticos. En esta década el pensamiento latinoamericano busca definir (o crear) imágenes y representaciones de la nación en un terreno que no tiene al Estado de protagonista y que privilegiadamente se tramita en el campo de la cultura. Un campo que se redefine y se amplía para abarcar y definir un 'nosotros' social más inclusivo […]. »

MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación n°3, mars 1940, « Chile, visión panorámica » : « Una hermosa raza homogénea, característica especial de Chile,

discurre tanto en las ardientes latitudes de Ariva, como en las heladas estopas de Magallanes. De la mezcla o cruce de dos grandes y pujantes razas – España y Arauco – surgió un pueblo de tez blanca, valiente, esforzado y laborioso, que ha merecido la fina observación de críticos, escritores y eminentes hombres de Estado, de ciencia y de estudio. »

Les « clercs de la nation »

Gustavo SORÁ, *Traducir el Brasil. Una antropología de la circulación internacional de ideas*, Buenos Aires, Libros del Zorzal, 2003, p. 31 : « La invención de la nación fue correlativa a la diferenciación del 'intelectual' : especialista en la publicidad escrita de sociodiceas, esto es, interpretaciones de los perfiles de las comunidades nacionales y de los males que se anteponían en la completa realización de los ideales del progreso, de la cultura, de la civilización. »

Patricia FUNES, *ouv. cité*, p. 400 : « la palabra y el concepto distan de ejercer el monopolio de la representación, ya que conviven con otras nominaciones : 'sabios', 'eruditos', 'letrados', 'poetas', 'artistas', y – sobre todo – 'maestros'. »
« Esa magistratura poco tiene que ver con la educación formal y sí está transida de otros significados : sobre todo el de la 'primogenitura moral', como decía Deodoro Roca, el del 'trabajador' del pensamiento (figura opuesta al olímpico pensador modernista), el de crítico social y orientador de las juventudes, motores, vectores y protagonistas del cambio social. »

Patricia FUNES, *ouv. cité*, p. 69. « En la década de 1920 el problema nacional se instala en el centro de la reflexión intelectual. Mãs aun, 'salvar la nación' se erige en una tarea que los intelectuales explícitamente toman como parte de sus incumbencias. »

César GRAÑA, « La identidad cultural como invento intelectual (algunos ejemplos hispanoamericanos) », in Juan F. MARSAL (dir.), *El intelectual latinoamericano : un simposio sobre sociología de los intelectuales*, Buenos Aires, Editorial del Instituto Torcuato Di Tella, 1970, p. 70 : « Si es verdad que el 'destino histórico', la 'integridad cultural' y el 'alma nacional' son criaturas simbólicas inventadas por los intelectuales como medio para conjurar la grandeza colectiva de la que serían sus oráculos y maestros, ¿se me perdonará si digo que la ontología cultural ha sido en Hispanoamérica la metafísica de la frustración cultural?. »

La « fonction sociale du passé »

Oscar TERÁN, *Historia de las ideas en la Argentina. Diez lecciones iniciales, 1810-1930*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores Argentina, 2008, p. 182. « […] importancia del género historiográfico para construir un sentido colectivo en los tiempos de la modernidad, es decir, en los tiempos en que el proceso de secularización erosiona esa función dadora de pertenencia antes ejercida por la religión. »

Quand la nation s'exhibe

Les expositions universelles du XIXe siècle, premières projections internationales des États latino-américains

Álvaro Fernández BRAVO, « Latinoamericanismo y representación : iconografías de la nacionalidad en las exposiciones universales (París, 1889 y 1900) », *in* Marcelo MONTSERRAT (comp.), *La ciencia en la Argentina entre siglos : Textos, contextos e Instituciones*, Buenos Aires, Manantial, p. 174 : « […] la exposición permite interrogar el valor asignado históricamente a las nacionalidades, las identidades colectivas y los objetos, mercancías y commodities que las representaban. »

Article du journal *La Prensa*, Buenos Aires, 03/08/1887, reproduit dans Álvaro Fernández BRAVO, *art. cité*, p. 176 : « La Exposición de París será una lucha gigantesca, la más notable y amplia del siglo, en la que

tomarán parte todos los frutos de la inteligencia y de la Tierra del universo. Será una batalla del espíritu y de la riqueza, acaso sin precedentes, presenciada por el mundo entero, que acudirá con el propósito de analizar y juzgar lo que cada pueblo de la Tierra es, posee y puede en el desenvolvimiento de la civilización. […] Antes se llamaba 'Americanos' solamente a los Estados Unidos ; hoy día se hace la diferencia entre los norte y los sud-americanos. Antes éramos agrupaciones movedizas y vacilantes, sin organización ni consistencia, presa ensangrentada de la revuelta crónica. Hoy día se nos asciende a la categoría de pueblos jóvenes, llenos de vida, merecedores de los beneficios del crédito y la inmigración de hombres. Antes únicamente los ingleses tenían negocios en estas regiones ; hoy día el capital y el crédito vienen de otras naciones, que buscan nuestros mercados para la colocación de las mercancías y el dinero. »

Álvaro Fernández BRAVO, *art. cité*, p. 173 : « En América latina estos relatos cobran la forma de ficciones de Estado donde la misma condición de estados-nacionales de las naciones latinoamericanas se vuelve problemática. »

Ibid. : « Las ficciones de Estado operan en este caso fabricando imágenes, pero también a nivel comercial buscando su inserción en el mercado mundial y promoviendo activamente sus productos. »

Idem, p. 171-172 : « los procedimientos mediante los cuales la representación nacional y regional latinoamericana se ligó a elementos de la naturaleza que se convirtieron en mercancías, materias primas colocadas por América latina en el mercado mundial, que rápidamente devinieron en condensaciones simbólicas de las naciones latinoamericanas. »

Idem, p. 173 : « Estos objetos funcionaban a su vez como metonimias de sus culturas […]. »
« En el caso de las naciones latinoamericanas esta representación debe leerse en el marco de una carrera por atraer inversores, capital e inmigrantes. »

Idem, p. 177 : « Podemos decir que de la América restaurada por la civilización ante el concepto universal, es la República argentina la que más vivamente interesa a la Europa, la que nos comienza a llamar 'los yankees del Sur'. El juicio exterior de nuestro país está materialmente representado por los cientos de miles de hombres que llegan a nuestras playas espontáneamente, pagando su pasaje, y los cientos de millones de pesos oro, que vienen colocados bajo la forma de empréstitos públicos, de empresas privadas de aliento, de compra de papeles internos de crédito […]. ¿ Por qué esas áureas corrientes no se detienen en el Brasil, que está en la ruta ; por qué no se encauzan hacia el Paraguay, la Banda Oriental, Chile, Perú, Bolivia y demás nacionalidades sud y centro americanas, bañadas por los dos océanos, incluso Méjico mismo? […]
Pero tan señalado beneficio nos impone deberes y responsabilidades. […] La República Argentina necesita descollar en la Exposición Universal de París, sin discrepancia posible, respecto de todas las nacionalidades del Continente Sud-Americano. »

Idem, p. 175 : « la posición de la Argentina dentro del continente nunca fue cómoda y las exposiciones constituyen una coyuntura oportuna para explorar el imaginario latinoamericano de la identidad argentina ».

Beatriz GONZÁLEZ-STEPHAN, « Showcases of consumption : Historical Panoramas and Universal Expositions », *in* Sara CASTRO-KLARÉN, John Charles CHASTEEN (ed.), *Beyond Imagined Communities. Reading and Writing the Nation in Nineteenth-Century Latin America*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2003, p. 228 : « […] fearing the anonymity of total immersion in an international consumer culture, Latin American bourgeoisies deployed a grandiloquent historical and literary discourse to provide a prestigious past and cultivated present worthy of their refined consumer tastes and their future aspirations as self-appointed representatives of the nation. »

Álvaro Fernández BRAVO, *art. cité*, p. 178 : « ¿ Por qué elegir la carne, la madera, el trigo o las rocas, elegantemente dispuestas en vitrinas en el museo del pabellón argentino, para representar a la nacionalidad ? ¿ Qué había de argentino (o de brasileño, de chileno, etc.) en un trozo de madera o en un

producto de la naturaleza – por lo general escasamente elaborado – como los que se exhibían en los pabellones latinoamericanos de las exposiciones universales? »

Álvaro Fernández BRAVO, *art. cité*, p. 179 : « el pabellón argentino carece casi por completo de signos que permitan identificar no sólo representaciones humanas sino huellas de une cultura local [….] y resulta desprovisto de marcas nacionales que lo identifiquen con el país representado. »

La célébration des Centenaires, étape dans la redéfinition des nations latino-américaines

Circular de la Exposición Histórica del Centenario a sus delegados, 1910, p. 3, citée par Luis ALEGRÍA, Gloria Paz NÚÑEZ, « Patrimonio y modernización en Chile (1910) : la Exposición Histórica del Centenario », *Atenea*, n°495, premier semestre 2007, p. 71 : « no sólo reunir i clasificar los objetos fabricados en el país o fuera de él que hayan prestado algún servicio desde la época prehistórica, sino también coleccionar todo aquello que signifique un recuerdo de los tiempos pasados ; como obras de arte, cuadros, esculturas, impresos, manuscritos, útiles de caza, armas, muebles, instrumentos de música, etc. Que sirvieron a nuestros antepasados durante la época prehistórica, descubrimiento i conquista de Chile ; i los que se usaron durante la colonia, independencia, etc. »

Luis ALEGRÍA, Gloria Paz NÚÑEZ, *art. cité*, p. 73 : « un país que excede a esta clase, o por lo menos que en su propuesta de organización da cuenta de una sociedad diversa culturalmente al incorporar a las mujeres, grupos étnicos indígenas y extranjeros. »

Que montrer?

Renato ORTIZ, *Cultura brasileira e identidade nacional*, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1985, p. 139 : « […] o processo de construção da identidade nacional se fundamenta sempre numa interpretação. »

Culture populaire et folklore

Arturo Torres RIOSECO, « Hacia una mejor comprensión panamericana », *Hispania*, vol. XIV, n°3, mai 1931, p. 219-220 : « Para unos 'Nuestra América' es la cuna de la hospitalidad y de la cortesía, para otros – y entre estos se cuentan muchos profesores universitarios – un amplio campo de estudio. Antropólogos, arqueólogos, pintores, novelistas, sociólogos, políticos e historiadores nos visitan constantemente, pues representamos – y sirva México de ejemplo – civilizaciones milenarias al lado de verdaderos futurismos sociológicos. »

La quête des sources véritables de l'identité nationale

AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, Londres, octobre 1936, Rapport de Paschoal Carlos Magno, consul auxiliaire : « se essa Maria Ruanova se apresentasse como bailarina dos rythmos de sua terra, interpretando a alma dos pampas, certamente consegueria enorme sucesso, o que não aconteceu sendo interprete numa arte onde ha sombras de Nijinsky, Pawlova e Karsavina, provando que a arte não é adaptação mas sim prolongamento do meio physico onde o individuo se forma ».

Bernardo SUBERCASEAUX, *Historia de las ideas y de la cultura en Chile. Tomo IV : Nacionalismo y cultura*, Santiago, Editora Universitaria, 2007, p. 117 : « Dentro de esa concepción, el nacionalismo se convierte en un rescate de aquello que es más particular de un pueblo : las costumbres, la lengua, los refranes, los modos de ser, la tradición. »

AUN, A I 83, Article du journal *El Mercurio*, 13/07/1927 : « El trabajo manual autóctono, el no envilecido todavía por la máquina , dice tanto como el poema épico, o más que éste, el espíritu de un pueblo. Después de Asia, es la América nuestra quien puede sacar más ventajas de este acontecimiento. México, Perú, Ecuador, probaraán que tienen una cultura manual vieja y magnífica. Chile traerá el tejido araucano. Argentina y Colombia, su estupendo folklore musical. »

Chile, Septembre 1928, 3e année, vol. 3, n°43, « El pabellón chileno en Sevilla », por Luis Harding Carrasco : « Frente a la entrada se extiende un gran 'Patio de Honor' próximo a los jardines, en donde objetos típicos de nuestro pueblo acentuarán el ambiente chileno. »

Oscar CHAMOSA, « Indigeneous or Criollo : The Myth of White Argentina in Tucumán's Calchaquí Valley », *Hispanic American Historical Review*, vol. 88, n°1, 2008, p. 106. « Since the task of constructing a folkloric canon was undertaken when the foundational myth of white Argentina was still hegemonic, there was little chance that the Calchaquí people, identified by the folklorists as one of the most authentic Argentine folk societies, could have been as anything but criollo. »

Oscar CHAMOSA, *art. cité*, p. 106. « Defining ethnic group is a matter of power, often of competing powers. The borders and contents of an ethnic group are shaped by the interplay between the members of the group and forces such as the state, academia, and economic elites. Government officials, folklorists, teachers, and missionaries, among others, have usually decided the ethnicity of the country's minorities without soliciting their opinion. »

Folklore et culture populaire dans la trame des relations interaméricaines

Arturo Torres Rioseco, « Hacia una mejor comprensión panamericana », Hispania, vol. XIV, n°3, mai 1931, p. 218 : « Rápidamente los Estados Unidos van aumentando sus actividades en la América latina y ésta se vuelve hacia el Norte con un gesto que es a veces de admiración, otras de miedo y otras de amenaza. […] Desde la Argentina hasta Cuba y México estamos bajo la influencia norteamericana. Nuestro periodismo está calcado en el periodismo yanqui. […] Todas nuestras películas cinematográficas han sido incubadas en Hollywood ; nuestros dentistas ostentan orgullosamente diplomas de la Universidad de Pennsylvania ; nuestros pedagogos vienen a pasar temporadas al Teachers College de Columbia ; plumas fuentes, máquinas de escribir, instrumentos agrícolas, locomotoras, aeroplanos, submarinos, y hasta el chicle y las *Esquimo pies* nos llegan de Estados Unidos. Y como si Cuba no produjese el mejor tabaco del mundo hallamos en primera fila en nuestros estancos cigarrillos 'Camel' y 'Lucky Strike'. »

Les beautés naturelles : patrimoine de l'Amérique

Arturo Torres RIOSECO, « Hacia una mejor comprensión panamericana », *Hispania*, vol. XIV, n°3, mai 1931, p. 219-220 : « […] Las relaciones de amistad basadas en la explotación de los recursos naturales de un país por capitales extranjeros resultan frágiles con el correr de los años. El comercio trae como consecuencia la rivalidad y el desengaño. Mucho más duraderos son los lazos de amistad creados por los miles de turistas desinteresados que vuelven a su tierra comentando la belleza estupenda de Río de Janeiro, la elegancia de Buenos Aires, el refinamiento de Caracas y Bogotá, la exuberancia prodigiosa del Trópico, la majestad de nuestra cordillera. »

Boletín de la Unión Panamericana, avril 1933, *op. cit.*, p. 231 : « que viaja en busca de quietud, sosiego, de acercamiento a la naturaleza en la mayor amplitud del vocablo, halla en la Argentina mil regiones de diverso clima, donde solamente los ruidos naturales, el viento, las aves, etc., turbarán su descanso o introspección. »

MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación n°7, 24/07/1940, « Paisaje de nieve », par Marta Brunet : « Es curioso que nosotros que andamos constantemente haciendo alarde de buenos amadores de la propia tierra, restrinjamos su conocimiento a lo

que nos rodea en paisaje […]. A veces, cuando resolvemos al fin conocer los lagos del sur, se dice "Parece Suiza". Y si seguimos rumbo hacia un sur más lejano y la Patagonia se nos hace red de canales, de montañas y de fiords, enseguida se nos cuaje la frase en los labios "Igual a Escandinavia"….[…]
¿por qué esto? Por qué tomar como punto de referencia lo lejano, cuando lo nuestro, para valorizarse, no necesita paralelos? Pero lo nuestro, ¿quién lo conoce? »

MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación n°7, 24/07/1940, « Paisaje de nieve », par Marta Brunet : « De nada de esto sabe usted, posiblemente, amigo argentino o amigo chileno o amigo del país americano que sea, porque siempre, por un absurdo desdén, hemos desestimado lo propio continental, para conocer lo trasoceánico, dispuesto a aceptarlo todo, a admirarlo todo, sin reserva alguna, con un prejuicio que no admite opinión personal contraria.
Bien aventurarse por el mundo en busca de cuánta manifestación de belleza haya, sea obra de la naturaleza o del hombre. Pero empezar por lo propio. Y para nosotros, americanos, insisto en ello, lo propio no es solo la tierra que nos viera nacer, patria que llevamos adherida a la piel del alma, sino que es el resto de los países que integran América, enorme extendida entre el canto del Atlántico y del Pacífico […]. »

L'Argentine, pays de cocagne, nation moderne et terre de conflits

Le débat sur l'identité nationale argentine, du Centenaire aux années 1940

Le nationalisme argentin, cet obscur objet d'histoire

Lilia Ana BERTONI, *Patriotas, cosmopolitas y nacionalistas. La construcción de la nacionalidad argentina a fines del siglo XIX*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2007, p. 308 : « La existencia de enclaves de otras nacionalidades podía respaldar las pretensiones de intervención de las potencias con el pretexto de defender los derechos de sus connacionales avasallados por los gobiernos locales. Al mismo tiempo, su existencia atentaba contra la unidad cultural propia de una verdadera nacionalidad, y el temor era, en consecuencia, que la República Argentina fuera vista como una res nullius y no como una verdadera nación. »

Informaciones Argentinas, n°8, 15/09/1938 , « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' » : « La sociedad, con una base argentina tradicional y con una amalgama de razas asimiladas por las formas constitucionales, jurídicas y éticas de la nación, no está dividida por clases fundamentalmente distanciadas ; ni se agitan en su seno problemas sociales profundos. »

Le Centenaire et la « inquietud de esta hora »

Carlos ALTAMIRANO, Beatriz SARLO, « La Argentina del Centenario : campo intelectual, vida literaria y temas ideológicos », *Hispamérica*, año 9, n°25-26, avril-août 1980, p. 34 : « un nuevo tipo de cristalizaciones ideológicas, algunas de las cuales prefiguarían el tono de la impugnación a que serían sometidos, veinte años después, los valores políticos y culturales del liberalismo ».

Ricardo ROJAS, *La restauración nacionalista*, Buenos Aires, Ministerio de Justicia e Instrucción Pública, 1909, cité par Oscar TERÁN, *ouv. cité*, p. 168 : « El cosmopilitismo en los hombres y las ideas, la disolución de viejos núcleos morales, la indiferencia para con losnegocios públicos, el olvido creciente de las tradiciones, la corrupción popular del idioma, el desconocimiento de nuestro propio territorio, la falta de solidaridad nacional, el ansia de la riqueza sin escrúpulos, el culto de las hierarquías más innobles, el desdén por las altas empresas, la falta de pasión en las luchas, la venalidad del sufragio, la superstición por los nombres exóticos, el individualismo demoledor, el desprecio por los ideales ajenos, la constante simulación y la ironía canalla – cuanto define la época actual – comprueban la necesidad de una reacción poderosa en favor de la conciencia nacional y de las disciplinas civiles. »

José Luis Bendicho BEIRED, *art. cité*, p. 9 : « revelar aos argentinos a alma espanhola para que eles, conscientes das suas origens, pudessem refletir sobre seu futuro, sobretudo em função do quadro sombrio estabelecido pelo autor sobre o presente. »

La « constellation" nationaliste »

Federico FINCHELSTEIN, *Fascismo, liturgia e imaginario. El mito del General Uriburu y la Argentina nacionalista*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2002, p. 53 : « En un contexto nacional pero también internacional de continua redefinición de las identidades grupales, la figura de Uriburu empieza a ser vivida como un 'mito movilizador' y aglutinante, y su obra, el golpe de Estado de 1930, como una 'gesta' y una 'revolución', es decir como una ruptura con respecto al pasado democrático. Para muchos nacionalistas, la acción 'revolucionaria' de Uriburu había devuelto la Argentina a los Argentinos, el 6 de septiembre había sido una suerte de segunda fundación. »

Jesús Mendez, *ouv. cité*, p. 284 : « The crisis of the 1930's underscored the state of individual impotence which had overtaken Argentine intellectuals as a result of their overdependence on patronage, both from the government and the oligarchy, and their spiritual reliance on inspiration from abroad, not only for ideas but also for intellectual models of professional behavior. The absence of self-generated parameters of behavior led to a deep crisis of individual identity when the veneer of national identity vanished. »

Cristallisation des oppositions

Flavia FIORUCCI, « El antiperonismo intelectual », *in* Marcela García SEBASTIANI (ed.), *Fascismo y antifascismo. Peronismo y antiperonismo. Conflictos políticos e ideológicos en la Argentina (1930-1955)*, Madrid/Frankfurt, Iberoamericana/Vervuet Verlag, 2006, p. 162 : « El devenir local comenzó a ser leído a través de los acontecimientos externos, principalmente europeos. El tono, el vocabulario, los mismos argumentos de la discusión política e intelectual, se cifraban al compás de lo que sucedía a miles de kilómetros. Europa vivía grandes conmociones y su eco en el país era notorio. Primero la Guerra Civil Española y luego la Segunda Guerra Mundial llevaron a la inteligencia vernácula, a un estado de 'guerra ideológica' en donde se replicaba lo que sucedía en el Viejo Continente. »

Flavia FIORUCCI, *ouv.cité*, p. 166 : « si las luchas en la península ibérica habían sido decisivas para dividir el campo intelectual, el nuevo conflicto mundial iba a 'caldear aún más los ánimos'. »

Les acteurs

L'étatisation de la culture

Jesús MENDEZ, *ouv. cité,* p. 269 : « He believed that within the PEN structure Argentine solidarity with world culture would be reaffirmed while preserving the uniqueness of the country's contribution. »

PEN Club*, Noticiero mensual*, n°1, mai 1930, cité par Jesús MENDEZ, *ouv. cité*, p. 269-270 : « Up until today we have lived in the most absolute isolation from the European literature. Beginning now, Argentine writers will have a collective existence before the world. From now on, we will not be, thanks to the PEN club, completely unknown. »

Carlos IBARGUREN, *La vida que he vivido*, Buenos Aires, Peuser, 1955, p. 472 : « En el lapso comprendido entre los años 1920 y 1940, la cultura en la Argentina se difundió con intensidad, sobre todo en Buenos Aires que había asumido ya el carácter de gran metrópoli en América y era, entonces, foco que irradiaba magníficamente las luces de su propia mentalidad y las que recibía desde el extranjero. Durante este período nuestra producción intelectual considerable se expandía por América y Europa en libros, en exposiciones de obras de artistas argentinos, en el resultado de investigaciones científicas, en congresos celebrados en los más importantes centros de la civilización, en trabajos de sus Academias. »

Ibid. « Habíanse creado en ese momento fecundo una gran cantidad de institutos y centros particulares y oficiales, destinados a fomentar las altas especulaciones de la inteligencia, impulsarlas y hacerlas conocer dentro y fuera del país. La mayoría de estas instituciones no existen desgraciadamente en los días en que escribo esta historia ; a gran número de ellas tuvo el honor de presidir. »

Ibid. : « creada por el gobierno de la Nación […] a fin de establecer y mantener, con la colaboración de la Sociedad de las Naciones, las relaciones culturales con el exterior y reunir todos aquellos elementos que integran la producción mental de un país, dándoles coherencia y unidad a fin de allegar un aporte nacional a la cultura universal. »

Decreto y acta de constitución de la Academia Argentina de Letras, Buenos Aires, 13/08/1931 : « el concepto que tenía entonces el gobierno de la elevada cultura y de las entidades que la fomentaban como expresión de la fisionomía espiritual de nuestra patria ».

Ibid. : « gravite en el alma de las masas populares la noción de que arriba de las actividades materiales, del trabajo manual y de los deportes están las obras de la mente ».

Ibid. : « que es conveniente que el Estado contribuya a otorgar a los escritores la significación social que les corresponde, e infundir en el pueblo la noción de la importancia de la literatura […] ».

Alejandro Niño AMIEVA, « Instituciones culturales, discurso e identidad », *AdVersus*, Año IV, n°8-9, abril-août 2007 : « Su actividad durante más de veinte años y la estabilidad de algunos de sus miembros sumada a la afinidad ideológica de los mismos, permitieron delinear una primera hipótesis respecto a la construcción de una noción y modelo de Cultura vinculado a la confluencia o síntesis de diferentes corrientes del pensamiento nacionalista argentino en una concepción de la misma como concordia, en cuanto particular espacio de unión y conformidad. »

Les acteurs : lignes de faille

Le champ de bataille de 1930 à 1943

José Luis Bendicho BEIRED, *Sob o signo da nova orden. Intelectuais autoritários no Brasil e na Argentina*, São Paulo, Edições Loyola, 1999, p. 272-273 : « em contraponto a uma linha erudita de investigação histórica, os revisionistas afirmavam que a história não era o simples relato de fatos, mas essencialmente uma ciência moral e política, uma consciência, na qual a função da memória consistia em reter o que era útil no presente. [...] Portadora da consciência nacional, era fundamental para a formação intelectual e moral das crianças e adolescentes. »

AUN, A III 37, Buenos Aires, 24/05/1939, Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet : « Nada tengo que objetar personalmente a la señora Ocampo ; pero, habiendo mediado en esa designación un funcionario de nacionalidad argentina, como el señor Podestá Costa, que no puede ignorar la existencia de valores auténticos de la cultura argentina, se haya permitido el nombramiento de una escritora que no gravita en la vida espiritual argentina que jamás ha prestado su colaboración a empresas de intercambio cultural, que en sus libros no revela preocupación alguna problemas argentinos, que jamás ha creído en la existencia de una literatura argentina, ni mucho menos en la existencia de una cultura argentina, y que se la haya designado, precisamente, para representarla en el organismo de Ginebra. »

Introduction à *Gabriela Mistral/Victoria Ocampo. Esta América Nuestra. Correspondencia 1926-1956*, Edición, introducción y notas de Elizabet Horan y Doris Meyer, Buenos Aires, Ed. El cuenco del Plata, 2007, p. 19 : « aunque su intención original era publicar sólo material americano, la revista desarrolló pronto un foco mucho más amplio. Victoria solía repetir que el internacionalismo y lo ecuménico eran totalmente compatibles con el ser argentino. De todas formas, muchos compatriotas e intelectuales latinoamericanos no aceptaron esa realidad y la acusaron de elitista y extranjerizante. »

Lettre de Gabriela Mistral à Victoria Ocampo, Barcelone, 09/01/1935, reproduite dans *Gabriela Mistral/Victoria Ocampo. Esta América Nuestra. Correspondencia 1926-1956*, *op. cit.*, p. 45-46 : «Vagamente comprendo que Vd. teme caer y hacer resbalar a SUR hacia ese criollismo de pellones y espuelas anchas y mate o tango, en el que cayeron y se encenegaron otros. Háganos Vd. […] un criollismo superior, una americanidad a la vez llana y fina […] ; cuide del más celado cuido su español y el de los que la siguen o la rodean. Tal vez esa sea su encargo de este mundo : trasponer la argentinidad a una líneas más cualitativas […]. No le pedimos sino una presencia lo más capable posible dentro del movimiento americano. Me temo mucho, como se lo dije, que esa presencia no sea posible quedándose Vd. afincada en la lengua francesa, y me temo que Vd. se engañe a sí misma creyendo que con sólo tratar *temas* americanos Vd. cumple con nosotros. »

AUN, A III 37, Buenos Aires, 24/05/1939, Lettre d'Antonio Aita à Henri Bonnet : « Todo esto revela no sólo la falta de un elemental conocimiento de la realidad argentina, sino que implica también una falta de consideración a esta Comisión Nacional de Cooperación Intelectual, falta agravada por el hecho de haberse integrado el Comité el Presidente de la Comisión Brasileña, en su calidad de hombre de ciencia, y que pone de manifiesto, con su contraste, la acertada elección de este último. Ninguna persona medianamente informada sobre nuestras cosas puede ignorar el prestigio de los señores Carlos Ibarguren, eminente historiador y crítico, presidente de la más alta institución literaria del país, como es la Academia de Letras ; de hombres de ciencia como los doctores Bernardo Houssay y Alfredo Bordelli, invitados a participar en debates científicos por el Instituto de Ginebra ; de universitarios como el señor Coriolano Alberini, filósofo y ensayista vastamente considerado en los círculos europeos. La presencia de figuras de este relieve, que en su acción personal colaboran con toda eficacia en la obra de la Cooperación Intelectual, revela la falta absoluta de conocimiento y consideración con que se ha obrado. »

A III 37, Buenos Aires, 02/09/1939, Lettre d'Antonio Aita au directeur de l'IICI : « El proceder del Instituto en este caso no se ha ajustado a las normas que deben regir nuestras relaciones. Las comisiones nacionales representan a la Cooperación Intelectual Internacional en el orden nacional : son centros de enlace de la expresión cultural de cada país con respecto de las otras naciones. En el caso de la Comisión Argentina, la situación es aún más significativa, pues es órgano del Estado que tiene a su cargo el fomento de las relaciones culturales con el exterior. »

MRE Argentine, División de Publicidad y Propaganda, año 1938, caja 4168, Article du journal *La Nación*, 22/11/1938, « Paul Valéry habló en el acto inaugural de la exposición del libro argentino abierta en París » :: « Sería imperdonable no citar a la animosa y amable revista *Sur*, cuyo espíritu, no por argentino, es menos universal. Ese espíritu es el de Victoria Ocampo. La literatura europea no tiene en la Argentina introductor más fervoso y competente que la directora de *Sur*. »

Le péronisme

Maria Helena Rolim CAPELATO, *Multidões em cena. Propaganda política no varqguismo e no peronismo*, [1era ed. 1998], São Paulo, Editora UNESP, 2008, p. 126 : « a política cultural do peronismo incorporou essas teses, ferrenhamente contrárias ás posições das vanguardas literárias argentinas. »

Oscar TERÁN, *Historia de las ideas en la Argentina. Diez lecciones iniciales, 1810-1930*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores Argentina, 2008, p. 258 : « Más allá de sus zonas grises, pareciera que durante el primer peronismo se repite en el campo intelectual, invertida, la polarización que domina en el resto de la sociedad (una minoría de intelectuales adhiere al movimiento, mientras que la mayoría lo rechaza). »

Carlos IBARGUREN *La viva que he vivido*, Buenos Aires, Praeger, 1955, p. 478 : « Fue notable en el terreno de la promoción cultural la obra de numerosas asociaciones particulares que, en gran parte, han desaparecido en estos últimos tiempos. »

Ibid. : « […] la misma Comisión se transformó de entidad autónoma y honoraria, directamente representativa de los valores culturales, en una repartición burocrática, rentada, puramente administrativa, expedidora de premios y de becas. »

Maria Helena Rolim CAPELATO, *ouv. cité*, p. 127 : « A produção oficial ficou nas mãos de escritores de segunda linha, que contavam com as benesses do governo ; segundo os críticos literários, eles não produziram nada de original, tomando de empréstimo aos nacionalistas valores, conteúdos e temas relativos ao gaúcho, ao 'criollismo', ao telúrico, à herança hispânica. »

L'image de l'Argentine à l'extérieur

Le regard de l'Autre

Luis Vargas SAAVEDRA, *Tan de Usted : epistolario de Gabriela Mistral con Alfonso Reyes*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile/Hachette, 1991, p. 81, 03/03/(1934-1937), Lettre de Gabriela Mistral à Alfonso Reyes : « Gran patria, la Argentina, pero patria de qué raza y de qué destino? A lo mejor es un destino anti-americano, que ya luce por allí. […] No pueden con el indio, que cuesta mucho ver y tocar. »

Luis Vargas SAAVEDRA, *ouv. cité*, p. 88, Rio de Janeiro, 08/10/1939, Lettre d'Alfonso Reyes à Gabriela Mistral: « Mi vida en Buenos Aires fue una crisis perpetua [...]. Aquella tierra […] tiene en el aire no sé qué elementos irrespirables para el hombre, que hacen de él otra especie, cruel y altiva, sin plasticidad ni profundidad. […] creo que aquél es el sitio más RARO, más EXTRAÑO del mundo. »

Un pays de cocagne

Le territoire

Mónica QUIJADA, « Nación y territorio : la dimensión simbólica del espacio en la construcción nacional argentina. Siglo XIX », *Revista de Indias*, vol. LV, n°219, 2000, p. 394 : « La frase de Alberdi de 1852, 'el pueblo prohija a los hombres, los arrastra, se los asimila y los hace suyos', es una excelente metáfora del nivel ideológico en que se resolvió la interacción étnica en la Argentina. En un momento en que continentalmente se expandían las visiones segregacionistas, los argentinos incorporaban a los indígenas a la ciudadanía porque su condición de nativos de la tierra los convertía en ciudadanos naturales e indiscutibles del Estado que se identificaba con ella. Pertenecían al suelo de la patria, como los bosques, los montes y los ríos. En el caso de la población de ascendencia inmigratoria, su integración se vinculó también estrechamente a la dimensión simbólica del territorio, al asimilar la segunda generación a la condición de 'criollos', es decir, de nativos de la tierra de ascendencia exógena. Los descendientes de esclavos negros también fueron 'acriollados', pasando tempranamente a formar parte de la plebe urbana y rural e invisibilizándose en la casa común de la ciudadanía territorial. En todos los casos, el 'suelo de la patria' creaba compatriotas, en tanto que las acciones y los pensamientos daban sentido al espacio y lo convertían en 'territorio', principio básico de identificación del grupo. »

Informaciones Argentinas, n°18, 15 février 1939, « Expresiones de la vida económica y cultural de la Argentina » : « […] organismos nacionales de nuestro país, que con precisión técnica y verdadero criterio de gobierno, extienden las cintas de asfalto hacia todas las direcciones, favoreciendo la viabilidad interna y atrayendo el turismo a todas las regiones productoras y hermosas del país. »

La constitution de l'Argentine comme destination touristique

Informaciones Argentinas, N°10, 15 octobre 1938, « Al pié de los Andes : Mendoza », avec un encart intitulé « Mendoza : esplendido escenario para los turistas » : « Por su espléndido sol, la diafanidad de su cielo y la purez de su aire, Mendoza ofrece condiciones excepcionalmente privilegiadas que, unidas a la naturaleza magnífica que la rodea, la presenta como lugar ideal para el turismo. […] Ella, no obstante, es poco frecuentada hasta hoy, lo que debe atribuirse al escaso conocimiento que se tiene de sus bellezas naturales

y de la facilidad con que puede conocérsela. Esta nota tiende a llenar en lo posible ese vacío, ofreciendo una síntesis de sus diversos aspectos […]. Reflejo de la realidad, dicta mucho de ella, pero llenará su cometido, si despertando la curiosidad del lector lo llevara un día a esa hermosa Provincia. »

Un pays riche des ressources de son territoire

Informaciones Argentinas, n°22-26, 15avril-15 juin 1939 : « La Argentina en la exposición de San Francisco de California » : « vistas de Tigre, Córdoba y sus sierras, Mendoza y la cordillera, la région de los lagos y las playas ; grandes estancias, la vida en las grandes ciudades, deportes, diversiones y maniobras del ejército y de la flota. »

Ibid. : « la decoración del restaurant es exclusivamente típica, desde los panales hasta los vasos de 'whisky', con dibujos interpretando *Martín Fierro* y estrofas del inmortal poema. »

Tradition et modernité

La terre ne ment pas

Informaciones Argentinas, n°8, 15/09/1938, « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' » : « Pero la Argentina no es, solamente, un gran emporio económico. No son todos campesinos, los hombres de este país ; y el gaucho que aparece en muchas alegorías de nuestra raza, es más una expresión o formación literaria, a base de un recuerdo histórico, que una realidad actual. »

Prologue de Carlos Ibarguren à Comisión argentina de cooperación intelectual, *El Paisaje y el alma de Argentina. Descripciones, cuentos y leyendas del terruño. Selección de Carlos Ibraguren, Antonio Aita, Pedro Juan Vignale*, Buenos Aires, 1938, p. 9 : « La irradiación de un pueblo surge pura y definida en los campos donde el hombre está en contacto directo con la tierra ; se empeña y se adultera en las ciudades metropolitanas. […] La tierra comunica a los paisanos esa emanación misteriosa que da patria a los hombres y a las cosas. »

Idem, p. 10 : « La República argentina tiene fisionomía propia en las campañas y provincias. El espíritu europeo está en la ciudad y el alma autóctona en los campos. »

Ibid. : « Flotan aún en nuestras llanuras, sobre todo en las zonas ganaderas, muchos destellos del alma gauchesca no sólo en el paisano actual, sino también en el hijo del inmigrante asimilado por nuestro medio, que quiere ser enteramente criollo y parecerse al gaucho tradicional. »

Informaciones Argentinas, n°8, 15/09/1938, « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' » : « Pero la Argentina no es, solamente, un gran emporio económico. No son todos campesinos, los hombres de este país ; y el gaucho que aparece en muchas alegorías de nuestra raza, es más una expresión o formación literaria, a base de un recuerdo histórico, que una realidad actual. »

Carlos IBARGUREN, *La vida que he vivido*, Buenos Aires, Peuser, 1955, p. 474 : « Es necesario leer estos cuentos, leerlos todos : porque son bellos y de una grandeza y severidad similar a la de los paisajes que describe. Esta notable antología de la literatura argentina merece figurar en lugar preferente en nuestras bibliotecas. »

Informaciones Argentinas, n°19, 1er mars 1939, « *Agrada en París nuestra música folklórica* » : « Nuestra música folklórica es expresiva y transmite fácilmente la emoción y el sentimiento de sus cultores, tanto de la llanura como de las regiones montañosas del norte y oeste del país. »

Un peuple éduqué

Informaciones Argentinas, n°8, 15/09/1938, « Objeto de las 'Informaciones Argentinas' » : « Este pueblo – formado por 12 600 000 habitantes – tiene, en la actualidad, 1 400 000 niños en edad escolar, de los cuales, 1 200 000 asisten diariamente a las escuelas públicas, que funcionan en todo el territorio del país. Puede señalarse que solamente un 15 por ciento de los niños, no recibe instrucción oficial. Se lucha sistemáticamente contra el analfabetismo, que aquí no constituye un problema. La actividad cultural es intensa. En las grandes ciudades y en todos los centros del país, los institutos de enseñanza ; las bibliotecas ; las academias de ciencias y letras ; los núcleos de artistas y, en sus órbitas de acción, las universidades, con sus distintas facultades, realizan una ponderable obra de cultura. El periodismo argentino, que alienta ideales de confraternidad y de paz, es una prestigiosa tribuna que contribuye a la educación popular y a mantener elevado el índice de nuestras inquietudes intelectuales. Dos de nuestros grandes diarios : "La Nación" y "La Prensa", pueden competir con "The Times" y con "The New York Herald". Puede afirmarse que el pueblo argentino, sobre un terreno económico próspero, desenvuelve una vida espiritual que hace honor a la América. »

AHI, 542,6, 1043/18350, Intercâmbio intelectual Brasil/França, 1931-1940, Le Havre, 25/11/1938, Lettre du consul brésilien au ministre des Relations extérieures : « Produzimos, em cinco anos, dezeseis milhões de livros. Nossa biblioteca nacional possue atualmente 300 000 volumes. Contamos em todo o paiz 1483 bibliotecas populares, totalizando quatro milhões de volumes. »

Une nation moderne et cultivée

Comisión argentina de cooperación intelectual, *El libro argentino en América*, Buenos Aires, 1941, introduction d'Antonio Aita, p. 14 : « […] Allí se encontraba presente desde el poeta de alta inspiración hasta el investigador consagrado a las disciplinas más severas de la ciencia, desde el creador de mundos imaginarios hasta el hombre preocupado por los problemas filosóficos, y desde las lecturas para niños hasta el conciso libro de texto. Y así, como en una teoría de imágenes, el visitante fue admirando lentamente las diversas etapas de nuestra cultura. »

AHI, 542,6, 1043/18350, Intercâmbio intelectual Brasil/França, 1931-1940, Le Havre, 25/11/1938, Lettre du consul brésilien au ministre des Relations extérieures : « Aquí está o canto dos filosofos, sob a presidencia de Alexandro Korn, que é o nosso Bergson. Encontram-se do outro lado as obras de Fernando Moreno, considerado com justiça o nosso maior poeta vivo, e Ricardo Guiraldes, o romancista nacional que conseguiu restablecer a tradição popular nos estudos dos meios camponezes primitivos. »

Comisión argentina de cooperación intelectual, *El libro argentino en América*, Buenos Aires, 1941, Discours de Gustavo Capanema, p. 31 : « Los libros ahora reunidos […] son el feliz resultado de esa contínua labor educativa y la admirable expresión del poder creador del espíritu argentino. »

Ibid. : « constituen signos elocuentes de que en América, una cultura nueva se yergue ya llena de vigor y destinada, sin duda, a servir y honrar el porvenir de la raza humana. »

Idem, p. 15-16 : « Positivamente, lo que merece destacarse en nuestra actividad espiritual no sólo es la forma cuidada y elegante con que el libro está presentado, la universalidad de las preocupaciones que denuncia y su valor económico en relación con la edición, sino también su contenido moralmente sano, despojado de todo espíritu tendencioso e inspirado en un fervoroso ideal humanista. »

Aita Antonio, « Discurso pronunciado en el acto inaugural de la exposición del libro argentino, realizada en la sede del Centro Italiano di Studi Americani en Roma, el 12 de octubre de 1938 », in *La Vida y la cultura en la Argentina*, *op. cit.*, p.13 : « Se la conoce como un poderoso emporio material donde las energías jóvenes forjan con su trabajo la grandeza económica de la Nación. Pero junto a esa Argentina que trabaja y le da nombradía universal, existe una Argentina que investiga en los dominios de la ciencia, que analiza los problemas de la cultura, que plasma en líneas y formas las imágenes de su sensibilidad artística, que

expresa en la melodía las emociones recónditas del espíritu. Aquí está presente esa Argentina que piensa y que sueña. »

Informaciones Argentinas, n°18, 15 février 1939, « Expresiones de la vida económica y cultural de la Argentina » : « La Argentina no olvida que la prosperidad de su pueblo no puede cifrarse en el excesivo crecimiento material o en una preocupación exagerada por lo espiritual, descuidando los aspectos geográficos y físicos de la Nación. Por eso sus gobernantes siempre buscaron el equilibrio entre la producción natural exuberante, que es la base principal de nuestra economía, y la educación popular. Se busca solución a los problemas económicos, tratando de que los mercados del exterior se aumenten para nuestros cereales y para nuestras carnes ; pero enorgullece a la personalidad nacional de la Argentina, que el pueblo que produce tanto volumen destinado al comercio exterior, tenga un índice espiritual apreciable, reconocido por todos los países [...]. »

Guillermo KRAFT, *El admirable avanzo del libro argentino*, Buenos Aires, 1943, p. 3 : « La Argentina, ahora, no sólo es productora y exportadora de artículos agrícola-ganaderos, sino que se hace también presente con el más espiritual de los símbolos : el libro. Si hasta poco tiempo antes éramos conocidos como 'el país del trigo y de la carne', esperemos conquistar pronto un nuevo título : 'la tierra del libro'. »

Un Brésil à la conquête de sa « brasilianité »

Le Brésil à l'Exposition universelle de 1937

Paulo Roberto de ALMEIDA, *Relações internacionais e política exterior do Brasil : história e sociologia da diplomacia brasileira*, Porto Alegre, Ed. da UFRGS, 2004, p. 37. « Essa preocupação elitista com um 'lugar ao sol' entre as potências militarmente significativas foi provavelmente substituída, na era varguista, pela busca desesperada do desenvolvimento nacional. »

Le débat sur l'identité nationale brésilienne de la fin du XIXe siècle à la fin des années 1920

Paulo Roberto de ALMEIDA, *Relações internacionais e política exterior do Brasil : história e sociologia da diplomacia brasileira*, Porto Alegre, Ed. da UFRGS, 2004, p. 37 : « [...] A consciência do atraso econômico e social do Brasil, relativamente aos demais parceiros exteriores, permeia todo o imaginário social da Nação independente. A preocupação com a ascenção internacional do Brasil sempre esteve presente na reflexão política das elites 'esclarecidas' do país, traumatizado que ele foi, no passado, com manifestações de desprezo ou de hostilidade no relecionamento com potências hegemônicas – como a Inglaterra na questão da ablição do tráfico negreiro, por exemplo – ou comdemonstrações de indiferença em períodos subseqüentes – como no episódio da Liga das Nações ou na pretensão do pós-guerra a uma cedeira no Conselho de Segurança da ONU. »

La révolution copernicienne des années 1920

Mônica Pimenta VELLOSO, *Os intelectuais e a política cultural do Estado Novo*, Rio de Janeiro, Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil, 1987, p. 2. « Na década de 20, quando se fazem sentir os efeitos críticos da pós-guerra, com a derrocada do mito cientificista, o ideal cosmopolita de desenvolvimento cede lugar ao credo nacionalista. A busca de nossas raízes, o ideal de brasilidade, passam, então, a constituir o foco das preocupações intelectuais. »

Benedito NUNES, « Apresentação. Antropofagia ao alcance de todos », *in* Oswald de ANDRADE, *Do Pau-Brasil à Antropofagia e às Utopias*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1978, p. XXIII : « O ideal do Manifesto da Poesia Pau-Brasil é conciliar a cultura nativa e a cultura intelectual renovada, a floresta com a escola num composto hibrido que ratificara a miscigenação étnica do povo brasileiro, e que ajustasse, num

balanço espontâneo da propria história, 'o melhor de nossa tradição lírica' com 'o melhor de nossa demonstração moderna'. »

Renato ORTIZ, *Cultura brasileira e identidade nacional*, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1985, p. 139 : « A questão que se coloca não é de saber se a identidade ou a memória nacional apreendem ou não os 'verdadeiros' valores brasileiros. A pergunta fundamental seria : quem é o artífice desta identidade e desta memória que se querem nacionais? A que grupos sociais elas se vinculam e a que interesses elas servem?. »

Portrait de l'intellectuel brésilien en bâtisseur de l'identité nationale

AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, *La Opinión* (Santiago), 09/10/1944, « El Brasil y los problemas de la cultura », par Oreste Plath : « Entusiasmadamente se podría reseñar la acción del Instituto de Cinematografía Educativo, dirigido por el doctor Roquette Pinto, y secundado por técnicos de educación. Este Instituto, no sólo filma películas que tengan que ver con temas de la nacionalidad, sino que distribuye material, máquinas y enseñanzas cinematográficas. »

La « Révolution de 1930 », rupture fondatrice

José Luis Bendicho BEIRED, *Sob o signo da nova orden. Intelectuais autoritários no Brasil e na Argentina*, São Paulo, Edições Loyola, 1999, p. 278 : « A Revolução de 30 contribuiu para aprofundar o debate intelectual travado desde os anos 10, no sentido de oferecer alternativas para os problemas nacionais ; e para desenvolver a competição entre os intelectuais pela disputa do poder político e simbólico. »

Mônica Pimenta VELLOSO, *Os intelectuais e a política cultural do Estado Novo*, Rio de Janeiro, Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil, 1987, p. 4. : « Apresentando-se como o grupo mais esclarecido da sociedade, os intelectuais buscam 'educar' a colectividade de acorde com os ideais doutrinários do regime. »

Cité par Mônica Pimenta VELLOSO, *ouv. cité*, p. 7 « [...] a Academia Brasileira de Letras tem que ser o que são as instituições análogas : uma torre de marfim. »

Ibid. : « A primera fase de vossa ilustre instituição decorreu à margem das atividades gerais… Só no terceiro decênio deste século operou-se a simbiose entre homens de pensamento e de ação. »

L'alliance des intellectuels et du pouvoir politique

AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, Note à propos d'un article du journal *La Opinión* (Santiago), 09/10/1944, « El Brasil y los problemas de la cultura », par Oreste Plath : « En el Brasil, hay un Ministerio, el de Educación, que atiende y vigila el crecimiento cultural del país, por medio de una feliz coordinación de organismos. »

Maria Helena Rolim CAPELATO, *Multidões em cena. Propaganda política no varqguismo e no peronismo*, [1era ed. 1998], São Paulo, Editora UNESP, 2008, p. 121 : « Personalidades de diferentes tendências gravitaram em torno do Ministério de Educação. [...] Entre os nomes que ocupavam postos nesse ministério, muitos deles não se identificavam ideologicamente com o regime, como era o caso do poeta Carlos Drummond de Andrade, chefe de gabinete do ministro, que, em 1945, declarou-se simpatizante do comunismo. A presença desses intelectuais no ministério não significava a adesão ao autoritarismo ; eles se colocavam na posição de funcionários públicos (o que era uma tradição no país, jà que não havia mercado consumidor de produtos culturais com capacidade para dar autonomia profissional ao escritor/artista). Além disso, deles não foi exigida, como de outros funcionários, fidelidade ideológica. »

Les acteurs de la diplomatie brésilienne

AHI, 542,6, 995/16141, 04/07/1936, Lettre d'Ildefonso Falcão à José Carlos de Macedo Soares : « É claro que uma obra desse tômo […] exige funcionarios capazes, funcionarios que estejam ao corrente, pelo menos, do movimento intellectual, artistico e scientifico do seu paiz. Sabe Vossa Excellencia que não escassem nesta Secretaria de Estado elementos desse valor. O que nem sempre se encontra é o enthusiasmo, ou melhor, o devotamento por esse trabalho que é arduo. »

AHI, 542,6, 1043/18360, Intercambio intelectual entre o Brasil e a Grã-Bretanha, Londres, octobre 1936, Rapport de Paschoal Carlos Magno, consul auxiliaire : « O Brasil, no desejo de expandir o conhecimento da lingua nacional, pode contar, também, com a bôa vontade e o patriotismo de seus funccionarios consulares. É só olhar para o quadro consular e ver-se-á os nomes que alli repontam, de antigos jornalistas, escriptores, poetas, musicos, advogados, médicos, etc. Todos elles cumprem, com elevação e enthusiasmo, sua missão de propagandistas econômicos e intellectuaes do Brasil. »

L'image du Brésil à l'extérieur

La mission de Gilberto Freyre

Jornal do Commercio, Recife, 03/04/1942, « Gilberto Freyre em Buenos Aires », par Lídia Besouchet : reproduit dans *Americanidade e latinidade da América Latina*,..., p. 134« E o Brasil começou aos poucos a se reconsiderar dos empirismos e das exaltaçóes literarias. Surgiu uma tendência mais firme, mais séria de interpretar as causas : um desejo de ir às propias fontes, retardando-se um pouco o ritmo acelerado da produção literaria, que começou a ganhar em profundidade. *Casa Grande e Senzala* havia dado o exemplo vivo dos resultados obtidos por um esforço contínuo, honesto, em arquivos, museus, bibliotecas. E, ou por houvesse um declínio natural da obra de ficção, ou porque *Casa Grande* oferecesse o melhor caminho a seguir, os índices literários do Brasil, a partir de 1935, começaram a declinar no que se refere à produção novelística, e aumentar no ramo da investigação histórica e social. »

CPDOC, Arquivo Gustavo Capanema, rolo 17, 12/03/1942, Lettre de Gilberto Freyre à Gustavo Capanema : « Não deve ficar sem relevo o fato de que tem tambem concorrido para a modificação de atitude dos argentinos e uruguaios com relação ao Brasil, a modifificação de atitude que, nos últimos anos, se vem operando dentro do própio Brasil, como resultado de nova orientação de pesquisadores e intérpretes do nosso passado e da nossa atualidade social e cultural [...]. »

CPDOC, Arquivo Gustavo Capanema, rolo 17, 12/03/1942, Lettre de Gilberto Freyre à Gustavo Capanema : « Me informou o sr Saenz Hayes de que dizia agora aos seus compatriotas que ostentavam ainda a circumstancia de ser maior a população branca da Argentina que a do Brasil, como evidencia de superioridade : 'Vocês agoram precisam de procurar outras evidencias de superioridade. Os brasileiros já venceram esse complexo de inferioridade'. »

De la nécessité de combattre les stéréotypes

CPDOC, Arquivo Gustavo Capanema, rolo 17, 12/03/1942, Lettre de Gilberto Freyre à Gustavo Capanema : « A atitude antiga era, geralmente, de pouca e ás vezes nenhuma confiança na capacidade brasileira de desenvolverse em nação vigorosamente moderna, dado o fato de estar grande parte do nosso país em clima considerado incompatível com altas formas de civilisação - desvantagens de que a Argentina e o Uruguai, pela voz de alguns dos seus publicistas, se gabavam de estar livres. Livres também, da herança deprimente do sistema de escravidão [...] com o resultado de ter o Brasil ainda hoje o nosso país uma vasta população negra e negroide, numas zonas, e noutras misturadíssima. Condição que se afigurava a publicistas argentinos da escola ou das tendencias de Bunge um mal irremediável, uma condição de profunda inferioridade cultural e até biologica do Brasil ao lado das nações americanas de maior população branca ou de cultura européia e padrões de vida europeus mais generalizados. »

Ibid. : « um país de gente toda mole, de negros indolentes, de mestiços dorminhosos vencidos pelo clima ou pela naturesa tropical, de individuos inativos e quase o dia inteiro deitados á sombra do arvoredo tropical. »

AHI, 542,6, 995/16141, 02/02/1936, Article du *Diario de Noticias*, Rio de Janeiro : « [...] Continuo a dizer que é tempo de nos conhecerem là fora através de todas nossas realizaõoes de modo que deixem de enxergarnos como uma taba vastissima de indios chucros e de mestiços analphabetos. »

AHI, 542,6, 653/9813, 16/11/1935, Article du journal *Careta :* « De longe não nos enxerguem senão como antropofagos de venta furada, dormindo em rêdes de cipó e saboreando a cada hora lombos macios de arianos que pretenderam chamar nos para o bom caminho. Precisamos **brasileiramente** acabar com esse equivoco deprimente. »

AHI, 542,6, 995/16141, Article du *Correio de São Paulo*, interview d'Ildefonso Falcão : « Com todas as defficiencias que os pessimistas pretendem apontar, creamos expressões de arte que são nossas, caracteristicamente nossas, na poesia, na prosa, na musica e mesmo na pintura e na esculptura. »

AHI, 542,6, 995/16141, 29/09/1936, Article du *Diario de noticias*, « O que ainda não é más precisa ser o Serviço de cooperação intellectual do Itamaraty » : « [...] E é necessario que ele [o Brasil] deixe de ser-lo [desconhecido] sem mais demora, para melhoria das cifras do seu proprio commercio exterior. »

AHI, 542,6, 995/16141, 02/02/1936, Article du *Diario de Noticias*, interview d'Ildefonso Falcão : « [...] E por esse caminho iremos mostrando ao mundo civilizado que temos também uma serie de coisas de que elle justamente se envaidece. »

AHI, 542,6, 1045/18392, Cooperação Intelectual, tomo II, 1939-1940, *Jornal do Brasil*, 26/03/1939, « O problema da cooperação intelectual », par Peregrino Júnior : « Quando se observa, de espirito sereno e olhos lucidos, o completo isolamento em que vive o Brasil no mundo, ignorado ou, o que é pior, mal conhecido e mal julgado por quasi todos os centros culturaes da Europa e da América, não se pode esconder um subtil e penetrante sentimento de melancolia. »

AHI, 542,6, 464/7040, 12/09/1936, Lettre de l'agent diplomatique brésilien à Copenhague : « Essa asserção, verdadeira quanto à nossa litteratura por causa […] da falta de tradução, encerra, porém, um pessimismo demasiado sombrio se encararmos a questão sob outros aspectos. »

Une modernité « à la brésilienne »

AHI, 78/3/14, 03/10/1935, Lettre de Montarroyos à José Carlos de Macedo Soares : « Vossa Excellencia compreende quanto seria lamentavel que o dito volume […] fosse dado a publicação sem que n'elle figurasse o nosso paiz, cuja musica e canção populares occupam lugar sobremodo notável no folklore mundial. »

AHI, Divisão Cultural, 135/5/7, Rio de Janeiro, 12/10/1945, Rapport de Vinicius de Moraes au chef de la Division de Coopération intellectuelle : « A riqueza e variedade dessa música é o melhor argumento que se possa ter para afirmar ser dificil, senáo impossível, conhecer verdadeiramente o Brasil sem conhecer sua música popular auténtica. Desde as melopéas amazônicas, até as canções gauchas, atravez a música regional típica do Norte, Nordeste e Bahia, as valsas mineiras, os sambas, valsas e modinhas cariocas, veio a alma brasileira criando um dos mais interessantes patrimônio de cultura popular de que se possa orgulhar qualquer povo do mundo, a par da Espanha, Russia, Grã-Bretanha e Estados Unidos da América. »

AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, Note à propos d'un article du journal La Opinión (Santiago), 09/10/1944, « El Brasil y los problemas de la cultura », par Oreste Plath : « Para asombrar al investigador, bastaría citar el Carnaval, fiesta llena de vivencias populares. El Carnaval, es fascinación del color y del sonido, deslumbramiento y perturbación de los sentidos.

Continúa la música brasileña, que es, 'la gran música popular'. Al son de el samba, bailan hasta los árboles. Y siguen la pastelaría y la dulcería, que tienen un linaje africano. Y los negros, que en sus fiestas, candomblés, macumbas, exhiben un sincretismo religioso que maravilla. »

Ibid. : « Por esta razón, la producción bibliográfica folklórica es numerosa y el índice de ella ocuparía actualmente varios volúmenes. Lo subrayado supone el funcionamiento de agrupaciones de investigadores. Y por ello se puede decir, de modo general, que la obra que se lleva a efecto en ellas, es de primera magnitud, razón por la cual encuentra una clara y franca acogida en el extranjero.
Y como es natural, estos estudios tienen programación en los planes educacionales. El Brasil sabe que los elementos folklóricos, por su enorme valor y poder, deben ser cultivados en las escuelas, y éstas, a fin de cumplir su labor, están obligadas a conservarlo y divulgarlo.
Después vienen las Universidades, los organismos especializados, que mantienen cursos de folklore. Entre estos cursos, se cuentan el de la Escuela Nacional de Música, el de la Facultad de Filosofía y Letras. También se estudia el folklore, directa e indirectamente, en la Escuela de Conservadores de Museos.
Éste es, pues , el destino y la significación de la enseñanza del folklore en el Brasil, porque ha buscado y busca la unificación de planes y programas y la armonía de normas y métodos. »

AHI, 78/3/13, 09/03/1934, Lettre de Montarroyos à Cavalcanti de Lacerda : « Peço licença para informar Vossa Excellencia de que nossos museus ainda não me enviam informações acerca da atividade que de certo desenvolvem, afim de que eu as faça publicar nos boletins e revistas do Instituto : o que muito é de lastimar, porque assim desprezamos um dos melhores meios de excellente propaganda do Brasil no mundo inteiro. »

AHI, 78/3/13, 19/03/1934, Lettre de Montarroyos à Cavalcanti de Lacerda : « [...] Assim vejo, com pena, que o Brasil, se não figurar em documento de tal ordem, dará de si, aos olhos das outras nações, por um dos aspectos caracteristicos do grau de cultura de cada povo, uma ideia singularmente desfavorável, que, entretantao, não é verdadeira. »

AHI, 78/3/13, 04/08/1933, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco : « Em sua acção ha dois aspectos : um internacional e o outro nacional. Para desenvolver continuamente a participação do Brasil na obra internacional de Cooperação internacional, a Commissão Brasileira tem que cuidar incessamente de melhorar a cultura do nosso povo ; o que equivale a dizer : de se occupar, a todo instante, com o nosso momentoso problema da educação nacional. »

AHI, 78/3/14, 12/11/1937, Lettre de Montarroyos à Mario de Pimentel Brandão : « [...] tudo quanto contribuir para o desenvolvimento da obra internacional de cooperação intellectual será muito util à nossa grande obra nacional de educação do povo brasileiro. »

AHI, 1770/35715, Cooperação intelectual. Relações culturais e artísticas, 1943-1946, *La Opinión* (Santiago), 09/10/1944, « El Brasil y los problemas de la cultura », par Oreste Plath : « A propósito de Museos, recordamos que se ha dicho que el mayor número de museos de un país, señala su cultura. Y esto es lo que se comprueba en el Brasil. El interés de los científicos, de los estudiosos y de los organismos del Estado, se demuestra en el cuidado, en la atención que se le dispensa a todos estos centros, ya sean Archivos de la historia del país, industriales, escolares o comerciales. [...] Al lado de los Museos, colabora el Servicio del Patrimonio Histórico y Artístico Nacional, que depende del Ministerio de Educación y cuenta con un personal de inspectores oficiales de monumentos nacionales, que realizan exploraciones sistemáticas, descombraciones y reconstituciones. La obra del Servicio del Patrimonio Histórico y Artístico Nacional, es vigilar en el país los bienes patrios. »

Vers le mythe de la démocratie raciale

IHGB, Arquivo Hélio Viana, Lata DL1417, Pasta 47, 09/08/1942, Article du journal *A Manhã*, « O Brasil, sua democracia e os problemas da cooperação intellectual », par Ribeiro Couto : « Pela sua posição geográfica, pela sua vastidáo territorial, pelo caráter de sua formação demogrãfica, pelos fenômenos

étnicos e sociais que se elaboram a olhos vistos nas suas cidades, o Brasil merece bem o nome de 'país cósmico' que lhe deu um pensador europeo. »

Ibid. : « A nacionalidade que alvorecia nas lutas de Pernambuco, com a cooperação de sangue de portugueses, indios, negros e mestiços de todos os matizes, veria logo depois, nos começos do século XIX, o afluxo de povos europeos em busca de terras e de trabalho ; e ao largo desse processo étnico e político, que foi a criação da república (entecipada pelo caáter patriarcal do Império), vimos desenvolver-se, cada vez mais fortes, o 'instinto democrático'. »

Boletín de la Unión Panamericana, avril 1933, p. 239-240 : « […] esta vastísima nación que posee inconfundibles bellezas naturales, que dentro del mismo territorio encierra ciudades ultramodernas, atrevidas líneas ferroviarias y extensas regiones cubiertas de selvas vírgenes que el hombre aún no penetra y que esconden indudablemente tesoros desconocidos y sorpresas geológicas, etnológicas, botánicas y paleontológicas. »

Alfonso REYES, *Misión diplomática. Tomo II*, Compilación y prólogo de Víctor Díaz Arciniega, México, Fondo de Cultura Económica/Secretaria de Relaciones exteriores, 2001, p. 71 : « El Brasil no es ya para los brasileños la selva virgen inexplorada, región tan misteriosa y llena de peligros, que renunciaban a sus riquezas, a sus inmensas posibilidades. Hoy se entrevé un porvenir claro, con la seguridad de que el país está llamado a una participación importante en la vida política y económica del mundo. Con todo, este porvenir se encara con una actitud que sorprende a algunos extranjeros para quienes el desarrollo de Brasil y de otros países semejantes sólo podía lograrse gracias a la intervención del capital internacional y sin otro fin que el de la explotación económica de las riquezas ; no pensaban que el Brasil no es únicamente una región geográfica de incalculables posibilidades, sino también una verdadera célula nacional en la que hay gérmenes que tienden a un fin superior al del desarrollo material : al de la creación de un tipo humano original, que por el momento se busca a sí mismo. »

Le Chili ou la nation paradoxale

Le Chili à l'exposition Ibéroaméricaine de Séville de 1929 : l'image d'un pays « sin tropicalismos ni exageraciones »

Chile, septembre 1928, 3ème année, vol. 3, n°43, « El pabellón chileno en Sevilla », por Luis Harding Carrasco : « Desde ese balcón flameará el tricolor nacional saludando al cielo de España con todo el afecto de un hijo, y la arrogancia de un pueblo vigoroso que ha sabido ser heroico, trabajador e idealista. »

Ibid : « Allí el pabellón chileno con sus tres pisos y una torre, evocando armoniosamente las glorias de un pasado y los impulsos del progreso, entre muros macizos, arrogantes, decorados con el pincel y el buril de nuestros artistas. Mirando el frente principal aparece la gran entrada, en cuya coronación un cóndor estilizado en piedra es como un símbolo de la majestuosidad de nuestra cordillera. Esta portada de perfiles sobrios con sabor de América es un motivo que domina. Y aquel robusto zócalo también de piedra oscura, nítidamente, se dibuja ante la fresca luminosidad de esas paredes sencillas, que besan el cielo con nuestras mismas tejas campesinas. »

Sylvia Dümmer SCHEEL, « Los desafíos de escenificar el 'alma nacional'… », *op. cit.*, p. 97 : « Aunque Chile se vanagloriaba de ser superior a sus pares latino-americanos en los ámbitos económico, político, social e incluso 'racial', existía conciencia de la inferioridad del arte indígena propio en comparación con el de países como México, Perú o Guatemala. »

Le débat sur l'identité nationale

La crise du Centenaire et la « modernité périphérique » du Chili

Enrique FERNÁNDEZ D., *Estado y sociedad en Chile, 1891-1931: el Estado Excluyente, la lógica estatal oligárquica y la formación de la sociedad*, Buenos Aires, Lom Ediciones, 2003, p. 30 : « Mientras los grupos oligárquicos, gracias a una serie de situaciones de privilegio económico y significados compartidos respecto a distintos aspectos de la realidad chilena de la época, habían logrado desarrollar un sentido de conjunto, auto identificándose como la 'sociedad', el resto de la población, dispersa en los campos y en los suburbios de las ciudades, era difuminada en categorías como 'pueblo', 'turbamulta', 'multitudes', 'muchedumbre, 'masas' y otros. »

Nation, race et territoire

El Diario Ilustrado, Santiago, 22/01/1930, cité par Patrick BARR-MELEJ, « Imaginando el campo : nacionalismo cultural, política y la búsqueda de la chilenidad, 1891-1941 », in *in* Gabriel CID, Alejandro SAN FRANCISCO (ed.), *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : siglo XX*, Vol. 1, Santiago de Chile, Centro de Estudios Bicentenario, 2010, p. 93 : « Si hubiera en Chile personas que como Carlos Valdés Vásquez se ocuparan de lo nuestro, podríamos aspirar a crear una raza sólida, empapada de tradiciones, bien chilena, bien criolla. »

Ibid. : « dignificar esta música, hacerla comprender de todo el mundo, realizar el milagro de que nos orgullezcamos de ella y que la adoptemos rechazando el tango intruso y al fox petulante. »

Stefan RINKE, *ouv. cité*, p. 121 : « la dependencia económica de las exportaciones, la dominación de modelos foráneos en todas las esferas de la vida, y en general el poder de los extranjeros en sectores cruciales de la sociedad y economía chilena seguían ocasionando el lamento de los intelectuales. »

Le Chili ou « una loca geografía »

Rafael Sagredo BAEZA, « Geografía y nación. Claudio Gay y la primera representación cartográfica de Chile », *Estudios Geográficos*, vol. LXX, n°266, janv.-juin 2009, p. 256 : « si la realidad geográfica, social y cultural del Chile que pasa de colonia a república está registrada en el Atlas, las representaciones del mundo natural y de las especies que entonces lo habitaban también se ofrecen en toda su magnitud, integrando así el mundo natural a los componentes de la nueva nación. »

MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación n°3, mars 1940, « Chile, visión panorámica » : « Viene a ser, así, y en esta forma, nuestra república un muestrario inmenso de desiertos, valles transversales y longitudinales e islas, golfos y canales, que se sepultan, finalmente, en el Océano Glacial. Trópico, clima templado y frio polar. Algodón y azúcar, chacarería, viñedos y cereales, pinos y pasturajes. Tal es, en síntesis, su aspecto físico y vegetal. »

Ibid. : « Tendido como un inmenso brazo de gigante, se extiende la enorme Cordillera de los Andes que ha sido llamada Espinazo de la América del Sur. Es su límite natural hacia el Oriente y en sus cumbres anidan los Cóndoros, […] al mismo tiempo que es una barrera que la separa de Bolivia y Argentina y que la arrebatan, para una fácil explotación agrícola, grandes terrenos. Tales disposiciones del suelo han plasmado los relieves del carácter recio de los Chilenos que, en 400 años de influencia española, convirtieron y crearon una verdadera raza chilena. »

Ibid. « De esta provincia al seno de Reloncaví, en 1200 km de extensión más o menos, nuestro país adopta su forma definida. Aquí se inicia el gran valle central, con su clima delicioso y gratísimo, donde florecen sus grandes industrias y sus grandes ciudades. Donde existen sus más notables viñedos y en que las primaveras convierten todas las tierras en vergeles, para destacar la belleza y simpatía de sus mujeres. »

Ibid. : « En la provincia de Aconcagua, la Cordillera de los Andes no tiene por su altura, más rival en el mundo que los del Tibet. […] Apostados en el gran anfiteatro de la Cordillera, los genios invisibles del aire y del tiempo han sido testigos de la transformación material de nuestro pueblo y del crecimiento de sus anhelos y de sus esfuerzos. »

Émergence et affirmation du nationalisme culturel

Stefan RINKE, *ouv. cité*, p. 125 : « Exigió que el arte nacional auténtico fuera basado en métodos y motivos indígenas. De acuerdo con Latcham, el arte americano era arte indígena y debía mantenerse puro protegiéndolo de influencias extranjeras destructivas. Para Latcham, las claes inferiores habían mantenido el instinto artístico y los métodos antiguos. Los chilenos simplemente necesitaban reconocer y apoyar este hecho para poder recuperar 'su tradicional grandeza industrial y artística. »

Politiques de la nation et intellectuels sous le Front populaire

MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación n°3, mars 1940, « Chile, visión panorámica » : « La República independiente, después de algunos disturbios, principió su marcha regular dirigida por hombres expertos, dignos y honrados, que supieron darle instituciones adecuadas e imprimir al país uno de los caracteres más definidos de nación libre y seria entre todos los pueblos de América. »

Ibid. : « Cada período presidencial ha significado un avance en la historia de la vida chilena, tanto en el progreso industrial, como en el económico y cultural. »

Ibid. : « El actual movimiento de Frente Popular, que llevó al poder al Presidente don Pedro Aguirre Cerda, no es sino una rectificación histórica que las clases populares han realizado en Chile con miras a la creación de una nueva era orgánica, democrática y de profundo sentido de justicia social, en que han sido respetados todos los legítimos derechos y encauzadas las aspiraciones y propósitos dentro de las vías del orden y de una responsabilidad colectiva. Chile realiza en estos instantes la experiencia más avanzada en la historia de América […]. »

MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Informativo aéreo, n°6, 06/02/1941 : « Por obra nacionalizadora o chilenizadora no debe entenderse solamente aquélla que haga conocida de todos nuestra gloriosa historia e infunda un natural orgullo patriótico, sino también la que nos mueve permanentemente a no descuidar ocasión alguna de contribuir, siquiera en parte, al progreso y engrandecimiento de Chile, ya sea por ejemplo, prefiriendo el consumo de sus productos o poniendo de relieve nuestras materias primas o nuevas aplicaciones prácticas de las ya conocidas. »

Patrick BARR-MELEJ, *ouv. cité*, p. 172 : « It is clear that governments of different ideological persuasions from the late Parliamentary Republic to the *Frente Popular* endorsed nationalist instruction in the public classroom. Each regime, wether *alessandrista*, *ibañista* or *frentista*, naturally had a vested interest in perpetuating the state's authority and deference to its institutions. »

Ibid. : « But because reformers, and Radicals in particular, nearly monopolized positions of influence within the pedagogical complex as teachers, bureaucrats, and administrators, the nationalism imparted in public schools demonstrated a 'progressive' inclination by the end by the end of the 1930's. Progressive and traditionalists agreed that nationalist instruction served to undermine working-class mobilization, but progressive nationalists also perceived an oligarchic dimension in nationalist instruction. »

MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Informativo, n°17, 26/04/1941, «Plan de chilenidad » : « 1. La exaltación de este sentimiento entre la juventud a base de hacerle conocer las realidades nacionales y el culto por los grandes valores morales que sintetizan el amor a la patria ; 2. La Educación del carácter que engendra y afianza la actitud viril y estimula el espíritu de sacrificio en un

amplio margen de solidaridad social ; y 3. La obra de chilenidad no es una campaña ocasional ni un movimiento educativo de oportunidad, sino una firme orientación normativa permanente y sistemática. »

MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Informativo aéreo, n°20, 17/05/1941, « Defensa de la raza » : « El Ministerio de Educación Pública, en la aplicación permanente del plan de chilenidad, considerará especialmente los beneficios que reportan, para acentuar el amor a la patria, la adecuada y metódica organización extraescolar de la juventud y niñez estudiantil y el conocimiento, que por este intermedio, se adquiere de las cosas chilenas. »

Ibid. : « 1) Fomento de organizaciones infantiles y juveniles de carácter nacional, bajo la tuición del Ministerio de Educación Pública. Estas instituciones serán organizadas por profesores y maestros, y sus actividades, equipos, símbolos y rituales, estarán inspirados en la exaltación de hombres, costumbres, leyendas, tradiciones, etc., propias de nuestro país. 2) Fomento de las excursiones de los escolares y del pueblo a sitios célebres o peculiares de nuestro territorio, a monumentos públicos, a Museos, teatros, parques, a empresas industriales chilenas, como un medio de educación cívica y preparación hacia la actividad social. »

MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Informativo aéreo, n°22, 31/05/1941, « Plan de chilenidad » : « Le Ministère de l'Éducation Publique, toujours préoccupé d'exalter et de renforcer les sentiments de *chilenidad* dans la jeunesse qui étudie, s'attachera à édicter, pour la vie interne des collèges, de nouvelles règles qui puissent façonner une tradition ferme et indestructible d'amour de la patrie et de la nationalité. Pour cela les mesures suivantes seront prises : 1. Organisation de fêtes scolaires patriotiques, de fêtes locales ou régionales, et d'hommages à nos grands hommes du monde du travail, de la vie civique et de la guerre. On profitera de ces fêtes scolaires pour exalter l'amour de la patrie, le respect de ses institutions ; elles auront lieu à l'occasion d'anniversaires et commémorations, d'inaugurations de classes, de la journée du collège, etc... D'autre part, il conviendra, pour accroître le sentiment national des jeunes générations, d'organiser des cérémonies pour donner le nom de grandes figures de l'Histoire de la Patrie à des salles de classe, des bibliothèques, des bureaux, des ateliers, à la salle de cérémonie, etc... 2. Création de la 'Salle Chili' dans chaque établissement scolaire et dans la pièce centrale des écoles primaires. Dans cette salle on organisera une Exposition permanente avec toutes sortes de matériaux représentatifs de la vie nationale, dans ses diverses manifestations, et qui seront utilisés suivant des normes techniques précises, dans le cadre d'une vie éducative rénovée. »

L'image du Chili à l'extérieur

MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación n°3, mars 1940, « Chile, visión panorámica » : « A pesar de su largo y quebrado territorio, Chile es el más unido el de más ardiente sentimiento nacional entre todos los países de la América española. »

Ibid. « Confundir a los Chilenos con los demás pueblos de América sería hacer una injusticia, pues les son superiores por su unidad, por su civismo, liberal y firme, y por todo un pasado de grandeza moral. »

Ibid. « Chile es un país que, a pesar de su origen, nada tiene de latino. Se ha encerrado en sí mismo y se ha formado una fuerte individualidad : la gente es menos intuitiva, pero más trabajadora y tenaz. Antes que a los pueblos latinos, Chile se asemeja a los del norte de Europa, pueblos pobres que no pueden confiar demasiado en la naturaleza y necesitan más esfuerzo y tesón. »

Ibid. « En ningún país del mundo, como éste, se han dado cita pintoresca, todos los aspectos geográficos y naturales. Una hermosa raza homogénea, característica especial de Chile, discurre tanto en las ardientes latitudes de Ariva, como en las heladas estopas de Magallanes. De la mezcla o cruce de dos grandes y pujantes razas – España y Arauco – surgió un pueblo de tez blanca, valiente, esforzado y laborioso, que ha merecido la fina observación de críticos, escritores y eminentes hombres de Estado, de ciencia y de estudio. »

Ibid. « La homogeneidad de sus hombres, que son trabajadores, valientes y de innegable inteligencia, y las mútltiples características y condiciones naturales, ofrecen a Chile saludable porvenir en la vida futura de América. »

Le Chili, « uno de los [países] más hermosos, ricos y privilegiados de la tierra »

Chile, décembre 1929, año III, vol. 4, n°58, « Las islas de Juan Fernandez o de Robinson Crusoe. Maravilloso rendez-vous de turismo » : « […] en pleno Océano, en el camino de las enormes corrientes de Humbolt, estas islas ofrecen a los aventureros serenos de lo conocido, que son los turistas, un rendez-vous de lo más hermoso y propicio, tanto por su belleza exótica natural, como por su clima encantador. Estas islas oceánicas que se levantan en cumbres y peñones casi inaccesibles, acusando su origen montañoso y volcánico, tienen para el mundo una profunda atracción legendaria, por haberse convertido en el escenario que Daniel Defoe describió en sus aventuras de Robinson Crusoe. »

Lettre d'Emilio Rodiguez Mendoza, ambassadeur du Chili en Espagne, à Conrado Ríos Gallardo, ministre des Relations extérieures, Madrid, 05/09/1927, citée par Sylvia Dümmer SCHEEL, « Metáforas de un país frío. Chile en la Exposición Iberoamericana de Sevilla en 1929 », *Artelogie*, Dossier thématique « Image de la nation : art et nature au Chili », n°3, septembre 2012, p. 6 : « La Araucanía, de clima frío, que crece y vive entre la lluvia y nieve, reemplaza bizarramente a las palmeras, símbolo decorativo de la zona inflamada del continente. […] Parece indicado, pues, la convieniencia y el derecho de mostrar en la próxima exposición que nuestro clima es templado, que en lugar del plátano, se da la manzana. »

Modernité et progrès : le Chili comme avant-garde de la civilisation américaine

Un peuple de bâtisseurs

MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación, n°9, sans date, « Mujeres poetas de Chile », par Marta Brunet : « Como veo el paisaje de mi tierra veo a sus mujeres-poetas : presidido aquél por la enormidad de piedra y nieve de la cordillera, presididas éstas por el temperamento de fortaleza y dulzura de Gabriela Mistral. »

Chile, décembre 1929, año III, vol. IV, n°55, Éditorial : « Los puentes del sur, el atrevido trazado de la zona ferroviaria que va de Valparaíso a Santiago, la electrificación de la misma, las cremalleras que escalan los ásperos montes que forman la ingrata vía hacia el Altiplano […] significan no sólo un triunfo científico, sino que, también, la demonstración de una vigorosa tenacidad que mucho nos honra.
La Exposición de Ferrocarriles ha puesto ante la vista de nacionales y extranjeros la capacidad chilena que con constancia inquebrantable y venciendo todos los obstáculos inherentes a un país joven, ha podido tender redes longitudinales y trasversales en todo el Territorio, salvando los torrentes, horadando las montañas y escalando las altas cumbres mediante el empleo de los más altos resultados de la ciencia. […] Y es legítimo orgullo expresar que, esas líneas han sido tendidas, casi en su totalidad por técnicos chilenos, que esos puentes han sido calculados por cerebros nacionales, que esos túneles han sido estudiados por los hijos de nuestras Universidades y que esas cremalleras se incrustan en las piedras de las montañas debido, también, en su mayor parte, a los conocimientos que proporciona la educación pública de este país. »

Chile, septembre 1930, año IV, vol. 5, n°67, Editorial : « Santiago se moderniza y paso a paso, pero con pie firme y seguro, entra a ocupar el sitio que se merece entre las grandes metrópolis de América. […] Por dondequiera tropieza la vista con nuevas calles y avenidas, a cuyo borde se alzan luciendo su bella arquitectura, hermosas casas residenciales y espléndidos edificios de renta. Las calles centrales especialmente, con sus grandes claros, en que la barreta y el martillo le dieron su golpe de gracia al último esqueleto de madera, son un fiel reflejo de la fiebre de edificación que hoy día existe en la ciudad. Enormes rascacielos de diez y doce pisos, cuya construcción dá trabajo a miles de obreros, hablan elocuentemente del alto grado de progreso a que se ha llegado la edificación en Chile. Tanto en la parte eminentemente arquitectónica, como la que dice relación con los estucos, decorados, instalaciones

sanitarias, eléctricas […], no tienen mucho que envidiar a sus sililares del extranjero, y constituyen un verdadero orgullo para los arquitectos y constructores chilenos. »

MRE Chili, Información y Propaganda, Conferencias de divulgación, n°1, « La Universidad de Chile » : « Allí junto a los primeros contrafuertes de la cordillera, eternamente nevada, donde un clima suavemente templado rige la vida de una tierra fecunda, a 560 m sobre el nivel del mar está la ciudad de Santiago. Es una ciudad extensa, amplia, fuerte con un gran centro comercial erizado de rascacielos y barrios residenciales, llenos de quintas con flores, en que los restos de la vieja ciudad colonial se mezclan con las nuevas arquitecturas en inesperados golpes de vista entre parques y jardines. »

Une nation éduquée et raffinée

MRE Chili, Información y Propaganda, Conferencias de divulgación, n°1, « La Universidad de Chile » : « Es tradicional el prestigio de la enseñanza chilena. En la formación social del país, en su desarrollo histórico que hoy presenta un estado políticamente evolucionado, la influencia de la educación chilena es considerable. Sus primeros pasos por un camino seguro vienen de muy atrás, de la mitad del siglo pasado, la estabilidad política estaba ya sentada, es verdad, pero la continuidad del Estado chileno, su estabilidad administrativa e institucional es indudablemente producto de un proceso correlacionado en que colaboran el orden político y la educación pública. »

Ibid. : « Hoy día puede decirse, sin énfasis, que es una de las mejores universidades americanas por los sistemas de enseñanza, por la calidad de sus estudios basados en el más alto rigor científico y por la riqueza de sus instalaciones que comprenden todos los servicios modernos indispensables para el buen funcionamiento de sus escuelas o institutos. »

Ibid. : « La Universidad de Chile adquiere ahora una perspectiva llena de atracción para el extranjero, pues, a su espíritu moderno y progresista está unida su realidad material formada por sus numerosas y bien construidas escuelas, sus campos de experimentación, sus piscinas, sus estudios, sus teatros, distribuidos en los diversos barrios de una ciudad urbanizada y dinámica. »

MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación, n°9, sans date, « Mujeres poetas de Chile », par Marta Brunet : « Gabriela Mistral está ahí, grande y única, con su obra sin reparo entre lo mejor que la poesía contemporánea entrega al troje universal. »

MRE Chili, MRE Chili, Información y propaganda, Boletines de divulgación, Boletín de divulgación, n°4, 18/04/1940, « Mujeres de Chile », par Marta Brunet : « Es casi un lugar común el que las mujeres de Chile representan uno de los fenómenos sociales más interesantes del Continente Americano, por la forma rápida en que se han sumado a la vida activa de la Patria, preparándose primero en escuelas y Universidades y actuando enseguida en reparticiones públicas y privadas, con tal eficiencia, que muchas alcanzan puestos de responsabilidad. »

La culture populaire et le folklore, expressions d'un Chili rural, authentique…et américain

Chile, Septembre 1928, 3e année, vol. 3, n°43, « El pabellón chileno en Sevilla, por Luis Harding Carrasco » : « Ante la perspectiva de esta obra [le pavillon], artistas e intelectuales han elogiado la pureza y el carácter de su estilo y la claridad de sus planos hábilmente distribuidos. Y junto a esos elogios, que enaltecen el Arte de América, ha vibrado con nuevas e inconfundibles sonoridades el nombre de Chile. »

Sylvia Dümmer Scheel, *art. cité*, p. 92 et 93 : « lo que se rescataba del aaraucano se limitaba a una característica abstracta : la idea de su valentía » ; « comenzó a rescatarse su figura como representación de la raza, y sus expresiones culturales (vestimenta, joyería, cerámica e instrumentos), como símbolos de lo chileno. »

Chile, juillet 1928, año III, vol. 3, n°41 : « Jorge Délano (Coke) presenta en nuestra portada al campesino chileno, nuestro 'Huaso', pintorescamente ataviado, y fiel al cariño de su 'pingo'. Es una feliz composición

del tipo dominador de la llanura y de la montaña chilenas, del que conserva en nuestros campos la sencillez y la nobleza del alma nacional. »

Comisión chilena de cooperación intelectual, *Catálogo de la exposición de artes populares americanos*, Universidad de Chile/Museo de Bellas Artes, 1943, p. 7 : « Al acoger la idea de realizar esta Exposición de Artes Populares con el carácter de americana, la Universidad de Chile tuvo muy en cuenta el alcance que una exhibición de esta naturaleza tiene en la hora actual. Suspendidos los vínculos directos con los centros vivos de la civilización europea, de la cual en conjunto los pueblos de América somos herederos, se impone un examen de nuestros recursos vitales. Más aún, se impone estimular una voluntad afirmativa de existencia, volviéndonos hacia nosotros mismos y hacia nuestro pasado. Superada la etapa de independencia política que entraña una actitud de ruptura con ese pasado, debemos recoger, ahora, el patrimonio inseparable de nuestro propio modo de ser, para dar cumplimiento a la responsabilidad que nos incumbe. »

MRE Chili, Ambassade du Chili, 1940, dossier 1806, Santiago, 09/05/1940, Lettre de José Perotti, directeur de l'École des Arts Appliqués de l'Université du Chili aux représentants diplomatiques américains en poste à Santiago : « Esta exposición deberá reunir, por primera vez en un conjunto organizado, las diversas manifestaciones de expresión en que se vierte el espíritu popular de nuestras diferentes nacionalidades ligadas por vínculos comunes de sangre y cultura.
El arte Popular elaborado, generalmente, para adornar los utensilios del ajuar doméstico, por necesidad formal ineludible, impulsado por el instinto de los factores históricos es, sin duda, la base que tienen nuestras naciones para lograr un carácter propio.
La importancia de una Exposición de esta naturaleza, estamos ciertos que será comprendida por V. E. En ella, por primera vez, veremos en un cuadro desarrollado manifestarse el esquema espiritual de nuestros pueblos que, nacidos de un pasado común, luchan en su devenir histórico por alcanzar con medios propios las formas superiores de la cultura. […] Querríamos, por eso, reunir, si es posible, todas las manifestaciones locales y nacionales de industrias y artesanías típicas en uso. Es importante que los objetos seleccionados se produzcan en la actualidad y correspondan a usos necesarios, que sean de arte popular vivo, pues, uno de los objetivos de esta exposición es estimular el espíritu creador y práctico, pasado y porvenir de nuestra raza. »

Chile, Septembre 1928, 3e année, vol. 3, n°43, « El pabellón chileno en Sevilla », por Luis Harding Carrasco : « Sabemos que los pueblos de este otro lado del Atlántico exhibirán entonces, ante la faz del mundo lo que pueden el empuje y la idealidad de un Continente joven impulsado hacia altos destinos. »

Conclusion

Arturo Torres RIOSECO, « Hacia una mejor comprensión panamericana », *Hispania*, vol. XIV, n°3, mai 1931, p. 220-221 p. 220-221 : ¿Tiene la literatura latinoamericana importancia suficiente para justificar la creación de cátedras especiales dedicadas a su estudio? […] ¿Ha producido la América latina una literatura original e indígena? Esta es la pregunta de todos los detractores de nuestras letras porque hay muchos que todavía piensan que por el hecho de tener un alto porcentaje de población indígena nuestro continente debe producir una literatura primitiva y bárbara. Y bien, hasta eso tenemos. Bailes y cantos primitivos, resto de liturgias salvajes, narraciones ingenuas de los indios guaraníes y horribles leyendas de los pueblos de México. Y de época más reciente nos queda la epopeya de la pampa argentina en payadas sabrosas y rudas, cantos de vaqueros venezolanos y chilenos y una enorme cantidad de verso popular. Pero como aspiramos a tener una cultura propia y avanzada, aún a riesgo de aceptar que nuestra literatura sea sólo un desdoblamiento de la española, consideramos que únicamente por nuestra literatura culta somos dignos de figurar entre los pueblos de Europa. »

Lettre de Gabriela Mistral à Victoria Ocampo, Barcelone, 09/01/1935, reproduite dans *Gabriela Mistral/Victoria Ocampo. Esta América Nuestra. Correspondencia 1926-1956*, *op. cit.*, p. 45. « La americanidad no se resuelve en un repertorio de bailes y de telas de color ni en unos desplantes tontos e insolentes contra

Europa. Este lote de americanidad sale de las manos zurdas de los chacoteros y los tontos. Hay mil direcciones y sendas posibles dentro de ella […]. »

Conclusion

AHI, Divisão de cooperação Intelectual, 135/5/7, Rio de Janeiro, 22/02/1945, « Relatório sobre as atividades da Divisão de Cooperação Intelectual no ano 1944 », par Osório Dutra, chef de la Division : « Instrumento poderoso de compreensão e aproximação entre as nações – compreensão e aproximação que só podem resultar do conhecimento recíproco – ela [a cooperação intelectual] ganha uma significação ainda maior quando se trata de um país jovem, ainda grandemente desconhecido, como é o caso do Brasil. A cooperação intelectual surge então como a poderosa auxiliar da política, cujo caminho ela aplaina e ilumina, abrindo verdadeiros clareiras de interesse e simpatia entre os povos. »

Edgard Telles RIBEIRO, *Diplomacia cultural : seu papel na política exterior brasileira*, Brasília, Fundação Alexandre Gusmão, IPRI, 1989, p. 84 : « Que história, que memória, que cultura e que identidade são essas que recebem o adjetivo de nacional? Serão da nação como um todo, ou apenas de suas elites, de seus sectores dominantes, dos vencedores da sua história? »

Isaac Leon Kandel, *International cooperation : national and international*, National Committee of the United States of America on International Cooperation, New York, Columbia University, Bureau of publications Teachers College, Columbia University, 1944, p. 43 : « The committees were established on the recommendation of the OCI to serve as liaison agencies between the nations and the international organization. Because they did not emerge naturally out of a recognition of the importance of interrelating the varied and multicolored aspects of national cultures, they seemed to stand outside the general stream of intellectual activities within each nation. The idea of international community of culture cannot be promoted until the idea of the community of national culture and its international source is established. The limitation in the organization for international intellectual cooperation was illustrated in the somewhat narrow restriction of such cooperation to the pure sciences, arts and letters. […] The importance in modern culture of the social sciences, of the radio and the moving-picture, and of education, with which the League of Nations at first refused to concern itself, was ultimately recognized, but almost as an afterthought. »

Edgard Telles RIBEIRO, *ouv. cité*, p. 88 : « O que está realmente em jogo nessa discussão? Será tão somente uma questão de consolidar o processo de inserção internacional [...]? Ou, através desse trabalho, não estaremos também, de alguma forma, contribuindo para preservar nossa própria identidade cultural? De fato, a projeção exterior de uma cultura não será uma maneira adicional de melhor preservar e consolidar, internamente, os valores professados por essa cultura? »

Celso Furtado, cité par Edgard Telles RIBEIRO, *ouv. cité*, p. 96 : « se redurzimos [o problema] a seus elementos mais simples comprovaremos sem dificuldade que a questão central se resume a saber se temos ou não possibilidade de preservar nossa identidade cultural. Sem isso seremos reduzidos ao papel de passivos consumidores de bens culturais concebidos por otros povos. »

Pedro Henríquez UREÑA, *La Utopía de América, compilación y cronología de Angel Rama y Gutiérrez Girardot*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 1989, p. 52 : « Yo no sé si empezaremos a ser 'nosotros mismos' mañana a la aurora o al mediodía ; no creo que la tarea histórica de Europa haya concluido ; pero sí sé que para nosotros Europa está en eclipse, pierde el papel dogmático que ejerció durante cien años. No es que tengamos brújula propia ; es que hemos perdido la ajena. »

INDEX

A

Acebal, Jorge Soto · 1020
Aguirre Cerda, Pedro · 864, 867, 868, 869, 882, 903, 997, 998, 999, 1010, 1243
Aita, Antonio · 608, 610, 613, 614, 616, 617, 794, 795, 796, 811, 816, 817, 820, 896, 931, 1089, 1090, 1130, 1150, 1155, 1196, 1231, 1232, 1234, 1235
Almeida, Miguel Osório · 624, 795, 796, 829, 830, 838, 896, 922, 998, 1014, 1023, 1024, 1035, 1038, 1043, 1057, 1097, 1184, 1187
Andrade, Mário de · 626, 633, 634, 643, 644, 770, 771, 833, 842, 846, 1024
Arguedas, Alcides · 1015

B

Bello, Joaquín Edwards · 863, 867, 1014
Bonnet, Henri · 794, 795, 993, 1020, 1089, 1130, 1150, 1231, 1232
Brull, Mariano · 1015
Brunet, Marta · 661, 780, 876, 882, 1228, 1229, 1245, 1246

C

Calmon, Pedro · 614, 626, 1023, 1024
Capanema, Gustavo · 614, 623, 629, 630, 641, 817, 834, 835, 839, 840, 923, 967, 1235, 1238
Capdevila, Arturo · 792
Castro, Aloísio de · 922, 991, 994, 1014, 1023, 1097, 1163
Couto, Rui Ribeiro · 617, 619, 620, 621, 622, 623, 626, 627, 628, 639, 837, 849, 850, 922, 1178, 1198, 1240

D

Donoso, Armando · 614
Dutra, Osório · 620, 621, 625, 639, 650, 837, 894, 898, 1023, 1199, 1204

E

Echagüe, Juan Pablo · 792, 1092

F

Falcão, Ildefonso · 620, 621, 625, 649, 650, 836, 837, 840, 841, 842, 1023, 1134, 1198, 1204, 1238, 1239

G

Gálvez, Manuel · 784, 790, 792, 1092
Guimarães, Argeu · 620, 626, 627, 636, 887

H

Hernández, Juvenal · 677, 678, 681, 886, 896, 931, 1014, 1080, 1131, 1132, 1167, 1170, 1186, 1210, 1211
Houssay, Bernardo · 795, 797, 1019, 1020, 1089, 1232
Hull, Cordell · 597, 1047

I

Ibarguren, Carlos · 608, 611, 613, 620, 783, 785, 786, 787, 790, 791, 795, 796, 797, 811, 813, 896, 931, 960, 1014, 1019, 1020, 1089, 1092, 1150, 1179, 1196, 1197, 1230, 1232, 1234

L

Labarca, Amanda · 674, 677, 678, 681, 864, 881, 882, 896, 929, 977, 1131, 1169, 1170, 1209, 1211
Levene, Ricardo · 793, 1019, 1020
Levillier, Roberto · 1019, 1020
Luchaire, Julien · 646, 991, 993, 1150
Lugones, Leopoldo · 606, 756, 758, 784, 792, 1014

M

Mistral, Gabriala · 683, 772, 782, 794, 795, 800, 860, 864, 876, 881, 888, 932, 950, 975, 991, 1001, 1014, 1134, 1164, 1185, 1231, 1232, 1233, 1245, 1246, 1247
Montarroyos, Elyseu · 619, 620, 623, 624, 640, 645, 646, 647, 648, 649, 837, 842, 845, 847, 848, 896, 1014, 1074, 1134, 1135, 1150, 1158, 1203, 1204, 1239, 1240
Moraes, Vinicius de · 627, 644, 645, 837, 845, 1203, 1239
Morand, Paul · 614, 615, 801, 803, 813

N

Neruda, Pablo · 881, 885, 1153
Nogueira, Julián · 1057, 1135

O

Ocampo, Victoria · 794, 795, 796, 889, 932, 960, 1014, 1089, 1164, 1165, 1231, 1232, 1247
Oliveira, Xavier de · 685, 991, 1046, 1053, 1054, 1162, 1163, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178

Otávio Mangabeira · 991, 1006

P

Peixoto, Afrânio · 614, 753, 829, 922, 967, 1023, 1024, 1097
Perón, Juan Domingo · 574, 577, 584, 585, 586, 587, 589, 590, 598, 603, 605, 607, 608, 617, 797, 939, 940, 957, 958, 961, 963, 964, 1001, 1002, 1005, 1071, 1072, 1193
Plath, Oreste · 638, 639, 830, 835, 845, 846, 848, 849, 1201, 1237, 1239, 1240

Q

Quezada, Armando · 864, 1014, 1080

R

Ramos, Juan P. · 1019, 1020
Reyes, Alfonso · 769, 782, 800, 851, 906, 907, 932, 949, 1016, 1048, 1057, 1164, 1174, 1185, 1233, 1241
Rojas, Ricardo · 784, 960, 1229
Romero James, Concha · 683, 1146, 1147, 1148, 1169, 1171, 1172, 1173, 1212
Romero, Alberto · 867, 881, 903
Roquette-Pinto, Edgar · 830, 994, 1023, 1237

S

Silgueira, Honorio · 1054, 1056, 1177, 1178
Sodré, Azevedo · 1163

U

Uriburu, José Félix · 786, 790, 791, 792, 961, 993, 1003, 1230

V

Valéry, Paul · 613, 614, 615, 616, 796, 894, 1038, 1058, 1089, 1197, 1232
Vargas, Getúlio · 590, 614, 618, 624, 628, 629, 630, 631, 643, 777, 782, 800, 823, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 845, 849, 850, 851, 902, 923, 932, 939, 940, 947, 957, 965, 966, 967, 968, 969, 972, 993, 995, 999, 1001, 1007, 1081, 1082, 1119, 1120, 1161, 1185, 1199, 1233

W

Walker Linares, Francisco · 671, 676, 677, 678, 679, 896, 1129, 1131, 1132, 1134, 1147, 1179, 1180, 1185, 1186, 1187, 1211

Résumé

De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle : les voies/x de l'Argentine, du Brésil et du Chili (1919-1946)

S'inscrivant dans le champ de l'histoire des relations culturelles internationales, cette thèse analyse de manière comparatiste l'élaboration d'une diplomatie culturelle par l'Argentine, le Brésil et le Chili dans la période de l'entre-deux-guerres, en s'appuyant sur des organismes de coopération intellectuelle à vocation internationale ou régionale.

Notre but est de montrer comment, à partir des toiles tissées par les différentes structures et dynamiques de la coopération intellectuelle, internationale, continentale ou latino-américaine, l'Argentine, le Brésil et le Chili ont forgé les instruments d'une diplomatie culturelle et ont bâti une certaine image d'eux-mêmes sur la scène internationale. Cette thèse vise à montrer que les initiatives argentine, brésilienne et chilienne sur le terrain de la diplomatie culturelle ne prennent corps et sens que dans la mesure où elles s'insèrent dans des dynamiques qui dépassent leurs frontières.

Dans le cadre d'une étude sur la diplomatie culturelle, qui implique que le pays qui en fait usage ait une image à proposer sur la scène internationale, la question de l'identité nationale est au cœur de la réflexion. Nous nous inscrivons donc dans une perspective qui relève tout autant de l'histoire des relations internationales que de l'histoire culturelle, aux confins des débats sur l'identité nationale et sur la définition de la politique étrangère.

Mots-clés : Argentine ; Brésil ; Chili ; Diplomatie culturelle ; Société des Nations ; Panaméricanisme.

Abstract

From Intellectual Cooperation to Cultural Diplomacy : the Argentinian, Brazilian and Chilean Experiences (1919-1946)

Contributing to the field of history of international cultural relations, this thesis proposes a comparative analysis of the engagement in cultural diplomacy by Argentina, Brazil and Chile in the period between the two World Wars. This surge in cultural diplomacy relied upon organizations for intellectual cooperation, both on an international and regional level.

The goal of this work is to show how, from various networks embedded in the structures and dynamics of international, continental and Latin American intellectual cooperation, Argentina, Brazil and Chile forged deliberate instruments of cultural diplomacy and constructed a certain image of themselves on the international scene. This thesis aims to show that these initiatives in cultural diplomacy could neither have happened nor acquired their importance without being part of larger dynamics transcending their own national borders.

At the heart of any reflection on cultural diplomacy and its concern with projections of national images into international settings is the question of national identity. Therefore, the work takes a perspective that is as much part of history of international relations as it is cultural history, retracing the frontier of debates on national identity and the definition of foreign policy.

Keywords: Argentina, Brazil, Chile, Cultural Diplomacy, League of Nations, Pan-Americanism.

Histoire
École Doctorale 122 – Europe latine-Amérique latine